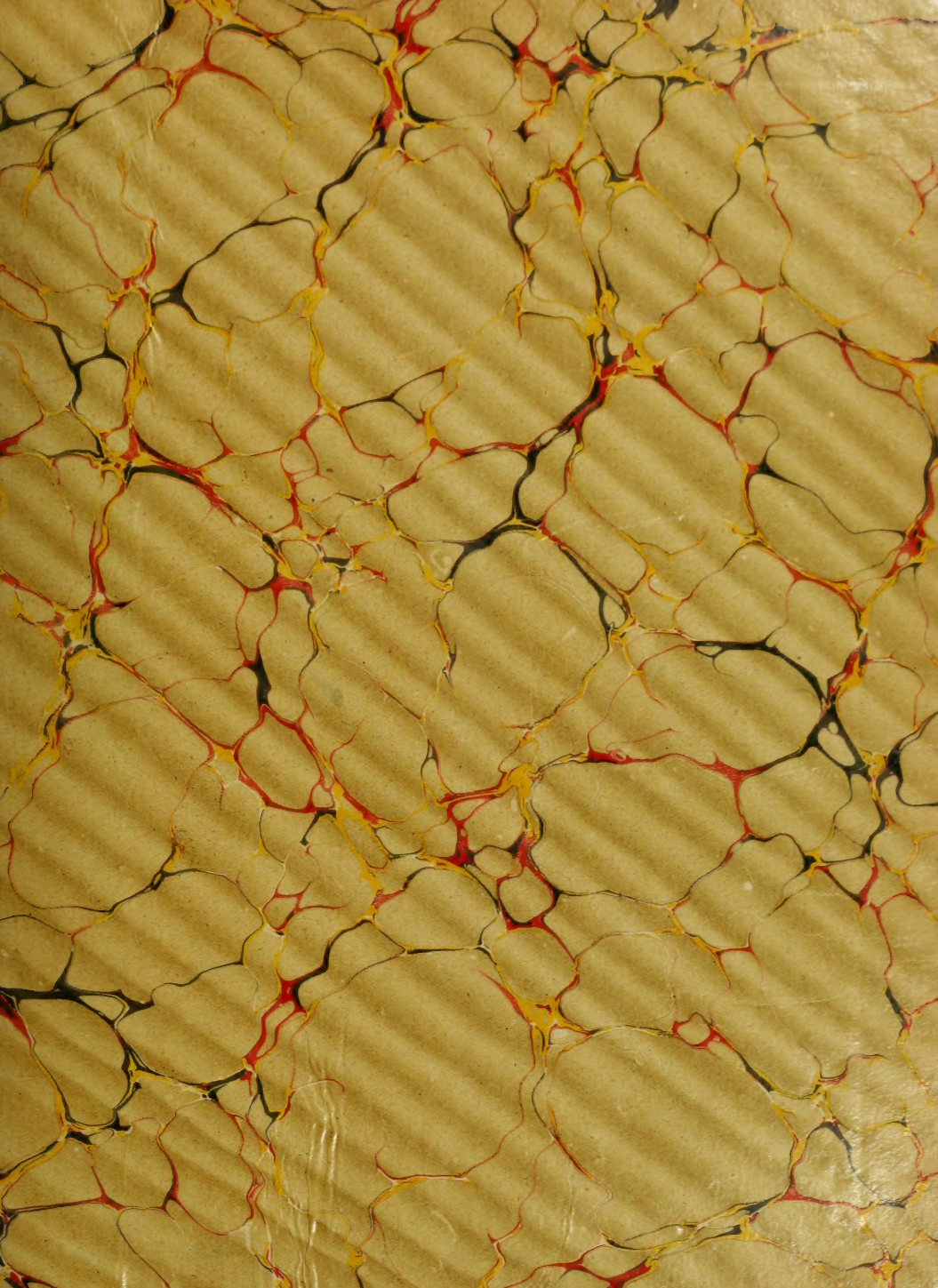

REVUE BLEUE

PARIS. — A. DAVY IMP. DE LA REVUE BLEUE ET DE LA REVUE SCIENTIFIQUE
52, rue Madame, 52

P
Fr. Lit.
R.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARAISSANT LE SAMEDI

Fondée en 1863

56e ANNÉE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1918

197236
9.7.25

PARIS

BUREAUX DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE* (*REVUE BLEUE*)
ET DE LA *REVUE SCIENTIFIQUE*

55, RUE DE CHATEAUDUN, 55

—

1919

BIBLIOTEKA OTWORCZA
OSTAŁCENIU

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

S'adresser à l'Administrateur pour tout ce qui ne concerne pas la Rédaction.

N° 1 — 56e ANNÉE — 5-12 JANVIER 1918

LES LEÇONS DE NOTRE HISTOIRE ET LA PAIX DE DEMAIN (1)

En cette heure qui commence une nouvelle année d'enseignement, je voudrais vous parler de la guerre et de ses conséquences une quatrième fois. J'espère que ce sera la dernière fois, et que l'an prochain, au début d'un autre hiver, nous saluerons la période victorieuse de notre histoire nationale, de cette histoire que ma tâche, ici, est de vous faire connaître et de vous faire aimer.

C'est parce que je vous dois œuvre d'histoire que je réserve ces leçons de prélude à des faits contemporains. Que d'autres demandent à l'étude du passé l'oubli du présent : ni vous ni moi ne sommes de cette humeur, et nous ne rejetons en travaillant aucune des responsabilités que notre temps nous impose. La science ne garde sa dignité que si elle apporte au savant, au lieu d'une distraction pour ses tristesses d'homme, un réconfort pour ses devoirs de citoyen.

Méditer sur le passé de la France, c'est se préparer à la servir : et ceci est l'obligation souveraine. Ne nous dites pas, hommes d'Etat qui savez à merveille les incidents du jour, que les vieux textes sont des curiosités d'érudits, inutiles à la solution des questions présentes. C'est votre science qui est bornée, et nullement la nôtre. Vous ne voyez que les faits visibles et leurs causes immédiates, vous ignorez leurs raisons secrètes, vous ne vous apercevez pas que ces agitations sont produites par des mouvements éternels. Vous observez les heures des journées humaines à la façon dont vous regarderiez les feuilles d'un arbre, et les racines de ces arbres vous échappent, et vous ne voulez pas comprendre que ces heures tiennent à une vie sortie des profondeurs du temps et de l'espace. — Vous me reprochez par exemple mon optimisme inévitable à l'endroit de l'Allemagne, de hocher la tête quand vous m'annoncez sa guérison possible par la vertu du régime démocratique, et si je vous réponds qu'une seule chose guérira l'Allemagne, la défaite et le châtiment, vous m'accusez d'obéir à un parti-pris, d'obéir à l'histoire, et je tire mon optimisme, non pas, comme vous, d'une théorie politique, mais de réalités séculaires. Si je doute d'un repentir germanique, c'est que je connais nos ennemis, je vous assure, depuis plus longtemps que vous, et depuis 1871, et depuis 1792, et depuis Othon et Arioviste. Vous ne fixez que l'Allemagne d'aujourd'hui, nous avons pénétré l'Allemagne de toujours. Vous n'avez appris que des circonstances, nous avons appris des conditions permanentes. Vous êtes les diplomates d'une conjoncture, l'historien est l'analyste de vingt siècles, dont il vous apporte les leçons. Dans votre intérêt, écoutez l'histoire. Bâtir sans elle, c'est bâtir sur le sable. Elle vous parle au nom de la vérité, elle vous propose la loi des âges disparus, qui sera la loi des âges à venir.

(1) Collège de France, 5 décembre 1917.

Écoutons encore l'histoire par respect pour nos aïeux. Elle nous raconte ce qu'ils ont travaillé et souffert afin de fonder une France et de la maintenir. L'historien est leur représentant en face des hommes qui gouvernent, ou qui croient gouverner : il ne veut pas que l'œuvre de ces aïeux soit compromise par des erreurs politiques, il réclame pour eux une place dans les délibérations, et pour eux, les morts et les ancêtres, le pouvoir d'aider les vivants, leurs petits-fils, à régler le sort de leur commune demeure.

Et enfin, plus près de nous, tout près de nous, des soldats qui furent mes élèves et mes amis, m'ont laissé la mission de défendre la cause pour laquelle ils sont tombés. L'historien ne se borne pas à chercher la vérité : il l'enseigne, il revendique le rôle de professeur, plus beau encore que celui de savant, et s'il se croit le gardien du passé national, c'est pour devenir un meilleur éducateur de la jeunesse qui veut agir et se dévouer. Mais celle-ci, à son tour, apporte à ses vieux maîtres un exemple et une leçon. Elle les entraîne à l'action, elle les appelle vers la noble route sur laquelle elle est entrée. Mes chers morts, mes chers collaborateurs : Déchelette, Robert Michel, Adolphe Reinach, de Pachtère, Anziani, Boudreaux, Georges Matheu, et d'autres plus obscurs, qui s'assirent jadis parmi nous, c'est leurs voix maintenant que je veux entendre, c'est leur enseignement que je veux suivre, ils me dirigent d'un seuil plus élevé que cette chaire, ils m'éclairent d'une science plus étendue que la mienne, ils me sollicitent de prolonger, de récompenser leurs veilles d'érudits, leurs souffrances de combattants, et de faire servir les matériaux de l'histoire de France à construire un édifice sans crevasses pour la France de demain.

C'est en pensant à cette France de demain que je voudrais, aujourd'hui, vous entretenir de la paix (1).

*
* *

Car voici ce que veut dire ce mot de paix. Ce n'est pas seulement une guerre qui finit, c'est un état de choses qui commence, — non pas pour chacun de nous, ne nous occupons point de nous en ces sortes d'affaires que sont la guerre et la paix ; si mêlés que nous y soyons par nos deuils ou nos peines, nous ne devons y intervenir que comme membres d'une nation : la paix et la guerre ne regardent que la patrie. Et la guerre signifie un danger que la patrie écarte, la paix signifie son avenir que la patrie assure. Penser à la paix, c'est donc penser à une certaine vie pour la France de demain, à une vie meilleure, plus tranquille et plus digne.

Place alors à qui étudie l'histoire ! Il faut l'interroger et le croire, et il faut qu'il ait lui-même le courage de se faire entendre.

Il rappellera les conditions physiques suivant lesquelles la France peut le mieux vivre. Notre pays est un corps vivant, il a ses organes qui sont ses provinces, sa structure que déterminent ses frontières : et si on ne rend pas à la France tous ses organes et ses vraies frontières, elle ne continuera à vivre que d'une vie mutilée.

Nous nous souviendrons aussi que la France est une personne morale, douée d'un tempérament propre, de ses qualités et de ses défauts. Qu'une paix maladroite gêne ses facultés, entrave les vertus de son âme ou en favorise les vices, et notre pauvre patrie ne saura plus guider sa démarche à travers les destins des peuples.

Les nations n'ont pas seulement à suivre le précepte du sage, de se connaître soi-même, mais à s'informer aussi de ce que valent leurs voisins, à distinguer les bons et les mauvais. Nous n'aurons, pour nous renseigner à coup sûr avant l'heure de la paix, qu'à consulter nos annales.

Ces annales sont le livre de nos expériences nationales. Depuis vingt-cinq siècles, la terre qui soutient la France comme nation, les hommes qui l'entretiennent comme patrie, n'ont cessé, à leur insu ou par volonté franche, de s'avancer vers la raison suprême de notre société politique, de notre nom collectif. Tâchons de bien comprendre cette raison, pour que la paix future nous en rapproche. Si elle était à l'inverse de notre loi historique, nous imposerions à nos descendants une nouvelle tâche à refaire, à nos petits-fils de nouveaux morts à sacrifier. Songeons à nos enfants en faisant la paix, ne songeons qu'à eux.

L'histoire, enfin, dira à ceux qui ont la charge de la France, qu'elle n'est point tout dans l'univers, même aux yeux de ses citoyens les plus passionnés, qu'elle est un membre de la société humaine, que cette humanité, elle aussi, a sa tâche et son devoir. Dans la paix qu'elle signera, la France ne se mettra pas en travers de la marche des hommes, elle y conformera la sienne : sans quoi elle serait tôt ou tard brisée, et, pour avoir un jour trop fortifié sa vie personnelle, elle perdrait quelques-uns de ses motifs de vivre éternellement.

Ah ! si l'historien arrive à bien savoir la France,

(1) J'ai, jusqu'au matin de ce jour, hésité à traiter ce sujet : le message du président Wilson vient de lui donner une poignante actualité. Je l'aborderai donc, en suivant ce message, presque point par point.

sa nature, son rôle, sa place dans l'humanité, si de la science qu'il aime résulte une paix durable pour la France qu'il aime plus encore, une joie profonde lui viendra du milieu des larmes qui l'environnent. Par là, il se trouvera en harmonie avec les meilleurs de nos aïeux, il pressentira, douce comme une longue caresse, la gratitude des meilleurs de nos descendants, il aura collaboré avec les morts à l'œuvre d'immortalité, il ne croira plus que sa vieillesse et sa faiblesse ont été inutiles dans le grand combat pour la France, et il verra enfin accompli le désir de toute sa vie, d'avoir été, en un jour de péril, un bon serviteur, un vrai croyant de la patrie.

*
* *

J'ai voulu prononcer ce mot de croyant. Car la patrie est une religion, puisque nous croyons en la France de la manière dont un chrétien croit en son Dieu, puisque nous voulons entre Français cette union sacrée qui est une forme de la charité, puisque nous tendons vers la durée de notre nation les mêmes espérances par lesquelles notre âme aspire à son éternité. Espérance, foi et charité, la divine trilogie de la religion a sa valeur pour la France. Dans tout ce qui concerne la patrie, mettons l'esprit religieux, et mettons-le surtout dans la préparation de cette paix, qui décidera de son avenir.

Je ne conçois pas qu'on aille à la paix autrement qu'à un acte de culte, à une sorte de communion, de vœu solennel, où l'on se dispose par la réflexion de l'esprit et la pureté du sentiment. Car la paix, vous ai-je dit, inaugure pour les peuples une nouvelle existence, de même que la communion appelle les âmes à une seconde naissance. Des diplomates se mentant l'un à l'autre quand ils sont ensemble, intriguant l'un contre l'autre quand ils ne se voient pas, n'étant sincères et d'accord qu'aux heures inutiles du divertissement, c'est un spectacle humiliant pour l'humanité que celui d'un congrès de Vienne ou d'un concile de Constance. Je voudrais que nos représentants eussent l'attitude qui convient à des prêtres de la France, *sacerdotes Galliæ*, pour emprunter à l'Antiquité l'expression dont elle désignait les délégués d'une nation. — Utopie de moraliste, je le sais bien. Mais après avoir étudié tant de vilenies dans les gouvernements d'autrefois, après avoir constaté tant de misères morales dans les gouvernements d'aujourd'hui, on se plaît à imaginer autre chose, à dessiner une tenue parfaite pour les représentants de la patrie.

Cette dignité d'attitude je ne la réclame pas uniquement de ceux que la France désignera pour les conseils délibérants, je la réclame de nous tous. Chacun de nous, même le plus humble, est un représentant de la France : il a le droit de participer à l'acte de la paix, puisqu'il a participé à l'acte de la guerre, d'exprimer ses sentiments puisqu'il a souffert dans sa vie. Mais il a en même temps le devoir de ne penser et de ne parler qu'en Français. Tout ce qui lui semblera favorable à ses intérêts, à ceux des siens, de sa maison de commerce ou de son parti politique, il s'en défiera, il l'écartera de son esprit, pour qu'rien n'empêche la claire vision de l'avenir de la France. Royalistes ou socialistes, riches ou pauvres, soldats ou civils, disons-nous bien que la paix doit être pour nous un nouveau sacrifice, fait d'oubli de soi et de dévouement à tous, et qui continue et achève le sacrifice du combat.

Faisons donc, avant de préparer la paix, notre examen intérieur de Français. Confessons nos défauts, afin de les éviter : rappelons nos qualités, afin de les affirmer. C'est ici que l'historien intervendra, en directeur de conscience.

*
* *

Nous sommes un peuple de rhéteurs, d'artistes en bavardage : nous nous complaisons aux assemblages de phrases et aux assemblées d'auditeurs, nous avons une joie pareille à tisser la trame d'une période et à en suivre le cours. Tout parleur est assuré d'un auditoire, toute réunion est assurée d'un orateur. Ne croyons pas que le mal soit récent, et qu'il vienne de notre éducation latine. J'enrage quand je vois rapporter à une influence romaine ce qui est la marque de notre nature, ce qui résulte de l'obscur travail fait sur place par cent générations antérieures à César. Le Gaulois était né faiseur et applaudisseur de discours. Au moment où les légions du proconsul faisait courir à nos ancêtres les pires dangers, où Vercingétorix leur chef avait surtout besoin de réfléchir et de commander, il lui fallait d'abord répondre au comité des soldats. Ni l'Empire des Augustes ni l'invasion des Germains n'ont rien changé. Un de nos premiers historiens nationaux, Richer, illustre de discours sans fin l'avènement de la dynastie capétienne. Les héros qui symbolisent la France chrétienne et féodale, les preux des épopées carolingiennes, brassent autant de paroles qu'ils frappent de coups d'épée. Dans les deux guerres civiles où se révéla le plus nettement l'esprit français, la Ligue et la Fronde, on vit une extra-

ordinaire débauche de discours, de pamphlets et de journaux : je mets cela ensemble, car trop écrire, c'est encore trop parler. De nos jours, même au milieu de cette lutte terrible, quel gaspillage de temps et de forces en verbiages inutiles ! Une assemblée se réunit en secret : est-ce pour délibérer plus vite? Non, c'est pour discourir plus à l'aise, et l'un de ses membres, au sortir de la première séance, se félicitant d'avoir pu rester deux heures à la tribune. La langue s'agite, la plume grince, on arrive à ne plus savoir ce qu'est décider et agir. — Voilà un des gros travers dont la France a toujours souffert. Elle ne s'en guérira pas, mais, si elle veut s'apprêter à une bonne paix, qu'elle se protège contre lui. Obligeons nous à nous faire, à penser davantage ; pour cela, soyons moins souvent ensemble, et plus souvent avec nous-mêmes. Solitude et silence aideront mieux à l'avenir de la patrie que conférences et rhétorique. Consacrons nos heures à méditer sur elle, à aiguiser notre science, à fortifier notre résolution. L'essentiel est, aujourd'hui, de savoir quel est le bien de la France, et, demain, de le vouloir coûte que coûte.

Nous sommes un peuple crédule, et cette crédulité fut la principale cause de nos servitudes. Il suffit, à qui voulut gagner notre confiance, de quelques protestations d'amitié. Des toutes les redites de notre histoire, celle d'être dupes est la plus fréquente. Dupés, nous le fûmes par le Sénat romain, dont les Eduens reçurent le titre d'amis ; par César, que la Gaule appela à son secours contre Arioviste. Et surtout nous fûmes dupés, et de tout temps, par le voisin d'outre-Rhin. Il a régné chez nous, par un mystère que je n'arrive pas à comprendre, un besoin de se fier à une parole germanique. Tacite le disait jadis aux Gaulois : « Que les Germains vous parlent, et votre crédulité s'exerce aussitôt à leur profit. » A vingt siècles de distance, nos malheurs nous viennent de ce que nous avons cru à des promesses allemandes, à la Prusse, qui devait désarmer, après Iéna, au Parlement de Francfort, qui devait fonder l'Allemagne libérale : nous avons cru, avant 1870, en Bismarck le bon conseiller, avant 1914, en Guillaume II l'empereur de la paix ; et aujourd'hui nous inclinons à croire en la démocratie allemande, qui garantira la sécurité du monde. — Arrière, je vous prie, cette confiance, cette crédulité, qui est une manière de se trahir soi-même et qui pourrait faire de la paix de demain la formule initiale d'une nouvelle guerre.

Nous sommes un peuple de politiciens, et les sottises des discussions politiques nous ont trop souvent conduits aux crimes des guerres civiles, des révolutions et des coups d'Etat. Toutes les nations, certes, ont eu leurs discordes et leurs luttes intestines, mais aucune n'a nourri plus que la France son mal politique. Armagnacs et Bourguignons, Huguenots et Papistes, Frondeurs et Mazarins, Jacobins et Girondins, nous avons un lot exceptionnel de frères ennemis, et je pourrais faire descendre cette liste jusqu'à notre temps, et la faire remonter jusqu'au temps de César. « Les Gaulois », disait ce dernier, « sont exaspérés par le fait de la politique ; l'esprit de parti les aveugle et les emporte ; il y a toujours deux partis en Gaule, et ils reparaissent partout, dans les villes, les villages, les familles mêmes. » L'esprit de parti, je le redoute et je l'abomine à l'égal de l'Allemagne. Aux heures tragiques, il nous a infligé l'oubli de la vérité et du devoir, l'oubli de la France. C'est par lui que le prince de Condé a été poussé à trahir son roi, et Diviciac a trahir la Gaule, et c'est lui qui en mars 1871 a empêché de voir que les Prussiens étaient à Saint-Denis. L'esprit de parti retarde la victoire et ajoute à la défaite. — Demain, s'il s'introduit dans la paix, il la transformera en une maladresse criminelle. Ce mot de parti ne doit pas être prononcé dans l'intervalle de temps compris entre un appel aux armes et le retour à leurs foyers de nos soldats triomphants. Le jour où l'ennemi n'entendra plus l'écho de nos discussions politiques, à cette fois il s'estimera bien vaincu, et vaincu par la France, car il la sentira contre lui, debout tout entière, supérieure à ses querelles, dominatrice de ses défauts ; et notre patrie, victorieuse d'elle-même, pourra prétendre à toutes les victoires. — Vous me répéterez que c'est encore un rêve. Je ne le sais que trop. Mais accordez-moi de le faire, et, en corrigeant quelques-uns des traits de notre figure nationale, de me représenter une France en pleine beauté.

Les défauts écartés, ayons le sentiment de nos qualités, tirons-en profit pour compléter cette dernière victoire que sera le traité de paix.

On convient que la France est un peuple de clarté. J'accepte ce mot de clarté, j'en élargis le sens, du domaine de l'esprit je l'étends à la vie politique et à la vie morale, et je l'applique à la paix que nous souhaitons. Il y a une clarté pour l'intelligence, qui lui fait voir les choses telles qu'elles sont, avec leurs rapports naturels, sans ombre et sans faux jour. Il y a une clarté dans l'ordre public, quand un peuple n'est point soumis à d'obscures machinations de ses chefs, à des

lois dont il ne comprend pas la portée, à des intérêts qui ne sont pas les siens : et cette forme de la clarté s'appelle la liberté. Il y a enfin une clarté morale, qui invite les hommes et les nations à suivre droit leur chemin, la franchise dans l'intention, la sûreté dans le regard, impitoyables pour les artisans de ruses et de lâchetés, s'avançant vers la justice comme les mages vers l'Étoile. C'est cette triple clarté qui enveloppe notre histoire. La France l'a fait briller dans sa langue, sa littérature, sa philosophie, limpides et paisibles ainsi que des jours sans nuages. Elle l'a mise dans son régime politique, où la première des nations elle a affirmé la liberté originelle de tous les hommes. Elle l'a développée dans son âme, elle dont le plus ancien drame poétique, la *Chanson de Roland*, se résume en la sainteté du combattant loyal. — Et elle devra revendiquer cette triple clarté dans la paix qui sera signée de son nom : point de clauses que nous ignorerions, de toutes les lignes une explication facile, chaque Français admis, je ne dis pas à décider, mais à savoir, à comprendre, à réfléchir, rien, absolument rien qui soit inspiré par un brasseur d'affaires, qui soit la mystérieuse préparation d'un gain personnel, aucune signature, au bas de l'acte, sortie d'une main qu'un traître aurait touchée.

Le dernier élément à signaler dans le caractère français est l'individualisme : car, à bien le prendre, c'est une qualité. Il consiste à ne rien croire que par soi-même : et notre Descartes, notre Fustel de Coulanges furent des modèles d'individualisme intellectuel. Il consiste à ne point agir sans conviction personnelle, à fixer ses résolutions par sa propre volonté, consciente et disciplinée, à se faire guider par une cause qui soit en nous : et nos soldats, qui ne se sont point battus sur un mot d'ordre docilement accepté, à la façon des bandes de l'empereur allemand, mais qui sont obéi d'abord à leur sentiment et à leur raison, offrent des modèles de forces individuelles, associées et coordonnées. L'individualisme encore, c'est répandre autour de ses actes un peu de beauté, une sorte de lumière morale qui brille, qui reste, dont on se souvient : et ce que je définis ainsi, c'est la gloire, la vraie gloire, stimulant des décisions prochaines, parures des actions présentes, vestige ineffaçable des exploits accomplis. N'ayons ni peur ni jalousie des individus et de leur gloire : limitons-les, cela va sans dire, aux limites où s'arrêtent l'intérêt de la France et la pratique du bien : mais dans ce cadre de vertu et de patrie, laissons-les agir et se développer, c'est l'individualisme d'un saint Louis, d'un Colneille, d'un saint Vincent de Paul, d'un Pasteur qui a doté notre pays de ses richesses matérielles et morales : aucune nation au monde, et ce doit être notre fierté, n'a été plus riche en grands hommes, aucune n'a reçu, de ses gloires individuelles, plus de loyaux services et de bienfaits solides. Restons fidèles à notre passé. Je me rappelle ce mot d'un matelot basque, marin sur un vaisseau qui fut vainqueur d'un pirate allemand : « Vous allez », lui disions-nous, « toucher une belle prime » : il nous répondit : « On lira mon nom dans les imprimés, on parlera de moi au pays » : et, disant cela, il m'a donné à moi-même une leçon d'histoire de France, il m'a averti que pour tous ceux qui ont fait cette histoire, humbles matelots comme lui ou amiraux suprêmes comme Courbet, il faut mettre de la gloire dans une action de France. — N'oublions pas, à cette avant-veille de la paix, l'exemple du matelot basque. Confions nos destinées aux plus intelligents et aux plus dignes, sans ombrage pour leur renom, sans tracasserie pour leur tâche. S'ils se sentent responsables devant leurs concitoyens d'aujourd'hui et devant la postérité de demain, j'ai confiance, ils apporteront à la France honneur et profit. Et puis, la paix signée par ceux que nous aurons choisis, ne leur en voulons pas s'ils vont à l'immortalité populaire, et si, d'avoir grandi la France, ils se sont grandis eux-mêmes. Il est bon que des étoiles éclairent le ciel de la paix.

*
* *

Un traité de paix est ce qu'on appelle un acte public, signé de contractants. D'actes de ce genre, il en a été signé des milliers. Et tout de suite, ce simple rappel nous inquiète. Quoi ! à la fin de cette guerre extraordinaire, nous allons conclure une convention de même genre que mille autres, qui n'ont point tenu ?

Cela n'est pas possible. Après tant de malheurs et tant de crimes, nous réclamons un traité qui ne ressemble pas aux précédents, un acte qui porte en soi sa marque indélébile. —

Les paix d'autrefois, c'étaient traités conclus entre vainqueurs et vaincus, mais après tout entre nations qui se sentaient moralement égales l'une à l'autre : et la seule chose qui distinguât ces nations, était que l'une, matériellement, l'avait emporté sur l'autre. Un traité de paix était la loi du plus fort.

Nous ne voulons plus de cette loi. Depuis quatre ans nous la combattons. Car le propre de nos adversaires est d'avoir fait de la force la loi de

[illegible] vie, la religion de leur âme. Finissons-en avec la loi de la force, la loi allemande.

Pour que le traité de paix manque la défaite de la force, il faut qu'il ressemble, non pas à un acte où des vainqueurs s'imposent à des vaincus, mais à un acte où des magistrats s'adressent à des coupables. Que la première décision du monde renouvelé soit une sentence de justice, et non pas la sanction d'un butin. Ni vainqueurs, ni vaincus, a-t-on crié un jour : oui, des juges et des criminels. Une paix sans victoire, a-t-on proclamé une autre fois : oui, un jugement sans appel. C'était, je crois, l'idée de lord Kitchener : reprenons-la.

On annonce pour bientôt la « société des nations ». Bientôt n'est point nécessaire. Elle existe dès maintenant. Vingt nations, plus des trois quarts de l'humanité, se sont groupées pour combattre trois chefs d'empires : et ces empires, depuis qu'ils existent, ont déclaré la guerre aux nations, et, depuis quatre ans, ont fait la plus atroce besogne de meurtre que le monde ait jamais vue. Le tribunal est là, et les crimes à juger. C'est par un acte de droit que la société des nations peut commencer son règne.

Comme ce sera bien dans la tradition de la France ! Le mot de droit est inséparable de sa vie. Je le lis dans la déclaartion solennelle par laquelle, en 1789, elle a fondé les démocraties modernes. Je le relis dans le poème par lequel, deux cents ans plus tôt, elle a prétudé à la vie chevaleresque du monde chrétien, lorsque Ganelon, traître à Roland, fut d'abord brisé par la force et ensuite jugé suivant les formes du droit.

*
* *

Un tribunal peut avoir une double compétence. Il juge au criminel, et il juge au civil. La sentence une fois prononcée contre les coupables, que la France se porte partie civile. Je suis convaincu que le droit commun suffira à régler cette guerre : vous ne vous étonnerez point, puisqu'elle a été conduite par des crimes de droit commun.

La France, en qualité de partie civile, a le droit d'exiger réparation pour les torts et dommages qu'elle a subis. Ce droit qu'elle a est en même temps un devoir, un devoir envers elle et un devoir envers tous ses membres, vivants et morts, aïeux et descendants. Droit et devoir se confondent pour elle. Elle est la plus ancienne et la plus achevée des nations, celle qui a coûté à ses enfants le plus de douleurs, qui leur a inspiré le plus d'amour, elle est un être divin, dont vingt-cinq siècles de labeur ont façonné le corps et l'esprit : elle doit à son passé de faire respecter son présent et d'assurer son avenir.

L'Allemagne lui a volé en 1865 et 1871 ses terres et ses mines : qu'elle lui rende toute l'Alsace et toute la Lorraine. L'Allemagne a détruit ses villes et ruiné ses campagnes : qu'elle paie pour les rétablir en leur intégrité : si elle ne payait pas, c'est nous qui payerions, et nous, les innocents, aux deuils de la mort nous ajouterions les misères de la vie : par-devant le tribunal des nations, nous répoussons cette iniquité. L'Allemagne n'a cessé, depuis cent ans et davantage, de nous menacer ou de nous attaquer : qu'elle nous donne des garanties pour que le crime ne recommence plus. — Ici se place la question capitale, celle de la frontière. Je l'aborderai ouvertement, sans tenir compte des difficultés du jour (ceci est affaire de la politique, et non de la science), mais en examinant uniquement notre sol dans la nature et notre sort dans l'histoire.

*
* *

La meilleure frontière, du côté allemand, est le fossé formé par le Rhin : je ne dis plus seulement le Rhin d'Alsace, qui est à nous à titre de domaine et de demeure, mais je dis toute la rive gauche, jusqu'à Mayence, jusqu'à Coblentz, jusqu'à Cologne. Sur ce point, en théorie, les Français sont d'accord. Une France qui s'appuierait au Rhin serait inattaquable, affirment les généraux de l'Ecole de guerre. C'est là sa limite providentielle, déclarent les géographes, depuis Strabon jusqu'à Vidal de La Blache. Et les historiens nous apprennent que durant vingt-cinq siècles, la Gaule et la France ont eu sur cette rive gauche, tantôt des droits et tantôt des besoins.

Mais le principe posé, je dois à la vérité d'ajouter aussitôt, franchement et tristement : il est aujourd'hui trop tard pour que la France revendique le grand fleuve en son entier.

Ils furent bien coupables, nos chefs d'autrefois, de n'avoir point concentré leurs efforts vers ce fleuve, que la nature nous avait offert pour encadrer notre corps et protéger notre vie ; coupables, ceux des rois de France qui, par gloriole dynastique, préférèrent aux légitimes destins de la nation les fleurons des duchés italiens, les couronnes des royautés espagnoles, les vols stériles des aigles impériales : coupable plus encore, l'empereur qui, la rive enfin atteinte par les hommes de la Révolution, eut la folie de la dépasser. Excroissance ou mutilation, le mal est pareil pour la figure et pour la sûreté d'une nation.

Maintenant, je le répète, il est trop tard. Entre le Rhin et nous, il s'est formé une patrie, la Belgique, et nous n'avons pas le droit d'y toucher. Elle s'est formée, je vous affirme, très naturellement, parce que la Belgique fut jadis séparée de nous par une vraie frontière, la forêt des Ardennes, frontière compacte et continue, à la ressemblance d'une chaîne de montagnes ; parce que les habitants de cette terre, dès les temps gaulois, n'ont été pour les Celtes que des demi-frères ; parce qu'au Moyen Age les Belges ont suscité en eux, par leur travail municipal, une vie intense et originale ; parce que la France, en 1831, a donné son parrainage à cette patrie naissante ; parce que la Belgique, en 1914, a donné son sang à la France en danger. Revendiquer pour la France la rive gauche du Rhin, c'est entourer la Belgique, c'est l'étouffer plus qu'à moitié. Cela, nous ne le ferons pas. Au-delà de la Sarre et de la Queich, de Sarrelouis et de Landau, de toute la Lorraine et de toute l'Alsace, ne montons point vers le nord, ne débordons point sur le flanc de la nation fraternelle ; et que notre frontière, régulièrement inclinée du couchant au levant et du nord au sud, du faîte de Dunkerque à l'angle de Landau, semblable au côté d'un harmonieux fronton, laisse la Belgique en dehors, s'accoudant sur nous en complète sécurité.

Et toutefois, tant que la Prusse sera sur la rive gauche du Rhin, j'aurai peur pour la France.

Vous ai-je dit qu'il faut l'y laisser ? La nature, l'histoire, la race même, nous donnent des droits sur cette rive. Si nous renonçons à ces droits, qu'en revanche la Prusse renonce, sur cette même rive gauche, aux privilèges exorbitants de sa situation actuelle : plus de garnisons, plus de forteresses, plus d'usines à munitions. Tout ce qui demeurera, entre le Rhin et la France, d'êtres et de choses germaniques, doit servir à la paix, et non pas préparer à la guerre. En nous résignant à abandonner la ligne défensive du Rhin, le moins que nous puissions demander en échange, c'est que l'Allemagne ne le transforme pas en une ligne offensive. Car tout soldat de Prusse, sur la rive gauche, est fourrier d'invasion.

Et toutefois encore, même quand il n'y aura plus sur la rive gauche une Prusse militaire, j'aurai peur pour la France. J'aurai toujours peur pour ma patrie, tant qu'il y aura une armée et un Empire allemands.

Depuis l'origine, la moitié de nos maux sont dus à l'Allemagne, à ses chefs de bandes ou à ses empereurs. Les chefs de bandes ont détruit la civilisation de la Gaule romaine : les empereurs ont mutilé la nationalité française. L'Alsace brûle en 270, Othon II campant à Montmartre en 379, et 1814, 1815, 1871, jusques à quand [illegible] nous à comprendre que Paris est trop proche d'une puissance germanique ? Comment [illegible] vous, d'ailleurs, que ces mots d'armée et d'Empire ne signifient point une menace pour nous ou pour d'autres ? car lorsqu'un empereur nous laissera tranquille, c'est qu'il guerroyait en Italie. Ce nom d'Empire donne aux Allemands une même volonté : il groupe en un faisceau redoutable leurs facultés maîtresses, amour de la guerre, cupidité, jalousie, orgueil et discipline ; à ces forces il impose une organisation, il fixe un but, il désigne un maître.

Ceux qui appliquent à la paix du monde, avec l'élan du cœur, les ressources de l'intelligence, souhaitent qu'il n'y ait plus d'Empire allemand. Et ils entendent par ce mot une ambition [illegible] à toute l'Allemagne, une volonté unique, capable de convoitise et d'offensive. Il n'importe que cette volonté soit figurée par un empereur, un roi, un chancelier, une Prusse. Le militarisme prussien n'est que la forme actuelle de l'impérialisme germanique. Je doute que le régime démocratique mette fin à cet impérialisme. Il remplacera les Hohenzollern héréditaires par Ballin, l'armateur audacieux, ou par Scheidemann, le démagogue fashionable, les élus du « vieux dieu », par ceux du « peuple providentiel » : l'âme des chefs et des sujets n'aura point changé. La démocratie ne fit perdre à l'ancienne Rome ni la discipline de ses légions, ni l'âpreté de ses manœuvres d'argent. Je vous répète que j'aurai peur pour la France et pour le monde, tant qu'il y aura une unité allemande (1).

*
* *

La frontière militaire n'assurera que notre sécurité matérielle. Assurons aussi notre liberté économique, notre indépendance intellectuelle, établissons certaines barrières contre les marchandises et contre les idées de nos ennemis.

Cette guerre a été menée, de leur côté, par des soldats qu'excitaient des marchands et qu'inspiraient des professeurs : la défaite de ces soldats

(1) Je tiens à dire que je ne parle ici qu'en mon nom, et sans prendre avis ni conseil de personne. Et je sais que, d'avoir dit cela, n'est point agir en conformité avec mes maîtres d'histoire et mes amis politiques. Mais je ne me reconnais pas le droit, dans une leçon d'histoire faite au Collège de France, de dissimuler ou d'atténuer ma conviction. Nous sommes ici pour trouver la vérité éternelle, et non pour aider aux besoins du moment.

ne doit point laisser intactes les positions de ceux qui les ont fait marcher.

Nos adversaires tiennent à ces positions économiques et intellectuelles autant qu'à des annexions territoriales. La grande colère du livre allemand *J'accuse* n'est point dirigée, quoi qu'on ait dit, contre le pangermanisme, mais contre la livrée soldatesque qu'il avait revêtue. A défaut des victoires à la de Moltke ou à la Bismarck, l'Allemagne accepterait l'héritage de la Hanse ou les prétentions de Leibnitz. Le mot le plus significatif du chancelier Michaëlis, dans cette lettre *ad limina apostolorum*, où l'on sentait le frisson du doute militaire, était de revendiquer la plénitude du travail économique et du travail intellectuel : et plénitude, pour l'Allemagne, c'est remplir le monde.

*
* *

La paix devra donc protéger notre sol contre l'invasion pacifique des choses allemandes. Point de brèches, dans nos lignes douanières, par lesquelles entreraient les produits concurrents des nôtres, par lesquelles sortiraient les matières premières utiles à nos fabriques. Il ne sera plus besoin d'une escale de paquebots allemands sur la jetée de Cherbourg, d'un hôtel allemand, haut comme un donjon, faisant face à notre Arc de Triomphe, de titres allemands cherchant à butiner autour de la corbeille de nos agents de change, d'administrateurs allemands assis aux tables de conseils de nos sociétés financières, de propriétaires allemands pour nos mines de Normandie, nos vins de Médoc, nos plages de Provence. Si nous avons repoussé l'attaque à main armée, n'imitons pas l'ineptie de l'Empire romain, qui, vainqueur des bandes germaniques, ouvrit sans méfiance ses frontières aux vaincus d'outre-Rhin, et un beau jour se trouva jugulé par eux.

La France aspire à travailler par elle-même, pour elle-même, hors de cette guerre sournoise que lui faisait l'industrie allemande par les lignes de producteurs, les primes à la sortie, les appoints officiels, les avilissements de prix, les marchés à très long terme. Elle veut, par sa peine et par ses salaires, ne favoriser que ses usines, ne payer que ses usines, n'enrichir que sa terre.

Mais, inversement, je regretterais que la France cherchât dans cette paix l'occasion de trop grandes entreprises. Dussé-je être accusé d'esprit de réaction en matière économique, j'irai jusqu'au bout de ma pensée. La fameuse formule « Enrichissez-vous » est désastreuse pour les nations au même degré que pour les individus, elle compromet leur dignité morale et la pacification de la société humaine. Du bien-être pour tous, à la bonne heure, mais point de course à la fortune. C'est parce que l'Allemagne, depuis 1871, n'a songé qu'à s'enrichir, multipliant les manufactures, accumulant les stocks de marchandises, s'ouvrant partout de nouveaux débouchés, c'est pour cela qu'elle a perdu ce qui lui restait de vertu, et qu'elle a conduit le monde à l'abîme. Gardons-nous de lui ressembler. Encourager les ambitions universelles dans l'industrie des nations, c'est préparer entre elles d'interminables conflits. Un commerçant en quête de lointains marchés est presque aussi dangereux pour la paix qu'un général avide de victoires : ne savons-nous pas que parmi les véritables auteurs de la guerre se trouvent Ballin l'armateur, et Krupp le métallurgiste ? Je voudrais supplier la France de se détourner de cette foire d'empoigne que sera demain la vie industrielle du monde. Qu'elle protège son industrie chez elle, mais qu'elle ne l'impose pas à la terre. Travailler avec une énergie et une patience infinies, mais travailler chez soi et pour les siens, un nationalisme économique fait de labeur et de discrétion, ajoutera de la beauté à la vie propre de chaque nation. Si la France prétendait, à l'exemple de l'Allemagne, pourvoir de camelote à treize sous tous les bazars de l'univers, elle perdrait quelque chose de soi dans cette besogne pour les masses humaines, elle sortirait de sa nature pour s'incorporer dans la banalité du commerce international.

Cet internationalisme économique m'épouvante. Le salut de l'humanité n'est point là. Il est dans la vie séparée des nations, intense et limitée à la fois, peuplant et exploitant leurs terres, suffisant par leurs ressources au bonheur de leurs citoyens, fabriquant pour eux de belles et bonnes choses. J'entends encore un premier ministre de la France actuelle nous dire : « On a reproché à notre pays d'avoir négligé l'industrie. C'est peut-être ce qui le sauve aujourd'hui. S'il tient si vaillamment, s'il souffre moins que d'autres, c'est parce qu'il a les biens de sa terre, et qu'il les cultive d'abord. » Revenons à la terre de France : elle est la plus riche et la plus variée du monde, elle nous fera vivre tous en gaîté et en concorde, par elle nous braverons le malheur, elle nous retiendra loin des aventures dangereuses, elle nous attache à nos foyers pour de l'amour, à nos tombeaux pour de la prière. Et, à son tour, le premier ministre anglais, Lloyd Georges, s'écriait, il y a un an, devant ses concitoyens émus aux premières menaces des sous-marins : « Vous avez voulu les marchés du monde pour les produits de votre industrie, et

vous risquez de mourir de faim dans votre de a monte vide de cultures. Revenez à la terre. L'Angleterre a fait fausse route. » C'est ainsi encore que Tiberius Gracchus apostrophait les plebeiens de Rome, lorsqu'il les renvoyait aux champs de leurs ancêtres : les malheureux ! ils se disaient les maîtres du monde, et ils tremblaient de peur au moindre vent qui retardait la flotte des îles.

*
* *

Même dans le domaine intellectuel, je desire un retour vers nous-mêmes, qui nous retienne avec plus d'amour sur notre langue, notre litterature, notre art, l'histoire de notre passé.

Il va sans dire qu'on évitera toute clause de paix ou s'introduirait quelque pacte intellectuel avec l'Allemagne, ententes academiques, accords de librairie, échanges universitaires, équivalences de grades, collaborations scientifiques. De la part d'un peuple qui a une telle capacité d'invasion, nous ne pouvons savoir où nous mèneraient des contrats de ce genre. Tous les marchés que nous avons faits avec eux, depuis un demi-siècle, ont été des marchés de dupes. Des savants français s'étaient entendus avec les leurs pour fonder à Rome, en 1828, l'Institut international de Correspondance Archéologique : l'Allemagne le transforma, en 1871, en Institut Impérial Germanique. Nous avons permis à ses archéologues de fouiller ou de visiter nos gisements préhistoriques : ce fut pour y acheter, piller ou voler au profit de leurs musées.

Mais, même entre alliés, ou, si l'on préfère, dans la société des nations, je ne voudrais pas qu'on sollicitât de nous des concessions trop grandes à la vie internationale. On a organisé des congrès pédagogiques, des foires du livre, des alliances universitaires, des revues cosmopolites, des conférences itinérantes : il peut en résulter beaucoup de bien, si l'originalité intellectuelle de chaque peuple n'est point compromise. Mais qu'il s'impose un langage universel, et nous assisterions à la décadence des noblesses spirituelles que sont nos langues nationales. A trop rapprocher leurs méthodes d'enseignement, les pays perdraient le sens de leurs facultés natives. Une littérature qui s'inspire trop de ses voisinages s'achemine vers les redites, les formes de pure apparence, les conventions d'école et les cumuls d'academie : il manquera toujours beaucoup de charme aux peintres ou aux poètes qui n'auront pas reçu de leur patrie la marque ou terroir : le jour où l'Empire romain amena les nations antiques à n'avoir qu'une langue et des maîtres communs, la decrepitude s'appesantit sur l'esprit humain. Célébrons la gloire de Shakespeare et de Dante, mais reconnaissons qu'une part de leur grandeur est due au culte des poètes nationaux : et je ne pense pas que l'héroïsme de Corneille eut été diminué s'il avait moins dirigé sur Rome ou l'Espagne, sur les Horaces ou le Cid, et davantage sur Roland et la France. Supposez, en revanche, que Corneille en applique son génie à des noms et à des vertus de nos aïeux, notre patrie aurait reçu de lui ce qu'elle attend toujours, la consécration de la poésie, l'apotheose dans un livre éternel.

Nous voilà bien loin, dans ce propos sur Corneille, de la paix que les diplomates signeront. Mais je ne me borne pas à celle-là : je pense aussi à celle que chacun de nous va signer en lui-même, je veux dire à la résolution qu'il prendra de commencer pour sa part une nouvelle France. Cette France, je voudrais qu'elle ressemblât au domaine héréditaire d'une grande lignée, des terres bien cultivées, des ateliers pour tous ses besoins, les foyers alternant avec les tombes, les chansons familiales avec les pierres consacrées, l'angelus au-dessus des sillons, et, à l'entour, des limites visibles, non pas une muraille continue qui cache l'horizon, mais des haies de feuillage, basses et légères, espacées de lumière et pleines de fleurs, à travers lesquelles on tend à de bons voisins le regard et la main.

*
* *

Car, si les nations ne doivent point se mêler, ou tremêler leurs partis, leurs classes, leurs industries et leurs habitudes, elles n'en doivent pas moins se connaître et s'aimer, et le véritable internationalisme consiste dans celui du cœur, dans la fraternité humaine.

C'est celui auquel la France convie les siens : nous songeons aux autres patries avec la même ferveur qu'à la nôtre.

Cela est très beau : et peut-être le plus émouvant spectacle que la France d'aujourd'hui lèguera à la postérité, sera d'avoir partagé ressources et espérances entre sa vie nationale et la liberté de toutes les nations du monde.

Des nations en danger d'abord : — Elle assure un asile à la Belgique : elle revendique au même titre l'intégrité absolue de cette Belgique et la restitution de ses deux provinces. De même pour la Serbie : oh ! l'admirable gloire pour la France que d'avoir recueilli un jour sur ses vaisseaux l'armée, les chefs et les enfants de la Serbie, de les avoir gardés à la vie, d'avoir fait que des vaisseaux de France portassent les foyers d'une patrie en détresse. Et, de même pour l'Italie et pour la Bel-

mane, que nous voulons aider à récupérer leurs frontières nationales.

Des nations en réveil ensuite. — La Bohême, la Pologne, l'Arménie, d'autres aussi, nul Français n'admettrait qu'elles retombent dans un sommeil qui les rapprocherait cette fois de la mort. Pologne et Bohême ont les mêmes droits à vivre qu'Angleterre et France : puisque nous ne séparons pas la paix et la justice, mettons fin à l'inique servitude que leur ont infligée les Empires des Habsbourg et des Hohenzollern.

Voici, je ne dis pas seulement l'intention, mais la loi de la France : protéger et réveiller les nations. Toute son histoire prouve cette loi.

C'est à nous que la Pologne menacée adressait autrefois ses plus pressants appels. C'est un historien de France, M. Ernest Denis, qui a révélé au monde scientifique la grandeur morale et la vitalité de la Bohême. J'ai autour de moi les revues, les brochures, les journaux, où s'affirment ces noms collectifs, tchèque, yougo-slave, roumain, portugais : ils sont écrits en langue française, et c'est en français que les peuples convalescents racontent leurs rêves et leurs espoirs. Les révolutions de chez nous, 1789, 1830, 1848, ont provoqué chez tous les peuples des désirs de vivre libres. La France se pencha comme une fée sur le berceau des Etats-Unis et sur celui de la Belgique. Son souvenir accueille les patries qui viennent de naître, ses armes protègent les patries qui ne veulent point mourir.

*
* *

Ces mots : de patrie, de nation à créer ou à restaurer, ont une telle portée, une telle vertu, qu'ils suffisent à résoudre tous les problèmes de la paix, même ceux de l'Orient, et à les résoudre sans abandonner les traditions séculaires et les légitimes intérêts de la France.

Dans cet Orient, qui est aujourd'hui l'esclave de l'Empire Turc, il est des terres merveilleusement données pour nourrir des nations, et qui furent jadis le domaine de puissantes sociétés, Palestine, Syrie, Phénicie, Chaldée, Lydie, riches des biens du sol et du travail des hommes, créatrices de civilisations originales, de hautes idées ou de sentiments passionnés : et je ne sais si le monde aura jamais connu un patriotisme plus ardent que celui des Juifs dans Jérusalem, une culture plus aimable que celle des Lydiens dans Sardes. Ces sociétés sont mortes, elles ont succombé sous les vagues successives d'immenses Empires militaires, qui commencent au Roi des Rois et qui finissent au Sultan Rouge. L'humanité ne gagnerait-elle pas à supprimer pour toujours cette vie d'Empire, à inviter ces contrées magnifiques à une nouvelle vie, qui serait une vie nationale, à faire qu'un jour de nouvelles patries, closes sous le ciel de l'Orient, vinssent prendre leur place dans la libre assemblée des peuples, instituée par les vieilles patries des sols occidentaux ?

Il y a des ambitions qui mutilent, qui détruisent, qui asservissent les peuples, et c'est le cas des Empires de Turquie, d'Autriche, d'Allemagne, nos trois adversaires. Mais il y a d'autres ambitions qui délivrent des peuples ou qui en forment de nouveaux. Quand la France a tracé les premiers traits du Canada, quand l'Angleterre a constitué l'Australie en puissance autonome, elles ont doté l'univers de personnalités originales et vivaces, elles ont enrichi le genre humain par plus de variété, plus de liberté, plus de volonté, elles ont suscité de jeunes âmes dans la société des âmes nationales. Et c'est pour cela que je me réjouirais si la France, suivant les traces de nos pères et de nos aïeux, se dirigeait un jour vers Damas ou Jérusalem, pour y faire luire, près des sanctuaires de notre foi, l'aurore de nouvelles patries.

*
* *

Voici donc la paix que je souhaite, en homme qui aime tous les hommes, en patriote qui respecte toutes les patries, en historien qui veut s'instruire par toute l'histoire : — un châtiment solennel porté par le tribunal des alliés contre les souverains et les bandes coupables d'agressions et de convoitises, convaincus de crimes de droit commun ; une France rétablie dans son corps naturel, repliée dans le culte de ses devoirs et le souci de sa vie personnelle, mais une France charmant sa jeunesse éternelle par la reconnaissance de peuples délivrés et de patries adolescentes ; l'humanité brisant enfin l'œuvre de tous les Empires, depuis celui de Cyrus jusqu'à celui de Bismarck, et mettant son idéal dans l'accord de nations libres, égales et fraternelles. Une telle paix sauverait trop de vies prochaines pour ne pas réparer les pertes présentes, elle donnerait trop de joies à nos descendants pour ne pas nous consoler de nos deuils. Et ayant accompli notre tâche comme nos morts ont fait leur ouvrage, nous pourrions sans regret et sans inquiétude les rejoindre dans la paix absolue, la seule paix que les crimes allemands n'auront point troublée.

Pour mieux préparer cette France de demain, étudions la Gaule d'autrefois. C'est à la formation de l'unité celtique que je consacrerai le cours de cette année.

CAMILLE JULLIAN.

LE SANCTUAIRE INDIGÈNE DE SICHEM
et
L'ALLIANCE CONCLUE PAR JOSUÉ ENTRE YAHVÉ ET ISRAEL (1)

IV

Le renom religieux de Sichem hante les écrivains bibliques. Il a été question d'un monument exceptionnel offrant aux visiteurs le texte complet de la loi divine, de l'érection d'un autel, d'une cérémonie où alternent les bénédictions et les malédictions, d'une lecture, faite par Josué au peuple assemblé, des textes légaux : voici maintenant comme conclusion grandiose de la conquête, comme conclusion aussi de l'*Hexateuque*, c'est-à-dire du volume formé par la réunion du livre de *Josué* aux cinq livres de la Thora, la célébration elle-même de l'Alliance. Nous donnerons l'analyse de ce texte capital (*Josué* XXIV, 1-28).

« Josué réunit les douze tribus à Sichem, leurs chefs et magistrats en tête : tous se présentent « devant Dieu » ; on pourrait croire qu'il s'agit ici de l'arche. En aucune façon, elle n'est pas mentionnée ; mais d'autres objets le sont, auxquels nous ne nous attendrions pas. Devant cette assemblée solennelle, Josué rappelle l'épopée patriarcale : les parents d'Abraham servaient des dieux autres que Yahvé ; suit l'historique de la sortie d'Egypte et de la conquête du pays de Chanaan. C'est à Yahvé qu'ils doivent la possession de ce merveilleux pays, tout bâti, tout planté, en plein rapport. Le moment est donc venu pour eux de se débarrasser 1° des dieux de la haute Syrie, 2° de ceux de l'Egypte (qu'ils ont pu adopter) et 3° de ceux des Chananéens ou Emorites (qu'ils pourraient adopter). Le peuple, instruit des circonstances, ne peut hésiter dans son choix. Josué insiste. Il ne faut pas agir à la légère : si Israël se montre indocile, il sera l'objet des vengeances divines. « Si vous abandonnez Yahvé pour servir les dieux de l'étranger, « il sera impitoyable envers vous. — Notre choix est fait, clame le peuple. — S'il en est bien ainsi, répond Josué, défaites-vous de ces dieux de l'étranger — ou dieux étrangers — que vous avez conservés jusqu'à ce jour. » Ainsi Israël, réuni à Sichem après la conquête, est tenu d'abjurer l'idolâtrie pratiquée dans la famille d'Abraham, avant le départ de celui-ci pour la terre promise. « Alors Josué conclut en ce même jour l'alliance (de Yahvé) avec le peuple (d'Israël) [illegible] à Sichem, qu'il fixa « Loi et un Droit » [illegible] cette occasion dresse et Josué « consigna par écrit [illegible] ces choses dans le rouleau de la Loi de Dieu » [illegible] part [illegible] tout choix [illegible] [illegible] ou [illegible] sous le chêne sacré de Yahvé », en lui attribuant [illegible] fictive servante. « Cette pierre est qui a [illegible] toutes les paroles [illegible] nous adressées par Yahvé [illegible] un témoin contre vous [illegible] elle témoignera contre vous afin que vous ne renoncez pas à Yahvé votre dieu. » Puis Josué congédia le peuple [illegible]

Pourquoi n'a-t-on pas cru devoir mentionner les sacrifices d'usage ? Nous ne nous imaginerons pas de cette omission, causée par quelque scrupule théologique, en présence des véritables merveilles que nous apporte ce curieux morceau. Nous le mettrons où le *matseba* (stèle), sur laquelle se trouvait l'arche et le vin et qui se dressait sous le chêne sacré du sanctuaire de Sichem, venait de s'ériger par les soins de Josué, successeur de Moïse, en signe de renonciation à l'idolâtrie des ancêtres d'Israël, non encore abjurée par leurs descendants ! Il est maintenant tout à fait secondaire qu'une main plus récente ait glissé ici la correction suivante : « Josué consigna par écrit ces choses dans le rouleau de la Loi de Dieu » (verset 26). Ces mots n'appartiennent pas au texte primitif, qui est empreinte au document éloïste : remercions le rédacteur de s'être contenté d'y introduire ses additions sans en avoir fait disparaître l'essentiel. Le lecteur, instruit par le prêtre, avait tôt fait de comprendre que c'était la mention inscrite par Josué dans le *rouleau légal* qui faisait foi, qui « rendait témoignage » et non cette pierre sourde et muette ; pour le populaire, c'était la pierre qui « avait entendu » (1).

Mettons-nous bien en face de l'étrange situation que nous révèle l'examen du chapitre XXIV du livre de Josué. Trois points sont à retenir :

1° L'Alliance du peuple israélite avec Yahvé a eu pour théâtre le sanctuaire de Sichem ;

2° C'est alors seulement que les Israélites ont renoncé aux idoles adorées par leurs ancêtres ;

3° L'Alliance a pour preuve, pour « témoin », une pierre monumentale dressée sous le chêne sacré.

(1) Voir le précédent numéro.

(1) La formule théologique correcte est donnée à *Deutéronome*, XXXI, 24-27 et c'est de ce texte que s'est inspiré l'auteur de l'interpolation qui vient d'être signalée. Nous reproduisons la dite formule : Lorsque Moïse eut achevé d'écrire sur un rouleau les paroles de cette loi intégralement, il fit cette injonction aux lévites : Prenez ce rouleau de la Loi et placez-le à côté de l'Arche de l'alliance de Yahvé, votre dieu, et *qu'il y serve de témoin contre vous* [illegible]

Faut-il révoquer ces faits en doute ? je ne le pense pas ; mais il faut les interpréter.

1° *L'Alliance de Sichem.* Oui, une alliance, un pacte, un contrat ont été conclus à Sichem, puisque le livre des *Juges* nous apprend que le sanctuaire de cette ville était placé sous le vocable de Baal du Pacte (VIII, 33 ; IX, 4, 46). Sous les auspices de qui ce pacte a-t-il été scellé ? Entre quelles parties ? C'est à rechercher.

2° *La répudiation de l'idolâtrie.* Oui, il a été fait en ce même sanctuaire une cérémonie, qui a pu être interprétée comme une abjuration des cultes anciens, puisque le livre de la *Genèse* nous rapporte que, sur l'ordre de Jacob, des emblèmes religieux ont été mis en terre sous l'arbre sacré de Sichem (XXXV, 4) et complète ici très heureusement la relation du livre de *Josué*.

3° *Un mechih (ou une stèle), garant et témoin de l'alliance.* Oui, la conclusion d'un pacte exigeait un monument et l'exemple ici donné par le livre de *Josué* n'est pas seul de son espèce ; tout fait nouveau et considérable donne lieu à une consignation documentaire d'un caractère monumental. Voyez la matsêba dressée par Jacob à Béthel (*Genèse* XXVIII, 16-22), puis le même après son accord avec Laban (*Genèse* XXXI, 44-45). Cela se faisait au temps où l'écriture était rare et où la mention d'un événement sur un tableau, spécialement aménagé et déposé dans une armoire, aurait semblé une attestation bien moins autorisée que l'érection d'une pierre *ad hoc*.

Quel sens accorderons nous donc à « l'alliance de Sichem » ? Et d'abord, le récit des *Juges* (chap. IX), écho de vieux souvenirs, prime singulièrement la rédaction du livre de *Josué*. Le sanctuaire de Baal-Berit, de Baal-du Pacte, est chananéen, nettement chananéen. La stèle rappelant, soit par simple souvenir, soit par une brève inscription, un Pacte conclu en cet endroit sous un chêne ou térébinthe, déjà tenu pour sacré en suite de l'apparition de quelque divinité, aura pu servir de consécration à l'*Alliance conclue entre le conquérant israélite et la population sichémite.* Nous en avons trouvé l'écho dans les relations de Jacob avec les indigènes qui, à une certaine période, comportèrent l'accord des deux races : « Nous vous donnerons nos filles, nous prendrons les vôtres ; nous demeurerons ensemble et ne formerons qu'un seul et unique peuple » (*Genèse* XXXIV, 16 et 22). Quand cela s'est il passé, en réalité ? — Nous répondons : cela s'est passé au moment où Gédéon-Jerobaal, père d'Abimélek, à la suite de son magnifique succès sur les Madianites, devint maître et patron de la vieille ville de Sichem (*Juges* VIII, 28-IX, 3). Le sanctuaire du Baal local devint alors le sanctuaire de *Baal de l'Alliance entre Sichémites et Israélites*, les derniers garantissant aux premiers la sécurité en échange de leur promesse de fidélité (1). En ce temps, existait déjà un vieil arbre sacré (*Genèse* XII, 6, XXXV, 4 ; *Deutéronome* XI, 30 ; *Juges* IX, 6) ; une stèle servit de monument commémoratif à ce Pacte, scellant l'accord entre les deux populations. Plus tard, on jugea opportun de présenter les choses sous un jour quelque peu différent, et on fit honneur à Josué de la conclusion d'une Alliance — non certes avec le Chananéen maudit — mais entre le peuple d'Israël et le dieu patron Yahvé ; ce fut alors à Josué lui-même qu'on attribua l'érection de la matsêba commémorative, mais toujours sous le vieil arbre sacré.

Dans ce qui précède, nous avons répondu à nos première et troisième questions ; reste la seconde : l'abjuration de l'idolâtrie ancestrale. Ici nous admettons encore le fait, mais contestons son interprétation. Nous accorderons, en conséquence, que, à la même date de l'entente intervenue entre Israélites et Chananéens, vers l'an 1100 avant notre ère, il a été déposé en terre des objets d'un caractère sacré, figures divines, anneaux de métal précieux portant un signe religieux, qui ont été offerts par l'une et l'autre des parties contractantes. Cet enfouissement ne signifiait nullement qu'on se débarrassait de ces objets comme de souvenirs d'un passé maudit, mais qu'on les déposait à la base de l'arbre consacré comme un hommage à la divinité, capable de fixer sa faveur au profit des donateurs. Ainsi est née la légende de l'abjuration des dieux de la vallée de l'Euphrate.

Sachons être reconnaissants pour les auteurs des revisions bibliques ; si l'un d'entre eux n'avait pas sauvé le chapitre XXIV de *Josué* par l'introduction de quelques incises adroites, nous n'aurions eu de la cérémonie de l'alliance de Sichem que le récit incolore que nous offre le chapitre XXIII, qui s'inspire directement de l'esprit du *Deutéronome*.

Nous le rappellerons sommairement. — « Un long temps s'étant écoulé après que Yahvé eût accordé le repos à Israël »..., Josué, parvenu lui-même à un âge avancé, convoqua solennellement, en un lieu — qui n'est pas nommé, — le peuple avec ses chefs, leur rappela de quels bienfaits Yahvé les avait comblés et les mit en garde contre une défection, qui en tarirait la source pour l'avenir.

(1) C'est cette fusion que l'écrivain des *Juges*, VIII, 33, interprète assez naïvement comme une apostasie : « De nouveau, après la mort de Gédéon, les enfants d'Israël se prostituèrent aux Baals et de Baal-berit ils firent leur dieu. »

Reprenant le thème des derniers chapitres du *Deutéronome* (XXVIII à XXX) l'écrivain laisse pressentir à quels désastres sans nom seraient voués ses auditeurs s'ils transgressaient l'alliance jurée (*Josué*, XXIII).

Nous ne quitterons pas le livre de *Josué* sans rappeler qu'il fait déposer les ossements de Joseph, ramenés d'Égypte et qui ont été ainsi mêlés aux pérégrinations du désert, dans cette même pièce de terre que Jacob aurait jadis acquise à prix d'argent des indigènes de la région (*Josué* XXIV, 32 ; cf. *Genèse* XXXIII, 19). Sichem contient ainsi une sépulture sacrée de premier ordre. Abandonnant Abraham, Isaac et Jacob aux Judéens, possesseurs de la grotte de Macpéla près de Hébron, les gens d'Éphraïm et de Manassé se vantent de conserver dans leur sein les restes de leur propre et direct auteur.

V

Nous avons fait voir comment les Josephites (Éphraïm et Manassé), devenus maîtres de la grosse cité indigène de Sichem, s'étaient mis sous la protection de son dieu. Ce sanctuaire continua de jouir pendant longtemps d'une importance de premier ordre : Sichem restait en même temps la capitale politique. Elle l'était encore pour les dix tribus, alors que Jérusalem était devenue la ville centrale et maîtresse pour David et pour Salomon. A la mort de celui-ci, son fils, Roboam, va chercher l'investiture des dix tribus à Sichem : « Roboam se rendit à Sichem, parce que tout Israël s'y était transporté pour le faire roi » (1 *Rois*, XII, 1). On sait comment, devant les insolentes exigences du jeune prince, le cri retentit : « A tes tentes, Israël ! Vois à ta maison, David ! » (XII, 16). Les dix tribus secouèrent ainsi pour toujours le joug de la tribu de Juda. Jéroboam, qui avait mené l'affaire, se présenta, à son tour, devant la même assemblée, qui lui déféra la royauté (verset 20) : la scène se passe, cela va sans dire, dans l'enceinte sacrée bien connue de nous, à l'ombrage de l'arbre vénéré, auprès du menhir-matséba. Le nouveau roi fortifia Sichem.

On impute encore à Jéroboam d'avoir installé comme objet d'adoration dans les deux sanctuaires de Dan et de Béthel, situés l'un au Nord du royaume, l'autre au voisinage de Juda, des veaux ou plutôt des taureaux d'or, pour contrebalancer l'influence du temple de Jérusalem. Cette innovation est ainsi justifiée : « Jéroboam disait en son cœur : Maintenant le royaume risque de revenir à la maison de David, si ce peuple s'en va offrir des sacrifices dans la maison de Yahvé à Jérusalem...

Il fit donc, après réflexion, deux veaux d'or et dit au peuple : Vous êtes suffisamment montés à Jérusalem. Israël, voici tes dieux, qui t'ont fait sortir du pays d'Égypte. Il en plaça donc l'un à Béthel, l'autre à Dan. » (1 *Rois* XII, 26-28).

Nous ne saurions accepter ces indications sous une forme, qui trahit la pensée et les antipathies d'une époque beaucoup plus tardive. Pourquoi ne pas s'appliquer, tout d'abord, à faire du vieux et vénéré sanctuaire un véritable rival du temple fondé à Jérusalem par Salomon, en l'ornant, en l'embellissant, en le rehaussant au besoin dans des proportions plus flatteuses pour l'amour propre national ? Pourquoi redouter à ce point la concurrence du temple de Jérusalem qui, en dépit du prestige de son architecture et de la richesse de son ornementation, n'était qu'un sanctuaire de récente origine ? Le royaume d'Israël ou des Dix tribus possédait dans Béthel, Sichem, Dan et autres lieux de culte, ainsi qu'en Galaad, des centres religieux très réputés. Dan, à l'extrême-Nord, se vantait de la possession d'une idole ou représentation divine (*éphod*) fameuse, sur laquelle ses habitants avaient mis la main par un hardi coup de main ; la même cité se vantait de faire remonter l'origine de son corps de prêtres à Moïse lui-même (1). En tout cas, Dan peut être tenu pour avoir été pleinement prospère dès avant l'époque de Jéroboam, et on ne voit pas quelle raison pouvait avoir le jeune souverain d'y modifier l'installation du culte. Pour Béthel, c'est différent. Béthel, centre auquel se rattachait le nom prestigieux de Jacob, semble être devenu le lieu de culte officiel des Dix-tribus dès une époque ancienne, et un texte des prophètes le désigne comme « le sanctuaire du roi et le Temple du royaume » (2). Si Jéroboam y a installé une idole en forme de taureau et plaqué d'or, c'est par un acte de dévotion extraordinaire. L'écrivain qui a annoté les livres des *Rois* dans l'esprit d'exclusivisme du *Deutéronome*, ne tarit pas en reproches sur « le crime » qu'aurait commis Jéroboam en cette occasion, mais les prophètes semblent s'en offusquer beaucoup moins ; un de ses contemporains le juge très favorablement au point de vue religieux et Jéhu, qui est, au IXe siècle avant notre ère, l'agent des prophètes Élie et Élisée, maintient sans scrupule aucun le culte des taureaux d'or (3). La proscription de toute représentation divine date d'une époque plus récente, où la pensée religieuse avait pris des précisions et émettait des exigences inconnues des âges primitifs.

(1) *Juges*, XVIII, 17 suiv., 27-30.
(2) 1 *Rois*, XIII, 1 suiv. ; *Amos*, VII, 10-13.
(3) 2 *Rois*, IX, 1 suiv. ; X, 28-30.

Revenons à Sichem. Ce nom, comme désignation d'un lieu de culte, reparaît dans la prophétie d'*Osée* (1re moitié du VIIIe siècle avant notre ère), qui accuse brutalement « la confrérie des prêtres de commettre des meurtres sur le chemin de Sichem et de pratiquer le crime » (VI, 9). Sichem figure enfin dans la liste des quarante-huit villes lévitiques et dans le catalogue, beaucoup plus restreint, des six villes, sièges de vieux sanctuaires, auxquelles est reconnu le droit d'asile (*Josué*, XX, 7 et XXI, 21). Rappelons pour mémoire que c'est à Naplouse, nom moderne de Sichem, que se réunit encore — et sur le mont Garizim — le groupe, singulièrement restreint des juifs-samaritains dissidents, qui se rattachent par une chaîne ininterrompue aux souvenirs que nous avons groupés dans les pages précédentes.

Ces souvenirs constituent une très curieuse histoire, où l'on fait revivre :

1° La période chananéenne et israélite-chananéenne, où éclatent de violents conflits, relatés dans les livres des *Juges* et de la *Genèse* ;

2° La période vraiment israélite, qui donne la cérémonie solennelle présidée par Josué, successeur de Moïse ;

3° La période des influences deutéronomiques ;

4° La période réellement historique, où le rôle de Sichem va en diminuant.

Le premier groupe de renseignements, constitué par la précieuse chronique d'Abimétek (*Juges*, IX) et confirmé par les données de la *Genèse* (XXXIII, 18 à XXXV, 4), nous transporte dans la véritable situation initiale, où des traités, parfois dénoncés par des explosions de violence, se signaient entre Israélites et indigènes. Ils se retrouvaient dans les mêmes enceintes sacrées, sans qu'on songeât à opposer le culte ou la croyance des uns au culte et à la croyance des autres.

Un second groupe de renseignements (*Josué*, XXIV) nous fait voir le sanctuaire de Sichem débaptisé au profit d'Israël, puisque l' « alliance » contractée entre « fils de Jacob » et Chananéens devient la célébration d'une « Alliance » entre Yahvé et Israël. Néanmoins, le chêne sacré, la pierre dressée, le vieux *miqdash* (sanctuaire), subsistent.

Un troisième groupe de renseignements s'inspire du pur esprit de la réforme deutéronomique : « Quand tu auras vaincu les Chananéens... tu ne leur accorderas ni capitulation, ni merci. Tu ne contracteras point d'alliance avec eux, tu ne donneras pas tes filles à leurs fils et tu ne prendras pas leurs filles pour tes fils... Tout au contraire, vous démolirez leurs autels, vous briserez leurs *matsébas* (stèles, menhirs), vous abattrez leurs *asheras* (arbres sacrés), etc. » (*Deutéronome* VII, 1-6). C'est la répudiation formelle de l'ancienne pratique : à cet ordre d'idées répondent les indications de *Deutéronome* XXVII, de *Josué* VIII, 30-35 et XXIII, qui substituent la Loi inscrite sur un tableau de pierres à la vieille *matséba* (stèle), sinon à une enceinte zodiacale, et font le silence sur toutes les caractéristiques de l'ancienne pratique du culte.

Sichem est loin d'être le seul sanctuaire d'origine indigène qui ait revêtu l'estampille israélite.

Gabaon, Beth-Peor, Bethel et bien d'autres sont dans le même cas : — mais il est le seul dont nous puissions suivre la transformation au cours des âges. De là l'intérêt de premier ordre qui s'attache aux souvenirs le concernant.

MAURICE VERNES,
Président de la Section des Sciences Religieuses à l'École pratique des Hautes-Études.

PRIEUR DE LA COTE-D'OR MINISTRE DES MUNITIONS

« Jamais peut-être une nation ne fut dans une situation aussi critique... »

On comprit alors la « nécessité impérieuse d'unir toutes les ressources du talent à la plus grande énergie et de marcher au but sans déviation, car il n'y avait plus un instant à perdre pour sauver la France. »

(PRIEUR.)

Prieur de la Côte-d'Or fut, avant M. Albert Thomas, notre premier ministre des munitions. En des circonstances aussi graves que celles au milieu desquelles nous vivons, et plus tragiques, car elles semblaient vraiment désespérées, il sut fournir à la République les canons, les fusils et la poudre dont elle avait besoin pour échapper à l'avilissement. Sans lui, les quatorze armées de son collaborateur Carnot auraient pu seulement mourir avec héroïsme. C'est à Prieur qu'elles durent les instruments de leur victoire.

Ce grand rôle est trop ignoré. Mais la modestie de Prieur, et la manière dont s'acheva sa vie, excusent peut-être l'habituel silence des historiens (1).

(1) Sinon leur ignorance : l'un des derniers qui aient écrit une histoire de la Révolution française

Il laissait après lui des héritiers, mais point de descendants ; nul n'avait intérêt à faire revivre un nom que personne ne portait plus. Et lui-même n'avait pris aucun soin de la postérité. A la veille de sa soixante-dixième année, il n'avait encore recueilli aucun de ses souvenirs (2). Alors seulement, et sans doute à la prière de son ami Barère, qui préparait en ce temps-là ses mémoires, et demandait à son ancien compagnon de lutte une collaboration bienveillante, Prieur entreprend d'écrire des *Révélations sur le Comité de Salut public*, jusqu'ici demeurées aussi inconnues qu'inédites. Il n'a point même le temps de les achever, et la mort l'interrompt avant qu'il ait pu dire tout ce qu'il voulait sur l'âpre et glorieuse époque, dont il avait été l'un des acteurs et l'un des maîtres.

Par un hasard vraiment cruel, la plume lui est tombée des doigts au milieu du chapitre qui le concernait lui-même. Il n'a pas le temps d'achever le récit de son action révolutionnaire ; il ne peut même exposer ses créations plus durables, celles qui, à l'heure actuelle, lui survivent encore. Néanmoins, il m'a semblé que ces quelques pages interrompues, modeste témoignage d'une grande œuvre, méritaient d'être détachées de l'ensemble. Sans apprendre rien de tout à fait nouveau aux historiens, elles peuvent intéresser à plus d'un titre les Français de 1918 : on y verra Prieur lui-même exposer très simplement les difficultés d'une tâche presque surhumaine, et les méthodes d'énergie et d'audace qui lui permirent de contribuer, pour sa part, au salut de la France.

*
* *

Mais Prieur, en retraçant l'œuvre, néglige l'ouvrier ; il ne nous dit rien de lui-même. Un si discret oubli mérite d'être réparé. Il serait injuste de ne point esquisser au moins les traits de ce

ne confond-il pas le rôle de Prieur au Comité de Salut public avec celui de Robert Lindet ? A part quelques articles de dictionnaires, plus ou moins copiés les uns sur les autres, Prieur a été l'objet d'un seul travail d'ensemble, que l'auteur lui-même déclare avec raison tout provisoire. Cette étude de M. Paul Gaffarel (Dijon, 1899) compte 354 pages. C'est une compilation laborieuse. On y voudrait aussi un peu d'esprit critique.

(2) C'est ce que nous croyons pouvoir affirmer, possédant l'ensemble des papiers et des livres qui lui appartenaient à sa mort. Et cet homme méticuleux conservait jusqu'à ses comptes d'écolier. Mais parmi bien des documents, précieux pour le psychologue ou pour l'historien, l'on n'en trouve aucun qui laisse deviner le souci d'une gloire posthume.

terroriste, dont le nom est [illegible] que la personne est ignorée.

C'était, en 179[illegible], un homme de trente ans (1), d'une figure douce aux grands yeux étonnés. Cependant, sa vie, jusque-là, la Révolution avait été modeste, pacifique et laborieuse. Né dans la petite ville d'Auxonne, aux bords paisibles de la Saône, d'un sang mi-noble, mi-bourgeois, il n'avait point connu sa mère : l'affectueuse insouciance d'un père épicurien qui, en administrant les finances publiques, n'apprit point l'art de ne se pas ruiner lui-même, semble avoir laissé surtout à de vieilles parentes ou à leurs amies le soin d'élever un enfant, qui dut toujours être docile et sage. A [illegible] ans, Claude-Antoine Prieur du Vernois sortait de l'école de Mézières, avec le grade de lieutenant. Mais ce jeune officier du genie ne portait point l'âme d'un guerrier. Il avait le goût des études tranquilles et des distractions tendres. La bonhomie de ses chefs lui permettait de vivre fort peu dans ses garnisons successives (2). Chaque printemps, il s'en venait pour quelques mois aux eaux de Bourbonne-les-Bains soigner ses articulations délicates, et il passait les hivers à Dijon. Là, de bonne heure, le retinrent les deux passions qui allaient se partager sa vie : l'amour de la chimie, et celui de madame Vêtu, épicière au *Coin du Miroir*, sa fidèle compagne à travers la Révolution, l'Empire et la Restauration, et qui mourra entre ses bras, en 1828, dans cette même ville de Dijon où le vieux régicide devait s'éteindre à son tour, parmi des amitiés provinciales et de naïves amours de vieillard, le 11 août 1832.

A Dijon, le jeune Prieur du Vernois travaillait dans le laboratoire de son parent Guyton de Morveau, chimiste réputé ; il devint bientôt son plus savant collaborateur. Et c'est auprès de lui sans doute que, parmi les fourneaux et les cornues, il prit le goût des idées nouvelles, et conçut, au temps de la Constituante, l'ambition d'être comme son maître le législateur de la France. Guyton de Morveau, fondateur du *Club patriotique* à Dijon, membre de l'Assemblée législative en 1791, précédera Prieur au Comité de Salut public.

A la veille de la Révolution, qui pourrait avoir pu prédire au modeste et timide officier qu'il serait, quatre ans plus tard, l'un de ces despotes impitoyables devant lesquels tremblera [illegible] l'Europe ? Dans une note écrite de sa main, et destinée sans doute à l'objet encore mystérieux de ses amours, le jeune homme énumère, année par année, les occupations qui ont jusque-là rempli son

(1) A peine, étant né le 22 [illegible] 1763.
(2) Auxonne, Landau, Belfort.

esprit et son cœur : elles restent innocentes et douces ; l'étude des réactions chimiques y voisine chaque fois avec celle de la mélodie : Prieur jouait de la basse et composait des airs de romance. Plus tard Lazare Carnot, poète bucolique à ses heures, lui enverra de son exil de petits vers à mettre en musique, et les deux vieux terroristes oublieront, en combinant des chansonnettes, les heures terribles de leur passé.

Le 1er octobre 1791, Prieur de la Côte-d'Or entrait à l'Assemblée législative. Ses qualités comme ses vertus ne semblaient point celles d'un homme politique. Il était sincère, savant, et probe. Mal fait pour les intrigues de couloir, il ne devait jamais non plus briller d'un grand éclat à la tribune. Son esprit méthodique et précis, formé aux disciplines de la science, le préparait moins que tout autre à l'éloquence vague, flamboyante et fumeuse, qui plaisait aux hommes de son temps (1). Sachant bien ce qu'il savait, il ne croyait pas tout savoir. Trop honnête d'ailleurs pour sacrifier à l'ambition du succès la franchise de ses convictions, ce timide manquait de l'impudence nécessaire pour s'imposer aux foules comme aux assemblées.

En revanche, à cette époque de foi, Prieur pouvait plaire à beaucoup par la rigueur de ses opinions. Il était de ceux qui croient aux idées et aux hommes. L'étude des sciences, qui ne donne point d'expérience humaine, l'avait habitué dès longtemps aux certitudes sereines et aux solutions simplistes. Au reste, fait pour demeurer jusqu'à sa mort la dupe attendrie de deux ou trois femmes, il avait assurément toute la candeur requise pour être encore la dupe des hommes. Il suffisait qu'ils eussent des principes : et les hommes politiques en ont toujours. Esprit dogmatique et cœur naïf, Prieur avait donc toute l'étoffe d'un convaincu. Et l'on comprend ainsi comment cet homme excellent, honnête et doux, était propre à devenir sans peine, et tout naturellement, un terroriste inflexible.

Tout en volant, dès l'abord, avec la gauche, il se faisait connaître comme un incomparable travailleur. Laissant aux avocats la tribune, cet homme de laboratoire préférait le labeur secret des commissions. Il devait y jouer un rôle bienfaisant, et collaborer aux réformes les plus solides et les plus durables des assemblées révolutionnaires. Comme Prieur avait la probité, aussi méritoire qu'insolite, de prendre seulement les besognes auxquelles il se savait préparé, on ne le retrouve, au cours de trois législatures successives, que s'occupant des travaux relatifs aux sciences exactes. Qu'il s'agisse des poids et mesures (1), ou des monnaies, de la législation des poudres, ou de la fondation des écoles scientifiques (on l'a trop oublié, Prieur, aussi bien ou mieux que tout autre, mériterait d'être nommé le fondateur de l'École polytechnique), — c'est toujours le chimiste ou le physicien qui s'occupe de sa partie, et fait des rapports ou des lois, suivant sa vraie compétence.

Cette compétence le fit entrer au Comité de Salut public (2). Comme Lazare Carnot, — et comme le maréchal Joffre, — Prieur, on le sait, appartenait à l'arme du génie (3). Il racontera lui-même comment les autres membres du Comité s'étaient sur le tard aperçus que, pour conduire la guerre, mieux vaut encore un homme de guerre (4). Ils s'adressèrent à Prieur qui, se sachant mauvais stratège, mais bon chimiste, eut la rare modestie et le bon sens rare de les renvoyer à Carnot, pour la direction des armées, et de se réserver le ministère des munitions, auquel il se jugeait propre. L'expérience prouva qu'un ingénieur peut être à sa place à la tête des usines d'une armée (5).

Avec ce terroriste, qui n'était point un jacobin, entrait au Comité un esprit vraiment nouveau. On les a appelés, Carnot, Lindet, et lui, les *Travailleurs*. Mais ce n'était point leur labeur qui les distinguait d'un Robespierre, d'un Saint-Just, ou d'un Billaud-Varenne. Parmi des politiciens, ils appor-

(1) Il est bien forcé, par ses fonctions, de s'y essayer quelquefois. Mais il y reste médiocre.

(1) L'établissement du système métrique sera en grande partie son œuvre.

(2) Le 14 août 1793. Prieur avait 29 ans. Il était, après Saint-Just, le plus jeune membre du Comité.

(3) Il était capitaine depuis le 1er avril 1791. Mais ses connaissances techniques ne lui auraient pas suffi, si les cinq missions aux armées dont il avait été chargé, presque sans répit, depuis un an, (du 10 août 1792 au 4 août 1793, 267 jours, passés aux frontières du Rhin et de la Suisse, ou sur les côtes de la Manche et de l'Océan), ne lui eussent donné par surcroît l'expérience des affaires et des hommes, avec l'habitude des responsabilités les plus terribles.

(4) Depuis de longs mois les ministres de la guerre successifs, choisis généralement pour la pureté de leurs sentiments révolutionnaires, s'étaient fait remarquer par leur profonde incapacité.

(5) Le Comité de Salut public fut maintes fois, dans ces années de guerre, donné aux vivants comme un exemple. Mais je ne sais si les hommes politiques ou les journalistes qui, avec la plus rare abnégation, prônent une dictature aussi peu indulgente aux critiques, songent à admirer comme il convient cet heureux choix des hommes chargés de préparer et de conduire la guerre. C'est pourtant ce choix surtout, d'hommes compétents mis à leur vraie place, qui donna au Comité toute sa force, et la victoire à la France.

laient l'esprit de science et de méthode, et le sens des réalités. Prieur ne manquait point, et il va le prouver, de l'audace nécessaire aux grands périls, mais, n'étant ni un idéologue, ni un rhéteur, pour trouver les vastes solutions que ces périls rendaient urgentes, il comptait sur l'épreuve des faits et sur l'expérience des hommes de métier. Pour faire des canons et de la poudre, il s'entourera d'ingénieurs, et, pour savoir si l'eau de vie des hôpitaux était empoisonnée, avant de s'abandonner, comme St-Just, aux imprécations contre les aristocrates, il en demandera l'analyse aux chimistes, qui n'y trouveront qu'un peu de boue (1). Cette bonne méthode sauva la France.

On va entendre Prieur exposer lui-même une partie de son œuvre. De cet exposé, fait dans la manière sèche et nue d'un rapport administratif, il faudra tout d'abord admirer la modestie. Contrairement à l'usage, Prieur ne prend point à son compte le travail de ses subordonnés, et ne se fait pas gloire de leur science. Bien au contraire, il s'efface, jusqu'à disparaître, derrière des commissions pourtant choisies, nommées et dirigées par lui-même, — ou derrière le Comité de Salut public, dont le rôle n'était le plus souvent que de signer les décrets conçus et rédigés par lui seul.

Il nous parle à peine de son effrayant labeur. A travers les pages méthodiques et froides du vieillard, il faudra deviner la fiévreuse, l'ardente besogne qui, depuis le matin souvent jusqu'au milieu de la nuit, retenait dans les bureaux du Comité l'infatigable Prieur, occupé, pendant quatorze mois, à créer presque de toutes pièces des ateliers et des fabriques, des fonderies, des forges, des poudreries, les arsenaux innombrables des armées de la Terreur. L'œuvre actuelle de la France peut seule nous donner l'idée d'une pareille tâche, et de la volonté passionnée qu'il fallut pour la soutenir et l'achever. Sans doute, la consommation de poudre et d'obus, n'était rien alors à côté de ce qu'elle est aujourd'hui. Mais ne faut-il pas en dire autant de l'industrie? Dans une France ruinée par la révolution et la guerre civile, et qui ne pouvait se procurer comme nous, au-delà de ses frontières et jusqu'en Amérique, les métaux, les produits chimiques ou les armes qui lui manquaient, dans une France réduite à ses seules forces et à ses seules ressources, il fallait réunir ou former des ouvriers, découvrir des matières premières, fonder des usines, et pour ces usines inventer des procédés nouveaux, prompts, efficaces, et assez puissants pour répondre à l'immensité des besoins.

A force de bon sens et d'énergie, Prieur sut tout créer et tout organiser. Nos armées ne manquèrent bientôt plus ni d'armes, ni de munitions. On verra comment Prieur, manquant en 1793 un système qui nous a sauvés en 1914, ne se contenta point des manufactures de l'Etat, mais, provoquant partout, et dirigeant, les initiatives de l'industrie privée, la vorisa sur toute la surface du territoire la création par des particuliers de nouvelles usines : — et comment le génie français, organisé et libéré, sut, en pleine bataille, et dans l'espace de quelques mois, remplir les poudrières, armer les places fortes, et fournir à près d'un million de soldats des canons, des fusils et des sabres. On verra surtout comment Prieur, bien qu'il sortît de l'Ecole de Mézières, oublia tout esprit de corps dans le choix de ses collaborateurs : il fit ce qu'on a appelé aujourd'hui la mobilisation générale des savants (1), il assembla autour de lui mathématiciens, physiciens et chimistes, et leur demanda des idées, des expériences, des inventions ; il les envoya même dans les usines, les força d'appliquer leur science à l'industrie, les métamorphosa en ingénieurs. La fabrication des armes et des munitions en fut complètement transformée, et animée d'un esprit tout nouveau. C'est là peut-être la grande pensée de Prieur (2), la plus originale, la plus féconde, et qui n'était point alors sans quelque audace.

(1) Ce qui d'ailleurs, ne convaincra point Robespierre. On lira dans le récit de Prieur cette anecdote, merveilleusement révélatrice.

(1) Mon article était déjà à la composition, quand Albert Mathiez publiait dans la *Revue de Paris*, le 1er décembre 1917, son étude : *La mobilisation des savants en l'an II*. Ce résumé excellent de l'œuvre de Prieur n'a qu'un défaut, c'est que Prieur n'y est point nommé. Aussi injuste que tous ses devanciers pour le trop modeste collaborateur de Carnot, Albert Mathiez attribue au Comité de Salut public toutes les initiatives et toutes les réalisations aux savants chargés d'exécuter les décisions prises. C'est oublier que Prieur, dans ce département qui était le sien, fut la volonté qui décide les actes, l'intelligence qui choisit les hommes. Prieur, avant Monge, mérite d'être nommé « l'âme de vaste, de cet immortel ensemble de travaux. »

(2) M. Painlevé, dans le rapport qu'il adressait au Président de la République pour lui proposer « une direction des inventions intéressant la défense nationale », écrivait, le 14 novembre 1915 : « Nous nous inspirons ainsi de l'exemple de la Convention nationale qui réquisitionnait, au service de la patrie, savants et ingénieurs, aussi bien qu'armuriers et forgerons. » Mais le vrai mérite de la Convention, cette fois comme bien d'autres, fut sans doute d'enregistrer docilement les propositions du Comité de Salut public. Et c'est, en bonne justice, la mémoire de Prieur qu'aurait dû évoquer le savant qui voulait, à son exemple, rassembler autour de lui tous les savants.

De l'audace, le doux Prieur n'en manquait point (1) : il suffit de voir avec quelle ampleur il entreprit toutes ces fabrications nouvelles. Dès l'abord, et sans aucun de ces tâtonnements funestes qui retardent et rendent plus coûteuse la victoire, Prieur semble avoir embrassé tous les besoins de cette guerre moitié que menait la Révolution contre toute l'Europe. Il conçut un programme immense, des usines gigantesques, des quantités jamais attendues d'armes et de munitions. Il voulut accumuler les canons par milliers, les fusils par centaines de mille, la poudre par millions de livres. Et il suffit à tout. Il ne semble pas que, sous son ministère, il y ait eu jamais la moindre crise des munitions.

Malgré l'heureux accomplissement de cette tâche formidable, je ne crois pas que Prieur puisse donner encore bien des leçons utiles à ceux qui tiennent aujourd'hui sa place. Tout au moins ne seraient-ce que des leçons de méthode et d'énergie. Et je veux croire qu'ils n'en ont pas besoin. Quant au reste, ils ne pourraient retrouver ici qu'une image simplifiée et comme naïve des problèmes qu'il leur faut maintenant résoudre. Mais les lecteurs de 1918 n'y verront pas sans orgueil et sans espérance comment, il y a plus de cent ans, la France se trouva prise au dépourvu devant un envahisseur victorieux, comment, ses frontières déjà déchirées et son sol violé, il lui fallut fondre les canons, forger les fusils, combiner les poudres qui lui manquaient, comment elle répara, tout en combattant, l'inexpiable sottise de ceux qui n'avaient pas su prévoir la guerre avant la défaite, et comment enfin elle réussit à donner à ses soldats les armes qui les firent vaincre. A l'émotion de retrouver dans ce passé un peu de notre présent, se mêlera peut-être quelque reconnaissance pour l'homme désintéressé qui, — tandis que Robespierre philosophait à la tribune de la Convention, et envoyait à la guillotine ceux qui n'appartenaient point à son groupe politique, — préoccupé avant toute chose de sauver la France, travaillait obstinément à lui donner les armes sans lesquelles, malgré Hoche et malgré Carnot, malgré l'héroïsme des soldats et le génie des chefs, la France n'aurait pu être ni victorieuse, ni sauvée.

PAUL ARBELET.

(1) « ... dans des temps où les sciences elles-mêmes étaient aussi menacées que les savants personnellement en danger, il s'entoura de savants », a écrit Prieur, dans une notice sur ses propres travaux. Réquisitionner les suspects était alors en effet le meilleur moyen de les sauver. On peut donc croire que, grâce à Prieur, quelque confrère de Lavoisier put échapper à Fouquier-Tinville.

RÉVÉLATIONS SUR LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC

par PRIEUR DE LA COTE-D'OR.

(Fragments.)

I

[Ce premier chapitre pourrait s'intituler : *Comment Prieur entra au Comité de Salut public*. Nous l'avons composé des seuls extraits nécessaires pour faire comprendre la place et le rôle de Prieur parmi ses collègues.]

... A cette époque, c'est-à-dire au milieu d'août 1793, le Comité de Salut public avait eu quelque sorte disparu. Depuis la rédaction de la nouvelle constitution, il ne se rassemblait plus...

Un tel état de choses ne pouvait se prolonger sans les plus graves inconvénients. Il était plus que temps de compléter le Comité, de le proportionner aux affaires, de rendre de la régularité à son travail, de le mettre enfin en état de remplir la tâche si difficile que la Convention semblait vouloir lui imposer.

Le zèle de Barère lui suggéra vivement le désir de cette réorganisation, et voici par quel singulier concours de circonstances elle s'effectua.

Prieur de la Côte-d'Or venait d'être délivré de sa prison au château de Caen, où les fédéralistes du Calvados l'avaient détenu pendant six semaines. A peine de retour à Paris, Barère, causant avec lui des affaires du temps, lui dit qu'il voulait le faire entrer au Comité de Salut public. Mais Prieur s'excusa sur son insuffisance et indiqua Carnot comme l'homme le plus propre à rendre de grands services. « Eh bien ! tous les deux », répliqua Barère; et il alla en faire la proposition à la Convention nationale, qui l'adopta sans aucune discussion (1).

A l'arrivée de Carnot, Barère lui apprit qu'une sorte de bureau militaire, commencé par Saint-Just, était abandonné depuis son absence. Carnot devint ainsi le maître de le continuer, de l'étendre, de le diriger enfin selon sa volonté.

Quant à Prieur de la Côte-d'Or, frappé depuis longtemps du danger où était la France de manquer d'armes et de poudres, il crut ne pouvoir rien

(1) Barère s'était avec raison fait gloire d'avoir sauvé la France en introduisant au Comité Carnot et Prieur (*Mém.*, II, 105-106, 363), et M. Gaffarel eut tort d'émettre sur ce point quelque doute (148). Le récit de Prieur, en confirmant celui de Barère, nous révèle en outre cette circonstance remarquable, c'est que, sans lui, Barère n'eût pas songé à Carnot. Un mot de Prieur décida peut-être du destin de la France.

faire de plus utile que d'entreprendre très en grand les moyens d'en procurer : ses deux collègues présents lui laissèrent à cet égard toute liberté.

Bientôt les trois ensemble reconnurent qu'il leur manquait un nouveau membre pour assurer l'approvisionnement des armées en subsistances, munitions, fournitures quelconques, et moyens de transport. Prieur fut trouver Robert Lindet, le pressa vivement de se charger de cette fonction, surmonta ses répugnances, et le détermina enfin à se rendre au vœu de ses collègues. En conséquence Lindet, déjà membre du Comité, et revenu d'une mission qui l'avait éloigné, y reprit naturellement sa place.

Le petit noyau du Comité, alors formé de quatre personnes, s'occupa sans relâche des objets les plus urgents : mais il était tracassé presque chaque jour à la Convention nationale par des attaques, des plaintes, des motions incidentes qui entravaient sa marche. Billaud-Varenne et Collot d'Herbois se montraient dans l'assemblée les plus inquiets, les plus exigeants... Pour en finir, leur adjonction fut formellement demandée par Barère au nom de ses collègues, et par suite Billaud et Collot vinrent prendre séance au Comité. C'était, en effet, le meilleur parti à prendre... Chacun se mit alors avec zèle à la besogne...

Ce fut peu après ces arrangements que reparurent au Comité Robespierre, Saint-Just et Couthon. Ceux-ci ne purent cacher leur étonnement de trouver un travail ainsi organisé sans leur participation...

(*A suivre.*)

LES ASPECTS POLITIQUES DE LA GUERRE

Les aspects politiques de la guerre mondiale n'auront pas été moins importants que ses aspects militaires. Dans les conflits du passé, les chocs d'armées jouaient le principal rôle, sinon l'unique rôle, — qu'on envisageât les capacités offensives et défensives des États ou la résistance morale des peuples. Ici, ils ne sont plus qu'un des facteurs de l'ensemble. Il n'apparaît pas qu'on se soit toujours rendu un compte exact de ce changement essentiel ou qu'on ait tiré des conclusions suffisantes de prémisses préalablement acceptées.

Au cours des articles que j'ai publiés dans cette revue depuis trois ans, j'ai insisté à maintes reprises sur la valeur des phénomènes politiques, qui se sont développés dans les deux hémisphères, et j'ai montré en même temps les répercussions qu'ils pouvaient éventuellement exercer sur la marche générale des choses. J'entendais aussi [illegible] ceux qui avaient trait à l'orientation [illegible] gouvernements que les modifications des [illegible] internes. Il serait puéril de contester [illegible] excès d'esprit de système, les résultats immédiats ou à lointaine échéance, des succès ou des revers sur le terrain, et d'ailleurs ceux-ci ont largement influé sur l'attitude de l'ensemble des États ou sur la solidité des régimes. Mais pour la première fois dans l'histoire [illegible], et je ne crois même pas devoir faire exception pour la période de 17[illegible] à 1815, la stratégie et la tactique ne sont pas le tout de la guerre.

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement pour justifier cette opinion. Des armées de dizaines ou de centaines de milliers d'hommes, nous sommes passés aux armées de millions et de dizaines de millions. Un mois de lutte coûte autant à chacune des collectivités engagées que toute une longue campagne dans les phases antérieures. Des dettes publiques formidables se sont accumulées, qui exigent pour leurs arrérages des prélèvements énormes sur le revenu des citoyens : le travail agricole et industriel a été arrêté en partie sur de vastes territoires, et de cette suspension d'activité sont résultés le renchérissement universel, la disette et les perturbations qu'elle entraîne. Le champ de la lutte, pour toutes sortes de causes, a tendu à s'élargir indéfiniment. Les États, qui se croyaient les plus assurés d'échapper à la tourmente, y ont été versés brusquement par un contrecoup imprévu. C'était tantôt le succès, et tantôt l'échec d'une des combinaisons, qui déterminait de nouvelles adhésions à sa cause, parce que l'heure de régler de vieilles querelles semblait venue, ou parce que l'affaissement de la coalition qui s'opposait au groupement de l'Europe Centrale eût équivalu à un désastre de la liberté : et ainsi des millions de belligérants s'ajoutaient aux millions de belligérants. L'effet d'une de ces batailles, qui durent des mois, qui ne portent plus des noms de villes ou de bourgades, mais des noms de province (on dit la Champagne, la Flandre, la Vénétie : on ne dit plus Austerlitz, Iéna ou Waterloo) était affaibli, sinon refoulé dans l'ombre, par une péripétie d'un autre ordre.

Les faits dont je parle ici — faits diplomatiques, faits de politique intérieure — ont été souvent inattendus : les deux partis ont eu leurs surprises. L'entrée en ligne de la Turquie et de la Bulgarie n'avait pas été escomptée par nous, mais l'Allemagne et l'Autriche furent stupéfaites par la

déclaration de guerre de l'Amérique : la révolution russe étonna les dirigeants de Berlin, autant que les dirigeants de Paris : ceux-ci croyaient à la solidité éternelle du tsarisme, comme ceux-là au succès prochain des tractations qu'ils avaient nouées avec la bureaucratie. Aucun des gouvernements en cause n'a montré, dans cette phase d'histoire, un discernement irréprochable : mais c'est sans doute que les milieux, où ils se recrutent et où ils recrutent leurs agents, s'enferment dans des conceptions surannées des choses et révèlent leur infériorité dans un monde en pleine transformation. D'aucuns ont supposé que la guerre consolidérait partout l'absolutisme, la centralisation et le pouvoir des oligarchies : les événements ont prouvé l'erreur de cette conviction.... mais il y aura lieu de revenir un jour sur ce sujet capital. Il faudra d'autres hommes à d'autres situations.

J'ajoute que si certains des événements, que je vais passer en revue ici — pour les évoquer et les grouper, beaucoup plus que pour les étudier — se sont lentement élaborés, d'autres ont surgi à l'improviste : je veux dire que jusqu'à la dernière minute, rien n'attestait qu'ils dussent se produire ; rien ne montrait qu'on ne pût pas influer sur eux et en changer le sens. Ce sont des éléments de valeur médiocre, qui ont parfois déterminé une évolution définitive et de portée illimitée.

Mais quoi que l'on puisse écrire après analyse approfondie, quelques réflexions que suggèrent les investigations de ce passé proche et tout frémissant encore, il reste que le monde de demain sera issu en grande partie de ces vicissitudes diplomatiques et politiques. Nous sommes à un moment où se préparent les solutions suprêmes, — et non pas seulement dans l'ordre militaire. Voilà pourquoi un coup d'œil d'ensemble sur la matière que je me suis assignée paraîtra s'imposer.

*
* *

La Turquie se rangea aux côtés des empires du centre, alors qu'à Paris et à Londres, on doutait encore de ses intentions. La diplomatie franco-britannique fut-elle, en la circonstance, bien renseignée ? J'inclinerais plutôt à la supposition contraire. On ignorait dans notre Occident la fermeté des liens qui unissaient la Porte à l'Allemagne et à l'Autriche ou mieux la nature de la tutelle que celles-ci exerçaient sur celle-là. Pourquoi les Jeunes-Turcs, après les Vieux-Turcs, devinrent germanophiles et quelles habiletés de nos adversaires ou quelles fautes de l'Entente les précipitèrent dans cette vassalité : c'est un problème qu'il faudra creuser quelque jour. En 1914, les Ottomans avaient des vengeances à exercer contre la Serbie et le Monténégro — mais aussi contre la Bulgarie, — pour mettre à part la Grèce. L'Allemagne et l'Autriche, durant les deux guerres balkaniques, n'avaient pas eu plus de complaisances pour eux que la France ou l'Angleterre. S'ils pouvaient escompter quelque profit de leur adhésion à la cause des Hohenzollern et des Habsbourg, ils ne devaient pas se dissimuler que cette association comportait de multiples risques en Asie et même en Europe. S'ils reprochaient à l'Angleterre la mainmise sur l'Égypte, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Empire Danubien était bien plus récente. Un coup de force les arracha à la neutralité, coup de force que nous eussions dû prévoir et prévenir. Ce qui fut non moins grave : nous ne perçûmes pas tout d'abord l'importance de l'acte, qui a pesé sur l'ensemble de la campagne.

La participation de l'Italie nous fut plus qu'une consolation, — une satisfaction de haute portée. Dès le début, le cabinet de Rome, en proclamant sa neutralité, nous avait rendu un service inappréciable, parce qu'il avait libéré notre frontière des Alpes et en même temps « qualifié » la guerre que poursuivaient les puissances centrales. Son intervention devait nous assurer une supériorité de forces sur le front d'Orient, où nous avions évidemment exagéré la valeur du facteur russe. Ce n'est point le lieu de rechercher et de redire une fois de plus pourquoi le gouvernement de la Péninsule prit les armes. Sa décision suscita plus d'émotion à Berlin et à Vienne que la décision turque n'en avait engendré à Paris, à Londres et à Pétrograd. Elle constitua un sensible échec pour la diplomatie germanique, dont le représentant le plus en vue, Bülow, avait vainement tenté de cantonner l'Italie dans une neutralité rémunérée.

Mais quelques mois plus tard, l'intervention bulgare nous infligeait à nous aussi une défaite diplomatique. Nous eûmes le tort de ne pas attacher une attention suffisante aux tractations qui s'étaient ouvertes entre Ferdinand de Cobourg, d'une part, Guillaume II, François-Joseph et Enver Pacha, de l'autre : nous eûmes cet autre tort de considérer l'armée bulgare comme une énergie de second ordre, alors qu'elle pouvait jouer un rôle de premier plan et à raison même de la situation géographique où elle évoluait. Peut-être soulèverait-on encore d'autres critiques et non moins graves. Toujours est-il que la Serbie fut broyée entre les contingents austro-allemands et

[illegible] turcs, et que par suite l'Orient européen fut bien plus directement qu'auparavant menacé par les ambitions des empires centraux. Les chancelleries ennemies avaient su se servir des velléités d'hégémonie de la « Prusse des Balkans ». A leur action pressante, à leurs offres captieuses, nous n'avions opposé que l'indécision, l'insuffisance des vues, une sorte de scepticisme redoutable pour ceux qui le pratiquent.

La Roumanie riposterait-elle tout de suite au geste bulgare ? Elle hésita de longs mois. Sans doute les prétentions du tsar Ferdinand, qui mettaient en péril la paix de Bucarest, constituaient un défi et une menace pour elle-même : le Cobourg couronné convoitait les plaines de Dobrodja, comme Uskub, Monastir, Cavala et Salonique ; il voulait tirer vengeance d'elle comme de la Grèce et de la Serbie. Mais, malgré tout, elle se demandait s'il était opportun de prendre les armes et si le concours russe suffirait à lui donner la victoire sur ses adversaires de l'ouest et sur ceux du sud. Et puis un parti germanophile, — moins dangereux cependant que celui d'Athènes, — s'était formé dans sa capitale. M. Bratiano ne rompit avec l'Autriche-Hongrie, maîtresse des terres « irrédentes » de Transylvanie, que lorsqu'il crut les divisions du tsar capables de le soutenir efficacement sur le Danube et dans les Carpathes. Il avait calculé sans Sturmer, sans Protopopoff, sans quelques autres encore, dont les intrigues secrètes ont été révélées récemment. Il n'importait : l'intervention roumaine apparut à l'origine, en septembre 1916, comme un coup décisif qui allait modifier la face des choses dans les Balkans et précipiter la désagrégation de l'Autriche-Hongrie. La répercussion morale de l'événement fut sensible à Pesth, à Vienne et aussi à Berlin. Après avoir, en août 1914, proclamé sa neutralité en même temps que l'Italie et, comme elle, aboli ou interprété les clauses diplomatiques qui stipulaient sa coopération avec les deux empires, la Roumanie se retournait contre eux : elle demandait Klausembourg et Temesvar avec la même âpreté que nos voisins de la Péninsule revendiquaient Trente et Trieste.....

Si la Russie de Nicolas II l'avait appuyée fortement et loyalement, la Hongrie eût été secouée par un immense péril. Nous savons aujourd'hui pourquoi l'échec moral, d'abord subi par nos adversaires, se convertit en succès militaire...

Mais ni l'intervention turque, ni l'intervention italienne, ni l'intervention bulgare, ni l'intervention roumaine n'exercèrent, sur l'opinion mondiale, une impression comparable à celle que l'intervention américaine produisit en avril dernier. La décision de Wilson fut une surprise pour la masse des gens, qui avaient jugé le président incapable de sortir de la neutralité et qui tiraient des arguments sérieux à coup sûr, de la tradition politique des États-Unis comme du tempérament de leur premier magistrat actuel. Celui qui eût dit, dans l'hiver 1914, ou même dans le second semestre 1916, que l'armée américaine viendrait en Europe avant l'armée japonaise, eût passé pour un esprit paradoxal, sinon pour un dément. A Berlin, en particulier, les cercles dirigeants n'ont jamais supposé jusqu'à la minute suprême, que le cabinet de Washington pût renoncer à l'immobilité et équiper de colossaux effectifs sur terre et sur mer. L'ambassadeur du Kaiser, Bernstorf, montra encore moins de clairvoyance que la plupart des diplomates officiels accrédités dans les États demeurés neutres au début de la guerre, Guillaume II se croyait plus sûr encore de l'Amérique que de l'Italie ou de la Roumanie. Rien, parmi les vicissitudes extra-militaires du conflit, n'a égalé en importance immédiate ou lointaine, en valeur à la fois pratique et morale, cet abandon, par un homme d'État — épris de la paix, de la civilisation, de l'ordre international, — d'une attitude expectante et conciliatrice que ses compatriotes avaient approuvée jusque là. Ceux qui m'ont fait l'honneur de suivre mes articles, savent quelles conséquences primordiales allait engendrer la déclaration de belligérance sanctionnée par le Congrès. Ce n'était point seulement la plus grande république d'outre-Océan qui se dressait contre l'impérialisme allemand : c'était tout un monde. Et ceci relie les considérations purement diplomatiques aux considérations d'ordre spécifiquement politique. M. Wilson eût sans doute répugné, ou hésité à prendre place aux côtés des gouvernements de l'Entente, si la tsarisme n'avait pas été, au préalable, abattu par une révolution victorieuse.

*
* *

D'aucuns ont contesté qu'il y eût une relation entre la destruction de la monarchie absolutiste à Petrograd et l'entrée en guerre de l'Union ; je ne suis point de leur avis. Le cabinet de Washington a eu des raisons particulières d'adopter l'attitude qu'il a finalement prise, mais ce n'était un secret pour personne que ses rapports avec l'Empire russe étaient empreints de froideur et qu'il ne nourrissait ni estime, ni sympathie pour les principes gouvernementaux de Nicolas II. Une communauté d'action avec ce monarque, — alors qu'il déniait toutes prérogatives à la Douma, qu'il molestait les « allogènes », et pratiquait le terrorisme administratif, eût paru impossible à M. Wil

son, et l'on se demande, — s'il y avait eu, avant tout mouvement populaire, coopération avec la France, l'Angleterre et l'Italie, — quels arrangements eussent été négociés avec le tsar. Les événements nous ont libérés de cette difficulté.

Je persiste à croire, au surplus, et quelques arguments que l'on puisse produire, que la révolution russe demeure un des plus grands épisodes de l'histoire et que ses résultats ne consolideront point le militarisme germanique. Il ne faut point confondre les convulsions inhérentes à toute crise de cette ampleur avec l'orientation générale elle-même. Ceux qui, aujourd'hui, préfèrent des réquisitoires et des gémissements, oublient qu'au début de mars 1917 le tsarisme cheminait avec rapidité vers une paix séparée, — une paix de trahison d'autant plus caractérisée que la Roumanie en eût fait les frais ; ils oublient que Sturmer et Protopopoff, après tant d'autres, s'étaient érigés en champions du rapprochement immédiat avec les empires du Centre, et que le dernier cabinet de Nicolas II s'employait à provoquer la sédition pour justifier, à l'égard de l'Entente, une défection froidement calculée. Contre cette politique de Nicolas II et de ses conseillers, quel recours eussions-nous trouvé ? A l'heure où elle se dessinait, — et les documents significatifs ne manquent point sur elle —, l'Amérique n'était encore ni prête à combattre, ni même disposée à prendre les armes. Hier encore, si nous ne nous étions pas cantonnés en une philosophie paresseuse, si notre diplomatie ne s'était pas retranchée dans une réserve sceptique et hautaine vis-à-vis d'une révolution, dont elle n'avait ni prévu les causes profondes, ni perçu la nature réelle, ni compris les objectifs, — si elle n'avait pas perpétué les fautes qu'elle avait commises durant dix mois, nous aurions pu contribuer au redressement de la démocratie russe, et vaincre les empires du Centre sur le nouveau champ de bataille qu'ils avaient choisi ; — mais peut-être aussi nous eût-il fallu d'autres conceptions servies par d'autres hommes. Dans le monde nouveau où nous évoluons, la routine est criminelle.

Phénomène énorme en soi, et même si on le maintient dans le domaine territorial où il s'est d'abord exercé, le renversement du tsarisme a provoqué une commotion universelle. Les pures négations, où certains se complaisent, nous apparaîtront dans l'avenir souverainement dérisoires. Certes, le pouvoir personnel et la dictature militaire tentent, en Allemagne, les suprêmes efforts pour résister aux courants qui les battent en brèche : on discerne cependant le grossissement des attaques qu'ils subissent, et le Parlement prussien, — la base même du régime absolutiste, — discute en ce moment une réforme qui engendre l'indignation des féodaux et des Etats-majors. L'oppression des nationalités subsiste en Autriche et en Hongrie, mais au moins à Vienne, Czernin et Seidler tiennent à leur égard un langage nouveau, et le problème n'est plus : désagrégation de l'empire ou concentration du germanisme et du magyarisme, mais désagrégation de l'empire ou création des autonomies dans la double monarchie. Partout le droit des peuples et le droit du peuple s'opposent avec une vigueur renforcée aux assujettissements séculaires et aux absolutismes consacrés. De formidables changements sont en gestation, que nous ne pouvons encore que pressentir, car les structures futures ne se lèveront pas d'un seul jet...

Des considérations s'imposent qu'il n'appartient plus à personne de répudier... Le monde entier ne forme désormais qu'un bloc unique soumis aux mêmes influences, et dont chaque partie réagit sur toutes les autres. Il y avait une politique européenne et une politique du Pacifique : ce temps n'est plus : les actes du Japon nous importent autant que ceux de l'Italie ; les décisions de l'Autriche intéressent l'Amérique autant que l'Angleterre. Le marché économique s'était internationalisé depuis de longues années : le marché diplomatique, si l'on me passe cette expression, présente les mêmes caractères et à un égal degré. Nul continent, nulle contrée, même la plus neutre en apparence, n'a échappé au cataclysme. La paix finale sera l'œuvre de tous : les Dominions de l'Afrique Australe et de l'Australasie y interviendront comme les vieux gouvernements de l'Europe occidentale ou centrale.

Cette collaboration de tous à la lourde tâche en vue sera même une garantie de stabilité et de sécurité pour l'avenir, en dehors des institutions juridiques nouvelles que l'on préconise. L'impérialisme devra mourir, non seulement parce que les opinions publiques auront condamné les diplomaties secrètes et les ambitions coupables, mais encore et surtout parce que les combinaisons aux prises auront groupé des centaines de millions d'hommes et que les aspirations particularistes de tel ou tel gouvernement seront noyées dans les courants d'ensemble. L'obligation même de publier les buts de guerre, ou mieux les conditions de paix, a déjà provoqué dans chaque coalition des corrections, des rectifications, des abandons. Il y a plus de sagesse dans une confédération d'Etats que dans un Etat, car dans chaque confédération, des divergences de vues subsistent, qui refrènent les expansionnismes immodérés.

Ce sont là quelques idées générales, déduites tout naturellement de l'examen des faits politiques

qui se sont déroulés sous nos yeux depuis trois ans et demi. Mais l'intérêt du monde nouveau, qui s'élabore, ne sera pas seulement dans la structure territoriale ou juridique dont il se dotera ; cet intérêt sera aussi dans les changements qui se marqueront en chaque politique nationale, dans les remaniements plus ou moins profonds des institutions intérieures, et enfin dans l'aggravation universelle des problèmes sociaux.

PAUL LOUIS.

LA RÉSISTANCE BELGE (1)

Pensons à ce que le sacrifice de la Belgique représente d'héroïsme, de constance dans l'abnégation. Comme, avant la prise d'Anvers, l'Etat-Major allemand proposait au gouvernement belge une entente d'après laquelle il s'engageait à respecter la province d'Anvers et une partie des Flandres si l'armée belge consentait à ne plus sortir, jusqu'à la fin de la guerre, de la zone neutre qui serait ainsi délimitée, le président du Conseil, M. de Broqueville, ne daigna même pas répondre.

Bien mieux, la Belgique envahie, le gouvernement belge lança du Havre, où il venait de s'établir, un appel au patriotisme de ses concitoyens réfugiés en France, en Angleterre et en Hollande. « Victime d'un forfait, y était il dit, dont l'Histoire n'offre pas d'exemples, jamais la Belgique n'a eu plus de titres et plus de droits à l'aide de ses enfants ! Que tous, sous la conduite d'un Roi dont nous sommes fiers, s'efforcent de hâter l'heure où nous nous retrouverons unis, indépendants et libres sur le sol de cette Patrie bien-aimée, que ses souffrances nous ont rendue plus chère ». En Février 1915, enfin, le gouvernement belge décidait d'enrôler tous les Belges célibataires de dix-huit à vingt-cinq ans qui avaient quitté la Belgique ou qui pourraient la quitter. « Sire, alors même que vous auriez mis à mort tous les Belges, leurs ossements dessèchés se lèveraient encore pour vous combattre ». M. Hoyoux parlait dans un discours parodique, rapprochant par ailleurs d'un héros belge l'Empereur d'Allemagne. Il n'y eut pas, au surplus, que les soldats belges pour résister à l'envahisseur : il y eut toute la population. Nous que les histoires de franc-tireurs inventées par les Allemands pour excuser les atrocités commises par leurs soldats sur le sol de la Belgique contiennent quelque vérité. Il n'y eut pas de francs-tireurs en Belgique, tous les civils avant été désarmés, dès le début des hostilités, par les soins du gouvernement belge. « Nous affirmons qu'il n'y a nulle part, en Belgique, une organisation de francs-tireurs, et nous revendiquons au nom de notre honneur national calomnié, le droit de tirer la preuve du bien fondé de notre affirmation » ont écrit dans une lettre collective à leurs confrères d'Allemagne les évêques de Belgique. A leur proposition de constituer une Commission d'enquête contradictoire présidée par un « neutre d'Etat neutre, il n'a, du reste, pas été répondu. »

La population belge, restée sur le sol natal, endure le plus terrible des martyres avec un calme, une vaillance et une sérénité qui pourraient étonner ceux-là, seuls, qui ne savent pas que sous le bonhomme et la sensualité parfois grossière de caractère flamand, qui incarne la figure du père Breughel, s'est toujours caché, avec un grand appétit de mysticisme, une incomparable énergie. La Flandre de Teniers et de Rubens est aussi celle de Van Eyck et de Memling. Au temps de Charles-Quint, n'appelait-on pas les Gantois des « têtes de fer », comme aujourd'hui encore on dit des Wallons qu'ils sont des « têtes de boulle » ? « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer », Auxerd'hui comme au XVI siècle, le peuple belge s'est inspiré de la maxime de Guillaume d'Orange. Rien n'ébranle son âme.

Les horreurs systématiques que les Allemands ont entassées en Belgique ne firent pas fléchir le courage de ses habitants. « Partout où nous passons, il faut que les hommes soient tremblants comme des feuilles », disait au R. P. Joseph Boulle, un soldat allemand, lorsque mécontent de son état, auquel il donnait des soins. Ce sont, pour terroriser les populations et les inclincr à la soumission, les grandes guerres d'Andenne, de Tamines, de Dinant, de Termonde, d'Aerschot, de Louvain, du Luxembourg.

On fusille les hommes devant leur femme, on viole les femmes devant leur mari. Les prêtres ne sont pas épargnés. Aux uns et aux autres, on inflige des tortures sans nom. Des populations entières

(1) HENRI CHARRIAUT, *La Belgique, terre d'héroïsme* (Flammarion). — JOSEPH BOURÉS, *La Belgique loyale, héroïque et malheureuse* (Plon). — ROLAND DE MARÈS, *La Belgique envahie* (Crès). — EMILE VANDERVELDE, *La Belgique envahie et le socialisme international*. — PIERRE MOTHOME, *La Belgique en France : les victimes et les héros*. — JEAN MASSART, *Comment les Belges résistent à la domination allemande* (Payot). — GUSTAVE SOMVIL, *Vers Liège*. — FRANÇOIS OLIFFE, *La Belgique sous le joug* (Perrin). — BARON C. BUFFIN, *Récits de combattants*. — HENRI DE GRUBAL, *Les Allemands à Louvain* (Plon). — FERNAND PASSELECQ, *La Question flamande et l'Allemagne* (Berger-Levrault).

tres sont poussées devant les troupes allemandes en guise de bouclier. Arrêtés au mépris de tout droit et sans qu'on sût pourquoi, de malheureux civils sont expédiés en Allemagne.

Pour punir la Belgique de ce que, suivant la belle parole du Cardinal Gasquet, « étant une nation, elle refusait de se laisser traiter comme une route », à toutes ces horreurs, les Allemands ajoutèrent le pillage et l'incendie. Au vrai, la Belgique a été méthodiquement dévalisée. Les Allemands ne se contentèrent pas de charger sur des fourgons les meubles qu'ils trouvaient dans les maisons particulières, ils expédièrent en Allemagne les machines industrielles des fabriques et pour des centaines de millions de matières premières. Des hommes ayant une compétence technique furent chargés de ces sortes de vol. L'incendie fut non moins méthodiquement organisé. Des compagnies de pionniers, après avoir enfoncé les portes et brisé les fenêtres, avaient mission de jeter dans l'intérieur des maisons des pastilles et des grenades incendiaires.

Les exactions auxquelles se livra le gouvernement allemand n'eurent pas plus d'effet que le courage de leurs victimes. Ce fut en pure perte. Les Belges résistèrent à la tyrannie qu'une fois installée l'Administration allemande fit peser sur eux, comme elle avait résisté aux tortures de l'invasion. Calmes et dignes sous le joug, les Belges demeurèrent fidèles à leur Roi. « Respectons les règlements qu'elles nous imposent, aussi longtemps qu'ils ne portent atteinte ni à la liberté de nos consciences chrétiennes, ni à notre dignité patriotique, conseille aux fidèles de son diocèse, en faisant allusion aux autorités allemandes, le vénérable archevêque de Malines, le cardinal Mercier, dans sa belle lettre pastorale de Noël 1914. Ne faisons pas consister le courage dans la bravade, ni la bravoure dans l'agitation ». Mais, auparavant, il avait eu soin de distinguer l'administration publique de l'occupant du pouvoir légitime. « Ce Pouvoir, spécifie-t-il, n'est pas une autorité légitime. Et, dès lors, dans l'intime de votre âme, vous ne lui devez ni estime, ni attachement, ni obéissance. L'unique Pouvoir légitime en Belgique est celui qui appartient à notre Roi, à son gouvernement, aux représentants de la nation. Lui seul est pour nous l'Autorité. Lui seul a le droit à l'affection de vos cœurs, à notre soumission ». Cet enseignement fut entendu. Le sourire aux lèvres, les Belges subirent toutes les vexations que les autorités allemandes se plurent à leur infliger.

Non seulement les réquisitions exagérées, hors de proportion avec les ressources du pays — réquisition de grains, de bétail, de fourrages, d'aliments de toutes sortes et de matières brutes — continuèrent pendant l'occupation, mais défense fut faite de circuler librement, d'aller à bicyclette, en automobile, de prendre des photographies, de correspondre sous enveloppe fermée, de lire des journaux étrangers, de colporter des nouvelles non censurées, d'arborer les couleurs nationales, de parler du Roi, de jouer la Brabançonne, de se servir d'une autre langue que l'allemand dans les actes officiels. Que sais-je ? les écoles, les conversations, les écrits, les imprimés, les moindres gestes furent surveillés, les absents furent frappés d'une imposition décuple de leur contribution personnelle, le bourgmestre de Bruxelles, M. Max, fut déporté ; le cardinal Mercier fut molesté, gardé à vue dans son palais archiépiscopal, ses paroles interceptées. Les Allemands allèrent jusqu'à faire main basse sur le Comité national pour le ravitaillement de la Belgique.

Ce fut en vain. Les Belges opposèrent à toutes ces mesures une attitude pleine de dédain.

En vain, les Allemands tentèrent-ils de semer la discorde entre Flamands et Wallons en se ralliant les Flamands par la réalisation de leurs aspirations ; les leaders du mouvement flamand présents en pays occupé ayant appris, le 2 décembre 1915, la résolution de l'Administration allemande de procéder à la flamandisation de l'Université de Gand décidèrent de ne pas attendre pour faire connaître au Gouverneur allemand et au public belge que la population flamande était résolue à refuser catégoriquement n'importe quel présent de la main de l'ennemi.

Et, quand le décret de flamandisation ayant été promulgué le 31 décembre 1915, le gouverneur von Bissing fit pressentir le corps professoral en vue d'une collaboration éventuelle, huit professeurs seulement répondirent affirmativement, les autres se réservèrent.

Parmi ces derniers, il faut citer les deux membres les plus illustres du corps professoral de l'Université, les éminents historiens belges Henri Pirenne et Paul Frédéricq, qui furent brusquement arrêtés le 18 mars 1916 et déportés dans des camps de prisonniers civils en Allemagne. A cet enlèvement, leurs collègues riposterent par une protestation ferme et digne qu'ils envoyèrent le 31 mars 1916 au Gouvernement général. De leur côté, tous les organes flamingants libres paraissant en Angleterre, en Hollande et en France rejetèrent unanimement les présents de l'Empire, sans oublier d'y ajouter l'expression de leur mépris pour les offres de l'Allemagne. Aussi bien pour recruter le personnel enseignant de l'Uni-

versité flamande. Fallut-il se rabattre sur des professeurs dénués de toute autorité scientifique, pour la plupart émigrés en Hollande et en Allemagne, et jusque sur des professeurs hollandais de nuance envergure. Le recrutement des étudiants ne fut pas plus facile. On ne put atteindre la centaine. La tentative allemande de division administrative de la Belgique, d'après la langue, en Flandre et Wallonie, ne fut pas mieux accueillie. En vain l'Allemagne associait-elle à ses desseins une poignée de gens, encore jeunes, sans autorité ni clientèle, brouillons ou vénaux, qui s'intitulèrent les représentants de la « Jeune Flandre », les Flamands manifestèrent à plusieurs reprises leur hostilité pour l'autonomie administrative de la Flandre. Le 3 mars 1917, le Gouverneur général ayant décrété la division administrative du pays avec deux capitales, Bruxelles pour la Flandre, Namur pour la Wallonie, le 10 mars, une protestation fut adressée au Chancelier impérial par soixante-dix-sept personnages politiques, leaders et notables, tant de langue flamande que de langue française, s'élevant contre le principe même du déchirement de la patrie et l'abus de pouvoir commis par l'autorité allemande au mépris des conventions internationales qui limitent les droits de l'envahisseur à la simple administration des régions occupées. Moins d'un mois après, une protestation officielle de deux des arrondissements wallons et mixtes faisait écho à la protestation flamande. De son côté, la députation permanente du Brabant, province centrale divisée par une ordonnance du 13 avril 1917 en deux parties, l'une flamande, l'autre wallonne, donna en bloc sa démission. Le Gouvernement belge, enfin, déclare ouvertement son intention de sévir contre les traîtres et de tenir pour nulles toutes les mesures prises par l'ennemi, sous prétexte d'administration. A part quelques « activistes », l'opinion ne fut pas moins unanime.

La misère même n'a pu avoir raison de la résistance belge. Et, cependant, elle fut atroce. Les usines ayant été détruites, les stocks de matières premières enlevés par les Allemands, le nombre des Belges dénués de toute ressource s'élevait en juin 1915 à 2.500.000, soit plus d'un tiers de la population totale. Affamée, sans salaire, l'immense majorité des ouvriers n'en refusèrent pas moins de travailler pour l'occupant qui lui offrait une rémunération normale. Les cheminots, les facteurs, les ouvriers métallurgistes firent grève, la grève pour la liberté. Les mineurs travaillèrent seulement trois jours par semaine pour la consommation domestique, en dehors de cela, ils se croisèrent les bras. En vain, les autorités germaniques mirent en prison les personnalités suspectes de venir en aide aux grévistes. En vain de nombreux ouvriers, tels ceux des ateliers de la gare de Lattre, furent envoyés en Allemagne. On tenta, à force de privations et de mauvais traitements scientifiquement appliqués, à les rendre malades ; ils ne cédèrent pas.

C'est alors que les Allemands mirent les ouvriers belges en face de cette alternative : ou la signature d'un contrat de travail dans les usines de guerre allemandes de Belgique ou la déportation. Dans les deux cas, ce fut le travail forcé. « C'est toute la classe ouvrière de Belgique qui est menacée de l'esclavage, de l'affaiblissement, de la mort », précisaient, au début de décembre 1915, les ouvriers belges dans leur appel à leurs camarades de France. On évalue à 90.000 le nombre des Belges qui ont été ainsi déportés du 13 octobre au 13 décembre 1915. « Sur les fronts de l'Ouest, dénonce cet appel, on les force, par les moyens les plus brutaux, à creuser des tranchées, à préparer des champs d'aviation militaire, à faire des routes stratégiques, à fortifier les lignes allemandes..... En Allemagne, on les jette dans les mines, les carrières et les fours à chaux, quels que soient leur âge, leur profession ou leur métier. Les victimes s'obstinent-elles à ne pas s'employer à des travaux défendus par le droit des gens, on les affame, on les maltraite, on les frappe, on les rend malades, on les blesse et parfois on les tue. »

L'exil ne vint pas plus à bout de la confiance belge que la déportation et le travail forcé. La Hollande, la France, l'Angleterre donnent asile à plusieurs millions de réfugiés qui ont fui devant l'envahisseur. Or, pas plus que leurs compatriotes restés au pays, ils ne désespèrent. « Depuis le début de la guerre, disait un ouvrier de Roulers à M. Vandervelde sur le bateau qui l'amenait au Havre, je n'ai plus eu de nouvelles de ma femme et de mes six enfants. Je ne sais ce qu'ils sont devenus. Je m'en vais travailler à Bordeaux. Après la paix, j'espère retrouver ma famille. » Cette confiance n'est-elle pas admirable ? La plupart qui travaillent, prélèvent sur leur paye de chaque semaine de quoi envoyer de l'argent, beaucoup d'argent, aux soldats belges et aux camarades demeurés en Belgique. Qu'ils fabriquent des munitions ou qu'ils exercent leur ancien métier, partout les Belges attendent. N'est-elle pas jolie la rencontre que fit M. Pierre Nothomb, de ce pauvre *chaarsliep*: roulant sur les routes de Gascogne, comme autrefois sur celles du Brabant, son humble établi de rémouleur ambulant ? En Normandie, sur la Loire, à Montpellier, à Saint-Etienne, où ils se trouvent, les réfugiés belges s'entretiennent de leurs espoirs dans leur langue natale. « Mais c'est

un hymne de victoire. — Et pourquoi pas, Monsieur ? » répondit la voisine à un Monsieur qui, en entendant entonner le *Te Deum*, un dimanche, à l'église belge de la rue de Charonne, s'était permis cette réflexion.

« Être une nation !... Pendant des siècles, écrit M. Roland de Marès, le peuple n'a aspiré qu'à cela ; pendant des siècles, il a lutté, souffert, lutté encore, pour être lui-même. Toutes les dominations, il les a haïes : toutes les chaînes, il les a brisées. » La suprême épreuve que, pour demeurer fidèle à sa parole, la Belgique a endurée, aura réalisé ce vœu. C'est au moment que, pietinée, opprimée, envahie, saignée, pillée et brûlée, la Belgique aura paru ne plus exister que, par la force de son martyre, elle aura conquis une âme. Bouffonnant le tyran, aboyant aux envahisseurs, Till Uclenspiegel entretient dans tout le pays la résistance au duc d'Albe. Son père est livré aux flammes, sa mère meurt « desséchée de douleur ». On le soumet à la torture : il geint, mais ne demande pas grâce. Et ses plaies à peine fermées, par la vertu du « baume de vaillance », il rentre dans la lutte. De tout ce qui lui tombe sous la main, il se fait une arme et, quand il en manque, il cogne, il égratigne, il mord... Cependant, les méchants sont les plus forts, il succombe. On l'enterre. « Le grand gueux est mort », clament ses ennemis... Cependant, quel est ce miracle ? Till enterré, éternue, se lève, secoue le sable de sa chevelure ! « Est-ce qu'on enterre Uclenspiegel, l'esprit de la mère Flandre ? se met-il à crier. Elle aussi peut dormir, mais mourir, non ! » Sur ce, il part au bras de sa bien-aimée en chantant sa sixième chanson. « Mais nul ne sait où il chanta la dernière... » Il devait la chanter sous la botte de l'envahisseur. Et cette chanson est une chanson d'espérance.

PAUL GAULTIER.

L'IDENTITÉ DE PARIS

La physionomie de Paris semble résulter uniquement de ses caractéristiques modernes. On croirait volontiers que ses immenses transformations et ses profonds renouvellements ont changé son rôle, son activité intérieure, ses mœurs publiques et sa vie intime. Si cela était vrai, il n'y, aurait aucune identité entre le Paris d'autrefois et celui d'aujourd'hui.

On peut se convaincre du contraire en examinant les portraits faits de Paris au XVIe siècle par certains étrangers, et notamment par les ambassadeurs vénitiens, ces fins et sagaces observateurs.

A cette époque, pareillement à aujourd'hui, Paris est quelque chose de plus qu'une ville et même qu'une capitale. On connaît le mot de Charles-Quint à François-Ier : « *Non in be, sed orbis* ». Michel de la Rochemaillet ajoute : « Un monde, un chaos composé d'une grandissime quantité de peuple, l'un des miracles du monde, le théâtre abrégé de l'univers. » Ce Français exagère sans doute. Le Prussien Eustache Knobelsdort, qui n'a pas les mêmes raisons d'amplifier, appelle Paris en vers latins : « La reine des cités, plus peuplée qu'Athènes, et à laquelle ne peuvent se comparer ni Ephèse, ni Rhodes, ni la riche Corinthe. » Pour l'anglais Architrenius, Paris, c'est la rose de la terre (*mundi rosa*) aussi belle que Sidon et qui contient tout le charme de l'univers. Mais voici nos Vénitiens, ils sont peut être un peu moins lyriques, mais tout aussi affirmatifs et presqu'autant enthousiastes.

Pour Marino Cavalli (1535), Paris résume le pays tout entier. « Cette ville, dit-il, est supérieure non seulement à toutes les villes de France, mais encore à toutes celles d'Europe. Elle est le séjour d'une population immense et peut se considérer comme le cœur de la chrétienté. »

En 1528, André Navagero s'écrie : « Paris « bellissimo, grandissimo et populosissima cita ». Désespérant d'en décrire convenablement les merveilles, il déclare que tout ce que l'on pourrait dire de Paris devant toujours être insuffisant, le meilleur est de se taire, mais il ne se tait pas sans répéter que Paris « est la plus belle et la plus grande cité du monde. »

On voit, par ces exemples, que le Paris du XVIe siècle, aussi bien que celui du XXe, exerçait une réelle fascination sur les étrangers qui la visitaient. Gérome Lippomano indique que provinciaux et gens de toute nationalité y accouraient en foule. On y voyait des Allemands, des Anglais, des Flamands et des Ecossais, des Espagnols, des Portugais, des Italiens. Son université était fréquentée au moins par trente mille étudiants, venus de tous les pays. La montagne Sainte-Geneviève comptait 19 collèges, peuplés de ces écholiers dont Rabelais dépeint ainsi le type : « ... Malfaisant, pipeur, beuveur, bateur de pavez, ribleur; s'il en estait à Paris, au demeurant le meilleur filz du monde, et toujours maschinant quelque chose contre les Sergeants et le Guet. »

La population de la capitale paraît immense pour l'époque. Mais on n'est pas bien d'accord sur le nombre. Lippomano l'évalue à un million ; d'autres l'estiment au chiffre plus vraisemblable

de 500.000 ânes. « Ce qui fait que Paris paraît très peuplé, c'est que tous les habitants : hommes, femmes, enfants, fretillent dehors. » On peut ajouter que la plupart des commerces se faisaient dans la rue, devant le pas des portes. C'est de là, sans doute, que vient le goût parisien pour les beaux étalages. Les marchands ambulants aussi y étaient très nombreux et les cris de Paris, que l'on n'entend presque plus dans le tracas de la ville moderne, emplissaient la rue de mélopées pittoresques. Les uns chantaient : *A ma belle herbe, carottes, chervis et panais. Anis fleuri mon bel anis. Pommes de Carpendu... Poires de Dagobert... Pesches de Corbeil, a la pesche* ; et d'autres : *A la mosse tasche... Semolles à mettre dans les bottes... Esnattes, esnattes a chaudières.... Tinettes, tinettes, tinettes... Fouarre... Lard à poids, lard à poids et balaine... Peignes de bouis, la mort aux poux...* On achetait, on vendait, les badauds circulaient au milieu des véhicules, des ânes, des mulets, et c'était partout une animation extrême.

Les embarras de Paris ne datent point d'aujourd'hui, ni même de Boileau. En 1535, Giustiniano montre les rues de la capitale encombrées de gens, de mulets, de charrettes et de toute sorte de véhicules. « *Parigi*, dira un peu plus tard Bentivoglio, *il suo strepitto di tanto popolo et di tanto carrete, qualche volta m'aggiira li occhi et mi stordisse le orrechie* ». Ce vertige, cet étourdissement, n'est-ce pas ce mal de Paris qui fatigue et désoriente provinciaux et étrangers ?

A cette époque, Paris passe pour la ville la mieux approvisionnée de l'Europe. Les ambassadeurs vénitiens ne tarissent pas d'éloges à ce sujet. Ils assurent qu'il n'y a rien que l'on ne s'y puisse procurer avec de l'argent. « Lorsque l'on voit, dit Lippomano, tout ce qui entre chaque matin dans Paris, on croirait pouvoir en nourrir trois villes ». Tous les mercredis et samedis, il arrivait deux mille chevaux chargés de volaille, de gibier, de lièvres, de marcassins, et, chose admirable, s'étonne notre diplomate, en moins de deux heures, tout est enlevé. A tout instant, la Seine est parcourue par deux ou trois cents barques chargées de vins, de grains, de bois, de foin, de paille, et ces barques sont si grandes que certaines peuvent contenir jusqu'à cinq cents tonneaux de vin.

Lippomano donne comme un fait surprenant qu'à Paris un chapon, une perdrix, un lièvre coûtent moins cher, tout prêts, bardés de lard et rôtis, qu'achetés vifs au marché, ou dans les environs. Cela tient, explique-t-il, aux achats faits en gros et aux modestes bénéfices dont se contentent les fournisseurs. D'après le même ambassadeur, l'abondance est telle à Paris que cet année-ci, le bon du ciel, la quelle bénédiction, que Vous vous votre provision bouche, perdu, rôtissoir et poêlissier, en moins d'une heure, sans arrangeur un dîner, un souper, pour dix, pour cent personnes ». L'art culinaire est si développé, si varié à Paris « qu'on y trouve à manger pour un bœuf pour deux ; pour un âne, pour quatre, pour dix, pour vingt même par personne, si vous le désirez. Mais, pour vingt écus, plaisante Lippomano, on vous donnera, je pense, la manne en potage, ou le phénix rôti ». Voilà encore une renommée que Paris n'a pas perdue, bien qu'il soit plus difficile aujourd'hui qu'alors de se griser à la fumée du rôt.

On reconnaît bien d'autres choses du Paris actuel dans celui d'autrefois et ce sont toujours les mêmes habitants, en dépit de progrès et des changements historiques. Le Parisien est bon, remarque Lippomano, pourvu qu'on lui passe beaucoup de choses. C'est le peindre d'un trait. On remarque aussi son extrême liberté, son humeur frondeuse, sa jactance. Les étrangers s'étonnent que toutes les classes de la société soient mélangées dans la rue, autour des boutiques. Le roi lui-même va faire ses achats, à pied, coudoyant tout le monde, sous les galeries du Palais de Justice, où l'on vend de tout au milieu de l'affluence des cavaliers et des belles dames, car le Palais est « il ruffiano delli amanti ».

L'article de Paris a déjà sa renommée. Giustiniano trouve l'industrie des habitants admirable et note spécialement que les artisans parisiens travaillent l'or et l'argent d'une manière délicate et jolie.

Paris est aussi, comme de nos jours, une capitale intellectuelle d'où rayonnent des directions dominantes. La gloire de la vieille Sorbonne, universelle, pendant toute la durée du moyen-âge, commence à se lézarder sous les secousses de la Réforme. Mais le Collège de France se fonde et la Renaissance française donne ses fruits. Pendant presque toute la durée du XVIe siècle, et même depuis Louis XII, l'élite des savants français et étrangers vient enseigner à Paris : grands humanistes comme Aléandre, Lascaris, Budé, le prodige de la France : l'hébraïsant Paul Paradis : Guidaccerio ; l'éloquent et savant érudit Danès, dont les leçons avaient le succès qu'obtiennent de nos jours celles de Bergson ; et tant d'autres, mathématiciens, philosophes, médecins, philologues, traducteurs peuplant l'immense ruche intellectuelle qui travaillait au temps des poétiques floraisons de la Pléiade.

Au XVIe siècle, Paris était également soumis à

l'empire de la mode. Mais chose véritablement étonnante pour les Parisiens d'aujourd'hui, c'étaient surtout les hommes qui en suivaient les variations. Les femmes, remarque Lippomano, s'habillaient modestement et leurs costumes étaient moins changeants que ceux des hommes... Elles d'avaient pas peur de s'agenouiller par terre dans les églises, ni même de s'asseoir sur leurs robes. Mais, est-il besoin de le dire, les Parisiennes d'alors, comme celles d'aujourd'hui, n'oubliaient point, certes, d'être jolies. Les étrangers les décrivent fines, gracieuses, avisées et point bégueules. Fait digne de remarque, et qu'on souligne avec stupéfaction presque, elles sortaient seules dans la rue. Bien plus, elles menaient leurs parents, tuteurs ou maris par le bout du nez. Il y a longtemps qu'Aristote a dit : « Les Gaulois sont soumis à l'empire des femmes », et plus les époques changent, plus c'est la même chose !...

Fluctuat nec mergitur ! La devise de Paris est bien choisie. Les révolutions du temps et des hommes assaillent son arche que rien ne submerge pourtant et qui demeure immuablement... parisienne.

RAYMOND CLAUZEL.

LA VIE ARTISTIQUE

L'ART ET LES LIVRES : Evolution et tradition. — Les membres de l'Institut et l'enseignement de l'art. — Le prestige du XVIIIe siècle et Mme Vigée-Lebrun. — Les origines françaises des cathédrales gothiques.

La vieillesse ne vit que de souvenirs : en un siècle de science, l'art se trouve surtout dans le texte des érudits et dans les belles images du passé ; mais les livres sur l'art sont moins nombreux que les romans : c'est un mérite : et, parmi les derniers parus, il faut d'abord séparer nettement ceux qui ne doivent rien à la guerre de ceux qui furent conçus dans la douleur de son interminable obsession.

Nous parlions de l'Institut, de l'usure de ses traditions ou du rajeunissement de ses cadres. Peintres, sculpteurs, architectes, graveurs, — voulez-vous connaître ces immortels trop souvent obscurs et si vite oubliés ? Lisez *Les Membres de l'Académie des Beaux-Arts depuis la fondation de l'Institut* (Flammarion) : la quatrième série nous conduit de 1876 à 1901. L'auteur, M. Albert Soubies, est un grand travailleur courtois et patient : il écrit l'histoire pour *raconter* la diversité des personnes (tâche déjà fort délicate), sans chercher à prouver la perpétuité de la doctrine ; il ne s'embarrasse pas à définir le rôle académique, éminemment conservateur, que Raoul Rochette appelait gravement « la direction des goûts individuels » ; ses notices avouent préférer la biographie familière, « l'anecdote caractéristique », la touche essentielle, la date précise.

Sa plaquette de 1903 sur *les Directeurs de l'Académie de France, à la Villa Médicis*, depuis le timide Suvée, nous en fait souhaiter une autre sur la série des secrétaires perpétuels : Lebreton, Quatremère de Quincy, Raoul Rochette, Halévy, Beulé, le comte Henri Delaborde, Larroumet, Roujon, et le compositeur lettré, M. Charles Widor ; quelle évolution parlante, depuis la doctrine rigide du second jusqu'au dilettantisme indulgent de l'avant-dernier ! Aussi bien, pour qui sait faire parler les noms, le tableau complet de l'Académie, de 1795 à 1916, qui termine l'ouvrage, n'enferme-t-il pas toute la philosophie de l'histoire de l'Institut ? Ce tableau nous dit silencieusement : Point de critérium ! Il n'y a que des tempéraments... ou de solennelles médiocrités. Sainte-Beuve affirmait qu'au lieu de reconstruire le temple du goût, « il suffirait de l'élargir » ; en vérité, le temple a subi beaucoup de restaurations ; un mot éclectisme a mis plus d'un *repentir* au profil casqué de Minerve. En plein désarroi, ce serait pourtant une originalité que de soutenir librement les traditions !

A défaut de professeurs convaincus, voici *l'Art enseigné par les maîtres* (Laurens) : *le Dessin*, d'abord, en attendant *la Couleur* et *la Composition*. Si le choix des pensées est « invention », félicitons M. Henri Guerlin d'avoir extrait, recueilli, classé, sans autre commentaire qu'une longue préface, et souvent traduit pour la première fois tant d'opinions autorisées : sans recourir à de poudreux in-folio, nous prenons conseil des techniciens de tous les temps sur les lois trop délaissées de la perspective et de la forme. Un fragment de lettre, datée de Rome par Poussin, n'est pas contredit par un propos de Cézanne, ce classique douloureux, dont le précepte apparaît excellent, à la condition d'oublier l'exemple de sa peinture... Aussi bien, Cézanne ne figure-t-il pas dans l'illustration confiée au style plus sûr de Raphaël et de Rembrandt, de Jean Cousin et de Watteau, de Millet et de Fromentin, de Corot et d'Ingres, dont le moindre crayon suffirait à nous rapprendre « la probité de l'art ».

Nous aimons surtout ce qui nous échappe : on regrette aujourd'hui le XVIIIe siècle, comme un paradis perdu par la complication du progrès. Contemporaine de Marie-Antoinette et de Florian, *Madame Vigée-Lebrun* (Laurens) revit dans

la jolie « biographie critique » de M. Louis Hautecœur pour nous apporter, avec la grâce maternelle des délices passées, l'oubli des laideurs présentes : nous partageons le sentiment des princes qui s'attardaient à ses soupers grecs, où l'on chantait du Gluck, et prétendaient s'amuser beaucoup plus chez Mme Lebrun qu'à la cour ; et, des splendeurs de Rome aux neiges de Saint-Pétersbourg, son jeune historien n'a mille peine à la suivre, puisqu'il connaît l'art de cette époque composite (1) aussi minutieusement que la langue de ces pays lointains.

*
* *

Notre art de France a ses « épreuves de la guerre » : ce sont les deux arts de pure forme, qui n'expriment rien que leur beauté propre et l'âme mystérieuse dont ils émanent : l'architecture et la musique. Aujourd'hui, parmi tant de ruines, les deux sœurs portent le deuil, l'aînée de ses vieux chefs-d'œuvre, l'autre de ses derniers engouements.

Le martyre de notre architecture a réveillé, sinon révélé, la gloire de ses origines ; le malheur a reconstitué son acte de naissance : et pourquoi l'ennemi d'outre-Rhin s'acharne-t-il sur ses portails ? Parce qu'elle est française. Longtemps méprisée par tous nos auteurs classiques, qui n'apercevaient en elle qu'un suppôt de l'influence étrangère et des longs siècles barbares, on l'appelait l'art gothique : on la nomme à présent l'art national. Le temps n'est plus où l'Académicien Beulé reprochait à Notre-Dame de Reims ou de Paris de ne pas ressembler au Parthénon : réhabilitée par Chateaubriand, qui lui trouvait « une beauté particulière », l'ogive apparaît comme une fleur originale, éclose au XIIe siècle dans l'Attique du moyen-âge, que fut l'Ile-de-France : et décidément le copiste, ou mieux la plagiaire, ce fut l'impuissante Allemagne, qui s'est longtemps enorgueillie de son droit d'aînesse. Tel est le sujet d'un très beau livre : *l'Art allemand et l'Art français du moyen âge*, qu'un maître, M. Emile Mâle, a publié l'été dernier chez Armand Colin.

A vrai dire, avant les deux guerres, depuis les travaux de Viollet-le-Duc, la preuve était faite ; et n'est-il pas fort heureux qu'elle le fût? Grâce à nos érudits, qui ne méritent pas tous la dédaigneuse sévérité des poètes, nous savions déjà les origines vraiment *autochtones* de notre architecture, comme nous avions ouï parler des origines flamandes de Beethoven ou des sources [illegible] des légendes de Richard Wagner : pour ne citer qu'un exemple, le musée de sculpture comparée du Trocadéro nous avait déjà montré, dans les lourdes statues moulées à Bamberg, le calqueur pastiche des symboles de Reims : et [illegible] nous, encore une fois, que la preuve [illegible] le crime.

Aussi bien, l'œuvre de la science ne doit jamais être une œuvre de haine : si le monument, où peut s'ériger, a droit au respect, la critique historique a le devoir de dominer l'orage et de se tenir au-dessus de la mêlée : et, sous le feu des envahisseurs, quand un admirateur d'Homère dénonce « un mensonge de la science allemande », on reconnaît un peu trop le cri de la polémique contre « l'éternelle Allemagne » (1)...

Avec autant d'indignation patriotique en face des cadavres de Reims ou de Soissons, M. Emile Mâle a pu construire, avec plus de sereine justicière, un arsenal de preuves qui ne soient pas des armes de circonstance, afin d'abattre un préjugé tenace : une mosaïque de notre Louvre, qui veut personnifier les grandes nations créatrices, ne met-elle pas une cathédrale dans la main de la Germanie ? Là comme ailleurs, depuis le crépuscule de Rome, l'invention prétendue n'a jamais été qu'un reflet : le Dr Wœge l'a reconnu lui-même, à Bamberg, et « la sainte Cologne », chantée par Henri Heine et Robert Schumann, n'est qu'un souvenir d'Amiens : car l'Allemagne a toujours eu, sauf en musique, moins d'imagination pour créer que pour détruire.

La grande pitié des églises de France, comme disait Barrès au temps des seuls fortifiants politiques, a ranimé sous la cendre chaude un grand mouvement d'archéologie nationale et religieuse : Reims, « œuvre française », n'a pas seulement eu MM. Mâle, Paul Vitry, Moreau-Nélaton, mais un nouveau venu dans l'abondante pléiade universitaire, M. Louis Bréhier : son dernier ouvrage, *l'Art chrétien, des origines à nos jours*, (Laurens) est une vaste et somptueuse « iconographie », qui mériterait une particulière étude. A la même librairie, commence une série de monographies brèves, mais richement illustrées : *l'Art et les Saints : Sainte Geneviève*, chère à Puvis de Chavannes, par l'abbé Sertillanges : *Sainte Catherine d'Alexandrie*, par l'abbé Brémond : *Saint Martin*, par M. Henry Martin, le savant fureteur de missels, et *Saint Nicolas*, patron de la Lorraine, par un

(1) Louis Hautecœur, *Rome et la Renaissance de l'Antiquité à la fin du XVIIe siècle* (Fontemoing, 1912).

(1) Victor Bérard, *L'Eternelle Allemagne* (Armand Colin) ; *Un mensonge de la Science allemande* (Hachette).

crédit trop modestement discret pour le siècle où nous sommes : M. Auguste Marguillier. Serait-ce un renouveau du passé mystique ? Quant au réveil actuel de la musique française, il inspire plusieurs bons livres, que nous analyserons bientôt.

RAYMOND BOUYER.

LA VIE THÉATRALE

Les livres de Jules Claretie. — Le *Conservateur littéraire* et les « bêtises de M. Victor Hugo ». — Manuscrits et autographes de théâtre. — Jules Claretie et M. de Porto-Riche. — *Le Marchand d'Estampes*. — Mme Réjane dans la *Treizième Chaise*.

C'est un événement de la « vie théâtrale », que cette vente de la bibliothèque et de la collection d'autographes, ayant appartenu à Jules Claretie, et qui commence à l'hôtel Drouot, le 14 janvier.

Car la longue et studieuse et brillante existence de l'auteur de la *Vie à Paris* ne se sépara, pour ainsi dire jamais, du théâtre.

D'abord, il « en fit » lui-même, et toujours, depuis les *Muscadins*, le *Prince Zilah*, *Monsieur le Ministre*, jusqu'à cette *Thérèse*, que Massenet a mise en musique, et ce *Brichanteau*, créé par M. de Féraudy. Ensuite, il fut critique, à *la Presse* ; ses causeries sur l'art dramatique (recueillies sous ce titre : la *Vie moderne au théâtre*), forment trois volumes aujourd'hui introuvables. Et, plus tard, quand ses fonctions, ses travaux l'accaparèrent, il ne cessa d'écrire sur le théâtre, témoin ces *Profils de théâtre*, parus en 1904 et consacrés à des comédiens, à des comédiennes notoires : Mélingue, Virginie Déjazet, Frédérick-Lemaître, Edmond Got, Frédéric Febvre, Aimée Desclée, Sophie Croizette, Marie Laurent, Thiron, Jeanne Samary, Mounet-Sully.

Enfin, est-il besoin d'ajouter qu'il fut le modèle des directeurs de théâtre, puisqu'il sut conserver l'administration de la Comédie-Française, de 1885 à 1914 ?

A quel point il aimait le théâtre, on en jugera par ce souvenir. Je me trouvais un jour à Londres, avec lui et avec son fils Georges : il apprit que Sir Henry Irving, l'illustre acteur, absent de la ville, jouait, à Croydon : *The bells* (la traduction du *Juif Polonais*, d'Erckmann-Chatrian). Désireux de le revoir et de l'applaudir, il n'hésita pas à faire une heure de chemin de fer et à revenir très tard dans la nuit ! Pour le remercier, Irving, admirable dans son costume de bourgmestre d'Alsace, vint, après la représentation, lui baiser la main.

En dehors du théâtre, Jules Claretie ne se plaisait qu'à son *home*, — où la plus exquise famille l'entourait de respect et d'affection, — dans son *studio*, parmi ses livres. Sa devise était : *liber libro*. Cet ami de la Liberté aimait les livres. Il connaissait, — l'heureux homme ! — cette joie, comparable à celle des amoureux, qui possède l'amateur devant les rayons de sa bibliothèque.

« J'aime les livres », écrivait-il dans une étude, que l'on a eu raison de reproduire en tête du catalogue de la vente, à côté de cette vivante photographie qui le montre devant ses précieuses étagères, parmi les magnifiques reliures. « En eux, gît toute ma vie, tout mon passé, et je n'ai qu'à les ouvrir pour évoquer les heures disparues. Tel d'entre eux me représente des voyages lointains, des recherches chez les bouquinistes du Rastro à Madrid ou du Ponte Vecchio à Florence : tel ce *Conservateur littéraire*, journal fondé par Victor Hugo et son frère Abel, où se trouvent les premiers vers, les premiers essais du poète, qui, à 17 ans, déjà presque illustre, correspondait avec des membres de l'Institut, journal bi-mensuel, qui contient « les bêtises que faisait M. Victor Hugo avant sa naissance », comme il l'a dit lui-même.

Ce *Conservateur littéraire* est une des pièces rares qui vont être dispersées aux enchères. Jules Claretie avait un véritable culte pour le fondateur génial du théâtre romantique. De son maître et ami, combien d'autres reliques figurent dans sa collection ! Par exemple, les exemplaires de *Lucrèce Borgia* et de *Marie Tudor*, qui ont appartenu à Mlle Georges, l'interprète des deux héroïnes, et qui sont dédicacés par l'auteur (1).

Dans cette bibliothèque, le théâtre du Grand Siècle est représenté par le *Molière* de 1734, avec les figures de Boucher, par le *Racine* de 1760.

Et, l'on y trouve — cela va sans dire — tous les auteurs dramatiques de la fin du XIXe siècle et des premières années du XXe : Becque, Bornier, Brieux, Capus, de Curel, Donnay, Hervieu, Lavedan, Lemaître, Meilhac et Halévy, Rostand, Sardou, Mirbeau.

De celui-ci, Jules Claretie avait reçu le manuscrit de : *Les Affaires sont les Affaires*... Ce manus-

(1) On s'est peut-être un peu trop pressé de proclamer la faillite du théâtre de Victor Hugo, exception faite de *Ruy Blas* et de *Hernani*. L'Odéon vient de nous donner avec succès *Marion Delorme*, où Mme Véra Sergine s'est montrée tragédienne admirable, et M. Emile Fabre annonce, pour l'anniversaire du poète de *Cromwell*, une reprise de *Lucrèce Borgia*, avec Mme Sagond-Weber.

crit figure à la vente, comme aussi les lettres autographes de la princesse Mathilde à Sainte-Beuve, sept manuscrits de George Sand, la correspondance d'Alfred de Vigny avec Ph. Busoni, et les lettres — toutes d'actualité ! — d'un petit soldat de France, qui fit les campagnes de Napoléon Ier.

Ce qui rend les livres de Jules Claretie infiniment précieux pour l'histoire du théâtre contemporain, ce sont les dédicaces des auteurs. Ainsi François Coppée, écrivait sur un exemplaire de *Severo Torelli* :

> Mais hélas ! toute gloire file.
> Mon drame mourra, je le sais,
> Que votre vente après décès
> Le sauve un peu, bibliophile !

Coppée, spirituel, comme tous les Parisiens, se montrait, ce jour-là, bon prophète. Car la vente des livres de Jules Claretie va être, en janvier, l'événement le plus « parisien », et certainement, si les disparus pouvaient encore écrire, c'est à elle que ce parfait homme de théâtre, ce grand journaliste, cet historien à la façon de Pierre de l'Estoile, consacrerait, dans le *Temps*, sa prochaine « Vie à Paris » !...

Comme il noterait aussi que l'auteur de *Paris Assiégé* et de *Quarante Ans Après*, aura pour successeur, à l'Académie, le maréchal Joffre.

*
* *

C'est avec Jules Claretie, un après-midi, dans les couloirs de la Comédie-Française que je vis pour la première fois (j'étais encore tout jeune) M. Georges de Porto-Riche, sortant d'une loge, en laquelle il assistait à une répétition de son *Passé*, repris par Mme Brandès.

Une courte discussion eut lieu entre l'auteur et le directeur, celui-ci demandant, ou plutôt conseillant, la suppression de quelques répliques un peu osées pour le public de « la Maison » : suppression qui assurerait vingt ou trente représentation de plus. M. de Porto-Riche refusa. Eut-il tort ? eut-il raison ?

On assure, que sa nouvelle pièce, le *Marchand d'Estampes*, représentée à l'Athénée, aurait été modifiée contre son gré. Les admirateurs peuvent contrôler le texte exact dans la *Revue de Paris*. Ou plutôt c'est là seulement qu'ils peuvent à présent l'entendre, l'œuvre ayant déjà disparu de l'affiche. Cette disparition prématurée a de quoi chagriner, alors que nous voyons la foule longtemps applaudir à tant de pièces médiocres. On a reproché à la pièce de M. de Porto-Riche « trop de littérature ». C'est un excès qui devient rare, au théâtre, aujourd'hui. On raconte, partout, que la chute de la pièce est due pour une grande part à des erreurs d'interprétation. Tel est le pouvoir des comédiens sur une pièce ! Ils peuvent tuer un chef-d'œuvre.

Ils peuvent aussi donner la vie à une production inférieure.

Ainsi fait Mme Réjane, en son théâtre, avec la *Treizième Chaise*, pièce américaine, pièce policière et spirite, dénuée de toute valeur d'art.

L'admirable artiste, dans ses dernières créations (*Alsace*, *l'Amazone*), avait atteint le sublime dans les sujets les plus pathétiques. Au milieu d'une intrigue enfantine et parfois incompréhensible, elle nous a fait éprouver de nouveau le frisson devant son calvaire maternel, renouvelé de la mère d'Iphigénie !

Voici l'histoire : Un gentleman, pour découvrir le meurtrier d'un sien ami, s'entend avec une sorte de médium, Rosalie Lagrange, et organise une séance de spiritisme, où le mort invisible parlera, dénoncera. Mais l'assassin tue le gentleman pendant la séance. Ne vous asseyez jamais sur la treizième chaise, dans une réunion spirite !

Il s'agit de trouver, parmi les personnes de la société, l'auteur du nouveau crime. Un policier maladroit et d'une assurance charmante (M. Abel Tarride) essaye en vain de le reconnaître. Mais, pour innocenter sa fille Hélène (Mlle Monna Delza, délicieuse, émouvante, et si jolie, et habillée de façon si ravissante), qui est institutrice dans la maison et qui doit épouser (nous sommes en Amérique) le frère de son élève, riche héritier, pour sauver son enfant calomniée, Rosalie Lagrange, mène une contre-enquête et découvre, aidée par un providentiel jeu de lumière, le couteau sanglant fiché au plafond par le rude poignet de l'assassin. Tout s'éclaire ! Et tout s'arrange ! Une des particularités de cette pièce, c'est qu'une longue scène se passe dans la plus complète obscurité. Mais l'obscurité ne se borne pas à cette scène.

L'auteur, M. Bayard Weiler, triomphe en Amérique. Il a été traduit par deux jeunes auteurs belges : MM. d'Hanswyck et de Wattyne, et par la charmante Mlle Gabrielle Dorziat, qui a rapporté la pièce d'outre-mer, et qui a eu grandement raison pour le plaisir des admirateurs de Mme Réjane, qui sont innombrables à Paris et à travers le monde.

André Geiger.

CHRONIQUE DES LIVRES

LES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES DE LA GUERRE ACTUELLE SUR LA FRANCE (1914-1917), par *Georges Renard* (Felix Alcan). — Le savant professeur au Collège de France envisage tous les problèmes qui ont surgi au cours de la guerre, celui des transports, celui de la production industrielle et agricole; celui du commerce, celui des finances, etc. Il développe devant nous, avec une singulière éloquence, les effets de la perturbation gigantesque qui s'est produite. Il montre combien la France a été d'abord atteinte dans son mécanisme général, et avec quelle vigueur elle a réagi pour restaurer son activité.

La guerre aura secoué bien des routines, suscité bien des initiatives, contraint en quelque sorte notre pays à rechercher et à exploiter des richesses naturelles qui restaient en sommeil. Quelque lourds qu'aient été nos sacrifices, une impression de réconfort se dégage de l'ouvrage documenté de M. Georges Renard. Nous avons en nous une admirable puissance de renouvellement : nous nous serons libérés de l'emprise économique que l'Allemagne exerçait sur nous; nous avons fait preuve au dedans d'une vitalité et d'une volonté égales à l'héroïsme de nos défenseurs. C'est une France régénérée dans l'ordre économique qui va apparaître, — et l'auteur montre, en illustrant toujours ses affirmations par des exemples puisés à bonne source, comment elle reprendra son rang dans le monde et comment elle pourra guérir ses blessures... Ce livre rapide et complet, où rien n'est laissé dans l'ombre, et où pourtant aucune longueur ne se relève, restera comme une contribution de premier ordre à l'histoire de la crise mondiale.

PAUL LOUIS.

HISTOIRE DE L'ART : FRANCE, par *Louis Hourticq*. — Parmi les livres d'étrennes de la maison Hachette, il y a lieu de remarquer tout particulièrement ce bel ouvrage de la collection « Ars Una » qui est l'une des plus intéressantes et neuves études d'ensemble consacrées à notre art national.

En des pages denses, ordonnées et d'une parfaite clarté intellectuelle, M. Hourticq caractérise les talents et les œuvres, brosse le tableau des époques artistiques, suit la transformation des archétypes en situant toutes ces manifestations dans les milieux historiques qui modifient les caractères de l'art et conditionnent pour une part la variation de sa technique et de ses idéaux.

On sait gré à M. Hourticq, autant que de sa méthode et de son érudition, d'avoir composé cette vue d'ensemble avec le sens des justes proportions et sous la lumière d'une compréhensivité libérée de tout souci d'école. La généalogie de notre art est ainsi constituée et mise en évidence dans sa filiation et sa trame de chefs-d'œuvre glorieux d'une façon tout à fait remarquable.

RASPOUTINE ET L'AUBE SANGLANTE, par la princesse *Lucien Murat* (de Boccard). — Tous les lecteurs de goût se délecteront de la perfection choisie et comme veloutée de grâce chaude de ces pages, sans doute naturellement écrites avec la discrétion et l'intense richesse de sens que permettent les formes artistes du style concentré et contenu.

La figure de Raspoutine telle que nous la montre l'auteur avec une appréciation si aiguisée des valeurs psychiques, est singulièrement intéressante. Le personnage étrange et que le malheur des temps a rendu fatal, d'après ces renseignements et ces traits, appartient bien à la famille de ces mystiques illuminés, un peu gorilles en dessous, qui, accouplant l'ange à la bête, ont acquis une surprenante puissance de fascination et de perdition aussi.

SEPT VILLES MORTES, par *Martial Douël* (E. de Boccard). — Ce sont, sous le suaire des sables africains, Cherchell, l'apollonienne Césarée des Juba, Tipasa de Mauritanie, où fleurit la miraculeuse vierge Salsa; et les quatre villes de Numidie : Tipasa, Thubursicum, Madaure, Thereste ; enfin Djémila, « l'autre Pompéï africaine ». On fait donc à la suite de M. Martial Douël un voyage archéologique singulièrement émouvant. Et quel guide! Le savant étudie les vestiges, vous les montre, et puis de conjectures en conjectures reconstruit la cité que le poète enfin rescuscite avec ses ciels, ses paysages, ses monuments et sa vie. Comme Fromentin, M. Douël a le style intérieur, des voluptés riches de visions et de substance, le sens intime des choses et la certitude des impressions les plus immatérielles.

L'auteur s'excuse presque de publier un livre de ce genre pendant la guerre. Pourquoi? Ne faut-il pas maintenir avec le monde nos contacts intellectuels aussi bien que nos rapports économiques ?...

RAYMOND CLAUZEL.

DE QUEBEC A VALPARAISO, par *Henri Goy* (Armand Colin). — M. Henri Goy a noté les observations qu'il a faites au cours d'un voyage dans les deux Amériques avec beaucoup de simplicité et de bonne humeur; il n'a pas jugé à propos de se livrer aux commentaires superficiels et prétentieux que l'on rencontre dans maints ouvrages du même genre que le sien. Il s'est particulièrement attaché à recueillir des matériaux sur toutes les questions d'éducation, et il a eu raison, car, le meilleur moyen de pénétrer l'âme d'un peuple pour scruter son avenir est de rechercher comment s'est formée, dans le bas âge, la mentalité des citoyens.

LA GUERRE NAVALE ET L'OFFENSIVE, par l'*Amiral Degouy* (Chapelot). — L'Amiral Degouy, qui a connu les prisons allemandes pour avoir étudié de trop près l'attaque et la défense des ports de la mer du Nord et de la Baltique, a réuni dans un volume les études qu'il a publiées depuis deux ans, notamment dans le *Journal des Débats*. Il continue, en somme, la campagne qu'il a menée avec une activité inlassable pour préconiser une action plus énergique des marines alliées.

L. V.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur: CH. MOUREU, publie dans son dernier numéro des articles du **Général Sebert**: *Association française pour l'Avancement des Sciences*; de **R. Chudeau**: *La Géologie de l'Afrique occidentale*; du Dr **L. Barthe**: *La Protection de la première enfance*; des *Notes et Actualités*; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc...

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

S'adresser à l'Administrateur pour tout ce qui ne concerne pas la Rédaction.

N° 2 — 56e ANNÉE — 19-26 JANVIER 1918

SOUVENIRS D'AVANT-GUERRE

(2e Série)

Esthétique et Morale.

Je m'excuse une fois de plus de prendre à mon compte un titre légèrement ambitieux, qui, déjà, m'avait paru tel. Il m'avait semblé qu'il ne pouvait trouver sa place que sous la plume d'un écrivain visité par la Gloire ou tout au moins par la grande Renommée. Mais un certain nombre de mes lecteurs a bien voulu m'encourager à continuer, et leur indulgence a estimé que vingt années de vie littéraire, et dix années de direction d'un grand organe, constituaient des titres suffisants pour continuer un genre où forcément le *Moi* tient une place un peu irritante. Je les en remercie et d'autant plus soigneusement m'appliquerai à me garder de défauts qu'il est difficile d'éviter complètement.

... Je m'ingénierai surtout à amender tout point de vue trop personnel, par le correctif des circonstances dans lesquelles ces pages auront été composées. Je n'aurais certes jamais eu la pensée de m'y appliquer, si des événements de portée incalculable, et de non moins incalculable conséquence n'étaient venus grouper, en un raccourci saisissant, l'ensemble des causes qui avaient pu y prêter la main. On en a dévoilé quelques-unes d'ordre *éducatif*, *esthétique*, ou simplement *moral* dans une première série. On en trouvera ici d'autres plus profondes et plus directes, ou bien notre but n'aura pas été atteint. Ils sont tous reliés entre eux par le fil souple et tenu de la psychologie individuelle ou collective. Elle est, en effet, la souveraine, la grande maîtresse qui nous commande en ordonnant nos sensations, soit dans l'ordre d'une conscience claire et lumineuse de la valeur de nos actes, soit — et cela est plus redoutable encore — dans le champ de l'inconscient. Elle est bien celle qui prépare et ordonne les manifestations extérieures de l'âme, depuis le geste d'un Napoléon préparant le Congrès de Tilsitt, où il s'imagine régler à jamais les destinées des nations, jusqu'à celui du dernier des artisans en quête de son gagne-pain !

* * *

On s'est habitué, dans les quarante années qui ont suivi la guerre de 1870, à dissocier ces deux notions de *Beauté* et de *Moralité*. *Dissocier !.....* c'est trop peu dire : on en était venu à en faire des Sœurs-Ennemies, qui ne pouvaient plus se voir sans colère. Toute une école littéraire a tenté de fausser la notion esthétique, d'en faire une dépendance de la libre fantaisie individuelle, elle qui, comme tout en ce monde, a ses lois harmonieuses, et de l'opposer à la morale, qui, elle seule, avait à symboliser la contrainte. Donc Esthétique, c'était liberté, cette liberté dont on a tant usé, abusé chez nous. Morale, c'était contrainte. Et ces notions furent reprises, développées, atteignant à créer un porte-à-faux qui vicia le sens d'une partie de la production contemporaine.

Voulez-vous la vérité doctrinale, profonde, éter-

(1) Cf. *Souvenirs d'Avant-Guerre* (1re Série). Plon. 1916.

nelle ? Ecoutez le noble Michel Ange développant sa doctrine devant la marquise de Pescaire, Vittoria Colonna.

« La bonne peinture, dit Michel-Ange, s'approche de Dieu et s'unit à lui. Elle n'est qu'une émanation de ses perfections, une ombre de son pinceau, sa musique, sa mélodie. Ainsi il ne suffit pas que le peintre soit un grand et un habile maître. Je pense que sa vie doit être pure et sainte, autant que possible. »

Aujourd'hui la doctrine de Michel Ange risquerait de paraître à certains légèrement suspecte, comme entachée de croyance aux dogmes catholiques. Dans une forme qui sent celle du grand Florentin, écoutez donc celle-ci qui est datée de l'âge moderne :

« L'intellect pur vise à la vérité, le Goût nous montre la Beauté, et le sens moral nous enseigne le Devoir. Il est vrai que le sens du milieu a d'intimes connexions avec les deux extrêmes... Aussi ce qui exaspère surtout l'homme de goût, dans le spectacle du vice, c'est sa *difformité*, sa *disproportion*. Le vice porte atteinte au juste et au vrai, révolte l'intellect et la conscience, mais comme outrage à l'harmonie, comme dissonance, il blessera plus particulièrement certains esprits poétiques!...

C'est cet admirable, cet immortel instinct du Beau qui nous fait considérer la terre et ses spectacles comme un aperçu, comme une *correspondance* du ciel. La soif insatiable de tout ce qui est au-delà et que révèle la vie, est la preuve la plus vivante de notre immortalité. C'est à la fois par la poésie et à travers la Poésie, par et à travers la Musique, que l'âme entrevoit les splendeurs situées derrière le tombeau, et quand un poème exquis amène les larmes aux bords des yeux, ces larmes ne sont pas la preuve d'un excès de jouissance..., elles sont bien plutôt le témoignage d'une mélancolie irritée, d'une postulation de notre nature exilée dans l'imparfait et qui voudrait s'emparer immédiatement, sur cette terre, d'un paradis révélé. »

Qui donc a écrit cette page si évidemment inspirée, si profondément religieuse, qu'il apparaît, comme on disait de Novalis, en quelque façon « ivre de Dieu » ? Qui a signé cette mémorable profession de foi, laquelle, gravée dans le cerveau d'un artiste, désormais n'en saurait plus sortir, car elle porte la grande marque, l'estampille où l'on reconnaît les maîtres et qui ne s'imite pas ! Elle a l'*accent* intérieur qui vient de la chaleur des convictions, et elle a la *forme* qui fait que nulle épithète ne saurait s'en détacher sans porter atteinte à sa beauté. Or, nous autres, artistes, nous savons ce que cela veut dire. Ne cherchons pas l'auteur : ce serait vainement. Le promoteur de cette doctrine, aussi ingénieuse que profonde, n'est autre que Baudelaire, tant redouté des moralistes, un de ceux que les théories bourgeoises accusèrent le plus véhémentement d'avoir fait litière de la morale, celui en qui Brunetière voyait l'incarnation même du Satanisme, et l'un des plus dangereux représentants de l'art contemporain !

Je suis heureux de transcrire ici cette admirable profession de foi, trop peu connue.... d'autant plus heureux qu'elle coïncide avec une démarche pour le moins malencontreuse, qui eût gagné à être retardée, tout au moins, peut-être évitée..., j'entends la mise en vente intégrale des *Fleurs du Mal*, avec le texte définitif et les pièces condamnées. Était-ce bien le moment à choisir pour cette provocation à l'opinion, si l'on poursuivait comme but la gloire de l'auteur ? Il y a des gens qui ont l'actualité malencontreuse et de qui la prédestination ici-bas est de tenir le pavé de l'ours toujours menaçant sur la tête de leurs amis (1).

Ah ! je prie que l'on me comprenne bien.... que l'on ne me fasse pas dire ce qu'en aucun cas je ne voudrais dire ! Quelle que soit mon admiration pour ce merveilleux artiste, auquel j'ai payé en détail ma dette de gratitude, comme à tous ceux qui collaborèrent à ma formation, car je ne sais pas refuser mon hommage au génie — je ne crains pas de le dire bien haut : Baudelaire fut doublement coupable dans la conduite de sa vie, comme homme et comme artiste — j'ajouterai même qu'il le fut triplement, puisqu'il s'affirmait catholique — d'avoir poussé jusqu'aux extrêmes limites les pointes aiguës d'une sensibilité assoiffée de sensations rares, inconnues et troublantes, et d'en avoir fixé artistiquement l'image dans quelques pièces, pour le moins inquiétantes, des *Fleurs*.

Le malheur veut, en effet, qu'une fois sur cette pente, on ne peut plus s'y arrêter. C'est comme avec l'opium, le haschisch, où l'un quelconque de ces fameux *Paradis artificiels*, si merveilleusement décrits par le même Baudelaire. Quand ils vous tiennent, c'est pour longtemps. Le plus sage, faut-il le dire, c'est de les considérer avec une sorte de terreur sacrée, de n'y jamais toucher, comme Baudelaire affirme que Balzac refusa de le faire, écartant jusqu'à la possibilité de penser indépendamment de sa volonté. Mais tout le monde n'appartient pas à la famille spirituelle de Louis Lambert, théoricien de la volonté, et Baudelaire en était moins que quiconque !

L'auteur des *Paradis artificiels*, et des pièces condamnées des *Fleurs du Mal*, expia, hélas ! dès ici-bas, l'erreur d'y avoir trop ardemment quêté

(1) CHARLES BAUDELAIRE : *Les Fleurs du mal* (texte de 1861 avec les variantes de 1857 et des journaux et revues.) Précédé d'une étude sur Ch. Baudelaire par Théodore de Banville. Paris, Bibliothèque Charpentier. Fayard, éditeur 1917.

les sensations propres à lui faire oublier la loi nécessaire de souffrance, et que la Terre n'est qu'un lieu de passage, — ce qu'il eut dû, plus qu'aucun autre, en sa qualité de catholique, avoir sans cesse présent à l'esprit. Comme à Scarron, comme au divin Henri Heine, elle lui fut un purgatoire, et même un enfer d'autre, puisque, dans la douloureuse mêlée, elle priva de l'usage de la parole celui qui avait été un impeccable poète et un si peu prosateur !

*
* *

Mais après indifférentes en tant que spécimens d'un genre n'ayant que d'infimes représentants dans le florilège du poète, ces trois ou quatre pièces, d'une qualité regrettable, prenaient une importance singulière comme affirmation de doctrine esthétique, et comme appui pour les « suiveurs », pour les imitateurs — *vulgum pecus* — qui sont toujours des surenchérisseurs, et d'une manière louée appuient là où il convenait de glosser.

Ces brèves pages et, ajoutons-le, ces *mauvaises* pages — car elles sont d'une qualité qui jure avec celle des autres — devinrent donc les initiatrices et les garantes de tant d'autres, qui, sous couleur d'un Baudelairisme truqué, se produisirent dans les cénacles littéraires avancés, et qui n'avaient d'autre but que de méduser le Bourgeois, en lui montrant ce qu'un vrai poète pouvait réaliser ! Ceci joint au recit des mystifications habituelles mises au compte de l'auteur, complétaient sa légende d'initiateur et lui imprimait son suprême accent, et c'est ainsi que, dans certains milieux délirants et intoxiqués, on arriva à se représenter un Baudelaire n'ayant plus rien de commun avec le grand poète, avec le merveilleux prosateur tout imprégné du génie latin en qui nous révérons un de nos maîtres. Il n'est pas jusqu'au théâtre actuel — demandez à M. Bataille — sur lequel il n'ait eu son influence —, car il serait aisé de montrer que telle pièce, jouée avec un incontestable succès, emprunte ses théories et son esthétique aux formules les plus faisandées d'un Baudelairisme imaginaire.

Ce qu'ils ne veulent pas comprendre, ce qu'ils ne comprendront jamais, ces *suiveurs* — parce que pour cela il faut *avoir* de l'*âme*, au vieux sens du mot, et qu'ils n'ont que des *instincts*, et quels instincts ! — c'est que si Baudelaire donne l'impression de l'*impeccable* poète que nous admirons bien autrement que Th. Gautier, auquel pourtant il avait fait sa soumission, s'il a créé dans l'art moderne tout autre chose que ce « frisson nouveau », que lui attribuait trop chichement Victor Hugo — mais Victor Hugo ne l'a-t-il pas honoré le « poète sculpteur » dont les yeux « [illegible] la lyre » à la spiritualité [illegible] qu'il a signé des pièces comme *Benedictus* et les *Phares*, véritable quintessence de son genre, et que les pièces condamnées des *Fleurs du Mal* — celles-ci que les condamnent rattacher leur esthétique par une ridicule [illegible] de provocation aux bourgeois, ne sont que les [illegible] et les défaillances d'un [illegible] ? Il eut bien le droit, après tout, de se tromper une fois et de se manquer à soi-même !

Macaulay, dans son essai sur Byron, a un mot saisissant, qui juge la situation. « Après tout, dit-il, le poète de Childe Harold, vivant en mauvaise intelligence avec sa femme, n'est pas plus coupable que tout autre placé dans un cas identique. ..... Et vous voyez l'idée de critique de la *Revue d'Edimbourg* : ce n'est pas une raison parce qu'il s'agit d'un des plus grands noms de l'Angleterre contemporaine, du plus illustre poète européen vivant alors sur la planète, pour les imputer à forfait des actes, qui dans la vie privée de tout autre, ne seraient peut-être considérés que comme peccadilles.

Pareillement, Baudelaire s'est oublié en présentant au public des pièces indignes de son génie, que ses imitateurs du genre satanique sont trop heureux d'y dénoncer : il nous appartient, à nous, ses admirateurs et ses disciples, de voiler pieusement les nudités paternelles, et de n'exposer aux yeux de la Postérité que ce qui servira la gloire du poète.

PAUL [illegible]

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LA RUSSIE (1)

Mesdames et Messieurs,

Il a pu sembler à quelques-uns d'entre vous que parler aujourd'hui de la Russie, dans les circonstances actuelles, après les terribles événements d'hier et d'avant-hier, malgré les événements qui se déroulent encore aujourd'hui, il y avait là, peut-être, un peu d'imprudence. Il m'aurait paru, à moi, ayant pris l'engagement, l'été dernier, de venir, au cours de ces conférences organisées par l'Association pour la protection des réformés

(1) Conférence donnée à la Sorbonne le 13 décembre 1917, au profit de l'Œuvre du retourné n° 2 et sous la présidence de la Comtesse Mathieu de Noailles.

n° 2, traiter ici de la pyschologie de la Russie, que, me dérober aujourd'hui, me réfugier sous quelque prétexte que ce soit dans le silence, invoquer une grippe diplomatique, ce ne serait digne ni de vous, ni de moi. J'avais pris un engagement, je le tiens.

Si quelque velléité d'hésitation m'était venue, n'en aurais-je pas été empêché d'ailleurs par celle qui a bien voulu accepter de présider cette séance, qui a chanté, en tant de vers inoubliables, les douceurs de la paix et les cruautés de la guerre ? Par sa présence ici, elle évoque les deux berceaux de sa race, cette malheureuse et intrépide Roumanie, tombée aujourd'hui, mais après une magnifique résistance, après tant de valeureux combats, tant d'efforts, tant d'espérances, qui furent si souvent à la veille de se réaliser, et à laquelle vous ne me pardonneriez pas de ne pas envoyer, avec une émotion profonde, de cette Sorbonne où nous sommes réunis, notre fraternel salut ; et son autre berceau : la Grèce, la Grèce antique, la Grèce de toutes les beautés, et, pour être, historiquement et géographiquement exact, la Grèce de Vénizelos.

Je parlerai donc aujourd'hui de la Russie ; et, n'en doutez pas, je parlerai d'elle aujourd'hui, comme j'en aurais parlé d'elle il y a quelques mois, je veux dire : avec une parfaite sincérité, sans réticences et sans artifices.

Qu'eût été cette conférence l'été dernier, au printemps dernier ? Je ne suis pas de ceux que j'appelle quelquefois « les prophètes du passé ». Les prophètes du passé, nous en rencontrons tous les jours. Lorsqu'un événement se produit, qu'il soit heureux ou qu'il soit malheureux, ils l'ont toujours annoncé. Combien n'en rencontrons-nous pas, aujourd'hui surtout, qui nous abordent avec un air docte, grave, où perce une fâcheuse satisfaction : « Ah ! je vous l'avais toujours dit ! Je vous avais prévenu contre le rouleau compresseur ! Je vous avais bien dit ce qu'était l'empire russe ! Je vous avais bien dit ce que deviendrait la révolution ! » Or, ils n'ont rien prédit du tout ; même la plupart d'entre eux sont précisément de ceux qui se sont le plus lourdement trompés, et non seulement sur la Russie...

Pour moi, je reconnais n'avoir pas prévu ces péripéties extraordinaires ; et tous ceux d'entre vous qui voudront bien regarder avec loyauté dans leurs souvenirs, reconnaîtront qu'ils ont commis, eux aussi, au sujet de ces graves événements, comme de bien d'autres, de graves erreurs de jugement. Les Russes eux-mêmes ne se sont-ils pas trompés sur la Russie ?

S'il est un pays difficile à connaître, c'est la Russie : on a dit d'elle qu'elle ne se connaissait pas elle-même. Cela me paraît assez probable ; nous ne risquons pas beaucoup, en le répétant, de nous tromper. Les événements tragiques qu'elle vit aujourd'hui ont surpris les meilleurs d'entre les Russes. Combien pourrais-je vous apporter ici de témoignages, émanés des Russes les plus illustres et les plus éminents, témoignages de douleur et de déception! C'est un poète russe qui écrivait au mois de septembre : « Cet été, j'ai cessé d'aimer la Russie. » Mais le jour où cette parole douloureuse et cruelle sortait des lèvres du poète, peut-être bien était-ce le jour où il a aimé le plus la Russie, parce que c'était le jour où il a souffert le plus par elle, par ses malheurs, par ses fautes, « pour ses grandes pitiés ».

Si les Russes eux-mêmes se sont souvent trompés sur eux-mêmes, comment, nous, n'aurions-nous pas commis sur un peuple étranger et tellement différent de nous beaucoup plus d'erreurs encore de jugement et de psychologie ?

Nous avons commis ces erreurs pour des causes qu'il importe d'examiner, parce qu'elles nous conduiront plus sûrement, par des voies plus directes, à une esquisse de cette pyschologie de la Russie, qui est l'objet de cette conférence.

D'abord, une première erreur, erreur à vrai dire d'ordre général. C'est celle qui consiste, non pas à regarder les choses, les événements, les faits, les hommes tels qu'ils sont, mais à les voir tels que nous voudrions qu'ils fussent. Cette erreur est le plus souvent à la source profonde d'erreurs beaucoup plus graves. Dans cette Sorbonne qui a entendu les plus grands maîtres de l'histoire, comment ne nous rappellerions-nous pas ce que disait Taine de l'historien : qu'il doit être devant l'histoire mouvante, perpétuellement mouvante, « comme un naturaliste devant les métamorphoses d'un insecte » ? Il ne s'agit pas d'apporter dans l'histoire des préférences, des sympathies ou des antipathies, il s'agit de reconnaître les faits, de tâcher à les reconstituer, ce qui est déjà une œuvre bien assez difficile. L'historien doit se placer résolument devant les réalités, et du passé et du présent. Lorsqu'il en parle, il ne doit pas chercher à plaire, il ne doit pas se préoccuper de déplaire. La malhonnêteté de l'historien, c'est de ne pas dire ce qu'il croit être la vérité, ce qui ne l'est peut-être pas, mais ce que, dans son âme et conscience, il croit être la vérité ; cela, il a le devoir de le dire, ou il est un historien malhonnête, et je dirais volontiers un malhonnête homme.

Nous avons commis ensuite une autre erreur, à

laquelle nous n'avons pas échappé dans bien d'autres circonstances encore : nous voulons toujours être aimés pour nous-mêmes.

La France, c'est une de ses beautés, mais c'est un des périls de sa politique, veut être aimée pour elle-même : tout le long de son histoire, chaque fois qu'elle conclut des accords ou des alliances, elle croit, elle est persuadée qu'elle est aimée pour elle-même.

Cela peut arriver ; cela arrive dans la vie ; cela arrive quelquefois aux jeunes gens : les vieillards, eux, croient toujours qu'ils sont aimés pour eux-mêmes. Cela est dangereux dans la vie, cela est plus dangereux encore dans le développement de la vie politique.

Rappelez-vous quels ont été les premiers rapports, depuis environ cinquante ans — je ne veux pas remonter plus loin — entre la France et la Russie. C'est pendant l'année 1874, au moment où la France renaît après l'invasion de 1870, après le démembrement de l'Alsace-Lorraine, après le drame de la Commune. Malgré la guerre étrangère, malgré la guerre civile, sous le gouvernement habile et bienfaisant de M. Thiers, la France étonna le monde de ses forces merveilleuses de renaissance. En quelques mois elle a refait l'ordre. Elle refait ses finances, elle refait son armée. Donc, aussitôt, elle inquiète l'Allemagne, elle inquiète M. de Bismarck, et M. de Bismarck, dès 1874, conçoit le dessein d'attaquer à nouveau la France, de la surprendre avant que ses forces soient complètement reconstituées, pendant qu'elle est encore en train de les rétablir.

A ce moment-là, interviennent la Russie, d'abord, puis l'Angleterre. Oh ! je veux bien croire qu'elles interviennent aussi par sympathie pour cette nation qui vient de tant souffrir, qui a lutté si héroïquement, qui rentre avec tant de confiance en elle-même sur la scène de l'Europe. Pourtant, nous sommes ici dans le domaine de la politique ; l'Angleterre, la Russie se préoccupent d'abord de l'équilibre de l'Europe, de l'équilibre du monde. Si une attaque brutale de l'Allemagne se produit de nouveau contre la France, si la France, trop faible encore, succombe, l'équilibre est détruit, et détruit au profit de l'Allemagne. Certainement l'Angleterre et la Russie n'interviennent pas sans que leur action ne soit dictée par de la sympathie pour nous ; mais elles interviennent aussi — dirai-je : surtout ? — dans leur propre intérêt, dans l'intérêt de cette liberté des peuples, de cette indépendance des nations qui s'appelle l'équilibre de l'Europe.

Cependant, la France apprend à la fois quel danger elle a couru et comment il a été conjuré. Elle est surtout touchée de l'intervention de la Russie qui s'est produite, en effet, dans des circonstances assez dramatiques. C'est, à une année de la Garde, l'empereur Alexandre qui appelle auprès de lui notre ambassadeur, le général Le Flo, et qui lui dit brusquement : « Je sais que M. de Bismarck veut de nouveau attaquer la France ; je fais dire à Berlin que s'il attaque à nouveau la France, toutes mes armées se porteront au secours de la France contre l'Allemagne. » Sur quoi, M. de Bismarck recule, M. de Bismarck ajourne ses desseins.

La pression de l'Angleterre à Berlin, surtout l'intervention plus théâtrale de la Russie, sont connues. Celle-ci frappe les imaginations. Les plus anciens d'entre vous se souviennent peut-être d'une pièce qui fut fameuse en son temps, qui s'appelait *Les Danicheff*. Le public acclamait à tout rompre le récit d'un Français, qui, chassant en Lithuanie ou en Pologne, est attaqué par un ours : tout à coup, surgit un autre chasseur, un Russe, qui tire dans le dos de la bête et l'abat. Ce chasseur, c'est la Russie elle-même, intervenant contre l'Allemagne au secours de la France. La salle éclate en applaudissements. On avait raison d'applaudir ; la pièce était belle, les tirades étaient belles.

Ce fut l'origine d'une politique qu'il serait peut-être trop long d'analyser, de critiquer ici, mais qui excitait déjà le scepticisme de M. Thiers ; il disait, avec sa grande connaissance de l'Europe, avec sa grande expérience de l'histoire : « Méfiez-vous de la politique des Danicheff. »

Et puis, quelques années plus tard, l'alliance entre la Russie et la France. Messieurs, je veux en parler aujourd'hui comme je l'eusse fait hier, exactement comme je l'aurais fait. Je demeure profondément convaincu que les hommes qui ont fait l'alliance, M. de Freycinet, M. Carnot, M. Ribot, M. Casimir Perier, ont rendu à la France un immense service, parce que cette double alliance, comme on l'appelait alors, la duplice, a donné un quart de siècle de paix à l'Europe : parce que, si M. de Freycinet n'avait pas, en 1890, conclu cette double alliance, oh ! je ne sais pas si la guerre, si les événements terribles et tragiques, dont nous sommes aujourd'hui ou les acteurs ou les témoins, ne se seraient pas produits plus tôt, beaucoup plus tôt, et dans des circonstances de beaucoup plus redoutables.

La double alliance, qui est devenue ensuite une triple alliance par l'adhésion de l'Angleterre, a donc été l'un des grands faits heureux de la politique étrangère de la France. Cependant, dès ce

[illegible] nous avons été quelques-uns — et c'était parmi les plus favorables à la conclusion de l'alliance — qui, nous inquiétions de certains symptômes, d'espérances exagérées, d'illusions qui pouvaient être funestes.

Je me rappelle l'arrivée des marins de l'amiral Avelane à Paris, et une certaine promenade, le soir, à travers les boulevards, où les femmes s'empressaient auprès des voitures qui portaient les marins russes, leur jetaient des fleurs — ce qui était bien — ; leur embrassaient les mains — ce qui, j'en ai le vif souvenir, ne laissa pas que de m'offusquer.

Nous avons cru, il le faut répéter, nous avons cru à l'excès que nous étions aimés par la Russie pour nous-mêmes : nous ne nous sommes rendu compte, exactement, ni des faits, ni des circonstances, ni des hommes.

Et puis une autre erreur encore : et cette erreur est la commet encore aujourd'hui. Nous sommes ainsi faits — je ne dis pas seulement nous autres, Français — je crois que l'espèce humaine est ainsi faite qu'elle se plaît à toujours simplifier les choses : elle veut qu'il y ait, d'un côté, les brebis blanches, de l'autre côté, les brebis noires, il y a cependant beaucoup de brebis grises. Puis, nous ne nous rendons jamais compte, comme il le faudrait, de l'évolution perpétuelle, et des institutions et des hommes.

C'est le plus grand des romanciers russes, c'est Tolstoï qui, dans l'une de ses œuvres les plus puissantes, selon moi la plus belle, dans *Résurrection*, c'est Tolstoï qui a trouvé à mon sens la formule, l'image la plus saisissante de cette vérité essentielle. Voici ce que dit Tolstoï :

« Les hommes sont pareils aux rivières qui, toutes, sont faites de la même eau, mais dont chacune est tantôt large, tantôt resserrée, tantôt lente et tantôt rapide, tantôt tiède et tantôt glacée. Ainsi, ils portent en eux le germe de toutes les qualités, bonnes ou mauvaises : tantôt ils en manifestent une, tantôt une autre, et se montrent souvent si différents d'eux-mêmes, c'est-à-dire de ce qu'ils ont l'habitude de paraître. »

Eh ! bien, oui, Messieurs, il en est ainsi des hommes. Interrogez-vous vous-mêmes, et aujourd'hui, et dans votre passé ; est-ce que vous n'avez pas eu, les meilleurs d'entre vous, vos heures de dépression, vos accès de colère, vos défaillances, vos injustices? Est-ce que, les meilleurs d'entre vous — vous êtes tous des meilleurs — vous n'avez pas éprouvé des sentiments, ressenti des passions, ressenti des colères que vous avez désavoués par la suite, que vous désavouez aujourd'hui ? Eh bien ! ce qui est vrai des individus est vrai aussi des peuples : et c'est pourquoi l'historien ne prononce jamais de condamnations en bloc. C'est le maître des historiens, c'est Michelet qui dit : « Il faut dater nos justices », parce que la justice d'aujourd'hui peut être l'injustice de demain.

Je veux, moi aussi, dater mes justices.

Regardons vers la Russie : évoquons les événements, depuis les quatre années que nous sommes en guerre. Je suis de ceux qui, je crois pouvoir le dire, ont, avec le plus d'application, cherché à étudier dans ses différentes campagnes, dans ses longues et laborieuses campagnes, l'armée russe. L'armée russe d'aujourd'hui, nous en parlerons : j'en parlerai avec la même sincérité, avec la même franchise, avec le même souci de la vérité. Mais il y a eu l'armée russe de 1914 ! Il y a eu l'armée russe de 1915 ! Il y a eu l'armée russe de 1916 !

En 1914, nous sommes attaqués par l'Allemagne, à la fois en Lorraine et en Belgique. Rappelez-vous la bataille de la Marne, et demandez-vous ce qui aurait pu advenir de la bataille de la Marne si les divisions que Hindenburg et Ludendorff appelèrent au secours contre le raid des Russes dans la Prusse orientale, si ces divisions, au lieu d'être sur la Vistule, avaient été sur l'Ourcq et sur la Marne?

Ah ! l'unité d'action sur l'unité de front ! On en parle aujourd'hui, on a raison d'en parler, on n'en parlera jamais assez, on ne la réalisera jamais assez tôt. Elle s'est réalisée ce jour-là, le jour où nous, attaqués ici, sur la Marne, sur l'Ourcq, depuis Paris jusqu'à Verdun, nous avons remporté la plus éclatante de nos victoires sur l'ennemi qui, la veille, inquiet pour sa chère Prusse orientale, y avait envoyé vingt divisions, et de ses meilleures. Ce jour-là, est-ce que la Russie ne nous a pas donné le secours qu'elle nous devait, qu'elle ne nous a pas marchandé une heure, qui a peut-être été une des causes déterminantes de notre victoire, d'une victoire qui est une des grandes dates de la civilisation et de l'humanité ?

Voilà pour 1914 : je passe à 1915 et à 1916.

Ces armées russes du grand-duc Nicolas qui livrent en Pologne cette immense bataille des quatre rivières, dont on n'a pas encore écrit la magnifique histoire, est-ce qu'elles n'ont point noblement et vaillamment combattu pour la cause commune ? Rappelez-vous l'invasion de la Galicie, Lemberg qui tombe, Przemysl qui tombe, Cracovie qui est menacée, ces armées qui escaladent

en plein hiver les Carpathes neigeuses et commencent à descendre en Hongrie !

Ah ! certes, oui, c'est à ce moment même que commencent les grandes douleurs de la Russie et les grandes inquiétudes de l'Entente. Ces soldats, ces admirables soldats, tout à coup, manquent d'armes, de munitions. Nous savons aujourd'hui par le procès qui a été intenté, il y a quelques mois, au général Soukhomlinof, nous savons pour quelles causes cette vaillante armée n'a pas eu, à une heure peut-être décisive, les munitions et les armes nécessaires ; pourquoi, sur trois combattants, il n'y en avait qu'un seul qui fût armé d'un fusil, les deux autres étant armés de bâtons, attendant qu'un camarade tombe pour ramasser son fusil, et offrant leurs poitrines nues aux balles et obus allemands !

Ah ! cette armée-là, cette armée de Galicie et de Pologne, cette armée martyre, nous historiens, et ne voulant parler qu'en historiens, cette armée-là, nous n'avons pas le droit de l'oublier ! Les millions de morts et de blessés de l'armée russe, nous ne pouvons pas les oublier ! Savez-vous à quel chiffre, à la fin de 1916, s'élevaient les pertes de l'armée russe ? Deux millions de morts, cinq millions de blessés, mutilés à jamais. Oui, je les évoque aujourd'hui, ces millions de morts : pourquoi ? Parce qu'ils pourraient se dire dans leurs tombes, s'ils pouvaient savoir ce qui se passe à présent en Russie, la fraternisation des tranchées, les défaites volontaires, la grande félonie : ils pourraient se dire qu'ils sont morts en vain. Non ! ils ne sont pas morts en vain, parce qu'il suffit d'évoquer ces deux millions de tombes pour que nous ne soyons pas injustes en accablant la Russie dans le présent, et que nous gardions l'espoir de l'avenir.

Maintenant, la sombre tragédie, l'anarchie, le désordre partout, la révolte aux tranchées. La discipline, cette force des armées, a été abolie. Que reste-t-il des armées russes ? Je ne vous referai pas, une fois de plus, cette histoire, je ne retracerai pas à nouveau cet affreux tableau : vous lisez les journaux : vous connaissez cette longue série de défaillances, de trahisons, de hideuses débandades. Les récits russes, les articles des journaux russes sont plus tragiques, sont plus cruels que tout discours que nous pourrions faire ici.

Mais je vous ai apporté un document, jusqu'à présent inédit. Ce n'est pas seulement entre les lignes, mais c'est dans le texte même de cet appel du général Korniloff que vous toucherez du doigt ce que peut souffrir, devant de telles catastrophes un soldat russe, et quel soldat !... Korniloff, simple soldat, homme qui s'est fait lui-même, qui est sorti du rang qui, dans ce pays de favoritisme, a monté par son propre effort de grade en grade jusqu'à celui de général, qui, pendant la retraite de Galicie, entouré d'ennemis, fait presque la dernière cartouche et qui fait prisonnier par les Autrichiens, conduit dans une lointaine prison, s'échappe et revient, soutenu, aidé par les Roumains de Transylvanie, pour reprendre [illegible] du service et se couvrir d'une gloire nouvelle dans la grande, la magnifique offensive de Brousseloff de 1916.

La révolution éclate et dégénère en anarchie ; nous verrons pourquoi tout à l'heure ; je ne veux laisser de côté aucune des parties de mon sujet. Korniloff fait alors la tentative que vous savez, qui a échoué pour des causes, dont quelques-unes sont encore mystérieuses. Et voici l'appel, l'admirable appel qu'il adresse à ses troupes et qui mérite d'être connu du monde occidental : il est peu connu en Russie, les gouvernements successifs ne ont pas permis la publication :

« APPEL AUX COSAQUES. »

« Cosaques, frères, compagnons chéris, n'est-ce pas sur les ossements de vos ancêtres que s'élargissaient et s'agrandissaient les limites du royaume russe ?

« N'est-ce pas par votre puissante vaillance, n'est-ce pas par vos hauts faits, par vos sacrifices et votre héroïsme qu'était forte la grande Russie ?

« Vous, indépendants et libres fils du Don tranquille, de la belle Kouban, du fougueux Terek, puissants aigles migrateurs des plaines et des monts de l'Oural, d'Orenbourg, d'Astrakan, de Sémiretchensk et de Sibérie des lointains transbaïkal, de l'Amour, de l'Oussoure, vous montez toujours la garde de l'honneur et de la gloire de vos étendards, et la terre russe est remplie des exploits de vos pères.

« Aujourd'hui, l'heure a sonné où [illegible] venir au secours de la Patrie !

« J'accuse le gouvernement provisoire d'indécision dans l'action, d'ignorance et d'incapacité gouvernementale et de l'admission des Allemands dans l'administration, dans l'intérieur de notre pays, ce dont témoigne l'explosion de Kasan, où sautèrent près d'un million d'engins, et où furent détruits douze mille obusiers.

« De plus, j'accuse certains membres du gouvernement de réelle trahison envers la Patrie, et j'en apporte le témoignage. Lorsque j'assistai à la séance du gouvernement provisoire, au Palais d'Hiver, le trois août, les ministres Kerenski et Savinkoff me dirent « qu'on ne pouvait pas parler

de tout, au parmi les ministres se trouvaient des gens peu sûrs ». Il est clair qu'un tel gouvernement conduit la Patrie à sa perte, qu'on ne peut pas avoir de salut pour la malheureuse Russie.

« Aussi, hier, lorsque le gouvernement provisoire, pour complaire aux ennemis, a exigé de moi l'abandon de la dignité de commandant en chef, moi, comme cosaque, par devoir de conscience et d'honneur, j'ai été obligé de me refuser à l'exécution de cette exigence, préférant la mort sur le champ de bataille à l'opprobre et à la trahison de la Patrie.

« Cosaques ! chevaliers de la terre russe, vous avez promis de vous lever avec moi pour le salut de la Patrie quand je le jugerai utile. L'heure a sonné, la Patrie est à la veille de la mort ! Je ne me soumets pas aux ordres du gouvernement provisoire, et pour le salut de la Russie libre, je marcherai contre lui et contre ceux de ses conseillers qui vendent la Patrie. »

Ah ! messieurs, pour qu'un homme comme Kornilov, dans un appel à des soldats, puisse écrire ces mots en parlant de concitoyens, de gouvernants : « Ils vendent la patrie », combien il a dû souffrir, et quelles cruelles vérités lui sont apparues avant qu'il ait pu jeter, à la face du monde et de l'histoire qui recueille ces paroles, une aussi terrible accusation !

Je vous ai montré quelle était l'armée russe de 1914, de 1915 et de 1916. Ce qu'elle est devenue en 1917, vous l'apercevez à travers cet appel de Kornilov. Comment, en un plomb vil, l'or pur s'est il changé ? Comment ? Je vais essayer de le dire, ou, du moins, d'ébaucher l'histoire de cette métamorphose. Il y a, à ce phénomène douloureux, deux causes principales.

L'Allemagne n'est point extrêmement experte dans la psychologie des peuples. Elle s'est trompée sur la Belgique, elle s'est trompée sur nous, sur l'Angleterre, sur l'Amérique : elle connaissait la Russie... Ou plutôt, non, elle ne connaissait pas tout ce qu'il y a de grandeur, de beauté éternelle, dans l'âme slave : mais ce qu'elle connaissait, ce qu'elle avait étudié et ce qu'elle était résolue à exploiter, c'étaient les deux grandes faiblesses de la Russie, ses deux grandes causes de ruine : la longue habitude des corruptions en Russie, et l'esprit anarchique de la Russie.

La corruption, en Russie, elle date de loin : ce n'est pas un événement nouveau dans l'histoire de la Russie. Au plus loin que nous puissions remonter dans la littérature historique russe — et peut-être, est-ce le premier document russe qui ait été conservé — nous trouvons le mandement d'un évêque, l'*Instruction* fameuse de l'évêque Laka Fidiata qui, s'adressant à ses ouailles, en 1036, leur dit : « Ne prenez pas de pots de vin » Eh ! bien, pour qu'en 1036, un évêque dise publiquement, dans un document manuscrit qui a été conservé jusqu'au jour où l'imprimerie a pu le rendre impérissable, — pour qu'en 1036, un évêque puisse dire aux fidèles : « Ne prenez pas de pots de vin »,? c'est qu'il est vraisemblable que c'était déjà, sur cette vaste terre russe, un usage ancien, très ancien, et terriblement répandu. Hérodote peut-être, s'il avait mieux connu les ancêtres des Russes, nous aurait montré chez les Scythes les origines de la corruptibilité de la nation, de l'administration russes.

A la vérité, les Russes eux-mêmes se sont élevés bien des fois et avec force contre cette corruption des administrations, des bureaucraties, des gouvernements. Il y a un chef d'œuvre, dans la littérature russe, qui rappelle notre immortel *Figaro* (de la veille de 1789) : c'est le *Revisor* de Gogol. C'est pendant quatre actes, d'une vérité cruelle, impitoyable, la dénonciation publique de la corruption : c'est dans *Revisor* que se trouve la scène célèbre où un inspecteur, venu pour vérifier les comptes d'un employé, y trouve la trace manifeste de pots-de-vin ; le petit officier reconnaît qu'il a tondu de trop près le marchand ; l'inspecteur lui dit alors : « Surveille-toi, tu ne *prends* pas selon ton grade. »

C'est donc la corruption qui a détruit peu à peu l'administration et le gouvernement russes, et, chose plus grave encore, les mœurs russes. L'Allemagne en a été instruite, et elle l'a été d'autant plus aisément que la plus grande partie de cette bureaucratie était depuis longtemps demi-allemande. En conséquence, sous l'Empire, puis sous le nouveau régime, la corruption allemande n'a pas cessé de s'exercer en Russie, de « travailler » la Russie à son profit.

Nous, qui luttons depuis près de quatre ans contre les armées allemandes, nous ne pourrions pas, sans nous diminuer nous-mêmes, contester leurs qualités militaires, leur discipline, l'intelligence de leurs chefs ; mais je crois bien — et, si je ne me trompe fort, cette opinion sera confirmée par l'histoire, — que, beaucoup plus que la stratégie allemande, c'est l'or allemand, c'est le viel *or du Rhin* qui a donné à l'Allemagne ses victoires décisives sur la Russie. C'est aussi par l'or, c'est par la corruption qu'elle a cherché à atteindre d'autres pays qui, par bonheur, se sont réveillés à temps.

Corruption sous l'empire et trahisons : trahi-

son de Massoredoff qui, découvert, dénoncé par le grand-duc Nicolas, est pendu haut et court avec quelques-uns de ses complices : trahison du ministre de la Guerre. Un beau jour, il n'a plus de fusils dans ses arsenaux. Et pourquoi n'a-t-il point de fusils ? On lui en a offert de tous les côtés : notamment à Londres, cinq millions. Ses émissaires ont trouvé que le pot de vin — le pot de vin du mandement de l'évêque de 1036 — n'était pas suffisant, et ils ont refusé les cinq millions de fusils. Corruption politique : Protopopoff, le bouc de Sibérie ; Raspoutine, Sturmer. Un jour, à la Douma, le député Pourischkievitch monte à la tribune : « Il est interdit, je le sais, de parler allemand en Russie : je ne dirai que trois mots d'allemand à la tribune : *herr von Sturmer*. »

Et ce qui s'est passé sous l'empire, recommence sous la révolution. De nouveau, l'or allemand est à l'œuvre. L'Empire sabotait la guerre : il mettait à la grande trahison de la paix séparée. L'Empire tombe. C'est une sérieuse défaite pour l'Allemagne. Aussitôt l'Allemagne reprend, sur de nouveaux frais, sa campagne de corruptions et d'infâmes propagandes. Elle la poursuit dans l'administration et dans le gouvernement. Vous avez entendu tout à l'heure la terrible accusation portée par Kornilotf, sur l'avis qu'il a reçu de Kerinski. La gangrène s'étend à l'armée. Militaires et civils, les patriotes se jettent à la traverse de l'abominable entreprise. Ils se dépensent en efforts désespérés. Plus de discours, hélas ! que d'actes. C'est la propagande allemande qui l'emporte, et avec plus de succès encore, sous le nouveau régime que sous l'ancien. Et pourquoi ?

Nous touchons ici à la seconde cause que je vous indiquais tout à l'heure : l'esprit anarchique de la Russie.

La Russie, je ne dis point que ce soit une œuvre factice, mais c'est tout de même un édifice sans bases profondes et terriblement fragile. Il a fallu toute la brutalité et tout le génie d'un Pierre le Grand pour amalgamer, par le fer et par le feu, cette Russie, que nous avons connue hier et qui se démembre aujourd'hui.

Voilà un pays, moitié Europe, moitié Asie, aux marches de la civilisation occidentale. Voilà un pays, où le Moyen Age, avec ses traditions les plus obscures et son ignorance épaisse et sordide, se mêle aux temps nouveaux, avec leurs rêveries illimitées, des élans fous vers l'avenir, le goût obstiné et maladif de l'illusion, des chimères, des plus invraisemblables utopies. C'est aussi le plus extraordinaire assemblage qui soit au monde de peuples et de races, de religions : vieux russes et petits russiens, ukraniens, [illegible] finlandais, sibériens, [illegible] [illegible] tions, tatars.

Est-ce quelque chose, pour encore, [illegible] Russie dans le sens où nous disons — la France — une Russie « une et indivisible » ? Notre langue du XVIII siècle était plus correcte et plus exacte : on disait alors « les Allemagnes », on disait alors « les Russies ». Mais nous avons des vues modernes, comme dit quelque part Machiavel. Cette unité que les rois de France, que la Révolution, que la Convention ont forgée ici, nous l'avons transportée nous-même au dehors. Notre pensée unitaire, nous l'avons traduite en mots : bientôt nous avons dit « l'Allemagne », nous avons dit « la Russie ». Et je ne sais pas si ces expressions impropres n'ont pas eu sur la politique, par conséquent, sur l'histoire elle-même, des conséquences redoutables.

Il y avait pourtant, bien que superficielle, pour ainsi dire, et sans assises solides, une Russie ; mais elle n'existait que par l'Empereur, par le tsar. Le tsar, l'Empereur de toutes les Russies, est-ce qu'il était un souverain comme les autres ? Non. Il est empereur et il est pape : peut-être même est-il encore plus le pape orthodoxe que l'empereur laïque.

« Ces deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur », a dit Hugo. Ces deux moitiés, le pape et l'empereur, sont réunies dans un seul homme, qui peut être un homme de génie comme Pierre le Grand, comparable à notre Louis XI, qui peut être un homme aux aspirations les plus nobles, comme Alexandre II, qui peut être aussi un être faible, comme Pierre II, comme Nicolas II.

Dès lors, le jour où cet empire tombe, où il s'effondre en quelques heures, dans une émeute, peut-être provoquée, et dans une révolution de caserne, sans qu'un bras se lève pour sa défense, — l'écroulement le plus extraordinaire et le plus rapide qui se soit peut-être produit dans l'histoire — le lendemain, qu'y a-t-il en Russie ?

Certes, il s'y élève un grand cri de liberté ! Il s'y agite un violent désir de réformes ! Notre Révolution ne sera qu'un jeu en comparaison de ce que doit être la révolution russe. Nos législations, nos législations les plus avancées, celle de l'Angleterre, celle de l'Amérique, la nôtre, sont des constitutions réactionnaires, en comparaison de la constitution qui va être faite là-bas. Oui, — mais l'épine dorsale manque ; ce grand corps n'a plus son ossature : parce que ce faible empereur qui a voulu le bien et qui a laissé faire le mal, parce qu'il a disparu, il n'y a plus d'ossature, il n'y a plus d'épine dorsale. L'empire s'est écroulé, nous

sur ses ruines éparses, l'anarchie a surgi, l'anarchie spontanée, huit jours, cinq jours après la révolution libératrice. Et cette anarchie n'a rien qui répugne à l'esprit russe, parce qu'il est lui-même anarchique. Il est à la fois simple, d'une simplicité enfantine et touchante, et il est effréné. L'ordre, c'est l'équilibre. La notion même de l'équilibre lui est étrangère. Il adore la douceur l'humilité, la bonté : il est plein de pitié humaine. Mais il n'a de respect que pour la force la plus brutale, pour la *Nagaika*. Notre esprit latin est constructeur : l'esprit slave est destructeur. Il vit dans des rêves ou beaux, ou fous, ou atroces. La réalité lui indifère. Il la méprise. Vous objectez à ses utopies les plus démentes la réalité. Il maintient sa chimère. « Tant pis pour la réalité ! »

En conséquence, le jeu de l'Allemagne est trop facile, il est trop simple : Elle alimente, affole, exaspère l'anarchie.

De chute en chute, de révolution en révolution, de honte en honte, la Russie en est donc arrivée aux heures sinistres, dont nous sommes les témoins, à l'impure fraternisation des tranchées, à la fuite éperdue des régiments, alors que la victoire était devant eux, à la destruction de toute autorité, à l'abolition du travail, au règne de la canaille, à l'arrivée au pouvoir d'une bande d'illuminés et de traîtres. Du jour au lendemain, la face du monde va changer par ordre : plus de propriété, plus de tribunaux, plus de codes. Cette colonne de Calibans a pris le paysan par l'appât de la terre, l'ouvrier par l'appât de l'oisiveté rétribuée, le soldat par l'appât de la sécurité, loin des balles et des obus. Plus de traités. Les plus sacrés sont déchirés, ici aussi, comme chiffons de papier. Trahison de la Révolution. Trahison de la Patrie. La plus abominable felonie de l'histoire s'appelle « la paix ». Voilà le spectacle d'aujourd'hui. Oui... Côté d'ombre...

Mais, peut-être y a-t-il encore quelques rayons ?... Je ne veux pas jouer au prophète, je ne veux pas être accusé d'un optimisme systématique : mais, encore une fois, je regarde aux faits. Au milieu de toute cette affreuse anarchie, je vois, dans cette ombre, dans ces ténèbres, je vois des lueurs. Je vois Korniloff s'échappant de sa prison, rejoignant Kaledine, Alexéïeff. Je vois le peuple des Cosaques qui veut rester libre et pur. Je vois l'Ukraine qui se sépare de la Moscovie en délire. Aux élections, sous la terreur des maximalistes, tout à coup ce parti des cadets, hier réduit à rien, réunit des millions de voix : un autre parti socialiste révolutionnaire, mais parti patriote, prend plus du tiers des voix. L'anarchie elle-même finit par apparaître comme une espérance — l'excès du mal d'où peut sortir le bien..

Est-ce l'opération chirurgicale qui sauvera la Russie, qui la rendra à elle-même, qui lui inspirera la honte et la douleur de son passé ? Faut-il croire plutôt que cette maladie, que cette fièvre, que cette folie évoluera comme d'autres maladies, comme d'autres fièvres, et que c'est en s'usant elle-même, en se minant elle-même, qu'elle ramènera — dans combien de semaines? dans combien de mois? — cet immense corps épuisé vers la santé ?

Mais nous, témoins de ces fautes, de ces crimes, il y a une erreur que nous ne devons pas commettre.

Pour qui soutenons-nous depuis bientôt quatre années cette guerre immense ? Nous nous battons pour l'avenir. Nous nous battons pour épargner aux générations futures, aux enfants et aux petits-enfants des hommes qui luttent et qui tombent, les deuils, les douleurs et les misères qui sont notre lot dans ces heures terribles. Partout, à chaque instant, c'est à l'avenir qu'il nous faut regarder.

Si, aujourd'hui, il s'échappe de nos lèvres des paroles irrévocables contre la Russie malheureuse, coupable, — le coupable est un malheureux — contre la Russie misérable, contre la Russie qui se déchire elle-même, contre la Russie qui, du verdict même de ses chefs et de ses orateurs les plus illustres, se déshonore en abandonnant les tranchées, en abandonnant au fort de la bataille ses alliances : si, de nos lèvres à nous, tombent des paroles de condamnation irrévocable, savez-vous quel jeu nous jouons ? Nous jouons le jeu de l'Allemagne. Elle guette dans la Russie la plus vaste terre de colonisation à ses portes, la Russie avec ses greniers à blé inépuisables : la Russie, avec ses mines du Donetz : la Russie, avec ses grands fleuves : la Russie, avec ses nations, jeunes encore, qui, un jour, seront, peut-être encore, un grand peuple. Toutes ces richesses, toutes ces forces, forces physiques et forces morales, voilà ce que l'Allemagne guette. Eh bien ! je dis que nous, pensant à l'avenir, pensant à ce que doit être la France de demain et d'après-demain, nous ne devons pas, ici ou ailleurs, prononcer de ces paroles qui creuseraient un gouffre entre la Russie et nous, qui rejetteraient d'un mouvement réflexe la Russie vers l'Allemagne. Il y a quelque chose de plus détestable que l'anarchie russe, c'est cette perspective de l'ordre rétabli en Russie par l'Allemagne.

Et puis, quoi qu'il arrive, faisons notre devoir.

La Roumanie tombe, victime de la Russie ; la Russie disparaît du nombre des belligérants, mais l'Amérique nous vient : un autre équilibre se rétablit. Croyez-moi : si nous nous [illegible] à la hauteur des plus grands efforts, si [illegible] nous confions plus au hasard ; si la [illegible] sont nos seules pensées, nous resterons, combattant avec le droit, plus forts que le peuple d'iniquité et de proie qui s'est déchaîné sur l'Europe. Ce sont de dures, de terribles épreuves qui nous frappent : vous dirai-je que l'historien, comme le poète, ont souvent reconnu, dans ces épreuves mêmes, les signes précurseurs de la victoire ?

Comme vous accablez vos préférés, Seigneur !
Comme l'éclair, comme le vent, comme un voleur,
Vous vous jetez sur eux, dans un désordre étrange,
Vous les frappez avec l'essaim des mauvais anges.
Vous faites rage, ainsi qu'un typhon sur la mer.
Ni les cris, ni les pleurs, dans les regards amers
Ne vous arrêtent. Vous secouez jusqu'aux moelles
Le pauvre cèdre humain qui louait vos étoiles !
Vous dispersez, avec votre bras forcené,
L'amour, qui consolait depuis que l'on est né...
Par la douleur physique et la douleur du rêve
Vous nous faites ployer : on se courbe, on se lève,
Comme un rameau rompu qui lutte dans le vent.
On implore, et vos coups vont encor s'aggravant.
Il semble que votre ample et salubre courage
Veuille assainir en nous quelque obscur marécage.
Tant vous nous arrachez, par des sueurs de sang,
L'acre ferment vivant, orgueilleux et puissant.
On pense qu'on mourra du mal que vous nous fai
[tes...
— Et puis, c'est tout à coup la fin de la tempête :
On est comme les bois légers, silencieux,
D'où le vent se retire et monte vers les cieux.
Et l'on est abattu, mais clair, calme, sans tache ;
Bercé comme un vaisseau sous une molle attache ;
Purifié, prudent, entouré de remparts,
Protégé comme un roi parmi ses étendards... (1)

Il y a quelque chose de plus puissant qu'un roi entouré de ses étendards, c'est un peuple autour de ses drapeaux. Le drapeau que nous tenons, c'est celui de la Marne et de Verdun, celui de la guerre sainte pour la paix, pour la liberté et pour la justice !

JOSEPH REINACH.

(1) Extrait du volume de la Comtesse MATHIEU DE NOAILLES : *Les Vivants et les Morts*. (Fayard, 1913.)

LA RUINE D'UN GRAND DESSEIN

Il s'agit de la Mittel-Europa — de cette construction d'une Europe centrale [illegible] à l'Allemagne, que l'on a [illegible] avec une sorte d'enthousiasme [illegible] dans les premiers mois de la guerre, et même après. Ceux qui préconisaient cette conception et qui étaient, dans toute la force du terme, des « plus grands Allemands », envisageaient une ligue à la [illegible] militaire et économique, qui eût couvert une [illegible] surface de notre continent et créé, entre la France et la Russie, un puissant bloc d'énergies de toutes sortes. Je dirai plus loin pourquoi ce programme s'est aujourd'hui effondré sous la pression d'influences et d'événements multiples.

L'idée de la Mittel-Europa est de pure [illegible] pangermaniste. Ceux qui l'ont lancée et soutenue [illegible] parfois cette caractéristique, mais ils se trompent ou ils trompent les auditeurs ou les lecteurs auxquels ils s'adressent. Ils débordent [illegible] le pangermanisme, car cette dernière doctrine visait à rassembler en un faisceau unique tous les Germains vrais ou supposés du monde, tandis que les théoriciens de l'Europe centrale comprendraient aussi bien, dans leur fédération, des Latins, des Scandinaves ou des Ottomans. Ils entrevoient un Empire qui se rapprocherait singulièrement de celui de Charles-Quint ou de celui de Napoléon, mais pour rajeunir leurs velléités, ils leur donnent des raisons d'organisation industrielle, commerciale et financière.

Naumann, plus que tout autre [illegible], a [illegible] son nom à la campagne de la Mittel-Europa. C'est qu'il a eu la bonne fortune de publier un livre, — d'ailleurs bien charpenté et rédigé [illegible], — qui a paru à son heure et qui a [illegible] aux gros tirages (1). Les aventures de ce genre ne sont point [illegible] dans l'histoire littéraire. Mais il sied ici de rappeler que Naumann, s'il a été un interprète ou un apologiste [illegible], ne fut, à aucun égard, un initiateur. De tout temps, outre Rhin, des esprits plus ou moins avisés ont songé à étendre à un autre domaine l'expérience heureuse qui a été faite au milieu du XIXe siècle avec le Zollverein. Cette fédération [illegible] a engendré l'unité politique allemande. [illegible] une fédération [illegible], dont l'Allemagne serait le centre, et qui embrasserait de [illegible] les États indépendants situés à l'Est, à l'Ouest, au Nord ou au Sud, grands ou petits, — mais petits d'abord, ne servirait-elle pas de base à un nouveau groupement politique [illegible]

(1) *L'Europe Centrale*. Trad., chez [illegible]

zollern ?... En 1827 et en 1849, des publicistes coloniaux préconisaient déjà une entente économique étroite avec l'Autriche, mais à ces deux époques, la Prusse se trouvait trop faible pour accepter un tel mariage et la proposition tomba dans le vide. Les temps ont changé, et c'est surtout, c'est même à peu près exclusivement du côté allemand que le programme de la Mittel-Europa a recueilli hier des champions écoutés. Von Liszt ne prévoyait-il pas que cette association, aux fins assez ambiguës au surplus, rattacherait aux deux Empires l'Italie, la Hollande, la Belgique, la Suisse, les contrées scandinaves, et tout l'Orient ?

Mais von Liszt, au moins pour la masse du public — et j'ai dit pourquoi, — s'est effacé derrière Naumann, et lorsqu'on prend l'idée corps à corps, c'est l'ouvrage de ce dernier qu'il faut aborder.

Naumann, qui a prétendu fouiller son sujet à fond, — et qui écrivait son livre il y a trois ans, c'est-à-dire dans les débuts de la crise mondiale, n'a pu discerner toutes les difficultés qui surgiraient devant lui. Il n'a pas, en particulier, aperçu le formidable obstacle que dresserait l'Amérique. Si la construction s'est écroulée, c'est avant tout parce que le Nouveau Monde lui a porté le coup décisif, mais personne ou à peu près, dans l'autre camp ou dans le nôtre, n'avait pressenti au commencement de 1915, que les États-Unis et le Brésil se lèveraient à nos côtés... Si l'on fait abstraction d'une considération qui est essentielle, Naumann n'avait pas trop mal calculé le nombre et la vigueur des résistances qu'il rencontrerait.

Il n'est pas inutile d'énumérer ici au moins les principales d'entre elles. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étant les deux piliers de la combinaison, il fallait que l'Allemagne s'accordât avec l'Autriche-Hongrie, mais aussi et d'abord que l'Autriche s'entendît avec la Hongrie, et chacun sait combien le renouvellement du « compromis » suscite habituellement de litiges à Vienne et à Budapest. — Entre les deux Empires, les différences de tempéraments, de constitution politique, de structure économique, de législation apparaissent à chaque pas. En Allemagne, les agrariens de Prusse appréhendent la concurrence des paysans Magyars et veulent se préserver de leurs atteintes par une triple barrière : les industriels insistent sur l'état rudimentaire de l'industrie autrichienne ou hongroise, et se refusent, en se liant étroitement à elle, à rétrograder de quarante années. Les financiers, que représentent de grands organes quotidiens, tels que le *Berliner Tagblatt* et la *Frankfürter Zeitung*, répugnent à se fermer, — par une conception trop étroite des relations internationales de l'avenir, — les champs d'exploitation épars dans les deux hémisphères : les armateurs de Hambourg et de Brême qui, eux aussi, tendent à participer à l'activité universelle, partagent ces répulsions. Lorsque le ministre Prussien Sydow, le 9 février 1916, disait au Landtag : « Ne rompons pas nos rapports dans le futur avec le reste de l'Europe », il s'élevait implicitement contre la thèse de Naumann. Les protestants, qui sont la majorité numérique outre-Rhin, mais qui comptent avec une minorité catholique croissante en importance et en influence, redoutent tout d'une jonction avec les catholiques d'Autriche, qui leur arracherait la primauté. Les absolutistes désirent tenir à l'écart, loin d'eux, les nationalités remuantes de l'Empire danubien, qui brandissent sans trêve des menaces de révolution. En sens inverse, les démocrates tonnent contre la bureaucratie réactionnaire de Vienne et contre l'aristocratie magyare. Ajoutez encore les écrivains allemands qui aspirent à ériger l'hégémonie de leur pays sur le seul exercice de la force, et ceux, tels Jaekh et Zimmermann, qui étendraient indéfiniment le cadre de la Mittel-Europa. Voilà bien des adversaires pour Naumann : il n'en a pas de moins nombreux ni de moins actifs dans la monarchie des Habsbourg : agriculteurs de la Puzta, qui, même si la frontière s'abaissait, continueraient à envier les propriétaires fonciers de la vieille Prusse, et qui craindraient de voir ceux-ci leur disputer un jour les marchés de leur propre pays : industriels de Bohême, du Vorarlberg, de la Styrie, de l'archiduché d'Autriche ou d'ailleurs encore, qui reconnaissent la supériorité écrasante des Saxons et des Rhénans ou des Westphaliens et qui se barricadent derrière leurs hauts tarifs : conseillers auliques qui abhorrent les méthodes allemandes, etc..., etc...

Que d'objections ! Que d'oppositions ! Et pourtant Naumann qui les examinait, qui en discernait la portée, ne s'était point arrêté devant elles. Il considérait qu'elles s'atténueraient et disparaîtraient avec le temps, — et poursuivant sa grande idée, il demeurait sourd aux avertissements qu'il recevait. Certes, le reste de l'Europe se fermerait d'abord devant l'Allemagne maîtresse de la Mittel-Europa, mais cette Mittel-Europa mettrait aux mains de l'Allemagne une arme de premier ordre. La puissance d'organisation germanique était telle, croyait l'auteur, dans tous les ordres d'idées, qu'elle viendrait à bout des pires difficultés. Il prévoyait que, de la formule du *Kriegssocialismus*, mise en œuvre depuis 1914, on pourrait tirer d'innombrables et fécondes applications. Ce n'est point le lieu de l'accompagner dans toutes les particularités du programme qu'il développait : unité de re-

crutement militaire et réciproque des inspections périodiques ; centralisation du service diplomatique et du régime des chemins de fer, unification des monnaies, du droit commercial, des tarifs douaniers, des lois ouvrières. Partout le « génie » de l'Allemagne s'exercerait pour abolir les dissidences, rapprocher les mentalités, résoudre les contradictions, fondre en un bloc compact les éléments juxtaposés et parfois antagonistes.

La création de cette masse de l'Europe centrale était indispensable, de l'avis de Naumann, si l'on voulait conjurer, dans l'avenir, l'assujettissement pour l'Empire des Hohenzollern ou pour l'Empire des Habsbourg. Tout homme politique outre-Rhin à cette heure, fût-il d'extrême droite ou d'extrême gauche nourrit cette idée (— je n'entends pas la discuter ici), — que seules désormais pourront subsister les grandes agglomérations humaines. Le Livre Jaune Français, publié sur les préliminaires du conflit de 1914, contient à ce sujet une conversation bien édifiante de M. de Jagow, ministre des affaires étrangères allemand avec M. Jules Cambon. Ce point de départ admis, il est naturel que les dirigeants de là-bas, — dirigeants de la puissance publique ou dirigeants de la pensée et de la plume — aient pensé aux réalisations. Les groupements élargis peuvent sortir d'une victoire de la force ou de la libre fédération, et l'on sait que les pangermanistes n'ont pas coutume d'envisager cette seconde solution. Naumann, qui rêve de souder l'un à l'autre l'Etat germanique et l'Etat danubien et aussi de leur adjoindre diverses contrées de peuplements essentiellement hétérogènes, ne se prononce pas sur le choix des moyens. Mais il considère — (n'oublions pas qu'il écrit en 1914-1915) — qu'il y a dans l'univers trois grands corps politiques : l'Angleterre et ses Dominions ou ses colonies, la Russie et ses annexes d'Asie, l'Amérique et ses dépendances : — il y aurait sans doute lieu de ranger à côté d'eux la Chine avec ses 330 ou ses 380 millions d'habitants, bien qu'à la vérité, elle ne soit pas près de jouer un rôle de premier ordre. Auprès de la communauté britannique, avec ses 31.500.000 kilomètres carrés, de la Russie, avec ses 23.700.000, des Etats-Unis, avec leurs 9 millions 400.000, l'Allemagne apparaît exiguë en étendue et faible en habitants. L'écrasement la guetterait, si elle ne se faisait pas, elle aussi, le centre d'un groupement qui atteindrait, avec elle et là seule Autriche-Hongrie, 1.200.000 kilomètres carrés, — avec les pays limitrophes à l'est, à l'ouest et au sud, 2.500.000, et avec la Turquie jusqu'au Kurdistan, au golfe Persique et à la frontière d'Egypte : 6.700.000. Au moment où Naumann se livre à ses études, le cabinet de Berlin ne songe pas encore à coloniser la Russie, mais il se lend pour isolé en Europe avec ses deux alliés de Vienne et de Constantinople (Sofia ne saurait-elle que plus tard) en admettant qu'une même hélélé [illegible] de Hamburg ou d'Anvers à Bagdad et qu'une même organisation agricole, industrielle, commerciale, financière, serve d'armature à ces territoires, assez vastes après tout. L'activité économique sous toutes ses formes se déploiera à l'aise. Ce secteur du monde contient une population assez dense et des possibilités d'exploitation assez avantageuses pour que les nations germaniques et leurs auxiliaires échappent à la ruine. Une condition toutefois est indiquée pour que règne la sécurité absolue : que l'on se procure les matières premières nécessaires. Si la Mittel-Europa peut disposer des éléments primordiaux de toute fabrication, elle est sauvée ; — elle en manque, elle demeure une construction illusoire, une communauté de pure apparence et dont toutes les parties risqueront de mourir ou de s'étioler conjointement.

Or, en 1915, la Russie et la Grande Bretagne se fermant à la demande germano-magyaro-turque, les deux Amériques lui réservent encore des chances d'approvisionnement : ni les Etats-Unis, ni le Brésil, ni les autres républiques ne sont encore entrés dans la ligue qui combat les Hohenzollern et les Habsbourg. Mais en ce début de 1918, où j'écris, la situation a évolué. Le nouveau Monde s'est levé presque tout entier contre les Empires Centraux. Et voilà pourquoi la conception de la Mittel-Europa, qui se heurtait déjà à de graves difficultés au moment précis où elle était pour la première fois formulée, a reçu selon toute évidence le coup fatal. L'Allemagne et l'Autriche ne peuvent plus méditer de former un secteur clos, alors qu'elles ne trouveraient à peu près nulle part de quoi alimenter leurs usines ; quant à s'agréger d'autres pays limitrophes, elles n'y songeraient pas sans folie, car ces pays se voueraient automatiquement à la pire des conditions.

Le problème des matières premières a acquis, en cet instant suprême du conflit universel, une importance qu'il est à peine utile de souligner. Ceux qui la nieraient seraient aveugles aux réalités les plus certaines ; ils prouveraient une ignorance honteuse des conjonctures où l'humanité se meut. Les revues et les journaux d'outre-Rhin consacrent à cette question presque autant de pages ou de colonnes qu'aux faits militaires ou diplomatiques eux-mêmes : ils n'ont pas tort. Ils ne versent pas dans l'erreur non plus, quand ils se demandent avec anxiété ce que deviendra demain l'Allemagne si elle ne dispose pas des substances que requerra son travail de transformation.

Aucune des contrées européennes ne suffit à ses propres besoins : aucune d'elles n'est assez riche en matières végétales, animales, ou minérales, pour pouvoir se passer du concours des autres contrées européennes ou extraeuropéennes. L'Angleterre et ses colonies pourraient tout puiser chez elles-mêmes, mais l'Angleterre séparée de ses colonies, périrait d'inanition. La France, l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Suisse, la Suède, le Danemark, sont tributaires de l'univers. Il n'est guère que l'Union Américaine, grâce à la diversité de son climat et de sa structure, grâce à l'abondance de ses richesses latentes, qui échapperait à cette infériorité. Mais, ni l'Allemagne, ni l'Autriche ne sont l'Amérique, et, pour nous en tenir à l'Allemagne, qui serait le facteur dirigeant de la Mittel-Europa, elle a dû apprécier au cours de cette guerre les périls de l'isolement. Sa dépendance économique se marque dans tous ses domaines. On vit de succédanés, plus ou moins mal, lorsque la loi martiale fonctionne ; mais en temps de paix, d'autres exigences surgissent.

Je le répète encore : quand Naumann ajoutait ses chapitres les uns aux autres, les Etats-Unis demeuraient neutres, et à la rigueur, il pouvait espérer découvrir chez eux ce que les autres grandes agglomérations humaines refuseraient à son pays. Mais depuis lors, le cercle s'est fermé.

L'industrie moderne réclame des quantités croissantes de caoutchouc et l'Allemagne en importait jadis 20.000 tonnes annuellement : d'où les tirera-t-elle si les grandes annexes anglaises, françaises, belges et le Brésil s'abstiennent de les lui livrer : l'Union américaine, en ce cas, ne lui servirait même plus d'intermédiaire. Elle achetait pour 750 millions de francs de fruits oléagineux en Afrique, aux Indes, en Russie ; 55 0/0 de ses entrées de laines brutes provenaient des Indes britanniques ; 97 0/0 de son coton lui étaient expédiés par les Etats-Unis ou par l'Angleterre : elle demandait 177.000 tonnes de cuivre aux Etats-Unis et 143.000 au marché britannique. Pour la graisse de porc, les phosphates, les métaux secondaires, elle s'adressait aux pays qui sont aujourd'hui ses ennemis. Ayant provoqué la plus grande partie de l'humanité, elle ne peut espérer que ses adversaires de la veille se dépouilleront à la paix, pour lui assurer un stock de matières premières.

Et l'on comprend maintenant pourquoi la Mittel-Europa est morte avant d'être née. Aucune contrée, fût-ce l'Autriche-Hongrie, n'a intérêt à se souder à une Allemagne qui, demain, n'aurait plus de quoi alimenter ses propres usines. Ce ne serait pas seulement en représailles de la guerre qu'il a suscitée, et des actes qu'il a commis, que les autres peuples frapperaient l'Empire dans sa vigueur industrielle : c'est aussi parce qu'il aurait organisé une portion de l'Europe en hostilité perpétuelle contre le reste de ce continent et contre les autres continents. Impuissant à vivre par ses seules ressources, en dépit des efforts techniques qu'il a multipliés depuis quatre ans, il a nourri cette gigantesque aberration de séparer quelques millions de kilomètres carrés de l'ensemble du globe pour asseoir sur eux sa domination. Il aurait interdit à toutes les nations, qui n'auraient pas accepté ce régime, d'importer leurs produits fabriqués dans son domaine. Il n'avait pas pensé que ce système lui vaudrait d'être traité par autrui comme lui-même traiterait autrui, et que tout d'abord, il serait privé de matières premières, nul n'ayant profit à seconder la politique qu'il pensait instaurer.

Il y a encore des hommes, outre-Rhin, en dehors de Naumann, pour croire aux chances d'une Mittel-Europa : ceux-là n'ont ni compris le sens des événements qui se sont déroulés sous leurs yeux, ni plus spécialement perçu la portée de l'intervention américaine. Dès le début, toute conception économique fermée, qu'elle vînt de l'une des combinaisons belligérantes ou de l'autre, était vouée à l'échec, parce qu'elle ne tenait pas compte des intérêts des neutres, et que ces neutres, riches en substances végétales ou minérales disposaient de puissantes armes défensives. Mais le jour où le président Wilson, donnant le signal aux autres républiques du Nouveau Monde, a déclaré la guerre au cabinet de Berlin, il a jeté bas le plan pangermaniste, dont Naumann s'était fait le champion le plus connu. On ne peut plus parler de la Mittel-Europa que comme d'une des plus monstrueuses chimères qu'ait engendrées l'esprit impérialiste...

C'est avec raison que les économistes d'outre-Rhin appréhendent les lendemains du conflit mondial. Il ne suffira pas, quand l'armistice sera conclu ou même quand la démobilisation aura commencé, que les Etats industriels possèdent des capitaux abondants. Ces capitaux seraient sans valeur, s'ils ne pouvaient acheter des matières premières en quantités telles, qu'elles assurassent le fonctionnement des fabriques remises en activité. D'énormes problèmes vont surgir. Comment emploiera-t-on les millions d'hommes qui déposeront les armes, et les millions de femmes embauchées actuellement dans les usines de munitions ? Comment garantira-t-on l'alimentation régulière de ces foules qui auront souffert, et qui revendiqueront la sécurité et la stabilité ? La révolution se ferait bien vite menaçante, si le chômage se prolongeait, si les bras ne trouvaient pas à s'occuper, si certaines

importations, condition indispensable de toute production, ne reprenaient pas avec une régularité assurée. Ces simples considérations montrent quels périls l'Allemagne suspendrait sur elle-même, si elle persistait dans ses velléités d'assujettissement d'une Europe centrale aux contours indéfinis. Elles attestent aussi que les puissances de l'Entente, qui ont le coton, le cuivre, le caoutchouc, les graines oléagineuses, les métaux divers, sans compter les denrées alimentaires, ont de formidables moyens d'action. Il n'est pas dit que ces puissances s'en soient toujours servies avec ingéniosité. Espérons qu'à l'heure des négociations de paix, elles sauront recourir à tous les arguments, et qu'elles ne se cantonneront pas dans une vaine phraséologie. Le problème des matières premières est un de ceux qui domineront, — qui doivent dominer toutes les tractations diplomatiques de demain. La diplomatie, qui aura subi tant d'étonnements depuis trois ans, devra prendre son parti de cette formule si nouvelle pour ses routines.

PAUL LOUIS.

L'UKRAINE

La guerre a posé au premier plan le principe des nationalités. Certaines d'entre elles étaient connues, déjà, de la majorité du public : on savait qu'il y avait une question de Pologne, de Bohême, de Bosnie-Herzégovine. Mais, combien de mois n'a-t-il pas fallu pour que l'opinion apprenne à connaître un peu cette robe d'Arlequin qu'est l'empire austro-hongrois. En revanche, au milieu de 1917 encore, la majorité tenait la Russie pour un Etat homogène où, sauf peut-être Finlandais et Polonais, tous les sujets étaient de même race. Or, au début de 1918, on distingue, déjà, jusqu'à huit Etats différents en train de se constituer sur le sol des anciens tsars : républiques de Finlande, d'Arkangel, de Sibérie, du Turkestan, du Caucase, des Cosaques, royaume de Pologne, enfin, dont le territoire est, hélas ! occupé. Mais, de toutes ces nouvelles nations, celle que les circonstances ont appelée au premier rôle, c'est l'Ukraine.

A de nombreuses reprises, des géographes, et surtout M. Vidal de la Blache, ont insisté sur les caractéristiques singulières que présente, entre la Baltique et la mer Noire, l'immense plaine qui couvre cette partie de l'Europe. C'est un sol indécis, battu par le vent de toutes les invasions, bordé par des Etats puissants, qui n'ont jamais souffert que les nationalités polonaise ou ukrainienne s'y développassent librement. L'Ukraine forme l'extrémité orientale de cette vaste région. Son nom signifie *frontière*, et durant plusieurs siècles, sa possession fut contestée entre les Sultans de Turquie, les rois de Pologne et les Tsars de Moscovie. Le pays est immense : il comprend la Volhynie, la Podolie, la Galicie, la Bukovine, et tout le sol qui s'étend jusqu'à la mer d'Azov. Trente millions d'hommes, répartis sous des souverains différents, vivent sur cette terre fertile, un des greniers de l'Europe.

C'est là que s'est créé, au Xe siècle, cette principauté de Kiew, qui fut un des premiers noyaux organisés de la Russie actuelle. Mais, au XIIIe les invasions mongoles et tatares brisèrent la résistance des Ukrainiens, que Vladimir, au Xe siècle, avait converti au christianisme grec. Une longue période trouble suivit, durant laquelle se sont constitués des Etats divers : ainsi, par exemple, en Podolie, ou bien en Galicie, où les souverains de Halicz entretenaient des relations suivies avec la cour de Byzance. Au XVIe siècle, toutes ces principautés ukrainiennes succombèrent devant les envahisseurs polonais, et, dès ce moment, l'on commença de distinguer, en Ukraine, deux peuples de même race, mais déjà séparés : les Ruthènes, en Galicie, les Ukrainiens proprement dits, au-delà. Ceux-ci, néanmoins, reconnaissaient une suzeraineté tout au moins nominale de la Pologne, dont les Cosaques, toutefois, s'affranchirent progressivement. En 1648, sous la direction de l'Hetman Chmelnitzkyj, un large mouvement de révolte refit, pendant quelques années, l'unité nationale. Mais, en 1654, par le traité de Perejaslavl, l'assemblée ruthène reconnut la suzeraineté du Tsar Alexis Mikhaïlovich, laissant, toutefois, les Ruthènes de Galicie entre les mains de la Pologne. L'autocratie moscovite triompha, progressivement, de la république ukrainienne. Celle-ci, pour sauver ses privilèges, oscilla entre Moscou et Varsovie : elle alla, sous l'Hetman Mazeppa, jusqu'à s'allier à Charles XII, mais se vit, à l'arrivée de Catherine II, enlever ses derniers privilèges. C'est ainsi que, peu après, le servage y fut introduit. — Les partages de la Pologne, cette honte diplomatique du XVIIIe siècle, achevèrent de séparer les Ruthènes des Ukrainiens, car Marie-Thérèse accepta, en pleurant, d'annexer la Galicie. Celle-ci, étant en partie orientale, peuplée de Polonais qui occupaient dans l'ensemble de la province une situation prépondérante, la monarchie austro-hongroise s'efforça de « poloniser » les Ruthènes. Disons-en quelques mots, — bien qu'en cette ère ce soit surtout l'Ukraine russe qui nous importe, — qu'au cours du XIXe siècle, la lutte entre Polonais et Ruthènes s'accentua, surtout à Lvof

(Lemberg). Mais, le mouvement ruthénien, en Autriche-Hongrie, étant d'essence démocratique, il s'était, avant la guerre, et par la force des choses, nettement séparé de la Russie, jusqu'à devenir fort anti-tsariste.

*
* *

Ce rapide coup d'œil historique permet de constater la présence, au nord des Balkans, d'une population ukrainienne présentant le *caractère indiscutable* d'une nationalité. Le tsarisme, cela va sans dire, n'entendait point cultiver l'esprit démocratique des Ukrainiens, ni le rattachement à leurs institutions anciennes. Aussi, parvint-il à arrêter net le développement intellectuel croissant de la province. Pendant tout le XIXe siècle, le gouvernement russe lutta contre la langue ukrainienne, saisissant les journaux, livres et brochures rédigés dans cette langue, etc... Il obtint, d'ailleurs, le résultat désiré, puisque, bientôt, le mouvement national fût seulement l'apanage de quelques professeurs ou étudiants. La grande révolution de 1905 ranima le sentiment ukrainien défaillant. Les livres, les brochures, les journaux, les écoles se multiplièrent : et, *quand la Douma d'Empire se réuni, les quarante représentants de l'Ukraine se déclarèrent partisans d'une autonomie fédérale.* Les représailles du gouvernement de Petrograd furent semblables à celles qu'il exerça, en Finlande et en Pologne, mais on en parla moins.

Survint la guerre, les armées russes du Grand-Duc Nicolas entreprirent l'invasion de la Galicie, où 3.000.000 de Ruthènes, sacrifiés depuis longtemps à leurs voisins polonais, ne pouvaient que tendre leurs regards vers les libérateurs. Une belle proclamation du commandant en chef russe, — semblable, hélas ! à celle qui promit son autonomie à la Pologne, rappela aux habitants des territoires conquis les liens de race qui les unissaient aux Ukrainiens. Beaucoup, alors, à Kiew et à Lvof, espérèrent que la grande Ukraine, serait reconstituée, depuis Przemyszl jusqu'à la mer Noire. Il n'en fut rien. La domination russe personnifiée par un gouverneur sévère, le comte Bobimsky, fut dure pour les patriotes ruthènes, cependant qu'impitoyablement se poursuivait la russification de l'Ukraine. A Petrograd, on avait pris peur en pensant qu'un Etat de 30.000.000 d'hommes pouvait se constituer entre Balkans et Moscou. Et le gouvernement de Nicolas II, une fois de plus, prouva sa foncière immoralité politique. Avant que de nous trahir, en trahissant les Roumains, — ce qui fut son crime politique le plus qualifié —, l'entourage du Tsar avait, déjà..., et plus d'une fois, joué contre sa chance, et contre nous.

La révolution balaya les dernières résistances de l'autocratie tsariste, et, partout en Russie où subsistaient un peu de patriotisme et la conscience d'une race, le mouvement national s'organisa. En Ukraine, les patriotes n'attendirent pas un mois pour commencer leurs travaux, continués inlassablement depuis. Les nouvelles fragmentaires qui nous parviennent de Russie laissent subsister beaucoup d'obscurité sur bien des points. Voici, cependant, à quels actes essentiels se sont livrés les représentants de cette Russie du Sud.

Le gouvernement provisoire de Petrograd ayant proclamé l'indépendance de toutes les nationalités de l'Empire, une députation de Kiew se rendit, le 6 avril, dans la capitale, pour réclamer l'autonomie de la province. Peu de jours après, le 19, s'ouvrit dans la même ville un congrès national qui demanda comme frontières : le fleuve Pripet, au nord ; le Kouban et la mer d'Azov, à l'est : à l'ouest, les gouvernements de Lublin et de Grodno. En même temps, on procédait à l'élection d'un conseil national, cette fameuse Rada, dont il fut tant question, depuis. Dans la suite, le gouvernement provisoire, étant revenu sur ses premières intentions, voulut éviter une désagrégation de la Russie, et chercha à gagner du temps en remettant le règlement de l'autonomie ukrainienne à l'époque où se réunirait la Constituante. Au moment où les moscovites évacuèrent la Galicie dans une effroyable débâcle, M. Kerensky négociait, précisément, avec la Rada à ce sujet.

Les coups d'Etat successifs des maximalistes ont précipité les événements, à tel point que la France vient de reconnaître la République ukrainienne. Celle-ci, tant pour les Impériaux que pour les Alliés, est devenue, maintenant, un *facteur prépondérant* de leur politique en Russie. Par sa situation géographique, l'Ukraine dispose de toutes les voies qui ravitaillent la Roumanie. D'autre part, les approvisionnements formidables de céréales, que trois ans de guerre sans exportation ont accumulées dans le pays, tentent l'appétit des Empires Centraux. Aussi, n'est-il pas de prévenance dont on n'entoure, à Brest-Litovsk, les envoyés du gouvernement de Kiew. Si nos ennemis parviennent à circonvenir la Rada, c'est leur ravitaillement assuré pour 1918 ; c'est la libération certaine de centaines de milliers de prisonniers austro-hongrois, cantonnés en Russie du Sud ; c'est la résistance de la Roumanie, menacée par cet « hinterland », rendue presqu'impossible. Or, à l'heure actuelle, l'armée roumaine, reconstituée par le général Berthelot et sa mission, représente une force militaire superbe et au moral intact, dont la seule présence retient encore, en Moldavie, des effectifs ennemis d'une re-

lative importance. — La tâche de l'Entente consiste donc à faire comprendre au gouvernement ukrainien (1) que l'intérêt même du nouvel État est de prendre notre parti : en effet, ce ne sera jamais l'Autriche-Hongrie qui pratiquera une politique de nationalités, ce n'est pas elle qui permettra aux Ruthènes de faire retour à la Grande Ukraine. Maintenir le front roumain, telle est la tâche que se sont fixée les gouvernements de l'Entente. Le peuple du Roi Ferdinand a trop souffert pour que nous ne lui assurions pas, s'il tient, la réalisation de son idéal national. L'intérêt bien entendu de l'Ukraine s'accorde avec ces projets qui, sans vouloir nous payer de mots, sont aussi conformes à notre honneur, car nous avons promis. Il faut donc tenir.

CHARLES STIÉNON.

LA JEUNE LITTÉRATURE ET LA GUERRE

Il est oiseux de disserter sur l'orientation et le sens de la littérature de demain. Rien n'est moins certain, les hostilités finies, que cette rénovation esthétique et spirituelle, immédiate, miraculeuse, toute gonflée de la merveilleuse sève héroïque où s'exaltent et s'épuisent aujourd'hui les forces vives et l'avenir de la nation que quelques prophètes confiants s'évertuent à nous annoncer. Ils omettent seulement, ceux-là, de se souvenir du demi-millier d'écrivains tombés sur tous les champs de bataille, ce qui diminue d'autant les chances d'une renaissance. Ils négligent aussi la loi de réaction impérieuse et n'ont pas l'air de se douter que les cerveaux échappés au Moloch rouge qui aura, quatre ans, dévoré la jeunesse et la vigueur du monde ne connaîtront peut-être, comme d'ailleurs les autres épuisés par l'effort à se maintenir au niveau de l'épopée, qu'un désir : oublier tout ce sang et cette boue des tranchées, se libérer du passé afin de se reprendre à la vie normale qui n'est pas de souffrance et de tuerie, mais de joie et d'amour. Et si les évadés de la tourmente allaient tout simplement, comme dans le chœur des *Acharniens*, se mettre à dire, sur le ton lyrique ou en vulgaire prose, le retour et la douceur de la paix !

Au lieu de vaines et augurales considérations, il vaut mieux s'en tenir à ce qui est. Le terrain est plus stable. Or, la littérature française, après un sommeil momentané, quelque chose de semblable à la stupeur qui avait accablé toutes les âmes dans les premiers mois de la guerre mondiale, s'est ressaisie. On s'est peu à peu installé en plein drame et accommodé de ses risques et de ses deuils et, puisqu'il est d'usage de s'accorder aux circonstances et de se soumettre à l'actualité, une floraison d'œuvres s'est épanouie, féconde et généreuse, trop féconde même. Et ce fut, dans tous les domaines des lettres, une production surprenante, preuve de l'activité des esprits et de leur quiétude reconquise, une production venue du front parfois et plus souvent de l'arrière. Littérature de guerre, généralement hâtive, témoignant des conditions exceptionnelles où elle fut écrite, peu substantielle, peu réfléchie, peu nourrie de faits et de pensées, dont le style pousse à la diable des sentiments convenus dans l'ordre d'un enthousiasme patriotique défini, d'un optimisme jovial ou, par opposition, d'un pessimisme systématique. Rien qui dépasse la minute vécue, peu de choses allant au-delà de l'instant terrible, pénétrant les idées, au lieu de flotter à la surface. Rien qui ambitionne de durer. Rien de haut. J'entends de ces livres qui résument et synthétisent une époque et qui demeurent des témoignages de plus en plus vivants à mesure qu'on s'éloigne des incidents qui les motivèrent.

Sans doute a-t-on besoin d'un certain recul afin de bien voir, comprendre, juger, sentir les faits, maîtriser son exaltation et communiquer son émotion. Pour les acteurs et les patients de cette furieuse aventure de la guerre, qu'ils soient poètes, prosateurs ou peintres, si on en excepte toutefois Gaston Rioux, auteur lucide du *Journal d'un simple soldat* racontant et commentant des impressions de prisonnier dans un camp d'Allemagne et aussi Paul Lintier dans cette œuvre expressive, farouche et triste : *Ma pièce*, il semble que l'excès même et la violence brutale des sensations éprouvées deviennent défavorables à l'œuvre d'art capable de survivre.

Pourtant, ce ne sont pas les ouvrages qui ont manqué. Chacun, plus ou moins, s'est cru, du fait qu'il avait assisté à de sspectacles inédits, appelé à proclamer, comme le solitaire de Pathmos « ce que l'œil de l'homme n'avait jamais vu ni son

(1) Ces lignes étaient écrites, quand M. Maklakof, venu à Paris pour représenter le gouvernement de M. Kerensky, a publié un article sur la Roumanie et l'Ukraine. Après avoir reconnu le peu de renseignements qui sont arrivés d'Ukraine, ou concernant l'Ukraine, M. Maklakof, ces jours derniers, note, en passant, que :

« L'Ukraine se compose de divers éléments qui sont en lutte et qui, cependant, arrivent à des compromis. Il y a, là, un mouvement national petit-russien ; il y a, aussi, des tendances austrophiles, des tendances d'un patriotisme profondément russe et de l'Internationalisme maximaliste dans les milieux ouvriers. » Comme on le voit, le problème ukrainien est important et aussi très complexe.

oreille entendu ». Je ne parle pas des historiens professionnels de qui c'est la fonction de raconter les événements contemporains et de faire, en quelque sorte au jour le jour et stimulés par la passion qui les anime, le récit des batailles, de suivre la marche des invasions et d'en examiner les conséquences politiques et sociales. Ceux-là sont créés et mis au monde pour assembler du document futur. Ils préparent, par des conclusions obligatoirement sommaires et avant le contrôle essentiel de la critique, des matériaux où puiser pour des œuvres définitives. Il existe, à ce point de vue, surabondance d'études stratégiques, de descriptions des principales scènes de la guerre, de narrations de combats, de souvenirs, de carnets de route, de notes. Tellement que les éditeurs d'abord accueillants à cette menue monnaie de l'histoire s'effrayent de la voir se multiplier. Car, tout soldat qui a des lettres et qui a fait campagne porte dans son sac ou sa musette au moins un manuscrit. Il y a beaucoup de soldats. Cela fait, au demeurant, un nombre considérable d'œuvres, bonnes ou mauvaises, en puissance de solliciter le public qui se lasse.

Quant aux chroniques de tous genres publiées par des écrivains de tout repos, elles n'offrent souvent que l'intérêt de refléter les variations brusques de l'opinion et de présenter une valeur de référence, assez mince d'ailleurs, et fréquemment contradictoire.

I

Quelques noms et quelques œuvres cependant dominent ce provisoire encombrement de la librairie et, par la qualité véritable ou surfaite des auteurs aussi bien que par les tentatives qu'ils révèlent et tendances qu'on soupçonne, s'imposent à l'attention.

La poésie serait elle en faillite dans la circonstance ? Ils se comptent les poèmes qu'on peut, je ne dis pas relire, mais seulement lire sans ennui ou dégoût jusqu'à la fin. Des habiles, tel M. Henri Bataille, toujours à l'affût du succès d'où qu'il vienne, écrivent, avec des airs de spontanéité qui trompent, des vers adaptés aux exigences de l'heure et où se trouve savamment dosé ce qu'il faut des grandeurs et des horreurs d'aujourd'hui pour agir avantageusement sur les sensibilités mondaines. Le titre *La divine Tragédie* à lui seul dénote déja le « chiqué » absolu de ces récits héroïques, confortablement imaginés, dans lesquels le panache brandi et la parade outrée de l'honneur et de la vaillance sont, à y regarder de près, déparés continuellement par la fausse éloquence. Comme ce verbiage calculé paraît pauvre et insincère, à côté, par exemple, de l'*Arrêt sur la Marne* de François Porche ! Un épisode de la grande action, c'est vrai, mais solide et divisé en trois actes comme une tragédie classique. Le lyrisme y est intensément et uniquement humain et le souffle, sous la diversité des rythmes, passe sans défaillance. Ah ! que toutes les déclamations romantiques et les mots emperlés de M. Bataille sont dépourvus de virile souffrance et de pathétique auprès de la rudesse inspirée de M. Porche, voire auprès de cette *Passion de notre frère le Poilu*, une mélopée du genre populaire à laquelle il ne manque vraiment que d'être signée de Jehan Rictus !

Dans les cénacles dévoués à son génie, on a fait aux quelques *Odes de guerre* de Paul Claudel un succès de sympathie. Il n'y a pas lieu de considérer là-dessus comme le poète espéré, ce mystique passionné qui cherche, avec une obstination exaspérante, par la bizarrerie de ses associations d'idées et l'imprévu d'une musique trop individuelle, une originalité toute extérieure. Fervent de Hugo, M. Fernand Gregh a peut-être rêvé d'être le poète national de ces longues années de misère et de gloire dont il fixe les principaux faits comme des repères au souvenir. Il a tressé au front de la France éprouvée *La couronne douloureuse*. Sous les épines enlacées et qui creusent et font saigner sa chair, en manteau de pourpre royale, debout à la colonne, la Patrie flagellée est aussi belle qu'un Christ du Sodoma. Et vers elle, qui attend mais espère, après la plainte du poète et ses imprécations et le sanglot inoubliable des choses, monte un large chant de pitié et de réconfortant orgueil.

M. Saint-Georges de Bouhélier a fait effort pour retrouver, sous un art raffiné qui ne renie pas le naturisme, les naïvetés et les ingénuités des vieilles chansons d'autrefois. Ses *Légendes de la guerre de France* renouent heureusement une tradition. Il a su y noter des aspects nouveaux de notre pays pendant la tourmente et atteindre souvent là noble part de courage et de simple beauté qui gît ignorée au tréfonds du cœur de la foule.

Au prince des poètes, M. Paul Fort, était dévolu par une sorte de désignation quasi officielle, de publier, avec une inépuisable verve, en des proses toujours harmonieusement rythmées et assonancées, le communiqué quotidien. Cela nous a valu, plus verbeux que l'autre, *Le bulletin lyrique de la guerre*. Puis, parallèlement au fracas des canons et à l'écroulement des cathédrales, des fantaisies sur les combats de l'amour. Ce qui fait deux ou trois volumes de plus ajoutés à la série déjà abondante des *Ballades françaises*. Et l'alouette gauloise continue de grisoller au plus haut ciel de la poésie ou de voleter au ras des sillons où sont des tombes.

Il est juste de ne pas omettre l'*Offrande héroïque*, une sorte de cantique et d'acte de foi à la « France divine ». M. Nicolas Baudum y a développé, selon les méthodes de ferveur et d'exaltation paroxystes, un symbole chrétien. D'*En ces jours déchirants*, par M. Henry Derieux et de *Notre passion* par M. Louis Mandin, on détache aisément quelques impressions spontanées et délicates, mais l'ensemble ne baigne pas dans l'atmosphère sanglante.

Emile Verhaeren s'y situe en plein. *Les ailes rouges de la guerre* composent un ardent chapitre d'histoire lyrique où se trouve dessiné, à traits hardis et sommaires, le nouveau visage de la Belgique profanée, héroïque et martyre. L'événement contemporain, à travers l'âpre véhémence du poète, se hausse jusqu'aux rudes épopées du passé et rejoint la légende des siècles. Une voix puissante crie son amour blessé pour la terre féconde en héros, en moissons, en beaux paysages dévastés. Elle s'élève pour la prière, pour la pitié et pour la haine. Energique et sublime réquisitoire contre la féroce Allemagne, ce livre d'un homme au grand cœur tumultueux et désabusé est plus émouvant d'être devenu, par le jeu de la fatalité, le testament spirituel et patriotique du poète. Et suivant son maître, sur un mode pareillement vengeur et frémissant, M. Marcel Wyseur a exalté *La Flandre rouge* de sang versé et d'incendies à travers villes et villages. Puis, hier est venu M. Maurice Gauchez, poète-soldat des *Rafales*. L'ouragan qui souffle de l'est à l'ouest jusqu'à la mer sur ce pays lamentable, les décombres fumants, les horizons tempêtueux, lui dicte de fières strophes. L'originalité de ce poète réside surtout dans le réalisme vigoureux et direct des tableaux évoqués, dans le mâle accent de ses chansons de marche qui précisent, avec un étonnant relief, la physionomie de la Flandre et de la Wallonie, ces deux âmes jumelles de la loyale Belgique.

Et c'est tout. C'est bien tout. Ailleurs, des aînés aux derniers venus, devant le pullulement d'alexandrins et d'octosyllabes, même couronnés dans les plus louables intentions par l'Académie, devant la pléthore d'apostrophes à la louange de nos soldats et de leurs chefs ou d'invectives insanes à l'ennemi, exercices et passe-temps où se dépensent les loisirs des versificateurs de bonne volonté et des honnêtes rimailleurs incontinents, il n'y a qu'à déplorer les malheurs de cet âge et les méfaits d'une instruction obligatoire et gratuite qui vulgarise jusqu'aux notions de prosodie. Car une *Marseillaise* de Rostand, par exemple, ou telles strophes jetées au vent patriotique, n'est généralement qu'un accident dans la vie lyrique d'un poète trop volontiers docile aux voix de l'actualité. Elle rencontre de sots imitateurs, mais on n'en saurait rien inférer raisonnablement pour les destinées de la poésie.

II

En prose, de l'amas impressionnant des ouvrages qui s'apparentent, peu ou prou, aux faits de la tragédie universelle, n'apparaît jusqu'ici aucune œuvre équivalente, par le poids et la valeur, à ces *Charniers*, dans lesquels, au lendemain de 1870, Camille Lemonnier a condensé, en fresques de haut style, sans exagération de la vérité ni procédés trompeurs, les âtres d'un régime et l'écrasement d'un peuple. Aussi, après un demi-siècle, un pareil livre n'a pas vieilli. Il affirme et résume une époque.

Un écrivain comme M. Henri Barbusse, soutenu par la pensée et le souvenir de la *Débâcle* et l'ambition d'être le Zola de la nouvelle guerre groupe, sous forme de journal d'une escouade, des épisodes d'un secteur du front, des scènes de cantonnement et de postes de secours. C'est *Le Feu*, livre superbe, dramatique, inégal, plein de la vaste rumeur des massacres et des plaintes. Ce n'est pas un roman au vrai sens du mot, mais une série de notations successives et choisies pour l'effet, accrochées autour des quelques personnages nécessaires à l'illusion d'une intrigue et de l'unité indispensable à l'œuvre d'art. L'authenticité du décor, le réalisme hardi des détails, la psychologie minutieusement analytique de quelques caractères s'allient dans ces pages à une franchise que sont venus seconder un grand talent narratif, quelques aperçus osés, comme un défi à la censure, et un lancement adroit. Il n'en faut point davantage pour persuader le Français frondeur qu'on a tous les mérites et fait un chef-d'œuvre. Pourtant le critique de bon aloi demeure insatisfait de l'ensemble et s'interroge à propos de ce qui se dégage de déconcertant et de trouble en conclusion de l'ouvrage.

Grâce à la faculté supérieure d'assimilation qu'il tient de sa race, M. Ch.-H. Hirsch a très bien vu la valeur de contraste que présente le spectacle de la France militante et de la terre en friche, alors que tous les hommes valides sont aux tranchées. Il en a tiré les principaux motifs de *Chacun son devoir*, roman d'un réformé. Sans abus de description, mais d'une manière sobre, intelligente et heureuse, M. Ch.-H. Hirsch a alterné la poésie des champs et la vie monotone et familière d'un village de l'arrière avec la tragédie tout juste indiquée de la patrie en armes, par les échos et les surprises qui troublent un instant le travail quotidien. L'action entière réside dans la conscience d'un rustre qui accomplit spontanément, en repentir d'une faute

de recrue, les gestes d'un héroïsme obscur. Est-ce conforme à la réalité ? La question n'est point là. En tout cas, la répercussion à distance dans l'âme rustique des choses de la guerre, elle se trouve encore chez M. Henri Bachelin. Celui-ci est un de nos peintres les plus authentiques et des mieux assurés des mœurs provinciales : *La guerre sur le hameau* continue, au gré de l'actualité, une œuvre générale de fidélité et d'exactitude.

L'observation ironique et narquoise, de M. René Benjamin a, par contre, créé dans son *Gaspard* la synthèse du soldat de France. Ce gavroche vieilli, mais toujours fort en gueule qui promène du dépôt au champ de bataille et de là aux ambulances sa faconde et sa bonne humeur gouailleuse assume en lui seul, par une contribution directe, la figure et le modèle des « bons hommes » de toutes nos provinces. Il est le type national idéal. M. Alcide Ramette, lui, s'est limité délibérément au caractère silencieux, grave et volontaire des gens du Nord. En ce sens, *Au secours de la Serbie*, sans être une révélation, installe dans le roman contemporain un visage peu connu : le soldat des régions envahies. Avec un rien de malice et beaucoup de sympathie secrète, M. Valmy-Baisse a entrepris de faire connaître les modestes territoriaux. Il y a réussi sans peine et de manière spirituelle dans ses *Pépères La Victoire*.

Mais chez M. Alfred Machart, ce Poulbot littéraire, qui fait grimacer surprenants d'espiègle vérité, les mômes de la banlieue qui peuplent ses épopées faubouriennes : chez M. Francis Carco, psychologue inquiétant des gouapes et des filles, chez d'autres encore, aînés ou cadets, on ne rencontre guère qu'une dérivation, provisoire sans doute, aux préoccupations du moment par un talent nettement spécialisé. Puis la plupart de ces œuvres-là, embourbées d'argot, sous prétexte de fidélité au milieu, se situent délibérément aux confins de la littérature. On se prend à regretter que la langue française finisse par s'encanailler ou dégénérer en sabir et cède à la vulgarité d'expression et au goût pour le style grossier et trivial, comme si la justesse des nuances d'un sentiment et des états de conscience n'était pas indépendante de ces moyens de pittoresque facile. On ne peut s'empêcher de songer à certains combattants des premiers mois de guerre, heureux de promener sur les boulevards la glaise épique des tranchées soigneusement gardée aux pans de leur capote et entretenue sur leurs chaussures et qui s'enorgueillissaient, afin de mieux affirmer leur retour du front, d'opposer aux élégances une tête hirsute et des barbes de troglodytes.

En somme, en prose aussi bien qu'en poésie, des œuvres objectives et qui, descriptives ou sentimentales ne touchent qu'incidemment au bouleversement d'un monde, ne l'envisagent que par le dehors, ses côtés inédits, mais éphémères, sans répercussion profonde dans la conscience ni action immédiate sur les idées qui dirigent les individus et les peuples. Des velléités de subir l'emprise des événements et d'en noter les effets immédiats plutôt que des réalisations attestant que de la formidable commotion qui secoue notre planète peut sortir autre chose que des rectifications de frontières, et des conséquences de politique internationale. Ce serait peu vraiment s'il ne s'ensuivait une nouvelle éthique, une rénovation de l'idéal humain compromis.

III

Or, plus précise et plus significative qu'en aucune des œuvres citées déjà, voire que dans les dissertations philosophiques d'un Maeterlinck, toujours si distant et si hautain, il me semble trouver le témoignage d'une réelle inquiétude psychologique et voir se dessiner la courbe d'une évolution morale dans un livre récent : *Le grand jour* par M. Louis Lefebvre.

Il y a là, dépouillée de toutes les vaines considérations préliminaires où s'égarent d'ordinaire les spécialistes, présentée par quelques faits frappants, la preuve que la guerre peut avoir d'autres résultats que ceux que lui supposent des écrivains superficiels.

Si elle n'aboutit chez les intellectuels du front et de l'arrière qu'à des déclamations et à des effusions théâtrales, si elle ne sert qu'à enrichir prose et vers de quelques thèmes et motifs littéraires, non pas neufs, mais moins usagés, le profit ne vaut pas qu'on s'y attarde. Par ailleurs, la rude leçon d'énergie et d'exaltation qu'elle distribue généreusement au spectacle du sacrifice prodigieux des êtres attirés et broyés par elle, poussés à une sorte d'abnégation religieuse ou à un fier stoïcisme d'accoutumance devant l'impérieuse fatalité et les exigences de la Patrie serait perdue, la tourmente achevée. Disparus les protagonistes du drame, tout serait fini.

Le bénéfice moral de cette guerre consiste dans le développement durable des vertus propres à ces heures d'angoisse et de grandeur, dans un élargissement des consciences, une ascension de l'homme vers un idéal qui n'est point encore défini, mais s'écarte, peu à peu, de l'idéal particulariste, borné, terre à terre et bourgeois règlementant la vie du temps de paix. Il réside dans l'enrichissement spontané des âmes par l'expérience renouvelée et quotidienne de la souffrance, de la pitié et de la mort. Car la guerre est le triomphe momentané et barbare de la mort. Elle règne en

souveraine absolue. Elle est l'impératrice omnipotente et vorace qui engloutit chaque jour un repas d'énormes hécatombes, « qui mange tous les sous-tin morceau d'univers (1) ». Aujourd'hui, plus insatiable elle réclame un effroyable tribut d'immolations.

Un des premiers effets de ses exigences a été de conférer un prix inestimable à la vie, d'instaurer ce que Maurice Barrès a nommé « la belle et forte amitié des tranchées », c'est-à-dire, devant la communauté des risques, des périls et des dévouements, la tendresse fraternelle de tous ceux qui, paysans, ouvriers, intellectuels, artistes confondus, sentent la nécessité de s'appuyer, épaule à épaule pour le réconfort et le courage, le besoin de se sentir chaud à l'âme et de pouvoir compter sur le prochain, malgré l'exil et l'absence de plus chères affections. Réaction contre l'égoïsme.

Pourchassé de chez les soldats, l'égoïsme s'est embusqué chez le civil. Le découvrir et le traquer sous les divers masques qui le cachent, c'est à quoi tendent les histoires de M. Louis Lefebvre. Bon gré, mal gré, il le contraint à se confronter avec la mort et le résultat de ces enquêtes et de ces recherches se prononce chaque fois pour un accroissement de la notion de solidarité, en même temps que pour l'obligation, chez tout homme sincère, d'une révision totale des valeurs individuelles et sociales, de tout le mécanisme vieillot des façons traditionnelles de voir, d'agir et de penser, selon une intelligence moins formaliste, moins exclusive d'autrui.

M. Louis Lefebvre a-t-il voulu s'opposer par là à la doctrine du Nietzscheisme pratique, importée d'Allemagne et qui, sous des dehors séduisants, avait commencé de corrompre les qualités foncières de notre race et notre admirable sensibilité nationale ? Je n'en sais rien, mais cela n'est pas improbable.

En dehors du sujet qui donne à chacun de ses récits sa valeur immédiate, l'intérêt du livre repose surtout sur la confrontation collective qui s'exerce des personnages avec la hantise de la mort. Un monde en raccourci applique, dans une demi-douzaine d'exemples, par la volonté de l'auteur, l'idée de la mort à la pratique de la vie journalière. D'où une ample leçon et un clair enseignement.

Comme types sur lesquels porte l'expérience, je compte un juge (*Le Mur*), un prêtre (*Le Curé de Garoulèze*), un bourgeois est un officier (*Le Monstre*), un gendarme, un commerçant et un médecin (*L'Alerte*), sans compter les essais personnels que résume dans son testament le héros de ce dernier recueil, enfin un écrivain (*Le Maître de la Mort*).

Nulle part, en tout cas, l'idée ne prend plus de relief ou la démonstration plus de force que dans une des nouvelles les plus courtes. *Le Maître de la Mort* un pur produit du temps de guerre. [illegible] met en action les deux aspects du conflit [illegible] que de demain. Face à face, il dresse un de ceux qui ont souffert des combats et s'en revient [illegible] mutilés et grandis et un jouisseur qui n'a [illegible] connaître d'une époque douloureuse aux corps [illegible] aux âmes que les gênes provisoires, le dérangement de ses aises, et l'ennui mesquin des restrictions. Entre ces deux hommes, l'un l'abnégation et l'autre, incarnation du voluptueux, il y a le terrain propre à éclatander un système de conciliation. L'auteur n'y a même point esquissé une théorie. Il laisse au lecteur le soin d'élaborer la discipline que comporte telle situation. Il lui suffit de souligner le cas avec une rare sobriété, une cruauté d'ironie qui ne laisse aucun doute sur la solution qu'il adopte : le mépris.

Chacun de ces récits cependant comporte, [illegible] ou non, une moralité. Il n'est même là que pour cela, prétexte à l'exposé, sinon aux commentaires, d'idées nobles et généreuses, d'une philosophie de sagesse et de droiture. Le contraire étonnerait de M. Louis Lefebvre qui s'est toujours montré dans ses romans un idéologue convaincu et persuasif. Mais une conclusion générale se dégage du livre entier et complète chaque cas par une précision d'ensemble. L'importance et l'étendue données au *Maître de la Mort*, le choix du personnage principal, la scène où il évolue, la tranchée même, l'instant où il se situe spontanément, et jusqu'à la place même qu'occupe ce récit dans le volume lui confèrent une autorité significative. Dans la pensée de l'auteur sans doute, il ramasse et synthétise les conclusions éparses des autres récits et leur assigne une ample portée.

Faut-il lire un fragment d'autobiographie dans l'aventure de cet intellectuel qui revient des confins de la douleur et de l'épreuve afin de scruter l'ombre énigmatique du destin et interroger le redoutable inconnu où il pressent, par de-là les œuvres de la mort une puissance supérieure, capable d'acheminer, à travers le doute et la méditation, un cœur consentant vers de radieuses certitudes ? Ce serait bien mal interpréter du moins les secrets symboles de ces nouvelles que d'y voir simplement une soumission aveugle à l'antique et inéluctable fatalité. Au contraire, le sentiment des devoirs de l'homme et de ses responsabilités devant la vie, qui devient aujourd'hui d'une telle gravité, fait la nouveauté singulièrement prenante et haute de ce livre où l'ironie discrète et l'intention philosophique se tempèrent d'un pathétique essentiel que

(1) SAINT-POL ROUX. *La Dame à la Faulx.*

l'auteur modère tant qu'il peut en faveur de la thèse. Car ce sont les idées qui, avant tout, importent dans le *Grand Jour*. Et peut-être, par de-là le bel idéal de régénérescence française qu'il laisse entrevoir, faut-il entendre une élévation plus altière, un essor d'intelligence de l'auteur pour atteindre au bien plus stable de la croyance.

Il ne semble pas que pareil livre dans sa conception, dans son ordonnancement et les révélations spirituelles dont il est chargé était possible avant ces trois dernières années.

Parmi les directions sans envergure et les tendances contradictoires de la littérature qui se fait, par la collaboration des participants et des spectateurs de la grande misère physique et morale de ce temps, le résultat ne serait-il pas absolument au niveau des intentions, qu'il suffirait quand même à sortir ce livre là de la platitude ambiante. Il projette, en effet, au monde une de ces petites lueurs qui trouent l'obscurité du mystère et qui font une clarté de bon espoir sur le crépuscule.

LÉON BOCQUET

L'AME DES HÉROS (1)

Ma chère Léo,

« J'ai reçu ta lettre, ta bonne lettre d'amie fidèle qui a su ne pas m'en vouloir d'un silence de trois mois, les trois mois, qu'aura duré mon bonheur !... Trois mois de vaillante et brûlante espérance !... Trois mois d'idéale félicité, coupée de cruels et rapides moments d'angoisse !

« L'avant dernier de tes mots — car nous en étions venues, je me demande comment, à n'échanger que des mots — je l'ai retrouvé parmi les feuilles couvertes de la chère écriture qui m'apportaient chaque jour, à travers les mille nuances de sa riche pensée, les détails de sa vie de soldat et l'expression sans cesse renouvelée de sa précieuse, délicieuse, courageuse tendresse...

« Ce mot contenait simplement tes vœux à la fiancée. Tu vois pourtant qu'il était à l'honneur. C'est que, si bref fût-il, comparé aux nombreuses lettres que nous avions échangées pendant les années qui suivirent notre sortie de pension, j'y avais senti cette sincérité de ton et cette faculté de comprendre totalement ma pensée en l'élevant à ta propre hauteur qui m'avait, sans que je m'en doutasse, liée à toi d'estime et d'admiration.

« Car je ne t'avais jamais dit, mais je m'étais souvent dit à moi-même, dès ce temps de jeunesse et malgré beaucoup d'inconscience, que ton amitié avait du prix pour moi. En tout tu me dépassais. Tu étais réfléchie : ton jugement portait droit et seulement sur les choses qui en valaient la peine. Tu avais l'âme ouverte aux grandes idées, un tour d'esprit original, un cœur aimable bien que singulièrement indépendant.

« Avec un esprit paresseux j'étais d'âme faible et de cœur indécis. Nos goûts, sur nombre de points, différaient... Par quel mystère étions-nous donc « amies » au sens le plus sincère du mot, et nous plaisions-nous tant ensemble ?...

« Peut-être avais-je en moi quelque chose de meilleur que moi et que des natures d'une certaine trempe et d'une certaine qualité étaient capables de sentir et de discerner mieux que moi-même. Je le croirais aujourd'hui... J'ai commencé à le penser du jour où celui qui voulut être mon fiancé, qui se faisait une joie de devenir mon compagnon de toute la vie, vint à moi.

« Je m'explique ainsi son choix et sa volonté ardente de me faire heureuse et privilégiée entre toutes.

« C'est lui qui devait me découvrir à moi-même.

« Sans lui, sans toi, je crois bien que je serais restée une médiocre toute ma vie... Ou, si cette insignifiance à un moment donné, m'eût pesé, j'eusse été capable d'en sortir par quelque caprice désordonné qui m'eût classée dans la catégorie dangereuse des détraquées.

« Cette franchise d'aujourd'hui, cette clairvoyance sur mon compte, c'est à la lumière de ce qu'il fut pour moi que je les ai gagnées... Ce sont mes armes de combat... ma sauvegarde dans l'avenir... dans l'avenir où je ne m'appartiens plus, où j'appartiens à son souvenir plus absolument peut-être que je ne lui eusse appartenu, lui vivant, dans la réalité trop souvent décevante...

« Si j'ai mis du temps à revenir à toi, tu es pourtant la seule autre que *lui* qui fut dans ma pensée depuis que *lui* n'est plus... Tu es la seule à qui je puis tout dire et qui me comprendra. Tu es la première à laquelle je trouve le courage d'écrire et à laquelle je peux écrire longuement sans trop souffrir par le souci de déguiser ce qu'est au vrai mon chagrin, sans craindre surtout de *lui* faire du tort à *lui-même*, de ce que je te livre de mon intime et douloureux bonheur.

« A toi au moins je puis exprimer la nature de ma peine sans t'étonner, ni te scandaliser, sans me faire taxer d'étrangeté, presque d'indifférence... Les siens, les miens sont tellement loin de ce que nous étions l'un pour l'autre... tellement

(1) Voir la *Revue Bleue* du 16-17 février 1917.

incapables de concevoir la subtilité et l'ardeur à la fois du sentiment qui nous hait !...

« Oui, tu comprendras, toi, que ma peine d'aujourd'hui est une peine dont on vit, dont on doit vivre en s'exaltant de soi-même et non une peine dont on languit, une peine dont on meurt !... Tu comprendras quel foyer de forces latentes, quelle ardeur de volonté spirituelle, sont venus enrichir l'indigente que j'étais ! Et ta philosophie d'observatrice déliée qui aime à se pencher sur les profondeurs de l'âme, par moi s'enrichira à son tour d'une double expérience.

« Tous ceux que l'aveugle et stupide folie d'un seul envoie à la mort par milliers chaque jour, pour tous sont des héros. Tous cependant n'ont pas la même valeur. Il en est qu'une telle mort glorifie, dont la vie eût été un long crime, une misérable fatalité, un opprobre même... mais il en est qui, entre tous, étaient en tout des privilégiés... de ceux-là, le sacrifice volontaire dépasse le plus constant effort de sainteté, l'endurance surhumaine des martyrs.

« Comment te dirai-je ce qui se passe en moi en ce moment où, après avoir eu tout ce que je n'espérais pas, tout ce qui dépassait les rêves les plus exaltés que nous avions pu autrefois faire ensemble, et les plus audacieux désirs de mon cœur de vingt ans, tout, brusquement, me manque !...

« J'assiste avec un étonnement sans mesure à l'étrange spectacle que je me donne.

« On m'eût prédit, il y a une année seulement, quand tout paraissait dans l'ordre, que ces choses arriveraient, je me serais vue mourant de douleur ou révoltée avec furie !... Je suis calme profondément... heureuse comme si une bénédiction, sous forme de rosée céleste, fût descendue en moi, eût éteint les ardeurs de mon âme comme autant de scories destinées à être consumées, et permis ainsi au rayonnement d'une vie intérieure que je ne soupçonnais pas, de se dégager pour m'emplir, me soulever, me faire pénétrer soudain au sein d'un monde de réalités nouvelles...

« Tu te souviens peut-être de ce qui fut pour moi l'événement le plus saillant de ma vie, entre onze et dix-huit ans ?... N'as-tu pas assisté à une première et douloureuse métamorphose que je subis alors, et après laquelle il semble bien que j'aie déjà changé d'âme... N'est-ce pas, j'étais gaie, insouciante, et par moment, au milieu des autres, quelque peu déchaînée ?

« J'avais cependant un père plutôt sévère, mais avec cela soucieux de moi à l'extrême. Bien qu'après la mort de ma mère il m'eût confiée à ma grand'mère et à celle de mes tantes qui vivait auprès d'elle, j'étais son enfant chérie. Sans enfant très sûrement, j'en avais pleuré sur parfois. Et à cause de cela les effusions d'une tendresse plus encline à se manifester par de discrètes assurances que par des actes réfléchis ne me manquaient pas trop.

« Plus encore peut-être depuis que j'étais en pension j'avais des marques incessantes et multipliées de cette sollicitude toujours en éveil. Je sentais tout ce qu'il y avait de ferme et d'excellent pour moi dans cet appui sans réserve : et, c'est pourquoi, en pleine sécurité, je lâchais la bride à tous mes élans et à mes instincts tous.

« Mon père se remaria.

« Je ne tardai pas à m'apercevoir que sa sollicitude demeurait ponctuelle au même degré, son souci de moi exact au même point. Mais, quelque chose que je ne pouvais définir et sur quoi j'avais jusque-là compté, me faisait défaut tout d'un coup et totalement.

« Certes, je saurais mieux dire aujourd'hui la nature de la peine que j'éprouvais alors.

« Mon égoïsme de fillette s'accommodait fort bien d'une affection absolue, entière, unique... et qui, quoique virile et austère, me semblait acquise à jamais. Cette certitude que j'avais un père qui n'avait pas d'autre enfant que moi et personne au monde à aimer comme moi, satisfaisait ce vague instinct d'accaparement qui sommeille au fond de toutes nos affections. Cet instinct que l'être humain apporte avec soi en naissant est un élément de souffrance toujours présent et dans toute vie, même quand il est courageusement combattu. On dirait qu'il est une condition essentielle de notre vitalité... et d'ailleurs, n'en est-il pas une ?... C'est la loi de l'être de chercher « sa complémentaire », loi de souffrance pour lui, loi de persistance et de propagation pour l'espèce.

« Or, une femme, une étrangère était entrée brusquement dans ma vie, à laquelle mon père déléguait une partie de ses droits sur moi : à laquelle il s'en remettait de quelques-uns des soins dont il m'avait uniquement entourée jusque-là...

« Cela me parut monstrueux. J'entrai en révolte contre cette inconnue. Je devins renfermée, taciturne, mais non raisonnable... Nul désormais ne vint à bout de moi, si ce n'est toi...

« Avais-tu compris ?... Jamais, pourtant je ne t'avais confié un mot de mon chagrin. J'y sentais une humiliation et, fièrement, je cachai alors du mieux que je pus ce qui m'était arrivé, ce que, par une bizarre conception de mon jeune cerveau, je considérais comme une sorte de tare.

« Ensuite j'ai compris que le malheur pour moi n'était pas dans le fait de subir la remplaçante,

mais dans la fatalité qui avait voulu que je perdisse celle dont désormais cette étrangère tenait la place.

« Après ma sortie de pension, il fut décidé que je vivrais la moitié de l'année chez mon père, l'autre chez ma grand' mère. Je subis deux ans ce régime ; puis, je me décidai, en dépit des objurgations paternelles à chercher quelques leçons, un peu dans le but de m'occuper, mais surtout afin de conquérir ce qui me semblait un bien de plus en plus désirable : l'indépendance.

« Ma tante donnait des leçons de chant : elle me procura plus facilement que je ne l'aurais espéré un certain nombre de leçons de piano. Le hasard de l'une de ces leçons me fit retrouver une famille d'excellents amis connus aux colonies et perdus de vue par mon père depuis la mort de ma mère.

« Les deux filles aînées, plus âgées que moi, étaient mariées en Cochinchine. Il restait une toute jeune sœur, et Denis, exactement de mon âge : vingt-six ans l'un et l'autre à la Noël prochaine !... J'appris qu'il avait été mon compagnon de jeu pendant des années, alors que nous habitions Saïgon. Nous avouâmes ne nous en souvenir ni l'un ni l'autre... de sorte que je ne saurais dire pour quelle part fut ce lien d'autrefois dans l'attrait que nous devions éprouver l'un pour l'autre. Cet attrait même, dans toute son étendue, dans toute sa puissance secrète, ce fut la cruelle séparation qui nous le révéla.

« Comme tant d'autres, comme tous les autres, il partit... Il m'écrivit. Ainsi, dans l'affreuse tourmente, nous en vînmes à échanger quotidiennement nos pensées. Et nous les sentîmes si proches, tellement pareilles, que ce fut une révélation.

« Quelques lignes d'abord... puis des lettres plus longues... Mes premières réponses, j'en eus le sentiment depuis, furent banales et quelconques. Les événements m'avaient saisie, bouleversée, comme tant d'autres ; mais il ne me semblait pas qu'ils dussent faire sortir de moi autre chose que des craintes communes, avec l'âpre souci pourtant de prendre personnellement ma part dans l'œuvre de soutien, de guérison, qui était notre lot à nous autres femmes.

« Denis était parti comme beaucoup, fièrement, avec la certitude de vaincre dans les yeux. Il réalisait tout à coup un désir contrarié par les siens. Il eût voulu être militaire. Il était ingénieur et sous-directeur d'usine chez son père.

« Non blessé, mais recru après la pénible retraite de la fin d'Août et la soudaine offensive de la Marne, il avait dû passer des semaines à l'hôpital. Il revint quelques jours parmi les siens. Je le revis... J'avais devant moi un autre homme, un homme qui s'était surpassé et qui était sûr de se maintenir à la hauteur où la souffrance, l'ardeur de vaincre, la volonté de s'immoler, dominaient toutes choses.

« C'est de cet homme, sorte de Christ déjà en dehors de l'humanité, que je reçus un aveu... Il m'aimait !... Et son amour, disait-il, décuplait ses énergies, donnait un but à sa volonté de vaincre et à son sacrifice consenti...

« Toute insignifiante, toute médiocre que j'étais un peu étrange seulement du malaise installé dans ma vie et qui de bonne heure m'avait fait retomber sur moi-même, il m'aimait ! !...

« Et cet amour, dont l'aveu dans sa bouche prenait une signification presque mystique, me troubla immensément... et, je puis le dire, dès cet instant me fit autre...

« Il m'aimait !.... Et, si attachée que je fusse aux principes de mon éducation, toute écrasée que je dusse être de la volonté paternelle, du dédain de l'autre épouse, j'eusse été à lui s'il me l'eût demandé !

« Non, il m'aimait !... De ce jour, si j'y consentais, je serais sa fiancée. Et, au retour, dans le rayonnement de la victoire, je serais celle qu'il aurait choisie pour en partager le superbe bonheur et le glorieux prestige.

« Dès qu'il fût reparti, je compris que ma vie désormais n'était plus en moi... elle était en lui !..: Tout mon être, le peu que j'étais, le peu que je valais, s'était dissipé !... Il ne me restait de moi que la volonté de n'être pas indigne et de m'élever à la hauteur d'où rayonnait sur lui tant de lumière et si pure !... Avant que la mort ne consacrât son noble front, cet homme était un héros.

« Je l'aimais comme un Dieu !

« Hélas !..: j'écris... j'écris... Je laisse ma plume suivre à l'aveugle le mouvement de ma pensée... Je laisse déborder de moi tout ce que je ressens, tout ce que je conçois d'étrange, de nouveau... Et je me dis toutefois que c'est bien tardivement que je viens te donner mille détails que j'avais négligé de te faire connaître.

« Je ne crois pas pourtant que tu m'en veuilles. L'année que nous venons de vivre, pour personne ne ressemblera aux années vécues jusqu'ici. Les événements se sont précipités en un tourbillon si imprévu d'incertitudes et de douleurs qu'il n'en est point parmi nous qui ne se soit écarté plus ou moins de la route normalement suivie jusque-là. Chacun de ceux qui auront vécu les heures néfastes de cet immense cataclysme, croira avoir vécu deux vies et, entre les deux, quelque cauchemar d'enfer.

« Mais pour moi, je ne garderai le souvenir que d'un rêve de félicité, rêve d'un temps bien court où, à travers la tourmente, je fus initiée aux plus pures et aux plus ardentes joies de l'amour. Toute femme qui a eu de telles heures dans sa vie a senti dès ce monde le frisson du divin...

« Parce que j'ai éprouvé cette ardeur, parce que j'ai senti ce souffle me consumer ineffablement, je considère mon existence propre comme terminée....

« Pourtant, il me reste de la jeunesse, des forces, et des jours à passer sur la terre... Et je suis la gardienne, comme d'un dépôt sacré, de l'empreinte lumineuse qu'une telle élévation de pensée, qu'une telle mort doit perpétuer parmi les vivants.

« Oui, il est mort, en me laissant une part inappréciable et inattaquable de bonheur parfait, mais aussi, me semble-t-il, en me léguant un devoir.

« Si tu m'approuves, comme je le crois, dans la manière dont je comprends, humble et fervente, la tâche qu'une volonté saintement respectée m'impose dans l'avenir, tu me viendras en aide, je compte sur ton secours.

« J'ai sous les yeux une de ses dernières lettres, de ses lettres relues et pieusement méditées au cours de chaque journée. Je la transcris ici. Elle te donnera la plus claire lumière sur ce qu'il fut, et te permettra de pénétrer mieux mon état d'esprit présent.

... « Ne tremble pas pour moi, Rose Marie, ma « très chère fiancée, je ne mourrai pas. Je crois « très fermement que jusqu'au bout je serai épar- « gné... Ton souvenir, je l'avoue, me rend quel- « quefois téméraire. Il faut bien, n'est-ce pas, « que pour nous deux, je me montre à hauteur « de ma tâche !... Mais ta pensée me garde, elle « est, dans la mêlée, sous la grêle de fer et de « feu, dont, selon le terme consacré, on nous « « arrose » abondamment depuis quelques jours, « du matin au soir et du soir au matin, mon in- « visible et vivant bouclier.

« Si pourtant, comme tant d'autres, je tombais « pour ne plus me relever, si je devais demeurer « enseveli sur place dans ce coin de terre, notre « abri, notre force, et la raison aussi de notre « sacrifice, ne verse pas de larmes... ma bien- « aimée.... Réjouis-toi. Ma vie aura été si belle, « illuminée par notre amour si grand, que je « m'endormirai comblé de joie pour mon rêve « éternel. Mais toi, mon exquise, ma douce, ma « si douce aimée, sache ne pas m'en vouloir de « t'avoir trop tôt, et après tant d'espérance, mal- « gré moi délaissée !... Ne songe après moi qu'à « ton devoir dans la vie... Il est clair ce devoir... « La France aura besoin des moindres forces qui « seront encore en elle après l'effroyable boule- « versement, l'immense et douloureuse héca- « tombe. Et la force d'un pays est dans le nombre « autant que dans la qualité de ses enfants !

« N'oublie pas que je suis mort pour que notre « France vive ! Notre France, la beauté, la liberté « du monde !... Rose Marie, ma douce, ma tant « douce fiancée, s'il en est un, plus tard, sur ton « chemin qui se mette à t'aimer et qui soit digne « de toi, fonde avec lui une famille, et crois, oh ! « crois de toutes tes forces que l'âme de ton ami « perdu, de toutes ses forces, cherchera à renaître « dans l'âme de tes enfants !... C'est là ma volonté « dernière... Mais, souris, chère aimée, souris et « rassure-toi. Je suis en vie... bien portant... « prêt à « bien faire »... et muni du double talis- « man qui m'a si heureusement préservé jusqu'ici « de ton image en mon esprit, de tes chères let- « tres sur mon cœur. »

« Et voilà... Il est mort !... Et moi, de cet amour, de cet amour qui ne saurait mourir, je dois, je veux faire une aumône !...

« Pourrai-je jamais souffrir cependant qu'un autre, un jour, se « mette à m'aimer »... Quel rapport peut-il y avoir entre celui qui sut faire rayonner tant de joie dans mon âme, et me donner par la force de son amour ce sentiment d'une douceur infiniment pénétrante qui subtilise tout désir imparfait, et n'importe quel homme au monde désormais ?

« Alors !... alors !... Ah ! ne juge pas trop vite... réfléchis avant de te prononcer... alors, toute emplie du souci de me conformer à ce qui fut sa volonté dernière, j'ai conçu un moyen, j'ai pris une décision.

« J'épouserai... oui, j'épouserai une victime de l'affreuse guerre !... et parmi ces victimes... un aveugle... un homme qui ne me connaîtra jamais avec ses yeux... dont j'ignorerai moi-même le regard. Un rideau, comme il se doit, quelle que soit l'étroitesse du lien qui devra fatalement nous unir, se trouvera ainsi tiré à jamais entre nous !... Et le divin regard de l'homme aimé animera pour moi ce visage sans regard... Et à celui-là je donnerai le meilleur de mon dévouement, et toute ma fidélité dans le sacrifice voulu et accompli !...

« Et mes fils auront les yeux, l'âme douce et le vaillant cœur de celui qui, tous les jours de ma vie, sera vivant, et entrera dans la délibération du moindre de mes actes... ainsi en me conformant à sa dernière volonté je me garde moralement à lui, vaillante par lui, inspirée de lui par delà le tombeau...

« Je me réserve le droit de songer uniquement

à eu, jusqu'à ce que les circonstances d'elles-mêmes viennent favoriser l'accomplissement de mon dessein. Je ne veux ni reculer, ni hâter la troublante échéance... Pourtant à toi, qui as vu de plus près et suivi tant de maux, dont souffriront toute leur vie ceux à qui fut confiée la mission héroïque et sanglante d'être nos défenseurs, je dis : « Viens à mon aide, j'ai des forces et une volonté qui se sent capable d'agir sans défaillance... Vois ce que d'un malheureux je puis attendre en échange. »

« Par l'amour d'une pureté toute lumineuse que je porte en moi, je serai fidèlement sa lumière et son soutien... Par tous ceux qui sont morts pour que la France vive, puissent toutes les amours ainsi brutalement tranchées dans leur premier et pur élan, engendrer dans tes cœurs, haute et persistante, la volonté du sacrifice dans l'amour persistant !...

« Je t'ai écrit tout ceci, entraîné par le souci de m'engager en quelque sorte plus étroitement avec moi-même... Mais, tu sens, n'est-ce pas, tout ce qu'il peut y avoir de terrible dans l'accomplissement de mon vœu, et quelle réserve de forces je devrai trouver en moi quand l'heure fatale sonnera.

« Il me faut ton appui, ton aide, et, au besoin, ton secours jusque là et après. Car tu devines sans peine que je ne trouverai autour de moi que blâme dédaigneux, ou violente désapprobation.

« Songe à moi beaucoup, viens à moi souvent. Il y a tant de misère dans ce que je veux appeler « mon bonheur »... mon étrange bonheur, fait d'un rêve si brusquement et si tragiquement brisé.

« En échange, crois-moi tienne toujours aussi affectueusement, aussi sincèrement qu'autrefois.

« Ton amie, ROSE-MARIE. »

ROSE-MARIE.

JULIEN RUYNÉ.

JOURNAL DE L'ARRIÈRE

CONVERSATIONS DU JOUR DE L'AN.

Quatrième jour de l'an de guerre. Comme il semble loin le temps où cette époque de l'année avait le droit de sentir le chocolat, la dinde truffée, le pâté de foie gras et la rose de Nice, où le monde insouciant acceptait la corvée traditionnelle des étrennes et des visites en considération des rires d'enfants qui résonnaient dans tous les pays de la vieille Europe où règnent le « Petit Noël » et le « Père Étrenne » ! Comme il semble loin le temps où l'on savait danser !

Et pourtant, Paris était si prodigieusement animé ces jours-ci, il y avait tant de monde sur les boulevards et dans les grands magasins qu'avant l'heure du moins où l'ombre enveloppe les rues on pouvait presque croire que rien n'était changé. Cette foule qui emplissait les restaurants, les cafés, les boutiques, les cinémas, les théâtres, de quoi était-elle faite ? Paris, capitale continentale de l'Entente, est le lieu de détente de tous les permissionnaires de toutes les armées alliées, l'asile de tous les réfugiés qui ont encore quelque argent ; peut-être, aussi, les Parisiens, qui ont toujours eu une singulière pudeur de leurs chagrins et de leurs ennuis, surtout de leurs ennuis d'argent, ont-ils mis inconsciemment une sorte de coquetterie à reprendre leurs habitudes, comme s'il n'y avait pas la guerre ou comme si elle devait durer toujours... La vie continue, rien d'essentiel n'est changé ; les enfants, ceux qui se souviennent à peine du temps où il n'y avait pas la guerre n'ont pas désappris le rire, et de même les très jeunes soldats, ceux qui, dès qu'ils ont quitté l'horreur des tranchées, considèrent encore la guerre à la manière des ancêtres, comme un jeu noble et dangereux, donnant droit à la faveur des femmes.

Mais, tout de même, le cœur n'y est pas et ce sont de tristes fêtes que les fêtes de ce temps de deuil et d'inquiétudes. On répète automatiquement les gestes d'autrefois, mais c'est précisément en les faisant qu'on s'aperçoit que l'esprit d'autrefois est une chose morte...

Cette année, comme toutes les autres années, je suis allé rendre visite à de vieux amis qui ont conservé pieusement les anciens usages. Et j'y ai vu ce qui se cachait sous cet air de fête qui n'est que le masque stoïque de Paris.

C'était jadis une heureuse, une joyeuse maison où le jour de l'an était fêté avec un joli cérémonial un peu démodé. Les enfants et les petits-enfants, des neveux, des nièces, des cousins et jusqu'aux vieilles filles pauvres et un peu ridicules qui sont l'accessoire indispensable des familles nombreuses se réunissaient invariablement ce jour-là autour des vieux époux dont la fortune, la bienveillance et la dignité de vie ont fait les chefs de la famille. Dans le grand salon confortable et ouaté de ce vieil appartement qui, en plein Paris, a tout le calme, tout le silence et même l'odeur un peu moisie des maisons de province, c'était un défilé ininterrompu de parents et d'amis ; le soir, on tenait table ouverte et jadis du temps où dans la maison, il y avait encore des jeunes filles, on roulait les tapis et l'on dansait...

L'ouragan de la guerre a passé sur cette famille comme sur toutes les familles françaises. Deux de ces beaux jeunes gens que j'avais vus si joyeux de partir il y a deux ans sont morts et l'on tremble tous les jours pour ceux qui sont encore aux armées. L'an dernier, les deuils étaient si récents que j'avais trouvé la porte fermée. J'y suis retourné cette année. Là aussi la vie a repris. Le décor n'avait pas changé. Dès la vaste antichambre, un peu sombre, je retrouvais cette douce atmosphère de confort ancien, discret, habituel qui faisait le charme de certains intérieurs parisiens d'autrefois, avant le règne du blanc partout. Il y avait beaucoup de monde autour du fauteuil de la vieille dame, et, dans une pièce voisine, on entendait la rumeur joyeuse des jeux d'enfants. Les tables étaient encombrées de fleurs et de sacs de bonbons. C'était un joli décor de fête, mais là aussi le cœur n'y était pas. Il y avait trop de robes de deuil dans le salon illuminé, et, comme je le félicitais de cette joie enfantine dont on percevait les échos, mon vieil ami me dit avec un sourire navré : « Ils font un peu trop de bruit, c'est vrai. Mais, que voulez-vous, nous sommes sans force. Nous ne vivons plus que pour eux. Entre eux et nous, les vieux, il y a les générations sacrifiées, il y a nos morts. Parce que ces enfants vivent et qu'ils savent encore rire, nous pouvons nous dire qu'un jour viendra où il y aura encore du bonheur dans le monde. »

Quelqu'un s'approcha de nous. Un monsieur vieillissant, grisonnant, un peu voûté sous l'uniforme inhabituel d'officier d'administration. « Vous ne connaissez pas M. Leverdier ? dit le maître de la maison. Et, en effet, je n'avais pas reconnu, au premier abord, ce Parisien élégant, mondain, aimable et spirituel, tant il avait vieilli. Il n'était plus élégant du tout dans cette tunique bleue horizon qui semble faite pour de jeunes hommes alertes à l'assaut. On eut dit un vieux chef de bureau déguisé en militaire. Il sourit un peu tristement à mes excuses et, répondant à ce que nous disions : « Les petits, dit-il, oui, les tout petits, découvriront sans doute qu'il y a encore du bonheur possible en ce monde. Mais ceux qui sont déjà assez grands pour avoir vu ce que c'est que la guerre, même de loin... Je ne sais. Avez-vous remarqué comme les enfants de quinze ans sont d'une étonnante gravité ? »

— C'est vrai, répondis-je, on dirait qu'ils ont déjà conscience de la formidable tâche qui va peser sur leurs épaules. Mais leurs aînés immédiats, ceux qui font cette guerre, en avaient déjà l'obscure prescience ; il semblait qu'ils fussent avertis. Souvenez-vous de cette espèce d'émeute de la jeunesse qui précéda immédiatement la guerre. Avec quelle âpreté elle reprochait à ses maîtres de l'avoir insuffisamment préparée aux rudes [illegible] de demain !

— Elle était, peut-être, un peu injuste.

— Qu'importe. C'est son opinion qui pèsera de poids le plus lourd dans la direction des affaires publiques.

— Je n'en suis pas sûr. La guerre a duré trop longtemps. Ceux qui en reviendront n'auront soif que de repos. Et cependant ce qui est certain, c'est que, quant à nous, quant aux hommes qui avaient cinquante ans, ou même quarante ans en 1914, leur temps est fini. Dans le monde nouveau qui s'organise, ils ne seront plus que les survivants ou peu ridicules d'un régime disparu. Je crois que bientôt tout ce que nous avons aimé, tout ce pourquoi nous avons vécu paraîtra [illegible] un peu puéril. Les raffinements de l'art hardi et un peu décadent de la fin du XIXe et du commencement du XXe siècles, les spéculations désintéressées, les curiosités esthétiques, l'humanitarisme verbal et tout ce joli scepticisme, toute cette délicate sensualité, tout ce que nous avions conservé de l'ancienne politesse ne seront plus que des choses lointaines et démodées dans une rude humanité qui ne songera plus qu'à sa vie matérielle. Fabriquer, vendre, gagner de l'argent, tout le reste ne sera plus considéré que comme de vaines chimères, et notre seule revanche sera de dire à ces enfants ce que Talleyrand vieilli disait vers la fin de sa longue carrière : ceux qui n'ont pas vécu de mon temps ne sauront jamais ce que c'est que le plaisir de vivre. »

— Le plaisir de vivre !...

— Mais oui. Souvenez-vous. Nous avons su ce que c'était que le plaisir de vivre. Vous verrez qu'avec un peu de recul les quelques années qui précédèrent immédiatement la guerre apparaîtront comme des années exceptionnellement brillantes, comme des années de fête. Le tango, les ballets russes, les charmantes folies de l'art nouveau, la passion du théâtre, — comme c'est loin tout cela ! De cette atmosphère de l'avant-guerre, il ne nous reste, en guise de souvenir, que quelques scandales. En ce temps-là, l'individu comptait pour quelque chose : aujourd'hui, comme dit un personnage du beau et triste roman de M. René Boylesve, il n'est plus rien. Nous sommes tous entraînés par une immense houle qui nous porte, Dieu sait où.

— Le calme reviendra et, si nous avons la victoire, une vraie victoire !...

— Si nous n'avions pas la victoire, la vie nous serait intolérable.

— Assurément, mais si nous avons la victoire,

les forces mystérieuses de la vie agiront avec une si merveilleuse intensité qu'il suffira de quelques années pour réparer tous ces désastres. Il y aura encore de beaux jours !

Oui, mais si différents de ceux où nous avons vécu, que nous aurons toutes les peines du monde à y trouver notre place. Nous ne sommes plus rien. Tenez. Un de mes amis, fort répandu dans les milieux socialistes, m'a raconté une conversation qu'il a eue peu de temps avant la révolution russe avec un des hommes qui détiennent en ce moment le pouvoir à Petrograd. Le révolutionnaire, alors proscrit, exposait ses idées, ses rêves, sa conception de la société future : nationalisation des terres, des usines, suppression de la propriété privée, de l'héritage, de la bourgeoisie. Et, comme mon ami exprimait la crainte que dans cet immense bouleversement, tout l'acquis des siècles, l'art, la science, la civilisation tout entière ne disparût, le russe répondit avec simplicité : que nous importe ? En quoi cette civilisation intéresse-t-elle un moujik ? La civilisation, c'est la propriété de quelque cent mille privilégiés. Il sera temps d'y songer quand la masse du peuple en éprouvera le besoin. » « J'ai bien peur qu'à quelques nuances près cette conception ne devienne celle de toutes les démocraties d'Europe. On a tant demandé aux peuples, les classes dirigeantes se sont montrées si souvent au-dessous de leur tâche que partout il faudra tenir compte et très largement des revendications ouvrières et paysannes : or les paysans et les ouvriers n'ont que bien peu de soucis de ce que nous appelons la civilisation. Ils veulent jouir de la vie et n'ont cure de nos raffinements ni de nos curiosités. Quelques années après la guerre, peut-être bien que tout ce que nous avons aimé, tout ce qui nous paraissait si important ne sera plus aux yeux de nos enfants que la grâce désuète et puérile d'un monde aboli, quelque chose comme les perruques poudrées, les culottes de soie et la politesse fleurie des survivants de l'ancien régime qu'on vit réapparaître en France sous la Restauration.

Vous avez peut-être raison, dit le maître du logis, mais qu'importe ce qu'il adviendra de nous si ces enfants n'ont pas à nous maudire pour avoir gaspillé leur héritage... ? Nous ne sommes plus rien. »

C'est ainsi que l'on causait pendant cette soirée du jour de l'an 1918, tandis que Paris, reprenant malgré tout ses habitudes traditionnelles, paraissait en fête...

Rentrée des Chambres.

Après quelques jours de vacances, le Parlement a repris ses séances. Au Palais-Bourbon, dans la salle des pas perdus, il y a foule. Une foule affairée, presque joyeuse. On serre des mains, on échange des sourires ; députés, anciens députés, journalistes, fonctionnaires parlementaires et politiques, on se retrouve entre camarades avec un plaisir qui n'a rien de joué. Cet antre des querelles, en effet, est aussi l'asile de la camaraderie, et, pour peu qu'on y fréquente, on a vite fait de s'apercevoir de ce que la plupart de ces querelles ont de conventionnel et de verbal.

La Chambre, c'est un club, et, de tous les clubs, celui auquel on demeure le plus fidèle. Ceux-là même qui y vivent et qui en vivent ont coutume d'en médire. Ce sont généralement les députés eux-mêmes qui répandent les anecdotes dont s'alimente la fronde anti-parlementaire. Ils n'osent pas montrer qu'ils ont l'esprit de corps. « Milieu intellectuel très inférieur, disent-ils. Cette Chambre est exceptionnellement médiocre ; elle a une psychologie de réunion publique ; une majorité de bavards empêche les gens sérieux de travailler »... Que ne disent-ils pas ? Mais ce milieu les tient par sa vulgarité même. Il y a dans les natures les plus fines, dès qu'elles ont été séduites par la combativité politique, un certain besoin de vulgarité. On voit d'anciens députés qui n'ont plus aucune chance de retrouver un mandat y revenir éternellement, comme s'il ne pouvaient se passer de l'atmosphère du temple dans lequel ils ont vécu. Cette salle des pas perdus, c'est leur maison, une petite patrie dans la grande ; n'est-ce pas le forum de la démocratie française ?

Un forum un peu confiné en tous cas, où tous les bruits, où toutes les passions du dehors arrivent étrangement déformés par une optique particulière, l'optique des partis et aussi l'optique professionnelle. On y juge un discours, une attitude, une manœuvre de couloir, voire même un projet de loi ou un rapport non pas au point de vue de sa valeur ou de ses effets politiques, mais au point de vue de ses effets purement parlementaires, au point de vue professionnel, au point de vue de l'Art. Dans le drame ou la comédie parlementaire, chaque député est à la fois acteur et spectateur. Il juge les « vedettes » en connaisseur. « Un discours a quelquefois modifié mon opinion, mon vote, jamais », disait un parlementaire anglais ; sur cette assemblée de Français, le prestige de l'art oratoire est tel qu'il est bien possible que dans certain cas, grâce à la délimitation de plus en plus incertaine des groupes et des partis, un discours ait déterminé un vote, sauvé ou condamné un ministère. Car, quels que soient les défauts de cette Chambre, elle a ceci à son actif qu'elle est, malgré tout, sensible au talent, dans

quelque parti qu'il se manifeste. Le jour où M. Maurice Barrès, pris à partie par M. Sembat, prononça impromptu son réquisitoire contre M. Malvy, en apparence, il avait contre lui la majorité de l'assemblée. L'extrême gauche hurlante, déchaînée, hachait son discours d'interruptions et de huées. Très calme, très maître de lui, tenant bien en main tous ses arguments, qu'il avait mis en ordre le matin même, dans un vigoureux article de l'*Echo de Paris*, il tenait magnifiquement tête à l'orage, et, quand des applaudissements spontanés partis de toutes les tribunes, lui apportèrent l'approbation symbolique du pays extraparlementaire, la Chambre eut beau protester avec indignation contre ce manquement au protocole : elle avait déjà secrètement ratifié elle même le succès du discours.

Ces phrases nettes et coupantes qui semblaient tomber avec une précision inexorable sur la tête de l'accusé, remuaient si durement les cœurs et les intelligences que quand on se répandit dans les couloirs, les adversaires les plus déclarés de l'orateur ne purent s'empêcher de dire : « Il est touché, Malvy. »

A quelques jours de là, un succès tout différent, celui de M. Caillaux, accusait le même dilettantisme. M. Barrès n'a aucun des dons naturels du discoureur, et il ne cherche pas à les acquérir. Il n'a pas la voix oratoire et, malgré sa volonté d'être simple, son vocabulaire reste celui de l'écrivain, non celui de l'orateur, il éprouve une horreur invincible pour ces formules verbales qui forment le jargon spécial et convenu des assemblées démocratiques. Son discours n'était point préparé : il est manifeste qu'il ne s'attendait pas à prendre la parole et la beauté de son réquisitoire improvisé venait de sa simplicité même, de tout ce qu'elle exprimait de sincérité ardente.

Le discours de M. Caillaux, au contraire, avait été étudié avec soin. Peut-être même selon la méthode des maîtres classiques de l'éloquence parlementaire avait-il été appris par cœur, du moins en grande partie. On y retrouvait les phrases textuelles de sa déposition devant la commission. Tout était préparé, jusqu'aux points de suspension, jusqu'aux soupirs mélancoliques, jusqu'aux airs de tête, jusqu'aux moindres gestes ; tous les effets en avaient été prévus comme par un comédien connaissant merveilleusement son public. Cela se sentait ; cela se disait ; mais, ce qu'il y avait d'artificiel, dans ce *Pro Domo*, d'ailleurs fort adroitement composé, n'en détruisait pas la portée. La Chambre applaudit M. Caillaux comme elle eut applaudi Guitry. Elle s'inclinait devant un merveilleux professionnel du parlementarisme et sans se prononcer sur le fonds du débat, elle faisait un succès à l'orateur. « C'est peut-être mon meilleur discours », disait M. Caillaux avec satisfaction, la veille du jour où on devait l'arrêter. Et ceux-là même qui s'attendaient à cette arrestation, d'approuver...

Ce dilettantisme n'est pas sans danger, surtout en temps de guerre. Il apparaît de plus en plus que devant le rude et brutal réalisme des Allemands nous avons été trop souvent dupes des mots. Mais, chez un peuple fin et particulièrement sensible à l'art oratoire comme le peuple français, chez un peuple essentiellement artiste et sociable, cela est inévitable et peut-être cela corrige-t-il, dans une certaine mesure, ce qu'il y a d'assez bas dans ces camaraderies politiques qui faussent si souvent la psychologie des partis. L. DUMONT-WILDEN.

LA VIE MUSICALE

L'ART ET LES LIVRES : La libération de la musique française et ses derniers critiques. — Musique militaire et musique ancienne. — Un retour au classique Rameau. — Monsigny et Gretry au Trianon-Lyrique.

Comme notre architecture, notre musique a ses ruines : toutes les belles illusions, subitement décolorées, dont elle entourait l'invasion des chefs d'orchestre à lunettes d'or, des symphonies colossales et des géantes féeries d'outre-Rhin : brusque réveil, sonné par un coup de clairon dans une aube livide, en pleine réalité de la guerre !

Et c'est une seconde brouille avec le Titan de Bayreuth : vite, on voile son portrait à la bibliothèque de l'Opéra, — l'étonnant portrait peint par Renoir à Palerme, en 1882 : on débaptise la rue Wagner, qui sera dorénavant la rue Magnard ; enfin, pour comble de puérilité, quelques illustres germanophobes galvanisent leurs vieux clichés de 1870 contre la prétendue « germanophilie » de ceux qui continuent d'affirmer, sans peur, avec nous, que le Saxon Richard Wagner était, quand même, un génie... Serait-il donc impossible ici-bas de concilier, sans d'incessantes palinodies, une inébranlable conviction d'artiste avec des sentiments de bon Français ?

Bref, tout est remis en question : se libérer des plus récentes influences, puis se ressaisir, ou plutôt se découvrir et se définir et, pour cela, se reconnaître ou se retrouver dans un long passé, — la musique française ne trouve aucun devoir plus urgent. Mais, d'abord, il y a donc une musique française ?

Au temps des premières guerres musicales, Jean-Jacques le dilettante en doutait; et, plus tard, Hector Berlioz, le plus méridional et le moins wagnérien des romantiques, ne se croyait-il pas « un

coupe-cœur aux trois-quarts allemand » ? *Musique française* : ce fut longtemps un terme de mépris tout comme *tedesche*, malgré le génie de Bach, lorsque la mélodieuse Italie triomphait, comme *italien*, quand la polyphonique Allemagne reprit l'offensive et le dessus... *Musique française* : c'est dorénavant le mot d'ordre : luer Wagner, aujourd'hui Rameau. Des mots et des noms, sans doute, mais pourtant significatifs !

Pour être équitable, et ne faut-il pas vouloir toujours l'être ? une remarque s'impose : si les preuves des origines bien françaises de l'architecture dite *gothique* ont de beaucoup devancé les guerres de race, la grande Édition nationale des partitions de Rameau commencée par nos musiciens les plus divers sous la direction du maître Saint-Saëns, ne remonte-t-elle pas aux derniers jours du siècle précédent ? Et déjà, d'autre part, les « valeurs » se déplaçaient, le wagnérisme apparaissait en baisse et bon « pour la satisfaction des familles bourgeoises » : le crépuscule du dieu s'annonçait..... La guerre aura seulement hâté les destins : mais, alors, qu'est-ce que la musique française ?

A cette question, peut-être insoluble, répondent diversement, — chacun selon le caractère de son auteur et le détail des sujets traités, — les cinq livres qui nous sont parvenus : *Études musicales*, par Joseph de Marliave (Alcan) : *La Musique militaire*, par Michel Brenet (Laurens) : *Propos de Musique et de Guerre*, par Camille Bellaigue (Nouvelle Librairie nationale) : *L'Esprit de la Musique française* (de Rameau à l'invasion wagnérienne), par Pierre Lasserre (Payot) : *Pour la Musique française*, douze causeries, avec une préface de Claude Debussy (Éditions Georges Crès). Autant de points de vue et d'aspects de la question !

Le premier en date est un de ces volumes qui ne doivent rien à la guerre, et, pour la triste raison que c'est une œuvre posthume : officier de carrière et mari d'une savante pianiste, tombé glorieusement dès le 24 août 1914, le capitaine J. de Marliave avait publié la plupart de ces *Études musicales* dans *la Nouvelle Revue*, où le critique avait pris notre succession, depuis 1905, sous le pseudonyme de Saint-Jean. C'est donc de l'histoire ancienne, mais d'autant plus impartiale. A part un éloge de M. Gabriel Fauré, maître de notre musique de chambre et du *Lied* français depuis le silence mystérieux d'Henri Duparc, ces *Études* analysent les influences subies par notre art et les importations de musique russe, espagnole, anglaise, allemande surtout, Vienne ou Munich, depuis le délicieux Stephen Heller (1814-1888), jusqu'au lourd Antoine Bruckner, à l'ambitieux Gustave Mahler, à l'incandescent Richard Strauss, l'auteur de la *Sinfonia domestica* et de *Salome*, qui chante la paix de la famille comme l'hystérie d'une danseuse, dans la fournaise d'un Vésuve... A ces volupités d'antan, le livre oppose les joies de toujours avec les dix-sept quatuors de Beethoven, ce langage de l'âme, qui n'a d'autre patrie que l'élite de l'humanité.

C'est, au contraire, la plus pressante actualité qui fit adjoindre *la Musique militaire* à la collection des *Musiciens célèbres* : la France, là, se retrouve et tient son rang, le premier, dans cette « étude critique », historique et sincèrement scientifique, où toute l'évolution se déroule : on devinerait, d'ailleurs, que le nom de l'historien cache une personnalité féminine, à ce don très exceptionnel d'illuminer soudain d'un bel éclair d'éloquence les plus patientes vertus de l'érudition. En nous peuplant de la France de *la Marseillaise* et des marches conquérantes, Michel Brenet sait, comme pas un des nôtres, évoquer d'un mot « le mystère sonore », ce merveilleux pouvoir d'entraînement et de suggestion, qui fait *correspondre* les accents de la musique aux mouvements de la vie ; et quelques images bien choisies composent une véritable petite iconographie de ce grand sujet qui pourrait s'intituler la guerre dans l'art.

C'est aussi l'heure présente qui survit dans les aimables *Propos de Musique et de Guerre*, où M. Camille Bellaigue ne montre aucune gêne à secouer la lourde chape du wagnérisme, puisqu'il n'a jamais été wagnérien : n'est-ce pas lui qui surnomma le poème on ne peut plus allemand des *Maîtres-Chanteurs* « l'exégèse de la chaussure » ? Homme du monde, homme de lettres et pianiste excellent, nourri des poètes moins populaires que Hans Sachs et des partitions d'autrefois, il garde, aux minutes tragiques, le bel optimisme épanoui de la santé florissante : et, s'il se tourne vers l'art étranger, c'est l'Italie qui l'attire : la radieuse Italie qui chante comme elle parle, et non seulement l'ancienne patrie de Pergolèse ou de Rossini, mais notre nouvelle alliée qui reprend conscience de son clair passé, quand elle inspire Gabriele d'Annunzio mélomane ou la *Jeanne d'Arc* originale, un peu précieuse et, par conséquent, très moderne du jeune maestro Bossi.

M. Bellaigue est courageux dans sa modération, puisqu'il ne craint pas d'appeler le second acte de *Guillaume Tell* « un chef-d'œuvre patriotique » et l'admirable Gluck, « un grand tragique français » ; comme un Beethoven, le grand Gluck n'a d'autre patrie que l'immortalité : cependant, ne fallait-il point du courage pour le défendre aujourd'hui contre nos jeunes patriotes qui le sacrifient un peu légèrement à l'ombre lointaine du vieux Rameau ?

Le poète-cordonnier de Nuremberg plaît moins au critique français que « le paysan de Roncole », mais la *Correspondance* de ce Verdi qu'il connaît si bien ne lui fait pas négliger les *Essais* du bon Gretry qui ressuscite ; et c'est à « la douce France » du *Déserteur*, de *Richard Cœur de Lion*, de *la Dame-Blanche* et même du *Pré aux Clercs* que se réserve avant tout le *bel canto* de sa prose ornée de citations.

Il nous faut interrompre ici nos lectures pour aller quérir « l'esprit de la musique française » dans la résurrection de vieilles œuvres longtemps silencieuses, mais toujours vivantes, avant de vérifier notre expérience à la vive clarté de la très remarquable analyse de M. Pierre Lasserre ou dans les *Douze causeries* faites à Lyon par des amis de la musique nationale, de mars à juin 1915 : le Trianon-Lyrique ne vient-il pas de nous rendre deux candides paysaneries du bon vieux temps : *Rose et Colas*, de l'affectueux Monsigny, et *l'Épreuve villageoise*, de l'ingénieux Gretry ? Mais attendons la reprise prochaine, et plus héroïque, de *Richard-Cœur-de-Lion* pour embrasser d'un coup d'œil un des plus ressemblants portraits de la France.

RAYMOND BOUYER.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Les romans de Tolstoï et les Poilus. — La vraie Mme de Staël. — Luther et les nations libérales.

Carnets de route, récits de bataille, monographies personnelles ou simples romans, notre littérature est depuis trois ans presque exclusivement une littérature de guerre. Le moment va bientôt venir de faire un choix parmi ces ouvrages, écrits pour le souvenir et l'émotion ou pour le document et l'histoire. Il y a certainement dans cette énorme production une quinzaine d'œuvres que la postérité retiendra et qui sont presque toutes signées par des non-professionnels. Un examen de ce genre pourrait offrir de curieuses leçons littéraires. On voit, par exemple, le profit que présenterait la comparaison des procédés de style des écrivains soldats d'aujourd'hui et des écrivains amateurs d'autrefois. La réalité a-t-elle donné des résultats supérieurs à la fiction ? ou, au contraire, l'art, la composition et l'ordonnance ne sont-elles pas des conditions nécessaires à la perfection d'une œuvre? *La Guerre et la Paix*, de Tolstoï, vaut-elle certains livres du front ? Comment jugera-t-on la *Prise de la Redoute*, de Mérimée, comparée à tel roman d'un homme qui a vécu ce qu'il raconte ? *La Débâcle*, de Zola, n'est-elle pas artificielle en regard des descriptions que nous apportent les témoins de la guerre ? Marbot et Ségur et à plus forte raison tous nos poilus, n'ont-ils pas plus d'éloquence et d'intensité que de très bons romanciers comme Erckmann-Chatrian ? Voilà bien des questions à résoudre. Pour ma part, les livres du front me paraissent mille fois plus vivants que les ouvrages de pure littérature. J'admire plus ces derniers ; les autres m'émeuvent bien davantage.

Nos écrivains-soldats ont même rajeuni certains genres d'évocations dont on redoutait il y a une vingtaine d'années l'exotisme, par exemple. Les combattants français nous ont dit la vie des tranchées : mais nous avons aussi les soldats-voyageurs, ceux qui sont allés à Salonique, au Maroc, en Grèce, en Roumanie, en Serbie et qui nous envoient leurs sensations de batailles lointaines et de pays étrangers. (Les Dardanelles prêtent en ce moment leur *Rabat* dans la *Revue des Deux Mondes*). Loti avait l'originalité rare d'avoir fait le tour du monde. Aujourd'hui que la guerre a dispersé des milliers de soldats auteurs, jusqu'aux extrêmes limites de l'Europe, il s'est produit un grand renouvellement des ressources descriptives, en même temps, hélas ! que se formait à l'arrière un style étrange, fait de néologismes et d'incorrections, propagé par les communiqués et la prose des journaux. On peut lire là-dessus un excellent chapitre de M. Marcel Boulenger, dans son petit livre : *Écrit au soir*.

Il semble bien, du reste, que les publications de volumes de guerre aient un peu diminué depuis quelque temps. Les éditeurs sont moins empressés, les lecteurs se fatiguent. On lit aussi dans les revues beaucoup moins de thèses et de synthèses, d'articles historiques et à idées générales, tendant à montrer les responsabilités sociales, la raison des luttes de races, l'explication de l'âme allemande. On traite d'autres sujets, on s'intéresse aux anniversaires et aux centenaires. Les œuvres de Baudelaire, tombées dans le domaine public, ont eu des rééditions et des articles, et on s'étonne même un peu que notre attention, absorbée par l'activité patriotique, soit de nouveau allée vers ce grand poète maladif.

Parmi les commémorations de cette fin d'année, on a célébré à Genève le premier centenaire de la mort de Mme de Staël et le quatrième centenaire de la prédication de Luther.

Mme de Staël fut une grande initiatrice inconsciente. Elle n'a pas vu la portée de la révolution qu'elle a faite en critique, dans les Lettres, le goût

et la production du siècle qui s'ouvrait devant elle. Elle a créé le Romantisme sans le savoir.

Suisse et protestante, Mme de Staël fut essentiellement *neutre* d'idées et de style. L'esprit international et cosmopolite, l'*air* de l'étranger, ce qui correspond aujourd'hui à l'atmosphère des grands palaces, firent l'originalité de cette étonnante femme de lettres. L'obligation de vivre hors de France lui créa une vraie nouveauté de visions et de jugements. Elle eut des dons d'assimilation et de clarté incomparables, servis par un style irrémédiablement *neutre*. Il n'existe pas de prose plus pure ; il n'y en a pas de plus inorganique. Les romans de Mme de Staël ont de la flamme : ils n'ont pas la vie. *Corinne* est une estrade lyrique : *Delphine* un souvenir de l'*Héloïse*.

Comme femme, Mme de Staël fut profondément et intégralement femme. Elle eut de la femme les faiblesses, les passions, les sursauts, les inconsciences et les violences. Elle fit des scènes grotesques à Benjamin Constant, qui la traîna par les cheveux. A quinze ans, elle résumait *L'Esprit des Lois* et fondait en larmes en écoutant lire Mme de Genlis. Toute jeune, elle fut amoureuse d'un des meurtriers de Gustave III et faillit mourir de désespoir en perdant ses parents. Enfin elle acheva sa vie par une passion ridicule pour un jeune éclopé de la guerre. Il faut voir dans Câro, Mme de Boigne et d'Haussonville l'existence inimaginable que l'on menait à Coppet, — une répétition de clairs de lune romantiques autour d'une trépidante et exorbitante créature, échappée à quelque fantasque féerie de Shakespeare. Benjamin Constant, ce *neutre* par excellence, fut tellement ravagé par sa liaison avec cette peu résignée Ellenore, qu'il en eut une crise de génie et écrivit *Adolphe*.

On a reproché à Mme de Staël d'avoir écrit sur l'Allemagne un livre idéalisateur, d'une actualité aujourd'hui cruellement ironique. Mais l'Allemagne de cette époque n'était pas celle d'à présent, et l'on pouvait s'y méprendre. Par ses qualités et ses défauts, légèreté, sociabilité, bavardage, impatience de tout savoir, Mme de Staël fut passionnément française et tout le contraire d'une Allemande. Au fond, elle n'a vraiment aimé que la France et Paris. M. Abel Déchêne l'a surabondamment démontré dans ses trois éloquents articles de la revue les *Etudes*. La nature avait donné à Mme de Staël l'esprit de conversation, et il est exact qu'elle en a fait le grand principe de la littérature et qu'elle a vu dans l'esprit de conversation presque le signe et la condition du talent. A ce compte, Rivarol serait notre plus grand génie, et Rousseau et George Sand de bien pauvres êtres, eux qui ne savaient à peu près pas dire un mot dans un salon. Mme de Staël vécut pour parler et faire parler les autres, et c'est en parlant et en faisant parler les autres qu'elle composa ses livres. Elle a bosseule et courbature pour le restant de leurs jours tous ces olympiens et ces penseurs d'outre-Rhin, les Goethe, les Schiller et les Fichte, un instant soulevés dans leur pesanteur par le foudroyant passage de ce bolide féminin.

Le quatrième centenaire de Luther a presque fait couler autant d'encre que Mme de Staël, pendant cette fin d'année. Luther est toujours le grand agitateur qui divise les sentiments et les opinions du monde religieux. Panégyristes et détracteurs, revues catholiques ou protestantes ont repris à leur façon l'histoire des origines du vaste mouvement religieux du XVIe siècle. M. Paul Bernard vient de publier à ce sujet quelques intéressants articles où il s'efforce de prouver que si Luther a réussi, c'est qu'il a incarné les idées et le caractère de sa race, l'audace et la poigne autoritaires qui plaisent à l'esprit allemand. Luther eut aussi de l'allemand le côté familial. Sa vie à Vittemberg avec sa femme et ses disciples, sa bonne humeur et sa bonne chère, la propagande de ses amis autant que sa propre éloquence expliquent le succès de sa prédication et son influence sur ses contemporains.

Ce genre d'articles ne scandalise plus le lecteur protestant. On abandonne la vie privée de Luther pour ne tenir compte que de sa doctrine libératrice. C'est ainsi que dans la *Revue Chrétienne*, M. Léon Marchand trouve que la religion réformée fait les nations libres, et que « les peuples protestants sont mieux préparés au régime des libertés politiques. » Il cite l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis : « Comment, dit-il, ne pas relever la grande figure que font dans la guerre actuelle les deux démocraties protestantes de l'Angleterre et des Etats-Unis ? » Fort bien ; mais M. Marchand ne dit pas un mot de l'Allemagne, nation *protestante*, qui fait peut-être une toute autre « figure dans la guerre actuelle » et qui, courbée sous le plus odieux despotisme militaire, ne semble pas beaucoup favoriser le « libéralisme des idées ». Voilà l'inconvénient des articles à idées générales. On ne prouve rien quand on veut trop prouver. En histoire, il n'y a pas de vérité absolue, et, pour Mme de Staël comme pour Luther, on ne peut adopter la louange ou le blâme sans quelque réserve ou quelque atténuation qui maintienne en équilibre les diverses faces des choses.

ANTOINE ALBALAT.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

S'adresser à l'Administrateur pour tout ce qui ne concerne pas la Rédaction.

N° 3 — 56e ANNÉE — 2-9 FÉVRIER 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

L'ITALIE (1)

Mesdames et Messieurs,

Avoir l'honneur de prendre la parole à la Sorbonne, avoir le plaisir de répondre à l'invitation d'éminents collègues et de vieux compagnons de luttes parlementaires, tels que Millerand et Barthou ; avoir enfin à se mettre au service d'une Œuvre admirable, celle des Réformés n° 2 : ce sont des choses qu'on ne refuse pas, que ne saurait refuser même un orateur grippé, même un orateur très embarrassé pour mener à bien la tâche qu'on lui propose. Soit dit sans rancune, traiter en un temps restreint (ceci ma voix peut vous en répondre) un sujet aussi vaste de la psychologie de l'Italie, quelle tâche et quelle difficulté !

Barthou vous parlait, en termes qui m'ont touché, d'un orateur qui me tient de près et que j'aime, entre tous à entendre et à applaudir. Mon frère, Henry Cochin, eut certes, été mieux préparé que moi à vous entretenir de ce grand sujet. Mais laissons-là les excuses ; et veuillez imaginer votre conférencier — je vous demande pardon de parler d'abord de sa propre psychologie — se demandant de quel côté il devra aborder le sujet qu'on lui propose.

Il met sa tête dans ses mains : et que voit-il ? Il aperçoit d'abord dans des lieux bien connus, dans le long Corso de Rome, marchant vers la place Colonna, la place de Venise, le Capitole, une foule immense, sous le ciel étoilé d'une belle nuit, entraînée par l'éloquence puissante et harmonieuse d'un poète. Car au moment où l'Italie allait entrer dans la grande lutte, se répéta le prodige qui, en 1848, à Paris, avait été opéré par Lamartine, d'Annunzio, comme l'avait fait Lamartine, sut émouvoir et entraîner toute une Nation.

Pendant que ce spectacle se déroule devant l'imagination du conférencier, éclate dans son cœur une reconnaissance profonde. Songez à ce qu'allait faire l'Italie. Songez à l'immensité de la lutte dans laquelle nous étions engagés, et à la gravité des événements au commencement de 1915. Les Allemands aiment à dire : « Nous combattons contre le monde entier ». Moralement, c'est la vérité. Il est certain que l'opinion de tout le monde civilisé s'est révoltée contre eux. Mais militairement ce n'était pas vrai du tout, surtout au moment dont je parle : au commencement de l'année 1915. L'effort admirable de nos vaillants amis anglais ne s'était pas manifesté encore dans toute sa puissance ; et d'autre part, le premier élan, d'abord généreux, de nos autres alliés les Russes commençait déjà à décliner. En ce moment-là, la France avait contre elle la Prusse, la Bavière, l'Autriche, la Bulgarie, la Turquie, toutes les forces militaires de l'Europe : et c'est à ce moment là que l'Italie nous a tendu la main !

Un orateur italien, le Professeur Borgese, qui parlait ici-même, il y a quelque temps, sous la

(1) Conférence donnée à la Sorbonne, le 10 janvier 1918, au profit de la « Protection du Réformé n° 2 » et sous la présidence de M. Louis Barthou, ancien Président du Conseil des Ministres.

présidence de mon éminent confrère et ami Boutroux, a pu dire en toute vérité : « D'autres ont remporté plus de victoires, d'autres ont versé plus de sang ; aucun peuple n'a accompli un acte aussi hardi et aussi généreux que l'acte accompli par l'Italie, lorsqu'au commencement de 1915, elle a répondu à l'appel de la France.

Dans quelle guerre l'Italie allait-elle se lancer et comment était-elle préparée à une pareille épreuve ?

Revenons, pour répondre à ces questions, à la psychologie de votre conférencier. Il verra apparaître, lorsqu'il remettra sa tête dans ses mains, une Italie surtout admirable par les monuments de l'antiquité et les merveilles de l'art. Ce nom seul nous ramène à des temps plus heureux, à de rapides et mémorables voyages faits à Rome ou à Florence, souvent en compagnie de ceux que, depuis lors, la guerre nous a ravis. Pour moi les premiers souvenirs de Rome sont plus anciens : Ils remontent à un voyage fait avec mes parents dans mon enfance. Combien ils sont restés nets et précis ! J'ai vu Rome avant les changements modernes, avant les grands travaux qui en ont modifié l'aspect. Je l'ai vue lorsque l'archéologie discrète et idéaliste des disciples de Winckelmann se contentait de respirer l'air qu'avait respiré Horace au Forum, sans avoir fouillé la terre et pénétré jusqu'aux pavés même de la voie Sacrée. Je revois ce Forum qu'on appelait alors simplement le Campo Vaccino ; les ruines émergeant des herbes et des ronces, le linge des lessives familièrement accroché à des chapiteaux antiques ; les attelages de buffles couchés à l'ombre du Palais des Cesars ; la Rome qui autrefois avait enthousiasmé Fragonard et Hubert Robert, et Corot dans des temps plus voisins de nous. On raconte que Ibsen, qui n'était pas un clérical, lorsqu'il apprit en 1870, que Rome allait devenir une grande capitale d'Etat moderne, s'écria : « Je n'y reviendrai pas, et un grand bonheur de ma vie va disparaître. »

Il ne faut pas exagérer les regrets, et renoncer à retrouver ses anciennes impressions dans Rome : les changements qu'exige la vie moderne n'ont pas pu effacer tant de grandeurs et tant de souvenirs.

En Italie, l'art a pénétré partout ; nous ne retournons pas seulement vers Rome et Florence ; mais vers des villes perchées sur les collines de l'Ombrie et gardant, entre leurs ceintures de tours, des palais, des églises, des maisons municipales enrichies de trésors inestimables par les peintres et les sculpteurs, et où semble revivre la jeunesse des siècles passés. D'humbles cités, telles que Cortona ou Spolete, ou Orvieto, possèdent d'immortels chefs-d'œuvre. Assise et Sienne sont les merveilles du monde. Laissez-moi citer à propos de Rome deux paroles qui me semblent caractéristiques. On m'a raconté que le grand économiste anglais, Cobden, était, il y a quelque soixante ans, à Monte-Mario, et contemplant la ville éternelle, Rome, inactive, silencieuse, après avoir, en tant de siècles, entassé les produits de tant d'efforts humains. Le grand industriel, l'homme pratique, laissa tomber de ses lèvres cette parole : « Et dire que tout cela ne sert plus à rien ! »

Parole odieuse ou parole sublime, je vous laisse à en décider. Quant à moi j'aurais été tenté de répondre insolemment : « Et à quoi servent les métiers de Manchester ? Sans doute à produire la richesse, à créer la prospérité ; et après ? A quoi donc serviront cette prospérité et cette richesse ? »

Devant les conquêtes de l'industrie, on peut toujours renouveler la conversation de Pyrrhus et du philosophe Cineas, qui disait à son maître : « Vous prendrez la Sicile et ensuite l'Afrique : soit! Et après cela ? » — Au contraire devant les chefs-d'œuvre de l'art, l'indiscrète question : Et après ? — ne se pose pas. Après... c'est l'humanité plus grande et plus noble, car de ces choses inutiles, sans emploi, est faite la grandeur humaine.

Je vous avais promis une seconde parole mémorable. Celle-là je l'ai entendue ; la voici : Un jour je me trouvais à Rome, au Grand Hôtel, et j'y rencontrais un de ces hommes importants qu'on appelle « les nouveaux riches », et que pour ma part j'appelle tout simplement les riches ; d'abord parce qu'ils le sont beaucoup plus que les anciens ; et parce que, chez les anciens une certaine habitude a effacé la fraîcheur des premières impressions. Ce personnage me dit : « Etes-vous déjà venu ici ? »

« — Mon Dieu, oui, quelquefois. »

« Eh bien ! Monsieur, quand vous verrez ou reverrez cette somme énorme de statues, de monuments, de peintures, essayez d'imaginer quelle valeur colossale cela représente. C'est fou, Monsieur, c'est fou », répétait mon interlocuteur, enthousiasmé.

Je vous laisse le soin de mettre d'accord les deux économistes. Celui qui était abasourdi par l'estimation de tant de richesses ; et l'autre qui disait : « Et tout cela ne sert à rien ! »

Voilà donc cette Italie, productrice de tant de merveilles, terre classique de l'art et de la poésie, en présence de la guerre. Où et comment l'a-t-elle connue ?

Sans doute, les ancêtres se sont beaucoup battus au Moyen-Age ; les vieilles villes ont de fières ceintures de remparts, et à l'intérieur même des villes, les Palais sont des forteresses hérissées de tours et

de créneaux. Au sujet de ces guerres incessantes Machiavel nous a laissé de curieux récits. Je relisais hier quelques pages de cet illustre auteur, si mal jugé : il n'obéit pas toujours à une morale sévère, mais il parle franchement : c'est un diplomate sans détours. Quant à l'historien, sa clarté et son élégance font penser à Tite-Live. Voici donc quelques lignes de Machiavel, relatives aux guerres dont il a été le témoin, et choisies dans les premières pages de l'Histoire de Florence.

« Il n'a point été donné aux choses humaines de s'arrêter à un point fixe. La vertu amène le repos, le repos amène l'oisiveté, l'oisiveté amène le désordre et le désordre la ruine des États. Bientôt, du sein de leurs ruines renaît l'ordre, de l'ordre la vertu, de la vertu la gloire et la prospérité de l'empire : aussi les hommes éclairés ont-ils observé que les lettres viennent à la suite des armes et que les généraux naissent avant les philosophes. »

Il faut pour cela que la ruine des États n'ait pas été trop profonde. Ces aimables diversions, qui voulaient que la culture de la science, des lettres, de la philosophie, fussent interrompues de temps en temps par un peu de guerre, ne sont possibles que si la guerre n'a point été armée de tous les engins que la science et la philosophie peuvent fournir. Quand après d'étonnants progrès scientifiques, les découvertes nouvelles ont été appliquées à développer aussi le progrès du mal, l'art de la destruction, la guerre est plus redoutable et ses traces sont plus ineffaçables. Au temps de Machiavel on se consolait plus aisément de la guerre. Voici son opinion sur le sluttes intestines, qui se produisirent presque constamment entre 1430 et 1480.

« Les fréquentes attaques des diverses souverainetés entre elles ne pouvaient être regardées comme un état de paix. Mais pouvait-on appeler état de guerre celui où l'on ne tuait point, où les villes n'étaient point saccagées ni les empires détruits. Toutes ces guerres se faisaient si mollement qu'on les commençait sans crainte, qu'on les continuait sans péril, et qu'elles se terminaient enfin sans trop de dommages. »

Hélas, Messieurs, nous n'en sommes plus à ces batailles pittoresques et inoffensives ! Dans ce temps-là, il y avait des guerriers de profession, qui prenaient une campagne militaire à l'entreprise : Piccino, Colleone, ou le marquis de Mantoue, celui qu'on voit dans le tableau de Mantegna, du Louvre, agenouillé devant la Vierge, dans sa belle armure. Ces entrepreneurs équipaient et nourrissaient des bandes de soldats. La Cité de Pise, la Seigneurie de Florence, la République de Venise, les prenaient à leurs gages ; ils remplissaient leur mission en ayant bien soin de ne pas trop endommager leur petite armée, qui était le plus clair de leur fortune. L'affaire finie, un Machiavel ou un Guichardin racontait leurs hauts faits et leurs habiles stratagèmes. A Venise, on élevait une belle statue à Colleone : « *Ob rem militarem optime gestam* ». A Padoue, la statue de Gatta-Melata, par Donatello, est je crois la plus belle statue équestre qui existe. Les guerres de nos jours ne ressemblent plus à celles-là ; celles-là étaient des aventures ; les nôtres sont des calamités !

Messieurs, au XVIIe siècle, un philosophe anglais a cru débarrasser le monde de la plaie de la guerre. Il se souvenait des guerres féodales qui étaient l'œuvre de trop turbulentes et encombrantes individualités. Il se proposa d'abattre les puissances individuelles et de les unir toutes en une seule puissance sociale ; de confondre toutes les volontés diverses en une seule volonté. Le sacrifice qu'il exigeait de chacun de nous, aurait l'avantage, disait-il, de nous assurer la paix. Il voulait que tous les citoyens consentissent à une abdication réciproque de leur inititive personnelle et de leur esprit d'entreprise. De toutes ces volontés devait se former une volonté générale : celle de la Société, considérée comme une personne collective dont toutes les autres n'étaient que les éléments et les organes. Il appelait cette grande personne : le Leviathan. Ainsi parla Thomas Hobbes, serviteur tantôt des Stuarts, tantôt de Cromwell, car son principe admis, la forme du Gouvernement lui était indifférente : Thomas Hobbes, dont Rousseau dans le Contrat social a été simplement le traducteur, et dont les idées (je crois qu'il serait aisé de le montrer) après avoir été mises à l'essai par Robespierre, et mises en pratique par Napoléon, ont ensuite émigré en Allemagne, emporteés et propagées par Fichte et par Hegel.

Thomas Hobbes ne doutait pas que la puissance sociale, résultant de cette union de toutes les volontés, ne fût plus grande encore que le total de toutes les puissances associées : au-dessus d'elles se produit et s'élève une force mystérieuse. Dans l'intérieur du Leviathan ne restait nulle place, bien entendu, pour aucune liberté individuelle ; la liberté était un don qui ne pouvait appartenir qu'à l'État, à Leviathan lui-même. Hobbes rappelait qu'autrefois la ville de Bologne, dans laquelle régnait la plus complète tyrannie, inscrivait sur ses étendards : *Libertas !* La Nation était libre ; les citoyens ne l'étaient pas.

Je ne m'arrêterai pas, Messieurs, aux objections que soulève cette doctrine : elles éclatent, elles

se multiplient devant les yeux d'un Français. Descartes nous a appris que penser, que vouloir, c'est proprement exister. Nous tenons au droit de l'homme. Chacun de nous arbore pour son compte le drapeau de Bologne, et prétend constituer à lui seul une petite république, parfaitement indépendante, en bonnes relations seulement avec les voisines. Et la Société n'est pour nous que la collection de ces petites républiques soumises à certaines lois générales qu'elles acceptent, et n'estiment point irrévisables, ni fatales.

Mais d'ailleurs quelle erreur a commise Hobbes quand il nous a promis, grâce à son système, une assurance contre la guerre ? L'abdication qu'il demande à chacun de nous écarte, en effet, la possibilité des disputes féodales ou municipales, des petites querelles intestines. Mais elle ne nous apporte aucune garantie contre les terribles colères qui jettent les Nations unifiées les unes contre les autres, contre les luttes gigantesques que se livrent entre eux les divers Leviathan ! A côté de ces orages modernes, les petites averses que Machiavel nous décrit sont bien peu de chose. Et le phénomène de la guerre, quand il devient phénomène social, revêt des formes monstrueuses, et prend des dimensions colossables.

L'armement de nos soldats est bien plus loin de celui de Napoléon que ne l'était celui-là de l'armement des troupes de Henri IV. Combien d'hommes commandait Brunswick lors de la grande invasion de 1792 ? 80.000 ! Et je parle d'événements relativement récents. Qu'étaient-ce que les cavalcades et les assauts d'autrefois entre de petits Princes, entre de riches familles, comme les Pazzi, les Abbizzi, les Strozzi, les Médicis, ou tout au plus entre les villes comme Pise et Florence ? Machiavel nous parle de l'équipement de trois cents lances ou de deux mille hommes de pied comme de graves événements.

Et maintenant des Nations de quarante millions d'âmes enrôlent toutes les générations de vingt-cinq années, s'endettent pour des siècles, mettent en œuvre toutes les ressources fournies par le rapide progrès de la science, et précipitent toutes ces forces colossales les unes contre les autres. L'humanité a accompli de grands progrès ; mais au char du progrès, l'horrible peste de la guerre s'était accrochée et a progressé de la même allure.

Il faudra bien chercher un remède à ce mal après la crise épouvantable que nous traversons ; il faudra pour le salut de l'humanité trouver ce remède; il se trouvera ; ou bien il faudrait désespérer de la raison humaine. Mais encore une fois, l'organisation sociale de Hobbes, rééditée presque mot à mot dans le Contrat social de Rousseau, n'a point assuré la paix et a singulièrement trompé les espérances de son auteur.

Nous chercherons plus tard les remèdes. En ce moment il ne faut songer qu'à pousser jusqu'au bout, qu'à conduire jusqu'à la victoire finale la défense du droit et de la justice. L'Italie a bien compris ce devoir en nous offrant en pleine bataille son alliance. Comment s'est-elle rendue à notre appel dans le moment le plus critique ? Il est intéressant de se le demander : car avouons-le, elle avait éprouvé, depuis quarante ans, des hésitations avant de venir à nous.

Je vous ai parlé, Messieurs, des siècles anciens. Revenons à des temps plus voisins de nous. Aujourd'hui l'Italie est une ; les différents Etats se sont fondus en une grande Nation. Elle espère bientôt délivrer — après Venise — la partie restée encore soumise à l'étranger, le reste de l'Italie « irredenta ».

Le grand mouvement qui amena l'unité de l'Italie fut unanime, et tous les partis s'en mêlèrent. Je noublie pas les habiles et politiques efforts de Mazzini, ni l'équipée chevaleresque des Mille, et la descente en Sicile de Garibaldi ; comment oublierai-je de célébrer son nom, lorsque deux de ses petits-fils ont donné leur vie pour la France !

Mais vous me permettrez de rappeler aussi des initiatives antérieures, et de source différente. En 1847, les nouvelles d'Italie avaient ému les Chambres françaises, et des discours mémorables y furent prononcés. A la Chambre des Pairs, M. le Vicomte Victor Hugo, fit l'éloge du pape Pie IX, qui s'était montré, dit-il, le Pape de la Révolution française. « Ce nouveau Pape, disait le poète, pair de France, c'est plus qu'un homme : c'est un événement ! »

A la Chambre des députés, M. Thiers exprimait les mêmes sentiments. Il racontait avec émotion de récents incidents survenus à Rome. Le pape Pie IX et Rossi, son ministre, avaient assemblé, sous le nom de Consulta, des représentants du peuple. Une amnistie avait été accordée aux délits politiques. Et, un soir, la foule était montée à Monte-Cavallo, sous les fenêtres du Quirinal : foule immense, observant un silence si respectueux qu'on entendait le bruit des fontaines, qui coulent aux pieds des chevaux de Phidias. Tout à coup, malgré l'étiquette qui ne voulait pas que le Pape se montrât après la nuit tombée, les fenêtres du Palais s'ouvrirent et un cri s'éleva du sein de la foule : « Courage, Très Saint-Père. » Ce cri, l'orateur français le répétait, applaudissant à un exemple donné de si haut en faveur des réformes libérales.

Mais Thiers espérait seulement voir les différents souverains italiens donner à leur peuple des Constitutions. L'idée de l'unité ne fut jamais encouragée par lui. Un discours de Montalembert saluait et célébrait cette idée. Déjà le Pape avait signé avec le grand duc de Toscane, et le Roi de Sardaigne, Charles-Albert, une entente douanière, et les préambules de ce traité contenaient les mots : intérêts de l'Italie, dignité de l'Italie. Enfin, s'écriait Montalembert, ces paroles qui depuis des siècles ne se trouvaient plus que dans les œuvres des historiens et des poètes, reparaissent dans le langage des hommes politiques ! Dans une pièce diplomatique, dans le préambule de cette humble ligue douanière, il avait la joie d'entendre prononcer ce mot : l'Italie.

La Révolution de 1848 survint. Tous les trônes furent ébranlés. Le Pape, après l'assassinat de Rossi, assiégé au Quirinal, dut s'enfuir à Ancône. Les Coups d'Etat qui suivirent (et ce ne fut pas seulement en France) ajournèrent le mouvement libéral. Quand enfin l'unité se forma en Italie, la France ne fut point étrangère à ce grand bienfait. Il faut convenir qu'elle n'en fut pas tout de suite récompensée. Nous devons rappeler cette triste vérité : ce ne sont pas les vieux soldats de 1870, qui peuvent l'oublier. Mais dès 1876 et 1877, les événements qui se produisirent furent de nature à montrer à l'Italie combien elle avait peu à espérer des Empires Centraux et l'amenèrent à penser à nous.

Je veux parler de la guerre qui éclata entre la Russie et la Turquie : et à la suite de la guerre, des décisions du Congrès européen, réuni à Berlin. Parmi ces décisions, il en est une dont les suites funestes pèsent encore sur l'Europe. C'est celle qui attribuait à l'Autriche, non pas encore la possession, mais l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine. Cette dernière province touche à la côte Dalmate, à cette Adriatique que l'Italie voudrait pouvoir regarder comme une mer intérieure. Elle n'oublie pas que Fiume est une ville italienne et que plus de 300.000 de ses nationaux sont établis à Trieste et dans les environs. L'attribution de l'Herzégovine à l'Autriche était prise comme un défi lancé aux espérances de l'Italia irredenta. Aussitôt, eurent lieu des manifestations, des réunions tumultueuses, mais le mouvement n'eut pas de suite et d'autres événements firent naître, parmi nos futurs alliés, des sentiments qui, au contraire, les détournaient de nous.

Vers l'époque dont je parle, il semble qu'entre les Nations de l'Europe commençait une grande course à travers le monde, chacune étant désireuse de se créer un domaine colonial et de planter son drapeau plus avant que les autres.

En France, les opinions étaient partagées. De bons esprits appartenant à des partis divers, n'étaient pas favorables à cette politique : ils soutenaient que nous devions n'avoir qu'une pensée, celle de la frontière du Rhin. Réservons, disaient-ils, nos forces et cherchons des alliances pour la revanche nécessaire. D'autres, au contraire, pensaient que nous ne pouvions espérer cette revanche que si notre Nation grandissait de toutes parts, et s'était maintenue partout au premier rang. Pour moi, cette conception me paraissait d'autant plus juste qu'à mes yeux l'occasion qui nous était offerte ne serait pas longtemps favorable. Je me disais : « Les grandes Nations pourront, pendant une période de l'histoire probablement courte, vingt ou vingt-cinq ans, planter leurs jalons dans les contrées non civilisées encore. Quand elles l'auront fait, il sera trop tard pour mettre contre elles de semblables prétentions. » Et j'applaudissais avec ardeur, non pas toujours à la recherche de colonies très lointaines, mais au moins à l'extension de notre Empire africain.

Ce qui pouvait donner des doutes, en ce temps-là, aux hommes qu'on appelait les coloniaux, c'est que manifestement le grand ennemi de la France, le prince de Bismarck, n'était point défavorable à leur politique. J'ai dit un jour à la Chambre, — et je me demande pardon de me citer moi-même, — que M. de Bismarck, pour nous détourner de notre volonté de revanche et nous distraire par des ambitions lointaines, ressemblait à ces personnes qui veulent consoler un jeune homme de ses peines de cœur, en lui conseillant les voyages. Or, il arrive quelquefois, que le jeune homme qui était parti amoureux transi, est revenu au bout de longues années, après fortune faite, et transformé en Oncle d'Amérique. N'est-ce pas notre histoire ? Nous avons créé un magnifique Empire colonial, et les Allemands favorables et dédaigneux au début sont peu à peu devenus jaloux, et ont fini par nous créer des difficultés à Agadir : nous avions trop bien mis à profit les conseils de Bismarck, et celui-ci s'était trompé.

Au reste, quand on compare les deux hommes d'Etat, dont la réputation au siècle dernier a été la plus célèbre, Bismarck et Cavour, n'est-on pas frappé par cette évidente vérité : l'œuvre du second, quoique accomplie avec de moins puissants moyens, est demeurée féconde et durable ; l'œuvre du premier a été l'origine certaine de tous les désastres qui, en ce moment, désolent le monde civilisé. L'œuvre chimérique et paradoxale de Bis-

marché ne pouvait vivre : l'œuvre raisonnable de Cavour a assuré la formation et l'existence d'un grand peuple !

Mais revenons à l'année 1880 et aux colonies. Au Congrès de Berlin, M. de Bismarck nous avait engagés à entreprendre la campagne que nous avons menée à bien en Tunisie. Il est vrai, rendons-lui cette justice : qu'il ouvrait les mêmes perspectives et donnait les mêmes encouragements aux Italiens, espérant bien trouver là une occasion de nous brouiller avec eux. Telle fut constamment la manière d'agir de cet homme d'État. Son espérance ne fut point trompée d'ailleurs en cette circonstance, et pendant vingt ans, avec quelques alternatives, l'Italie subit l'influence politique de Crispi et donna sa signature à la Triple-Alliance : la rancune amenée par l'affaire de Tunis l'avait éloignée de nous.

Je n'aurais pas de peine à montrer qu'elle n'eut point à se louer de cette politique aventureuse. Mais il serait long et ennuyeux à mon sujet d'entrer dans de trop longues considérations historiques : il me suffit, comme on me l'a demandé, de signaler les fluctuations qui portèrent l'âme italienne, tantôt vers nos ennemis, et tantôt vers nous. Dans les premières années de ce siècle, soufle pour nous un vent favorable. Quand se réunit la Conférence d'Algésiras, l'éminent homme d'État, Visconti Venosta, qui représente son pays, prend franchement notre défense : c'est le neveu de Cavour et le gardien de sa tradition. Chez les Allemands la surprise fut grande et le prince de Bulow, devant le Reichstag, disait : « Nous ne pouvions attendre ce résultat, il n'est pas conforme, à l'esprit de la Triplice. »

J'ai eu l'honneur, quelque temps après, d'être présenté à M. le Marquis Visconti Venosta, très âgé alors, mais en possession de toutes ses facultés, plein de confiance et d'amitié pour notre pays et très convaincu d'avoir, par ce premier effort conciliateur, rendu au sien un signalé service. C'est de lui que je tiens une anecdote qui m'a confirmé dans mon attachement au régime parlementaire, seule condition qu'on ait pu encore trouver pour assurer la liberté politique. « Mon Oncle Cavour, disait le vieil homme d'État, m'a dit un jour : « Rappelez-vous un conseil de mon expérience : j'ai connu les deux systèmes, et j'aime mieux encore la plus mauvaise Chambre que la meilleure antichambre. »

Peu de temps après Algesiras, le règne de la Triplice étant déjà à son déclin, de nouveaux événements hâtèrent le mouvement de retour en notre faveur. L'Autriche avait confié ses destins à un ministre ambitieux et hardi : le baron d'Ærenthal prétendit assurer d'une façon définitive à l'Empire d'Autriche, les provinces dont le congrès de Berlin — 30 ans plus tôt — avait confié l'administration au gouvernement autrichien. Cette prise de possession définitive de la Bosnie et de l'Herzégovine souleva en Europe une émotion profonde : on peut dire sans exagérer, qu'il se produisit en 1909 une répétition générale du drame qui eut lieu en 1914.

La Serbie protesta, prétendant non sans raison, que pour apporter des changements aux traités conclus à Berlin avec toutes les puissances de l'Europe, ces puissances devaient de nouveau être consultées. Elle appelait à son secours celle qui était alors la grande patronne des slaves : la Russie. Le gouvernement russe, adoptant cette doctrine, déclara aussitôt qu'un Congrès européen pouvait seul détruire ce qu'un Congrès européen avait fait. D'Ærenthal repoussa nettement l'idée du Congrès, à moins que l'annexion accomplie ne fut déclarée hors de cause et irrévocable.

La situation devenait inquiétante lorsque la France intervint, avec une pensée de conciliation. Mon ami Jules Cambon, bon Français et éminent diplomate, soumit aux puissances, en notre nom, la réflexion suivante : « la thèse russe est juste en elle-même : cependant un fait nouveau est intervenu depuis le Congrès de Berlin, c'est que les deux principaux intéressés : le sultan et l'empereur François-Joseph, se sont mis d'accord au sujet de la Bosnie et l'Herzégovine. Le premier de ces souverains a renoncé en faveur du second à toute prétention sur ces provinces. Dès lors la convocation d'un Congrès européen, quoique légitime en droit, ne paraît plus avoir d'utilité pratique : ce que l'Europe peut faire, c'est d'inviter la Russie à accepter le fait accompli et de la supplier de conseiller à la Serbie un prompt désarmement : car tel est l'intérêt de la paix générale. »

Sage parole ! Mais la Russie refusa de l'entendre. Supposez qu'un homme étant, par un cas de force majeure, obligé de présenter des excuses sur le terrain, de sages amis viennent lui dire : Nous sommes d'avis que vous acceptiez un arrangement et nous irons le dire pour vous. Supposez encore que cet homme réponde : Vous êtes bien bons, mais ne vous mêlez pas de mes affaires, et, si j'ai des excuses à faire, j'aime mieux les faire tout seul. C'est à peu près la conduite que préférèrent alors les ministres russes. Sur ces entrefaites l'Empereur Guillaume envoya son ambassadeur, le comte Pourtalès, porter à Saint-Pétersbourg une sommation menaçante : et la

Russie, encore mal remise des fatigues et des coups de la campagne d'Extrême-Orient, dut céder, et inviter les Serbes à désarmer. Quelques mois après, l'Empereur Guillaume allait fêter à Vienne le 80e anniversaire de François-Joseph et au banquet de la Hoffburg, avec l'éloquence théâtrale qu'on lui a toujours connue, il s'écriait : Ton alliée, au moment du danger était à tes côtés, avec son épée flamboyante !

Que faisait cependant l'Italie? Elle avait entendu le cri de douleur de la Serbie : et en même temps d'ardents appels de l'« Italia irrendenta ». De nombreuses réunions se produisirent : de patriotiques paroles furent prononcées. Mais tout à coup une immense douleur arrêta le mouvement et absorba l'attention. Messine venait de s'écrouler tout entière en moins d'une heure, sous la secousse d'un tremblement de terre. Un champ de désolation remplaçait cette ville florissante, couvert d'autant de morts qu'un champ de bataille. J'ai vu Messine en revenant de Grèce : j'avais vu déjà Nomeny et Senlis, et le désastre causé par la nature m'a fait penser aux ravages que laisse le passage des Allemands !

Ainsi se termina l'hiver de 1909. Avais-je tort de parler d'une répétition générale ? Depuis lors, bien que la Triple-Alliance n'eût pas été dénoncée et que même elle eût été automatiquement renouvelée, il fut clair que la bataille était gagnée pour nous et que l'opinion de notre grande sœur latine nous était acquise. Les rêves impérialistes, les vaines promesses de grandeur, prodiguées par l'Allemagne et l'Autriche à l'Italie, avaient apporté peu de profit. Les sentiments fraternels, provenant d'une communauté d'origine, les aspirations libérales qui furent toujours soutenues en commun par les deux peuples, reprenaient le dessus. Notre cause était gagnée et personne n'en doutait, même avant les jours de la grande épreuve. L'éminent ministre Sonnino continuait la tradition de Visconti.

Quand éclata le grand orage, dès le mois d'août 1914, l'Italie déclarait qu'elle voulait rester neutre, et M. Salandra, dans un discours mémorable, justifiait cette conduite. Comme on le pense bien, les Allemands invoquèrent les traités. M. de Bethmann-Hollweg, qui en faisait si bon marché lorsque les traités le gênaient, ne manquait pas de dénoncer le scandale de la violation de la Triple-Alliance. Envahir malgré la foi jurée, un pays neutre, tel que la Belgique, lui paraissait indifférent. Mais il ne pouvait admettre qu'un peuple sur lequel, sous prétexte d'alliance, il prétendait avoir étendu sa domination, eût la volonté de demeurer neutre.

M. Salandra, de son côté, n'avait garde d'appeler les traités des chiffons de papier. Il les respectait, mais ne permettait pas que [illegible] fausse. En bon juriste il soutenait que la Triplice était dans son ensemble un traité [illegible]. Bien entendu, chacune des trois puissances alliées avait le droit d'entreprendre de son côté une guerre d'agression. Mais si elle prétendait doit être aidée par les autres, elle devait [illegible] assentiment, ou tout au moins demander leur avis ; et celles-ci n'étaient nullement engagées par avance à la suivre. « La preuve, disait M. Salandra, c'est qu'en 1913, ayant voulu attaquer la Serbie, l'Autriche nous a demandé [illegible] lions être de la partie : [illegible] nettement déclinée. Vous saviez donc qu'au cas où vous agiriez sans nous, vous eussiez déchiré vous-même le traité de la Triple-Alliance. En [illegible] que, à la fin de 1914, vous avez envoyé à la Serbie un ultimatum contraire à tous les principes du droit international, c'est vous qui avez rompu le traité qui nous liait. »

Ces arguments étaient sans réplique. Mais en Allemagne la stupéfaction fut grande. Les puissants empereurs, habitués à parler de leur jeune alliée sur un ton protecteur et convaincus de l'avoir liée à leur sort par des chaînes solides, ne pouvaient croire à cette résolution. Je ne sais pas comment leur étonnement s'exprima en Allemand : mais je me figure qu'une phrase italienne très célèbre tomba de leurs lèvres : à la patrie de Galilée qui secouait leur joug, ils appliquèrent les paroles qu'avait prononcées Galilée quand on refusait de croire au mouvement de la terre : « *E pur si muove !*

Quelques mois plus tard, par une belle nuit étoilée, se déroulait, entre le Corso et le Capitole, la scène que j'ai essayé de décrire en commençant. Et l'Italie tout entière, avec un dévouement unanime au droit et à la liberté, se jetait dans la lutte formidable.

Maintenant l'avenir est certain ; notre alliance avec l'Italie est scellée du sang des uns et des autres. Nous aurons gagné une précieuse amitié : et l'Italie elle-même aura assuré à jamais son indépendance et son unité. On pouvait craindre que vers 1860 elle n'eût conquis ces bienfaits à trop bon compte. L'expédition des Mille, l'invasion de la Toscane et celle de Naples, l'entrée à Rome par la Porta Pia de Cadorna, le père du général actuel, rappelaient un peu trop les chevaleresques équipées de Colleone, de Piccinino et du marquis de Mantoue. La couronne du Roi Victor Emmanuel, l'unité de son peuple auront été achetées par de plus grands efforts et des sacrifices plus méritoires.

Je n'ai point discuté, et n'y songe pas en ce moment, les questions de légitimité. Il me semble cependant qu'à ce point de vue l'union de l'Italie sous la couronne de la noble maison de Savoie, la plus autochtone, la plus nationale des maisons régnantes au-delà des Alpes, était parfaitement naturelle et désirable. L'ancien droit même, par la paix d'Utrecht, avait donné la Sicile à la maison de Savoie, en la personne du roi Amédée, qui la gouverna dix ans : et c'est l'Autriche qui la força à l'échanger contre la Sardaigne. Unifiée depuis cinquante ans, l'Italie, à travers les épreuves sans précédent que réservait au monde civilisé le XXe siècle, se sera conduite et affirmée en grande nation.

Messieurs, on m'avait demandé de la psychologie, et je vous ai offert un peu de politique et d'histoire. Ne craignez pas que le conférencier, prenant encore une fois sa tête dans ses mains, ne vous menace d'un nouveau discours. Si je l'essayais, je crois que je n'aurais pas beaucoup de peine à montrer que la philosophie qui gouverne en ce moment les Allemands, et qui exerce sur eux un si grand empire, n'est pas de nature à être comprise et adoptée en Italie. Ce n'est pas que ce beau pays soit rebelle à la philosophie. Il a produit beaucoup par lui-même et se tient au courant de la science étrangère. Autrefois, le Napolitain Vera, et de nos jours le professeur Benedetto Croce, ont mieux que personne traduit et expliqué la doctrine de Hegel. Mais c'était par curiosité d'esprit et sans prétendre la faire triompher parmi leurs concitoyens. Il y a peu de jours, le professeur Borgese, que j'ai nommé tout à l'heure, expliquait ici pourquoi cette doctrine ne sera jamais goûtée au-delà des Alpes.

« Dans nos sociétés, a écrit Hegel, les conditions qui dominent les lois et la justice, la constitution et l'esprit du peuple, ont été si fermement établies en elles-mêmes, qu'il ne reste à régler que des détails concernant l'instant qui passe : on peut se demander ce qui reste livré (à supposer qu'il reste quelque chose) à l'initiative de l'individu. » (1). C'est là une philosophie d'Etat, faite pour établir la religion, le culte de l'Etat.

Or, depuis la décadence de l'Empire romain, ce culte n'a point reparu chez les Nations latines. L'Italie en particulier a produit des hommes, dont l'exceptionnelle grandeur me semble particulièrement incompatible avec la théorie qui abaisse et confond toutes les individualités, et ne considère qu'une personne collective : la Société. Quand on prononce le nom de Dante, quand on essaie de se représenter Léonard de Vinci, le plus grand homme peut-être qui ait existé, car mon regretté ami Duhem prétendait que toute l'œuvre de Galilée se trouvait dans les notes de Léonard, la Société, le petit Etat dont ces hommes faisaient partie, semblent avoir été auprès d'eux peu de chose.

Ces puissants individus ont imprimé à la Société de leur temps leur propre caractère. Ils n'auraient point eu lieu de dire comme le professeur Ostwald, lors de la déclaration des intellectuels allemands : « La Société m'a fait tout ce que je suis ! » Et qu'on me pardonne d'ouvrir ici une parenthèse : j'ai suivi, exactement en ce même lieu où nous sommes réunis, mais entre les murs de la vieille Sorbonne, les leçons de l'illustre maître Würtz, dont on aurait dû célébrer l'an passé avec plus d'éclat le centenaire. Et je voudrais bien savoir ce qu'eut été le professeur Ostwald, même avec l'aide de la Société et de la culture allemandes, si la théorie, les méthodes, les découvertes de notre Würtz n'avaient été préalablement enseignées à la Sorbonne !

Fidèle à Hegel, la culture allemande admet encore que le progrès des connaissances humaines se développe suivant une logique nécessaire et invincible ; et que la même logique gouverne l'organisation des Etats et amène la suprématie de certains d'entre eux. Ce n'est là, en somme, qu'une forme pédante et prétentieuse de l'antique fatalisme ; je ne crois en aucune façon le fatalisme conforme à l'esprit latin !

Quand j'essaie d'imaginer l'âme de nos alliés mise en présence de Hegel, et de sa logique qui suit un progrès nécessaire et fatal, mes souvenirs classiques me rappellent les premiers vers de l'*Enéide*, et la révolte de Junon contre les Destins. La déesse s'écrie :

Mene incepto desistere victam,
Quippe vetor fatis !

Comme la Junon de Virgile, déesse individualiste, l'Italie ne s'est pas laissée épouvanter par les menaces d'un Destin aveugle, et qui rend ses oracles en allemand ! Elle a su persévérer dans des entreprises, que son intelligence et sa volonté avaient résolues. Nous comptons sur elle, elle s'est attachée à notre cause ; elle a compris que cette cause était la sienne ; elle a souffert comme nous et son amitié sera inébranlable.

Nous l'avons conquise à jamais. Mais personne ne me reprochera d'avoir rappelé que ce ne fut pas sans disputes. Nous l'avons conquise au milieu d'une tempête. Il y a quelques années à Rome, au

(1) *Histoire de la Philosophie*, traduit par Lord HALDANE, vol. II, p. 25.

Musée des Thermes, en présence d'une magnifique statue antique, on me faisait un récit, où je trouve un symbole de cette histoire. A Anzio, l'ancienne Antium, où le palais de Néron s'étendait jusque sous la mer : après un orage furieux, les vagues avaient, en déferlant, tant écrouler toute une falaise. Le lendemain, au lever du jour, du sein des eaux apaisées et des débris de la falaise effondrée, on vit émerger cette magnifique statue de marbre. Un procès curieux s'éleva entre l'État, représentant l'Océan, et le prince de Sarsina, propriétaire du rivage. Les juges décidèrent que la statue appartenait au sol. Elle fut d'ailleurs cédée à l'État : et elle a gardé le nom que le peuple lui donna le premier jour : la Fanciulla d'Anzio.

Comme la belle statue de marbre, l'Italie a émergé au milieu des effondrements et des tempêtes : et aussitôt des Puissances diverses se la sont disputée. Nous n'avons pas voulu la laisser se perdre dans les brumes de l'Océan du nord : nous l'avons réclamée comme étant de notre maison, de notre terre, de la grande famille latine. Nous avons gagné le procès, et gardé pour nous la Fanciulla d'Anzio.

Je ne crois pas me tromper en assurant que l'entente est définitive, et qu'après les épreuves actuelles, il y a de beaux et de longs espoirs pour les grandes Nations riveraines de la Méditerranée.

DENYS COCHIN,
de l'Académie française,
Ancien Ministre.

SOUVENIRS D'AVANT-GUERRE

II. — LES RAISONS PROFONDES DU DESPOTISME WAGNÉRIEN

M. Pierre Lasserre, de qui l'on se rappelle avoir lu des jugements plus absolus et surtout plus passionnés, quant au fond de la doctrine, pose merveilleusement, à mon sens, la question wagnérienne, envisagée du point de vue français, quand il écrit sur ce sujet irritant qui fit couler des flots d'encre : — « Gardons-nous de nous en plaindre : l'Union sacrée n'en a point pâti et la vérité ne peut qu'y gagner. L'épreuve du temps rend plus facile l'équitable appréciation des œuvres d'art, et, en ce qui concerne l'œuvre de Wagner, cette épreuve a déjà été assez longue pour nous ménager vis-à-vis d'elle, un avantageux recul. Nous pouvons aujourd'hui porter, sur ce vaste monde de musique, de poésie et de décoration théâtrale, des regards plus libres et plus lucides que nos aînés qui le virent pour la première fois se dresser devant leurs yeux éblouis. Le moment est venu où les raisons de profonde convenance qui ont voulu que l'auteur de la *Tétralogie* fut exclu de nos théâtres n'existeront plus, et ce sont de nouvelles raisons de goût qui décideront s'il faut jouer ou ne pas jouer du Wagner. » (1).

Voilà M. Lasserre le seul comme moi, avec à son de poser la question qui ne saurait lui concilier la bienveillance de tout le monde, notamment celle de M. Frédéric Masson et de M. Saint-Saëns, lequel envoyait pourtant à Mme Kalergis en 1871, les plus enthousiastes éloges de l'œuvre wagnérienne. Après la guerre, dont nous ne pouvons attendre d'autre issue que la victoire, il y a trois grands Allemands de l'ordre esthétique dont il apparaîtra bien difficile de déboulonner la statue, et ce sont, vous pensez bien : Goethe, Beethoven et Wagner. Si à ces trois là, vous joignez le nom de Schopenhauer peut-être, et celui de Henri Heine sûrement, vous tiendrez ce qui est essentiel à votre culture !

* *

Ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'en tant par nous autres, qui eûmes nos vingt ans vers 1885, et qui avions subi les épreuves de 1870 sans en comprendre la portée, à cette date de 1885, c'est-à-dire quinze années après l'épreuve, la statue d'un grand Allemand était en train de s'élever par nos soins à Paris (2) ! Maintes fois nous avons constaté le fait : nous n'avons pas cherché suffisamment à l'expliquer. Il peut être intéressant d'en déduire ici les raisons, qui nous donnent la clé de plus d'un des traits de notre psychologie nationale, et bien que je ne croie pas beaucoup aux réformes de la mentalité collectives, celles de la mentalité individuelle étant déjà bien difficiles, il me semble que ce n'est pas sans intérêt que nous pourrons les envisager.

*
* *

Dans un épisode isolé (3), mais expressif pour-

---

(1) PIERRE LASSERRE. *Le Sens de la Musique Française*.

(2) On s'arrangera comme on voudra, on n'arrivera jamais à blanchir complètement R. Wagner, comme le voudrait M. Kufferath, des injures d'une *Capitale* [illegible]. La seule excuse qu'on lui puisse trouver, c'est l'accueil fait à la *Tannhauser* par les abonnés de l'Opéra en 1861.

(3) Cf. *L'Illusion Sentimentale*.

tant, d'une œuvre romanesque où j'ai mis beaucoup de moi-même et de mes émotions d'art, j'ai tout de manquer l'écho que les êtres de 20 ans, mordus au feu nécessaire par le noble sentiment de l'action, peuvent avoir des splendeurs de la révélation wagnérienne. Je ne crois pouvoir mieux faire que les rappeler ici en les reportant à leur date. On a toujours le droit, n'est-ce pas, de se citer soi-même, de mettre sa propre pensée entre guillemets, surtout si l'on ne voit pas meilleur moyen de la traduire. Il s'agit d'étudiants qui, en 1885, suivent les luttes organisées par Ch. Lamoureux pour le triomphe du wagnérisme et qui y participent de toute l'énergie de leur amour.

Pour des âmes ardentes et graves comme nos deux jeunes initiés, rien ne vaut la fièvre de telles luttes, ces douloureuses crises de l'art, mêlées où critiques, artistes et public ont coutume de jeter confusément toutes leurs passions, crises heureuses qui décèlent la santé et la richesse dans la vie intellectuelle d'une nation. Sans doute Charles et Lucien sont bien jeunes encore, ils n'ont point d'autorité pour prendre parti. Ils appartiennent au gros de la troupe anonyme, sans responsabilité, mais non sans foi. Quand, le dimanche, après le repos pris à la hâte, ils se retrouvent rue de Liège pour gagner le théâtre du Château-d'Eau, ce ne sont pas deux dilettantes qui vont au devant d'un plaisir, mais deux croyants qui ravivent l'intensité de la jouissance esthétique à cet intérêt supérieur : le triomphe d'une idée.

Dès l'ouverture des portes, la salle s'emplit et les plus hautes places sont occupées par les plus passionnés. Au premier contact, on y sent l'atmosphère des batailles. D'un coup d'œil, ils mesurent les partis en présence : la lutte ne peut manquer d'être chaude, à supputer le nombre et la qualité des combattants. C'est d'abord quelque ouverture d'un maître consacré, Weber ou Schumann, puis une symphonie de Beethoven qui bénéficie en 1884 des trente années qui précédèrent pour acclimater cette gloire tout aussi révolutionnaire à ses débuts que celle de l'astre qui se lève. Le programme marque ensuite le 2e acte de *Tristan*, et c'est au milieu d'un frémissement universel que l'orchestre attaque le prélude — frémissement qui va grandissant, comme une mer immense, pour lutter contre les flots de cette mer d'harmonies, tantôt berçant l'âme comme la plus suave caresse, tantôt l'exaltant jusqu'à la folie. A peine l'orchestre s'est-il tu que les sentiments rivaux des deux mille auditeurs se confondent et s'opposent, sifflets stridents, acclamations bruyantes,... mêlées où Charles et Lucien prennent parti..., on devine en quel sens ! Ils n'ont point, à leur gré, d'assez énergiques poumons pour acclamer le glorieux génie qui vient de mourir, mais dont l'œuvre se prolongera dans l'immortalité ! Leur jeunesse enthousiaste le révolte contre ces éternels recommencements dont est faite l'histoire de l'art

...Montés à ce ton, les voici qui sortent de la salle surchauffée. Quoi d'étonnant si la grande ville murmurante leur propose en vain l'attrait de ses nouveautés et de ses tentations ! Ils remontent le boulevard en se tenant familièrement le bras, et pour eux cette artère palpitante du Paris joyeux où le plaisir coule à pleins bords — tel un sang jeune dans un riche organisme — n'est pas plus peuplé qu'une campagne solitaire. Des passants pressés les coudoient, des filles hardies viennent coudoyer leur jeunesse, et, d'un ardent regard, les inviter au plaisir. Ils croisent des femmes gracieuses et parées qui, pour d'autres et pour eux-mêmes, sans doute, à tout autre instant, auraient l'attrait du mystère. Mais le sortilège du songe musical vit en eux, et ils n'ont pas d'yeux pour les spectacles du dehors. Leur seule réalité vivante, présente, ce sont les émotions et les idées qui se levèrent au contact du génie qu'ils viennent d'interroger, dans un frisson de tout leur être sensible, et dont ils approchèrent autant que le peuvent faire deux étudiants de vingt ans, bien dépourvus pour tout ce qui touche aux réalités de l'existence, mais, dans le domaine spéculatif, si riches d'enthousiasme et de bonne volonté !

*
* *

Quel est, je vous le demande, le fond psychologique essentiel de cet état intérieur, vécu par quelques-unes des meilleures têtes de ma génération, et auquel les concerts du dimanche apportaient le seul substitut psychologique qui leur manquât. Ne vous y trompez pas : c'est un fond *religieux*, ce besoin *d'adoration* qui est à la base de la nature humaine, et que rien ne remplace. On l'a dit, avec un sens profond des réalités intérieures : les concerts du dimanche, au Château-d'eau et à l'Eden, furent pour beaucoup la *messe* de l'*incrédule*, car là seulement ils goûtèrent la qualité d'Idéal dont leur âme était assoiffée.

Dans l'isolement profond où il s'est trouvé placé par la destruction des antiques croyances qui donnaient à ses démarches une solide assise (1), qu'elles aient été minées par le développement de l'esprit critique, ou par les révoltes de la vie, le besoin n'en subsistait pas moins de s'appuyer sur un absolu — car l'homme ne vivra jamais sans foi — et dans l'absence de toute croyance positive, l'art est encore ce qui se rapproche le plus d'un absolu, surtout celui des Symphonies de Beethoven, de Lohengrin et de Tristan. Rappelons-nous, dans la correspondance de Flaubert, une lettre adressée à Bouilhet ou à Le Poitevin, peut-être à cet affreux bas-bleu de Louise Collet, bien indigne de la recevoir. — « Tu me parles de travail... oui, travaille, aime l'art. De tous les mensonges, c'est encore le moins menteur. Tâche de l'aimer d'un amour exclusif, ardent, dévoué. Cela ne te faillira pas. L'Idée seule est éternelle et nécessaire. Il n'y en a plus de ces artistes comme autrefois, de

(1) Cf. Paul Bourget : *Essais de Psychologie*, où ce sujet se trouve traité de main de maître. Je ne crois pas que l'on ait jamais mieux posé les données du problème.

ceux dont la vie et l'esprit étaient l'instrument nécessaire de l'appétit du Beau, organes de Dieu par lesquels Il se prouvait à lui-même ! »

Je me rappelle très bien avoir vu, aux petites places des Concerts Lamoureux, au Château d'Eau, à l'Eden, telles figures expressives, véritablement inoubliables, qui, après 25 années sont encore présentes à ma pensée, d'une réalité et d'une intensité de traits qui les superposent à tant d'images accumulées depuis. Une d'entre elles, figure d'homme ravagée par le pouvoir de souffrir, et la volupté des sensations douloureuses, avait, à certains passages d'expression musicale de Beethoven ou de Wagner, quelque chose de l'extraordinaire intensité du Christ de la *Cène* de Léonard. Je verrai toujours aussi certains amants qui, les doigts confondus, et les regards perdus dans un rêve sans fin, semblaient échapper aux contingences terrestres de leur passion même, en vertu d'une sorte de rêve éthéré où la matière n'avait plus de place. Puissance indestructible de la musique, constatée, mais non expliquée jusqu'alors, ce sont là de tes coups, car seule entre tous les arts, tu sais diffuser dans l'espace les parcelles de notre être... évidemment à condition de n'être point celle de l'Opéra-Comique ou du Grand-Opéra !

*
* *

Telle fut, à mon sens, la raison profonde, irremplaçable, du Despotisme wagnérien, lequel dura 25 ans, et pesa d'un poids écrasant sur les destinées de notre musique française. Il conserverait encore, son ascendant, faut-il le dire ? si des circonstances d'une portée unique n'étaient venues se jeter à la traverse, et renverser les points de vue. Là, comme ailleurs, on a incriminé les méthodes de propagande allemande, et leur action *tentaculaire*. Ils auraient été tentaculaires en musique, comme ils se vantent de l'être dans l'ordre scientifique. Ne nous laissons pas duper par les mots et leur puissance de séduction : on n'impose pas un art comme un article de commerce, surtout quand il y faut l'assentiment de deux mille auditeurs !

*
* *

Non, non, quoi que l'on puisse avancer pour établir le contraire, il y eut, durant toute une période, concordance d'âme, entre une part encore amorphe de l'élite parisienne et les ouvrages du Réformateur. Ceux qui veulent à tout prix trouver des excuses à ce qu'ils appellent notre faiblesse et notre faculté d'oubli, les cherchent dans la nature des sujets déjà traités : Lohengrin, Parsifal, Tristan, ce sont autant de figures de l'ordre celtique et faites pour trouver leur résonance dans le fond de notre âme ! Pour nous, nous nous garderons bien de reprendre la discussion sur ce plan, qui ne nous amènerait à aucun résultat, et nous nous contentons de regarder en nous-mêmes, où la plus brève introspection nous marque la prestigieuse action d'une musique qui s'impose comme une force de la nature ! Si le génie de Richard Wagner agit sur nous — ceux-là du moins qui se trouvaient préparés par la culture des grands musiques : les Bach, les Haendel et les Beethoven — s'il exerça cette formidable emprise avant tout le caractère d'un despotisme impérieux, il n'y a pas chercher d'autre cause que celle d'une puissance musicale qui emporte tout, même et surtout l'effort des théories philosophiques allemandes les plus embrumées de métaphysique.

*
* *

C'est vainement que ceux qui l'ont entrevu [illegible], et qui bénéficiaient des miettes de [illegible] mondiale, tous ces gérants de l'entreprise Wahnfried et Cie, avec le sens bien connu des affaires, tout à la fois étroit et souple des Allemands, car c'est en vain que tous, depuis le banquier de Bayreuth, qui soutenait l'œuvre jusqu'à l'illustre et maigre veuve qui devait en cueillir le fruit [illegible]sant, tentèrent de diviser ce génie en fragments, et de mesurer sa supériorité dans tous les arts. Il était essentiel pour eux qu'il apparût au monde sous les traits du Napoléon de l'art contemporain. Comme à l'Empereur, il fallait lui assigner toutes supériorités. L'un s'acharna à voir en lui le [illegible] des Décorateurs de théâtre : c'est une question que nous pourrons épuiser un jour à l'aide de documents certains et inédits qui se trouvent [illegible] mains et qui sont des plus curieux : elle en vaut la peine. Tel autre, l'Anglais félon Houston Stewart Chamberlain, préparait son entrée dans la famille Wagner en écrivant deux volumes pour bien montrer la supériorité du philosophe sur le musicien... un troisième affirmait que la musique de [illegible] *Lohengrin* et de *Tristan* n'était rien auprès [illegible] ception poétique qui avait présidé à la genèse de ces poèmes. N'était-ce pas dire que le génie stratégique de Napoléon devait s'incliner devant celui du financier et du législateur ? Mais Napoléon lui-même laissait dire, comme eût fait Wagner s'il avait vécu, et concluait avec ce parfait bon sens qui [illegible] parfois le génie : « Marengo, Les Pyramides — sa musique à lui — c'est du granit... et la dent de l'envie ne peut y mordre ! »

Pour nous, public, amateurs éclairés, qui suivions notre instinct, — l'instinct infaillible qui ne trompe pas — nous n'allions pas rechercher en Richard Wagner le décorateur de théâtre — et pour cause. Nous ne lui demandions pas compte de ses opinions philosophiques : nous ne les connaissions pas davantage : nous savions seulement, grâce à M. Téodor de Wyzewa et à sa *Revue wagnérienne* (1), qu'il avait adhéré au mouvement révolutionnaire de 1848, et qu'il s'était déclaré ensuite partisan chaleureux des doctrines de Schopenhauer, surtout dans leur partie métaphysique. Nous ne discutions même pas la qualité littéraire de poèmes qui par leur origine nous appartenaient en propre, à nous autres Français, et nous acceptions fort bien, même les plus enragés tenants de la nouvelle religion, que l'on discutât les vertus du Dieu. Nous acceptions également qu'il eût embrumé de nuages métaphysiques à l'allemande quelques-unes des plus nobles figures de notre littérature. En lui nous ne voulions considérer que le *musicien*. N'avions-nous pas raison de nous laisser emporter par le torrent d'une musique qui s'imposait à nous avec l'impériosité, avec le despotisme d'une force de la Nature ?

Et croyez-le, je me garderais de toute prophétie, n'ayant aucun goût pour ce rôle — mais je transcris simplement ce que je sens : si quelque jour, comme M. Pierre Lasserre nous en laisse pressentir la possibilité, R. Wagner reprend, aux programmes de nos concerts et de nos théâtres, une part de la place exagérée qu'il tenait, ce sera simplement l'effet d'une justice immanente, car vouloir supprimer son œuvre de l'histoire de l'art lyrique, cela équivaut à briser un des anneaux les plus resplendissants de la chaîne de l'art.

PAUL FLAT.

(1) Donnons un souvenir bien justifié à cette *Revue wagnérienne*, qui fut entre 1882 et 1890 à peu près — mes dates sont approximatives, car la collection est aujourd'hui presque introuvable — le principal organe en France du mouvement wagnérien, fondée et dirigée par le slave Téodor de Wyzewa, de qui Barrès me disait un jour : « Songez, mon cher, qu'il fut, à cette date de sa vie, le plus brillant d'entre nous, celui qui donnait les plus belles promesses ».

M. Téodor de Wyzewa, qui vient de disparaître voici quelque temps, n'aura pas justifié les prédictions de Barrès, et les partisans acharnés de R. Wagner ne manqueront pas d'y voir un châtiment pour la brusque intrevention avec laquelle le souple et mobile Wyzewa lâcha un jour sa première idole et reporta tout son amour sur le génie mozartien.

RÉVÉLATIONS SUR LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC (1)

II

Plusieurs mois avant son entrée au Comité, Prieur était persuadé que la France courait le risque de périr par le manque d'armes et de poudres. L'exemple des précédentes guerres l'en avait suffisamment avisé. Il s'en était expliqué avec des membres du précédent Comité de Salut Public, et Danton, l'un d'eux, lui avait dit : « Va encore une fois en mission au Calvados ; à ton retour nous te ferons faire des armes. » La crise du 31 mai, survenue peu après, donna lieu à sa captivité de la part des insurgés qui cherchèrent vainement à lui faire quelque inculpation personnelle. Rendu à la liberté par la soumission de ce département, Prieur de la Côte-d'Or revint à Paris, et fut presqu'aussitôt nommé membre du Comité de Salut Public, comme je l'ai dit. Là son désir d'accélérer, d'accroître considérablement la fabrication des armes et poudres, trouva une occasion d'autant plus favorable d'être satisfait, que ses collègues du Comité lui laissèrent à peu près carte blanche sur les moyens à employer.

En conséquence il forma, sous le nom de *section des armes et poudres*, de nombreux bureaux correspondant à chaque grande branche de fabrication, et il y adjoignit successivement d'autres objets majeurs concernant certaines écoles, ou des établissements d'art, soit relatifs à la guerre, soit seulement utiles à la prospérité nationale. Il groupa en outre, autour de lui, plusieurs hommes d'un rare mérite, presque tous membres de l'Académie des Sciences, ou qui le devinrent plus tard. Ce furent d'abord les célèbres *Monge*, *Berthollet*, *Vandermonde*, *Fourcroy*, *Guyton-Morveau*, ces deux derniers membres de la Convention, *Hassenfratz*, ingénieur des mines, et *Adet*, depuis ambassadeur, et aujourd'hui conseiller-maître à la Cour des Comptes ; ensuite d'autres savants ou artistes (2), quand le besoin s'en fit sentir. Ces citoyens, animés d'un zèle patriotique, consentirent à aider le gouvernement dans ses efforts pour sauver la France ; ils vinrent assidûment et sans rétribution à la *section des armes*, répandirent le tribut de leurs lumières sur toutes les questions qui leur étaient soumises ou qu'ils proposaient eux-mêmes, et prirent chacun une part active dans un immense travail. Ils constituèrent ainsi dans le-

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 1, 1918.
(2) Nous dirions aujourd'hui : *ingénieurs*.

Comité de Salut Public une autre sorte de comité, entre lesquels Prieur servait d'organe réciproque : transmettant au second les vues, les ordres du premier, et reportant à celui-ci les résultats, les demandes de l'autre.

J'ai déjà rappelé au commencement de cet écrit l'état critique de la République au mois d'août 1793. Beaucoup de citoyens de Paris en étaient tellement alarmés (et de ce nombre étaient plusieurs des savants que je viens de nommer), qu'ils ne voyaient pour les hommes le plus en butte aux vengeances à cause de leur ardent patriotisme d'autre ressource que de courir aux frontières, un fusil sur l'épaule. Il fut donc facile à Prieur de faire entendre à ces savants que c'était autour du Comité de Salut Public qu'il fallait se serrer, que c'était le moyen le plus efficace de conjurer les dangers de la patrie.

Une circonstance fortuite accrédita heureusement auprès du Comité ces hommes si utiles. Saint-Just, revenant de l'armée, rapportait l'échantillon d'une eau-de-vie, destinée à un hôpital, et que l'on assurait être empoisonnée. Sur quoi il éclatait en imprécations contre l'auteur d'un crime si abominable, qu'il voulait faire rechercher et punir. Prieur demanda qu'avant tout l'on fît constater la qualité de cette eau-de-vie par les savants qu'il avait réunis. Ils procédèrent en effet à cet examen dans le laboratoire de Fourcroy, avec tous les moyens de la chimie la plus éclairée, et n'y reconnurent d'impuretés qu'un peu de boue. Si quelque charretier infidèle, après avoir tiré de l'eau-de-vie d'une futaille, avait rempli le vide avec l'eau de l'ornière d'un chemin, cela suffisait pour produire le dépôt que l'on a trouvé ; et c'est à cela que se réduisait le délit. Quoi qu'il en soit, les savants se rendirent au Comité avec leur procès-verbal, Berthollet en fit la lecture, et, sur ce qu'il vit quelques membres encore incertains, il but un peu de l'eau-de-vie en question, disant « que c'était la confirmation de la signature des commissaires. » Barère et Prieur de la Côte-d'Or en burent ensuite gaiement ; mais Robespierre se refusa à un tel essai, prétendant n'en avoir pas besoin pour sa conviction. Cependant, dès que les savants se furent retirés, il objecta à Prieur que le poison avait sans doute été soustrait de la liqueur, mais qu'il pouvait être resté dans la boue du dépôt. Alors Prieur, pour lever tous ses doutes, en mit dans sa bouche et s'en frotta les dents (1). Cette petite scène amusa un moment, et, malgré la diverse nuance d'esprit et de caractère manifestée chez les assistants, tout le Comité comprit l'avantage de pouvoir faire taire des bruits alarmants par des témoignages irrécusables, comme aussi d'avoir constamment sous la main des hommes dont les lumières et le dévouement pouvaient être d'un grand secours.

Depuis ce moment Prieur fut plus à l'aise dans toutes les occasions où il eut à faire au Comité des propositions relatives aux travaux des savants ; et par ses manières amicales envers ceux-ci, il soutint leur zèle, les encouragea dans leurs fatigues, et en obtint les plus heureux résultats, tout en les empêchant de s'écarter des vues du Comité.

Chacun des principaux objets entrepris par la Section des armes exigerait une ample description pour en faire ressortir les documents utiles. Mais je me restreindrai à ce qui a le moins transpiré, à ce qui suffira pour guider ceux qui voudraient se livrer à un examen plus approfondi, en s'aidant des discours, rapports, et ouvrages imprimés du temps, distribués la plupart aux membres de la Convention, ou mentionnés dans les papiers publics. Voici la série de ces entreprises :

1° *Manufacture extraordinaire de fusils à Paris.* Établissement gigantesque, créé par décret du 23 août 1793 ; annoncé comme devant produire mille fusils par jour ; mais c'était un aperçu, un premier désir que les moyens d'exécution ont obligé de restreindre. On est parvenu seulement à obtenir chaque jour environ six cents fusils, quantité déjà énorme et hors de toute proportion avec aucun autre établissement. Dans le court espace des treize mois de son existence, il est sorti de ses ateliers plus de cent cinquante mille fusils ou pistolets. Une partie, à la vérité, provenait d'armes réparées, surtout dans les premiers temps, mais il rentrait plus tard dans ses magasins un équivalent d'armes entièrement neuves ; les doutes ou dénégations que l'on a élevés à cet égard n'ont donc aucun fondement. Quelle prodigieuse activité n'a-t-il pas fallu pour arriver à de tels résultats !

La confection de tant d'objets avait nécessité le rassemblement de plus de cinq mille ouvriers, répartis dans une trentaine d'ateliers, érigés sur des places publiques, dans d'anciens couvents, dans de grands hôtels ; et, indépendamment de ce, de nombreux ouvriers soumissionnaires travaillaient dans leurs maisons particulières. Très peu parmi ce grand nombre d'hommes avaient exercé l'armurerie ou quelques-unes de ses parties, mais des ouvriers en métal ou en bois, d'états divers, s'étaient présentés ou avaient été recherchés, et ils s'appliquèrent tellement à ce nouveau travail qu'en peu de temps ils y devinrent habiles.

(1) Récit sensiblement conforme à celui de Prieur dans les *Mémoires de Barère*, II, 156, 157.

Il fallait, en outre, des instructeurs, des surveillants, des agents multiples, d'énormes approvisionnements, de vastes magasins, des administrations spéciales pour maintenir tout en ordre, assurer la bonne qualité des ouvrages par un mode convenable de réception, établir enfin une comptabilité régulière.

Monge et Hassenfratz préparèrent tous les détails de cette organisation: ils se consacrèrent pendant plusieurs mois à la multitude d'écritures nécessitées par une telle entreprise ; on en remit ensuite la tenue à un chef de bureau intelligent, ce qui permit à nos deux savants de reporter sur d'autres objets leurs lumières et leur activité. Les soins de Prieur de la Côte d'Or étaient en même temps très utiles. Il visitait lui-même les ateliers et magasins, remédiait aux abus, apaisait des querelles, excitait le zèle de chacun (1), et employait l'autorité du Comité partout où il était besoin.

2° *Autres manufactures d'armes à feu.*

Loin d'avoir forme la grande manufacture de Paris aux dépens des autres fabriques existantes sur divers points de la France, celles-ci furent considérablement augmentées et l'on en créa de nouvelles, en appliquant à toutes de grosses sommes, en y employant des agents bien choisis, et faisant intervenir, pour plusieurs d'entre elles, l'action très efficace de quelques représentants du peuple, envoyés sur les lieux. La manufacture de *Maubeuge* avait été détruite par la guerre. Son matériel fut anéanti ; ses ouvriers se dispersèrent ; on en recueillit seulement onze forgeurs de canons, qui servirent de noyau aux ouvriers de ce genre dont on avait besoin à Paris. La manufacture de *Saint-Etienne* reçut de très grandes extensions. Celle de *Charleville*, languissante sous ses anciens propriétaires, leur fut retirée avec indemnité, pour être confiée à un nouvel entrepreneur que l'on aida par des avances. Celle de *Tulle*, travaillant habituellement pour la marine, eut aussi des encouragements ; enfin celle de *Moulins*, très récente, mais heureusement placée, eut besoin de puissants secours pour prendre quelque activité. Les créations nouvelles étaient les fabriques d'*Autun*, *Clermont-Ferrand*, *Bar-le Duc*, *Versailles*, *Bergerac*, *Roanne*, *Chambery*, *Avignon*, *Grenoble*, sans compter d'autres villes où l'on confectionnait seulement soit des canons de fusil, soit des platines, ou d'autres pièces particulières. Les produits de toutes ces manufactures ensemble parvinrent à s'élever à environ six cents armes par jour, tant fusils que pistolets, dont Saint Etienne seul fournissait plus de la moitié. Si l'on ajoute à cette quantité celle obtenue de Paris, que nous avons vu être à peu près pareille, on se fera une idée des ressources que la République trouva dans ces établissements. La Section des armes du Comité les suivait d'un œil attentif, en correspondant avec eux, s'en faisant rendre compte, leur procurant les secours nécessaires, aplanissant enfin toutes les difficultés.

3° *Fabriques d'armes blanches.*

Avant la Révolution il n'existait en France qu'une seule fabrique d'armes blanches pour fournir aux troupes et aux arsenaux toute sorte de sabres ; on y confectionnait aussi des baïonnettes et des baguettes de fusil. Cette fabrique, située au village de *Klingenthal*, en Alsace, était exposée à la dévastation dès que l'ennemi pénétrait dans cette province. Aussi dans plusieurs guerres on fut obligé par prudence d'en ménager tous les attirails. Le Comité de Salut Public avait trop cœur de conserver toutes les ressources de nos armements, en même temps qu'il s'efforçait de les augmenter, pour ne pas être frappé du danger de laisser si près de la frontière un établissement aussi important que celui du Klingenthal. Il résolut donc de le transplanter en quelque sorte dans l'intérieur de la France en lui substituant plusieurs fabriques de ce genre dans des localités convenablement choisies. Mais avant tout il fallait se rendre maître de l'art, c'est-à-dire en acquérir une connaissance complète et la rendre transmissible, au lieu de la laisser confinée par une pratique et une tradition exclusives dans la seule fabrique du Klingenthal. A cet effet *Vandermonde*, célèbre géomètre et physicien, y fut envoyé avec un dessinateur, pour faire une description soignée de toutes les parties de l'art et en éclairer au besoin, ou perfectionner, la routine. Vandermonde remplit cette commission avec une rare sagacité, et, après une exploration de quarante jours, il rapporta un écrit précieux avec figures, lequel contenait tous les renseignements que l'on pouvait désirer. La Section des armes se hâta de le faire imprimer et répandre à profusion. Elle fit aussi publier un avis aux ouvriers en fer sur la fabrication de l'acier, rédigé par Monge, Vandermonde et Berthollet. Cet ouvrage eut une grande utilité, même pour les arts civils, notamment celui de la confection *des limes*, en ce qu'il nous mit enfin sur la voie de nous libérer du tribut jusqu'alors payé à l'étranger pour une foule d'articles de commerce. A l'aide de ces moyens, des avances de fonds et d'autres encouragements, l'on parvint à créer (1) 17 fabriques

(1) Cette phrase seulement sur le brouillon.

(1) « Comme par un enchantement », avait d'abord

d'armes blanches, réparties dans les diverses régions de la République, lesquelles donnèrent en peu de temps des produits considérables. L'on se trouva ainsi à l'abri de toute inquiétude pour ce genre de fournitures. Mais cet avantage n'a pas eu la durée que l'on devait espérer. Bonaparte, tendant toujours à remettre les choses sur l'ancien pied, a fait tomber ces établissements en cessant de leur donner des commandes.

Les ouvriers particuliers de plusieurs grandes villes, surtout ceux de Paris, fabriquèrent aussi en très grande quantité, soit les diverses espèces de sabres, soit des baguettes et baïonnettes. Mais, à l'égard des sabres, il fallut une surveillance très rigide pour éviter l'abus d'une réception trop facile ; car, depuis la guerre de la Révolution, l'ignorance ou la cupidité, profitant de l'empressement du gouvernement à se procurer des sabres, lui en livra beaucoup dont les uns pliaient comme du plomb, les autres cassaient comme du verre. *L'épreuve du billot* est, comme l'on sait, le vrai moyen de constater l'élasticité des lames ; on en confia l'emploi à des hommes de probité, et, pour plus de sûreté, Prieur de la Côte-d'Or en donna l'inspection générale à *Regnier*, artiste habile et zélé, qu'il fit venir exprès à Paris où l'abus était le plus grand. Ce même artiste fut ensuite chargé de recueillir toutes les variétés d'armes depuis les temps anciens jusqu'à nos jours qu'il serait possible de se procurer. C'est ainsi que fut fondé l'établissement, aussi curieux qu'instructif, connu maintenant à Paris sous le nom de Musée d'artillerie.

4° *Grosse artillerie.*

Le travail relatif aux armes dont nous nous sommes occupés jusqu'ici formait à la Section des armes du Comité une grande division sous le nom d'*armes portatives* ; une autre division sous le nom de *grosse artillerie* comprenait tout ce qui concerne les canons, mortiers et obusiers, avec les affûts, caissons, projectiles divers, et autres attirails d'artillerie : le tout réparti en deux sous-divisions, l'une pour le service de terre, l'autre pour celui de mer.

En 1792 la France ne possédait encore que deux fonderies de canons de bronze, celle de *Douai* et celle de *Strasbourg*, et l'art n'y était pas plus avancé que du temps de Louis XIV. L'on y procédait encore par le *moulage en terre*, quoique celui *en sable*, bien préférable, fût déjà pratiqué avec succès dans des fabriques particulières pour de gros objets de fonte. L'un des premiers [illegible] des coopérateurs de la Section des armes [illegible] donc être d'établir ce dernier mode de moulage tant dans les anciennes fonderies que [illegible] qu'il s'agissait de créer. En conséquence, M[illegible] rendu libre du travail relatif à la [illegible] fusils de Paris, fut chargé de décrire [illegible] fabrication des canons. Il composa sur ce [illegible] bel ouvrage, gros in-4°, avec de nombreuses planches, dont le Comité s'empressa d'[illegible] l'impression et la distribution. Quatre artistes particuliers élevèrent bientôt, à leur compte, autant de fonderies dans Paris, avec un art très perfectionné. Neuf autres établissements de ce genre furent formés dans divers départements par les soins de plusieurs membres de la Convention [illegible] lement de cette commission. L'activité de toutes ces fonderies devint telle que, sous peu de temps, elles purent livrer au moins sept mille pièces de canon par an, de tout calibre (1).

Les canons de bronze avaient eu jusqu'alors le grand inconvénient d'être promptement hors de service par le tir, lequel produisait l'*égueulement de la lumière* par l'action de [illegible] tal trop tendre. Un artiste de Paris [illegible] reusement. Pour cela il suffit de forer la pièce à l'endroit de la lumière sur une certaine largeur, et de substituer au métal enlevé un morceau de cuivre pur et écroui dans lequel on perçait ensuite une lumière. Ce morceau, analogue au *grain* des fusils, avait ses bords taillés en vis et s'ajustait solidement au canon dont le trou était refouillé en écrou. Par ce moyen, d'un succès bien constaté, l'on donna beaucoup plus de durée non seulement aux nouveaux canons, mais encore aux anciens, en quelque lieu qu'ils fussent, l'appareil nécessaire étant commode et très portatif.

Mais, pour subvenir à une fabrication aussi énorme que celle dont j'ai parlé, il fallait une quantité de bronze proportionnée. On en trouva la matière dans le métal des cloches, convenablement affiné, c'est-à-dire ramené au degré d'alliage requis. Nos premiers chimistes en avaient entrevu la possibilité, mais il fallait la constater par une étude et des expériences spéciales. A cet effet les célèbres *Pelletier* et *Darcet* furent envoyés dans le bel établissement des fonderies de Romilly. Ils réussirent à fixer les procédés de cet affinage. Leur rapport lumineux reçut une prompte publication et

ajouté Prieur : puis il biffa, modestement, cette expression trop admirative.

(1) Prieur avait écrit ici, dans un premier brouillon : « La fonderie *du Creusot*, précédemment consacrée aux pièces en fer, et très languissante dans les mains de ses actionnaires, fournit à elle seule 100 canons de bronze régulièrement chaque mois, depuis qu'elle fut confiée d'*autorité* à un artiste habile autant que zélé. »

les moyens qu'il indiquait furent mis de suite en pratique. L'on sait avec quelle ardeur les habitants de toutes les communes de la République descendirent la plupart des cloches pour les mettre à la disposition du gouvernement. Leur métal fournit une immense ressource au service de la guerre ; celui de la marine en tira parti pour le doublage des vaisseaux et certains ustensiles ; enfin les débris de leur affinage profitèrent à plusieurs arts du commerce (1).

PRIEUR DE LA CÔTE-D'OR.

(*A suivre.*)

ÉMILE OLLIVIER

On ne doit que la vérité aux morts. Telle est la pensée qui me revenait sans cesse à l'esprit lorsque, l'autre jour, j'entendais sous la Coupole du Palais Mazarin, l'éloge académique de M. Emile Ollivier, par son successeur M. Bergson. Cet éloge fut longtemps attendu ; il aurait dû être prononcé une première fois avec les coups de griffe d'usage à la réception du nouvel académicien ; mais Emile Ollivier ne fut jamais installé dans le fauteuil de son prédécesseur, M. Alphonse de Lamartine. La guerre de 1870-71 empêcha ce premier éloge (2). La guerre de 1914 a retardé le second. M. Emile Ollivier était mort en 1913 et son successeur n'a pris séance qu'en 1918. Il semble que ce long silence et ce recul d'un demi-siècle auraient dû faciliter vis-à-vis du mort l'impartialité et permettre une sereine appréciation de son rôle politique. Mais la fatalité dont M. Bergson a compté les coups portés à son prédécesseur vivant, s'acharne sur sa mémoire et fait de lui ce que, dans l'argot de l'Institut, on appelle un mauvais mort. Etrange destinée d'un homme auquel la Providence prodigua tous les dons de l'esprit, qui vivait depuis cinquante ans dans une retraite prématurée et dont, même à l'heure actuelle et sous la coupole de l'Institut, il ne serait pas possible de parler avec justice et mesure ! Ollivier gouverna la France pendant sept mois et « pendant ces sept mois, a « dit M. Bergson, la France s'achemina de jour « en jour, presque d'heure en heure, vers ce par- « fait équilibre entre la liberté et l'autorité auquel « elle aspirait depuis si longtemps. »

Dans son ardeur dithyrambique, le récipiendaire va même jusqu'à voir dans l'Empire libéral une ère de réformes et de dévouement au bien public « comme on n'en avait pas vu depuis 1789 » !

M. Bergson est excusable de le penser : il appartient à une génération qui n'a pas senti les abus du pouvoir personnel, qui n'a connu d'abord que les bienfaits du régime parlementaire et non les misères de ce même régime aujourd'hui faussé et contrefait. Les abus de la liberté adoucirent à nos yeux les rigueurs du despotisme et là où hier, M. Bergson célébrait les bienfaits de l'Empire libéral, j'ai entendu M. de Vogüé transformer le coup d'Etat du 2 décembre en « une opération de police un peu rude. »

Il n'est pas étonnant que se reportant à 1870, non par ses souvenirs personnels, mais à travers le prisme de l'éloquence de son prédécesseur, — le nouvel académicien se soit, lui aussi, laissé prendre au mirage fascinateur et ait été tenté de trouver dans le gouvernement d'Ollivier « beaucoup d'autorité naturelle en haut, beaucoup de liberté réelle en bas. Ces généreuses illusions ne sont pas celles de la génération précédente, de ceux qui, en 1870, avaient l'âge d'homme et qui ont senti vibrer en eux et autour d'eux l'indignation qu'inspiraient aux républicains d'abord la « trahison » d'Ollivier et puis les pratiques césariennes de son ministère de sept mois. Cette indignation, je l'ai entendue gronder près de moi et on me permettra d'en réveiller ici les échos. Où pourrais-je le faire mieux que dans la *Revue Bleue* ? C'est dans ses Bureaux que j'ai connu beaucoup de ceux qui suivaient les funérailles de Victor Noir, qui demandaient à Edouard Laboulaye la restitution de l'encrier, qui signaient des manifestes anti-plébiscitaires, qui acclamaient Gambetta et Jules Favre. C'est chez Germer-Baillière que j'ai rencontré Emile Alglave et Jules Léveillé. C'est là que j'ai senti toute la répulsion que ces républicains à l'âme ardente, généreuse et désintéressée, éprouvaient pour Emile Ollivier. N'est-il pas juste qu'à l'heure où une voix éloquente, mais mal renseignée, essaie de réhabiliter l'homme politique, d'ici même s'élève comme il y a quarante-huit ans, une déférente mais ferme protestation qui, sans manquer au respect dû à la mort, rappelle celui qui est dû à la vérité ?

*
* *

Emile Ollivier fut un orateur incomparable qui à la puissance de Berryer, joignait à certains moments le romantisme de Lacordaire. Sa plume était

(1) Et en particulier à une fabrique dont Prieur fut le propriétaire et le directeur, quand il renonça à la politique pour l'industrie, plus paisible et plus profitable, en 1799.

(2) M. Emile Ollivier, élu à l'Académie Française le 7 avril 1870, n'y a jamais été reçu. Mais on connaît le discours de réception qu'avait préparé Emile Augier.

aussi éloquente que sa parole : ses ouvrages d'histoire politique ou religieuse sont des modèles du genre. Nul n'a mieux que lui pénétré les difficultés de l'éternel et redoutable problème des rapports des Églises et de l'État et nul n'aurait été mieux qualifié que lui pour négocier le futur et nécessaire Concordat de la séparation. A une époque de frivolités et de scandales, la dignité de sa vie contrasta avec ces appétits d'argent et ce besoin de jouissances qui sont la plaie de notre démocratie. Peut-on imaginer rien de plus délicat, de plus simple et de plus noble que ce tableau tracé par M. Bergson de cette intimité conjugale, de cette collaboration, dans la cellule étroite et nue de la Moutte, de deux êtres dont l'un s'efface toujours pour mieux servir et consoler l'autre ? De ces portraits si délicatement esquissés se dégageait un charme qui a véritablement séduit le public du Palais Mazarin.

Cependant la vérité historique ne perd jamais ses droits et tout le prestige de l'éloquence académique ne suffit pas pour effacer les faiblesses, les défaillances, les félonies d'un homme public. Emile Ollivier était de race républicaine. Son père, Démosthène Ollivier, que M. Bergson a qualifié de : « vieux révolutionnaire » était l'ami de Ledru-Rollin. Celui-ci, sous la caution du père, nomma le fils à peine âgé de 22 ans Commissaire général de la République dans les Bouches-du-Rhône. Comment après cette origine et ce début Ollivier se raillia-t-il à l'Empire ? M. Bergson a fort habilement tenté de l'expliquer par un malentendu initial dans le groupe des Cinq, par le serment prêté lors de son entrée au Corps législatif, par la prédominance donna aux institutions libérales sur la forme gouvernementale et, pour mieux faire accepter son explication, il a marqué toutes les étapes de cette lente évolution qui aurait duré treize ans, de 1857 à 1870. La vérité est toute autre : dès 1857, Emile Ollivier avait renié ses origines. Elu comme candidat de l'opposition, il avait, pour entrer au Corps législatif, à prêter serment de fidélité à l'Empire. La correspondance, échangée à cette occasion avec son père et citée par M. Bergson, nous révèle les perplexités de son âme ; il cherche à se faire pardonner par avance le serment qu'avec Darimon, un renégat qui alla plus vite en besogne, il consentit à prêter. MM. Carnot et Goudchaux, élus à Paris, M. Hénon, à Lyon, le refusèrent. Le Général Eugène Cavaignac venait de mourir dans la Sarthe ; mais il avait avant de mourir, manifesté lui aussi la ferme intention de refuser le serment. Quel exemple et quelle leçon ? Ollivier était bien décidé à n'en pas profiter. En 1863, le principe de la solidarité des Cinq le fait maintenir sur la liste d'opposition pour la 3e circonscription de Paris ; mais déjà il est suspect et lorsque, l'année suivante, il accepte d'être rapporteur de la loi sur les coalitions, il s'attire cette cinglante riposte de Jules Favre : « Il n'y a, quoi « qu'en dise Mallet du Plan, que deux écoles en « politique, celle des principes, et celle des expé- « dients. Je suis pour la première. » Le geste compléta la parole et au sortir de la séance, Jules Favre refusa sa main à Ollivier qui lui offrait la sienne. Voilà un tableau que M. Bergson a omis de brosser avec son pinceau académique !

La rupture fut, à partir de ce jour, définitive. M. Ollivier se séparait de plus en plus de ses anciens amis, il s'éloignait même des morts. Il avait été à ses débuts à Paris le compagnon, le collaborateur, le confident d'un jurisconsulte, Frédéric Mourlon, dont mon excellent collègue et ami, M. Fabreguettes vient de raconter la vie. Lorsque, le 30 décembre 1866, le cercueil de Mourlon fut porté sous le porche de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, on s'attendait à un discours d'Emile Ollivier. « Celui-ci, écrit M. Fabreguettes, embarrassé par les « regards qui le fixaient, se retira précipitamment. « Il se sentait mal à l'aise, à l'heure où il se pré- « parait à se rallier à l'Empire, pour prononcer « l'éloge du républicain sans peur et sans repro- « che qui l'honorait de sa confiance. » (1).

Faut-il après cela s'étonner qu'en novembre 1868, M. Ollivier ait refusé de s'associer à la souscription Baudin ? M. Bergson parle à cette occasion : « d'agitation révolutionnaire. » Il oublie que Berryer, dans une lettre publique, adhéra à la souscription et à la protestation : ce fut le dernier acte de sa vie politique. Les acteurs et les témoins de « cette agitation » ont presque tous disparu de la scène. Il en est un cependant, c'est le baron Séguier, mon lointain prédécesseur au Parquet de Toulouse ; il démissionna pour ne pas prendre, contre les souscripteurs du mouvement Baudin, les réquisitions qu'on voulait lui imposer ; il vit encore à Pau entouré de l'estime et du respect de tous, et il pourrait dire à M. Bergson de quel côté étaient en 1868 les révolutionnaires, les contempteurs de la foi jurée et de l'indépendance judiciaire.

Le refus d'adhésion à la souscription Baudin fut l'acte le plus significatif de l'évolution qui devait aboutir à l'acceptation d'un portefeuille. En mai 1869, Emile Ollivier eut à Paris pour concurrent Bancel et le candidat officiel, M. Louvet, se retira devant lui. En octobre, il acceptait de se rendre à Compiègne sous un déguisement, comme si les

(1) *Frédéric Mourlon* (1811-1866), par M. P. Fabreguettes.

deux interlocuteurs rougissaient d'avouer leurs aspirations. Le 2 janvier 1870, il est enfin Ministre et nous voilà au terme de ce que M. Bergson appelle : « sa patriotique campagne ».

Si le but de la vie publique est un portefeuille ministériel, M. Ollivier l'avait atteint. Mais il avait l'âme trop haute pour une aussi mesquine ambition. Comment donc expliquer ce renoncement du passé, cette trahison des amitiés, des traditions, des convictions anciennes ? Moins par l'ambition que par un défaut absolu de caractère. [1]

Quelques mois après le serment de 1857, le Père Lacordaire qui, dans sa retraite bondeuse de Lozère, jugeait sévèrement le ralliement de certains libéraux à l'Empire, dénonçait cet abaissement des caractères comme le grand mal de l'époque.

« Le caractère, écrivait-il, est l'énergie soudée « et constante de la volonté, je ne sais quoi d'iné- « branlable dans la fidélité à soi-même, à ses « convictions, à ses amitiés, à ses vertus, une « force intime qui jaillit de la personne et inspire « à tous cette certitude que nous appelons la sé- « curité. On peut avoir de l'esprit, de la science, « même du génie et ne pas avoir de caractère. « Telle est la France de nos jours. Elle abonde « en hommes qui ont tout accepté des mains de « la fortune, et qui cependant n'ont rien trahi, « parce que pour trahir, il faut avoir tenu à quel- « que chose. Pour eux, les événements sont des « nuages qui passent, un spectacle et un abri, pas « davantage. Il les subissent sans résistance, après « les avoir préparés sans le vouloir, jouets incon- « séquents d'un passé dont ils ne furent pas maî- « tres, et d'un avenir qui leur refuse ses se- « crets. » (1).

Je ne sais à quel contemporain pensait le grand moine en écrivant cette page : elle ne s'applique à aucun autre mieux qu'à Emile Ollivier et elle nous donne, mieux que le discours de M. Bergson, le secret de ces défections.

*
* *

Pour justifier son apologie, le nouvel académicien, éprouve le besoin d'invoquer le témoignage des contemporains et le ralliement de ceux qu'Ollivier aurait entraînés à sa suite. « Il voulait, dit-il, « que tous les Français sans distinction d'opi- « nions, pussent s'associer à son effort : et des « concours qui s'étaient jusqu'alors refusés s'of- « traient généreusement. » Il cite Prévost-Paradol, sans rappeler comment là-bas, en Amérique, le jeune académicien reconnut vite et expia cruellement son erreur. Sans doute M. Odilon Barrot acceptait de présider une Commission de décentralisation et M. Guizot une Commission de l'Enseignement. Mais à côté de ces deux noms mis en lagade les autres se tiennent à l'écart. M. Dufaure était particulièrement sévère et la clairvoyance ne fut jamais plus avisée. « Il ne croyait pas à la sincérité d'Emile Ollivier. Il était persuadé que l'Empire était incapable de se transformer, que si par malheur, la France se laissait prendre aux séductions qui lui étaient offertes, elle aurait prochainement à déplorer sa faiblesse et que, le jour des remords, elle verserait des larmes de sang » (1). A l'Ecole de Droit à laquelle Ollivier était resté si attaché, la réserve fut encore plus accentuée qu'au Palais ; Valette, l'ancien constituant de 1848, ne voulut rien accepter de son ancien élève ; Ortolan, qui était son compatriote et son voisin dans le Var (2), accepta bien la présidence d'une commission et la rosette d'officier de la légion d'honneur, mais je l'ai entendu protester avec sa fougue habituelle contre l'affirmation qu'il se serait laissé porter sur une liste de sénateurs à créer au mois d'août 1870. A la Chancellerie, les Réceptions se succédaient, rivalisant par leur sévère élégance et leur bonne tenue, avec certains salons de l'Empire. M. de la Gorce (3) nous y avait déjà montré Emile Ollivier y présidait radieux, « ayant auprès de lui sa jeune femme qui complétait l'image de son bonheur. » Elle se montrait à ses côtés, modeste plutôt que timide, ni éblouie, ni étonnée de son élévation, « dédaigneuse de tout ornement au point de « paraître austère, soit qu'elle voulût par son exem- « ple, remettre en honneur les habitudes oubliées « de la simplicité, soit qu'elle méprisât toute pa- « rure, hormis celle de ses vingt-ans. » Et M. Bergson a voulu ajouter quelques nouveaux traits à cet idyllique tableau, en rappelant les mots chuchotés sur le passage de la maîtresse de céans « Sainte-Mousseline » et « Petit Voile-Bleu ». En écoutant cette gracieuse évocation, un lointain souvenir du barreau m'est revenu à l'esprit. En face de la Chancellerie, de l'autre côté de la place Vendôme, habitait M. Hébert, le dernier Garde des Sceaux de Louis-Philippe ; un soir d'avril 1870, il y avait réception des deux côtés de la place ; ici, c'étaient les ministres, les magistrats en quête d'avancement, les courtisans du nouveau gouvernement : là étaient les membres du barreau, de vieux parlementaires, les survivants de la Monarchie de juil-

(1) *Première lettre à un jeune homme*, avril 1858.

(1) Georges Picot : *M. Dufaure*, p. 314.

(2) M. Ortolan était né à Toulon le 21 août 1802 et habitait souvent à Saint-Tropez.

(3) *Histoire du Second Empire*, tome VI, p. 21.

t. M. Hebert entraîna tout d'un coup un de ses m-
tes dans l'embrasure d'une fenêtre et lui montrant
s salons illuminés de l'autre côté de la place
n dit : « N'est-ce pas que c'est mieux ici qu'en
ace ? » La vieille Chancellerie ne voulait pas ab-
quer devant la nouvelle.

Sous ces dehors brillants, le Ministère d'Emile
llivier répondait-il à ses promesses et à son éli-
uette ? Oui, déclare sans hésitation son apolo-
iste. « Le grand honnête homme qui était au
pouvoir pratiquait les maximes, appliquait les
principes qu'il avait professés dans l'opposition,
a l'étonnement de la gauche, qui ne lui en sut
d'ailleurs aucun gré, à la colère de la droite qui
ne lui pardonna jamais : il se dessaisissait de
l'arme redoutable qu'il avait contre ses adversai-
res, la candidature officielle ; il assurait l'indé-
pendance du vote. » Est-ce exact ? Il est
ermis d'en douter, car jamais plus que dans cette
uestion de l'indépendance du vote, on ne vit ab-
olu désaccord entre les actes et les promesses du
inistre. Répondant, à la fin de février 1870, à une
nterpellation sur la candidature officielle, le Garde
es Sceaux la répudia aux applaudissements de
es anciens amis. Quelques mois après, il la prati-
uait avec une vigueur inconnue de ses prédécesseurs. M. Bergson semble croire que les deux millions de suffrages gagnés le 8 mai 1870 sur 1869 avaient été par la persuasion, et M. de la Gorce a cru aussi et dans le chapitre qu'il consacre au plébiscite, il narre la lutte électorale, comme si les violences et les excès n'avaient eu lieu que du côté républicain. Ils oublient, l'un et l'autre, les circulaires, les dépêches, la pression exercée par le Garde des Sceaux sur ses magistrats et par là sur les justiciables. Ce fut le côté véritablement révoltant de la campagne plébiscitaire que M. Chevandier de Valdrôme, le Ministre de l'Intérieur eût imprimé à ses Préfets, suivant sa propre expression, « une activité dévorante ». Cela n'est pas pour nous surprendre : on l'avait vu avant, et on l'a vu depuis. Mais que le ministre de la Justice eût officiellement, publiquement, cyniquement transformé ses magistrats en agents électoraux, voilà ce qui était véritablement nouveau. Les rapports dressés par les procureurs généraux au Garde des Sceaux à l'occasion du plébiscite ont été retrouvés. Un des successeurs d'Emile Ollivier à l'Hôtel de la place Vendôme les a même fait imprimer avec ce titre : *La Justice et la Politique sous le Second Empire* ». Un autre, par pudeur professionnelle sans doute, a refusé de livrer le volume au public, mais il existe aux archives de la Chancellerie. Si M. Bergson l'avait parcouru, il aurait peut-être moins facilement décerné à son prédécesseur un certificat de libéralisme en matière électorale. Le volume contient 800 pages et la place m'est ici trop parcimonieusement mesurée pour que je puisse faire de longues citations. On n'avait jamais vu ni sous le premier Empire, ni sous Louis-Philippe, pareille débauche d'arbitraire, pareil abus des fonctions judiciaires. Écoutez le Procureur général de Toulouse, M. Léo Dupré : « Je me suis « mis à la disposition de M. le Préfet de la Haute « Garonne... : mon substitut de Castres a vu tous « les juges de paix et n'a pas eu de peine à leur « faire comprendre la gravité de la situation et la « nécessité de combattre les abstentions ; ils ont « promis leur concours le plus actif et le plus dé- « solu ; on peut compter sur eux. » Le Procureur général de Riom, M. Souet, avoue qu'il fait voter par ses substituts le sceau des lettres envoyées à Clermont de la Belgique ou d'Angleterre. Voilà quelques échantillons des documents écrits. Que serait-ce, si vous aviez entendu comme moi le récit des entretiens confidentiels et les conférences entre les chefs de ressort et leurs auxiliaires ? Les magistrats d'Emile Ollivier rappelaient ceux des commissions mixtes de 1852. La terreur qu'ils inspiraient était telle, que dans certains départements les comités anti-plébiscitaires ne trouvaient pas d'imprimeurs. Mon père qui, dans l'Aveyron, avait avec cinq amis, contre-signé le manifeste de la gauche, fut menacé de poursuites ; le manifeste qui engageait les électeurs à déposer un vote négatif fut saisi. Les parquets poursuivaient partout, comme des malfaiteurs de droit commun, les républicains adversaires du plébiscite. Voilà le régime que M. Bergson n'a pas craint de présenter comme réunissant, dans le plus harmonieux équilibre, l'autorité et la liberté. L'impartiale histoire ne ratifiera pas ce jugement.

L'Empire libéral ne dura que sept mois, et la catastrophe qui suivit, en précipitant M. Emile Ollivier dans la retraite, a fait oublier son gouvernement intérieur. De cette catastrophe, on essaye encore de dégager sa responsabilité. Y a-t-on définitivement réussi ? J'en doute... : certes la falsification de la fameuse dépêche d'Ems fut le résultat de l'imprudente provocation de M. de Grammont, qui télégraphia à l'insu d'Ollivier, à notre ambassadeur Benedetti, de revenir à la charge auprès du Roi de Prusse. Mais dans un régime vraiment libéral, le souverain n'a pas de diplomatie secrète et n'envoie pas d'ordre aux ambassadeurs, sans en avertir ses ministres. Ollivier n'avait pas encore — une anomalie de ce régime hybride, — le titre de président du Conseil : mais en fait, il en avait le pouvoir et en exerçait les fonctions. Quel fut son contrôle sur les actes de ses collègues ?

Pourquoi accepta-t-il leurs agissements occultes et provocateurs ? Tous les efforts de M. Bergson n'en donneront pas une satisfaisante explication. L'Empire libéral conservait, en dépit de l'apparence, tous les vices de l'Empire arbitraire et c'est de ces vices qu'il est mort en entraînant la France dans sa chûte. Emile Ollivier ne les ignorait pas et il les a couverts de son nom et de son autorité.

*
* *

M. Bergson a terminé son discours par une émouvante prosopopée. Il nous a montré en termes lyriques, sur la Pointe de Camarat, le tombeau d'Emile Ollivier dans un granit portant cette simple inscription : *Magna quies in magna spe* ». Tel, à l'autre extrémité de la France le tombeau de Châteaubriand sans cesse battu par les flots de la Manche. Cet isolement ne témoigne que d'un orgueil posthume. Lorsqu'on visite, dans la banlieue de Montpellier, le cimetière de cette grande cité, le guide ne manque jamais de vous conduire à la tombe d'Aristide Ollivier tué dans un duel célèbre pour la défense des idées républicaines.

Le monument, simple et sans faste, a été élevé par souscription à la mémoire du frère d'Emile Ollivier qui paya de sa vie l'attachement à son drapeau, à son nom et à ses traditions de famille. Le monument de Montpellier évoque la droiture du cœur et la fermeté des convictions ; celui de Saint-Tropez n'évoquera jamais qu'un grand talent uni à un faible caractère. C'est encore à la tombe d'Aristide Ollivier, qu'aux heures de défaillance et d'abattement, il convient d'aller prendre des leçons de virilité et des exemples de courage.

HENRY JAUDON.

LE BON EMPEREUR

(RÉCIT JAPONAIS)

Hommes de l'Occident, écoutez une histoire
Que le moindre écolier sait par cœur au Japon.
Un de nos empereurs fut un homme très bon,
Qui jamais ne rêva conquête ni victoire.

Le peuple avait gémi sous son prédécesseur,
Dont le faste exigeait sans fin d'énormes sommes.
Ses guerres dévoraient les biens avec les hommes,
Et tout murmure était réprimé sans douceur.

Le nouveau souverain ne trouva que misère.
Songeant sur une tour, d'où l'on voyait très loin :
« Comment puis-je, dit-il, en leur cruel besoin
Venir en aide à tous ces malheureux ? Que faire ?

« Tout se tait, et je sens peser le désespoir
Sur la morne campagne et la ville affamée.
Il n'est pas un seul toit d'où monte une fumée
Annonçant que l'eau bout pour le repas du soir. »

Les jours suivants, il fit proclamer dans l'empire :
« On ne lèvera plus d'impôts pour l'empereur. »
Et le peuple, étonné, vit s'enfuir sa terreur,
Car l'impôt lui suçait le sang comme un vampire.

Ouvriers, paysans, travaillèrent pour eux,
N'ayant plus à fournir un seul jour de corvée.
Alors, comme c'était partout la paix rêvée,
Salaires et moissons firent le peuple heureux.

*
* *

Cependant, il survint une horrible tempête,
Et le toit du palais fut crevé par endroits.
L'empereur n'eut pas d'autre abri dans les jours [froids ;
Son lit reçut la pluie ; il neigea sur sa tête.

Le vieux palais, de jour en jour, se dégradait,
Le maître n'exigeant de personne un service ;
Et lui, sans se douter qu'il fît un sacrifice,
De la tour qui tenait encore, il regardait.

« Partout, se disait-il, s'élève la fumée
Attestant qu'au foyer on fait bouillir le riz.
Bientôt les cerisiers vont être refleuris :
Sois féconde et sois belle, ô terre bien-aimée ! »

Soudain, comme il parlait, des couvreurs, des ma- [çons,
Envahirent la tour et le palais. « O père,
A quoi donc pensions-nous ? Ton empire est pros- [père,
Notre terre a du lait pour tous ses nourrissons,

« Tous ont de sûrs abris, et toi, ton palais croule !
Va, nous travaillerons pour toi d'un cœur joyeux. »
L'empereur souriait en essuyant ses yeux ;
Il dit aux ouvriers qui l'entouraient en foule :

« Faites ce qu'il vous plaît, mais ne me plaignez [pas !
Par les trous de mon toit les étoiles, dans l'ombre,
Me regardent, tandis qu'en des logis sans nombre
L'empire du soleil levant fait son repas.

« Leur profonde lumière en mon âme pénètre,
Et c'est comme une voix qui me parle, disant :
— Tes enfants, qui souffraient, sont heureux à présent ;
Comment pourrais-tu ne pas l'être ! »

PÈRES

Bien que nous vivions tous la même angoisse affreuse,
Pères dont les enfants sont visés par la Mort,
Tant que nous n'avons pas subi la loi du sort,
Nous savons écarter l'image douloureuse.

A nos craintes se mêle un renaissant espoir :
Nous respirons ; la vie est possible : on fait trêve
A ses anxiétés, pour caresser le rêve
Du jour où cessera l'implacable devoir.

Pourtant, si l'un de nous, que suit notre pensée,
Est frappé brusquement par le cruel éclair,
En voyant la lueur sinistre embraser l'air,
Nous frémissons avec la pauvre âme blessée.

Alors nous comprenons tout ce que doit souffrir
Un homme atteint dans une affection si chère ;
Nos yeux restent fixés sur le malheureux père ;
En vain nous voudrions pouvoir le secourir.

Puis nous nous approchons, et, d'une voix qui tremble,
En lui prenant la main, nous lui disons tout bas :
« Ta douleur est la nôtre, ami, n'en doute pas ;
Permets que nous portions ce désespoir ensemble. »

A NOS BLESSÉS

Monstres d'acier crachés sur vous par le canon,
Sifflement de la balle invisible et traîtresse,
Eclair des lames dans les corps-à-corps sans nom,
Evanouissement, réveil plein de détresse,

Plaie affreuse, âpre soif, cruel isolement,
Délire, vous avez connu tout cela, frères ;
Si proche fut la mort, parfois, que faiblement
Vous appeliez de loin les baisers de vos mères...

Mais tout cela n'est plus ! Ayez le cœur en paix.
Tandis que guérira la pauvre chair meurtrie,
Et nous reconnaîtrons par de tendres respects
Tout ce que vous avez souffert pour la Patrie.

MAURICE BOUCHOR.

LA CRISE ACADÉMIQUE

Le mot est peut-être un peu gros. Il n'en est pas moins vrai que la guerre a amené toutes les institutions à vérifier leur solidité, car chacun s'attend à des orages. L'Académie ne pouvait échapper à de telles préoccupations. Pouvait-elle laisser passer les formidables événements que nous traversons sans s'en montrer impressionnée et sans que ses registres en témoignassent ? N'avait-elle point un rôle à y jouer ? Et quel devait être ce rôle ? Fallait-il profiter de l'occasion pour l'élargir et saisir une part du pouvoir politique, en s'affirmant comme une espèce de Sénat de l'intelligence ? En des temps comme les nôtres, où tout le monde cherche des directions et des forces, le pouvoir n'est-il pas à qui en use ? Maurice Barrès n'a-t-il pas exercé un véritable ministère de l'opinion, n'a-t-il pas été un des chefs de la France ?

Une telle attitude collective n'eût pas été sans danger. Le Parlement n'en eût-il pas pris ombrage ? Et cependant le danger était-il moindre pour l'Académie à se montrer inutile et à se laisser oublier ? N'en aurait-on pas tiré argument plus tard pour la dépouiller et l'abolir ?

De quelque côté qu'on l'envisageât, la situation était délicate.

De là, à côté de manifestations heureuses, quelques manifestations un peu inattendues comme le vote de condoléance au gouvernement belge, à propos de la mort du poète Verhaeren.

De là aussi sans doute l'élection projetée du maréchal Joffre.

*
* *

Il n'y aurait pas trop eu lieu de s'étonner si l'Académie avait été tentée de prendre bénévolement part au gouvernement et de se transformer en un corps constitué de l'Etat. Le gouvernement n'était-il pas dans son sein ? Ne comptait-elle pas parmi ses membres le Président de la République, le président du Conseil des Ministres, le président de la Chambre des Députés, plusieurs ministres d'Etat, dont l'un, au moins, avait été président du Conseil, d'anciens ministres, de futurs ministres et n'en attendait-elle pas d'autres ? Il est plutôt étonnant que l'Académie, dans ces conditions, ne se soit pas crue le gouvernement et soit restée sagement l'Académie.

En tout cas, il est au moins une fonction publique dont le titulaire devrait être choisi parmi ses membres, je veux parler de la Direction des Beaux

Arts, si souvent abandonnée au hasard des combinaisons ministérielles et qui n'offre pas toujours toutes les garanties souhaitables.

Quoi qu'il en soit, la présence à l'Académie de tant d'hommes politiques éminents atteste, au moins, la valeur intellectuelle de notre personnel gouvernemental ainsi, du reste, que le parfait loyalisme politique qui règne sous la Coupole. Elle ne va pas non plus sans quelques inconvénients qui se devinent aisément. On se demande pourquoi certains plutôt que certains autres. Le doute cesse, quand l'orateur s'est montré bon écrivain, car c'est comme historien ou comme lettré qu'on suppose qu'il a été choisi.

L'Académie a subi l'entraînement de l'époque. Il était dans ses traditions de faire une place à l'éloquence et le régime parlementaire ne pouvait manquer d'attirer à lui toutes les forces éloquentes du pays, auxquelles il offrait un champ illimité. Le maniement des affaires est une grande école. Faire l'histoire est la meilleure préparation à l'écrire. L'Académie ne pouvait être indifférente à tant de maîtrise dans l'élocution, appuyée sur une expérience et un savoir indiscutables. Et puis, se sentant une des dernières institutions survivantes du passé, elle tenait d'autant plus à s'assurer contre la mauvaise humeur des politiciens, en s'en adjoignant les plus remarquables.

Cependant, la guerre survenue, les hommes politiques de l'Académie ont été les premiers à s'inquiéter du déplacement formidable d'opinion qu'elle provoquait. La Parole cédait sa place à l'Action. A leur tour ils éprouvaient le besoin de s'assurer contre les conséquences possibles d'un tel bouleversement. Si l'Académie était l'image des forces intellectuelles de la France, il fallait se hâter d'y appeler ces forces nouvellement révélées dans l'armée, dans la diplomatie, dans le haut clergé.

L'occasion paraissait favorable, le quart de l'Académie étant à renouveler.

Un autre cas de conscience se posait devant l'illustre Compagnie. Y avait-il lieu de procéder à des élections, alors que la guerre retenait aux armées nombre d'écrivains de mérite, qui ne pouvaient, par conséquent, pas se livrer aux démarches nécessaires, aux intrigues peut-être auxquelles entraîne souvent une candidature ? En effet, les loisirs d'une longue période de paix avaient développé chez plusieurs immortels le goût romanesque des intrigues finement conduites. L'Académie n'est-elle pas Salon ? Il y a intrigue et intrigue. Il y a celle de l'homme d'esprit et celle du goujat. Le tout est dans la manière. C'est l'épreuve qui décèle la qualité d'homme à qui l'on a affaire. Je ne jurerais pas que toute l'Académie soit définitivement guérie de ce charmant péché. Quel homme d'esprit oserait lui en faire un reproche, au pays de Voltaire ?

Du reste, ne sait-on pas qu'en dehors du talent, l'Académie se croit, avec raison, obligée de tenir compte, dans ses choix, de la bonne éducation, de la tenue, de la dignité de vie, de la situation et des relations mondaines du candidat ? J'ajouterai que l'homme de lettres y a tout intérêt et que son prestige en dépend. Rien n'a plus contribué que l'Académie à rehausser notre profession, en faisant du plus modeste travailleur plébéien, le collègue et l'égal du plus grand seigneur.

Quel chef-d'œuvre de libéralisme éclairé fut cette création du grand Cardinal de Richelieu ! Car, enfin, c'est lui, qui, en sollicitant d'en faire partie et d'être le collègue de Conrart, de Chapelain, de Corneille, a vraiment créé l'Académie ! Et quelle réussite ! Les princes, les maréchaux, les cardinaux, les ministres, tout le monde allant à sa suite, briguer l'honneur d'être admis dans cette Compagnie d'élite, composée pourtant, en majorité, de roturiers. Pour les uns, elle était un brevet d'esprit, pour les autres, un brevet de noblesse. Combien Richelieu montra, en cette occasion, de connaissance de l'âme des Français, avides de concilier en eux cette contradiction : la passion de l'égalité et la passion des titres !

Cependant, l'Académie a changé plusieurs fois de physionomie. Au XVIIIe siècle, les Encyclopédistes y dominèrent au moins par l'ascendant qu'ils exercèrent. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, elle garda une certaine indépendance vis-à-vis des pouvoirs, qui se succédèrent en France et leur fit souvent une discrète opposition. Cela tient à ce que sa composition a un caractère rétrospectif. Mais la longue stabilité du régime républicain a fini par lui rallier suffisamment de sympathies et l'Union Sacrée a fait le reste.

Quoi qu'il en soit, pour ceux qui revoient en pensée l'Académie telle qu'elle était constituée, il y a une vingtaine d'années, et qui la comparent à ce qu'elle est maintenant, elle semble à peine reconnaissable. Elle a incontestablement moins grand air.

Cela tient en premier lieu à la disparition du parti des Ducs. Il est certain que la présence d'un prince aussi remarquable que le duc d'Aumale, né sur le trône de France, Orléans et Bourbon à la fois, général distingué et historien, et de toutes façons extrêmement séduisant, ennoblissait toute la Compagnie. A ses côtés, le duc de Broglie lui-

sant encore grande figure et représentant non sans éclat, ce qui se survivait de notre aristocratie historique. Là le duc d'Audiffret-Pasquier, malgré sa noblesse plus récente, complétait la galerie en brillant encore un Vogüé, reflet moderne de Chateaubriand.

Les poètes même avaient de beaux noms d'aspect romantique.

Bref, l'ensemble parlait à l'imagination.

Il semblait aussi que l'Académie apportât dans ses choix une certaine recherche et qu'elle ne prît pas n'importe qui.

Elle ne se bornait pas à enregistrer le succès : il fallait encore qu'il fût de qualité. Elle ne se réglait pas sur l'opinion. Elle la faisait. On sentait en elle une direction. Elle représentait vraiment l'aristocratie de la pensée.

Est-ce à dire que l'Académie actuelle manquerait d'aristocrates de ce genre ? N'a-t-elle pas, entr'autres, Henri de Régnier, Maurice Barrès, Anatole France, par exemple ? Et j'en sais d'autres, dont le talent a de la race et la personne de la séduction. Hélas ! nos querelles politiques ont retenu dans ce milieu et ont séparé violemment des esprits faits pour s'élever par dessus la tête des partis.

La belle victoire vraiment, si un sot l'emporte sur un homme d'esprit ! Or, on peut avoir, hélas ! du talent et de la réputation et n'être qu'un sot !

Pourtant, il ne faudrait pas croire que l'Académie soit actuellement si mal composée. MM. Bergson et Boutroux y représentent la philosophie avec une autorité universellement reconnue. M. Henri de Régnier est assurément un remarquable poète lyrique et d'une originalité absolue. On y trouve nos plus éminents historiens, nos meilleurs romanciers, nos auteurs dramatiques les plus célèbres, des hommes politiques que la guerre a replacés au premier plan. Il s'agit donc bien incontestablement d'une élite.

D'où vient alors l'espèce de diminution que l'Académie a subie devant l'opinion et dont elle a prouvé qu'elle avait elle-même un peu le sentiment, en cherchant à s'adjoindre quelques-unes des plus hautes personnalités que la guerre avait mises en relief ?

Si l'on jugeait de son prestige à l'empressement que montrent les candidats à remplir ses fauteuils vides, il serait plus grand que jamais. Seulement est-ce bien son prestige qui les attire ? Certes, il reste intact pour la province et l'étranger, tellement que de pouvoir écrire au-dessous de son nom : « membre de l'Académie Française » vous classe immédiatement parmi les plus hauts esprits et les représentants les plus autorisés de la civilisation aux yeux de qui le [illegible] pour la première fois.

Et voilà le premier [illegible] de l'Académie. Il y en a [illegible] même [illegible]. En somme, aussi que je l'ai dit plus haut, [illegible] poète indécent mais [illegible] sans [illegible] d'opposition.

C'est bien le meilleur endroit du monde pour qui veut savoir, [illegible] pensée, agir, en regarder couler son temps [illegible] Paris. On y est aux premières loges.

Jamais cette poussée [illegible] plus complète que depuis la catastrophe, qui a [illegible] de Paris la capitale des Etats de l'Europe [illegible] nous a remis au premier plan des préoccupations de l'Etranger.

Je crains même que cette préoccupation de l'Etranger ne déplace un peu le point de vue de l'Académie, qui n'aura jamais plus de force et d'originalité que si elle reste strictement française. Notre génie a assez souffert en ces dernières années, aux dieux étrangers il est temps qu'il revienne aux dieux nationaux.

En réalité, le mal dont souffre l'Académie, c'est le manque personnel d'unité. Elle n'a [illegible] que dans le dissolvant scepticisme. On la passion seule fait vivre et non le sourire. Il semble que tous ces hommes, chacun si distingué dans sa sphère, ne se trouvent plus réunis pour d'autre fait qu'eux-mêmes et n'aient plus d'idéal commun. Des préférences politiques ou religieuses seules les groupent ou plutôt les dispersent.

Mais l'Académie n'a à s'occuper ni de religion, ni de politique. Elle n'a pas [illegible] pour cela, mais pour maintenir dans leurs voies naturelles la langue et la littérature françaises. Elle est le symbole visible de la continuité et de l'unité de la pensée française. Il y a, il doit y avoir un esprit académique, expression de ce qu'il y a de permanent et d'organique dans notre génie littéraire. Mais cet esprit ne saurait s'accommoder d'un dilettantisme superficiel : il ne peut agir qu'au nom de doctrines fermes et à l'épreuve du temps. Telle est la fonction de l'Académie au sein de la Patrie. Il n'en est pas de plus essentielle ni de plus belle, puisqu'il s'agit en somme, de garder dans son intégrité et sa pureté le génie national.

ALFRED POIZAT.

LES IDÉES WILSONIENNES

Aucun document, depuis 1914, n'a eu plus de retentissement que le message de M. Wilson en date du 8 janvier 1918. Les paroles du président américain ont toujours le don de saisir l'attention des hommes, parce qu'on y sent une volonté ferme, une pensée claire en même temps qu'audacieuse, un désintéressement plutôt rare ; mais cette fois, il n'est pas exagéré de dire qu'elles ont provoqué une secousse profonde dans les deux combinaisons belligérantes comme chez les neutres.

Le discours de Wilson survenait à une heure particulièrement opportune, où les peuples recherchaient avec une ardeur fiévreuse les possibilités et les modalités de la future paix. Les négociations de Brest-Litovsk ne les laissaient pas indifférents et ils essayaient d'y discerner les tendances et d'y deviner l'avenir ; le récent exposé de Lloyd George avait déjà mis à l'horizon comme un sillage lumineux et sur lequel les yeux se fixaient : on sentait que malgré tout, le champ du débat se précisait, se resserrait entre les groupements adverses, et à la veille de l'ouverture éventuelle d'une nouvelle phase d'hostilités, des espoirs s'étaient levés qui n'attendaient que des motifs de se corroborer.

Le discours de Wilson, en second lieu, développait des concepts qui frappaient par leur modération, par leur loyauté, par leur souci d'équité internationale. Quelque méticuleuse enquête qu'on lui appliquât, nulle velléité d'impérialisme n'y apparaissait. Le président ne se piquait point de refaire la carte de l'univers, mais seulement, — pour reprendre l'une de ses expressions, d'opérer des réajustements capables de restaurer le droit et de libérer les nationalités opprimées. Chacune des modifications qu'il préconisait, se référait à un principe que les démocrates les plus circonspects se devaient d'approuver : avec un soin jaloux, le président excluait ces « révisions stratégiques », ces « garanties territoriales », que revendique l'annexionisme, lorsqu'il veut couvrir les visées conquérantes. La simplicité même de la doctrine, qu'il soutenait, écartait les rallonges dangereuses. Si la Quadruplice Austro-Germano-Bulgaro-Turque entendait se soustraire aux fureurs expansionnistes, s'émanciper des plans des Etats-majors, — si elle mettait les bienfaits d'une paix durable, — on n'ose écrire éternelle, — au-dessus des convoitises dynastiques et autres, elle pouvait souscrire aux idées de Wilson, — car le premier magistrat des Etats-Unis se refusait à l'écraser ou, tout au moins, lui offrait la paix sans écrasement. Le paragraphe, qu'il consacrait à l'Autriche-Hongrie, se révélait assez explicite à cet égard, et tous les autres, il y avait les 14 propositions, confirmaient cette conclusion.

Enfin, et ceci est à l'honneur de notre âge, ce message a obtenu le succès qui devait s'attacher à un morceau empreint d'une pensée très haute, exécuté dans une forme toujours nette et éloquente. C'est, à mon sens, un des documents politiques les plus généreux de notre époque et de toutes les époques. Les problèmes du droit international y sont évoqués, traités, avec une précision de termes qui les rend accessibles à tous, tandis que l'abus de la force y est, à chaque ligne, explicitement ou implicitement flétri. C'est un fait considérable, et qu'on ne saurait trop souligner, que dans tous les pays les fractions démocratiques les plus avancées aient été les premières à applaudir au discours et à en adopter les suggestions maîtresses : or nul n'ignore combien elles sont éprises d'idéalisme, même lorsqu'elles affectent des tendances différentes.

J'ai dit les raisons pour lesquelles M. Wilson avait imprimé à l'univers une si profonde commotion morale, et cependant le langage, qu'il a tenu, n'avait rien d'inattendu pour qui avait suivi depuis le début de la guerre, et spécialement depuis la fin de 1916, son évolution intellectuelle. S'il est un homme politique qui ait affirmé une totale continuité de vues, et auquel on ne puisse reprocher les volte-faces et les sautes d'humeur, c'est bien celui-ci. Qu'on envisage, dans le message du 8 janvier, les solutions particulières qu'il recommande ou les aperçus généraux qui les fondent et les préparent, on s'aperçoit qu'ils se rattachent toujours à des thèses déjà antérieurement exposées. Je vais essayer de prouver cette allégation en confrontant certaines phrases d'hier avec d'autres phrases du passé. Ce rapprochement, dans quelque position qu'on se place, ne saurait être tenu pour dénué d'intérêt....

***

Wilson a estimé qu'il devait dire, une fois de plus, pourquoi les Etats-Unis participaient à la guerre. Nul n'ignore qu'il avait tout fait, avant de prendre sa décision, pour élaborer une paix d'entente et conjurer les sacrifices qu'il prévoyait. Nul n'ignore que le cabinet de Washington ne pouvait demeurer indifférent au grand conflit mondial, et j'ai déjà montré ici-même comment son intérêt, intérêt indiscutable autant qu'élevé, se confondait avec celui de l'humanité. « Nous sommes entrés dans la lutte, proclame le message du 8 janvier, parce que des violations du droit se sont produites, qui nous ont touchés à vif et qui ont rendu la vie

impossible à notre peuple. » Et plus loin : « Ce que nous exigeons ne nous touche pas personnellement. Ce que nous voulons, c'est que le monde devienne un lieu sûr pour une vie digne d'être vécue et particulièrement pour toute nation éprise de la paix. Toutes les nations sont solidaires à cet égard. Tant que justice ne sera pas rendue aux autres, elle ne nous sera pas rendue à nous-mêmes. » Ainsi l'Amérique ne vise à aucun avantage territorial stratégique ou économique. Elle tend uniquement à remettre de l'ordre dans une structure bouleversée et à imposer certaines règles d'équilibre, hors desquelles il n'y a que menace pour tous.

Je remonte aux discours antérieurs. Le 3 février 1917, Wilson, traitant de la rupture avec l'Allemagne, se défende de vouloir autre chose, que « la sauvegarde des droits indéniables de l'Amérique » et répudie « toute entreprise d'égoïsme ».

Le 28 février 1917, sollicitant des pouvoirs du Congrès, il parle en ces termes : « Nous ne pensons pas seulement aux intérêts matériels, mais plutôt aux droits fondamentaux de l'humanité et au premier de tous, au droit de l'existence. Je songe à ces droits d'humanité sans lesquels il n'est point de civilisation. »

Le 2 avril 1917, il insiste encore, à l'heure des résolutions graves, sur ses mobiles d'action : « Ces mobiles ne sont pas la vengeance ou le désir d'affirmer victorieusement notre puissance matérielle, mais la revendication du droit : nous ne désirons ni conquête, ni domination. Nous ne recherchons ni indemnités pour nous-mêmes, ni compensations pour les sacrifices que nous ferons sans compter. »

Il revient encore sur les mêmes idées, dans le message qu'il adresse le 9 juin 1917 à la Russie, à cette Russie qui s'est déjà par plusieurs fois prononcée pour une paix sans annexion ni indemnité. « L'Amérique ne se propose aucun profit matériel, aucun agrandissement d'aucune espèce. Elle ne tend qu'à mettre les peuples à l'abri des agressions de tout pouvoir autocratique » : et le 5 décembre 1917, toujours fidèle aux mêmes maximes, il écrit : « c'est parce que c'est une guerre de buts élevés et désintéressés, une guerre pour la conservation de notre nation et de tout ce que nous avons de cher, comme principes et comme buts, que nous nous sentons doublement astreints à proposer, pour sa conclusion, ce qui est équitable et irréprochable d'intention pour nos ennemis comme pour nos amis. »

*
* *

De ce premier thème des raisons américaines au thème de la justice internationale, la liaison se révèle ainsi naturelle et spontanée.

Le message du 8 janvier 1918 revendique le « principe de la justice pour tous les peuples et toutes les nationalités, le droit pour tous de vivre dans des conditions égales de liberté et de sécurité, qu'ils soient forts ou faibles ». Il pose donc à la fois une maxime de liberté intérieure, contre le pouvoir personnel — une maxime de liberté extérieure ou d'égalité — contre l'oppression exercée ou méditée par les plus grands ou les mieux armés. S'il ne développe pas la thèse avec abondance d'arguments, c'est qu'elle est une des doctrines wilsoniennes les plus connues.

Le discours du 22 janvier 1917 disait : « les traités et les accords, qui mettront fin au conflit, stipuleront des clauses qui créeront une paix digne d'être garantie..., une paix qui ait l'approbation de l'humanité, et non pas seulement une paix qui servirait les intérêts particuliers et les buts immédiats des nations belligérantes ». Les neutres, si petits soient-ils, doivent être préservés de toute atteinte.

Le message à la Russie de juin 1917, — il est bon de rappeler toujours les dates, — apparaît plus explicite : « Nous nous battons pour la liberté, pour le régime démocratique et le développement autonome des peuples. Aucun peuple ne peut vivre sous une souveraineté qu'il répudie. »

Le souci des droits de toutes les collectivités — qui est au fond de la politique du président — est tel, que le 5 décembre 1917, il refuse de faire porter à ces collectivités les torts de leurs chefs. « La guerre ne saurait être vindicative d'aucune façon ; qu'aucune nation ne soit frustrée ou punie, parce que des souverains irresponsables ont commis eux-mêmes un mal profond et abominable ! » Le dogme de l'intangibilité pour la démocratie d'une part, et pour la nationalité de l'autre : voilà le fondement solide de toute la conception wilsonienne.

*
* *

On comprend qu'elle répudie formellement la diplomatie secrète, qui est de toute évidence une diplomatie d'oligarchie ou d'autocratie. Pour une telle conception, les malheurs des peuples procèdent, en une large part, des tractations que les gouvernants nouent entre eux, à l'insu des masses, et qui le plus souvent s'inspirent de politiques égoïstes et annexionnistes. Si l'on ne visait que le bien général, l'on ne dissimulerait rien : si l'on ne froissait aucun principe avouable, on cheminerait en pleine lumière. Wilson est, à coup sûr, le premier chef d'Etat qui ait pris, en face

des vieux errements, une attitude aussi nette. Mais proclamant la supériorité absolue du gouvernement démocratique et prétendant à universaliser ce régime, il est tenu d'en accepter tous les développements. Comment demanderait-on la liberté totale pour une collectivité humaine au-dedans, alors que ses rapports avec l'extérieur seraient régis, contre sa volonté, par quelques hommes... ? Wilson, qui condamne les pratiques de cabinet, condamne à la fois les enchevêtrements d'alliances : c'est un autre thème, mais qui se déduit du précédent, — il n'est pas malaisé de le montrer. Déjà le 22 janvier 1917, l'homme d'Etat proposait qu'on évitât ces enchevêtrements, « susceptibles d'entraîner les nations à des rivalités de pouvoirs », et à ce moment, l'Amérique demeurait encore neutre.

Le 8 janvier 1918, il s'exprime en termes définitifs : « Passés les temps des traités secrets, conclus dans l'intérêt des gouvernements particuliers et qui risquent de détruire la paix du monde », et le premier article de son programme, — l'affirmation est donc éminemment caractéristique, — suggère : « Des conventions au grand jour, préparées au grand jour, après lesquelles il n'y aura plus d'arrangements privés d'aucun genre dans le domaine international ; mais la diplomatie procédera toujours ouvertement, et sous l'œil du public ». La formule est quasi-révolutionnaire.

*
* *

Les nations, dans la pensée wilsonienne — je dis les nations et non les Etats, — jouissent de l'inviolabilité. De là résultent toutes les vues qu'il a formulées sur l'Allemagne depuis un an, et qui n'ont pas toujours été comprises de ce côté de l'Atlantique. D'aucuns ont cru que le président posait, comme condition d'une négociation avec Berlin, le renversement des Hohenzollern. Selon toute apparence, il souhaite comme nous tous pareil événement, mais il se rend compte que le meilleur moyen de l'obtenir n'est peut-être pas de l'exiger. La phrase, qu'on cite souvent, n'est pas de lui, mais d'un haut magistrat de l'ordre judiciaire et qui n'avait pas de responsabilité politique.

Wilson estime que l'Allemagne, respectable en tant que nation dans les parties allemandes de son domaine, doit la justice, c'est-à-dire la libération aux provinces annexées par force. Il lui propose de conquérir la dignité démocratique, de s'affranchir du gouvernement personnel, de se rendre maîtresse de son sort : après quoi, comme elle aura cessé d'être un élément de perturbation en Europe, on pourra croire à sa parole et l'admettre dans la société des nations. La distinction, qu'il fait entre le peuple et ses chefs militaires ou autres, qui règnent par une violence consacrée, revient dans tous ses discours, — et précise son attitude devant l'un des problèmes les plus importants de l'heure.

Prenons le message du 8 janvier dernier : « Nous ne jalousons pas la grandeur germanique. Nous ne voulons ni léser, ni entraver en aucune façon l'influence et la puissance légitime de l'Allemagne ; nous n'aspirons pas à la combattre avec des armes ou des combinaisons commerciales hostiles, pourvu qu'elle consente à s'associer à nous, et aux nations mondiales amies de la paix, dans des conventions de justice, d'égalité et de loyauté réciproques. » — « Nous ne prétendons pas davantage lui proposer un changement de ses institutions, mais il est nécessaire. Il faut, comme préliminaire de rapports avec elle, que nous sachions au nom de qui parlent ses porte-paroles. »

Ces phrases s'éclairent, lorsqu'on se réfère aux précédentes déclarations du président.

Voici le message sur la rupture (3 février 1917 : « Je ne désire aucun conflit armé avec le gouvernement impérial d'Allemagne. Nous sommes les amis sincères du peuple allemand. Nous ne croirons pas que ce peuple est notre ennemi, jusqu'à ce que nous soyons obligés de le croire. » A ce moment, Wilson ne prend pas encore position à fond contre le militarisme prussien, parce qu'il se réserve et compte que la rupture apparaîtra comme un moyen de pression suffisant.

Mais deux mois plus tard, il n'a plus les mêmes scrupules, et il hausse le ton (2 avril) :

« Nous n'avons aucune querelle avec le peuple allemand. Nous n'avons à son égard que sentiments d'amitié et de sympathie. Ce ne fut pas à son instigation que le gouvernement allemand entra en guerre : ce fut à son insu et sans son approbation. Un accord stable sur la paix ne peut être maintenu que par une société des nations démocratiques : On ne saurait compter sur un gouvernement autocratique pour y demeurer fidèle ». Et remarquez combien il insiste, — l'heure est significative pourtant —, sur la distinction que j'évoquais plus haut : « Il nous sera d'autant plus facile de nous conduire en belligérants animés d'un esprit de justice et de loyauté, que nous agissons sans ressentiment, ni inimitié à l'égard du peuple allemand et sans éprouver le désir de lui faire tort ou de lui causer un dommage... Si nous avons supporté son gouvernement actuel durant tant de mois, c'est en raison de cette amitié. »

Mais ce gouvernement, Wilson ne le ménage

point, — et pour cause. Le message du 5 décembre 1917 réclame l'extermination pure et simple de ce que l'on a appelé justement le « prussianisme ».

« Cette horrible chose, dont les maîtres de l'Allemagne nous ont montré la face hideuse, cette menace d'intrigue et de force combinées, doit être abattue, — et au moins exclue des réunions amicales entre nations. Quand le peuple allemand aura des interprètes que nous pourrons croire, et quand ces interprètes seront prêts, au nom de leurs peuples, à accepter le jugement commun des nations, nous serons heureux de payer le prix qu'il faudra pour la paix... Nous regarderons la guerre comme gagnée, seulement lorsque le peuple allemand dira, par des représentants dûment accrédités, qu'il est prêt à accepter un règlement fondé sur la justice et sur la réparation des torts que ses souverains ont commis... Nous ne voulons pas de mal à l'empire : nous ne prétendons pas intervenir dans ses affaires intérieures ; nous combattons aussi pour le peuple allemand. Personne ne menace l'existence, ni le développement pacifique de l'Allemagne. Si le peuple allemand restait soumis à ses maîtres, il serait impossible de l'admettre dans la société des nations. » On ne saurait supposer une continuité de pensée plus évidente, et la seule confrontation des textes démontre que le président n'a jamais eu, en ce domaine, une fluctuation ou un fléchissement.

*
* *

La société des nations est toujours, dans le plan de Wilson, l'aboutissement nécessaire et légitime du grand conflit mondial. Mieux, ce conflit ne revêt toute sa signification, à ses yeux, que s'il achemine les collectivités humaines à cette organisation nouvelle.

Le quatorzième article du message en date du 8 janvier 1918 se libelle ainsi : « Une association générale des nations devra être constituée, en vertu de conventions précises, dont le dessein serait d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale, autant aux petites qu'aux grandes nations. »

Un an auparavant, le 22 janvier 1917, Wilson entrevoyait déjà « une force collective qui rendrait virtuellement impossible que pareille catastrophe nous accablât jamais de nouveau... Si la paix à venir doit être durable, il faut qu'elle soit assurée par la force supérieure et organisée de l'humanité. » A la révolution russe, le 9 juin 1917, il propose « que les peuples enfin libres s'associent en une ligue et aménagent une coopération sincère et pratique, pour constituer une collectivité capable d'imposer la paix et la justice dans les relations internationales. La fraternité humaine viendra autre chose qu'une expression belle et creuse : on en fera une réalité directe et vigoureuse » « Les peuples enfin libres... » On voit le lien. Ainsi l'idée de la communauté humaine liée à l'idée de la démocratie. Et le président, le 5 décembre 1917, lance cette phrase plus précise encore : « Cette société doit être celle des peuples et non celle des gouvernements.

La création de la société des nations. Voilà la pensée suprême que le grand Américain s'attache à propager, et puis qu'il a pris position dans la lutte. C'est parce qu'il sait en elle la garantie de l'ordre futur, qu'il se refuse à envisager une nouvelle perturbation de cet ordre, — une guerre économique qui risquerait d'engendrer une autre guerre militaire. » L'un des articles, qui terminent le message de janvier 1918, préconise « la suppression, autant que possible, de toutes les barrières économiques, l'institution de l'égalité dans les rapports commerciaux parmi toutes les nations consentantes à la paix et s'associant à son maintien », et ceci pour le même motif qu'il recommande la réduction des forces de terre et de mer qui, pour lui, deviendraient superflues dans un monde transformé et coordonné selon ses vues. L'article 4 du dernier message est conçu en ces termes : « Des garanties suffisantes seront prises et données, afin que les armements de chaque pays soient ramenés au minimum compatible avec la sécurité intérieure. » Le discours du 22 janvier 1917 exposait en quoi ce problème fondamental devant les belligérants.

J'ai essayé de ramener à ses lignes essentielles la conception wilsonienne de la paix équitable et de l'aménagement juridique qui la doit suivre... De ces notions dominantes, résultent avec force souveraine les solutions particulières que suggère le président, et là-dessus je ne veux point insister. Aucune contradiction, — mieux, aucune modification perceptible n'apparaît dans la longue suite des documents toujours soigneusement élaborés, qu'il a apportés au Congrès de Washington. Ce n'est pas à lui qu'on reprochera d'improviser en des matières graves, ou de céder aux circonstances changeantes. Cette stabilité et cette sérénité de pensée, en même temps que l'attachement à des principes démocratiques inflexibles, lui créent une place à part dans le flot des hommes politiques de ce temps. Il y a un an, à l'heure où il entrait dans la guerre, la *Revue Bleue* saluait la logique de son évolution. Elle a plaisir à saluer aujourd'hui cette même logique, en analysant un message qui restera, pour tout homme digne de ce nom, la charte de la conclusion rapide et juste.

PAUL LOUIS.

LE THÉATRE

Comédie-Française : *La Triomphatrice*, pièce en trois actes, de Mlle Marie Lenéru.

Mlle Marie Lenéru a certainement une haute idée de l'art dramatique, et il serait injuste de ne pas lui en tenir compte ni lui en savoir gré. Une pièce n'est pas pour elle une suite d'extravagances passionnelles, et il ne lui viendra pas non plus à l'esprit de chercher le succès dans ce mélange de polissonnerie et de sentimentalité qui est une des meilleures recettes de fabrication. Les deux œuvres qu'elle nous a déjà données, *Les Affranchis* et *Le Redoutable*, manifestent, par le choix des sujets et la manière dont ils sont traités, un souci de pensée et une qualité d'émotion également dignes du théâtre. Elle nous y montrait, si je ne me suis pas mépris sur ses intentions, les ferments de ruine qu'introduit dans les grands corps de l'Etat le désarroi des âmes. *Les Affranchis* nous représentaient la philosophie en action d'un haut universitaire, et *le Redoutable*, la trahison à bord d'un navire de guerre. Et je signalais déjà, dans l'un comme dans l'autre, l'abus des discussions, des tirades, des dissertations. L'écrivain dramatique ne doit jamais oublier que le théâtre est action et qu'un débat intellectuel ou sentimental ne saurait être porté à la scène pour son intérêt intrinsèque. Il nous faut des personnages vivants et agissants, et si nous ne leur défendons certes point de penser, s'ils nous passionnent, au contraire, d'autant plus qu'ils ont une vie plus haute et plus riche, nous voulons, nous exigeons que leurs pensées animent des sentiments et des actions où elle se transforme en matière dramatique, assimilable à la substance du drame.

Ce n'est qu'en partie le cas de *La Triomphatrice*. Cette pièce assez confuse nous expose le cas d'une femme, parvenue à l'apogée de son talent et de sa célébrité, et qui se découvre tout à coup, par le fait de sa supériorité même, à la fois solitaire et malfaisante : un jeune homme l'a aimée naguère, et ce jeune homme était aimé d'une enfant — la fille même de cette femme — qu'il ne regardait pas, qu'il ne voyait pas, parce qu'il ne voyait et ne regardait que la mère. Et aujourd'hui, la jeune fille se rend compte qu'elle n'est rien dans la maison que nul n'y vient pour elle, qu'elle ne compte pas. Un des familiers, de nouveau, semble s'occuper d'elle : il n'est occupé que de la grande, de l'illustre Claude Bersier, — elle, toujours, au centre de cette maison dont elle aspire toute la vie, ne laissant autour d'elle qu'un vide mortel.

Et cela pouvait être un beau sujet, amer sans doute, et d'une vérité un peu tendue, forcée et artificielle, mais qu'un art abondant, nuancé, pouvait enrichir et faire accepter. Malheureusement Mlle Lenéru ne l'a pas traité ainsi. Elle semble s'être complue dans cette sorte de rigueur et d'âpreté qu'il comportait déjà et qu'elle a accentuées au lieu de les atténuer. La pièce se développe dans l'abstraction. On nous dit que Claude Bersier est une mère excellente et même très tendre ; on nous le dit, mais nous ne le voyons pas, et c'est regrettable. Nous voyons bien, par contre, que le mari de Claude est une manière de fantoche, suffisant, ironique et hargneux ; mais nous ne savons point s'il était ainsi ou s'il l'est devenu. Fonctionnaire ou employé, que ses ressources vouaient à une existence modeste, il s'est fort bien habitué au luxe ; mais il s'en irrite presque autant qu'il en jouit, parce que cette prospérité ne lui doit rien. Est-ce scrupule de dignité ou vanité froissée ? Rien ne nous l'indique. Nous ignorons tout de ce qui s'est passé depuis vingt ans entre ces deux époux, et nous ne voyons aujourd'hui qu'un résultat dont nous ne connaissons pas les antécédents, une situation dont les causes — et par conséquent la vraie nature — nous échappent. Le drame, toujours contraint par sa nature même à procéder synthétiquement, n'a pas su nous faire saisir ici, dans le raccourci de l'action, ce que l'analyse psychologique n'eût pas manqué, dans un roman, de nous retracer. Un roman nous eût présenté aussi avec quelques explications ces deux hommes de lettres, Flahaut et Brémont dont le premier reste, à la scène, une figure assez inconsistante, et le second ne fait même que paraître, on ne sait pourquoi, au premier acte, et disparaît.

Le thème romantique de la solitude du génie — thème très contestable d'ailleurs, car le génie est tout aussi bien, ou même plus véritablement encore, un centre d'attraction autour duquel la vie rayonne et se multiplie — semble transposé ici et modernisé en cet autre que le talent est bien encombrant ; et nous ne savons trop, parfois, sur lequel des deux thèmes Mlle Lenéru développe ses variations. Mais ce n'est pas tout : la pièce évolue insensiblement vers un troisième, plus actuel, qui est la jalousie professionnelle dans l'amour.

Claude Bersier aime depuis des années le plus admiré de ses confrères de lettres, le romancier Sorrèze, qu'elle a regardé d'abord comme un maître, puis égalé, et qu'aujourd'hui elle dépasse. Toute la gloire qu'elle récolte n'est rien pour elle auprès de cet amour, et elle est prête à lui tout sacrifier. Mais le plus grand sacrifice ne changerait rien à cette réalité terrible que la renommée de Claude monte et que celle de Sorrèze commence à décliner, que la dernière œuvre du grand romancier

est manquée et que jamais, au contraire, son heureuse rivale ne s'est élevée aussi haut. Ce contraste est rendu sensible par deux faits : un article cruel de Flahaut sur son maître et la consécration du talent de Claude par le prix Nobel. Sorrèze souffre de cette infériorité constatée : il se détache de Claude et finalement lui signifie une rupture, qui brisera la vie de l'amante. Elle ne se suicidera pas, parce que « les femmes ne se tuent pas, elles se laissent mourir. » Mais ce sera déjà quelque chose de tout pareil à la mort que cette plus ou moins lente agonie.

L'élément le plus étudié de la pièce semble être cette relation même des deux personnages principaux, Claude Bersier et Sorrèze. On nous parle beaucoup d'eux dans la pièce, et ils parlent beaucoup entre eux : tout le troisième acte n'est guère qu'une longue conversation, une dissertation à deux voix. L'idée maîtresse de ce dialogue philosophique est que la femme peut tout sacrifier à l'amour, mais que l'homme sacrifie l'amour au sentiment de sa supériorité. L'amour de l'homme peut descendre, déclare Sorrèze ; celui de la femme ne peut que monter. Ce n'est pas ce que soutenait Vigny dans le poème d'*Eloa*, où il nous montre une sœur des anges précipitée avec Satan parce qu'elle n'a pas pu ne pas l'aimer et ne pas le suivre. Francisque Sarcey transposait l'idée sous cette forme très prosaïque : Les femmes n'aiment que les mauvais sujets. Leur amour « descendrait » donc assez volontiers. Combien de poètes ont célébré l'empire de la pitié sur le cœur des femmes ! La vérité est sans doute qu'il y a diverses sortes d'amour et plus d'une manière d'aimer. Mais l'amour que Claude Bersier offrait à Sorrèze était quelque chose d'assez grand et d'assez haut pour que celui-ci n'eût pas à s'abaisser. Il y a quelque sottise dans cette mesure des valeurs humaines à la toise de la littérature, et finalement ce que nous reprochons ici aux deux personnages, c'est d'être des abstractions, d'argumenter plutôt que de vivre et de nous faire connaître leurs sentiments par des discours plutôt que par des actions.

Quant à l'ensemble de la pièce, il s'y manifeste, on le voit, quelque flottement ou quelque confusion dans le sujet. Nous voyons bien que celui-ci est, en somme, la triste destinée d'une « triomphatrice », mais nous ne saisissons pas assez fermement les causes qui font de ce « triomphe » un désastre. Claude Bersier n'a tout de même pas l'allure d'une de ces grandes victimes de leur supériorité, condamnées à la grandeur solitaire. S'il y a de la fatalité dans son cas, nous voudrions en avoir le sentiment. Nous éprouvons, devant l'œuvre de Mlle Lenéru, le malaise que donnent une conception incertaine et de grandes intentions en moins partiellement trahies.

L'interprétation se ressent de la même gêne. Si Mme Bartet y reste égale à elle-même par cet incomparable mélange de pathétique et de retenue, M. Raphaël Duflos est trop et contraint dans le personnage de Sorrèze, M. Georges Le Roy ennuyé et monotone dans celui de Flahaut. M. Jacques Fenoux pâtit, faute de mieux, un pittoresque extérieur à Henri Bersier, qui est une silhouette sans vie, et Mlle Guintini desseche et diminue encore le personnage déjà si pénible de Denise. Pénible, voilà bien le mot qui résume l'impression de ce spectacle, et voilà bien aussi peut-être l'impression que s'est proposé de nous laisser une probe, mais sévère et triste, de Mlle Lenéru.

FIRMIN ROZ.

LA VIE ARTISTIQUE ET MUSICALE

Deux expositions caractéristiques : le peintre Albert Lebourg et le dessinateur Charles Jouas. — L'atmosphère et la forme. — Le *Modern Style*, art du passé. — *Au beau Jardin de France et Pays-Si* à l'Opéra-Comique. — Reprise à l'Opéra de *Mireille Vanna*.

La critique propose et l'actualité dispose : au lieu de terminer nos lectures et de les illustrer avec les ariettes renaissantes de la « douce France », allons voir des tableaux avant d'entendre des répétitions générales.

Paris, décidément, qui s'habitue à tout, même à la guerre, recommence à vivre sa vie : un Salon d'union sacrée s'annonce pour le printemps des Champs-Elysées, et les Concerts-Pasdeloup viennent de renaître, après trente-trois ans de silence, en leur berceau du Cirque d'Hiver. Entre tant de séances ou d'exhibitions, le hasard d'une coïncidence expressive a rapproché l'œuvre du peintre Albert Lebourg, chez Georges Petit, et les nouveaux crayons du dessinateur Charles Jouas, à la Galerie des Artistes modernes : l'un représente, avec délicatesse, le vague de la sensation colorée, l'autre, avec décision, la fermeté de la forme.

Ainsi, par exemple, chaque fois que nous passons devant l'écluse de la Monnaie, inconsciemment stylisée par l'ombrage classique de ses hauts peupliers cendreux, nous ne pouvons oublier que la nature propose à tout regard d'artiste le choix entre deux interprétations : l'enveloppe mystérieuse de l'heure ou l'abstraction linéaire de l'estampe, l'enchantement bref de la minute chère aux rêveurs ou l'impérissable arabesque devinée sous le voile transparent des teintes, l'éphémère ou le per-

manent. *l'aspect* ou le *prospect*, comme disait Poussin. C'est l'aspect chatoyant qu'a toujours préféré la sensibilité du coloriste Albert Lebourg, qui sera bientôt septuagénaire : né dans l'Eure, le 1er février 1849, ce compatriote attardé du maître normand a laissé sans regret la campagne de Rome à son sublime aîné ; la Seine l'a parfaitement consolé du Tibre : le long des rivières françaises où des étangs familiers, il harmonise les rayons orangés et les ombres bleues des jours neigeux ; ami des impressionnistes, il restera plus discrètement comme un « sténographe d'atmosphères », qui n'a jamais songé qu'à fixer l'instant dans la neige fondante de ses nuances, et c'est William Turner que lui rappelle le bateau de Londres amarré dans la froide brume de notre port Saint-Nicolas.

Ce sont aussi les aspects de Paris avant la guerre que retiennent depuis longtemps les dessins rehaussés de M. Charles Jouas, un observateur assez exceptionnel puisqu'il associe l'esprit prompt du *reporter* à l'émotion prolongée de l'artiste. Au même tire que les *vues* prises autrefois par Lespinasse ou Norblin, l'avenir consultera ces documents saisis à vol d'oiseau, sous nos cieux gris, du haut des toits inégaux ou d'un majestueux balcon : le souvenir y retrouve notre vieux Paris d'hier, disparu comme le Paris d'un jour, transformé vite en Venise funèbre par l'inondation glaciale, en inextricable chantier par les longs travaux du métro... M. Jouas est, vous dis-je, un original, puisqu'il dessine et sait dessiner, sans escamotage, en ce temps de pochades et d'à-peu près : le trait lui suffit pour amalgamer l'aspect de l'heure présente et le mystère du passé ; par la savante et courageuse probité du trait, le crayonneur se perfectionne et se renouvelle à son insu, lorsque tant d'autres se répètent ou divaguent. Et nos bonnes vieilles pierres n'ont plus de secret pour lui : pendant la guerre, l'illustrateur de Huysmans a continué de « fureter » nos cathédrales et Notre-Dame-de-Mantes-la-Jolie, non loin du vieux pont illuminé par Corot.

Vaguement ou nettement suggérées par la couleur ou par la forme, ces analogies silencieuses que Sénancour appelait les rapports de l'homme avec « l'inanimé », toute véritable œuvre d'art les éveille : mais aucun paysage ne vaudra, pour nous émouvoir, le bronze révélateur où le statuaire Sicard immobilise le visage parlant de *Georges Clemenceau*. Ce buste est déjà de l'histoire ; et la trente-deuxième et médiocre exposition de la *Société Internationale* ne nous a pas imposé d'autre souvenir... Aussi bien, la plupart des « sociétés » reprennent, comme si rien ne s'était passé, la routine de leur fabrication périodique.

A l'Union Centrale des Arts décoratifs, au Musée Galliera, le *modern style* a reparu pour récapituler bravement l'effort d'hier, qu'un spirituel confrère appelle déjà « l'art du passé » (1). Hier, en effet, on s'efforçait de paraître moderne, original, compliqué, mais entièrement affranchi de toute discipline ; aujourd'hui, chacun veut être avant tout Français, traditionnel, harmonieux, et remplacer le jeune et faux genre par le vieux bon goût ; mais ces révolutions-là ne se font pas en un jour : on ne les décrète pas comme une carte de pain...

*
* *

C'est aussi l'art du passé que nous restituent les deux nouveautés apparues sur l'affiche abondante de l'Opéra-Comique, — l'une par sa musique, âgée déjà de vingt ans, l'autre par sa figuration, volontairement inspirée du symbolique *Printemps* de Botticelli.

Menu « drame lyrique » en trois tableaux reliés par deux interludes, — *Ping-Sin* est le nom d'une mignonne héroïne chinoise dans le livret de feu Louis Gallet, mais toute française dans la musique de M. Henri Maréchal : le soir même de ses noces, elle se dévoue pour sauver son jeune et tendre époux, Yao, fils de Tchang, et qui doit mourir comme fils d'un rebelle : mais tout le monde est sauf, grâce au triomphe de la révolution grondante. C'est d'un art très sage, honnête, et toujours gracieux, même en plein drame, mais expressif dans la demi-teinte, avec de jolis coins de paysage musical, où la flûte jase avec le ruisselet sur les cailloux blancs : musique évidemment beaucoup moins *chinoise* que nos caprices d'avant-garde, où sévit la gamme par tons entiers ! On y reconnaît le paisible auteur de *Daphnis et Chloé* qu'abritait la Renaissance, alors lyrique, à l'heure où l'*Iphigénie en Tauride* du grand Gluck reparut sous les traits athéniens de Mme Jeanne Raunay.

N'est-ce pas, au contraire, la plus sincère exubérance qui caractérise M. Francis Casadesus, l'ardent compositeur d'une « évocation dramatique » en un acte qui ne dure pas un quart d'heure : *Au beau Jardin de France ?* Allégorie trop brève pour nous laisser le temps d'analyser tous les dons d'une généreuse nature, si nous ne connaissions déjà le musicien de tant de mélodies savamment populaires et des beaux paysages largement sonores ou passionnément pittoresques dont il voulut illustrer l'amoureuse histoire du bandit *Cachaprès*, que feu Camille Lemonnier appelait simplement « un mâle ».

(1) M. Arsène Alexandre, dans *le Figaro* du 13 janvier.

Puisque la musique, à l'instar de la politique, offre des groupes, M. Casadesus appartient à la famille montmartroise des *Rodistes lyriques*, introduite à l'Institut par le père de *Louise*, il se rattache à ce mouvement néo-français, très supérieur au *verismo* italien de *la Vie de Bohème* et de *la Tosca*, mais qui rapproche dans l'adoration de la nature maternelle et de l'auguste vérité le peintre Henri Martin et le compositeur Alfred Bruneau. Dans l'espèce, en cette rapide *allegorie* ou la pantomime de Mlle Cléo de Mérode est commentée par les voix, le symbolisme d'hier essaie de se rajeunir en modelant son voile polychrome sur l'actualité de nos espérances écloses sur des tombes ; et cette *évocation* nous rappelle une belle étude où le décorateur Guillonnet montrait de jeunes Grecques jetant les premières violettes sur les mers d'Orient, tombeau radieux de nos marins... C'est un premier pas vers la *stylisation de la réalité* que nous souhaitons : pourquoi la poésie d'hier, qui vient de refleurir à l'Opéra dans la reprise de la vaillante *Monna Vanna*, de MM. Maeterlinck et Février, ne pourrait-elle pas s'humaniser davantage encore et nous conduire à l'art de demain, non moins inconnu que l'avenir lui-même ?

Au surplus, nous dira M. Pierre Lasserre, « il faut être Français en tout : mais il faut l'être sans le faire exprès : c'est la bonne manière ».

RAYMOND BOUYER.

CHRONIQUE DES LIVRES

L'EAU LUSTRALE, par *Claude Varèze* (Grasset). — Nous croyons devoir signaler ce roman comme une des œuvres les plus profondes et les plus simples qu'on puisse lire sur les souffrances d'une famille française pendant la guerre. Peu d'ouvrages donnent avec autant de relief l'impression des choses humaines, vraies et vécues et surtout la sensation intérieure des âmes. C'est écrit avec une simplicité impressionnante et avec des mots qui révèlent le fond des cœurs. Dans ce petit livre de psychologie douloureuse, Mme Claude Varèze a su renouveler un sujet que la guerre avait rendu banal.

LES JOURS INQUIETS, par *Dumont-Wilden*. — Nos lecteurs ont apprécié dans la *Revue Bleue* cette suite de croquis de la vie de Paris en 1914-1917. Le Paris de la guerre, le Paris vibrant, héroïque et recueilli que nous avons connu pendant ces trois années revit dans ces pages pittoresques, qui sont de l'histoire au jour le jour et qui, mêlant à l'anecdote la psychologie, forment un tableau complet d'observation sociale. M. Dumont-Wilden, qui est lui-même le principal personnage de son livre, peint avec une sincérité douloureuse les vicissitudes et les angoisses d'une famille de réfugiés Belges, qui consacre dans [illegible] sa vaillance et sa foi patriotique.

LA TERRE D'OCCIDENT, par [illegible] Préface de Raoul Narsy (Perrin). — Poète [illegible] et philosophe, M. Adrien Mithouard avait de consacrer sa seconde activité vers la vie politique, [illegible] fondement et originalement contribué au renouvellement des idées artistiques et littéraires du commencement de ce siècle. Son influence esthétique et philosophique a été considérable et a donné de nouvelles et fécondes directions à la production intellectuelle de notre temps. La forte empreinte de Maurice Barrès se reconnaît d'ailleurs presque à chaque page de ce volume d'extraits, composé par M. Raoul Narsy. Certains chapitres sont du pur Barrès. (*Pierre sur la route*, *Venise*, *Guirlande de rêves*.) M. Raoul Narsy a intelligemment choisi les différents morceaux de ce volume, qui représentent bien l'œuvre d'ensemble de M. Adrien Mithouard, ses idées sur le rôle de la civilisation du Nord et de l'art occidental français. La préface de M. Narsy est une haute, large et impartiale exposition critique.

LECTURE POUR UNE OMBRE, par *Jean Giraudoux*. — Livre d'une charmante originalité, écrit par un officier qui s'est vaillamment conduit et qui raconte les petits côtés de la guerre, le détail inattendu et humoristique. Il n'y a dans ces pages ni horreurs ni tableaux déchirants : mais partout, au contraire, une bonne humeur souriante et indéconcertable. On marche et l'on combat à peu près sans savoir ce que l'on fait. On rit, on s'impatiente, on bougonne, on avance, on recule, et pendant ce temps l'auteur note la drôlerie minuscule et les petits faits amusants. Tout se passe dans une atmosphère d'émotion subtile et voilée. Ce livre, à la fois très drôle et très vivant, ne ressemble à aucun autre.

ANTOINE ALBALAT.

LE GENIE FEMININ FRANÇAIS, par *Marthe Borelly* (De Boccard). — Livre intelligent et informé, écrit à la française, je veux dire clairement, avec mouvement et mesure, avec goût aussi, bien que ce goût n'ait pas entièrement répudié un léger abus, parfois, du vocabulaire scientiste. L'auteur n'est rien moins qu'une féministe au sens actuel du mot. Elle n'admet pas le principe de l'égalité des sexes. Avec raison. Les choses égales sont identiques. La nature a voulu que l'homme et la femme ne fussent que complémentaires. Cela établit une loi de nécessité et non de parité. Mais si M. Borelly a peu de goût pour la femmesse moderne ou la prosélyte au sein aride, elle est femme, très femme, et c'est dans ce que fut jadis la plus belle et la plus haute féminité, qu'elle cherche des directions pour acheminer, sous bonne étoile, les destinées de son sexe à travers les conditions nouvelles du temps présent. Omphale détenait ce secret, lorsqu'elle mettait Hercule à ses pieds, et Dieu merci, le philtre n'est pas encore perdu...

LA PRISEE DE CE MONDE, par *Edmond Thiaudière* (Fischbacher). — Ce moraliste amer est à cheval entre deux selles. L'une avec Pégase dessous, pourrait l'emporter au plus haut des monts bleus. L'autre cahote, cavalier d'étable. Et c'est ainsi que cette âme difficile, austère-

meur, épris de perfection, oscille entre le divin qui l'attire vers la foi et l'homme « producteur de fumier » comme dit Comte, que ses infirmités rendent pessimiste, sa raison et sa science, sceptique. Le memento de pensées quotidiennes est intéressant au reste. Il montre les péripéties d'un esprit sincère dans le monde tourmenté des idées morales. On regrette que ces pensées, dont la frappe ne comporte point d'imperfection, soient émaillées en certains endroits de néologismes que j'ai peut-être tort de croire inutiles.

BONNES GENS, par *Léon Frapié* (Flammarion). Des contes moraux écrits avec frugalité et mansuétude, dans bien des cas avec un médiocre souci de composition. De braves cœurs, aux prises avec les misères ordinaires de l'existence, combinées avec celles de la guerre, adoptent entre eux, dans leurs conflits, les solutions de la paix domestique et évitent ainsi les meurtrissures intestines. Ah! si les peuples pouvaient imiter ces bonnes gens! Mais il y a encore dans la société bien de méchants garnements comme de mauvaises nations par le monde.

LA GUERRE QUI PASSE, par *Charles Le Goffic* (Bloud et Gay). — Sur l'écran, des paysages de guerre ou impressionnés par la guerre; des figures sur lesquelles flotte la moire héroïque et mortelle ou vues sous la perspective des événements actuels; des récits, des articles mélangés, auxquels le patriotisme de l'auteur et son beau talent d'écrivain donnent une âme commune avec l'unité de l'intérêt.

LA PROSCRIPTION DES GIRONDINS, par *Claude Perroud* (Alcan). — Livre documenté, écrit avec sang-froid et conscience. Les précisions sur la partie en quelque sorte officielle du drame sont serrées de très près. On peut reprocher à l'auteur d'avoir trop isolé un tel sujet en ses résolutions extérieures. Mais cette critique s'applique plutôt au dessein de l'auteur, qu'au livre lui-même, nettement circonscrit, et que liront avec fruit tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Révolution.

LE CREPE ETOILE, par *Alfred Droin* (Fasquelle). — Des vers foisonnants, aisés, volant au ras d'une belle prose et se répandant parfois dans les sentiers de ses côteaux modérés. Ces vers sont d'un noble aloi aussi. Le soldat-poète de la *Jonque Victorieuse*, couronné de succès, leur communique sa verve guerrière et la foi de son patriotisme.

Le Message, dans ce recueil, est un vrai chef-d'œuvre de délicatesse tendre, forte, mâle où expression et sentiment semblent ne faire qu'un dans un beau mouvement de cœur.

RAYMOND CLAUZEL.

TROIS ASPECTS DE LA REVOLUTION RUSSE, par *Emile Vandervelde* (Berger-Levrault). — Ministre et chef du parti ouvrier belge, M. Vandervelde a passé plusieurs semaines en Russie, au début de la révolution. Il a vécu dans les Soviets, visité les états-majors du front, harangué les soldats, étudié la crise économique. Ce sont les notations de son voyage, accompli avec MM. de Brouckère et de Man, que l'éminent homme politique belge a consignées dans un petit volume plein de vie.

P. L.

UNE REVOLUTION DANS LA PHILOSOPHIE : La doctrine de M. Henry Bergson, par *Frank Grandjean* (Félix Alcan). — M. Frank Grandjean publie trois conférences qu'il a données à l'Université de Genève sur la philosophie de M. Bergson et y ajoute une réponse à M. Julien Benda au sujet des volumes que ce dernier a publiés sur le *Bergsonisme* et le *Succès du Bergsonisme*. M. Bergson a qualifié cette étude « d'intéressante et pénétrante ». Nos lecteurs pourront consulter avec fruit les articles que M. Ernest Seillière a publiés dans la *Revue Bleue* des 21 avril, 5 mai et 19 mai 1917.

WHY ITALY ENTERED INTO THE GREAT WAR. — PERCHE L'ITALIA E ENTRATA NELLA GRANDE GUERRA, par *Luigi Carnovale* (Italian-American Publishing C°, Chicago, Etats-Unis (1917) — Le but de cet ouvrage, publié en deux langues, est d'expliquer aux Américains et aux Italiens établis en Amérique les raisons pour lesquelles l'Italie est entrée en guerre contre ses anciennes alliées. Il les résume ainsi: patriotisme, irrédentisme, appréhension de voir rétablir le pouvoir temporel du pape et d'affronter dans l'isolement la vengeance des empires centraux; enfin, respect du droit et amour de l'humanité. Luigi Carnovale démontre que l'Italie n'a pas trahi ses anciennes alliées; il rappelle que la Triple-Alliance a été renouvelée en 1912 sans que le Parlement eût été consulté et il prétend que, n'ayant pu envisager une coopération avec l'Allemagne et l'Autriche, ce qui eût constitué un véritable défi à l'opinion publique, la Cour a favorisé les négociations de Giolitti avec le prince de Bulow. Ce serait la poussée populaire qui aurait obligé le roi à faire cause commune avec l'Entente.

DAS ERWACHEN DES DEUTSCHEN WOLKES UND DIE ROLLE DER SCHWEIZ, par le Prof.-Dr *O. Nippold* (Institut Orell Füssli, Zurich, 1917). — L'auteur avait déjà montré que tous les clichés sur l'isolement, l'idée de la revanche en France, la jalousie des Anglais et le danger du panslavisme n'avaient qu'un but, surchauffer le peuple allemand en vue de la prochaine guerre (Deutsches Chauvinismus, 1912). Pendant longtemps, le peuple allemand a rêvé de victoires; malgré ses désillusions, il rêve encore et ses maîtres ne lui laissent pas voir la dure réalité. Il se croit vainqueur et il voudrait la paix. Il ne peut pas arriver à comprendre qu'on lui impute la responsabilité de la guerre et de sa continuation. Le réveil sera terrible, mais quand se produira-t-il? Des symptômes intéressants s'étaient manifestés au printemps dernier, mais l'Allemagne est complètement dépourvue de courage civil, on l'a bien vu, après l'incident de Saverne. Tant que sa mentalité n'aura été changée, il sera impossible d'organiser après la paix une entente internationale. Dans cette guerre, conclut M. Nippold, c'est la Suisse romande et non pas la Suisse Alémanique qui a vraiment représenté la conscience nationale.

L. V.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur: Ch. Moureu, publie: G.-M Debove: *A. Fournier*; Ch. Fabry: *Le Bleu du Ciel*; L. Franchet: *La Crête moderne*: des *Notes et Actualités*; le *Compte rendu de l'Académie des Sciences*, etc.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

S'adresser à l'Administrateur pour tout ce qui ne concerne pas la Rédaction.

N° 4 — 56e ANNÉE — 16-23 FÉVRIER 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

L'ANGLETERRE (1)

Mesdames, Messieurs,

La psychologie de l'Angleterre, dont on m'a demandé de vous entretenir, est un sujet si vaste que si j'entreprenais d'en parler un peu complètement, vous me laisseriez certainement finir dans le désert. Je me demande même s'il peut être traité doctoralement, en chaire. Nous sommes là devant une réalité si organique et si peu logique que, si l'on ne peut aller se pénétrer directement des rythmes et des influences de l'âme anglaise, c'est plutôt par l'intermédiaire des artistes, des romanciers et dramaturges qu'il faut essayer d'en prendre idée.

Il n'est pas d'âme et d'esprit qui soient plus différents des nôtres ; et c'est peut-être parce que le rationnel y joue un rôle si réduit que la psychologie anglaise est quelque chose de si singulier, de si à part, de si peu intelligible et si peu adaptable à l'étranger. *Totos divisos ab orbe Britannos*, disait Tacite. Et cela est encore vrai, non sans doute au point de vue moral, car l'Anglais a conçu de tout temps et avec une ferveur presque religieuse, l'idée du bien et du mal, du droit et de l'injustice, qui participe de l'universel — mais au point de vue psychologique. Ils le savent bien, et la notion qu'ils ont de leur caractère à part entre les peuples de l'Europe se traduit d'un mot quand ils disent de telle façon de penser ou de telle physionomie qu'elle est *continentale*.

Et, inversement, tous les peuples d'Europe ont bien eu le sentiment de l'originalité anglaise. Avant la guerre, ceux d'entre nous que tourmentait de temps en temps le besoin moderne de l'*ailleurs*, du changement, et qui connaissaient à peu près les ressources de la planète, savaient deux moyens de se satisfaire qui l'emportaient sur tous les autres. Ils pouvaient aller en Orient, y trouver une autre lumière, d'autres paysages, une autre humanité. Ils pouvaient faire un voyage de sept heures et s'en aller en Angleterre. Je me suis convaincu par l'expérience que le voyage des Etats-Unis dépayse beaucoup moins, que l'Américain nous est bien plus pareil et plus intelligible. Et réciproquement il nous comprend et s'assimile bien plus vite. La résistance de l'âme anglaise aux suggestions étrangères est un de ses traits les plus caractéristiques.

Mais, d'abord, que faut-il entendre par ce mot : l'Anglais ? Vous savez qu'aujourd'hui, sous l'influence de l'idée moderne de nationalité, les populations de la Grande-Bretagne ne se laissent plus toutes ainsi désigner. Irlande, Ecosse, Pays de Galles affirment leurs âmes distinctes, et nous avons appris qu'il faut dire aujourd'hui : les *Britanniques*. Anglais, Angleterre, se prennent dans

(1) Conférence faite à la Sorbonne pour la protection du Réformé n° 2, le 24 janvier 1918, sous la présidence de M. Lucien Poincaré, recteur de l'Univerité de Paris.

au sens restreint. Et c'est l'unité de race tout autant que celle de groupe historique qui commande cette distinction. On oppose les Celtes aux Anglo-Saxons. Je crois qu'au point de vue ethnologique il y aurait bien des réserves à faire, et que dans ceux-là mêmes qu'on appelle proprement Anglais, on peut supposer un élément celtique considérable dû aux premiers croisements de la conquête, et de plus en plus sensible, à mesure que l'on passe de l'Est à l'Ouest, à certains indices ethnologiques tels que la stature et la complexion.

Quoi qu'il en soit, ces Anglais, *English*, composent à peu près les quatre cinquièmes de la population du Royaume-Uni, et ils ont donné aux autres groupes les principales de leurs directions. Voulez qu'ils furent au cours de l'histoire les inventeurs d'une certaine culture qui, transportée en Amérique, en Australie, dans l'Afrique du Sud, a produit ce que nous appelons l'humanité anglo-saxonne. C'est justement le grand problème des États-Unis de savoir si le levain de civilisation anglo-saxonne apporté par les ancêtres puritains ne finira point par être étouffé sous les nouveaux afflux énormes d'immigrants de toutes races. Depuis quarante ans surtout, d'autres influences plastiques se sont mêlées aux siennes et la variation de types est déjà profonde.

Mesdames et messieurs, il n'est pas facile de distinguer entre les traits de culture et les traits de nature, ou de race. Je crois qu'au fond presque tous ceux qu'on attribue généralement à la race sont des traits de culture — à moins qu'il ne s'agisse de caractères très simples, très anciens, formés à une époque où les influences du milieu social et moral ne l'emportaient pas comme aujourd'hui sur celles du climat et de la nature environnante. Je reviendrai tout à l'heure sur la culture anglaise et sur les formes d'âme et d'esprit qui semblent lui être particulièrement attribuables. Voyons d'abord quelques-uns de ces traits qui semblent fixés depuis longtemps.

Prenons pour commencer le plus apparent et le plus simple de tous. C'est celui que l'on peut appeler justement la simplicité — une certaine simplicité de l'âme anglaise. Je me souviens d'une remarque faite par un bon peintre français avec qui je me promenais dans les rues de Londres. Il me disait :

« Observez les yeux, le regard. Comme il est moins précis que chez nous ! et comme il semble moins conscient ! Il participe presque encore du vague et de la fraîcheur de l'enfance. Il faut aller dans nos campagnes, dans celles du Nord, pour trouver chez des hommes faits ce regard-là. »

Un autre peintre, un Américain, celui-là, me disait à peu près la même chose. « Ce qui me frappe chez les Anglais, remarquait-il, c'est l'absence, chez eux, de je ne sais quelles antennes magnétiques que l'on sent chez le Français et qui, dès que vous entrez en communication avec lui, avant même que vous ayez échangé un mot, l'avertit à la fois de ce que vous êtes, de l'effet qu'il vous produit, et de la relation qui s'établit entre vous ».

Chez un Anglais, rien de semblable à tout cet imperceptible frémissement d'esprit. Surtout il est bien moins conscient (self-conscious) de sa personne, de ce qu'il est, de ce qu'il paraît. Il est, si l'on veut, plus naïf — au meilleur sens, au sens primitif du mot, qui veut dire plus près de la nature. Et c'est à cause de cette simplicité même que la relation sociale s'établit avec lui si facilement. Par exemple, il trouve tout naturel d'inviter des gens qu'il connaît à peine à venir passer chez lui deux jours—du samedi au lundi. Des voisins n'ont pas besoin d'invitations et de prétextes pour entrer les uns chez les autres — *drop in* — à l'heure du thé, du tennis, en amenant avec eux leurs propres hôtes. On n'a pas besoin des précautions, des défenses morales que sont les cérémonies. On joue, on cause, ou l'on se tait suivant l'humeur du moment. La conversation est faite d'anecdotes. On n'observe, on ne juge personne : on ne craint pas d'être jugé.

Je me rappelle un exemple, qui m'avait frappé de cette espèce de candeur. C'était sur le pont d'un grand paquebot que je venais de prendre à Bombay. J'y retrouvais ce public de fonctionnaires et d'officiers de l'Inde que Kipling a si souvent décrits — ces figures aux traits de vigueur et de simplicité, dont les yeux semblent d'un acier plus froid et plus bleu dans le cuir hâlé du visage. Le premier mot que m'adressa l'un d'eux fut caractéristique. C'était un vieux monsieur à barbe blanche. J'étais étendu dans une chaise-longue, avec un livre, heureux après une rude course dans la jungle de retrouver la civilisation. Il s'approcha un carnet à la main, en me disant : « *May I put down your name for the tug of war* ? — Puis-je inscrire votre nom pour la lutte à la corde ? » Il faisait trente degrés à l'ombre. A Suez, un Français monta à bord, une figure mobile et fine de journaliste du boulevard, avec la politesse cérémonieuse, les mouvements de physionomie, toute l'allure avertie d'un Parisien dans un salon. Par contraste, il m'intimida beaucoup. En voilà un qui semblait avoir des antennes, qui devait sa-

vent pressentir, observer, critiquer ! Il me semblait retrouver toute la civilisation et toute l'intellectualité françaises.

Or, il y a une véritable ingénuité au fond de l'âme anglaise, et qui subsiste sous des disciplines morales très séculaires dont nous parlerons tout à l'heure. A cet égard, une chose instructive, c'est l'impression inverse que nous leur produisons. L'autre jour, la *Revue de Paris* publiait des notes tout admiratives de John Galsworthy sur la France. L'un des traits qu'il remarquait chez nous (et ce n'était pas du tout pour le blâmer) c'est un certain *cynisme* — il voulait dire une certaine volonté de montrer que l'on sait la vie, qu'on l'a vu l'envers des choses, et qu'on ne se laisse pas duper. Un autre écrivain anglais qui a peut-être plus étudié que tout autre les hommes de ses pays ne parlait de ce qu'il appelait *the virginal*, le côté vierge de l'âme anglaise. Cette espèce de naïveté subsiste souvent jusqu'au bout de la vie. On la reconnaît en ces calmes figures de vieillards qui gardent sur la joue, un peu comme la couleur d'une fleur séchée, le rose de l'enfance. L'âge se traduit au goût des jeux de plein air conservé dans l'âge mûr. Combien de membres du Parlement sont encore, à cinquante ans, des joueurs actifs de cricket! On n'imagine pas M. Delcassé se délassant, comme sir Edward Grey, en composant un traité sur la pêche à la mouche volante. On ne vend pas des portraits d'évêques et d'hommes d'Etat français avec cette mention : l'un des huit dans telle course à l'aviron.

Et si l'on sait l'âge du sujet, ces portraits étonnent par leur air de jeunesse relative; je crois qu'on vieillit moins vite, là-bas — au moins dans la classe où l'on mène la vie proprement anglaise. Lisez les notices nécrologiques du *Times*, du *Morning Post* : vous serez frappé du nombre relativement considérable d'hommes qui s'éteignent entre quatre-vingts et quatre-vingt-dix ans dans leur maison de campagne. Ils s'y sont occupés de sport, de culture, de chasse, chacun y a suivi son *hobby* ou occupation favorite : l'un a fait de l'apiculture, un autre des tulipes, un autre de la photographie, un autre des bateaux modèles, et s'est installé avec une perfection technique, un luxe d'outillage qui nous étonnaient. Il n'y a guère de membre de la Chambre des Lords qui ne soit un spécialiste en quelque matière concrète de ce genre. Et tout cela, comme on dit, *conserve*.

Cette tendance de l'esprit anglais au *concret* est un autre signe de sa relation plus proche avec la nature. A cet égard la langue est significative. Elle est infiniment riche pour rendre les aspects physiques des choses, et aussi les nuances diverses du sentiment et de l'émotion. M. Bédier a pu indiquer les mots simples qui traduisent les différents modes de regard. Mais en comparaison de l'anglais, le français, dit-il, [illegible] quand il s'agit d'analyser ou de critiquer [illegible] pensée. Si vous voulez savoir [illegible] les genres des deux langues et des deux peuples, essayez seulement quelques [illegible] de traduction. Il n'y a guère de prose anglaise de critique et de raisonnement qui résiste bien à la traduction. Voyez ce qu'il a fallu [illegible] les détails logiques apparaissent [illegible] inutilité, lacunes de raisonnement, [illegible] de composition. Mais, au contraire, [illegible] la poésie et la prose descriptive [illegible] d'âme, c'est bien pour le paysage [illegible] notre langue, même après tous les enrichissements du romantisme, paraît, il faut l'avouer, bien insuffisante et bien sèche.

De cette façon générale, on peut dire que l'esprit anglais est plus prime et spontané. Il a subi pendant moins de siècles les influences et disciplines intellectuelles ; il est plus affranchi de la méthode et de la théorie. Dans cette littérature anglaise, où le génie est relativement fréquent, le métier, le talent, l'art, si l'on veut, sont relativement rares. Voyez par exemple, les articles des grandes revues anglaises. Cela semble écrit n'importe comment, par n'importe quel amateur. Beaucoup de faits, de documents, mais à peine classés ; et c'est presque la langue de la conversation. Ah! le français a d'autres exigences que l'anglais ! En revanche, leurs grands écrivains sont très grands et ne se rattachent à rien. Un Meredith, un George Eliot, un Kipling, sont des sommets extraordinaires, mais aucun de ces génies ne procède d'une école. On n'a jamais discuté en Angleterre sur le romantisme et le classicisme, et le réalisme, et le symbolisme, et l'humanisme ; *on ne théorise pas*. C'est un trait auquel il faudrait longtemps s'arrêter ; j'y reviendrai un instant tout à l'heure. Mais un mot de Sydney Smith pourra vous faire tout de suite entendre ce qu'est en général l'attitude des Anglais vis-à-vis de la théorie. Il disait : « Il y a des imbéciles partout, et l'on en trouve même en France. Mais entre un imbécile anglais et un imbécile français, il y a cette différence, c'est que le premier n'est qu'un imbécile pur et le second est un imbécile à théories ».

Tout ceci, que l'on entrevoit déjà, si l'on compare les portraits français et les portraits anglais du XVIIIe siècle, revient à dire qu'en Angleterre la culture de l'esprit a été moins insistante et moins ancienne. Il n'y a pas eu, dès les tout premiers siècles de notre ère, soumission aux [illegible]

de la raison et de la civilisation latines. Et le soleil de la Renaissance ne s'est montré que de plus loin. Et puis il faut faire la part du climat humide, des brumes qui endorment un peu l'esprit et les nerfs, qui font le tempérament flegmatique. Il faut aussi penser à l'effort constant exigé par la lutte contre un milieu physique hostile à la nécessité où s'est trouvé l'homme, dans ce pays des Cimmériens, de se fabriquer, à force d'industrie, un habitat meilleur — et qui l'a détourné de la spéculation pour l'appliquer au travail et à l'action.

Ceci, Mesdames et Messieurs, nous amène à un second trait, un trait tout contraire, dirait-on, mais qui semble bien un autre effet de ce même triste milieu qui excite à l'action. Aux longues époques où l'homme subissait plus que nous ne faisons aujourd'hui, la nature, bien certainement la pluie, le brouillard, les interminables obscurités de l'hiver l'ont isolé et enfermé chez lui. Il s'y est replié sur lui-même. Or, dans les longs tête-à-tête avec soi-même, c'est moins la pensée discursive et spéculative qui se développe, que les pouvoirs de rêve et de sentiment. On voit bien, chez un Robinson Crusoé, l'union des deux traits anglais qui semblent à première vue contradictoires. Ce solitaire est un homme d'action qui, à force de courage, de patience, de volonté industrieuse, se fabrique un *home* qu'il veut toujours plus confortable. Mais aussi c'est un rêveur tourmenté d'angoisses religieuses, qui cherche des signes dans sa Bible, à qui Dieu parle, et qui a des visions. Cette seconde disposition est si frappante dans l'âme anglaise, elle est si ancienne et si générale que l'auteur de l'*Histoire de la Littérature anglaise* y a vu le caractère principal de cette littérature et du génie anglais. Elle est donc très connue, et c'est encore une raison pour n'en dire que quelques mots.

Je parlais tout à l'heure de la simplicité de l'âme anglaise. Mais par simplicité je vous ai dit que j'entendais surtout un certain naturel qui subsiste sous des disciplines morales anciennes et rigoureuses. Au fond cette âme est complexe : à la fois mystique et pratique, disciplinaire et sentimentale, égoïste et généreuse, volontaire et timide, individualiste et très socialisée. Surtout elle est puissante et, si j'ose dire, de grand volume. Des puissances véhémentes de rêve, d'imagination, de sensibilité, de vouloir l'habitent ; mais le plus souvent elles ne se manifestent pas ; elles sont latentes ou cachées. Latentes dans l'état ordinaire de santé, car alors elles se font équilibre et l'on n'aperçoit que le calme. Cachées dans le cas de l'Anglais de la bourgeoisie ou de la gentry, qui a reçu les consignes propres de l'éducation anglaise, laquelle enseigne d'abord à masquer son être profond, ses émotions et sentiments, ses mouvements de volonté, sous des dehors de calme et de régularité. Mais vienne un choc, une crise; et on verra quelles forces de passion peuvent dormir ou se dissimuler sous des apparences ordinaires. A cet égard, la lecture des comptes rendus des tribunaux est souvent bien instructive. Je me rappelle des confessions de meurtriers, de condamnés à mort, qui atteignent au solennel, au visionnaire, à l'extrême dans le pathétique moral et religieux. Cela rappelle Shakespeare et Dostoïewsky. De même dans les procès en divorce, il y a des lettres d'amour, de remords, de désespoir, où l'idée tourne à l'obsession torturante, l'imagination à la vision, où l'expression monte jusqu'au cri

C'est probablement cette intensité des événements d'âme qui a tourné l'attention de la littérature vers la vie intérieure, la vie du rêve, du sentiment et de la conscience. C'est elle qui a fait la grandeur du roman au XVIIIe et au XIXe siècles, du drame au XVIe, et aussi le frémissement, l'intensité lyrique de la poésie à toutes les époques. En combien d'œuvres la retrouvons-nous, cette ardeur à rêver, à sentir et à vouloir, avec son caractère excessif et qui touche parfois au pathologique ! Chez les grands personnages de Shakespeare, de Massinger et de Marlow, c'est la frénésie nerveuse et l'hallucination ; chez Bunyan c'est l'obsession religieuse ; chez Swift, Carlyle, Byron, des espèces de rages de volonté concentrée ; chez Blake et Coleridge, la vision ; chez Shelley, l'extase ; chez Dickens et Poë, — l'Américain qui est si bien de la famille — c'est la vision et l'hallucination encore. Et de même chez Kipling dont je n'ai qu'à vous rappeler certains contes terribles, comme *Amour des femmes*, *Au bout du passage*, ou son premier roman, *La Lumière qui s'est éteinte*, avec les désespoirs muets et concentrés, les fougues de rêve et de volonté de son pauvre Dick Heldar.

Dans toutes les créations si différentes de ces écrivains, je retrouve un trait : l'excessive tension de l'être intérieur, qui l'exalte jusqu'à le détraquer. C'est comme une charge trop grande d'électricité qui fait qu'un fil, tout d'un coup, rougit, s'illumine et se consume. Les images du rêve tendent à s'extérioriser, l'hallucination naît. Un fait bien curieux, c'est, dans la vie réelle, au milieu de toute la prose de l'Angleterre industrielle et commerçante, la croyance si fréquente aux fantômes, aux revenants, aux maisons hantées, aux communications de l'au-delà. Il est remarquable que la plupart des témoignages donnés par les journaux spirites viennent d'Angleterre.

Et si les révélations spirites abondent — ce

qu'on appelle lasches les expériences spirituelles — *spiritual experiences* — sont encore plus communes. Ce sont les états de crise religieuse, les désespoirs, les angoisses ou les ineffables joies de la grâce reçue, tout ce qui se manifeste, aujourd'hui, dans les agitations et confessions publiques de l'Armée du Salut, comme au XVIIIe siècle, dans les frénésies des *revivals methodists*, comme au XVIe siècle dans les exaltations des Puritains.

Ces crises de l'imagination et de la sensibilité, cette prédominance de la vie de l'âme et de la conscience sur celle de la pensée et des sens, ces ardeurs mystiques, ces désordres possibles, enfin toute cette littérature tournée vers des événements de vie intérieure, voilà des traits, Mesdames et Messieurs, qui sembleraient bien apparenter l'âme anglaise à la russe. Il n'y a pas de races en Europe qui aient, au même degré que ces deux-là, ce qu'on peut appeler la faculté visionnaire. Il n'y en a pas qui ait été si préoccupée de l'au-delà, du sens spirituel des choses, si prête à voir et toucher le surnaturel. Mais observez l'essentielle différence que voici : chez les Russes, une certaine faiblesse, un certain désordre semblent presque chroniques. Avez-vous remarqué que tous les officiers qu'a peints Tourgueniev sont plus ou moins aboulique ? Chez les autres, c'est le règne des caprices et des impulsions. Au contraire, chez l'Anglais, au moins dans les classes qui ont fait l'Angleterre, les puissances de passion, de sentiment, de rêve, se coordonnent pour faire la volonté, qui les surveille, les contient et tire d'elles son énergie. Tout le progrès, depuis cinquante ans, n'a cessé de se faire dans ce sens, celui de l'ordre, de la santé et de la force. Un idéal s'est formé que les écrivains, les écoles ont enseigné, et dont l'attraction s'étend aujourd'hui à des classes de la société qui ne l'avaient pas conçu.

Mais de tout temps, on a pu parler de la volonté anglaise. C'est celle qui se réjouit de l'obstacle parce qu'elle aime l'effort pour l'effort — celle qui a poussé dès le début de l'alpinisme des Anglais à escalader le Mont Blanc en hiver, et par le Sud, parce que c'est plus difficile, — qui excite des baigneurs enragés à s'en aller, à sept heures du matin, casser la glace de la Serpentine (c'est une tradition de Hyde Park) pour y prendre leur bain quotidien — celle qui fait l'apparente imperturbabilité anglaise sous les chocs du dehors; celle enfin que Milton appelait, au XVIIe siècle, « l'indomptable volonté de ne pas céder », et que, au XIXe, l'auteur de *Tom Brown's School days* définissait en termes presque identiques, quand il parlait *du plaisir cher à tout Anglais de lutter contre quelque chose, d'essayer et de se maintenir*.

Mesdames et Messieurs,

Mesdames et messieurs, il faudrait pouvoir étudier longtemps ce grand trait de la psychologie anglaise. Les premiers observateurs étrangers, un Montesquieu comme un Stendhal, en ont vu tout de suite la prédominance. M. Boutmy commence son ouvrage sur la psychologie politique de l'Angleterre par un chapitre intitulé : *La Volonté*. Les moralistes et les penseurs anglais eux-mêmes, un Carlyle, un Kipling, en qui l'on sent la volonté passionnée, un Meredith, dans ses squires, un Arnold Bennett dans ses provinciaux, un Galsworthy dans ses gentilshommes campagnards, dans ses grands bourgeois de Londres, dans ses patriciens, en ont fait la faculté anglaise par excellence. Toute l'œuvre anglo-indienne de l'auteur de la *Jungle* veut montrer que la supériorité des Anglais, dans l'Inde, n'est pas celle de leur savoir, pas même de leur civilisation matérielle, mais celle de leur volonté et de leurs disciplines de volonté. Ses babous ont passé par l'Université; ils écrivent et parlent un anglais pédant, avec des phrases à queue, ils citent Stuart Mill et Spencer, mais ils sont, inapte au commandement, et, dans une circonstance un peu critique, s'affolent sans rien pouvoir décider. Au contraire, des jeunes gens de vingt et vingt-deux ans, frais émoulus d'Oxford et d'Eton, qui ne savent à peu près rien de l'indigène et de l'Orient, qui considèrent comme un trait de mauvaise éducation de parler de choses en vue, ces jeunes gens aux yeux frais et qui, dans un salon, pourraient être fort timides, commandent très net et prennent joyeusement leurs responsabilités.

Je crois qu'on ne peut exagérer l'importance de ce trait et de ces conséquences pour l'histoire et pour les mœurs du pays. La volonté forte fait le besoin d'indépendance, — ce besoin qui s'est manifesté par la Grande Charte, par la Révolution d'Angleterre, par la séparation des États d'Amérique. Et, si le sens politique et l'instinct social, ce besoin et ce respect innés de l'ordre qui sont si puissants chez les Anglais, et qui font que le policeman est un personnage populaire, poussent l'individu à se subordonner, à obéir à une loi, — il faut que cette obéissance et cette subordination aient été librement acceptées. Il faut que la loi soit *volontaire*. Politiquement, ce besoin d'indépendance s'est manifesté par l'effort des barons, des bourgeois et du peuple, pour conquérir ce que l'on appelle techniquement la liberté du su-

ing, liberty or, for subject — c'est-à-dire, en langage légal, pour chacun, la libre disposition de son corps et le libre usage de ses biens. Et de tout temps s'y est ajouté, comme un corollaire naturel, ce que nous n'avons pas encore entièrement conquis en France : le droit absolu d'association. Et c'est pour sauvegarder ce domaine de la personne, où chacun entend rester maître de décider et d'agir, tant qu'il n'empiète pas sur le domaine d'autrui, que les Anglais ont de si bonne heure institué leurs trois grandes institutions. « On s'est prémuni contre la Couronne par le Parlement ; contre la Couronne, le Parlement et les fonctionnaires par l'inamovibilité du Juge ; contre le Juge par le Jury. »

Religieusement, la même volonté d'autonomie apparaît aux nuances propres de ce protestantisme anglais qui soustrait l'homme à l'administration spirituelle d'une Église, et qui l'isole en face de sa conscience et de Dieu. En lui répétant que son salut ne dépend que de ses actes, et qu'il est à jamais comptable de ses actes, il l'a exercé à contrôler ses impulsions, à se réprimer, à vérifiablement vouloir.

Dans les mœurs enfin, la volonté de rester maître chez soi, maître de soi, a dressé toutes les barrières visibles ou invisibles qui gardent le réduit intérieur où se retranche tout Anglais véritable. Ce sont les conventions qui prescrivent de ne pas se livrer, *not to give yourself away*, de ne présenter que des dehors de bonne humeur, d'énergique et sereine banalité. C'est la règle de société qui repousse comme des intrusions, comme des libertés excessives (*liberties*), les conseils, les questions personnelles, les demandes de confidences, et cela même de la part des plus proches.

Et enfin, il est un autre signe bien évident de la part que s'est faite la volonté dans l'âme et dans la vie anglaises. C'est que, depuis très longtemps, l'objet essentiel, on peut dire l'objet propre de la culture anglaise, est justement la volonté. Il s'agit de former, de dresser, de discipliner cette volonté.

*
* *

Ici, Mesdames et Messieurs, je crois qu'il faut changer notre point de vue. Nous avons dégagé quelques traits d'être : une certaine jeunesse, une certaine virginité d'esprit, une certaine grandeur, de rêve et de passion possibles, une singulière concentration du moi, beaucoup d'attention au monde intérieur, ce qui n'empêche pas un grand goût de l'action, de l'effort, une remarquable puissance de vouloir. Ce sont là des traits que nous avons appelés de nature ou de race, parce qu'ils sont si anciens qu'ils semblent faire aujourd'hui partie de la nation ou de la race anglaise, — si l'on entend par race non pas un mystérieux élément irréductible, mais un ensemble de caractères apparus chez des hommes soumis pendant des siècles aux mêmes influences physiques et morales, et qui vivent ensemble, qui se développent tous dans le même sens, en s'imitant sans le savoir les uns les autres — ce qui produit un type — un type peu à peu, et plus ou moins fixé.

Mais, par-dessus ces traits, que l'enfant semble apporter en naissant, il en est d'autres, que nous voyons apparaître peu à peu chez lui, à mesure que la société ambiante le prend et le forme par la famille, l'école, la religion, la littérature, les mœurs ambiantes. Ce sont les traits de culture. Bien entendu, la distinction n'a rien d'absolu. La race influe beaucoup sur le caractère de la culture, et la culture à son tour entretient le type — car c'est le propre des phénomènes de la vie que la cause et l'effet se réengendrent l'un l'autre. Par exemple, c'est parce que la volonté est le principal de l'âme anglaise que la culture anglaise s'occupe surtout de la volonté : mais en le faisant, elle développe, elle fortifie encore cette volonté. Il s'agit donc surtout de deux points de vue. Nous avons regardé quelques traits du type qui domine en Angleterre, on pourrait voir ce type se préciser et s'achever peu à peu sous les actions diverses de la société ambiante.

La principale caractéristique de la société anglaise, c'est que l'idéal qui la commande est un idéal de *conduite*. C'est l'idée que la perfection de l'homme est dans la valeur morale de son action et non dans la valeur théorique de sa pensée. « *Our preference of doing to thinking* — nous préférons l'action à la pensée », a dit Mathew Arnold. C'est l'idée de la règle, de la loi à laquelle il faut se conformer pour bien agir. L'essentiel de l'Angleterre, c'est qu'elle est par excellence le pays de la loi — au sens le plus général du mot — comme la Jungle symbolique de Kipling. Volonté de liberté et volonté de devoir, ces deux forces qui, à première vue, peuvent paraître antinomiques, se sont unies de bonne heure chez les Anglais, et cette vivante, active combinaison est certainement le principe le plus original et le plus fécond de cette société — on peut dire le principe générateur de toute sa structure sociale. Il nous explique bien des faits qui nous ont frappés au cours de la guerre — par exemple la répu-

[illegible] si longue de l'Angleterre à la conscription [illegible] qui, pour parler [illegible] langage légal [illegible] « se jette à la tête, disposition de sa personne » et [illegible] complètement libre de trois millions de volontaires pendant les deux premières années de la guerre.

Ce souci du devoir, de la conduite — *conduct* — et par conséquence de l'effort, eût-il vous rappeler qu'il a donné à la littérature anglaise son thème principal, depuis les grands prédicateurs de la Réforme jusqu'à ce Ruskin qui disait : « *I must live to work, I can't live except to preach* » — un sermon, en tous le chef-d'œuvre si ce n'est pour prêcher, — depuis Milton jusqu'à Kipling qui passe pour un rodeur et dont toute l'œuvre contient des symboles du devoir. Rappelez-vous le lyrisme de son Mac Andrews, le vieux mécanicien de marine qui, rêve à l'aisolu des commandements et regrettant les bâtiments précis, disciplinés, intégrables, des grandes pièces d'acier :

Fling her at sea! : I was built, paid for, — the charge was down to the penny;
Let the Board send an engineer, order it, delivered.
Now, disgraceful to tell, I'm ordered, I'm ordered, I'm ordered!
Law, Order, Duty and Restraint, Obedience, Discipline (1).

C'est à la Réforme, au XVIe siècle, que se décide le grand caractère de la culture anglaise. Shakespeare ne le marque [illegible] au premier degré. Il appartient à un autre courant, celui de la Renaissance, que le puritanisme contrarie, retarde ; et, quelque chose de la vieille *Merry England* se survit aussi dans son œuvre. Et c'est un fait bien remarquable, et qui montre tout l'illogisme de l'histoire, même quand il s'agit de celle des idées, que le mouvement d'essor qui produisit la Renaissance, et celui qui développa la Réforme, aient été contemporains. Nous venons, d'ailleurs, avec ses deux idées simultanées et antagonistes d'humanité et de nationalité, de patriotisme et d'internationalisme, nous présente un paradoxe analogue.

Un grand moraliste anglais, Matthew Arnold, qui [illegible] en des pages capitales l'essentielle différence entre la culture anglaise et la nôtre, en montrant que la première procède à travers la Réforme, du monde hébraïque et [illegible] de la Grèce, [illegible] distinction des [illegible] [illegible] et de l'[illegible] perfection de la [illegible] prendre le monde [illegible] se replier sur soi, pour [illegible] loi.

Au XVIIe siècle, après les Puritains, [illegible] jusque vers le milieu du [illegible] et l'extension [illegible] uniquement religieuses. Il [illegible] pécher, [illegible] vernier sa vie vers le salut. Les [illegible] du XIXe siècle [illegible] Carlyle [illegible] plus avec les Carlyle, les Ruskin, [illegible] George Eliot, les [illegible] la forme biblique, se [illegible] sorte de stoïcisme altéré [illegible] bien toujours la même idée [illegible] conduite, et Carlyle et Ruskin [illegible] des véhémences, des [illegible] d'Ezechiel et d'Isaïe.

Quel est le premier commandement [illegible] morale anglaise ? Self-[illegible] et discipline [illegible] force de volonté, de volonté qui [illegible] qu'elle se concentre. [illegible] terre se commande à cette époque, [illegible] tituent le type idéal qu'exalte [illegible] le roman, que dès [illegible] dont la notion se popularise [illegible] type est le gentleman, au sens le plus anglais et moderne du mot, qui [illegible] qualités de caractère et de conscience. En somme, c'est toujours la même idée de la [illegible] rale dont l'Anglais fut de tout temps [illegible] et qui tout de suite des Wordsworth et Coleridge [illegible] souci stoïque de l'énergie et de la volonté conçues justement comme des principes d'action, [illegible] rait l'appeler bourgeoise, car elle s'oppose à l'idéal anarchique, artiste, bohême et révolutionnaire qui règne à la même époque chez nos [illegible]. Elle commande tout en Angleterre : elle fait l'attachement aux formes établies, le respect de la aller baissant ; elle fait l'autorité morale et quasi religieuse alors même dans le [illegible] religieuse du souverain [illegible] ses proclamations sur les enrôlements, [illegible] trictions, son accent presque hiératique quand il parle à son peuple du devoir : [illegible]

(1) Elles sont toutes à [illegible] : vaisseau juste, force pleine, le chœur sonore s'est levé
Interdépendance, absolue, prévue, voulue, commandée.
Ecoutez-les toutes qui chantent leur leçon : la leur et mienne,
Loi, ordre, devoir, maîtrise de soi, obéissance, discipline.

tige et la majesté du juge qui juge seul, sans partage de responsabilité, et non seulement au nom de la légalité, mais au nom de la loi morale, dont il ne manque pas, du haut de son trône (car c'en est un) avec une énergie toute sermonnaire, d'évoquer l'absolu.

Cette valeur suprême attribuée à la loi et à volonté de discipline apparaît au système si spécial de l'éducation anglaise et à l'idée qui la dirige. Je parle surtout de ces écoles qu'on appelle *Public Schools*, et qui ont donné le ton à toutes autres parce qu'elles sont depuis toujours celles de la caste qui a fait l'Angleterre, qui fut si longtemps toute l'Angleterre officielle, et qui détient encore le prestige.

Un éducateur anglais disait un jour : « A l'école primaire, le bon maître est celui qui a de la méthode. A l'Université, il faut que le professeur ait du savoir. A l'école secondaire, où la jeunesse qui dirigera l'Angleterre prend sa forme et son pli, il faut du caractère (*character* » — c'est-à-dire, au sens anglais du mot : de l'énergie morale et disciplinée. Car, avant tout, c'est cela que l'on enseigne. Il s'agit de nourrir, dresser, orienter la volonté, et non pas, avant tout, de mettre en mouvement et de meubler l'intelligence. Il s'agit bien plutôt de construire l'âme que d'instruire l'esprit.

« Ce que j'admire, a dit Disraeli, dans la classe qui a passé par les *Public Schools*, c'est que ses hommes vivent en plein air, qu'ils excellent dans les sports athlétiques, qu'ils ne parlent qu'une seule langue, et qu'ils ne lisent jamais. Ce n'est pas une éducation complète, mais c'est la meilleure éducation depuis les Grecs. » — Je crois que Disraeli exagérait. Vers 1855, à seize ans, un élève d'Eton ou de Rugby écrivait couramment des vers latins élégiaques, des iambes grecs et des hexamètres homériques, et il savait par cœur beaucoup de Bible. Mais là se bornait tout son savoir : probablement, le curriculum n'avait jamais changé depuis le XVIe siècle (il y a encore à Eton des classes dont les bancs sont ceux du XVIe siècle.) Aujourd'hui encore, le fond, c'est le grec et le latin, parce qu'ils sont traditionnels, avec les jeux sur les grandes prairies des écoles, les jeux obligatoires, que l'on appelle éducateurs, parce qu'ils enseignent la discipline dans l'association et pour l'action commune. Et surtout c'est une morale impérative et pratique que Galsworthy, parlant du rôle essentiel de la *Public School* dans la formation de l'âme anglaise, a définie comme il suit : « Ne montrez jamais vos sentiments : ça n'est pas viril et ça ennuie les autres. Taisez-vous quand vous recevez un coup. Ne vous ménagez pas au jeu, mais observez-en strictement la règle. » Et ne vous laissez pas exciter. Surtout, pas de prétention ni de pose. Pas d'originalité — c'est-à-dire, surtout, pas d'originalité visible. Car l'original abonde en Angleterre : toute la littérature en témoigne. Seulement, il ne doit pas se manifester dans la vie sociale.

Ce dernier trait est significatif, et c'est encore l'instinct de l'ordre, de la règle pour la vie et le travail communs qui s'y traduit. Pas d'originalité : c'est-à-dire conformité au type, au type prescrit et à la loi de l'Anglais. Rudyard Kipling, dans son conte de *la Ruche Mère*, a énoncé, sous forme de parabole, ce commandement ; il a proscrit ceux qui veulent être autrement que les autres, les raisonneurs, ceux qu'il appelle « les bizarres » *the oddities*. Être un Anglais, un gentleman anglais pareil à tous les autres, marqué comme une juste pièce de monnaie, dont il existe des milliers d'autres, de la forte et précise empreinte nationale : voilà la consigne. Effacer ou cacher en soi l'individu, ne pas vouloir primer ou briller, et, pour parler un jargon qui cache des convictions sérieuses, *not to make an ass of oneself by being half too clever*. Ne pas se rendre ridicule en étant trop intelligent.

Ce qui se traduit là, c'est toujours l'idée que la volonté est le fond essentiel d'un homme et d'un peuple. C'est la conviction que la vraie culture, celle qui compte, et qui fait la valeur efficace d'un pays, c'est la culture morale, qui prend tout l'homme et lui communique une forme générale et résistante pour l'intégrer harmoniquement et fortement dans le groupe.

Je causais un jour avec un grand écrivain anglais qui avait réfléchi à ces idées — chose bien rare, car, chez la plupart de ses compatriotes, elles arrivent bien rarement, je ne dis pas à la forme théorique, mais seulement à l'expression, et tout reste à l'état d'instinct ou de tendance. Il me disait donc, en parlant de l'esprit un peu sec, et tout cérébral, de l'intelligence mobile et pour ainsi dire désincarnée, que manifestent les œuvres d'un autre peuple, qui n'est pas le nôtre : « Est-ce que c'est ça, pour vous, la civilisation ? » Visiblement, son attitude vis-à-vis de ce qui n'est qu'intellectuel venait de son demi-dédain pour ce qui n'est qu'individuel.

« L'intelligence, me disait-il encore, peut pousser n'importe où — *may crop up anywhere*. C'est une flamme errante : soyez sûr que les Graeculi étaient très intelligents. La volonté, la discipline

instinctive, voilà qui veut une traduction — l'effort collectif du groupe, l'effort successif des générations. Et ce n'est pas seulement que l'intelligence n'est que de l'individu, elle *l'individualise* davantage, car elle tend à le mettre hors de son groupe en le conduisant à le voir du dehors, à le critiquer, à s'y soustraire. Un Anglais comprend d'abord qu'il ne doit pas comprendre : et à lui-même, il ne se pose pas de questions. « Comme l'écrit M. Galsworthy dans ses *Pharisiens de l'Ile*, un instinct lui dit que ce qui est permis à d'autres peuples — mettre en question sa morale, son ordre social, sa religion, bref raisonner le système dont il fait partie — ne lui est pas permis, que ce serait le commencement de la dissociation.

En somme, ce que l'éducation tâche d'établir en lui, — et toutes les suggestions du milieu et de l'opinion y collaborent — c'est l'ordre stable, les grandes synthèses permanentes de croyance, de sentiment, de volonté, des axes fixes, indéformables, qui feront sa force et sa résistance aux suggestions, tentations et chocs du dehors — une résistance telle que j'ai connu de vieux fonctionnaires de l'Inde qui, après trente et quarante années de séjour dans l'étuve de Bombay, et parmi toutes les influences énervantes et démoralisantes de l'Orient, en revenaient aussi peu changés de mœurs, de goûts, de mine et de tenue, aussi énergiques et sportifs, aussi simples et droits que leurs camarades d'Eton et de Rugby qui n'ont jamais quitté l'Angleterre.

Au fond, le principe de cette éducation, comme celui de toute la morale sociale anglaise, c'est le sens et le respect de la santé — *health*. Ils ont horreur de ce qui est malsain, *morbid*, comme ils disent — et, quand un Anglais blâme, comme ce mot-là a des chances de revenir ! Or le *morbid*, pour lui, c'est toujours une forme du désordre. Désordre de l'individu : c'est-à-dire dépression, ou bien excitation, émotion, inquiétude, règne des impulsions et caprices que ne réprime pas une volonté suffisante, tumulte de forces qui ne s'assemblent plus, comme dans la santé, en grands systèmes durables d'habitudes et de certitudes, de foi et de vouloir. Ou bien désordre de la société, c'est-à-dire règne des individus, égoïsme, anarchie morale.

ANDRÉ CHEVRILLON.

(*A suivre.*)

SOUVENIRS D'AVANT-GUERRE

IV. — LA FEMME LITTÉRAIRE ET LE SENS DU SACRIFICE

Le jour où, pour la première fois, il m'arriva d'ouvrir la porte de mon cabinet sur le salon d'attente des auteurs à la *Revue*, voici déjà — de dix années, huit personnes du sexe y étaient assises... huit femmes et pas un homme ! Elles se regardaient d'ailleurs d'assez [illegible] grâce entre elles et paraissaient complètement [illegible] mées de cette bienveillance dont le *Discours sur la Montagne* de l'Evangile fait un des principaux attributs de la vertu chrétienne. Je ne crois pas avoir jamais imprimé ce souvenir d'un [illegible] Directeur, auquel il ne faut pas attacher plus d'importance qu'il n'en comporte, mais qui a fort [illegible] même son intérêt. Ayant l'habitude de [illegible] en moi-même la ligne déterminante de ma conduite, je l'eus vite trouvée, bien que, dans l'[illegible] instant, la figure expressive d'un collaborateur [illegible] moustaches — et même à grosses moustaches — qui entr'ouvrait la porte, eût suffi à me [illegible] l'orientation indispensable.

Depuis ce jour (septembre 1908) près de dix ans se sont écoulés, durant lesquels ont défilé sous mes yeux plusieurs milliers de manuscrits, dont un très grand nombre signés de noms féminins, obscurs ou connus. Je me suis fait, faut-il le dire ? une réputation déplorable de misogyne, auprès [illegible] que j'aime au contraire d'un très sincère amour. J'ai souvent payé dans le détail ce que d'aucuns considèrent comme injustice et parti-pris [illegible] droit des femmes littéraires. Et voici qu'aujourd'hui, je voudrais essayer de leur prouver — si toutefois on peut *prouver* quoi que ce soit [illegible] femme — que ce qui leur manque le plus, c'est la véritable notion d'amour, dont la principale [illegible] est l'*esprit de sacrifice*.

Eugène Delacroix disait déjà à Baudelaire, qui l'a rapporté dans l'*Art Romantique*, — et nous avons trouvé trace du propos dans la mise au jour du *Journal*, — « que sans doute il avait beaucoup aimé la femme aux heures agitées de sa jeunesse, mais que, depuis longtemps, il l'avait exclue de sa vie. Musulman, il ne l'eût peut-être pas chassée de

la mosquée, mais il se fut étonné de l'y voir entrer, ne comprenant pas bien quelle sorte de conversation elle peut tenir avec Allah... En cette question, comme en beaucoup d'autres, ajoute Baudelaire, l'idée orientale prenait vivement et despotiquement le dessus. Il considérait la femme comme un objet d'art, délicieux et propre à exciter l'esprit, mais un objet d'art désobéissant et troublant, si on lui livre le seul du cœur, et dévorant gloutonnement le temps et les forces. »

Voilà ce que nous appellerons une théorie de prudence. C'est que Delacroix, le frileux Delacroix est un artiste *prudent* : c'est un misogyne convaincu celui-là, qui a toujours peur que l'on dépouille ses cache-nez, ces cache-nez sans lesquels il ne saurait vivre ! qui toute sa vie aura sous les yeux la leçon lamentable à lui offerte par les folies de Mme Sand avec « le pauvre petit Chopin » (1) et le bouillant Musset et qui s'est bien juré, pour employer une des expressions de ce dernier, qu'aucune femme ne le « gaulerait de ces gauts-là ». Musset aussi avait prononcé la formule du serment par la bouche de son Valentin. Mais si Musset et Delacroix étaient des génies parallèles, au point de vue de l'énergie ils n'avaient rien qui les rapprochât.

...Donc, l'auteur des *Croisés* eût banni implacablement la femme de la mosquée, où il estimait qu'elle ne pouvait avoir d'entretien avec Allah. Nous nous garderions, tant-il le dire, d'une attitude aussi absolue, qui n'est ni dans nos convictions, ni dans nos goûts. Ce que nous prétendons, c'est qu'elle n'y peut avoir un entretien *désintéressé*, autrement dit que par elle se trouve altérée, dans une mesure quelconque, cette notion de *sacrifice*, qui est à la base de tout grand art, à quoi se subordonnent toutes leurs démarches, qu'ils soient Italiens ou Français, qu'ils s'appellent Michel-Ange ou Gustave Flaubert !

*
* *

Je viens d'écrire ce beau nom, si pur, si expressif, de Gustave Flaubert dans une illustre compagnie à côté d'un des plus nobles exemplaires de l'humanité pensante, et tout mon développement va s'appliquer à justifier sa présence à cette place. Récemment, une femme de lettres, qui se croit aussi habile que sympathique, faisait insérer, dans un de ces « papillons », ou prière d'insérer, que l'on distribue aux journaux et qui d'ailleurs ne servent pas à grand chose, que son nouveau roman faisait la suite de l'art de Flaubert. Merci du peu et de cette façon élégante de s'asseoir à soi même le pavé de l'ours, quand il y a tant d'amis complaisants pour tenir cet office ! Mais je vous le demande, en notre beau pays de France, où c'est le tact qui domine, d'une pareille démarche, quel résultat peut-elle attendre que l'étonnement, surtout aux yeux de quiconque connaît les premiers traits, les plus élémentaires de la psychologie féminine! Quel don d'inconscience il faut avoir pour revendiquer une telle paternité spirituelle ! Quelle chose étrange que d'aller chercher justement l'homme avec lequel on a le moins de traits communs ! Vous me répondrez qu'elles n'en sont point à cette objection près — et c'est précisément ce que je leur reproche.

Une femme qui se recommande de Flaubert, ce saint laïque, pour qui les Lettres furent le grand *Absolu*... ah ! laissez-moi rire ! Flaubert qui cherche justement en elles ce que d'autres vont demander à la Religion ! c'est-à-dire la satisfaction des besoins supérieurs de l'âme ! « Aime l'art d'un amour absolu... cela ne te faillira pas... » écrivait à dix-huit ans ce prédestiné. » Pour trouver l'équivalent, il faut remonter jusqu'à Beethoven et Michel-Ange. Mais eux, ce sont les héros de l'humanité pensante et par conséquent souffrante ! Michel-Ange, commentant la peinture, déclare : « elle est un rayon de Dieu, l'ombre de son pinceau » et je ne sais qu'un passage plus beau... celui où Beethoven fait sa profession de foi en musique.

*
* *

Revendiquer la paternité spirituelle de Flaubert, c'est, vous l'avouerez, une étrange inconscience, à moins que ce ne soit une provocation, une façon de briser les vitres pour forcer l'attention. Le propre de la femme, c'est d'abord d'être complètement dénuée d'esprit critique, cet esprit qui remet les choses au point, comme aussi de pousser à l'extrême, pour la raison qu'elle entre en rivalité avec lui, les points de vue de l'homme. Comme la femme est toujours invariablement sérieuse, qu'elle

(1) C'est l'épithète précise dont il se sert dans son journal, épithète qui traduit aussi bien son affection pour l'homme que son admiration pour l'artiste, pour le génie féminin, qui épuisait ses forces dans l'étreinte de cette virago littéraire, de cette matrone romantique.

(1) C'est Goncourt, je crois bien, qui fait observer très finement le sérieux qui prend tout visage féminin, dès qu'il contemple un objet de toilette ! Je crois bien. Son seul tort est de n'en pas donner la raison. L'objet de toilette est un accessoire de sa beauté, chose tout à fait sérieuse pour elle

prend tout au sérieux de ce qui fait [illegible] depuis les chaînons jusqu'à la [illegible] — c'est à la deuxième hypothèse que nous tenons actuellement.

Ici, nous sommes bien obligés de reconnaître un rapprochement des deux sexes. Examinons au peu la psychologie de l'homme faisant choix d'une carrière, quand toutefois il a [illegible] — c'est surtout quand les circonstances de la vie ne la lui viennent pas imposer !

Que se représente-t-il en faisant son choix ? Bien moins, soyez en sûr, la carrière elle-même et ses diverses étapes que les avantages pratiques auxquels elle le conduira : accroissement notable de fortune, s'il s'agit d'industrie ou de commerce... augmentation d'influence sociale s'il s'agit d'une de ces carrières dites libérales, comme celles de la magistrature et du barreau... Autrement dit, l'élément *vocation* ne représente qu'un bien faible appoint dans la décision prise. Et cela se conçoit, car elles ne sont pas bien différentes les facultés requises pour faire un bon avocat et un bon magistrat, un bon préfet et un bon conseiller d'État. Bref, ce futur magistrat, revêtu de la modeste robe noire, aura tendance à se représenter, vers la soixantaine, revêtu de la robe rouge du conseiller à la Cour ou de la robe à fourrure d'hermine du conseiller à la Cour de Cassation. Et, si l'on y réfléchit, quoi de plus naturel ?

Tout autre devrait être le point de vue du futur écrivain ou artiste. Or, il advient qu'on le trouve presque toujours identique.

Si la question argent ne tient en fait presque aucune place — car cela impliquerait une naïveté par trop grande — la question vanité et amour de publicité occupent le rang prépondérant. On n'imagine pas le prestige dont se pare encore, en dépit de la concurrence, la profession d'auteur, et le seul fait d'être imprimé, et l'on peut ici vérifier par l'expérience, que plus on descend dans l'échelle des valeurs, plus grande [illegible] sujet est l'illusion !

* * *

Les femmes le sentirent bien qui, voici une quinzaine d'années environ, firent irruption dans la littérature et donnèrent, à quelques-uns de leurs confrères du sexe fort, l'impression d'une rivalité, d'une concurrence qui va s'emparer de la position. Comme ceux-ci savent fort bien qu'une des premières qualités de la femme est la ténacité dans le propos, ils en prirent quelque ombrage — dans le principe il n'est point de concurrence complètement négligeable.

Or, si chez les hommes qui entrent dans la carrière littéraire, il n'est guère d'exemple de dévouement [illegible] d'un respect [illegible] Lalot, Lamartine, [illegible] presque [illegible] pour la [illegible] en parle, avec [illegible] le peu Mme de Tilly, Tillet [illegible] presque toutes à [illegible] de Gontaut [illegible] bien indigne de ce titre. Mlle [illegible] du Camp qui bâtit ouvrage [illegible] pratique de l'avancement [illegible] pouvoir prétendre. [illegible] plus habituel, le [illegible] proportionné à [illegible] l'effort (1).

Aussi bien a-t-on raison de dire qu'elles [illegible] quent de la notion [illegible] propre de celui-ci, c'est d'être [illegible] ages matériels que lui propose [illegible] au vu, j'ai pu en observer un certain [illegible] cet excellent laboratoire [illegible] le cabinet d'un Directeur de Revue littéraire. Elles appartiennent à toutes les catégories, [illegible] femme professeur, aspirant aux [illegible] [illegible] célèbres, [illegible] femme du [illegible] qui voudrait ajouter à sa situation mondaine le prestige de la notoriété littéraire. Je n'en ai jamais approché une seule — n'est-ce pas symptomatique ? même parmi celles qui jouissaient de la plus entière indépendante, qui fût guidée par un mobile idéal. Toujours je discernais en [illegible] l'instinct pratique qui les régit, le souci de l'avantage précis qui peut sortir de l'[illegible] cet état d'âme leur était si bien devenu une seconde

(1) Il faut lire, dans la correspondance [illegible], la lettre énergique et de verve soutenue, où [illegible] repousse cette conception de l'artiste. [illegible] et ce sont de dures vérités qu'il envoie à son [illegible] ami : « Je dois te dire que tous ces mots [illegible] c'est le *moment*, il est *temps*, place [illegible] pour moi un vocabulaire vide de sens [illegible] si tu parlais à un Algonquin. Comprends-pas. Avec [illegible] ? A quoi ? A la postérité de MM. Mézières, [illegible], Brunetière, Arsène Houssaye, Taxile Delord, et soixante-douze autres avec. Merci... Je [illegible] plaire. Le succès me paraît être un [illegible] but... Il se peut faire qu'il y ait des [illegible] pices en matières commerciales, des [illegible] pour telle ou telle denrée, un goût passager [illegible] lands qui fasse hausser le caoutchouc ou [illegible] indiennes. Que ceux qui souhaitent devenir [illegible] de ces choses se dépêchent donc d'établir leurs usines, je le comprends. Mais si notre œuvre [illegible] est bonne, si elle est vraie elle aura son [illegible], si plus, dans six mois, six ans ou après vous. Qu'importe.

Les circonstances devront donner raison à Flaubert, car de M. du Camp, qui eut toutes les considérations, choix, titres, Académie, qui donc relit la prose quelconque, tandis que Flaubert occupe le rang littéraire où l'avenir ne peut que le faire grandir.

nature qu'elles ne concevaient même pas que l'on pût aborder les lettres avec d'autres dispositions que les leurs.

*
* *

Aux belles années de ma jeunesse, j'avais un camarade assez dénué comme ressources matériel les, mais qui était possédé d'un tel amour des livres, où se confondaient le lettré et le bibliophile — qu'il trouvait le moyen d'économiser sur la modeste pension que lui servait sa famille pour céder à sa passion. Il se fut plutôt privé d'aliments matériels, que de cet aliment spirituel : le livre qu'il convoitait. Et quand il l'avait en mains, il avait une façon de le tenir et de le caresser qui traduisait la vivacité de sa passion ! De ce fait on pouvait augurer, quelle que fût sa destinée, qu'il chérirait sa bibliothèque d'une passion sans seconde, car il avait la notion d'*amour* avec tous les *sacrifices* qu'elle implique. Il n'est pas de véritable amour en effet sans contre-partie, c'est-à-dire sans sacrifice de soi-même, et l'on ne goûte bien la possession que de ce que l'on a péniblement conquis.

PAUL FIAT.

RÉVÉLATIONS SUR LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC (1)

La confection des canons de fer pour la marine ne fut pas pressée avec moins d'activité, par les mêmes soins et à l'aide des représentants du peuple envoyés sur les lieux. Je me borne à dire que quatre anciennes fonderies et treize nouvelles, placées dans divers départements, arrivèrent au point de livrer ensemble environ treize mille pièces par an.

Quant aux affûts, caissons, projectiles et autres accessoires de l'artillerie, ils durent être en proportion du grand nombre des bouches à feu : aussi la quantité obtenue annuellement fut-elle plus que le triple de celle que pouvaient fournir les anciens arsenaux et usines affectés au service du gouvernement. Je supprime ici, pour abréger, une foule de détails à ce sujet.

Mais je dois faire mention d'un nouveau moyen d'instruction qui eut un plein succès et mérite de servir de modèle. Sur un appel du Comité de Salut Public, deux ouvriers furent choisis par les administrations dans chacun des 540 districts de la République. On les envoya à Paris, munis d'une feuille de route, comme les militaires. Le gouvernement les défraya, et les fit recevoir, à mesure de leur arrivée, par un citoyen respectable, chargé de les loger dans plusieurs grandes maisons nationales, de pourvoir à leur nourriture, et de maintenir l'ordre et la paix parmi eux. Neuf professeurs, du plus grand mérite, leur firent des cours sur toutes les parties de la fabrication du salpêtre, de la poudre et des canons. Un précis imprimé de chaque leçon leur était remis pour provoquer leur attention, ou aider au besoin leur mémoire. On les mena, par brigades, dans les ateliers de Paris du genre de leurs études. Ils y suivirent les travaux, mirent parfois la main à l'œuvre, et y reçurent des explications sur ce qu'ils voyaient. Tant de soins ne furent pas infructueux : à peine deux mois s'étaient écoulés que la plupart étaient devenus des ouvriers fort instruits, et quelques-uns très distingués. Une pièce de canon, bien conditionnée de tout point, avait été faite par eux seuls. Ils l'amenèrent sur un affût dans le jardin des Tuileries pour en faire hommage à la Convention Nationale ; et ils tir[èr]ent plusieurs coups de ce canon avec de la poudre dont le salpêtre avait été extrait et raffiné par eux. Leur réunion fut ensuite dissoute. Le gouvernement en employa un grand nombre dans les fabriques de sa dépendance, d'autres se placèrent chez des entrepreneurs particuliers, d'autres enfin retournèrent dans leur pays, où leur instruction devint très utile surtout lors de l'exploitation générale du salpêtre dont je vais parler.

5° *Salpêtres et poudres de guerre.*

Ces deux objets ont une telle connexion que je n'ai pas dû les séparer. Sous l'ancien régime les salpêtres et poudres, tantôt en entreprise, tantôt en régie, étaient restés dans un mode de fabrication assez imparfait, malgré les lumières de la chimie moderne et la coopération d'hommes très instruits, notamment de *Lavoisier*, longtemps membre de cette régie. L'esprit de fiscalité, l'apathie, ou des intérêts privés, empêchaient probablement les innovations utiles dans cette branche de service comme dans bien d'autres. L'ancienne régie tirait de l'Inde la plus grande partie de ses salpêtres, à cause de leur bas prix. La fouille des terrains des maisons en fournissait aussi : elle s'exerçait rigoureusement envers les habitants pour entretenir les ateliers des salpêtriers brevetés. La guerre de la Révolution, interrompant les communications par mer, anéantit la première de ces ressources. La

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 2 et 3, 1918.

seconde, celle de la fouille des caves, celliers, écuries et autres lieux imprégnés de salpêtre, outre qu'elle était insuffisante dans l'usage ordinaire, tomba de beaucoup par les résistances de l'esprit de liberté contre toute espèce de vexation. Nous verrons tout à l'heure comment on y suppléa.

Le raffinage du salpêtre, pratiqué en *trois cuites*, était long et dispendieux ; il appelait une méthode mieux entendue et assortie à nos besoins.

La poudre se confectionnait dans des usines d'une construction difficile, et par un *battage*, prolongé outre mesure, tout en donnant des résultats médiocres, du moins comparativement à ceux de plusieurs autres nations. Ces usines, d'ailleurs sujettes à de graves accidents, n'étaient pas assez nombreuses. Nous n'avions pas le quart de la poudre qu'eût exigé l'approvisionnement de nos places fortes (1). Combien nos armées, sur toutes les frontières à la fois, ne devaient-elles pas aussi en consommer, sans compter les besoins de l'intérieur. Une fabrication de 20 millions de livres était à peine ce qu'il fallait pour une première année, et, cependant, la régie, montée comme elle était, ne pouvait en donner que 4 millions.

La Section des armes du Comité sentit la nécessité de changer du tout au tout cette branche d'administration. Une exploitation générale du sol français fut d'abord résolue pour en obtenir le salpêtre : la Convention nationale la décréta le 14 frimaire an II.

Une instruction, claire et précise (2), apprit aux citoyens combien il leur était facile, chacun dans leur propre ménage, d'extraire le salpêtre recélé dans le terrain de leur domicile : opération presqu'aussi simple que la lessive du linge, à laquelle on est accoutumé. L'on pouvait donc, avec de la bonne volonté, fournir partout des récoltes partielles de salpêtre brut, dont la réunion s'élèverait à une quantité immense.

Mais, pour atteindre plus sûrement le but, exciter le zèle, instruire au besoin, procurer les ustensiles nécessaires, le Comité divisa la France en huit arrondissements dont il fit diriger les opérations par des hommes d'un mérite distingué, tels que les *Chaptal*, les *Vauquelin* et autres. Chacun des inspecteurs, ayant l'autorité nécessaire, se choisit des préposés secondaires, répartis dans les diverses localités, et ces préposés, aidés des corps administratifs, mirent à la tête de chaque atelier un citoyen capable de bien exécuter le travail. Les élèves revenus dans leurs foyers, après avoir suivi à Paris les cours sur le salpêtre dont j'ai parlé, furent très utilement employés. Le Comité de Salut Public avait donné partout des ordres tels que nulle part il n'y eut de résistance, et que les difficultés furent bientôt levées. En peu de temps, plus de mille ateliers de salpêtre se tournèrent sur la surface de la République, lesquels produisirent dans une seule année près de 17 millions de livres de cette matière.

Mais Paris se distingua surtout dans cette grande fabrication, en raison de ses ressources en tout genre : hommes instruits et zélés, coup d'œil immédiat du gouvernement, abondance d'ustensiles, richesse des matériaux, notamment des plâtras de démolition. Le département d'Indre-et-Loire (ancienne Touraine), qui renferme dans ses tufs une nitrière immense, fut soigneusement reconnu et exploité en conséquence. L'on forma aussi en quelques lieux des *nitrières artificielles*, moins comme ressource du moment, que comme expériences fructueuses pour l'avenir. Ce mode d'exploitation, pratiqué avec succès dans le nord de l'Europe, nommément en Suède, devait à plus forte raison être applicable à la France et fut trouvé tel. Il est fâcheux que cette innovation ait été plus tard répudiée par le Conseil des Cinq-Cents, qui en craignit la dépense et l'insuffisance. Elle aurait cependant remplacé avec avantage la fouille des terrains d'une manière permanente : la conviction des savants, et de la régie des poudres elle-même, ne laisse là-dessus aucun doute.

Après avoir obtenu de toutes parts des salpêtres bruts, il fallut les agglomérer dans certains dépôts pour les purifier : il fallut aussi réunir les *eaux-mères* dont le traitement exige des connaissances spéciales. De là de nouveaux soins, une organisation de transports, de nouveaux ateliers, un emploi d'hommes suffisamment instruits.

Pour traiter les eaux-mères, c'est-à-dire en retirer le salpêtre qu'elles contenaient, l'on avait besoin d'une grande quantité de *potasse*, mais cette matière manquait en France par l'interruption du commerce étranger. Le Comité de Salut Public, étant averti, ordonna plusieurs mesures pour tirer parti de nos ressources indigènes. Il fit publier une instruction sur la fabrication des potasses, rédigée par le citoyen *Perthuis*, ancien officier du génie très distingué, et une autre instruction sur la combustion des végétaux pour produire *le salin* et *la cendre gravelée*, par les chimistes *Vauquelin* et *Trusson*. D'un autre côté, afin de réserver les potasses pour le travail du salpêtre et de leur subs-

(1) Prieur avait écrit sur son brouillon : « Le seul approvisionnement de nos places fortes aurait exigé 80 millions de livres de poudre. »

(2) Prieur, toujours modeste, nous laisse ignorer qu'il en est lui-même l'auteur : « Cette instruction fut lue dans toutes les communes, sous l'arbre de la Liberté, trois décadis consécutifs (*Mém. sur Carnot*, I, 380.)

tiliser *la soude* dans les arts qui emploient indifféremment l'un de ces alcalis, l'on fit des recherches pour multiplier cette *soude* que l'on ne pouvait plus tirer d'Espagne comme auparavant.

Plusieurs savants ou artistes s'étaient occupés des moyens d'extraire la soude du sel marin. Sur l'invitation du Comité, ces citoyens firent généreusement connaître leurs procédés. Il s'en trouva sept différents qui furent examinés et passés au creuset de l'expérience par une commission composée des habiles chimistes *Pelletier*, *Darcet*, *Lelièvre* et *Giroud*. Leur rapport fut promptement publié et, à l'aide des connaissances qu'il répandit, plusieurs grandes manufactures de *soude* s'établirent en France où elles y sont constituées en arts permanents.

J'ajoute ici en passant, pour montrer combien le Comité avait à cœur de donner une vive impulsion à l'industrie, qu'il fit répandre une foule d'instructions, rédigées de main de maître, les unes sur des arts chimiques ou mécaniques, d'autres sur la culture en grand de plusieurs plantes utiles, sur un meilleur système de prairies artificielles, sur la nourriture et la multiplication des bestiaux, et sur quelques parties de l'art vétérinaire. Je citerai comme les plus remarquables : le beau travail relatif à la fabrication des *savons* avec toute sorte d'huiles ou graisses ; celui concernant *les salines* de nos départements de l'est ; celui sur le perfectionnement du *tannage des cuirs* ; celui sur *la refonte du papier écrit ou imprimé*, pour reproduire ou papier blanc, vu la rareté des chiffons ; enfin la commande faite à l'artiste *Conté* d'une espèce de *crayons* propre à remplacer chez nous la mine de plomb anglaise, problème peu après résolu par cet homme aussi ingénieux que savant et patriote. Il était juste de lui laisser la propriété de ses procédés ; il fut même excité à les exploiter pour son propre compte, et bientôt l'on vit s'élever la belle fabrique de crayons portant encore aujourd'hui son nom.

Parlons maintenant de la purification du salpêtre. Le nouveau procédé, qualifié de procédé révolutionnaire, suivant le langage du temps, fut inventé par *Carny*, ancien employé de la régie, auquel l'on dut aussi la nouvelle méthode de faire de la poudre et d'autres travaux utiles aux arts. Le nouveau raffinage dont il s'agit, était fondé sur des idées très simples : écraser d'abord les salpêtres bruts, les laver pour en séparer les sels étrangers au salpêtre, dissoudre celui-ci dans une faible proportion d'eau bouillante, le laisser cristalliser par le refroidissement, en remuant pour l'obtenir très menu, le mettre à égoutter, le laver encore et le faire sécher, traiter enfin les eaux-mères et de lavage par la potasse et les autres moyens connus, extraire ainsi le salpêtre recélé dans ces eaux pour le joindre à celui précédemment obtenu : tel était le nouveau procédé qui fit disparaître *les trois cuites* dont j'ai déjà indiqué les inconvénients. La nouvelle méthode fut bientôt mise en pratique dans des raffineries établies partout où il était convenable. Mais à Paris l'on en forma une vraiment gigantesque, puisque l'on parvint à y raffiner 30 milliers de salpêtre par jour.

Quelques mots sur ce grand établissement ne seront pas, je crois, sans intérêt. Il fut placé dans les vastes bâtiments et l'église de l'abbaye Saint-Germain. Le représentant du peuple *Frécine* fut chargé de sa direction sous l'inspection immédiate du Comité. L'artiste *Carny* présida à la construction des ateliers et de tous les ustensiles nécessaires ; il forma les ouvriers aux manipulations requises par ses procédés. En peu de temps le travail marcha avec régularité et s'accrut d'une manière étonnante. L'ordre le plus parfait s'alliait avec l'activité des mouvements, grâce à l'émulation de tous les employés, aux soins des chefs, et surtout au zèle éclairé du représentant du peuple, dont l'autorité levait toutes les difficultés. L'on avait organisé un système de transports pour faire arriver sans cesse à Paris les salpêtres bruts de 30 et 40 lieues à la ronde. L'on mettait le même soin à évacuer chaque jour les sels raffinés, sans quoi l'on eût été étouffé sous cet énorme amas de matières. Tout enfin allait au mieux lorsque malheureusement un accident dans un atelier de séchage occasionna un incendie général, à l'entrée de la nuit ; une grande partie des salpêtres, des ustensiles et des bâtiments fut dévorée par les flammes, qui consumèrent aussi la belle bibliothèque de l'abbaye. Néanmoins les travaux furent repris et continués pendant quelque temps, quoique sur une moindre échelle. Plus tard, les besoins n'étant plus les mêmes, cet établissement extraordinaire fut supprimé ; mais les nouveaux procédés restèrent acquis à la régie, qui les pratiqua habituellement dans ses ateliers, et se trouva ainsi dotée d'un perfectionnement très notable dans la manutention des salpêtres.

La fabrication des poudres ne donna pas des résultats moins surprenants. J'ai déjà fait pressentir qu'il était urgent de changer l'ancien procédé des poudreries. En effet celui-ci avait de graves inconvénients et n'était point assez expéditif. *Le séchage* des poudres, se faisant en plein air, entraînait d'assez longs délais, même par le beau temps, à plus forte raison quand il était humide ou pluvieux, et surtout en hiver. D'un autre côté *le battage* des ingrédients par les pilons de l'usine ne

s'exécutait pas anciennement en moins de vingt-cinq heures. On l'avait toutefois abrégé depuis la Révolution, et successivement réduit à douze heures. Mais les physiciens soupçonnaient ce temps encore trop long, car *les rechanges* et l'humectation des matières, qui se faisaient de trois en trois heures, paraissaient détruire une partie de l'effet déjà produit, que l'on recommençait ainsi en pure perte. Pour éclairer enfin cette question, et répondre aux objections d'une routine obstinée, une commission de savants, présidée par un représentant du peuple, fut envoyée à la fabrique *du Ripault* près de Tours : elle reconnut qu'un battage de quatre heures était suffisant ; et par ce changement l'on put accélérer considérablement la fabrication de la poudre. La régie, pressée alors de s'expliquer sur le produit présumable de ses travaux, déclara qu'avec ses moyens ordinaires elle ne pouvait fournir que quatre millions de poudres dans l'année, mais que, si l'on autorisait les extensions dont elle donnait l'indication, elle doublerait cette quantité. Tout lui fut aussitôt accordé.

Mais le Comité de salut public ne voulait pas s'en tenir à ce point, trop au-dessous des besoins. Il accueillit les observations de sa Section des armes qui s'engagea à procurer une quantité de poudre bien autrement grande par des moyens tout à fait nouveaux et sans toucher aux ressources de l'ancienne régie ; c'est-à-dire sans lui enlever ni matières, ni ateliers, ni ouvriers ou agents. Ainsi les avantages de l'innovation devaient s'acquérir sans renoncer aux résultats certains des anciens procédés. Une administration extraordinaire fut créée dans cette vue.

L'un des nouveaux projets était d'établir à Paris ou aux environs quatre poudreries capables de confectionner chacune 10 milliers de poudre par jour. Une si énorme quantité pouvait aisément se réaliser par la méthode de l'artiste *Carny*, dont je donnerai ci-dessous une description succincte. Les emplacements des quatre poudreries furent convenablement choisis, savoir au faubourg de *Grenelle*, à *Vincennes*, aux *Loges* dans la forêt de Saint-Germain, et aux *Thermes* près du faubourg Saint-Honoré. L'on se hâta de mettre la main à l'œuvre pour les constructions que l'on se proposait de mener de front dans chaque établissement, la prudence conseillant de répartir ainsi les moyens. Mais l'une de ces poudreries, celle de *Grenelle*, prit une telle activité sous la direction du représentant du peuple *Niou*, qui en était chargé, que l'on s'en tint pour le moment à cette seule fabrique. Le citoyen *Niou*, ingénieur de marine, était accoutumé aux grands travaux et à la conduite des ouvriers les plus nombreux. Ses lumières personnelles, la fermeté de son caractère, sa vigilance, sa probité, son zèle [illegible] lui avaient attiré la confiance générale du Comité ; il s'en servit pour agir avec une grande hardiesse et une volonté péremptoire. Il prenait donc les travaux de cet établissement avec une promptitude sans égale et leur donna une extension sans mesure. A peine quelques hangars en planches étaient-ils formés que déjà l'on y fabriquait régulièrement de la poudre ; d'autres ateliers s'y adjoignaient bientôt, et même des constructions en pierre dans des vues de permanence ; c'était un mélange inouï de constructeurs, de fabricants, manœuvrant en même temps et voyant transporter au milieu d'eux des approvisionnements, et toute sorte de matériaux, soit à bras, soit par des voitures attelées de chevaux. Les premiers succès, dont on se félicitait, fermaient ainsi les yeux sur les dangers et faisaient négliger les conseils réitérés de la prudence. Mais, avant de parler de l'énormité des résultats (1), donnons une idée des procédés de cette nouvelle fabrication, d'autant que, n'étant plus pratiqués aujourd'hui, il peut être utile d'en conserver les traces.

Premièrement, les ingrédients de la poudre, savoir le salpêtre, le soufre et le charbon, étaient préalablement et séparément pulvérisés en grande ténuité. Ces broyages s'exécutaient hors de la poudrerie par des machines particulières, quelquefois par des moulins à vent ajustés à cet effet.

Secondement, ces matières simplement mêlées, dans les proportions requises, étaient introduites dans des futailles en forme de tonneaux, et l'on y ajoutait une certaine quantité de balles de bronze, grosses à peu près comme des noix, le tout laissant dans le tonneau un vide d'environ la moitié de sa capacité.

Troisièmement, chaque tonneau, traversé par un axe de fer à manivelles, recevait un mouvement de rotation entretenu par deux hommes. Et alors les matières roulant avec les balles, et se heurtant contre des liteaux de bois attachés intérieurement aux douves, il en résultait non seulement un mélange homogène de ces matières, mais encore une compression qui les faisait adhérer entre elles.

Quatrièmement, après avoir vidé le tonneau et séparé les balles de la matière du mélange, on étendait celle-ci, en couches minces, sur des plateaux de bois, ayant une surface d'environ deux pieds carrés. L'on recouvrait chaque couche d'un

(1) Dans une première rédaction, Prieur indique que les ouvriers rassemblés dans la fabrique étaient plus de 800, et qu'en quelques mois la poudre confectionnée chaque jour s'éleva à 22 milliers de livres.

canevas de toile à grosses mailles, puis l'on empilait les uns sur les autres plusieurs de ces plateaux ainsi chargés, et dans cet état on les soumettait à une forte pression, au moyen d'un levier ou d'une vis.

Cinquièmement, la matière soutenue par les plateaux ayant reçu par la pression l'empreinte des fils du canevas, il s'en suivait une galette de pâte susceptible de se diviser en petits fragments lesquels formaient les grains de la poudre.

Sixièmement, il ne s'agissait plus que de placer ces grains sur des cribles, à la manière ordinaire, pour en séparer la poussière ou *pulvérin*, que l'on réemployait dans une opération subséquente.

L'on voit combien ces appareils, ces manipulations étaient simples, et quelle prompte exécution ils comportaient. Ici il n'était plus besoin de séchage, puisque les ingrédients de la poudre étaient déjà secs, tandis que dans l'ancienne méthode ils étaient chargés d'humidité. A la vérité la nouvelle poudre avait moins de consistance que l'ancienne et était accompagnée de plus de pulvérin. Mais sa qualité était suffisante pour la guerre.

Afin de ne laisser aucun doute sur ce point, une commission d'hommes éclairés fut chargée d'en constater le mérite comparativement avec diverses poudres et des armes de différents calibres. Ces commissaires, parmi lesquels se trouvait le général *d'Aboville*, si recommandable par ses talents et ses services, se rendirent à l'arsenal de *La Fère* où tout était propice à leurs opérations. Là ils firent une série d'expériences concluantes dont ils rapportèrent un procès-verbal authentique. L'approbation qu'ils donnèrent à la poudre dite *révolutionnaire*, tant eu égard à sa qualité qu'à la facilité de la confectionner en tous lieux, fit naître la pensée que dans nos places de guerre il y aurait de l'avantage à y former un approvisionnement des ingrédients de la poudre tenus séparément, afin d'éviter le danger des explosions, et de ne mettre en œuvre ces matières qu'au temps du besoin. Bien plus, ces mêmes commissaires ayant essayé de tirer du canon avec un simple mélange de salpêtre, soufre et charbon, au dosage convenable, ils virent que le boulet en recevait une impulsion assez considérable. Ainsi, dans un cas urgent, ce moyen serait encore une ressource précieuse (1)...

PHILIPPE DE LA CÔTE-D'OR.

(1) Une brusque mort empêcha Prieur d'achever l'énumération de ses travaux au Comité de Salut Public. Il en avait ainsi d'avance tracé le plan :

— Epreuves de Meudon ;
— Aérostats ;
— Télégraphes ;
— Ecole de Mars ;
— Ecole Polytechnique ;
— Ecole de Santé ;
— Ecole Normale ;
— Poids et mesures ;
— Renseignements industriels ;
— Tannage des cuirs ;
— Crayons ;
— Instruction sur divers arts ;
— Organisation du service des mines.

LES DEUX EMPIRES

L'Allemagne et l'Autriche ont offert, durant le mois de janvier écoulé, un spectacle d'un haut intérêt. A coup sûr, les événements vont vite dans le monde bouleversé, où nous vivons depuis plus de trois ans et demi, et qui apparaît en perpétuel renouvellement. Rien n'est plus singulier que le scepticisme de certains devant les épisodes qui se pressent : ceux-là, qui affectent l'indifférence absolue en face des péripéties les plus inattendues et qui dénoncent systématiquement, en elles, l'exécution d'un scénario préparé avec un art incomparable, étonneront peut-être un jour nos descendants, ou même leurs propres contemporains, par l'étendue de leur naïveté. Ils attribuent aux gouvernants des Empires du Centre une fertilité de conception et une puissance de résistance, qui excèdent toute mesure : or s'il est dangereux de sous-estimer la valeur de l'adversaire, il n'est pas moins périlleux de la grossir à outrance et le discernement est, de toutes les qualités requises en ce temps, la plus précieuse et la plus indispensable.

Je crois fermement, pour ma part, que le désaccord sur les buts de guerre, entre les cabinets de Berlin et de Vienne, n'est pas feint, et que les grèves survenues, au cours de janvier, dans les deux grands Etats ennemis, sont issues exclusivement d'une poussée collective du prolétariat. C'est-à-dire que je m'inscris en faux contre ces deux opinions formulées par une partie de notre presse : Hertling et Czernin ont fabriqué de toutes pièces une querelle austro-allemande, pour duper l'Entente et lui suggérer des espoirs illusoires : les chômages concertés, qui ont éclaté en Basse-Autriche, en Bohême, en Moravie, en Hongrie, en Galicie, d'une part, en Brandebourg, en Westphalie, en Saxe, à Hambourg, en Hesse, en Bavière, de l'autre, ont été provoqués par les pouvoirs publics impériaux, désireux de donner au dehors l'impression de leur fragilité et de susciter en France, en Angleterre, en Italie, des mouvements analogues. Je noterai tout de suite ici quelques points : les vivacités de polémiques entre organes

berlinois et viennois ont été trop accentuées, pour qu'elles laissent subsister l'idée d'un accord préétabli dans la machination, et l'on cherche vainement pourquoi Czernin, Hertling et Kuhlmann se seraient évertués à affaiblir leurs situations personnelles à l'intérieur et devant la coalition. En Autriche, le gouvernement a dû composer avec les grévistes, — démarche douloureuse pour une bureaucratie qui, comme au temps de Metternich, s'appuie traditionnellement sur la force ; en Allemagne, la loi martiale a été proclamée, des mesures de violence édictées, — et toute la politique de répression adoptée a suscité nécessairement des rancunes et des colères : rien n'est plus grave dans cette phase suprême du conflit mondial. Il est d'ailleurs curieux que la presse allemande ait elle-même taxé l'Empire Danubien de félonie et l'ait, en propres termes, accusé d'avoir poussé les travailleurs à la sédition. Ce trait montre avec quelle facilité toutes les suspicions s'accréditent aujourd'hui. Peut-être vaut-il mieux envisager de sang-froid les événements récents et en inférer qu'il y a ébranlement des deux Empires, et que leur solidarité diplomatique, comme leur discipline interne, subit une crise. Rien n'est intangible...

*
* *

On oublie un peu trop que la révolution russe remonte maintenant à plus de dix mois, qu'elle ne s'est pas arrêtée à sa première phase, ni même à sa seconde, et qu'elle était appelée à avoir des répercussions quasi-illimitées. Il ne semble pas qu'elle ait été mieux comprise, par le reste de l'Europe, que la révolution française, 128 ans plus tôt. Je ne discute pas : je constate. Ce sujet comporterait de très longs développements, et j'y reviendrai quelque jour, un peu plus tard, lorsque la poussière du cataclysme sera tombée. La destruction du tsarisme devait engendrer sur le continent une levée d'idées nouvelles, tout en faisant table rase d'idées anciennes et qui ne vivaient plus que par prodige. Le tsarisme, comme ce que l'on appellerait volontiers le hohenzollernisme et le habsbourgisme, ne reposait que sur la contrainte. — Contrainte des individus dans leurs gestes extérieurs et dans leur conscience ; contrainte des nations ; gouvernement bureaucratique dédaigneux des besoins et des aspirations des masses ; compression de toute revendication populaire ; unification des groupes dans la servitude : tout ce que nous reprochons aux pouvoirs constitués de Berlin et de Vienne se retrouvait à un degré égal ou supérieur à Pétrograd. Nicolas II se croyait au moins aussi près de la divinité que Guillaume II. L'unité russe n'était, nous le savons maintenant, qu'une vaine et prétentieuse étiquette. Au-dessus des alliances diplomatiques changeantes, il y avait la solidarité des autocraties. En 1905, les Hohenzollern et les Habsbourg s'étaient sentis touchés par la première commotion russe ; ils viennent d'éprouver plus gravement les atteintes de la seconde, et nul ne peut dire encore où s'en arrêteront dans l'avenir les effets.

Tous les Européens n'ont pas perçu sur le champ la valeur de rayonnement inhérente à la révolution de mars, comme à toute révolution. Les pangermanistes l'ont discernée avant beaucoup d'autres, et rien n'est plus explicable ; c'est qu'ils étaient les plus menacés dans l'ensemble des ambitions familières à leur parti, comme dans les intérêts économiques et sociaux de la classe dont ils relèvent : hobereaux de la vieille Prusse, du Mecklembourg, et de la Poméranie, — grands métallurgistes de la Saxe, de la Westphalie et du Rhin, tisseurs de Silésie ont reconnu que l'annexionnisme était visé, et avec lui les privilèges des catégories dirigeantes.

Les pangermanistes ont donc réagi, et de toutes leurs forces, contre les étapes successives de la nouvelle histoire russe ; mais en réagissant contre elles, ils ont à la fois irrité en Allemagne, — et en Autriche, — les portions du peuple qui aspiraient à une paix rapide et à une démocratisation du régime. Plus ils usaient de brutalité, plus ils accentuaient leur programme de conquête territoriale, leur opposition aux moindres réformes, et plus ils poussaient à l'offensive les éléments sociaux dont ils redoutaient les attaques. La révolution russe a eu, chez nos adversaires, ce résultat immédiat de mettre en émoi les partis militaires et féodaux et d'inciter ces partis à grossir leurs exigences, parce qu'ils craignaient, en demeurant passifs, d'être débordés : elle a eu ensuite d'autres conséquences plus profondes et qui se fussent sans doute développées, même si ces factions eussent assisté inertes aux événements : elle a montré au prolétariat mondial la précarité des desseins d'impérialisme, et naturellement c'est dans les deux pays les plus voisins de l'ancien empire des tsars à tous égards, — qu'elle a exercé d'abord son influence. Le désaccord austro-allemand sur les buts de guerre, les mouvements ouvriers d'Allemagne et d'Autriche se lient ainsi, et de très près, aux crises de Pétrograd.

Les premières déclarations de Kuhlmann et de Czernin à Brest-Litovsk, déclarations qui sem-

plaient exclure l'annexionnisme pangermaniste, avaient soulevé la colère et les protestations des états-majors. A coup sûr, une pression fut faite sur les deux ministres entre le 25 et le 28 décembre par Hindenburg, Ludendorf et le kronprinz, car d'une des séances à l'autre, le ton avait changé brusquement. Le *Pester Lloyd*, qui obéissait apparemment à un mot d'ordre de la chancellerie viennoise, disait encore le 27 : « la politique de Czernin a donné courage partout aux amis d'une paix de conciliation. » Le *Fremdenblatt* reprenait la même pensée sous une autre forme : « les peuples verront que les obstacles à la paix viennent des puissances occidentales. ». La riposte des feuilles pangermanistes ne se fit pas attendre. Jour par jour, dans cette dernière semaine de décembre, et dans la première semaine de janvier, elles révélèrent plus clairement leurs impatiences et leurs convoitises. La *Tæglische Rundschau*, préconisait l'occupation définitive des provinces baltiques. La *Deutsche Tageszeitung* et la *Gazette de la Croix* se déchaînaient contre la timidité des parlementaires, coupables d'abandonner le grand plan d'extension à l'est et à l'ouest. On se rendait bien compte qu'elles ne formulaient pas des vues strictement personnelles et qu'elles cédaient à des influences. Comme toujours, dans les grandes circonstances, les généraux étaient accourus à Berlin, pour peser sur les ministres et sur l'empereur lui-même. Qui nous contera jamais les scènes qui ont dû se passer au château ? L'orage grondait contre le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, — qu'on accusait en sous-main de trop écouter Czernin, — et montait peu à peu jusqu'au chancelier. L'Allemagne se subordonnait d'un côté à l'Autriche, et de l'autre à la social-démocratie, qui toutes deux s'associaient pour acheminer le monde à une paix de conciliation : voilà la thèse. Comme en tant d'autres conjonctures antérieures, Ludendorf offrit sa démission. Or Ludendorf ne pouvait pas partir sans Hindenburg. Ou Hindenburg, ou Kuhlmann : c'est en ces termes que la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, organe de la grande industrie de guerre, posait le problème —, et ce n'est pas sans un certain esprit d'à-propos que le *Vorwaerts* dénonçait la grève des chefs d'armées... L'argument paraissait irréfutable, car au moment même où Lloyd George et Wilson prononçaient leurs discours, qui, à beaucoup d'hommes, dans les deux hémisphères, apparurent comme des documents capitaux, le prétorianisme remportait un succès à Berlin, c'est-à-dire à Brest-Litovsk. Hoffmann criait brutalement aux délégués russes : « malheur aux vaincus », et leur signifiait qu'ils avaient le choix entre la capitulation et la rupture : la réforme électorale prussienne était reléguée à une date indéterminée : un nouveau partage de la Pologne s'élaborait, au mépris des promesses faites à la Ball-Platz, et Guillaume II, pour complaire aux féodaux, congédiait von Valentini, chef de son cabinet civil, et von Muller, chef de son cabinet naval. Le triomphe pangermaniste s'affirma sans discrétion : mais des chocs en retour se préparaient qui, au total, ne sembleront pas dénués d'importance, quoi que l'on en ait dit au moment même où ils se produisaient.

*
* *

C'est le 16 janvier que parut l'article du *Fremdenblatt*. Il a fallu près d'une semaine, à la grande presse française, pour en saisir la signification. D'aucuns, qui n'ignoraient point les attaches de ce journal avec la Ball-Platz, crurent d'abord à une manœuvre concertée entre Vienne et Berlin. C'est là une explication paresseuse qui revient trop souvent, et qui tend à abolir toute réflexion sérieuse et utile. Les divergences de vues, quant aux fins de la guerre, sont réelles, — et depuis plusieurs mois, entre le parti Czernin-Seidler-Berchtold-Hohenlohe qui domine à la Burg et la faction militaire qui règne à Postdam, — et il suffit de se rappeler les déclarations faites par le ministre des affaires étrangères austro-hongrois, depuis l'automne dernier, pour apprécier la valeur de cette dissidence. Le *Fremdenblatt* était bel et bien stylé par Czernin, qui se dressait non sans vigueur contre le pangermanisme, et qui venait au secours de Kuhlmann menacé par Hindenburg. La chancellerie viennoise donnait l'exclusive à Bülow, qui s'agitait derrière les généraux et qui visait à reprendre en mains la diplomatie germanique. A la vérité, le coup était audacieux, — d'autant plus surprenant que la docilité de l'Autriche s'était affirmée jusque là en toutes occurrences, d'autant plus grave à certains égards qu'il y avait intrusion dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Il fut relevé avec violence. La *Gazette de la Croix* dénonça l'ingérence comme inadmissible. La *Deutsche Tageszeitung* cria : « à bas les mains » et souligna le « manque de tact » : la *Gazette de Cologne* formula les mêmes pensées sur un mode plus atténué : enfin la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, officieuse de la Wilhelmstrasse, considéra comme « regrettable que la presse d'un pays allié eût traité cette question d'une manière qui ressemblait fort à une intervention » dans un domaine réservé.

Cette querelle eût pu éclater plus tôt ou plus tard, dans des formes plus douces ou plus véhémentes ; il n'était guère loisible de la dissimuler indéfiniment. La diplomatie anglaise et la diplomatie américaine, à défaut de toutes autres, avaient, bien avant janvier, perçu le désaccord entre Vienne et Berlin. L'Autriche était beaucoup plus lasse de la guerre que l'Allemagne, parce qu'elle avait moins de ressources, que sa structure était moins solide, et que les luttes de nationalités jouaient chez elle un rôle primordial. Libérée de l'occupation ennemie sur toutes ses frontières, elle jugeait venue l'heure du repos : elle craignait, en persévérant davantage dans une attitude belliqueuse, d'exaspérer son prolétariat qui est plus remuant que celui de l'empire allié ; elle désirait s'affranchir plus ou moins de la lourde tutelle des Hohenzollern et de leurs généraux : Czernin personnellement brûlait d'exercer une action qui fût moins subordonnée, de répondre à certains propos de Wilson, de restaurer la tradition de courtoisie vis-à-vis de l'Angleterre, et de servir éventuellement de négociateur entre les deux coalitions. Pour juger, comme il convient, les rapports actuels entre les deux grands États de l'Europe Centrale, la connaissance nette, exacte de ces divers éléments est indispensable. Comparez les discours de Hertling et de Czernin, en date du 24 janvier : tout s'éclaire à la lumière de ces facteurs politiques ou psychologiques.

*
* *

Il est un de ces facteurs qui a révélé son importance entre la journée du *Fremdenblatt* et la journée des discours : je veux parler de la levée en masse des ouvriers de l'Empire Danubien. Les détails de ce mouvement nous échappent encore, parce que ni la presse autrichienne, ni la presse allemande n'ont été autorisées sur l'heure à en analyser la genèse et les développements. Mais nous savons qu'il s'est étendu à toutes les parties de la monarchie, — qu'il a éclaté d'abord dans les centres métallurgiques de la Basse Autriche et dans la capitale, pour surgir ensuite à Prague, à Budapest, et dans les diverses provinces, depuis la Galicie d'un côté jusqu'à la zone adriatique de l'autre. L'idée adoptée par certains — ici et en Allemagne, — que la grève générale de la troisième semaine de janvier aurait été une suggestion gouvernementale, apparaît absurde à première vue. Pour l'admettre, il faut tout ignorer de la bureaucratie autrichienne, de sa haine pour toute action populaire, de son orgueil que rien, à travers les [illegible] n'a pu plier. [illegible] initiative eût-elle séduit [illegible] ne repose que [illegible] sur l'opposition des [illegible] eux ? On se demande pourquoi Charles Ier aurait fomenté une sorte de sédition, dont il ne lui appartiendrait plus de limiter le champ, et dont il aurait eu le dessein, par avance, de consacrer les volontés. Machiavel n'a rien prévu de semblable.

La réalité est plus simple. Les ouvriers [illegible] hongrois veulent la paix rapide, par un compromis. Ils ne se sont pas levés uniquement, comme l'a prétendu la *Gazette de Francfort*, parce qu'à la date du 14 janvier, on a [illegible] augmenté le prix du tabac et réduit la ration de farine : ils ont compris que la politique des Empires Centraux préparait de nouvelles hécatombes et les menait eux-mêmes à un asservissement toujours accru. Il y a ici, comme ailleurs, des socialistes majoritaires qui sont en coquetterie réglée avec le pouvoir, et des socialistes minoritaires qui demeurent fidèles aux anciennes formules et qui jugent l'heure propice à certaines entreprises. De plus en plus visiblement, ces minoritaires l'emportent auprès des masses organisées ou non, et la révolution russe, qui leur a fourni une définition de paix, leur a assuré aussi un indéniable appui intellectuel. Avant le 15 janvier, des hommes qui n'appartiennent pas à la Socialdémocratie, [illegible] le professeur Lammasch, membre de la Chambre des Seigneurs, délégué impérial à la conférence de La Haye en 1907, — avaient déjà prévu le travail qui allait s'accomplir dans la classe ouvrière : il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'article que ce jurisconsulte publiait le 1er de l'an dans le *Reichspost*, organe clérical et militaire. L'influence des vieux chefs socialistes, Victor Adler, Seitz, Ellenbogen, Renner, ne cessait de baisser, bien qu'ils eussent refusé des portefeuilles et plusieurs fois modifié leur attitude. Leur journal l'*Arbeiterzeitung*, — qui depuis lors a reconnu l'existence d'une question d'Alsace-Lorraine, — flétrissait le militarisme prussien et opposait la paix démocratique des Soviets à la paix aristocratique. Le 13 janvier, Fritz Austerlitz dénonçait, dans un discours à Favoriten, le péril des politiques annexionnistes, en évoquant l'Allemagne de 1871 et l'Autriche-Hongrie de 1908. Le fléchissement même des majoritaires préparait le succès des minoritaires qui suivaient Otto Bauer. La grève, qui éclata le 15 à Wiener-Neustadt, progressa avec une exceptionnelle célérité. Surprit-elle le pouvoir, en Cisleithanie comme en Transleithanie, ou bien jugea-t-il grave de s'y opposer par la force, et sa tactique

fut elle, comme l'affirme la *Gazette de Francfort*, que je cite encore, un aveu d'impuissance ? Toujours est-il que ni Metternich, ni la longue lignée des hommes que François-Joseph appela à gouverner la double Monarchie, n'eussent compris la mollesse de Czernin et de Seidler. Les revendications des chômeurs étaient essentiellement politiques : elles reçurent satisfaction. Et l'on pourra dire que ces concessions de l'autorité étaient verbales et théoriques : elles ne sauraient passer pour dépourvues de valeur morale, puisque dix jours plus tard, au nom de la raison d'État, des prérogatives monarchiques, et de la tradition prussienne, Hertling refusait aux grévistes de Berlin la réponse qu'avaient remportée ceux de Vienne.

Entre le mouvement austro-hongrois et le mouvement allemand, que certains socialistes de Cisleithanie avaient prévus simultanés, et qui ne furent que successifs, se marquent des affinités et des dissemblances. Je ne ferai pas plus l'historique de l'un que la relation circonstanciée de l'autre. Le premier s'est développé en pleine liberté, sans qu'aucune coercition n'intervînt, avec le concours évident de fractions de l'opinion qui répudiaient pourtant le collectivisme et le syndicalisme. Le second s'est heurté tout de suite à une répression farouche, impitoyable : proclamation de la loi martiale, création de conseils de guerre exceptionnels, arrestations, condamnations de parlementaires, refus de discuter, dissolution de comités, etc., etc. L'armature allemande s'est sentie et manifestée plus forte que l'armature autrichienne. A Vienne, la presse pangermaniste et féodale s'est tue, tandis qu'à Berlin elle s'est déchaînée, en réclamant une dictature. Dans ces oppositions de gestes, il y a des indices, des témoignages, que l'historien doit relever.

Mais de part et d'autre, la grève a été déclarée sans mot d'ordre des organisations officielles, et comme si elle naissait spontanément de la lassitude et de la colère des foules : les vieilles fractions parlementaires social-démocrates, qui ont été accusées d'abord de retarder, puis de briser le chômage, ont perdu le meilleur de leur prestige au profit des minorités qui poussaient à l'action ; les réclamations formulées étaient d'ordre politique et non plus économique : elles avaient trait à l'échéance de la paix, à ses conditions, au refoulement des partis de réaction, qui sont aussi les partis d'impérialisme et de guerre prolongée. C'est tout le mécanisme de l'État qui a été mis plus ou moins en cause : c'est tout le système du pouvoir personnel, de la bureaucratie, qui a été attaqué et avec lui la prépondérance des états-majors sur la diplomatie. Les résultats acquis sont au moins en apparence, contestables à Vienne et nuls à Berlin. Et pourtant ni le pacte austro-allemand, ni l'empire des Hohenzollern, ni celui des Habsbourg ne sortent fortifiés de ces épreuves successives. Ici aussi il y a des signes à enregistrer.

PAUL LOUIS.

RÉFLEXIONS D'UN PHYSIOLOGISTE SUR LA FEMME ET LE "FÉMINISME"

Je m'excuse tout d'abord de ce titre, car la « femme » ne saurait faire l'objet d'une étude scientifique comme si elle était un phénomène naturel quelconque. Notre délicatesse en serait outrée, surtout notre ordinaire soumission aux convenances du monde.

Mais qu'y faire ? La vérité aussi est femme, et plus digne d'hommage, parce que l'exemplaire est rare. On me pardonnera donc de m'arrêter un moment en sa compagnie.

ACTIVITÉ PHYSIQUE DE LA FEMME. — Au physique, et à tout autre point de vue, c'est à l'homme, socialement parlant, qu'il faut comparer la femme. On s'assure qu'elle lui est *inférieure* par la *force*, la *taille* et le *poids*. En prenant l'âge adulte de 25 ans pour terme de comparaison, on obtient une force moitié moindre, une différence de taille de 14 centimètres, et de poids de 13 kilos. La musculature est maigre, sur un squelette fragile, sans crêtes osseuses saillantes et robustes.

La caractéristique de la puissance musculaire de la femme, en outre de sa faible valeur, est de procéder *lentement* et par *à-coups* : il est rare qu'on puisse obtenir une action soutenue, régulière, constante. Sur le dynamographe et les enregistreurs d'efforts, elle se marque en lignes ondulées, pour ainsi dire capricieuses, mais qui sont, en réalité, voulues par une *loi physiologique souveraine* dont elles traduisent l'effet inexorable. *Les mécanismes nerveux féminins sont intermittents.*

La respiration et les battements du cœur sont un peu plus rapides que chez l'homme, et ils mettent en circulation moins d'air pulmonaire et moins de sang. La capacité respiratoire est assez réduite : elle se manifeste dans les mouvements des côtes, sans intervention de la région abdominale. Ce *type costal* paraît dû à la grossesse et, pour une part, aux caprices de la mode (corset) : le diaphragme possède, en effet, des excursions plus

...dues chez les femmes sauvages, ce qui leur ...et d'effectuer de durs travaux.

On a également parlé d'une sorte de *balancement* ...*ral* dans la démarche féminine. C'est une er...ur ; j'ai pris plusieurs tracés de marche, et je ...s certifier que seules les femmes ayant eu de ...mbreuses couches présentent ce léger balance...ent ; les autres jamais.

La femme termine son développement plus tôt ...e l'homme ; suivant les climats, elle est pubère ...tre 13 et 15 ans, et sa taille et sa force sont de...ves à 15 ans. Passé 50 ans, commence pour ...e la vieillesse, et c'est la *ménopause* : la cessa...n de la fonction menstruelle. On peut estimer à ...ances pour l'homme, à 30 pour la femme, la ...ode de pleine activité physique.

...le que nous venons de la noter, la résistance ...l'organisme féminin n'est pas compatible avec ...e dépense considérable de force : il en résulte...t de trop graves accidents. En particulier, le ...*ps de la grossesse* est celui où les grandes fa...gues musculaires doivent être rigoureusement in...erdites, car la femme est alors affaiblie ; elle ...rouve de la lassitude dans les lombes et aux jam...s ; son utérus envahit l'espace sous-diaphragma...que, comprime le cœur et diminue l'amplitude ...s respirations. D'autre part, les muscles thora...iques entrent en contraction forcée, et produisent ...e sorte d'abattement et de somnolence, tandis ...ue les phénomènes de nutrition subissent un ra...entissement ; le sang s'est appauvri en globules ...uges.

Durant cette époque, le *milieu industriel* est fu...este aux femmes, devenues plus sensibles aux ...bstances toxiques et aux germes infectieux, les...uels, en passant du corps de la mère à celui de ...enfant, seront pour ce dernier une cause de dépé...ssement et de mort. C'est ici où jamais que l'hy...iène sociale exercera utilement sa prévoyance, en ...réparant la résistance de la race et organisant la ...rophylaxie (1).

Il est, enfin, à peu près établi que la femme vit ...usqu'à un âge plus avancé que l'homme. On a sou...ent attribué ce fait au rôle dépurateur des mens...ruations (*règles*). C'est possible, c'est même vrai ...n partie, à la condition de ne pas négliger l'ané...ie, la torpeur qu'elles déterminent pendant 4 à 5 ...ours dans l'ensemble de l'économie. Je tiens pour ...eaucoup plus probable que la vitalité supérieure ...e l'être féminin est liée à une sensibilité généra...lement exquise, qui lui fait éviter les excès de tous genres, la douleur, les accidents, et transforme sa faiblesse naturelle en un moyen de défense. La femme est, d'ailleurs, toute attachée à son physique, à son « moi » dont elle étend le domaine à sa famille, et si l'on veut au-delà.

Oublier qu'elle est sous l'empire de ses sensations, livrée à leurs flots changeants et mystérieux, c'est méconnaître le principe de sa véritable nature.

ACTIVITÉ PSYCHIQUE DE LA FEMME. — L'activité psychique de la femme suit à peu près la même évolution que l'activité du corps, sauf qu'elle lui survit, et résiste parfois aux effets d'un âge très reculé. J'ai écrit, à ce sujet (*loco citato*, page 41) que « l'excitabilité nerveuse est plus grande chez l'enfant que chez l'adulte ; c'est l'époque des sensations vives et des excès de mouvement ; le système nerveux accuse sa prédominance sur les autres systèmes : on en voit les filaments sous la peau ; les sens sont tendus vers l'éducation ; l'expérience se forme, et le moment est propice pour lui imposer une sélection et une direction. Le travail intellectuel est, pour plusieurs années, un *travail d'absorption*. Il se transforme à 21 *ans*, pour l'homme à 25, *en travail de restitution*, lequel peut se révéler, entre 40 et 50 ans, par les plus hautes créations de l'esprit.

La *capacité créatrice*, qui combine et ordonne les sensations, est presque l'apanage de l'homme : la survivance et le renforcement de ces sensations caractérisent l'autre sexe et le prédisposent à réaliser des œuvres d'*imagination*, de *sentiment*, bien plus que de pensée forte et de volonté. De même s'il s'agit de l'*attention*, qui demande que certaines sensations occupent, de préférence à toutes celles de notre vie, le champ de la conscience, et qui est, par cela seul, tributaire de l'organisation motrice et volontaire du mâle. L'écorce cérébrale, sur laquelle toute la musculature est pour ainsi dire *projetée*, qui remplit donc chez l'homme plus complètement des fonctions motrices, doit donner l'explication de ces différences entre sexes, différences où l'on a voulu voir, à tort, la distance d'un niveau intellectuel supérieur à un niveau inférieur.

Mobius (1) a soutenu énergiquement cette thèse de l'infériorité féminine, déterminée, à ses yeux, par la faible masse du cerveau, la vive sensibilité de la femme, et ses instincts « très voisins de ceux de l'animal »...

(1) On trouvera plus de développements sur ce sujet, avec les références bibliographiques, dans mon ouvrage : *Organisation physiologique du travail*, Paris 1917 ; Dunod et Pinat, éditeurs (49, quai des Grands-Augustins).

(1) Médecin-physiologiste allemand, dont le livre sur l'*Infériorité de la femme* eut plusieurs éditions Outre-Rhin.

Mais l'écart de poids du cerveau n'exprime rien ; il est souvent plus accentué entre individus de même sexe, et il est sans relation aucune avec les capacités intellectuelles. Il peut y avoir des trésors de pensée dans une petite tête, et le cerveau le plus pesant n'empêche pas l'imbécilité.

Aussi, malgré les preuves qu'il s'est efforcé de fournir de l'infériorité de la femme, et le ridicule qu'il répand sur « l'effort contre nature du féminisme », Moebius me semble avoir été victime d'une confusion d'idées. Il n'y a pas, entre l'homme et la femme, une différence de degré intellectuel, de puissance cérébrale, de *quantité d'énergie psychique* : c'est, tout simplement, une question de *qualité* : les modalités du travail cérébral ne sont pas identiques. Ici, pour la femme, l'ordre sensitif l'emporte, il s'est imposé par l'habitude et l'hérédité. Là, pour l'homme — c'est au contraire, l'ordre abstrait de la raison et de la pensée ; en vertu de cette abstraction même, il s'établit une indépendance relative des fonctions motrices à l'égard des actions extérieures, et c'est ce que traduit le mot *volonté*.

L'évolution de l'esprit s'effectue, par conséquent, sur deux plans très souvent distincts. Et j'accorde, volontiers, que les féministes confondent parfois ces deux plans, tout au moins physiologiquement. Mais le « féminisme » trouve sa profonde justification dans les applications sociales, je veux dire dans la vie telle que l'ont faite les usages du monde moderne, les lois et les conditions économiques...

« Enfin l'égalité morale des deux sexes ne semble pas douteuse au médecin allemand, dont on vient de dire la thèse sur la supériorité intellectuelle du mâle. Je crois avoir combattu fortement cette dernière prétention ; mais sur l'autre, je dirai comme le philosophe ancien : « Craignons d'agiter ce problème, ce serait offenser la divinité ».

Veillons sérieusement à ne pas étouffer, sous les abus et les passe-droits, la fleur de la moralité française. Encourageons de notre mieux ceux qui, à un jugement solide, joignent une honnêteté sans défaillance : ils gardent le trésor de la Civilisation. »

Toutefois, la *morale*, telle que la définit le Code pénal, est une vertu plus spécialement féminine. Il y a si peu de criminelles du beau sexe ! On dirait que la violence lui répugne, simplement parce que c'est une chose laide : il la contient, il s'en détend, comme il endurerait tous les tourments que réclame sa coquetterie. L'habitude à ces sortes de résignation, et la pratique de métiers généralement dépourvus de brutalité, adoucissent son caractère. Ce n'en est pas moins un mérite.

LE TRAVAIL FÉMININ. — Le travail des femmes, c'est la synthèse pratique des facteurs physiques et moraux précédemment analysés. Un problème social de cette importance doit être abordé avec les données de l'expérience la plus avertie. Il serait décevant de se contenter des simples vues de l'esprit, et on verserait dans les préjugés.

Le témoignage de la science nous apporte, sur le travail féminin, les règles générales suivantes :

Au point de vue physique :

1° Éviter toute besogne compliquée, ou la diviser, la répartir en opérations plus faciles ; ne jamais réclamer un effort continu supérieur à 25 kilos pour les deux bras ensemble ;

2° Multiplier les intervalles de repos en raccourcissant les périodes d'activité ;

3° Rendre de plus en plus automatiques, par l'entraînement et l'usage des machines, les exercices professionnels, afin de diminuer la fatigue résultant du raisonnement et de l'attention.

Au point de vue intellectuel :

1° Éviter toute occupation qui exige un effort de pensée constant, ou qui s'exerce sur plusieurs sujets à la fois ;

2° N'effectuer que des travaux de courte durée ;

3° Se consacrer à un même genre d'exercice, pour qu'ils deviennent comme une habitude de l'esprit.

On aperçoit dans ces lois, rigoureusement déduites de l'expérience, que la *ténacité* et l'*originalité*, les deux pôles de l'activité humaine, ne sont guère l'apanage de la femme, à de rares et inévitables exceptions près.

Dans le cadre, aujourd'hui élargi, de la main-d'œuvre, on n'attendra pas qu'elle remplace l'homme partout où seront nécessaires les grandes dépenses de force musculaire, ni qu'elle commande, avec un rendement égal, les machines-outils à organes multiples, aux nombreux et difficiles réglages ; ni, enfin, qu'elle assure, toutes choses égales d'ailleurs, la même production, en qualité et en quantité.

Au contraire, elle convient admirablement aux petits travaux, à l'atelier ou à la campagne, de préférence à la maison ; et de ses doigts souples, rapides, presque toujours adroits, elle sait ouvrager à l'aiguille, à la machine à écrire ou à coudre, copier, plier, couper, disposer avec art, et présenter avec grâce. La Nature, ici, est toute en nuances délicates ; elle se contraint de forcer les tons.

Il va sans dire que ces occupations, où la vitesse supplée souvent à la force, entraînent, elles aussi, la fatigue, mais dans une mesure qui écarte le sur-

...ra, et sauvegarde les lois profondes de l'or...
...is ...on du sexe faible.

...e indique pas de limitation spéciale à la pour...
...de ...vail : mais je rappelle avec insistance les
...ons qui imposent la grossesse, l'allaitement ma...
...nel, et tout l'avenir de la race. Ce sont là ques...
...ns fondamentales, non pas à la vertu insolubles
...ptives de l'emploi des femmes à l'usine,
...is le législateur doit les résoudre avant de la
...oser, de permettre l'utilisation de cette main
...vre.

...e progrès de la femme dans les carrières li...
...rales paraît, à certains, sans conséquence, bien
...ux, naturel. Car, ne voit-on pas que si le corps
...rebelle à tant de besognes rudes, le cerveau,
...est, en quelque sorte antagonde ? Et que,
...nue toute, les précautions physiologiques, les
...lèves et autres, cessent d'être indispensables?
...s, voici le champ libre : il peut courir longtemps
...nvenamément.

...e l'accorde. Et pour me retenir de critiquer,
...me représente la comtesse de Mme de Sévigné à
...vers les champs de son imagination, brûlant
...nombrables étapes épistolaires. Voilà bien une
...nme. Sans doute, elle s'élève au-dessus de la
...yenne : mais elle résume supérieurement, nel...
...nent, toutes celles qui laissent à leur plume la
...bride sur le cou ».

...Reportez-vous à notre analyse de l'activité psy...
...que des deux sexes, et vous aurez hâte de con...
...re que toutes les carrières libérales ne mettront
...s la femme en valeur. Marcel Prévost disait, na...
...ère, à une avocate qui l'interviéwait : « Si je com...
...re l'esprit des hommes à une courbe continue,
...sprit de la femme m'apparaît semblable à ce
...on appelle, en analyse, une *courbe discontinue*,
...posée de fragments que séparent des points
...lés, des retroussements ». — Oui, cela est vrai :
discontinuité est un des aspects de l'esprit fémi...
...n. Seulement, elle est fatale, elle est organique :
raison d'être, c'est le rythme des centres ner...
...ux, qui s'interrompt ou s'amortit sous les ébran...
...ments du dehors, auxquels est sensible, parti...
...lièrement, l'organisme qui nous occupe. Aucune
...thode ne serait efficace pour détruire absolu...
...nt ce caractère essentiel, pour rendre continu
qui est, physiologiquement discontinu et déter...
...né par des causes lointaines, à l'abri de toute
...cipline sérieuse. Marcel Prévost compte sur
...te discipline. — Pas quand il s'agit de la femme.
Toutefois, supériorité, originalité à part, celle-
remplirait une foule de fonctions de l'ordre in...
...lectuel, à ce niveau où l'intelligence n'avoisine
...s encore la sphère de l'abstraction, et continue
...se nourrir des apports de la sensibilité. La plur...
...mante la médecine peut-elle ? Les enseigne...
des classes élémentaires, sont de cet ordre ; mais
...been d'avantage. L'histoire anecdotique de la pen...
l'art de l'amabore et mesical, la danse, la peintu...
...re, le dessin, tout ce qui met la personne en pa...
...let, ou occupe l'émotion, sensitivement, inconsci...
...quelquefois douloureusement. Car l'amour maternel
lui-même est *en partie*, altruiste d'égoïsme extrême
que : la femme y excelle : elle excelle non moins
dans la haine ; et puisque sa sensibilité s'y déplace
dans l'un et l'autre, elle est puissante, elle est ter...
...rible :

« *Volunique furens quod posset posse* » pourra...
...mant Virgile (1).

Peut-peu que l'on songe aux inconvénients pro...
...fessionnels de ces sentiments, et de l'absence de
volonté, et des exigences physiologiques morales,
...tantables, on sera conduit à ne point préconiser,
sans méthode et sans réserves, le travail des fem...
...mes. Et pour autant que je veux chaque personne
à sa vraie place, y dominant toute la mesure de ses
capacités, il me choque de voir cette frénésie de
« remplacantes » définitives, poussées à des rôles
qui les déprécient, par des rhéteurs de boulevards,
ou des ignares égalitaires, trève de plaisanteries.
Je tiens pour orgueil sournois ou sottise cette fa...
...çon de stimuler l'ambition des femmes. C'est bien
assez qu'elles soient jolies, et plaisent en société,
et s'adonnent, en plus de leur ouvrage domesti...
...que, à des métiers où l'homme ne leur serait point
préférable.

Combien j'apprécie le geste de la Convention
qui renvoya des armées où elles s'étaient glissées
en 1792, les volontaires femmes, émules de Jeanne
d'Arc, après les avoir complimentées et nanties
chacune de 500 francs, pour retourner au pays et
s'y marier !

Leçon de morale et de discipline humaine que
nous lègue cette grande époque, et dont nous
devrions nous inspirer.

Mais voyons la justification du Féminisme, pour
appeler de son nom bizarre cette doctrine où la
transposition des sexes menace les droits légitimes
de la femme.

LE FÉMINISME EN DOCTRINE ET EN FAIT. — J'ignore à quelle date le Féminisme a pris naissance. Je le crois très ancien, car il y eut, de tout temps ou presque, des femmes savantes et des Amazones. Toutefois, il ne s'est élevé au rang de philosophie sociale que dans ce dernier quart de siècle, appuyé

(1) « Car on sait jusqu'où va la fureur d'une femme. » (Enéide, V, 21.)

sur l'évolution des idées et des choses elles-mêmes. Tant qu'il s'est traîné à la remorque de la politique, il a fait, surtout, l'objet d'une curiosité littéraire et de discussions bien vagues. Mais le voici agissant, puissant, innombrable : il est descendu des cénacles académiques au tumultueux forum. La Guerre en a ainsi décidé.

Dans la *Revue de Paris* du 15 mars dernier, Mlle la Baronne de Brunont expose que l'Angleterre a déjà recruté un million et demi de femmes pour remplacer au travail les hommes devenus soldats. Le tiers s'occupe des munitions, et, par exemple, 84.000 d'agriculture. Le nombre est plus élevé en Allemagne de celles qui, depuis deux ans, se sont consacrées aux services intérieurs du pays en guerre. Et chez nous, il atteint plus d'un demi-million.

Cette mobilisation volontaire est admirable et d'une très haute noblesse patriotique. Partout où la femme a senti qu'il y avait un emploi possible, judicieux, pour son effort ou son talent, elle s'est dévouée ; dans les besognes rurales, notamment, elle s'est sacrifiée, supportant des fatigues jusque-là réservées à l'homme seul.

Mais elle compte les jours, les heures où l'équilibre rompu à ses dépens se rétablira ; elle attend avec impatience de pouvoir renouer le fil d'une activité moins violente et moins tourmentée. La guerre durerait dix ans qu'on ne verrait pas nos femmes d'Occident s'adapter parfaitement aux métiers d'hommes, et faire preuve de l'entraînement physique qui se voit à certaines peuplades d'Afrique ou d'Asie. Et quel entraînement ? Un martyr ! Aussi bien, le devoir national, combiné à l'intérêt, sont les déterminants du féminisme, entendu comme l'extension aux femmes des droits et obligations des hommes. L'intérêt ne disparaîtra pas, évidemment, à la fin de la guerre; il se montrera plus exigeant. Alors quelle position sera celle du féminisme ? Quels droits lui seront reconnus, et pour quels lendemains, aujourd'hui insoupçonnés ?

La Renaissance, dans son numéro de mars tente d'y répondre. M. Boutroux ne pense qu'à la nécessité de réformer le foyer, les époux devant se compléter et non pas se doubler.

M. le bâtonnier Chenu n'a point de ces vues transcendantales ; il aborde les cas d'espèces, et imagine que les femmes quitteront, après les hostilités, un grand nombre des places prises et garderont les autres ; distinction, avouons-il, assez arbitraire, et dont elles pourraient ne pas admettre le principe, ni surtout les modalités.

J'aime mieux l'affirmation catégorique, et d'ailleurs inexacte, de M. Painlevé, qui tient la main-d'œuvre féminine pour indispensable dans l'avenir, et voudrait une meilleure sauvegarde des droits de la maternité.

Tout cela est quasi-raisonnable. Le philosophe, le juriste, le savant ont parlé d'or... Mais il faut préciser et spécifier. Le genre de vie de la bourgeoise ne se sera pas modifié sous l'influence de la guerre; ses occupations auront été temporairement dérangées et transformées ; elles redeviendront ce qu'elles étaient.

Il n'y aura guère de changement, non plus, dans l'existence de la paysanne ; il ne lui restera même pas le souvenir du pénible labeur que ces mois ci auront valu, et elle se reposera de nouveau sur son « homme », ou sur les « gas », heureuse si les progrès annoncés du métier rural peuvent lui procurer un peu de bien-être.

Par contre, il y aura des soubresauts et de crucis désenchantements dans la vie de l'ouvrière, vraie féministe ou susceptible de l'être. Car elle a cherché, dans le travail de l'usine, la liberté et le gain, le pouvoir de disposer de sa personne et de son argent, sans contestation possible. De cette indépendance lui est venue le désir d'agrandir son autorité, de conquérir des nouveaux droits. Et c'est l'origine des incohérentes revendications féministes, qui sont seulement fondées en ce qui touche la défense des intérêts généraux de la femme, de sa santé, de sa famille. Je ne crois pas qu'il soit désirable d'aller plus loin, et de lui donner accès au suffrage universel, l'associant ainsi à nos débats politiques, dont le moindre inconvénient serait de la distraire de soucis plus élevés, de son travail, des soins domestiques et maternels. Il est même à craindre que le droit électoral, à elle confié, ne moralise point ni de discipline nos assemblées parlementaires et édilitaires.

Toujours pour les raisons physiologiques indiquées, il convient de reconnaître aux femmes tous les droits strictement en harmonie avec leurs fonctions sociales, et dans les limites où ces fonctions demeurent essentiellement et logiquement féminines. On évitera, par là, de tenter des ambitions nuisibles à la stabilité et la paix des familles, et de faire naître de fâcheuses rivalités.

Qu'il y ait, dans toutes les cités du monde, surtout en Amérique, des milliers de femmes employées aux travaux des usines : que la Guerre en ait accru la proportion démesurément, on ne voit pas ce qui peut surprendre ou inquiéter dans ce développement. Il eût fallu le souhaiter pour la plupart des branches commerciales et industrielles, où le beau sexe apporte une capacité très grande d'application, de travail, et d'habileté manuelle ; à la condition de diviser et d'approprier ce travail, pour ne jamais s'écarter des formes normales.

Au lendemain des hostilités les ouvrières qui auront fait leurs preuves, et pour cette unique raison, resteront certainement à leurs postes. Les autres seront peu à peu congédiées, éliminées ; elles en auront du mécontentement et une certaine rancune de ce changement de régime ; mais elles se reclasseront comme par le passé. La vraie manœuvre, quelque rare qu'elle soit, ne recevra donc de ce côté aucun appoint ; elle demandera au mécanisme les nécessaires renforts qui la dispense de recourir à des moyens bâtards.

Mais il n'est pas douteux que le féminisme, évoluant dans son domaine propre, obéissant à des lois naturelles, et bornant ses prétentions à la défense de son libre et complet épanouissement, constituera une force économique, et jouera dans la société un rôle modérateur et moralisateur incomparable.

C'est donc un devoir de veiller à sa prospérité en l'entourant de tous les moyens de protection de la science et des lois, en reconnaissant franchement les vertus et la vérité qu'il contient.

Réduire à 8 ou 9 heures la journée de travail de l'ouvrière, l'employer à des besognes qui révèlent ses qualités sans épuiser ses forces, assurer à la mère l'aide et le repos que réclame la maternité, n'en privilégier les familles ayant plus de deux enfants, tels sont, je crois, les principes directeurs du *féminisme rationnel*. Il ne me semble pas utile d'y introduire, pour peu que ce soit, l'élément politique ; on risquerait de le dévoyer, et de le voir s'étioler comme s'étiolent et pâlissent les fleurs quand on vient à les changer de terrain.

Certaines femmes, il est vrai, ne redoutent rien de ces changements de milieu, elles conservent partout leur force et leur éclat. Ce sont des natures d'élite : en elles apparaissent ces traits admirables dont je disais qu'ils sont une supériorité, dans l'ordre des choses de la grâce et du sentiment, de la tendresse et de la beauté, dans l'art des manières délicates. L'ensemble féminin vaut beaucoup mieux que toutes les théories des féministes, et il m'interdit, comme une faute de goût et même de jugement, d'être antiféministe.

JULES AMAR.

Directeur du laboratoire de physiologie du travail au Conservatoire National des Arts et Métiers.

LETTRES D'UN ALSACIEN ET D'UNE LORRAINE A M. THIERS (1873, 1874)

Depuis que la Bibliothèque nationale a mis les Papiers de M. Thiers à la disposition des travailleurs, on y a fait maintes trouvailles. Celui qui écrit ces lignes les a aussi fouillés, il y a déniché des pièces intéressant particulièrement les Alsaciens et les Lorrains Strasbourgeois aussi bien que Haut-Rhinois, c'est pour ainsi dire mitoyen entre Belfort et Metz. Aussi se fait-il un vrai plaisir de publier une lettre de 1873 d'un Belfortain, et une de 1874, d'une Messine, les deux adressées à M. Thiers. Commençons par la plus ancienne :

« Monsieur et très honoré Concitoyen,

« Je n'ai pu lire sans une profonde émotion votre discours du 24 mai, et surtout le passage où vous avez rappelé à ceux qui les avaient oubliés, les efforts que vous avez dû faire pour conserver à la France un fragment de notre chère Alsace.

« Enfant de Belfort, je serais un ingrat si je ne vous adressais pas l'hommage de ma reconnaissance : c'est à vous que je dois d'être resté Français. En vous l'exprimant, je crois être l'interprète de beaucoup de mes compatriotes ; je crois l'être en vous exprimant le regret de vous voir quitter le pouvoir dans des conditions comme celles qui viennent de se produire.

« Veuillez, très honoré Monsieur, agréer l'expression de mes sentiments de haute estime et de profond respect.

Forges de Morvillars, 27 mai.

« VIELLARD-MIGEON,
Ancien Député.

M. Thiers avait été renversé le 24 mai. M. Viellard-Migeon lui écrivit dès le 27 mai. Sa lettre montre la reconnaissance qu'on avait vouée dans le Territoire de Belfort au négociateur de la paix à Versailles qui avait conservé Belfort à la France. Il avait été élu au Corps législatif, en 1869, comme candidat de l'Opposition contre le baron de Reinach-Hirtzbach, député sortant. Aux élections sénatoriales du 30 janvier 1876, il posa sa candidature à Belfort, la retira devant celle de M. Thiers qui fut élu. Après l'option de M. Thiers pour un siège de député, il fut élu sénateur. Il est mort en 1880 ; il était né en 1803. Sa famille habite encore le Territoire de Belfort : elle continue à participer à la politique : elle marche à la tête de la Réaction. Les Reinach-Hirtzbach sont aussi restés dans leur pays natal ; leur commune a été enlevée à la France par le traité de Francfort. Pas plus que les Viellard, ils ne sont restés dans la vie privée. Le député du Second Empire s'est rallié à l'Allemagne : le chef actuel de cette famille dont les parchemins remontent à la féodalité siège au Parlement d'Alsace-Lorraine dans le parti gouvernemental.

Donnons, maintenant la seconde lettre : elle est datée samedi 8 ; c'était le 8 septembre 1871 ; M. Thiers voyageant dans le Midi.

Cauterets, Samedi 8.

« Monsieur,

« Je suis Française et Lorraine : c'est vous dire que j'ai pour vous double admiration, double reconnaissance. C'est du culte que l'on éprouve pour votre nom dans nos pauvres provinces perdues, et au milieu de nos tristesses, il nous reste, du moins, un grand sentiment de fierté, celui d'avoir vu la France personnifier en vous, tout le génie, tout le dévouement de sa race. Mon père, Léon Dornes, a été le dernier député de la pauvre ville de Metz, et c'est de son nom que je me recommande pour solliciter l'honneur de me présenter à vous. J'estimerais comme le plus grand souvenir de ma vie la faveur de vous avoir touché la main.

« Je suis seule ici avec mon enfant, mon mari qui est banquier à Paris n'ayant pas pu m'accompagner. Mais je serais heureuse de venir vous saluer sous la protection de mon nom et surtout des sentiments d'admiration et de dévouement avec lesquels, Monsieur Thiers, je m'incline devant vous.

« Marie-Dauphine Dornes.
« Hôtel de France »

Cette belle lettre sort de la plume de l'épouse du fils de Léon Dornès. Frère d'un rédacteur du *National*, représentant de la Moselle à la Constituante qui fut tué en commandant les gardes mobiles contre les insurgés dans les journées de juin, Léon Dornès, 1802-1879, dirigeait les salines de Sarralbe quand la Moselle l'élut à l'Assemblée nationale, le 8 février 1871. Il vota contre les préliminaires de paix, signa la protestation des représentants des contrées arrachées à la France, quitta l'Assemblée ; plus tard il opta pour la nationalité française et s'établit à 70 ans à Paris où sa famille attend aujourd'hui la réintégration de l'Alsace-Lorraine dans la patrie française. Dornès, voilà un nom qui doit être donné à l'une des grandes voies de Metz redevenue chef-lieu du département de la Moselle.

Paul Muller.

LA SITUATION DE L'IRLANDE

Il serait exagéré de dire que jamais l'Irlande n'a connu époque plus troublée que celle d'à-présent. Sa longue histoire n'a été qu'une lutte constamment plus violente, même lorsqu'une trêve semblait intervenir : le calme n'a toujours été qu'apparent — et il en est de même encore aujourd'hui, où la révolution et l'émeute ne grondent pas, mais pèsent d'une lourde menace sur le pays tout entier. La Convention, due à M. Lloyd George, dont nous parlions ici même, il y a quelques mois (1), poursuit ses travaux dans le plus grand silence, mais sans que l'atmosphère environnante s'apaise. On continue de discuter sur ses chances de succès ou d'échec ; les uns font des vœux pour que l'accord se réalise — enfin — entre Redmondistes, O'Brienistes et Orangistes et qu'on parvienne à un texte tenant compte tout à la fois des aspirations nationalistes et des revendications si multiples et si diverses des populations ulstériennes. Mais d'autres — et c'est l'une des inconnues les plus troublantes de ce problème irlandais, tout ensemble un et multiforme, immuable et perpétuellement changeant — ne souhaitent plus l'entente et font, aujourd'hui plus que jamais, une politique nettement révolutionnaire, cherchant ses appuis sur les ennemis mêmes du Royaume-Uni, acceptant, comme en 1915, leur collaboration, en vue de l'institution d'une république irlandaise, pleinement indépendante de l'Angleterre et seule maîtresse de ses destinées.

Quand on suit en Irlande ce mouvement sinn-fein, qui, tout d'abord, a été l'œuvre d'une infime minorité, mais est devenu un vaste organisme d'agitation dont les ravages s'étendent chaque jour, on ne peut s'empêcher de redouter les pires événements. Sans doute, il est encore de mode, de ci de là, de ne pas prendre les Sinn-Feiners au sérieux : on dit assez souvent qu'ils font plus de bruit qu'ils ne peuvent faire de mal, et qu'au fond toute l'Irlande, même d'assez nombreux Sinn-Feiners, est ralliée à l'idée du Home-Rule. Comment cependant pourrait-on ne pas attacher d'importance — sans même parler de ce fait que les Sinn-Feiners ne prennent pas part à la Convention — à l'élection caractéristique dans l'East Clare de M. de Valera, en juillet dernier, contre un concurrent nationaliste, élection à plus de 3.000 voix de majorité, qui faisait dire à la *Morning Post* : « La révolution gronde, les compromis et les concessions n'ont fait que la stimuler » ; comment ne pas voir dans les manifestations qui se produisirent à Dublin quelques semaines plus tard, à propos de l'enterrement de ce prisonnier politique Thomas Ashe, mort des suites de la « grève de la faim » qu'il avait décidée, un symptôme alarmant de l'état d'esprit populaire et de l'irritation grandissante contre Dublin Castle ; comment ne pas redouter les effets

(1) V. cette Revue, numéro du 28 juillet-4 août 1917.

cette convention sinn-fein, destinée à grouper toutes les forces du parti, et au lendemain de la belle l'*Irish Times* pouvait écrire : « Le Sinn-Fein est en révolte ouverte. Le gouvernement connaît le danger,... mais la loi est paralysée. »

C'est bien là, en effet, l'impression que donnent en ce moment les choses d'Irlande. Les Sinn-Feiners argumentent en nombre, et trouvent au dehors des appuis les plus directs : l'Allemagne est prête, une seconde fois, à seconder leur action — et, ceux-ci, dans les colonies britanniques et aux États-Unis, réclament trop haut l'indépendance irlandaise, s'associent, involontairement, au parti le plus violent. En face de M. de Valera, chef écouté et énergique, il semble bien que les pouvoirs publics britanniques d'une part, les Irlandais de l'autre restent sur une attitude nette.

Le gouvernement anglais s'en tient à l'engagement qu'il a pris de mettre à exécution, quel qu'il soit, le texte auquel aboutira la Convention. En attendant, il emploie tantôt la violence, tantôt la douceur. « On ne saurait permettre, déclarait le 3 octobre dernier M. Lloyd George, ni les excitations à la révolte, ni l'organisation d'une rébellion, ni les prétentions à l'indépendance souveraine. Mais le gouvernement s'engage à soutenir, devant la Chambre des Communes, les conclusions sur lesquelles la Convention aura pu se mettre d'accord, et à leur donner immédiatement force de loi. » Le secrétaire pour l'Irlande, M. Duke, n'a pas caché aux Communes, à plusieurs reprises, la gravité de la situation : on a pris le parti de surseoir à la conscription en Irlande (1), tant que la promulgation du Home-Rule Act resterait en suspens, mais les 200.000 recrues dont on se prive ainsi s'entraînent, comme autant de rebelles, sous le drapeau du Sinn-Fein ! Pour réprimer le mal, Dublin Castle sévit trop durement aux dires des uns, insuffisamment aux dires des autres. On a multiplié les poursuites en conseil de guerre, sous des inculpations les plus diverses et souvent les moins établies : des discours soi-disant séditieux, le port de gourdins ou d'uniformes sinn-feiners est motivé des arrestations et des emprisonnements qui ont énervé inutilement la population. Le sinn-feiner Thomas Ashe, mort depuis comme on sait, fut condamné à un an de travaux forcés, sur le seul témoignage d'un policier, pour une harangue en faveur d'une république irlandaise. Mais tandis qu'on sévissait ainsi contre les sinn-feiners et les nationalistes, suspects à tort ou à raison de complaisance envers ceux-ci, on fermait les yeux sur les agissements au grand jour des ulstériens. Ceux-ci, dans une injuste différence de traitement, et les représentants de pleinement assumé Dublin Castle et ses inspirateurs. M. Redmond et ses amis s'en prennent à Sir Edward Grey qu'ils accusent de pousser le gouvernement dans les pires voies : « la politique de conciliation, écrivait le *Freeman's Journal* tout de nouveau sous plume. » Le *Times* à résumé le sentiment général : « Ce qu'on peut reprocher à M. Duke, ce n'est pas une sévérité injustifiée, mais de l'hésitation et de l'incertitude. Trop souvent, la rigueur s'est, en lui, d'une nuit, changée en clémence sous la pression des partisans de l'ordre. Il faut reconnaître d'ailleurs que la chance n'a pas toujours favorisé M. Duke... »

C'est qu'aussi, il faut le reconnaître, gouverner l'Irlande dans les circonstances présentes est particulièrement aisé. Les Anglais ne s'entendent pas plus que les Irlandais sur la voie qu'il convient de suivre. Qu'on en juge plutôt. Pour certains le meilleur régime anglo-irlandais, c'est le régime actuel : il n'y aurait rien à y changer, au moins momentanément. M. A. V. Dicey a écrit à ce sujet une étude caractéristique dans *Ninetheenth Century*. Pour d'autres, l'avenir est dans la Convention : le *Daily Chronicle*, le *Daily Express* font appel aux partis en présence et les supplient de s'entendre : certaines feuilles pressent plutôt sur les Ulstériens, certaines sur les nationalistes. Pour d'autres, au contraire, l'entente est impossible, et c'est ce que la cimentent : le *Globe*, le *Daily Graphic*, à maintes reprises, n'ont pas caché leur scepticisme. Elle est possible, cette entente, réplique volontiers le *Times*, mais difficile. Et la *Morning Post* voudrait que, si elle se fait, le texte voté fasse l'objet d'un referendum. M. G. Bernard Shaw trouve tous ces pourparlers, toutes ces hésitations suprêmement ridicules. Pour lui, tous les adversaires en présence manquent du plus élémentaire bon sens. Dans trois articles très remarqués, publiés à la fois par l'*Irish Independant* et par le *Daily Express*, il estime aussi « idiot » — le mot est employé — le Sinn-Fein que l'Ulster et que John Bull lui-même. Il faudrait que l'Angleterre abandonne ses vieilles méthodes et qu'elle se décide enfin à « voir clair ». L'avenir est au fédéralisme. Que John Bull fasse donc, quoiqu'il puisse lui en coûter, à Dublin ce qu'il a fait déjà à Québec et à Sydney.

Quant aux Irlandais, ils sont tout d'abord eux aussi, profondément divisés, irréconciliables les uns avec les autres, comme par le passé. De ci, de là, le Sinn-Fein semble faire quelques concessions. Ses adversaires ont fait grand bruit autour

(1) Les Irlandais qui sont au front sont des engagés volontaires.

d'un prospectus officiel, lancé récemment par ses soins, d'après lequel la Convention — après tout — pourrait peut-être donner quelque résultat : il faudrait, en tout cas, éviter que le sang soit versé, et que la paix intérieure du pays soit trop gravement troublée. On a, de même, insisté sur ce fait que M. de Valera n'a pas *officiellement* protesté contre une lettre pastorale du cardinal Logue, aux termes de laquelle la pire des folies serait l'établissement d'une république irlandaise. Aussi l'*Irish Independant* écrivait il que «la perspective d'un Home Rule semblable à celui des Dominions pouvait sembler moins illusoire. » Un certain nombre de faits ne permettent pourtant pas semblable optimisme. Le Lord Lieutenant Wimborne, a déclaré récemment, non sans mélancolie : « La Convention n'a pas échoué, et le gouvernement ne désespère pas de la possibilité de nouveaux efforts, et ne considère pas ses ressources en ce sens comme épuisées ». Eût-il parlé ainsi, si l'entente était aussi près de se réaliser qu'on le prétend, au sein de la Commission comme au sein du pays ? M. Mahaffy président de Trinity Collège de Dublin, membre de la Convention, eût-il écrit au *Times* pour se plaindre de la faiblesse du gouvernement, dont profitent également à son sens les partis extrémistes de droite et de gauche ? La réalité est que le Sinn-Fein n'est pas plus près de renoncer à ses aspirations séparatistes que les unionistes de l'Ulster, dirigés par Sir John Lonsdale, à accepter le Home Rule, auquel cependant le grand chef orangiste Sir Carson s'est rallié — officiellement du moins (1). Quant aux nationalistes et à M. Redmond, effrayés des progrès que fait à leurs dépens le parti de l'indépendance intégrale, mécontents de la politique gouvernementale, ils se sentent pris, comme l'a dit récemment le *Daily News*, « entre l'enclume du Sinn-Fein et le marteau de l'Orangisme ». Aux dires de l'*Irish Independant*, ils gardent encore dans la Convention une influence beaucoup plus grande que celle qu'ils possèdent dans le pays, et l'*Irish Times* déplore que les unionistes ne soient, par contre, représentés que de façon insuffisante. De tous côtés, le procès des redmondistes est ouvert : le *Times*, le *Manchester Guardian*, le *Globe*, l'*Observer* demandent que le parti se renouvelle et se réorganise. Ses bases, trop étroites, sont peu solides : M. Redmond devrait s'efforcer de les restaurer et de consolider ainsi l'édifice (1). Qu'une assemblée nationale se réunisse et nomme un conseil restreint : les membres de la Convention feraient à ce conseil des rapports fréquents et prendraient en même temps ses avis ; la Convention recevrait ainsi son inspiration du parti tout entier.

Le *Scotsman* écrivait, il y a quelque temps : « Le sens commun est étranger aux affaires d'Irlande. C'est le pays du paradoxe. » La boutade est à d'être fausse. Alors que l'union serait plus indispensable que jamais, elle est de moins en moins désirée, et poursuivie. République, Home Rule colonial, Home Rule Lloyd George, *statu quo*, voilà quelques-unes des solutions que le problème irlandais pourrait recevoir. Et encore, y en a-t-il beaucoup d'autres, ou du moins celles-ci comportent-elles chacune un certain nombre de modalités différentes. Chaque solution a ses défenseurs acharnés, chaque parti politique sa solution. La Convention en trouvera-t-elle une, suffisamment transactionnelle, qui reçoive une unanime approbation ? Ou bien faut-il prévoir qu'une solution transactionnelle ne contenterait également tous les partis, et que seule une solution « de parti » aurait quelque chance de s'imposer ? Il serait, devant les événements actuels, téméraire de répondre. L'idée d'un Home Rule colonial est, en tous cas, l'une de celles qui sont en ce moment le plus fréquemment exposées. Sir J. R. O'Connell, dans la *Fortnightly Review*, a donné un plan précis : un gouverneur représentant la Couronne ; un pouvoir exécutif responsable devant le Parlement qui l'élit ; un Sénat et une Chambre ayant pleine juridiction sur les affaires du pays, avec cependant droit de veto pour la Couronne et maintien de l'autorité suprême au Parlement de la métropole pour toutes les questions de nature impériale ; établissement de certaines sauvegardes pour l'Ulster (droit pour le Sénat de différer l'application d'une loi ; droit d'appel au Roi, partage équitable des charges fiscales) ; précations au point de vue religieux ; obtention au concours seulement, de tous les emplois du Service Civil, etc... Ce projet diffère sensiblement du Home Rule Act de 1914 et du projet Lloyd George. Sir J. R.S O'Connell prétend que l'Irlande, en possession de sa liberté, saurait n'en pas

(1) Sir Carson, qui était ministre sans portefeuille dans le cabinet, vient de donner sa démission. « Je désire, a-t-il dit dans sa lettre à M. Lloyd George, être entièrement libre de moi-même pour former mon jugement relativement à la nouvelle situation qui, du fait de la convention, peut se présenter, en tenant compte à la fois du devoir suprême qui nous est imposé à tous d'aider à la poursuite de la guerre, et de mes obligapersonnelles comme chef du parti unioniste de l'Ulster... »

(1) Il est bon de noter toutefois que l'élection de South Armagh a donné au candidat nationaliste 2.316 voix contre 1.299 au sinnfeiner.

(*Note de la rédaction*).

abuser. Qui pourrait cependant l'affirmer, et comment ne pas craindre qu'en ce cas, elle ne puisse tomber quelque jour aux mains d'extremistes ? La République, ou bien le Home-Rule colonial, ce serait peut-être la solution idéale ; mais la réalité est autre, et l'Angleterre, qui n'est séparée de l'Irlande que par le canal de Saint George, large de moins de 35 milles, ne peut pas se désintéresser de la réalité.

ERNEST LÉMONON.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Louis Desnoyers et *Jean-Paul Choppart*. — Le maréchal Joffre et Jules Claretie. — L'esprit de Dumas fils. — Les « Poèmes » de Rodin.

La question des prix littéraires a été très discutée cette année. Ces récompenses extra-pécuniaires commencent à perdre un peu de leur prestige. Un prix littéraire (c'est Musset qui le dit dans ses Lettres de *Dupuis et Cotonet*) prouve tout simplement qu'un livre a plu à une douzaine de personnes. Ae ce compte, on pourrait fonder bien des prix; il ne sera jamais difficile de trouver un livre qui plaise à un certain nombre de personnes.

Les prix littéraires, on le sait, ont été à peu près fondés par Honoré de Balzac et Louis Desnoyers, le génial créateur de la Société des gens de Lettres, dont on vient de rééditer un roman célèbre : *Les mésaventures de Jean-Paul Choppart*. Pendant près d'un demi-siècle, de 1834 à 1880, les enfants ont fait leurs délices de cette histoire dont on a vendu plus de 500.000 exemplaires et que Mousselet plaçait parmi « les grands classiques de la récréation. »

Directeur littéraire du *Siècle*, l'auteur de *Jean-Paul Choppart* fut un des hommes les plus importants de son époque. « Pour composer ces étranges odyssées, dit Philibert Audebrand, ce facétieux Homère a dû rechercher quelque part la plume de Daniel de Foë et de Cervantès, car dans cette peinture moderne il y a du *Don Quichotte* mêlé à du *Robinson Crusoé*. » L'éloge est excessif. Essayez de relire *Jean-Paul Choppart*, vous conviendrez qu'il faut être bien jeune pour trouver quelque drôlerie dans ces aventures de deux enfants qui courent la foire, se font saltimbanques et mangent du poulet cru. Parmi les livres destinés à amuser la jeunesse, je n'en connais pas de moins amusant ni de plus grossier. Il n'y a pas un roman de la Comtesse de Ségur qui ne soit supérieur à cette charge triviale. Les *Mémoires d'un âne*, *Le bon petit diable* resteront toujours les [illegible] d'œuvre du genre, les vrais livres qui ont le [illegible] et l'âme de l'enfant.

***

On a beaucoup parlé de l'Académie ces derniers temps, ou plutôt l'Académie a beaucoup fait parler d'elle. M. Bergson, dans son brillant discours de réception, a fait l'éloge intégral et sans réserves d'Emile Ollivier, qu'il nous a présenté comme un patriote sincère et sans ambition.

L'Académie a encore huit candidats à élire. Quinze postulants sont en présence, pour la succession de Claretie, Bonjou, Lemaître, des Mess. Mézières, Hervieu, Faguet, Vogüé.

On ne peut pas dire que l'Académie ne soit pas faite pour les gens de lettres ; mais il n'est quelquefois pas nécessaire d'être un homme de lettres pour en faire partie. Rien n'est plus patriotique, plus raisonnable, plus conforme à la tradition française que la candidature du maréchal Joffre. Cette élection aura un immense retentissement en Europe et surtout en Amérique. Notre patriotisme nous fait un devoir de ne pas perdre de vue la signification que prennent les gestes français à l'Etranger.

Il y a eu de tout temps des militaires à l'Académie. En 1789, sur 40 membres, on comptait 10 militaires, dont 3 maréchaux de France, les ducs de Richelieu, Beauvau et Duras. Sous Louis XIV, un des plus célèbres généraux académiciens fut le maréchal de Villars, qui se piquait de littérature. Le maréchal Joffre n'a pas fait d'œuvre littéraire, mais son ordre du jour, la veille de la bataille de la Marne, est un chef-d'œuvre qui vaut toutes les proclamations napoléoniennes : « Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière... Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer... »

Parmi les généraux ou les maréchaux à qui l'Académie a fait des avances, je n'en connais qu'un qui ait décliné cet honneur : c'est le maréchal de Saxe. Après la bataille de Fontenoy, comme on ne savait plus quels nouveaux hommages lui offrir, on songea à faire entrer à l'Académie ce grand soldat illustre par ses galanteries autant que par ses exploits militaires. Il eut le bon esprit de refuser, pensant avec raison que, pour être à peu près à l'aise sous la coupole, il était au moins né-

cessaire de savoir son orthographe. Il écrivait à ce propos textuellement : « *Sela* m'irait comme une bague à un chat. Je *creins* les *ridiqules* et *seluier* m'en *paret* un bien conditionné... »

L'élection du maréchal Joffre a ceci de piquant, c'est que le vainqueur de la Marne succède au pacifique Claretie, et que l'éloge de cet écrivain ne sera peut-être pas pour le bon maréchal une chose bien facile. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que tout autre à sa place n'éprouverait pas le même embarras...

L'œuvre de Claretie n'est pourtant pas tout à fait indigne d'éloges. Elle contient même des parties qui peuvent passer pour des modèles d'un certain genre de journalisme très intéressant. Stendhal avait compris la valeur de l'anecdote psychologique ; Claretie comprit la valeur de l'anecdote journalistique, le rôle de l'actualité au détail, immédiate ou rétrospective. Les ouvrages dont se composait sa bibliothèque, qui s'est brillamment vendue, expliquent le caractère et le succès de sa production littéraire. Dis-moi qui tu lis, je te dirais qui tu es. La majeure partie de ces collections avait trait au Romantisme. Pendant plus de 40 ans, Claretie a accumulé fiches, notes, brochures, articles et documents. Il n'arrivait rien d'important, aucun homme connu ne pouvait mourir sans qu'il eût sous la main de quoi publier des colonnes d'anecdotes. C'est avec cette provision de renseignements infatigablement collectionnés qu'il alimentait les colonnes du *Temps*. C'était écrit à la diable, mais c'était toujours intéressant. Les érudits rechercheront un jour ces volumes de chroniques, qui seront indispensables pour l'étude des mœurs et de la vie quotidienne à notre époque, car, on l'a dit, c'est avec ces petites histoires qu'on fait l'histoire.

En attendant, les amateurs ont payé très cher les dossiers, recueils et éditions originales de cet aimable et patient journalistes. Entr'autres curiosités, on a vendu 2.520 francs une *Légende de Sainte Radegonde*, rédigée par Anatole France à l'âge de quinze ans. « Pour un devoir d'écolier, dit M. Aigrain, c'est un beau prix. La brochure, dont le titre aura piqué peut-être quelques lecteurs poitevins, n'est pas autre chose que cela. L'histoire en a été plusieurs fois racontée. Anatole France avait quinze ans quand il écrivit. Un oncle du jeune auteur fit lithographier son travail, qui, à un nombre minime d'exemplaires, parut chez France, quai Voltaire. La plaquette est devenue rarissime. » Ces détails véridiques sont amusants.

* *

M. Henri Bidou donne en ce moment à la Salle de Géographie une dizaine de conférences sur le théâtre de Dumas fils, qui représente une des grandes étapes de l'art dramatique au XIXe siècle. Je laisse ce vaste et beau sujet de critique à l'appréciation de notre rédacteur spécial M. Firmin Roz. Il m'est seulement permis de signaler le côté littéraire *général* de cet écrivain, qui fut aussi un très curieux romancier. Dumas fils est resté le type de l'homme d'esprit d'une époque. Il n'eut de rival dans cette fonction que son aimable confrère Eugène Labiche. Les mots de Dumas fils furent aussi célèbres que ses pièces. Il disait à Charles Blanc, dans son fameux discours de réception : « Vous nous avez parlé littérature et Beaux-Arts. Ah ! Monsieur, que vous entendez bien les Beaux-Arts. » — « Ce qui me désole, déclarait-il, c'est que l'intelligence a des limites, et que la bêtise n'en a pas. » Il disait de son père : « C'est un grand enfant que j'ai eu dans ma jeunesse. » On lui demandait quelle différence il y avait entre l'amour et l'amitié. « Eh ! dit-il, c'est la nuit et le jour ! »

M. Bidou ne se bornera certainement pas à étudier l'œuvre dramatique de Dumas fils. Ses romans mériteraient aussi une étude spéciale. Il en est un qu'on a trop oublié et qui est la plus audacieuse étude du cœur humain qu'ait écrite l'auteur de la *Visite de noces*. Je veux parler du *Régent Mustel*. Dumas fils met en scène dans ce livre Paul et Virginie, Des Grieux et Manon, Werther et Charlotte. Ces personnages, vivant ensemble, finissent par se tromper mutuellement. Paul est amoureux de Manon, Desgrieux de Virginie, etc. Je signale ce roman à tous les amateurs de forte psychologie.

Dumas fils fut toute sa vie un homme de labeur, de méthode et de volonté, — le contraire de son père. Une anecdote peint son caractère. Jouvin raconte que l'auteur de la *Dame aux camélias*, fumeur effréné, ayant un jour jeté les yeux sur un livre de médecine « qui montrait les ravages de la nicotine dans l'économie du corps humain, non seulement par l'excès, mais rien que par l'usage du tabac à fumer, le jeune Dumas ferma tranquillement le livre, jeta le cigare qu'il venait d'allumer, (c'était le quinzième de la journée) et depuis cette époque, il n'a jamais cédé à la tentation de fumer une cigarette. Qu'en dites-vous ? C'est avec cette décision prompte et sans retour que l'auteur du *Demi-Monde* a rompu avec les entraînements de la jeunesse. » Ce trait de maîtrise eût intéressé Stendhal.

*
* *

On annonce la prochaine publication des « Poèmes » de Rodin, dont quelques Barbediennes intérieurs commencent à débiter l'œuvre sculpturale en minimes et ridicules réductions. On se demande de qui peuvent bien être ces mystérieux poèmes que l'on se propose de nous donner sous le nom de Rodin. Nous avions déjà un Rodin esthéticien et psychologue qui évoque à peu près l'image d'un La Bruyère clerc d'avoué. Dans des livres d'ailleurs intéressants, M. Gsell et Mlle Cladel se sont faits ses porte-paroles, comme si Rodin eût été incapable de s'exprimer tout seul. Voici maintenant qu'on va nous servir ses prétendus poèmes inédits ! Ce grand pétrisseur de marbre est littéralement écrasé par l'universelle réputation qu'on lui fait. Sa sculpture était géniale, mais son talent de littérateur et de penseur est fort contestable. Continuons à admirer Rodin sculpteur : mais qu'on ne nous parle plus de Rodin écrivain.

ANTOINE ALBALAT.

LA VIE THÉATRALE

Quatre pièces comiques. — *La Dame de Chambre*. — *Le Gâte-enfant*. — Mlle SPINELLY dans *Kiki*, de M. A. Picard. — ADAM DE LA HALLE au Théâtre du Vieux-Colombier. — Moralité.

La deuxième période de l'année théâtrale nous apporte quatre pièces comiques et gaies (j'ajoute « gaies », parce que le comique est quelquefois triste), qui, toutes les quatre, obtiennent le plus grand succès.

A l'Athénée, *la Dame de Chambre*, de M. Felix Gandera, traite un sujet fort scabreux, venu tout droit des anciens contes et qui eût réjoui nos pères et grand-pères, peut-être même aussi nos arrière-grand'mères, celles du XVIe siècle et d'avant, qui n'avaient pas peur des hardiesses. Des professeurs de morale austère s'en sont indignés ! Mais un poète, M. André Rivoire, n'a-t-il pas porté naguère sur la propre scène de la Comédie-Française un *Roi Dagobert*, où il s'agissait déjà d'un quiproquo nocturne, mettant en présence, si l'on peut dire, d'autres gens que ceux qui s'étaient donné rendez-vous ? La chose peut paraître invraisemblable et vaudevillesque. Pourtant un homme d'expérience, Jacques Casanova, dans ses *Mémoires*, nous assure que lui-même, un jour, [illegible] plaidé une nuit [illegible] pour sortir du collège [illegible] pièce de l'Athénée, de quiproquo [illegible] par seulement sur [illegible] Mme Charlotte [illegible] avait au possible ; mais un complaisant [illegible] prend la place du mari, M. [illegible] un de nos plus parfaits comédiens [illegible] sa verve et son esprit [illegible] plus on il en saurait.

A la Scala, *le Gâte-enfant*, de MM. [illegible] Mirande et Gaston [illegible], sous un titre admirablement populaire, une [illegible] l'observation [illegible] ou le [illegible] grisissement des [illegible] ambassades [illegible] terre sans doute, mais [illegible] pauvre, ceux à qui leur [illegible] parce qu'il leur arrive de la risquer [illegible] Un brave garçon, non mobilisé, reporté [illegible] de Lincion, qui est [illegible] avateur. Il prend sa place, aux yeux de sa femme, de sa belle-mère, de sa petite amie [illegible] (Mlle Parysis, excellente [illegible] de sa bonne à tout faire, [illegible] (Mlle Jeanne Loury, qui a [illegible] figure repoussante). [illegible] se produisent, dans le [illegible] de la gare régulatrice [illegible] et le personnel militaire [illegible] et alliés, qui passent par là, dans un [illegible] mouvement vraiment « futuriste », oui, si [illegible] « présentiste », si [illegible] le plus impérieux. Le [illegible] de gare, au figuré, c'est M. Marcel Simon. [illegible] scène est magistrale et rassemble [illegible] donner l'illusion de l'unité, tant de scènes et d'épisodes que les auteurs [illegible] sur les voies de garage.

La nouvelle pièce de M. A. Picard, [illegible] s'élance comme une [illegible] sur la scène du Gymnase, et tout le monde [illegible] courra pour l'y voir.

Disons tout d'abord que *Kiki*, c'est Mlle Spinelly.

Mlle Spinelly [illegible] figure, depuis quelques années, de comédienne originale, fantaisiste et quelquefois déconcertante. Ses rôles, dans de [illegible] pièces et dans de multiples théâtres, [illegible] qu'on appelle « les petits théâtres » et qui ne sont pas les moins courus, ni les moins charmants, ont valu une vedette presque perpétuelle. Et, fréquemment, les maîtres de l'affiche, ont ébloui nos yeux de passants, en figurant, sur les murs et les palissades, ses poses bizarres, sa silhouette [illegible]

nesque, sa chevelure tantôt verte et tantôt bleue ! Déformation artistique, cela va sans dire, car Mlle Spinelly ne s'en va pas en ville avec ces cheveux-là, comme ce grand mystificateur de Baudelaire. Au fond, elle a une âme très simple...

On n'en saurait douter, après l'avoir vue dans *Kiki*, où elle vient de faire une création étourdissante et de se placer au premier rang : Lavalhère a quitté le monde profane, mais Spinelly nous reste ! On le savait déjà, quand on l'avait vue, en été, dans son ermitage de Bidart, perché sur les falaises du Pays Basque, vivant parmi ses poules et ses plantes, au grand soleil, au plein vent, comme une enfant de la nature.

Une enfant de la nature, en même temps qu'une enfant du boulevard et même des coulisses du boulevard, c'est justement Kiki. En secret, la petite figurante Kiki, vierge et enfant martyre, se sent amoureuse folle de son directeur de music-hall, Manéquant (c'est-à-dire M. Signoret, dont la finesse exquise mérite bien cette récompense). Mais une somptueuse personne, du nom de Germaine (Mlle Marcelle Praince) tient l'emploi de sultane favorite et, malgré ses infidélités, prétend ne pas s'en dessaisir. Mais la petite Kiki, aussi rusée qu'ingénue, aussi têtue qu'inconséquente, comme la Roxelane du chef-d'œuvre de Favart, entend régner et devenir la maîtresse, en tous les sens du mot. Mais elle profite, avec prestesse, d'une « scène » de ménage entre M. le directeur et l'étoile pour s'installer chez lui ! Mais, d'abord résignée, comme un pauvre chien recueilli et méprisé, à s'en aller, non sans avoir repoussé les assauts du brutal, elle ne veut plus partir, quand sa rivale la moque, et, un peu plus, elle jouerait du couteau ou des ciseaux !. Mais elle s'incruste ! Elle tombe même, ou feint de tomber en catalepsie. Et, quand l'aimé, qui ignore son bonheur, se penche, ennuyé, mais apitoyé, (dans le monde des théâtres, vous savez qu'on a très bon cœur...) sur la petite malade, immobile et quasi-morte, celle-ci ressuscite tout à coup, lui saute aux lèvres, et son secret lui échappe ! Son double secret : car, non seulement elle l'aime à la folie, mais, jusqu'ici, elle n'en a jamais, jamais aimé d'autre (dans le monde des théâtres, on sait avoir aussi de la vertu...) Que vouliez-vous que fît Manéquant ? Il garde Kiki. Et je crois qu'ils seront heureux, car vraiment Kiki semble délicieuse.

A propos d'elle, on a parlé de Claudine. Claudine est un personnage célèbre de la littérature d'avant-guerre, d'une célébrité un peu exagérée, peut-être. On a si tôt fait de crier au génie, quand il s'agit d'une « triomphatrice... » Kiki est Kiki, et cela lui suffit, et suffit de reste à Mlle Spinelly pour donner la vie à un être, ce qui est, n'est-ce pas ? le *summum* de l'art du théâtre.

La quatrième pièce gaie, offerte à notre divertissement, est un peu plus ancienne que les trois autres. Elle date du XIIIe siècle. Aussi n'est-ce qu'une « reprise ».

Le Jeu de Robin et Marion, d'Adam de la Halle, dit le Bossu, né à Arras et serviteur, en Italie, du comte Robert II d'Artois, puis du roi Charles d'Anjou, fut représenté (comme on sait) pour la première fois à Naples, en l'automne de 1283, environ dix-huit mois après les Vêpres Siciliennes — ce qui prouve que, déjà en cette époque, les événements les plus tragiques ne suffisaient pas à détourner les Français du théâtre.

Chacun a lu ce chef-d'œuvre des débuts de notre littérature dramatique. Il faut louer le théâtre du Vieux-Colombier de l'avoir mis à la scène, puisqu'il ne figure pas, que je sache, au répertoire de nos théâtres subventionnés. Tandis que le fondateur du Vieux-Colombier, M. Jacques Copeau, voyage en Amérique avec sa troupe, envoyé en mission d'art par le gouvernement, Mme Bathori-Engel a pris la direction et multiplie les programmes les mieux choisis, les plus éclectiques : prose, poésie, musique. Elle-même est une interprète accomplie.

Le public est nombreux, jeune, vibrant ; une véritable élite suit avec passion ces matinées du dimanche et du mardi. Les acteurs sont pleins de flamme, les mises en scène, de M. Fernand Ochsé, mériteraient, parfois, d'inspirer d'autres théâtres, immobilisés dans la routine surannée.

Ainsi la « pièce gaie », qui fut à l'origine de notre théâtre et qui inspira Molière, se maintient sur nos scènes les plus diverses, à travers les siècles. Parfois un peu grossière, elle n'en reste pas moins une expression fidèle et éternelle de l'esprit populaire. Elle reflète un aspect, et peut-être l'aspect caractéristique de notre peuple. Nous sommes principalement des Latins, grécisés, des gens du Midi, d'un Midi tempéré, si l'on veut, mais qui se souvient de Plaute et d'Aristophane. Rabelais, Montaigne, Voltaire nous enseignent, avec le successeur génial de Tabarin, que l'esprit et le rire ne sont pas impropres à l'homme, même aux heures du danger, et qu'il vaut mieux, souvent, rire des gens et des choses que d'en pleurer.

ANDRÉ GEIGER.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

S'adresser à l'Administrateur pour tout ce qui ne concerne pas la Rédaction.

N° 5 — 56e ANNÉE — 2-9 MARS 1918

LES
" SOUVENIRS " DE JULES LEMAITRE

La dernière fois que je vis la fine petite écriture de Jules Lemaître, c'était presque à la veille de sa mort, quelques semaines avant la déclaration de guerre. Il m'avait envoyé l'exemplaire dédicacé d'un de ses livres, en remercîment de l'étude qu'ici même je lui avais consacrée, précisant la place de ce recueil d'En Marge, qui porte le titre du premier conte : *La Vieillesse d'Hélène*. Tous les lettrés gardent présent à la mémoire ce don merveilleux d'imagination, de restitution psychologique qui permit à ce grand lettré, à cet enchanteur, de recréer la poésie des diverses époques, en replaçant leurs figures dans l'atmosphère des siècles disparus. Et sans doute a-t-il, comme toujours il arrive, des réussites d'ordre de degré divers. Mais tout lecteur ayant le sens de la beauté conviendra que nul écrivain, pas même Renan, dans sa saisissante nouvelle *Emma Kosilis* (1), n'écrivit langue plus pure plus savoureuse et plus exquise, que l'ancien critique de cette Revue dans la *Vieillesse d'Hélène*, et dans les morceaux consacrés au XVIIe siècle : sur les larmes de Racine, sur la vieillesse de Corneille et de Bossuet.

Ce fut là son dernier livre, le dernier du moins publié de son vivant, qui donne la pleine mesure d'un talent, où la grâce et la pureté de la forme sont les principales composantes, avec cette hantise du sexe, que l'on retrouve dans tout ce qu'il écrit et dont j'ai déjà parlé. Car je ne sais rien de plus caractéristique dans l'art moderne que cette *odor di femina*, qui se dégage de son œuvre. On peut bien le dire, maintenant qu'il n'est plus, et ce que, par convenance, je n'eusse osé imprimer de son vivant, dans son portrait de 1913, au temps qu'il était encore parmi nous, je ne crains pas de le préciser aujourd'hui, car je n'y vois aucune diminution pour sa mémoire : Jules Lemaître appartient à cette catégorie d'écrivains, à laquelle se rattache Sainte-Beuve, le Sainte-Beuve de *Volupte*, chez qui l'instinct du sexe joue un tel rôle, tient une telle place, qu'il imprègne tous leurs écrits, et qu'il se retrouve en tous leurs accents. Servitude sans doute, en même temps que principe des plus vives jouissances, s'ils arrivent à le transposer en art. Je rappelais ce trait expressif, qui me fut conté par un de ses familiers, qu'étant jeune homme il ne pouvait apprendre le mariage d'une jeune fille qu'il avait connue, sans que cette pensée, disons cette *image*, vînt troubler le repos de ses nuits !

L'amour de la femme, poussé à ce degré, con-

(1) Jules Lemaître : *Les Contemporains* (8e vol.), avec une préface de Mme Myriam Harry.

(2) Si je cite ce morceau d'*Emma Kosilis*, c'est qu'il est fort peu connu, ayant paru, après la mort de Renan, dans un recueil de fragments détachés. Mais, c'est une des merveilles de l'écrivain, qui nous montre ce qu'il eût pu donner comme romancier, tout au moins comme nouvelliste. Il est conçu dans le ton de certains épisodes des *Souvenirs d'enfance* avec je ne sais quoi de plus original encore et de plus inédit.

titue une marque essentielle, dont on ne se débarrasse jamais. J'ai dit que son illustre prédécesseur en critique, Sainte-Beuve, avait été par là son initiateur et son maître. Je me rappelle avoir entendu Taine soutenir qu'il convenait de « glisser » sur ce point délicat. A cette date je ne pouvais guère répliquer, car j'étais sans autorité, comme sans expérience, ayant tout juste mes beaux vingt-cinq ans ! Mais aujourd'hui, je me permettrai d'être d'un avis radicalement différent : tout ce qui se rattache à la psychologie d'un homme ayant la valeur d'un Sainte-Beuve ou d'un Jules Lemaître intéresse l'histoire de la Littérature et, par conséquent, appartient au domaine public et celui qui méconnaît, chez l'un comme chez l'autre de ces illustres écrivains, cette caractéristique essentielle, néglige par là-même la plus belle source de leur talent. On s'en aperçoit en lisant les admirables Portraits de Femmes qui sont le plus riche fleuron des *Lundis*, la *Marie Stuart*, la *Marie-Antoinette*, la *La Vallière*, combien d'autres encore !

*
* *

Aujourd'hui, par les soins de Mme Myriam Harry, qui se présente à nous sous les traits d'une sorte d'exécutrice testamentaire, et qui reçut la mission de publier ce qui reste de lui, nous bénéficions du 8e volume des *Contemporains*. Mme Myriam Harry nous dit qu'il s'était promis de publier plus tard ses *Mémoires*. Mais, en réalité, chez un écrivain aussi subjectif, toutes les pages sont de véritables *Souvenirs*. Rien ne saurait plus intéresser les lecteurs de la Revue que les études de l'illustre écrivain, qui fut une des gloires de la maison et dont le choix comme critique fit le plus d'honneur à l'éminent fondateur de notre organe : Eugène Yung.

Donc, l'ensemble du volume pourrait porter ce titre de *Souvenirs*. D'abord il débute par un morceau consacré à ce sujet. On y trouve ce double accent, à la fois sympathique et ironique, aigü ou aiguisé, si vous préférez, qui constitue sa *manière* et est comme le signalement de son talent, ce qui fait que l'on peut dire : *du* Jules Lemaître, comme on dit : *du* Renan, *du* Taine, *du* Barrès, et qu'il occupe un rang éminent dans la série des plus beaux noms modernes. Chez Jules Lemaître, il y a toujours la griffe sous le gant de velours, comme sous la patte du plus insidieux des félins, race qu'il devait aimer, avec laquelle il offre tant de points communs. Dans l'instant même qu'il vous caresse, on sent la pointe entrer dans la chair, et il faut toujours s'attendre à quelque surprise de ce genre qui, par la force de l'accoutumance, finit par n'être plus même une surprise. « Vous êtes le plus *beau nom* de ce temps », se faisait dire sans modestie Vigny, dans son *Journal d'un poète*, par Châteaubriand, parlant de lui à lui-même. Alfred de Vigny, au cours de ses fameuses visites académiques. Et je ne dis pas que Jules Lemaître soit le plus beau nom littéraire de l'époque, mais il est parmi les plus beaux, parmi ceux qui, au plus haut degré, eurent le sens de l'art.

*
* *

Toucher seulement à ces *Souvenirs*, c'est rappeler la collaboration de J. Lemaître à la *Revue bleue*, puisque toute la première partie de sa carrière y connut l'heureux et facile développement que nous savons, favorisé par l'intelligent accueil d'un directeur né pour sa fonction. Il avait eu la bonne fortune de débuter sous la direction d'Eugène Yung, d'une singulière ouverture d'esprit, et qui était justement le contraire d'un Brunetière. Celui-là répétait à qui voulait l'entendre, notamment aux jeunes écrivains qui lui apportaient des articles : « La *Revue des Deux-Mondes* est un organe de consécration », ce qui équivalait à ceci : inutile de vous déranger. Cela correspond à une ankylose du cerveau, assez analogue à celle de l'académicien, dans la bouche duquel Vigny met sa réplique fameuse : « *Je ne lis plus, Monsieur, je relis !* » c'est-à-dire : je ne suis plus en contact avec la vie. J'ignore le présent, je me soucie peu de l'avenir. Le passé seul me paraît digne d'intérêt. »

Quelle position intellectuelle pour un directeur de Revue ! Celle de Yung fut justement le contraire, dans la tradition de Buloz, le subtil et ingénieux Buloz qui, malgré ses origines rurales, avait des finesses inconnues de bien des lettrés, et toujours était à l'affût des talents nouveaux. Le jour où il ouvrait à l'obscur Jules Lemaître, petit professeur au Havre, la porte d'une grande maison, il réalisait ce que le vulgaire appelle une bonne affaire — une de ces affaires où les deux parties trouvent leur compte — lui, directeur, parce qu'il s'attachait un beau talent et le plus précieux des collaborateurs, Lemaître également, parce que, écrivain ignoré, mais plein d'invention, il trouvait son instrument de contact avec le public.

Pour ses débuts il fait un coup de maître, puisque ses premiers articles sont la fameuse étude sur Georges Ohnet, et celle sur Renan, dont les *Souvenirs* nous rapportent quelques circonstances pittoresques. « A propos de mon article sur le *Prêtre de Némi*, il m'écrivit : « Ah, mon ami,

« comme vous m'avez bien compris!» Un peu après, dans un feuilleton sur l'*Abbesse de Jouarre*, où je trouvais que tout de même il mettait bien de la solennité autour d'une coucherie, je craignis de l'avoir blessé. Mais il n'en fut rien, il était de plus en plus indulgent. Il entrait dans la période des présidences de banquets et des discours sous la rose, et allait dans les dernières années de sa vie, devenir notre Ecclésiaste. »

Plus savoureuse encore la rencontre de l'auteur des *Origines* avec la célèbre chanteuse de café-concert Victorine Demay. Lorsque Demay entra, l'auteur des *Origines* se leva, vint à la chanteuse et lui dit : « Madame, je fréquente peu le café-concert. Mais je serais heureux de vous entendre, car j'ai beaucoup entendu parler de vous. » Et Demay, tout émue et voulant être aussi aimable que possible, fit cette réponse, d'une magnifique simplicité : « Et moi aussi, Monsieur, je vous connais bien. » Ainsi conversèrent ces deux artistes inégaux, ou tout au moins différents !

*
* *

On se tromperait en pensant que l'accent de ces pages soit exclusivement celui que nous indiquons ici. Il y a encore celui de la pleine gravité, lorsque, nous parlant d'Alphonse Daudet, par exemple, il nous précise, en homme qui a souffert lui aussi, l'action fécondante de la douleur sur la formation et sur le développement du talent. On y lit un passage émouvant, précieux au chapitre des *Souvenirs*, celui où, nous parlant de ses relations avec l'auteur de l'*Immortel*, il nous montre « l'ancien tzigane, dont le cœur est agrandi, comme la pensée, par l'effort de souffrir noblement, par les méditations et les lectures de ses longues insomnies. » Chez le malheureux poète qui endure les tortures d'un Scarron ou d'un Henri Heine, avec toutefois cet adoucissement physique de la morphine inconnue de ceux-ci, il nous marque l'idée de la mort, qui était évidemment présente à son imagination, le détournant des propos insignifiants. « Il finit par me dire ce que je n'attendais pas du tout : « Voyez-vous, quand je songe à quel point j'ai eu jadis la folie et l'orgueil de vivre, *je me dis qu'il est juste que je souffre !* » Concevez-vous ce que suppose de pensée, et quelle qualité de pensée ce mot d'héroïque résignation, ce mot ascétique de l'auteur de *Sapho !* »

*
* *

Voilà, en effet, une rare et noble idée, d'accent tout chrétien, et qui semble empruntée à la terminologie même de l'Evangile. Elle n'est pas seul de cette qualité, au cours du livre que nous analysons. On y trouve, dès les débuts du jeune écrivain, comme chez tous les hommes vraiment *doués* pour un art ou pour une science, des indications de grand lettré sur les conditions d'existence de cet art et sur ses moyens d'expression. Lorsqu'il se présente à nous, jeune professeur de vingt-deux ans, à peine plus âgé que ses élèves du lycée du Havre, auxquels il lit, durant la classe, des fragments de *Salammbô* et de la *Tentation de Saint Antoine*, à la veille de tenter ses premières démarches pour la notoriété — c'est quelques mois avant d'aller trouver Eugène Yung avec ses portraits littéraires — il nous raconte comment, profitant de la proximité de Rouen, il s'enhardit jusqu'à aller rendre visite au solitaire de Croisset, et comment celui-ci faisait passer devant lui par son « gueuloir » quelques-unes des plus belles pages de *Bouvard et Pécuchet*.

Très finement, très subtilement, il émet un doute, même plus qu'un doute, sur la légende de Flaubert, mettant huit jours à composer deux pages de roman, cela en y passant les nuits et avec des efforts de damné. « Cette façon de travailler est bien étrange, écrit-il. J'ai beaucoup de peine à comprendre qu'on puisse mettre huit jours et huit nuits à écrire cinquante ou soixante lignes. Ce degré de difficulté dans le travail me paraît *surnaturel*. Bref, j'ai de la méfiance. J'en ai, surtout quand je considère avec quelle aisance Flaubert écrivait à ses amis des lettres de vingt pages, qui sont vraiment d'un style assez poussé. »

Et nous ajouterons à la remarque de Jules Lemaître : chaque écrivain célèbre a sa légende, qui satisfait au besoin d'imagination des hommes et, en particulier, des commentateurs. Or, le lieu essentiel de celle de Flaubert fut la lenteur *surnaturelle* dans le travail, par où l'on cherchait à expliquer la perfection de la forme. Celle de Balzac avait été une rapidité non moins *surnaturelle*, par où l'on tentait à justifier un certain relâchement du style, qui n'est vrai d'ailleurs que pour la contexture de l'ensemble, et parce que les conditions de la peinture à fresque ne peuvent être celles du tableau d'intimité, parce que les grands ouvrages de la *Comédie humaine*, *Belle, Splendeurs et misères*, les *Illusions perdues*, le *Père Goriot*, sont des fresques relevant de l'art du Tintoret ou de Michel-Ange, tandis que *Mme Bovary* est un tableau de chevalet, qui se rapporte à l'art des Flamands.

Pas plus que je ne crois à la légende de l'invraisemblable célérité, je ne veux croire à la légende de la lenteur *surnaturelle*, dans la composition lit-

téraire. L'histoire, qui traîne dans toutes les biographies de Balzac, de la *Cousine Bette*, composée en quarante nuits, alors qu'il faudrait à peu près ce temps pour l'écrire *matériellement*, me paraît aussi inadmissible que celle des soixante lignes de Flaubert rédigées en huit nuits.

*
* *

C'est assez de cette courte analyse pour faire sentir au lecteur ce que les Lettres ont perdu à ne pas voir se convertir en *Mémoires* réguliers et composés ces trop brefs *Souvenirs*. La mort, en enlevant Jules Lemaître dans un âge qui n'était point avancé, nous a privés de pages qui se fussent ajoutées aux plus belles que possède notre littérature déjà si riche, et qui n'est jamais plus la littérature *française*, que lorsqu'elle favorise l'*individualisme* de celui qui tient la plume. S'il y a quelque part une littérature *confidentielle*, c'est bien la nôtre, et la prétention d'instituer en France un art objectif, était une belle utopie ! On a observé finement que cette littérature, qui souvent pèche par la qualité de ses historiens, contient les plus riches et les plus savoureux Mémoires qui soient au monde. Eh ! parbleu, je crois bien ! Ce genre est l'expression même du génie national qui s'affirme par là depuis Villehardouin jusqu'à Chateaubriand, avec ses *Mémoires d'outre-Tombe*, en passant par Retz, Saint-Simon, et tout le groupe du XVIIIe siècle, où Rousseau tient la place d'honneur ! Nous n'aurions pas manqué de retrouver chez Jules Lemaître qui, par certains côtés lui ressemble tant, cette pureté de forme héritée de ses ancêtres littéraires, les écrivains de l'Ile-de-France, ces qualités de psychologie et cette faculté d'introspection, première vertu de psychologue et de mémorialiste, enfin cet art merveilleux de composition qui éclate en tout ce qu'il fait, et dont les lecteurs purent goûter la séduction chez l'illustre critique de la *Revue bleue !*

PAUL FLAT.

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

L'ANGLETERRE (1)

Quel est donc le principe moral anglais de la société ? Mesdames et Messieurs, il y a une formule que les Anglais répètent souvent, *play for the team*, jouer pour l'équipe, maxime tirée de ce jeu de foot-ball que l'on affirme éducateur, parce qu'il enseigne à agir non pour soi-même, mais avec les autres, et pour le but commun. Elle nous indique la forme anglaise de la sociabilité : s'associer non pour le plaisir d'être ensemble, de causer et remuer des idées, mais pour une certaine action, pour une certaine fin pratique, à laquelle on se donne. Une des raisons, suivant les joueurs anglais de foot-ball, de leur supériorité technique habituelle sur les continentaux, c'est que leur jeu est moins individualiste. Les joueurs brillants ne cherchent pas à briller. Ou plutôt il y a une très forte équipe, au jeu bien lié. Il n'y a pas de joueurs brillants.

Et quand la fin visée par l'effort collectif est sérieuse, alors apparaît la grande et grave idée du devoir. On peut dire que toute l'Angleterre est fondée sur cette idée. Le fameux mot d'ordre de Nelson est devenu pour les générations successives la maxime nationale.

Mais encore une fois, tout se fonde aussi — et naturellement, toujours, sans aucune théorie de traditionalisme — sur des traditions, sur des habitudes profondément établies de pensée, de sentiment et de volonté, qui gouvernent la plupart des Anglais. Voilà pourquoi ce qu'il y a de plus remarquable en Angleterre, c'est l'œuvre collective. Il est certain, que la plupart des services publics sont admirablement montés. Ils peuvent nous étonner par leur abondance, leur régularité, leur perfection de matériel, par l'activité de leur personnel, par leur efficacité, et, pour tout dire, leur rendement. Voyagez en Angleterre en temps normal : vous serez étonné de l'abondance, de la vitesse et de l'exactitude des trains, du nombre des levées de lettres par jour (à Londres, c'est toutes les heures), de la rapidité de leur transmission, de la rapidité aussi et de la simplicité des formalités aux guichets de la poste et des administrations, de l'aisance avec laquelle vos bagages sont portés de votre taxi à votre wagon, de la reluisante tenue de ce taxi, et finalement de l'ordre des rues.

Quand l'ambassadeur américain à Londres fait un discours, c'est presque une tradition qu'il exprime son admiration pour l'ordre de l'Angleterre. Et alors, il prend comme symbole cet ordre des grandes rues de Londres. De loin en loin, un vaste et rose policeman y préside, ce qui ne l'empêche pas, avec une imperturbable patience, de répondre à toutes vos questions. Il n'a même pas besoin de lever le bras pour diriger le trafic le plus dense qui soit au monde. Il fait un imperceptible mouvement de la main, comme s'il pas-

(1) Voir *la Revue Bleue*, n° 4, 1918.

sant du sable entre ses doigts. Les voitures passent. La main se lève au bout du poignet : tout s'arrête. Jamais de querelles, de cris, ni d'embarras. On dirait que cet épais charroi se dirige tout seul. Il y a là quelque chose d'enorme, d'anonyme et de spontanement discipliné comme tout le travail collectif de l'Angleterre.

Et remarquez une chose : c'est que très certainement, ni la science théorique, ni l'expérience pratique, ni l'invention de ceux qui dirigent, ni surtout la peine qu'ils se donnent ne sont plus grandes qu'ailleurs. Non, les individus ne semblent ni s'ingénier, ni s'efforcer extraordinairement. Je crois même qu'en temps normal il y a plus de jeu, plus de repos en Angleterre que dans les autres pays du Nord. Seulement, aux heures où le travail se produit, il est étonnamment rapide et bien réglé. Chaque fois que je revois une gare anglaise, j'éprouve la même admiration devant la promptitude, la précision des gestes de l'homme qui distribue les billets : on dirait un automate dont le jeu est accéléré. Oui, on dirait que ce travail dépend moins d'un effort, toujours plus ou moins irrégulier et difficile, de la volonté réfléchie, qu'il tient plus de l'automatisme. On dirait aussi qu'il est porté, entraîné par le rythme de l'activité ambiante. Et l'on dirait enfin que la machine générale est mieux huilée qu'ailleurs, que les frictions et les retards y sont moindres. C'est aussi qu'elle est très ancienne ; elle s'est faite, assouplie par la durée de son propre jeu. Rappelez-vous l'apologue de Kipling : *the ship that found herself* — *le bateau qui se fait.*

Comment elle marche, on ne le sait pas très bien, et personne ne se le demande. Mais elle marche, et à la satisfaction générale. Les résultats, ç'a été tout simplement l'immense empire anglais qui, lui aussi, a l'air de s'être fait tout seul, de pièces et de morceaux, sans qu'on sache très bien comment. Ç'a été la liberté, la dignité, la prospérité anglaises. Ça été le développement et l'avance étonnante de la grande industrie anglaise au XIXe siècle, le règne de l'Angleterre sur les marchés du monde — et puis le bien-être croissant des masses ouvrières. Et du moment que la machine marchait bien, on se refusait, d'instinct, à mettre en question son principe.

Mais plutôt que de machine, si l'on veut bien comprendre l'Angleterre, il faut parler d'une ruche, d'une ruche qui, à aucun moment, ne fut l'œuvre réfléchie d'un individu, mais un produit naturel de toute l'espèce au cours de son existence d'espèce, — une ruche où l'instinct prédomine, surtout l'instinct social, qui commande l'obéissance spontanée de l'individu à la loi de la communauté. Une ruche où l'on ne spécule guère sur le type idéal de la ruche, mais où l'on s'occupe pour le présent, et plus encore pour l'avenir, ou les principales questions sont toutes pratiques : question d'hygiène sociale, d'alcoolisme, de paupérisme, de protection de l'enfance, de lutte contre les influences de vice et de misère. Tout cela en vue de la force et de la prospérité de la ruche de demain et de ses individus, de la race à venir : *of the coming race*, qui les préoccupe tant.

Tout ceci demanderait de longs développements; mais pour préciser le trait dont il s'agit ici, il suffit de vous rappeler des noms très connus en France, comme ceux de Carlyle et de Ruskin, ou bien du général Booth et de Stead, de Wells lui-même, le moins traditionniste et le plus théoricien de tous les Anglais, mais si préoccupé justement de l'avenir de la race, et de la race à venir. Il suffit de vous rappeler tant d'œuvres privées, comme celle de ces immenses ligues de tempérance, qui sont actives depuis plus de soixante-dix ans, et qui ont tant fait pour diminuer l'alcoolisme en Angleterre, — ou encore comme celle du docteur Barnardo pour le sauvetage de l'enfance, comme la *Salvation Army*, dont le nom aujourd'hui devrait se traduire par Armée du Sauvetage bien plutôt que par Armée du Salut — et encore l'Armée de l'Église — *Church Army* — qui se consacre aux mêmes fins d'hygiène et de relèvement social, et aussi tous ces *Girls'* et *Boys' Clubs*, toutes ces ligues de l'Espérance, tous ces *University Settlements*, tous ces *Sailor's homes*, dont l'objet est de soustraire les hommes et les enfants aux influences qui déprimé et abâtardissent la race, de fortifier et de discipliner les énergies morales et physiques, d'accroître enfin pour l'avenir ce que Ruskin appelait : la première de toutes les richesses: la quantité de vie. Aujourd'hui sans doute il y a des œuvres analogues dans tous les pays, mais ce qu'il faut noter, en Angleterre, c'est leur efficacité. On peut dire que l'Angleterre est la patrie de l'idée pratique et sociale qui les a suscitées.

Et la même préoccupation se traduit dans la législation. Dès le milieu du siècle dernier, quand on entra dans la voie de l'interventionnisme, c'est au même point de vue de l'avenir et de la race que l'on s'est placé. C'est l'argument principal de Macaulay dans son grand discours de 1846 sur la limitation du travail des enfants. Aujourd'hui la législation sur l'enfance est telle qu'un policeman peut arrêter — et il le fait, — un gamin

de moins de seize ans s'il le voit fumer une cigarette.

Mesdames et Messieurs, comparaison n'est pas raison. Quand on compare l'Angleterre à une ruche, parce que la consigne y est de *conformité*, parce que des formes fixées de pensée et d'activité qui ressemblent à l'instinct, parce que le sentiment social, et celui de la génération à venir, en sont les principes, il est entendu qu'on parle d'un trait général, fort ancien, mais qu'il ne s'agit pas d'un trait qui ne variera pas. Les modes de vie psychique qui participent de l'instinct, les synthèses durables correspondent à un état d'équilibre avec le dehors. Si l'équilibre est rompu parce que le dehors change, il faut que l'être se réajuste, se réadapte, et cette nécessité fait la nécessité de penser. Alors se réveille ou bien grandit la faculté de s'ingénier, de combiner, avec l'hésitation entre le choix des moyens, qui est le propre de la volonté consciente.

Or, la guerre actuelle est un exemple rare d'un tel changement du dehors : elle a produit une rupture d'équilibre profonde. Dès aujourd'hui, la part faite à la pensée, à l'intelligence pure, dans l'éducation, dans la vie, dans l'échelle des valeurs anglaises, apparaît insuffisante aux Anglais. Nous allons certainement voir le rôle de l'irrationnel diminuer et celui du rationnel grandir en Angleterre. Déjà, il s'est fait un important travail de critique morale. Les Anglais ont appris à se critiquer — chose utile, car l'inconvénient du règne de la seule conscience, surtout chez des hommes dont le moi est puissant, c'est que, comme on ne saurait éliminer certains éléments de la nature humaine, on peut tendre naïvement à prendre son intérêt pour son devoir, et l'on s'expose à l'accusation d'hypocrisie. Si je ne me suis pas attaché à ces côtés de la psychologie anglaise, c'est d'abord qu'il me fallait choisir entre tant d'aspects, et que j'ai préféré parler de ce qui m'apparaît comme le fond. C'est aussi que, pour comprendre le changement qui commence, il faut connaître tout ce qui vient et qui reste du passé. Cette part du passé est encore énorme et prépondérante au milieu d'aujourd'hui. Tout l'acquit accumulé subsiste, agit par ses influences, ses suggestions tacites ou explicites sur les âmes. On ne sait ce qui importe le plus de ce résidu si vaste et si massif, ou de la petite flamme nouvelle qui finira peut-être par tout renouveler.

La guerre, d'ailleurs, n'est que le plus récent et le plus brusque des changements auquel il faut que l'Angleterre se réadapte. Au cours du XIXe siècle, le milieu moderne s'était établi en Angleterre, avec le développement des grandes villes, avec l'outillage mécanique de la vie et de l'industrie, avec les transports et les communications instantanés, avec la diffusion de la grande presse, avec les nouvelles vues de la science sur l'univers, avec l'excitabilité croissante sous tant d'excitations répétées, avec le progrès en conscience et en organisation des masses ouvrières. L'Angleterre qui n'avait pas eu sa révolution, qui ne s'était ajustée à ces changements que très lentement et partiellement, avait fini par sentir la nécessité d'accélérer ses réformes et de rompre bien des vieilles cristallisations du passé. Vous savez ce qu'a été depuis douze ans la législation socialisante, dont la tendance se retrouve dans la littérature récente. A mesure que la voix du peuple ouvrier se précise et se fait entendre, que ses besoins apparaissent et s'affirment, l'Étatisme va croissant. Si comme il semble la société se transforme tout à fait dans ce sens, on verra sans doute apparaître de nouveaux types. C'est une idée assez répandue que l'élément celtique a persisté surtout dans les couches profondes, que le socialisme anglais est une revanche du Celte sentimental, logicien et enthousiaste, sur l'Anglo-Saxon individualiste, volontaire et concentré. Peut-être. Et peut-être avec l'ascension des masses et le règne possible des fonctionnaires, les mœurs changeront-elles.

Mais l'Anglais dont je vous ai parlé, c'est celui qui domine encore en Angleterre, — celui auquel les Anglais pensent toujours quand ils veulent se définir. Il a commencé par se former dans la solitude indépendante, autoritaire, un peu orgueilleuse du manoir et de la grande ferme, chez les squires et chez les yeomen. Et s'il s'est imposé par son prestige. Il est devenu le modèle que l'on a tendu à imiter. Mais deux faits sont remarquables : c'est que si le nombre des fonctionnaires augmente, cela est tout récent, et que les classes qui ont donné le ton, qui ont fait les mœurs, furent d'abord celle des gentlemen, et puis celle des industriels et commerçants, hommes d'initiative et de libre concurrence, dont les modes et rythmes d'activité se sont imposés jusqu'ici, et même aux fonctionnaires. Et aussi que le prestige du gentleman n'a fait que grandir à mesure que l'Angleterre s'est démocratisée. Encore un illogisme à ajouter à tant d'autres. Je vous rappelle le mot de Kipling : une démocratie d'aristocrates, et le mot de Galsworthy : un mélange inintelligible à l'étranger d'aristocratie et de démocratie. Cela est exactement vrai. Et cela encore est un des secrets de l'Angleterre.

Mesdames et Messieurs, il est une autre objection que l'on peut faire à ce que je vous disais de la ruche anglaise, de la consigne de conformité, du commandement de subordination à la communauté, du sens de la loi, et enfin du fort instinct social qui la gouvernent. C'est que tous ces traits pourraient aussi bien définir la ruche allemande. Car en Allemagne aussi le sens de la communauté — le *Gemeinsinn* dont ils parlent tant, est très fort, la discipline sociale, très stricte, le commandement de subordination de l'individu à la communauté, très impératif. Mais pour ne pas voir la différence fondamentale, la différence d'essence entre les deux sociétés, il faudrait ignorer tout ce que nous avons noté d'abord comme l'essentiel de l'âme anglaise : la puissance du moi, la force de l'être intérieur, l'énergie de la volonté, le besoin atteste au cours de toute l'histoire, d'indépendance et de *self-government*. La discipline sociale est en un sens aussi forte en Angleterre qu'en Allemagne ; mais la distinction capitale, c'est qu'elle est une discipline commandée du dedans, par la volonté habituée à se maîtriser et gouverner. Elle n'est pas imposée du dehors et d'en haut à un peuple dressé par des rois sergents, habitué, comme disait Heine, à faire tout ce que lui commandent ses princes, — et qui croit toujours aux méthodes de terreur, parce que c'est la crainte de cet Etat-Dieu qui a fabriqué la Prusse et l'Allemagne méthodiquement et sur des plans préconçus : ce qui est une autre différence radicale avec la ruche anglaise, laquelle est, comme je vous l'ai dit, l'aboutissant d'une évolution naturelle et très ancienne. Avez-vous remarqué que dans la Jungle de Kipling, s'il est constamment question de Loi, du respect de la Loi, il n'est jamais question de l'Etat, du respect de l'Etat ? C'est que le ressort moteur de l'Angleterre n'est pas dans l'Etat, mais dans le cœur de chaque Anglais qui, depuis des générations, veut librement la loi, l'ordre et le devoir. Au fond, l'opinion populaire, en Angleterre et à l'étranger, ne se trompe pas quand elle voit dans l'Anglais surtout un individualiste. Cette conformité au type prescrit, cette correction banale, puisqu'elle le fait ressembler par son langage, ses gestes, ses réactions visibles, à tous les autres, tout cela fait partie de cette défense enseignée dès le premier âge que l'individu oppose au monde pour rester profondément lui-même. *Not to give oneself away*, ne pas se livrer, bien moins ne pas se manifester, quelle consigne d'individualisme volontairement discipliné !

Et le fait d'individualisme, qui oppose le plus l'Anglais à l'Allemand, c'est que l'Allemand, a appris à distinguer en soi deux êtres : le *Mensch* [illegible] *Mensch* — qui obéit à son idée, parce qu'il a morale, et l'être politique — *Bürger* — qui obéit à une toute autre morale, celle que l'Etat lui prescrit pour sa propre fin, qui est essentiellement l'accroissement de sa force. Il accepte de remettre sa conscience et la responsabilité de ses actes à l'Etat.

Pour l'Anglais, au contraire, la conscience est ce qu'il y a de plus personnel et de sacré : c'est le dernier refuge où un homme se retranche, et la pire dégradation, c'est de le livrer. Or cette conscience, d'origine religieuse et puritaine, se fonde sur une distinction du bien et du mal, *right and wrong*, qui vaut pour tous les temps et pour tous les hommes : et son idée du devoir, elle l'applique, elle la confond à son idée de l'éternel et de l'absolu. C'est cette conscience, et seulement elle, qui a décidé la masse encore hésitante du peuple anglais, à la nouvelle de la violation de la neutralité de la Belgique, à entrer dans la guerre. Il s'agissait d'un devoir, d'un engagement solennel et national. C'est cette conscience qui, avant la conscription, a excité trois millions d'Anglais, alors que l'Angleterre n'était pas envahie, et que bien peu d'entre eux pouvaient comprendre le danger du pays, à quitter famille, affaires, situation, pour aller mener la vie et courir les risques que nous savons. Un Anglais m'écrivait alors, en parlant de jeunes gens déjà chefs de famille et gagneurs de pain : « Après tout, quand la chose se présentait comme une question qu'il fallait trancher soi-même, une question à laquelle on n'avait jamais pensé jusque là, car on n'avait jamais entendu dire que la guerre pût vous approcher de si près, une question, enfin, qui n'a pas été résolue comme en France, pour chacun dès sa naissance — quelle décision c'était ! et comme on comprend le long travail silencieux qui, presque toujours, a précédé l'acte ! » C'est cette conscience, encore, qui a décidé chaque famille à se soumettre volontairement à des restrictions que nous savons rigoureuses, qui a poussé tant d'Anglaises, de toutes les classes, entre vingt et quarante ans, à travailler dans les ateliers de munitions, dans les hôpitaux, dans les administrations de l'Etat, et aussi comme télégraphistes, comme conductrices de camions, sur les routes de la guerre, et comme brancardières, jusque sur le champ de bataille ! Et c'est elle, enfin, qui fait la force de la volonté anglaise en lui interdisant de se résigner à ce qui lui apparaîtrait comme le triomphe du mal sur la terre.

Mesdames et Messieurs, nous touchons ici au

racines profondes d'une vie nationale, et nous voyons que si différente en ses modes et ses aspects que cette vie paraisse de la nôtre, le principe dont elle procède rejoint le nôtre. La conscience anglaise, la raison française, l'idée venue de la Bible et du christianisme puritain ; l'idée venue de la Grèce et de la civilisation hellénique. Elles manifestent les deux côtés essentiels de la nature humaine. Toutes deux se réunissent dans l'idée du droit, qui tient à la fois de la conscience et de la raison. Contre la religion du germanisme, qui n'est que l'idée égoïste, fanatisante et dévorante d'une race, contre la menace à la civilisation morale du monde, conscience et raison qui participent de l'universel, ont assemblé les deux grands peuples d'Occident dans la même volonté.

ANDRÉ CHEVRILLON.

UNE FIGURE ALSACIENNE

HERRADE DE LANDSPERG, ABBESSE DE SAINTE-ODILE

Le monastère de Hohenbourg, fondé par sainte Odile sur un sommet des Vosges, eut au douzième siècle deux abbesses, que les chroniqueurs du temps mentionnent avec éloge : Relinde, originaire de la Souabe, peut-être parente de l'empereur Frédéric Barberousse, et Herrade de Landsperg, appartenant à une famille noble de la Basse Alsace.

Relinde était une savante, et, à cette époque, être une savante, cela voulait dire surtout connaître les lettres latines, sacrées et profanes. Mais Relinde avait encore d'autres connaissances; elle était poète et musicienne ; on lui attribue des poésies latines ; elle était habile dans le dessin des miniatures. Elle attirait au couvent des jeunes filles nobles, qui venaient s'instruire sous sa direction. A sa mort, en 1167, sa meilleure élève, Herrade de Landsperg, lui succéda.

Sainte Odile avait fondé autrefois, dans un vallon au-dessous de Hohenbourg, un second monastère, pour y recevoir, dit la légende, les malades qui ne pouvaient monter jusqu'au sommet. C'était Niedermunster, ou Hohenbourg-le-Bas. Herrade voulut avoir, comme elle, un asile pour les pauvres qu'on lui amenait des villages voisins, et elle fit bâtir, encore plus bas, au débouché de la plaine, le cloître de Truttenhausen, c'est-à-dire la Maison de Dieu, où elle installa douze frères de la règle de saint Augustin. De Truttenhausen, ainsi que du manoir de Landsperg, il reste une ruine.

Herrade mourut en 1195, laissant un ouvrage qui a fait vivre son nom, le *Hortus Deliciarum*.

Cet ouvrage, ce *Jardin des Délices*, devait servir à l'instruction et à l'édification des religieuses de Sainte-Odile. L'auteur s'adresse d'abord à ses compagnes, dans une exhortation poétique, formée de vingt-cinq strophes de quatre vers très courts, d'un rythme trochaïque, dont voici les deux premières :

« Salut, cohorte des vierges — de Hohenbourg,
— blanche comme lis, — amante du Fils de Dieu !
« Herrade, la très dévouée, — la très fidèle
mère et servante, — te chante ce cantique (1) ».

La dernière strophe ne contient que le mot *Amen*, douze fois répété.

Vient ensuite une dédicace en prose :

« Herrade, par la grâce de Dieu, quoique indigne, abbesse de l'église de Hohenbourg, aux très douces vierges du Christ travaillant dans cette même église, comme dans la vigne du Seigneur, grâce et gloire, par le don de Dieu. J'insinue à votre sainteté que j'ai rapporté ce livre, intitulé *Jardin des Délices*, des diverses fleurs de l'Ecriture sainte et de la philosophie, comme une petite abeille, sous l'inspiration de Dieu, et l'ai assemblé, à la louange et à l'honneur du Christ et de son Eglise, et pour l'amour de vous, comme en une seule ruche garnie de miel... »

Elle les engage à puiser assidûment à la ruche, afin que de temps en temps une goutte de miel vienne réconforter leur âme, lassée par les amertumes de la vie, et les prépare à goûter la douceur des joies éternelles.

Le manuscrit portait, à deux endroits différents, les dates de 1150 et de 1175. Il resta d'abord au couvent de Hohenbourg. Lors de l'incendie de 1546, il fut transporté à Saverne, localité alors dépendante de l'évêché de Strasbourg. De là, il passa à la bibliothèque épiscopale, plus tard fondue dans la bibliothèque de la ville. On sait ce qu'il en advint dans la suite. Lors du bombardement de 1870, la bibliothèque fut un des points visés par l'artillerie allemande. Le conservateur, trop confiant dans la générosité de l'assiégeant, n'avait pas songé à descendre les documents précieux dans les caves voûtées du sous-sol. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous rendre compte de l'ouvrage de Herrade que par la description qu'en a donnée

(1) *Salve, cohors virginum*
Hohenburguiensium,
Albens quasi lilium,
Amans Dei Filium.

Herrat devotissima,
Tua fidelissima
Mater et ancillula,
Cantat tibi cantica.

un savant strasbourgeois, Chretien Maurice Engelhardt, dans un mince volume, accompagné de douze tableaux, reproduisant une partie des dessins qu'il a jugés les plus caractéristiques (1).

*
* *

Le *Jardin des Délices* est une sorte d'encyclopédie théologique en images, une histoire de l'Église, avec tous ses accessoires et ses dépendances, ses ramifications dans l'histoire politique, la philosophie, la littérature, depuis l'origine du monde, jusqu'au moment où l'auteur écrit. Le sacré et le profane s'y mêlent dans une association qui nous paraît parfois bizarre, mais qui n'étonnait point les lecteurs du moyen-âge, et les lecteurs savants moins que les autres, eux dont la science était formée d'échos venus confusément de tous les points de l'horizon.

Voici l'œuvre de la création. Les trois personnes de la Trinité sont assises sur un banc, méditant sur la manière de débrouiller le chaos. Un artiste de la Renaissance aurait eu soin de les distinguer et de leur prêter une physionomie : Herrade, au contraire, croit demeurer fidèle au texte sacré en leur attribuant une ressemblance parfaite. Ne représentent-elles pas un seul et même Dieu ? Les quatre éléments, au moyen desquels la physique ancienne expliquait la formation des êtres, sont à leurs pieds. Éole souffle l'air en enflant ses joues ; l'eau jaillit sous le trident de Neptune, et le soleil traverse le ciel sur son char attelé de quatre chevaux. A ces images se rattache un cours sommaire d'astronomie, de chronologie, de géographie, même d'agronomie : toutes choses, dit l'auteur, qui ont été scrutées par les philosophes. Elle ajoute même ailleurs que les philosophes aussi peuvent être inspirés par le Saint-Esprit.

Suit la création et la chute de l'homme. Le Créateur tient entre ses genoux une forme en argile, qu'il achève de modeler. Adam aspire avidement l'âme que Dieu lui souffle dans la bouche. A côté, on voit Ève sortie jusqu'à mi-corps d'une côte d'Adam, que le Créateur tient dans sa main. Après la chute, un chérubin, avec ses ailes croisées sur sa poitrine, veille à la porte du Paradis. Ève travaille à son fuseau ; Adam bêche la terre. L'invention des arts nous ramène à la tradition profane. On passe sans transition de la Tour de Babel, à l'Hélicon païen, où trônent les neuf Muses en costume du douzième siècle.

Un grand tableau, couvrant deux pages in-folio, et tracé avec un soin particulier, représente les sept arts libéraux, qui ont leur origine commune dans la philosophie. Ce tableau est formé de deux cercles concentriques, et ne contient pas moins de quatorze figures, accompagnées de légendes explicatives. Dans le cercle intérieur est assise la Philosophie ; elle est couverte d'un manteau à longs plis flottants ; de son diadème sortent trois têtes, l'Éthique, la Logique et la Physique. Sous ses pieds, dans un compartiment à part, sont assis sur un même banc les deux princes de la sagesse antique, Aristote et Platon, ayant chacun un livre ouvert devant lui sur un pupitre, et un stylet à la main. Des deux flancs de la Philosophie sortent sept fleuves, trois d'un côté et quatre de l'autre, qui donnent naissance aux sept arts. Ceux-ci sont rangés dans l'espace compris entre les deux cercles, les pieds posés sur le cercle intérieur. Chaque art est représenté par une figure allégorique, avec ses emblèmes et ses légendes : la Grammaire, la Rhétorique et la Dialectique d'un côté, la Musique, l'Arithmétique, la Géométrie et l'Astronomie de l'autre. Enfin, en dehors du cercle extérieur sont assis quatre personnages, les inventeurs de la magie, un livre ouvert devant chacun d'eux, un stylet et un canif dans sa main, et un oiseau, noir, lui soufflant sa fausse sagesse à l'oreille.

*
* *

Le récit biblique se continue à travers toute sorte d'épisodes. Un fait amène d'autres faits semblables ; l'auteur n'a pas d'autre méthode. A propos du passage de la mer Rouge, elle nous fait l'énumération des mers qu'elle connaît, avec les fleuves qui s'y déversent, le Rhin, le Rhône, le Danube. Moïse meurt, Dieu lui-même pose son corps dans un cercueil. Le roi David joue de la harpe. Les douze prophètes sont présentés debout sur un seul rang, chacun tenant un rouleau, avec une inscription prédisant le futur Messie. A l'annonce du salut, le ton s'élève. L'abbesse donne cours à son inspiration lyrique : elle chante des hymnes au Sauveur :

« Voici venir de Sion — Celui qui chatiera Babel. — De Sion est sortie la loi — qu'a dictée le Roi des rois. — Il est né à Bethléhem. — Celui qui régnera sur Jérusalem. — Il est né d'une vierge la nuit. — de Marie, Celui qui est la vraie lumière (1)... »

Lors du baptême de Jésus par saint Jean-Baptiste aux bords du Jourdain, le ciel s'ouvre, d'où

(1) *Herrad von Landsperg und ihr Werk*, Hortus Deliciarum, *mit* 12 *Kupfertafeln in Folio*. Stuttgart, 1817.

(1) *Ecce venit ex Sion*
Qui castigat Babilon.
De Sion exivit lex
Quam dictavit rexque Rex.

battants : la colombe qui figure le Saint-Esprit laisse tomber l'huile de l'onction sur le front du Sauveur, tandis que le Dieu du fleuve, sortant sa tête de l'eau, est frappé d'étonnement à la vue de l'apparition miraculeuse.

La scène de la crucifixion est accompagnée de deux figures symboliques : l'Église triomphante, montée sur un animal à quatre têtes, en souvenir des quatre évangélistes, avec sa bannière largement déployée ; et, en face d'elle, la Synagogue, penchée sur un âne, les yeux couverts d'un voile, sa bannière brisée à côté d'elle. Les femmes qui se tiennent au pied de la croix sont vêtues en religieuses.

L'abbesse se plaît aux tableaux allégoriques, quelquefois très compliqués, et qui seraient difficiles à comprendre sans les légendes explicatives qui les accompagnent. Telle est, par exemple, l'échelle des Vertus, qui va de la terre au ciel : la Vertu qui monte le plus haut est la Charité : elle atteint seule les échelons supérieurs, où la main de Dieu, sortant d'un nuage, lui présente la couronne de vie.

Telle est encore la Lutte des Vertus et des Vices. Les unes soutenues par les anges, les autres par les démons. Le pinceau de Herrade ne recule même pas devant les sombres images de l'Apocalypse ; mais son goût lui fait garder une juste mesure dans le peinture du laid. Son Antéchrist est un beau prince, portant couronne en tête, et vêtu d'un manteau artistement drapé. Le Jugement dernier est remarquable par la simplicité et le groupement ingénieux des détails. Les diables qui s'y rencontrent, et qui ne sauraient y manquer, ne sont pas trop repoussants.

Après ce long voyage à travers le monde et l'histoire, l'auteur revient à son point de départ. Un tableau montre la montagne de Hohenbourg, couronnée de son monastère. Le Christ se tient devant la porte : à sa droite, la vierge Marie et saint Pierre ; un peu plus bas, le duc Atticus, leur présentant un bâton d'or, sur lequel tous trois posent la main ; il a mis un genou sur son manteau, qu'il a laissé tomber à terre en signe de respect. A gauche du Christ se tiennent debout, la face tournée vers lui, saint Jean-Baptiste et sainte Odile ; car celle-ci, est-il dit, avait pour saint Jean-Baptiste une vénération particulière ; elle lui consacra une chapelle, où elle fit souvent ses dévotions : elle voulut même être enterrée là. Sur le même tableau, on voit Atticus remettre à sainte Odile la clef du couvent. Enfin, entre Relinde et Herrade, tout le cortège des religieuses, quarante-huit dames et douze converses, défile sur six rangs, chacune ayant son nom et quelquefois son lieu d'origine inscrits au-dessus de sa tête.

Deux cantiques avec leurs mélodies terminent le manuscrit :

« O fleurs de neige, qui répandez le parfum de vos vertus, — et qui demeurez à jamais dans le divin cortège, — méprisez la poussière terrestre et courez au ciel, — où vous pourrez contempler l'Époux, aujourd'hui soustrait à vos regards... (1) »

Le grand nombre des religieuses, la plupart nobles, indique déjà que la citadelle pieuse de Hohenbourg était surtout un lieu de refuge pour les déclassées et les persécutées de la vie mondaine. Herrade de Landsperg était contemporaine de Philippe-Auguste et de Frédéric Barberousse. La guerre féodale sévissait partout. La compétition pour des trônes grands ou petits ensanglantait tous les pays de l'Europe. Herrade elle-même offrit un asile à la veuve et aux deux filles de Tancrède, roi de Sicile, dépossédé par l'empereur Henri VI. Le clergé séculier s'associait aux menées tapageuses des seigneurs laïques. Herrade lui reproche de se livrer au jeu, à la chasse, de dépenser en plaisirs l'argent destiné aux pauvres. Même les mystères joués dans les églises deviennent, dit-elle, une occasion d'orgies. Elle trace dès lors sa ligne de conduite : réagir contre le mal du siècle, guérir les blessures, soulager les misères, relever les âmes, et, dans les loisirs que lui laisse sa mission, « rassembler dans son livre, comme dans une ruche, le miel de la sagesse sacrée et profane ».

A. Bossert.

Natus est in Bethlehem
Qui reget Hierusalem.
Natus est ex virgo nux
De Maria vera lux.

(1) *O nivei flores, dantes virtutis odores,*
Semper divina pausantes in theoria,
Pulvere terreno contempto, currite cœlo,
Quo nunc absconsum valeatis cernere sponsum.

L'ITALIE, LES SLAVES DU SUD ET L'AUTRICHE

Le problème, que je vais examiner succinctement ici, est un des plus complexes parmi tous ceux que la guerre a posés. Je l'ai déjà évoqué dans le passé, mais comme tant d'autres, depuis trois ans, il a changé d'aspect, tandis que se modifiaient les circonstances elles-mêmes. Tout récemment, une série d'incidents caractéristiques l'ont replacé au premier plan de l'actualité : la

conversation que le président du Conseil italien, M. Orlando, a eue à Londres avec le chef du mouvement yougo-slave, M. Trumbitch, — les débats qui se sont produits à Montecitorio, et en particulier le discours de M. Bevione, avec une nouvelle publication du traité d'avril 1915, les controverses des journaux romains et milanais sur l'attitude que la Consulta devait adopter vis-à-vis des Serbes, des Slovènes et des Croates. Ce qui est en jeu, et nul ne l'ignore, c'est la condition d'une partie limitée, mais importante, de notre Continent, ce sont les ambitions italiennes qui s'appuient sur des considérations multiples : le sort de l'État austro-hongrois, les aspirations de millions d'hommes incorporés à cet État, le régime futur de l'Adriatique, la répartition de la face ouest des Balkans, et aussi l'équilibre de la Méditerranée orientale.

Ces questions ne sont pas d'hier. Elles étaient déjà en pleine activité au début du conflit mondial, puisque ce conflit est issu de l'ultimatum du cabinet de Vienne à la Serbie, et que l'Empire danubien a prétendu, avant tout, écraser le panserbisme, mais les solutions ont évolué de semestre en semestre. Elles ne pouvaient se présenter dans les mêmes termes quand l'Italie restait neutre, et quand elle rompait avec l'Autriche, — quand celle-ci était menacée par l'invasion russe et quand elle envahissait à son tour la Vénétie, — lorsque Potiorek était refoulé par les Serbes, et lorsque toute la Serbie tombait aux mains de ses ennemis.

Le problème dans son ensemble, si l'on en groupe les éléments divers, est d'abord « adriatique », ensuite balkanique et européen, et enfin mondial, car cette guerre embrasse le monde, et chacun des litiges spéciaux soulevés par elle n'est qu'une partie d'un tout.

On se tromperait étrangement, si l'on croyait que ce débat « adriatique » n'a pas été et de beaucoup antérieur à l'ouverture de la conflagration. Certes, l'Italie avait adhéré à une combinaison politique, qui comprenait également l'Autriche, mais jamais cette adhésion, — et nul ne l'ignorait, — n'avait comporté de sa part une renonciation formelle, définitive, à l'héritage de la République de Venise... « *Ou alliés ou ennemis* », avait dit avec esprit un diplomate, en caractérisant les rapports entre le Ball-Platz et la Consulta. Il aurait pu aussi bien dire « *Alliés et ennemis* ». Sous la pression de la chancellerie dirigeante de Berlin, les deux gouvernements avaient fait trêve à leur hostilité foncière, mais ce n'était qu'une trêve. L'Italie épiait soigneusement les signes de la décomposition austro-hongroise, et l'état-major de Vienne préparait chaque année un nouveau plan d'invasion de la Vénétie et de la Lombardie. Le général Conrad de Hoetzendorf affirmait devant ses proches, qu'il ne mourrait pas sans avoir repris Vicence, Vérone et Milan. L'irrédentisme italien, réprimé officiellement et le plus souvent soutenu en secret, n'étendait pas seulement ses revendications au Trentin et à la Vénétie « giulienne », mais elles débordaient l'Istrie et s'attaquaient à la Dalmatie, [illegible] plée de Slaves, et où la frange d'italianité demeurait mince et précaire. Pour combattre cette propagande tenace et puissante, l'Autriche avait essayé de s'appuyer sur ses Slovènes et sur ses Croates-Serbes, qui souffraient de l'oppression habsbourgeoise, mais qui se refusaient pourtant, en acceptant la thèse italienne, à sacrifier leur indépendance future. Le Cabinet de Rome avait trouvé, dans la péninsule balkanique, un allié, le roi de Montenegro, et un domaine d'expansion intellectuelle et économique, l'Albanie ; mais durant les années qui précédèrent le conflit mondial, tous les facteurs que je viens de signaler s'entrechoquaient, en formant des combinaisons multiples et changeantes. Les querelles de voies ferrées, — les longitudinales qui servaient l'Autriche et les transversales que voulait construire l'Italie en réunissant le Danube à la côte Dalmate, — l'annexion de la Bosnie en 1908 et la crise qui la suivit, la guerre italo-turque de 1911, les deux guerres balkaniques et la commotion générale qu'elles engendrèrent, surexcitèrent les antagonismes qui s'étaient déjà affirmés. Cependant, si Vienne et Rome avaient pu, au cours de ces péripéties, mesurer la gravité de leur opposition, l'agitation sud-slave avait acquis une importance accrue. Malgré les intrigues savantes des administrateurs et des diplomates autrichiens, les Slovènes de Cisleithanie s'étaient rapprochés des Croates et de la Serbie indépendante ; les catholiques et les orthodoxes, les conservateurs et les libéraux avaient fait des pas les uns vers les autres. Agram et Belgrade étaient devenus les centres d'un mouvement qui menaçait de plus en plus la vieille structure de l'Empire danubien ; celui-ci était enserré entre l'irrédentisme italien et les poussées nationales slaves. Il s'agissait pour lui de savoir, si ces divers éléments s'associeraient contre lui, ou s'il pourrait subsister en exploitant des contradictions qui, jusque-là, s'étaient révélées irréductibles.

*
* *

Doit-on redire pourquoi l'Italie est entrée dans la guerre ? Elle n'a jamais caché ses mobiles, ni ses objectifs, et c'est elle-même qui a jeté dans la circulation les mots : « Égoïsme sacré ». Sans doute, tout dans son présent et dans son passé, — son

tempérament, ses affinités de contexture et de culture, ses rancunes historiques, ses craintes séculaires, ses désirs d'expansion. — préparait son pacte avec les puissances de l'Entente, mais enfin le traité de la Triplice avait été renouvelé un peu plus de dix-huit mois avant l'ultimatum autrichien à la Serbie. Le cabinet de Rome, après qu'il eut proclamé, dès le début, sa neutralité, apparut si hésitant aux empires du Centre, qu'ils pensèrent encore obtenir une abstention définitive en la rémunérant. Bülow, leur mandataire, échoua dans ses tractations avec Sonnino. Pour réclamer des compensations, la Consulta ne s'appuyait point sur des arguments généraux, juridiques ou idéologiques, mais sur l'article 7 de la Triplice, qui avait trait justement à l'équilibre des Balkans. Elle revendiquait alors le Trentin, la ligne de l'Isonzo, la cession d'îles Dalmates, l'indépendance de Trieste, la mainmise sur Vallona, le désintéressement du cabinet de Vienne en Albanie. C'était poser en raccourci tout le problème de l'Adriatique. L'Italie voulait devenir la « plus grande Italie ». Ni l'Autriche, ni l'Allemagne ne la pouvaient suivre sur ce terrain, sans ruiner leurs propres visées dans l'Orient européen. Du moment que la Péninsule ne se contentait pas du « Parecchio », la guerre était inévitable.

Mais Salandra et Sonnino ne lancèrent l'appel aux armes que lorsqu'ils eurent signé l'instrument, qui consacrait leurs prétentions du Brenner à Sassello, en passant par l'Istrie et le littoral Dalmate. Cet instrument, longtemps secret, nous est aujourd'hui connu : ce n'est point le lieu d'analyser un texte, que toute la grande presse a publié et qui comporte une nomenclature d'articles minutieusement étudiés : la diplomatie italienne n'a pas dégénéré depuis les Florentins et les Vénitiens. Ce qui frappe, à première vue, dans ce document (et c'est la seule observation que je me permettrai ici, car autrement je risquerais de déborder mon sujet), c'est que des principes différents et qui relèvent d'âges historiques successifs, s'y expriment simultanément. On invoque tantôt le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tantôt la communauté de langue ou de race ou de culture, tantôt la thèse des garanties stratégiques. Plusieurs députés, à Montecitorio, se sont étonnés qu'on eût parlé au dehors d'un impérialisme italien : il faudrait savoir où commence et où finit l'impérialisme, et au fond, de même que nul ne veut passer pour un ennemi du progrès, aucun Etat n'avoue qu'il caresse des desseins impérialistes...

Ceux qui auront lu dans son texte intégral le traité « secret » du 28 avril 1915, conclu à Londres entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie, — traité rédigé en des formes contraires à la routine diplomatique, comprendront tout de suite que s'il contenait de graves menaces de démembrement pour l'Autriche, il ne laissait pas de froisser les aspirations connues des Slaves du Sud. Il ne tenait pas compte de l'importance de l'élément Slovène ou Croate ou Serbe dans de vastes bandes du littoral que l'Italie s'appropriait ; il enlevait à l'Etat serbe indépendant les possibilités d'expansion que celui-ci avait entrevues en pesant les données ethniques. Il aggravait ainsi la querelle, qui s'était déjà antérieurement manifestée, entre les deux prétendants à l'héritage austro-hongrois. Il est vrai, et c'était une des caractéristiques de cette péripétie, que le cabinet de Belgrade n'avait pas été appelé à participer à cet accord. Toutes proportions gardées et toutes réserves faites, la situation de l'Italie et de la Serbie ou des Sud-Slaves devant la question Dalmate était analogue à la situation de l'Allemagne et de l'Autriche devant le problème polonais. Il était permis de se demander si les Serbes ou les Slovènes souhaitaient saluer une victoire écrasante de l'Italie, et si les Italiens auraient accueilli avec enthousiasme un succès retentissant des Serbes. Les événements ont tourné dans un sens tel, que ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne s'est réalisée ; je les ai formulées uniquement pour montrer qu'alliées dans la pratique et dressées contre un ennemi commun, Belgrade et Rome n'avaient des intérêts identiques — à ce moment — que dans la moindre mesure.

*
* *

Le génie politique et diplomatique de l'Autriche — on sait en quel sens j'emploie le mot génie — a toujours été de diviser ses peuples au-dedans pour les rendre tous également inoffensifs. Elle n'a eu garde de négliger ce mode d'action durant la phase d'histoire qui commence en 1914. Elle a multiplié ses efforts pour en user au dehors, pour le projeter à l'extérieur, en opposant les revendications yougo-slaves aux revendications italiennes. Elle n'ignorait pas que si l'accord se faisait entre les unes et les autres, les germes de dislocation s'exerceraient dans ses provinces avec une vigueur quasi-irrésistible. Sa propagande a été multiforme et opiniâtre. Tandis que les Yougo-Slaves, auxquels on distribuait des documents vrais ou faux se pénétraient de cette idée que l'Italie, si elle était victorieuse, les asservirait, on tâchait de répandre dans le monde l'impression que les Croates et les Slovènes renonçaient à leurs velléités d'indépendance et se rattachaient à la cause des Habsbourg ; les gouvernements de Vienne et

de Pesth avaient, en fait, constitué à Raguse, à Zara, à Agram, à Laybach, des groupements qui se contentaient d'une révision des statuts nationaux dans un Empire transformé. C'était bien avant que Charles Ier eût succédé à François-Joseph, bien avant que la double monarchie eût cessé d'être menacée par la Russie et pressée au sud-ouest sur le front de Trieste.

Mais les actes administratifs de ces gouvernements de Vienne et de Pesth n'étaient point faits pour donner consistance aux partis purement autonomistes. Tandis qu'ils promettaient la liberté pour un avenir lointain, ils la piétinaient brutalement dans le temps présent, et des milliers de martyrs sud-Slaves exécutés, déportés, incarcérés, apprenaient à connaître la valeur de leurs avances verbales. Le pacte de Corfou vint montrer brusquement aux hommes d'Etat Cisleithans et Transleithans, que leur politique sinueuse, hypocrite, dédaigneuse de l'humanité et du droit, n'avait pas touché l'âme des masses. Mais ce pacte dressait ceux qui le contractaient à la fois contre la dictature austro-hongroise, et contre la grande entreprise italienne dans l'Adriatique.

Il a été officiellement signé le 20 juillet 1917 par M. Trumbitch, président du comité Yougo-Slave, député et chef du parti national Croate à la Diète Dalmate, et par M. Pachitch, président du Conseil de Serbie. Remarquez la date. A ce moment, la révolution russe semble maîtresse de la situation, et le Saint-Synode de Petrograd n'est plus en mesure de poursuivre son programme de séparation entre la Croatie catholique et le Slavisme orthodoxe, — car ce Saint-Synode a longtemps servi, par ses préoccupations purement confessionnelles, la domination des Habsbourg. La déclaration de Corfou est d'une netteté éclatante : les représentants des Serbes, des Croates et des Slovènes proclament que *leur peuple aux trois noms n'en constitue qu'un seul et qu'il est le même, par le sang, par la langue, par le sentiment de son unité*. Elle prévoit que l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes sera libre et indépendant avec un territoire indivisible. Ce sera une monarchie constitutionnelle, démocratique et parlementaire, gouvernée par les Karageorgevitch, et dont le nom se libellera ainsi : royaume des Serbes, des Croates des Slovènes. Toute solution partielle du problème de la libération et de l'unification sera exclue. Aucune portion du domaine sud-Slave ne pourra être détachée sans le consentement populaire. Le 11 août 1917, le Comité monténégrin siégeant à Paris et présidé par M. Radovitch, adhérait au pacte de Corfou, qui intéressait 12 millions d'hommes. Donc l'antagonisme des visées Sud-Slaves et des visées Italiennes se révélait dans un texte officiel, qui s'interdisait toute atténuation.

*
* *

Si l'on recherche, pourquoi, en ces derniers temps, les deux grandes collectivités intéressées ont tâché de résoudre ce conflit, à la fois virtuel et pratique, les raisons de leur revirement sont claires et simples.

1° La Russie, comme force militaire, est hors de jeu. C'est-à-dire que de tous les adversaires de l'Empire danubien, celui qui paraissait le plus apte à lui porter le coup fatal et à déterminer son effondrement, a cessé de compter. Et cette disparition devait immédiatement peser sur la politique des Serbo-Croato-Slovènes, comme sur l'orientation générale de la Consulta.

2° L'Autriche-Hongrie a affecté d'ébaucher, sous le règne de Charles Ier, et avec les ministres Czernin et Seidler, une attitude nouvelle vis-à-vis de ses éléments slaves. Sentant que si les menaces d'invasion s'atténuaient pour elle, les chances de séditions, d'affaiblissement interne subsistaient toujours, ses dirigeants ont manifesté une tendance à adopter les principes fédéralistes, que leurs prédécesseurs avaient déjà ostensiblement embrassés en d'autres temps. Ces velléités sont loyales ou non, et l'on opinerait plutôt pour la seconde hypothèse, car les facteurs allemand et magyar s'opposent énergiquement à toute réforme qui mettrait les autres facteurs sur le plan où ils se trouvent eux-mêmes, et qui, par suite, détruirait ou ébranlerait leur suprématie. Mais, d'autre part, les espérances polonaises de la chancellerie viennoise, et son désir de conclure rapidement une paix voulue par les masses populaires, pourraient l'entraîner à des concessions sérieuses. En ce cas, les Etats indépendants, qui sont en guerre avec l'Empire danubien, risqueraient de perdre tout ou partie des appuis qu'ils possèdent dans les provinces austro-hongroises.

3° L'Italie avait, jusqu'à la révolution de mars 1917, considéré la Serbie comme l'avant-garde de tout le monde slave, dont la Russie tsariste était l'expression la plus forte et la plus ambitieuse. Admettre la création d'un royaume Yougo-Slave qui aurait pour centres, avec Belgrade et Uskub, Zara et Agram, c'était à ses yeux amener le rayonnement du cabinet de Petrograd jusqu'au littoral adriatique. Quel avantage eût-elle constaté à substituer l'influence panslaviste à l'influence pangermanique dans une mer, où elle a des intérêts vitaux ? Ses craintes ont disparu à l'égard du panslavisme ; elles demeurent intactes ou mieux se sont accentuées encore, vis-à-vis du pangermanisme.

4° Les Slaves du Sud, qui ont perdu leur plus puissant protecteur, ont compris qu'ils seraient livrés, comme une proie inerte, à tous leurs ennemis traditionnels, Magyars, Allemands, Bulgares, s'ils ne s'assuraient pas un concours permanent, capable de s'exercer à toute heure. La France et l'Angleterre sont bien loin ; l'Italie est toute proche, et ils pouvaient d'autant mieux s'adresser à elle, que les circonstances militaires et politiques avaient dû tempérer certains de ses appétits.

C'est ainsi que les tentatives de compromis apparurent comme une nécessité aux rivaux de la veille, — rivaux quoique alliés. A la vérité, l'initiative en Italie vint des partis de gauche, et spécialement de ceux de ces partis qui, au début de 1915, avaient marqué le plus d'ardeur à l'interventionnisme. Il leur semblait irritant que leur pays pût être taxé d'impérialisme ; il leur paraissait inadmissible qu'il refusât à des nationalités opprimées la liberté de se constituer à leur guise et de se prononcer sur le régime de leur choix. L'esprit de Mazzini, quelle que fût la diversité des temps, renaissait en eux. On recueillerait aisément, dans les journaux républicains et socialistes, bien avant 1918, des protestations contre le système qui consistait à italianiser par force des contrées serbes, croates ou slovènes. Dès le 6 mars 1917, le député Labriola, professeur à l'Université de Naples, traitait ce point en réclamant la révision des buts de l'Entente. L'*Idea Nazionale* du lendemain, qui représente, on le sait, l'expansionnisme à outrance, critiquait amèrement ses paroles et résumait ainsi les tendances de son discours : « M. Labriola nous affirmait naguère que l'Italie devait exiger la Dalmatie, parce que la Russie absolutiste, maîtresse de Constantinople, aurait pu entretenir une flotte dans l'Adriatique, si la côte orientale de cette mer avait appartenu à un Etat slave, dominé par l'influence russe. Depuis que la Russie démocratique a déclaré qu'elle ne veut plus d'annexions et renonce à Constantinople, M. Labriola nous propose de renoncer de notre côté à la Dalmatie, pour nous concilier les Yougo-Slaves. »

Depuis ce moment, la thèse du rapprochement a fait son chemin dans l'opinion publique de la Péninsule. De grands organes de Rome, de Milan et de Turin s'y sont ralliés. Ils la soutiennent et la développent avec insistance, en alléguant que l'Adriatique sera allemande ou italo-slave. Remarquez qu'ils n'abandonnent pas toutes prétentions sur le littoral de l'Est, car leur formule n'est pas celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; elle n'est pas démocratique au sens large du mot, mais diplomatique, et ils tiennent plus compte des avantages d'un arrangement que de la légitimité de telle ou telle revendication. La pensée des milieux officiels de la Péninsule, — et à cet égard M. Sonnino est en plein accord avec M. Orlando — est que l'Italie doit non seulement affranchir ceux de ses citoyens qui sont encore sous la tutelle des Habsbourg, mais aussi se doter de frontières terrestres et maritimes qui garantissent sa sécurité. Et ainsi elle fait jouer à la fois le principe idéaliste des nationalités et le principe stratégique des glacis solides.

Sur l'opportunité d'une convention avec les Yougo-Slaves, l'entente n'est d'ailleurs pas intégrale à Rome. Il y a ceux (et d'aucuns disent qu'ils n'ont pas perdu complètement leur influence à la Consulta), qui excluent toute renonciation à la côte Dalmate ou à partie de cette côte ; il y a ceux, dans un autre ordre d'idées, qui ajournent à plus tard tout débat, l'examen du problème étant d'après eux prématuré. Ce qu'il faut pourtant noter, c'est que les partisans du compromis sont de beaucoup les plus nombreux, depuis que M. Orlando a eu, à la fin de janvier, une conversation de deux heures avec M. Trumbitch, à Londres, et les manifestations auxquelles se sont livrées les amis de l'homme politique exilé, — en ces derniers temps, attestent que cet entretien n'est pas resté stérile.

Est-ce à dire qu'un pacte — même signé entre l'Italie et les Slaves du Sud — suffirait à régler la situation ? On ne peut oublier que ni M. Lloyd George, ni M. Wilson, dans leurs plus récents discours, n'ont prévu le large démembrement de l'Empire danubien, qui assurerait un sort nouveau au littoral Adriatique. Les conjonctures militaires entreront en compte et avec elles les conjonctures diplomatiques ; ce qui revient à dire que cet important problème — qui est international comme tous les autres problèmes posés par la guerre, ne sera tranché que par toutes les nations réunies.

Le Président de la République américaine a dit, non sans raison, que dans cette lutte immense, il n'y avait point de question particulière, — et qu'à sa conclusion, seule une négociation générale pourrait fixer utilement et solidement les lignes du monde futur.

PAUL LOUIS.

ANTON TCHÉKHOV

[illegible] auteur de *Trois Années* est l'un des maîtres les plus incontestés de la littérature russe.

Sa biographie, comme celle de la plupart des écrivains russes, est assez pauvre en événements marquants, en dehors de ceux, purement littéraires, qui jalonnèrent sa double carrière de romancier et d'auteur dramatique.

Né le 14 janvier 1860, à Taganrog, sur la mer d'Azov, d'un père qui avait été serf et qui, affranchi, ne put jamais s'élever au-dessus de l'humble situation d'un épicier de province, Anton Tchékhov [illegible] une enfance plutôt morne.

Les études universitaires ne coûtaient pas trop cher en Russie, et le fils du modeste épicier put suivre les cours du lycée de sa ville natale, puis, à Moscou, les cours de la Faculté de médecine. A vingt-trois ans, il fut reçu docteur : mais il n'exerça jamais. Obligé de subvenir à ses propres besoins et d'aider son père à soutenir la maisonnée, Tchékhov, dès l'âge de dix-neuf ans, s'était mis à écrire. Assez taillant de sa nature, observateur piquant et pénétrant, il se tourna d'abord vers la presse humoristique, où il fut aussitôt en vedette : accueilli par un opulent quotidien, il se trouva dès lors à l'abri de tout souci matériel.

A vingt-six ans, il publia son premier recueil de nouvelles : *Dans le crépuscule*. Les esprits attentifs et sachant lire devinèrent qu'un talent extrêmement remarquable venait de se manifester là, dans ce petit livre où, jusque dans la fantaisie la plus drôlatique, Tchékhov se révélait comme un artiste de premier ordre. Si la donnée était souvent bizarre, invraisemblable, voire folle, les caractères avaient déjà tout ensemble, à un degré singulier, le relief et la profondeur.

Désormais, les revues les plus importantes lui furent ouvertes ; il y publiait aussitôt des nouvelles plus considérables : *La Steppe*, *Histoire ennuyeuse*, *La Salle n° 6*, *Ma femme*, d'autres encore (plusieurs d'entre elles ont été présentées au public français par la *Revue bleue*) qui lui assuraient une belle place parmi les romanciers de son pays.

*
* *

Entre temps, il s'essayait à la scène, d'abord avec quelques vaudevilles sans prétention qui réussirent, puis avec un drame, *Ivanov*, qui fit du bruit, parce qu'il touchait sans précautions apparentes à certains points douloureux de la vie sociale russe, mais qui, par cette raison même, et malgré sa valeur propre, n'eut pas une longue [illegible] sur les planches.

Cet échec détourna Tchékhov du théâtre. Il revint au roman, ou plutôt à la nouvelle, [illegible] balbutiée, où excellait son talent [illegible].

*
* *

Son œuvre est considérable et variée. Il a étudié les milieux artistiques et politiques et, passant, des silhouettes de peintres dans sa nouvelle intitulée *Vie et Talent*, Maupassant a raconté, dans *Trois années*, la mort d'une [illegible] femme rongée par un cancer de l'estomac, et cette peinture, par sa vérité saisissante, fait songer à la mort d'une poitrinaire, que Maupassant, en des pages [illegible], a décrite dans *Bel-Ami*.

On peut noter ici, à titre de simple curiosité, que Tchékhov, ainsi que Maupassant, a choisi volontiers des phtisiques (comme dans *Valet de chambre*, *L'Instituteur*) et des fous (comme dans *La Maison noire*, *La Salle n° 6*) : mais si Maupassant est mort démenti, Tchékhov, lui, mourut de la poitrine, à peine plus âgé que le maître français, auquel on l'a souvent et justement comparé.

Tchékhov a également observé le monde des savants, des universitaires, des intellectuels, des petits commerçants, des paysans : il est peu de sentiments, de tendances, de nuances d'âme que ce peintre-analyste n'ait subtilement fouillés et retracés au naturel dans ses études de mœurs et de caractères.

*
* *

Avec les quatre pièces intitulées : *La Mouette*, *L'Oncle Jean*, *Les Trois Sœurs* et *Le Jardin des cerisiers* Tchékhov retourne du roman à la scène, ou mieux, il applique à la scène ses qualités de romancier. L'intérêt de son théâtre, que l'on a justement dénommé « théâtre sans action », ne réside point, en effet, dans le drame lui-même, ni dans le développement de l'intrigue, ni dans la succession des péripéties qui amènent ou préparent le dénouement tragique, mais dans la délicate psychologie des personnages, dont aucun ne tranche violemment. Or, rien n'est plus ingrat que l'expression scénique de ces personnages en demi-teintes : un théâtre comme celui-là exige des acteurs une spéciale compréhension de l'art, ou, du moins, un jeu spécial. Cette compréhension, ce jeu appropriés, Tchékhov put les trouver au célèbre Théâtre d'Art de Moscou, où il fut acclamé.

C'est en plein triomphe de sa dernière et plus exquise pièce, *Le Jardin des Cerisiers*, qu'Anton

Tchekov mourut, en 1904, à peine âgé de quarante-quatre ans.

* *

Tchékhov, — et c'est le trait le plus original et personnel de son art, — s'apitoie sur les victimes de la vie ; mais sa pitié n'est pas un sentiment de parade, elle ne s'étale point, elle demeure discrète et intime, d'autant plus intense et profonde ; elle n'a rien de la pitié criarde, torturée et torturante d'un Dostoïevski, rien de cete « pitié russe », comme l'appelle bien à tort Alphonse Daudet. Au rebours de celle-ci, la vraie pitié russe est justement la pitié de Tchékhov, douce, latente, qui imprègne de sincère humanité son œuvre tout entière.

Un dernier élément, et non des moins intéressants pour un lecteur de 1918, reste à relever dans cette œuvre. A quel point elle était prise sur le vif et tracée d'après nature, les derniers événements de Russie se sont chargés de le démontrer. S'il est, en effet, un type de gens que, dans son théâtre comme dans ses romans et nouvelles, Tchékhov se soit plu à fouriner, c'est le type de ces êtres indolents, au sang paresseux, qui n'ont d'énergie ni pour le bien, ni pour le mal, qui font celui-là sans bonté ni contentement et celui-ci sans méchanceté, ni remords, d'avance résignés au pire et qui s'en consolent avec un perpétuel « *nitchevo !* » Mais ces êtres neutres et veules sèment parfois les désastres autour d'eux. Or, voyez : de ces inconscients, de ces indifférents aux âmes apathiques et comme gélatineuses, que le génie de Tchékhov, — instinct prophétique, ou, plutôt, suraiguë d'observation ? — pénétrait, devinait, peignait jusque dans les plus insaisissables nuances de leurs portraits psychologiques, — l'actuelle et mortelle anarchie russe, avec sa vénéneuse floraison de *soviets*, nous en montre des millions d'échantillons...

(G. Savitch et E. Jaubert).

TROIS ANNÉES [1]

Résumé des premières pages parues en 1914 :

La nouvelle fait défiler devant nous des scènes et des types de la vie de province russe qui, pendant « trois années », se succèdent et évoluent selon la logique des caractères mis en contact et en conflit.

Au début du récit, Alexis Fédorovitch Laptev, fils d'un riche marchand moscovite, assis devant l'église de Saint-Pierre, attend la fin des vêpres : il espère voir Julia Serguéievna Belavine, la jolie fille du docteur Serguei Borissitch Belavine, et lui parler, passer la soirée auprès d'elle. En l'attendant, il réfléchit. Il a quitté son appartement de Moscou, son valet de chambre Pierre, son cabinet de travail, sa villa de Sokolniki, pour venir dans une petite ville auprès de sa sœur, Nina Fédorovna Panaourov, qui souffre d'un cancer de l'estomac. Il se rappelle ses longues conversations avec ses amis de Moscou, où était démontrée la possibilité de vivre sans amour : à proprement parler, l'amour n'existait même pas, c'était au fond une simple attraction des sexes l'un vers l'autre, etc... Mais aujourd'hui, ainsi qu'il l'écrivit à son ami Kostia Kotchevoï, Laptev aime, et, à trente-quatre ans, malgré de brèves liaisons, il aime véritablement pour la première fois : il aime Julia, qui ne s'en doute guère, et il n'attend qu'une occasion de se déclarer. Quand Julia sort de l'église, il l'aborde, et l'accompagne chez son père, le docteur Belavine.

Ce docteur est un homme replet, rougeaud, qui chantonne sans cesse à mi-voix « ron-ron-ron » ; avec ses favoris gris en désordre et ses cheveux non peignés, il a toujours l'air de sortir du lit. Et son cabinet, avec ses piles de vieilles paperasses dans les coins et un caniche sale sous une table, donne l'impression d'un logis aussi ébouriffé, aussi mal peigné que lui-même. Très susceptible, pointilleux, soupçonneux, il s'imagine toujours qu'on n'a pas confiance en lui, qu'on le méconnaît.

L'irrésolu Laptev parle au docteur de tout autre chose que de ce qui lui tient au cœur. Et il le quitte pour se rendre auprès de sa sœur, Nina ; car c'est l'heure où il fait la lecture à sa chère malade.

Elevée sévèrement par son père, dans la maison de commerce de la Pianitskaïa, à Moscou, Nina a épousé, dix-sept ans avant, alors qu'elle en avait vingt-deux, un hobereau du nom de Gregori Nikolaïtch Panaourov, un bellâtre effronté, coureur et dépensier, qui la ruine et la trompe, et qu'elle adore. Elle a été opérée de son cancer à l'estomac, et tout le monde craint un retour offensif de la maladie. Cependant, sa bonne mine et son humeur enjouée autorisent tous les espoirs.

Laptev, ayant refermé le roman historique qu'il lisait à sa sœur, joue un moment avec ses deux nièces, les deux fillettes de Nina, Sacha, l'aînée, une petite brune maigrelette, et Lyda, jolie blondinette de sept ans ; puis, avisant l'ombrelle de Julia, que la jeune fille, amie de Nina, a oubliée chez la malade, Laptev, heureux d'une occasion qui lui permet de revoir un peu plus tôt celle qu'il aime, prend l'ombrelle et la rapporte à sa propriétaire. Et là, avec le courage d'un timide qui prend brusquement son parti, il demande à Julia si elle veut bien devenir sa femme. Mais il est éconduit, et s'explique son échec, car il n'est ni beau,

(1) Cette nouvelle, qui compte parmi les plus caractéristiques de Tchékhov, avait commencé à paraître dans les numéros de la *Revue Bleue* en date des 25 juillet et 1er août 1914 ; la publication en fut interrompue par la guerre. Nous la reprenons aujourd'hui sur la demande de plusieurs lecteurs. Nous renvoyons nos anciens abonnés à ces deux numéros ; quant aux nouveaux abonnés qui désireront les recevoir, ils n'auront qu'à nous les demander, et nous les leurs adresserons aussitôt gratuitement.

(*N. D. L. R.*).

m'adressant, et, tout en se l'expliquant, il s'en désole.

Quant à Julia, elle demeure troublée par la soudaineté de cette demande en mariage, et par la nécessité où elle s'est crue d'éconduire son soupirant. Elle n'a personne à qui se confier, sa mère est morte depuis longtemps, son père est un égoïste avec lequel il est impossible de causer sérieusement. Elle n'a pas d'antipathie pour Alexis Laptev, mais il ne lui plaît pas, il a l'aspect d'un petit commis, et sa conversation n'est pas intéressante. Elle ne pouvait donc lui répondre autrement qu'elle n'a fait, mais elle se sent gênée comme si elle avait fait quelque chose de mal...

Quand Julia fut remontée chez elle, la jeune fille esquissa, auprès de chaque porte et de chaque fenêtre, le signe de la croix. Le vent hurlait, et il semblait qu'on marchât sur le toit. Jamais encore, elle ne s'était sentie si seule, jamais encore elle ne s'était si fort ennuyée.

Elle se demanda si elle avait bien fait de repousser un homme pour cette seule raison que son physique ne lui plaisait pas ? Certes, Laptev était un homme qu'elle n'aimait guère ; l'épouser, ce serait dire un éternel adieu à ses rêves, à sa manière d'envisager le bonheur et la vie conjugale. Mais rencontrerait-elle jamais celui dont elle rêvait ? Aimerait-elle jamais ? Elle avait déjà vingt et un ans. Il n'y avait pas tant de prétendants que cela dans la ville. Elle passa en revue tous les hommes qu'elle connaissait : fonctionnaires, professeurs, officiers. Les uns étaient déjà mariés, et leur intérieur était vide et morne, et les autres, si ternes, sans intelligence et sans moralité, n'étaient pas intéressants. Laptev, à tout prendre, était un homme de la capitale ; il avait fait des études universitaires ; il parlait le français ; il habitait Moscou, une ville où l'on trouve des gens d'une intelligence remarquable et d'un noble caractère, de l'animation, de beaux théâtres, des concerts, d'excellentes couturières, et des pâtisseries justement renommées... Certes, on lit dans les Saintes Ecritures que la femme doit aimer son mari ; dans les romans aussi on fait grand cas de l'amour ; mais n'y a-t-il pas en tout cela de l'exagération ? Est-ce que la vie de famille est impossible sans amour ? Ne dit-on pas aussi bien que l'amour passe et que l'habitude reste, que le but de la vie conjugale ne doit pas être cherché dans l'amour, ni dans le plaisir, mais dans le devoir, l'éducation des enfants, les soucis du ménage, etc. ?

La nuit venue, Julie récita avec componction les prières du soir ; puis, s'agenouillant, les yeux sur la petite flamme de la veilleuse, près de l'icône, les bras croisés sur la poitrine, elle répétait avec ferveur :

— Éclairez-moi, Sainte Vierge ! Instruisez-moi, Seigneur !

Il lui était arrivé de rencontrer des vieilles filles pauvres et insignifiantes, qui regrettaient amèrement d'avoir autrefois repoussé des prétendants. En serait-il, un jour, de même pour elle ? Devait-elle prendre le voile ou se faire sœur de charité ?

Elle se déshabilla et se coucha, après s'être signée et avoir signé l'air autour d'elle. Tout à coup dans le couloir, la sonnette, sous un coup sec, cria plaintivement.

— Ah ! mon Dieu ! fit la jeune fille, avec un tressaillement maladif de tout son corps.

Puis, elle songea à la vie de province, monotone, si pauvre en événements, et pourtant si chargée d'inquiétude !... Tout le temps à trembler, à craindre, à se brouiller, à se croire en faute. Les nerfs à la longue, se tendent tellement à ce jeu, qu'on en vient à ne plus oser sortir la tête de dessous la couverture.

Une demi-heure après, un nouveau coup de sonnette, non moins brusque, retentit. La bonne devait dormir, puisqu'elle ne se levait pas. Julia alluma une bougie et, toute frissonnante, irritée contre la bonne, se mit à s'habiller.

Lorsqu'elle sortit dans le couloir, la bonne, en bas, refermait déjà la porte derrière quelqu'un.

— J'avais cru que c'était Monsieur qui rentrait, — dit la domestique, — mais c'était seulement un malade qui l'envoyait chercher.

Julia remonta chez elle. Puis elle prit dans la commode un jeu de cartes et se dit que si, après les avoir battues, elle retournait une rouge, ce serait *oui*, c'est-à-dire qu'il faudrait agréer la demande de Laptev ; si elle retournait une noire, ce serait *non*. La retourne se trouva être un dix de pique.

Elle se rassura et s'endormit. Mais, le lendemain matin, ce n'était plus ni *oui*, ni *non* ; elle se dit simplement qu'il ne tenait qu'à elle de changer son existence. La réflexion la fatigua, elle se sentit exténuée, malade. Néanmoins, vers onze heures, elle s'habilla pour aller faire une visite à Mme Panaourov. Elle voulait voir Laptev : peut-être, maintenant, le trouverait-elle plus sympathique : peut-être s'était-elle trompée sur son compte...

Elle marchait avec difficulté contre le vent, avançant à peine : elle tenait son chapeau à deux mains et ne voyait rien à cause de la poussière.

IV

En entrant chez sa sœur, et en y trouvant, contre son attente, Mlle Bélavine, Alexis éprouva de nouveau l'humiliation d'un homme qui se sent antipathique.

Du moment qu'elle pouvait venir chez Nina et l'y rencontrer, lui, après ce qui s'était passé la veille entre eux, c'est que sans doute elle ne le remarquait point et le considérait comme une quantité négligeable. Mais, quand il eut dit bonjour à la jeune fille, et que, pâle et triste, elle l'eut regardé d'un air coupable, il comprit qu'elle souffrait aussi.

Elle ne se sentait pas très bien. Elle ne demeura chez la malade qu'une dizaine de minutes, puis elle se leva. Au moment de partir, elle dit à Laptev :

— Accompagnez-moi un moment, Alexis Fédorovitch, voulez-vous ?

Ils s'avancèrent en silence, tenant leur chapeau de peur que le vent ne l'emportât. Lui marchait derrière pour la protéger contre les bourrasques.

Dans la petite rue où ils s'étaient engagés, l'air était plus calme, et ils purent alors cheminer côte à côte.

— Excusez-moi, dit-elle, et sa voix tremblait comme si elle allait pleurer : — Excusez-moi si je n'ai pas été plus aimable hier avec vous. Mais je souffrais tellement ! Je n'ai pas dormi de la nuit.

— Moi j'ai très bien dormi, répondit-il sans la regarder. — Mais cela ne veut pas dire que je sois content. Ma vie est brisée, je suis profondément malheureux et, depuis votre refus d'hier, j'ai comme la sensation d'être empoisonné. Les paroles les plus douloureuses ont été prononcées hier : aujourd'hui, je n'éprouve plus la même timidité, je puis vous parler nettement. Je vous aime plus que ma sœur, plus que ma défunte mère... Sans ma sœur et sans ma mère, je pouvais vivre et je vivais : vivre sans vous est pour moi une chose vide de sens, je ne le puis...

Il devinait, d'instinct, selon son habitude, les intentions de la jeune fille. Et, en ce moment, il sentait qu'elle voulait reprendre la conversation de la veille : c'était pour cela qu'elle l'avait prié de l'accompagner et qu'elle le conduisait chez elle. Mais que pouvait-elle ajouter à son refus de la veille ? Quelle chose nouvelle avait-elle imaginée depuis ? Aux regards de Julia Bélavine, à son sourire, à sa façon de porter la tête et les épaules en marchant à côté de lui, bref, à toute son attitude, il voyait bien qu'elle ne l'aimait toujours pas, qu'il demeurait pour elle un étranger. Que voulait-elle donc lui dire encore ?...

Le docteur Bélavine était là.

— Soyez le bienvenu. Très heureux de vous voir, — dit-il à Laptev. — Très heureux, très heureux.

Il n'avait jamais été aussi accueillant, et Alexis en conclut que le médecin était au courant de la démarche faite auprès de sa fille. Cela lui fut désagréable.

Il était maintenant au salon, et cette pièce produisant sur lui un effet bizarre par son ameublement pauvre et commun, par ses tableaux médiocres ; malgré ses fauteuils et une énorme lampe à abat-jour, le salon ressemblait plutôt à un vaste hangar qu'à une pièce habitée, et il était visible, que seul un homme comme le docteur pouvait s'y sentir à l'aise. Il y avait à côté une autre pièce, presque deux fois plus grande, simple et garnie de chaises comme une salle de danse. On l'appelait le « grand salon ».

Assis dans « le petit salon », et causant de sa sœur avec le médecin, Laptev fut envahi par un soupçon douloureux. N'était-ce pas pour le rencontrer, pour l'amener ici, pour revenir sur le refus de la veille, que Julia était venue voir sa sœur Nina ? Ne serait-ce pas affreux ?... Mais le plus affreux était que de tels soupçons pussent entrer dans son âme.

Il se représentait le père et la fille causant ensemble de sa démarche, se consultant, discutant longuement peut-être, et, aboutissant finalement à cette conclusion, que Julia Bélavine avait agi avec légèreté en repoussant un prétendant aussi riche. Il lui semblait même entendre les propos que les parents tiennent à leurs filles dans des circonstances analogues.

— « Tu ne l'aimes pas... tu ne l'aimes pas !... Mais songe à tout le bien que tu pourrais faire en l'épousant ! »

Le docteur se leva pour aller visiter ses malades. Laptev voulut sortir avec lui, mais Julia le retint.

— Restez, je vous en prie.

Elle était épuisée, abattue ; elle se disait maintenant que repousser un homme honnête, bon, qui vous aime, le repousser pour cette seule raison qu'il ne vous plaît pas, — c'était là un caprice, une lubie, une folie, alors surtout qu'elle avait la possibilité de changer son existence triste, monotone, désœuvrée, et que sa jeunesse commençait à s'en aller : pouvait-elle espérer un sort plus brillant dans l'avenir ?

Son père était parti. Lorsque le bruit de ses pas s'éteignit, elle s'arrêta brusquement devant Laptev et lui dit d'un ton décidé, mais avec un visage horriblement pâle :

— J'ai réfléchi beaucoup depuis hier, Alexis Fédorovitch... J'accepte...

Il s'inclina et lui baisa la main : elle l'embrassa gauchement, avec des lèvres troubles, sur la tête. Il sentait que dans sa déclaration d'amour, la principale chose, son amour à elle, faisait défaut, mais qu'en revanche il y avait beaucoup de choses inutiles, superflues. Alors il eut envie de crier, de s'élancer au dehors, de partir sur-le-champ pour Moscou. Mais elle était là, elle lui semblait si belle !... La passion l'envahit soudain ; il se dit qu'il était maintenant trop tard pour raisonner ; il enlaça la jeune fille ardemment, la serra contre lui, et, lui murmurant des paroles sans suite, lui disant « tu », il la baisa sur le cou, sur les joues, sur la tête.

Elle s'écarta de lui, dans une appréhension de ses caresses : et maintenant tous les deux regrettaient déjà cette déclaration : tous les deux, troubles et confus, se demandaient :

— « Pourquoi cela s'est-il fait ? »

— Si vous saviez — lui dit-elle, en crispant ses mains — si vous saviez comme je suis malheureuse !

— Qu'avez-vous ? — lui demanda-t-il, en s'approchant d'elle et en imitant son geste. — Au nom de Dieu, ma chérie, dites-moi ce qu'il y a, mais dites-moi la vérité seule, rien que la vérité.

— N'y faites pas attention — répondit-elle, en s'efforçant de sourire. — Je vous promets d'être une femme fidèle et dévouée... Revenez ce soir...

Lorsque ensuite, assis auprès de sa sœur, à laquelle il lisait un nouveau roman historique, il se rappela tout cela, il éprouva une sensation pénible, à penser qu'à son grand et magnifique sentiment, on avait répondu d'une manière aussi mesquine : on ne l'aimait point, mais on consentait cependant à l'épouser, sans doute parce qu'il était riche ; c'est-à-dire qu'on lui préférait justement ce à quoi lui-même attachait le moins d'importance. On pouvait admettre que Julia, si pure et si croyante, n'avait pas songé une seule minute à l'argent ; pourtant elle ne l'aimait pas... donc, il y avait tout de même dans sa décision, un calcul, vague peut-être et pas tout à fait conscient, mais enfin un calcul.

La maison du docteur répugnait à Laptev par sa vulgarité. Le docteur lui-même lui faisait l'effet d'un grigou obèse et ridicule, d'un Gaspard d'opérette, pareil à celui des *Cloches de Corneville*. Le nom même de Julia lui semblait maintenant vulgaire. Il se figurait leur mariage à l'église, presque étrangers l'un à l'autre, sans qu'elle eût au cœur la moindre affection pour lui, couple de fiancés qu'une marieuse de province aurait mis en relations.

Il se disait qu'il lui restait maintenant pour seule consolation, aussi banale que ce mariage lui-même, de songer qu'il n'était ni le premier ni le dernier, à se marier ainsi, et qu'il y avait des milliers et des milliers de gens dans le même cas. Il se disait aussi que plus tard, avec le temps, quand elle connaîtrait mieux son mari, Julia l'aimerait peut-être.

— Roméo et Juliette ! — dit-il en refermant le livre ; et il rit. — Nina, je suis un Roméo. Tu peux me féliciter, j'ai demandé aujourd'hui la main de Julia Bélavine.

Nina pensa d'abord qu'il plaisantait ; puis elle vit que c'était sérieux et elle fondit en larmes. Cette nouvelle lui déplaisait.

— Je te félicite, mon ami — répondit-elle : — mais pourquoi l'as-tu fait si brusquement ?

— Je ne l'ai pas fait brusquement du tout. Cela dure depuis plusieurs mois, seulement, tu ne l'aperçois jamais de rien... J'étais devenu amoureux d'elle en la voyant pour la première fois, ici même, dans ta chambre.

— Et moi qui espérais te voir épouser une jeune fille de Moscou ! — dit la malade après un silence. Les jeunes filles de notre milieu sont plus simples... Mais le principal, c'est que tu sois heureux ; c'est là chose la plus importante. Mon Grigori ne m'aimait pas, et tu vois, car on ne saurait le cacher, tu vois comme nous vivons. Assurément toute femme pourrait t'aimer pour ta bonté, pour ton intelligence, mais Julia est d'origine noble, elle a fait ses études dans une institution de jeunes filles ; elle ne se contentera pas d'intelligence et de bonté. Julia est jeune, et toi, Aliocha, tu n'es plus jeune et tu n'es pas très beau.

Pour atténuer ces dernières paroles, elle ajouta bien vite, en lui caressant la joue :

— Tu n'es pas très beau, mais tu es si gentil !...

Elle s'agita. Une rougeur légère lui montait aux joues, elle se mit à parler avec animation, se demandant s'il ne conviendrait pas qu'elle bénît son frère devant l'icône : elle décida qu'elle ferait ainsi, puisqu'elle était son aînée et qu'elle lui tenait lieu de mère. A son cher Alexis, qui l'écoutait avec un peu de mélancolie, elle déclara que la cérémonie nuptiale serait ce qu'elle devait être, solennelle et joyeuse, pour que le monde n'eût rien à y reprendre.

Cependant Laptev avait commencé à fréquenter chez les Bélavine en qualité de fiancé, il s'y rendait, trois ou quatre fois par jour, de sorte

qu'il n'avait plus le temps de relayer Sacha auprès de sa sœur pour lui lire son roman historique.

Julia le recevait dans son appartement, loin des salons et du cabinet de son père. Ce petit appartement plaisait à Laptev : les murs en étaient de couleur foncée : dans un coin étaient les icônes, et un doux parfum se mêlait au relent de l'huile des veilleuses. La jeune fille habitait les pièces les plus retirées de la maison. Son lit et sa « coiffeuse » étaient masqués par un paravent : les vitres de sa bibliothèque étaient tendues d'étoffe verte. Le plancher était couvert de tapis qui assourdissaient le bruit de ses pas. Laptev conclut de tout cela qu'elle était d'humeur sédentaire et qu'elle aimait la vie tranquille et paisible, la vie d'intérieur.

Chez elle, Julia était encore considérée comme une mineure. Elle n'avait pas d'argent à elle, et il lui arrivait souvent, pendant ses promenades, de n'avoir pas un kopeck sur elle. Son père lui donnait par-ci par-là, pour sa toilette et pour ses livres, de petites sommes, qui au total ne faisaient pas plus de cent roubles par an. Du reste, le docteur lui-même ne devait pas avoir une grande fortune en dépit d'une clientèle considérable. Il jouait, chaque soir, au cercle, et il perdait toujours. En outre, il achetait des maisons à une société de crédit immobilier, avec transfert de créances, et il les louait. Ses locataires ne le payaient pas exactement ; il assurait, néanmoins, que ses opérations étaient fort avantageuses. Laptev vivait maintenant ainsi que dans un brouillard, comme s'il n'eût plus été lui-même, mais son double. Il faisait beaucoup de choses auxquelles il n'aurait pas songé auparavant. Ainsi, il accompagna plusieurs fois le docteur à son cercle, il soupa avec lui, et lui proposa de l'argent pour ses constructions. Il alla même voir Panaourov dans son autre ménage.

Un jour Panaourov l'avait invité à dîner chez sa maîtresse : Laptev, sans trop y réfléchir, avait accepté. Il fut accueilli par une dame d'environ trente-cinq ans, grande et mince, aux cheveux déjà grisonnants et aux sourcils noirs, qui n'avait pas l'air d'une Russe. Elle avait sur la figure des plaques blanches de poudre de riz. Elle sourit à Laptev de la façon la plus aimable et lui serra la main d'un geste saccadé qui fit tinter ses bracelets. Alexis crut deviner qu'elle souriait ainsi, pour cacher aux autres et à elle-même qu'elle était malheureuse. Il vit également deux fillettes de cinq et de trois ans, qui ressemblaient à Sacha.

A dîner, on servit une soupe au lait, du veau froid aux carottes et du chocolat. Tout cela n'avait pas très bon goût ; en revanche, il y avait sur la table des petites fourchettes en or, des flacons de sauce piquante et de poivre de Cayenne, un huilier bizarre, un poivrier en or.

Laptev se rendit bien vite compte de l'incorrection qu'il avait commise en venant dîner ici. La dame était quelque peu confuse et ne cessait de sourire en découvrant ses dents. Panaourov expliquait, scientifiquement, la nature de l'amour et quelles en étaient les causes.

— Nous avons ici affaire à l'une des manifestations de l'électricité, — disait-il en français, en s'adressant à la dame. — Dans la peau de chaque être humain, il y a des glandes microscopiques, sièges de courants électriques. Quand vous rencontrez un individu dont les courants sont parallèles aux vôtres, c'est l'amour qui éclôt..

Lorsque Laptev fut retourné chez lui, et que sa sœur lui demanda où il était allé, il se troubla et ne répondit point.

Pendant tout le temps qui précéda son mariage, il se sentit dans une situation fausse. Sa tendresse pour Julia augmentait chaque jour, sa fiancée lui apparaissait poétique et sublime : mais entre eux l'amour n'était pas réciproque, et il se disait qu'au fond, lui achetait Julia, et Julia se vendait à lui.

Parfois, en réfléchissant, il s'abandonnait au désespoir : ne valait-il pas mieux s'enfuir ?... Il passait des nuits blanches à penser au moment où, après son mariage, il se rencontrerait, à Moscou, avec son ancienne liaison, — que dans ses lettres à ses amis il appelait « cette personne ». — Il se demandait aussi avec une certaine inquiétude, quel accueil son père et son frère, gens un peu lourdauds, réserveraient à sa femme. Il craignait que son père ne dît à Julia, de prime abord, quelque parole triviale. Quant à son frère Fédor, il se passait de ce côté quelque chose d'étrange. Dans les longues lettres que Fédor adressait à Laptev, il insistait sur l'importance de la santé, l'influence des maladies sur l'état psychologique des hommes, l'essence de la religion ; mais il ne disait pas un mot de Moscou et des affaires. Ces lettres causaient quelque malaise à Laptev et il lui semblait que le caractère de son frère se gâtait.

Le mariage eut lieu au mois de septembre. Le jour même, les jeunes mariés partirent pour Moscou. Lorsque Alexis et sa femme, vêtue d'une robe noire à traîne, et qui avait déjà tout l'aspect d'une véritable dame, prirent congé de Nina, la

ace de la malade se contracta, mais aucune
rme ne tomba de ses yeux secs.

Elle dit :

— Si Dieu veut que je meure, vous recueillerez
es petites.

— Oh ! je vous le promets, — répondit Julia,
ont les lèvres et les paupières commencèrent
galement à se contracter.

— Je viendrai te voir dans un mois, — dit
aplev, ému, — mais tu guériras, ma chère
œur.

Les jeunes mariés voyagèrent dans un coupé
réservé. Tous les deux étaient gênés et tristes.
ssise dans un coin, son chapeau sur la tête,
dia faisait semblant de sommeiller. Lui, en
ce d'elle, était couché sur la banquette. Des
ensées de toutes sortes le préoccupaient. Il sou-
ait à son père, à « cette personne », à son ap-
artement de Moscou, qui ne plairait peut-être
as à Julia. Et, regardant de temps en temps sa
mme, qui ne l'aimait pas, il se disait avec tris-
sse :

« — Pourquoi cela s'est-il fait ? »

ANTON TCHÉKHOV.

(Traduit du russe
ar G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

(*A suivre.*).

JOURNAL DE L'ARRIÈRE

LE PERMISSIONNAIRE

Ce permissionnaire vient de débarquer à Paris.
arrive d'un secteur tranquille, mais tout de
ême, depuis bientôt six mois que sa section
habite » ce village en ruine il vit, il dort, il rêve
son du canon et le vacarme de Paris lui fait
ffet d'une douce musique de paix.

Des femmes passent le teint animé, les yeux
illants dans leurs fourrures; juchées sur les hauts
ons de leurs petites bottes lacées, elles trottinent
mme ces petites poupées à jambes de crins que
enfants d'autrefois faisaient danser sur une
au de tambour. Il s'arrête, se retourne et les
garde longuement comme un pauvre qui con-
mple une parure de perles à la vitrine d'un joail-
r de la rue de la Paix.

Nous passons sur le pont de la Concorde. Il est
peu plus de quatre heures ; le ciel un peu
ouillé, un peu voilé, est cependant clair et lé-
r, un ciel exclusivement parisien. Il y a des re-
ts dorés sur la noble colonnade de Gabriel où
l'ombre qui commence à descendre met de grands
trous noirs pleins de mystère. Un remorqueur qui
remonte la Seine traînant après soi une longue file
de péniches, lance vers les nuages roses un im-
mense panache de fumée noire. Le permissionnaire s'accoude au parapet du pont : il regarde longuement le pavillon de Flore, les perspectives du Louvre, la coupole de l'Institut, et plus loin dans la brume, le vaisseau de la Cité tout hérissé de tours pareilles à des mâts. Ses yeux brillent : il essuie une larme au coin de sa paupière. Je sens qu'il va devenir lyrique, mais comme étant Français, il a la pudeur de ses sentiments intimes, il dit simplement :

— C'est joli, Paris.

Puis avec un soupir il ajoute : « Tout de même ça vaut la peine de se faire casser la gueule pour que tout cela reste debout !... »

L'ATELIER

Le jour va bientôt tomber. Par la grande baie qui domine les toits et ne laisse voir que le ciel, pénètre une douce lumière violette qui laisse dans la vaste pièce des coins de mystère. Les murs sont couverts de tapisseries : tapisseries d'Extrême-Orient où l'on voit de grands personnages frénétiques agiter en des gestes violents les magnifiques étoffes de leurs costumes bariolés, tapisseries flamandes aux verdures amorties. Sur les tables, sur les bahuts, dans le savant désordre des ateliers d'artistes opulents, des bronzes, des vases de Chine, de précieux bibelots de tous les temps et de tous les pays. On dirait qu'on a dépouillé le monde et l'histoire pour créer ce petit coin de luxe délicat et sobre.

Une vingtaine de personnes sont réunies : les femmes en toilettes simples, les hommes en veston, comme il convient en temps de guerre, mais toutes les femmes sont élégantes et presque jolies, embellies du désir de plaire, tous les hommes ont ces manières aisées et discrètes que donne une vieille habitude de la sociabilité. Quelques-uns sont célèbres dans l'Art ou les Lettres ou la Politique : tous ont naturellement ce ton de Paris qui consiste à entendre à demi-mot, à juger de toutes choses avec une apparence de légèreté, et à éviter les opinions trop tranchées. Les maîtres du logis sont des voluptueux qui connaissent l'art de vivre et de se composer une société.

Il est un peu plus de quatre heures et c'est dimanche : tout autour de l'atelier monte la rumeur amortie du quartier Montparnasse, où par cette

douce journée d'hiver le peuple ouvrier se reprend à flâner comme au temps où l'on pouvait flâner sans remords.

Le permissionnaire entre un peu gauchement en jetant tout autour de lui des regards craintifs, des regards de myope qui a peur de ne pas reconnaître les gens. Il salue, serre quelques mains, reçoit d'une jeune fille une tasse de thé qu'il tient avec précaution comme s'il craignait de la casser entre ses doigts, puis il cherche timidement un coin d'ombre.

Et pourtant qu'il est heureux de se retrouver à Paris, parmi les siens, dans son milieu naturel ! Mais il y a si longtemps qu'il s'était déshabitué de tout cela pour vivre uniquement d'une vie végétative, héroïque et grossière ! Il sent qu'il a perdu le contact : il lui semble qu'il découvre un monde nouveau ou plutôt qu'il retrouve un monde très ancien, un monde oublié...

Autour de lui par petits groupes on cause. Il voudrait écouter toutes les conversations mais il n'en perçoit que des bribes :

— Claudel ! Claudel, c'est peut-être, jusqu'à présent du moins, le seul poète de la guerre, le seul qui ait su tirer de la guerre une véritable matière poétique. Et cela tient à ce que chez cet étrange chercheur de nouveauté, il y a quelque chose de rustique et de médiéval. Il découvre avec naïveté le sens profond des mots, tout leur sens, les mots pour lui ont conservé leur jeunesse et leur couleur, tandis que pour nous ce ne sont plus que des signes algébriques. C'est un paysan de l'Est de la France, il est du pays de Jeanne d'Arc et c'est peut-être pourquoi cette guerre-ci éveille en lui comme des souvenirs inconscients, ceux d'une autre guerre très lointaine où il s'agissait aussi pour les paysans de France de libérer leur sol et d'assurer leurs moissons. Mysticisme, rudesse, mièvrerie, sentiment du mystère et de la grandeur, remarquez que tous les poèmes de Claudel vous plongent immédiatement dans l'atmosphère du XIVe siècle. Dans la guerre actuelle il revit la guerre de Cent Ans. Or c'est ce caractère de guerre populaire et libératrice qui seul confère à l'odieux drame que nous sommes contraints de vivre une certaine poésie *actuellement* émouvante. Sans doute nos petits enfants, qui pourront considérer les choses avec le recul nécessaire, y découvriront-ils une autre poésie plus vaste et plus ample. Mais pour le moment, elle nous échappe. Quant au sentiment que nous nous battons pour la justice, pour le droit des peuples, pour la démocratie universelle, il n'est pas encore poétique, il n'est pas entré dans notre inconscient et ne peut fournir que des phrases oratoires...

Le permissionnaire se souvient que naguère, lui aussi, eut des opinions sur Claudel et il écoute intéressé. Mais une autre voix dans un autre groupe attire son attention.

« ...Nous réclamions le rajeunissement des cadres, nous voulions, comme il est logique que la guerre fût faite par des jeunes gens, et pour la diriger nous avons pris Clemenceau, un homme de soixante-seize ans !

— Et nous avons bien fait.

— Attendons la fin !

— Nous avons bien fait, même en théorie et sans tenir compte du génie personnel du président. Nous avons bien fait parce qu'en temps de crise il n'y a que les très jeunes et les très vieux hommes qui osent prendre des responsabilités héroïques. Les très jeunes parce qu'ils ne savent pas où le destin les mène et que généralement ils ont confiance en leur étoile ; les très vieux parce qu'ils n'ont plus rien à perdre. Les hommes d'âge moyen veulent toujours s'assurer une porte de sortie ; ils craignent de compromettre une situation acquise, ils feront toujours de leur mieux pour éviter les attitudes politiques irréparables. A soixante-seize ans tout ce qu'on fait est irréparable. Rappelez-vous la parole émouvante de Clémenceau prenant le pouvoir: « Voulez-vous de mes derniers jours? » Il ne travaille plus que pour l'histoire et risque la partie. Un ministre plus jeune eût malgré tout songé à sa réélection...

Des femmes font cercle autour d'un vieil artiste très fêté, très aimé pour son art de conter et de médire avec bienveillance : ... « Alors, ce vieux bonhomme, dit-il, aussi célèbre pour son égoïsme et sa sécheresse de cœur que pour son œuvre admirable, me déclara avec simplicité : « C'est vrai qu'elle est vulgaire et un peu sotte, c'est vrai qu'elle me rend un peu ridicule, mais c'est le seul être à qui j'ai fait un peu de bien, le seul être qui perdra peut-être quelque chose à ma mort. Voilà pourquoi je l'aime autant que je peux aimer » ! Croyez-vous qu'il est effroyable d'être désabusé à ce point ? Cet homme à qui tout a réussi est un des plus malheureux que je connaisse...

Mais d'autres causeurs parlent de la guerre :

— Et personne, dit l'un, ne voit comment tout cela peut finir.

— Comment cela finira ? Peut-être cela finira-t-il sans qu'on s'en aperçoive. Peut-être cela finira-t-il dans une immense confusion dont l'imbroglio russo-allemand nous donne un avant-goût : Ni

paix, ni guerre. Nous connaîtrons peut-être pendant un certain temps cet agréable régime intermédiaire particulièrement propre au développement de toutes les passions anti-sociales. Les gouvernements se trouvant dans l'impossibilité premièrement, d'obtenir une décision militaire, secondement, de s'entendre sur les termes d'une paix acceptable, troisièmement, de démobiliser avant d'avoir remis leurs industries en état de nourrir les millions d'hommes qui leur seront brusquement rendus, en seront réduits à chercher des formules moyennes ; on perdra un temps énorme en intrigues, en tractations louches : tous les courtiers marrons, tous les diplomates amateurs seront aux champs. Pendant ce temps-là les armées se désorganiseront peu à peu, et la guerre finira parce que personne ne sera plus capable de la continuer.

— Quel pessimisme ! Alors selon vous personne n'obtiendra l'avantage !

— Je n'ai pas dit cela. L'avantage ! Il nous appartient dès à présent. Notre groupe de puissances, surtout depuis l'entrée en jeu de l'Amérique est manifestement le moins épuisé. C'est aussi celui dont le moral est le moins atteint. Nous n'avons pas, comme les Allemands, à subir le contre-coup d'une immense déception. Enfin la France est malgré tout, le pays le plus cohérent de l'Europe, celui qui tient le mieux ensemble : c'est pourquoi il est un de ceux qui ont le plus de chances de se maintenir dans la tourmente...

Le permissionnaire écoute tout cela et il songe : Ici comme autrefois on juge de toutes choses. On parle de l'amour, de l'art et même de la guerre : on la regarde de haut. Paris est toujours le pays de l'intelligence...

Un mouvement se produit dans un coin de l'atelier. On réclame le silence : le moment est venu de faire un peu de musique. Une jeune femme très blonde se met au piano et chante d'une jolie voix cristalline une de ces mélodies modernes qui mettent dans l'atmosphère comme une poussière de sons : puis c'est un chanteur, un Russe arrivé récemment d'Amérique. Il chante des airs de son pays, sauvages et nostalgiques, et enfin, cette complainte des bateliers de la Volga dont les révolutionnaires ont, dit-on, fait leur chant de révolte. Il en rythme les strophes avec une sorte de vigueur résignée qui évoque le mouvement des rames sur le fleuve immense et il semble que le vent de la steppe, le souffle puissant et sauvage d'un monde nouveau, pénètre dans ce salon bien clos où tout est tiède, délicat et ancien...

On prend congé. Nous sortons. Le permissionnaire me prend le bras et me dit : « C'est pour cela que nous nous faisons casser la gueule. Eh bien ! tout compte fait, cela en vaut la peine... »

Au Palais de Justice

Tout finit par aboutir là, même en temps de guerre. Passions, scandales, affaires, intrigues politiques, trahisons. Une puanteur spéciale, une odeur de fièvre et de décomposition se dégage de cette salle surchauffée où Bolo, le pacha Bolo comparaît avec inconscience accusé du plus grave des crimes.

L'étrange vibrion ! Il ne semble pas se douter le moins du monde des charges qui pèsent sur lui. L'air suffisant d'un commis de nouveauté, avec des grâces de joli homme irrésistible auprès des femmes, il sourit, plastronne, avec l'aisance d'un Scapin sûr de s'en tirer au moyen de quelque tour de passe-passe. Parfois quand on l'embrouille dans ses mensonges, il prend un air contrit, un air en-dessous, d'enfant sournois ; pas un seul instant il ne paraît se rendre compte que c'est sa vie qui est en jeu. Est-ce courage, cynisme, magnanimité de beau joueur qui, ayant perdu, consent à payer ? Non pas, car manifestement cet homme manque de carrure. C'est un valet fripon, une enjôleur de femmes, ce n'est rien moins qu'un Vautrin. S'il est tranquille à son banc, s'il a encore un reste d'assurance, c'est que le tragique de la situation le dépasse. Il est très possible qu'il se croie innocent. Accepter de l'argent de l'Allemagne ! Acheter des journaux ! Eh quoi ! Ce sont des affaires. L'Allemagne aurait été volée, voilà tout. En tous cas on ne le laissera pas mourir comme ça, lui, Bolo, lui qui a donné de si bons dîners, lui qui a reçu des ministres, des magistrats, des généraux, lui qui a manié des millions. Toute cette affaire ! une peccadille ! Un simple accident du travail. « Je m'en tirerai, vous verrez que je m'en tirerai. » Voilà ce qu'il a l'air de dire aux témoins à décharge à qui il adresse des petis signes de reconnaissance et d'intelligence...

Mais quelle liquidation que cette affaire ! Il faut qu'une société en arrive à un étrange point de décomposition pour qu'un Bolo parvienne à se glisser au premier rang. Il faut, il a fallu cet étrange attrait que la crapule exerce sur une haute bourgeoisie vaguement anarchiste par veulerie et snobisme et qui ne croit plus à elle-même. Il était brillant, il était amusant, ce Bolo, un peu vulgaire. Mais bah ! On voit tant de gens, on serre tant de mains ! Est-il quelque chose qui compte à côté du plaisir de l'instant? Bolo n'était qu'un mas-

que parmi d'autres masques, dans le carnaval d'avant la guerre. Mais quelqu'un troubla la fête; la guerre est venue. Il a fallu payer la douloureuse. Bolo n'y a rien compris. « Eh quoi ! a-t-il l'air de dire, c'était donc sérieux ? »

Et voici une séance passionnante. C'est un autre personnage de l'avant-guerre, autrement important, autrement caractéristique, qui émerge de ce remous. M. Caillaux dépose.

Tout ce qui touche à cet homme suscite la passion et le président se croit obligé de rappeler à l'assistance que toutes les manifestations sont interdites. Il entre, le regard fixe, lointain, distant des gens habitués à être le point de mire d'une foule. D'un pas rapide, il gagne la barre et s'y accoude avec l'aisance d'un homme parfaitement maître de lui. Sa déposition n'apporte rien, que d'attendu. Ce sont les explications de ses rapports avec Bolo. Il a vu Bolo il a connu Bolo. Il a déjeuné avec Bolo. Qui n'a pas déjeuné avec Bolo ? Il n'y a rien là qui puisse passionner l'assistance et ce témoignage n'a rien que de banal. Et pourtant quand M. Caillaux, ayant terminé sa déposition, quitte la salle, un petit avocat, fendant la foule, se précipite au-devant de lui, la toque à la main et s'écrie : « Enfin, nous avons entendu un témoignage ! »

Mais M. Caillaux n'en est pas à mendier une approbation ou un sourire de sympathie. Il jette sur son partisan inconnu un regard indéfinissable mais où il y a certainement plus d'orgueil que de gratitude. Il passe la tête droite et s'en va vers la Santé.

L. Dumont-Wilden.

LES ANGLAIS EN SEINE-ET-MARNE

Se figure-t-on un pays où paysans et paysannes, très attachés à leur sol, n'ont jamais fait d'autre voyage que celui de Paris parce que Paris est à quinze lieues, et que c'est le centre des affaires, commerciales et autres ? Telle est la Brie.

Eh bien, dans ces villages de Seine-et-Marne, qui sont au cœur de l'Ile de France, la guerre — en 1914 — a introduit l'*étranger*.

D'abord l'Allemand, immonde, qui, au moment de la ruée sur Paris, a tout pillé, saccagé, volé, et qui a laissé comme carte de visite... ce que je ne peux pas décrire.

Puis, chassant cet hôte puant, l'Anglais — propre. L'Anglais, beau garçon, tout fier encore de sa tenue kaki, car celle-ci est neuve, et ses buffleteries sont admirables, et son porte-monnaie bien garni.

Les chefs anglais sont des « gentlemen », révélant aux paysans la haute tenue de parfaits mondains, et les soldats, joyeux de faire la guerre, qu'ils considèrent comme une battue de haut goût, sont abondants en sourires et en « gestes de haison ».

Malheureusement, on ne se comprend pas. En effet, l'armée britannique qui a improvisé tant de choses avec une si remarquable maëstria, n'a pas pu cependant faire que ses hommes, en trois semaines, apprissent le français. Et les paysans de la Brie, de leur vie, n'ont entendu un traître mot d'anglais. De là des difficultés inouïes pour converser ensemble. Car on s'aime bien, de part et d'autre, comme s'aiment d'ordinaire sauveurs et sauvés : mais le moyen de se le dire ? Et comment résoudre les problèmes créés par la vie côte à côte : ventes et achats, demandes d'installation, réquisitions nécessaires ? Troublante énigme. Les Anglais — bien différents des Allemands — ont toujours pour commencer l'argent à la main. Mais comment deviner ce qu'ils réclament, pour cet argent ? Dans certaines mairies, il y a un interprète ; mais dans les maisons particulières c'est ce qui manque le plus, et alors s'échangent des dialogues abracadabrants !

Par exemple celui-ci : Une bonne paysanne, maman de deux « poilus » qui sont au front, ne demande qu'à faire plaisir aux « gars qui viennent d'Angleterre » pour se battre eux aussi, pauvres garçons ! Sur le seuil de sa porte largement béante, elle fait comprendre par son sourire épanoui qu'elle les recevra avec tout son excellent cœur maternel. Juste ! en voici deux qui se présentent, avec un billet de logement en règle. Tout va bien. La paysanne a compris qu'ils sont désignés pour habiter chez elle, et vite ! elle ouvre sa plus belle chambre, celle qui porte sur la commode son bouquet de noce sous un globe de verre. Les Tommies s'engouffrent avec joie, constatent que le lit est plus que douillet, les draps admirables (ô l'armoire au linge d'une paysanne de la Brie, quel poème !), les serviettes de toilette aussi, et qu'il y a des fleurs fraîches sur la cheminée. Mais... Mais la table de toilette laisse à désirer. La cuvette est minuscule : le pot à eau contient juste de quoi se laver les dents : il n'y a ni seau, ni broc. Alors, l'un des Anglais cherche à faire comprendre ce qu'il désire : au moyen d'une mimique éperdue, il indique qu'il a besoin de quelque chose de rond, et de creux...

La paysanne ne comprend pas. L'Anglais redou-

de sa gesticulation, fait courir ses mains du haut du dos de son corps, pour simuler le ruissellement de l'eau lustrale... La paysanne cherche, cherche, avec une bonne volonté évidente, mais ce désir est sous elle lettre morte. Jamais elle n'a ouï dire qu'il fallut pour se laver une cascade...

Soudain, cette pensée d'une « cascade » l'éclaire comme un trait de feu. Elle a compris ! Du moins elle le croit, et preste, vive comme au jour de ses vingt ans, elle court dans la pièce à côté, fouille un peu, trouve et rapporte... un vase intime, que je vous laisse le soin de deviner.

A cette vue l'Anglais éclate d'un rire homérique. Et son compagnon en fait autant. Confuse, vexée, la paysanne fait des sourcils en circonflexe.

C'est un *tub* que l'Anglais voulait ! Mais de tub il n'en fut point trouvé, car ce candide village ignorait un engin de toilette aussi perfectionné. Quant aux deux Britanniques, ils firent sans doute de l'aventure un joyeux incident de voyage, car, le jour durant, leurs loyales figures furent hilares. Les qu'apparaissait leur hôtesse. Celle-ci, bonne grimesse, finit par rire avec eux — sans savoir de quoi.

Autre énigme ! Le costume des Ecossais. Oh ! celle-là fut aiguë... La première paysanne qui aperçut le premier Ecossais vêtu du classique petit jupon laissant les jambes nues demeura béante, et se dit à part soi :

— Oh ! le pauvre garçon ! Il est en « costume de bain » et ne se doute pas que la rivière est encore loin...

Mais, comme en ce mois de septembre 1914, il faisait une chaleur tout à fait anormale, on oublia de se scandaliser. Un étranger, n'est-ce pas ? pouvait bien se tromper sur les distances...

Cependant, ce costume militaire jugé « insuffisant » était si déroutant, que l'Ecossais eut très vite autour de lui un cercle de curieuses. Puis tout de suite d'autres Ecossais surgirent, nombreux, tous vêtus du « Kilt ».

— Non vraiment, pensèrent alors les Briardes, ce n'est pas une tenue de bain : ils sont trop ! Qu'est-ce donc ?

Cette curiosité n'eut pas le temps de s'épanouir, car on avait amené les canons, et déjà le bombardement commençait. Il s'agissait d'écraser du haut de la côte les Allemands en fuite qui pullulaient dans la vallée. Jour et nuit les bouches à feu tirèrent, allumant de terribles incendies, arrêtant toutes les horloges publiques, de sorte qu'on ne savait plus du tout l'heure :

— *La mort était au village* ! m'a dit une paysanne.

Quand enfin le tonnerre cessa, quand les femmes, réfugiées dans les caves, revinrent à la lumière, quel spectacle on vit !

D'abord les Britanniques, joyeux, résolus, tenaces, qui avaient *couru vaincre* et qui avaient vaincu. Puis les morts...

Beaucoup de morts, car les Allemands avaient riposté avec des engins « colossaux ». Et la chaleur durait toujours, et les cadavres d'hommes et de chevaux, empuantissaient l'atmosphère.

Les chevaux furent enfouis sur place. Les Allemands, emportés durant une trêve par leurs infirmiers, furent déshabillés, ficelés comme fagots plusieurs ensemble, embarqués dans des trains filant vers l'Allemagne. Mais les Anglais furent enterrés tout autour des villages par la population civile.

Il fallait faire vite. Cela n'empêcha point le respect, ni la tenue. Les cimetières étaient loin ? Mais les routes ombragées, les prairies splendides, les parcs de châteaux, les champs autour des fermes, les jardins privés, tout fut bon. Détail touchant ! pas une de ces tombes n'est placée dans un endroit vilain ; les plus émouvantes sont encore celles installées sur le grand chemin de tout le monde, parce que chaque passant les décore selon ses moyens, ou tout au moins, les salue. Les civils ôtent leur chapeau, les soldats font le salut militaire.

Telles sont les choses aujourd'hui. En 1914, au moment de la bataille de la Marne, malgré l'affolement, l'émotion rétrospective causée par le grand combat, on sentit cependant le besoin de procéder avec ordre. Chaque Britannique fut identifié, son nom, son grade, son matricule inscrits dans une mairie, répétés sur une plaque de zinc fixée au chevet de la tombe. Bien plus, On mit encore une seconde plaque, avec ce seul mot : *Anglais*. Et une vaste cocarde en fer-blanc, aux trois couleurs de France, ajouta un nouvel hommage pour cet Allié venu de loin. D'aucuns ont, en outre, sur leur sépulture, un drapeau français : mais la pluie a vite fait de détériorer l'étoffe sacrée : la cocarde vaut mieux.

Les paysannes, qui ont fait si bon ménage avec les Tommies, dont elles n'entendaient point la langue, ont adopté tous les morts et soignent assidûment leurs tombes. Il n'est pas rare de voir une jeune fille apporter son petit bouquet, le placer avec soin, juger de l'effet. Des généraux anglais sont aussi venus en inspection vérifier les sépultures de leurs hommes ; des parents ont passé la Manche pour saluer la dernière demeure de leur fils, ont pleuré de douleur d'abord, d'attendrissement ensuite, en constatant que de pieuses mains féminines les avaient remplacés en attendant qu'ils pussent venir. Sur la tombe d'un lieutenant nommé

Parker, j'ai vu, attachés à la croix, la carte de son père, un colonel, et un superbe bouquet de bruyères d'Écosse, envoyées à l'anniversaire de la mort.

Beaucoup de parents ont annoncé qu'après la guerre, ils reviendraient chercher leur mort. Et en attendant, tous ces soldats qui dorment dans la terre de France dorment « en beauté », entourés de respect et d'affection, comme il se doit, dans cette seconde patrie, qu'ils ont reprise à l'ennemi.

On les aime, ces Anglais, on les a trouvés justes, courtois, et comme s'excusant de troubler des populations qui ne les connaissaient pas. Terribles dans la bataille, ils étaient au repos doux et rieurs. Jamais découragés, pleins d'ardeur, comme si l'aventure de la guerre était, avec ses risques et périls, une admirable aventure ! Peut-être cette belle prestance, cette moquerie pinçante devant la lourdeur allemande, cette énergie foudroyante et ces figures de sang-froid sont-elles parmi les causes pour lesquelles les Germains leur ont voué une haine atroce. Trop de divergences, entre eux !

Voici ce que m'a conté une vieille amie, qui est une grande bourgeoise dans la ville de Coulommiers :

Comme sa maison est belle, luxueusement meublée, elle a eu à loger, en 1914, des officiers supérieurs. Pour commencer, des Allemands. Ils furent à peu près polis, affectant une courtoisie pédante, déclarant avec emphase « qu'ils respectaient les cheveux blancs ». Ils consentirent même à ne point souiller de leur présence la chambre du mari de mon amie, mort avant la guerre. Mais ils réquisitionnèrent impérieusement la cuisine et la cuisinière — un fin cordon bleu ! Et voici un échantillon de leur façon de manger : Jusqu'à minuit, il fallut confectionner des omelettes de *quarante* œufs, bourrées de champignons. (Ces omelettes passaient comme éclair entre huit à dix officiers.) Des tripes à la mode de Caen, relevées de confitures : des lapins, des poulets, volés un peu partout, fricassés dans la graisse. Des boîtes de conserves de tous genres (on avait pillé les épiceries) englouties pêle-mêle...

La Brie est un pays où l'on mange savamment, avec délicatesse. Mon amie et sa cuisinière furent si écœurées de ces ragoûts imprévus, perpétrés dans une cuisine habituée à une chère plus fine, qu'elles en avaient, huit jours après, des hauts-le-cœur de dégoût !

Vinrent les Anglais. Mon amie, pour sa part, eut à loger l'état-major. (On avait fait des tours de force, pour nettoyer casseroles et lèchefrites.) Les Britanniques amenaient leur cuisinier, lequel confectionna des rôtis magnifiques, des légumes proprement servis, de somptueuses tartes aux fruits. Ravie de voir sa maison remise dans ses habitudes, Mme X... envoya de son meilleur champagne à chaque repas, si bien qu'au départ le général anglais, entouré de tous ses officiers, remercia son hôtesse avec une politesse exquise et une gratitude sincère. On s'y attendait. Mais, quand même, c'était bien bon, après l'invasion des Barbares...

Méthode, tenue, précision : Voilà le mot d'ordre de nos Alliés. Dans ce même Coulommiers, alors que notre pauvre service d'ambulance était encore dans une période de tâtonnements, les Anglais avaient organisé, *avec nos fourgons*, des trains sanitaires impeccables. Ripolinés, chauffés, très éclairés, pourvus de cuisines où bouillait sans cesse l'eau pour le thé et les grogs chauds, convoyés par des chirurgiens et des docteurs, ces trains transportaient les Tommies blessés, avec tout le confort possible. Quand on demandait aux infirmiers :

— Désirez-vous quelque chose qu'on puisse vous donner ?

Ils répondaient :

— Merci, non ! Nous avons tout ce qu'il faut...

Une pause, puis :

— Cependant, si vous aviez une grappe de raisin, cela ferait sans doute plaisir à nos malades...

Et, même à minuit, le raisin se trouvait comme par enchantement, tant les dames de Coulommiers y mettaient de bonne volonté.

En Seine-et-Marne, au début, les Anglais furent un peu les martyrs de la guerre. Quand les Allemands en prenaient un, ils lui faisaient subir de véritables tortures. A Coulommiers encore, on n'oubliera jamais ceci : Un malheureux Écossais, qui avait perdu (je ne sais pour quelle raison) son régiment, fut capturé par une troupe de uhlans. Ceux-ci le juchèrent à rebours sur un âne, et le promenèrent des heures par les rues, tandis qu'ils piquaient ses jambes nues. L'homme, écorché, ruissela bientôt de sang ; cria grâce, supplia qu'on mît fin à son supplice en le fusillant. Peine perdue ! il dut mourir lentement, cruellement, sous les huées des soldats du Kaiser. Quant aux femmes de la ville, elles s'étaient toutes enfermées, pour ne plus voir cette atrocité, qui les faisait s'évanouir.

Toujours à Coulommiers, en septembre 1914, nous soupâmes un soir, Georges Renard et moi, avec des officiers et des journalistes anglais. Ceux-ci nous affirmèrent avoir trouvé dans la campagne, aux environs d'Esternay, un officier anglais *crucifié* et lardé de quatre-vingt-dix coups de baïonnette. Les journalistes avaient pris la photographie du mort, et l'avaient donnée à un Américain, qui

ait empressé de l'envoyer au président Wilson, tant la raison pour laquelle on ne pouvait nous montrer.

A table d'hôte, personne ne mangeait plus, on entait l'histoire affreuse, et quelqu'un, soulevé d'horreur, cria :

— Oh ! les bandits !

Mais un Anglais se tourna vers celui qui avait é et proféra gravement :

— N'insultez pas les bandits... *ils volent mieux !*

LOUIS-GEORGES RENARD.

THÉATRE

ÉATRE ANTOINE : *Antoine et Cléopâtre*, de Shakespeare. Traduction en 25 tableaux de M. Lucien Nepoty.

M. Gémier a eu le courage — ou il entre même etque témérité — de porter sur la scène française des chefs-d'œuvre de Shakespeare qu'il est ut-être le plus difficile d'y faire accepter. Entre utes les grandes tragédies, où le génie du poète joue si librement, *Antoine et Cléopâtre* est la us dépourvue de concentration, sinon d'unité. intérêt y est plus dispersé que partout ailleurs, et quarante tableaux qu'elle déroule déplacent quante fois le spectateur, emporté, ramené, ballotté, ne sachant plus trop, finalement, s'il est en ypte, à Rome, en Sicile, en Syrie ou à Athènes. adaptation de M. Lucien Nepoty n'est point parnue à atténuer les inconvénients de cette disperon, encore qu'elle ait réduit à vingt-cinq, par quelues suppressions et interversions, le nombre de bleaux. Il serait tout à fait oiseux d'entrer ici ns le détail de cet arrangement. Bornons-nous à re qu'il n'altère point d'une manière grave llure générale de la pièce, ni ses proportions. Je ois qu'une plus grande fidélité au texte eût été ssible autant que désirable : mais l'impression ensemble n'en serait pas beaucoup changée.

Celle-ci reste assez confuse, et les notions comunes d'histoire romaine ne suffisent pas à nous ndre claires toutes les allusions, ni familiers tous s personnages. Il y en a trente-quatre, sans parr des officiers, messagers et autres comparses. ous nous perdons un peu parmi tous les amis Antoine, amis de César et amis de Pompée. Mais la n'importe guère, tant leurs discours et leurs tes finissent toujours par nous ramener aux deux ntagonistes du drame, aux deux figures qui le ominent, même quand elles ne le conduisent pas. L'aventure d'Antoine et de Cléopâtre était bien ite pour tenter les auteurs dramatiques. C'est une merveilleuse histoire d'amour. L'histoire d'une passion qui a coûté un empire. Antoine, c'est le guerrier désarmé. La politique et la guerre, il a [illegible] sacrifié à cette passion, et le triumvir maître de l'Orient n'a plus su être que l'amant de la reine d'Égypte. Ils ont « gaspillé des royaumes dans des baisers. » Dès 1510, un Italien, Giraldi Cintho de Ferrare, auteur d'un célèbre recueil de contes, l'*Hecatommithi* (où Shakespeare a pris le sujet d'*Othello* et celui de *Mesure pour Mesure*), mettait la dernière main au théâtre. En 1552, notre Étienne Jodelle faisait jouer au Collège de Coquerel sa *Cléopâtre captive*, qui est la première tragédie régulière de notre littérature. Vingt ans plus tard, Robert Garnier donnait *Marc Antoine*, qui fut traduite, en anglais par la comtesse de Pembroke, sœur de Philip Sidney (1592). En 1594, un protégé de la comtesse, Daniel, publiait une *Cléopâtre*, dans la manière des tragédies de Sénèque ; et un certain Samuel Brandon donnait, à son tour, en 1598, *La Tragi-comédie de la vertueuse Octavie*, qui a pour thème principal la jalousie d'Octavie à l'égard de Cléopâtre.

Le 20 mai 1608, un éditeur londonien, Edward Blount, s'assurait de la Compagnie des libraires un privilège pour la publication de *Périclès* et d'« un livre appelé *Antoine et Cléopâtre* ». Ce livre, très probablement, ne parut pas, et on en peut conclure que la publication de la pièce, comme il arrivait assez souvent, fut empêchée par la troupe. La pièce parut pour la première fois dans l'édition originale des œuvres complètes, c'est-à-dire l'in-folio de 1623. Il ne semble pas que Shakespeare ait puisé à d'autres sources que la version anglaise des *Vies* de Plutarque, la célèbre traduction de Sir Thomas North, qui avait paru en 1579 chez le libraire français de Londres, Thomas Vautrollier, dont l'apprenti et successeur, Richard Field, était le compatriote et l'ami de Shakespeare et fut son premier éditeur. Shakespeare suit fidèlement, et parfois littéralement, Plutarque ; mais sa fidélité n'a jamais rien de servile. S'attachant surtout à la passion d'Antoine, il développe cet élément du drame en toute liberté et originalité. Avec cette psychologie profonde et généreuse, qui est la marque de son génie dramatique, il ne sacrifie au trait dominant du caractère de son héros, aucun des traits secondaires qui s'y subordonnent. Antoine amoureux garde ses qualités héroïques : une sincérité rude et une loyauté presque brutale, une constance inébranlable dans ses amitiés, un intrépide courage. Il garde, dans la faillite de sa destinée, les plus beaux vestiges de la grandeur romaine. Mais tout le drame, évidemment, tend vers cette faillite. L'homme de guerre ne sait plus comman-

der, parce que son âme affaiblie n'est plus maîtresse d'elle-même. Pareille à la perle de Cléopâtre, la volonté d'Antoine s'est dissoute dans la coupe des voluptés. Et c'est pourquoi au moment décisif, à Actium, le triumvir commet toutes les fautes, jusqu'à cette lâcheté suprême de fuir pour sauver Cléopâtre.

A côté d'Antoine — disons plutôt en face de lui, car leur amour n'est qu'un conflit et une lutte — Cléopâtre personnifie les sortilèges de la passion au service de la plus subtile ruse. Je ne crois pas qu'il y ait, dans tout le théâtre de Shakespeare, un personnage féminin plus nuancé et plus complexe. C'est par politique d'abord que la reine d'Egypte a voulu séduire le maître de l'Orient. Elle est venue vers lui à Tarse, sur la rivière Cydnus, dans cette galère à la poupe d'or et aux voiles de pourpre, « resplendissant comme un trône » et qui « semblait brûler sur l'eau ». Mais Cléopâtre a été prise à son propre piège, et l'amour d'Antoine est puissant sur elle, non point assez puissant toutefois pour qu'elle perde la liberté d'en jouer. Elle admire son amant et elle l'enchaîne. Il est son maître et sa proie. Ecoutons-la parler à une de ses femmes :

O Charmian! où penses-tu qu'il soit à cette heure? Est-il debout ou couché? Se promène-t-il? ou bien est-il sur son cheval? O cheval heureux de porter le poids d'Antoine! Marche avec orgueil, cheval! car sais-tu bien qui tu mènes C'est le demi-Atlas de cette terre, le bras et le casque du genre humain. Il se parle maintenant à lui-même, ou bien murmure : « Où est mon serpent du vieux Nil? » car c'est ainsi qu'il m'appelle. Allons! voilà que je vous nourris du plus délicieux poison.

N'est-ce pas le langage de l'amour, de la passion ? Mais elle est reine, et la politique, pour elle, se mêle à l'amour, — à cet amour qui unit la beauté déclinante de la femme à la maturité déjà très avancée de l'homme. Cléopâtre a trente-neuf ans, Antoine cinquante-trois. Elle dit de lui :

Il était si généreux,
Qu'il n'y avait en lui rien de l'hiver; c'était un [Automne
Qui se développait en mûrissant.

Amour d'automne, — amour d'Orient, — amour d'une souveraine qui ménage son empire, et d'un soldat, à qui elle fait perdre le sien : toutes ces nuances, toutes ces complications sont merveilleusement rendues par le génie de Shakespeare. *Roméo et Juliette* n'est qu'une historiette tragique auprès de ce grandiose sujet. Jamais drame ne s'est développé avec une telle ampleur de cadre et de signification.

C'est bien là, je suppose, ce qui a tenté M. Gémier, et il a voulu donner au drame shakespearien une réalisation scénique dont la magnificence égalât celle du génie de Shakespeare. Il faut lui rendre cette justice, qu'il a fait ce qu'il voulait faire et pleinement réussi. Sur une scène aux proportions modestes, il déroule un spectacle éblouissant, où l'harmonie des décors et des costumes, l'artistique nouveauté de l'arrangement, égalent ou surpassent ce que nous avons vu de mieux au théâtre. Ce spectacle mérite et obtiendra probablement le plus grand succès. Mais j'ai pleine confiance que M. Gémier, après cette expérience sensationnelle, ne s'en tiendra pas là et voudra mettre les ressources infinies de son initiative et de sa virtuosité au service de Shakespeare au lieu de mettre Shakespeare au service de cette initiative et de cette virtuosité. Je suis sûr, pour l'avoir entendu parler de son art, et de l'art de Shakespeare, qu'il est le créateur désigné en France d'un théâtre shakespearien. Il cherche, il trouvera. Il a déjà trouvé bien des choses, qui l'approchaient de la perfection. La suppression de la rampe, inaugurée dans *Shylock*, et maintenue ici, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne, est un fait acquis. Désormais, la communication est établie, le contact est assuré, entre la scène et la salle. Les acteurs se mêlent à nous. Ils vont et viennent au milieu de nous. Leurs entrées et leurs sorties nous associent au mouvement matériel du drame ; des cortèges qui passent dans nos rangs y portent avec eux les frémissements des émotions dont nous ne restons plus les simples spectateurs. Cette fusion avec les acteurs, qu'imposaient, au temps du drame élizabéthain, soit la promiscuité des cours d'auberge où il se jouait souvent, soit la transformation improvisée d'une salle en théâtre, soit enfin la présence de sièges sur la scène et, d'une manière générale, les conditions assez frustes et primitives d'un théâtre encore étranger au raffinement mondain, qui nous a fait séparer, non seulement la salle de la scène, mais encore les spectateurs entre eux. — M. Gémier l'a réalisée de nouveau, dans les conditions nouvelles, et c'est un précieux retour à l'atmosphère shakespearienne.

Le même avantage, avec plus d'importance encore, était obtenu, dans certains tableaux de *Shylock*, comme il l'est aujourd'hui dans quelques-uns d'*Antoine et Cléopâtre*, par une simplification et une stylisation du décor, qui permettront seules de donner au drame shakespearien le cadre dont s'accommode son perpétuel changement de lieux. C'est ce qu'avait compris aussi M. Jacques Copeau, quand il nous donna *Le Soir des Rois* à son petit théâtre du Vieux-Colombier. Ces deux réformes ouvrent la voie par où le théâtre de Shak-

espeare peut passer tout entier, car il devient aussi aisé à jouer et garde en même temps ce qui est son essence même, ce qu'il importe par dessus tout de sauvegarder quand on le porte à la scène, je veux dire sa vérité et sa poésie.

Car voici bien le point capital, où il est indispensable de s'accorder si l'on veut vraiment nous faire connaître et goûter Shakespeare : par la force même des circonstances où il a été conçu et réalisé, son art se suffit à lui-même, son texte enferme toutes ses richesses et, non seulement il ne demande pas, mais encore il ne tolère point autour de lui de richesses étrangères. Il étincelle et rayonne de toutes les beautés : mais il leur faut un peu d'ombre : il nous faut le recueillement et le silence intérieur. Ne nous accablez pas d'un éclat factice : ne nous étourdissez pas de rumeurs : n'allumez pas vos apothéoses d'opéra. Laissez le magicien évoquer ses visions et faire lever en même temps nos pensées et nos rêves...

Agir autrement, c'est nous rendre Shakespeare inintelligible ; c'est faire évaporer l'essence de son génie. Déjà André Antoine nous avait donné, à l'Odéon, de fastueux spectacles, pour lesquels il s'était mis en frais avec le *Jules César* ou le *Roméo et Juliette*, comme il l'eût fait avec une *Théodora* ou une *Cléopâtre* de Victorien Sardou. Il n'y a rien de méprisable dans l'habileté consommée de ce dramaturge. L'absurdité serait de méconnaître ses mérites et de ne pas voir qu'il choisissait ses sujets et qu'il écrivait ses drames pour permettre une reconstitution de costumes et de « milieux » et qu'il préparait — et excellait d'ailleurs à diriger — la collaboration du décorateur, du costumier et du machiniste. Il écrivait un scénario qui se développait par le décor comme un livret d'opéra se complète et s'achève par la musique. Son art s'adressait à l'imagination par les yeux, comme l'art du compositeur éveille le sentiment par les sons. Supprimez la mise en scène dans *Théodora* ou dans la *Tosca*, vous supprimez la pièce, parce que la mise en scène n'y était pas surajoutée par le caprice d'un directeur fastueux, mais qu'elle en fait partie intégrante, qu'elle a été conçue par le dramaturge, pensée avec la pièce et que la pièce a été réalisée sous cette forme dans sa pensée avant d'être réalisée sous cette forme sur la scène.

C'est exactement le contraire qui s'est produit pour le théâtre de Shakespeare, et voilà pourquoi il faut procéder avec lui d'une façon exactement inverse. La mise en scène doit se réduire aux indications essentielles et ne situer qu'à peine l'action. Elle doit laisser le champ libre au texte et n'interposer que le minimum d'images matérielles entre ses évocations et notre esprit. Il faut que nous lui restions livres tout entiers. Il nous apprend tout ce que nous avons besoin de connaître et nous montre tout ce que nous avons besoin de voir. Sans vouloir en revenir à l'écriteau du temps d'Elisabeth, nous devons souhaiter que la mise en scène garde quelque chose de sa réserve et de sa discrétion, qu'elle soit là seulement pour guider notre imagination et qu'elle reste dans une humble dépendance de cet art souverain.

A ce point de vue, il eût été difficile de trouver un embellissement plus dangereux que la fête au palais de Cléopâtre. C'est en soi une merveille, que nous admirerions sans réserve si Shakespeare avait travaillé pour l'Opéra. Je ne dis pas que, vivant aujourd'hui, il eût dédaigné cette forme d'art. Mais il écrivait au temps d'Elisabeth et de Jacques Ier, et son génie a pris une tout autre voie. Songez que le tableau n'est même pas indiqué chez Shakespeare. A la fin de l'acte III, dans son texte, Antoine dit seulement :

> Allons! Ayons une autre nuit de têtes: appelez-moi tous mes capitaines attristés, remplissez vos coupes; une fois encore, moquons-nous de la cloche de minuit.

A quoi la reine répond :

> C'est le jour anniversaire de ma naissance; j'avais pensé à le passer tristement, mais puisque mon seigneur est redevenu Antoine, je serai Cléopâtre.

Là-dessus, M. Gémier intercale tout un tableau où triomphe sa maîtrise, mais où s'anéantit la vérité shakespearienne.

Je crois devoir signaler le péril, sans rien méconnaître des mérites de cette réalisation en soi fort belle. Tout ce que j'en pourrais dire de plus procèderait du même principe : la fidélité à Shakespeare n'y tient qu'une place secondaire. Mme Andrée Mégard est une Cléopâtre blonde, rose et rieuse, bien différente de celle qui se disait elle-même « noire des amoureuses meurtrissures de Phœbus ». Son charme est grand, sans doute, mais n'a rien de celui qui ensorcelait Antoine. M. Gémier, lui, est superbe de grandeur, de naturel et de variété dans le personnage du triumvir. Et la question de principe mise à part, il ne reste plus qu'à louer ce bel effort d'art et son résultat magnifique.

FIRMIN ROZ.

LA VIE ARTISTIQUE ET MUSICALE

La vraie musique française et son ancien répertoire, aux Samedis mensuels du Trianon-Lyrique : *Rose et Colas*, de Monsigny, *l'Epreuve villageoise* et *Richard Cœur de Lion*, les deux chefs-d'œuvre de Grétry.

« Les Français n'ont point de musique et n'en peuvent avoir : ou si jamais ils en ont une, ce sera tant pis pour eux ! » Et pourquoi donc ? Parce que la langue française est celle des « philosophes et des sages », mais point du tout celle des poètes et des dieux... Cet arrêt sans appel, qui vous semble encore plus injurieux pour la musique que pour la France, était rendu jadis par l'agressif et candide musicien du *Devin de village* à l'audition révélatrice de *la Serva padrona* de l'Italien Pergolèse : et n'est-ce pas ce jour-là que le Français Monsigny sentit s'éveiller en lui sa villageoise et modeste muse comme le jeune Grétry ressentira la même angoisse délicieuse en écoutant *Rose et Colas* ? O Jean-Jacques ! ô philosophie ! voilà bien de vos coups ! La fameuse *Lettre sur la musique française* a si peu décapité le monstre charmant qu'il renaissait le jour même où Rousseau décrétait sa mort...

Il y a donc une musique française : et si je parle au présent de ce passé lointain, c'est qu'il vient de renaître en pleine guerre. On ne saurait trop encourager l'exceptionnelle activité de ce vaillant petit Trianon-Lyrique qui nous réconcilie à propos avec le véritable répertoire du « genre éminemment national », trop longtemps étouffé par les invasions frivoles ou colossales de la vocalise italienne et de la symphonie germanique : enfin revoici donc, sur une affiche parisienne, *Rose et Colas*, comédie en un acte, en prose, mêlée d'ariettes, paroles de Sedaine, représentée aux Italiens en 1764, et qui serait le chef-d'œuvre du bon Monsigny si *le Déserteur* n'existait pas : puis *l'Epreuve villageoise* du 24 juin 1784, et *Richard Cœur de Lion*, du 25 octobre 1785, les deux perles authentiques de l'écrin trop abondant du fin Grétry, né à Liège quatre-vingt-un ans avant César Franck.

Sous la véhémente et ferme direction du jeune chef d'orchestre Frigara, la triple résurrection s'est affirmée très vivante : et si le spectacle des deux naïves paysanneries a paru quelque peu languissant, c'est faute de nous avoir été présenté, sans doute, à son rang chronologique, qui le plaçait avant *Maison à vendre*, avant *Jocande*, avant *Les Voitures versées*. N'oublions pas non plus l'abus du *parlé*, l'insistance d'une prose qui, pour être de Sedaine, n'apparaît point constamment touchante. Mais dans l'idylle de *Rose et Colas*, où la tendre rêverie du petit couple amoureux domine si naturellement la malice rustique des deux pères et le caquetage de la vieille Boby, nous retrouvons, charmés, cette « simplicité de cœur », qui nous émeut d'autant plus mystérieusement que nous l'avons égarée naguère, à travers l'épaisse forêt du sublime et du transcendant... Le plus français des Allemands et le plus parisien des Français, Henri Heine, définissait d'avance un pareil regret, dans *Lutèce*, où la muse de Monsigny lui dictait cet aveu : « Voilà de la vraie musique française ! La grâce la plus sereine, ingénue, une fraîcheur semblable au parfum des bois, un naturel vrai, vérité et nature, et même de la poésie. Oui, cette dernière n'est pas absente : mais c'est une poésie sans le frisson de l'infini, sans charme mystérieux, sans amertume, sans ironie, sans *morbidezza*, je dirais presque une poésie jouissant d'une bonne santé ».

Sans ironie peut-être, sans causticité byronienne et romantique assurément, mais non sans finesse, — Monsigny personnifie la sensibilité qui n'exclut point l'instinct gaulois de la comédie ; Grétry montre une force comique qui ne bannit jamais la grâce attendrie. Tous deux incarnent ce que M. René de Récy appelait ici même « la gent trotte-menu du XVIIIe siècle » ; toutes deux si frêles, en effet, entre ces deux majestés : la Science et l'Inspiration, entre Rameau, le misanthrope méthodique que Voltaire appelait en connaisseur « Euclide-Orphée », et le grand Gluck, ce classique bouillonnant comme la Pythie sur le trépied delphique, mais qui « préféra les Muses aux Sirènes ».

On a surnommé le champêtre Monsigny le La Fontaine de la musique française : et dans ce XVIIIe siècle, où nous restaurons trop volontiers le bosquet des Grâces et la gloriette de l'Amour, l'instinctif Monsigny ne vous fait-il pas songer au bonhomme Chardin, qui définissait modestement la peinture « une île dont il avait seulement côtoyé les bords », ajoutant, dans un éclair de son âme honnête : « On se sert des couleurs, mais on peint avec le sentiment » : — tandis que l'ambitieux Grétry, beaucoup plus subtil sous un air de bonhomie bourgeoise, rappellerait ce Greuze que son ami, le salonnier Diderot, portait aux nues chaque fois qu'il exposait « de la morale en peinture » ! Grétry se félicitait lui-même de faire, comme nous dirions maintenant, de la psychologie en musique et d'enfermer, comme Greuze, un grand « tableau parlant » dans un petit cadre.

Grétry ne cesse d'afficher des prétentions de

Molière musical, et cela, non seulement dans ses curieux *Essais*, où sa prescience entrevoit la salle obscure, l'orchestre invisible et ces rappels d'un thème obsédant qu'il a réalisés dans *Richard* et dans la *Fausse Magie*, — mais dans sa musique même, où nous devinons encore des intentions, des ambitions, des velléités surtout, beaucoup de sous-entendus ou de *dessous* psychologiques, qui se traduisent naïvement dans l'imprévu d'un rythme ou d'un timbre, dans un grondement des basses ou le soupir d'une fraîche flûte.

Précédée d'une petite ouverture exquise en sa candeur symphonique, *l'Épreuve villageoise* est une de ces paysanneries mises à la mode par une reine fermière : on y respire encore « la douceur de vivre »... avant le déluge ! Et quel charme en ce paradis perdu, mais quelle vérité malicieuse ou quelle gaieté, parfois teintée pour nous de mélancolie dans les airs, les *duetti*, les ensembles tels que la fughette, si drôle, qui termine le premier acte, le trio, si coquettement magistral, du second, et l'entraînante fête finale qui fait penser moins à Greuze, cette fois, qu'à Watteau : secrète *correspondance* qui suffirait à justifier l'amour d'un Mozart pour les partitions d'un Grétry !

Mais quel ton solennel soudain, dans l'air du vieux marquis épris de la belle Denise : « *Adieu, Marton, adieu Lisette !* » Celui que le patois des folies filles appelle « M. La France » n'apparaît point du tout le contemporain du chevalier de Faublas, du Valmont des *Liaisons dangereuses*, ni même du comte Almaviva, qui séduira la pure inspiration de Mozart : ce Don Juan de village évoque plutôt Berquin, « l'ami des enfants », qui jouent sur le perron d'un jardin bleuâtre, arrangé par Moreau l'Aîné : nous sommes en 1784, l'année des *Études de la Nature*, où Diderot meurt, où naît Millevoye : et l'adieu prend un caractère, une allure qui fait pressentir le mode héroïque de l'an suivant.

Car le ton s'élève encore avec *Richard Cœur de Lion*, qui n'est pas seulement le chef-d'œuvre de Grétry, mais un *chef-d'œuvre*, objet d'une rare unanimité dans la critique. On n'aimera jamais assez cette partition si brève, si concise, dont les trois actes remplissent un peu moins d'une heure et demie, mais si vivante, si simple, et puisant dans sa simplicité même une autorité conquérante, une conviction communicative, un accent qui reste émouvant parce qu'il est toujours expressif : le 19 mai 1856, en dépit des remplissages cuivrés d'Adolphe Adam, que le directeur du Trianon-Lyrique a le bon goût de remplacer par l'instrumentation primitive, Berlioz sentait la jeunesse immortelle d'une œuvre sincère « qui ne contient pas un morceau manqué », mais qui le touchait surtout parce qu'elle ne commet pas une faute « contre l'expression » : et cette vitalité de la franchise, nous la sentons encore, depuis le début si singulièrement dolent et mineur comme la mélodie populaire et la musique russe jusqu'au large final triomphal avec son bel andante en trio, qui ramène le thème conducteur : *Une pierre brûlante*..., entendu neuf fois au moins dans ces trois actes.

*
* *

Après une incroyable disparition de vingt et un ans, *Richard Cœur de Lion* revient en 1918 pour nous transmettre une émotion neuve, à la fois patriotique et musicale et que j'allais appeler printanière : en dépit du *rebec* de Blondel, et malgré les sourdines d'un prélude où le chœur si nerveusement grouillant des geôliers de la « tour obscure », il se peut que la musique soit moins archaïque et moyenâgeuse que ne l'imaginait la satisfaction de l'auteur, et ce *Richard* ne passera jamais pour l'aîné du Bossu d'Arras : mais nous trouvons en lui le double souvenir de notre jeunesse et d'un long passé français, de notre vieille histoire nationale et de nos enfances ; cet écho des vieux âges, c'est nous qui l'ajoutons, sans doute, mais si la qualité de la semence musicale n'était pas admirable, jamais un tel sentiment ne pourrait germer dans notre âme émue. Enfin, le style instinctivement *gluckiste* du grand air de Blondel : « *O Richard, ô mon roi, l'univers t'abandonne* », n'exhale-t-il pas une grandeur antique, contemporaine, en 1785, de l'entrée des Horaces de David au Salon du Louvre ? Il est vrai qu'aujourd'hui M. d'Aurlec le chante un peu trop de la même façon que la cavatine amoureuse de *Joconde* :

> Et l'on revient toujours
> A ses *premiers* amours...

La ligne n'en demeure pas moins sublime : et si le philosophe Jean-Jacques avait pu vivre assez longtemps pour l'entendre, aurait-il continué de sacrifier la probité de la musique française à la douceur de la langue italienne » ?

RAYMOND BOUYER.

CHRONIQUE DES LIVRES

LES SOLITUDES, par *Edouard Estaunié* (Perrin).— M. Edouard Estaunié occupe dans le roman français une place très originale et très distinguée. Il a publié des œuvres fortes, pénétrantes, d'une implacable et émouvante observation. Son nouveau livre, *Les Solitudes*, contient trois nouvelles, écrites pour montrer les ravages et les horreurs de la solitude morale. Ce dernier ouvrage comptera parmi les plus émus et les plus impressionnants de M. Edouard Estaunié. Sa manière s'est encore simplifiée en unité et en profondeur. Ces récits sont de vrais romans complets, des drames de conscience, de psychologie et de vie.

LA MORALE POLITIQUE DU GRAND FREDERIC, d'après le Commandant *Weil* (Plon). — Le Commandant Weil a choisi dans la correspondance de Frédéric II, les plus intéressantes lettres, celles qui montrent la duplicité, la ruse, le cynisme qui ont inspiré sa conduite pendant plus de quarante ans. Ce roi hypocrite, ce voleur de peuples, ce digne ancêtre des Bismark et des Guillaume, a formulé le premier la doctrine de la violence et des chiffons de papier. M. Weil fait suivre ces lettres de notes et de commentaires qui sont d'excellentes explications historiques. Ce livre de tragique actualité explique l'âme et la politique des Allemands d'aujourd'hui.

STEENSTRAETE, par *Charles Le Goffic* (Plon). — L'auteur de Dixmude continue la dramatique histoire des fusilliers marins. Il les montre cette fois tenant tête aux Allemands après l'abandon de Dixmude. Ils établissent leur nouveau front; puis c'est la vie de tranchées dans la boue, les héroïques offensives, l'assaut de la grande redoute, les miracles d'endurance et de valeur de ces troupes épuisées et décimées, ces épisodes d'une patriotique épopée revivent magnifiquement sous la plume d'un historien qui est en même temps un peintre ému et pittoresque.

LA BARBARIE ALLEMANDE, par *Paul Gaultier* (Plon). — M. Paul Gaultier, avec beaucoup de sens psychologique et une ample provision de faits documentaires, raconte les atrocités commises par les nouveaux Barbares et explique les origines et les causes de cette nouvelle Barbarie. Ce livre est un belle étude historique et sociale, une haute et irréfutable démonstration que l'on devrait répandre partout chez les neutres. De pareilles œuvres doivent être mises entre toutes les mains.

LA FORET TRAGIQUE, par *Albert Garenne* (Plon). — Intéressant roman, tout imprégné d'exotisme, qui évoque avec un puissant relief le pays et la vie malgaches. Les détails de cette lutte terrible et pittoresque, les descriptions, l'ensemble, le paysage, rien ne ressemble à la fiction; tout paraît avoir été vécu ou vu sur place.

ANTOINE ALBALAT.

AUGUSTE RODIN, l'Homme et l'œuvre, par *Camille Mauclair* (La Renaissance du Livre). — Toutes choses inégales d'ailleurs, Auguste Rodin partage avec Richard Wagner le périlleux privilège d'être l'artiste contemporain sur lequel on a le plus écrit depuis trente ans, mais avec quelle débauche de littérature et de faux lyrisme! Avec sa compréhension coutumière et ses dons d'expression subtile, un de ses admirateurs, M. Camille Mauclair, a voulu réagir contre cette névrose de la critique, en associant plus simplement la biographie de l'illustre pétrisseur de glaise à l'exposé de sa méthode de travail et de ses idées personnelles, qui pourront surprendre, car ce maître-ouvrier croyait moins à l'originalité de l'inspiration qu'à l'observation de la Nature adorée par les anciens.

L'ART ENSEIGNE PAR LES MAITRES: LA COULEUR. Choix de textes précédés d'une Etude, par *Henri Guerlin* (Laurens). — Par ce temps de liberté, voire d'anarchie esthétique, la Couleur l'emporte sur « la probité de l'art » et triomphe aujourd'hui sans aucun souvenir des luttes passées: « N'est-ce pas un peu le destin de Théodora impératrice de Byzance? La baladine, la gitane est devenue souveraine... Elle a même des prétentions à la science... Nul n'ose plus discuter ses audaces ». On ne saurait dire plus finement que l'auteur de la longue *étude* qui précède et commente une anthologie très neuve et fort bien faite, où les maîtres peintres ou critiques de tous les temps, depuis Aristote jusqu'à Chevreul et depuis Vitruve jusqu'à Delacroix, nous racontent eux-mêmes l'évolution de la Couleur, histoire passionnante entre toutes, puisqu'elle est, au fond, celle des mœurs et des sensations de la mystérieuse humanité.

RAYMOND BOUYER.

ERRATA

Dans l'article de M. André CHEVRILLON, sur la *psychologie de l'Angleterre* (n° 4), page 103, 2e colonne; *in fine*, lire:

« Elle commande tout en Angleterre; elle fait l'attachement aux formes établies, le respect de la religion alors même que la foi au dogme semble aller baissant; elle fait l'autorité morale et quasi religieuse du souverain », etc...

Dans l'article de M. Henry JAUDON, sur *Emile Ollivier* (n° 3), il faut lire:

Page 80, colonne 1, ligne 26: ...il *n'est* pas au lieu de ne « serait »; — colonne 2, ligne 10: ...*aujourd'hui* au lieu de « non »; — ligne 12 ...*adoucissent* au lieu de « adoucirent ».

Page 81, col. 2... Il en est un cependant qui *survit* c'est le baron Séguier.

Page 82... *Sorèze* au lieu de « Lozère »; — *Sa* clairvoyance au lieu de « la »; — y *présidant* au lieu de « présidait ».

Page 83... le *secret* des lettres au lieu du « sceau » des lettres.

Page 84... Empire *autoritaire* au lieu de Empire « arbitraire ».

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CHARLES MOUREU, publie: *Chimie et Industrie*. — *La Société de Chimie industrielle*; **Jules Brisac** et **Léon Bernard** : *Les Etablissements tuberculeux d'après guerre*; des *Notes et Actualités*; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR EUGENE YUNG

DIRECTEUR PAUL FLAT

S'adresser à l'Administrateur pour tout ce qui ne concerne pas la Rédaction.

N° 6 — 56e ANNÉE — 16-23 MARS 1918

LA RIVE GAUCHE DU JOURDAIN
et
L'ASSAINISSEMENT DE LA MER MORTE
D'APRÈS LA PROPHÉTIE D'EZECHIEL (1)

Dans une précédente lecture, nous avons opposé *le Chanaan historique et le Chanaan légal* (2). Le premier correspond au territoire occupé jadis par le royaume d'Israël : le second répond à des vues théoriques et comporte, à l'égard du premier, des additions et des suppressions.

En effet, tandis que le Chanaan historique est à cheval sur le Jourdain, dont il détient les deux rives depuis ses sources jusqu'à la pointe méridionale de la mer Morte, qu'il exclut la Phénicie au Nord-Ouest et la Philistie au Sud-Ouest et n'atteint le rivage maritime que sur une étendue assez limitée, le Chanaan légal ou théorique s'étend de l'embouchure du Torrent d'Egypte (Ouadi-el-Arish) à un point de la côte phénicienne situé à la latitude de Hamath ou Epiphanie sur l'Oronte, bordant ainsi à l'Ouest la mer Méditerranée sur tout son développement ; mais, en revanche, il se limite strictement, à l'Est, au cours du Jourdain et à la mer Morte. Il comprend, de la sorte, en dehors et en sus du Chanaan historique, la Philistie, toute la Phénicie et une grande partie de la haute Syrie ; mais il exclut et sacrifie le territoire transjordanique du Galaad, autrement dit la rive gauche du Jourdain. La revendication des oasis de la région septentrionale de la péninsule sinaïtique, Kadès et autres, ne pourra pas passer pour une compensation à cette cruelle et, semble-t-il, inexplicable amputation.

On passe généralement un peu à la légère sur cette contradiction des deux Chanaan, se bornant à alléguer que le second contient une sorte de programme et qu'il faut souvent en rabattre des ambitions théoriques quand on passe à la pratique. Cette explication nous a semblé insuffisante, en présence des retranchements systématiquement maintenus par les textes les plus catégoriques. Ainsi les *Nombres* (chap. XXXIV, versets 1 à 12) bornent les possessions légitimes d'Israël, à l'Est, par les lacs et le cours du Jourdain et par la mer Morte. L'aire ici délimitée est précisément celle des régions assignées par la divinité aux Chananéens dans la table généalogique du X chapitre de la *Genèse*.

J'avais déjà noté sur quel ton dédaigneux plusieurs écrivains bibliques parlent des Hébreux domiciliés sur la rive gauche. L'un d'eux n'hésite pas à traiter le territoire du Galaad d'*impur*, d'*étranger à l'héritage de Yahvé*. Quand les gens de Ruben et de Gad ont repris possession, après avoir participé aux travaux de la conquête du Chanaan proprement dit, du territoire que leur avait assigné Moïse, ils sont l'objet des propos les plus désobligeants : « Si le pays qui est votre lot est

(1) Mémoire lu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 15 février 1918.

(2) Lecture faite à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, le 10 août 1917 ; à paru dans la *Revue politique et littéraire* (*Revue Bleue*), n° du 29 septembre-6 octobre 1917.

impur, passez dans le pays qui est la propriété de Yahvé et où est fixée sa résidence » (*Josué*, XXII, 19). C'est cette opération paradoxale du transfert des transjordanites sur la rive droite du Jourdain que la prophétie d'Ezéchiel n'a pas hésité à accomplir.

I. — Le Programme d'Ezéchiel.

« Voici, dit le Seigneur Yahvé, les limites d'après lesquelles vous partagerez le pays entre les douze tribus d'Israël..., ce pays que, la main levée, j'ai juré de donner à vos pères : ce pays qui vous est dévolu en toute propriété » (*Ezéchiel* XLVII, 13 et suiv.). Les frontières en seront, au Nord : de la mer Méditerranée, à la latitude de Hamath, jusqu'à un point terminal, non identifié ; à l'Est : une ligne rejoignant les sources du Jourdain (1), le cours même de ce fleuve « entre Galaad et le pays d'Israël » et la mer Morte ; au Sud : de Thamar, près de la pointe méridionale de la mer Morte, jusqu'à l'embouchure du Torrent d'Egypte avec annexion des oasis de Kadès ; à l'Ouest : « la grande mer (mer Méditerranée) jusqu'à la hauteur de Hamath ». Il s'agit, en somme, d'un parallélogramme irrégulier assez allongé, d'une longueur, du Nord au Sud, de 450 kilomètres et d'une largeur d'Ouest en Est d'environ 80 kilomètres en moyenne. Ce territoire, dont le point terminus Nord est Hamath, dont le point terminus Sud est Kadès, sera distribué entre les douze tribus d'Israël par bandes égales, à frontières rectilignes, courant d'Ouest en Est, qui nous font penser aux lotissements territoriaux des Etats-Unis d'Amérique du centre et de l'Ouest : soit douze bandes parallèles, de chacune desquelles nous pouvons évaluer la largeur à 30 kilomètres et la longueur à 80 environ. Pour obtenir cette largeur, nous avons supposé que le lot de chaque tribu était égal à ceux qui sont assignés spécialement soit aux prêtres, soit aux lévites.

A quoi il faut ajouter un territoire, réservé au Temple, au clergé et à la ville de Jérusalem, offrant un carré parfait de 75 kilomètres de côté.

Nous atteignons ainsi, du Nord au Sud, un développement total se rapportant assez exactement aux indications générales de la prophétie.

Voici maintenant la distribution géographique des douze tribus :

A l'extrême Nord, région de Hamath, la tribu de *Dan*. L'écrivain s'est conformé à l'histoire en lui laissant sa place au Nord du peuple d'Israël, mais il l'a reportée de 150 kilomètres vers le septentrion et lui a imposé le moule invariable de sa déformation tendancieuse.

La seconde bande est attribuée à *Aser*, la troisième à *Nephtali*.

Nous nous attendrions à trouver ici Zabulon et Issachar ; mais l'écrivain a jugé convenable de faire place à *Manassé*, lequel est suivi immédiatement par le glorieux compagnon de sa fortune, *Ephraïm*.

La place semblait indiquée pour Benjamin. L'écrivain l'a écarté pour attribuer son sixième lot à *Ruben*, transporté, de la sorte, de la rive gauche sur la rive droite. Qui a valu à la vieille tribu transjordanique la faveur de remplacer ici Benjamin ? C'est sans doute en souvenir de son droit de primogéniture (I *Chroniques* v, 1).

Ce sera sans doute, pour le septième lot, la place de Benjamin : pas davantage. L'écrivain en a conféré l'honneur à *Juda*, dont la bande aura le privilège de coïncider avec le territoire réservé au Temple, aux prêtres, aux lévites et à la ville de Jérusalem.

Ces sept territoires de tribus ou bandes quasi-rectangulaires ayant été assignés à la région située au Nord du Temple et de Jérusalem, il en reste cinq, qui s'étageront dans la région méridionale.

En premier lieu, la tribu de *Benjamin*, qui devient — ou reste — limitrophe de Jérusalem : puis celle de *Siméon*, généralement associé à Juda : puis, pêle-mêle et sans raison qu'on puisse discerner, les trois restants : *Issachar* et *Zabulon*, assez brutalement transportés du Nord au Sud, enfin *Gad*, le voisin de Ruben sur la rive gauche.

Tandis que Dan confirme à Hamath et n'est pas éloigné de la grande boucle de l'Euphrate, Gad se trouve hériter du lot désertique, que la réalité avait attribué à Siméon.

Maintenant, je demande qu'on ne s'attarde pas à pleurer la lamentable aventure, par laquelle les diverses tribus sont arrachées si brusquement à leur habitat traditionnel et se réveillent, après le sommeil de la captivité, en des lieux inconnus et avec des voisinages imprévus.

En effet, il est probable que, dans la pensée de l'écrivain, tous les lots sont semblables et interchangeables, accédant tous par leur droite au Jourdain et par leur gauche à la mer ; qu'aucun n'est plus montagneux ou moins accidenté que son voisin, qu'ils offrent tous les mêmes conditions de culture. Nous fournirons tout à l'heure quelques indications à cet égard.

(1) Cette ligne, selon toutes les probabilités, doit suivre le cours de l'Oronte, puis la chaîne de l'Anti-Liban jusqu'au mont Hermon.

II. — Le Temple, les Prêtres ; Jérusalem.

Entre les deux groupes des cinq bandes attribuées aux tribus méridionales et des sept bandes attribuées aux tribus septentrionales, se trouve le territoire, sacré ou réservé, formant un carré parfait de *cinq cinq mille perches* ou cannes en longueur (de Méditerranée à Jourdain) et de *cinq cinq mille perches* en largeur (du Sud au Nord), soit environ 75 kilomètres dans les deux sens, en évaluant la canne à six coudées de cinquante centimètres environ, ce qui fait trois mètres. Cette distance, qui est donnée par le texte de la prophétie d'*Ezéchiel*, répond, d'une façon suffisamment exacte à la réalité.

Ce carré est, lui-même, divisé en trois bandes, toujours parallèles : lot des prêtres, au centre duquel s'érige le Temple ; lot des lévites : territoire réservé à Jérusalem et à sa banlieue. La bande des prêtres comporte une largeur de 10.000 perches (30 kilomètres) ; celle des lévites en obtient autant; mais la bande de Jérusalem avec sa banlieue est restreinte à 5.000 perches (15 kilomètres). Selon l'interprétation qui nous semble préférable, la bande des prêtres est limitrophe de la tribu de Juda par sa lisière septentrionale : puis vient le territoire des lévites et, en troisième lieu, la zone assignée à Jérusalem, dont la frontière méridionale est contiguë à la tribu de Benjamin (*Ezéchiel*, XLVIII, 8-22).

Le Temple s'érige au point central du domaine assigné aux prêtres ; il se compose de divers bâtiments, groupés autour du Temple proprement dit en une enceinte fermée de 500 coudées sur 500 (environ 250 mètres sur 250), avec trois porches s'ouvrant au milieu des murs Est, Nord et Sud. Toute cette portion de la prophétie d'Ezéchiel a été excellemment reconstituée par MM. G. Perrot et Ch. Chipiez.

L'enceinte du Temple est elle-même noyée, pourrait-on dire, à l'intérieur d'une énorme esplanade de 500 perches sur 500, soit d'un carré de 1.500 mètres de côté, entouré d'une muraille. Ce carré gigantesque est muni d'un couloir de dégagement, sorte de tour d'échelle, d'une largeur de 50 coudées ou 25 mètres environ. Tant les précautions sont prises pour séparer le sacré du profane !

Aucun détail n'est donné sur les logements des prêtres, — en dehors, bien entendu, des services immédiats du Temple, — et sur la manière dont ils utilisent le lot qui leur a été si libéralement, trop libéralement, attribué. A eux seuls, en dehors des bâtiments du Temple, ils ont, en effet, la jouissance d'un territoire aussi étendu que celui dont disposent Ephraïm ou Juda (1).

Les lévites occupent, pour leur part, une grosse bande de 75 kilomètres sur 30, sans qu'on nous donne aucun détail particulier à cet égard.

Nous sommes mieux renseignés en ce qui touche la « ville sainte », la ville de David et de Salomon, Jérusalem. La largeur de la bande est restreinte, en ce point, à 5.000 perches ou cannes, c'est-à-dire 15 kilomètres, la longueur (d'Ouest en Est) restant constante.

La ville en occupe la partie centrale, offrant un carré parfait de 4.500 perches ou cannes de côté, avec une bande d'isolement de la largeur de 250 cannes : total 5.500 cannes ou 15 kilomètres, ce qui est la largeur de la bande elle-même (2). Les deux sections ou banlieues sises à l'Ouest et à l'Est seront cultivées pour l'entretien des habitants.

Par une disposition singulière, le prince ou roi ne réside pas à Jérusalem : il recevra en apanage deux bandes parallèles, aboutissant, semble-t-il, aux tribus limitrophes de la « portion consacrée », Juda au Nord, Benjamin au Sud, et découpées aux flancs Ouest et Est du grand carré privilégié, sur mer et sur Jourdain.

Tout cela est fort bizarre, parfaitement chimérique et irréalisable. Voici, par exemple, les conditions d'accès de la capitale. Sur le côté Nord (de 13 kilomètres 500) trois portes seulement, dénommées portes de Juda, de Ruben et de Lévi ; à l'Est, trois également portant les noms de Joseph, de Benjamin et de Dan ; au Midi, trois, celles de Siméon, d'Issachar et de Zabulon ; à l'Est, trois, celles de Gad, d'Aser et de Nephtali. Au total douze portes pour une enceinte de 54 kilomètres. Le nom même de Jérusalem sera modifié en celui de *Yahvé shammâh* ; « c'est là que réside Yahvé » (*Ezéchiel*, XXVIII, 30-35).

Cette dernière indication nous montre jusqu'à quel point la construction territoriale du prophète est fluide et fuyante. De belles divisions sur le papier, des territoires admirablement alignés, mais aucune communication pratique. Par quelle voie se rend-on de Jérusalem au Temple ? Nous l'ignorons. A vol d'oiseau, si nous interposons entre les deux la bande affectée aux lévites, il en est éloigné de *quarante cinq* kilomètres, de *quinze* encore si on déplace la bande en question. Le nom de *la ville où réside Yahvé*, semble donc peu en situation. Et le prince ? Comment se met-il en contact

(1) Les prêtres étaient en très petit nombre, par rapport aux lévites.

(2) Il faut doubler le chiffre de la bande d'isolement puisqu'elle occupe les quatre côtés de la ville.

avec la population de Jérusalem, avec les diverses tribus et notamment avec le Temple, qui ne semble guère accessible au public que par le flanc oriental du territoire réservé aux prêtres.

MM. Perrot et Chipiez ont cru pouvoir négliger certaines des précisions d'*Ezéchiel*, tout en maintenant celles qui se rapportent au Temple proprement dit. En ce cas, le carré central (250 mètres sur 250) trouve à se loger dans l'enceinte du Haram-esh-Sherif, dont les deux grands côtés offrent respectivement 490 et 474 mètres et les deux petits 321 et 283 et répondent, à ce qu'il paraît, à la grande œuvre de soutènement, heureusement menée à bien par Hérode. Mais le grand carré d'isolement de 1.500 mètres sur 1.500 déborderait à la fois la ville à l'Ouest, au Nord et au Sud, et la vallée du Cédron à l'Est. Aussi bien, Ezéchiel a-t-il exclu Jérusalem du territoire réservé aux prêtres et au sanctuaire et en a-t-il fait l'objet de dispositions spéciales, que nous avons rappelées sommairement.

En somme, la fameuse vision d'Ezéchiel n'a qu'une valeur purement schématique, malgré qu'il ait fait œuvre d'architecte habile en ce qui touche le Temple lui-même. Pour la juger sainement, il faut la comparer au curieux tableau que nous présente le livre des *Nombres* (chap. II et III) du campement d'Israël au désert. Là, sur un territoire immense, réglé au cordeau, admirable champ de Mars des temps anciens, se groupent savamment et dans un ordre impeccable tous les éléments du peuple d'Israël : 1° le Tabernacle avec ses diverses enceintes ; 2° les quatre corps qui montent la garde autour du sanctuaire et le desservent : Aaronides à l'Est, Mérarites au Nord, Guersonites à l'Ouest, Kéhatites au Sud. A bonne distance, campent les douze tribus sur quatre fronts de bandière formant un carré parfait : à l'Est, le groupement des tribus d'Issachar, de Zabulon et de Juda, ce dernier à la place d'honneur, c'est-à-dire au centre ; au Nord, Nephtali, Dan et Aser ; à l'Ouest, Benjamin, Ephraïm et Manassé ; au Sud, Gad, Ruben et Siméon. Quelle que soit la nature du terrain, montagnes abruptes, défilés, ravins ou larges espaces, où le vent chasse violemment les sables assemblés en dunes mobiles et changeantes, la logique implacable de l'écrivain des *Nombres* exige la stricte application des exigences protocolaires.

III. L'Assainissement de la mer Morte.

« Quand l'ange m'eut ramené à la porte du Temple, rapporte Ezéchiel, je vis une source jaillir sous le seuil du Temple du côté de l'Orient ; l'eau prenait son cours au midi de l'autel » (*Ezéchiel*, XLVII, 1-12). De l'eau qui jaillit du seuil du Temple ! O merveille, ô grâce inappréciable ! Là où l'on n'arrivait à se procurer l'indispensable liquide que par un portage pénible ou au moyen de canalisations compliquées, Yahvé fait sortir du rocher, et pour toujours, l'eau dont il avait jadis abreuvé les Israélites au désert par la main de Moïse.

A mille coudées de distance de son origine, la source est devenue un ruisseau ; cinq cents mètres au-delà, l'eau monte aux genoux du prophète ; un peu plus loin, c'est à ses reins ; un peu plus loin encore, « c'était une rivière que je ne pouvais traverser, car l'eau était profonde ; c'était une eau où l'on pouvait nager, un torrent que l'on ne pouvait passer. »

Des arbres, en très grand nombre, ne tardent pas à garnir les deux rives du fleuve merveilleux. La rivière, courant toujours à l'Est, atteint la plaine et se déverse dans le lit de la mer Morte, dont les eaux seront assainies. « Toutes les espèces d'êtres animés qui se meuvent, vivront partout où aura coulé cette rivière. Il y aura là des poissons en très grand nombre ; car, partout où cette eau aura pénétré, tout redeviendra sain et vivant. » Les pêcheurs s'y rendront et y jetteront leurs filets. Il y aura des poissons de toute espèce, pareils aux poissons de la grande mer (de la mer Méditerranée). Sur le cours de la rivière, sur ses bords, de part et d'autre, croîtront toutes sortes d'arbres fruitiers, dont le feuillage ne se flétrira pas, dont les fruits ne s'épuiseront pas et qui auront la faculté merveilleuse de produire leurs fruits, non pas annuellement, mais mensuellement, parce que leurs eaux sortiront du sanctuaire. Et, tandis que le fruit de ces arbres servira de nourriture, leurs feuilles serviront de médicament.

Un détail piquant et propre à faire voir que l'écrivain ne perd jamais complètement de vue les réalités, c'est sa déclaration formelle, que les eaux merveilleuses respecteront les marais salants, d'où Israël extrait le condiment indispensable à la nourriture de l'homme.

Cette préoccupation, ce souci de doter la Palestine d'un régime d'eaux abondantes, se retrouvent en plusieurs passages des écrits prophétiques. Joël (IV, 18) prévoit, à la suite de la redoutable épreuve du grand jugement, la période de transformation subite et miraculeuse de la terre de Chanaan, autrement dit la réalisation des espérances messianiques, et il note ce point essentiel que « tous les ruisseaux de Juda possèderont (en tout temps) des eaux courantes » ; il déclare aussi, d'accord avec Ezéchiel, qu' « une source sortira du temple de Yahvé pour abreuver la vallée de Siittim », ou des Acacias, un des ravins du bas Jourdain.

Quand, après une effroyable crise, Yahvé inaugurera l'ère messianique, l'écrivain de *Zacharie* (chap. XIV, 8 suiv.), reprenant à son tour le thème de la source jaillissant du sanctuaire, s'exprime ainsi : « En ce jour-là, des eaux vives jailliront de Jérusalem : et, tandis que la moitié s'en ira à la mer orientale (mer Morte), l'autre moitié se jettera dans la mer occidentale (mer Méditerranée). » On commence, par ces derniers mots à se rendre compte des ambitions prophétiques, qui ne vont à rien moins qu'à une transformation des conditions matérielles du pays.

Non seulement, les lots seront égaux et semblables pour toutes les tribus par leurs dimensions ; mais leurs dispositions physiques (régime des cours d'eau, orographie et hydrographie), devront être essentiellement les mêmes.

Les écrivains que l'on rattache aux écoles sacerdotales, sont férus, comme l'étaient souvent nos conventionnels, d'une passion d'égalité et de nivellement, qui nous empêche de goûter pleinement certaines imaginations, en quelque manière subordonnées à l'emploi de la règle et du compas. On connaît, par exemple, le passage fameux concernant la collecte de la manne : « Les uns en prenaient plus et les autres moins : mais, après qu'on eût mesuré au boisseau la récolte de chaque famille (chacun avant droit à une mesure), il se trouvait (par une dispensation merveilleuse) que celui qui en avait trop pris n'en avait pas trop et que celui qui en avait pris insuffisamment n'en manquait pas ; chacun avait sa part conformément à ses besoins ». (*Exode*, XVI, 17-18). Mais, un jour, les autorités civiles, fort émues, vinrent rejoindre Moïse et lui dirent qu'il se passait un phénomène étrange. Après qu'on eût mesuré la récolte du matin, il s'était trouvé que la quantité, ramassée selon le procédé habituel, était double de la consommation quotidienne, deux mesures par tête. Pourquoi cela ? C'est, leur répondit Moïse, que nous sommes à la veille du sabbat, où vous ne devez point récolter la manne, mais consommer la moitié de la cueillette précédente, et pour cela il a fallu qu'elle fût double. (*Exode*, XVI, 22 suiv.).

En ce qui touche l'assainissement de la mer Morte, un ingénieur a repris récemment le projet d'Ezéchiel, sous une forme différente, il est vrai. Il s'agissait d'un canal, utilisant la vallée du Kison et prenant naissance dans la baie de Khaïfa : un seuil, de peu d'élévation, sépare, en effet, les eaux courant à la mer de celles qui se déversent dans le Jourdain. En amenant les eaux de la mer dans le bassin du fleuve, on en relèverait le niveau à celui de la Méditerranée. Je ne souhaite en aucune façon, je le déclare, le succès d'une pareille entreprise qui, en raison de la dépression du lac de Tibériade et de la vallée inférieure du Jourdain ainsi que de la mer Morte, modifierait cruellement et sans profit sensible les conditions anciennes.

IV. — La Palestine transformée en pays de plaine

Ezéchiel, ou l'écrivain très ingénieux dont l'œuvre (chap. XL à XLVIII) a été ajoutée aux prophéties du contemporain de la chute de Jérusalem et des premiers temps de la captivité, — car je ne puis me figurer cette composition froidement menée à bien dans un temps d'angoisse pareil à celui que nous traversons nous-mêmes. — Ezéchiel, dis-je, ou deutéro-Ezéchiel, n'a pas poussé jusqu'au bout les diverses propositions contenues dans son programme.

Sans quoi, j'estime qu'il aurait repris et élargi encore l'affirmation, si curieuse, de l'auteur du chap. XIV de *Zacharie*, à laquelle nous avons déjà fait un emprunt, concernant la double et continue irrigation, en temps de la saison sèche comme au temps de la saison des pluies, de la région méridionale de la Palestine par un double cours d'eau, dévalant à la fois sur les pentes occidentale et orientale de la colline du Temple.

Il restait, en effet, à appliquer cette remarque à l'ensemble du régime hydrographique de la région et à en faciliter la réalisation par la substitution d'une plaine à la montagne, souvent rude, du pays judéen

Aux temps messianiques, dit Zacharie (XIV, 10) « tout le pays (de Judée), depuis Guéba jusqu'à Rimmôn au sud de Jérusalem, sera transformé en plaine ; mais Jérusalem elle-même restera inébranlable dans sa haute situation, d'où elle dominera le pays. » Guéba et Rimmôn, ce sont les désignations du point Nord de la Judée dans son contact avec la Samarie et du point Sud de la Judée dans son contact avec le désert méridional. M. Reuss a ainsi commenté ce passage :

« Quand le moment sera venu de fonder le nouvel ordre de choses, la terre elle-même, la patrie du peuple purifié, prendra une nouvelle forme. Aujourd'hui montagneuse, pauvre en fait de sources, en partie aride et difficile à cultiver, elle sera une vaste plaine, au milieu de laquelle s'élèvera la ville sainte de Jéhova : des eaux vives en sortiront pour arroser le pays, sans que les chaleurs de l'été fassent tarir les ruisseaux, comme c'est le cas actuellement. Guéba est une localité du Nord du royaume de Juda : Rimmôn marque sans doute l'extrémité opposée. Jérusalem, pour être élevée, n'a pas besoin de changer de place : car, dès à

présent, elle est bâtie sur des hauteurs : c'est le reste du pays qui s'affaisse autour d'elle. »

Nous commençons à embrasser l'ensemble de la pensée d'Ezéchiel qui, au premier moment, nous paraissait si étrange, peut-être si choquante. Cet extraordinaire découpage en parallélogrammes interchangeables, ce transfert des tribus transjordaniques dans le Chanaan légal, donné en toute propriété par la divinité protectrice aux ancêtres d'Israël, c'est une affirmation dogmatique sous la forme d'un schéma géographique. Toutes les tribus — lisez : tous les Israélites — jouiront de conditions égales de sécurité et de vie large dans les limites du Chanaan restauré, sous la protection immédiate de la divinité tutélaire.

Pour mieux situer encore le tableau que le prophète nous a tracé de l'Israël transformé, voyons ce qu'un de ses successeurs en a fait ; ce successeur, c'est l'écrivain de l'*Apocalypse* du Nouveau Testament, vivant dans les dernières années du premier siècle de notre ère.

V. — Ezéchiel et l'Apocalypse. Conclusions.

L'auteur chrétien, s'appliquant à présenter dans le cadre de la nouvelle croyance ce qu'on a appelé spirituellement le « scenario » de l'inauguration du royaume messianique, est favorisé par une vision de la « ville sainte, de Jérusalem, descendant du ciel d'auprès de Dieu » (*Apocalypse*, XXI, 10-XXII, 5. Celle-ci comporte, comme la Jérusalem d'Ezéchiel, une enceinte percée de douze portes, auxquelles sont attribués les noms des douze tribus. La ville forme également un carré, sa longueur égalant sa largeur. Elle mesure *douze mille stades* de côté, soit plus de deux mille kilomètres, chiffre dont l'exagération nous paraîtrait déplacée si nous ne faisions pas réflexion que Jérusalem est ici substituée au pays de Chanaan tout entier. Les murailles de la ville comportent douze assises en pierres précieuses. Les douze portes sont constituées chacune par une perle unique ; la voie principale qui, selon la coutume romaine, traverse la ville de part en part, est munie d'un dallage en or fin.

Qu'est-ce que l'auteur de l'*Apocalypse* a fait du Temple, qu'Ezéchiel, comme on sait, avait isolé de la ville? C'est ici que l'écrivain, par un trait de génie, par un coup d'aile d'une hardiesse sublime, s'inspirant de l'admirable déclaration du 4e *Evangile* : « Dieu est esprit et il faut que ceux qui l'adorent, l'adorent en esprit et en vérité » (*Saint-Jean*, IV, 4), substitue au Temple la présence constante et immédiate de Dieu. « Dans la ville (de Jérusalem), je ne vis point, dit-il, de sanctuaire ; car c'est le Seigneur Dieu, le Tout-Puissant, qui lui tient lieu de sanctuaire, ainsi que l'agneau (le Christ immolé). La ville n'a donc besoin ni du soleil, ni de la lune, pour l'éclairer ; car c'est la gloire de Dieu qui l'illumine et c'est l'agneau qui lui sert de flambeau. »

L'auteur de l'*Apocalypse* n'a cependant point voulu sacrifier la source merveilleuse sortant du Temple d'Ezéchiel ; c'est du trône même de Dieu et de l'agneau qu'il la fait jaillir. Sur les bords de la rivière merveilleuse à laquelle elle donne naissance, croît, non une double ligne d'arbres, mais le merveilleux et unique « arbre de vie de la *Genèse* (II, 9 et III, 22), des fruits duquel le premier couple humain s'est privé par sa désobéissance. L'arbre de vie, qui porte douze récoltes, une par mois et dont les feuilles servent à la guérison des nations », ne rappellera plus la malédiction antique ; il sera le symbole de la réconciliation, d'une existence glorieuse et sans limites de l'Israël *selon l'esprit*.

Quelles que soient les différences du goût ancien et du goût moderne, il nous est impossible de ne pas subir le charme de ces tableaux d'avenir. Quel spectacle émouvant, d'ailleurs ! Un peuple arraché au sol natal et jeté aux chemins de l'exil : une nation broyée, triturée, foulée aux pieds comme celles que nous avons sous les yeux, comme la Serbie, comme la Belgique, comme la France du Nord.

Par dessus les cris des blessés et les gémissements des mourants, la voix du prophète a retenti : espoir et confiance ! Israël sera rétabli sur le sol concédé par Dieu à ses ancêtres, de Hamath à Kadès, du Jourdain à la mer Méditerranée.

Vous savez que, à la suite de la libération de Jérusalem et de la Palestine par l'effort des armées de l'Entente, ce cri retentit de nouveau : A Jérusalem, à Sion ! Des centaines de mille de Juifs aspirent à reprendre contact avec le sol natal, qu'ils se préparent à fertiliser et à coloniser avec le fer de la bêche et avec le sol de la charrue. Les gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France, des Etats-Unis et de l'Italie, ont déclaré à haute voix leur résolution d'aider de toutes leurs forces à l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif.

Mais l'Israël de la dispersion n'est pas seul à gémir dans la tourmente. La plus grande partie des nations répandues sur le globe terrestre, aspirent à la paix durable, fondée sur le droit et sur la justice, à l'institution définitive de cette « Société des nations », dont le président Wilson, digne successeur des Washington et des Lincoln, esquisse le

plan avec la sérénité d'un juriste et la flamme discrète d'un fils des puritains, nourri des textes bibliques. Ce à quoi n'a pu réussir le tsar autocrate de toutes les Russies, promouvoir une paix internationale tout en maintenant les institutions du despotisme et de l'intolérance, la grande démocratie américaine l'entreprend dans des conditions toutes nouvelles et nos cœurs, comme nos regards, sont attachés à cet effort libérateur.

Vous m'excuserez, en sortant d'un contact prolongé avec les textes prophétiques, de n'avoir pas su résister au désir de rapprocher leurs ambitions d'avenir de celles mêmes que nous nourrissons pour notre patrie et pour l'humanité.

MAURICE VERNES,
Président de l'École pratique des Hautes-Études religieuses à la Sorbonne.

L'ESPAGNE APRÈS LES ÉLECTIONS

Les élections à la Chambre espagnole ont eu lieu le 24 février. On en attendait un prodige : une rénovation totale de structure et de vie pour la Péninsule. Cette consultation n'a pas produit le miracle espéré. La crise continue et continuera. Jusqu'à quand ?

J'ai déjà dépeint antérieurement, et à une époque où le malaise général était aussi accusé qu'aujourd'hui, la situation de l'Espagne. Si j'y reviens — en termes brefs, c'est pour montrer pourquoi le désir de régénération était intense, et pourquoi la désillusion a été profonde.

Un certain nombre de pays, dans le monde, ont gardé leur contexture ancienne sous une façade trompeuse. Ils ont affecté de renverser l'absolutisme, l'aristocratie, toutes les influences surannées, et d'ériger un système de représentation nationale et de contrôle parlementaire, sinon de démocratie pure. Les Espagnols, comme tant d'autres, ont accompli cette évolution ou cette révolution, mais en fait les masses populaires n'ont pas acquis plus d'autorité chez eux, qu'il y a quatre vingt-dix ans. Ils sont gouvernés par une oligarchie centrale qui s'étaie sur des oligarchies locales. Le « caciquisme » à tous les degrés prévaut là-bas. Les partis manquent de contact avec la foule, et les élections apparaissent simplement comme un rouage dans une machine dressée avec un art qui fut ingénieux. Quelques centaines ou quelques milliers d'hommes, disposant de la richesse, des honneurs, des postes grands et petits, forment un parti ; cet agrégat a des ramifications dans toutes les provinces où un garde-champêtre, un employé de l'octroi, un gardien de prison ne peut être nommé sans la recommandation d'un ou de plusieurs notabilités. Jusqu'à une date proche, deux organisations se trouvaient en présence : la libérale et la conservatrice, qui se succédaient au pouvoir presque méthodiquement en vertu du rotativisme, et qui d'ailleurs, en dépit de leur concurrence, étaient loin de mettre dans leurs luttes une âpreté réelle. Le beau temps de cette politique fut celui où Canovas remplaçait Sagasta en attendant que Sagasta remplaçât Canovas. Depuis lors, les vieux partis se sont divisés en deux, trois, quatre tronçons : de nouveaux partis ont surgi ou repris corps, républicains, socialistes, réformistes, régionalistes. La crise politique procède de ce changement. Elle s'explique surtout par l'oppression que les vieux partis persistent à exercer en usant de leurs moyens d'action traditionnels, et qui paralyse la progression normale des nouveaux partis. Le peuple espagnol ne trouve dans les Cortès que sa caricature. La représentation nationale ne représente à proprement parler que des coteries. Il est vrai que ce n'est point là un trait absolument spécial à la Péninsule.

*
* *

La guerre a partout avivé les antagonismes internes, les mécontentements, les griefs. Ici comme ailleurs. L'Espagne, de même que tant d'autres neutres, a souffert de la perturbation mondiale. Elle a connu les chômages d'usines, la disette des matières premières, la pénurie des subsistances, le renchérissement de toutes choses, les accaparements, les spéculations, — l'enrichissement rapide et scandaleux des uns coïncidant avec la ruine ou l'appauvrissement des autres. La classe ouvrière, qui a toujours été, chez elle, plus mal payée qu'en France, en Angleterre, ou même en Italie, a subi avec colère les misères du temps. Dans les centres industriels, en Biscaye, en Catalogne, les oppositions sociales ont pris un relief singulier. On a rendu les gouvernements successifs responsables de la détresse accrue, parce qu'on leur reprochait de tolérer les exactions, les abus des monopoleurs, d'organiser imparfaitement la répartition des denrées et de livrer l'agriculture à son indolence et à sa passivité naturelles.

Ce n'était point tout. L'Espagne éprouve une crise morale qu'il n'est pas aisé de définir, mais qui se rattache visiblement à son attitude dans le conflit universel. Elle n'a cessé de se demander, depuis trois ans et demi, quel rôle elle devait assu-

mer, quelle conduite lui imposaient sa notion du droit et ses intérêts positifs. Entre le courant démocratique qui inclinait vers l'Entente, et le courant conservateur qui volontiers favorisait le germanisme, elle n'a pas opté, elle craignait de sacrifier, dans une guerre, ce qui lui restait de vitalité, et de perdre, dans une neutralité indéfiniment prolongée, ses dernières raisons de prestige. L'expectative a été sa règle, mais en même temps l'effacement lui pesait. Chaque fois que les sous-marins torpillaient un de ses navires, elle frémissait sous l'injure, mais elle eût su mauvais gré au cabinet qui eût pris l'initiative d'une tension suivie de rupture... Dans l'ensemble, elle aspirait à se régénérer, à se doter d'un autre régime politique, à modifier les conditions de son équilibre social, à stimuler son activité agricole, industrielle, commerciale, à développer sa richesse, à prendre en Europe une place élargie. Mais comment s'accomplirait cette résurrection, car le terme n'était pas trop fort ?

Au cours de l'année 1917, se produisirent une série de manifestations d'importances diverses. La plus grave, à tous points de vue, fut celle des juntes militaires, qui constituait une intrusion violente de l'armée dans la vie civile. Chacun sait que l'Espagne a un contingent d'officiers et surtout d'officiers supérieurs, disproportionné à l'effectif réel de ses forces combattantes, et que son histoire contemporaine est faite en partie de pronunciamentos. Les juntes, qui apparurent en juin, et qui rassemblèrent près de 9.000 adhérents, du grade de général à celui de sous-lieutenant, présentaient à la fois des revendications professionnelles (augmentations de solde) et des desiderata politiques plus ou moins confus. Aux syndicats d'officiers succédèrent en décembre les syndicats de sous-officiers, et l'on entrevit le moment où les simples soldats se fédéreraient à leur tour et formeraient un Etat dans l'Etat. L'ingérence de l'armée dans le domaine, qui est réservé à la nation tout entière, est partout l'indice d'une crise profonde. Pendant des semaines et des semaines, le gouvernement qui négociait avec les Juntes et n'osait sévir contre elles, se demanda s'il ne serait pas renversé par un dictateur.

A cette agitation prétorienne avait répondu une agitation ouvrière. Celle-ci atteignit, en août, à son maximum d'intensité. La grève générale fut déclarée par un comité, qui réclamait la dissolution des Cortès, de nouvelles élections et de sérieux remaniements de la législation. Durant plusieurs jours, le mouvement fut si violent, que le régime sembla menacé et que la crainte d'une révolution s'exerça dans les milieux officiels. La répression fut impitoyable. Les quatre signataires du manifeste : Caballero, Anguiano, Besteiro et Saborit, furent condamnés à la détention perpétuelle. Les mitrailleuses fonctionnèrent à Madrid. Le cas du député républicain Domingo, dont les juntes d'officiers demandaient la tête, et qu'on parvint avec peine à soustraire aux conseils de guerre — (il n'en relevait point)— passionna longtemps toute l'Espagne: la haute armée et les syndicats ouvriers, qui rêvaient également de changer les institutions en vigueur, mais qui nourrissaient des conceptions antagonistes, s'étaient trouvés soudain aux prises. Sévèrement frappée par le pouvoir, l'agitation prolétarienne persista pendant l'automne et l'hiver, une campagne soutenue se poursuivant pour l'amnistie des membres du comité de grève, — le renchérissement ininterrompu de la vie provoquant des émeutes locales dont plusieurs à Malaga, Alicante, etc., furent sanglantes.

Les Cortès souffraient du rôle effacé auquel le gouvernement les condamnait. Elles sentaient que l'Espagne cherchait sa voie, et que leur prorogation indéfinie dans une phase si critique équivalait presque, pour elles, à un arrêt de mort. Plus la foule grondait, et plus elles étaient tentées de revendiquer leurs prérogatives, afin de ne point être anéanties d'un trait de plume. Un certain nombre de leurs membres prirent l'initiative d'une convocation officieuse à Barcelone, au moment même où se produisait la première intervention des juntes d'officiers. La réunion eut lieu et des décisions d'ordre général furent adoptées, malgré l'interdiction formelle lancée par le président du Conseil, qui était alors M. Dato. En octobre, une nouvelle assemblée siégea à Madrid, mais les délibérations n'eurent pas le retentissement qu'on escomptait, et seuls les régionalistes, les républicains, les radicaux et les réformistes y participèrent. Ce qui en ressortit surtout, c'est que les institutions oligarchiques, qui s'étaient perpétuées jusque là, étaient condamnées par de larges fractions du Parlement.

La quatrième tentative, qui fut entreprise durant l'année écoulée, fut celle des régionalistes : mouvement confus dans ses détails, sinon dans son principe, dont l'âme fut Cambo, — qui tendait, en réveillant les vieux particularismes Basque et Catalan, à substituer une sorte de fédéralisme à la centralisation et qui pour l'ensemble parut plutôt antidémocratique : il était favorisé surtout par la haute bourgeoisie de Barcelone et de la région industrielle avoisinante, qui se plaignait des lisières posées par le pouvoir à son effort économique.

Tous les partis, toutes les classes revendiquaient, plus ou moins sincèrement, cette rénovation, dont

les circonstances avaient démontré la nécessité. Au milieu de cette agitation matérielle et morale, quatre cabinets avaient fonctionné en 1917 : Romanones s'était retiré, en avril, Garcia Prieto en mai, Dato en octobre et Garcia Prieto était finalement revenu, après des échecs de Maura et de Sanchez Toca ; il s'installait avec un ministère de concentration (la combinaison était exceptionnelle à Madrid) où figuraient des libéraux de différentes fractions, La Cierva qui avait été le collègue de Maura, et des régionalistes. La révolution menaçant toujours, du moins on le disait, les forces dynastiques s'étaient temporairement rapprochées les unes des autres. Le salut, la régénération dans l'ordre devaient sortir des élections.

*
* *

Dès le mois d'octobre, on parlait d'un appel au pays. Le décret de dissolution des Cortes, — en fait les assemblées ne siégeaient plus depuis dix mois, — parut le 3 janvier 1918. Il fixait au 17 février le scrutin pour les députés, au 3 mars, le scrutin pour le Sénat, au 11 mars, la convocation des nouveaux élus. Le 10 janvier fut promulgué un second décret qui retardait le tout de huit jours.

Les partis en présence étaient nombreux. À l'extrême-droite, les Jaimistes ou Carlistes, qui se recrutaient dans les zones montagneuses du Nord, et qui tenaient pour une monarchie pure, affranchie de toute limitation. Puis venait la droite coupée en deux ou même en trois : les Mauristes, dont le chef avait prononcé en 1917 des discours retentissants plus ou moins teintés de germanophilie, et se targuait volontiers d'être plus royaliste que le roi ; les Ciervistes, amis du ministre de la guerre, la Cierva qui avait acquis en 1909 une impopularité singulière, — les Datistes qui pratiquaient un programme plus modéré et qui pouvaient sans trop de difficulté pactiser avec certains éléments de la gauche dynastique. Dato se piquait de réformisme social, mais avait pris une position de dictature à l'encontre des syndicats ouvriers en août 1917. Les libéraux étaient divisés en quatre fractions — Romanonistes, Priétistes, Albistes, Gossetistes — et que se combattaient aussi âprement entre elles qu'elles combattaient la droite : elles étaient séparées par les formules de gouvernement, par les conceptions diplomatiques, et plus encore par les ambitions des personnalités dirigeantes. Les régionalistes n'étaient pas plus unis entre eux, allant du blanc au rouge, se subdivisant en Catalans, en Basques, en Asturiens, en Andalous. L'extrême-gauche, où les universitaires, les intellectuels de toute sorte se rencontraient avec les ouvriers, s'échelonnait elle-même des réformistes, — c'est-à-dire des républicains plus ou moins ralliés, aux socialistes intransigeants : Azcarate, Melchiades Alvarez, Lerroux, Iglesias, Besteiro en étaient les leaders les plus écoutés.

Cet émiettement, qui avait été s'accentuant d'année en année, était le propre de la politique espagnole. L'individualisme exagéré des pays latins apparaissait ici dans toute son ampleur. Une pareille structure des partis était-elle apte à favoriser un effort d'organisation, à asseoir la gestion des affaires publiques sur une base stable, vigoureuse, rajeunie ? C'était le problème fondamental. Les vieux rouages politiques se dissociaient, et malgré tout subsistaient et pesaient sur la vie nationale, parce que les autres rouages, qui auraient pu se substituer à eux, n'avaient ni la solidité, ni l'homogénéité voulues. Au surplus, toutes les questions étaient soulevées à la fois : — la question politique qui opposait la gauche à la droite, les républicains aux monarchistes ; — la question sociale où se manifestait l'antagonisme de la classe ouvrière et des groupements bourgeois d'ancienne et de fraîche date, centralistes ou fédéralistes ; — la question administrative où les régionalistes de toute couleur prenaient une position particulière ; — la question d'orientation extérieure, au regard de laquelle chaque parti se divisait et se subdivisait à l'infini : même parmi les républicains, l'accord ne se faisait pas au sujet des rapports avec l'Entente et avec la Quadruplice.

L'habitude des cabinets espagnols est d'exercer une pression formidable et d'ailleurs ostensible et avouée sur les électeurs. Il y a mille manières de contraindre ceux-ci à donner satisfaction, soit qu'ils votent, soit qu'ils ne votent pas, car l'abstention est souvent comptée comme attitude méritoire par les détenteurs temporaires de la puissance publique. Le 16 janvier, le ministère Garcia Priéto qui, je le rappelle, s'était recruté un peu dans tous les partis, publiait une note qui fit sensation. Elle promettait l'observation intégrale de la légalité. Chaque citoyen, disait-elle, doit pouvoir se prononcer en liberté, car s'il en allait autrement, le dommage serait énorme, irréparable pour la nation. Le gouvernement s'interdisait et interdisait à ses agents toute ingérence dans le scrutin : mieux, il rendait effectives les sanctions pour toute infraction au principe du vote obligatoire. Les délits électoraux seraient poursuivis avec sévérité. Je résume ce texte qui ne créa peut-être pas de grandes illusions dans les milieux professionnels de la politique.

Il est évident que si l'on entendait ouvrir « un nouveau lit à la vie publique » comme l'écrivait

la *Vanguardia*, ou provoquer une profonde commotion populaire, comme le disait la *Epoca*, la loyauté de la consultation était une condition absolue, mais il ne semble pas qu'elle ait été le souci suprême de ceux qui présidaient à l'opération. La *Epoca*, qui est un journal sérieux, énumère les procédés bizarres mis en œuvre par le pouvoir pour assurer le triomphe de ses vues. J'écris le pouvoir, et non le parti au pouvoir, plusieurs partis y voisinant. Des gouverneurs firent arrêter des conseillers d'arrondissement qui ne cédaient pas à leur pression. Les fonctionnaires subalternes furent lancés dans l'action, comme de coutume. Les candidats recevaient de l'essence ou se heurtaient à des refus formels, selon qu'ils étaient agréables ou non. Les lois de subsistance jouaient au profit des uns contre les autres. L'achat des voix fut organisé avec la même désinvolture que par le passé. L'état de siège, qui était maintenu dans certaines provinces, celles justement où le corps électoral était le plus indépendant, paralysait la libre discussion et servait les amis des ministres. Ajoutez qu'en dépit des menaces gouvernementales proférées pour la forme, le pourcentage des abstentionnistes fut colossal — il dépassa 40 p. 100 à Madrid où l'on vote plus qu'ailleurs : vous aurez une idée approximative de la valeur de ces élections. Il eût été étrange qu'elles eussent abouti à la rénovation pacifique tant attendue.

*
* *

Le 17 février, l'on proclama élus les candidats qui n'avaient pas eu de concurrents, en vertu d'un article 29 de la loi qui a été souvent critiqué. 60 d'entre eux bénéficièrent de cette disposition. D'aucuns notèrent que le total était faible, s'il était rapproché des totaux antérieurs, mais, ainsi que l'écrivit le *Libéral*, « on n'avait pas encore muré la porte par où passaient tant de protégés de la faveur officielle ». Les 60 se répartissaient entre les diverses fractions qui collaboraient dans le cabinet, si bien qu'un aperçu d'ensemble du scrutin se dégageait déjà de cette première proclamation.

La nouvelle Chambre n'a point de majorité stable. Le gros en est fait par la droite et par la gauche dynastique qui arrivent à des effectifs sensiblement égaux. Ce sont les Datistes qui dominent à droite, mais les Ciervistes apportent un appoint qui n'est pas négligeable. Les Prietistes l'emportent de beaucoup dans l'autre camp. Les régionalistes et l'extrême-gauche constituent des contingents médiocres, mais qui joueront un rôle considérable, car selon que celle-ci votera ou s'abstiendra, selon que ceux-là se porteront d'un côté ou de l'autre, ils assureront l'avantage à tel ou tel des vieux partis. Le succès des régionalistes, qui passent de 17 sièges à 35 et celui des socialistes qui en ont conquis 6 au lieu de 1 et qui ont fait élire, par les grandes villes, les membres du comité de grève jadis condamnés à la détention perpétuelle, ont été significatifs. Encore les régionalistes avaient-ils deux des leurs dans la combinaison gouvernementale, tandis que les socialistes ont été partout vigoureusement combattus par l'administration. Les progrès du parti ouvrier ont été d'ailleurs d'autant plus remarqués, que deux des leaders de la gauche non socialiste, Lerroux et Melchiades Alvarez ont subi un échec le 24 février.

Lorsqu'on compare la nouvelle Chambre à l'ancienne, dont la vie fut si précaire et les sessions si rares, on s'aperçoit qu'elle en diffère du tout au tout. D'un côté, les partis se font équilibre ou à peu près : de l'autre, il y avait un avantage assuré et durable pour les libéraux. C'est que la précédente assemblée avait été élue sous un ministère libéral, et que la nouvelle est issue d'un scrutin présidé par un cabinet composite. Ainsi la tradition n'a pas changé. Quelques vives que soient les passions qui agitent l'Espagne, quelque besoin de renouvellement qui la travaille, elle n'apparaît pas maîtresse de sa volonté. Elle réclame une réforme totale de son système gouvernemental et administratif, une émancipation de l'esprit public, une action plus réelle de la masse sur les rouages, mais lorsqu'elle est appelée à statuer sur son sort en exprimant son vote, elle se heurte aux lisières de toujours, aux pratiques qui garrottent le corps électoral et qui lui imposent une représentation fictive.

Les élections du 24 février, qui devaient préparer la transformation politique du pays, en donnant libre carrière à l'opinion, n'ont abouti qu'à démontrer une fois de plus les tares et le péril du système ancien. L'Espagne se débat dans un cercle vicieux. Elle croit pouvoir, de par le jeu des institutions et des méthodes constitutionnelles, s'arracher à l'étreinte de ses oligarchies : or ces oligarchies ne sont jamais plus puissantes que lorsqu'elles font appel à tout ce mécanisme. Cette fois, au lieu de se combattre entre elles plus ou moins médiocrement, elles se sont associées pour mieux maintenir les lourdes tutelles qu'elles infligent à la foule. Le résultat est là : leur tentative a réussi, alors même qu'elle semblait plus compromise. Mais la solution qui est intervenue est, à beaucoup d'égards, et pour des motifs que l'on perçoit, la plus dangereuse de toutes. La crise continue.

PAUL LOUIS.

LES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES ET LES NOTRES

(D'après un livre récent).

Ce livre, c'est celui que M. Maurice Caullery, professeur à la Faculté des Sciences de Paris, a écrit au retour d'un voyage d'étude aux Etats-Unis et après un semestre d'enseignement à l'Université Harvard (1) : livre vivant, précis, exact et courageux, que liront et méditeront tous les Français qui, sachant regarder et penser librement, prennent souci de l'avenir intellectuel de leur pays et du rayonnement de sa culture dans le monde.

Il ne s'agit pas seulement pour nous d'apprendre à bien connaître un des aspects les plus intéressants de la vie américaine, il importe que, de cette connaissance, nous partions pour faire un retour sur nous-mêmes et, par comparaison, nous imposer des réflexions et, s'il se peut, des résolutions profitables. C'est présentement le plus impérieux, le plus instant de nos devoirs civiques de reviser « tous les éléments de notre vie nationale, en vue d'obtenir après la guerre un rendement meilleur », et si nos Universités comptent au nombre des plus essentiels de ces éléments, il nous faut comprendre qu'elles ne répondent vraiment aux exigences probables de demain, aux conditions certaines d'aujourd'hui et à l'esprit d'une véritable démocratie, ni par leur statut, ni par leur outillage, ni par leur action chez nous et au dehors. Dire le contraire, c'est trahir la vérité et méconnaître l'intérêt de la France.

Le monde a été reconstruit depuis le milieu du XIXe siècle et nous n'avons pas l'air de nous en douter. Nous donnons à nos meilleurs amis de l'étranger, ceux qui nous parlent à cœur ouvert, l'impression de vivre comme enkystés dans des pratiques administratives surannées et désormais « assommatrices de toute vertu », comme disait Saint-Simon, de la bureaucratie de Louis XIV : et cela vaut pour celle de Napoléon Ier, qui nous régit toujours. Sans le vouloir, sans le voir même, mais inévitablement, elle stérilise ou anémie nos initiatives. « Pour qui revient d'Amérique, écrit M. Caullery, une impression peu agréable, mais obsédante se mêle à la constatation de la finesse et des qualités foncières de notre vieille race : c'est que notre outillage national, intellectuel aussi bien qu'économique, est étriqué et vieillot. » A la vérité, il n'est pas nécessaire d'arriver d'outre-mer pour découvrir cela : il suffit d'ouvrir les yeux et de réfléchir.

Nous venons de nous prouver à nous-mêmes que, sous notre apparent engourdissement, veillaient des énergies qui ont étonné le monde : il ne faut pas qu'elles s'épuisent aux œuvres de la guerre. Si nous nous montrons incapables de les appliquer à l'organisation de notre avenir, nous serons la déception de l'univers et, proprement, nous nous saucerons. Crier le péril, c'est le premier devoir de quiconque le voit.

On entend bien que je ne cède point, non plus que M. Caullery, à la manie qui n'a que trop sévi chez nous de nous décrier au bénéfice des étrangers et que n'entre pas dans ma pensée l'idée saugrenue que nous ferions bien de transplanter en France tout l'organisme universitaire américain : mieux, il est adapté à la société dont il est sorti, moins il convient à la nôtre, qui garde son originalité. Mais les Universités des Etats-Unis nous offrent l'exemple précieux de grands corps où bat le cœur, où pense le cerveau, où s'élabore la vie intellectuelle, toute la vie scientifique féconde de la nation, en face de nos Universités, à nous, qui ne sont encore qu'êtres de raison, abstractions sans réalité, à moins qu'on ne les considère seulement comme des bâtiments où des « individus » se rencontrent à certains jours, en vertu d'une combinaison de lois et règlements qu'ils subissent ou imposent, alternativement, qu'ils suggèrent quelquefois, qu'ils ne font jamais.

Une Université américaine est autonome, pleinement. Même si elle a été fondée par l'Etat, son organisation, son administration, la direction de sa vie n'appartiennent qu'à elle-même et elle en délègue le soin à un Conseil et à un Président élus. Sans doute le système n'est point parfait et il présente surtout cette singularité que les professeurs n'y sont considérés, pour ainsi dire, que comme des agents d'exécution, qu'ils n'ont, d'ordinaire, aucun rôle dans les élections du Conseil et du Président, lesquelles appartiennent aux anciens élèves gradués, non plus qu'ils n'ont part, en droit, au choix de leurs collègues et à l'administration de l'Université, dont disposent le Conseil et le Président. Mais distinguons soigneusement ici entre le principe et l'application : le principe, c'est celui de la liberté de l'Université, de la remise entre ses mains de ses propres destinées ; l'application découle de ce fait que l'enseignement n'est qu'*une des formes* de l'action de l'Université américaine sur la société, et non pas encore la principale, et que cette action même paraît là-bas l'essentiel de la fonction universitaire. Si nous considérons que, chez nous, l'Université est d'abord un corps ensei-

(1) MAURICE CAULLERY. *Les Universités et la Vie scientifique aux Etats-Unis.* Paris, Armand Colin, 1917, in-12.

gnant et que jusqu'ici son influence est demeurée d'ordre intellectuel, nous accepterons qu'en France, non pas certes toute la place, mais la principale place, revienne aux professeurs dans la conduite de la vie universitaire. Et il n'y a dans cette concession rien qui infirme le principe fécond de l'autonomie.

Dans ces Universités des Etats-Unis, si indépendantes, on dit que les étudiants sont trop traités en *boys* : chez nous ils sont dès l'abord, et peut-être trop, traités en hommes et le *boy* c'est l'Université elle-même, sous la tutelle de l'Etat, et, comme l'Etat c'est pratiquement la bureaucratie, sous la tutelle de la bureaucratie. Le Recteur, que l'Etat impose comme chef à chaque Université, n'est à aucun degré une émanation du corps qu'il dirige ; c'est un fonctionnaire dont l'attention est sollicitée par quantité de soucis étrangers à la vie de l'Université et qui se trouve en fait, et quelle que soit l'excellence de ses intentions, réduit à n'être que son frein et non pas son guide. C'est là un régime qui n'existe que chez nous et que la Prusse elle-même a rejeté, mais, en France, l'Etat républicain n'abandonne volontiers aucun des *droits* qu'il tient de Napoléon, même lorsqu'il ne dispose pas des moyens de faire honorablement face aux devoirs que de tels droits impliquent.

En Amérique les Universités sont prospères, parce que la générosité des particuliers les enrichit. Il en irait sans doute de même chez nous si le public français était en confiance avec les Universités ; or, il se sent en face d'elles comme en face de la plupart des administrations, qui, d'ordinaire, n'éveillent pas sa sympathie ; il s'en remet à l'Etat du soin de les faire vivre et il a trop l'impression que leur léguer une grosse somme serait tout simplement offrir à l'Etat l'occasion d'une belle économie : il aime mieux fonder un prix à l'Institut.

L'Université américaine aspire à former les *leaders* et l'élite dans toutes les branches de l'activité sociale ; elle cherche donc à rester, sur la plus large surface possible, en contact avec la vie nationale et elle traite ses élèves de façon à se les attacher définitivement et à se prolonger pratiquement par eux dans toutes les directions. Nos Universités, à nous, ne prennent vraiment contact avec l'ensemble des écoliers de qui sortira l'élite sociale, qu'en leur faisant passer le baccalauréat ; on soutiendrait difficilement qu'il en résulte un attachement réciproque très durable. En outre, elles éduquent presqu'uniquement des professionnels ; si l'on retirait de la clientèle de nos Facultés des Lettres et des Sciences, où devrait se commencer et, dans la plupart des cas, s'achever l'éducation de toute notre jeunesse studieuse, seulement les apprentis professeurs, on verrait ce qu'il leur resterait d'étudiants ! Nos *Associations d'Anciens élèves*, aussi bien que nos *Sociétés des Amis de l'Université* végètent et ne rendent à l'Université que des services insignifiants, parce qu'elles ne lui sont réellement pas rattachées, parce qu'elles n'ont aucune part à sa vie. L'étudiant a vécu isolé à l'Université, je veux dire isolé d'elle, car ce n'est pas vivre dans l'Université qu'y suivre quelques cours et y subir des examens ; quand il l'a quittée, elle n'est plus pour lui qu'un souvenir qui s'efface.

Chez nous, l'expression l'*extension universitaire* ne répond à aucune réalité véritable et les professeurs de nos Universités bornent leur action, en dehors de leur enseignement officiel, à quelques conférences sporadiques et à quelques articles de journaux ; en Amérique cette *extension* est de règle, elle est méthodiquement organisée et, par elle, l'Université agit sur les masses populaires très efficacement et fait, dans toute la mesure du possible, leur éducation scientifique. Elle reste vraiment le point de départ de toute haute culture.

Son *collège* pourvoit à l'éducation générale de ses étudiants, sa *graduate school* à la formation scientifique de leur élite, ses *instituts et écoles techniques* à l'adaptation des spécialistes, aux applications de la science, ses *instituts de recherches* aux progrès mêmes de cette science, son *extension* à la vulgarisation des résultats essentiels de tout cet effort. En France, nos Facultés restent dans trop de cas, dans la généralité des cas, des institutions académiques, exclusivement appliquées à la science pure ou à la préparation d'examens et que concurrencent avec succès nombre d'écoles *techniques* ou *pratiques*, qui ne dépendent point d'elles et dont plusieurs finissent par constituer des espèces de mandarinats, très préjudiciables à l'unité et à la cohésion de notre vie scientifique. En fait, ces Facultés, anémiées par les institutions spéciales qu'elles devraient enfermer dans leurs cadres, ne vivent vraiment qu'à Paris ; en province, elles végètent, car c'est végéter que de rester si loin de l'activité et de l'influence que nous serions en droit d'attendre de nos Universités.

Si elles ne font pas plus et mieux, ce n'est pas leur faute, car personne ne conteste la compétence et le zèle de leurs maîtres, mais c'est celle de leur outillage trop insuffisant. D'abord ceux qui les ont naguère créées, parce qu'ils partaient du néant, ont trop vite cru qu'*ils voyaient grand*, et c'était une erreur ; ensuite et surtout, l'Etat, qui supportait à peu près tous les frais de l'entreprise, ne pouvait pas, ne peut pas encore, mettre une quinzaine d'Universités en état de faire face aux

nécessités de la vie scientifique d'aujourd'hui. Il ne se tirera pas de la difficulté tant qu'il ne se résignera pas à réorganiser les Universités de province sur la base de la spécialisation, en développant dans leurs cadres les instituts techniques et les écoles d'application.

Au vrai, l'outillage est partout au-dessous du nécessaire dans nos Universités, sans en excepter Paris : nos laboratoires, surtout, sont peu nombreux, trop petits, trop mesquinement installés, trop dépourvus d'instruments et de crédits. Nos professeurs se doublent parfois, mal à propos, d'un établissement d'enseignement supérieur à l'autre dans le même enseignement ; mais le plus souvent, c'est par détaut et non par excès que pèchent nos affiches. Et, dans tous les cas, la situation matérielle des maîtres reste si au-dessous du convenable et parfois du décent que l'on peut prévoir, à brève échéance, une crise très grave dans le recrutement du personnel enseignant de nos Facultés.

L'Université américaine est un corps dont tous les membres travaillent d'un effort concerté à une tâche commune, la nôtre n'est qu'une collection de professeurs, dont chacun travaille, en fait, tout seul à une tâche particulière : ce ne sont que les programmes des examens qui déterminent parfois une espèce de groupement, plus ou moins durable, de ces individualismes. A Paris les professeurs de la même Faculté ne se connaissent pas tous parfaitement entre eux ; de Faculté à Faculté ils ne se connaissent presque que par hasard et il n'y a pas ombre de vie de société dans l'Université. Le mal est moindre en province, mais il existe cependant. Les Universitaires parisiens essaient en ce moment d'y porter remède en organisant un *cercle pour le rapprochement universitaire* : cette entreprise, toute privée, reste en marge de l'Université.

D'ailleurs, il n'y a pas plus de vie commune à l'Université pour nos étudiants que pour leurs maîtres, et leur individualisme s'oppose aussi complètement que possible à l'esprit de *team*, d'équipe de sport, qui caractérise les étudiants américains. On n'a fait chez nous aucun effort pour attacher le jeune homme à l'Université pendant qu'il y conduit ses études, aucun non plus pour qu'il garde le contact avec elle quand il l'a quittée ; il a mangé et bu à son gré à la table largement servie : quand il a fini, il se lève et s'en va, sans esprit de retour. Pourtant, ne serait-il pas aisé de tirer parti de ce sens de la solidarité qui s'éveille si vite chez les jeunes gens et qui a donné vie parmi eux à plusieurs associations prospères ? Par quelle erreur de psychologie a-t-on négligé le précieux secours des cérémonies et des fêtes universitaires, pour essayer d'unir en un *corps* tous ces étudiants dispersés ?

Prenons garde que l'Université allemande nous a fait beaucoup de tort, en semant par le monde l'admiration de la science et du génie de l'Allemagne : nous avons perdu beaucoup de terrain que seules nos Universités pourraient nous regagner : dans l'état où elles se trouvent actuellement, elles en sont incapables. Elles n'ont pas de quoi satisfaire les étrangers qui vont venir à nous, pleins de confiance et d'affection : c'est là une vérité pénible à confesser, mais indéniable. Leur mise au point serait relativement facile à opérer, mais il n'y faut épargner ni la peine, ni l'argent, et surtout il faut se mettre à la besogne *sans perdre de temps*. Une occasion unique s'offre à nous de reprendre le premier rang dans la vie intellectuelle des nations : si nous la manquons, nous aurons mérité notre déchéance et nous ne serons pas épargnés par nos concurrents. Lisez le livre de M. Caullery : c'est le meilleur plaidoyer qui soit pour cette bonne cause.

CH. GUIGNEBERT,
Professeur à la Sorbonne.

AUX PAYS DÉVASTES (1)

HAM — CHAUNY — SOISSONS — REIMS

« Toute cette région n'est plus qu'un immense et triste désert », écrivait en mai 1917 le *Berliner Tageblatt*, à propos du Santerre, du Noyonnais et du Vermandois évacués et ravagés par l'armée allemande en retraite. Le journal berlinois sentait qu'il exagérait un peu, car il ajoutait non sans mélancolie : « Il est bien difficile de ruiner tout un pays ». Ceci prouve qu'un gazetier allemand peut avoir des éclairs de sincérité. Je viens, après bien d'autres, de parcourir cette terre que je croyais morte. Je l'ai trouvée blessée et saignante encore de toutes ses blessures ; j'ai eu l'impression de la campagne muette et de la lande grise et morne où quelques mois d'abandon ont effacé les traces d'un travail d'aménagement de plusieurs siècles ; j'ai contemplé les ruines méthodique-

(1) En janvier et février 1918, l'autorité militaire, d'accord avec le ministère de l'Instruction publique, a organisé à l'intention des professeurs d'histoire des lycées parisiens plusieurs excursions aux pays reconquis. L'auteur de cet article a pris part à l'une d'elle. (*N. d. l. R.*)

ment accumulées et totalisées, de nos établissements industriels ; j'ai vu ce que les obus ont fait, à Soissons et à Reims, des rêves lentement sculptés sur pierre par les architectes et par les imagiers du moyen-âge. Mais, quoi qu'en disent le *Berliner Tageblatt* et Hindenburg, ce coin de France si éprouvé n'est pas plus frappé à mort que la France elle-même. « Elle est réparable, regardez-là ! », s'écriait, sur le parvis de Reims, le cardinal Luçon, en nous montrant sa vieille et glorieuse église mutilée et toujours debout. Ce mot du cardinal, je l'applique à toute la région que nous avons vue. Elle peut et doit se relever. La vie n'attend que le moment de jaillir de nouveau des champs en friche et des pierres écroulées. Déjà le rude labeur de l'armée prépare le lendemain de la guerre en faisant la guerre elle-même : d'admirables routes se croisent partout, les voies ferrées sont réparées, de nouvelles voies courent le long des villages détruits. Que la famille paysanne revienne demain chez elle, sur ces terres évacuées en grande partie par ordre et par nécessité de guerre, et en deux saisons, les friches désolées auront disparu ; l'industrie, à son tour, reviendra vite.

Notre voyage était réglé comme une trilogie antique, avec un sens raffiné et bien français de l'effet et des gradations : d'abord, les ravages faits de sang-froid, en dehors de tout combat, aux villes de Ham et de Chaune, aux campagnes des environs de Saint-Quentin et de Coucy ; puis les traces laissées par une bataille acharnée de deux ans et demi sur l'ancien front de l'Aisne, entre Soissons et Soupir ; enfin les effets de trois ans de bombardement sur une grande ville, la seule de nos grandes villes qui soit juste sur la ligne de feu, Reims.

*
* *

De Noyon à Saint-Quentin, deux zones : jusqu'à Ham, par Guiscard, une zone d'arrière où la vie civile essaie déjà de renaître ; après Ham, une zone d'avant qui est tout entière à l'armée ; ici, les Britanniques viennent de remplacer nos troupes.

Entre Noyon et Ham, sur les vallonnements couronnés de bois du Noyonnais et sur les plaines de la Somme, de nombreux villages semblent intacts, comme Guiscard et Golancourt ; d'autres, comme Muille, sont incendiés ; aucun n'est éventré à coups de mine. Quelques cultures, mais beaucoup plus de friches. Cela se comprend : on ne voit en fait d'habitants que des vieux, des femmes et des enfants ; encore sont-ils rares. Les Allemands ont coupé les arbres des vergers à un mètre du sol ; le tronc et les ramures tombés tiennent à la souche par des fibres. La dévastation n'est pas générale : en face de vergers détruits j'en ai vu d'autres intacts. Les grands arbres de la route sont coupés à raison d'un sur deux. Le *tortillard* qui la suit a été déménagé, ses rails ont disparu, sauf aux abords de Ham où on les retrouve tordus et disjoints. A l'entrée de Ham, les ruines se font plus nombreuses : le canal de la Somme, vidé par l'éventrement des écluses, n'est plus qu'un fossé bourbeux ; l'explosion des carrefours d'approche a entraîné l'effondrement des maisons voisines ; les routes sont réparées, mais elles passent entre deux levées de ruines, de pierrailles et de plâtras. Dans le lit naturel de la Somme, la rivière, grossie par les pluies d'hiver, bouillonne sur les pierres écroulées. L'intérieur de la petite ville a peu souffert. Le château, lui, n'est plus qu'une carrière ; les Allemands se sont amusés à faire sauter le donjon, et de l'ensemble du château de Ham il ne reste qu'une ruine informe. Ici la perte est moins regrettable qu'à Coucy. Ceux qui aiment les belles pierres du passé se consoleront de la disparition des sombres et massives murailles de Ham.

Au-delà de Ham, on entre dans la zone de guerre. Plus de civils, mais de nombreux gendarmes kaki qui exigent des papiers en règle ; les Anglais font bonne garde sur leur front. Le pays, plat et monotone en lui-même, a été méthodiquement rasé. De temps à autre, on distingue sur les bords de la route une multitude de pierrailles rouges éparpillées : c'est un village. Sous l'effort du canon ou de la mine, les maisons de briques du Vermandois disparaissent entièrement. Plus loin, dans le Soissonnais où la maison rurale est faite de pierres de taille, il n'en est pas de même, et les carcasses des villages bombardés, minés, pris et repris, demeurent obstinément debout.

Près de Roupy, qui n'est plus qu'un misérable petit tas rouge étalé sur le sol, nous avons pu distinguer dans une vallée largement évasée, au fond de l'horizon un peu brumeux, la ville de Saint-Quentin encore aux mains de l'ennemi. Sur la plaine régnait un silence émouvant : à peine, de temps à autre, un coup de canon. A notre gauche galopait un officier anglais, seul être vivant qui fût en vue. Il fallait faire effort pour penser que dans cette plaine morte, où rien n'attirait l'attention, sauf la lointaine rayure blanche d'une tranchée de craie, se cachaient cent mille soldats et un formidable matériel.

Mais le désert ne s'étend que jusqu'à la portée normale de l'artillerie. Dès qu'elle est dépassée, les hommes sortent de terre : les choses paraissent en sortir aussi.

Tout près des marais tourbeux de la Somme, entre Grand-Séraucourt et Saint-Simon, sur les premières ondulations de la plaine, la culture a déjà repris possession du sol sur plusieurs points : il est si profond et si riche ! Des écriteaux : « Terres ensemencées » « Terres ensemencées en blé » indiquent aux charrois et aux troupes les endroits à éviter, ceux où germe la plus précieuse des munitions de guerre.

Dans la plaine fourmille une vie intense. A tout village mort se juxtapose un cantonnement d'armée. Les gourbis adossent aux ruines leur paille, leur bois et leurs tôles ondulées. Une immense gare de ravitaillement allonge à perte de vue ses rails et ses rames. Des toiles bouillonneuses, tendues entre des perches, camouflent les routes, les ponts de bois et les passerelles de fer des canaux.

Dans ce pays betteravier, la rage de dévastation allemande s'est attaquée aux sucreries. Presque partout leur outillage a été démonté et expédié en Allemagne, puis les bâtiments ont été incendiés ou minés. Une fait exception, celle de Grand-Séraucourt, ici les Allemands n'ont pas eu le temps ou la volonté d'emporter le matériel. Ils ont tout fait sauter en même temps, bâtiments, machines, tubulures, accessoires. On ne peut imaginer un tel fouillis de ferraille : un immense réservoir en tôle, taussé de toutes parts, est posé de guingois ; une grande chaudière rouillée, à peu près intacte, écrase une masse informe de débris. Cet outillage détruit, non utilisé au dernier moment par les déménageurs de la guerre industrielle, fait penser que dans la région de Saint-Quentin, l'ennemi a dû se retirer plus loin qu'il ne l'avait projeté d'abord. On n'arrête pas toujours les « retraites stratégiques » juste où l'on veut !

Plus encore que le chaos de Grand-Séraucourt, la destruction radicale de la ville de Chauny paraît étrangère à la logique de la guerre industrielle.

Chauny a été détruite à la mine, maison par maison. Pas une qui ait échappé : pas une qui n'ait eu son fourneau d'explosifs. Tout y a passé, depuis la mairie où le buste de la République, au second étage, est encore intact au-dessus du vide, depuis l'église aux trois quarts éventrée, jusqu'au restaurant allemand, *Spiesenanstalt*, qui n'a plus que son enseigne. De chaque côté des rues déblayées s'allongent d'énormes levées de pierres, de bois et d'ardoises. Dans cette Pompéi déserte et silencieuse sonne de temps en temps le pas d'un territorial. Je n'ai rencontré qu'un civil, un vieil homme placé là comme gardien des usines de la société de Saint-Gobain. Que peut-il bien garder ? Il n'y a plus rien que des pans de mur démantelés.

Que les principes de la guerre industrielle aient présidé de démolir les sucreries et les usines qui faisaient à Chauny une ceinture de travail et de richesse, on le comprend. Mais pourquoi cette destruction minutieuse d'une ville, quinze jours durant ? Était-ce pour obéir au abri à nos troupes ? On ne peut guère l'admettre : Chauny est loin des lignes, à peine y tombe-t-il de temps à autre quelques obus à longue portée. Non, la ruine de Chauny ne s'explique que par le goût sadique du mal le *Schadenfreude* propre à l'âme allemande, à moins que ce ne soit simplement une vengeance de soudards furieux de tourner le dos.

* *

Je ne parlerai ni de la cathédrale de Soissons, ni de celle de Reims : M. Émile Mâle l'a fait et le fera mieux que moi. Je veux seulement fixer quelques impressions recueillies sur l'ancien champ de bataille de l'Aisne et dans la ville de Reims.

De Fontenoy à Soupir, la vallée de l'Aisne a dessiné la ligne du front allemand, de septembre 1914 à mars 1917. La ville de Soissons, dans une boucle de la rivière, était notre poste avancé : aussi est-on surpris de ne pas la voir plus abîmée. Comparons Soissons à Chauny : deux ans et demi de bombardement font piètre figure auprès de quinze jours de mines. Parlez-moi d'une bonne charge d'explosifs dans les caves : elle fera ce que ne réussissent pas à faire les obus de 305.

Entre Soissons et Soupir, ce sont les traces de la bataille : le terrain bouleversé par les tranchées et encore hérissé de fils de fer, notamment à l'enclos Saint-Paul et à Vailly ; les pans de mur crénelés et percés de meurtrières, à Bucy-le-Long et à Sainte-Marguerite ; les villages changés en carrières, comme Chavonne ; le château de Soupir devenu une informe ruine, d'un effet étrange à travers les barreaux de la superbe grille de fer forgé et doré demeurée intacte. On saisit bien l'importance souveraine de la topographie dans la guerre de tranchées. C'est pour garder l'éperon du fort de Condé, point d'appui de leur ligne et base d'offensive possible, que les Allemands se sont battus si longtemps dans ce couloir. Et nous, nous avons dû déployer des prodiges de ténacité et de valeur pour leur reprendre ce terrain dont la configuration secondait si bien leur défensive. Que ceux, s'il en est, qui prétendent encore que l'offensive du 16 avril 1917 fut un échec, viennent voir la vallée de l'Aisne et le fort de Condé.

A côté des villages ruinés ou dans les ruines mêmes sont nés les villages de troglodytes où cantonne l'armée. Camouflés, enterrés, ils sont à contre pente par rapport à la position actuelle de l'en-

nemi : ils sont difficiles à repérer et à atteindre. Sur les murs, l'ironie de nos soldats a laissé subsister les inscriptions allemandes. *Gott strafe England !* (Dieu punisse l'Angleterre), lit-on en grandes lettres blanches sur les murs de Bucy-le-Long. Voilà le *leit-motiv* de la politique germaine.

De Soupir à Reims, par Fismes, nous quittons la bataille continue de trois années. A Reims, nous la retrouvons, et là, elle dure toujours.

Elle dure, mais avec de longs répits. On l'eût crue finie, ce beau dimanche de février où le squelette de la ville morte reposait en paix : à peine de temps en temps un coup de canon troublait-il le grand silence des rues désertes et des magasins clos. Morte, Reims l'est au-dessus du sol : la vie souterraine continue, et ce n'est pas seulement celle de l'armée. Là, comme partout, le départ du canon allemand sera le signal d'une renaissance surprenante et soudaine. Le jour même où nous y étions, et où les canons se taisaient, il y avait dans les rues des civils, hommes et femmes, notamment des femmes, quelques-unes au gai visage et à la toilette soignée ; et j'ai vu, dans le faubourg de Cérès, à deux mille cinq cents mètres des lignes allemandes, un break, porteur d'une joyeuse société, qui allait au petit pas de son cheval jusqu'à l'extrême limite possible, du côté de l'ennemi.

Mais il pourrait être inopportun de parler de Reims avec trop de précision. Je note seulement les deux dernières images, ineffaçables toutes deux, que ma mémoire a gardées. La façade intacte de la vieille basilique romane de Saint-Rémi, exposée au couchant, se détache en tons chauds encore sur le fond assombri du ciel, où commencent à passer au loin les fusées éclairantes. Quand nous quittons la ville, une vie nocturne s'éveille, toute timide et apeurée : le facteur, avec sa petite lanterne, distribue des lettres de porte en porte ; les rideaux de fer à demi-baissés de quelques magasins laissent filtrer une faible lumière. Une fois de plus, Reims recommence la vie inquiète et pourtant active de ses nuits.

CAMILLE VALLAUX.

TROIS ANNÉES [1]

V

Les Laptev avaient, à Moscou, une importante maison de mercerie : ils vendaient des franges, des tresses, des galons, du coton et de la laine à tricoter, des boutons, etc. Le chiffre d'affaires atteignait deux millions de roubles par an : mais, seul, le vieux Laptev savait quel était le bénéfice net. Ses fils et ses employés l'évaluaient à trois cent mille roubles, et assuraient qu'il eût été encore plus fort d'environ cent mille roubles, si le vieux marchand n'avait pas vendu à crédit, à droite et à gauche, sans discernement. Au cours des dix dernières années, il y avait eu pour un million de billets à ordre, absolument impossibles à recouvrer. Le principal commis, quand on causait de cela devant lui, clignait malicieusement d'un œil et formulait des aphorismes dont le sens n'était pas très clair pour tout le monde.

C'est, — déclarait-il, — la conséquence psychologique du siècle.

Le commerce principal se faisait dans un local que l'on dénommait « hangar ». L'entrée du hangar donnait sur la cour, une cour sombre, où régnait constamment une odeur de natte d'écorce d'arbre, et où les chevaux des camions frappaient tout le temps l'asphalte de leurs sabots. Une porte, très ordinaire d'aspect mais recouverte de plaques en fer, conduisait de la cour dans une pièce aux murs humides et tout couverts de signes tracés au charbon. Cette pièce, éclairée par une étroite fenêtre grillée, communiquait avec une autre pièce, un peu plus grande, un peu plus propre, où il y avait un poêle en fonte et deux tables, mais où la lumière pénétrait également par une seule fenêtre grillée : c'était le bureau.

Un escalier de pierre menait au premier étage, où était située la pièce principale. Elle était assez vaste, mais à cause de la demi-obscurité perpétuelle, à cause aussi du plafond bas et de l'encombrement produit par les caisses, les ballots et le va-et-vient des gens d'affaire, elle faisait la même impression minable, que les deux pièces d'en bas.

Sur des rayons, ici comme dans le bureau, se trouvaient des paquets, des boîtes en carton renfermant les marchandises. Il n'y avait ni ordre, ni souci d'élégance dans la disposition des articles à vendre. Sans les bouts de franges ou de fils que l'on apercevait par les trous des paquets, on aurait eu de la peine à deviner quelles sortes de marchandises ils contenaient. Et à voir ces rouleaux chiffonnés et ces boîtes abîmées, on n'aurait jamais pu s'imaginer qu'on réalisât ici des millions, et qu'il y eût dans le hangar cinquante employés continuellement occupés, sans compter les clients.

Lorsque, au lendemain de son arrivée à Moscou, Alexis Laptev vint au hangar à midi, les ouvriers, occupés à emballer des marchandises, frappaient si fort sur les caisses, que personne, dans la pre-

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 5, 1918.

aucune pièce ni dans le bureau, ne l'entendit venir. Du premier étage descendant un facteur tenant à la main un paquet de lettres. Ce facteur qui connaissait Laptev, ne le vit pas non plus. La première personne qu'Alexis aperçut en arrivant dans la pièce d'en haut fut son frère Fédor. Ils se ressemblaient tellement, qu'on les prenait pour deux jumeaux. Cette ressemblance rappelait toujours à Laptev son propre physique. Et maintenant, voyant devant lui un homme de taille presque petite, aux cheveux rares, aux hanches étroites, un homme sans race ni finesse, il se demandait :

Est-ce que je suis vraiment comme lui ?

Que je suis heureux de te voir ! — lui dit Fédor en l'embrassant et en lui serrant fortement la main. — Je t'attendais, chaque jour, avec impatience, mon cher. Quand tu m'as écrit que tu te mariais, la curiosité de te voir sous ce nouvel aspect a commencé à me tourmenter : et puis je m'ennuyais sans toi, frérot. Pense donc : on ne s'est plus vu depuis six mois. Eh bien ! et cette pauvre Nina ?... cela va mal ? cela va très mal, n'est-ce pas ?

— Cela va très mal.

— Qu'est-ce que tu veux! c'est la volonté de Dieu, — dit Fédor avec un soupir. — Et ta femme, elle est belle, n'est-ce pas ? Je l'aime déjà comme ma petite sœur. Nous allons la gâter ensemble.

Laptev reconnut la silhouette large et voûtée de son père, Fédor Stépanovitch. Le vieux marchand, assis près de son comptoir, causait avec un client.

— Papa, Dieu nous envoie une joie ! — s'écria Fédor. — Mon frère est là qui vient d'arriver.

Le père Laptev était un homme de haute taille et d'une constitution extrêmement solide, de sorte que, en dépit de ses quatre-vingts ans et de sa face toute ridée, il avait encore l'air vigoureux. Il avait une grosse voix de basse, qui résonnait comme un bourdon et qui sortait de sa large poitrine comme d'un tonneau. Il se rasait la barbe, coupait aux ciseaux ses moustaches, et fumait des cigares. Il avait toujours chaud, et portait, hiver comme été, au hangar comme à la maison, un ample vêtement de cotonnade. Récemment opéré de la cataracte, il y voyait mal, ne s'occupait plus des affaires, et ne venait au hangar que pour causer avec les clients et prendre du thé avec des confitures.

Laptev s'inclina devant son père, lui baisa la main et l'embrassa sur la bouche.

— Il y a longtemps qu'on ne s'est vu, monsieur, — lui dit le vieillard, — il y a longtemps ! Et dois-je te féliciter de ton mariage ?... Bien, je t'en félicite.

Et il lui tendit la bouche pour un baiser. Laptev s'inclina et l'embrassa.

— Et ta dame, tu l'as amenée avec toi ? — demanda le vieillard.

Et sans attendre la réponse de son fils, il ajouta, s'adressant au client avec lequel il causait, et traduisant à sa manière la lettre de son fils :

« Je vous informe par la présente, papa, que je vais contracter mariage avec mademoiselle Une Telle... » Oui. Mais pour demander Lavis et la bénédiction de son père, cela non. Cela se faisait autrefois, cela ne se fait plus. Aujourd'hui, les fils se guident sur leur propre raison. Au moment où je me marian, j'avais plus de quarante ans, et cependant je me traînai aux pieds de mon père pour solliciter son autorisation. Tout cela n'existe plus aujourd'hui.

Le vieillard était joyeux de l'arrivée de son fils, mais il ne jugeait pas convenable de lui dire quelque chose d'affectueux, ou de manifester sa joie. Sa voix, sa manière de parler, et cette expression « ta dame », eurent vite jeté Alexis dans cette mauvaise humeur qu'il éprouvait toujours au hangar. Ici, la moindre chose lui rappelait son passé, le temps où on le fouettait avec des verges et où on le privait de nourriture. Il savait qu'aujourd'hui encore on battait les petits apprentis jusqu'à leur mettre le visage en sang. Il savait aussi que ces apprentis, devenus commis, battraient à leur tour les apprentis. Il suffisait à Laptev de passer au hangar cinq minutes pour s'imaginer qu'on allait lui décocher une invective ou un juron, et lui donner un coup de poing sur le nez.

Fédor tapa sur l'épaule du client et dit à son frère :

— Tiens, Aliocha, je te présente notre meilleur client de Tambov, Grigori Timoféitch : il pourrait servir d'exemple à la jeunesse contemporaine : il a déjà dépassé la cinquantaine, et il a encore des enfants qui tettent.

Les commis s'esclaffèrent, et le client, un homme maigre et pâle, rit aussi.

— La nature a dépassé son action ordinaire, — dit dans sa langue amphigourique le principal commis qui se tenait derrière le comptoir. — Cela sort par où cela était entré.

Ce commis, un homme d'une cinquantaine d'années, grand, avec une barbe brune, en lunettes, un crayon derrière l'oreille, n'exprimait ses pensées que par des allusions lointaines : mais son sourire rusé montrait qu'il croyait mettre dans ses propos une force et une finesse particulières. Il aimait à farcir ses discours d'expressions livresques, qu'il entendait à sa façon : du reste, même les locutions

les plus ordinaires et les plus courantes, il les employait avec des significations autres que leur sens réel.

Ainsi, par exemple, pour le mot « hormis ». Lorsqu'il émettait quelque opinion péremptoire et qu'il ne voulait pas être contredit, il étendait son bras droit devant lui et prononçait :

Hormis !...

Le plus étonnant, c'était que les autres commis et les clients le comprenaient parfaitement. Il s'appelait Ivan Vassilitch Potchatkine.

En présentant ses compliments à Laptev, à propos de son mariage, il s'exprima ainsi :

De votre part, c'est un phénomène de courage, car le cœur d'une femme, c'est un capitaine défendant une forteresse.

Un autre personnage important du hangar était le commis Makéïtchev, un gros homme blond, avec une large calvitie et des favoris opulents. Il s'approcha d'Alexis et le félicita respectueusement à mi-voix.

— J'ai bien l'honneur... Le Seigneur a exaucé les prières de monsieur votre père : que Dieu soit loué !

Ensuite vinrent les autres commis, et chacun présenta ses compliments. Tous étaient habillés à la mode, et avaient l'air de gentlemen. Ils débitaient leur petit discours, avec volubilité, et comme ils appuyaient sur les chuintantes, leurs paroles sifflaient comme des battements de cravache dans l'air.

Toutes ces félicitations ennuyèrent bientôt Laptev, et il avait envie de partir. Mais il n'eût pas été convenable de quitter le hangar. Les usages et le bon ton exigeaient qu'il demeurât au moins deux heures. Il s'écarta du comptoir et se mit à interroger Makéïtchev sur l'état des affaires.

Le commis répondait avec respect, sans lever les yeux sur son maître. Un apprenti, les cheveux coupés ras, vêtu d'un sarrau gris, servit à Laptev un verre de thé sans soucoupe... Quelques minutes après, un autre apprenti, en passant devant lui, butta contre une caisse et faillit tomber. Alors Makéïtchev, si calme en apparence, hurla tout à coup, la figure contractée par la fureur :

— Marche avec tes pieds !

Les commis étaient contents de voir le plus haute de leurs patrons à Moscou. Ils le regardaient avec beaucoup de curiosité, et chacun, en passant devant lui, croyait de son devoir de lui dire quelque chose d'agréable, avec une expression de respect.

Mais Alexis était persuadé que tout cela manquait de sincérité, et qu'on le flattait parce qu'on le craignait.

Il n'avait jamais pu oublier que, une quinzaine d'années plus tôt, un de leurs commis, devenu fou, s'était élancé dans la rue, nu-pieds, à peine vêtu, et, le poing tendu vers les fenêtres des patrons, s'était mis à crier qu'on l'avait tué à force de travail.

Et, longtemps après sa guérison, le pauvre diable avait encore été en butte aux railleries de ses collègues.

En général, la situation des employés, chez les Laptev, était loin d'être brillante.

Le pire était que le vieux Fédor pratiquait à leur égard une politique plutôt cauteleuse. Ainsi, personne ne savait quels appointements touchaient ses favoris Potchatkine et Makéïtchev. Ils avaient chacun trois mille roubles par an, y compris les gratifications. Mais le vieillard faisait croire qu'il leur en payait sept mille.

Des gratifications étaient, chaque année, accordées à tout le personnel, mais en secret, de sorte que les moins favorisés étaient obligés par amour-propre d'en majorer le chiffre. Aucun apprenti ne pouvait savoir quand il serait promu commis. Aucun commis ne savait si le patron était content de lui ou non. Rien ne leur était défendu directement: c'est pourquoi ils ne savaient pas ce qui leur était permis et ce qui leur était interdit. Il ne leur était pas défendu de se marier, mais ils ne se mariaient pas, dans la crainte d'indisposer leur patron et de perdre leur place. Il leur était loisible d'avoir des amis et d'aller en visite : mais, à neuf heures du soir, la porte d'entrée du hangar était fermée, et, le lendemain matin, le patron dévisageait tous ses employés d'un œil scrutateur et, aux plus suspects, commandait : « Souffle un peu !... » pour se convaincre qu'ils ne sentaient pas l'eau-de-vie.

A chaque fête, les employés étaient obligés d'aller à la messe et de se poster à l'église, de façon à être tous vus de leur patron. Le carême était observé rigoureusement. Dans les occasions solennelles, comme par exemple aux anniversaires du patron ou d'un membre de sa famille, les employés devaient offrir par souscription une farte ou un album.

Ils habitaient le rez-de-chaussée et une aile du bâtiment, à raison de trois ou quatre par pièce. Aux repas, ils mangeaient dans la même soupière, quoique chacun eût une assiette devant lui. Si quelqu'un des patrons entrait pendant le repas, tous devaient se lever.

Alexis Laptev se rendait compte que ceux-là seuls, parmi les employés, qu'avait corrompus la discipline imposée par son père, pouvaient sérieusement le considérer comme leur bienfaiteur ;

s autres voyaient certainement en lui un ennemi un exploiteur. Après six mois d'absence, il ne onstatait aucune amélioration sous ce rapport. Le ul changement qu'il eût remarqué dans la mai on n'augurait rien de bon.

Son frère, Fédor, qui avait jusqu'alors été un omme doux, rêveur, extrêmement délicat, avait aintenant l'air affairé et préoccupé ; il courait à ivers le hangar, un crayon sur l'oreille, il ta uit sur l'épaule des clients et criait aux employés : Mes amis ! »

Il jouait évidemment un rôle, et Laptev ne le connaissait pas sous ce nouvel aspect.

La voix du vieillard tonnait perpétuellement. 'ayant rien à faire, il enseignait aux clients com ent il fallait vivre et gérer ses affaires, et tout le mps il se donnait en exemple.

Cette égoïste vanité, cette insupportable tyran e, Alexis les avait déjà constatées quinze et vingt s plus tôt. Le vieux Laptev s'adorait lui-même. e sens de ses discours était qu'il avait rendu heu eux sa défunte femme et les parents de celle-ci, u'il avait généreusement doté ses enfants, qu'il ait fait le bonheur de ses commis et de toute rue ; et il n'était pas jusqu'à ses simples con aissances qui ne dussent, par gratitude, prier ieu de lui accorder toutes ses faveurs. Tout qu'il faisait était bien. Si les affaires des au es n'allaient pas à leur gré, c'était parce qu'ils égligeaient de le consulter : sans les conseils du eux Laptev, aucune affaire ne pouvait réussir. l'église, il se plaçait toujours devant tout le onde et n'hésitait pas à réprimander les prêtres uand ils n'officiaient pas comme ils auraient dû faire, à son avis. Il croyait d'ailleurs que ses bservations étaient fort agréables à Dieu, car il e doutait pas que Dieu l'aimât.

Vers deux heures, tout le monde au hangar était remis au travail, sauf le vieillard qui ne essait de tonner.

Alexis, pour ne pas rester désœuvré, reçut la vraison d'une ouvrière qui apportait du galon et a paya. Puis il s'entretint avec un client venu de ologda et donna des ordres à des commis.

— T. V. A. ! — entendait-on crier de toutes arts. (On désignait au hangar les prix et les nu héros des marchandises par des lettres) R. I. T.

Enfin le moment vint où Laptev crut pouvoir artir.

— Je viendrai chez vous, rue Piatnitskaïa, de ain avec ma petite femme, — dit-il à Fédor. — lais je te préviens que si mon père lui adresse, e fût-ce qu'une seule parole un peu rude, je m'en rai aussitôt.

— Eh ! — répondit Fédor avec un soupir, — tu es resté le même. Le mariage ne t'a pas changé. Il faut être indulgent pour notre vieux père, frérot..... Alors, c'est entendu, nous vous attendrons avec impatience, vers les onze heures. Viens directement de la messe.

— Je ne vais pas à la messe.

— Cela ne fait rien ; le principal, c'est que tu sois chez nous à onze heures au plus tard, pour déjeuner tous ensemble. Souhaite le bonjour à ma gentille belle-sœur, et baise-lui la main de ma part. Je sens que je l'aimerai beaucoup, — ajouta Fédor, très sincèrement. Et tu sais, je t'envie ! — cria-t-il à son frère, comme celui-ci descendait l'escalier.

« Pourquoi a-t-il cet air gêné et presque honteux, comme s'il se voyait nu ? » pensait Alexis en cherchant à comprendre le changement qui s'était opéré en Fédor. — « Et quelle drôle de langue il s'est fabriquée là : « Frérot... Frérot gentil... Dieu nous envoie sa grâce... nous allons prier Dieu... », vraie langue de bigot et d'hypocrite... »

VI

Le lendemain, à onze heures, Laptev et sa femme, dans un léger phaéton attelé d'un seul cheval, roulaient, par la rue Piatnitskaïa, vers la maison du vieillard.

Lui redoutait quelque sortie déplacée de son père à Julia, et par avance il s'en offusquait.

Elle, après deux nuits passées sous le toit de son mari, considérait son mariage comme une faute, comme un malheur, et elle se disait que si elle devait vivre avec lui, non pas à Moscou, mais dans quelque petite ville, elle ne pourrait supporter ce malheur. Mais ce Moscou l'amusait ; les rues, les maisons, les églises, tout l'enchantait ; et elle pensait que si elle pouvait, assise dans un beau traîneau, traîné par de beaux chevaux, parcourir cette ville pendant des journées entières, du matin au soir, et respirer, dans une course rapide, l'air vif de l'automne, — peut-être ne serait-elle pas trop malheureuse.

Devant une maison blanche à deux étages, fraîchement repeinte, le cocher arrêta le cheval. On attendait les visiteurs. Près de la porte cochère se tenaient le portier en cafétan neuf, chaussé de hautes bottes et de caoutchoucs, et deux agents de police. Tout le sol, depuis le milieu de la rue jusqu'à la porte cochère, et ensuite, dans la cour, jusqu'au perron, était saupoudré de sable fin.

Le portier ôta son bonnet, les agents portèrent la main à leur visière. Au perron, les jeunes mariés furent accueillis par Fédor, qui avait l'air grave.

Très heureux de faire votre connaissance, ma sœurette, — dit-il en baisant la main de Julia. Soyez la bienvenue.

Il lui offrit le bras pour la conduire, d'abord par l'escalier, ensuite par un couloir, à travers une foule d'hommes et de femmes, jusqu'à l'antichambre qui fleurait l'encens.

Je vous présenterai tout à l'heure à notre cher père, — lui dit Fédor à voix basse, au milieu d'un silence profond et solennel. — Vous verrez, c'est un vieillard vénérable, un vrai *pater familias*.

Dans un grand salon, près d'une table préparée visiblement pour un office religieux, attendaient le père Laptev, un pope et un diacre. Le vieillard tendit la main à Julia, sans lui dire un mot. Tout le monde gardait le silence. Julia se sentit gênée.

Le prêtre et le diacre commencèrent à revêtir leurs habits sacerdotaux. On apporta l'encensoir d'où s'échappaient des étincelles, avec une odeur d'encens et de charbon. On alluma les cierges. Les commis étaient entrés dans le salon sur la pointe des pieds, et s'étaient alignés sur deux rangs le long d'un mur.

Le silence était complet ; on ne toussotait même pas.

— Bénissez-nous, Seigneur ! — commença le diacre.

L'office était célébré avec solennité : la liturgie se déroulait dans toute son ampleur. On entonna deux cantiques pour Jésus le Très-Doux et pour la Sainte-Vierge. Les chantres chantèrent au pupitre pendant très longtemps.

Laptev avait remarqué la gêne de sa femme. Pendant qu'on chantait les cantiques et que les chantres entonnaient, avec leurs voix différentes, le triple « Grâces, Seigneur ! » il craignait à tout moment que son père ne se retournât brusquement et ne fît à sa bru quelque observation désagréable, comme, par exemple :

— Vous ne savez pas vous signer proprement !

Il était mécontent. Pourquoi toute cette foule, cette cérémonie avec ces popes et ces chantres ? Cela sentait par trop son marchand. Mais lorsque Julia inclina la tête, en même temps que le vieillard, devant l'Evangile et qu'à plusieurs reprises elle s'agenouilla, il comprit que tout ce cérémonial plaisait à sa femme, et il se rassura.

A la fin de l'office, alors qu'on chantait le souhait de la vraie vie, le pope donna la croix à baiser au vieillard et à Laptev. Mais lorsque Julia s'approcha, il couvrit la croix de sa main, et fit signe qu'il désirait parler. Aussitôt on fit taire les chantres.

— Le prophète Samuel, — commença le pope, — vint sur l'ordre du Seigneur à Bethléem, et là, les principaux de la ville lui demandèrent avec appréhension : « Est-ce la paix que ta venue apporte, ô clairvoyant ? » Et le prophète répondit : « C'est la paix, car je viens sacrifier au Seigneur ; purifiez-vous et réjouissez-vous en ce jour avec moi. » Et nous le demanderons à notre tour, ô servante de Dieu, ô Julia, si c'est la paix qui entre avec toi dans cette maison ?...

Julia fut émue jusqu'aux larmes. Quand il eut fini son discours, le pope tendit la croix à la jeune femme, qui la baisa. Puis il dit d'une tout autre voix :

— Maintenant il faudrait marier Fédor Fédorovitch. Il serait temps.

Les chantres entonnèrent un autre chant ; les assistants remuèrent et la salle se remplit de bruit.

Le vieillard, ému, les yeux pleins de larmes, embrassa par trois fois Julia, lui signa le visage et lui dit :

— Cette maison est à vous. Moi je suis vieux, je n'ai besoin de rien.

Les commis présentèrent leurs compliments au jeune couple, mais les chantres chantaient si fort qu'il était impossible de s'entendre.

Puis on déjeuna, et on but du champagne. Julia était placée à côté du vieux Laptev ; et son beau-père lui déclarait que ce n'était pas bien de vivre séparés les uns des autres, qu'il fallait vivre tous ensemble dans cette maison, les partages et les désaccords n'amenant jamais que des ruines.

— Moi, j'ai amassé la fortune ; mes enfants, eux, n'ont su jusqu'ici que dépenser, — disait-il. — Venez vous installer dans cette maison, vivre avec moi, et à votre tour amassez maintenant. Moi, je suis vieux, j'ai le droit de me reposer.

Julia voyait Fédor tourner tout le temps autour d'elle. Son beau-frère ressemblait beaucoup à son mari, mais il était à la fois plus vif et plus timide ; il se démenait auprès d'elle et lui baisait souvent la main.

— Nous sommes des gens simples, sœurette, — lui disait-il, pendant que sa figure se couvrait de plaques rouges. Nous menons une existence simple, nous vivons en Russes, en chrétiens, sœurette.

Comme il rentraient chez eux, Alexis, très heureux que tout se fût passé pour le mieux, contre son attente, disait à sa femme :

— Tu es étonnée qu'un père aussi vigoureux ait des fils aussi rabougris que Fédor et moi. C'est pourtant si naturel. Mon père a épousé ma mère quand il avait déjà quarante-cinq ans, et elle dix-sept à peine. En sa présence, elle pâlissait et tremblait. Ce fut Nina qui naquit la première, d'une mère encore saine, et voilà pourquoi elle était plus forte et plus belle que nous. Fédor et moi, nous

vons été conçus et mis au monde alors que notre ère était déjà épuisée par sa peur continuelle. e me rappelle, mon père avait commencé à m'edu uer, ou plus exactement à me battre, quand je avais pas encore cinq ans. Il me fouettait avec es verges, me tirait les oreilles, me frappait sur a tête ; et chaque matin en m'éveillant, je me de andais, avant toute chose, si on allait me fouet er ou non dans la journée ? On nous interdisait e jouer et de nous amuser, à moi, frère et à moi. ous devions assister aux matines et à la messe, aiser les mains à des popes et à des moines, et, hez nous, réciter d'interminables litanies. Tu es ieuse, toi, et tu aimes tout cela ; moi, la religion ie fait peur et, lorsque je passe devant une église, ion enfance me revient à la mémoire et mon cœur se serre. A huit ans, je fus mis au hangar ; y travaillais comme le premier petit apprenti enu, ce qui n'était guère pour améliorer ma santé, ar on m'y battait presque tous les jours. Puis, uand on m'eut envoyé au collège, j'étudiais jus- u'à l'heure du retour à la maison, et ensuite je etournais travailler jusqu'au soir, dans le même angar ; et cela dura ainsi jusqu'à l'âge de vingt- eux ans. A ce moment-là, je me liai à la Faculté vec Yartzev, qui me persuada de quitter la mai- on paternelle. Ce Yartze m'a fait beaucoup de ien... Sais-tu ce que nous devrions faire, — con- lut Alexis en riant de plaisir, nous devrions endre visite à Yartzev. C'est un cœur si noble ! Il era si touché !

ANTON TCHEKHOF.

(Traduit du russe par G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

LA MÉMOIRE ESTHÉTIQUE DU PAYSAGE CHEZ L'ENFANT

D'une série d'études expérimentales que nous avons entreprises sur le développement du senti- ment esthétique chez les enfants, les jeunes gens et les jeunes filles (1) nous extrayons quelques pages relatives à la mémoire esthétique des re- productions de tableaux représentant des paysa- ges. Cette contribution à l'esthétique expérimen- tale de l'enfant peut présenter un certain intérêt génétique et éducatif : c'est à ce titre que nous la publions ici.

(1) *Bulletin de l'Institut général psychologique*, 1916; *Journal de psychologie normale et pathologique* (sous presse). Travaux de la Faculté de Pédologie de Bruxelles.

Les expériences ont été faites sur 251 élèves des écoles moyennes d'un faubourg de Bruxelles : 147 garçons et 104 filles, âgés de 10 à 18 ans. Nous ne donnerons que les résultats jusqu'à l'âge de 14 ans et demi.

On montre aux élèves (1) quatre reproductions en couleur de tableaux de maîtres représentant les quatre formes les plus importantes du paysage, la *Campagne*, la *Forêt*, la *Montagne*, la *Mer*. Le coloris des quatre tableaux était assez semblable (prédominance du vert et du bleu foncé) ; le calme régnait partout ; pas de lumière éclatant les paysages ayant été pris après le coucher du soleil ; de l'eau partout. Nous avons cru ainsi égaliser, dans la mesure du possible, toutes les con- ditions, sauf celle du sujet qui variait d'un tableau à l'autre ; la technique était très semblable.

Ces quatre reproductions sont fixées au tableau noir pendant environ quarante minutes et les élè- ves sont invités à les examiner avec la plus grande attention, puis à en faire une description esthéti- que par écrit, c'est-à-dire, à détailler les beautés de chaque paysage.

Après cette première rédaction, basée sur l'ob- servation directe des tableaux, on laisse écouler huit jours et au bout de ce temps on entreprend l'expérience sur la mémoire esthétique. Les élèves n'étant pas prévenus, on se présente à nouveau dans la classe et on demande aux élèves de faire une nouvelle rédaction, mais en se basant cette fois-ci sur le souvenir, sans l'aide d'aucune pré- sentation. On exhorte les élèves à décrire de sou- venir les beautés de chaque paysage et de le faire aussi correctement que la première fois.

La comparaison des deux rédactions a conduit à envisager les différences essentielles entre la rédaction faite d'après l'image vue et la rédaction faite de souvenir. L'analyse a porté sur les ca- ractères suivants :

1. *Amplification ou abréviation* de la deuxième rédaction (mémoire) comparativement à la pre- mière (observation directe de l'image).

2. *Nombre des éléments* : a) *fantaisistes sur ajoutés* : b) *réels surajoutés* : c) *transformés* : d) *oubliés*.

3. *Caractère dominant de la description* de l'image présentée (1re rédaction) et de la descrip- tion faite d'après le souvenir (2e rédaction), au point de vue de la : a) *fréquence des éléments objectifs mentionnés*, et de la : b) *fréquence des impressions exprimées*.

La comparaison de *la longueur* de la deuxième

(1) L'expérience a été faite collectivement dans chaque classe.

rédaction (de mémoire) par rapport à la première montre que d'une façon générale, la deuxième rédaction s'amplifie chez les garçons en rapport avec l'âge, alors que chez les filles, l'amplification, déjà assez considérable dès le jeune âge, ne subit aux âges successifs que des oscillations irrégulières. Cette amplification est néanmoins plus fréquente chez les filles que chez les garçons. Outre cela, la deuxième rédaction se distingue encore par d'autres caractères : elle est mieux élaborée que la première : elle contient plus de raisonnements : plus d'explications : elle est plus poétique et l'impression y est intensifiée de façon remarquable.

L'amplification de la deuxième rédaction semble démontrer que la mémoire esthétique est fort bien développée chez les enfants. Cette mémoire se rapporte-t-elle à l'objet ou est-elle d'ordre verbal ? On pourrait croire que l'élément verbal joue un rôle important chez les jeunes enfants, à en juger par certaines réponses, où les deux rédactions paraissent, pour ainsi dire, identiques.

Mais à côté de la mémoire verbale il y a certes encore d'autres facteurs et ce sont ceux-là qui déterminent l'amplification de la deuxième rédaction. Pour décider de la question de l'intensité de la mémoire esthétique il est nécessaire de faire l'analyse des éléments contenus dans la deuxième rédaction par rapport à la première. Nous les avons divisés, comme nous l'avons indiqué plus haut, en quatre catégories : 1° éléments fantaisistes surajoutés ; 2° éléments réels surajoutés ; 3° éléments transformés ; 4° éléments oubliés.

Examinons d'abord les résultats obtenus chez les *garçons*. Les évaluations démontrent que le nombre des *éléments réels surajoutés* est considérable dans la deuxième rédaction et qu'il s'accroît encore avec l'âge d'une façon remarquable, tandis que le nombre des *éléments oubliés*, dont l'importance numérique est beaucoup moindre que celle des précédents, augmente légèrement vers 13 ans, pour diminuer notablement à partir de cet âge.

Le nombre des *éléments fantaisistes* surajoutés et des *éléments transformés* est insignifiant en général, leur maximum étant à 12 ans 8 mois. En général, vers l'âge de 13 ans, le nombre des éléments mentionnés plus haut, diminue, exception faite des éléments réels surajoutés qui augmentent considérablement.

Nous voyons par conséquent que la longueur de la deuxième rédaction (de mémoire), par rapport à la première, est déterminée par l'action de cinq facteurs, dont deux agissent dans le sens positif (détails réels surajoutés, détails fantaisistes surajoutés), un seul dans le sens négatif (éléments oubliés) et le quatrième et le cinquième restent sans influence sur la direction de la courbe (éléments transformés et, en outre, les éléments les plus nombreux, constituant le phénomène de la mémoire non altérée).

Des deux éléments positifs, le rôle de beaucoup le plus important est joué par les détails réels surajoutés. Nous pouvons maintenant répondre à la question de savoir si la mémoire esthétique du paysage est d'ordre exclusivement verbal. Le verbalisme n'apparaît que chez les jeunes enfants ; déjà vers 13 ans s'accentue nettement la courbe des éléments réels surajoutés. Elle prouve ce fait que les détails non signalés lors de la première rédaction ont été emmagasinés dans la mémoire et ont reparu lors de la deuxième. Il s'agit ici donc de la mémoire esthétique des choses vues.

L'analyse des caractères dominants de la première et de la deuxième rédaction démontre, que, d'une façon générale, le nombre des *éléments objectifs* prédomine sur l'impression, et ceci aussi bien dans la première rédaction (faite d'après l'image présentée), que dans la deuxième (faite d'après mémoire). Mais le nombre des éléments objectifs diminue irrégulièrement avec le progrès de l'âge, alors que celui de l'impression s'accroît pendant ce temps. Dans la première rédaction, la différence entre le nombre des éléments objectifs et celui de l'impression est considérable aux jeunes âges (86 p. 100 et 21 p. 100 à 10 ans). Dans la deuxième rédaction cette différence diminue notablement (65 p. 100 et 52 p. 100 à 10 ans).

Passons maintenant aux *filles*.

Ici encore le nombre le plus élevé est celui qui correspond aux éléments réels surajoutés. Il débute avec un taux élevé à 10 ans, s'abaisse entre 12 et 14 ans, pour remonter ensuite. Le nombre des éléments oubliés, dont l'importance numérique est beaucoup moindre que celle des précédents, diminue assez irrégulièrement, avec le progrès de l'âge (une augmentation très considérable se laisse constater vers l'âge de 14 ans). C'est à l'âge de 14 ans qu'on observe chez les filles le maximum d'éléments oubliés et le minimum d'éléments réels surajoutés. Leur mémoire esthétique est, en effet, influencée à cet âge par un troisième facteur : ce sont les éléments fantaisistes dont le nombre prédomine sur celui des éléments transformés et dépasse de beaucoup la valeur observée chez les garçons. Les éléments fantaisistes débutent à l'âge de 10 ans avec un taux de 23 p. 100, augmentent considérablement jusqu'à 15 ans et demi, en passant par leur maximum à 13 ans (60 p. 100).

C'est donc vers l'âge de 14 ans que nous observons chez les filles le maximum de trois éléments :

des éléments oubliés, des éléments fantaisistes surajoutés et des éléments transformés, en même temps que le minimum des éléments réels surajoutés. Cet âge correspond au maximum de l'activité fantaisiste et à la plus grande faiblesse de la mémoire chez les filles.

Quant aux caractères dominants de la première et de la deuxième rédaction, les éléments objectifs prennent le dessus il est vrai sur l'impression aussi bien dans la première rédaction que dans la deuxième. Mais la différence, assez considérable dans la première rédaction devient presque insensible dans la deuxième, à cause tout à la fois de la diminution du nombre des éléments objectifs que de l'augmentation de l'impression.

L'impression prédomine chez les filles sensiblement lorsqu'on les compare aux garçons. Cette prédominance est déjà marquée lors de la première rédaction, mais elle acquiert un taux encore plus élevé lors de la deuxième. Le maximum de l'impression chez les filles se montre à l'âge de 14 ans pour la première rédaction et à 13 ans pour la deuxième.

Les garçons accusent, en les comparant avec les filles, plus d'éléments réels surajoutés, moins d'éléments fantaisistes surajoutés, et moins d'éléments transformés ; ce qui semble démontrer qu'ils ont un esprit de critique plus accentué : qu'ils font un effort pour se rappeler la réalité, alors que les filles se laissent guider par les impressions, le sentiment ; il semble qu'elles préfèrent inventer des choses imaginaires, inexistantes, ou transformer la réalité, plutôt que de faire un effort de mémoire afin de reconstruire intégralement les choses observées. Laquelle de ces deux attitudes présente un avantage pour le genre de mémoire étudiée, c'est-à-dire pour la mémoire esthétique, c'est là une question, qu'il serait prématuré de vouloir résoudre ici.

En considérant les nombres des éléments oubliés, on remarque qu'ils présentent un rapport inverse chez les deux sexes. Alors que chez les garçons le nombre des éléments oubliés est plus grand dans le jeune âge et diminue fortement à partir de 13 ans, chez les filles c'est tout le contraire qui se laisse observer : le nombre des éléments oubliés, insignifiant jusqu'à l'âge de 13 ans, s'accroît considérablement entre 13 ans 6 mois et 14 ans 2 mois. D'une façon générale, les filles oublient moins que les garçons.

Nous avons démontré que le minimum de mémoire esthétique se laissait observer à 14 ans chez les filles et vers 13 ans chez les garçons. Ces constatations sont en accord complet avec les observations de Netschaieff qui a montré que toutes les espèces de mémoire étudiées par lui ont tendance à diminuer à la puberté. Cette crise est en particulier apparente chez les jeunes filles.

La particularité la plus importante qui distingue les filles des garçons, c'est la prédominance sensible de l'impression. Cette prédominance est déjà marquée lors de la première rédaction, mais elle acquiert un taux encore plus élevé lors de la deuxième.

Pendant les huit jours qui se sont écoulés entre la première rédaction faite d'après l'image présentée, et la seconde rédaction, faite de mémoire, des phénomènes importants se sont donc passés dans la mentalité des élèves. Abandonnée à elle-même, l'image mentale a subi une légère réduction sur certains points ; sur d'autres elle a subi une transformation. Mais le fait le plus saillant, c'est l'enrichissement de son contenu et cette amplification a trait aussi bien au côté intellectuel qu'au côté affectif. L'image mentale esthétique a gagné au bout de ces huit jours en étendue; elle est mieux élaborée ; elle contient plus de raisonnements, plus d'explications ; elle est plus poétique et l'impression y est intensifiée de façon remarquable.

L'image mentale est, dans la complexité de notre organisme mental, une sorte de cellule vive qui conserve sa vie à travers des transformations multiples et diverses, dit le Dr Jean Philippe (1).

Cette image, au cours des périodes qui forment les époques de notre vie mentale, varie profondément — comme un vivant : — elle s'est développée de certains côtés, et, d'autres côtés, diminuée ; elle a été souvent restaurée, remaniée, étayée. La réduction des images, leur dissolution est le fait le plus général. Lorsque l'image tend à disparaître, elle le fait de deux manières fort différentes : en l'une, on voit les détails s'atténuer successivement et s'éliminer les uns après les autres ; en l'autre l'image s'embrouille et devient si confuse qu'elle cesse bientôt d'être représentative. « Visualiser l'image, la voir presque comme un objet et retrouver ainsi l'écho de la perception originelle, voilà ce qui caractérise l'élément central de l'image, son âme, qui garde une vivacité presque hallucinatoire. L'imagination exerce dans l'organisme mental trois fonctions bien différentes, dit le Dr Philippe : reproductrice, créatrice, représentative. L'imagination reproductrice n'est que servante de la mémoire, tout son rôle se bornant à lui fournir la matière, la représentation mentale. Dans son essai sur l'*Imagination créatrice*, Th.

(1) Dr J. Philippe, *L'image mentale (évolution et dissolution)*. Paris, Alcan, 1903.

Ribot est venu montrer comment peuvent se former en nous des images nouvelles qui ne sont ni marquées pour la mémoire, ni simplement représentatives, mais des produits du désir, du sentiment, de l'instinct, etc., secondés par une imagination qui n'est alors ni reproductrice ni représentative. » Il s'agit dans l'espèce d'imagination créatrice.

Envisagées à ce point de vue, les images esthétiques que nous venons de décrire sont dues à la coopération des trois activités énumérées : elles portent le caractère d'une invention, elles relèvent de l'imagination créatrice. La dissemblance avec l'image mentale ordinaire peut être attribuée au caractère spécifique des images étudiées, c'est-à-dire à leurs caractères esthétiques. Ces caractères sont propres à éveiller l'imagination et sont de nature à actionner puissamment l'inconscient de l'individu.

Dans son étude sur le subconscient normal, Ed. Abramowski s'est servi de cartes postales illustrées qui présentaient des compositions avec différente richesse de détails. Bien qu'il ne s'agissait pas d'une évaluation esthétique, l'auteur constate néanmoins que l'image (deuxième description) se perfectionne. Nous y rencontrons des figures qui étaient oubliées, nous voyons des erreurs qui sont corrigées, de nouveaux détails vrais, qui viennent combler des anciennes lacunes : des généralités et des indéterminations qui se précisent comparativement à la première description qui suivait immédiatement la perception. De même les dessins ultérieurs présentent une supériorité. L'auteur considère ce fait comme important pour la psychologie du témoignage, attendu que « le témoignage présenté dans un certain délai de temps a plus de valeur que le témoignage immédiat après le fait ».

Nous croyons, pour notre part, en nous basant sur nos expériences personnelles comparées aux faits généralement constatés pour les images mentales ordinaires, que l'enrichissement de l'image ne se produit de façon appréciable que dans les cas, où les tests visuels présentés donnent matière au travail de l'imagination et, dans le cas actuel, l'imagination des sujets était stimulée même à leur insu, par le contenu esthétique des gravures présentées.

Nos résultats confirment d'ailleurs les conclusions des trois travaux de Ed. Abramowski (1), accomplis au laboratoire de psycho-physiologie de l'Université de Bruxelles, placé sous la direction de Mlle le Dr I. Ioteyko.

Dans les deux premiers travaux, l'auteur est arrivé à cette conclusion expérimentale, que *la subconscience normale*, dont l'origine se trouve dans les oublis des choses conscientes, ainsi que dans les impressions inconscientes, se compose des états affectifs, d'un caractère spécifique, appelés « sentiments génériques ». Ce sont les réductions émotionnelles des représentations. Dans la période de cryptomnésie, les sentiments génériques constituent une masse vivante et créatrice, laquelle, dans certaines parties, se rapproche du seuil de la conscience, dans les autres, s'en éloigne.

C'est dans la comparaison du souvenir avec la réalité qu'apparaissent les phénomènes étudiés dans le troisième travail. Un des phénomènes constatés peut être nommé « l'illusion de l'espace » ; le second sera considéré sous le titre de « jugement esthétique ».

Les expériences de la comparaison étaient faites de la manière suivante : l'auteur demandait au sujet (ces expériences ont été faites sur des adultes intelligents, capables d'introspection) d'évoquer dans sa mémoire le souvenir d'un des dessins connus lors des expériences anciennes, et un moment après il présentait au sujet le dessin lui-même, en demandant en quoi il différait du souvenir. Les réponses constatent principalement deux impressions : 1° l'étonnement, que le dessin est tellement encombré, qu'il présente si peu de place libre, d'espace et de perspective ; on énonce que dans l'image mentale on voyait beaucoup plus d'espace, que les figures étaient plus petites, tenaient moins de place, et étaient plus éloignées les unes des autres, c'est *illusion spatiale* du dessin ; 2° la seconde catégorie des réponses renferme un jugement esthétique : le *dessin semblait être plus joli dans le souvenir* ; il semblait être plus « impressionnable », plus « riche », plus « élégant », plus « expressif », etc. Ce sentiment de déception est expliqué par Ed. Abramowski de la façon suivante : la différence entre le souvenir et la perception du même objet ne se rapporte qu'au côté subconscient du souvenir, lequel représente la réduction émotionnelle des anciennes représentations, l'« oubli » du dessin vivant encore dans les différents « sentiments génériques », qui ne se laissent pas intellectualiser. Ce caractère du souvenir, cette réduction émotionnelle du passé, disparaît lorsque le souvenir se rencontre avec cette même réalité dont il provient. Si le subconscient se perd

(1) Ed. Abramowski. — Dissociation et transformation du subconscient normal. *Revue psychologique*, 1910, — Bruxelles. — Les sentiments génériques et la résistance de l'oublie. *Journ. de psychol. normale et patholog.*, 1910. — Les sentiments génériques en tant qu'éléments de l'esthétique et du mysticisme. *Revue psychologique*, 1911.

dans cette rencontre, c'est parce qu'il retrouve ses termes représentatifs dans la perception et à partir de ce moment cesse d'être le sentiment générique.

Puisque en même temps se perd aussi cet élément du « beau » qui était dans le souvenir, et apparaît le sentiment de déception, on peut conclure, dit l'auteur, que c'est dans les sentiments génériques de l'oubli que se trouve l'élément esthétique. Cette explication de la provenance psychologique du sentiment esthétique n'est certes qu'une hypothèse, mais elle méritait la peine d'être signalée.

MARIE GRZEGORZEWSKA.

LE MOUVEMENT PHILOSOPHIQUE

LES LEÇONS PSYCHOLOGIQUES DE LA GUERRE (1)

Une guerre où luttent quatorze États, qui s'étend à presque toute l'Europe, à presque toute l'Afrique et à une grande partie de l'Asie, une guerre qui met en cause une moitié de la terre et dont souffre plus de la moitié du genre humain, n'est pas sans apporter de nombreux enseignements et, parmi eux, des enseignements d'ordre psychologique. Le premier, le Dr Gustave Le Bon s'en est avisé. Le nouveau volume qu'il publie, *Hier et Demain*, en fait foi tout autant que ses deux aînés sur les *Premières conséquences de la guerre* et les *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne*. Que le Dr Gustave Le Bon ait plus qu'un autre profité de la cruelle expérience que nous devons au vaste conflit qui ravage le monde, il ne faut pas s'en étonner. A l'encontre de tant de psychologues de cabinet, le Dr Gustave Le Bon, que les disciplines scientifiques ont formé, regarde davantage dans la vie que dans les bibliothèques, et dans les journaux que dans les manuels de philosophie. Habitué aux travaux de laboratoire qui lui valurent d'intéressantes découvertes, il préfère les faits aux livres. Il doit à ce goût de voir la réalité — ce qui n'est pas commun — avec une netteté que ne vient altérer aucune considération étrangère. Indépendant jusqu'à dire en face aux gens les plus haut placés ce qu'il pense d'eux, — ce qui, pour être souvent véridique et toujours réjouissant, n'est peut-être pas toujours extrêmement politiquement aimable, — l'autorité qu'il a acquise tient non moins qu'à son intelligence, qu'il faut tenir pour des plus puissants cerveaux de ce temps, à cette franchise de caractère, qui ne favorise pas médiocrement la lucidité de ses vues. Non moins audacieux à l'égard des idées qu'à l'égard des personnes, le Dr Gustave Le Bon se plaît particulièrement à dénoncer, tout en reconnaissant leur puissance, les illusions dont vivent les hommes.

Aussi bien, le Dr Gustave Le Bon montre, à la lumière des événements actuels, l'erreur du pacifisme et quelle chimère était un droit international privé de sanctions. Très justement, il impute la responsabilité de ces deux « fantômes » au rationalisme, dont nous étions imbus, nous Français, avant la guerre. N'amenait-il pas beaucoup d'entre nous à croire que la raison, exclusivement, conduit les hommes et que tout, en somme, peut s'expliquer par elle ? Il n'est pas pire erreur. Tel est le plus important enseignement psychologique que cette guerre nous a donné. Le Dr Gustave Le Bon l'a su admirablement dégager. A tous égards, il faut l'en féliciter.

Que la raison ne conduise pas les peuples, c'est ce dont on ne peut plus douter depuis que l'Allemagne, qui avait atteint un haut degré non seulement de prospérité mais de culture, que personne n'inquiétait ni ne molestait, et qui n'avait qu'à continuer de travailler au milieu de l'apathie générale pour devenir maîtresse de l'univers, sur lequel s'étendaient son commerce et ses nationaux, a brusquement rompu la paix pour un profit incertain, même en cas de victoire, et au risque d'être ruinée, dans le cas contraire. Grisés par le surcroît de leur population, les progrès de leur industrie, les résultats de leur organisation et leur influence sans cesse grandissante, les Allemands se sont crus supérieurs à tous les autres peuples et appelés à les régénérer en les domestiquant. Fiers de cette supériorité qu'ils s'attribuaient, ils se sont imaginé avoir mission de dominer le monde. Comme y insiste le Dr Gustave Le Bon, l'entrée en guerre de l'Allemagne a été déterminée par cette conviction, qui est bel et bien une idée mystique.

C'est ce qui explique que, malgré les témoignages les plus probants, — le mysticisme étant essentiellement réfractaire à l'expérience, — les Allemands restent convaincus que la guerre leur a été imposée par l'Angleterre, la Russie et la France conjurées contre eux. L'évidence des documents diplomatiques et le manque de préparation manifeste dans lequel les hostilités surprirent les Alliés n'ont pas réussi à ébranler leur certitude.

(1) Dr GUSTAVE LE BON. — *Hier et Demain. Pensées brèves*, 1 vol. in-16. — *Premières conséquences de la guerre: Transformation mentale des peuples*, 1 vol. in-16. — *Enseignements psychologiques de la guerre*, 1 vol. in-16 (Flammarion).

Le mysticisme de l'Allemagne explique, en outre, sa force de résistance, celui-ci ayant pour caractéristique, loin de s'amoindrir, de s'exalter sous les coups du sort. Aussi bien, c'est la croyance mystique à la mission providentielle de leur pays, donc à son triomphe certain, qui a permis aux Allemands de toutes classes et de toutes conditions, de toutes opinions politiques et de toutes confessions religieuses, de faire bloc pour l'attaque et pour la défense non seulement militaire mais économique. Du jour au lendemain, l'unanimité s'est faite parmi eux pour imposer leur hégémonie.

Ne faut-il pas, enfin, attribuer en partie à l'assurance où se trouvent les Allemands de détenir une mission, leur insigne mauvaise foi et leur système barbare de terrorisation, le salut du monde dont ils s'estiment chargés, justifiant, à leurs yeux, les plus horribles moyens ?

Le mysticisme, d'ailleurs, pour être très différent, n'existe pas moins chez les Alliés. La patrie, pour laquelle les Français se battent ; la liberté au nom de quoi les Belges ont résisté à l'invasion; l'honneur qui a fait les Anglais se lever pour défendre leur signature au bas du traité garant de la neutralité belge ; le droit des nationalités, qui a réveillé contre l'Allemagne l'enthousiasme italien, ne sont pas autre chose que des idées mystiques, de ces idées pour lesquelles on vit et pour lesquelles on meurt, parce qu'autour d'elles cristallisent les sensibilités individuelles et collectives ? Le Dr Gustave Le Bon a raison : ce ne sont pas des idées traditionnelles, mais des idées affectives et mystiques, donc des sentiments qui conduisent les peuples. La guerre nous l'a fait bien voir.

C'est, du reste, à cause de la prépondérance de la sensibilité, dans leur constitution mentale que les peuples s'ignorent. Ils s'ignorent au point qu'on pourrait presque dire qu'ils sont impénétrables les uns aux autres. Quelles fautes et combien nombreuses ont commises les Allemands, du fait de cette méconnaissance ! Ils ne soupçonnaient pas que la Belgique leur refuserait le passage et retarderait ainsi leur marche sur Paris : d'où la défaite de la Marne. Ils ne supposaient pas que les Anglais, dont ils supputaient les dissensions intestines, viendraient au secours des Belges. Ils ne pensaient pas que la France, qu'ils jugeaient corrompue, se défendrait. Ils le pensaient si peu qu'ils n'ont pas concentré contre nous, au début, le maximum de leur effort. Ils croyaient, d'autre part, que leurs atrocités feraient s'incliner le monde : elles ont révolté la conscience universelle et décidé les adversaires de l'Allemagne à détruire son militarisme. Dernièrement encore, les Allemands se sont imaginé terroriser les Etats-Unis par la menace des torpillages sous-marins : la rupture diplomatique fut la réponse. Les Allemands, du reste, ne sont pas les seuls à avoir témoigné d'une pareille ignorance psychologique. Les Alliés lui doivent beaucoup d'échecs. Qu'il suffise de citer la croyance à la loyauté bulgare, à la reconnaissance grecque, à la prééminence d'un idéal de justice chez les neutres.

Une autre caractéristique de la guerre a été dans tous les pays, sauf en Autriche, la substitution d'une âme collective à l'âme individuelle. En vain, les Allemands avaient-ils escompté nos divisions. Dès le début des hostilités, les nombreux partis politiques entre lesquels était partagée l'opinion française firent abstraction de leurs discordes pour conclure « l'union sacrée ». Ouvriers et bourgeois, paysans et financiers marchèrent d'un seul mouvement à la frontière. Il ne fut même pas question de la grève générale que certains socialistes s'étaient plu à considérer comme un recours ultime contre la guerre. Sans parler de l'Allemagne qui forma bloc, nulle part cette substitution d'une âme collective à l'âme individuelle ne fut plus frappante qu'en Italie, car, outre que nulle part ailleurs on n'est plus individualiste, aucun pays n'était davantage divisé de toutes manières.

A la place des intérêts particuliers qui, d'ordinaire, opposent les hommes, les combattants n'envisagèrent plus, du jour au lendemain, que l'intérêt national. En un clin d'œil, par le fait de leur incorporation dans l'armée, les plus invétérés égoïsmes firent place au plus sublime altruisme. On vit des soldats courir à la mort en chantant et risquer leur vie pour sauver, qui un camarade, qui un officier. Ah ! combien étaient à courte vue les philosophes qui, avant la guerre, n'assignaient comme mobile de conduite que l'intérêt personnel ! La guerre leur a infligé le plus flagrant démenti que puisse recevoir théorie. Victimes de leur rationalisme, la raison ne nous conseillant jamais, en effet, que de poursuivre notre intérêt propre, ces philosophes n'avaient oublié qu'une chose : le sentiment, qui, s'il a déjà une très grande influence sur les actions individuelles, est prépondérant sur les collectivités.

L'âme collective, aussi bien, que, partout ou à peu près, créa la guerre, doit sa particulière puissance, non seulement à une communauté actuelle de sentiments entre membres d'une même patrie, mais encore et surtout à une communauté passée. Dans les grands cataclysmes, en effet, alors que les dernières acquisitions de l'âme d'un peuple disparaissent, balayées par la tourmente, les sentiments profonds, ceux hérités des ancêtres, demeurent et, par le fait, réapparaissent à la surface.

De là, pour ceux qui ont l'habitude depuis longtemps de vivre ensemble, une communauté héréditaire de sentiments, qui, dans la guerre européenne, a beaucoup contribué, chez les anciens peuples, à fondre en une âme commune les âmes individuelles. L'Autriche Hongrie, pour n'avoir jamais formé une nation, mais un assemblage de nations réunies par une bureaucratie, n'a pu à aucun moment de cette guerre conquérir une âme nationale. Inversement, dans les vieilles nations, l'âme héritée a si bien reparu au choc de la catastrophe, qu'elles nous sont apparues avec une physionomie que nous ne leur connaissions pas : celle que leur ont léguée leurs aïeux, et qui reste, d'ordinaire, cachée sous des alluvions plus récentes. Qui, avant la guerre européenne, pouvait s'imaginer l'Allemagne capable de brûler, de piller, de violer, de massacrer les civils, de tuer les vieillards, les femmes et les enfants, comme elle s'y est appliquée avec cynisme et méthode ? Sous le coup des hostilités, le Barbare germain a reparu, avec sa férocité native, dans l'âme du savant à lunettes, comme dans celle du placide bourgeois de Munich ou de l'industriel de Hambourg. Des gens, qui, d'ordinaire, étaient bons pères, bons époux et n'auraient pas fait de mal à une mouche, se sont révélés voleurs, incendiaires, assassins et, qui pis est, bourreaux. Ne l'oublions pas, du reste, le mysticisme orgueilleux qui a précipité l'Allemagne dans la guerre est, en grande partie, l'œuvre de cette âme ancestrale avide de rapines. L'Allemagne tout entière, et non seulement la dynastie des Hohenzollern, s'est unie d'un cœur joyeux contre ses voisins dans l'espoir d'un butin énorme et facile. C'est le même espoir qui faisait jadis sortir de ses forêts l'antique guerrier germain pour le jeter, afin de les rançonner, sur les nations plus civilisées et plus riches.

A l'âme rapace du Germain, les Français, les Anglais, les Belges, les Italiens ont opposé une âme façonnée par de longs siècles de civilisation, une âme, comme telle, éprise d'honneur, de droit et de loyauté. La guerre, loin de les anéantir, a rendu au jour, parce qu'anciennes, les qualités chevaleresques et pitoyables qui distinguent ces peuples. Hélas ! cette supériorité morale leur fut, à maintes reprises, une faiblesse en face de Barbares sans scrupules que le choix des plus odieux moyens n'a jamais fait hésiter, alors que nous reculions devant des initiatives susceptibles d'enfreindre les conventions internationales.

De fait, la présente guerre est, à la lettre, comme la définit excellemment le Dr Gustave Le Bon, une guerre de mentalités. Deux conceptions s'y opposent qui en font une guerre d'idées, non pas à l'état pur, mais épousées par la [illegible] une guerre de croyances.

Pour les Allemands, la force c'est le droit. Elle est, par suite, supérieure à tout. Pour les Alliés, au contraire, le droit prime la force.

Il en résulte que, pour les Allemands, il ne saurait y avoir ni morale ni justice entre Etats : ils sont au-dessus de tout. Pour eux, nécessité fait loi. Il n'y a ni morale, ni droit internationaux. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle les Alliés, qui se battent en vue de faire prévaloir la thèse contraire, appellent les Allemands des barbares, ainsi qu'il appert des cruautés sans nom que leur doctrine encourage.

Les Alliés, qui pensent que le droit, comme la morale, est au-dessus, non seulement des individus, — ce qu'admettent nos ennemis, — mais encore des nations, luttent pour l'établissement d'un droit international, seule garantie, au surplus, de la liberté individuelle, que supprime, pour faire place au plus complet servage, le militarisme prussien. D'un mot, ils combattent pour la civilisation contre la barbarie, s'il est vrai que la croyance à un droit des gens, obligeant les gouvernements, est plus féconde que celle, très ancienne, qui ne s'en remet qu'à la force de décider entre Etats.

PAUL GAULTIER.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Le style de Jules Lemaître. — Le Comte de Monte-Christo. — Hugo et Dumas père.

Mme Myriam Harry vient de commencer la publication d'une nouvelle série des *Contemporains* de Jules Lemaître. Ce volume contient des articles de la *Revue bleue*, quelques conférences, beaucoup de *Billets du matin* parus au *Temps*, des études sur Flaubert, Daudet et Sainte-Beuve, qui sont dans la meilleure manière de Jules Lemaître. Nous apprenons, d'autre part, que M. Vigrain se propose lui aussi de recueillir, parmi les articles que l'illustre critique donnait aux *Débats*, ceux qui n'ont pas encore été réunis en librairie.

Ces nouvelles publications continueront à faire la joie de tous les lettrés. Le talent de Jules Lemaître a exercé une séduction à laquelle personne n'échappe et qui durera longtemps. C'est dans la *Revue Bleue*, on le sait, qu'il débuta et publia les fameux articles sur Georges Ohnet, Renan et Veuillot.

Le talent de Jules Lemaître est tellement subtil et profond, si contradictoire et si ondoyant, qu'il faut beaucoup d'attention pour bien comprendre et pour bien expliquer en quoi il consiste.

Ouvrez n'importe quels livres de critique : la diction et les tours de phrases sont toujours d'un auteur qui écrit. Chez Jules Lemaître, au contraire, la phrase et la diction sont toujours d'un homme qui vous parle. Faguet, Brunetière et les autres disent ce qu'ils pensent ; Jules Lemaître dit ce qu'il sent. La sensibilité prenant la place du jugement, voilà la marque et l'originalité de cet analyste intellectuel. Il sent profondément, de tout son être, presque en malade, et il n'a d'autre but que de vous dire ses sensations et ses impressions, sincèrement, telles qu'elles sont.

Il existe un style irréprochable, qui est celui de tous les gens qui écrivent bien, un style brillant, rapide, émaillé, qu'on s'assimile très facilement avec un peu de vocation. Ce *style-confection* est aussi bien le vôtre que celui du voisin... Mais il y a aussi un autre style, celui qui n'est qu'à vous et qui vous fait reconnaître entre mille, et c'est ce style là qui est rare et que possèdent seulement quelques privilégiés ; et c'est ce style qui fait le ton extraordinaire de Jules Lemaître. Or, ce style vient uniquement chez lui de la sensibilité, d'une façon profonde d'exprimer la sensation à la manière de Pierre Loti. Jules Lemaître serait une sorte de Pierre Loti de la critique. Je le lui dis un jour très sérieusement. Il me répondit en riant avec un peu de malice : « Va pour Pierre Loti... Je veux bien, moi. » Plus je relis Lemaître, plus cette ressemblance me poursuit. Il a réellement parlé de certaines œuvres sur un ton de souffrance, d'obsession, j'allais presque dire de cauchemar, qui fait songer aux paysages oppressants de Loti. Relisez ce qu'il a dit de *Pêcheur d'Islande*, vous verrez l'affinité de ces deux talents, dans des genres pourtant si opposés...

C'est la sensibilité qui donne à la prose de Jules Lemaître cet air de confidence intime, chuchotée, d'un homme qui parle, qui se confesse... Il a dit d'Alphonse Daudet : « Sa conversation était une fête. Il racontait avec tout lui-même, notamment avec ses fines mains ». Jules Lemaître aussi, par un geste habituel de sa main à la hauteur de la tempe, semblait pétrir et caresser ce qu'il disait : ses doigts remuaient comme pour écarter, expliquer, prévenir. Je lui disais un jour : « Puisque vous avouez que Fénelon est un mauvais peintre, un descriptif banal, si loin d'Homère, comment pouvez-vous dire qu'il a senti l'antiquité ? — Oui, répondait-il, en fronçant les sourcils et en fermant les yeux.. Oui, sans doute, Fénelon n'est pas un artiste... ses descriptions ne sont pas bonnes... Mais néanmoins... néanmoins... la lumière, l'unité, la simplicité antiques... il a senti cela... » Et ses doigts, accompagnant sa pensée, semblaient tâtonner, se promener autour de ce Fénelon invisible, qui, en effet, malgré tout, a compris l'âme antique.

Emile Faguet avait un côté, rien qu'un côté, de ce style à conversation : il avait l'esprit, le bavardage, la facilité, la camaraderie sautillante. Jules Lemaître écrit avec une étreinte enveloppante, une émotion qui vient du dedans et qui vous captive, parce qu'il est pris lui-même et captivé tout entier. C'est par cette simplicité dans la profondeur qu'il a conquis le public, et aussi par d'autres contrastes de sa nature, par sa drôlerie, entr'autres. Jules Lemaître était le seul homme capable de faire une charge de la foire de Neuilly en même temps qu'une tragique évocation d'Andromaque. Il mêlait tout à coup, aux plus belles expressions de style, des mots d'une familiarité inattendue. Il pouvait dire à la fois des personnages de Maeterlinck : « Ils ont une psychologie de pupazzi malades » et de Bossuet : « Pour l'autorité, il est unique. Tout ce qu'il dit a comme un air d'éternité. » En jugeant le caractère de M. de Volmar, le mari de l'*Héloïse* de Rousseau, il fait cette brusque réflexion : « Il en a une santé ce Volmar ! » Il dit de Châteaubriand : « Il se maria. Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ? » Ailleurs, se trouvant un peu sévère, il se reprend : « Mais je suis bon là avec mes objections... » Ou encore : « Voilà ce qu'ont su faire Gervex et Stevens. Tout simplement. » Un jour, dans une conférence, discourant sur la mort et le néant qui nous attend tous, il s'interrompt en disant : « Si nous parlions d'autre chose ? » Ces familiarités ne choquent pas chez lui, parce qu'elles viennent d'une conviction profonde et qu'elles n'ont rien de commun, encore une fois, avec la gaminerie de Faguet, écrivant dans un feuilleton des *Débats*, à propos de Corneille amoureux : « Ça en bouche un coin à Racine. »

On a souvent reproché à Jules Lemaître son dilettantisme, son impressionisme. Il s'en est expliqué, et il a même un jour raillé Brunetière, en lui démontrant qu'il aboutissait, lui aussi, à la même critique d'impression personnelle. Il faut prendre Jules Lemaître tel qu'il est, et ne pas lui faire un tort de ce qui fait précisément son charme. On ne résiste pas à cette bonhomie imperturbable et malicieuse, à cette diction sobre, intime, réfléchie, qui appuie et détache tout ce qu'elle exprime et sait mettre parfois tant de pure émotion dans les choses les plus simples, comme dans ces lignes sur Alphonse Daudet, par exemple : « C'était un être merveilleux. Il était beau et il avait une âme in-

hommes tendre, frémissante, aimante. Il avait la pitié et l'intelligence la plus profonde des faiblesses et des misères... Je ne pense jamais à lui sans un mortel regret de ne pas l'avoir vu autant que j'aurais pu le voir, ni sans un serrement de cœur au souvenir de ses souffrances et de l'interruption si douloureuse d'une si éclatante fortune. C'est celui que j'ai admiré, senti, aimé le plus naturellement, le plus directement, le plus familièrement... »

Malgré les audaces d'un scepticisme qui ne rougissait même pas de se contredire, Jules Lemaître tenait fermement à ses opinions et quelquefois il s'y entêtait. Ainsi, lui qui ne croyait pas à grand chose, il s'est montré très sévère sur la foi religieuse de Chateaubriand, qui était à peu près celle de son époque, tout au moins celle du *Génie du Christianisme*, une foi d'imagination et de sensibilité. Il a traité Chateaubriand comme une sorte de don Juan doublé d'un Gaudissart. Un soir, à un dîner de la *Revue Hebdomadaire*, je lui dis respectueusement combien sa sévérité désolait les admirateurs du grand homme. Il me répondit textuellement ce mot qu'il applique quelque part à Sainte-Beuve : « Je n'aime pas à être dupe. »

D'autres fois cependant il reconnaissait ses erreurs de bonne grâce. Ainsi, il avait naturellement adopté l'opinion qui consiste à voir dans Châteaubriand une espèce de Tartarin ayant à peu près inventé les étapes de son impossible voyage en Amérique. L'abbé Bertrin avait entrepris de réfuter cette accusation, dans une brochure qu'il envoya à l'impitoyable conférencier. Jules Lemaître tint compte de ses observations et modifia son texte pour la publication de la *Revue Hebdomadaire*.

Voilà, je crois, à peu près et en raccourci, l'idée qu'on peut se faire du talent et de la sincérité de Jules Lemaître...

En racontant les derniers jours de l'illustre critique, il est regrettable que Mme Myriam Harry n'ait pas songé à nous dire dans quel état d'âme est mort ce souriant pessimiste, qui avait fait le tour des idées politiques et littéraires et semblait s'être volontairement arrêté au seuil des idées religieuses. Avait-il gardé quelque chose de ses premiers sentiments chrétiens, ou est-il mort dans la tranquille résignation d'un disciple de Marc-Aurèle ? Il est toujours intéressant de savoir de quel côté a penché la sensibilité d'un homme de valeur, et comment il a vu la vie et la mort « à la lueur du dernier flambeau », comme dit Saint-Simon.

*
* *

L'immense succès que le *Comte de Monte-Christo* vient d'obtenir dans tous les cinémas de Paris est un fait significatif qui contient plus d'un enseignement pittoresque. Il prouve d'abord que le célèbre roman du grand Dumas n'a jamais cessé d'être populaire. Sous quelque forme que ce soit, le succès est le même. *Monte-Christo* et *les Trois mousquetaires* ont victorieusement franchi les premières épreuves de l'immortalité, et il pourrait bien se faire qu'il y eut dans ces œuvres quelque réel mérite littéraire qui en explique et en assure la durée. La production de Dumas père atteste, en tous cas, une puissance de création prodigieuse qui rappelle Balzac et Shakespeare. Ce n'était réellement « pas un homme, mais une force de la Nature ».

Dialogue, rapidité, esprit, vie intense, le mouvement, l'art de conter, toutes ces qualités de Dumas sont non seulement littéraires, mais éminemment françaises, des qualités de race, comme la clarté, la droiture, l'équilibre moral. Henry de Bruchard avait très bien vu cela et l'avait dit dans un excellent article. Il y a décidément tout profit à lire les romans de l'intarissable conteur. Ils sont une perpétuelle leçon de patriotisme, de devoir, de gloire, d'honneur. Il a mis en romans les chroniques de l'histoire de France sans parti-pris politique et sans sectarisme. C'est un homme de justice, d'impartialité, d'ordre, de discipline. Il eut comme un autre sa crise romantique avec *Antony*; mais sa révolte fut de courte durée. L'Histoire le sauva du romantisme. « Son œuvre, dit justement Bruchard, est une lecture pour gens bien portants », tandis que Dumas fils, au contraire, semble très souvent un auteur pour gens du monde blasés.

On a publié beaucoup de parallèles entre les deux Dumas, et presque tous sont à l'avantage de celui que Balzac appelait le *nègre*. Un des jugements les plus intéressants est celui de Victor-Hugo. L'auteur de la *Légende des siècles* prononça un jour à table ces piquantes paroles : « L'Académie a commis une grosse faute en n'élisant pas le glorieux auteur des *Mousquetaires*. Elle ne l'a pas réparée, tant s'en faut. Le père et le fils auraient dû appartenir tous les deux et en même temps à la Compagnie... Dumas père, c'était le génie et même il avait plus de génie que de talent. Son imagination concevait une multitude de faits qu'il jetait pêle-mêle dans la fournaise. En sortait-il du bronze ou de l'or ? C'est ce qu'il ne s'est jamais demandé. Il n'usait point l'ardeur de sa nature tropicale dans les efforts de son œuvre prodigieuse : il avait le besoin d'aimer, de se dévouer et les succès de ses amis lui étaient presqu'aussi chers que les siens... Dumas fils, c'est tout le contraire. Ce père et ce fils sont aux deux pôles ; il est impossible de trouver deux natures plus dis-

semblables. Dumas fils, c'est le talent, autant de talent qu'on peut en avoir, mais rien que du talent... »

C'était la vernie : mais c'est tout de même quelque chose que d'avoir eu du talent, quand on n'a pas pu avoir du génie.

ANTOINE ALBALAT.

LA VIE ARTISTIQUE ET MUSICALE

Nouveaux aspects de Paris pendant la guerre. — La ligne d'Ingres et la leçon de la probité, dans la collection Degas. — Un péril nouveau pour la musique française : la revanche de la musique légère et de l'opérette. — A travers les livres : M. Debussy, critique musical.

Sous la menace du ciel, nos musées se referment et remballent leurs trésors : la statue de Ney, nouveau Commandeur, a quitté son piédestal ; *la Marseillaise* de Rude et la *Danse* de Carpeaux ont disparu sous un matelas de sable, pour échapper au destin des statues de Reims : situation privilégiée des génies, qui n'est pas flatteuse pour les hauts reliefs académiques de leurs obscurs voisins d'immortalité !

Pour l'heure, expositions et concerts, peintres et chefs d'orchestre abondent dans le sens de leurs programmes routiniers et de leur « manière » : et, sans escompter l'avenir, chacun vit sur son passé. Sauf de beaux *intérieurs* et de *chardinesques* natures mortes de M. Lobre à la ponctuelle réunion des *Douze*, je ne vois guère à vous signaler, au nom de la haute probité de l'art, que la révélation prochaine apportée par la collection Degas : allez découvrir, demain 24 mars, à la même Galerie Georges Petit, le goût français d'un singulier artiste, qui n'était pas seulement le pastelliste des laideurs de l'existence et de l'envers décevant du théâtre, mais le plus clairvoyant des amateurs, sachant faire de la ligne d'Ingres la reine discrète, mais dominatrice, de sa petite collection privée.

Sobrement harmonieuse comme la peinture antique, la simple esquisse du grand prix de Rome de 1801, tel *crayon*, comme l'admirable *Etude pour la grande Odalisque* ou le moindre projet pour la paisible *Apothéose d'Homère*, instruit silencieusement tout le procès de l'art moderne et fait comprendre l'intransigeante passion d'Ingres le violoniste pour la mélodieuse eurythmie du grand Gluck. Quel exemple et quelle leçon non moins grandiose qu'imprévue, parmi tant d'insouciantes pochades du romantisme et de l'impressionnisme ! Au surplus, chez Degas, comme à nos Salons de jadis, la lutte persistait entre la ligne olympienne et le mystère transmis par la couleur pathétique de cette petite *Piéta*, superbe réduction du *Christ au tombeau* que Delacroix vendait pour 2.000 fr. au comte de Geloës, le 28 avril 1847, et dont l'auteur disait dans ses *agendas* : « L'ensemble inspire une émotion qui m'étonne moi-même ». Enfin, plus savoureux encore que *le Jambon* de Manet, un petit Corot d'Italie vous consolera de n'avoir pas revu *le Manoir de Beaune-la-Rolande*, acquis, avec tous les tableaux modernes de la magistrale collection Sarlin, par M. Hansen, le plus sincèrement francophile des amateurs danois.

*
* *

Hâtons-nous maintenant de terminer nos lectures (1), avant d'aller applaudir à l'Opéra *Castor et Pollux*. Aux *Propos* bienveillants et fleuris de M. Camille Bellaigue, s'oppose la logique rigoureuse de M. Pierre Lasserre : musicien, voire compositeur, l'auteur de *l'Esprit de la Musique française, de Rameau à l'invasion wagnérienne* (Payot) brille dans la pléiade innombrable de nos universitaires artistes par une pensée très sévèrement déductive et concentrée, toujours exigeante pour elle-même autant que pour les autres, et qui préfère la froide lumière de l'analyse à l'éloquence de la synthèse.

« La logique est la passion qui consume tous les Français, avides de porter un jugement sur tout », écrivait un jeune Saxon dépaysé dans le Paris rossinien de 1840 ; et voilà pourquoi le premier de ses romantiques admirateurs affirmera, vingt ans plus tard, que la France raisonneuse ne peut être foncièrement *artiste* ni *poète*... Mais le goût de M. Pierre Lasserre habite aux antipodes du romantisme : il apparaît donc peu tendre à Jean-Jacques, à Berlioz, à Baudelaire, à Wagner lui-même. Ce n'est pas lui qui voudrait accorder au philosophe Bazaillas que Jean-Jacques a su dominer les circonstances et gouverner sa vie.

Ce n'est pas lui qui voudrait définir, avec le philosophe Henri Lichtenberger, Richard Wagner « un penseur » ; ce n'est pas lui non plus qui l'appellerait « un classique » ! Rebelle, par nature et par principe, à toute influence de la brise du Nord ou du vent d'Est, il redoute comme une « invasion » conquérante toute importation de la culture étrangère ; et s'il a parfaitement raison de prévoir que « le moment viendra », tôt ou tard, de remonter les drames wagnériens, nous ne saurions

(1) Voir la *Revue Bleue* du 26 janvier 1918, p. 63.

pourtant croire avec lui que l'heure soit déja venue de procéder à la révision de l'idée que nous suggère l'évident génie contenu dans ces drames sonores, car l'instant nous rendrait fatalement injustes.

Telle est en toute franchise l'impression que nous laissent les six chapitres d'une studieuse enquête consacrée par M. Lasserre à l'œuvre de Grétry, de Rameau, des Italiens modernes (depuis l'abondant et paresseux Rossini jusqu'au rude et loyal Verdi), de l'éclectique Meyerbeer, « immortel, tant qu'il vécut » (?), de Wagner poète et de Wagner musicien : docte série d'études « qui n'offrent pas entre elles une véritable suite historique » et qui se préoccupent d'abord, avant tout, des influences trop longtemps subies par cette entité vivante, mais indéfinissable en soi, comme la physionomie d'un individu, qui se nomme *la musique française*. Impossible, en effet, de la réduire en formules, « non qu'elle manque de corps et de réalité, mais parce que, au contraire, la réalité, telle que nous l'observons dans l'histoire (et comment l'entendrions-nous dans l'histoire, si nous ne la sentions s'agiter en nous ?) en est trop vive et trop débordante ! » Aussi bien, l'auteur nous promet-il une seconde série « d'observations » sur Lulli, Monsigny, Boieldieu, Berlioz et les écoles françaises de la seconde moitié du XIXe siècle, et nous l'attendons avec une impatience accrue par cette regrettable solution de continuité.

La suite complète de l'évolution de notre musique, nous l'avons enfin trouvée, un peu flottante et discursive encore, mais chaleureusement défendue, dans les *Douze causeries* (Georges Crès) illustrées d'une préface, courte et bonne, de M. Claude Debussy, sous forme de lettre au savant organisateur de ces conférences faites à Lyon, au printemps de 1915, M. Paul Huvelin.

Vous avouerai-je que M. Debussy, critique musical, me paraît très supérieur à M. Debussy musicien, parce qu'il fait profession du plus pur esprit français ?

La Revue Blanche, en 1901, le *Gil Blas*, en 1903, nous avaient déja révélé ce décadent spirituel, qui n'a jamais voulu hurler avec les loups de la Forêt Noire : on connaît sa définition de la *Tétralogie* de Bayreuth : « le Bottin des Leitmotifs ». Aujourd'hui, plus résolument que jamais, sa frivolité native de bon Français de l'Ile-de-France se déclare pour la leste opérette contre la lourde symphonie, pour *la Madelon* des poilus, « qui patangent héroïquement dans la boue », contre les forts en thème des Conservatoires de nos deux rives... « Rétrouvons notre liberté, nos formes », écrit-il, et, dans l'encouragement prodigué par les vaux-de-vaudevilles maîtres ou la gravité mâtine de leurs thèses sérieuses. Un ventom de tant de petits jeux byzantins ne trouve pas de soutien que « Chabrier et Messager, seulement dont par la music comique est mort de cette poursuite au drame lyrique, importation *glacée, inapprivoisée*, si contraire à notre génie ! »

Au demeurant, ce Voltaire de l'impressionnisme n'est-il pas seul à rompre quelques lances en faveur de sa folie dame, « la musique légère », endoctrinée trop longtemps par les chevaliers casqués de « la grande musique » ou du genre ennuyeux ? « Vives et légères, depuis combien de temps nos musiciens nous avaient-ils déshabitués de ces impressions-là ! » notant M. Camille Bellaigue en préconisant « le dernier sourire de la musique française avant la guerre » : le *Mareuil*, d'ailleurs savant, de M. Henri Rabaud ; enfin à qui donc le difficile M. Pierre Lasserre a-t-il dédié son « petit traité du goût musical » ? A l'aimable André Messager, qui se repose de ses directions savantes en composant de la musique spirituelle et qui se présente aux suffrages de l'Institut, afin de nous fournir une preuve de plus à l'appui de ce fait nouveau, que l'Académie des Beaux Arts n'a plus d'autre moyen de rester *traditionnelle* que de se montrer *libérale*. « Rien de trop... Glissez, n'appuyez pas ! »

> Ne forçons point notre talent
> Nous ne ferions rien avec grâce

En dépit du vieux Rameau, ce réveil de la musique française signifierait donc : « Adieu le grand art et la grande musique ! » Et concurrents prochains au fauteuil des Monsigny, des Grétry, laissé vacant par la nomination récente de M. Charles Widor aux fonctions de secrétaire perpétuel, le galant Messager et le capricieux Debussy tendent, au-dessus des révolutions d'un siècle, une main sympathique à Boieldieu : comme les platanes décortiqués de nos avenues, nous avons tant peur neuve dans l'ombre bleue, sous les bombes, et c'est presque héroïque, à force d'être charmant : mais prenons garde ! Et ne vous semble-t-il pas, mes chers lecteurs, que nous sommes en train, tout simplement, de revivre encore une fois, au profit de notre incorrigible ironie gauloise, l'art sérieux, profond, ému, vraiment grand, qui partaine idéalement les chastes *scènes d'amour* d'Hector Berlioz, adorateur de la Juliette shakespearienne, et de César Franck, religieusement épris de l'antique Psyché ? N'allons-nous pas méconnaître encore cette éloquence, émanée du cœur, qui s'épanche de l'âme parfois héroïque et toujours expressive de Grétry

1 Boutade féroce de Henri Heine

lui-même et qui suffit, au seul nom douloureux, mais réconfortant, du dieu Beethoven, a rempli une salle ? Et verrez-vous sans l'ombre d'un remords ou d'un regret « la peur de l'emphase » ou de l'Ogre wagnérien nous rejeter dans les bras toujours complaisants de l'opérette ?

RAYMOND BOUYER

CHRONIQUE DES LIVRES

L'AVENIR DE L'INTELLIGENCE, par *Charles Maurras* (Nouvelle Librairie Nationale). — Pour peu qu'il ait l'amour du génie de notre langue et des vertus traditionnelles de l'esprit français, celui qui relit l'*Avenir de l'Intelligence*, après des années d'intervalle, ne sent point faiblir son admiration pour cette prose simple et savante, pure et nombreuse, dépouillée et si riche de sens, ou l'idée s'approprie les mots propres qui lui conviennent, prend sa juste proportion en s'ordonnant au tout, et ne se revêt que d'une mâle parure, sous la lumière de la divine honnêteté classique.

Selon M. Maurras, l'*Intelligence*, fonction sociale dominante, s'exprimant au moyen de la plume, est en voie d'être dépossédée de son rôle et de sa dignité par l'or qui l'asservit sous sa prépondérance et la domestique pour ses besoins.

Un autre mal menace l'Intelligence française dans sa force : le Romantisme évolué maintenant dans l'individualisme le plus effréné et le moins social qui soit...

Il n'est pas de mon rôle d'apprécier ici les remèdes politiques conseillés par l'auteur. Mais le retour littéraire à la saine raison classique et à ses bonnes disciplines intellectuelles qui est la conclusion des magistrales études critiques contenues dans ce volume, me paraît souhaitable si l'on veut maintenir aux Lettres françaises leur haut caractère d'humanité, ainsi que l'universalité de leur rayonnement.

LE SOURIRE DU SPHINX, par *Gomez Carillo*, traduit de l'espagnol, par *Jacques Chaumié* (Fasquelle). — Une magistrale traduction, et qui ne trahit pas son texte, ce qui eut été dommage pour le lecteur aussi bien que pour l'auteur, car ces impressions et notations d'un voyageur à travers l'Egypte millénaire sont peu communes. M. Gomez Carillo ne s'arrête pas longtemps devant la « façade européenne » du vieil empire des Pharaons. La civilisation arabe et les merveilles de son art l'attirent davantage ; et par delà cette couche historique laissée par l'invasion, il recherche avec une attention passionnée tout ce qu'on peut saisir de l'Egypte antique. Doué d'une rare perspicacité historique et d'un esprit critique plein d'assurance, le livre de M. Gomez Carillo fourmille d'interprétations aussi probables que ses descriptions paraissent originalement fidèles. Depuis le peuple figé des momies, jusqu'aux fellahs actuels, il s'efforce de saisir les caractères permanents de cette race égyptienne en qui le sphinx sourit éternellement et qui paraît considérer son sort comme le meilleur, en dépit de tous les malheurs étrangers qui ont frappé sa terre que féconde un fleuve sacré.

RAYMOND CLAUZEL.

LA FRANCE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI, par *L. Jerrold*, traduit de l'anglais par l'auteur et M. du Genestoux. Préface de Maurice Barrès (Hachette). — Les Français sont vaniteux, a-t-on dit. Un observateur sagace remarquera plutôt que nous passons beaucoup plus de temps à médire de nous qu'à vanter nos mérites. Il faut vraiment des livres comme celui-ci pour nous faire envisager quelque peu les dominantes de notre caractère national, ainsi que les antiques et toujours renaissantes vertus de notre race. M. L. Jerrold est un vieil ami de la France, et il l'aime. Mais son admiration est clairvoyante ; ses éloges, informés et perspicaces. Il sait traverser les apparences et les légendes pour atteindre au vrai et esquisser ainsi à grands traits un portrait ressemblant de notre pays, et qui nous fait honneur, quoiqu'en disent les Boches.

FIGURES ET DOCTRINES DE PHILOSOPHES, par *Victor Delbos* (Plon). — Amples études sur Socrate, Lucrèce, Marc-Aurèle, Descartes, Spinoza, Kant et Maine de Biran. A aucun moment l'auteur ne se bat avec ses philosophes ni avec leurs systèmes. Pas de mordante critique. Mais il s'agit d'eux et non de lui. Il les pose, les expose et les définit. L'homme d'abord pour étudier les rapports de son existence avec son esprit ; ensuite cet esprit lui-même aux prises avec le sphinx qui garde le secret du monde ; enfin leur philosophie ou révélation de certains aspects de ce secret : raison universelle ; sagesse suprême ou harmonie divine. Ces études ont ainsi une forte unité et cette clarté et sûreté d'exposition résultant de la connaissance approfondie des sujets et d'un esprit qui les égale en compréhension. Avec cela un grand accent de noblesse intellectuelle ; une magnifique régularité de style et de pensée dont la perfection est quelque peu uniforme. Le guide est sûr et riche de science à remplir nombre de besaces au cours du voyage.

LA MONTEE AUX ENFERS, par *Maurice Magre* (Fasquelle). — Voulez-vous de l'originalité ? En voici : l'ascension vers l'enfer, la chute au paradis ; la rédemption par le vice, la perdition dans la vertu. Au demeurant, le bouge, le lupanar et autres lieux de luxure, d'envoûtement et de détraquement aperçus dans les visions délirantes d'une imagination hallucinée. Des vers jaillissants et éclatants, chargés de bijoux, d'orfèvreries bizarres, d'odeurs, d'images ensorcelées ; des vers cyniques, beaux souvent en dépit de leurs turpitudes, et souvent la fanfare du vice avec une morbide fureur d'impudicité.

On dirait que tout ce qu'il y a de malsain dans la littérature moderne s'est concentré dans cet abcès poétique. Voilà en tout cas, les derniers fruits mûrs, bientôt pourrissants de l'arbre beaudelairien.

RAYMOND CLAUZEL.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur : CH. MORITZ, publie : **H. Vincent** : *La Fièvre typhoïde et le Problème des « Porteurs de Germes »* ; **Louis Vigouroux** : *Les Universités américaines et la Réforme de l'Education en France* ; **M. Tiffeneau** : *L'Œuvre de Charles Gerhardt* ; des *Notes et Actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc...

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

S'adresser à l'Administrateur pour tout ce qui ne concerne pas la Rédaction.

N° 7 — 56e ANNÉE — 30 MARS — 6-13 AVRIL 1918

M. PAUL FLAT

Notre regretté Directeur et ami, PAUL FLAT, Directeur-Administrateur de la *Revue Scientifique* est décédé, le mercredi 27 mars, en son domicile à Paris. Son inhumation a eu lieu à Sèvres, le mercredi 3 avril, après un service funèbre à Saint-Honoré d'Eylau. Une assistance nombreuse était présente à la cérémonie. On y remarquait des notabilités du monde politique, académique, littéraire et scientfique. Nous citerons, parmi elles :

M. Adolphe Aderer : M. H. Bergson, de l'Académie Française ; Dr A. Berthelot, de l'Institut Pasteur ; M. P. Bonnefon ; M. Gaston Choisy ; M. Raymond Claezel ; le Dr Desgrez, professeur à la Faculté de Médecine de Paris ; M. R. Dongier, Secrétaire général de la *Revue Scientifique* ; M. Dumont-Wilden ; M. Escural ; M. Paul Gaultier ; M. Paul Guérin, professeur agrégé à l'École supérieure de Pharmacie de Paris ; Dr Hallopeau, de l'Académie de Médecine ; M. J. Harmand, ancien ambassadeur ; M. Eugène Hollande ; M. G. Larivière, secrétaire général du Syndicat de la Presse parisienne ; M. et Mme de Longchamps ; M. Paul Louis ; M. Malbranche ; Lieutenant François Maury ; Mme Miraben ; M. Ch. Moureu, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, directeur de la *Revue Scientifique* ; M. Félicien Pascal ; M. A. Poizat ; M. René Pupin ; M. Georges Renard, professeur au Collège de France ; M. Paul Strauss, sénateur ; M. Trogan, directeur du *Correspondant* ; M. Maurice Vernes ; M. R. Vesnitch, Ministre de Serbie ; Dr Villepeaux, etc...,

Pour caractériser la vie et l'œuvre de Paul Flat, nous ne saurions mieux faire que de reproduire les discours prononcés à ses obsèques par M. Ch. Moureu, directeur de la *Revue Scientifique*, et par M. Paul Louis au nom des collaborateurs de la *Revue Bleue*.

Discours de M. CH. MOUREU

Mesdames, Messieurs,

En venant apporter sur cette tombe les regrets unanimes que cause aux rédacteurs et aux lecteurs de la *Revue Scientifique*, la mort prématurée de PAUL FLAT, je viens aussi rendre le devoir suprême à un esprit d'élite et un homme de cœur, pour qui je fus, dès le premier jour d'une collaboration déjà longue, un confident et un ami.

Paul Flat s'est éteint à 53 ans, âge auquel la plupart sont encore en pleine force. Et c'est bien en effet une réelle impression de force tranquille et sûre d'elle-même que donnaient, dès l'abord, sa belle stature et sa vigoureuse corpulence. Ses intimes savaient seuls par où et à quel degré il était vulnérable. Paul Flat était d'une extraordinaire sensibilité, laquelle, se doublant par surcroît d'une grande timidité, faisait de cette âme essentiellement tendre et généreuse le jouet de toutes les émotions. Lui faire plaisir était la chose du monde la plus aisée, et combien il s'en montrait aussitôt reconnaissant ! Ceux qui ne le connaissaient pas, par contre, lui causaient souvent de la peine, et tou-

jours sans s'en douter. C'est que son sens peut-être exagéré des nuances lui créait comme une manière de psychologie inquiète, et rarement il connut la véritable sérénité.

On devine combien profondément réagirent sur une semblable nature les formidables événements au milieu desquels nous vivons. Paul Flat vibrait d'enthousiasme au récit des innombrables traits d'héroïsme de nos troupiers. Mais aussi il souffrait cruellement de toutes leurs souffrances. « Quelle horreur! quelle horreur! », répétait-il à tout instant durant ces tragiques dernières journées, oubliant ainsi ses propres douleurs ; « et tout cela », ajoutait-il, « par la volonté d'un homme, d'un seul homme... Quelle horreur! quelle horreur! »

Avant l'épouvantable cauchemar, la santé de Paul Flat était déjà compromise. Elle n'a pu résister à tant d'heures angoissantes. Notre regret sera que la joie suprême ne lui ait pas été donnée de voir la victoire, à laquelle il croyait, certes, et de toute l'ardeur de sa foi dans les destinées de la France immortelle.

Je n'ai point qualité pour vous parler de l'œuvre littéraire de Paul Flat et de la délicatesse de son talent, par plus que des services rendus aux Lettres françaises par le Directeur de la *Revue Bleue*. Mais je ne saurais oublier que, comme Administrateur de la *Revue Scientifique*, Paul Flat a toujours favorisé le développement de cette publication, assuré qu'il était ainsi de contribuer directement aux progrès de la Science elle-même. Très fier d'être le chef de la maison des deux « Revues Sœurs », dont le programme encyclopédique, aimait-il à répéter, embrasse l'ensemble des connaissances humaines, il n'ignorait pas qu'une telle situation lui créait des responsabilités et des devoirs. Il prévoyait le grand rôle que la *Revue Bleue* et la *Revue Scientifique*, étroitement unies, étaient appelées à jouer après la Guerre, au double point de vue du relèvement politique et économique du Pays et de son rayonnement intellectuel dans le Monde. Il appartiendra aux continuateurs de Paul Flat, en plein accord avec la gardienne fidèle de ses dernières volontés, de poursuivre la réalisation de ses projets d'avenir. Honorer sa mémoire en perpétuant son œuvre est pour eux le devoir sacré.

Madame,

Au nom de l'amitié qui m'unissait à celui que vous pleurez et que nous pleurons avec vous, je dépose respectueusement à vos pieds l'hommage ému de notre douloureuse sympathie.

Discours de M. Paul Louis

Au nom des collaborateurs de la *Revue Bleue*.

Mesdames, Messieurs,

J'aurais souhaité que l'honneur d'adresser ces paroles suprêmes à notre cher directeur et ami, Paul Flat, échût à un autre que moi et moins indigne. Mais les circonstances tragiques où nous vivons, la mobilisation, l'absence forcée de certains de nos meilleurs collaborateurs m'imposent l'obligation de prononcer en leur nom cet adieu funèbre.

Ce qu'on trouvait d'abord en ce critique, en cet artiste de race, et qui disparaît sans avoir donné toute sa mesure, c'était un homme. Tous ceux qui l'ont connu ont éprouvé son inépuisable bonté, sa générosité native qui le portait à découvrir en chacun de nous les qualités plutôt que les défauts ou les travers. A une époque où tant d'hommes de lettres, et parfois distingués, cherchent à s'ériger des socles au détriment d'autrui, et dans l'âpre concurrence vitale qui s'exerce aussi entre eux, s'appliquent plus au dénigrement qu'à la juste appréciation, il avait le souci d'être totalement équitable. Et je ne sache pas qu'une seule fois, il ait dérogé à cette préoccupation, qui était d'une très noble conscience.

Son équité procédait encore d'une large tolérance pour les idées dont aucune ne le choquait, à condition qu'elle fût empreinte de sincérité et tendît au bien public. Nul n'a su mieux que lui conserver à la *Revue Bleue* l'éclectisme raisonné, la haute tenue exclusive de dogmatisme et d'étroitesse, qui ont été depuis l'origine sa raison d'être. Il ne s'enfermait pas dans une formule, ni dans une doctrine, bien qu'il eût personnellement ses conceptions auxquelles il tenait et qu'il défendait avec une éloquence séduisante. Mais il admettait qu'on ne fût pas de son avis et prenait plaisir à l'escrime des thèses. Il ne méprisait que ce qui abaisse l'homme et le professionnel de la plume, l'industrialisation de la littérature, la glorification, dans un certain théâtre, des plus bas instincts, la capitulation lucrative devant les goûts du jour.

Ecrivain soucieux de la forme et nourri dans le plus pur classicisme, il bannissait toute prévention d'école et savait prendre son bien où il le trouvait. Sa connaissance des lettres ne se limitait pas à un pays et à une époque, mais

il se sentait à son aise, partout où une pensée s'était ingénieusement exprimée. Il suffit de lire ses derniers articles qui sont des souvenirs personnels, en même temps que de précieux documents, pour juger de l'ampleur de son esprit et de sa sincère compréhension de tous les arts. Sensible aux multiples aspects de la beauté, il a écrit, sur la peinture et sur la musique, des pages qui méritent de rester pour leur solidité et leur finesse.

Le directeur de revue n'était inférieur, en Paul Flat, ni à l'homme, ni à l'écrivain. Sa délicatesse innée et son éducation le servaient à merveille, dans cette tâche complexe où tant d'audacieux s'ingèrent sans succès. Il savait chercher des collaborateurs, les grouper, éveiller leur activité, leur imprimer la secousse salutaire, formuler des critiques bienveillantes et fécondes, composer avec habileté un sommaire vivant.

Combien de fois n'arrivions-nous pas à son cabinet avec une vague intention d'article, même sur des thèmes moins familiers que d'autres à sa méditation journalière, et sortions-nous de l'entretien avec une nette vision de l'essai à écrire! Sans paraître agir sur nous, par la seule suggestion d'une brève parole, il avait suscité un enchaînement dialectique, un frémissement d'images. Cette influence discrète, délicate et toute puissante, n'est-elle pas la marque même de l'esprit qualifié pour diriger un grand périodique?

La *Revue Bleue* n'a pas fléchi entre les mains de Paul Flat. Elle a grandi encore. Elle est demeurée, avec un éclat accru, ce qu'elle fut toujours, depuis sa fondation : un recueil où toutes les idées généreuses se sont exprimées sans lisières, — qui a ouvert à ses lecteurs de larges aperçus sur le monde, qui s'est flatté de servir ce qu'il y a de plus haut et de plus durable dans notre civilisation : la liberté — la liberté sous ses formes innombrables : intellectuelle, morale, esthétique et politique.

C'est en pensant aux qualités graves et rares de l'homme tombé aujourd'hui dans sa pleine maturité, à cette heure où l'univers se renouvelle par la plus effroyable des crises, que nous pleurons l'ami, le guide sûr, l'écrivain arraché aux lettres françaises. Il nous manquera à tous : c'est une parcelle de nous tous qui s'en va.

Qu'il reçoive ici l'hommage de ses collaborateurs, qui lui garderont leur souvenir fidèle! Et que Mme Paul Flat trouve dans notre affliction un soulagement à sa propre douleur!

SOUVENIRS D'AVANT-GUERRE

II. — LE THÉATRE ET LA MISE AU POINT LITTÉRAIRE

On trouvera ci-dessous l'un des derniers articles de notre regretté Directeur Paul Flat, article qu'il avait écrit précisément pour ce numéro.

Plus tard, beaucoup plus tard, lorsque les historiens de la vie littéraire au XIXe siècle tiendront sous leurs yeux la perspective nécessaire à la saine appréciation des genres, il leur faudra bien reconnaître, même les plus prévenus, que depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'aux premières années du XXe, l'art dramatique a tenu une place absolument disproportionnée à sa valeur, non seulement avec sa valeur *relative* de production durant toute cette période, mais encore avec sa valeur absolue comme genre. Il y eut là une action véritablement et proprement *tentaculaire* pour employer une épithète chère à nos ennemis d'outre-Rhin, par où cette manière de pieuvre littéraire, le théâtre, sut faire le vide autour de lui, envelopper et capter l'attention d'un public insuffisamment éduqué, et il est infiniment probable que si des événements d'une portée incalculable n'étaient pas venus bruyamment intervertir la face des choses, mettre dans la vie, dans la dure réalité, un drame fait pour rendre insipide toute fiction de l'esprit, il est probable, dis-je, il est certain que nous en serions au même point.

Lorsque tel historien des mœurs et de la vie littéraire en France examinera les collections de journaux, documents de première main pour mener à bien son enquête : lorsqu'il aura parcouru les plus graves feuilles de l'époque, celles que l'on qualifiait de littéraires et qui donnaient le ton, il sera stupéfait que leurs rédacteurs aient pu être autorisés à remplir leurs colonnes des comptes rendus des plus ineptes vaudevilles et des plus basses turpitudes. Un seul motif : c'était là *du théâtre*..., c'est-à-dire *l'autel privilégié* de la littérature !

Alors, comme simple réplique, une question se posera à son esprit, tout naturellement, en vertu de la seule logique des choses : Quels livres paraissaient alors ? Quels romans ? Quelles nouvelles ? Qui est-ce qui représentait l'histoire et la critique ? Il en trouvera bien quelques mentions dans ces mêmes feuilles, mais si minimes, si réduites, en quelque manière honteuses d'elles-mêmes,

qu'il ne pourra s'empêcher de méditer sur le contraste. Eh quoi, songera-t-il, ces livres étaient donc si mauvais ou si insuffisants ? Mais, bien au contraire, puisque le temps les a consacrés, lui, le meilleur des juges, le plus indépendant des critiques, puisqu'en vertu de leur force propre, ils ont fait leur chemin, il lui faudra bien conclure que ce n'étaient que des *Livres*, genre sacrifié de la littérature.

Seuls parmi les chroniqueurs de théâtre et les critiques, protestaient quelques nobles plumes amoureuses des Lettres, des *Saintes Lettres*, comme disait André Chenier, qui étaient tenues par des maîtres, et s'affirmaient avec énergie, un d'Aurevilly, un Paul de Saint-Victor..., et c'est ainsi que, sous couleur de rendre compte au public du dernier vaudeville produit sur les planches de Cluny, fut composée la magnifique série des *Deux Masques*, consacrée à l'étude du Théâtre antique, où Saint-Victor étudiait les chefs-d'œuvre des Grands Tragiques ! C'est un des souvenirs les plus vivants de ma quinzième année que l'attente du feuilleton hebdomadaire, où les nobles analyses de ce pur artiste s'opposaient, le même soir, dans la pleine lumière du contraste, aux facéties épanouies d'un Sarcey.

*
* *

Ce contraste fut-il particulier au temps que nous vivons, nous autres hommes de la fin du XIXe siècle et du commencement du XXe ? En aucune façon, puisqu'on le retrouve durant toute la période du Second Empire. Si l'on prend pour exemple les illustres convives du Dîner Magny et les non moins illustres habitués du Salon de la Princesse Mathilde, qui figuraient toute la gloire des Lettres d'alors, identique apparaît le phénomène, comme si c'était un trait du caractère français. La Renommée n'a de sourire que pour les hommes de théâtre... ou, pour ceux-là du mins, ces sourires sont si attirants, qu'on ne les saurait confondre avec nuls autres ! Que Dumas fils, ou Augier, ou Sardou donne une pièce à la Comédie ou au Vaudeville, dans le public, quelle attention et dans la presse aussi ! Et pourtant, ce sont de ces pièces qui, trop souvent, portent la crinoline du Second Empire et nous semblent aujourd'hui si démodées qu'on ne conçoit rien à leur succès ! En face de ces noms, nous voyons pourtant figurer et Taine, et Renan, et Sainte-Beuve, et Flaubert, et de ces écrivains, pourtant des maîtres et qui établissent une œuvre durable, c'est toujours avec peine que la grande presse constate le labeur et consacre les réalisations! Victorien Sardou mourra grand Officier de la Légion d'honneur et Taine simple Chevalier !

On m'objectera quelques coups de tonnerre, comme la *Vie de Jésus*, comme la *Bovary* ou les *Fleurs du Mal* qui surent occuper et irriter l'opinion. Mais toujours alors ce sont des raisons *à côté* qui viendront les justifier, et jamais des raisons d'ordre littéraire. Pense-t-on, par hasard, que jamais la *Vie de Jésus* eût mené par le monde l'éclatante carrière que l'on sait, si elle n'avait été précisément la vie du doux Galiléen, de l'*Homme-Dieu* contesté, et si le même et identique talent tout aussi pur et enchanteur se fût appliqué à tout autre sujet ? Il n'y a qu'à voir la différence du nombre d'éditions entre ce livre et tel autre de la série, le *Marc-Aurèle* et le *Saint Paul*. Et croit-on par hasard que la *Bovary* eut mené son éclatante et soudaine carrière, si elle n'avait bénéficié du réquisitoire d'un ministère public décidément trop arriéré, comme les *Fleurs du Mal* du scandale des pièces condamnées ?

*
* *

Poursuivons notre enquête et, par elle, nous allons voir l'invincible attraction du théâtre, non pas seulement en France, mais en Angleterre. Remontons jusqu'en 1823 et lisons cette lettre de Lord Byron à Murray, son éditeur, dans une période où la direction de Drury-Lane avait fait le projet de monter le *Marino Faliero*. « Je n'ai rien tant à cœur, écrit-il, de Ravenne, que d'empêcher le drame d'être joué. » Et il ajoutait, d'une main frémissante : « Quelle maudite engeance de sots doivent être ces bouffons, pour ne pas voir que cela ne va ni à leur boutique ni à leur échoppe ». Il écrit à Th. Moore : « J'ai tout un picotin d'ennuis à propos d'une tragédie de ma façon, bonne seulement pour le cabinet et que des directeurs de théâtre paraissent décidés à exploiter, que je le veuille ou non ». Et il ajoutait : « Je ne veux ni de l'impertinence de leurs sifflets, ni de l'insolence de leurs applaudissements. J'écris uniquement pour le lecteur et ne me soucie que de l'approbation silencieuse de ceux qui sauront me lire avec bonne humeur et avec une entière satisfaction ».

D'Aurevilly, qui nous rapporte ce trait expressif, ajoute le commentaire suivant : « Byron comme Pope méprisait le théâtre ». Et certes, Byron avait tort d'être si absolu, car un genre littéraire vaut avant tout par le mérite de qui s'y applique, et de qui, l'ayant conçu, le réalise. Je ne vois pas bien comment au pays de Shakespeare, un Byron pourrait mépriser le théâtre. S'il n'est pas tout à fait exact de dire qu'un beau sonnet peut valoir

un long poème — car, en ce cas, M. de Heredia aurait pu se croire l'égal de Hugo et de Musset — il est bien manifeste qu'*Hamlet* et *Othello* l'emporteront toujours sur le plus beau sonnet, fût-il de Michel-Ange ou de Shakespeare même! Ce que d'Aurevilly a raison d'ajouter, c'est que les motifs très forts de défiance chez Byron pour la forme dramatique, sont que le théâtre, comme disait Pope, « est obligé de s'assujettir aux acteurs et au public ».

*
* *

Et nous tenons là, en effet, les deux raisons majeures de son infériorité comme *genre*. Il n'a pas de vie propre, individuelle, comme telle autre forme d'art : poésie ou peinture. Il vit dans la perpétuelle dépendance, dans le dur service d'intermédiaires qui pèsent sur son destin et font de ses réalisations le miracle de l'*Illusionisme*.

Illusionisme partout..., dans la salle et sur la scène. Le premier créé par cette atmosphère contagieuse de la psychologie collective, qui déforme tous les effets et subordonne le sort de chacun aux soubresauts d'un nervosisme éminemment mobile et impressionnable, puisqu'il est fait des réactions de 1.000 ou 1.500 spectateurs.

Illusionisme sur la scène surtout... Celui-là le plus dangereux de tous. Lorsqu'on a derrière soi quinze ou vingt années d'expérience dramatique, l'on se rappelle de quelle façon l'autorité d'un grand acteur peut faire un sort à la plus misérable pièce, la *créer*, au sens effectif du mot, et de rien, tirer quelque chose. Frédérick Lemaître excellait, paraît-il, à ces sortes de miracles qui, vraiment, étaient des *créations*, puisque, l'auteur s'évanouissant, l'interprète se substituait à lui. — Lorsque, par contre, on constate le cruel destin que de mauvais acteurs peuvent imposer aux plus divins chefs-d'œuvre, on est presque tenté de s'associer au jugement de Pope et de Byron, que nous trouvons d'ailleurs repris par certains artistes de notre temps (1) tels Flaubert et Goncourt.

Si le théâtre d'Alfred de Musset nous paraît aujourd'hui presque sans signification sur les planches, s'il a repris son caractère original de pièces « bonnes pour le Cabinet », du temps que leur auteur les portait à Buloz pour être simplement publiées — c'est que de toute la première et admirable pléiade d'acteurs qui l'interprétèrent : les deux Brohan, Régnier, Samson, Thiron, Got, Delaunay, plus rien ne subsiste et qu'il lui faut passer par la rude épreuve d'interprètes habituels à déblayer la langue informe de certains auteurs contemporains. Ce n'est pas impunément que l'on fait école avec le style de MM. Bataille, Bernstein et autres : il en reste toujours quelque trace fâcheuse qui fait dire : voilà un homme habitué aux mauvaises compagnies.

*
* *

Le fait certain, en tout cas indiscutable, et que l'évidence imposait, c'était l'attraction de plus en plus vive qu'exerçait sur les cerveaux la forme dramatique. Des gens de lettres appartenant aux catégories les plus diverses, que rien ne semblait prédestiner à cet emploi — et même des gens de Bourse qui ne trouvaient pas leur compte autour de la corbeille — allaient y quêter, mûs par une sorte de vertige, des profits de tout genre : argent, réclame, publicité, et la fête perdue par l'exemple de quelques succès aussi soudains qu'inexpliqués, espéraient que la Fortune aurait pour eux d'identiques sourires.

Une salle de répétition générale ou de première représentation s'affirmait, avant la catastrophe de 1914, comme une synthèse des plus fortes et des plus impures convoitises parisiennes. On y coudoyait l'immuable Tout-Paris, — critiques des feuilles quotidiennes et des publications périodiques, directeurs de ces journaux et de ces revues, acteurs et actrices qui, n'étant pas de la pièce, venaient déchirer à belles dents les camarades qui allaient y faire figure..., femmes et filles n'appartenant à aucune scène, mais vivant quand même du prestige qui échauffe tout ce qui se rattache aux planches, — tous ceux-là qui, sans titre spécial ni raison valable d'assister à ces solennités, y sont d'autant plus assidus qu'ils y ont moins de droits pareils à ces voyageurs qui, dans les transports publics, ont le parcours gratuit et ne s'en montrent que plus exigeants.

Sur ces visages flétris par la fatigue des veilles, auxquels les artifices des fards et des teintures prêtaient un illusoire éclat, on lisait l'unique ambition de paraître, en tirant de leur présence les avantages qui les rattachent à la vie collective. Nul autre souci pour eux, depuis l'auteur qui, du fond de l'âme, escomptait l'échec du confrère rival, jusqu'à la petite actrice qui, n'ayant pas trouvé d'engagement pour figurer sur la scène, proposait aux désirs des hommes sa beauté dévêtue. Le premier rang du balcon offrait, aux enchères des amateurs, des appâts de toutes dimensions, depuis la gorge soyeuse et blanche des blondes qui sem-

(1) Le jugement de Flaubert et de Goncourt peut cependant être récusé comme entaché de mauvaise humeur et de parti pris puisqu'il se manifeste après deux échecs retentissants à la scène, le *Candidat* pour Flaubert.... *Henriette Maréchal* pour G. Goncourt.

ble gouttes de lait comme le sein d'une belle nourrice jusqu'à l'aspect mat et ambré de ces poitrines garçonnières qui n'en sont que plus acharnées à rivaliser avec leurs insolentes voisines. Devant un tel déballage, comment ne pas redire le mot de l'humoriste : « Quand une femme s'est montrée à nous l'hiver dans sa loge, et l'été sur le sable fin des grèves, que pourrait-il lui rester à nous apprendre d'elle ? »

N'importe, pour qui sait scruter les intérieurs d'âme et sur les gestes factices, discerner la réalité foncière des passions, quelle pièce interprétée par des acteurs pourrait approcher de cette comédie vécue, où chaque geste a son sens, chaque sourire son intérêt précis, et qui entrecroise les fils de cent intrigues sous le couvert de l'art dramatique ! Ah ! ce beau mot d'art dramatique, ce mot fort et puissant dans sa brièveté : l'*art* tout court, qu'est-ce que cela pouvait bien leur faire à ces gens-là, et que pouvait-il y avoir de commun entre la notion de beauté et cet entrecroisement voulu d'ambitions, de dépits, de passions aussi diverses et aussi ardentes que les tics qui les contrecarrent ?

Quels ferments d'immoralité s'agitent et se développent dans une telle atmosphère : c'est d'abord la déformation de toute notion d'art en action de succès, succès rapide et à tout prix. L'art devient un métier, un simple véhicule de publicité et la faiblesse, inhérente à la condition humaine, vient préparer ce sourd travail de désagrégation morale, quand il n'est pas déjà tout acquis. Quel homme peut se dire assez fort, assez sûr de lui-même, assez maître de ses nerfs et de sa volonté pour garantir qu'il saura résister aux incantations de cette sirène enchanteresse qui s'appelle la Renommée, et qui s'insinue en nous avec une force de persuasion sans seconde. Depuis les conducteurs des peuples et les fondateurs d'empires, ceux qui sont en quête de la gloire sous sa forme la plus durable, depuis Richelieu écrivant : « La Gloire est le seul paiement des grandes âmes », jusqu'à ceux de moindre qualité que séduisait une publicité brève et instable, le principe est le même : c'est toujours l'affirmation de la personnalité s'établissant sous forme de prééminence. Il s'agit de réagir à tout prix, fût-ce en violentant la Renommée.

Et je dis qu'il y a là un principe de décomposition, non seulement de l'ordre littéraire, mais aussi de l'ordre *social*. Pourquoi d'ordre social ? Pour cette raison, justement : l'abaissement du niveau de l'art. Abaissement quant à la *forme*. Qui en doutera un instant ? Le moins d'art, le moins de style possible..., tel est le mot d'ordre, la première condition de la réussite..., juste ce qu'il en faut pour constituer l'armature, la carcasse d'un sujet. Et le mépris ou plutôt la méconnaissance de toute beauté, de toute littérature, — de cette forme qui, seule, prolonge dans la durée les œuvres de l'esprit. A cet égard, je possède dans mes archives un document précieux et singulièrement expressif : une longue lettre autographe de feu Jules Claretie, qui eut l'honneur d'administrer trente ans la première scène du monde. Je lui avais transmis un manuscrit de ma façon avant de le présenter au Comité, afin d'éviter tout échec immédiat et d'avoir l'opinion d'un homme rompu aux habitudes de la maison. La lettre aboutit à cette conclusion que ma pièce est rédigée avec un tel souci d'art et de style, qu'elle n'offre que peu de chances de réussite, une fois présentée devant le tapis vert des comédiens.

Je ne sais si son observation est juste, si elle ne présente pas la partie sucrée du bonbon destiné à enrober la pilule amère, et ce n'est pas à moi qu'il appartient d'en décider, mais j'ajoute qu'il y a là « un signe des temps » ou plutôt le *signalement* moderne d'un genre, qui, à quelques exceptions près, comme nos grands auteurs du XVIIe siècle, auxquels il faut joindre Beaumarchais et Musset, constitue l'une des faiblesses de la forme dramatique.

Enfin, abaissement quant au *fond* même des sujets : c'est toute la question des *instincts* substituée à l'étude des *passions*, thème que nous avons développé avec des variations trop abondantes dans la première série de nos *Souvenirs* et dans nos *figures de théâtre*, pour qu'il soit besoin d'y revenir ici. De l'ensemble de ces considérations, il sera loisible au lecteur de tirer cet enseignement que, si l'art dramatique ne mérite pas les injustices dédains d'un Pope et d'un Byron, surtout au pays de Shakespeare, non plus que ceux d'un Flaubert et d'un Goncourt, au pays de Racine et de Molière, de Beaumarchais et de Musset, tout au moins est-il peu qualifié pour occuper la place d'honneur qu'il occupe dans la production contemporaine, dans l'attention d'un public mal averti et dans les sanctions d'un gouvernement qui consacre d'une plaque de Grand Officier les mérites de l'auteur de *Rabagas* et de *Théodora*, cependant qu'il laisse mourir chevalier l'illustre auteur des *Origines de la France contemporaine*.

PAUL FLAT.

(1) Sans attacher plus d'importance qu'il ne convient aux sanctions officielles, je constate en psychologue qui ne néglige pas le détail des menus faits.

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

L'ALLEMAGNE (1)

Mesdames, Messieurs,

Par quel [illegible] dans [illegible] le très grave sujet [illegible] par mission de vous entretenir ?

Depuis que cette guerre sévit, une question est sur toutes les bouches : [illegible] que l'Allemagne, dont le monde doit [illegible] le pays de Kant, de Goethe, de Schiller, de Bach et de Beethoven, soit le théâtre dont la barbarie systématique frappe aujourd'hui l'univers de stupeur ? Quel est le rapport de ces deux Allemagnes entre elles ? Laquelle pénètre le fond, laquelle la surface ? Laquelle [illegible] fois le calme rétabli, surnager et reveindiquer sa place dans le monde ?

A cette question, à laquelle est suspendu le sort de l'humanité, nous tâcherons, [illegible] clarté, de simplicité, de précision, nous [illegible] donner l'une ou l'autre des deux réponses suivantes :

Il serait inconcevable, disent les uns, que des hommes chez qui un [illegible] existe au sens de l'idéal, au amour de la vérité, de la beauté, de la justice et de la grandeur morales que l'on se plaît à goûter dans l'Allemagne des derniers siècles, en fussent arrivés à penser et à agir comme font les Allemands d'aujourd'hui. La culture de cette nation n'a pu être, en réalité, que superficielle. Telle nous la voyons, telle, au vrai, elle a toujours été. Les grandes épreuves font apparaître le fond de l'âme. Relisant l'histoire de l'Allemagne, beaucoup estiment que cette nation, en somme, n'a pas changé : que ce qu'on a appelé son idéalisme n'était qu'une accidentelle et trompeuse fantaisie, déterminée par son impuissance politique; que la dureté, la cruauté, un réalisme brutal, l'esprit de domination et d'insolence ont toujours constitué l'essence de son caractère.

A cette solution du problème, beaucoup de ceux qui ont [illegible] les Allemands en opposent une toute [illegible]. Il est inadmissible, disent-ils, que ces hommes que nous avons connus [illegible], travailleurs, [illegible], accueillants, passionnés pour leurs gloires littéraires, artistiques, philosophiques, soient devenus, effectivement, les monstres de méchanceté, de cynisme, qu'en ce moment ils affectent d'être. L'état où ils se trouvent actuellement n'est pas l'effet d'un développement naturel et spontané, c'est une intoxication accidentelle; c'est, proprement, une maladie, inoculée à l'Allemagne par la Prusse. Cette guerre, au fond, est le fait de l'esprit prussien rendu le plus [illegible] possible. Or, [illegible] ne saurait durer indéfiniment. Une [illegible] pour [illegible] que le peuple soit délivré des pouvoirs malfaisants qui le corrompent [illegible] l'Allemagne [illegible] vieux [illegible] et elle reprendra [illegible] rendre à ses aspirations idéales [illegible] concret pratique des nations.

Ainsi s'opposent entre elles les [illegible] de esprits [illegible] de [illegible] et d'[illegible]. Mais en général, de telles solutions ne répondent qu'imparfaitement à la complexité et à la [illegible] des choses. Essayons [illegible] l'histoire de l'Allemagne, en nous tenant compte d'après les faits [illegible] les [illegible] les plus profondes, et des [illegible] ou faibles, que ces tendances [illegible].

I

[illegible] au temps de sa rencontre avec [illegible] c'était le partage de la [illegible] radicalement distinctes : celles des hommes libres (*freien*) et celle des [illegible] (*unfreien*). [illegible] classe [illegible], d'ailleurs, [illegible] que la première.

Distinction [illegible] ? Mais [illegible] les Grecs et les [illegible] [illegible] d'[illegible] [illegible] à l'égard des esclaves, le [illegible] des Lois, l'Éthique et l'Économique d'Aristote sont des [illegible]. Sénèque a écrit : « Des esclaves, dites-vous ? Non, des hommes ! — Des esclaves ? — Non, mais d'humbles amis ! » Chez les Germains, [illegible] traités, les hommes libres avaient, à la [illegible] et au fait, droit sur les esclaves. [illegible] sur le même pied que les animaux. L'esclave était, bien réellement, une chose, une marchandise, un objet d'échange : le maître pouvait impunément le maltraiter, le blesser, le tuer, parce que, selon la justice germanique, les hommes libres possédaient seuls des droits. *Unfrei* signifiait : dépourvu de tout droit.

Cette division de la société en hommes qui ont tous les droits et en hommes qui n'en ont aucun, n'est [illegible] en [illegible] et en choses, est [illegible] [illegible].

De [illegible] le [illegible] point absente. Elle se manifeste de façon remarquable dans les [illegible] religieux et dans les *Lieder* de l'ancienne Edda. Cette poésie a conservé une prédilection pour l'étrange, le terrible, le démesuré, le [illegible]. Les histoires de mauvais géants [illegible]

(1) Conférence faite à la Sorbonne par [illegible] le Belgique — 2, le 14 février 1918.

nent une large place. C'est du cadavre de l'horrible géant de glace Ymir que Wuotan, l'esprit, a fait notre monde. Au-dessus de tous les dieux et déesses, comme au-dessus des mortels, trône, absolue, l'éternelle et implacable Nécessité, incarnée dans les trois sœurs appelées *Vornen*.

L'évolution de l'Allemagne, à partir de cet état relativement primitif, peut être divisée en trois périodes :

1. — Au premier plan de l'histoire du Moyen-Age figure cette expression énorme du génie teuton, que fut le Saint-Empire romain de nation germanique. Le caractère en est la prétention à la domination universelle, et le mépris de tout droit qui ne s'appuie pas sur la force. L'empereur germain, alléguant que le pouvoir du pape serait sans réalité s'il n'était garanti par la puissance de l'Empereur, soutient que la prééminence absolue et universelle lui appartient. *Macht geht vor Recht* ; « La force passe avant le droit » : cette formule moderne exprime fidèlement la doctrine impériale. Souverain, dans l'ordre spirituel comme dans l'ordre temporel, l'Empereur est l'image de Dieu sur la terre.

Les XIIIe, XIVe et XVe siècles furent, d'ailleurs, en Allemagne, riches d'œuvres poétiques, encore que l'inspiration dont ces œuvres procèdent soit, en général, étrangère, et surtout française. Le trait distinctif de cette poésie est une excessive spiritualité. Le premier grand prophète de l'idéalisme allemand, Wolfram von Eschenbach, qui vivait au XIIe et au commencement du XIIIe siècles, c'est-à-dire à peu près dans les temps de Frédéric Barberousse, s'éveille à la réflexion et à la poésie en méditant sur les réponses que fait sa mère à ses questions sur Dieu et sur le diable. Son thème essentiel est le triomphe de l'esprit sur notre monde matériel. Le philosophe Meister Eckhart, de la même époque, enseigne à vivre, ici-bas, la vie même de Dieu. Il discerne, dans l'âme humaine, un élément transcendant, qu'il appelle l'étincelle, *das Fünklein*, et il conçoit ce principe comme susceptible de se réunir, dès maintenant, à Dieu, et de jouir de la liberté divine.

2. — Le chef-d'œuvre de l'Allemagne pendant le Moyen-Age avait été le Saint-Empire Romain de nation germanique. Après le traité de Westphalie, ce fut la philosophie, la poésie et la musique allemandes. Ces productions se distinguent par un audacieux et grandiose idéalisme.

La philosophie allemande est la participation de l'esprit humain à l'opération divine qui, du sein de l'infini, crée, ordonne et dirige l'univers. Leibnitz assiste au colloque de l'Entendement et de la Volonté éternels, méditant la création du meilleur monde possible. Kant voit la pensée transcendantale, qui, aspire à se poser comme moi, organisant, au moyen de ses catégories, le chaos des phénomènes, de manière à faire de ceux-ci un objet, qui lui permette de se poser en s'y opposant. Fichte dérive, des aspirations du Moi absolu, non seulement la forme, mais la matière même du non-moi, c'est-à-dire le tout du monde réel. Hegel exécute le travail de la dialectique divine, tendant à construire l'esprit à partir de la matière, et au moyen de cette matière même.

Cependant Gœthe faisait effectivement vivre devant nous, dans son Faust, l'Humanité, montant péniblement de la nature vers l'esprit, de la matière vers Dieu. Le Dieu vivant, qui, de l'existence en puissance, veut passer à l'existence en acte, s'incarne dans l'homme, lequel se divinisera de plus en plus, pourvu qu'à travers toutes les épreuves, toutes les chutes, toutes les jouissances, toutes les expériences, son ambition, éternellement inassouvie, ne dise jamais à l'instant présent : Demeure !

Nur rastlos betætigt sich der Mann : ce n'est qu'en s'interdisant tout repos que l'homme se réalise en tant qu'homme.

Et Beethoven, tandis qu'une harmonie divine s'échappe à flots de son génie, a conscience de n'être pas, lui-même, l'auteur de ses œuvres, mais de transmettre aux hommes la voix d'en haut. De fait, il nous transporte dans un monde inconnu, où l'inexprimable s'exprime, où l'irréalisable se réalise, où l'infini se laisse percevoir.

L'art, la poésie, la métaphysique allemande sont conçus comme représentant la synthèse universelle, c'est-à-dire le Tout de l'Être et du possible, saisi à la fois dans son unité et dans sa complexité, et révélé aux hommes, par le moyen des formes, du langage et des concepts.

L'Allemagne, tandis qu'elle explore ainsi et conquiert l'empyrée, a-t-elle oublié la terre ?

L'état d'émiettement et d'impuissance où l'a laissée la guerre de Trente ans lui interdit, pour longtemps, toute ambition politique. Elle n'y a pas renoncé, toutefois. C'est, chez elle, un vieux dicton, que, si seulement elle parvient à s'unir, elle sera maîtresse du monde. Cette idée, qui sera le thème du chant national *Deutschland über alles*, ne cesse de hanter les esprits.

Leibnitz enseigne que la langue allemande est une langue primitive (*Ursprache*), tandis que les langues romanes sont dérivées. Or, primitif, dit-il, veut dire créateur. La langue allemande crée ses concepts et, par suite, les pénètre, les comprend à fond, tandis que les langues romanes, qui reçoivent de la langue-mère des concepts tout faits, ne

se comprennent pas elles-mêmes. Le génie allemand est, ainsi, selon Leibnitz, essentiellement second et supérieur. Sans doute les Allemands ont besoin, pour déployer leurs facultés, d'une excitation venue du dehors (*Anregung*); mais il leur appartient, à la faveur de cette excitation même, d'utiliser les ébauches des autres peuples, et de produire l'œuvre définitive, qui partout établira son empire.

Pourquoi le génie créateur par excellence demeurerait-il enfermé dans les abstractions métaphysiques, et ne s'exercerait-il pas, quelque jour, dans le monde visible lui-même ?

Est-il bien certain que l'Allemagne des XVIIe et XVIIIe siècles aime réellement pour elle-même cette poésie à laquelle, présentement, elle semble se donner tout entière ? L'idéal est-il, effectivement, pour elle, le bien suprême, ou ne serait-il pas, au fond, le substitut provisoire d'une réalité matérielle pour l'heure inaccessible ?

« Qu'aurait-on à faire de l'art, a dit Richard Wagner, si l'on avait la vie ? » Tel semble avoir été, en somme, pour qui voit les choses de haut, objectivement et dans leur ensemble, le point de vue de l'Allemagne. Alors même qu'elle croyait se donner définitivement à la pensée pure et à la poésie, elle se réservait. Et son sentiment secret était déjà celui qu'en 1844 exprima Heine, avec son ironie mordante, dans les vers célèbres :

Franzosen und Russen gehört das Land,
Das Meer gehört den Britten :
Wir aber besitzen im Luftreich des Traums
Die Herrschaft unbestritten :

« Aux Français et aux Russes appartient la terre ; la mer appartient aux Anglais. Mais nous, Allemands, nous possédons, dans le royaume aérien du rêve, un empire incontesté. »

Qu'un tel empire ait été jugé par les Allemands indigne de leur génie, c'est ce que l'événement démontra avec éclat au commencement du XIXe siècle.

3. — L'Allemagne réaliste du Moyen-Age et l'Allemagne idéaliste des XVIIe et XVIIIe siècles sont, en quelque sorte, l'une à l'autre, comme la thèse et l'antithèse des philosophes allemands. Or, chez ceux-ci, thèse et antithèse viennent régulièrement se fondre dans une synthèse. Ne semble-t-il pas qu'il se soit produit un phénomène analogue dans l'évolution du peuple allemand ?

En 1806, la Prusse est écrasée à Iéna. Réagissant aussitôt avec une énergie magnifique contre un coup qui paraissait décisif, le philosophe Fichte, à l'Université de Berlin, enseigne à l'Allemagne qu'elle se relèvera infailliblement, si sérieusement elle prend conscience d'elle-même. Il lui révèle que le moi transcendental, en qui se projette la philosophie, achevant celle de Kant, a découvert le principe même de l'univers, n'est autre que le moi allemand. L'Allemagne représente ainsi, dans le monde, l'élément premier, créateur original, vivant, actif, spirituel, tandis que ses ennemies, les nations romanes, sont l'incarnation de l'élément dérivé, passif, mort, stérile, c'est-à-dire de la matière, du mal et de la mort. La rédemption du monde a ainsi sa condition dans la suprématie de l'Allemagne. Comment cette régénération universelle pourra-t-elle se réaliser ?

Certes, ce qui, dans le monde, tend à être, c'est l'Esprit, c'est Dieu. Mais, enseigne Hegel, la condition, la base de la réalisation de Dieu, c'est le développement logique et fatal de la matière elle-même. Ce sont les forces brutes qui, entrant nécessairement en conflit entre elles, engendrent progressivement, grâce à ce conflit même, la vie, le sentiment, l'intelligence, la liberté. C'est la force pure et simple, qui, d'elle-même, s'érige en droit : c'est le mal qui engendre le bien, c'est le diable qui crée Dieu.

L'instrument par excellence de la réalisation de l'Esprit, c'est l'État ; et, parmi les États existants, celui qui remplit adéquatement son objet, et qui a mission de dominer tous les autres, c'est l'État en qui se résume le peuple-maître, le peuple prussien.

Cependant, les doctrines des philosophes demeuraient des spéculations théoriques. Leipzig et Waterloo sont venus démontrer expérimentalement que l'Allemagne, manœuvrée par la Prusse, est, non seulement en théorie, mais en fait, plus forte que toute puissance humaine. Les doctrines politiques où avait abouti la philosophie allemande n'étaient donc pas, comme on se plaisait à le dire, même en Allemagne, d'obscures abstractions d'école. Que la nation s'en pénètre, les vive, les mette en pratique : et l'Allemagne ne régnera plus seulement dans l'Empyrée, elle sera la reine du monde visible lui-même. L'idée du Saint-Empire romain de nation germanique, enfin, se réalisera. Naître, mourir, renaître : c'est, d'après la loi de l'être, la voie qui mène à la vie éternelle.

La diffusion de la doctrine à travers toutes les couches de la nation fut opérée par la chaire, par la littérature, par l'enseignement, notamment par l'enseignement de l'histoire. Les *Lieder* de Körner, d'Arndt, de Hoffmann von Fallersleben, de Max von Schenkendorf étaient dans toutes les bouches. L'un des agents les plus enflammés et les plus puissants de cette formation des esprits fut le professeur d'histoire Treitschke, qui, dès 1870, enseignait le prussianisme à l'Université de

Goettingen. Professeur à Leipzig, à Freiburg (Baden), à Kiel, à Heidelberg, puis, en 1871, à Berlin, il eut un tel succès que, de toutes parts, on vint l'entendre, et qu'il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui tout maître d'Université, de gymnase, d'école réelle, d'école populaire, en Allemagne, est, directement ou indirectement, un disciple de Treitschke. Or, Treitschke, qui était sourd, enseignait, avec une violence et une puissance de suggestion inouïes, la haine de la France, la guerre sainte, et la domination universelle de l'Allemagne.

Sous l'influence de l'école, toute l'Allemagne, aujourd'hui, est imbue, jusqu'aux moelles, de l'esprit prussien. Or, en passant, à la faveur des événements, des systèmes de philosophie dans l'enseignement à tous ses degrés, la doctrine s'est simplifiée et brutalisée. Chez Fichte et même chez Hegel, si la matière était la génératrice de l'esprit, si la force était la productrice du droit, du moins la matière et la force n'existaient-elles qu'à cause de l'Esprit même qui devait naître d'elles.

Avec les disciples de Bismarck, la force ne fut plus seulement l'antécédent nécessaire et la matrice du droit : la force devint, littéralement, le fondement du droit. Ou plutôt le droit ne fut plus qu'un mot, désignant une certaine situation de fait, relativement stable et durable, établie par la force, et maintenue par elle seule.

Non que l'antique idéalisme de la race se fût évanoui. Le culte de la force brute fut conçu comme une religion. L'Allemagne retourna à l'adoration de son plus vieux dieu, Alfadur (*Allvater*), pure force créatrice, antérieure à Wuotan, dont le nom veut dire l'Esprit.

Je me refuse, dit Faust, à écrire : *Im Anfang war das Wort* : « Au commencement était le Verbe », ou même : « *Im Anfang war der Sinn* : « Au commencement était l'Intelligence. » J'écris avec confiance : *Im Anfang war die Tat* : « Au commencement était l'Action. »

La production et l'accroissement indéfini de la force furent ainsi conçus comme un véritable idéal, comme la réalité la plus réelle, la plus primitive, donc la plus vraie, la plus sainte, la plus divine.

Cette religion de la force se constitua de la manière suivante :

Des individus d'une intelligence pratique supérieure, d'une volonté et d'une continuité de vues sans défaillance, d'une audace sans scrupule, un Frédéric-Guillaume Ier, un Frédéric II, un Stein, un Hardenberg, un Bismarck, ont, par leur activité propre, forgé l'Empire allemand. En réalité, selon la pensée allemande, ce n'est pas la somme de leurs actions individuelles qui, aujourd'hui, constitue la substance de cet empire. Ils ont travaillé à la réalisation d'un être métaphysique qui voulait être, mais qui, pour passer de la puissance à l'acte, avait besoin d'ouvriers humains actifs, intelligents et dociles. Pénétrés de l'esprit germain, ayant, de l'avènement de l'Empire allemand, un pressentiment impérieux (*Ahnung*), ils ont été les instruments dont celui-ci s'est servi pour se donner l'existence.

Aujourd'hui, comparable à un chef-d'œuvre de l'art, tel que l'Iliade d'Homère, ou une symphonie de Beethoven, la création des Frédéric II et des Bismarck existe en soi, et subsiste par soi. On ne saurait lui appliquer la maxime : *Sublata causa tollitur effectus* : « Otez la cause, et l'effet disparaît ». Supposez renversés les Hohenzollern : l'empire qu'ils ont édifié leur survivra. Cet Empire est désormais un être métaphysique impersonnel, plus réel, plus fort, plus vivant que les individus qui le représentent et en ont la garde. Le rapport des individus au Tout s'est retourné. Jusqu'en 1871, le Tout dépendait des individus. Depuis cette époque, les individus dépendent du Tout : ils ont, en lui, non seulement leur fin, mais leur moteur. Ce qui était l'effet est devenu la cause. « Rappelez-vous, dit, en août 1914, Guillaume II à son armée de l'Est, que vous êtes le peuple élu. L'esprit du Seigneur est descendu sur moi, parce que je suis l'Empereur des Germains. » Supposez que l'Allemagne change de souverain, supposez qu'elle devienne une république, une démocratie. Tant qu'elle restera le peuple élu, le peuple qui ne voit dans le monde qu'une proie à exploiter, le peuple maître (*das Herrenvolk*), l'organe qui exprimera sa volonté pensera et agira comme Guillaume II.

En faisant de l'Allemagne, de la force allemande, non seulement l'objet, mais le principe même de toute leur activité, les Allemands ont, estiment-ils, porté à sa perfection l'idéalisme de leurs pères : ils ont érigé en idéal le réel lui-même, la puissance, grâce à la capacité infinie d'accroissement qu'ils lui ont attribuée. La Toute-Puissance est, de tous les attributs de Dieu, le premier, le plus divin. Les Allemands croient, se donnent, se sacrifient à l'Allemagne, comme à une puissance monstrueuse, écrasant de son poids énorme toutes les volontés et forces individuelles, de même que le mystique se donne au Dieu d'amour. Ils ne séparent pas la barbarie de la culture : ils rêvent une culture qui s'impose par la violence, en même temps qu'une malfaisance qui, grâce à la philosophie et à l'organisation, dépasse infiniment en efficacité la barbarie des primitifs : ce sont des mystiques ivres d'un dieu de puissance, ce sont les dévots d'une religion de la destruction, de la violence

et de la tyrannie. Ils réalisent, en ce sens, la synthèse de l'idéalisme et du réalisme.

II

Nous avons essayé de nous représenter l'évolution générale de l'esprit allemand à travers les âges. Considérons maintenant de plus près cette entité impersonnelle, invisible, mais singulièrement efficace : le germanisme, à la création de laquelle nous avons vu aboutir l'évolution allemande.

La *Deutschheit*, ou essence du germanisme, a pour caractère fondamental l'*Ursprünglichkeit*, mot qui, littéralement, veut dire originalité, mais que je ne peux guère traduire que par le barbarisme : primitivité. Tout ce qui est véritablement germanique émane, sans intermédiaire, de la source même de tous les êtres ; et tout ce qui est véritablement primitif est allemand.

La langue allemande est primitive ; la pensée allemande voit les choses sortir vierges de leurs principes générateurs : le génie allemand est foncièrement spontané et original. L'Allemand est l'*Urmensch*, le premier homme, l'homme sortant directement des mains du créateur.

Ce qui est primitif possède deux caractères, solidaires l'un de l'autre : la pureté et l'excellence. L'eau des fleuves est d'autant plus claire qu'on la puise plus près de la source. Le primitif, que rien ne sépare de Dieu, est encore tout imprégné de la perfection divine.

C'est pourquoi tout ce qui est allemand est suprême, comme tout ce qui est suprême est allemand.

D'où cette conséquence, que l'Allemagne doit, en tout domaine, éliminer tous les éléments étrangers qui ont pu, au cours du temps, se mêler à son essence et la souiller. L'Allemand se suffit, il n'a intérêt à connaître l'étranger que pour se débarrasser de ce qu'il lui a, çà et là, emprunté, soit par complaisance et bonhomie naturelle, soit afin de se donner l'excitation nécessaire à son développement original.

Le produit spécial du génie teuton est ce qu'on appelle la culture allemande. L'Allemand fait une distinction essentielle entre culture et civilisation. Tous les discours qu'a prononcés Guillaume II impliquent ou énoncent cette distinction. La civilisation, c'est la conquête et l'exploitation des forces de la nature au moyen de la science. La culture est l'affirmation, le développement et l'expression d'un moi national. La civilisation se traduit par l'aisance et l'élégance de la vie, et par la politesse extérieure ; la culture réside dans la valeur morale et dans l'orgueil national ; elle se manifeste par la religion, la philosophie, la littérature et l'art nationaux.

La culture allemande est le déploiement des aptitudes spéciales et supérieures contenues dans l'âme allemande.

Telle est la *Deutschheit* ou essence du germanisme. Ce qui s'y oppose symétriquement, c'est l'essence romane. Chez les peuples latins, tout est dérivé, impur, mêlé, lié, mécanique, conventionnel, inférieur. Le romanisme a, sans doute, sa place légitime dans le développement de l'humanité ; mais cette place est celle de la forme, laquelle, pour remplir sa destination, doit être subordonnée au fond. Le romanisme n'a droit à l'existence que s'il est donné, dirigé, utilisé par le germanisme et pour le germanisme.

Des justes concepts de la culture et de la civilisation dérive une différence capitale. La civilisation est cosmopolite et pacifiste. En effet, en tant qu'ils ne cherchent que le bien-être et le progrès matériel, les hommes sont semblables entre eux ou solidaires, et ont intérêt à unir et concerter leurs efforts. Il n'en est pas de même de la culture. Celle-ci est la réalisation d'un certain moi. Elle a pour formule : *sich behaupten* : s'affirmer. Or, c'est une loi primordiale, qu'un moi ne peut se poser qu'en s'opposant. Un moi, pour se réaliser comme moi, a besoin d'un adversaire, d'un ennemi de qui les ambitions contraires, l'envie, la jalousie, les rancunes, suscitent, stimulent, développent, concentrent, amplient son activité et sa conscience de lui-même. D'autre part, un moi doit, constamment, se libérer et se préserver des influences extérieures.

C'est pourquoi, tandis que civilisation veut dire paix, culture signifie guerre. C'est ce qu'expose *ex professo* un ouvrage du professeur Lasson, en date de 1868, intitulé *Krieg und Ideal-Kultur* : « La guerre et la culture idéale. »

Le peuple cultivé par excellence est ainsi, par définition, le peuple querelleur et belliqueux par excellence. Il ne conçoit pas qu'il puisse vivre, qu'il puisse être, sans faire la guerre.

Qu'est-ce que la guerre ?

Selon la pensée allemande, la guerre est une abolition temporaire de l'état de société, et le retour à l'état de nature pur et simple.

Qu'est-ce, maintenant, que l'état de nature ? C'est, au point de vue allemand, un état absolument étranger à toute notion de droit et de moralité.

Dans la philosophie allemande, l'éducation morale de l'homme n'est pas conçue comme un perfectionnement de sa nature, obtenu en faisant prédominer les bons instincts sur les mauvais : c'est

la substitution, au sens littéral du mot, d'une âme nouvelle à l'âme naturelle. De là, ce système de dressage, délibérément opposé par la pédagogie allemande à l'éducation, telle que l'entendent les classiques. *Drill oder Erziehung ? — Drill :* « Education ou dressage ? — Dressage. » C'est en ces termes qu'un ouvrage allemand résume la doctrine de l'éducation.

Il suit de là qu'à la guerre il ne peut, en réalité, à aucun degré, être question de droit. Nulle autre loi que la force n'est conforme à la définition philosophique de la guerre. Tous les moyens y sont légitimes, du moment où ils peuvent être efficaces, c'est-à-dire contribuer à la destruction de l'adversaire. Les hommes, il est vrai, ont essayé d'établir, au nom du droit, un code de la guerre, et on peut admettre que là où il n'y a pas avantage à ignorer ce code, il convienne d'en tenir compte. Mais toute considération de droit devient futile, pusillanime, criminelle, du moment où elle risque de compromettre ou de diminuer le succès. La coutume de la guerre (*die Kriegsmanier*), enseigne le Manuel : *Der Kriegsgebrauch im Landkriege*, publié quelques années avant la guerre actuelle, n'a de valeur que là où il n'y a pas lieu d'invoquer l'argument de la nécessité militaire (*die Kriegsraison*), lequel prime tout.

La *Kriegsmanier* représente ce que les scolastiques appelaient la thèse, déclarée vraie dans l'abstrait. Mais la *Kriegsraison* représente l'hypothèse, autorisant, exigeant, dans le concret, la violation de la thèse. Par exemple, la *Kriegsmanier* interdit de molester la population civile. Mais si, en s'attaquant à celle-ci, on peut faciliter et hâter la victoire, on a le droit et le devoir de le faire. En somme, la solidité de l'armée, la durée des hostilités, dépendent de la nation. C'est donc à la nation, aux non-combattants, à travers l'armée, qu'en réalité la guerre s'adresse. S'appliquer à démoraliser la population civile, ce n'est autre chose qu'aller droit au but, et faire la guerre, non hypocritement, mais loyalement.

L'objet final de la guerre est la paix. La paix, toutefois, ne saurait mettre fin à la guerre.

Toute paix est illusoire ou déprimante, qui n'est pas conçue à la fois comme le prix de la guerre d'hier, et comme la préparation de la guerre de demain. Toute synthèse, selon la philosophie allemande, en même temps qu'elle résout une antinomie donnée, est grosse d'une antinomie nouvelle. L'Etat allemand s'est créé par la lutte contre les conditions géographiques de la Germanie et contre l'Empire romain. Il ne peut se conserver que par la guerre. Toute paix est donc, pour lui, en même temps que la consécration des conquêtes dues aux précédentes guerres, l'amorce de guerres futures.

Le résultat comme le moyen de la lutte, c'est l'organisation. Le peuple allemand est le peuple organisateur par excellence. Il ne connaît point de rival dans ce domaine, parce que, concevant la liberté et la vie comme des conquêtes qu'il faut refaire chaque jour au moyen de luttes nouvelles

(*Nur der verdient sich Freiheit wie das Leben,*
Der täglich sie erobern muss :

« Celui-là seul mérite la liberté et la vie, qui, chaque jour, doit les reconquérir »),

et, ayant expérimenté que, grâce à une subordination absolue des parties au tout, il est en mesure d'imposer sa volonté au monde entier, il s'est donné des institutions qui lui permettent de ranger, de gré ou de force, les individus sous la loi de la communauté. Et il n'a pas seulement considéré l'obéissance matérielle et extérieure. Il s'est appliqué à dresser les intelligences et les consciences, non moins que les organes du corps. Convaincu, de longue date, que le libre arbitre individuel n'est autre chose que la révolte et le mal, il s'est appliqué à substituer, chez l'individu, à la conscience naturelle de l'homme, une conscience exclusivement allemande, qui, d'elle-même, croie, pense et veuille ce que veut le Souverain, c'est-à-dire l'Etat allemand. Et, si certaines consciences demeurent rebelles, il sait neutraliser ou exploiter leur opposition. Jéhovah se servait des Philistins, comme des Hébreux, pour accomplir ses desseins.

La mission de l'Allemagne est d'organiser le monde, c'est-à-dire qu'elle doit, d'une part, amener le moi universel, le moi allemand, à prendre une conscience toujours plus vive de son originalité, de son unité et de sa mission dominatrice ; d'autre part, réduire, de plus en plus le non-moi, la matière, les nations, les hommes, à l'état d'instruments dociles et capables, au service du moi suprême.

Ainsi apparaît comme portée à sa perfection et comme étendue à l'univers cette distinction radicale des hommes libres et non libres (*Freie et Unfreie*), qui était le trait caractéristique de la société teutonne primitive.

III

Nous avons essayé d'analyser l'âme allemande : nous ne saurions nous dérober aux questions pratiques qui jaillissent de cette analyse même.

Première question : l'Allemagne est-elle une ?

Est-il admissible, demande-t-on, que le pays qui a produit Goethe et Beethoven, et qui a chéri, dans ces grands hommes, la plus pure expression de

son génie, soit réellement devenu, tout entier, une caserne prussienne ? N'est-il pas digne de remarque que de nombreux Allemands protestent, aujourd'hui même, contre le brutal réalisme et les ambitions insensées de l'Allemagne officielle, et déclarent, avec une sincérité incontestable, que c'est précisément parce qu'il sont et demeureront allemands, qu'ils condamnent la conduite de leur gouvernement dans la présente guerre. Les partis socialistes et démocratiques, notamment, peuvent-ils sans absurdité être assimilés aux partis gouvernementaux ? N'est-il pas certain que, maîtres de leur action, ils répudieraient une politique aristocratique et conquérante, qui est la négation expresse de leurs principes ?

Nul doute qu'il ne soit facile de relever, parmi les manifestations de l'opinion allemande, de nombreuses et fortes divergences. Les Allemands possèdent, de longue date, un proverbe, selon lequel, là où il y a deux Allemands, il y a trois opinions : *Wo zwei Deutsche sind, da sind drei Meinungen.* Mais la question pratique est de savoir si, sur le terrain de l'action et dans la crise présente, ces différences d'opinions sont susceptibles de se traduire en mouvements révolutionnaires utiles à notre cause. Or l'objet immédiat de l'organisation allemande, c'est de réduire à une impuissance totale les éléments sociaux demeurés relativement libres et indépendants. Sans doute il reste possible, même en Allemagne, qu'un individu préserve sa liberté de conscience, et même, peut-être, en quelque mesure, sa liberté de parole, bien qu'il faille se défier de toute manifestation de liberté que tolère le gouvernement allemand. Mais, de la parole, cet individu pourra-t-il passer à l'action ? La machine allemande broie infailliblement tout ce qui s'oppose à sa marche. Ou plutôt l'organisation allemande est proprement l'art de faire servir à la réalisation de la fin posée les agents réfractaires eux-mêmes. D'individus indifférents, lâches, divisés, hostiles, elle sait faire des instruments adaptés, obéissants, actifs, utiles (*brauchbar*). Le tout modèle les parties, et, d'organismes, fait des organes.

Il existe, certes, en Allemagne, des partis politiques violemment opposés au gouvernement. Mais leur tempérament moral n'est pas différent de celui de leurs adversaires. Eux aussi ont été formés, pétris, modelés (*gebildet*) par la littérature allemande, par l'école allemande, par la vie allemande. Ils sont animés, à l'égard des autres peuples, de dispositions qui ne diffèrent pas de celles de l'Allemagne officielle. Comme elle, ils ont conscience d'être le peuple-maître (*das Herrenvolk*) ; comme elle, ils croient que leur organisation, infiniment supérieure à celle des partis analogues dans les autres pays, leur confère une suprématie universelle. Leur mépris de la liberté individuelle égale celui de la caste militaire. En un mot, ils sont, par dessus tout, Germains. Nous n'avons donc aucune raison de désirer leur triomphe. Leur domination à notre égard ne serait pas moins tyrannique que celle de leurs adversaires politiques. « Que m'importe, dit l'âne de la fable, de changer de maître, si je dois toujours porter mon bât ? »

..... Quid refert mea,
Cui serviam clitellas dum portem meas ?

Rappelons-nous, d'ailleurs, avec quelle insistance Henri Heine, qui, apparemment, connaissait l'Allemagne, nous avertissait, en 1833, de ne point nous mêler des guerres civiles qui pourraient s'y produire, parce que tous les Allemands, disait-il, se rappellent également que nous avons fait décapiter à Naples, en 1268, Conradin de Hohenstaufen, et que, pour se venger de ce forfait, ils se réconcilieront toujours contre nous. Comment Bismarck a-t-il fait l'unité allemande ? En suscitant une guerre entre l'Allemagne et la France. L'heure n'est pas venue où l'appel : « Courons sus à la France ! » cessera d'être pour l'Allemagne le plus sûr cri de ralliement.

Renonçons donc à spéculer sur les divisions intérieures de l'Allemagne. Mais n'est-il pas un autre côté par où l'Allemagne, d'elle-même, semble devoir évoluer dans un sens qui nous serait favorable ? Cette grande nation, si avide de progrès, si éclairée, est-elle, à tout jamais, emprisonnée dans le germanisme actuel ? N'est-il pas possible qu'elle change ? Tout évolue en ce monde. De quel droit imposer, à un être réel et vivant l'immobilité d'un concept ?

Sans doute, en théorie, tout est possible. Mais, en fait, le développement qui s'est produit en Allemagne est si ancien, si logique et si profond, qu'il est tout à fait invraisemblable qu'il change brusquement de direction. L'avènement de l'Allemagne moderne ne fut nullement, comme on le dit parfois, une rupture avec le passé, le résultat d'un empoisonnement accidentel : c'est le résultat d'une sélection opérée, sous l'influence des circonstances, parmi les tendances essentielles et permanentes de l'âme allemande. Et, par la politique, la littérature, la philosophie, l'école, cette évolution a été implantée de plus en plus largement et profondément, non seulement dans les faits, mais dans les idées, dans les volontés, dans les consciences. C'est avec une parfaite assurance que les Allemands.

aujourd'hui, croient qu'ils sont le peuple de Dieu, le peuple-dieu, et qu'ainsi leur rôle est de dicter des lois, non d'en recevoir.

Rétrograder, d'ailleurs, est une conduite inconcevable chez une nation qui se flatte de pousser plus loin qu'aucune autre la conquête de la puissance au moyen de la science. La science, qui enseigne, comme une loi primordiale, l'irréversibilité des phénomènes réels, est, elle-même, dans son évolution essentiellement irréversible. Et elle emporte incessamment, dans son progrès fatal, ceux qui lient leurs destinées aux siennes.

Il n'est pas douteux que la science, en fait, ne procure aux hommes puissance et jouissance. Or, les Allemands ne paraissent nullement disposés à se lasser de l'une ou de l'autre. Il semble, au contraire, que ces deux objets répondent excellemment à leurs instincts naturels. Si l'Allemand, selon son habitude, continue à se montrer agité, difficile à satisfaire, inquiet, ce n'est pas qu'il regrette l'idéalisme d'antan, c'est qu'il rêve un réalisme encore plus réaliste, une puissance encore plus énorme, une jouissance encore plus débordante. « *Mehr denn die Unendlichkeit* » : « Plus que l'infini », telle est la devise que lui légua Fichte.

Mais, dira-t-on, si l'Allemagne tend vers l'avenir, et non vers le passé, ne marche-t-elle pas, par là même, qu'elle le veuille ou non, vers la démocratie ; et ne suffira-t-il pas qu'elle devienne une démocratie, pour que le monde n'ait plus rien à redouter de ses ambitions ? Ce ne sont pas, en effet, les nations, ce sont les gouvernements qui veulent s'agrandir aux dépens des autres peuples. Entre nations qui se gouvernent elles-mêmes, s'établissent naturellement, nécessairement, des relations de tolérance, de confiance et d'amitié.

— Il n'est pas douteux que l'idée démocratique ne fasse partout des progrès dans le monde, et que l'Allemagne ne soit travaillée, elle aussi, par cette idée. Mais démocratie, en soi, qu'est-ce, sinon gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. C'est une simple forme, qui ne préjuge pas la qualité de la matière à laquelle on l'applique. Supposez des individus indisciplinés, changeants, remuants, entêtés de leur indépendance individuelle : suffira-t-il qu'on les appelle à se gouverner eux-mêmes, pour qu'ils deviennent maîtres de leurs passions et amis de l'obéissance ? Voici un peuple qui est réaliste et militariste jusqu'aux moëlles. N'est-il pas vraisemblable que, livré à lui-même, il continuera, automatiquement, à suivre son instinct, et à s'organiser en vue de la fin qu'il place au-dessus de toutes : la domination et le pillage ? *Germani ad prædam*, disait Tacite. Il n'était pas question, alors, d'empereur allemand.

Devenir son maître n'est pas nécessairement prendre conscience de ses devoirs et des droits des autres. L'Allemagne, habillée en démocratie, traitera, d'elle-même et par elle même, les autres nations comme, actuellement, elle les traite par l'intermédiaire de ses maîtres. La différence ne sera que dans les mots. Car, depuis Bismarck qui lui a insufflé son âme, le moteur de l'Allemagne réside en elle-même. La volonté, la puissance, le prestige de ses gouvernants ne sont que sa propre volonté et sa propre confiance en soi, réfléchie dans ses représentants. C'est elle qui est l'Etre, ils ne sont que le symbole et l'instrument. Ce n'est pas le jour où son gouvernement sera démocratique que l'Allemagne sera changée, c'est le jour où elle aura acquis une âme démocratique.

Ce dernier changement est-il possible ? S'il doit, quelque jour, se réaliser, ce ne peut être que par l'effet d'une conversion interne. Il faut que, du fond même de l'âme allemande, jaillisse une volonté, une tendance, une vie nouvelle. Il faut que l'Allemagne se renonce, et s'incline devant l'humanité.

Que pourrons-nous faire, nous à qui l'Allemagne n'accorde d'autre rôle que celui de lui montrer les voies qu'elle doit éviter, pour contribuer à une telle conversion ? Directement, nous ne pouvons rien. Mais nous ferons ce qui est le plus susceptible de porter l'Allemagne à rentrer en elle-même, si nous lui offrons le spectacle d'une démocratie réalisant, d'une façon certaine, cette double condition : prospérité, progrès, développement harmonieux, haute situation dans le monde, d'une part : et d'autre part, vitalité, unité, puissance, capacité de se défendre victorieusement. L'Allemagne réaliste appréciera la démocratie, le jour où les nations les plus démocratiques seront, en même temps, les plus grandes et les plus fortes.

*
* *

La conclusion qui se dégage de cette étude est assez claire.

Il serait lourdement imprudent d'escompter une révolution allemande. Rien n'autorise une semblable hypothèse. Si l'Allemagne devait se relâcher de son absolutisme et de son appétit de domination, ce ne serait pas au fort d'une guerre comme celle-ci, alors que, malgré ses allures triomphantes, elle a conscience de lutter pour son existence même, qu'un tel changement pourrait se produire. Ce ne pourrait être que grâce à une paix prolongée, au sein de laquelle, se considérant comme la maîtresse désormais incontestée de l'univers, elle s'amollirait. « Si jamais, dit Faust, je me tiens pour satisfait du présent et me repose, que c'en

sont fait de moi ? » Ou lutter, et vivre, ou s'abandonner à la jouissance, et périr : telle est l'alternative que pose le poème de Goethe.

L'Allemagne qui lutte est une, disciplinée et forte, par cela même qu'elle lutte. Si nous voulons qu'elle tombe, c'est de nous seuls que nous devons attendre l'événement qui la renversera. Nos pères nous ont légué cet adage : « Aide-toi, le ciel t'aidera » : Tenons-nous-y.

Gardons nous, d'ailleurs, de toute illusion. Ce n'est pas par des discours, des théories, des projets d'organisation de l'univers, des offensives diplomatiques, des conversations occultes, des habiletés de cabinet, que nous nous approcherons du but. Ce ne serait pas nous sauver, ce serait nous perdre, que d'accepter, comme garantie de notre sécurité et de notre liberté, quelque nouveau chiffon de papier allemand, si alléchant qu'en fût le contenu. La promesse d'aujourd'hui, de la part de l'Allemand, est la mystification de demain. Il n'est qu'une victoire qui puisse être efficace, qui puisse nous permettre d'organiser, pour l'avenir, la protection de nos frontières et le libre développement de notre activité, qui puisse, enfin, donner quelque valeur aux plans de société politique internationale dont nous ne voulons pas renoncer à nous enchanter, c'est la victoire proprement dite, la victoire pure et simple, la victoire des armes.

EMILE BOUTROUX.

LES PAIX ALLEMANDES

La valeur des paix que l'Allemagne — et derrière elle, l'Autriche-Hongrie — ont négociées dans ces derniers temps : paix de l'Ukraine, paix de la Grande Russie, paix de la Finlande, paix de la Roumanie, se juge aux procédés qui les ont déterminées. Ce sont des pactes issus de la contrainte, en dehors de toute discussion, au mépris de tout droit, de toute contradiction, de toute revendication nationale. Ils prolongent la série des accords du passé qui n'étaient, la plupart du temps, que les capitulations de vaincus subjugués, — et résolus, dans leur for intérieur, à réparer leurs défaites et à briser les tutelles subies. L'histoire de l'Europe, avant 89 et après 89, en dépit des thèses développées et propagées par la philosophie révolutionnaire, est pleine de changements où la violence eut la plus large part. Et ce sont ces changements de la violence qui ont préparé l'Europe anarchique, et croulante sous les armements, que nous avons connue. Paix napoléoniennes et paix bismarckiennes, avec des modalités diverses, évoquent les paix des siècles antérieurs, celles qui transféraient les territoires de main en main sans consulter la volonté des habitants, et qui considéraient l'humanité comme un objet d'échange. Et de même, les paix de Brest-Litovsk, et celles qui les ont suivies, sont dans les lignes des paix bismarckiennes. Berlin et Vienne ont beau mentir, travestir les faits, rendre au hommage verbal à des idées que nul impérialisme ne peut agréer sans se détruire lui-même : Kuhlmann et Czernin restent dans la tradition de Frédéric II et de Marie-Thérèse, de Metternich et du Chancelier de Fer.

Un instant, les dirigeants allemands et austro-hongrois ont oscillé entre les paix de compromis et les paix de la force. Dans chacun des deux empires, des courants d'opinion plus ou moins véhéments, plus ou moins organisés s'affirmaient en faveur de tractations qui eussent, [illegible] possible, écarté pour un avenir proche un retour d'hostilités, et surtout hâté l'heure de l'armistice. C'est au milieu de 1917, alors que les Etats-Unis étaient entrés en action, que les autres républiques américaines prenaient position — que la Russie semblait animée d'un souffle de résistance, que l'Italie demeurait solidement enracinée au-delà de Gorizia, — c'est à ce moment que ces courants ont marqué le plus de vigueur. Il y eut le vote de la majorité du Reichstag, puis les déclarations de Czernin. Mais ensuite les partis militaristes, l'état-major à Berlin, les pangermanistes à Vienne (car ils n'y sévissent pas moins que dans l'autre capitale), reprirent l'avantage. Comment et pourquoi réussirent-ils à ressaisir leur crédit ? C'est ce que je n'envisagerai pas aujourd'hui. Mais par une série de coups d'Etat, ils refoulèrent les champions de la paix de compromis qui, temporairement, ont été voués à l'impuissance, malgré les révélations ou les avertissements des Liebnowski, des Muhlen et des Lammasch. Les instruments imposés aux Ukrainiens, aux Grands-Russes, aux Finlandais, aux Roumains, sont leur œuvre..., œuvre précaire et illusoire comme tant d'autres pactes, qui procédaient des mêmes principes.

*
* *

L'Allemagne et l'Autriche méditèrent-elles de provoquer la désagrégation, l'anéantissement de la vieille Russie, lorsqu'elles déclarèrent la guerre, il y a quatre années ? Visaient-elles à la fois — (et je n'oublie pas la subordination de l'un des Empires à l'autre), à subjuguer la partie nord et la partie sud de l'Europe orientale ? Rien n'est moins certain. Quelque audacieuses que fussent les préten-

tion des *Alldeutscher*, ils ne pouvaient s'imaginer qu'un Etat de 170 millions d'hommes, dominé par une bureaucratie centralisatrice, pourvu d'une armée numériquement considérable, appuyé sur de fortes alliances, s'écroulerait d'un seul tout — et se subdiviserait à l'infini. Ils aspiraient à un élargissement à l'ouest, mais du côté russe, ils se proposaient seulement de mettre les troupes du Tsar hors de cause, pour exécuter leur programme Hambourg-Bagdad, — et de stimuler de toutes façons leurs relations d'échanges, car ils étaient acheteurs de matières premières, vendeurs de produits fabriqués et se flattaient d'arracher au cabinet de Petrograd de meilleures conditions. La guerre de 1914 se lie étroitement — je l'ai dit et redit, — aux deux guerres balkaniques de 1912 et 1913, qui avaient procuré une revanche à la chancellerie russe sur les chancelleries de Berlin et de Vienne. L'écrasement de la Serbie, qui eût ouvert ou rouvert aux Allemands et aux Austro-Hongrois l'accès de Constantinople et de la mer Egée, était le premier objectif des deux Empires. Que cet écrasement, à raison même des rapports qui s'étaient créés en Europe, ne pût se concevoir sans un abaissement de la Russie, de la France, de l'Angleterre et aussi de l'Italie, de la Grèce et de la Roumanie, c'est là un fait qui apparaît immédiatement : que la diminution du slavisme fût recherchée avidement par le germanisme, après que celui-ci avait reçu un coup très grave au traité de Bucarest : c'est encore une conclusion qui sollicite les esprits les plus simples. Mais ni Guillaume II, ni François-Joseph ne tenaient à jeter bas le trône des Romanov, — alliés à tant de familles princières allemandes, et l'émiettement de la Russie n'entrait pas dans leurs prévisions.

Les deux gouvernements de Berlin et de Vienne n'étaient pas sans savoir — (et ils savaient beaucoup mieux que nous). — que sous l'apparence majestueuse de la Russie, palpitaient plusieurs Russies. Bien avant 1917, ils avaient travaillé la Lithuanie, la Courlande, la Livonie, l'Esthonie, l'Ukraine, poussé les uns contre les autres les éléments ethniques qui coexistaient dans ces contrées, stimulé les minorités germaniques ou germanophiles qui s'y étaient formées. Cette politique tendait à affaiblir la Russie plus qu'à en engendrer la décomposition. Ni les Hohenzollern, ni les Habsbourg n'avaient intérêt à renverser Nicolas II et sa maison, en provoquant des révolutions autonomistes ou séparatistes, et une dislocation générale. A côté de la concurrence des Etats, il y avait la solidarité des dynasties. En discréditant le tsarisme, Guillaume II eût porté atteinte à sa propre autorité. C'est seulement lorsque ce tsarisme eut été terrassé, que le Kaiser songea à arracher à la grande Russie des centaines de milliers de kilomètres carrés et des millions d'hommes. Et telle fut la tâche à laquelle ses diplomates se vouèrent dans le second semestre de 1917, et qui sembla se réaliser dans les traités de 1918.

Ils mirent en œuvre, en la déformant, en l'adaptant à leurs objectifs, la doctrine du droit des peuples qui est à la base même de tout concept démocratique, dans l'ordre national comme dans l'ordre international. Ils en firent un instrument de règne, et, s'ils la méprisaient et la foulaient aux pieds, chaque fois qu'elle pouvait être retournée contre eux-mêmes, ils affectèrent de la tenir ailleurs pour une maxime fondamentale d'organisation. C'est un étrange spectacle qu'offrirent Kuhlmann et son collègue austro-hongrois Czernin à Brest-Litovsk. Les militaires, et le général Hoffman en tête, avaient pour mission d'écraser les vaincus, en leur rappelant à tout instant leur défaite. Les deux ministres adhéraient courtoisement aux formules que défendaient les maximalistes. Quelle adhésion ! Jamais on ne vit mieux comment les mêmes termes peuvent couvrir des interprétations infiniment variées. Le peuple, pour les uns, c'était la masse des citoyens ; c'était, pour les autres, une étroite aristocratie de sang ou d'argent, une coterie, une bande d'ambitieux.

Préoccupée exclusivement d'asservir le plus vaste territoire et le plus grand nombre d'hommes, l'Allemagne, pour hâter la dislocation russe, a usé des éléments les plus divers. Ce vieux corps monarchique, soumis aux prérogatives des couronnes, privé de liberté à travers les siècles, se montrait très indifférent aux tendances de ses auxiliaires. Il s'appuyait sur la bourgeoisie en Finlande et en Ukraine, — sur la féodalité dans les provinces baltiques, sur les grands propriétaires fonciers en Pologne, et pactisait avec les socialistes-extrémistes en Grande Russie. Il était prêt à abandonner le lendemain, et même à frapper durement les partis, les groupements dont il avait, la veille, accepté ou réclamé le concours. Lorsque quelques Courlandais, une poignée de Polonais, une escouade de Lithuaniens venaient à Berlin, on s'ingéniait à saluer en eux une véritable représentation populaire. Il y avait une comédie de haut goût dans ces tractations, que les chanceliers successifs ont ouvertes avec des personnalités souvent mal qualifiées ou discréditées, pour les amener à solliciter la protection du cabinet de Berlin.

L'Allemagne, en présence de l'émiettement russe, pouvait hésiter entre trois solutions : 1° laisser leur indépendance intégrale aux jeunes communautés sorties de l'empire traditionnel : elle n'y a point

songé un instant ; 2° les annexer purement et simplement, selon la méthode qu'elle appliqua, sous Bismarck, aux Duchés et à l'Alsace-Lorraine : pour des motifs, qui seraient à élucider longuement, elle n'a pas osé généraliser cette conclusion ; 3° créer des autonomies limitées et contrôlées soit par elle seule, soit par la bureaucratie autrichienne associée à la sienne. C'est cette combinaison que Berlin semble avoir le plus prisée, parce qu'elle masque un jeu et désarme les critiques qui consentent d'avance à de misérables soumissions.

Remarquez tout de suite que les traités signés contiennent des restrictions au pouvoir de ceux qui les ont conclus avec Kuhlmann. Je laisse de côté l'accord avec la Grande Russie, qui comporte des clauses très graves. L'Ukraine n'apparaît que comme une contrée protégée et dépouillée de sa souveraineté. La Finlande a dû s'interdire toute cession, toute dation à bail, sauf assentiment germanique. La Livonie, l'Esthonie, la Courlande, la Lithuanie attendent qu'on statue sur leur sort et qu'on leur assigne leurs institutions de demain. La Pologne sait par expérience que les deux empires s'évertueront à lui imposer une vassalité à peine déguisée. L'Allemagne et l'Autriche proclamaient le droit des peuples, à l'heure où elles les asservissaient. C'était d'une poignante ironie et d'un prodigieux cynisme.

*
* *

Le résultat de toutes les tractations menées dans ces derniers temps par Hertling et Kuhlmann — et auxquelles Czernin s'est lié peut-être sans joie —, a été nettement défini, outre-Rhin, par le socialisme indépendant et aussi par d'autres partis qui ne sont pas dans l'opposition, mais qui discutaient pourtant les éventualités de l'avenir. L'Allemagne a créé, à ses portes de l'Est, un monde instable, croulant, travaillé par des haines réciproques et des aspirations ethniques antagonistes. Elle a essayé de renouveler à son profit une politique que la France d'ancien régime avait pratiquée, mais les temps sont changés : il n'y avait pas jadis de corps national constitué, qui fût déchiré, violenté dans sa conscience par ce système français ; et c'est d'eux-mêmes, non sous la pression de la force, que les petits souverains de la région rhénane faisaient appel à la grande puissance occidentale. L'état de fait était entretenu par notre diplomatie : il n'avait pas été engendré par elle, — et d'ailleurs, l'histoire ici aussi a prouvé que la dislocation d'un peuple qui veut réunir ses tronçons, ne se perpétue pas indéfiniment. L'Allemagne se serait unifiée, même si la Prusse n'avait pas abordé et consommé l'entreprise à son avantage.

Avant 1912, et encore après, le statut balkanique, toujours ébranlé et modifié, a préoccupé les chancelleries qui ne l'avaient garanti que pour le reviser au fur et à mesure des nécessités constatées. Demain l'Europe orientale. Si elle gardait la structure que Guillaume II lui a assignée, et dont seuls les contours généraux ont été tracés, serait pour notre continent et pour l'univers, puisqu'il n'y a plus séparation entre les continents, le laboratoire d'où la guerre pourrait à chaque instant surgir. Les conflits de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce, de la Turquie, projetaient hier de sombres nuées, du Danube aux Vosges. Combien plus amples seraient les périls que recèleraient la concurrence ukrano-polonaise, la rivalité polono-lithuanienne, les luttes civiles et sociales qui se déploieraient de Varsovie à Odessa, la protestation des allogènes des provinces baltiques contre le joug des hobereaux teutons ! Les paix allemandes ne seraient ainsi qu'autant de préparations à des batailles nouvelles, et je le répète, même à Berlin, des yeux se sont ouverts sur ces dangers futurs. Car si les peuples de l'Europe Orientale, et dont la Wilhelmsstrasse a, de propos concerté, délimité arbitrairement les frontières, — pour récompenser les uns, et punir les autres, — s'entrechoquaient dans de prochaines mêlées, ce serait l'Allemagne qui serait entraînée à intervenir pour sauvegarder l'ordre qu'elle aurait façonné. Et si ces peuples, reconnaissant la stérilité de leurs querelles, se fédéraient entre eux et tâchaient de briser leur joug nouveau, s'ils faisaient un appel à une grande Russie régénérée, ce serait encore l'Allemagne qui éprouverait le poids de l'attaque, puisque son œuvre de violence et d'assujettissement serait remise en question. Les pangermanistes sont grisés par l'étendue de la victoire qu'ils ont remportée à Brest-Litovsk. Mais combien fragile est la base sur laquelle ils s'appuient ! Et de quel crédit disposeront-ils demain, dans des circonstances nouvelles, après les révélations d'un Lichnowski !

*
* *

Jamais, depuis un siècle, la liberté mondiale — dont la formule doit être substituée à la formule défraîchie de l'équilibre européen, n'a été compromise au même degré qu'en ce mois de mars 1918. Les arrangements conclus avec l'Ukraine, la Grande Russie et la Finlande, instituaient une sorte de césarisme qui eût pesé lourdement sur la vie de tous les peuples. Se rend-on compte de la gravité d'une domination allemande qui ne se fondera'l pas uniquement sur la vigueur du militarisme prussien, mais qui s'étaierait sur la colonisation, l'exploita-

tion, l'administration d'un territoire supplémentaire étendu du Niemen à l'Oural et peuple de 169 millions d'hommes ? A aucun moment, jusqu'à une heure proche, pareille hypothèse n'avait été même entrevue, et pourtant elle prenait corps, lorsqu'on lisait les pactes de Brest et d'ailleurs, qui mettaient à la disposition du gouvernement de Berlin les prodigieuses ressources, les richesses jusqu'ici sommeillantes des diverses Russies. Un empire germanique ainsi formidablement outillé, pourvu de main-d'œuvre, de matières premières, de débouchés assurés, eût été autrement menaçant que tous les Empires dont l'histoire nous retrace les formations et les effondrements.

Mais, justement parce que les paix allemandes eussent engendré un colosse effrayant, on se demande si elles n'auraient pas abouti, par la logique des choses, à dresser le monde entier contre l'Allemagne. Imaginez que Guillaume II ne gouverne pas seulement à Berlin, à Varsovie, à Vilna, à Mitau, à Revel, à Helsingfors, à Kiev, mais qu'il veuille pousser à ses dernières déductions le pacte signé avec la grande Russie, et que cette grande Russie devienne pour la Germanie contemporaine une sorte d'Hindoustan, quel est l'Etat qui pourrait longtemps supporter pareille dictature ? C'est surtout au cas où le rêve morbide des pangermanistes, — la subordination de l'ancien domaine tsarien aux Hohenzollern, serait sur le point de se réaliser, que l'encerclement de l'Empire allemand se consommerait. Les monarchies, qui ont aspiré à l'hégémonie universelle, ont toujours été brisées par une coalition, et cette monarchie ne se pouvait flatter d'échapper au sort commun, aux réactions inévitables. Même les alliés du Kaiser, même les gouvernements qui se sont assouplis, depuis quatre ans à tous ses ordres, ne sauraient demeurer indifférents, passifs, devant un tel développement d'ambition et de forces. L'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie, sous peine de mourir, de déchoir au rang de simples provinces, devraient s'insurger et se rapprocher de l'Entente. L'application des accords de mars, menée à l'extrême, déterminerait contre l'Allemagne, et en dépit des hésitations et des craintes, une concentration d'énergies, auprès de laquelle celles qui se créèrent contre la France impériale, ne seraient que jeux d'enfants. C'est ce que conçoivent fort bien des hommes comme Delbruck à Berlin, et Lammasch à Vienne, — des hommes que je cite entre beaucoup d'autres, parce que tous deux occupent des situations intellectuelles de premier plan. Et nul ne peut dire quelle sera demain la valeur de leur influence, ni quel crédit leurs opinions tireront des événements mêmes.

*
* *

En attendant, les paix de mars ont ouvert ou rouvert deux questions — celle de la Baltique et celle de la Mer Noire, — et l'une et l'autre, quel que soit le vertige impérialiste de l'Allemagne, réservent à ce pays de sérieuses difficultés.

Jadis, un équilibre s'était établi dans la Baltique, où la flotte russe et la flotte germanique se faisaient contre-poids, — où, à une longue côte germanique, succédait un long littoral russe. Cet équilibre est rompu et non pas seulement contre la Russie, mais aussi contre la Suède. L'Allemagne, qui régente tout un rivage supplémentaire jusqu'aux abords de Petrograd, et qui s'arroge un contrôle des fjords finlandais, devient la souveraine maîtresse de ce bassin important. Elle organise l'écrasement commercial des Suédois et porte un défi à tous les Scandinaves. L'archipel d'Aland, où elle a débarqué des troupes, à la faveur de la guerre civile entre Blancs et Rouges en Finlande, est entre ses mains un revolver braqué sur Stockholm.

La même hégémonie s'exercerait sur la Mer Noire à travers la Turquie vassale, la Bulgarie soumise, la Roumanie accablée et l'Ukraine protégée. Ainsi Berlin, d'une part, projette son influence vers l'océan Glacial (et ce n'est pas en vain qu'on arrache au sommeil le problème du Spitzberg), — et, de l'autre recherche, après coupure du Bagdad, une voie plus sûre vers l'Asie Antérieure ou Centrale. Mais les négociations récentes ont montré que la Wilhelmsstrasse ne se désintéresse pas plus des besoins économiques que des projets territoriaux ou politiques. Le pacte avec l'Ukraine lui assure des approvisionnements en blé et la convention avec la Roumanie lui donne un quasi monopole de l'exploitation des pétroles. Rien n'a été oublié. De sa victoire temporaire, l'Allemagne se hâte de jouir et de tirer le maximum de résultats. Elle est comme stupéfaite de sa fortune et se demande de quelle façon l'aventure finira.

Les paix de mars, si fructueuses en apparence pour elle, ne sont pas seulement pleines de périls présents et futurs. Même si l'on fait abstraction des conséquences qu'elles doivent engendrer mécaniquement, elles donnent l'impression d'une fragilité sans égale. Brest-Litovsk a été le Tilsitt de l'empire allemand, l'apothéose de l'expansionnisme teuton, la date lumineuse du pangermanisme vainqueur. Mais les choses vont, évoluent plus vite en notre temps qu'à l'époque de Tilsitt. Lorsqu'il a ratifié les traités, le Reichstag a eu la vision des menaces qu'ils comportaient. Il y a la revanche des

idées ; il y a surtout la revanche des peuples. Les dirigeants de l'Autriche, depuis plus d'un demi-siècle, ont éprouvé la précarité de la politique de Metternich. Les dirigeants de l'Allemagne feraient à leur tour l'expérience à leurs dépens de la vitalité des nations opprimées —, car on ne multiplie pas à profusion les Alsace-Lorraine et les Pologne, — si les puissances occidentales ne déterminaient pas effectivement, après l'avoir proclamée avec solennité, l'annulation, la caducité des paix germaniques.

PAUL LOUIS.

TROIS ANNÉES (1)

VII

Un samedi de novembre, Laptev conduisit sa femme à un concert symphonique, que devait diriger un grand musicien. La salle était comble, et la chaleur extrême. Laptev se tenait derrière une colonne, debout, tandis que sa femme et Kostia, Kotchevoï étaient assis à l'un des premiers rangs.

Au commencement de l'entr'acte, Alexis vit tout à coup passer devant lui « cette personne », qui s'appelait Pauline Nikolaïevna Rassoudina. Depuis son mariage, il envisageait souvent, avec inquiétude, une rencontre possible avec elle. Maintenant, tandis que la jeune femme le regardait franchement en face, Laptev se rappela qu'il n'avait encore jamais trouvé le temps de s'expliquer avec elle, ou du moins de lui écrire deux ou trois lignes amicales, comme s'il se fût caché d'elle. Il eut honte et rougit.

Elle lui serra fortement la main et demanda :

— Vous acevz vu Yartzev ?

Et, sans attendre sa réponse, elle continua son chemin, marchant à grands pas rapides, comme si quelquequ'un la poussait par derrière.

Elle était fort maigre et pas jolie, avec son nez trop long, ses traits fatigués et tirés ; elle avait toujours l'air de faire effort pour tenir ses yeux ouverts et pour ne pas tomber. Ses yeux étaient bruns et très beaux, son visage intelligent, bon et franc : mais ses gestes étaient anguleux et brusques. Il n'était pas facile de causer avec elle, car elle ne savait ni parler, ni écouter tranquillement ; et il était plus difficile encore de l'aimer.

Au temps de sa liaison avec Laptev, quand ils restaient seuls, elle commençait par rire longtemps, la figure cachée dans les mains, et par lui déclarer que l'amour n'était point à ses yeux la chose principale dans la vie. Elle faisait des manières comme une jeune fille de dix-sept ans, et, avant de l'embrasser, il était obligé de souffler toutes les bougies... Elle avait déjà trente ans. Elle était mariée à un professeur qu'elle avait d'ailleurs quitté depuis longtemps. Elle gagnait sa vie en donnant des leçons de musique et en jouant dans plusieurs quatuors.

Pendant la neuvième symphonie, elle se trouva de nouveau, comme par hasard, à proximité d'Alexis, mais un groupe compact d'hommes serrés entre les colonnes l'empêcha d'avancer. Elle s'arrêta. Laptev reconnut alors sur elle le même corsage de velours qu'elle mettait un et deux ans auparavant pour aller au concert. Ses gants étaient frais, son éventail neuf, mais très ordinaire. Elle aimait à s'habiller, mais ne savait pas, et, du reste, elle ne voulait pas dépenser de l'argent pour sa toilette. Somme toute, elle s'habillait donc mal et d'une manière si négligée que, dans la rue, en la voyant se hâter vers ses leçons, du grand pas rapide qui lui était habituel, on pouvait la prendre aisément pour une jeune débutante.

La salle applaudissait et criait bis.

— Vous passerez la soirée avec moi —, dit Pauline en s'approchant d'Alexis, avec un regard sévère. — Nous irons prendre le thé ensemble. Vous entendez ? Je l'exige. Vous me devez beaucoup, et vous n'avez pas le droit de me refuser ce rien.

— Mais parfaitement —, acquiesça Laptev.

La symphonie terminée, les rappels n'en finissaient plus. La foule s'écoulait très lentement, et Laptev, qui ne pouvait partir sans prévenir sa femme, dût s'arrêter près de la porte pour l'attendre.

— J'ai une envie torturante de boire du thé —, dit Pauline. — J'ai une soif qui me brûle les entrailles.

— On pourrait en prendre ici —, proposa Laptev : — voulez-vous venir à la buvette ?

— Mais, c'est très cher ici, et je n'ai pas d'argent à jeter par les fenêtres. Je ne suis pas une espèce de marchand, moi.

Il lui offrit néanmoins son bras, mais elle refusa, d'une longue phrase fatigante, qu'il lui avait déjà entendu prononcer bien des fois, à savoir, qu'elle ne se rangeait pas dans la catégorie des êtres du sexe faible, et qu'elle n'avait pas besoin des services de messieurs les hommes.

Tout en causant avec lui, Pauline regardait la foule et saluait les personnes de sa connaissance.

C'étaient pour la plupart des amies, des camarades du Conservatoire et des élèves. Elle leur ser-

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 5 et 6, 1918.

rait la main, d'un mouvement brusque, comme si elle tirait une sonnette. Mais voici qu'elle se mit à remuer les épaules, en frissonnant comme dans la fièvre. Puis elle dit à Laptev, en le regardant avec horreur :

— Qui avez-vous épousé ? Où aviez-vous donc vos yeux ? Fou que vous êtes ! Qu'est-ce que vous trouviez d'extraordinaire dans cette créature sotte et nulle ? Moi, je vous aimais pour votre intelligence, pour votre cœur, tandis que cette poupée n'a besoin que de votre argent, elle !

— Ne parlons pas de cela, Pauline —, répondit Alexis, d'une voix suppliante. — Tout ce que vous pourriez me dire à propos de mon mariage, je me le suis dit moi-même bien des fois... Ne me faites donc pas souffrir une fois de plus.

Julia parut. Elle était habillée d'une robe noire, avec une grande broche en brillants, que son beau-père lui avait donnée. Elle était accompagnée de son escorte habituelle : Kotchevoï, deux médecins, un officier, un gros jeune homme en uniforme d'étudiant, qui s'appelait Kisch.

— Je rentrerai un peu plus tard —, dit Laptev à sa femme. — Kostia t'accompagnera.

Julia acquiesça d'un signe de tête et sortit de la salle. Pauline la suivit du regard, toute frissonnante ; et ce regard était plein de répugnance, de haine et de souffrance.

Laptev craignait d'aller chez Pauline, pressentant des explications désagréables, des larmes et des paroles violentes. Il proposa d'aller prendre le thé dans un restaurant. Mais elle répliqua :

— Non, non, c'est chez moi que nous allons ; je vous prie de ne pas me parler de restaurant.

Elle n'aimait pas ce genre d'établissements, dont l'atmosphère lui semblait empoisonnée par le tabac et l'haleine des hommes. Elle avait un étrange parti-pris contre les hommes qu'elle ne connaissait pas. Elle voyait dans chacun d'eux un satyre, capable de se jeter sur elle inopinément. De plus, la musique des restaurants l'énervait jusqu'à lui donner des névralgies.

Une fois dehors, Laptev héla un cocher et ils allèrent chez Pauline. Pendant tout le parcours, Laptev ne cessait de penser à elle. C'était vrai qu'il devait beaucoup à la jeune femme. Il avait fait sa connaissance chez son ami Yartzev, à qui elle donnait des leçons de théorie musicale. Elle l'avait aimé, Alexis, profondément, et de la manière la plus désintéressée. Devenue sa maîtresse, elle avait continué à donner des leçons, et à travailler comme par le passé, jusqu'à l'épuisement. Grâce à elle, il en était venu à comprendre et à aimer la musique, pour laquelle, jusqu'ici il n'avait guère que de l'indifférence.

— Un demi-royaume pour un verre de thé, — disait Pauline en se protégeant la bouche avec son manchon pour ne pas attraper froid. — J'ai donné cinq leçons, que le diable les emporte ! Mes élèves sont tellement bêtes et obtus que j'ai failli mourir de colère. Je ne sais pas quand se termineront mes travaux forcés. Je suis épuisée, à bout. Aussitôt que j'aurai pu économiser trois cents roubles, je laisse tout et je m'en vais en Crimée. Là, étendue sur la plage, je me régalerai d'oxygène. Comme j'aime la mer ! Ah ! comme j'aime la mer !

— Allons donc, vous ne vous en irez nulle part —, répliqua Laptev. — D'abord, vous n'économiserez rien du tout, et ensuite vous êtes trop avare pour faire une telle dépense. Mais excusez-moi si je vous répète ce que je vous ai déjà dit : croyez-vous réellement que d'amasser trois cents roubles, kopeck par kopeck, en donnant des leçons à des oisifs qui apprennent la musique par désœuvrement, soit moins humiliant que d'emprunter cette somme à vos amis ?

— Je n'ai pas d'amis ! — répliqua-t-elle avec irritation, — et je vous engage à ne pas dire de sottises. La classe ouvrière, à laquelle j'appartiens, a le privilège de se connaître incorruptible et de ne rien devoir à des marchands qu'elle est fondée à mépriser. Ah ! non ! Moi, vous ne m'achèterez pas. Je ne suis pas une Julia, moi !

Laptev n'essaya même pas de payer le fiacre, sachant bien qu'il déchaînerait ainsi un torrent de protestations pareilles à celles qu'il avait déjà maintes fois essuyées. Ce fut elle qui règla.

Pauline avait loué une petite chambre meublée avec pension chez une dame. Elle possédait un grand et beau piano, mais ce piano se trouvait temporairement chez Yartzev, et Pauline allait chaque jour y faire ses gammes. Dans sa chambre, il y avait des fauteuils recouverts de housses, un lit orné d'une courtepointe blanche, des vases de fleurs appartenant à sa logeuse, et des chromos sur les murs. Rien ne révélait que cette pièce fût habitée par une femme, et une femme qui avait fait des études, — ni table à toilette, ni livres, ni bureau de travail. Il était visible qu'elle se couchait à peine rentrée, et qu'elle sortait à peine levée.

La cuisinière apporta le samovar. Pauline prépara le thé, puis, tout en frissonnant encore, — il faisait assez frais dans sa chambre, — se mit à critiquer les artistes qui venaient de chanter dans la neuvième symphonie. Elle était si lasse que ses paupières se fermaient d'elles-mêmes. Elle but un verre de thé, puis un autre, puis un troisième.

— Donc, vous êtes marié ! — dit-elle. — Soyez tranquille cependant : je ne pleurnicherai pas, je saurai vous arracher de mon cœur, allez ! Ce qui

me chagrine, c'est que vous soyez aussi lâche que les autres, et que vous recherchiez dans la femme, non pas son intelligence, mais son corps, sa beauté, sa jeunesse !... Jeunesse ! — nasilla-t-elle comme pour contrefaire quelqu'un. — Jeunesse ! Il vous faut la pureté, *Reinheit !...* (1). *Reinheit !* — répétait-elle en riant aux éclats et en se rejetant sur le dossier du fauteuil. — *Reinheit !...*

Quand elle eut fini de rire, ses yeux étaient baignés de larmes.

— Vous êtes heureux au moins ? — demanda-t-elle.

— Non !

— Elle vous aime ?

— Non !

Laptev, ému et malheureux, se leva et se mit à marcher dans la chambre.

— Non ! — répéta-t-il. — Si vous le voulez savoir, Pauline, je suis très malheureux ; mais qu'y faire ? Le mal est accompli. Impossible d'y rien changer. Il ne reste plus qu'à prendre la chose philosophiquement. Elle m'a épousé sans m'aimer, c'est-à-dire qu'elle a peut-être agi par sottise, peut-être même par calcul, certainement sans raisonner, et maintenant elle se rend compte évidemment de son erreur et elle souffre. Je le vois bien. La nuit, nous dormons ; mais le jour, elle a peur de rester avec moi, seule à seul, ne fût-ce que pendant cinq minutes, et alors elle recherche les distractions, la société. Ma femme éprouve de la honte et de l'horreur à se trouver avec moi.

— Mais elle prend cependant votre argent.

— Vous dites une sottise, Pauline. Elle prend mon argent, parce qu'il lui est indifférent d'en avoir ou de ne pas en avoir. C'est un être loyal et pur. Elle m'a épousé tout simplement parce qu'elle voulait s'en aller de chez son père...

— Etes-vous sûr qu'elle vous aurait épousé quand même, si vous n'aviez pas été riche ?

— Je ne suis sûr de rien, — répondit Laptev avec angoisse ; — de rien ! Et je n'y comprends rien du tout... Au nom de Dieu, Pauline, je vous en prie, ne parlons pas de cela.

— Et vous l'aimez ?

— Follement !

Ils se turent. Elle buvait un quatrième verre de thé, lui se promenait dans la pièce et pensait à sa femme, qui devait en ce moment se trouver au Club des Médecins, en train de souper.

— Mais peut-on aimer sans savoir pourquoi ? — demanda Pauline, en haussant les épaules. — Non, non, c'est la passion bestiale qui parle en vous, vous en êtes enivré. Vous êtes empoisonné de ce beau corps, de cette *Reinheit !* Allez-vous-en d'ici, vous êtes indécent ! Allez-vous-en chez elle !

Pauline montra la porte à Laptev et lui jeta son chapeau. Sans prononcer un mot, il mit sa pelisse et il sortit ; mais elle le suivit précipitamment dans l'antichambre, s'accrocha convulsivement à son bras, et se mit à sangloter.

— Allons, Pauline, allons, — disait-il, en essayant, mais en vain, de lui desserrer les doigts. — Calmez-vous, je vous en prie.

Elle ferma les yeux, devint très pâle, son long nez prit la couleur de la cire, comme celui d'une morte. Laptev ne réussissait toujours pas à se dégager. Pauline était en syncope. Avec précaution, il la souleva, la coucha sur son lit, et resta auprès d'elle une dizaine de minutes, jusqu'à ce qu'elle eût repris connaissance. Les mains de la jeune femme étaient froides, son pouls faible et irrégulier.

— Allez-vous-en chez vous —, s'écria-t-elle en rouvrant les yeux. — Partez, ou je vais encore pleurer. Et je ne le veux plus, je veux me donner.

Après avoir quitté Pauline, il s'en fut, non pas au Club des Médecins, où ses amis l'attendaient, mais à la maison. Chemin faisant, il se demandait avec dépit pourquoi il ne s'était pas marié avec cette Pauline qui l'aimait tant, et qui, par le fait, avait déjà été sa femme et sa compagne ? C'était le seul être qui lui fût vraiment dévoué. Mais, à part cela, n'eût-ce pas été une tâche belle et digne de lui que de procurer du bonheur, un refuge et du repos à cette créature intelligente, fière, écrasée de labeur ? Est-ce que cela lui convenait, à lui, — se demandait-il, — ces prétentions à la beauté, à la jeunesse, à ce même bonheur qui n'existe pas en réalité, et qui, depuis trois mois, comme par dérision, le tenait dans un état d'esprit sombre et déprimé ? Sa lune de miel était passée depuis longtemps, et lui, c'était ridicule à dire, il ne connaissait pas encore sa femme.

Elle écrivait à son père et à ses amies de pension des lettres de cinq pages ; c'est donc qu'elle trouvait des choses à leur dire. Et à lui, son mari, elle parlait uniquement du temps qu'il faisait, — et qu'il était l'heure de dîner ou de souper. Lorsque, avant de se mettre au lit, elle priait Dieu, pendant longtemps, et baisait ensuite ses petites croix et médailles, Alexis lui jetait des regards de haine et pensait :

« La voilà qui prie encore : mais que peut-elle bien demander à Dieu ?... »

Il insultait sa femme à part lui, et s'insultait lui-même, en se disant que, lorsqu'il se couchait auprès d'elle dans leur lit et l'étreignait, il ne prenait que ce qu'il avait payé. Mais ces pensées mê

(1) Mot allemand qui signifie pureté.

mes étaient horribles. Si encore Julia eût été une femme robuste, hardie, vicieuse ! Mais non : avec ses yeux purs et innocents, elle était la jeunesse, la pieté, la douceur mêmes. Au temps où elle était sa fiancée, la pieté de Julia le touchait. Maintenant, cet ensemble d'opinions et de croyances conventionnelles lui apparaissait comme une barrière à travers laquelle on n'apercevait pas la vérité vraie. Tout, dans sa vie de famille, était pénible et douloureux. Lorsque sa femme, assise près de lui, au théâtre, soupirait ou riait franchement en regardant la scène, il souffrait de la voir s'intéresser au spectacle toute seule, sans vouloir partager ses impressions avec lui. Et, chose remarquable, Julia était déjà camarade avec tous ses amis à lui, et tous connaissaient le caractère de Julia, tandis que lui n'en connaissait rien et, en silence, dévorait son dépit et sa jalousie.

Rentré chez lui, Laptev mit sa robe de chambre, ses pantoufles, s'installa dans son cabinet et ouvrit un roman. Sa femme n'était pas de retour : mais une demi heure ne s'était pas encore écoulée qu'un coup de sonnette retentissait dans l'antichambre, et l'on entendait les pas sourds du valet qui se précipitait pour ouvrir.

C'était Julia. Elle s'élança dans le cabinet, avec son manteau, les joues colorées par le froid.

— il y a le feu à la rue Presnia, [illegible] die, — annonça-t-elle, essoufflée. — Un immense halo... Je vais y aller avec notre ami Kostia.

— C'est une idée.

L'air de fraîcheur et de santé, la peur enfantine qu'il vit dans les yeux de sa femme tranquillisa Laptev. Il lut pendant une demi-heure encore, puis se coucha.

Le lendemain, Pauline lui envoya au hangar deux livres qu'il lui avait prêtés autrefois, toutes ses lettres et photographies. Cet envoi était accompagné d'un mot qui ne contenait, littéralement, qu'un mot ! « *Basta* (1) ! »

VIII

Dès la fin d'octobre, la récidive se déclara nettement chez Mme Panaourov. Elle maigrissait rapidement et sa figure changeait d'aspect. Bien qu'elle souffrît beaucoup, elle se croyait en voie de guérison ; chaque matin, elle s'habillait comme une personne bien portante et, toute vêtue, demeurait allongée sur le lit, pendant la journée entière.

Au moment de sa fin, elle devint très loquace. Couchée sur le dos, elle ne cessait de parler, doucement, en respirant avec difficulté. Voici dans quelles circonstances elle mourut.

C'était le soir, par un beau clair de lune. Des gens allaient et venaient, en traîneaux, sur la neige fraîche, et, de la rue, arrivaient dans la chambre des bruits légers. Nina était sur son lit, toute vêtue, et Sacha, que personne à présent ne relayait, Sacha sommeillait, assise au chevet de sa mère.

— Je ne me rappelle plus, par exemple, son patronymique — racontait Nina, doucement : — son prénom était Ivan et son nom Kotchévoï. C'était un pauvre fonctionnaire. Un ivrogne, un misérable ivrogne. Que Dieu l'ait accueilli dans le royaume du ciel ! Il venait chez nous, et, chaque mois, nous lui donnions une livre de sucre, un demi-quart de thé. Quelquefois, de l'argent aussi, bien entendu. Oui... Puis l'accident survint. Ce Kotchevoï s'était mis à boire terriblement, et il mourut un jour, brûlé par l'alcool, en nous laissant un garçonnet, un enfant de sept ans. Un petit orphelin... Nous le recueillîmes et le cachâmes chez les commis : il vécut là toute une année, sans que notre père s'en doutât. Puis, un jour, papa le découvrit, mais il ne dit rien. Quand le petit orphelin, Kostia, eut neuf ans, — moi, j'était alors fiancée —, je le conduisis dans un lycée, puis dans un autre, un autre encore : on n'en voulait nulle part. Lui pleurait : « Qu'est-ce que tu as donc à pleurer, petit sot ? » — lui disais-je. — Enfin, dans un lycée du lointain quartier de Rasgoulaï, on finit par l'accepter, Dieu merci. Et voici que le petit se mit à marcher tous les jours de chez nous, rue Pianitskaïa jusqu'à son lycée, et de son lycée jusque chez nous... C'est Aliocha qui payait sa pension. Il travaillait très bien, était fort studieux, et finalement il est devenu quelqu'un. Il est à présent avocat à Moscou, et le meilleur ami d'Aliocha. C'est un homme très instruit. Tu vois, parce qu'on n'a pas abandonné un être humain et qu'on l'a recueilli, il prie Dieu, maintenant pour notre bonheur. Oui.....

Nina parlait d'une voix de plus en plus basse, avec des pauses de plus en plus longues ; après un court silence, elle se souleva et se mit sur son séant.

— Et moi... Il me semble... que je ne suis pas tout à fait bien, — murmura-t-elle. — Dieu ait pitié de moi !... — Ah ! je ne peux déjà plus respirer !...

Sacha savait que sa mère devait mourir sous peu. En lui voyant maintenant les traits subitement tirés, elle devina que c'était la fin, et elle eut peur.

— Maman, maman chérie ! Il ne faut pas !... — s'écria-t-elle en sanglotant... — Il ne faut pas !...

— Cours à l'office, que l'on aille chercher ton père. Je suis très mal...

Sacha se précipita hors de la pièce, criant, ap-

(1) Mot italien qui signifie : suffit.

pelant, mais tous les domestiques étaient absents et la fillette ne trouva que Lyda, endormie dans la salle à manger tout habillée, sur un coffre, sans oreiller. Sacha, sans rien mettre sur elle, sortit dans la cour, puis dans la rue. Près de la porte cochère, elle trouva sa *niania* (1) qui, assise sur un banc, regardait les gens passer. De la rivière proche, où une piste de glace était aménagée pour les patineurs, arrivaient les sons d'une musique militaire.

— Niania, maman se meurt ! — dit Sacha dans un sanglot. — Va chercher papa.

(1) Nourrice.

(*A suivre.*)

ANTON TCHEKHOF.

(*Traduit du russe* par G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

LA SUÈDE ET LA GUERRE

Le secrétaire général de la *Revue Bleue*, M. Lucien Maury, publiera ce mois un intéressant volume intitulé : *Les problèmes scandinaves, le Nationalisme Suédois et la guerre*.

Maître de conférences à l'Université d'Upsal pendant plusieurs années, M. Lucien Maury qui a combattu de longs mois dans la tranchée, est retourné en Suède pour y recueillir de nouveaux éléments d'informations. Ce sont ces éléments, qu'il a mis en œuvre avec sa clarté de vues et sa précision de formes habituelles, dans son livre. Nos lecteurs nous sauront gré de reproduire ici l'avant-propos de notre collaborateur (1).

(N. de l. R.).

*
* *

La Suède, avant la guerre, nous apparaissait comme l'un des pays les plus pacifiques d'Europe : la Suède, telle que nous l'avions vue à l'Exposition de 1909, était un pays heureusement administré, sans charges militaires, voué aux progrès scientifiques et industriels, uniquement préoccupé de développer ses ressources intérieures et d'organiser un régime de justice et d'ordre. Aucun problème extérieur : aucune ambition de conquêtes. Ses juristes prenaient une part importante aux arbitrages de La Haye : son institut Nobel l'associait aux plus nobles efforts de la pensée et du savoir internationaux. Son autonomie paraissait assurée par l'équilibre européen ; nul pays n'était plus éloigné d'en souhaiter la ruine, et surtout d'approuver les idées de rapine et les projets de spoliation impérialiste. Au milieu d'une Europe inquiète, troublée par des antagonismes latents, la Suède semblait l'asile assuré de la paix et du droit.

(1) Perrin, éditeur, un vol. de 470 pages.

Ce visage lui valait la sympathie universelle en France notamment, où nous étions mal informés de son activité, nous savions vaguement que le XIXe siècle avait été pour elle une période de renaissance : ruiné, démoralisé, perdu d'alcool à la fin du XVIIIe siècle, le peuple suédois avait travaillé efficacement à son relèvement, créé l'une des meilleures écoles, et le plus parfait instrument de lutte contre l'alcoolisme du monde moderne. Des siècles d'alliance, sous l'ancien régime, avaient créé entre lui et nous, des traditions d'amitié, entretenues par de fréquents rapports intellectuels : les discours officiels affirmaient une « communauté d'idéal et de sentiment ».

Quelques livres, quelques traductions nous avaient renseignés sur ses institutions et sa littérature (1) : en 1914, le nom de Selma Lagerlöf était connu de notre grand public ; celui d'Ibsen était populaire parmi nos savants.

La Suède, toutefois, nous réservait quelques surprises : dès 1914, d'étranges nouvelles nous arrivaient de Stockholm ; une partie de la presse suédoise louangeait l'entreprise d'agression allemande, célébrait (avec quel enthousiasme !) notre défaite présumée ; bientôt, il apparut que la neutralité suédoise était hésitante ; souvent elle sembla précaire, menacée par un parti qui réclamait un « courageux ralliement » à l'Allemagne, prêchait les doctrines de violence, s'efforçait de faire triompher un régime d'oppression à l'intérieur, de provocation et d'intervention à l'extérieur.

Nous étions-nous donc si complètement trompés?

La question dépasse les frontières de la Scandinavie.

L'exemple de la Suède éclaire l'un des aspects de la guerre, et nous renseigne sur la nature du gigantesque conflit.

L'attitude d'un petit pays de moins de cinq millions d'habitants pourrait paraître négligeable, si elle ne nous révélait la méthode de nos ennemis, l'étendue de leurs préparatifs, de leurs buts et de leurs espoirs.

Plus la Suède était pacifique, acquise aux idées d'ordre, de droit, de progrès, et plus il est instructif d'étudier par quels procédés l'Allemagne tenta de l'enrôler : par quelle évolution ce peuple a failli participer au monstrueux attentat, par quel oubli

(1) Voir les livres et les traductions de Mme de Quirielle, les travaux de Mmes Sjoestedt et Gruppi, le très beau volume d'André Bellesort (*La Suède*), les traductions de diverses œuvres de Strindberg, de W. von Heidenstam, de Geijerstam (*Le livre du petit frère*), et de Selma Lagerlöf (*Jérusalem*; *la Légende de Gösta Berling*; *les Liens invisibles*; *le Merveilleux voyage de Nils Holgersson à travers la Suède*...), l'*Anthologie des écrivains suédois contemporains* de Th. Hammar, etc.

de ses traditions il apporte encore sa contribution au culte de la force.

On a tenté, dans les pages qui suivent, d'esquisser cette étude : la vie suédoise, les questions suédoises n'y sont envisagées que dans leurs rapports avec la guerre. On s'excuse donc de n'en présenter qu'une vue incomplète, et qui ne met point suffisamment en lumière les beaux côtés et les aspects sympathiques de la civilisation suédoise.

Ce travail toutefois était nécessaire parce qu'il sera utile.

Nous avons payé trop cher le droit de voir la vérité, nous avons trop d'intérêt à connaître les efforts de l'ennemi pour fermer les yeux et favoriser une ignorance coupable.

Ce livre apportera une désillusion passagère aux sincères amis de la Suède ; il n'a pas été écrit sans hésitation — ni parfois quelque déchirement — par un Français profondément attaché, et par de vieux liens d'étude et d'amitié, au pays et au peuple suédois. On espère qu'il ne blessera inutilement aucun Suédois sincère.

Il embrasse une période nettement délimitée, et que clôt (automne 1917) l'avènement d'un gouvernement vraiment national, démocratique et enfin loyalement neutre.

Comment l'Allemagne, par un siège longuement et savamment préparé, s'est emparée des esprits et des consciences ; comment elle a dominé ce pays intellectuellement, économiquement, politiquement; comment elle l'a ébloui, conquis, au point d'y faire défendre et magnifier, sous un prétexte patriotique, ses propres buts de guerre, et les doctrines les plus opposées aux instincts profonds et aux traditions séculaires de la nation ; comment elle s'impose par une pression continue, par la terreur ; comment on affole un peuple sage ; comment on le conduit, par la presse, par la dictature, au bord de l'abîme....., voilà ce que nous devons apprendre et ne pas oublier.

Le cas de la Suède n'est pas isolé : il n'est qu'un épisode significatif, l'un de ceux où l'on saisit le mieux le détail d'une organisation qui s'est étendue à toute l'Europe, et qui devait assurer l'asservissement des petits peuples avant le désastre des grands.

Le premier effet de cette organisation est l'avilissement des consciences, l'abaissement des esprits, ce mépris du droit, de la liberté et de la dignité humaine qui préparent tous les consentements, tous les abandons et toutes les désertions.

Comment nous étonner que la cause des grandes démocraties et la cause même de l'Europe aient été reniées lorsque ce reniement s'accompagne de la condamnation du sentiment national ?

Voilà ce que l'on a vu en Suède, où d'étranges « nationalistes » ne rêvent que d'aliéner une indépendance immémoriale et glorieuse, et de faire de leur pays une province allemande.

De telles perversions ne peuvent séduire un peuple sain : en Suède, elles ont provoqué la révolte de l'esprit national, la protestation des masses populaires, et cette revanche que marque, aux élections de septembre 1917, le triomphe de la démocratie.

Ainsi s'opposent à d'affligeants spectacles les péripéties d'une lutte qui a commencé dès 1914, et qui est tout à l'honneur de la nation suédoise.

Beaucoup de Suédois sont inquiets du renom que leur pays s'est acquis pendant la guerre : compromis par leurs journaux et deux cabinets successifs, ils redoutent de ne plus rencontrer dans le monde l'accueil amical auquel ils étaient accoutumés ; des commerçants invoquent la statistique : ils constatent que l'Angleterre est le premier client de la Suède, que les échanges suédo-allemands, si intensément développés en ces dernières années, ne représentent qu'une part, et non la plus importante, ni surtout la plus rémunératrice, du commerce extérieur suédois : des intellectuels considéreraient comme un désastre un ralentissement des relations — déjà trop réduites avant la guerre — avec l'Angleterre, la France et l'Amérique.

Mieux renseignés, les peuples d'Occident ne confirmeront pas ces craintes. Ils comprendront que la nation suédoise ne peut être tenue responsable de l'égarement d'une fraction — importante, il est vrai — de ses classes dirigeantes, qu'elle n'a jamais ratifié, qu'elle a toujours combattu les enseignements de violence et de tyrannie, quelle a dû, au total, développer une énergie tenace, autant de prudence que de courage, pour faire échouer chez elle l'une des mieux concertées parmi les conspirations allemandes.

Puisse ce livre, en précisant les responsabilités, contribuer à faire apprécier plus équitablement les difficultés auxquelles se heurte la démocratie suédoise et mieux juger les tendances, les ambitions véritables du peuple suédois, son rôle pendant la guerre, ses destinées futures dans le cadre d'une Scandinavie revivifiée, organisée non point à la prussienne, mais selon un programme d'utilité et de liberté.

*
* *

Ces pages, écrites au sortir de la tranchée, résument une rapide enquête ; elles n'ambitionnent pas le titre d'histoire : on n'écrit pas l'histoire d'événements aussi proches, et encore mêlés à nous ; mais on peut tenter d'en saisir le sens.

On souhaiterait que ce volume pût servir de premier guide aux Français et aux Occidentaux qui se rendent dans le Nord, et éprouvent souvent tant de peine à s'y procurer une documentation ordonnée et sûre, à s'orienter parmi les partis, les idées, les hommes.

LUCIEN MAURY.

MA SECTION

Nous montons en ligne, par le chemin toujours pareil, avec ses villages effondrés, ses forêts rasées ; nous allons, une fois encore, vers l'incertitude et le danger de tous les instants. Ma section est en tête de la compagnie. Nous marchons depuis trois heures déjà : à cinquante mètres devant nous, enfin, une fissure sombre à gauche de la route, c'est le commencement du boyau qui nous conduira vers les lignes. Les guides nous attendent. « Secteur nerveux, me dit le nôtre : des coups de main toutes les nuits, peu d'abris. » Nous avons vu plus dur, mais on sera médiocrement logé dans ce coin de tranchée peu confortable. La section relevée sort, homme par homme, des abris souterrains qui vont être tout notre domaine.

Dans le boyau noir, sur le caillebotis mal joint, il y a un peu d'entassement, des bousculades ; enfin, comme par enchantement, la compagnie remplacée s'évanouit dans la nuit.

J'ai quatre hommes en sentinelle, les autres se sont logés tant bien que mal dans les abris. Je puis enfin suivre l'agent de liaison qui me conduit à la cagna du lieutenant qui s'en va.

A un tournant du boyau, un filet de lumière, au ras du sol, passe sous une toile de tente. La toile soulevée, je plonge dans un trou où je reste un instant ébloui par la clarté d'une bougie. La cagna n'est pas grande : au fond, deux rangées de couchettes métalliques superposées avec des toiles un peu crevées, mais qui tiennent encore. A droite, une table où est collée la bougie ; à gauche des clous où sont déjà suspendues les capotes du caporal fourrier et des agents de liaison. On étouffe là dedans, j'ai besoin d'air. Dehors, la nuit est belle, sans lune, des obus sifflent normalement, quelques fusées ; à notre droite des rafales de mitrailleuses assez fréquentes, c'est bien ce que le communiqué appelle : nuit calme sur le reste du front.

Déjà une heure. Mon ordonnance a placé sur ma couchette mon ballot de tranchée. Quel bon oreiller ! comme je vais bien dormir !..

* * *

Un brusque réveil. Diable ! les Boches nous envoient des obus à une cadence un peu vive. Oh ! Oh ! voici des arrivées tout près. C'est un bombardement d'attaque ça. La section est à cinquante mètres : il faut vite l'alerter. Personne ne doit dormir avec un pareil tapage, mais on sera plus vite prêt si je suis là. Il y a un mauvais bout de boyau à passer, mais ce n'est pas le moment d'attendre. Vite mon casque, et dehors. J'arrive à la porte. Tout d'un coup, c'est la nuit : un choc a secoué la cagna, je sens trois coups de bâton, aux bras et dans le dos.

A côté de moi, on crie.

Il me semble que j'ai le poignet droit coupé. De mon bras jaillissent deux jets de sang. Je fléchis sur mes jambes, je n'y vois plus rien, c'est fini, je suis mort.

Et pourtant je ne tombe pas. Mais nous sommes murés dans ce trou. Non, je vois la porte. Libre ! je suis dehors. Là, à côté, c'est le poste du capitaine. Partout les éclats sifflent. Que mon bras est lourd ! Je n'ai pas le poignet coupé, je vois ma main, mais au-dessus, mon bras est fendu comme par un coin. Je ne saigne plus, je ne sais plus où je suis, je bute.

Ah ! voici un homme. Il surgit du trou.

« Mon aspirant, mon aspirant, pas par là. Ils sont déjà deux tués là dedans. Venez, venez.

— Qui est tué ?

— Valon et Gignoux.

— Ah ! les pauvres vieux. Sais-tu où est le P. C.?

— Oui, je vous y conduis, mais venez.

Mon bras autour de son cou, nous partons. Il est blessé à la tête et me dit :

« Moi, ce n'est rien, mais vous, mon aspirant ! » Brave type !

Au passage on demande : « Qui emmènes-tu ?

« L'aspirant, dit mon compagnon.

« Oh ! Bou diou ! »

C'en est peut-être un de ma section, de ma pauvre chère section. Enfin l'abri ! je m'y glisse je ne sais comment. Une couchette, j'y tombe à la renverse.

. . . . . .

* * *

Dans la salle où je me sens enfin délivré de la brume qui m'enveloppait depuis deux jours, cinq autres blessés, si pâles qu'ils se ressemblent, gi-

sent immobiles près de moi. Hier soir, les chirurgiens l'ont dit, je l'ai entendu dans un demi sommeil : Je suis sauvé.

Les brancardiers dans le boyau, le poste de secours où le café d'un infirmier a calmé ma soif, l'auto américaine : c'était il y a deux jours seulement. Que mon bras était lourd ! Et que j'avais froid !

Quand le Colonel est venu m'apporter la médaille militaire que je désirais depuis toujours, à peine pouvais je ouvrir les yeux. Je me souviens d'avoir souri, j'étais si heureux, mais si faible ! Puis ce fut le cauchemar, l'assoupissement et, au matin, hier, le réveil atroce dans les hurlements de douleur, toute la douleur de mon bras serré au garrot depuis 24 heures.

Quelle douceur ensuite à me sentir glisser dans l'oubli du sommeil, sur le « billard », où on m'avait porté pour me couper le bras. Maintenant c'est fait. Je n'ai plus qu'un bras, une main, et la vie. Le Commandant de corps d'armée est venu me voir aujourd'hui. Nous avons causé gaiement de l'avenir, cela vaut mieux que de se plaindre.

Les blessés arrivent, d'autres partent, ce seraient pas les repas, le grand réconfort, ce sont les visites des chirurgiens qui nous l'apportent. Nous nous cramponnons à eux : de l'adresse de leurs doigts, nous attendons la vie ; dans leurs yeux, nous cherchons à lire notre sort : un mot qu'ils prononcent nous décourage ou nous rend l'espoir. Quel bien ils peuvent faire ; Quel bien m'ont fait ceux qui m'ont soigné !

Les nuits sont plus longues dans la complète obscurité où l'on nous plonge quand on entend les avions boches rôder dans l'air. Blessé, inerte, on devient craintif. Les éclatements de bombes, les claquements de mitrailleuses font les nuits angoissées. Puis, la lune disparue, le mauvais temps revenu, on dort mieux.

Les blessés arrivent, d'autres partent, ce sera bientôt mon tour. Mes blessures se cicatrisent, la douleur aiguë des premiers pansements s'apaise, le temps qui passe me rapproche de l'heure tant attendue et si chère du départ. Pour d'autres, l'attente est sans espérance.

En face de moi, j'entendais depuis quatre jours un pauvre être douloureux, se plaindre sans cesse. Un éclat d'obus aux reins avait atteint la colonne vertébrale. Ce matin sa respiration s'est faite haletante, il s'est mis à râler sourdement, comme une bête. Puis soudain, le silence, On lui a rabattu son drap sur la tête. Les brancardiers l'ont emporté. Notre émotion fut de courte durée, tant la mort devient chose indifférente à mesure qu'on s'éloigne d'elle et qu'on revient à la vie.

* *

Le médecin-chef vient de me dire que je vais être évacué sur Paris. Je me sens guéri, tout pénétré de joie mêlée de mélancolie pourtant à quitter avec l'ambulance ceux à qui je dois le meilleur des bienfaits : la vie !

Encore l'automobile américaine. Les cahots me font un peu grimacer. Et voici bientôt l'hôpital d'évacuation : des rangées de baraques le long d'une vaste avenue. Dans la salle où mon brancard s'arrête, d'autres brancards en file où les pansements font tache, d'un blanc immaculé sur le gris sale des capotes. Pour moi, l'heure de la mise en route ne tarde pas. On m'installe dans le premier train qui passe. Enfin, après des débarquements et des rembarquements, des trajets en auto, l'arrivée de nuit dans une salle d'hôpital endormie ; des délais qui se prolongent vingt-quatre heures, et dont mon impatience fait grief aux paperasseries de l'Administration, le vrai départ définitif et joyeux.

Guéri maintenant, ma blessure me semble lointaine, mais le soir de mon arrivée à l'hôpital reste un apaisant souvenir. Habitué depuis deux ans à ne vivre qu'avec des hommes et soigné par des hommes encore, depuis ma blessure, j'étais un peu ému, un peu anxieux, à la pensée que des femmes allaient m'accueillir à Paris. Et je fus tout de suite séduit par l'aisance charmante, par la grâce des femmes qui me pansaient tendrement, après m'avoir couché comme un grand enfant bien fragile et bien fatigué.

Quelle douceur oubliée je retrouvais à leurs mains. Chaque jour passé à côté de nos infirmières, m'a fait connaître et admirer davantage ces femmes qui ont quitté pour nous, pour l'hôpital, tout ce qui était leur vie d'avant la Guerre. Depuis plus de trois ans, sans dégoût, sans lassitude, elles mènent la même existence monotone. Sans se rebuter, sans quêter même notre reconnaissance, elles n'ont qu'un désir : faire renaître à la vie les êtres brutaux et meurtris, jetés sous leur protection.

De semaine en semaine, la vie est revenue plus complète et plus forte. Elle est assez ferme maintenant pour que je m'amuse des conversations qui s'arrêtent devant moi, des regards fixés sur ma manche vide, sur ma poitrine. La médaille que je porte maintenant, je l'ai reçue au Grand Palais, au milieu d'une foule de grands blessés comme moi. On les voyait presque tous se raidir pour ne point faire paraître leur émotion au moment où le général accrochait sur leur poitrine la médaille

militaire et la Croix de Guerre. Mais combien sans doute ils auraient mieux aimé tous être décorés devant leur régiment, devant leurs hommes, devant leurs camarades, devant tous ceux avec qui, durant tant de mois, ils avaient vécu et souffert.

Je n'ai pas à me plaindre du sort, puisque je suis vivant, mais je garde au fond du cœur le regret d'avoir quitté avant que tout fut fini contre le boche, ceux que j'aime, que j'admire et que je plains de toute mon âme : mes hommes, ma section.

PAUL DELZONS.

A PROPOS DE LA DÉPOPULATION

AVORTEMENT ET INFANTICIDE

« On meurt sur le front : on cesse de naître à l'arrière. Comment la France épuisée comblera-t-elle ces vides ? » s'écriait M. Berthélemy (1) dans *Le Matin* du 12 août dernier (2). « Il faut protéger la race : mais, passez-moi cette naïveté, pour la protéger, il faut d'abord qu'elle subsiste. « La France ne connaît pas de menace plus terrible que celle de la dépopulation », écrivait, ici même, un de nos anciens ministres de la guerre (3). Dans une élégante allocution prononcée à la salle de la Société de Géographie (4), M. Paul Deschanel déclarait également que c'était là « le problème essentiel » de l'avenir, une « question de vie ou de mort » pour notre pays, puis il ajoutait : « Pour la résoudre, nous n'aurons pas trop de tous les dévouements, nous devrons recourir à tous les moyens » (5). C'est pourquoi je viens m'efforcer, dans la mesure de ma modeste expérience, d'apporter à l'œuvre entreprise certains éléments qui pourront contribuer, ou, du moins, je l'espère, à la solution d'une des plus grandes causes de faiblesse, que nous aurons à surmonter après la guerre (6).

La dépopulation tient à quatre causes principales : l'abstention volontaire, la mortalité infantile, l'avortement et l'infanticide.

Je n'aborderai pas les deux premières qui sortent de ma compétence, mais, en ce qui concerne les deux dernières, il ne sera peut-être pas inutile de mettre en relief quelques réflexions qui m'ont été suggérées par une pratique judiciaire plus que trentenaire.

* *

Le nombre des avortements augmente dans des proportions tellement effrayantes que je n'ose rapporter ici les chiffres fantastiques fournis par certaines revues économiques ou médicales, car, en une matière aussi intime, la statistique ne présente évidemment qu'une certitude fort relative. Néanmoins, il est indiscutable que, dans certains milieux, l'avortement devient une pratique courante (1).

« Parmi les causes tangibles de l'abaissement de notre natalité, et à côté de l'abominable propagande néo-malthusienne, il faut placer en première ligne l'industrie criminelle et anti-sociale des « faiseuses d'anges », dit un éminent magistrat. Elles pullulent, hélas ! presqu'autant que les débits d'alcool, et la guerre a grossi dans une large proportion leurs coupables bénéfices. Plus souvent que jamais, le jury doit s'occuper de ces hideuses mégères qui, moyennant finance, veulent bien se charger de tarir notre race dans sa source, quand, par surcroît, elles ne tuent pas la mère. Leur inconscience atteint parfois le cynisme : l'une d'elles ne se vantait-elle pas d'exercer son métier par philanthropie ! » (2).

Les causes de cette mentalité sont multiples : quelques-unes même puisent leur origine dans la déformation d'un sentiment naturel et respectable en son principe : on limite le nombre de ses enfants

(1) Professeur à la Faculté de Droit de Paris, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique.

(2) Article intitulé : *Pour le salut de la race*.

(3) *Le Devoir du Demain*, par A. MILLERAND. (*Rev. Polit. et Littér.*, n° 14-21 avril 1917, p. 229).

(4) Le 22 novembre 1916.

(5) *L'enfant de la Guerre* (*Rev. Polit. et Littér.*, n° du 13-20 janvier 1917, p. 39).

(6) « L'accroissement annuel de la population de l'Allemagne est, pour la période de 1816 à 1905, de 1,01 0/0. Pour les années 1900 et 1905 il atteint 1,30 et 1,45 0/0. La population a passé de près de 25 millions d'habitants en 1816 à plus de 36 millions en 1855 et plus de 60 millions en 1905. Vers 1820, la France avait 4 millions d'habitants de plus que l'Allemagne. Un peu avant la moitié du siècle les deux pays ont l'un et l'autre environ 34 millions 1/2 d'habitants. Aujourd'hui l'Allemagne en compte 20 millions de plus que nous et l'écart augmente sans cesse » (HENRI LICHTENBERGER, *L'Allemagne moderne*, 1909, p. 385.)

(1) « La désinvolture avec laquelle avouent la plupart des femmes traitées pour suite de pratiques abortives facilite les constatations... Je ne cite pas de chiffres. Ceux que je connais justifient toutes les alarmes. Nous sommes obligés de reconnaître que le développement de l'avortement volontaire a pris les proportions d'une catastrophe et met en péril la vie même du pays. » (H. BERTHÉLEMY, *loc. cit.*).

(2) *Le Crime et la guerre* par un président d'Assises. (*Rev. Hebdomadaire*, n° 24, 16 juin 1917, p. 331.

pour pouvoir leur procurer plus de bien-être, leur donner une situation supérieure à celle que l'on a soi-même, les élever d'un ou plusieurs échelons dans l'échelle sociale, ce qui est plus difficile, souvent impossible lorsqu'on est chargé de famille. Peu de parents sont assez philosophes pour estimer que richesses et honneurs ne font pas le bonheur, que ce dernier ne dépend pas de la satisfaction de tous les appétits, mais de la modération que chacun sait apporter dans ses aspirations. Combien de fils auraient évité de terribles déboires s'ils avaient continué le modeste commerce ou la petite industrie de leurs pères ! Que de filles auraient été plus heureuses en restant dans le milieu où la naissance les avait placées ! Quoi qu'il en soit, il existe chez la généralité des Français une tendance à thésauriser plus pour ses enfants que pour soi, et, quand l'amour paternel, ainsi compris, ne conduit pas jusqu'à l'avortement, il est la cause indirecte d'une abstention déplorable au point de vue social (1).

Pour certaines femmes, l'avortement est un moyen commode et pratique, — depuis que s'est répandue la conviction qu'il peut s'effectuer sans péril pour la mère, — de supprimer une honte, d'effacer le souvenir d'une faute, d'un entraînement passager.

Pour le plus grand nombre, il diminue les charges qui pèsent lourdement sur les classes pauvres ou de fortune moyenne. L'enfant, en effet, coûte et ne rapporte rien jusqu'à 13 ans, même à la campagne, à cause de l'astreinte scolaire, bien plus longtemps dans les villes, les patrons se souciant médiocrement d'avoir des mineurs à leur service en raison des responsabilités parfois excessives qu'ils peuvent avoir à encourir.

Ajoutons enfin qu'aux yeux de la plupart des coupables, cet acte n'apparaît pas aussi odieux, aussi criminel qu'il est en réalité. « Comment ! me répondait dernièrement une jeune institutrice, je serai poursuivie pour une bêtise pareille ! Je n'étais enceinte que de trois mois ! » Tant que l'enfant n'est qu'en germe, en puissance, pour ainsi dire, bien des mères sont persuadées qu'elles ont le droit d'enrayer son développement naturel.

Quel qu'en soit le motif ou l'origine, le danger est indéniable et il faut s'efforcer d'y parer (1). Le mal, après avoir pris naissance, surtout dans les milieux urbains, se répand de plus en plus dans les campagnes. « Si le désir de se survivre dans la postérité n'a pas encore complètement déserté l'âme du propriétaire rural, du moins l'amour jaloux qu'il a pour son bien et la crainte de voir se diviser après lui cette terre qu'il veut une et intangible, l'amènent à la conclusion du successeur unique, dit M. Cornelis Witt. Dans les ménages où la propriété n'a pas encore été acquise et où ne se pose pas la question de l'héritage foncier, d'autres considérations de pur égoïsme aboutissent à la restriction, souvent même à la suppression de la maternité... Si les précautions prises et les traitements suivis n'y suffisent pas, dès que la démonstration en sera faite, on aura recours à des moyens plus violents. La pratique de l'avortement a fait, depuis vingt ans, des progrès scandaleux : la justice s'en émeut tardivement, les condamnations ne sont ni assez nombreuses, ni assez graves (2). »

C'est possible, mais avant d'infliger la peine, il faut découvrir le crime et en administrer la preuve. Pour que la Cour frappe fort, il faut au préalable que le Jury lui apporte un verdict affirmatif de culpabilité. Or, ces deux conditions constituent des écueils contre lesquels viennent se briser les plus rudes efforts du ministère public.

La religion, la diffusion des principes moraux, l'exaltation du devoir civique, la considération générale pour les familles nombreuses, les facilités que l'État devrait leur accorder, peuvent beaucoup en cette matière, mais c'est l'acte criminel qu'il faut surtout atteindre par une sanction certaine et une pénalité effective. Malheureusement, la plupart des avortements restent inconnus de la justice, et, parmi ceux qui sont découverts, nombreux sont ceux qui lui échappent tant à cause de la difficulté de la preuve que par suite de l'indulgence du jury.

La preuve est difficile à administrer, car la personne qui a avorté, même lorsqu'elle est victime des manœuvres abortives, est aussi intéressée que

(1) « Le père de famille allemand n'a pas l'ambition, comme chez nous, dit M. Lichtenberger, de léguer à ses enfants une situation toute faite et des rentes assurées. Il lui donne une forte éducation, l'équipe solidement pour le combat de la vie, puis lui laisse le soin de se faire sa place au soleil. Sous peine d'échoir, il faut que le jeune homme travaille et s'évertue. Ainsi la fécondité de la race a été pour l'Allemagne un stimulant des plus énergiques dans son élan vers la richesse et le pouvoir. » (*L'Allemagne moderne*, 1909, p. 386.)

(1) « Son extension s'explique, dit encore M. Berthélemy, par la disparition de la triple cuirasse qui protégeait autrefois les enfants à naître : la peur de l'enfer, la peur de la mort, la peur de la peine.

« L'enfer n'est plus qu'un mythe. La mort est conjurée par l'antisepsie. La faiblesse des jurys a supprimé la peine.

« Nous n'avons ni l'envie de ressusciter le diable, ni la volonté de renoncer à l'antisepsie. Tâchons de restaurer le droit. »

(2) *De la vie rurale en France*. (*Rev. Hebdomadaire*, n° 26, 30 juin 1917, p. 606.)

celle qui l'a fait avorter à garder le silence ou à farder la vérité. Le jury est indulgent parce que la coupable est malheureuse ou intéressante, parce que l'avocat est éloquent, parce que, et surtout, il est plus naturel de suivre les élans de son cœur que les conseils de la raison, parce que, en présence des pleurs d'une femme et des objurgations du défenseur, il oublie sa mission qui consiste à appliquer la loi et à défendre la société : il connaît son pouvoir, mais il ne se rend pas un compte exact des exigences de la fonction qu'il remplit et à laquelle il n'est ni habitué ni même préparé.

Pour arriver à un résultat pratique, une double réforme s'impose : rendre l'avortement de la compétence des tribunaux correctionnels, accorder *de plein droit* le sursis à l'exécution de la peine à tout coupable repenti qui, le premier, avant toute poursuite, a dénoncé le fait (1).

Ce dernier procédé répugne quelque peu à notre caractère, mais, puisque la loi l'a admis en ce qui concerne la fausse monnaie, l'espionnage, la contrebande, il n'y a aucun motif pour qu'on ne l'étende pas à notre espèce qui intéresse tout autant la prospérité de l'Etat. D'ailleurs, point n'est besoin d'édicter l'exemption totale de la peine, ainsi que l'accorde l'article 138 du code pénal ; le sursis de droit à l'exécution suffit. D'autre part, l'efficacité de la mesure sera surtout préventive ; elle arrêtera plus de criminels qu'elle n'en livrera à la justice. La « faiseuse d'ange » pratique son commerce en toute sécurité parce qu'elle sent la patiente tout aussi intéressée qu'elle-même, à la discrétion la plus absolue : sa victime sait également qu'elle peut compter sur celle de la « matrone », qui ne se soucie nullement d'affronter la Cour d'assises. Lorsque l'une d'elles aura un moyen d'échapper à l'exécution de la peine, la confiance cessera de régner entre les complices (2).

(1) Il faudrait en outre rendre possible, sinon obligatoire, le témoignage du médecin. Voir à ce sujet l'article déjà cité de M. Berthélemy dans le *Matin*, du 12 août 1917.

(2) Toutes les personnes qui ont quelque peu pratiqué la Cour d'assises sont de cet avis : « Je me borne à indiquer les grandes lignes de la réforme qui, à mon humble avis, s'impose : attribution des affaires de ce genre aux tribunaux de police correctionnelle, avec une combinaison de peines appropriées, — immunité pour l'avortée qui aura dénoncé son avorteuse, comme cela existe en matière de fausse monnaie et d'espionnage, — réglementation, à ce point de vue spécial, du secret professionnel des médecins et des fonctionnaires des hôpitaux, et obligation de la déclaration, ainsi que pour les maladies contagieuses. N'est-ce pas d'une véritable épidémie qu'il s'agit? (*Le Crime et la Guerre*, par un Président d'assises; *Rev. Hebdom.*, 16 juin 1917, p. 331).

La correctionnalisation assurerait la répression. Or, ce n'est pas la gravité de la peine, mais la certitude de son application qui met un frein aux tentations. Devant le jury, on escompte toujours un acquittement, même pour un crime prouvé et établi : cela dépend de sa composition, de l'avocat, du ministère public, de l'ambiance. Dans la même journée, deux affaires identiques sont solutionnées, l'une par une condamnation, l'autre par acquittement, sans cause apparente et surtout sans que l'on puisse se rendre compte des motifs rationnels ou juridiques qui ont amené ce résultat. C'est que le jury n'a pas à motiver ses décisions. Que de fois, quand il prend la plume pour libeller un jugement ou un arrêt, un magistrat modifie peu à peu sa première impression tant à cause de la logique du raisonnement que par suite de l'examen attentif des pièces et des faits présentés sous un jour trop favorable à sa cause pr un habile avocat !...

Quelques auteurs estiment qu'il faudrait, en outre, abolir le secret professionnel en cette matière et rendre sinon obligatoire, du moins facultatif le témoignage du médecin. Tel est l'avis de MM. Mesureur et Berthélemy (1), mais la majorité des praticiens est hostile à cette réforme. Il est difficile, prétendent-ils, d'établir un diagnostic médical certain en cette matière, et, par suite, de soigner utilement la malade si elle ne peut se confier entièrement à son docteur. D'autre part, lorsque l'avortée pourra craindre une indiscrétion, elle préfèrera tout supporter plutôt que d'aller consulter un médecin ; elle se trouvera livrée aux empiriques, c'est-à-dire à la mort (2).

*
* *

L'infanticide est beaucoup plus rare, — quoique encore trop fréquent (3). Cela tient surtout à ce que ce crime échappe moins aisément aux investigations de la justice. La grossesse est généralement apparente ; elle attire l'attention ; sa disparition subite provoque les propos malveillants des uns, la jalousie des autres, l'indignation des honnêtes gens. Enfin, il est plus difficile de cacher un accouchement que le travail occulte d'une sage-femme, de faire disparaître le corps d'un jeune enfant qu'un fœtus de quelques mois.

(1) Voir l'article déjà cité du *Matin* du 12 août 1917.

(2) *Le secret professionnel des médecins et la question des avortements criminels*, par le Dr Foveau de Courmelles, ancien président de la Société médicale des praticiens (*Le Matin* du 24 août 1917). V. la réponse du Dr Doléris (*Le Matin* du 28 août 1917).

(3) La statistique des infanticides varie en raison inverse de celle des pratiques abortives.

C'est cependant un crime qui ne devrait pas exister dans une société bien organisée, où la mère qui ne veut ou ne peut se charger de son enfant a toute latitude de l'abandonner à l'assistance publique. Mais, pour le rayer des annales judiciaires, il faudrait réformer nos mœurs et nos préjugés : une fille qui a eu un enfant est déshonorée, même fort souvent, par une singulière aberration du cœur humain, aux yeux de l'auteur de sa progéniture. Loin de moi, certes, la pensée d'excuser la fille-mère, de lui tresser une couronne de vertu, mais, et il y a lieu de proclamer bien haut dans l'intérêt même de la société, la femme qui élève convenablement son enfant naturel rachète sa faute, et, lorsque c'est par son travail qu'elle y parvient, elle a parfois plus de mérite que la mère légitime qui s'en remet uniquement à son mari du soin de subvenir aux dépenses du ménage.

On ne sait pas assez que tous nos départements ont des maternités dont les registres ne sont pas publics, et dont personne n'a le droit d'avoir communication. Les fonctionnaires qui les dirigent sont astreints au secret professionnel : la femme qui y accouche n'est pas obligée de donner son nom ; elle peut faire déclarer à l'état civil son enfant comme né de père et mère inconnus et même l'abandonner à l'assistance publique sans crainte d'être inquiétée. Les préposés à ces établissements ont pour devoir d'engager la fille-mère à élever son nourrisson elle-même, de faire miroiter à ses yeux les secours qui peuvent lui être alloués dans ce but, mais ils doivent lui faire connaître également qu'elle a la faculté de rompre tout lien avec lui. Cela vaut mieux que de le laisser mourir.

Que d'infanticides ont été commis parce que la mère ne savait à qui se confier, où et comment accoucher ! Que de jeunes filles ont été amenées au crime par crainte du déshonneur !... Toutefois, — il est nécessaire de le mettre en évidence —, quel que soit le mobile qui l'ait poussée, la coupable escompte toujours un acquittement qui, en fait, lui est trop souvent octroyé par le jury. Leur nombre est encore plus surprenant que celui des infanticides. Dans une cour où j'ai eu l'honneur de siéger pendant plus de quinze ans, leur moyenne dépassait 60 %, et les défenseurs n'hésitaient point à citer ce qu'ils appelaient la jurisprudence de la Cour d'assises, en invoquant les précédents. Or, cette espérance, qui entrètient le crime, est néfaste pour la société.

Est-ce à dire que les jurés, gens paisibles et foncièrement honnêtes, excusent l'infanticide ? Nullement ; mais ils se laissent apitoyer par le repentir de l'accusée, les circonstances dans lesquelles le crime a été commis, l'éloquence du défenseur, et sont effrayés de la sévérité de la peine, même depuis la réforme de 1901 (1).

Je reconnais qu'il est souvent pénible d'appliquer la loi : il faut une certaine maîtrise de soi pour ne pas se laisser entraîner à une indulgence excessive. Il est nécessaire de se rendre bien compte qu'on a une mission, une mission bien délicate à remplir, car si l'on ne doit pas décourager la coupable par un châtiment inexorable, il est indispensable que la peine serve d'exemple. Trop d'indulgence peut devenir la cause de nombreux infanticides futurs. On ne devient un bon magistrat qu'avec de la pratique et de l'expérience, après des études psychologiques et juridiques qui font le plus souvent défaut au juré, arraché pour quelques jours au tourbillon du monde, de ses affaires, de ses préoccupations, qui n'a généralement pas le loisir de réfléchir aux répercussions plus ou moins lointaines de ses verdicts. Que de jurés, après avoir blâmé leur prédécesseurs, les ont cependant imités !...

Pour l'infanticide, comme pour l'avortement, il me paraît donc urgent d'en confier la répression à la juridiction correctionnelle, moins sévère, mais plus certaine que la Cour d'assises, car, on ne saurait trop le répéter, ce n'est pas la gravité de la peine, mais la certitude de son application qui arrête le crime.

G. Richaud.
Juge d'Instruction,
Lauréat de l'Institut

SOUVENIRS DE BRETAGNE

I. — Marines.

Quels agréables moments je passe en bateau, filant avec bon vent. J'ai ma barre sous le bras, toute frémissante à chaque risée. La barque penche par instant et accélère sa course déjà rapide, puis, doucement, se relève et continue d'avancer, ralentie un peu, pour repartir plus vite, l'instant d'après, en s'inclinant sur l'eau qui la berce légèrement. Sous les flancs du bateau la vague se creuse pour se gonfler à l'arrière en volutes bruissantes, et longtemps je me laisse aller, songeant à de multiples choses, à rien aussi : me contentant d'admirer la féerie à grand spectacle, sans

(1) La loi du 21 nov. 1901 a remplacé la peine de mort édictée par l'ancien article 302 du Code pénal par celle des travaux forcés à perpétuité ou à temps, suivant les cas.

cesse variée, qui m'est offerte et où ma pensée s'éparpille et se fond lentement.

*
* *

La vue est belle d'ici et je ne m'en lasse pas. En haut, c'est un grand rectangle de bleu qui se découpe, celui du ciel plus pâle, transparent, très pur ; celui de la mer très foncé, opaque : ils s'unissent par des dégradations insensibles et se rejoignent au loin en une ligne indiscernable. En bas, les branches les plus élevées de quelques arbres du jardin se profilent, d'un vert sombre, sur tout cet azur et s'agitent comme des palmes en signe d'allégresse sur le passage d'un triomphateur. A droite, le cap qui ferme l'entrée de la baie s'allonge, au ras de l'eau, avec ses dunes blanches couronnées de chardons d'un gris mauve et de plantes au feuillage vert cendré, aux fleurs d'un jaune éclatant. Le long de ses plages, la mer déferlante se ceint d'une mousseuse écharpe sans cesse ondoyante.

Et voici le retour des chaloupes de pêche. On les perçoit d'abord, vagues et confuses silhouettes, effacées en cette légère brume qui persiste toujours sur l'Océan, traînant à la crête des vagues, même par les temps les plus clairs. Peu à peu elles se précisent : les voiles d'abord sont visibles, bien gonflées par la brise qui souffle du large, comme autant de sacs rempli, très grands et très lourds, disproportionnés, excessifs, qui feraient pencher des bateaux trop pesamment chargés. On distingue mieux ensuite la coque noire, soulignée d'une grande gerbe d'écume blanche à l'avant.

Aux reflets du soleil déjà bas, dont les rayons viennent presque parallèlement aux flots, le brun foncé de ces voiles tannées aux courbes harmonieuses prend des tons plus chauds et plus gais ; leurs modifications successives, suivant qu'elles sont dans des zones sombres ou bien éclairées, ne manquent pas de charme à suivre.

Voici passer maintenant, tout près, les premières, laissant un sillon tôt refermé et un remous qui s'efface, cependant qu'elles disparaissent successivement derrière les arbres du jardin, tout près des murs duquel est, en effet, la route à suivre : d'abord le bateau lui-même, puis sa mâture que je vois encore quelques instants après. Certaines ne sont déjà plus visibles. On n'entend plus, seule preuve de leur présence cependant toute voisine, que le bruit de la mer qui s'ouvre pour leur donner passage, bruit semblable à celui d'une soie froissée et qui se fend. Ce sont encore des éclats de voix : une interjection, un commandement, qui me parviennent, ou la stridence d'une chaîne qui se déroule pour mouiller l'ancre, grincement étrange qui m'a fait bien des fois, au milieu de la nuit, me dresser en sursaut sur mon lit, me demandant, dans la vague appréhension d'un demi-réveil : « Qu'est-ce qu'il y a ?... »

A présent, les embarcations se succèdent à intervalles assez rapprochés, avec des lenteurs paresseuses, de souples coquetteries de très grands oiseaux, rapides et lents tour à tour. Je les vois filer au milieu d'une éblouissante broderie neigeuse aux franges capricieuses, dont l'éclat se rehausse de la lumière qui s'y joue, semblant vouloir briller davantage au moment où la nuit vient.

Et, dans le jour finissant, la rentrée des pêcheurs s'effectue et s'achève. A chaque mouvement un peu plus fort de l'air, les voiles se gonflent et les cordages qui les retiennent se tendent en criant.

Sur cette multitude de petits canots, les risées font penser à un champ de blé déjà mûr sur lequel passe le vent ; il va, gagnant de proche en proche, et les épis s'inclinent successivement, d'un bout à l'autre de la pièce de terre, à mesure que son action se fait sentir ; les uns sont déjà droits à nouveau, relevés, que les autres en sont encore à saluer, avec un petit bruit sec de graines entrechoquées, la grande force de la nature, dont ils dépendent tous.

Dix heures du soir. — Le vent est tombé. Un dernier bateau rentre à l'aviron, avec un bruit sourd de bois qui se frottent, crissent, puis font dans l'eau un grand rejaillissement. Au ciel, quelques nuages sombres et nimbés d'argent sur les bords par une lune invisible. Ils laissent cependant apercevoir quelques-uns des clous de diamant qui tendent le vélum céleste. De temps en temps, l'un d'eux se détache et tombe, jetant ses derniers feux.

. . . . . .

Mais, pendant que j'écris et rêve, la lune se dégage. Elle vogue librement tout en exécutant, avec le plus grand brio, sur la cime immaculée des nues, des symphonies en blanc. La mer est semblable à la poitrine d'une femme parée de sa seule beauté et de bijoux qui se soulèveraient avec ses seins, au gré de sa respiration. Elle est ruisselante de pierreries.

Et toujours j'entends son grand murmure continu, produit par l'ensemble des vagues innombrables ; murmure comparable à celui d'une eau qui se rue par une écluse ouverte, tandis que, sur ce motif immuable, se détachent les variations produites par les lames isolées qui viennent briser tout près

Dans le jardin, des ombres fantastiques se profilent et, en mer, l'éclat rouge d'un phare tout proche se détache avec beaucoup de netteté, comme une goutte de sang vermeil rendue lumineuse, phosphorescente.

Jamais, si ce n'est en Afrique ou en Asie, je n'ai si bien compris en France le « tacitæ per amica silentia lunæ » du poète.

GEORGES PHILIPPAR.

CHRONIQUE DES LIVRES

TENIR, par *Max Buteau* (Plon, édit.). - J'appellerais ces « récits de la vie des tranchées » des croquis, si ce terme n'était désuet, aujourd'hui où de plus en plus, on estime que la littérature ne doit être ni de la peinture, ni de la sculpture, ni de la musique, mais bel et bien de la littérature. Les histoires vécues de M. Max Buteau au « front » et à l'arrière du « front », ont, du dessin, la sobriété, la netteté, le résumé volontaire.

L'auteur m'apparaît comme un « intimiste » de la guerre. Je crois que c'est là sa marque originale. Même dans la zone des obus, même aux heures tragiques de nuit et de jour, parmi les villages et les tranchées, il sait voir et saisir ce qu'il y a d'humain, de simplement et en quelque sorte de pacifiquement humain autour du « pauvre homme des tranchées ». Une réception à l'étable, l'alerte au presbytère, le départ du premier mort de la guerre, le retour des évacués dans ce train lent qui les amène aux oasis de la Méditerranée, voilà des tableaux... pardon! des récits, qui atteignent la perfection du genre.

ECRIT LE SOIR, par *Marcel Boulenger* (La Renaissance du livre). — Le journalisme est devenu un genre littéraire, et non le moins important. Aussi la défaveur injustifiée — qui s'attachait aux recueils d'articles a-t-elle disparu. On sait gré à M. Marcel Boulenger de nous conserver, en les réunissant, tant de pages ingénieuses, brillantes de l'amour de la beauté classique (nous dit-il). Et puis, le « Carnet », où sont notées ses impressions de la journée ne manque pas d'imprévu: ainsi en juillet 1916, il fit la rencontre, au parc de Chantilly, de Mme Récamier et tint avec elle une conversation agréable.

Le chapitre sur « le langage blessé » est un utile répertoire des locutions vicieuses qui feraient du français un jargon, si de courageux jardiniers n'arrachaient ces mauvaises herbes. M. Paul Souday a contesté à M. Marcel Boulenger, classiques en main, le droit de proscrire certaines tournures. Que M. de Vaugelas les départage!

LA BACHELIERE, par Mme *Gabrielle Réval* (nouvelle édition, illustrée). — *La Bachelière* et *la Bachelière en Pologne* (qui est d'une poignante actualité), comptent parmi les plus originales peintures de la vie intellectuelle féminine à notre époque. On retrouve, non sans plaisir, l'héroïne si vivante de Mme Gabrielle Réval évoquée à la fois par l'art du romancier et par celui du dessinateur.

ANDRÉ GEIGER.

L'ECHEC DE LA REFORME EN FRANCE AU XVIe SIECLE, (Colin, Paris, in-18), par *Albert Autin*). — Intéressante contribution à l'histoire du sentiment religieux, cette œuvre offre un caracère exclusivement historique et se dégage de tout parti pris. Elle mérite d'être lue par tous ceux qui recherchent un exposé net et impartial des grandes controverses qui ont eu lieu, au XVIe siècle, entre le catholicisme et les champions de la Réforme.

PROBLEMES D'AVANT-GUERRE (**Le socialisme contre l'Etat**, par *Emile Vandervelde* (in-18, Berger-Levrault). — Dans ce petit volume, fortement condensé, de doctrine et de réalisation à la fois, M. Vandervelde envisage les possibilités socialistes d'après guerre. Il montre que les étatisations, qui ont eu lieu pendant la guerre, n'ont rien de commun avec le socialisme, et que le socialisme au contraire, tend à abattre et, en attendant, à réduire les attributions de l'Etat considéré comme agent d'autorité. Il distingue entre cet Etat agent d'autorité et la collectivité qui gèrera les services publics dans l'intérêt commun. A cet égard, le livre contient un excellent chapitre sur les régies comparées en Suisse, en Belgique, et en Allemagne.

DEMOCRATIE ET POLITIQUE ETRANGERE, par *Joseph Barthélemy*, professeur à la Faculté de Droit de Paris (Alcan, in-8°). — L'auteur étudie quelques-uns des problèmes vitaux du temps présent: les rapports de la démocratie et de la diplomatie, de la démocratie et de la guerre, la possibilité d'une société des nations, le droit des nations alliés. Les pures conceptions juridiques et les expériences historiques sont tour à tour invoquées. M. Barthélémy préconise dans l'ensemble les solutions démocratiques : peut-être lui reprocherions-nous un excès de réserves et une exagération de timidité. Car, en fait, ces solutions n'ont encore pu, que rarement, attester leur valeur, combattues ou tempérées qu'elles étaient par les solutions contraires.

P. L.

LA GUERRE DES PEUPLES ET LA FUTURE CONFEDERATION EUROPEENNE,, par le Sénateur *Ettore Ponti* (Félix Alcan). — Ce livre, traduit de l'italien par M. Joseph Rouquet et préfacé par M. S. Pichon, ancien ministre des Affaires Etrangères, a été écrit, en 1915, avant l'intervention italienne. Son objet était d'approuver la neutralité du début, la préparation militaire en vue des éventualités qui pouvaient se produire et de plaider en faveur de l'arbitrage international et du fédéralisme européen.

L. V.

LA REVUE SCIENTIFIQUE, fondée en 1863, directeur CH. MOUREU, publie: *M. Paul Flat:* **Albin Haller**: *L'Agriculture en 1917 et la guerre;* **E. Brucker**: *L'Education de l'Esprit scientifique;* des *Notes et Actualités;* le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les Auteurs tous les Samedis de 15 à 17 heures.

N° 8 — 56e ANNÉE — 20-27 AVRIL 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

L'AUTRICHE-HONGRIE

Allocution de M. BOUTROUX.

Mesdames, Messieurs,

Il est impossible d'exagérer l'importance des questions qui se rapportent à l'Autriche-Hongrie. L'Autriche-Hongrie fut l'initiatrice de la guerre, non seulement d'accord avec l'Allemagne, mais sur la suggestion de l'Allemagne, et c'est de l'avenir de l'Autriche-Hongrie que dépend tout d'abord la situation de l'Allemagne en Europe et dans le monde.

L'Autriche, si elle avait été indépendante de l'Allemagne, aurait sauvé l'Europe. Instrument de l'Allemagne, elle fait cette dernière prépondérante en Europe, elle lui ouvre la voie de l'Orient, et lui permet toutes les ambitions.

Est-il intéressant d'étudier les sentiments, les dispositions, l'âme des Austro-Hongrois ?

Certes, parce que nous ne sommes plus au temps où la politique se traitait entre quelques diplomates, quelques princes, quelques hommes d'Etat. Aux peuples, quoi qu'on fasse, appartient désormais le dernier mot. Or, pour étudier la question qui doit nous occuper aujourd'hui, quel meilleur guide pouvons-nous souhaiter que l'éminent historien de Jean Huss, de la Bohême, de l'Allemagne, savant scrupuleux, doublé d'un homme de cœur, d'un penseur profond, d'un vigoureux écrivain ? Posséder un tel maître, c'est pour un pays, une lumière, une force, un honneur. (*Applaudissements.*)

Permettez-moi, puisqu'il serait bien inutile de vous faire l'éloge de M. Ernest Denis, de consacrer les paroles que j'ai été invité à prononcer devant vous, à la communication de quelques souvenirs personnels.

Je me trouvais en Allemagne, au début de 1869 ; là je fis connaissance d'un docteur en Droit, qui devint, depuis, un des plus importants banquiers de l'Allemagne. Ce docteur me dit ceci :

« L'entrée en scène de l'Allemagne dans le monde date véritablement de 1864. Depuis cette époque, sa route est tracée : la Prusse qui la dirige, a déjà absorbé l'Allemagne du Nord — elle n'en restera pas là. Elle a, maintenant, devant elle, deux tâches qu'elle abordera, non simultanément, mais successivement..

La première consistera à réunir à l'Allemagne du Nord, l'Allemagne du Sud : Bade, Württemberg, Bavière ; la seconde, à réunir à l'Etat allemand la partie allemande de l'Autriche. Ceci est une évolution nécessaire. Combien de temps demandera cette évolution ? De quelle manière se fera-t-elle ? Je l'ignore, mais vous verrez que ma prédiction se réalisera. »

Cette prédiction m'était restée dans l'esprit. La première partie s'en est tragiquement réalisée en 1870. Quant à l'Autriche, dès 1872, elle était officiellement l'alliée de l'Allemagne. Or l'Allemagne tient de Frédéric II un principe qu'elle applique jalousement. Ce principe est le suivant : « Un peuple fort ne s'allie qu'à plus faible que lui. » Etre

l'alliée de l'Allemagne, au point de vue allemand. Cela signifie donc être son vassal. Alliée de l'Allemagne, l'Autriche, selon la pensée des Allemands, gravite, par là même, dans l'orbite de l'Allemagne. Il y a des contre-sens heureux. Tel est celui que l'on fait au sujet de la qualification de « brillant second » que Guillaume II donna à l'Empereur d'Autriche, François-Joseph. Sekundant, en allemand, veut dire témoin dans un duel. Guillaume II a donc, en réalité, appelé François-Joseph « mon brillant témoin ». Mais le sens que l'on a donné à la phrase se trouve être juste. L'Autriche, depuis 1866, était la subordonnée de l'Allemagne.

Cependant les dispositions morales des Autrichiens n'ont pas été, du même coup, conformes à l'esprit de l'Allemagne de Bismarck.

J'ai connu, vers la fin du siècle dernier, un professeur d'origine autrichienne qui vantait sa patrie, en me disant que les idées libérales y étaient beaucoup plus répandues et plus sérieuses qu'en Allemagne et qu'on n'y était pas contraint, comme en Allemagne, d'afficher les doctrines officielles. Il enseignait en Allemagne, et ne s'y sentait pas libre.

En 1907, je me trouvais à Vienne, prenant part au Congrès des Académies. Il y avait là des représentants des différentes nations, notamment des représentants de l'Allemagne, en grand nombre, comme toujours. Or ceux-ci, à Vienne même, traitaient les Viennois avec une grande supériorité. Quelques vieux Autrichiens s'en apercevaient.

Un comte viennois de vieille noblesse nous fit visiter son château, lequel était plein de reliques, de tableaux, de souvenirs historiques, et je lui dis : « Votre château est un livre d'histoire ». « Un Autrichien qui est resté Autrichien — me répondit-il — ne peut vivre que dans le Passé ».

En 1914, très peu de temps avant la guerre, je revis le professeur d'origine autrichienne que j'avais connu attaché aux idées libérales ; je lui parlai de l'Autriche. Il ne parut pas se souvenir qu'il eût été Autrichien. Il me dit d'un air triomphant : « *Œsterreich geht zu Grunde !* » « L'Autriche est en train de tomber. » « *Œsterreich ist zu Grunde gegangen* ». « L'Autriche est finie ». — Sa famille rougissait d'être née autrichienne, et demandait anxieusement si on trouvait qu'elle avait l'accent de Vienne.

Tel est le travail qui s'était fait dans certains esprits autrichiens de 1870 à 1914.

Dans le même temps, j'ai connu nombre de Tchèques, et autres Slaves d'Autriche-Hongrie. Je les ai vus exprimer, ces années dernières, des sentiments de plus en plus hostiles à l'égard des Allemands d'Autriche et des Allemands en général. A mesure que les Allemands d'Autriche se rattachaient davantage à l'Allemagne du Nord, et se paraient de son prestige, les Tchèques se replaient sur eux-mêmes. Cependant, chez les Tchèques, surtout chez les Polonais de Galicie, que j'ai connus, je n'ai pas aperçu, avant 1914, un désir précis de se séparer de l'Autriche. Ils avaient peur de la domination russe, et préféraient la suprématie d'un Etat divisé avec lui-même à une indépendance qui eût pu les livrer sans défense à leurs voisins de l'Est.

Les Slaves, d'ailleurs, étaient, dans l'ensemble de la monarchie, plus nombreux que les Allemands, et ceux-ci affectaient de dire qu'au sein de la monarchie dualiste, ils étaient opprimés. Un professeur de Berlin m'expliqua que les dix millions d'Allemands de la Cisleithanie représentaient une *Germania irredenta*. Et il compara le sort de ces Germains à celui des Alsaciens-Lorrains, constituant, au sein de l'Allemagne, une *Gallia irredenta*.

Quant aux Magyars, j'en ai connu également plusieurs ; ils manifestaient une grande sympathie pour les Français. Ils disaient : « Nous détestons les Allemands, mais nous voulons être maîtres chez nous. »

Entendez : « Nous voulons pouvoir opprimer à notre gré les populations slaves et roumaines de la Hongrie. » — « Or nous avons tout à redouter des Russes. C'est pourquoi nous restons alliés à l'Allemagne. »

D'après ce que me disaient ces Magyars, c'était principalement par politique, et d'une manière tout extérieure, que ce peuple, avide d'indépendance, restait fidèle à la Triplice.

J'aurais, certes, bien d'autres souvenirs à vous raconter. Mais peut-être tout cela est-il déjà bien lointain. Le problème qui se pose aujourd'hui, et qui est décisif, c'est de savoir ce qu'il est advenu de toutes ces populations diverses depuis la guerre, depuis la Révolution russe —, quel a été le contre-coup de ces événements considérables dans les différentes parties de la monarchie dualiste.

Qu'on ne dise pas que l'avenir des peuples est inscrit dans leur passé, dans leur nature ethnique et dans leur histoire, et que l'historien n'a d'autre rôle que de décrire une évolution qui se produit d'une façon nécessaire. Soit que les phénomènes humains soient trop complexes, soit que l'initiative de certains individus ou de certains groupes joue un rôle effectif dans la marche des événements, celle-ci déjoue constamment les prévisions.

Quelles sont, parmi les dispositions diverses des différents peuples de la monarchie, celles qui, actuellement, prédominent, et ont chance d'influer sur le dénouement ?

C'est ici que les lumières d'un homme tel que

M. Ernest Denis nous sont indispensables et infiniment précieuses. Toute conduite pratique s'appuie sur des inductions, il s'agit d'apporter à ces inductions les deux éléments qui leur donnent le maximum de valeur : une science aussi complète et exacte que possible, un jugement fin et pondéré. M. Ernest Denis remplit à merveille ces deux conditions. Il est l'homme dont les enseignements doivent être recueillis. Je ne veux pas tarder un instant de plus à lui donner la parole.

Conférence de M. Ernest Denis

Mesdames, Messieurs,

Il y a quinze jours, M. Boutroux parlait de l'âme de l'Allemagne. L'Allemagne se présente, en effet, à nous comme une personne, je ne dirai pas une « personne morale », mais enfin comme une personne distincte, une individualité précise qui, ainsi que le rappelait tout à l'heure M. Boutroux, est animée, dans les diverses classes de la société, d'un esprit semblable et qui se targue d'espoirs unanimes.

Je ne pourrais pas en dire autant de l'Autriche-Hongrie. Ici, au contraire, nous voyons d'un côté, la dynastie, les Allemands, les Magyars, qui ont commencé la guerre et qui la continuent. Sans doute, ils n'apportent plus aujourd'hui dans cette guerre la même confiance, le même espoir, le même enthousiasme qu'au début, et, s'il leur était permis de se dégager, ils en saisiraient l'occasion avec joie. Mais ils sont, d'une part, dominés par l'Allemagne, incapables de s'arracher à l'influence de Berlin, et, d'autre part, ils ont un intérêt immédiat et concret à en sortir victorieux, parce que leur défaite marquerait la fin de leur domination et entraînerait la ruine de l'autorité qu'ils ont exercée jusqu'ici sur les autres peuples de la monarchie dualiste.

En face de ces éléments qui nous sont hostiles, se dresse l'immense majorité de la population. Entraînée dans la guerre malgré elle, et après s'être jusqu'au dernier moment opposée à la rupture, elle n'a cessé de désirer et de préparer par tous les moyens l'écrasement de l'Allemagne : elle espère notre triomphe, et notre défaite serait pour elle un malheur irréparable.

Par conséquent ici, il n'y a pas d'âme unique. L'Autriche est en guerre, non seulement avec nous, mais encore et surtout avec elle-même: elle est divisée jusque dans ses fondements, elle est affaiblie par des luttes intestines qui paralysent ses forces. Cette division, qui apparaît d'autant plus inexpiable que la lutte se continue davantage, est si intimement liée à l'existence même de la monarchie que les souverains et les ministres, quelque inféodés qu'ils soient à l'Allemagne, n'osent plus en réprimer les manifestations les plus menaçantes et que, chaque jour, les preuves nous arrivent plus manifestes de la haine qu'inspire la domination germanique à la majorité des populations de l'empire austro-hongrois.

Quel sera le résultat de ces luttes, c'est-à-dire quel espoir pouvons-nous mettre dans les résistances que ces éléments hostiles opposeront à l'Allemagne ?

Dans la première partie de la guerre, les sympathies profondes et actives que nous avons rencontrées dans les peuples de Bohème, de Pologne et de Hongrie, nous ont rendu de précieux services, plus grands qu'on ne le suppose en général. Elles ont désorganisé l'armée austro-hongroise, énervé l'administration, paralysé le gouvernement ; elles ont facilité les invasions russes ; sans excès d'optimisme, il est permis de penser qu'elles auraient provoqué des événements considérables et peut-être décisifs, sans les défaillances du cabinet de Pétrograd, et ensuite, sans la lamentable défection des maximalistes.

Depuis six mois, la situation a été bouleversée et la condition présente de la Russie met les amis, que nous conservons dans l'Empire habsbourgeois, dans une position des plus pénibles et des plus périlleuses. Leur courage ne faiblit pas et leurs sentiments ne sont pas modifiés ; mais ils ne voient pas, et nous ne voyons pas nous-mêmes, les moyens par lesquels ils pourraient le plus utilement servir notre cause et hâter notre victoire. Aujourd'hui, dans l'état actuel des armements, les insurrections populaires ont peu de chances de succès et nous devons même nous demander s'il serait avantageux pour nous que les peuples aillent jusqu'à une révolte ouverte, à un soulèvement général. En dehors de toute considération d'humanité, nous avons en effet un intérêt manifeste à ne pas gaspiller dans un combat prématuré et dont l'issue est trop probable, des éléments de résistance qui, mieux ménagés, peuvent, à un moment donné, nous être beaucoup plus utiles.

N'oublions pas que l'Autriche-Hongrie est une très vieille monarchie, ce qui implique à la fois des causes de faiblesse et de force.

Du fait qu'une monarchie existe depuis longtemps, elle a nécessairement poussé dans le sol des racines profondes, et elle est soutenue par une série d'institutions qui sont rattachées à son existence par des liens indissolubles. Autour de la dynastie des Habsbourgs, se sont créés des traditions, des habitudes, des intérêts, des souvenirs qui lui cons-

tituent une ossature qu'il n'est pas facile de supprimer et de terrasser.

Mais, d'autre part, quelque solide et quelqu'ancien que soit un édifice, il peut cependant être affaibli par des lézardes sournoises, par des fissures insidieuses, telles que si, à un moment donné, il est ébranlé par une secousse un peu violente, il s'affaisse brusquement et s'écroule. Sans nous exagérer donc les chances de succès, nous avons le droit d'affirmer qu'il y a là pour nous une lueur d'espoir. Gardons-nous de tout optimisme béat, mais ne tombons pas dans un pessimisme excessif qui risquerait d'abattre notre courage et d'affaiblir notre énergie.

I

Pour essayer d'arriver à une approximation aussi exacte que possible de la vérité, le moyen le plus simple — et le plus sûr — est d'évaluer et de comparer les forces centrifuges et les forces de cohésion qui se combattent actuellement dans l'Empire des Habsbourgs.

Au point de vue géographique, l'Autriche-Hongrie, à cheval sur les Alpes et les Karpates, n'offre déjà qu'une unité assez faible et assez lâche. Le Danube, sur les rives duquel s'élèvent les deux capitales, Vienne et Budapest, en forme l'artère vitale et crée un lien naturel entre quelques-unes des principales régions ; par là, s'explique en partie l'influence prépondérante acquise dans la monarchie par les deux races qui occupent les rives du grand fleuve, les Allemands et les Magyars. Mais la Bohème, qu'arrosent l'Elbe dans son cours supérieur et son grand affluent la Vltava, et plus encore la Galicie polonaise et petite-russienne, dont la Vistule emporte les eaux vers la Baltique, inclinent naturellement vers l'Océan Atlantique, et non vers la Méditerranée.

Vers le sud et le sud-ouest, les côtes de l'Adriatique et les étroites et pittoresques vallées des Alpes Juliennes et Dinariques, échappent presque complètement à l'attraction du grand fleuve de l'Europe centrale, ainsi que le prouve leur histoire qui ne les a rattachés que très tardivement au domaine habsbourgeois.

Les plaines inférieures du Danube ont été, d'autre part, à toutes les époques, la grande route des invasions asiatiques. Des races diverses s'y sont heurtées jusqu'au jour où, après des siècles de luttes et de dévastations, quelques-unes d'entre elles, plus vigoureuses et plus favorisées par les circonstances, ont réussi à s'y établir solidement côte à côte sans s'y combiner et s'y confondre.

L'Autriche, qui n'est pas une au point de vue géographique, nous apparaît, au point de vue ethnographique, comme une sorte de capharnaüm où se rencontrent des races dissemblables et ennemies. La population, d'environ 52 millions d'habitants, se répartit en 12 millions d'Allemands, 10 millions de Magyars, 4 millions de Latins et 26 millions de Slaves.

Ces Slaves, à leur tour, se divisent en quatre séries de groupes :

Les Tchèques de Bohème et de Moravie forment, avec les Slovaques de la Hongrie supérieure, une masse homogène et compacte de 9 millions d'hommes.

Ils s'appuient, vers le nord et vers l'est, aux Polonais qui, comme eux, se rattachent au rameau des Slaves occidentaux et qui habitent la Galicie de l'ouest. Leur capitale est Cracovie, qui demeure un des foyers de la vie nationale, et qui, par sa majesté mélancolique, et par sa grâce royale et pittoresque, semble protester encore contre l'injustice de l'histoire. D'un bout à l'autre de la région qui s'étend au nord des Karpathes, les Polonais sont nombreux et leur influence a été longtemps prépondérante dans toute la Galicie. Dans la partie orientale de la province, ils se heurtent aujourd'hui aux Petits-Russes ou Ruthènes qui sont au nombre d'environ quatre millions.

Les Tchèques, les Slovaques et les Polonais, appartiennent à la branche occidentale des Slaves, tandis que les Ruthènes appartiennent à la branche orientale, c'est-à-dire qu'ils se rapprochent par leur dialecte et leurs usages et souvent par leur religion de la race des Grands-Russes.

C'est également aux Slaves orientaux que se rattachent les Yougo-Slaves qui se subdivisent en Slovènes et Serbo-Croates.

Ces Slovènes et Serbo-Croates représentent environ 5 millions et demi d'habitants auxquels il faut ajouter les Slaves de Bosnie et d'Herzégovine au nombre de 2 millions.

Entre ces races, germanique, latine, slave, touranienne, que tout sépare, la langue, les habitudes, l'histoire, la religion, les sentiments, il n'y a eu pendant des siècles qu'un seul lien d'unité et comme un unique point de rencontre, la dynastie. Jusqu'au début du XIXe siècle, où François II, le chef du Saint-Empire Romain Germanique, prit le titre d'Empereur d'Autriche, ses Etats n'avaient même pas de nom commun. On les désignait dans la diplomatie et dans l'usage sous le nom d' « Etats de la Maison de Habsbourg », et les armées qui étaient chargées de les protéger et qui se recrutaient sur leurs territoires, étaient elles-mêmes désignées sous le terme vague d' « armées impériales ».

Une des conséquences de cette situation, c'est que la Maison des Habsbourgs est arrivée très vite à se considérer non pas comme l'expression du pays, avec la mission de traduire et de réaliser les désirs et les besoins de ses peuples, — mais comme extérieure en quelque sorte à eux ; elle a vécu en marge des nations qu'elle gouvernait, elle s'est superposée à elles. Elle a poursuivi ses ambitions personnelles, uniquement soucieuse de sa propre fortune qu'elle distinguait soigneusement de celle de ses sujets. Les souverains d'Autriche et leurs peuples n'ont jamais été unis par cette communauté d'intérêts et d'ambitions, qui a créé par exemple une si étroite solidarité entre les Hohenzollern et la Prusse. Ils ont fondé la monarchie, mais sans jamais se confondre avec elle, dans une pensée d'égoïsme familial ; leurs succès n'ont jamais été que des victoires dynastiques et les plus éclatantes ont été remportées sur les nations qu'ils gouvernaient. Pour les Bourbons, la France était une Patrie, qu'ils aimaient pour elle-même et en dehors des ressources qu'elle leur fournissait ; ils étaient indissolublement liés à elle par leurs désirs, par leurs affections, leurs souffrances et leurs luttes mêmes ; pour les Habsbourgs, les diverses provinces de la monarchie n'étaient que des pions interchangeables qu'ils troquaient sans douleur dès qu'un échange leur paraissait avantageux. Leurs ambitions étaient variables et mobiles, abstraites en quelque sorte et théoriques.

*
* *

Dès la première heure, ils ont été la proie d'une idée fixe, les victimes d'une obsession qui n'a jamais cessé de peser sur leur famille, depuis le fondateur de la dynastie, Rodolphe de Habsbourg.

M. Bryce, le célèbre historien anglais, dans un livre pénétrant et profond, le « Saint-Empire Romain Germanique » a montré la puissance redoutable que certaines formules et certains titres continuent pendant des siècles à exercer sur l'imagination humaine. L'emprise du passé sur le présent est immense, et les générations nouvelles ne s'affranchissent pas facilement des tendances et des traditions qui leur sont imposées par l'histoire ; elles s'épuisent alors à poursuivre des buts qui ne répondent plus à aucune réalité vivante ni à aucun besoin légitime.

Le jour où, en 1273, un caprice des Electeurs germaniques fit de Rodolphe de Habsbourg, petit hobereau alsacien, le chef du Saint-Empire Romain Germanique, il fut enivré de sa prodigieuse fortune et il a transmis à tous ses successeurs l'ambitieuse folie qui avait envahi son âme. Tous, après lui, ont couru après la chimère d'une domination œcuménique et ont travaillé à restaurer ce pouvoir universel que la tradition rattachait au souvenir des anciens Césars et des anciens Augustes. Ils se sont donné pour tâche de soumettre à leurs lois le globe tout entier et d'étendre leur pouvoir jusqu'aux limites de la Chrétienté dont ils reculeraient les bornes jusqu'à celles de la terre habitée. Même aux jours de défaite et d'humiliation, supplantés par les Luxembourgs ou affaiblis par leurs querelles domestiques, ils écoutaient la voix du Tentateur qui leur promettait la conquête du monde, et ils attendaient sans anxiété les revanches du lendemain. Plus le présent était médiocre et terne, plus merveilleux et doré était l'avenir que caressait leur imagination. Frédéric III, qui occupa plus d'un demi-siècle le trône impérial (1440-1496), était un assez pauvre souverain. Les Electeurs tenaient peu de compte des ordres de ce monarque pacifique ; Mathias Corvin occupa plusieurs années sa capitale. Il se consolait de ses échecs en se répétant la célèbre et mystérieuse formule : A. E. I. O. U. (Austria est imperatrix orbis universi) ou Alles Erdreich ist Oesterreich unterthan, — l'Autriche est la maîtresse de l'univers. La même foi soutenait les Habsbourgs, quand, au commencement du XIXe siècle, ils étaient écrasés par Napoléon et obligés de lui abandonner leurs plus riches provinces, ou lorsque, en 1848, le vieil Empereur Ferdinand, chassé par l'émeute triomphante, trouvait à grand peine un refuge dans le Tyrol.

Une idée fixe est un terrible danger, mais aussi une force puissante. A plusieurs reprises, au XVIe et au XIIe siècles, les Habsbourgs ont failli réaliser leur rêve, et la liberté du monde eût peut-être disparu si François Ier, Henri IV, et Richelieu n'avaient défendu contre les Empereurs les libertés germaniques. Ils ont montré du moins les prodigieux résultats que peut produire une ambition suivie et persistante. La plupart des Habsbourgs ont été des hommes fort médiocres, et les plus remarquables d'entre eux n'avaient aucun génie. On ne trouve parmi eux ni un Guillaume III, ni un Henri IV, ni un Frédéric II. Leur pauvreté intellectuelle et morale a été soutenue et élevée au-dessus d'elle-même par la constance de leurs desseins et la tenue de leur politique, qui n'a jamais connu ni défaillance, ni fantaisie. La ténacité ininterrompue de leur ambition impériale explique, en même temps que leurs succès, les caractères essentiels de leur gouvernement. D'abord, leur attachement absolu, complet, indéfectible au Catholicisme. Les Habsbourgs sont dévoués à l'Eglise romaine parce qu'ils sont unis à elle, à la fois par

une communauté d'espérances et une conception pareille de l'histoire et de l'humanité : leur idéal, c'est une sorte de retour au Paradis terrestre où les peuples confondus abdiqueraient leur volonté propre et leur existence personnelle entre les mains d'un chef unique, vicaire de Dieu, représentant de l'Éternel sur la terre. De là, la cruauté implacable, farouche et persévérante, avec laquelle ils écrasent les hérésies et les révoltes de la conscience individuelle. Leur fanatisme féroce est pourtant sans noblesse parce qu'il n'a aucun caractère mystique, mais qu'il est d'essence purement politique et comme matérialiste. Le Dieu dont ils défendent les droits n'est que leur propre autorité, et leur dévotion égoïste se retourne sans scrupules contre les Papes, dès que ceux-ci cessent d'être leurs instruments dociles. La morale et la vérité se résument à leurs yeux dans la soumission aveugle à leurs ordres, et, de la Bible, la seule parole qu'ils n'oublient jamais, c'est : Tu n'auras d'autre maître que moi. Malheur au peuple qui conserve le souvenir de son passé, le culte de ses ancêtres et le respect de sa langue : leur jalousie rétrospective s'alarme de sa fidélité et s'en offusque comme d'un vol fait à leurs propres droits. Ils entendent fondre toutes les nations qui, pour leur malheur, sont soumises à leur sceptre, en une pâte plastique et malléable, les couler dans un moule uniforme, pour être sûrs qu'à l'heure dite, ils les dirigeront sans difficulté vers le but qu'il leur conviendra de choisir. Si leurs desseins généraux ont été fixés dès la première heure de manière à ne plus varier, leurs ambitions immédiates sont changeantes et fortuites. Elles vagabondent dans tous les sens, sans choix, au hasard des circonstances : leur soif de rapine est insatiable et inconstante : ce sont de vieux chérubins dont les mains se tendent et les narines palpitent dès qu'une odeur de butin flotte autour d'eux.

Pour être toujours prêts à saisir l'occasion qui passe, il faut qu'ils soient sûrs de n'être jamais arrêtés par des résistances qui gêneraient ou retarderaient leur action : ils sont amenés ainsi à créer une série d'institutions qui dépendent uniquement d'eux, qui sont inspirées par l'esprit de la Maison et qui n'ont d'autre raison d'être que le maintien et le progrès de la puissance de l'Empire. A force de persévérance et de soins, ils ont réussi, en effet, à rassembler autour d'eux un ensemble de forces organisées dont la puissance de cohésion a contenu pendant un certain nombre de siècles les forces centrifuges qui tendent sans cesse à la dislocation de la monarchie.

Avant tout, l'armée, qui est uniquement l'armée impériale, l'armée de la dynastie, le domaine réservé du souverain : une seule fois dans l'histoire l'Autriche a essayé de former une armée nationale : en 1809, sous l'influence des idées révolutionnaires : — Stadion, le ministre qui avait eu cette conception sacrilège, fut aussitôt balayé par François-Ier, et personne depuis n'a renouvelé cette dangereuse imprudence. Malgré la frayeur que lui inspiraient les Magyars, François-Joseph a préféré risquer un conflit avec la Hongrie, plutôt que de laisser porter atteinte à son autorité militaire et, s'il détestait les Tchèques, c'est avant tout parce qu'il les soupçonnait de vouloir détruire l'unité de l'armée impériale.

Ensuite l'administration, la bureaucratie. Une bureaucratie qui n'a, en quelque sorte, d'autre mission et d'autre préoccupation que de se défendre elle-même et de défendre la Maison dont elle sert les intérêts.

Enfin la police. La police est l'organisme essentiel de l'Empire. Le bourgeois, je dirais presque — si une semblable expression ne devait paraître singulière à propos de la police, qu'elle est le cerveau et le cœur de l'Empire. Sa surveillance s'étend sur les classes les plus diverses et sur les objets les plus différents. Elle prévoit et dirige les mouvements les plus subtils de l'opinion publique, elle intervient dans la vie publique comme dans la vie privée de tous les citoyens et étend sa protection vigilante sur chaque individu ; elle le garde des tentations dangereuses, elle le sauve des lectures suspectes, des pensées troubles, des aspirations imprudentes ; elle lui dicte ses volontés, lui prescrit ses plaisirs, et lui suggère ses rêves.

Catholiques, chefs absolus de l'armée, servis par une administration omnipotente et tatillonne et par une police peu scrupuleuse qui étouffe les moindres germes de résistance, les Habsbourgs, bien qu'ils aient toujours soigneusement séparé leurs sujets de l'Allemagne dont certaines audaces intellectuelles les effrayaient, n'ont jamais renié leur origine, c'est-à-dire qu'ils se sont toujours considérés comme des princes allemands. Sur ce point, on s'est fait longtemps illusion, et je ne suis pas sûr qu'en dépit des preuves les plus éclatantes et les moins équivoques, les anciennes erreurs ne persistent pas encore. Si la diplomatie des alliés a si déplorablement manqué de décision et d'audace, il convient, je crois, de chercher une des causes essentielles de ses défaillances dans son obstination à ne pas s'avouer à elle-même le caractère allemand indélébile de l'Autriche et de ses souvenirs. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire

ces derniers discours de M. Lloyd George, ou les messages du Président Wilson.

Les principes qu'ils professent et qu'ils proclament impliquent nécessairement la désagrégation de l'Autriche et la ruine de la Maison de Habsbourg : la raison s'étonne de les entendre déclarer ensuite : « Du reste, nous ne demandons pas la suppression de l'Empire austro-hongrois. » Exiger l'émancipation des peuples et vouloir maintenir un Etat qui est fondé sur leur asservissement, reconnaître que toutes les races ont le même droit à la liberté et au bonheur, et prétendre conserver un régime qui repose sur l'absolutisme égoïste d'une dynastie ! Donner et retenir ne vaut. Pour que l'avenir naisse, il faut que le passé soit supprimé. Ceci tuera cela. Pour fonder sur la terre la justice et la paix, il est nécessaire que les puissances d'oppression et de domination soient anéanties. Nous sommes en présence ici non pas d'une décision de notre volonté, mais d'une nécessité naturelle. Comment le soleil luirait-il sans supprimer les ténèbres ? Tant que l'Autriche subsistera, le passé barrera la route à l'avenir. Les politiques qui recoulent devant cette conclusion sont victimes d'une erreur d'optique. Comme ils se défendent — et avec une probité absolue — de vouloir porter atteinte au droit des peuples, ils reculent devant la pensée de supprimer un organisme vivant, de mutiler un Etat existant. Ils se figurent que l'Autriche est une nation, qu'elle a, par conséquent, une âme, et ils éprouvent une horreur sacrée à la perspective de porter une main scélérate sur cette âme avant de tuer cette âme.

Les mots, comme il arrive si souvent, leur cachent la réalité : l'Autriche n'est pas un peuple, c'est à peine un Etat. Etat composite, artificiel, conglomérat de nations ennemies, que contient péniblement dans une union détestée un mécanisme compliqué de forces extérieures, qui n'attendent que l'occasion d'échapper au joug qui les écrase. Lamentable famille que celle où il faut placer à chaque porte un gendarme pour empêcher les enfants de s'enfuir chacun de son côté, en secouant la poussière de ses souliers sur le seuil d'une maison détestée.

(*A suivre.*) ERNEST DENIS.

TABLEAU DE LA POÉSIE FRANÇAISE : DES TROUVÈRES AUX SYMBOLISTES

Quelle que soit l'opinion qu'on ait sur le symbolisme, il n'en est pas moins vrai qu'il fut un des événements intellectuels les plus considérables de ces trente dernières années. Peut-être serait il plus exact de dire que ce mot a servi à qualifier toute une série de manifestations : les unes calculées, les autres inconscientes, par lesquelles se traduisirent les mille tendances plus ou moins troubles, les aspirations confuses d'une époque de décadence. Le symbolisme caractériserait notre génération élégante et malaïve, comme le Romantisme caractérisa celle de 1830, s'il n'eût eu sa contre partie dans le mouvement raisonné et vigoureux qui, un peu plus tard, aboutit d'un côté au néo-classicisme, de l'autre aux doctrines de Maurras et de l'Action Française.

Ce n'est pas à dire que le symbolisme ait été un mouvement populaire. Il est resté le fait d'une école poétique, assez inaccessible au public et souvent antipathique, mais son influence s'est fait sentir indirectement de façon assez profonde. Cette école a eu le prestige inquiétant d'une société secrète aux mystères de laquelle on n'était pas aisément initié. Elle a grandi dans l'ombre et dans cette ombre, assassiné bien des réputations. Elle a terrorisé les uns, jeté le doute et le découragement dans l'âme des autres. Il faut dire qu'elle compta dans son sein et qu'elle attira à elle quelques-uns des esprits les plus fins et les plus avertis qui fussent, des plus dangereux et des plus séduisants nihilistes intellectuels.

Ce ne fut qu'une école de poésie, mais ce sont les écoles de poésie qui ont toujours donné le ton aux époques où elles ont dominé. Et l'histoire de la littérature se confond avec leur histoire, aux chapitres successifs, de laquelle elles appliquent leur titre.

Réciproquement, pour bien juger d'une école comme l'Ecole symboliste, il est indispensable de la situer à sa place dans l'histoire littéraire de la France, en marquant de leurs traits les plus significatifs les principales époques qui l'ont précédée. C'est ce que nous allons faire aussi brièvement que possible.

I

La littérature française fut longtemps une littérature en langue vulgaire, autant dire une littérature de seconde qualité, les meilleurs esprits et les plus cultivés écrivant en latin, qui restait la langue

des idées. Il est évident qu'il n'y a pas de proportion entre les œuvres d'un Saint Bernard, par exemple, et celles de ses meilleurs contemporains en langue française. Un monde les sépare. Saint Bernard est, en plein XIIIe siècle, un homme du IVe siècle, aussi bien que du XVIIe. Il est du monde de Saint Augustin, aussi bien que de celui de Bossuet. Il fait encore autorité de nos jours dans les assemblées de l'Église : il sait traiter les hautes questions. Dans ce monde de la pensée et des grandes affaires, qui fut sien, on ne s'intéressait guère aux laisses des trouvères et aux chansons des troubadours. On y cultivait une autre poésie.

Cette absence des véritables représentants de la haute culture et de la civilisation se fait cruellement sentir dans la poésie française du Moyen Age, qui se développe comme elle peut, avec ses pauvres moyens, et dont les représentants manquent absolument d'entraînement au maniement des idées et ne disposent que d'un style court, comme leur horizon intellectuel.

Ils sont pris dans un cercle, d'où ils ne parviennent pas à sortir et y tournent comme des chevaux de cirque. Ils font de la poésie pour les foires et pour les châteaux, pour une société aimable, désireuse de s'affiner, mais que rien n'informe et qui, ne soupçonnant rien au-delà de ses yeux, n'éprouve pas le besoin d'en savoir davantage.

De cette très abondante littérature, aucun poème ne s'est dégagé assez substantiel pour faire partie de cette bibliothèque des grands livres, où se condensent toute la poésie et la sagesse humaine. C'est qu'il n'y a pas de grands livres en dehors de la civilisation, c'est que tout grand livre suppose chez son auteur une initiation suffisante à la philosophie, aux méthodes libérales et aux préoccupations les plus hautes de l'élite civilisée. Il ne peut y avoir de grand poète, qui ne fasse partie de cette élite intellectuelle, qui ne soit rompu à tous les exercices de la pensée et familier à toutes les questions. Un grand poète est, en général, l'homme le plus complet, le cerveau le mieux meublé de sa nation et de son temps. Homère et Dante sont des encyclopédies vivantes. Ils portent dans leur tête tout l'acquis des siècles qui les ont précédés.

Au contraire, trouvères et troubadours semblent n'avoir été que des primaires et, par conséquent, n'avoir pu soutenir le ton, que des ouvrages comme les leurs eussent exigé. Ils n'étaient capables que d'une seule sorte de perfectionnement, car leur esprit manquait d'étendue. Néanmoins, ils ont laissé une matière considérable et qui, remise en œuvre, pourrait alimenter longtemps la poésie. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à voir le parti qu'en ont su tirer Tennyson et Wagner. Les premiers poètes symbolistes y ont largement puisé aussi pour leur vocabulaire et leurs imageries.

Dans cette littérature du Moyen Age se dessinent déjà les trois grands courants, qui aboutiront à Corneille et Hugo, à Racine, à Molière et La Fontaine.

On peut extraire des *Chansons de Gestes* nombre de morceaux, qui semblent appartenir par avance à la *Légende des Siècles* de Hugo et qui ont un peu de l'accent de Corneille.

L'adorable *Tristan et Iseult*, avec les lais de Marie de France, annoncent la veine romanesque de Racine. Mais Tristan et Iseult n'est pas, à proprement parler, un roman. C'est sur un même thème un recueil de petites chansons d'un sentiment exquis et d'une mélancolie pénétrante. Chacun de ces lais ou lieder forme un tableautin d'une vingtaine de vers et que termine sobrement un trait, qui touche le cœur et y éveille une corde de rêverie.

Pour emporter avec soi le parfum et le génie du poème, il suffit de garder dans sa mémoire deux ou trois de ces lieder, un seul même, et toute l'âme en est embaumée.

Il est certain que *Tristan et Iseult* est une chose unique, mais construite par addition de menues pièces, jointes les unes aux autres, comme les perles d'un collier. Chacune de ces petites pièces vaut par le sentiment et par l'idée plus que par l'expression, qui reste très naïve et très primitive.

Des trois courants, dont j'ai parlé, c'est le courant comique et satirique qui est le plus vigoureux, le plus sûr et le mieux venu. C'est, qu'il s'agit là de la littérature vraiment populaire, qui s'alimente perpétuellement comme à sa source chez les paysans, naturellement malins, fort peu rêveurs et sentimentaux et dont la langue, riche en bons mots, en raccourcis plaisants, n'est guère tendre. La langue du peuple recèle toute une civilisation, toute une littérature très ancienne, purement orale, très vivante, très éducatrice, et telle qu'il n'y a presque qu'à la savoir et à la parler pour devenir spirituel et férocement ironique. C'est dans le comique que triomphe l'homme du peuple illettré, mais bien doué. Il sait conter, décrire, préparer un effet, trouver la riposte, allonger ou précipiter son exposition, selon les besoins de la cause ; bref il sait jouer de tous les ressorts et de tous les artifices d'une rhétorique assez complète, ce qui représente une réelle culture, un art, une science, qui n'ont jamais cessé d'être cultivés dans son milieu, où il

les a appris par la pratique et par un exercice quotidien. Il y a là un fond de philosophie réaliste et moqueuse, que les Français n'ont qu'à développer et à enrichir, et qui est devenu leur élément.

Entre parenthèses, on peut se demander s'il est des races qu'un penchant instinctif au rêve, à la mélancolie a disposées à sentir la poésie comme la nôtre sent le ridicule, à en retenir les procédés et à la cultiver. Si de telles races ont existé, chez qui le sens poétique fut développé comme chez la nôtre le sens du comique, il y aurait lieu de les considérer comme les vraies formatrices de la haute civilisation. S'il y en eut de telles, et c'est tout de même probable, ce dût être chez des pâtres nomades et, plus vraisemblablement encore, chez des peuples de marins, adonnés à une vie à la fois active et contemplative et chez qui, cependant, la vie de société était très intense. En effet, il ne s'agit pas seulement de rêver, il s'agit d'exprimer, et pour apprendre à exprimer ses impressions, il faut avoir l'occasion de parler, il faut le loisir de la libre causerie. Quelles conditions exceptionnelles ne faut-il pas ?

La vie de château a fait éclore chez nous la littérature romanesque, mais pour qu'elle atteignît à la poésie de Tristan et Iseult et de Marie de France, il a fallu un germe apporté on ne sait d'où.

II

Quoi qu'il en soit, ce ne fut que dans la seconde moitié du XVIe siècle que l'Europe, renonçant à son unité et au rêve de la reconstitution de l'Empire Romain ou de la République chrétienne, sous la présidence du Pape, abandonna en même temps la langue, qui en avait été le lien, je veux dire le latin, en tant au moins que langue classique et littérature universelle. Ce fut seulement à partir de ce moment, que les intellectuels de chaque nation entreprirent d'écrire dans leur langue nationale et d'y transporter tous les trésors accumulés au cours des siècles. On procéda à un déménagement et à un emménagement en règle.

Ce fut une véritable révolution européenne. Elle avait été commencée par Luther qui, non content de rompre l'Unité de la Chrétienté par son schisme, avait commis la nouveauté de transporter les discussions théologiques sur la place publique et, par conséquent, de les traiter en langue allemande. De gré ou de force, on fut obligé de le suivre sur ce terrain, ne fût-ce que pour combattre ses doctrines et réfuter ses sectateurs. Les langues populaires y gagnèrent de s'assouplir à la rude école de la dialectique et d'acquérir de la précision. Peu à peu, elles devinrent langues des idées : les savants, les philosophes suivirent les théologiens, et naturellement les poètes n'eurent garde de rester en arrière.

La querelle des « Erasmiens et des Cicéroniens » fut la crise qui emporta le Latin.

Erasme, un des plus charmants et des plus modernes esprits du XVIe siècle, estimait avec raison que le latin, pour rester langue vivante, devait évoluer, accueillir les néologismes nécessaires, abandonner un peu de sa majesté et devenir plus cursif et plus flexible, en d'autres termes changer d'âme, s'adapter, passer de langue synthétique langue analytique. Au contraire, l'école italienne, affligée de la barbarie, où les scolastiques avaient amené le latin, prétendait lui rendre toute sa pureté et la ramener au latin de Cicéron, dans la conviction que tout ce qui s'était passé depuis le grand orateur romain n'avait été que régression intellectuelle et non progrès. Les Italiens de cette école (et ils en étaient presque tous), n'étaient eux-mêmes, en l'occurrence, que des nationalistes exaltés, qui, considérant le latin comme leur bien, entendaient en reprendre l'entière possession et en régler l'usage. Cette prétention accéléra le mouvement particulariste. La dislocation de l'Unité morale européenne amena l'abandon de la langue, qui en avait été le symbole et la promotion des langues particulières du rang de simples patois au rang de langues littéraires. Quant aux Italiens, en voyant le latin perdre son universalité et tomber brusquement à l'état de langue morte pour le reste de l'Europe, ils ne furent pas les derniers à l'abandonner, d'autant plus qu'avec Dante, Pétrarque et Boccace, ils étaient depuis longtemps en possession de la première littérature nationale moderne, de la seule peut-être qui fût dûe à la caste intellectuelle.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'immense portée générale de cette révolution. Elle fut, en tous cas, éminemment profitable à la France, car d'elle véritablement datent chez nous la grande littérature et la grande poésie de langue française.

Ronsard, J. du Bellay et les autres poètes de la Pléiade entreprirent donc de nous en doter. S'ils échouèrent dans leur ambition de nous donner des épopées ou des tragédies, dignes de l'Antiquité, faute d'avoir bien compris les lois véritablement organiques qui président à ces vastes compositions, du moins réussirent-ils à miracle dans l'art divin des vers. Ils tirèrent du français des sonorités, des images et des songes, dignes de Virgile, d'Horace et de Catulle. Ils firent en français d'adorables vers latins. Quant au sentiment grec, ils nous en éloignèrent plutôt. Et depuis eux, on a surtout fait en français des vers latins. Depuis Ron-

sard et la Pléiade, on s'est fait chez nous, du beau vers, un type tout latin. On n'a pas l'air de soupçonner ce qu'est la simplicité grecque, où l'idée et le sentiment apparaissent à l'état pur, enveloppés seulement de la musique de leurs rythmes.

En réalité, *Ronsard* et ses amis ne firent que continuer en français leurs délicieux contemporains de langue latine, les Marulle, les Jean Second, les Marc Antonio Flaminio, les Navagero, les Sannazar, les Vida, etc., dont j'ai parlé autrefois à la *Revue Bleue*, et j'allais ajouter Catulle, car Catulle, dont on venait de découvrir les œuvres peu auparavant, avait été une révélation. Il s'adaptait si bien aux goûts de l'époque, qu'il semblait, lui aussi, un contemporain. Tout mort qu'il fût, il fit l'effet d'un chef d'école et renouvela toute la poésie au XVIe siècle. Quoiqu'il en soit, la splendide poésie de Ronsard et de J. du Bellay ne pénétra pas très profond et ne toucha qu'une élite. La masse y resta rétractaire et continua à lui préférer la poésie mince et maigriote, mais spirituelle, aimable, bien tournée, un peu alambiquée parfois, et raisonneuse de Rutebeuf, de Charles d'Orléans, de Jean de Meung et de Clément Marot, ainsi que de Villon, dont on lisait sûrement plus le *Testament* que les exquises *Ballades*.

Cette indifférence de la masse fut funeste aux poètes de la Pléiade, qui perdirent pied souvent et qui, faute de contact avec le public, ne furent plus renseignés sur la valeur réelle de leurs productions. La marque des vrais chefs-d'œuvre, c'est de plaire également aux lettrés et au public. Ne plaire qu'au public, c'est faire preuve de vulgarité : ne plaire qu'aux lettrés, c'est montrer qu'on manque du don primordial de créer dans le sens de la nature et de la vie.

Un autre signe, où se reconnaît la vraie poésie, c'est qu'elle est un genre oral. Elle n'est pas faite pour être lue, mais pour être dite et entendue. L'épreuve pour l'épopée était d'être récitée dans les assemblées. Elle remplaçait le théâtre, quand le théâtre n'existait pas encore. Sa loi, comme plus tard celle du théâtre, était de toujours tenir l'attention en éveil et de n'ennuyer jamais. La première apparition de l'ennui dénonçait l'impuissance ou la maladresse du poète.

De même, toute pièce de vers qui ne s'empare pas de la mémoire de qui l'a entendue ou lue, n'est pas réellement réussie. Ne survivent que les pièces qu'on sait par cœur, ou dont des lambeaux viennent vous chanter dans la mémoire. Dans un recueil de vers, on relit toujours les mêmes pièces, celles qu'on sait à moitié par cœur, de même que dans un musée, on va toujours instinctivement revoir les mêmes toiles.

Les livres ne sont que des aide-mémoire, mais ce qu'il y a d'essentiel en une bibliothèque est dans la tête de son possesseur, est dans le plus grand nombre de têtes possible. Malgré d'admirables réussites, la poésie de la Pléiade avait été un peu trop de la poésie savante. Aussi la renommée, n'en ayant pas dépassé certains cercles, avait eu quelque chose d'artificiel. Ces cercles mêmes n'y avaient pas réellement cru. Et ceci explique l'éclipse qu'elle subit assez vite.

Néanmoins, le véritable art des vers était créé. La France avait une poésie, digne sous ce rapport des plus beaux jours du siècle d'Auguste, mais sous ce rapport seulement, car la Pléiade ne sut écrire que de petites pièces de quelques vers, elle échoua complètement dans les grands poèmes. Il faut dire que sa conception même du beau vers se prêtait malaisément à de vastes compositions, dans lesquels un style trop soutenu et trop tendu risque vite de fatiguer l'attention, en l'arrêtant sur chaque détail, en forçant le lecteur à admirer sans relâche.

Si nous n'avons pas eu d'épopée, c'est un peu pour cette raison. Et nous n'aurions pas eu de tragédie, si la pratique du théâtre n'avait fait sentir à nos poètes la nécessité d'un style plus simple, où le vers fut subordonné à l'idée, au sentiment, à la logique des situations. Tout ne fut donc pas bénéfice dans l'effort de Ronsard et de la Pléiade. Ils avaient pris la poésie d'un ton trop haut.

Cependant, ils firent école, c'est-à-dire que pendant un siècle, on profita du vers brillant, qu'ils avaient inventé ; on en profita, mais sans le moindre souci élevé, sans goût et sans méthode, au petit bonheur. Ce fut tout de suite la Décadence, malgré la réaction classique de Malherbe.

Ce fut le style Louis XIII, le style mousquetaire, c'est-à-dire le style de la Renaissance, après qu'il se fût pénétré de la préciosité italienne et surtout du picaresque espagnol, et qu'il eût couru les cabarets et les mauvais lieux avec des cadets de Gascogne, ruinés, bretteurs, rosseurs du guet et sentant la corde.

De toutes les influences du dehors, que subit la poésie française au cours des siècles, aucune, en effet, n'avait été plus forte et plus durable que l'espagnole. Elle n'avait pas été longtemps à s'implanter. Le règne d'Anne d'Autriche y avait suffi. Les parades castillanes nous enivrèrent pour longtemps. L'exubérance, l'emphase, le bel esprit, la préciosité se mirent à pousser chez nous avec la vigueur et l'entrain des herbes folles. Ce romantisme, qui battit son plein sous Louis XIII et pendant la minorité de Louis XIV, n'atteignit à toute son expression qu'avec les Scudéry, les Scarron,

les Cyrano de Bergerac, non sans avoir imprégné fortement déjà les Saint-Amant, les Tristan, les Théophile, en qui survivaient cependant quelques-unes des grâces les plus exquises de la Renaissance.

Qu'on se rappelle, en effet, la dernière strophe du *Contemplateur* de Saint-Amant, qui se termine par ces deux vers merveilleux :

> J'entends les ailes du silence,
> Qui plane dans l'obscurité.

ou encore ces quatre autres, de Tristan

> L'ombre de ces fleurs vermeilles
> Et celle de ces joncs pendants
> Semblent être là-dedans
> Les songes de l'eau qui sommeille !

Certes, voilà des trouvailles que nos plus grands poètes modernes seraient fiers de pouvoir signer. Evidemment, ces poètes-là avaient été très loin dans l'exploration du sentiment poétique, si loin que nos contemporains, étonnés, s'aperçoivent qu'ils ont été souvent devancés et dépassés en modernisme par ces ancêtres. On en arrive, lorsqu'on tombe sur de tels fragments, à conclure qu'entre l'année 1630 et l'année 1830 la continuité est si naturelle, que c'est comme si les deux siècles intermédiaires n'avaient pas existé. On pourrait enlever le XVIIe et le XVIIIe siècles, sans presque rien changer au XIXe, si bien que toute la période classique semble une interpolation.

III

C'est réellement en 1630 que se fit la coupure avec la *Sophonisbe* de Mairet, la première des tragédies françaises construites dans le mode du XVIIe et du XVIIIe siècle. Du théâtre, la réforme descendit et se propagea peu à peu dans les autres genres. Elle correspondit certainement à un besoin des esprits, à un désir instinctif de concentration, d'ordre et de discipline, en vue du grand effort intellectuel vers la puissance et l'hégémonie, auxquelles la nation avait le pressentiment de devoir se préparer.

Alors commença à se lever une classe d'hommes nouveaux, réfléchis et résolus, qui se mit à la tête du mouvement et ne l'abandonna plus. Peut-être y eut-il coïncidence avec l'avènement de la grande bourgeoisie aux affaires et dans les lettres. Jusque-là, c'était la petite noblesse qui avait mené ce noble jeu. Au contraire, les Corneille, les Boileau, les Racine, les Pascal, les Bossuet furent des bourgeois, comme les Colbert, les Le Tellier, les Louvois, tandis que les derniers tenants du romantisme étaient alors un peu des cadets de Gascogne.

Il y eut également beaucoup de petite noblesse dans la réaction romantique de 1830 et on en eût retrouvé encore pas mal dans le symbolisme. Affaire d'éducation, sans doute ! Le romantisme allait bien à ces incorrigibles duellistes et rosseurs du guet, pour qui le mépris de l'ordre bourgeois était le commencement du gentilhomme.

Entre temps, Voiture ramenait la poésie à la nudité médiévale et encore avec des afféteries de style, qui rappelaient les pires époques.

Voiture, c'est le vieux génie français d'avant la Renaissance, qui reparaît, qui s'enfoncera encore une fois sous terre, pour sourdre à nouveau avec Voltaire et les petits poètes du XVIIIe siècle.

Quoi qu'il en soit, les Romantiques du temps de Louis XIII avaient, comme ceux de 1830, tous les dons, toutes les qualités, sauf la raison. Les Romantiques de toutes les époques écrivent comme la tête leur chante, tournent court où il faudrait développer, mais le plus souvent battent la campagne et ne savent plus s'arrêter.

La littérature libre sans freins et sans lois, qui mêle tous les genres et s'inspire uniquement de la fantaisie, la littérature déraisonnable s'appelle le Romantisme. C'est la littérature à l'état sauvage ou qui y est revenue. C'est son état assez ordinaire en France et, du reste dans tous les pays, surtout en ce qui concerne la poésie.

Une telle littérature correspond soit à une formation incomplète, soit à un commencement de dissolution de la conscience nationale chez un peuple.

Le classicisme fut l'art de la composition, le souci du naturel et de la vérité, l'exacte appropriation du style à la pensée, et de la pensée à la logique profonde du sujet. Il fut la reconstitution organique des genres. Il posa, en principe, qu'aucune œuvre ne peut être réellement belle, si elle ne se conforme strictement à sa loi naturelle et à son organisme propre. Il commença par appliquer ce principe au théâtre, et pour diminuer ses chances d'erreur, s'imposa la discipline de la règle des trois unités, puis dans ce cadre resserré s'efforça de conduire une action, conçue comme un conflit, et où le dialogue découlât rigoureusement de la situation. Nul hors-d'œuvre, nulle recherche d'effets, mais seulement l'éloquence sobre d'une argumentation serrée, angoissée, haletante et commandée par le sujet.

Toute notre littérature du XVIIe siècle est une œuvre profondément réfléchie, méthodique, raisonnée, construite ; elle a le caractère d'une entreprise collective nationale. Chacun tend à s'y spécialiser dans le domaine où il aura le plus de chances de réussir, mais tous travaillent dans le même esprit

de grandeur vraie et souriante. Tous sont des hommes accomplis, des théologiens consommés, de hauts penseurs en philosophie et en politique, des psychologues et des moralistes incomparables, des courtisans raffinés, d'honnêtes gens pleins de finesse et d'honneur, des amoureux charmants et de grands artistes, qui savent à fond leur métier. Interrogez sur chacune de ces sciences ou chacun de ces arts, théologie, philosophie, politique, psychologie, Corneille, Molière, Racine, La Fontaine, Boileau et vous serez émerveillés de l'étendue et de la finesse de leurs vues. Mais, avant tout, ils savent leur métier. Ils ne prennent pas des airs olympiens, ils ne posent pas ridiculement aux dieux incompris. Ce sont des hommes simples, modestes, bien élevés. Ils font partie d'une société de gens éminents comme eux : Condé, Turenne, Colbert, Letellier, Louvois, H. de Lyonne, Descartes, Pascal, Malebranche, Bossuet, Bourdaloue, Fénelon, Le Nôtre, Mansart, etc. Chacun de ces hommes cherche aux problèmes, auxquels il s'attelle, ce que les mathématiciens appellent la solution la plus élégante. Ils ne visent pas à s'éblouir les uns les autres, mais à mériter les suffrages les uns des autres. Ils ne se proposent rien que de raisonnable, ils ont choisi de tels modèles, qu'ils n'ont pas l'outrecuidance de songer à les dépasser et s'estimeraient fort heureux d'en approcher suffisamment. Leur rêve ne va pas jusqu'à vouloir refaire le siècle de Périclès, mais au moins celui d'Auguste, en le complétant.

Ce sont des bourgeois, la plupart, qui savent la valeur du travail bien fait, des entreprises bien conçues. Ils ont hérité des habitudes de prudence et d'économie, de bonne administration, et les appliquent à l'exploitation de leurs ressources intellectuelles. Rien n'en est gaspillé. Ils conçoivent la vie et l'art comme des choses infiniment sérieuses et délicates, et exécutent une tragédie ou une fable avec cet amour du fini, cette probité et ce bon goût des vieux artisans, dont ils descendent. Ce sont des hommes, et ils ne voient rien de plus beau, de plus haut que d'être des hommes. Ils ne se croient pas des génies pour faire ce qu'ils font, et qu'ils savent digne d'être comparé à tout ce qui a été fait, mais seulement de grands messieurs, car tel est le nom qu'ils préfèrent à tous les noms. Ce sont : Messieurs de Port-Royal, Monsieur Racine, Monsieur Despréaux, Monsieur La Fontaine. Les Parisiens, ou les gens de l'Ile-de-France dominaient parmi eux, comme après eux, Voltaire continuera à dominer.

(*A suivre.*) ALFRED POIZAT.

LES RÉVÉLATIONS DIPLOMATIQUES

Il y a déjà quelques mois que nous sommes entrés dans la période des divulgations diplomatiques, les commissaires du peuple de Petrograd ayant livré à la publicité, dès l'an dernier, des documents qui, dans la pensée de leurs signataires, devaient rester strictement confidentiels. L'histoire officielle est beaucoup moins intéressante d'habitude que l'histoire réelle ; seules les indiscrétions nous font pénétrer dans la réalité des choses, mais les indiscrets, en ce domaine, sont bien plus rares qu'on ne le croit généralement. Ils risquent trop gros jeu, et ce n'est pas sans motif que tous les gouvernements surveillent avec un soin particulier, et jusqu'après leur mort, ceux de leurs agents qui ont été associés à des tractations internationales. Le propre de la diplomatie est encore de procéder dans l'ombre, et seuls de profonds changements pourront lui imposer de nouvelles règles de conduite et mieux adaptées aux maximes générales que M. Wilson a défendues.

Les révélations, qui nous ont été offertes au cours des dernières semaines, sont loin d'être négligeables, qu'on se contonne dans la sèche relation des faits, ou qu'on veuille connaître de plus près les responsabilités engagées dans le conflit mondial. A la vérité, il était inévitable qu'elles se produisissent et plus nous cheminerons dans la guerre et vers sa conclusion, plus elles se multiplieront. Les hommes qui ont dirigé les affaires, et dont les attitudes sont critiquées, éprouvent le besoin de se justifier soit en parlant, soit en écrivant. Ils ne veulent pas que l'avenir leur impute telle faute qu'ils ont la conviction de n'avoir point commise ; ou encore, ils croient servir leur pays en ouvrant une polémique avec les dirigeants des Etats adverses, dont ils déchirent les secrets ; ou encore des particuliers que les circonstances ont introduits dans des conciliabules essentiels, et dont la conscience se réveille après coup, aspirent à s'épancher pour des motifs purement moraux. C'est ainsi que les grandes lignes des événements, tracées par l'histoire officielle, s'accentuent ou se déforment. Nous ne sommes pas au bout de nos surprises et, durant de longues années après la signature de la paix, nous continuerons à accumuler des indications dont certaines seront étonnantes. Les recueils, que les gouvernements ont publiés peu après l'explosion du conflit, et qui contiennent strictement des pièces officielles, ne contiennent pas toutes les pièces officielles qui avaient trait à leur sujet. Les Livres Jaunes, Bleus, Rouges, Verts, etc., etc., ne « se composent » pas

en temps de guerre comme en temps de paix, c'est-à-dire que pour y insérer des dépêches, on ne prend pas l'agrément de l'adversaire, mais d'autres considérations s'exercent qui déterminent de même des exclusions. Pour approcher de la réalité, il faut donc compléter ces témoignages calculés par d'autres témoignages plus spontanés. Ceux-ci ne surgissent d'habitude que pour le plus grand chagrin des chancelleries. Mais il y a aussi les informations que la diplomatie d'un pays recueille sur les faits et gestes de la diplomatie ennemie, et qu'elle s'empresse de verser au procès public — et de telles divulgations sont fréquemment sensationnelles..., et c'est de la sorte que les peuples finissent par discerner la vérité, qui est moins facilement saisissable en ce domaine qu'en tout autre.

*
* *

Les républicains allemands, qui s'étaient réfugiés en Suisse, ont été les premiers auteurs d'indiscrétions, dont chacun a pu faire son profit. Ils corroboraient ce que nous devions soupçonner des méfaits du militarisme prussien et des intrigues de la Wilhelmsstrasse. Trait curieux : bien que l'ultimatum du cabinet de Vienne eût été la cause immédiate du conflit mondial, les délibérations de la Ball-Platz continuèrent à s'envelopper d'ombre : il y avait encore plus de docilité, de passivité, d'asservissement moral sur le Danube que sur la Sprée, et de fait pour un Haase, pour un Fernau, pour un Liebknecht, pour un Fœrster, pour un Mehring, on n'a compté en tout et pour tout qu'un Fritz Adler. Combien il serait cependant important de connaître, par le menu, les conversations et les décisions qui ont précédé et suivi le meurtre de Sarajevo !

Maîtresse de Bruxelles, la diplomatie germanique crut faire un coup magistral, en publiant des extraits des archives belges tombées en sa possession. Mais il ne semble pas que ses révélations aient beaucoup remué les esprits outre-Rhin, et quand elle voulut montrer que l'état-major britannique avait de longue date conspiré avec l'entourage de Léopold II, puis d'Albert Ier, elle se heurta à un scepticisme général. Il ne suffit pas de dépouiller des dossiers et de spéculer sur l'attrait qu'exerce l'inédit : encore faut-il découvrir des documents concluants, et c'étaient ceux-là qui manquaient le plus; — Bethmann-Hollweg n'arriva pas à prouver que le militarisme Belge eût menacé l'intégrité de l'Empire allemand.

Beaucoup plus intéressantes furent les révélations tirées par la révolution russe des archives de Pétrograd. Les lettres privées de Guillaume II et de Nicolas II constituaient des morceaux de choix pour l'historien et pour le psychologue : chacun des deux souverains y apparaissait avec son caractère bien défini : l'un épris de domination, soucieux de marquer son omniscience, de déployer son information universelle, de subordonner par tous les moyens la politique de Pétersbourg à la sienne, — l'autre plastique à outrance, crédule, mal armé contre les insinuations et les suggestions, entraîné parfois hors des voies normales par une volonté supérieure à sa volonté. Il ressortait en outre, de cette correspondance que le haut personnel diplomatique, militaire, naval de la Russie tsarienne ne savait pas se dérober à l'emprise allemande et qu'il cédait avec joie à des traditions vieilles de près de deux siècles.

La révolution publia encore les traités secrets, — certains traités secrets de l'Entente. Mais ces instruments étaient déjà auparavant connus dans leurs grandes lignes de nombre de personnes. C'étaient les détails seuls qui étaient inédits. On apprit que la diplomatie de l'Entente avait commis des fautes sérieuses, et surtout par dédain ou par oubli des principes. Ses erreurs, quelles qu'elles fussent, et quelques regrets qu'elles pussent susciter, n'étaient point capables toutefois d'atténuer la lourdeur des responsabilités austro-allemandes. Ce sont celles-ci presque exclusivement qui vont se dégager, et avec un éclat nouveau, des divulgations des derniers temps.

*
* *

On se rappelle que M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, parlant à la Sorbonne au début de mars, fit état d'une dépêche jusque-là insoupçonnée, que M. de Bethmann-Hollweg avait adressée à M. de Schœn à la veille du conflit mondial. L'Allemagne, résolue à chercher querelle à la Russie, avait réclamé de la France une déclaration de neutralité : mais cette déclaration réduite à elle-même ne lui suffisait pas. La Wilhelmsstrasse, sachant fort bien qu'une telle demande se heurterait à un refus catégorique, exigeait que nous lui remissions, à titre de garantie, Toul et Verdun. Elle voulait être sûre que la guerre éclaterait entre elle et nous et se pourvoyait d'un prétexte supplémentaire. On conçoit que la brusque révélation de M. Pichon ait fait quelque bruit dans le monde : elle avait cette valeur d'attester, par un argument nouveau, que la conflagration n'avait pas surgi accidentellement, mais que l'état-major berlinois entendait qu'elle se produisît exactement à l'heure fixée par lui. Ledebour qualifia très exactement, à la tribune du Reichstag, la démarche prescrite à de Schœn en l'appelant une pure provocation.

Mais il était naturel que les indications fournies par des Allemands, et des Allemands d'une condition sociale élevée, appartenant aux milieux dirigeants de la politique, de la diplomatie, de l'industrie, fissent encore plus d'impression — outre-Rhin, tout au moins — que les déclarations d'un ministre français. Jusqu'à une date proche, seuls des socialistes d'extrême-gauche ou des républicains émigrés s'étaient permis de mettre en doute les thèses soutenues en août 1914 par Bethmann-Hollweg, et reprises après lui par von Jagow, par Zimmermann, par Helferich, par Michaelis, par von Hertling, et d'après lesquelles l'Allemagne s'était bornée à se défendre. Plusieurs de ceux qui avaient osé proclamer la vérité, dénoncer les appétits intempérants d'une oligarchie militaire, avaient payé leur courage de leur liberté, et même lorsqu'elle ne les frappait pas, la puissance publique avait toujours la ressource de dire qu'ils étaient les ennemis de l'ordre politique et social en vigueur. Mais pareille allégation ne pouvait être retournée contre les deux personnalités qui tout récemment, ont jeté l'émoi chez nos adversaires, en relatant avec simplicité des faits d'une portée indéniable. Reventlow lui même ne saurait accuser le prince Lichnowski de complicité avec le socialisme révolutionnaire, et Muhlen, jusqu'en 1914, était un des plus fidèles serviteurs de l'Etat Prussien.

Le prince Lichnowski est un de ces grands seigneurs à la fois bien rentés et pourvus d'attaches familiales solides, que la Wilhelmsstrasse emploie de préférence au dehors : elle leur recommanda uniquement de dépenser à bon escient et de se créer des relations dans tous les mondes. C'est ainsi qu'elle avait dépêché jadis à Paris le prince Radolin, dont elle contestait cependant ouvertement l'intelligence. Mais elle ne laisse pas d'habitude à ces nobles diplomates la bride sur le cou, et comme elle se méfie un peu de leurs capacités, elle les double de conseillers, qui surveillent de très près les affaires courantes et desquels elle exige un service technique très poussé. Tel était le cas à Paris de von Lancken qui, depuis, a joué à Bruxelles un rôle politique aussi considérable qu'exempt d'humanité. A Londres, Lichnowski avait comme coadjuteur Kuhlmann, qui a succédé à Zimmermann aux Affaires étrangères, et qui semble avoir suivi dans la capitale anglaise une conduite quelque peu différente de celle de son chef. La personnalité de l'ex-ambassadeur auprès du Foreign Office ne fut jamais discutée jusqu'à une date récente, et sans doute nul ne se fût-il avisé de la critiquer, si des notes confidentielles brusquement révélées au public n'étaient venues susciter une tempête.

Comment en eût-il été autrement ? Le procès que Lichnowski faisait dans son mémoire, — mémoire qui devait demeurer au moins provisoirement secret, et qu'un officier du grand état-major, aujourd'hui poursuivi pour trahison, von Beerfelde, mit en circulation, — n'était pas celui des adversaires de l'Allemagne. Le diplomate n'incriminait ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, mais l'Empire lui-même. Lorsqu'un journal révolutionnaire scandinave reproduisit les notes du prince et que les gazettes du monde entier les imprimèrent après lui, il y eut à Berlin, au moins autour du Kaiser, de Hindenburg, de Hertling, un véritable ouragan. En somme Lichnowski s'inscrivait en faux contre toutes les idées, que Bethmann-Hollweg avait essayé d'accréditer en août 1914 et jusqu'à sa propre chûte — , celle entre autres d'une Grande-Bretagne avide de guerre, responsable par sa perfidie du conflit mondial et acharnée à la destruction de l'Allemagne. Il rendait hommage à l'esprit pacifique et conciliant d'Edward Grey : il traçait de ce ministre un portrait analogue à celui que nous en tracerions nous-mêmes, et montrait, en évoquant les faits, que le Foreign Office, loin d'attiser l'incendie, n'avait rien négligé pour l'éteindre. Mais il ne s'arrêtait pas là ; il faisait grief au cabinet de Berlin d'avoir favorisé les ambitions démesurées de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et d'avoir ainsi rendu inévitable le grand massacre. Pour être plus modéré dans la forme que celui d'un Fernau, ce réquisitoire n'était pas moins virulent quant au fond. Les notes de Lichnowski apportaient une contribution de premier ordre à une histoire qui se rédige au jour le jour, et dont toutes les données sont loin d'être réunies, et peu importait qu'au milieu de mars, au témoignage du vice-chancelier von Payer, l'ancien ambassadeur eût écrit au chancelier Hertling pour protester contre la publication de mémoires destinés, disait-il, à des archives de famille. Il avait exprimé librement sa pensée sur des événements que l'Allemagne officielle avait obscurcis à dessein, et il émettait des jugements sévères sur ceux qui avaient trompé des millions d'hommes, en leur inspirant une fausse conception des origines de la guerre. Les pangermanistes avaient la ressource de traiter Lichnowski de dément, et la chancellerie de le poursuivre pour haute trahison, en vertu de la loi Arnim, qui était inopérante en l'espèce. C'étaient là des représailles sans efficacité. Le jour où les masses allemandes consentiront à voir clair, et à

plusieurs reprises il a paru qu'elles tendaient vers la lumière ; le jour où la terrible emprise du grand état-major sur le public aura cessé, le document Lichnowski pourra exercer une influence décisive.

Il a été complété par le document Muhlen. Qu'est-ce que Muhlen ? Un des principaux collaborateurs de Krupp, un homme qui occupait jadis une très haute situation dans le monde industriel, et qui, à ce titre, se trouvait en rapport avec tous les dignitaires de l'Empire. On devine, — l'usine d'Essen étant l'une des armes les plus formidables de l'Etat germanique, — que ses dirigeants étaient au courant des événements de la politique internationale. Muhlen, qui éprouvait une vive répulsion pour la politique de Guillaume II, soit qu'il la trouvât contraire aux plus élémentaires principes moraux, soit qu'elle compromît à ses yeux les intérêts les plus immédiats de l'Allemagne, quitta son poste et se retira en Suisse en 1915. Depuis son exil volontaire, il n'a cessé de critiquer, de flétrir les actes de la diplomatie impériale. Tantôt il s'élevait contre la guerre sous-marine, contre les déportations belges, contre les offres de paix exclusives de toute précision, contre les menées d'un gouvernement « disqualifié et qui ne représentait pas le peuple »,d'un gouvernement dont il se détournait « comme homme et comme Allemand »: tantôt il rapportait des conversations qu'il avait eues avec de grands personnages au début et au milieu de juillet 1914, et ces conversations l'avaient convaincu que le cabinet de Berlin voulait la guerre, qu'il l'avait préparée et provoquée et que Guillaume II avait, bien avant l'ultimatum à la Russie, rompu avec toute velléité de conserver la paix. Il fournissait deux témoignages accablants: celui de Helferich et celui de Krupp von Bohlen.

Ici encore l'Allemagne s'est trouvée en face d'une affirmation sensationnelle, et qu'il ne suffisait pas de traiter par le mépris. Von Payer s'est bien attaché à enlever tout crédit aux dénonciations de Muhlen, en soutenant que celui-ci n'était maître ni de son organisme ni de sa pensée. De tels arguments ne frappent que ceux qui, d'avance, sont résolus à y souscrire.

*
* *

Poursuivons la série. Si Lichnowski a critiqué les complaisances de l'Allemagne pour l'Autriche, Lammasch a flétri l'assujettissement que l'Autriche a accepté à l'égard de l'Allemagne. Voilà donc au moins deux hommes, et dont l'autorité subsiste malgré tout, qui s'accordent à condamner l'alliance actuelle entre les deux Empires centraux.

Lammasch n'est pas, tel Lichnowski, un grand propriétaire, capable de dépenser sa fortune dans des missions à l'étranger, mais ce professeur de droit international n'apparaissait pas comme une individualité négligeable, et dont les propos pussent demeurer sans effet. En 1907, il représentait le gouvernement de Vienne à la conférence de La Haye, où il était le partenaire de Louis Renault. Membre de la Chambre des seigneurs, il tirait surtout son crédit de l'amitié que lui manifestait le jeune empereur Charles. Or il ne s'est pas borné à prononcer en février, dans l'assemblée aristocratique où il siège, un discours pour préconiser un arrangement franco-allemand sur l'Alsace-Lorraine, — discours qui a coïncidé avec un curieux article de la *Germania*, la gazette du centre catholique d'outre-Rhin, conçu dans le même sens. Il a adressé à son souverain un mémoire confidentiel, dont le secret a été mal gardé. On ne connaît pas tous les détails de ce document, mais on sait que Lammasch y parle des responsabilités de Guillaume II dans la guerre et recommande pour l'Autriche une attitude plus libre à l'égard de sa principale alliée, sinon une rupture totale. L'historien « officiel » Friedjung (il était officiel sous François-Joseph), l'a immédiatement accusé de trahison, tandis que les organes pangermanistes sommaient Charles Ier de briser tous rapports avec l'éminent juriste. Il semble que l'empereur n'ait pas cédé à cet ultimatum, et peut-être trouvera-t-on dans l'attitude de Lammasch une explication de la fameuse lettre au prince Sixte de Bourbon.

J'aurai à revenir sur les offres, que le monarque autrichien a faites à une ou à deux puissances de l'Entente en mars 1917, et qu'il a ensuite reniées. Il y a là un chapitre d'histoire d'une extrême importance, mais qu'on ne pourra aborder ici qu'après avoir rassemblé tous les documents nécessaires.

La phase des révélations, et sur les causes et sur le développement de la guerre, s'ouvre seulement. Les peuples peuvent et doivent s'attendre à toutes les surprises. Nous soupçonnons ou nous connaissons les méfaits imputables à l'absolutisme partout où il s'exerce, les crimes de la caste militaire prussienne, les fautes des bureaucraties routinières. En dépit des indiscrétions qui surgissent quotidiennement, parce que des consciences se réveillent un peu tard, nous ne sommes qu'au début d'une période nouvelle. Et les divulgations, qui s'accumulent, ne sauraient être sans effet sur les conditions de la paix future.

PAUL LOUIS.

LOUIS-PHILIPPE ET SES MINISTRES

Lettres inédites de Louis-Philippe, du comte d'Argout, du comte Molé, de Thiers et de Guizot.

Les documents intimes qui émanent des personnages en vue et appartenant à l'histoire ont toujours de l'intérêt pour le public. Ils ne servent pas seulement à faire la lumière sur les faits, mais encore à éclairer le caractère de ceux qui y prirent part, et, parfois, tel détail fourni sans apprêt et au courant de la plume nous renseigne mieux qu'un témoignage plus prétentieux sur la personnalité de celui qui est en question.

Mais de tels documents ne sont publiés que lorsque le temps a fait son œuvre et chassé le danger qu'il put y avoir à leur divulgation. Il serait périlleux de faire pénétrer trop tôt dans la collaboration intime qui existe entre un chef d'Etat et ses ministres successifs. Et pourtant, combien est nécessaire à l'établissement de la vérité historique la parfaite connaissance des rapports qui existèrent entre eux !

On voudrait aujourd'hui apporter quelque contribution à la démonstration du travail commun de Louis-Philippe et des plus éminents de ses ministres, et, ce faisant, placer sous leur véritable jour la nature de ces protagonistes divers et de leur action dans les affaires.

LOUIS-PHILIPPE.

Le caractère intime du roi a déjà fait l'objet de quelques publications. Le pillage des Tuileries et des châteaux royaux, aux journées de février 1848, a répandu dans le public des documents privés, qui, par essence, eussent dû demeurer plus longtemps ignorés de lui. La plus grande partie ont été insérés dans des publications tendancieuses et manifestement peu sympathiques à l'ancien roi des Français. Nous n'y insisterons pas. On en trouvera d'autres, mieux choisis et plus dignes de créance, dans le livre du marquis de Flers : *Le roi Louis-Philippe, vie anecdotique* (1773-1850) (Paris, 1891, in-8°). C'est un ensemble judicieux d'écrits et de portraits des d'Orléans, recueillis dans sa collection d'autographes par un auteur qui ne cache pas sa fidélité monarchique. Mais la bienveillance du sentiment n'y fait pas tort à l'esprit d'équité, et la sélection a été faite avec goût.

On y pourra joindre désormais, en attendant des pièces plus importantes, les deux billets suivants, adressés, l'un à la future reine Marie-Amélie, l'autre à la sœur de Louis-Philippe, Madame Adélaïde d'Orléans. Le premier billet, assez court, envoyé par Louis-Philippe à sa femme, est daté d'une heure historique. Marié à la fin de 1809 à une fille du roi des Deux-Siciles, le duc d'Orléans, exilé de France par la Révolution, y rentra en mai 1814, aussitôt que la monarchie légitime y fut restaurée.

Mais le retour inopiné de Bonaparte de l'île d'Elbe vint troubler, l'année suivante, la trop grande sécurité des Bourbons. Louis XVIII avait envoyé son frère, le comte d'Artois, et son cousin, le duc d'Orléans, essayer de s'opposer à la marche triomphale de l'Empereur. On sait combien la précaution fut vaine. Louis-Philippe s'en convainquit bien vite. C'est alors qu'il écrivit ce billet à sa femme, restée à Paris. On y verra qu'il est d'un ton plus familier et moins convenu que celui des princes de la famille royale dans leurs relations intimes.

Lyon, ce 9 mars 1815.

Cette lettre te sera remise, ma chère et bien chère amie, par Messieurs de Chabot et de Montmorency, qui veulent bien se charger de ramener mes voitures inutiles à Paris. Ils seront à tes ordres pour tout ce que tu voudras, et te diront le triste état des choses. Quant à moi, je me porte bien, et pense *sans trop te presser* à la sûreté de mon fils, s'il était dans le cas de partir à Bruxelles, et Chabot te servira bien. Je t'embrasse de toute mon âme, ma chère et bien aimée femme, ma bonne sœur et mes chers enfants. Il n'y a ici ni canons, ni fusils, ni poudre ! ! ! Aussi, faut-il bien s'en aller : il n'y a, ni ne peut y avoir, deux avis. Je t'embrasse encore de toute mon âme, *and the above mentioned*, et aussi ma mère et ma tante.

Le billet suivant est d'une date bien postérieure, puisque, lorsqu'il l'écrivit, Louis-Philippe était depuis douze ans roi des Français. Il l'envoie à sa sœur, Adélaïde d'Orléans, qui ne quitta guère son frère pendant toute leur existence et lui témoigna un dévouement si constant. On va voir comment le roi répondait à ces sentiments. Quand il écrit à sa sœur, ce vieillard de 69 ans trouve des mots d'une affection charmante et sait y mêler des souvenirs de leur commune jeunesse, un peu puérils peut-être, mais touchants.

Neuilly, mercredi 25 mai 1842, 2 midi et demi.

Ma chère amie, je n'ai même plus le temps, mais je le prends (avant été *closetted* pendant une heure et demie avec Guizot) de te dire que j'ai reçu ta bonne lettre du 23 et que je pars dans un quart d'heure, j'espère.

Tout est arrangé pour Fontainebleau le mardi 31 et le retour à Neuilly le jeudi 2 juin. Chartres et Nemours partiront le soir même ou le matin du 2 juin pour Mézières.

Je te remets des inscriptions composées par Trognon adaptées à toi et à la localité. Il dit que la grande inscription avec *Ci gist* et les vertus, les qualités, ne se mettent que là où sont les restes. Cela est fait comme à Versailles, avec cette différence qu'à Versailles, c'est moi, et à Randan, c'est toi.

Embrasse pour moi mes chers enfants, Clem., Joinv., Tone. Je crois que nous aurons vendredi 3 juin petit spectacle à Trianon (sans coucher, mais avec dîner préalable), en l'honneur de Clem. et de l'oncle paternel Gustave, Jean de Paris, et Jeannot et Colin.

Avez-vous connu Jeannette,
Avez-vous connu Jeannot?
L'un et l'autre était plus sot
Qu'un mouton qui paît l'herbette.

Je t'embrasse de tout mon cœur avec une plume neuve.

Il fait beau et le baromètre remonte.

Les lettres qui vont suivre désormais sont moins familières et non plus adressées à des parents. La première semble avoir été destinée à Casimir Périer, président du Conseil des ministres lorsqu'elle fut écrite. Après avoir voyagé en Normandie, le roi parcourait les départements de l'est pour y affermir son autorité, encore mal établie. On va voir les renseignements qu'il donne sur son action personnelle, dans cette lettre sincère, mais peu expansive, par comparaison avec celles qu'il écrira plus tard.

Metz, ce dimanche matin 12 juin 1831.

Je viens de recevoir votre lettre avec grand plaisir. Je vois — ce dont au reste j'étais persuadé — que votre opinion sur le nouvel incident de la Belgique est conforme à la mienne. Je crois qu'outre les dépêches du général Sebastiani, il sera bon que vous en écriviez confidentiellement à M. de Talleyrand, qui y peut beaucoup et qui me semble avoir erré en concourant au rappel déplorable et impolitique de lord Ponsonby. Il faut que cela soit réparé, et comme vous vous le proposez sagement, ne pas laisser de doutes ni d'incertitudes à M. de T. sur ce qu'il a à faire pour se conformer aux intentions et à la volonté bien arrêtée de mon gouvernement sur ce point important.

Je suis bien aise que vous soyiez content de ce que j'ai dit et fait à Vahuy. J'espère que vous ne le serez pas moins de ce que j'ai dit ici. Je crois avoir dit et fait ce que je devais.

Le défaut de temps m'empêche de vous expliquer pourquoi j'ai fait refaire l'ordonnance sur les chefs de légion ; mais M. d'Argout vous en écrit. Ce sont des choix si importants qu'on ne saurait trop les examiner, et je suis bien sûr que vous l'avez fait ; cependant, on ne peut jamais tout savoir, et, quand vous m'aurez renvoyé cela, je signerai en toute confiance, soyez-en bien persuadé, car j'en ai une bien grande en vous.

Je crois plus que jamais qu'il est bien important de ne pas interrompre mon voyage ; je le sens plus vivement chaque jour. Je regrette qu'il y ait de l'agitation dans Paris, et je l'attribue plus à l'affaire belge qu'à toute autre cause. Je suis bien tranquille pourtant à cet égard, et votre présence est pour moi un véritable gage de sécurité.

Le journal d'ici a voulu dénaturer tout ce que j'y ai dit et fait de la manière la plus insidieuse. Néanmoins, l'accueil qui m'y est fait s'est amélioré d'heure en heure et je puis dire qu'il est bien satisfaisant pour moi. En tout, mon voyage a un succès constant et complet et, sous ce rapport au moins, tout va admirablement. Je suis persuadé que l'affaire de la Belgique marchera de même, d'autant plus qu'on ne peut, pas plus qu'on ne le doit, agir sans nous, et que nous avons la force et la volonté de la faire bien aller.

Vous connaissez tous mes sentiments pour vous.

On voudrait mettre en évidence ici deux courts billets perdus dans le fatras de la correspondance politique de Louis-Philippe. C'est le compliment que fit le roi à Casimir Delavigne, à l'occasion du succès des *Enfants d'Edouard*. L'aspect de protecteur des lettres et des arts est celui sous lequel on voit le moins volontiers le roi-citoyen. Il le fut pourtant, mais dans la mesure où le destin le lui permit. Quoi qu'en dise le poète, les regards de Louis n'enfantèrent jamais des Corneille : tout au plus, purent-ils les encourager. Et la monarchie de juillet fut surtout favorable à des artistes à sa taille. Casimir Delavigne fut un de ceux-là, et il ne s'en montra pas ingrat.

Neuilly, samedi soir à minuit, 18 mai 1833.

J'apprends avec grand plaisir, mon cher Casimir, le succès de votre pièce, et je ne veux pas me coucher sans vous en avoir fait mon compliment. Vous savez combien j'ai toujours joui de ceux que vous avez si souvent obtenus, mais je jouis doublement de celui-ci, et je vous en félicite de tout mon cœur. Il vous vaudra une bonne nuit, et à moi aussi.

Bon soir. L. P.

C'est un peu ce qu'on pourrait appeler un com-

[illegible] en bonnet de coton. Casimir ne s'y montra pas insensible et il répondit aussitôt.

Sire, votre lettre m'a touché jusqu'au fond de l'âme. Permettez-moi d'aller à Neuilly dans la journée vous remercier d'un succès que je vous dois doublement. Je me sens le besoin d'épancher auprès de vous tous les sentiments d'un cœur plein de joie et de reconnaissance.

CASIMIR DELAVIGNE.

L'action de grâces est bien du même style que la félicitation.

Après cela, nous retombons dans la politique : c'est une lettre du roi qui nous y ramène. Le 24 février 1838, il écrit au comte Molé, chef d'un cabinet qui durait depuis le mois d'avril de l'année précédente et était en butte à la coalition de Thiers et de Guizot. Mieux que personne, Louis-Philippe connaît ces efforts combinés et il y fait allusion aux relations confidentielles qu'on l'accuse d'entretenir avec Guizot.

Samedi, 24 février 1838.

Mon cher comte, je ne reviendrai pas avec vous sur les questions de cabinet, puisque vous connaissez parfaitement mon opinion sur le peu d'avantages qui en résultent et sur les embarras immenses qu'elles peuvent susciter. Il me paraît que le succès est assuré cette fois, et je me réjouis avec vous de ce succès du meilleur de mon cœur.

Mais ce qui m'afflige particulièrement, mon cher comte, et que je ne veux pas vous cacher, c'est la facilité avec laquelle vous accueillez tout ce qu'on m'attribue. Je n'ai vu ni parlé à M. Guizot depuis six semaines. Depuis au moins quinze jours, je n'avais vu le comte d'Appony (qui est venu hier au soir) que dans les bals et concerts où je n'avais point causé avec lui. Je ne leur avais donc ni parlé, ni même pu parler, à l'un ou à l'autre, de la question de cabinet, ni de rien de ce qui s'y rattachait.

Vous concevrez, mon cher comte, qu'il me soit pénible d'avoir à vous donner de telles explications et que je croyais pouvoir me flatter qu'elles auraient été inutiles entre nous. Cependant, j'en ajouterai encore une : c'est que jusqu'à hier au soir, où le comte d'Appony m'a dit que vous lui aviez parlé hier matin de la question de cabinet, je n'en avais parlé qu'à vous et à vos collègues, et que, sauf les intimes de ma famille, je n'ai eu de conversation sur ce sujet *avec qui que ce soit*.

J'espère au moins, mon cher comte, que ces explications dissiperont pour toujours de pareils nuages et vous rendront toute la confiance que je crois avoir droit de réclamer de votre part. Vous savez que la mienne en vous est entière et que vous devez toujours compter de même sur ma sincère et constante amitié pour vous.

Je vais faire convoquer le Conseil comme vous me le demandez, pour demain dimanche à trois heures précises. Je serai charmé que vous veniez me voir auparavant, et, pour moi, le plus tôt sera le mieux, car, après ceci, je suis encore plus impatient. Je n'aime pas plus à rien conserver sur le cœur envers mes amis, qu'à leur rien laisser de semblable envers moi.

La lettre ci-dessous, du 11 juillet 1838, est adressée au comte de Salvandy, alors ministre de l'Instruction publique, dans le cabinet Molé, et a trait à la visite que les Chambres firent après la clôture de leur session, le 12 juillet 1838, au roi à Versailles. Auparavant, cette cérémonie avait une certaine solennité. Louis-Philippe y fait allusion et y veut moins d'apparat. Il explique comment il entend que les choses se passent dans la circonstance.

Neuilly, mercredi 11 juillet 1838.

Mon cher ministre, je suis enchanté de cet arrangement. Ce cortège, moins brillant sans doute que celui du Parlement, se rendant à Versailles, *les Chambres assemblées et Messieurs en habits*, sera une visite beaucoup plus satisfaisante pour le Monarque du jour que les autres ne l'étaient ordinairement pour ses prédécesseurs. J'ai envoyé à Versailles les ordres que vous désirez, et, quant au dîner sur l'herbe, s'il ne pleut pas, les bains d'Apollon, jardin fermé, belle pelouse, grands arbres, beaux ombrages, et, s'il pleut, l'Orangerie.

Quant à moi, vous savez que je vais demain aux Tuileries à onze heures et demie pour le Conseil, qui sera sûrement terminé à deux heures, et alors je partirai pour Versailles, où je désire que mon arrivée soit aussi imprévue que faire se pourra et où je serai enchanté de me trouver au milieu des joies de cette bonne jeunesse.

Si vous pouvez vous tirer à temps de la clôture, je serai charmé que vous y veniez avec moi, et je vous en ramènerai pour dîner avec nous à Neuilly. Je crois que vous pouvez arranger cela et cela me fera grand plaisir.

Bonjour, mon cher ministre.

Les lettres inédites du roi des Français que nous avions à produire s'achèvent sur ce témoignage de sa bonhomie. N'est-ce pas la fin la plus naturelle des confidences d'un monarque qui ne passa jamais ni pour somptueux, ni pour prodigue, mais fit son office honnêtement et sans prétention ?

LE COMTE D'ARGOUT.

Antoine-Maurice-Apollinaire, comte d'Argout, fut de ces hommes politiques qui se rallièrent assez vite à la Monarchie de juillet, après avoir servi du même cœur l'Empire et la Restauration. Il fut le ministre de Louis-Philippe dès le 27 novembre 1830, et le demeura, sous des titres assez divers, jusqu'en novembre 1836. C'est dans un de ces postes qu'il eut comme collaborateurs plus ou moins immédiats Mérimée et Stendhal, dont la correspondance se gausse maintes fois d'*Apollinaire*, des dimensions de son nez et de son manque de perspicacité.

Depuis le 1er janvier 1833, le comte d'Argout était ministre de l'Intérieur et des Cultes, et c'est sous son administration que la duchesse de Berri, prisonnière à Blaye, dut avouer son mariage secret. Les *carlistes*, comme on disait alors, ne pardonnèrent pas au comte d'Argout cette mesure, qui raffermit au contraire la situation de la Monarchie de juillet. A la fin d'août, le roi alla voyager en Normandie, où il reçut un accueil enthousiaste, et c'est au cours de ce voyage que le comte d'Argout lui adressa la lettre ci-dessous :

Sire, la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire m'est parvenue aujourd'hui à six heures du soir. Les intentions du roi avaient été devancées. Le duc de Broglie a écrit ce matin à Vienne, à Turin et à Rome de la manière la plus ferme et la plus nette. Il a fait de plus venir M. de Hugel, et il l'a invité à faire connaître par la voie la plus prompte au duc de Modène que si madame la duchesse de Berri s'arrêtait à Massa, nous irions l'y chercher. Il est impossible d'agir plus vite et mieux que ne l'a fait le duc de Broglie. Je crains, du reste, que le roi de Naples n'ait été peu sincère dans les protestations qu'il a adressées à Sa Majesté la reine. La vérité est que madame la duchesse de Berri a été bien reçue à Naples, beaucoup mieux même qu'elle ne l'avait été en 1831. Si le roi de Naples eut notifié d'une manière ferme à sa sœur qu'il entendait qu'elle restât en Sicile, elle y serait restée. Au surplus, si on veut la retenir à Prague, j'aime tout autant qu'elle y reste qu'à Palerme : les communications avec le midi de la France sont plus difficiles.

Les carlistes méditent très certainement quelque chose pour la fin de septembre. Ils seront écrasés, mais toute tentative dans les provinces de l'Ouest aura toujours l'inconvénient de retarder la pacification de ces contrées.

En attendant, on recrute à Paris pour Dom Miguel, ou plutôt pour le général Bourmont. Un de mes agents a été enrôlé aujourd'hui par M. le comte de La Tour du Pin. Le fameux Lamoussaerie, du Morbihan, a été reconnu à bord d'un brick anglais qui est parti de Jersey pour le Portugal.

La duchesse de Bragance est partie. Un de mes meilleurs agents la suit. Je ne puis avoir réponse du Havre que demain. Je ne me suis pas borné à écrire au sous-préfet; je me suis également adressé à M. Foudras, qui prend les bains de mer au Havre et qui nous rendra bon compte de tout ce qui se passera dans cette ville. Mais j'avoue que j'ai grand crève-cœur en songeant que le duc de Leuchtemberg s'embarquera paisiblement avec la reine Dona Maria, et qu'il aura les plus favorables chances pour terminer un mariage dont les conséquences peuvent allumer une guerre entre le Portugal et l'Espagne.

Tout continue à être parfaitement tranquille à Paris. Cent cinquante ouvriers carlistes s'étaient donné hier rendez-vous chez un traiteur pour fêter la saint Louis. Une simple défense d'un commissaire de police a fait supprimer le banquet.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur.

C. D'ARGOUT.

27 août (1833), onze heures du soir.

La lettre qui suit n'est postérieure que d'un jour à celle qui précède. On ne saurait donc s'étonner qu'il y soit question des mêmes événements.

Sire, les succès du roi ont un grand retentissement dans Paris, et ce retentissement s'étendra dans toute la France et en Europe. Les ennemis de Votre Majesté en sont singulièrement déconcertés ; ils ont tant répété que la popularité du roi ne s'étendait pas au-delà de la banlieue de Paris qu'ils ont à subir la honte du plus éclatant démenti. Le reste du voyage sera également une suite de triomphes. Ce n'est pas que les républicains ne continuent à envoyer des émissaires, mais ils perdent leur argent et leur temps. Je n'entretiendrai pas le roi d'une petite querelle entre le conseil municipal de Saint-Lô et les souscripteurs du bal, ni de misérables picoteries qui ont lieu à Granville et à Valognes. Le roi entraînera tout par sa présence, comme il le fait toujours. Il n'aura pas même besoin du temps de galop qui a eu tant de succès sur l'esplanade de Metz en 1831.

Le duc de Broglie n'a eu aucune nouvelle quelconque du Portugal aujourd'hui. On a toujours des inquiétudes sur les affaires de Dom Pedro. On craint que son imprudence ne soit plus puissante

que la force de sa position. Il ne m'est rien parvenu du Havre depuis le courrier de ce matin.

Nous ne savons rien non plus des intentions de M. de Talleyrand ; je ne crois pas qu'il ait envie de renoncer sérieusement à son ambassade.

J'ai l'honneur de transmettre au roi une longue lettre, ou plutôt un journal, de M. de B. Le désir de se vendre est plus fortement marqué que dans sa correspondance précédente. Tout en répétant les mêmes infamies, il commence d'un autre côté à parler des carlistes comme ils le méritent. Je cherche les moyens de le faire arriver près de moi. Il pourrait devenir un bon instrument pour transmettre à M. de Metternich beaucoup de choses qui ne peuvent prendre place dans une correspondance diplomatique. Au fond, c'est un grand misérable, et je suis étonné qu'on lui permette de mettre le pied dans un salon.

J'ai eu l'honneur de faire ma cour hier et ce matin à Sa Majesté la reine et à Mme Adélaïde. La reine est en parfaite santé et s'occupait des préparatifs de son départ. Madame était un peu souffrante d'un rhumatisme à la tête ; son indisposition n'a rien de grave.

Tout est parfaitement tranquille à Paris.

J'ai vu le député Baillot qui revient de Suisse. Il m'a donné d'assez bonnes nouvelles de ce pays-là. Il est dans le ravissement de la croix que le roi a bien voulu lui donner.

Je ne me souviens pas si j'ai mandé au roi que j'avais eu hier la visite de M. Deneux. Il m'a parlé brièvement et avec sécheresse de la duchesse de Berri, contre laquelle il me paraît avoir une profonde rancune. En revanche, il s'est très longuement étendu sur sa mésaventure dans les marais pontins ; il aurait eu grande envie de faire résistance contre les quatre bandits qui ont arrêté sa voiture, mais, toute réflexion faite, il s'est laissé dépouiller de sa montre et de tout son argent. Il a terminé ce lamentable récit par quelques *traits* sur la justice qu'il y aurait à porter un peu en compte le chapitre des bandits dans sa liquidation finale. J'attendrai à cet égard que le roi m'ait fait connaître ses intentions. Comme je vois Deneux assez irrité contre la duchesse de Berri, il serait peut-être utile de l'attacher au gouvernement par une libéralité opportune. Je présume, du reste, que si madame la duchesse de Berri avait encore besoin de ses services, il ne serait pas aussi prompt à se rendre à l'appel.

Je suis avec le plus profond respect, sire, de Votre Majesté, le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur.

C. D'ARGOUT.

28 août (1833), onze heures du soir.

Le docteur Deneux était le médecin qui avait accouché la duchesse de Berri à Blaye et qui l'accompagna à Naples, quand elle fut libérée.

Au contraire, la troisième lettre du comte d'Argout, quoique ne portant pas plus de date que les précédentes, doit remonter au mois de septembre 1833. On y trouve le même état d'esprit, et comme une suite des pensées qui ont été exprimées déjà.

Sire, j'ai reçu ce matin le billet que Votre Majesté a daigné m'écrire. L'enthousiasme que sa présence excite toujours et partout ne pouvait se démentir dans le voyage de Fontainebleau. Je viens d'écrire pour la revue d'Essonne, conformément aux intentions du roi. M. de Salvandy a demandé ou doit demander une croix. Je prie le roi de ne pas s'engager avant de m'avoir entendu. Il y a là dedans une difficulté électorale dont il faut que le roi soit averti.

Thiers a écrit ce matin à Votre Majesté. Il part aujourd'hui à quatre heures. Il dira au roi combien nous sommes satisfaits des dispositions de nos collègues pour le maréchal (Soult). M. le duc de Broglie disait hier à M. Pasquier que le jour où le maréchal quitterait, il quitterait pareillement le ministère, et les paroles du duc de Broglie sont sérieuses. Je demande pardon au roi de la franchise avec laquelle je lui ai écrit hier au soir, mais je suis profondément pénétré de tout ce que j'ai eu l'honneur de lui mander.

La correspondance reçue aujourd'hui est très satisfaisante. Les troubles de Cette sont apaisés. Les carlistes de Marseille se tiendront parfaitement tranquilles à la fin de septembre ; ils ajournent leurs projets au retour du voyage de Mme la duchesse de Berri, du voyage qu'elle vient d'entreprendre pour Prague. Lyon est calme : un charivari que les républicains voulaient donner à M. Prunelle n'a pu s'organiser. J'ai de très bonnes nouvelles de l'Ouest. En tout, tout va bien.

J'ai vu l'abbé Cazanelli ; il accepte l'évêché de Corse. Il a fait quelques façons, mais je lui ai dit que le roi l'ordonnait et il s'est soumis. Je suis bien aise de l'avoir déterminé, car, s'il eut persisté dans son refus, je ne sais comment on aurait pu trouver un évêque convenable pour ce pays-là.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur et sujet.

C. D'ARGOUT.

Dimanche, midi (1833).

Telle était la façon, déférente et empressée, dont le comte d'Argout traitait le roi. Celui-ci, d'ailleurs, y était sensible, d'autant plus que bien des

gens, et non des moindres, affectaient trop de manquer de courtoisie avec lui. A défaut d'autre mérite, — et il n'en manque pas, — le comte d'Argout eut celui de savoir allier la bonne éducation à la sincérité, et, sans doute, est-ce là ce qui servit le mieux à le faire valoir auprès du roi, qui recourut si souvent à ses services, pendant les premières années du règne, et lui confia ensuite les hautes fonctions de gouverneur de la Banque de France.

(*A suivre.*) PAUL BONNELON.

TROIS ANNÉES (1)

La niania monta dans la chambre de la mourante, et, après avoir jeté sur elle un coup d'œil, lui plaça dans la main un cierge allumé.

Sacha, épouvantée, se démenait et suppliait, sans savoir même qui, d'aller chercher son père ; puis elle se couvrit hâtivement d'un paletot et d'un fichu, et s'élança dans la rue.

Par les domestiques, elle savait que son père avait une autre femme et deux autres fillettes, avec lesquelles il vivait dans la rue Bazarnaïa. Une fois dehors, elle prit à gauche, courant, pleurant, s'effrayant des inconnus qu'elle croisait, s'enfonçant dans la neige et glacée de partout.

Elle rencontre un fiacre, mais ne le hèle point il pourrait l'emmener hors de la ville, l'y dévaliser, la jeter dans un cimetière (les domestiques avaient raconté une histoire de ce genre). Elle marche donc, elle marche toujours, à perdre haleine, et ne cesse de sangloter. Dans la rue Bazarnaïa, elle s'enquiert de la maison habitée par M. Panaourov. Une femme qu'elle ne connaît pas lui donne de longues explications à ce sujet, mais, voyant que la fillette n'y comprend rien, la saisit par la main et la conduit près d'une maison à un étage avec un perron. La porte d'entrée n'était pas fermée ; Sacha traverse en courant un vestibule, puis un couloir, et arrive enfin dans une chambre chaude et claire, où elle voit, réunis autour du samovar, son père, une dame et deux petites filles. Mais elle est incapable de prononcer un seul mot, et ne fait que sangloter.

Panaourov comprend :

— Maman n'est pas bien, sans doute ? Dis, ma petite fille, maman n'est pas bien ?...

Il manifeste une réelle inquiétude et envoie chercher un fiacre.

Quand Sacha et lui arrivèrent à la maison de la malade, ils trouvèrent Nina Panacurov assise sur le lit, entourée de coussins, un cierge à la main. Sa figure avait pris une couleur terreuse et ses paupières étaient déjà closes.

Dans la chambre se trouvaient, pressés contre la porte, la niania, la cuisinière, la bonne, le cocher Prokofi, plus quelques hommes et femmes du peuple que personne ne connaissait. La niania donnait des ordres à voix basse, mais on ne la comprenait pas. Dans un coin de la chambre, près d'une fenêtre, se tenait Lyda, pâle, mal réveillée, et regardant sa mère de son air sérieux.

Panaourov saisit le cierge dans la main de Nina et, avec une grimace dégoûtée, le jeta sur la commode.

— C'est horrible, — dit-il, et ses épaules frissonnèrent. — Ninia, tu devrais te coucher, — ajouta Panaourov avec douceur. — Couche-toi, ma chérie.

Elle regarda son mari et ne le reconnut pas... On la coucha sur le dos.

Lorsque le prêtre et le docteur Bélavine arrivèrent, les domestiques se signaient déjà pieusement, et rappelaient en chuchotant les faits et gestes de la morte.

— Voilà, voilà ce que c'est... — dit le médecin, pensif, en passant de la chambre mortuaire dans le salon. — Elle était encore jeune, cependant, elle n'avait pas quarante ans.

Les deux enfants sanglotaient bruyamment, éperdûment. Panaourov, pâle, les yeux humides, s'approcha du médecin et, d'une voix faible et languissante :

— Mon cher, rendez-moi donc le service d'envoyer à Moscou une dépêche pour aviser mon beau-frère Laptev. Moi je suis complètement incapable, en ce moment, de quoi que ce soit.

Le docteur trouva de l'encre, et rédigea le télégramme suivant pour sa fille :

Mme Panaourov, décédée 8 heures soir. Dis à ton mari : dans rue Dvorianskaïa, maison à vendre avec neuf mille roubles à consigner ; enchères fixées au 12. Conseille profiter occasion.

IX

Laptev habitait une des petites rues donnant sur la rue Dmitrovka. Outre la grande maison qu'il occupait lui-même, il louait encore un pavillon situé dans la cour, à l'usage de son ami Kotchevoï, avocat tagiaire, que tous les Laptev appelaient simplement Kostia, car il avait grandi sous leurs yeux. Vis-à-vis de ce pavillon, il s'en trouvait un autre pareil, où demeurait une famille fran-

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 5, 6, 7, 1918.

çaise composée du mari, de la femme et de cinq filles.

Il faisait un froid de vingt degrés. Les vitres des fenêtres étaient couvertes de givre. A son lever, Kostia, l'air inquiet, absorba quinze gouttes de quelque médecine, puis, ayant pris dans son armoire deux haltères, il se mit à faire de la gymnastique. Il était grand, très maigre, avec de longues moustaches roussâtres ; mais, le trait le plus notable de son physique, c'étaient ses jambes extraordinairement longues.

Pierre, un moujik d'un certain âge, en veston, en pantalon de calicot, dont le bas disparaissait dans ses grandes bottes, apporta le samovar et prépara le thé.

— Il fait très beau temps aujourd'hui, Constantin Ivanovitch, — annonça-t-il.

— Oui, il fait beau ; c'est dommage, mon ami, que notre vie ne soit pas aussi belle.

Par politesse, Pierre soupira.

— Comment vont les fillettes ? — demanda Kotchevoï.

— M. Laptev est occupé à les faire travailler, car le prêtre n'est pas encore là.

Kostia trouva sur un carreau une place où il n'y avait pas de givre. Il prit une lorgnette et se mit à regarder les croisées du pavillon habité par les Français.

— On n'y voit rien, dit-il.

En ce moment, à l'étage au-dessous, Alexis montrait leur Histoire Sainte à Sacha et à Lyda.

Il y avait déjà un mois et demi que les deux fillettes avaient été amenées à Moscou, et habitaient l'étage inférieur du pavillon, avec leur gouvernante. Trois fois par semaine venaient chez elles, pour les faire travailler, un instituteur de l'école communale et un prêtre. Sacha en était au Nouveau Testament et Lyda venait de commencer l'Ancien. A la dernière leçon, le prêtre lui avait donné à repasser toute son histoire sainte jusqu'au patriarche Abraham.

— Donc, Adam et Ève avaient deux fils, — dit Laptev. — Très bien. Mais comment se nommaient-ils ? Rappelle-toi un peu...

Lyda, l'air sérieux, comme par le passé, regardait la table et se taisait, remuant seulement les lèvres. Sacha, l'aînée, observait sa petite sœur et se tourmentait pour elle.

— Mais tu le sais bien, tu le sais très bien ; seulement tu te troubles, il ne faut pas te troubler, — dit Laptev. — Eh bien ! comment s'appelaient-ils, les fils d'Adam ?

— Abel et Cabel, — murmura Lyda.

— Caïn et Abel, — corrigea Laptev.

Une grosse larme glissa sur la joue de Lyda et tomba sur son livre. Sacha baissa les yeux et devint rouge, prête elle-même à fondre en pleurs. Alexis, de pitié, ne pouvait plus dire une parole : il avait le cœur serré. Il se leva et alluma une cigarette.

A ce moment descendit Kostia Kotchevoï, un journal à la main. Les fillettes se levèrent et, sans le regarder, lui firent une révérence.

— Pour Dieu, Kostia, faites-les donc travailler vous, — lui dit Laptev, — moi j'ai peur de me mettre à pleurer avec elles : et puis je n'ai pas le temps aujourd'hui, je dois encore passer au hangar avant le déjeuner.

— Bien.

Alexis partit. Kostia, l'air grave, renfrogné, s'assit près de la table et s'empara de l'Histoire Sainte.

— Eh bien ? — dit-il, — qu'est-ce que vous apprenez, là-dedans ?

— Elle sait très bien son déluge, — répondit vivement Sacha.

— Ah ! elle sait très bien son déluge ! Bon, bon... Eh bien ! raconte-moi ton déluge.

Kostia parcourut des yeux la brève description du déluge et dit :

— Je dois vous faire observer qu'un déluge comme celui qui est décrit ici, n'a jamais existé. Et il n'y a jamais eu de Noé. Il y eut tout simplement, sur la terre, plusieurs milliers d'années avant Jésus-Christ, une inondation extraordinaire. Il n'en est pas seulement parlé dans la Bible des Hébreux, mais encore dans plusieurs livres d'autres peuples anciens, tels que les Grecs, les Chaldéens, les Hindous. Mais si forte que fût l'inondation, elle ne pouvait noyer toute la terre. Elle submergea les plaines, mais non pas les montagnes, voyons... Vous pouvez lire cet ouvrage, mais ne croyez pas trop à tout ce qu'il raconte.

De nouveau des pleurs mouillèrent les yeux de Lyda : elle se détourna, et tout à coup sanglota si éperdûment, que Kostia eut un frisson et se leva, très ému.

— Je veux retourner chez nous, — dit la petite, — chez papa et chez niania.

Sacha fondit en larmes, elle aussi. Kostia monta chez lui et appela Julia au téléphone.

— Les petites pleurent encore, — lui dit-il ; — je ne sais plus que faire.

De la grande maison accourut Julia, vêtue seulement de sa robe et d'un fichu de laine, et toute glacée encore par l'air vif du dehors, elle s'efforça de consoler ses petites nièces.

— Croyez-moi, croyez-moi, — leur disait-elle d'une voix suppliante, en les serrant tour à tour dans ses bras : — papa sûrement arrivera aujour-

hui ; il a télégraphié qu'il serait là ce soir. Votre ouvre maman..., vous ne pouvez pas l'oublier, oi non plus, et mon cœur se déchire quand je ense à elle : mais qu'y faire ? Que peut-on con- e Dieu ?....

Quand les deux fillettes eurent cessé de pleurer, ulia les enveloppa chaudement dans leurs peliss et les emmena faire un tour en traîneau. abord on passa par la rue Dmitroska, puis on gna la rue Tverskaïa. Devant la chapelle de la ierge d'Ibérie, on s'arrêta pour aller s'agenouiller et déposer des cierges allumés devant l'icône. En retournant, on entra chez le confiseur Filipov où l'on prit des gâteaux.

On dînait chez Laptev à deux heures. C'est ierre qui servait à table. Ce Pierre effectuait utes sortes de besognes. C'est lui qui allait à poste, au hangar, et aussi au tribunal quand ostia l'y envoyait porter ou chercher quelque ose ; le soir, il confectionnait des cigarettes pour n maître, et la nuit, c'était lui encore qui ouvrait la porte d'entrée quand on sonnait. A quatre eures du matin, il était déjà debout, et allumait feu dans les poêles : personne ne savait à quels oments il dormait. Il adorait déboucher des bouteilles d'eau de Seltz, et il s'acquittait de cet office vec une aisance remarquable, sans bruit et sans erser une seule goutte.

— Que Dieu nous soit en aide ! psalmodia Kosta en avalant un petit verre d'eau-de-vie avant l'attaquer le potage.

Dans les premiers temps, Kostia déplaisait quelque peu à Julia. Sa voix de basse, ses expressions triviales, telles que : « il l'a f..... à la porte », « Il lui a tapé sur la g..... », — « c'est de la ochonnerie », — « arrange-nous donc un petit amovar », etc., sa manie de choquer son verre vec ceux des autres, et de psalmodier des litaies en vidant le sien, — tout cela paraissait fort rossier à Mme Laptev. Mais quand elle connut ieux le jeune homme, elle se sentit parfaitement son aise. Kostia était franc, causait volontiers vec elle, à mi-voix, le soir, et même lui donnait lire des romans de son crû, dont il faisait mystère même à ses meilleurs amis, tels que Yartevff et Laytev. Julia lisait les romans et pour ne as le peiner, lui en disait du bien. Lui était ravi, ar il espérait devenir un écrivain réputé. Dans es romans, il décrivait la vie de campagne et de château, quoiqu'il vît la campagne assez rarement qu'il eut visité un seul château dans sa vie, ors qu'il se trouvait en province pour un procès. Il évitait de parler d'amour dans ses ouvrages, omme par un sentiment de pudeur, mais il y prodiguait les descriptions de la nature, et employait volontiers des locutions comme celles-ci : « Les contours capricieux des montagnes », — « les formes bizarres des nuages », — « l'harmonie d'accords mystérieux »... Dans les revues et chez les éditeurs, on n'avait jamais voulu de ses œuvres, ce qu'il expliquait par les rigueurs de la censure.

La profession d'avocat lui plaisait assez : pourtant, il considérait comme son vrai métier la composition de ses romans. Il se croyait doué d'une fine nature d'artiste, et l'art l'avait toujours attiré. Sans avoir de voix ni d'oreille, sans jouer d'aucun instrument, il suivait tous les concerts philharmoniques ou symphoniques, organisait des soirées musicales, dans un but charitable, se liait avec des chanteurs...

A table on causa.

— C'est bizarre, — dit Laptev, — mon frère vient encore de me stupéfier ce matin. « Il faut, — m'a-t-il déclaré, — nous renseigner exactement sur la date du centenaire de notre maison, afin de solliciter pour nous un titre de noblesse. » Et il me le déclarait le plus sérieusement du monde. Que se passe-t-il en lui ? Vraiment je commence à être fort inquiet.

On parlait de Fédor, et de la manie qu'il avait en ce moment, de jouer un rôle. Ainsi le même Fédor cherchait à se donner l'apparence d'un simple marchand, quoique il ne le fût plus en réalité : mais quand l'instituteur de l'école dont le vieux Laptev était le mécène venait le voir, Fédor changeait de voix et d'allure et prenait avec cet humble des airs d'importance.

Après dîner, pour tuer le temps, on passa dans le cabinet. La conversation roula sur les poètes décadents, sur la *Jeanne d'Arc* de Schiller, et Kosta en récita un monologue entier. Il lui semblait qu'il imitait, avec bonheur, la grande artiste Yermolov.

Puis on s'installa pour le whist.

Les deux fillettes n'étaient pas rentrées chez elles dans le pavillon. Elles se tenaient là, dans le cabinet de Laptev, assises dans le même fauteuil, pâles et tristes, prêtant l'oreille aux bruits de la rue, et guettant l'arrivée de leur père. Le soir, qu'il y eût de la lumière ou non, elles éprouvaient de l'angoisse. Les conversations pendant le whist, les pas de Pierre, le pétillement des flammes dans la cheminée, tout les énervait ; elles n'avaient pas envie de regarder le feu, elles n'avaient même plus envie de pleurer, mais elles étaient rongées par l'inquiétude et avaient comme un poids sur le cœur. Elles ne comprenaient pas comment on pouvait causer, comment on pouvait rire autour d'elles, quand maman était morte.

— Qu'avez-vous donc vu aujourd'hui dans votre torgnette ? — demanda Mme Laptev à Kostia.

— Aujourd'hui, rien. Mais hier, c'était le Français lui-même qui prenait son bain.

A sept heures, Julia et Kostia partirent pour le théâtre. Laptev demeura seul avec les petites filles.

— Votre papa devrait déjà être là, — disait-il en tirant de temps en temps sa montre. — Le train aura eu du retard.

Sacha et Lyda, dans leur fauteuil, étaient serrées l'une contre l'autre comme deux petites bêtes qui auraient froid. Alexis marchait dans l'appartement et consultait sa montre avec impatience.

Le silence régnait dans la maison, mais voici que, vers neuf heures, un coup de sonnette retentit, Pierre alla ouvrir.

En entendant la voix bien connue de leur père, les petites poussèrent un cri, et avec des sanglots, se précipitèrent dans l'antichambre. Panaourov était là, enveloppé d'une pelisse luxueuse ; sa barbe et sa moustache étaient blanches de givre.

— Tout à l'heure, tout à l'heure, — murmurait-il, pendant que Sacha et Lyda, sanglotant et riant à la fois, embrassaient les mains froides, le bonnet, la pelisse de leur père.

Beau, langoureux, gâté par l'affection des siens, il caressa nonchalamment les fillettes ; puis il pénétra dans le cabinet de Laptev et dit en se frottant les mains :

— Je ne resterai pas longtemps chez vous, mes amis ; demain je m'en vais à Pétersbourg. On m'a promis un emploi dans une autre ville.

Il était descendu à l'hôtel de Dresde, l'un des plus luxueux de Moscou.

X

Chez les Laptev fréquentait beaucoup Ivan Gavrilitch Yartzev, un homme robuste et corpulent, aux cheveux noirs, à la physionomie intelligente et agréable. Il avait la réputation d'un bel homme, mais depuis quelque temps, il engraissait et cela nuisait à son visage et à sa silhouette. Ce qui lui gâtait aussi la figure, c'était qu'il portait ses cheveux ras.

Il avait jadis été le condisciple des frères Laptev à l'Université, où il étudiait la philologie. Puis il suivit les cours de sciences naturelles et devint docteur en chimie.

Il ne comptait pas obtenir une chaire à la Faculté ; il se contentait pour le moment d'enseigner la physique et l'histoire naturelle dans un lycée de garçons et deux lycées de jeunes filles. Il était enthousiasmé de ses élèves, surtout des jeunes filles, et déclarait que la génération qui grandissait là, était vraiment une génération remarquable. En dehors de la chimie, il s'occupait encore chez lui de sociologie et d'histoire de Russie. Il publiait dans les journaux et dans les revues des articles signés de son initiale Y. Il discourait de la botanique ou de la zoologie, en historien et de l'histoire en naturaliste.

On voyait souvent chez Laptev un certain Kisch ; on le surnommait l'éternel étudiant. Il avait passé trois années à la Faculté de Médecine, puis il s'était mis à étudier les mathématiques, et il redoublait régulièrement chaque année. Son père, un pharmacien de province, lui envoyait quarante roubles par mois, et sa mère lui en faisait parvenir dix autres en cachette de son mari.

Cet argent lui suffisait pour toutes ses dépenses ordinaires, et même pour certaines dépenses de luxe : pelisse au col de castor, gants, parfums et photographies (il se faisait souvent photographier et distribuait ses portraits à ses amis). Propret, un tantinet chauve, avec de petits favoris près des oreilles, modeste, il semblait toujours prêt à vous rendre service. Il passait la journée à courir pour les autres, faisait circuler une liste de souscriptions, se gelait dès le matin devant un guichet de théâtre, afin d'acheter un billet pour une dame de ses amies, et commandait pour tel ou tel une couronne ou un bouquet.

Tout le temps, c'était la même antienne : « Kisch ira chercher cela..., Kisch ira faire cela..., Kisch ira dire cela... » Souvent il s'acquittait plutôt mal de ces commissions. Alors on l'accablait de reproches, et l'on oubliait parfois de lui rembourser l'argent qu'il avait dépensé pour autrui. Il ne disait rien, et dans les circonstances les plus difficiles se bornait à soupirer. Il n'était jamais ni trop gai, ni triste à l'excès ; il parlait longuement et d'une manière ennuyeuse ; pourtant ses mots d'esprit ne manquaient jamais de provoquer le rire, mais uniquement parce qu'ils n'avaient rien de spirituel. C'est ainsi qu'il dit un jour à Pierre, en manière de plaisanterie :

— Pierre, tu n'es pas un esturgeon.

Ce fut une hilarité générale. Lui-même en rit pendant longtemps, ravi d'avoir si bien réussi. Aux obsèques des professeurs, il marchait devant le convoi.

Yartzev et Kisch venaient ordinairement le soir pour le thé. Si les maîtres de la maison n'allaient pas au théâtre ou au concert, les conversations, autour de la table à thé, se prolongeaient souvent jusqu'au souper.

Un soir de février, dans la salle à manger des Laptev, on causait d'art.

— Une œuvre d'art n'a d'importance et d'utilité que si elle s'inspire de quelque grave problème social, — soutenait Kostia, en regardant Yartzev avec irritation. — Si l'auteur veut protester contre l'esclavage, ou s'attaquer au beau monde avec ses banalités, je prétends que son œuvre sera intéressante et utile. Mais les romans et les nouvelles où il n'y a que des : ah ! et des : oh ! des « Elle l'aima » et des « Il cessa de l'aimer », — de tels ouvrages ne valent rien, et que le diable les emporte !...

— Je suis de votre avis, Constantin Ivanovitch, — acquiesça Julia —: parmi les auteurs, l'un vous décrira un rendez-vous d'amour, l'autre une trahison, le troisième une nouvelle rencontre après une séparation. N'y a-t-il donc point d'autres sujets ? Il existe un grand nombre de gens malades, malheureux, accablés par la misère, que de pareilles lectures doivent dégoûter.

Alexis éprouva un sentiment désagréable en entendant sa femme, une jeune femme qui n'avait pas encore vingt-deux ans, parler si gravement et si froidement de l'amour. Il devinait pourquoi elle en parlait ainsi.

— Si la poésie ne résoud point les problèmes qui seuls vous intéressent, — répliqua Yartzev, — eh bien ! lisez les ouvrages de technologie, de droit public ou financier, les chroniques scientifiques. Pourquoi voulez-vous que, au lieu d'amour, on parle dans *Roméo et Juliette*, par exemple, de questions comme la liberté de l'enseignement ou la désinfection des prisons, puisque ces questions-là, sont traitées à fond dans nombre d'études et d'ouvrages spéciaux ?...

— Ça, mon cher, vous exagérez, — interrompit Kostia ; — nous ne parlons pas de géants comme Shakespeare ou Gœthe, mais uniquement des centaines d'écrivains ayant plus ou moins de talent, qui se rendraient bien plus utiles, en laissant de côté l'amour, et en consacrant leur effort à répandre dans les masses des connaissances scientifiques et des idées humanitaires.

Kisch, en grasseyant et d'une voix un peu nasillarde, se mit à raconter une nouvelle qu'il avait lue naguère. Il parlait d'une manière fort circonstanciée et sans hâte. Trois minutes s'écoulèrent, puis cinq, puis dix, et toujours il racontait, sans que personne pût comprendre ce qu'il racontait. Sa physionomie devenait de plus en plus indifférente et ses yeux de plus en plus ternes.

Enfin Julia n'y tint plus.

— Kisch, allez donc un peu plus vite : vous nous torturez.

— Assez causé, Kisch ! — cria Kostia.

Tout le monde rit et Kisch tout le premier.

Fédor entra. Le visage couvert de plaques rouges, l'air pressé, il serra la main à tout le monde, et emmena son frère dans son cabinet. Depuis un certain temps, il évitait les sociétés un peu nombreuses, et préférait la compagnie d'une seule personne.

— Laissons les jeunes gens rire là-bas ; nous, ici, causons à cœur ouvert, causons, veux-tu ? — dit-il à son frère, en s'asseyant dans un fauteuil profond assez loin de la lampe. — Il y a longtemps, frérot, qu'on ne s'est vu. Voilà bien huit jours que tu n'es pas venu au hangar.

— Oui, je n'ai rien à y faire ; et puis, le père me fatigue un peu, je l'avoue.

— Sans doute on peut s'y passer de nous, mais il faut cependant avoir une occupation. Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front, comme il est écrit : Dieu aime les gens qui travaillent.

Pierre servit un verre de thé sur un plateau. Fédor le but et en redemanda. Il buvait beaucoup de thé et pouvait en absorber jusqu'à dix verres dans la soirée.

— Sais-tu, frérot, — poursuivit-il en se levant et en s'approchant d'Alexis ; — pose donc ta candidature aux élections de la ville. Une fois élu, nous te ferons nommer, doucement et sans secousse, membre de l'administration communale, puis, vice-président du conseil municipal. Tu es intelligent et instruit, tu te feras certainement remarquer ; tu seras appelé à Pétersbourg, les hommes politiques des villes et des provinces y sont à la mode actuellement ; et qui sait, mon cher, si, avant ta cinquantaine, tu ne seras pas une Excellence avec un ruban en sautoir.

Laptev ne répondit rien. Il avait compris que ce titre d'Excellence et ce ruban, c'était Fédor lui-même qui en avait envie, et il ne savait que lui dire.

(A suivre.) ANTON TCHÉKHOV.

(Traduit du russe par G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

L'ANTIGERMANISME ET LA MÉTHODOLOGIE HISTORIQUE EN ITALIE

L'ardent ministre de l'Instruction publique en Italie, M. Berenini, vient de décider qu'une heure d'*instruction patriotique* serait désormais donnée dans toutes les écoles du royaume (1). Il réalise ainsi une idée chère à un grand nombre de tra-

(2) *Corriere della Sera*, 22 novembre 1917.

vailleurs et de patriotes, qui voyaient dans l'organisation d'un enseignement national intégral le meilleur soutien de l'esprit démocratique qui anime notre alliée latine. La démocratie, propre aux enthousiasmes vivifiants, est sujette aux soupçons sans valeur, aux colères sans raison, aux brusques colères ainsi qu'aux découragements soudains. Plus qu'aux autres régimes, qui se défendent par l'armature de leur absolutisme, les campagnes défaitistes lui sont nuisibles, si, aux allégations hardiment mensongères, à la diplomatie trouble, aux menées sourdes de l'ennemi, elle ne parvient pas à opposer une claire vision de l'œuvre entreprise et de l'idéal à atteindre. Nous avons failli le constater en France : on l'a bien constaté en Italie, où, parmi les causes des échecs qui ont ruiné le front de l'Isonzo, doit compter la propagande de l'étranger dans des milieux insuffisamment instruits des grandeurs passées et des espérances proclamées. M. Borgese, professeur de littérature allemande à l'Université de Rome, dans un livre remarquable qui vient d'être traduit en français (1), démontre, avec beaucoup d'éloquence et d'intelligence, que la guerre actuelle était pour l'Italie une guerre d'idées et une guerre de libération. Il n'est pas le seul.

Dans cette guerre, en effet, nombre de penseurs, totalement dégagés des préjugés nationalistes, voient un moyen pour l'Italie de prendre conscience d'elle-même. L'Italie, état jeune, où le régionalisme continue les divisions politiques d'antan, où les intérêts du Nord et du Sud s'opposent, où subsistent, particulièrement dans le Midi et les îles, les superstitions dignes du Moyen-Age, l'Italie reste encore une « expression géographique ». Avec cela, l'influence culturelle allemande y a été, dans les vingt dernières années, tout à fait prépondérante, agissant sur les catégories sociales qui auraient pu servir d'éducatrices à leur pays : qui ne faisaient qu'introduire des méthodes et des modes de pensée de marque strictement germanique. Ce n'est que lentement que ces influences étrangères pourront être éliminées de la mentalité des élites italiennes, et nous autres, Français, nous devons assister à ce processus d'élimination, sans chercher à le faciliter autrement que par une adhésion pure morale et par une opération analogue effectuée sur nous-mêmes. C'est le seul moyen de ménager les susceptibilités italiennes et d'assurer l'éclosion de cette conscience intégralement nationale auxquelles aspirent tant d'Italiens cultivés. Je ne crois pas que l'Alliance intellectuelle préconisée par Eugenio Rignano (1), que les groupements de constitués pour réaliser cette alliance (2), aboutissent à quoi que ce soit de sérieux, si chacun des pays de l'Entente ne se préoccupe pas auparavant d'épurer sa conscience et de nationaliser ses méthodes.

En Italie, les entreprises de librairie telles que celles du professeur Pascal, qui veut donner des classiques latins des éditions capables de lutter avec celles de Teubner (3), ou du professeur G. Gentile, qui ouvre chez l'actif éditeur Laterza, de Bari une collection de traductions des philosophes, l'initiative de l' « Accademia dei Lincei », qui a décidé l'édition des textes « parlementaires » de l'Italie du Moyen-Age à nos jours et qui y voit un moyen d'organiser une tradition historique actuellement insuffisante, le groupement des jeunes savants qui fondent la *Nuova Rivista Storica*, dont le but est de réagir contre l'hypercriticisme, le philologisme, l'émiettement de la pensée propres à la méthodologie allemande ; tous ces faits sont l'indice d'un mouvement, peut-être insuffisamment discipliné, mais ardent, contre les errements de l'intellectualisme d'avant la guerre.

Penseur remarquable, dédaigneux, un peu isolé, B. Croce, dans la *Critica*, au nom des principes de la science pure, est peut-être le seul des penseurs italiens qui continue d'affirmer la nécessité scientifique du maintien de la méthode conçue comme un tout absolu ; le numéro de janvier 1917 de la revue qu'il rédige pour ainsi dire seul, contient une virulente critique des efforts pour nationaliser les cultures et pour créer des amitiés intellectuelles internationales, selon lui, inventions démocratiques et françaises, à tendances maçonniques, qui ont pour but d'agir de biais sur les gouvernements organisés ; mais, d'autre part, dans le numéro de novembre, Croce montre avec noblesse la néces-

(1) *Italia e Germania*, Milan, 1916. — *L'Italie contre l'Allemagne*, trad. par Mlle M. E. Laignel, Paris, 1917.

(1) *Revue Générale des Sciences*, 30 janvier 1917, article reproduit en italien, dans le *Secolo* et dans la *Nuova Antologia*. On ne saurait trop rappeler l'importante enquête ouverte sur les origines et le développement de la guerre dans la revue dirigée par M. Rignano, *Scientia*, qui ne cesse, d'ailleurs, de publier des articles de valeur sur les aspects les plus divers du conflit. Sur la même question. — Cf. également E. Rota, *Questioni di attualità: Per una quadruplice intesa scientifica*, dans la *Nuova rivista storica*, avril-juin 1917, et l'enquête menée par la *Revue des Nations latines*, au cours de l'année 1917, sur la possibilité d'une confédération latine.

(2) A. Tonelli, *l'Associazione per l'intesa intellettuale frà i paesi alleati ed amici*, dans la *Nuova Antol.* 16 septembre 1916).

(3) A rapprocher de l'entreprise collective de la Société Guillaume Budé, où nos Croiset et nos Havet ont introduit des vues fécondes.

é de lutter contre la dépression scientifique cau-
e par la guerre. Mais Croce, qu'on a voulu met-
sur le même pied que R. Rolland, et pour qui
a fallu que Gaston Richard prononce une sorte
plaidoyer (1), ne peut être rangé parmi les véri-
bles germanistes. Or, il est certain que, plus ou
oins larvés ou masqués, il subsiste dans les uni-
rsités, dans les milieux intellectuels de l'Italie,
sez de partisans de la culture germanique pour
e tous les efforts propres à faire apparaître, ici,
conscience nationale, et, dès lors, à l'opposer à
utes les déformations ou contrefaçons d'origine
rangère (2) nous semblent dignes d'être remar-
ués et notés.

Mais, dans les milieux universitaires, on n'est
as encore parvenu à établir des directions net-
s : le passé est trop proche, et, avant octobre
917, on n'avait pas subi en Italie les vastes crises
ui éliminent les préférences individuelles. De là,
s polémiques qui ont surgi à propos de la nomi-
ation d'un simple littérateur, sans valeur profes-
onnelle, M. Bertacchi, à la chaire de littérature
alienne de Padoue, les antigermanistes soutenant
ette candidature au nom de la patrie, les tenants
e la méthode pure la critiquant, surtout comme
ymptôme d'une incursion de la politique dans l'ad-
inistration universitaire.

Puis le professeur Ettore Romagnoli fit paraître
n livre vivant, amusant, violent, *Minerve et le
nge* (3), dirigé contre cette méthodologie, contre
« Tedescolatria », contre « Lohengrin philolo-
ue ». Ce livre devait faire surgir des critiques vi-
lentes de la part des savants, qui mettent les inté-
ts prétendus de la science au-dessus des contin-
ences historiques. M. Buonaiuti, dans un article
onique publié par la *Nuova Antologia* (4), en est
rrivé à conclure que la thèse de M. Romagnoli
boutissait à supprimer sans plus de façon la phi-
logie, capable cependant de rendre des services
premier ordre pour l'interprétation des choses
passé.

M. Romagnoli, avec un ardeur de néophyte, a
aturellement embrassé la théorie brillante de V.
Gérard sur Wolf. Mais l'éditeur des œuvres de
Vico, M. Fausto Nicolini, qui se rattache à l'école de B. Croce, a vigoureusement pris à parti M. Romagnoli, qui aurait dû lire la *Scienza nuova* : il y aurait trouvé, et c'est parfaitement exact, des vues homériques singulièrement plus suggestives que dans d'Aubigné.

De là, article sur article de Romagnoli et de Nicolini dans la presse italienne, articles où, naturellement, les questions de personnes ont fini par prédominer, pour la joie de la galerie, mais non pour l'avantage de la science ou de l'éducation nationale.

L'un des partisans de M. Romagnoli est le professeur Barbagallo, l'un des fondateurs de la *Nuova Rivista storica*, opposée, elle aussi, à la méthodologie allemande. Autour de M. Barbagallo, toute une polémique de presse s'est développée, qui ne tend rien moins qu'à faire de ce professeur un fabricant peu honnête de manuels de classe. Le procédé de M. Barbagallo serait simple, disent ses adversaires : les 20 manuels classiques d'histoire qu'il a édités ne sont pas 20 ouvrages écrits, pensés pour les diverses catégories d'élèves auxquels ils s'adressent, mais les épreuves, à peine retouchées, et encore à fleur de pellicule ! d'un texte-type. Bien plus, d'après un adversaire de M. Barbagallo, le Professeur Ermenegildo Pistelli, ce texte-type serait une compilation des travaux du texte-type serait une compilation des travaux d'un Halle, M. Niese, ce qui est peu raide pour un anti-allemand.

Polémiques peu dignes, peu scientifiques, subodorant les jalousies personnelles et les rivalités de chapelles ! Argumentations occasionnelles, qui risquent de faire du patriotisme une question de boutique et de la méthodologie une attitude de snobisme. C'est, en dehors des milieux universitaires, dès lors, qu'il faut, en Italie, chercher les entreprises organisées pour créer cette méthode à la fois scientifique et nationale propre à vivifier la conscience du pays.

L'une des plus intéressantes de ces entreprises me paraît être le Bureau historiographique de la mobilisation, qui, créé au Ministère des Armes et Munitions par le capitaine Porelli, a pour objet l'élaboration d'une vaste série de monographies sur les aspects divers de la vie du pays pendant la guerre. Quatre sections constituent le Bureau : la juridique, dirigée par le professeur G. Redenti, de l'Université de Parme, l'économico-statistique, administrée par le grand statisticien C. Gini, la technique, installée, avec l'ingénieur G. Belluzzo, à Milan, métropole industrielle, la politico-sociale, enfin, où, autour de l'essayiste G. Prezzolini, ancien directeur de la « Voce », sont groupés quel-

(1) Cf. G. Prezzolini, *La Germania giudicata dall'ideale germanico* dans *Unità*, 25 janvier 1917. — E. Buosa, *L'Intesa e la tradizione della libertà*, dans *Nuova Antol.*, 1er septembre 1916. — G. Vitelli, *Per gli studi classici e per l'Italia*, Campobasso, 1916.

(2) *Bulletin italien*, 1917. Notons l'apparition récente du t. IV des essais que B. Croce a consacrés à la « Philosophie de l'esprit », sous le titre de: *Teoria e storia della storiografia*, Paris, 1917.

(3) *Minerva e il scimmione*, Bologne, 1917. Nouvelle édition, 1918.

(4) Juillet 1917.

ques historiens de l'école nouvelle, comme MM. Baldasseroni et Anzilotti, et où l'on a entrepris la rédaction de questionnaires propres à enserrer la réalité sociale et la constitution d'une bibliographie de la guerre.

A ce dernier point de vue, l'« Officio storico della mobilitazione » se trouve dès maintenant encadré par quelques initiatives individuelles ou collectives. La Bibliothèque universitaire de Bologne, l'Office historique du Ministère de la Marine, le Comité central de l'histoire du Risorgimento et ses Comités locaux (1), la *Nuova Rivista storica*, ont déjà travaillé dans ce sens. M. P. Barbiéra, le grand libraire florentin, qui, dès 1915, publiait une *Bibliografia della preparazione*, est en train d'élaborer une *Bibliografia della participazione*, et M. Sannio vient de publier une *Bibliografia della Guerre* (Udine, 1917). Dans toutes les sociétés historiques locales, — et l'on sait combien nombreuses elles sont en Italie, — autour des archives provinciales, dont certaines, comme à Brescia, centralisent des catégories données de documents, tels que les lettres de soldats, des érudits préparent des éléments pour l'histoire prochaine.

Cette histoire, l'Italie nouvelle se la doit à elle-même. C'est, en effet, en prenant conscience d'elle-même, totalement, qu'elle s'affirmera digne de l'épreuve subie, de la victoire obtenue, et elle n'y arrivera qu'en retrouvant son image exacte dans les études de ceux qui, dédaignant les invectives et les roueries, en appliquant la vraie méthode historique, auront servi, par là, à la fois la Science et leur Patrie.

GEORGES BOURGIN.

LA VIE ARTISTIQUE ET MUSICALE

La 255e représentation de *Castor et Pollux* à l'Opéra. — Curieuse reconstitution d'une tragédie lyrique. — Drésa, collaborateur de Rameau.

Le grand deuil récent de la REVUE BLEUE *explique et justifie suffisamment le retard de ce compte-rendu d'une très intéressante reconstitution théâtrale, à laquelle le bombardement de Paris n'a pas encore accordé de lendemain...*

Deux jours avant les premiers attentats espacés par un canon mystérieux, sous les timides et froids bourgeons d'un faux printemps, l'Académie nationale de Musique et de Danse nous conviait à la 255e représentation de *Castor et Pollux*, « tragédie » en cinq actes de P. J. Bernard et de Rameau.

Cette matinée du jeudi 21 mars 1918 restera justement fameuse : « Enfin, nous pouvons donc applaudir quelque chose de vraiment français ! », soupiraient joyeusement les plus vieux habitués de l'Opéra, qui sont excusables de ne pas conserver un souvenir bien net de la 254e, puisqu'elle remonte au XVIIIe siècle, avant la Révolution ! Et le triomphateur de cette après-midi sans bombes, ce fut moins le compositeur Rameau que le costumier Drésa.

Curieuse reconstitution du temps, en effet, charmant pastiche archéologique qui se moque aimablement de l'archéologie, car le « temps » qu'il évoque, ce n'est point le monde légendaire des deux jumeaux de Léda, mais un beau soir de la vingt-deuxième année du règne de Louis XV : de connivence avec Gentil-Bernard et le vieux Rameau, le costumier-décorateur Drésa nous transporte non pas à la 254e d'un lointain chef-d'œuvre oublié, mais à la première, datée du 24 octobre 1737.

En l'absence du prologue céleste, après une rapide ouverture terminée par une fugue vive et prompte, « à la française », le rideau se lève sur la nuit d'une cérémonie funèbre où les Spartiates se lamentent à la lueur des torches verdâtres étoilant le tombeau de Castor ; et qu'entrevois-je dans cette ombre ? Des choristes poudrées, en larges robes à *paniers* pompeux, ondulant comme des paons, à l'unisson des révérencieuses cadences... Vous connaissez, depuis dix ans, le goût hardi du bureaucrate lettré qui signe Drésa, son amour narquois de notre XVIIIe siècle et de ses grâces coquettes, idéalisées par tous nos regrets, son humour d'observateur et de coloriste, qui ne craint pas d'emprunter, parmi tant de nuances tendres, quelque provocante alliance de couleurs complémentaires au répertoire plus récent du Salon d'automne, du Théâtre des Arts et des ballets russes : parfois étranges et souvent exquis, ses costumes sont toujours curieux ; et la plupart des maquettes de ses décors demeurent dans le ton d'un temps qui condamnait sans remords l'antiquité de la tragédie galante à la modernité fardée du costume : mais, invincible association d'idées que les contemporains de Rameau n'auraient pu comprendre, je songe aux révélations des fouilles récentes : la vue de tant de *ramages* et de *paniers* me ramène à la Crète de Minos et du professeur Evans ; et, dans leur anachronisme, ces vénérables ancêtres de la crinoline et du pouf sont peut-être le dernier mot de l'archéologie...

(1) M. Boselli, ancien président du conseil, a bien voulu m'adresser le *Relazione sull' opera svolta dal Comitato* (créé en 1906), où l'on trouve des indications précises sur l'œuvre entreprise.

Donc, la joliesse colorée du spectacle, en quelques beaux accords de tons, relève à propos l'énergique monotonie du récitatif et l'élégante fadeur du poème : enjuponnées, enguirlandées, emplumées à souhait, les mignonnes ballerines ont fait merveille, et le corps de ballet, qui se mêle à l'action, comme le chœur antique, a partagé le succès de Drésa. J'allais y chercher des yeux la Camargo, mais je me souviens à temps que le pimpant modèle de Lancret quitta l'Académie de 1734 à 1740...

Cette rétrospective actualité du costume et de l'entourage chorégraphique convient secrètement à ce genre suranné de tragédie lyrique : et ce qui serait ridicule avec l'*Orphée* de Gluck, redevient le cadre tout naturel de *Castor et Pollux*. Aussi bien, les deux poèmes ne sont pas sans analogies : nous y trouvons d'abord de sombres lamentations autour d'un tombeau ; puis une grande résolution virile qui réveille la rouge obscurité des Enfers, avant de nous conduire aux reposantes blancheurs des Champs-Elysées ; enfin, les doléances d'un couple amoureux que les Dieux compatissants délient d'un malencontreux serment ; mais, dans les limites mêmes de notre XVIIIe siècle, les ressemblances ne font que mieux apparaître les différences de deux époques, j'allais écrire de deux âmes ; et si l'*Orphée* français de Gluck ne peut être imaginé sans son costume antique, parce qu'il répond encore à l'idéal intérieur et supérieur que nous voulons garder de la Grèce divine, dorénavant la tragédie de Rameau, malgré son grand style, nous semble inséparable de son vêtement contemporain. Choqué par une robe à fleurs trop « modernes », le commissaire Duhusson critiquait sur ce point *l'Evanouissement d'Esther*, de François de Troy, qui partageait avec le *Déjeuner de chasse*, de Carle Van Loo les honneurs du Salon de 1737 ; mais la tragédie n'encourt point le même reproche que la peinture : ne dépeint-elle pas, avant tout, une aimable société d'épicuriens nourris de fadeurs mythologiques, et ces lendemains insouciants de la Régence, qui ne réclamaient pas encore la pure beauté grecque ou l'éternelle simplicité de la nature ?

« Gluck a retrouvé la douleur antique », affirmeront ses adorateurs à l'apparition d'*Orphée* : « mais j'aime mieux le plaisir moderne », rectifiait aussitôt un vieil habitué des opéras-ballets d'un passé galant : or, c'est précisément ce plaisir moderne

Et tous ces lieux communs de morale lubrique
Que Rameau réchauffait des sons de sa musique.

Evidemment, sa mise poudrée s'élève quelquefois à des sommets d'absolue majesté qui dépasse et domine la contingente et factice modernité de son temps : témoin l'air de Télaïre, *Tristes apprêts, pâles flambeaux*, que Gluck applaudira ; mais la prépondérance même du ballet, la perpétuelle intervention de la danse n'est-elle pas significative ? Et cette tragédie chantée semble un spectacle avant tout, pour le divertissement des oreilles et des yeux. Voyez comme le corps de ballet tout entier se mobilise autour de Pollux, pour le consoler des dédains de la belle Télaïre ou pour lui rappeler les joies de la vie, quand le fils de Jupiter va prendre l'héroïque, parti d'abdiquer son immortalité qui l'empêche d'aller remplacer dans l'autre monde le blanc fantôme de son frère adoré... Comme l'étreinte de mille bras se fait galante et pressante ! Et n'est-ce pas la présence du plaisir intervenant pour compenser la fuite du bonheur ? Aimable philosophe, le XVIIIe siècle évoque le chœur antique à sa manière et le ressuscite à son image : une délicieuse gavotte emprisonne les héros, et nous en demeurons charmés.

Mais nous pouvons avouer deux raisons pour ne plus être émus : l'une tient à nous-mêmes, à cet état de grâce musicale qui nous manque absolument pour bien entendre aujourd'hui cette naïveté savante, qui semblait alors aussi compliquée qu'elle nous paraît décharnée, aussi nourrie qu'elle nous paraît maigre, après cent quatre-vingt ans d'évolution, sinon de progrès.

L'autre cause de froideur dépend du génie particulier de Rameau, qui n'a jamais paru très émouvant : ce maître-compositeur de cinquante-quatre ans chante la légende antique et le plaisir moderne en musicien beaucoup plus qu'en homme de théâtre : on devine, en subissant son imperturbable récitatif, parfois très beau, qu'il a conduit tardivement sa muse chagrine aux chandelles de la rampe ; il semble que ce théoricien ait toujours été vieux, et ce n'est pas lui qui voudrait oublier sur le plateau de la scène ses prérogatives de musicien ! Un chœur solennel, une danse légère, une touche naïvement descriptive ou pittoresque dans la symphonie prolongée du quatuor, tous ces hors-d'œuvre ont l'air de l'intéresser beaucoup plus que l'âme de ses héros :

Nature, amour, qui partagez mon cœur,
Qui de vous sera le vainqueur ?

La réponse de la musique trahit quelque indifférence ; le cœur n'y parle guère, ou *l'expression* se fait si discrète qu'elle en devient pauvre... à moins que la faute en soit à notre imperdable romantisme ! Il faudrait sans doute y regarder à deux fois avant d'appeler notre savant Rameau le Poussin de l'art musical ou le Racine de la tragédie

[illegible] : il ne montre pas souvent la sublimité [illegible] ni la passion de l'autre. En dépit de son [illegible] pour le librettiste, Voltaire écrivait : « Je trouve dans *Castor et Pollux* des traits charmants, [illegible] ensemble n'est peut-être pas bien tissu. Il y manque le *molle* et l'*amœnum*, et même il y manque l'intérêt » ; or, le reproche encouru par le jeune M. Bernard ne s'étend-il pas quelquefois au vieux M. Rameau ? Dans la gamme des teintes claudes, la vigueur du chœur infernal est intacte : et quelle allure en cette clameur qui rendait le musicien Mouret fou de jalousie furieuse :

Brisons tous nos fers !
Le feu des Enfers
Déclare la guerre...

Mais cette ardente puissance des voix n'a rien de surnaturel : sous le feu des notes, l'intime émotion manque ou nous échappe : et voilà pourquoi nous osons déclarer froid ce maître du mouvement et du rythme, qui bouleversait un rival... Remercions, enfin, l'ingénieuse initiative d'un directeur artiste et Drésa ; car il nous faut l'atmosphère et le cadre de 1737 pour accepter pleinement l'hyperbole du commissaire Dubuisson mandant, le 25 octobre, au marquis de Caumont : « Mon Dieu, Monsieur, le beau troisième acte !... Rameau s'y est abandonné à tout son génie, et il en a fait *le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvres de la musique* ».

Il se peut que le nom bien français de Rameau devienne avant tout un signe de ralliement et soit plus que jamais un mot d'ordre ; reconnaissons, pourtant, que la France immortelle s'impose de grands sacrifices, puisqu'elle a cessé d'exalter les défauts des génies étrangers et de calomnier les qualités de ses maîtres ! Elle se découvre même une telle passion pour son vieux Rameau que l'Opéra-Comique annonce à son tour *Castor et Pollux* ; mais pourquoi cette concurrence ? Pourquoi ne pas nous révéler plutôt les *Indes galantes*, ce triomphe de la musique indépendante et dansante sur l'ineptie du livret ? Et d'abord pourquoi ne pas nous restituer l'*Orphée* de Gluck dans sa version française originale, avec un ténor au lieu d'un contralto travesti ? Franchement, nous n'aurons jamais assez de gratitude envers M. Camille Bellaigue pour avoir défini l'évocateur d'*Orphée* « un grand tragique français ».

RAYMOND BOUYER.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Une nouvelle agence pour la protection des auteurs. — Balzac et l'accent allemand. — Les Conférences : Buffon et Montesquieu.

On vient de fonder, sur le modèle d'agences qui fonctionnent à l'Étranger, une Agence littéraire française, qui se propose de venir en aide aux jeunes auteurs, en leur servant d'intermédiaire et en facilitant le placement de leurs œuvres chez les éditeurs.

On ne peut que louer la bonne volonté de M. Marcel Berger, qui s'offre à diriger cette laborieuse entreprise. La réussite d'un tel projet n'ira peut-être pas sans quelques graves objections.

Aider indistinctement tous les auteurs, ceux qui ont du talent et ceux qui n'en ont pas, c'est peut-être rendre à la littérature un mauvais service, parce que c'est augmenter le nombre des mauvais écrivains. Les éditeurs se prêteront-ils à cette nouvelle campagne de recommandations et de démarches ?

Ce qui serait pratique et vraiment littéraire, ce serait de créer une Agence ayant pour mission de découvrir le vrai talent, une sorte de grand conseil critique, qui lirait les manuscrits, les présenterait aux éditeurs, s'ils sont bons, ou les écarterait s'il sont mauvais. Mais alors autant se mettre lecteur dans une maison d'édition. Les éditeurs ont tous la prétention de faire ce métier-là : lire, choisir, publier. Que feront de plus les nouveaux examinateurs ? La vérité, c'est que ces questions sont fort compliquées et qu'il faut les étudier de très près pour pouvoir en discuter avec compétence. On parle beaucoup en ce moment, non seulement de ce genre d'Agences littéraires, mais de Syndicats journalistiques, et l'on est même en train de fonder une très utile maison de la Presse, dont on attend des merveilles. Je suis personnellement partisan de toute espèce de groupement et de syndicats ; mais j'ai peu de confiance dans des entreprises qui restent soumises aux influences politiques. Un syndicat qui protégerait tous les journalistes, quelle que soit leur opinion !... Ce serait trop beau...

Malgré les circulaires et la commission ministérielle instituée pour examiner leur état-civil et leur permis de séjour, il paraît qu'il y a peut-être encore à l'heure qu'il est des Alsaciens-Lorrains dans nos camps spéciaux de surveillance. On les tient pour suspects et ils sont étroitement surveillés par la police ou les soldats.

C'est une regrettable conséquence de nos premières erreurs. Au début de la guerre, on a pris

pour des Allemands de bons Alsaciens qui avaient parfaitement le droit de rester en France et dont le seul tort était de prononcer le français avec un accent germanique désagréable à nos oreilles inexpérimentées. Cet accent allemand ou alsacien qui a occasionné tant d'injustes méprises, a toujours joué un certain rôle dans notre littérature et pourrait avoir sa petite histoire pittoresque. On a vraiment abusé au théâtre et dans le roman de ce procédé facilement comique, consistant à faire prononcer les *d* pour des *t* et les *v* pour des *f*, etc. Le romancier Balzac surtout a fastidieusement exagéré cette ridicule prononciation qu'il prête à plusieurs de ses personnages. Ce parti-pris finit par rendre quelques-uns de ses livres très pénibles à lire. Ainsi il ne peut mettre une seule fois en scène le baron de Nucingen sans lui conserver cet accent. Dans le *Cousin Pons*, le fidèle Allemand Schmucke ne parle pas d'autre langue, et Balzac ne nous fait pas grâce d'une syllabe. On comprend à la rigueur, avec un peu d'attention, des phrases comme celle-ci : « *Cesde ein anvant...* c'est un enfant) ou : *La toulour m'ôde l'abbédit... qu'as-tu, mon baupre ami, vaides gommic jus fitrez...* » Oui, passe encore pour ces locutions ; mais il faut une application laborieuse pour comprendre des tirades comme celles-ci : « *He ha ci une nouitte derriple, t'ine achitacion tiabolique ! chai édé opligé de vaire de la misicque bir le galmer, ed les loguadaires ti bremier édache sont mondés bir me vaire daire, cesde avreux, car il s'achissait de la fie de mon hami. Che suis si vadiqué t'avoir choué dudde la nouitte que che zugombe ce madin.* » On songe avec effarement à l'effort qu'a dû faire Balzac pour exécuter ce miracle de transcription syllabique presque à chaque page d'un long roman.

Cet accent allemand peut quelquefois donner des effets assez comiques. Un soir, à une représentation de la *Favorite*, pendant le grand silence qui suivit le fameux passage : *Qu'il reste seul avec son déshonneur*, on entendit distinctement, dans sa loge, la voix du baron de Rothschild qui disait : « *Je ne beux jous tonner que le drois bour cent* ».

L'accent allemand... ou alsacien engendre des quiproquos et des calembours imprévus. La grande artiste Rachel, quoique Juive, s'exprimait en français à peu près comme tout le monde. Son père au contraire, parlait comme le bon Schmuke de Balzac. Il racontait avec une naïveté charmante les émotions qu'il éprouvait chaque fois qu'il voyait jouer sa fille : — *Jaque fois*, disait-il, *que che fois chouer ma ville tans ein noufeau rôle, chai un grand bâtiment de guerre* (pour un grand battement de cœur). Un jour que Rachel avait été obligée de renoncer à un projet de voyage, ce brave père dit à Crémieux qui devait être de la partie : « *Tous nos brochets sont des truites* (tous nos projets sont détruits). « Crémieux, ou Jules Lan, qui rapporte l'anecdote, n'avait parlé que des truites saumonées ».

L'accent allemand a défrayé le roman et le théâtre. Jusqu'à présent il avait fait rire ; mais on n'oubliera plus les douloureux malentendus qu'il a causé au début de cette horrible guerre, en empêchant des Français d'accueillir de bons et sincères compatriotes.

*
* *

M. Louis Dimier, qui a publié quelques volumes de haute réflexion, *Kant*, *Descartes*, etc... a donné à la salle de géographie une série d'intéressantes conférences sur la vie et l'œuvre de Buffon. Il y a cinquante ans, malgré les justes réhabilitations de Flourens, qui, d'ailleurs, firent peu à peu leur chemin, la science française, enivrée d'elle-même, avait pris l'habitude de mépriser Buffon. Il appartenait à la critique littéraire (Brunetière, Faguet) de remettre définitivement l'écrivain et le savant à sa place. Buffon sera toujours non seulement un beau sujet de conférences, mais un écrivain extrêmement curieux à lire. Il apparaît dans un de ses ouvrages, les *Epoques de la Nature*, comme un des plus grands artistes de prose qui existent dans notre langue. On peut considérer ce livre comme une sorte d'épopée gigantesque et terrifiante de la formation du monde. Jamais la prose française n'a atteint une si somptueuse harmonie. C'est un miracle obtenu sans effets, sans procédés, par la seule inexpficable vertu des mots.

Buffon a mis à point et a fixé avec génie tout un ensemble de productions qui existait avant lui. Mais ce qui a fait sa réputation, c'est sa volonté d'écrire, c'est son talent d'écrire. Ceux qui, avant lui ou en même temps que lui, avaient à peu près déjà entrepris ce même travail de vulgarisation, Réaumur, Pluche, Nollet, etc., ont été vite oubliés, parce qu'ils n'étaient pas des écrivains. Buffon est immortel parce qu'il a su et voulu écrire.

La même chose est arrivée à Montesquieu. Si l'auteur de *L'Esprit des Lois* n'eût pas été un grand écrivain, il serait depuis longtemps, lui et son œuvre, oublié au fond des poussiéreuses bibliothèques de droit. C'est le style qui l'a immortalisé. Pendant des années il a pétri, sculpté, ajusté, laqué un tout petit volume, *Grandeur et Décadence des Romains*, qui est un chef-d'œuvre de condensation et d'impérissable beauté plastique. Son docte commentateur Barckhausen vou-

lait qu'on le lise comme on lit Dante. Pendant vingt ans encore, il a mis en œuvre, poli et perfectionné un recueil de matières de droit et d'histoire qui reste un modèle de forme parfaite, et dont la lecture, lente et à petite dose, est une des plus grandes jouissances d'esprit qu'on puisse éprouver...

Comme Montesquieu, Buffon eut le don et l'art du style, la vocation et le travail, la facilité et l'application. Il disait qu'au bout de quarante ans il apprenait encore à écrire. Il s'est efforcé toute sa vie de bien écrire, et c'est cet effort qui a fait de lui un grand artiste.

Chose curieuse, ces deux hommes, Montesquieu et Buffon qui ont introduit la science et le droit dans le domaine littéraire, au fond ne se comprenaient pas et ne firent rien pour se comprendre. Buffon disait ironiquement : « Le style de Montesquieu ! Montesquieu a-t-il un style ? » L'auteur de *l'Histoire Naturelle* (pas si naturel, disait Voltaire) n'admettait que la prose à longue respiration, onduleuse et rythmée comme une strophe. Les petites phrases à courte haleine de Montesquieu ne lui semblaient plus du style.

La vérité, c'est que Buffon et Montesquieu sont tous les deux, à leur manière, de grands écrivains, dignes l'un et l'autre de gloire, d'éloges et de conférences.

ANTOINE ALBALAT.

CHRONIQUE DES LIVRES

LES PARABOLES, illustrées par *Eugène Burnand* (Berger-Levrault). — Au Salon de 1908, il nous souvient d'une salle spéciale où les immortelles métaphores se trouvaient dégagées pour la première fois par des Evangiles dans la suite originale de ces beaux dessins, de même que le Sermon sur la Montagne est illustré musicalement par *les Béatitudes* de César Franck. L'artiste, un Vaudois, unit naturellement le profil de ses montagnes au goût des paysages lumineux comme les rives du lac Léman: de là, cette association très neuve de réalité familière et de grandeur biblique. A la probité de l'art du dessinateur, plusieurs interprétations s'offrent, en vet, pour vêtir ces hautes pensées: d'abord, et sans parler des *saint-sulpiceries* mercantiles, il y a la draperie latine et la ligne traditionnelle depuis Giotto, Raphaël et Poussin; ensuite, la couleur orientale et locale, préférée par Bida, plus récemment par James Tissot; enfin, le costume moderne, le triste vêtement des humbles, introduit par l'Allemand Von Uhde, le Finlandais Edelfelt, le Français Besnard à l'hôpital de Berck; et l'auteur de l'*avant-propos*, M. le comte de Vogüé, qui connaissait bien la Russie, aurait pu citer les noms des précurseurs du genre, Alexandre Ivanov et Nicolas Gay. M. Burnand a suivi d'autant plus librement cette poétique, qu'il évoquait, non point des faits historiques, mais de sublimes images de doctrine et d'éternité. Son crayon fervent ne nous apporte-t-il pas la plus instinctive et la meilleure apologie de la peinture « littéraire », puisqu'il fait penser? R. B.

L'UNION COMMERCIALE DES ALLIES APRES LA GUERRE, par *Bernard Lavergne* (Alcan). — L'auteur indique la nécessité d'organiser entre les Alliés une collaboration économique pour instituer des tarifs douaniers, prohibitifs contre les ennemis et préférentiels entre les pays de l'Entente qui devraient monopoliser les matières premières dont ils disposent.

Naturellement, il se place dans l'hypothèse où l'union douanière entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne serait réalisée.

LE DEVOIR DES NEUTRES, par *Ruy Barbosa* (Félix Alcan). — M. Cardozo de Béthencourt nous donne une belle traduction du célèbre discours prononcé en juillet 1916 à Buenos-Ayres, par le grand homme d'Etat qui a combattu toute sa vie pour la liberté dans son pays, a présidé la délégation brésilienne à la Conférence de La Haye et a plaidé, en toutes circonstances, la cause des Alliés, avec une éloquence dont nous venons de constater les premiers résultats en Amérique du Sud.

LE VRAI ET LE FAUX PACIFISME, par le Comte *Goblet d'Alviella* (Félix Alcan). — Le Ministre d'Etat belge établit la responsabilité et l'enjeu de la guerre actuelle et les visées du militarisme allemand. Seule la victoire des Alliés permettra d'aboutir à une meilleure organisation de l'ordre international. Aucune réforme pratique ne sera possible si les puissances de l'Entente ne s'engagent pas à prendre collectivement les armes contre tout Etat qui aura refusé de soumettre un différend à l'arbitrage ou d'exécuter la sentence de l'arbitre. P. L.

LE TRIOMPHE DE L'ORGANISATION ET CE QU'ELLE COUTE, par *Arthur Travers-Bergstreem* (Attinger frères). — Cet écrivain finlandais préconise la nationalisation des banques et des assurances, sans s'attarder à nous expliquer le fonctionnement de son système dont nous allons peut-être constater les résultats en Russie. Au surplus, sa brochure semble avoir pour but principal de signaler la « puissance de résistance économique de l'Allemagne ». Il faut croire que les Allemands ne sont pas si fiers d'avoir réalisé le rêve de Fichte (l'Etat commercial fermé) puisque le seul but de paix sur lequel ils soient tous d'accord est d'obtenir partout, après la guerre, le traitement de la nation la plus favorisée.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur: CH. MOUREU: **A. Lacroix** : *Les Gisements de l'Or dans les Colonies françaises, et, en particulier, à Madagascar* ; **P. Carré** : *La Chimie, les Chimistes et la Guerre* ; **Paul Otlet** : *Transformations opérées dans l'appareil bibliographique des Sciences. Répertoire, Classification, Office de documentation;* des *Notes et Actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences, etc.*

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les Auteurs tous les Samedis de 15 à 17 heures.

N° 9 — 56e ANNÉE — 4-11 MAI 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

L'AUTRICHE-HONGRIE (1)

Au milieu de cette famille désunie, les Allemands jouent le rôle de maîtres parce qu'ils ont le bonheur d'appartenir à la même race que le souverain. La tradition, l'habitude, la coutume, constituent un élément extrêmement puissant dans la vie des peuples comme des individus et cette puissance est particulièrement sensible dans les groupes les moins actifs et, par conséquent, les moins capables de renouvellement rapide ou dans les familles médiocrement douées, telles que les Habsbourgs. Les Habsbourgs sont allemands, avant tout par continuation, parce qu'ils l'ont toujours été et qu'il ne leur vient pas à l'esprit qu'ils puissent être autre chose. Ils ont commencé par être les ducs de la Haute et Basse Autriche, c'est-à-dire les représentants de la race germanique au milieu des populations allogènes du Danube, Magyars, Tchèques et Yougoslaves. Ils ont été appelés ainsi à jouer sur les confins de l'Allemagne méridionale un rôle analogue à celui que les margraves du nord, les Ascaniens, prédécesseurs des Hohenzollern, jouaient dans le bassin de l'Elbe et de l'Oder. Dès ce jour, ils ont pris une attitude, contracté un caractère qu'en dépit de la meilleure volonté du monde, ils seraient impuissants à déposer. Pourquoi s'y seraient-ils efforcés ? Pendant longtemps, ils ont tiré de l'Allemagne leurs ministres et leurs principaux fonctionnaires, leurs ressources et leurs idées. Ils se sont habitués de plus en plus à considérer l'Allemagne comme leur appui national et leur réserve.

Ils se sont accrochés à elle avec une volonté plus réfléchie le jour où ils l'ont vue se séparer d'eux et où ils ont été obligés de la disputer à l'influence croissante des Hohenzollern. Ils n'avaient quelque chance d'arrêter les progrès de leurs rivaux qu'en les dépassant en patriotisme ; suspects comme chefs d'une monarchie composite, ils se sont appliqués à donner des gages de la sincérité de leur foi nationale. L'Allemagne est ambitieuse et conquérante et elle réserve ses faveurs au candidat qui lui offre le plus riche butin. Les Habsbourgs l'auraient emporté sur leurs adversaires s'ils avaient réussi dans leurs entreprises et fait de Prague et de Budapest, de Zagreb et de Trieste des villes allemandes.

Ils ont échoué, mais ils y avaient travaillé de plein cœur et ils avaient ainsi si étroitement attaché leur fortune avec celle des Allemands d'Autriche qu'après 1866, quand la paix de Prague les eut chassés de la Confédération germanique, ils se trouvèrent liés par leur passé et incapables de modifier leur politique. Depuis le moment où l'Allemagne s'est groupée autour de Bismark et de Guillaume 1er, ils ne vivent plus que par la condescendance des Hohenzollern. Quand les peuples opprimés de la monarchie se plaignent trop vivement, les Habsbourgs, par fatigue ou par paresse, seraient quelquefois tentés de leur accorder quelques concessions. Ils sont aussitôt arrêtés par les

(1) V. *Revue Bleue*, n° 8, 1918.

menaces de Berlin et par les récriminations hargneuses des Allemands de la monarchie qui ne sont leurs sujets que temporairement et sous condition. A la moindre velléité d'indépendance, ils sentent leur trône vaciller et le sol trembler sous leurs pas. Ils ne gardent le pouvoir qu'à condition de suivre les inspirations de Berlin et d'exécuter ses décisions, et leur docilité seule leur garantit la fidélité des Allemands qu'ils ont l'honneur de gouverner. Après avoir été ainsi les fourriers de l'Allemagne, dans l'espoir qu'elle se livrerait à eux, ils en sont les prisonniers et même s'ils voulaient aujourd'hui dénoncer le pacte qui les lie au parti allemand d'Autriche, ils n'en seraient plus les maîtres.

Ainsi qu'on le remarque souvent, dans cette alliance inégale, les deux parties contractantes n'ont pas laissé d'agir l'une sur l'autre. On cite souvent avec une nuance d'ironie, la parole célèbre : « Je suis leur chef, il faut bien que je les suive ». Libre aux moralistes de s'en indigner, le mot n'en est pas moins plein de suc et de moëlle et il traduit une vérité profonde : il n'est pas possible à un chef de conduire ses hommes dans une voie où ils ne veulent pas marcher. La formule n'est pas moins exacte pour les monarchies que pour les républiques. Même en Prusse, où la royauté paraît si solide et où la volonté du souverain semble omnipotente, Guillaume II est obligé de compter avec les conservateurs : ils adorent son autorité à condition qu'elle leur serve. Leur tactique consiste à se prosterner devant le souverain et à le contraindre à coups d'encensoir à servir leurs intérêts. « Tu es mon Dieu, tu dois donc faire ce qui me convient ! »

Les Habsbourgs, Allemands d'origine, Allemands de traditions, Allemands d'intérêt, sont ainsi de plus en plus entraînés dans la voie qu'ils ont une fois choisie par l'alliance perpétuelle qu'ils ont conclue avec les Allemands de leurs Etats.

Non pas sans doute que tous les Allemands de la monarchie soient pangermanistes. Les Allemands des régions alpestres, de la Styrie, de Salzbourg, du Tyrol, de la Haute-Autriche sont en général des paysans très catholiques et par conséquent peu suspects d'une entente trop intime avec les Hohenzollern ; très attachés à leurs traditions particularistes, assez indifférents aux grands intérêts qui agitent le monde, ils se résigneraient très volontiers à un régime d'équilibre qui laisserait à chacune des races le droit de vivre à sa guise et de disposer de ses propres destinées. Même Vienne, la capitale de l'Autriche, le centre officiel du parti germanique, n'a pas de passions politiques très ardentes, et en dépit des apparences, le fanatisme national n'y est pas très impérieux. C'était, avant la guerre, une ville fort aimable et gaie jusqu'à la frivolité. Elle n'a guère souci que de ses plaisirs et si ses nuits sont tumultueuses, ce n'est pas la préoccupation de l'idéal qui les trouble. Pourvu qu'ils puissent savourer leur « mélanche » dans leurs cafés et déguster leurs saucisses dans les allées du Prater, les habitants se consolent aisément des événements qui se passent autour d'eux.

Lorsque, en 1866, les armées prussiennes arrivèrent dans les environs de la capitale, le Conseil Municipal se hâta de se rassembler et il prit à l'unanimité une résolution héroïque : il supplia François-Joseph d'évacuer le plus vite possible la ville afin de ne pas l'exposer aux horreurs d'un siège.

Depuis lors, les choses n'ont pas beaucoup changé. De temps en temps, la population se livrait à quelques manifestations, que ceux-là seuls prenaient au sérieux qui avaient intérêt à les exploiter. Les meetings socialistes s'y accompagnaient de valses de Strauss et les déclamations les plus hautes en couleur s'y tempéraient d'ironie. Pourquoi se plaindraient-ils ? La vie est douce et les Viennois la goûtent fort. Si, dans leurs jours de mélancolie, — qui n'en a pas ? — ils regrettent de voir leur capitale envahie par des éléments allogènes, par des Tchèques surtout, ils trouvent autour d'eux de nombreux motifs de résignation : les femmes sont jolies, elles sont aimables, les confesseurs sont indulgents — il y a là de quoi oublier bien des amertumes.

Cette pâte germanique, indifférente et molle, il a suffi d'un peu de levain pour qu'elle fermentât et ce levain est représenté essentiellement par les Allemands de Bohême.

Etablis depuis le XIIIe siècle dans le royaume de Saint-Venceslas, les Allemands de Bohême s'étaient habitués à le considérer comme un pays conquis ; et en effet, au début du XIXe siècle, le voyageur pressé qui franchissait la frontière ne s'apercevait pas qu'il avait quitté l'Allemagne. La Bohême à ce moment-là, pouvait être considérée comme un pays allemand, au même titre que le Languedoc ou la Provence étaient des provinces françaises.

Vers 1830, Palacky, le chef et le rénovateur du parti tchèque, disait, pendant une réunion où il avait rassemblé ses amis : « si le plafond de ce cabinet venait à s'effondrer, il écraserait du même coup tout le parti tchèque. » — Le parti tchèque n'était guère plus nombreux que nos doctrinaires de la Restauration qu'on appelait « le parti du canapé », parce qu'il tenait tout entier sur un

divan. En Bohême, il y a trois quarts de siècle, la bourgeoisie s'était complètement germanisée, et la langue tchèque, refoulée dans les campagnes et qui n'avait plus de littérature, était réduite à l'état d'un patois grossier et méprisé.

Les Allemands, endormis dans la quiétude du triomphe, éprouvèrent un sursaut d'indignation lorsque, tout à coup, une population qu'ils croyaient asservie et anéantie, releva la tête et réclama ses droits. Le réveil fut aussi brusque que l'explosion du printemps russe, et l'assaut fut si tonguenx et si foudroyant que la place fut emportée du coup.

Sous l'influence des idées démocratiques, le peuple tchèque, qui depuis deux cents ans végétait, somnolent et muet, et qui semblait avoir oublié son histoire, retrouva son énergie et sa fierté. En moins d'un demi-siècle, le pays se transforma, les habitants oublièrent ou négligèrent l'allemand pour revenir à leur langue maternelle ; l'Université tchèque se fonda, réunissant autour d'elle des milliers d'étudiants, et rejeta dans l'ombre l'Université germanique. Les Tchèques demandaient que l'on respectât leur idiome et qu'on leur reconnût des droits analogues à ceux des autres citoyens. Leurs compatriotes allemands, épouvantés et indignés de cette insurrection servile se retournèrent avec colère du côté de la dynastie et la sommèrent de venir à leur aide pour rétablir leur prépondérance ; en même temps, trop faibles pour soutenir la lutte avec leurs seules forces, ils demandèrent le salut de leur hégémonie à une alliance étroite avec l'Empire germanique.

A ces raisons sentimentales et psychologiques, d'autres raisons, comme d'habitude, se joignirent pour rendre les passions plus violentes et les haines plus furibondes.

Jusque-là, les Allemands avaient joui d'un monopole à peu près exclusif dans l'exercice des fonctions publiques. Ils se trouvèrent en face de rivaux redoutables, les Tchèques qui, pleins d'une ardeur virginale, joignaient à l'esprit de méthode la puissance de travail des générations fraîchement issues de la terre ; de plus, peu exigeants, ils avaient l'avantage de parler facilement les deux langues du pays.

Les Allemands de Bohême détenaient la fortune et avaient concentré dans leurs mains le commerce et l'industrie ; sur le terrain économique aussi, ils rencontrèrent bientôt la concurrence tchèque. Dans les districts allemands arrivèrent des ouvriers tchèques qui, naturellement eux aussi, furent accueillis sans amitié par les ouvriers allemands. Les succès des Tchèques coïncidaient avec les victoires de Bismarck. L'orgueil germanique pouvait-il supporter les insolentes prétentions de cette misérable race slave qui osait exiger l'égalité ? Plutôt que de subir une semblable humiliation, pourquoi n'appellerait-on pas les Prussiens qui, d'un tour de main, mettraient les insurgés à la raison ?

Bismark, cependant, qui avait beaucoup d'affaires sur les bras, leur conseilla la prudence et accueillit assez mal leurs appels. Laissés à leurs propres forces, ils représentaient dans l'empire une minorité si infime que leur défaite était certaine. Ils cherchèrent autour d'eux des alliés et ils les trouvèrent dans les Magyars dont la situation en Hongrie était très analogue à la leur.

Les Magyars sont groupés dans la plaine qui s'étend entre les rives du Danube et de la Tisza son grand affluent.

C'est une plaine basse, souvent marécageuse, dans laquelle les Magyars ont, pendant des siècles, mené une vie à demi-nomade identique à celle que leurs ancêtres avaient connue et aimée dans les steppes asiatiques.

Ils y sont comme assiégés par des populations que leurs invasions ont refoulées vers les montagnes et qui, après des siècles de servitude, aspirent aussi à la liberté.

A l'est, les Roumains ; vers le sud et vers l'ouest, dans la région de la Drave et de la Save, de la Slavonie et de la Croatie, les Yougoslaves ; vers le nord, les Slovaques ; vers le nord-est, les Ruthènes qui, au Moyen-Age, se sont infiltrés à travers les forêts et les défilés des Karpates. Pour avoir une idée de la bigarrure de cette ethnographie, il faudrait citer encore les colonies saxonnes qui sont nombreuses en Transylvanie ou sur les confins de l'ouest, et les Juifs qui forment une partie importante de la population urbaine.

Au Moyen-Age, ces races diverses vivaient en paix. La Hongrie formait une sorte de Confédération où les différents peuples acceptaient d'habitude sans colère la domination du roi commun ; pourquoi auraient-ils contesté les droits de la Sainte Couronne ? Ils étaient si peu gênants et s'exerçaient si rarement.

L'Administration existait à peine, et elle n'intervenait guère dans la vie courante. Lorsque les différents peuples se trouvaient réunis dans les diètes générales, les rivalités ethniques étaient voilées par l'usage du latin : le latin était une langue neutre qui dissimulait les différences et qui ne permettait pas la naissance des haines nationales.

Au début du XIXe siècle, les peuples du royaume de Hongrie vivaient ainsi en paix et en amitié.

Tout changea brusquement dès que, vers 1840, les Magyars prétendirent transformer cette sorte de Confédération, où tous les habitants jouissaient de droits égaux, et étaient protégés par des privilèges analogues, en un État centralisé et imposer à ce mélange de races hétérogènes un caractère absolument magyar.

Leur nouvelle politique repose tout entière sur une équivoque et une sorte de calembour. Ils font du Hongrois, mot qui signifie les divers peuples sujets de la Sainte Couronne, le synonyme de magyar, qui désigne leur propre race, et ils exigent que les allogènes renient leur nationalité propre, oublient leur histoire particulière et abandonnent leur langue pour se confondre dans le groupe des fils d'Arpad.

Les ambitions des peuples conquérants s'expliquent le plus souvent à l'origine par une certaine naïveté orgueilleuse. Comme les Allemands, les Magyars s'imaginaient de bonne foi mériter la reconnaissance des allogènes à qui ils faisaient l'honneur d'ouvrir leurs rangs. Ils prévoyaient sans doute quelques résistances, mais ils étaient persuadés qu'ils en triompheraient aisément et il est vrai qu'ils avaient un certain nombre d'avantages : d'abord leur situation centrale qui leur permettait de diviser leurs adversaires. Ils avaient d'ailleurs des alliés dans les rangs de leurs ennemis.

Dans les régions du royaume habitées par des Slaves ou des Roumains, ils avaient réussi peu à peu pendant le Moyen-Âge à magyariser les classes dirigeantes. La petite noblesse, très nombreuse, et qui rappelle dans une certaine mesure la sljachta polonaise, jouissait de privilèges fort étendus. Très âpre dans l'exercice de son pouvoir, oppressive et besogneuse, menacée par des insurrections périodiques, elle ne se maintenait contre les révoltes des paysans que par la protection du pouvoir central. Elle subissait d'ailleurs l'attraction qu'exercent toujours le souverain et la Cour sur les classes dirigeantes où se recrutent les représentants du pouvoir : cette noblesse qui remplissait les Assemblées des Comitats, et qui tirait de très larges bénéfices du monopole des fonctions administratives qu'elle s'était attribué, avait un intérêt visible à écarter les éléments populaires. Elle se targuait de libéralisme et elle a réussi assez longtemps à faire illusion à l'Europe. Mais son libéralisme ne faisait front que contre le souverain et elle entendait par libertés ses privilèges.

Comme en Bohême, l'opposition qu'elle rencontra fut à la fois ethnique et sociale. Les allogènes réclamaient à la fois l'égalité nationale et l'abolition des abus sous lesquels ils étaient écrasés. Leurs revendications n'ont pas toujours été bien comprises en France, parce qu'elles se sont le plus souvent voilées sous le rappel de titres historiques qui laissent notre rationalisme assez indifférent. Si l'on va au fond des choses, sans s'arrêter aux formules, leur programme se confond avec la déclaration des droits de l'homme qui a pour base l'égalité et la liberté. De là, l'acharnement et l'exaltation avec lesquels les Slaves et les Latins ont résisté aux empiètements des Magyars. Exaspéré par une opposition qu'il n'avait pas prévue, et qu'il se sentait incapable d'écraser, le gouvernement de Budapest ne recula pas devant les mesures les plus brutales, et la lutte prit en Hongrie un caractère de férocité.

Les Allemands d'Autriche ne se distinguent ni par leur valeur intellectuelle, ni par de très hautes qualités morales. Soit qu'ils descendent des tribus les moins bien douées de l'Allemagne, soit qu'ils aient épuisé leur énergie à mettre en valeur le sol qu'ils ont occupé, ou peut-être encore — et c'est l'hypothèse la plus probable — qu'ils aient subi à la longue l'action déprimante d'un gouvernement soporeux et ataxique, la moyenne chez eux ne dépasse pas un niveau assez bas et la liste des hommes remarquables qui sont sortis de leurs rangs est vite close.

Ils citent avec complaisance Grillparzer qui compte plus d'admirateurs que de lecteurs, Lenau qui est à peine un Allemand et Anastasius Grün, dont le succès momentané s'explique uniquement par des raisons politiques, étoiles de deuxième ou troisième grandeur qui ne brillent que d'un modeste éclat. — On les éteindrait, que la splendeur de l'horizon de l'humanité n'en serait pas moins radieuse. Les Magyars sont une race plus robuste, d'une sève plus savoureuse, plus originale et plus féconde. Leurs défauts, qui sont nombreux et redoutables, ne sont pas vulgaires et leur ont valu quelques amis et d'assez nombreux admirateurs. Des steppes asiatiques d'où sont venus leurs ancêtres, ils ont rapporté une imagination désordonnée et fantasque, comme s'ils éprouvaient le besoin, pour s'arracher à la monotonie de la puszta, de s'enfuir dans le monde des rêves somptueux et des ambitions magnifiques. Ils se piquent d'être un peuple chevaleresque parce qu'ils n'écoutent pas volontiers la voix de la raison et qu'ils ont le goût de la violence et du risque. Ils se vantent d'être une nation de légistes ; seulement, dans le droit, ils cherchent et ils comprennent surtout la subtilité. Ils se plaisent au danger parce qu'ils ont confiance dans leur courage, que les pires désastres n'abattent pas, et leur fierté qui brave toutes les aventures ne redoute pas les défaites, à condition qu'elles soient épiques. Ils

ont la folie du drame, souvent même du mélodrame, et on s'explique facilement l'indignation farouche qu'éprouvent ces gentilshommes à voir se lever contre eux des instituteurs de village, des pasteurs, de petits négociants, des agriculteurs surtout qui n'ont ni ancêtres, ni manières, qui ne font pas sonner leurs éperons et qui s'avisent cependant de contester leur primauté.

Pour les écraser, ils se fussent donnés au diable sans lui marchander le prix qu'il réclamait. Gardez vos hordes, leur dit Beust en 1867, nous garderons les nôtres. Ainsi se conclut une triple alliance entre les Allemands d'Autriche, surtout les Allemands de Bohème, les Magyars et la dynastie, unis dans une même pensée ; maintenir leur domination sur les races qui s'insurgeaient contre leur prépondérance. Sans hésitation, cette coalition a accepté la guerre, le jour où elle y a vu le seul moyen de sauver ses privilèges.

II

Ces peuples insurgés au nom de la justice et du droit, il ne nous reste plus assez de temps pour en aborder l'étude, — je ne vous indiquerai que quelques-uns des traits communs par lesquels ils se distinguent. Il convient d'abord de remarquer qu'au début des hostilités, ni leurs tendances n'étaient pareilles, ni leur situation semblable.

Les Polonais ont traversé une crise de conscience extrêmement douloureuse. M. Boutroux vous disait tout à l'heure avec raison que, lorsqu'il lui était arrivé, avant 1914, de se rencontrer avec des Polonais, il n'avait remarqué chez eux aucune antipathie contre l'Autriche ; on le comprend aisément. Comme en effet l'Allemagne ne consentira jamais à la restauration de la Pologne, les Galiciens qui trouvaient dans l'Autriche un refuge relativement acceptable, n'avaient d'autre perspective, si les Habsbourg disparaissaient, que de subir la domination russe. Ce troc n'avait rien qui les séduisît, et il est très contestable qu'en 1910, la vie pour eux était moins dure à Cracovie qu'à Varsovie. Ils conservaient malgré tout au fond d'eux-mêmes l'espoir indéracinable de reprendre un jour leur place à côté de leurs frères dans une patrie affranchie ; aussi leur cœur fut-il profondément ébranlé par l'appel que leur adressa le Grand Duc Nicolas à l'automne de 1914. Avant de se prononcer plus clairement, ils jugèrent cependant nécessaires des promesses plus précises qui ne devaient jamais venir. Comment s'étonner de leurs hésitations quand on connaît les incertitudes des gouvernements russes et la facilité avec laquelle ils oublient leurs engagements.

Si, du moins, les Puissances occidentales avaient contre-signé les promesses du Grand Duc Nicolas ! Malheureusement, comme il est arrivé si souvent, leur diplomatie a manqué de vigueur et de décision ; elle s'est contentée de formules ambiguës et mystérieuses, de paroles d'oracle, et ainsi s'explique l'attitude réservée et énigmatique que les Polonais ont prise jusqu'à présent.

***

Dès le premier jour, les autres Slaves et les Roumains, — je laisse de côté les Italiens qui ne sont que quelques centaines de mille, — ont pris nettement position. Quelque profondes que soient les différences qui séparent les Roumains, les Tchécoslovaques et les Yougo-Slaves, on constate entre eux certaines ressemblances fondamentales qui leur donnent un air de famille.

Tout d'abord, ce sont des populations démocratiques. — Par la faute des circonstances d'ailleurs plus que par leur volonté réfléchie : la noblesse chez eux a été exterminée ou s'est dénationalisée, et a cessé par conséquent de pouvoir réclamer la direction des esprits. Elle n'a vécu que par la grâce du gouvernement, s'est désintéressée des affaires publiques, et en a laissé la conduite aux classes moyennes ou aux hommes qui sortaient directement de la masse rurale. Mais, quelle qu'en soit la cause, le fait demeure et, par là, une affinité naturelle les rapproche de nous.

En même temps que ce sont des peuples démocratiques, ce sont — si je puis m'exprimer ainsi — des peuples historiques. Je veux dire par là qu'ils ont derrière eux un très long passé et très rempli, et que de ce long passé, ils ont conservé un souvenir direct, immédiat et constant. Ils ne se sont relevés que parce qu'ils ont trouvé justement dans ce passé des raisons suffisantes de croire à leur avenir.

Je me garde de rien exagérer et je me rappelle le prudent proverbe : medio tutissimus ibis. « Tu te tromperas le moins possible en suivant la voie moyenne ». Ne décourageons personne et ne désespérons d'aucune race. Quand nous voyons cependant brusquement surgir à la lumière des nations qui n'ont pas d'histoire, comme l'Albanie, ou qui en ont si peu qu'elles n'en gardent qu'un souvenir imprécis et trouble, comme la Lituanie ou l'Ukraine, tout en leur tendant une main fraternelle et sympathique, nous éprouvons quelque scepticisme sur le succès de leurs efforts. Excusez les préjugés d'un vieil étudiant en histoire : je ne puis m'empêcher de me défier d'un avenir qui n'a pas ses racines dans le passé. Une patrie ne s'improvise pas, elle se fonde par une longue communauté de sacrifices et de souffrances. Un peuple qui n'a pas d'ancêtres est un arbre sans racines. Si les circonstances lui sont favorables et

que le vent ne souffle pas en tempête, il est possible que ce jeune arbre grandisse et se développe et qu'un jour, sous ses ombrages, les générations nouvelles viennent chercher la paix et la joie. Malheureusement, sur notre pauvre terre, les bourrasques sont nombreuses, et l'aquilon souffle souvent en tempête. N'en déplaise à La Fontaine, le chêne qui a poussé dans le sol des racines profondes est encore celui qui brave le mieux les intempéries.

Les Yougoslaves, les Tchèques et les Roumains ont derrière eux des siècles d'histoire et d'une histoire souvent héroïque. A travers les plus dures épreuves, ils ont réussi à défendre leur indépendance, et leur vaillance, endurcie par le malheur est prête à de nouveaux combats et égale aux tâches les plus difficiles.

De leur passé douloureux, — et c'est le dernier trait que je voudrais vous signaler, — ils ont su comprendre l'enseignement et dégager une règle de vie.

L'histoire use certaines races qui sont incapables d'en apercevoir et d'en accepter les leçons. D'autres, au contraire, plus capables d'éducation, sont instruites et élevées par elle. Dans leur lente et cruelle lutte contre l'adversité, les peuples opprimés d'Autriche ont appris la constance du cœur et la modération de l'esprit. La modération est une vertu assez humble en apparence, elle n'en est pas moins une des conditions primordiales du progrès de l'humanité ; elle s'appelle aussi le sens commun, qui, quoiqu'en dise Descartes, est fort peu répandu, ou encore la raison. Elle est le fruit de l'expérience accumulée, et la victoire de la pensée sur l'instinct ; elle distingue l'homme de la brute, le civilisé du barbare, le Français de l'Allemand. Elle nous ordonne de tenir en bride l'imagination, nous apprend à résister aux tentations, qui, après une satisfaction d'une heure, laissent des regrets prolongés et cuisants, — à ne pas abuser de la fortune et à nous rappeler que toute puissance fondée sur la violence crée la révolte et la haine. Cette modération, les Grecs l'honoraient sous le nom de Sagesse et ils l'opposaient à la Déesse malfaisante, l'Ubris, la fantaisie déchaînée, le délire orgiaque, cette espèce d'orgueil débridé qui trouble les cerveaux et conduit les mortels à leur ruine.

La terre appartient aux violents, lisons-nous dans la Bible. — Encore faut-il entendre le vrai sens de ces paroles. Elles signifient que la lâcheté est condamnée à l'esclavage et que la conduite du monde finira par appartenir aux hommes qui mettent un cœur intrépide au service d'une pensée droite et juste.

Plus d'une fois, les Slaves d'Autriche ont été trahis par la fortune et ils ont roulé dans la poussière, maniés et sanglants. Jamais leur main défaillante n'a laissé échapper le flambeau qu'avaient allumé leurs apôtres, les Hus, les Jérome de Prague, les Komensky. Et peu à peu les idées qu'ils avaient entrevues se sont insinuées dans les pays voisins, ont éveillé au loin des sympathies imprévues et, après avoir transformé le monde, sont revenues dans leur patrie d'origine et ont rendu, aux races opprimées, une vigueur nouvelle et la force de soutenir de nouveaux combats. La lutte est dure, la fortune hésite. A certaines heures, la hideuse panique jette son cri d'épouvante et emporte dans une fuite éperdue les régiments qui paraissent les plus sûrs. Qu'importe ? Les Tchèques songent aux furieuses tempêtes qui, plus d'une fois, ont rasé leur pays, — ils ont repris leur travail à pied d'œuvre et relevé leur maison. Les nuages ont beau obscurcir le ciel, le soleil n'en sera pas éteint. Le jour viendra où l'Eternel de justice et de liberté apparaîtra dans sa gloire et appellera ses enfants autour de lui : Vous avez été de bons serviteurs, vous avez cru dans mes promesses, vous avez subi la persécution et l'outrage sans perdre votre foi. Venez à mes côtés, mes enfants fidèles, et reposez-vous de vos peines en contemplant le monde nouveau que vous avez créé.

Nous traversons tous aujourd'hui des heures obscures et troubles, et les âmes les plus fermes connaissent de douloureuses angoisses. Nous ne les dissimulons pas parce que nous sommes sûrs de notre courage. Si des amis, sur qui nous avions le droit de compter, laissent tomber leurs armes, songeons à ceux qui nous demeurent fidèles et que nous n'avons pas le droit de trahir. Nous avons contracté vis-à-vis d'eux une dette sacrée de reconnaissance.

Le sujet est trop vaste pour qu'il me soit possible d'indiquer même succinctement tout ce que les Tchécoslovaques et les Yougoslaves ont fait depuis la guerre : par tous les moyens ils ont préparé et favorisé la victoire des Alliés, à certaines heures, ils avaient réussi à désorganiser complètement l'Autriche. Si, à ce moment là, ils avaient rencontré le moindre appui, soit du côté des Alliés, soit surtout du côté de la Russie, il est infiniment vraisemblable que sous leur pression, l'Autriche se serait effondrée.

Depuis lors, ce qui est peut-être plus remarquable encore, malgré les échecs, ils n'ont pas déserté le combat, et leur volonté inaltérable s'est manifestée avec une audace, une netteté et une résolution admirables. Je n'en citerai qu'un exemple, c'est la récente réunion à Prague, dans un

Congrès général, des représentants autorisés de tous les partis slaves : les catholiques à côté des jeunes Tchèques, qui ressemblent un peu à nos radicaux-socialistes, les agrariens à côté des socialistes, toutes les opinions, toutes les doctrines. Les anciennes dissensions sont oubliées; les querelles et les griefs les plus légitimes s'effacent devant une pensée semblable : tous communient dans une concorde d'espoir.

Avec une franchise qui nous déconcerte, si l'on songe que l'Assemblée de Prague a délibéré sous l'œil de la police habsbourgeoise et pendant que le pays est occupé par des garnisons magyares et allemandes, elle a proclamé l'insurrection morale des Slaves. Elle a demandé non pas que la constitution fût modifiée, et que les droits des Tchèques fussent étendus, mais que l'on reconnût l'existence d'un Etat indépendant tchécoslovaque qui serait représenté aux négociations de paix. En d'autres termes, elle a réclamé la dissolution de l'Autriche et la déchéance de la dynastie des Habsbourgs.

Ces peuples qui déchirent ainsi le pacte inique qui les rattachait à la monarchie austro-hongroise, et en jettent les morceaux à la figure de Guillaume II et de son vassal, Charles d'Autriche, les bourreaux de Vienne et de Budapest croyaient bien les avoir définitivement mates. Depuis 1914, les patriotes les plus énergiques avaient été traqués, emprisonnés, assassinés : les conseils de guerre avaient prononcé des milliers de condamnations : les cadavres ensevelis dans les cimetières des camps de concentration se comptent par dizaines de mille ; les chefs les plus populaires ont été jetés dans les cachots et mis hors-la loi. Les jeunes générations ont été exterminées ou combattent dans les camps des Alliés. La masse de la population est anémiée et usée par les privations, la détresse morale, la famine. Les forces humaines ont leurs limites, et si les peuples qui ont souffert une telle géhenne demandaient merci, nous ne pourrions éprouver pour eux qu'une immense pitié. Quel prodigieux réconfort, cependant, que de voir ces nations exténuées, sanglantes, se redresser sur les genoux et nous crier leur foi. Entendez les vœux qui nous arrivent de Bohême, de Slovénie, de Croatie ou des Karpathes. — « Vous êtes, nous disent-elles, vous aussi, un peuple démocratique; vous combattez pour assurer la liberté du monde, nous avons droit à votre sympathie, car, pour vous aider, nous avons accepté de terribles tortures, et, dès qu'une circonstance favorable le permettra, nous ne reculerons pas devant un sacrifice plus absolu encore pour vous prouver notre dévouement. Rappelez-vous — et c'est un souvenir qu'il est bon aujourd'hui plus que jamais de faire revivre — qu'en 1870, alors que l'Europe entière tremblait devant Bismark et paraissait ne pas comprendre l'importance du problème qui se posait, une voix s'est élevée dans le monde pour protester contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ; cette voix, c'est celle de la Diète de Prague, de la Diète Tchèque. »

Nos amis d'Autriche-Hongrie peuvent compter sur nous comme nous comptons sur eux, et à l'heure de la victoire nous ne les oublierons pas. Quel jour sonnera la fanfare qui annoncera la chute de la Bastille allemande ? Je n'en sais rien. Depuis le début de la guerre, les pronostics qui semblaient les mieux fondés ont été si cruellement démentis par les événements que personne ne s'avise plus de jouer le rôle de prophète. Mais, tardif ou lointain, le jour luira où s'écroulera le monstrueux édifice que l'Allemagne essaye de cimenter avec le sang de ses victimes et les cadavres de la justice et du droit. Ce jour de revanche, d'émancipation et de gloire, nous l'attendons, nos alliés d'Autriche-Hongrie et nous, avec la même certitude qu'il y a quatre ans, — Nous repoussons toute pensée de compromis, nous écartons du pied les hypocrites et fallacieuses propositions de l'ennemi. Notre programme de paix, il est simple : c'est l'émancipation des peuples. Pas plus que l'Angleterre de Lloyd George, ou l'Amérique du Président Wilson, nous n'accepterons de transaction puisque nous savons que si, par une hypothèse absurde, la victoire devait revenir à nos adversaires, l'Univers serait tellement dépouillé de soleil, de lumière et d'espérance, que, franchement, cela ne vaudrait plus la peine de vivre.

ERNEST DENIS.

*
* *

M. BOUTROUX. — Mesdames, Messieurs.

Je serai bien sûrement votre interprète en adressant de chaleureux remerciements à mon cher camarade, collègue et ami, M. Ernest Denis, pour la très savante, lumineuse, vivante et intéressante exposition qu'il vient de nous faire. C'est là l'histoire traitée à la française, c'est-à-dire, laissant à d'autres, l'art de choisir ou d'arranger les faits pour les besoins d'une cause donnée, et cherchant, avec ardeur, avec loyauté, avec ingénuité, un seul objet : la vérité.

Cette vérité, d'ailleurs, est évidemment, pour nous, très encourageante : c'est un grand honneur, c'est un grand sujet de confiance pour les Français que de savoir que tant d'honnêtes gens,

nous par l'amour de la justice et de la liberté, font des vœux pour le succès de leurs armes.

S'ensuit-il que nous n'ayons qu'à nous reposer sur le progrès certain de la conscience du droit en tout pays pour que la victoire nous arrive d'elle-même ? Rien ne serait plus contraire à l'enseignement même que nous venons de recevoir.

Un mot de Michelet me revient à la mémoire, qui, si je ne me trompe, est plus que jamais de saison :

« L'avenir n'est pas une chose faite d'avance, qu'il suffise d'attendre. L'avenir sera ce que, par nos efforts, par notre union, par notre persévérance et notre puissance de sacrifice, nous saurons le faire ».

LOUIS-PHILIPPE ET SES MINISTRES

Lettres inédites de Louis-Philippe, du comte d'Argout, du comte Molé, de Thiers et de Guizot (1)

LE COMTE MOLÉ.

Le comte Molé était un homme de la même condition sociale et de la même éducation politique que le comte d'Argout, avec plus de talent et d'autorité. Né, lui aussi, à la fin de l'ancien régime, il avait commencé sa carrière administrative sous le premier Empire, avec la faveur de Napoléon, qui en avait fait, à vingt-huit ans, un conseiller d'Etat et un directeur général des Ponts-et-Chaussées. Louis-Mathieu Molé était même grand-juge, c'est-à-dire ministre de la Justice, lors de la première abdication de Napoléon, ce qui ne l'empêcha pas de se rallier aux Bourbons aussitôt leur retour.

Les nouveaux venus ne se montrèrent pas plus exigeants pour cela, et, lorsqu'ils furent rétablis plus solidement, après Waterloo, ils confirmèrent le comte Molé dans la pairie que Napoléon lui avait octroyée auparavant. Mais Molé ne participa à la direction des affaires que dans le ministère Richelieu, avec le portefeuille de la Marine, et se montra en toutes circonstances tolérant et libéral. Aussitôt arrivé au trône, Louis-Philippe confia au comte Molé la direction des affaires étrangères, et celui-ci en profita pour faire reconnaître le nouveau roi par les puissances européennes.

Ce premier ministère ne dura que quelques mois, et le comte Molé ne revint au pouvoir, comme chef d'un cabinet, que six ans plus tard, en septembre 1836. L'existence de ce cabinet fut mouvementée, en dépit du talent de celui qui y présidait, parce que le comte Molé avait à lutter contre la coalition fameuse de Guizot et de Thiers, qu'il avait évincés. L'œuvre du comte Molé ne fut cependant pas stérile, et le roi aimait son caractère, fait d'énergie et de distinction, qualités qui transparaissent dans les lettres suivantes, écrites au souverain. La première fut envoyée dans des circonstances assez pressantes qu'elle expose suffisamment.

Sire, le Conseil qui est là réuni chez moi me charge de supplier le roi de hâter son retour le plus possible. Rien au monde n'est plus nécessaire que de délibérer en sa présence sur la direction à donner au général Damrémont. Le choléra menace d'envahir les régiments envoyés récemment en Afrique. Le général Damrémont demande des renforts qui, eux-mêmes, peuvent apporter le fléau. Le 26e parti, avant-hier, de Port-Vendres avait débarqué, avant de partir, des cholériques.

Les renforts demandés ne peuvent arriver à Mostaganem avant le 10 octobre. Le ministre de la Guerre et M. de Cubières sont auprès du roi. Il n'y aurait cependant pas un moment à perdre. Je prends sur moi d'écrire par le télégraphe à la place du ministre de la Guerre pour que les trois bateaux à vapeur envoyés à Toulon par Damrémont se rendent à Cette, où la santé est parfaite, et prennent le 61e au lieu du 20e, qu'on nous demande et qui a apporté le choléra à Toulon. — J'avais ensuite proposé au Conseil la dépêche télégraphique ci-jointe pour Damrémont ; mais, à la réflexion, il nous a paru impossible de la faire sans en référer au roi. Je suis désolé de le déranger, mais je prends la liberté de le supplier de revenir et même de ne plus guère s'éloigner. Entre l'Afrique et les élections, sa présence est à tous moments nécessaire.

Je réunis ici toutes les dépêches télégraphiques, y compris une de Strasbourg, qui me réjouit le cœur.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble, très obéissant serviteur et fidèle sujet.

MOLÉ.

Paris, 29 septembre (1837), quatre heures du soir.

Nous supplions le roi d'arriver demain samedi assez tôt pour que le télégraphe puisse transmettre ses ordres dans la journée.

(1) V. *Revue Bleue*, n° 8, 1918.

Quelques jours après, le 3 octobre, la Chambre des Députés était dissoute et la session ne fut ouverte, après de nouvelles élections, que le 18 décembre suivant, quatre jours avant la lettre ci-dessous. Entre temps, le lieutenant-général Valée avait pris Constantine, ce qui avait donné à nos armes un éclat particulier.

Sire, je rentre de la Chambre et je trouve les dépêches de La Haye et de Bruxelles que je m'empresse d'envoyer à Votre Majesté. Ce matin, j'ai eu avec M. de Fabricius un entretien dont j'ai tout lieu d'être satisfait. En me quittant, il a dû écrire à La Haye et dans le sens que nous pouvons désirer. Je ne vois rien, absolument rien à faire jusqu'à l'arrivée des réponses que nous attendons.

J'appelle encore l'attention du roi sur la dépêche de Vienne et l'idée de médiation mise en avant par M. de Sainte-Aulaire.

Les intrigues parlementaires sont dans une grande activité. Mes collègues viennent ce soir en causer avec moi et j'attends aussi quelques députés. Demain, avant la Chambre, c'est-à-dire vers une heure, j'irai prendre les ordres du roi.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur et fidèle sujet.

MOLÉ.

Vendredi 7 heures du soir, 22 décembre 1837.

Pendant les deux mois qui suivirent sa réunion, la Chambre s'occupa de lois d'affaires et les débats politiques chômèrent. Mais les intérêts et les passions ne s'y remuaient pas moins, comme Molé en fait l'aveu au roi dans la lettre qui suit.

Sire, je m'empresse de placer sous les yeux de Votre Majesté : 1° l'intéressante réponse que je reçois de M. le maréchal Valée ; 2° l'importante dépêche qui me parvient de M. de La Tour-Maubourg. Les difficultés s'accumulent tellement dans ce moment tant dans les Chambres que hors des Chambres, que le temps et les facultés n'y suffisent plus. Demain, lorsque j'aurai l'honneur de voir le roi, il aura eu le temps de réfléchir sur les idées de M. de Maubourg et sa situation à Madrid. Je compte lui répondre vivement sur la facilité avec laquelle il accueille d'absurdes et indignes rumeurs, comme celle qui représente M. Apponyi se mêlant de nos affaires et en décidant. Il est déplorable de voir un ambassadeur du roi si bien intentionné et ordinairement si sensé, en croire des correspondances particulières et des journaux plus que des lettres et dépêches de son ministre. Quoi qu'il en soit, là comme ici, notre position est difficile. J'ai passé ma matinée à voir des députés influents. Demain la proposition Gouin se discute. On en fait dans la Chambre une question de parti et les deux partis qui voudraient renverser le ministère attendent pour se prononcer de voir l'attitude que nous prendrons. A la fin de la journée, mes collègues viendront en causer avec moi.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur et fidèle sujet.

MOLÉ.

Quatre heures du soir, 18 février 1838.

L'opposition au ministère Molé devenait chaque jour plus vive et chaque jour l'autorité de son chef sur la Chambre diminuait. Guizot surtout se montrait implacable et cruel, tandis que Molé restait froid et dédaigneux. Leur lutte demeure célèbre dans les annales parlementaires. Molé démissionna, mais non sans avoir obtenu une nouvelle dissolution de la Chambre et des élections pour le 31 janvier 1839. Elles ne furent favorables à aucun des partis en présence et laissèrent les choses assez indécises, si bien que le cabinet Molé dut rester encore en fonctions jusqu'au 31 mars. C'est pendant cette sorte d'intérim que Molé écrivit au roi la longue lettre qui suit, dans laquelle il s'explique sur quelques-unes des mesures qu'on voudrait prendre *in extremis*.

Sire, je souffre en vérité plus que Votre Majesté de la situation où elle se trouve et je ne sais ce que je ne ferais ou donnerais pas pour la faire cesser. Je lui ai toujours dit que le 11 octobre était impossible (1). Les circonstances qui avaient amené cette combinaison sont loin de ressembler à celles où nous nous trouvons. Plus je réfléchis, et moins je regrette de voir les doctrinaires restés en dehors de la nouvelle combinaison ministérielle. Ils iront grossir les centres qui rendront le nouveau ministère impuissant pour faire le mal ou le renverseront. Tous les jours, les députés arrivent, et M. Thiers s'apercevra qu'il a à compter avec eux. Que le roi conserve sa santé et son courage ! ! !

Je le prie de permettre que je lui parle ici de plusieurs affaires. La première est celle de M. Lasnyer dans laquelle mes collègues ont pour moi un procédé qu'il ne sera jamais en leur pouvoir de me faire oublier. Si j'ai quelque force politique pour vous servir, Sire, je la dois en grande partie à la fidélité scrupuleuse avec laquelle je tiens toutes

(1) Allusion au 11 octobre 1832, date de la formation d'un cabinet de concentration, sous la présidence de Soult, avec le duc de Broglie, Thiers et Guizot.

promesses. Je suis esclave de ma parole. Je [illegible] les autres se jouer, s'ils le veulent, de la [illegible] propre, mais je ne souffre pas qu'ils se jouent [illegible] celle que je donne en leur nom. Toute l'affaire [illegible] inopportune des bibliothèques ne s'est faite que pour faire un vide au Conseil d'État en nommant M. Dumoyer aux bibliothèques et pour mettre M. Lasnyer au Conseil d'État à sa place. Au moment des élections, le Conseil me chargea solennellement de demander à M. Lasnyer s'il voulait remplacer immédiatement ou après les élections M. Dumoyer. M. Lasnyer me répondit qu'il comptait trop sur ma parole pour n'être pas en parfaite sécurité sur sa nomination et qu'il préférait être nommé après les élections. M. Lasnyer arrive et le Conseil refuse d'acquitter sa parole et la mienne. M. Barthe a osé me dire qu'il ne contresignerait pas et M. de Montalivet et lui ont soutenu la doctrine de M. Thiers sur Ancône, à savoir que la parole n'engageait que quand on n'avait pas de bonnes raisons pour y manquer. Ils veulent donner la place vacante à M. Macarel, dont je sais et reconnais tous les titres, que je voudrais assurément replacer comme il le désire, même à mes dépens personnels, si cela se pouvait. Mais, lorsque ma parole est engagée et d'une manière aussi formelle, je regarde comme un outrage que l'on veuille m'y faire manquer. Le roi parlera de cette inconcevable affaire à M. Barthe, s'il le juge convenable, mais je suis décidé à ne pas me rencontrer avec M. Barthe tant qu'il n'aura pas acquitté la parole que j'ai donnée en son nom comme au nom du Cabinet tout entier.

J'ai vu ce matin M. Duboys d'Angers. Je supplie le roi de renoncer à M. Sénac et de se borner aux ordonnances qui sont sous ses yeux. C'est le plus que nous puissions faire. Je n'hésite pas à le conjurer, aussi de refuser toutes les croix de M. de Salvandy. Il est insensé de faire à l'occasion de la retraite du Cabinet une promotion que M. de Salvandy aurait à peine osé proposer aussi nombreuse le jour de la fête du Roi. La croix même de Saint-Marc-Girardin, que j'aime beaucoup, n'est nullement motivée en ce moment et ne sera bonne ni pour Saint-Marc, ni pour le ministre qui la lui donne *in extremis*.

Si je n'écoutais que mon cœur en ce moment, j'importunerais le roi de mes visites, mais je crois devoir ne pas les rendre trop fréquentes et attendre que le roi m'indique les moments où je puis me présenter.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur et fidèle sujet. MOLÉ.

Samedi 13 mars 1839.

P. S. — Que le roi n'oublie pas que l'absence du Cabinet des doctrinaires peut seule conserver et reconstituer le parti conservateur.

Ce qui frappe surtout, dans cette lettre, c'est le ton de fermeté courageuse, la fidélité scrupuleuse dont Molé se vante pour ses principes et pour ses promesses. Quand il tomba du pouvoir, le roi, ne pouvant lui témoigner autrement sa bienveillance, lui fit présent d'une statue de Mathieu Molé, pour embellir la terre de Champlâtreux, domaine historique que la famille possédait en Seine-et-Oise. C'est pour exprimer sa gratitude de cette faveur nouvelle que le comte Molé adressa à Louis-Philippe le court billet suivant, loyal et sincère hommage de sentiments qui s'étaient déjà manifestés bien des fois.

Sire, Champlâtreux est devenu un lieu où je rencontre à chaque pas une marque de la bonté du roi. J'y trouve aujourd'hui cette belle statue de Mathieu Molé dont il a voulu dernièrement encore embellir ma retraite. J'éprouve le besoin de lui en témoigner toute ma gratitude, et de lui dire qu'il y a un souvenir qui surpasse tous ses dons et ne s'effacera jamais ni de mon cœur ni de la mémoire de ma famille, c'est celui de la visite qu'une fois Champlâtreux a reçue. Votre Majesté accueillera, j'espère, avec indulgence l'expression de sentiments qui lui étaient connus et que la vue de cette statue m'a donné un nouveau désir de mettre à ses pieds. Jamais je ne laisserai échapper une occasion d'y déposer l'hommage de ma reconnaissance, de mon dévouement et de ma fidélité.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble, très obéissant serviteur et fidèle sujet.

MOLÉ.

Champlâtreux, 3 septembre 1841.

(*A suivre.*) PAUL BONNEFON.

LES APPÉTITS BULGARES

Il y a des États carnassiers : la Bulgarie est du nombre. Jusqu'où iraient les appétits bulgares, si rien ne venait les refréner ? C'est un problème. Le rôle, que ce pays a joué dans notre Europe depuis quarante ans, a été énorme, en tout cas disproportionné à son importance réelle. Reprenez l'histoire d'Alexandre de Battenberg et celle de Ferdinand de Cobourg, qui, pour avoir régné à

Sofia, demeuraient pourtant des étrangers, et qui voulurent s'attribuer par leurs équipées la grande naturalisation : vous avez un des chapitres les plus pleins, les plus curieux et les plus dramatiques des annales contemporaines.

L'homme est ainsi fait qu'à peine libéré du joug, il entreprend de subjuguer autrui, et ce qui est vrai de l'homme demeure vrai des communautés qu'il forme. Les Hongrois nous offrent une superbe illustration de ce thème et les Bulgares le disputent aux Magyars. J'avoue que ces Bulgares n'ont pas eu tous les torts et que les grandes puissances ont toujours été responsables, dans la plus large mesure, des désordres balkaniques. Si les petits Etats de la Péninsule n'avaient pas perçu les divisions, l'antagonisme des chancelleries de premier rang, et si ces chancelleries n'avaient pas essayé de se servir, pour leurs fins particulières, de la concurrence des petits Etats, l'équilibre et la paix eussent pu s'établir. Mais qui donc s'est sincèrement, hormis quelques idéalistes comme Gladstone, soucié des droits des nationalités qui peu à peu se détachaient de la servitude turque ? Sofia et Belgrade, pour ne citer que ces deux capitales, furent des champs clos où s'entrechoquaient l'influence austro-hongroise et l'influence russe : il fut un temps où les austrophiles dominaient à Belgrade et les russophiles à Sofia. On excitait même ces peuples renaissants les uns contre les autres ; on flattait leur expansionnisme. Ce fut Vienne qui, en 1908, encouragea Ferdinand de Cobourg à se proclamer roi et Pétersbourg qui, en 1912, noua la coalition balkanique, — cette coalition qui devait si mal finir...

En 1913, l'Europe, — s'il y avait eu une Europe, — mais a-t-elle jamais existé dans l'acception pleine du mot ? — aurait eu une admirable occasion d'instaurer un ordre durable dans les Balkans. Elle la négligea par ignorance ou par incurie, et marcha au cataclysme, car on ne saurait contester que les affaires orientales aient joué un rôle dans le conflit mondial. Mais en dépit de ces aperçus généraux et des fautes commises par les grandes puissances, le caractère de l'Etat bulgare se dégage nettement. Spolié en 1878, il a gardé de la déception qu'il avait subie une rancune profonde, un désir de représailles qui s'exprime encore aujourd'hui dans les termes les moins équivoques. Et l'aventure de 1913, qu'il a un peu provoquée cependant par un acte de félonie, n'a fait que renouveler au cœur de ses dirigeants la volonté d'une revanche totale. A beaucoup d'égards, la politique bulgare procède des mêmes principes, — si l'on peut ainsi dire —, repose sur le même corps d'idées que la politique prussienne. Sofia n'a pas eu son Frédéric II, mais les pedants de Frédéric II, ceux qui découvrent toujours des arguments juridiques pour légitimer une annexion, sont nombreux à Sofia. Ferdinand de Cobourg détesta ses ministres, dont il épie les moindres gestes, et ces ministres nourrissent pour lui un certain mépris, mais le souverain et ses conseillers temporaires s'accordent sur ce point qu'on ne prend jamais trop et même qu'on ne prend jamais assez. La Turquie vaincue dans la première guerre balkanique, le monarque bulgare voulut saisir, dans les dépouilles du vieil « Homme malade », la part du lion : il avait calculé sans ses confédérés et sans la Roumanie, et sans l'Empire ottoman lui-même, et ses conquêtes se réduisirent à de minces parcelles de territoire, déduction faite de ce qu'il devait céder en Dobroudja. Loin de s'approprier l'hégémonie, il était maîtrisé, accablé, humilié. Je ne rechercherai pas si en 1915, à de certains moments, l'Entente eût pu imposer au cabinet de Sofia une autre politique : il se jeta dans la guerre aux côtés de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Turquie, et, s'y étant lancé, s'attacha à confisquer le maximum d'avantages et à tirer une vengeance éclatante, exemplaire, de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie. Les Bulgares d'il y a trois ans avaient la même mentalité que les Prussiens de 1813...

*
* *

Les armées de Ferdinand de Cobourg remportèrent, au cours des campagnes de 1915 et de 1916, des succès inespérés. Si la Serbie, trahie par Constantin de Grèce, et attaquée sur deux fronts, n'avait guère de chances de prolonger longtemps une résistance très active, l'invasion de la Roumanie, — livrée tout de suite par les conseillers du Tsar, s'accomplit avec une facilité inattendue. Les ministres du roi des Hellènes et l'état-major de Doumanis et de Métaxas ouvraient aux Bulgares les régions de Drama, de Sérès et de Cavala, en sorte que ces Bulgares eurent la satisfaction de camper à la fois dans trois pays qui les avaient vaincus en 1913. Ce n'était point pour modérer leurs prétentions territoriales : au contraire, plus ils progressaient, et plus ces prétentions grandissaient. De longue date, ils avaient médité de toucher aux trois mers : l'Adriatique, la Mer Noire et l'Archipel, et d'élargir notablement le rivage qu'ils possédaient depuis le début sur la seconde.

Au lendemain de la paix de Bucarest, qui leur avait été imposée, leur Etat s'étendait sur 11.000 kilomètres carrés, peuplés de 4.700.000 hommes :

à ce traité, ils avaient gagné d'un côté 656.000 citoyens, mais ils en avaient perdu de l'autre, — avec la Dobroudja, 282.000. La Serbie était moins grande : 87.000 kilomètres carrés, mais sa population était exactement égale. La Grèce avait aussi 3.700.000 âmes avec une surface de 120.000 kilomètres carrés ; enfin, la Roumanie, sur 138.000 kilomètres carrés, rassemblait 7 millions et demi d'habitants.

C'était ce dernier Etat qui apparaissait comme le plus considérable, et c'était son intervention qui avait contraint Ferdinand de Cobourg à s'humilier. Au surplus, ce prince qui associait la rouerie et l'ambition morbide à la pusillanimité (et Machiavel eût reconnu en lui bon nombre de potentats ses contemporains), ne se contentait pas de réclamer un équilibre balkanique, — un statut tel qu'aucun royaume ne pût porter ombrage aux autres. Il revendiquait la prééminence, l'hégémonie pour lui-même. Victorieux en 1917, grâce à un concours de circonstances exceptionnel, il adhéra à la formule la plus audacieuse du panbulgarisme, celle qui comportait l'annexion de la Macédoine, de la Morava serbe et des deux Dobroudjas.

Les arguments, que les cercles officiels bulgares (et tous les partis, hormis les socialistes, étaient là-dessus d'accord), faisaient valoir pour la réalisation de ce grand dessein, étaient d'ordres divers. Il semble qu'on ait purement et simplement imité à Sofia la dialectique et la procédure variables du pangermanisme. Tantôt on invoquait les plus vieux souvenirs historiques, les droits que l'occupation avait pu créer à la Bulgarie dans les siècles lointains ; tantôt on alléguait la langue et la religion ; tantôt on faisait directement appel à la volonté des populations. Il y avait des raisons à l'usage de ceux qui s'attachent surtout aux précédents, aux exemples du passé, et d'autres raisons pour ceux qui admettent la conception modernisée du droit des peuples. Le ministre à Berlin, Risof, qui était bien pourvu d'argent, organisa une propagande acharnée et insidieuse par le livre et par la carte. Froidement, il abolit en Macédoine toute survivance de l'élément Serbe, Hellène ou Koutso-Valaque, et s'attira de véhémentes et concluantes ripostes d'un socialisme allemand, Wendel, qui se classait pourtant parmi les majoritaires. L'opposition à Sofia, avec Guéchof et Malinof, ne tolérait pas plus que Radoslavof la discussion des droits bulgares sur Uskub, Monastir, Istip, Vélès, etc... Il est vrai que les partis de droite et de gauche n'acceptaient pas davantage un débat sur le statut futur de Cavala ou de Salonique : leur panbulgarisme ne reculait devant aucune objection, ne s'arrêtait devant aucun scrupule. Quand on évoquait devant eux l'hypothèse d'un plébiscite pour des régions, que les éléments ethniques s'étaient âprement disputées à travers les âges, ils la rejetaient comme absurde. Ils étaient tellement sûrs des vœux des populations cédées à la Serbie ou encore à la Grèce par le traité de Bucarest, qu'ils proclamaient cette consultation superflue et dérisoire. J'ajoute qu'ailleurs ils ne répugnaient pas à jouer des manifestations collectives plus ou moins savamment machinées par eux. C'est ainsi que revendiquant, dans la Serbie de 1912, la Morava et le Timok, Nisch, Vrania, Pirot, Leskovac, Negotin, Zaitchar, ils se faisaient forts de prouver les préférences des habitants de ces districts en faveur de la Bulgarie ; et, de même, ils avaient provoqué la réunion, à Babadagh, dans la Dobroudja cédée en 1913, d'un congrès qui avait acclamé Ferdinand de Cobourg et lui avait envoyé une délégation.

Ces vastes convoitises étaient-elles accueillies dans les Empires centraux avec une totale sérénité ? Je n'en donnerai point l'assurance.

Radoslavof, dès le mois de janvier dernier, et alors qu'il croyait toucher aux réalisations, s'était déjà aperçu que ses alliés ne souscrivaient que modérément à ses visées : s'ils appuyaient certaines d'entre elles, d'autres les effrayaient. Ce n'est pas sans dessein que le président du conseil bulgare soulignait, il y a une quinzaine de semaines, devant la Sobranié, le silence de Hertling et de Czernin au sujet des aspirations du cabinet de Sofia. Tenu à une certaine réserve protocolaire, il se gardait de proférer des expressions un peu vives, mais l'opposition avait naturellement plus de franchise d'allures. Malinof s'écriait : « Nous ne serions pas là si nous avions su » — (c'est-à-dire les Bulgares n'auraient pas donné aux Empires centraux un concours militaire aussi onéreux). « Nous ne dépendons pas de Vienne ; la clé des Balkans n'est ni dans cette capitale, ni à Berlin, mais à Sofia ». Quand, le 1er février, Radoslavof partit pour Brest-Litovsk, où Czernin, Kuhlmann et Hoffmann débattaient les conditions de la paix orientale, ce n'était pas seulement afin de faire acte de présence, mais aussi afin de défendre son programme de conquêtes. Et ce n'était pas sans arrière-pensée non plus que sa presse officieuse saluait l'Ukraine indépendante : la nouvelle république n'était-elle pas limitrophe de la Roumanie, comme la Bulgarie elle-même ?

*
* *

Après avoir achevé les accords avec la Rada-

de Kiev et les commissaires du peuple, les plenipotentiaires des Empires centraux pressèrent le cabinet de Yassy de capituler à son tour. La diplomatie bulgare, qui attendait ici des satisfactions territoriales, était beaucoup plus directement intéressée dans les tractations de Buftea que dans celles de Brest-Litovsk. Il s'agissait pour elle de savoir ce qu'elle obtiendrait, comment elle l'obtiendrait, et quelle serait l'importance de la Roumanie future. Puisqu'on ne pouvait encore déterminer les destinées ou les frontières de la Serbie et de la Grèce, il faillait mettre hors de combat l'Etat qui avait, en 1913, dicté la paix de Bucarest : une grosse déception était suspendue sur les négociateurs de Ferdinand de Cobourg.

Ce qu'ils réclamaient, c'était la Dobroudja, mais sans conditions. Ils l'ont acquise, sous des conditions qui ne se préciseront réellement que par la suite, car, à l'heure où nous écrivons, toutes informations détaillées manquent sur la paix roumaine. Cette acquisition, envisagée en elle-même, aurait son prix : confrontée avec le dédommagement que la Roumanie s'est approprié par ailleurs, elle perd d'autant plus de sa valeur que les formes mêmes de son transfert ont été loin d'agréer au cabinet de Sofia.

La reprise des deux portions de la Dobroudja, — la seconde seule ayant en fait appartenu au nouvel Etat bulgare, était aux yeux de M. Radoslavof, comme de ses adversaires politiques, une des clauses fondamentales du traité discuté à Buftea et à Yassy. Ils ne pouvaient admettre un instrument qui ne leur eût pas, à cet égard, donné les satisfactions escomptées. Ils tenaient à cette conquête, non seulement pour des raisons sentimentales et stratégiques, mais encore pour des motifs économiques qui ressortent de l'examen le plus rapide de la carte. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient promis à Ferdinand de Cobourg des agrandissements au détriment de la Serbie, mais ils n'avaient rien promis aux dépens de la Roumanie, et cette puissance n'était pas encore sortie de la neutralité au moment où le tsar bulgare appelait son peuple aux armes. Et c'est pourquoi la nervosité était grande à Sofia, dès qu'il était question de la Dobroudja. Guéchof avait dit : « L'attitude que les Empires centraux adopteront au regard de cette contrée sera la pierre de touche de leur amitié pour nous. » Lorsqu'on avance que ni Berlin, ni Vienne n'avaient fourni de garanties à ce sujet, on pense nécessairement à des garanties écrites ; il est impossible que les hommes politiques bulgares, âpres au gain et réalistes, aient donné un concours militaire dans la campagne de Valachie, sans avoir provoqué au moins un échange de vues préalable.

Quoiqu'il en fût, ils avaient pris soin, après l'invasion de la Dobroudja, de préparer l'avenir de ce pays — et le leur — en suscitant les manifestations bulgarophiles de Babadagh. Puisqu'on parlait du droit des peuples, comment piétinerait-on les aspirations bruyantes de quelques centaines de milliers d'hommes et les empêcherait-on de se réunir à leurs frères d'origine ou de libre choix ?

Il ne suffisait pas, aux dirigeants de Sofia, de réaliser une annexion à laquelle ils avaient tendu de tous leurs efforts. Ils ne demeuraient pas indifférents aux conditions de cette annexion. Conscients des services qu'ils avaient rendus à leurs alliés, ils ne comprenaient pas que ceux-ci leur marchandassent l'expression de leur gratitude. La Dobroudja devait être cédée par la Roumanie à la Bulgarie, et non à la Quadruplice. La nuance apparaît clairement. Si la Dobroudja était livrée directement à la Bulgarie, cette puissance ne pourrait être saisie d'aucune demande de compensation au profit de tel ou tel de ses confédérés. Si c'était la Quadruplice, comme entité, qui prenait livraison de la région entre Danube et Mer Noire, pour la transmettre ensuite au cabinet de Sofia, des revendications correspondantes étaient à redouter. Dans leurs récents discours à la Sobranié, Todorof et Malinof avaient tout dit là-dessus. Et quand, le 5 mars 1918, on apprit que la Dobroudja était donnée à la Quadruplice pour être rétrocédée finalement à la Bulgarie, la joie de la conquête fut tempérée par le regret qu'engendraient les formes adoptées. On remarqua avec amertume que la Hongrie s'appropriait les districts moldaves et valaques à l'Orient des Carpathes, sans qu'aucun intermédiaire n'apparût entre elle et les vaincus.

Ce n'était point tout, et le cabinet de Sofia avait d'autres raisons de mécontentement. La plus grave, et je l'ai déjà mentionnée, était le vote du congrès de Kichenef, — vote provoqué par le président du conseil roumain, Marghiloman, avec l'approbation des Empires centraux, et qui assurait au gouvernement de Yassy l'adjonction de la Bessarabie. Cette opération n'irritait pas seulement la Bulgarie, parce qu'elle prétendait découvrir, dans l'ancienne province russe, 300.000 de ses propres nationaux — (elle en trouverait de même en Espagne ou en Hollande) —, mais encore et surtout parce que la Roumanie, ainsi dédommagée, n'était pas absolument accablée. Ferdinand de Cobourg et Radoslavof comprenaient fort bien que cette Roumanie continuerait à tenir sa place, de par la

volonté de l'Allemagne et de l'Autriche elles-mêmes, et que ces deux puissances se refusaient à laisser au cabinet de Sofia une prépondérance même apparente.

Enfin, le gouvernement bulgare n'était pas plus satisfait de la Turquie que de l'Allemagne et de l'Autriche. La Porte ne s'avisait-elle pas de réclamer un remaniement de sa frontière d'Europe, la restitution de ce qu'elle avait cédé en 1915 à sa voisine du Nord-Est, pour la déterminer à prendre les armes ? On lui répondait de Sofia que la récupération de l'Arménie devait lui suffire, et qu'elle pouvait encore escompter quelque profit en Transcaucasie. Constantinople restait intraitable.

Cette histoire bulgare n'est pas close. Un pays, qui manifeste ses convoitises de tous les côtés à la fois, qui veut s'enrichir aux dépens de tous les Etats limitrophes, qui ne se déclare jamais rassasié, est un agent de perturbation constante. Celui-ci a été tour à tour redoutable à ses ennemis et à ses alliés. Que nous réserve-t-il encore pour l'avenir, et de quelles volte-faces, de quelles initiatives imprévues n'est-il pas capable ? Il faut toujours en revenir à la comparaison avec la Prusse.

PAUL LOUIS.

TABLEAU DE LA POÉSIE FRANÇAISE : DES TROUVÈRES AUX SYMBOLISTES (1)

Avec eux, la France aura vraiment conquis l'hégémonie intellectuelle sur les autres nations et se sera réalisée majestueusement en eux. Tous sont grands, tous donnent l'impression d'avoir été presque également admirables et d'avoir mené à bien la plus vaste entreprise de grandeur nationale, qui ait été tentée collectivement. En réalité, le vrai classicisme poétique ne s'établit victorieusement qu'avec Racine et Boileau, qui y entraînent Molière et La Fontaine ; mais dès Corneille la volonté s'en affirme. Corneille entreprend de fixer les lois de la tragédie française en appliquant, autant qu'il peut, non seulement les préceptes d'Aristote, mais les règles d'une sévère vraisemblance et les hautes divinations de l'histoire. Corneille n'est plus le bohème, ni l'enfant de la balle qui se jettent dans les sujets historiques ou légendaires avec l'étourderie impudique d'un singe dans un cerceau ; c'est un grand esprit, qui appartient à l'élite des hommes supérieurs de son temps ; il a reçu cette culture générale, qui rend propre aux plus hauts emplois de l'Etat et il l'applique tout naturellement à la poésie, dont il a reçu le don. Corneille n'est pas mieux doué pour les vers que Théophile, Tristan ou Saint-Amant, peut-être l'est-il moins, mais il l'emporte infiniment sur eux en bon sens, en intelligence et j'ajouterai en noblesse morale. Il est le type du grand honnête homme, mélange de christianisme et de stoïcisme à la Sénèque et à la Marc Aurèle, c'est un chrétien, qui s'est mis à l'école de Tite-Live et qui, tendre, généreux, enthousiaste, s'est fait du devoir une religion farouche.

D'un coup d'aile il s'élève aux sommets de son art. Son instinct du sublime les lui fait atteindre, son application touchante, sa probité exemplaire lui valent des chances extraordinaires. Il se met dans les dispositions voulues pour avoir la grâce et voici que le miracle s'opère et qu'il a la grâce.

Hélas ! il s'égare vite. Il a reçu une solide éducation de légiste, d'historien, d'homme d'Etat, mais l'étude des poètes y a été un peu négligée. Le charme de Virgile lui a sûrement échappé. Il a beaucoup mieux compris Lucain et Sénèque. Encore n'a-t-il dû les lire que plus tard pour ses tragédies. Et, cependant, il y avait en lui un délicieux poète, comme en témoignent et ses stances et ses vers de *Psyché*, mais il semble ne s'être initié à la poésie que dans les poètes français. De ce côté-là, il se rattache encore à la vieille France. Ce n'est pas un poète humaniste, ce n'est même qu'un demi-lettré. Même sa croyance à Aristote est une idée du Moyen Age. Au fond, on reste toujours un peu l'homme de son milieu familial et social. On ne s'affranchit pas si vite des idées héréditaires, sous l'influence desquelles on a grandi.

Molière, professionnel du théâtre, acteur et directeur, producteur patenté, appartient plus qu'un autre à la bourgeoisie si consciencieuse des corps de métier, il aborde son exploitation dans l'esprit le plus large et le plus précis. Il travaille pour une haute clientèle, dont il connaît à merveille les besoins et les goûts intellectuels et, en particulier, la solide raison. Il la sait lasse des extravagances qu'on lui sert, sous le nom de comédies, et il en est lui-même plus las qu'elle. Il déteste et raille les Précieuses, il se fait un style simple, naturel et qui tire tous ses effets des ressources d'un âcre et joyeux bon sens. Déjà, la grande comédie, dans le ton qu'il lui voulait, avait été créée par Corneille. Il n'avait qu'à s'engager dans ce sillage. Toutefois, cette comédie-là se ressentait encore trop de son origine espagnole. On ne peut pas faire vivre un genre, comme celui qu'il rêvait

(1) V. *Revue Bleue*, n° 8, 1918.

avec les inventions d'un peuple moderne. La couche en est trop mince. On peut en tirer une, deux, trois comédies de genre, et c'est fini. Les peuples modernes sont des peuples accessoires, ce ne sont pas des espèces, mais des variétés, et leur littérature leur ressemble. Elle leur est trop particulière pour devenir humaine. Il fallait donc aller à la source, c'est-à-dire à la Comédie Latine, qui n'est autre chose qu'un recueil d'adaptations de la Comédie grecque, car cette comédie-là était née dans les seules conditions rationnelles où il fallait qu'elle naquît pour avoir toute l'ampleur, dont le genre était susceptible. Elle était née dans l'épanouissement suprême de la plus belle et de la plus complète littérature qui eût existé. Elle était née dans un milieu, où la philosophie s'appelait Platon et Aristote, où l'histoire s'appelait Thucydide, l'éloquence Démosthènes, la tragédie Sophocle et Euripide, et où le goût du public, sa culture, son intelligence avaient été formés par de tels hommes. Qu'on imagine les exigences d'un tel public, dans les rangs duquel se pressait une incomparable élite d'orateurs, d'hommes d'Etat, de poètes, de penseurs, et l'on comprendra dans quelle hauteur d'esprit, après quelles préparations les auteurs athéniens avaient abordé la Comédie et réussi à l'imposer.

La France approchait d'un moment semblable. Une élite était formée. Il lui fallait une Comédie digne d'elle, mais éminemment raisonnable, ample, solide, substantielle, humaine, franche, drûe et qui, ne se perdant point dans les nuées, mais tenant ferme à la terre, pût amuser également les grands esprits et les bonnes gens de France. Pour cela, il n'était pas superflu de recourir aux plus sûrs modèles et d'étudier à fond tout ce qui avait été fait de mieux en ce genre. La Comédie italienne, fond principal de notre vieille comédie, était bien une continuation de la Comédie ancienne, mais un peu trop accommodée à la milanaise ou à la napolitaine. Il fallait lui rendre ses premières dimensions et y faire passer le grand souffle de pensée civilisatrice et d'humanité générale, qui s'en était détourné. En d'autres termes, le problème qui se posait pour Molière, était d'élever la Comédie au rang littéraire, où Corneille avait porté la tragédie, tout en la faisant profiter des progrès, que la langue avait réalisés depuis le *Cid*, *Horace* et *Polyeucte*.

Plus tard, lorsque le goût se fût encore affiné sous l'influence des vrais classiques, Racine et Boileau, Molière fit un nouvel effort pour rejoindre leur niveau. Ce fut le temps où, avec le *Misanthrope*, les *Femmes Savantes*, et *Tartuffe*, il créait la haute Comédie moderne, celle qui se contente de faire sourire.

Je n'aurai garde d'oublier le plus merveilleux des lettrés, le poète abeille, l'indolent et fin artiste La Fontaine, l'inventeur du vers libre, qu'il apprit à Molière pour son délicieux *Amphitryon*, et qui sut composer son miel avec tout ce qu'il y avait eu de mieux et de plus parfumé jusqu'à lui, la grâce de l'Arioste, la malice légère de Clément Marot, la verve des auteurs des *Fabliaux* et du *Roman du Renard*, la splendeur de Ronsard, et les sonores perspectives, que Virgile ouvre par ses vers au rêve. Comédies, contes grivois, fables, autant d'artistiques flacons, tout odorants d'un élixir, où tous les plus délicats et les plus pénétrants arômes sont réunis et fondus.

La Fontaine ne se rattache au groupe classique que par son goût exquis, par son sens des beaux vers et son souci de la composition. Il fait des comédies, des contes, des apologues, comme il ferait des vases ou des statuettes. Il ne verse pas dans le vagabondage des romantiques, mais pour tout le reste, il est un poète de la vieille France et n'en fait qu'à sa fantaisie.

En relisant l'*Ecole des Femmes*, j'ai été frappé de la ressemblance entre les vers de cette pièce et certains vers de Racine, en particulier dans *Andromaque*. Et Molière m'apparaît ainsi, comme formant la transition entre la poésie de Corneille et celle de Racine. Il n'y avait plus de la sorte qu'une seule langue servant à la fois à la tragédie et à la comédie.

L'*Andromaque* de Racine n'est-elle pas, du reste, une haute et touchante comédie, qui se déroule sur un fond d'épopée ? Le miracle qu'a réalisé Racine a été, par la mélancolie de certains mots évocateurs et par des allusions répétées au monde lointain de l'Iliade, de communiquer aux sentiments les plus modernes, des prolongements sans fin.

Racine se proposa, avec son sens exquis et sa connaissance profonde de l'art et de la poésie antiques, d'en imprégner une poésie, qui doit un de ses principaux charmes au sentiment du Romanesque. C'est sa marque. Racontez à un Français un beau conte d'amour : *Tristan et Iseult*, *Lancelot et la reine Geneviève*, il quittera tout pour vous écouter. Or, personne n'a su chanter comme Racine cette chanson là « cruelle et câline ». Et, c'est pourquoi, tout en y faisant résonner la note virgilienne, il fut le plus national de nos poètes.

Cependant, son idée première avait été d'adapter le théâtre grec à la scène française, et s'il dût abandonner quelque temps ce projet pour venir combattre Corneille sur son propre terrain, celui de l'Histoire Romaine, il y revint le plus vite qu'il put

avec *Iphigénie* et *Phèdre*. Là, il rencontra la limite de sa formule : il ne put, malgré tout son regret, pousser plus avant son expérience, sans changer complètement le mécanisme et l'âme de la tragédie française.

Notre tragédie, dépourvue d'un élément essentiel à la tragédie, je veux parler du chœur, constitué à la fois par l'ambiance lyrique qu'il crée et la présence de la foule, restait un genre bâtard. Quelque dix ans après, Racine tenta, dans *Athalie* surtout, de restaurer la tragédie intégrale, enveloppée par les ondes lyriques du chœur et rendue à son sens religieux. Sous ce dernier point de vue, il n'était pas de sujet mieux choisi que celui-là. *Athalie* nous représentait la plus grande crise, que le messianisme eut subie. C'était le nœud même du drame à la fois divin et humain, qui, d'après le Christianisme et le Judaïsme, se joue dans l'Univers. Si la tragédie d'*Athalie* n'est peut-être pas, comme le croyait Voltaire, le chef-d'œuvre de l'esprit humain, elle me paraît le plus grand et le plus intelligent effort que l'esprit humain ait tenté pour réaliser en ce genre le chef-d'œuvre type. Malgré tout, le but ne me paraît qu'incomplètement atteint. La faute en est au cadre, qui est tout de même un peu étroit pour un pareil drame, pour lequel Racine aurait eu besoin d'un collaborateur comme Shakespeare. On ne voit pas assez derrière le personnage d'Athalie et le fantôme sanglant et fardé de sa mère Jézabel, le monde phénicien avec ses horribles songes. On aurait aimé aussi derrière Joad voir davantage se redresser les grandes ombres mystérieuses d'Elie et d'Elisée, et, à travers le rideau de la poésie des prophètes, voir surgir dans un dessin plus neuf et plus hardi, ce haut monde juif, si mal connu de nous, et dont il reste tant à deviner. Athalie était un sujet trop vaste historiquement, philosophiquement, théologiquement, et même poétiquement pour être embrassé dans les limites étroites d'une tragédie française. On y est fermé dans une crypte, on n'y reçoit le jour que par de sombres verrières. C'est une tragédie liturgique à jouer dans une église. Elle y trouverait son milieu naturel et l'atmosphère vivante susceptible de la compléter.

C'est une belle chose, sans doute, mais ce n'est qu'un primitif, par rapport à l'ordre de productions qu'elle inaugure et qui n'a pas trouvé sa formule définitive ; ce n'est qu'un premier pas dans une voie très longue et très ardue à parcourir.

Ni *Esther*, ni *Athalie* n'ont eu en France, sauf sur la poésie lyrique, d'influence réellement féconde. Ce sont de magnifiques poèmes dramatiques, mais dont la conception un peu sévère se réfère à l'idéal religieux de Port-Royal.

Ce sombre et éminent collège a eu, on ne saurait le nier, une action considérable sur les lettres et la poésie française au XVIIe siècle. Sa marque est sur beaucoup de fronts. L'esprit passionné des Arnaud, leur inflexible orgueil, l'originalité de ce couvent, dont les laïques étaient l'âme, correspondaient aux goûts et aux idées de la haute bourgeoisie dirigeante, qui, inconsciemment, s'était fait un christianisme à son image et à son usage. L'incomparable personnalité de Pascal, l'irrésistible attrait de cette pensée si haute, si amère, si noblement inquiète, l'une des plus hautes et des plus émouvantes pensées que le monde ait jamais entendu proférer, avaient donné à la petite société un prestige unique. La présence de femmes extraordinaires, tout, jusqu'à ce nom mystérieux et un peu romanesque de solitaires de Port-Royal, avait contribué à frapper les imaginations. Enfin, ces messieurs avaient ouvert un collège, où professaient les plus remarquables et les plus instruits des spécialistes. Il y avait là un homme qui savait le grec, qui l'aimait, le comprenait et le faisait goûter : Lancelot. C'est à lui que nous devons Racine, autant dire la figure essentielle de la poésie française, l'homme en qui s'est incarné le génie secret de notre race, l'âme éparse de tous nos vieux poètes, celui qui, d'une main sûre autant que légère, a su faire passer le sentiment grec antique, le sentiment virgilien dans notre poésie et a rétabli le courant entre les trois civilisations.

IV

Après Racine et La Fontaine, le sens de la poésie, telle que nous l'avait révélée Ronsard, se perdit rapidement.

Boileau, ayant soufflé avec mépris sur les poètes de la Pléiade, acheva de les rejeter dans l'oubli. Il devint lui-même un modèle, avec Molière, du style tempéré, qui fut le dominant et qui s'élève par pente presque insensible jusqu'aux lointains et purs sommets, où étincelaient quelques beaux vers de Racine et de La Fontaine.

La France finit, au XVIIIe siècle, par perdre de vue ces sommets, dont la perspective lui dissimulait la hauteur. Le génie français rentra dans le lit sinueux, que lui avaient creusé la malice des vieux auteurs de fabliaux et l'intarissable verve raisonneuse des trouvères.

Tout l'apport de la Renaissance se trouva à peu près perdu.

Boileau avait pris au sérieux son rôle de législateur du Parnasse et délimité soigneusement les genres. A sa suite, on essaya de l'ode, de la cantate et on les distingua de l'élégie, de l'épître, de la

satire, mais il faut convenir que ce retour de la poésie lyrique aux anciennes classifications et spécialisations ne fut pas très heureux. On s'habitua à voir dans les odes de J.-B. Rousseau l'équivalent de ce qu'avaient fait ailleurs Corneille, Racine, la Fontaine, Molière et Boileau, et on ne songea pas à faire autrement que lui. La poésie lyrique se rétrécit et se solennisa à l'extrême ; devenue abstraite, elle ne garda que le mouvement, un certain mouvement, et laissa échapper la couleur et l'image. Quant à la tragédie, elle se vida rapidement de ses éléments de rêve, c'est-à-dire de toute poésie. Elle ne fut plus qu'une lourde comédie dramatique péniblement versifiée, tandis que la vraie tragédie est la réalisation scénique d'un mythe, donc d'une matière riche en humanité et en symboles. Par réalisation scénique, j'entends ici une action claire, vive, naturelle, attachante, saisissable pour tous les spectateurs, quels qu'ils soient, et cependant donnant par sa beauté, par ses allusions au mystère, qui nous enveloppe, une impression un peu divine.

Cependant, à la fin du XVIIe siècle, un événement littéraire se produit, dont les conséquences se font sentir encore : la poésie qui déserte les vers, essaie de pénétrer dans la prose. Fénelon, faisant traduire l'*Odyssée* à son élève, le duc de Bourgogne, se passionna à ce travail et aux délicieux récits d'Homère, si bien qu'il eut l'idée de composer une suite à ce merveilleux roman, ou plutôt, d'y insérer, sous le nom d'*Aventures de Télémaque*, un roman du même ton, et qui pût servir en même temps à l'éducation d'un prince lettré et chrétien, appelé à remplacer Louis XIV sur le trône de France. Fénelon mêla à l'âme homérique son âme un peu dangereuse de prélat chimérique et il sut être un très convenable et très charmant Homéride de la Décadence.

Si *Télémaque* était la traduction d'un poème cyclique perdu, ce poème pourrait compter parmi les plus réussis du Cycle et paraîtrait digne de la Grèce antique. Il a dû s'en perdre qui ne le valaient pas. Fénelon est ainsi un cas presque unique de réapparition d'un aède de l'école d'Homère. Seul le style est un peu anémié et languissant, ce n'est plus que l'ombre élyséenne de celui de l'*Odyssée*. J'oserais dire qu'il est mieux ainsi et plus mélancoliquement évocateur.

Quoi qu'il en soit, tout le monde sait le succès immense de ce joli livre, que son auteur ne destinait pas à la publication. Il y eut, certes, des causes politiques à ce succès, mais la principale fut qu'à cette époque les romans vraiment intéressants étaient rares et qu'en dehors de ceux de Mme de Lafayette, on en était réduit à lire les traductions de l'*Arioste* et du *Tasse*, ainsi que l'*Homère* de Mme Dacier.

Prétendre, comme l'a soutenu un critique ingénieux, que le style de Fénelon était le pire type du style neutre et banal, dénote chez le critique une conception bien étroite de la nature du style, en général. Le style ne consiste pas seulement dans le don tout plastique de détacher en relief les objets qu'on veut décrire. Le poète a mille autres moyens secrets d'agir fortement sur notre esprit et de le mettre dans l'état d'exaltation et de rêve, but de toute poésie. Il y a plusieurs façons de parler aux âmes. L'important est de s'en faire entendre. Tout beau livre est une opération magique, un enchantement véritable, un envoûtement, produits par une personnalité puissamment séduisante, et qui fait jouer pour nous toutes ses séductions. Tel est l'homme, tel est le livre. Et qui ne sent combien la personnalité d'un Fénelon est plus fine, plus complexe que celle de ce brave Flaubert, et combien l'une représente plus de choses que l'autre ?

Flaubert a les mœurs, la tenue, les allures d'un peintre, qui ne serait que peintre et chez qui la myopie aurait développé le sentiment du détail. Sa *Salammbô* est un rutilant album de visions romantiques d'un mouvement étonnant. Art décoratif qui n'apporte rien à la formation intérieure de l'homme privé ou du citoyen, art barbare ?...

Salammbô est un roman historique, qui ne nous apprend rien sur l'intimité de l'âme carthaginoise et qui, nous renseignant inexactement sur son extériorité, n'a aucun des caractères, où se reconnaissent les vrais chefs-d'œuvre, les livres nécessaires auxquels on revient toujours, les livres faits de la moelle de la civilisation. *Salammbô* appartient aux séries annexes de la littérature et rentre dans les grandes curiosités. C'est un peu de la littérature pour autodidactes.

Ni *Salammbô*, ni les *Martyrs* n'auraient existé sans le *Télémaque*, père des épopées en prose et des romans poétiques.

De ces trois œuvres fameuses, c'est encore la seconde, qui est la plus faible et la moins réussie, parce que la plus artificielle et la moins sincère. L'emploi du merveilleux y est ridicule, parce que ce n'est pas un merveilleux, auquel un chrétien puisse croire. Notre merveilleux à nous, chrétiens, n'est pas extérieur, il est dans le sens surnaturel, que prennent toutes choses au regard intérieur du mystique, il est dans le sentiment du mystère et dans le sentiment du divin. Pour convaincre, il faut être convaincu ; pour émouvoir, il faut être ému soi-même et Châteaubriand ne croyait pas plus à son merveilleux que Voltaire ne croyait aux allégories de la *Henriade*. Je ne veux pas dire que

Chateaubriand ne fut pas croyant, il l'était certainement, mais pas de cette façon-là. Alors, avec une application immense et avec les plus beaux dons de penseur et de poète, Chateaubriand s'est à peine élevé, dans cet ouvrage, au-dessus de *Quo Vadis ?* Et *Fabiola* lui est peut-être supérieure, à cause justement de sa mysticité.

Au fond on ne fabrique pas comme cela une épopée sur recette. L'épopée a besoin de racines qu'elle prend dans les siècles, elle est le produit national par excellence. De nombreux poètes y ont travaillé avant que vienne celui qui, la retoudant, dans son âme, y fera chanter toute la poésie latente qui y était et réveillera la *Belle au bois dormant*.

Tennyson, dans ses *Idylles du Roi*, tirées des romans de la *Table Ronde*, nous a montré la voie.

Pour en revenir à Châteaubriand, il ne s'en est pas moins emparé des imaginations avec une force extraordinaire. S'il a manqué l'épopée des Martyrs, il en a réussi une autre avec ses *Mémoires d'Outre-Tombe*. La Révolution, l'Empire, la Restauration ont oublié leur propre gloire, pour s'éblouir de la sienne. Il fut véritablement l'Enchanteur.

Qu'on m'excuse d'avoir, en rapprochant Fénelon, Châteaubriand et Flaubert, commis un pareil enjambement. Il s'agissait d'établir la généalogie d'un genre relativement récent. Né d'une traduction en prose d'Homère, ce genre continua à s'alimenter par la traduction des poètes étrangers. Genre hybride, génération de bâtards, le poème en prose a vécu aux dépens de la poésie, dont il a tiré à lui la substance, comme un parasite qu'il fut. Il a appauvri la poésie, dont il a restreint le domaine et il a alourdi la prose.

La vraie prose française est celle de Pascal, de Molière, de Voltaire, de Beaumarchais, de Rivarol. C'est de la pensée vivante, de la pensée cristallisée qui étincelle.

Un second courant de poésie en prose nous arrive de Genève par Jean-Jacques Rousseau, puis par Bernardin-de-Saint-Pierre. Le goût de la nature qu'il éveille, provoque cependant en vers une recrudescence du poème didactique et descriptif, pâle imitation des *Géorgiques* de Virgile, et du *De Naturâ Rerum*. Mais tous ces poèmes sur les Jardins, la Médecine, la Navigation, les Saisons, etc., etc., ne riment à rien. Nul grand souffle de passion et de lyrisme ne les traverse. Ce ne sont que passe-temps de gens d'esprit, compositions élégantes et froides, incapables de créer l'évènement. Ce sont des œuvres de poètes gens de lettres.

L'évènement, il faut un autre tempérament que cela pour le créer, même en poésie, il y faut un tempérament véritable d'aventurier et d'homme d'action, un caractère.

La première condition pour être un grand poète, c'est d'être un grand homme, un homme d'un pouvoir magnétique. La moindre parcelle de son œuvre est aimantée et provoque des mouvements de répulsion ou d'attraction, de sympathie ou de haine.

N'est-ce pas cette aimantation de l'œuvre par la personnalité qui donna aux *Bucoliques* de Chénier, simples notes en vers, fragments de traductions, un charme tout de suite si conquérant ?

Mais l'influence de Chénier fut tardive.

V

Lamartine inaugure la poésie au XIXe siècle. Ce n'est pourtant qu'un continuateur des lyriques du siècle précédent : Lefranc de Pompignan, Millevoye, Thomas, Gilbert, Fontanes, Lebrun, qui, eux-mêmes, prolongent J.-J. Rousseau. Ses *Harmonies* procèdent des *Chœurs* de Racine. Mais sa poésie est élargie et gonflée du souffle de Châteaubriand, et s'il continue extérieurement la poésie du XVIIIe siècle, c'est avec une puissance, que ses premiers modèles n'ont pas possédée et que l'âme du grand siècle lyrique, qui va naître, soulève déjà.

Au fond, c'est un poète, qui aurait dû naître à la fin du XVIIe siècle, qu'il prolonge avec des signes de décadence.

Il triomphe, il est lu et aimé comme jamais poète ne l'a été, et cependant il sent obscurément qu'il est un brillant anachronisme.

L'avenir est du côté de Hugo.

Hugo n'est pas, à proprement parler, un lyrique, c'est un grand poète latin, qui a écrit des fragments incomparables et qui a donné au vers un éclat, qu'il n'avait peut-être jamais eu avant lui. Il l'a refondu, reforgé sur une enclume d'or.

Son génie a eu des lueurs de tout, des lueurs éblouissantes, mais on ne lui doit pas un seul grand poème achevé.

Son théâtre n'est que du second ordre et se rattache au théâtre du temps de Louis XIII, comme celui de beaucoup des poètes, ses contemporains. Il n'y a de théâtre poétique du premier ordre, que celui qui s'élève jusqu'au mythe et l'aborde largement, s'il ne le crée pas, comme celui de Shakespeare, dans *Hamlet* et *Macbeth*.

Le théâtre de Victor Hugo, comme en partie celui de Dumas père et de Vigny, est de style mousquetaire.

Les théories du Romantisme en sont cause. Dumas père tout seul y nagea comme dans son élé-

ment. Elles dévoyèrent Hugo, elles dévoyèrent Alfred de Vigny, que la hauteur de sa pensée et son sentiment du dramatique, tel qu'il se manifeste dans la colère de Samson, dans Moïse, etc., semblaient prédestiner à devenir notre plus grand poète tragique et qui, lui aussi, n'a presque écrit que des fragments.

Fragments également et pleins d'incohérence, sous leur apparente simplicité et franchise, les essais en vers de Musset; auteur, en revanche, du plus beau, du plus inattendu théâtre de rêve et de jeune poésie, que le XIXe siècle ait produit, œuvre unique, frémissante, exquise, d'un Florentin, fils spirituel de Botticelli et apparenté à Shakespeare.

Un grand événement poétique de l'époque est la publication par Sainte Beuve de son *Tableau de la Poésie Française au XVIe siècle* qui, en révélant Ronsard et la Pléiade, apporte précisément, comme le grand critique y comptait, l'aliment et les modèles attendus à la future école parnassienne, prête à se lever.

Cet avènement achève d'orienter la poésie vers les belles et pures techniques du vers. Il ne propose encore comme but idéal que le fragment, toujours le fragment et le fragment descriptif ! Art de cabinet et d'hommes d'études, art, qui est la négation de l'art populaire, art de décadence, jusqu'en sa perfection.

Il n'y a d'art vraiment national, en dehors de l'épopée, du roman ou du haut théâtre, que la chanson, l'hymne religieux ou patriotique, l'apologue ou l'épigramme, qui sont les quatre formes-types de la poésie spontanée.

Par chansons, j'entends ces pièces de vers, qui roulent sur l'expression d'un sentiment doux, vrai et profond. Et j'entends, dans le même sens, qui est le sens antique, l'épigramme, reconnaissable à son intensité et à sa brièveté.

Dans cet ordre, il n'y a rien eu de plus fort, de plus émouvant et de plus parfait, que les poésies de Henri Heine.

Avec Baudelaire, noir archange, annonciateur du symbolisme, fils attardé du XVIIe siècle, en tant que siècle catholique, en qui s'épanouit dans sa splendeur la pensée du Moyen Age, nous entrons avec des sons d'orgue dans la poésie intérieure, et nous retrouvons, en notes désespérées, la vieille forme de la chanson et celle de l'apologue.

Chansons, les poésies de Charles Frémine; chansons plus fines et plus délicieuses encore, vieilles chansons françaises, les poésies de Paul Verlaine; épigrammes et apologues, les pièces les plus réussies de Sully-Prud'homme.

Et nous voici aux géorgiques et virgiliens — Paul Harel, Charles le Goffic, des œuvres fraîches desquelles s'envole plus d'une jolie chanson mélancolique ou malicieuse.

Chansons aussi, romances sans paroles, les adorables odelettes d'Henri de Régnier, prince du rêve, et de qui il ne dépendit pas entièrement que l'école symboliste ne fut une brillante et aristocratique école de poésie française.

Chansons encore, les *Stances* de Moréas, chef de l'Ecole Romane, à qui l'on doit d'avoir, le premier, entrevu et indiqué les grandes lois organiques de la poésie française, avec la nécessité de revenir à la tragédie.

En effet, en dehors de l'épigramme, de l'apologue et de la chanson, il ne reste guère d'ouvert à la véritable poésie, que le genre de la tragédie, autrement dit l'épopée dramatique.

L'épopée proprement dite n'est plus qu'un genre artificiel, lorsque le théâtre apparaît, puisque la véritable épopée est une histoire récitée et mimée, avec accompagnement de musique et accords de harpe, toutes conditions qui la distinguent de l'épopée artificielle.

En somme, la grande affaire en poésie est de créer des mythes ou des fables, c'est-à-dire des histoires qui répondent au besoin qu'a l'Humanité d'un haut merveilleux, conforme à sa destinée, qu'elle sait plus vaste que la vie apparente et soi-disant réelle. L'idée de la vie et de la mort, du temps et de l'éternité, l'insatiabilité de nos cœurs, le rêve qui donne son sens à l'action, tout cela l'enveloppe et la baigne d'une atmosphère, telle qu'il lui apparaît avec raison que le surnaturel est sa vraie nature. Et la fonction de la poésie est précisément de nous remettre dans cette atmosphère supérieure, qui est notre élément.

ALFRED POIZAT.

TROIS ANNÉES (1)

Les deux frères étaient assis l'un à côté de l'autre et se taisaient. Fédor tira sa montre, et l'examina longuement, avec une extrême attention, comme s'il voulait observer les mouvements des aiguilles. L'expression de son visage parut bizarre à Laptev.

On annonça le souper.

Alexis passa dans la salle à manger et son frère demeura dans le cabinet.

Dans la salle à manger on ne discutait plus,

(1) V. *Revue Bleue*, nos 5, 6, 7 et 8, 1918.

mais Yartzev pérorait, tel un professeur à son cours :

Grâce à la différence des climats, des énergies, des goûts, des âges, l'égalité est matériellement impossible entre les hommes. Mais le civilisé peut rendre inoffensive cette inégalité, comme il a rendu inoffensifs les marais et les ours. Nous connaissons l'exemple d'un savant qui a su obliger à manger dans la même écuelle, un chat, une souris, un moineau et un émerillon. L'éducation atteindra le même résultat pour les hommes, du moins il faut l'espérer. La vie progresse toujours de plus en plus, la civilisation accomplit d'immenses conquêtes sous nos yeux, et il est évident qu'une ère luira, où, par exemple, la situation actuelle des ouvriers d'usines sera considérée comme aussi absurde que l'est pour nous l'époque de l'esclavage, où l'on troquait, des filles de paysans contre des chiens.

Cette ère ne luira pas de sitôt, j'en ai peur, — répartit Kostia Kotchevoï avec un sourire. — Il n'est guère près de nous, le moment où Rothschild considérera comme une absurdité d'avoir ses caves remplie d'or. En attendant, l'ouvrier, pendant quelque temps encore, courbera l'échine et crèvera de faim. Eh bien ! non, mon cher, il ne faut pas attendre, il faut lutter ! Si un chat mange dans la même écuelle qu'une souris, croyez-vous qu'il fait cela parce qu'il est devenu conscient ? Non, non, mon cher, il fait cela parce qu'on l'y force.

— Fédor et moi, nous sommes riches, notre père est un capitaliste, un millionnaire ; — intervint Laptev en se passant la main sur le front. — Lutter contre moi-même, eh bien ! cela, je n'arrive pas à le comprendre. Je suis riche, mais que m'a donné l'argent, que m'a donné cette force jusqu'ici ? En quoi suis-je plus heureux que vous ? Mon enfance a été abominable, et l'argent ne m'a point préservé des verges. Lorsque ma sœur était malade et se mourait, mon argent ne l'a pas sauvée de la mort. Et si je ne suis pas aimé, je ne saurais faire qu'on m'aime, dépenserais-je à cela cent millions...

— Mais vous pouvez faire beaucoup de bien, — objecta Kisch.

— Beaucoup de bien ? Allons donc !... Tenez, hier, vous m'avez prié de trouver une occupation pour un de vos amis qui est sans emploi. Croyez-moi, il m'est aussi impossible qu'à vous de faire quelque chose pour lui. Je puis lui donner de l'argent, mais ce n'est pas cela qu'il veut. Un jour, il m'arriva d'écrire à un musicien bien connu, le priant de caser un violoniste qui était dans la misère. Voici ce qu'il me répondit : « Vous vous adressez à moi, justement parce que vous n'êtes pas musicien, vous. » Eh bien ! je pourrais vous répondre la même chose : vous vous adressez à moi parce que vous-même vous n'avez jamais été dans la situatin d'un homme riche.

Que signifie cette comparaison avec le musicien bien connu ? — dit Julia ; et elle devint rouge. — Qu'a-t-il à faire ici, le musicien bien connu ?

Sa face eut un frémissement de haine, elle baissa les yeux pour cacher ce sentiment. Et cette expression de son visage fut comprise, non seulement par son mari, mais par tous les convives.

— Je ne comprends pas ce que vient faire ici le musicien bien connu ? — répéta Julia doucement. — Rien n'est plus facile que de venir en aide à qui se trouve dans le besoin.

Un silence régna. Pierre servit des gelinottes, mais personne n'y toucha. On ne mangea que de la salade. Laptev ne se souvenait même plus maintenant de ce qu'il avait dit ; mais, il s'en rendait compte, ce qui avait choqué sa femme, ce n'étaient pas les paroles qu'il avait prononcées, mais le simple fait de s'être mêlé à la conversation.

Après le souper, Alexis retourna dans son cabinet. Le cerveau tendu, le cœur battant violemment, craignant de nouvelles humiliations, il prêtait l'oreille à ce qui se passait dans le salon voisin. Là une nouvelle discussion s'éleva. Puis Yartzev s'installa au piano et chanta une romance. C'Yartzev était un homme universel. Il chantait et touchait du piano, et même il connaissait des tours de passe-passe.

— Moi je n'entends pas rester à la maison, messieurs, — déclara Julia ; — il faut aller quelque part.

On résolut de faire une promenade hors de Moscou, et on envoya Kisch chercher une troïka. On n'avait pas invité Laptev à prendre part à cette excursion, parce qu'il n'aimait pas beaucoup ces promenades, et qu'il avait maintenant son frère chez lui. Mais il interpréta cela autrement ; il se dit qu'on le trouvait ennuyeux et que sa présence détonait dans leur jeune et joyeuse compagnie.

Son dépit et son amertume furent tels, qu'il faillit pleurer. Il alla jusqu'à éprouver comme un contentement de ce manque d'égards ; si l'on usait d'un pareil sans-gêne vis-à-vis de lui, c'est qu'il était un homme stupide, un mari ennuyeux, un sac d'or ; il lui semblait que ce contentement serait encore plus grand si sa femme le trompait, le soir même, avec le meilleur de ses amis, et qu'elle lui en fît l'aveu en le regardant avec haine... Il était jaloux... Il était jaloux des étudiants qui venaient à la maison, des chanteurs, des acteurs de Yartzev... A cette heure, pourtant, Laptev sou

haïtait passionnément que sa femme lui fût infidèle, et il brûlait de la surprendre avec quelqu'un pour s'empoisonner ensuite et en finir une fois pour toutes avec ce cauchemar.

— Notre pauvre vieux père y voit de moins en moins clair, — dit Fédor en mettant sa pelisse ; — sa vue baisse chaque jour.

Laptev, lui aussi, mit son pardessus et sortit. Après avoir accompagné son frère un moment, il héla un fiacre et se fit conduire à Yar (1).

« Cela s'appelle bonheur conjugal, — disait-il en se moquant de lui-même. — C'est l'amour, cela ! »

Ses dents claquaient ; il ne savait pas si c'était de la jalousie ou autre chose. Au restaurant, il erra quelque temps parmi les tables, écouta un chansonnier dans la grande salle. Il n'avait pas songé à préparer une seule phrase pour le cas où il rencontrerait sa femme avec ses amis. Et il était sûr par avance que, s'il se trouvait en face de Julia, il ne saurait qu'ébaucher un sourire pitoyable et niais, de sorte que tout le monde comprendrait pourquoi il était venu.

La lumière électrique, la musique bruyante, l'odeur de la poudre de riz, les regards des femmes qu'il croisait, tout lui donnait la nausée. Il s'arrêtait devant les portes, cherchant à voir, et à entendre ce qui se passait dans les cabinets particuliers, et il lui semblait qu'il jouait, de concert avec le chansonnier et ces dames, un rôle méprisable et vil.

Ensuite il s'en fut à Strema (1), mais il n'y rencontra pas davantage ceux qu'il cherchait. Et ce fut seulement comme il revenait à Yar, qu'une troïka passa devant lui à fond de train ; le cocher, ivre, hurlait quelque chose, et on entendait Yartzev rire bruyamment : — « Ha ! ha ! ha ! ha ! »

Laptev rentra chez lui après trois heures du matin. Julia était déjà au lit. Voyant qu'elle ne dormait pas, il s'approcha d'elle, et, d'une voix tranchante :

— Je comprends votre répulsion, votre haine, — lui dit-il ; — mais vous pourriez bien m'épargner devant les étrangers, vous pourriez dissimuler un peu votre aversion.

Elle s'assit, les jambes hors du lit ; à la lumière de la veilleuse, ses yeux paraissaient grands et très noirs.

— Je vous demande pardon, — murmura-t-elle.

Agité, frissonnant, il ne pouvait plus dire un mot et se tenait devant elle en silence. Elle frissonnait aussi, et, avec l'air d'une criminelle, attendait qu'il parlât.

— Comme je souffre, — fit-il enfin, en se prenant la tête dans les mains. — Je souffre comme un damné, je deviens fou.

— Et moi, — répondit-elle d'une voix tremblante, — est-ce que je suis heureuse ? Dieu seul sait la douleur que j'endure.

— Voilà six mois que tu es ma femme, mais en ton âme il n'y a pas une étincelle d'affection pour moi, pas une lueur d'espérance. Pourquoi donc m'as-tu épousé ? — continua Laptev avec une angoisse désespérée. Pourquoi ? Et quel démon t'a poussée dans mes bras ? Qu'avais-tu espéré ? Que prétendais-tu ?..

Elle le considérait avec épouvante, comme si elle craignait qu'il voulût la tuer.

— Je te plaisais, peut-être ? Tu m'aimais, peut-être ?... — reprit-il d'une voix entrecoupée. — Non, tu ne m'aimais pas. Alors ? Alors quoi ? Quoi ? Quoi ? Parle donc !... Oh ! le maudit argent ! le maudit argent !...

— Oh ! non !... je te jure que non ! — s'écria-t-elle, en se signant.

Elle avait plié sous l'injure et Alexis l'entendit pleurer pour la première fois.

— Je te jure que non !... répéta Julia. — Je ne pensais pas à l'argent. Ton argent ne m'inspirait que de l'indifférence ; mais j'aurais cru mal agir en repoussant ta demande. J'avais peur de gâcher ta vie et la mienne ; et maintenant je souffre de mon erreur, j'en souffre horriblement.

Elle était secouée par les sanglots, et Laptev comprit qu'elle souffrait en effet beaucoup. Ne sachant que lui dire, il se laissa tomber sur le tapis devant elle.

— C'est bien, c'est bien, — murmurait-il ; — je ne voulais pas te froisser, car je t'aime à la folie.

Il lui baisa tout à coup la jambe, qu'il étreignit avec passion.

— ...Mais, une étincelle d'amour !... — balbutiait-il. — Ne fût-ce qu'une étincelle !... Fais-moi l'aumône d'un mensonge ! Mais ne me dis pas que ce fut une erreur !...

Julia continuait de pleurer, et il sentait qu'elle supportait ses caresses uniquement comme une conséquence inévitable de l'erreur qu'elle avait commise. La jambe qu'il lui embrassait, elle l'avait repliée sous elle, comme font les oiseaux. Alors il eut pitié d'elle.

Elle se remit au lit, et se cacha la tête sous les couvertures. Lui se déshabilla, et se coucha aussi.

Le lendemain matin, ils étaient confus tous les

(1) Autre restaurant de nuit réputé.

deux, et ne savaient que se dire. Mais il semblait à Laptev que sa femme ne posait pas sur le parquet la jambe qu'il lui avait baisée avec la même tremble que l'autre.

A l'heure du dîner, Panaourov vint prendre congé avant de retourner dans sa ville. Julia eut une envie irrésistible de s'y rendre aussi. Quelle joie elle goûterait, pensait-elle, à revoir son pays, à se reposer un peu de la vie conjugale, de cette incessante gêne morale, cette conscience perpétuelle d'avoir mal agi.

Il fut décidé pendant le dîner qu'elle partirait avec Panaourov, et qu'elle passerait chez son père quinze jours ou trois semaines, ou tout le temps qu'elle voudrait.

XI

Julia et Panaourov voyageaient dans un compartiment réservé. Panaourov était coiffé d'une casquette en caracul d'une forme étrange.

— Non, — soupirait-il, en séparant chaque mot par une pause : — non. Pétersbourg ne m'a pas satisfait. Ils vous promettent monts et merveilles, mais ne vous disent rien de bien décisif... Oui, ma chère, j'ai tour à tour été juge de paix, membre de conseil provincial, président du tribunal de paix supérieur, enfin conseiller de préfecture. Il semble donc que j'aie suffisamment servi mon pays pour avoir droit à quelques égards ; mais voilà, je ne peux obtenir qu'on me donne un poste dans une autre ville.

Panaourov ferma les yeux et hocha la tête.

— On ne fait pas grand cas de moi, à Pétersbourg, — continua-t-il d'une voix mourante. — Certes je ne suis pas un administrateur de génie, mais je suis un honnête homme, un homme loyal et c'est assez rare par le temps qui court. Je fais mon *meâ culpâ*, j'ai quelque fois trompé les femmes ; mais, en ce qui concerne le gouvernement, j'ai toujours agi en galant homme vis-à-vis de lui... Mais assez causé de cela, — poursuivit-il en fermant les yeux : — parlons de vous maintenant. Dites-moi, qu'est-ce qui vous a donc pris, de quitter Moscou si brusquement ?

— Oh ! rien d'extraordinaire : une petite brouille avec mon mari, voilà tout, — répondit Julia, les yeux sur la casquette de Panaourov.

— Oui, — répartit l'autre, — il est un peu singulier, votre mari. Tous les Laptev sont bizarres. C'est votre mari qui l'est encore le moins ; mais son frère, par exemple, est complètement détraqué.

Panaourov soupira et demanda gravement :

— Et vous avez déjà un amant ?...

Julia le regarda, esquissa un sourire et lui répondit :

— Vous ne savez pas ce que vous dites.

Vers onze heures du soir, ils soupèrent au buffet d'une grande gare. Quand ils remontèrent en voiture et que le train se fut remis en marche, Panaourov ôta son pardessus et sa casquette, puis s'assit à côté de Julia.

— Il faut vous dire que vous êtes extrêmement gentille, — commença-t-il : — passez-moi cette comparaison de restaurant, mais vous me faites penser à un joli petit concombre frais, que l'on aurait mis à mariner. Cela sent encore la serre mais cela contient déjà du sel et dégage un parfum de fenouil. Peu à peu, vous deviendrez une femme élégante, magnifique, merveilleuse... Si notre voyage se fût effectué il y a seulement cinq ans, — soupirait-il, — j'aurais considéré comme un agréable devoir de me ranger au nombre de vos admirateurs. Mais à présent, hélas ! je ne suis plus qu'un invalide.

Il eut un sourire à la fois mélancolique et bienveillant et prit la taille de la jeune femme.

— Vous êtes fou ! — s'écria-t-elle en devenant rouge.

Elle était si effrayée, qu'elle eut froid aux mains et aux pieds.

— Laissez-moi, Grigori Nicolaïtch...

— Vous avez peur ? — lui répliqua-t-il doucement : — il ne faut pas avoir peur, ma chère. Qu'y a-t-il de si terrible ? C'est tout simplement que vous n'avez pas l'habitude.

En pareille circonstance, quand une femme proteste, cela signifiait pour lui qu'il avait fait impression et qu'il plaisait. Tenant Julia par la taille, il l'embrassa fortement sur la joue, puis sur la bouche, avec l'entière certitude que, ce faisant, il faisait grand plaisir à la jeune femme. Elle revint un peu de sa peur et de son trouble, et prit le parti de rire. Il l'embrassa une fois encore, puis, remettant son originale casquette :

— Et voilà tout ce que peut vous offrir l'invalide que je suis. Un pacha turc, vieillard débonnaire, avait reçu en cadeau, ou peut-être en héritage, tout un harem. Lorsque ses femmes jeunes et belles se furent alignées, il passa devant elles, embrassa chacune et dit : « Voilà tout ce que je suis capable de vous donner actuellement. » C'est ce que je vous dis, moi aussi.

Julia jugeait tout cela stupide, mais pas banal, et s'en amusait. Elle eut envie de jouer comme une petite fille. En tredonnant, elle monta sur la banquette et prit dans le filet une boîte de bonbons. Puis lançant à Panaourov une croquette de chocolat :

— Attrapez ! — lui cria-t-elle.

Il saisit le bonbon au vol. Avec de grands éclats de rire, elle lui en jeta un autre, puis un autre, qu'il attrapait et se mettait dans la bouche, tout en attachant sur elle des regards suppliants. Julia trouvait à la physionomie de Panaourov quelque chose de féminin et d'enfantin. Lorsque, essoufflée, la jeune femme se rassit, en le considérant avec des yeux qui riaient encore, il lui tapota la joue et lui dit, comme avec dépit :

— La méchante gamine !...

Julia lui tendit la boîte aux bonbons :

— Prenez, dit-elle, prenez tout : je n'aime pas les sucreries.

Il dévora toutes les croquettes, et serra dans sa valise la boîte vide. Il aimait les boîtes avec des images.

— Mais assez joué, — déclara Panaourov : — il est temps que l'invalide fasse dodo.

Il tira du porte-plaid une robe de chambre en étoffe de Boukhara et un oreiller : après quoi, il se coucha et s'enveloppa dans sa robe de chambre.

— Bonne nuit, ma belle, — murmura-t-il.

Et il poussa un soupir à faire croire qu'il avait mal par tout le corps. On l'entendit bientôt ronfler. Julia s'allongea aussi et ne tarda guère à s'endormir.

Lorsque, le lendemain matin, elle se retrouva dans sa ville natale, les rues, de la gare jusqu'à sa maison, lui parurent désertes, la neige grise, et les maisons toutes petites, comme écrasées. Elle croisa un enterrement ; on portait le mort dans un cercueil ouvert, et il y avait des bannières dans le convoi.

« Rencontrer un enterrement, c'est un signe de bonheur », — pensa Julia.

Aux carreaux de la maison qu'habitait jadis Mme Panaourov, on voyait maintenant des carrés de papier blanc avec cette mention : « Appartement à louer ».

Le cœur défaillant, Julia pénétra dans la cour de sa maison et sonna. Une bonne qu'elle ne connaissait pas, grosse et endormie, en paletot ouaté, vint lui ouvrir.

En montant l'escalier, Julia se rappela que Laptev lui avait fait là sa déclaration d'amour ; à présent, l'escalier était sale, tout marqué de vestiges boueux. En haut, dans le couloir froid, des malades en fourrures attendaient leur tour. Sans qu'elle pût comprendre pourquoi, le cœur de la jeune femme battait violemment, et, d'émotion, elle pouvait à peine avancer.

Le docteur, encore plus gros, le visage rouge comme une brique, les cheveux ébouriffés, buvait son thé. A la vue de sa fille, il manifesta une telle joie, qu'il en avait presque des larmes dans les yeux. Julia songea que, dans la vie de ce vieil homme, elle était la seule joie, et très émue, embrassa bien fort son père, en lui annonçant qu'elle resterait avec lui jusqu'à Pâques.

Elle s'en fut ensuite à sa chambre pour se changer, puis elle retourna dans la salle à manger, prendre le thé avec son père. Lui marchait d'un coin à l'autre, les mains dans ses poches et chantonnait : « rou-rou-rou » : c'est donc qu'il était mécontent de quelque chose.

— Tu mènes à Moscou une existence joyeuse, très joyeuse, et j'en suis fort heureux pour toi. Quant à moi, je suis vieux et je n'ai plus besoin de rien. Je crèverai bientôt et je vous débarrasserai tous de moi. Il est même surprenant que j'aie la peau si dure et que je vive encore ! C'est stupéfiant !

Il assura qu'il était un vieil âne, dont tout le monde usait comme d'une monture. On l'avait chargé de soigner Nina Fédorovna, de s'occuper des fillettes, pendant que ce propre à rien de Panaourov ne voulait rien savoir, sauf à lui emprunter cent roubles, qu'il n'avait jamais rendus.

— Emmène-moi avec toi à Moscou et place-moi, là-bas, dans une maison de fous, — dit le docteur. — Car je suis un fou, un enfant naïf, qui croit toujours en la vérité et en la justice.

Puis, il reprochait à Laptev son peu de clairvoyance : Laptev n'achetait point de ces maisons qui se vendaient là-bas à des prix si avantageux.

Et Julia ne pensait plus maintenant qu'elle était la seule joie dans la vie de ce vieil homme. Pendant qu'il recevait ses malades, et après, quand il visitait ses clients en ville, Julia errait de pièce en pièce, ne sachant que faire, ni comment occuper sa pensée. Déshabituée de sa ville et de sa maison natales, elle n'avait plus maintenant envie de sortir dans la rue, ni d'aller voir ses relations, et, en songeant aux amies d'autrefois et à sa vie de jeune fille, elle n'éprouvait ni tristesse, ni regret.

L'après-midi elle s'habilla pour aller aux vêpres. Mais à l'église il n'y avait que des gens quelconques et son manteau superbe, son élégant chapeau ne produisirent aucun effet. Il lui sembla qu'un changement s'était accompli dans l'église et en elle-même. Avant, elle aimait les offices et les chants des vêpres, elle aimait à s'avancer lentement à travers la foule, pour s'approcher du prêtre qui se tenait au milieu de l'église, et puis sentir sur son front l'onction des saintes huiles : maintenant elle soupirait après la fin du service religieux.

En sortant de l'église, elle craignit que les mendiants ne lui demandassent l'aumône : quel ennui de s'arrêter alors et de chercher ses poches ! Elle n'avait plus que des roubles.

Elle se coucha de bonne heure, mais s'endormit tard. Elle vit en rêve des portraits quelconques et l'enterrement rencontré le matin : on apportait dans la cour le mort couché dans son cercueil ouvert et on s'arrêtait devant la porte d'entrée, puis, après avoir balancé longtemps le cadavre sur des bandes de toile, on le lançait enfin, à toute volée, contre la porte.

Julia se réveilla dans un sursaut d'épouvante. L'on frappait en effet à la porte, en bas, et le fil de fer de la sonnette s'agitait sur le mur, mais la sonnette elle-même ne tintait pas.

Le docteur Bélavine toussa. La bonne descendit pour ouvrir la grande porte, puis remonta.

— Madame ! — appela-t-elle, en heurtant à la chambre de Julia. — Madame !

— Qu'y a-t-il ?

— Une dépêche pour vous.

Julia éclaira une bougie et ouvrit. Derrière, la bonne aperçut le docteur, un paletot jeté sur sa chemise de nuit, et tenant, lui aussi, une bougie à la main.

— Notre sonnette est abîmée, — dit-il en bâillant. — Depuis longtemps, on aurait dû la réparer.

Julia décacheta la dépêche et lut :

« Buvons à votre santé.

YARTZEV KOTCHEVOI ».

— Ah ! qu'ils sont bêtes ! — s'écria-t-elle en riant aux éclats.

Elle redevint très gaie. Refermant la porte de sa chambre, elle se leva sans bruit, s'habilla, et se mit à refaire ses malles.

Vers midi, elle repartait pour Moscou.

XII

A Pâques, les Laptev allèrent voir l'exposition de peinture à l'école des Beaux-Arts. Suivant l'usage de Moscou, ils y conduisirent toute la maisonnée, c'est-à-dire : les deux fillettes, leur gouvernante et Kostia. Laptev connaissait de nom tous les peintres en vue et ne laissait passer aucune exposition sans la visiter. Quelquefois, en été, pendant les vacances, lui-même brossait des paysages, et il croyait avoir beaucoup de goût ; s'il eût appris à peindre, se disait-il, peut-être qu'il serait devenu un bon artiste. Pendant ses voyages à l'étranger, il entrait quelquefois dans les boutiques d'antiquaires, examinait les bibelots avec un air de connaisseur et donnait son opinion : il achetait quelque chose et le marchand lui faisait payer ce qu'il voulait. Après quoi, l'objet acquis et emballé demeurait tel quel dans la remise de sa maison à Moscou, jusqu'à ce qu'il eût disparu. Tout bien, dans un magasin d'estampes, il examinait longuement, attentivement, les tableaux, les bronzes, formulait des remarques, et tout à coup finissait par acheter un méchant cadre ou une feuille de mauvais papier. Les tableaux qu'il avait vus lui étaient grands, mais de valeur médiocre. Il y en avait aussi de bons, mais ils étaient mal placés. Il lui arrivait de payer très cher une toile qui par la suite se trouvait n'être qu'une grossière copie. Et, chose curieuse, Alexis, timide et presque craintif dans la vie, était hardi et sûr de lui-même aux expositions de peinture.

A l'exemple de son mari, Julia examinait les tableaux avec une lorgnette ou avec ses deux mains disposées en forme de lorgnette ; et elle s'étonnait que les gens, sur la toile, apparussent comme vivants, et les arbres comme de vrais arbres. Mais elle ne comprenait pas l'art, il lui semblait voir à l'exposition beaucoup de tableaux tout pareils et elle pensait que le but unique de la peinture était justement d'arriver à donner aux êtres et aux objets représentés, quand on les examinait à la lorgnette, le relief et l'apparence de la réalité.

— Cela, c'est une forêt de Tchichkine, — lui expliquait Laptev. — Il peint toujours la même chose... Et ici, regarde bien ; de neige aussi mauve, il n'en existe pas dans la réalité. Et là, tu vois, ce petit garçon a le bras gauche plus court que le droit.

Quand tous furent fatigués, et qu'Alexis fut allé chercher Kostia pour rentrer, Julia s'arrêta près d'un petit paysage qu'elle considéra d'abord d'un œil indifférent. Au premier plan, un cours d'eau sur lequel une passerelle était jetée ; à l'autre bord, un sentier qui allait se perdre adns l'herbe sombre ; un champ, à droite, un coin de bois, un feu allumé à côté, probablement des enfants de paysans surveillant les chevaux dans leur pâturage de nuit. Au fond, le couchant finissait de s'éteindre.

(A suivre.) ANTON TCHÉKHOV.

(*Traduit du russe* par G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

UNE RÉVOLUTION EST-ELLE PSYCHOLOGIQUEMENT POSSIBLE EN ALLEMAGNE ?

Sans l'ombre d'un doute.

Je dis bien « psychologiquement ».

Cet aimable adverbe ne s'inspire d'ailleurs sous sa plume d'aucun artifice et ne signifie en rien que j'entende me retrancher derrière la trop naïve réserve au prix de laquelle « évidemment tout est possible ». Mais s'il est une question où la prudence commande l'élémentaire distinction entre les virtualités psychologiques et leur aboutissement dans la réalité, c'est celle dont il s'agit. Le point de savoir si, pour possible qu'elle soit *dans le principe*, cette révolution est dès à présent « prévisible » *dans les faits* requerrait une somme de renseignements qui échappent aux neutres les moins mal informés. Les eussions-nous, ces renseignements, qu'à une distance centuplée par la guerre et ses horreurs, il nous manquerait encore d'apprécier, ne fût-ce que par approximation, ces « impondérables » à l'intervention desquels, histoire en mains, le déclanchement d'un mouvement révolutionnaire reste toujours subordonné.

*
* *

Aussi bien, le grand argument que l'on objecte à l'éventualité d'une révolution outre-Rhin relève-t-il de la psychologie plutôt que de la politique à proprement parler : il tient en un mot dans la très impressionnante idée que l'on se fait d'ordinaire de la discipline allemande.

Regardons-y de près.

Une nouvelle distinction s'impose ici entre *la discipline de l'esprit* et *la discipline des attitudes et des gestes*. Certes, il arrive qu'elles aillent de pair. Elles ne s'appellent pas de nécessité et l'analyse n'a pas de peine à les différencier : l'une essentiellement intérieure, la seconde... un vêtement... qui colle ou ne colle pas.

Le concept profond de la discipline : le sens, inné ou devenu consubstantiel à l'intelligence, de la règle : ce goût de l'ordre qui, partout et toujours, tend d'abord à uniformiser et qui ne bâtit qu'au tire-ligne, qui « construit », qui « compose » d'instinct, qui, en politique, aboutit fatalement à centraliser et à unifier ? Mais c'est latin, cela ! C'est le propre du génie latin — et je pense à la majestueuse simplicité de la toge romaine et à la période dont Cicéron nous a fourni l'étalon et à l'œuvre des Antonins, de Dioclétien, de Justinien, de leurs jurisconsultes et de leurs administrateurs et à toute la mathématique qui porte l'empire des Césars.

C'est latin et donc c'est français. Sans que personne y puisse rien, quand nous aimerions mieux autre chose, quand nous serions les premiers à déplorer en nous une si vive inclination pour la raison raisonnante et cette superstition de la géométrie qui, si bienfaisante nous ait-elle été souvent, nous prédisposait pourtant à l'acceptation du despotisme, voire ailleurs qu'en littérature, c'est comme cela. Et je pense au merveilleux accord de la volonté des Capétiens et des finales aspirations de leur peuple poursuivant *per fas et nefas* la réalisation de l'unité nationale ; à l'appui que la politique de Richelieu trouva dans ces mêmes aspirations pour restaurer et parfaire l'Etat ; au triomphe de l'esprit classique dans toutes ses manifestations (tragédie « louis quatorzième », architecture de Mansart, jardin de Le Nôtre, éloquence de Bossuet, etc...) ; aux terribles simplifications du jacobinisme rêvant d'un troupeau où vingt-cinq millions d'individus se ressembleraient entre eux comme deux sols à l'effigie de la République « une et indivisible » ; à la construction renouvelée du meilleur romanisme — gigantesque caserne derrière la façade d'un somptueux palais — où un autre César eut bientôt emprisonné un jour la France entière, dont l'inpeccable symétrie et la prestigieuse ordonnance suffiraient en définitive à dédommager et à consoler nos pères de tant de sujétion, de travaux et de tristesses, au plan initial et aux dispositions générales de laquelle les excellents enfants que nous sommes n'ont eu garde de toucher à l'heure qu'il est.

Maintenant, dans l'âme allemande, que pèse-t-il, le sens profond de la discipline ? Voir les mille ans d'anarchie, de forcenée anarchie, d'inextricable anarchie où se résument les fastes du Saint-Empire romain germanique (1.800 Etats quand, en 1801, la paix de Lunéville commença d'éclaircir ce chaos) ; voir les heurts et les grincements, les tiraillements et les à-coups qui persistèrent entre « les Allemagnes » jusque dans la seconde moitié du XIXe siècle ; voir les difficultés que la Prusse, trois fois victorieuse au service d'une invariable ambition, eut à surmonter au dernier moment pour rapprocher, raccorder et souder entre eux les morceaux de « la patrie allemande » : c'est la réponse de l'histoire. Parce qu'elle intéresse un ensemble de faits moins immédiatement patents, celle que nous proposent les lettres

est moins brutale : elle est aussi formelle. En étudiant chez la femme d'outre-Rhin *le long désordre* où je veux reconnaître, quant à moi, le trait le plus certain de la psychologie des Allemands, j'écrivais dans la *Revue Bleue*, il y a quelques mois (1) : « Renonçons à faire entendre quoi que ce soit à nos ennemis ou notons sur nos tablettes, à l'encre indélébile, qu'ils souffrent d'une *hypertrophie congénitale et incurable de l'imaginative* » et j'en appelais précisément à leur littérature dès qu'elle s'en tient aux strictes suggestions du tempérament germanique. Car la faute n'en est pas à certains spécimens de leur production si, en regard du leur, notre romantisme à nous n'a jamais divagué qu'avec modération. Dans la revendication des droits de la passion contre la raison et de l'individu contre la société, est-il rien chez nous qui approche des aberrations où l'école du *Sturm und Drang* prétend continuer et ne réussit qu'à galvauder de surcroît la manière de Jean-Jacques ? Davantage : l'auteur des *Brigands* lui-même... hé ! *Hernani* ne vaut pas les *Brigands* — et je chercherais en vain sur les sommets correspondants de la pensée française un cas comparable à celui de cet honnête balourd de Schiller dont la maturité ne devait revenir de tel dévergondage de possédé que pour sacrifier à ce pathos philosophico-sentimental où l'Allemagne des clairs de lune se mirerait avec tant de ferveur. D'autre part, quelque géniale qu'elle demeure en soi, l'œuvre de Goethe ne paraît-elle pas plus imposante d'être unique dans les lettres germaniques par ce caractère d'équilibre et de souveraine sérénité qui la marque pour l'éternité ? En matière d'esthétique... Eh bien, non ! je ne confierai pas à mon papier que l'Allemagne moderne est la terre par excellence des musiciens orageux, des sculpteurs enragés et des décorateurs frénétiques. Je préfère rééditer les formules où l'un des rares journalistes qui témoignent dans notre presse quotidienne d'un juste sentiment des choses de là-bas a su enfermer l'essentiel d'un long débat possible. « De Luther à Nietzsche, écrivait récemment M. Maurice de Waleffe, je remarque que l'histoire intellectuelle de l'Allemagne est un continuel appel à l'esprit d'indépendance... Témoin son art moderne, d'un goût atroce, auquel on peut tout reprocher, sauf une discipline exagérée. Dites que l'art de Munich est hideux, mais ne dites pas qu'il est pompier... Des penseurs plus profonds que Jules Huret se sont bien aperçus de ce qu'il y a de turbulent et de révolté dans le fond du caractère allemand — et, en vérité, pour le nier, il faut n'avoir jamais vu une orgie de soudards germaniques rendus par l'ivresse à leur vraie nature (1).

Les avez-vous observés chez eux et dans le train-train de la vie de chaque jour, le temps requis avec le soin de rigueur : vous aurez certainement constaté que leur manière ne comporte pour ainsi dire pas un trait par quoi, sitôt qu'un instant ils secouent leur habituelle contrainte, les Allemands ne trahissent en quelque façon leur spéciale méconnaissance de toute discipline un peu profonde. Il est trop aisé de remarquer par exemple que leur rage pour la chicane se dépense certes sur d'autre champ encore que celui des affaires, publiques ou privées, dans lesquelles ils viennent en contact avec l'étranger et j'ose à peine noter qu'ils sont entre eux positivement « inhabitables » jusque dans les circonstances les plus quelconques. Mais à ce propos, a-t-on donné garde à ce détail que les fractions de l'opinion représentées au Reichstag et ayant chacune, avant les invraisemblables marchandages accoutumés, leur programme et leur tactique, sont douze bonnement (2), — agréable bigarrure qui vaut au parlement de l'Empire de détenir un record parmi les assemblées similaires de l'Europe ?

Et quelque point de l'horizon qu'il vous plaise d'interroger, vous ne découvrirez rien sous ces latitudes qui n'atteste le même phénomène. Je sors des bas-fonds de la politique, je hausse ma lorgnette... et c'est pour voir la métaphysique allemande prendre le mors aux dents en se perdant dans les nuées. Et nous ne nous arrêterons pas à cette évidence qu'à se passionner aux disputes de la théologie ce cerveau en perpétuelle ébullition a généré en principe tous les grands désaccords religieux de l'Occident moderne...

La vérité, elle est au résumé que, sauf à gâter, sauf à avilir à son ordinaire une noble chose, l'esprit allemand dispose au naturel d'une toute singulière hardiesse, — comme le constate avec éloquence Mme de Staël quand elle dit des Germains qu'ils joignent « au caractère le plus obéissant la plus grande audace de pensée », ce dont elle ne manque point de leur faire son compliment.

*
* *

Cependant, outre qu'elle incline au contraire, elle, à ennoblir ce qu'elle touche, Mme de Staël écrivait sous l'Empire. Nous sommes payés au-

(1) 15 et 29 septembre 1917.

(1) *Paris-Midi*, 27 janvier 1918.

(2) Onze avant la guerre, douze depuis la scission survenue au cours des hostilités dans les rangs de la Social-Demokratie.

jourd'hui pour y voir clair et pour nous méfier des euphémismes, voulus ou non. Ainsi, m'est avis que cette belle soumission « du caractère » allemand, c'est justement cette seconde discipline que nous appelions tout à l'heure « des attitudes et des gestes » et qui se confond en l'espèce avec la servilité.

Que l'audace de la pensée se puisse d'ailleurs parfaitement concilier avec une discipline quand même autrement solide dans ses racines, personne n'en disconvient. Toutefois, elle exige, cette conciliation, un sentiment de la nuance et, dans le gouvernement de soi, un tact, une finesse et une sûreté qui restent des fleurs rares jusque chez une race de très vieille civilisation et dont je ne m'amuserai pas à établir que l'âme boche est aussi incapable que l'âme d'un Boschiman.

Par contre, pas de sol en Europe ni d'atmosphère qui vaillent ceux d'outre-Rhin pour produire et nourrir cette grosse plante — qui a son prix dans la cité — de l'obéissance mécanique.

Hormis qu'elle soit le très respectable prolongement d'une haute soumission du cœur, la discipline des attitudes et des gestes ne procède jamais que de l'intérêt ou bien de la peur des coups, à moins qu'elle ne participe et de ceci et de cela. Or, Dieu sait si la discipline allemande ressortit assez étroitement à ce dernier cas.

Je prétends qu'elle s'inspirait de la crainte, du temps déjà que la bonne dame du ruisseau de la rue du Bac découvrait l'Allemagne. Il n'est point indispensable au demeurant d'aimer beaucoup Mme de Staël ni d'exagérer l'indulgence à son égard pour concéder que dans le Weimar de 1810 et dans l'entourage d'un prince exceptionnel parmi ses cousins, elle s'y trompa, généralisant de la meilleure foi du monde. Cet hommage rendu à la mémoire de Charles-Auguste, à combien de voyageurs ne dut-elle pas faire illusion, la première bonhomie de ces petites cours germaniques où l'on comprend vite qu'un maître réduit, après la chasse, à bâiller au nez de ses chambellans réservât aux passants de distinction un accueil qui, pour empressé qu'il fût, n'allait cependant pas à les admettre aux secrets des dieux ! Charles-Auguste embellit sa paisible capitale sur les suggestions et d'après les plans de Goethe, oui, mais... Mais Frédéric II mourra demain en se déclarant « las de gouverner un peuple d'esclaves » : mais voilà un demi-siècle que, des camps et des écoles des bords de la Sprée, l'usage de la schlague a commencé de gagner les quatre coins des Allemagnes : aussi, dans l'abrutissant ennui de leurs Versailles d'opéra-comique ou autres pseudo-Trianons, est ce une partie de haute saveur pour « le bon despote » et ses intimes, hobereaux sanguins « auxquels il faut des plaisirs de vieillards » ou jà décrépits et qui en bavent d'allegresse, que de regarder se tordre sous les verges les enfants — garçons et filles, grands et petits — qui se moquèrent de l'autorité, qu'il importe de rompre au commandement et qu'une mère complaisante ou un regent plein de zèle traînent par les oreilles au palais ducal (1) : mais telles « maisons souveraines » trafiquent de leurs hommes et sous l'heureux ciel de Reuss et d'Anspach pas n'est même besoin de se signaler par sa turbulence pour alléger les scrupules du Prince, auquel la mort de chacun de ses féaux sujets par lui exportés et tombés au service de l'étranger assure une prime supplémentaire ; mais Gentz, le valet de Metternich, estime dans un document officiel que « pas un Etat germanique n'aurait l'impudeur d'accorder la liberté de la presse » ; mais, ruiné par la suppression des trois feuilles qu'il fonde successivement, Gœrres, le père du journalisme allemand, préfère finir en exil chez les Helvètes ; etc..., etc...

Depuis... Ah ! depuis... Pour mes premiers pas outre-Rhin, il y a quelque dix-huit ans, j'ai vu plus fort du reste que les procédés sans aménité à l'aide desquels un sous-off prussien [qui, dame ! n'a pas grandi sur les genoux d'une marquise] s'emploie dans l'ombre d'une cour de caserne à dégourdir une recrue à la caboche apparemment un peu dure. C'était à Dresde, sur les neuf heures d'un matin d'hiver, dans un tramway roulant par la *Pragerstrasse* vers les quais de l'Elbe ; soudain, les cloches de la ville de s'ébranler en carillon : alors, un « citoyen » assis en face de votre serviteur, type de demi-bourgeois à grosse figure de tout repos, de murmurer en aparté : « *Ein Prinz ist uns geboren : neue Steuer...* Un prince nous est né : une augmentation d'impôts... » ; mais il ne termina pas sa phrase, car un autre voyageur — policier en veston ou mouchard bénévole, je ne sais — l'avait saisi au collet et, d'un mot bref, avait fait arrêter le véhicule pour « descendre » l'imprudent et le remettre en bonnes mains... Un peuple se montrerait sans doute « obéissant » à meilleur compte...

Pour achever cette obéissance, le temps, depuis Mme de Staël, a ajouté à la peur des coups un mo-

(1) D'après la tradition orale, tant de contes et de chansons et tant de dictons dont on se sert aujourd'hui encore pour menacer les petits boches qui méritent le fouet.

bils au moins aussi puissant sur la complexion boche.

Dans cette vaste « société par actions » qu'est l'Allemagne d'aujourd'hui — où en premier lieu tout le génie du plus étonnant des chanceliers n'abolissant encore pas le dualisme d'intérêts préexistant à toute organisation entre la Prusse proprement dite, la Poméranie et le Mecklembourg, pays d'agriculture d'abord, et le reste de l'Empire, qui l'emporte par l'industrie ; où ensuite, à l'exception de la Prusse (depuis 1815, depuis le Congrès de Vienne), aucun des Etats confédérés ne saurait, si heureux fût-il au point de vue économique, s'imposer militairement par ses moyens respectifs — la satisfaction des appétits et la prospérité s'avèrent strictement subordonnées à l'accord et à la cohésion. Or, le boche n'est pas seulement l'affamé dont un long jeûne a creusé la panse : il est au sens rigoureux du mot et tant au physique qu'au moral *l'insatiable par nature*. Et le souci des intérêts positifs intervient pour une part telle dans cette fameuse discipline des Allemands que le fait où celle-ci trouve sous nos yeux sa suprême expression — soit leur pleine unité politique — apparaît comme la conséquence obligée et comme la consécration de leur entente sur le terrain économique, — que le *Deutscher Zollverein* englobait dès 1834 la plupart des Etats, que les délégués du Sud et ceux du Nord délibéraient en commun à la veille de la fondation de l'Empire dans un « parlement douanier » dont la Prusse avait la présidence.

Le plus entreprenant, le plus actif et le plus râblé s'est chargé du maintien de l'ordre au sein de l'association et s'est imposé à la garde du coffre-fort. Tombez la Prusse : d'abord stupides devant une aussi prodigieuse aventure, les Badois, les Bavarois, les Wurtembergeois et tous autres « ois » ne tarderont pas à piétiner le cadavre de l'hercule vaincu et puis à se déchirer entre eux — jusqu'à ce qu'ils aient enfin compris qu'il est cependant permis ici-bas de respirer sans toujours trembler sous les menaces d'une brute et que, la brute désarmée, chacun peut quand même travailler en paix... pour payer ses dettes et manger... Manger surtout, manger...

*
* *

Si une révolution est psychologiquement possible en Allemagne ?

La question eût bien amusé Heine, fils des grands nâbi, truchement d'Ezéchiel, qui prophétisait dès 1835 : « Le christianisme a adouci dans une certaine mesure la brutalité du Germain, mais quand la Croix, ce talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser, alors débordera de nouveau l'exaltation frénétique de Berseken que les prêtres du Nord chantent encore aujourd'hui. Les vieilles divinités se lèveront de leurs tombeaux fabuleux... Thor se dressera avec son gigantesque marteau et détruira les vieilles cathédrales. Quand vous entendrez ce tumulte, soyez sur vos gardes, chers voisins de France !... Le tonnerre en Allemagne est bien allemand aussi : il n'est pas très leste et vient en roulant assez lentement, mais il viendra... On exécutera en Allemagne un drame en regard duquel la Révolution française ne paraîtra plus qu'une naïve idylle... Les peuples se grouperont, comme sur les gradins d'un amphithéâtre, autour de l'Allemagne pour voir de grands et terribles jeux. »

A quelles conditions probables elle deviendrait dès aujourd'hui effective, cette révolution, c'est ce que l'ignorance où nous sommes de l'exacte situation intérieure de l'Empire n'empêcherait encore pas absolument d'ailleurs d'examiner en s'aidant de la psychologie des Allemands.

Mais ce nouvel aspect du problème n'irait point sans d'abondants aperçus, pour l'instant ces monstrueux toqués bombardent Paris et... (l'ombre de Musset me pardonne !)

> L'homme écrit mal dans une cave,
> A l'heure où tonne le canon
>
> . . . . . .
>
> . . . . . ;
>
> Puis au prix où est le cahier,
> Pour le moins que j'en pourrais dire,
> Si je l'essayais sur ma lyre,
> Je me ruinerais en papier...

GASTON CHOISY.

AUX TRANCHÉES D'ALSACE

Nous extrayons les pages suivantes, dont on savourera tout l'attrait, fait de bonne humeur et de précision, du journal inédit du lieutenant mitrailleur A. B., un de nos plus distingués universitaires.

25 juin 1916.

Nous voici de nouveau dans ces tristes bois de Michelbach, où nous avons commencé la guerre.

Le philosophe antique prétendait qu'on ne se lave pas deux fois dans le même fleuve ; cette aventure démontre qu'à la guerre le soldat se plonge éternellement dans la même boue.

Nous sommes arrivés ici avant l'aube, par une pluie battante et glacée. J'ai grelotté une grande

heure dans ma capote mouillée, la culotte collée aux genoux, avant que des vêtements secs ne m'arrivent du train de combat et que mon petit poêle de tôle ne commence à réchauffer vaguement l'humide gourbi.

Nous sommes en juin !

Du moins rapportons-nous de notre trop court repos quelques jolis souvenirs.

Huit jours à Soppe-le-Bas, un aimable village, un gai soleil printanier : pas l'ombre d'une marmite ; quelques sourires féminins ; il n'en faut pas plus pour qu'on oublie tout de suite les longs mois passés dans l'inquiétude des avant-postes et la moisissure des cagnats.

Evoquerai-je les gracieuses petites Juives de Soppe ?

Je laisse aux ethnographes le soin de nous apprendre comment une assez importante colonie juive est venue s'établir dans ce village alsacien.

Il est suffisant, pour un soldat, de constater que, derrière plus d'un rideau, de fins profils se penchent sur quelque travail de couture, et que si vous entrez, sous un prétexte de service — on a toujours le droit de « reconnaître le cantonnement » — vous éprouvez quelque surprise à voir se lever devant vous, non pas de beaux yeux bruns — il en est d'autres en Alsace — mais une grâce enjouée, le pli moqueur d'une bouche mutine, une distinction d'élégance simple et de vivacité spirituelle, qui tranchent sur les grâces un peu gauches de nos coutumières étoiles de village.

« Ce sont des Parisiennes ? » me demandait, quelques mois plus tard un vieux capitaine d'une compagnie de travailleurs, musicien, poète à ses heures, ex-habitué des cabarets littéraires de la butte ; mais non, elles n'ont jamais quitté l'Alsace, ce sont tout simplement les jolies petites Juives de Soppe.

Nous ne sommes pas les seuls, sans doute, — en tout bien, tout honneur, — à nous être assis quelquefois, pour bavarder, et rêver, et rire, près de la blonde Marguerite, si gentiment mélancolique, parce qu'elle vient, cette semaine, de franchir le seuil de ses vingt ans !... ou, de ce petit diable d'Hélène, qui ne doute pas encore de sa rayonnante jeunesse ; toutes deux parlent très bien le français ; elles le parlent comme des Parisiennes, sans flatterie ; et, comme des Parisiennes elles savent conter cette histoire du bouquet somptueux que nos jeunes docteurs se sont mis à deux pour leur offrir, certain soir... Mais ne soyons pas indiscret. Nous vous fâcherions, midinettes futées, qui ne voulez pas être méchantes : et ce serait mal vous remercier de nous avoir un peu donné l'illusion du subtil parfum de Paris.

Nous voici donc de nouveau dans les bois.

Nous installons nos mitrailleuses dans ce même secteur où nous étions arrivés, à travers tant de boue, le premier jour du combat de Burnhaupt, le 7 janvier 1915. J'ai retrouvé, près de la lisière, demi comblés, les fossés que nous avions creusés cet inquiétant matin, dans le sol caillouteux, pendant que les obus sifflaient au-dessus de nos têtes, et s'écrasaient avec fracas sur la grande route, près de la gare. Plusieurs rangs de réseaux se sont alignés depuis lors dans la plaine basse.

J'occupe, près du passage à niveau, un petit gourbi arrondi qui disparaît entièrement sous les ronces et les hautes herbes, et dont l'entrée dans les feuillages, formant tonnelle, n'est pas sans une grâce rustique ; mais, à l'intérieur, une humidité pénétrante a verdi les parois. A quelques pas, enclosés d'une sommaire barrière de bois, une vingtaine de tombes alignent leurs croix blanches, piquées de cocardes tricolores ; des victimes, tardivement recueillies, de notre bataille manquée d'Aspach. Nul horizon au-delà de ce tableau mélancolique, les grands arbres nous dominent et nous enserrent de toutes parts. Une petite clairière, qu'on traverse pour aller aux postes avancés, forme une prairie marécageuse, où le Michelbach promène ses méandres. C'est partout, à la moindre pluie, l'odieuse boue ; c'est l'humidité déprimante toujours.

Nos quatre sections de mitrailleuses sont en première ligne. Deux surtout m'inquiètent. Placées tout à fait en pointe, en face de ces tranchées du Kahlberg qui, depuis dix-huit mois, nous opposent leur morne talus de terre grise, elles sont soumises presque quotidiennement, à l'intense marmitage des engins de tranchées. Les Boches emploient ici d'énormes bombes, en forme de cylindre, longues de près d'un mètre, que nos hommes appellent des tuyaux de poêle, et qui feraient, vidées de leur suie gluante, de robustes porte-parapluies. Leurs effets sont redoutables. Toute la partie haute du bois, autour de la tranchée de première ligne, est bouleversée ; les arbres sont hachés ; les tranchées, rétablies chaque nuit à grand renfort de sacs à terre, sont chaque jour de nouveau comblées par les éboulements. Il n'est pas facile de circuler, dans ces boyaux toujours obstrués, malgré un incessant travail, sans montrer sa poitrine aux guetteurs boches ; et les balles sifflent. Plusieurs gourbis ont été écrasés ; poutres et rondins dressent hors de terre leurs tronçons en désordre ; les tôles sont criblées de trous, mises en pièces, recroquevillées, projetées au loin parmi les troncs d'arbres ébranchés ; j'en vis une perchée tout au sommet d'un hêtre, qu'elle faisait ployer sous son poids.

L'énorme masse d'explosif pulvérise tout. Et, quoi que nous tassions, malgré le plus intense travail pour renforcer nos abris, chaque jour, nous avons au bataillon quelques victimes.

Allons-nous regretter le bois carré ?

Comme là-bas, je redoute quelque surprise pour nos sections : j'ai recommencé mes rondes nocturnes : comme là-bas, tireur et chargeur sont à la pièce : les autres tiennent les grenades prêtes.

25 juillet 1916.

Toujours le bois de Michelbach.

Le secteur a connu depuis un mois des heures dures.

Les Boches ont réussi un fort coup de main sur notre droite, contre les parallèles de Burnhaupt ; deux sections de chasseurs surprises en pleine relève ; l'affaire s'accompagna d'un violent bombardement de nos positions ; plusieurs victimes parmi les nôtres.

Mais ce ne fut qu'une nuit un peu plus agitée que les autres ; et ce sont toutes les nuits et tous les jours qui sont insupportables ici.

Les tuyaux de poêle continuent à écraser les premières lignes ; les 150, les 105, les 77 arrosent les alentours de la voie ferrée ; les balles de mitrailleuses voltigent en essaims nombreux à tous les carrefours.

Un 118 autrichien, autre spécialité du secteur, est venu se loger dans l'épaisseur du rempart de terre qui protège mon gourbi ; mauvaise marchandise, heureusement ; nous sautions, mon ordonnance et moi, si ç'eut été un 150 ou peut-être même un 105 ; l'ébranlement nous fit croire seulement à une grosse bombe tombée dans le voisinage ; les dégâts, constatés un instant après, n'étaient pas plus considérables que ceux que commettent quotidiennement les gros rats dont j'entends le trotinnement infatigable derrière les planches.

On s'habituerait à ce bruit ; mais, pour la première fois depuis deux ans, j'éprouve dans les jambes une lassitude inquiétante.

J'ai trop absorbé d'humidité tout ce printemps ; les dernières relèves, sous la pluie diluvienne, les rondes nocturnes, le Bois carré, le Buchwald, La Carpière, que sais-je ? j'ai dû prendre un solide bâton pour circuler, sans trop faire la grimace, sur les caillebotis glissants où mon pied, mal assuré, trébuche. Je ressens cette fatigue comme une humiliation. « Pas un rhume, pas une égratignure » : c'était ma devise de guerre, et je m'y suis, jusqu'ici, conformé ; mais pas de rhumatisme non plus, que Diable ! ce serait pire !

Je vais, de rare en rare, passer une journée au village, pour y procéder au grand nettoyage qui m'est interdit ici. C'est ma seule distraction. Mais l'affreux Michelbach, morne ruine, n'est pas plus gai que la tranchée.

Et, là aussi, le mauvais sort poursuit le bataillon.

La dernière fois que j'y passai, un obus, tiré par les Boches contre un de nos avions, est venu éclater par hasard sur la porte d'une grange, où une section, au repos, mangeait la soupe ; ce furent huit victimes d'un seul coup. J'arrivai tout juste pour assister au défilé lugubre des brancards se hâtant vers le poste de secours, plaintes étouffées, vêtements en lambeaux, membres qui pendent, longue traînée de gouttelettes rouges sur la poussière de la route. « Est-ce tout enfin ? » N'en reste-t-il plus, courbés et geignants, ou morts tout à fait, loques inertes, dans les recoins de cette sinistre grange ?

Le soir, en attendant qu'on enterre ceux-ci, j'allais en accompagner au cimetière un autre, écrasé la veille, par une torpille, dans la tranchée de première ligne.

Les tombes s'ajoutent aux tombes.

Nous allons achever bientôt notre deuxième année de guerre.

21 août 1916.

Le secteur est devenu plus calme et nous avons enfin un beau soleil d'été.

J'ai pu jouir d'une pleine après-midi pour faire une grande course à cheval, ce qui est devenu, depuis notre dernier repos, à Soppe, mon sport favori.

Je suis parti à l'aventure, par les sentiers de la Montagne, me grisant de mouvement et d'horizon, dépassant Massevaux, très avant dans cette jolie vallée de Seven, dont les villages riants et pittoresques, si loin de la guerre, me donnaient l'illusion de quelque excursion de vacance, dans une atmosphère de tourisme heureux, d'insouciance et de paix.

Et j'ai pu encore, un dimanche, où l'on fêtait à Massevaux le deuxième anniversaire de l'entrée des Français, assister, avec quelques jeunes collègues de l'artillerie, à la Kermesse populaire, qui, malgré la visite inopérante d'un taube, vite chassé par nos canons, mettait en mouvement et en liesse toute la coquette petite ville : concert militaire, course aux ânes, chevaux de bois, prestigieuse parade du clown à la tignasse jaune devant les bouches ouvertes de cent gosses émerveillés, et partout, parmi les groupes d'officiers, offrant les programmes avec une grâce hardie à laquelle

leur accent donne je ne sais quel charme de naïve franchise, les jolies Alsaciennes aux juges claires, au large ruban national. J'ai fait connaissance avec la blonde Riquette, bonne commerçante, qui sait vendre la semaine, gants et képis, dans la boutique paternelle, bonne française, toujours prête à donner son concours à toutes les fêtes, à tous les anniversaires, et récompensée, comme il convient, par la gloire, qui fait bien des jalouses, d'avoir été embrassée trois fois déjà par le général Joffre !...

C'est bien ici l'Alsace reconquise : les cœurs sont à nous.

Ces fugues ensoleillées — trop rares, hélas ! m'aident à supporter l'écrasante monotonie de la tranchée.

Nous y sommes, d'ailleurs, depuis une quinzaine, moins tourmentés. Il y a, dans le marmitage, une accalmie relative ; et nous en avons pu profiter pour réorganiser nos positions, rebâtir les gourbis, compléter les réseaux, perfectionner les flanquements. Nos hommes ont bien travaillé, remuant la terre grasse, transportant les rondins, les fers, le ciment, s'écorchant la nuit dans les broussailles, s'effondrant avec leurs lourdes charges dans les éboulis, mais allant toujours... Nous aurons bientôt une situation saine.

Je m'amuse aussi à combiner des tirs indirects, à grande distance, sur les cantonnements ennemis.

Nous avons de très intéressants objectifs.

Les deux villages de Burnhaupt, où cantonnent quatre ou cinq compagnies allemandes, sont pris par nous d'enfilade dans toute la longueur de leurs grandes rues rectilignes. Schweighausen est le siège d'un état-major, et les avions nous ont révélé les pistes très fréquentées qui rayonnent de là vers Aspach-le-Bas et vers Kalhberg. Avec la boussole et le niveau nous allons faire tomber nos balles, en pluie meurtrière, sur ces buts invisibles et lointains. J'ai fait à mes hommes quelques démonstrations simples ; leur scepticisme du premier jour est tombé. Ils croient maintenant, comme moi-même, à la précision de ces nouvelles méthodes de tir ; et les voilà qui veulent, à l'heure de la soupe, tirer sur ce que le plan directeur nous dit être l'emplacement des cuisines boches ; et, bien qu'il y ait plus de 3.000 mètres et le masque boisé de la colline entre cet emplacement et nous, je ne suis plus bien sûr, à entendre leurs rires après chaque rafale, qu'ils ne voient pas les Boches affolés, s'enfuir, le ventre vide, les gamelles leur tombant des mains, maudissant ces gêneurs de Franzose, qui les condamnent à la famine...

Le Boche, en tout cas, cherche à se venger ; il ne laisse pas nos exercices sans réponse. Il y a même, à Exbrücke, une Maxim qui a entrepris de répliquer bande pour bande et même balle pour balle à une Saint-Etienne, qui, derrière le haut talus de la voie ferrée, à quelques centaines de mètres de la première ligne, bien abritée, bien dissimulée, me sert de préférence pour l'arrosage quotidien des Burnhaupt. Si je tire 12 cartouches, Fritz tire 12 cartouches : 6 cartouches, Fritz tire 6 cartouches ; on croirait que nous échangeons des signaux en langage convenu ; Fritz s'amuse, nous aussi.

Cependant, comme les meilleures plaisanteries sont les plus courtes, et que ces répliques boches, pour spirituelles qu'elles soient, nous causent quelques accidents, notre commandant a décidé d'y mettre un terme et de recourir aux grands moyens. Nous appellerons le 75 à l'aide. Mais il faut faire un repérage exact. Comme Fritz a su, lui aussi, se rendre invisible, j'ai distribué à tous nos postes des secteurs gradués en millièmes, et, après en avoir précisé l'orientation, j'ai demandé aux observateurs de noter, quand Fritz tirerait, la direction d'où leur semblait venir les balles, sans plus. Fritz a tiré quand nous le lui avons demandé par les appels coutumiers de notre Saint-Etienne. Les résultats furent excellents ; tous nos observateurs, qui s'ignoraient, m'ont indiqué des directions qui convergent sensiblement au même point, je sais maintenant où se tient la fameuse Maxim. Les artilleurs sont prévenus.

Le temps passe ainsi. Ces essais de guerre scientifique, que nos longs stationnements permettent, nous sont une heureuse diversion contre le redoutable ennui.

Nous nous ingénions à présent à essayer des procédés nouveaux de pointage, plus efficaces, plus rapides, plus précis, plus mécaniques, plus indépendants des défaillances de tout organisme humain.

Notre secteur est abondamment pourvu d'instruments de tous genres, boussoles, alydades, périscopes, niveaux à cadran ; ma table est encombrée de toute la collection des cartes, croquis, plans directeurs ; je fais fabriquer maintenant, pour chaque pièce, de petites planchettes minutieusement découpées, qui déterminent exactement le mouvement à faire décrire au canon pour battre telle ou telle zone, tranchée à prendre d'enfilade, route à barrer, cantonnement à arroser, flanquement à assurer, etc..., une fois la planchette en place, la mitrailleuse solidement assise, le mécanisme établi et fixé, la mitrailleuse peut tirer automatiquement, à l'aveuglette, avec une précision absolue.

Je rêve d'un secteur dont tous les flanquements

pourraient être assurés, tous les défilements interdits, par des mitrailleuses sans servants, dont le fauchage aurait été d'avance minutieusement réglé, et qu'on actionnerait à distance, de quelque PC bien enterré, en pressant sur un bouton, comme de quelque central téléphonique ; plusieurs compagnies de mitrailleurs remplacées par quelques dactylos ; dernier mot de la guerre défensive, de l'organisation scientifique des secteurs passifs, anticipation, dirait Wells ; l'électricité, dans cette guerre des inventions, où, seule, elle n'a jusqu'à présent presque rien fourni, n'a sans doute pas dit son dernier mot...

Nous nous entretenons de ces merveilles, à la grand'garde, où je partage le repas de mes collègues les plus voisins.

Nous avons construit contre le talus du chemin de fer, à l'abri des balles de mitrailleuses, une petite salle à manger qui ne manque pas d'élégance. C'est une guerre d'usure, aime à dire l'un de nos capitaines ; prenons nos dispositions pour durer. Qui de nous eût cru, voilà dix-huit mois, quand nous traversions pour la première fois cette voie ferrée, glacés, couverts de boue, mais la tête pleine d'illusions, convaincus que nous entrerions le surlendemain à Mulhouse, qui de nous eût cru que, près de deux ans après, par un beau soir d'été, nous serions là, dans ce même coin de bois, buvant paisiblement notre café, en remuant, parmi la fumée des cigarettes, des « anticipations » plus ou moins ingénieuses, sur les moyens de défendre, sans soldats, pour la guerre éternelle, les lignes immobilisées ?

Quelques avions passent, dans l'azur profond, encadrés de flocons noirs et blancs.

A quelques mètres, les plantons, sur la porte de leur gourbi, s'amusent avec une famille de jeunes chats, dont nous admirons la grâce souple et vive. Le petit gris cendré, avec ses clairs yeux bleus, s'empresse, avec de jolies timidités, derrière cet autre, plus robuste, au beau pelage zébré, qui fait, sur la pente du talus, de fougueuses cabrioles. Un vieux téléphoniste a mis un chiffon au bout d'une ficelle et le fait danser sous le museau des jeunes bêtes, qui, rusées ou rageuses, rampent, le ventre au sol, ou se précipitent en de brusques élans. C'est la « pêche aux chats » !

Nous devisons.

L'offensive de la Somme achève le sauvetage de Verdun ; ils ne passeront pas ; mais nous ne croyons plus à la percée, à l'entrée prochaine à Mulhouse : nous n'échapperons pas au troisième hiver : hélas ! trois fois hélas !

C'est la guerre d'usure !...

Mais la nuit est tout à fait venue. Secouons-nous. Voici l'heure d'aller faire aux positions avancées la ronde habituelle.

Le crapouillotage a cessé.

A notre gauche, les petits chasseurs du 107, comme les guerriers des temps primitifs, décochent aux Boches, leurs voisins, des épithètes homériques. Les Boches répondent, parfois en excellent français. Les esprits s'échauffent, les gros mots pleuvent, et la conversation s'achève, le plus souvent, par l'échange de quelques grenades, qui viennent éclater, sans autre méfait, dans le fouillis des réseaux.

Nos vieux assistent avec indulgence à ces gamineries ; il faut bien que jeunesse se passe ; quelquefois aussi la contagion les gagne ; et Fritz, qui les connaît, les gourmande : « Tenez-vous tranquilles, les pépères. » Mais le plus souvent, les pépères veillent silencieux, impassibles, confondus, sous la lumière grise de la lune, avec les troncs d'arbres, qui, ça et là, émergent du sillon profond et tourmenté dont on leur a confié la garde.

Lieutenant-Mitrailleur A.-B.

CHRONIQUE DES LIVRES

L'IMPERIALISME ECONOMIQUE ALLEMAND, par *H. Lichtenberger* et *Paul Petit* (Flammation, édit.). — Les deux auteurs étudient dans ce livre, l'expansion économique de l'Allemagne et les grands desseins qui se sont greffés sur elle. Ils analysent la thèse de Naumann : la Mittel-Europa, et la prétention de nos ennemis de constituer avec l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie, un groupement fermé et qui se suffirait à lui-même. Ils montrent que c'est là une impossibilité, mais ils examinent aussi par quels moyens l'Entente pourra mettre en échec les projets impérialistes de ses adversaires.

P. L.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CHARLES MOUREU, publie : **Dr J. Maurice de Fleury** : *La Psycho-névrose émotive ;* **L. Lindet** : *Le Pain, premier besoin du Peuple ;* des *Notes et actualités ;* le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant : ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les Auteurs tous les Samedis de 15 à 17 heures.

N° 10 56e ANNÉE 18-25 MAI 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LA CHINE

L'un des savants, dont la perte prématurée nous a si douloureusement atteints, Edouard Chavannes, en analysant devant le public de la Sorbonne, le 7 juin 1917, quelques-unes des idées morales des Chinois, telles qu'elles sont exprimées par les caractères idéographiques de leur langue, nous expliquait la haute et symbolique signification du caractère « wou » qui désigne la guerre. Ce caractère se résout en deux signes élémentaires, dont l'un représente une lance, symbole des armes en général, dont l'autre est le dessin d'un pied au repos, comportant le sens d' « immobile, arrêté ». La guerre, en effet, comme nous l'expose un texte de l'année 597 avant Jésus-Christ, qui commente ce caractère (tso tchouan, 12e année du duc Suan), a pour but d'arrêter les armes, de faire cesser les combats. Qu'est-ce à dire sinon qu'elle est entreprise non par ambition, mais pour rétablir la paix détruite par les fauteurs de troubles, qu'elle est un châtiment juste infligé à des coupables et destiné à restaurer l'ordre ? Or, n'est-ce pas là précisément, Mesdames et Messieurs, l'idée que les Alliés se font de la guerre, n'est-ce pas pour abattre l'ardeur des criminels qui l'ont déchaînée, pour rétablir l'ordre, pour sauver la civilisation, que nos armées se battent depuis près de quatre années contre le militarisme prussien, qui se proposait la conquête et l'asservissement de l'univers ?

La Chine était, par sa psychologie, par sa longue tradition du passé, par ce qui est sa haute originalité parmi les races et les nations, toute préparée au rôle que, depuis près d'une année, elle s'est décidée à assumer dans le conflit actuel et où, j'ose le dire, sa place était marquée. La Chine de Confucius, la Chine, telle que l'ont tour à tour si profondément et fidèlement comprise et interprétée nos missionnaires des XVIIe et XVIIIe siècles, Voltaire et l'Encyclopédie, Auguste Comte et toute l'école positiviste, se devait à elle-même de prendre rang dans une lutte où il s'agit de défendre et de faire triompher les principes de moralité supérieure, d'humanité, de paix éclairée et sereine, qui ont été l'enseignement de ses sages et l'inspiration de sa vie, comme de sa pensée.

I

La Chine remonte dans ses souvenirs et dans ses annales mêmes à une antiquité si reculée, il y a en elle un caractère si marqué d'orginalité et d'attachement à ses traditions, à ses croyances et doctrines, à ses mœurs que son autochtonie, malgré les recherches faites et les hypothèses émises sur ses origines, est jusqu'à présent acceptée comme la plus vraisemblable des diverses solutions proposées.

Cette autochtonie demeure, d'ailleurs, conciliable avec les analogies relevées entre certaines des

traditions, croyances et institutions chinoises et les traditions, croyances, institutions issues de civilisations voisines ou contiguës, telles que la civilisation de Babylone. A une date que l'histoire a fixée, et qui est postérieure à l'ère du Christ, l'an 67 après le Christ, la grande doctrine hindoue, le bouddhisme, commença à pénétrer en Chine, et de là, peu à peu, dans les autres États de l'Asie orientale. Mais déjà la doctrine proprement chinoise, le confucianisme régnait depuis cinq siècles sur l'élite des esprits et s'était imposée au gouvernement des divers royaumes chinois. Quelle qu'eût été l'influence du bouddhisme sur le peuple proprement dit, ou, à d'autres égards, sur les bonzes, sur les usages et les détails de la vie, sur l'art, c'est l'esprit, c'est l'enseignement de Confucius qui a continué à régir, à modeler la Chine. Aussi bien cet enseignement n'est-il lui-même que l'héritage, le legs des princes sages, souverains ou ministres, qui avaient fait la Chine ce qu'elle était. La doctrine de Confucius n'est autre que la tradition recueillie, interprétée, codifiée, par un esprit profondément humain, identifié à sa race, ayant le respect des anciens, le culte des morts, le sens pratique des besoins de la vie et des règles du gouvernement.

La doctrine chinoise, ainsi comprise, a pour principes essentiels : 1° La religion et le culte de la nature (ce qui a conduit Auguste Comte à ranger la Chine parmi les peuples fétichistes, échappant aux dangers et abus de ce que le même Auguste Comte a appelé l' « état théologique ») ; 2° le culte des morts, des ancêtres, de la tradition; 3° la constitution et l'organisation du gouvernement sur le type de la famille, et de l'autorité paternelle, avec ces deux conséquences que le régime des castes y est inconnu et que la morale publique ou politique se confond avec la morale privée.

Dans cette doctrine, la nature est considérée comme bonne et procurant, si elle est fidèlement observée et suivie, le bonheur. L'homme, de même, est admis comme naturellement bon : la loi de nature, fidèlement observée et suivie, lui assure, après qu'il a accompli sa destinée, le culte des siens et de sa tombe, qui est le véritable autel de la famille. La société enfin, n'étant que l'ensemble et la réunion des familles, s'organise et se régit par les mêmes lois, sur le fondement de l'autorité paternelle, de la piété filiale, de la foi aux ancêtres et à la tradition...

Par certains de ces traits, notamment par la religion de la nature, par le culte des morts, par quelques-uns des rapports entre la famille et la société, la Chine semble se rapprocher de la conception gréco-romaine. Avec cette profonde différence toutefois que la famille n'est pas, comme dans la société gréco-romaine, subordonnée et sacrifiée à la cité, puis à l'État, et que la morale publique ne s'y distingue et ne se sépare pas de la morale domestique et privée.

Il convient d'ajouter que, tout en reposant sur la religion de la nature, le culte des morts, le respect de la tradition, la doctrine chinoise n'implique nullement l'absorption dans le passé, la stagnation (comme l'ont cru la plupart des historiens ou sociologues), une sorte de renoncement fondamental à tout changement et progrès. Dans la conception chinoise, ce n'est pas en raison de son ancienneté et en fonction du temps que la tradition est respectable. Ses titres au respect, à l'obéissance, sont qu'elle est elle-même conforme à la nature et en observe les lois. C'est donc plutôt dans l'excellence de la nature, y compris la nature humaine, que consiste essentiellement cette doctrine qui est moins encore la foi à la tradition et au passé que la croyance en la persévérance bienfaisante et en la stabilité propice des choses et des êtres. D'où cette humeur douce et complaisante de l'esprit chinois envers tout ce qui est, cette acceptation (qui parfois, parce que nous ne la comprenions pas, nous a paru résignée et servile) de la réalité. Il serait, je crois, vain et inexact de se représenter la Chine comme attachée à l'idée d'un âge d'or, du règne de Yao, n'existant que dans le passé et dont il s'agit de se rapprocher. L'âge d'or est toujours présent : ce qu'il faut, c'est le comprendre et le saisir, c'est ne pas laisser échapper la proie pour l'ombre, c'est ne pas céder au prestige, au vertige du remuement et du changement. L'esprit chinois admet très bien qu'il y a avantage et intérêt à adopter certains usages, certains instruments nouveaux qui n'existaient pas, où qu'il n'avait pas connus. Mais il pense que l'essentiel, surtout dans l'ordre moral, c'est-à-dire dans l'organisation de la famille et de la société, était déjà et depuis longtemps acquis, que le bonheur est de s'y tenir, et qu'il en est de ces choses comme des fleurs, des feuilles et des fruits, qui chaque printemps, et chaque été, réapparaissent à peu près identiques. A cet égard, la doctrine chinoise ressemblerait assez à la doctrine du XVIIIe siècle français sur la bonté de la nature humaine, mais elle s'en distinguerait, au contraire, en ce qui touche la croyance au progrès qu'elle a tendance à admettre dans l'avancement des sciences et le perfectionnement de l'outillage industriel, non dans l'ordre psychologique et moral. Me serait-il permis de faire remarquer ici que sur cette idée de progrès, et la façon dont les Chinois ou, en général, les Orientaux l'envisagent, nombre d'esprits chez nous, qui ne par-

tagent plus les illusions de Condorcet, ne seraient pas loin de s'entendre avec les fils du Céleste Empire ?

Quoi qu'il en soit de la doctrine elle-même, l'effet semble, en tout cas, avoir été de satisfaire le peuple chinois. D'abord il a duré, et duré semblable à lui-même, et en somme, dans toutes les périodes de sa longue existence nationale, malgré les cataclysmes de toute espèce, inondations, épidémies, guerres étrangères, invasions, pillages, etc., etc., il a cultivé son champ et piqué son riz du même sourire tranquille et béat avec lequel aujourd'hui, comme depuis tant de siècles, il continue la vie des ancêtres. Les lettrés et fonctionnaires ont, eux, une existence parfois plus troublée. Ils sont soumis à toutes les vicissitudes des examens, des compétitions, des jalousies, des rancunes, des vengeances, des persécutions. Ils n'en recherchent pas moins ces fonctions où quelques-uns d'entre eux trouvent, avec la satisfaction de l'amour propre ou du devoir accompli, les honneurs et la fortune. Une de leurs plus vives jouissances est de copier, d'un pinceau habile, les livres des sages, les écrits compilés par Confucius. C'est leur façon de lire, et même de composer. Car les lettrés chinois estiment que, depuis si longtemps, comme disait notre La Bruyère, qu'il y a des hommes, et qui pensent, tout a été dit : mais au lieu d'imiter nos écrivains et d'écrire à leur tour, ils se contentent de calligraphier les vieux livres. Des hommes d'Etat considérables, tels que les deux grands vice-rois Li-Hong-Tchang et Tchang-tchi-tong, ont ainsi reproduit au pinceau les ouvrages de Confucius, et on en a retrouvé les copies dans leurs papiers, après leur mort, comme chez beaucoup d'autres lettrés qui avaient fait de même. Les artistes chinois, ont, de leur côté, dans leurs œuvres d'art, reconstruit obstinément les mêmes temples, les mêmes palais, les mêmes pagodes, avec les mêmes tuiles vernissées, les mêmes arabesques, les mêmes animaux fantastiques à l'angle des toits ; ils ont peint les mêmes arbres et rochers, les mêmes tigres ou dragons, les mêmes démons ou bonzes ; ils ont sculpté les mêmes idoles ou anges ; ils ont, du même kaolin, tourné les mêmes vases décorés aux éclatantes couleurs de pêche, d'aubergine ou de pivoine. Et comme les livres de Confucius, l'art chinois s'est imposé à nous par ce caractère de sérénité et de certitude, de persévérance et d'identité souriante qui est supérieur au destin et au temps, par ce double mystère charme de l'éloignement et de la durée. C'est une grande force et c'est aussi une grâce de ne pas changer. La vieillesse immuable de la Chine a tout ensemble la vertu d'une relique et l'inestimable prix d'un très rare bijou.

II

Quoique la Chine n'ait pas toujours été isolée du monde, bien que de grandes ambassades et des voyageurs illustres l'aient visitée, bien que les Empereurs Kang-hi et Kien-long aient attiré à leur cour des missionnaires et des savants, elle restait cependant la lointaine, l'inaccessible Cathay. Elle-même en était venue à penser qu'elle était réellement le centre et l'ombilic du monde et que le reste de l'univers ne se composait que de peuples vassaux, tributaires ou sauvages. Dans les anciennes cartes chinoises, l'Espagne est représentée par la petite île de Luçon (Philippines), l'Angleterre est un îlot perdu au fond des mers d'Occident, et ainsi des autres royaumes, dont l'existence ne se révèle que par ce que les annalistes chinois appellent des ambassades de tributaires ou de vassaux. A la fin du XVIIIe siècle, la Chine, par les dernières extensions et conquêtes de Kieng-long, s'étendait au Sud jusqu'à la frontière de l'Inde, à l'Ouest jusqu'au Turkestan et au Thibet. Elle était donc un monde en elle-même, elle se régissait avec une grande unité et simplicité par l'Empereur, père de son peuple, par le Conseil privé, par les six grands ministères (Intérieur, Finances, Rites Guerre, Justice, Travaux publics) et par la hiérarchie des lettrés. Elle était, par cette organisation de son gouvernement, comme par ses traditions, ses mœurs, toute son essence, ce que j'oserai nommer un patriarcat démocratique où l'esprit familial, l'égalité, un heureux mélange d'atavisme pastoral, et d'aptitude commerciales, le goût de la paix avaient peu à peu façonné l'état chinois à ce qui, aujourd'hui encore, est sa psychologie et sa vie. Le Chinois offrait par avance le type de cette civilisation qu'Auguste Comte appelle la civilisation positive et industrielle, avec une prédominance marquée de l'esprit moral et social.

Dans les étapes de son histoire, la Chine, contrairement au mouvement suivi par la plupart des peuples, s'était développée et avancée de l'Ouest vers l'Est, c'est-à-dire de l'Asie occidentale ou centrale, vers la vallée du Fleuve jaune, ainsi que l'atteste le déplacement successif de ses capitales, Sin-nan-fou, Loyang, Kaifong Chang-an, Pékin. — A partir du XIIIe siècle après le Christ, c'est de l'Est au contraire, que vinrent plusieurs des dynasties guerrières, les Mongols, les Mandchoux, qui, successivement, soumirent la Chine et s'y installèrent. Mais chacune de ces dynasties étrangères ne tardait pas, si différentes que fussent d'ail-

leurs les origines, les traditions, les mœurs, a subir la contagion, l'influence persistante de la race vaincue et restée supérieure. Si bien que ce fut en quelque sorte la vocation et la destinée de la Chine de former, d'éduquer, de civiliser l'une après l'autre les tribus et hordes voisines qui la conquéraient, tant sa culture et son génie s'imposaient. Il est probable que, vers la fin du XIXe siècle, lorsque le déclin de la dynastie mandchoue laissait présager un changement dans le gouvernement de la Chine, c'est un autre peuple de l'Est, le Japon, qui se fût, comme jadis le Mongol et le Mandchou, installé à Pékin, et cela d'autant plus que le Japon était déjà tout imprégné de la culture chinoise et que la succession d'un régime à l'autre se fût à peine fait sentir. Ce sont les situations et droits déjà acquis de l'Europe dans l'Asie orientale, c'est l'intervention de trois puissances de l'Occident après la paix de Shimonoseki, cest la modération, l'esprit politique, la sagesse prévoyante du Japon qui, en épargnant à la Chine une nouvelle révolution dynastique, facilitèrent la transition par laquelle elle a passé du régime mandchou au régime actuel. Encore n'est-il pas douteux que l'influence du Japon, sans s'être substituée à la dynastie déchue, a puissamment agi sur les destinées de la Chine, et que c'est de l'Est, cette fois encore, que comme depuis six siècles, est venue l'impulsion. J'ajoute que, dans ce nouvel avatar, la loi déjà constituée continue à s'appliquer, c'est-à-dire que, sous l'influence du Japon, la civilisation chinoise, loin d'être entravée se maintient intacte. Et, comme je viens de le dire, avec d'autant plus de sûreté et de justesse que le Japon avait lui-même, et depuis de longs siècles, absorbé en lui la culture asiatique et chinoise, et s'était façonné sur le modèle du sage et du saint, de Confucius.

La rencontre et le conflit entre la Chine et le Japon en 1894-95 eurent, d'autre part, une conséquence considérable, et qui, aujourd'hui surtout, nous apparaît telle : c'est, veux-je dire, le rapprochement et le contact qui vint à en résulter entre l'Asie Orientale, ou plus spécialement la Chine et le Japon et les Puissances d'Occident. — L'Asie orientale, notamment depuis la conquête mongole au XIIIe siècle, était restée séparée de tout l'univers. Ce n'est que de loin en loin, et par des occasions quasi-exceptionnelles, telles que le voyage de Marco Polo et la venue des missionnaires catholiques, que la Chine eut quelques relations avec le monde civilisé. Les rapports plus directs et plus précis avec l'Occident ne commencèrent réellement que vers la moitié du XIXe siècle, d'abord par les ambassades et missions anglaises et françaises, par les difficultés et conflits de 1840 et de 1858-60 et par les traités qui les suivirent. Ces rapports toutefois demeuraient assez contraints et précaires : ils n'impliquaient et ne déterminaient ni intimité, ni confiance et ressemblaient plus à des répits ou à des trêves qu'à des augures ou progrès d'amitié. C'est après la guerre sino-jaonaise de 1894-95 que la Chine, d'abord, le Japon ensuite, en vinrent à l'idée, à la conception, non seulement d'arrangements partiels et provisoires, mais d'une entente, d'une alliance durable, avec de grandes Puissances d'Europe. La Chine, il est vrai, ne prit pas elle-même et spontanément l'initiative d'une telle innovation dans sa politique séculaire, d'une renonciation si brusque à son long et superbe isolement. La suggestion première fut l'œuvre du gouvernement russe qui, après la défaite de la Chine, lui fit comprendre quel danger elle courait à demeurer seule, sans amis ni alliés, comment dans la nouvelle figure du monde, et de la politique, les Puissances avaient intérêt à s'unir les unes aux autres par leurs affinités, l'éventualité de nouveaux périls, le souci d'un commun avenir. Le prince Lobanow, qui avait suivi avec une extrême attention les événements de 1894-95, saisit, après la paix de Shimonoseki, le moment favorable pour atténuer les effets du traité, et l'année suivante, pour proposer à la Chine un projet d'alliance qui, en lui permettant de panser les plaies de la dernière guerre, lui assurait un développement plus libre, plus tranquille de ses destinées. C'est à Moscou, pendant les fêtes du couronnement de l'Empereur Nicolas II, que le Prince Lobanow et le tsar lui-même s'ouvrirent à l'ambassadeur qui représentait la Chine à ces fêtes, à l'illustre Li-Hong-tchang, de cette offre dont le général Vice-Roi était, plus qu'aucun autre Chinois, en mesure d'apprécier la haute et incontestable opportunité. Li-Hong-tchang eut encore à persuader son propre souverain et son gouvernement pour qui la nouveauté d'un semblable pacte ne laissait pas que de paraître, tout d'abord, pleine d'inconnu et d'effroi. L'ambassadeur cependant eut assez d'autorité et de bonheur pour convaincre ses maîtres. Le traité fut signé au mois de mai 1896, durant les splendeurs des fêtes de Moscou. Pour la première fois dans sa longue histoire, la Chine sortait de sa tour d'ivoire ou de porcelaine, et contractait alliance avec une puissance d'Occident, avec celle même qui, quinze ans à peine cependant, lui était apparue, lors des incidents de Kouldja, comme un redoutable ennemie.

Si la Chine, dans le traité de 1896, n'avait fait que se prêter à une suggestion de la Russie, le Japon au contraire, lorsque le moment lui parut venu de se lier davantage avec l'Occident, prit lui-

même l'initiative et ce fut lui qui fit les ouvertures. Sa première pensée était de s'unir, lui aussi, à la Russie, et le Prince (alors Marquis) Ito se rendit en 1901 à Paris et à Saint-Pétersbourg pour sonder à ce sujet les dispositions de la Double Alliance. C'est parce que le marquis Ito ne trouva pas sur les bords de la Seine et de la Neva l'accueil qu'il avait espéré, et parce que la Grande-Bretagne, avisée à temps, sut se décider au moment psychologique, que fut signée à Londres le 30 janvier 1902, entre le vicomte Hayashi et lord Lansdowne l'alliance anglo-japonaise.

La Chine et le Japon étaient ainsi alliés avec l'Occident, mis dans deux camps différents. Quel allait être l'effet sur les deux Puissances asiatiques de l'union ainsi contractée par chacune d'elles avec deux des plus grandes Puissances d'Europe ? Comment la Chine surtout, si fermée jusqu'alors à toute influence étrangère, si attachée à ses traditions, si convaincue de la supériorité des doctrines sur lesquelles reposait son régime, supporterait-elle une telle contradiction infligée à tout son passé, une révolution si profonde, semblait-il, apportée à sa vie et à son génie ?

III

Le Gouvernement chinois, quant à lui, s'accommoda assez vite aux circonstances, d'abord parce qu'il recueillait du traité intervenu, pour le moment du moins, un bénéfice particulièrement opportun de sécurité et de soulagement, et aussi parce que, selon une règle qui lui était coutumière, il abandonna la responsabilité de la politique nouvelle et le soin même de la diriger à l'homme d'État qui avait signé le traité sino-russe, à Li-Hong-Tchang. Ni l'Impératrice douairière, demeurée, malgré la majorité de l'Empereur Kouang-sin, la vraie souveraine, ni le Prince Kong, chef du Gouvernement, ni, à plus forte raison, le grand Conseil et les ministres ne se soucièrent de mener les affaires, dont tout le poids fut laissé à l'ex vice-roi Li, appelé de Tien-Tsin à Pékin, et confiné au Tsongli-Yanen pour y devenir peu à peu le seul directeur et maître de la politique étrangère.

Le peuple, habitué à se laisser gouverner, ne s'aperçut guère du changement. Peut-être même l'eût-il tout à fait ignoré si le vice-roi le plus patriote, et, malgré son grand âge, le plus actif de l'Empire, Tchang-tche-tong, vice-roi des deux Hou, n'eût, aussitôt après la défaite de 1894-95, entrepris de réformer les méthodes d'instruction et d'éducation du pays et si, en 1898, l'Empereur Kouang-siu, se soustrayant à la tutelle de l'Impératrice douairière, et docile à l'inspiration de quelques jeunes et ardents conseillers, n'avait, pendant une période qui d'ailleurs fut par les événements réduite à une extrême brièveté, tenté par une série de décrets édictés coup sur coup en moins de trois mois, de faire du vieil Empire un État équipé à la moderne. Le vice-Roi Tchang-tche-tong, très fidèle aux doctrines de Confucius, très persuadé de l'excellence de la société asiatique, se bornait à réclamer l'adoption de certaines inventions matérielles de l'Occident et de l'outillage industriel et mécanique dont l'Empire avait besoin pour son développement et sa défense. Afin de rendre cette adoption plus facile et moins coûteuse, il proposait de profiter de l'exemple, des leçons et de l'enseignement du Japon, dont il suffirait d'imiter les méthodes et institutions, que le Japon lui-même avait, en grande partie, empruntées à l'Occident. La réforme tentée par l'Empereur était plus radicale : elle allait jusqu'à modifier et bouleverser sur certains points essentiels l'enseignement même de Confucius et le système des examens littéraires, sur lequel était fondée toute la hiérarchie administrative de l'Empire.

L'audacieuse tentative de l'Empereur Kouang-siu se termina brusquement et tragiquement par l'intervention de l'Impératrice douairière qui, après cent jours de ce qu'elle considérait comme un attentat aux lois et à la constitution des Ancêtres, se décida à remettre l'Empereur, son neveu, en tutelle et à reprendre elle-même les rênes du Gouvernement. Certaines des réformes, celles qu'avait proposées le vice-roi Tchang-tche-tong, furent maintenues, mais l'échafaudage éphémère élevé en trois mois par l'Empereur ainsi replacé en minorité s'écroulait, et tous ceux qui avaient conseillé ou assisté le malheureux souverain, entre autre Kang-Yeou-wei, chef de la jeune école, étaient poursuivis, traqués, condamnés aux peines les plus sévères ou obligés de fuir à l'étranger.

Cette commotion, succédant de si près à la conclusion du traité sino-russe, et suivie elle-même des incidents graves dont l'occupation de Kiao-tchéou par l'Allemagne donna le signal, troubla profondément sinon toute la nation elle-même, du moins le monde des mandarins et fonctionnaires, les sociétés secrètes si prodigieusement ramifiées dans tout le pays et surtout les partis révolutionnaires, qui, dirigés de l'étranger par des meneurs et chefs, tels que le Dr Sun yat sen, n'attendaient qu'une occasion propice pour attaquer et renverser la dynastie. De cette agitation sortit le mouvement connu sous le nom d'insurrection des « Boxeurs » et qui, né dans le Chan-tong, c'est-à-dire dans la province même où l'Allemagne venait de se saisir brutalement en pleine paix du port de

Kia-tchou, ne tarda pas à se propager dans les provinces voisines, et jusque dans le Tchi-li, enfin jusqu'à Pékin même. La gravité et aussi le succès du mouvement des « Boxeurs » furent dûs principalement à ce que, provoqué d'abord par les Sociétés savantes, il trouva aussitôt, pour le soutenir, et même pour le diriger, la complicité des lettrés, des fonctionnaires, jusque dans le parti conservateur le plus attaché aux anciennes traditions et à la personne même de l'Impératrice douairière. Ce qui n'avait été au début qu'une insurrection devint un mouvement nationaliste ou plutôt national et finalement même officiel et impérial, couvert par la faveur des autorités les plus hautes. Lorsque le mouvement des « Boxeurs » prit ce caractère, il visa, non plus le gouvernement et la dynastie, mais l'étranger et non pas seulement les puissances qui, comme l'Allemagne, après avoir fait profession de secourir et protéger la Chine, venaient de la dépouiller, mais toutes les puissances indistinctement qui avaient mis à profit les difficultés et les embarras de l'Empire. Dans le conflit qui résulta entre la Chine et l'étranger du mouvement des « Boxeurs » et de l'attaque, à Pékin même, contre les diverses Légations, la Russie elle-même, malgré le traité d'alliance qui la liait à la Chine, dut intervenir pour protéger sa Légation, ses nationaux et la cause de l'ordre. Mais dès que, par l'arrivée des secours, la situation fut rétablie, la Russie fut la première et la plus active à chercher les moyens de restaurer à Pékin un Gouvernement avec qui l'étranger pût traiter et renouer ses relations. Le Prince K'ing et Li-Hong-tchang, qui s'étaient trouvés en dehors de toute cette agitation, furent les intermédiaires désignés pour les négociations et la signature de la paix. L'orage une fois dissipé, le traité sino-russe de 1896, se retrouva tout naturellement en vigueur, l'Impératrice douairière et l'Empereur, qui s'étaient pendant quinze ou dix-huit mois réfugiés dans le lointain palais de Sin-nan-fou, rentrèrent au palais de Pékin, et la dynastie mandchoue reprit, pour quelques années encore, le cours de ses destinées.

Mais la secousse avait été trop forte, le ferment révolutionnaire avait pénétré trop avant dans les veines du pays, et les événements multipliés qui, depuis la fin de 1901, se succédèrent rapidement (conclusion de l'alliance anglo-japonaise, guerre entre le Japon et la Russie, traités de Portsmouth et de Pékin, accords du Japon avec la France, la Russie et les Etats-Unis) exerçaient sur la Chine, malgré sa patience et son flegme traditionnels, une influence troublante. L'Impératrice douairière elle-même, sentant la gravité des temps, avait, depuis son retour de Sin-nan-fou, compris la nécessité de jeter du lest, d'ouvrir une soupape par où s'échapperait la fumée des projets ou des rêves des novateurs. Elle avait ordonné l'envoi à l'étranger de missions chargées d'étudier les conditions politiques des divers pays et la préparation, en Chine même, d'une ébauche du gouvernement constitutionnel et parlementaire dont l'inauguration était prévue pour l'année 1917. Mais, à la mi-novembre de 1908, l'Impératrice douairière et l'Empereur Kouang-siu, moururent presque simultanément, à quelques heures à peine d'intervalle : le Prince Tch'ouen, frère du défunt Empereur, nommé régent, de l'Empire, se montra trop hésitant et trop faible tant envers les éléments conservateurs rebelles à toute innovation, qu'envers les agitateurs impatients d'avancer l'heure où la réforme constitutionnelle devait être mise en pratique. Brusquement, dans l'automne de 1911 la révolution éclata à Outchang, sur les bords de Yang-tse, se répandit comme une traînée de poudre dans les provinces du centre, du Sud et de l'Ouest. L'un des anciens favoris de l'Impératrice douairière, Yuan-che-Kai, disgrâcié ensuite par le Régent, et rappelé par ce dernier pour combattre la révolution, préféra négocier et pactiser avec elle. Après plusieurs mois de tractations entre le parti révolutionnaire, Yuan-che-Kai et la Cour, un accord s'établit, en vertu duquel la dynastie mandchoue, obéissant à la volonté du ciel, consentait à abdiquer et demandait au peuple chinois de se soumettre au nouveau régime qui allait être institué, la République. Yuan-che-Kai qui avait très habilement agencé ce « scenario », devint, par la retraite spontanée du Docteur Sun yat sen, le président provisoire de la République ainsi fondée, et dont il restait à assurer, par le Parlement, réuni d'abord à Nankin, puis à Pékin, l'organisation définitive.

Il semblait que, pour un pays considéré et réputé comme le pays par excellence de la tradition, de la conservation, presque de l'immobilité, une telle et si soudaine révolution dût être, dès son origine, peu viable, exposée à tous les assauts, à toutes les menaces, et vouée à tous les hasards. Mais la Chine trouvait, tout au contraire, dans sa nature même, dans la tournure de son génie, dans ses mœurs, dans les principes d'égalité quasi-communiste et du gouvernement patriarcal qui étaient l'essence de son régime, des étais et soutiens solides pour l'expérience républicaine qu'elle allait faire. Les puissances étrangères, sous l'influence concordante de la Grande-Bretagne, de la France, des Etats-Unis, de la Russie et du Japon, lui facilitèrent ses premiers pas dans la voie nouvelle, et, par un grand emprunt collectif dont elles se por-

rent garantes, lui procurèrent, jusqu'à ce qu'elle pût restaurer ses finances et faire rentrer l'impôt, les moyens de vivre. La République chinoise, fondée sur les cinq éléments de la nature et les cinq races dont sa nationalité se compose (chinois, mandchoux, mongols, mahométans, thibétains), dut à ce concours des Puissances amies, à l'union des partis et des races à son heureuse étoile, de surmonter sans trop de peine les épreuves de son initiation à une vie nouvelle. Lorsqu'après une période d'harmonie, les dissentiments se firent jour au Parlement, dans les partis, dans les clubs, jusqu'à dégénérer en guerre civile, lorsque le Président lui-même, après sa confirmation dans la haute magistrature qui lui était confiée, se laissa entraîner, par de perfides suggestions, à tenter à son profit la restauration de la monarchie déchue, la jeune République échappa cependant aux dangers qui la menaçaient. Elle vécut, elle maintint l'unité du pays : elle assura le gouvernement de l'antique nation et des 350 millions d'hommes dont les destinées lui sont remises. Et lorsque sonna, dans la crise terrible que, depuis quatre ans, le monde traverse, l'heure où la Chine dut, à son tour, comme tous les Etats et tous les peuples qui ont à se défendre contre les périls et la servitude dont l'agression germanique les menace, se prononcer et prendre parti dans la lutte, elle était en mesure de le faire dans la pleine maîtrise de son génie et de ses forces, dans la claire conscience du devoir qui s'imposait à elle, dans l'obéissance aux principes et aux lois qui ont toujours inspiré sa morale publique et qui, depuis les enseignements de Confucius, ont été son titre impérissable à l'estime et à l'admiration, non seulement, des philosophes, des historiens et des sociologues, mais de l'humanité tout entière.

IV

Au début de la guerre de 1914, la Chine avait fait une déclaration de neutralité. Elle n'avait alors aucune raison d'intervenir, et le président Yuan-che-Kai, d'ailleurs, très travaillé par les agents allemands voulait en tout cas observer la tournure que les événements allaient prendre. Mais, dès la mi-août, par l'entrée en ligne du Japon, par l'expédition que l'armée et la flotte mikadouales dirigèrent contre l'établissement allemand de Kiao-tcheou, une portion de territoire chinois se trouvait impliquée dans le champ des hostilités, et surtout la Némésis, la justice immanente de l'histoire allait se manifester, l'occupation de Kiou-tchéou par l'Allemagne en 1897-98 ayant été l'un des actes les plus significatifs de la politique d'expansion et d'absorption violente inaugurée par Guillaume II. C'était le Japon, allié de l'Occident, qui, défenseur comme tel, du droit et de l'indépendance des peuples, reconquérait, pour les restituer à leurs maîtres et possesseurs légitimes, le territoire et le port si perfidement arrachés à la Chine deux ans seulement après le traité de Shimonoseki.

Si le président Yuan-che-Kai n'était peut-être pas homme à comprendre et à apprécier, comme il l'aurait dû, ce juste retour des choses, cette sanction et ce verdict, bien conformes cependant à l'éthique de Confucius, la Chine elle-même ne pouvait demeurer insensible et aveugle au sens profond qu'avait la réparation d'une des plus scandaleuses iniquités commises par l'esprit d'agression et de conquête. Il ne manquait pas à Pékin et dans les provinces d'hommes d'Etat ou même de simples citoyens et de patriotes pour se rappeler tout ce que la Chine avait eu, depuis vingt ans, à souffrir de l'Allemagne : d'abord, en 1897, cette occupation traîtresse de Kiao-tcheou, puis, de 1899 à 1901, la dureté avec laquelle, lors de l'insurrection des « Boxeurs », le Gouvernement allemand poursuivit l'expédition punitive et exigea l'humiliation de l'ambassade expiatoire à Berlin du Prince Tch'ouen, frère de l'Empereur ; enfin, à partir de 1902, toutes les machinations et intrigues par lesquelles l'Allemagne, peu satisfaite de sa situation en Extrême-Orient, cherchait à exciter les unes contre les autres les diverses puissances ayant des intérêts dans l'Asie orientale, et entretenait dans cette région du monde une agitation, une inquiétude dont le Gouvernement de Pékin était la principale victime.

Les Chinois avaient trop appris, depuis un demi-siècle, et surtout depuis la guerre de 1894-95 et les événements de 1900, à connaître les Puissances d'Occident et à distinguer leurs diverses méthodes ou humeurs pour ne pas se rendre compte de ce qu'il y avait de prétentieux, de hautain, de cruel, de barbare dans les procédés et les actes de l'Allemagne. L'Allemagne, tard venue dans la politique coloniale, et longtemps considérée à Pékin comme une Puissance secondaire, ne représentait, aux yeux de la Chine, à part une supériorité militaire qui ne lui faisait pas grande impression, qu'une sorte de parvenue qu'elle ne pouvait songer à placer au même rang que l'Angleterre, la France et les Etats-Unis. La Légation de Chine à Berlin n'était pas classée dans la même catégorie que les Légations de Londres, Paris et Washington. Mais surtout l'Allemagne n'avait, pour la Chine, aucun des genres ou des degrés d'excellence qui lui imposent, tels que le génie littéraire et artistique, la grande politique, la richesse foncière ou mobi-

fière. La Chine qui, dans des circonstances graves, avait pris parfois l'avis et les conseils de l'Angleterre, de la France des États-Unis, n'avait jamais songé à s'adresser à l'Allemagne. Lorsque le Prince Kong, qui, après avoir joué un grand rôle en 1860 dans les négociations avec lord Elgin et le Baron Gros, avait été disgrâcié en 1885, revint au pouvoir en 1895 et eut à négocier la paix avec le Japon, il était manifeste d'après la façon dont il se comportait envers les différents chefs de Légation, accrédités à Pékin, que le ministre d'Allemagne n'était pas pour lui du même ordre que les ministres d'Angleterre, de France, de Russie et des États-Unis.

Pendant la première période de la guerre de 1914, le gouvernement chinois, demeuré neutre, louvoyait, hésitait. La Légation d'Allemagne et les innombrables agents qu'elle mettait en mouvement se remuaient fort pour capter la sympathie, la faveur, d'abord du Président de la République et des membres du cabinet, puis des fonctionnaires de tout ordre, des financiers, de la presse. L'amiral von Hintze, qui dirigeait alors la légation germanique, en était venu à penser que la meilleure façon de s'emparer de l'esprit du Président Yuan-che-Kai, était de lui conseiller une restauration de la monarchie et de l'aider à s'installer lui-même sur le trône délaissé par les Mandchoux. Yuan-che-Kai, que son accession à la magistrature suprême et ses succès contre tous ses adversaires politiques avaient grisé, crut que cette ambition lui était permise. Il se laissa tenter et ce fut sa perte. Les Puissances alliées, qui, jusque-là, s'étaient montrées fort réservées sans prétendre contrarier ou convertir la neutralité de la Chine, estimaient cependant qu'il ne leur était pas possible, après avoir facilité et secondé les débuts de la République chinoise, de tolérer un retour si imprévu et si peu nécessaire à l'ancienne forme de gouvernement, surtout en faveur d'un personnage dont les tendances étaient devenues si suspectes. Le Japon et les Alliés, tout en prenant grand soin de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la République, représentèrent au Président le péril qu'il y avait à troubler, en un pareil moment, le *statu quo* de l'Asie orientale et à changer un régime que toutes les Puissances avaient solennellement reconnu. Yuan ne s'inclina pas tout d'abord devant ce sage avis. Mais, comme ses ennemis avertis de ce qui se passait relevaient la tête et que déjà l'agitation renaissait dans tout le pays, il prit peur, ajourna l'exécution de ses desseins et s'imagina pouvoir du moins conserver la haute magistrature dont il était investi. Il se trompait. La révolution grondait dans toutes les provinces. Ses ministres, ses généraux, ses partisans les plus fidèles se séparaient de lui. Toute issue lui était fermée. Subitement, le 6 juin 1916, les télégrammes de Shanghai et de Pékin annoncèrent qu'il était mort la veille, le 5, sans qu'il ait été clairement établi s'il avait succombé à une attaque d'urémie, à un attentat criminel ou s'il avait lui-même mis fin à ses jours en avalant une feuille d'or. Le vice-président Li-Yuan-hong fut aussitôt, selon la constitution de 1912, appelé à lui succéder. L'ordre ne tarda pas à renaître dans les diverses provinces. La République, que la vaine tentative de Yuan n'avait guère ébranlée, eut, pour la gouverner, une main peut-être moins experte, mais en tout cas, moins capricieuse, moins personnelle, moins dangereuse que n'avait été celle de Yuan.

La guerre mondiale cependant se prolongeait, non plus seulement en Europe, en Afrique, en Asie-Mineure, mais sur toute l'étendue des mers. Tout l'univers y était peu à peu comme entraîné, et toutes les Puissances neutres en ressentaient de plus en plus la contagion et l'effet. Les États-Unis avaient, comme la première et la plus considérable des Puissances neutres, et dès que l'Allemagne avait pris la décision de déclancher la guerre sous-marine, revendiqué les droits des neutres et réclamé le respect de la législation internationale des mers. L'Allemagne, après de longues et cauteleuses négociations, s'était d'abord résignée à déférer aux observations du gouvernement américain. Puis, lorsque le blocus allié lui parut trop menaçant, elle n'hésita pas à revenir sur ses engagements, à désavouer les promesses qu'elle avait faites et à donner à la guerre sous-marine le caractère le plus odieux de piraterie et d'assassinat. Devant ce nouvel attentat contre le droit des gens, les États-Unis comprirent que la liberté et l'avenir du monde étaient en jeu et qu'il ne leur était plus possible, non seulement de rester en relation avec une puissance qui s'était mise aussi au ban de l'humanité, mais de ne pas la combattre. Le Président Wilson, en rompant, le 4 février 1917, avec l'Allemagne, et en notifiant cette rupture aux neutres, leur exprimait l'avis que l'heure était venue pour tous de défendre le patrimoine commun de la civilisation et du droit et d'opposer une digue à la barbarie.

La Chine fut la première à entendre cet appel. Dès le 14 mars 1917, elle rompit les relations diplomatiques avec les Puissances germaniques, et si des difficultés ou dissentiments intérieurs retardèrent jusqu'au 14 août suivant la déclaration de son état de guerre avec ces mêmes puissances, elle est, depuis cette date, entrée à côté des Alliés dans la ligue de défense contre la coalition qui

avait prémédité et préparé la domination et l'asservissement de l'univers. A cette heure critique et décisive, la Chine a compris et senti que la cause des Alliés était la sienne, celle que lui recommandaient et imposaient toutes ses doctrines et traditions, l'enseignement de son grand philosophe, les longs siècles de son histoire, sa psychologie même et jusqu'à la notion de la guerre, telle que, je le rappelais au début de cette étude, sa langue l'a définie, et qui est la guerre contre la guerre, contre le despotisme militaire. Nulle puissance n'était, par tout son passé et par son idéal, plus préparée et prédestinée que la Chine à prendre rang parmi les Alliés et à soutenir avec nous le bon combat.

La Chine nous a, depuis son entrée en lice, prêté le concours précieux de sa main-d'œuvre et de quelques-uns de ses produits. Un grand nombre de Chinois travaillent dans nos usines de guerre et nous assistent dans les œuvres d'arrière. En Asie même, le gouvernement du président Feng-kouo-chang et de son premier ministre Touan-k'i-jouei, veille à déjouer toutes les manœuvres et menaces de l'intrigue allemande si infatigable dans son œuvre de malfaisance et de haine. A l'heure présente il prépare, d'accord avec le Japon et les États-Unis, les mesures propres à barrer la route de la Sibérie orientale aux audacieuses tentatives de l'expansion germanique et de ses complices. La Chine peut jouer là un rôle de préservation particulièrement efficace pour le présent et l'avenir. — Mais ce qui nous importe le plus, c'est que, fidèle à elle-même et à son séculaire idéal, elle représente avec nous la cause de la liberté, de la civilisation et de l'humanité contre les puissances de ténèbres et de proie dont la victoire eût été pour le monde un arrêt de servitude et de mort.

A. Gérard,
Ambassadeur de France.

HENRI BERGSON

S'il est un nom entre tous célèbre, un nom dont l'Ancien et le Nouveau-Monde retentissent, qui accapare l'attention de l'élite pensante et revienne sans cesse sur les lèvres de quiconque, bien que n'y étant pas intimement mêlé, s'intéresse au mouvement des idées, c'est, on ne me contredira pas, celui de M. Henri Bergson.

Nul dans notre temps n'a exercé plus d'influence et n'est appelé à en exercer une plus grande encore, — au fur et à mesure que son œuvre sera mieux comprise, non seulement s philosophie, mais sur la pensée et, je devrais ajouter, sur les aspirations contemporaines. Influence, à tous égards, justifiée. M. Henri Bergson a, en effet, rénové la philosophie et, par elle, la conception que, depuis Kant et le positivisme scientifique, nous nous formions de l'univers envisagé comme un enchaînement implacable de phénomènes derrière lesquels ils nous serait à tout jamais interdit de pénétrer. Non content de desserrer, à l'instar des Ravaisson, des Lachelier et des Boutroux, qui le précédèrent, les mailles entre lesquelles, fort du relativisme Kantien, le déterminisme scientifique avait emprisonné, avec l'âme, la liberté, M. Henri Bergson a brisé les cadres d'une rigide étroitesse dans lesquels, les savants ont toujours enfermé l'esprit et, à leur insu, la science même.

A égale distance de l'empirisme, qui rend compte de l'intelligence par le cours des choses, et du dogmatisme, qui explique le monde par l'entendement, il a renvoyé dos-à-dos les solutions que, depuis l'éveil de la pensée philosophique, ces deux écoles ont proposé aux différents problèmes qui nous sollicitent sur nous-mêmes et sur notre milieu.

Il a fait plus qu'apporter des réponses, il a découvert une méthode qui l'égale aux plus grands d'entre les penseurs, s'il est vrai que de cette discipline datera une ère nouvelle dans l'histoire de la philosophie, pour le moins aussi importante que celles dont un Platon, un Descartes ou un Kant furent les initiateurs.

Critique singulièrement avisé, il a su, par la finesse d'une analyse incomparable, dissoudre les mirages dont la spéculation philosophique est toujours, jusqu'ici, demeurée victime.

Ayant, grâce à cela, réussi à entrer en communion avec la réalité, tant extérieure qu'intérieure, il l'a réintégrée dans ses droits, dont l'idéalisme et le matérialisme se sont toujours entendus pour la dépouiller. Il a pu, de cette façon, asseoir la métaphysique et la science même, en partie, sur l'absolu. A cette attitude ingénue à force de raffinement, M. Bergson a dû, en effet, de pouvoir suivre le flux perpétuellement changeant du réel sous les apparences mensongères au travers desquelles nous avons, pour notre commodité, coutume de l'envisager. Il est parvenu à prendre, en quelque sorte, sur le vif et, mieux encore, à nous dépeindre, par la magie d'un style prestigieux, la liberté, la vie de l'âme et la vie tout court dans leur imprévisible élan.

Non, certes, que M. Henri Bergson ait ajouté une

système a tant d'autres qui jalonnent la marche de la pensée philosophique. Loin de là. C'est, au contraire, en reniant les théories pour s'en tenir à l'expérience, mais, je le répète, à l'expérience brute, allégée des *impedimenta*, qui, s'ils nous servent dans la vie journalière, n'en altèrent pas moins notre vision des choses, qu'il a découvert la source jaillissante, dont nos actes, l'univers et nous-mêmes épanouissons la gerbe toujours vive.

Autrement dit, aux systèmes préconçus, vaines combinaisons de concepts tout faits, M. Bergson a substitué une méthode d'observation intuitive, qui lui a valu, non seulement de restaurer la métaphysique dans ses anciennes prérogatives, mais, en la fondant sur l'expérience, de la constituer, pour la première fois, à part, à titre de connaissance spécifique et souveraine.

Aussi bien, la philosophie de M. Bergson est, par excellence, une philosophie de l'intuition, ou, autrement dit, de l'expérience immédiate, l'intuition étant cette sorte de sympathie intellectuelle qui nous apporte, en dehors du raisonnement, une connaissance directe des personnes et des choses, dont elle nous fait, en quelque sorte, les participants. Seulement, comme pour atteindre à cette connaissance, il est nécessaire de rompre la croûte que les préjugés usuels et les écoles philosophiques ont solidifiée autour du réel : comme, d'autre part, ces travaux d'approche ne peuvent porter, à la fois, que sur un point en raison du caractère forcément limité de toute vue intuitive, — par suite du douloureux effort qu'exige, au rebours de nos intérêts vitaux, ce mode d'investigation — M. Bergson a été contraint de procéder par problèmes. Ce n'est, en effet, qu'après avoir montré l'insuffisance des diverses solutions fournies sur les deux ou trois grandes questions, qu'il a examinées, que M. Bergson est arrivé à prendre de la réalité une vue aussi intime que possible, où viennent se fondre les antinomies entre lesquelles, depuis ses origines, la philosophie a toujours été partagée. Chaque problème, depuis celui de la liberté jusqu'à celui de la vie, en passant par celui des rapports de l'âme et du corps, marque ainsi une étape de la pensée bergsonienne sur la voie d'un approfondissement progressif, qui va de pair avec l'élargissement d'une expérience indemne de tout alliage.

I

Le titre du premier ouvrage de M. Bergson est significatif : « Essai sur les données immédiates de la conscience. » C'est, en effet, à la lumière de ce que notre conscience nous révèle, quand nous l'interrogeons sans parti-pris, d'un regard pour ainsi dire vierge, que M. Bergson dissipe les illusions, nées d'un insuffisant retour sur soi-même, auxquelles se sont habituellement laissé prendre les partisans et les adversaires du libre arbitre.

M. Bergson nous les montre commettant, les uns et les autres, la même erreur, à cette différence près qu'elle infirme la thèse des premiers et confirme celle des seconds. C'est, aussi bien, la raison pour laquelle les déterministes l'emporteront toujours, en dépit du sens commun, sur les défenseurs du libre arbitre, tant que ceux-ci, dans leur paradoxale tentative d'expliquer la liberté, se placeront sur le terrain de leurs adversaires. Expliquer la liberté, n'est-ce pas la rattacher à quelque chose d'autre et, par conséquent, la nier ? Au surplus, le raisonnement déforme, sous l'empire des habitudes qu'il implique, ce qui, de nature, lui échappe. Voilà ce que M. Bergson a lumineusement démontré avec toutes les ressources d'une dialectique si habile que certains, à qui les caprices de la route ont fait oublier le but, ont cru pouvoir crier au sophiste !

Partisans et adversaires du libre arbitre considèrent la vie consciente comme un damier dont les carrés figureraient les différents états. Que dis-je ? Ils considèrent les sensations, les émotions, les souvenirs, les sentiments et les idées comme des choses ou, si vous le préférez, comme des solides, à l'image de billes qui se pousseraient les unes les autres. On se représente, dès lors, nécessairement tout état de conscience actuel comme un effet de l'état immédiatement antérieur. Comment en irait-il autrement dans l'hypothèse associationniste, à moins d'identifier la liberté au hasard, ce qui est le moyen de fortune auquel se trouvent précisément acculés ses partisans ? Mais, comme le hasard ne peut signifier, aux yeux des déterministes, que notre ignorance des causes véritables, ces derniers n'ont guère de peine à imposer le silence à leurs adversaires. Victoire d'autant plus aisée que la détermination des faits psychologiques les uns par les autres est analogue à celle-là même qui, pour la science, régit les phénomènes physiques. Le psychique apparaît ainsi comme une doublure de la physiologie, ce qui permet d'étendre au moral le déterminisme scientifique et, finalement, d'unifier le savoir humain.

M. Bergson dénonce, tout d'abord, les erreurs qu'une telle augmentation suppose, erreurs qui procèdent toutes, suivant lui, de la conception as-

sociationniste de l'esprit. On envisage le moi comme une mosaïque d'états psychiques dont la juxtaposition formerait notre personnalité. Le désir, l'aversion, la crainte, nos douleurs et nos plaisirs en constitueraient autant de fragments aux nets contours. On va jusqu'à comparer la volonté à une balance dont les motifs et les mobiles représenteraient les poids.

Avec sa profonde intuition de la vie de l'esprit, M. Bergson n'a pas de peine à nous démontrer ou, plus exactement, à nous montrer qu'il n'y a rien de plus faux. Il s'agit, en effet, bien moins de disserter que de faire voir, c'est-à-dire de nous inviter à voir, car chacun peut entreprendre à ses frais le voyage intérieur dont M. Bergson évoque les infinies et chatoyantes perspectives en une langue où les images poétiques sont mises au service de la plus stricte précision. Eh bien ! à suivre M. Bergson sur ce terrain, nous ne tardons pas à nous convaincre que ce qui présente des limites dans nos états de conscience, ce sont, avec les idées que nous nous en formons, les mots dont nous les étiquetons. En eux-mêmes, ils sont si peu arrêtés qu'ils n'apparaissent pas comme séparés. On ne peut même pas dire qu'ils soient plusieurs, tant ils fusionnent. Ils n'en sont pas moins multiples, mais d'une multiplicité sans analogie avec la multiplicité des objets matériels. Inversement, l'unité de nos états de conscience n'a rien de mathématique. Le moi est, à la fois, un et multiple, pour ainsi dire, à la manière des œuvres d'art. Une même inspiration ne condense-t-elle pas en elle une foule d'émotions qui en composent l'accent, ce quelque chose, non pas d'un, mais d'unique, en quoi consiste son originalité ? Pareillement, il n'est aucun de nos états de conscience, pourvu qu'il soit profond, dans lequel ne se reflète l'ensemble de notre personnalité et, par conséquent, tous les autres. Chacun de nous, par exemple, aime ou déteste à sa manière, qui est unique. Aussi ne peut-on compter nos états psychiques qu'en ayant recours à des symboles, en les alignant, après les avoir vidés de leur contenu, dans un espace imaginaire.

A plus forte raison, nos états de conscience ne se répètent-ils jamais complètement. Un sentiment ne saurait rester identique à lui-même, sa cause étant supposée le demeurer, pour cette raison péremptoire que le second diffère du premier, ne serait-ce que par le temps écoulé, — avec tout ce que ce dernier comporte de souvenirs qui viennent, en s'y mêlant, modifier l'émotion primitive. Voyons-nous la ville que nous quittons avec des yeux tout à fait pareils à ceux de l'arrivée ? Au vrai, nos états de conscience se transforment incessamment. Il suffit, d'ailleurs, de s'abandonner au fil de ses sensations, quelque superficielles qu'elles soient, pour en être convaincu. Par exemple, si je ne me préoccupe pas de les compter, les coups qui sonnent à ma pendule se fondent dans une impression d'ensemble que je recueille au fur et à mesure qu'ils s'y ajoutent.

C'est nous, en réalité, qui, pour les besoins du langage, découpons dans notre conscience des états séparés. Nous la morcelons, cette conscience, en lui imposant des bornes qui, bien qu'elles tiennent compte de réelles différences, n'en sont pas moins arbitraires.

Un tel découpage est l'œuvre de la raison qui divise pour rattacher. Elle crée les termes entre lesquels, par la même opération, elle établit des rapports. Mais, ces termes, il ne faudrait pas croire qu'ils se rencontrent tout faits dans l'esprit, à l'instar de pièces de marqueterie, ainsi que la psychologie associationniste a le grave tort de se l'imaginer. Au vrai, il n'y a ni termes, ni rapports, ni motifs, ni mobiles, c'est-à-dire point d'états de conscience qui se succéderaient à la manière des événements du monde physique.

Dès lors, la question de savoir si nos faits psychiques sont déterminés ou non, autrement dit si nos décisions découlent nécessairement des états de conscience qui les précèdent, comme l'ascension du mercure dans un baromètre résulte de la pression de l'air, est vide de sens ; ce problème est un pseudo-problème. Le déterminisme physique est incapable de rien nous faire préjuger pour ou contre le libre arbitre : cela est hors de son domaine. Quant au déterminisme psychologique, il n'est qu'une pâle copie du déterminisme scientifique appliqué au monde intérieur.

Il est si vrai, d'ailleurs, que les soi-disants motifs ne déterminent point nos décisions que, bien souvent, celles-ci précèdent leurs prétendues causes. Ainsi, quand, à l'heure marquée, un sujet exécute, pendant la veille, une suggestion reçue en état d'hypnose, il donne de son acte des raisons qu'en réalité l'acte a suscitées. Ne nous surprenons-nous pas, parfois, nous-mêmes, à délibérer alors qu'au fond notre résolution est déjà prise ?

*
* *

Cependant, le débat que poursuivent adversaires et partisans du libre arbitre ne s'arrête pas là. En se plaçant au point de vue de l'avenir, les uns affirment, les autres nient, dans l'hypothèse où quelque intelligence supérieure en connaîtrait tous

les antécédents, qu'on pourrait prédire nos actes réputés libres.

Ici comme précédemment, la question paraît oiseuse à M. Bergson. Il montre qu'elle repose, elle aussi, sur une erreur. Se représenter l'état d'une personne à un moment donné, c'est, en effet, coïncider avec elle. Autrement, on ne pourrait avoir qu'une vue incomplète de ses successifs états de conscience, puisque, à moins d'apprécier leur intensité par rapport à l'acte une fois accompli, c'est-à-dire en se refusant à le prédire, il n'y a qu'un moyen de les évaluer, qui est, non pas même de les vivre, mais de les avoir vécus, c'est-à-dire d'être passé, sans en excepter un, par toutes les états qu'a traversés cette personne, en un mot d'être elle-même. Mais alors, il ne saurait plus être question de prévoir ; il ne saurait l'être que d'agir, puisque, par un détour, on serait revenu juste au moment où l'acte se décide.

Supposer, comme le font les deux partis en présence, que, du dehors, un spectateur, si transcendant soit-il, puisse ranger, suivant leur poids, les antécédents d'un acte sans le connaître auparavant, revient à s'imaginer que nos états de conscience sont susceptibles d'une évaluation numérique, ce qui est radicalement faux. Nos états de conscience ne sont pas, en effet, des grandeurs, mais des qualités. Aucune commune mesure, par conséquent, entre eux. L'odeur de la violette ne ressemble en rien à celle de l'œillet, la couleur rouge à celle du bleu. Des différences de nature, et point du tout de degrés, les séparent. Il existe, sans doute, des rapports mathématiques entre les causes de nos sensations ; il n'y en a pas pour notre conscience, qui est l'unique point de vue où l'on doive se placer quand on juge de ce qui la regarde. Eloignons peu à peu, après l'en avoir approché, une feuille de papier d'une lampe, la vision que nous en aurons passera du blanc au noir par toutes les nuances intermédiaires du gris. Peut-on dire que nous percevions des sensations de blanc diminué ou de noir augmenté ? Certainement non. Nous nous exprimons, assurément, comme s'il en était ainsi, parce que nous rapportons nos successives sensations à la plus ou moins grande distance de la feuille de papier du foyer lumineux, — distance qui, elle, peut se traduire par un chiffre, — mais ce n'est là qu'une manière vicieuse de parler. Autant de sensations, autant de qualités distinctes. L'erreur de la psychophysique consiste, précisément, à prétendre mesurer l'intensité de nos sensations à l'aide d'une soi-disant suite d'accroissement. Pure illusion ! qui est due à ce que nous confondons le changement qualitatif, le changement conscient, avec l'augmentation de l'excitant. Pareillement, lorsque la sensation d'effort paraît croître, cela tient à ce que nous rapportons nos modifications affectives à une plus large surface du corps intéressée. Nous évaluons, de même, la grandeur de nos plaisirs et de nos peines au nombre et à l'étendue des parties de notre organisme mises en cause. Ce sont là autant d'interprétations, car il n'y a que du qualitatif dans notre vie consciente. C'est l'évidence même en ce qui concerne nos sentiments profonds, qui ne révèle rien d'extérieur d'après quoi nous les puissions jauger. Si nous parlons encore d'intensité à leur sujet, il faut nous en prendre au langage qui, tourné vers le monde matériel dont nous avons besoin, n'est guère approprié aux réalités psychiques. Au vrai, l'intensité de tels sentiments tient uniquement au plus ou moins grand nombre d'états élémentaires qu'ils polarisent ou, si vous voulez, imprègnent, jusqu'à saturation parfois entière du moi. Accroissement est donc, ici, synonyme de progrès. Qu'un obscur désir, par exemple, donne naissance à une passion, n'est-ce pas que, d'abord isolé et comme étranger à notre âme, il la pénètre peu à peu, au point de transformer, en même temps que notre caractère, nos façons de voir ? Les sentiments profonds, on ne peut le nier, nous introduisent ainsi dans le domaine de la qualité pure. Force est, par suite, de renoncer à les doser ; d'où impossibilité foncière de prévoir les actions des hommes. La question, aux yeux de M. Bergson, ne se pose même pas.

*
* *

La discussion sur le libre arbitre a pris, enfin, une dernière forme que M. Bergson dénonce comme non moins chimérique. Considérant, cette fois, l'acte accompli, les uns soutiennent, les autres nient qu'il aurait pu être différent de ce qu'il a été.

Suppositions également gratuites ! prononce M. Bergson, puisque l'on commence par se donner l'acte dont on se demande si, avant d'être décidé, son contraire était ou non possible. Que savoir, en effet, de ce qui n'est pas arrivé ? Des deux parts, on se représente l'activité du moi, une fois décidée, sous les espèces d'un chemin qui bifurquerait. Seulement, tandis que les déterministes arguent de ce qu'une direction a été choisie que l'autre ne pouvait l'être, les partisans du libre arbitre feignent, tout en s'y rapportant, d'ignorer cette décision pour soutenir qu'elle aurait pu être contraire. Les deux partis oublient que, l'acte une fois décidé, la faculté de choi-

se a pris fin, ce qui explique que ni les déterministes, ni leurs adversaires ne l'y trouvent. Et ils l'oublient parce que, comme la comparaison du chemin en témoigne, ils confondent ce qui se fait avec ce qui est fait, la marche avec la route parcourue, l'activité consciente avec ses résultats. Ils méconnaissent, autrement dit, le moi vivant au profit de ce qu'il dépose, la vague qui pousse sur le rivage les débris venus du large au bénéfice des dessins qu'ils tracent sur le sable, le torrent en faveur du lit qu'il s'est creusé. Avec notre coutume de ne porter attention qu'aux faits matériels, nous négligeons la vie de l'âme pour n'en retenir que les formes cristallisées à l'entour. Après quoi, nous raisonnons sur notre conscience comme si elle n'était pas infiniment mobile et toujours nouvelle.

Nous touchons là au point capital de la philosophie de M. Bergson. Tous les sophismes qui offusquent le problème de la liberté tiennent en effet, suivant lui, à notre habitude invétérée d'envisager les choses de l'âme sous le même angle que celles du corps. Que nous morcelions nos états de conscience comme s'ils étaient extérieurs les uns aux autres, que nous les comptions, en un mot, comme des grandeurs, — ce qui est la cause des jugements erronés que nous portons sur eux, — tout cela provient de notre penchant inné à les projeter dans ce milieu idéal, vide et homogène, c'est-à-dire égal en toutes ses parties, qu'est l'espace. Trompés par nos besoins, qui sont d'instinct tournés vers le monde extérieur et dont la science, parce qu'elle s'ingénie à les satisfaire, adopte les errements, nous devenons aveugles à notre âme qui est essentiellement durée. Nous concevons le temps sur le modèle de l'espace, comme un milieu homogène lui aussi où se dérouleraît notre vie psychique, ce qui revient à dire que c'est, en réalité, dans l'espace, où nous absorbons le temps, que nous extériorisons nos états de conscience.

Le temps, tel que nous nous le représentons d'ordinaire, en effet, ne dure pas. C'est même à cause de cela qu'il est mesurable. Quand je dis, par exemple, qu'une minute vient de s'écouler, j'imagine soixante oscillations d'un pendule battant la seconde, qui couperaient à intervalles égaux une ligne fixe. Je mesure le temps au nombre des points d'intersections ainsi alignés. A défaut de ce stratagème qui étale devant moi la durée écoulée, je ne pourrais, faute de les distinguer, additionner ces oscillations, tant il est vrai que nous vivons tous dans un perpétuel présent. Mais, ni ces intervalles, ni cette ligne ne sont de la durée : ils la symbolisent, voilà tout ; et, en la symbolisant, la laissent fuir.. Le temps que les savants introduisent dans leurs équations ne dure pas davantage. Ils ne font, comme nous, que compter des simultanéités. Quand je suis des yeux le mouvement des aiguilles sur le cadran d'une horloge, je note, simplement, des correspondances entre leurs positions et celles du balancier, tout comme l'astronome qui règle son mécanisme sur le passage du soleil au méridien. Et ainsi du reste. La vitesse ne se mesure-t-elle pas aux longueurs parcourues dans une même unité de temps, c'est-à-dire, en somme, aux successives positions des astres ? Quant à la durée proprement dite, à savoir ce qui se passe dans l'intervalle des rencontres qui servent de points de repère, — elle n'entre pas dans les calculs. La preuve en est que, irait-elle deux fois plus vite pour tout l'univers, rien ne serait changé aux prévisions des savants. Du mouvement, la science ne retient que la trajectoire, abstraction faite du trajet. Elle ne considère, autrement dit, que les positions successives conçues comme autant d'arrêts possibles par lesquels le mobile est censé avoir passé. Quant à ce que le mouvement présente d'invisible pour notre conscience, la science le néglige. De là, les sophismes de l'école d'Elée, qui, pour raisonner sur le mouvement comme on raisonne sur l'espace qu'il parcourt, ne tendent rien moins qu'à le nier, alors que c'est, au contraire, de l'espace envisagé à titre de milieu homogène que ces sophismes devraient servir à contester l'existence.

Aussi bien, tandis que l'espace n'est autre chose qu'une conception de notre esprit, le mouvement est une réalité que la conscience perçoit. Seule, elle est capable de le percevoir, parce que, seule, elle perçoit la durée. Ce n'est pas étonnant, puisque, pour M. Bergson, la conscience est proprement durée. Elle l'est si bien, conformément à ce que l'intuition lui en révèle et nous en révèle quand nous daignons la consulter, que, à défaut de conscience, nous vivrions dans l'instantané. Sans le souvenir, qui nous permet de rattacher l'instant présent aux instants passés, le monde disparaîtrait et recommencerait d'exister, pour nous, à chaque moment. Aussi bien, l'univers ne nous paraît durer, que parce que nous durons nous-mêmes, autrement dit parce que sans cesse, dans notre conscience, le présent s'ajoute au passé, qu'il modifie de son apport.

Il ne suffit donc pas de comparer notre vie consciente à un fleuve qui entraînerait dans son cours, qu'irriseraient toutes les nuances de l'arc-en-ciel, une infinité de tourbillons différents, quoique confondus. Au contraire de ce que l'estimait William James, dont la philosophie coïncide en plus d'un point avec celle de M. Bergson, la conscience n'est

pas qu'un courant. Elle vit et se développe ; par conséquent, elle progresse. Telle une boule de neige, elle s'enfle, en quelque sorte, dans un accroissement indéfini, au fur et à mesure qu'elle avance, de tout ce qu'elle incorpore dans son passé. Elle est comme un fleuve dont chaque flot résumerait, ainsi qu'en un miroir concave, tous ceux qui l'ont précédé. Chacun d'eux possédant son coloris, un tel fleuve, non seulement changerait de couleur à tout instant, mais chaque coloration nouvelle synthétiserait la somme des nuances antérieures, tout de même qu'elle refléterait les nuances voisines. Nos idées, nos sentiments, nos sensations forment, en d'autres termes, une masse éminemment mouvante et diaprée dans sa fluente, progressive et multiple unité.

Si nous n'apercevons que difficilement cette réalité, qui, cependant, est nôtre, ce n'est pas seulement parce que nous sommes distraits de notre vie consciente par le monde sensible et que, quand nous y faisons attention, nous y apportons des habitudes contractées dans notre commerce avec une nature que nous morcelons en choses réputées invariables, c'est, de rechef la faute du langage qui, modelé sur ces habitudes, fige, en quelque sorte, nos états psychiques. Qu'une de mes sensations me paraisse, contrairement aux faits, se répéter identique, cela tient, pour beaucoup, au mot qui la traduit et qui, parce qu'il ne change pas, la fixe.

Se représenter l'âme, qu'on soit déterministe ou non, comme sollicitée par des sentiments et des idées adverses ou convergentes qui agiraient à l'instar de forces sur un corps quelconque, c'est, en définitive, sacrifier à une vicieuse manière de parler. Il n'y a, dans la réalité, ni motifs, ni mobiles distincts de l'âme qui les éprouve. Pour peu qu'ils soient profonds, nos sentiments et nos idées la réfléchissent, chacun, tout entière ; ils sont notre âme même. Avec elle et en elle, ils évoluent sans cesse. Il n'y a, en vérité, ni chemin à parcourir, ni oscillations, ni retour en-arrière. Ce qui a été ne sera jamais plus. Parler, à propos de cet incessant devenir qui est aussi progrès incessant, de prévision, de contingence et même de causalité est un non-sens.

(*A suivre*) PAUL GAULTIER.

L'AUTRICHE-HONGRIE ET L'ALLEMAGNE

A la date du 13 mai, la chancellerie viennoise publiait, sur l'entrevue de Guillaume II et de Charles Ier au quartier général du Kaiser allemand, une note brève, et solennelle, d'où il résultait que l'alliance austro-allemande venait d'être resserrée et complétée.

Cette note ne saurait être accueillie sans réserve dans ses affirmations. Berlin et Vienne ont trop intérêt, en ce moment précis de la guerre, à proclamer l'unité totale de leurs vues et de leur action...

Mais la question qui vient d'être posée, celle des rapports austro-allemands, est une des plus grosses du temps présent, et chacun discerne, surtout à la clarté des controverses récentes, toutes les considérations qu'elle peut envelopper. L'Empire Danubien nous est apparu depuis l'ouverture du conflit mondial, et même bien avant l'époque où il était qualifié de « brillant second », comme un vassal docile de l'Empire germanique. Cette subordination, ou mieux cet assujettissement seront-ils éternels ? Je n'ai point l'intention et pour cause, de donner une réponse précise à cette interrogation : le métier de prophète est devenu de plus en plus ingrat et trop de personnes ont encouru le ridicule pour avoir voulu, en imagination, dépasser les événements. Mais il est permis de faire le tour du problème, si j'ose dire.

*
* *

Lorsqu'on envisage les relations de deux Etats où le pouvoir monarchique demeure à peu près sans contrepoids, les personnalités des deux souverains ne sauraient être tenues pour négligeables. Il est manifeste que Guillaume II s'efforce de dominer, de toute sa volonté, Charles Ier. Déjà, du temps de François-Joseph, le Hohenzollern brisait aisément les résistances, les limitations qu'il rencontrait à Vienne, car, depuis cinquante ans, les Habsbourg n'ont guère connu qu'une attitude vis-à-vis de Berlin, la résignation ; mais il marquait une certaine déférence de façade vis-à-vis d'un allié très âgé et qui pouvait être de bon conseil, et lorsque François-Ferdinand eut été associé au pouvoir, il lui manifesta une chaude amitié. A l'égard de Charles, il ne pratiquait pas les mêmes ménagements : il l'avait connu relégué au second plan, à l'heure où la succession de François-Joseph semblait fixée sur la tête de l'hôte du Belvé-

dère : il se défiait naturellement d'un prince qui avait des attaches françaises, et dont le caractère lui apparaissait complexe et la pensée oscillante.

Quand Charles monta sur le trône, après une courte préparation, ses premiers actes ne furent point faits pour agréer à Guillaume II. L'« ère nouvelle » et les hommes qui l'incarnaient à Vienne ne laissaient pas la part assez large au pangermanisme et s'accommodaient au contraire d'un fléchissement dans l'armature de la Double Monarchie. Il n'est pas dit que le Kaiser allemand n'ait pas contenu d'abord l'expression de ses regrets et de ses inquiétudes, car, si impulsif soit-il, il a parfois prouvé qu'il savait attendre et accumuler les griefs, ce qui est d'un politique ; mais la patience même qu'il s'imposa lui fournissait des armes pour le futur, et il en a usé. Il prétend exercer une lourde tutelle sur le jeune Habsbourg au nom de l'expérience, comme en vertu de la puissance supérieure de l'Allemagne. Nous ignorons encore si Charles Ier a plus de volonté, de ténacité réfléchie que François-Joseph : ces qualités ont de longue date cessé d'être celles de sa lignée : mais nous savons que Guillaume II, lorsqu'il vise à un objectif proche ou lointain, s'irrite contre le moindre obstacle et déploie le maximum d'énergie pour l'écarter. Son autorité personnelle, du moins pour l'instant, s'exerce ouvertement à la Burg.

De même ses conseillers civils ou militaires le prennent de très haut avec ceux de Charles Ier, leur dictent les décisions à appliquer et même se substituent souvent à eux. L'état-major allemand a assumé, et de longue date, l'initiative directrice sur tous les fronts ; la diplomatie allemande, qui avait négocié à Rome avant l'intervention autrichienne, et à Bucarest avant l'intervention roumaine, — au détriment parfois de l'Empire Danubien, a joué le rôle prépondérant à Brest-Litovsk et à Yassy dans les pourparlers des paix orientales. L'administration allemande se manifeste seule dans les territoires occupés en commun, et c'est von Eichhorn qui a accompli le coup d'état de Kiev ; les financiers allemands ont mis en surveillance les grandes Banques viennoises, et Helferich a dressé le plan économique d'après-guerre en tenant le moindre compte de l'indépendance autrichienne. Lorsque Charles Ier admet auprès de lui des personnalités qui déplaisent à Berlin, tels Polzer ou Lammasch, on le lui fait savoir plus ou moins brutalement, et il s'exécute d'ordinaire avec rapidité. Quand un ministre de l'Empire Danubien, — tels d'Ærenthal jadis ou Czernin hier avant sa conversion, qui précéda de peu sa chute, — se mêle d'avoir des idées, on le sape, on le menace, et s'il ne s'incline pas, on le renverse.

Les deux ou plutôt les trois régimes politiques, — allemand, autrichien, hongrois, — présentent entre eux les plus évidentes affinités. Ils consacrent également un absolutisme hypocrite, masqué derrière un paravent de modernisme. Mais il y a des nuances et le plus solide de ces régimes est encore celui de Berlin, parce que c'est là que les courants d'opinion développent la moindre action ou sont le plus facilement endigués.

Le Reichstag sort du suffrage universel : pourtant les circonscriptions sont si bien découpées, que les partis de conservation sociale demeurent toujours sûrs de retenir un minimum d'influence, et les prérogatives de cette assemblée fédérale sont limitées. Elle ne fait ni ne défait les ministres, le chancelier et ses secrétaires d'Etat n'étant responsables que devant l'empereur. Elle ne pourvoit qu'à une partie de la législation, l'autre partie étant du ressort des Diètes d'Etat, et ces diètes sont issues de systèmes électoraux qui, le plus souvent, contrastent fort avec les principes démocratiques. La réforme électorale en Prusse, après des années et des années, n'a pu aboutir, parce que ni la grande propriété financière, ni l'industrie lourde, comme l'on dit là-bas, ne voulaient désarmer. Une seule fraction politique peut gêner le pouvoir, celle des socialistes indépendants, qui s'est détachée du gros de la Social démocratie, au cours de la guerre, estimant l'ancien comité directeur trop docile aux inspirations gouvernementales. Il y a outre-Rhin des mécontents, — et plus nombreux peut-être qu'on ne le croit, mais jusqu'ici leur résistance s'est révélée inopérante. Les agents suprêmes de la puissance publique, soit dans l'Empire, soit dans les Etats confédérés, jouissent d'une stabilité relative, encore qu'on ait vu, en peu de mois, plusieurs chanceliers, plusieurs vice-chanceliers, plusieurs secrétaires aux affaires extérieures, etc. Moins ébranlé, moins discuté, le pouvoir allemand peut parler de plus haut au pouvoir Cisleithan ou Transleithan.

Ce qui fait la faiblesse de l'organisation politique à Vienne et à Pesth, c'est que les partis y jouent un rôle de beaucoup moins ample que les nationalités — (et je vais revenir aux antagonismes de celles-ci), — et c'est aussi que ces partis, sauf un ou deux, sont des groupements sans orientation précise, ni principes, ni chefs reconnus. L'absolutisme subsiste, mais constamment battu en brèche par les factions mêmes qui sont le plus intéressées à le soutenir et qui marquent le moins de propension à le discuter. Les camarillas de cour et les ambitions personnelles tiennent une place considérable à Berlin, plus large encore dans l'entourage des Habsbourg. Les ministres au-

trichiens s'évanouissent de temps à autre, comme dans une trappe, sans raison apparente, laissant leurs postes à des hommes qui n'ont d'autre motif d'avènement que leur crédit momentané auprès du souverain. Il y a eu la faction Sieghart et la faction Spitzmuller, les coteries de Sturgh et de Clam-Martinic. A Pesth, les partis Karolyi, Tisza, Apponyi, Andrassy sont aux prises, contractant des alliances fugitives pour le partage des dépouilles. Le peuple autrichien a le droit de vote mais non la liberté, et le peuple hongrois n'a ni l'un ni l'autre. Des deux côtés, des oligarchies s'entrechoquent en des combats, que le souverain regarde de haut, quitte à couronner de temps à autre le vainqueur. Mais il n'a ni la vigueur, ni le prestige de son voisin de la Sprée, parce que l'armature militaire et bureaucratique est moins vigoureuse sur le Danube, que la discipline morale offre moins de garanties, et que l'édifice est ébranlé à chaque instant par les luttes nationales. On peut même dire que l'audace de la Social-démocratie, — qui s'est accrue de mois en mois en Cisleithanie depuis le meurtre de Sturgh par Fritz Adler, puise dans ces luttes nationales le meilleur d'elle-même.

L'Allemagne n'a d' « allogènes » que sur son pourtour, en Alsace-Lorraine, en Slesvig, en Posnanie, et leur pourcentage dans l'ensemble est minime, quelque tenace et vivante que soit leur revendication. Celle-ci jette le discrédit sur l'Etat, qui viole le droit de collectivités subjuguées, mais ne le met point en permanent péril. En Autriche-Hongrie, les « allogènes », en admettant que cette expression commode soit de mise (et cette réserve est vraie pour l'un et l'autre empires), sont partout ou à peu près partout. Numériquement parlant, ils l'emportent sur les deux races dominatrices, Germains et Magyars ; moralement et en vertu de la culture à laquelle ils ont atteint, ils constituent des groupements de résistance irréductible. A maintes reprises, dans le passé, les Habsbourg se sont demandé, — et Charles Ier se le demandait hier encore, — si la sécurité de leur puissance n'exigeait pas une évolution nettement dessinée vers le fédéralisme. Ils ont toujours reculé devant la double opposition des minorités suzeraines, qui ne sont loyalistes, — comme les pangermanistes de Prusse, — que dans la mesure où ce loyalisme est généreusement rétribué. Le règne de François-Joseph s'est consumé en conflits ethniques aigus, en négociations avec les uns et les autres, en essais d'arrangements qui ont toujours conduit à des querelles plus véhémentes. Quelques tentatives qu'aient faites les ministres de Charles Ier, ils se sont sans trêve heurtés à des intransigeances, — mais l'intransigeance des Slaves de Bohême ou des provinces méridionales ne tendait qu'à la liberté, avant d'aller au séparatisme, — alors que celle des Allemands et des Magyars visait au maintien de l'asservissement des Tchèques, Slovaques, Slovènes, Serbes, Roumains, etc.

Au cours de la guerre, la rébellion des nationalités a compromis gravement la stabilité, et même l'existence de la Double monarchie, car elle a déterminé des incidents militaires dont l'importance demeure encore enveloppée d'ombre. Dans les dernières semaines et surtout depuis la fameuse apostrophe que Czernin a lancée à Masaryk et aux Tchèques, cette poussée des collectivités opprimées a pris un aspect qui inquiète très fort et très légitimement les cabinets de Vienne et de Pesth. Elle est l'élément fondamental de la situation de l'Autriche-Hongrie à l'heure présente ; elle est aussi un élément essentiel dans la situation européenne. L'Allemagne l'exploite pour resserrer sa tutelle sur l'Empire Danubien, pour souligner à cet Empire la valeur de son alliance et lui suggérer une répression à outrance.

Vassale de l'Etat germanique dans l'ordre politique, la double monarchie ne jouit vis-à-vis de lui que d'une indépendance économique de plus en plus restreinte. La richesse publique allemande représente presque le triple de la richesse publique austro-hongroise : 375 milliards de francs d'un côté et 130 milliards de l'autre. C'est dire que la guerre pèse beaucoup plus lourdement sur l'Autriche que sur l'Allemagne. La dette de celle-ci atteint, — ou mieux atteignait au 1er janvier, — à 72 milliards, mais par rapport à la fortune publique, le passif est de moins du tiers dans l'un des empires, et de près de 70 p. 100 dans l'autre ; les arrérages absorbent un quart du revenu général à Vienne, et 12 p. 100 seulement à Berlin. Pour une fortune moyenne de 6.400 francs, chaque Allemand doit 1.775 fr. ; pour une fortune moyenne de 2.625 fr., chaque Autrichien ou Hongrois doit 1.750 francs. Plus l'Etat des Habsbourg aggravera sa charge financière, et plus l'Etat des Hohenzollern aura prise sur lui, — parce qu'il en est créancier pour des sommes énormes. Que vaudrait le crédit austro-hongrois, s'il n'était soutenu par le crédit allemand ? Peu de choses : l'Allemagne a encore une encaisse-or de 3 milliards, tandis que l'encaisse-or de son alliée est descendue à 300 millions.

L'industrie germanique, formidablement outillée, avait acquis un essor gigantesque dans les quatorze premières années du siècle ; l'industrie austro-hongroise ne progressait que lentement, et ne disposait qu'en de rares exceptions de moyens sérieux. Le commerce extérieur qui, d'un côté, se

servait de ports de premier ordre tels que Hambourg et Brême, n'avait de l'autre qu'un port secondaire, Trieste ; il s'élevait en 1913, dans l'Empire allemand à 26 milliards, et à 8 seulement dans l'Empire danubien. L'Allemagne expédiait en Autriche 10 p. 100 de ses articles exportés et lui réservait au plus 8 p. 100 de ses achats, tandis que 28 p. 100 des importations autrichiennes venaient d'Allemagne et que 40 p. 100 des exportations autrichiennes partaient vers l'Allemagne.

Ainsi les raisons de solidarité ou mieux de vassalité étaient nombreuses. — Les chancelleries de Berlin et de Vienne ne pouvaient, en aucun cas, discuter entre elles à armes égales, car la première bénéficiait d'arguments immédiats de toute espèce que la seconde n'aurait pas, sans outrecuidance, prétendu retourner. Voilà l'une des faces de la question que nous nous sommes proposée, et que d'ailleurs les événements ne cessent de représenter devant nous. N'en est-il pas une autre ?

*
* *

Les populations de l'Autriche-Hongrie sont plus fatiguées de la guerre que celles d'Allemagne, et cette lassitude, depuis bientôt trois ans, n'a cessé de s'affirmer. C'est précisément parce qu'elles sont plus hétérogènes, plus opposées les unes aux autres qu'elles devaient avec plus de rapidité accuser leur fléchissement. Si les Germains de l'Archiduché et les Magyars tournent leurs yeux vers Berlin, les allogènes regardent vers l'Entente. C'est merveille que les Habsbourg aient pu tant prolonger la lutte dans les conditions où ils avaient été contraints de la mener. Ils n'ignorent pas que plus de la moitié de leurs sujets souhaitent leur défaite, ou même la préparent activement ou passivement, parce que cette défaite équivaudrait, pour des millions d'êtres humains, à l'émancipation.

La crise économique et alimentaire n'est pas ici un élément indifférent. La discipline règne en Allemagne en face des épreuves actuelles qui ne sont point légères ; elle se maintient plus difficilement en Autriche-Hongrie, où chaque problème se révèle plus complexe et où les souffrances sont plus sévères. De la pénurie à la famine, il y a un pas. Soit que l'organisation ait été meilleure dans l'Empire germanique et que ses dictateurs aux vivres aient procédé avec plus d'unité de vues et plus de brutalité, soit qu'il n'ait pas hésité à rançonner ses alliés, et à s'attribuer la meilleure part dans les pays conquis, il a réussi à donner à ses combattants et à ses civils un minimum de subsistances ; ce minimum n'a pas été atteint dans l'Empire des Habsbourg. La Hongrie, où l'agriculture joue un plus large rôle, se plaint d'être frustrée de ses récoltes au profit de l'Autriche, et l'Autriche accuse l'Allemagne de lui retirer le meilleur de ses maigres approvisionnements. Ce n'est point un fait indifférent que le Tyrol, province loyaliste traditionnellement, adresse un appel à Guillaume II, en lui demandant de lui assurer l'existence et adosse son séparatisme à celui des Tchèques, des Slovènes et des Serbes. Les peuples de la Double Monarchie font ce raisonnement simple que la guerre leur a coûté des millions d'hommes, qu'elle leur a imposé des charges financières écrasantes pour l'avenir, qu'elle leur a donné la disette pour toute compensation, et que plus elle durera, et plus s'accroîtront les souffrances de toute espèce. Les ressorts moraux qui jouent ailleurs, n'ont jamais fonctionné ici, et pour cause.

Il n'est pas surprenant, pour qui examine de près cette situation, que tout un parti se soit constitué à Vienne avec ramifications à Pesth, pour travailler à une paix prompte qui serait nécessairement une paix de compromis. Ceux qui l'ont constitué sont des réalistes, mais aussi des intellectuels d'une certaine envergure. Ils sentent que l'Empire Danubien, quoi qu'il arrive, ne saurait prétendre demain à tenir, en Europe, la place d'un Etat dominateur. Ils connaissent ses faiblesses, ses tares profondes, ses raisons éventuelles d'écroulement et de disparition. Ils ont été et restent stupéfaits de le voir subsister, malgré le formidable et accablant effort qu'on exigeait de lui, et ils ont perçu que ce prodige ne s'est accompli que grâce à un exceptionnel concours de circonstances. Ils se demandent si pour vivre, — si pour survivre, car l'expression serait plus juste, — il ne doit pas abandonner la politique qu'il a suivie depuis 1879 et dont Andrassy avait fixé les règles avec Bismark. En somme, le pacte de la Triplice, tant de fois renouvelé, et dont on attendait une triple garantie de paix — vis-à-vis de la Russie, de l'Italie, de la Roumanie, n'a pas aboli la guerre pour l'Autriche-Hongrie qui aura toujours tout à redouter de la guerre. — Ces hommes ne recherchent pas, et la recherche serait superflue — si l'initiative du conflit mondial n'est pas venue du cabinet de Vienne, ils constatent que l'Italie et la Roumanie, qui étaient liées par traités à ce cabinet, sous la tutelle impérieuse de l'Allemagne, ont rompu les pactes, et pris position contre lui; ils rendent Guillaume II plus ou moins responsable — ont-ils tort ? — de l'agression que François-Joseph a dirigée contre la Serbie et qui a été l'origine de la tourmente. D'aucuns, tels que le professeur Lammasch, conseiller aulique, ami personnel de Charles Ier, et qui fut un moment destiné par l'em-

peteur aux plus hautes charges, proclament ouvertement leur pensée à cet égard. Le fameux mémoire confidentiel qui a été rédigé par ce jurisconsulte de haute valeur (les tendances en sont connues) et le discours retentissant qu'il prononça il y a deux mois, à la Chambre des Seigneurs, attestent qu'il se connaît des appuis. Il y a à Vienne un parti qui trouve l'alliance allemande ruineuse et néfaste, et l'entourage de Karolyi à Budapest adopte les mêmes vues. Certes, on ne doit pas se faire illusion sur la puissance de ces groupes, — et les événements récents, militaires ou autres, les ont plus ou moins réduits au silence, mais ce serait une faute aussi que d'ignorer leur présence ou leur action. Je ne dis pas que cette action ne tende pas surtout à sauver l'Autriche-Hongrie par un rajeunissement de sa politique extérieure et par un renouvellement de son organisation intérieure, qu'elle ne vise pas en première ligne à désarmer les Slaves et tous les allogènes du dedans, dont la menace apparaît grandissante, — mais je veux me borner à noter les faits sans épiloguer sur eux.

Au surplus, peut-on affirmer que ces partis, ou mieux ces coteries de cour et de bureaucratie, n'aient en vue que la conservation de l'Empire au sens strict du terme ? Il est des individualités tout au moins, parmi eux, qui songent à un programme plus large, et c'est depuis l'affaissement de la Russie que ce programme a pris corps. Ils aperçoivent une monarchie habsbourgeoise transformée, fédéralisée si l'on peut s'exprimer ainsi, et qui faisant aux nationalités slaves leur place, leur conférant des autonomies sérieuses, tâcherait de s'étendre à travers le slavisme. Ils considèrent que la jonction de l'ancienne Pologne russe à la Galicie devrait être le premier acte, et que l'établissement d'une influence réelle sur l'Ukraine pourrait être le second.

Mais les difficultés d'une telle orientation se révèlent tout de suite. Tout pouvoir, qui libérera les Slaves de la Double Monarchie, se heurtera à la résistance allemande et magyare, et cette résistance ira — de récents incidents le prouvent, — jusqu'à la rupture avec l'Empereur régnant, jusqu'à la volonté de le déposséder. Les éléments dominateurs de Cisleithanie et de Transleithanie ont refusé jusqu'ici de s'accommoder de toute évolution, qui leur laisserait la simple égalité, et ils se donneraient à l'Empire des Hohenzollern le jour où leur prépondérance serait menacée. La solution austro-polonaise, comme on l'appelle, ne peut être envisagée que par une chancellerie berlinoise sûre de la chancellerie viennoise. L'Allemagne n'accepte une Autriche vivante et relativement forte, qu'à condition que cette Autriche demeure soumise à ses directions. L'alliance, négociée par Bismarck au lendemain du Congrès de 1878 qui a eu tant d'influence sur l'histoire européenne et mondiale, était telle, qu'elle ne pouvait être dénoncée ou même atteinte en son essence, sans que les deux Empires associés ne devinssent ennemis. Le jour où l'Autriche-Hongrie se détacherait de l'Allemagne, un conflit nouveau surgirait sur notre continent. Pour des raisons multiples, il n'y a pas de moyen terme entre l'antagonisme violent des deux États, dans la phase actuelle, et la subordination du plus faible au plus vigoureux. L'évolution de leurs rapports s'encadre entre Sadowa et la conception de Naumann.

Ce ne sont là que des considérations générales, des spéculations sur un problème d'un puissant intérêt. J'ai voulu en examiner les divers aspects : je n'ai pas à conclure.

PAUL LOUIS.

LOUIS-PHILIPPE ET SES MINISTRES

Lettres inédites de Louis-Philippe, du comte d'Argout, du comte Molé, de Thiers et de Guizot (1)

THIERS.

Louis-Philippe aimait le comte Molé pour la courtoisie de ses manières et de ses propos. Il est certain qu'au début de son règne, le prince eut quelque peu à souffrir de la rusticité de certains de ses serviteurs. La brutalité madrée et sans franchise de Dupin lui causa parfois des impressions désagréables, et, par goût comme par plaisir, il préférait le commerce de ceux de ses ministres qui joignaient au sens politique la bonne éducation.

Adolphe Thiers n'était, ni pour le caractère ni pour les façons, un président Dupin. Pourtant, sa confiance en soi, la désinvolture de ses gestes et de ses propos rendit parfois sa collaboration délicate pour le souverain, qui jugeait et appréciait les qualités de l'homme sans pouvoir oublier ses travers. Aussi recourut-il à ses services moins volontiers qu'il eut pu le faire. Fondateur, avec Mignet et Armand Carrel, du *National*, Thiers avait mené, dès le 1er janvier 1830, une campagne vigoureuse

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 8 et 9, 1918.

contre les Bourbons et nul ne contribua à leur chute plus que lui. Aussi, le nouveau régime lui témoigna bientôt sa reconnaissance en le nommant secrétaire général du ministère des Finances.

Mais c'était un rôle politique que Thiers voulait jouer. Député d'Aix en Provence, il fut bien vite, à la Chambre, un orateur fécond et écouté. Si bien que le 11 octobre 1832, il obtenait le ministère de l'Intérieur dans le cabinet du duc de Broglie, pour passer, peu de temps après, à celui des Travaux publics. Ce fut le début d'une existence ministérielle qui dura, avec des alternatives diverses, jusqu'au 25 août 1836, date où il détenait le portefeuille des Affaires étrangères et où il fut remplacé par le comte Molé.

Thiers ne revint au pouvoir que le 1er mars 1840, encore comme ministre des Affaires étrangères et, de plus, chef du Cabinet, et il avait employé les trois années d'intervalle entre sa chute et son retour, à combattre sans répit celui qui était coupable de l'avoir remplacé. Le roi ne goûtait qu'à moitié le concours de Thiers et ne le lui facilitait qu'en partie. Aussi l'œuvre du ministre manqua de sûreté et de portée. Il quitta le pouvoir après sept mois seulement d'exercice, le 29 octobre suivant, laissant la place libre à son rival Guizot, qui la prit et l'occupa près de dix ans.

Retombé dans l'opposition, Thiers put y faire montre de qualités qui n'avaient pas toujours eu leur emploi au pouvoir. Il est possible, pourtant, que, mieux soutenu, il eût fait, comme ministre, une besogne meilleure. Plus ardent que souple, autoritaire et familier, Thiers savait mieux exciter les assemblées que les retenir, et son attitude à l'égard de la couronne était plus déférente que soumise. On va voir comment il écrivait au roi. Thiers avait la mauvaise habitude de dater ses lettres très insuffisamment ; aussi est-il malaisé de leur assigner maintenant une place certaine. Il faudrait, pour le faire, un examen qui ne saurait se produire ici. Nous ne l'essaierons donc pas pour celles qui suivent et que nous donnerons dans l'ordre qui semble le plus logique, sans prétendre qu'il soit absolument exact.

Sire, je n'ai rien à apprendre à Votre Majesté quant à l'état de Paris, où tout est et où tout sera longtemps dans l'état où le roi nous a laissés. Je veux seulement apprendre au roi le résultat de ma conversation avec l'un de mes convives. J'ai ouvert la tranchée, à mes risques et périls, sans engager personne que moi, sans compromettre, bien entendu, un nom auguste, sans me donner une mission que je n'avais pas. Je suis convaincu que lorsque le roi voudra, il rencontrera des hésitations, des craintes, et puis un consentement positif. On ne se rendra que devant une démarche formelle. Je sais ce qu'on veut et que j'avance. Je comprends les motifs profonds du roi, dans son désir de maintenir toujours ce qui est. Cependant, il faut que le roi connaisse tous les faits, et en voici deux bien certains aujourd'hui : 1° pas d'accord dans ce qui est, et peu d'espoir d'en avoir davantage ; 2° certitude d'obtenir un remplaçant loyal, honorable, bien venu de l'armée, dévoué au roi et surtout *fidèle*. Le roi est au milieu d'un pays plus calme que Paris, il réfléchira. M. Guizot est auprès du roi, il ne veut pas plus que moi précipiter les choses, il s'accommode comme moi de ce qui est, et il est décidé à marcher d'accord avec le roi.

Je prie le roi de recevoir l'assurance de mon dévouement respectueux.

A. THIERS.

Mercredi matin [illegible] (1833).

Sire, je n'ai point encore écrit à Votre Majesté, parce que nous n'avons rien à lui apprendre, et qu'elle est d'ailleurs fort occupée. Le calme le plus profond règne à Paris. Ce ne sera pas un fait indifférent à citer que cette dispersion du gouvernement sans qu'il en résulte ni un danger ni même une inquiétude. Qui eut dit, il y a un an, que nous verrions si tôt une quiétude si profonde ? On nous dit que Votre Majesté est reçue avec transport ; nous en sommes charmés et pour elle et pour le pays. Vous aurez, Sire, une gloire de grand pacificateur. Elle en vaut bien d'autres. J'ai fixé mon départ à samedi soir 31. Je serai fidèle à l'appel de Votre Majesté vers le 18 septembre. Je ne me déplace que pour répondre plus sûrement aux intentions de Votre Majesté, en cherchant les moyens certains et efficaces de faire avancer la prospérité nationale. Je vais consulter les classiques. Je prie le roi de croire à mon sincère dévouement. J'ai toujours suivi l'étoile de 1788, et pas une autre. Je souhaite le bonheur de mon pays et le vôtre, Sire, comme inséparables.

Recevez, Sire, l'hommage de mon respect et de mon dévouement sincère.

A. THIERS.

Ministre des Travaux publics.

Paris, 29 août (1833).

Sire, je ne veux quitter Paris sans adresser mes hommages à Votre Majesté, et sans la féliciter du succès de son voyage. Je veux surtout la féliciter de sa belle réponse au président du tribunal de commerce de Bernay. Je n'en ai jamais vu une plus digne, plus ferme, plus à propos. On l'a lue et relue ici. Je pars ce soir, je serai de retour au

terme fixé par le roi. Paris est dans un calme profond. Je prie le roi de croire à mon zèle et à mon attachement.

Je suis, avec un profond respect, son fidèle serviteur.

A. THIERS.

(1833)

Sire, j'écris à Votre Majesté pour m'excuser auprès d'elle de ne pas remplir à la lettre l'engagement que j'avais pris. Ma tournée dans l'intérieur de l'Angleterre m'a retenu un peu plus longtemps que je ne le supposais. Mais elle m'a été si utile que je prie le Roi de me pardonner un retard de quatre ou cinq jours. Je venais de voir les départements de la Somme, de l'Aisne, du Nord, de visiter avec grand soin toutes nos manufactures, et en passant, sur le champ, dans les filatures et dans les fonderies anglaises, j'ai pu faire une comparaison immédiate qui m'a été fort utile. J'ai vu tous les travaux publics, escorté d'ingénieurs français et anglais, j'ai fait discuter chaque question en présence des objets mêmes ; je n'ai pas dormi, j'ai bien veillé ; mais je suis en mesure de mieux remplir ma tâche et de répondre moins imparfaitement aux intentions du roi, dans le poste qu'il m'a confié. Je prie donc le roi de ne pas regretter l'autorisation qu'il m'a donnée. Je serai de retour du 19 au 20.

L'effet du voyage du roi a retenti en Angleterre. Nous nous en sommes vivement applaudis. Les succès de la maison d'Orléans sont ceux de la vraie monarchie constitutionnelle. Je ne me suis pas mêlé ici de politique. D'ailleurs, il n'y en avait point à faire, car tout est au repos à Londres comme à Paris. Nos conversations les plus intimes avec lord Grey et lord Palmerston ont roulé sur la paix du monde. A ce degré de généralité, nous avons été les uns et les autres parfaitement d'accord et parfaitement discrets. Cependant, je dois dire au roi qu'il s'est passé ici de vilaines choses à l'occasion du mariage de Dona Maria. Je le prierai de m'écouter là-dessus un instant.

Je prie le roi de recevoir l'hommage de mon profond respect et l'assurance de mon entier dévouement.

A. THIERS.

Londres, 16 septembre (1833).

On le voit, malgré les formules de protocole qu'il multiplie, malgré les assurances de dévouement qu'il affiche, Thiers reste toujours un peu désinvolte et comme fuyant. Le geste semble, sinon trahir, au moins ne pas accompagner l'expression et marquer un insensible désaccord. Cette impression est excessive, mais réelle, et il n'est pas douteux que Louis-Philippe, très fin et très rusé, l'éprouva plus que nul autre. On peut y trouver à coup sûr une des causes, la plus réelle peut-être, du manque de confiance qui régna presque toujours entre le ministre et le monarque.

(*A suivre.*) PAUL BONNELON

TROIS ANNÉES (1)

Et voici que Julia, s'imaginant traverser elle-même la petite rivière, s'engageait dans le sentier, puis allait plus loin, toujours plus loin ; tout est calme autour d'elle ; seuls bruissent les râles de genêts, pendant qu'au loin clignote la petite lueur. Et soudain il semble à Julia que ces mêmes nuages étalés sur la pourpre du couchant, et ce bois, et ces champs, elle les a déjà vus bien des fois, et elle se sent toute seule, et elle veut marcher longtemps par le sentier ; et lui semble que là-bas où s'éteint le couchant, palpite le reflet de quelque chose de supra-terrestre, de quelque chose d'éternel...

Comme cette peinture est belle ! — s'écria-t-elle, surprise de voir le sens de ce tableau devenir tout à coup si clair pour elle. — Regarde, Mlocha ; tu sens le calme qui règne ici ?

Elle cherchait à expliquer pourquoi cette peinture lui plaisait tant ; mais ni son mari, ni Kostia ne la comprenaient.

Elle examinait toujours le paysage, avec un sourire mélancolique, un peu dépitée que les autres n'y trouvassent rien d'extraordinaire. Puis elle reprit sa promenade à travers les salles, regardant les toiles à nouveau, cherchant à les comprendre ; et elle ne trouvait plus qu'il y eût là beaucoup de peintures identiques. Lorsque, de retour à la maison, elle eut fait pour la première fois attention au grand tableau suspendu au-dessus du piano, tout de suite Julia le détesta :

— Quelle idée, — fit-elle, — d'avoir chez soi de pareilles croûtes !

Depuis, les corniches dorées, les glaces de Venise à fleurs, les tableaux dans le genre de celui qui se trouvait au-dessus du piano, et aussi les dissertations de son mari et de Kostia sur l'art, excitèrent en elle de l'ennui, de la mauvaise humeur, voire même de l'hostilité.

La vie s'écoulait uniforme au jour le jour, sans

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 5, 6, 7, 8 et 9, 1918.

promettre quoi que ce fût de saillant. La saison théâtrale était finie, les mois chauds approchaient, il faisait constamment très beau.

Un matin, les Laptev résolurent d'aller au Palais entendre Kostia qui présentait la défense de quelque malfaiteur. Ils s'attardèrent à la maison et n'arrivèrent que pour les dépositions des témoins. Le prévenu était un ancien militaire accusé de vol avec effraction. Parmi les témoins, il y avait beaucoup de blanchisseuses. Elles déposaient que le prévenu venait souvent chez leur patronne. Un soir, la veille d'une fête, il se présenta et demanda un peu d'argent, mais on ne lui en donna point. Il repartit, mais revint au bout d'une heure avec de la bière et des gâteaux à la menthe pour ces demoiselles. On but et on chanta jusqu'au petit jour ; puis, le matin, l'on constata que la serrure du grenier était cassée : du linge qui s'y trouvait, il manquait trois chemises d'homme, un jupon et une paire de draps. A chaque blanchisseuse qui déposait, Kostia demandait railleusement si elle n'avait point bu de cette bière que l'accusé avait apporté la veille de la fête en question. Visiblement, il cherchait à insinuer que ces demoiselles s'étaient volées elle-mêmes. Il débita sa plaidoirie sans la moindre émotion, regardant les jurés avec des yeux fâchés.

Il expliqua ce que c'était qu'un vol avec effraction et un vol simple. Il exposait l'affaire avec forces détails, sur un ton persuasif, et il avait, au plus haut point, la capacité de parler gravement, interminablement, de choses que tout le monde connaissait depuis longtemps. Même il était malaisé de comprendre ce qu'il voulait au juste. De sa longue plaidoirie, un juré pouvait seulement tirer cette conclusion : « Il y a eu effraction, mais non pas vol, car les blanchisseuses ont bu elles-mêmes le linge perdu ; ou bien s'il y a eu vol, il n'y a pas eu effraction. » Mais évidemment il disait précisément ce qu'il fallait, car sa plaidoirie émut les jurés et le public, et plut beaucoup. Lorsqu'on eut prononcé l'acquittement, Julia, d'un signe de tête amical, félicita Kostia, puis lui serra fortement la main.

Au mois de mai, les Laptev s'installèrent à Sokolniki, dans une villa d'été. A cette époque, Julia se trouvait enceinte.

XIII

Plus d'une année se passa.

A Sokolniki, non loin de la voie ferrée de Yaroslav, Julia et Yartzev se reposaient, assis dans l'herbe ; étendu un peu à l'écart, les mains sous la tête, Kotchévoï regardait le ciel. Tous les trois avaient fait une longue promenade, et attendaient maintenant le train de six heures, venant de Moscou, pour s'en retourner à la maison et prendre le thé.

Les mères voient toujours dans leurs enfants quelque chose d'extraordinaire, — disait Julia ; — c'est la nature qui le veut ainsi. Une mère est capable de passer des heures entières, debout, devant le lit de son enfant, à contempler les petites oreilles, les petits yeux, le petit nez de son enfant, et à l'admirer en tout.

« Si des étrangers embrassent son enfant, elle croit, la bonne âme, que c'est pour leur plaisir. Et puis, une mère, cela ne parle jamais que de son enfant. Je connais cette faiblesse des mères et je me surveille ; mais en toute vérité, ma petite Olga est un bébé des plus extraordinaires. Comme elle regarde quand elle tette ! Comme elle rit ! Elle n'a que huit mois, mais je vous jure que, même à des enfants de trois ans, je n'ai jamais vu des yeux aussi intelligents.

— Dites-moi, à ce propos, qui aimez-vous davantage, votre mari ou votre fille ? lui demanda Yartzev.

Julia haussa les épaules.

— Je ne sais pas, — répondit-elle ; — je n'ai jamais aimé Alexis avec passion, et ma petite, c'est, au fond, mon premier amour. Vous savez que je n'ai pas fait un mariage d'amour. J'en souffrais d'abord, étant sotte et croyant que j'avais gâché la vie d'Alexis et la mienne ; maintenant je vois que l'amour n'est pas du tout nécessaire et que tout cela est pure vanité.

— Eh bien ! si ce n'est pas l'amour, quel est donc le sentiment qui vous attache à votre mari ? Pourquoi vivez-vous avec lui ?

— Je ne sais pas... C'est l'habitude peut-être, j'ai pour lui de l'estime, quand il reste longtemps absent, je m'ennuie de lui ; mais ce n'est pas là de l'amour. Aliocha est un homme intelligent et loyal, et cela suffit à mon bonheur. Il est très bon et c'est un brave homme...

— Aliocha est bon et intelligent, — intervint Kostia, en levant nonchalamment la tête. — Mais, chère amie, pour savoir qu'il était bon, intelligent, et intéressant, il vous a fallu manger avec lui cinquante kilos de sel... (1) Et puis, à quoi servent son intelligence et sa bonté ? De quoi est-il capable ? Quand il faut donner de l'argent, cela oui ; de l'argent, il en donnerait tant qu'on voudrait ; mais lorsqu'il faut montrer du caractère, rembarrer un

(1) Cette locution veut dire : vivre avec quelqu'un pendant longtemps et finir par connaître son caractère. (*N. des tr.*)

insolent ou un arrogant, tandis qu'il se trouble et mollit. Des êtres comme votre cher Alexis sont d'excellents hommes, mais ils ne sont pas faites pour la lutte, et, en général, ne sont bons à rien.

Enfin le train parut. De sa cheminée montait, s'étendant sur le bois, une vapeur tout à fait rose, et les deux fenêtres du dernier wagon brillèrent au soleil d'un éclat si vif que cela faisait mal aux yeux.

— Et à présent, allons boire un verre de thé, — proposa Mme Laptev en se levant.

Elle avait légèrement engraissé depuis quelque temps, et sa démarche était maintenant celle d'une dame un peu indolente.

— Tout de même il n'est pas bon de vivre sans amour, — opina Yartzev en marchant derrière elle. — Nous ne faisons que parler d'amour et lire des romans sur l'amour, mais nous-mêmes nous aimons peu, et cela est mal, réellement.

— Tout cela n'a pas d'importance, Ivan Gavrilitch ; le bonheur n'est pas là, — répliqua Julia.

On prit le thé dans le jardinet de la villa où fleurissaient le réséda, la giroflée, le tabac, où s'épanouissaient déjà les précoces glaïeuls. Yartzev et Kotchevoï voyaient, à sa physionomie, que Julia traversait une période heureuse de calme et d'équilibre moral, qu'elle n'avait besoin de rien en dehors de ce qu'elle possédait ; et eux-mêmes en éprouvaient, dans leur âme, une tranquille joie. Tout ce que disait l'un semblait toujours très à propos, très spirituel aux deux autres : les pins étaient beaux, la résine exhalait une odeur miraculeusement exquise, rien n'était meilleur que la crème dans le thé, Sacha était vraiment une petite fille intelligente et sage...

Après le thé, Yartzev chanta quelques romances en s'accompagnant au piano ; Julia et Kotchevoï écoutaient en silence ; de temps en temps, la jeune mère se levait et sortait sans bruit pour aller jeter un coup d'œil sur son enfant et sur Lyda, qui depuis deux jours, malade, fiévreuse, demeurait au lit et ne voulait prendre aucune nourriture.

— « *Mon amie, ma tendre amie...,* » — chantait Yartzev. — Non, écoutez, vous pouvez me couper en morceaux, — s'écria-t-il en secouant la tête, — je ne comprends pas ce que vous avez contre l'amour ; si je n'étais occupé quinze heures par jour, moi, je tomberais sûrement amoureux de quelque femme !

On servit le souper sur la terrasse. Il faisait chaud et doux, mais Julia s'enveloppait dans son fichu et se plaignait de l'humidité. Quand la nuit tomba, Mme Laptev se sentit mal à l'aise, et frissonnait tout le temps ; mais elle priait cependant ses amis de ne pas la quitter encore. Elle leur offrit du vin, puis fit apporter du cognac, pour les retenir plus longtemps. Elle ne voulait pas rester seule avec les enfants et les domestiques.

— Nous autres, les dames d'ici, nous organisons un spectacle pour les enfants, — dit-elle, — et nous avons déjà tout ce qu'il nous faut, un théâtre, des acteurs ; il ne nous manque plus que la pièce. On nous a bien envoyé une douzaine de pièces, mais pas une de bonne. Vous qui aimez le théâtre, — ajouta Julia, s'adressant à Yartzev, faites-nous donc une pièce historique.

— Oh ! je ne dis pas non, l'on pourrait essayer.

Les deux hommes burent leur cognac et se levèrent. Il était déjà dix heures passées, et à la campagne c'est une heure tardive.

— Comme il fait noir, on ne distingue rien, — dit Julia, qui avait reconduit ses amis jusqu'à la porte cochère. — Comment ferez-vous, messieurs, pour rentrer ?... Mais c'est que j'ai froid !...

Elle s'enveloppa dans son châle plus étroitement, et se dirigea vers la maison.

— Mon Alexis doit jouer quelque part aux cartes, — cria-t-elle en se retournant. — Bonne nuit !

Après les pièces éclairées, les ténèbres semblaient encore plus épaisses. Yartzev et Kostia s'avançaient comme des aveugles, à tâtons ; ils finirent par trouver le passage à niveau et le traversèrent.

— On ne voit pas le diable (1), — déclara Kotchevoï en s'arrêtant et en regardant le ciel. — Et les étoiles, comme il y en a, et comme elles brillent ! on dirait des pièces de vingt kopeks toutes neuves !... Yartzev !...

— Hein ? — fit l'autre.

— Je dis qu'on n'y voit rien. Où êtes-vous ?

Yartzev, en sifflotant, s'approcha de Kostia et lui prit le bras.

— Hé ! les gens !... cria brusquement Kostia de toutes ses forces. — Arrivez ! on s'est emparé d'un socialiste !...

Quand il était légèrement gris, Kostia était fort turbulent ; il criait, il cherchait noise aux agents de police et aux cochers ; il chantait, il riait comme un fou.

— O nature ! que le diable t'emporte ! — hurlait-il.

— Allons, allons, — disait Yartzev, cherchant à le calmer. — Tenez-vous tranquille, je vous en prie.

Bientôt les deux amis s'habituèrent à ces ténèbres, et commencèrent à distinguer les grands pins et les poteaux télégraphiques. Des gares de Mos-

(1) C'est-à-dire : on ne voit rien du tout. (*N. des tr.*)

cou arrivait parfois un sifflement de locomotive : les fils télégraphiques bourdonnaient plaintivement. Mais dans le bois même on n'entendait pas le moindre son et il y avait dans ce profond silence, quelque chose d'orgueilleux, de puissant, de mystérieux, cependant que les cimes des pins semblaient toucher au ciel.

Yartzev et Kostia finirent par retrouver leur avenue, et ils s'y engagèrent.

Ici, l'obscurité s'assombrissait encore : une longue bande, là-haut, parsemée d'étoiles, et le sol battu qu'ils avaient sous leurs pas, indiquaient seuls aux deux amis qu'ils marchaient dans une avenue. Ils avançaient côte à côte, et il leur semblait que des inconnus venaient à leur rencontre. Le vin s'était évaporé de leur tête. Yartzev se disait qu'en ce moment peut-être voltigeaient dans ce bois les âmes des tzars et des patriarches. Il était sur le point de communiquer son impression à Kostia, mais il se retint.

Lorsqu'ils sortirent du couvert, une lueur pâle commençait à poindre vers l'est. Yartzev et Kotchevoï, toujours silencieux, marchaient maintenant sur une chaussée bordée par de petites villas, des gargottes, des entrepôts de bois. Sous une passerelle du chemin de fer, ils furent tout à coup enveloppés d'humidité, une humidité agréable qui fleurait le tilleul. Puis s'ouvrit devant eux une longue et large rue d'un faubourg de Moscou, où il n'y avait ni âme, ni lumière... Quand ils arrivèrent à l'Etang Rouge, le jour naissait déjà.

— Moscou est une ville qui doit encore souffrir beaucoup, — dit Yartzev en regardant le couvent d'Alexis.

— Pourquoi dites-vous cela, tout à coup ?

— Pour rien... j'aime tant mon cher Moscou.

Yartzev et Kostia étaient nés à Moscou, adoraient Moscou, et, sans trop savoir au juste pourquoi, ils avaient de l'hostilité pour les autres villes. Ils étaient convaincus l'un et l'autre que Moscou était une ville admirable et que la Russie était un admirable pays. En Crimée, au Caucase et à l'étranger, ils s'ennuyaient, se sentaient gênés, mal à l'aise, et l'atmosphère grise de Moscou était pour eux la plus agréable et la plus salubre atmosphère du monde. Les journées où une pluie froide crépitait sur les vitres, où le crépuscule tombait rapidement, où les murs des maisons et des églises prenaient une couleur triste et sombre, où, pour sortir, on ne savait quel vêtement se mettre, de pareilles journées les enchantaient.

Arrivés enfin près de la gare, ils prirent un fiacre.

— En effet, cela serait bien d'écrire une pièce historique, — déclara Yartzev. — Mais d'une époque très ancienne, celle de Yaroslav ou de Vladimir-le-Saint. Les pièces historiques russes, je les hais toutes, sauf le monologue de Pimen (1). A compulser quelques documents historiques, ou même à lire un simple manuel d'histoire, on a l'impression que la Russie est un pays remarquable et que tout y est très intéressant. Mais lorsque je regarde jouer une pièce historique, la vie russe m'apparaît médiocre, malsaine, dénuée d'originalité.

Près de la rue Dmitrovky, les deux amis se séparèrent et Yartzev, qui avait gardé la voiture, s'en fut chez lui rue Nikitskaya. Il sommeillait en se balançant et en ruminant toujours la pièce à écrire. Tout à coup il perçoit un effrayant vacarme, des cliquetis, des cris, et des exclamations poussées dans une langue inconnue, pareille à la langue kalmouke.

Il voit un village environné de flammes, et des forêts proches, blanches de givre et qui deviennent roses, d'un rose tendre, sous les reflets de l'incendie. La flamme est si vive que l'on distingue nettement chaque arbre. Des gens sauvages, à pied ou à cheval, courent et galopent dans les rues du village, et ils sont, eux et leurs chevaux, aussi rouges que le rouge halo du ciel.

— « Ce sont les Polovtzi », pense Yartzev.

L'un des envahisseurs, un vieux, tout brûlé, à la face terrible et ensanglantée, attache à sa selle une jeune fille au visage blanc, une Russe. Le vieux hurle comme un forcené, et la jeune fille regarde Yartzev avec des yeux tristes et intelligents...

Yartzev secoua la tête et se réveilla.

« Mon amie, ma tendre amie », chantonna-t-il.

En payant le cocher puis en remontant chez lui, il poursuivait encore son rêve ; l'incendie gagnait les arbres, la forêt craquait et fumait, un énorme sanglier, fou d'épouvante, s'élançait dans le village et le traversait dans un galop furieux... et la jeune fille attachée à la selle regardait toujours devant elle.

Lorsque Yartzev pénétra dans sa chambre, il faisait déjà grand jour. Au piano, à côté d'une partition ouverte, deux bougies achevaient de se consumer. Sur le canapé, Rassounida, dans une robe noire, était couchée, un journal à la main, et dormait profondément. Pauline avait dû jouer longtemps en attendant le retour de Yartzev ; puis, n'espérant plus le voir sans doute, elle s'était laissé gagner par le sommeil.

(1) Dans le célèbre drame de Pouchkine, *Boris Godounov*.

— Comme elle est enceintée ! — pensa Yartzev.

Lui ayant retiré doucement le journal de la main, il la couvrit d'un plaid, éteignit les bougies et passa dans sa chambre à coucher. En se fourrant au lit, il ne cessait de songer à sa pièce historique, cependant que, dans sa tête, résonnait toujours cet air :

« Mon amie, ma tendre amie ».

Deux jours après, Laptev monta chez Yartzev pour l'informer que Lyda Panaourov avait contracté la diphtérie et que Julia et sa fille avaient également pris cette maladie. Au bout de cinq autres jours, Yartzev apprit que Lyda et Julia étaient convalescentes, mais que la petite Olga était morte, et que les Laptev avaient fui leur villa de Sokolniki pour Moscou.

(*A suivre.*) ANTON TCHÉKHOV.

(*Traduit du russe* par G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

UNE FIGURE ALSACIENNE

OBERLIN, PASTEUR DU BAN DE LA ROCHE (1)

Jean-Frédéric Oberlin est une figure unique dans l'histoire. Il appartient à une classe d'hommes que notre société moderne ne connaît plus ; il est de la race des civilisateurs. Il fait penser involontairement à ces personnages des temps héroïques qui apprirent aux hommes à cultiver la terre, à s'associer pour un travail commun, à sortir de la barbarie. Le Ban de la Roche, à son arrivée, était un chaos : c'est aujourd'hui une région fertile, industrieuse, aimée de ses habitants.

Lorsqu'on remonte la vallée de la Bruche, après avoir quitté Mutzig et Schirmeck, on arrive d'abord à Rothau, l'ancien chef-lieu de la Seigneurie du Ban de la Roche. Puis le chemin s'élève, passe entre les pentes boisées, et se déroule en contours pittoresques : on atteint Fouday et enfin Waldersbach, dominé par les ruines du château de la Roche, qui a donné son nom à la région. A Waldersbach, on parle aujourd'hui un français très pur, et qui plaît même par une certaine grâce chantonnante. Au dix-huitième siècle, il y régnait encore un patois informe. Quand Stuber, le prédécesseur d'Oberlin, y arriva en 1770, il demanda d'abord à voir la maison d'école. On le mena dans une masure, où était entassé un groupe d'enfants à peine vêtus et criant à tue-tête. Un petit vieillard était couché dans un coin sur un grabat. « Qu'enseignez-vous à ces enfants ? » lui demanda Stuber. — « Rien. — Pourquoi ? — Parce que je ne sais rien. » Et il déclara qu'autrefois il avait été le porcher de la commune, mais qu'ensuite, sa vue ayant baissée, il lui était arrivé de perdre quelquefois une de ses bêtes, et que, pour ne pas le priver d'emploi, on lui avait confié la garde des enfants.

Quand Stuber fut appelé à une des paroisses de la ville de Strasbourg, il chercha un successeur qui voulût continuer son œuvre, une âme charitable qui consentît à vivre parmi les sauvages pour les ramener à la vie civilisée. On lui parla d'un candidat en théologie, qui attendait une nomination d'aumônier dans un régiment français, et qui se distinguait par son esprit sérieux et ses mœurs austères. Oberlin était fils d'un professeur au Gymnase protestant qui avait été fondé au temps de la Réforme par Jean Sturm ; il avait six frères et deux sœurs, et il avait vécu jusque-là sous un régime sévère et économe. Stuber alla le voir ; il le trouva lisant les philosophes français qu'il se proposait de réfuter, Voltaire, Diderot, Helvétius. Un mobilier plus que simple garnissait la mansarde qu'il habitait. Le lit était tendu de papier brun. Un poêlon était pendu au plafond au-dessus de la lampe. C'était sa cuisine, disait-il, où il réchauffait le soir les restes du dîner qu'il avait pris chez ses parents. Oberlin accepta la proposition que lui fit Stuber : il n'y mit qu'une condition, c'est que les candidats plus anciens que lui sur le tableau des promotions renonçassent à leurs droits. La précaution était inutile : l'offre était trop peu séduisante pour tenter un homme qui ne fût pas précisément poussé par le zèle de la maison de Dieu.

Le presbytère actuel de Waldersbach, assez coquettement planté sur une éminence d'où l'on domine un horizon de verdure, est fort différent de celui où Oberlin fit son entrée le 30 mars 1767. C'était alors une simple bâtisse de quelques mètres carrés, flanquée d'une grange et d'une étable, et entourée d'un petit jardin. Au reste, sa première pensée ne fut pas pour sa propre installation, mais pour une maison d'école où il pût abriter les enfants qui allaient lui être confiés. L'année suivante, sa sœur Sophie, qui tenait son ménage, invita chez elle une amie, qui relevait de maladie,

(1) D. E. STOEBER l'aîné, *Vie de J.-F. Oberlin, pasteur à Waldbach*, Paris, Strasbourg et Londres : Treuttel et Würtz, 1831. — Remaniée par E. LEENHARDT, *La Vie de J.-F. Oberlin, 1741-1826* ; Paris, Paulin Berger-Levrault, 1911. — EDMOND PARISOT, *Un éducateur mystique, Jean-Frédéric Oberlin* ; Paris, Paulin et Cie, 1905. — Un article de T. FALLOT, dans le *Dictionnaire de Pédagogie* de F. Buisson, première partie, tome second, p. 2127-2132.

et qui devait refaire sa santé à l'air de la montagne. Salomé Witter était fille d'un professeur de l'université de Strasbourg : elle était orpheline. Quelque modestes que fussent ses allures, elle avait gardé certaines habitudes mondaines, qui contrastaient avec la simplicité des mœurs champêtres. Oberlin l'en blâma. Il déclare même qu'elle ne lui inspira d'abord que de la répugnance. Mais lorsqu'elle fut repartir, il eut pour elle un tardif mouvement de cœur. Il lui offrit de rester, et il l'épousa. Elle fut pour lui, pendant quinze ans, une collaboratrice active. Non contente d'élever les neuf enfants qu'elle lui donna, elle recevait chez elle des pensionnaires. Elle apprit aux femmes du Ban de la Roche à « filer le coton ». Elle dressa les jeunes filles aux travaux du ménage. Elle forma des garde-malades pour l'aider dans ses soins charitables. Elle courut, épuisée, le 18 janvier 1783. On l'appelait la mère du Ban de la Roche. Elle resta fidèle à son époux jusque dans la mort ; Oberlin assure qu'elle lui apparaissait toutes les fois qu'il avait besoin de son conseil. Elle lui était même maintenant d'un secours plus efficace, car elle ne venait plus seulement avec ses vertus terrestres, mais avec un pouvoir d'en haut.

*
* *

Il y a, en effet, deux hommes dans Oberlin, un mystique et un pédagogue, un pasteur et un visionnaire. Ces deux traits de son caractère, en apparence inconciliables, procèdent, en réalité, l'un et l'autre, du fond commun de sa nature morale.

Oberlin croit à une Providence spéciale, la plus minutieusement individuelle qu'il est possible de la concevoir. Il parle souvent d'une main invisible qui dirige ceux qui veulent bien se confier à elle : il a composé un recueil d'anecdotes sous le titre de *Faits providentiels* (*Providentialia*). Au moment où Stuber l'appelait à la cure de Waldersbach, il était en instance pour un poste d'aumônier militaire ; il hésitait ; enfin, il consulta Dieu, « qui, au lieu de le faire entrer dans un corps de soldats, l'envoya aux paysans du Ban de la Roche ». C'est Dieu aussi qui fait son mariage. Sa mère lui avait déjà proposé inutilement la veuve d'un riche brasseur et la fille d'un professeur. Même devant Salomé Witter il resta d'abord indifférent, jusqu'au jour où une voix fit entendre distinctement ces mots à son oreille : « C'est elle que Dieu a choisie pour ta femme. » Et il lui demanda si elle voulait répondre, de son côté, à l'appel qui leur venait d'en haut.

Oberlin ne pouvait manquer d'être en rapport avec les visionnaires plus ou moins sincères de son temps. Il lit et relit les *Vues sur l'Eternité* de Lavater, et il se met en correspondance avec l'auteur. Il commente les *Arcanes célestes* de Swédenborg. Il reçoit deux fois la visite de la baronne de Krudner, la « reine du vague », grande voyageuse, travaillée du besoin de faire parler d'elle. Elle s'habilla, pour lui plaire, de bleu et de blanc, les couleurs symboliques du ciel. Mme de Krudner lui amena Jung-Stilling, cet autre familier de la Cour céleste, l'auteur des *Scènes du Royaume des Esprits*. Ce qui distingue Oberlin dans ce groupe de voyants, c'est la précision des détails dans les faits qu'il rapporte. Sa femme venait à peine de mourir, lorsqu'elle lui apparut une première fois, sous un costume étranger, dit-il ; mais, peu de jours après, elle revint « en propre personne, habillée comme elle l'était dans sa vie. Elle me dépassait en hauteur, ajoute-t-il, autant que je l'avais dépassée autrefois, et lorsqu'elle marchait devant moi, je ne pouvais la suivre, et je compris qu'elle voulait me dire que je devais me hâter davantage dans l'affaire de mon salut. » Les apparitions étant devenues plus rares à partir de 1795, Oberlin pensa que sa femme était montée trop haut dans le ciel pour pouvoir facilement redescendre sur la terre.

Pour d'autres mystiques, le monde des esprits est relégué dans des hauteurs sublimes. Pour Oberlin, le ciel touche de si près à la terre, que les deux mondes n'en font qu'un. La mort n'est qu'un passage d'une vie à l'autre, ou plutôt une continuation, une confirmation de la vie présente. « Il ne me semble nullement, écrit-il dans son *Journal*, qu'en mourant je serai séparé de mes parents et de mes amis ; je n'y vois autre chose, si ce n'est que le maître de la maison m'indique un autre logement un peu plus éloigné, d'où il résultera que notre commerce invisible sera interrompu pendant quelque temps. » Ailleurs, il semble croire que les trépassés conservent dans l'autre vie leurs habitudes d'ici-bas. Deux ans après la mort de son fils Henri, en 1819, il écrit : « Il est vraisemblable que Henri s'est marié, il y a peu de jours, dans le monde des esprits. » Ce monde des esprits n'est qu'un horizon lointain du sol que nous foulons. Oberlin en a dressé la carte ; il en a marqué les régions, avec des couleurs symboliques, depuis le premier cercle, « vert de lumière », séjour de ceux « qui n'ont pas encore fait d'effort », jusqu'à la nouvelle Jérusalem, éclairée d'un jour pourpre, siège de la Majesté divine. Les degrés de l'Empyrée sont au nombre de cinq. A l'autre bout de l'échelle se trouvent les compartiments de l'Enfer ; ils ne sont que deux, la Vallée de Cédron, pour les « gens mauvais » capables de repentance, et la Géhenne, où sont rejetés les incorrigibles.

*
* *

Comment cet homme qui livrait son âme aux rêves les plus invraisemblables et parfois les plus puérils, a-t-il pu doter les pauvres villages du Ban de la Roche d'un ensemble d'institutions les plus pratiques, les plus sagement constituées pour un bon emploi de la vie ? C'est que toutes ses pensées et toutes ses actions s'inspiraient d'une profonde pitié pour les misères humaines. Ne fallait-il pas arracher les enfants à l'ignorance pour en faire des hommes, et les hommes au vice pour en faire des enfants de Dieu ?

Peu à peu, chacun des cinq villages dont se composait le Ban de la Roche eut sa maison d'école. Ordinairement Oberlin en dessinait le plan ; puis il cherchait des hommes de bonne volonté, qui se faisaient pour lui charpentiers ou maçons ; il pressait le travail, et y contribuait de ses propres mains. Restait à trouver le personnel enseignant. Les femmes répondirent les premières à son appel. Il apprend, en 1769, qu'une jeune fille de Belmont, Sarah Banzet, qui a servi autrefois chez le pasteur Stuber a appris chez lui à tricoter, « chose rare au Ban de la Roche ». Cette nouvelle lui causa, dit-il, un véritable ravissement. Il va aussitôt trouver le père, et obtient de lui que Sarah entre à son service comme institutrice. Sarah Bauzet fut la première des « conductrices de la tendre jeunesse ». Son exemple fut suivi par une élite de femmes, parmi lesquelles il faut distinguer la servante d'Oberlin, Louise Scheppler, une humble fille, qui, par une intuition sublime, devina les méthodes que d'illustres pédagogues ont découvertes à grand'peine. Ainsi furent créés, dans un coin reculé des Vosges, les premiers de ces établissements que nous appelons aujourd'hui *Ecoles maternelles*. On apprenait aux enfants à filer, à tricoter, à coudre. On leur contait l'histoire sainte. On leur montrait les objets de la nature en images. Ils dessinaient ce qu'ils voyaient ; ils traçaient même des cartes géographiques, en commençant par le pays qu'ils habitaient. Au printemps, on les menait à la campagne, où ils retrouvait, fraîches et vivantes, les plantes dont ils ne connaissaient que la figure. Le principe, dans tous ces exercices, est d'occuper les mains et d'éveiller l'esprit. Déjà aussi la diction est surveillée ; on tient à une bonne prononciation française ; le patois est interdit.

L'élève ainsi préparé passe à l'enseignement proprement dit, à ce que nous appellerions l'enseignement primaire et primaire supérieur. Le programme de cet enseignement, tel qu'il a été tracé par Oberlin lui-même, se distingue par deux caractères : il est d'abord essentiellement concret, c'est-à-dire qu'il porte toujours sur des réalités et qu'il s'abstient des considérations trop générales ; en second lieu, il est merveilleusement adapté aux circonstances. Il comprend trois cours, élémentaire, moyen et adulte : chaque cours a trois classes. La classe de début établit d'abord un principe de morale et de discipline : « Apprendre aux enfants à déposer leurs mauvaises habitudes, et à en acquérir de bonnes, l'obéissance, la sincérité, la débonnaireté, la bienfaisance, etc. » Puis les matières de l'enseignement se succèdent dans un ordre logique, depuis la grammaire, les éléments des sciences, la géographie, l'histoire, jusqu'à l'agriculture, l'économie, l'hygiène, le droit usuel L'école est mixte, les élèves étant simplement groupés, d'après leur sexe, des deux côtés de la salle. Dans le cours des adultes, l'enseignement se fait en été de cinq à huit heures du matin, afin que l'enfant puisse aider ses parents dans le travail des champs. Oberlin ne perd jamais de vue ce dernier côté de la vie. Ses sermons, dont on a conservé quelques plans, commencent ordinairement dans le ciel et finissent sur la terre. Il faut aider la nature, seconder son effort. Dieu ne l'a-t-il pas rendue féconde pour qu'elle procure à l'homme sa subsistance ? Oberlin exigeait qu'un jeune homme, avant de se présenter à la première communion, lui apportât un certificat constatant qu'il avait planté deux arbres fruitiers dans un endroit que ses parents lui avaient désigné.

*
* *

Oberlin continua son œuvre d'instituteur et d'apôtre pendant les orages de la Révolution. Comme les nouvelles de Paris arrivaient rares et tardives au Ban de la Roche, il sut seulement qu'on voulait établir la fraternité des peuples ; et, dans la bonté de son cœur, il applaudit, et il présida les fêtes patriotiques. Le Comité de surveillance de Waldersbach s'empressa de lui délivrer un certificat de civisme. Après la suppression du culte public, il déposa solennellement à l'église son manteau et son rabat, et « de son manteau, dit un rapport officiel, il fit faire des corselets à de pauvres femmes ». Il substitua simplement, dit-il, dans son *Journal*, un club au service divin, « afin de continuer des assemblées sous ce nom » ; l'église s'appela désormais le Temple de l'Eternel. Néanmoins, le 28 juillet 1794, on ne sait sur quelle dénonciation, Oberlin fut arrêté, au sortir d'un baptême, à Rothau. C'était le lendemain de la chute de Robespierre, mais la nouvelle n'en était pas encore arrivée au Ban de la Roche. Oberlin fut conduit à Schlestadt ; cinq jours après il fut remis

en liberté. Sa réputation s'étendait en France et dans les pays voisins. En 1818, la Société d'Agriculture de Paris lui décerna une médaille, et l'année suivante il fut nommé Chevalier de la Légion d'honneur, « un chevalier de quatre vingts ans », écrivit-il sur son diplôme. Lorsqu'il se sentit vieillir, il se résigna, raconte une de ses filles, et il consentit à se reposer, tout en souriant aux jeunes gens qui l'entouraient. « J'ai aussi été jeune, leur disait-il. Quelle force ! Quelle vivacité ! Qu'est devenu ce vigoureux Fritz ? Il peut à peine se traîner. Croyez-vous que je murmure pour cela ? Ah non ! Le bon Dieu est un peu plus sage que le vieux Fritz : il saura déjà quand ce sera le moment de le rappeler. » Ce moment arriva le 1er juin 1826. On trouva dans les papiers d'Oberlin une courte autobiographie, rédigée en 1784, qui se termine par ces mots : « Adieu, mes chers amis ! Je vous ai extrêmement aimés, et la sévérité même, que j'ai quelquefois crue nécessaire, n'avait pour première source que le violent désir de vous rendre heureux. » Il resta, dans le souvenir de ses paroissiens, ce que dit l'épitaphe gravée sur son tombeau : « Papa Oberlin ». Pour le monde lettré, il demeure un pédagogue de premier ordre, dont toutes les vues n'ont pas encore été mises à profit.

A. Bossert.

LES NOUVEAUX IMMORTELS

Mgr ALFRED BAUDRILLART

Le 28 mars 1878, M. de Sacy, membre de l'Académie Française, administrateur de la bibliothèque Mazarine, recevant son petit-fils, lui fit don d'un volume de Fabius Quintillien avec cette dédicace : *A Monsieur Alfred Baudrillart, futur membre de l'Académie Française.* A quarante ans de distance, le petit-fils vient de réaliser la prophétie du grand-père. De tout temps, l'Académie s'est montrée favorable à l'esprit de tradition : dans certaines familles on est académicien de père en fils, comme en d'autres on est notaire. L'aïeul, le grand-père, le père de Mgr Baudrillart — il est est le fils d'Henri Baudrillart de l'Académie des Sciences morales et politiques — avaient fait partie de l'Institut ; celui-ci se devait, à moins de déroger, de briguer quelque jour un des fauteils du Palais Mazarin. Au surplus, le recteur de l'Institut catholique possédait des titres à cette consécration. Par hasard, ils ne lui ont pas mui.

Pourtant, reconnaissons-le, divers incidents de sa campagne académique ont surpris les profanes, peu au courant des intrigues, des menées secrètes, des agitations et des embûches inévitables, quand il s'agit d'un honneur ou d'un hochet à distribuer parmi les hommes. Lorsque Mgr Baudrillart fit acte de candidat, on pensa généralement que cette initiative serait bien vue par l'Eglise, car Mgr Baudrillart sans aucun doute, ne se présentait pas sans son assentiment. De plus, il s'agissait de la succession d'Albert de Mun, grand orateur catholique. C'était, semblait-il, le succès assuré, sans incident, sans difficulté possible. Mais l'Eglise comme le cœur a des raisons que la raison ne connaît pas ; les vues du Seigneur sont, assure-t-on, impénétrables. On vit une fraction du haut clergé presser Mgr Amette de se présenter ; mais l'archevêque de Paris ayant décliné cette nouvelle charge, on sollicita l'archevêque de Reims : celui-ci refusa. Mgr Baudrillart, qui s'était un instant effacé devant les deux prélats, put reprendre sa candidature.

Mais pourquoi cette opposition ? D'aucuns assurèrent que Mgr Baudrillart, simple évêque, devait attendre la barette et le chapeau, l'Académie Française exigeant un cardinal. Cependant, elle compte, parmi ses membres, Monseigneur Duchesne qui ne porte point la pourpre. Alors ? D'autres virent dans cet ostracisme un écho de l'échec du cardinal de Cabrières. Comment choisir ?

A notre avis, le conflit était plus large, plus haut et sous le nom de Mgr Baudrillart se heurtèrent, s'opposèrent, deux fractions bien nettes du clergé, deux conceptions de l'Eglise ; on serait tenté d'écrire deux sortes d'idéal, si nous ne savions qu'une indivisible unité constitue à travers les siècles sa force et sa raison d'être. D'ailleurs, pareil combat ne dut point déplaire à Mgr Baudrillart ; il y puisa certainement de nouvelles énergies, de nouveaux motifs de vaincre car l'homme est né pour l'action et l'action ; il ne l'aborde pas de biais, avec des gestes précautionneux ; il va vite et fort, il va même quelquefois un peu fort, comme disent les soldats, mais c'est toujours pour le bien de l'Eglise, pour le bien d'une certaine Eglise, savante, intellectuelle, qui tend à régenter les esprits.

On lui a fait la réputation d'un autoritaire ; pourtant il aime et recherche la discussion ; on le dit rude de ton et d'abord ; ceux qui l'ont rencontré conservent le souvenir de ses manières affables et courtoises. La vérité est que sa personnalité apparaît aux regards d'un certain clergé, trop accusée, et disons le mot, trop laïque. Dans tous les

groupements professionnels, on aime les carrières passées dans le même moule, ayant le même point de départ, fournissant la même course. Ici, c'est le séminaire qui façonne, discipline les esprits, les cœurs, les attitudes, les gestes, suivant des règles, des lois sacrées, immuables. Celui que le séminaire a marqué, l'est pour la vie : même s'il s'évade du sacerdoce, il garde la première empreinte. Or, Mgr Baudrillart n'a pas cette empreinte. C'est un universitaire formé par la discipline normalienne. Rue d'Ulm, il puisa une méthode de travail rigoureuse, scientifique : il la conserva ; bien plus, il ne cessa jamais de lui rendre hommage. Il prôna, vanta, également, sans se lasser, l'habitude de recourir aux textes originaux, de les contrôler, de les examiner avec un esprit critique qui ne laisse rien passer de ce qui ne le satisfait point. Méthode scientifique, esprit critique : voilà les deux profits que Mgr Baudrillart retira de notre Université. Il leur trouve encore aujourd'hui une valeur estimable. Ce n'est point un ingrat.

A sa sortie de l'Ecole, le jeune agrégé d'histoire professa dans divers collèges et lycées, amassant des notes pour sa thèse de doctorat es-lettres : *Philippe V*. La figure de ce petit-fils de Louis XIV devenu roi d'Espagne, l'avait séduit. Mais nos bibliothèques ne possédaient sur le prince qu'une faible documentation ; la plus grande partie était en Espagne. Alfred Baudrillart, chargé de mission par le ministère de l'Instruction publique, se mit en route pour Alcala. Il n'y découvrit qu'un mince butin ; il comptait sur une curieuse correspondance de Mme de Maintenon ; il ne trouva qu'une seule épître, sans date, de la favorite. Il se rabattit sur des lettres du duc de Bourgogne, frère de Philippe V. Mais — c'est là le fait important — Alfred Baudrillart noua là-bas, dès 1886 avec les bibliothécaires et directeurs d'archives de l'Escurial, du Palais Royal, des relations d'amitié qui serviront à son pays trente ans plus tard, en des heures tragiques. Mgr Baudrillart pendant cette guerre, fut, en effet, l'un des ambassadeurs les plus écoutés de la science et du clergé français de l'autre côté des Pyrénées.

Il revint à Paris, se fit recevoir docteur, mais l'Université ne put le retenir : il la quitta pour entrer à l'Oratoire. L'Ecole Normale a toujours subi des influences politiques ou religieuses : elle est le miroir des préoccupations intellectuelles de la jeunesse à toutes les époques. Il y a quelque vingt ans, elle était socialiste avec Jean Jaurès ; demain, elle sera traditionnaliste avec M. Maurras. On pourrait presque dire qu'au temps de Mgr Baudrillart, elle était — en partie — oratorienne. Quelques transfuges avaient même fourni une magnifique carrière ecclésiatique, témoin l'abbé Perraud qui devait un jour devenir prince de l'Eglise et membre de l'Académie Française. Qui sait, si le vénérable évêque ne fut pas pour quelque chose dans la détermination de l'historien ? En tout cas, une forte amitié les lia. N'étaient-ils pas tous deux fils du même enseignement ? Dans une préface qu'il écrivit pour les cours de Mgr Baudrillart, le cardinal Perraud le déclare nettement : « A qui ai-je besoin d'apprendre, à quelle sévère discipline de préparation et de composition, vous avez toujours assujetti vos travaux parlés ou écrits ? Vous êtes par là demeuré fidèle à nos vieilles et chères méthodes normaliennes, auxquelles j'étais initié trente ans avant vous. »

A l'Oratoire, dans cette demeure du recueillement et du travail, Alfred Baudrillart n'acquiert pas l'onctuosité, la bénignité ecclésiastiques. Décidément, il faut des grâces spéciales à défaut d'une prédisposition du tempérament. L'agrégé d'histoire avait trop longtemps vécu dans le commerce d'esprits divers, curieux, tiraillés par toutes les passions du siècle, cherchant ardemment et philosophiquement la vérité, pour s'évader du présent, se réfugier dans quelque cloître aux murs duquel les idées viennent mourir, comme sur un rocher les bruits de la mer. Il faut à sa volonté des obstacles, à sa foi profonde, vibrante, des batailles à livrer. C'est le repos plus que l'usure qui fait mourir certaines âmes. Dans l'Université, l'agrégé d'histoire Alfred Baudrillart n'eût été qu'un professeur brillant, entraînant, condamné à des besognes médiocres, fastidieuses. Quel grandiose champ d'action, au contraire, l'Eglise ouvrait à son intelligence, à son ardeur, à son irrésistible besoin d'apostolat. Mais quel chemin prendre ? L'organisation d'œuvres paroissiales ? Pour se créer des relations dans la riche bourgeoisie parisienne, n'est-il pas indispensable de perdre son temps en démarches, en finasseries d'avoué ? Prêcher ; n'est-ce pas se mettre entièrement à la disposition de son ordre, courir d'une cathédrale à l'autre, devenir une sorte de commis voyageur sacré, tout chargé de phrases et d'homélies ? Le R.-P. Baudrillart eut vite fait de trouver sa voie. A l'Ecole normale, il vivait parmi des étudiants, des intellectuels : c'est au milieu d'eux qu'il allait désormais travailler, vouer son existence sacerdotale. Il y apporterait, avec son bagage d'agrégé, ses sûres méthodes normaliennes — chères au cardinal Perraud — et cet esprit critique qui lui avait valu en Sorbonne le bonnet des docteurs. La science exacte, rigoureuse, restait à ses yeux la pierre immuable sur laquelle s'édi-

fiaient tous les travaux des hommes — seulement il la mettait au service de sa foi. —

Mais il manquait au R.-P. Baudrillart une tribune. Monseigneur d'Hulst, qui s'occupait de réorganiser l'Institut catholique, la lui fournit en offrant à l'ancien normalien une chaire d'Histoire. Le P. Baudrillart accepta et dès qu'il eut mis le pied rue de Vaugirard, il se sentit enchaîné à la studieuse demeure ; il n'en est plus sorti. Monseigneur d'Hulst eut vite fait de démêler les qualités du nouveau maître qu'il associa à sa direction. Pendant treize ans, Mgr Baudrillard fut le vice-recteur de l'Institut catholique : à la mort de Mgr d'Hulst, il succéda au « premier prêtre de France. Il est aujourd'hui, le chef, la science et la conscience de la maison. Qui saura jamais la somme de travail qu'il a fournie? Il semble que Mgr Baudrillart ait voulu faire pardonner par l'Eglise sa vie normalienne, son existence de laïque — tout son temps perdu, puisqu'il ne profitait point à sa gloire — à elle.

Dans sa forte étude sur Mgr d'Hulst, il s'est efforcé de peindre avec des couleurs vivantes ce grand seigneur qu'on disait cassant et terrible ; il nous le montre se reposant de ses travaux, de ses conférences de Notre-Dame, en jouant au billard, ou chantant l'*Omnibus de la Préfecture*, de Mac Nab. Je crois bien que Mgr Baudrillart ne trouve ni le temps de jouer au billard, ni celui de chanter. Sitôt que l'administration de l'Institut lui laisse quelque loisir, il en profite pour courir à quelque congrès ecclésiastique, se rendre à Toulouse, à Genève, afin de susciter des concours, des dévouements à cette Eglise intellectuelle, lettrée, qu'il veut voir régner un jour sur les meilleurs esprits de la terre, car son église n'est pas humble, effacée, mais glorieuse et triomphante.

Dans ses écrits, dans ses discours, Mgr Baudrillart en véritable homme d'action ne resta pas dans le domaine de la théorie, de la spéculation. Il faut voir — avec quelle fierté — il cite les centaines de docteurs, agrégés, licenciés qui sont sortis de l'Institut catholique ; il énumère les savants, tels que Mgr Duchesne, le P. Thédenat de l'Académie des Sciences, l'abbé Rousselot, professeur au Collège de France, etc., à la fois prêtres et maîtres, qui par leurs travaux conquirent une renommée mondiale. Si le Recteur de l'Institut Catholique apporte des documents, des chiffres, c'est autant pour gagner des adhérents que pour convaincre des adversaires. Des adversaires, Mgr Baudrillart n'en manque pas, et au sein du clergé même « Une partie notable du clergé français, a-t-il écrit, est toujours opposée à cet esprit nouveau qui paraît effrayant à beaucoup. Sur le fond même des choses, il y a encore, il y aura toujours des combats à livrer ». Il faut retenir cet aveu, une partie notable du clergé ne partage pas les vues de Mgr Baudrillart. S'il en est ainsi, pourquoi chercher ailleurs que dans ses rangs, les incidents soulevés contre lui, lors de sa campagne académique ? Cette partie notable du clergé n'est-elle pas composée des professeurs de séminaires, des médiocres fonctionnaires des diocèses et d'un certain nombre de prêtres de campagne, qui élèvent l'ignorance à la hauteur d'une vertu chrétienne. Pour eux tous, les prêtres savants, agrégés et docteurs ne constituent-ils pas une caste à part, une sorte d'aristocratie, dont ils se sentent les parias ? Mais viendra un jour où l'esprit évangélique étouffera ces sentiments par trop humains.

L'esprit évangélique ! Sans doute Mgr Baudrillart ne l'oublie point, mais il n'y fait point fréquemment appel. C'est qu'à son avis, ce n'est pas par l'humilité que l'Eglise conquerra le monde. Elle doit s'établir par l'esprit, par le savoir de ses docteurs, l'intelligence de ses prêtres. Acceptons-en l'augure ; mais ne faudra-t-il pas beaucoup de temps à Mgr Baudrillart pour façonner un certain clergé à son image ? Et l'autre, celui des Facultés, n'est-il pas gagné à l'avance ? En admettant que les méthodes normaliennes — aussi chères à Mgr Baudrillart qu'au cardinal Perraud — et l'esprit critique se propagent dans le clergé, le recteur de l'Institut catholique est-il assuré par avance de l'excellence du résultat ? En tout cas, nous le sommes moins que lui ; mais nous pêchons par ignorance, cette ignorance si méprisable et si dangereuse aux yeux de Mgr Baudrillat. Cependant, est-elle véritablement sans mérites ? L'esprit critique ne peut-il pas causer le désastre de corrompre les sources d'une foi naïve, toute simple et comme jaillie du cœur. Il nous apparaît qu'il peut y avoir là un danger. Et Mgr Baudrillart n'a pas eu besoin de faire appel aux méthodes normaliennes pour le discerner. Dans une réunion diocésaine, s'adressant à de futurs professeurs ecclésiastiques, il leur dit : « La critique n'a pas tous les droits, soyez prudents et conservez toujours le respect du surnaturel. » Qu'est-ce à dire ? Peut-on fixer des barrières à l'esprit critique ? La curiosité scientifique s'arrêtera-t-elle devant certaines bornes ? Quelles que soient l'ardeur, la volonté d'apostolat de Mgr Baudrillart, il est obligé de reconnaître qu'elles s'adressent à une élite, à une sélection, dans le clergé. Avant lui, le cardinal Lavigerie, la plus haute figure de l'Eglise contemporaine, avait tenté la même rénovation intel-

lectuelle de l'Église. Il n'obtint pas les résultats que son génie avait souhaités. Peut-être dans son orgueil d'une église victorieuse, dominatrice, avait-il eu des ambitions trop hautes. Cependant, il voulait, comme le recteur de l'Institut catholique, que son clergé doctoral se fît un apôtre de la science. Mais à côté du mot science, il en écrivit un autre, un seul et qui lui servait de devise : *Caritas*, la Charité. N'est-ce pas en définitive, le premier et le dernier mot de toutes les religions ?

JEAN VIGNAUD.

LE SALON DE 1918 ET LA LEÇON DES MORTS

En dépit des *correspondances* baudelairiennes, les arts ne se ressemblent guère, au moins dans leurs destinées : si les événements ont imposé silence à la musique, il faut saluer le réveil courageux de la peinture avec l'assentiment tardif d'un rare soleil et des lilas en fleurs. Cédant la parole au canon, le suggestif programme *debussyste* du 7 avril ne fut pas même imprimé : mais, précédant de peu la seconde vente Degas, la printanière cohue d'un vernissage a victorieusement prouvé que tous les Parisiens n'étaient point partis ; et les menaces du ciel n'auront pas empêché l'an 1918 de rouvrir le Salon.

Une exposition « qui n'a rien de commun avec les anciens Salons », affirme un *avis* du catalogue. Aussi bien, est-ce un Salon d'un genre très nouveau, sinon par l'originalité des envois, du moins par leur nombre et par leur disposition : c'est un Salon double, qui réconcilie dans l'intime clarté du Petit Palais, gracieusement offert par la Ville de Paris, les deux Sociétés rivales depuis le schisme soudain de 1890, et jamais Salon de printemps ne fut plus discret, puisque son total se monte seulement à 1.024 numéros catalogués ! Nous revoici presque revenus aux Salons de l'ancien régime, à l'âge d'or où le Directeur des Bâtiments, M. Lenormand de Tournehem, écrivait à Coypel : « Ce n'est pas le grand nombre, mais le choix des tableaux qui rend les expositions brillantes ». Malheureusement, la qualité ne remplace pas de plein droit la quantité : le manque d'espace ne saurait faire un tel prodige, et nous tairions volontiers ce Salon de guerre ou d'union sacrée, puisque sa médiocrité veut être une bonne œuvre, s'il ne devait à l'exceptionnel éclat d'une petite section rétrospective une signification surprenante et tout à fait imprévue.

Debout les morts, pour corser l'affiche et remplir le tourniquet de la charité ! Debout, pour assurer d'abord la victoire de l'art français !

Mais les morts ne vont pas tous aussi vite en belle besogne bienfaisante et consolatrice : un minuscule portrait de Meissonier, plus minutieux encore entre deux vagues évocations de Carrière, inspirateur du regretté Berton, une histoire galante, ensoleillée par Gaston La Touche, une tête patinée d'avance par William Dannat, un paravent décoré par Grasset, la *Liseuse* anémique de Raphael Collin, ne suffiraient guère à compenser l'absence ou la banalité des vivants ; mais voici, du côté de « la Nationale », des cartons de Puvis de Chavannes, adorateur de *Sainte-Geneviève*, des bustes de Rodin, portraitiste éveillant dans le bronze d'une expressive ébauche toute la pusillanimité du pape *Benoît XV* ; et, du côté des « Artistes français », un savant *Lever de lune* du sage Harpignies, qu'il serait cruel de comparer au divin Corot.

Nos meilleurs peintres ne sont pas tous morts de vieillesse ; et Pierre Gourdault, qui promettait mieux qu'un impressionniste, est mort pour la France ; une atmosphère déjà rétrospective, un parfum de musée, dans la verdeur du plein-air, apparenteront plus tard son tendre *Déjeuner sur l'herbe* aux plus savoureux Courbet du Petit Palais. Lemordant, lui, n'est pas mort ; mais il reste aveugle, et la joyeuse esquisse de sa *Ronde bretonne* pour le plafond du théâtre de Rennes a l'émouvante séduction d'une œuvre posthume. Entre les artistes vivants ou défunts, point de frontières, d'ailleurs, car le talent seul *existe* ; et rangez immédiatement dans cette anthologie que le passé transmet à l'avenir *le Cabaret breton* de M. Charles Cottet puisqu'il offre la vigoureuse tonalité des maîtres.

N'est-ce pas à cette famille de beaux peintres qu'appartenait l'ardente jeunesse de feu Carolus Duran, qui promettait mieux qu'un maître moderne ? Venise, après l'atelier Courbet, l'Espagne, après la campagne romaine, les Velazquez et les Rubens du Prado n'avaient pas manqué de lui révéler sa véritable nature et la mission de sa vie d'artiste : interrogez, ici même, ce *Portrait du peintre Moreno*, daté de Madrid, 1866, et contemporain de *l'Assassiné* de notre cher musée de Lille, cette Espagnole et ces Parisiennes en velours noir, en satin gris-perle, ces bouquets de tons fauves ou de tons clairs, le tout pour aboutir, en 1882, à cet enjolivement de *Mme Croizette !* Carolus Duran n'est-il pas l'exemple de la néfaste influence

de l'entourage sur un caractère d'homme inférieur au tempérament du peintre ? Longtemps avant l'heure de sa fin, l'artiste avait cessé d'exister.

Trop tôt grisé par un succès mortel, si le « cher maître » eût le malheur de survivre à son rêve, un misanthrope eut la chance de se tenir à l'abri de la mode et de mériter les rires bourgeois : Degas n'exposait plus, depuis 1870, et vendait mal ou rarement. Heureux ostracisme, qui collaborait inconsciemment avec une ironie native pour faire aujourd'hui de ce mort d'hier le plus vivant des artistes français ! Déifié subitement par le snobisme et par les millions d'une excessive apothéose, il vaut mieux que cet engouement posthume : et son exposition rétrospective est révélatrice en sa brièveté, car elle contient un chef-d'œuvre : ce n'est pas une *Répétition de musique*, expression de son humour habituel, ni *les Malheurs de la ville d'Orléans*, oubliés depuis le Salon de 1865, ni même *Mlle Fiocre dans le ballet de « la Source »*, en 1866, et proche parente de la légendaire *Sémiramis construisant une ville*, dans un crépuscule de fresque aux tons sobres et rares ; c'est un simple *Portrait de famille* où Degas, à trente-trois ans, s'affirmait le maître-portraitiste original et naïvement grand que nous croyons découvrir après un demi-siècle d'effacement ; le Louvre a justement réclamé cette vaste page affectueuse et grave où revit la probité d'Ingres et de la plus authentique tradition nationale, cette *Tradition* que M. Prinet symbolise aujourd'hui dans l'entretien moins imposant de la grand'mère avec son élégante petite fille.

A la lumière de ce critérium inattendu, le regard peut juger d'emblée tout le Salon, discerner mieux son néant, mais retenir aussitôt quelques témoignages de constante loyauté française, qui sont naturellement des portraits : le profil ascétique du maître *Emile Boutroux* pastellisé religieusement par M. Marcel Baschet, l'accent particulier d'un caractère féminin peint sans flatterie mensongère par M. François Guiguet, la ressemblance même d'une actrice, *Mlle Yvonne de Bray*, saisie secrètement par le peintre-poète Henry Bataille, dans une intimité qui déshabille l'âme errante sur un visage en même temps que la blancheur de la gorge grasse. Et respirons sans remords l'air salubre et tonifiant de quelques beaux paysages, l'*Eté* peint par M. Lepère ou *le Vieil Arbre* gravé sur bois par M. Jacques Beltrand, avant d'aller redemander confiance à la véritable œuvre d'art de l'année.

C'est encore un portrait, mais un portrait posthume, idéalisé par la piété du souvenir : et nous le trouvons à la sculpture si pauvrement disséminée dans les deux rotondes. C'est *le Tombeau d'un soldat*, dans son costume réglementaire, avec le casque, le bras gauche replié dans son long sommeil : « Je veux être enterré là où je serai tombé : je serai mieux et plus à ma place de soldat dans un de ces beaux champs de France, pour lesquels je donne ma vie avec joie. » Tel fut le vœu de ce jeune brave, étendu sur la dalle glacée comme un *gisant* d'autrefois... Ici, comme dans *les Quatre Journées* du lyrique Alfred Bruneau, l'émotion de l'art sublimise la modernité du vêtement : c'est bien simple, mais beau quand même, à force d'expression contenue ; la clarté de la tête et des mains est digne d'un génie du repos éternel ; et ce n'est point la faute du statuaire si les jambières du fantassin paraissent moins héroïques que les cnémides du cavalier de Marathon. Ce statuaire, un ami de Degas, c'est M. Bartholomé, le maître de la sculpture funéraire, des hommages décents et des formes tendres.

Image purifiée de l'actualité poignante et de la mort, la splendeur pâle de ce marbre évoque un grand problème qui faudrait seulement poser, car l'heure, hélas ! ne semble pas encore venue d'en obtenir la solution : quelle influence une guerre sans pareille aura-t-elle eue sur la routine de nos exposants, dont le siège était fait ? Est-ce la faute de l'artiste ou de cette tragédie fangeuse et souterraine, implacable et monotone, si les allégories de M. Flameng sont si prétentieuses et si le reportage de M. Georges Scott paraît si prosaïque? L'un *boldinise* sur le front comme dans un boudoir, et les *poilus* de l'autre abandonnent généreusement aux *Prisonniers* décharnés de M. Forain le soin de nous prendre au cœur. Est-ce la faute de la tactique nouvelle, si dorénavant la peinture militaire émeut beaucoup moins des regards français qu'une simple affiche ou qu'un pauvre petit document crayonné dans l'ombre boueuse de la tranchée.

Chacun selon son rêve, M. Roll en symboliste, M. Jules Adler en ami du peuple, ont largement exprimé le *Sursum corda* du 2 août 1914 ; M. Maurice Eliot stylise lumineusement, sous le voile bleu de l'infirmière, le dévouement de *la Femme* ; MM. Bonnat et Jean-Paul Laurens mettent, en leurs portraits de guerre, plus de vaillante application que M. Besnard. Mais, déjà, que de ruines peintes, après tant de ruines réelles ! A toutes ces Pompéis contemporaines, à cette école de *ruinistes* que nous promettent les historiens d'Hubert-Robert, combien nous préférons *la Nef de Notre-Dame* et sa grande rose encore intacte sous le pinceau fervent de M. Lobre ou *la Vie paisible* d'un modeste village aimé de M. Lucien Griveau ! Ces

bustes nombreux du maréchal Joffre ou de l'abbé Wetterlé ne nous font pas oublier la mystérieuse douceur d'un visage taillé dans la pierre par M. Michelet, qui remonte sans virtuosité *rodinesque* aux simplifications de l'antique.

Honte à qui peut chanter pendant que Rome brûle !

a dit un poète ; et sans prévoir que la rêveuse Allemagne l'obligerait, vingt ans plus tard, à composer des *Tableaux de siège*, un autre répondait, en plaçant *Emaux et Camées* sous l'invocation d'un grand exemple :

Pendant les guerres de l'Empire,
Goethe, au son du canon brutal,
Fit le Divan oriental,
Fraîche oasis où l'on respire...

Sans avoir l'âme d'un Néron, ni le calme olympien de Goethe ou du bon Théophile Gautier, la plupart de nos artistes connus ont préféré cette poétique, et leur envoi ne retient rien de la grande guerre ou n'en veut rien dire : en 1916, nous étions tentés de féliciter les réalistes belges d'une toute pareille discrétion ; mais est-ce bien par scrupule ou dans un sentiment d'exquise pudeur que les plus notables commerçants de la palette et les mieux rentées de nos gloires viagères retournent si délibérément à leur « manière » lucrative ? Observez les longues précautions qu'a prises le *règlement* de 1918 pour exiger « de chaque artiste, *quel qu'il soit*, un petit sacrifice de sa personnalité... sans froisser aucun intérêt » ! Le *règlement* de la Société nationale ajoute : « Tous doivent faire leur possible pour que l'Exposition soit belle, puisque son succès doit soulager le malheur ». On ne saurait mieux dire : mais, un instant chassé par une crise mondiale, comme le naturel d'hier et de toujours revient vite ! En dépit des prophéties, des hypothèses ou des prévisions de la critique d'art, à qui la trêve des Salons donnait le loisir de divaguer, comme on sent, au fond, qu'il n'y a rien de changé ! L'impuissante habileté des meilleurs élèves de Gérôme ou de Jules Lefebvre continue de signer « sagesse », tandis que la fausse audace singe adroitement la naïveté laborieuse de Cézanne ou le soi-disant primesaut de Manet; les uns *fignolent* infatigablement, les autres se révèlent trop promptement satisfaits par une insouciante ébauche et prennent leur à-peu-près pour du génie. Encore une divergence capitale entre deux arts : nos peintres multiplient sans réflexion leurs fournées d'études et de pochades, alors que nos musiciens mettent trois ou quatre ans à polir une rare partition de poème symphonique ou de ballet, qui ne dure pas vingt minutes ! Et ces deux effets opposés n'ont-ils pas une même cause : le souci décadent de briller ?

Le curieux peintre de *la Lumière intérieure*, qui ne vaut point sa *Pieta* de la Triennale de 1916, consent à cet aveu dans ses *Théories* : « L'erreur des uns et des autres, notre erreur à tous, c'a été de chercher avant tout la lumière. Il fallait chercher d'abord le royaume de Dieu et sa justice, c'est-à-dire l'expression de notre âme en beauté, et le reste nous eût été donné par surcroît ». Ne dirait-on pas cette pensée dictée par le Salon d'aujourd'hui ? N'est-ce pas le sentiment que suggère le *Portrait de famille* d'Edgar Degas ou *le Tombeau d'un soldat*, de M. Bartholomé, c'est-à-dire la haute sincérité de deux grands portraitistes ? M. Maurice Denis poursuit : « Il n'est pas important de rendre ou de ne pas rendre l'éclat véritable du soleil, de lutter avec lui de luminosité : les pigments que nous employons et qu'on eut le grand tort d'assimiler aux couleurs du spectre, ne sont que des boues colorées qui ne restitueront jamais la grande lumière du soleil. Ce qui importe, c'est qu'un tableau constitue une harmonie de couleurs » (1).

Faut-il ajouter que cette harmonie de couleurs serait vaine elle-même si sa concrète beauté ne dévoilait la conviction d'un rêve et la sérénité d'une âme ? Et c'est pourquoi nous ne voulons point sortir du Petit Palais sans contempler longtemps la composition virgilienne et poussinesque de M. René Ménard : *le Bouvier*. Loin de rivaliser avec l'aveuglante splendeur, cette longue réverbération du soleil sur les flots veut seulement et surtout nous ramener aux anciens jours grandioses de nos rêves enivrés d'Homère et d'Hésiode et réveiller en nous les charmes silencieux d'une « vie antérieure », qui redeviendra, tôt ou tard, la vie future de la pensée française et la revanche définitive d'un idéal de beauté latine où nous avouons déposer toujours les vœux les plus secrets de notre incurable espérance.

RAYMOND BOUYER.

(1) Extrait des *Théories*, cité dans *La Couleur*. (LAURENS, 1918.)

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur : CH. MOUREU, publie : *Chimie et Industrie* Séance d'inauguration des travaux de la Société de Chimie industrielle; des *Notes et Actualités*; le compte rendu de l'*Académie des Sciences, etc.*

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les Auteurs tous les Samedis de 15 à 17 heures.

N° 11 — 56e ANNÉE — 1er-8 JUIN 1918

L'EFFORT NAVAL BRITANNIQUE (1)

A l'appel qu'au nom de la France M. le Président de la République adressait, le 31 juillet 1914, à S. M. George V pour lui signaler de quelle importance décisive il était, à cette minute, que le Gouvernement britannique ne différât point sa décision, le Roi d'Angleterre, scrupuleux observateur des règles constitutionnelles, répondait que la rapidité avec laquelle les événements changeaient d'heure en heure rendait difficile aucune prévision.

L'opinion anglaise, en effet, était à mille lieues de la guerre. Non seulement, comme la nôtre, elle voulait la paix ; mais, moins avertie que la nôtre qu'avaient mise en défiance les provocations réitérées de Tanger, de Casablanca et d'Agadir, on ne se trompera pas en affirmant que, dans son immense majorité, elle n'avait même pas envisagé que la paix pût être troublée.

Il fallait bien peu la connaître, il fallait avoir une ignorance ou un mépris aussi caractérisés de la psychologie des particuliers et des nations que les Allemands pour en déduire que rien, pas même le sentiment de l'honneur, ne l'arracherait à sa quiétude.

« Pour l'Anglais, a dit un des écrivains qui le « connaissent le mieux, M. André Chevrillon, la « conscience est ce qu'il y a de plus personnel et « de sacré ; c'est le dernier réduit où un homme « se retranche, et la pire dégradation, c'est de la « livrer. Or, cette conscience, d'origine religieuse « et puritaine, se fonde sur une distinction du « bien et du mal, *right and wrong*, qui vaut pour « tous les temps et pour tous les hommes ; et son « idée du devoir, elle l'appuie, elle la confond à « son idée de l'éternel et de l'absolu. C'est cette « conscience, et seulement elle, qui a décidé la « masse encore hésitante du peuple anglais, à la « nouvelle de la violation de la neutralité de la « Belgique, à entrer dans la guerre. Il s'agissait « d'un devoir, d'un engagement solennel et natio- « nal... »

Oui, le jour où il apprit la félonie allemande, la décision, jusqu'alors en suspens, s'imposa à l'unanimité de l'Empire avec la spontanéité d'un acte instinctif.

Avant même que ne jaillit du plus profond de la conscience anglaise cette résolution, le Cabinet britannique, trop exactement informé pour ne pas partager, en son for intérieur, les angoisses de notre Gouvernement, avait arrêté de prendre une mesure bien faite pour donner à réfléchir aux Empires Centraux, s'ils eussent été capables encore de réflexion.

Le 2 août 1914, l'Ambassadeur d'Angleterre à Paris, l'ami de longue date de notre pays, Lord Bertie of Thame — auquel il nous sera permis d'adresser un affectueux souvenir, en même temps que nous souhaitons à son éminent successeur, Lord Derby, la plus cordiale bienvenue — Lord Bertie recevait du ministre des Affaires Etrangères anglais, Sir Edward Grey, cette dépêche :

« Après le Conseil de Cabinet de ce matin, j'ai « remis à M. Cambon la note suivante :

« Je suis autorisé à donner l'assurance que si

(1) Conférence faite à la Sorbonne le 24 mai 1918.

« la flotte allemande pénètre dans le Pas-de-Ca « lais ou dans la Mer du Nord pour entrepren « dre des hostilités contre les côtes ou les ba « teaux français, la flotte anglaise donnera toute « la protection en son pouvoir... »

Toute la protection en son pouvoir : l'Allemagne allait bientôt mesurer ce qui se cachait sous ces termes si simples et si discrets.

Sans doute, elle avait réalisé un effort gigantesque ; en quelques années elle avait dépensé, pour se constituer une marine, plus de sept milliards et demi. Pour gigantesque que fût l'effort, il n'avait pas réussi à l'amener au niveau du peuple dont elle rêvait de détruire la puissance navale.

Si l'Allemagne avait 16 dreadnoughts, la Grande-Bretagne en comptait 20 ; aux 20 antidreadnoughts allemands, nos Alliés en pouvaient opposer 41 : 220 destroyers à 130 ; 47 croiseurs à 9 ; tout était à l'avenant.

Je ne parle que du matériel. Que dire des équipages qui devaient le mettre en œuvre.

A force d'argent, grâce à une organisation et à un esprit de méthode — dont nous n'avons que trop éprouvé les effets — on peut improviser une flotte. On n'improvise pas une race : rien ne peut suppléer au temps, à la tradition, à l'hérédité qui ont formé, à travers les siècles, cette incomparable population maritime, orgueil et rempart de la Grande-Bretagne.

Pour compenser son infériorité, l'absence de scrupules, le mépris des lois internationales, la terreur érigée en moyen ne devaient même pas suffire à l'Allemagne.

« A partir du 18 février 1915, proclamait le « Gouvernement Impérial allemand, tout navire « ennemi se trouvant dans la zône militaire sera « détruit, sans qu'il soit toujours possible de pré- « venir l'équipage ou les passagers du danger qui « les menace. »

Quelques semaines plus tard, la nouvelle du torpillage du *Lusitania* apportait un commentaire significatif aux déclarations allemandes et la démonstration que ce n'était pas seulement l'ennemi, les combattants, mais les neutres comme les belligérants, les enfants et les femmes comme les soldats que visait la sauvagerie de la guerre sous-marine.

Ce serait d'ailleurs connaître bien mal nos ennemis que de supposer qu'ils fussent capables d'un sentiment humain devant les atroces conséquences de leur résolution. Je ne connais pas, pour ma part, de monument qui illustre, d'une manière plus saisissante, la barbarie teutonne que la médaille macabre frappée en Allemagne en l'honneur du torpillage du *Lusitania* et sur la face de laquelle se voit la Mort se penchant au guichet pour délivrer les billets de passage.

Lorsqu'on commet de tels crimes, au moins faut-il que le succès les couvre s'il ne saurait prétendre à les justifier.

On se rappelle de quelles promesses à ses peuples le Gouvernement allemand accompagna le défi jeté à l'humanité par la proclamation de la guerre sous-marine. C'était la victoire assurée à l'Allemagne ; l'Angleterre réduite à merci dans les six mois. Mais où sont les fanfaronnades d'antan ?

A coup sûr, la tâche des Alliés, de la marine britannique en particulier, en face de cet ennemi invisible était bien faite pour ébranler les cœurs les plus intrépides. Que de vies humaines exposées sur l'immense étendue des mers, à tout heure de nuit comme de jour ! Quelle surveillance à exercer ! Que de précautions à prendre ! Que de procédés à imaginer !

Voyons pourtant les résultats. Un chiffre en donnera une idée. En septembre 1917, le nombre des départs et des arrivées de tous les navires de 1.600 tonnes et au-dessus était plus élevé de 30 p. 100 qu'au mois d'avril précédent.

Des restrictions résolument imposées et courageusement acceptées avaient écarté le spectre de la famine surgi des imaginations ennemies.

L'Angleterre ne s'est pas contentée de briser la menace allemande. Afin de pourvoir à ses besoins sans cesse augmentés elle a accru, dans des proportions considérables, ses forces navales.

En 1914, la marine britannique comptait 146.000 hommes ; en 1916, 350.000 ; au début de cette année, 450.000.

Au commencement de la guerre, nos amis Anglais disposaient de 150 petits bateaux à employer aux patrouilles : ils en comptaient en octobre dernier, 3.300.

Par ailleurs, l'effectif de leur marine marchande, en dépit des pertes de la guerre sous-marine, n'était pas sensiblement réduit.

Il comprenait, en juillet 1914, 3.890 bâtiments au-dessus de 1.600 tonneaux, d'une capacité totale de 16.850.000 tonneaux. Le 31 mars 1917, leur nombre s'élevait encore à 3.500 unités, d'une capacité totale de 16.500.000 tonneaux.

Aussi la marine britannique a-t-elle su faire face, avec une vigueur et un succès merveilleux, à toutes ses obligations, et quelles obligations !

Conserver toutes les lignes de communications par les mers à l'arrière du front des armées alliées ; assurer un blocus aussi étroit que possible,

ce qui comprend la capture en haute mer des vaisseaux marchands ennemis : participer aux opérations combinées navales et militaires ; combattre, enfin, partout où le combat serait possible, soit la grande flotte allemande, soit ses escadres de second ordre, soit ses corsaires.

La Ligue Maritime française, que j'ai l'honneur de présider, est fière d'être appelée en ce jour, devant M. le Président de la République et M. le Ministre de la Marine, sous les auspices de l'homme d'Etat et du lettré qui a su, depuis quatre ans, se faire en toute circonstance l'interprète éloquent de nos espoirs, de nos fiertés et de nos deuils, à s'associer à l'hommage solennel rendu par la France à la Grande-Bretagne.

Au nom de la Ligue Maritime, mon éminent Collègue, M. Lacour-Gayet, vous retracera, dans un instant, les luttes soutenues par la marine de guerre anglaise.

Sa marine marchande n'a pas rendu des services moins dignes d'admiration. Dragueurs de mines, bateaux-patrouilleurs, bâtiments-convoyeurs, flotte de blocus : elle a tout fourni et Lord Curzon pouvait résumer en ces termes exacts le rôle joué par elle : « Elle a été la messagère, la pourvoyeuse et « la nourricière de nos Alliés ».

Aussi l'on chercherait en vain, sur la surface du moins de l'Océan, les bateaux de l'Allemagne : sa grande flotte marchande dort dans ses ports. Les ports mêmes — Ostende et Zeebrugge l'attestent — ne sont pas à l'abri des coups de l'audace et de la vaillance britanniques.

Grâce, pour la plus grande part, à la marine de nos Alliés, la maîtrise de la mer a été assurée à l'Entente.

La flotte de la Grande-Bretagne a rempli, dans toute son étendue, le rôle que le 15 février 1915, à la veille de la proclamation par l'Allemagne de la guerre sous-marine, le Premier anglais définissait en ces termes :

« Nous avons à maintenir et à préserver contre « toutes les causes possibles d'affaiblissement, sur « une étendue immense et presque incommensu- « rable, la flotte ou la combinaison de flottes la « plus puissante et à la fois la plus diverse qui « ait jamais sillonné l'Océan. La tâche de la ma- « rine au cours de cette guerre a été dans une très « large mesure silencieuse, peu apparente et fort « discrète... Notre marine a rempli, remplit en ce « moment et continuera à remplir, avec une effica « cité et un succès sans précédent, quatre fonc- « tions principales, suprêmes, qui lui sont dévo- « lues. Quelles sont donc ces fonctions ?

« En premier lieu, la défense de notre littoral « contre la possibilité d'une invasion.

« Ensuite la neutralisation complète — car c'est « cela en réalité — de la puissance agressive de la « flotte ennemie.

« Troisièmement l'affranchissement des océans « du danger qui, au début de la guerre, mena- « çait de la façon la plus sérieuse et la plus grave « la libre importation des marchandises nécessai- « res aussi bien pour nous que pour nos Alliés.

« Et enfin, par une vigilance constante, l'arrêt « complet des approvisionnements et du commerce « de l'ennemi, ce qui est un des éléments les plus « importants du succès final de la guerre ».

Que la Grande-Bretagne ait rempli cette tâche dans toute son étendue, le rapport publié par le Cabinet de Guerre britannique sur les résultats de l'année dernière en apportait la preuve :

Elle a prêté près d'un million de tonnes à la France, un demi-million à l'Italie, nombre d'autres au Portugal et à la Grèce.

Elle emploie dans les travaux maritimes et la marine plus d'un million d'hommes.

Elle a assuré aux Alliés le contrôle absolu des routes maritimes, une supériorité navale telle qu'on est trop souvent tenté de l'oublier.

Par elle, la tentative allemande de gagner la guerre par la destruction de la marine marchande mondiale a échoué.

Pour obtenir ce résultat, l'Angleterre a jeté un réseau de navires sur sept à huit mille kilomètres de long : d'Arckangel, en Russie, à Alexandrie, en Egypte, en effleurant au passage les côtes de la Norvège, des îles Britanniques, de l'Allemagne, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce. De cette ligne mère des embranchements ont jailli sur l'Afrique, sur l'Amérique, sur les Indes. Imaginez ce réseau anéanti ou paralysé : c'est, comme s'en flattait l'Allemagne, la fin de l'Entente.

A quel prix nos Alliés ont-ils obtenu un résultat si magnifique et si nécessaire ? Que de travaux, que de souffrances il représente !

« En pleine mer, travaillant sur le pont tout au « moins vingt heures, mouillés jusqu'aux os, et « puis en bas deux heures de sommeil : ensuite « de retour sur le pont pour vingt heures et ainsi « de suite pendant un mois par tous les vents, par « la pluie, la grêle et la neige, entourés de mines « et de sous-marins, nous y passons tous... »

Ce tableau de la vie d'un pêcheur est celui de l'existence des centaines de milliers d'hommes qui, sous le drapeau britannique, luttent obscurément, depuis près de quatre ans, pour assurer contre de sauvages ennemis le triomphe de la civilisation.

Le 27 juin 1917, S. M. le Roi Georges V adressait aux officiers et matelots de la Grande Flotte les paroles suivantes :

« ...Je vous remercie de votre patiente endu-
« rance, grâce à laquelle la marine britannique est
« toujours prête à rehausser l'éclat de ses glo-
« rieuses traditions, et qui nous assure, à nous et
« à nos Alliés, les grandes routes maritimes du
« monde ».

La France s'unit de toute son âme à ces paroles du Roi d'Angleterre et en ce jour où, sur toute la surface du Globe, les membres de l'Empire britannique célèbrent leur fête nationale, nous nous honorons de rendre un public hommage à la merveilleuse bravoure, à l'inlassable ténacité, aux vertus militaires et civiques de la marine britannique.

Honneur à S. M. George V !

Gloire à nos Amis britanniques !

A. MILLERAND.

TROIS ACTIONS DE GUERRE DE LA MARINE BRITANNIQUE

Les Falkland, le Jutland, Zeebrugge-Ostende

Monsieur le Président de la République,
Monsieur l'Ambassadeur de Grande-Bretagne,
Mesdames, Messieurs,

Le Sea Power.

« A quoi donc sert cette marine britannique, cette marine que nous savons être la première du monde, mais qui demeure invisible et silencieuse ? » Nous avons plus d'une fois entendu cette question un peu naïve : elle vient d'esprits impatients, qui voudraient peut-être deux communiqués par jour sur la guerre d'escadre. Ces esprits impatients sont aussi peut-être des esprits oublieux ; ils n'ont point l'air de se rappeler qu'à l'époque plus que centenaire où la France de Napoléon et l'Angleterre de Nelson engagèrent leur duel, il y eut en tout deux grandes batailles navales, à sept ans de distance : l'une, aux embouchures du Nil, à Aboukir, le 1er août 1798 ; l'autre, sur les côtes d'Espagne, en vue de Trafalgar, le 21 octobre 1805. Ils négligent peut-être encore de remarquer que dix années furent nécessaires pour que la journée de Trafalgar eût enfanté toutes ses conséquences.

Après Aboukir, Napoléon avait senti le sol de l'Egypte trembler sous ses pas. Après Trafalgar, il avait deviné qu'il était emprisonné sur le continent européen. Pendant dix ans, de tous les côtés, il avait cherché des portes de sortie, à Amsterdam, à Madrid, à Lisbonne, à Rome, à Vienne, à Berlin, à Moscou ; partout il s'était heurté aux parois de sa prison. Et le jour où la vérité lui apparut, comme elle le fait avec sa force implacable après nos erreurs, après nos fautes, les lèvres qui avaient dicté tant de bulletins de victoire n'eurent plus qu'une parole : « Si j'avais été maître de la mer ! » Quel exemple, Messieurs, que celui du plus grand capitaine de l'histoire avouant ainsi la cause de sa défaite ! Quel exemple, quelle leçon, quel présage pour le mégalomane de Berlin, pour ses seconds « complices » de sa folie criminelle, qui, comme lui, seront un jour durement châtiés !

Ce que signifie la maîtrise des mers depuis tantôt quatre ans, la maîtrise de la Méditerranée où les flottes alliées de France, d'Italie, d'Angleterre, de Japon même, fraternisent de la manière la plus intime, la maîtrise de la mer du Nord où nos alliés de la Grande-Bretagne font la police, la maîtrise des Océans où les Anglais se rencontrent avec les Américains et les Japonais, — car le génie de la civilisation que les Alliés représentent veut qu'ils soient maîtres des mers les plus lointaines, — ce que signifie en un mot, à l'heure présente, la « puissance sur mer », chère à Richelieu, dont la statue écoute nos paroles, on vient de vous le dire avec autant de force que d'éloquence.

Prenons à présent trois séries de faits qui nous montreront la marine britannique en pleine action. Pour se battre, il faut être au moins deux ; que les censeurs de nos marines de guerre veuillent bien se le rappeler. Ce n'est pas la faute aux Anglais si les Allemands, semblables au lièvre classique, « préfèrent attendre » ; cet animal a ses raisons : quand il a voulu sortir de son gîte, mal lui en a pris ; son gîte même à l'heure présente est vraiment peu *comfortable*, depuis que le chasseur d'outre-Manche est allé voir ce qui se passe sur les côtes de Flandre.

Allons donc, avec nos amis de la Grande-Bretagne, jusqu'aux îles Falkland ; revenons avec eux dans les eaux du Jutland ; faisons enfin une halte à Zeebrugge et à Ostende. Ces trois exemples, chacun typique dans son genre, nous montreront ce que vaut, ce que peut, ce que promet la marine de guerre d'un grand peuple, conduite par de grands hommes de mer.

Aux Iles Falkland.

Du jour au lendemain, depuis que l'Angleterre, respectueuse de sa signature et vengeresse du droit, a résolu de faire la guerre pour un « chiffon de papier », une tâche effrayante s'est

imposée à l'attention de ses amiraux. Dès la première heure, il a fallu être prêt à la bataille, à la grande bataille. Car il n'en fallait pas douter : la *Hochseeflotte*, dont les Guillaume et les Tirpitz étaient si fiers, allait sortir sûrement de Kiel et de Heligoland ; elle allait voguer vers les côtes de la Grande-Bretagne pour conquérir la maîtrise de la mer et ouvrir les voies à un débarquement. La parole du maître avait été assez souvent répétée et commentée : Notre avenir est sur mer. Quelle plus belle occasion de montrer aux peuples allemands qu'il y avait là non pas une expression oratoire, mais une réalité vivante !

L'amiralissime sir John Jellicoe avait sous la main les forces formidables, lévriers de mer et molosses prêts à bondir et à mordre. De son poste de vigie, dans les eaux des Orcades, il surveillait et il commandait l'horizon ; ses flottilles de patrouilleurs et de croiseurs exploraient en tous sens la Manche et la mer du Nord ; elles saisissaient les navires ennemis ou suspects ; en quelques jours, silencieusement, elles avaient pris d'excellentes mesures de police et de salubrité maritimes.

Dès les premiers jours, une opération fut conduite à merveille, en partie avec le concours de notre deuxième escadre légère ; je parle du passage en France du corps expéditionnaire, de la « misérable petite armée », comme disaient dans leur folie orgueilleuse les Goliath de la Sprée. Ce qu'était l'armée de nos alliés, le David britannique le montra à Condé et à Mons, du 22 au 24 août, à Landrecies et à Cambrai le 25 et le 26, enfin dans la région du Grand-Morin et de la Marne, vers Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre, pendant ces journées du 6 au 10 septembre qui resteront l'honneur éternel de Joffre et de French ; car c'est là que le sort de la guerre a été décidé, c'est alors que le monde a été assuré de voir triompher le droit, l'honneur, la liberté. Et pour ces biens, la vie, quelque sombre et quelque douloureuse qu'elle puisse être à certaines heures de la guerre, la vie vaudra toujours la peine d'être vécue.

En dehors de la mer du Nord et de la Manche, il y avait à détruire sur toutes les mers du monde les croiseurs ennemis, pour permettre à l'abri de tout danger les colonies de l'Empire et les routes du commerce maritime. Quoi d'étonnant si, dans ce champ immense, comprenant toute la surface d'eau du globe, la marine britannique ait fait un jour une fâcheuse rencontre, qui lui coûta cher ?

A la fin d'octobre 1914, l'amiral Craddock surveillait les côtes du Chili, avec une escadre de trois cuirassés, d'un type déjà ancien, le *Good Hope*, le *Monmouth*, le *Glasgow*. Le 1er novembre, par le travers de Coronel, il découvrit au nord l'escadre allemande de von Spee ; elle était supérieure en nombre et en qualité ; car elle comptait cinq croiseurs de date toute récente, dont deux, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, avaient un armement formidable. Craddock n'hésita point ; il engagea la bataille dans les conditions les plus mauvaises de position et de vent, par un très gros temps qui le faisait beaucoup souffrir. Au bout d'une heure et demie environ, le *Good Hope*, le *Monmouth* étaient incendiés, éventrés, hors de combat ; ils coulaient avec leurs seize cents combattants. Seul, le *Glasgow* avait pu échapper au tir de l'artillerie allemande.

Cinq semaines plus tard, les mânes des glorieux morts de Coronel étaient apaisées ; l'Angleterre tirait de l'Allemagne une éclatante vengeance.

Le vice-amiral sir Frederick Sturdee avait été envoyé à la recherche de l'escadre de von Spee ; l'amirauté lui avait donné une belle escadre, forte de sept unités, parmi lesquelles deux croiseurs de bataille, l'*Invincible* et l'*Inflexible*. Ces deux vaisseaux de premier ordre constituent ces admirables et terribles machines dans les flancs desquelles le génie des constructeurs a réuni tous les instruments qui permettent de prolonger la bataille jusqu'à la dernière gargousse, celle qui parfois décide de la victoire. « L'homme y a entassé, disait Ruskin il y a déjà longtemps, autant de patience, de sens, de prévoyance, de philosophie expérimentale, d'empire sur soi-même, d'ordre, d'obéissance, de travail soigné, de mépris des éléments déchaînés, de courage insouciant, de patriotisme soucieux, de calme soumission au jugement de Dieu, que pouvait bien en renfermer un espace long de trois cents pieds et large de quatre vingts. »

Le 7 décembre (1914), Sturdee atteignit Port-Stanley, le principal mouillage des îles Falkland, à 550 kilomètres environ à l'est du détroit de Magellan. Il était en train d'y charbonner, quand vingt-quatre heures plus tard, le 8 décembre, les cinq croiseurs de von Spee se présentèrent à l'entrée de la baie ; ils ne se doutaient pas du danger qui les y attendait. A peine l'eurent-ils aperçu qu'ils ne songèrent qu'à assurer leur salut par la fuite ; leur chance unique était dans leur grande rapidité.

Posément, bien en ordre, avec cette mâle assurance qui est la première condition de la victoire, les vaisseaux anglais sortirent de la rade pour gagner la haute mer. Quand Sturdee fit le signal de la poursuite, vingt kilomètres environ le séparaient de l'ennemi. Lorsque le chasseur a lancé

un cerf dans de bonnes conditions, il peut prévoir, à quelques minutes près, le moment où la bête sera à bout de souffle, où les piqueurs sonneront l'hallali : ce n'est qu'une question de temps : à l'avance, il jouit de sa victoire. Ce fut comme le sentiment de Sturdee : il connaissait la puissance de ses machines, la portée de ses canons, la valeur de ses états-majors et de ses équipages. L'Allemand pouvait s'enfuir : ses heures étaient comptées.

Les Anglais gagnaient peu à peu sur l'ennemi : quand ils furent à 15.000 mètres, ils ouvrirent le feu. Von Spee ne songeait qu'à dépister le chasseur attaché à sa poursuite : il crut y réussir en dispersant ses unités. Trois croiseurs, le *Dresden*, le *Nürnberg*, le *Leipzig*, se portèrent brusquement dans la direction du Sud : le *Gneisenau* et le *Scharnhorst* inclinèrent vers le Sud-Est. Rien n'y fit. Le ciel était très pur, la mer calme, la brise légère : les Anglais ne perdirent pas un instant de vue ces cinq cibles qui s'enfuyaient à toute vitesse.

Sturdee se chargea lui-même du *Gneisenau* et du *Scharnhorst*, en les poursuivant avec l'*Invincible* l'*Inflexible*, le *Carnavon* : sur les trois autres, il lâcha le *Kent*, le *Glasgow*, le *Cornwall*. Le premier atteint fut le *Scharnhorst* : les obus de l'*Inflexible*, des obus de 300 millimètres chargés de lyddite, faisaient dans ses flancs d'affreuses blessures : par ses sabords béants, on apercevait des flammes d'enfer. Ce cadavre qui continuait à fuir dans un nuage de feu, on eût dit une vision dantesque. A quatre heures un quart, il s'abîmait dans les flots. Le *Gneisenau* avait pris un peu de champ ; mais l'*Invincible*, qui portait le pavillon de Sturdee, ne le lâchait pas. A six heures, le *Gneisenau* sombrait à son tour. Il disparut au milieu d'une pluie d'obus qui faisaient jaillir autour de lui des trombes d'eau de plus de soixante mètres de hauteur.

Sur l'autre théâtre de la bataille, la chasse continuait avec une âpreté sauvage. Ecoutons le commandant du *Kent* : « Le *Nürnberg*, dit-il, avait plus de vitesse que le *Kent* : mais je fis appel aux mécaniciens et aux chauffeurs, je les suppliai de faire tout leur possible afin de le rattraper, et leur réponse fut magnifique. Le *Kent* alla de plus en plus vite, jusqu'à ce qu'il atteignit vingt-cinq nœuds, plus d'un nœud de plus qu'il n'en avait jamais fait jusque-là. L'ennemi était de plus en plus proche et finit par rentrer dans la portée de nos canons. Alors les obus du *Kent* se mirent à pleuvoir autour de lui : il fut frappé plusieurs fois et finit par prendre feu. » A sept heures et demie le *Nürnberg* avait coulé. A neuf heures un quart, le *Leipzig*, chassé et canonné sans relâche par le *Glasgow*, disparaissait à son tour. Seul, le *Dresden* avait pu échapper à la mort, avec l'*Eitel-Fric drich*, paquebot armé en guerre.

Eitel-Fredrich : la singulière idée qu'a eue Guillaume II de donner à l'un de ses fils le nom même d'Attila, le fléau de Dieu ! Ou plutôt, combien cette idée est en harmonie avec la mentalité de l'homme qui fait revivre au vingtième siècle la barbarie et le brigandage du chef des Huns ! *Attila-Frédéric* n'eut pas une longue carrière : il en était réduit, au mois de mars 1915, à chercher un refuge dans un port des Etats-Unis : c'était le suicide sous la forme de l'internement. Pour le *Dresden*, il soutint encore le 14 mars, dans les eaux de l'île Juan Fernandez, contre le *Kent* et le *Glasgow* un combat de cinq minutes en tout ; après quoi, il amena son pavillon.

De la formidable escadre de von Spee il ne restait plus une seule unité. Vaincre, c'est détruire. La formule napoléonienne venait de recevoir, en l'espace de quatre mois, une excellente application de la part du vice-amiral sir Frederick Sturdee et de ses commandants.

Sur la mer du Nord.

Sur la mer du Nord, en face l'une de l'autre, se dressaient il y a quatre ans deux grandes puissances navales.

L'une a derrière elle un passé de gloire plus de trois fois séculaire. Depuis le règne d'Elisabeth qui vit la ruine de l'Invincible Armada, depuis le protectorat de Cromwell qui fonda l'impérialisme britannique, depuis Nelson qui, à Aboukir et à Trafalgar, a frappé à mort le plus grand génie guerrier de l'histoire, l'Angleterre, justement fière de ses populations maritimes, de son corps d'amirauté et de ses états-majors navals sans rivaux dans le monde, exerce l'empire des mers.

Avec des ministres comme Richelieu et Colbert, avec des marins comme Duquesne et Suffren, la France l'a obligée à plusieurs reprises à compter avec elle : elle lui a disputé la première place. Des luttes terribles se sont engagées entre nos deux marines, mais luttes à armes courtoises, luttes entre *gentlemen*, dont le résultat ne laisse dans les deux camps qu'un sentiment de mutuelle estime, que le désir de se tendre loyalement la main une fois que la querelle a été vidée.

Un grand roi, que la France et Paris aimaient d'un amour particulier, Edouard VII, a tout fait pour effacer les dernières traces de mésintelligence entre deux pays qui ont tout pour s'entendre. Le mort illustre qui repose dans les caveaux

de Windsor se réjouit en ce moment de voir comment les pavillons de Grande-Bretagne et de France claquent au même vent de victoire, étroitement unis l'un à l'autre, unis jusqu'au bout pour le triomphe de la cause commune. La France d'aujourd'hui aime à entendre le vieux refrain national de ses alliés d'outre Manche, le refrain qu'aux heures solennelles les marins de Jellicoe et de Beatty entonnent avec tant d'orgueilleuse ferveur: *Rule, Britannia*, « Regne, Britannia : Britannia, règne sur les mers. »

De l'autre côté de la mer du Nord, dans la baie de Jade et à Heligoland, ou encore à Kiel sur la Baltique, depuis vingt-cinq ans à peine une marine militaire était née. C'était une marine-champignon, poussée presque en quelques heures. Hier, elle n'existait pas. Aujourd'hui elle était arrivée — par le nombre s'entend — au second rang : elle avait laissé la France derrière elle et elle aspirait à déposséder — toujours par le nombre — la marine britannique de sa première place.

Le sinistre comédien, qui mène en ce moment à grandes guides sa dynastie et son pays à leur ruine commune, a revêtu bien des costumes. On l'a vu en Palestine avec le manteau du pèlerin, quand il était le meilleur ami d'Abdul-Hamid, bien fait pour le comprendre : le boucher des Arméniens pouvait tendre sa main sanglante au futur boucher des Belges, des Français du nord, des Serbes, des Polonais, des Roumains : son flair de bourreau avait devine dans le Hohenzollern de Berlin un Grand « Seigneur » de son acabit.

On a vu Guillaume II, portant son long manteau, son casque à pointe, sa fameuse épée aiguisée et ses éperons de matamore. Tel il se faisait voir aux parades de Potsdam par les Allemands dont les yeux se pâmaient d'admiration derrière leurs lunettes d'or. Tel on le vit encore, au mois de septembre 1914, quand il se tenait prêt à monter en selle, pour faire, avec ses cuirassiers blancs, son entrée triomphale à Nancy. Mais le triste sire, découronné dès ce jour là, avait compte sans le Grand Couronné, sans notre Castelnau et notre Dubail.

Mais où il était le plus magnifique à voir, le Fregoli impérial, le plus content de sa personne impériale et royale, le plus fier de ses moustaches qui pointaient vers l'Olympe, c'est quand il portait la tenue sévère et la casquette à galons d'or de l'amiral en chef ; à bord de son yacht *Hohenzollern*, il donnait des audiences, il prononçait des prêches, il signait des décrets, il dirigeait la manœuvre. Chaque année il avait imaginé d'aller faire une croisière dans les fjords. Au mois de janvier 1916, nous nous trouvions en Norvège, et dans ce pays où la France s'enorgueillit d'avoir tant d'amis, on nous a raconté maintes histoires sur Guillaume II marin et amiral, qui avaient été la joie des Norvégiens : car la race des Vikings, qui a semé ses enfants en Normandie et en Angleterre, s'entend depuis longtemps aux choses de la mer. Son sens pratique eut bientôt fait de voir ce qu'il y avait de *comédiante* dans cet amiral qui avait toujours *Gott mit uns* à la bouche ; elle ne lui fit jamais l'honneur de le prendre au sérieux. Mais lui, debout sur la passerelle, sondant de sa lorgnette les quatre coins de l'horizon, il avait lancé *Urbi et Orbi*, comme le souverain pontife des océans, la parole magique : « Notre avenir est sur les eaux ». Et toute l'Allemagne, jusqu'aux cantons les plus reculés de la Thuringe et de la Souabe, toute l'Allemagne, militarisée, caporalisée, matelotisée, avait admiré et répété de confiance : « Notre avenir est sur les eaux ». Pauvres gens, sinistre empereur, connaissez-vous la traduction française de votre langage emphatique, colossal, grotesque ? Les paroles de Guillaume signifient : « Notre avenir est dans le lac ». Depuis le mois d'août 1914, la marine britannique a maintes fois démontré, notamment sur la mer du Nord, que cette traduction était là bonne.

La mer du Nord est, sans contredit, le théâtre le plus important de la guerre navale ; elle est comme le centre nerveux du vaste organisme maritime qui enserre l'Europe et tous les continents. Par la mer du Nord, en effet, la marine allemande, marine de guerre ou marine de commerce, pourrait se répandre sur les océans, soit par la large porte qui s'ouvre entre les Orcades et Bergen, soit par l'étroit goulet qui sépare Calais et Douvres. Aussi, l'on peut dire que tout l'enjeu de la guerre navale est dans cette mer très dure, couverte de brumes, féconde en tempêtes. Les Anglais en ont la maîtrise : c'est une des raisons pour lesquelles les Alliés sont assurés, absolument assurés, d'être vainqueurs.

Sur la mer du Nord, chaque jour, à chaque heure, par tous les temps, dans des conditions plus pénibles peut-être encore que la vie des tranchées, depuis quarante-six mois, des hommes guettent et patrouillent. Quarante-six mois de veille, de souffrances, d'une tension à faire éclater les muscles et le cerveau : et, dans ces quarante-six mois, deux ou trois grands événements à peine que l'histoire recueillera, alors qu'elle laissera dans l'oubli la lutte obscure et tenace des jours et des nuits, où la marine britannique dépense, sans compter, tant de vigilance et tant d'héroïsme. La marine britannique est comme la nôtre : c'est la grande muette, *the silent Navy*. Ce-

pendant, chaque fois qu'elle parle, son langage est très clair, d'une éloquence convaincante et qui ne présage pas moins la victoire que les exploits de nos poilus.

Tout de suite, dès l'ouverture des hostilités, le gros de l'escadre anglaise, sous le commandement de sir John Jellicoe, avait pris son poste d'observation dans les eaux des Orcades. L'amiralissime dirigeait à distance le blocus auquel l'Allemagne se condamnait d'elle-même ; car dès la première heure, elle refusa le combat et elle se retrancha derrière ses champs de mines. Eh quoi ? la flotte de haute mer, qui devait tout détruire, s'était terrée : que devenaient donc les rodomontades du grand chef d'orchestre qui avait battu si souvent la mesure à bord du *Hohenzollern ?* Il était sans doute de ces gens prudents qui estiment qu'un chien vivant vaut mieux qu'un lion mort.

En avant de la grande escadre de Jellicoe, je ne sais combien de patrouilles de la marine britannique montaient la garde et montraient les dents. Dans ce poste d'avant-garde l'amiral sir David Beatty allait prouver qu'il appartient à la lignée des grands hommes de mer.

Beatty est un jeune, ce qui n'est jamais un mal, surtout en matière de guerre navale, où l'esprit de décision, la rapidité de l'offensive, l'audace sont parmi les qualités essentielles du chef. Né en 1871, il a aujourd'hui à peine quarante-sept ans, l'âge même de Nelson à Trafalgar, quatre ans de moins que Suffren quand notre grand marin commença sa campagne des Indes. Contre-amiral au début de la guerre, il devint bientôt vice-amiral ; aujourd'hui, depuis que Jellicoe est devenu premier lord de l'Amirauté, il commande en chef les forces maritimes de la Grande-Bretagne dans les mers du Nord. Il a sous ses ordres beaucoup d'amiraux plus anciens d'âge ou de grade ; tous sont fiers de servir sous les ordres d'un chef que l'on sait exigeant, mais qui inspire à tous une confiance absolue. « J'aime mieux, disait Talleyrand, un troupeau de cent moutons conduits par un lion qu'un troupeau de cent lions conduits par un mouton. » Mais quand les cent lions sont conduits par un lion, que ne doit-on pas attendre ? Justement, le *Lion* était le croiseur de bataille, qui battait pavillon de l'amiral Beatty.

L'ennemi avait formé une escadre rapide, commandée par l'amiral von Hipper ; il s'en servit pour deux démonstrations, sur les côtes du Norfolk, de l'York et du Durham. Elles produisirent en Angleterre l'effet d'une piqûre de moustique sur le dos d'un éléphant ; mais en Allemagne elles firent gagner de l'argent aux marchands de drapeaux. Le Boche aime à pavoiser : il a souvent pavoisé, paraît-il : pavoisera bien qui pavoisera le dernier.

Le 24 janvier 1915, Beatty infligeait aux Allemands une leçon sévère. Hipper venait de faire sa troisième sortie de Heligoland, avec quatre croiseurs de bataille, des croiseurs légers et des contre-torpilleurs. Il arriva dans les parages du Dogger Bank, le vaste plateau sous-marin qui s'élève entre le Danemark et l'Angleterre ; ce jour-là il n'alla pas plus avant. Beatty avait été mis par ses éclaireurs au courant du départ de l'ennemi ; il se présenta devant lui avec cinq croiseurs, le *Lion*, le *Tiger*, la *Princess Royal*, le *New-Zealand*, l'*Indomitable*, dont trois étaient supérieurs aux Allemands, avec aussi des croiseurs légers et des destroyers.

Les Anglais sont signalés. Aussitôt Hipper vire de bord à toute vitesse, il s'enfuit vers le Sud-Est, vers le port d'Emden, son refuge le plus proche. Les deux escadres, en ligne de file, luttent de vitesse, les Anglais au nord, les Allemands au sud. Les grosses pièces d'artillerie entrent en action. Le *Lion*, excellent marcheur qui file à 28 nœuds, ouvre le feu à une distance de vingt mille mètres ; en neuf minutes son tir est réglé ; le *Blücher* a reçu son premier obus. Le *Blücher* devient aussi la cible de la *Princess Royal ;* tout de suite il est sacrifié, car de minute en minute la supériorité des canonniers anglais va s'accentuant. Au bout de trois quarts d'heure environ de cette course à la mort, Hipper fait une manœuvre habile : il met brusquement le cap vers l'Est-Nord-Est, sur Heligoland ; il signale à ses torpilleurs de se couvrir de fumée. Derrière ce rideau protecteur, il peut reprendre un peu d'espace ; les Anglais doivent refaire le télémétrage : des sous-marins allemands viennent au devant des fuyards : Hipper était sauvé.

Mais à quel prix ! Deux de ses croiseurs de bataille et plusieurs de ses croiseurs légers étaient gravement endommagés ; quant au *Blücher*, accablé par les obus et les torpilles des Anglais, il avait coulé corps et biens. On a pu suivre les phases de son agonie. Le feu s'est mis au centre du *Blücher ;* l'équipage se masse à l'arrière, il chante des hymnes patriotiques, comme nos marins du *Vengeur*. Le cuirassé s'enfonce aux abîmes ; il se retourne complètement sur lui-même ; la quille en l'air, il flotte encore pendant dix minutes ; puis un dernier spasme le secoue d'un bout à l'autre ; un immense remous, et le *Blücher* a disparu.

Scharnhorst, Gneisenau, Blücher : les noms de grands soldats de Frédéric-Guillaume III n'avaient pas porté bonheur à la marine de Guillaume II.

Un des derniers projectiles lancés par les Allemands avait fait de graves avaries dans les machines du *Lion* : mais Beatty put ramener tous ses bâtiments.

La bataille du Dogger Bank est pour la marine britannique une belle application du mot d'ordre de Napoléon à Masséna ; « Activité, activité, vitesse », ou de l'exergue qui se lit sur la médaille de Turenne : *Vis et Celeritas*, formules vraies partout, vraies toujours. Quant à l'habileté des pointeurs anglais, qui, à une distance de cent encablures ou de vingt kilomètres parviennent, en moins de dix minutes, à mettre dans le but, quand ce but est une cible mouvante, des projectiles de 340, elle fait l'éloge de la méthode de pointage que l'amiral Sir Percy Scott avait récemment introduite dans la marine britannique.

*
* *

Le 31 mai 1916, au bout de vingt-deux mois de guerre, la *Hochseeflotte* sortait tout entière ; elle était sous les ordres de l'amiral von Sheer. Elle comprenait une avant-garde de cinq croiseurs de bataille, commandée par l'amiral Lipple ; à une quarantaine de milles en arrière venait l'armée de vingt dreadnoughts, de 18.000 à 20.000 tonnes, et de six cuirassés plus anciens. Le plan de Sheer était de faire engager la bataille contre Beatty par ses croiseurs, puis d'accourir avec sa grosse artillerie et d'accabler les croiseurs anglais. Cela supposait que Jellicoe ne sortirait pas de ses bases : mais Jellicoe était déjà en route pour soutenir Beatty, quand les cuirassés allemands commençaient à peine leur sortie.

Beatty avait augmenté sa division de cinq croiseurs d'une sixième unité, la *Queen-Mary* ; il avait aussi une division de cuirassés à 25 nœuds, commandée par l'amiral Evan-Thomas. Quand à l'armée navale de Jellicoe, elle comprenait sept divisions de dreadnoughts et de superdreadnoughts, avec trois croiseurs de bataille. Parmi ses lieutenants, il y avait le contre-amiral Horace Hood, pavillon sur l'*Invincible*, le contre-amiral Arbuthnot, pavillon sur la *Defence*, qui devaient l'un et l'autre périr avec leurs bâtiments.

La bataille se livra à une centaine de milles de Heligoland, au nord-ouest des récifs Horn, sur les côtes occidentales du Jutland.

Le 31 mai, vers deux heures et demie de l'après-midi, Beatty est informé de l'apparition de fumées du côté du sud ; il fait monter l'hydravion que portait son croiseur léger *Engadine* : l'ennemi est signalé marchant Nord-Nord-Ouest. Beatty n'hésite pas ; il se porte vers le Sud-Sud-Est, mais de manière à se placer entre l'ennemi et ses bases. Manœuvre d'une singulière audace, car il se privait lui-même du concours de Jellicoe arrivant par derrière ; mais manœuvre d'un véritable soldat, car le jeu terrible de la guerre consiste à faire courir à l'ennemi le plus de risques possible. A trois heures et demie, il ouvre le feu à dix-sept kilomètres ; c'est une canonnade en marche parallèle et en ordre inverse, qui dure environ une heure. Beatty avait la supériorité. Mais voici que l'armée navale de Sheer, qui suivait à moins d'une heure de marche, a rejoint les croiseurs de Lipple. La situation peut devenir critique pour Beatty, il risque d'être écrasé par des forces supérieures. Vers quatre heures, il lance le signal : « Suis engagé avec de grandes forces ennemies » ; c'est le cri d'appel de d'Assas : « A moi, Auvergne ! » Jellicoe signale, de son cuirassé *Iron-Duke*, de forcer de vitesse dans la direction du Sud-Est. Mais Beatty pourra-t-il tenir jusqu'à l'arrivée des géants de la marine britannique ?

Beatty est aux prises avec toutes les forces allemandes, croiseurs de Lipple et cuirassés de Sheer ; il soutient un combat épouvantable. Toute l'artillerie allemande s'est concentrée sur le *Lion* ; le vaisseau amiral tient bon cependant. Moins heureux, le croiseur *Queen-Mary*, accablé par une avalanche d'acier, coule en une minute ; puis c'est l'*Indefatigable* qui sombre à son tour, ses tourelles arrachées, sa coque percée comme une écumoire. C'est encore le sort de l'*Invincible*, l'un des vainqueurs des Falkland. Le *Tiger* a contre lui deux cuirassés, six sous-marins, quinze torpilleurs ; ses cheminées sont trouées, ses ponts sont labourés par les obus ; le *Tiger* tire toujours, et le *Lion* tire toujours. Les deux croiseurs font honneur à leurs noms d'animaux féroces ; il se défendent avec rage, jusqu'au bout, tant qu'il reste une gargousse et un homme. Cette vaillance admirable finit par avoir sa récompense. Tout à coup, vers six heures, après deux heures de cette canonnade infernale, les Allemands lâchent la partie. C'est que la première division des grands-cuirassés anglais venait d'entrer en ligne : Jellicoe commençait à donner la main à Beatty.

Alors, quand le *Warspite*, le *Valiant*, le *Barham*, le *Malaya* se mirent à lancer leurs terribles obus de 381, pesant de 1.000 à 1.250 kilos, l'amiral allemand ne songea plus qu'à abandonner la partie ; c'était à son tour d'être écrasé. Ses vaisseaux sautaient dans des explosions formidables, les ponts d'acier éclataient comme des coquilles de noix. Cependant les colonnes de fumée approchaient de plus en plus du côté du nord : à présent, l'armée navale de Jellicoe tout entière est en

action, en plein champ de bataille. Beatty, l'indomptable, a réparé ses avaries, il a remis ses dynamos en marche : il ramène le *Lion* au combat. De leur côté, les destroyers anglais accélèrent l'allure : ils fouchent sur les périscopes. « C'est, dit un marin anglais, comme si nous avions coupé une coquille d'œuf avec un rasoir. » Une nappe d'huile s'étend sur la mer : c'est un tombeau de sous-marin.

La nuit arrive. Von Sheer en profite pour disperser ses divisions vers Wilhelmshaven et Brunsbüttel. Jellicoe, qui a désormais tout son monde sous la main, prend ses dispositions de combat et s'établit au large de Heligoland : ses escadrilles de contre-torpilleurs continuent à battre la mer toute la nuit. Au milieu des ténèbres, percées de temps à autre par les lueurs fulgurantes des projecteurs ou par les flammes d'un vaisseau agonisant, les contre-torpilleurs en mouvement perpétuel étaient « comme des blattes courant sur un plancher ».

Le lendemain matin, 1er juin, aucun vaisseau allemand n'était en vue. A onze heures, l'armée navale britannique se porta vers le nord : elle retraversa le champ de bataille de la veille, tout rempli de coques fumantes et de débris informes. Du côté du Sud-Est, rien, toujours rien. A une heure et demie, à petite vitesse, continuant toujours à sonder l'horizon et toujours prête à revenir sur ses pas, elle reprend la route de l'Angleterre et de l'Écosse. Le 2 juin, elle était rentrée dans ses bases.

L'amirauté anglaise ne rédige pas ses communiqués avec l'esprit que l'état-major allemand apporte à la rédaction des bulletins militaires de terre et de mer. *Vatum mendacio genus*, « Race née pour le mensonge » : ce stigmate d'infamie était vrai, il y a dix-neuf siècles, d'Arminius et de ses compatriotes ; il demeure vrai de Guillaume II et de ses sujets. L'amirauté anglaise, avec sa scrupuleuse loyauté et sa concision qui ne connaît pas la vantardise, fit connaître ses pertes, quinze unités navales, à savoir trois croiseurs de bataille, trois croiseurs cuirassés, neuf destroyers, cinq mille hommes hors de combat, parmi lesquels deux amiraux et trois cent trente et un officiers avaient été tués. Elle publia encore quelques comptes-rendus officiels, d'une extrême concision. Cependant, à Berlin on battait la grosse caisse : Guillaume II, Tirpitz, Hindenbourg et autres chantaient victoire. Ils s'attendaient tellement, malgré leurs fanfaronnades de façade, à voir la majeure partie de leurs vaisseaux au fond de l'eau que de voir qu'il leur en restait encore, cela les faisait respirer bruyamment. Mais la vérité est la vérité. L'armée navale de Sheer avait perdu corps et biens seize unités, à savoir trois cuirassés d'escadre, six croiseurs, six contre-torpilleurs, un sous-marin ; elle comptait cinq unités très gravement avariées, un cuirassé, un croiseur, trois destroyers. Simples bagatelles sans doute que la mise à mal de tant d'instruments de combat.

Mais il n'y a pas à comparer les pertes de Jellicoe et de Sheer ; il n'y a qu'à voir les résultats tactiques. Il est acquis que, le soir du 31 mai, les Allemands se sont empressés, sous la poussée épouvantable de l'artillerie de Jellicoe, de se réfugier dans leurs ports ; il est acquis que, pendant la nuit du 31 mai au 1er juin, les Anglais ont continué à croiser sur place ; il est acquis que, dans la journée du 1er juin, ils ont, à petite vapeur, à en sont ressortis, les jours suivants, quand et comleur aise, regagné leurs bases ; il est acquis qu'ils ment ils l'ont voulu ; il est acquis que l'armée navale allemande, depuis ce 31 mai 1916 où elle a eu affaire à un Beatty et à un Jellicoe, c'est-à-dire depuis deux ans, n'est jamais plus sortie de ses ports et de ses arsenaux. Si cela ne s'appelle pas une victoire anglaise, quelle langue parle-t-on donc à Berlin ? Hurrah pour les marins de George V !

A Zeebrugge et A Ostende.

Le 23 avril dernier, il y a un mois, l'Empire britannique célébrait la fête de Sa Majesté George V, roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes. L'amirauté britannique préparait depuis longtemps, dans le plus grand secret et avec le soin le plus minutieux, une opération très difficile ; il s'agissait d'embouteiller les ports de Zeebrugge et d'Ostende. Elle décida de réaliser l'opération dans la nuit du 22 au 23 avril : le jour de la fête de leur roi, les Anglais apprendraient peut-être un grand succès, et ce serait pour les loyaux sujets de George V une joie de plus. Ces calculs ont été justifiés ; la marine britannique compte un nouvel exploit, qui est certainement une très belle et très grande chose.

L'opération avait été organisée par le vice-amiral sir Roger Keyes, commandant la flotte de Douvres, et avec la participation de contre-torpilleurs français. Monitors pour le bombardement, croiseurs pour l'attaque, bâtiments remplis de ciment pour être coulés, compagnies de débarquement pour détruire les bases d'hydravions, sous-marins chargés d'explosifs, nuages artificiels pour masquer l'attaque, escadrilles de torpilleurs pour surveiller la haute mer : tous les moyens

humainement connus avaient été étudiés, mis au point, combinés en vue de l'embouteillage.

Le 22 23 avril, par une nuit noire, par un temps bouché, comme disent les marins, ces forces se mirent en mouvement dans un ordre parfait. Le résultat ce fut l'obstruction à peu près complète du chenal de Zeebrugge, la destruction radicale de vingt-cinq mètres de la jetée qui prolonge ce port, l'obstruction partielle du port d'Ostende. Nos amis les Anglais ont bien des qualités : ils sont patients, ils sont persévérants, ils ne lâchent pas le morceau. Depuis un mois ils n'ont cessé de travailler à cet embouteillage, dont le plus gros avait été fait lors de la tentative initiale. Leur dernier exploit, parfaitement réussi, a été le coulage du *Vindictive* entre les jetées et en travers de l'entrée du port d'Ostende, dans la nuit du 9 au 10 mai. Le *Vindictive* est ce vieux croiseur qui avait attaqué avec la plus froide bravoure le môle de Zeebrugge le 23 avril. Comment il avait échappé au terrible ouragan de mitraille qui s'était abattu sur ses cheminées, sur son pont, sur ses flancs, c'est une manière de miracle quand on a vu les photographies qui ont été prises de cette carcasse héroïque à sa rentrée dans les eaux anglaises. Alors on l'a préparé pour sa toilette funèbre, pour une mort digne de lui. Il a été rempli de béton et aménagé en bateau embouteilleur. Il repose aujourd'hui à l'entrée d'Ostende. Les sables vont s'accumuler autour de sa coque et achever l'occlusion complète du canal par lequel l'Allemagne lâchait sa vermine de sous-marins. A Zeebrugge et à Ostende, la besogne de nos alliés a été bien faite.

Le Gouvernement de la République a décerné, il y a quelques jours, au vice-amiral Keyes, au contre-amiral Tyrwhitt et à seize officiers de la marine britannique la Croix de guerre avec palme, pour « l'opération très audacieuse, brillamment exécutée par les forces navales britanniques contre les ports ennemis de Zeebrugge et d'Ostende ».

En Angleterre et en Allemagne l'effet moral de cette prouesse navale a été considérable. L'Allemagne se croyait inattaquable dans ses repaires de la côte belge, et la voilà emmurée à présent dans sa propre souricière. Guillaume II est venu en personne constater les dégâts : lui qui est un connaisseur en matière de démolition, il a dû reconnaître que c'était du bon travail. Les Alliés et les Neutres, tous ceux qui sont victimes de la tyrannie homicide des sous-marins, voient que ce péril vient d'être conjuré, détruit même, à l'un des points où il était le plus menaçant. Un embouteillage de cette envergure équivaut à une véritable victoire navale.

C'est pourquoi, parmi tant de raisons de croire à la victoire finale, à la victoire libératrice, à la victoire intégrale *terra marique*, d'y croire avec la confiance la plus imperturbable, avec la conviction la plus raisonnée, nous comptons la « puissance sur mer », le *Sea power*. Les Alliés, la marine britannique en tête, détiennent l'empire de la mer ; il ne leur sera pas ôté. Au pays de Nelson, au pays de Suffren, au pays de Farragut, on sait, d'une certitude absolue, que l'empire de la mer, c'est l'une des conditions essentielles de la victoire. Le trident de Neptune est entre nos mains ; il sera l'une des deux armes vengeresses qui détruiront enfin le cauchemar de la barbarie germanique. Car il faut bien que l'humanité vive, il le faut.

G. Lacour-Gayet,
Membre de l'Institut.

HENRI BERGSON [1]

Invoquer la causalité au sujet des phénomènes psychiques, n'est ce pas supposer toute causalité impliquant répétition, que, dans notre conscience, la même cause peut se représenter et produire des effets identiques ? Or, jamais rien ne se renouvelle dans la conscience, parce que tous ses états sont uniques, donc radicalement différents. Si nous remarquons entre eux des rapports nécessaires, cela tient encore à ce que, après les avoir abstraits de leur milieu naturel, nous les transportons dans un espace idéal qui nous permet de les assimiler aux phénomènes physiques et, par son intermédiaire, de leur appliquer des chiffres entre lesquels existent des rapports d'égalité, et, comme tels, d'une rigoureuse nécessité.

Cette déformation que, d'accord avec les partisans du libre arbitre, les déterministes font subir à la conscience n'est, d'ailleurs, pas sans excuse. La psychologie associationniste, à laquelle les deux partis se réfèrent, nous est naturelle et non seulement imposée par nos habitudes de pensée et de langue, mais encore parce que, à sa surface, notre vie consciente prête à ce morcellement. Elle ne forme pas, en effet, un courant si rapide qu'il ne s'attarde en remous près des bords, ni si pur qu'il n'entraîne toutes sortes de débris. Au contact du monde extérieur, la vie psychique se fige,

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 10, 1918.

en quelque sorte, à la manière d'une coulée de laves qui coagule les parois entre lesquelles court la matière incandescente. Bien plus, de même que cette matière roule des scories, la conscience reçoit de ce qui l'entoure des impressions qui ne s'y fondent pas toutes aussi complètement que des gouttes de pluie dans l'eau d'un étang ; le plus souvent, à l'image de ces feuilles de plantes aquatiques qui en masquent le miroir, ces impressions surnagent.

Nombreux sont les sentiments et les idées insuffisamment assimilés qui flottent ainsi au ras de notre âme, dont ils nous cachent la profondeur. Mais ces états de conscience, précisément parce qu'ils ne s'y incorporent pas, peuvent être comptés et classés. Bien mieux, ils entretiennent des rapports de contiguité ou de ressemblance qui relèvent, à n'en point douter, de la psychologie associationniste, ce qui n'a rien d'étonnant, calquée qu'elle est sur eux. Il n'est pas jusqu'à nos états profonds qui ne se prêtent à cette énumération, soit qu'ils émergent à la surface, soit qu'ils en viennent, par leurs effets ou par leurs causes organiques.

Il en résulte que nous avons deux moi ou, plus exactement, que notre moi se présente sous deux aspects différents, l'un qui est superficiel et l'autre profond L'un est social et banal : c'est le moi que tout le monde connaît, celui que les psychologues analysent sans difficulté parce qu'il est pareil à peu près chez tous ; l'autre, au contraire, s'affirme original et à peu près incommunicable, rebelle, en tout cas, aux formes coutumières et stérotypées du langage, uniquement susceptible, par conséquent, d'être exprimé par symboles. Or, de même que l'associationnisme s'applique à notre moi superficiel, le déterminisme l'explique, quoi qu'en prétendent les champions du libre arbitre qui ont le tort de s'en tenir à lui. Ligotés par nos habitudes, nous agissons, d'ordinaire, comme des automates : nous sommes déterminés. Le matin, quand sonne l'heure où j'ai coutume de me lever, « cette impression, observe M. Bergson, au lieu d'ébranler ma conscience entière, comme une pierre qui tombe dans l'eau d'un bassin, se borne à remuer une idée pour ainsi dire solidifiée à la surface, l'idée de me lever et de vaquer à mes occupations habituelles. Cette impression et cette idée ont fini par se lier l'une à l'autre. Aussi l'acte suit-il l'impression sans que ma personnalité s'y intéresse... » (1). Quand nous nous abandonnons, nous vivons, en quelque sorte, en marge de nous-mêmes ; nous ne brisons pas l'enveloppe qui presse de toutes parts notre vraie personnalité qu'elle étoufferait si, de temps à autre, nous ne déchirions les bandelettes qui l'enserrent. C'est alors, mais alors seulement, que nous sommes libres.

L'acte libre est, aussi bien, celui qui, écartant les entraves que nos habitudes, nos préjugés, nos partis pris, les idées que nous avons reçues et les sentiments que nous avons empruntés, imposent à notre personnalité profonde, émane de notre moi véritable. Issu de ce moi vivant, l'acte libre le révèle dans sa plénitude, avec tout ce qu'il contient d'indéfinissable ou, si vous le préférez, de personnel, à la manière de ces œuvres d'art qu'une ineffable ressemblance rattache à leur auteur. Motifs et mobiles ne se distinguent pas de nos actions vraiment libres. Etant nous-mêmes, ils font partie intégrante de nos actes, mûrissent avec eux et par eux, au point que M. Bergson a pu soutenir que, dans les circonstances importantes de la vie, c'est sans motif que nous nous décidons. Si ce que nous faisons dépend de ce que nous sommes, nous sommes aussi — ne l'oublions pas — dans une certaine mesure, ce que nous nous faisons. Nous nous créons continuellement nous-mêmes.

Toutefois, les actions vraiment libres sont rares, étant donné l'effort que réclame la possession de soi par soi-même. Non seulement nous abdiquons, la plupart du temps, notre liberté, mais, alors même que nous croyons lui faire appel, nous nous tenons, trop souvent, dans une zone mitoyenne où nous sommes ni tout à fait émancipés, ni complètement esclaves. A l'inverse d'un spiritualisme simpliste, M. Bergson estime que la liberté a des degrés. Jaillie du fond de notre être, elle lui paraît se dégrader et se diviser en habitudes, sur le modèle de ces ondes que déterminent, à la surface d'un bassin, les fines gouttelettes qui, du sommet d'un jet d'eau, y retombent en pluie. Aussi, pour peu que nous négligions de nous ressaisir, ne fût-ce qu'à certains moments, nous devenons prisonnier de nous-même, automates, en quelque sorte, construits par nos mains.

C'est de cet automatisme là que, à en croire le délicieux petit livre que M. Bergson lui a consacré, le rire nous châtie. Par cette légère brimade, car nous ne ririons pas si nous étions seuls, la société se venge d'une raideur qui lui est préjudiciable et qui, en tout état de cause, ne répond pas à l'idée qu'elle se fait de la vie, dont la primordiale qualité est la souplesse. Ne lui en faut-il pas pour tourner et, par conséquent, vaincre tous les obstacles qu'elle rencontre ? Aussi bien, la Société, qui a besoin que nous nous adaptions le plus rapidement possible aux circonstan

(1) *Essai sur les données immédiates de la conscience*, p. 128

ces, se moque de tout ce qui en nous trahit le mécanisme. L'effet irrésistible de la répétition, qu'elle soit de mots, de gestes ou d'aventures, le prouve. De fait, les différentes formes de comique sont toutes relatives à quelque défaillance de la liberté ou à ce que, par fiction esthétique, nous jugeons tel. Nous rions, au fond, pour la même raison d'un personnage comme Harpagon, dont le vice a envahi l'âme, et d'un visage que la matière appesantit jusqu'à la bestialité ; d'un magistrat ,tel Perrin Dandin, qui est esclave de la routine professionnelle au point de ne penser qu'à rendre des arrêts, et d'un paysage que, à l'instar de Tartarin, dans les Alpes, nous imaginons truqué. M. Bergson, dont il faut suivre les délicates analyses pour se rendre compte de son habileté à démêler les plus subtils rapports, démontre que nous ne rions jamais que de ce qui nous paraissant, à tort ou à raison, appelé au libre arbitre, manifestement en manque. Le rieur porterait ainsi témoignage, sans s'en douter, de sa croyance à la liberté comme raison d'être de la vie.

Le sens commun, en effet, croit au libre arbitre. Et ce n'est pas l'un des moindres mérites de M. Bergson d'avoir philosophiquement établi qu'il ne se trompe pas. Il l'a prouvé en dissipant les illusions communes aux psychologues qui le nient et à ceux qui l'affirment ; puis, ces voiles écartés, en faisant appel, sous le nom d'intuition, à l'expérience intime. La liberté est un fait. Il ne faut la chercher ni dans le passé où elle n'est plus, ni dans l'avenir où elle n'est pas encore, mais au moment même où, rompant les habitudes qui recouvrent notre vraie personnalité, notre moi profond agit en plein accord avec lui-même. La liberté est un fait si évident qu'il n'y en a pas de plus clair. A la vouloir expliquer, car on n'explique un fait qu'en le rattachant à un autre, on la méconnaît. Ce fut l'aventure de la plupart des philosophes jusqu'à M. Bergson.

Cependant, pour montrer que les difficultés du problème de la liberté, auxquelles se sont toujours heurtés ses partisans pour le plus grand proprofit de ses adversaires, viennent de ce qu'on assimile, indûment, la durée consciente, — temps vivant, qui, sans arrêt, s'écoule, — au temps scientifique, homogène et mesurable, — simple projection de la durée dans l'espace, — M. Bergson a dépassé le problème d'où il était parti. Aussi bien, il appert de ses discussions que, si la perception usuelle impose, comme le croyait Kant, les cadres de l'entendement aux choses, celles-ci déteignent, en retour, sur la connaissance que nous prenons de nous-mêmes. Ces cadres, qui nous masquent et la vraie nature des choses et la nôtre, loin d'être innés à notre esprit, proviennent, selon M. Bergson, d'un compromis entre les choses et nous. De ce compromis, le corps serait l'intermédiaire. Qualité par ses affections, quantité par son volume, il nous aide à revêtir de qualité les choses et de quantité nos états de conscience. C'est ainsi que des simultanéités étrangères à notre moi, tels le cours des astres et la marche de nos horloges, découpent en tranches notre durée consciente, qui, en retour, les relie à son flux. Entre l'étendue qui ne dure pas, mais qu'on peut mesurer, et la durée sans étendue, qui est qualité pure, une sorte de pénétration s'opère qui, quand nous n'allons pas au fond des choses, nous dissimule la réalité tant extérieure qu'intérieure.

II

Le problème du libre arbitre résolu par l'observation immédiate de la vie intérieure, M. Bergson devait rencontrer la question des rapports du moi profond, qui est durée pure et pure qualité, avec le corps, qui est étendue. Cette question, qui implique celle plus générale de la matière et de l'esprit, n'est autre que la question, depuis longtemps débattue, de l'union de l'âme et du corps.

Toutes les solutions, qui y ont été apportées depuis Descartes paraissent également erronées à M. Bergson, faute, là aussi, de la part des philosophes, de s'en être rapportés à l'expérience immédiate des états de conscience, par où semble se faire la jonction de l'esprit et du corps.

Pour avoir réduit la matière à l'étendue, l'esprit à la pensée, c'est-à-dire à leurs propriétés extrêmes, Descartes s'est interdit de voir le lien qui les unit. De cette attitude est né un dualisme qui, chez ses successeurs, considère les faits psychiques comme les équivalents des modifications organiques.

Dans cette thèse, que, découronnée de l'explication métaphysique d'une communauté d'origine, reçurent sans discussion les philosophes du XVIIIe siècle et les physiologistes du XIXe, — avec l'espoir secret de nous donner quelque jour la traduction physiologique intégrale de notre activité psychique, — M. Bergson dénonce un sophisme. Que l'on se place, en effet, soit au point de vue idéaliste qui énonce la correspondance du corps et de l'esprit en termes psychologiques de représentation, soit au point de vue réaliste qui l'exprime en langage scientifique, il faut, dans l'hypothèse, où le corps et l'esprit seraient parallélistes, adopter ces deux modes de notation à la fois, en passant, subrepticement et tour à tour, de l'un de ces points de vue à son contraire.

Du point de vue idéaliste, tous les objets extérieurs, y compris le cerveau, ne sont-ils pas des représentations ou images de notre esprit, donc des faits de conscience ? Parler d'équivalence entre les mouvements cérébraux et nos perceptions revient, par suite, à soutenir que la représentation que nous pourrions avoir de ces mouvments, s'il nous était donné de les observer, coïnciderait avec notre représentation de l'univers. Ceci équivaut à dire qu'une toute petite partie de nos images égale leur totalité, ce qui est absurde. On n'échappe à un tel non-sens qu'en érigeant, par un inconscient changement de front, le cerveau et ses mouvements, qu'on tenait pour des images analogues aux autres, en causes véritables dont l'influence s'étendrait infiniment plus loin que ce que nous pouvons nous en représenter, autrement dit en choses dont nos états de conscience formeraient la doublure. On passe ainsi sans l'avouer, de l'idéalisme au réalisme : on n'évite une contradiction qu'au prix d'un sophisme.

Cependant, du point de vue réaliste, auquel l'idéaliste se trouve contraint de recourir, la contradiction n'est pas moindre. Supposer, ainsi qu'en est convaincu le réalisme, derrière nos représentations une cause qui en diffère, à savoir un organe matériel, le cerveau, à chaque ébranlement moléculaire duquel correspondrait un état de conscience déterminé, c'est ériger cet organe en chose privilégiée ; c'est isoler, arbitrairement, le cerveau des corps qui l'environnent et, sans lesquels, ni lui, ni ses ébranlements, — que dessinent, dans l'hypothèse réaliste, nos représentations, — ne seraient ce qu'ils sont, car, plus elle avance, plus la science nous convainc qu'une chose quelconque n'existe que par solidarité avec toutes les autres. En l'espèce, on se donne un cerveau, que des objets extérieurs modifient, prétend-on, de façon à susciter des représensations; puis on fait table rase de ces dits objets pour attribuer aux seules modifications cérébrales, désormais sans causes, la faculté d'en évoquer les images. Autant dire qu'une partie, qui n'existe qu'en fonction d'un ensemble, subsiste identique quand le reste s'évanouit ou, mieux encore, qu'un rapport entre deux termes équivaut à l'un d'eux. Le réalisme, aussi bien, n'évite une aussi flagrante contradiction qu'en se ralliant, en sourdine, à l'idéalisme. En dépit de lui-même, le voilà obligé de faire coïncider avec son image le cerveau, qu'il avait posé, au début, comme impénétrable à la pensée.

Ainsi, qu'elle parte du réalisme ou de l'idéalisme, la thèse du parallélisme du corps et de l'esprit n'évite la contradiction inhérente à chacun de ces points de vue qu'en tombant, sous le couvert d'un sophisme, dans la contradiction du point de vue opposé. Elle ne sauve les apparences qu'en oscillant d'une erreur à l'autre avec une rapidité telle qu'on en sort ébloui.

Contradictoire en elle-même, la doctrine philosophique qui présente le corps et l'esprit comme parallèles est, en outre, d'après M. Bergson, contredite par les faits. En vain, — afin d'éviter le dualisme cartésien et, à fortiori, le parallélisme qu'il postule, puisqu'il fait découler, à l'image de deux fleuves dont les méandres se répondraient, le corps et l'esprit d'une même source, — les successeurs de Descartes tentèrent-ils d'absorber, qui le corps dans l'esprit, qui l'esprit dans le corps. De toute façon, ils furent bien obligés, pour faire sortir l'un de l'autre, fût-ce à titre de reflet, de recourir à un parallélisme inavoué. De fait, l'idéalisme et le matérialisme remplacent, l'un le corps, l'autre l'esprit, par un mirage qui, pour être imaginaire, n'en est pas moins symétrique. Il en résulte que la faillite de l'idéalisme comme du matérialisme porte condamnation du parallélisme qu'ils impliquent. Or, ni l'un ni l'autre ne résiste à une observation impartiale. C'est de quoi M. Bergson nous convainc en se plaçant dans « Matière et Mémoire » à ces points de suture de l'âme et du corps que sont la perception et le souvenir.

Contre l'idéalisme, M. Bergson soulève cette difficulté préjudicielle qu'on ne saisit pas comment ces rêves que seraient nos sensations, auxquelles l'idéalisme réduit le monde sensible dont la réalité ainsi s'évanouit, peuvent s'accorder jusqu'à composer les apparences d'un cosmos gouverné par des lois invariables et semblables pour tous les esprits. On ne voit pas comment, subjectives et inextensives au même titre que nos souvenirs dont l'idéalisme les rapproche, nos sensations se localiseraient, c'est-à-dire pourquoi elles acquerraient de l'étendue et se situeraient ici plutôt que là. Kant a beau dire que l'espace est une forme *à priori* de notre sensibilité, un monde dans lequel nous coulons quelques-unes de nos sensations : il reste à comprendre pour quelles raisons ces images viennent se grouper, d'une manière bien définie, dans une forme vide sans qualités ni points de repère, où rien ne les attire ni ne les repousse. Enfin, pourquoi, puisque l'univers n'est qu'un spectacle que nous nous offrons à nous-mêmes, telle sensation apparaît-elle à ce moment-ci plutôt qu'à tel autre ? A quoi même nos sensations doivent-elles de naître et pourquoi diffèrent-elles ? A toutes ces interrogations, l'idéalisme n'apporte point de réponse.

Il n'en peut apporter parce que, d'après M. Bergson, son point de départ est faux, la perception

n'étant pas exclusivement représentative, simple connaissance, ainsi que, de concert avec le matérialisme, l'idéalisme l'enseigne. Afin de nous en convaincre, M. Bergson nous invite à nous mettre directement en face de nous-mêmes, au centre de nos sensations, exclusion faite de tous les souvenirs qui viennent, d'ordinaire, les modifier. Les sensations sont, à n'en pas douter, autant d'images qui réagissent les unes sur les autres conformément à des lois invariables, que j'intitule « lois de la nature ». Pourtant, parmi ces images, il en est une de privilégiée : celle de mon corps. Non seulement je connais cette image du dehors, par des perceptions et, seule de son espèce, du dedans par des affections, mais les images des objets extérieurs changent selon que se modifie, au gré des mouvements que je lui imprime, cette image particulière. Maintenant, si j'étudie, sur des corps pareils à mon corps, sa configuration interne, j'aperçois des nerfs afférents, qui transmettent des ébranlements aux centres nerveux, et des nerfs efférents qui, partis de ces centres, meuvent l'organisme.

Or ces ébranlements, que les nerfs propagent, viennent des objets extérieurs et y retournent. En d'autres termes, les images qui composent ma représentation de l'univers transmettent à l'image de mon corps des mouvements que cette dernière leur restitue. Si je sectionne, par la pensée, les nerfs centripètes de mon système cérébro-spinal, toutes mes images disparaissent à la fois : plus de perception. Qu'est-ce à dire, sinon que la perception est relative à l'action, et à l'action seule, puisque mon coup de scalpel imaginaire n'a pu qu'interrompre le courant qui va de la périphérie de mon corps à sa périphérie en passant par son centre ? Comme ce sectionnement revient, en dernière analyse, à empêcher mon action sur les choses, ne puis-je dire que ma perception dessine, à la façon d'un reflet, dans l'ensemble des images qui de toutes parts la débordent, les actions possibles de mon corps sur elles ? C'est l'avis de M. Bergson, pour qui la perception pure, qui est instantanée, donc vierge de mémoire, ne saurait être mieux comparée qu'aux réflexes de la moëlle épinière, simples réponses du sujet à l'excitation subie.

A l'inverse des objets inanimés, qui sont, à peu de choses près, translucides à toutes les influences, — ce qui explique qu'ils ne réagissent pas, — les êtres vivants sont opaques à certaines. Aussi bien aux excitations les animaux répondraient en proportion de cette opacité, sur laquelle viendraient se réfléchir, ainsi que sur un écran, ceux des mouvements qu'elle ne laisserait point passer.

La perception, en fin de compte, constitue une sorte d'image virtuelle qui, parce qu'elle dessine notre action possible sur la masse [illegible] des images dont pour nous est composé le monde matériel, découpe dans leur trame cela seul qui nous intéresse. C'est pourquoi, explique-t-il, les images des objets qui nous entourent se modifient avec nos déplacements : la distance perçue exprime la mesure dans laquelle ils se trouvent à l'abri de notre action immédiate.

Centres d'activité, les corps vivants sont, d'ailleurs, beaucoup plus opaques et leur champ de perception est d'autant plus vaste qu'ils sont plus libres, c'est-à-dire qu'ils ont plus de choix pour répondre. Quant à la conscience, elle naît de cette indétermination même. Elle croît avec la spontanéité, que symbolise, quand on s'élève sur l'échelle des êtres organisés, la complication croissante du système nerveux.

En fait, tandis que la réponse à une excitation peut être prévue chez les animaux inférieurs, l'amibe par exemple, l'encéphale de l'homme est une manière de bureau télégraphique, pour reprendre la comparaison de M. Bergson, où la multitude des fils qui s'entrecroisent permet une infinité de communications. Expression de la liberté humaine, comment une telle abondance de débouchés n'entraînerait-elle pas, non seulement la conscience, mais une conscience aux horizons d'autant plus larges que plus nombreux nous invitent les chemins ? Un guide n'est-il pas indispensable au choix ?

Que, maintenant, la mémoire prolonge notre perception, qui, par ailleurs est enrichie de nos souvenirs, cela encore est relatif à notre action prochaine, qu'ils servent à éclairer, tant il est vrai que la perception doit être définie en termes d'activité au lieu de représentation. C'est par là qu'elle diffère du souvenir. M. Bergson insiste sur le contraste. Il démontre qu'il y a entre les deux une opposition de nature et nullement de degré, comme l'a soutenu Taine. Tandis que le souvenir est contemplation, la perception est réponse. Reportez-vous, nous conseille M. Bergson, à l'ensemble des images qui, pour chacun de nous, constituent le monde et dont notre corps occupe le centre. Non seulement les images du cosmos se touchent, mais elles touchent nos sens, modifient nos nerfs, ébranlent nos hémisphères cérébraux, — toutes images que, théoriquement parlant, nous pourrions nous procurer de la structure interne de notre corps. D'un mot, nos images extérieures envoient à nos images corporelles des mouvements, que ces dernières leur rendent. C'est même parce qu'elles les leur rendent que nous percevons un monde qui, très

justement, nous paraît étranger. Toutefois, il ne l'est pas tant qu'on pourrait le croire. La perception, qui est action, nous met, en effet, en communication avec l'univers. Les mouvements par lesquels nos sens réagissent les prolongent, pour ainsi dire, dans les choses, tout comme les choses se prolongent, par leur intermédiaire, en nous. Entre le monde et nous, il y a pénétration réciproque, circuit ininterrompu. Ce mouvement de va-et-vient, qu'il ne faudrait pas imaginer comme le déplacement d'un mobile, mais, bien plutôt qu'un changement de lieu, comme un changement d'état, indivisible et un, qualitatif par conséquent, n'est autre que la perception dans sa pureté originelle et, à peu près, instantanée. Le bon sens a raison : nous percevons les choses en elles, en quelque sorte là où elles sont. La croyance naïve à la réalité du monde extérieur est légitime. Là encore, M. Bergson réhabilite l'expérience vulgaire, dont il confronte les données avec celles d'une conscience débarrassée, à force de raffinement, des constructions adventices dont la discussion philosophique l'embarrasse. Et ce n'est pas l'une des moindres nouveautés de son œuvre que ce retour de la philosophie au sens commun par la vertu d'une dialectique experte, unie à la plus intense méditation sur soi-même qu'il ait été donné à un psychologue de poursuivre.

De fait, l'idéalisme ne conteste la réalité du monde extérieur que parce qu'il tient nos sensations pour inextensives, sans commune mesure, par conséquent, avec le monde de l'étendue tel qu'il se présente à nos sens.

(*A suivre.*) PAUL GAULTIER.

LA CRISE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

LES REMÈDES IMMÉDIATS

Des bras ! Des bras ! — C'est le cri de l'agriculture et de l'industrie. Le commerce se plaint à son tour de la disette de « matériel humain », pour emprunter cette expression à ceux pour qui l'homme est avant tout chair à travail. Et, dans les professions dites libérales, de larges coupes, attestées par le livre d'or et de sang où s'inscrivent tant de savants et d'artistes, tant de professeurs et d'instituteurs, tant d'avocats et d'ingénieurs, morts pour la patrie, rendent aussi angoissante la crainte de manquer, sinon de bras, du moins de cerveaux.

La France, comme la Grèce antique, va-t-elle mourir faute d'hommes ? Va-t-elle agoniser, blessée, meurtrie, épuisée, sur un lit de lauriers ?

Le mal était grave avant la guerre. En 1911, 776.000 décès en France contre 742.000 naissances. La densité moyenne de la population sur le territoire français était de 74 habitants par kilomètre carré, alors qu'en Allemagne elle dépassait le chiffre de 120. Or la guerre, grande dévoreuse d'hommes, a terriblement aggravé une situation qui ne laissait pas d'être inquiétante. Bien que le total de ses pertes soit caché à la France, qu'on traite en femmelette dont on redoute la nervosité, on peut affirmer sans trahir un secret national que le nombre des tués et disparus n'est pas inférieur à un million. Encore faut-il ajouter aux morts des milliers et des milliers de malades et d'estropiés dont la vigueur est singulièrement réduite ; et, pour compléter cette liste noire, il faut compter les prisonniers affamés et maltraités qui nous reviendront anémiés, les vieillards, les femmes, les enfants qui ont été massacrés, mutilés, traînés en esclavage, ruinés à jamais dans leur santé. Il convient d'y joindre ceux et celles qui ont été frappés, en quelque sorte, par ricochet ; parents touchés au plus profond d'eux-mêmes par la mort d'un fils bien-aimé, femmes et fiancées atteintes en plein cœur par le coup qui là-bas a fauché un soldat ou un officier. C'est un fait révélé par la statistique que la mortalité des vieillards, par suite du chagrin, des privations, des angoisses, a été plus forte qu'en temps ordinaire : la même chose s'est produite en Angleterre. Et malgré les nombreuses unions qui ont été régularisées lors de la mobilisation, malgré les mariages-express célébrés dans les courtes limites d'une permission, les naissances ont subi un déchet considérable : s'il faut en croire des chiffres donnés à la Chambre, l'excédent des décès sur les naissances dans les départements non envahis a dépassé en 1916 250.000.

Il est juste de prévoir pour le lendemain de la paix quelques compensations. La France a le droit d'espérer qu'un million et plus d'enfants lui seront rendus par le retour de l'Alsace-Lorraine dans le giron de la patrie française. Là où ont passé les troupes françaises ou alliées, voire même allemandes, il y aura sans doute une quantité notable de naissances dites illégitimes. Enfin, pour ne rien négliger, on peut encore faire état des hommes que la guerre, qui bronze ceux qu'elle ne brise pas, aura rendus plus vigoureux en leur imposant la rude épreuve de la vie au grand air. Mais il ne faut pas se leurrer : les gains seront minimes en comparaison des pertes subies.

Donc si la France veut vivre, si elle n'entend pas devenir un terrain de colonisation étrangère, elle doit résoudre au plus vite le problème de son repeuplement. Il consiste à diminuer chez elle la mortalité et à augmenter la natalité. Mais si vital, si urgent que soit ce problème, je n'y toucherai pas ici parce qu'il réclame une longue et complexe étude. Je laisse volontairement de côté des remèdes qui sont, de toute nécessité, lents à opérer, qui exigent au moins une vingtaine d'années pour que les effets en soient sensibles dans le monde du travail. Je me borne à chercher les moyens d'autre nature qui peuvent, dès la cessation des hostilités et même auparavant, parer à la pénurie de main-d'œuvre.

*
* *

Dans la France décimée, dépeuplée ce sera une obligation pour tout homme valide de travailler. Mauvaise en tout temps, la fainéantise deviendra un crime contre la patrie. Il faudra donc réprouver également, *en bas* de la société, ces pâles voyous, ces jeunes apaches qui, par horreur de tout labeur régulier, deviennent de la graine de criminels, forment une pépinière incessamment renouvelée de voleurs et d'assassins, et *en haut*, ces inutiles, ces fils à papa, qui, sous une apparence plus élégante, ne valent pas davantage et qui, emploient l'argent bien ou mal gagné par leurs parents à faire ce qu'ils appellent la fête, débauchés professionnels qui sont corrupteurs autant que corrompus. Les uns et les autres sont des poids morts pour la société ; les mœurs à défaut des lois doivent tendre de tout leur pouvoir à éliminer ces parasites dangereux. Le développement de l'école et des œuvres post-scolaires, la réforme de l'apprentissage et de l'enseignement technique pourront atténuer le mal dans les classes pauvres ; quant aux classes riches, une meilleure éducation, le droit de tester accordé aux parents, la modification de notre législation sur l'héritage peuvent réduire le nombre de ces désœuvrés qui, n'ayant rien à faire, font des folies et des sottises.

Mais, en dépit des résultats que peut produire la récupération de ces forces perdues, il y aura dans maint domaine disette de travailleurs. Comment y suppléer ?

Une première conséquence est à prévoir. Il se passera sans doute en France ce qui s'est passé aux Etats-Unis après la guerre de Sécession. Le manque d'hommes amena, accéléra du moins, ce développement du machinisme qui devint un des caractères saillants de la civilisation américaine et causa au Vieux monde un étonnement, dont l'écho se retrouve dans le petit livre fameux de Laboulaye : *Paris en Amérique*.

En France aussi, si nous considérons d'abord l'industrie, les ouvriers de fer et d'acier prendront une place prépondérante. Déjà, sous la pression des circonstances, nos usines se sont outillées à neuf pour la fabrication des engins de guerre. Mais cela n'est pas suffisant. Comme les ouvriers de métal ne peuvent fonctionner sans la surveillance et la direction d'ouvriers de chair et d'os, une éducation nouvelle devient nécessaire à ces derniers. Ils auront à manier des appareils inconnus d'eux, à la fois délicats et puissants. Ils devront, pour la filature et le tissage, diriger plusieurs métiers. Ils auront à exécuter un travail, qui, en demandant moins d'effort aux muscles, en exige davantage des nerfs. Le machinisme, qui implique la répétition des mêmes mouvements, réclame en même temps une précision plus grande. La tâche qu'il s'agit d'accomplir est plus régulière plus monotone, plus automatique. L'ouvrier, qui devient le serviteur et le directeur de la machine, est forcé d'adopter des habitudes et des méthodes nouvelles.

Un Américain, Taylor (1856-1915) a voué son existence à la solution de ce problème : *Obtenir le maximum d'effet utile avec le minimum de fatigue pour les travailleurs*. La solution trouvée par lui a été qualifiée de scientifique. Les règles qui la composent ont été condensées en un système qu'on a nommé *taylorisme* et qu'on a essayé de naturaliser en Europe.

Me permettra-t-on de répéter ici, en l'abrégeant, la critique que j'en ai faite ailleurs ?

Le système contient deux séries de prescriptions fort différentes.

On peut accueillir sans danger la première. Elle consiste à obtenir par une habile disposition des matières et instruments que l'ouvrier manie, par une savante combinaison qui élimine tous les mouvements inutiles, un rendement plus considérable du travail ; et il faut reconnaître que par ces moyens la quantité des objets fabriqués ou transportés en un temps donné a été souvent doublée triplée, quadruplée.

Mais la seconde série de prescriptions est sujette à caution. Elle ne prétend plus à perfectionner des procédés techniques ; elle a pour but d'agir sur la volonté des ouvriers, de les stimuler à produire beaucoup par un ensemble de primes et de bonis, qui leur procurent une augmentation de salaire, dès qu'ils dépassent une certaine production con-

sidérée comme normale. Or, sans compter que l'industrie de luxe, où l'artisan, frère de l'artiste, tient au fini de l'exécution et à la beauté de son œuvre, ne s'accommode guère d'un dressage mécanique où la personnalité disparaît, dans la grande industrie elle-même, qui jette sur le marché une multitude d'objets de forme et de qualité identiques, la prime à la production intensive risque fort d'être une prime au surmenage et de pousser l'ouvrier à épuiser ses forces pour gagner davantage. Le système ne devrait être introduit dans aucun atelier sans une consultation préalable des intéressés. Il importe à l'avenir de la nation de ménager l'outil humain dont la valeur est inappréciable.

Déjà, dans nos usines de guerre, du moins dans quelques-unes, on a eu ce souci. On y a appliqué le système des *trois huit ;* c'est-à-dire qu'ouvriers et ouvrières ont été répartis en trois équipes qui font chacune huit heures avec quelques minutes de repos au milieu. On essaie de concilier ainsi le maximum de production avec le minimum d'usure pour la machine humaine. C'est dans cette voie qu'il conviendra de chercher des progrès qui permettent une production plus intensive et par conséquent des bénéfices plus larges aux patrons, en même temps que des salaires plus forts et des journées moins fatigantes aux ouvriers.

Si nous regardons maintenant l'agriculture, la pénurie de main-d'œuvre y entraîne des conséquences analogues .Déjà pendant la guerre on s'est préoccupé de remplacer partout où c'est possible les bras des ouvriers agricoles par des machines. Les semailles, la fenaison, la moisson s'accomplissent en maint endroit mécaniquement. Le battage des grains, grâce aux batteuses à vapeur qui vont de ferme en ferme, a cessé de s'opérer au fléau ou par le dépiquage sous les pieds des chevaux ; ces procédés primitifs n'existent plus guère qu'en des coins écartés des grands courants de la vie moderne.

Au mois de juillet 1917 (1), le ministre de l'agriculture déclarait que les tracteurs américains acquis dès lors par la France et mis à la disposition des cultivateurs étaient au nombre de 404, que de plus, en automne, pour les prochaines emblavures on aurait 427 charrues mécaniques de même provenance, sans compter 205 autres fabriquées en France ; que 25 départements avaient été déjà dotés de ces batteries pacifiques ; que la superficie travaillée au moyen de ces appareils de labour était de 6.500 hectares environ. C'était peu, bien peu sur un total de 20 millions d'hectares qui, en 1913, représentaient la surface ensemencée !

Depuis cette époque, de nouveaux achats, de nouvelles fabrications ont eu lieu et il y a apparence que le mouvement commencé continuera en s'accélérant. La motoculture offre en effet de nombreux avantages. Un des plus visibles est une notable épargne de temps.

A la faux, deux ouvriers moissonnent un hectare de blé par jour : la moissonneuse-lieuse, avec un homme et deux attelages de deux chevaux, dépouille dans le même temps de six à sept hectares. Au fléau, un homme bat dans sa journée trois hectolitres de grain. Une batteuse à vapeur, servie par six hommes, atteint pendant le même nombre d'heures environ cent cinquante hectolitres (1). Or qui dit épargne de temps, dit épargne d'argent.

Sans doute le coût des machines est assez considérable. Mais rien n'empêche plusieurs propriétaires de s'associer pour acheter à frais communs ce qui coûte cher et pour utiliser tour à tour les machines appartenant au groupe ; depuis plusieurs années les syndicats agricoles sont entrés dans cette voie. Au besoin, plusieurs communes peuvent se réunir pour la même opération et une loi votée vers la fin de l'année 1917 autorise les syndicats intercommunaux.

Le pays doit y trouver un double avantage. Non seulement les semailles et les récoltes se font plus aisément et libèrent ainsi bon nombre de bras qui se répartissent entre les autres compartiments de la production. Mais de plus il n'est pas nécessaire que la France exporte son or pour se procurer à l'étranger des machines agricoles. Rien ne l'oblige à recourir, comme elle le faisait, à l'Amérique ou à l'Allemagne. Rien ne l'empêche de fabriquer elle-même. Déjà plusieurs usines sont à l'œuvre et l'on peut proposer à l'imitation l'exemple donné par la Société d'agriculture de l'Ariège. Au lieu de décerner aux cultivateurs qu'elle récompense des médailles d'or coûteuses et représentant une dépense inutile, elle leur délivre des médailles de bronze, mais en y ajoutant une machine agricole. De la sorte elle travaille efficacement au progrès de l'agriculture et du même coup à celui de l'industrie nationale ; car elle prend les machines qu'elle offre dans une fabrique qui existe sur les bords du Tarn.

Donc souhaitable et probable est le développement de la motoculture, qui, une fois les frais d'achat amortis, se solde par un bénéfice net. Mais elle rencontre des limites qui lui sont imposées par

(1) *Journal officiel* du 18. Réponse à une question écrite de M. le député Cazassus.

(1) Voir à ce sujet *L'évolution agricole depuis cent cinquante ans*, par ALBERT DULAC (F. Alcan).

la force des choses. L'emploi des tracteurs mécaniques est soumis à trois conditions essentielles. Il lui faut, d'abord, des champs d'une certaine étendue ; ensuite le bon marché de la force motrice ; enfin des terrains plats ou du moins ne présentant pas des pentes trop raides.

Pour répondre à la première condition, il est nécessaire de réagir contre le morcellement, on pourrait dire contre l'émiettement de la propriété rurale causé par le partage égal de l'héritage entre les enfants. Le territoire d'une commune devient ainsi un véritable manteau d'Arlequin ; il se divise en une multitude de lopins de terre et le cultivateur qui en possède plusieurs, souvent fort disséminés, perd beaucoup de temps à courir de l'un à l'autre. En outre, comme tel ou tel morceau peut être enclavé dans la propriété d'autrui, il est malaisé d'y amener des machines. C'est pourquoi l'on préconise ce qu'on appelle le *remembrement*, la constitution, par des échanges à l'amiable, de domaines d'un seul tenant. Oh ! sans doute ce n'est pas chose facile de vaincre la jalousie et l'esprit particulariste des propriétaires. Chacun d'eux est enclin à se croire lésé. Le lopin qu'il abandonne lui paraît presque toujours meilleur que celui qu'on lui offre. Il faut croire pourtant que la difficulté n'est pas insurmontable. En France, avant la guerre, aux environs de Meaux, un espace de 190 hectares était composé de 300 parcelles : il fut réduit à 15 pièces de terre, et tout le monde s'en trouva bien. Des opérations du même genre ont été effectuées dans la Haute-Savoie, en Alsace. Le remembrement est chose passée dans les mœurs en Danemark, en Angleterre, en Allemagne. En certains pays, lorsque dans une commune les deux tiers des possédants sont d'accord pour procéder à ce remaniement du cadastre, il devient obligatoire. Après la guerre, il s'imposera dans les régions envahies (1), et plusieurs projets de loi proposent d'étendre au reste du territoire français la faculté d'une opération qui doit procurer à la fois économie de peine et surcroît de rendement. Il est à désirer qu'ils soient votés et appliqués.

Une seconde condition d'existence pour la motoculture est qu'on puisse alimenter les machines, sans que cela coûte trop cher. Or le charbon, le pétrole, venant en grande partie de l'étranger, atteignent et atteindront longtemps des prix élevés. Mais, là encore, la difficulté n'est pas insurmontable. Il est permis d'escompter que nos colonies pourront nous fournir du pétrole, et nos mines nouvelles de la houille. De plus, dans tout pays où existe un cours d'eau, il est possible, au moyen d'un barrage, de produire de l'électricité, et grâce au transport de la force à distance, il n'est plus guère un seul point de la France qui ne puisse bénéficier de l'énergie dont nos torrents et nos fleuves sont des réservoirs inépuisables. En attendant que soit constitué un réseau électrique qui couvre tous nos départements, on peut encore, même dans les plateaux et les plaines où manque l'eau courante, chercher et trouver quelque chose qui supplée, à la vapeur, au pétrole, à l'électricité. L'alcool paraît prédestiné à jouer ce rôle, et ce qui fut dénoncé comme un fléau pourrait devenir de la sorte un puissant élément de richesse nationale.

Reste une dernière condition pour que la motoculture soit praticable : elle exige un terrain à peu près plat. Elle n'a pas d'avenir dans les régions montagneuses et pierreuses. Les machines y seraient vite détraquées ou risqueraient de s'écraser au fond d'un ravin. Ici l'on ne peut se tirer d'embarras qu'en appropriant les cultures à la nature des terrains. Il est tout indiqué de proscrire les céréales des pentes caillouteuses, qui sont propices aux vignobles, ou des pays de montagnes qui conviennent parfaitement aux pâturages et aux forêts. Sans doute, jusqu'à présent, cet aménagement rationnel du sol s'est fait spontanément un peu partout. Mais il s'est fait au petit bonheur ; il serait aisé de relever des erreurs, des bévues qu'il appartient aux agronomes de signaler et aux sociétés d'agriculture de réparer. Là comme dans l'industrie, une vue d'ensemble, une organisation générale sont désirables et même indispensables.

(*A suivre.*) GEORGES RENARD,

(1) Voir la brochure de M. EMILE BOUVIER, *Remembrement et lotissement des propriétés foncières dans les régions délivrées* (février 1908).

LES PAIX INACHEVÉES

L'Allemagne et ses alliés ont signé en quelques mois, avec les pays qui les entourent, quatre paix dont ils se targuent. Paix trompeuses et précaires; paix inachevées ; paix théoriques. Ni à Berlin, ni à Vienne, on ne saurait affirmer qu'elles aient instauré des régimes stables ou simplement assurés d'une durée sérieuse, et qu'elles aient conféré des garanties même aux vainqueurs. Elles représentent, dans toute la force du terme, des chiffons de papier. Arrachées par la violence à des nations subjuguées, elles n'ont d'autre valeur que celle de contrats léonins. Ce serait pour elles une raison de faiblesse, et j'ai déjà exposé ce point de

vae. Mais elles ont encore de bien autres motifs de fragilité.

Au lieu d'organiser, de constituer un état de choses nouveau, plus ou moins équilibré, elles ont détruit, dissous, brisé des armatures, créé une façon de chaos. Elles ont, dans l'ensemble, désarticulé l'Europe orientale, disloqué la Russie, engendré une perturbation et des antagonismes, dont nul n'entrevoit la fin, sur l'immense territoire qui va de l'Océan Glacial à la Crimée ; elles ont mutilé et asservi la Roumanie. Et l'on pouvait et devait certes condamner la structure, qui s'était perpétuée à l'Est de notre Continent et qui était, avant tout, militaire et bureaucratique, — comme celle de l'Allemagne, comme celle de l'Autriche-Hongrie, — mais du moins y avait-il structure. Aujourd'hui l'on se trouve en présence d'une effroyable fermentation, de tourbillons multiples, d'une anarchie de formes qui va grandissant, de menaces permanentes de conflits armés. Singulières paix, celles qui préparent des heurts innombrables.

Il faut revenir aux faits qui évoluent de semaine en semaine, et les serrer de près.

*
* *

L'Allemagne et l'Autriche ne se sont pas bornées à consacrer, pour l'Ukraine, une autonomie, que la Russie révolutionnaire lui avait octroyée libéralement, et qui eût assuré à cette vaste contrée sa place légitime dans une grande fédération. Pour se servir d'elle, en vue de leurs objectifs égoïstes, Berlin et Vienne, au premier traité de Brest-Litovsk, ont reconnu l'indépendance du gouvernement de Kiew. Mais cette reconnaissance n'était qu'un mensonge : à peine le gouvernement de Kiew voulut-il jouir des attributs qui lui étaient assignés, que Von Eichhorn le renversait par la toute puissance des baïonnettes. La liberté de la nation ukrainienne n'allait pas jusqu'à la faculté de modifier un régime agraire qui concentrait les terres entre les mains d'une oligarchie. L'Allemagne, qui s'est appuyée partout sur les factions rétrogrades, prit position pour les grands propriétaires et installa à Kiew l'hetman Koropatski qui lui manifestait une déférence illimitée. Au surplus, l'on avait négligé à Brest de définir clairement les contours du nouvel Etat. On avait ravi Cholm à la Pologne pour la lui donner, puis on promit aux Polonais de leur rendre Cholm, et l'on détacha la Bessarabie de l'Ukraine pour la livrer à la Roumanie.

La Lithuanie ignore quel sera son sort, et j'en dirai autant de la Pologne, de la Livonie, de l'Esthonie, et de la Courlande. Bien que la seconde paix de Brest-Litovsk ait enlevé ces territoires à la Russie et qu'on leur ait promis un régime de leur choix, on n'a pas consulté les populations qui les habitent, et on ne les consultera pas : il est bien plus simple de provoquer l'avis d'une aristocratie dirigeante, qui se tourne vers l'Allemagne, parce que l'Allemagne représente la force, la discipline armée, et qu'elle seule paraît capable de mâter les ouvriers et les paysans. Mais cette aristocratie dirigeante elle-même flotte dans ses préférences : elle cherche ses voies. Acceptera-t-elle l'union personnelle de telle ou telle province avec la Prusse, la Saxe, la Bavière ou le Wurtemberg ? Ou revendiquera-t-elle une indépendance plus ou moins nominale sous une suzeraineté réelle de l'Empire germanique ? Personne ne voudrait prévoir l'avenir. Le problème des institutions n'est pas, au surplus, le seul qui se pose pour tous ces Etats, sortis de l'écroulement russe. Je signale aussi celui des frontières, et il n'est pas le moins épineux, car chacun d'eux croit avoir de bonnes raisons d'empiéter sur le voisin, et comme les éléments ethniques se sont mélangés les uns aux autres, rien ne serait plus malaisé, même en toute bonne foi, que de tracer des limites soustraites à la contestation.

Il y a eu paix entre l'Allemagne et la Finlande. Mais l'Allemagne ne s'est point contentée de signer une suspension des hostilités avec l'ancien Grand-Duché : elle y a pris position pour les Blancs contre les Rouges, pour la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, et elle a débarqué des effectifs, qui ont assuré l'échec et le refoulement de ce dernier. Or, ici encore, elle a tout laissé en suspens. Quelle structure aura demain le gouvernement finlandais ? Sur quelle étendue de pays s'exercera-t-il ? Lui donnera-t-on au sud et au nord les domaines qu'il revendique ? Un prince allemand, — un membre d'une des innombrables dynasties d'outre-Rhin, recevra-t-il la couronne à Helsingfors ? Et quels seront ses rapports avec le cabinet de Berlin ? Nul ne se hasarderait à émettre là-dessus un pronostic.

Et enfin, la paix roumaine a laissé, elle aussi, bien des problèmes sans solution. Il y a celui de la Bessarabie, qui n'est pas définitivement tranché, quoique Berlin et Vienne aient octroyé à M. Marghiloman la licence d'annexer cette contrée. Le cas de la Dobroudja demeure complexe, et le nord de ce territoire reste encore la propriété commune de la Quadruplice.

Je n'exagère rien en disant que les quatre paix, conclues ces derniers mois, ont soulevé plus de questions qu'elles n'en ont liquidé.

*
* *

Point n'est malaisé d'expliquer cette situation, et l'on me permettra ici de chercher à énumérer quelques unes des considérations, auxquelles la chancellerie germanique a subordonné son attitude.

Tout d'abord, elle a voulu ménager simultanément les deux courants qui se révèlent dans l'opinion allemande. Les impérialistes qui se groupent derrière Reventlow, Heydebrandt, — et qui bénéficient du puissant concours de l'état-major, — comme de l'appui d'une presse à la fois riche et disciplinée, estimeront toujours que Guillaume II a trop tempéré son annexionnisme. Ils se réjouraient certes que toutes les anciennes divisions administratives occupées en Russie devinssent autant de gouvernements de l'Empire ; mais ils étendraient volontiers plus loin leurs convoitises. Ils ne seront jamais rassasiés. Que si la Wilhemsstrasse manifestait quelque prudence dans ses velléités expansionnistes, ils rugiraient de colère. Hertling a appréhendé le sort de Bethmann-Hollweg, et Kuhlmann a cédé au chantage des hobereaux. Mais un chancelier avisé ne saurait davantage rompre en visière aux éléments qui, le 19 juillet 1917, ont signé et voté la motion parlementaire en faveur de la paix générale de compromis. Si haut que soit le crédit du parti militaire, — (j'écris au milieu de mai) —, il serait dangereux de ne point compter avec un fléchissement toujours possible. L'an dernier, c'était le parti de la paix de compromis qui progressait, et l'étoile des généraux avait baissé. En laissant une certaine indécision subsister sur ses projets à l'Orient, en prolongeant des débats qui s'amortissent un peu avec le temps, qui, en tout cas, ne s'aviveraient qu'au moment de la solution, le gouvernement impérial conjure à l'intérieur toute attaque brusquée, ou des purs annexionnistes, ou des adversaires de l'expansionnisme outrancier. On lui a reproché déjà, d'un côté, de ne pas oser prendre une détermination qui rémunérât le peuple allemand de ses sacrifices, — entendez bien qui reportât les frontières au loin à l'Est et qui ouvrît officiellement de nouveaux territoires de colonisation : — on lui a fait grief de l'autre — (et ces protestations sont venues du catholique Erzberger comme du social-démocrate majoritaire Noske, — d'avoir ajourné la clôture des hostilités par un abus du coup de force en Ukraine et en Finlande. Il devrait redouter d'être assailli à la fois par les hommes de l'une et de l'autre tendances, s'il se rangeait à une résolution quelle qu'elle fût : et il sent la situation trop vacillante pour affronter un tel péril.

Le gouvernement allemand n'a pas à compter seulement avec les partis : il lui faut, en certains cas, et celui-ci est du nombre, ménager les États confédérés. Ce serait pure illusion et dangereuse erreur de croire que les royaumes du Sud se retourneraient contre la Prusse, car cette guerre a plutôt consolidé qu'affaibli l'unité de l'Empire, mais ils ne consentiraient pas à un accroissement du territoire prussien, auquel ne correspondrait pas une augmentation de leur propre domaine. La Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, Bade, la Hesse, ont essayé de tirer des profits particuliers de cette longue campagne ; ils n'accepteraient pas que tous les avantages fussent accaparés —, si avantages il devait y avoir, — par les Hohenzollern. Toute solution des problèmes orientaux, qui serait prussienne et non allemande, provoquerait des dissentiments plus ou moins graves dans l'Empire. Les fréquentes visites que les rois du Sud ont faites au grand quartier général, comme leurs voyages réitérés en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, attestaient chez eux des préoccupations un peu inattendues.

L'Allemagne tient ses alliés en tutelle, mais cette tutelle n'est pas si pleinement acceptée que ces alliés n'exigent point des égards. Chacun d'eux a ses convoitises, son programme de conquête, son espoir d'enrichissement. Il était périlleux de décevoir tel ou tel en pleine lutte, et, alors qu'on pouvait être contraint de lui demander de nouveaux sacrifices. Si le cabinet de Berlin réclamait tout pour lui-même, de la Finlande à la Crimée, il armerait contre ses prétentions les éléments qui, à Vienne et à Pesth, ou bien le combattent, ou bien supportent malaisément son joug. Le parti qui le soutient le plus aveuglément dans la Double Monarchie, le parti militaire, est celui-là même qui lui pardonnerait le moins de refuser toute satisfaction territoriale à l'Autriche-Hongrie. Il y a ici le problème polonais et le problème ukrainien. La Bulgarie a manifesté des appétits que j'ai déjà marqués, et qui inquiètent non sans motif les deux Empereurs : mais était-il prudent de lui opposer un frein, avant que son concours fût devenu inutile ? Quant à la Turquie, qui tient une partie du front, tout règlement hâtif des litiges pendants n'y pouvait qu'affaiblir la faction d'Enver et de Talaat.

Ces raisons eussent suffi à coup sûr à détourner la Wilhelmsstrasse des solutions définitives, — si d'autres n'étaient encore venues s'y adjoindre : le désir de laisser dans l'incertitude, pour mieux les maîtriser, pour les opposer plus faci-

lement entre eux, les États vassaux constitués à l'est des anciennes frontières ; la crainte, en mettant l'Entente devant les faits accomplis, en présence des suprêmes violences, de perdre pour l'avenir certains moyens de discussion ou mieux de marchandage. Les hommes politiques de la Quadruplice, quel que soit leur orgueil, sentent fort bien qu'ils n'ont créé que du provisoire et du précaire, et cette notion a influé, depuis plusieurs mois, sur leur attitude au regard des problèmes orientaux. A quoi bon imposer des solutions arrêtées aux peuples vaincus, si ces solutions devaient être demain anéanties par de nouvelles péripéties de la guerre mondiale ?

*
* *

Les difficultés d'hier subsistent entières : elles subsisteront en s'aggravant. Il suffit de les analyser les unes après les autres, pour s'apercevoir qu'elles ne sauraient être éliminées. Rien ne pourrait arracher l'Allemagne aux embarras grandissants où elle se débattra, et que les paix inachevées ont dressés devant elle. Ici encore une longue énumération se présente à l'esprit.

Jaloux des Hohenzollern, les princes allemands nourrissent entre eux de mutuelles jalousies. Ce n'est pas en 1918, pour la première fois, mais c'est de tout temps qu'un sentiment incoercible d'envie les a opposés les uns aux autres. Même les plus petits se refusaient à voir leurs voisins arrondir leurs domaines ou changer leurs titres, sans qu'un bénéfice correspondant leur échût à eux-mêmes. La Bavière n'admettra pas sans résistance qu'un roi de Saxe, renouvelant le passé, s'adjuge par union personnelle un Etat de l'Europe orientale. Quelque effort qu'on tente à Berlin pour maintenir l'équilibre entre les princes confédérés, la majeure partie de ceux-ci exprimeront leur mécontentement. Pourquoi une couronne supplémentaire serait-elle attribuée à tel ou tel ? La conquête serait le plus sûr instrument de division, si elle pouvait durer, si la mainmise germanique sur les anciens gouvernements russes se perpétuait en revêtant une forme officielle. Les potentats allemands rappellent les maréchaux de Napoléon.

Ils se disputeront entre eux les nouveaux Etats que les paix récentes auront édifiés, mais en même temps, ces Etats, hier provinces administratives de l'Empire russe, et qui aspiraient à la simple autonomie, entreront en conflit les uns avec les autres. Chacun d'eux aura son impérialisme, c'est-à-dire son programme d'expansion qui menacera les droits ou les intérêts du voisin, — et chacun d'eux se prétendra lésé, frustré, amputé d'une partie de son étendue légitime. Il n'y aurait qu'une méthode pour conjurer ces querelles qui seront interminables, et qui peuvent être l'origine de conflagrations générales : ce serait de recourir à un plébiscite en forme et de laisser les collectivités, réparties en sections assez nombreuses, statuer sur leurs propres destinées. Mais il suffit d'envisager une telle hypothèse, pour conclure que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie la répudieront au premier examen. L'appel à un semblable plébiscite équivaudrait à la condamnation même de l'asservissement, auquel les deux monarchies astreignent des millions et des millions d'hommes. Ni les Habsbourg, ni les Hohenzollern ne peuvent accepter le vote populaire comme base d'organisation.

Ils ont ainsi apporté la perturbation dans l'Europe orientale, sans qu'ils pussent y remédier que par des moyens de force, et nul n'ignore la faiblesse de ces moyens à travers l'histoire. De tels procédés réussissent parfois sur l'heure, mais leurs succès sont essentiellement fragiles et transitoires.

Je ne reproche pas seulement aux deux Empires d'avoir accablé les vaincus, traité d'énormes populations en cohues d'esclaves, détourné de leur sens des formules en soi justes et belles, érigé l'hypocrisie et le mensonge en maximes morales. Je leur reproche encore et surtout d'avoir institué la confusion dans la partie orientale de notre Continent. L'aboutissement logique de la Révolution russe, qui était à la fois un soulèvement politique et social et un effort de nationalités écrasées, devait être la République fédérative. Une telle république qui eût groupé, par des liens assez lâches pour ne blesser aucun élément, des nationalités soucieuses de vivre ou de revivre, fût apparue comme un principe d'ordre, de stabilité et de paix. L'Ukraine et la Grande-Russie, la Finlande et la Lithuanie et la Pologne pouvaient exister côte à côte avec un cadre commun et des structures particulières. Ce rassemblement de peuples n'eût été dangereux pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie qu'autant qu'elles fussent restées en proie à une mentalité militariste et annexionniste. Elles ont fomenté le désordre, stimulé la dissociation, et, comme on l'a dit, fabriqué de toutes pièces une nouvelle Macédoine, infiniment plus vaste et plus redoutable que l'autre.

Voilà le résultat dès maintenant constaté de toutes les paix inachevées que les Czernin, les Burian, les Hertling et les Kuhlmann ont négociées pendant les derniers mois. Ni les Allemands qui réfléchissent, ni les Austro-Hongrois, pourvus de quelque sagacité, ne les tiennent pour heureu-

ses. Au fur et à mesure que les jours s'écoulent, ils perçoivent mieux la gravité des fautes commises.

Je crois avoir montré succinctement que si les traités de Brest et d'ailleurs ont laissé en suspens les problèmes essentiels, c'est que ces problèmes ne pouvaient être tranchés tout de suite. Implicitement, les deux Empires ont reconnu qu'il ne leur appartenait pas de régler à eux seuls, même dans un secteur déterminé, à plus forte raison dans une aussi vaste zone, le statut de l'Europe future. Lorsque les puissances de l'Entente déclarent nulles les conventions, que les généraux et les diplomates de la Quadruplice se vantent d'avoir élaborées et imposées, elles constatent un fait. Seul le Congrès final donnera les décisions. Jusque-là, il n'y aura que des projets plus ou moins illusoires, des régimes vacillants et des suzerainetés condamnées.

PAUL LEUIS.

LOUIS-PHILIPPE ET SES MINISTRES

Lettres inédites de Louis-Philippe, du comte d'Argout, du comte Molé, de Thiers et de Guizot (1)

GUIZOT.

Guizot fut si longtemps ministre de la Monarchie de juillet qu'on ne saurait s'étonner de le voir figurer ici par un abondant choix de lettres. Bien entendu, ce ne sont que des lettres adressées à Louis-Philippe. Aussitôt après la chute de celui-ci, un recueil périodique fondé tout exprès pour divulguer les documents intimes que les journées de février avaient fait sortir des tiroirs de la famille royale, *la Revue rétrospective et archives secrètes du dernier gouvernement*, a publié un certain nombre de lettres de Guizot à son souverain. Dans ce nombre ne se trouvent pas celles qui vont suivre et qui s'ajoutent à l'ensemble de cette correspondance.

Toutes ces lettres-ci datent du long ministère de Guizot, qui, du 29 octobre 1840 au 23 février 1848, compose toute une période de notre histoire. Pourtant, la première lettre, antérieure de dix jours à la formation de ce ministère, est écrite de Londres où Guizot représentait la France en qualité d'ambassadeur. Louis-Philippe venait d'échapper à une tentative d'assassinat. On y verra comment Guizot parle au roi. Sous une forme un peu roide, mal faite, semble-t-il, pour se plier aux exigences de l'étiquette, l'homme d'Etat est plus souple, plus soumis et plus habile que son rival Thiers.

Sire, Votre Majesté ne sait peut-être pas que de loin on est encore plus troublé, plus ému que de près, de son danger et de son salut. De loin, encore mieux que de près, on voit ce qu'est le roi pour la France. Dieu le montre lui-même en vous sauvant toujours. Quand serons-nous au terme ? Malgré tant de coups, j'ai confiance : mais je me confie en tremblant. Je suis sûr que Votre Majesté ne se décourage pas. Que le dévouement de tous vous suive et vous soutienne sur cette brèche où vous vivez sous le feu, pour le salut de tous.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Londres, 19 octobre 1840.

Le diplomate dont il est question ci-dessous est Louis-Clair de Beaupoil, comte de Sainte-Aulaire, qui, d'abord ambassadeur à Rome, puis à Vienne, l'était alors à Londres, où il avait remplacé Guizot. C'était un homme avisé, en qui son ministre avait grande confiance.

Sire, j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté une lettre particulière de Sainte-Aulaire plus intéressante que ses dépêches. Lord Aberdeen a été surpris des paroles de l'amiral : et je le conçois. Je les ai expliquées de mon mieux. Quant à l'Afrique, je conçois aussi son humeur : mais il faut qu'il se résigne à la publicité de ses paroles. Je les ai répétées bien à dessein. La publicité seule transforme les paroles en faits accomplis. Et, si nous avons cinquante ans de paix, nous resterons en Afrique *quand même*.

Voilà l'adresse votée à une très bonne majorité. Je rapporterai au roi demain, un peu avant le Conseil, son projet de réponse. La séance d'aujourd'hui a été d'un bon effet.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Samedi, 29 janvier 1842.

Plus loin, il est question d'Antoine d'Appony, qui, après avoir été, lui aussi, ambassadeur d'Autriche à Rome, puis à Londres, vint en cette qualité à Paris en février 1826 et y demeura jusqu'en 1849, très mêlé à la société parisienne et très sym-

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 8 et suivants, 1918.

pathique, ainsi qu'en témoigne le *Journal du comte Rodolphe Apponyi*, son cousin, attaché à la même ambassade, dont la publication a été entreprise par M. Ernest Daudet.

Sire, le comte d'Apponyi ira ce soir rendre ses devoirs à Votre Majesté. Je prie le roi de ne lui rien dire des communications que m'a faites M. de Kisseleff. On est assez préoccupé en Allemagne des velléités de rapprochement que nous témoigne la Russie. Il importe, je crois, de n'en point parler.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur et sujet.

GUIZOT.

Vendredi 7 avril 1843

La lettre qui suit est adressée au duc de Nemours, second fils de Louis-Philippe. La mort de son aîné le duc d'Orléans en avait fait, depuis trois ans, le régent éventuel du royaume. Guizot lui écrit donc avec quelque détail. Nous donnons sa lettre parce qu'elle est tout entière politique et sert à faire connaître comment le ministre savait employer au besoin le concours des princes de la maison royale. Ici, il s'agit surtout des affaires d'Espagne, si troublées depuis qu'une décision de Ferdinand VII abolissant la loi salique dans ce pays, avait fait passer la couronne à sa fille Isabelle, au détriment de son frère Don Carlos. Une guerre civile de sept ans s'en était suivie ; mais maintenant, elle était terminée et le prétendant avait renoncé à ses droits.

Monseigneur, j'ai proposé au roi, comme Votre Altesse royale l'a désiré, d'après les conseils de M. Bresson qui m'en a écrit, de donner la croix de grand officier au comte de Villa Hermosa et au chevalier d'Arana. Ce dernier est déjà commandeur. M. Bresson m'a écrit depuis qu'il regarderait comme très à propos de donner le grand cordon au ministre des Finances, M. Mon, et je suis tout à fait de son avis. M. Mon est un des hommes les plus capables, les plus honnêtes et les plus courageux qui aient servi et qui servent la reine l'Espagne. Il a entrepris la tâche très difficile et très ingrate de remettre de l'ordre et de l'activité dans les finances espagnoles. Il est dans les meilleures dispositions envers le roi et la France. Il nous l'a prouvé par les mesures qu'il a prises en faveur de notre navigation. Nous n'avons pas cru pouvoir lui accorder l'émission, à notre bourse, de son nouveau 3 p. 100. Il vient, tout récemment, de se prononcer nettement pour le voyage de la reine Isabelle dans les provinces basques, surtout en raison de l'entrevue de Pampelune. Il est, je crois, de la justice, et de l'intérêt de l'Espagne et du nôtre de donner, autant qu'il dépend de nous, de la force et de la considération à M. Mon. J'ai donc proposé au roi, pour lui, le grand cordon.

Bresson désire aussi une faveur du roi pour le duc de San Carlos, qui aura, je crois, l'honneur d'être attaché à Votre Altesse royale à Pampelune. Mais il ne m'a pas indiqué le grade qu'il conviendrait de lui donner.

J'ai eu l'honneur d'envoyer au château d'Eu ces projets d'ordonnances. J'espère que le roi voudra bien les signer, et M. Duchâtel, qui fait encore mon intérim, les transmettra immédiatement à Votre Altesse royale.

Votre Altesse royale a été informée de la décision que le roi, de l'avis de ses ministres, vient de prendre sur la demande de passeports de Don Carlos pour l'Italie. Elle sera certainement fort agréable au gouvernement espagnol, et j'ai été d'avis que les passeports ne fussent pas donnés sur le champ. Mais ces délais ne sauraient se prolonger indéfiniment. C'est déjà beaucoup que de retenir le prétendant à Bourges. Nous le faisons, et le prétendant lui-même ne paraît avoir aucune envie de sortir de France. Mais retenir toujours, et contre son gré, un prince qui n'est plus prétendant, qui a solennellement et bien réellement abdiqué, et qui ne demande qu'à aller soigner en Italie sa femme malade, cela ne me paraît pas du tout nécessaire pour l'Espagne, et assez peu convenable pour les deux familles royales dont ce prince est si proche parent. Le moment viendra donc, je pense, où les passeports devront être donnés, et si Votre Altesse royale avait la bonté, dans ses conversations, d'en indiquer, à la reine Christine et aux ministres espagnols, la convenance et les motifs, elle leur rendrait service aussi bien qu'à nous. Comme nous avons, quant à présent, donné satisfaction à leurs désirs, il doit être moins difficile de leur faire comprendre que leurs craintes n'ont vraiment plus aucun fondement, et que la dignité du nom de Bourbon, en Espagne comme en France, demande qu'un prince qui le porte ne soit pas retenu, contre le droit des gens, sans une nécessité politique réelle et sérieuse.

Je ne dis rien à Votre Altesse royale de la grande question du mariage. Le roi m'a fait l'honneur de m'écrire le 14 de ce mois, en réponse à quelques réflexions que je lui avais adressées, à ce sujet, une longue lettre dont je sais qu'il a envoyé copie à Votre Altesse royale. Je suis complètement de l'avis du roi, et je crois que Votre Altesse royale, en entretenant dans ce sens la reine Christine, fera une excellente chose pour elle-même comme pour la reine sa fille et le repos de l'Espagne. Si le ma-

riage napolitain peut se faire sans forcer la main à l'Espagne, pays et gouvernement, et sans y semer la guerre civile, il nous convient à merveille. et tout ce que nous avons fait pour le préparer prouve à quel point nous en sommes convaincus. Mais s'il faut, pour atteindre ce but, faire acte de *prepotenza*, selon l'excellente expression du roi, et faire courir à l'Espagne de nouvelles chances de désordre, évidemment nous ne le devons pas. Et alors le mariage avec le duc de Séville, si, comme on l'assure, il plaît davantage à la reine Isabelle et aux Espagnols que le duc de Cadix, doit avoir tout notre appui, car il met complètement à couvert, dans cette question, l'honneur et les intérêts du roi et de la France. Je compte beaucoup sur la conversation de Votre Altesse royale pour faire accueillir ces idées à la reine Christine. Bresson secondera parfaitement Votre Altesse royale.

Je suis bien heureux d'apprendre que Votre Altesse royale ne se ressent plus de son indisposition. J'ai vivement joui de son succès, si soutenu et si utile. Permettez-moi un conseil, monseigneur : n'hésitez jamais à vous montrer, à parler, à vous faire connaître de tous tel que vous êtes. La France et Votre Altesse royale ont toujours beaucoup à y gagner.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, monseigneur, de Votre Altesse royale, le très humble et très obéissant serviteur.

GUIZOT.

Val Richer, 22 août 1845.

La douzaine de lettres qui vont suivre s'étendent sur un espace de deux ans et demi, d'octobre 1845 à février 1848. Ce sont des épaves de l'abondante correspondance que Guizot entretint avec le roi pendant ces trente mois d'un pouvoir ministériel qui semblait alors des mieux assis. Il n'est incident de politique extérieure ou intérieure qui ne dut fournir matière à quelque échange de vues. Essayer de les commenter tous serait vouloir passer en revue l'histoire presque entière de la Monarchie de juillet, c'est-à-dire une besogne aussi inutile que longue. Il est préférable de parcourir ces lettres comme des témoignages de la confiance qui régnait entre le souverain et son serviteur et de les envisager comme des exemples de la communauté de leurs efforts.

Sire, je n'avais pas vu *le Moniteur algérien*, et c'est le roi qui m'apprend ce déplorable événement. Je viens de faire demander le journal et d'y lire le récit. Je partage complètement l'avis du roi et j'écris par le télégraphe aux deux maréchaux. Je vais faire dire à Saint-Yon et à Martineau de se trouver demain à Saint-Cloud à une heure. Il faut évidemment prendre des mesures immédiates. J'espère que le général Lamoricière aura été en état de frapper tout de suite quelque coup. En tout cas, nous lui fournirons d'ici tous les moyens nécessaires. Je serai à Saint-Cloud demain avant le Conseil.

Voici des lettres de Londres, Naples et Rome.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur et sujet.

GUIZOT.

Paris, dimanche, 5 octobre 1845.

P.-S. Je fais demander à Saint-Yon et à Martineau les rapports officiels d'Alger qu'il me paraît impossible qu'ils n'aient pas reçus. Comment le roi ne les avait-il pas depuis ce matin ?

Sire, j'ai lu attentivement les lettres que j'ai l'honneur de renvoyer au roi. Nous avons pris, je crois, toutes les mesures qu'il y avait à prendre, et nous les avons prises sans perdre un moment. J'espère qu'elles produiront sur les lieux, en fait, un aussi bon effet qu'ici sur l'opinion. L'agitation que ces fâcheuses nouvelles auraient pu exciter a été prévenue par notre prompte et ferme résolution. Reste maintenant l'exécution qui doit être aussi prompte. Nous en parlerons ce matin au Conseil.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur et sujet.

GUIZOT.

Mercredi, 8 octobre 1845.

P.-S. — Je reçois à l'instant les nouvelles dépêches que m'envoie le roi. Je vais les lire et je les rapporterai au Conseil.

Voici un billet de M. de Sainte-Aulaire.

Le roi aurait-il la bonté de recevoir (et quel jour ?) M. Dieffenbach, très habile chirurgien et professeur de Berlin, qui désire avoir l'honneur de lui présenter un grand ouvrage ? M. de Humboldt me l'a vivement recommandé.

(*A suivre.*) PAUL BONNEFON.

LES NOUVEAUX IMMORTELS

LOUIS BARTHOU

Sa personnalité est double.

Il faut le voir arriver au Palais Bourbon, un jour de grande séance. Sitôt la salle de Pas Perdus franchie, l'homme, court et robuste, qui, tout à l'heure, marchait pensif, le regard en dedans, se redresse tout à coup, se raidit ; ses yeux s'ani-

ment, étincellent derrière le binocle ; son pas se fait souple, aise, comme s'il suivait un sentier montagneux, un sentier de ses Pyrénées. Il ne redoute point les précipices. L'atmosphère de la Chambre, lourde de passions, enfièvre son sang, l'excite ; il respire avec délices. M. Barthou est dans son élément. Aux collègues, adversaires et partisans qui l'attendent, le guettent, il va droit, les aborde d'une vive saillie béarnaise, d'un salut courtois et plaisant. Et il passe. Il est passé.

Le voici dans l'hémicycle, où siège-t-il ? Le plus souvent, au banc du gouvernement, car M. Barthou est ministre pourrait-on dire, par prédestination. Il a détenu sept ou huit portefeuilles et fut président du conseil.

Mais c'est dans sa charge de grand maître de l'Université qu'il fit surtout preuve d'initiative : il osa s'intéresser à l'art, aux lettres françaises. D'illustres écrivains devinrent ses amis. On raconte que dans l'intimité, M. Bergeret l'appelle : Mon Ministre ; l'anecdote est à vérifier car le vénérable maître cultive, dans sa vieillesse, la passion de l'irrévérence. En tout cas, M. Edmond Rostand l'a sacré : Ministre des poètes. C'était lui en r'ouvrir les portes de l'Institut.

A l'Académie, M. Barthou connaîtra de nouveaux triomphes ; mais ceux-ci atténués, discrets et comme embaumés de vertus. M. Barthou est orateur. Pour lui, un discours est un acte, une passe d'armes, un combat ; il monte à la tribune comme à un assaut. Qu'on se rappelle les fougueuses discussions sur la loi de trois ans, à la veille de la guerre, où il se montra débater, éloquent, ardent, pressant, infatigable.

A la tribune, il paraît si maître de lui, qu'il irrite quelquefois par son assurance ; pourtant, à la vérité, au début de chaque intervention, l'homme est nerveux, inquiet et se sent physiquement malade : il lui faut dompter la bête...

— Vous vous servez de phrases préparées à l'avance, lui cria un jour, un collègue.

— Je plaindrais, répliqua-t-il, pour la Chambre et pour lui, l'orateur qui n'aurait pas préparé son discours.

Il aurait pu citer le mot de Mirabeau sur Barnave. « Pour improviser sur une question, il faut commencer par la bien savoir ». Ou la spirituelle boutade de Berryer qu'il rapporte dans son *Lamartine Orateur*. « Savez-vous le secret des improvisateurs ? C'est qu'ils n'improvisent pas. »

M. Barthou n'improvise pas ; il ne récite pas non plus. S'il lui arrive d'écrire une déclaration solennelle, dont il doit peser chaque mot et chaque terme ; il lit bravement les yeux sur son texte, sans avoir l'air d'écouter sa mémoire. L'acrobatie oratoire lui apparaît comme le plus méprisable des jeux. A-t-il un discours à prononcer, il réunit patiemment les documents, les étudie avec soin, jette quelques mots, trace un plan, puis ce travail achevé, M. Barthou sort de chez lui, entreprend une longue course à travers Paris, au Bois de Boulogne, le long des quais. S'il aperçoit un ami, une figure de connaissance, sur le trottoir qu'il suit, il traverse la chaussée, pour ne pas s'arrêter, interrompre son élaboration intérieure ; car M. Barthou dessine ses phrases, allonge ou raccourcit ses périodes, les accroche à leur place, durant ses promenades méditatives.

— As-tu aujourd'hui prononcer un bon discours ? lui demanda au début d'une séance, il y a vingt-cinq ans, son jeune collègue d'alors, M. Raymond Poincaré.

— Si je fais celui que je viens de marcher, répondit M. Barthou, je crois qu'il ne sera pas trop mauvais.

Il ne fut pas trop mauvais en effet — tout au moins pour l'orateur — puisqu'il devenait ministre deux jours plus tard.

Tel est l'homme public ; mais nous l'avons dit, sa personnalité est double. Il existe en lui un autre homme, non plus homme d'État, mais homme tout court, intime, familier, bénédictin, patient, absorbé, hanté par une passion unique : celle des manuscrits précieux et des livres rares. Celui-là ne sait pas je le parierais, où se trouvent la Chambre des députés, ni le Sénat. Ses livres, ses manuscrits, voilà les vrais compagnons de son esprit, les vrais richesses de sa maison. Depuis que Paris est visité par les gothas, M. Barthou a porté certains de ses volumes au Crédit Lyonnais, comme d'autres y portent leurs bijoux de famille, leur argenterie. Sa bibliothèque, c'est sa coquetterie et s'il n'en avait pas cherché d'autre, on serait tenté de dire : c'est sa gloire. Bibliothèque curieuse d'ailleurs, riche et variée, où se manifeste un élégant éclectisme. Libre penseur, M. Barthou est un admirateur de Bossuet et de Massillon ; romantique impénitent, il possède une épître de Despréaux qu'il goûte en amateur. Sur un même rayon, voici des manuscrits d'Anatole France, de Pierre Loti et de Rostand. Au-dessous, c'est un livre de Georges Clémenceau : « Figures de Vendée » avec cette alerte dédicace : « A mon bon camarade de collier, Louis Barthou, en souvenir de son bel entrain dans l'action et de son inlassable effort pour le meilleur succès du commun labeur. » Et d'autres, d'autres...

A vivre ainsi dans le commerce des historiens, des romanciers et des poètes, on risque de subir leur influence ; ils subjuguent, étourdissent par l'o-

originalité, l'abondance de leurs pensées, la splendeur de leurs images. A pareils despotes, il est difficile de résister. Ce sont eux j'imagine qui poussèrent M. Barthou vers sa table de travail, et l'incitèrent à écrire. L'homme politique écouta donc ses amis. Pour ses débuts, l'orateur devait nécessairement s'orienter vers un chef de parti, vers un meneur d'hommes, vers quelque gladiateur illustre de l'arène parlementaire. Il songea à Lamennais, puis à Gambetta, mais sur les objections de son éditeur, il décida de s'attaquer au monstre lui-même, à Mirabeau. La tentative était hardie, car il s'agissait de prendre la terrible « hure du tribun » son « imagination passionnée et sulfureuse » les dons et les vices de cette « magnifique exagération humaine » qui résumait et ramassait en elle la Révolution Française. M. Louis Barthou n'esquiva aucune des difficultés et procédant par touches larges, sincères, il traça un portrait vivant d'où se dégage une indéniable impression de grandeur.

A son Mirabeau, M. Barthou fit succéder un *Lamartine orateur*. C'est son ouvrage de prédilection. Peut-être parce qu'il lui demanda plus d'efforts, peut-être parce qu'il fut bâti, en partie, avec des pièces manuscrites patiemment amassées. Orgueil d'auteur, orgueil de collectionneur : les deux se mêlent. En tout cas, ce péché lui sera pardonné — si péché il y a, car M. Barthou entreprit une œuvre pie ; il réhabilita un grand poète, lui donna raison devant la postérité. Un poète peut-il être un véritable homme politique ? Non, avait répondu par avance Louis Veuillot. Sans aucun doute, écrit M. Barthou et il le prouve. Les attaques de Veuillot lui semblent injustes, méchantes. « Un peuple qui donne la parole aux poètes sur les affaires de l'Etat, avait écrit le rédacteur de l'*Univers*, est un peuple abêti. » Plus tard il récidiva, après la révolution de 1848, rendant Lamartine responsable de ses propres désillusions. « La France, ajoutait-il, s'est oubliée à cette folie, de prendre un jour comme colonel, le principal musicien du régiment ! » M. Barthou démontre que la France accomplit au contraire, un acte de sagesse en confiant ses destinées à Lamartine, et si l'auteur des *Harmonies Poétiques* se berce quelque part, dans un autre monde, des chants suaves et célestes, il se doit de consacrer quelques strophes à M. Barthou. Lamartine fut à la fois courageux et clairvoyant : ne proclama-t-il pas le premier : « j'honore l'Angleterre comme une nation qui honore l'humanité et qui civilise tout ce qu'elle conquiert ». L'alliance anglaise n'a pas de partisan plus avoué que moi ? « N'écrivit-il pas en 1869, ces lignes prophétiques : « L'unité de l'Allemagne, si elle était réalisée, serait la crise incessante, le danger de mort, perpétuel de la France. » Déja Mirabeau dans la préface d'une compilation désordonnée, touffue : de la *Monarchie Prussienne*, avait écrit : « Je traiterai enfin du système militaire de ce pays tout guerrier: *genre d'industrie vraiment prussien* et jusqu'ici l'une des plus solides bases de la puissance à laquelle s'est élevée la maison de Brandebourg », et plus loin « Les troupes prussiennes sont capables presque à volonté d'entrer soudainement en guerre et d'agir avec toute la vivacité d'une armée qui l'a faite depuis longtemps... Non seulement les troupes prussiennes peuvent entrer en campagne beaucoup plus tôt qu'aucune autre, mais encore elles peuvent y entrer au moment où le roi l'ordonne, sinon aussi bien qu'il le voudrait peut-être, du moins mieux que tous les autres qui après plusieurs mois de préparatifs, manquent de beaucoup de choses. » Ainsi Mirabeau, Lamartine, les deux génies nés sous le ciel de France, nous avaient avertis.

Nous ne les avons point écoutés; combien d'autres après eux nous ont dépeint cette Allemagne avide, tendant sa bouche gloutonne, vers notre patrie riche, heureuse, insouciante, et prodigue ! Mais ils n'eurent pas plus de succès et la guerre est venue.

Comme tous les écrivains, M. Barthou jeta au fond d'un tiroir les notes, les documents de ses œuvres en préparation. *Les Amours d'un poète*, *Chateaubriand orateur* : *Henri IV* ; Le temps n'était plus aux songes, aux rêveries sur le papier. La France envahie faisait appel au dévouement, à l'énergie de tous ses enfants. M. Barthou y répondit en lui donnant tout : son activité, ses forces, son intelligence, enfin l'espoir et la joie de sa vie : son fils unique dont j'ai salué la petite tombe dans notre Alsace reconquise. A Paris, en province, à l'étranger, M. Barthou se fit le missionnaire de l'entente sacrée, de l'union de tous contre la horde ignominieuse ; tel est le sujet de ses *lettres à un jeune français* ; voilà l'invariable thème de sa propagande. Plus de barrière, plus de partis : le noble et doux visage de la France au-dessus de toutes les querelles ! Penser ainsi, n'est-il pas à l'heure présente penser en homme d'Etat ?

JEAN VIGNAUD.

TROIS ANNÉES (1)

XIV

Laptev s'ennuyait maintenant à la maison. Sa femme allait souvent dans le pavillon, soi-disant pour faire travailler ses nièces, mais il savait qu'elle y allait pour pleurer chez Kostia.

Vint le neuvième jour après la mort de l'enfant, puis le vingtième, puis le quarantième (2) : Laptev devait chaque fois se rendre au cimetière, assister au service commémoratif, et puis se désespérer pendant toute une journée, ne pensant qu'à l'enfant disparu et prodiguant à sa femme d'inutiles consolations. On ne le voyait plus que rarement au hangar et il ne s'occupait désormais que de bienfaisance, imaginant les démarches les plus diverses, heureux quand il pouvait, à l'occasion d'affaires insignifiantes, passer toute une journée en courses. Depuis quelque temps, il se proposait de faire un voyage à l'étranger, afin d'y étudier l'organisation des asiles de nuit, et ce projet maintenant le distrayait.

C'était l'automne. Julia venait de se rendre au pavillon, et dans son cabinet, Alexis, couché sur un divan, se demandait où il pourrait aller, lorsque Pierre entra et annonça Pauline.

Laptev fut très heureux de cette visite ; il se leva et se porta vivement à la rencontre de son ancienne amie, qu'il avait déjà presque oubliée. Depuis le soir où il avait vu Rassoudina pour la dernière fois, elle n'avait pas changé ; elle était restée absolument la même.

— Pauline, — dit-il, en lui tendant les deux mains, — on ne s'est pas vus depuis des siècles ! Si vous saviez comme je suis content de votre visite ; soyez donc la bienvenue ici !

Pauline, en lui serrant la main, la tira comme un cordon de sonnette, sans ôter ni son paletot, ni son chapeau ; elle entra dans le cabinet et s'assit.

— Je ne viens que pour un moment, — répondit-elle. — Je n'ai pas le temps de parler futilités. Veuillez vous asseoir et m'écouter. Que vous soyez content de me voir ou que vous ne le soyez pas, cela m'est absolument égal, car je n'attache nul prix à l'attention bienveillante de messieurs les hommes. Si je viens chez vous, c'est que j'ai été déjà dans cinq endroits aujourd'hui, et partout je n'ai rencontré que des refus. L'affaire cependant ne souffre aucun délai. Ecoutez, — continua Rassoudina, les yeux dans les yeux de Laptev, — cinq étudiants, que je connais, des jeunes gens bornés et médiocres, mais certainement très pauvres, n'ont pu verser le montant de leurs inscriptions, et maintenant on les met à la porte. Votre fortune vous impose le devoir de courir à la Faculté sur-le-champ et de payer pour eux.

— Mais avec plaisir, Pauline.

— Voici leurs noms, — ajouta la jeune femme en donnant à Laptev un bout de papier. — Allez-y tout de suite, vous aurez toujours assez de temps pour jouir de votre bonheur conjugal.

A ce moment, derrière la porte du salon, résonna un léger bruit, sans doute un chien qui se frottait contre le chambranle.

Rassoudina devint rouge et se leva brusquement.

— Votre Dulcinée écoute aux portes, — dit-elle. — C'est assez vilain, cela !...

Laptev s'en trouva froissé pour Julia.

— Ma femme n'est pas ici, elle est au pavillon, — répliqua-t-il. — Et ne parlez pas d'elle ainsi. Nous avons perdu notre enfant, et ma femme est tout à son terrible chagrin.

— Vous pouvez la tranquilliser, — dit Pauline avec un sourire en se rasseyant. — Vous en aurez encore dix autres. Pour faire des enfants, il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'esprit.

Laptev se ressouvint d'avoir entendu, bien souvent déjà, quelque chose de pareil dans la bouche de Pauline ; et tout à coup, il fut comme frôlé par une bouffée du passé, par la poésie de sa vie, libre et solitaire, alors qu'il pouvait tout ce qu'il voulait, croyait-il, et qu'il ne portait pas en lui l'amour de sa femme et le souvenir de son enfant.

— Allons ensemble à la Faculté, — proposa-t-il en s'étirant.

Arrivés à la Faculté, Laptev s'en fut au secrétariat, tandis que Rassoudina demeurait devant la porte à l'attendre. Au bout de quelques minutes, il ressortit, et tendant cinq quittances à la jeune femme :

— Où allez-vous maintenant ? — lui demanda-t-il.

— Chez Yartzev.

— Je vous y accompagne.

— Vous l'empêcherez de travailler.

— Oh ! non, je vous assure, — dit-il, avec un regard suppliant.

Elle avait un chapeau noir, garni de crêpe, comme un chapeau de deuil, et un court paletot usé, dont les poches s'écartaient, comme gonflées. Son nez paraissait encore plus long que d'habitude, et malgré un froid piquant ses joues n'avaient pas le moindre coloris. Alexis éprouvait

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 5 et suivants, 1918.

(2) Il est d'usage, chez les Russes, les 9e, 20e et 40e jour qui suivent la mort d'un parent, de célébrer des services religieux pour le repos de son âme. (*N. d. tr.*)

du plaisir à la suivre, à lui obéir, et à l'entendre bougonner. Il marchait derrière elle, et songeait : quelle ne devait pas être sa force d'âme, à cette femme, puisque, en dépit de son physique tourmenté, ingrat, anguleux, de sa mise négligée, de ses cheveux toujours mal peignés, elle exerçait néanmoins un si réel ascendant !...

Ils montèrent chez Yartzev par l'escalier de service. Dans la cuisine, ils furent accueillis par la cuisinière, une petite vielle toute proprette, aux boucles grises. Elle se troubla, sourit affablement, et son visage menu devint semblable à un gâteau.

— Donnez-vous la peine d'entrer, — dit-elle.

Yartzev n'était pas là. Rassoudina s'assit au piano, et se mit à jouer des exercices fastidieux et difficiles, après avoir ordonné à Laptev de ne pas la déranger. Lui, en effet, se taisait, installé à l'écart, avec une livraison du *Vesnik Evropy* (1). Ayant joué pendant deux heures, — c'était là son travail personnel de chaque jour, Pauline alla manger un morceau à la cuisine, puis s'en fut à ses leçons. Laptev acheva le roman commencé puis resta longtemps sans lire et sans éprouver le moindre ennui, heureux même de se trouver en retard pour le dîner à la maison. On entendit le rire de Yartzev :

— Ha ! ha ! ha !

Puis Yartzev lui-même parut, bien portant, gaillard, les joues roses, vêtu d'un frac d'uniforme neuf, aux boutons de métal.

— Ha ! ha ! ha !

Les deux amis dînèrent ensemble, puis Laptev s'installa sur un divan. Yartzev s'assit près de lui, dans un fauteuil, et alluma un cigare. Le crépuscule tombait.

— Il faut que je commence à vieillir, — dit Laptev. — Depuis que ma sœur n'est plus, je songe souvent à la mort, je ne sais pourquoi.

Ils échangèrent des propos sur la mort et sur l'immortalité de l'âme. Quel bonheur, en effet, si on pouvait ressusciter, s'envoler, par exemple, dans la planète Mars, y vivre éternellement dans la paix et dans la joie, mais, surtout, penser d'une autre façon que sur la terre !...

— Moi, je ne voudrais pas mourir, — dit Yartzev doucement. Aucune philosophie ne peut me faire accepter la mort. Je considère la mort comme une simple destruction de mon être. J'ai envie de vivre.

— Vous aimez la vie, Yartzev ?

— Oui, je l'aime !

— Et moi, je ne réussis pas à me comprendre sous ce rapport-là. J'oscille perpétuellement entre le désespoir et l'indifférence. Timide, peu sûr de moi-même, j'ai une conscience craintive. Je ne puis ni m'adapter à la vie, ni la dominer. Il est des gens qui disent des sottises où font des vilenies, tout en goûtant la joie de vivre ; moi il m'arrive d'accomplir sciemment une bonne action, et je n'éprouve, pendant et après, d'autre sentiment que l'inquiétude ou l'indifférence. J'explique tout cela, mon cher, par ce fait, que j'ai du sang d'esclave dans les veines, étant petits-fils de serf. Avant que nous autres, gens de la classe bourgeoise, nous marchions librement, sur le grand chemin de la vie, bien des nôtres auront péri en route.

— Tout cela est possible, mon ami, — soupira Yartzev. — Mais qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve seulement, une fois de plus, combien elle est riche, et variée, la vie russe. Ah ! qu'elle est riche ! Vous savez, je me convainc tous les jours davantage que nous sommes à la veille d'un immense triomphe, et je voudrais vivre jusqu'à ce moment-là pour y participer. Croyez-le ou ne le croyez pas ; mais, à mon avis, la génération qui grandit maintenant est une génération remarquable. Quand je travaille avec mes élèves, surtout avec les jeunes filles, j'éprouve une vraie jouissance. Ah ! quelle merveilleuse jeunesse !

Yartzev s'approcha du piano et plaqua un accord.

— Je suis chimiste, moi, je mourrai chimiste, et je pense en chimiste. Mais je suis affamé ; — continua-t-il ; — et j'ai peur de mourir sans m'être rassasié. La chimie seule ne me suffit pas, je travaille donc l'histoire russe, l'histoire des arts, la pédagogie, la musique... Un jour, l'été dernier, votre femme m'a invité, en causant, à écrire pour elle une pièce historique ; et depuis je brûle d'écrire, d'écrire... il me semble que je pourrais demeurer trois jours sans me lever de ma chaise ni quitter mon papier. Les images et les silhouettes m'obsèdent, se pressent dans mon crâne, je sens un pouls battre dans mon cerveau. Je n'ai aucunement l'ambition de devenir un écrivain extraordinaire, de produire quelque chose de grand ; je veux simplement vivre, rêver, espérer, voir tout, être partout... La vie est courte, mon cher, et il faut la passer le mieux possible.

Après cette amicale conversation qui ne se termina qu'à minuit, Laptev commença de venir chez Yartzev presque chaque jour. Il se sentait de plus en plus attiré vers lui. Il arrivait ordinairement à la tombée de la nuit, s'allongeait sur le divan et attendait le retour de son ami avec patience, sans éprouver le plus léger ennui. Yartzev rentrait de son travail et dînait pour se remettre ensuite à la tâche. Mais Laptev lui posait une question et toute

(1) Le Messager d'Europe.

une controverse aussitôt s'engageait. Yartzev n'avait plus la tête à la besogne, et le deux amis se séparaient vers minuit, très contents l'un de l'autre.

Mais cela ne dura pas longtemps. Un jour, étant venu chez Yartzev, Alexis y trouva Rassoudina, qui, assise au piano, faisait des gammes. Elle l'accueillit d'un coup d'œil froid, presque hostile et, sans lui tendre la main, lui demanda :

— Dites-moi, s'il vous plaît, est-ce que cela va finir bientôt ?

— Quoi, cela ? — interrogea Laptev interloqué.

— Vous venez ici tous les jours, et vous empêchez Yartzev de travailler. Mais Yartzev n'est pas une espèce de marchand, c'est un savant, et chaque instant de sa vie est précieux. Il faudrait tout de même comprendre cela et avoir un peu de délicatesse !

— Si vous trouvez que je le dérange, — dit Laptev confus, — eh bien ! je ne viendrai plus chez lui.

— Et vous ferez très bien. Allez-vous-en donc, car il peut arriver à tout moment, et vous trouver ici.

Le ton de ces paroles et les regards indifférents de Pauline ajoutèrent encore à la confusion de Laptev. Elle n'avait plus maintenant d'autre sentiment à l'égard d'Alexis, que le désir de le voir s'éloigner au plus tôt. Comme cela ressemblait peu à son amour de jadis ! Il sortit sans lui avoir serré la main, pensant que la jeune femme le rappellerait, lui crierait de revenir. Mais il n'entendit qu'un bruit de gammes, et il comprit alors qu'il était désormais un étranger pour elle. Lentement il descendit l'escalier.

Trois jours après, Yartzev vint le voir, pour passer la soirée avec lui.

— J'ai une nouvelle à vous annoncer, — dit-il en riant. — Pauline Rassoudina s'installe définitivement chez moi.

Il se troubla un peu, et poursuivit à mi-voix :

— Certes, nous ne sommes pas amoureux l'un de l'autre, mais je crois... je crois bien que cela n'a pas autrement d'importance. Je suis heureux de pouvoir lui offrir un gîte, du repos, et la possibilité de ne pas travailler, au cas où elle tomberait malade. Quant à elle, eh bien ! elle pense qu'en étant ma maîtresse elle apportera dans ma vie plus d'ordre, et que je deviendrai un grand savant sous son influence. C'est la conviction de Rassoudina, ce n'est pas la mienne ; mais je ne veux pas la désillusionner sur ce point. Ha ! ha ! ha !

Laptev se taisait. Yartzev fit quelques pas dans le cabinet, considéra les tableaux qu'il avait vus cent fois, et, avec un soupir :

— Oui, mon ami, — reprit-il. — J'ai trois ans de plus que vous, et je suis maintenant trop vieux pour songer à l'amour véritable. Au fond, une femme comme Pauline Rassoudina est une aubaine pour moi, et je vivrai certainement heureux avec elle jusqu'à la fin de mes jours. Mais, que je ne sais quel désir d'autre chose. Bref, et en diable, j'ai tout de même je ne sais quel regret, un mot, jamais l'homme n'est satisfait de ce qu'il possède.

Yartzev s'en fut ensuite au salon, où, comme si de rien n'était, il se mit à chanter des romances. Alexis demeura dans son cabinet, et les yeux fermés, il réfléchissait, il se demandait pourquoi Rassoudina était devenue la maîtresse de Yartzev.

Puis il songeait, avec mélancolie, qu'il n'existait pas dans la vie d'attachement fort et constant. Il ressentait quelque dépit, à l'idée que Pauline s'était mise en ménage avec Yartzev, et que lui-même n'éprouvait plus pour sa femme les mêmes sentiments qu'auparavant.

XV

Assis dans un fauteuil à bascule, Laptev lisait en se balançant légèrement. Julia, dans le cabinet de son mari, lisait aussi. Ils paraissaient n'avoir pas grand chose à se dire, et ils se taisaient depuis le matin.

Parfois, il regardait sa femme par-dessus le livre, et pensait :

— Que l'on se marie par amour ou sans amour, n'est-ce pas absolument la même chose ?...

Le temps où, jaloux de sa femme, il souffrait et se tourmentait, lui semblait maintenant très loin. Il était revenu enchanté de son voyage à l'étranger et il en projetait un autre, en Angleterre, pour le commencement du printemps.

Julia s'habituait à son chagrin, et ne se rendait plus dans le pavillon pour y pleurer. Cet hiver-ci, elle ne faisait plus de courses dans les magasins, n'allait plus au théâtre, ni au concert, mais demeurait à la maison. Elle n'aimait pas les grandes pièces et passait le temps au cabinet de son mari ou dans sa chambre à elle, où étaient les icônes et ce même paysage qui l'avait tant charmée à l'exposition. Elle ne dépensait presque plus d'argent pour elle, et ses plaisirs lui coûtaient maintenant aussi peu que jadis dans la maison de son père.

L'hiver s'écoulait assez tristement. Partout, à Moscou, on jouait aux cartes, ou bien on imaginait d'autres amusements, tels que lecture en société, chant, dessin, ce qui était plus ennuyeux en-

core. Les hommes de talent étaient peu nombreux et dans toutes les soirées s'exhibaient les mêmes chanteurs et les mêmes lecteurs. Cela émoussait considérablement l'attrait de ces distractions artistiques, lesquelles devinrent pour beaucoup une fastidieuse et monotone corvée.

Aussi bien il ne se passait presque pas de jour que les Laptev n'eussent à subir quelque désagrément. Le vieux Laptev n'y voyait que très mal, et n'allait plus au hangar : les oculistes déclaraient qu'il ne tarderait pas à perdre la vue. Fédor, lui aussi, avait cessé de venir au hangar et restait chez lui à écrire tout le temps. Panaourov avait réussi à obtenir un changement de poste et une promotion ; mais avant de partir pour sa nouvelle résidence, il s'attardait quelque peu à Moscou, à l'hôtel de Dresde, et venait presque chaque jour demander de l'argent à Laptev. Kisch avait enfin quitté l'Université, et en attendant qu'Alexis lui trouvât un emploi, il passait chez eux des journées entières à raconter, interminablement, des histoires ennuyeuses. Tout cela, irritait, fatiguait le ménage Laptev et lui rendait parfaitement insupportable son existence quotidienne.

Pierre vint annoncer une dame inconnue ; sur la carte qu'il remit à Laptev, il y avait écrit : « Joséphina Joséphovna Milane. »

Julia se leva nonchalamment et sortit du cabinet, en voitant légèrement, car elle avait des fourmis dans une jambe. Sur le seuil parut une dame en noir, maigre, extrêmement pâle, avec des sourcils très bruns. Elle crispait ses mains contre sa poitrine, et murmurait d'une voix suppliante.

— Monsieur Laptev, sauvez mes enfants !

Ce tintement de bracelets, cette figure avec des plaques de poudre de riz, avaient déjà frappé Laptev ; et en effet il reconnut la dame chez laquelle, avant son mariage, il avait si mal à propos déjeuné un jour. C'était la seconde femme de Panaourov.

Sauvez mes enfants ! — répéta-t-elle : et sa face trembla, devint tout à coup vieille et pitoyable. — Vous seul pouvez nous sauver, et j'ai dépensé mon dernier rouble pour venir à Moscou vous trouver ! Mes enfants vont mourir de faim !

Elle fit un mouvement, comme pour tomber à genoux ; Laptev n'eut que le temps de la saisir par les bras, au-dessus des coudes.

— Asseyez-vous, asseyez-vous, — dit-il en la faisant asseoir ; — je vous en prie, asseyez-vous.

— Nous n'avons plus dequoi nous acheter seulement du pain, — gémit-elle. — Grigori va partir pour son nouveau poste, mais il ne veut pas nous emmener avec lui, nos enfants et moi. De plus, l'argent que vous nous avez envoyé si généreusement, il l'a dépensé pour lui. Qu'allons-nous devenir, mon Dieu ? Mes pauvres, pauvres enfants !...

— Calmez-vous, je vous en prie !... je donnerai des ordres à la caisse, pour qu'on envoie désormais cet argent à votre nom.

Elle éclata rbusquement en sanglots, puis se calma : et il s'aperçut que les larmes avaient, sur ses joues poudrées, laissé des traces pareilles à de petites rigoles, et aussi qu'elle avait de la moustache.

— Vous êtes infiniment généreux, monsieur Laptev, mais soyez notre ange gardien jusqu'au bout, soyez notre bonne fée, obtenez de Grigori qu'il ne nous abandonne pas, qu'il nous emmène avec lui. Car je l'aime, je l'aime follement, il est ma seule joie !

Alexis lui donna cent roubles et lui promit de parler à Panaourov. En la reconduisant jusqu'à la porte, il avait tout le temps peur qu'elle ne recommençât à sangloter ou ne se mît à genoux devant lui.

Après elle arriva Kisch. Ensuite Kotchevoi avec un appareil photographique. Depuis quelque temps il se passionnait pour la photographie et, plusieurs fois par jour, il faisait poser tout le monde à la maison. Cette nouvelle occupation, lui causait beaucoup de tracas ; il en maigrissait.

Un peu avant le thé du soir vint Fédor. Il s'assit dans le cabinet de son frère, à l'écart, ouvrit un livre et regarda longtemps la même page, qu'il ne lisait visiblement pas. Puis il prit et reprit du thé. Sa figure était rouge. En sa présence, Laptev avait comme un poids sur le cœur. Le silence même de son frère lui était pénible.

— Tu peux complimenter la Russie d'un nouveau publiciste, — dit Fédor. — Plaisanterie à part, je viens d'écrire une étude politique, et je veux te la montrer. C'est un coup d'essai. Lis cela, mon ami, et donne-moi ton opinion, mais là, franchement.

Il tira de sa poche un manuscrit, et le tendit à son frère. L'étude avait pour titre : *L'âme russe*, et se trouvait écrite en un style mou et incolore, comme écrivent généralement les gens médiocres et dissimulant en eux un secret amour-propre. La thèse était celle-ci : l'homme instruit a le droit de ne pas croire en Dieu, mais il doit cacher son incroyance, pour ne pas troubler ou ébranler la foi des autres. Sans foi, nul idéalisme ; or c'est à l'idéalisme que la tâche est dévolue de sauver l'Europe et de montrer à l'humanité son vrai chemin.

— Tu ne dis pas dans ton étude de quel mal l'Europe est à sauver, — remarqua Laptev.

Cela se comprend de soi.

Pas du tout, — répliqua son frère, qui fit quelques pas dans la pièce avec agitation. — Je ne comprends guère pourquoi tu as écrit cela : d'ailleurs, cela te regarde.

J'ai l'intention de publier cela en brochure.

Cela te regarde, — répéta Laptev.

Pendant quelques instants, les deux frères se turent. Fédor soupira et dit :

— C'est infiniment dommage que nous ne pensions pas de façon identique. Ah ! mon Aliocha ! Mon très cher frère ! Nous sommes, toi et moi, des Russes, des orthodoxes, des hommes à l'âme large, et cela ne nous convient pas du tout, crois-moi, les idées misérables, étriquées, empruntées aux Allemands. Nous ne nous sommes pas, des croquants, nous autres ; nous sommes les représentants d'une lignée distinguée.

Une lignée distinguée !... — s'écria Laptev, en contenant son irritation. — Une lignée distinguée !... Tu plaisantes. Les nobles, fouettaient notre grand'père, et le plus infime des ronds-de-cuir, le plus méprisable des fonctionnaires lui mettait la main sur la figure. A son tour, notre grand'père a fouetté notre père, et celui-ci nous a battus l'un et l'autre. Une race distinguée !... Que nous a-t-elle donné, à nous deux ?... De quels nerfs, de quel sang nous a-t-elle dotés ? Voici près de trois ans que tu raisonnes comme un bedeau en débitant force balivernes ; et tu viens encore d'écrire cette chose-là, élucubration d'un valet volontaire ! Et moi donc, moi, regarde-moi un peu, qu'est-ce que je suis, moi ? rien... Je n'ai ni souplesse, ni hardiesse, ni volonté. Chaque pas que je fais, je le fais avec appréhension, comme si on allait me donner le fouet. Je suis timoré devant des nullités, et des brutes, et des idiots, qui me sont infiniment inférieurs comme esprit et comme cœur. J'ai peur des portiers, des concierges, des agents de police, des gendarmes, de tout le monde enfin. Car je suis né d'une mère qui a été persécutée et meurtrie pendant toute sa vie, et j'ai vécu, moi-même, dès ma plus tendre enfance, dans la terreur et dans la cruauté !... Nous ferions bien, toi et moi, de ne pas avoir d'enfants, tu sais ? Et Dieu veuille que notre lignée distinguée de marchands finisse avec nous !

Mme Laptev entra dans le cabinet et s'assit près du bureau.

— De quoi discutez-vous ? Je ne vous dérange pas ? — demanda-t-elle.

— Nullement, petite sœur, — lui répondit Fédor, — nous discutons sur des idées. — Toi, — reprit-il en s'adressant à son frère, — tu médis de notre race. Cependant cette race a créé une puissante maison de commerce, une fortune à millions, cela vaut tout de même quelque chose.

(*A suivre.*) ANTON TCHÉKHOV.

(*Traduit du russe* par G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

BIBLIOGRAPHIE

LE NATIONALISME SUEDOIS ET LA GUERRE 1914-1918, par *Lucien Maury* (Perrin et Cie, éd. in-12).

La *Revue Bleue*, a déjà publié, il y a quelques semaines, des pages extraites de ce volume et qui permettent d'apprécier une fois de plus le talent et l'esprit d'observation de notre collaborateur. Personne n'était plus qualifié que M. Lucien Maury, par son passé universitaire, par ses relations avec les Scandinaves, pour écrire ce livre qui vient à son heure.

La Suède est mal connue chez nous, peut être parce que nos écrivains ne se lassent pas d'étudier les mêmes pays : l'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique et l'Italie. Voici une contribution de premier ordre, un document plein de choses, d'aperçus clairs, de notations précises. M. Maury met aux prises les courants qui se sont entrechoqués à Stockholm au cours de la guerre ; le germanophile qui a prévalu dans la noblesse, la haute bureaucratie, le grand commerce, et l'ententophile qui a été proprement triomphant dans les milieux libéraux et socialistes. Nous sommes aimés ou haïs, parce que nous sommes une démocratie. La droite qui s'était emparée du pouvoir par un coup d'Etat, a été renversée par les gauches coalisées sous la direction du libéral Eden et du socialiste Branting. C'est un fait, mais nous avons encore à lutter contre l'emprise allemande, contre la propagande du militarisme prussien et contre l'influence économique d'outre-Rhin. Ce ne sont pas les appuis qui nous manqueront, si nous voulons en user, et M. Maury très justement demande que nous ayons une politique suédoise.

LA VIE ET L'ŒUVRE DE DOSTOIEVSKY, par *Serge Persky*, (Payot, éd., in-12), — Ce volume reprend la carrière du grand écrivain russe, de son enfance à sa mort. Dostoievsky, a connu toutes les misères et toutes les souffrances, depuis le bagne sibérien où il fut jeté pour raisons politiques, jusqu'à la disette d'argent. Son état nerveux a réagi sur toute son œuvre. Celle-ci comprend quelques-uns des livres les plus remarquables de la littérature russe au XIXe siècle. M. Serge Persky, après avoir suivi Dostoievsky dans les diverses phases de son existence, analyse les idées de l'illustre écrivain et les rattache toutes à une large conception du christianisme, mais en outre, l'auteur de *Crime et Châtiment* a eu un profond amour du peuple russe. P. L.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CH. MOUREU, publie : **Oliver J. Lodge**, *La Continuité* ; **A. Sartory** et **G. Blaqué**, *La Bactériologie des Plaies de Guerre* ; **Jean Escard**, *Sur l'altérabilité de l'Aluminium. Corrosion et Désagrégation* ; des *Notes et Actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*,, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les Auteurs tous les Samedis de 15 à 17 heures.

N° 12 — 56e ANNÉE — 15-22 JUIN 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LE JAPON

Dans cette série sur la « Psychologie des Belligérants », j'ai accepté le redoutable honneur de vous parler du Japon. Il est presque de style de commencer une conférence en faisant valoir les difficultés du sujet : c'est se ménager une excuse ou au contraire un succès plus vif selon la manière dont on le traite. Mais lorsqu'il s'agit d'une race aussi différente de la nôtre, la précaution est justifiée. Ceux qui l'ont étudiée le plus profondément déclarent la comprendre d'autant moins qu'ils l'ont connue davantage. Lafcadio Hearn, qui est sans contredit la plus grande autorité que nous possédions sur l'âme japonaise, nous rappelle dans le livre, où il a ramassé le fruit de quinze années de séjour et d'études au Japon, les paroles du plus cher de ses amis japonais. Celui-ci lui dit peu de temps avant de mourir : « Lorsque d'ici quatre ou cinq ans vous comprendrez que vous ne comprenez rien du tout aux Japonais, vous commencerez à en savoir quelque chose. » L'ignorance donnerait-elle donc seule l'audace d'entreprendre pareille étude ? Non. L'individualité du Japon est si forte qu'elle éveille la double clairvoyance de la haine et de l'amour, et ces deux clairvoyances peuvent tour à tour nous guider, nous révéler tout au moins les diverses réactions de l'âme européenne vis-à-vis du Japon. Contre certaines de ces réactions, on doit d'ailleurs se mettre en garde, car on ne peut aimer ni détester le Japon à moitié ; peu de pays ont été dénigrés ou idéalisés au même degré. Les amoureux exclusifs de la Chine grandiose n'ont que dédain pour le Japon, délicat bibelot peut-être, mais pour eux sans originalité propre. Et à n'écouter que nos marchands, les Européens établis dans les Treaty Ports, par comparaison avec ces mêmes Chinois que des siècles de commerce avec les Européens ont formés, les Japonais sont sans honneur en affaires, et c'est un peuple de fourbes. Ils oublient qu'ils ne connaissent qu'une fraction infime du Japon, et la moins estimable, et que les mœurs dont ils se plaignent sont la réaction inévitable d'un pays dont le premier contact avec notre civilisation lui en a inspiré l'horreur et la défiance. A l'injustice et à la violence, il a parfois répondu par la dissimulation et la fourberie, seules armes dont il disposait. Mais avec le temps bien des malentendus se sont dissipés ; et d'injustes préventions de part et d'autre s'atténuent à mesure qu'un ordre stable se substitue au chaos des premières relations. — Plus forte est la prévention du blanc contre le jaune, et plus lourde de menaces. C'est elle qui en dernière analyse explique le dédain de Loti pour ce Japon dont il a subi à la fois la fascination et le dégoût. « Je le trouve, dit-il, petit, vieillot, à bout de sang et de sève. J'ai conscience de son antiquité antédiluvienne, de sa momification de tant de siècles qui vont bientôt finir dans le grotesque et la bouffonnerie pitoyable, au contact des nouveautés d'Occident. » Et ailleurs, à la veille de cette guerre de Chine qui a révélé au monde l'incomparable hé-

rorisme des Japonais, il les déclare « mievres et dégénérés ».

Par contre, depuis Saint-François Xavier jusqu'à nos jours, que d'Européens qui ont subi jusqu'au ravissement le charme de cette terre unique ! Pour Saint François elle est un paradis de douceur et de bonté : et son sortilège a retenu maint voyageur jusqu'à la mort, tel ce Will Adams qui au XVIIe siècle a tout abandonné pour s'y fixer, ou ce matelot anglais que j'ai vu à Nogoya racontant pour gagner sa vie les vieilles légendes enchanteresses du Japon qu'il savait mieux qu'un indigène. Et dès qu'on arrive ce sortilège opère sur toute âme sensible au charme, à la finesse, à la grâce. Il semble que l'on soit tombé dans une terre de féerie où enfin l'harmonie est réalisée, où tout est ordre et beauté, où le bonheur délicat est épars dans l'air léger. Quiconque a vu le Japon ne peut plus oublier l'enchantement de ces premières heures divines de douceur et de joie fine. Je me rappelle mon arrivée à Nagasaki il y a vingt ans : il me semble que c'était hier. Je revois la courbe adorable des côtes, la souple procession des fines collines boisées, tout le paysage exquis et menu qui enveloppe la brune ville toute menue et comme blottie contre la terre ; je revois les rieuses petites Japonaises toutes roses, qui en théories interminables déversaient dans notre paquebot gigantesque leurs petits paniers de charbon par milliers, et faisaient de ce travail partout ailleurs sale et laid, je ne sais quel jeu charmant et gracieux. Et une fois dans les rues de l'étrange ville fantasque, où les étranges caractères chinois partout inscrits semblaient des incantations, je ne me lassais pas de regarder cette fine humanité brune, si courtoise, si décente et si douce : pendant des heures, fasciné, je m'enivrais de l'exquise proportion des chambres ouvertes sur le paysage exquis, des attitudes et des poses toujours exquises de ces êtres qui, perpétuellement, reformaient sous mes yeux les estampes des grands maîtres.

Cette impression, la plus forte que j'ai éprouvée nulle part, de l'absolue harmonie entre la vie de l'homme et celle de la terre où elle s'écoule, d'une perfection esthétique nulle part aussi achevée, aussi profondément mêlée à tout le détail de l'existence, cette impression d'art partout répandue est le trait caractéristique du Japon ; et dès l'abord, il faut le dégager, quand ce ne serait que pour expliquer la passion que ce pays inspire à tous ceux pour qui le monde extérieur existe. Et c'est ce qui me fera pardonner si parfois je me laisse aller à en parler comme un amoureux de ses amours. Ne craignez pas cependant de n'entendre qu'une rhapsodie. Si j'apporte au Japon une sympathie entière, je m'efforcerai cependant d'exposer impartialement devant vous les redoutables forces qui ont fait le Japon d'autrefois et d'aujourd'hui, car ce mélange surprenant d'antique civilisation orientale et de moderne civilisation occidentale n'est pas, comme on l'a trop longtemps cru, un bibelot d'étagère délicieux, cocasse ou négligeable, un pays sans grandeur et sans originalité ; il est une réalité humaine si complète et si complexe que l'analyse la plus détaillée suffirait à peine à en révéler les éléments essentiels. On y trouve côte à côte des survivances d'un monde contemporain de Babylone ou de Ninive et les dernières nouveautés de l'Europe. Ce qui donne au Japon sa grande force aujourd'hui, c'est l'intime pénétration de ces deux éléments ; c'est la perpétuation dans un milieu moderne, avec une organisation industrielle et militaire semblable aux nôtres, d'un certain nombre de sentiments, d'habitudes, de vertus et d'aspirations qui n'existent plus au même degré ailleurs. Car, malgré les changements extérieurs des cinquante dernières années, le Japon a gardé presque intacte sa vie matérielle et morale, ses mœurs et ses coutumes, sa petite industrie et son petit commerce, ses distractions, ses religions, ses arts, sa littérature, et tout l'essentiel de son existence. A ces survivances du passé, il a su ajouter les conquêtes de la science, la grande industrie, le grand commerce et la plus savante organisation moderne ; sa Politique, ses Finances, son Administration, sa Justice, son Armée, sa Marine, son Enseignement sont entièrement empruntés à l'Occident ; et toutes ses puissances matérielles sont aujourd'hui au service d'un esprit héréditaire et d'une âme qui n'ont guère varié depuis deux mille ans. Le Japon ne s'est paré d'un outillage moderne que pour garder son indépendance, conserver intacte sa vie traditionnelle, et jouer dans le monde le rôle auquel il se croit appelé. C'est donc cette vie traditionnelle, cette âme et cet esprit qu'il faut avant tout définir, et ce sera la première partie de ma conférence. Je vous y parlerai d'abord des caractères qui donnent à cette Ultima Thulé de l'Asie son originalité unique ; de son isolement et des habitudes héréditaires qui l'ont accentuée et fortifiée contre la plus rapide et la plus prodigieuse transformation que l'histoire ait connue : de ses religions ensuite ; et enfin de ce régime féodal millénaire qui forgea ses vertus guerrières et ont fait de lui une Sparte moderne. Et, pour terminer, j'essaierai de vous dire brièvement ce que l'Occident a apporté d'aspirations et de tendances à cette âme, et dans quelle mesure il l'oriente vers de nouvelles destinées.

I. — Le Japon d'autrefois.

1. *Caractères du Japon : son originalité : son isolement : Sentiment de la Nature et Patriotisme.* — Les innombrables îles montagneuses et volcaniques qui, depuis toujours, constituent le Japon, par leur climat, leur nature, leur histoire ne ressemblent à aucun autre pays. Et d'abord cette terre délicieuse, qui semble faite pour le bonheur des yeux, est le moins sûr des séjours ; perpétuellement elle frissonne sous l'effort de ses volcans dont les éruptions sont parfois terribles : des tremblements de terre dont on a compté jusqu'à mille dans une année abattent parfois comme des châteaux de cartes des villes entières ; les secousses de 1855 firent périr à Tokyo 200.000 personnes. Et la rencontre des courants atmosphériques contraires qui donnent au Japon sa grande salubrité et l'adorable limpidité de son atmosphère changeante, y provoquent des typhons d'une violence extraordinaire, soulevant des raz de marées qui engloutissent villes et villages. La rançon de l'étrange beauté de cette terre volcanique baignée de si pure lumière est cette éternelle insécurité, plus grande encore que celle de l'Inde ou des terres classiques des fléaux naturels. Mais contrairement à ces terres où les Dieux terribles et visibles remplissent l'homme d'épouvante et l'accablent de leur présence, le Japon est tempéré et riant, il est à l'échelle humaine, il est un des jardins enchantés de la terre ; et ces monstrueuses visitations ne peuvent en faire oublier la douceur et l'aménité habituelles, les radieux sourires de son éther éternellement lavé de pluie, le tendre accueil de ses fins paysages modérés. Seule persiste, après chaque déchaînement, l'impression de l'impermanence de toutes choses, l'étrange sensation de l'irréel, et que tout le décor de notre vie n'est qu'un rêve sans substance. Si fort est ce sentiment chez le Japonais qu'il constitue comme le fond de ses religions, et que l'une d'elles, le Shintoïsme, détruit et reconstruit, sur un plan identique, tous les vingt ans ses grands temples, comme symbole que rien ne dure, que tout passe. Et la maison japonaise toute en bois, par nécessité sur cette terre incertaine, par goût aussi, est fragile et sans assises, comme si ce qui ailleurs s'appelle une *demeure*, devait être impermanente comme l'est la vie.

C'est ce profond sentiment japonais de l'instabilité, de l'incertitude et de la fuite de toutes choses qui est le premier trait qui frappe le voyageur. Et le second caractère de ce pays est d'être une chose une, unique et, depuis toujours, isolée du monde entier et préservée contre toute atteinte. Et en effet, aucune influence hostile jusqu'en 1854 n'est venue troubler sa vie qui, tour à tour, a recueilli le meilleur des civilisations de la Corée, de la Chine, et de l'Inde ; par ondes successives elles sont venues déposer au Japon ce qu'elles avaient de plus rare et de plus parfait. Dans ces apports, le Japon n'a pris que ce qui s'adaptait à sa nature ; c'est par choix et non par contrainte qu'il a connu toutes les influences que son génie propre a fondues en harmonies. Le Japon est devenu ainsi comme le temple de toute la pensée orientale, comme un musée où se sont réunis tous les prestiges et toutes les délicatesses de l'Asie entière. D'autre part, sa civilisation composite s'y est développée d'une manière continue et harmonieuse ; le Japon n'a point connu d'invasion ni de rupture de continuité dans son évolution intérieure ; par un privilège extraordinaire, le Japon est toujours resté inviolé et comme protégé par ses Dieux. A la conscience orgueilleuse de ce privilège se sont ajoutés de profonds sentiments d'amour inspirés par cette terre sacrée qui a toujours paru aux Japonais unique par sa beauté. Et en effet, enveloppée par des paysages dont la finesse, la constante mesure et la grâce ne se retrouvent pas ailleurs, l'humanité japonaise semble plus que toute autre s'être étroitement harmonisée à sa terre ; et cette civilisation tout entière est une des plus parfaites réussites de l'histoire. Et à cette civilisation tous participent également : la maison de l'empereur comme celle du grand seigneur ne diffèrent de celle du paysan que par l'ampleur, non par le confort ou l'exquise justesse des proportions ; la vie des uns et des autres est sensiblement la même, et tous partagent les mêmes jouissances raffinées ; nulle part pareille communauté de sentiments, d'aspirations, de vie, n'a jamais prévalu dans aucun pays, sauf peut-être dans la Grèce antique que le Japon rappelle par tant de traits. Dès l'aube de leur histoire, on trouve chez les Japonais la conscience de cette harmonie et de ces privilèges, l'amour passionné de leur pays, et le plus intense sentiment de la nature que le monde ait connu. Depuis toujours le peuple tout entier se rend en pèlerinage aux plus beaux paysages, s'en va admirer au printemps les fleurs de cerisier, les iris, les glycines, en automne les chrysanthèmes, le flamboiement des arbres, toute la succession de féeries que les saisons apportent. Car cette terre Japonaise renouvelle, pour ses enfants, sans cesse des fêtes exquises, et le plus humble paysan, là-bas, jouit intensément de beautés que, chez nous, les poètes et les artistes seuls semblent comprendre. Main-

tes fois le kouroumaya, qui pendant des heures me traînait sous un soleil brûlant, dans la petite voiture dont on se sert au Japon, s'arrêtait pour me faire admirer la forme d'une branche, la grâce d'une fleur, quelque beauté naturelle qui avait échappé à mes yeux de barbare. Et le soir venu, ce cheval humain revêtu d'un kimono nouvellement lavé, après le bain que tout Japonais prend journellement dans les eaux chaudes qui partout jaillissent de ce sol volcanique, jouait aux échecs avec un camarade ou discutait poésie. Car cet amour du beau s'étend chez tous à l'art : le moindre ustensile, la plus humble tasse ou assiette est partout au Japon un objet raffiné, un enseignement perpétuel de beauté ; et le dernier des coolies s'y connaît en peinture et en poésie. Je me rappelle qu'un jour à Kyoto, j'étais allé chez un marchand d'antiquités regarder des kakemonos. J'en avais fait mettre un certain nombre de côté, puis, lassé, étais reparti. Je voyais que mon kouroumaya s'éloignait sans plaisir ; au bout d'un certain temps, il s'arrêta et me dit : « Honorable Seigneur velu de par delà les mers, n'avez-vous pas remarqué ce paysage qui représente le Fuji au moment où les arbres sont en fleurs ? Pourquoi ne l'avez-vous pas pris ? » Et je me suis alors rappelé en effet que ce kakemono oublié était un des plus beaux que j'eusse vus, et je suis retourné le retenir. Une autre fois, je suis arrivé à Yokohama, le soir d'un de ces typhons terrifiants qui ravagent le Japon. Un ciel tragique s'étendait au-dessus de la ville, et le Fuji se dressait dans le lointain, rouge comme une flamme. La ville entière était dans les rues, à contempler l'étrange drame aérien. Cette sensibilité si aiguë à tous les beaux aspects de la nature se scandalise de notre indifférence, et pour les Japonais nous sommes des barbares. Un soir, à Paris, où la lune illuminait le fleuve et la ville, un Japonais s'étonna de voir les rues vides, et demanda : « Comment se peut-il que par les soirs de lune, je sois seul à me promener sur ces quais ? Que de beauté vous laissez perdre ! » et la moindre servante d'auberge n'a pas une sensibilité moins fine. Voici un de ces petits poèmes où les Japonais excellent à noter une impression fugitive et rare, et que l'on met dans la bouche d'une d'elles : « Ah ! la nouvelle neige ! Il ne faut pas la salir. Où jetterai-je ce marc de thé ? » et ailleurs : « C'est la première neige ; et quelqu'un est resté chez soi ! Qui cela peut-il être ? » Et à toutes les époques du Japon, nous trouvons cette même adoration de la nature ; voici par exemple des vers de la poétesse Isé qui vivait au 9e siècle : « Douces fleurs de cerisier que les ondes reflètent chaque printemps, j'ai voulu vous cueillir, et j'ai mouillé mes manches vainement. Mais je veux les mouiller et les mouiller encore ! » et au XVIIIe siècle Motoori écrit : « Demande-t-on à quoi ressemble le cœur du Yamato ? A la fleur du cerisier de montagne exhalant son parfum au soleil du matin. » — « L'hiver : il neige. Mais que sont les flocons ? Des fleurs. Par delà les nuages, serait-ce déjà le Printemps ? »

C'est ainsi que le Japon paraît aux Japonais une terre belle, adorable et précieuse, où la douceur de vivre est unique, et que l'on ne peut se lasser d'admirer et de louer. Quoi d'étonnant s'ils pensent que leur pays est supérieur à tous les pays, puisqu'aucun n'a su inspirer un pareil amour ?

Et d'ailleurs, pour les Japonais, leur terre n'est pas seulement belle, elle est divine, et ils participent à sa divinité. Le Japon est réellement divin, puisqu'il est issu des Dieux qui l'ont façonné de leur substance ; et leurs empereurs sont fils de ce soleil qui crée la vie et fait l'unité du monde. Nous verrons un peu plus loin qu'une des religions du Japon, la plus ancienne et la plus forte, n'est au fond que la Religion de la terre japonaise, des âmes japonaises, de tout ce qui lentement a fait le Japon. Nul patriotisme plus ardent et qui se nourrisse de sentiments plus variés et plus profonds. Au XIVe siècle, Kitabataké écrivait : « Le grand Yamato est une contrée divine ; il n'y a que notre pays dont les fondations soient l'œuvre de l'ancêtre divin ; seul il a été transmis par la déesse du Soleil à la longue lignée de ses descendants, et la succession est intacte dans une unique famille. C'est le devoir de tout homme né sur le sol impérial de vouer à son souverain une loyauté dévouée jusqu'au sacrifice même de la vie. » Et un homme d'Etat moderne, le Marquis Ito, dans son livre sur la constitution japonaise, nous dit : « Le trône fut établi au temps où le ciel se sépara de la terre. L'Empereur est le fils du Ciel ; il est divin, il est sacré ; tous doivent l'honorer ; il est inviolable. La splendeur du trône sacré s'est continuée par une lignée ininterrompue de souverains. Le Japon n'a jamais eu qu'une seule dynastie, inviolée comme celle du ciel et de la Terre. Jusqu'à la fin l'Empereur restera identifié avec la Famille Impériale. » Et en effet, pour tout Japonais, l'Empereur est comme l'incarnation du Japon, il en est le symbole ; et mourir pour lui, c'est mourir pour l'âme du pays. Une poésie japonaise de Takéo Hirosé, le héros de Port-Arthur, écrite lors de la guerre contre la Russie, dit : « Sans bornes comme le dôme du ciel, — est notre dette envers notre Empereur ; sans fond

comme la mer, — est notre dette envers notre pays ».

Tout concourt donc à donner au Japonais le sentiment que nulle autre terre ne ressemble à la sienne, qu'elle est supérieure à toutes par sa nature, sa beauté, son histoire, la protection constante de ses Dieux dont les fils règnent encore sur elle. Il est solidaire d'un immémorial passé qu'il continue. Pour lui, sa patrie n'est pas une abstraction, mais une vivante réalité dont tout le passé lui est familier et cher ; et pour elle nul sacrifice n'est trop grand, car le Japon est immortel et il collabore à son immortalité.

*
* *

2. *Les Religions du Japon.* — Les religions du Japon, le Shintoïsme, le Boudhisme, le Confucianisme, viennent renforcer encore ce patriotisme et cet esprit de sacrifice. Il n'est point possible d'analyser ici complètement chacune de ces religions. Il en faut dire cependant un mot, parce qu'elles sont mêlées d'une manière si intime à toute la civilisation japonaise qu'elles lui communiquent leurs énergies latentes ; elles maintiennent au Japon un état d'esprit qui fit la grandeur de la Grèce et de la Rome antiques.

La première de ces religions, le Shintoïsme, n'est que la forme asiatique de ce culte des Ancêtres que Fustel de Coulanges a décrit dans la « Cité antique ». Elle est la première et la Religion la plus naturelle des hommes. Cette foi à la survivance des ombres après la mort, cette croyance qu'il subsiste de chaque être disparu quelque chose qui influe sur la vie des vivants, pour le bien et pour le mal, ne fait qu'affirmer cette vérité que la Science proclame aujourd'hui : que les morts sont plus puissants que les vivants pour déterminer nos actes. Et ce culte des morts n'est pas seulement le culte des individus qui ont vécu et agi sur la terre japonaise. Il existe aussi un esprit de chaque famille, du clan auquel elle appartient, de la race tout entière, du pays tout entier, dont l'âme collective est faite de toutes les influences, de toutes les énergies, qui jamais à aucun moment ont constitué le Japon. Tous les êtres qui ont vécu, les arbres comme les hommes et les bêtes, toutes les apparences que l'homme a connues, les montagnes et les fleuves, l'air, la lumière, le soleil, tout ce qui jamais a influé sur la terre japonaise est un *kami*, un esprit dont le rayonnement ne s'éteint plus, et qu'il faut concilier par l'adoration et les offrandes. A tout le passé, à tout le présent, le Japonais est relié par des liens invisibles et innombrables ; il n'est rien en comparaison avec les myriades de *kami* qui obscurément ont façonné sa vie. C'est à ces esprits qu'il obéit, et c'est par eux qu'il pense et se perpétue. Il n'est qu'une parcelle passagère de cette grande âme éternelle du Japon. La littérature japonaise depuis douze siècles le répète. « Nos bons morts sont vraiment des Dieux », dit un vieil écrivain japonais. Et hier encore, le Marquis Ito écrivait : « Nous sommes tous redevables envers les mânes de nos morts ; nous ne vivons que pour eux ; nous ne vivons que par eux : aucun sacrifice n'est trop grand quand il s'agit de faire quelque chose pour eux : leur pensée persiste. » Et lorsque les Japonais sont partis pour faire la guerre contre la Russie, les commandants des armées ont fait afficher dans les camps des proclamations qui disaient toutes la même chose : « Vous allez non pas à une mort incertaine, mais à une mort certaine, pour les mânes de vos ancêtres : leurs esprits sont toujours avec vous, ils vous protègent et ils vous enveloppent. Rien ne vous arrivera de mauvais. »

Et c'est ainsi qu'il y a dans le monde aujourd'hui une race tout entière qui a le mépris de la mort, parce que pour elle la mort n'existe pas ; elle se survit dans tous ses membres, solidaires les uns des autres, et qui ne constituent qu'une seule famille éternelle. Les devoirs des enfants envers leurs parents, de tous envers leur Empereur, envers tous les morts qui ont vécu, sont des devoirs absolus. Celui qui refuse d'exécuter la Loi commune, non seulement se déshonore, mais devient un esprit mauvais, un esprit qui souffrira toujours, parce qu'il a manqué à la plus sacrée des obligations. Car nous n'avons pas d'existence individuelle : le croire est une hérésie : nous ne sommes que des chaînons dans une immense chaîne ; et c'est ainsi que le Shintoïsme rejoint cette autre religion japonaise, le Bouddhisme, que les Japonais pratiquent tous, et qui enseigne que la mort n'est qu'une apparence, qu'éternellement l'être revit dans des millions d'existences, que le monde n'est qu'une illusion et qu'un rêve, qu'aucun être n'existe véritablement. La vie individuelle n'a donc aucun prix ; elle ne vaut que par ce qu'elle prépare, car nos actes déterminent dans une autre existence notre ascension ou notre déchéance. Pour le Bouddhiste, la vie individuelle est un mal dont la racine est le désir. C'est le désir, source de toute illusion et de toute vie qu'il faut vaincre afin d'aboutir à cet état supérieur qu'est le Nirvana, l'absorption dans le néant qui seul existe. Et le Bouddhisme n'enseigne pas seulement la résignation et le sacrifice de soi, mais la bonté envers tous les êtres, quels qu'ils soient. « Je suis toi, tu es moi » proclame la Loi bouddhi-

que. Et ailleurs : « Si la haine répond à la haine, comment la haine finirait-elle ? » Elle est une des sources de cette politesse, de cette courtoisie, de ce stoïcisme japonais qui sont un des traits caractéristiques de la race.

La troisième religion japonaise, le Confucianisme, est une doctrine de justice et de raison humaines, une philosophie pratique et positiviste, qui enseigne à l'homme ses devoirs envers ses parents, envers ses maîtres, envers tous les hommes, et vient encore renforcer le sentiment de la solidarité humaine, cette croyance que le passé est sacré, que c'est la pensée des morts qui nous dirige, et qu'il faut à tout prix maintenir les habitudes dont vécurent les ancêtres, car elles sont vraies et vénérables, elles sont un trésor de sagesse collective supérieure à toute pensée individuelle. Et c'est ainsi que ces influences millénaires collaborent toutes à maintenir au Japon le culte du passé, une âme commune, des croyances toutes puissantes, un patriotisme que les influences de l'Occident n'ont pu détruire. Car ces antiques religions, qui se pénètrent et se corroborent toutes, sont aujourd'hui aussi vivantes qu'il y a deux mille ans. Ce sont elles qui expliquent non seulement la vie japonaise, et la réaction japonaise devant la civilisation occidentale, mais la politique présente du Japon, ses aspirations, son âme.

*
* *

3. *Le Régime Féodal.* — Une dernière influence, séculière celle-là, est venue encore tremper cette âme japonaise ainsi préparée à tout sacrifier au culte du Pays. Jusqu'en 1868, le régime féodal s'est perpétué au Japon. Ce pays ne ressemblait à rien autant qu'à cette Ecosse d'autrefois, où les clans étroitement groupés autour de leurs chefs se battaient sans cesse les uns contre les autres : c'est ainsi que s'est maintenu un esprit guerrier dont les préceptes se sont incarnés dans cette religion du Samurai qui s'appelle le *Bushidô*.

Si l'on veut bien comprendre ce code de la chevalerie japonaise, c'est dans le livre de Nitobé : Bushido, la voie du Samurai, qu'il faut l'étudier, ou dans l'admirable étude de Lafcadio Hearn qui s'appelle « Un Conservateur ». Vous y verrez jusqu'à quel stoïcisme, jusqu'à quel mépris du danger, à quel point d'honneur l'âme japonaise s'est élevée. Jamais chevalier du Moyen Age, jamais Grand d'Espagne, n'a montré un courage plus farouche, une fidélité plus absolue à la parole donnée, ni un sentiment plus délicat des devoirs du Guerrier. C'est ce code fidèlement observé pendant des siècles qui a façonné l'âme du Japon. Il est aussi vivant aujourd'hui qu'au Moyen Age. Quelques anecdotes à défaut d'une analyse, que je ne puis faire ici, vous en montreront l'esprit.

Une des histoires les plus célèbres du Japon est celle des quarante-sept Rônins. Mieux que toute autre, elle éclaire pour nous certaines particularités de la civilisation japonaise qui pourraient d'abord nous paraître barbares, mais qui ne sont que des exagérations du point d'honneur de nos chevaliers d'autrefois.

Dans une partie reculée du Japon, vivait au XVIIe siècle, un Daimio, Asano. C'était un très grand seigneur, mais peu au courant des usages de la cour. Son rang l'appela à servir d'introducteur des ambassadeurs auprès du Shôgun. Il s'adressa au Chambellan préposé aux rites qu'il fallait suivre pour les cérémonies, afin qu'il les lui enseignât. Or, vous savez, Mesdames et Messieurs, quelle importance on attache en Orient à l'exacte observance des rites compliqués qui doivent présider à toutes les cérémonies. Mais malgré son rang, Asano était pauvre, et ne put donner au Chambellan tous les cadeaux attendus. Celui-ci fit traîner en longueur l'enseignement qu'il devait lui donner, et mêla à ses conseils des persiflages. Asano fit semblant de ne point comprendre, et subit patiemment pendant quelque temps l'insolence de cet homme, qui, le croyant lâche, lui dit finalement un jour : « Honorable Seigneur, venu de terres très lointaines, le cordon de mon soulier s'est dénoué ; daigne le rattacher. » Devant cet outrage, Asano bondit sur le Chambellan et le frappa à la figure de son poignard. Or, il était défendu de porter dans le palais impérial aucune arme ; et pour avoir enfreint la règle Asano fut condamné à faire harakiri, c'est-à-dire, à s'ouvrir le ventre, après avoir fait des excuses à celui qu'il avait frappé dans un lieu sacré. Après sa mort, ses terres furent confisquées, et les quarante-sept chevaliers servants ou Rônins qui l'avaient accompagné furent exilés ; sans maître désormais, ils errèrent en vagabonds à travers le pays et se dispersèrent. Mais le Chambellan savait quelle obligation leur imposait la mort injuste de leur seigneur : il redoutait la vendetta, qu'il croyait inévitable : pendant longtemps, il n'osa sortir qu'entouré d'une garde, et son château était gardé nuit et jour. Une année s'écoula, puis encore une année, et le Chambellan rassuré laissa peu à peu se relâcher les précautions prises, puisque les Rônins semblaient avoir oublié la vengeance et être infidèles à la mémoire de leur seigneur. D'ailleurs, il apprit que le chef des Rônins se livrait à une vie de débauche. On l'avait vu ivre-mort au

milieu de la rue, et un autre Samouraï, en le voyant ainsi oublieux de ses devoirs, lui avait craché à la figure, en lui disant « Misérable dégénéré, qui n'a pas su venger ton maître ! » sans que le Rônin eût tenté de venger cette insulte. Mais une nuit de janvier 1702, par une tempête de neige, les quarante-sept Rônins, qui n'avaient rien oublié et qui s'étaient ainsi conduits pour dissiper les soupçons, et rendre possible leur vengeance, prirent d'assaut le château-fort. Ils finirent par découvrir le Chambellan qui s'était caché. Ils se prosternèrent alors devant lui et lui dirent : « Seigneur, daignez honorablement vous ouvrir le ventre. » Terrifié le Chambellan refusa d'abord, et finalement devant leurs menaces de le faire périr sans honneur, céda.

Alors les quarante-sept Rônins se rendirent au tombeau de leur maître, revêtus de leurs plus beaux vêtements, se rangèrent autour de sa tombe, et le louèrent à haute voix en lui disant « Seigneur, nous, tes serviteurs, qui te devons tout, nous revenons auprès de toi, ayant accompli ce qu'il fallait accomplir » ; et puis les quarante-sept Rônins firent harakiri. J'ai vu leurs tombes autour de celle de leur maître ; elles sont encore aujourd'hui un lieu de pélerinage ; des fleurs nouvelles les ornent chaque jour : car pas un détail de cette histoire n'est ignoré des Japonais, et depuis toujours ils rendent pieusement aux Serviteurs fidèles le culte dû. Auprès de ces tombes, on en voit une quarante-huitième un peu à l'écart : c'est celle du Samouraï qui cracha à la figure du Rônin, qu'il avait injustement soupçonné d'avoir oublié son maître. Lorsqu'il apprit sa lourde erreur, il se rendit auprès de la tombe des autres Rônins, et là il fit lui aussi harakiri, pour expier sa faute.

Et ne croyez pas que ces mœurs soient des traits d'une époque barbare. En 1891, un officier de l'armée japonaise, Ohara Takeyoshi, est allé auprès du tombeau des quarante-sept Rônins et s'est ouvert le ventre, en laissant auprès de son cadavre un écrit pour protester contre les empiètements des Russes en Mandchourie, et pour exprimer l'espoir que son sacrifice attirerait l'attention sur cette menace pour le Japon. Et lors de la guerre contre la Chine et contre la Russie, un grand nombre d'officiers japonais plutôt que de se rendre, ou parce qu'ils estimaient avoir commis une faute, se sont pareillement ouvert le ventre. Plus récemment encore, le grand général japonais Nogi, celui-là même qui a dit : « La victoire sera à celui qui saura tenir un quart d'heure de plus son adversaire », s'est suicidé avec sa femme, lors de la mort de l'Empereur, parce qu'il estimait qu'il n'était pas digne de lui survivre.

La touchante histoire du Yuko nous montre que ce mépris de la mort n'est point l'apanage des hommes seuls. Je voudrais brièvement vous la raconter.

Lorsque l'Empereur Nicolas II, qui était alors Tzarevitch, a fait son voyage au Japon, un fanatique a tenté de l'assassiner, et d'un coup de sabre lui a ouvert le crâne. Le Mikado, aussitôt, fit afficher dans tous les temples du Japon cette simple proclamation : « Le fils du Ciel a une tristesse auguste » : et le Japon tout entier comprit ce que cela voulait dire : que le Japon s'était déshonoré en manquant à son hôte. Et de partout les pauvres fermiers, les paysans portèrent aux bureaux de poste leurs économies pour envoyer de longues dépêches à l'Empereur de toutes les Russies, afin d'exprimer le remords et le regret du pays tout entier.

Or, il y avait à Tokyô une fille de Samouraï âgée de vingt-six ans, qui s'appelait Yuko, et qui par suite de la ruine de sa famille s'était louée comme servante. Lorsqu'elle apprit la proclamation de l'Empereur, elle résolut d'expier le crime commis. Elle laissa pour ses maîtres une lettre dans laquelle elle les suppliait de lui pardonner le dérangement qu'elle leur causait en les quittant brusquement ; puis elle partit pour Kyôto. Elle alla jusqu'à la porte qui s'appelle : « La Porte de l'Expiation » et ayant noué sa ceinture étroitement autour de ses chevilles afin que dans les convulsions de la mort, elle restât décente, elle se coupa la gorge. Auprès de son cadavre, on trouva dans sa petite bourse ses maigres économies et deux billets : le premier disait qu'il y avait dans sa bourse de quoi l'enterrer convenablement ; qu'il n'y a au Japon rien de plus précieux que le sang d'une fille de Samouraï, et qu'elle l'avait versé en expiation ; le deuxième billet était adressé à l'Empereur lui-même et disait : « Yuko, fille de Samouraï, prie l'Empereur de ne plus porter le deuil, car elle est morte pour effacer le crime commis ». Et le surlendemain dans tous les temples du Japon une proclamation de l'Empereur déclara qu'il n'était plus en deuil.

De tels traits témoignent à la fois de la persistance dans le Japon moderne de l'âme de l'antique Japon, et de l'absolue communion de tous les enfants de cette race. Le pays qui possède encore de telles âmes contient en lui une réserve de vertus que notre civilisation ne connaît pas. Car ces faits ne sont pas isolés, ni individuels ; ils sont l'apanage du peuple tout entier. Mieux que tout, ils

montrent la survivance, au milieu d'une civilisation matérielle semblable à la nôtre, d'une communauté de sentiments, d'un fanatisme, d'un esprit de sacrifice et d'un mépris de la mort qui constituent une force incalculable lorsqu'elle est au service d'un patriotisme que nul autre pays ne dépasse.

(*A suivre.*) EMILE HOVELAQUE.

HENRI BERGSON (1)

De là, l'obligation qu'il assume de faire de l'étendue, non plus réelle et variée que nous percevons, mais homogène et divisible à l'infini que nous concevons, soit le cadre *a priori* de sensations par elles-mêmes inétendues, soit le fruit de leur association. Outre que la distribution de nos sensations dans un espace amorphe est, proprement, incompréhensible, on argue vainement de ce que la vue et le toucher n'arrivent pas, dès la première enfance, à localiser leurs impressions pour prétendre que nos sensations ne correspondent à rien d'étendu selon quoi elles s'ordonneraient. L'argument est spécieux, puisque, même relatives à un lieu déterminé, nos sensations n'en ont pas moins besoin de coordination, chacune ne nous faisant connaître qu'une face de la réalité, celle qui, pour le moment, sollicite notre activité. Le fait que, en appuyant de plus en plus la pointe d'une aiguille sur ma main je passe d'un état représentatif à un état affectif n'autorise pas davantage à soutenir que nos représentations sont tout aussi subjectives, donc inétendues, que nos plaisirs ou nos douleurs. Ce second argument ne vaut pas mieux que le premier pour cette décisive raison, fournie par M. Bergson, — d'accord avec le sens commun, mais en opposition avec la tradition philosophique, — que nous ressentons nos états affectifs, agréables ou douloureux, précisément là où ils se produisent, c'est-à-dire en un point déterminé du corps. Leur particulière intensité ne tient-elle pas à ce que l'action virtuelle de notre organisme, qui est au principe de la perception, se transforme ici en action réelle, l'objet à percevoir étant le corps même ? Les sensations affectives, qui, d'ordinaire, accompagnent toute perception, représenteraient ainsi la dose d'impuretés organiques qui s'y mêlent, toute perception extérieure l'étant toujours plus ou moins de nos propres modifications corporelles. Comment d'ailleurs, pourrions-nous jamais localiser une douleur dans tel ou tel organe si elle ne portait en elle, avec sa nuance particulière, son certificat d'origine ? En vain, prétexte-t-on, pour rejeter nos représentations dans une conscience inextensive, la spécificité des nerfs sensitifs : ce n'est qu'un trompe-l'œil. Sans doute, un courant électrique provoque dans le nerf optique un éblouissement, dans le nerf acoustique un bourdonnement et dans le nerf olfactif une odeur. Ces constatations ne prouvent nullement, soutient avec juste raison M. Bergson, qu'il n'existe en dehors de nous aucune qualité sensible, ni que ces qualités résultent de nos seuls ébranlements nerveux ou, à proprement parler, de la tonalité particulière à chaque sens. Qu'un son ne suscite pas une lumière devant nos yeux, ni une lumière un son dans nos oreilles, cela nous invite à croire que le courant électrique, qu'on prend pour exemple, contient peut-être les différentes qualités que nos sens y discernent. Ne peut-on comparer les nerfs sensitifs à des filtres qui tamiseraient la réalité, chacun à sa manière ? Nos sens n'étant que des instruments de transmission, toutes les qualités senties correspondent, selon M. Bergson, à des modalités de la matière ou, plus exactement, du mouvement auquel on la ramène. Pour lui, non seulement le monde extérieur existe, mais bien que ni les couleurs, ni les parfums, ni les sons ne subsistent en dehors de nous exactement tels que nous les percevons, ils possèdent, avec leurs différences spécifiques, leur réalité propre. On peut donc affirmer, à en croire M. Bergson, que nous percevons en elles-mêmes toutes les qualités sensibles, l'étendue comme les autres.

Car il ne faut pas oublier que, pour M. Bergson, l'étendue est une qualité pareille aux autres. Elle n'est pas, nous dit-il, cet espace vide qu'avec Kant les mathématiciens conçoivent et que nous supposons à leur suite quand nous raisonnons sur elle, mais cette continuité diversement colorée, sonore, tactile, parfumée et même savoureuse, qui s'offre à nos investigations sous le nom de monde extérieur, ce qui, entre parenthèses, explique peut-être le sens de l'orientation chez les animaux qui, privés de la faculté d'abstraire, remarquent probablement mieux que nous les signes locaux. Aussi bien, M. Bergson tient l'étendue pour une qualité commune à toutes nos perceptions et non pas seulement au toucher et à la vue. Cette étendue, nous la percevrions, elle aussi, directement et en elle-même. On comprend alors, mais alors seulement, pourquoi le poussin qui sort de l'œuf picore les grains qu'il rencontre et comment, dès qu'il commence à voir, l'enfant s'efforce d'atteindre les objets qu'il aperçoit.

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 10 et suivants, 1918.

Ainsi, loin de projeter hors de lui des sensations inextensives pour constituer l'idée d'extériorité, l'enfant irait peu à peu du monde à ses organes et de ceux-ci au moi conscient. L'aveugle-né, qui possède déjà la notion du moi et du non-moi, ne déclare-t-il pas, aussitôt opéré de la cataracte, que le soleil frappe son œil ? Il n'a point tort : le soleil, par les rayons qui en émanent, le touche réellement. La sensation de lumière, pour n'avoir pas encore été élaborée par lui et rejetée dans son for intérieur, lui semble — ce qui est exact — faire partie de ses organes, tout comme, pour le premier homme que Buffon imagine à son éveil, le monde prolonge ses membres : il croit que tous les objets sont en lui parce qu'il est en eux, qu'il est eux à quelque degré. Les progrès de la pensée humaine, dans la race et dans l'individu, ne marquent-ils pas, du reste, une intériorisation progressive ? Très occupé de ce qui l'entoure, afin de s'en protéger ou d'en tirer parti, le sauvage ne porte guère attention à ses états de conscience. Il a assez à faire d'en user pour vivre. Semblable en cela à la majorité des humains, que les soucis matériels exclusivement absorbent, il s'en sert en les ignorant. Car il n'y a guère que les philosophes qui consentent à étudier leur conscience dans un but désintéressé. Mais aussi, c'est ce qui les perd, puisque, pour avoir remarqué la primordiale importance des faits psychiques, ils en deviennent les prisonniers. Très préoccupés de la façon dont nous pouvons extérioriser nos sensations, qu'ils considèrent, — au même titre que nos souvenirs, — comme radicalement intérieures, ils oublient que la marche de l'esprit humain est exactement au rebours de ce qu'ils décrivent. La philosophie ne commença-t-elle pas elle-même, avec les penseurs grecs, par spéculer sur l'essence du monde avant d'en arriver au γνῶθι σεαυτόν, le *connais-toi toi-même* de Socrate ? Hélas ! les philosophes ont eu le tort, depuis cette date, de ne retenir des faits de conscience que le côté représentatif ou intellectuel. C'est en cela, M. Bergson l'a montré, que réside l'erreur capitale de l'idéalisme.

Le matérialisme n'y échappe pas mieux. Tout bien pesé, il ne diffère même de l'idéalisme que pour avoir fait de la perception, non plus le tout, mais la doublure d'une réalité à tout jamais inconnaissable, qui expliquerait nos états d'âme. Idéalistes et matérialistes s'accordent pour ne voir dans la perception qu'un spectacle, un épiphénomène sans aucune efficacité. Simple hallucination pour les premiers, hallucination vraie pour les seconds, la perception, ainsi définie, ne permet pas plus aux matérialistes de reconstruire le monde qu'aux idéalistes de le construire. Comment, en effet, nos sensations pourraient-elles mieux rejoindre pour s'y ajuster, à titre de qualités, cette espèce de canevas inconnu et inconnaissable, en quoi consiste le monde aux yeux des matérialistes, que s'ordonner entre elles indépendamment de tout support, comme se le figurent les idéalistes ? La première hypothèse n'est pas moins énigmatique que la seconde. Or, dans cette double impuissance, M. Bergson découvre, en même temps qu'une nouvelle preuve de la non-subjectivité de nos sensations, l'insuffisance tant du réalisme matérialiste que de l'idéalisme.

Contre le matérialisme, il ne se contente pas, néanmoins, de cette argumentation. Il le poursuit jusque dans ses derniers retranchements, là où il semblerait qu'il dût triompher, je veux dire dans sa théorie de la mémoire. En effet, tandis que l'idéalisme identifie au souvenir la perception, qui ne serait plus qu'un souvenir fort, le matérialisme assimile le souvenir à la perception, qu'il représente elle-même comme une résultante du cerveau. Le souvenir serait ainsi une perception affaiblie, résidu de sensations antérieures, simple réviviscence d'empreintes cérébrales.

Assimilation illégitime ! proteste M. Bergson, car, si la perception, qui est foncièrement active, n'est représentative que par accident, le souvenir, qui est, au contraire, essentiellement connaissance, ne saurait, à aucun titre, être confondu avec la perception. Est-ce qu'une douleur en diminuant devient un souvenir ? Assurément non, répond M. Bergson. A l'inverse, le souvenir d'une grande douleur n'est pas davantage une douleur faible que, dans les expériences d'hypnotisme, la suggestion de chaleur n'est chaude. Que, par ailleurs, le souvenir s'actualise en sensations, M. Bergson n'y contredit point ; il se refuse seulement à admettre qu'un souvenir soit, simplement, une sensation renaissante. Imaginer et se remémorer, cela, pour lui, fait deux. Il distingue le souvenir pur de l'image qui l'incarne et qui se trouve, par le fait, à mi-chemin entre lui et la perception. A plus forte raison, ne confond-il pas le souvenir pur avec la perception. Bien mieux, la perception ne paraît à M. Bergson devenir consciente, donc représentative, que grâce à l'intervention de la mémoire qui condense, en quelque sorte, les instants entre lesquels la perception dans sa pureté se répartit et l'auréole, ensuite, de souvenirs. Dans ces conditions, on comprend que, contrairement à ce qu'enseigne le matérialisme, le souvenir ne soit rien moins, pour M. Bergson, qu'une empreinte cérébrale, sorte de cliché photographique que, dans certaines circonstances, l'influx nerveux illuminerait. Loin d'être un récipient, qui conserverait

les souvenirs comme des livres dans une bibliothèque, le cerveau n'est plus qu'un ensemble de mécanismes qui ne paraissent rappeler le passé que parce qu'ils lui permettent de s'actualiser, autrement dit de s'insérer dans les réactions motrices dont les centres nerveux sont les instruments.

C'est, du moins, ce que dans « Matière et Mémoire » M. Bergson s'applique à mettre en lumière. Dans ce but, il examine la théorie d'après laquelle certaines circonvolutions du cerveau seraient destinées à des catégories de souvenirs, bien déterminées, toute lésion de ces centres coïncidant avec une abolition de mémoire correspondante, ce qui semblerait justifier l'assimilation de ceux-ci à un dépôt et des souvenirs à des empreintes. Quoique, au premier abord, la théorie des localisations cérébrales paraisse ruineuse à M. Bergson par excès de complication, étant donnée la nécessité où elle se trouve de multiplier indéfiniment les centres, il se réfère, pour en éprouver la valeur, aux maladies de la mémoire et, parce qu'elles ont fait l'objet de nombreuses observations cliniques, en particulier aux maladies qui affectent le souvenir des mots. Or, de cette étude, nettement expérimentale, qui forme la majeure partie du livre, il ressort que les amnésies, quoique relatives à certaines parties bien définies du cerveau, s'expliquent par des troubles de la reconnaissance et non point par des pertes de souvenirs.

S'en rapportant à l'observation psychologique la plus incontestable, M. Bergson discerne, en effet, deux sortes de mémoire. Quand nous apprenons une poésie par cœur, nous contractons à chaque répétition une habitude de plus en plus forte et mieux liée jusqu'à ce que nous puissions réciter le morceau sans faute. Nous montons, en réalité, un mécanisme ou système de mouvements qui se déroulera, l'impulsion initiale une fois donnée, comme, sous la pression du ressort, le cylindre d'un phonographe. Cela est si vrai que nous pouvons débiter notre leçon sans y penser, et même en pensant à autre chose. Mais, sous cet automatisme, nous conservons, — cela est non moins certain, — le souvenir original des différentes lectures qui nous ont permis d'arriver à cette précision : de chacune, nous pouvons nous rappeler la physionomie. De ces deux formes de mémoire, l'une qui répète, l'autre qui imagine, la seconde seule est la vraie, car, seule, elle relient les états par où nous sommes passé dans leur ordre chronologique. Quoique, presque toujours, intimement unies, puisque les objets de notre entourage déterminent en nous des habitudes au moins naissantes, ce pendant que la conscience garde leur image, ces deux formes de mémoire, dont l'une est motrice et l'autre intellectuelle, sont distinctes. Elles peuvent se séparer, se perdre ou demeurer, chacune pour son compte. Des mécanismes assez subtils pour, une fois construits, imiter l'intelligence, fonctionnent ainsi d'eux-mêmes. On a vu des déments, par exemple, faire des réponses pleines de sens à des questions qu'ils ne comprenaient pas. La mémoire motrice peut, inversement, disparaître sans que la mémoire imaginative soit touchée. N'est-ce pas ce qui arrive dans les rêves, où nos souvenirs affluent d'autant plus nombreux que nos réactions sont plus complètement suspendues ? Les deux façons que nous avons de reconnaître marquent bien, enfin, la différence entre ces deux formes de mémoire. L'une, toute mécanique et instantanée, est jouée plutôt que pensée. Le sentiment du « déjà vu » n'est-il pas la reproduction d'une attitude en face d'un objet ou d'une situation, auxquels nous avons été déjà adaptés ? Et qu'est-ce que se diriger dans son appartement, sinon, la plupart du temps, se laisser conduire par ses jambes ? Du même ordre que notre perception qu'elle prolonge, ce mode de reconnaissance n'est que la réponse de nos habitudes à une excitation subie. On ne peut mieux la comparer qu'à ces réflexes qui font s'agiter la patte d'une grenouille décapitée sur laquelle on dépose une goutte d'acide. La reconnaissance intelligente, au contraire, est imaginative. Au lieu de réagir immédiatement par des mouvements appropriés, elle laisse les souvenirs accourir en foule, sous forme d'images, au devant de nos perceptions. Tel est le cas de tout auditeur qui comprend un dicours.

Cette distinction des deux mémoires établis, M. Bergson n'a pas de peine à démontrer que les maladies de la première demeurent motrices. De par sa nature, elles ne peuvent consister, en effet, qu'en un défaut de reconnaissance automatique, par solution de continuité entre la perception et les mouvements qu'habituellement elle déclanche. C'est ainsi qu'un malade, en possession de toute sa mémoire visuelle, peut ne plus savoir s'orenter : on en a vu décrire, les yeux fermés, la ville qu'ils habitent, s'y promener même en imagination, et ne pas pouvoir se retrouver dans la rue.

M. Bergson va plus loin. Il prétend que les maladies qui affectent la mémoire représentative, — ou faculté de reconnaître les choses, non plus mécaniquement, mais intelligemment, à l'aide de véritables souvenirs — ont, elles aussi, une origine motrice. Ces maladies proviendraient de ce que, pour s'appliquer à une situation présente, autrement dit pour s'insinuer dans le système moteur qui relie toute perception à une réponse organique,

nos souvenir ont besoin, soit de mécanismes qui leur permettent de s'incarner en images, soit de mouvements sur lesquels se poser.

Que, pour commencer par ce dernier point, le corps ne puisse prendre l'attitude nécessaire au rappel de l'image, voilà des malades qui, sans être aveugles ni sourds et bien que jouissant de la plénitude de leur intelligence, seront, cependant, hors d'état de rien comprendre à ce qu'on leur dit ou à ce qu'ils lisent. La raison en est, selon M. Bergson, que, faute d'une base motrice, les souvenirs-images ne peuvent plus rejoindre l'expérience présente. Et ce qui le prouve, c'est que, dans tous les cas de cécité ou de surdité psychiques observés, les souvenirs auditifs ou visuels ne sont pas abolis. En revanche, les aveugles psychiques perdant la faculté de s'orienter, ne dessiner d'un trait continu, voire de copier une page d'écriture. Tout de même, les malades atteints de surdité psychique ne réagissent plus aux bruits. Or, comment expliquer cela, sinon par une incapacité de relier aux impressions sensorielles les mouvements dont la perception attentive les souligne ? Ce qui semble ici lésé, ce sont donc bien non pas les mouvements utilitaires par quoi nous réagissons aux excitations du dehors et qui constituent la mémoire motrice, mais ceux, plus désintéressés, que M. Bergson qualifie de « schèmes moteurs », à l'aide desquels, les premiers étant inhibés, la perception accuse les contours des objets auxquels nous faisons attention. Aussi bien, les sensations auditives des mots déterminent des mouvements naissants de phonation qui en décomposent les articulations principales. A leur défaut, la parole nous est un bruit confus, comme il arrive quand nous entendons converser dans une langue que nous ignorons. Le fait qu'un aphasique, qui a perdu la faculté du langage spontané, puisse répéter correctement ce qu'on lui dit confirme l'existence de ces schèmes. N'a-t-on pas découvert, dans les organes des sens, des nerfs centrifuges auxquels seraient dues les images consécutives à nos sensations ? Il ne s'agit là, bien entendu, que d'une esquisse. C'est ainsi que le schème verbal ne saurait être confondu avec la parole intérieure.

En fait, l'enfant est incapable de répéter tous les mots qu'il distingue ; de même, nous pouvons fort bien retenir une mélodie sans pouvoir la chanter, fût-ce à nous-mêmes. Bien mieux, l'aphasie motrice, qui empêche la parole, n'entraîne pas la surdité verbale, tant il est vrai que le schème moteur marque seulement les contours saillants de la parole. Il est à l'objet perçu ce que le croquis est au tableau. Ceci admis, toutes nos perceptions suscitent, d'après M. Bergson, pour peu que nous nous y arrêtions, un schème moteur à défaut duquel nos souvenirs-images demeurent impuissants à s'actualiser. Car il ne faut pas croire, dit-il, que nos perceptions aillent chercher nos souvenirs, comme on va chercher des clichés dans un magasin. C'est le contraire qui est vrai : nos souvenirs accourent en foule au-devant de toute perception attentive qui, étant un repos, forme une fissure, — par où ils ont chance de s'insinuer, — aux habitudes motrices qui, dans l'ordinaire de la vie, les retiennent. Puis, la perception attentive choisit entre eux, selon qu'ils conviennent ou non à la situation présente, par l'intermédiaire du schème moteur qui l'accompagne. Ce dernier forme le cadre dans lequel les souvenirs s'insèrent ou qui les repousse. — d'où les lois de l'association des idées, qui ne s'appliquent qu'aux résultats tout mécaniques de cette sélection, donc à la vie superficielle de l'âme, l'association par ressemblance étant commandée, en réalité, par la convenance à un même schème d'images analogues. C'est pourquoi la loi d'association n'explique pas l'apparition des souvenirs. En effet, si, au lieu que nos souvenirs affluent au-devant de nos perceptions, elles devaient aller quérir dans le tas de nos souvenirs ceux qui les intéressent, on ne voit pas comment une perception quelconque pourrait jamais rejoindre un souvenir dont nécessairement elle diffère, ne serait-ce que par les circonstances, tout à fait de conscience étant unique par son essence. Par contre, on voit fort bien, dans l'hypothèse de M. Bergson, en faveur de laquelle militent tous les faits, comment la destruction de ces schèmes empêche certaines catégories de souvenirs-images de s'appliquer au présent et, par conséquent, condamne les malades atteints de cécité ou de surdité psychiques à ne plus reconnaître le langage écrit ou parlé.

Dans le cas, enfin, où les images du passé ne peuvent plus être rappelées, il n'y aurait pas davantage perte de souvenirs, selon M. Bergson. Au vrai, les amnésies, même de cette sorte, consistent si peu en une disparition de souvenirs, qu'on voit les aphasiques tourner autour de l'image verbale qui les fuit, ce qui prouve que ce sont, en somme, moins les mots qui leur échappent que le pouvoir de les retrouver. Une excitation quelconque, une émotion, voire une parole d'encouragement, suffisent souvent à leur faire trouver le terme qu'ils cherchent. Comment cela se pourrait-il si l'aphasie sensorielle consistait dans une simple destruction de souvenirs ?

Ils demeureraient à tout jamais abolis. Nous sommes si bien en présence d'un affaiblissement

fonctionnel qu'il arrive aux aphasiques de remplacer le mot rebelle par une périphrase, qui, quelquefois, le contient, preuve irréfutable qu'il n'était pas perdu ! Bien plus, alors même que des catégories entières de mots sont oubliées, l'aphasie garde toutes les allures d'une régression. A part quelques cas d'hallucinations négatives, où les défaillances de mémoire ne sont qu'apparentes, l'oubli s'étend insensiblement, en effet, des noms propres aux noms communs pour, en passant par les adjectifs, finir aux verbes. Les verbes ne sont-ils pas les plus rapprochés, tandis que les noms propres sont les plus éloignés des gestes que nous sommes à même d'esquisser ? Aussi bien, la seule explication plausible des amnésies, dont l'aphasie sensorielle représente le type achevé, est celle, toute mécanique, que M. Bergson en fournit. Le défaut de reconnaissance, qui les caractérise, ne viendrait pas, cette fois, de ce que le corps est, à la suite d'une excitation subie, incapable de prendre l'attitude appropriée au rappel de certaines images, mais de ce que nos souvenirs ne trouvent plus le moyen de se matérialiser. A l'état normal, ce moyen leur serait offert par une sorte de clavier interne — analogue à ces claviers tournés vers le dehors que sont les organes de nos sens — qui mettrait en branle les mêmes éléments nerveux, ceux-ci étant comparables aux cordes d'un instrument de musique dont le siège serait l'écorce du cerveau. Au cas de reconnaissance attentive, ne partons-nous pas de l'idée, autrement dit du souvenir pur, que nous développons en images qui sont capables, à leur tour, de s'insérer dans le schème moteur qui dessine notre perception. Quand nous écoutons un discours, par exemple, nous nous plaçons, d'emblée dans une disposition d'esprit en rapport avec la mentalité de l'orateur et, plus encore, avec le sujet qu'il traite. Autrement, nous ne comprendrions rien à ses paroles, car les mots changent de sens avec les interlocuteurs et les circonstances. Nos souvenirs, en tout cas, se présentent moins tout formés à la conscience qu'ils ne se déploient en elle au fur et à mesure qu'ils s'incorporent à nos mouvements. Aussi bien, M. Bergson distingue, des images-souvenirs qui sont des souvenirs en train de se réaliser, le souvenir pur d'où elles émanent. Il compare le souvenir à une nébuleuse qui se condenserait peu à peu, jusqu'à se solidifier au contact de la perception. De mon passé, en fait, cela seul prend figure qui peut aider à mon activité. Il s'ensuit que toute image remémorée est bien un état présent, qui ne participe du passé que par le souvenir qu'il matérialise, mon présent se réduisant à la conscience que j'ai de mon corps, c'est-à-dire du système sensori moteur en quoi il consiste et des images environnantes qui agissent sur lui comme il réagit sur elles. Par suite, une image rappelée n'est actuelle qu'autant qu'elle agit ou, en d'autres termes, qu'elle se prolonge en sensations naissantes, donc motrices. Le souvenir pur, au contraire, n'intéresse aucune partie de l'organisme : il est inextensif. En retour, comme ce qui n'agit pas cesse d'appartenir à la conscience, ceux de nos souvenirs qui, à un moment donné, ne peuvent servir à éclairer son choix restent dans l'inconscient, à l'état de purs souvenirs, sans forme par conséquent. Suivant M. Bergson, il ne faut pas confondre en effet, dans l'ordre psychique, conscience et existence. Conscience étant synonyme, pour lui, d'action réelle et non de simple spéculation, il nous invite à ne pas croire que cesse d'exister dans la vie psychique ce qu'elle cesse d'éclairer. « Rendez à la conscience son véritable rôle, écrit-il, il n'y aura pas plus de raison pour dire que le passé, une fois perçu, s'efface qu'il n'y en a pour supposer que les objets matériels cessent d'exister quand je cesse de les percevoir » (1). La difficulté que nous rencontrons à admettre l'existence d'états psychologiques inconscients tiendrait, à l'en croire, à ce que, si nous avons toujours besoin des choses présentes, nous ne nous soucions guère de nos états passés. Aussi, tandis que nous reconnaissons sans difficulté que le réel déborde infiniment dans l'espace notre perception actuelle, nous refermons derrière nous le temps qui a perdu pour nous son intérêt. Notre obsession de l'étendue, au surplus, est telle que nous n'attribuons d'existence qu'aux choses extérieures. Elle est si tyrannique que, dès que nous croyons à la persistance de nos souvenirs, — ce qui ne devrait faire l'objet d'aucun doute puisque nous pouvons les rappeler, — nous nous demandons où ils se conservent, comme si c'étaient des corps, la nécessité de contenir et d'être contenu étant, à coup sûr, particulière à ces derniers. Nous oublions que, image lui-même, le cerveau ne peut pas plus renfermer les images du passé que celles du présent, qui le débordent de toutes parts, Au reste, les maladies de la mémoire, accompagnées ou non de lésions, étant dues à des troubles de la motilité et point du tout à une perte de souvenirs, nous prouvent que ceux-ci ne sont, à aucun degré, des choses ou des empreintes cérébrales, comme se l'imaginent les matérialistes.

En réalité, l'encéphale, la moëlle et le bulbe ne seraient que des mécanismes, qui nous permettraient de reconnaître, en nous y adaptant et en y adaptant nos souvenirs, les objets qui tombent

sous nos sens. Au rebours, la mémoire serait qualité pure. Elle serait notre passé intégral dans tous ses détails. Impatient de remonter des profondeurs de l'inconscient au grand jour de la conscience, notre passé présenterait à nos mécanismes sensori-moteurs, dans lesquels il s'insèrerait en se ramassant, tous les souvenirs capables de les guider. En revanche, ces mécanismes rendraient les couleurs de la vie aux souvenirs. M. Bergson compare la mémoire à un cône dont la pointe, qui pénètre dans le plan mouvant de notre existence, contracterait, non seulement la multiplicité de nos perceptions, mais le tout de notre passé, au profit d'un avenir sur lequel il mord sans cesse. Mais, de ce passé, nos mécanismes sensori-moteurs ne laisseraient filtrer que ce qui leur est strictement nécessaire. Aussi bien, le corps aide moins, d'après M. Bergson, nos souvenirs à s'actualiser qu'il n'élimine ceux dont nous n'avons pas besoin. Loin d'être un dépôt d'images, le cerveau forme barrière à leur masse. Il impose à notre mémoire, donc à notre conscience, des œillères, afin que nous ne soyons pas détournés d'agir. Aussi bien, quand pour une cause quelconque, pendant le sommeil par exemple, nos mécanismes sensori-moteurs viennent à se relâcher, nos images, d'ordinaire maintenues, arrivent en foule à la vie consciente. Le rêve et son diminutif, la rêverie, ne seraient pas autre chose, assure M. Bergson. Ne dirait-on pas que notre conscience, quittant le sommet du cône où elle reste en vigie durant la veille éclaire, quand nous dormons, des régions inférieures, mais plus étendues, parce que plus voisines de l'expérience, telle qu'au fil de l'heure elle a été enregistrée ? De fait, qui veut se rappeler un état ancien doit se distraire de l'action présente pour descendre, à travers les couches sous-jacentes par où se dilate au fur et à mesure l'intégralité de notre passé, jusqu'à la zone, base du cône symbolique, qui l'étale dans toute son ampleur.

En résumé, si la perception pure est mouvement, la mémoire est esprit. Il n'y a, par suite, rien d'étonnant à ce que ni l'idéalisme ne réussisse à expliquer la perception par l'esprit seul, ni le matérialisme le souvenir par le cerveau. Par sa réfutation de l'idéalisme et du matérialisme, M. Bergson démontre qu'entre le corps et l'âme il n'y a point d'équivalence, donc nul parallésisme.

(*A suivre*). PAUL GAULTIER.

LA CRISE DU SLAVISME

Le slavisme qui est un des éléments constitutifs de la société européenne, qui y a joué un rôle important depuis deux siècles, et qui semblait appelé à exercer une action plus considérable encore dans l'avenir, traverse en ce moment une crise grave. Il suffit d'examiner un instant la carte pour comprendre dans quelle mesure sa vitalité et son prestige sont menacés.

Répandu sur les parties orientale et centrale de notre continent, il peut se subdiviser en trois fractions : celle qui couvre l'ancien territoire russe, de beaucoup la plus nombreuse, et dont l'influence était telle à la veille de la guerre, qu'elle semblait protéger les deux autres ; celle qui occupe la région balkanique au sud de la Hongrie et au nord de la Grèce, en Serbie, au Monténégro, en Macédoine ; celle enfin, confinant aux précédentes, qui est assujettie aux Empires Centraux, depuis la Posnanie jusqu'à la Bosnie-Herzégovine. En somme les Slaves des Russies, — les Slaves des Etats indépendants du Sud-Est, — les Polonais, Tchéco-Slovaques, Ruthènes, Slovènes, Croato-Serbes. Il y a là une grande variété de peuples, en dépit de la communauté d'origine, et que l'histoire a fréquemment séparés les uns des autres. Ils ne se sont pas toujours bien compris entre eux et leur impuissance à se doter d'une organisation stable et d'une liberté assurée, a largement contribué à leurs malheurs.

Si l'on envisage ces trois branches en ce mois de juin 1918, leurs destinées paraissent particulièrement cruelles.

La Russie n'est plus qu'un grand corps affaissé et disloqué, qui a croulé à la fois sous la poussée d'un ennemi supérieurement pourvu et sous le poids de fautes accumulées. L'un des plus grands Empires militaires, bureaucratiques et despotiques que le monde ait vus, jonche la terre. Il s'est dissous et rien ne dit que le procès de cette dissolution soit dès à présent arrêté. Le traité de Brest-Litovsk a rejeté la Grande-Russie vers l'Orient, en détachant du vaste domaine, que gouvernaient les Romanov, la Pologne du grand Duché, la Lithuanie, la Livonie, l'Esthonie, la Finlande, l'Ukraine — une Ukraine dont les contours se révèlent essentiellement mobiles. Un chaos s'est créé à l'Est de notre Europe, où un monde nouveau se trouve peut-être en formation, mais qui pour l'instant offre le spectacle d'une masse énorme en décomposition.

Les Slaves balkaniques ne comptent pas un pouce de leur territoire libre d'ennemis. Les Austro-Hon-

grois et les Bulgares occupent sur tous les points la Serbie et le Monténégro, — les anciennes provinces de ces deux royaumes et celles qu'ils s'étaient adjugées aux dépens de la Turquie après les deux conflits de 1912 et de 1913. Depuis le jour où les Ottomans les avaient conquis, ces deux pays n'avaient pas subi pareille épreuve. Ils n'ont pas seulement perdu la liberté, et avec elle les grandes espérances qu'ils entretenaient : ils sont en proie à une famine chronique qui fauche les vieillards, les femmes et les enfants avec une fureur implacable. Qu'en restera-t-il ?

Enfin les Slaves incorporés aux Empires Centraux ont senti leur condition s'aggraver de mois en mois, aussi bien aux heures où l'Entente saisissait l'avantage qu'à celles où Berlin et Vienne reprenaient confiance. Depuis deux ans, la Pologne est disputée entre les Hohenzollern et les Habsbourg, et les généraux allemands qui tyrannisent le nord et les généraux autrichiens qui régentent le Sud rivalisent de violences envers un peuple qu'on traite comme un troupeau. D'avance, et si la grande solution de la Pologne indépendante — la nôtre, — ne triomphait pas, les Polonais savent que leur pays demeurerait morcelé, et c'est là pour eux une cause de permanente douleur. Les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves, après avoir enregistré quelques promesses de Charles Ier, dans les débuts de son règne, se sont aperçus qu'ils étaient livrés plus que jamais au germanisme et au magyarisme. Les gouvernements de Vienne et de Pesth, qui appréhendent leur accord, leur effort solidaire, ne négligent rien pour les opposer les uns aux autres, en même temps qu'ils redoublent de coercition vis-à-vis de tous les esprits libres.

*
* *

Si l'on recherche comment et pourquoi tant de millions d'hommes sont voués ou à un statut chaotique ou à une compression sans cesse aggravée, on se heurte à l'un des plus vastes problèmes du temps présent. Les raisonnements simplistes concluront purement et simplement que cette décadence momentanée d'un des facteurs ethniques européens résulte des faits de la guerre. Ce n'est point là une explication qui puisse nous satisfaire. Les échecs militaires n'éclairent point toutes les situations, et même lorsqu'ils exercent un rôle de premier plan, ou bien ils combinent leur action avec celle d'autres éléments, ou bien ils se rapportent eux-mêmes à des causes qu'il convient d'élucider.

La Serbie et le Monténégro n'ont pas été accablés par le seul Empire Danubien, mais ils n'ont subi le désastre qu'après l'entrée en ligne de la Bulgarie. Cette intervention du gouvernement de Sofia dans la lutte européenne, — qui a pris une importance essentielle, disproportionnée aux effectifs dont disposait Ferdinand de Cobourg, se lie à des événements antérieurs. La paix de Bucarest de 1913 était une mauvaise paix, parce qu'elle n'avait pas tenu compte de certaines considérations nationales d'une valeur incontestable. Quelque félonie qu'eût commise la Bulgarie vis-à-vis de ses deux alliées, la Serbie et la Grèce, c'était une faute grave que de lui mettre au cœur la passion de la revanche. Peut-être l'évolution des choses eût-elle été différente, si la Macédoine eût été autrement distribuée entre les coalisés de 1912.

Les Slaves vassaux des Empires Centraux n'avaient jamais réussi à former un bloc compact contre leurs maîtres. Si je laisse de côté ceux de Prusse, relativement peu nombreux, ceux d'Autriche-Hongrie étaient divisés entre eux, se suspectaient réciproquement et faisaient ainsi le jeu de la bureaucratie experte et corruptrice de Vienne et de Pesth. Le gouvernement cisleithan avait réussi à se concilier la noblesse polonaise de Galicie en lui conférant de grands emplois administratifs et diplomatiques, des charges de cour, et en lui livrant pieds et poings liés l'élément ruthène. Les Tchéco-Slovaques ne s'étaient jamais concertés avec les Yougo-Slaves, que jusqu'à une date proche, ils tenaient pour une population inférieure, en dépit de l'effort d'instruction qui s'affirmait à Agram et à Zara. Les Yougo-Slaves eux-mêmes étaient loin de réaliser l'accord dans leurs rangs et leurs dissentiments multiples étaient habilement exploités par les gouverneurs de province et par les bans de Croatie. Mais toutes ces causes de faiblesse se révèlent secondaires, lorsqu'on aborde la grande raison de l'affaissement, — de la décomposition slave. Le sort du slavisme était de toute évidence subordonné au sort de la Russie : avec la Russie, le slavisme devait prospérer ou décliner.

* *

L'Empire Tsarien a longtemps bénéficié d'une monstrueuse illusion, et de cette illusion nous avons été victimes, comme beaucoup d'autres. Il ressemblait à quantité d'empires du passé, qui étonnaient par leur étendue, par l'importance de leur population, par leur discipline superficielle, et qui reposaient sur des bases d'argile : entre lui et les grandes constructions asiatiques des siècles révolus, les affinités se sont marquées après-coup. L'expérience de 1904-1905 eût pu nous instruire, tout au moins nous ouvrir les yeux : elle fut perdue.

La Russie impériale couvrait un espace colossal ; elle avait autant d'habitants que la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie réunies. On s'était toujours imaginé qu'en cas de conflit mondial elle jouerait, au moins le cinquième ou le sixième mois, le rôle prépondérant. Très rares étaient ceux qui doutaient de sa puissance et qui osaient exprimer leurs doutes, car toutes les vérités ne sont pas toujours bonnes à formuler.

On croyait à l'indépendance totale de la Russie, c'est-à-dire à sa libération complète des influences contraires à sa vitalité, et pourtant le germanisme l'étreignait par de multiples moyens, exerçant à la fois son action sur le monde de la cour, sur la bureaucratie, et sur les cercles militaires. C'était une tradition qui remontait au XVIIIe siècle et que rien n'avait pu déraciner. Les barons Baltes, sur lesquels le cabinet de Berlin s'est appuyé pour monter en 1918 certaines comédies de nationalités, détenaient les hauts emplois comme autant de postes stratégiques, et leurs attaches avec Berlin restaient souvent mal déguisées.

On croyait à l'unité de la Russie. Or, et ceci est la clé de bien des événements, il y avait plusieurs Russies qui s'enviaient, se détestaient et se combattaient l'une l'autre. Notre erreur fut grande de supposer que, tenant plus ou moins Pétrograd par une alliance en règle, nous tenions aussi Kiew, Kharkow, Odessa. Les peuples allogènes nourrissaient plus ou moins, pour la grande Russie, les sentiments que les Tchèques ou les Slovènes ou les Roumains de Transylvanie entretenaient pour les Autrichiens de souche allemande ou pour les Magyars. — La révolution de 1905 avait déjà montré combien l'édifice était fissuré et quelles aspirations nationales concurrentes s'agitaient derrière une façade majestueuse. Mais l'épreuve n'avait pas été appréciée à sa valeur légitime.

On croyait à la force du slavisme, à la solidité du régime qui rassemblait des dizaines de millions d'hommes dans une servitude commune, à la vigueur de la hiérarchie qui allait du dernier commissaire de police à l'Empereur, à la réalité d'une discipline acceptée et d'un loyalisme monarchique généralisé, de même qu'on s'imaginait l'armée innombrable, pourvue de tout, capable d'un renouvellement continu. Les agents diplomatiques, les attachés militaires n'avaient pas discerné les craquements de l'édifice, les tares et les faiblesses du statut, les impatiences qui se faisaient jour dans les masses, l'esprit de révolte et de subversion qui les animait. La Russie véritable, à la veille de la guerre, n'avait rien de commun avec l'image que beaucoup se traçaient d'elle, par routine, par paresse intellectuelle, par ingénuité.

Les oscillations de sa politique eussent pu et dû nous émouvoir. Cette politique n'était ni homogène, ni conséquente avec elle-même, ni forte. Elle avait toutes les timidités et parfois toutes les audaces, mais ses contradictions mêmes la rendaient impuissante. La période, qui va de 1908 à 1914, méritera un jour d'être étudiée avec quelque soin, car elle a préparé la catastrophe. Le cabinet de Petrograd ne pouvait céder aux suggestions panslavistes, sans rompre avec l'Autriche-Hongrie, puisque ces suggestions le mettaient en conflit avec l'Empire Danubien et dans les Balkans et dans les provinces slaves assujetties aux Habsbourg : il cherchait cependant à la fois à conserver des liens avec Vienne et à pousser ses avantages et sa propagande. Il se rendait nettement compte que l'Allemagne avait besoin d'affaiblir la Russie en lui portant des coups réitérés, et il marquait parfois pour cette Allemagne d'étranges complaisances. Il se piquait de pacifisme et brûlait du désir d'annexer Constantinople et les Détroits. A la lumière des faits, que d'incidents s'éclairent ! Celui de la Bosnie-Herzégovine, celui du repli des troupes de couverture, qui suscita tant de commentaires. L'unité de vues manquait, comme la précision des programmes, et aussi la saine notion de ce qu'exigeaient les alliances, et enfin et surtout une certaine virilité d'attitude. Le slavisme n'avait ni organe moteur, ni centre protecteur, ni intelligence de coordination. C'est la véritable explication de la crise qu'il traverse, après avoir subi un fléchissement prodigieux.

*
* *

Lorsque la révolution russe éclata, l'armature russe était déjà et de longue date brisée. C'est parce que cette armature était défaillante, que la révolution put aussi vite triompher du vieux système politique, car on ne citerait point d'exemple dans l'histoire d'un écroulement d'une égale rapidité. Il n'est pas exact que les événements tumultueux de 1917 aient en soi préparé, engendré la disparition de la Russie et du slavisme comme facteurs politiques de premier plan. Ils ont été eux-mêmes des produits. L'histoire sera écrite peu à peu ; les documents confidentiels sortiront des archives ; les faits se reclasseront dans leur ordre logique. La responsabilité des Stürmer, des Protopopof et des complices qu'ils ont trouvés parmi les Romanow, surgira en pleine clarté. On connaîtra mieux les tractations nouées, dès la fin de 1916, en vue des paix séparées, et les intrigues honteuses qui ont facilité l'invasion de la Roumanie et la ruine du front oriental. Si les masses russes ont aspiré si ardemment au repos au milieu de 1917,

si les efforts d'un Kerensky et de beaucoup d'autres se sont exercés dans le vide, c'est que le tsarisme expirant avait démoralisé le pays.

Lorsqu'on juge la révolution dans ses phases successives, il ne convient pas seulement de faire état des fautes des hommes qui l'ont conduite, ou des partis qui se sont entrechoqués, ou même des erreurs de l'Entente qui n'a pas compris le sens profond des mouvements populaires, ni su adapter sa politique générale aux nécessités soudain apparues. Encore doit-on rattacher cette révolution à la période qui l'a immédiatement précédée. La Russie roulait déjà à l'abîme, quand l'absolutisme reçut le choc suprême.

Il était permis de croire, il est vrai, que l'avènement d'un statut différent régénérerait cette vaste collectivité et qu'elle retrouverait, dans la joie et l'enthousiasme de la liberté conquise, des raisons de mieux lutter contre l'agression. Nous avions sous les yeux notre propre histoire, les épisodes merveilleux de 1792 et 1793, et nous espérions que ces épisodes se renouvelleraient et que la Russie aurait aussi son Valmy, son Jemmapes, son Wattignies, son Geisberg. La révolution à l'intérieur — même et surtout la révolution sociale n'excluait pas la résistance énergique à la frontière. Mieux : plus la subversion était radicale, et plus ceux qui l'avaient entreprise se devaient de mener vigoureusement la lutte, pour que les Empires du Centre ne pussent imposer, avec la mutilation du territoire, un retour aux institutions du passé... Mais Brest-Litovsk est venu, et c'est tout dire.

La crise du slavisme, dont les origines sont antérieures à la révolution, a donc continué avec et sous la révolution. Il reste à savoir comment le slavisme se relèvera, s'affranchira, reprendra son rôle dans une Europe transformée. Certes on peut supposer que les Slaves balkaniques recouvreront leur indépendance, sans que la Russie soit totalement sortie de la confusion ; on peut admettre que les Slaves d'Autriche-Hongrie seront dotés d'une condition nouvelle et plus conforme à leurs aspirations, sans qu'un régime durable et régulier ait prévalu à Pétrograd et à Moscou ; mais les branches secondaires du slavisme, secondaires au moins par le nombre, ne sauraient reprendre la plénitude de la vie, exercer l'intégralité de leurs prérogatives avant que les masses d'hommes qui se cantonnent entre la Vistule et l'Oural, entre la mer Blanche et la mer Noire, aient instauré une organisation capable de subsister, une république fédérative où les droits de chaque peuple soient assurés et d'où soient éliminées les intrusions de l'étranger.

Le slavisme ne peut mourir. L'Allemagne, en essayant de l'étouffer et de l'assujettir, s'est attaquée à une tâche trop lourde pour elle-même, quelque vastes que soient ses ambitions. L'Europe orientale nous offre l'aspect du chaos, mais de ce chaos naîtra un ordre nouveau, et qui s'harmonisera avec l'ordre européen, démocratique et juste, que la paix engendrera.

PAUL LOUIS.

LA CRISE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

LES REMÈDES IMMÉDIATS (1)

Les machines ne sont pas seules appelées à remplacer les travailleurs manquants : on peut aussi recourir à d'autres forces humaines.

Les mutilés, les aveugles mêmes sont mis à contribution. Par une savante et patiente rééducation on leur rend la possibilité d'être utiles, la joie de se sentir en état de gagner leur vie. On leur enseigne des métiers ; on leur assure dans les ateliers, dans les magasins, dans les banques des places proportionnées à leurs aptitudes et à leur capacité de travail. L'agriculture bénéficie également de leurs services. Beaucoup de cultivateurs, privés d'un bras, d'une jambe, voire de leurs yeux, une fois qu'ils sont replacés dans leur milieu originel et remis à des occupations qui leur étaient familières, sont encore de précieux auxiliaires dans une ferme ou dans la maison paternelle. Dans le seul département de la Gironde sous l'impulsion du docteur Bergonié, on comptait au début de cette année douze centres de réadaptation agricole pour les blessés et les résultats étaient, paraît-il, satisfaisants (2).

Un autre effort pour utiliser toutes les ressources disponibles porte sur les chômeurs involontaires de la campagne, sur les paysans restés oisifs malgré eux, parce qu'ils n'ont pas de terres à cultiver. Une proposition de loi, déposée par M. le député Darbot, tendait à décider que les terres abandonnées, laissées en friche, fussent réquisitionnées, mises en culture sous le contrôle des autorités, et confiées pour cela aux laboureurs qui jusqu'ici ont chômé par force (3). Mais, pour la mise en valeur des terres incultes, c'est, malgré les équipes agricoles, les permissionnaires et les prisonniers, bien plus à la disette d'hommes qu'au désœuvrement des sans-travail qu'il a fallu parer, et il en sera

(1) Voir le précédent numéro.
(2) Voir le *Journal* du 16 décembre 1917.
(3) *Le Journal*, 5 janvier 1918.

de même, selon toute vraisemblance, quand la guerre sera enfin terminée (1).

Faute d'hommes, on sera contraint dans tous les domaines de l'activité économique d'employer des femmes et des adolescents.

Ni l'ouvrière de fabrique ni l'ouvrière à domicile ne sont destinées à disparaître. Elles ont fait, pendant la guerre, leurs preuves d'endurance, de courage, de souplesse, et nul ne pourra leur opposer leur insuffisance. Si l'on peut, si l'on doit souhaiter que la plupart d'entre elles reviennent au foyer et se consacrent de nouveau à leurs fonctions traditionnelles de ménagères, de mères de famille et d'éducatrices de l'enfance, il n'est pourtant pas permis d'oublier que parmi elles figureront beaucoup de veuves n'ayant ni ménage ni enfants. Et puis comme le nombre des femmes sera bien plus grand que celui des hommes, par suite des terribles hécatombes qui auront décimé la population mâle, beaucoup de filles à marier seront en danger de demeurer filles et par conséquent obligées de chercher un gagne-pain, de se créer une situation indépendante.

Les enfants aussi, surtout dans les campagnes, auront été mûris par l'épreuve, forcés d'accomplir des besognes au-dessus de leur âge ; ils auront ainsi fait, avant le temps normal, un apprentissage pratique qui les prédisposera à être de bonne heure des travailleurs avisés et experts.

Mais il y aura lieu de surveiller étroitement cet appel nécessaire au travail féminin et à l'aide des jeunes classes. Les lois protectrices, qui ont pour but le maintien de la race, ont cessé d'être appliquées avec rigueur, pendant que la France était condamnée à tendre tous ses muscles pour la résistance à l'invasion ; elles devront être rétablies et renforcées. Il serait imprudent et inhumain, comme certains patrons, en petit nombre d'ailleurs, le demandent, de desserrer, ainsi qu'on a dû le faire provisoirement, la tutelle que l'Etat étend sur des êtres faibles et délicats. Ce serait vraiment sacrifier l'avenir au présent immédiat. Aussi parle-t-on du travail à demi-temps pour les femmes, de façon qu'elles puissent consacrer le reste de leur journée aux soins du ménage. De même, pour les jeunes ouvriers, on réclame des heures de repos relatif, où ils puissent à la fois développer leur culture générale et compléter par des cours obligatoires l'éducation professionnelle de l'atelier. Les filles et les garçons mineurs ne peuvent guère se défendre efficacement ; il faudra donc parler et agir pour eux. Mais les femmes auront appris à sortir de leur isolement, à s'unir entre elles ; elles auront pris des leçons de solidarité ; elles sauront mieux qu'autrefois formuler et soutenir leurs réclamations ; et l'on peut prévoir, qu'elles trouveront moyen de concilier la défense de leurs intérêts avec la collaboration précieuse qu'elles apporteront au relèvement de la patrie. Elles deviendront de plus en plus les associées des hommes. Elles prendront une part de plus en plus large dans la vie économique et même dans la vie politique de la nation.

Mais ce ne sont pas seulement les femmes et les adolescents dont la condition sociale sera changée par la pénurie de main-d'œuvre. Cette pénurie aura son contre-coup sur l'ensemble de la population ; elle en modifiera la distribution. Je veux dire, que selon toute apparence, il y aura moins d'hommes fonctionnaires, bureaucrates, voués à la paperasserie et aux cartons verts des administrations publiques, qu'une bonne partie de la jeunesse masculine refluera vers des professions plus actives où elle trouvera un meilleur emploi des qualités viriles. J'ai parlé d'apparence, j'aurais pu parler aussi d'espérance. Ainsi soit-il !

Toutefois, quelles que soient les ressources que la France puise en elle-même, il ne faut pas se dissimuler qu'elle ne pourra se passer de la main-d'œuvre étrangère.

En 1911, on comptait en France 1.160.000 étrangers, dont un million environ exerçaient des professions variées. Or ce contingent de travailleurs exotiques sera réduit après la guerre. Les Belges, qui en formaient le quart, les Polonais qui commençaient à affluer dans nos campagnes du Nord-Est auront assez à faire chez eux pour n'avoir ni besoin, ni envie de s'expatrier. Plusieurs des réservoirs d'hommes où la France s'alimentait se trouveront fermés pour elle. D'autres, en revanche, resteront ouverts. Les Italiens, qui comprenaient 36 0/0 de la colonie étrangère et n'étaient pas loin de 500.000, continueront probablement à sortir de chez eux pour venir chez nous. La Suisse, l'Espagne, des contrées lointaines et surpeuplées comme la Chine, les colonies françaises et nos pays de protectorat contribueront à ce recrutement ; déjà les Annamites, les Kabyles, les Marocains, ont rendu de sérieux services et il est à supposer qu'un certain nombre de familles belges, grecques, polonaises, à qui la France fut un refuge hospitalier, demeureront établies là où la tempête les a jetées comme des naufragés sauvés des flots.

Mais l'emploi de la main-d'œuvre étrangère pose des problèmes divers.

(1) La loi du 4 mai 1918 règle le sort des exploitations abandonnées et les propriétaires, régisseurs de propriétés, notaires sont priés d'aider à y placer les agriculteurs évacués.

Il y a d'abord les indésirables qu'il faut arrêter à la frontière. Aux États-Unis, au Canada, on interdit l'entrée aux immigrants qui sont illettrés, qui ne possèdent pas une certaine somme en poche, qui sont atteints de quelque maladie grave ou qui ont dans leur casier judiciaire quelque condamnation pour crime ou délit de droit commun : on ne veut pas qu'ils deviennent une charge ou un danger pour le pays qui les accueillerait. La France n'a jamais imposé de conditions semblables. Paris surtout, comme une vaste forêt, est un refuge et un terrain de chasse pour une quantité d'aventuriers qui ont eu maille à partir avec la justice de leur patrie. Il est prudent de prendre des précautions avant d'admettre au milieu de la population française des individus tarés ou suspects. Il conviendra d'établir sur des bases nouvelles un statut des étrangers résidant en France.

Parmi ces indésirables figurent au premier rang les Austro-Allemands. On sait ce que fut chez nous avant la guerre l'infiltration germanique. Rien qu'à Paris, ils étaient plus de cent mille ; et partout en province ils avaient des mines, des usines, des vignobles. Laisserons-nous recommencer cette invasion pacifique qui fut le prélude d'une si sauvage agression ? Permettrons-nous aux envahisseurs de rentrer tranquillement sur notre territoire après la dévastation méthodique des régions dont ils pouvaient craindre la concurrence ? Pourrons-nous, saurons-nous insérer dans le traité de paix des clauses qui nous abritent contre le retour d'une intrusion périlleuse ? En tout cas, si oublieux, si peu capable de longues rancunes que soit le peuple français, il est présumable que le souvenir des dommages subis et une défiance, à coup sûr amplement justifiée, persisteront durant un certain nombre d'années parmi les générations nouvelles ; que de la sorte les Allemands ne trouveront plus grand ouvert le champ d'exploitation où ils s'étalaient avec tant de sans-façon. Mais le difficile sera d'empêcher leur pénétration masquée. Ils essaieront de revenir, déguisés en Suisses, en Hollandais, en Danois, en Suédois, que sais-je ? C'est pourquoi le problème à résoudre se présente sous un double aspect : comment faire pour que la France écarte parmi les étrangers ceux qu'elle doit redouter, en accueillant ceux dont elle a besoin ?

Les mesures à prévoir sont de deux espèces différentes : les unes concernent la naturalisation, les autres l'immigration temporaire.

Pour la naturalisation, la France a passé par plusieurs phases. Sans remonter plus haut que le XIXe siècle, dans sa première moitié où l'on ne craint pas encore le déclin de la natalité, le Code de 1803 rend difficile l'acquisition de la nationalité française. Pour l'obtenir un étranger, ayant vingt-et-un ans révolus, doit déclarer qu'il veut se fixer en France et prouver qu'il y a résidé dix ans au moins. En 1849 la loi, revisée, devient encore plus sévère. Les dix ans de résidence doivent avoir été précédés d'une autorisation d'habiter en France; le candidat ne peut-être admis qu'en vertu d'une loi spéciale et, une fois naturalisé, il ne peut prétendre à aucune fonction publique. Mais dans la seconde moitié du siècle, s'opère un revirement très compréhensible. On s'est avisé que le nombre des naissances décroît avec une fâcheuse régularité et l'on rend plus aisée l'acquisition du droit de cité. En 1889, est reconnu automatiquement pour Français tout individu qui est né en France, si son père lui-même y est né, ou bien si, en atteignant ses vingt-et-un ans, il n'a pas décliné la qualité de Français. La résidence préalable et obligatoire est réduite à trois ans, si la France a été le domicile légal de l'étranger, et même à un an, s'il a rendu des services importants à son pays d'adoption, s'il a introduit des industries ou des inventions utiles, s'il a créé des fabriques ou des exploitations agricoles, ou encore s'il a épousé une Française. A partir de cette date, le pourcentage des naturalisations qui oscillait entre 3 et 4 sur cent étrangers résidant en France sautait aux environs de 20 0/0.

Mais la guerre actuelle a déclenché un mouvement en sens contraire. Nul n'ignore plus qu'en vertu de la Delbrück, votée en 1912, par le Reichstag, un Allemand peut rester citoyen allemand tout en acquérant une autre nationalité. De la sorte il devient un personnage à double face, qui, suivant les circonstances, comme la chauve-souris de la fable, peut dire : — Je suis oiseau, voyez mes ailes ! — Je suis souris, voyez mes pattes ! — Aussi l'une des premières mesures, que réclament toutes les nations soucieuses d'honnêteté et ennemies de l'équivoque, est l'adoption de ce principe : — *Nul ne peut avoir à la fois deux nationalités.* — En France, une première loi autorisa le gouvernement à rapporter des lettres de naturalisation trop facilement accordées. Elle visait les cas où l'un de ces Français de fraîche date aurait porté les armes contre la France, quitté sa nouvelle patrie pour se soustraire à l'obligation militaire ou prêté une aide quelconque à une puissance en guerre avec elle. Cela ne parut pas suffisant. Une loi proposée par M. Viviani et votée par la Chambre en 1917 institua des dispositions plus rigoureuses pour la procédure à suivre en cette matière, associa les enfants mineurs au changement de nationalité de leur père, afin qu'il n'y

eut pas deux nationalités dans la même famille, imposa un stage de plusieurs années aux nouveaux citoyens avant leur admission aux fonctions publiques, mais réserva un traitement de faveur bien mérité aux étrangers qui, au cours de la guerre actuelle, ont combattu dans les rangs des armées françaises ou alliées. On espère ainsi que, sans manquer à ses traditions de libérale hospitalité, la France sera garantie contre l'assimilation d'éléments dangereux.

Quant à l'immigration temporaire, où il s'agit surtout d'ouvriers industriels ou agricoles venant travailler en France pour une durée plus ou moins courte, on rencontre quatre catégories d'intérêts à ménager :

1° Les intérêts de l'Etat, qui entend se réserver le droit d'expulser des étrangers qui se mêleraient activement de notre politique intérieure et pourraient devenir un péril pour la tranquillité du pays. Les syndicats ouvriers protestent contre cette faculté élastique que l'Etat réclame, parce qu'ils ont peur qu'il n'en abuse pour se mettre en travers de quelque revendication purement économique et pour briser une grève ;

2° Les intérêts des patrons, qui désirent avoir de la main-d'œuvre en abondance et à bon marché, mais dont les appels doivent être soumis à un contrôle ; car il faut s'assurer que leur besoin de personnel étranger est réel et n'entraîne pas de chômage parmi le personnel indigène ;

3° Les intérêts des ouvriers français, qui, ayant conquis certains avantages (hauts salaires et journées moins longues), ne veulent pas être brusquement ramenés en arrière par l'arrivée de camarades venant de contrées plus pauvres et disposés à travailler au rabais ;

4° Enfin les intérêts des immigrés eux-mêmes, qui tiennent à cœur d'être bien traités, convenablement logés et mis au bénéfice des lois protectrices dont jouissent leurs camarades français, par exemple de celles qui leur assurent le repos hebdomadaire, une retraite, des indemnités en cas d'accident, etc. Les gouvernements étrangers sont intervenus à mainte reprise en faveur de leurs ressortissants, et avec l'Italie, qui est la nation la plus intéressée par ces questions d'émigration, un traité de travail a été conclu, qui établit une réciprocité entre les deux Etats contractants. Est-ce à dire que ce traité règle les choses de façon parfaite ? Il faut supposer que non. Les Italiens formulent des desiderata qui méritent l'examen (1). Il s'y rencontre des points délicats qui concernent l'Algérie et la Tunisie. Mais les bons rapports qui existent et vont se fortifiant entre les deux pays alliés permettent d'espérer que les difficultés qui subsistent pourront être résolues par un accord complémentaire.

Je termine ici cette revue sommaire des principaux moyens qui peuvent remédier d'urgence à la pénurie de main-d'œuvre. Je ne dirai rien de la qualité des travailleurs à laquelle il faut songer autant qu'à la quantité : car ce serait engager la grosse question de leur éducation physique, intellectuelle et morale. Mais, pour finir comme j'ai commencé, je répéterai que tous les moyens de fortune, tous les expédients provisoires ci-dessus indiqués ne dispensent pas d'envisager en face cette vérité essentielle : à savoir que pour relever ou simplement pour conserver son rang parmi les grandes puissances productrices et commerçantes la France doit de toute nécessité redevenir une mère féconde d'êtres humains sains et robustes.

GEORGES RENARD.
Professeur au Collège de France.

(1) Voir *L'émigration italienne en France*, par UMBERTO CARACCIO, p. 44. (Publication de l'Institut français de Milan).

TROIS ANNÉES (1)

— La belle affaire, une grande maison de commerce !... Il n'est pas nécessaire d'avoir du genre, ni même de grandes capacités, quand on est devenu par hasard un petit marchand de quelque chose, pour s'enrichir peu à peu, à force de vendre chaque jour sa marchandise, de la vendre machinalement, sans méthode, sans but, pas même celui de gagner beaucoup d'argent. Si le marchand aime son métier, c'est que, tout simplement, il peut commander à ses commis et se moquer de ses clients. Il est marguillier dans une église, parce qu'il peut dominer les chantres, et les bousculer. Il est curateur dans une école, parce qu'il peut se croire au-dessus de l'instituteur, et lui donner des ordres. Ce n'est pas le commerce qu'aime le marchand, c'est le pouvoir d'imposer perpétuellement son autorité. Notre hangar n'est pas un établissement de commerce, mais quelque chose d'intermédiaire entre une caserne et une prison. Pour une grande maison comme la nôtre, il faut des commis sans dignité, de pauvres hères misérables, et c'est vous-mêmes qui les créez tels, en les forçant, dès leur enfance, à se traîner à vos genoux pour un morceau de pain, et en leur inculquant l'idée que vous êtes leurs bienfaiteurs... Sois

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 5 et suivants, 1918.

tranquille, tu ne prendras pas dans ton hangar un homme instruit par l'Université !

— Nous n'avons pas besoin, dans notre commerce, d'hommes instruits par l'Université.

— Ce n'est pas vrai, — cria Laptev, — ce n'est pas vrai !

— Tu m'excuseras, mais il me semble que tu craches dans le puits où tu prends ton eau, — riposta Fédor en se levant. — Tu hais notre Maison, mais tu n'en dédaignes pas les revenus !

— A la bonne heure ! il fallait le dire tout de suite, — fit Laptev ; et tout en riant il regardait son frère d'un air fâché. — Mais si je n'appartenais pas à votre race distinguée, c'est-à-dire si j'avais pour un milliard d'initiative et de volonté, ah ! il y a belle lurette que j'aurais envoyé promener vos revenus, et que j'aurais gagné mon pain comme je l'aurais pu. Mais voilà, dans votre hangar, vous m'avez tout ravi ; caractère et volonté, depuis mes plus jeunes ans. Je vous appartiens, va !

Fédor consulta sa montre et prit hâtivement congé. Il baisa la main à Julia et sortit, mais, au lieu de se diriger vers l'entrée, il alla d'abord dans le salon, puis dans la chambre à coucher.

— Je ne me retrouve plus, — dit-il, en proie à un trouble extrême. — Cette maison est étrange ; n'est-ce pas, qu'elle est étrange ?...

Tandis qu'il mettait sa pelisse, il avait l'air comme assommé par un coup de massue, et ses traits exprimaient la douleur. Alexis ne ressentait plus de colère ; il avait eu peur, et maintenant, il s'apitoyait sur Fédor ; cette bonne et chaude affection pour son frère, qui s'était, lui semblait-il, éteinte au cours de ces trois dernières années, se réveillait maintenant dans son cœur, et il brûlait de lui montrere cette affection

— Mon petit Fédor, — lui dit Alexis en lui caressant l'épaule, — viens dîner avec nous demain. Tu viendras ?

— Oui, oui, mais donnez-moi de l'eau.

Laptev courut lui-même à la salle à manger, saisit le premier récipient qui lui tomba sous la main — c'était un grand pot à bière, — le remplit d'eau, et l'apporta vivement à son frère.

Fédor se mit à boire avidement, mais tout à coup il mordit le pot : on entendit un grincement, puis des sanglots. L'eau inonda la pelisse de Fédor, puis sa redingote. Alexis, qui n'avait jamais vu pleurer un homme, se tenait près de son frère ; ému, troublé, ne sachant que faire, il considérait d'un œil éperdu Julia et la bonne, qui avaient enlevé à Fédor sa pelisse et le ramenaient dans l'appartement. Il les suivit, se sentant coupable.

Julia fit coucher Fédor, et s'agenouilla près de lui.

— Ce n'est rien, — lui disait-elle pour le consoler, — c'est une petite crise de nerfs...

— Ma chère amie, je suis malheureux, — murmurait Fédor. — Je suis très malheureux... Mais je l'ai caché tout le temps.

Il lui enlaça le cou et lui dit à l'oreille :

— Je vois, chaque nuit, en rêve, ma sœur Nina. Elle vient et s'assied à côté de mon lit dans un fauteuil...

Lorsque une heure après il remit sa pelisse, il souriait déjà, un peu gêné devant la bonne. Laptev l'accompagna jusqu'à son appartement de la rue Piatniskaïa.

— Viens dîner cehz nous demain, sans faute, — lui disait-il, en le soutenant par le bras. — A Pâques, nous irons ensemble faire un tour à l'étranger, il faut se distraire un peu.

— Oui, oui, j'irai, nous irons, et nous emmènerons aussi Julia.

Rentré à la maison, Laptev trouva sa femme en proie à une grande agitation nerveuse. L'accident survenu à Fédor l'avait fortement secouée et elle n'arrivait pas à se calmer. Elle ne pleurait pas, mais, très pâle, se démenait dans son lit, et s'accrochait, de ses doigts glacés et crispés, à sa couverture, à son oreiller et aux mains de son mari. Ses yeux étaient grands ouverts et remplis d'épouvante.

— Ne me quitte pas, Aliocha, reste avec moi, — disait-elle à son mari. — Dis-moi, Aliocha, pourquoi j'ai cessé de prier Dieu ? Où est ma foi de jadis ? Ah ! pourquoi avez-vous parlé de religion devant moi, tes amis et toi ? Vous avez ébranlé ma croyance, j'ai cessé de prier.

Alexis lui appliquait des compresses sur le front, lui réchauffait les mains, lui faisait boire du thé, tandis que, saisie d'effroi, elle se serrait contre lui.

Au petit jour, elle s'assoupit, fatiguée. Laptev, assis près de la malade, lui tenait la main. Il passa la nuit sans dormir. Toute la journée suivante, il resta brisé, abruti, ne pensant à rien et se traînant mollement à travers les pièces.

XVI

Les médecins déclarèrent Fédor atteint d'une maladie psychique. Alexis ne savait pas ce qui se passait rue Piatniskaïa. Le sombre hangr, où ne venaient plus ni le vieux Laptev, ni Fédor, donnait l'impression d'un caveau.

Lorsque sa femme lui exposait la nécessité d'aller tous les jours rue Piatniskaïa et au hangar,

Laptev se taisait, ou bien, rappelant rageusement les souvenirs amers de son enfance, assurait qu'il n'avait pas la force de pardonner à son père sa vie passée, qu'il exécrait la rue Piatniskaïa et le hangar, etc.

Un dimanche matin, Julia s'en fut elle-même rue Piatniskaïa. Elle trouva le vieux Fédor Stépanith, dans le même salon où, autrefois, on avait célébré un office de grâces à l'occasion de son arrivée. Il était sans cravate, en vêtements de toile, en pantoufles, et clignait ses yeux aveugles.

— C'est moi, votre bru, — dit-elle en s'approchant de lui. — Je viens vous dire bonjour.

D'émotion, il se mit à haleter.

Emue elle-même par la solitude du vieillard, elle lui baisa la main. Il lui palpa le visage, la tête, comme pour s'assurer que c'était bien elle, et fit sur elle le signe de la croix.

— Merci, merci, — lui dit-il, — moi j'ai perdu mes yeux et je n'y vois plus rien... Je distingue à peine la fenêtre et, le soir, les lumières, mais je ne vois plus ni gens, ni objets. Oui, je suis aveugle, et Fédor est malade ; il n'y a plus personne pour surveiller les affaires, qui doivent aller fort mal. Si un désordre se produit, il n'y aura personne pour le réparer. Les commis vont en prendre maintenant à leur aise... Savez-vous pourquoi Fédor est tombé malade ? Il aura pris froid sans doute. Moi je n'ai jamais été malade, et je ne me suis jamais soigné ; je ne sais pas ce que c'est qu'un médecin.

Et, suivant son habitude, le vieillard entama son propre éloge.

Cependant les domestiques dressaient en hâte le couvert, dans la salle à manger, servaient des vins et des *zakouski* (1). On apporta une dizaine de bouteilles, dont l'une avait la forme de la Tour Eiffel, et un plat de petits pâtés qui sentaient le riz et le poisson cuit.

— Ma chère hôtesse, je vous prie de manger avec moi, — dit le vieillard.

Elle le prit par le bras, et le conduisit à la table.

— Je viendrai vous voir demain aussi, — promit Julia au vieux Laptev en lui versant un petit verre d'eau-de-vie, et je vous amènerai vos petites filles, Sacha et Lyda ; elles vous choyeront.

— Non, non, il ne faut pas ; ne me les amènez pas : ce sont des enfants naturelles.

— Comment, des enfants naturelles ?... Leurs père et mère étaient mariés, je suppose ?

— Mariés, mais sans mon consentement. Je n'avais pas béni leur union, et je ne veux pas la ratifier. Je ne veux pas connaître mes petites-filles.

— Quels étranges propos vous tenez là ! — soupira Julia.

— Il est écrit dans les Evangiles : « Les enfants doivent respecter et craindre leurs parents. »

— Il n'y est rien écrit de semblable, mais il y est dit que nous devons pardonner à nos ennemis eux-mêmes.

— Oh ! dans notre commerce, il est impossible de pardonner. Si on pardonnait à chacun, dans les affaires, on serait vivement déclaré en faillite.

— Oui, mais pardonner, dire un mot aimable, cordial, cela n'a rien à voir avec le commerce, avec les affaires.

Julia voulait amadouer le vieux Laptev, lui inspirer un sentiment de pitié, éveiller le repentir en lui ; mais tout ce qu'elle disait, son beau-père l'écoutait avec l'air de condescendance qu'ont les grandes personnes en écoutant les enfants.

— Fédor Stépanitch, — dit-elle d'un ton résolu, — vous êtes vieux, et bientôt Dieu vous rappellera vers lui. Il vous demandera, non pas si vous avez fait de bonnes affaires, et si votre commerce a été propère ; mais si vous avez été, durant votre vie, indulgent pour les hommes, si vous n'avez pas été par trop sévère à l'égard de plus faibles que vous, par exemple à l'égard de vos domestiques et de vos commis.

— J'ai toujours été le bienfaiteur de mes gens, et ils ont le devoir de prier Dieu pour moi toute leur vie, — répondit le vieillard avec conviction.

Mais touché par le ton sincère de Julia, et désireux de lui faire plaisir, il ajouta :

— C'est bien, amenez-moi demain mes petites-filles, je leur préparerai des cadeaux.

Le vieux Laptev était mis avec négligence ; il avait sur la poitrine et sur les genoux des cendres de cigare ; visiblement, on ne lui cirait pas ses chaussures, on ne lui brossait pas ses vêtements. Le riz des pâtés n'était pas assez cuit, la nappe sentait le savon, les domestiques, en marchant, faisaient trop de bruit avec leurs chaussures.

Le vieux Laptev et toute cette maison de la rue Piatniskaïa avaient l'air abandonné. Julia, qui le sentait, en eut honte pour elle-même et pour son mari.

— Je reviendrai sûrement demain, — déclara-t-elle.

Elle visita les pièces de l'appartement, fit remettre en ordre la chambre du vieillard, et ordonna d'allumer la veilleuse devant les icônes.

Elle trouva Fédor dans sa chambre, les yeux sur un livre ouvert, qu'il ne lisait pas. Julia s'entre-

(1) Hors-d'œuvre variés.

tint quelques moments avec lui, et fit également arranger la pièce.

Puis elle descendit chez les commis.

Au milieu de la salle où ceux-ci prenaient leurs repas, une grossière colonne en bois soutenait le plafond qui menaçait ruine. Les pièces étaient basses, les murs tapissés de mauvais papier : cela sentait la cuisine et l'asphyxie. Comme c'était dimanche, tous les commis étaient là, assis sur leurs couchettes, en attendant le dîner.

A la vue de Julia, tous se levèrent. A ses questions, ils répondaient timidement, la regardant par-dessous, comme des prisonniers.

— Mon Dieu, que vous êtes mal logés, — dit-elle en joignant les mains. — Vous devez être ici très à l'étroit.

— Où il n'y a pas de gêne, il n'y a pas de plaisir, — répondit Makéitchev. — Nous vous sommes très reconnaissants de votre sollicitude, et nous prions pour vous notre Seigneur miséricordieux.

Concordance de vie à l'ambition de personnalité, — déclara l'amphigourique Potchatkine.

Voyant que Julia ne comprenait pas la phrase de Potchatkine, Makéitchev s'empressa de l'expliquer :

— C'est-à-dire, madame, que nous sommes de petites gens, et que nous devons vivre selon notre situation modeste.

Elle visita le local des apprentis et la cuisine, fit la connaissance de la femme de charge, et se retira très mécontente.

Rentrée à la maison, elle dit à son mari.

— Il faut que nous déménagions le plus tôt possible pour nous installer dans la maison de la rue Piatniskaïa. Il faut aussi, que tu ailles chaque jour au hangar.

Puis tous les deux passèrent dans le cabinet, où ils s'assirent côte à côte, en silence. Il avait de la peine dans l'âme, il n'avait envie, ni de s'installer dans la maison de la rue Piatniskaïa, ni d'aller au hangar ; mais il devinait les pensées de sa femme, et il ne se sentait pas le courage de la contredire. Il lui caressa la joue, et lui répondit :

— J'ai la sensation comme si notre vie était déjà terminée, et comme si la grisaille d'une demi-existence, commençait pour nous. Quand j'ai appris que la maladie de mon frère était incurable et que sa fin était prochaine, j'ai pleuré ; nous avons passé ensemble notre enfance, notre jeunesse, je l'aimais jadis de toute mon âme : la catastrophe s'abat sur lui, et il me semble qu'en le perdant, c'est tout mon passé qui disparaît sans retour. A présent tu me dis que nous devons absolument nous installer dans cette prison de la rue Piatniskaïa, et, plus que jamais, je désespère de l'avenir...

Il se leva, et marcha vers la fenêtre.

— Quoiqu'il en soit, poursuivit-il en regardant tristement dans la rue, il faut que je dise adieu à mes espoirs de bonheur. Le bonheur n'existe pas, du moins je ne l'ai jamais connu, quant à moi. Pourtant, si : je fus heureux une fois dans ma vie : c'est lorsque j'ai passé presque toute une nuit sous ton ombrelle, chez ma sœur Nina. J'étais alors amoureux de toi et je me souviens, je suis resté assis toute une nuit sous ton ombrelle, dans une véritable béatitude.

Il y avait dans le cabinet, près des bibliothèques, une commode en acajou garnie de bronze ; Laptev y conservait toute espèce d'objets, plus ou moins inutiles. L'ombrelle s'y trouvait aussi. Il la prit et, la tendant à sa femme :

— Tiens, la voici, dit-il.

Julia considéra l'ombrelle une minute, la reconnut, et elle eut un sourire mélancolique.

— Oui, je me la rappelle, répondit-elle. — Tu la tenais à la main quand tu me faisais ta déclaration d'amour.

Puis voyant qu'il allait partir, elle ajouta :

— Si tu peux, reviens de bonne heure, je t'en prie ; je m'ennuie sans toi.

Ensuite elle s'en fut dans sa chambre, où elle passa un long moment à regarder son ombrelle.

(*A suivre.*) ANTON TCHÉKHOV.

(*Traduit du russe* par G. SAVITCH et ERNEST JAUBERT.)

LOUIS-PHILIPPE ET SES MINISTRES

Lettres inédites de Louis-Philippe, du comte d'Argout, du comte Molé, de Thiers et de Guizot (1)

Sire, voici des lettres de Florence qui plairont au roi et à la reine. Bien des gens en enrageraient ici s'ils les lisaient. Je m'arrangerai pour qu'il en perce quelque chose de plus que le fait officiel qui doit être au *Moniteur*, ce me semble, soit d'après, soit sans *la Gazette de Lucques*.

Les lettres de Londres sont de jour en jour meilleures. J'espère qu'une fois vainqueur, sir Robert ne se découragera pas pour quelque désagrément.

Le roi a-t-il décidé qu'il recevrait demain les che-

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 8 et suivants, 1918.

vaux du Maroc ? Il aura demain les réponses à l'empereur. L'ambassadeur partira, je crois, lundi ou mardi prochain. Il partira content. Et, après lui, le Tunisien aussi, j'espère. J'aurai demain l'honneur d'aller rendre mes devoirs au roi et l'entretenir de toutes mes affaires.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Mardi, 10 février 1846.

Sire, je comptais bien que le roi serait content de son voyage et de l'esprit des populations. Mais j'aime les choses faites. Je suis heureux des détails que le roi veut bien me donner. Je serai encore plus heureux quand le roi sera de retour. Je suis difficile en fait de sécurité.

Nous nous sommes réunis hier chez le maréchal qui part ce matin. Saint-Yon nous a lu l'étrange lettre du général Bedeau. Je me suis récrié, comme le roi se récrie. J'ai demandé que Bedeau reçût immédiatement l'ordre de rester à son poste jusqu'à de nouvelles instructions. Cela a été accordé, *nemine dissentiente*. Bedeau ne peut venir en France que lorsque Bugeaud ou au moins La Moricière seront retournés en Afrique.

Rien d'important hier à la Chambre. Le budget de la Justice et des Cultes remplira encore la séance de demain. Je n'espère pas que nous finissions, à la Chambre des Députés, avant le 13 juin.

L'affaire des chemins de fer va mieux à la Chambre des Pairs.

Ce qui me revient de Londres n'est pas bon. L'attaque sera vive à la Chambre des Lords. Lord Stanley prend parti activement. L'idée que Peel ne peut rester s'accrédite de plus en plus.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Paris, jeudi 21 mai 1846.

Sire, je comptais avoir l'honneur d'aller ce matin porter moi-même au roi les lettres ci-jointes, et m'en entretenir avec lui. Mais je suis obligé de parler ce matin à la Chambre sur les affaires de l'Algérie. Je n'ai pas une heure de liberté.

Voici une affaire assez pressée. J'ai vu hier l'abbé de Bonnechose. Parfaitement disposé et très intelligent, et, connaissant bien le terrain, il nous serait utile à Rome pendant le Conclave (1). Je sais que M. Rossi l'y désirerait beaucoup. Mais, pour retourner à Rome et pour y être utile, il faudrait que l'abbé de Bonnechose y allât comme conclaviste de l'un de nos cardinaux. Ils choisissent eux-mêmes leur conclaviste. Il n'y a que le roi qui puisse décider le cardinal La Tour d'Auvergne, ou le cardinal Bernet, le premier surtout, à prendre l'abbé de Bonnechose pour conclaviste. Ce serait excellent. Le roi croit-il pouvoir le tenter ? En ce cas, la chose serait pressée.

L'abbé de Bonnechose espérait avoir l'honneur d'être reçu par le roi. Je prierais le roi de vouloir bien le faire appeler et de causer avec lui.

Nous devons, ce me semble, avoir conseil demain. Le roi aurait-il la bonté de nous le donner aux Tuileries, à onze heures et demie ? Les séances commencent de meilleure heure, et nous sommes bien pressés de finir.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Mercredi matin, 10 juin 1846

P.-S. — Je reçois la convocation au Conseil pour demain aux Tuileries. J'en remercie le roi. Midi est suffisant.

L'abbé de Bonnechose est à Paris, rue et hôtel Jacob.

Sire, je reçois à l'instant le paquet très complet du roi, et je vais l'expédier. Glücksberg (1), qui est arrivé ce matin, ira faire sa cour au roi. Il mérite d'être entendu.

Je regrette un peu que Bresson n'ait pas connaissance de la lettre de la reine Christine à la reine et de la réponse. Cela l'éclairerait bien sur la disposition intime et réelle des personnes. Mais je comprends le scrupule de la reine, et je n'ai garde d'insister.

Je vais adresser à Bruxelles, sur les honneurs rendus à l'Infant, la dépêche télégraphique que le roi désire.

M. Legentil n'est décidément plus du tout dans le commerce. On m'a apporté ce matin la circulaire par laquelle il l'a annoncé lui-même, il y a un an. Je prie donc le roi de vouloir bien le comprendre définitivement dans la liste. Je crois pouvoir lui répondre que l'acquisition est bonne.

Lagrené ne peut pas être porté dans l'arrondissement d'Amiens, *extra muros*. Un excellent candidat, qui a bien plus de chances que lui, M. d'Hornoy, s'est enfin décidé à s'y faire porter. Duchâtel

(1) Qui devait élire pape Pie IX.

(1) C'est le nom sous lequel fut d'abord connu le second duc Decazes, alors secrétaire d'ambassade à Madrid.

en a reçu la nouvelle ce matin. J'espère donc que le roi voudra bien rétablir aussi Lagrené sur la liste des Pairs.

Le Garde des Sceaux et le ministre des Finances, que j'ai vus ce matin, auront l'honneur d'aller rendre compte au roi de ce qui concerne MM. Vigier et Langlois d'Amilly.

Voici des lettres de Sainte-Aulaire.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Samedi, 4 juillet 1846.

Sire, j'ai Jarnac et Glücksberg. Je causerai à fond demain avec eux, et ils partiront demain soir pour être au château d'Eu dimanche matin. Quand le roi se sera bien expliqué avec eux, Jarnac se rendra directement à Londres, et Glücksberg retournera à Paris en passant par le Val Richer pour me rapporter ce qu'il tiendra du roi. De Paris il repartira sur-le-champ pour Madrid.

Voici de nouvelles lettres de Bresson qui prouvent que la reine Christine et les modérés commencent à s'inquiéter du penchant et du travail de lord Palmerston en faveur des progressistes. Inquiétude salutaire, qui fera peut-être rappeler bientôt Narvaez. Evidemment, en présence de ce patronage radical, que le roi Léopold signale aussi dans la lettre que j'ai l'honneur de renvoyer au roi, notre effort doit être de rallier tous les modérés, et de les tenir unis entre eux et à leurs vrais chefs, la reine Christine et le général Narvaez. A cette condition, ils tiendront tête à leurs adversaires. L'obtiendrons-nous ? *That is the question.* Je supprime mes conjectures. Jarnac et Glücksberg les porteront au roi.

Dans cet état des affaires, je doute qu'il nous convienne d'encourager une course de la reine Christine à Paris, comme elle paraît le désirer. Elle est encore, à Madrid, notre principal moyen d'action. Venant ici, elle se déchargerait de toute responsabilité. Le moment, qui viendra, ne me paraît pas encore venu.

J'écris à Rossi sur Mgr le prince de Joinville allant à Rome, et sur M. l'Archevêque de Paris ayant envie d'y aller.

La lettre du roi à Duchâtel est excellente. Il est fort content, et je n'ai pas trouvé dans ce qu'il m'écrit la moindre velléité de découragement.

Je suis fort aise que le roi ait bien traité M. et Mme Cobden. On m'assure que c'est un honnête homme, et qui, un jour, reprendra un rôle.

Je compte toujours être à Paris le 13, vingt-quatre heures avant le roi. J'aurai l'honneur de lui envoyer auparavant quelques lignes de projet de discours. Je doute que l'opposition fasse aucune tentative pour engager, en ce moment, une bataille politique tant soit peu sérieuse.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Val Richer, vendredi soir, 7 août 1846.

Sire, au moment où la lettre du roi m'arrive, je prenais la plume pour lui écrire. J'ai vu Bacourt ce matin. Il m'a rendu compte de sa conversation d'hier avec Votre Majesté, et je suis convenu à lui de ce qu'il devait dire à lord Normanby, d'abord pour s'acquitter du message du roi, et puis de ma part. Il sort de chez lord Normanby. J'ai lieu de croire que tout se passera bien et que l'ambassadeur va demander à être présenté à Mgr le Duc et à Mme la Duchesse de Montpensier. Il en a positivement annoncé l'intention. Mais il importe de n'en rien dire d'avance, car, si on en parlait, les commentaires qu'on en ferait pourraient bien l'empêcher. Je me permets donc d'insister auprès du roi sur le secret, pour que rien de notre part ne dérange une démarche qui aura beaucoup d'importance.

Je n'ai aucune nouvelle de Lisbonne.

Voici une lettre de Flahault et une de Jarnac. C'est tout ce que j'ai reçu ce matin.

Je viens de voir Saint-Yon. Je prie le roi de trouver bon que l'ordonnance pour l'appel des 7.000 hommes ne soit au *Moniteur* qu'après-demain, quand nous en aurons dit un mot au Conseil de demain.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Dimanche, 9 novembre 1846.

Sire, je reçois à l'instant le paquet que le roi me fait l'honneur de me transmettre en m'ordonnant d'en faire le dépôt dans les archives des Affaires étrangères. Je vais faire ce dépôt et j'aurai l'honneur de donner au roi la certitude qu'il est accompli.

Voici des lettres de Bresson, Sainte-Aulaire, Jarnac et Rayneval. Les premières sont pleines d'intérêt, d'un triste intérêt. Nous viendrons à bout de ces misères-là, assez du moins pour empêcher la banque de chavirer. Il ne faut pas être plus exigeant.

Mgr le Duc de Nemours et Mgr le Duc de Montpensier ont été hier soir bien aimables pour moi, et j'en reste bien reconnaissant. Mgr le Duc de Ne-

meurs a beaucoup causé. Je me conformerai scrupuleusement à son désir. Je parlerai de manière à ce que ceci ne soit point un précédent qui l'engage. Mais je me permettrai en même temps de désirer beaucoup qu'il se montre plus souvent. Je suis sûr de son succès, et tiens infiniment à ces succès-là.

Je ferai vérifier le fait dont le roi me fait l'honneur de me parler sur le bey de Tunis. J'en ai recueilli plusieurs autres dans le même sens et aussi concluants.

Le roi aura la carte hollandaise qu'il désire. Boislecomte et Lavalette iront ce soir lui faire leur cour.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Samedi, 5 décembre 1846.

Sire, voici des dépêches de Naples qui m'arrivent à l'instant. J'espère que le roi aura la bonté de me les renvoyer dès qu'il les aura lues. Elles n'ont pas encore été analysées.

Bussière a dû partir hier de Toulon. Du reste, Montessuy s'est bien conduit.

Je suis fatigué et je reste chez moi pour ménager mes forces dont j'aurai encore besoin à la Chambre.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Vendredi, 11 février 1848.

Après cette longue série de lettres de Guizot au roi, on comprend bien, ce me semble, l'action que le ministre exerça sur son souverain. La diversité de la correspondance en marque mieux les traits essentiels. On y voit au naturel Guizot minutieux et précis, ne laissant rien au hasard, essayant de prévoir tout ce qui peut être entrevu et de diriger sans en avoir l'air les décisions d'un monarque trop averti pour qu'on lui en imposât aisément.

Là est évidemment le principal motif de son long ministère de huit ans. Il en est un autre encore qui, moins manifeste, n'en est pas moins réel. Cette direction, que Guizot ne cessait de présenter au roi, il ne cessait pas davantage de l'exprimer sous les formes les plus déférentes, les plus courtoises. Les billets de sa main, les plus courts et les plus hâtifs, ne s'achèvent que par une ample formule d'obéissance et de respect. Ce doctrinaire savait garder les apparences et son souci de la forme ne put que contribuer à le maintenir à la tête d'un pouvoir dont il usait si fermement, avec une discrétion si habile. Ambitieux et persévérant, il dissimulait ses sentiments sous les dehors de l'honnêteté sans faiblesse ; mais cette tactique, si elle le maintint longtemps en place, quand elle le fit tomber, l'abattit pour toujours, et avec lui la monarchie qu'il perdit en pensant la consolider à jamais.

PAUL BONNEFON.

LETTRES DE VICTOIRE GOUNOD ET DE URBAIN GOUNOD A HECTOR LEFUEL

La *Revue Bleue* a déjà publié (numéro du 31 décembre 1910 et suivants) des lettres de Charles Gounod à son ami Hector Lefuel. A l'occasion du centenaire prochain du compositeur de *Faust* et de *Mireille*, voici une correspondance inédite adressée au même par sa mère et son frère, à l'époque où Gounod faisait, comme prix de Rome, son voyage musical en Italie et dans l'Europe centrale.

Dans l'autobiographie restée incomplète, intitulée *Mémoires d'un artiste*, Gounod a, dès la première ligne, inscrit avec vénération le nom de sa mère. « Ma mère, dit-il, naquit à Rouen, sous le nom de Victoire Lemachois, le 4 juin 1780. » Et il rappelle quel était son talent de musicienne, et comment elle se voua à son éducation d'enfant. Son père, peintre et graveur de talent, excellent dessinateur que sa modestie faisait reléguer dans l'ombre par ses contemporains, mourut, plus que sexagénaire, le 4 mai 1823, en son atelier de la place Saint-André-des-Arts. L'aîné de ses deux fils, Urbain n'avait pas encore quinze ans et demi et le cadet, Charles, allait en avoir cinq, le 17 juin. Ce fut donc naturellement sur sa mère que se porta toute la tendresse de l'enfant et c'est presque exclusivement sur elle que remontaient plus tard les souvenirs du musicien. Le voyage de Rome à la fin de 1839, fut sa première séparation d'avec sa mère.

Gounod, muni du viatique de 600 francs qu'accorde l'Institut à ses lauréats, quitta Paris, le 5 décembre, par la malle-poste qui partait de la rue Jean-Jacques Rousseau, en compagnie de deux camarades, Hector Lefuel, architecte, et Vauthier, graveur. Deux autres prix de Rome, Hébert, le peintre, et Gruyère, le statuaire, devaient les rejoindre en Italie. Les trois camarades n'arrivèrent que le 27 janvier, au terme de leur voyage, où

M. Ingres, alors directeur de la Villa Medicis, les attendait.

Aussitôt commencait, entre Mme Gounod et son fils Urbain une correspondance suivie avec Hector Lefuel, très fréquente au début, un peu plus espacée, avec le temps, où se reflètent les préoccupations maternelles et fraternelles qui, de loin, suivaient le jeune Charles dans ses pérégrinations d'artiste. On ne trouvera ici que les fragments les plus caractéristiques de cette correspondance d'une mère, que viennent parfois compléter quelques lignes extraites des lettres de l'aîné des Gounod à son camarade d'atelier, Hector Lefuel.

Lefuel était un ami d'enfance des Gounod. Né à Versailles, où ceux-ci habitaient l'été, — le père de Gounod ayant obtenu, comme maître de dessin des Pages de Sa Majesté, un logement à la Surintendance, l'ancien hôtel de la Pompadour, dont sa famille put jouir jusqu'en 1829, — Hector avait huit ans de plus que Charles, qui, dans ses lettres de Rome, l'appelle « son vieux père ». Elève de son père et de Hayot, il obtint, avec un projet d'Hôtel de Ville pour Paris, le prix de Rome d'architecture, la même année que Gounod. De Rome, il envoya les trois temples de la Piété, de l'Espérance et de Junon Matuta. De retour à Paris, il ne tarda pas à acquérir la plus sérieuse réputation, fut nommé architecte de Meudon, de Sèvres et de Fontainebleau, et lorsque Visconti mourut, en 1854, c'est lui qui fut choisi pour terminer la réunion du Louvre aux Tuileries, ce projet séculaire de la monarchie, qu'il était réservé à Napoléon III d'exécuter. Ce travail gigantesque fut achevé en 1857. Deux ans auparavant, l'Institut avait appelé sous la coupole l'ancien lauréat de 1849. Comme architecte privé, Lafuel éleva l'hôtel Fould, faubourg Saint-Honoré (démoli), celui du comte de Nieuwerkerke au parc Monceau, le château de Henckel de Donnersmarck à Neudeck (Silésie), etc., etc. Il mourut en 1880, avant d'avoir terminé les restaurations nécessitées aux Tuileries, par suite des événements de la Commune.

La mère de Charles Gounod vécut assez longtemps après le retour de son fils à Paris, pour applaudir, à ses débuts dramatiques, l'opéra de *Sapho*. Mais elle mourut un an avant l'apparition de *Faust*, le 16 janvier 1858. Son fils aîné Urbain était mort le 6 avril 1850.

J.-G. PROD'HOMME.

Mme Gounod à M. Lefuel.

Paris, le 24 janvier 1840.

Je vous envoie, cher bon ami, la lettre de crédit de 1.000 francs que je vous ai fait annoncer par ma dernière lettre à Charles ; j'ai écrit un mot ce matin à votre bonne mère pour lui faire savoir que la somme qu'elle m'avait apportée pour vous vous arriverait de cette manière : j'avais prié Joseph Bousquet (1) de me dire quels frais occasionnerait ce crédit : voilà ce qu'il me répond en me l'envoyant : « La commission pour le Banquier de Paris est fixée à 1/2 0/0 c'est-à-dire.... 5 francs
plus le port de la lettre d'avis..... 2 —
et le port du reçu par duplicata..... 2 —

Total..... 9 francs

remboursables seulement à présentation du reçu que vous enverrez lorsque vous aurez touché votre argent.

Bousquet observe qu'il est de votre intérêt de morceler le moins possible la somme de ce crédit, vu que les frais augmenteraient d'autant de ports de lettres qu'il y aurait de prélèvements. — Outre ces frais de 9 francs que je viens de mentionner et qui seront payés à Paris, vous aurez à payer ceux du banquier de Rome : Joseph me dit que pour cette commission du payement elle est d'ordinaire de 1 p. 100 mais aussi elle peut ne s'élever qu'à 3/4 ou 1/2, c'est-à-dire qu'au lieu de retenir 10 francs, il est possible que M. Valentini se contente de 7 fr. 50 et même de 5 francs : vous devez marchander un peu sur ce point, dit Bousquet.

Maintenant que vous voilà instruit sur vos affaires, je veux vous dire que je suis bien contente de vous savoir près de Rome et que je vous fais mon compliment à tous de n'avoir eu en route aucun accident dans votre beau et long voyage : vous voyez que mon garçon n'a pas eu le désir de vous quitter comme le pensait votre patron. Moi je me suis reposée en vous, cher ami, pour lui servir de frère et j'étais certaine qu'il se trouverait trop bien de votre affectueux patronage pour y renoncer.

Conservez-moi, cher bon ami, votre bon soutien près de ce cher garçon : la bonté et la sincérité de son cœur lui feront vous rendre amitié pour amitié et la certitude de bonheur qui en résulterait pour lui me donnerait un bon repos de cœur et d'esprit.

Ne voulant pas retarder le départ de votre lettre de crédit, je ne joindrai pas à celle-ci le billet que mon bon Urbain voulait y joindre pour son frère : ce bon ami vous embrasse tous deux et vous aime comme vous savez : moi aussi je vous aime bien et c'est aussi pour toujours.

Votre vieille amie. Vve Gounod.

Adresse : *Monsieur Hector Lefuel.*

(1/2 feuille).

(1) Georges Bousquet, prix de Rome de musique en 1838. Il s'agit probablement de son frère.

Mme Gounod à Hector Lefuel

Pour Hector.

le 5 février soir. — (1840)

J'ai su par Me Vautier (1) que vous aviez été pris de douleurs d'entrailles à Florence, mon cher Hector ou du moins à Perouse, car c'est de là que Vautier a écrit : vous aviez encore plusieurs jours de voyage avant d'arriver à votre destination et j'ai grand désir de savoir si vous avez gagné votre gîte sans souffrir davantage : vous savez que je vous aime bien et que vous avez bonne part de mes pensées. Mon bon garçon m'a promis de m'écrire peu de jours après votre installation ; je suis bien certaine qu'il me tiendra parole ; l'exactitude qu'il a mise à me donner des nouvelles jusqu'ici me prouve qu'il pense à sa famille et ce m'est une consolation. J'ai grande envie de savoir comment vous vous trouvez là-bas et quel effet aura produit sur vous l'effet de la Sainte-Ville. J'espère que le temps y est plus beau que chez nous et qu'un beau soleil vous y va mettre en belle et bonne disposition pour admirer tant et tant.

En comptant recevoir une lettre de mon Charles vers le 10 de ce mois, je crois ne pas compter sans mon hôte : 5 jours se passeront encore d'ici là mais comme je ne veux pas retarder de beaucoup ma réponse, je vous écris quelques mots à l'avance pour que vous sachiez bien que je ne vous oublie jamais : ne croyez pas, cher bon ami, que je vous demande d'entretenir une correspondance avec moi, vous avez à donner de vos nouvelles à votre famille ; j'aurai des vôtres par notre Charles et lorsqu'il me dira que vous vous portez bien et que vous m'aimez toujours un peu je serai contente ; je sais tout ce que vous avez à faire et à voir..... Quant à moi qui suis presque toujours seule, lorsque la tâche du matin est faite, je me régale le soir de me mettre, en pensée, près de ceux que j'affectionne et pour tromper l'absence, autant que possible, je mets sur le papier le bonjour ou le bonsoir que je leur souhaite : cela me tient un brin lieu de la petite causerie que nous faisions quelquefois près du foyer : je me réserve donc ce plaisir avec vous parce que votre bon cœur n'est connu et que je ne veux pas vous faire dépenser votre temps à m'écrire : vous savez bien que cela ne signifie pas que je n'y trouverai pas de plaisir ? C'est tout simplement une raison que dicte la justice. Si mon Charles avait besoin de moi je ne parlerais pas de la sorte et vous prierais au contraire de me le faire savoir de suite. — Voilà déjà deux mois que vous nous avez quittés : j'ai tellement occupé mes journées, que malgré la tristesse elles ont encore passé vite : il en sera de même des années qui vont s'écouler : il est donc bien vrai que la vie est un torrent. — Là-dessus, mon bon Hector, je vous quitte après vous avoir embrassé de tout cœur, et vous avoir souhaité bonheur, et santé parfaite.

Je sais qu'Urbain veut vous écrire mais comme il ne le pourra peut-être, aussitôt qu'il le voudrait je vous adresse mille choses affectueuses en son intention.

Votre vieille amie dévouée.

Ve Gounod.

(Un feuillet papier à lettre très fin, adressé probablement dans une lettre à Ch. Gounod, à Rome.)

Urbain Gounod à H. Lefuel

Pour Hector.

Paris, le 22 février 1840.

Tu dois être déjà citoyen de Rome au grand complet, mon cher Hector. Depuis trois semaines que tu cours la ville, tu dois avoir vu bien des vieilles connaissances tant ruinées que debout. Charles ne nous dit pas comment est située ta chambre à la Villa, mais d'après son rapport il me semble qu'elle ne saurait l'être mieux que la sienne et que peut-être tu aurais lieu d'en être jaloux. En es-tu toujours à la lanterne magique ? J'espère que non, car il y a longtemps que vous voyez constamment et rapidement du nouveau, ce qui ne laisse pas que de devenir fatigant. Vous allez être à même de ruminer, mais il faut avant tout que les anciens vous aient pilotés, partout où on les a conduits et où vous mènerez les autres. Ce n'est que plus tard que vous jouirez du plaisir des découvertes. Pour moi ce serait le plus grand et il me semble qu'en voyage rien ne me plairait autant que ces courses sans but précisément connu, qui tout d'un coup vous amènent à une belle chose à laquelle un guide ne vous avait pas préparé dès longtemps. Je n'aime pas qu'on me dise : dans dix minutes, dans cinq minutes vous allez voir telle chose, vous éprouverez telle sensation, et qu'en savez-vous ? Qui vous a dit que j'étais bâti comme vous : que ce qui vous touche agréablement ne me déplaira pas ? Laissez-moi ma nature car je ne suis heureux que de mes sensations, non des vôtres, si par le fait elles se rencontrent, tant mieux nous serons heureux doublement. J'ai éprouvé tout cela dans mon rapide échappée en Belgique : nous

(1) Pensionnaire de la Villa Médicis, en même temps que Gounod et Lefuel, André Vauthier-Galle, sculpteur et graveur en médaille, était de la même promotion de 1839

étions si pressés que souvent nous avons pris un guide afin de ne pas perdre de temps à chercher ce qu'il fallait voir, mais jamais je n'étais content que quand je pouvais m'échapper un moment, quand je découvrais un bout de clocher, un toit singulier, quelque chose enfin d'imprévu. Je suis comme ces gens qui n'ont jamais fait *de voyage par mer que ceux de Paris à Saint-Cloud en vapeur ou en coucou* et qui parlent de ce qui leur est arrivé ; mes lointaines excursions comparées aux vôtres sont un voyage à Saint-Cloud, mais j'y ai vraiment vu de belles choses et je ne les oublierai pas. Quand tu vois quelque chose de beau, ce qui t'arrive souvent, pense pour nous deux, regarde double si tu peux, afin qu'au retour tu m'en rendes quelque chose. Je voudrais bien savoir où est ta chambre, j'ai, je crois, les plans de la villa, je t'y verrais quelquefois. Je suis allé chez le patron sans le rencontrer ces jours-ci ; j'aurais voulu pouvoir te donner de ses nouvelles un peu fraîches, saches seulement qu'il est en bonne santé. Causons un peu d'affaires maintenant...

Adieu et embrasse pour moi Charles, qui te le rendra si vos barbes vous laissent approcher.

Ton ami. URBAIN.

Mme Gounod à Hector Lefuel

Samedi soir 6 avril, 1840.

Je vous écrirai plus longuement une autre fois, mon cher et bon Hector ; je veux seulement aujourd'hui vous remercier de votre lettre : l'aimable soin que vous prenez de me parler de mon Charles et ce que vous m'en dites m'ont fait le plus grand plaisir : la sincérité que j'ai reconnue en vous, et que d'ailleurs vous m'avez promise, me donne entière confiance. Que vous m'ayez oubliée? Je ne l'ai jamais, jamais craint parce que vous êtes trop bon de cœur et que je vous aime trop bien, pour que jamais il y ait changement dans nos allures sentimentales : compte réglé, donc, très facilement là-dessus car s'il y a, Dieu merci, partie double il n'y aura jamais partie trouble, — que Charles vous soit attaché et vous le prouve en le très peu (?) qui lui est possible, j'en suis heureuse, cher ami, mais non surprise ; depuis quelques années, il me parlait de vous dans des termes qui prouvaient comme vous lui alliez (c'était son mot) ; la réflexion que le temps développe et sur laquelle il n'était pas aussi précoce qu'en musique est enfin arrivée chez lui, et elle ne pouvait dans les examens qu'elle lui permet maintenant de faire que vous fixer dans la bonne place où son instinct vous avait mis. Je suis bien aise que la page de votre album, qu'il a meublée de notes, ne vous ait pas fait regretter le papier et je vous remercie de me dire qu'au contraire cela vous paraît agréable, — au milieu de ces petites compositions qui sont la partie récréative de *ce qui concerne son état* et qui par la suite feront peut-être bouillir sa marmite ; il s'occupe de compositions sérieuses dans ses promenades ou quand il est seul en son coin de cela on n'en verra une note sur le papier que lorsque tout sera casé dans sa tête : chacun a son allure ; je connais maintenant la sienne et je conviens que très souvent son plus grand travail se faisait dans les moments où on aurait pu croire qu'il ne s'en occipait pas. — L'exactitude que ce bon garçon met à m'écrire m'est la meilleure consolation à son absence. Je vois dans sa correspondance combien son éloignement de nous a mûri son jugement : son cœur est bon, il nous aime et je le crois maintenant dans une bonne route qui fera son bonheur et le nôtre. — Il me dit qu'il est très heureux, que tous les camarades sont pour lui et qu'il leur en sait gré : cela ne l'empêche pas de distinguer les nuances et de faire intérieurement son choix : il sait bien qu'il n'est pas parfait et que l'indulgence des autres lui est nécessaire. — Voilà qui apprend à vivre en paix.

Je vous quitte là-dessus pour aujourd'hui et vous embrasse de tout mon cœur. Urbain, qui aussi vous aime comme vous savez, en fait autant et vous remercie de votre souvenir.

Adieu, cher Hector pensez à nous, embrassez pour nous mon bon Charles, qui vous le rendra en notre intention et comptez sur le dévouement de votre vieille amie.

Vve GOUNOD.

(En marge de la première page) : Nota. J'ai payé à Joseph Bousquet, pour les frais de Paris relativement à la lettre de crédit de mille francs la commission un demi pour cent, 5 francs et pour deux ports de lettres 4 francs.

Total 9 francs que vous remettrez aussi à mon Charles quand il en aura besoin avec les 40 francs que vous lui gardez.

Adresse : *Pour Hector.*

(1/2 feuillet.)

Mme Gounod à Hector Lefuel

Pour notre ami Hector.

le mercredi 10 juin soir, 1840.

Charles qui sait combien nous vous aimons,

(Un feuillet, papier pelure, écriture très fine, sans adresse.)

cher ami, nous donne toujours de vos nouvelles dans ses lettres : dans sa dernière, du 27 mai, il nous dit que vous êtes un peu mal à l'aise ; nous espérons que sa prochaine lettre nous apprendra que vous êtes mieux : nous n'avons guère besoin de vous dire combien nous le désirons, — avec le sang vif que je vous connais, les grandes chaleurs de Rome vous sont peut-être nuisibles. L'air de la mer à Naples vous pourrait valoir mieux : vous serait-il possible d'y aller avec Charles lorsqu'il aura fini son travail pour l'Académie ? Il me dit qu'il vous affectionne beaucoup et que si vous aviez à recevoir quelques soins de bonne amitié il voudrait que ce fût de lui ; qu'il ferait tout son possible pour vous les rendre agréables et s'en trouverait bien heureux. Ce m'est une grande satisfaction de voir mon second fils apprécier les qualités de votre bon cœur et porté à la (sa ?) confiance en vous. Vous voyez, cher ami, que j'ai raison de vous aimer comme un troisième fils, puisque loin de nous vous remplacez un bon frère près de notre Charles : combien je vous en dirai merci. Ce bon garçon nous écrit souvent des lettres remplies d'affection ; elles m'aident autant que possible à supporter une absence qui semble lui être salutaire : quoique nous le chargions toujours de nos commissions pour vous, j'ai voulu cette fois vous envoyer moi-même mon souvenir et vous prier de ne rien négliger pour chasser la tristesse qui vous gagne quelquefois, les douleurs d'entrailles y portant beaucoup : demandez conseil à votre médecin pour y porter remède si vous en êtes souvent incommodé ; dès que vous aurez pu vous livrer à un travail intéressant, vous éprouverez une heureuse distraction qui deviendra bien salutaire et je vous la souhaite de tout mon cœur. — Vous savez, cher bon ami, que je ne vous écris pas pour que vous m'écriviez ; nous autres femmes, que les malins surnomment bavardes, nous nous chargeons volontiers, pour ne pas trop faire mentir, de dire et de dire encore ; mais je crois pouvoir affirmer, ne fût-ce que par esprit de corps, que nous, faible partie du genre humain dit-on, joignons à cette faculté d'une langue alerte quelques bonnes qualités d'affection et de dévouement. Je pense qu'il se trouvera dans la forte bande de ce même genre humain quelques braves gens de mon avis et je compte sur vous pour être du nombre. — Taisez-vous donc et pensez à nous : aimez-nous toujours, portez-vous bien, tâchez d'être heureux et nous serons bien content de vous. — Bonjour et adieu, cher Hector, Urbain vous dit mille choses affectueuses et se réunit à moi pour vous embrasser de tout cœur...

Votre vieille amie. Vve Gounod.

(En marge) : Si j'avais vu Urbain ce soir je vous aurais dit quelques mots de votre chère famille : Je ne le verrai probablement que demain à dîner.

(*A suivre.*)

GOUNOD PRÉCURSEUR DE CESAR FRANCK

En ce printemps d'angoisses et de restrictions, le Grand Opéra nous sert un petit oratorio : le soir du 25 mai, dans un chaud décor, et sous la scrupuleuse direction du maître Camille Chevillard, la biblique *Rébecca* du Liégeois César Franck nous apparut très proche parente de l'auteur de *Faust ;* et, le 17 juin 1918, le centenaire de la naissance du Parisien Gounod dans un vieux logis de la place Saint-André-des-Arts nous rappelle une filiation dont la critique ne semble guère s'être avisée jusqu'à présent.

Gounod précurseur ou devancier de César Franck : voilà qui va surprendre plus d'un lecteur. Aussi bien, comment expliquer cette influence de l'aménité théâtrale sur le recueillement de l'art pur ? Comment le vulgarisateur applaudi de *Faust*, de *Roméo et Juliette* ou de *Mireille* a-t-il pu marquer son empreinte sur le symphoniste longtemps silencieux dans son rêve céleste et « plus grand dans son obscurité » ? Cet étonnement, que nous eussions partagé jadis ou naguère, nous prouve aujourd'hui que les mieux intentionnés de nos mélomanes ne connaissent bien ni Gounod, ni César Franck. Il nous faut retoucher le portrait intérieur que leur imagination s'était formé de chacun de ces deux maîtres.

A quoi reconnaît-on l'artiste convaincu ? Mais, tout simplement, à ce signe que ses ouvrages n'obtiennent d'abord aucun succès... Si ce trait de Saint-Saëns était la vérité même, il faudrait aussitôt convenir et conclure que Gounod fut délicieusement superficiel et César Frank terriblement sincère... à la seule condition, toutefois, de ne pas oublier que le musicien du plus populaire des *Faust* commença par subir un échec ! Oui, celui que nos ultra-modernistes ont si longtemps traité de *pompier*, le compositeur chéri des salons, qui mit Gœthe, Shakespeare et Mistral au diapason des cantatrices aristocratiques et des gens du monde passa, dans sa studieuse jeunesse, pour un dangereux suppôt de la musique de l'avenir ; les Rossiniens ne le trouvaient pas moins *nébuleux* que Mendelssohn lui-même ou Schumann et lui re-

prochaient son penchant à l'obscurité, ses confuses recherches, ses tendances trop littéraires et trop vaguement germaniques... Ne découvrait-on pas dans son art aventureux, mais classique de forme, l'*influenza* du *fellatore* Wagner, dont les amis d'Auber croyaient retrouver la trace sur le *Lara* du vieux Maillart et sur la *Carmen* si vivante du jeune Bizet ?

Dorénavant, ces deux points de vue diamétralement opposés tout sourire, et le brave Arthur Pougin ne se ferait plus conspuer par la jeunesse française pour avoir osé décerner à Charles Gounod le brevet du génie... Mais sommes-nous bien sûrs d'apercevoir pleinement les qualités maîtresses du véritable *novateur* que fut le musicien de la *Messe de Sainte-Cécile* ou de l'opéra de *Sapho* ? Rien ne décolore plus vite l'œuvre d'un maître que le soleil impitoyable de la gloire, et le plus glorieux de nos compositeurs en est peut-être aussi le plus mal connu : le long rayonnement de *Faust* semble avoir absorbé tout le reste et pourtant l'apport lumineux de Gounod ne se trouve point tout entier dans *Faust*. Aujourd'hui, son influence qui fut considérable, est enfin reconnue bienfaisante et salutaire sur les destinées de notre théâtre qui chante ; mais ce novateur, trop clair au gré des snobs, n'a point régné qu'aux feux de la rampe, et son admirateur, Saint-Saëns, aurait-il commis un nouveau paradoxe en soutenant le plus sérieusement du monde que Gounod vivra surtout par sa musique religieuse ?

Or, cette impérissable musique religieuse, qui la connaît aujourd'hui, qui l'entend ? Et d'abord, où l'entendre ? Ne serait-elle pas une révélation, comme l'austère *Portrait de famille* où l'humoriste Edgar Degas apparaissait, à trente-trois ans, le plus rigoureux des élèves d'Ingres ? La musique surtout, cette voix fugitive, nous laisse durement sentir le néant de toute chose humaine ; et le silence même glorieux, qui l'accapare un jour ou l'autre, en fait « le plus périssable de tous les arts ».

Chez Gounod, le sage romantique, ami prudent de la rêveuse Allemagne et des effusions shakespeariennes, a porté le plus grand préjudice au plus français des néo-grecs de 1850 et de nos musiciens chrétiens : aussi bien, retrouve-t-on l'un et l'autre dans la complexe et douce clarté du novateur silencieux et lointain, sans doute oublié plutôt qu'inédit, mais quand même à peu près inconnu de la nouvelle génération.

Quand le maître de l'antithèse, qui fut le plus latin des Romantiques, opposait l'antiquité profane à la révélation chrétienne en ce poème juvénile intitulé *la Lyre et la Harpe*, il était trop peu musicien lui-même pour soupçonner que ces deux mondes mélodieux pourraient non seulement se juxtaposer, mais se pénétrer dans l'inspiration du plus ineffablement païen des croyants ! Chez Gounod, la harpe séraphique de sainte Cécile rend le même son captivant que la « lyre immortelle » de Sapho ; greffé comme un beau lierre, sur l'auguste armature d'un prélude de Bach, le célèbre *Ave Maria* que Delacroix écoutait chez Devinck, le 20 mars 1854, ne semble pas un moins céleste épithalame que l'exquise *Chanson du Printemps* qui s'apparente aux plus jolis songes néo-grecs du peintre Hamon, l'élève de Gleyre. Qu'on évoque la mystique prière ou l'idylle profane, on ne peut se défendre d'entrevoir la chaste eurythmie d'une blanche tunique sur un ciel mauve d'anthologie ; et, dans cette aimable musique religieuse, la tendre Charité se souvient sans remords qu'elle est la surnaturelle héritière des divines *Charites*, que notre mythologie d'origine latine appelait couramment les Grâces.

« Il faut baptiser l'art grec », disaient, vers le même temps, les graves décorateurs de nos églises; mais le prix de Rome de 1839, qui devint un instant l'élève externe du séminaire après avoir été le jeune confident du vieil Ingres, paraît leur répondre qu'il lui plaît davantage d'helléniser l'art chrétien. C'était, alors, une note absolument neuve et « la poésie d'un nouveau poète », comme l'écrivait, dans *l'Athenæum* de Londres, un panégyriste anonyme où l'on crut reconnaître le savant mari de Pauline Viardot. Dans les concerts du temps, où l'exaltation romantique de Berlioz s'efforçait à foudroyer le mauvais goût régnant, c'était l'aurore naissante d'une *suavité* particulière et d'un « charme dramatique », aussi distant des fioritures d'un passé frivole que de la science pédante des âges prochains. Au penchant des traditions, à l'ombre des cimes géniales, mais au-dessous des sommets altiers et des éruptions volcaniques, c'était le vallon modéré des qualités moyennes, donc éminemment nationales, l'élégance un peu molle et monochrome de Corot, l'illustrateur inconscient d'André Chénier ou du Fénelon si discrètement païen de *Télémaque* ; et le plus français de nos critiques musicaux n'attendait pas les patriotiques palinodies des heures de la guerre pour rendre justice à l'inspiration de l'aïeul : « Beaucoup de gens sans parti pris, c'est-à-dire qui ne sont pas musiciens, se demandent pourquoi l'Opéra s'obstine à jouer *Faust* ? Il y a à cela plusieurs raisons, dont la meilleure est que l'art de Gounod représenta *un moment de la sensibilité française* : qu'on le veuille ou non, ces choses-là ne s'oublient pas ! Gounod, avec ses défaillances, est *nécessaire*.

D'abord, il est cultivé : il connaît Palestrina, collabore avec Bach... et recommande Mozart à l'amour des jeunes gens. Constatons encore que les raisons de durer dans la mémoire des hommes sont multiples et n'ont pas toujours besoin d'être considérables : émouvoir une grande partie de ses contemporains est un des meilleurs moyens. Nul ne songera à nier que Gounod s'y employa généreusement » (1).

Aussi bien, ce nouveau langage musical avait-il pris sa source dans une émotion facilement communicative, parce qu'elle était sincère en son élégance, et s'épanchait du cœur même du musicien qui disait à sa fille avant d'expirer : « La loi de la vie, comme la loi de l'art, tient dans ce mot de Saint-Augustin : *Aime, et c'est presque tout* ! »

L'amour ! Ce mot chrétien par excellence explique mélodieusement pourquoi Gounod émut son contemporain César Franck : nous devinons, à sa mystique lumière, les affinités profondes entre ces deux hommes si différents au premier abord et que quatre années seulement séparaient dans le mystérieux voyage de la vie terrestre. Bénisseur et pontife, en ses attitudes comme dans ses écrits, en son style d'apôtre comme en ses regards de prophète, Gounod était la statue vivante du grand vieillard glorieux et grisé par tous les encens : tel, vers 1889, dans les coulisses de notre chère petite salle pompéienne de l'ancien Conservatoire, nous l'entrevîmes, le bras sur l'épaule amicale du chef des cœurs, le vieil Heyberger... Le caractère, n'est-ce pas lui qui fait la vie — et la renommée ? Cependant que Charles Gounod devenait grand officier de la Légion d'honneur, César Franck recevait les palmes d'officier d'académie : mais cette humble violette ne convenait-elle pas secrètement au simple organiste de Sainte-Clotilde, à celui qui, de son vivant, ne fut rien, pas même académicien ? L'humilité des ancêtres et des *primitifs* n'était-elle pas l'atmosphère de ce bon professeur, parvenu si tard à la compréhension même de son génie et comme effrayé longtemps de sa personnalité puissante en sa timidité native, au point d'imiter d'abord, avant d'innover ?

César Franck imita donc la science contrapontique de Bach, la couleur orchestrale de Liszt, la ferveur féminine de Gounod : mais ces trois maîtres de Franck furent également ceux de Saint-Saëns... et quel meilleur exemple pour illustrer la preuve que c'est le caractère individuel qui diversifie les œuvres autant que les physionomies ?

Au surplus, il ne faudrait pas exagérer maintenant cette influence de Gounod, puisque le germe ne fructifie jamais que dans un terrain docile : celui que nous avons appelé le plus voluptueux des compositeurs, — et vous n'hésiterez pas à nommer Franck, — puisait dans sa complexion même cette ferveur mélodique qu'intensifiaient, dans sa libre et docte écriture de cénobite, les raffinements de l'harmonie. *J'aime :* n'était-ce pas son mot favori ? Sous les complications du savoir, c'est aussi le mot de son œuvre ; et n'est-ce pas le mot le plus religieux qu'une bouche mortelle puisse exhaler ?

J'aime ! Voilà le mot que la nature entière
Crie au vent qui l'emporte, à l'oiseau qui le suit !

Et le plus passionné des poètes définissait d'avance, très inconsciemment, le secret d'un César Franck en purifiant dans une chaleureuse apostrophe son doute malsain :

Cloîtres silencieux, voûtes des monastères,
C'est vous, sombres caveaux, vous qui savez aimer !
Ce sont vos froides nefs, vos pavés et vos pierres
Que jamais lèvre en feu n'a baisés sans pâmer (2)...

Ainsi la ténébreuse réalité de l'amour humain rendait justice à la splendeur du rêve et de l'amour divin ; et s'il n'y a rien de plus voluptueux, en effet, que la prière, il n'est rien au monde de plus intransigeant que la candeur; avec l'audace tardive des timides et l'ardente naïveté des solitaires, le Liégeois César Franck devait dépasser symphoniquement, sinon vocalement, le Parisien Gounod; et Gounod ne comprit point César Franck : la brûlante pureté des mystiques *Béatitudes* ou de la païenne *Psyché* ne disait rien à l'interprète de *sainte Cécile* ou de *Jeanne d'Arc* ; et, le 17 février 1889, la monumentale *Symphonie en ré mineur* ne lui parut que « l'affirmation de l'impuissance poussée jusqu'au dogme ». Le charme adroit de la demi-teinte et de l'éclectisme ne pouvait apercevoir dans l'innovation technique qu'un jeu décadent... Du reste, une loi fatale paraît vouloir impérieusement qu'un novateur vieilli dans l'enivrement du triomphe ne se souvienne jamais des innovations de ses jeunes années : la gloire oublie trop volontiers son propre passé pour le reconnaître à la première audition d'un accord nouveau.

Mais pourquoi remettre aux prises ces deux lyrismes fraternels, en dépit des éphémères contingences ? *O fons amoris !* N'est-ce pas la même source d'amour qui s'épanchait dans une pareille

(1) Claude Debussy dans *Musica* 1906; cité dans *le Courrier musical*, n° de mai 1918. — Cf. Prod'homme et Dandelot, Gounod (1818-1893), 2 vol., Paris, Delagrave, s. d.

(2) Alfred de Musset, *Rolla*, 1833.

suavité d'éloquence ? N'est-ce pas la même instinctive croyance en un Dieu bon, miséricordieux et compatissant qui rapprochait, au lendemain de l'Année terrible, la *Gallia* mélodieuse de Gounod et la *Rédemption* plus orchestrale de Franck, comme deux symboles d'invincible espérance épandue sur les ruines de notre immortelle Patrie trempée de larmes et de sang ?

RAYMOND BOUYER.

SOUVENIRS DE BRETAGNE

II. — TEMPÊTE.

De la pluie, du vent.

Beaucoup de pluie ; de larges gouttes fouettent les vitres qui se zèbrent de traînées humides ; des perles brillantes les embrouillent, tandis que la buée les obscurcit aussi ; il pleut depuis hier soir.

Vent surtout, un grand vent qui tord les branches des arbres, hurle dans les cheminées ; vent terrible, qui secoue les ardoises du toit, fait crier, geindre et gémir toute la charpente de la maison.

Et, là-bas, cependant, le long des grèves désolées que couvre une maigre lande qui va se dénudant et que ronge le flot, on entend la mer qui, furieuse, déferle et fait sur les galets le bruit sourd de marteaux géants clouant un cercueil immense aux sonorités étouffées...

. . . . . .

Mais, pendant que ma plume court sur le papier au gré de ma pensée vagabonde, le vent continue sa course infinie. Il fait valser follement les feuilles arrachées aux arbres si rudement secoués que la terre en est jonchée ce matin et que les fruits, verts encore, se rencontrent à chaque pas dans les allées.

Devant moi, sous mes yeux, c'est une échappée de mer grise, marquée de loin en loin d'une petite tache blanche qui, rapidement, disparaît. Paysage changeant, tourmenté, bien beau cependant et qui porte à la mélancolique rêverie, mais une mélancolie douce, à laquelle je me laisse aller très volontiers et qui me berce.

Le ciel est bas, chargé de nuages.

A l'horizon, au loin, tout s'estompe dans la brume et la mer ne se distingue plus du ciel.

A la base des rochers qui, jusqu'à leurs sommets les plus avancés, portent des arbres et de la verdure, l'éternel combat des éléments continue. D'énormes vagues, sans cesse, remontent, formidables, à l'assaut des côtes qui, impassibles, les dédaignent et les repoussent de toute leur hauteur; épuisées, elles retombent, divisées, pulvérisées, vaporisées en de petits brouillards légers, détruites semble-t-il, pour se réunir et se reformer, plus fortes. De temps à autre, un blême rayon de soleil, filtrant timidement entre les nuées y fait se jouer les couleurs du prisme, et toujours cela recommence, tandis que les oiseaux de mer, courlis, goélands, mouettes, cormorans, tourbillonnent éperdument dans les airs avec des sauts brusques et détraqués, affolés et étourdis en apparence. Ils poussent des cris étranges et rauques que la rafale apporte au rivage, par lambeaux, puis ils s'abattent en tournoyant sur les pointes des pierres recouvertes de beaux goémons d'or et qu'une houle furieuse encadre, et là, les ailes étendues, fatigués d'avoir tant lutté contre le vent, grisés de bruit et de vitesse, ils restent longtemps, immobiles, avec l'air d'agiter de profonds problèmes métaphysiques, en des postures comiques.

Au large, rien, pas une voile. Tout a fui devant cette tempête et ici, près de la cale, dans le port, au fond de l'arrière-baie aux eaux tranquilles, on voit, serrées les unes contre les autres, à l'abri du grand mur protecteur, toutes ces frêles coquilles de noix qui portent tant de vies humaines, que l'océan fait danser. Au sommet des mâts, ce sont des envolées fougueuses de filets à sardines, aux fines mailles bleues ou brunes, qui s'éparpillent avec élégance et légèreté.

Et bien longtemps je reste à songer en contemplant la révolte de la mer sous la caresse impétueuse et rude de son maître, le vent...

. . . . . .

La pluie a cessé ; j'ai pu ouvrir ma fenêtre pour mieux voir ce tableau auquel les verdures tumultueuses du jardin font un digne encadrement, pittoresque, plein de vie et de mouvement. Tout le paysage est animé par le souffle puissant qui continue à faire trembler sur ses bases la maison entière et les vieux arbres qui assistent en spectateurs à cette grande fête. Ils y sont aussi quelquefois acteurs, bien malgré eux, sans doute, ainsi qu'en témoignent les pins altiers qui dominent les flots. Ils perdent leurs branches, mais non leur dignité.

Et je m'attarde devant la magnificence de la lutte sans merci engagée sur la plaine mouvante.

Mes yeux suivent tous ces détails dont ils s'amusent, cependant que mon esprit s'en attriste.

GEORGES PHILIPPAR.

Le Gérant: ALB. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les Auteurs tous les Samedis de 15 à 17 heures.

N° 13 — 56e ANNÉE — 29 JUIN — 6 JUILLET 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LE JAPON (1)

II. — LE JAPON MODERNE.

Tel, brièvement, fut le Japon d'autrefois. Il persiste tout entier sous le vernis de civilisation occidentale qui, pour beaucoup, n'est qu'un mince plaquage destiné à s'effriter. Point de jugement plus faux. Le Japon a déjà prouvé, non seulement par la force des armes, mais par tous ses progrès, que sa vie présente n'est qu'un prolongement de son passé, et que les qualités qu'il montre aujourd'hui ont une racine vivante dans ses antiques disciplines et ses vertus innées. La discipline : tel est le mot qui explique la force présente et passée du Japon. Nulle race jamais n'en a subi de plus forte ni de plus prolongée ; c'est elle qui lentement, — au prix de quels renoncements individuels ! — a fait de la femme japonaise un être exquis de dévouement, d'abnégation, de douceur et de charme ; du Japonais un stoïcien souriant préparé à tous les efforts et à tous les sacrifices. Il a suffi d'un décret de l'Empereur pour que du jour au lendemain l'usage de l'opium disparût du Japon ; il a suffi que la menace de l'Occident fût comprise par quelques chefs de clan, les Satzuma, pour que le Japon tout entier abandonnât sans un murmure des habitudes féodales séculaires, que les daimios et les Samouraï se dépouillassent de leurs richesses et de leurs privilèges, sans un regret, pour mettre leur pays à même de résister. Car tout ce que le Japon a emprunté en 1868 à l'occident n'est qu'une arme au service de ce profond amour de la terre natale qui seul dicta les résolutions suprêmes unanimement acceptées.

Et d'autre part, la prodigieuse netteté d'intelligence et de sens politique, la faculté d'organisation précise que le Japon a montrées ne sont pas des nouveautés dans son histoire : elles sont depuis toujours des traits de sa psychologie. Les grands administrateurs, les hommes d'Etat à longue vue, les politiques clairvoyants n'ont jamais manqué à ce pays dont l'intense vitalité a produit une civilisation non seulement achevée comme un objet d'art, mais finement et puissamment organisée jusque dans le moindre détail. Nul Etat ne fut jamais plus exactement et plus logiquement adapté à la vie d'un peuple que celui d'Iyeyasu et des Shôguns ses successeurs. Et ce ne fut pas une vue moins juste ni moins profonde, qui au XVIe siècle ferma le Japon aux Jésuites et l'Europe que celle qui l'ouvrit à l'Occident en 1863.

C'est en 1854 que le Japon de paravents et d'éventails, ce peuple vêtu comme des papillons et comme des fleurs, entra en contact avec la civilisation occidentale. Par le canon de la flotte américaine, brusquement le Japon apprit toute la force de l'Occident et ses brutales exigences. Une intuition instantanée lui fit comprendre que, s'il voulait vivre, il devait se transformer ; et jamais transformation ne fut plus rapide, ni en apparence plus

(1) Voir le précédent numéro.

complète. En l'espace de quelques années, il balaya tout son régime féodal intérieur anachronique. Puisque dans le monde moderne, la force seule compte, il se mit à l'école des barbares, maîtres de tous les moyens matériels qu'il ne possédait pas. Dès la première heure, il comprit nettement le but auquel il fallait atteindre : l'égalité absolue avec les puissances occidentales, la reconnaissance des droits du Jaune par le Blanc que, tôt ou tard, il lui faudrait arracher par les armes et par la supériorité matérielle incontestable à ceux qui ne reconnaissent entre les nations d'autre loi que celle du plus fort. Les Japonais créèrent donc, au prix de sacrifices surhumains, une armée, une marine, une industrie, un commerce égaux à ceux de l'occident ; et, peu à peu, ils ont imposé aux puissances la révision de tous les humiliants traités anciens, et la reconnaissance des droits souverains du Japon sur la terre japonaise. Pareillement transformé industriellement et commercialement, le Japon purement agricole et féodal d'autrefois est entré en contact et en concurrence avec la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Et alors devant lui se sont dressés tous les problèmes qui se posent aux Etats modernes. Devant l'accroissement de sa natalité et de ses besoins, il lui a fallu trouver des débouchés à ses produits et au surcroît de sa population. Ce pays, depuis toujours fermé et concentré sur lui-même, s'est ouvert et a versé son trop plein en Corée, en Chine, en Californie, en Australasie, pour trouver partout la méfiance et l'hostilité des Blancs.

Il lui fallait prouver au monde qui ne respecte que les forts, que sa force était redoutable, et en 1894, il a déclaré la guerre à la Chine. Vous savez quels foudroyants succès ont révélé la perfection de son organisation, la grandeur de sa puissance matérielle. Vous savez aussi comment la jalousie des puissances occidentales lui a enlevé le fruit de ses victoires : l'Angleterre prend Wei-Hai-Wei, l'Allemagne le Shantung, la Russie Port-Arthur, rendant ainsi vains les énormes sacrifices du Japon. Il fallait une démonstration plus complète encore de sa puissance ; et en 1904, à l'étonnement du monde entier, le Japon osa s'attaquer au colosse russe. Vous savez aussi avec quel succès. A la bataille de Tsushima ce pays s'est révélé une des premières puissances maritimes du monde. Ce peuple qu'on disait un peuple de singes s'est montré maître de tous les arts de destruction de l'Occident, inventeur en tactique et possesseur de procédés qui firent l'étonnement de l'univers. Par sa science, sa supériorité intellectuelle autant que par son courage et sa force guerrière, il anéantit la marine russe : et bientôt força la Russie à s'avouer vaincue sur terre comme sur mer. Mais si la victoire cette fois lui valut la Corée et un immense prestige, il fut par le traité de Portsmouth frustré de l'indemnité à laquelle il croyait avoir droit, et encore une fois déçu. De secrètes rancunes s'amassaient en lui, que venait seulement atténuer cette alliance que l'Angleterre avisée fit avec cette nouvelle puissance de premier ordre qu'elle voyait se dresser en Orient.

Les premières ambitions japonaises pouvaient sembler satisfaites. Mais les Etats-Unis voyaient grandir avec une croissante inquiétude cet empire de 75 millions d'habitants qui réclame des droits égaux en Californie, et qui semble destiné à dominer la Chine. Entre les deux états la tension devint menaçante. Situé entre l'Extrême Orient et l'Extrême Occident, le Japon est l'intermédiaire obligé entre les deux mondes, et bientôt se montre le champion des droits de tous les Asiatiques. Avec la conscience de sa force enfin reconnue par tous, s'accroît toujours le sentiment des injustices dont il souffre encore, des droits qu'on lui dénie. A son orgueil héréditaire s'ajoute le nouvel orgueil de ses victoires, de nouvelles impatiences. Il ne peut plus admettre d'être traité en inférieur par les Américains, qui refusent comme aux Chinois l'entrée libre des Etats-Unis aux travailleurs japonais. Formose que la Chine lui a abandonnée, la Corée qu'on lui a cédée, les divers débouchés qu'il cherche en Alaska, dans la Colombie britannique, l'Australasie ne lui suffisent plus. Il est condamné par sa pullulante population à l'expansion, donc à l'impérialisme. Il lui faut de vastes espaces à coloniser ou à dominer. La Chine est toute proche et déjà l'on prévoit qu'il a l'ambition de l'organiser à son profit.

Telle, brièvement, était la situation lorsque la guerre mondiale a éclaté. Le Japon s'y rangea aux côtés des Alliés, d'abord parce qu'il était allié à l'Angleterre, ensuite parce qu'il convoitait les possessions allemandes de la Chine qu'il était chargé d'arracher à l'Allemagne, et en dernier lieu parce qu'il voyait dans son intervention réclamée un moyen de faire reconnaître enfin sa puissance et ses droits.

Quelles ont été, depuis, les réactions du Japon, et que nous apprennent-elles sur son âme ? Et d'abord, ce fut pour le Japon une immense satisfaction que de se sentir traité en égal par l'Entente, et de constater quel prix elle attachait à son concours, la foi que l'on avait dans son armée, les espoirs que soulevait la possibilité de sa présence sur les champs de bataille de l'Occident. De bonne heure, il fut question d'appeler une armée japo-

naise en Europe pour combattre à côté des Russes ; plus tard, l'on réclama son concours à Salonique, en Mésopotamie, et enfin en Sibérie. Mais, si de nombreuses voix s'élevèrent en faveur de pareilles interventions, beaucoup d'esprits qui gardaient la superstition du « péril jaune » s'opposaient avec une égale ardeur à toute ingérance japonaise en Occident. Les deux opinions ne pouvaient qu'affermir le Japon dans le sentiment que sa puissance était de toute façon redoutable et pleinement reconnue. Il était tiraillé entre le désir de la manifester et le désir de se réserver jusqu'au moment où sa participation serait indispensable et pourrait être décisive.

Et, d'autre part, le Japon était loin d'être unanime dans ses sentiments. Par son impérialisme, ses ambitions, la forme même de son organisation politique et sociale, il se rapprochait peut-être plus des principes qui inspirent les Puissances centrales que de l'idéal démocratique de l'Entente. De plus, il est difficile d'exagérer la grandeur du prestige allemand dans certaines sections de la société japonaise. Une longue infiltration d'idées germaniques avait peu à peu pénétré l'Armée, la Marine, les Universités, l'Administration. Dans un article récent, un des plus hauts esprits du Japon, le docteur Anesaki, a décrit la forte emprise de l'esprit germanique sur son pays ; et la rapidité avec laquelle ces influences se sont propagées est significative. L'on a dit autrefois que le Japon était la Prusse de l'Orient ; et la formule, bien qu'exagérée, contient une part de vérité. Dans l'un et l'autre de ces deux pays, certaines disciplines héréditaires, certaines formes d'organisation, certains besoins d'expansion, certaines nécessités vitales, ont conduit à la création d'un esprit qui, chez les Junkers et les Samouraï, ont produit des effets semblables. Le Japon, comme la Prusse, a connu l'ivresse d'une fortune et d'un accroissement de vitalité extraordinaires ; comme la Prusse, le Japon a pu se croire victime d'un encerclement destiné à paralyser son essor ; comme la Prusse, le Japon, depuis deux générations, poursuit surtout des fins utilitaires et est animé d'une volonté de puissance. Comme l'Allemagne d'aujourd'hui, le Japon est moins sensible à l'admiration que l'on témoigne aux délicatesses de son antique civilisation qu'aux éloges décernés à la perfection de son organisation et à la grandeur de son effort militaire. Aux yeux de bien des Japonais, un cuirassé ou un régiment moderne est une manifestation de vie plus importante et plus admirable que n'importe quel chef-d'œuvre de l'art. C'est avec impatience que les Japonais entendent louer uniquement les merveilles de leur passé, les raffinements de leur civilisation d'autrefois. Ils veulent que l'on s'extasie plutôt devant l'étonnante transformation qu'ils ont accomplie : et, comme l'Italie glorieuse, riche de tant de splendeurs accumulées par le génie des ancêtres, le Japon veut prouver qu'il est autre chose qu'un musée et un cimetière de gloires, qu'il est l'égal en force et en organisation des grandes Puissances. C'est vers un avenir de grandeur matérielle et de puissance reconnue que tous les yeux sont tournés. C'est par ses penseurs, ses poètes et ses philosophes que l'Allemagne fut grande autrefois ; c'est par ses artistes, ses poètes et ses saints que le Japon fut une des fleurs suprêmes de la civilisation orientale. Mais aujourd'hui, l'Allemagne se détourne de tout ce qui fit sa noblesse autrefois, et l'éclat de l'idéal qu'elle poursuit semble aujourd'hui éblouir les yeux des Japonais.

Dans une analyse de l'âme japonaise, il est impossible de ne pas marquer cette nouvelle orientation. Il n'ent faut pas exagérer la menace : les antiques vertus, les anciennes directions subsistent encore sous la pesée de ces forces nouvelles, et parfois les combattent. Mais, pour tenir en échec ces forces que viennent incessamment nourrir tant de tendances héréditaires, tant de traditions, tant d'orgueil justifié, quelques-uns des sentiments qui sont au fond de nos civilisations occidentales font défaut. Deux grandes idées dominent aujourd'hui les Sociétés modernes : d'une part le culte et l'exploitation des idées scientifiques ; et, d'autre part, un effort toujours plus grand vers la solidarité humaine, des idées de justice, de liberté individuelle et d'égalité pour tous.

Le Japon a emprunté à l'Occident sa science, son industrie, son organisation matérielle ; son idéal spirituel démocratique lui reste encore étranger. Le Japon constitue encore une oligarchie, et le peuple y est encore soumis à de redoutables disciplines qui subordonnent l'individu à l'Etat et la race à des fins collectives. Et, d'autre part, le nouvel évangile germanique qui proclame que le succès seul compte — et par succès entendez le succès mesurable et pondérable en termes de réussites matérielles — a infecté trop d'âmes japonaises : la croyance allemande aux droits mystiques de la force et à la supériorité des conquêtes matérielles a trop d'adhérents au Japon. Mais, contre la bassesse des conceptions allemandes, le profond sentiment japonais de l'honneur, l'esprit chevaleresque dont il a donné tant de preuves, l'incontestable noblesse de sa pensée le préserveront. Que le Japon ait subi partiellement l'influence de conceptions qui, hélas ! travaillent sourdement tous les peuples modernes assoiffés de jouissances, soumis

au régime inhumain de la concurrence universelle, et qui penchent vers le matérialisme, rien de plus naturel. Mais que le Japon puisse jamais sombrer complètement dans les erreurs que cette guerre a révélées dans une certaine humanité, c'est ce que je me refuse à croire. C'est avec une indignation sincère que le Japon a repoussé les tentatives allemandes pour l'associer au Mexique dans une guerre contre les États-Unis. La pensée que l'on a pu le croire capable de pareille trahison lui a paru la pire des insultes, et la psychologie diplomatique allemande s'est montrée une fois de plus en défaut.

Et d'autre part, il ne faudrait pas croire que les principes de justice et les fins que poursuit l'Entente soient indifférents aux Japonais. Lentement, une conscience commune de l'humanité se crée et, à bien des signes, l'on peut affirmer que le Japon n'est pas sans comprendre que la destinée de l'humanité et de la civilisation sont aujourd'hui en jeu. Si, d'ailleurs, l'influence allemande est devenue prépondérante dans certains milieux, nous autres Français, nous y avons une part de responsabilité. Lorsque le Japon s'est ouvert, c'est vers nous qu'il s'est tout d'abord tourné. C'est à nous qu'il a demandé son Code Civil et Criminel, l'organisation de sa Marine et de son Armée, et les désastres de 1870 ne lui avaient pas dissimulé nos supériorités.

Mais, l'avance que nous avions prise au Japon, nous l'avons laissé perdre. Tandis que les Allemands envoyaient là-bas des professeurs, des ingénieurs, des médecins, des commerçants, des industriels, et détournaient vers leurs Universités les étudiants qui, d'abord, se rendaient dans les nôtres, la France, qui cependant la première avait découvert et proclamé l'originalité et la beauté de la civilisation et de l'art japonais, n'a presque rien fait pour maintenir son grand prestige. Tandis que les écrivains allemands et anglo-saxons étudiaient avec profondeur et sympathie la civilisation japonaise et servaient d'interprètes entre le Japon et l'Occident, nous n'avons guère produit que des livres, charmants sans doute, tels que les écrits de Loti, mais superficiels, et qui ont parfois profondément froissé l'amour-propre japonais. Et surtout, nous avons fait peu de chose pour faire mieux connaître notre civilisation et notre idéal, et pour dissiper des préventions que le Japon a partagées avec bien d'autres pays.

Il ne semble pas que nous ayons eu la claire vision du rôle capital que le Japon joue aujourd'hui dans le monde. Car le Japon, par sa situation géographique, par la souplesse de son génie, par sa faculté d'adaptation, semble destiné à servir d'intermédiaire entre l'Asie millénaire et la civilisation moderne. Il a un rôle intellectuel égal au rôle politique qu'il ambitionne, et l'on ne peut en exagérer l'importance. Et réciproquement par les dons d'analyse et d'intelligence philosophique dont l'esprit français a donné tant de preuves, par sa compréhension des âmes musulmanes, hindoues et d'extrême-Asie, la France, qui a toujours témoigné une si vive sympathie pour le Japon, semblait destinée à servir d'interprète entre l'Europe et l'Asie. Depuis quelques années d'ailleurs, nous semblons prendre davantage conscience de cette mission. Des écrivains français ont affirmé la noblesse des idées qui ont façonné les vieilles civilisations d'Asie. Ils ont proclamé que leur art est l'égal des plus grands, et que quelques-uns des moments les plus parfaits de l'histoire ont été réalisés en Chine et au Japon. On s'aperçoit aujourd'hui que les deux humanités dont les destinées se sont déroulées presque sans contact, l'humanité d'Occident et l'humanité d'Extrême-Orient, ont élaboré chacune une vision du monde complète et cohérente, qui sont comme deux faces de l'âme humaine totale. A ce monde trop longtemps ignoré ou incompris, l'Europe pourrait emprunter bien des supériorités spirituelles, de même que cette lointaine humanité ne peut plus échapper à la pénétration de nos idées.

Chacune de ces grandes familles n'a pensé jusqu'ici que des demi-pensées, celles de son hémisphère et de son passé. Aujourd'hui, la planète est une, et les divisions millénaires qui séparaient les races et les humanités s'écroulent. Comme d'un promontoire l'on voit le confluent de ces deux grands fleuves qui, pendant des milliers d'années, ont coulé séparément. Nous avons autant à gagner que nos frères jaunes à mettre en commun ce qu'il y a de meilleur dans les découvertes que nous avons faites les uns et les autres. Lentement se crée, après les luttes, les déchirements, les incompréhensions d'autrefois, une solidarité nouvelle, que la destinée nous impose, que nous le voulions ou non. Et pour la première fois depuis que la planète existe, toutes les sources d'inspiration humaine se mêlent, et toutes les civilisations se pénètrent. C'est dans un esprit d'humilité que l'humanité découvre enfin la variété infinie du monde, la légimité de tous les développements qui se sont succédés sur cette terre; et peu à peu naît une plus large intelligence de la nature humaine, diverse et une.

La France qui, toujours, fut à l'avant-garde de la civilisation par sa puissante compréhension de tout ce qui est humain, son absence de préjugés contre les races qu'un orgueil aveugle déclarait in-

collaborer à cette entente future. Et le rôle que la France, héritière des traditions gréco-romaines, pourrait jouer auprès des peuples occidentaux, le Japon, héritier de l'Inde et de la Chine, pourrait, me semble-t-il, le jouer auprès des races asiatiques. Entre les deux pays les points de contact et les possibilités d'entente sont, d'ailleurs, plus nombreux qu'on ne pense, et nos esprits sont faits pour se comprendre et collaborer. Je n'en veux d'autre preuve — car le développement de cette idée m'entraînerait trop loin — que les rapports saisissants qui existent entre notre sentiment esthétique et celui du Japon. Si, comme je le crois, l'art d'un pays est la manifestation la plus profonde et la plus significative de son âme, on ne saurait attacher trop d'importance aux vertus communes que révèlent ces deux arts faits de mesure, de grâce, de simplicité raffinée, de noble sincérité et de constante probité. Une race qui produit, depuis treize siècles, les merveilles de Nara et de Kyoto, de Kamakura et de Tokyo, ses bronzes et ses laques, sa statuaire et sa peinture, est une race fine et noble, dont l'idéal est comparable au nôtre. Elle pourra, sous la dure contrainte des circonstances, se laisser un instant détourner du haut idéal de délicatesse, de justesse en toutes choses et de perfection qu'elle a si longtemps poursuivi : elle ne pourra jamais oublier tout à fait ce qui fut si longtemps sa vie et fit sa grandeur. L'inhumain et le colossal germaniques, les grossièretés et la barbarie allemandes, ne pourront jamais prendre racine dans cette terre où tout est juste et mesuré, harmonieux et clair comme notre propre génie. Le Japon d'autrefois est entré comme la Grèce, et Kyoto comme Florence, dans le domaine des influences éternelles de beauté et de bienfaisance. Ils font aujourd'hui parti de l'héritage de l'humanité entière. Nulle âme qui ne puisse y trouver un élargissement, une joie et des motifs d'espérer que l'homme ne sera pas éternellement livré aux forces de laideur, de violence et de haine. L'âme japonaise serait-elle moins sensible que la nôtre à des bienfaits dont elle fut la créatrice ? Nul qui la connaît ne l'admettra jamais. Par la profondeur de ses conceptions spirituelles, par la noblesse de son idéal de sacrifice, la perfection de sa vie, le Japon apporte à la future cité humaine la plus précieuse des collaborations. Seuls des aveugles ou des ignorants la repoussent. L'humanité est aujourd'hui au partage des chemins : cette guerre inhumaine lui a révélé la bassesse des fins matérielles qu'elle a trop longtemps poursuivies. « Votre civilisation matérielle n'est pas une civilisation » me disait à Calcutta un Brahme ; et à Osaka un Japonais : « Il n'y a d'autre civilisation que celle des sentiments ». C'est la leçon de l'Asie, mère de toutes les religions et source de toutes les illuminations spirituelles. C'est celle de l'antique Japon qui subsiste dans le Japon moderne. C'est la nouvelle religion universelle que cette guerre mondiale impose à l'homme.

EMILE HOVELAQUE.

HENRI BERGSON [1]

Ce n'est pas à dire que, pour M. Bergson, le corps et l'âme n'aient aucune réciproque influence. M. Bergson estime seulement que leurs rapports sont d'un genre tout particulier. D'un état psychologique il pense que, seule, la partie jouable, celle qui peut se traduire par une attitude, est représentée dans les hémisphères cérébraux. Il en résulte qu'à un état cérébral donné peuvent correspondre plusieurs faits de conscience différents, non certes quelconques, mais ayant en commun le même schème moteur. C'est ainsi que, dans un même cadre, peuvent s'enchâsser plusieurs tableaux. Pour M. Bergson, la pensée jouit ainsi d'une certaine latitude vis-à-vis des mécanismes cérébraux, qui, parce qu'ils en expriment exclusivement les articulations motrices, n'en conditionnent que l'expression. Celui qui pourrait suivre les mouvements d'un cerveau en plein travail se trouverait dans la situation d'un spectateur qui assisterait, dans un théâtre, au jeu des acteurs, mais n'entendrait pas un mot de ce qu'ils disent : il ne comprendrait pas la pièce, alors que, pour qui en connaît le texte, la pantomime est, au contraire, facile à deviner.

En fait, M. Bergson juge que l'esprit déborde le corps de toutes parts. Il le déborde : et dans l'espace, notre faculté de percevoir rayonnant bien au delà de nos limites matérielles; et dans le temps, car, au rebours de notre organisme qui figure un présent sans cesse renaissant, notre conscience retient tout le passé ; et, finalement, dans son activité, puisque, tandis que le corps se contente de réagir mécaniquement aux influences extérieures, notre liberté est essentiellement créatrice. Solidaire du corps comme une machine peut l'être d'un écrou ou un vêtement du clou qui le soutient l'âme en est, suivant M. Bergson, indépendante foncièrement. Le poison, la vieillesse, les maladies férieures, pourrait, mieux que tout autre pays,

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 10 et suivants, 1918.

mais uniquement ses manifestations en interrompant ses communications avec le dehors. Dès lors, nous n'avons aucun motif de supposer, a déclaré M. Bergson dans une conférence prononcée à *Foi et Vie*, que l'esprit et le corps sont liés d'une manière indissoluble. Nous n'en avons, par suite, aucun de ne pas croire à l'immortalité. « L'unique raison, dit-il expressément, que nous puissions avoir de croire à une extinction de la conscience après la mort est que nous voyons le corps se désorganiser, et cette raison n'a plus de valeur si l'indépendance au moins partielle de la conscience à l'égard du corps est, elle aussi, un fait d'expérience » (1). La survivance de l'âme paraît si probable, du point de vue de l'expérience immédiate, à M. Bergson qu'il rejette le fardeau de la preuve sur ceux qui la nient.

L'esprit et le corps sont, pour M. Bergson, si peu rivés l'un à l'autre, que, s'il est un reproche que pourraient être tentés de lui adresser ceux qui n'ont pas suffisamment étudié sa philosophie, ce serait, peut-être, d'avoir, tout en évitant le parallélisme, creusé davantage le fossé qui, depuis Descartes, sépare l'esprit du corps. Rien, toutefois, serait plus injuste, car, M. Bergson a, le premier, réfuté sans espoir de retour le dualisme cartésien.

Tout de même, en effet, qu'il a rendu le préjugé du temps homogène responsable de l'erreur déterministe, M. Bergson fait remonter celle du dualisme à l'idée d'espace homogène envisagé comme existant en dehors de nous — ainsi qu'avec les réalistes l'estime le sens commun — ou en nous, à titre de forme subjective innée ou acquise, — ainsi que Kant et les idéalistes anglais le soutiennent. Les deux écoles lui semblent victimes de l'intelligence, qui, préférant pour sa commodité l'immobile au mouvant, sacrifie — jusqu'à le composer d'immobilités successives — le mouvement stable. Les uns et les autres ne donnent-ils pas la priorité à l'espace sur le temps? Obligés, en conséquence, de concevoir la matière à base d'espace et, par suite, le mouvement comme un accident, ils ne peuvent faire autrement que d'en expulser l'esprit. Mais, les voilà, par le fait, incapables, ayant supprimé entre eux toute commune mesure, de relier l'étendu à l'inétendu, la quantité à la qualité, le corps à l'âme. Tandis que le corps se trouve, en compagnie de la matière et du mouvement, relégué dans l'espace abstrait, l'esprit est enfermé, avec la conscience, dans l'inextensif. En vain, Spinoza émit l'hypothèse d'une substance dont l'espace et la pensée seraient les modes ; en vain les idéalistes tentèrent-ils d'absorber la matière dans l'esprit : pas plus qu'ils ne purent éviter le parallélisme, ils ne réussirent à s'affranchir d'un dualisme, qui, pour être inconscient, n'en survit pas moins au cœur de leur doctrine. Entre l'esprit et la matière, l'espace géométrique dresse un mur infranchissable, qui accuse une indéniable solution de continuité, faute, par ces philosophes, d'avoir éliminé la conception d'un espace amorphe divisible à l'infini dans lequel serait situé le corps mais dans lequel l'esprit ne peut être.

Quand, au contraire, rompant avec l'intellectualisme, qui oublie que notre entendement est orienté vers l'action plutôt que vers la contemplation, nous nous mettons, à l'exemple de M. Bergson, en présence de l'intuition, que voyons-nous ? Au lieu d'une matière dépouillée de ses qualités sensibles et n'ayant de propriété que l'étendue infiniment divisible, — parce qu'identique en toutes ses parties, — nous apercevons une continuité bigarrée et changeante, toute qualitative par conséquent. La division, — dont nous avons l'habitude, — de cette continuité en corps séparés disparaît alors. Sans doute, nous distinguons encore des objets, chacun possédant son caractère propre, mais, d'accord en cela avec la science qui nous enseigne la solidarité de toutes les parties de l'univers, notre vision immédiate n'y discerne point de limites : les choses se fondent insensiblement les unes dans les autres. Sous cet angle, la divisibilité du mouvement ne nous apparaît pas moins conventionnelle. Pour la conscience immédiate, plus qu'un changement de lieu, le mouvement en est un d'état ou d'aspect. Tout comme nous divisons, par commodité, cette continuité mouvante et colorée qu'est l'étendue véritable en la projetant dans un espace idéal et amorphe, nous y distinguons des trajectoires et des mobiles.

Au regard de l'intuition, ces artifices s'évanouissent. Nous comprenons, dès lors, que, qualitative par essence, notre perception participe à cette étendue, qui est non pas quantitative et vide, mais toute qualité, d'autant que les qualités changent incessamment et que c'est dans ce changement que le mouvement consiste. Aussi bien, pour avoir découvert que le mouvement est antérieur à l'étendue, — celle-ci naissant de celui-là, — M. Bergson identifie la matière à l'extension indivisée vers laquelle tend notre représentation, qui est mouvement elle aussi. Perception et matière, autrement dit, se rejoignent par cette propriété commune : l'extensité. Grâce à elle, notre perception participe aux choses et les choses à notre perception.

Intermédiaire entre l'étendu et l'inétendu, l'extensité relie, en outre, la quantité qui en est la limite à la qualité qui la résume. Éparpillées entre les vibrations extrêmement rapides dont se compose le monde extérieur et que condense déjà la perception pure, les qualités sensibles entrent dans la conscience à la suite de leur contraction par la mémoire en une tension qui les érige en qualités distinctes. Bien différente du temps des physiciens, la durée consciente resserre dans un intervalle accordé à son rythme un nombre de vibrations aussi grand qu'on voudra. C'est ainsi que la sensation de rouge qui exige deux millièmes de seconde, à savoir le plus court intervalle dont nous ayons conscience, correspond à deux cent milliards de vibrations, qu'il faudrait quatre-vingt-treize ans pour percevoir séparément. Percevoir consciemment consiste donc à condenser des périodes énormes d'une existence infiniment diluée en quelques moments différenciés d'une vie plus intense. C'est l'œuvre de la mémoire : elle grossit notre présent de notre passé.

Ainsi, M. Bergson opère, par une sorte de mouvement à deux temps, le passage, d'ailleurs insensible, de l'étendue au souvenir, qui représente l'esprit dans sa pureté. Il conçoit l'union de l'âme et du corps, de l'esprit et de la matière en fonction de la durée qui, au contraire de l'espace, est susceptible de degrés. La perception forme, pour lui, jonction ; la conscience étant la perception à l'état de tension et le corps, avec la matière, la perception détendue, donc étendue.

Distincts l'un de l'autre, l'âme, qui est mémoire, et le corps, qui est centre d'action, sont en fin de compte solidaires parce qu'intimement unis. Bien plus, on peut dire que dans la philosophie bergsonienne le corps ne sert à l'âme d'instrument que, parce que, tout en limitant la vie de l'esprit, il la prolonge. Il l'insère, au vrai, dans la réalité présente, tout comme la lame permet au couteau de pénétrer dans le fruit. Aussi bien l'esprit n'est pas seulement mémoire : il est encore progrès, impatience d'avenir, création toujours nouvelle. De fait, la mémoire ne ramasse notre passé immédiat ou lointain qu'en vue de l'avenir sur lequel, par l'intermédiaire du corps, empiète sans cesse notre présent.

La durée consciente est comme un ressort qui se tend d'autant plus qu'il peut lancer plus loin la balle, tant il est vrai que notre esprit est liberté. De cette liberté, qu'il borne et permet, le corps est l'effet retombé dans la nécessité, mais aussi le témoin, ce qui explique que l'évolution de la conscience soit assez bien représentée dans l'échelle des êtres par la complication croissante du système nerveux. M. Bergson rejoint ici les conclusions que laissait prévoir son « Essai sur les données immédiates de la conscience ». Il les reprend, à la fin de « Matière et Mémoire » à la lumière d'une expérience élargie au contact d'une abondante et sûre documentation.

L'intuition ainsi étayée, à laquelle s'en remet M. Bergson, ne lui permet pas seulement d'élucider les rapports de l'âme et du corps ; elle le met en mesure de résoudre, après les avoir réfutés, l'antinomie de l'idéalisme et du réalisme. Il doit à l'intuition, en effet, d'avoir vu s'évanouir, à la manière de ces fantômes dont l'horreur se dissipe en fumée, les idées d'un temps et d'un espace homogènes. Il lui doit de leur avoir substitué un réalisme plus proche du sens commun que ne le fut jamais aucune philosophie. Créations de notre esprit ou plus exactement du double travail de solidification et de division que nous faisons subir à la continuité du réel pour nous y ménager des points d'appui, le temps et l'espace homogènes lui sont apparus comme des symboles, à l'instar de la quantité vers laquelle ils tendent. En fait de données immédiates de la conscience, il a trouvé dans une expérience ingénue au lieu du temps la durée, au lieu de l'espace l'extensité, qui sont une seule et même qualité à différents degrés de tension et d'extension, de condensation ou de dilution. Le mouvement, dans lequel cette qualité se détend formant le trait d'union entre l'esprit et la matière qui la scande en un nombre énorme de « battements », l'esprit s'unit d'autant plus facilement, à la matière qu'elle en est la déchéance. A l'idéalisme M. Bergson concède donc que toute réalité est apparentée à la conscience. Il accorde, par suite, au réalisme que le monde sensible est réel, qu'il existe, réservoir inépuisable de sensations, — dont quelques-unes seules nous sont connues, — en dehors de nous et de notre conscience. Il pense, enfin, que non seulement le monde et les êtres qui le composent sont réels, mais les qualités mêmes que nous y découvrons. Ils estime qu'elles ne sont nullement une projection de notre esprit, une « hallucination vraie », sorte de fantasmagorie que nous nous offririons à nous-même et que nous nous imaginerions voir défiler sur l'écran incolore d'un espace amorphe qui représenterait l'univers. En d'autres termes, la nature n'est pour M. Bergson ni une construction, ni une reconstruction de notre entendement. Notre perception a l'état pur fait, selon lui, partie des choses que nous pourrions connaître en elles-mêmes si nous réussissions à dégager

les qualités sensibles du rythme de durée qui constitue notre conscience.

Par le fait, M. Bergson restitue à la science sa valeur, que l'idéalisme lui enlève et que le réalisme d'école affaiblit, le premier la considérant comme vraie sans être réelle et le second comme réelle sans être vraie.

Pour M. Bergson, la science est réelle et elle est vraie : elle est vraie parce qu'elle est réelle. Réelle, elle l'est, pour M. Bergson, d'une réalité sans doute qui n'est pas absolue, puisque sans être tout à fait conventionnelle, comme inclinait à l'admettre M. Henri Poincaré, elle implique de nombreuses conventions, parmi lesquelles les idées d'espace, de mouvement et de temps homogènes, et que, d'autre part, elle se trouve dans l'obligation de façonner le fait brut pour le faire entrer dans ses constructions, voire pour lui appliquer la mesure. Elle n'en repose pas moins, selon M. Bergson, sur la réalité, au point d'enseigner que les différences spécifiques qu'elle étudie correspondent à des différences objectives.

Si, à l'en croire, la science est édifiée en vue des avantages pratiques que nous en pouvons retirer, elle n'a donc pas pour M. Bergson — comme pour William James avec le pragmatisme duquel sa philosophie présente certaines analogies — une simple valeur d'utilité. Sans être une copie, la vérité scientifique n'est pas, chez lui, qu'une invention heureuse. La réussite, lui est, il y consent, une garantie de vérité : elle n'est pas la vérité.

Bien que n'étant pas un absolu, la science, selon M. Bergson, touche donc à l'absolu. Il la tient, par conséquent, pour indéfiniment perfectible et appelée, dans son domaine qui est celui de la matière ou de la nécessité, à une connaissance de plus en plus précise. M. Bergson ouvre ainsi à ses ambitions des horizons illimités, cependant qu'il confère à ses certitudes la garantie du philosophe. Seule, en effet, à condition d'être expérimentale, d'une expérience vierge de préjugés et d'habitudes, la philosophie lui semble pouvoir prétendre à l'absolu. N'est-elle pas seule à pouvoir, par la magie de l'intuition, entrer en contact avec la réalité profonde — intérieure ou extérieure — qui, en définitive, est esprit, donc liberté ?

M. Bergson estime que les plus hauts espoirs sont permis à la spéculation philosophique, pourvu qu'elle consente à sortir d'une idéologie ou l'empirisme vulgaire se trouve, non moins que le dogmatisme, confiné pour n'avoir travaillé, au lieu de s'en remettre à l'expérience brute, que sur des notions déjà élaborées par l'entendement. C'est ainsi que M. Bergson juge la philosophie capable d'aborder peu à peu le problème de nos origines et celui de nos destinées.

III

Fort de cette conviction, après avoir amené au plein jour de l'intuition la liberté, puis les rapports de l'âme et du corps, M. Bergson a abordé le problème de la vie.

Fidèle à sa coutume de déblaiement préalable des partis pris qui obscurcissent, d'ordinaire, tous les problèmes métaphysiques, il démontre, de façon singulièrement probante, que ni le mécanisme, ni la finalité ne rendent compte de la vie dans l'individu ou dans l'univers.

M. Bergson n'a pas de peine à montrer que les corps bruts, taillés sous la pression de la nécessité, en suivant les articulations du réel, par la perception dans la trame ininterrompue de l'univers matériel, ne durent pas à la manière des corps organisés. Et d'abord, au contraire des corps bruts qui ne se distinguent qu'imparfaitement de leur milieu, les êtres vivants, bien que soumis à de multiples influences, forment des systèmes relativement clos : des individus. Aussi, tandis que les corps bruts se modifient par déplacement, perte ou addition, de parties, ce qui explique qu'ils puissent revenir à leur premier état, les corps vivants, parce qu'ils se composent d'organes et de fonctions complémentaires, évoluent, autrement dit se transforment, sans retour possible en arrière. Leur présent, loin d'être déterminé par l'instant qui immédiatement le précède, comme il arrive dans le monde inorganique, prolonge, au vrai, leur passé. Mais ce n'est pas tout. De même qu'un portrait, qui, une fois achevé, s'explique par la physionomie du modèle, par le talent du peintre et par les couleurs de sa palette, n'aurait pu être prédit par personne, pas même par son auteur, chaque moment de notre existence est inédit. La vie est création ininterrompue.

Cela est non moins véridique, remarque M. Bergson, de l'espèce, ou des espèces, que de l'individu. Le mécanisme n'explique pas mieux l'évolution de la vie sur la terre, le passage des formes les plus simples aux plus complexes, que les transformations individuelles. Non que M. Bergson prenne parti pour le transformisme. Il se contente de tenir cette théorie, — qu'on la justifie par une action naturelle ou divine, — pour l'expression suffisamment exacte d'une sorte de parenté idéale et chronologique, entre des êtres qui, de fait, sont apparus les uns après les autres, parenté que s'accordent

d'ailleurs à confirmer, — à condition de la prendre comme un symbole, — la classification, l'embryologie, la paléontologie et l'histoire naturelle réunies. Quoiqu'il en soit, M. Bergson fait grief au mécanisme de son incapacité à expliquer les analogies d'organes, qui sont un fait, entre animaux situés sur des lignes d'évolution divergentes, entre l'œil des vertébrés, par exemple, et celui du peigne, qui appartient à la famille des mollusques.

M. Bergson rejette la solution darwinienne, qui explique ces ressemblances et, par conséquent, le progrès évolutif par la sélection, dont le rôle serait d'éliminer les inaptés comme ne présentant pas les qualités de résistance suffisante, en l'espèce la vision oculaire. M. Bergson a beau jeu d'objecter que, négative dans ses effets, la sélection suppose au préalable que l'être vivant varie. Cela est l'évidence même. Or, si l'on adopte la thèse des variations accidentelles, soit insensibes et lentement accumulées avec Darwin, soit brusques avec Hugo de Vries, on ne voit pas comment, à moins d'admettre une direction commune, ce qui est contradictoire au mécanisme, ces variations convergeraient jusqu'à se compléter, ni, à plus forte raison, comment, étant livrées au hasard, elles pouurraient donner lieu à des organes similaires chez des êtres différents. On ne peut davantage expliquer ces variations, comme le fait M. Eimer, par les influences d'habitat : tout organisme est une construction et non pas une empreinte qui, comme celle d'un cachet sur de la cire, se retrouverait toujours semblable à elle-même. L'action de la lumière sur la matière organisée ne rendra jamais compte de la structure de l'œil. Les néo-lamarckiens, de leur côté, font en vain appel à un principe intérieur qui, en réponse aux influences du milieu, y adapterait l'organisme. Adaptation n'est pas construction et aucun effort d'assouplissement n'a jamais produit la moindre complication organique, sans compter, observe M. Bergson, que rien n'est moins sûr que l'hérédité des caractères acquis. La vie, parce qu'elle est progrès incessant et incessante nouveauté, échappe au mécanisme, qui ne prévoit de l'avenir que ce qui ressemble au passé ou est susceptible d'être recomposé avec des éléments du passé. De la vie, il peut bien saisir ce qui se répète, à savoir les phénomènes physico-chimiques, mais non l'inépuisable fécondité de formes qui la caractérise.

Le finalisme, tel qu'on l'entend d'habitude, n'est pas en meilleure posture, suivant M. Bergson. Il postule, en effet, un modèle qui substitue au jeu aveugle des forces naturelles l'attraction du mieux, toutes les parties de l'organisme s'ordonnant d'elles-mêmes, dans cette hypothèse, suivant un plan préconçu. On oublie seulement, fait observer M. Bergson, que la finalité ne peut se borner aux individus, que la finalité est externe ou n'est pas, qu'elle s'étend à l'univers entier ou à rien. Même à l'intérieur de l'organisme, la finalité peut-elle être autre qu'externe, chaque molécule s'y rangeant, par définition, avec intelligence en vue d'un ensemble qui la dépasse ? A plus forte raison, la même finalité, qui subordonnerait dans un organisme chaque partie, figurant elle-même un organisme réduit, à l'équilibre du tout, devrait subordonner l'individu à l'univers dans lequel il rentre. Or, cette finalité universelle est controuvée, d'après M. Bergson, par ce seul fait que, s'il y a harmonie dans le monde, elle n'est pas complète : il y a aussi désaccord. Il en conclut que la finalité n'est nulle part. Du reste, remarque-t-il, la vie déborde son présent au point qu'aucun plan ne pourrait être assez vaste pour la circonscrire. Que dis-je ? Imprévisible création de formes, on ne peut pas plus en supputer d'avance les manifestations que les actes libres auxquels elle s'apparie. C'est que, progrès indéfini, la vie est plus que l'intelligence. Loin d'être commandée par l'entendement, ainsi que le conçoit le finalisme vulgaire, elle le produit.

L'erreur commune du mécanisme et du finalisme est en somme, selon M. Bergson, de croire que tout est donné, autrement dit que rien ne se crée et qu'on peut construire l'avenir avec des fragments d'histoire. La faute en est à notre intelligence ou, plutôt, à une philosophie qui s'en remet à l'intelligence seule du soin d'expliquer la vie. L'intellect ne portant que sur ce qui déjà appartient au passé, il ne peut imaginer le futur que par analogie avec ce qui a été. Cela se comprend, puisque nous ne pensons, d'ordinaire, que pour agir. Sans être pragmatiste, M. Bergson a souligné la destination utilitaire de l'intelligence.

Quand nous agissons, nous édifions d'abord un plan que nous tâchons ensuite de réaliser en combinant suivant un ordre nouveau les éléments anciens entre lesquels nous avons, au préalable, fractionné le réel. Finalistes dans le dessein, nous sommes mécanistes dans l'exécution. Aussi bien, le mécanisme n'est pas autre chose qu'un finalisme découronné : l'un supposant l'autre dans leur identique hantise du travail humain.

Comment, dans ces conditions, le mécanisme et le finalisme pourraient-ils ne pas laisser échapper l'imprévisible, l'original : ce qui, dans la vie, est la vie même ? Pour faire table rase du temps vivant, qui est durée, ils ne retiennent que ce qui

se répète, donc de la vie le dehors seulement. Ils en méconnaissent, avec l'inépuisable nouveauté, la simplicité. A l'image de ces mosaïques qui reproduisent les tableaux des maîtres, jaillis d'une inspiration unique, à l'aide de petits carreaux de couleur juxtaposés, l'intelligence et, à plus forte raison, la science substituent à l'invisible unité de la fonction, créatrice des organes, une complication qui, en réalité, est leur œuvre. Aussi infidèle que la mosaïque, parce qu'aussi artificielle, est la copie que l'intelligence, qu'elle soit finaliste ou mécaniste, nous donne de la vie. Elle en trahit l'ineffable simplicité, que, sans nos analyses, nous reconnaîtrions aisément, tant il est vrai que les corps vivants ne nous paraissent compliqués que parce que nous les décomposons. Aussi bien, c'est parce que nous les dissocions en parties séparées que nous y découvrons des agrégats et considérons la vie comme une résultante.

(A suivre) PAUL GAULTIER.

LA CRISE BULGARE

La crise politique, qui a éclaté à Sofia, au milieu de juin, n'a point surpris les personnes informées. Si elle a été subite en apparence, elle avait été préparée en réalité par une série d'incidents, que la censure bulgare s'était vainement efforcée de dissimuler à l'étranger.

M. Radoslavof, qui a gardé le pouvoir durant cinq années, n'a jamais connu la joie de la possession paisible. L'autorité n'a cessé de lui être disputée âprement par des adversaires, qui épiaient tous ses gestes et auxquels il donnait au demeurant trop de motifs de le suspecter. Il était arrivé au gouvernement à une heure grave entre toutes pour son pays, à l'heure où Ferdinand Ier par son excès d'ambitions et par une félonie à peu près sans exemple dans l'histoire, attirait le désastre sur son peuple. Au lendemain des victoires de la première guerre balkanique, la Bulgarie ne s'attendait pas aux défaites accablantes de la seconde, à l'enveloppement militaire qui menaçait sa capitale, à l'humiliation qui la devait frapper. Radoslavof liquida cette redoutable aventure, s'attacha à couvrir les fautes commises par le monarque, et à restaurer le prestige royal qui avait à peu près sombré dans la paix de Bucarest. Mais il avait, comme Ferdinand Ier, la rage au cœur, la volonté d'exercer une vengeance contre les Etats qui avaient formé la coalition de 1913, et de conquérir les parties de la Macédoine enlevées par la Serbie et la Grèce, de reconquérir la Dobroudja livrée à la Roumanie. Peu lui importait le choix des moyens. Seule le préoccupait la réalisation d'un programme qu'il tenait pour un dessein national. Il se jeta allègrement dans la grande guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie, parce que c'étaient là qu'étaient les plus offrants et que cette combinaison lui semblait plus avantageuse que toute autre. Soyez certains que ce calculateur sans principes et sans affections avait pesé les profits et les inconvénients d'une neutralité strictement maintenue jusqu'au bout, — et d'un pacte avec l'Entente. Je ne pense point qu'en négociant longuement avec la France et l'Angleterre et la Russie, avant de se résoudre, il eût visé uniquement à nous duper et à endormir la vigilance de notre diplomatie. Non : il sondait, il s'enquérait : il marchandait. Il n'avait point de parti-pris. Il eût renoué avec la Serbie, si celle-ci eût évacué les territoires que les Bulgares revendiquaient, car sa vengeance eût été alors aussi bien satisfaite.

Ce Bismarck au petit pied, et qui a réussi cinq années durant à exercer une autorité quasi-absolue dans un des pays les plus réfractaires du monde à une docilité prolongée, ce politicien sans vertu qui a vu tomber autour de lui deux chanceliers allemands, trois ministres des affaires étrangères de l'Empire Danubien, trois présidents du Conseil à Vienne, deux premiers ministres à Pesth, s'est toujours heurté depuis son avènement aux pires difficultés. Les circonstances mêmes de cet avènement lui promettaient de dures journées, car une nation vaincue par les fautes nettement, officiellement établies de ses maîtres, songe avant tout à châtier ceux qui l'ont trompée et ruinée. La Chambre bulgare avait une composition telle qu'à chaque minute une crise pouvait s'ouvrir et qu'aucun ministère n'avait chance d'y trouver une base solide.

La majorité, où Radoslavof avait puisé les éléments de sa combinaison, montait au maximum à 128 membres. Elle comprenait sa propre fraction, — les libéraux, — les jeunes libéraux dont Tontchev était le leader et les nationaux libéraux qui suivaient les inspirations de Ghenadief. Il ne faut pas s'attacher aux qualificatifs qui ne signifient rien, car le libéralisme — vieux ou jeune ou national — de cette majorité ressemble à celui que pratiquent les Junkers en Prusse ou les féodaux allemands en Bohême. Ce groupement se révélait essentiellement précaire, si l'on songe que rien n'était plus fuyant, plus versatile, plus suspect que la politique d'un Ghenadief, tantôt entento-

phile et tantôt germanophile, un jour arrêté et poursuivi pour concussion et haute trahison, et le lendemain réadmis dans l'intimité du monarque. Mais Ghenadief, dont les aventures suscitèrent tant de commentaires et d'interprétations contradictoires en 1915, n'est ni pire ni meilleur que beaucoup d'autres, au pays qui reste par excellence celui du maquignonnage politique sous toutes les formes.

Radoslavof avait trois fractions derrière lui : il en avait sept contre lui. C'étaient les démocrates avec Malinof, qui disposait du crédit attaché à sa qualité d'ancien président du Conseil, et qui recrutait surtout ses adhérents dans le milieu intellectuel ; les populistes avec Guéchof, parti peu nombreux, qui venait de la bourgeoisie moyenne et de la moyenne propriété foncière, les progressistes avec Danef, parti presque anéanti aux dernières élections, les radicaux qui ne figuraient guère que pour mémoire, les paysans très puissants dans une contrée où la terre est relativement divisée et où l'agriculture demeure la source à peu près unique de la richesse, et enfin les deux fractions socialistes, majoritaires et minoritaires. Cette opposition rassemblait 115 voix, lorsqu'elle s'unissait tout entière sur une seule formule. Mais si la majorité ministérielle était caractérisée par l'instabilité, si la défaillance de quelques députés pouvait à chaque occasion engendrer une crise, le faisceau antiministériel accusait la même fragilité. Guéchof, Malinof et Danef, tous trois anciens premiers ministres, et qui aspiraient à le redevenir, n'étaient point disposés à se faire confiance l'un à l'autre, et si les paysans suspectaient les socialistes, ceux-ci étaient plus tentés d'aggraver leurs propres divisions que de se rapprocher dans une action commune. Quelles que fussent les difficultés du pouvoir, Radoslavof ne manquait pas d'atouts dans son jeu. Il sut en user, et d'ailleurs il exploita tous les moyens : en quoi il marquait sa fidélité à une tradition que Stamboulof n'a pas été seul à illustrer.

Le régime parlementaire n'existe en effet que pour la forme en Bulgarie. La réalité permanente, c'est la dictature du monarque qui, pour qu'ils l'exercent en son nom, s'adresse alternativement aux divers partis. Les lois, quand elles ne sont pas violées, sont tournées. La diplomatie demeure le secret de quelques personnalités civiles ou militaires. Les arrestations, les procès de haute trahison réduisent bien vite à l'impuissance tous ceux qui se permettent quelque opposition. Les fractions politiques ne sont respectées par le roi que dans la mesure où elles sont turbulentes et capables de provoquer une sédition. Le tsarisme russe était un absolutisme tempéré par l'assassinat, selon le mot historique. Le tsarisme bulgare est un despotisme limité par les craintes du despote, et chacun sait que Ferdinand Ier est le chef d'Etat le plus pusillanime de la terre. Sa règle est de quitter son royaume, chaque fois qu'il perçoit l'irritation publique et qu'une crise un peu grave s'offre à ses méditations. Le cabinet Radoslavof, qui ne correspondait nullement par sa composition ou par son programme aux aspirations populaires, a été, en 1913, l'œuvre de la fantaisie royale. Sous le couvert de cette fantaisie, il a supprimé toutes les garanties pour ses adversaires. Il est certain que si Ferdinand Ier avait cru possible de le maintenir encore sans accumuler dans le peuple les éléments de révolte, et sans compromettre sa propre couronne, il lui aurait dispensé de nouvelles preuves de sa confiance. Malinof, au lieu de recevoir la présidence du conseil, aurait été incarcéré, et Guéchof, au lieu d'être mandé en consultation au Konak, eût été pendu ou fusillé. Et c'est pourquoi le départ de Radoslavof, quelques réserves que l'on puisse faire sur les raisons immédiates ou lointaines de cette retraite, ne manque point de signification.

Deux motifs, entre plusieurs autres, ont été allégués pour l'expliquer. A la vérité, j'en vois un troisième et que j'exposerai après les deux premiers.

Les convoitises bulgares sur les contrées qui enveloppent la Bulgarie, et qui étaient échues soit à la Serbie, soit à la Roumanie, soit à la Grèce, étaient bien connues. J'ai montré, au surplus, en de précédents articles qui ont paru ici, que le cabinet de Sofia, visant toujours à instaurer à son profit cette hégémonie balkanique qui lui avait échappé en 1913, revendiquait à la fois la Macédoine serbe et la région de la Morava, toute la Dobroudja jusqu'au Danube, et la Macédoine hellénique avec Drama, Sérès, Cavala et même Salonique. Pour le moment, il ne parlait plus de Constantinople, ni de l'Albanie, mais il n'était point douteux que l'artificieux Ferdinand, avec sa mentalité complexe et son avidité naturelle dignes d'un prince italien de la Renaissance, n'eût entretenu les plus vastes ambitions.

Pour le moment encore, en ce printemps de 1918, le problème serbe, le problème grec et les autres demeuraient réservés, mais le problème roumain avait été examiné de près et durant plusieurs semaines. Radoslavof s'était rendu à Cotroceni pour y conférer avec Kuhmann et les diplomates austro-hongrois. Il s'agissait pour lui de recouvrer la Dobroudja du Sud qui avait été enlevée par la Roumanie au traité de Bucarest et la

Dobroudja du Nord qui n'avait jamais appartenu à la Bulgarie, mais dont l'importance était bien plus considérable. Il s'agissait aussi pour lui — et le résultat escompté était vital — d'écraser la Roumanie politiquement, après l'avoir vaincue sur les champs de bataille. Or Radoslavof a doublement échoué.

Avant son départ pour Cotroceni, la presse d'opposition à Sofia l'avait déjà vivement attaqué, lui reprochant de laisser traiter la Bulgarie en Etat vassal, l'avertissant aussi que les prétentions du pays ne seraient pas considérées à leur valeur par les Empires Centraux. La tactique de l'Allemagne dans les Balkans se révélait déjà clairement. Elle ne voulait pas donner au gouvernement de Sofia la prépondérance qu'il convoitait dans la Péninsule et qui eût pu devenir, dans le futur, gênante sinon dangereuse pour le germanisme. Elle entendait qu'un certain équilibre subsistât. Elle désirait ménager la Grèce, pour le cas où elle pourrait restaurer sur le trône d'Athènes le beau-frère déchu de Guillaume II, la Turquie qu'elle n'avait pas intérêt à éliminer, l'ayant asservie par l'entremise d'Enver et de Talaat, et la Roumanie où elle avait conquis des appuis parlementaires. Mais lorsqu'on adjurait Radoslavof de prendre ses précautions, et d'adopter un ton plus ferme, celui qui convenait à une puissance encore pourvue d'une bonne armée, il affirmait qu'on se trompait. Il se faisait fort de revenir des négociations avec la totalité de la Dobroudja et après avoir fait consacrer la prééminence morale de la Bulgarie dans les Balkans.

C'était l'opposition qui avait raison. La Dobroudja du Nord, soustraite à la Roumanie, n'a pas été livrée au cabinet de Sofia, mais en quelque sorte mise en dépôt jusqu'au jour où ce cabinet aurait restitué à l'Empire Ottoman la ligne de la Maritsa — et l'on ajoute : un port ou une partie du littoral de l'Egée. La Roumanie a bien été amputée d'un certain nombre de milliers de kilomètres carrés, mais comme d'autre part, elle a acquis le droit de s'annexer la Bessarabie, elle s'enrichit de 44.000 kilomètres carrés et de 3 millions d'habitants et, dans l'ordre territorial, s'agrandit plutôt qu'elle ne se rétrécit.

On conçoit que les démocrates et les populistes du Sobranié aient eu beau jeu pour reprocher à Radoslavof une défaite, que soulignaient par avance ses pompeuses promesses. La Bulgarie a reçu en tout et pour tout, à Cotroceni, un domaine qui représente le dixième de la Bessarabie ; elle discerne que l'Allemagne maintient l'équilibre entre elle et la Roumanie, de façon à exercer des préférences successives. Enfin elle voit renaître, sous le couvert des amitiés germaniques, les exigences turques qu'elle croyait mortes à jamais. Radoslavof a subi le même échec que la diplomatie russe à Berlin en 1878.

Voilà l'une des raisons de sa chûte. Il en est une seconde et non moins importante. La famine, qui sévit en Autriche, n'a pas épargné la Bulgarie. Ce n'est pas impunément qu'on arrache à la terre un peuple d'agriculteurs pour le maintenir en guerre des années durant. Avant 1912, et pendant l'intervalle de paix qui s'est écoulé de 1913 à 1915, le sol du royaume suffisait à alimenter tous ceux qui l'habitaient, et même il restait en supplément pour l'exportation. L'appel de plusieurs centaines de milliers d'hommes sous les drapeaux a vidé les campagnes et stérilisé les champs. Les femmes et les enfants ne pouvaient partout remplacer les effectifs envoyés au front. Mais la pénurie croissante des bras n'expliquait pas tout : la disette s'aggravait de mois en mois, parce que l'Allemagne réclamait avec une âpreté grandissante le concours alimentaire de la Bulgarie et que, forte de son prestige, elle dépouillait celle-ci du meilleur de ses récoltes amaigries. Lorsqu'on lit les comptes rendus mutilés qui nous arrivent des séances de la Chambre de Sofia, on s'aperçoit que ces séances ont été en grande partie, depuis deux ans, consacrées aux débats sur le ravitaillement. Quelque effort que Radoslavof et ses collègues aient fait pour parer à un mal qui ne leur échappait point, ils sont demeurés impuissants. L'opposition s'armait contre eux, à chaque instant, des difficultés auxquelles se heurtaient les dictateurs aux vivres. On est arrivé, au début de juin, à la période la plus critique que la Bulgarie eût connue depuis 1915, et cette période, — j'y insiste, — a coïncidé avec la plus grande souffrance pour l'Autriche. Radoslavof, battu à Cotroceni, convaincu d'avoir prodigué à son pays de fallacieuses promesses d'hégémonie, et de l'avoir acheminé à un rationnement insoutenable, s'est volontairement effacé. Il a succombé à un assaut général de l'opinion, non à un vote parlementaire.

Et voici une troisième raison, celle qui s'est superposée aux autres, pour leur donner toute leur valeur, et qui en soi serait capitale. Le peuple bulgare est las de la guerre, plus las que le peuple autrichien, presque aussi las que le peuple russe. En 1915, il a cru, sur la foi de ses dirigeants, qu'il prenait les armes pour deux mois. L'intervention roumaine en 1916 l'a quelque peu découragé, et pourtant il s'est redressé et a concouru à la campagne de Dobroudja et à la campagne de Moldavie. Il avait espéré, la Roumanie envahie et réduite à la défensive, que ses charges diminue-

raient : ce fut encore une illusion qui aboutit à une sévère déception, car les Alliés maintenaient intact leur front de Salonique et à leurs contingents s'ajoutaient les contingents frais de la Grèce vénizéliste. La paix russe elle-même n'a apporté aucun allègement aux Bulgares ; le traité de Cotroceni ne leur a pas rendu la liberté. On se bat toujours en Macédoine et en Albanie et l'Allemagne a tenté d'obtenir de Ferdinand Ier qu'il dépêchât des divisions sur le front occidental. Le fléchissement de l'esprit de guerre cependant n'est pas douteux dans ce peuple, qu'à tort on a jugé plus militaire qu'un autre et qui, cantonné en temps de paix dans les occupations agricoles, aspiré à retrouver son existence normale.

Ce sentiment s'est fait jour dans les exposés parlementaires des démocrates, des radicaux, des populistes, des paysans. Les articles du *Mir*, le journal de Guéchof ont donné, à dater du milieu de mai, une note très caractéristique à cet égard, une note si claire que les organes officieux ont immédiatement reproché à cette gazette d'avoir été soudoyée par l'étranger. En réalité, le *Mir* exprimait les tendances d'une partie au moins des agriculteurs, qui préconisent une demi-évolution diplomatique, un ralliement à la paix de compromis, et que l'entrée en ligne des Etats-Unis a fortement inquiétés. M. Wilson n'a pas rompu avec le cabinet de Sofia, mais Guillaume II a insisté à plusieurs reprises, auprès de Ferdinand Ier, pour qu'il prît l'initiative de cette rupture....

Ainsi s'éclaire une situation qui a paru de prime abord obscure, et même énigmatique, à beaucoup de personnes. La démission de Radoslavof a certainement une signification qui dépasse celle d'un simple changement d'individus. Si Ferdinand Ier a laissé partir son premier ministre, c'est qu'il avait une pensée arrêtée. Mais quelle est cette pensée ?

D'aucuns ont prétendu que le roi des Bulgares avait voulu exercer une pression sur les Empires Centraux pour obtenir la cession immédiate de la Dobroudja du nord et l'abandon des prétentions ottomanes sur la Maritza et sur la Mer Egée. On a allégué, à l'appui de cette thèse, que la nomination de Malinof à la place de Radoslavof avait coïncidé avec la déclaration de Kuhlmann au Reichstag, déclaration très favorable aux réclamations bulgares. Mais cette interprétation apparaît médiocre, car Radoslavof eût pu, à coup sûr, s'assurer les mêmes satisfactions verbales : — il ne s'agit que d'elles pour l'instant. Il faut admettre, comme nous avons essayé de l'établir, que la crise ne se rapporte pas tout entière à la déception de Cotroceni, que la disette et la fatigue de la guerre ont agi sur l'esprit public. Et, si l'on accepte cette version, on conclut que le problème territorial n'est plus l'unique problème posé devant la Bulgarie. Ce n'est pas encore l'heure de bâtir des hypothèses compliquées et d'entrevoir une volte-face soudaine du gouvernement de Sofia. Toute illusion à ce sujet doit être bannie. Mais on ne saurait oublier cependant que Ferdinand Ier n'a cessé d'entretenir des émissaires en Suisse, qu'il est coutumier des évolutions laborieusement préparées et qu'il ne serait plus lui-même s'il n'avait déjà songé aux heures finales de la lutte. La presse allemande a trahi ses craintes intimes, quand Radoslavof est parti. Je me bornerai pour aujourd'hui à enregistrer ses inquiétudes.

PAUL LOUIS.

L'EFFORT GALLOIS (1)

Mesdames et Messieurs,

L'éminent recteur de l'Académie de Rennes, M. Gérard-Varet, vous a expliqué si magistralement, si complètement, le sens de la manifestation de ce soir qu'il y aurait quelque outrecuidance de ma part à vouloir y revenir. Vous savez maintenant les raisons profondes qui nous ont fait choisir le pays de Galles, de préférence à tous les autres pays britanniques, pour le proposer à vos hommages. Dans le concert de louanges qui, à l'occasion de l'*Empire Day*, allait monter de toutes parts en l'honneur de la Grande-Bretagne, la Petite-Bretagne, nous semblait-il, devait faire entendre une note distincte et mieux que le timbre d'une voix amie : la voix d'une parente, presque d'une sœur...

Je dis *presque*, parce qu'il se peut bien — entre nous — qu'on ait exagéré les liens de famille qui unissent les Bretons aux Gallois. M. Loth est venu, qui s'entend comme pas un à émonder de leurs branches folles les arbres généalogiques, et il apparaît aujourd'hui que nous sommes tout au plus les cousins des Gallois. Mais enfin il y a des cousins qui s'aiment mieux que des frères. Et il y a des frères qui changent quelquefois d'état-civil, ce qui fait qu'on ne les reconnaît plus pour frères. Entre les Celtes du Cornwall et nous, par exemple, qui étions vraiment de même souche, qui parlions sensiblement la même langue, qui vivions

(1) Conférence faite à Rennes le 24 mai 1918, à l'occasion de l'*Empire Day*.

aux coins du monde sur des caps enveloppés des brumes bretonnes et battus des mêmes mers orageuses. Le lien spirituel s'est rompu en 1788 avec celle Dolly Pentreath qui fut la dernière représentante du parler et de la nationalité cornuaises. Le Cornwall ne se distingue plus aujourd'hui des autres comtés de l'Angleterre. Il s'est retranché volontairement de la famille celtique et, dans les termes bardiques de la principauté, dans les *cisteddfodau*, comme on les appelle, alors que tous les mâts des autres pays celtes font claquer au vent leur pavillon, le mât du Cornwall reste tristement vide du sien, comme pour manifester qu'un pays qui a perdu sa langue a perdu la moitié de sa signification...

Voilà une catastrophe dont les deux Galles, celle du Nord comme celle du Sud, semblent à l'abri pour un assez long temps ! A l'avant-garde du progrès économique et social, comptant parmi les plus riches contrées de la Grande-Bretagne et les plus passionnées de conquêtes démocratiques, elles en sont aussi — arrangez cela comme vous le pourrez — les plus traditionnalistes ; fidèles au pacte d'union qui les lie à la Couronne depuis 1536 et ayant donné de leur loyalisme les marques les plus éclatantes, elles mettent leur point d'honneur à se faire chez elles, dans leur langue, leurs coutumes, leur religion même, plus strictement, plus jalousement galloises que jamais. Honneur à ces vaillantes par qui s'est conservé dans la libre Angleterre un pur foyer de celtisme où notre Bretagne armoricaine est venue à maintes reprises raviver sa flamme vacillante ! Et honneur aussi, Mesdames et Messieurs, à ces hommes d'Etat du Royaume-Uni, à ces grands libéraux anglais comme Gladstone, qui, bien loin de tenter d'éteindre ce foyer, de chercher à en disperser les pierres, travaillaient de toute leur influence à le consolider ! Invité par le *Gorsedd* national de Galles aux assises eisteddfodiques de Vresham, le *great old man* y prononçait quelque temps avant sa mort ces fortes paroles, résumé d'une longue expérience politique et qui pourraient servir d'introduction à la charte de tous les régionalismes :

« Un pays est dans un véritable état de prospérité lorsqu'il manifeste un esprit de progrès dans ses institutions et dans toutes ses œuvres, lorsqu'il allie à cet esprit de progrès un esprit de souvenir affectueux pour le temps et les générations disparus, lorsqu'il sait tirer parti de tout ce que le passé a accumulé de bon et de profitable. Je vais vous dire une chose qui choquera peut-être quelques hommes, comment les appellerai-je ? Des hommes qui s'intitulent à tout propos des hommes du dix-neuvième siècle, et cette chose la voici : à mon avis, le principe de nationalité, le principe de respect pour le passé, le principe de ce que je nommerai le patriotisme local, est une chose non seulement anoblissante en elle-même, mais grandement utile au point de vue économique... L'attachement à votre pays, l'amour de la terre natale, la fidèle affection des Bretons pour la Bretagne, le dévouement des Gallois pour le pays de Galles où ils sont nés, ont, me semble-t-il, un double caractère : ils sont un appel à l'énergie et un mobile pressant pour travailler à son progrès, un signe de ralliement pour toutes les bonnes volontés. Continuez donc à maintenir, à faire prévaloir votre langue. Grâce aux institutions qui la soutiennent, elle a repris possession de l'esprit et de l'affection du peuple. Elle est plus que jamais enracinée en lui. Rien de mieux. Si le sentiment de votre naissance galloise tend au vigoureux développement de l'homme, si elle le rend plus homme qu'il ne pourrait l'être sans elle, elle en fera à mon avis, non seulement au point de vue moral, mais encore au point de vue économique, un homme de plus grande valeur qu'il n'eût pu le devenir autrement. »

On sait assez, Mesdames et Messieurs, si la condition posée dans ces dernières lignes s'est réalisée et si le pays de Galles, tant dans l'ordre économique que dans l'ordre moral, a rempli toutes les espérances du grand vieillard. Profondément pacifique comme tous les libéraux anglais, Gladstone n'envisageait pas l'éventualité — même lointaine — d'un concours de circonstances tel que la principauté, affranchie de l'impôt du sang depuis 1536, pût être amenée à donner sa mesure dans l'ordre militaire comme dans l'ordre économique et moral ; il ne croyait pas possible un naufrage de la civilisation et que la grande nuit des temps barbares pût redescendre sur le monde. Ses prunelles étaient tournées vers l'aurore, non vers les sanglants crépuscules de la guerre universelle. Et, pas plus que lui, son disciple d'élection, l'héritier direct de sa pensée et de son génie, Lloyd George, ne voulait admettre que l'humanité pût donner le spectacle d'une pareille « régression ». Parlant sur la « folie des armements » dans le temps où le trop clairvoyant lord Roberts menait sa campagne en vue de l'adoption du service obligatoire, il n'hésitait pas à déclarer que le jour où ce service, avec toutes ses charges, comme sur le continent, serait appliqué dans le Royaume-Uni, ce jour-là verrait « la révolution poindre à l'horizon de la grande Angleterre ». Mais il espérait bien en son for que jamais ce jour ne luirait : l'histoire, les intérêts économiques, les affinités de langue et de sang, tout écartait l'hypo-

thèse d'un conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre.

« Songez, disait-il à des auditeurs londoniens, que nous n'avons jamais eu de guerre avec les Allemands, que, presque toujours, ils se sont battus à nos côtés contre les autres peuples. Ils étaient avec nous à Waterloo. A Waterloo, leurs morts sont enterrés avec les nôtres. Et puis, est-ce que nous ne sommes pas leurs cousins, frères par le sang, hommes de la même race ? ».

Et tout à coup, avec sa mobilité galloise, changeant de ton, d'expression et d'attitude, comme si quelqu'un, par derrière, venait de le tirer par les basques pour l'arrêter sur une pente dangereuse :

« Quand je dis *nous*, je veux dire *vous*, qui êtes des Anglo-Saxons. Moi, c'est autre chose. Je n'ai rien de commun avec eux, pas une goutte de sang. Pur Celte, des pieds à la tête. Vous savez : il y a encore des Gallois, et les Saxons ne les ont pas tous exterminés !

Mettez-y ce que je n'y peux mettre moi-même, l'accent de gouaille populaire, le pétillement amusé des prunelles, ce je ne sais quoi qui rappelle notre Gavroche et qui donne à l'éloquence primesautière de Lloyd George une ressemblance si frappante avec celle d'un homme d'Etat français, porté comme lui au pouvoir à la même heure de crise universelle, et vous comprendrez l'effet irrésistible d'une telle éloquence sur un public moins artiste peut-être que le nôtre et plus sensible aux jeux de physionomie, à l'ardente mimique des orateurs, qu'à la correction de leurs phrases et à l'ampleur de leurs périodes...

Du passage que je viens de vous citer et qui montre à quel point, même à la veille de la guerre, les hautes sphères gouvernementales anglaises nourrissaient contre les Allemands des pensées peu homicides, je ne veux retenir pour le moment que l'affirmation qui y est contenue, qui s'y épanouit avec tant de vive humeur, de joyeuse véhémence : Lloyd George s'y déclare un Gallois, un pur Celte, sans rien de commun, pas une goutte de sang, avec ceux qu'un autre Celte, le terrible Chesterton, devait appeler « les chiens de Poméranie ».

Cette communauté de sang, cette parenté ethnique et spirituelle, elle existe, au contraire, indéniable, entre les Gallois et les Bretons ; elle est inscrite presque à toutes les pages de leur double histoire, des origines jusqu'à nos jours, et le temps, loin de l'affaiblir, de l'estomper, n'a fait que la fortifier et la préciser. Ouvrez vos annales, mes chers compatriotes; lisez les noms de vos héros et de vos saints : ce sont les mêmes qu'on invoque sur les bords de l'Usk et du Taff. La même figure mythique et démesurée est debout à l'horizon traditionnel des deux peuples : celle d'Arthur, le roi chevalier, dont on a dit que sa renommée magique, traversant la mer avec les émigrants du VIe siècle, reçut comme une seconde vie sur les rivages armoricains et y devint un symbole armé de la liberté nationale. Merveilleux cycle des légendes de la Table-Ronde dont s'enchanta tout l'univers et qui força, par le génie musical de Wagner, jusqu'aux applaudissements de la sauvage Germanie ! Pendant huit siècles, Gallois et Bretons, devenus les professeurs d'idéalisme de l'Occident, communient si intimement en Arthur qu'on ne sait pas encore si ces légendes incomparables naquirent sous les couverts de Brocéliande ou sur les pentes neigeuses du Snowdon. En 1282, le dernier des petits rois indigènes de la principauté, Llywelyn-ab-Gruffyd, périt dans une escarmouche près de Buellt. Il laisse un fils, Owen-ab-Llywelyn — l'Yvain de Galles de Froissart et des vieux chroniqueurs. Notre Petite-Bretagne le recueille, comme elle a fait tant de fois de ses pères. Et le voilà qui s'enrôle sous les hermines de Charles de Blois, qui n'est pas plus que lui un ami des Saxons, *ar Saozon*, comme on les appelle encore de ce côté de la Manche. Avec les Gallois qui l'ont suivi sur le continent et dont la bourse est trop plate pour s'offrir des montures, les Ab-Hamon, les Ab-Grall, les Ab-Ian, les Ab-Hernot, les Ab-Hervé, les Clary, les Lloyd dont nous ferons Floyd — j'ai connu dans mon enfance une comtesse de Floyd à Lannion — Yvain forme une compagnie d'archers bien vite réputée pour son adresse et qui, fixée parmi nous en majorité, peuplera de ses descendants nos paroisses du Léon et de la Haute-Cornouaille. Et de même, je pense, il doit y avoir en Galles de lointains héritiers des Bretons qui assistèrent les Gallois dans leurs luttes séculaires contre l'envahisseur. De fait, en 1405, quand le fils d'Yvain, Owen Glendour, reprend la campagne et s'apprête à marcher sur Landoverry, c'est une flotte bretonne partie de Brest sous les ordres de Jean de Rieux, maréchal de Bretagne, qui vole à son secours et joint ses contingents aux 10.000 Gallois réunis près de Caermarthen. Owen épouse, en 1428, la veuve d'Henri V ; de ce mariage naissent deux fils, dont l'un, Edmond, marié à une descendante d'Henri III, fait souche d'Henri de Richmond. Et la destinée, tout d'abord, ne semble pas beaucoup plus sourire à cet Henriquet qu'à ses prédécesseurs. Pauvre petit prince, « sans croix, ni pile », comme dit Commynes, et qui, chassé, lui aussi, de ses foyers, vit tristement à Paris des charités

d'Anne de Beaujeu. Patience ! L'heure de la revanche est proche, et de la revanche définitive cette fois : en 1536, Français et Bretons, ligués avec les Gallois, ramènent triomphalement l'exilé dans sa patrie où, par un coup de maître, il installe sur le trône de Grande-Bretagne la dynastie galloise des Tudor, qui, à la vérité et en dépit du dragon rouge inscrit dans ses armes, fut peut-être, tant avec Richmond lui-même, devenu Henri VII, qu'avec sa petite-fille, la grande Elisabeth, la plus anglaise de toutes les dynasties britanniques.

Quoiqu'il en soit, c'est la fin de l'interminable discord. Après mille ans de luttes ou quasi, les épées rentrent dans le fourreau. L'honneur est sauf des deux côtés : les Galles deviennent un apanage de la couronne britannique, à moins que ce ne soit la couronne britannique qui devienne un apanage des Galles, et c'est à peu près le temps aussi où la Bretagne s'asseoit aves sa petite duchesse sur le trône de France. Désormais, Gallois et Bretons, entraînés dans l'orbe de la politique anglaise et française vont poursuivre des carrières différentes et quelquefois rivales. Mais il s'en faut que tout soit fini entre eux. Les vieux peuples comme les nôtres ont la mémoire tenace. On conte qu'à Saint-Cast en Bretagne, il y a quelque cent-soixante ans, une compagnie de fusiliers gallois appartenant à l'armée anglaise marchait contre un des détachements du duc d'Aiguillon. Tout à coup, les Gallois s'arrêtent : sur les lèvres des hommes, qu'ils s'apprêtent à combattre, un bourdonnement confus s'est éveillé. Les Gallois tendent l'oreille : dans la rumeur qui grossit, enfle, s'approche, ils ont reconnu un air qui se chante chez nous sous le nom de *Seziz Gwengamp* (le siège de Guingamp) et chez eux sous le nom de la *Marche des Hommes de Harleck*. L'officier qui commande les recrues galloises est un Anglais. Il interpelle rudement ses soldats, leur demande s'ils ont peur ou s'ils ne veulent plus obéir.

— Non, disent-ils, mais, à l'air que chantent ces gens, nous avons reconnu des hommes de notre race. Nous aussi nous sommes des Bretons !...

Authentique ou apocryphe, l'épisode n'est-il pas bien caractéristique ? Mais voici mieux, je crois, et qui n'est plus de la légende : au mois de décembre 1898, quand l'horizon se chargeait entre l'Angleterre et la France et que la question de Fachoda rallumait d'une rive du détroit à l'autre les vieilles inimitiés assoupies, l'*Union régionaliste bretonne*, fondée quelques mois auparavant à Morlaix, reçut du *Comité pancelltique* de Cardiff le télégramme suivant, dont je ne sais ce qu'il faut le plus admirer ou des sentiments chaleureux qu'il exprime ou du magnifique libéralisme des hommes d'Etat anglais qui en autorisaient la transmission à une pareille heure :

« En ce moment de crise entre les deux gouvernements, que les Celtes de France se rappellent qu'ils n'ont pas d'ennemis en Irlande et au pays de Galles ! Les liens de fraternité qui unissent les Celtes sont forts et éternels, et ils sont les mêmes en guerre comme en paix »,

Une politesse en vaut une autre : l'été suivant, binious en tête, une délégation de vingt-et-un Bretons franchissait la mer et prenait part à l'*eisteddfod* organisée sur les pelouses de Carthays Park, aux lisières de Cardiff, par la puissante association qui porte là-bas le titre de *Gorsedd beird ynis Britain* ou Trône des bardes de l'île de Bretagne. Et, à la vérité, ce n'était pas la première fois que Bretons et Gallois se rencontraient en des assises solennelles, s'asseyaient côte à côte au banquet de la fraternité celtique. Avant l'*eisteddfod* de Cardiff, il y avait eu celles d'Abergavenny et de Caër-Marthen, auxquelles assistaient MM. de la Villemarqué, du Marhallac'h, Rio, Henri Martin, etc., et, chez nous-mêmes, le Congrès de Saint-Brieuc (1867), où figurèrent des délégations d'Irlande et de Galles : sollicité de se faire l'interprète de la délégation bretonne à la première de ces réunions (1838), Lamartine, alors dans toute la ferveur de son apostolat humanitaire, y trouvait le motif d'un de ses poèmes les plus retentissants (1) :

Quand ils se rencontraient sur la vague ou la grève,
En souvenir vivant d'un antique départ,
Nos pères se montraient les deux moitiés d'un glaive,
Dont chacun d'eux gardait la symbolique part :
« Frère, se disaient-ils, reconnais-tu la lame ?
Est-ce bien là l'éclair, l'eau, la trempe et le fil?
Et l'acier qu'à fondu le même jet de flamme
Fibre à fibre se rejoint-il. »

Et nous, nous vous disons : « O fils des mêmes plages,
Regardez-nous, aux yeux, aux cheveux, aux visages :
Nous sommes un tronçon de ce glaive vainqueur !
Nous reconnaissez-vous à la trempe du cœur? ...

« De nos robustes mains quand la paume vous serre,
Ce langage muet n'est-il pas un serment
Qui jure l'amitié, l'alliance ou la guerre,
Que nul revers ne lasse et nul jour ne dément ?
Nos langues, où le bruit de nos grèves domine,
Ne vibrent-elles pas, rudes du même son,

(1) Il figure dans les œuvres complètes sous le titre de *Toast porté dans un banquet national des Gallois et des Bretons à Abergavenny, dans le pays de Galles*. La pièce, datée du 25 septembre 1838, fut écrite à Saint-Point.

Ainsi que deux métaux nés dans la même mine
Rendent l'accord à l'unisson?

Reconnaissons-nous donc, ô fils des mêmes pères !
Le sang de nos aïeux là-haut nous avouera.
[illegible] comme dans nos verres,
Et poussons dans le ciel trois suprêmes hourra!
Hourra pour l'Angleterre et ses falaises blanches!
Hourra pour la Bretagne aux côtes de granit!
Hourra pour le Seigneur, qui rassemble les branches
Au tronc d'où tomba le vieux nid!

Que ce cri fraternel gronde sur nos montagnes,
Comme l'écho joyeux d'un tonnerre de paix !
Que l'Océan le roule entre les deux Bretagnes!
Que le vaisseau l'entende entre ses flancs épais !
Et qu'il fasse tomber dans la mer qui nous baigne,
Avec l'orgueil jaloux de nos deux pavillons,
L'aigle engraissé de mort, dont le bec encor saigne
De la chair de nos bataillons !

L'admirable pièce, Mesdames et Messieurs, qu'il faut lire tout entière et qui, écrite il y a quatre-vingt ans, ne fut jamais plus de circonstance qu'aujourd'hui. Tout y est, jusqu'à « l'aigle engraissé de mort », contre lequel luttent en ce moment nos cohortes fraternelles et dont l'œil visionnaire de Lamartine — il y a toujours quelque trouble dans les oracles, quelque brume sur la rétine des prophètes, — ne distinguait pas très bien alors la nationalité. Nous n'avons plus les mêmes hésitations, et pour cause. Tant y a qu'au bout de tout près d'un siècle, Lamartine n'aurait rien à changer à sa strophe que la petite note qui l'accompagne en bas de page (1) et qui, somme toute, n'est peut-être pas de lui, mais de quelque scholiaste sans autorité.

Encore faut-il, pour ceux de mes auditeurs qui n'ont pas franchi le détroit, que j'explique ici, brièvement, ce que sont ces *eisteddfodau* galloises dont le nom est déjà revenu à plusieurs reprises dans ma conférence et ce *Gorsedd beird Ynis Brittain* ou Trône des bardes de l'île de Bretagne, qui, dans les âges primitifs, avant la conquête romaine, transmettait oralement la sagesse des Druides de génération en génération. Même aujourd'hui, où elles sont surtout un prétexte au déploiement de grandes masses chorales, les *eisteddfodau* occupent une telle place dans la vie publique des Galles, qu'il est impossible de les négliger sous peine de ne rien comprendre aux affaires de la principauté. Ces assemblées littéraires et musicales, qui durent plusieurs jours et se tiennent à ciel ouvert, sont comme les assises annuelles de la race. Elles ressuscitent en quelque sorte le forum antique, avec ses rostres, représentées par la chaire bardique. Et les orateurs qui s'y font entendre, comme membres ou comme invités du *Gorsedd*, ne craignent pas d'y aborder les grandes questions politiques ou sociales à l'ordre du jour de la principauté. Pour être franc, on n'est pas très bien fixé sur les origines du *Gorsedd*. Répartis en druides, bardes et ovates, les membres de cette curieuse association furent longtemps suspects aux pouvoirs publics. Ils menaient dans l'ombre une vie précaire. Des temps meilleurs vinrent enfin pour eux; les *eisteddfodau* furent autorisées par le gouvernement et, à partir de 1819, elles ne cessèrent plus de se tenir une fois par an sur un point quelconque de la principauté. Les querelles dynastiques sont mortes et le *Gorsedd* qui assume la direction des *eisteddfodau* n'a plus rien de factieux sans doute, mais il poursuit essentiellement des fins galloises, il reste nationaliste au premier chef. Et, de même, son druidisme, nullement agressif et tout littéraire, ne vise en rien à supplanter les autres confessions. Dyred, le grand druide actuel, est un ancien mineur devenu pasteur méthodiste. Dans le privé, il s'appelle Evan Rees et prêche l'évangile selon Wesley ; comme archi-druide, il honore la Lumière, source de vie, salue le Soleil, œil d'or de Dieu.

Il n'y a point là d'antinomie. La preuve en est qu'on trouve jusqu'à des jésuites, comme le P. Hayde, dans le sein du *Gorsedd*. Aussi bien, pour dissiper toute équivoque, le *Gorsedd* élit-il généralement comme archi-druide un ministre protestant, de préférence wesleyen, qui est la confession la plus répandue en Galles. Au temps où nous pélerinâmes à Cardiff, cet archi-druide était le magnifique Hwfa-Mon — de son vrai nom le Révérend William Rolland, — qui avait été dans sa jeunesse ouvrier menuisier et qui était né en 1820 à Trédraëth, dans l'île de Man. Il était donc fort âgé déjà quand nous le vîmes (1899) ; mais il avait la vigueur résistante des chênes de son pays ; sa voix n'avait pas faibli d'un ton, sa taille fléchi d'un pouce. Son masque glabre, ses attitudes sculpturales et l'espèce de recul historique que lui donnaient sa faucille, son morain et sa tunique de lin vierge, ajoutaient encore à son prestige naturel. Je crois vraiment que nous avons eu en lui le prince de tous les archi-druides présents, passés et futurs. Quelle plastique, quel gosier d'airain et, pour dire le mot, quel coup de gueule ! De mémoire de Gallois, on ne se rappelait pas archi-druide plus solennel et plus jovial tout ensemble, car il aimait à mélanger les deux genres et, après quelque grande période qui avait soulevé l'émotion de son auditoire, concluait volontiers par une pétarade de calembours et de coqs à l'âne. Et cela aussi — qui se retrouve jusque dans les discours

(1) Cette note porte simplement : « A Waterloo. »

de Lloyd George — est très gallois, mais dérangeait un peu notre conception classique de l'éloquence...

Combien nous avions tort ! Sur la tête d'Hwfa Môn flottait la bannière bleue du *Gorsedd*, frappée d'un soleil d'or ; un héraut tenait à deux mains l'épée symbolique, formidablement haute, avec une poignée de cristal taillée dans un bloc du Snowdon ; la coupe bardique, — le *hirlaz*, — merveille d'orfèvrerie, attendait sur un piédouche. Cette coupe, cette épée et cette bannière, c'est justement ce qu'on appelle le « trésor » du *Gorsedd*. A un moment de la cérémonie, Hwfa-Môn, debout sur la pierre du Destin, laquelle était un dolmen en carton-pâte, se fit apporter l'épée du *Gorsedd* et la sortit à demi du fourreau. Les bardes, l'un après l'autre, vinrent la toucher de leur main droite. Et il cria, il rugit plutôt : « *Aves heddeoc'h* ? Est-ce la paix ? » Et les bardes répondirent par trois fois, et la foule reprit après eux dans une acclamation unanime : « Oui, c'est la paix. *Heddeoc'h.* »

La paix, la paix universelle, tel était bien en effet le cri du cœur de ces Galles si riches, si heureuses et qui n'aspiraient qu'à s'épanouir, suivant la formule des triades bardiques, « dans mour de tous les êtres, l'amour du bien et l'amour de Dieu ». Après la réponse de l'assistance, l'archi-druide laissait retomber le glaive au bourreau. En 1914, pour la première fois depuis bien des années, le glaive symbolique est sorti de sa gaine et n'y est pas rentré. L'année suivante avait lieu l'*eisteddfod* le Bangor. Hwfa-Môn n'était plus là, mais il y avait quelqu'un dans l'assistance qui était de taille à le suppléer et qui manie le welsh, seule langue dans laquelle il s'adresse à ses compatriotes, avec un art aussi consommé : Lloyd Beorge. Après avoir observé que jamais *eisteddfod* n'avait été célébrée sous un nuage si sombre, le ministre des munitions — c'est le titre qu'il portait à cette époque — se félicita d'avoir pu quitter un moment les travaux de la guerre « pour entendre au-dessus du sifflement des obus résonner la harpe des bardes de sa patrie (1). »

Il continua ainsi :

« J'ai remarqué que vous aviez omis de demander selon la coutume ancienne : « *Aves heddeoc'h ?* Est-ce la paix ? » Partout le son des trompettes guerrières déchire l'air. D'une mer à l'autre, le sol britannique est ébranlé par les myriades humaines qui préparent la guerre. De l'est à l'ouest et du nord au midi résonnent le bruit des marteaux et le sifflement des tours d'acier, qui façonnent les armes de combat. Par les nuits calmes, dans mon cottage du Surrey, je puis entendre le grondement des canons, épuisant leur colère par les champs empourprés de France où règne la mort. Plein d'horreur, je sais la tâche qui s'y poursuit et ce que j'entends fait monter à mes lèvres la vieille prière du *Gorsedd* : « *O Jésu, nad ganwith !* O Jésus, empêche le mal ! »... « Est-ce la paix ? » Non ! et pourquoi ? Parce qu'un esprit impur s'est emparé des chefs d'une grande nation. A certaines époques de l'histoire du monde, les peuples ont dû combattre pour conquérir — pour défendre, parfois, — les prérogatives qui élèvent l'homme au-dessus des bêtes des forêts, la justice, la liberté, la loi morale. Si le droit sombre dans ce conflit, la civilisation subira un recul tel qu'il faudra pour y remédier le travail de plusieurs générations. Si le droit triomphe, l'humanité aura franchi une longue étape sur la route du progrès. Nous sommes à l'une de ces époques... »

Sauf au temps de la grande lutte contre les pirates scandinaves, jamais pareil langage n'avait été entendu peut-être dans une *eisteddfod*. Ce que Lloyd George affirmait là, avec son éducation piétiste, dans cette langue toute chargée de souvenirs bibliques et où semble rouler le tonnerre des prophètes, c'était la bonté, la noblesse morale de la terrible et sublime cause pour laquelle s'est levé le pacifique pays de Galles et avec lui toute la Grande-Bretagne et avec elle tout l'univers civilisé. Et les Galles en particulier y eurent peut-être quelque mérite. Chez nous, le tocsin sonné, tous les hommes en état de porter les armes sont soldats. Il n'en était pas de même, vous le savez, en Grande-Bretagne, où l'armée se recrutait exclusivement parmi les volontaires. Il eût été étrange sans doute qu'alors que chez les Bretons, dont David Hume a dit qu'ils étaient « les plus guerriers des paysans français », l'antique vertu de la race se réveillait au premier coup de clairon, chez les Gallois, leurs cousins par le sang, leurs frères par l'esprit, cette vertu restât sourde à tous les appels. Lloyd George pourtant nous confesse qu'il n'était pas sans inquiétude à cet égard. Les Galles avaient peut-être eu autrefois l'esprit militaire : cet esprit semblait s'être évanoui « dans les brumes du passé » : avant le 4 août 1914 — et il en était ainsi depuis une bonne couple de siècles, — à peine si les Galles, en conjuguant leurs efforts, pouvaient alimenter trois pauvres régiments, presque aussi efflanqués que la chèvre

(1) Nous avons généralement emprunté pour ces extraits des discours de Lloyd George l'excellente traduction de M. Charles, M. Garnier et Mme Mansoux : *La Victoire en marche*, avec avant-propos de M. Albert Thomas.

nche, leur mascotte nationale, derrière laquelle défilaient dans les rues : le régiment des fusi-rs royaux de Galles, le régiment des gardes-ntières de la Galle du sud et le régiment gal-s proprement dit, soit en tout 7.500 hommes. quivalent d'une forte brigade de chez nous !...

« Aujourd'hui, déclarait non sans une pointe rgueil patriotique Lloyd George à son auditoire Bangor, 100.000 hommes ont quitté leurs col-es et leurs vallées natales pour répondre à l'ap- des armes. Le pays de Galles, à lui seul, a rni une armée plus nombreuse que celle de ellington à Waterloo, et dont les soldats ne le lent en rien aux soldats de Wellington. Et il vient encore : chaque jour des recrues nou-les se joignent aux hommes de nos camps. A sure qu'on apprend dans les hameaux les plus dus que la liberté est en danger, on accourt r la défendre des violences de l'oppresseur. sprit martial des Gallois n'était pas mort, il tait pas même assoupi : caché dans les cavernes montagnes, il attendait seulement l'ordre venu n-Haut. L'une après l'autre, ces guerres ont sé près de lui sans émouvoir son ancienne ar-ir. Le voici qui s'avance enfin, tout armé prêt a bataille et plus puissant que jamais ».

A suivre) CHARLES LE GOFFIC.

ODE A LA FRANCE (1)

n. nous ne savions pas à quel point nous t'ai- [mions.
France...en t'ignorant...tu t'ignorais toi-même...
ar l'écume on niait l'océan... O blasphème !
is blanches ont jailli — de quel rouge bap- [tême ! —
Tes ailes de rédemption...

en sent vous frôler la fraîcheur rien qu'à dire
nom, qui sur la lèvre a l'air d'être un sourire,
nom, après celui de mère le plus doux,
nom de conquérante offrant l'amour pour [chaîne,
nom, cet angélus sonnant la Pâque humaine,
tendre qu'en écho sort de toute géhenne
Un hosanna vers tes genoux !

Tes flancs sont lourds de sève et ton front d'au- [réoles,
Je voudrais te parler par delà les paroles...

France, fête des sens, plénitude des yeux,
Envoûtement calin, parfum léger du monde,
Sol vêtu d'allégresse et de lumière blonde,
Noble jardin tracé par l'amitié féconde
De l'humus, des eaux et des cieux !

Sur le lent déploiement des plaines ondulées
Se nuance un azur aux larmes tôt voilées.

Des frissons de tes lacs aux orgueils de tes monts
Rien ne se meut sans rythme et rien n'est fort sans [grâce...
Ce baiser ? c'est le flot. — Ce miel ? le vent qui [passe,
Et la fluidité candide de l'espace
Vous pénètre en joie aux poumons.

Fiers de fondre leur âme au creuset de ton âme,
Le Nord verse l'ardeur et le Midi la flamme.

Epouse de la terre, amante de la mer,
Tu reprends le sillon ancestral et ta lande
Accroche le long voile errant de la légende,
Mais ta triple fenêtre, ouverte toute grande,
Boit l'appel du large dans l'air.

L'orage au grand hunier du Cotentin s'ébroue,
Tandis qu'Armor fend l'onde en figure de proue.

Pour toi, l'Anjou vendange aux treilles de beauté ;
La Beauce fait bondir ses cloches ; la Touraine
Tend ses châteaux et ses vergers à robe pleine,
Et sur son cou la Flandre, avec largesse, égrène
Le collier tintant des cités.

Le clos normand tresse une églogue en ton hom- [mage
Et la Provence est un œillet à ton corsage.

Les fleuves sur ton sein cherchent à s'alanguir ;
C'est de toi que le pampre, en thermidor, est ivre ;
Chez toi, la vie est bonne à voir et bonne à vire,
Toute tiédeur s'y vient blottir.
Ah ! comme on les comprend, là-bas, de te haïr !...
Un regard clair, lucide, et qui regarde en face ;
Pour accomplir l'idée un bras viril et prompt
— Le bras d'Horace aidant l'âme de Curiace ; —
La certitude, ainsi qu'un diadème, au front ;

Un port fier, la pâleur auguste d'un visage
Reflétant ce soleil intérieur : la foi :

(1) L'Académie française avait donné l' « Ode à la nce » comme sujet du concours pour le prix du get 1917. Le prix et le titre de lauréat ont été dé-rés à MM. Paul ROUGIER (3.000 fr.) et MAURICE-LE- (1.000 fr.). L'Ode de M. Paul ROUGIER a été publiée la *Revue des Deux-Mondes*, numéro du 1er janvier 8.

Des mains d'accueil, un jeune rire de courage ;
Un pas souple, des yeux de pervenche : c'est toi.
Tous les souffles bénis sont dans ta chevelure :
Ni reproche, ni peur ne marche à tes talons ;
Tu ne dis au Devoir, dont tu boucles l'armure,
Qu'un mot, le mot français par excellence : « Al-
[lons ! »

Puis une fièvre calme élargit ta prunelle
Et le plus haut destin te trouve à sa hauteur :
Ton verbe devient hymne et ta marche coup d'aile
Pour l'altier rendez-vous que t'a fixé l'Honneur.

Du plus lointain de toi, des jours d'angoisse,
Le saint jaillissement des exaltations, [émerge
Car Jeanne dans ton cœur à mis son cœur de vierge
Et Kléber dans tes os la moëlle des lions.
Tu sais, lorsque le sort ainsi te prend pour cible,
Dire ce que tu veux, vouloir ce que tu dis.
Car, fidèle au serment fait devant l'Invisible,
La loyauté du glaive est à tes flancs hardis.

L'ancien temps te nommait déjà « la droiturière ».
Tu te trompes parfois, tu ne trompes jamais ;
Tu parles à ton Dieu sans baisser la paupière ;
Tu ne sais librement respirer qu'aux sommets.

Prête à mourir, ardente à vivres, tête haute,
Tu combats torse nu, comme tes vieux Gaulois ;
Pour qu'on t'aime au triomphe et qu'on t'aime en
[tes fautes
Toute chevalerie a sa fleur à tes doigts
On s'en gaussait d'ailleurs à Berlin... autrefois.

Puis, pressant du genou sur la gorge du Doute,
Sentant frémir tout ton possible insoupçonné,
Tu vas, tu vas : l'étape est l'oubli de la route ;
C'est jouir du repos que de l'avoir gagné !

Sous ton poing — dont le muscle aussi prouva sa
[trempe, —
Epée ou soc, l'acier jette même lueur ;
La sueur du travail fait l'orgueil de ta tempe
Et Jeanne à ton blason a mis : « Vive labeur ! »

II

Quel est donc ce labeur sacré que tu t'assignes ?
Tes vouloirs, comme tes sillons, sont rectilignes :
Pointant l'infranchissable, ils disent : « Pourquoi
[pas !
Quel pôle les aimante ? et pourquoi, sur ta tête,
L'essaim tourbillonnant des espoirs en tempête,
Fait-il un cercle quand tu vas ?

C'est que vers l'infrayé tu marches la première :
C'est que tu ne sais pas « regarder en arrière »,
— En te montrant la Marne un grand chef te
[dit ;
C'est que tu sus créer des phares et des ailes,
C'est que ta part est large aux choses éternelles :
Sèves de force et fleurs d'esprit.

O symbole : annonçant l'heure à toute la terre,
Paris dresse du temps le premier milliaire,
Et l'antipode suit le regard de la Tour ;
Hardiment, ardemment, ton cerveau sans vertige
Monte au-devant de l'aube et c'est lui qui rédige
Pour l'univers l'ordre du jour.

C'est pour l'homme futur que ta quenouille file,
Lui préparant le lin de sa robe virile,
Et pour tous tu pétris le pain de vérité :
La Révolution vibre à ta moindre émeute
Et tes moindres Valmy sont, comme atteste Gœth
« Victoires pour l'humanité ».

Donnant seul à l'Idée un sacre incontestable,
Ton Forum est un Reims. Ton « parler délittable
Est le sourire harmonieux de la Raison,
Et quand il passe aux lèvres chaudes d'un po
Il plane, puis s'épand, comme un chant d'aloue
Aux quatre coins de l'horizon.

Pour rencontrer les yeux divins de l'Evidence,
Ton Descartes a levé ce flambeau : « l'âme pense »
Tel Jacob, ton Pascal avec l'Ange a lutté ;
Par Rabelais ton rire est un missionnaire ;
Hugo t'a mis la foudre au poing et par Molière,
Même, ta malice est bonté.

Tout le pressentiment qui se cherche et tâtonne,
Tout appel d'infini que le réel baillonne,
Tout dieu qu'il faut créer pour en savoir le nom,
Tout ce tourment qui vient de ce qui nous dépas
Veut crier par ta bouche, et ta voix la plus bas
Est encore un coup de canon.

La sentez-vous mobiliser la conscience
Pour que l'Impondérable emporte la balance ?
La sentez-vous hâter l'avènement du mieux ?

Par elles, les peuples entendent
Leur credo parler devant eux
Et les bras enchaînés se tendent
Vers tes grands mots contagieux :

Tes mots, qui rendent l'air plus vaste à nos po
[trine
Car ils mettent debout, ces mots-apostolats,

oujours d'autres croisés pour d'autres Palestines
t sont des drapeaux créant leurs soldats...

lais brandir au soleil les armes de lumière
ès qu'il est un tombeau de Christ à délivrer ;
onner aux endormis la diane ; enfièvrer
oute révolte au battement de tes artères :
Trouver l'étoile et la montrer ;

rapper toute pensée à ta noble effigie ;
romulguer la formule explosive, qui fait
e ton verbe une flèche et du vrai ton boulet ;
ref, de l'esprit humain t'avérer la patrie,
'est encore pour toi, grand cœur insatisfait.

u n'es pas simplement le tribun, mais l'exemple,
our les autres, quel peuple aura versé plus ample
La rançon d'affranchissement ?
, pour mieux la donner multipliant sa vie,
uel autre aura, dès que l'Avenir édifie,
lieux offert son sang pour ciment ?

on sang — pourquoi cacher, mère, tes cica-
[trices ? —
a lavé les pieds meurtris de la Justice
t tu ne l'as pas plus marchandé que compté.
en reste sur les buissons de tous les rêves :
ondoya tout dogme neuf ; il est la sève
De tout arbre de liberté.

u t'es choisi ce luxe éblouissant de l'âme :
n disant « Droit le veut ; » tenir tête au Destin,
ar c'est le Droit et non ton droit que tu pro-
[clames
r, ce luxe est d'un prix qui tente un paladin.
epuis le Golgotha toute cîme est calvaire
t nul n'y monte s'il n'espère
ourir, pour empêcher de mourir le Divin.
ais lorsque tu gravis ce hautain baptistère
a Durandal, si blanche et droite, a l'air d'un lys ;
u bûcher de Rouen, toute ferveur s'éclaire
t tel de tes grands jours a des siècles pour fils.
es actes, ces vivants éternels qui militent,
ont les « gestes de Dieu » comme on disait jadis.

Ton but n'est pas l'apothéose,
Mais l'occasion de souffrir.
Jamais ton regard n'a dû fuir
L'œil suppliant des Grandes Causes.
Ni l'œil de mépris des vaincus,
L'enthousiasme est ton génie
Et même alors qu'il les dénie
Le monde vit de tes vertus.

e faible implore en toi l'amie héréditaire ;
e tes frères mineurs toujours tu pris la main.
Et tu lançais, ayant l'héroïsme gamin,
Aux oppresseurs, hagards sous tes coups d'étri
[vière,
La jeunesse de tes défis à la Danton...
Puis, nouant une fleur à la garde du glaive,
Tu tenais table ouverte où l'on buvait du rêve...

Mais le garçon d'hôtel avait un nom teuton...

III

On trouvait son oreille à toutes les serrures ;
Il scrutait, pesait tout, hormis l'essentiel.
D'où vient que le miracle accourt à ton appel
Et qu'un rayonnement coule de tes blessures ?

Il avait fracturé ton âme sans verrou,
Pris empreinte et collé son œil à chaque fente.
Sans démêler quelle est ta force souriante
Qui contraint l'Impossible à plier le genou.

« Ach ! grondait-il, elle a, c'est sûr, un sortilège.
« L'Atlas trompe sur sa frontière : à tous ses pas,
« Vu qu'on l'écoute où des obus n'atteindraient
[pas,
« Comme une attente universelle fait cortège.

« Quoi ! naguère les miens l'avaient saignée à
« [blanc :
« C'était le râle — enfin ! — de la Justicière ;
« Les furtives Pitiés n'avaient plus rien à faire
« Qu'emporter le cadavre et qu'éponger le sang...

« Or, elle vit ! l'audace est son air respirable ;
« Ses mots de ralliement narguent les espions
« — Captez donc l'arc-en-ciel entre les nations ! —
« Et son rempart est l'Idéal incrochetable... »

— Boche, on va vous livrer le « Sésame, ouvre-
[toi, »
La baguette qui fait sourdre l'eau de Jouvence.
Ce secret est bien simple : avoir, comme la France,
Un amour, un orgueil, un but autre que soi.

...Sinon, n'avez-vous pas postiches, contrebande,
Surhommes, bluff, un bon vieux Dieux pour capo-
[ral ?
Cette France, en regard, n'a rien de kolossal :
Elle est modeste et se contente d'être grande.

La sotte ligne droite est son plus court chemin ;
Certes elle a pleuré, mais d'œil jeune encore.
Elle croit aux « chiffons de papier », elle ignore
Qu'un peuple tout entier peut s'appeler Caïn.
. . . . . .

A l'ombre de Bismarck, Essen a fait le signe...
Tout est prêt : Shrapnells, gaz... — oui : la croix
[et les clous...
« Le troupeau d'égorgeurs suivra-t-il son
signe ? »
En automate, ivre d'éther et les yeux fous.

— Elle était l'âme : « la machine de l'abattre,
— Je forge aux Droits de l'homme un carcan fé-
[dal !

— Elle inventait au cœur d'autres raisons de bat-
[tre...
Le sien... Vous noterez son soubresaut final...

Alors, devant l'odeur subite des abîmes,
Devant celle qui fit ce crime entre les crimes :
Le rendre la haine un devoir.
Celle qui se raya de la famille humaine,
Qui, doublement barbare, a dressé contre Athènes
La science avilie en outil d'abattoir ;

Devant le guet-apens, le parjure, le nombre,
Mesurant sans ciller la Nécessité sombre,
Des pieds, des reins, tu t'arc-boutes au sol pro-
[fond...
Et la Kulture, Moloch, dont Krupp est le prophète,
Soleil qui pour rayons n'a que des baïonnettes,
Piteuse, alla rouler aux marais de Saint-Gond...

Puis c'est l'Yser, puis c'est l'Artois, puis c'est la
[Somme.
Lits de douleurs, mais lits de délivrance, où
[l'homme
Vient d'enfanter le surhumain.
Le poète des temps écrit son plus fier drame ;
Tes fils, que, d'un mot bref, l'Indiscuté réclame,
S'offrent comme la graine aux meules de Demain.

Oui, ces enfants, qui sont déjà de grands ancêtres,
Donnent leur droit intact à la douceur de l'être
Pour t'arracher l'aveu : « Ce sont d'autres Mar-
[ceaux ! »
Pour que leur mort déborde en promesses la vie ;
Pour que l'Idéal soit plus fort que la Chimie ;
Pour qu'un ciel libre éclaire à jamais tes berceaux.

Et puis, l'Invasion a les bottes trop lourdes,
Sous l'humus profané la tombe n'est point sourde.
Ils ont ressurgi, les Anciens !
Ceux de l'An II, ceux de Denain, ceux de Bouvine,
Puisqu'en leur volonté ton veto s'enracine,
S'ils ne luttaient, ces morts, ils seraient morts en
[vain !

Tous sont là : preux, grognards, mobbots et Vo-
[lontaires,
Ceux qui criaient : « Guerre aux Tyrans ! paix aux
[chaumières ! »
Et sans sommeil, sans [illegible], sans souliers et sans
[pain
Ainsi qu'un cotillon vous troussaient la Victoire
Et menaient le quadrige indompté de la Gloire
Comparer l'eau de l'Elbe avec l'eau du Jourdain.

Irradiant dans les vitraux de la mémoire,
Toute cette chanson de geste, ton histoire,
Arrête les hordes du Hun :
Arras flambe, et voici bondir de la fournaise
L'ouragan du passé clamant la Marseillaise
Et jetant du Corneille en mot d'ordre à Verdun...

O France de toujours ! l'épreuve te confirme.
Au travers des brouillards asphyxiants s'affirme
Plus haut, plus pur, plus clair que jamais ton
[flambeau.
Il se dresse aux moignons sanglants des cathé-
[drales
Et les aigles de nuit, le noir, le bicéphale,
Fuient éperdus l'avant-coureur du jour nouveau...

IV

O jour réparateur !... mère ! mère ! sois forte.
Retiens tes pleurs de joie..., ou répands-les, qu'im-
[porte ?

Vois qui revient, des fers brisés à son poignet...
Vois qui reprend sa place au foyer de famille...
Pour toi tout est payé, tout consolé... ta fille !
Te souvient-il encor qu'hier ton flanc saignait ?...

A plein gosier salue, o Coq gaulois, l'aurore !...
Mais l'œil toujours sur l'Est, veille... et te remé-
[more !...

France, dicte une paix qui soit une leçon,
Qui pose un monde neuf sur le Droit comme assise,
Puis, au seuil matinal de la Terre promise,
O semeuse, prends part enfin à la moisson !

S'il graine à quatre rangs, l'épi de la Justice,
C'est que tu le plantes au champ du sacrifice.
. . . . . .
Mais déjà l'Intangible a besoin de tes bras,
Et déjà, t'appelant à partir en grand-garde,
L'Avenir, qui jamais ne s'arrête ou s'attarde,
Fait déferler la houle immense de ses pas...

MAURICE-LEVEL.

TROIS ANNÉES (1)

XVII

Malgré le gros chiffre d'affaires et l'énorme roulement de capitaux, il n'y avait point de comptabilité dans l'établissement des Laptev. Dans les écritures que tenait un des employés, tout n'était que désordre et confusion.

Tous les jours on voyait arriver des commissionnaires, allemands ou anglais, qui parlaient politique et religion avec les commis, et aussi un vieux homme, ruiné par la boisson, malade et l'air sévère, qui traduisait la correspondance étrangère au hangar. Les commis ne l'appelaient que par un surnom comique de leur cru, et lui faisaient boire du thé avec du sel, en guise de sucre. En général, le commerce, tel qu'il était pratiqué là, paraissait à Laptev comme une énorme farce sans fin.

Venait chaque jour au hangar, et s'efforçait d'établir de nouveaux errements. Il défendait formellement de fouetter les apprentis, et de se fâcher des clients. Il était hors de lui quand les commis, avec des rires bruyants, expédiaient en hâte, comme fraîches et toutes nouvelles, des marchandises vieilles et démodées. Maintenant il était le maître au hangar ; mais, comme par le passé, il ignorait quelle était exactement sa fortune, si les affaires allaient bien, combien touchaient les principaux commis.

Potchatkine et Makéïtchev le regardaient comme un homme jeune et sans expérience, lui cachaient beaucoup de choses, et tenaient chaque soir, à voix basse, des conciliabules mystérieux avec le vieux aveugle.

Un jour au commencement de juin, Laptev et Potchatkine allèrent déjeuner dans un restaurant, afin de causer un peu des affaires.

Potchatkine était depuis très longtemps au service des Laptev, ses parents l'ayant mis au hangar à sa huitième année. Ses patrons le considéraient presque à l'égal d'un parent, et il jouissait de leur confiance entière, de sorte que, lorsque le vieux quittait l'établissement, il prenait l'argent à la caisse et s'en remplissait les poches, cela n'intéressait chez personne aucune espèce de soupçons. Après les patrons, il était le personnage principal du hangar, et aussi de l'église paroissiale, où il remplaçait le vieux Laptev dans les fonctions de marguillier.

Il se montrait féroce avec ses subordonnés, qui lui avait donné, à cause de sa cruauté, le surnom de Mululu Skouratiov (1).

Au restaurant, Potchatkine, d'un signe de tête, appela un garçon et lui dit :

— Apporte-nous donc, mon ami, une demi-curiosité et vingt-quatre embêtements.

Le garçon servit, au bout d'un moment, sur un plateau, une demi-bouteille de vodka et plusieurs assiettes, avec des zakouski de toutes espèces.

— Maintenant, mon cher, lui ordonna Potchatkine, sers-nous à chacun une portion de grand-maître en calomnie et en médisance, avec force purée de pommes.

Le garçon, qui n'avait pas compris, se troubla et voulut répondre quelque chose ; mais Potchatkine le regarda sévèrement et dit :

— Hormis !...

Le garçon réfléchit, réfléchit, puis alla consulter ses collègues. Il finit par deviner ce qu'avait voulu dire Potchatkine, et revint avec deux portions de langue.

Quand ils eurent bu chacun un petit verre d'eau-de-vie et pris quelques zakouski, Laptev questionna Potchatkine.

— Dites-moi, je vous prie, est-il vrai que nos affaires ne vont plus aussi bien, depuis quelques années ?

— Nullement.

— Exposez-moi franchement, nettement, quels étaient, quels sont nos revenus. Quel est le chiffre de notre fortune ? Je ne veux plus demeurer dans les ténèbres. Vous m'avez naguère montré la comptabilité du hangar, mais excusez-moi, je ne crois pas en cette comptabilité. Je sais que vous me cachez quelque chose, et vous ne découvrez la vérité qu'à mon père. Vous êtes habitué, depuis votre enfance, à ruser avec les clients, et vous ne pouvez plus vous défaire de cette habitude.

Mais cela ne sert de rien ici, et je vous prie d'être absolument franc avec moi, et de me dire quelle est la situation véritable de nos affaires.

— Tout dépend de l'agitation du crédit, répondit Potchatkine après un moment de réflexion.

— Qu'entendez-vous par agitation du crédit ?

Potchatkine s'expliqua, mais Laptev n'y comprenait rien, et il envoya chercher Makéïtchev.

Celui-ci accourut aussitôt, but, mangea, fit une prière, puis déclara de sa grosse voix de baryton que les commis avaient le devoir de prier Dieu jour et nuit pour le bonheur et la santé de leur maître et bienfaiteur.

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 5 et suivants, 1918.

(1) Le plus féroce des fameux gardes du corps d'Ivan-le-Terrible.

— Très bien, — répliqua Laptev, — mais permettez-moi de ne pas me considérer comme votre bienfaiteur.

— Chaque homme doit prendre conscience de sa propre situation. Vous êtes, par la grâce de Dieu, notre père et notre bienfaiteur, et nous sommes, nous, vos esclaves.

— Ah ! mais tout cela m'agace à la fin ! — se fâcha Laptev. — Je vous prie, soyez maintenant, vous, mon bienfaiteur, et expliquez-moi donc l'état réel de nos affaires. Ne me prenez pas surtout pour un blanc-bec, ou, dès demain, je ferme le hangar. Mon père est aveugle, mon frère est dans une maison d'aliénés, et, quant à mes nièces, elles sont encore trop jeunes... Ce commerce, je le déteste, c'est vrai, et très volontiers je m'en désintéresserais ; mais il n'y a personne pour me remplacer, et vous le savez bien. Alors, au nom de Dieu, laissez là vos ruses, et parlez-moi franchement.

Ils s'en furent tous les trois au hangar pour faire les comptes. Ensuite on les refit à la maison, et le vieux Laptev prit part à ce travail. En initiant son fils aux secrets du métier, il parlait du même ton que s'il se fût agi, non pas de commerce, mais de sorcellerie. Finalement il se trouva que les bénéfices de la maison aumentaient, annuellement, d'environ un dixième, et que la fortune des Laptev, rien qu'en argent liquide et en valeurs, s'élevait à six millions de roubles.

Lorsque, les comptes une fois terminés, Laptev sortit sur le seuil de la maison après minuit, il était sous l'impression de ces chiffres imposants.

La nuit était chaude, un peu étouffante, éclairée par la pleine lune. Les murs blancs des maisons, l'aspect des lourdes portes cochères fermées, le silence et les ombres noires, tout cela faisait penser à quelque forteresse, où ne manquerait que la sentinelle avec son fusil.

Alexis alla s'asseoir dans son jardin, sur un banc près de la palissade qui le séparait du jardin voisin. Les merisiers étaient fleuris, Laptev se ressouvint qu'en son jeune âge ces merisiers étaient déjà de la même taille, et aussi tordus qu'à présent ; ils avaient toujours le même aspect. Le moindre coin du jardin et de la cour lui rappelait son lointain passé. Dans son enfance comme à présent on voyait, à travers les arbres clairsemés, toute la cour baignée de lumière lunaire, et les ombres n'étaient pas moins sévères et mystérieuses, et il y avait, comme en ce moment, au milieu de la cour, un chien noir couché, et les fenêtres des commis étaient grandes ouvertes, comme en ce moment. Ce n'était pas là des souvenirs bien réjouissants.

Derrière la palissade, dans le jardin voisin, pas légers s'entendirent :

— Ma chérie, ma toute chérie, — chuchota voix masculine, et si près de la palissade, qu lexis perçut même le souffle de l'inconnu.

Le bruit d'un baiser résonna.

Laptev avait maintenant la conviction que millions, que ce commerce détesté finiraient lui gâter l'existence, et par faire de lui un esc Peu à peu, il se plierait à sa nouvelle situat s'adapterait à son rôle de patron, commencera s'abrutir, à vieillir, et finalement il mourrait a que meurent la plupart des gens, c'est-à-dire façon médiocre et laide, ne causant que de l nui à leur entourage. Mais qu'est-ce donc qui l'i pêchait de laisser là et les millions, et la mai de commerce, et de quitter cette cour et ce jard qu'il abominait depuis son enfance déjà ?

Les chuchotements et les baisers, derrière palissade, l'agitaient. Il s'en fut au milieu de cour et, déboutonnant le col de sa chemise, il mit à considérer la lune. Et il lui semblait q allait tout de suite se faire ouvrir la porte cochè et s'éloigner pour ne plus jamais revenir. S cœur s'épanouit délicieusement, dans un ava goût de liberté ; il riait joyeusement et il imagin quelle vie merveilleuse, poétique, sainte peut-êt pourrait alors être cette vie autre, cette secon existence qu'il entrevoyait...

Mais il restait pourtant sur place, ne part point, et se demandait :

« Qu'est-ce qui me retient ici ? »

Et il se dépitait contre lui-même, et contre chien noir, qui se traînait là sur des cailloux lieu de se sauver dans les champs, dans les bo où il serait pourtant libre et joyeux. Ce qui l'e pêchait, lui, de partir et ce qui empêchait chien d'en faire autant, c'était la même cause é demment, l'habitude de la prison, l'habitude l'esclavage...

Le lendemain, vers midi, Laptev alla voir femme, et pour charmer l'ennui du voyage il inv Yartzev à l'accompagner.

Julia demeurait à la compagne, à Boutovo. S mari n'était pas venu depuis cinq jours déjà. A rivés à la gare, les deux amis montèrent en v ture, et Yartzev chanta pendant tout le traje s'émerveillant du temps superbe qu'il faisait. L villa des Laptev était située dans un grand par non loin de la gare.

Assise à l'ombre d'un grand et vieux peuplie là où commençait l'allée principale du parc, jeune femme attendait son mari. Elle avait u robe légère et fort élégante, ornée de dentelle

ut de couleur crème, et elle tenait à la main ème ombrelle.

rtzev la salua et se dirigea vers la maison, partait les voix de Sache et de Lyda. Lap- lui, s'assit près de sa femme, pour causer elle de leurs affaires.

Pourquoi es-tu resté si longtemps sans venir ? manda-t-elle sans lâcher la main de son mari. oi je passe des journées entières à regarder s, dans la direction de la gare, si tu n'arrives Je m'ennuie tant sans toi.

le se leva, lui promena la main sur les che- , et se prit à examiner, avec attention et cu- té, la figure, les épaules, le chapeau d'Alexis.

Tu sais, je t'aime, — murmura-t-elle en issant. — Tu m'es très cher. Voici, mainte- , tu es là, je te vois, et je suis heureuse, je aurais t'exprimer combien je suis heureuse... ons un peu, veux-tu ? dis-moi quelque chose.

le lui avouait son amour ; lui, cependant, comme la sensation d'être marié depuis une ine d'années déjà : il avait envie de se mettre ble pour déjeuner.

le lui passa un de ses bras autour du cou, lui ouillant la joue avec la soie de sa robe. Il ta doucement le bras de sa femme, se leva, ans prononcer un mot, se dirigea vers la mai-

Ses nièces accouraient à sa rencontre.

Comme elles ont grandi, pensa-t-il, et que changements pendant ces trois années !... Et qu'il faudra vivre encore, peut-être, quinze trente ans... Que nous réserve encore l'ave- ? Qui sait ?... Qui vivra verra !... »

embrassa Lyda et Sacha qui s'étaient suspen- s à son cou, et leur dit :

Votre grand-père vous envoie le bonjour... cle Fédor, va bientôt mourir. L'oncle Kostia t d'écrire d'Amérique et me charge de ses tiés pour vous. Il s'ennuie à l'Exposition, et se revenir bientôt à Moscou. Et l'oncle Alio- voudrait bien manger.

uis il s'installa sur la terrasse et vit sa femme marchait doucement dans l'allée en se diri- nt vers la maison. Elle réfléchissait à quelque se ; son visage avait une expression mélanco ie et charmée, et dans ses yeux brillaient des nes. Ce n'était plus la jeune fille d'il y avait s ans, gracile et svelte, à la figure pâle : ait maintenant une femme belle et robuste en in épanouissement.

t Laptev ne put s'empêcher de remarquer avec lle extase Yartzev la regardait venir, et comme pression nouvelle de ce beau visage féminin se était, mélancolique et charmée, sur le visage de son ami, qui semblait voir Julia pour la première fois de sa vie.

Et ensuite, pendant le déjeuner, Yartzev ne cessait pas de sourire avec une joie timide, ne cessait pas de contempler Julia et son cou magnifique.

Involontairement, Laptev, à son tour, ne quittait pas Yarzev des yeux, et il pensait qu'il faudrait peut-être vivre quinze ans, trente ans... Quels événements aurait-il encore à traverser? Que lui réservait encore l'avenir ?...

Et Alexis, de nouveau, concluait :

— Qui vivra, verra....

ANTON TCHEKHOV

(*Traduit du russe* par G. SAVITCH et E. JACBERG).

LES NOUVEAUX IMMORTELS

RENÉ BOYLESVE

C'est un romancier : il n'est rien d'autre. Entendez par là que tout effort littéraire prend chez lui la forme du roman qui ne s'apparente à aucune autre et qui possède sa technique, ses lois, ses proportions, son équilibre. M. René Boylesve en a discerné les nécessités et les ressources, intelligemment, patiemment avec un labeur entêté, mais qui ne sent jamais l'huile. Qu'on n'aille pas prétendre que cette fidélité à un seul genre soit chose commune dans la littérature. On citerait dans le passé Balzac et Flaubert bien qu'ils eussent été attirés vers le théâtre : chez les romanciers actuels, on ne saurait trouver pareille persévérance. Ce n'est pas seulement parmi les peintres que sévissent les violons d'Ingres. Tel auteur qui s'était acquis une extraordinaire renommée par sa notation aiguë de la vie mondaine prit soudain la succession de Joseph de Maistre, fixant les principes générateurs de nos institutions politiques, et se fit tour à tour sociologue et moraliste. Tel autre qui s'était penché, pareil à quelque magicien de génie sur tous les philtres dont s'était enivré la pensée humaine dans l'antiquité et au moyen-âge, achève sa vie dans le culte de l'anarchie, entourée de disciples impatients et frénétiques. Si nous passions en revue tous nos écrivains, on serait surpris du grand nombre d'entre eux qui voulurent être journalistes, conférenciers ou voyageurs. Or René Boylesve ne céda point aux diverses tentations. Cela lui constitue une première originalité.

Il en possède une seconde à notre gré, non

moins rare. Il n'a pas été touché par les grandes tourmentes qui soufflèrent de l'étranger, nous arrivèrent du Nord et de l'Est à travers Ibsen, Tolstoï et Nietzsche, gangrenant pendant un certain temps le clair genre français. Il faut en rabattre aujourd'hui. On s'aperçoit que les âmes nées sous des cieux différents ont une ferveur à elles, une résonnance particulière, véritablement incompréhensible, incommunicables à d'autres peuples. On a cru pendant trop longtemps que les beautés venues de loin élargissaient la vision d'un individu. A dire vrai, elle déroutent, exaspèrent sa sensibilité, le corrompent, comme s'il s'agissait d'un apport de toxines dans son sang.

Ne pourrait-on pas soutenir, que si ces écrivains, au lieu de chercher à s'assimiler des génies lointains qui les heurtent plus qu'ils ne les charment, qui les surprennent plus encore qu'ils ne les séduisent, voulaient rencontrer dans notre passé et lire de près un Diderot, un Beaumarchais, prendre avec soin nos fabliaux du moyen-âge, de laver aux fontaines attiques de la Pléiade, cheminer derrière Ronsard, ils s'enrichiraient et nous donneraient des œuvres profondes, originales; audacieuses qui seraient immédiatement comprises et senties. Nous avons tous plus ou moins subi l'influence des maîtres du Nord : là encore M. René Boylesve fit preuve de goût, de nonchalance et d'intuition. Il ne fut ni Tolstoïste, ni Ibsenien. Il laissa les tempêtes gronder près de lui, sans courir pour les contempler.

M. Boylesve est Tourangeau et, en parlant de lui, il faut sans cesse avoir présent à l'esprit son origine. Si l'on ne sait pas qu'il naquit sous un ciel clair et léger ; que ses regards eurent devant lui un paysage sans grands horizons, mais fait de lignes douces et molles, on ne peut guère comprendre son art. Ce n'est point par hasard que nous avons parlé de la Pléiade et de son divin chef Ronsard ; lui, comme ses disciples, allèrent chercher en Italie, en Grèce, leurs inspirations et leurs modèles, mais c'était toujours à leur coin de terre qu'ils revenaient de ces voyages en imagination, comme si, en définitive, ils eussent pressenti que le meilleur de leur génie était apporté par l'harmonie, la richesse de notre ciel de France. M. René Boylesve est donc un fils de la Touraine, il y a passé d'abord sa jeunesse ; il y revint plus tard à toutes les époques de sa vie, parce qu'il se sentait avec le sol et ses habitants des affinités secrètes.

D'ailleurs, quand j'évoque la personnalité de M. René Boylesve, deux êtres différents se superposent. Tantôt l'homme souple avec son visage net, son nez important, sa longue barbe sombre me faut songer à ces gentilshommes campagna chasseurs solides parcourant leurs terres l'aube au soir, attachés à leur domaine, à l plaisirs, méprisant l'existence cloîtrée des v D'autres fois, je me le représente, avec son f vaste, ses yeux profonds et sa barbe de miss naire, comme un moine moins disposé à s'use de sévères pénitences que prêt à se pencher notre société pour en scruter les erreurs, les fa les péchés de toutes sortes, mortels et véniels véniels surtout, car M. René Boylesve incline à dulgence.

Tels sont les aspects de sa personnalité ; les deux se trouvent dans ses œuvres. La vie vinciale dans laquelle s'écoulèrent ses jeunes nées ; ses parents, ses voisins, nous les ret verons dans plusieurs de ses romans : *Made selle Clocque*, la *Becquée*, *l'Enfant à la balustr* et vraiment il faut avoir vécu dans une petite senti des regards cachés derrière les persien occupés à surveiller nos allées et venues, suivre dans la rue, par les routes, avoir souffer la médiocrité, de la médisance pour trouver des tails aussi minutieux, aussi tragiques que notés par M. René Boylesve dans ses récits. V ment, certains de ses personnages font songe les héros balzaciens ; il leur manque seulen cette fougue, cet élan, qui emportent les destin vers un but final, comme dans les tragédies a ques.

Cependant, ses personnages se présentent a un relief, une individualité qui par instants haussent jusqu'à des types sociaux ; c'est là. l'art du romancier.

Mais M. René Boylesve franchit la distance séparé la Touraine de Paris et la grande l'attira, le conquit : sa société, son monde, il étudia sans colère, sans aigreur. Il peignit société affinée, élégante, intelligente aussi, comme le romancier avait l'air de s'y compl on lui en fit grief dans les petits cénacles et tains regrettèrent qu'il eût abandonné ses étu provinciales qui lui avaient porté bonheur. V ment va-t-on reprocher à un auteur de changer modèles ? M. René Boylesve estima que dans monde où il vivait, les jeunes filles, les femm pouvaient fournir de substantielles analyses *Meilleur Ami*, la *Jeune fille bien élevée*, *Madele jeune femme* resteront comme des études intér santes, heureuses, de la vie féminine contem raine. Il s'agit d'êtres formant une élite, pri légiés, spiritualisés, affinés par des siècles bien-être et de culture qui ne se contentent p de la médiocrité, de la banalité et qui cherch dans l'art, dans l'amour, dans un paysage, da

parfum, des motifs de trouble, d'émoi. Ames armantes, passionnées, tourmentées, vous ne uvez naître, vivre que dans une certaine société, ns une société où l'on n'est point pressé par le soin, diminué par les soucis matériels, mais où n peut regarder le temps s'épanouir et mourir mme un bouquet dans un vase. Si nous pouvions mparer un art à un autre, nous écririons, sonant à certaine école de peinture, que des romanrs comme un Boylesve, ainsi que leurs amis : rcel Boulenger, Jean-Louis Vaudoyer, Edmond loux, Pierre Villetard, etc., sont des *intimités*, ris il leur faut pour des décors qui enchantent s êtres qui retiennent et séduisent.

La Province et Paris furent cependant, à cerines époques, délaissées par M. René Boylesve. alla s'énivrer des paysages italiens. Cet amour, culte, cette passion de l'Italie, sont communs à tte école littéraire, élégante et charmante, dont noms que nous avons cités composent la paire et dont le chef est M. Henri de Régnier. Tous t fait le serment de nous faire retrouver, à nous tins, les nobles chemins de l'Italie. Elle a déjà ussi eu partie dans cette entreprise et M. René ylesve inséra dans son œuvre un roman exis et parfait : *Le parfum des Iles Borromées*. est une aventure banale, sans grandes péripés, mais qu'on sent envahie d'un trouble délicat. ute la violence, toute l'exaltation des jeunes eurs, René Boylesve les a senties, rendues avec pathétisme qui bouleverse. Il a donné à une ygédie de l'amour, le cadre d'un petit conte.

Tels sont les divers aspects du talent de M. Boyve ; la manière galante des auteurs au XVIIIe ècle, lui a inspiré les pages charmantes des *ains de Jade*, de sa *Nuit d'amour dans un parc*. Ce dilettantisme d'un nouvel académicien — ns tous ses livres, ses personnages émettent les ofessions de foi, les plus subtiles, les plus condictoires — a sombré dans la terrible tourmente la guerre.

Ses peines, ses émotions, ses cas de conscience, crivain les a révélés dans *Tu n'es plus rien*. La montre que l'amour, le culte d'un être, fût-il un ros, doit disparaître, se transformer, devenir grande, une noble charité. Les douleurs, les pplices de l'âme ou de la chair sont de l'énergie atrice en puissance. Faisons-la s'épanouir, dusnt nos cœurs en être déchirés.

M. René Boylesve fut élu membre de l'Académie nçaise la première fois qu'il se présentait, ce i constitue un indéniable succès personnel. On dit que M. Boylesve comptait depuis longtemps s amis dans la maison. On assure que la cordiaé de M. Henri de Régnier fut une des causes de ce triomphe. Le fait est sans doute exact. M. René Boylesve connut M. Henri de Régnier aux jours bénis où sévissant la terrible bataille, qui occupait alors les esprits, que le symbolisme déclara aux Parnassiens. A la même époque et parallèlement, s'esquissait dans le roman une réaction contre le naturalisme. Les œuvres de M. René Boylesve furent les premières manifestations d'une nouvelle façon de sentir et de peindre.

Le public des lettrés ne pouvant plus supporter les lourdes histoires indigestes, farcies d'incidents crapuleux, des disciples d'Emile Zola, car le maître avait gardé pour lui, la force et l'éclat qu'il souhaitait dans ses manifestes à son école, M. René Boylesve vint à l'heureux moment où le goût réclamait de la délicatesse, de la variété, de la mesure, des analyses délicates, des paysages aux lignes sobres et vieilles avec un clair horizon. L'auteur de *Mlle Cloque* le contenta d'emblée par des dons qui répondent à de secrètes exigences.

Il ne faut pas chercher ailleurs le motif de sa faveur auprès d'un public fidèle et cultivé. René Boylesve ne l'a jamais dérouté, ni déçu ; il lui a, pendant près de vingt ans, d'un probe labeur, constamment apporté les meilleures qualités de l'esprit français.

JEAN VIGNAUD.

LETTRES DE VICTOIRE GOUNOD ET DE URBAIN GOUNOD A HECTOR LEFUEL (1)

Mme Gounod à Hector Lefuel

le 26 juillet 1840.

Je profite de ma lettre à M. Ingres, mon cher Hector pour vous envoyer un petit mot de bien affectueux souvenir de ma part et aussi de votre ami Urbain ; nous avons été bien content d'apprendre par votre bonne mère, que je suis allée voir il y a quinze jours, de bonnes nouvelles de votre santé et le plaisir que vous donnera, dans un mois environ, la bonne visite de deux de vos amis. Jeudi dernier nous avons reçu une lettre de Charles, datée de Naples, le 11 juillet, dans laquelle il nous dit que vous alliez bien lorsqu'il vous a quitté, vous ne sauriez assez croire combien nous pensons à vous, combien nous en parlons, combien nous vous aimons !... Notre bon Charles, qui

(1) Voir le dernier numéro.

vous affectionne maintenant comme un frère et qui nous dit que vous êtes excellent pour lui, aurait bien désiré que vous fussiez allé avec lui à Naples : il sera bien heureux de vous y voir arriver avec M. Degeorges qui se propose de vous y emmener. Charles par sa lettre nous dit qu'il vous doit écrire le lendemain (1) : il vous aura, sans doute donné son adresse? Cependant comme il serait possible qu'il l'eût oubliée, la voici. *A la ville de Rome, quai Sainte-Lucie.* Je pense, mon cher Hector, que deux de mes lettres seront arrivées à Rome depuis le départ de Charles qui devait avoir lieu le 6 juillet, d'après ce qu'il m'a annoncé quatre jours avant son départ seulement. — Seriez-vous assez bon pour vous informer si ces lettres sont arrivées à votre Villa ? Je pense que la première a dû y arriver le 7 juillet et la seconde le 17. – Faites-moi le plaisir de les mettre toutes deux sous enveloppe et de les lui envoyer à l'adresse que je viens de vous donner. Je l'ai averti dans cette lettre que je lui ai adressée à Naples le 17 de ce mois que j'allais vous demande rce petit service.

Votre bonne mère se portait bien quand je l'ai vue : vous pensez quelles bavettes nous avons taillées ! il y avait à vous faire terriblement bourdonner les oreilles.

Mon Charles me parle de vos couplets pour M. Ingres et me dit qu'ils sont charmants de sentiment et d'esprit et d'à-propos. Vous avez eu là une bonne idée, cher ami ; je vous en fais, ainsi qu'Urbain, mon sincère compliment.

M. Leclerc était à Paris le jour où je suis allée à Versailles, mais j'ai su qu'elle se portait bien et j'ai vu l'aînée de ses poulettes qui a toujours des yeux à la perdition de son âme : gare à elle et gare aux cœurs des jeunes Troubadours lorsque sonneront les 15 ans de cette beauté naissante.

Si vous allez à Naples à la fin d'août, comme je le désire et l'espère, bon ami, embrassez bien pour moi mon Charles ; Embrassez-le aussi pour son frère, parlez de nous ensemble et aimez-nous toujours comme nous vous aimons.

Bon jour, cher ami, comptez bien sur le dévouement de votre vieille amie.

Vve Gounod.

Monsieur
Monsieur Hector Lefuel,
Pensionnaire du Roi
A l'Académie de France.
A Rome.

(1) Gounod avait quitté Rome pour faire un voyage à Naples, vers le 5 juillet. Sa première lettre à Lefuel est datée du 27 juillet seulement.

Urbain Gounod à M. Lefuel.

Jeudi 17 septembre 1840.

... Dis à Charles que nous allons tous bien et que nous sommes encore à la campagne jusqu'au 23. Ce séjour un peu prolongé et d'une tranquillité admirable en compagnie charmante aura fait beaucoup de bien à ma mère. — Quand je serai de retour à Paris je lui écrirai (à Charles) : ce sera peut-être à l'occasion du jugement de peinture. Je voudrais bien pour M. Richomme que ce pauvre Jules (1) fût heureux. Ma mère l'embrasse et lui donne procuration pour Charles. Comme nous sommes loin et que nous ne pouvons nous toucher, j'ose en faire autant sans crainte de faire venir la pluie...

... Adieu et crois-moi ton ami sincère pour la vie.

Urbain.

Monsieur
Monsieur Lefuel, Architecte Pensionnaire du Roi à l'Ecole de France, Villa Médicis.
A Rome.
(Italie)

Lettre remise par Degeorge à Lefuel.

Mme Gounod à Hector Lefuel

le 31 décembre 1840.

Depuis longtemps, cher Hector, je veux vous écrire pour vous dire combien l'amitié que je vous porte depuis bien des années s'augmente encore par celle que vous avez pour mon pauvre Charles ; dans toutes ses lettres il nous parle de sa tendre affection pour vous, des excellents conseils que vous lui donnez : il ajoute que vous vivez ensemble comme deux frères, je comptais bien sur tout cela de votre part, mais combien je suis heureuse de voir que je vous connaissai bien aussi Puisque vous souffrez de l'absence vous aurez deviné combien j'en souffre de mon côté et vous m'avez voulu donner la plus grande des consolations qui puisse m'être offerte. Charles nous dit avec bonheur, que vous l'aimez bien : tant mieux, mon Dieu ; j'y trouve la preuve de votre bonté et aussi celle qu'il vaut quelque chose de bon comme je l'ai toujours espéré ; — Si vous saviez comme je vous saurais gré de m'écrire un pauvre petit

(1) Jules Richomme, peintre, né comme Gounod, en 1818, mort en 1902, débuta comme portraitiste, au Salon en 1839 ; il y eut une 3e médaille mais n'obtint pas le prix de Rome. La *Revue hebdomadaire* a publié en janvier 1911 des lettres de Gounod à Richomme.

et où vous me parleriez de vous, de votre santé vous deux, de votre manière de vivre. Je ne sais rquoi il me prend parfois des craintes dont je suis pas maîtresse. Votre organisation à tous x est tellement nerveuse que je vous vois ac- sibles aux mêmes maux : Prenez bien soin de s et que votre bonne et mutuelle amitié vous tienne. — Charles dans sa dernière lettre du décembre se plaint du mauvais temps lourd l fait à Rome depuis quelques jours ; il me dit cela vous attriste tous deux et je le suis par tre coup : J'ai grand désir que la prochaine re m'annonce que le soleil vous a ramené la été et partant la santé alors mons vieux cœur vous aime bien, sera au large.

Urbain se joint à moi pour vous embrasser de t cœur et pour vous souhaiter force santé et rage ; vous savez que notre tendre et profonde tié pour vous est maintenant comme toujours pour toujours un bien de famille : votre ancien narade ami sera aussi heureux que moi d'avoir vous quelques mots qui nous parlent de vous de son frère.

Adieu, cher Hector, croyez toujours, ce qui est n vrai, qu'après mon cher fils vous occupez la mière place dans ma pensée et que je vous suis ouée pour toujours.

Vve GOUNOD.

(*A suivre*). J.-G. PROD'HOMME.

SOUVENIRS DE BRETAGNE [1]

III. — SOUS LA PLUIE.

Depuis trois jours, le mauvais temps ne cesse . Il pleut ou il vente, alternativement, lorsque deux n'ont pas lieu simultanément.

Dehors, maintenant, c'est la nuit, nuit noire, s lune, triste, pleine de bruits sinistres, de cra- ements et d'épouvante. Dans le lointain, on en- d un chien qui hurle. Là-bas, vers le large, on , d'instant en instant, s'allumer les phares qui ident les marins qui sont en mer malgré la bour- que, car il y en a. Il faut bien « gagner sa vie ».

. . . . . .

Le vent souffle, les branches gémissent, les ares brillent et s'éteignent dans l'obscurité, re- rds sanglants. Le chien, furieusement et inter- minablement, hurle à la mort. Et dire qu'à cette heure, il y a quelque part, certainement, un navire en détresse, désemparé, sans gouvernail, la mâture brisée, entraîné par le courant, qui va, terriblement secoué, à une perte certaine. Oh ! l'appréhension et l'horreur de la chute finale dans l'eau froide et noire, digne antichambre du néant.

On ne voit pas à quelques mètres devant soi. Des gouttes de pluie viennent moucheter les petits rectangles d'ombre que sont actuellement les vitres de ma fenêtre.

Hier dimanche, dans l'après-midi, il ne ventait pas et la pluie seule était de la partie ; aussi en ai-je profité pour faire une grande promenade. Le temps qu'il faisait n'était pas précisément, pour déambuler dans la campagne, l'idéal rêvé ; mais il faut, c'est le cas de le dire, savoir prendre le temps comme il vient et en voir les avantages. Pour ce qui est de l'idéal, il est prudent de n'en pas attendre la réalisation, même à ce point de vue. Je suis donc parti sous un véritable déluge. Les nappes d'eau s'abattaient sur le sol avec plus d'ardeur que jamais, mais tant pis, j'avais décidé de sortir et je suis sorti ; solidement chaussé, enveloppé d'un épais manteau au col hermétiquement clos, j'étais, en somme, bien équipé et prêt à affronter toutes les intempéries. Cela d'ailleurs était plus sage.

J'ai fait, en résumé, une délicieuse promenade, sous ce grand ruissellement général, sous cette pluie palpitante et vivante qui ne pouvait me pénétrer, quoi qu'elle fît. J'avais tort d'écrire tout à l'heure que ce temps n'était pas l'idéal rêvé ; je n'en connais pas, à la réflexion, de plus propice à une agréable rêverie ambulante. Il ne faisait pas trop chaud. J'avais pour moi les routes tout entières, personne dehors, ou presque. Tranquillité absolue pour jouir du paysage qui, pour limité qu'il était, n'en avait pas moins son charme. Tout reverdissait sous cette ondée bienfaisante, c'était de la vie qui tombait pour les plantes desséchées ; elles renaissaient, en se parant à nouveau de leurs couleurs les plus vives. Partout des variations amusantes s'offraient à mes yeux qui erraient parmi les verdures où ils se reposaient délicieusement de leurs arides travaux habituels.

Et puis les rares personnes rencontrées de-ci de-là, par hasard, me fournirent des divertissements, parce que toutes armées de cet horrible appareil qui a nom parapluie ; il faut voir ce qu'ils sont et comment on les tient en ce pays-ci.

Voici s'avancer quelques femmes qui rentrent des vêpres. Elles vont, les jupes retroussées par delà le genou bientôt. Elles tiennent droit et ferme, devant leur nez, comme des cierges, les énormes

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 11 et 12, 1918.

instruments aux balcines ressortantes et indisciplinées ; elles sont inexprimables aussi.

Plus loin, j'ai croisé un petit bonhomme, un « paotric brao », comme on dit en breton (1), qui portait gravement d'une main un parapluie beaucoup plus grand en largeur que lui en hauteur ; de l'autre, il brandissait un fouet qui, seul, surgissait de cette carapace en mouvement. Paisiblement, il guidait un troupeau de vaches regagnant leur étable le dos rond et la croupe fumante.

Un tableau gracieux, enfin :

Deux jolies fillettes, parées de leurs plus beaux atours : vastes collerettes relevées à la Médicis par le vent qui commençait à se lever, dispersant quelques nuages. Elles sont là, serrées l'une contre l'autre, l'air quelque peu inquiet et effravé, cramponnées de toute la force de leurs mains menues au manche de leur immense parapluie, dans lequel l'air s'engouffre, menaçant de les enlever.

Les chemins creux sont changés en torrents minuscules qui rappellent la description des fleuves de chocolat et de café au lait des fameuses « Iles Fortunées ». Ils permettent en outre de faire de la géologie expérimentale ; c'est l'occasion fournie, plus même : offerte, de vérifier l'opinion que l'on peut avoir sur le creusement des vallées, ou de se faire une idée sur cette importante question, au cas où l'on n'en aurait pas.

Et je disais, il y a un instant, que la pluie n'est pas propice aux agréables promenades. Quel blasphème !

Celle-ci eût été parfaite, n'était un petit incident qui, sur sa fin, l'attrista.

Ma route de retour me fit passer devant un « débit de boissons » d'où s'épanchaient des flots d'une ignoble musique, et cela m'a reporté aux plus pénibles et mauvais jours de mon existence : à mes sombres rentrées du dimanche soir au lycée, lorsque j'allais, pour huit jours au moins, reprendre le joug exécrable. Je me suis revu, grelottant quelquefois et minable toujours sous mes habits mal faits, dans une rue étroite et sale. Je la suivais, gai et joyeux, le matin ; morne et désespéré, le soir. C'était en une grande ville stagnante et pleine de morgue qui se pare par ailleurs de vastes avenues toujours vides et ne correspondant plus à son importance actuelle. C'était en une vieille cité, fière, à bon droit, de ses splendeurs passées, mais qui, en aristocrate qu'elle est, n'admet pas le fait accompli de sa déchéance, boude, se tient sur une hautaine réserve, y gagne de ne pas se modifier, de rester un endroit assommant et insupportable, sauf dans celles de ses parties où sont écrites, avec des pierres, du bronze, de l'eau et des jardins quelques unes des pages les plus éclatantes et les plus parfaites de l'histoire et du goût français. Là, dans ce boyau noirâtre, il était une affreuse guinguette : un éternel crin-crin y retentissait, une polka, toujours la même. Les danseurs soulevaient des tourbillons de poussière, l'atmosphère était irrespirable à l'entour et faisait tousser. Eh bien, tantôt, amère dérision, j'ai dû le subir encore, cet air haïssable, ce son horrible de violons et accordéons jouant ensemble, dans le cabaret lointain. Entendre cela, ici, c'est désespérant, et voici qu'actuellement encore elle retentit à mes oreilles l'inoubliable polka. C'est de l'obsession exaspérante.

. . . . . .

La nuit est toujours d'un noir d'encre. La pluie, par instants, tambourine aux vitres, puis c'est le tic tac pressé des gouttes sur le zinc des tuyaux de descente. Un phare anime d'un point rouge, régulièrement, de cinq en cinq secondes, les masses d'ombres accumulées. Plus loin, celui de Belle-Ile promène dans le ciel de grandes traînées livides, celui de Groix, enfin, a des tons plus bleus. Au ras de l'eau, ce sont les lumières de la petite ville voisine, ponctuant de jaune une couche de sépia à la côte. Le chien, loin de se taire, a redoublé cependant ses lamentations lugubres, auxquelles se mêlent les cris des oiseaux tant maritimes que nocturnes, effet habituel de la tempête, sinistre concert d'ullulements, de courlis des oiseaux de ce nom et d'aboiements.

(A suivre). GEORGES PHILIPPAR.

(1) Un gentil petit garçon, expression très usitée pour faire l'éloge d'un enfant.

L'ACTUALITÉ LITTÉRAIRE

Les journalistes à l'Académie. — Bergerat et Théophile Gautier. — Les visites de Baudelaire — Napoléon Journaliste.

On a beaucoup parlé de l'Académie le mois dernier ; on a fait bien du bruit autour de certaines candidatures, et il s'est produit, à ce propos, dans la presse, un vif mouvement d'opinion en faveur des journalistes. On a trouvé avec raison que les journalistes sont réellement bien peu représentés à l'Académie. Il y a pourtant parmi eux des gens de talent, qui remplissent toutes les conditions requises pour faire partie des immortels de ce monde. On a fait observer qu'Hervé, directeur du *Soleil*, et John Lemoine, rédacteur au *Débats*, fu-

ent nommés académiciens uniquement à titre de journalistes. S'il n'est pas nécessaire d'avoir publié des volumes et même d'être écrivain pour être académicien ; si, comme on l'affirme encore aujourd'hui, l'Académie est avant tout un Salon où peuvent être admis de simples honnêtes gens, de simples gens de goût, nobles ou roturiers, ducs ou démocrates, je ne vois pas pourquoi on ne nommerait pas des journalistes connus par la probité de leur vie, l'unité de leur carrière et la signification de leur œuvre laborieuse et quotidienne, qui est fort méritoire en soi et de grande influence sur la direction des idées publiques. C'est certainement par oubli bien plus que par dédain que cette honorable profession n'est pas mieux représentée sous la Coupole. Les candidats ne manqueraient pas. Pour n'en citer que deux au hasard, j'estime que MM. Joseph Reinach et Adolphe Brisson pourraient faire à l'Institut assez bonne figure de grands journalistes.

On dit et on dira toujours du mal de l'Académie. En France, l'esprit de la Fronde est un peu l'esprit de tout le monde. Il est de mode de railler les vieilles perruques ; puis on réfléchit, on s'assagit, et, un beau jour, comme Richepin, après avoir fait la *Chanson des gueux* et les *Blasphèmes*, on devient candidat. Rappelez-vous la surprise que causa vers 1880 la candidature de Bergerat, dont l'étincelante bonne humeur, sous la signature de Caliban, faisait la joie du public lettré. On alla aux informations, Bergerat fut interviewé. Il répondit à Belon et Price que la nouvelle était fausse, mais qu'il le regrettait, parce qu'il aurait eu certainement un joli discours à prononcer. Et, séance tenante, il improvisa cette déclaration satirique et irréfutable :

« Messieurs, l'honneur que vous me faites en m'appelant au sein de l'Académie française, me touche plus que je ne saurais le dire, car mieux que personne, je puis en sentir le prix. Je n'ai qu'à chercher dans ma propre famille pour trouver un écrivain à qui son talent universellement reconnu n'a pas valu la faveur insigne de siéger parmi vous, et l'exclusion de Théophile Gautier est bien faite pour accroître ma reconnaissance et me rendre plus fier encore de suffrages si difficiles à acquérir. Et, puisque j'ai prononcé le nom de l'auteur d'*Emaux et Camées*, permettez-moi, Messieurs, de m'écarter quelque peu des usages séculaires de votre illustre compagnie et de prononcer ici son éloge, qui sera au moins aussi intéressant que celui de mon immortel prédécesseur, et qui a l'incontestable avantage d'offrir à mon éloquence un sujet beaucoup plus connu. »

Il est certain qu'un discours de ce genre aurait eu du succès... dans le public.

Bergerat avait lancé lui-même le bruit de sa candidature en manière de plaisanterie. Il racontait avoir pris un cocher à l'heure pour faire ses visites, et qu'il avait été arrêté par l'impossibilité absolue de retrouver dans sa tête les noms de plus de treize académiciens. Caliban terminait son récit par ce trait : « C'est triste d'aller ainsi quêter les *voix*. Heureuse Jeanne d'Arc ! Les voix venaient la trouver, elle. »

La candidature académique est une maladie qui peut prendre tout le monde, ceux qui ont du talent et ceux qui n'en ont pas. Les personnes les plus indépendantes en sont subitement atteintes. Voyez Baudelaire. Ce poète, la terreur des bourgeois et qui poussait l'originalité jusqu'à l'extravagance, eut à son tour la terrible maladie : Il posa sa candidature et fit ses visites. On le plaisanta. Les journaux se moquèrent. On le compara au mancenillier ; on disait qu'il inspirait l'idée du suicide aux marchands de vin ; qu'il avait le mauvais œil, qu'il jetait des sorts, etc. On prétend que le vieux M. Viennet, en reconduisant l'auteur des *Fleurs du mal*, lui dit la phrase habituelle avec laquelle il faisait prendre patience aux candidats : « Vous n'attendrez pas longtemps mon fauteuil, monsieur. » — « Vous vous présentez donc à l'Académie ? lui dit désinvoltement M. Villemain. Combien avez-vous donc de voix ? — M. le Secrétaire perpétuel n'ignore pas, répondit Baudelaire, que le règlement interdit à Messieurs les Académiciens de promettre leurs voix ; je n'aurai donc aucune voix jusqu'au jour où sans doute on ne m'en donnera pas une. — Je n'ai jamais eu d'originalité, moi, répliqua Villemain. — Qu'en savez-vous, monsieur ? dit Baudelaire. » L'auteur des *Fleurs du mal* dût être enchanté du mal qu'on disait de lui dans la presse. Ajoutons, en passant, que le bon M. Viennet, qui promettait sa mort à tous les candidats, eut l'ironie de vivre 95 ans. Il en avait 80 quand il perdit sa femme, et il eût, à ce propos, on peut le dire, un joli mot de la fin. — C'est un grand malheur, lui disait-on. — Oh ! oui ! répondit-il sincèrement. Et d'autant plus grand, qu'à mon âge il n'est guère possible de se remarier.

La sympathie avec laquelle certains confrères ont réclamé l'admission des journalistes à l'Académie donne une véritable actualité à l'excellent ouvrage que M. Périvier vient de publier sous ce titre : *Napoléon Ier journaliste*. Napoléon, qui était déjà notre maître d'énergie et de volonté, nous est présenté comme un journaliste modèle, un maître

du genre. Il en est, du moins, le plus grand par le nom. Nous connaissions l'éloquence de ses proclamations militaires, que nous apprenions par cœur au collège. M. Périvier nous fait connaître son talent d'écrivain, sa prose et ses articles. Le livre est intéressant, parce qu'à travers la broderie des citations, c'est encore la vie de Bonaparte que nous lisons et que cette vie est toujours prodigieuse à relire.

Napoléon avait-il réellement du talent comme journaliste ? Les extraits d'articles que publie M. Périvier ne prouvent pas que sa capacité ait dépassé sous ce raport la moyenne des hommes de plume de son temps. Il disait parfaitement bien ce qu'il voulait dire ; il avait de la netteté, de la concision, une certaine alacrité cursive et, sinon de la verve, du moins le don d'entraîner le lecteur par la rondeur des affirmations et le mordant du style. Il avait commencé par être soldat-politicien, partisan du Terrorisme officiel, auteur et propagateur dans l'armée de pamphlets révolutionnaires, ce qui lui valut la protection des deux Robespierre, des Jacobins et finalement de Barras, qui lui confia la mission de mitrailler les royalistes et de sauver la Convention. Général en chef des armées d'Italie, il fonda des journaux en Italie et en Egypte. S'il n'avait pas le talent de Girardin, de Carrel ou de Chateaubriand, Bonaparte, en tous cas, eut la passion des journaux. Il méprisait les journalistes, mais il comprit l'importance du journalisme. Il lutta contre lui, il l'utilisa et finit par le supprimer ou l'asservir. Il n'y eut plus que le *Moniteur*, et les *Débats* devinrent *Journal de l'Empire*. On voit Napoléon perpétuellement occupé à imposer à la presse des directions de doctrine, des plans de campagne politique, des sujets d'articles à propagande. Toutes les manifestations de la pensée intéressaient ce maître du monde, qui faisait profession de mépriser les idéologues, et qui fut lui-même le réalisateur sans pitié des idéologies les plus dévastatrices. Il n'écrivait pas ses articles, il les dictait. Les sujets que traitait Napoléon étaient infiniment variés. Cette universalité de compétence avait déjà confondu Sieyès et Lebrun. Mais c'est surtout contre l'Angleterre que Napoléon écrivait ou faisait écrire. La haine de l'Angleterre fut la base de sa politique.

M. Périvier publie de curieuses lettres, des notes d'une savoureuse tyrannie, généralement adressées à l'administration de la police, si dignement représentée par Fouché. On voit évoluer à travers ces pages un Napoléon metteur en scène supérieur, qui soigne toutes les parties de son rôle, côté acteur et côté public. La politique extérieure fut toujours l'objet de sa constante préoccupation. L'ignorance des journalistes sur cette matière lui inspirait de justes colères. Il suffisait, d'ailleurs, de n'être pas de son avis ou de contre-carrer ses plans pour qu'il vous traitât d'imbécile. Non seulement il dirigeait, mais il créait les mouvements d'opinion de la politique étrangère, et cela sans ménagement pour personne. Sa brutalité accentuait encore son despotisme. Ayant un jour appris que l'Empereur l'avait comparé à un bas de soie plein de..., Talleyrand se contenta de répondre : « Quel dommage qu'un si grand homme ait été si mal élevé ! »

Quoi qu'il en soit, le livre de M. Périvier est des plus instructifs et des plus agréables... Par ce temps de candidatures académiques et journalistiques, il démontre que, si Napoléon a eu raison comme penseur, de ne pas vouloir faire partie de l'Institut, il eût parfaitement pu, comme journaliste, être nommé membre de l'Académie Française.

ANTOINE ALBALAT.

BIBLIOGRAPHIE

L'INDE D'AUJOURDHUI, par *Albert Métin* (Armand Colin, in-12). — M. Albert Métin, ancien Ministre du travail, publie une édition mise à jour et augmentée de ce volume dont l'intérêt est plus actuel que jamais. Il y étudie la distribution des peuples dans la presqu'île gangétique, les différentes conceptions religieuses, l'administration anglaise, etc. L'auteur, qui a jadis visité l'Hindoustan dans toutes ses parties, en a rapporté une documentation abondante qu'il met œuvre avec sa précision habituelle. P. L.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur : Paul Flat, publie : **Marcel Guichard** : *Les Cycles de l'Azote* ; **I. Rouch** : *La Prévision du Temps* ; **R. Chevassus** : *Les Papiers logarithmiques et leurs diverses applications* ; des *Notes et Actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc....

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les Auteurs tous les Samedis de 15 à 17 heures.

N° 14 — 56e ANNÉE — 20-27 JUILLET 1918

L'EFFORT GALLOIS (1)

C'était au mois d'août 1915, je le rappelle, que Lloyd George s'exprimait ainsi. A l'heure où je parle, ce n'est plus 100.000 hommes qui, dans les Galles, ont « quitté leurs collines et leurs vallées natales pour répondre à l'appel des armes », c'est près du triple, c'est tout ce qui pouvait tenir un fusil et qui n'était pas strictement nécessaire au travail des mines, des usines et des manufactures, exactement 280.000 hommes sur une population de 2.032.193 habitants, soit le septième de cette population, pourcentage vraiment énorme et qui dépasse celui de tous les autres pays de langue celtique, à l'exception de la Bretagne !

Ces 280.000 hommes ont dû être répartis un peu partout dans les corps métropolitains et les services techniques, mais on en a formé cependant deux divisions exclusivement galloises : la 52e territoriale, qui devait se distinguer à Gallipoli et en Palestine, et la 38e, dite du Dragon rouge, dont Lloyd George lança l'idée à Cardiff en septembre 1914. Devant l'afflux grandissant des recrues, on se décida, en outre, à dédoubler les anciens régiments gallois qui, dès le début de la guerre, avaient été jetés dans la fournaise. Ils étaient à Tsing-Tao, à Mons, sur la Marne, autour d'Ypres et nous verrons tout à l'heure comment ils se conduisirent à Gheluvelt où leur inébranlable fermeté celtique sauva l'armée anglaise d'un désastre et s'égala à celle des héroïques fusiliers marins qui, à peu près dans le même temps, renouvelaient à Dixmude la merveille des Thermopyles.

Le 2 mars 1915, jour de la Saint-David, qui est le grand patron des Galles, Londres avait la joyeuse surprise de voir les Welsh Guard, un des régiments gallois nouvellement formés, prendre pour la première fois, sous le commandement du général sir Francis Lloyd, Gallois lui-même, la garde d'honneur du palais royal (Buckingham Palace). « Ils étaient en kaki, rapporte un journal du temps, mais ils n'avaient pas encore d'insignes sur leur écusson et les badauds de Londres n'ont pu savoir si cet écusson s'adornera du dragon héraldique, d'une asphodèle ou d'un ... poireau ».

La réponse à cette question était donnée le même jour à Llanduno, où Lloyd George, à l'occasion d'une fête locale, passait en revue la première brigade du régiment des gardes. Il avait quitté Londres la veille, mais, sur le toit de sa résidence officielle, l'étendard de la principauté continuait à se déployer, car ce grand patriote reste partout fidèle à ses origines et l'Anglais chez lui n'étouffe jamais le Gallois. Or, les recrues qui défilèrent devant lui portaient toutes à leur casquette une feuille de poireau... Eh! oui, une feuille de poireau, l'emblème par excellence de la principauté, depuis le jour où les Gallois remportèrent une victoire fameuse sur les Saxons dans un champ de poireaux ! Et, si c'avait été dans un champ de choux ou de navets qu'ils eussent remporté cette victoire, c'est un navet ou une feuille de choux qu'ils eussent pris pour insigne. Il ne serait pas

(1) Voir le précédent numéro.

bon de chercher noise sur ce sujet aux Gallois, pas plus qu'aux Irlandais sur leur trèfle ou aux Ecossais sur leur chardon. A preuve la scène du *Henri V* de Shakespeare où l'on voit un certain Pistolet, qui s'est moqué du gallois Fluellen parce qu'il porte un poireau sur l'épaule, contraint par le susdit Fluellen d'avaler le poireau tout cru...

Le 30 juillet 1915, d'autres volontaires gallois débarquaient à Londres. C'étaient pour la plupart des houilleurs, membres de ces chorales populaires qui sont la grande et inestimable parure des *eisteddfodau* et qui ont fait dire, tant la musique est chère à ce pays : « Un océan de sons roule sur la Cambrie. » Ils chantaient — naturellement, instinctivement — en passant dans les rues et l'air qu'ils chantaient était justement cette *Marche des Hommes de Harlech*, le plus large et le plus sombrement pathétique peut-être de tous les hymnes guerriers, que les bataillons gallois de Saint-Cast reconnurent jadis dans l'air du *Seziz Gwengamp* sur les lèvres des recrues bretonnes qui s'avançaient à leur rencontre. Le chef même qui les commandait était lord Harlech. Et l'on se serait cru reporté à ces âges légendaires, où les bataillons celtes marchaient au combat précédés de leurs chefs de clan.

Londres parut fortement impressionné par l'allure martiale de ces nouvelles recrues, dont l'Université de Galles et ses collèges constituants d'Aberytwyth, de Bangor et de Cardiff avaient presque entièrement fourni les cadres. Trois mois d'entraînement les avaient transformées. C'étaient de beaux outils militaires, à qui manquait encore cette trempe finale que donne seule la vie des tranchées. On ne devient soldat qu'à la guerre comme on ne devient marin que sur l'eau. Mais tel était l'enthousiasme belliqueux de ces hommes qu'ils ne doutaient de rien et se flattaient déjà de tenir leur prochaine *eisteddfod*... à Berlin.

Avant d'en être là, par quelles épreuves, par quelles tornades de fer et de flamme, par quels lacs de boue et de sang, par quel enfer ils devaient passer ! Son instruction terminée, ses cadres au complet, le nouveau régiment des Welsch Guards franchit la Manche au mois d'août 1915. Comme entrée de jeu, il prit part à l'attaque de Loos et de la côte 70 : c'est tout dire. Vieux vétéran des guerres coloniales et qui, lui, n'avait plus rien à apprendre, le 2e régiment des gardes-frontières de la Galle du Sud avait contribué dès le début des hostilités, avec les Japonais, à la prise des forts de Tsing-Tao. Il s'incorpora plus tard dans la 29e division britannique qui tenait les crêtes de Gallipoli. Vous l'y vîtes à l'œuvre, général d'Amade (1). Et votre témoignage ne manquera pas non plus à cette 52e division territoriale galloise qui, jetée sur les mêmes rivages homériques, y reçut le baptême du feu « dans des conditions particulièrement honorables, disent les rapports militaires, pour des hommes qui, la veille encore, étaient de paisibles citoyens. » Après l'abandon de Gallipoli, l'Egypte, puis la Palestine, gardèrent ces conscrits. Elles n'eurent pas lieu de s'en repentir. Les opérations proprement dites contre Jérusalem commencèrent le 4 décembre 1917. Depuis le dur combat du 11 novembre à Khurdeifet, la 52e division galloise n'avait pas bougé de ses positions, à 11 milles au nord de Bersabée. A ce moment le général Allenby la lance, avec quelques troupes métropolitaines et un régiment de cavalerie, dans la direction d'Hébron, où il espère surprendre les Turcs par un mouvement tournant. Sans attendre le choc, les Turcs décampent : Hébron tombe le 6, Bethléem le 7 et, si les Gallois n'entrèrent pas le lendemain à Jérusalem même, c'est que le général Allenby, muselant ses canons qui tenaient la ville sainte sous leurs feux, préféra différer sa victoire plutôt que de la ternir. Ces honorables scrupules recevaient leur récompense et Jérusalem, quelques jours plus tard, ouvrait ses portes aux nouveaux croisés.

Les Gallois à Jérusalem ! Vous imaginez d'ici, Mesdames et Messieurs, les accents lyriques que la nouvelle d'un *raid* si surprenant dut arracher au cœur religieux de Lloyd George. Il les exhala dans une réunion tenue à Queen's Hall, pour la fête de saint David, où, après avoir rappelé les prodiges accomplis en France par les soldats gallois qui y ont « magnifiquement soutenu l'honneur de leur pays natal », il parut tout à coup comme secoué du souffle d'En Haut:

« Et en Palestine donc, en Palestine ! Ah ! cette fois, c'est le prodige des prodiges ! Ils partent de Bersabée, nos Gallois, et d'une traite bondissent jusqu'à Dan, si bien qu'il faudra changer dans les écoles du dimanche la leçon de la Bible : « de Dan à Bersabée » (Vous savez que Dan occupait l'extrémité septentrionale de la Palestine, Bersabée l'extrémité méridionale ; d'où l'expression : « de Dan à Bersabée » employée par la Bible pour désigner toute la terre d'Israël) et dire désormais: « de Bersabée à Dan ». Quel exploit égale celui-là ? Les premiers, nos Gallois ont refoulé le Turc de Bethléem où le Sauveur est né ; les premiers ils ont atteint le Mont des Olives ;

(1) Le général d'Amade, qui commande la 10e région, assistait à la conférence.

les premiers ils ont franchi les portes sacrées de Jerusalem, en grande partie forcées par leur valeur, et, aux dernières nouvelles, nous apprenons qu'ils poursuivent les infidèles à travers les eaux débordées du Jourdain. »

Nous sommes en France, Mesdames et Messieurs pays moins imprégné de biblisme que l'Angleterre, et je ne vous demande pas de partager complètement l'enthousiasme du premier ministre de la Couronne pour la belle opération stratégique du général Allenby. Sans sortir de chez nous, les régiments gallois eurent d'autres occasions, plus sérieuses, d'attester leur vaillance et leur ténacité. Malheureusement il n'existe pas encore d'ouvrage historique sur le rôle personnel de ces régiments au cours de la guerre. C'est une lacune qui sera comblée prochainement, quand le major-général lord Treawen, Gallois lui-même et soldat distingué, aura publié dans le *Western-Mail* le mémorial auquel il travaille. En attendant, nous ne pouvons que glaner dans les correspondances particulières, les carnets de route et aussi dans les histoires générales qui relatent çà et là les prouesses accomplies par les régiments gallois, tant en France qu'en Belgique, à Gallipoli, en Mésopotamie, en Egypte, en Palestine, en Extrême-Orient même, car ils ont combattu partout. Faut-il rappeler le cri sublime du capitaine Marc Haggard, appartenant à l'un des régiments gallois qui, au lendemain de la Marne, dans les attaques sur l'Aisne, vinrent se briser sur les formidables positions organisées dès le temps de paix par l'état-major allemand ?

« Vers 3 heures de l'après-midi, rapporte un témoin, alors que les batteries anglaises venaient tout juste d'entrer en ligne pour couvrir les Gallois, les Allemands trouvèrent la bonne portée, et les « gros noirs » s'abattirent sur nous comme grêle. Le capitaine Haggard, neveu du grand romancier Rider Haggard, tomba tout de suite pour ne pas se relever. Mais il respirait encore et, de temps en temps, ouvrant ses yeux d'où l'agonie chassait la lumière, il répétait : « Cramponnez-vous, Gallois ! Cramponnez-vous ! » Il mourut le soir même, après avoir été secouru par le lieutenant-colonel William Fuller, de Swansea, un des premiers Gallois qui gagnèrent la *Victoria cross* (croix de Victoria). Mais son mot lui survivra et les poètes nationaux de Galles lui ont déjà fait un sort :

« Le capitaine ? Il mourut à la tombée des ténèbres. — Et les derniers mots que ses lèvres purent prononcer. — Furent : « Cramponnez-vous, Gallois ! » Ainsi fut-il — Et il sut, avant de passer, que les Gallois avaient tenu. »

Quelques jours plus tard, pendant la fameuse Course à la mer, les deux régiments gallois qui combattaient en France étaient transportés avec le reste des troupes britanniques à l'extrémité de la ligne alliée, sur le front des Flandres, où elles relevaient nos vieux territoriaux bretons et les ardents cavaliers du général de Mitry. Leur mission était, comme aujourd'hui, de couvrir le saillant d'Ypres pour interdire aux Allemands l'accès de Calais. Peu s'en fallut pourtant, si l'on en croit M. J.-M. Willies Bund, que la route ne fût forcée. Et ici se place le magnifique épisode auquel je faisais allusion tout à l'heure et qui se passa le 31 octobre 1914, à Gheluvelt. Il est bien certain, comme dit M. Willies Bund, que, « sans l'obstination sublime du 1er bataillon des gardes-frontières gallois, — obstination qui ne voulut pas convenir de la défaite, — jamais le 2e Worcester n'aurait pu charger », et Gheluvet eût été perdu, ce qui entraînait la rupture du front alliés.

« Le 1er bataillon des gardes-frontières gallois, continue le narrateur, faisait partie de la 1re division qui tenait le centre de la ligne britannique. Il occupait un chemin creux à son extrême gauche, presque à la lisière ouest du village de Ghéluvelt. A sa droite était le Surrey, puis le Royal Ecossais. Les Allemands attaquèrent le régiment de Surrey avec des forces écrasantes. Anéanti, il découvrit le flanc du Royal-Ecossais, qui fut balayé à son tour, de sorte que la brèche ouverte dans le front anglais paraissait définitive. Mais, encore que l'ennemi pût les prendre à leur tour de flanc, encore qu'ayant à essuyer des feux meurtriers, encore qu'assaillis de face par des masses considérables, les Gallois ne fléchirent pas. On leur avait donné l'ordre de tenir jusqu'au bout : jusqu'au bout, ils tinrent. Et peut-être l'écho de l'hymne sacré : « Garde la Forteresse, car j'arrive ! » vibrait-il encore à leurs oreilles, et peut-être lui répondaient-ils avec cet autre hymne : « Il en sera ainsi, par ta Grâce ! » Coupés, assaillis de toutes parts, abandonnés à leur sort, ils continuaient stoïquement de faire le coup de feu, comme s'ils eussent été à la parade sur quelque champ de manœuvres de leur pays natal. On ne pouvait les laisser mourir ainsi. Il fallait tenter leur délivrance. Le seul brigadier général qui fût présent, Charles Fitzclarence, y était tellement décidé qu'il prit sur lui, au risque de perdre sa commission, de donner l'ordre formel à des troupes qui ne relevaient pas de son commandement de contre-attaquer pour dégager les Gallois. Ces troupes — des éléments du 2e Worcesters — firent alors leur charge historique, laquelle les porta jusqu'aux Gallois et permit de rétablir la ligne. C'est ainsi que fut gagnée la bataille de Gheluvelt : ainsi que furent sauvés les ports de

la Manche et que 600.000 Germains furent contenus par 100.000 Britanniques. Gloire aux gardes-frontières de la Galle du Sud ! »

Oui, gloire aux gardes-frontières de la Galle du Sud, répétons-nous avec M. Willies Bund. Et nous ajouterons : gloire à tous les régiments gallois de France et de Belgique, car il est bien vrai, comme l'a dit Lloyd George, que, « sur le front occidental, aucun corps des troupes de l'empire ne s'est mieux conduit que les régiments gallois ». C'est Messines, où leurs bataillons de mineurs exécutent des travaux de sape étonnants ; c'est le Bois-Bourlon, près de Cambrai, où un autre contingent de ces rudes gars des houillères, à stature courte, à tête noire et aux yeux de braise, les Brantam, comme on les appelle, chargé de la défense d'un ouvrage fortifié, s'en acquitte avec tant d'obstination qu'après avoir résisté aux plus fougueuses attaques ennemies, quand on le releva au bout de trois jours et de trois nuits d'une lutte implacable, le bois entier était toujours à nous. Et, près de Cambrai encore, au plus chaud de la bataille, c'est un bataillon de ces « pioches et pelles » galloises qui aide à refouler une attaque ennemie et inspire à Conan Doyle sa jolie ballade héroïque :

« Qui porte le fusil ? Un adolescent des monts de Galles. — Alors, laissez-le aller, car je sais que Taffy (surnom des Gallois) est dur comme l'ongle. — Il y a bien des « L's » là où demeurent les Gallois. — Et plus d'un « W's » aussi, avec des *Llan* et des *Pen* (1). — Mais ce sont de rudes hommes, et celui-là en est un qui porte le fusil... »

Dans les derniers jours de juillet 1917, l'armée britannique, en liaison avec la 1re armée française commandée par le général Antoine, attaquait au nord d'Ypres et emportait d'un bond la première ligne allemande appuyée sur le canal de l'Yser. Dès le 27 pourtant, les Français avaient pu jeter 29 ponts, les Anglais 17 sur le canal. Steenstraete était enlevé — Steenstraete dont j'ai conté dans un de mes livres la douloureuse histoire et où nos fusiliers marins, au lendemain de Dixmude, avaient déployé un héroïsme si magnifique et si vain — et la 38e division galloise marchait sur Pilken qu'elle était chargée d'aborder par le sud et le sud-ouest

« La position était très forte, dit le *Times*. Extérieurement il y avait une tranchée large de 10 pieds, profonde de 12, pourvue d'abris très solides. Les ruines mêmes avaient été aménagées en ouvrages puissants, à l'épreuve des plus gros obus, et des dépôts considérables de munitions y étaient entassés. Au sud du village, reliés à lui par des tranchées, deux blockaus connus sous le nom de ferme Gallwitz et de ferme Mackensen. A l'Est, un autre poste appelé la Maison du Zouave. Tous ces points fortement organisés et tenus par des troupes en bonne forme : le 3e régiment d'infanterie de la garde prussienne, troupe d'élite, s'il en fut, et nouvellement arrivée sur le front, le 3e régiment de Lehr et le 9e grenadiers. »

Rien n'y fit. A 3 h. 50 du matin, le 31 juillet 1917, la 38e division galloise quitte ses tranchées et marche sur son premier objectif qu'elle enlève comme en se jouant. Une pause, le temps de reprendre haleine et elle repart pour attaquer la crête de Pilken à une allure extraordinaire, fonçant sur l'ennemi à la baïonnette et capturant dans leurs terriers plus de 600 fusiliers de la Garde. Le reste, au dire d'un général gallois présent à l'action, détala comme lièvres et lapins, tellement l'assaut avait été irrésistible.

Mais il n'avait pas été sans causer des pertes sensibles aux assaillants eux-mêmes. La plus douloureuse fut celle du barde-soldat Ellis H. Evans (en littérature Hedd Wyn), des Fusiliers Royaux, qui tomba au début de l'attaque et dont la mort, annoncée par Lloyd George à l'*eisteddfod* de Bir kenhead, produisit sur l'auditoire la plus profonde impression. Nous qui avons connu ces tenues bardiques dans leur splendeur, aux radieux jours de la paix, nous avons peine à nous imaginer ce qu'elles sont aujourd'hui. Les harpes n'y vibrent plus qu'en mineur ; l'épée du Gorsedd tourne sa pointe nue vers le ciel. Pour la circonstance, la nouvelle chaire bardiqué, en chêne sculpté par un réfugié belge, avait été drapée d'une étoffe noire. C'est du haut de cette chaire que Lloyd George évoqua l'ombre sanglante du héros de Pilken. « cependant, dit un témoin, que l'archidruide et les bardes du *Gorsedd* récitaient une série de stances *in memoriam*, à la suite desquelles, au lieu de l'hymne habituel, Mme Laura Evans chanta : *I Elas Gugerdan* :

« Sur l'argile battue de la crête de Pilken, — Dans la fureur de l'Enfer, — Les vainqueurs et leurs trophées sont là — Pour attester l'histoire. — Mais ceux qui gisent, leur devoir accompli, ont fait de la mort leur captive. — Honneur à eux, car ils ont conquis — Le grand objectif de la vie ! ».

Toutes les cérémonies en Galles, même aujourd'hui, n'ont heureusement pas ce caractère funèbre. La guerre fait des victimes, mais elle fait aussi des élus. Jusqu'à présent, plus de trente croix de Victoria — la plus haute distinction britannique — ont été décernées à des Gallois pour leur hé

(1) Allusion à la prétendue raucité de la langue galloise, où abondent, comme en Bretagne, les noms en Llan, en Pen, en L's et en Ws.

roïsme sur le champ de bataille. Et je ne parle pas des autres récompenses, car en vérité il est peu de ces braves qui ne portent sur la poitrine quelque témoignage de leur constance sous les armes. Hier encore, dans la grande salle du Penrhyn Hall, à Bangor, devant une assistance enthousiaste, on fêtait la décoration attribuée au fusilier marin gallois Harry Gillard, un des volontaires du *raid* de Zeebrugge, un des trente survivants de la compagnie à jamais fameuse qui prit pied sur le môle et s'y cramponna tout une heure sous un déluge de mitraille. Lorsque la guerre éclata, ce Gillard servait sur le *Varrior*, en station dans la Méditerranée et l'un des croiseurs lancés à la poursuite du *Gœben* et du *Breslau*. Echappé par miracle du *Varior*, qui coula pendant la bataille du Jutland, Gillard prit part sur un autre navire au combat naval d'Héligoland. C'est, comme vous le voyez, un récidiviste de l'héroïsme et, de ces récidivistes, tant marins que soldats, le pays de Galles en fabrique à la grosse depuis quatre ans.

Car il ne s'est pas contenté, le bon, le valeureux pays, de fournir un merveilleux appoint aux troupes britanniques : sa contribution n'a pas été moins forte dans la marine, où les recrues levées par lord Tredegar, neveu du capitaine Godfrey Morgan, le héros de Balaclava, se chiffrèrent par milliers. Mais, ici, il faut s'arrêter, Mesdames et Messieurs. Les marins ! Et, en effet, suivant le mot de Lloyd George, « comment dire leurs prouesses à ceux-là, leurs veilles continuelles sur l'infini des eaux, leurs périls de nuit et de jour, leur tension nerveuse de tous les instants, ne sachant jamais à quel momoment un ennemi mortel surgira des fonds pour les attaquer ? C'est par eux que la Grande-Bretagne est sauve, continue le grand patriote ; ils ont été les boucliers de ses îles. L'histoire de l'héroïsme sans fin de nos marins défie toute description. L'héroïsme n'est pas chez eux un accident, c'est l'état normal. » Et cet héroïsme n'est pas l'apanage des simples matelots. A côté d'un Harry Gillard ou d'un William d'Amlwch (Galle du Nord), autre héros populaire de la marine galloise, il y a les officiers gallois, comme les contre-amiraux Hope et Henege, qui se sont distingués aux Dardanelles, le vice-amiral sir Stugh Evan Thomas, qui s'est si vaillamment comporté à la bataille du Jutland qu'il a été fait chevalier à bord même de son navire, par le roi George, le capitaine Evans, déjà célèbre par ses explorations antarctiques, etc., etc. Les Galles ont fourni à l'aviation même de grands noms, tels que ceux du major-général Longcroft et des capitaines Maybery et Rhys David, deux *as* tombés en pleine gloire, en plein ciel, où leurs constellations jumelles rejoindront un jour celles de nos *as* bretons : Le Bourhis et Brindejonc des Moulinais. Et que dire de l'effort des mineurs, triplant le rendement des houillières pour alimenter la flotte britannique et ravitailler les alliés ? Que dire de celui, non moins méritoire, du personnel des manufactures d'armes et de munitions et des chantiers de construction navale ? Que dire de la générosité avec laquelle les Gallois de tout ordre se sont dévoués aux œuvres de guerre, depuis les grands industriels comme lord Rhondda, l'actuel ministre des munitions, jusqu'à sir Léonard Llevelyn et au colonel Charles Whinghs, dont l'expérience et la sagesse, de l'avis de Lloyd George lui-même, ont considérablement allégé la tâche du premier ministre ?

Mais c'est à celui-ci, c'est à ce grand Gallois, à ce fils d'un pauvre maître d'école de Llanystundwy établi à Manchester et qui est aujourd'hui le premier ministre de la Couronne, la voix, le cerveau, l'âme même de la résistance britannique, c'est à Lloyd George que doivent aller d'abord nos hommages. Est-ce un barde, un apôtre, un tribun populaire ou un paladin du droit, un illuminé ou un réalisateur, un sentimental ou un humoriste, un William Pitt, un Thomas Paine ou un Elis Wyn, que cet homme d'Etat de la plus traditionnelle des monarchies dont la tête carrée, la moustache bourrue, la mâchoire épaisse et le front chargé de fluide, tempérés et comme démentis par le plissement rieur de deux petits yeux d'un bleu candide, déconcertent par un mélange d'audace, de raillerie, de mysticisme, de finesse et de ténacité ? Il est tout cela à la fois, et bien d'autre chose encore. Seuls les pays celtes, qui sont les pays par excellence du contraste et de la nuance, étaient capables de produire un pareil homme chez qui les facultés les plus contradictoires s'équilibrent et s'harmonisent merveilleusement. C'est le patriotisme, c'est l'amour de la terre natale, qui ont fait en lui cette conciliation. Quand il parle, il semble que tout son pays lui remonte aux lèvres.

« En vérité, s'écriait-il dans un de ses discours aux mineurs, quand je songe à nos marins et à nos soldats, je songe à nos hautes montagnes, orgueil de nos vieilles contrées. La dernière fois que je vins en Galles, je crus les trouver plus hautes qu'autrefois. Oui, il me sembla que leurs vieilles têtes blanches avaient un aspect encore plus fier. Elles avaient l'air d'un peuple satisfait de lui. Je n'avais jamais vu leurs sommets aussi clairs, perçant si intrépidement les nues, regardant si bien en face le soleil. D'où venait cela ? C'est qu'elles avaient nourri des lions dans leurs antres... Ah ! nos lions gallois ! Comme ils se sont bien battus ! Avez-vous lu dans le journal d'hier (20 juillet 1915)

le récit de [illegible] accomplis par les fusiliers gallois dont [illegible] *Gwell angau na chwilydd* (Plutôt la [illegible] deshonneur) est écrite en lettres de sang sur les champs de bataille français ? Qui [illegible] ce récit sans que des larmes de fierté [illegible] ses yeux, j'envie ses nerfs, mais non son cœur. »

Gwell [illegible] *chwilydd*. « Plutôt la mort que le déshonneur ». Mais c'est la traduction galloise de la propre devise latine des Bretons : *Potius mori quam foedari*. Tant il est vrai que les deux peuples sont [illegible], qu'ils ont la même âme, le même [illegible] : *Cymru a feidd*, disent les Gallois ; *Breiz ha feiz*, disent les Bretons.

Mesdames et Messieurs, bon sang ne peut mentir et je crois que nous avons le droit d'être fiers de nos [illegible].

CHARLES LE GOFFIC.

LE PREMIER VOYAGE

(NOUVELLE JAPONAISE) (1)

Le bateau se [illegible] du rivage. Les deux rames troublèrent la surface de l'eau, lisse comme de l'huile. Depuis que j'étais monté à bord, je me tournais sans cesse [illegible] côté de la terre, et je regardais le quai et le premier étage de notre maison. Le domestique, qui avait apporté les provisions et les couvertures de lit, s'était arrêté un instant au bord de la mer ; mais bientôt on ne distingua plus sa silhouette.

Je vis tout à coup de petites et de grandes ombres sur le quai. Il y avait certainement là mon frère et ma sœur ; [illegible] l'ombre de ma sœur était probablement [illegible] d'une autre ombre élevait dans ses bras : « Tous deux doivent pleurer et crier », me dis-je. J'avais le cœur un peu serré ; mais je pensais que j'avais bien fait de les envoyer acheter des gâteaux et de profiter de leur absence pour presser ma grand'mère. Si nous nous étions attardés, ils nous auraient poursuivis et troublés.

Les ombres disparurent. Je n'aperçus plus que le mur brun de la maison. Des îlots me cachèrent même le campanile assez élevé d'un temple. Et, quand nous eûmes doublé la pointe d'une île aux rochers rouges, je me trouvai entièrement séparé de mon coin de terre. Je découvris alors de nouveaux champs de blé au pied des collines et de nouvelles chaumières. J'avais le nez sur un îlot en forme de marmite que j'avais aperçu un jour du haut de la montagne qui domine notre village.

Brusquement, je désirai revoir encore une fois mon frère et ma sœur. La tristesse de l'isolement que je n'avais jamais ressentie, m'entra au cœur. Je me tournai vers ma grand'mère qui causait avec le patron et je lui demandai :

— Où sommes-nous ?

Takiji, qui ramait d'une main, m'indiqua un village et me dit :

— C'est Otafu.

Puis il reprit d'une voix un peu inquiète :

— Mon petit monsieur ne souffrira-t-il pas du mal de mer ?

— Je n'en souffrirai jamais, lui dis-je.

Je mis beaucoup de fierté dans ma réponse ; mais je n'avais encore aucune expérience des bateaux. A l'âge de trois ou quatre ans, j'avais bien fait une traversée. Ma mère m'avait emmené dans son pays natal, mais j'avais oublié tout ce que j'avais vu. Depuis, j'avais appris à pêcher, à nager ; j'étais devenu très familier avec la mer, mais je n'étais jamais sorti de notre baie tranquille. Et ce voyage d'Osaka, que je faisais à douze ans, me paraissait mon premier voyage.

Nous étions partis vers midi. Notre bateau arriva au port de W... à quatre ou cinq lieues de mon village et nous nous disposâmes à y passer la nuit. Le soleil du commencement de l'été se reflétait splendidement sur l'eau. Des bateaux de mille kokou (1) avec leurs grands mâts, et des barques de pêcheurs y étaient réunis : et de l'un à l'autre retentissaient des cris sauvages. Le long d'une planche jetée entre un de ces bateaux et la rive, quatre ou cinq hommes tout nus, portaient de grosses pierres : ils haletaient et leur

(1) Cette nouvelle, parue en janvier 1914 dans une des grandes revues de Tokio, *la Revue centrale*, est d'un romancier japonais, M. Hakucho, considéré comme un des meilleurs romanciers contemporains. Ce sont surtout ses nouvelles, publiées à partir de 1907, qui l'ont rendu célèbre. Il a probablement subi l'influence du romancier russe Tchékoff, et je ne serais pas étonné qu'il ait lu de très près Maupassant. C'est un réaliste qui ne veut rien prouver et qui décrit pour le plaisir de décrire : en quoi il est bien dans la tradition du génie japonais. Mais ce qui fait l'intérêt de cette nouvelle, ce ne sont pas seulement les détails de la petite vie japonaise qui y sont minutieusement notés, c'est qu'on y voit s'ajouter le sens de la couleur à l'ancien impressionisme du Japon. Elle est très significative des tendances de la littérature nouvelle.

ANDRÉ BELLESSORT.

(1) Dix kokou font une tonne.

dos, où la sueur ruisselait, semblait brûlé par la lumière du soleil couchant.

Regarde, dis-je à ma grand'mère, que ces pierres sont lourdes ! Qu'est-ce qu'on va en faire ?

— On en fera des monuments et des temples, dit ma grand'mère. Le portique du temple de Hachiman (1) a été fait au village de X... avec des pierres pareilles. Quand nous passâmes devant ce navire, j'aperçus de ces grosses pierres dont beaucoup deviendraient des pierres de tombeau.

Le patron Takiji, tout en nous parlant des îles où on les trouvait, ramait au milieu des bateaux et s'approcha du rivage. Il ouvrit son panier d'anguilles qu'il avait trempé plusieurs fois au fil de l'eau, et, parmi les bêtes qui grimpaient, il en garda quelques-unes pour le souper et en mit d'autres dans un baquet.

— Je vais les vendre et acheter du saké ; toi prépare le riz, dit-il à son matelot Kanzô. Et il débarqua.

J'avais envie, moi aussi, de débarquer et de visiter la ville ; mais ma grand'mère n'aimait point à bouger; et je craignais de m'en aller tout seul. Je restai donc près d'elle. Je me consolai en écoutant ce qu'elle me racontait de ce petit port. J'appris que mon camarade d'école K... était né de ce côté, et que la maison du maître S..., savant en caractères chinois, dont j'avais entendu le nom depuis mon enfance, était aussi par là. Je lançai des regards dans ces directions. Le soleil pâlissait. Un vent agréable et frais venait du large. Des vagues très douces imprimaient un lent bercement à notre embarcation. Peu à peu, des lanternes s'allumèrent sur les bateaux et dans le pays. La plus grande s'était allumée sur le bateau où l'on avait chargé les pierres et qui déployait maintenant de larges voiles très basses. Tout au haut de ses mâts, je voyais se poser des oiseaux bruns et des oiseaux noirs. Et bientôt il s'éloigna lentement dans le crépuscule.

— Est-ce qu'il part déjà ? demandai-je.

Kanzô qui avait préparé le feu dans son fourneau leva un visage enflammé, et me répondit : « Non, il va seulement se mettre au large. » Et les sourcils froncés : « Le ciel est un peu douteux », ajouta-t-il.

Inquiet, je levai les yeux vers le ciel : il n'y avait pas un flocon de nuage ; des étoiles brillaient à l'horizon lointain ; mais la lumière des étoiles et des lanternes ne parvenait point à éclairer les ténèbres qui s'épaississaient, menaçantes. La mer, qui m'avait [illegible] agréable, devenait effrayante, toute noire.

Heureusement je me sentais protégé par le feu du fourneau, par la robuste [illegible] de Kanzô et par le visage pâle de ma grand'mère. Et je me rappelai distinctement notre maison, le souper sous la lampe suspendue, mon père, ma mère, mon frère, ma sœur.

— Dans combien de jours [illegible] à Osaka ? demandai-je à Kanzo.

— *Sô*... s'il fait beau dans trois jours, s'il vente je ne sais pas, répondit Kanzô négligemment.

Takiji revint avec une bouteille de saké et l'odeur du vin qu'un ami [illegible].

— Si le riz est cuit, dit-il, présente-le à notre petit monsieur, et mets ce saké à chauffer (1).

Il donna cet ordre, et, la pipe entre les dents, se tourna du côté de ma grand'mère.

— Vous devez vous ennuyer, lui dit-il. Si l'on avait quelque chose pour se divertir, ça vaudrait mieux.

— On dormira après le repas, dit-elle. Demain nous toucherons à la province d'Harima, et nous pourrons voir du bateau les endroits célèbres. C'est bien plus [illegible] de voyager en voiture.

— Ah ! dit Takiji, quand on aperçoit à sa droite l'île d'Awaji et qu'on passe devant Maïko et Akashi (2), le paysage est si beau que je voudrais moi-même compos[illegible].

— Si nous nous arrêt[illegible], reprit ma grand'mère, j'irais au temple de Jizo, J'avais fait prier Jizo avant la naissance de cet enfant, et je ne suis pas encore allée le remercier.

Et ma grand'mère se tourna vers moi, Qu'avait-elle bien pu lui envoy[illegible] à Jizo ? Comment et à quoi bon prier un bouddha de pierre ? Je me moquais d'elle intérieurement. Mais je n'en désirais pas moins voir ce Jizo qui avait ainsi quelque rapport avec moi. Les noms d'Akashi et de Maïko [illegible] le cœur.

— Grand'mère, lui dis-je, y as-tu déjà été ?

— Je ne me rappelle pas bien, mais...

Peu à peu dans sa mém[illegible] le souvenir lui revint d'un pélerinage qu'elle avait fait avec sa mère ; et elle nous le raconta en s'interrompant plusieurs fois, J'avais déjà entendu son récit, mais à cette place et à cette heure, il m'intéressa davantage. C'était au printemps et au coucher du soleil. Les deux [illegible] se rendaient

(1) Hachiman est le dieu de la guerre.

(1) On fait chauffer le saké [illegible] de riz, avant de la boire.

(2) Maïko et Akashi sont [illegible] dans la poésie japonaise.

« Mudera, en chantant des hymnes et en contemplant les grèves fameuses de Waka-no-ura. Elles descendirent dans le village et demandèrent l'hospitalité à une vieille maison. Le propriétaire les regarda et comprit qu'elles étaient des femmes nobles : « Médecin, bonze, prêtre shintoïste, maire de village à quelle famille appartenez-vous ? » « — Nous sommes d'une famille de Samuraï ,malgré l'apparence », répondit la mère de ma grand'mère. Cette parole qui sent les anciens jours me parut très touchante.

Kanzô nous apporta sur un plateau des anguilles qu'il avait mises à cuire, et il remplit nos bols d'un riz qu'il avait pris directement dans la marmite. J'avais l'estomac vide : j'avalai le riz chaud et un peu salé : « Il est très joli, le riz du bateau, dis-je. Que ce serait amusant d'être toute la famille ensemble sur un grand navire ! » Kanzô alluma une lampe pour le dieu des bateliers et disposa devant cette lampe une petite coupe de saké, et les deux matelots prirent leur coupe et la vidèrent.

J'avais mangé jusqu'aux oreilles, et, après avoir desserré ma ceinture, je regardai autour de moi le spectacle que j'avais oublié. Les voix humaines s'étaient tues ; on n'entendait plus que le bruit des vagues qui lavaient le rivage.

— Allons, couche-toi, dit ma grand'mère et arrangeons les couvertures.

Je m'étendis dans mes vêtements ; mais j'avais mal au dos, et le bateau était si étroit que je ne pouvais pas trouver une place satisfaisante. Tout à coup j'entendis les anguilles s'agiter au fond du panier qui baignait dans la mer. Je me retournai. et la lumière des étoiles me tomba sur les yeux. « Non, pensai-je, s'il faut dormir ainsi plusieurs nuits, ce sera insupportable. » Je me soulevai ; je regardai du côté de la poupe, et j'aperçus les deux matelots agenouillés, le visage rouge et la cuisse nue, qui faisaient rouler des dés comme s'ils jouaient de l'argent.

— Notre petit monsieur n'a pas encore dormi ? dit Takiji. On va vous arranger au-dessus de la tête des nattes de jonc.

Et il fit un signe à Kanzô.

La tente de jonc me sépara de la vaste nuit ; je me calmai et je tombai brusquement dans un profond sommeil.

Quand je me réveillai, le soleil du matin s'était glissé jusqu'à mon chevet. J'écartai mon toit de nattes et je mis mon visage à l'air. La brise qui n'était point très forte plissait la mer de petites ondes bleues. Tout était clair et lumineux. La fumée du déjeuner dans chaque maison courait derrière la ville, le long des coteaux au feuillage vert. Kanzô n'avait point attendu le lever du jour pour embarquer l'eau de la journée. Le thé bouillait. Nous étions prêts à partir dès que nous aurions mangé.

Le navire chargé de pierres, les voiles inclinées, s'ébranlait lentement. Notre bateau lui aussi, dressa son mât et quitta le port. Takiji, la pipe à la bouche, était assis au gouvernail. Au sortir du port, le vent nous prit en travers et nous commençâmes à rouler.

— Reste couché, dit ma grand'mère, qui avait saisi son oreiller et s'était étendue.

Mais je faisais montre de mon courage. Je changeais de place pour mieux voir le paysage et le petit port qui devenait peu à peu plus sombre.

Quand un vapeur passait au milieu des barques dispersées comme des feuilles, de grosses vagues venaient jusqu'à nous, Je pâlis ; je chancelai ; je saisis le rebord du bateau. Et Takiji sourit de ses petits yeux rougeâtres.

Notre petit monsieur ne ferait-il pas mieux d'aller à Osaka sur ce vapeur ? dit-il. Il y serait bientôt rendu.

J'approuvai ces paroles, et je suivis du regard le grand navire rapide. Mais ma grand'mère se souleva, et, les yeux dans le lointain, elle dit :

— Les vapeurs vont très vite, mais je ne les aime pas parce qu'ils sentent mauvais. Je préfère, malgré sa lenteur, le bateau où nous sommes et dont j'ai l'habitude.

— Moi, m'écriai-je, je voudrais bien prendre le vapeur. Si nous étions dedans, le vent ne nous inquiéterait plus. Au retour, je veux absolument prendre le vapeur. Tu me le permettras, grand'mère.

— Alors, tu t'en retourneras tout seul.

— Eh bien, qu'importe ?

Je parlais ainsi par bravade. Cependant, je me sentais l'estomac malade, et, comme je me penchais, ma bouche se remplit d'une salive que je crachai. C'était évidemment le mal de mer. Mais, si je laissais voir que je l'avais, je serais très honteux de ma fanfaronnade d'hier ; et je m'efforçai de le cacher. Hélas, il n'y avait pas moyen. Ma respiration devenait difficile.

— Voici la pointe d'Ako (1), dit le patron.

Mais je ne me tournai point du côté de la mer effrayante. Ramassé, plié en deux, je creusai avec

(1) C'était à Ako que se trouvait le château d'Asano Takumi, le daïmio que vengèrent les Quarante-sept Ronin, ces héros si populaires.

mes ongles les planches du bateau. L'odeur des vagues et celle des poissons, auxquelles je n'avais pas fait attention jusque-là, m'entraient dans les narines et me chaviraient le cœur. Kanzô voulait changer l'eau de ses anguilles, et, à chaque mouvement qu'il faisait, le bateau penchait davantage. La terre ne m'avait jamais paru si aimable. J'aurais souhaité de respirer un air frais dans un jardin de feuilles vertes. « Pour rien au monde, je ne m'en retournerai sur ce bateau. Si on me débarquait... n'importe où ?... »

— Vous avez déjà le mal de mer, me dit Takiji. Penchez-vous sur l'eau et vomissez.

Ma grand'mère, qui somnolait, se réveilla en l'entendant. Elle vint près de moi, à quatre pattes et me frotta le dos. Ce fut irrésistible. A peine avais-je saisi le bord du bateau, je lâchai tout ce que j'avais dans l'estomac. Je me sentis mieux, et, relevant la tête, je vis que nous étions près de la terre et j'aperçus distinctement les pins du rivage.

— Ça va maintenant ! dit Takiji en souriant. On ne doit pas avoir le mal de mer dans un si petit voyage, continua-t-il. Ici nous sommes tout à fait sur un lac, Quand on entre dans les eaux de Kumano ou de Tosa, ce n'est pas la même chose. Il y a trois ou quatre ans, nous avons été pris par la tempête avec notre bateau chargé de brèmes : Kanzô, lui-même, a vomi... Tu n'en menais par large, Kanzô !

— Oui, dit Kanzô.

Il avait déposé le panier des anguilles au fond du bateau, et il nettoyait les planches à coups de balai.

— Va, quand tu auras eu deux ou trois tempêtes comme cela, tu seras un vrai marin, reprit Takiji d'un air de maître orgueilleux. Il est vrai que ça dépend des natures... Il y a des pêcheurs qui ont blanchi à pêcher et qui sont encore malades par les gros temps.

Kanzô essuya le bord du bateau que j'avais sali. J'étais en sueur et mon estomac se serrait. J'étendis les mains sans ouvrir les yeux et je respirai faiblement. Le dîner était prêt : je n'avais aucun appétit. Tout mon désir était d'arriver dans un port. Mais le soleil brillait encore au-dessus de nous. J'entendis les deux matelots se dire que, si le vent continuait d'être bon, nous pourrions passer la nuit à Shikama, et je ressentis une grande amitié pour cette petite ville. Je ne pensais plus à Osaka ni à Kyotô. Shikama était devenu le seul but de notre voyage. Lorsque nous serions à Shikama, je marcherais pieds nus sur la terre froide, et je m'emplirais les poumons du vent nocturne de la terre. Cette pensée me réconfortait. J'aperçus le port de Murotsu et l'on m'indiqua où se trouvait Aboshi et le Jizô des petits enfants. Ma grand'mère joignit les mains pour le prier. Je n'essayai point de le voir.

Ma grand'mère et Takiji parlaient de leur village, Kanzô, qui n'écoutait pas, chantait de temps en temps à haute voix.

L'après-midi le vent du sud augmenta. Des nuages noirs apparaissaient. Tantôt nous nous approchions de la terre, tantôt nous nous en éloignions. Le soleil était encore assez haut, lorsque nous arrivâmes au port de Shikama. Comme nous y entrions, la poupe tournée vers la terre, nous reçûmes le choc violent des vagues dont l'embrun me fouetta le visage. Les deux hommes descendirent vivement les voiles et se jetèrent sur les rames.

Dès qu'on eut laissé tomber l'ancre et que le bateau fut amarré au rivage, je me levai chancelant et je débarquai. J'écoutai à peine ce que me disait ma grand'mère : « Ne va pas trop loin pour ne pas t'égarer. » Déjà je ressuscitais en foulant aux pieds la terre solide et si digne d'être foulée. Comme je haïssais le bateau mobile ! Je tournai au coin d'un petit restaurant fait avec des planches de barque couvertes de coquillages, et je m'acheminai vers la ville. Des pins bas croissaient sur un humble coteau isolé des maisons, et l'on voyait un petit temple au milieu. Des *ex-voto* et des sandales de paille étaient suspendus aux battants des deux portes. Je m'assis sur une pierre, devant ce temple. J'apercevais tout le port. L'île d'Awaji apparaissait au delà des nuages sombres, Un îlot, que n'atteignait point la lumière du soleil tombée d'entre ces nuages, ressemblait à une tache de fumée. Je me rappelai l'îlot devant mon pays natal qui brillait comme de l'or au soleil couchant. Et il me souvint d'une peinture de paradis bouddhique et d'un Amida dans de la lumière dorée.

Le soleil s'éteignit. Je redescendis le coteau : mais je n'étais point disposé à regagner l'embarcation. A la croisée des routes une borne indiquait la distance jusqu'à Osaka. J'aurais voulu aller à Osaka, n'importe où, par le chemin de la terre. Dans les maisons on préparait le feu pour le repas du soir, et j'enviais les gens qui pourraient y manger. J'avais faim ; mais mon estomac n'était pas encore solide. Rassuré par les lumières allumées sur notre bateau, je m'assis devant la mer dont les vagues m'apportaient des herbes et des détritus. Tout à coup la voix de Kanzô m'appela. Il me dit d'un ton mécontent qu'il m'avait cherché partout et qu'il me croyait perdu.

On m'attendait pour souper. J'hésitai à pren

dix mes sandales. Les deux hommes, eux, faisaient la fête, et tout en buvant des flacons de saké, ils causaient du temps. Je n'avais pas besoin de les écouter pour savoir que le ciel était doucereux et les nuages en désordre. Le voyage du lendemain me donnait déjà de fortes inquiétudes, et je m'en plaignais à ma grand'mère.

Tout à coup je sentis qu'une personne approchait et me détournant surpris, j'aperçus une femme dans un étrange costume qui montait sur le bateau.

— Excusez-moi, fit-elle, en se baissant sous les nattes de jonc. Et elle alla s'asseoir auprès des matelots, indiscrètement.

— Qui est-ce, demandais-je tout bas à ma grand'mère.

— C'est une *sôka*, dit-elle, la femme de tout le monde.

J'avais entendu depuis longtemps parler de *sôka*, mais c'était la première fois que j'en voyais une. Alors, curieusement, je fixai mes yeux sur le visage de cette femme. Son visage était petit, surmonté d'une lourde chevelure. Son sourire découvrait des dents blanches entre des lèvres rouges de fard.

— Donnez-moi une bouffée de votre pipe, dit-elle d'une voix caressante.

Et elle prit la grande pipe de Takiji.

Pourquoi viens-tu ici ? T'es-tu égarée ? Ton amant doit t'attendre à la maison, dit Takiji, en souriant.

— Je suis venue parce que j'ai vu la bonne figure d'un matelot sous des nattes de jonc, dit-elle. Ce ne sera pas cher.

Nous n'avons pas d'argent, répondit-il d'un ton moqueur. Nous n'avons encore rien vendu à Osaka.

Voyons, ne soyez pas avare. Ce ne sera que...

Et, lui soufflant de la fumée au visage, elle lui saisit la main dans sa manche en lui indiquant par le nombre des doigts dont elle le pressait, la somme demandée. Puis, le front penché, elle écouta : « Hein ? ».

— Trop cher, dit Takiji.

Mais il ne retira pas sa main.

Alors, je réduirai... Hein ?

Takiji secouant encore la tête, elle le repoussa vivement.

— Comme vous voudrez, espèce de ladre ! s'écria-t-elle, d'un air furieux.

Kanzô devait trouver cela très amusant, car il riait de tout son cœur.

Takiji reprit sa pipe et en tira une bouffée.

— Vous ne demanderiez rien que ce serait encore trop aujourd'hui, dit-il. Nous avons des passagers.

— Mais la dame regarde d'un autre côté, fit-elle en se tournant vers nous.

Elle m'aperçut, s'inclina et me fit signe de la main. J'éprouvai du dégoût et je détournai la tête. Je pensais que, si je la regardais, cela embarrasserait beaucoup les matelots. Je sortis de dessous mes nattes. Tout était noir. Il n'y avait plus d'étoiles. On entendait la flûte d'un aveugle masseur sur le chemin de la ville, et le bruit des paroles que des gens d'une barque adressaient à des gens de la rive et que le vent nous apportait.

— La dame a été gênée, dit une voix de femme à ma grand'mère (ce qui signifie : mille excuses).

Je vis la *sôka* qui remontait sur le rivage en retroussant ses vêtements. Les ténèbres me dérobèrent sa silhouette : « Ha ! Ha ! » riait Kanzô.

Je me cachai sous mon toit de nattes, un peu triste. Takiji, amincissant ses yeux et balançant son corps, se mit à chanter, ce qui me parut étrange. Kanzô, couché de tout son long, battait la mesure.

— Patron, dit-il, jouons encore une fois : cette nuit, je vous gagnerai.

Et il tira les dés de sa boîte de pêche.

— Jouons-nous la *sôka ?* dit Takiji.

— Ce que vous voudrez. Si je perds, je travaillerai pour rien.

Pendant que les deux hommes agitaient le cornet, je m'endormis d'un sommeil lourd. Deux ou trois fois pendant la nuit, contrairement à mon habitude, je me réveillai. Ma grand'mère, les genoux repliés, laissait échapper sa respiration. J'avais pitié et de moi et d'elle. Je me demandai : « Pourquoi veut-elle visiter Osaka et se donne-t-elle tant de mal ? » Elle m'entendit remuer, elle ouvrit les yeux : « Ne te découvre pas, me dit-elle, tu t'enrhumerais ». Et sa main me caressa sur les couvertures. A mesure que la nuit s'avançait, le vent soufflait plus fort et le fond du bateau balançait désagréablement. Je soulevai l'extrémité de mes nattes : une petite pluie fine tombait.

Le patron qui s'était réveillé, bâilla largement : « Nous aurons congé aujourd'hui », dit-il.

Il faisait jour ; on ne retira pas les nattes. Nous rangeâmes les couvertures, et, pour ne pas gêner le travail des deux hommes, nous nous assîmes dans un coin. Takiji signifia à Kanzô qu'on ne partirait pas. Cette nouvelle me tranquilisa ; mais notre voyage était prolongé d'un jour, et ce n'était pas gai.

La pluie tombait goutte à goutte. Ma grand'

mère sortit son ratelier teint en noir (1), et s'amusa à le nettoyer. Kanzô, qui était allé chercher de l'eau, revint trempé. Il se changea et mit des fèves à cuire dans une marmite large et basse. Takiji, lui, les jambes croisées, fumait sa pipe. Et moi, de dessous mes nattes, j'essayais d'apercevoir l'intérieur du port.

Ma grand'mère, ayant fini de nettoyer son ratelier, somnolait sur l'oreiller qu'elle avait repris. Kanzô m'apporta une poignée de fèves cuites ; et les deux hommes en mangèrent en les faisant craquer sous leurs dents. Sauf moi, personne ne s'inquiétait ni du vent, ni de la pluie.

Un peu plus tard Takiji et Kanzô se mirent à causer à mi-voix, et j'entendis qu'ils parlaient de nous.

— Si ces fâcheux-là n'étaient pas sur le bateau, nous pourrions partir contre le vent vers midi. Ils nous embarrassent rudement, dit Takiji, les sourcils froncés.

— Il faut faire comme s'ils n'étaient pas là, répondit placidement Kanzô. Un jour de plus, c'est du gain en moins.

— Je ne peux pas, dit Takiji, on me les a confiés. Et jai accepté sans savoir.

Ces paroles me rétrécirent les épaules. Les deux hommes, à qui l'on nous avait confiés, n'étaient plus des appuis pour moi. Et pourtant mon père avait dit : « Si Takiji est là, soyez sans crainte. »

Je mis mes yeux au guet, mes oreilles aux écoutes. Et je ne perdis rien de leur conversation. Mais ils parlèrent bientôt d'autre chose, du résultat de leur pêche de l'année, de leurs ventes, des marchands, et je n'y comprenais rien.

— En tout cas, dit Takiji, en bâillant, aujourd'hui il ne fera pas beau ! Après le déjeûner, on va s'amuser.

— Moi aussi, je voudrais aller à terre, dit Kanzô, avec un sourire malin. Vous avez perdu cette nuit. Emmenez-moi. Si vous m'emmenez, vous ne me devrez plus rien. Où allez-vous ?

— Continue, dit Takiji, tu m'amuses. Avec cela que tu ne sais pas où je vais !

— Puff ! répondit Kanzô. Et son sourire lui plissait les narines.

Je vis bien que le patron acceptait de l'emmener. « Où vont-ils ? » me demandai-je.

Après un déjeûner de riz et d'eau chaude, ils changèrent d'habit et partirent. Il me sembla que ma grand'mère leur donnait de l'argent pour leurs menus plaisirs.

(1) Autrefois les femmes mariées se laquaient les dents, et l'on rencontre encore dans la province de vieilles femmes aux dents noircies.

Sous le vent et la pluie, les [illegible] marchaient très vite. Je les suivis de [illegible] jusqu'au tournant du petit restaurant. Quand ils eurent disparu, je m'adressai à ma grand'mère.

— Reviendront-ils bientôt ? Où sont-ils allés ?

Ma grand'mère, dont le visage ne trahissait jamais la moindre inquiétude et qui était aussi tranquille qu'à la maison, me répondit :

— Ils sont allés boire probablement.

« Ne feraient-ils pas mieux de boire sur le bateau ? me dis-je. Qu'adviendrait-il si le vent nous entraînait ? Enfin ma grand'mère qui a beaucoup voyagé sur mer, doit connaître le danger. Mais pourquoi tient-elle à prendre des bateaux semblables ? Moi, je n'en prendrai jamais. J'irai à Osaka ou à Kobé à pied. C'est bien plus agréable. » J'avais prononcé ces derniers mots à haute voix, et ma grand'mère me répondit :

— Non, non, tu ne sais pas... Marcher toute la journée avec des sandales de paille ou se faire voiturer dans des kuruma, voilà qui est vraiment dur. Mieux vaut encore monter sur le bateau. On va loin tout de même ! Et il faut s'habituer à supporter, de temps en temps, de mauvais vents comme celui-ci.

— C'est vrai, dis-je, mais j'aime mieux marcher sur la terre... Et puis Takiji et l'autre disent que nous sommes des fâcheux.

— Tâche d'être le moins fâcheux possible, répondit-elle. Nous paierons le voyage ; nous n'avons pas besoin de nous tourmenter.

Je racontais à ma grand'mère la conversation des deux hommes ; mais elle ne fit qu'en sourire.

Ils revinrent bientôt tout rouges et pris de saké. Ils flageolaient sur les jambes. Ils examinèrent en titubant le panier des anguilles et vidèrent l'eau qui était au fond du bateau. Puis ils s'endormirent profondément, leurs deux têtes alignées.

— Il fera beau demain, dit Takiji pendant la nuit, en regardant le ciel. Nous partirons même avant le petit jour.

Et se tournant vers moi :

— Mon petit monsieur, demain nous serons à Akashi.

Je n'avais alors aucune envie de voir Akashi ; tout ce que je désirais c'était que cet ennuyeux voyage finît au plus tôt. Mais j'étais résigné à endurer jusqu'au bout des choses pénibles.

HAKUCHO.

(Texte français d'ANDRÉ BELLESSORT.)

HENRI BERGSON (1)

Convaincu de l'impuissance de l'intellect à rendre compte de la vie dans l'individu et dans l'espèce, M. Bergson juge indispensable, pour s'en faire une idée, de se placer, là encore, au point de vue de l'intuition. Or la seule vie dont nous ayons l'expérience immédiate, c'est la nôtre : notre vie intérieure. Pour M. Bergson, aussi bien, la vie est essentiellement durée, activité psychique par conséquent. Conscience, en quelque sorte, endormie, parce que comprimée par la matière, la vie est, comme la conscience, irréversible, imprévisible et progressive. Exigence continue de création, elle enfle incessamment son présent de son passé et, par suite, toujours nouvelle ne peut jamais revenir sur ses pas. Au vrai, elle crée son chemin en avançant, ce qui explique qu'on ne puisse prédire aucune forme vivante. Ainsi qu'un large courant dont les individus figureraient les remous, elle passe de germe à germe dans une ascension qui, pour connaître des déboires, des impasses et même des reculs, n'apparaît pas moins sans fin. Les circonstances extérieures auxquelles la vie doit s'adapter pour se perpétuer ne sont que les occasions, mais non les causes de ces variations. Leur cause il faut la chercher dans l'impulsion initiale qui précipite la vie dans une incoercible aspiration vers une liberté plus grande. Contrariée par la matière, qui est nécessité, la vie s'en empare pour, en l'organisant, y introduire toujours plus d'indétermination. De fait, les formes que la vie crée, au fur et à mesure de son progrès, ne sont pas autre chose, en somme, que des obstacles tournés, l'empreinte que, sorte de « moule intérieur », la vie laisse de son passage au travers d'une matière qu'elle plie à ses fins.

Aussi bien, les similitudes de structure entre espèces différentes tiennent à cette identité d'impulsion. C'est parce que la marche à la vision procède de l'élan originel de la vie que les appareils qui la permettent se ressemblent, même sur des lignes d'évolution divergentes. Car, s'il y a identité d'impulsion et, par conséquent, intime parenté entre tous les vivants, il y a aussi des divergences qui, tandis que la communauté d'origines est génératrice d'harmonie, se résolvent en désaccords. Ces divergences, qui tiennent pour partie aux résistances que la matière oppose à la vie, viennent en outre de ce que la vie est tendance, la destinée de toute tendance étant de se développer en gerbe qui s'éploie du seul fait de sa croissance en plusieurs directions entre lesquelles se divise son élan. Au fur et à mesure qu'il grandit, notre caractère ne donne-t-il pas lieu à des personnalités différentes entre lesquelles nous faisons un choix? La nature, au contraire, conserve les multiples tendances dans lesquelles s'épanouit la vie, ainsi qu'en témoignent les nombreuses espèces qui la perpétuent sur la terre. Loin de se trouver sur une seule ligne comme l'imaginait Aristote et l'imagine encore un évolutionisme par trop naïf, les espèces révèlent une grande variété de directions, encore que complémentaires en raison de leur initiale parenté.

Parmi ces multiples directions, M. Bergson ne distingue que deux ou trois grandes routes dont une seule, celle qui monte des vertébrés jusqu'à l'homme, fut assez large pour laisser passer librement, sans lui interdire aucun espoir, le grand souffle de la vie. Partout ailleurs, il a été arrêté, non, il est vrai, sans que le courant principal en profitât pour prendre des points d'appui sur les tourbillons que, en les forçant à un violent retour sur eux-mêmes, toute impasse devait provoquer dans les courants secondaires. C'est ainsi que, s'étant partagée en végétaux et animaux, la vie se servit des premiers en vue des seconds. Immobiles et peut-être devenus complètement insensibles dans leur gaîne de cellulose, les végétaux, en fixant le carbone de l'air sous l'action des rayons du soleil grâce à la chlorophyle qui dissocie l'acide carbonique, fabriquent, aux dépens de la matière organique, les explosifs que les animaux, qui se nourrissent de plantes ont utilisé. Aussi bien les animaux convertissent en activité l'énergie potentielle qu'ils absorbent; de là, leur mobilité. Ils s'en servent pour déclancher les mécanismes de plus en plus compliqués que la vie monte en eux; ce qui explique qu'ils dominent de plus en plus la matière. De fait, un organisme supérieur se compose d'un système sensori-moteur ou nerveux installé sur des appareils de digestion, de respiration, de circulation et de sécrétion, qui ont pour but de le réparer, de le protéger, de le nettoyer, autrement dit de lui créer un milieu intérieur favorable et, finalement, de le fournir d'énergie. Aussi, plus la fonction nerveuse se perfectionne, plus l'organisme se complique, s'il est vrai par ailleurs qu'un organisme plus compliqué exige un système nerveux plus perfectionné.

Seulement, tandis que, chez les articulés et spécialement chez les hyménoptères, la précision du mécanisme sensori-moteur l'emporte, chez les vertébrés c'est, au contraire, la faculté de choisir entre plusieurs issues possibles, voire, chez l'homme, entre une infinité de réponses aux excitations subies, qui domine. C'est d'une part, l'instinct

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 10 et suiv., 1918

avec son immuable spécialisation, de l'autre l'intelligence avec son inépuisable mobilité. Alors que l'homme, dont les mécanismes sont concentrés dans le cerveau et les moyens d'action dans deux paires de membres, façonne des outils et, qui plus est, des outils destinés à en fabriquer d'autres, ce qui lui assure, en même temps qu'une maîtrise illimitée sur la matière, un progrès personnel indéfini puisque toute invention crée des besoins qui engendrent, à leur tour, de nouvelles découvertes, les hyménoptères se bornent à utiliser, en vue des mêmes fins et toujours de la même manière, des instruments naturels, simples prolongements de leur corps. C'est au point que l'on peut se demander chez eux où finit l'organisation et où commence l'instinct. Est-ce à l'instinct proprement dit ou au travail organisateur de la matière qu'il faut faire remonter le changement de la larve en nymphe, puis en insecte? Entre les cellules, qui dans un corps vivant, travaillent à un but commun, et l'activité concertante d'une ruche d'abeilles, la différence est mince.

En réalité, l'instinct continue le processus d'organisation, M. Bergson l'a bien vu. Là est la supériorité, mais aussi la faiblesse, de l'instinct. Se servant d'instruments naturels appropriés à une seule fin et, par conséquent, immodifiables, l'instinct perd en étendue ce qu'il gagne en précision. D'une sûreté de technique incomparable, il ne change que très peu; encore faut-il remarquer que, quand il change, il le doit à l'intelligence qui ne s'en trouve jamais complètement exclue, non plus, du reste, que l'instinct de l'intelligence, ainsi qu'on peut le voir chez les petits enfants. L'instinct en soi est borné, et, comme tel, inconscient. Ce n'est pas à dire qu'il soit privé de connaissance; au contraire : tandis que les choses dans leur spécialité échappent à l'intelligence, l'instinct les connaît par sympathie. C'est ce qui explique que le *sphex ammophile* aille sans l'ombre d'une hésitation mâchonner, pour la paralyser, les ganglions nerveux de la chenille sur laquelle il déposera ses œufs. Seulement, cette connaisance, qui est innée, est jouée plutôt que pensée. Il n'en va pas de même de la connaissance intellectuelle, qui, elle, est pensée, donc consciente par ce fait seul qu'au lieu de porter sur une chose, elle est formelle, relative à des rapports; à telles enseignes que l'intelligence découpe, suivant certaines lignes de moindre résistance, afin de la connaître, c'est-à-dire d'établir des relations entre les morceaux ainsi obtenus, la réalité indivisée qui est la réalité vraie. Extérieure et vide, à la différence de la connaissance instinctive qui est intérieure et pleine, la connaissance intellectuelle présente l'inappréciable avantage d'imposer des cadres à une infinité d'objets susceptibles d'y trouver place, ce qui permet de l'appliquer à tout. Limitée dans sa compréhension, l'intelligence est donc illimitée dans son extension.

Cette mobilité de l'intelligence se retrouve dans le langage humain. Au lieu d'adhérer aux choses, comme il arrive chez les animaux, le signe intellectuel est mobile. Il passe d'une chose à une autre et, bientôt, par l'intermédiaire des souvenirs, des choses aux idées, c'est-à-dire de l'image à la désignation de l'acte par lequel on se la représente. Autrement dit, l'intelligence est capable de se réfléchir et, partant, de se connaître elle-même. Du jour où l'intelligence, méditant sur ses propres démarches, s'aperçoit comme créatrice d'idées, donc comme une faculté de représentation en général, elle s'élève au-dessus de l'utile, car il n'y a pas d'objet dont elle ne veuille dès lors avoir l'idée, fût-il sans emploi. Parvenu à la réflexion, la vie s'affirme ainsi, avec l'homme, définitivement maîtresse de la matière par la connaissance et par l'action dont, comme M. Bergson l'a très bien vu, la connaissance découle.

L'organisation, en somme, témoigne de l'effort que fait la vie et, partant, la conscience pour soulever le fardeau de la matière qui s'appesantit sur elle comme une chape de plomb et ne tend à rien moins qu'à l'étouffer en brisant son élan. Comprimée entre les dures parois de la cellule végétale, la conscience a commencé par s'endormir dans la plante. Elle n'a réussi à se réveiller que lentement, sur une autre ligne d'évolution, avec l'animal, au fur et à mesure que, triomphant de l'inertie de la matière, une organisation plus compliquée ouvrait à son activité et, par suite, à sa représentation de plus nombreuses échappées. Aussi bien, avec l'instinct dont la limitation est la rançon de la précision, la conscience s'est à peu près éteinte chez les arthropodes. Parce qu'il ne laisse place à aucun flottement, l'acte instinctif bouche en quelque sorte la représentation qui l'accompagne. N'en ayant pas besoin, il la neutralise par exacte superposition. Il faut, en effet, pour que la conscience reprenne sa lucidité qu'il y ait écart entre la représentation et l'acte. Or, comme cet écart est d'autant plus important que l'organisme ouvre à l'activité psychique un plus grand nombre de voies, la conscience gagne en étendue au fur et à mesure que le système nerveux des vertébrés se complique jusqu'à pouvoir embrasser chez l'homme, grâce à une possibilité de choix indéfinie, des perspective, en vérité, infinies. De fait, on peut, évaluer les progrès de la conscience au progrès de l'organisation; non certes que l'organisme produise la conscience, mais parce qu'il en est l'occasion ou mieux encore, l'effet. M. Bergson rejoint ici ses conclusions de « Matière et Mémoire ». Que le cerveau — souvenons-nous en — paraisse déterminer nos états de conscience, cela provient, assure

M. Bergson, de ce que les mouvements cérébraux, loin de susciter nos faits psychiques, prolongent, pour ainsi dire, tout en les faisant rentrer dans un cadre relativement rigide, les modifications de notre âme qui, de toutes parts, déborde notre corps.

On ne peut mieux comparer l'idée que M. Bergson se fait de l'organisation, dans « l'Evolution créatrice », qu'à une série de canaux que se serait ouvert l'activité psychique. Tout de même que le lit d'un torrent est moins fait de terres rapportées que creusé à même le sol, l'organisme résulterait d'une sorte de poussée intérieure; il serait l'indice, par conséquent, bien moins d'une aide que d'une résistance de la part de la matière brute. Quoi qu'il en soit, l'organisation non seulement allège la conscience du poids qui l'oppressait, en ménageant des issues à son activité, elle la sollicite, en outre, avec d'autant plus d'insistance qu'elle l'invite à décider entre de plus nombreux partis. La conscience, qui forme le fond de l'activité psychique, augmente, par le fait, d'éclat au fur et à mesure que, — malgré beaucoup de détour et, plus encore, de retours, — on s'élève davantage sur l'échelle des êtres. L'organisation, œuvre de la conscience, élargit, en un mot, la prison dans laquelle la matière la retient pour, finalement, la libérer dans l'humanité, qui joint à la faculté de se souvenir celle de réfléchir, donc de se posséder jusqu'à conquérir, au vrai, la maîtrise de soi.

Tout se passe, en définitive, au dire de M. Bergson, comme si un large courant de conscience, chargé d'une multiplicité énorme de virtualités, avait pénétré dans la matière, qu'il aurait organisée, et qui, en retour, l'aurait divisé et ralenti jusqu'à l'assoupir dans certaines formes au profit d'autres plus habiles. Œuvre de la matière, l'individuation l'est, cependant, en partie, aussi de l'esprit. Mais, comme à travers les mots, les vers et les strophes court l'inspiration unique qui est l'âme du poète, un grand courant relie les individus et les espèces. M. Bergson constate effectivement que partout la tendance à s'individuer est combattue par la tendance à s'associer. Nul n'a plus que M. Bergson une vue intense, non plus superficielle et terre à terre mais profonde et métaphysique, de la solidarité. M. Bergson fonde, aussi bien, la communauté de fin de tous les êtres sur leur communauté d'origine. En fait, l'histoire humaine lui semble être, comme l'histoire naturelle, un continuel balancement entre les deux tendances adverses et complémentaires, chacune profitant du triomphe de sa rivale pour faire mieux. « Les individus se juxtaposent en une société, écrit-il; mais la société, à peine formée, voudrait fondre dans un organisme nouveau les individus juxtaposés, de manière à devenir elle-même un individu qui puisse à son tour, faire partie intégrante d'une association nouvelle (1) ». Cela est vrai des sociétés humaines, tout autant que des sociétés d'abeilles ou de fourmis ou encore des sociétés d'animaux inférieurs. Aussi bien est-ce un moyen pour la conscience de créer des formes imprévues dans le dessein de se libérer puis de dompter de plus en plus la matière afin de s'éployer davantage. Au vrai, grâce au langage et à la vie sociale qui emmagasinent, l'un les pensées, l'autre les efforts de l'humanité, dans des inventions qui réagissent, en retour, sur sa mentalité, l'homme domine la nature : un abîme s'ouvre entre lui et les animaux. C'est en ce sens que l'on peut dire que, dans la philosophie bergsonnienne, l'homme est véritablement le terme et le but de l'évolution. « Tout se passe, stipule M. Bergson, comme si un être indécis et flou, qu'on pourra appeler comme on voudra *homme* ou *surhomme*, avait cherché à se réaliser ». Hélas! un tel être n'est parvenu à se réaliser qu'en abandonnant en route une partie de lui-même dans les animaux et les végétaux, qui, en guise de dédommagement, ont aidé à son ascension et, en sa personne, à l'épanouissement de la conscience. Que ce soit dans l'individu ou dans l'espèce, la conscience, qui est durée, se sert, en effet, du passé comme d'un tremplin pour s'élancer dans l'avenir. Ce saut, qui est la liberté même, ainsi que l'a établi l' « Essai sur les données immédiates de la conscience », est aussi la vie. C'est dire que la vie n'est pas autre chose, en somme, que le libre essor de la conscience en lutte contre la matière qu'elle soulève à l'instar de la vapeur un liquide en ébullition.

Cependant la matière n'est pas, bien qu'elle lui résiste, aussi étrangère à l'esprit qu'on pourrait le croire au premier abord. Après l'avoir, dans l' « Essai sur les données immédiates », rapprochée de la nécessité en laquelle la liberté se perd, M. Bergson ne l'a-t-il pas, dans « Matière et Mémoire », envisagée comme une détente, non seulement de notre vouloir, mais de notre conscience? L'étendue amorphe et, par conséquent, homogène, sous les espèces de laquelle Descartes et ses successeurs ont imaginé la matière, ne serait, comme la nécessité, que la limite vers laquelle incline, quand elle s'abandonne, la conscience. De fait, M. Bergson a toujours assimilé la matière, non point à l'étendue, mais au mouvement. Encore faut-il ajouter que ce mouvement-là n'est pas le mouvement quantitatif que la science mesure à sa trajectoire, mais bien cette sorte de mouvement réel que nous avons sous les yeux, qui se borne, quand nous voulons bien

(1) *L'Evolution créatrice*, p. 281.

nous en tenir aux données premières de nos sens, à de simples changements d'états. Qualitative en son fond est, par suite, la matière pour M. Bergson. Aussi bien, dans « l'Evolution créatrice » où se précisent ses vues, M. Bergson représente la matérialité comme une dégradation de la conscience ou, mieux encore, à l'image de ces fines gouttelettes en lesquelles retombe un jet de vapeur arrivé à bout de course, comme une défaillance de son élan initial. Immatérielle à son point de départ, la matière ne serait donc pas aussi matérielle, c'est-à-dire aussi distincte de l'esprit, que nous sommes enclins à le supposer. Ce qui le prouve, c'est que la matière dure à sa manière. Non seulement elle se décompose en mouvements, qui, pour être infiniment rapides, ne sont pas instantanés, mais les objets entre lesquels nous la découpons, avec plus ou moins de légitimité, demandent un certain temps pour agir les uns sur les autres. Quand nous mettons du sucre dans un verre d'eau ne faut-il pas attendre que s'écoule un intervalle de conscience pour qu'il fonde? Aussi bien, l'univers est, pour M. Bergson, comparable à un organisme dont toutes les parties, unies dans une intime solidarité, seraient, à l'égard du principe qui les anime, ce que le corps est à la conscience individuelle. Ce principe, qui est vie, et, par conséquent, conscience, ferait effort tout éparpillé qu'il soit en individualité distinctes, pour remonter la pente que la matière descend, en s'aidant d'organismes capables de retenir l'énergie solaire dans sa chute. La matière, réalité qui se défait, et la vie, réalité qui se fait à travers cette réalité qui se défait, — ainsi qu'une dernière fusée se fraie un chemin parmi les débris de celles qui l'ont précédée, — procéderaient ainsi l'une et l'autre, bien qu'en sens inverse, d'un même élan créateur. « Imaginons donc, écrit M. Bergson, un récipient plein de vapeur à une haute tension et, çà et là, dans les parois du vase une fissure par où la vapeur s'échappe en jet. La vapeur lancée en l'air se condense presque tout entière en gouttelettes qui retombent, et cette condensation et cette chute représentent simplement la perte de quelque chose, une interruption, un déficit. Mais une faible partie du jet de vapeur subsiste non condensée, pendant quelques instants; celle-là fait effort pour relever les gouttes qui tombent; elle arrive tout au plus à en ralentir la chute. Ainsi, d'un immense réservoir de vie doivent s'élancer sans cesse des jets, dont chacun, retombant, est un monde. L'évolution des espèces vivantes à l'intérieur de ce monde représente ce qui subsiste de la direction primitive du jet originel et d'une impulsion qui se continue en sens inverse de la matérialité (1). » Image très imparfaite! a soin de nous avertir M. Bergson. En réalité, il n'y a ni récipient, ni fissure et tandis que le jet de vapeur et l'ascension des gouttelettes sont déterminées nécessairement, la création d'un monde est un acte libre auquel, à l'intérieur du nôtre, s'apparente la vie. Le monde dont nous faisons partie serait, en définitive, le résultat d'une création continue qui organiserait, en la soulevant, une matière qui représenterait ce qui reste ou, si vous le préférez, ce qui retombe d'une création antérieure en voie de destruction.

(*A suivre*). PAUL GAUTHIER.

(1) *L'Evolution créatrice*, p. 269.

LE PRODIGE AUTRICHIEN

Lorsqu'on recherche le point faible de la Quadruplice, la partie la moins résistante de son armature, c'est invariablement sur l'Empire Austro-Hongrois que se concentrent les regards. Nul n'ignore que la Turquie est aussi malade qu'autrefois, et il suffit de considérer la carte d'Asie pour s'en convaincre ; — chacun sait que la Bulgarie est fatiguée, que la substitution de Malinof à Radoslavof prend, malgré tout, une signification, et que le cabinet de Sofia reste en querelle avec la Porte. Mais le fléchissement définitif de l'Empire ottoman, si désagréable fût-il à l'Allemagne et si inquiétant pour elle, n'exercerait qu'à la longue son action sur la situation générale. Une retraite de la Bulgarie — qui n'est pas encore dans les possibilités immédiates, gênerait sensiblement l'état-major germanique, mais pourtant n'atteindrait point la combinaison adverse dans ses bases profondes, — et au surplus ni la Turquie, ni la Bulgarie n'avaient pris position à l'heure où s'ouvrait le conflit continental.

Une défaillance austro-hongroise aurait une autre valeur : elle serait même beaucoup plus grave pour l'Allemagne que ne fut pour l'Entente celle de la Russie en 1917-1918. On me dispensera d'énumérer ici les raisons de cette allégation. Cette défaillance se produira-t-elle un jour ou l'autre? Tout ce que l'on peut dire, répéter, corroborer par l'évocation des incidents quotidiens, c'est qu'elle serait moins surprenante en soi qu'une survivance durable de l'état actuel. Le prodige est que l'Autriche-Hongrie ait pu prolonger tant d'années, et à travers tant de crises, une existence vacillante et qui avait tous les motifs de s'éteindre.

Si je reviens à ce sujet c'est qu'il attire invin-

ciblement tous ceux qui se piquent d'analyser les événements actuels, pour y découvrir des prévisions d'avenir. C'est aussi que le problème Austro-Hongrois, par sa complexité, par l'incessant renouvellement de ses données, sollicite plus que tout autre notre activité intellectuelle et l'exercice de nos facultés logiques.

Prenez cet Empire Danubien depuis le début de la guerre, et spécialement au moment où nous sommes. De toutes parts, au dehors et au dedans, surgissent ses ennemis, qui attendent sa fin et sa dissolution. De grandes et de petites nations escomptent des parts de son domaine et à tort ou à raison, s'imaginent qu'elles ne vivront pas pleinement, tant que cet héritage ne leur sera pas dévolu. Des populations de millions d'hommes, écrasées par la police Habsbourgeoise, aspirent à se libérer de ce joug et sont prêtes aux suprêmes efforts pour s'assurer cette émancipation. Dans les armées de Charles Ier qui ont lutté sur le front russe, qui luttent sur le front d'Orient où le front Italien, plus de la moitié des effectifs étaient ou restent intéressés à la défaite de la cause au service de laquelle ils sont enrôlés. La classe ouvrière, affamée dans toute la force du terme, avide de paix, parce que la paix lui donnera, croit-elle, du pain, accentue de mois en mois sa rebellion contre l'Etat. On a pu dire que les grèves Hongroises avaient contribué en juin à l'échec de Boroevic et de Conrad sur la Piave. — Les succès militaires sur la Serbie et sur la Russie, la victoire de Caporetto n'avaient pas réconcilié les sujets des Habsbourg avec leurs gouvernements. Quelle peut-être leur mentalité au lendemain d'une offensive avortée, et qui, de l'aveu de Wekerlé à la Chambre Hongroise, a coûté 250.000 hommes ? La main-mise sur l'Ukraine et sur la Roumanie avait fait luire l'espoir d'un ravitaillement merveilleux, et plus que jamais le spectre de la disette a grandi à l'horizon. Comment ne point tenir pour prodigieuse cette survivance d'un Empire que tout condamne ?

*
* *

Ce n'est point le prestige du jeune monarque qui consolidera l'Etat. François-Joseph avait régné si longtemps, que les masses, par habitude, lui conservaient une façon de respect automatique. Mais Charles Ier, que rien ne semblait destiner au trône et qu'un hasard y a amené, n'a point les mêmes raisons de fortifier son crédit. Les Viennois sont volontiers frondeurs. Ce n'est point une simple fronde qui s'exerce contre le nouveau souverain, mais il est comme enveloppé dans un réseau de suspicions où son autorité décline chaque jour un peu plus. Il est grave qu'il ait besoin de se faire défendre contre des accusations de trahison, d'intelligences avec l'ennemi, que répandent contre lui des groupements jadis et traditionnellement loyalistes, et la qualité de ses défenseurs est parfois plus compromettante que les imputations mêmes dirigées contre sa personne ou contre ses parents les plus proches. Les éléments germaniques de Cisleithanie lui font grief de préparer leur abaissement, et les Hongrois le dénoncent comme un adversaire du Magyarisme, en exploitant des arguments contradictoires : sa docilité envers Berlin et sa complaisance intime pour les revendications slaves. Le peuple hongrois lui en veut de n'avoir pas conjuré la disette et d'avoir renoncé au suffrage universel pour la Transleithanie, tandis que les hobereaux avec Tisza, leur véritable chef, flétrissent ses velléités libérales qu'ils considèrent comme autant de menaces pour leurs « droits ».

Un souverain isolé au milieu d'une multiplicité de peuples acharnés les uns contre les autres et dont chacun nourrit contre le pouvoir des hostilités raisonnées : telle est la situation de Charles Ier dans son Empire, — dans un Empire, où seule l'autorité du prince avait pu jusqu'ici maintenir une façade d'unité et d'équilibre.

*
* *

Les ministères, que ce monarque appelle au pouvoir, sont fragiles et sans bases, Tisza qui a gouverné longtemps la Hongrie, et qui était le type du dictateur ou de l'homme politique à « poigne » n'a jamais représenté qu'une infime minorité. Mais ses adversaires, d'Andrassy à Karolyi, ne parlaient eux aussi qu'au nom d'infimes minorités. Ils étaient les mandataires de clans étroits, qui défendaient des intérêts égoïstes, même lorsqu'ils se paraient des étiquettes les plus sonores. La Hongrie de 1918 est encore en retard, pour l'organisation politique, sur la France de Louis XVIII et sur l'Angleterre de la fin du XVIIIe siècle. La masse du peuple n'y compte pas, étant privée du droit de vote, et c'est une oligarchie qui règne. Les factions, entre lesquelles celle-ci se répartit, peuvent user de procédés plus ou moins violents : elles recourent d'autant plus volontiers à la pression et à la coercition sous toutes les formes, qu'elles se sentent plus isolées dans leur exercice de la puissance publique.

Encore les ministères Transleithans reposent-ils sur des groupements parlementaires et se recrutent-ils dans une représentation élective, si faussée que soit celle-ci. Les ministères Cisleithans, sauf

ares exceptions, sont pris dans une bureaucratie uindée, fidèle à l'Etat autrichien, c'est-à-dire à ne création policière, à un organisme qui se superpose aux éléments ethniques antagonistes. Elle st le chien de garde de cet Etat, la milice civile es Habsbourg. Mais ses contacts avec le peuple sont nuls. Les cabinets, auxquels elle fournit es hommes, n'ont que des programmes limités, des ues sans grandeur, des desseins exclusifs de oute doctrine. On essaie bien d'y juxtaposer des onctionnaires nés dans les différentes provinces, ais ces fonctionnaires, Tchèques, ou Polonais, ou lovènes, ou Allemands, sont avant tout Autriaiens et Habsbourgeois. Ces cabinets, depuis des écades, passent leur temps à négocier des comromis toujours croulants entre Germains et Slaes pour obtenir des budgets toujours provisoires. nconnus la veille ou à peu près, leurs chefs reombent brusquement dans l'oubli. Ils n'agissent as au nom du pays, sous le contrôle d'assemlées élues. Ils signifient au Reichsrath, la seule es deux assemblées qui tire son origine du suffrage, les décisions de l'empereur et les moyens u'ils ont adoptés pour les exécuter. Le Reichsath, bien qu'issu d'un vote universalisé, n'a ni uissance, ni vie assurée. Lorsqu'il manifeste uelque résistance, la bureaucratie ministérielle ouverne sans lui, en vertu du fameux paragraphe 4. Mais cette bureaucratie ministérielle, si elle eut user de la dictature, est cependant dépouillée e tout prestige. — Les présidents du Conseil onsacrent le meilleur de leurs journées à donner ur démission et à reconstituer leur combinaison. out est médiocre dans cette Autriche où l'autorité st en apparence partout, mais où dans la réalité, le reste plus contestée et plus précaire que dans aint Etat de structure plus démocratique. Contre n choc un peu rude, venu du dedans, le régime e tiendrait guère. On s'est étonné, lorsqu'on a vu eidler, Czernin, Burian, négocier avec les délénés des syndicats. Les hommes politiques de Cisithanie, même quand jouent les ordonnances, ontinuent à faire de la diplomatie intérieure, arce qu'ils connaissent la faiblesse foncière de ur pouvoir. Si Charles Ier a renoncé à proroger Reichsrath en dépit de certains conseils, et l'a nvoqué pour le 16 juillet, c'est qu'il redoutait s mouvements de la rue. Nous ne sommes plus t temps de Metternich.

*
* *

Le problème grave, qui se pose depuis deux ois surtout pour l'Empire Danubien, est celui-ci, l'on n'y saurait trop revenir. La jonction, je n'écris pas l'alliance, car elle est irréalisable pour beaucoup de raisons, s'accomplira-t-elle entre la poussée ouvrière et le mouvement des nationalités? Jusqu'ici, la fortune qui a servi les Habsbourg, en dépit de certaines apparences, a voulu que ces deux offensives, dirigées contre la contexture même de l'Etat, restassent séparées, mais il n'est pas dit qu'à un moment quelconque, elles n'arriveront pas à se souder l'une à l'autre sous la pression des conjonctures.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les groupements ethniques, qui ne sont ni allemands, ni magyars, aspirent dans la double monarchie à un sort meilleur, mais jamais leur effort de libération ne fut plus ardent — et surtout, — jamais ils ne formerent un faisceau aussi serré. Je ne veux pas évoquer les souvenirs de cette année 1848, où l'Empire, les mettant aux prises entre eux, pratiqua si ingénieusement et si victorieusement sa maxime : diviser pour régner. Même dans la période la plus proche, Tchéco-Slovaques, Slovènes, Croates, Polonais combattaient en ordre dispersé, et pour des causes qui n'étaient pas toujours identiques. Les dissidences mêmes, les méfiances qui subsistaient entre eux, fournissaient aux dirigeants de Cisleithanie ou de Transleithanie d'admirables moyens d'action. On prodiguait les promesses à ceux-ci ; on écrasait ceux-là. Les Polonais étaient favorisés, les Tchéco-Slovaques emprisonnés ou fusillés. Ces temps sont révolus.

Au cours de cette guerre, les nationalités ont pris une plus ferme conscience d'elles-mêmes, et les menaces, qui pesaient sur les plus petites et les plus faibles, ont décuplé leurs énergies de résistance. La rentrée du Reichsrath de Vienne, après trois ans de silence, le 30 mai 1917, a été, pour les communautés d'Autriche asservies au germanisme, une date quasi-historique. On entendit coup sur coup, dans l'assemblée frémissante, Stanek et Kalina revendiquer la création d'un Etat Bohémien au nom du passé et en même temps au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Korosec revendiquer la formation d'un Etat Croato-Serbo-Slovène. Les Ruthènes se bornèrent à protester contre la suzeraineté qu'exerçaient sur eux les Polonais de Galicie, et ces Polonais, plus modérés, plus conciliants, suggéraient plutôt qu'ils n'exigeaient l'institution d'un royaume, — qui comprendrait l'ancienne Pologne Russe et qui dans la monarchie Danubienne devenue triple, aurait des prérogatives égales à celles de la Hongrie. A ce moment c'était de Prague que partaient déjà les appels les plus véhéments ; — et Prague allait rester le grand foyer de révolte des nationalités Slaves.

Ni Czernin, qui dirigeait la diplomatie de l'Empire, et qui avait à compter avec l'Allemagne, ni Seidler, le premier ministre Cisleithan, qui appréhendait les colères des Allemands de la Haute et de la Basse Autriche, du Tyrol, de Salzburg et de la Styrie, ne pouvaient souscrire aux démembrements totaux ou partiels qui s'élaboraient. Leur mentalité bureaucratique, leurs conceptions routinières étaient incapables de s'accommoder même d'une transformation, qui eût substitué le fédéralisme au centralisme. Ils comprirent la gravité du mouvement qui surgissait devant eux, mais ils crurent le dompter en associant la coercition à l'exécution de réformes illusoires, — par exemple l'établissement d'autonomies dans chacune des provinces : il y aurait eu des districts autonomes tchèques en Bohême, en Moravie, en Silésie, mais sans qu'entre les Tchèques des trois provinces pût s'exercer un contact. De tels desseins apparurent dérisoires. L'agitation s'amplifiait en Bohême ; dans la Yougo-Slavie, on ne parlait plus seulement d'une indépendance qui eût abouti à l'union personnelle avec l'Autriche, mais de la fondation d'un Etat qui se fût étendu de la Bulgarie et de la Grèce à l'Adriatique et aux Alpes-Orientales, avec la Serbie pour noyau : le pacte de Corfou devenait une base non plus théorique, mais pratique. Le discours menaçant, que Seidler prononça le 2 avril à Vienne contre les Tchèques, sonna comme un défi à tous les Slaves. Ils répondirent le 13 avril par la manifestation de Prague, qui affecta un caractère nettement révolutionnaire, et à laquelle les Polonais vinrent participer.

C'était là, à proprement parler le fait nouveau. Jusqu'à ce moment, les Polonais d'Autriche s'étaient cantonnés dans leur égoïsme : maintenant ils s'apercevaient qu'ils étaient de même souche, de même culture, et qu'ils avaient les mêmes adversaires, — que les Tchèques et les Serbes. La politique de Guillaume II et celle de Czernin leur avaient également déplu, celle de Guillaume II, parce qu'ils étaient frustrés de l'annexion immédiate, et tant escomptée, de la Pologne Russe, — celle de Czernin, parce que le ministre, aujourd'hui disgrâcié, avait amputé la Pologne de la province de Cholm au profit de l'Ukraine et promis aux Ruthènes ou Ukrainiens de Galicie une autonomie réelle.

Les Tchèques et les Yougo-Slaves opprimés, les Polonais déçus, les Italiens et les Roumains transylvains, formaient donc une longue chaîne de peuples révoltés, des contingents de millions d'êtres humains, dont les revendications battaient la Double Monarchie. Ce n'étaient point les solutions bâtardes inventées par les dirigeants de cette Double Monarchie, telles que le partage de la Yougo-Slavie entre l'Autriche et la Hongrie ; c'était moi encore la création des cercles allemands en Bohême, suprême concession de Seidler au germanisme, qui pouvaient calmer cette insurrection générale. Plus de la moitié des sujets de Charles I a n'envisager que les nationalités, étaient intéressés à une défaite austro-hongroise dans la guerre mondiale, car cette défaite devait les émancipe Rien ne saurait, mieux que cette constatation brutale, éclairer la situation où l'empire se débat.

* *

Le moindre élément d'aggravation, qui survie drait dans cette crise, risquait d'être décisif. L difficultés alimentaires ne pouvaient donc être t nues pour secondaires. Elles se sont manifesté d'ancienne date, et en fait, comme la dictature d vivres avait été beaucoup moins soigneuseme organisée dans la monarchie des Habsbourg q dans celle des Hohenzollern, comme le laissez-all autrichien a toujours contrasté avec la sévér prussienne, les souffrances du peuple ont été pl vives sur le Danube que sur la Sprée. Lorsque ration de farine fut réduite à Vienne de 500 à 2 grammes par semaine, il y a quelques mois, grève se propagea avec violence et rapidité. Lo qu'il y a peu de temps, chaque Viennois dut contenter de 90 grammes de pain chaque jour, régime lui parut d'autant plus insupportable q les aliments de remplacement, s'il en était, mo taient à des prix qui les mettaient hors de port pour les petites bourses. L'ouvrier viennois moins patient que le Berlinois ou le Hambou geois ; il attache une grande importance à son a mentation ; il est volontiers anti-gouvernement Dans l'ensemble de la monarchie, le prolétari après s'être à l'origine incliné devant les décisio officielles, a peu à peu repris une certaine liber d'allures et de pensée ; il se rend compte que l affaires du pays sont mal conduites et dissimi de moins en moins ses sentiments. Il déteste guerre, et toute occasion lui est bonne pour pr clamer sa volonté d'une prompte paix. Les co seillers de Charles Ier, et Lammasch à leur tê qui ont préconisé dès l'an dernier l'ouverture négociations avec l'Entente, et qui ont plus moins inspiré la lettre au prince Sixte, avai discerné les courants profonds qui travaillaient l masses populaires en Cisleithanie et en Transl thanie. Les grèves généralisées de Vienne et Pesth, en juin 1918, grèves à la fois économiq

politiques et dont on n'a su qu'après coup l'importance, ont trahi, un mécontentement qui pourrait fuser en révolte. La vieille Social-Democratie, militaire et parlementaire, a redouté d'être débordée : le syndicalisme modérateur et méthodique, sous la formule allemande, a perçu la victoire des éléments les plus avancés et bon gré mal gré, a dû jouer avec la passivité. On remarquera déjà que les thèses soutenues en matière internationale, par la Social-Democratie autrichienne ou hongroise, diffèrent de celles qu'adopte la majorité social-démocrate d'Allemagne. L'*Arbeiter Zeitung* parle le langage de la *Leipziger Volkszeitung* plutôt qu'elle imite le *Vorwaerts*. La sédition prolétarienne peut prendre d'un jour à l'autre, sur le Danube, amples proportions, et c'est en Autriche que la révolution russe a eu les répercussions les plus rapides et les plus significatives.

*
* *

L'Empire Danubien n'est plus qu'une immense nuée bouillonnante. Lorsqu'on envisage toutes les colères, toutes les haines qui s'y exaspèrent, on se demande comment il n'a pas encore fait explosion, comment il a pu échapper à la dislocation et à l'effondrement.

L'influence personnelle de la dynastie, ou mieux du monarque régnant, est chaque jour ébranlée par des incidents nouveaux. La bureaucratie, qui sert d'armature aux deux Etats conjugués, a été la preuve de son incapacité, et ne résiste plus que faiblement aux poussées quotidiennes qu'elle subit. L'armée, qui semblait un laboratoire d'unification politique, a fléchi comme tant d'autres institutions dans la tourmente, et les défections graves l'ont durement éprouvée. Les nationalités s'entrechoquent avec une violence croissante, et les Allemands et les Magyars ne sauraient numériquement faire contrepoids aux peuples opprimés. La bourgeoisie urbaine et la moyenne ou la petite propriété rurale qui forment —, bien plus que la noblesse ou la grande propriété, les assises sociales de l'Empire — (car l'évolution s'est faite depuis trente ans), sont divisées en dix tronçons par des concurrences ethniques. La classe ouvrière, qui monte à l'assaut de l'Etat ancien, là-bas comme ailleurs, demeure unie au contraire par la communauté de ses aspirations sociales, et en dépit de ces antagonismes. Le socialisme austro-hongrois a toujours recommandé un régime fédératif largement conçu, tandis que les catégories dirigeantes s'en tenaient au double centralisme de Vienne et de Pesth.

Malgré toutes les raisons de ruine et de mort qui s'acharnent contre elle, la monarchie Habsbourgeoise subsiste toujours : elle survit aux crises qui l'étreignent et sa faiblesse quasi-incurable surmonte de terribles secousses. C'est le prodige autrichien. Mais la question se pose : jusqu'à quand?

PAUL LOUIS.

LETTRES DE VICTOIRE GOUNOD ET DE URBAIN GOUNOD A HECTOR LEFUEL (1)

Urbain Gounod à H. Lefuel.

Paris, 20 mai 1841.

... Lundi dernier 17, jour où j'ai reçu ta bonne lettre, la poste en emportait pour Charles une de ma mère et une de moi. J'entrais dans quelques détails avec lui sur mon voyage manqué. Quand vous vous retrouverez il pourra t'en faire part, mais tu ne regarderas pas les derniers mots de la page parce que tu voudrais les effacer, mais je ne pouvais en faire autant car la lettre était close. Tu as pensé avec raison que Charles te donnait une alerte, et que le mal n'était pas consommé. J'espère m'en sortir sans y rien laisser que la perte des intérêts de mon argent pendant deux années environ, bien heureux si je m'en tire de la sorte. Il s'agit de mon abattoir...

... En vérité les camarades de Rome ont des attentions charmantes, nous sommes gâtés sans contredit. Ma mère a quatre portraits de Charles savoir : un plâtre Farochon (2), une multitude d'exemplaires qui sont un peu agréables, un dessin délirant jusqu'aux genoux, auteur Papety, un croquis chantant et modulant (la bouche en cœur) devant Mozart, c'est te dire la signature qui est au bas, et de trois, puis une peinture de Hébert, c'est à-dire une très bonne ressemblance un peu triste et grasse enveloppée d'un manteau de nuit sur un fond de nuit qu'on pourrait prendre pour un camail de capucin, et de quatre. Quant à toi, je t'ai deux fois et je te garde primio (?) en plâtre Farochon : je te mettrai en regard de ton fils, pour lui faire peur, et puis en mine de plomb signés des

(1) V. *Revue Bleue*, nos 12 et suiv., 1918.

(2) Jean-Baptiste Farochon, sculpteur et graveur en médailles, né à Paris en 1807, élève de David ; prix de Rome de gravure en 1833.

initiales et finales B. d. En vérité je ne sais ce que nous avons pu leur faire pour mériter tout cela, c'est tellement gracieux et embarrassant que le meilleur et le plus court parti, c'est ce me semble d'en jouir après avoir dit merci et de se laisser faire tranquillement...

... (Lundi 24 mai).

... 1er juin 1841.

Que tu es bon, mon cher Hector, de me parler de Charles comme tu le fais. Tu ne saurais croire combien j'apprécie pour lui cette bonne et véritable affection que tu a divisée entre nous deux, sans affaiblir, j'ai l'impertinence de le croire, la part de ton ancien et fidèle comme tu dis ; et tu ne te trompes pas. j'ai trop bien apprécié ce que tu vaux pour ne pas être heureux pour Charles de la pensée que dans ce pays des arts il est vrai, mais non de la famille, il aura trouvé à l'augmenter d'un membre bien réel : les parentés d'affection sont toujours les meilleures et les plus fortes quoiqu'on puisse en dire. Elles résultent du choix de deux âmes, ce qui vaut mille fois mieux que tous les registres de l'état civil réunis. Il en est de cela comme de ces contrats passés verbalement entre gens d'honneur et que je considère comme cent fois plus certains et plus valables que ces actes aux quels il ne manque aucune des formes du notariat et de la procédure, mais qui n'en sont pas moins morts-nés d'avance par les arrière-pensées malveillantes que nourrissaient intérieurement les contractants. Charles doit être bien impatient de ton retour si j'en juge par ce que j'en puis ressentir, et par ce qu'il dit et que j'entends répéter de son affection, non respectueuse, mais franche et ouverte et pleine d'abandon : les bons avis d'un camarade ami, jeune encore comme toi ont mille fois plus d'empire sur un homme aux débuts que tous les conseils réunis des personnes âgées ; quelqu'animées qu'elles soient du désir pur d'être utiles sans blesser, les rapprochements d'âge et de position sont d'un intérêt immense en cela, rien ne peut les égaler. D'après ce que je vois, Charles a considérablement gagné au voyage. Je n'attendais pas moins de lui et de son cœur que j'ai toujours cru excellent. La tête était un peu vive et légère, mais il y avait de la ressource dans le fonds : que ce sera gentil de nous retrouver tous trois unis des liens du sang et de l'amitié. Je ne pouvais t'aimer mieux qu'au superlatif, mais il me sera permis au moins d'y ajouter une variante et j'aurai le double bonheur d'aimer mon ami et de conseiller l'ami de mon frère. Combien je suis heureux de voir peu à peu mes cases affectueuses se garnir sans s'étendre au loin. Si mes efforts sont couronnés de succès, un jour viendra, j'espère, où nous verrons tous autour de nous une collection d plus douces et des plus vraies félicités, celles la famille : bonheur tranquille de tous les temp de tous les lieux, à l'abri des orages qui éclate sur les populations, mais qu'il faut bien se gard d'aborder trop tôt et sans prudence dans la crain de compromettre par une précipitation pardonn ble, quoiqu'on puisse la blâmer, un avenir qui d sormais ne doit plus être intéressant pour soi se mais se rattache à des êtres nouveaux qui no font renaître et sans lesquels la vie toute seule d passer pour peu de chose, quand le temps a pas sans amener pour nous de ces transformations q les cœurs bien placés désirent, tous, ce me semb quoiqu'ils ne se fassent pas illusion sur les pein qui souvent les suivent.

Quel crèvecœur ce sera pour Charles quand faudra passer en Allemagne une année sans ami comme toi ?...

Adresse : *Monsieur*
Monsieur Lefuel, Architecte Pensionnaire du Roi à l'Académie de France à Rome, et actuellement poste restante.
à Gênes
Route de Terre.
Italie

Mme Gounod à H. Lefuel

Le 1er juin 1841, soir.

Je prends un petit morceau de papier, mon ch Hector parce que j'ai peu de temps ; je ne peu d'ailleurs entreprendre le chapitre des sciences des arts : les bons sentiments intimes d'une fra che amitié s'expriment en peu de mots et je peux guère parler que de ce que je connais bien : J'ai partagé avec votre fidèle ami le désa pointement de ne pas recevoir un mot de vou mais comme lui j'ai toujours conservé la certitu que vous nous aimiez et s'il m'en avait fallu au preuve je l'aurais trouvée dans votre amitié po mon cher Charles ; vous ne sauriez jamais ass croire quelle consolation vous avez apportée à m faible cœur de mère par vos soins et votre amiti dans toutes ses lettres, notre Romain m'en pa comme de son affectueuse confiance en vous et regarde cette amitié formée pendant l'exil com une bonne richesse qu'il veut toujours conserve que j'ai été heureuse d'entendre lire à Urbain que vous nous dites de ce bon garçon. Je me su empressée de croire ce que vous nous affirm avec bon cœur « que vous ne nous dites que que vous pensez bien sincèrement » : que de grâc

ai à rendre à Dieu, cher Ami ! Il veut donc, dans a bonté, que mes derniers jours soient les plus eaux de ma vie !... Avec quelle joie je vous ver-ai tous trois bons amis autour de moi... Vous 'avez prouvé que j'avais eu raison de compter sur ous et je vous remercie du fond de mon cœur sur quel vous pouvez bien compter aussi. — Urbain ous raconte la gracieuseté que votre ami Blan-hard (1) nous a faite et j'en ai, pour ma part, été ouchée aux larmes : ce jeune peintre me paraît un imable et bon garçon que je vois avec plaisir : ous nous donnons pâture à parler de vous. — harles me fera savoir votre retour à Rome ; je ous y écrirai quelques mots : en attendant, je vous uitte brusquement après vous avoir embrassé en ieille amie bien dévouée.

(En marge). J'espère que vous vous portez bien ; ous savez si je le désire !

(1/4 de feuille, papier très mince.)

Urbain Gounod à H. Lefuel

Paris, 16 février 1842.

A mon cher Hector,

...Vendredi dernier, onze courant, j'ai remis à I. Legrand, libraire à Paris, pour l'envoyer quel-ues jours après à M. Merle à Rome, une main de apier grand aigle Watman non satiné. Ta mère r'en remboursera le montant quand j'irai à Ver-ailles un de ces jours, puis j'y ai joint pour Char-es trois morceaux de musique, symphonies de Bee-hoven. — Tu as sans doute entendu parler de cette mbre de concours pour le tombeau de l'Empe-reur... Duban, les Labrouste, *Visconti* le protégé les bureaux, Cautier, Carnaud, Duc, Baltard, Las-us, Danjou, des sculpteurs se sont fait des pro-ets incomplets, écourtés, impraticables...

Mme Gounod à H. Lefuel

Pour Hector

Charles va bientôt vous quitter (2), mon cher Hector ! vous ne sauriez croire assez combien je ens la peine qu'il en doit éprouver et combien ussi de mon côté je le plains de se séparer d'un mi qui lui a été si utile et si bon loin de nous. e veux qu'avant de vous faire ses adieux, il vous remette lui-même les remerciements bien sincères que je vous adresse pour lui avoir été un véritable frère. J'y veux joindre, mon cher Hector, la prière de lui donner quelques bons avis pour son voyage d'Allemagne : vous connaissez maintenant mon bon Charles, plus peut-être que je ne le connais moi-même ; vous savez mieux que moi, sur quel motif doit avoir lieu la recommandation et je compte sur votre cœur, sur votre bon esprit, autant que sur votre expérience pour jouer encore près de lui au moment de son départ votre rôle d'ami sincère. J'avais pour vous une bonne affection lorsque vous étiez en notre grande ville ; elle s'est augmentée lorsque vous êtes devenu mon repos relativement à mon Charles et que votre amitié pour mes deux fils me donne de bonnes raisons pour vous aimer à mon tour comme si vous étiez leur frère. — Mon voyageur va bien vous questionner sur le comment faire en se mettant en route et en m'adres-sant portion de ce qu'il doit rapporter en France : je compte sur vous, cher Ami, pour l'éclairer de votre expérience, je voudrais pouvoir l'entourer de soin dans toute sa route et malheureusement je ne peux former que de bons désirs pour lui ; enfin Dieu les entendra, j'espère, comme je l'en prie chaque jour.

Je pense que Charles est bien affairé dans ce moment pour terminer son travail et faire ses pré-paratifs : ce voyage d'Allemagne, en le forçant de cheminer avec sa seule expérience acquise depuis deux ans et demi, va encore lui faire monter un utile échelon de la vie : vous devinez, bon ami, avec quelle joie je vois approcher le moment où nous serons réunis, combien nous parlerons de vous en vous attendant, et quel bonheur ce me sera si Dieu me permet de vous revoir aussi et de vous embrasser avec toute l'affection que vous porte mon vieux cœur !

Nous n'avons pas vu M. Guénepin (1) depuis son retour : on m'a assuré qu'il était à Paris : j'aurais été heureuse d'avoir, par lui, de vos nou-velles et de celles de Charles.

Que de choses vous aurez à nous raconter lors-que vous reviendrez et que de dessins vous aurez à nous montrer, car on dit que vous travaillez comme quatre et je vous en fais compliment si votre santé n'en souffre pas.

Si vous pouviez m'écrire un mot qui me parlât de vous et de mon Charles lorsqu'il vous aura quitté, vous me feriez un plaisir extrême, voyez si vous en aurez le bon désir ? Considérez cela, cher ami, comme une bonne œuvre et vous trou-

(1) Voir la lettre précédente. Il s'agit probablement le Auguste-Thomas-Marie Blanchard, graveur, né à Paris en 1819, qui obtint un second prix de gravure au concours de l'Institut.

(2) Gounod quitta Rome au mois de mai 1842 et, après avoir parcouru l'Italie du Nord, arriva à Vienne vers le mois de juillet.

(1) François J.-B. Guénepin, architecte, né à Noli en 1807, grand prix de Rome de 1837.

verez le moyen de le faire. — Dans cette confiance, je vous fais mes adieux et vous répète que je vous aime en grand mère.

Vve Gounod.

le 17 avril 1842.

(1/2 feuille, 2 pages pleines).

Urbain Gounod à H. Lefuel

Paris, 22 septembre 1842.

(page 1... Charles doit être à Berlin dans quelques jours (1), il a dû faire exécuter à Vienne dimanche dernier une messe en musique. Il y reviendra je pense encore et ne passera qu'au retour par Munich, si ses plans ne sont pas changés ; il sera près de nous vers le milieu de novembre. Tu ne dois pas avoir reçu de lettre de lui et je sais (?) qu'il en aura été privé. Il regrettait infiniment de ne pas connaître ton adresse depuis qu'il t'a quitté.

(page 5)... Adieu parle-moi un peu de toi. Je suis aujourd'hui dans un jour de noir. Ma mère est à la campagne et n'est pas trop mal portante. Je sais qu'elle te dirait bien d'affectueuses paroles, si elle était près de moi et je les prends sous ma responsabilité. Adieu et tout à toi de cœur.

L. U. Gounod,
rue du Pont-de-Lodi, 8.

Monsieur Hector Lefuel
Pensionnaire du Roi à Rome
Dans le Monde.

Mme Gounod à H. Lefuel

Paris, le 11 mars, soir, 1843.

Urbain m'a fait part, mon cher Hector, de votre bonne lettre datée du 4 janvier qui lui est arrivée seulement le 7 février. Ce nous a été un bien grand plaisir de lire les nouvelles assurances de votre amitié pour nous tous, amitié de laquelle, au reste, nous n'avons jamais douté en retour de notre profonde affection pour vous ; elle a, je vous assure, tout le caractère de celle qu'on trouve parmi la famille qui sait le mieux aimer : c'est véritablement une richesse de pouvoir ainsi compter l'un sur l'autre : quand je pense à vous il me semble que c'est à un mien fils ; la distance, le silence même n'y peut rien changer et l'espoir de se revoir porte avec lui un charme que mon vieux cœur savoure d'une façon parfaite. Vous ne sauriez croire le bonheur que vous m'avez procuré lorsqu'en répétant à mon si cher Urbain que vous le tenez toujours pour votre meilleur ami, vous ajoutez que son frère, dans son séjour près de vous, a su gagner une bonne et durable place dans votre amitié ; voilà pour me faire bénir la cause de mes fréquents soucis depuis plus de 3 ans et reconnaître une grande compensation aux larmes que j'ai répandues depuis sa longue absence. Il me semble que je rêve, mais c'est un rêve bien doux, lorsque je m'imagine vous voir tous trois, mes chers enfants, à mon petit couvert, vous racontant tout ce qui vous aura occupés. Je me fais encore une fête à l'idée de me mettre à ma fenêtre pour vous voir sortir ensemble, bras dessus, bras dessous, en me disant « là sont trois bons cœurs qui se comprennent bien et qui se fortifient l'un l'autre pour faire le difficile voyage que je vais bientôt terminer » : je poursuis plus loin encore les pensées qui se rattachent à cette douce certitude. Je me plais à croire que vous parlerez de moi, que vous m'aimerez en souvenir ; c'est une sorte d'existence que je me façonne et qui est d'un haut prix. Je ne sais si l'orgueil y est pour quelque chose, mais il me le faut pardonner. Combien je remercierai Dieu s'il permet que je puisse voir réaliser le bonheur que j'espère de notre réunion !... S'il voulait qu'il en fût autrement, souvenez-vous, cher ami, que ce billet vous porte ma prière de rester toujours lié d'affection avec mes fils : votre jeunesse, passée en grande partie près de notre bon Urbain, m'en garantit l'exécution facile de ce côté ; votre salutaire patronage pour mon Charles, qui m'a été d'un si grand secours par la confiance que vous lui avez inspirée, aura fait naître en vos sentiments pour lui une teinte de paternité sur laquelle je compte. Le bien que vous dites de lui m'a rendue bien heureuse, et m'a fait ajouter confiance à ce que m'en ont raconté d'obligeantes personnes qui ont eu occasion de le voir à Rome. Depuis qu'il est à Vienne il y a beaucoup travaillé et s'y est fait généralement, il y a trouvé bienveillance et protection constante ; si cela prouve en sa faveur, nous y voyons aussi le caractère allemand sous un beau jour dans l'appui qu'il donne aux débuts d'un jeune artiste. Charles a su apprécier ce bonheur et c'est ce qui l'a décidé à séjourner longtemps en cette terre étrangère pour y poursuivre ses études sévères. Sa dernière lettre m'annonce l'exécution prochaine d'une nouvelle messe toute vocale qu'il vient de composer et son retour en France pour la fin de mai après son voyage dans les villes principales de l'Allemagne. Il ne m'a pas parlé de l'arrivée de M. Bazin (1) dans la ville qu'il habite; je ne sais s'il y est arrivé.

(1) Il resta bien plus longtemps à Vienne, jusqu'en avril de l'année suivante.

(1) François Bazin (1816-1878) prix de Rome de 1840, professeur au Conservatoire, membre de l'Institut.

Urbain est allé aujourd'hui à Versailles pour voir votre famille et avoir de vos nouvelles, il m'en a apporté de bonnes. Tous ceux qui vous sont chers sont aussi en [bonne] santé. Il vous dira, plus au long, comment nous étions inquiets de vous d'après ce qu'était venu lui dire un de vos anciens camarades. Nous sommes tranquillisés en grande partie sur ce point qui nous touche vivement et pourtant je suis préoccupée ainsi qu'Urbain que la crainte de tourmenter vos parents vous fasse assurer que vous vous portez bien, lorsque peut-être vous êtes très souffrant encore : vous me feriez un grand plaisir, cher Hector, si par deux mots seulement vous donniez de vos nouvelles à Urbain ; vous savez bien voir que ce n'est pas là de l'exigence de votre part. Je sais que vous avez travaillé pour 10. C'est beaucoup trop. Ménagez-vous pour votre mère et tous ceux qui vous aiment, je vous en dis mi merci. Vous ne pouvez deviner combien un bon fils est utile à sa mère ! Moi je le sais par une heureuse expérience; mon cher Urbain, depuis que je l'ai seul pour me rendre la vie douce, a redoublé de soins et d'attentions, c'est un cœur d'or et un ami solide, tous les biens du monde ne sauraient à mes yeux se comparer à celui que le ciel m'a fait trouver en lui. Ce cher fils travaille toujours ; il est rempli de courage et s'il n'avait pas trouvé sur sa route des gens sans foi, ses affaires auraient eu déjà quelques bons résultats, mais la chance lui a été bien défavorable en plusieurs circonstances importantes ; espérons que la route tournera autrement et que son zèle soutenu obtiendra la récompense qu'il mérite.

Farochon est venu me voir il y a peu de temps : nous avons parlé de vous : il a de bons travaux pour l'église de Saint-Vincent-de-Paul.

La mère et les sœurs de ce pauvre Blanchard viennent d'ouvrir un pensionnat, chaussée d'Antin.

Dans toutes ses lettres, Charles nous parle de vous et de son chagrin de n'avoir pas de vos nouvelles, il nous dit que vous le saviez à Vienne (nous lui écrivons poste restante), il n'en partira qu'après Pâques. Il est très occupé en ce moment et doit vous écrire à Rome dès qu'il aura fait faire ses répétitions.

J'envoie mes souvenirs pour lui et pour moi à ses camarades Hébert et Vautier. Faites-en part aussi à ceux avec lesquels il était le plus lié M. Raymond Batty (?) si vous le voyez, avant tout les affectueux respects à M. Schnets. Les tableaux de Flandrin, peintre d'histoire, n'ont pas été reçus au Salon, m'a-t-on dit chez M. Richomme. Ce bon M. Richomme est toujours malade, cela me fait grand'peine.

Vous devez probablement savoir la triste nouvelle de la Guadeloupe ! quelle horrible catastrophe !...

(En marge de la 2e page) : Adieu mon cher Hector, je vous aime trop bien pour vous en parler longuement, croyez-y toujours et rendez-le moi. Je vous embrasse en presque mère.

VVE GOUNOD.

(Adresse) : *Monsieur*
Monsieur Lefuel, architecte,
Pensionnaire du Roi de France
à Rome.

(3 pages pleines et l'adresse.)

Urbain Gounod à H. Lefuel

Paris, 13 mars 1843.

(page 1, dern. ligne et page 2). Charles est toujours à Vienne et travaille beaucoup. Une messe, celle de Rome, a été exécutée deux fois dans la Cathédrale, à la grande satisfaction des exécutants qui ont voulu payer les frais de copie et ont (*sic*) demandé la faveur d'en conserver un manuscrit, dans leurs archives, pour répéter cet ouvrage chaque année. Puis la première cantatrice et la première Basse Taille du grand opéra lui ont offert leurs services et un *Requiem* qu'il a composé pour le jour des morts a été chanté par eux dans la même cathédrale. Cette composition a été fort appréciée à ce qu'il paraît en Allemagne. Un critique habile a fait un long article consciencieusement discuté à ce sujet et où l'éloge ne supprimait pas la critique. Quelques journaux de Paris en ont reproduit des parties et j'ai vu avec plaisir que ce travail avait fait plaisir. J'en trouverais une preuve plus réelle encore dans la commande qui lui a été faite à la suite de la musique de la messe de Pâques prochain. Mais quelques exigences de localité ayant changé ses projets, on l'a prié de faire sa messe pour l'Annonciation du 25 courant. Charles avait déjà beaucoup travaillé pour une messe pascale, le caractère étant tout autre, il s'est décidé, quoique un peu court, à recommencer sa messe entièrement. Il nous écrivait, il y a deux jours, qu'il était en mesure et que tout arriverait à temps. Il partira donc de Vienne à la fin de ce mois environ et il annonce qu'il sera de retour à Paris à la fin de mai. Est-il bien sûr de ce qu'il avance, je ne sais, mais tout en n'y croyant pas encore beaucoup, je le désire pour ma mère : par où passera-t-il, je l'ignore, si bien que si tu as une lettre prête pour lui, tu ferais beaucoup mieux de me l'adresser à Paris où il la trouverait certainement plus tôt que de risquer qu'elle courût après lui en Allemagne sans pouvoir jamais l'attraper.

Je reviens de chez ma mère, elle m'a lu ce qu'elle t'écrit, tu y trouveras, sur le séjour de Charles, des renseignements plus exacts que les miens et sur lesquels tu feras mieux de le guider (1.)

(Adresse) : *Monsieur Lefuel, architecte, Pensionnaire à l'Académie de France à Rome* *Italie*

PARIS, 14 MARS 1843.

Direzione di Roma, 23 *mar.* 43.

(4 pages pleines, papier pelure, écriture très fine.)

Urbain Gounod à H. Lefuel

Paris, 7 décembre 1844.

(page 5) *Suite à M. Hector Lefuel.*

Je te dirai en terminant que Charles (2) va bien maintenant, qu'il a été encore souvent souffrant depuis qu'il nous est revenu, que des soins constants le maintiennent seuls dans un état suffisant de santé, qu'il est toujours maître de chapelle et organiste aux Missions où on exécute sa musique souvent bien, souvent moins bien, mais en somme mieux que dans le commencement ; que la paroisse commence à goûter le nouveau style qu'il a introduit et qu'enfin on rend justice à ses efforts, qu'il ne veut rien faire absolument jusqu'ici pour le théâtre et déclare ne vouloir s'occuper uniquement que de musique religieuse. Il est trop pressé en ce moment pour t'écrire et te dit mille choses affectueuses, il sait bien que je te parle de lui. Ma mère toujours forte, mais toujours souffrante, le couve tant qu'elle peut. J'y vais chaque jour dîner, d'ailleurs toujours ermite comme tu m'as connu. Adieu et pense un peu à moi si tu peux. Tu vois que je n'ai pu malgré ton désir t'écrire en une seule fois. Interrompue brusquement, ma lettre n'a pu être reprise qu'après un certain intervalle comme tu peux le juger par la plume et par l'encre. Tout à toi néanmoins de cœur.

L.-U. GOUNOD,
rue du Pont-de-Lodi, 8.

Je mets mon adresse *que tu pourrais avoir oubliée.*

(5 pages, sans adresse.)

10 décembre au soir.

(1) Voir la lettre précédente.

(2) Charles Gounod était revenu à Paris le 25 mai de son voyage en Italie et en Allemagne. Il avait obtenu peu après la place de maître de chapelle aux Missions étrangères, rue du Bac.

Mme Gounod à H. Lefuel

16 avril 1851.

Charles vous veut envoyer, mon cher Hector, un modeste billet de Parterre, parce qu'il ne peut mieux à son regret, pour la première représentation de *Sapho*. — Il vous a entendu dire, d'autre part, que vous vouliez louer des places : s'il était vrai, soyez assez bon pour me le dire par un seul mot mis de suite à la poste ; quantité de personnes viennent à lui pour être admises à cette audition et le nombre très restreint des billets d'entrée donnés à Charles par la Direction le met dans l'impossibilité de satisfaire aux réclamations.

Mille amitiés de mon cher garçon pour vous et ses respects pour Mme Lefuel qu'on me dit être aussi bonne qu'aimable. — Vous savez ce qui est de mes affectueux sentiments pour vous, vous étiez l'ami du cher Fils que je pleurerai le reste de mes vieux jours !...

Je vous suis un peu mère par le cœur.

Vve GOUNOD.

J.-G. PROD'HOMME.

LES CONSORTIUMS

Il est beaucoup question aujourd'hui des consortiums. Depuis le début de l'année leur nombre s'accroît chaque jour et plus on en crée, plus on discute sur leur opportunité et leur avenir. Nous voudrions simplement montrer comment on a été amené à les constituer et comment ils pourront s'adapter au régime d'après-guerre.

On a souvent remarqué que la guerre actuelle par sa durée, par son ampleur, par le nombre des peuples qui sont jetés dans la lutte, comme par l'importance des idées qui s'y heurtent, était comparable au bouleversement qu'avait provoqué dans le monde la Révolution française, dont à certains égards elle dépasse la portée.

Ces grandes crises sont pour les nations des occasions exceptionnelles de se réformer ; les circonstances souvent impérieuses les poussent dans certains sens avec une force irrésistible. On n'a pas toujours le temps ni la liberté d'esprit de méditer longuement avant de s'engager dans l'action et on aurait le plus grand tort de ne vouloir

ndre aucune décision avant d'avoir examiné elle est d'accord avec des principes théoriques. nécessité est là qui nous presse et nous force ngir. Mais il n'est pas interdit quand on n'est absorbé dans la lutte quotidienne, d'essayer discerner quelles sont les transformations ac- lles, de prévoir quelles seront les nécessités demain et de se préparer à y adapter les es- ts.

'es bouleversements ne sont nulle part plus aves que dans le domaine économique et c'est surtout qu'il importe de réformer les ancien- s méthodes qui nous étaient fort préjudiciables ns la concurrence mondiale. De ces défauts plus dangereux à coup sûr est notre esprit rticulariste, facilement jaloux, souvent étroit.

Il semble que la Révolution Française ait eu ur de le cultiver soigneusement. Réaction né- ssaire alors peut-être ; mais excessive à coup r contre les organisations parfois oppressives l'Ancien Régime, elle a proclamé son grand incipe de liberté partout et particulièrement ns le domaine économique. Après avoir aboli s jurandes, les maîtrises, les corporations, qui pondaient d'ailleurs à un état social ancien, et i avaient surtout pour objet de garantir l'ordre cial et la qualité de la fabrication, elle a laissé ndividu isolé, « libre », s'en remettant au jeu s lois de la concurrence pour régir les échanges onomiques. Bien plus, les souvenirs des mi- res qu'avaient amenées les spéculations sur les ains, l'avait engagée à se prémunir contre le re- ur de pareils abus et avait provoqué diverses esures codifiées en 1810 dans le fameux article 9 du code pénal : « Tous ceux qui, par des uits faux, ou calomnieux, semés à dessein dans public, par des sur-offres faites aux prix que mandaient les vendeurs eux-mêmes, par réu- on ou coalition entre les principaux détenteurs une même marchandise ou denrée tendant à ne s la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain ix ou qui, par des voies et moyens frauduleux elconques, aurait opéré la hausse ou la baisse s denrées, des marchandises ou des papiers et s publics au-dessus ou au dessous des prix aurait déterminés la concurrence naturelle et re du commerce seront punis d'un emprisonne- ent de un mois au moins et de un an au plus d'une amende de 500 à 10.000 francs. »

Dans le courant du XIXe siècle, la gravité de la estion sociale, l'urgence avec laquelle elle s'im- osa parfois à l'attention publique fit voir le dan- er de cet individualisme excessif et suscitèrent la création des syndicats professionnels (loi de 1884).

Mais la liberté absolue des industriels et des commerçants restait comme un dogme auquel notre caractère national s'accommodait trop bien pour qu'on songeât à y toucher et tandis que les puissances modernes entrées les dernières dans la lutte économique et surtout les Etats-Unis et l'Allemagne y apportaient un esprit d'organisation moins respectueux sans doute de la liberté individuelle, mais plus fécond en résultats, nous restions fidèles à notre politique routinière, plus soucieux de protéger la liberté, c'est-à-dire souvent les intérêts des individus, que l'intérêt public.

*
* *

La grande tourmente de la guerre soufflant sur cette construction parfois un peu vétuste en montra bientôt l'insuffisance, et la nécessité se fit peu à peu sentir de modifier profondément nos méthodes commerciales si nous voulions poursuivre la guerre et maintenir notre existence économique. La fabrication du matériel de guerre provoqua en même temps une véritable révolution industrielle.

De plus, au moment où il fallut approvisionner le pays de toutes sortes de produits qu'il ne fabriquait plus en quantité suffisante ou qui étaient nécessaires à l'armée, on ne tarda pas à voir clairement les dangers d'une liberté qui permettait, comme on l'a dit, d'acheter n'importe quoi, n'importe où et à n'importe quel prix. Eût-on même voulu persévérer dans cette politique les circonstances ne l'auraient pas permis.

Les matières premières moins bien exploitées peut-être qu'autrefois et nécessaires maintenant pour des besoins nouveaux, risquaient d'être mal employées et de manquer où et quand on en aurait le plus pressant besoin. Les transports maritimes encombrés par tous les produits qu'il fallait faire venir sur le front, et qui ne pouvait presque plus nous arriver que par mer, réduits d'autre part, par suite de la guerre sous-marine, devenaient insuffisants pour les besoins essentiels, alors qu'ils étaient parfois absorbés très inutilement. Ces très nombreux achats faits librement à l'étranger, et que ne venaient plus contrebalancer en quantité équivalente nos exportations, bouleversaient les changes et aggravaient par suite considérablement notre situation financière.

Préjudiciables ainsi pour nous, ces achats, désordonnés étaient également dangereux pour les pays vendeurs chez qui ils désorganisaient le marché intérieur et où ils faisaient considérablement monter les prix. Ce trouble était même si grave que c'est souvent sur la demande des étrangers eux-mêmes que nous fûmes amenés à réglementer nos importations.

Contre le premier danger, la pénurie des matières premières, des mesures furent prises simultanément dans les différents pays alliés, qui souffraient également du même malaise, pour interdire les importations de certains produits, sauf licences spéciales accordées par les gouvernements ; le décret du 22 mars 1917, pris en France selon la loi du 6 mai 1916, édictait un certain nombre de ces prohibitions d'exportation.

Pour organiser mieux et plus justement les transports maritimes, le gouvernement français, imitant en cela le gouvernement anglais, réquisitionna au mois de mars 1918 toute notre flotte commerciale.

Enfin, après plusieurs mesures de réglementation partielle, la loi du 3 avril 1918 interdit aux particuliers de faire aucun paiement à l'étranger sans une autorisation écrite du ministre des finances.

Mais si d'une part ces procédés, que les circonstances imposaient en quelque sorte au gouvernement, si d'autre part la loi du 3 août 1917, qui lui avait donné le pouvoir de réquisitionner tout ce qui concernait l'alimentation, l'habillement, l'éclairage et le chauffage, pouvaient bien pallier certains inconvénients, ils étaient évidemment impuissants à organiser la vie économique du pays en temps de guerre. Les premiers comités consultatifs institués par le gouvernement pour accorder les dérogations aux prohibitions d'importation étaient insuffisants. Ces mesures de restriction devaient être corrigées par une politique constructive. C'est alors qu'on eut recours à ce qu'on a appelé la politique des consortiums.

*
* *

Un consortium, dans le nouveau sens du mot, est un groupement réunissant en principe tous les membres d'une corporation, créé sur l'initiative de l'Etat, lié très étroitement avec lui par une convention et qui se charge, grâce à ce concours, d'approvisionner tous ces membres des matières premières qui leur sont nécessaires.

Un des premiers consortiums a été celui du jute, constitué au début de l'année. Les filateurs avaient été amenés à se grouper pour trouver du fret. Bientôt d'autres ententes semblables furent créées pour les produits oléagineux, le coton, le lin et le chanvre, la laine, les produits chimiques, la chaux et les ciments, la verrerie et les matériaux de construction, le pétrole et les huiles minérales, les cuirs, l'étain, le zinc, le plomb, le cuivre ; et la liste n'est pas close des industries qui auront recours à l'Etat pour se procurer leurs matières premières et qui se soumettront au régime des consortiums pour l'obtenir. Le consortium est d'autant plus nécessaire que l'industrie est dans une dépendance plus étroite des importations étrangères et il est d'autant plus facile que les types de matières à importer sont moins nombreux.

Tous ces groupements créés sous la forme de sociétés anonymes ont des statuts et des conventions avec l'Etat assez semblables, qui leur ont d'ailleurs été conseillés sinon imposés par le gouvernement. N'en peuvent faire partie que les fabricants français patentés. Les étrangers n'y sont admis qu'avec l'agrément des ministres des Affaires Etrangères et du Commerce. Les actions sont nominatives même après leur entière libération ; elles ne peuvent être cédées sans que l'autorisation en soit demandée au Conseil d'administration qui a toujours le droit de les racheter. Les matières premières sont achetées par l'Etat qui détermine les quantités dont l'importation est possible et qui traite des quantités, provenance, destination, nature, qualité, conditionnement des produits à importer et lieu de livraison d'accord avec le consortium. L'Etat règle les achats dans les pays de production, assure à ses frais le transport des marchandises jusqu'en France et couvre les assurances maritimes et de guerre. A l'arrivée dans un port français, il livre les produits au consortium qui les lui achète pour les répartir entre ses membres, en lui payant tous ses débours : coût, frêt, assurance, change et intérêt à 6 0/0 sur les sommes déboursées. Aucune importation ne peut se faire en dehors du consortium. Il peut être stipulé que le ministre du Commerce fixera périodiquement, sur les propositions du consortium, les bases des prix auxquels les produits seront vendus par le consortium à ses adhérents et même les bases des prix de vente des produits industriels fabriqués à l'aide de ces matières premières. C'est ainsi notamment que le décret du 1er juin 1918 a fixé les prix de vente des graines oléagineuses, par le consortium de l'huilerie française aux fabricants d'huile, par ces fabricants aux intermédiaires, par les intermédiaires ou dépositaires aux détaillants et par les détaillants aux consommateurs.

Le ministre du Commerce a un droit de con-

rôle sur la comptabilité des consortiums, il arbitre les différends qui peuvent surgir dans le conseil d'administration.

Enfin, les consortiums s'interdisent généralement de distribuer à leurs actionnaires un dividende supérieur à 6 0/0. Les bénéfices supplémentaires sont versés à un fonds de prévoyance qui restera à la disposition de l'Etat lors de la liquidation du consortium à la fin de la guerre et qui sera employé dans l'intérêt général de l'industrie qu'il représente (construction de quais ou magasins dans les ports, création de laboratoires de recherches, d'écoles professionnelles, développement de la production des matières premières coloniales, etc...)

*
* *

Ce système heurte trop directement nos habitudes commerciales comme aussi les principes les mieux établis, pour n'avoir pas soulevé de violentes critiques.

Dans le monde des affaires, plusieurs chambres de commerce, suivant l'exemple qui leur fut donné par celle de Bordeaux, émirent de vives protestations. Elles manifestèrent la crainte que leur inspirait pour l'avenir la politique si hardie du gouvernement, le danger dont elle menaçait la liberté du commerce ; elles protestèrent contre un système que l'Etat imposait aux commerçants sans les consulter ; elles rappelaient combien les gestions d'affaires faites par l'Etat étaient généralement désastreuses et, tout en acceptant la situation qu'imposent les circonstances exceptionnelles d'aujourd'hui, elles déclaraient ne pouvoir l'admettre pour l'avenir.

D'autre part, des économistes et des juristes éminents faisaient ressortir les erreurs théoriques et juridiques qu'ils entrevoyaient dans les méthodes nouvelles. M. Picard, professeur à la faculté de droit de Lyon et M. Polier, professeur à la faculté de Toulouse, montrèrent dans l'*Europe nouvelle* le danger de ces innovations. Pour l'un il est tout à fait regrettable qu'une industrie soit limitée aux personnes qui en font partie lors de la constitution du consortium, que l'Etat achète seul, qu'il se réserve de déterminer l'emploi des bénéfices et qu'il fixe les prix de vente ; ce rôle abusif de l'Etat irresponsable lui paraît éminemment dangereux et incompatible avec la forme de la société anonyme. Pour l'autre, le Ministère du Commerce n'a le droit ni de réserver certaines matières aux seuls membres d'un consortium, ni de fixer les prix de vente, ni de déterminer des bénéfices, même pour le plus grand bien de l'industrie. La loi du 6 mai 1916, sur les prohibitions d'importation lui paraît impuissante à légitimer ces droits, et quoiqu'il ne se déclare pas hostile en principe à la création des consortiums, il est nettement opposé à l'ingérance de l'Etat.

M. Liesse, dans le *Journal des Débats*, insistait d'autre part sur les dangers de cette politique étatiste. Les discussions étaient trop vives pour qu'elles n'eussent pas une sanction parlementaire. Le 28 juin dernier, répondant à une interpellation de M. E. Brousse, qui se faisait l'écho de toutes ces critiques, M. Clémentel expliqua à la Chambre les raisons, la portée et les résultats de cette politique.

Après avoir rappelé le désordre qui, peu à peu, a poussé tous les gouvernements belligérants et même celui de la libre Angleterre à organiser la vie économique pendant la guerre sous l'étroit contrôle de l'Etat, il a, en exposant le mécanisme des consortiums, eu le souci manifeste de répondre aux objections formulées. Il a sans doute affirmé « qu'il avait fallu imposer à tous une discipline de guerre et demander à nos industriels d'adhérer à des groupements locaux, d'y venir avec la volonté de collaborer avec le gouvernement, de lui donner un concours entier, lui laissant, puisque seul il peut l'assurer en temps de guerre, la direction ». Il a déclaré que le « rôle du consortium se bornait 1° à faire le service financier des achats privés, 2° à faire la répartition des matières importées sous le contrôle de l'Etat, 3° à faire la péréquation des prix, en supprimant ainsi une cause importante de hausse ».

Mais il a aussi reconnu « qu'il n'était pas possible d'exclure de la répartition un industriel appartenant à la profession et qui ne veut pas faire partie du consortium » ; il a exposé comment il pouvait lui fournir les matières premières ; enfin, il a affirmé que les consortiums actuels étaient des instruments de guerre, et que le régime d'après-guerre serait différent.

Quant aux résultats de cette politique, les chiffres et les indications qu'il a donnés et qu'est venu compléter M. Tardieu, Commissaire général aux affaires de guerre franco-américaines, en ont montré l'efficacité et la nécessité. Des machines électriques, par exemple, grâce à l'organisation nouvelle, sont payées maintenant 552 et 6.130 dollars au lieu de 1.040 et de 9.900, et il nous serait presque impossible de faire sans ces consortiums aucune affaire avec le gouvernement américain, puisqu'il « demande pour toute marchandise à exporter, quelle qu'elle soit, que le représentant officiel du gouvernement allié dont l'importation est le sujet ou le ressortissant trans-

mette la demande ». Et à qui l'Etat peut-il faire appel, pour justifier sa demande, sinon au consortium, qui représente les industriels ?

*
* *

Pour la période de guerre, il semble donc que l'organisation actuelle soit une nécessité. On pourrait peut-être concevoir d'autres modalités ; mais sauf quelques exemples, dans l'industrie métallurgique notamment, où les achats en commun ont tout de suite été organisés méthodiquement les groupements économiques n'existaient presque pas en France avant la guerre ; il était donc inévitable que l'Etat prît l'initiative de cette organisation, d'autant que les circonstances lui ont déjà imposé l'obligation de contingenter les importations, de réquisitionner la flotte du commerce et de réglementer les paiements à l'étranger.

Mal nécessaire et qu'on supportera tant que la guerre l'exigera, disent les uns ; embryon d'une organisation future qui devra se consolider au retour de la paix, disent les autres. Des esprits très avertis pensent en effet que nous devrons réformer complètement nos méthodes commerciales, si nous voulons occuper dans le monde économique de demain, la place à laquelle nous avons droit. Parmi ces derniers, certains estiment que le système actuel pourra être conservé presque intégralement. Cette théorie a été exposée notamment par M. Blazeix, qui a collaboré intimement depuis le début de la guerre avec M. Clémentel et que la Fédération des Industriels et des Commerçants Français avait invité le 26 janvier à exposer ses idées sur l'après-guerre ; il dégageait dans sa causerie les trois principes essentiels suivants de l'organisation future : groupement des forces productrices et concentration ; collaboration de l'Etat et des initiatives privées, organisation de la concentration et de la collaboration, et il exprimait l'espoir que « l'organisation qui permet à l'heure actuelle à nos grandes industries de subsister dans une heure critique et au pays de traverser la crise économique, sera capable aussi, d'assurer une prospérité nouvelle après la paix. »

Et M. A. Lebon, président de la Fédération, répondant à M. Blazeix, insistait sur la nécessité où nous serons après la guerre, avec des matières premières et des moyens de transport limités, d'organiser la vie économique au mieux de l'intérêt général et de créer le plus de richesses possible. Mais dans sa pensée, précisée encore à l'Assemblée générale de la Fédération et approuvée alors par ses membres, il n'accepte pas la collaboration avec l'Etat dans les termes que paraissait impliquer la causerie de M. Blazeix. Pour lui ce sont des industriels et des commerçants eux-mêmes que doit venir l'initiative de ces groupements.

*
* *

C'est bien là la conclusion à laquelle nous conduit cette étude. L'avenir économique de la France est entre les mains des hommes d'affaires eux-mêmes. Pour qu'ils tirent parti des richesses considérables qu'ils ont et qu'ils auront encore plus abondantes après la guerre, il faut qu'ils travaillent méthodiquement, scientifiquement et tout d'abord en coordonnant leurs efforts, en s'unissant.

On nous a assez parlé depuis le début de la guerre du génie de l'organisation qu'on reconnaissait sans peine chez nos ennemis allemands et dont on constate aujourd'hui les heureux résultats chez nos alliés américains. Les uns avaient leur cartel dont M. Hauser a si magistralement montré le fonctionnement dans son ouvrage sur les méthodes allemandes d'expansion économique, les autres avaient recours aux trusts.

Le tempérament français ne s'accommoderait facilement ni de l'une ni de l'autre de ces deux méthodes, mais s'il nous faut conserver toute la liberté compatible avec ce souci d'organisation, encore faut-il que cette liberté soit « coordonnée » comme le disait M. Guestier, président de la Chambre de Commerce de Bordeaux, et nous pouvons trouver chez nous des exemples que nous devrions fréquemment imiter.

Malgré les rigueurs de l'article 419, qu'un récent arrêt de la Cours de Cassation du 14 décembre 1916 a interprété dans son sens strict, en déclarant condamnable le simple fait de s'entendre pour majorer les prix, même sans intention frauduleuse, mais qu'on se préoccupe d'abroger ou d'amender, un certain nombre de comptoirs existaient en France avant la guerre : Comptoir métallurgique de Longwy, fondé en 1876, Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle, Comptoir des poutrelles, Comptoir d'exportation des produits métallurgiques créé en 1904 et, dans d'autres industries, Comptoir des plâtres, des tuyaux de grès français, etc...

Ce mouvement ne peut qu'être encouragé par les circonstances actuelles. Les nécessités du moment montreront aux industriels les avantages de l'entente et certains d'entre eux songent déjà à s'unir librement là même où ils n'y sont pas forcés par l'obligation d'avoir recours à l'aide de l'Etat.

C'est la formule de l'avenir. L'initiative de ces groupements doit venir des intéressés eux-mêmes et c'est quand ils seront fortement organi-

qu'ils pourront faire respecter leur liberté par at et lui demander les services qu'ils sont en it d'exiger de lui.

Les avantages de cette entente sont trop grands r qu'ils ne les voient pas : les achats de ma- es premières se faisant en commun et sans currence inutile, pourront être conclus à meil- r compte ; un groupement pourra accepter des mandes plus grosses que celles que chacun ses adhérents aurait pu s'engager à exécuter ; répartira alors le travail plus méthodiquement re ses membres qui travailleront en série ; il or- nisera beaucoup plus efficacement le service voyages et des publicités spéciales ; les ou- rs auront un travail plus assuré, moins sujet chômage ; enfin il pourra grâce à ces avantages olir des prix de vente plus bas.

Les lois de la concurrence, surtout avec les é- nges internationaux, joueront encore suffisam- nt pour que les membres de ces ententes n'en fitent pas pour élever leurs prix et pratiquer ce on a appelé spirituellement une politique de thusiasme économique. L'intérêt de chacun oussera d'ailleurs à produire plus et à exporter antage et l'organisation lui permettra de ven- moins cher ; c'est en fait le résultat obtenu par s les comptoirs existants.

Nous entrerons, après la guerre, dans une pé- de d'industrialisation, d'organisation plus scien- que, plus méthodique de la production. C'est ces ententes que les industriels arriveront à sfaire aux exigences du bien-être général. Si France veut tirer des sacrifices inouïs qu'elle a s pendant la guerre tous les avantages qu'elle en droit d'en attendre, il est essentiel qu'elle dapte à cette situation et que, faisant litière erreurs passées, elle acquière les qualités so- les qui lui permettront seules de combattre et vaincre dans la guerre économique de demain nme elle combat aujourd'hui et comme elle vain- définitivement demain dans la lutte militaire.

J.-P. Belin.

SOUVENIRS DE BRETAGNE (1)

IV. — Eblouissements ..

l faisait un temps admirable. De légers souffles vent, derniers vestiges de la tempête passée, nient par instant la surface unie de la mer re- devenue tranquille. Les petites vagues ainsi formées se déployaient en s'arrondissant, semblables à un éventail distraitement et inutilement ouvert, tantôt vite, tantôt avec lenteur, pour le plaisir d'un joli geste à faire, par la main désœuvrée tout à la fois et volontaire d'une jeune femme au bal.

Sur la grève, une fiévreuse animation régnait ; hommes, femmes, enfants : tout le monde était à l'ouvrage, dépensant une grande activité pour recueillir les goémons que le gros temps de ces derniers jours a poussés en quantité sur les côtes.

Je remarquai une fois encore que le calme de la mer, lorsqu'il est absolu, est plus imposant et plus émouvant peut-être que le spectacle de son agitation. L'idée que nous nous faisons alors de ce qu'une tempête pourrait produire dépasse en intensité la réalité ; l'imagination est plus forte que la réalisation. En cette anse, surtout, si protégée par la terre ferme, ce que nous voyons n'est jamais bien terrible, aussi, la représentation du soulèvement et de la furie d'une telle masse est plus puissante que ce que les coups de vent nous offrent ; et puis, c'est cette impression de perfidie, d'immobilité trompeuse et de changement si brusque toujours possible. A ce point de vue, d'ailleurs, l'océan que j'ai actuellement sous les yeux ne se peut comparer avec la Méditerranée dont j'ai tour à tour admiré ou redouté, selon que j'étais à terre ou en cours de traversée, les subites variations et les violentes colères.

Je découvris un endroit à souhait, au plus profond d'une anfractuosité de la falaise. Le sable était fin et la place fort idoine à s'y reposer, abritée qu'elle était tout à la fois de la brise et du soleil. Je n'y percevais rien de l'agitation voisine.

A travers les éboulements de rochers qui en fermaient l'entrée, je ne voyais que le ciel et la mer : vaste mosaïque de saphirs, de turquoises et de lapis-lazuli ; de loin en loin quelques topazes ; le tout serti d'un fin réseau d'or.

Lieu parfait donc pour la lecture que je voulais faire : « La Mer » de Richepin. Je lisais quelques vers, puis je restais à songer tout en contemplant la plus belle illustration qui puisse exister pour ce poème : la nature ; est-il une édition au monde qui puisse rivaliser là-contre ?

La journée était limpide et, après cette longue période de pluie dont nous sortons à peine, ce second jour de beau temps avait une saveur toute particulière.

Je lisais et je regardais, alternativement, toute ma personnalité abolie, fondue, dans ce qui m'entourait.

Depuis l'horizon jusqu'à moi, ce n'était qu'une grande traînée lumineuse, une nappe si brillante

(1) V. *Revue Bleue*, nos 11 et suiv., 1918.

que je n'y pouvais porter les regards sans fatigue. Le léger petit mouvement qui règne sans cesse sur l'eau suffisait à la faire scintiller et jeter des éclats comparables aux feux d'un diamant. Il ne faudrait pas alors persister, il faudrait baisser les yeux, mais j'étais hypnotisé, aussi, lorsque je veux revenir à ma lecture, ce sont devant moi, sur la page que je croyais blanche cependant, des dessins verts, jaunes et violets, qui passent et repassent, de telle sorte que je ne peux plus rien fixer. Quelque chose de ce chatoiement moiré est resté dans mes yeux. Alors je reviens au paysage : un seul petit bateau, réduit à un point noir, fait tache au milieu de ce ruissellement de pierres fines, et encore, si je le regarde quelques instants, il disparaît très vite, comme anéanti et liquéfié au milieu de l'embrasement général. Décidément, tous ces éclats, toutes ces flèches lumineuses ont blessé ma vue. Je ne perçois plus rien de ce qui est. C'est maintenant une sarabande effrénée de grands papillons aussi fantastiques par la forme que par la couleur ; ce sont des étincelles qui me brûlent. Alors, lentement, je me récite à moi-même des vers que j'ai toujours beaucoup admirés parce qu'ils m'ont produit l'impression à laquelle je juge qu'une œuvre est bonne. J'y pense, lorsque je vois ce qu'ils décrivent.

Je me berce de cette harmonie (1) :

D'abord, un frisson sur la plaine
De satin vert aux reflets bleus.
Puis un grand pli ,large, onduleux.
Que par-dessous gonfle une haleine.

Ensuite, une barre d'acier
Rectiligne et raide d'arête.
Après, un mont à blanche crête
Comme une Alpe avec son glacier.

Soudain, quand de terre elle approche,
C'est un monstre au gosier béant. »
. . . . . .

Un grand bruit d'ailes et d'eau éclaboussée me fait lever les yeux : ce sont « des cormorans qui plongent tour à tour, et coupent l'eau, qui roule en perles sur leur aile. » (1).

Le temps est toujours radieux et la récolte des goémons se poursuit activement.

V. Reflets sur l'eau.

Nous promenions dans la baie. Le vent vint à cesser complètement. Ciel d'une limpidité impla-

(1) Jean Richepin — « *La Mer* ». Marines, XXIII. *Une vague.*

(2) Victor Hugo. — « *Les Orientales* ». X. Clair de lune.

cable. La voile, d'un beau rouge brun, pend inutile, le long du mât. Nous nous étions mis la rame et, seule, l'oscillation communiquée bateau par nos efforts la faisait remuer. Yves n niait un aviron ; son fils et moi prenions l'aut à tour de rôle ou tenions la barre.

Jean-Marie se pencha tout à coup par dessus bord et me dit : « Regardez donc comme ça drôle ». Je regardai à mon tour et je vis notre vo réfléchie comme par un miroir, avec des form indécises et sans cesse variées en raison de n mouvements. Mais il faudrait concevoir un mir de cristal glauque, céruléen, comme disaient latins, pour se représenter le coloris bizarre au produit par cette toile reflétée dans une eau d'a beau vert lacté et, là, sans transparence. L'ima était réduite à une simple ligne brisée et mo vante. Je ne saurais mieux comparer ce que vis qu'à une coulée capricieuse, fantastique changeante d'or ou de cuivre au rouge et quelq peu bruni dans un onyx d'un vert presque opali Certaines agates aussi ont de ces teintes chaud cette coloration charmante et captivante. Tout continuant de ramer, il me fut impossible, dès lo de détacher mes yeux de cet étrange spectac Allongé, flexible, fuyant, tantôt visible et tant caché, ce souple reflet incertain faisait penser quelque fallacieux animal qui se fût joué à n côtés, tout en nous accompagnant un moment. ne pouvais ne pas songer à ce fameux serpent mer que des navigateurs ont si souvent cru voir le rapprochement s'imposait.

VI. Visions.

Le petit cimetière dont les humbles tombes s'étagent vers la mer enserrent la grise église a toit bas couvert de mausses jaune d'or, à l'intérie de laquelle règne une odeur d'humidité qui fa songer au sépulcre. Au printemps, la brise fe tomber en pluie blanche sur la terre les fleurs d pommiers très nombreux à l'entour. A l'automn s'épanouirent les buissons ardents des chrysan thèmes aux fleurs tourmentées...

*
* *

L'heure exquise où le soleil change, en y plo geant, la mer en une immense opale aux mil feux divers ; l'heure divine où l'astre radieux, po mourir en beauté, prodigue ses trésors, répand les joyaux dont ils sont composés sur les flot apaisés.

(1909-1911)

Georges Philippar.

AUTOUR DU THÉATRE

Le Retour de « Turcaret »

Turcaret, la pièce fameuse d'Alain-René Lesage, Breton du Morbihan, devenu Parisien, offre une euve admirable de la vitalité de notre théâtre de son importance dans la vie nationale, qui ut d'égale que chez les Athéniens.

Turcaret fut écrit en 1708, joué en 1709. La erre de la Succession d'Espagne avait déchaîné urope contre Louis XIV. A la période des pre-ers succès avait succédé celle des revers. En 08, Vendôme a été battu à Oudenarde, notre ntière du nord est envahie. En 1709, Villars a battu à Malplaquet. Un terrible hiver aggrave souffrances du peuple. Ni la France, ni le vieux and Roi, d'ailleurs, ne désespèrent. Ils se relè-ont, et, trois ans plus tard, Villars, victorieux Denain, entreprendra sa campagne sur le Rhin. is, en attendant, combien la situation doit appa-tre sombre aux pessimistes !

C'est à ce moment que l'annonce de *Turcaret* fait ud bruit ! que les gens de finance cabalent pour pêcher la représentation ! et qu'un ordre du and Dauphin, informé que les Comédiens du i « font des difficultés », les oblige à mettre en pétition cette « petite pièce » !

C'est ainsi qu'elle est caractérisée. Mais s'il est ai que Lesage avait présenté, un an plus tôt, un tit acte : *Les Etrennes* sur le même sujet, le tit acte était devenu bel et bien une pièce en q actes, dont les gens de finance n'avaient pas sité à offrir cent mille livres.

Depuis cette époque, on a repris plusieurs fois te pièce, dont le nom est devenu — pour tous ux qui ne l'ont ni vue ni lue — le symbole de la ce « sur l'Argent ». On s'est accoutumé à voir elle le premier maillon de cette chaîne, de cette aîne dorée : *Turcaret, Mercadet, la Question rgent, les Affaires sont les Affaires, les Ventres rés.*

« Moi, Vernières, un *ventre doré*, comme ils aient jadis pour désigner les Turcaret et les w, les traitants, les lanceurs d'affaires », est-il acte Ier, scène première, dans la pièce de Emile Fabre, qui, devenu administrateur de la médie-Française, devait bien cette politesse à n prédécesseur. Et sa politesse a été « magni-ue », comme il convient pour les gens de fi-nce. Le logis de la baronne, où se déroulent cinq actes, les costumes des personnages évo-ent somptueusement la vie à la fin du XVIIe siè-.

Cette réplique de Vernières enferme justement te espèce de confusion, dont beaucoup de spec-tateurs furent victimes, et qui a nui à la pièce, hier, quand Francisque Sarcey, Ferdinand Brunetière (1) se montraient peu enthousiastes pour elle, aujourd'hui, quand la critique dramatique se divise et discute vivement de ses mérites, MM. Paul Souday, Adolphe Brisson, Léo Claretie et bien d'autres lui reprochent son invraisemblance, son manque de profondeur, son amoralité, et M. Nozière (2) se trouvant à peu près seul pour présenter sa défense.

On sait que cette Défense, le prévoyant Lesage l'a faite lui-même, dans l'espèce de prologue et d'épilogue qui encadrent sa pièce, mais D. Cléofas et Asmodée lui-même, tout diable boiteux qu'il était, ne pouvaient prévoir l'avenir, ou en tout cas ne nous en ont rien dit. Comment auraient-ils deviné que, pour les gens du XIXe et du XXe siècle, les financiers deviendraient tout autre chose que ceux que l'on avait coutume de désigner par ce nom, sous les règnes des rois Louis Quatorzième et Quinzième ?

Pour sauter d'une extrémité à l'autre, quelle ressemblance y a-t-il entre les financiers des *Ventres Dorés*, des *Affaires sont les Affaires* et ces « traitans » ou « partisans », qui étaient les fermiers des impôts, les intermédiaires entre le gouvernement central et les contribuables ? entre la finance moderne, les jeux du crédit industriel, les émissions des grandes entreprises internationales et ces combinaisons intérieures, administratives qui permettaient, tant bien que mal, — plutôt mal! — d'équilibrer les budgets de la monarchie absolue ?

Ces pratiques lamentables, avec les abus qu'elles entraînaient, et la corruption qu'elles portaient jusqu'aux alentours du trône (voir les courageuses critiques de Colbert ; et comme elles expliquent que l'annonce de *Turcaret* ait effrayé les profiteurs!) sont, heureusement, devenues de l'histoire, elles ont disparu avec l'Ancien Régime, qu'elles ont directement contribué à démolir. Nous avons des percepteurs et des inspecteurs des finances. L'Etat n'est plus jamais embarrassé pour recouvrer les impôts, et leur augmentation se fait d'une façon presque automatique:

Aussi le public qui vient à *Turcaret* pour voir une pièce sur la finance, telle que nous la comprenons aujourd'hui, ne se trouve plus au diapason.

Mais il s'en faut que la pièce, prise en elle-même, mérite les reproches qu'on lui a, de toutes parts, adressés.

---

(1) Conférences de l'Odéon, 24 décembre 1891.

(2) Voir les articles parus dans le *Temps*, *Paris-Midi*, *Oui*, etc.

Qu'elle soit une œuvre maîtresse de notre littérature, que pour le style et la pensée, elle s'apparente aux *Caractères*, à Regnard et à Saint-Simon, qu'elle ne soit pas indigne de l'auteur de *Gil Blas*, on a dit et redit que cela ne se discute plus. Et sous le couvert de cet éloge, chacun y est allé de sa critique pour démolir le chef-d'œuvre et ses personnages : Turcaret, la baronne aimée par Turcaret, le chevalier aimé par la baronne, Frontin et Lisette, ce couple d'aventuriers, l'un valet et l'autre soubrette en attendant de devenir un Turcaret et une baronne.

Remarquons, en passant, par quel coup de génie, Lesage a dédoublé, en quelque sorte, ses principaux personnages, et, sous d'autres noms, a dépeint leur passé, leurs commencements, prolongé toute leur vie actuelle par toute leur vie antérieure. Procédé comparable à celui des grands sculpteurs (voir ce que Rodin a dit à propos de la statue du maréchal Ney), qui réunissent les diverses phases d'un mouvement pour donner l'impression absolue de la vie.

On s'est surtout attaqué au personnage de Turcaret, on lui a reproché d'agir et de parler comme un sot et un imbécile. Tout au plus consent-on à l'excuser, parce qu'il est amoureux, et que les renards et les lions amoureux deviennent aveugles. Ceci n'est point prouvé, d'ailleurs, et très souvent la passion surexcite les énergies au lieu de les amoindrir.

Turcaret, dans le texte, est bien un sot, au sens d'infatué, de glorieux, de mal élevé. Il a réussi et très vite. Comme tous les gens qui ont réussi, il tend à se croire infaillible en toutes choses. Cette sottise-là est criante de vérité.

Pour l'imbécillité, ou plus exactement, l'ininteligence, non seulement je crains que l'on ne s'abuse, mais je crois qu'on est abusé par la façon dont l'interprète réalise le personnage.

Lesage a laissé à Turcaret, au milieu de ses balourdises d'homme qui n'est pas né, de ses crédulités (si l'on veut) d'amoureux, une apparence redoutable et nullement risible, dès qu'on va au-delà de la surface. Il est resté un brutal, physiquement et moralement. Sa colère l'emporte immédiatement à tout briser : porcelaines et glaces, comme, en affaire, il a coutume de briser les obstacles — et les gens — qui lui résistent. « — Voulez-vous que je jette ce drôle par les fenêtres? » Il est de taille et d'humeur à le faire en réalité. C'est un homme « sans pitié » cela, on nous le dit expressément). C'est « un vieux fourbe », déclare Lisette; et, en effet, ne cherche-t-il pas, froidement, à tromper la baronne en se déclarant à elle veuf, comme il l'a déjà déclaré à bien d'autres ? Depuis dix ans il tient sa femme en province, dans sa dépendance absolue par la pension qui la fait vivre et dont le dérangement récent de ses affaires le fait seul retarder les derniers paiements. Ce n'est certes pas à lui qu'on peut appliquer son fameux : « Trop bon ! trop bon ! pourquoi diable s'est-il donc mis dans les affaires ! »

Il ne faut rien moins qu'un très habile faussaire (Frontin a soin de nous en avertir), un repris de justice, pour le tromper sur l'authenticité d'un acte.

Frontin le dupe ou plutôt cherche à le duper, mais il a tôt fait de lui dire : « Je ne te trouve pas si sot que je t'ai cru d'abord », et « la conscience d'un maquignon », lui inspire un mot amusant. Il y voit clair. Dans les intrigues de la baronne du chevalier, que soupçonne-t-il ? que sait-il ? Dans les insolences du marquis, dans celles de la soubrette et du laquais, que voit-il ? que ne voit-il pas ? Lesage, il me semble, laisse un mystère répandu derrière son dialogue si clair, si incisif, si « théâtre ».

« — Peut-on parler ici librement ? » demande en entrant, son homme à tout faire. Et Turcaret de répondre, bien qu'on soit chez la baronne : — « Oui, vous le pouvez, *je suis le maître.* »

Ces traits et bien d'autres nous feraient supposer que, pour une part, Turcaret est dupé parce qu'il veut bien se laisser duper. Résolu à pénétrer et à vivre dans le monde élégant et né, dans la belle société qui s'amuse, il accepte, comme une rançon, comme un droit d'entrée, que l'on vive de lui — pourvu qu'on soit titré — comme il vit des autres — qui ne le sont pas.

Comment il en vit ? Il n'y a qu'une scène où la chose soit expliquée, et on l'a trouvée trop courte, mais, dans un raccourci prodigieux, quelle existence d'homme d'affaires ! Au XVIIe siècle, s'entend, car, aujourd'hui, nous aimons à croire qu'ils ont changé...

On y trouve (lisez-le bien) successivement : la complicité de banqueroute frauduleuse en matière de deniers publics, l'usage habituel du pot-de-vin, le prêt à intérêts usuraires, l'emploi pour des besoins personnels de sommes qui lui sont confiées pour un placement avantageux, ce qui ressemble assez à l'abus de confiance. N'est-ce pas suffisant ?

ANDRÉ GEIGER.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CHARLES MOUREU, publie : **Sir Oliver Lodge** : *La Continuité* ; **H. Pécheux** : *De la Préparation technique des Electriciens de tous degrés* ; **A. Allemand-Martin** : *Le Développement à venir des Pêches maritimes dans nos colonies* ; des *Notes et actualités*, le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant : ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 15 — 56e ANNÉE — 3-10 AOUT 1918

LA QUESTION DU RHIN

Sur de pressantes et flatteuses instances, et
algré le sentiment de tout ce qui me manque
our l'accomplissement de la tâche qui m'est con-
e, je n'ai pas cru pouvoir la décliner. — Chacun
l'heure où nous sommes, doit, de tout son effort,
ntribuer à l'œuvre commune.

J'ai eu, du reste, pour me réconforter et me se-
nder, le précieux concours du secrétaire géné-
l du Comité, M. E. Driault, dont le vaillant pa-
otisme et le haut enseignement, ont tant fait
our évoquer et soutenir l'énergie nationale, et de
tre éminent Président qui a bien voulu m'intro-
uire auprès de vous et présider la réunion de ce
ur. M. E. Babelon, par son livre magistral sur
Rhin dans l'histoire, par ses brochures si con-
ses et vibrantes, par ses conférences et ses dis-
ours, s'est révélé le chef et le guide du grand
ouvement, grâce auquel ont été de nouveau po-
s devant la Nation et le monde, nos titres impres-
iptibles à la frontière, qui, par la Nature et le
roit, comme par les luttes héroïques du passé
du présent, nous appartiennent. Je ne puis me
lacer, moi-même, sous de meilleurs et plus fa-
orables auspices.

I

Le massif central des Alpes est pour la France, l'une des sources essentielles, d'où elle tire force, chaleur, lumière et vie. C'est de là que sortent les deux grands fleuves, le Rhin et le Rhône, qui ont joué un rôle si capital dans son histoire. Et cependant notre destinée a voulu que la possession de ces deux fleuves nous fût longtemps contestée ou ravie. Nous avons heureusement, à une date déjà ancienne, récupéré le Rhône qui nous ouvrait de si belles et fécondes relations avec la Suisse, l'Italie et, par la Méditerranée, avec tout l'Orient. Le Rhin, au contraire, bien que la nature, l'histoire, le génie des races et des hommes, et j'ajoute la justice immanente du monde, l'aient constitué la vraie et nécessaire frontière de la France, bien que plusieurs fois et pour des périodes relativement longues, il nous ait appartenu, a été, depuis un demi-siècle, de nouveau arraché à notre amour.— Tant que cette injustice n'est pas réparée, la physionomie de la France et du monde demeure gravement altérée et, comme le disait, il y a quelques semaines encore, notre ministre des Affaires Etrangères, aux applaudissements unanimes du Parlement, du pays et de tout l'univers civilisé, l'image auguste du droit est flétrie et violée.

Mesdames et Messieurs, ce n'est pas ici, dans cette salle où la démonstration en a été faite avec tant de science et d'éclat par les maîtres éminents qui ont poursuivi l'œuvre de propagande du Comité dont ils sont l'âme, devant un auditoire, tout éclairé et imprégné de leurs leçons, que j'ai à tracer à nouveau, même en résumé, le tableau de cette histoire.

(1) Conférence faite à la Société de géographie le 20 Janvier 1918.

Notre pays de France, et tout d'abord l'ancienne Gaule, n'a pris figure que quand César, avec l'instinct du génie, a compris que le Rhin était sa frontière. — La garde sur le Rhin, la notre j'entends, celle qui s'est exercée au profit, non seulement de notre race et de notre Nation, mais de l'humanité, a, pendant plusieurs siècles, mis le monde gallo-romain à l'abri de ce que Cicéron appelait déjà « les plus monstrueuses des actions ». Les Francs qui montèrent cette faction et qui furent de fidèles gardiens du domaine latin, étaient, non pas des Germains, comme l'histoire l'a trop longtemps admis, mais, comme le professeur Jean Brunhes, l'a établi dans sa récente étude sur les plus anciens éléments, sur les plus lointaines origines de notre peuple, des Nordiques ou Goths, d'extraction scandinave et batave, habitant les pays plats et marécageux du Rhin inférieur du littoral de la Mer du Nord.

L'Empire franc n'eût que trop de succès et de croissance. D'abord, il devint, avec Charlemagne, l'Empire, succédant, par l'onction du Pape de Rome, sous forme symbolique et féodale, à l'ancien Empire romain. Il passa le Rhin, s'étendit sur la rive droite jusqu'au-delà de l'Elbe. Puis il accrut encore ses conquêtes dans la haute Italie et jusqu'en Espagne. En visant ou paraissant viser une monarchie universelle, une hégémonie, il prêtait le flanc aux divisions, aux morcellements. En 843, au traité de Verdun, qui consacra le partage entre les héritiers de Charlemagne et la division en France, Allemagne Lotharingie, la France perdit la Frontière du Rhin.

Cette date de 843 a été, surtout dans l'interprétation de nos ennemis, trop facilement acceptée, une de celles qui ont le plus pesé sur notre destinée, et je me demandais, devant l'héroïque et victorieuse résistance que Verdun opposa, en 1916, à l'avance allemande, si, obscurément, dans l'âme teutonne, ce n'était pas encore le souvenir de cette année 843 qui subsistait, et le désir de condamner de nouveau la France au long supplice qu'a été pour elle, l'éloignement, le rapt de cette frontière du Rhin, sans laquelle la France est inachevée et trop facilement ouverte à l'invasion.

A partir de 843, s'étendit entre la France, le Rhin, les Alpes et le Rhône, le royaume dit de Lothaire qui, sous les différentes formes que successivement il revêtit, était bien la conception la plus meurtrière pour notre unité, pour nos destinées nationales. Depuis lors, pendant des siècles, notre rude et laborieux effort a été de tendre vers cette frontière perdue, d'en rapprocher les différentes parties du royaume, de la récupérer en et d'y souder tous les membres de la patrie. C'[illegible] la grande et belle histoire de nos rois et de not[illegible] peuple, de s'être dédiés et voués à cette tâche, n'avoir rien épargné pour la poursuivre jusqu'[illegible] bout, d'avoir enfin atteint le but par des moye[illegible] qui jamais ne pourront nous être reprochés ; q[illegible] au contraire, ne firent qu'attester hautement les n[illegible]tions de justice et de générosité de notre race. [illegible] façon dont, après la guerre de Trente ans, lorsqu'aux traités de Westphalie, la frontière [illegible] Rhin nous fut rendue, les plénipotentiaires [illegible] Louis XIV rendirent de même au corps germa[illegible]que, toutes ses libertés, nous permet de signal[illegible] l'abîme, qui à cet égard, comme à tant d'autre[illegible] sépare la mentalité allemande de la nôtre. Et, [illegible] même, quoi de plus significatif, quoi de plus re[illegible]pectueux des traditions et de l'indépendance d'[illegible] peuple, que la manière dont le grand Roi ne vo[illegible]lut devoir la « réunion » de la ville et des dépe[illegible]dances de Strasbourg, qu'au vote librement [illegible]prime des populations ! Les grands généraux q[illegible] entouraient et conseillaient Louis XIV, et à le[illegible] tête, Turenne, loin de se faire les avocats de [illegible] violence et de la conquête, proposèrent comme [illegible] moyen le plus efficace de nous assurer l'influen[illegible] sur toute la région du Rhin, sans heurter de fro[illegible] les questions de souveraineté, la conclusion av[illegible] les Electorats ecclésiastiques et les autres pri[illegible]cipautés ou Etats de la rive gauche du Rhin, de[illegible] conventions particulières permettant l'occupatio[illegible] militaire et durable des territoires. Cette polit[illegible]que, que Mazarin avait déjà préparée, par la s[illegible]gnature, à la date du 15 août 1658, de l'Alliance ou Ligue du Rhin, entre Louis XIV et plusieur[illegible] Electeurs et Princes d'Allemagne, fut pratiqué[illegible] par le grand Roi et ses successeurs, et plus tar[illegible] par Napoléon Ier. Elle nous assurait, par le con[illegible]sentement des Princes, et plus encore, par l'adhé[illegible]sion spontanée des populations, un patronag[illegible] équivalent à une souveraineté et qui fut l'initia[illegible]tion de toute cette région au régime qui devai[illegible] être un jour le sien. — Sous le règne de Louis XV[illegible] par la cession à la France, en 1766, après l[illegible] mort du roi Stanislas Leczinski, de la Lorraine[illegible] dont en fait nos troupes occupaient, depuis plu[illegible] d'un siècle, les forteresses et les routes militai[illegible]res, était achevée l'œuvre d'unité et de récupera[illegible]tion poursuivie par les Rois et la Nation. Mais si notre dynastie nationale avait fini par atteindre la frontière du Rhin, c'est à la Révolution française qu'il était réservé de se faire reconnaître l'intégrité totale de cette frontière, depuis le point où le Rhin sort des limites de la Suisse, jus-

au point où il entre dans les Etats néerlandais. est de 1795 à 1802, par les traités de Bâle, de mpo-Formio, de Lunéville, d'Amiens, que la ance fut mise en possession de ses frontières turelles, à savoir, selon les termes mêmes de rticle VI du traité de Lunéville « le thalweg », Rhin, « depuis l'endroit où le Rhin quitte le ritoire helvétique jusqu'à celui où il entre dans territoire batave. »

Combien de temps dura la possession, par la ance, de cette frontière que lui assignaient égaement la nature et l'histoire ? Vingt ans à peine. politique à laquelle le successeur, l'héritier de Révolution, Napoléon, fut entraîné, soit par nspiration de son génie, soit par les nécessités la lutte contre la coalition sans cesse renaisnte qui lui était opposée, eût un effet plus fatal e le traité de partage de 843. La France, rame- à des frontières moins protectrices que n'aient été celles de la fin de la monarchie, se uva de plus exposée par les conséquences de défaite, par la puissance nouvelle que s'arrogèent alors les Etats germaniques du centre de urope, au danger qui, un demi-siècle plus d, devait la frapper d'une atteinte plus meurère encore. Dès 1815, elle vit s'établir, sur te frontière du Rhin, qui était sienne, sa plus rtelle ennemie, la Prusse, que le mandat de Sainte Alliance, plaçait à nos portes comme la tinelle destinée à nous observer, à surveiller moindres battements de notre cœur et de notre .

II

Les traités de 1815, s'ils ne reconstituaient pas ns son cadre du XVIIe siècle l'ancien Empire rmanique, n'en étaient pas moins la revanche des ités de Westphalie. Ils allaient, pour un siècle, surer au centre de l'Europe, la prépondérance s Empires germaniques. Ils allaient enfin donr à la question du Rhin, d'abord par cette prédérance conférée à l'élément germanique, et rtout par le fait que le Rhin tombait entre les ains de l'Etat qui, en Allemagne même, était tre adversaire le plus irréconciliable, le caracre d'un péril immédiat et permanent, non seument pour la France, mais, de proche en proe, pour l'Occident de l'Europe, pour toute l'Eupe, enfin pour l'univers lui-même. La question Rhin, longtemps localisée entre la France et Allemagne, devenait, par le développement que it, d'abord en 1815, et plus encore en 1870-71, puissance allemande, par les étapes que, dans siècle, parcourut et franchit la politique de Europe centrale, c'est-à-dire des Etats germaniques, une source inépuisable de dangers, de menaces pour l'Europe et le monde, autant que pour la France. Le grand fleuve qui, sorti du massif helvétique, eût pu et dû être pour l'Europe, comme la Suisse elle même, une garantie de sécurité et de paix, allait être, au contraire, dans les mains de l'Allemagne, ou plutôt de la Prusse, l'arme d'agression et de conquête, l'épée de Siegfried brandie, comme celle du héros de la légende, pour la possession de l'or, pour le rapt et le butin.

L'ère germanique, de 1815 à 1914, se divise en deux périodes, la première, de 1815 à 1866, pendant laquelle l'Autriche est la puissance dominante, la seconde, de 1866 à 1914, pendant laquelle la Prusse, après avoir vaincu l'Autriche et l'avoir exclue de l'Allemagne, l'amène, au lendemain du Congrès de Berlin (1878), à s'allier à elle, devenue depuis 1871 la tête de l'Empire allemand, et à seconder sa politique. — Dans la première période, la Prusse a besoin de la France, pour accomplir librement ses desseins à l'égard de l'Autriche et de l'Allemagne : durant la phase aiguë de la guerre presque civile entre la Prusse et l'Autriche, la question du Rhin, sauf un moment en 1840, demeure assez calme. En 1848, lorsque l'Allemagne tout entière est ébranlée par la Révolution de Juillet, ce sont, pendant ce temps, les partis révolutionnaires et unitaires qui paraissent devoir l'emporter, surtout à Francfort et dans l'Allemagne du Sud. Mais, avec le Prince Schwarzenberg la politique de Metternich reprend le dessus, la Prusse humiliée à Olmütz, ajourne la continuation de la lutte. Ce n'est qu'en 1864, lors du conflit des duchés danois, puis en 1866 que le duel se poursuit avec passion entre les deux rivales qui se disputent la maîtrise et la direction de l'Allemagne. Si la France se fût inspirée alors du même esprit qui avait été celui de Louis XIV et de Turenne, si d'autres grandes Puissances européennes eussent eu plus de prévision, la question allemande et la question même du Rhin auraient pu recevoir une autre solution. Mais, au lendemain de Sadowa, les hésitations et contradictions de la politique française ne servirent qu'à aider la Prusse, devenue la tête de la confédération de l'Allemagne du Nord, à précipiter et hâter l'unité allemande. Quatre années plus tard, la perfide intrigue de la Cour de Berlin dans la candidature d'un Prince de Hohenzollern au trône d'Espagne fut l'occasion et le prétexte dont le comte de Bismarck se servit pour provoquer et irriter la France. La guerre qui éclata au mois de juillet 1870 surprit la France dans une crise de transformation de son régime militaire et de sa

politique extérieure. La rançon de notre imprévision et de nos revers, ce fut la perte de la frontière si heureusement acquise par les traités de Westphalie et la proclamation à Versailles, dans le palais même du Grand Roi, du nouvel Empire allemand assis sur les deux rives du Rhin.

Ce qu'a été la domination du vainqueur, ce qu'a été le régime imposé à l'Alsace-Lorraine, à la France, à l'Europe, les quarante-trois années écoulées de 1871 à 1914 l'ont cruellement révélé.

Un des grands esprits de notre temps, Ernest Renan, commentant au lendemain même du désastre de Sedan les événements dont nous venions d'être victimes, croyait pouvoir augurer des lois générales de l'histoire, et comme une atténuation à notre présente défaite, l'absorption probable de la Prusse par l'Allemagne. « Il n'y a plus aucune analogie en histoire, écrivait-il dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1870, si l'Allemagne conquise ne conquiert la Prusse à son tour et ne l'absorbe. Il est inadmissible que la race allemande, si peu révolutionnaire qu'elle soit, ne triomphe pas du noyau prussien, quelque résistant qu'il puisse être. Le principe prussien d'après lequel la base d'une nation est une armée, et la base de l'armée une petite noblesse, ne saurait être appliqué à l'Allemagne... Le principe prussien a fait quelque chose de très fort, mais qui ne saurait durer au-delà du jour où la Prusse aura terminé son œuvre germanique. Sparte eût cessé d'être Sparte, si elle eût fait l'unité de la Grèce. » — A cette prophétie, à cette loi de l'histoire, si douloureusement démentie jusqu'à ce jour par l'événement, qu'opposait un autre de nos grands esprits, un voyant, Jules Michelet dont le regard ne fût jamais plus clair, plus lucide qu'à cette heure ? « Vain espoir, écrivait Jules Michelet, le 1er janvier 1871, dans la préface de sa brochure intitulée : *La France devant l'Europe*, vain espoir, trompeur, je le crois, ajoutait-il, répondant à E. Renan sans le nommer. C'est justement par ce qu'elle a d'inférieur et d'infécond, de sec, de réfractaire, que la Prusse, ce dur noyau, ne pourra être absorbée. Vous raisonnez comme s'il s'agissait d'une chose vivante, où votre vie pût agir. Mais, y a-t-il une Prusse ? Y a-t-il des Prussiens ? J'en doute. Tous leurs noms sont Slaves, Suédois, Danois, Suisses, Français, etc... C'est un cadre assimilateur, un estomac avec des griffes, comme le poulpe, et point de corps. » Non seulement l'historien, mais j'ajouterai l'anthropologiste qu'il y avait dans Michelet, avait décrit et défini avec une précision singulière, l'appareil assimilateur, l'organisme de proie, l'estomac avec griffes qui allait accomplir sa fonction gloutonne et destructive. C'est bien, comme l'avait pressenti Michelet, la Prusse qui allait absorber l'Allemagne, et, avec l'Allemagne, tout ce qui au centre ou même à la périphérie de l'Europe, exciterait ses convoitises. Notons, d'autre part, pour l'édification de l'histoire, que ce même XIXe siècle qui a vu se réunir tant de Congrès ou de Conférences destinés à soumettre aux Puissances et à faire ratifier par elles des modifications parfois même secondaires, survenues dans le « status » territorial de l'Europe ou même d'autres parties du monde, a laissé se consommer par deux fois, en 1866 et en 1871, les révolutions considérables que les victoires prussiennes apportaient dans le régime de l'Allemagne et de l'Europe, sans que ces mêmes puissances, si promptes à régler le sort de l'Orient, de l'Italie, de l'Espagne, de l'Afrique, aient jugé à propos de se réunir pour examiner les conséquences résultant des guerres de 1866 et 1870. La Confédération germanique du 1815 a pu faire place à la Confédération de l'Allemagne du Nord, celle-ci à son tour a pu se transformer en Empire allemand, sans que l'Europe ait eu un mot à dire. Le nouveau droit public de l'Europe, ou ce que l'Allemagne entendait par l'Empire fédéral dont la Prusse avait elle-même rédigé la charte, l'Europe n'a pas eu à en connaître. Tout s'est passé à la muette. Il y aura peut-être lieu de s'en souvenir le jour prochain où ce droit viendrait à revision.

Le régime subi de 1871 à 1914 par l'Alsace-Lorraine, pays d'Empire (*Reichsland*) selon la terminologie officielle, mais en réalité sous le joug spécifiquement prussien, a égalé sinon dépassé, en iniquité et en horreur, le régime imposé à la Pologne et aux autres terres assujetties. L'Allemagne mettait son amour-propre à faire sentir cruellement le *Væ victis* à des victimes qu'elle prétendait pourtant être de sa chair et de son sang. C'était comme la parure barbare à sa victoire sur la France. L'Alsace-Lorraine lui servit ensuite, non pas dès l'origine, semble-t-il, mais à mesure que l'appétit lui venait et que s'accroissait en elle le goût du bien-être, la fièvre de la richesse, l'ambition de s'assurer la jouissance de tous les biens de ce monde, à concevoir et développer ce plan, cette doctrine du pangermanisme, qui, avec Guillaume II surtout, allait devenir si incroyablement avide et dévastatrice. C'est le Rhin, avec les avenues qu'il lui ouvrait sur tout l'Occident, sur les terres riches d'Alsace-Lorraine, de Belgique, des Pays-Bas, avec les trésors que lui apportaient les bassins miniers de la Sarre et des vallées voisines, avec les infinies perspectives sur la mer découvertes de Rotterdam et d'Anvers, avec la jonction prévue et convoitée pour l'avenir entre le Rhin et

Danube, avec le rêve troublant et tentant d'une
urope centrale (*Mittel Europa*) sur laquelle elle
oserait sa main, c'est le Rhin qui a, comme jadis
nneau des « *Niebelungen* », séduit et démora-
se l'Allemagne, qui a fait d'elle la Puissance de
oie.

En 1871, elle est encore relativement pauvre.
es 5 milliards de l'indemnité de guerre, après lui
oir donné comme une vision de l'inépuisable et
s l'infini, se sont cependant assez vite taris en
penses militaires, en dotations, en récompenses
ux instruments de la victoire et n'ont laissé à
Allemagne qu'une soif inextinguible. C'est alors
ue peu à peu l'industrie, le commerce, la hantise
la mer et des colonies lointaines, se sont
veloppés en elle. Sous le règne de Guillau-
Ier et du Prince de Bismarck, les progrès,
ce sens, ne furent pas d'abord très rapides.
uillaume Ier était un homme du passé, le roi
s « junker », aux yeux de qui son armée, sa
rde prussienne, passaient avant tout. Bismarck
i-même était, malgré les audaces de son génie,
l'école des anciens hommes d'Etat, Metternich,
hwarzenberg, plus attentif aux combinaisons
la politique, au jeu changeant des alliances
aux problèmes économiques, à la conquête de
richesse, à la vocation et à la domination du
uple élu, de l'Allemagne placée au-dessus de
ut, « *über alles* ». Bismarck sut, avec un grand
t, après les victoires de 1866 et 1870, étayer et
rantir la situation nouvelle de l'Allemagne, d'a-
ord par le Pacte des trois Empereurs (d'Autri-
he-Hongrie, d'Allemagne et de Russie), de 1872
1878, puis par le coup de l'alliance avec l'Au-
iche-Hongrie qui fût, en 1879, son chef-d'œuvre.
ais, loin de se laisser entraîner au-delà de ce
l'il considérait comme les voies de l'Allemagne
les siennes, loin de céder au prestige de l'Orient
d'une liaison trop étroite sur les routes du Le-
nt avec l'Autriche-Hongrie, la nouvelle alliée,
marquait très nettement, au contraire, la limite
ue l'Allemagne devait s'imposer pour ne pas lais-
r, sous l'action de l'Autriche-Hongrie, la politi-
ne allemande dévier et glisser au-delà de ce que
ouvait exiger la satisfaction ou la défense des
térêts germaniques. Bismarck qui ne croyait pas
evoir sacrifier à la question d'Orient les os des
renadiers poméraniens et qui affectait, dans son
alais de la Wilhelmstrasse, de ne jamais lire le
ourrier de Constantinople, n'eût assurément pas
it de la *Mittel Europa*, de la ligne Hambourg-
agdad, l'axe de la politique impériale.

C'est l'Empereur Guillaume II, qui, en inaugu-
ant à partir de 1890 la nouvelle ère, le nouveau
ours (*der neue Kurs*), en commençant la cons-
truction de la flotte de guerre, en préparant avec
ses nouveaux conseillers le programme de la po-
litique maritime, coloniale, mondiale, l'expansion
à toute vapeur et à outrance de toutes les forces
économiques de l'Empire, a voulu et créé l'Alle-
magne monstrueuse, démesurée, titanique dont la
guerre de 1914 devait être le grand œuvre. Le
prince de Bülow a, dans l'un des chapitres de
son livre sur la *Politique allemande*, raconté une
visite que, dans les derniers mois de sa vie, le
Prince de Bismarck avait faite à Hambourg aux
chantiers de la Compagnie de Navigation *Ham-
burg-Amerika* et à l'un des énormes paquebots de
la nouvelle flotte marchande conçue par le génie
hardi de l'illustre Ballin. Le prince de Bülow
écrit à cette occasion que le prince de Bismarck,
bien qu'il n'ait pas désiré quant à lui, s'engager
dans cette voie de la politique expansionniste,
mondiale et pangermaniste, avait été frappé, ému
et comme troublé par le spectacle de puissance
qui se déroulait devant ses yeux. Le prince de
Bülow le dépeint comme une sorte de Moïse qui,
n'ayant pas pénétré dans la terre promise, l'a
aperçue, en a eu la vision et l'émoi. Je ne sais pas
si ce jour-là, le prince de Bülow ne s'est pas fait
quelque illusion sur ce que son grand prédéces-
seur avait pu penser. Ce qui est certain, c'est qu'à
l'Allemagne, telle que le Prince de Bismarck l'a-
vait faite, s'en substituait par la volonté impé-
rieuse de Guillaume II, une autre qui, si tous ses
desseins n'étaient pas encore avoués et révélés,
n'en était pas moins dès alors en route pour la
conquête du monde, et d'abord de tous les mar-
chés.

III

L'Allemagne avait trouvé, sur les deux rives du
Rhin, dans les bassins de houille et de fer de l'Al-
sace-Lorraine et de la Westphalie la première
source abondante de son action industrielle et de
sa croissance économique. Par les débouchés que
le Rhin, la Moselle, la Meuse lui ouvraient vers
la Belgique, les Pays-Bas et l'horizon indéfini du
vaste monde, elle s'était sentie armée pour la
grande lutte, même avec les Puissances les plus
avancées, les plus riches. Du jour où l'Empereur
Guillaume II put compter sur la flotte qu'il avait
eu tant de peine à arracher au Reichstag et sur la
possibilité de fonder son domaine colonial, il y
avait déjà dans son esprit si prompt à considérer
comme obtenus les résultats qu'il convoitait, la
conclusion que l'Allemagne, non seulement allait
se faire au soleil la place qu'elle avait trop long-
temps délaissée, mais qu'elle allait, dans la con-
currence universelle, viser au premier rang, dût

l'Angleterre en pâlir, dussent les États-Unis s'étonner de ces façons cavalières du nouveau rival. Le docteur Helfferich, alors directeur de la « Deutsche Bank », devenu depuis, pendant la guerre, ministre des Finances et vice-chancelier de l'Empire, faisant, en 1912, pour le jubilé d'un quart de siècle de l'Empereur Guillaume II, le tableau des progrès économiques de l'Empire, établissait qu'en vingt-cinq ans le commerce allemand s'était accru de 217 à 100, que le tonnage de sa marine marchande atteignait trois millions de tonnes, que, dans la production industrielle, l'Allemagne, dès 1911, égalait presque l'Angleterre pour la houille, qu'elle la dépassait d'un tiers pour la fonte, du double pour l'acier. Le pavillon allemand flottait à Rotterdam, Anvers, Londres, au Hâvre, à Marseille, à Port-Saïd et dans tous les ports de l'Levant, de l'Extrême-Orient, des deux Amériques, comme à Brême et à Hambourg.

L'Allemagne s'était, d'autre part, depuis les voyages de Guillaume II à Constantinople, assuré l'assentiment du Sultan au plan consistant à réunir Hambourg et Berlin, par les Balkans et la Corne d'Or, à l'Asie-Mineure, à Bagdad, au Golfe Persique. L'Autriche-Hongrie, d'abord inquiète de ces projets qui menaçaient de lui ravir les marchés que la politique bismarckienne lui avait réservés en Orient pour compenser ses pertes en Allemagne, finit par s'y laisser gagner en devenant l'une des étapes de cette « Mittel Europa » destinée à asseoir l'hégémonie économique et politique des Puissances germaniques.

Guillaume II poursuivant son rêve, avait, par son établissement à Kiao-Tcheou, jeté les bases d'une action qui complèterait en Asie Orientale l'œuvre d'investissement et d'absorption entamée par l'Asie-Mineure dans l'Orient musulman. — Il se voyait, par ses intrigues en Arabie, en Egypte, en Algérie et au Maroc, ainsi que par ses possessions de l'Afrique orientale et occidentale, en passe de se tailler, au centre de l'Afrique, d'un Océan à l'autre, un Empire au moins égal à celui de l'Angleterre. — Sur le continent des deux Amériques enfin, il ne doutait pas que ses nombreux sujets déjà établis aux États-Unis, comme dans les Républiques du Centre et du Sud, ne dussent être, le moment venu, les cadres de l'armée propre à le laisser maître du nouveau Monde.

Quant à l'Europe, et malgré les liens qui, depuis 1907, unissaient en une forte entente la France, la Grande-Bretagne et la Russie, Guillaume II était convaincu que, par son armée, par les ressources accumulées et les préparations faites depuis plus de trente ans, par ses alliés, par le vaste espionnage qui lui avait permis de surprendre bien des faiblesses et de se ménager d'opportunes défaillances, il pourrait, à l'heure qu'il aurait choisie, réduire ses ennemis par une catégorique sommation ou les abattre dans une courte guerre dont l'issue lui paraissait certaine.

L'Allemagne n'avait, dans la préparation et préméditation de la guerre, tenu aucun compte des résistances auxquelles elle risquait de se heurter, ni des droits, lois ou conventions qui pouvaient lui faire obstacle. Elle croyait que des marchandages lui suffiraient pour obtenir la neutralité de l'Angleterre et la soumission de la Belgique. Son plan de guerre était établi au mépris des traités garantissant la neutralité belge, comme des diverses conventions réglant les usages des armées pendant les hostilités. Un dédain absolu du droit international et une adultération sans scrupules de toutes les lois admises des États civilisés, lui assuraient sur des adversaires respectueux des contrats et traités un avantage qui, pour elle, n'était pas négligeable. C'est ainsi qu'elle tenait en réserve, outre les engins prohibés par la loi internationale, avions de bombardement, gaz asphyxiants, etc., l'abominable guerre sous-marine, le rétablissement de l'esclavage sous forme de déportations civiles, les contributions de guerre illicites, l'incendie, le vol, etc., etc.

Malgré le caractère si défectueux et précaire de la frontière qui, en 1815 et 1871, avait été fixée, moins pour défendre la France que pour l'ouvrir, l'Allemagne tout assurée qu'elle se prétendit de sa victoire, préféra violer la frontière belge et surprendre la France par une attaque brusquée à travers un territoire interdit. — Et cependant, quoique aux autres causes de succès quasi-certain elle eût elle-même ajouté cet atout frauduleux du passage par la Belgique, l'Allemagne, si elle a envahi et saccagé le territoire belge, si elle a ravagé une partie du territoire français, s'avançant en août jusqu'aux portes de Paris, l'Allemagne n'a pas passé. Une frontière plus puissante et efficace que le Rhin, ou que la vieille frontière de Louis XIV et de Vauban, la valeur de notre armée et de nos Alliés, un million de poitrines françaises sur la Marne, sur la Somme, sur l'Yser, sur l'Aisne, sur la Meuse et à Verdun ont eu raison de l'armée soi-disant invincible et félonne qui, au lieu de lutter à armes franches et à visière découverte, avait cheminé sous l'abri d'un territoire neutre pour venir se terrer ensuite dans des champignonnières qu'elle avait d'avance, peut-être avant la guerre, choisies pour sa retraite.

IV

Qu'il y ait, Mesdames et Messieurs, dans notre

pays, dans notre race, dans notre histoire, dans notre âme, une force éternelle qui nous conserve, c'est ce que ces quatre années, c'est ce que les quatre invasions que nous avons, depuis un siècle, subies sans succomber, ont victorieusement démontré. — La France, cependant, et aujourd'hui le monde avec elle, éprouvent qu'une nation qui a ainsi, en se protégeant elle même, sauvegardé l'honneur et le patrimoine de l'humanité, a besoin d'un bouclier, d'une cuirasse, d'une frontière qui désormais contienne l'ennemi et lui oppose la barrière infranchissable, le Nec plus ultra. — Ce Nec plus ultra vient d'être formulé et de retentir en termes inoubliables dans le magnifique discours que le premier ministre d'Angleterre, Lloyd George, prononçait le 5 de ce mois dans l'assemblée des Trade Unions, et dans le noble message que trois jours après, le 8 janvier, le président Wilson adressait au Congrès des Etats-Unis. La question de notre frontière, la question d'Alsace-Lorraine n'est plus aujourd'hui, comme notre ministre des Affaires Etrangères, M. Stéphen Pichon, l'avait déjà déclaré, le 27 décembre, à notre Chambre des Députés, un problème territorial français, c'est un problème moral. Elle est devenue la sanction de droit, la réparation de justice et d'humanité sans lesquelles la guerre actuelle ne saurait être conclue. « Nous voulons, a dit Lloyd George, nous voulons aussi soutenir jusqu'à la mort la démocratie française dans ses revendications de révision de la grande injustice commise en 1871, lorsque, sans égard pour les vœux de leurs populations, deux provinces françaises furent arrachées aux flancs de la France et incorporées à l'Empire allemand. Cet ulcère a infecté pendant un demi-siècle la paix européenne et des conditions normales ne pourront être rétablies jusqu'à ce qu'il soit guéri. Il ne saurait y avoir d'illustration plus frappante que celle-là de la folie et de la méchanceté, de la violation du droit national à la faveur d'un succès militaire éphémère. — « Tous les territoires français, a dit, le 8 de ce mois, le Président Wilson, devront être libérés et toutes les autres parties envahies devront être restaurées. Le dommage causé à la France par la Prusse en 1870-71 relativement à l'Alsace-Lorraine, — dommage qui a compromis la paix du monde depuis près de cinquante ans, — devra être réparé de telle manière que la paix puisse désormais être garantie dans l'intérêt de tous. » « Le principe qui régit tout notre programme, ajoutait en concluant le Président, est celui de la justice pour tous les peuples, faibles ou forts. C'est le droit pour ceux-ci de vivre dans des conditions de liberté et de sécurité réciproques. Tant que les bases de ce principe ne seront pas admises, aucun monument de justice internationale ne pourra s'élever. » Nous avons atteint aujourd'hui l'apogée moral de cette guerre suprême, décisive pour la liberté du monde. L'heure est venue de mettre à l'épreuve notre conscience et notre esprit de sacrifice. »

A l'heure même où ces paroles vraiment sublimes étaient prononcées par le Président Wilson, devant le Congrès de Washington, la séance de rentrée de notre Parlement était présidée au Palais-Bourbon par le président d'âge, M. Jules Siegfried, ancien député d'Alsace à l'Assemblée Nationale. La présence et la parole de M. J. Siegfried évoquaient dans un émouvant symbole ces provinces qui, il y a quarante-sept-ans, nous ont été arrachées, et dont les représentants, n'ayant pu empêcher le vote de la paix, protestaient devant la Nation et devant le monde de l'attachement inaltérable de l'Alsace-Lorraine à la France, proclamant hautement qu'il n'y a pas de prescription pour le Droit.

Nous venons d'assister, Mesdames et Messieurs, dans ces journées qui illustreront l'histoire, à cette revanche que le grand patriote qui dirigea en 1870 la défense nationale, Léon Gambetta, lui aussi député d'Alsace, avait annoncée comme inéluctable, la revanche de la justice immanente. — Immanente dans le droit, immanente dans la conscience de l'humanité qui aujourd'hui a déchiré les voiles et signifie clairement sa volonté. — Pour la première fois dans les annales des guerres humaines, les sanctions infaillibles ont été annoncées en pleine lutte, avant que les négociateurs ne se soient assis encore à la table où la paix sera signée. C'est que, dans la guerre que les Alliés poursuivent contre les Empires germaniques, il ne s'agit plus seulement de territoires, d'arrangements politiques et économiques, il s'agit avant tout des réparations et des garanties du Droit. L'ancienne Grèce avait entrevu dans ses divinations radieuses de l'humanité future, sous la forme du Conseil des Amphictyons, la vision qui a pris corps et figure dans la présente guerre, la vision de l'humanité alliée et armée pour la sauvegarde de la liberté et de la justice. C'est une guerre amphictyonique que les Alliés mènent aujourd'hui contre les Empires qui, en violant la loi commune, ont attenté à la liberté et au droit des Nations.

La frontière de France, telle que les Alliés sont unanimes dans leur volonté de nous la voir restituer, est celle que, dès l'origine de notre histoire, Romains et Francs, plus tard nos rois et notre

peuple, la Révolution enfin ont successivement créée et défendue : celle que Louis XIV et Vauban, la Convention Nationale et Carnot ont énergiquement maintenue, celle qu'en 1814 encore les coalisés hésitaient à nous enlever et qu'à Chaumont ils étaient, à l'exception de la Prusse, disposés à nous conserver. Toute notre histoire, toutes les guerres que nous avons dû soutenir ont démontré ce qui est nécessaire pour le salut de notre vie et de notre liberté nationales. Le dernier demi siècle et l'usage que la Prusse victorieuse a fait des territoires dont elle s'était emparée ont achevé d'édifier l'univers sur les fins de domination et d'absorption non seulement politique, mais économique que poursuivent nos insatiables ennemis. Les régions les plus proches de notre présente frontière et qui ne suffisent pas encore à leur appétit, ont été, par une douloureuse fatalité, celles qui les ont le plus aidés, par la richesse industrielle du sol, à parfaire et intensifier leur préparation de guerre, comme l'exécution de leur plan d'expansion mondiale. Il y a là un enseignement pour le monde comme pour nous, et c'est en ce sens que la question de notre frontière n'est pas seulement nationale, mais universelle, qu'elle n'est plus même une question territoriale, mais, comme l'ont dit, à quelques jours d'intervalle, M. Stéphen Pichon, Lloyd George et le président Wilson, une question morale et humaine. Le Rhin, s'il est nécessaire à la figure et à la vie de la France, est de même et de plus la garantie indispensable de la liberté de l'Europe et du monde, la sanction de la seule paix que l'humanité puisse accepter.

La France pouvait-elle, Mesdames et Messieurs, souhaiter, avec une reconnaissance plus entière de son droit, une justification plus éclatante de l'attitude que, depuis quarante-sept ans, elle n'a cessé d'observer ? La France, en maintenant quand même l'intégrité et l'éternité de son droit, n'a pas, malgré ses alliances et la reconstitution de ses forces, voulu prendre sur elle l'initiative de troubler la paix. Jusqu'à la dernière heure devant la préméditation évidente du guet-apens austro-allemand, elle a loyalement essayé, avec la Grande-Bretagne, avec la Russie, avec l'Italie, de préserver la paix du monde. Ce sont les Empires germaniques qui, par le « formidable » et abominable ultimatum à la Serbie, ont voulu et décrété la guerre. Et c'est ici qu'apparaît déjà, dès les origines du conflit, la vision de l'immanente justice. C'est de cette guerre, c'est de la provocation de notre ennemi le plus obstiné, que sortait, non seulement pour nos Alliés, mais pour les Neutres et pour le monde, tandis que nos soldats faisaient face à l'Allemagne sur la Marne et devant Verdun, la conviction que la première et la plus impérieuse réparation de la justice et du droit devait être et serait la réintégration dans la Nation française des provinces découpées violemment de notre chair en 1871. Le verdict de l'immanente justice est proclamé à Washington comme à Londres, à Rome comme à Tokio, dans toutes les Républiques des deux Amériques, comme dans la vieille Asie. Jamais l'humanité n'aura été plus unanime à réclamer, à attendre comme irrévocable et infaillible l'arrêt de justice qui lui est dû. Les conditions de la paix sont formulées par la conscience humaine et le suffrage de l'Univers avant même que des plénipotentiaires soient appelés à en rédiger les termes.

Quant à la paix elle-même, c'est, comme les Alliés n'ont cessé de la comprendre et de la proclamer, la victoire qui en doit être, qui en sera le premier plénipotentiaire. — Le spectacle des négociations qui, depuis quelques semaines se poursuivent à Brest-Litovsk suffirait, s'il en était besoin, à nous rappeler ce qu'ont été, ce que continuent à être les méthodes germaniques. Le mélange alternatif de la ruse et de la violence est resté la manière allemande dans l'art de confectionner ce que le chancelier de Bethmann-Hollweg appelait la veille même de la guerre, les chiffons de papier, c'est-à-dire les traités. Si l'Allemagne fait de ces chiffons le cas que nous savons, c'est qu'elle ne les a jamais négociés et signés que de la façon dont elle use aujourd'hui encore à Brest-Litovsk, dans ces séances où les propositions soi-disant conciliantes et humaines du diplomate von Kühlmann sont immédiatement suivies des injonctions catégoriques et du *Vae Victis* brutal du général Hoffmann.

Nos négociateurs, à nous, ce sont, pour le moment, les incomparables soldats qui, depuis trois ans et demi, ont contenu et refoulé les hordes ennemies. L'histoire héroïque de ces combats par lesquels a été préservé le salut de la patrie et du monde s'est déroulée sur les mêmes champs de bataille où, depuis quinze siècles, notre race a successivement repoussé toutes les invasions, des Champs Catalauniques où s'arrêta le flot des armées d'Attila au Chemin des Dames qui vit passer la bannière de Jeanne d'Arc, aux plateaux de l'Artois et des Flandres où le grand Condé triompha de l'infanterie espagnole, aux défilés de l'Argonne et de la Meuse où les soldats de la Révolution barrèrent la route à la première coalition, aux sommets des Vosges d'où nos Alpins sont descendus pour reconquérir les vallées et les plaines de l'Alsace, vers cette ligne du Rhin qui, comme déjà l'écrivait Salvien « sépare deux mondes ». Il

faut, en effet, qu'entre ces deux mondes la frontière soit désormais assez nette et haute pour n'être plus franchie, pour ne plus laisser passage aux Barbares ! Ce sera la frontière recouvrée de la Nature, de l'Histoire et du Droit, et le monde civilisé veillera, avec la France, à ce que force reste au Droit.

AUGUSTE GÉRARD.
Ambassadeur de France.

LE CASQUE DE LA DÉESSE

PIÈCE EN QUATRE ACTES ET UN PROLOGUE

PERSONNAGES

KALLIPOUS.	MONDAROS.
DÉMOSTHÈNES.	KLEITOS.
DÉMOKLÈS.	KLÉON.
ALEXANDRE.	PAKHÈS.
ARISTODÈMES.	UN ÉPHÈBE.
ÆPHESTION.	PREMIER BANDIT.
KALLIAS.	DEUXIÈME BANDIT.
AGIS.	TROISIÈME BANDIT.
DOURIS.	THAÉNO.
ÉRASINIDÈS.	THABES.
DIOMÉDON.	RHODÉIA.

PROLOGUE

La scène représente l'endroit où la Voie Sacrée s'engage entre les collines de l'Egaléos, après avoir quitté la plaine de l'Attique. Au fond entre les arbres, on aperçoit la plaine de l'Attique et Athènes. A droite, une forêt de pins. A gauche, la route.

SCÈNE PREMIÈRE

ALEXANDRE, ÆPHESTION.

(La scène est vide. A droite, venant de la forêt, un clairon fait entendre les quelques notes d'un signal. Dans l'éloignement, venant de très loin, dans la direction de gauche, un autre signal semblable lui répond. Æphestion sort du petit bois. Il observe un instant la route en silence. Un galop de chevaux. Alexandre met pied à terre sur la route et s'avance vers Æphestion.)

ALEXANDRE. Vingt-trois ans. L'aspect de l'Achille légendaire.
Tous sont bien à leur poste !

ÆPHESTION.

Étrange question !
N'as-tu plus confiance en ton Æphestion?...

ALEXANDRE.

Oui !... Si loin de l'armée, et si loin de Corinthe,
Pardonne !... Je ne puis, sans trahir quelque crainte,
Réaliser enfin mon imprudent souhait
De contempler de loin la ville qui me hait,
Qui m'exècre...! De plus j'eus tort, j'eus tort peut-être,
Malgré tout ! d'envoyer mon message à ce traître,
De le faire avertir de l'heure où je viendrais...
Si les Athéniens me savaient aussi près,
Qui sait à quels excès, leur haine et leur colère
Se porteraient !...

(Regardant la ville avec mélancolie.)

Pourtant j'aurais voulu leur plaire,
s'aurais voulu non point leur parler en vainqueur,
Mais charmer leur esprit et séduire leur cœur...
Hélas !... Avant d'aller vers mes luttes lointaines,
J'ai désiré te voir et t'admirer, Athènes,
Gloire, Beauté, sourire et douceur de l'Hellas !
Ce farouche ennemi devant qui tu tremblas
Avant de diriger ses pas vers sa Chimère,
Vient vers toi, Ville, un peu comme vers une Mère,
Pour adorer tes murs, tes temples, tes palais !...

ÆPHESTION.

Mais pourquoi convoquer en ce lieu Démoklès ?
S'il allait te trahir... ?

ALEXANDRE.

La chose est importante :
Dès que je serai loin, j'ai peur que l'inconstante
Cité ne se rebelle et ne s'efforce encor
D'employer, contre nous, ses vaisseaux et son or !
Il faut que je sois sûr des amis que j'y laisse...
Ce Démoklès est l'Orateur de la noblesse,
Et son parti vaincu, s'imagine qu'un roi,
Pourrait faire rentrer le peuple sous sa loi !...

(Il se dirige vers un endroit d'où il découvre la ville et toute l'Attique.)

Enfin, te voilà donc fleur du génie hellène.
Belle fleur du génie humain !
Enfin, le pélerin qui marchait vers ta plaine,
Est au terme de son chemin...
Voilà les oliviers célébrés par Sophocle,
Près desquels Œdipe a gémi !
Voilà les tours qu'un trait d'esprit de Thémistocle,
Dressa sous l'œil de l'ennemi !
Je vois le Pompeion ! Je vois les Propylées !
J'aperçois les Victoires d'or,
Dont tes héros ont dit : « Pourquoi les faire ailées?...
Elles ne prendront plus l'essor ! »
Et toi, toi piédestal sacré d'apothéose,
Toi qui portes le Parthénon,
Que ne puis-je à genoux baiser ton granit rose,
Où Phidias sculpta son nom !

Fière Attique où partout se dresse de l'Histoire,
Tu n'es qu'un temple et qu'un autel :
Des siècles de génie et des siècles de gloire
Ont pétri ton sol immortel !
Terre que la Beauté choisit pour son domaine,
Je me prosterne devant toi !
Que ne suis-je au sommet de la noblesse humaine,
Athénien, au lieu de Roi !

EPHESTION.

Voici deux voyageurs qui viennent sur la route !

ALEXANDRE.

C'est l'Eupatride avec un serviteur sans doute !
Arrête-les !..

(Seul.)

Pardon d'aider tes mauvais fils,
Athènes !

SCÈNE II

LES MÊMES, DÉMOKLES, THÉANO.

(Tous deux portent des costumes très simples d'hommes du peuple. Le manteau, de bure grossière, forme sur le dos une espèce de capuchon, qui relevé, dissimule le visage. Théano n'abaissera le sien que quand son compagnon la présentera au Roi.)

DÉMOKLÈS

Salut, Roi. J'ai reçu ton avis
Et me voici !

ALEXANDRE.

Salut ! Eloigne ton esclave !

DÉMOKLÈS, prenant Théano par la main.

Ma fiancée a désiré voir le plus brave
Des héros — le Vainqueur de Thèbes.

ALEXANDRE, surpris.

Ah !

DÉMOKLÈS.

D'ailleurs,
Notre parti n'a point de conseillers meilleurs !
Le fils d'Olympias sait que, parfois, les femmes
Sous leurs frêles dehors cachent de fortes âmes...

ALEXANDRE.

Sans doute !

DÉMOKLÈS.

Il comprendra que ces petites mains
Soient faites pour guider de grands troupeaux hu-
[mains,
Quand il saura que ma compagne a dans les veines,
Le sang de tous les Rois, de tous les Dieux d'Athè-
[nes !

(Présentant Théano.)

La fille du dernier Eumolpide...

ALEXANDRE, l'interrompant.

Ah ! — Vraiment !..
Théano ?... Théano, sous ce déguisement !
Ici !

(Elle a baissé son capuchon et son pâle visage encadré de longs cheveux révoltés contre les anadèmes de pourpre, apparaît dans sa hautaine et pure beauté.)

Pardonnez-moi si cet habit servile
M'a trompé !

THÉANO.

Démoklès va parler de la Ville.....
Roi, nous avons pensé qu'il en parlerait mieux
Si ce qui parmi nous, survit des grands Aïeux,
Si l'être qui sortit de leur chair, si la femme
En qui passa leur sang, en qui passa leur âme,
Le tenait par la main — était à son côté !

ALEXANDRE.

Vous eûtes bien raison — car, en votre beauté
Semble s'épanouir celle de votre race !
La Ville d'Eumolpos s'incarne en votre grâce
Vous êtes la cité divine, au front hautain...

THÉANO, souriante.

Je suis Athènes... Soit ! Vous êtes mon Destin !
Soyez clément !

ALEXANDRE, très ému par sa beauté.

Tantôt en contemplant la Ville
Je pleurais... J'aime tant votre Athène...

DÉMOKLÈS.

Une vile
Multitude, étalant son imbécillité,
A réglé trop longtemps le sort de la Cité.
Un tas d'obscurs rhéteurs, subsistant du salaire
Qu'ils gagnent à flatter les goûts du populaire,
Qu'ils gagnent à flatter les grossiers appétits
De tous les impuissants et de tous les petits,
Et de toute âme enfin, vicieuse ou bornée,
Qui n'a pu gouverner sa propre destinée,
Un tas d'obscurs rhéteurs, pérorant avec art,
Conduisent ce troupeau d'ignorants — au hasard !
Bien parler ! Tout est là ! Qu'importe la pensée,
Pourvu qu'élégamment la phrase cadencée,
S'orne de mots chanteurs, et que le ton soit beau
Et le geste élégant dans l'envol du manteau !
Ce peuple, adorant l'Art, d'une façon niaise,
Pour n'entendre jamais de voix qui lui déplaise,
Oblige les partis à choisir dans leur sein,
Dix beaux parleurs publics, d'esprit plus ou moins
[sain !
Nous sommes dix bavards, dix semeurs de paroles
Qui devons chaque jour pour bien remplir nos rôles
Adapter aux vieux airs de nouvelles chansons
Nous essouffler de mots, pour le griser de sons !

Oui ! Je suis l'un des dix, l'un des dix qu'on écoute,
Moi, l'éternel vaincu de l'éternelle joûte
Où dès que l'un dit blanc, l'autre doit dire noir,
Moi, la voix d'un parti qui n'a plus de pouvoir...
Plus de pouvoir ! Pour la cité mon cœur en saigne
Car c'est le nombre, ici, non la valeur qui règne !
C'est la foule : pasteurs, matelots, artisans,
Laboureurs, qui nous rend — nous, l'élite ! — impuis-
[sants!

ALEXANDRE.

Elle a pourtant en vous, un défenseur notoire,
Cette élite !

DÉMOKLÈS.

Et j'attends ma première victoire !
Les Orateurs du peuple ont tous — Oh ! je le vois !
Phraseurs plus de talent, et crieurs plus de voix !
Les suites du débat ne sont pas incertaines
Quand monte à la tribune Aischine ou Démosthènes !
Je suis toujours vaincu ! D'abord ils parlent mieux
Je le sais ! — Puis ils ont cet appoint sérieux
Qu'ils peuvent flagorner l'Assemblée à leur aise
Sans que ce rôle abject les dégoûte où leur pèse.
On les voit transformer, habiles courtisans,
En grands hommes d'Etat les plus vils artisans :
Le peuple connaît tout, voit tout, sait tout ! Il use
Pour tout juger de haut, de sa science infuse.
Pour faire un Amiral, il prend un savetier,
Il nous fabrique un juge, en grattant un potier...
L'Intendant du trésor fut poète comique !
Le Basileus, gardien de la morale antique,
Tenait un lupanar au fond du Diomae !
faut un honnête homme, un banquier est nommé !

THÉANO.

Vous allez nous sauver, Roi, votre honneur l'exige!...
Alexandre le Grand fera ce grand prodige !

ALEXANDRE.

Que puis-je pour vous ? — Rien !

DÉMOKLÈS.

Vous pouvez tout !

ALEXANDRE.

Comment ?

DÉMOKLÈS.

La Ville est sans soldats, sans flotte en ce moment
Vous occupez les forts de la Porte Dypile
Et du Munykhiôn — puis le reste est facile !
Vous déclarez que seuls pourront voter des lois,
Nommer des magistrats, occuper des emplois,
Ceux dont le revenu s'élève à quatre mines.
Plus tard, quand nous aurons bâti sur les ruines
De la démocratie un gouvernement fort
Vous nous rendrez les clefs de la Ville et du Port.

ALEXANDRE.

Cela compromettrait l'Union de la Grèce.

DÉMOKLÈS.

Quel peuple ne verra choir avec allégresse,
Le règne des bavards...

(Alexandre regarde Théano. Elle lui sourit et dit en lui tendant sa main... qu'elle prend et baise.)

THÉANO.

Puis... nous serions sauvés !...

ALEXANDRE.

Dois-je dire : « Je veux ! » Athènes ?

THÉANO.

Vous devez !...

ALEXANDRE.

Hé bien...

SCÈNE III

HÉPHESTION et une troupe de SOLDATS MACÉDONIENS portant la kausia nationale (semblable au casque dit « bourguignotte ». Ils encadrent TROIS BANDITS et KALLIPOUS.

(Leur arrivée interrompt Alexandre.)

ALEXANDRE.

Que nous veut-on?

HÉPHESTION.

Auprès d'un petit temple
J'ai vu ces gens armés embusqués !

PREMIER BANDIT.

Par exemple !
Cachés... pas embusqués...

DEUXIÈME BANDIT.

Voici... nous avions faim.
On avait apporté du lait, des fruits, du vin
A ce priape... Alors, il n'en avait que faire...

ALEXANDRE.

Ah ! Vous voliez le Dieu !

TROISIÈME BANDIT.

« Voler » est bien sévère...
Il nous prêtait son superflu !

PREMIER BANDIT.

Nous empruntions !...

ALEXANDRE.

Qu'êtes-vous ?

PREMIER BANDIT, embarrassé.

Mais...

DEUXIÈME BANDIT, embarrassé.

Je suis...

TROISIÈME BANDIT, embarrassé.

Moi... je...

PREMIER BANDIT.

Ces questions
Quidonces-tupournous les poser, d'abord, l'homme?
Un Archonte?

DEUXIÈME BANDIT.

Un Dikaste?

TROISIÈME BANDIT.

Ou bien un Astynome?

PREMIER BANDIT.

Nous exploitons honnêtement — tends-nous la main!
Nous exploitons honnêtement le grand chemin!...
Ce n'est pas parce que le nombre de ta bande...

ALEXANDRE, l'interrompant, à Æphestion.

Pendez-les!

LES TROIS BANDITS, se jetant à genoux.

Qu'as-tu dit!.. — Dieux cléments! — [Qu'on nous pende!
Pardonne-moi! — Pitié! — Pardon! — Grâce pour [nous!..

DEUXIÈME BANDIT.

Je mouille tes jambards!

TROISIÈME BANDIT.

J'embrasse tes genoux!..

PREMIER BANDIT.

Moi! Je m'enrôle dans ta troupe, tout de suite!..

DEUXIÈME BANDIT.

Nous pendre!

TROISIÈME BANDIT.

Doux Seigneur! Comme tu parles [vite!

TOUS LES TROIS, à un mouvement d'Æphestion.

Grâce!..

PREMIER BANDIT.

Les magistrats de la ville, là-bas,
S'ils nous prenaient un jour, ne nous traiteraient
Aussi sévèrement!.. [pas

DEUXIÈME BANDIT.

C'est qu'il n'a pas l'air tendre!

TROISIÈME BANDIT.

Qui donc es-tu?.

PREMIER BANDIT.

Prends-moi dans ta troupe

ALEXANDRE, au troisième bandit.

Alexandre
Roi de Macédoine!

LES TROIS BANDITS, se prosternant.

Ah! — Dieux! — Nous sommes [perdus...

(Ils pleurent bruyamment, étendus sur le sol.)

ALEXANDRE.

Si, remettant les châtiments qui vous sont dûs,
Sacrilèges, voleurs, ne valant pas la corde,
Si me montrant clément...

LES TROIS BANDITS.

Sois-le!..

ALEXANDRE.

... Je vous accorde
Votre grâce, comment en profiteriez-vous?

LES TROIS BANDITS.

Nous nous amenderions!

ALEXANDRE.

Non! ne parlez pas tous!..

(Au premier bandit.)

Toi, d'abord!..

PREMIER BANDIT.

La Vertu, c'est sûr et c'est facile...
Je serais vertueux...

(Alexandre regarde Théano. Son visage hautain exprime le dégoût. Elle détourne dédaigneusement la tête.)

ALEXANDRE.

Pendez cet imbécile!

(Deux gardes l'emmènent.)
(Aux deuxième bandit.)

Toi!

DEUXIÈME BANDIT.

Je veux devenir — c'est mon rêve! — pasteur,
Je trairai mes brebis, mes...

(Théano sourit dédaigneusement.)

ALEXANDRE.

Pendez ce menteur!

(Les gardes l'emmènent.)
(Au troisième bandit.)

A ton tour!

TROISIÈME BANDIT.

Moi, j'irais remercier bien vite
Korêh, Zéus, Athénêh...

ALEXANDRE, après s'être assuré de l'approbation de Théano.

Pendez cet hypocrite!

(A Kallipous, qui, encadré de deux gardes, est resté immobile durant toute cette scène.)

Enfin, toi, le muet, dis-nous, que ferais-tu?
Pourquoi cet animal jusqu'ici s'est-il tû?

Réponds! Chien! Réponds donc, puisqu'on daigne [t'entendre.]
Libre, que voudrais-tu faire?

KALLIPOUS.

Te faire pendre!

ALEXANDRE.

Vraiment! explique-toi! J'aime les gens hardis!

KALLIPOUS.

Moi? M'expliquer devant un vil chef de bandits!
Moi? L'un des Dix! Moi, l'un des Orateurs d'Athènes!.

THÉANO, bas à Démoklès qui, dès l'entrée des bandits, parmi lesquels il a reconnu Kallipous, a dissimulé ses traits sous son capuchon et est allé s'asseoir à l'écart.

Est-ce vrai?

DÉMOKLÈS, bas.

C'est vrai!

THÉANO, bas.

Qui?

DÉMOKLÈS, bas.

L'ami de Démosthènes...
Kallipous, Orateur élu depuis trois jours!

ALEXANDRE, aux Eupatrides.

Vraiment! Notre muet est faiseur de discours?...

(L'attitude des deux Athéniens lui répond.)
(A Kallipous.)

Donc, si je te fais grâce et tombe en ta puissance
Je ne puis pas compter sur ta reconnaissance?

KALLIPOUS.

Roi, je n'ai point de grâce à recevoir de toi!
Le peuple Athénien seul fait ici la loi,
Le peuple Athénien seul, ici règne et juge,
Tu n'es qu'un meurtrier!

ALEXANDRE.

Habile subterfuge!
Mais cela te sied mal, ces beaux airs de vertu,
Complice de voleurs et voleur!

KALLIPOUS.

Qu'en sais-tu?
C'est faux! — Le hasard seul, parmi ces misérables,
Que ton crime contre eux rend presque vénérables,
M'avait placé tandis que j'errais en ce lieu.

ALEXANDRE.

Tu les laissais voler les offrandes au Dieu!

KALLIPOUS.

Ils avaient soif, ils avaient faim — les pauvres êtres.
Et moi je suis de ceux qui, n'acceptant nuls maîtres
Ont plus peur d'alourdir les coups du Sort cruel
Sur des infortunés, que d'offenser le Ciel!

ALEXANDRE.

Donc, tu pardonnes tout : sacrilèges, blasphèmes!

KALLIPOUS.

Les Dieux sont assez forts pour se venger eux-mêmes!

ALEXANDRE.

Mais qui les y seconde en a bien mérité!

KALLIPOUS.

Seconder le plus fort est une lâcheté!

ALEXANDRE.

Il faut donc, impassible, assister à des crimes?

KALLIPOUS.

Aidez les Tout-Puissants! je suis pour leurs victimes!

ALEXANDRE.

Le mot est élégant — la logique l'est peu!

KALLIPOUS.

Je crains plus d'offenser un malheureux qu'un Dieu!

ALEXANDRE.

Tu fais bien ton métier de fabricant d'emphases,
Dès que sur toi l'on frappe, il sort de belles phrases...

KALLIPOUS.

Je suis tel et serais fâché d'être autrement,
Quand sous la belle phrase est un beau sentiment!

ALEXANDRE.

Une attitude n'est jamais qu'une attitude!
La tienne sent l'effort, le travail et l'étude...
Tu n'es pas né pour affecter cet air hautain!

KALLIPOUS.

Honneur à qui se sent plus grand que son Destin;

ALEXANDRE.

On n'est jamais plus grand!

KALLIPOUS.

On l'est, dès qu'on veut l'être!

ALEXANDRE.

Tout d'avance est écrit!

KALLIPOUS.

Tout, d'un cœur fort, peut naître!!

ALEXANDRE.

L'Avenir ne dépend ni de toi, ni de moi...
On a son maître au Ciel!

KALLIPOUS.

On a son juge en soi!

ALEXANDRE, bas à Théano.

Plus subtil qu'un Crétois et plus fier qu'un Satrape!

THÉANO, bas, dédaigneusement.

C'est avec ces airs fiers et braves qu'on attrape
Les pauvres, les petits, les faibles et les sots!
L'homme se croit au Pnyx et nous sert ses grands mots

ALEXANDRE.

Oui!... Tu disais tantôt : « Je n'accepte aucun maître,
Aucun! » Il en est un, tu l'avoueras peut-être,
Que tu crains!

KALLIPOUS.

Moi? Lequel?

ALEXANDRE.

Ces pauvres, ces petits,
dont tes airs généreux flattent les appétits,
La foule aux laids instincts grossiers, la foule abjecte.

KALLIPOUS.

Je respecte mes concitoyens! Je respecte
Le peuple dont les mains firent ce Parthénon!
Il m'est cher et sacré! Quand à le flatter... Non!
J'entends être, devant cet auditeur auguste,
Sinon toujours un sage, au moins toujours un juste!

ALEXANDRE, ironique.

Oui! Tu lui montreras toujours le droit chemin...
Tu n'as rien des défauts du faible genre humain...
Promets-moi de donner à ceux que ta voix berce
Le conseil de m'aider à conquérir la Perse.
Tu seras libre!

KALLIPOUS, se tournant successivement aux quatre points du ciel.

Moi! Je vous prends à témoin,
Athénêh-Promakos, qu regardez au loin
Les noirs vaisseaux, fendant les mers vers le Pirée,
Vous, Korêh, d'Eleusis Protectrice Sacrée,
Vous Eros, dont l'autel est là, sous les rameaux
Des chênes que planta le sage Académos,
Vous Poséidon, dont le temple au toit bleu domine
Ces rochers d'où Xerxès regarda Salamine...
Soyez témoins! Je fais le serment solennel,
De ne aien négliger, pour qu'à ce criminel,
Le peuple Athénien, dédaignant ses colères,
Ne prête ni guerriers, ni trésors' ni galères!...

ALEXANDRE.

Pour trois bandits pendus?...

KALLIPOUS.

Non! Paix aux malheureux
Pour un rêve qui luit sur ton front montrueux,
Pour le rêve inouï de conquête, de crime,
Qui, contre un grand pays pacifique t'anime!
Pour le rêve inouï, de triomphe et d'orgueil,
Qui va mettre demain tant d'innocents en deuil!
Pour le rêve inouï qui jette sur l'Asie,
Tant de Semeurs de mort qu'arme ta fantaisie!
Vil meurtrier! Il bat, je le répète encor,
Un cœur de meurtrier sous ta cuirasse d'or!

ALEXANDRE.

Dans tes nobles transports, brave homme, tu t'égares
Il s'agit d'étrangers, il s'agit de barbares...
Il est beau qu'un roi grec les voie à ses genoux!

KALLIPOUS.

Il s'agit d'égorger des hommes comme nous!

ALEXANDRE.

Tu ne comprends donc pas, démagogue d'Athènes,
La splendide beauté de ces guerres lointaines?
Oui! Je verrai le monde à mes pieds! Oui, marchant
Des Palus de l'Aurore aux Iles du Couchant,
Des brumeuses Thulé sous leur pâle ciel triste
Aux Indes où l'azur aux reflets d'améthyste
N'est qu'un ardent amas de constellations,
Je veux courber sous moi toutes les nations!
Du Pôle blanc, drapé dans ses nuits éternelles
Aux déserts Lybiens que fauves sentinelles,
Des troupes de lions ceignent d'un mur d'effroi,
Toute l'humanité me dira « Maître » et « Roi »!

KALLIPOUS.

Qu'un servile bétail de ces titres te nomme!
Il faut ne point avoir de maître! pour être homme!

ALEXANDRE.

Le Sage, ce bétail, pour ce qu'il vaut, le prend,
Mais l'avenir dira d'Alexandre : « Il fut grand! »

KALLIPOUS.

L'avenir oubliant tes conquêtes lointaines,
Ne verra, de ce temps, que le geste d'Athènes...

ALEXANDRE.

Quel geste?

KALLIPOUS.

Si ma voix acquiert quelque pouvoir
Sur elle, l'univers qui l'admire va voir
La Cité de Victoire et d'orgueil de naguères,
Loin d'elle rejeter l'affreux harnois des guerres
Et ne plus apparaître aux yeux du genre humain
Qu'un paisible rameau d'olivier dans la main...
Plus de luttes, de sang, de morts, de funérailles,
Jette ton bouclier, Ville! Abats tes murailles,
Brûle ton arsenal, brise tes javelots,
Coule tes vaisseaux-longs, honte et terreur des flots,
Que sur tes murs, Cité de Sagesse, rougeoie,
La dansante clarté d'un vaste feu de joie
Où tous viendront jeter, leurs piques et leurs dards!
Règne par la vertu, la Science et les Arts,
Prêche des temps nouveaux, ouvre une nouvelle ère
Et que ta voix console, et que ton geste éclaire,
Tends à chacun les mains, ouvre les bras à tous,
Crie à tous : « Mes amis, mes frères, aimons-nous!... »

ALEXANDRE, à Théano.

J'aurais pu pendre un sot... je ne pends pas les fous

(A Ephestion.)

phestion ! Je pars ! Rassemble notre troupe !
is le signal !

(Montrant Kallipous.

Quelqu'un prendra cet homme en croupe
ès d'Eleusis, nous lui rendrons la liberté...
!

(A Théano.)

Vous regagnerez la Ville en sûreté !

(A Kallipous.)

i, puissent tes désirs s'accomplir ! Je souhaite
ue le peuple t'écoute, et te comprenne, et traite
mme tu le voudrais ses murs et ses vaissseaux...
s projets sont... féconds ! Tes sentiments sont
[beaux !
uisses-tu voir, bientôt, réalisé, ton rêve !

KALLIPOUS, montrant le glaive d'Alexandre.)

uisse la mort, bientôt, rendre impuissant ce glaive !

(Il sort, emmené par les gardes.)

SCENE IV

ALEXANDRE, THEANO, DEMOKLES.

DEMOKLÈS.

ue ne le fis-tu pendre ?

ALEXANDRE, riant.

Un allié pareil !...

DEMOKLÈS.

u semblais prêt, tantôt, à suivre mon conseil.
venir occuper les deux forts ?

ALEXANDRE.

Inutile !

THÉANO.

uoi, tu ne consens pas à sauver notre ville,
rétablir la loi des Sages et des Forts ?

ALEXANDRE.

'y laisse mieux que deux cohortes, dans vos forts,
our soumettre le peuple aux ordres de l'élite !

THEANO.

u nous laisses mieux ? Quoi ? Parle, Roi, parle vite.
is-nous que nos espoirs ne seront pas trompés ?
u nous laisses... ?

ALEXANDRE.

Cet homme et son rêve de paix !

RIDEAU

(*A suivre.*) ALBERT DU BOIS.

LA PRESSE ALLEMANDE

Soyons justes pour nous-mêmes : il suffit de se remémorer les multiples enquêtes qui visaient alors à nous renseigner sur les choses d'outre-Rhin pour reconnaître que nous nous étions cependant décidés, lorsque éclata la guerre, à rompre avec notre traditionnelle discrétion et à regarder un peu par-dessus nos murs. Convenons d'ailleurs que, de ces enquêtes, ce que nous retenions restait assez nébuleux dans nos esprits. Car le malheur est que l'effort d'attention requis pour l'assimilation d'un fait précis répugne à l'extrême facilité qui nous suit partout et où il sied pourtant de voir le signe par excellence de la prédilection du Ciel à notre endroit... N'empêche qu'un Français de bonne race ne sait d'ordinaire que d'une manière approximative l'heure du train dans lequel il s'apprête à monter, et nous nous accommodons aisément de cet à peu près de quoi qu'il retourne.

Ainsi, nous ne doutions plus, dès avant 1914, que Berlin n'eût ses grands quotidiens ; à la rigueur, nous en eussions bien nommé, sans trop hésiter, une demi-douzaine ; à l'époque déjà, certains d'entre nous avaient même remarqué, en parcourant dans les feuilles de leur pays les extraits de la presse allemande, que la *Post*, par exemple, ou la *Tuegliche Rundschau* étaient éminemment dépourvues de bienveillance à notre égard. Et, depuis, le temps et les événements ont considérablement ajouté à nos connaissances dans cet ordre d'idées : *Deutsche Tageszeitung*, *Berliner Lokal-Anzeiger*, *Rheinische-und-Westphälische Zeitung*, ce sont d'aimables titres au milieu desquels nous serions impardonnables de ne point évoluer aujourd'hui tout comme dans la rue du Croissant ou sur le boulevard Montmartre. Mais un journal allemand, comment cela fonctionne-t-il ? Quelle est dans un journal allemand l'importance de la publicité ? Le prix de ce papier ? Jusqu'à quel point la différenciation s'impose-t-elle ici entre le journal de doctrine et le journal d'information ? De cette presse, quelles sont les allures générales ? Quelle place fait-elle aux questions religieuses, sociales, artistiques, de littérature et autres ? Que sont au juste ses rapports avec l'Autorité ? Etc...

*
* *

Ce n'est pas une observation absolument nouvelle, mais c'est une observation obligée que pour un Français, même très fort dans « la langue des

chevaux », la lecture d'un journal allemand ne va pas sans mal. Nous voulons de l'ordre et de la clarté partout ; nous en avions mis jusque dans ces éphémères papiers dont l'ambition est d'ailleurs bel et bien aujourd'hui d'embrasser la vie universelle ; nous continuons d'apprécier à sa valeur la manière « classique » des gazettes qui, chez nous, maintiennent la tradition sous ce rapport. Par contre, quelle étourdissante fantaisie dans la disposition des gazettes germaniques ! Et puis, le fait n'étonnera que ceux qui n'auraient point encore remarqué que « l'ordre allemand » ne vise jamais en principe que la stricte utilité et n'est dès lors qu'une juxtaposition — attentive, mais sans art — la bonne moitié du temps.

A titre d'exemple, voici, telle qu'elle se présente dans sa « mise en pages » la matière de la première édition d'un numéro pris au hasard (15 décembre 1912) de la *Frankfurter Zeitung* : un article traitant de l'admission des femmes dans l'enseignement supérieur : des réflexions (aigres-douces, les réflexions !) sur l'habituelle attitude des socialistes au Reichstag ; un entrefilet sur la question du referendum en Belgique ; un autre sur la politique extérieure du Danemark ; des détails intéressant le problème de la vie chère ; une notre relative à la mort, survenue la veille, d'un bourgmestre de Berlin ; une dépêche de Munich précisant la situation quant au retour possible des Jésuites en Bavière ; une autre dépêche, datée de Stuttgart, à propos du « cas du pasteur Traube » (un prédicant en rébellion contre son Eglise) ; le compte rendu d'une fête commémorative de la fondation d'une importante maison de commerce prussienne ; une nouvelle information de Stuttgart touchant le statut des Israélites dans le royaume de Wurtemberg ; vingt lignes consacrées au suicide du général Nogi ; l'analyse d'un *leader* du *Popolo romano* discutant les intérêts respectifs de la France et de l'Italie dans la Méditerranée ; un fait divers : la morsure d'un serpent ; des dépêches encore de Milan, de Sofia, d'Uskub, de Turin, de New-York, de Buda-Pest, etc., etc. ; deux feuilletons littéraires, l'un de sept, l'autre de neuf colonnes ; sept colonnes entières pour la finance, le commerce, l'industrie ; et pour finir, vingt-quatre colonnes d'annonces. Au résumé : farouchement, terriblement rébarbatives avec leurs caractères gothiques et les interminables rangées de chiffres indispensables à la joie des boursiers et des boursicotiers de Francfort, douze pages, douze grandes pages, dans lesquelles c'est tout juste si l'œil découvre par-ci par-là un maigre filet, le blanc d'un espace où se reposer un instant. Sur quoi, notons, pour être équitables, que la *Frankfurter Zeitung* serait plutôt une des feuilles allemandes qui soignent leur toilette.

Et maintenant, que l'on imagine l'ensemble quand cette macédoine s'étale non plus seulement sur la valeur en un coup de trois fois notre *Figaro*, mais, comme il arrive, tout au long de deux ou trois éditions... qu'à la brasserie du coin un *Kellner* qui ne doute de rien vous remettra, entre quatre et cinq, dans le même paquet... Les journaux allemands ne sont pas rares, en effet, qui publient deux ou trois éditions par tour de cadran (ainsi, la *Gazette de Francfort*, dont, ce dimanche 15 septembre 1912, pour poursuivre notre exemple, les trois *Blätter* faisaient au coucher du soleil vingt-six pages). Entendons bien d'ailleurs que — loin d'être la simple reproduction, à peine agrémentée de quelque tardive dépêche, d'un texte précédent — une nouvelle édition représente proprement ici un nouveau numéro. Tout cela sans préjudice, il va de soi, ni de tirages spéciaux éventuels, ni, souvent, des suppléments, illustrés ou non.

Vient-on à considérer d'autre part : 1° que les quotidiens allemands sont relativement peu coûteux (le taux de l'abonnement trimestriel dans les limites de l'Empire oscillant entre 2 marks, pour le cas du journal ayant de 8 à 12 pages, et 9 marks, pour le cas du journal à 20 pages en moyenne), 2° que la vente au numéro ne se pratique guère en Allemagne que dans les gares, 3° que ces gazettes se refusent enfin à toute publicité dans « le cadre régulier de leurs colonnes », on se demande aussitôt à quel prix la main d'œuvre peut bien être tombée sur cette malheureuse terre, à quel prix l'outillage et l'encre d'imprimerie ?... Hé ! n'oublions pas les quatre, six, huit pages d'annonces qui sont quasi courantes dans la presse allemande.

Son secret : le commerce intensif des annonces, pour lesquelles on ajoute le papier nécessaire. Nos ennemis ne calculaient-ils pas avant la guerre que plusieurs de leurs feuilles de second ordre réalisaient chaque année plus de 100.000 marks dans ce genre de négoce ? A proposer aux Saxons les *Delikatessen* et les *Galanterien* de leur capitale, les *Dresdner Neueste Nachrichten*, les *Dernières Nouvelles de Dresde*, n'encaissaient-elles pas en 1913 encore quelque 160.000 marks pour le seul mois de décembre ? N'arrivait-il pas — du temps que les pommes de terre n'étaient pas si précieuses sur les bords de la Spree — n'arrivait-il pas au *Berliner Lokal-Anzeiger* de faire certains jours

pour 30.000 marks d'annonces ?... et c'est en crevant d'orgueil que les Berlinois vous précisaient alors que ses insertions lui rapportaient pour la période des fêtes de Noël de 350 à 400 mille marks par saison. Tellement l'annonce est en Allemagne dans les habitudes de tous et de chacun et pour la plus sérieuse comme pour la plus infime opération et qu'il s'agisse de vendre ou d'acheter ou de brocanter ou d'aviser n'importe qui de n'importe quoi ou de retrouver soit une perruche en rupture de cage, soit « la jeune hautement élégante dame en verte robe qui, d'un grand déjà vieux cavalier accompagnée, dans le N° 3 tramway hier à cinq heures du soir voyageait ». Et c'est bien ce qui les fait si variées, ces annonces, et si pleines d'imprévu qu'elles ne constituent pas toujours, il s'en faut, la partie la moins intéressante du journal. Adroitement encouragée par la modicité du prix de l'insertion (20 à 25 pfennigs la ligne, suivant la feuille), cette longue complaisance du public n'est pas de trop au demeurant pour expliquer surtout que l'on se permette ce luxe de s'interdire « toute réclame payante » dans le corps même du journal.

Reste, il est vrai, tout le champ des « affaires », au sens éminemment moderne, trois fois obscur et merveilleusement élastique du mot. Mais s'il en est de franchement malhonnêtes, il en est aussi d'à peine douteuses — et rien ne prouve au bout du compte que la presse allemande néglige les unes au profit des autres. Reconnaissons cependant — puisqu'il importe d'abord d'être juste — que les louches trafics auxquels on pourrait s'attendre en l'espèce semblent assez peu courants. Les scandales du moins y sont rares et, quelque audace qu'il ait parfois attestée dans la menace et le chantage, le cas de la *Wahrheit* et de la *Grosse Glocke* ne suffirait pas à infirmer la valeur générale de notre observation. Honnêteté, circonspection, adresse rompue à toutes les roueries ? Impossible de se prononcer, mais nous inclinons à penser que certaines circonstances où il n'apparaît d'ailleurs pas que la vertu soit pour beaucoup — la très sortable rétribution des fonctions publiques, la qualité sociale du haut personnel politique et surtout, surtout, la féroce jalousie avec laquelle on se surveille entre confrères — concourent à rendre particulièrement malaisées en l'occurence les opérations extra-professionnelles. Ce n'est pourtant pas qu'en Allemagne la carrière soit inhospitalière aux fils de cette race qui monopolise, dit-on, « le génie de la finance » et à laquelle on ne saurait assurément contester de singulières aptitudes pour le negoce : que l'on se rappelle toutefois combien la méfiance dont l'opinion témoigne à son endroit est encore chez les Boches pour contraindre à la prudence l'action d'Israël.

Au surplus, de Cologne à Berlin, de Hambourg à Munich, pas de gazette qui ne prétende à être elle-même « une affaire », précisément, et qui n'apporte d'abord tant à s'administrer qu'à se pousser, à se développer, à s'imposer, la sévère attention de rigueur dans toute entreprise commerciale. Des chiffres à méditer : les journaux de l'Empire comptent en bloc 500.000 abonnés à l'étranger et expédient hors des frontières 10 millions d'exemplaires annuellement. Nouvelle affirmation, nouvelle attestation de cet esprit de patient labeur et de continuité dans l'effort caractéristique de la complexion germanique et dont une aussi ferme application dans les choses de la presse ne laisserait pas que de prêter à d'utiles aperçus au cours d'une étude moins rapide... Encore que le cas du journal propriété d'un seul ne soit pas plus fréquent là-bas qu'en France, tout autre régime que celui d'une collaboration de capitaux sous forme soit de société en commandite, soit de société par actions, ne serait pas introuvable parmi les feuilles allemandes : l'un des deux principaux organes catholiques, la *Kölnische Volkszeitung*, est le bien de ses éditeurs ; le *Vorwaerts*, que subventionnent les générosités de la Social Demokratie, appartient au parti uniquement.

Quant à l'essentiel sur l'organisation intérieure d'un journal allemand, un premier détail à noter : ce rouage, chez nous capital, du secrétariat de la rédaction n'existe pas. Alors ?... Alors, c'est le rédacteur en chef qui, en théorie au moins, assigne à chacun sa tâche et puis qui, d'accord avec le metteur en pages, coordonne, l'instant venu, la matière du numéro. Nous avons vu que, dans la pratique, il ne « coordonne » pas grand'chose et pour le reste le respect des prérogatives qu'entraîne la spécialisation le dispense de coutume de rien assigner à personne. La spécialisation.... L'autorité ne se fonde jamais, dans ce pays-ci, que sur une stricte, sur une étroite spécialisation. Une fois établie, elle s'y impose entière. Et c'est ainsi que pour ce qui est du journalisme la spécialisation assure d'habitude à son homme une importance qui ne tarde pas à le faire seul maître — et maître « responsable », « *verantwortlich* » — dans sa rubrique.

Au vrai, les compétences, les très réelles compétences, et de tous genres, abondent dans la

tresse de nos ennemis. Il n'est pas démontré du reste que cela ne contribue pas à rendre leurs grands quotidiens partois si ennuyeux. A l'heure actuelle encore, en effet, il y a souvent dans le journaliste boche un mélange de la plus redoutable espèce : du savant à lunettes et du parfait fonctionnaire — cette sorte de personnage invariablement sûr de lui et qui jamais ne rit ni ne sourit. Mais on connaît l'anecdote pour caractériser la manière respective du Latin, de l'Anglo-Saxon et du German. Ils sont trois naturalistes, un Français, un Anglais et un Allemand, en compétition autour du prix qu'une généreuse académie a résolu de décerner à l'auteur du meilleur travail sur la girafe. Pour étudier ce sympathique animal, l'insulaire n'hésite pas à passer les océans et s'exile dans les plaines du Sénégal : notre compatriote (qui, soit dit entre parenthèses, sortira vainqueur de l'épreuve, les gens d'esprit étant la majorité dans ce jury de miracle) notre compatriote allume une cigarette et va faire un petit tour au Jardin des Plantes : l'Allemand, lui, s'enferme dans sa bibliothèque où, les pieds au chaud, il entreprend de remuer les monuments du savoir humain sur la question des girafes.

Pour une bonne part au moins, c'est bien cela derechef. Admirez avec quelle complaisance les feuilles allemandes, voire celles qui s'adressent à la foule, sacrifient à tels sujets qui, en principe, sont du cabinet de travail. Loin que la politique pure soit pour les effrayer, les pires aridités de la pédagogie ne les rebutent pas, ni les profondeurs de la sociologie, ni davantage celles de l'éthique. Considérable est aussi l'attention qu'elles accordent aux discussions d'ordre religieux, comme, dans les universités, il en surgit en nombre autour des chaires de théologie. L'espace que nos feuilles à nous consacrent d'ordinaire aux pauvretés ou aux extravagances d'un quelconque roman feuilleton revient neuf fois sur dix chez les Allemands soit à un article de critique littéraire, soit à une simple dissertation philosophique — à telle enseigne que « le rez-de-chaussée » constitue presque à tout coup dans leurs journaux une sorte de « domaine réservé » et d'un rapport exceptionnellement avantageux. De ces sujets, rien n'est étranger à notre grande presse, c'est entendu. Mais il y a le ton et le tour et toute la manière — et, en Allemagne, ce goût des longs et des plus graves débats n'a même pas toujours besoin du prétexte de l'actualité pour se donner libre cours. Nous n'ignorons certes pas la classique distinction entre « le journal de doctrine » et « le journal d'information » et nous nous garderons de confondre le *Reichsbote* ou le *Kreuzzeitung* avec une feuille à gros tirage comme la *Frankfurter Zeitung* ou le *Berliner Lokal-Anzeiger*. On dirait bien cependant qu'entre les deux types la ligne de démarcation est moins nette là bas que de ce côté-ci de l'eau.

Maintenant, hâtons-nous d'ajouter qu'à cette humeur si volontiers vieillotte la presse allemande s'applique d'ailleurs à allier le souci de toutes les modernités... et le « professionnel » n'y est quand même plus nécessairement ce rat de bibliothèque, il va de soi.

Littéraire et philosophique au XVIIe et au XVIIIe siècles, ardemment politique au siècle dernier, le journalisme d'outre-Rhin, dès qu'il sort de son pédantisme, s'efforce d'abord, aujourd'hui, vers cet esprit positif et réaliste, essentiellement acquis aux questions économiques et aux problèmes de vie pratique, que nous lui avons déja reconnu et par où il est bien, en définitive, de son temps.

Cet esprit a été vivement encouragé par les méthodes du Dr Koch, qui fonda à Heidelberg, en 1895, la première école pour « candidats rédacteurs » et sur l'enseignement duquel M. A. Cetty (1) nous donne ces détails :

« Le professeur commence par l'histoire du journalisme. Elle comprend deux parties, l'histoire de l'imprimerie et l'histoire du régime postal avec les considérations pratiques qui s'y rattachent. Arrivent ensuite les cours sur la presse et l'opinion publique, le développemnt technique et l'organisation du journal. Pour Koch, on nait journaliste, on ne le devient pas. Il faut des aptitudes spéciales que ne possède pas le premier venu. Il veut donc éprouver, développer ces facultés par des exercices qui s'étendent à toutes les branches de la journalistique : composer, lire, déchiffrer des dépêches : traduire des articles, extraire des passages de dicours et de conférences ; couper les nouvelles, les dépêches des grands journaux pour les adapter au journal moyen, au petit journal ; écrire des entrefilets et des faits divers ; trouver la phrase à effet, le titre sensationnel, le mot pour rire. Voilà pour le côté intellectuel. Ce n'est pas assez. Voici le côté professionnnel, le côté technique : faire les corrections, distinguer les caractères d'impression, fixer le nombre de lignes à donner, renseigner sur l'insertion et les annonces. Tous ces travaux sont exécutés sur place et à l'heure. Ils sont tous aussitôt soumis à la critique du maître qui donne son sentiment avec un entier abandon et une cordiale franchise. Ce n'est pas tout. Chaque lundi, les étudiants journalistes sont chargés d'un travail à remettre le vendredi suivant ; articles de fond, feuilletons, correspondances, critique littéraire, économie politique, missions scientifiques, tout passe devant un aréopage de douze auditeurs critiques. Et pour être complet, pour unir la théorie à la pra-

(1) *Le Journalisme allemand.* — Action populaire de Reims, édit.

tique, le professeur conduit ses élèves dans les meilleures imprimeries pour les familiariser avec les secrets de la rédaction, de l'expédition, de la pose des caractères. Est-il étonnant que ces cours soient souvent fréquentés par cent cinquante élèves et que le congrès des journalistes de Lisbonne ait exprimé le vœu de voir M. Koch ouvrir des cours de vacances? N'est-ce pas la perfection du genre et pourrait-on faire mieux?

Non, on ne pourrait faire mieux. Oui, c'est la perfection du genre. Non, non, le vœu des Portugais n'est pas étonnant. Et il faut déplorer que ni Armand Carrel, ni Emile de Girardin, ni Edouard Drumond — car nous n'aurions que l'embarras du choix, morbleu ! — n'aient été, les malheureux, à l'école chez ce Koch..., des méthodes duquel plusieurs autres institutions en Allemagne (et notamment les œuvres catholiques de München-Gladbach et les cours supérieurs de Journalisme de Berlin (1) n'ont point manqué de s'inspirer pour préparer des hommes de métier et fabriquer de bons chroniqueurs.

L'information proprement dite use donc avec empressement ici de tous les moyens que le progrès ne cesse de multiplier et de développer à son service — et l'on peut même se demander si les sacrifices qu'on lui consent à Berlin ne paraîtraient pas un peu bien considérables, un peu bien lourds, à nos feuilles les plus magnifiques au chapitre du reportage. Au nombre des procédés renouvelés du journalisme d'outre-Atlantique, il en est un pourtant qui oncques n'a été très en faveur dans la presse allemande et dont elle a souvent raillé la vogue, un moment excessive, parmi nous : l'*interview*, cela sied peut-être auprès de ces excellents Parisiens, mais « cela n'est pas sérieux » ; ce procédé-là vous expose par surcroît à la toujours fâcheuse nécessité de « rectifier ». Ainsi, plutôt que de lui déléguer un rédacteur dont le stylo risque de fourcher, on sollicitera du personnage qui occupe la galerie ou qui a qualité pour épiloguer sur l'actualité un article qu'il signera et dont il assumera la responsabilité devant l'opinion — et l'on n'en aura pas moins contenté son monde.

A tout prendre, en dépit de leurs allures parfois si drôlement surannées et malgré cette réserve de détail concernant l'*interview*, les grands quotidiens allemands sont aujourd'hui comme obsédés par le prestigieux exemple du *New-York Herald* — et nous ne tarderons pas à voir dans quelle mesure et avec quelle maëstria le Pouvoir exploite le souci où ils sont de renseigner leurs lecteurs.

*
* *

Un mot attribué à Guillaume II exprime joliment la différence des conditions dans lesquelles la presse d'outre-Rhin et celle de notre pays exercent leur action respective. « Je n'ignore pas, aurait déclaré le Kaiser dans nous ne savons quelle circonstance, je n'ignore pas qu'en France un journaliste peut valoir un général de division ». Chez Guillaume II, jamais, jamais !

Tant il est vrai que, pour si considérable qu'on la proclame en soi et pour si effective que l'ait voulue souvent le triomphe de l'esprit démocratique, la puissance de la presse est non seulement limitée, mais disciplinée et dirigée dans son action par le milieu où elle opère. C'est ainsi qu'en fait elle tend soit à servir l'Opinion plutôt que le Pouvoir, soit au contraire à régenter celle-là au service de celui-ci.

Or, cette seconde manière est essentiellement celle des journaux allemands et elle leur est imposée par les données mêmes qui fondent toute l'organisation politico-sociale autour d'eux. Ces données, ce serait justement le propre de l'opposition de les discuter. Cependant, voire parmi les difficultés et les fracas du Kulturkampf, le Centre s'est toujours abstenu de toucher à la substructure du régime ; quant au socialisme, comment les lettrés et les parfaits bourgeois qui préconisent cet orviétan dans les gazettes ne seraient-ils pas des « hommes d'ordre » avant tout ?

Puis, la presse est soumise en Allemagne à « la loi du 1er mai 1874 ». D'autre part, le paragraphe 20 de celle-ci établit que « tout écrit délictueux » est justiciable des dispositions générales prévues au Code pénal, dont les articles 110 et 131 stipulent : « Quiconque excite à la rébellion contre les lois ou contre les ordonnances légales ou contre les mesures prises par l'autorité compétente sera passible d'une amende pouvant se monter à six cents marks ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans. — Quiconque affirme publiquement ou propage des faits inventés ou dénaturés et susceptibles de discréditer les institutions... sera passible d'une amende pouvant se monter à six cents marks ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans ». Au bref, c'est la menace de toutes les ingérences, tracasseries et poursuites... Et comme la loi n'est pas faite pour

(1) Donc M. Cetty nous dit encore : « L'école supérieure pour journalistes, ouverte, en 1899, à Berlin ne possède pas de programme plus complet... A Berlin comme à Heidelberg, l'enseignement est théorique et pratique. Il comprend 4 semestres... et admet les dames d'une certaine culture (!!!) »

les chiens, que là-bas le gendarme plaisante moins que nulle part, que pour comble le Chantutions de l'Etat ou les ordonnances de l'Autorité celier de fer se méfiait tout singulièrement de la gent écrivassière et de ses fantaisies, un temps fut où le journal allemand était frappé en moyenne trente-quatre fois par mois. Il va sans dire du reste que cette rigueur trouva notamment à s'exercer contre la presse catholique. A ce point qu'entre le 20 juillet 1874 et le 20 janvier 1875 elle reçut à quatre-vingt-six reprises la visite de la police et que la *Germania* connut un jour ce privilège d'enregistrer jusqu'à quatorze assignations dans l'espace de vingt-quatre heures.

Au surplus, pour prévenir les écarts de la presse et la maintenir dans telles dispositions sur lesquelles il soit permis de compter, le Pouvoir use largement d'un autre moyen encore et autrement original : après la menace du cachot, la communication ou le refus des nouvelles que l'on ne saurait se procurer que dans les bureaux de la *Pressabteilung des auswärtigen Amtes*.

Cette force d'une grande presse populaire, dans l'impossibilité de la briser, on l'endiguera de son mieux et non pas à l'aide uniquement des restrictions prévues par le code, mais à l'aide par surcroît de mille obligations et exigences qui, si elles ne se formulent nulle part dans la règle écrite, sont à chaque pas dans la pratique et qui ne contribueront pas peu à contenir le redoutable torrent.

Pressabteilung des auswärtigen Amtes : lisez « Section de la Presse de l'Office des Affaires Etrangères ». Dirigée présentement par un professionnel du journalisme en rupture d'écritoire du nom de Hammann, elle date de Bismarck, qui y avait posté le parfait domestique qui s'appelle dans l'histoire Moritz Busch, « le petit Busch ». Pour les feuilles bien sages, cette porte est toujours ouverte, derrière laquelle l'infaillible obligeance d'un fonctionnaire dûment stylé vous renseigne tant sur la situation générale que sur les projets et décisions de l'Autorité, — non sans s'appliquer, s'il y a lieu (et il y a lieu souvent), à vous suggérer en douceur l'attitude la mieux apte à seconder la politique du gouvernement. Par contre, défense l'entrer aux turbulents et aux mauvaises têtes, pour un temps au moins ! Comme un écolier fautif se voit collé au piquet ou privé de dessert, un journal pour l'instant mal en cour se voit arrêté devant l'huis et privé des « gâteries officielles », c'est-à-dire frustré de la meilleure part de l'actualité. — Après quoi, et comme ce n'est sans doute pas assez pour la conduite de la machine, la Section de la Presse de l'Office des Affaires Etrangères a son pendant dans le *Literarisches Bureau*, dont le rôle et le fonctionnement sont les mêmes au ministère de l'Intérieur. — Il serait opportun, en outre, il serait sage de répondre par une création de circonstance aux besoins du moment et de la placer sous le patronage et, en apparence au moins, sous le contrôle du Parlement ; il serait extrêmement sage enfin aux maîtres de l'Empire d'y garder la haute main : et un bureau d'information a été ouvert à Berlin pour la durée de la guerre, qui a son siège au Reichstag, que dirige un certain Henninger, chef du département politique à la Préfecture de Police, et où les gazettes trouvent « tous renseignements utiles » auprès de trois fonctionnaires respectivement délégués par le ministère de la Guerre, le ministère de la Marine et celui des Affaires Etrangères.

Aux feuilles honnêtement intentionnées, pas de facilité que le Pouvoir ne donne, d'ailleurs, et il poussera l'amabilité à leur égard jusqu'à leur fournir de bonne « copie » gratuite. Sous le titre « *Politischer Tagesbericht* » (bulletin politique quotidien), la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ne publie-t-elle pas chaque jour une série de nouvelles et d'informations qui, des différents ministères, lui sont adressées, non pas sans que le libellé en ait été préalablement soumis au chancelier et, éventuellement, à l'empereur lui-même. Davantage. Ce bureau de la Presse que nous avons vu opérer au ministère des Affaires Etrangères rédige des « correspondances spéciales pour journaux » — ainsi, la *Berliner Correspondenz* et les *Berliner Politische Nachrichten*, — lesquelles aux communications officielles (décrets, nominations, mutations, etc.) marient agréablement l'exposé de la situation à l'intérieur et au dehors, des discussions autour des lois en projet, voire des articles de polémique... Car on gouverne ou l'on ne gouverne pas !

Et quelle valeur s'attache pour ce gouvernement-ci au bénéfice qu'il retire de l'attention qu'il prête aux faits et gestes des journaux, c'est ce dont on n'aura une juste idée qu'à la condition de saisir dans toute son ampleur le champ sur lequel ils œuvrent et manœuvrent, les journaux de l'Empire. Les gazettes d'outre-Rhin étaient en 1891 au nombre de 3.452, dont 1.100 paraissant six fois par semaine (ce, indépendamment de 8.668 publications périodiques) ; en outre, la presse allemande était arrivée avant la guerre à expédier annuellement à l'étranger quelque 10 millions d'exemplaires sortant de ses machines. Mais ce n'est pas assez pour montrer l'importance de ses entreprises

En 1913, l'Allemagne comptait en chiffre rond 13.000 journaux et revues de toutes couleurs et de

tous formats, soit approximativement une publication par 5.500 âmes (compris dans notre calcul les enfants à la mamelle). — En ce qui concerne les journaux proprement dits, les quatre principales capitales de la confédération en comptaient à elles seules 150, soit : Berlin, 65 ; Munich, 30 ; Dresde, 23 ; Stuttgart, 22. La capitale de la finance boche, Francfort, l'emportait à ce point de vue sur Dresde et Stuttgart, avec 30 feuilles. Et Breslau se glorifiait d'en avoir 20 pour sa part. Hambourg 18, Cologne 18, Strasbourg 16, etc.... — Que si enfin l'on fait état des organes paraissant en langue germanique hors de la métropole et défendant encore, jusque sous les plus lointaines latitudes parfois, les intérêts tant moraux que matériels de l'Allemagne et de ses nationaux, ils étaient avant le cataclysme, outre 350 en Autriche et 306 en Suisse : 70 en Hongrie, 17 en Russie, 1 en Turquie, 16 dans le grand-duché de Luxembourg, 7 en Belgique, 1 au Maroc, 2 en Chine, 3 au Brésil, 5 dans la république Argentine, 51 aux Etats-Unis...

Merveilleuse machine que celle qui, capable de pareil labeur et d'un aussi énorme rendement, s'avère par ailleurs, entre des mains expertes, d'une prodigieuse, d'une miraculeuse souplesse. Instrument tel que toute l'audace de Machiavel n'eût point osé le rêver au service du Prince et qu'il n'appartenait qu'à « notre siècle de progrès, de lumière et d'incomparable civilisation » de le perfectionner si fort..... au mieux des besoins de l'autocratie. A la laisser se rouiller, la machine, ou à n'en point tirer à n'importe quel prix ce qu'elle peut donner les maîtres de la Germanie savent bien du reste ce qu'ils perdraient qui, devant cette constatation que depuis l'ouverture des hostilités 1430 gazettes et périodiques avaient dû interrompre leur publication, décidaient récemment de prendre à leur charge la grosse part des dépenses incombant à la Presse du chef de la rareté et de l'enchérissement du papier.

GASTON CHOISY et PAUL VERGNET

HENRI BERGSON (1)

D'autre part, à l'idée d'une création accomplie une fois pour toutes et, en quelque sorte, intemporelle, M. Bergson substitue l'idée d'un incessant devenir créateur. A une réalité statique, qui découlerait, par voie de conséquence, d'une essence rationnelle, tel un théorème d'un axiome, M. Bergson substitue, par analogie avec notre conscience avec qui elle présente de nombreux trait de ressemblance, une réalité qui dure. Il peut se mettre ainsi en face du monde actuel sans se poser la question de savoir ce qu'il remplace, ayant au préalable dissout au feu de sa critique l'idée de néant que comblerait, suivant l'ancienne philosophie, et que serait seule capable de combler une création logique émanée, à la manière d'un syllogisme, d'un Dieu dont l'existence, exclusivement logique elle aussi, aurait seule assez de force pour remplir ce rien par quoi auraient débuté toutes choses. M. Bergson n'a pas de peine à montrer que l'idée de néant est un néant d'idée. Imaginer le néant, en effet, est impossible : M. Bergson nous en convainc dans un effort intérieur, analogue à celui de Descartes, pour supprimer toute conscience, mais où précisément celle-ci se rallume plus vive dès qu'on croit l'éteindre. Concevoir le néant n'est pas plus aisé : M. Bergson nous prouve que penser une chose et, à plus forte raison, l'univers comme inexistants revient à penser, d'abord, cette chose, en l'espèce l'univers, comme existante pour, ensuite, la remplacer par quelque autre chose qu'on a bien soin de ne pas désigner, mais qui, dans le cas de l'univers, c'est-à-dire du tout, ne peut être que le tout lui-même, donc l'univers encore, ce qui est, on l'avouera, la plus flagrante des contradictions. En réalité, M. Bergson tient, et nous sommes bien obligés de tenir avec lui, l'idée de néant pour une pseudo-idée. Le néant ne pouvant plus être considéré comme antérieur à la création, il en résulte que celle-ci n'apparaît plus nécessairement comme le développement, en quelque sorte mathématique, d'une essence intemporelle. Il n'y a plus, par suite, aucune raison pour conférer à l'immobile, c'est-à-dire au logique, la priorité sur le mouvant. En fait, M. Bergson se place résolument par l'intuition au sein du devenir, abstraction faite des conventions, d'origine intellectualiste, qui en avaient écarté les philosophes grecs. Il expérimente, si je puis dire, la création dans notre conscience sous les espèces de l'acte libre. Aussi bien, au lieu d'être, comme le crurent les plus grands d'entre les Hellènes, une déchéance de l'Etre logique, dont on ne peut rien dire sinon qu'il est et dont ce que nous appelons « matière » ne serait que la limitation, la création apparaît à M. Bergson un progrès, un jaillissement perpétuel, en dépit de fréquentes déconvenues, vers des formes de plus en plus élevées et, pour tout dire, un effort sans cesse renaissant vers le mieux. Imprévisible, ce jaillissement ne saurait se comparer à la fabrication d'une machine, toute machine étant formée de pièces ajustées. A proprement parler, dans la philosophie

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 10 et suiv., 1918

bergsonnienne, il n'y a pas de *choses*, il n'y a que de *l'action* : de l'action qui, se faisant, s'exprime, à travers de l'action qui se défait, en formes imprévues, le tout jailli d'un centre d'où les mondes s'élanceraient comme les fusées d'un immense bouquet.

Ce centre, que M. Bergson appelle une « continuité de jaillissement » ininterrompu, en réalité c'est Dieu. Aussi bien, Dieu n'est pas pour M. Bergson, comme il l'est pour Spinoza, une simple essence logique, la substance dont on peut donner cette unique définition qu'elle existe par soi-même et par rien d'autre. Il est vie incessante, action, liberté. Ainsi que M. Bergson l'a explicitement déclaré dans une lettre au R. P. de Tonquédec, Dieu est, à ses yeux, une personne morale distincte du monde, bien qu'il soit, suivant la parole de saint Augustin, en une certaine mesure en nous et nous en lui. Nul doute à cet égard. « De tout cela, écrit M. Bergson par allusion à ses ouvrages, se dégage nettement l'idée d'un Dieu créateur et libre, générateur à la fois de la matière et de la vie, et dont l'effort de création se continue du côté de la vie par l'évolution des espèces et la constitution des personnalités humaines (1). » Et il ajoute : « De tout cela se dégage, par conséquent, la réfutation du monisme et du panthéisme en général (2). » Ceci me semble incontestable, quoi qu'en aient prétendu quelques uns que cette philosophie nouvelle a déroutés, s'il est vrai, par ailleurs, que l'invincible ascension vers le mieux, que manifeste la création, au dire de M. Bergson, porte témoignage de la personnalité morale de son principe créateur.

*
* *

En résumé, M. Bergson a exorcisé la philosophie de l'intellectualisme, qui, depuis les origines, la tenait rivée aux idées pures pour la rapprocher du bon sens, voire du sens commun. Il a rompu avec les partis pris d'école qui n'accordaient de réalité qu'aux idées et la refusaient à l'univers. Il a démontré, par un recours direct à l'expérience, la réalité du monde extérieur, en dépit des difficultés amoncelées autour de cette question par une idéologie obstinée. Du même coup, il a, contre une critique dissolvante, confirmé la science dans ses prérogatives, cependant qu'il ruinait plus que quiconque le préjugé qui lui attribue le pouvoir de résoudre tous les problèmes. Ni sceptique, ni scientiste, M. Bergson reconnaît sa compétence dans les choses de la matière, mais la lui dénie en métaphysique. C'est qu'à côté de l'intelligence, qu'il considère comme apparentée à la nature brute dont elle ne dépasse pas la surface, — son unique préoccupation étant d'établir des rapports entre les morceaux qu'elle y découpe, — M. Bergson fait une grande place à l'intuition, qu'il croit seule capable de prendre conscience de l'élan vital. La spéculation philosophique, parce qu'elle y prend sa source, est, par suite, seule en mesure, selon lui, d'acquérir de la réalité une vue directe et profonde et, partant, de fournir à la connaissance scientifique et à l'entendement, dont elle relève, une indéniable sécurité.

Aussi bien, M. Bergson a fondé sur l'intuition une méthode qui ouvre à la métaphysique, avec des horizons illimités, une ère nouvelle. Au lieu de se disperser, comme par le passé, en une succession de systèmes plus ou moins ingénieux, la philosophie de l'intuition, qui sera vraisemblablement la philosophie de demain, ne peut que susciter, à l'exemple de toutes les sciences du jour où elles quittèrent la scolastique pour l'expérience, une continuité d'investigations et de découvertes qui l'achemineront, il faut l'espérer, vers une connaissance de plus en plus large et approfondie du réel.

Cependant, comme M. Bergson n'a énoncé sa méthode qu'après l'avoir éprouvée et pratiquée, il lui doit, en même temps que son propre fondement métaphysique, un ensemble de solutions qui ont sauvé la pensée contemporaine des conséquences funestes et, pour le moins, désespérantes où l'avait conduite l'intellectualisme outré de l'âge précédent.

C'est ainsi qu'au mécanisme, qui représente le monde comme une vaste machine, dont la liberté, l'âme et la création seraient bannies, M. Bergson a substitué la spontanéité. Il montre que le mécanisme, s'il vaut pour la science, ne rend pas plus compte de la réalité vraie qu'un filet ne retient l'eau dans ses mailles. Philosophie de la quantité, il laisse fuir à travers le réseau de ses équations la qualité qui, cependant, forme le fond des choses, parce qu'il est formé, précisément, de conscience, dont la durée constitue la trame infiniment changeante et variée.

Mais cette durée n'est pas seulement qualité, elle est encore liberté, imprévisible élan, nonobstant les routines qui tentent de l'écraser sous leur croûte à laquelle — ce qui le condamne — s'arrête le déterminisme. Comme elle est qualité pure, la vie est liberté.

Liberté, la vie ne saurait, par conséquent, s'expliquer par la matière. Bien au contraire, la matière ne fait que prolonger la vie, qui la soulève car elle est essentiellement âme, activité psychique, conscience. De la vie, la matière ne serait, à l'instar

(1) *Lettre de M. Bergson au R. P. de Tonquédec* (*Les Etudes*, 20 février 1912.)
(2) *Id.*

nos habitudes, que la décroissance. C'est dire que, dans la philosophie de M. Bergson, le matérialisme n'apparaît pas moins superficiel que le mécanisme et, partant, le déterminisme qu'il implique. Liberté, la vie est, par surcroît, créatrice. Cet au, en quoi notre personnalité consiste, se trouve re aussi la raison du monde. Pour M. Bergson, en fet, la création se continue sous nos yeux : il y a ns cesse du nouveau et du nouveau impossible à évoir, en nous et autour de nous.

Enfin, comme cette exigence créatrice ne peut pas point émaner d'un centre de jaillissement tout piritnel, dans lequel se rencontrent, élevées à leur rfection, toutes les qualités qui distinguent la ersonne humaine, notre expérience de la vie psyhique, — qui est ce qu'il y a de plus intérieur à ous-même, — contredit l'athéisme.

D'un mot, M. Bergson est redevable à sa méthode intuition d'un spiritualisme intégral, qui explique utes choses, la vie et la matière, par l'esprit, si je uis dire, à différents degrés de dilution.

Ce spiritualisme-là ne ressemble en rien au spiritualisme à fleur de peau des disciples de Victor Cousin avec le corps d'un côté et l'esprit de l'autre, sans ien de commun qui les unisse, ce qui rend leur ccord proprement incompréhensible. Intégral, le piritualisme de M. Bergson explique non seulement 'union de l'âme et du corps, mais que, dégénéresence en quelque sorte de l'esprit, le corps lui mpose ses limites. Aussi bien, ni la liberté, ni la vie, ni la création ne peuvent se donner plein essor, ontraintes qu'elles sont de lutter contre une matière rebelle, qu'on ne peut mieux assimiler qu'à es manies qui contrecarrent nos initiatives, dont, en dernière analyse, cependant elles émanent.

M. Bergson montre que, en dépit de ces difficultes, la liberté, c'est-à-dire l'esprit, surmonte peu à peu chez l'homme tous les obstacles que la matière, qui en constitue le déchet, lui oppose.

Tout bien considéré, la philosophie de M. Bergson pourrait s'intituler, tout autant qu'une philosophie de l'intuition, une philosophie de la vie, non seulement parce qu'elle ne néglige aucune de ses manifestations et en épouse toutes les formes, mais, en outre, parce qu'elle nous incite à lui donner notre confiance.

La philosophie de M. Bergson, en effet, ne nous a pas seulement délivrés de l'oppression que faisait peser sur le dernier siècle la fatalité d'un déterminisme inexorable et, pire encore, la brutalité d'un matérialisme sans prespectives, voire l'arrogance d'une science négatrice de tout ce qui la dépasse; elle n'a pas seulement rétabli, en la renouvelant au contact de la réalité, la métaphysique dans ses droits séculaires et montré, avec la liberté, l'esprit à l'œuvre; elle n'a pas seulement délibérément placé l'homme au-dessus des animaux, la réflexion, triomphe de la vie en sa personne, lui permettant de s'asservir la nature, de la connaître et de se connaître lui-même ; elle a, avec la confiance en un monde qu'elle nous représente à base de conscience, réintroduit l'espoir en nos cœurs touchant nos destinées, qui, dans un univers d'essence morale, ne sauraient se terminer avec la vie terrestre. Par le fait, la philosophie de M. Bergson a rendu à cette vie tout son prix, que, par ailleurs, elle a contribué à accroître encore, si je puis dire, en découvrant à son principe un élan qu'elle paraît suivre, ce qui promet à l'humanité, — que M. Bergson lui-même compare à un vaste courant dont les individus représenteraient les ruisselets, — des possibilités de progrès indéfinis supérieurs à toute prévision.

Cette philosophie de la vie en est, par conséquent, une de l'action. En nous la découvrant créatrice, — s'il est vrai que les choses sont en partie ce que nous les faisons, — elle nous invite à agir. Là est le secret de son emprise sur les esprits que les questions philosophiques ne préoccupent pas d'ordinaire.

Aussi bien, pour avoir ouvert la philosophie à tous les souffles de la vie dont elle s'était soigneusement préservée jusqu'alors, M. Bergson est revenu au bon sens. Contre l'idéalisme, il nous a rendu la certitude tant métaphysique et scientifique que vulgaire, cependant que, plus que quiconque, il contribuait à dissiper les préventions, d'ordre psychologique, moral et religieux, qu'une philosophie insuffisante dressait contre l'esprit. Ajoutez à cela qu'en purifiant la métaphysique des miasmes de l'Ecole et en la débarrassant, du même coup, d'une vaine logomachie, il l'a rendue accessible à tous, et vous comprendrez l'influence que la philosophie de M. Bergson, qui en est une au vrai de la liberté, exerce et est appelée à exercer de plus en plus sur notre temps. Dans leur infini lassitude d'un matérialisme sans horizon ou d'un scepticisme dissolvant, nos contemporains, que l'action tentait, y ont trouvé une conception du monde, qui, tout en les initiant à l'existence des réalités invisibles, principes et sources de toutes les autres, leur apparut comme inspiratrice d'énergie. De fait, par la suprématie qu'elle reconnaît à l'esprit et à l'importance qu'elle accorde à la liberté créatrice, donc à l'individu en liaison avec l'univers, l'œuvre de M. Bergson est destinée à rénover, non seulement l'idée plus ou moins basse que, sous l'influence d'une science téméraire, l'opinion commune tendait à se faire de la vie, mais celle-là même que, conformément au mécanisme, nous nous formions de l'histoire. En substituant la liberté au déterminisme dans lequel nous nous enli-

sions, l'œuvre de M. Bergson est, par voie de conséquence, destinée à agir, comme un puissant levain, sur la politique et jusque sur notre conduite journalières. En fait, M. Bergson a déjà dessillé bien des yeux et réveillé bien des courages.

Profond philosophe de l'intuition, il aura ainsi été, par surcroît, un bon ouvrier de la renaissance française.

PAUL GAULTIER.

LES OSCILLATIONS DE GUILLAUME II

Guillaume II a-t-il une politique personnelle, toujours orientée dans le même sens, dominée par des concepts rigides, uniformément subordonnée aux volontés du parti féodal et de l'état-major ? Aux yeux de beaucoup de personnes, qui regardent la surface des choses ou qui se contentent de formules toutes faites et faites une fois pour toutes, le Kaiser se préoccupe exclusivement des idées ou des exigences de Reventlov, de Tirpitz, de Hindenburg et plus encore de Ludendorf. Quelque déférence que le monarque ait pour ces personnages, la réalité est moins simple. Prenons les actes et les paroles de l'homme qui, assumant la direction officielle de l'Allemagne, a prétendu commander au monde ; envisageons les à travers un espace de temps relativement long : nous trouvons des formules contradictoires et des gestes qui ne se coordonnent pas toujours parfaitement entre eux. Guillaume II n'est pas un automate d'acier ; il n'affecte pas seulement d'être le souverain de la guerre ; il se pique de diplomatie ; il s'attribue le sens des affaires les plus délicates et une certaine notion de la psychologie des peuples. Au fond, la pusillanimité chez lui, comme chez Ferdinand Ier de Bulgarie, explique tout ou à peu près tout. Si hautain soit-il, si désireux de protéger sa légitimité de droit divin contre toute atteinte et même contre toute discussion, il se révèle à l'étude comme un tempérament faible, comme un souverain qui appréhende toujours la catastrophe, et les oscillations de sa politique, de mois en mois, sont en relation étroite avec les évènements militaires, et plus encore avec les accroissements ou les réductions d'énergie des grands partis allemands. Peut-être cette interprétation surprendra-t-elle bien des esprits qui sont accoutumés à voir, en l'empereur allemand, une sorte de hobereau des hobereaux, incapable de suivre le développement des faits et de s'adapter à eux. Sous son armure féodale il dissimule la versalité, la crainte, la mentalité de calcul, qui sont ses caractéristiques les plus éminentes.

* * *

Pour comprendre les volte-faces qu'il a accomplies depuis un an et plus, ses vagues essais de parlementarisme frelaté, et ses condescendances renouvelées pour le prétorianisme le plus brutal, il est nécessaire d'adopter ce point de vue, ou bien tout demeure inintelligible.

Guillaume II redoute les Junkers et les appuis qu'ils ont dans la haute armée, tout autant que les partis d'opposition du Reichstag. Chaque fois que les conservateurs pangermanistes veulent lui arracher une décision favorable à leur cause, ils usent de menaces à peine déguisées, et nul n'a oublié qu'à maintes reprises, au cours de cette guerre, et même auparavant, au moment d'Agadir, — ils lui ont reproché en termes presque injurieux l'incertitude de son esprit, son hésitation devant la solution la plus violente : en ces occasions, ils allaient jusqu'à parler, à mots mal couverts, de sa déchéance éventuelle, et de son remplacement par le Kronprinz qui n'a cessé de les flatter. Le *Livre Jaune* publié par le quai d'Orsay, sur les préliminaires du conflit mondial, offre des documents suggestifs à ce sujet. D'après de sérieuses informations, certains chefs d'armée, d'accord avec les leaders de la droite, avaient déjà envisagé, dans l'été de 1913, la possibilité d'entraîner le Kaiser à la guerre, par ces moyens comminatoires —, et ce seraient ces mêmes méthodes d'intimidation vis-à-vis d'un souverain d'énergie atténuée, qui auraient été employées au lendemain du drame de Sarajevo. La peur d'une révolution de palais, dirigée en sous-main par l'héritier du trône, aurait été le mobile de quantités d'actes du Kaiser.

Mais Guillaume II, soucieux de ménager les Junkers et l'état-major (Ludendorf ne cesse de jouer de sa démission et de celle de Hindenburg) n'est pas moins désireux de garder contact avec les gauches du Reichstag. Il voit aussi en elles un péril pour son autorité, et si convaincu soit-il de l'essence divine de son pouvoir, il juge expédient de ne pas trop les défier. On a remarqué que plus les années s'écoulaient, et plus il était tenté d'accorder sa faveur à des hommes d'affaires sortis des couches nouvelles, à des roturiers, à des anoblis de la veille. Ce n'était pas seulement parce que ces hommes avaient fait preuve d'activité et d'intelligence et qu'ils pouvaient mettre l'une et l'autre au service de l'Etat, — je pense à Helferich, à Dernburg, à Payer, à Ballin, etc. — ; c'est qu'il croyait pouvoir s'appuyer sur eux à la fois contre

s hobereaux et contre le socialisme, si celui-ci ccentuait sa poussée ; et il n'est pas dit que ce clan e familiers de la cour, tantôt choyés et portés officiellement au premier plan, tantôt dédaignés et elégués dans la pénombre, ne recevrait pas demain la plénitude de l'autorité gouvernementale, i les événements conseillaient cette évolution à empereur. Le coup d'état prétorien du début de uillet n'est apparemment pas définitif : en tout as, il n'a abouti qu'à un résultat partiel, et c'est une constatation qui exige une analyse scruuleuse des réalités.

*
* *

Déjà, quand Bethmann-Hollweg tomba dans l'été le 1917, cédant la place à Michaelis, on crut et on proclama que le militarisme prussien mettait la main sur tous les rouages, et que les vestiges du pouvoir civil disparaissaient à tout jamais. Il n'en était rien. — Michaelis était bien la créature de l'état-major, mais Guillaume II n'allait pas tarder à condamner son propre choix et à faire un retour en arrière. Trois mois ne s'étaient pas écoulés, et Michaelis résignait ses fonctions, et avec lui Helferich qui vient d'être nommé ambassadeur à Moscou, et qui, à ce moment, déplaisait fort au Reichstag pour l'avoir traité trop cavalièrement.

Bethmann-Hollweg avait été sacrifié, parce que les chefs de l'armée refusaient de collaborer plus longtemps avec lui, et parce qu'il avait donné des gages à la majorité de la paix de compromis. Mais cette majorité subsistait, plus ou moins compacte, plus ou moins vigoureuse. Les hommes, qui arrivèrent au gouvernement, après la disgrâce d'Helferich et de Michaelis, étaient issus de ce groupement auquel le Kaiser croyait devoir offrir des compensations. Le nouveau chancelier, Hertling, sortait du centre catholique dont il demeurait l'un des leaders. Le nouveau vice-chancelier, von Payer, était l'orateur le plus en vue du parti progressiste. L'un et l'autre représentaient l'Allemagne du Sud, où la féodalité prussienne comptait fort peu de sympathies et où les tendances au constitutionnalisme se montraient ouvertement. Le vice-président du conseil prussien, Friedberg, était un député national-libéral qui adhérait à la réforme du Landtag. De toute évidence, et même si on ne tenait pas compte des autres parlementaires, auxquels des secrétariats d'Etat étaient confiés, l'empereur refaisait en sens inverse le chemin qu'il avait parcouru en juillet-août. L'état-major éprouvait un échec. — Mais c'était mal le connaître que de croire qu'il n'essaierait pas de prendre sa revanche, et d'utiliser au profit de la caste qu'il représentait, des idées autocratiques qu'il défendait, tous les événements militaires favorables.

*
* *

Chacun sait comment ces événements se sont produits, et quelle avance l'armée allemande a réalisée jusqu'au jour où elle s'est brusquement brisée à une défensive plus forte que son offensive. La retraite de Kuhlmann a été contemporaine du succès de Hindenburg en Champagne, succès éphémère et suivi d'une défaite retentissante.

Ce n'était pas au mois de juin, pour la première fois, que la haute armée avait attaqué Kuhlmann. Ce personnage n'avait cessé, depuis son élévation à l'office des Affaires étrangères, d'être persécuté par elle — pour cette double raison qu'il n'avait aucun lien avec les hobereaux et qu'il passait pour un partisan de l'action diplomatique. Déjà au moment des pourparlers de Brest-Litovsk, Kuhlmann n'avait sauvé sa place, devant une menace de démission de Ludendorf, qu'en acceptant — après les avoir rejetées — les suggestions pangermanistes. Il était resté au pouvoir, mais singulièrement diminué par sa capitulation même, et l'état-major guettait l'occasion de l'écarter définitivement.

C'est un discours, ou plutôt une phrase d'un discours, qui fournit cette occasion. L'ensemble de l'exposé n'avait rien qui pût froisser les nationalistes allemands les plus exigeants ; mais le secrétaire d'Etat s'était laissé aller à dire que la décision militaire, dans cette guerre, ne serait peut-être pas une conclusion absolue. Ludendorf estima que le mot était démoralisant, et la presse pangermaniste qualifia Kuhlmann de défaitiste. Kuhlmann doutait à coup sûr —, et à cet égard se révèle sa supériorité de prévision, — que l'armée allemande pût battre le monde, et il suggérait l'idée de compléter l'œuvre militaire par la diplomatie. Vainement il essaya de se contredire par habileté ou par faiblesse ; vainement Hertling s'attacha à corriger le propos : Kuhlmann dut démissionner.

Mais on se demanda tout de suite s'il avait assumé l'initiative et la responsabilité entières de sa déclaration, ou s'il l'avait par avance communiquée au chancelier ou à l'empereur. Cette seconde hypothèse était la plus plausible, Kuhmann n'ayant rien d'un improvisateur, et la témérité n'étant point son fait... Ce qui laissait croire qu'il avait eu un agrément en haut lieu, c'est que sa retraite ne fut pas immédiate, et qu'elle ne se produisit qu'après la publication de plusieurs démentis officieux. Il y avait donc eu lutte entre les influences parlementaires, — car la majorité du Reichstag s'était plus ou moins solidarisée avec le secrétaire d'Etat — et

les influences militaires. Le Kaiser avait hésité...

Le renvoi de Kuhlmann s'était d'ailleurs accompli moins brutalement que celui de Bethmann-Hollweg, et surtout il n'avait point déterminé les conséquences immédiates que certains espéraient, que d'autres appréhendaient. Selon toute apparence, les militaristes extrémistes eussent volontiers renversé, en même temps que le Ministre des Affaires étrangères, le chancelier et le vice-chancelier qui représentaient plus ou moins la même politique. Or pas un seul instant Hertling ne sembla ébranlé, et sa position se révéla même si forte, qu'on l'accusa de s'être livré sans réserve au grand quartier général. Quant à Payer, si la *Gazette de Francfort* et quelques autres organes de gauche lui conseillèrent de résigner son mandat, par fierté, il demeura à la vice-chancellerie. Ainsi l'empereur avait, une fois de plus, adopté une transaction. Il licenciait Kuhlmann, mais sans violence, et avec des formules qui pussent adoucir, pour ce dernier, l'amertume de la disgrâce ; il gardait les hauts dignitaires issus du Parlement. Quant au Reichstag, on ne négligea rien pour calmer l'émotion et la colère des groupes, qui avaient acquiescé aux déclarations du ministre congédié. Hertling s'y employa avec une ingéniosité qui triompha sans peine, ni les progressistes, ni les socialistes-majoritaires, malgré leurs menaces initiales, ne persévérant dans leur résistance. Le chancelier leur affirma qu'aucune modification ne serait apportée à l'orientation diplomatique de l'empire, qu'il resterait le maître de la politique extérieure, et que le successeur de Kuhlmann, von Hintze, n'aurait aucune liberté d'initiative personnelle. Mieux : la nomination de von Hintze ne fut rendue publique qu'une fois acquise l'approbation tacite du Reichstag. Et les feuilles pangermanistes, qui s'étaient d'abord réjouies de l'arrivée au pouvoir d'un homme dévoué à leurs idées, — et dont l'absence de scrupules était bien connue, — reçurent l'ordre de présenter von Hintze comme un esprit modéré, exempt de toute velléité impérialiste, soucieux seulement de bien servir l'empire selon les directions qui lui seraient données. Il y avait là quelque exagération, mais Guillaume II avait senti le besoin de ne pas accorder à l'état-major une victoire trop bruyante, et il avait vraisemblablement obtenu de Hindenburg et de Ludendorf qu'ils se contentassent de la réalité d'un succès partiel.

Il avait ainsi ménagé les fractions parlementaires qui tenaient toujours pour la paix de compromis —, les courants d'opinion autrichiens, de plus en plus larges et puissants, qui répudiaient une politique de guerre trop ouvertement provocatrice et brutale, le parti des grands Hambourgeois, c'est-à-dire des armateurs et des commerçants Hanséatiques, que la formule de Kuhlmann avait plutôt satisfaits, et enfin les foules ouvrières toujours méfiantes à l'égard de l'impérialisme. L'évolution de cette crise de Juillet, en laquelle beaucoup chez nous n'ont vu que le coup d'État prétorien, brusque et victorieux, pourrait d'ailleurs alimenter de bien plus abondantes réflexions. En fait, il y a eu encore plus d'hypocrisie que de violence.

*
* *

La politique oscillante du Kaiser ne s'est pas exercée uniquement dans le domaine de la diplomatie, mais elle s'est marquée aussi en traits assez clairs dans l'ordre des réformes intérieures.

Il est une question qui préoccupe, plus que toute autre, les foules d'outre-Rhin : c'est celle du suffrage égal en Prusse, parce que la Prusse est le refuge le plus sûr du conservatisme féodal et que toute réforme introduite dans cet État a chance de prévaloir dans toutes les parties de la Confédération. Les conservateurs ont combattu énergiquement, et depuis de longues années, le remaniement du droit de vote. Les socialistes, les progressistes et une fraction du centre catholique l'ont revendiqué avec non moins de vigueur, — et il était naturel que la guerre donnât au débat une acuité accrue. Le Kaiser et ses conseillers intimes, parmi lesquels il a du faire parfois des coupes sombres, percevaient la gravité du problème. Si l'on contestait le suffrage égal aux masses, dont les prérogatives politiques étaient diminuées ou presque annulées par le système archaïque des classes, elles opposeraient à l'égoïsme intraitable des dirigeants les sacrifices qu'elles ont consentis sur le front. Si l'on cédait à leur pression, les hobereaux, soutien traditionnel de la dynastie, passeraient à la révolte et nulle n'osait prédire où s'arrêterait une telle rebellion.

De là, les indécisions que Guillaume II a montrées à propos d'une réforme relativement simple. Il a publié tour à tour deux rescrits pour annoncer au peuple de Prusse qu'il était prêt à répondre à ses vœux : il a donné ordre au chancelier et à ses ministres d'inscrire dans la loi le suffrage direct, égal et secret, mais la chambre actuelle, — élue selon le régime condamné, — se refusant à lui appliquer des modifications profondes, il n'a pas osé la dissoudre. Cinq votes successifs, contre les principes mêmes dont il avait reconnu la légitimité, ne l'ont pas arraché à sa passivité. Des millions de Prussiens ont une promesse de la couronne ; quelques centaines de privilégiés mettent cette promesse en échec, parce qu'elle lèse leurs intérêts.

la couronne demeure inerte. Il se peut que de-
am, devant une manifestation socialiste à Berlin
ailleurs, Guillaume II lance un troisième res-
it...

En quelque domaine qu'on se place, le Kaiser
révèle comme un opportuniste qui pèse la force
s courants en antagonisme, et qui cède toujours
celui dont la supériorité de vigueur se révèle avec
arté. Jamais il ne se livre complètement : sa pusil-
nimité — il faut répéter le mot, car il n'en est
s de plus exact pour le caractériser, — le met
ujours en garde contre les déterminations « inté-
ales ». Il appartient en dernière analyse aux
asses ouvrières de briser le militarisme, car
jour où elles marqueraient de l'énergie, de la
nacité, la volonté réelle de détruire le mons-
ueux régime qui pèse sur l'Allemagne, le souve-
in ne leur opposerait qu'une résistance de pure
rme. Sous son apparence de paladin têtu, il ca-
e une immense faiblesse. Et cet homme, qui en-
oie des millions d'hommes à la mort, n'a d'autre
obile d'action que la crainte du péril immédiat.
oute analyse un peu minutieuse de ses attitudes
onduit à cette conclusion.

PAUL LOUIS.

JOURNAL DE L'ARRIÈRE

LA VILLE.

Désormais, tous les peuples civilisés diront : *la
ille*, comme les peuples de l'Empire romain.
vant l'autre invasion des Barbares, il y a des siè-
les disaient : *Urbs*.

En 1914, avant la bataille de la Marne, nous
avons compris une première fois ; durant ce tra-
ique mois de mai, nous l'avons senti mieux en-
ore : elle est la fleur magnifique, ou mieux, la
lef de voûte de toute une civilisation.

Chaque fois que l'Allemand marche sur Paris,
n long frémissement de crainte et d'horreur par-
ourt le monde entier et l'ennemi lui-même semble
rembler aussi bien de peur que de colère et de
ésir ; c'est comme s'il sentait qu'il va toucher de
a lourde main à quelque chose d'irremplaçable.

Il y a dans l'univers d'autres agglomérations ur-
aines aussi vastes, aussi puissantes, aussi po-
uleuses ; hormis Rome, la mère, il n'en est point
ui représente aux yeux des hommes ce que re-
résente Paris. J'ai vu des soldats américains qui
enaient des profondeurs de ce monde nouveau qui
gnore tout de l'ancien, ils arrivaient de ces plai-
es de l'ouest qui sont à elles seules tout un monde
t, avant de venir guerroyer en Europe ils n'a-
vaient jamais vu la mer ; eux aussi ils étaient
émus de colère et d'inquiétude. Eux aussi, ils sen-
taient que la menace qui planait sur Paris planait
en même temps sur toute cette vieille civilisation
dont malgré tout ils s'étaient sentis les fils.

Avaient-ils été séduits lors de leur rapide pas-
sage, par la beauté des lieux et des pierres, ou
par ces yeux de femmes tout chargés de tendresse,
d'ironie, d'ardeur et de lassitude et qu'on ne voit
qu'à Paris ? Ils auraient été bien empêchés de le
dire. Ils ne savaient pas ; ils sentaient...

Ce qu'ils sentaient plutôt, j'imagine, ces jeunes
hommes, les plus jeunes d'entre les hommes, c'est
que la ville la plus humaine était menacée par un
peuple qui n'a plus rien d'humain.

La ville la plus humaine ! Oui vraiment. Dans
ses vices comme dans ses vertus. Humaine ! Trop
humaine, avec cette ardeur au plaisir, cette ar-
deur à la douleur qui fait que vivre à Paris c'est
vivre deux fois.

Dans le courant de l'existence nous ne remar-
quons rien de tout cela. On vit à Paris comme ail-
leurs : petites passions, petites vanités, petites
joies, petits chagrins ; labeur quotidien, manille
quotidienne ! Ceux qui vivent à Paris ne sentent
bientôt plus cette fièvre de Paris qui en fait la
beauté profonde. Mais vienne le péril, toutes ces
petitesses, toutes ces humilités de Paris disparais-
sent : tout le passé de cette ville qui a fait l'his-
toire d'un monde s'impose aux petites âmes de
ces petites gens et les transfigure. Ils sont les hu-
mains les plus humains, ceux de la Ville.

Les tristes jours ! Sous le ciel limpide, les rues,
les places, les jardins étaient paisibles et char-
mants. Bien que la rumeur de la ville fût, par ins-
tants, ponctuée par le canon ennemi, chaque matin
le travail reprenait selon son rythme éternel.

> Et le sombre Paris, en se frottant les yeux,
> Empoignait ses outils, vieillards laborieux.

Entre les rives de la Seine, les trains de péni-
ches à leur ordinaire cheminaient, tirés par de
gros remorqueurs haletants ; des enfants jouaient
sous les arbres des Tuileries et du Luxembourg,
des femmes, gentiment parées dans leurs simples
robes claires, trottinaient le long des étalages ;
c'étaient les plus beaux jours du plus bel été.

Qu'il eût été doux de flâner ! Mais on ne flânait
pas. On allait à ses affaires, le visage tendu. On
s'abordait pour parler d'autre chose. Personne ne
voulait dire ce à quoi il pensait ; de même qu'en
1914, l'âme de Paris se raidissait devant le péril.

Mais ce n'était plus ni l'ignorance, ni la foi
mystique de 1914. C'était quelque chose de nou-
veau et de plus tragique, quelque chose d'indéfi-
nissable et d'énorme par quoi chacun se sentait

dépassé et absorbé. On entendait passer le souffle du Destin. Cette chose qu'on ne disait pas, mais autour de laquelle tournaient toutes les pensées, c'était que peut-être, tout ce qu'on faisait en ce moment allait se trouver inutile, mais qu'il fallait le faire, cependant, parce que l'on ne pouvait pas admettre que la catastrophe pût arriver, parce que la première condition de la Vie, c'est de croire à la Vie et à la pérennité de la Vie.

Je connais des Parisiens qui, en 1914, ont regardé Notre-Dame, le Louvre, les Invalides et tout le décor familier de leur existence avec la tendresse désespérée dont on enveloppe un être cher qu'on ne reverra plus : en mai 1918, aucun n'a eu ce regard. Ils ne *voulaient* pas l'avoir. Ils se disaient : il n'est pas possible que tout cela disparaisse, ou soit souillé par l'Ennemi ; la Ville ne sera pas prise par les Vandales ; elle est trop nécessaire à l'Univers.

La *Ville* ! l'unique *Ville !*

N'est-ce pas ici, en effet, que la civilisation urbaine qui est la nôtre, est arrivée à son point de perfection ? Le poète qui pense : la Ville, voit immédiatement Paris, Paris dans sa gloire, ses splendeurs et ses misères ; le prophète puritain qui maudit la Ville, ses vices et ses tentations, nomme Paris. Paris, crainte des mères ! Paris espoir de tous les Julien Sorel et de toutes les Bovary qui dessèchèrent de désir et d'ennui dans toutes les provinces ! Paris sur qui il n'est pas un homme ayant conquis la puissance ou l'argent qui n'ait rêvé de régner ! Paris, centre nerveux, non seulement de la France, mais de l'univers des civilisés !

Pendant des siècles, les hommes ont vécu dispersés dans les champs et les bourgs, d'une vie plus saine sans doute que celle d'aujourd'hui, mais immobile et végétative. Mais depuis des siècles déjà toutes les forces obscures qui poussent l'humanité vers ses destinées, ont tendu à créer cette chose monstrueuse et magnifique : la ville, la ville tentaculaire, la ville mangeuse d'hommes, mais où l'homme se réalise complètement.

Tous les peuples ont leur ville et c'est dans cette ville que se manifeste leur âme (Il y a *des* villes en Allemagne, mais il n'y a qu'une ville qui fournisse l'image de l'Allemagne moderne, administrative, brutale et dominatrice, c'est Berlin) — mais si Paris est *la* ville française, c'est aussi *la* ville de l'univers, la ville type, la ville idéale. C'est là que l'humanité moderne, telle que l'ont façonnée des siècles de civilisation humaniste et chrétienne, constate son âme. Toutes les expériences qu'ont faites les hommes dans la recherche de l'ordre et du bonheur sont inscrites sur ses pierres. Remarquez que c'est la seule grande ville dont le plan réponde à une vue de l'esprit ; d'autres sont d'immenses agglomérations de maisons, des centaines de villes ajoutées les unes aux autres : Paris est à la fois une œuvre d'art et un organisme vivant. Autour du noyau central de la cité, la cellule urbaine s'est développée selon son type, mais la raison humaine en a déterminé les lois. La raison humaine avec tout ce qu'elle a de contradictoire et d'imparfait !

Quelle richesse de contradictions n'y a-t-il pas en elle ! C'est la ville royale. Louis XIV, le roi type, l'a marquée à jamais de son génie décoratif et pompeux, et Napoléon l'empereur latin, rêve de faire défiler sur ses vastes avenues des parades militaires à éblouir le monde entier. Mais c'est aussi la ville du peuple, la ville des révolutions, la ville de la liberté. C'est la ville où, chaque jour, Dieu est remis en question ; aucune ville n'est plus pieuse, plus ardente à la piété. Qui n'a pas vu les églises de Paris pendant la semaine sainte ne sait pas ce que c'est que la ferveur catholique dans sa plus noble spiritualité. Et c'est aussi la ville où le protestantisme, religion d'une élite, a gardé sa plus grande pureté évangélique. C'est la ville où l'autoritaire trouve les souvenirs de la plus forte autorité qui fût jamais et où l'anarchiste se sent à l'aise comme sur le plus riche des fumiers sociaux ; c'est la dernière patrie de l'intelligence spéculative, la ville où l'idéaliste est le plus vraiment chez lui et c'est aussi la ville où toutes les tares, tous les vices du mercantilisme moderne, s'étalent avec le plus de franchise ; c'est la ville où la richesse est la plus insolente et où les pauvres sont le moins malheureux...

Et c'est pourquoi toutes les variétés humaines dans leurs expressions les plus complètes trouvent à Paris leur patrie d'élection.

Mais toutes ces contradictions s'harmonisent pour former la civilisation de la Ville, synthèse de cette civilisation européenne, héritière de l'humanisme chrétien et que menace la culture allemande.

C'est pourquoi à cette heure de crise suprême, Paris s'est trouvée tout naturellement la capitale de toutes les nations libres chez qui la conception humaniste et chrétienne de la vie est demeurée agissante au point qu'ils n'en admettent pas d'autre. Les Anglo-Saxons eux-mêmes, qui semblaient si pu faits pour en comprendre la beauté ont senti confusément que cette ville leur tenait au cœur à eux aussi. Jamais Paris n'a été plus réellement la capitale du Monde qu'au moment où les Barbares ont failli lui arracher sa couronne.

Un officier américain me disait : « C'est seulement quand on a vécu à Paris qu'on comprend

bien le sens de la guerre. Paris, c'est le cœur de la guerre. C'est ici qu'on sent vraiment l'énormité de l'enjeu. On voit clairement que si la civilisation qui a fait cette ville disparaissait, elle serait remplacée par une sorte de monstrueuse machine sociale où l'individu ne serait plus qu'un rouage. C'est depuis que je suis à Paris que je saisis dans toute leur profondeur les raisons pour lesquelles les Etats-Unis *devaient* faire la guerre et ils devront la faire jusqu'au bout. En défendant Paris, ils défendent la Démocratie qui fut la raison de vivre de leurs pères et cette civilisation libre et chrétienne qu'ils ont été porter de l'autre côté de la grande mer. »

Il y a des mots, de très vieux mots pour lesquels jadis des hommes ont voulu mourir ; mais ils n'étaient plus pour nous que des formules desséchées ; ces Américains, avec leur jeunesse aux yeux clairs, sont en train de nous apprendre ce qu'ils ont d'éternel. Liberté, égalité, fraternité ! L'inscription s'est usée aux murs de nos églises ; elle n'est plus qu'une affiche administrative : ces jeunes hommes d'au-delà des mers la voient briller de toute sa nouveauté. Fils de nos idées, ils nous rendent la croyance en la valeur universelle de nos idées. Ils sont venus défendre la ville des idées. La Ville ! Leur ville aussi, la capitale, cette partie de l'univers où les hommes sont encore des hommes...

L. Dumont-Wilden.

UN POÈTE MORT POUR LA PATRIE : JOANNIS PAGAN. (1)

Le 23 septembre 1914, sur le plateau de Lironville, tombait héroïquement, en entraînant ses hommes à l'assaut, le sergent Joseph de Joannis Pagan, âgé de vingt-neuf ans. Seuls, quelques intimes savaient qu'avec ce glorieux soldat, la France perdait un poète d'un rare mérite. Il laissait en effet un recueil de vers manuscrit : *Les Sons Graves et Doux*, dont le titre, aussi modeste que l'auteur lui-même, ne semblait nullement forcer l'attention. La Société des Gens de Lettres distingua pourtant cette œuvre à laquelle s'ajoutait le prestige d'une mort éclatante, et lui accorda le prix Jacques Normand. Dès lors, une certaine curiosité s'y attacha : quelques extraits furent publiés, mais le livre n'a paru que récemment à la librairie Lemerre.

Dans une notice biographique excellente, et qui aurait dû s'accompagner d'un portrait, M. René Faralicq retrace la très simple histoire du jeune poète. Retenons que celui-ci, s'il est né à la Madrague, près de Marseille, en 1885, d'une ancienne et noble famille, passe toute son enfance à Lyon, où il fait ses études au Collège de Saint-Joseph dirigé par les Jésuites. Il ne serait pas difficile de retrouver l'empreinte lyonnaise sur ce rêveur exclusivement épris de sa pensée, et pour qui le monde matériel s'estompe d'une brume.

Notons aussi le contraste entre la vie intérieure si profonde qu'attestent les poèmes de Joannis Pagan et celle que lui fait la nécessité. A peine adolescent, il entre chez un banquier, passe ensuite chez un éditeur, et occupe à la fin un emploi dans une maison de commerce. Ce divorce entre ses occupations et ses goûts, il l'accomplit, non sans souffrance peut-être, mais sans faiblesse. Trait caractéristique ! Le temps n'est plus où les poètes descendaient échevelés dans la mêlée littéraire et prétendaient façonner la vie à leur rêve. Instruits par l'expérience des aînés, ils savent trop qu'ils n'ont plus à chanter ni pour le public ni pour les cénacles, mais pour eux-mêmes. Aussi font-ils la part de la pensée et celle de l'action, sans s'évertuer à établir entre les deux un rapport irréalisable. Ils demandent à la bureaucratie des ministères, aux consulats, à l'Université, aux emplois les plus variés, les moyens de vivre, si médiocres qu'ils soient, que le talent le plus distingué ne leur vaudrait pas. De là peut-être un plus complet repoloiement sur eux-mêmes, et le désir de trouver dans leur œuvre la consolation et la revanche des médiocrités quotidiennes.

La notice de M. Faralicq nous apprend enfin que Joannis Pagan se complaisait dans une existence régulière, ordonnée, noblement bourgeoise. Par là encore il rompait avec les fausses conceptions du romantisme.

*
* *

Ceux pour qui la poésie est une fête éclatante de sons et de couleurs, ou, de façon plus générale, une exaltation, seront quelque peu dépaysés en lisant son livre. Rarement poète s'est à ce point renfermé en lui-même et absorbé dans sa pensée. D'où le caractère abstrait, grave, un peu austère de son œuvre. Il n'est ni le peintre à la riche palette qu'enivre la splendeur du monde matériel, ni le sonneur de rimes qui se grise de mots. Il n'est pas davantage l'amant éperdu dont le délire nous gagne, ni le prophète inspiré qui, dans les brouillards de l'avenir, entrevoit la cité meilleure. Il est l'analyste à l'esprit lucide, au cœur douloureux, mais que ses qualités mêmes rendent peu susceptible d'enthou-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 17 novembre 1917.

stasme. « La Cloche sourde », tel est le symbole qu'il donne lui-même à ses chants.

Pour lui plus que pour tout autre, un paysage est « un état de l'âme », et par suite un prétexte pour s'analyser. Il ne parle guère de la campagne où il n'a pas vécu. Il s'intéresse davantage aux villes, mais encore est-ce pour dire l'attrait qu'elles exercent, ou les déceptions qu'elles nous laissent. Il n'est qu'accidentellement un poète « de la nature ». Tantôt il lui plaît de l'opposer à l'homme, comme dans la pièce intitulée : *La Pluie*, où il s'exhorte à ne pas ajouter sa plainte au fracas de l'orage, et constate finement que la douleur « aime les clairs de lune », et se trouve mieux partagée par un ciel serein : tantôt comme dans les *Chênes*, il dégage la leçon de beauté, d'apaisement, de force qui émane des arbres. Il est sensible aux différentes heures du jour, parce qu'il aime à suivre le reflet dont elles colorent nos pensées. Il a célébré le matin, mais plus souvent le crépuscule et la nuit. *Petits Nocturnes*, *Nocturnes*, tels sont les titres de plusieurs poèmes. C'est que le soir et la nuit sont propices aux recueillements intimes, aux examens de conscience, aux sincérités.

Mais il n'a pas besoin, pour analyser ses sentiments, de l'invitation du monde extérieur. Son esprit pénétrant l'y porte d'instinct. Vient-il d'éprouver une joie, il oppose avec mélancolie le regret qui la suit au désir qui la rendait si belle, et se console en pensant au souvenir qui lui restituera sa beauté. Il montre ailleurs, dans un beau sonnet : *Fraternité*, de quel poids la douleur nous incline vers nos semblables. Ailleurs, il définit la solitude, ailleurs l'amitié... Quelle ingéniosité, quel talent il apporte dans ces délicates psychologies, la pièce qui a pour titre : *Regrets*, le dira mieux que nous :

Regrets, chers compagnons des longues solitudes,
Société du cœur, frères du souvenir,
A qui nous consacrons tant d'amères études
Pour vous garder en nous et vous entretenir ;

Restes d'un jour vécu, d'une heure qui fut belle,
Vestiges qu'un bonheur nous laisse en s'en allant,
A qui nous élevons une intime chapelle
Où, plus tard, le malheur se recueille en tremblant :

Vous êtes les tisons qui rappellent la flamme
Pour celui que la joie un moment a touché,
Regrets qui demeurez vivants au fond de l'âme,
Comme la vase au fond d'un bassin desséché !

Regrets qui nous versez tant de noires tristesses ;
Regrets qui les bercez ; généreux tour à tour
Et cruels au milieu de nos sombres détresses ;
O regrets amoureux qui nous parlez d'amour ;

Vous êtes le refuge et les espoirs suprêmes
De qui n'espère plus, et son dernier soutien,
Vous qui nous consolant bien souvent de vous-mêmes,
Etes encore un peu de ce qui n'est plus rien !

Visiblement, l'auteur se complaît dans ce domaine de l'analyse intime où il s'est étroitement confiné. Il parcourt son âme dans tous les sens, comme un parterre dont il aime à respirer les fleurs les plus rares. On peut juger du raffinement de son plaisir par cette délicieuse *Fête Nocturne*, qui a provoqué déjà l'admiration de la critique, et dont les vers « moins écrits que rêves » forment une sorte de symphonie insinuante, et font songer à Debussy. Cette fête nocturne est celle de l'âme : les illusions y dansent leurs rondes, les rêves y sèment des bouquets, l'ironie y poursuit l'orgueil, les souvenirs y fendent mélancoliquement « leurs figures voilées ». Nous surprenons ici le goût si anciennement français de l'allégorie qui n'est pas pour surprendre au pays de Guillaume de Lorris et de Charles d'Orléans.

Il était naturel que le poète apportât dans l'expression de l'amour l'esprit l'analyse qu'il porte partout. C'est dire que son amour — tel du moins qu'il se révèle dans la seconde partie du recueil — est clairvoyant et subtil, et qu'il excelle à se détruire lui-même. Il sait trop qu'il s'adresse moins à une femme qu'à l'illusion dont elle est le prétexte. Il cherche un aliment dans le rêve tant soit peu morbide d'infinies et impossibles souffrances : car il est douloureux sans être profond. Nulle expansion, nulle joie : si une trace de sensualité apparaît, elle est effacée aussitôt par le flot de tristesse qui emporte tout. Le déclin de l'amour intéresse Joannis Pagan plus que l'amour même : il prête davantage à l'analyse. Aussi s'attarde-t-il à respirer, comme il dit, « la fade odeur des cendres », à voir s'allonger sur le visage aimé « l'ombre du souvenir », à couvrir d'épitaphes ses rêves ensevelis.

Est-il donc incapable de tout bonheur ? Non pas. Il a connu et chanté avec un charme puissant l'intimité du foyer, la maison recueillie, calme comme une conscience en paix, harmonieuse comme une belle raison. Le noble bonheur dont il parle ici, qui veut l'arrêter au passage doit lui bâtir en lui-même, au fond de sa conscience, le temple où il se fixera. Avec quel grave attendrissement le poète suit dans la maison nouvelle le reflet du premier feu qu'on allume, et qui vient éclairer le visage de la compagne d'élite qu'il s'est choisie, il nous le confie dans le sonnet qui a pour titre le *Feu*. Ailleurs, il lui plaît d'évoquer sous la lampe les communs souvenirs ; ailleurs la tranquille contemplation de sa bibliothèque lui inspire de belles réflexions sur les livres. A quel point il pousse le culte antique du foyer, le sonnet sur les *Morts* peut servir à le montrer :

Comme des exilés, bannis hors de l'enceinte
De nos cités, battus par la pluie et les vents,
Dans le froid cimetière où, pauvre cendre éteinte
Ils reposent, les morts sont trop loin des vivants.

La ville en ses rumeurs n'écoute plus leur plainte;
Egarés dans le flot des nouveaux arrivants,
Ils dorment, dédaigneux de notre ivresse feinte.
Et l'oubli les dévore au cours glacé des ans.

Oh! jours pieux et forts de la sagesse antique
Où des morts élevés à l'autel domestique
Le culte en la maison restait, grave et touchant ;

Où l'ancêtre, entendant sonner sa dernière heure,
Et paré pour la tombe ouverte dans son champ,
Ne changeait que de lit, sans quitter la demeure.

Il est regrettable qu'il n'ait appris que quelques jours avant sa mort, et au cours des plus rudes combats, la naissance d'une fille désirée à laquelle il donnait le nom patriotique de Geneviève : chez cette âme noblement éprise de vie familiale, un tel événement n'eût pas manqué, en d'autres circonstances, de faire éclore bien des beaux vers.

Dans la période heureuse qui semble avoir pour lui précédé immédiatement la guerre, Joannis Pagan ne se livrait pas seulement à la douceur de ses émotions intimes. Chez cette nature méditative, les émotions intellectuelles s'ajoutaient à celles du cœur. D'où tant de poèmes d'une remarquable élévation : l'*Illusion*, les *Marbres*, les *Tombeaux*, l'*Orateur*, la *Vérité*, la *Beauté*... Ici il étudie sur une foule anxieuse l'action d'un orateur et d'une idée ; là il montre de quel frisson sacré la Vérité fait tressaillir les âmes. Plus loin il adresse à la Beauté une invocation touchante : elle n'est point pour lui l'insensible idole sourde à la prière ; une tendresse se mêle à sa grandeur, et elle restera consolante pour le serviteur modeste qui lui consacre au plus profond de son cœur un autel ignoré. Ailleurs, et dans un fort beau mouvement, il se penche sur les tombeaux des grands hommes :

Sous la splendeur du marbre et les tombeaux célèbres
Je cherche, en invoquant les héros vénérés,
Purs flambeaux renversés dans les froides ténèbres,
Un trésor bien plus cher que leurs restes sacrés.

Je crois qu'une pensée encore, la dernière,
Celle qui s'exhalait quand la mort les a pris,
Repose dans votre ombre, à jamais prisonnière,
O tombeaux, noirs écrins de ce joyau sans prix.

C'est là votre meilleure et plus pure richesse
Que ce suprême élan de leur noble sagesse,
Ce mot qu'ils n'ont pas dit, votre éternel secret ;

L'œuvre reste incomplet que la gloire nous livre ;
Je cherche en vous, tombeaux en qui tout disparaît,
L'adieu des héros morts, pour nous aider à vivre!

C'est avec une curiosité semblable et un même recueillement que nous nous penchons à notre tour sur la tombe du jeune poète, dont la vie modeste et la mort glorieuse constituent le plus noble des enseignements. Que fût-il advenu de ses rares facultés ? Sans doute, les eût-il développées encore, et tout en conservant à sa poésie la gravité triste qui en est la marque, l'eût-il allégée de quelques abstractions. Du moins a-t-il bien son originalité parmi tant de jeunes talents dont nous déplorons la perte. Cette figure pensive, et qui reste voilée à demi méritait d'être éclairée d'un rayon de cette gloire qu'il n'a guère recherchée, et n'a pas connue de son vivant. Il ne convient pas de faire le silence et l'ombre sur les héros qui, au sacrifice de leur vie, ont encore ajouté celui du talent. Ils nous révèlent l'immensité de nos sacrifices, mais aussi la vitalité puissante de notre race, et il y a dans leur mort une raison de vivre pour le pays.

MAXIMILIEN BUFFENOIR.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Le nouveau roman de M. Paul Bourget : *Némésis* (Plon) a fait déjà couler beaucoup d'encre, et il serait difficile d'ajouter quelque chose de nouveau à tout ce qui a été dit. Le roman est assez court et de qualité mêlée. Il y a à la fois du réalisme et de l'artificiel, un romantisme échevelé et des préoccupations d'actualité très vives. Le héros est un officier qui dépasse les plus romanesques officiers de Feuillet. Son rival est un nain-bouffon du XVIe siècle, compliqué de nihilisme russe. Le récit de cet amour cosmopolite, de cette passion raisonnante et raisonneuse est extrêmement dramatique et se lit avec beaucoup d'intérêt, et c'est là l'important.

Le comité de propagande française à l'étranger publie un intéressant volume *La vie catholique dans la France contemporaine* qui est une exposition complète et détaillée de l'état actuel du catholicisme dans notre pays, sous le rapport intellectuel, philosophique, scientifique social et moral. Ces tableaux d'ensemble sont instructifs et vivants parce qu'ils sont faits par des écrivains qui, non seulement enregistrent et racontent, mais apprécient et jugent avec compétence : *La vie religieuse* : Etienne Lamy ; *La Famille* : Henri Joly ; *le mouvement social* : Grandmaison ; *Sciences religieuses* : G. Michelet ; *Philosophie* : Strowski ; *Littérature* : H. Cochin. Ce répertoire est un travail à avoir sous la main, à lire et à consulter comme une enquête de grande valeur.

On trouvera dans la 4e série des causeries d'Henri Lavedan : *Les grandes heures* (Perrin)

non seulement l'histoire au jour le jour des émotions et des événements que nous vivons, mais de hautes leçons de noblesse, de patriotisme et de généreux sacrifice. M. Lavedan est l'historien de la moralité et de la résistance française à l'arrière. Très lu des familles, moraliste et observateur attentif des hommes et des choses, il raconte avec émotion nos douleurs et nos épreuves et il sait en dégager les plus purs et les plus utiles enseignements patriotiques.

Le gros volume de M. Auguste Dorchain : *Pierre Corneille* (Garnier) est un travail considérable, de large exécution et de vaste cadre, où toute l'œuvre cornélienne est analysée et étudiée avec un soin et une érudition qu'on ne saurait trop louer. Il n'est pas une pièce de Corneille, pas un moment de sa carrière, pas une circonstance d'origine, d'explication ou de milieu qui ne soient étudiés et explorés avec la plus consciencieuse application. Le côté psychologique, l'influence de la vie de Corneille sur son œuvre tient une place importante dans cet excellent livre d'histoire, de biographie et de critique littéraire. C'est plus qu'un livre, c'est une *Somme*, un *Compendium* d'une œuvre et de toute une époque.

Les lettres de guerre de Robert Dubarle, (Perrin) présentées par M. Louis Barthou, contiennent l'héroïque récit de la vie de tranchées, avec ses pluies de mitraille, ses fusillades, le journal quotidien de cette lutte déprimante et féroce où s'usent les meilleures énergies. Ces choses ont été décrites et sont bien connues ; ce qui est remarquable dans ces éloquentes lettres, c'est la personnalité de l'auteur, son caractère indomptable, son admirable esprit de sacrifice, la qualité vraiment surélevée et exceptionnelle de son ardent patriotisme. Le capitaine Dubarle, après avoir vu tomber son frère et son beau-frère, est mort à son tour, face à l'ennemi, frappé d'une balle au cœur à Metzeral. Il fut un modèle d'énergie et de force morale, et son livre garde l'empreinte d'une âme française magnifique.

M. Albert Dauzat est un spécialiste des recherches de langue française, et ses livres font autorité sur ces instructives et pittoresques matières. Il examine dans son nouveau livre : *L'argot de guerre* (Colin) les rapports de la guerre et du langage, la production et la circulation des mots nouveaux que l'on doit à la mêlée des armées composées d'hommes de pays différents. La consciencieuse enquête qu'il a menée sur le front lui a fourni près de 2.000 mots. Ce très intéressant volume nous donne des détails linguistiques très pittoresques sur les néologismes, les images, les ellipses, l'origine et la formation diverses des mots d'argot, notamment les mots *Boche*, *cuistot*, *pinard*, *gniole*, *toto*, *marmite*, etc...

Parmi les mémoires et journaux de guerre, il convient de signaler les *Récits et réflexions d'un combattant*, par Louis Hourticq (Hachette) qui tranche certainement par la personnalité d'accent et le talent descriptif de l'auteur. On lira rarement des impressions aussi vivantes, aussi pittoresques, écrites avec plus de forte originalité. Il suffit d'ouvrir le volume, on est pris et conquis. Tableaux de la vie de tranchées, récits de batailles, visions du front, psychologie des allemands, tout est d'un relief puissant et révèle à la fois un observateur, un peintre et un artiste.

Les Spectacles de guerre de M. Alexis Léaud. (Colin) forment un ensemble de tableaux d'une vie intense, une évocation puissante de drames et d'horreurs vus de près et souvent vécus. L'auteur a parcouru les ruines des villages incendiés, Reims, les champs de bataille de la Marne ; il raconte ce qu'on lui a dit ; il groupe les croquis, les récits et les souvenirs, rues, camps, tranchées, hôpital, le passé et le présent, et tout cela fait un tableau de la guerre infiniment varié, émouvant et complet.

Signalons en terminant le *Fogazzaro* de M. Lucien Gennari (Beauchesne) avec une éloquente préface de M. Henry Cochin, excellent petit livre de critique fait à un point de vue très catholique, qui condamne les idées modernistes du grand romancier, mais rend justice à son talent et à la sincérité de sa foi religieuse ; *Science et prescience* de Mme Camille Marx-Lange (Perrin) qui nous présente en 200 pages une théorie des sciences psychiques, bien qu'on ignore encore totalement ce que c'est que la force psychique ; les *Etats chrétiens des Balkans depuis* 1815, par Louis André (Alcan) substantielle étude historique sur le rôle le progrès et l'évolution des pays balkaniques ; l'*Avenir du soldat français* (Libr. Nation.) par Henri Davoust, un combattant qui propose les moyens pratiques d'assurer la vie matérielle des soldats après la guerre ; enfin un essai de *Bibliographie française sur les Serbes Croates et Slovènes* par Odavitch, simple catalogue, mais très complet.

A. A.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur Ch. Mourey, publie : **M. R. Viguier** : *Madagascar et ses richesses végétales* : **Costa Stoïanovitch** *Roger-Joseph Boscowich* (1711-1787) ; des *Notes et Actualités* : le *Compte rendu de l'Académie des Sciences*, etc...

Le Gérant: Alb. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 16 — 56e ANNÉE — 17-24 AOUT 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LES BALKANS

Allocution de M. JOSEPH REINACH.

Mesdames, Messieurs,

Ce n'est à aucun de vous qu'il serait nécessaire de présenter mon vieil ami M. Victor Bérard. Je dis : mon vieil ami, bien que j'aie quelques années de plus que lui, mais si vous connaissez le plus charmant de ses livres, vous savez qu'il fut le compagnon de voyage du vieil Ulysse et qu'il a établi la géographie de l'Odyssée : — il m'en voudrait si je disais qu'il ne l'a pas établie d'une façon absolument scientifique, qu'il y a fait une part à la plus charmante imagination, et que ces voyages d'Ulysse l'ont peut-être conduit aussi à l'étude de ces questions balkaniques dont il va vous entretenir.

Il ne vous dira peut-être pas, comme il nous le disait tout à l'heure, et comme il l'a, je crois, écrit dans une de ses belles chroniques politiques, qu'il faisait autrefois dans la *Revue de Paris* — il ne vous dira peut-être pas que qui connaît Ulysse et les Grecs du temps d'Ulysse s'initie par avance à l'étude des princes et des peuples balkaniques.

Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de personnes qui aient étudié, avec plus de conscience, avec plus de loyauté, avec plus de franchise d'esprit ces questions balkaniques, si terriblement complexes, que mon ami, Victor Bérard. Nous les avons, les uns et les autres étudiées depuis longtemps; mes souvenirs, à cet égard, remontent bien loin : je crois avoir raconté que, lorsque nous étions tout jeunes gens, et que nous nous exercions à la parole à la Conférence, nous eûmes un jour une discussion des plus violentes au sujet de la réforme électorale, pour laquelle on se passionnait déjà. Le président de la séance rappela à l'ordre M. Casimir Périer, qui a été, depuis, Président de la République, et le rappel à l'ordre de M. Casimir Périer nous ayant indignés, nous la jeune gauche de l'époque, nous donnâmes tous notre démission. Sur quoi survint le doyen de la Conférence, qui était le plus jeune membre de l'Assemblée nationale d'alors, et nous dit : « Evidemment, la Réforme électorale, c'est un sujet qui passionne trop; étudions une question plus calme, plus tranquille, étudions la question d'Orient. »

Cela se passait en 1875 et, depuis 1875, nous avons vu bien des fois; et nous avons vu encore en 1914, combien cette question, qui ne devait passionner personne, est une des questions les plus graves, les plus périlleuses qui aient été de tout temps pour la paix et pour le repos de l'Europe.

Cette question non résolue aujourd'hui, quand le sera-t-elle? Le sera-t-elle jamais? En tout cas, en donnant la parole à M. Victor Bérard, je crois pouvoir vous promettre que vous sortirez d'ici plus riches d'enseignements, plus riches d'idées, plus riches de vues sur l'avenir.

Mesdames, Messieurs,

Je vous avais annoncé une Conférence instructive,

judicieuse, sagace, pleine de cette véritable éloquence qui se moque de l'éloquence.

Dans le temps où je faisais de la politique active, ce que l'on appelle, je ne dis point par antiphrase : de la politique parlementaire, j'ai toujours essayé de tenir mes promesses. Aujourd'hui, c'est Victor Bérard qui a tenu la mienne.

*
* *

Conférence de M. VICTOR BÉRARD.

Mesdames et Messieurs,

Il est bien entendu que je ne suis pas chargé de tenir les promesses que M. Reinach vient de vous faire, et, si vous avez une déception, ce n'est pas à moi qu'il faudra vous en prendre : ce sera à lui, à son amitié pour moi, une vieille amitié qui remonte, en effet, à près de trente années, car le jour où, pour la première fois, je me suis occupé de la question balkanique, c'est sûrement grâce à Joseph Reinach, qui avait bien voulu avoir assez de confiance en ma jeunesse pour m'offrir de collaborer à la République Française, qu'il dirigeait alors.

Je suis chargé de vous parler des peuples balkaniques, et je dois commencer par vous dire que je suis dans une ignorance assez complète de ce que veut dire ce mot : balkanique.

On parle constamment de Péninsule balkanique, de peuples balkaniques, et on croyait volontiers que l'on attribuait ce nom à des peuples qui habitent les Balkans. Or, le Balkan — vous le savez — est une chaîne de montagnes excessivement courte qui traverse un pays nommé la Bulgarie. Le seul peuple balkanique que je connaisse, c'est la Bulgarie; le seul pays balkanique, c'est la Bulgarie — et, pourtant, je suis chargé de vous parler ici de la psychologie des peuples balkaniques!

Il est certain que cette expression géographique a été employée d'une façon tout à fait abusive, pour désigner une Péninsule qui n'a rien à faire avec le Balkan. Quand on nous parle de la Péninsule des Apennins, nous savons au juste ce que ce mot désigne : c'est toute l'étendue de terre projetée au sud de l'Italie, et dont l'Apennin est quelque chose comme l'épine dorsale.

Le Balkan — vous le savez — est une des innombrables chaînes qui traversent l'autre Péninsule, celle qui s'étend entre la Mer Adriatique et la Mer Noire, entre la plaine hongroise au Nord et les mers de Grèce au Sud.

Si vous voulez que nous partions d'une base géographique bien certaine, mettez-vous bien dans l'esprit que cette Péninsule se compose, en réalité, de deux systèmes de montagnes tout à fait différents : un système de montagnes qui dessine la moitié d'un S, et qui, continuant les Carpathes, s'en va depuis la boucle du Danube jusqu'à la Mer Noire sous le nom de Balkan, puis, une brusque tranchée qui, depuis la plaine hongroise jusqu'à Salonique, est suivie par deux fleuves : la Morava serbe et le Vardar ; à l'ouest, enfin, un système de montagnes tout à fait différent : le Pinde.

C'est dans ce pays, divisé en deux, que vous avez à loger un certain nombre de peuples, dont un seul, je vous le répète, habite le Balkan : les Bulgares, et dont les autres diffèrent aussi bien par la religion que par la race et par la langue. — Et pourtant... je suis chargé de vous faire la psychologie des peuples balkaniques!

Nous allons en faire l'énumération. D'abord au sud de cette Péninsule que nous connaissons tous : les Grecs. Ce sont presque nos cousins; en tous cas, ce sont nos aïeux intellectuels. Nous savons la langue qu'ils parlent; nous connaissons aussi, approximativement, la religion qu'ils professent.

Au nord de la Grèce, nous savons que, depuis l'Adriatique jusqu'à la Mer Noire, toute la Péninsule a été barrée, à travers les siècles du Moyen-Age, par des peuples qui sont de races très parentes, et qui, aujourd'hui, portent des noms différents : ce sont : les Bulgares, les Serbes, les Monténégrins, les Dalmates, les Croates et les Slovènes. Et ces noms qui résonnent à nos oreilles avec un tintement de gloire historique, ces noms, en réalité, ne sont que des dénominations de peuplades que nous engloberons sous le nom générique de Yougo-Slaves, c'est-à-dire : Slaves du Sud, car depuis la côte de l'Adriatique jusqu'à la plage de la Mer Noire, toute l'étendue de la Péninsule, à un moment, a été submergée par le flot de ces populations slaves qu'avait chassées de l'Europe Centrale une double invasion.

Lorsqu'ils vinrent s'établir dans la Péninsule et y occuper non seulement le pays qu'ils ont conservé jusqu'à nous, mais encore toute la Grèce actuelle, tous ces Yougo-Slaves semblent bien avoir été dans le même état de civilisation et de langue; c'est à travers les siècles que, sous des influences étrangères, ils se sont différenciés, si bien que si nous prenons aujourd'hui les plus occidentaux de ces Yougo-Slaves, c'est-à-dire les Slovènes, qui habitent aux portes de Trieste, et, à l'autre bout, les Bulgares, qui habitent sur les bords de la Mer Noire, il n'est pas douteux que nous pouvons dire : voici un Slovène et voici un Bulgare. Le Slovène a sa langue à lui; le Slovène a sa civilisation à lui, qui est, avant tout, une civilisation latino-occidentale

le Slovène a sa religion, qui est une religion latino-occidentale, sous forme de catholicisme.

En regard, le Bulgare qui, lui, n'a pas été atteint par l'influence occidentale, qui a été mâtiné par la race de sang finnois, dont la langue porte encore l'empreinte de cette influence finnoise, et dont la religion est venue de Constantinople. Voici donc deux types de Yougo-Slaves opposés : le Slovène à un bout, le Bulgare à l'autre bout du chapelet.

Mais, dans l'intervalle; si vous prenez grain par grain toute la file, vous verrez que rien ne ressemble à un Slovène comme un Croate, lequel est un Yougo-Slave latin-occidental, que rien ne ressemble à un Croate comme un Serbe de Hongrie ou un Serbe d'Autriche, lequel est encore un peu sous l'influence de l'Occident, mais incline déjà du côté du Levant, que rien ne ressemble à un Serbe d'Autriche-Hongrie comme un Serbe du royaume propre ou comme un Serbe ce de que nous appelons le Monténégro, ce qui n'est qu'un terme géographique.

A mesure que vous vous rapprochez du Bulgare, vous trouvez des populations serbes tellement semblables aux Bulgares, ou, plutôt, dont les Bulgares sont si proches parents que, à l'heure actuelle, ceux-ci revendiquent certaines contrées serbes, authentiquement serbes, en disant : « Ils parlent la même langue que nous; ils ont les mêmes costumes que nous, les mêmes coutumes que nous aussi : donc, ce sont des Bulgares! » Non! ce sont des Yougo-Slaves.

Vous arrivez enfin aux Bulgares proprement dits. Si bien que la notion essentielle qui doit prévaloir pour toutes considérations du problème balkanique, c'est que, à l'intérieur de la Péninsule, au nord des Grecs, depuis le rivage de l'Adriatique jusqu'à la Mer Noire, on aurait dû avoir, on aurait pu avoir et l'on devra avoir, tôt ou tard, un peuple yougo-slave, où l'on pourra admettre des différences de cantons, de peuplades ou même de peuples, mais dont toutes les traditions historiques, dont toutes les traditions linguistiques et dont les ambitions nationales et politiques auraient dû et doivent être les mêmes.

Enfin, au nord de cette bande yougo-slave, ai-je besoin de vous parler des Roumains, de vous dire combien ils nous tiennent au cœur, et par la race et par la culture, de vous rappeler comment ces paysans, — dans les veines desquels coule assurément beaucoup de sang slave, mais sur lesquels s'est étendue, à travers les siècles, l'influence persistante de la colonisation romaine, sont à cheval sur les Carpathes, et occupent d'une part, les montagnes de Transylvanie et, d'autre part, les grandes plaines danubiennes, et comment ces colons romains, fils de l'ancienne Rome par la culture, ayant conservé notre langue latine, notre culture latine et, surtout nos traditions latines de droit et de justice, représentent, à l'angle extrême de la Péninsule, quelque chose qui, au nord du monde yougo-slave, devrait faire le contrepoids exact du monde grec au sud ?

Tels sont les différents peuples balkaniques.

Pour finir l'inventaire, il est un peuple que personne ne connaît, et dont tout le monde parle, c'est ce fameux peuple albanais, tombé dans la Péninsule dite balkanique, on ne sait quand. Dans l'antiquité, il n'était pas là. Les Albanais n'ont jamais écrit leur langue; ils ont jamais raconté leur histoire; les chants que nous connaissons d'eux sont, avant tout, des chants grecs. Combien sont-ils ? Huit cent mille peut-être. Quelle langue parlent-ils? Est-ce une langue indo-européenne, comme le basque ? Est-ce, au contraire, une langue indo-européenne mal écrite, mal transcrite? Nous n'en savons pas grand chose. Quelle religion professent-ils ? Il est encore plus difficile de le dire, étant donné qu'au service du Turc, l'Albanais est un musulman, qu'au service du Grec, il est chrétien orthodoxe, et que le jour où il s'est engagé dans l'armée autrichienne il a embrassé la religion catholique avec une dévotion et une conviction qui n'avaient d'égal que son zèle musulman sitôt qu'il rentrait au service du Turc ou son zèle orthodoxe sitôt qu'il rentrait au service de la Grèce.

Voilà l'inventaire, et voilà le dénombrement.

Si tous les Roumains étaient unis, il faut compter que les sept millions de sujets du royaume actuel pourraient être à peu près doublés par les Roumains de Transylvanie, qui vivent sous la tyrannie hongroise, et par les Roumains de Bessarabie qui, dès aujourd'hui, je l'espère, sont délivrés de la tyrannie russe.

Si tous les Bulgares étaient unis, on pourrait compter environ de sept à huit millions de Bulgares, tant dans la Bulgarie proprement dite que dans la Roumanie et dans les plaines avoisinantes.

Les Grecs, eux, ne comptent guère que cinq à six millions d'individus, soit sur le Continent, soit dans les îles; mais n'oubliez pas que l'Asie Mineure a été, dans l'antiquité, comme un champ de colonisation où les Grecs s'étaient répandus, et avaient installé leur civilisation et leurs monuments d'une façon si durable que, à l'heure actuelle encore, le Turc a bien pu remettre ses cimetières dans les villes grecques d'autrefois, mais les pierres tumulaires du Turc elles-mêmes ne sont, le plus souvent, que des inscriptions grecques encore en place. On voit que le Turc a passé par là, mais on voit bien que le Grec est resté. Le Grec, le jour où il aurait fait son union nationale, comporterait certainement un peuple de sept à huit millions d'âmes.

Quant aux Albanais je ne crois pas que le nombre d'un million puisse être jamais dépassé.

Resteraient les Croates, les Slovènes et les Serbes qui, étant plus voisins et par la langue et par les aspirations nationales, arriveraient à former, eux aussi, un autre bloc de sept à huit millions d'individus.

Vous voyez alors comment, par la distribution de la population, on arriverait au même résultat que par la division géographique. Si les géographes ou si les ethnographes avaient été libres de résoudre à leur façon le problème balkanique, il semble que rien n'aurait été plus facile. On avait une grande Péninsule, composée de deux systèmes montagneux, l'un à l'est, l'autre à l'ouest, deux systèmes se faisant absolument équilibre, deux systèmes partagés d'ailleurs, chacun pour sa part, en deux zones tout à fait différentes. C'est ainsi que le système oriental des Carpathes et du Balkan, divisé en deux par le Danube, avait, au nord du Danube, un magnifique habitat pour quatorze millions de Roumains, et, au sud du Danube, un autre habitat pour huit millions de Bulgares.

De même pour les Grecs. Le jour où, par la proximité des îles, par le pont insulaire, la Grèce continentale pouvait être jointe à la Grèce d'Asie Mineure, un autre habitat existait pour quatorze ou quinze millions de Grecs.

Restait enfin, dans le nord, un vaste espace qui, à l'heure actuelle, est encore à moitié désert, et dans lequel quatorze à quinze millions de Serbes auraient trouvé facilement leur vie. Et vous imaginez sans peine un système d'équilibre de forces qui eût permis à ces quatre populations, qui peuvent être divisées parfois, mais qui, par la communauté de certains intérêts sont solidaires, — de vivre juxtaposées, en trouvant leur condition de paix précisément dans l'équilibre de leur force numérique, en trouvant d'ailleurs leur nécessité de paix dans cette route centrale qui aboutit à Salonique, et sans laquelle ni les uns, ni les autres ne peuvent vivre.

Si les géographes et ethnographes avaient été les maîtres de la politique levantine, il n'est pas douteux qu'aujourd'hui nous aurions une Péninsule balkanique divisée en quatre Etats, peut-être fédérés en une seule république, ayant tous ses intérêts commerciaux syndiqués dans un port libre de Salonique, et ayant les quatre capitales de Sofia, de Bucarest, de Belgrade et d'Athènes pour le libre développement de chacune des grandes nationalités dont je viens d'essayer de vous faire le dénombrement.

Mais les géographes et les ethnographes n'ont pas été les maîtres. Il est intervenu, dans cette histoire, toutes sortes de facteurs, les uns sous forme de conquête violentes, les autres sous forme de pression diplomatique, et je ne sais pas lesquels ont été les plus funestes à la Balkanie des conquérants d'aurefois ou d'aujourd'hui ou des diplomates de tous les temps.

Vous connaissez l'histoire de ce vigneron qui, au lendemain de la grêle, se trouvait dans sa vigne. Tout avait été ravagé, les ceps coupés, les grappes écrasées : il ne restait rien de la récolte de cette année-là, et, comme son curé passait sur la route et lui disait : « Mon brave, il faut respecter la volonté de Dieu; il faut se soumettre à la Providence, ses desseins sont insondables », le vigneron, en tendant le poing vers le ciel, s'écria : « Je ne nomme personne, mais c'est dégoûtant! »

Je voudrais ne nommer personne, mais, quand on est un peu géographe et un peu ethnographe, je vous assure que le spectacle de la Balkanie actuelle vous force à tendre quelquefois le poing vers les quatre coins de l'horizon et à dire : « Je ne nomme personne, mais c'est tout de même dégoûtant (*sourires*) que, devant la possibilité de faire ce qui aurait pu être fait, on ne l'ait pas fait! » (*Applaudissements.*)

Je ne nomme personne... Il faut tout de même nommer les Turcs. Les Turcs sont entrés au milieu du XIVe siècle dans ce pays balkanique — et vous savez quelle besogne ils y ont faite. Par dessus toute l'étendue de la Péninsule, par dessus tous les peupeuples de la Péninsule : Bulgares, Roumains, Serbes, Yougo-Slaves, les Turcs ont installé un système de gouvernement aussi simple que possible, qui serait de l'histoire à l'heure actuelle si les conséquences n'en subsistaient pas dans la mentalité même de ces peuples balkaniques. Le Turc était un militaire; le Turc était un homme de caserne qui ne connaissait comme organisation de la société humaine que la discipline, et qui n'avait comme magistrat suprême qu'un chef d'armée : le Sultan, lequel avait au-dessous de lui, comme magistrats uniques, les officiers de cette armée toujours campée.

Le jour où le Turc pénétra dans la Péninsule balkanique, un gros problème se présenta à son intelligence, et ce problème était le suivant : quand on a fait une conquête, et qu'on ne veut pas enrôler dans son armée tous les peuples conquis, il faut, évidemment, trouver un système intermédiaire. C'est ce problème que les Allemands auront à résoudre demain; et ne croyez pas qu'il soit commode à résoudre, car le jour où un conquérant enrôle dans son armée tous les peuples conquis, par là-même, il est obligé de renoncer à tous les bénéfices de sa conquête, et, s'il veut en garder les bénéfices, il est obligé de faire un Etat à deux étages.

dans lequel les militaires étant au-dessus, les civils sont au-dessous. C'et ce que fit le Turc dans la Péninsule balkanique : on eut un étage de conquérants qui s'appelaient Turcs ou Ottomans et un étage au-dessous qui comprenaient les Balkaniques ou pour prendre le mot turc : les Rayas.

Le Raya était par définition l'homme qui cultive la terre pour le conquérant, qui paie pour le conquérant, qui fournit à tous les caprices du conquérant. Le conquérant. lui, est l'homme qui, vivant à la caserne, mange, boit, dort et fait le reste suivant son bon plaisir sur le dos du Raya.

(*A suivre.*)

LE CASQUE DE LA DÉESSE (1)

PIÈCE EN QUATRE ACTES ET UN PROLOGUE

ACTE PREMIER

L'extrémité de droite (en regardant vers Athènes) du fer à cheval que forme le Stade. A droite, les premiers gradins réservés aux spectateurs. La scène coupe un des escaliers qui conduisent à ces gradins et c'est du haut des marches de cet escalier que les orateurs vont s'adresser à leurs auditeurs. Au fond, au premier plan, l'Illissos ; puis la ville, l'Acropole, au milieu, montrant les parois roses de la caverne d'Aglaure. (Côté est).

SCÈNE PREMIÈRE

DEMOKLES, THEANO

DÉMOKLÈS.

C'est ici que les chefs du Parti populaire
S'assembleront tantôt. L'Athènè tutélaire
Leur tournera le dos! Mauvais présage! Vois...
(Il montre la Promakos que l'on aperçoit en effet de dos.)
Te souviens-tu des mots que nous dit autrefois
Le Roi de Macédoine ?

THÉANO.

Oui !

DÉMOKLÈS.

Notre heure est venue!
Montrant, sans voile, enfin, sa bonne âme ingénue,
Confiant en sa force et sûr de son pouvoir,
Kallipous crie à tous ses songes. On va voir,
Si les chefs du parti votent son plan inepte,
Et si, ce plan voté, l'Ecclésia l'accepte,
Athènes, reniant un passé criminel,
Abandonner d'Arès l'abominable autel,
Brûler ses arsenaux, désarmer ses hoplites,
Ne laisser qu'un bâton à ses policiers Scythes
Alors elle est à nous! Alors, ma Theano,
Cette orgueilleuse main portera mon anneau!
(Il lui prend la main et la baise.)
M'aimera-t-elle au moins un peu, ma fière reine?
Parfois, quand je la vois si calme, si sereine,
J'ai peur !... Je me souviens... il n'était pas d'amour,
Dans cette ferme voix avec laquelle un jour,
Elle a laissé tomber de ses lèvres hautaines :
« Je ne veux épouser que le Maître d'Athènes!... »
Je le serai! — Ma chère amour!... Au moins, dis-moi,
Dis-moi, l'aimeras-tu ton époux?...

THÉANO.

S'il est Roi!

DÉMOKLÈS.

Cela dépend des chefs du parti populaire!
S'ils votent le projet du fou qui les éclaire,
Les guide, et désarmés, les expose à nos coups,
Le stupide troupeau sans chiens... est pour les loups!

THÉANO.

Crois-tu qu'ils voteront ce projet imbécile ?

DÉMOKLÈS, laisse échapper un cri dubitatif

Ah!...
(Puis il s'explique.)
Le groupe des chefs, jusqu'à présent docile
Aux vœux de Kallipous, pourrait bien cette fois,
C'est ma crainte! — être sourd aux appels de sa voix!
Heureusement pour nous, tout le seconde et plaide
En sa faveur... D'abord, il est Archonte : il aide
Ses arguments verbaux, d'arguments plus puissants;
Puis ensuite, affaibli par l'exil et les ans,
Démosthènes l'attaque et sa voix est honnie
Dans son parti de sots — puisqu'il a du génie...
Les peuples voient enfin — ils seront détrompés!
Dans la mort d'Alexandre un présage de paix...
Insensés!... Seleucus, Antipater, Cassandre,
Eumène, Perdiccas, enfin tous, veulent prendre
Leur morceau du royaume à l'empire en lambeaux,
Et notre ciel (où luit l'aube des temps nouveaux
Pour ces pauvres d'esprit!) comme toujours s'éclaire
Des sanglantes lueurs du couchant séculaire!
Qu'importe enfin! — Tant mieux, si ce fou veut plaider
Pour son beau rêve, en ce moment! — Tu peux m'aider
Et suggérer à cet absurde démagogue,
Que j'entends le servir dans ses projets d'églogue...

THEANO, surprise.

Moi! T'aider! Contre lui? Comment?

DÉMOKLÈS.

Voici comment!
Je veux lui faire dire — et c'est le bon moment —
Que si les autres chefs du parti démocrate,
Admettent le projet où sa belle âme éclate,
Nos partisans, à nous, pleins d'admiration
Pour son génie, acclameront sa motion

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 15, 1918.

Au sein de l'Assemblée et qu'un vote unanime
Assure un grand triomphe à ce projet sublime.

THÉANO.

Il va te deviner... Il va se méfier...

DIMOKLÈS.

Non, de sa magnifique idée il est trop fier !

THÉANO.

Moi... le jouer... mentir... moi parler à cet être !

DIMOKLÈS.

Pourquoi pas? Il mourra d'orgueil de te connaître !
Ils ont beau proclamer, ces envieux nigauds,
Qu'ils nous valent, qu'il sont nos pairs et nos égaux,
Ils savent bien que rien n'oblitère et n'efface
Des siècles de servage et des siècles de race!
Une Eumolpide — Toi ! — s'intéresser à lui...
Jamais un plus beau jour à ses yeux n'aura lui...
Marchons vers l'Illissos... je vois venir leur troupe !

(Ils sortent.)

SCÈNE II

Entrent successivement au cours de cette scène : d'abord KALLIAS (trente ans, homme du bas peuple, pauvre); AGIS (quarante ans, gros commerçant aisé); DOURIS, ERASINIDES (jeunes, élégants, légers); DIOMEDON, MINDAROS (gros, grand, vulgaire, l'air d'une brute); ensuite : KALLIPOUS et KLEITOS (un homme jeune, de la classe moyenne); puis KLEON (une tête de vieux paysan madré, glabre et finaude); ARISTODEMES, une douzaine de PAYSANS et parmi ceux-ci DÉMOSTHÈNES (cinquante-cinq ans) et son confident PAKHES.

KALLIAS.

Nous sommes les premiers, Diomédon.

DIOMEDON.

Le groupe
Des délégués ruraux est toujours en retard,
Kallias!

DOURIS.

Moi, je trouve, au fond du campagnard
Quelque chose de prompt...

(Protestation générale.)

L'air lent... qui le dénote
Promptement !

ERASINIDÈS.

Il fait tout : mange, boit, pense, vote..
Et caresse sa femme... avec lenteur, toujours!...

MINDAROS.

Hé, les meilleurs baisers ne sont pas les plus
courts!.

DOURIS.

Qui te l'a dit?

MINDAROS, d'un air plein de sous-entendus mystérieux.

Quelqu'un... quelque fois!..

DOURIS, bas à Erasinides.

Son esclave.
Il fait salir son plat, par celle qui le lave !

DIOMÉDON.

A propos de baisers, que vient-on faire ici ?

ERASINIDÈS.

Callipous... va parler d'amour !

TOUS.

Non !

(Il vient.)

KALLIAS.

Le voici !...

KALLIPOUS, à Kléitos.

L'heure approche, Klétos !... Tiens, sens!... mon
cœur tressaille.
Il faut, je dois, je veux livrer cette bataille,
Et crier devant tous mes espoirs triomphants.

KLÉTOS.

Maître! Ils te comprendront... Crois-moi !...

KALLIPOUS.

Ces grands enfants !

(Ils descendent vers les autres.)

TOUS, à Kallipous.

Salut !

KALLIPOUS.

Salut !...

MINDAROS, hargneusement.

Douris, ayant la bouche ouverte:
Un paradoxe en va jaillir !

AGIS, bas à Kallipous.

Quelques mots !...

KALLIPOUS.

Certe !...

(Ils s'écartent des autres.)

DOURIS, à Mindaros.

Non !... J'allais remarquer que le ciel est moins bleu
Que l'œil de ta petite esclave.

(Erasinidès et lui éclatent de rire. Mindaros est furieux.)

AGIS, à Kallipous.

Mon neveu
Klinias a la voix superbe. Le Chorège
Certes, le choisira, si quelqu'un le protège
Pour chanter l'Evohé des fêtes de Iacchos...
Peut-être un mot de toi...

KALLIPOUS.

Tous ont des droits égaux..
Et le Chorège seul, tu le sais bien, désigne
Celui des jeunes gens qu'il juge le plus digne !

AGIS.

Ne pourrais-tu parler pour lui ?...

KALLIPOUS.

Non !

AGIS.

Non ! vraiment ?...
Une infime faveur...

KALLIPOUS.

Mais injuste !...

(Il veut rompre l'entretien.)

AGIS.

Un moment !
On prétend que tu vas nous demander qu'Athènes,
Donnant l'exemple aux Grecs, comme aux races lointaines,
Déclare au genre humain une éternelle paix ?

KALLIPOUS.

C'est très vrai !

AGIS.

Je ne suis qu'un marchand d'huile — épais,
Mais... je ne pense pas... que j'aime ton idée...

(Dès qu'Agis a quitté Kallipous.)

KALLIAS, s'approche de lui.

On annonce, la chose est-elle décidée,
Qu'Androklès est nommé l'un des Onze ?...

KALLIPOUS.

C'est fait.
Ou du moins, c'est promis !...

KALLIAS, surpris.

Ah !...
(Fâché.)
Ah ! voilà l'effet
De ce que je t'ai dit en faveur de mon frère
Léontidas !... Moi qui ne fus jamais contraire
A l'un de tes projets dans nos réunions...

KALLIPOUS.

Suivis-tu ma personne, ou tes opinions ?...

KALLIAS.

Bon ! Je m'en souviendrai !

TOUS.

Kléon . ristodèmes !

DOURIS.

Enfin, voici venir nos lents amis des dèmes
Ruraux.

ÉRASINIDÈS.

Au bout du pont, ce manteau violet,
C'est Démosthènes !...

TOUS.

Oui !...

KLÉON, bas à Kallipous.

Quelques mots s'il te plaît,
L'affaire est grave.
(Il l'emmène à part.)

Au bord du champ que je cultive,
Est un bel olivier — très gros, — dont chaque olive
Vaut deux olives ordinaires...

KALLIPOUS.

Mais...

KLÉON.

Voici !
Mon voisin Kléombrote, a presque réussi,
Son champ étant touché par le vieux tronc très vaste,
A fourrer dans l'esprit prévenu du dicaste
Que l'arbre est mitoyen !... N'est-il pas un moyen
De convaincre ce sot qu'il n'est pas mitoyen ?...
Je suis un vieux républicain... un démocrate !
Ce Kléombrote, au fond, n'est qu'un aristocrate...
Cet olivier n'est pas — ce serait comique, hein ? —
Réactionnaire à droite, et bon républicain
A gauche !... Je l'ai dit à ce juge stupide
Mais il ne m'a pas l'air d'avoir l'esprit rapide...
Explique-le lui !...

KALLIPOUS.

Non !

KLÉON.

Allons donc ! C'est promis !...

TOUS, apercevant Démosthènes.

— Démosthènes — Salut !...

DÉMOSTHÈNES.

Salut, mes chers amis !...

KLÉON, à Kallipous.

Un bon vieux défenseur de la Démocratie !

KALLIPOUS.

La justice avant tout !

KLÉON.

Ah ! — je te remercie...

KALLIPOUS.

Impossible !

KLÉON.

C'est bon ! J'étais ton ami, moi...
J'aurais toujours voté pour toi, n'importe quoi...
Quand Kallipous parlait — je défendais sa cause
Les yeux fermés ! C'est bon ! Nous verrons autre chose

UN ÉPHÈBE, bas à Kallipous.

Quelqu'un veut te parler... là-bas... près du cyprès...

KALLIPOUS.

Impossible !

L'ÉPHÈBE.

Deux mots !... Elle...

KALLIPOUS, l'interrompant.

Non...

L'ÉPHÈBE, insistant.

Là, tout près
Tu peux la voir !

KALLIPOUS, à part.

Ce voile... Oh! si c'était...

(A l'Éphèbe.)

Écoute!

Qui est-ce?...

L'ÉPHÈBE.

Quelque riche Eupatride sans doute,
Vois! Elle m'a donné ce tétradrachme-ci!

KALLIPOUS.

C'est bon... j'y vais!

(Il s'éloigne dans la direction que le jeune homme lui montre.)

DOURIS.

Les délégués sont tous ici!...

MINDAROS

Pas encor!

PAKHÈS, prenant Démosthènes à part.

J'ai sondé les délégués des dèmes!

DÉMOSTHÈNES.

Bien!

PAKHÈS.

Les meilleurs amis de Kallipous eux-mêmes,
N'ont pas l'air rassuré sur le sort du projet.
Ils craignent un affront, redoutent un rejet;
L'audace ne plaît point... l'imprévu déconcerte...
Si tu parles — et tu comptes le faire?

DÉMOSTHÈNES

Ah! certe!

PAKHÈS.

A triompher de lui, tu n'auras pas de mal!
Agis et Kallias, dont l'unique idéal
Est d'être avec leur guide en parfaite harmonie
Toujours, m'ont dit de toi : « C'est notre grand [génie!...]
Nous allons l'emporter!...

DÉMOSTHÈNES, à Athènes.

Le sort me doit cela
Chère Athènes! Ainsi ma pauvre voix qui tombe
T'aura servie, au moins, jusqu'au bord de la tombe!

DOURIS, à Mindaros.

Regarde, Kallipous, modèle de vertu,
Semble très occupé là-bas.

MINDAROS, grognon et défiant.

Je vois!

DOURIS.

Sais-tu
Quelle est cette femme?

MINDAROS.

Hé?... Que n'importe.

DOURIS, compatissant

Sois brave!

MINDAROS

Quoi.

DOURIS.

Je suis sûr que c'est Khloé, ta jeune esclave..
Je reconnais ce voile élégamment noué!...

MINDAROS, furieux.

Qu'as-tu donc à toujours me parler de Khloé?
Tu m'assommes enfin!

ÉRASINIDÈS, riant, bas à Douris.

Il va te mordre! Gare...

DOURIS, riant, bas à Erasinidès.

Je m'en vais le guérir de son amour barbare.

DIOMÉDON, à Pakhès.

Regarde Kallipous, son front est radieux...

PAKHÈS.

La Pythie a cet air, quand elle entend les Dieux...

(Il gravit l'escalier. On fait silence.)

Kallipous, nous ayant convoqués... je propose
Qu'il nous en dise la raison et nous expose
La Loi que d'après lui, notre parti devrait
Soumettre à l'Assemblée.

KLÉTOS, bas à Kallipous.

Es tu prêt?..

KALLIPOUS.

Je suis prêt.

TOUS

Parle!.

(Les escaliers qui descendent des gradins s'ouvrent en arrivant au bas de ceux-ci et se divisent en deux courtes branches qui vont toucher le sol dans des directions opposées, parallèles au sens de la longueur du Stade. Ces deux petits escaliers terminaux se rejoignent à une hauteur de cinq ou six marches avant de monter à travers les gradins. A l'endroit où les deu xpetits escaliers se rejoignent, est ménagée une plate-forme qui forme une excellente tribune. C'est de là que Kallipous parle à la réunion des Chefs des Démocrates.)

KALLIPOUS.

Mes chers amis. Si, dans l'ancien monde,
Perdu, vous le savez, en une nuit profonde,
Où chaque groupe humain, courbé sous des tyrans,
Avait pour seules lois, les volontés des grands
Et des forts — si quelque prophétique génie,
Avait pu deviner la fleur de l'Ionie :
Athènes!.. Annoncer, que l'on verrait un jour,
Une Ville, un Etat, où, chacun à son tour
Désigné par le Sort, serait Roi pour une heure,
Où la part du plus fort ne serait pas meilleure,
Où tous seraient égaux devant les mêmes lois,
Où tous partageraient: pouvoirs, charges, emplois,
Où le Peuple serait le Magistrat suprême,
Où chacun, pratiquant le respect de soi-même,
Mettrait tout son orgueil et toute sa fierté,
Non point dans son pouvoir, mais dans sa liberté—

Qui donc, si ce qu'on voit dans notre chère Attique,
Eût été deviné par l'esprit prophétique,
Qui donc aux temps obscurs des tyrans n'eût pensé :
« Ce prophète est un fou ! Ce rêve est insensé ! »
Il a tort — toujours tort ! — celui qui désespère,
De voir changer le temps d'épreuve en temps prospère,
Pour celui qui défend un beau rêve qu'il croit
Basé sur la Justice et fondé sur le Droit.
C'est pourquoi nous devons, tous, autant que nous sommes,
Fussions-nous faibles même, aux yeux des faibles hommes,
Alors que nous portons un rêve tel au front,
Tout risquer, tout braver : mépris, injure, affront,
Les menaces, les coups, la prison et le glaive,
Pour préparer le champ où la moisson se lève !
Si nous avons raison, l'épreuve peut venir.
Un jour, la Vierge aux longs voiles noirs : l'Avenir,
Se dressera montrant à la terre domptée
Cette Victoire d'or que nous aurons sculptée !..
Un jour notre idéal, chacun le fera sien !
Je voudrais essayer de vous dire le mien...

Bien souvent, j'ai relu les annales d'Athènes
Et, laissant de côté les époques lointaines
D'Erechteus, de Jason, de Kodros et de ceux
Dont Homère a chanté les exploits fabuleux,
J'ai tenté de peser d'une main équitable
Ce que nous nous ont coûté nos guerres. Je ne table
Que sur ce qui s'est fait depuis cent cinquante ans...
Ce que nous ont coûté d'argent, de combattants,
Nos guerres, nos erreurs, le compte est difficile...
Les Expéditions d'Aigypte et de Sicile...

KLETOS, l'interrompant.

D'où nul n'est revenu !...

KALLIPOUS.

L'effort qui nous livra
L'Eubée, Amphipolis, Ægine, Mégara,
Sphactérie.

DIOMÉDON, l'interrompant.

Et Délos après trois ans de siège !

KALLIPOUS.

La lutte contre Sparte et son triste cortège
De deuils qui font encor frémir nos cœurs aux mots
De Délion, d'Himère et d'Ægos-Potamos;
Puis l'affreux cauchemar des deux Guerres Sacrées...

ARISTODÈME.

Des vieillards égorgés.,.

MINDAROS.

Des femmes massacrées...

KLETOS.

Vingt-deux villes qu'on brûle et qu'on rase en Phokis

KALLIPOUS.

Ensuite vos colons par Philippe conquis :

DIOMÉDON.

Potidée en Kalcis.

ARISTODÈME.

Sestos en Khersonèse !

KALLIPOUS.

Des rives de l'Euxin jusqu'au Péloponèse,
Chaque golfe s'embrase et quelque ville au fond
Tache de feux sanglants l'Eubée ou l'Hellespont...

KLETOS.

Les guerres de Lokris.

MINDAROS.

D'Ambros.

DIOMÉDON.

De Mytilènes...

KALLIPOUS.

Mais, qu'importent ces noms dont cent pages sont pleines,
Ce que nous ont coûté ces éternels combats,
De sang, de pleurs et d'or — on ne le saura pas !
Le gouffre ouvert est trop profond ! Pour qu'on la sonde
La mer du sang, des pleurs, de l'or est trop profonde !
« Ah ! Nulle autre cité n'existe dans le monde
» Ayant pour appuyer sa gloire, dira-t-on,
» A gauche Salamine, à droite Marathon ! »
C'est vrai ! Mais en dehors d'une inutile gloire,
En dehors de beaux noms sonores dans l'Histoire,
Qu'ont produit ces combats, ces sièges, ces efforts ?...
De ces milliers de champs, ensemencés de morts
Dites, qu'est-il sorti de bonheur et de vie ?
De quelle floraison de progrès fut suivie
La semence de sang ? Parlez !... J'écoute !... Hé bien ?...
Ces semailles de mort qu'ont-elles produit ?...
— Rien !

DÉMOSTHÈNES, protestant.

Oh ! Rien !...

KALLIPOUS, très vivement.

Tu parleras après moi, Démosthènes !
Rien, dis-je ! Les trésors qui font l'orgueil d'Athènes,
Ces monuments fameux, ces temples, ces palais
Sont les fruits de la paix qu'on dut à Périklès !
Le geste des combats fut un stérile geste !
Rien des biens mal acquis par la force ne reste !
Vos frontières sont là, sur ces monts éclatants,
Où Kimôn les voyait, voilà cent cinquante ans !
L'œuvre d'horreur devant laquelle un cœur se serre
Est stérile ! Du moins, est-elle nécessaire ?
Pouvait-on éviter ces combats incessants,
Ces pillages, ces sacs, ces meurtres d'innocents ?..
On le pouvait ! Toujours — prenez en main l'histoire
Si vous doutez du fait éclatant et notoire —
On pouvait éviter l'irréparable deuil,

Si la voix d'avarice, ou d'envie, ou d'orgueil,
N'eût éveillé l'écho de voix disant : Qu'importe!
Ton glaive est le meilleur et c'est toi la plus forte.
Athènes! Ne crains rien! Tu dicteras la loi!
Satisfais ton désir, car la force est pour toi!

DÉMOSTHÈNES.

Mais c'est abominable... et faux!

KALLIPOUS.

Oui, Démosthènes!...
Abominable... mais pas faux! Les plus hautaines
Cités reculeraient devant l'œuvre de mort
Si rien ne leur disait : « Ton glaive est le plus fort! »
Hé bien moi, je voudrais que cette voix maudite
On ne pût plus l'entendre, on l'étouffât bien vite...
Les lois ont désarmé, déjà, les passions
Des citoyens. Pourquoi celles des Nations
Gardent-elles encor leur poignard et leur glaive
Qu'en un instant d'erreur un geste fou soulève?
Nous avons fait déjà trop de ces gestes fous!
Le sot peut remplacer les raisons par les coups
Mais un Athénien, préfère, esprit moins fruste,
Au droit des plus gros poings, la raison la plus juste!

KLÉTOS.

Pouvons-nous supporter que l'habile ou le fort,
Impose ses désirs, même lorsqu'il a tort?

KALLIPOUS.

Et que le faible, ayant un titre légitime,
Malgré titre, bon droit et raison, soit victime?
Disons au monde entier : « Nous ne frapperons plus!
« Des temps de violence et de mort révolus,
« Athènes veut, pour elle au moins, terminer l'ère,
« La Justice la garde et la Raison l'éclaire! »
Plus d'armes! Plus de port de guerre, d'arsenaux,
De mercenaires noirs, gardant de noirs créneaux!
Brûlons arcs, javelots, balistes, hélépoles,
En Temples de la Paix, changeons nos Acropoles,
Et que tout l'univers entende un cri hautain :
« Athènes ne fait plus la guerre qu'au Destin
« Qui comme un sombre vautour, tient l'homme dans [sa serre!
« Guerre au Vice, à l'Erreur, au mal, à la misère... »

DÉMOSTHÈNES.

Guerre! Te souviens-tu par l'ardeur emporté
Qu'il ne nous reste plus d'armes?

KALLIPOUS.

Et la clarté?
La Science, la Vertu, sont-elles des cuirasses
Sur lesquelles les coups ne laissent point de traces?
Et ne suffit-il pas, pour voir le mal dompté
D'être forts de Sagesse et puissants de bonté?

DÉMOSTHÈNES, incrédule.

Et si, dans un coin de la terre, se cache
Un peuple assez méchant, une race assez lâche,
Pour vouloir, pour oser un jour porter la main
Sur la Cité qui va devant le genre humain,
Qui devant le cortège obscur va, la première,
Blanche et douce — portant dans l'ombre la lumière,
Oui, si l'on profitait de l'œuvre qu'elle fait
Pour préparer contre elle un atroce forfait,
Et si le ciel laissait s'accomplir un tel crime,
Et si par le trépas de l'auguste victime
S'éteignait le flambeau généreux et béni,
C'est qu'il n'est point de Dieux, au fond de l'infini!

(La majorité semble l'approuver.)

Pour conclure et me résumer de façon claire,
Je vous demande, que le Parti Populaire,
Défende dès demain, devant l'Ecclésia
Trois projets. Le premier :

(Il lit.)

« Le fort qu'édifia
« Conon, du côté droit de la Porte Dipyle
« Sera démantelé. » Le second : « Hypsipyle,
« Le Parthe et ses guerriers mercenaires seront
« Débandés. » Le troisième : « Aussitôt qu'ils pour- [ront
« Les Archontes, armant la nef Paralienne,
« Choisiront dix vieillards de famille ancienne,
« Qui s'en iront chez tous les Peuples, proclamer
« Qu'Athènes veut la paix et vient de désarmer,
« Et que ses fils, malgré les préjugés contraires,
» Dans tous les humains — tous! — voient désor- [mais des frères! »

DOURIS, bas, à Mindaros.

Khloé sera ta sœur... petit incestueux!...

(Voyant la fureur de l'autre, il s'esquive rapidement.)

MINDAROS, le menaçant.

Toi, je te casserai...

KLÉTOS.

Noble!

DIOMÉDON.

Grand

ÉRASINIDÈS, un peu ironique.

Vertueux!

ARISTODÈME, un paysan dans le genre de Kléon.

C'est un très bon projet!

(Bas à Diomédon.)

L'ombre du fort Dipyle
Fait tort à mes navets!

DIOMÉDON, bas à Aristodème.

Un Parthe d'Hypsipyle
Tourne autour de ma sœur... excellent débarras!...

MINDAROS, bas aux deux autres.

La nef Paralienne est vétuste. Les rats,
J'en suis certain, ont fait de grands trous dans ses [voiles
Je m'en vais vendre au moins deux cents brasses de [toiles.
Ce côté du projet est parfait !...

DÉMOSTHÈNES, qui a pris la place de Kallipous sur les degrés.

Chers amis !...
Nous voyons arriver enfin les temps promis !
L'Age d'Or nous revient ! Dans les lointains bleuâtres,
Où le tendre Hésiode a fait danser ses pâtres,
Nous reverrons les loups paître avec les agneaux ;
Les ours débarrassés de chaînes et d'anneaux,
Posant sur les berceaux leurs bonnes grosses pattes,
Remplaceront près des enfants, les Spartiates
Plantureuses : la poule, au fond des basses-cour
Ecoutera, les yeux baissés, les mots d'amour
Du renard ; corrigés de leurs instincts farouches,
Les lions seront fiers de nous gober les mouches...
Mais non, non ! Mouches, taons, puces perdront aussi
Les instincts déplaisants qu'ils eurent jusqu'ici,
Plus de vœux opposés, plus d'intérêts contraires,
Les animaux les plus ennemis sont des frères !
L'homme lui-même à la bonté va s'essayer !...
L'acheteur n'aura qu'à sourire, pour payer !
Le commerçant n'aura qu'à sourire pour vendre !
Chacun donnera tout ! Chacun pourra tout prendre
Et les belles enfants, qui vont, le côté nu,
Vous paîront pour goûter leur amour ingénu...
Finis, finis les deuils, les soucis et les luttes,
Nous allons remplacer les piques... par des flûtes !

Moi je veux bien ! Oh ! Moi je veux bien !... Seulement
Il faudrait commencer par le commencement...
N'allons donc pas,

(A Kallipous.)

comme il semblait que tu le pusses,
Convertir pour début, ours, renards, loups et puces...
Non ! — N'allons pas tenter, d'ôter en une fois,
Non ! — N'entreprenons pas encore le vaste ouvrage
De faire du bandit et du voleur un sage !...
La fureur aux lions, l'ambition aux rois...
Non ! — Réservons l'effort qui changera soudain
Un fils de Sparte, en lièvre, un fils d'Athène, en daim..
Contentons-nous d'abord — prodiges moins ex- [trêmes —
Avant de tout changer — de nous changer nous- [mêmes..
Que dis-je " Nous " C'est trop !... Le meilleur d'entre [nous,
Le plus sage — le plus indulgent — Kallipous...

(La figure de celui-ci trahit une colère contenue.)

Kallipous, qui, tantôt, d'une voix de colère,
(J'avais dit quelques mots qui semblaient lui déplaire
M'a fait rentrer ces mots jusqu'au fond du gosier,)
Kallipous qui, si son regard était d'acier,
M'en ferait pénétrer dans l'estomac six pouces...
Kallipous qui rêva pourtant douceurs si douces...

KALLIPOUS. [illegible]

Mais...

DÉMOSTHÈNES, [illegible]

Pour bien vous montrer son amour de la paix
Et pour bien nous prouver qu'ils ne l'ont pas trompés,
Ces doux espoirs qu'il vient d'éloquemment nous dire,
Il va m'écouter, là, sans cesser de sourire,
Car pour sa part il a cloué dans leur cercueil
Nos deux vieux compagnons, « l'égoïsme et l'or- [gueil. »

(Tous même les amis de Kallipous. [illegible] ironie de l'orateur.)

KALLIPOUS, bas [illegible]

Je vais, pour ton neveu, dire un mot au Chorège !

DÉMOSTHÈNES.

On cria — noblement, pourquoi le cacherais-je ? —
— « Guerre au vice ! à l'erreur ! à la misère ! au mal ! »
C'est parfait ! Mais chacun s'est fait un idéal
De sagesse, d'honneur, de vertu, qui diffère
De celui du voisin ! A Thèbes, l'on préfère
Le laboureur paisible, occupé par son champ
Au citoyen heureux d'assouvir son penchant
De pondre des discours sur la place publique...
— Ce n'est pas ce qu'admire une autre République !
A Corinthe, il convient à l'homme vertueux,
De se montrer expert aux arts voluptueux
Et le plus estimable est celui qui caresse
Le plus habilement sa lascive maîtresse.
A Sparte, crânes durs, sous le casque aux longs crins,
Les bons esprits n'ont pas de plaisirs plus sereins
Que de voir, tout sanglant, tomber à la renverse
L'ennemi qu'un grand coup de sarisse transperce...
Ces gens vertueux-là sont dangereux pour nous !
Quand nous suivrons les bons conseils de Kallipous
Et qu'aux bouillants guerriers conduits par leurs [Ephores,
Nous n'opposerons plus que quelques canéphores,
Courbant leurs fronts charmants sous des roses... je [crains
De voir bientôt, partout, des casques aux longs crins..
Je ne sais qu'un moyen d'arranger cette affaire...
Il est pénible, il est horriblement sévère,
Mais si un bon motif nous a préoccupés !...
Extirpons ces gens-là — pour l'amour de la paix...
La Cause est belle ! Il faut qu'Athènes s'y consacre..-
Tous ces peuples guerriers gêneurs... qu'on les mas. [sacre.
Supprimons ! Supprimons ! Supprimons ! Suppri- [mons !
C'est que nous aimons bien, nous, lorsque nous ai- [mons !...

Mort! à qui se dérobe et fuit notre tendresse!
Mort! à qui fuit l'ardeur de bonté qui nous presse!
Mort! à qui ne sait point quel amour nous est dû!...

(Tous les auditeurs se délectent de l'ironie.)

KALLIPOUS, bas à Kallias.

Ton beau-frère sera nommé! — C'est entendu!

DÉMOSTHÈNES.

Vous croyez que je ris! Le rêve magnifique
Sorti d'un noble cœur, noblement pacifique
Finit presque toujours par des égorgements. —
L'histoire de nos jours vous dira si je mens!
On vous parlait tantôt des deux Guerres Sacrées,
De vieillards mis à mort, de femmes massacrées,
De pays tout entiers dévorés par le feu...
Pourquoi donc ces horreurs? — Pour obéir au vœu
Du Tribunal des Douze Amphictions — naguères
Etabli par l'Hellas pour empêcher les guerres!...
C'est au nom de l'amour qu'ils se sont égorgés...
Je préfère les loups aux moutons enragés!

Si vous voulez la paix, que la Ville soit forte!
A la plupart des cœurs la force seule importe
Beaucoup dédaigneront la main qu'un faible tend!
Les hommes sont tels!... Tous!... Athènes (et pourtant
De toute lâcheté son noble cœur s'écarte)
Parle beaucoup plus haut à Mégara qu'à Sparte.
Si vous ne voulez point que l'on vous parle haut,
Il faut que vos rivaux vous craignent! *Il le faut!*

Mais même en admettant que son rêve soit sage,
Notre Athènes chérie a fait trop bon usage
Du glaive qu'il s'agit de briser aujourd'hui,
Pour qu'on puisse songer à la priver de lui!...
Quand Xerxès, sous le poids de ses hordes d'esclaves,
S'efforçait d'écraser Thémistocle et ses braves,
Athènes, n'a-t-il point, ce bon glaive à ton bras,
Défendu, préservé, vengé, sauvé l'Hellas?
Quand Pisistrate et son atroce tyrannie,
S'efforçaient d'abaisser, d'avilir ton génie,
Avec quel noble orgueil, ton glaive, le vit-on
Au bras d'Harmodios et d'Aristogiton!
Gloire! Gloire à qui tient le fer qui te protège
Belle Athènes! Soldat, mercenaire ou stratège,
Il sait très bien, celui qui le porte au côté,
Que c'est pour la Vertu, que c'est pour la Beauté.

(La majorité des auditeurs est en sa faveur.)

Je vous propose, quant à moi, la chose est claire,
De rejeter, au nom du Parti Populaire,
Le projet de désarmement.

PAKHÈS.

Votons!

LES PARTISANS DE DÉMOSTHÈNES.

Oui! Oui!...

KLÉON, bas à Kallipous.

Alors, mon olivier? Hein? C'est «non»...

KALLIPOUS.

Aujourd'hui
Je verrai le Dikaste...

KLÉON.

Ah!... bon!...

PAKHÈS.

Votons!

KLÉTOS.

Silence!

KALLIPOUS.

Un mot encor!

(Du haut de la première marche.)

Malgré les traits que l'on me lance,
Je crois que mon projet est sage! A l'instant, là,

(Il montre l'endroit où il a parlé à Théano.)

Un noble coeur, un fier esprit me révéla
Ce qu'en pensent les chefs Eupatrides.

DÉMOSTHÈNES.

Certe,
Ils admirent un plan qui peut être la perte
De notre parti.

KALLIPOUS.

Non celle qui me parlait
Est un cœur généreux Un calcul bas et laid
Ne peut entrer en lui. J'en suis sûr. Je l'atteste!
C'est du plus noble sang, la dernière qui reste...
C'est — mais son nom sacré ne nous importe point,
Je suis sûr de ne pas me tromper sur ce point:
Les Eupatrides sont acquis à notre cause,
Et le triple projet qu'en vos mains je dépose,
On vient de m'avouer qu'ils en étaient jaloux!
Je suis certain qu'ils vont le défendre avec nous,
Devant le Peuple!...

TOUS, surpris.

Ah!...

PAKHÈS.

Tiens!... C'est étrange...

KLÉTOS.

Superbe!

ÉRASINIDÈS.

Bizarre!

KALLIPOUS.

Oublions donc tout sentiment acerbe.
Votons! Votons la Paix, la Concorde et l'Amour!..

PAKHÈS.

Votons!

KLÉTOS.

Votons !

PAKHÈS.

Par ici « Contre » et par là « Pour » !

(Il montre la gauche où se tient Démosthènes pour les votes négatifs, la droite où se tient Kallipous pour les votes affirmatifs.)

DOURIS, bas à Mindaros.

Votons l'amour !... Khloé sera...

MINDAROS, furieux l'interrompt en sautant sur lui, en le giflant et en le jetant à terre. Ils se roulent l'un sur l'autre.)

Tiens ! Imbécile...

Attrape !..

TOUS, se jetant sur eux et les séparant, hirsutes, les vêtements déchirés, l'un un œil noir, l'autre le nez plein de sang.

Holà !..

DOURIS, retenu par un ami, menaçant Mindaros.

Chien !

MINDAROS, contenu par un ami, menaçant Douris.

Porc !..

DÉMOSTHÈNES, bas à Pakhès, ironiquement.

S'aimer... c'est si facile

(Douris, Pakhès, Erasinidès et six autres se sont résolument rangés autour de Démosthènes ; Klétos, Diomédon, Aristodèmes, Mindaros et trois autres autour de Kallipous ; au milieu, Kallias, Kléon et Agis paraissent hésiter.)

PAKHÈS.

Dix par ici !.. Combien pour Kallipous, par là?..

(On se compte. Kallias, Kléon, Agis, se joignent au groupe de Kallipous.)

KLÉTOS, triomphant.

Onze !..

LES AMIS DE KALLIPOUS, joyeusement.

Ah !

PAKHÈS, bas à Démosthènes.

Kallipous aux trois derniers parla
Tout bas !.. J'en suis certain ! C'est vraiment une [honte !
Il abuse un peu trop de son pouvoir d'Archonte !

KALLIPOUS, au groupe de Démosthènes.

Amis, unissons-nous et la main dans la main
Assurons à la Cause un triomphe, demain !

DÉMOSTHÈNES.

Non ! Quant à moi, malgré la règle et la coutume
Bien que j'en aie au cœur une grande amertume,
Je me séparerai de vous !..

TOUS, surprise, colère, tristesse.

En vérité !

DÉMOSTHÈNES, avec fermeté.

Je combattrai l'avis de la majorité !

KALLIPOUS, froidement.

Tu quittes le parti ?

DÉMOSTHÈNES.

Je hais qui livre Athènes
Sans défense, aux efforts d'un tas d'obscures haines...

KLÉON, lui montrant le poing.

Aristocrate déguisé !..

KALLIAS et AGIS.

Bon débarras.

KALLIPOUS.

Le procès est jugé. Fais ce que tu voudras !.!

FIN DU PREMIER ACTE

(*A suivre.*) ALBERT DU BOIS.

LA SUISSE, L'ALLEMAGNE ET NOUS

Voici réglée — pour un temps — cette question épineuse : la Suisse aura-t-elle du charbon ? Oui, elle en aura : de la Ruhr et de la Loire. L'offre française du 6 mai lui a permis de se soustraire, dans une certaine mesure, aux exigences germaniques : prix dérisoire de la houille (180 francs la tonne qui en vaut 40 sur le carreau de la mine), contrôle allemand sur l'emploi de ce combustible, sur celui des charbons et bois suisses comme sur les marchandises importées des Etats-Unis. Ainsi pesait la Wilhelmstrasse, de toute sa puissance économique. Contrainte par la démarche de notre chargé d'affaires à Berne de barsser ses prétentions, elle prétendait encore à la surveillance sur le matériel de guerre destiné à l'Entente, au cas où la France ne fournirait pas les quantités promises. Le Département politique de la Confédération a dû reconnaître (après quelque hésitation) que ni la Suisse ni nous ne pouvions admettre une exigence de caractère injurieux. Le fameux article 6 a disparu de la convention du 15 mai. Elle stipule seulement le contrôle de la houille allemande par une société que nomme le Conseil fédéral lui-même, tout comme pour l'Entente s'exerce le contrôle des lubrifiants. Les usines travaillant pour la France recevront du charbon français ; la France continuera de recevoir des bois suisses. L'Allemagne alimentera les locomotives fédérales, les autres usines, les foyers domestiques, elle donnera aussi le fer, le sulfate de cuivre, le sucre, les produits pharmaceutiques, recevra en échange du chocolat, des conserves, des produits laitiers, du bétail bovin, des fruits..., tout cela surveillé, contrôlé, épié par des organismes « purement suisses », mais qui n'en représentent pas moins les intérêts respectifs

des deux groupes de belligérants entre lesquels les cantons, « Etat souverain », cherchent à se dérober aux charges qui pèsent sur leur vie économique et à conjurer des difficultés politiques.

*
* *

L'Angleterre est une île. La Suisse est un carrefour. La première a pu vivre dans un splendide isolement. La seconde voisine avec quatre grandes puissances. Elle souhaite, et il lui faut, l'amitié de toutes ; car elle est au confluent de trois races, de trois cultures, association de communes rurales, de petites républiques démocratiques auxquelles ne fit jamais défaut l'esprit d'indépendance et de liberté — *Svizzeri armatissimi et libertissimi*, écrivait déjà Machiavel — mais qui ont besoin de respirer l'air du dehors pour que s'élargisse un peu l'horizon de leurs montagnes. De fait, entre les cantons, subsistent des dissemblances profondes et des tendances, des sympathies quelquefois divergentes. Ils savent que leur sol, pittoresque, mais stérile en partie, ne suffit pas à nourrir les Suisses. Aussi tiennent-ils à la bienveillance des voisins, et ceux-ci l'accordent sans réserve à une race honnête, laborieuse, ayant pour seule ambition de rester libre et de vivre en paix, mais non aux dépens de sa dignité nationale : Bismarck lui-même l'éprouva lors de l'affaire Wohlgemuth.

Les nuages, qui depuis vingt ans s'amoncelaient à l'horizon européen, ont dès longtemps inquiété les Helvètes ; ils redoutaient un conflit où pourrait les entraîner non leur propre volonté, mais une violation de leur territoire : avec un redoublement de zèle ils cherchaient l'amitié des rivaux, et, pourquoi le dissimuler ? La majorité s'empressait surtout vers l'Empire auquel les rattachent des liens ethniques, une similitude de langage, avec lequel croissait le trafic des marchandises comme des idées, et que beaucoup jugeaient trop puissant pour ne pas se le concilier à très haut prix.

En août 1914, toute la Suisse n'eut qu'une devise : neutralité loyale ; qu'une idée : se soustraire aux dangers extérieurs. Les Romands gardaient néanmoins leur sympathie à l'Entente ; les Alémaniques croyaient à la victoire rapide, écrasante, nécessaire des Centraux ; leurs connexions avec l'Allemagne les orientaient nettement vers le Nord, d'où venaient, non-seulement le charbon et les matières premières, mais aussi un large apport d'idées, d'habitudes intellectuelles, favorisé par l'incessant échange, entre les universités, d'étudiants ou de professeurs dressés à persuader les Suisses de la mission historique, de la force des Germains. Les relations, amènes avec l'Autriche Hongrie, en étaient venues avec l'Allemagne à une véritable anastomose de certaines industries, de certains organes de presse. Tant y a que la guerre parut à nombre d'honnêtes Bâlois, Zurichois et Bernois l'effort légitime des Empires pour rompre « l'encerclement » projeté par la perfide Angleterre ou les ambitions du tsarisme. Ni l'agression contre la Serbie, ni l'invasion de la Belgique n'ont soulevé l'indignation qu'on aurait pu escompter chez un peuple, dont l'habituel bon sens aurait dû voir que la seule foi des traités assure l'existence des petits Etats, et que l'acte du 20 novembre 1815 pourrait, lui aussi, être mis au rang des « chiffons de papier. » Mais non. La Serbie était l'avant-garde du slavisme ; la Belgique n'était pas exempte de certaines collusions avec France et Angleterre ; le traitement qui lui fut infligé, certains Suisses refusèrent d'y croire, d'autres l'excusant au nom des nécessités militaires ou des excès commis par les Français eux-mêmes...

Ces appréciations d'ailleurs n'ont jamais obnubilé, chez nos voisins, leur naturelle bonté de cœur. Ils se sont mis au service de l'humanité. Pris d'une sainte horreur à l'aspect des misères de la guerre, ils ont tâché de les adoucir chez l'un ou l'autre belligérant. Leurs bienfaits, sur ce terrain, tous les savent : renseignements sur les prisonniers, communications entre ceux-ci et les familles, envoi de vêtements, de vivres, internement de grands blessés dans une mesure assez large, rapatriement de civils, hier encore convention sur l'échange des captifs ; autant de motifs pour la France d'alimenter sa sympathie traditionnelle envers la patrie de la Croix-Rouge, que ne dirigeait certes pas un souci de ménager l'avenir en se créant des titres à la reconnaissance et qui se guidait seulement par une compassion sincère et une haute conception de la charité.

La guerre se prolongeait, cependant, contre toute attente. Elle se compliquait, embrasait le monde. La situation des neutres se faisait plus difficile, — celle de la Suisse entre autres. De tous temps elle fut terre d'asile aux exilés les plus divers, épaves de la vie, champions de nationalités opprimées ou soi-disant telles — Finlandais et Ukrainiens — réfractaires, déserteurs de toutes les armées, (le refus du service militaire n'étant considéré que comme un délit d'opinion). De ces derniers, beaucoup au début avaient rejoint leur patrie, dans un élan de repentir ; mais la souffrance, le danger grossissaient à nouveau le flux des timides ou des lâches, et les évadés arrivaient, du Jura et du Rhin : au total, une population hétéroclite, 30.000 âmes davantage, plus gênante que gênée

pas trop de scrupules. Ajoutez que la Suisse fut toujours un terrain propice à l'espionnage ; que depuis quatre ans l'activité des agents secrets y a pris une extension nouvelle, comme aussi les « conversations » entre diplomates ou négociateurs de toute envergure, d'un Bülow ou un Mensdorf aux plus obscurs sondeurs de terrains sans oublier des souverains en rupture de trône, un Khédive, un Constantin, demain peut-être un autre, suivis d'un cortège de partisans ou d'adversaires forcenés : les Vénizélistes, les Constantiniens sont allés jusqu'aux batailles dans la rue. Ajoutez encore la guerre sous-marine, dangereuse pour l'approvisionnement de la Suisse à laquelle les puissances de l'Entente ne pouvaient assurer une part aussi large qu'autrefois. Les cantons sont entrés, eux aussi, dans l'ère des privations : limitation du combustible, du gaz ; cartes de riz, de sucre, diminution du lait, de la graisse, jours sans viande, restrictions et surtaxes aux services des chemins de fer et aux trafics postaux ; rationnement du pain à 225 puis à 200 gr., augmentation générale et croissante du coût de la vie, qui jetait l'inquiétude et suscitait des murmures chez un peuple accoutumé à une vie sans faste, mais assez grasse, et chez lequel la hausse du lait manquait de déchaîner des émeutes. De là une irritation croissante qui compliquait la tâche déjà malaisée du gouvernement fédéral. Chacun des groupes de belligérants, pour ravitailler la Suisse, exigeait des garanties : l'Entente, un contrôle de ses importations par la « Société suisse de Surveillance » (S. S. S.) l'Allemagne, de même, par le « Bureau de surveillance », les uns demandant du bois, les autres du bétail, et tous, des mesures financières en vue de relever la puissance d'achat de leur monnaie dépréciée sur une place de change où la richesse publique s'est augmentée jusqu'à la rendre une des banquières de l'Europe. On conçoit à quelles difficultés quotidiennes se heurte le gouvernement de Berne, entre son très légitime désir de paix et son vif souci de la dignité nationale. Le mécontentement des citoyens n'est pas pour lui alléger le fardeau. L'armée suisse, mobilisée en partie, monte la garde aux frontières : d'où des dépenses nouvelles, des impôts assez lourds, un déficit de 59 millions pour 1918 au budget fédéral. Le milicien trouve les convocations très longues et le contribuable, les taxes fort lourdes. Il sert, il paye, mais son dépit et son irritation grossissent contre une guerre dont il juge injuste de souffrir, parce qu'à ses yeux, elle ne l'intéresse pas.

La mobilisation, dès les premiers mois, avait exigé un renforcement immédiat de l'autorité militaire. Pendant deux années celle-ci a eu la prépondérance sur l'élément civil : le Conseil fédéral emboîtait le pas à l'Etat-Major où régnaient le général Wille, Suisse né à Hambourg, époux d'une comtesse von Bismarck, et le colonel Sprecher von Bernegg, cousin du général autrichien von Salis ; l'un et l'autre de pur sang alémanique, en relations étroites avec les hautes sphères militaires de Berlin, inspirant au corps des officiers suisses un orgueil de caste inconciliable avec les mœurs d'une démocratie, et imposant à la troupe une rigidité de discipline, un automatisme de manœuvres qui peut-être ont fait la force de l'armée prussienne, mais mal appropriés au tempérament des recrues suisses et très faits en revanche pour semer la désaffection entre les gradés et les hommes, pour jeter ceux-ci dans l'antimilitarisme. Berlin prévoit, en effet, les deux alternatives : l'armée suisse doit être ou pro-allemande ou impuissante. Il ne paraît pas, somme toute, que l'antimilitarisme, malgré de rapides progrès, ait jusqu'ici contaminé la masse du peuple ni les pouvoirs fédéraux : la proposition des députés socialistes tendant à supprimer les dépenses militaires n'a réuni au Conseil National que 9 suffrages contre 133. Le peuple reste fier de son armée; il la croit nécessaire pour obvier à une violation de territoire qu'il a longtemps crue plus menaçante à l'Ouest qu'au Nord. Voilà pourquoi il a supporté deux années un régime où les conservateurs militaires gouvernaient avec le concours des éléments les plus réactionnaires, supporté le règne de M. Hoffmann — celui-ci fils d'un Allemand naturalisé — jusqu'à la pénible affaire des colonels Egli et de Wattenwyl. Mais, ce jour-là, il devint nécessaire de limiter les pouvoirs militaires et de revenir au contrôle régulier du Parlement. M. Hoffmann lui-même a dû disparaître en juin 1917, lorsqu'il fut établi que ce chef du département politique avait prêté son entremise et jusqu'au chiffre diplomatique à des manœuvres de paix entre Allemagne et Russie, manœuvres dirigées par qui ? par Grimm, l'organisateur des conférences de Zimmerwald et de Kienthal !

*
* *

Pour le public, ces scandales furent une révélation. Ce n'étaient toutefois que des épisodes de la formidable propagande menée en Suisse par l'Allemagne, dans tous les domaines : diplomatique et commercial, religieux et financier, et visant des buts d'après guerre : suzeraineté politique, omnipotence économique. La campagne est menée d'ailleurs avec un luxe de moyens matériels qui prouve l'importance qu'on y attache à Berlin.

Là où la France se fie à son bon droit, à la puissance des idées, l'Allemagne nourrit son mysticisme d'aliments solides, et étaye sa propagande d'arguments substantiels. Le contraste éclate, à Berne, entre la modeste ambassade française et l'énorme légation impériale où siègent officiellement 700 employés de toutes spécialités, en relations étroites avec la foule de leurs nationaux qui travaillent et intriguent sans relâche entre l'Aar et le Rhin.

De ce mécanisme occulte nous ne décrirons pas les rouages. Constatons seulement que l'infiltration germanique utilise des cheminements variés. Au premier rang la presse : certains journaux de Zurich, Bâle ou Berne acceptent très volontiers la pâture intellectuelle qui leur arrive triturée ; puis les agences de tout ordre, le cinéma à l'occasion, la propagande régulière et personnelle à domicile auprès des notables les plus influents, le tout camouflé vis-à-vis des rebelles ou des sceptiques, sous un manteau de « neutre » ou présenté comme l'aveu d'un « ententiste » désabusé. Il importe, d'ailleurs, d'éviter certaines exagérations ; mais si nous ne devons pas croire que tous les Suisses se soient laissé infecter par cette propagande, il est nécessaire de bien voir les sollicitations qui les assiègent. Leur mérite à y résister n'en serait que plus grand. En décembre 1914, il fallut un véritable héroïsme au poète Karl Spitteler pour se déclarer publiquement en faveur de la Belgique et des Alliés. Serait-ce trop de dire qu'il y faudrait encore aujourd'hui du courage ?

Entre tous ces écueils, les pilotes de la barque fédérale louvoient péniblement. Ils sont accoutumés à naviguer sur les lacs suisses ; parfois on leur souhaiterait l'habitude de la haute mer. Profondément honnêtes, administrateurs intègres et instruits, les hautes montagnes assez longtemps leur dérobèrent le monde ; ils ont paru quelquefois mal à l'aise dans des crises graves où la Suisse n'était pas seule en jeu. On peut en dire de même de la nation, dans son ensemble. Dans un livre ardent et courageux : *Die Neue Schweiz*, M. Ragaz, un Suisse des Grisons, ose écrire : « Le peuple suisse ne voit plus que ses intérêts matériels. Il manque d'esprit au sens élevé du mot, et peut être aussi au sens le plus courant. Ayant peur de l'esprit, il est devenu le peuple de la médiocrité prudente. Dans le conflit actuel il ne cherche qu'à sauver sa mise, et c'est par là qu'il risque de la perdre. Son salut serait de représenter avec force une idée... Soyons toujours à la tête des peuples dans les combats pour la liberté, la justice et la bonté. Nos canons ne nous protègent pas, ni notre prudence, mais donnez-nous une Suisse qui soit l'incarnation d'une idée, et qui donc pourrait la détruire ? »

Nous ne prenons pas cette citation à notre compte. On peut ne pas croire au règne de la force, et constater, cependant, combien fragile est sans elle le Droit. Les idées ont leur puissance ; les canons aussi. En face de l'État omnipotent et monstrueux où communie l'humilité des peuples serfs, la plus noble démocratie, la plus libre, qui se ferait à sa juste cause risquerait fort de tâter de la « liberté allemande. » Les dirigeants de Berne, tout en secret, se rendent compte de leur faiblesse matérielle et peut-être se l'exagèrent. Suisses allemands pour la plupart, leur inévitable propension à regarder, écouter, voire admirer ce qui leur vient du Nord, se renforce d'une crainte révérentieuse qui obscurcit parfois leur vue. La tolérance intégrale envers les agissements de certains attachés allemands, de certaines appréciations du *Berner Tagblatt* est imputable à la crainte de complications diplomatiques. Une extrême longanimité à l'égard des Holtzmann, Münzenberg et consorts se peut à la rigueur expliquer par un respect intégral de la liberté, même envers les fauteurs d'anarchie. Il est moins compréhensible que des millions allemands puissent arriver à Paris par la valise diplomatique ; qu'un ministre fédéral à Washington, désavoué pour des intrigues équivoques, reste des mois à son poste ; qu'un chef du Département politique croie justifiée son entremise auprès de deux belligérants par cette excuse : « J'ai agi à titre privé et dans l'intérêt de la paix générale » ; que la Commission de contrôle ait l' « avertissement » singulièrement facile envers les journaux romands. Ceci n'est pas, de près ni de loin, un réquisitoire ; mais il est nécessaire pour les Suisses de comprendre comment, dans la lutte terrible que nous soutenons depuis quatre ans pour une cause qui est celle de tous les peuples libres, de tels épisodes produiraient quelquefois de la mauvaise humeur, peut-être un certain énervement parmi le grand public. Elle est certes difficile, la position du gouvernement fédéral entre les puissants voisins près desquels il lui faut à tout propos multiplier les démarches et parfois les excuses ; il est presque désarmé en face du partenaire dont la brutalité se dérobe à peine derrière des prétextes hypocrites. Tel le cas Burrus, ce citoyen Suisse établi en Alsace et détenu en Allemagne au mépris de tout droit. Peut-être pourrions-nous souhaiter, cependant, que le même paramètre fût toujours appliqué aux incidents similaires, incursions d'aéros, menues frictions aux frontières, et que certains fonctionnaires affichassent moins une germanophile ex-

cessive, à l'instar de ce policier qui injuriait les jeunes Alsaciens et les dénommait « traîtres à leur patrie »; que les oreilles françaises entendissent moins souvent en Suisse imputer à l'Entente, la prolongation de la lutte, comme si la Confédération devait souhaiter une paix bâtarde qui signifierait : divinisation de la Force, et mort des petits Etats ! Cela dit, encore une fois, sans nulle amertume, et avec le seul désir que nos voisins, eux aussi, pénètrent nos raisons comme nous tâchons de comprendre leur situation ; à ce prix, de l'épreuve sortira renforcée l'amitié traditionnelle de deux peuples entre lesquels il n'est que des motifs de rapprochement.

Les affaires intérieures de la Suisse ne nous regardent pas. Il nous est indifférent, en soi, qu'elle persiste dans ses traditions de fédéralisme sanctionnées par les constitutions de 1848 et 1874 et continue à voir dans les cantons les véritables foyers de la vie intellectuelle, morale, religieuse, — ou tourne à un centralisme bureaucratique. Il nous est loisible, cependant, d'observer combien ce fédéralisme protège les minorités romande et italienne contre la majorité, et que la tendance à renforcer le pouvoir central au détriment des organismes locaux, à rompre l'équilibre entre l'autorité des magistrats élus et les manifestations directes de la souveraineté populaire, signifie pour nos voisins un redoutable saut dans l'inconnu. Les centralistes peuvent dire — c'est leur meilleur argument, — que les compétences de la Confédération, accrues d'année en année, entraînent une extension énorme du fonctionnarisme, du nombre des agents nommés par le Conseil fédéral et dépendant directement de lui. Mais ces fonctionnaires, quelquefois, dépassent leurs attributions. Ils sont plus de 70.000 à regarder avec dédain leurs modestes collègues cantonaux, à former ce qu'on appelle là-bas : le 26e canton, celui des *Kanonlose Schweitzer*, prêts à ordonner, enregistrer, classifier selon les pures traditions de l'Empire parvenu, s'il faut en croire Ostwald, au stade de l' « organisation », c'est-à-dire à la compression maxima de la liberté individuelle. Il y a opposition absolue entre de tels principes et la souple autonomie des petites patries locales fondées sur la différence de sang, de langue, de religion, l'intérêts économiques. La Suisse a déjà fait la triste expérience du centralisme au temps de la République Helvétique : veut-elle que la formidable machine administrative vienne aujourd'hui niveler les originalités locales dont l'ensemble lui constitue une personnalité politique, écraser ces unités de la démocratie, champs d'expériences féconds pour la législation sociale, « endroits de la terre, dit Jacob Burckhardt, où le plus grand nombre possible des nationaux sont citoyens dans le sens le plus complet du terme ? » On incrimine certains préjugés, quelques étroitesses locales : sont-elles impossibles à extirper, sans recourir aux ordonnances d'un pouvoir central d'ailleurs fatalement exposé — ceci n'est pas une plainte mais une constatation — à recevoir ses inspirations, à puiser ses exemples auprès de l'Etat qui subordonne et sacrifie l'individu à la communauté, déifie ses propres manifestations et jusqu'à ses plus monstrueux excès, champion de l'autoritarisme, du militarisme et de l'impérialisme pour la ruine desquels nous versons, sans compter, le plus généreux de notre sang ?

Où mènerait la Suisse une telle politique ? Voyez la question de l'impôt direct fédéral. Les socialistes l'ont proposé, sous forme de contribution atteignant et la fortune, et le revenu. Ils se vantaient d'attirer les masses par cet appât démagogique : une taxe ne frappant que 140.000 citoyens sur 3.880.000, comme si, ultérieurement, la surface imposable ne devait pas être élargie ! Système absolument opposé aux principes démocratiques du droit égal et des devoirs égaux, innovation qui eût signifié la mort du fédéralisme par l'affaiblissement de la situation financière des cantons ; appel enfin à la lutte de classe, dans un moment où la Suisse a plus que jamais besoin d'union et de sang-froid. En rejetant la motion, les citoyens suisses ont fait preuve de sagesse : remarquons toutefois que la majorité hostile est due à l'attitude des cantons romands, alors que la plupart des centres industriels de la Suisse allemande témoignent d'une fidélité croissante aux traditions du marxisme, frère cadet du militarisme prussien et animé du même esprit despotique et fanatique que son aîné. Oh ! certes, à maintes reprises, nos voisins ont déploré publiquement le progrès chez eux des idées révolutionnaires ; ils protestent avec indignation à qui leur dit : « Ces idées viennent d'Allemagne. » Il n'en reste pas moins inquiétant de constater, dans beaucoup de mouvements et de troubles, l'influence et la main des naturalisés de fraîche date ; de voir le citoyen Grimm, l'apôtre du zimmerwaldisme, l'ami de Lénine, conseiller national, directeur des écoles de la ville de Berne (dont l'administration entière vient de passer aux mains des socialistes) ; de voir surgir les menaces de grève générale agitées de temps à autre par le comité d'Olten, le *Volksrecht* ou la *Forderung* à propos de l'expulsion d'un Münzenberg ou de la suppression de trois feuilles anarchistes et se multiplier les troubles périodiques tels que ceux de Bienne et de Lugano. La majorité

des Suisses le déplore, c'est entendu ; faut-il rappeler que toute révolution est le fait d'une minorité de violents en face des citoyens paisibles et paralysés ? Faut-il signaler encore l'habileté infernale de l'Allemagne à cultiver hors de ses frontières les virus subversifs, et à s'en préserver elle-même ?

* * *

« La seule solution raisonnable reste le protectorat de l'Allemagne sur tous les Allemands (de langue) à l'étranger. Nos professeurs de droit public trouveront bien la formule nécessaire. L'Allemagne doit désormais assumer le droit de protéger tous ses fils et filles à l'extérieur. »

Ainsi parlent les *Leipziger Neueste Nachrichten* du 25 mai. A ce train, la protection de Berlin serait prête à s'étendre sur les Suisses alémaniques opprimés, traqués, n'en doutez pas, par leurs confédérés de souche latine !

Nous disons aux Suisses : amis fidèles et désintéressés, nous venons de vous offrir le moyen d'échapper, pour une part, à la pesée économique de l'Allemagne. Que fait celle-ci ? Elle a multiplié les objections au passage des bateaux chargés de blé à destination de la Suisse — il lui fallait trois mois pour prévenir ses sous-marins ! Elle a brutalement coulé le *Sardinero* — elle a repris, contre vous, cette arme : la « guerre de la faim », dont elle accusait l'Entente de faire à son égard un usage criminel, et ses demandes s'appuient de menaces à peine déguisées. Comparez, jugez. Comprenez, surtout, qui porte les responsabilités du conflit actuel, et quelles ambitions le perpétuent. En aucun cas, de l'ouest ne vous vient le danger. Vous avez paru surpris, naguère, lorsque les Alliés, en reconnaissant à nouveau votre neutralité, ont cru devoir ajouter : « Elle sera respectée aussi longtemps que la Suisse elle-même la maintiendra, et que d'autres puissances ne la violeront pas ». Pourrions-nous donc rester immobiles au Jura, si les troupes impériales déferlaient vers Zurich ? Mais grâce à Dieu, parmi vous, des yeux s'ouvrent ; l'opinion suisse commence à s'apercevoir qu'aucune arrière-pensée machiavélique ne guide ni la France, ni l'Angleterre, ni les Etats-Unis ; contre les prétentions germaniques la résistance s'accentue, même parmi les industriels directement menacés par ses exigences, même parmi les catholiques dont les organes attitrés : le *Vaterland* de Lucerne, l'*Ostschweiz* de Saint-Gall repoussent avec vigueur les attaques du Centre allemand.

La Suisse souffre, certes. Moins cependant que d'autres peuples, dont les flancs saignent. Sincèrement désireux de voir les Confédérés soustraits au sort des Belges, nous les adjurons de comprendre que cette épreuve passagère : la restriction du pain, du lait, du pétrole, du chocolat, du charbon, doit être peu de chose pour le fier petit peuple qu'animerait encore, le cas échéant, contre tout envahisseur, l'esprit des conjurés du Grütli.

MAURICE LAIR.

LES ASPECTS ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE

Les faits économiques auront joué un rôle capital dans l'ouverture et dans le développement de la guerre actuelle, de même que des considérations économiques domineront les négociations de paix et, dès à présent, tiennent une place prééminente dans l'esprit de ceux qui auront charge de les préparer. Quelque graves que soient les problèmes nationaux et territoriaux posés, il ne l'emportent pas en ampleur sur les problèmes industriels, commerciaux, agricoles, qui surgissent de toutes parts. Certaines de ces questions territoriales paraîtraient même d'une solution bien plus facile, si elles n'enfermaient pas des questions de production et de ravitaillement vitales pour deux ou pour plusieurs peuples.

Ces aspects économiques de la crise mondiale se sont révélés dès le premier jour, mais ils étaient alors quelque peu obscurcis aux yeux de beaucoup de personnes qui n'analysent pas suffisamment les réalités immédiates. Ils se sont de mieux en mieux dégagés, au fur et à mesure que le conflit évoluait et que les belligérants étaient incités à mieux préciser leurs positions. Ils fournissent en somme la milleure explication de l'agression austro-allemande, comme des revendications de toute espèce qu'ont mises par écrit les associations dirigeantes d'outre-Rhin, à l'heure où elles ont cru à la possibilité d'une victoire, — comme des clauses même des paix que Kuhlmann et Czernin, avec le concours du général Hoffmann, ont imposées à l'Ukraine, à la Russie, et à la Roumanie, comme enfin des préoccupations qui se font jour depuis plusieurs mois à Berlin et à Vienne et qui sont loin de s'atténuer.

L'impérialisme contemporain n'est pas à base purement dynastique et militaire. Il fut une époque où nos écrivains consacraient des volumes à l'impérialisme anglo-saxon, — qui différait à bien

des égards de l'impérialisme germanique, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Et pourtant, la maison régnante outre-Manche n'a pu, depuis un long laps de temps, et pour cause, pratiquer une politique d'intérêt dynastique, — et le gouvernement anglais n'avait à sa disposition que des forces militaires réduites. Mais Joseph Chamberlain et son groupe entendaient élargir indéfiniment les débouchés de leur pays et faire, de toutes les communautés anglo-saxonnes éparses à travers le monde, un système vraiment clos. Ils visaient à une domination économique des deux hémisphères. De même, à la base de l'impérialisme allemand, il y a d'énormes appétits matériels, le désir de s'arroger une maîtrise de la production et des échanges, et voilà pourquoi une étude des faits économiques, qui ont caractérisé la période d'avant-guerre et la période de la guerre elle-même, est extrêmement séduisante en soi. Ce sera l'œuvre des historiens à venir, qui auront un riche champ à exploiter. Ils pourront, Etat par Etat, se livrer à des investigations approfondies, sûrs d'aboutir à des découvertes du plus haut intérêt. Je me propose uniquement d'évoquer ici quelques aperçus, en m'en tenant aux Empires centraux, qui portant le poids de l'initiative belliqueuse, méritent d'être spécialement envisagés.

*
* *

Lorsqu'on considère l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie purement et simplement comme deux Etats bureaucratico-militaires, on ne va pas au fond des choses. Leur politique n'apparaît pas clairement, si l'on s'arrête à cette notion ; on risque de ne pas tout comprendre dans la tragique histoire qui vient de se dérouler. Il faut tenir compte, et le plus largement possible, de l'évolution économique qui s'est accomplie, depuis quarante ans, chez nos deux principaux adversaires.

La guerre est toujours une industrie nationale pour la Prusse, mais derrière cette industrie, il en est une autre qui s'est associée à elle, qui se l'est le plus souvent subordonnée. La Silésie, la Saxe, le pays Westphalo-Rhénan n'ont plus rien de commun avec les pauvres provinces de Frédéric II. L'Allemagne a produit et surproduit dans l'ordre métallurgique, chimique, textile, etc., et déserté la terre pour l'usine. C'est l'explication en raccourci de sa politique mondiale. Il lui faut des marchés de vivres et de matières premières, et des débouchés pour ses fontes, ses machines, ses colorants. Elle avait jeté son dévolu sur l'Orient et le Bagdad synthétisait ses ambitions. Pour atteindre à Constantinople qu'elle avait mise en tutelle par une diplomatie tenace, il lui était nécessaire d'assujettir directement, ou par personne interposée, les Balkans, et de dompter le Slavisme du Sud, le seul obstacle. La personne interposée, c'était l'Autriche-Hongrie. Le cabinet de Vienne visait moins loin, mais l'industrie autrichienne et le commerce hongrois cherchaient à s'approprier Salonique : la conquête de ce port supposait l'écrasement de la Serbie et d'ailleurs, les intérêts économiques de l'Empire Danubien concordaient avec ses intérêts politiques, car c'était vers Belgrade que regardaient les populations de la Dalmatie, de l'Istrie, de la Carniole, de la Bosnie-Herzégovine, dressées contre le joug Habsbourgeois. Combinez les prétentions allemandes et les ambitions autrichiennes : vous avez les causes essentielles de la guerre. Elle a été orientale dans son principe, bien qu'elle ait trouvé en occident ses grands champs de dévastation.

*
* *

Voilà pour le début. Le mécanisme économique, si l'on peut dire, a joué avec une violence sans égale, et, alors le militarisme, qui attendait son heure, est entré en action. Quand la première poussée germanique a cru constater son triomphe, les milieux dirigeants d'Allemagne ont coordonné leurs exigences. Ces milieux dirigeants, ce sont les grandes associations industrielles et commerciales, qui partagent désormais la réalité du pouvoir avec les hobereaux. Ceux-ci gardent les commandements dans l'armée, encore que les plus hauts postes leur soient enlevés maintenant par des roturiers anoblis de fraîche date ; ils conservent aussi certains postes administratifs qui semblent requérir plus de poigne que d'intelligence, mais les bénéfices matériels des vingt dernières années ont été pour les métallurgistes, pour les fabricants de produits chimiques, pour les armateurs, pour les administrateurs de banques, et toute cette bourgeoisie enrichie a conquis, avec la fortune, une influence toujours plus marquée sur les affaires de l'Etat.

La guerre a été en grande partie sa guerre. Les mémoires fameux des grandes associations ont précisé ses buts. Le parti de Westarp, — et de Reventlov, qui est féodal et agrarien, s'est rallié aux conclusions brutales de ces documents, mais c'est le groupe dont Bassermann a été le chef avant Stresemann, le groupe national-libéral, — celui de l' « industrie lourde », qui les a dictées.

Qu'ont demandé en substance les industriels et

les armateurs, à l'heure où ils ont supposé qu'ils pourraient obtenir une paix allemande ? D'abord la mainmise sur la Belgique, parce que sa métallurgie fait concurrence à celle de Westphalie et de Silésie, — et qu'elle offre un littoral plus voisin de l'Atlantique, et un port, Anvers, que le germanisme convoite après l'avoir peuplé de ses agents. — Puis Briey, parce que l'Allemagne manque de fer, et que sans fer, elle est impuissante à soutenir son rang dans l'activité mondiale —. Puis des colonies, pour les substances indispensables qu'elles recèlent et les débouchés futurs qu'elles présentent. Et enfin l'évacuation de l'Egypte et d'autres positions stratégiques par l'Angleterre, afin que toutes les routes d'Asie soient largement ouvertes aux gens de Hambourg et de Brême. Imaginez ce dessein réalisé. L'Allemagne devient la première puissance économique d'Europe. Ce n'est pas là une pensée purement militaire.

*
* *

A une autre étape de cette histoire, l'Empire germanique, et l'Empire Danubien avec lui, concluent les troix paix qui doivent mettre l'Europe orientale hors de cause, — les deux accords de Brest-Litovsk et l'accord de Bucarest. Sont-elles dominées exclusivement par des considérations stratégiques et politiques, ou les préoccupations économiques y ont-elles joué leur rôle ? Personne n'opinerait pour la première hypothèse, tant la seconde s'impose de prime abord à l'esprit. La paix avec l'Ukraine est la *paix du pain ;* la paix avec la grande Russie, la *paix des matières premières ;* la paix avec la Roumanie, la *paix du pétrole.*

Entendons-nous bien : je ne veux pas dire que dans les guerres du passé ou dans les traités qui y ont mis fin, ces soucis du ravitaillement ou du commerce n'aient pas tenu leur place ; je ne veux pas dire que Kuhlmann et Czernin, qui ont négocié les instruments diplomatiques, plus ou moins fragiles, évoqués ici, aient écouté uniquement les dictateurs aux vivres ou les cartels industriels ou financiers de leurs pays respectifs. Hoffmann était là pour représenter les états-majors coalisés ; l'Allemagne et l'Autriche avaient intérêt à disloquer la Russie, ou du moins croyaient y être intéressées, parce qu'elles faisaient ainsi disparaître la menace permanente du slavisme à leur frontière de l'Est. Elles visaient à instituer leur suzeraineté ou même leur souveraineté sur les anciens gouvernements russes, qui étaient en bordure de leurs propres territoires ; elles aspiraient à châtier le roi de Roumanie, un Hohenzollern, en démembrant plus ou moins ses États, mais il faut ajouter qu'ici la mutilation à l'occident fut compensée par une extension en Bessarabie... Ce qu'elles méditaient avant tout, c'était de soulager leurs peuples étreints par la disette, c'était d'assurer à leurs industries de guerre et de paix, que le blocus accablait de plus en plus, des substances qui leur étaient indispensables : le cuivre, le plomb, le manganèse, le platine, le pétrole, etc.

Lorsqu'on apprit à Berlin et à Vienne que les Ukrainiens, les Russes, les Roumains avaient traité, et se rendaient à peu près à merci, on se réjouit en voyant se resserrer le champ de la lutte et se réduire l'effectif des adversaires ; mais on se réjouit surtout à la pensée que les stocks de céréales ne tarderaient pas à s'accroître, et que les usines auraient chances de se soustraire au chômage, et chacun sait que ce furent ces espérances qui furent le moins vite et le moins bien réalisées.

*
* *

La Mittel Europa qui a été la grande pensée des dirigeants germaniques, au moins jusqu'à l'heure où l'Amérique, entrant dans la lutte, changea la face des choses, procédait, elle aussi, d'une conception essentiellement économique.

Qu'on la prenne dans son extension primitive la plus large, ou dans sa formule étroite, la plus récente, « l'alliance austro-allemande approfondie », la doctrine maîtresse se dégage. Elle n'est ni politique, ni militaire. Le gouvernement de Berlin s'est déjà subordonné directement la diplomatie et l'armée austro-hongroise, turque, bulgare : que demanderait-il de plus, dans cet ordre d'idées, aux Etats confédérés sous sa tutelle ? Mais il veut former un bloc industriel, commercial, agricole, qu'il puisse opposer au bloc franco-anglo-italien (j'élimine la Russie). Il suppose une fédération douanière, à laquelle adhéreraient en principe la Hollande, la Suisse, la Belgique, le Danemark, la Serbie, la Roumanie, par libre évolution ou par contrainte, et qui fonctionnant sous ses ordres, lui procurerait des matières végétales, minérales, animales et en même temps lui offrirait une clientèle sûre et permanente.

J'ai montré déjà ici, comment l'attitude adoptée par le cabinet de Washington, et derrière lui, par les républiques sud et centre-américaines, avait fait crouler ce grand plan. Il a été repris aujourd'hui par Hertling sous une forme plus modeste dans les négociations de Salzbourg, et sans doute avec les mêmes probabilités d'insuccès. Il n'en est pas moins vrai qu'il continue à hanter beaucoup d'esprits outre-Rhin. Il y a donc eu là-bas

tres soucis que celui de la conquête militaire
e la domination politique, — et dès une épo-
où l'Allemagne n'appréhendait pas encore le
ottage mortel, que certains projets suspen-
sur elle.

*
* *

ar nous voici à la dernière phase et mainte-
t nul, dans l'Empire, ne dissimule certaines
iétudes. La carte de la guerre ne se ramène
tout entière, comme le croyaient à l'origine les
érialistes les plus fougueux, à la nomenclature
Etats subjugués, des provinces occupées et des
nies perdues. Il en est une autre, et qui, à une
re déterminée, ne comptera pas moins, qui
pterа peut-être davantage. Les dirigeants de
lemagne savent fort bien — même lorsqu'ils
sidèrent avec orgueil les positions qu'occu-
t encore leurs armées, que le dernier mot ne
rait rester au militarisme prussien. Les sour-
de matières premières sont fermées au germa-
ne ; il a vécu sur ses stocks, puis sur des suc-
anés, mais les expédients s'épuisent. Et les
ens du temps de guerre ne seront pas les
ens du temps de paix, car la patience des peu-
s ne sera pas telle qu'on puisse, les conjonc-
s exceptionnelles passées, leur imposer une
tence indéfiniment anormale.

arrivera un moment où les Empires cen-
x, les armes déposées, voudront se mettre au
ail, fabriquer des produits autres que des
ons, des obus, des avions, et des gaz asphy-
ants. La vie reprendra ses droits dans le
nde. On redemandera des vêtements, des ma-
nes agricoles, une alimentation plus large ;
millions et des millions d'hommes, revenus
front, réclameront leur place à l'usine, leur em-
i d'avant 1914, les moyens de gagner leur sub-
ance. Que leur répondra-t-on, si l'Allemagne
e isolée du reste de l'univers, privée de cuivre,
caoutchouc, de nitrates, de coton, si l'Amé-
ue, les dépendances coloniales de la France et
l'Angleterre lui refusent les denrées et les
stances qu'elles lui expédiaient jadis ? Cette
occupation est si vive, même chez les disciples
Tirpitz et des Reventlov, que naguère ils
saient encore à revendiquer des indemnités en
tières premières. Ils ne savent pas comment
r pays pourra participer demain à la concur-
ce des nations, comment il rouvrira les ate-
s innombrables qui faisaient sa prospérité,
nment il échappera à la révolution sociale que
voquerait inéluctablement un chomage univer-
isé et prolongé.

e problème de l'avenir est grave certes pour
s les belligérants, car on n'interrompt pas
impunément pendant tant de mois et d'années le
jeu des mécanismes économiques. Mais il sera
écrasant pour les Empires Centraux qui forment
avec leurs alliés une sorte de cycle clos, qui ne
peuvent trouver, dans une Russie chaotique, les
disponibilités jadis attendues, et qui sont séparés
de toutes les terres vierges du monde. Voilà l'as-
pect économique le plus important de la guerre,
et là aussi apparaît un instrument formidable dont
l'Entente, si elle sait en user avec ingéniosité,
peut se servir pour forger une paix de justice...
Je me suis borné à ébaucher les lignes directrices
d'une étude, qui pourrait prendre de vastes di-
mensions, et qui sollicitera plus tard les historiens
dignes de ce nom.

PAUL LOUIS.

LES STADES DE LA TACTIQUE AÉRIENNE ALLEMANDE

Avant la guerre, l'Allemagne semblait avoir
fourni un gros effort en aviation, surtout en avia-
tion militaire. Nous avions conservé au sport nou-
veau son caractère strictement sportif et nous
étions peu préoccupés du point de vue « cinquième
arme ». A la mobilisation, l'avantage semblait donc
aller de droit à ceux qui se préparaient depuis si
longtemps et avec tant de soin. Or, à part les quel
ques bombardements de Paris, par taubes, l'a-
viation ennemie paraissait inexistante. Pendant de
longs mois elle ne put rivaliser avec celle des
alliés. Cette infériorité initiale encourageait au
contraire l'adversaire à fournir un effort con-
sidérable. Après avoir copié nos appareils, nos
dispositifs, nos méthodes, les Allemands commen-
cèrent à rivaliser avec nous et à devenir redouta-
bles.

C'est en 1915, au printemps, que se manifes-
tèrent les premiers symptômes de leurs recher-
ches, pour ne pas dire de leurs plagiats. Jusque-
là, les alliés avaient été maîtres de l'atmosphère ;
à partir de cette époque ils eurent à combattre
afin de garder une suprématie qui, il faut l'avouer,
alla parfois et de façon passagère à nos ennemis.

L'Allemand était partisan de l'aviation lourde,
à laquelle nous préférions les appareils légers.
Eux et nous faisions fausse route avec cette in-
transigeance : la guerre nous a prouvé que, de
même qu'il y a le camion automobile et la voitu-
rette, il doit exister pour naviguer dans l'espace
des appareils fringants et maniables, véritables
pur sang, et des aérobus solides et puissants, rap-

pelant le perchéron. Bien entendu à chacun sa tâche et sa mission.

L'esprit français, léger lui aussi, comprit cette vérité plus rapidement que l'ennemi, à l'entendement lourd. Deux races, deux méthodes.

Et c'est pourquoi, malgré nos préparatifs plus que restreints, nous pûmes tenir tête à un adversaire qui savait l'imminence de la guerre.

Jusqu'en mai 1915, l'Allemand se servit du plus lourd que l'air sans conviction. Il avait confiance surtout en ses Zeppelins. Puis, voyant le parti que nous tirions de nos aéroplanes, plus par l'héroïsme de nos pilotes à cette époque que par la perfection du matériel, il pensa qu'il était urgent de nous rattraper.

C'était l'époque où nos Frantz, nos Gilbert, nos Garros avaient prouvé que la chasse était possible. Évidence que les compétences naient au début de la guerre. Il fallait donc créer un appareil de combat. Au lieu de le chercher dans le genre léger, l'ennemi fabriqua un Aviatik triplace, lourd, lent, massif, arme de façon redoutable, mais trop colossal pour rendre les services attendus. Le premier fut d'ailleurs abattu sur notre front par l'adjudant David qui, sur avion de reconnaissance, dut subir à neuf reprises successives le feu des deux mitrailleuses du bord. L'Aviatik passait au-dessus de lui, tirant deux rafales, le dépassait, virait et revenait. Au neuvième passage, David lui fit face soudain, riposta et eut la chance de l'atteindre, l'incendiant. Ainsi finit piteusement le premier essai allemand d'aviation de chasse !

L'expérience était concluante. Il fallait trouver autre chose. Trouver ? De l'autre côté du Rhin, c'est copier. Le Fokker, qui fut considéré comme un épouvantail au moment de l'offensive de Verdun, n'était qu'un plagiat du monocoque Morane-Saulnier ; l'Albatros de chasse était inspiré du Nieuport ; le triplan Fokker rappelait à s'y méprendre le triplan Sopwith, quant au Gotha, c'est simplement l'Handley-Page. Et l'ennemi a construit des aérobus qui sont l'imitation exacte de l'Ilia-Mourommetz, conception géniale de l'ingénieur russe Sikorsky.

On ne peut d'ailleurs méconnaître le génie « pilleur » de l'Allemand. Dès qu'un appareil est abattu dans ses lignes, vite les constructeurs sont conviés à étudier le modèle et tout ce qui est nouveau, ingénieux, pratique est aussitôt démarqué ou simplement calqué, et, dans les délais les plus rapides, les avions sont munis de ce perfectionnement. Au fond, cette façon d'agir est préférable aux exhibitions des appareils sur les places publiques.

Nous pouvons donc déclarer que, depuis le début de la guerre, l'Allemand n'a en somme rien découvert quoi que ce fût au point de vue aérien. Il a souvent tiré le meilleur parti possible de son matériel, mais il n'a pas réalisé de ces découvertes qui font l'honneur des alliés. De notre côté, nous avons fait des progrès dont trente ans de paix nous auraient dotés péniblement. Nos inventeurs ont sans cesse cherché et trouvé : notre Spad de chasse dépasse le 200 à l'heure alors que la vitesse la plus grande avec les avions d'début était de 110 à 120 kilomètres, — le Bréguet V. V. pour la reconnaissance et le bombardement de jour atteint 180 kilomètres, monte haut et vite, possède un armement puissant dont on peut se servir avec aisance et succès contre les chasseurs adverses. Il succède à un biplan, table idéale pour l'ennemi, dont le « plafond » était extrêmement réduit et qui atteignait à peine 90 à l'heure : — le triplace bi-moteur, — le bombardier de nuit et tant d'autres perfectionnements que nous ne pouvons dévoiler prouvent que nous avons toujours progressé et que si parfois un certain flottement a nui au rendement, il n'était rien imputables aux constructeurs ! Hélas ! ceux-ci et le front, entre l'usine et le pilote, d'échelons à franchir !

Nous n'insisterons pas sur la question du matériel. Cette partie technique n'offre qu'un intérêt relatif. L'envergure des ailes, la surface portante, la résistance au mètre carré sont là sujets qui peuvent s'adresser qu'aux ingénieurs. Nous nous contenterons de suivre les diverses phases de l'aviation allemande depuis le début de la guerre, la façon dont elle a été constituée et perfectionnée et la tactique employée.

Au début, la composition des escadrilles était la même que la nôtre. Six avions, six pilotes, six observateurs, tel était l'effectif. Les unités n'étaient pas spécialisées et les appareils les constituant appartenaient à des types différents.

Le 26 septembre 1914, dans un ordre émanant du Ministère de la Guerre, on lisait ce passage :

«... 1° Le rôle des avions a pris une importance qu'on ne soupçonnait pas. Ils doivent être en contact étroit non-seulement avec les commandants des troupes, mais aussi avec ceux de l'artillerie. Il est nécessaire dans les manœuvres et les exercices de préparer par tous les moyens possibles cette étroite collaboration et cette entente étroite. Tous les aviateurs doivent être munis de revolvers et de grenades à main. Ces dernières, dans la plupart des cas, ne réalisent pas de résultats appréciables, mais elles contribuent à

ent à alarmer l'ennemi. Par conséquent on ne rait s'en passer. »

Ce document est l'un des premiers ayant éta approximativement le travail de l'aviation alle nde. Il est intéressant de le rapprocher du pre er ordre public sur le même sujet du côté fran is :

« 10 septembre 1914. — Note au sujet de l'em oi des avions au combat. — Le 8 septembre, ns la région de Triaucourt, la moitié environ de rtillerie du 16e corps d'armée allemand a été dé ite par notre artillerie de campagne. Les em acements d'une ligne de 11 batteries de ce corps armée ont été repérées très soigneusement par s aviateurs français. Profitant d'une accalmie dans combat, les batteries françaises ont pu prépa r les éléments d'un tir d'efficacité en utilisant ncurremment avec les renseignements d'avions, s résultats de réglages antérieurs. Ce tir d'effi icité, brutalement déclenché sur toute la lar eur de l'objectif, a produit en quelques minutes s effets foudroyants, constatés par les avions ançais qui continuaient de survoler le champ de ataille. Plusieurs caissons ont explosé, le maté el paraît avoir été à peu près complètement dé uit.

Ce succès montre les résultats que l'on peut et oit obtenir de la collaboration de l'artillerie et de aviation pendant le combat. Le rôle stratégique es avions n'a plus la même importance lorsque s armes sont rapprochées et les deux partis au ontact. Aussi convient-il à ce moment de n'affec er au service de reconnaissance que le nombre l'avions strictement nécessaire. Les autres avions isponibles doivent être mis à la disposition de 'artillerie de corps d'armée et de l'artillerie lourde usqu'à concurrence si possible d'un avion par ré iment d'artillerie. Chaque jour les mêmes pilotes levront être affectés au même Corps d'Armée. Le énéral commandant l'artillerie du Corps d'Armée n fera la répartition suivant les phases du com at. Il règlera avec eux les procédés à employer our la signalisation des objectifs et le réglage le tir. Cette entente, rapide à obtenir, est seule rofitable, mais elle exige encore une fois que ce oient les mêmes pilotes qui reviennent chaque our au même Corps d'Armée. Les autres missions le l'avion (lancement de projectiles, liaison,...) ne seront remplies qu'après que le service de l'ar illerie sera assuré. Il est d'ailleurs bien entendu que la bataille terminée et l'ennemi en retraite, le rôle stratégique reprend toute son importance, car il est absolument nécessaire de repérer les direc ions de retraite de l'adversaire pour orienter la poursuite et permettre aux troupes poursuivantes d'obtenir le maximum de résultats.

JOFFRE ».

Rien ne peut mieux que ces deux documents, montrer la différence existant au début de la guerre entre les aviations française et allemande. Celle-ci envisage la possibilité d'une collaboration avec l'artillerie, recommande de munir les équipages de revolvers, celle-là se fonde sur des succès déjà acquis et celui que relate la note du général Joffre est l'un des plus beaux du réglage de tir. Il fut obtenu par le capitaine Rœckel et le lieutenant Mingal, tués depuis.

Dans l'espèce de néant où étaient plongées les cinquièmes armes belligérantes au commencement de la campagne, le général Joffre a su déjà démêler ce qu'on peut en attendre, il constitue le squelette de la tactique future, tandis que les Allemands piétinnent encore. C'est nous qui leur indiquâmes le chemin.

1915 ! L'ennemi a travaillé. Il a 93 escadrilles en service, à raison d'une par arme et une par corps d'armée. On distingue les escadrilles de campagne prussiennes, saxonnes et wurtembergeoises (70), les escadrilles de campagne bavaroises (9), les escadrilles d'artillerie (8), les escadrilles de place (4), les escadrilles de marine (2).

Il y a en outre 10 escadrilles de dépôt, alimentant chacune en personnel et en matériel de 8 à 10 escadrilles de campagne.

Les unités comprennent de 6 à 8 appareils de modèles différents : 3 avions de réglage ou de reconnaissance, non armés, avec T. S. F. ; 2 avions de combat ou de chasse, armés, sans T. S. F. ; un avion mixte, armé, avec T. S. F. ; un avion de réserve. Telle est la constitution habituelle d'une escadrille.

A la fin de l'année, des escadrilles de réglage d'artillerie sont formées.

La tactique employée est simple.

Pour la reconnaissance, les ennemis évitent les longs parcours au delà de leurs lignes. C'est seulement dans les cas exceptionnels qu'ils tentent l'aventure. En principe, ils se contentent d'évoluer jusqu'aux tranchées. D'autre part, la guerre d'alors ne nécessite pas de nombreuses évolutions dangereuses. L'Allemand fait le minimum de travail d'observation, sachant que ce qu'il verrait ne serait pas très intéressant. Système d'économie, fort pratique et logique en même temps.

Les réglages d'artillerie ne s'exécutent pas au-dessus de l'objectif à détruire. L'adversaire fait régler le tir en restant en arrière de ses lignes, sans

prendre beaucoup d'altitude de façon à descendre en hâte dès qu'un de nos chasseurs surgit à l'horizon. Ce travail s'effectue sur de vieux Albatros et Aviatiks, qui en somme jouent un rôle de ballons mobiles. Vers la fin de 1915, il commencent à être escortés par des appareils de protection plus maniables et copieusement armés.

Le bombardement n'intéresse pas encore l'adversaire, qui ne le considère efficace que s'il est fait par un grand nombre d'avions. N'ayant pas, d'après ses dires, assez d'appareils pour tenter l'aventure, il se contente d'opérer de petites expéditions qui sont de simples taquineries, parfois meurtrières, hélas !

Enfin, pour la chasse, ce sont les L. V. G. de combat, de grands Aviatiks ou des Albatros qui sont employés. Le monoplan Fokker à tir dans l'hélice apparaît à l'automne 1915, mais n'engage la rencontre avec les avions ennemis qu'en arrière des lignes. Interdiction aux pilotes qui les montent de franchir les tranchées. Les Allemands, pratiques, ne veulent pas en effet en laisser capturer par nous, tant qu'ils n'en ont pas en grand nombre. Déjà commence à se préciser la tactique du combat : les Fokkers patrouillent par groupes de deux ou trois à des altitudes différentes et même sortent parfois par escadrilles entières quand l'activité aérienne est importante dans un secteur.

Comme nous nous obstinons à faire manœuvrer nos appareils de reconnaissance et de bombardement isolément, les Fokkers ont la partie belle lorsqu'ils rencontrent sur leur route un des avions chargés de ce travail.

Notons enfin qu'à l'automne 1915, l'Allemand commence à pousser ses recherches du côté des appareils à grande puissance et à deux moteurs : *l'Allgemeine Elektricitäts Gesellschaft* fait des essais qui donneront naissance à l'A.E.G. de bombardement. L'un de ses types est à deux moteurs Maybach de 250 chevaux chacun, l'autre à deux moteurs Benz de 160 chevaux. Enfin, les usines de Friedrichshafen et de Gotha s'acharnent à réaliser des aérobus. Trois ans après ce sont ces appareils mis au point, qui devaient venir bombarder Paris.

De l'année 1915, nous devons retenir, que, comme en France, les Allemands ont commencé par éliminer tous les avions ne répondant pas aux nécessités de la guerre. La première victime de cette épuration fut le Taube qui cherchait au début à répandre la terreur sur la capitale. Seuls ont été conservés les engins stables, solides et pouvant être armés de façon utile. Plus de monoplans, à part le Fokker, réalisation récente.

Les avions d'avant-guerre gardés ne sont uti sés qu'à titre provisoire en attendant les modèl sur lesquels travaillent tous les constructeurs.

Nous arrivons à l'offensive de Verdun qui ma que réellement le premier gros effort suivi de r sultat de l'aviation ennemie. Il est loyal de reco naître que pendant environ un mois, pour la pr mière fois, l'Allemand eut la supériorité aérien dans ce secteur. Du jour où Navarre, l'as des de l'époque, fut envoyé avec quelques autr chasseurs de marque dans cette région, l'ava tage ne tarda pas à nous revenir. Nous nous étio laissé surprendre. La tactique adverse avait bien simple : elle avait consisté à dégarnir reste du front et à accumuler les forces de l'a sur un seul point, celui qui importait.

A ce moment, les escadrilles se composent 6 avions de réglage, de reconnaissance ou de bo bardement et de 2 avions de chasse qui serv d'escorte ou agissent isolément. Elles sont spéc lisées. Des escadrilles de combat, uniquement fo mées de Fokkers ou de petits Albatros, compre nent 6 appareils. Enfin, et c'est la grande no veauté, le commandement allemand a constit des flottilles de chasse ou *Kampfgeschwader*, co prenant 4 à 6 escadrilles (*Kampfstaffeln*) de 8 a pareils, chacun du même type.

La tactique du combat consiste à voler groupe très haut, à foncer sur l'adversaire s'il peut se défendre en retraite, comme c'était alo le cas pour tant de nos avions, et à éviter n chasseurs. Méthode prudente s'il en fut !

C'est l'époque où fleurit le Fokker. On le passer pour un épouvantail, pour la terreur d airs. Il est excellent, certes, mais il ne faut ri exagérer. Cet appareil ne marque pas un progr sur les nôtres. Puis c'est le petit Albatros et petit Aviatik. Ils ne possèdent pas une vites une force ascensionnelle, une maniabilité sup rieures à celles de nos avions. Ce qui fait le force, c'est la ressemblance avec notre Nieupo Beaucoup de pilotes s'y laissent prendre. La pr mière fois qu'ils apparurent sur notre front, arrivèrent groupés et passèrent les lignes sa trouble : tout le monde les avait pris pour d Français d'autant plus qu'ils étaient la plupart temps munis de cocardes tricolores et que les c nons adverses tiraient abondamment vers eu mais à 800 mètres en arrière ! La mystificati ne réussit pas deux fois.

Les avions allemands sont devenus excellen les nôtres continuent à l'être. Leurs pilotes s bons, les nôtres le sont encore plus. Ils po sèdent quelques as, nous en avons davantag

es sont les conclusions qu'impartialement on tirer d'une comparaison très poussée entre leux aviations de cette période.

ennemi a cependant un gros avantage : la part des combats se déroulent au-dessus de ses es. Le pilote se sent plus en sécurité n'ayant douter ni la panne, ni la riposte terrestre. , comme il agit toujours avec des camarades, i est relativement aisé de cerner l'adversaire e le pousser graduellement vers le sol en lui ant toute issue pour s'enfuir. Les aviateurs nands pratiquent la méthode du filet, chère à agents de police lorsqu'ils font une rafle.

s ne manquent pas de hardiesse, mais ne rechent pas le danger. Ils tâchent d'accomplir mission et évitent soigneusement le combat ud ils le peuvent. La tactique employée est du nombre. Ils opèrent par cinq et six areils. L'un d'eux, jouant le rôle de matador, se ente de porter le coup de grâce à l'adversaire ué et rabattu par les autres.

u milieu de 1916, nouvel effort pour l'aviation hasse qui constitue alors la constante préoccuon du commandement : le Walfisch fait senm. pas longtemps : il est supprimé à cause du l qu'il faisait courir au pilote. Sa construcest bizarre et pratique. Il présente l'avantage champ de tir parfait, l'aile supérieure se vant à la hauteur du fuselage. C'est en somme monoplan auquel une paire d'ailes aurait été ntée. Le pilote n'est nullement gêné par le tir. vue du dessous est assurée par des échancru dans les flancs. Citons aussi les débuts de lberstadt, copie d'un de nos avions, l'Albatros chasse,nouveau modèle, et le Fokker monoplace 1916 qui se distingue des précédents par ses s égaux. Ces appareils ont une force ascenmelle bien supérieure à celle de leurs devans. Ils peuvent monter jusqu'à 5 et 6.000 mè.

n voit par ces quelques précisions quels pros ont été accomplis en un an.

'assons aux autres missions : lorsque par had il font des reconnaissances au-dessus de notre itoire, les aviateurs ennemis munissent leurs areils de deux bombes. Ils profitent du voyage r tenter d'accomplir en même temps une bene meurtrière. Ils vont par 8, 9 ou 10 en file ienne derrière le chef du détachement et chaa observe les mouvements de celui qui le préle pour savoir ce qu'il doit faire.

es réglages, comme en 1915, sont surtout exées à l'intérieur des lignes allemandes par des areils qui ne sont plus employés pour le service offensif. Les Aviatiks et Albatros qui servent dans ces occasions sont les aînés des chasseurs actuels et semblent préhistoriques. Ils se tiennent à 7 ou 800 mètres seulement, à 6 ou 7 kilomètres à l'intérieur des lignes. Si, par hasard, le réglage nécessite la venue de l'avion au-dessus de notre territoire, l'appareil employé est un L. V. G. escorté par des chasseurs qui se tiennent très haut et forment les rebords d'une cuvette de protection autour de leur camarade. Celui-ci est-il attaqué ? Dès qu'il voit approcher l'adversaire, il lance une fusée de détresse et aussitôt foncent on ne sait d'où les engins chargés de le préserver. Ils entourent l'assaillant et livrent combat, tandis que l'L. V. G. s'enfuit. Fréquemment, ce procédé est employé comme traquenard. Le rôle de la victime expiatoire qui fait l'appât n'offre d'ailleurs qu'un relatif danger, puisque celui qui le remplit vire et pique dès que le Français approche.

Notons que les régleurs possèdent des appareils de T. S. F. très perfectionnés portant à 30 kilomètres.

C'est seulement en 1916 que l'Allemand commence à se familiariser avec le bombardement de nuit, lui qui longtemps avant la guerre avait acquis une précieuse avance dans l'aviation nocturne. Mais ce sont encore des expéditions isolées, timides. Certains cependant, ne manquent pas d'audace et descendent jusqu'à 200 mètres pour accomplir leur œuvre. Il est vrai qu'ils ne sont pas très éloignés de leurs lignes.

Dans les raids offensifs de jour, la tactique est la suivante : quatre avions de chasse arrivent très haut sur les lignes enemies à 3 kilomètres environ à l'intérieur. Ils évoluent une demi-heure pour scruter l'horizon. Si rien d'anormal ne se présente, ils disparaissent, puis quelques instants après, reviennent, suivis d'un groupe bombardier déployé en éventail et se tenant à des altitudes variées, les appareils assez loin les uns des autres. Ceux-ci traversent les lignes avec leurs chiens de berger, tandis que deux ou trois chasseurs restent au-dessus des tranchées pour couvrir la retraite. Comme le bombardement ne se fait jamais à plus de 10 à 12 kilomètres, dès que le jet est exécuté, les avions rentrent, la queue très haute, piquant à force. Ces opérations ne sont faites que lorsque l'adversaire a le bénéfice du vent pour le retour. L'altitude minima est de 2.800 mètres. Le plus souvent les appareils n'ont que deux bombes de 20 kilos à bord. Elles partent par un tube de bois en fibre, placé de chaque côté à l'intérieur du fuselage. Certains avions emportent cinq à six obus. Le poids de ces projec-

tiles en explosifs est de 5, 10, 20 et 50 kilos maximum.

L'année 1917 va être surtout celle des bombardements. Elle sera aussi celle de la fabrication à outrance, l'ennemi se méfiant avec juste raison de la collaboration américaine.

Une comparaison nous montrera les progrès accomplis depuis 1916, au point de vue industriel.

En novembre 1916, l'aviation ennemie disposait de 1.[illegible] avions répartis en 220 escadrilles.

En mai 1917, elle passait à 1.770 ou 1.950 avions en 220 ou 250 escadrilles.

En décembre 1917, il y avait 2.118 appareils et 27[illegible] unités.

Alors qu'en mai 1917, les escadrilles de bombardement étaient au nombre de 12 (72 avions), en décembre elles étaient presque doublées et s'élevaient à 23 (138 avions). Pendant la même période, les *Jagdstaffeln* ou groupes de chasse n'augmentaient que de deux unités.

Pour les bombardements, c'est le Grand Quartier général qui indique les objectifs. Le commandant de l'escadre prend place dans l'avion amiral. Des envoyés du commandement servent souvent d'observateurs à bord des appareils qui dirigent l'opération. L'itinéraire a été soigneusement étudié et des lumières rouges sillonnent le chemin du retour. Les départs se font par groupes à 10, 15 ou 20 minutes les uns des autres, ces groupes évoluant à des altitudes variées et n'employant pas tous le même trajet, afin de dérouter les ripostes aériennes et terrestres.

Lorsqu'une opération se fait le jour — ce qui est l'exception — les avions volent groupés précédés de l'avion du chef qui se distingue à deux flammes pendues aux ailes. Au retour, des escadrilles de combats attendent les bombardiers pour les protéger en cas de poursuite de l'ennemi. Les chasseurs ne peuvent escorter leurs camarades pendant tout le trajet, la capacité de leur réservoir d'essence ne le permettant pas.

« Nous ne nous sentons pas attirés par les duels aériens à moins que ce ne soit notre mission. Chez nous, un avion doit retourner à son port d'attache sans avoir combattu, sauf s'il a été envoyé au combat. Rentrer sans avoir livré bataille et après avoir rempli sa mission, tel est notre devoir principal ».

Ainsi s'exprimait, quelques semaines avant sa mort, l'as allemand, lieutenant Baldamus. C'est la tactique allemande du chasseur, celle de l'économie. Mais le martyrologe ennemi prouve que malgré ces ordres, les aviateurs alliés savent déjouer les précautions même les plus timorées.

1918 !

C'est là que l'adversaire va essayer de jeter le désarroi dans la cinquième arme ennemie. Avec l'arrivée des renforts aériens de l'Amérique, il tentera un effort. Le résultat sera lamentable pour lui et le début de l'offensive du 21 mars marque au contraire la supériorité incontestable des alliés dans les airs.

Nous pouvons établir d'une façon exacte la tactique employée par l'ennemi au cours de la bataille. Elle procède en principe de celle qui avait régi la cinquième arme allemande depuis les réformes du général von Hoeppner. Quelques modifications cependant permettent de mieux apprécier l'importance accordée aux forces aériennes et la part de collaboration qu'elles apportent aux autres troupes.

Avant de déclencher l'attaque, l'Allemand a fait bombardement à outrance : c'est pour lui une aide à deux fins : d'abord, il s'agit de semer le possible, la dévastation sur les champs d'aviation, les convois, les nœuds de voies ferrées, ensuite il faut exercer une pression sur le moral des populations de l'arrière. Quelques tonnes d'explosifs savamment répandues sur Paris pourraient peut-être amener le peuple à réclamer la paix. Certes, le but poursuivi n'est pas atteint, mais l'ennemi nous a habitués à ces défauts de visée. Pendant toute la durée de la bataille, les expéditions sont renouvelées contre les aérodromes, les gares les cantonnements, les troupes en marche, etc...

Seulement, l'Allemand n'agit presque exclusivement que la nuit, alors que nous, nous n'hésitons pas devant les raids diurnes. Or, si le jour dans les ténèbres n'empêche point de viser une agglomération comme Paris, il gêne par contre fortement les attaques contre les objectifs petits et menus. Bien entendu, un coup heureux peut obtenir des résultats, mais le jour ce n'est pas la chance que nous comptons, le tir est pour ainsi dire mathématique.

Le raid diurne est plus dangereux que le raid de nuit : il y a nos chasseurs, il y a nos obus, ce ne sont pas compagnies à rechercher dans les nues. C'est pourquoi l'ennemi, très ménager de son matériel, préfère aux dangers certains qu'il rencontrerait le jour, les difficultés nocturnes, tout s'en remettant à son bon vieux dieu qui le protège d'ailleurs parfois.

Ce n'est pas surtout la peur qui le fait agir ainsi. Le temps est passé où il était entendu qu'il fait « Kamarad » dès qu'on l'apercevait. Rendons cette justice : il se bat avec courage, mais chez

tous les moyens à économiser. Il décline le nerche du péril, non par crainte de la mort, s par désir de se rendre utile le plus longtemps sible.

ans la chasse, nous retrouvons les mêmes prin-s. Les unités se répartissent en escadrilles de brité de l'air et en escadrilles de protection. premières, qui comprennent chacune une dou-ne d'avions du dernier modèle, ont pour mis-*sur le papier* de nous empêcher d'observer préparatifs de l'offensive. Par conséquent, s fonctionnent en groupes importants, se tenant grande hauteur (pour bien voir venir l'adver-e et constater s'il est prudent ou non de l'atta-r), profondément à l'intérieur de leurs lignes 8 kilomètres) et ne se heurtent pas à nos chas-rs, mais à nos avions de réglage et de recon-ssance. Malheur à l'isolé. Cependant lorsque x alliés sont ensemble, il est rare qu'ils ne se vent pas un passage en remportant au surplus ou deux victoires. Les exemples abondent.

uant aux escadrilles de protection, elles se tentent de jouer le rôle de chiens de berger vi-is des régleurs et des avions d'observation. Ces tecteurs s'enfuient souvent lorsqu'ils voient rs camarades attaqués par les nôtres, Fonck, don, Garaud peuvent en témoigner ! la fa-use escadrille des « tangos » elle-même n'est s à l'abri de cet instinct de conservation : Ma-n, il y a quelques mois, opérant seul, descen-l'un de ses pilotes et mit en fuite neuf autres !

Nos ballons constituent une proie rêvée pour nemi. Il tient absolument à abattre ces yeux iscrets qui lui font tant de mal. Pour encou-ger les spécialistes, le commandement toujours réreux dans ses totalisations, compte trois piè-abattues pour deux ballons. De cette façon ile et officielle de maquiller les chiffres, on t tirer les conclusions les plus curieuses. Atta-er les ballons allemands est très délicat, car ils t toujours défendus par de nombreuses batte-s et des patrouilles d'avions. Chez nous, la otection est moins considérable hélas. Le lieute-nt Rith a pu incendier trois « saucisses » en cinq nutes, le 25 janvier, quatre le 1er avril, cinq le mai 1918. Exploit? Oui, mais n'oublions pas que encore l'Allemand agit avec le minimum de ris-s : il se cache dans les nuages et pique à te allure, ou bien il avance avec le soleil dans dos, ou il attend que le ballon soit descendu à hauteur à laquelle l'observateur ne peut plus se vir de son parachute, parce que trop près du .

L'avion de réglage qui opère toujours avec une escorte de chasseurs est muni de T. S. F., bien entendu, et, pendant l'attaque, fait corps avec les batteries pour lesquelles il travaille. Il ne fait plus partie de l'aviation, il appartient à l'artillerie.

Quant aux reconnaissances, elles nécessitent souvent de longs parcours à l'intérieur de nos lignes. L'ennemi n'est pas très amateur de cette sorte de mission. Il se contente alors de l'effectuer à 6 ou 7.000 mètres. On reconnaît l'importance d'un secteur où une offensive est sur le point d'être déclenchée à ce fait que l'avion de reconnaissance y va seul, comme s'il était en promenade ou s'il procédait à des essais et qu'il se fût égaré. De cette façon, le commandement espère nous dissimuler ses intentions.

A ce sujet, donnons un détail qui montre jusqu'à quel point l'Allemand pousse sa méthode et son organisation. Il y a quelques mois, du côté de Rethel, tous nos observateurs étaient intrigués par les tranchées et ouvrages qu'ils remarquaient au sol. Les clichés prouvaient la vérité de leurs affirmations. Nous ne savions que penser. Enfin, nous eûmes bientôt la clef de l'énigme : les retranchements en question étaient la copie exacte d'un point de notre front. Les Allemands les avaient établis pour permettre à leurs troupes de parfaire leur entraînement, en prenant quotidiennement d'assaut — plus aisément que dans la réalité — ces imitations de défenses françaises : la petite guerre en un mot ! C'est du raffinement de préparation, peut-être, mais qui n'est pas inutile !

L'aviation d'infanterie enfin comprend deux catégories d'appareils : les avions de contact et ceux de liaison. Les premiers, les *Schlachtenflieger* ont mission de bombarder et de mitrailler les troupes, rassemblement, convois, etc... Ils sont rapides et blindés. Les autres sont chargés uniquement de suivre les fantassins et de renseigner le commandement sur les fluctuations de la lutte.

Telle est la tactique employée actuellement. Chaque mission est nettement définie. Tout de suite donner le rendement maximum. Mais nos aviateurs sont là et le prouvent d'une façon efficace.

JACQUES MORTANE.

LA ROUMANIE
et
LES ROUMAINS D'AUTRICHE-HONGRIE.

Parmi les questions graves qui se posent en Autriche-Hongrie, celle des revendications roumaines est peut-être des plus pressantes et des plus inévitables. Quoique, ces derniers temps surtout, on ait peu parlé des Roumains de Transylvanie et qu'on n'ait guère eu d'échos de leur action centrifuge en Hongrie, tandis que l'opposition et les soulèvements des Tchèques et des Yougo-Slaves attiraient l'attention universelle, il n'est pas moins vrai que les revendications roumaines menacent l'existence de l'Autriche-Hongrie plus même que l'action révolutionnaire des Slaves. Si les Roumains d'Autriche-Hongrie sont moins actifs et moins agressifs, c'est parce qu'en Hongrie la liberté d'action est absolument interdite et que la vie parlementaire est uniquement le privilège des Magyars. Dans le Reichrath de Vienne, toutes les nationalités sont représentées et y sont reconnues, car l'Autriche réactionnaire a accordé à ses peuples le suffrage universel, tandis que dans la Hongrie libérale, la loi électorale est le plus monstrueux exemple d'iniquité réactionnaire, excluant de la vie politique Roumains, Serbes et Slovaques.

Mais si les Roumains de Hongrie ne peuvent pas agir aussi intensivement que les Tchèques et les Croates contre la domination des Habsbourg, les Roumains du royaume s'en sont chargés à leur place. C'est ce qui a déterminé l'intervention de la Roumanie dans cette guerre, à côté de l'Entente. Tandis que les Tchéco-Slovaques et les Polonais et même les Croato-Slovènes sont, en quelque sorte, réduits à leurs seules resources, aucun Etat voisin ne s'intéressant à leur sort comme la Roumanie au sort des Roumains transylvains, ces derniers ne comptent pas que sur eux-mêmes, mais sur leurs frères libres. Et c'est pourquoi le danger dont ils menacent la monarchie des Habsbourg est peut-être plus grave que le danger tchéco-slovaque et jougo-slave.

En effet, il est difficile de concevoir qu'un peuple, comme les Roumains, qui est arrivé à se constituer en Etat indépendant et prospère, qui compte aujourd'hui, avec les Roumains de Bessarabie, à peu près 11.000.000 d'hommes, puisse admettre que, dans un voisinage immédiat, vivent, sous une domination étrangère des plus oppressives, quatre à cinq millions de conationa sans essayer par tous les moyens possibles de libérer et de les faire rentrer dans la famille p tique constituée. C'est d'ailleurs pourquoi la R manie ne peut souhaiter de meilleurs alliés les Tchèques, les Jougo-Slaves et les Polon qui luttent contre la domination austro-hongro et, à leur tour, toutes ces nations peuvent et vent s'appuyer, dans leur lutte, sur les Rouma L'Autriche-Hongrie actuelle est incompatible un royaume roumain et un royaume serbe à d'elle. Et tant que ces royaumes subsistent et des Serbes, des Tchèques et des Roumains tent en Autriche-Hongrie pour leur libération monarchie des Habsbourg, où ces peuples c tituent les deux tiers de la population, perd t sa raison d'être et ne peut subsister que pa force brutale et au mépris de la justice et d liberté des peuples.

En ce qui concerne les Roumains, les quelc considérations suivantes soulignent et justifi jusqu'à l'évidence le bien fondé de leurs re dications en Autriche-Hongrie et la justice de cause, en faveur de laquelle ils viennent de sentir les plus durs sacrifices.

En Transylvanie, dans le Banat et en Bucov vivent plus de 4 millions et demi de Rouma Rien ne sépare ces Roumains de leurs frères bres, sauf des frontières factices et précai rien ne les différencie de leurs frères du royau vers lesquels ils se sentent attirés et attac par une parfaite identité d'aspirations, de mœ de langue et de religion. La Transylvanie est trois côtés, entourée et étreinte par la Rouma dont le territoire forme comme un bras ceintu cette province roumaine, habitée par des R mains. Pour être exacts, la Transylvanie et provinces roumaines voisines, Banat et B vine, sont habitées par une population roum en proportion de 70 0/0. Les Magyars se donné beaucoup de mal pour étouffer cette vé Leurs statistiques officielles accordent aux R mains de ces provinces un pourcentage d'à près 46 0/0. Mais leur astuce est facile à dé vrir et à déjouer. Ainsi, ils ont donné aux mitats roumains une forme géométrique telle q doivent contenir, à côté d'une masse compact 3.500.000 Roumains, une forte proportion plus de 800.000 Magyars. Ils ont ainsi taillé comitats roumains de Transylvanie, qu'en y troduisant des régions magyares voisines, ils faussé la véritable proportion numérique existe en réalité entre Roumains et Hongrois n'est que de cette manière qu'ils sont parven

ire baisser le pourcentage roumain de 71 0/0 à 5 0/0, et à élever celui des Magyars de 15 0/0 36 0/0. Les pays roumains d'Autriche-Hongrie tant habités dans la proportion de 71 0/0 par les oumains, le reliquat de 29 0/0 est partagé entre ongrois, Saxons et d'autres nationalités.

Mais la Transylvanie, le Banat et la Bucovine ec le Marmorosh voisin, ne sont pas seulement abités par une population pour les trois quarts umaine. Ces provinces sont en même temps le éritable berceau de la race. Les principautés unies et confondues dans la Roumanie moder-e, la Moldavie et la Valachie, ont été créées par es princes roumains descendus, de la Bucovine e la Transylvanie et des régions voisines du Ba-at. Et toutes les fois que le sentiment national va llait et que la conscience nationale était sur le oint de succomber en Valachie et en Moldavie, est de Transylvanie qu'un renouveau de vigueur ationale fut infusé au roumanisme défaillant dans s deux principautés. Tel fut le cas au XVIIe siècle, rsque les Valaques et les Moldaves adoptèrent la ngue roumaine écrite à la place du vieux sla-on, qui était sur le point de l'étouffer, et c'est : Transylvanie que ce mouvement prit naissance, ous la pression calviniste. De même, vers le com-encement du XIXe siècle, lorsque la conscience la langue roumaines étaient de nouveau sur point de sombrer, sous l'influence grecque des hanariotes, ce fut également de Transylvanie ue partit, avec Georges Lazar, la résurrection. ette fois ce fut l'influence catholique et l'école e Rome — que la Transylvanie devait à la con-ersion des uniates gréco-catholiques — qui nous auva.

Ce qui plus est, la Bucovine fit partie inté-rante, pendant de longs siècles, de la Moldavie ; lle est la province roumaine la plus riche en onuments religieux et en souvenirs nationaux, t celle où se trouvent les tombeaux des plus glo-ieux princes moldaves. Il y a environ 144 ans ue cette belle et riche province nous fut arrachée ar les Habsbourg, et ce rapt ne fut jamais ou-lié ni pardonné à cette dynastie rapace et ty-annique. La Transylvanie et le Banat ne con-urent la domination magyare que pendant cent-oixante ans. Ces provinces furent longtemps li-res. Tombées aux mains des Habsbourg, vers 691, elles jouirent d'une certaine indépendance usqu'en 1848. Ce n'est qu'à partir de 1867 qu'elles urent annexées par force à la Hongrie, malgré es protestations unanimes de la population rou-aine.

Ces protestations n'ont jamais cessé, car le régime auquel furent soumis les Roumains est des plus odieux et des plus barbares. Sous le couver d'une loi constitutionnelle des plus libérales et démocratiques, la *loi des Nationalités*, les Magyars, exercent la tyrannie la plus intolérante et insupportable. Cette loi garantit aux nationalités l'usage de leur langue dans l'administration, dans la justice et dans l'école ; elle prescrit une administration et des juges roumains dans les districts roumains. Cependant, les écoles roumaines, entretenues avec les deniers des Roumains et que, par suite l'Etat hongrois ne paye pas, sont systématiquement persécutées et, pour le moindre motif, pour n'importe quel prétexte, elles sont fermées. La langue roumaine est bannie de l'administration et des instances judiciaires, même dans les districts où la presque totalité de la population est roumaine. Les journaux sont interdits, consurés ; les procès de presse sévissent sous les prétextes les plus futiles et attirent aux journalistes roumains des années de prison et de fortes amendes. La police se mêle jusqu'aux détails les plus intimes de la vie de famille et réprime toute manifestation de sentiments nationaux. Ces trente dernières années, la vie des Roumains de Hongrie était devenue réellement insupportable.

Pendant les périodes électorales, le moindre incident et toute velléité d'indépendance et de résistance à l'œuvre de corruption des agents administratifs magyars se soldaient par des dizaines de morts, victimes de la gendarmerie et de la police magyares. Les réunions publiques sont méthodiquement empêchées, dissoutes, et les candidats roumains aussi bien que leurs électeurs régulièrement jetés en prison et empêchés de circuler.

Aussi bien, lorsque la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, des milliers et des dizaines de milliers de Roumains désertèrent l'armée autrichienne, passèrent les Carpathes et s'enrôlèrent dans l'armée roumaine. Le nombre de ces déserteurs roumains, d'après le député hongrois Ugron, dépassait 60.000. De même, à l'exemple des Tchéco-Slovaques, les Roumains profitèrent de toutes les occasions et se firent prendre en Italie, et surtout en Russie, où leur nombre s'était élevé à plus de 150.000. Plus de 20.000 se sont rendus sur le front italien et, aujourd'hui encore, à ce qu'il paraît, tous les jours des soldats transylvains se sortent des lignes autrichiennes et se glissent parmi les rangs de l'armée italienne. Les prisonniers de Russie aussi bien que ceux d'Italie ont toujours demandé à être incorporés dans l'armée

roumaine, afin de pouvoir lutter contre leurs oppresseurs magyars. Incapables de se manifester et réprimées par un système complexe de règlements et de lois, les protestations des Roumains de Transylvanie ne pouvaient prendre que cette voie, depuis le commencement de la guerre.

Ces faits suffisent à attester quelle est la volonté des populations roumaines d'Autriche-Hongrie, et dans quel sens elles entendent et veulent appliquer le droit qu'on reconnaît aux peuples de disposer d'eux-mêmes.

En effet, si les Roumains de Transylvanie et de Bucovine pouvaient disposer librement de leur sort, leur détermination spontanée serait sans aucun doute l'union à la Roumanie. Tel fut le cas des Roumains de Bessarabie qui, de leur propre mouvement, demandèrent l'union de la Bessarabie à la mère-patrie. Tel est aussi le but que poursuit le comité national des Roumains de Transylvanie et de Bucovine résidant en France, et qui s'est constitué à Paris le 30 avril dernier. Entre autres affirmations précises, nous trouvons celle-ci : « nous avons résolu de secouer le joug étranger, en combattant dans les rangs de nos grands Alliés. »

Et dans ses statuts, l'art. 2 nous apprend que le but de ce comité est de lutter par tous les moyens appropriés pour l'*indépendance de la Transylvanie et de la Bucovine et pour l'union de ces pays avec le royaume de Roumanie*. Et il faut noter que la Transylvanie est un nom générique qui désigne toutes les provinces roumaines de Hongrie, à l'exception de la Bucovine, qui appartient à l'Autriche. La Transylvanie n'est pas seulement l'Ardeal ou Erdely, mais aussi le Banat et les régions voisines du nord-ouest de l'Ardeal, dans le Marmorosh et la Crishana.

Quand tous ces pays, habités par une population pour plus des deux tiers roumaine, se seront réunis au royaume de Roumanie, précédés qu'ils sont déjà dans cette voie par la Bessarabie, la Roumanie de l'avenir constituera une nation de près de quinze millions de Roumains, avec deux millions d'éléments slaves, magyars et allemands disséminés en îlots isolés parmi la masse de cette population roumaine. Elle s'étendra sur un territoire considérable d'une richesse agricole et minière sans pareille et qui sera propre à nourrir un nombre d'habitants au moins triple de celui qui y vit aujourd'hui.

Dans un avenir assez proche, le peuple roumain pourrait constituer une nation forte de plus de 40 millions d'âmes et fonder aux bouches du Danube une civilisation latine fortement imprégnée de culture intellectuelle française.

Éloignés des autres peuples latins de l'Europe occidentale, entourés de peuples slaves, menacés par les Allemands et les touraniens Bulgaro-Magyars, les Roumains ne peuvent, dans ces conditions, se maintenir et prospérer qu'en s'alliant avec les nations slaves voisines, qui ont les mêmes ennemis et courent les mêmes dangers, et en s'appuyant sur l'Italie, la France et leurs alliés. Déjà pour l'affranchissement des frères subjugués, les Roumains libres ont cherché à se rapprocher des Tchéco-Slovaques, des Serbes et des Polonais. Or ce résultat ne peut être atteint que par la dislocation de l'Autriche-Hongrie. Mais, une fois disloquée, l'Autriche-Hongrie devra être remplacée par une formation politique solide, sérieuse, fondée sur les principes de la liberté et de la justice. Dans ces conditions, seule une coalition des peuples subjugués qui constituent aujourd'hui l'Autriche-Hongrie — Roumains, Polonais, Serbes et Tchèques — pourrait remplacer avec avantage pour tout le monde, excepté l'Allemagne, la vieille et décrépite maison des Habsbourg.

Au congrès de Rome du mois d'avril, les bases de cette politique ont déjà été esquissées, en principe du moins. Le prochain congrès de Paris doit pousser plus loin dans cette direction l'œuvre du rapprochement entre les quatre peuples, sous l'égide de la France et avec l'appui des autres puissances de l'Entente. Si la victoire doit couronner les efforts de l'Entente, les jours de l'Autriche sont comptés. Elle cessera de servir d'instrument de pénétration et de domination allemandes dans le monde. La coalition latino-slave des Roumains, Serbes, Tchèques et Polonais, qui remplacerait l'Autriche, aurait à remplir le rôle que cette dernière n'était plus susceptible de jouer, celui de refréner les ambitions et les visées mondiales de la Prusse. Cette coalition, fortement étayée sur la grande puissance qu'est devenue l'Italie moderne et appuyée par la France et l'Angleterre, constituerait une force formidable, grouperait plus de 70 millions d'habitants, et suffirait amplement pour barrer la route aux Allemands vers la conquête de l'Asie.

Le tout est de savoir si, dans l'avenir, le grand état-major de Berlin doit encore pouvoir disposer par l'intermédiaire complaisant de l'Autriche-Hongrie, des ressources en hommes et en matériaux des 35.000.000 de latino-slaves qui vivent aujourd'hui sous la domination des Habsbourg, ou si ces 35.000.000 réunis à autant de conationaux, plus ou moins libres aujourd'hui, en Serbie, en Roumanie, en Pologne, pourront s'offrir à l'Entente et se retourner, par suite, contre l'Allemagne. Il s'ag

one de décider dès aujourd'hui dans quel camp utteront les 1.000.000 de soldats que les Latmo-Slaves ont donnés dans cette guerre, aux Cen-raux. Si la France et l'Angleterre veulent avoir ontre elles ces masses humaines, domestiquées et énationalisées par les Allemands, elles n'ont qu'à ontinuer de ménager l'Autriche-Hongrie, en se aissant entraîner par les amis des Habsbourg à auvegarder l'empire et le trône de Charles Ier.

Si, au contraire, les puissances de l'Entente se écident à suivre jusqu'à ses aboutissements natu-els la politique des nationalités d'Autriche-Hon rie, alors les 35.000.000 de latino-slaves se réu-iront à leurs frères libres et se redresseront fata-ament contre l'Allemagne. Les Roumains, les Serbo-Croates, les Tchéco-Slovaques et les Polo-nais, constitués intégralement en Etats indépen-ants, ne pourraient conserver leur indépendance u'en s'alliant avec les puissances démocratiques e l'Entente, contre l'Allemagne qui, avec son es-rit militariste, ne cessera jamais d'être un danger our ses voisins. Le sort des Roumains d'Autriche-Hongrie et de la Roumanie elle-même dépend de e que sera la politique de l'Entente pendant les mois que cette guerre abominable peut encore du-er, et de la politique qu'elle adoptera autour du apis vert du grand congrès de paix mondial pro-hain.

D. Dragnicescu.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

La Bibliothèque Universelle — le grand périodique de la Suisse française aux sympathies si bravement idèles à la cause des Alliés, — nous donne dans son fascicule de juillet, le texte du discours que M. William E. Rappart a prononcé au mois de mai dernier devant une importante assemblée convoquée par la « Société genevoise de la Paix » pour commémorer la réunion de la première conférence de La Haye.

Cet anniversaire, il avait été question sur les bords du Léman de le célébrer en 1916 déjà. Empêché d'aboutir alors du fait et de l'hostilité des uns et du scepticisme des autres, le projet a été réalisé cette année avec un plein succès « grâce à l'énergie des initiateurs, à la bonne volonté de leurs collaborateurs et à l'empressement enthousiaste du public genevois ». Car tous les héroïsmes ne sont pas du champ de bataille...

Mais ce qu'il faut signaler à ce propos, c'est l'intérêt que présentent les aperçus que M. Rappart soumit dans la circonstance à son vibrant auditoire.

On a abondamment discouru depuis 1914 sur la politique du président Wilson et — abstraction faite des raisons qui sont pour la rendre de prime abord assez malaisément accessible à l'esprit général de notre temps — il était fatal, à une heure où la réflexion s'avère plutôt difficile, qu'elle prêtât aux disputes des hommes. La trop naturelle impatience des Alliés en appréciait sans sérénité, il y a dix-huit mois les scrupuleuses lenteurs et, par ailleurs, rien ne prouve que chez nous la reconnaissance des masses ne risque pas maintenant encore d'en altérer l'exacte pensée. On sait à quel point, en dépit de tant d'avertissements et si clairs, elle a, cette politique, trompé l'épaisse psychologie de nos ennemis. On tiendra pour probable enfin que ses derniers gestes n'ont pas toujours été sans déconcerter (j'allais écrire « sans décevoir ») une fraction au moins de l'opinion jusque chez certains neutres... dont la neutralité, qui voudrait bien trouver la quadrature du cercle et marier avec les gros profits les délicatesses de l'honneur, ne demandait qu'à s'abriter derrière l'exemple de la grande Amérique. Je n'ignore du reste pas qu'on s'est assez souvent attaché à nous montrer dans « la manière wilsonienne » les complexités de la haute pensée dont elle s'inspire, mais je ne vois pas ici de mise au point qui vaille, pour la concision et la clarté tout ensemble, celle que nous propose le conférencier de la « Société genevoise de la Paix ».

« Le premier principe de la politique étrangère des Etats-Unis est un principe d'isolement, rappelle-t-il. « Ne nous mêlons pas des choses d'Europe ! », avait dit Washington à la nation américaine, à un moment où ses sympathies pour la France risquaient de l'entraîner dans le sillage de celui qui allait bouleverser l'Ancien-Monde. « Ne vous mêlez pas des affaires américaines! », avait ajouté vingt-cinq ans plus tard Monroë, en s'adressant à l'Europe de la Sainte-Alliance... L'histoire d'un siècle montra que ce n'était ni la haine de l'Europe ni l'ambition de s'assurer l'hégémonie en Amérique qui inspirait cette politique... Elle ne s'explique que par la volonté de faire du Nouveau-Monde un monde véritablement nouveau en le mettant à l'abri des rivalités nationales et des cupidités dynastiques qui avaient de tout temps ensanglanté l'Europe... Aussi, la seconde idée maîtresse de la politique étrangère des Etats-Unis est-elle étroitement apparentée à la première. C'est l'idée démocratique, libérale et pacifique... Au début de la guerre mondiale, la politique étrangère des Etats-Unis se trouvait donc dominée par deux principes traditionnels. Le premier commandait la non-ingérence, c'est-à-dire la neutralité impartiale. L'autre, le rétablissement de la paix par le droit, c'est-à-dire la médiation amicale... S'inspirant directement de la double tradition nationale, il (le président Wilson) proclama la neutralité de son pays le 4 août 1914 et, dès le lendemain, offrit aux belligérants ses bons offices de médiateur... Pendant la seconde moitié de 1915, les torpillages et les notes de protestation se succédèrent avec une régularité presque monotone. Mais la patience du président et celle de ses concitoyens s'épuisaient visiblement... Wilson fut réélu à la présidence, après une campagne électorale caractérisée par la plus extrême confusion... Mais l'opinion moyenne lui était reconnaissante de sa longanimité et de sa patiente fidélité au principe traditionnel de la neutralité. Le président était cependant le premier à se rendre

compte de l'instabilité et de la fragilité de cette neutralité... La reprise de la guerre sous-marine, le 1er février 1917, détermina la rupture des relations diplomatiques, puis la neutralité dite armée, puis enfin, au début d'avril, la guerre. Guerre et neutralité, les deux termes s'excluent l'un l'autre. Et cependant, tout en devenant belligérant, le président Wilson resta le grand champion de la neutralité... La guerre, dans laquelle s'engagèrent les Etats-Unis en avril 1917 n'était en effet ni une guerre européenne, ni une guerre nationale, mais une guerre humaine. *Son but n'était ni la conquête, ni la défense d'un territoire, mais d'un droit, du droit à la neutralité, c'est-à-dire, du droit à la paix.* Et ainsi la tradition américaine de la neutralité s'unissait à la tradition américaine de la paix par le droit, dont la politique du président Wilson ne s'était pas davantage écartée ».

Que si force m'est d'ailleurs de m'en tenir à cet extrait, je n'en suis pas moins convaincu que tous ceux qu'intéressent les questions de politique étrangère auront profit à lire intégralement le discours de M. Rappart.

*
* *

La revue italienne la plus autorisée, la *Nuova Antologia*, consacre vingt-trois pages de son numéro du 1er août à « la question du cinématographe », et ces vingt-trois pages sont du député Bortolo Belotti, qui est l'auteur, là-bas, d' « une proposition de loi réglementant la matière », — comme on dit tant à Montecitorio qu'au Palais-Bourbon.

Signe des temps..., et non pas seulement en ce court sens que le fait témoigne une fois encore de l'importance que « le ciné » a prise dans le goût des foules. Il y a bien davantage. Il y a que sous tous les climats les esprits réfléchis s'accordent aujourd'hui à prévoir que, si l'on n'avise, le cinématographe, d'excellent moyen d'éducation qu'il pourrait être, deviendra demain le pire corrupteur des jeunes générations.

Très documenté, très touffu et d'ailleurs parfaitement « composé », l'article de M. Bortolo Belotti est trop serré, trop solidement construit pour qu'il me soit loisible d'en rien détacher qui n'entraînerait de longs développements. Mais la question requiert assez manifestement au moins autant d'attention de ce côté-ci des Alpes, et ceux qui se doivent de collaborer à l'œuvre de sauvegarde sociale dont une proposition de M. Fernand Rabier (en date du 27 juin 1917) a également proclamé l'urgence devant notre Chambre des Députés sont assez nombreux parmi nous, pour que je note qu'on trouvera en abondance chez M. Bortolo Belotti de quoi alimenter congrûment cette autre campagne.

Des généralités allant avec aisance de l'art à la philosophie ; des chiffres — effarants, les chiffres — intéressant les progrès et le développement de l'industrie cinématographique ; des précisions et des exemples à foison pour montrer les abus et les méfaits possibles du film ; une discussion approfondie « pour et contre » ; l'examen des dispositions à introduire dans la loi pour prévenir le danger ; etc., etc. Il y a tout cela dans cette étude.

Et j'en aime le courageux dernier mot : « Certes, il est permis d'attendre beaucoup du cinématographe sur la terre classique de la belle nature et du geste élégant. Toutefois, qu'ils le sachent bien : s'ils entendent n'être décidément que des incitateurs du crime ou que de vulgaires metteurs en scène des hontes humaines, les industriels qui exploitent la jeune invention n'en ont pas fini avec les difficultés que leur susciteront les honnêtes gens ».

*
* *

Au milieu des projets de toutes sortes que le très louable souci de « préparer l'avenir » fait éclore chaque matin — de tant de beaux projets devant la poussée desquels l'esprit le plus ingénu finirait peut-être, s'il s'écoutait, par tomber dans le scepticisme — c'est plaisir de rencontrer, de loin en loin, « une réalisation ».

La fondation de l'*Information d'Extrême-Orient* en est une.

L'*Information d'Extrême-Orient* n'existait pas en 1915. Elle paraît régulièrement aujourd'hui (Tokyo-Paris, avec rédaction-administration à Tokyo) trois fois par mois, sur quarante-deux pages en moyenne d'un texte bien ordonné. Une typographie soignée, des illustrations pour les grands enfants qui aiment les belles images, une partie japonaise évidemment appréciable pour ceux qui entendent le japonais et fort amusante à l'œil pour ceux qui ne l'entendent pas.

Et l'*Information d'Extrême-Orient* sert la meilleure des causes en défendant sur les bords du Pacifique les intérêts, tous les intérêts de la pensée française et en disputant ainsi à de redoutables concurrences la part d'influence qui nous revient dans le vaste monde.

Au sommaire de son numéro du 6 juin dernier (car ce papier a dû traverser les océans et leurs périls avant que d'échouer sur ma table) : un article discutant les singuliers propos qui auraient été échangés entre le président du Conseil japonais et un journaliste américain et dont l'auteur nous cite ce mot du marquis Okouma : « Les agents de l'Allemagne au Japon nous offrent tantôt l'Australie, tantôt les Indes néerlandaises, tantôt un morceau de l'empire colonial des Alliés. Mais nous ne sommes pas dupes ! » ; quelques lignes substantielles à point de M. G. Mourey, conservateur du Palais de Compiègne, sur le peintre Edgar Degas ; une étude sur Emile Boutroux et un portrait du philosophe ; la seconde partie de la conférence (qui aura été reproduite ici intégralement) prononcée l'hiver dernier par M. le Dr Helme à « l'Union Française » sur « les Progrès de la Chirurgie et de la Médecine pendant la guerre » ; d'abondants extraits de la presse mondiale, etc., etc...

GASTON CHOISY.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CHARLES MOUREU, publie : **Sir Oliver J. Lodge** : *La Continuité* ; **Paul Descombes** : *L'Influence du Reboisement sur l'abondance des Eaux* ; **P. Hachet Souplet** : *Etude expérimentale de la Traction et du Portage par Chiens* ; des *Notes et Actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 17 — 56e ANNÉE — 31 AOUT — 7-14 SEPTEMBRE 1918

LES REPRÉSAILLES (1)

Mesdames, Messieurs,

Quand un homme sain, vigoureux de corps et d'esprit, reçoit un coup de poing, son premier mouvement est de le rendre. Ce mouvement est le bon.

Mon Dieu ! Je ne dis pas que je m'exprimerais aussi nettement si nous étions en pleine paix, dans la pleine douceur que donne aux mœurs privées — sinon aux mœurs publiques — la jouissance d'une civilisation raffinée et, j'ajoute, d'une civilisation qui a, bon gré, mal gré, à sa base même, le christianisme.

Encore pourrais-je observer qu'il n'arrive guère qu'après avoir reçu un soufflet sur une joue on tende l'autre. On préfère prendre des témoins et, suivant le cas, aller sur le pré ou confier aux tribunaux le soin de sa vengeance.

Mais nous ne sommes pas, nous ne sommes plus, depuis quatre ans bientôt, en temps de paix. Nous sommes en temps de guerre. Et quelle guerre ! Quels ennemis !...

De ces derniers, l'espèce est telle que, s'il pouvait revenir à la vie, le grand idéaliste Tolstoï, le chimérique apôtre de la non-résistance, de la soumission systématique aux exigences de l'adversaire armé, regretterait ses déprimantes prédications et se révolterait contre l'abominable, le déloyal oppresseur, en même temps, je pense, que contre les Bolchéviks, dont les sanguinaires folies ont ouvert aux barbares le chemin du cœur de la Russie.

Je dis donc et je répète : ce mouvement est le bon qui est de rendre à l'ennemi tout le mal qu'il nous fait. Au reste, ne nous y sommes-nous pas résolus, et depuis longtemps, lorsque, par exemple, nous avons riposté aux gaz asphyxiants et aux liquides enflammés par d'autres poisons et d'autres flammes ? N'essayons pas de faire l'énumération de toutes les *ripostes* — souvent cruelles pour notre chevaleresque générosité — que nous ont imposées le souci de la conservation de nos soldats *et la nécessité de vaincre*, qui domine tout. Je ne vous entretiendrai aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, que des ripostes que méritent les bombardements organisés, continus, de nos villes ouvertes et d'immenses agglomérations comme celles de Paris et de Londres où, vraiment, on ne peut attribuer sans absurdité le caractère de « belligérants » à de pauvres gens qui exercent, pour vivre, leurs pacifiques métiers, à des femmes et à des enfants, à des prêtres et à des vieillards qui se réunissent dans une église, le vendredi saint.

Bien qu'elle n'ait pas été traitée publiquement, je crois, la question des représailles aux bombardements que nous subissons n'est cependant pas nouvelle et a été discutée dès le lendemain de ce jour du 30 août 1914, où le premier « taube » laissa tomber ses bombes sur Paris étonné, curieux, nullement effrayé, presque amusé...

(1) Conférence donnée le 26 mai 1918 à la salle Gaveau.

Il en est tombé bien d'autres, depuis cette époque lointaine, soit des aéroplanes de divers types et tout dernièrement des redoutables « Gothas » les « Giodasses » du populaire — soit des monstrueux et impressionnants « Zeppelins ». Pourquoi donc l'arrivée soudaine d'un obus de canon, beaucoup moins puissant, en général, qu'une torpille aérienne, a-t-elle causé des préoccupations si vives, encore que bien éloignées de la ridicule épouvante dont les gazettes d'outre-Rhin ont aussitôt régalé leurs lecteurs ?

Il y a d'assez bons motifs à cela.

Et d'abord, c'était un péril nouveau qui venait s'ajouter à d'autres, des obus qui se superposaient, pour ainsi dire, aux bombes des avions, un bombardement de jour qui se juxtaposait fâcheusement aux bombardements de nuit, au moment même — nos ennemis l'avaient ainsi voulu, pour assurer le succès de leur « manœuvre morale » — où se produisait à St-Quentin la grande ruée sur l'armée britannique. Et tout cela paraissait fort bien combiné.

C'était ensuite, et surtout peut-être, un danger tout à fait inattendu. Eh quoi ! Des obus de canons allemands sur Paris ! On eut à peine à y croire. Sans doute Dunkerque avait été, depuis deux ans déjà, bombardé à 38 kilomètres de distance par un énorme canon de marine, un 305 ou un 356, peut-être un 380 m/m. Mais de 38 kilomètres à 115 ou 120, quelle marge ! Et il faut le dire, beaucoup de techniciens secouaient la tête — en souriant. C'est qu'ils avaient oublié ou qu'ils ignoraient que le département de la marine avait, de 1890 à 1894 — il y a plus d'un quart de siècle ! — fait construire à Ruelle un canon de 16 c/m (164 m/m, 7 exactement) *à rallonges*, dont la longueur atteignait presque 15 m., soit 90 calibres, et qui tirait son projectile de 45 kilogr. à la vitesse initiale de 1.230 mètres environ.

Vous reconnaissez là, Messieurs, les principales caractéristiques du canon de 240 m/m allemand qui se révélait brusquement aux Parisiens, le 23 mars dernier. Caractéristiques... j'en néglige une, semble-t-il, et précisément la plus essentielle dans l'espèce, *la portée* de la bouche à feu créée par l'artillerie de marine française. Ce n'est pourtant pas un oubli, de ma part du moins ; c'est qu'en fait on ne songea pas, en 1894, à s'occuper de la portée du 16 m/m à rallonges. On ne prétendait à rien d'autre que de rechercher les qualités particulières et les effets dans les canons longs de la célèbre poudre B, alors toute nouvelle. On s'intéressait aussi, tout particulièrement, à la puissance de perforation du projectile et à la tension de la trajectoire qui permettait à ce projectile de frapper presque normalement la cuirasse.

Tant y a qu'on ne fit aucune recherche sur la portée de cette pièce d'expérience. Certainement l'obus aurait pu franchir une distance de 70 à 75 kilomètres et c'était déjà fort bien, eu égard à la faiblesse du calibre.

Y eut-il, à cette époque, déjà un peu lointaine, un artilleur ou un officier de marine en situation d'exprimer le regret de cette surprenante lacune dans le programme des études ainsi poursuivies ? C'est possible. Je l'ignore. Pour ma part, en 1893, 1894, je n'étais pas en France : j'expiais, dans une citadelle allemande, certaines curiosités à l'égard du canal maritime dont je vous dirai quelques mots tout à l'heure.

Ce qu'il y a de clair, c'est qu'on retrouve dans cette limitation volontaire et bien fâcheuse, des objectifs d'une expérience qui ne laissait d'ailleurs pas d'être coûteuse, l'effet de la *mentalité timide*, effacée, réservée à l'extrême et, pour ainsi dire, repliée sur elle-même, que nous avaient laissée les malheurs de la guerre de 1870. Pendant près d'un demi-siècle, on s'est efforcé chez nous, de comprimer les envolées — qu'on appelait des *écarts* — de l'imagination. Il fallait systématiquement borner ses vues, se courber, se faire petit, n'innover qu'avec la plus extrême prudence et en s'excusant fort de la liberté grande. A l'officier qui aurait témoigné quelque intérêt pour les très grandes portées, qui aurait simplement dit : « Hé ! on ne sait pas... Ça pourra servir, un jour !... » On aurait répondu en haussant les épaules : « Allons donc ! C'est du « Jules Vernes, mon ami... »

Il en fut ainsi, vous le savez, Messieurs, de l'artillerie lourde, de l'aviation militaire, de la guerre sous-marine et de tant d'autres choses !...

On fut donc surpris, une fois de plus. Mais on se ressaisit bien vite : nous sommes, Dieu merci, assez prompts aux rétablissements. Si longue que nous ait paru la période où Paris essuyait le tir capricieux des immenses « Columbiads » allemandes — outils fort délicats, du reste — nous reconnaîtrons plus tard que l'efficace riposte aux coups de ces canons ne se fit pas trop longtemps attendre. Les « grosses Berthas » se sont taues. Peut-être un traitement énergique suivi à l'usine Krupp leur rendra-t-il la voix (1). Mais, justement pourquoi notre riposte n'atteindrait-elle pas cette usine elle même, cet établissement immense, pro-

(1) Ceci était dit la veille même du jour, 27 mai, où le bombardement a recommencé.

digieux, « colossal », la *metropolis* de la force brutale et la capitale du canon ?

Ceci nous ramène au sujet de cet entretien, que nous avons un peu perdu de vue, les *représailles*.

L'idée des justes représailles contre les horreurs allemandes est d'ailleurs bien plus ancienne que le bombardement de Paris par les 210 de 100 calibres. Je le constatais tout à l'heure, cette idée, cette impulsion naturelle, ce besoin, en somme, ce sont les taubes qui l'ont fait naître. Et pour y satisfaire on pensa tout d'abord et exclusivement aux appareils aériens. Peu de mois après le commencement de la guerre un appareil anglais survolait Cologne et Dusseldorf. Un peu plus tard ce fut Friedrichshafen du lac de Constance, la grande usine de Zeppelins ; plus tard encore Mannheim et Ludwigshafen avec leurs établissements, si remarquablement étendus, de produits chimiques utilisables à la guerre. Enfin ce fut le tour de la plupart des villes de la région rhénane, après que les appareils aériens allemands eurent bombardé force villes ouvertes de notre front et singulièrement maltraité la capitale anglaise.

Ainsi, en fait, on exerce déjà depuis longtemps des « ripostes » aériennes. Comment se fait-il donc, qu'il y a quelques semaines, dans cette tragique fin de Mars où, de tous côtés, Paris se sentit menacé, comment se fait-il qu'il se soit produit des protestations quasi-officielles, lorsque le vaillant peuple de notre grande cité cria vers ses gouvernants son juste désir de vengeance ?

Ces protestations, je n'hésite pas à le dire, étaient inspirées, sans que leurs auteurs s'en doutassent, évidemment, par nos sournois et habiles adversaires. Il s'agissait pour ceux-ci, en réalité, de faire cesser les attaques de plus en plus efficaces que subissaient les villes du Rhin, du Neckar, de la Moselle, de donner satisfaction aux lamentations que faisaient entendre au Reichstag et au gouvernement impérial les représentants autorisés — tel le député de Cologne, M. Kuckhof — de ces populations stupéfaites, indignées qu'on pût leur infliger, à elles — au peuple roi ! — le traitement qu'elles voyaient avec tant de satisfaction appliquer aux Anglais et aux Français.

Et comme, en dépit des exemples déjà faits, en dépit de ceux qui se préparent, l'Allemagne sait encore trouver ici des voix qui, conscientes ou inconscientes, défendent ses intérêts, on vit se glisser, s'insinuer peu à peu dans beaucoup d'esprits cette opinion singulièrement enfantine, quand elle n'était pas coupable, que l'on pouvait s'entendre avec les Allemands pour qu'ils s'abstinssent de bombarder Paris.

Je ne sais, en vérité, ce qu'il aurait fallu leur accorder — certainement beaucoup plus que notre propre abstention à l'égard de Karlsruhe, de Stuttgard, de Trèves ou de Francfort — pour obtenir d'eux qu'ils cessassent d'envoyer torpilles, bombes et obus sur la capitale qu'ils abhorrent parce que son antique et quinze fois séculaire magnificence exaspère leur envie.... Ce dont je suis sûr, c'est que jamais — moins que jamais, au point où nous en sommes — on ne doit demander grâce à de tels ennemis, même sous le prétexte de réciprocité : « Frappez-nous, devons-nous dire, si vous le pouvez ; mais nous conservons intact le droit de vous frapper à notre tour, et de vous frapper plus fort, beaucoup plus fort, ainsi que vous le méritez !... »

*
*

Oui, mais comment ?

Et là, on se trouvait, on se trouve encore en face de problèmes assez délicats.

Du côté du canon, d'abord, nous sommes à peu près désarmés, non pas seulement parce que nous n'avons pas encore de bouches à feu de très grande portée, mais aussi *parce que notre front de combat est malheureusement trop éloigné des villes ennemies*. Pour en atteindre une avec les moyens dont nous disposons (il ne peut pas être question de Metz, n'est-ce pas ?...), il faudrait s'adresser à la marine et faire entrer nos flottes dans la Baltique. Là, seulement, ont trouverait, assises sur la frange d'un littoral parfaitement accessible, certaines villes, d'ailleurs défendues, qu'il serait aisé de soumettre à un tir de représailles ou, pour dire plus exactement, dans ce cas, aux risques d'une opération militaire parfaitement régulière.

Mais il n'est pas question d'entrer dans la Baltique, en ce moment. De ce que l'on ne l'a pas fait au mois d'avril où de mai 1917, pour soutenir, affermir le gouvernement provisoire russe et — discrètement — « contenir » l'anarchie naissante, nous pouvons légitimement inférer qu'on ne le fera pas, qu'on ne s'y résoudra pas de sitôt, du moins tant qu'une armée américaine toute constituée ne sera pas prête à agir de ce côté-là et à saisir à la gorge une Allemagne relativement épuisée par la lutte sur le front continental d'Occident.

Restons donc dans la mer du Nord, et voyons ce que l'on y peut faire.

J'ouvre ici une parenthèse pour vous confesser, Mesdames et Messieurs, que cet entretien aurait eu nécessairement une orientation différente, un peu trop technique peut-être, si certaines circonstances n'en avaient retardé la date. Si je vous avais parlé des représailles que je propose avant le 23 avril, j'aurais été obligé de traiter assez longuement la question un peu aride de l'efficacité des défenses de côtes de l'Allemagne, compliquée de celle de l'inaccessibilité prétendue du littoral de la mer du Nord.

Je puis aujourd'hui, me borner à quelques observations, quelques constatations rapides. Nos vigoureux alliés d'Angleterre — d'ailleurs aidés par quelques-uns de nos bâtiments légers — se sont chargés en effet, le 23 avril et le 10 mai, à Zeebrugge et à Ostende, d'une démonstration que je n'aurais pu faire ici sans quelques postulats. Je savais bien, j'étais depuis longtemps convaincu qu'une vigoureuse attaque sur un point quelconque du littoral allemand — j'entends un des points vraiment accessibles que je pourrais citer — aurait les plus grandes chances de réussir. Mais, rien ne vaut, évidemment, l'expérience du succès — même et cette expérience est faite, fort bien faite : la preuve a été administrée avec une maîtrise admirable, qui nous a remplis de joie et d'orgueil — ne sommes-nous pas, tous les alliés étroitement solidaires ? — et à laquelle je vous demande d'applaudir...

M'objectera-t-on, toutefois, que ce n'était pas du littoral allemand qu'il s'agissait, et que le succès de l'opération exécutée sur la côte des Flandres ne fournit pas la preuve absolue de la possibilité d'un succès analogue dans des conditions différentes, sans doute, et peut-être plus difficiles ?

Différentes, oui, si l'on veut, répondrai-je tout de suite, mais non pas plus difficiles. Au contraire, même, car on sait parfaitement que la défense de la côte des Flandres est organisée avec un luxe remarquable d'armes, d'engins, de travaux de toute sorte. Nous avons à ce sujet la très intéressante relation d'une visite faite à ce front maritime belge — si essentiel pour les Allemands ! — par un de leurs amis, ou du moins un de leurs admirateurs, le colonel Egli, ce colonel suisse qui a dû prendre sa retraite à la suite d'incidents que vous vous rappelez et qui est devenu le correspondant militaire du grand journal de Bâle, les « *Basler Nachrichten* ».

J'ai là la traduction de cet article, et je vous en donnerais lecture, si je ne craignais d'abuser de votre patience en entrant ainsi dans des détails de pur technisme. Bornons-nous à deux observations.

La première est que l'auteur considérait, il y a 5 mois, la côte des Flandres comme « n'ayant rien à craindre des entreprises des ennemis... » M. le Colonel Egli déchante certainement aujourd'hui. Et il n'est pas seul, car, en dépit de leurs communiqués rassurants, les autorités militaires et maritimes allemandes ont été, nous le savons, fort déconcertées du succès de deux coups si bien assénés, ajoutons : de deux coups bien inattendus !...

La seconde observation est qu'à la lecture du document qui nous occupe, on est frappé de la parfaite ressemblance qui existe entre l'organisation de défense du front maritime et celle du front continental, du moins avant la poussée allemande du 21 mars. Et l'on ne peut s'empêcher de remarquer, par voie déductive, que si les armées, d'une manière générale, avaient su *s'adapter* depuis quatre ans aux modalités si nouvelles de la guerre actuelle, il n'en avait pas été de même des flottes qui, *jusqu'au 23 avril dernier* — du moins dans le Nord et en présence des Allemands — semblaient être paralysées, impuissantes devant les moyens de défense accumulés sur une côte.

Retenons encore ceci, qui va nous servir tout à l'heure, c'est que, en prévision d'une descente de vive force sur le littoral de Nieuport à Knocke, les Allemands avaient adopté, là, tout comme sur le front continental, *un dispositif de défense en profondeur*. Le colonel Egli y insiste avec raison, et conclut à l'impossibilité pour une troupe armée, de s'établir définitivement sur cette côte. Il serait aisé, je crois, de montrer que cette confiance est excessive. Mais, admettons-en, un moment, le bien fondé. N'y aurait-il donc pas moyen de trouver, sur le littoral allemand même, des points où cette organisation en profondeur serait en défaut, les circonstances géographiques et hydrographiques ne s'y prêtant pas du tout ?

Il en est ainsi, en effet, puisqu'il y a là des îles qui, pour la plupart, sont plus longues que larges, en tout cas, d'une superficie réduite, très accessibles du côté de la haute mer, tandis qu'elles sont séparées de la terre ferme par des « watten » de sable plus ou moins vaseux, et que l'on peut prendre à revers, grâce aux chenaux (« tiefen » ou « baljen ») dont les wattens en question sont sillonnés.

Ne nous attachons d'ailleurs, pour faire plus court, qu'à une seule de ces îles, celle qui offre au plus haut degré, les caractères que je viens d'exposer et qui, par conséquent, présente à l'at-

taque, les plus grandes facilités. J'ai nommé l'île de Sylt, la plus importante de beaucoup des îles allemandes de la mer du Nord et en particulier, du groupe dit « de la Frise septentrionale », collé sur le flanc ouest du Slesvig, ce duché mi-partie allemand, mi-partie danois, que la Prusse s'est annexé définitivement, en même temps que le Holstein et le Lauenburg, en 1866.

Sylt qui, sur une longueur de 38 kilomètres, presque en ligne droite, oppose à la mer de l'Ouest son cordon de dunes à peine interrompu au centre par de petites falaises d'argile rouge, se laisse au contraire pénétrer profondément (à marée haute) par les eaux qui, empruntant deux chenaux profonds, le Lister-tief au nord, le Vortrapp-tief au sud, viennent baigner sa face orientale, celle qui regarde la terre ferme.

Il est aisé de voir, et au premier coup d'œil, que les découpures singulières de cette île mettraient ses défenseurs en fort mauvaise posture. Regardons-y cependant, d'un peu près, et disons-en quelques mots comment pourrait, rationnellement, s'exécuter une attaque décisive sur ce point intéressant.

Je passe rapidement sur les opérations préliminaires de reconnaissance, opérations qui seraient exécutées à la fois par une escadre légère et par des flottilles d'appareils aériens. Il est essentiel de connaître les moyens de défense de l'adversaire, et je signale qu'il faudra s'attacher à découvrir les mines qui auront été mouillées, soit devant la côte extérieure, soit dans les chenaux que je nommais tout à l'heure. Or, les hydravions sont de fort utiles engins pour cette besogne. Les Allemands s'en sont servis avec succès dan leurs opérations de l'automne dernier, dans l'Archipel Livonien.

Après la reconnaissance, et à la suite de la mise en œuvre des renseignements recueillis et des photographies prises par nos aviateurs, viendront justement les travaux de dragage des mines, exécutés de jour, sous la protection des canons de la flotte assaillante, ou bien, la nuit, à la faveur d'une obscurité que peut rendre plus profonde l'emploi des brumes artificielles. Remarquons d'ailleurs, qu'une circonstance particulièrement avantageuse à l'attaque facilitera ces opérations, du moins en ce qui concerne le dragage des mines de la côte extérieure : c'est que cette côte est parfaitement saine. Les fonds y sont réguliers, sans ressauts, sans plissements. Les plus grands navires trouvent les 10 ou 12 mètres qui leur sont nécessaires à moins de 4 ou 5 milles marins de la côte de l'île, c'est-à-dire, à très bonne portée de canon.

En ce qui touche le dragage des mines, des chenaux, ce sera l'affaire des bâtiments légers et de drageurs spéciaux, auxquels il conviendra de donner le plus faible tirant d'eau possible ; car si les chenaux sont profonds (de 7 à 15 m., au moins) ils ont, du côté de la haute mer des *seuils* beaucoup plus relevés. Le Vortrapp-tief ne donne que 1 m. 5 à mer basse d'équinoxe. Il est vrai qu'avec les 3 m. de montée de l'eau, cela fait encore de quoi permettre l'accès du chenal intérieur aux bâtiments légers et même aux monitors. Quant au Lister-tief, il est beaucoup plus favorisé. On trouve 4 m. 50 de fond sur son seuil au plus bas de l'eau. A mer haute, des navires calant 7 m. franchiraient aisément ce passage.

Autre opération préliminaire : le rétablissement du balisage partout où le demande la sécurité des navires qui seront appelés à pénétrer dans les eaux intérieures. Les hommes du métier estimeront sans doute qu'une telle opération n'est point aisée quand il s'agit de passes défendues. J'en conviens; mais, là encore, je suis heureux de pouvoir m'appuyer sur un précédent décisif dont vous pourrez, Messieurs, lire l'exposé dans les fragments du compte-rendu officiel de l'amirauté anglaise au sujet du dernier coup de main sur Ostende, fragments qu'a publiés le « *Temps* » dans son numéro du 16 mai.

Ce que l'on a fait, et avec un entier succès, pour la passe d'Ostende, si bien surveillée et défendue, on le fera certainement pour les chenaux qui nous occupent en ce moment. J'ajoute — et ceci n'est pas indifférent — que si l'on risque quelques échouages dans ces eaux intérieures, du moins ces échouages ne sont-ils pas dangereux. Les fonds sont toujours là, de sable mou, de sable « vasard ». Il est d'ailleurs entendu que toute opération ayant pour objet de pénétrer dans une passe soumise au régime de la marée doit être entreprise à une heure telle que la montée progressive de l'eau vienne favoriser les efforts d'un navire qui aurait à se déséchouer.

Contre-Amiral Degouy.

(*A suivre.*)

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LES BALKANS (1)

Le Turc était arrivé à organiser ces Balkaniques d'une façon plus simple encore, en considérant que ces bêtes humaines n'étaient pas de la même espèce que lui, il s'agissait de laisser ces hommes vivre entre eux, et, comme nous avons, nous, des troupeaux de moutons gardés par des chiens, comme nos chiens sont responsables de la santé et de la vie des moutons qu'ils défendent du loup, comme ils sont surtout responsables du bon ordre des troupeaux allant au pâturage, le Turc avait trouvé ce système véritablement admirable de prendre ce troupeau balkanique, et de lui dire : « Vous tirez ce que vous voudrez; je ne m'inquiète ni de vous comme hommes, ni de vous comme communauté, ni de l'instruction de vos enfants ni de l'entretien de vos routes, ni de la justice à établir entre vous, ni même des crimes que pouvez commettre; ceci ne me regarde pas. On m'a dit que vous étiez membres d'une église qui s'appelait l'église orthodoxe, que vous aviez des chefs religieux, que ces chefs religieux, chez vous, étaient chargés, de par la loi religieuse, de régler les questions de mariage, d'héritage, de propriété, de subvenir aux besoins de l'instruction et de l'assistance publiques; je ne connais plus que vos magistrats religieux; c'est eux qui répondront vis-à-vis de moi du bon ordre des finances. Toutes les fois que vous vous battrez entre vous, je frapperai sur vos magistrats religieux, suprêmes ou inférieurs; toutes les fois que vous ne paierez pas, il en sera de même, et, si vous avez la mauvaise idée de vous révolter contre moi, c'est la tête de vos patriarches qui s'en ira orner les créneaux de vos murs.

Cette conquête turque eut un double résultat. De tous ces Balkaniques qui, ayant été initiés à la civilisation d'autrefois, se trouvaient à peu près dans l'état d'esprit où étaient nos aïeux le XIVe siècle, de tous ces Balkaniques, la conquête turque, conséquemment, fit uniquement des paysans : il n'y eut plus que le développement d'une société dans laquelle les gens de la terre s'occupant de culture, les gens des villes pouvaient s'occuper de commerce, d'industrie, de civilisation, de carrières que nous appelons « libérales ». Le régime turc eut pour résultat de supprimer en réalité les villes balkaniques et d'établir partout la paysandaille balkanique. — j'emploie ce mot « paysandaille » sans aucun mépris mais, bien au contraire, avec un respect profond : ces Balkaniques sont devenus et sont restés jusqu'à nous vingt ou vingt-cinq millions de paysans comme il n'y en a pas dans le reste du monde. Ils ont, évidemment, les défauts des paysans, mais ils en ont les vertus, et ils ont pour première vertu un amour de la terre natale et un besoin de la propriété privée que je regarde, moi, comme la forme peut-être la plus haute du patriotisme, en tout cas, comme la force la plus profonde d'un État moderne (*Applaudissements*).

Ces Balkaniques sont des paysans. Ce sont des paysans qui, pour avoir leurs terres, pour être les propriétaires, pour avoir leurs mottes de sol au soleil, sont capables de tout sacrifier dans la vie. Oh! on s'est beaucoup moqué de cela, je le sais. C'est une affaire entendue : un paysan qui veut sa terre est beaucoup plus méprisable qu'un capitaliste qui veut ses coupons! J'estime qu'avoir de la terre au soleil, c'est prendre tous les risques dans la communauté nationale. Avoir ses coupons dans un coffre-fort, c'est, souvent, mettre ses risques de l'autre côté de la frontière!

Et voilà pourquoi, dans la civilisation balkanique, la tyrannie turque a eu pour premier résultat d'exciter chez tous ces peuples ce sentiment commun à tous : prenez un Bulgare, un Roumain, un Serbe ou un Grec, vous trouverez d'abord un paysan qui veut sa terre, et qui pour l'avoir, ira jusqu'au bout. Il sait bien que, peut-être, il succombera; il savait que, l'année prochaine, le Turc viendrait, que le Turc massacrerait, mais il savait qu'il y avait derrière lui l'enfant, et qu'un beau jour cet enfant reprendrait la terre des aïeux. Les Serbes ont sans doute été les poètes de cette espérance paysanne, le jour où, dans leurs chansons de Kossovo, ils ont inventé ce mythe admirable du peuple de Kossovo se relevant, et trouvant sur la terre nourrice les morceaux de pain que les gens vainqueurs ont laissés. Les Serbes ont trouvé le mythe, et tous les autres Balkaniques ont vécu cette histoire. Ces paysans ont été inlassables dans leurs espérances, inlassables dans leur effort. Vous pouvez les piétiner aujourd'hui : ils seront demain ce qu'ils ont été hier, et si quelque autre essaie de remplacer le Turc, il y aura toujours le paysan balkanique contre cet autre. Le Turc a duré quatre siècles, l'autre ne durera pas si longtemps !

Et le second trait de psychologie balkanique, puisqu'on m'a demandé de vous parler de la psychologie des Balkaniques, et qu'il en existe une tout de même, le second trait de cette psychologie, c'est que ce peuple de paysans n'a vécu, durant des siècles, qu'en se groupant autour de son église

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° du 17-24 août.

Pour lui, la religion est devenue quelque chose de tout à fait spécial. Quand on discute religion avec un Balkanique, on reste stupéfait de certaines choses. Je vous avoue qu'à mes premières fouilles de Mantinée, au temps heureux où je vivais en Arcadie, mes discussions avec le vieux prêtre qui voulait me convertir à la religion orthodoxe n'avaient pas eu grande influence sur mon esprit. Depuis ce moment-là j'ai réfléchi, et je crois que c'est lui qui avait raison. « La religion, — me disait-il — ce n'est pas une affaire d'intelligence; le dogme ne compte pas : le dogme, ça été inventé autrefois pour des gens qui avaient besoin de comprendre, mais nous avons trouvé autre chose que le dogme. Non, la religion, ce n'est pas non plus la morale, parce qu'enfin, la religion, par définition, c'est l'ensemble des rapports entre Dieu et l'homme. Dans ces conditions il est tout à fait inutile et même gênant parfois de mêler la religion et la morale. Il faut savoir, dans ce bas monde, faire une distinction nécessaire : on peut être religieux sans être moral, et il arrive souvent qu'on soit moral sans être religieux. »

« Enfin — ajoutait-il — la religion, qu'est-ce que c'est au fond ? C'est la croyance que les aïeux ont eu la vérité, que les aïeux ont été les meilleurs des hommes, et que la seule façon de leur ressembler c'est de faire ce qu'eux-mêmes ont fait. La religion c'est, avant tout, l'ensemble des croyances ancestrales qu'il faut recevoir pour les modifier peu à peu; mais c'est tout de même dans la religion que les jeunes nations peuvent trouver — disent les Balkaniques —, l'ensemble des leçons morales et patriotiques grâce auxquelles un peuple peut vivre et se survivre ».

Je ne vous dirai pas que c'est ma théorie de la religion, mais je vous assure que c'est la théorie balkanique en général, et vous comprendrez sans peine comment cette théorie religieuse est venue s'installer au plus profond de la conscience de chacun au courant même de la tradition nationale, quand vous penserez que, pendant quatre siècles, c'est grâce aux seuls gens de religion que, par-dessous la conquête turque, on a pu voir une organisation intellectuelle, juridique, sociale et politique qui a permis à ces paysans de vivre les uns auprès des autres. C'est grâce à l'Église grecque que les Grecs ont vécu; c'est grâce à l'Église roumaine, à l'Église serbe et aux prêtres bulgares que la langue a été conservée. L'Église de chacun de ces peuples est devenue comme le conservatoire du patriotisme et, surtout, de la langue des aïeux.

Il n'y a pas de questions cléricales chez les Balkaniques; il n'y a pas de questions religieuses chez les Balkaniques. Les Balkaniques n'ont jamais perdu leur temps à expulser des religieux ou des non-religieux. On ne peut pas dire que, chez eux, la tolérance existe : ce sont des gens qui n'ont point de tolérance, puisque, pour eux-mêmes, le problème n'existe pas. La religion c'est une façon d'être Serbe, exactement comme une façon d'être Grec, c'est de porter la fustanelle, ou une façon d'être Bulgare, c'est d'avoir, au bas de sa robe, brodées, certaines couleurs.

Et vous imaginez alors quelle formidable force de cohésion nationale peut devenir, dans ces conditions, ce qui, chez tant d'autres peuples, peut être une semence de discorde nationale.

Imaginez ce que certains peuples auraient été — je ne nomme personne! — imaginez ce que certains peuples auraient été si, pour eux, il n'y avait pas eu de guerres religieuses s'il n'y avait pas eu expulsion des uns et révocation de certain édit.

Je ne sais pas si les Balkaniques continueront de vivre dans cette situation que, pour ma part, je considère comme bienheureuse, mais je suis persuadé qu'ils y resteront encore assez longtemps pour récolter un jour tous les bénéfices de cet état d'esprit du paysan âpre à la terre et du patricien âpre au patrimoine.

Le jour où le Turc a disparu, c'est-à-dire au commencement du XIXe siècle, il semble que toutes les conditions aient été réunies — conditions géographiques, conditions ethnographiques et conditions morales que je viens de vous énoncer, — pour faire germer sur la Péninsule balkanique trois ou quatre peuples à la mode moderne, c'est-à-dire des gens vivant de leur travail démocratique dans l'égalité paysanne, et vivant, d'autre part, dans la communauté des idées nationales, dans la langue et dans la civilisation des aïeux. Oui, mais quelqu'un, ou plutôt deux personnes intervinrent, qu'il faut bien nommer, celles-là : ce fut d'une part, l'Autriche, d'autre part la Russie.

L'Autriche et la Russie à travers le XIXe siècle eurent le rôle que vous savez chez les peuples balkaniques. Pour la Russie, les peuples balkaniques, c'était la litière que l'on devait faire pour préparer la chevauchée jusqu'à Constantinople, et, pour les Autrichiens, les peuples balkaniques étaient une autre litière que l'on devait faire pour descendre jusqu'à Salonique.

Marcher à Constantinople par dessus les peuples balkaniques, marcher à Salonique par dessus les peuples balkaniques, l'opération, de part et d'autre, se valait. Pendant longtemps, les deux opérateurs crurent qu'ils pouvaient s'entendre, et, tout au long du XIXe siècle, on assista perpétuellement aux accords et aux querelles successives de ces rivaux — car ce n'est pas seulement dans le domaine de la

vie privée que l'on ne peut s'entendre longtemps comme deux larrons en foire. Nos deux larrons, en pays balkaniques, essayèrent maintes fois une entente définitive : cette entente ne réussit jamais. Néanmoins, les peuples balkaniques en portèrent tout l'effort, et, s'il n'y eut pas de libération balkanique d'abord, s'il n'y eut pas de nationalité balkanique libérée, s'il n'y eut pas, enfin, de fédération balkanique, c'est au travail public ou souterrain de nos larrons en foire qu'on le doit.

Vous savez comment nous avons assisté aux dernières tentatives de cet accord. De 1897 jusqu'à 1912, nous voyons aujourd'hui ce qui s'est préparé sous le couvert de ce qu'on appelait l'Entente austro-russe.

En 1897, la Russie, décidée à pousser du côté du Japon, était allée demander à Vienne un accord d'après lequel on se partageait théoriquement une sorte de domination intellectuelle et politique dans les Balkans, et dans laquelle, pratiquemment, on se promettait, de part et d'autre, de ne rien faire qui pût changer ce qu'on appelait le *statu quo*. Dans les Balkans, en cette année de grâce 1897, c'était la réminiscence du système turc sous forme hamidienne, c'était le massacre organisé d'une partie des peuples balkaniques en Macédoine : c'était ce qu'on appelait le *statu quo!* Et c'était au moyen de ce *statu quo* que l'Autriche et la Russie promettaient de travailler, chacune de leur côté!

Le *statu quo*, d'autre part, c'était la promesse faite par la Russie à l'Autriche et la promesse faite par l'Autriche à la Russie, que ni l'une, ni l'autre de ces puissances ne pousseraient les peuples balkaniques dans la voie de l'indépendance. On s'était signé cette promesse pour cinq ans. De 1897 à 1902, on la tint. De 1902 à 1907, on la renouvela et on la tint. De 1907 à 1912, on la renouvela et on la tint, mais, au mois de février 1912, on ne put plus se mettre d'accord, et c'est à partir de ce moment que commença la crise que nous vivons, car représentez-vous bien que, si nous nous battons, c'est, avant tout, en raison du problème qui, au premier abord, n'a pas l'air de nous intéresser, quoique, au fond, la guerre actuelle soit née de cette question qu'on nous a posée brusquement un jour : « Voulez-vous que l'Autriche arrive à Salonique? »

Que l'Autriche arrivât à Salonique par dessus le dos des peuples balkaniques, il semble que nous autres n'avions pas grand chose à y voir, et des politiques à courte vue pourraient regretter que nous n'ayons pas, purement et simplement, laissé la besogne autrichienne s'accomplir et la Balkanie devenir, entre les mains des Austro-Allemands, ce que l'Italie avait été jadis pendant des siècles.

Oui, mais... l'Autriche à Salonique, c'est l'Allemagne dans la Méditerranée! Toutes les fois que vous aurez à discuter une question de politique balkanique, souvenez-vous qu'il est un certain nombre de vieilles formules qui sont toujours les mêmes. — C'est si simple de devenir spécialiste! On apprend trois remèdes, on les applique à toutes les maladies et, immédiatement, tout le monde est guéri. C'est là ce qu'on appelle une spécialité médicale, et je vous garantis que telle est la spécialité diplomatique, avec cette différence que les spécialités diplomatiques sont presque toujours bonnes, parce qu'elles sont fondées sur l'expérience des siècles. Et parmi ces spécialités, il en est une qui mérite d'être citée, c'est la vieille parole de l'évêque de Noailles écrivant au roi Charles IX en 1574 : « Nous sommes obligés, nous autres Français, de nous occuper des affaires du Levant, non seulement pour des raisons de politique et des raisons de commerce, non seulement pour des raisons de religion, mais surtout pour des raisons d'équilibre européen. » Et songez que, en 1574, l'évêque d'Aix, Monseigneur de Noailles, proclamait cette vérité qui semble d'hier : « Si nous nous battons au Levant quelques jours, ce sera pour ravoir les nôtres, et pour empêcher que l'Europe tombe sous cette domination universelle dont la menace la Maison d'Autriche, — appelée aujourd'hui la Maison de Prusse (*Applaudissements*).

Les Balkaniques, en 1912, se trouvèrent devant le problème suivant. Depuis un siècle, ils étaient retenus par la crainte balancée du Russe et de l'Autrichien. Quand le Russe semblait leur laisser les mains libres pour obtenir enfin l'expulsion du Turc, pour obtenir surtout la possession de cette terre qu'ils voyaient devant eux, pour obtenir, enfin, la libération intellectuelle complète de leur Eglise, toutes les fois que les Balkaniques sentaient la permission du Russe, la griffe de l'Autrichien s'abattait sur eux, et il n'y avait plus rien à faire. Or, en 1912, les Balkaniques eurent l'idée de se concerter et de se demander : « Si, au lieu de regarder tout le temps du côté de Vienne et de Pétersbourg, nous nous regardions les yeux dans les yeux? Si nous tâchions de nous connaître et d'établir chez nous un autre régime que l'ancienne tyrannie turque ou un autre régime que la nouvelle exploitation autrichienne et russe? » Et il sortit de là l'entente de 1912 et la marche complète des Balkaniques contre le Turc.

Représentez-vous bien ce qu'est, dans une conscience balkanique, l'entrée en guerre de son peuple. Pour nous, que nous le voulions ou que nous ne le voulions pas, la guerre reste toujours, dans nos conceptions, la plus mauvaise des affaires. Nous la faisons quand nous y sommes contraints, lorsque c'est un devoir de la faire, mais nous ne considérons

mais que c'est un bénéfice ni même une opération
cative — une opération qui paie. Pour les Balka-
iques, la guerre paie. Quel que soit le résultat de
guerre, la guerre paie toujours, parce que toute
ierre qui est faite au XIXe ou au XXe siècle contre
Turc a pour résultat la libération d'un morceau
l'empire ottoman. On peut être massacré, c'est
tendu; on peut perdre dans la guerre des nations
tières; on peut avoir son pays saccagé, ses enfants
assacrés, ses femmes violées, ses villes enflam-
ées; on peut subir le sort de la Serbie d'aujour-
hui ; en sortant de la guerre, on est tout de même
ctorieux, quelles que soient les ruines, puisque
Turc n'est plus là, et parce qu'il y a un morceau
la terre ancestrale qui est revenu sous le libre
leil du Dieu des chrétiens (*Applaudissements*). —
ssi, il faut avoir assisté à la mobilisation de 1912,
ur bien comprendre ce qu'est la guerre pour les
uples balkaniques.

Le jour où l'on déclara la guerre, il n'y eut pas
tout de récalcitrants; personne ne pensa à passer
frontière, sauf la bonne, c'est-à-dire la frontière
que. Et tout le monde descendit avec ses atte-
es, avec ses bœufs, quelques-uns même avec leurs
is de construction, parce qu'on sentait que le
r où l'armée viendrait s'installer sur un nouveau
ritoire, tous les gens qui auraient échoué avec
rs bœufs et leurs voitures sur un champ déter-
né seraient possesseurs de ce champ le lende-
in, puisque c'était là le champ des aïeux. Et l'on
alors, à travers les Balkans, cette admirable
ssée de l'esprit balkanique, de gens qui mar-
ient devant eux sans savoir au juste où ils
ient, sans avoir, hélas! pris la précaution de
nuler d'avance leurs frontières respectives.
si, on aboutit, en 1912 à la libération d'à peu
s toute la Balkanie, et l'on put croire, à la fin
cette même année, que le problème balkanique
rancherait de la façon la plus complète et aussi
plus libre du monde, l'Autriche et la Russie
t écartées et le Turc n'étant plus là.

es grands exploits de 1912 ont l'air d'être loin
ous, quand on songe à ce que serait devenue la
kanie en 1913, si quelqu'un n'était pas inter-
, et quelqu'un qu'il faut nommer, puisque c'est
uatrième personnage de cette tragédie.

1913, on vit apparaître au grand jour la con-
ion d'un homme qui s'appelle Ferdinand de Bul-
e, et cette conception, je puis vous l'exposer
le détail le plus complet, avec une sécurité de
ciences parfaite, car je ne ferai que vous répéter
ellement ou presque ce que l'auteur de cette
binaison m'a dit un jour.

était en 1903. Nous venions d'organiser, ici,
à Paris, ce qui n'a réussi qu'en 1908. Nous étions convaincus que, en fédérant tous les efforts des peuples ottomans, nous arriverions à faire sauter le régime hamidien, et, au mois d'avril 1903, nous attendions la « grande aventure » ou, plutôt, la « grande libération ottomane ».

Brusquement, des bombes éclatent à Salonique. Ces bombes, dont aucun révolutionnaire d'aucun pays n'avait eu l'idée, ont pour résultat de déclencher la répression turque en Macédoine, d'y arrêter l'œuvre des réformes, et d'y réinstaller pour dix ans la tyrannie turque. Et comme tout le monde se demandait qui avait bien pu mettre ces bombes, et qu'à l'envi tous les gens qui avaient été du complot contre les Turcs — nous les connaissions et nous les avions dans la main — juraient leurs grands dieux qu'ils avaient tenu leur parole, et comme nous nous étions promis les uns aux autres qu'aucun acte de violence n'interviendrait avant la date nécessaire, ces bombes de Salonique nous paraissaient tellement étranges, qu'à deux ou trois nous essayâmes de faire une enquête.

Elle n'aboutit absolument à rien jusqu'au jour où par une belle matinée de juin 1904, je fus appelé à l'Hôtel Continental au chevet d'un malade qui avait la goutte, et qui était alors le prince Ferdinand de Bulgarie. Il était étendu sur sa chaise longue, en uniforme, sa capote militaire sur les pieds. Toutes les lumières électriques de la pièce allumées, persiennes fermées, rideaux tirés... à dix heures du matin, par un soleil splendide... sur les Tuileries!

J'entre...

« Asseyez-vous. Je vais vous parler des bombes de Saloniques. »

Je vous avoue qu'avoir des renseignements sur les bombes de Salonique de la bouche de Son Altesse le prince Ferdinand de Bulgarie me semblait un peu étrange. Au bout de cinq minutes, avec toute la liberté possible, j'étais obligé de lui dire : « Monseigneur, si je comprends bien ce que Votre Altesse vient de me dire par allusion, je n'ai plus besoin de chercher d'où viennent les bombes de Salonique. »

Et la réponse fut : « Je vous croyais moins naïf. Vous croyez que moi je tolérerai jamais une organisation de la Macédoine et de la Péninsule des Balkans où vous ferez, vous, Occidentaux, ce que vous voudrez? Vous en êtes encore à croire qu'il y a un droit des peuples? Vous en êtes encore à croire que l'équilibre balkanique et tout le reste ça compte? Jamais de la vie! Ce que je veux, moi, c'est organiser une Balkanie d'une certaine façon. » — Et sa Balkanie était très simple, car il raisonnait d'une part en historien, d'autre part en Autrichien, et, dans l'une et dans l'autre, ou approximative-

ment, il avait peut-être de bonnes raisons d'avoir combiné un système parfaitement logique qui était le suivant :

« L'histoire — disait-il — nous démontre qu'il y a, dans la Péninsule des Balkans, un peuple nommé les Albanais, que ce peuple albanais a toujours été un admirable instrument, parce que, n'ayant ni ambitions pécuniaires, ni convictions religieuses, ni patriotisme territorial, les Albanais ont toujours été les meilleurs soldats du monde, à condition qu'on les payât, qu'on leur donnât des honneurs et du galon. »

« Et ce que l'on appelle l'Histoire turque dans la Péninsule balkanique — je ne fais toujours que vous citer le texte de mon interlocuteur — ce que l'on appelle l'Histoire turque dans la Péninsule balkanique n'a été, en somme, que l'organisation d'une sorte de courant militaire, comparable à un courant électrique, de la Constantinople turque, de Stambout d'un côté, à l'Albanie militaire de l'autre, si bien qu'on en arriva à installer, en travers de la Balkanie, depuis la Mer Adriatique jusqu'à la Mer Noire, jusqu'à moitié chemin ou, plutôt, jusque dans l'intervalle entre les peuples slaves et roumains du Nord et les peuples grecs du Sud, — on en arriva à installer comme une bombe, une marmite à renversement que l'on renversait tantôt sur les Slaves du Nord, tantôt sur les Grecs du Sud. Et ce que l'on appelait autrefois la domination turque dans les Balkans n'était, en réalité, qu'une domination turco-albanaise ou, plus exactement, une exploitation par la violence albanaise d'un territoire sur lequel flottait le drapeau turc.

« Eh bien! — disait Ferdinand de Bulgarie — il y a aujourd'hui un peuple qui est toujours le même, c'est le peuple albanais, et il y a quelqu'un qui a la notion exacte de ce que l'on peut faire dans les Balkans, c'est moi. Et je ferai dans les Balkans ce que les Turcs ont fait autrefois, mais sous forme moderne.

Au fond, quel est, à l'heure actuelle, l'idéal de tous les États où j'ai vécu, moi, Ferdinand de Cobourg, petit-fils d'une princesse française, allié à des princesses anglaises, sujet du monarque autrichien et prince de Bulgarie? Il n'y a véritablement qu'un État où l'on soit toujours heureux, c'est au bord du beau Danube bleu de Vienne. Le système hongrois est le véritable système. Que faut-il pour ce système hongrois? Une dynastie? Je l'offre. Que faut-il à cette dynastie? Le moyen de résister? Avec la vieille devise autrichienne, c'est si simple! On prend des peuples dont tous les intérêts soient, autant que possible, rivaux, dont les races n'aient rien de commun, dont chacun tienne à sa langue et dont, de préférence, les voisins n'aient jamais la même religion. On les mêle, on les lie ensemble, et l'on s'arrange à les jeter l'un sur l'autre, si bien que la dynastie jouit d'une sécurité parfaite, ayant, à droite, son chien qui mange son autre chien, ayant à gauche, son lion qui mange son autre lion. »

Et le prince Ferdinand ajoutait : « J'ai d'ailleurs l'expérience de la chose : j'ai gouverné la Bulgarie dans des conditions où personne ne pensait la gouverner. Quand je suis arrivé en Bulgarie, un grand homme d'État d'Europe me dit : « Allez-y toujours, ce sera un joli souvenir de jeunesse que vous conserverez-là. »

« Je suis arrivé en Bulgarie; j'ai créé vingt-trois partis politiques. Sitôt qu'un parti politique est au pouvoir, j'en crée un autre : je m'arrange pour que le parti politique au pouvoir se rende aussi impopulaire que possible ; quand son impopularité est devenue suffisante, je lance à l'assaut du parti gouvernemental le parti nouvellement formé, et, aussitôt que ce parti est devenu le parti gouvernemental j'ai un autre parti qui recommence. Ayant vingt-trois partis politiques, je puis en faire mettre vingt-deux en accusation et donner contre eux des preuves de la vénalité la plus évidente, des malversations les plus coupables. »

Imaginez une Bulgarie dans laquelle au lieu d'hommes politiques on ait des peuples : au lieu d'avoir les partis politiques bulgares, on aura des Bulgares, des Rouméliotes, des Macédoniens, des Albanais, des Bosniaques, des Dalmates, des Croates, des Serbes, au besoin même, des Valaques et des Grecs — c'est l'idéal de l'État balkanique que le rêvait Ferdinand de Bulgarie. Avec ce système, on fait un jour les affaires des Grecs, et on s'arrange pour que les Grecs en abusent : tous les autres leur tombent dessus. Le lendemain, on fait les affaires des Macédoniens, quitte à les surlendemain à les abandonner à la vindicte populaire. Et il faut reconnaître que, de 1904 à 1913, le prince Ferdinand de Bulgarie a su royalement mener à bout son dessein, car, en 1913, au moment où il semblait qu'on pût s'entendre, vous savez comment la politique du prince Ferdinand intervint et comme la Fédération balkanique qui pouvait et devait naître fut ruinée par le coup de force du prince Ferdinand, par son attentat contre ses alliés, par la guerre qui suivit cet attentat, — je ne nomme personne, mais... par la maladresse insigne des diplomates qui firent le traité de Bucarest, — et pourtant, au bord de ce traité de 1913, quand la guerre de 1914 survint, on eut une Bulgarie de la défense de laquelle dépendait évidemment l'avenir balkanique.

Si les Balkaniques en 1915, avaient été tous du même côté, quel que fût d'ailleurs le côté, il

pas douteux que la guerre serait finie aujourd'hui — et elle serait finie pour le bénéfice de tout le monde.

Pourquoi les Balkaniques n'ont-ils pas été du même côté? Parce qu'un homme intervint. Parce que cet homme était le prince Ferdinand de Bulgarie, parce qu'il était imbu de la théorie politique que je vous exposais tout à l'heure, et que cette théorie politique l'a amené à chercher par tous les moyens possibles un état de choses qui, dans la Péninsule balkanique, fût exactement le contraire de ce que pouvait vouloir la Triple Entente.

On nous a reproché souvent de n'avoir pas su faire la politique bulgare. A ce moment, je crois, en effet, que nous n'avons pas su faire la politique bulgare, et ce pour une bonne raison, c'est que les oiseaux volent, que les poissons nagent, que les poiriers portent leurs poires, que les pommiers portent leurs pommes, et que, comme disait l'illustre maître Renan, ce serait là la plus grande bêtise de la part d'un pommier de dire à un poirier : « Ne fais pas ta poire. »

Or, nous n'avons pas fait la politique bulgare dans les Balkans, parce que nous ne pouvions pas faire la politique bulgare, parce que faire la politique bulgare, cela consistait à faire la politique du prince Ferdinand, c'est-à-dire, au lieu de chercher le droit des peuples, à chercher le droit dynastique, au lieu de chercher une confédération balkanique, à chercher une domination bulgare, au lieu de chercher le libre travail de tous ces paysans balkaniques, à chercher l'exploitation d'une coterie politique, quelle qu'elle fût. Et si nous assistons aujourd'hui au triomphe temporaire des vues de Ferdinand de Bulgarie, ne vous y trompez pas, ce n'est pas en l'air que les politiques les moins mystiques, les plus réalistes, ont parlé de la justice immanente des choses.

Il y a plusieurs façons de concevoir le rôle de la loi morale dans le monde. Il y a des gens qui se figurent que la loi morale est superposée aux affaires humaines comme la toise d'un gendarme est superposée à la taille d'un conscrit; il y en a d'autres qui se figurent que la loi morale n'a pas plus de place dans les affaires humaines que ne peut avoir la loi du contraste des couleurs dans les affaires de cuisine; et il y a des gens qui se figurent — je vous avoue que je suis de cet avis — que, lorsqu'on nous parle de la loi morale en politique, ce n'est pas autre chose que la loi de la gravitation transportée dans les choses humaines. La loi de la pesanteur, même quand nous ne la constatons pas, s'exerce, et la loi de la morale finit toujours par s'imposer.

Vous avez aujourd'hui une Balkanie qui a été ruinée, qui a été saccagée, jetée sous le pied de l'envahisseur par la combinaison d'un homme. Ne croyez pas que cela puisse durer toujours : dans ce qu'il y a de plus profond au fond du peuple balkanique, au fond de tous les peuples balkaniques et au fond du peuple bulgare lui-même, il y aura, tôt ou tard, la résurrection de tous ces sentiments dont je vous parlais tout à l'heure : le besoin d'avoir sa terre à soi, pour soi et non pas pour un dynaste quel qu'il soit : le besoin d'avoir sa langue, son église, sa civilisation, sa tradition à soi et non pas d'être le serviteur ou d'un homme de Vienne ou d'un homme de Berlin — c'est là ce qu'il y a de plus profond dans la Balkanie!

J'ai eu tort, au début, de vous dire qu'il n'y avait ni Balkans, ni Balkaniques. Il y a un paysan patriote, un paysan démocrate, un paysan égalitaire, un paysan traditionnel, un paysan chrétien, et, quand vous avez un homme qui, debout sur sa glèbe, a rêvé, pendant quatre siècles, de libération contre l'exploitant et contre le conquérant, d'autres conquérants peuvent venir. Xerxès a campé sur l'Acropole et les Turcs dans Salonique : tout de même, on a vu réapparaître un jour la Grèce hellène et Salonique affranchie. C'est du fond du cœur que je vous annonce, et plus tôt qu'vous ne pouvez le croire, la résurrection d'une Balkanie libre, unie, fédérée, pour le service des peuples et pour la gloire de l'humanité (*Applaudissements*).

VICTOR BÉRARD.

LE CASQUE DE LA DÉESSE (1)

PIÈCE EN QUATRE ACTES ET UN PROLOGUE

ACTE II

Une salle du Palais de Théano dans le quartier du Céramique. Au fond, cette salle donne sur une cour intérieure. Au-dessus de cette cour, on aperçoit l'Acropole et le Parthénon. (Côté Nord-Ouest).

SCÈNE PREMIÈRE

THÉANO, THABES (Une vieille esclave), RHODEIA (Une jeune esclave).

De nombreuses tuniques et des manteaux de toutes les couleurs sont épars sur les sièges.

THÉANO, lasse et ennuyée.

Thabès! Quelle tunique et quel péplos mettrai-je?...

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 15, 1918.

THABÈS.

Pourquoi tant hésiter, maîtresse ?

THÉANO.

Hélas ! Le sais-je ?..!
Rien ne me sied ce soir! Tout me va mal! Tout !
Vois !...
Cette étoffe de Kos dont j'aimais autrefois
Le nuage léger sur un fond d'hyacinthe
Me vieillit tellement!...

(Elle se drape d'une étoffe violette couverte d'une gaze transparente et la rejette en disant :)

C'est vieux !

THABÈS.

Etrange crainte !

THÉANO.

Non ! Tous les violets nous vieillissent !

THABÈS.

Alors,
Mettez la robe verte !

THÉANO.

Oh ! J'exècre les ors
Pesants, dont le brodeur alourdit son méandre !

THABÈS.

La rose ?...

THÉANO.

C'est trop jeune !

THABÈS.

Et la bleu ciel ?

THÉANO.

Trop tendre !

THABÈS.

La tunique de pourpre ?

THÉANO.

Elle durcit les traits !

THABÈS.

La rouge?

THÉANO.

J'aurai l'air du Pontife d'Arès !
Je n'ai rien... rien à mettre !

THABÈS.

Et la belle tunique
D'étoffe chatoyante et souple de Sérique
Où l'on voit des oiseaux de toutes les couleurs,
Des hypogriffes d'or, des fleurs...

THÉANO.

Des fleurs... des fleurs!
Le mauvais goût affreux des gens de Babylone
Qui brodèrent ces fleurs est tel, que je pardonne
Au Roi Macédonien tout le mal qu'il leur fit!
Une pareille horreur jamais on ne la vit!..

(Un silence.)

Thabès, quelle tunique et quel péplos mettrai-je?..

(Boudeuse et désespérée.)

Voilà quelqu'un?.. Non?... Non !

(Se décidant.)

Hé bien, la blanche neige
D'une bonne tunique Athénienne ! Voilà ..
Tout simplement ! Et rien ne vaut mieux que cela !
Rien ne vaut le péplos de tes filles, Athènes,
Le voile souple et doux qui les rend très lointaines
Ou très proches, selon que leur front orgueilleux
S'orne de rire rose, ou bien de rêves bleus !..
Du haut de la Zonéh, chaque pli se déroule,
En ligne d'ombre douce où de la fraîcheur coule
Et l'on devine que le corps au pur contour,
Sous les replis mouvants est tout baigné de jour.

(Elles l'ont habillée. Sortant.)

Maintenant je vais mettre un collier...

(A Thabès.)

Toi, reporte
Ces coffres dans leur chambre !

(A Rhodéia.)

Et toi, veille à la porte !

SCÈNE II

THABÈS, RHODEIA

THABÈS.

Hé bien ?.. C'est clair !

RHODÉIA.

C'est clair ? Quoi ?

THABÈS.

Tu n'as pas compris?

RHODÉIA.

Non !..

THABÈS.

Si j'étais un de ces ânes de maris,
Et que ma femme, ayant deux ou trois cents tuniques
De Perse et de Sidon, des Kos et des Sériques
Dans ses coffres, vint me gémir : « Je n'ai plus rien
A me mettre !.. Cela ne m'habille pas bien... »
Je comprendrais !..

RHODÉIA.

Quoi donc ?

THABÈS

Ce qu'on songe à me mettre
A moi, si je suis sot assez pour le permettre !

RHODÉIA, incrédule.

Tu te trompes !

THABÈS.

Non pas! Voyant un malheureux
La pommette portant un rouge point fiévreux,

Ses yeux étrangement lumineux, on remarque :
« La phtisie a choisi celui-là pour la Parque ! »
Apercevant un homme au visage jauni,
Le teint souillé de bile et le front dégarni,
'Funèbre, paraissant blessé par toute joie,
Tu te dirais : « C'est clair ! Il doit soigner son foie ! »
Linfortuné, pompant de l'air à pleins poumons,
Pour gravir quelques pas sur le versant des monts,
Hahannant et soufflant, personne ne s'y trompe :
« C'est pour aider son cœur que sa poitrine pompe ! »
Hé bien, quand une femme a, devant son miroir,
Passé trois heures à se voir et se revoir,
Quand elle semble avoir pour rêve et but unique,
De choisirson péplos, de draper sa tunique,
D'apprêter, d'essayer ses armes tour à tour,
Elle est malade aussi !

RHODÉIA, riant.

Quel est son mal ?

THABÈS.

L'amour

SCÈNE III

LES MÊMES, THÉANO

(Théano a entendu les derniers mots de Thabès.)

THÉANO, furieuse.

Tu parles haut, Thabès, sotte vieille bavarde !
Pour t'apprendre combien je hais ta voix criarde
Va dire à l'intendant qu'il te fasse donner
Vingt coups de fouet...

THABÈS.

Mais...

THÉANO.

Va !

THABÈS.

Mais... daignez pardonner...

THÉANO, l'interrompant.

Non !

THABÈS, sortant, bas à Rhodéia.

J'ai dû dire vrai, puisqu'elle est si fâchée !

RHODÉIA, s'empressant autour de sa maîtresse.

La broche de saphir n'est pas bien attachée...
(Elle touche à une broche sur l'épaule.)

THÉANO.

Que disait cette folle ?

RHODÉIA.

Oh !... Rien... rien d'important !
Elle parlait du foie et du cœur, et...

THÉANO, l'interrompant.

Va-t'en !

SCÈNE IV

THÉANO, seule.

Sotte bête ! Moi ! — Moi ! de cette brute affreuse
Et vile du Démos, je serais amoureuse !...
Amoureuse, d'abord : de personne ! Jamais !
Moi, Théano, moi, neige altière de sommets
Où nul pied d'être humain ne laissera de fange,
Amoureuse !... Non ! — Si, par un hasard étrange,
Quelque vainqueur souillait le vierge front hautain,
Je haïrais à mort ce vainqueur... c'est certain !

SCÈNE V

THÉANO, KALLIPOUS

(Celui-ci apparaît sous la colonnade du fond, conduit par Rhodéia, qui se retire après l'avoir introduit près de sa maîtresse.)

KALLIPOUS

Salut !

THÉANO.

Salut !... Déjà ?

KALLIPOUS

Je viens trop tôt peut-être ?

THÉANO.

Non ! Vous savez combien j'ai hâte de connaître
Ce qui fut décidé...

KALLIPOUS

Je viens vous informer,
Selon le vœu que vous avez daigné former,
Du vote que les chefs du Parti Populaire
Ont émis !...

THÉANO.

Je devine ! Aux flammes dont s'éclaire
Votre regard : leur vote est selon votre cœur !
Vous l'avez emporté ? Vous êtes le Vainqueur ?...

KALLIPOUS.

Oui !

THÉANO.

Ah ! Bien ! Et demain sans doute, l'Assemblée,
Au Pnyx, adoptera vos trois projets d'emblée ?

KALLIPOUS

Démosthènes prétend se séparer de nous
Et me combattre !

THÉANO.

Seul !... Contre tous !

KALLIPOUS

Contre tous

THÉANO.

Puisque le Peuple suit toujours ses chefs...

KALLIPOUS

Ses guides
Et que l'on m'a promis l'appui des Eupatrides...

THÉANO.

N'ayez pas un instant de crainte sur ce point,
Kallipous... Leur appui ne vous manquera point!
Le débat fut-il long?

KALLIPOUS

Il fut long et pénible!

THÉANO.

Ah! Mais votre génie a, du joûteur terrible,
Qui seul tint Alexandre et Philippe en échec,
Triomphé...

KALLIPOUS

Non!

THÉANO.

Comment? Pourquoi ce « non » si sec?

KALLIPOUS

Je n'ai que de la foi! Je n'ai pas de génie!

THÉANO.

Modeste!

KALLIPOUS

Hélas! devant l'œuvre, presque finie,
L'orgueil serait de trop et je vous dois l'aveu
Que ma victoire, au fond me fait souffrir un peu!...
Gouverner, être un chef, c'est l'impossible tâche,
Pour qui refuserait tout pacte avec le lâche,
L'égoïste, le vain orgueilleux! Il le faut!
Ces gens, ces délégués qui proclament tout haut :
« Ne pensons qu'à l'honneur de notre République...
« Ne voyons que le bien de la cause publique!
« Les grands devoirs! Les Droits sacrés! Les saints combats!
« Le Peuple! L'intérêt de la Ville! » Tout bas,
Ils disent : « Ma maison! Mon vin! mon blé! mes huiles!
« Mes bœufs! Mes oliviers! » Nos efforts sont stériles
Si nous ne consentons au marchandage obscur.
Et notre plus beau rêve, à son aile d'azur,
Porte toujours, tandis que dans l'éther il monte,
Quelque stigmate impur et noir... qui nous fait honte!

THÉANO.

Moi, j'essaierais d'aller, sans fléchir, vers le bien,
Tout droit, sans compromis!...

KALLIPOUS

Vous n'obtiendriez rien!
J'ai vu cela tantôt!

THÉANO.

La dernière victoire
Vous a donc coûté cher?

KALLIPOUS

Le plus pur de ma gloire...
Du moins selon mon cœur!... Les odieuses voix,
J'ai dû les écouter, pour la première fois!
Répondre, en souriant à leur vile demande...
La cause était si belle, et si sainte, et si grande!

THÉANO, un peu ironique.

Oui!...

KALLIPOUS

Près de l'Illyssos, quand tantôt je vous vis,
Quand je vous entendis, vous, la fille d'Athènes,
Le sang de ses penseurs, de ses grands capitaines,
Dire que vous suiviez mon œuvre avec émoi,
Je fus — je vous l'avoue humblement! — fier de moi!
Je me souviens toujours... Voilà quelques années,
Vous portiez le Péplos, dans les Panathénées,
Et, tandis que vous descendiez du Parthénon,
Et que le peuple entier murmurait votre nom,
Tandis que le front haut, très sereine, très fière,
Sur les degrés de marbre où coulait la lumière,
On vous voyait passer, chacun se demandait
Si c'était, cette enfant blanche qui descendait,
— Très hautaine, du haut de ses cimes hautaines —
Si c'était la Déesse, ou bien sa fille Athènes!...

THÉANO.

Oui cette heure était douce et ce fut un beau jour!

KALLIPOUS

Le peuple entier, pour vous, était ivre d'amour!

THÉANO.

Oh! vous exagérez!

KALLIPOUS

Non! Non!

THÉANO.

Oui! J'en suis sûre!

KALLIPOUS.

Vous vous trompez!

THÉANO.

Si ma démarche et ma figure
Vous avaient tant frappé ce jour-là, plus jamais
Vous n'eussiez manqué de... me reconnaître!

KALLIPOUS, hésitant.

Mais...
Cela dépend!

THÉANO.

Et quelques mois après la fête,
Vous m'avez vue encor de façon plus parfaite...
De tout près!...

KALLIPOUS, gravement.

Je sais!

THÉANO, très incrédule.

Non! Non! Vous ne savez pas!
Si, lorsque le hasard vous remit sur mes pas,

Vous m'eussiez reconnue, oh ! j'en suis bien certaine,
Vous eussiez désiré, dans l'intérêt d'Athène,
Savoir pourquoi je me trouvais en ce moment,
En ce lieu !

KALLIPOLIS, hésitant après un silence.

Vous vouliez me le cacher !...

THÉANO, stupéfaite.

Comment ?

KALLIPOLIS

Je l'ai compris au vêtement de bure grise
Qui vous déguisait.

THÉANO

Ah !...

(Après un silence.)

Pourquoi, m'ayant surprise,
N'avez-vous pas trahi mon secret ?...

KALLIPOLIS

Je...

(Il se tait. Un silence.)

THÉANO

Pourquoi ?...

(Un long silence.)

KALLIPOLIS

Nous voulons vous revoir, avec le même émoi,
Passer dans le soleil de semblables journées...
Et vous célébrerez d'autres Panathénées !...

THÉANO.

Moi !... Je n'ai plus quinze ans, pour porter le péplos
De la Déesse !...

KALLIPOLIS

Non ! Mais quand nous aurons clos
L'ère de violence et de force brutale
Quand, pour le monde entier, il faudra qu'on étale
En spectacles pompeux, l'œuvre des temps meilleurs,
La Fête de la Paix se fera-t-elle ailleurs ?
Quand il faudra montrer, par de vivants symboles
Que désormais le piédestal des Acropoles
Est fait pour la Vertu, la Douceur, la Beauté,
Tous les regards se tourneront de ce côté,
Et celle qu'on verra s'avancer sous la robe
Aux teintes de safran — telle Homère peint l'Aube —
Pour incarner le noble Idéal, celle vers
Le front sublime et doux de qui, tout l'Univers
Tournera des regards de tendresse et de joie,
Celle dont la beauté, de la nouvelle voie
Du genre humain, fera sentir la gloire à tous,
Qui donc serait-ce, qui, si ce n'était pas vous ?...

THÉANO, gênée.

Moi ! Jamais !

KALLIPOLIS

Ce sera juste, l'apothéose,
Car n'est-ce pas à vous que la sublime Cause
De la Paix, devra tout ?

THÉANO

A moi !

KALLIPOLIS

J'étais battu,
Démosthènes, pour me réfuter, avait eu
Tantôt, des mots railleurs, des accents de génie,
Et le cœur des meilleurs, par sa fine ironie
Etait tout ébranlé ! Soudain je vous revis
Comme à l'instant où vous me donniez vos avis,
Comme à l'instant où vous vous penchiez vers mon âme.
Votre souffle, sur moi, passa comme une flamme.
Et je ne pus que répéter, tout simplement,
Ce que vous m'aviez dit, mon suprême argument !
J'étais vaincu ! Vos mots changèrent en victoire
Ma défaite. A vous donc en revient toute gloire !
Mes efforts impuissants avaient échoué, tous...
Et l'esprit qui vainquit Démosthènes... c'est vous !

THÉANO.

Oh ! non, non !

KALLIPOLIS

Laissez-moi vous montrer votre ouvrage !

THÉANO.

Non ! non ! Je ne veux pas écouter davantage.

KALLIPOLIS

Laissez-moi vous montrer ce que vous avez fait !

THÉANO, à elle-même.

Je commence à le voir !

KALLIPOLIS

Un prodige !

THÉANO (à part)

Un forfait !

KALLIPOLIS

Quand la cité d'orgueil, dépouillant son armure
Proclamera : « Je veux en mettre une plus sûre,
« Celle de la Vertu ! Celle de la Bonté ! »
Je n'ai plus d'autre but et d'autre volonté
Que de me consacrer à rendre d'heure en heure
Les esprits plus féconds, l'humanité meilleure,
Notre songe ici-bas moins vain, moins douloureux,
Le travail moins pénible aux bras des malheureux !
Que tout homme soit bon pour son frère qui souffre :
Les Dieux sont là, penchés sur le funèbre gouffre,
Où le genre humain lutte, et saigne, et se débat,
S'amusant de le voir livrer son vain combat
Contre le bras puissant des mornes Destinées...
Cessons donc de donner aux faces inclinées
Sur nous, l'affreux plaisir de nous voir nous meurtrir,
Nous blesser... Evitons de nous faire souffrir...
Unissons-nous ! Soyons l'amour et la concorde !
Que la Brute aux yeux fous griffe, et déchire, et morde,

Nous, couronnant d'amour nos tristes fronts humains,
N'employons qu'à guérir nos lèvres et nos mains...
Versons de tendres mots aux âmes désolées,
Des onguents sur les coups, des baumes sur les plaies ;
Quand Athènes dira : « Voici ma seule loi :
— « Personne, plus jamais, ne souffrira par moi !
Je veux que tout en moi console, aide et seconde »...
Quand notre Athènes va crier ces mots au monde,
Quand Athènes criera ces mots, et je la vois
Ayant votre regard, vos lèvres, votre voix,
Votre sainte fierté, votre pure noblesse,
Qui jamais (oh ! l'idee est odieuse et blesse !)
Ne pourrait s'abaisser à tromper, croyez-vous,
Quand ces mots descendront de vos lèvres — si doux ! —
Que l'on ose encor dire : « Ils sont trompeurs et fous ! ».
— Vous pleurez ?

THÉANO.

Malheureux ! Cachez-moi votre joie !

KALLIPOUS.

Elle est votre œuvre et vous m'avez montré la voie,
C'est par vous que mon bel idéal est vainqueur...

THÉANO

Chaque mot me déchire et me brise le cœur !

KALLIPOUS.

Mes espoirs, mes désirs, n'étaient ils point les vôtres ?

THÉANO.

Chacun suit son chemin sans s'occuper des autres !

KALLIPOUS.

Mais n'avions-nous donc point même but, même foi ?

THÉANO

On n'aime que son rêve, on ne pense qu'à soi !

KALLIPOUS.

Mais ne faisions-nous pas, tous deux, le même rêve ?
Voir la Ville jeter bouclier, pique et glaive ?...

THÉANO.

Oui !...

KALLIPOUS

Pour mieux déclarer la paix au genre humain !...

THÉANO.

Vers un tout autre but j'allais par ce chemin !
Mon silence semblait acquiescer à vos songes,
Mais se taire est parfois le pire des mensonges !
Je ne me tairai pas plus longtemps, car jamais
Je ne veux m'abaisser à mentir !

KALLIPOUS, stupéfait du changement de son attitude.

Mentir ?... Mais
Que dites-vous ?...

THÉANO.

Ceci : La Ville désarmée,
Notre parti la fait occuper par l'armée,
Que vous licenciez... Puis nous dictons la loi...
Notre loi !

KALLIPOUS.

Quel monstre a conçu ce projet ?

THÉANO.

Moi !

KALLIPOUS.

Vous raillez !... Vous...

THÉANO, l'interrompant.

Je dis la vérité... complète !
La solde d'une année est dans ce coffre prête.
Les polémarques — tous — avec nous sont d'accord
Leur guerriers les suivront. Ils souhaitent la mort
De qui voudrait les renvoyer dans leurs contrées...
Toutes les fonctions vont être concentrées
Entre les mains de vingt Eupatrides. Déjà
Leur liste est prête. Là. Ma main la rédigea !

(Elle montre un meuble.)

Ce conseil va siéger sous les yeux d'un arbitre
Qui sera roi de fait sans en prendre le titre
Et déjà nous avons nommé ce futur roi !...

KALLIPOUS.

Son nom ?

THÉANO.

Son âme étant mienne, je réponds : « Moi ! »

KALLIPOUS.

Mais comment osez-vous me confesser ces choses ?

THÉANO.

Ce n'est pas en mentant que je défends mes causes !

KALLIPOUS.

Vos projets d'un seul mot, je les détruirai tous !
Et les criminels...

THÉANO.

Moi...

KALLIPOUS.

Je les châtierai !

THÉANO.

Vous ?

KALLIPOUS.

Le peuple saura tout !... — C'est un horrible songe !
Le Peuple saura tout ! — La femme est un mensonge
Vivant ! — Vous me trompiez ! Vous me jouiez !...
[Voilà !
C'est avec de tels yeux qu'on fait ces choses-là !
C'est avec un tel front, orné de clarté blonde,
Fait pour illuminer un peuple, un siècle, un monde
Que l'on ment — que l'on trompe un pauvre malheureux —
Pour le changer en instrument d'un crime affreux !..

Le Peuple saura tout ! Votre crime et ma faute !
Je veux sans plus tarder proclamer à voix haute
Mon aberration !... Je cours sur l'Agora !
Tous vos projets obscurs, le Peuple les saura!
Je dirai tout ! Tromper sa bonne foi sacrée...
Je dirai tout !...

(Il fait quelques pas pour sortir.)

THÉANO.

Et puis?... Je serai massacrée...

KALLIPOUS.

J'aurai sauvé la Ville !

THÉANO.

Ou grandi son danger...

KALLIPOUS.

J'aurai sauvé la Ville !

THÉANO.

On voudra me venger,
Car j'ai des amis !...

KALLIPOUS, amèrement.

Oui !...

THÉANO.

C'est la guerre civile
Qui va, de ses horreurs, ensanglanter la ville.
Faites-moi massacrer, soit — je l'ai mérité !

KALLIPOUS.

Vos amis, vos amis, j'y songe en vérité,
Notre futur tyran — le futur roi d'Athènes,
Je devine qui c'est !... Dans ces faces hautaines
D'Eupatrides, je sais laquelle à vos projets
Sourit — Je sais de qui nous serions les sujets !..!
On sait qui vous aimez ! On connaît qui vous aime.
On sait à qui vous réserviez le rang suprême...
Je devine par qui vos plans furent tramés !...
Ah ! Nous aurons pour Roi celui que vous aimez !...

THÉANO.

Je hais tromper — témoin la preuve que j'en donne
En vous avouant tout...

KALLIPOUS, amèrement.

Oui !

THÉANO.

Je n'aime personne !

KALLIPOUS.

Pourtant vous... Nul devoir n'est plus clair que le [mien,
On va venir vous arrêter...

THÉANO.

Je n'en crois rien !
Non ! Vous vous êtes tu quand vous m'avez surprise
Conspirant — c'était clair — sous cette bure grise
A présent, de nouveau, vous vous tairez !

KALLIPOUS.

Pourquoi ?

THÉANO.

Vous n'avez pas voulu, tantôt, dire pourquoi...
Ce que vous avez tu, puis-je le dire, moi ?

KALLIPOUS, [illegible]

On va venir vous arrêter !

THÉANO.

Soit ! Je suis prête
Et je bois ce poison aussitôt qu'on m'arrête !

KALLIPOUS.

Ah ! Dieux !... Vous savez bien, pourtant, vous [savez bien
Que je ferai tout mon devoir !

THÉANO.

Je n'en sais rien !

KALLIPOUS.

Quoi ! Vous ne savez pas, vous n'êtes pas certaine
Que moi, le Chef, que moi l'Archonte-Roi d'Athène
Je ferai tout, oui, tout, pour tromper vos espoirs...
Et pourquoi trahirai-je ainsi tous mes devoirs ?
Pourquoi me soupçonner de faiblesse si vile ?
Pourquoi, sachant que vous voulez perdre la Ville,
Demeurerai-je là, muet, les yeux fermés,
Pourquoi ? Mais pourquoi donc ?

THÉANO.

Parce que vous m'aimez !

RIDEAU

(*A suivre*). ALBERT DU BOIS.

NOS FORCES MOTRICES

Qu'il s'agisse de production industrielle ou même de production agricole, un des problèmes qu'il importe le plus de résoudre, si l'on veut leur développement, est celui des forces motrices. Point de machinisme possible, si l'on n'a pas en abondance et à bon marché de quoi le mettre en mouvement.

Or, quels sont les agents naturels que la France peut utiliser pour suppléer à l'insuffisance des bras humains et de la force animale ? Il y en a quatre principaux : la vapeur, l'électricité, le pétrole, l'alcool. Je laisse de côté l'air qui met en branle les ailes du moulin à vent ou qui, comprimé, peut actionner un tramway ; la pesanteur, qui du haut d'une montagne fait descendre des bottes de foin, des charges de bois ou les wagons d'un chemin de fer funiculaire. Je me borne aux quatre sources d'énergie qui ont le plus d'importance.

*
* *

La vapeur, au commencement du XXe siècle, est

presque descendu au rang de reine détrônée. Elle a le tort d'exiger pour être produite une grande dépense de combustible. Or les machines les mieux construites ne rendent guère que 18 à 20 0/0 de la chaleur dépensée. Un grand savant français, Gabriel Lippmann, écrivait en 1900 : « Il est permis de croire que la machine à vapeur sera bientôt remplacée par des moteurs plus économiques. Tout le monde a admiré à l'Exposition ces puissantes machines si habilement construites qu'elles produisent des milliers de chevaux sans presque faire de bruit. Eh bien ! ces appareils perfectionnés sont très imparfaits, moteurs et chaudières compris : ils transforment en travail le dixième environ de l'énergie fournie par la houille ; les neuf dixièmes restants se perdent dans les airs par la cheminée ou s'en vont avec la vapeur d'échappement. » Peut-être serait-il excessif de répéter après un savant anglais que, vers 1939, les machines à vapeur seront des objets de musée ; mais il est certain qu'elles sont considérées aujourd'hui comme des ouvrières coûteuses et malhabiles.

Toutefois, il ne faudrait pas conclure de là que la vapeur n'a plus aucun rôle à jouer dans les usines, les chemins de fer et les bateaux. En 1912, on comptait en France 487,000 machines fournissant environ 3 millions de chevaux-vapeur (exactement 2,951,743). Elles fonctionnaient dans 63,032 établissements. Il est difficile de savoir si les chiffres ont augmenté ou diminué pendant la guerre, mais il n'est pas douteux qu'ils sont encore considérables. Et comme le charbon de terre est le pain noir des locomotives et de quantité d'autres appareils : comme il sert aussi à produire l'électricité : comme il donne par la distillation quantité de matières fort utiles à l'industrie et des produits chimiques, sans compter le gaz d'éclairage : comme il laisse entre autres résidus le coke dont la métallurgie ne peut guère se passer : comme enfin il est un moyen de chauffage, dont les cuisines et les calorifères usent abondamment, la question du charbon, qui est aiguë pendant la guerre, a chance de rester à l'ordre du jour pendant plusieurs années après la signature de la paix.

Or, avant la guerre, la France, qui depuis cent cinquante ans était en état d'infériorité industrielle, parce qu'elle est une médiocre productrice de houille, ne pouvait suffire à ses besoins. Elle consommait environ 60 millions de tonnes et elle n'en extrayait que 40 millions de ses mines. Le reste lui venait d'Angleterre (10 millions), de Belgique et d'Allemagne (cinq millions de chacune), et quelque peu, tout peu des États-Unis d'Amérique.

Pendant les hostilités, étant donné que nos mines du Nord qui sont les plus productives étaient en majeure partie aux mains de l'ennemi ; que les mineurs étaient mobilisés en grand nombre ; que les moyens de transport sur terre et par eau se révélaient fort insuffisants, il y eut un déficit inquiétant et par moments angoissant. On n'a pas encore eu le temps d'oublier que, pendant l'hiver de 1916-1917 qui fut très dur, des usines à gaz durent fermer, des fabriques de munitions s'arrêter ; qu'en maintes maison le chauffage central fut supprimé ; que de longues files de ménagères allaient assiéger les chantiers pour se procurer de quoi faire cuire leurs aliments et ne pas mourir de froid. Des sommes énormes sortirent de notre pays pour payer les 20 millions de tonnes que l'Angleterre nous cédait, mais dont le prix se trouvait singulièrement majoré à cause de la hausse du fret.

Au lendemain de la guerre, la question, sans être aussi vitale, ne laissera pas d'être sérieuse et il faut se demander d'où la France tirera le combustible qui lui est indispensable.

Il ne faut pas trop compter sur l'étranger. L'Amérique est bien loin, la Belgique bien dévastée. L'Angleterre qui a aussi pour clientes la Suisse, l'Italie, l'Espagne, sera bien sollicitée et pourra tenir la dragée haute pour l'exportation. Quant à l'Allemagne, qui nous envoyait surtout du coke et des agglomérés, je ne pense pas qu'un seul Français songe à faire fond sur sa bonne volonté. Elle réservera le produit de ses mines à ses industries d'abord, puis à la Suisse, à la Hollande, aux Pays Scandinaves. On parle bien d'insérer dans le traité de paix des clauses qui l'obligeraient à fournir à la France une certaine quantité de houille, soit gratis, à titre de dédommagement, soit à un prix déterminé. On parle aussi d'internationaliser la navigation sur le Rhin, de telle sorte que par la mer, le fleuve et les canaux la houille anglaise puisse arriver sans grands frais à nos fabriques de l'Alsace et de la Lorraine rendues à leur patrie d'élection. Mais il est bien aléatoire de gabler sur les clauses incertaines d'un traité futur. Qui peut dire quelles en seront les conditions économiques ? La France doit donc, avant tout, compter sur elle-même.

Voyons en conséquence ses ressources en combustibles. Je ne dis rien de ses ressources en bois : elle n'en a pas trop pour la charpente, le chauffage privé, la fabrication du papier. Je considère seulement ce qu'elle peut se promettre en fait de combustibles minéraux.

Elle peut sans doute continuer et pousser l'exploitation de ses mines anciennes, qui sont situées dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Loire, le Gard, le Nivernais et au pied du Massif central. Mais celles qui existent dans les régions envahies ont

été tués avec une méchanceté savante. Plusieurs ont été incendiées ou noyées comme celle de Lens et il y a apparence que les autres, exploitées à outrance, ne sortiront pas indemnes des griffes de nos sauvages envahisseurs. Il faudra des mois, des années peut-être, pour les remettre en état. La production sera difficilement supérieure ou même égale à ce qu'elle était. Il est vrai que, parmi les mines concédées, on en compte 316 qui sont demeurées inexploitées, soit que, par une sorte de malthusianisme économique, les Compagnies concessionnaires aient à dessein évité d'ouvrir de nouveaux puits, afin de réduire la production générale et de vendre à meilleur compte ce qu'elles extrayaient, soit que certains gisements leur aient paru trop pauvres ou trop profonds pour donner un rendement avantageux. La loi — à défaut de leur intérêt — peut décider les Compagnies à sortir de cette inertie, en les mettant en demeure d'exploiter les mines, dont elles ont demandé et obtenu la concession, ou bien de les laisser rentrer dans le domaine public où d'autres pourront se les faire adjuger. La loi de 1810, qui règle notre régime minier, semble sur le point d'être refaite en ce sens. On peut espérer que le seizième projet déposé pour cette revision finira par aboutir.

Mais ce qui peut surtout combler le déficit, c'est la série des gisements nouvellement découverts et non encore mis en valeur. Les prospecteurs ont trouvé de la houille en Lorraine, en Normandie (Montjeau et Ligny), en Dauphiné (Mières), dans la Tarentaise, dans le bassin supérieur du Lot. De plus des dépôts de lignite — charbon inférieur, mais fort utilisable — ont été relevés en Provence, surtout à Fuveau, près de Marseille et de l'étang de Berre, et si la Compagnie qui les exploite a rencontré quelques difficultés à cause des venues d'eau qui ont forcé à percer un tunnel d'écoulement allant jusqu'à la mer, ces difficultés ne sont pas insurmontables et l'on estime que le bassin de Fuveau contient plus de 100 millions de tonnes (1). On signale encore du lignite dans les départements du Gard et de Vaucluse, et çà et là en différents endroits. Mais on n'ose garantir qu'on tirera plus d'un ou de deux millions de tonnes par an de tous ces gisements, et ce n'est pas assez pour que la France soit outillée en combustible minéral à sa suffisance. Il est nécessaire de chercher autre chose.

*
* *

Heureusement pour la France, une force nouvelle tend à se substituer à la vapeur, force plus souple, plus aisée à produire et à manier, susceptible d'usages infiniment plus variés : c'est l'électricité.

Si le XIXe siècle peut être appelé le siècle de la vapeur, le XXe sera celui de l'électricité. Il l'est déjà. Il suffit pour la produire d'une chute d'eau sur une turbine. Et ce peut être l'eau qui roule en cascade du haut d'un lac de montagne ou qui s'étrangle dans le lit d'un torrent canalisé ; on a baptisé cette eau écumante et mousseuse *la houille blanche*. Mais n'a pas qui veut à sa disposition une cascade, qui implique un grand dénivellement du terrain. Là où existe un fleuve, une rivière, un ruisseau même, il est facile d'établir un barrage, d'obtenir une chute artificielle comme il en existe depuis des siècles dans tous nos moulins à eau. Fleuves et rivières deviennent ainsi, non plus seulement des chemins qui cheminent, comme les ont appelés Rabelais et Pascal, mais de vastes réservoirs d'énergie, de mouvement, de chaleur, de lumière, d'une vie multiple et intense. On a baptisé *houille verte* cette eau courante qui devient aisément eau tombante.

Quant aux avantages que présente la force ainsi domestiquée, on les connaît et il suffit de les rappeler en quelques mots.

C'est d'abord une usine génératrice, sans fumée sans déchets, sans atmosphère irrespirable, presque sans bruit, protégée par quelques précautions élémentaires contre le danger de la foudre ; une très petite équipe d'ouvriers surveille les appareils et par un simple jeu de leviers distribue l'énergie à toutes les fabriques qui la demandent. Ce n'est pas encore tout à fait l'usine joyeuse, dont Zola parle dans son roman-poème *Travail* et où l'on fait en chantant des journées de quatre heures. Mais quand on y pénètre, on est frappé par la propreté, le calme, le silence relatif qui règnent dans les salles et, n'était l'odeur d'ozone qui vous suit partout, on ne se croirait guère dans un grand établissement industriel.

Ensuite la distribution de l'énergie ainsi accumulée a deux précieuses qualités. Elle se fait à distance et elle se fractionne autant qu'on veut. D'une part, la force se transmet sur un fil à des centaines de kilomètres, en attendant qu'elle sache voyager en se passant de ce fil conducteur. L'usine d'où elle sort peut rester cachée dans une gorge de montagne et à vingt, cinquante, cent lieues de là actionner des moulins, des tramways, des mécanismes de tout genre. Il s'en suit que les fabriques qui l'utilisent ne sont plus obligées de se serrer autour des trous de mines, de transformer toute une contrée en un pays noir, où les hautes cheminées de briques crachent la suie et la fumée, salis-

(1) Consulter à ce sujet l'*Information universelle*, 4 et 14 février 1917.

seul la terre et le ciel. La vapeur concentrait ; l'électricité déconcentre. Il n'est plus un seul point de notre territoire où elle ne puisse atteindre, faire fleurir et prospérer l'industrie. D'autre part, cette force, qui court avec la vitesse de l'éclair, est divisible à l'infini ; on peut la découper en tout petits morceaux, donner à l'artisan, qui travaille chez lui, les deux ou trois chevaux vapeur dont il a besoin. Cela permet de faire dans les villes toute sorte de travaux mécaniques : à Genève, la force empruntée au Rhône monte à domicile chez les horlogers qui font exécuter par des machines, ces ouvrières infatigables aux bras d'acier, le perçage, l'estampage des pièces de métal destinées aux montres. Et cela permettra tout aussi bien au fabricant de jouets du Marais ou des Cévennes, à la couturière en chambre, au paysan voulant mettre à profit les longs loisirs d'hiver de réaliser une grande épargne de peine et de temps.

La force hydro-électrique a un troisième mérite qui n'est pas négligeable. Elle est meilleur marché que tous les moteurs à gaz jusqu'ici usités. Une fois les frais de premier établissement amortis, le *kilowatt* peut-être fourni à l'ouvrier pour une somme très minime.

Et faut-il énumérer les usages multiples auxquels elle peut être employée ? Non seulement elle est l'âme cachée qui meut tramways, locomotives, automobiles, bateaux, ascenseurs, monte-charges ; non seulement elle transporte la pensée et la voix avec une vertigineuse rapidité : non seulement elle guérit les maladies réfractaires à d'autres traitements[8] ; non seulement elle blute la farine, fond le platine, opère mille réactions chimiques qui servent à obtenir le chlore, le zinc, le cuivre, le nickel, l'aluminium et je ne sais combien d'autres corps, à épurer l'eau et le vin, à tanner les peaux, à former des nitrates qui augmentent la fertilité du sol ; mais encore elle éclaire et elle chauffe ; en Suisse il n'est pas un hameau, pas un hôtel, fût-il isolé au sommet d'un pic, qui n'ait télégraphe et téléphone ; dans les maisons la cave et le grenier ruissellent de lumière tout comme le salon ou la salle à manger ; les châlets de montagne sont attiédis par des radiateurs électriques, tandis que la ménagère repasse son linge avec un fer chauffé par le même procédé. Que de travaux pénibles ou rebutants peuvent être ainsi confiés à cette travailleuse admirable ! Dans les villages, la femme ne sera pas la dernière à en bénéficier. Elle n'aura plus, dans la ferme, à manœuvrer laveurs, coupe-racines, barattes, écrémeuses. Elle aura une auxiliaire docile qui fera la besogne à sa place, et ce sera sans doute un moyen de retenir aux champs les jeunes filles que la rudesse d'un labeur monotone et incessamment renouvelé rend si accessibles au mirage des villes.

Sans doute la fée-électricité a parfois des caprices. Parfois, sous l'influence d'un orage elle s'arrête subitement désorbitée et plonge dans l'obscurité ceux à qui elle s'était chargée de verser à flots la clarté ; ou bien, par suite d'un court-circuit, elle menace d'incendie le bâtiment qu'elle traverse. Mais ce sont des accidents facilement réparables et qui deviennent moins fréquents, à mesure qu'elle est mieux dressée et domestiquée. Sans doute encore les torrents et rivières qui la produisent peuvent être interrompus dans leur bienfaisante activité soit par une crue subite, soit par une sécheresse prolongée. Mais c'est une affaire d'aménagement qui regarde les ingénieurs hydrauliciens et n'est pas au-dessus de leurs capacités.

Cela dit, quelles sont les ressources de la France en houille blanche et en houille verte ?

Avant la guerre, la force utilisée par elle se chiffrait par 700.000 à 800.000 *chevaux vapeur*, et le fait qu'on emploie encore cette unité de mesure créée d'après des forces tout autres indique à quel point est encore récent l'avènement de l'électricité. Naturellement c'est dans les pays de montagnes qu'elle a triomphé tout d'abord ; dans les Alpes, Grenoble est devenu le centre d'un réseau très puissant : les Vosges, le Jura, le Massif central, les Cévennes, les Pyrénées ne sont pas moins riches en promesses et en réalités. Une seule société, la Société pyrénéenne d'énergie électrique, reçoit à Orlu les eaux du lac de Naguille qui est situé à 2.000 mètres d'altitude. La chute est de 917 mètres. La distribution s'étend sur sept départements ; elle fournit la lumière et le mouvement aux tramways et aux usines de Toulouse, aux fabriques de Lavelanet, de Castres, de Mazamet, d'Albi. Elle s'occupe d'augmenter encore ses disponibilités. Par un tunnel de 1.800 mètres, elle travaille à amener sur ses turbines les eaux d'un autre lac supérieur ; et par une entente avec des Sociétés voisines, elle se met en mesure d'alimenter toute une région. Avant la guerre, rien que dans le département de l'Ariège, on comptait 323 usines utilisant chacune plus de 27 H. P.

Pendant la guerre, l'utilisation de la force électrique a été portée en France à 1.100.000 chevaux-vapeur. C'était, du moins, le chiffre donné en Juillet 1917 (1). Mais c'est peu encore, eu égard au total dont nous pouvons disposer. D'après un ingénieur, M. Hegelbacher (2), nous en aurions 4 millions 1/2 disponibles en tout temps, 9 mil

(1) Voir *La presse sociale*, 3 juillet 1917.

(2) *L'Information universelle*, 12 juillet 1916.

jours 1.4 disponibles six mois par an. Ce sont là les calculs assez problématiques, mais qui sont probablement au-dessous de la vérité. Sur les rivières, au moyen de barrages et d'écluses, on peut multiplier les chutes d'eau à une très petite distance l'une de l'autre. M. Paul Cuminal, qui est aussi ingénieur, évalue nos disponibilités à 25 millions de H. P. au moins. Dans le seul Dauphiné, les travaux en cours doivent en apporter deux millions. A Prunières, sur la haute Durance, on a prévu un immense réservoir qui transformerait un lac une partie des environs et servirait à la fois pour l'irrigation du bas pays et pour son approvisionnement en force électrique. A Génissiat, sur le Rhône, on a fait le plan d'un barrage haut de 75 mètres, qui formerait un vaste bassin allant jusqu'à la frontière suisse située à 23 kilomètres. On aurait là une chute pouvant produire 243.000 kilowatts. Les devis sont dressés pour transporter l'énergie jusqu'à Paris et l'on a calculé que malgré la distance (500 kilomètres) le kilowatt pourrait y être vendu 3 centimes (1).

Pour être à peu près complet, il faudrait encore ajouter à cela que des savants hardis escomptent déjà le moment où l'on pourra tirer directement des nuages, de la terre ou de la marée cette électricité qui nous enveloppe. Victor Hugo, à la fin de son roman *Quatre-vingt-treize* prête à ses deux héros, Gauvain et Amourdain, ces propos prophétiques : — « Qu'est-ce que l'Océan ? Une énorme force perdue. Comme la terre est bête ! Ne pas employer l'Océan ! — » Et déjà il y a un commencement d'acheminement vers cette anticipation du poète. J'ai vu en Bretagne des « moulins de mer », dont les roues tournent tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, suivant le flux et le reflux ; et en Slesvig, à Husum, une usine, utilisant le mouvement des vagues, s'engageait dès 1913 à fournir du courant à 706 communes de la contrée.

L'exploitation de cette énorme masse d'énergie suscite des problèmes de diverse nature.

D'abord des problèmes techniques. Je n'ai point qualité pour les résoudre ; je dirai seulement que la nécessité d'un plan d'ensemble se fait sentir. Ils exigent, en effet, l'aménagement de régions entières. On projette d'établir dans les montagnes de véritables châteaux d'eau qui constitueraient sur les hauteurs des étangs de réserve, où seraient gardées les eaux provenant de la f[illegible] des neiges ou précipitées par la pluie. Ce[illegible] (1) en existe déjà de semblables dans les V[illegible] auraient une double fin : empêcher les crue[illegible]s et dévastatrices, parer aux sécheresses [illegible]os. On régularisera ainsi les cours d'eau situés au-dessous ; on leur ôterait leur caractère torrentiel, qui est un danger à la fin de l'hiver comme en plein été.

Viennent ensuite des problèmes juridiques qui sont assez délicats. A qui appartient la propriété des cours d'eau ? Le droit romain n'hésitait pas sur ce point ; un de ses axiomes dit : — *Naturali jure communia sunt aer, aqua profluens.* (L'air et l'eau courante — d'après le droit naturel — échappent à toute appropriation individuelle, font partie du domaine public). Cependant, comme les bords des rivières, sinon le lit même, ont été parfois accaparés par les riverains, des difficultés ont surgi pour ceux qui voulaient en utiliser l'eau. Les riverains ont agi souvent comme s'ils en étaient propriétaires. Bref un conflit s'est élevé entre la propriété privée et la propriété collective, surtout pour les petits cours d'eau dont l'Etat s'était longtemps désintéressé. En tout pays, la question des forces hydrauliques est devenue une question politique et sociale.

En 1906, un Congrès tenu à Zurich en Suisse par 13.000 personnes appartenant à tous les partis et à toutes les confessions votait à l'unanimité les propositions suivantes :

« *Vu que d'année en année des milliers de chevaux de force hydraulique, richesse nationale inestimable, deviennent la propriété des particuliers, sans que des réserves suffisantes soient faites pour garantir les intérêts de la communauté ;*

« *Vu que, de même que pour les chemins de fer, l'exploitation privée ne peut fournir à notre économie nationale des avantages qui répondent à la valeur des forces hydrauliques et à leur caractère de bien public ;*

... « *Le Congrès exprime le vœu que l'Etat ne laisse pas prescrire ses droits sur cette importante partie de son domaine.* »

En France, divers projets ont été présentés avant la guerre. L'un admet que les riverains sont propriétaires du courant et par suite que ni l'Etat ni les communes n'ont rien à voir dans l'usage qu'on en peut faire. Il représente une conception inspirée du laissez-faire le plus absolu et n'a aucune chance d'être adopté. Un autre, tout en reconnaissant à l'Etat la propriété des cours d'eau, demande qu'on les concède à des particuliers, ainsi qu'on a fait des mines. Un autre encore, qui porte la signature de Baudin et de Millerand, veut que la concession soit intransmissible, temporaire, toujours révocable.

Pendant la guerre, où le choix du régime d'exploitation, choix lié à la question de propriété, a appelé l'attention des législateurs, deux conceptions opposées, quoique reconnaissant toutes deux

(1) Voir *La Clairière* [illegible] 19[illegible] p. 643

que les chemins qui marchent tout, comme les routes, partie intégrante du domaine public, se sont trouvées en présence et aux prises : et il est bon de les faire connaître ; car la question est aussi grosse pour l'avenir économique de la France que l'a été celle des chemins de fer au XIXe siècle.

Une proposition de loi, déposée à la Chambre par M. de Castelnau (1) des 1916, rend à créer cinq grandes Compagnies, qui auraient chacune la haute main sur un des cinq grands bassins fluviaux de la France : Seine, Loire, Rhône, Gironde, Rhin et Meuse. Ces Compagnies, analogues aux compagnies de chemins de fer, obtiendraient pour cinquante ans la concession, le monopole des forces hydrauliques, chacune dans sa région : elles se chargeraient de les aménager, de les mettre en valeur, à leurs risques et périls, mais aussi au profit de leurs actionnaires ; et contre leurs pertes éventuelles ceux-ci recevraient de l'Etat la garantie d'intérêt pour les fonds engagés.

Mais les adversaires de cette conception font observer que ce serait constituer de nouvelles oligarchies financières, à la façon de ce qui se passait sous Louis-Philippe et sous Napoléon III : créer de petits Etats dans l'Etat ; aliéner une partie très considérable du domaine public qu'il faudrait ensuite racheter à grands frais, comme les lignes de chemins de fer. Ils estiment qu'il serait plus simple, plus sage et plus démocratique que l'Etat exploitât cette source de richesse — non plus sous la forme administrative, au moyen d'ingénieurs brevetés, nommés et payés par lui, n'ayant aucun intérêt à mener commercialement ces entreprises, mais sous la forme de régie indirecte, c'est-à-dire en constituant des sociétés qu'il laisserait libres de leurs mouvements en se réservant le contrôle de leur gestion et le partage des bénéfices éventuels.

Le Parlement tranchera la question, peut-être en déchargeant l'Etat sur les communes et les régions du soin de surveiller et de contrôler ce mode d'exploitation. Souhaitons que cette question vitale soit vite et intelligemment résolue.

*
* *

Les autres forces motrices ne méritent pas de nous arrêter aussi longtemps. Il serait toutefois imprudent de les omettre.

C'est d'abord le pétrole, l'essence, l'huile minérale brute ou raffinée, lourde ou légère, qui a déjà tant d'emplois dans la vie contemporaine : éclairage, chauffage sont les moindres services que nous rendent ces variétés d'huile, maintenant qu'elles servent à faire marcher navires, automobiles, aéroplanes, tracteurs, motocyclettes.

La consommation en a été sans cesse croissant ces années dernières. Elle a doublé aux Etats-Unis de 1913 à 1915 ; et, en France, chacun sait qu'il a fallu la rationner. C'est qu'en effet la France a toujours été sur ce point tributaire de l'étranger. Elle importait d'Amérique, de Russie, de Galicie, de Roumanie. Or, trois des pays importateurs sont en ce moment fermés pour elle et l'Amérique du Nord a poussé un cri d'alarme, en s'avisant qu'en 1916, pour la première fois, elle a vidé plus de barils qu'elle n'en a extrait (1).

Il ne dépend pas de notre volonté de nous affranchir du tribut que nous avons jusqu'ici payé à d'autres nations. Cependant on peut, on doit explorer notre sous-sol, piquer les veines de la terre, pour voir si l'on ne rencontrera pas quelque nappe insoupçonnée. Les recherches ont commencé. Dès 1908, on trouvait du pétrole dans l'Hérault ; plus tard, en forant un puits dans l'Ain, on en a découvert à une assez grande profondeur : les Basses-Pyrénées, les Landes, le Gard, la Haute-Loire paraissent pouvoir apporter leur contingent. L'Auvergne semble plus riche encore. Enfin la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, où des sondages ont été opérés, fournissent déjà quelques milliers de tonnes. Dès que notre législation minière aura été réformée, il est possible que nous ayons là, et peut-être encore dans d'autres colonies, des ressources qui atténueront la disette dont nous souffrons jusqu'ici.

*
* *

Mais à supposer que cela ne suffise pas, nous possédons un produit indigène qui nous réserve peut-être des surprises heureuses : c'est l'alcool que je veux dire. Il reste sans doute à nos savants et à nos ingénieurs la tâche d'adapter les moteurs dont nous nous servons à l'emploi de ce combustible. On y travaille : on y réussira sans doute. Et, si le succès couronne ces recherches, la France aura chez elle de quoi alimenter ses appareils de toute espèce ; car ce n'est pas seulement du vin et des fruits qu'on peut tirer l'alcool industriel ; c'est aussi d'une foule d'autres matières fermentées : riz, seigle, pommes de terre, betteraves, etc. On arriverait alors à ce résultat paradoxal : l'alcool, honni, dénoncé comme un fléau, deviendrait un de nos meilleurs instruments de prospérité économique : les distilleries et les alambics seraient réhabilités.

(1) Voir le *Parlement et l'Opinion* (Oct. 1916, p. 19 et février 1917, p. 230).

(1) Voir *Le Journal*, 24 octobre 1917.

En attendant, c'est la bouille blanche et verte qui peut être le salut de la France. C'est à sa multiplication qu'il faut donner tout nos soins, tous nos efforts.

GEORGES BENARD,
Professeur au Collège de France.

LA POLOGNE L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE

La question de Pologne est passée brusquement au premier plan de l'actualité européenne dans le courant du mois d'août. Posée, comme tant d'autres, depuis le début de la guerre, elle n'est à vrai dire qu'une partie, mais non la moindre, de ce gigantesque problème : quelles seront les bases de l'Europe future, de l'Europe de paix que nos fils, espérons-le, connaîtront enfin ? Elle apparaît primordiale en soi, de même qu'à des époques antérieures de l'histoire. Elle offre ce intérêt supplémentaire, si l'on peut dire, — de peser lourdement sur les rapports des deux Empires du Centre, de compliquer même toujours davantage ces relations au fur et à mesure qu'elle évolue.

J'ai déjà plusieurs fois ici, montré que la subordination de Vienne à Berlin n'est pas si constante, si résignée, que d'aucuns le croient ordinairement. La tutelle germanique sur la monarchie Danubienne a été moins contestée sous François-Joseph que sous Charles Ier, et depuis l'avènement de ce dernier prince, la docilité du « brillant second » a quelque peu varié selon les conjonctures militaires et diplomatiques. Le mot de Schwartzemberg, pour être vieux de près de trois quarts de siècle, demeure encore dans la mémoire des hommes d'État d'outre-Rhin : « l'Autriche étonnera le monde par son ingratitude ». Il y a toujours eu, et malgré le temps écoulé, rivalité dynastique entre les Hohenzollern et les Habsbourg. Vaincus en 1866, ceux-ci n'acceptent pas bénévolement d'être rudoyés et humiliés. Les conceptions des gouvernements de Vienne et de Berlin ont cheminé en sens inverse au cours des derniers mois: qu'on envisage l'action de guerre proprement dite à laquelle l'Autriche-Hongrie souhaiterait de moins en moins effectivement participer, l'effort de négociation politique en qui elle voit sa sauvegarde, ou l'opposition du germanisme et du slavisme en Cisleithanie et en Transleithanie.

L'Empire Danubien, intimidé d'habitude par le prestige et la force organisée de l'Allemagne, a secoué sa passivité à deux reprises: après Caporetto, parce qu'il se crut définitivement vainqueur et prit une conscience exagérée de sa vigueur, et aujourd'hui parce que Hindenburg a subi de graves échecs. Les succès des Alliés enhardissent le chef des Habsbourg, au moins dans ses entretiens avec Guillaume II, et ce n'est pas un des traits les moins curieux de la situation.

Si le problème polonais, qui sommeillait depuis deux ans, s'est soudain réveillé, c'est pour plusieurs motifs. Le premier est que le gouvernement de Vienne voudrait se régénérer par le fédéralisme, et que l'annexion du territoire, dont Varsovie et Lublin sont les centres, lui faciliterait cette tâche épineuse. Le second est que les deux Empires Centraux, encore que leurs programmes ne soient point identiques, cherchent à opposer une digue à l'extension du chaos russe. Le troisième est que la lutte des éléments ethniques germains et slaves a atteint à un degré de violence inouïe, et que la Pologne est restée un des champs traditionnels de ce conflit. Même si l'on n'envisage que ce dernier aspect du débat, on conçoit toute la gravité, pour les deux Empires Centraux, des décisions qui vont être prises, car il s'agit plus ou moins de l'équilibre de l'Europe de l'Est, équilibre dont la dislocation actuelle de la Russie a bouleversé les conditions.

A la vérité, la Pologne a toujours joué un rôle complexe dans les rapports de la Prusse ou de l'Allemagne avec l'Autriche, ou il serait plus exact de dire : dans les rapports de la Prusse ou de l'Allemagne avec l'Autriche et la Russie Tsarienne. Complices dans le grand crime historique de la fin du XVIII siècle, les trois puissances étaient solidaires dans la compression de la nationalité vaincue et déperce, dont elles surveillaient le moindre souffle: mais elles s'épiaient réciproquement, car toute concession, même apparente, que ferait l'une d'elles à ses Polonais, risquerait de compromettre la domination des deux autres. Les pactes, qu'elles négocièrent à plusieurs reprises, et dont le dernier est connu sous l'appellation d'« alliance des trois Empereurs », avaient pour base, pour maxime essentielle la coercition du polonisme rétractaire.

La querelle, qui a surgi aujourd'hui entre Vienne et Berlin, — Pétrograd étant hors de cause — et la Pologne russe conquise, se lie en une certaine mesure à l'opposition des méthodes pratiquées par la Prusse à Posen et par l'Autriche à Cracovie et Lemberg. J'écris en une certaine mesure, car si les méthodes sont diverses, — manière

forte et manière douce, — l'objectif était identique : l'anéantissement de l'esprit national Polonais.

La tactique prussienne a été tout entière de brutalité. Bismark et Bulow en ont précisé les grandes lignes : l'exercice du terrorisme à l'encontre de 5 millions de Polonais de Posnanie et de Silésie, la colonisation et l'expropriation forcée qui sont d'ailleurs restées sans résultat, la germanisation violente de l'enseignement, la limitation arbitraire du droit électoral. « La Russie a été une prison — mais la Prusse un tombeau pour la Pologne. »

La tactique autrichienne a été de corruption, de séduction, de division. Elle a livré les Ruthènes d'une part, les paysans et les ouvriers Polonais de l'autre, à la grande noblesse Polonaise. Les Habsbourg ont confié des ministères et des commandements militaires, des ambassades, des charges honorifiques et coûteuses de cour à cette aristocratie orgueilleuse. Ils ont ainsi abouti à incorporer les députés de Galicie, créatures le plus souvent des propriétaires fonciers, à la majorité du Reichsrath. Contre le Polonisme, ils exploitaient les sentiments oligarchiques d'une minorité polonaise, mais plus habiles à cet égard que les Hohenzollern, ils avaient préparé inconsciemment un avenir qu'ils ne prévoyaient guère.

*
* *

Ni à Berlin ni à Vienne, on n'avait pu s'imaginer d'avance que la Russie tsarienne déploierait une telle incapacité militaire. Tandis que Nicolas II adressait aux Polonais des manifestes, qui n'engendraient chez eux qu'une confiance relative, la Pologne tombait aux mains des Austro-Allemands. Qu'en feraient-ils ? Avaient-ils médité avant 1916 sur les décisions qu'ils adopteraient à son égard ? Il ne semble pas qu'ils aient suivi ici les grandes lignes d'un dessein préconçu. L'acte du 5 novembre 1916 n'était qu'un cadre vide. La Pologne du grand duché —, celle qui venait d'être arrachée à la Russie, serait un Etat autonome, en forme de monarchie constitutionnelle. Que voulait dire autonome, car autonomie n'est pas indépendance ? Les frontières de cet Etat restaient à délimiter et cet ajournement était déjà caractéristique en soi. Enfin il aurait une armée particulière, dont l'organisation serait concertée entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La procédure dilatoire était à peu près partout, et pour le moment, les vainqueurs ne créaient qu'un seul organe : le Conseil d'Etat choisi par les autorités germaniques et qui devait collaborer avec les deux gouverneurs militaires, l'Allemand à Varsovie et l'Austro-Hongrois à Lublin.

L'acte du 5 novembre 1916, qui différait tant de détails essentiels, eut pourtant un résultat immédiat : il provoqua une résurrection évidente de l'esprit national Polonais. Les millions d'hommes, qui avaient souffert de la police, de la bureaucratie russes et de l'intolérance politique et religieuse au nom de laquelle fonctionnaient ces institutions redoutables, ne se souciaient pas de retomber sous une autre domination étrangère. Ils nourrissaient surtout une franche hostilité contre le régime prussien, qu'ils connaissaient trop bien, et si les proclamations de Nicolas II les avaient laissés sceptiques, l'édit Austro-Allemand ne leur ouvrait point l'horizon rêvé. Les Empires Centraux purent apprécier ces sentiments, lorsqu'ils voulurent faire appel aux ressources militaires de la Pologne, pour les utiliser au front Occidental. Le chef des Légions Polonaises, Pilsudski, dont les idées républicaines étaient avérées et qui avait exécré le tsarisme, refusa le grand maréchalat de la couronne qu'on lui offrait, et commença, — en attendant mieux —, une campagne de sourde opposition.

Il avait, comme tant d'autres, lutté contre le régime autocratique, que Pétersbourg avait imposé à Varsovie. Mais la révolution russe de mars 1917 provoqua en Pologne un brusque changement de front. Du moment que le nouveau gouvernement, issu de ces journées, consacrait les droits des « allogènes » et instaurait en principe le système fédératif, on pouvait s'entendre avec lui. Ceux des Polonais qui penchaient à accepter la domination Austro-Allemande, modifièrent leurs vues. Le soulèvement contre les Hohenzollern et les Habsbourg fut d'autant plus général, que l'on espérait maintenant reconstituer, avec l'appui de la Russie rénovée, une grande Pologne libre, et que l'intervention des Etats-Unis, au nom des formules Wilsoniennes, assurait à ces aspirations une base plus solide encore.

Pilsulski, sur lequel les Centraux avaient compté, prit soudain une résolution énergique. Il invita ses collègues du Conseil d'Etat à démissionner, et les partis de gauche tout au moins suivirent son exhortation. C'était en juillet. Vainement, Berlin et Vienne promirent de nommer un régent catholique, sachant le polonais et qui convoquerait la Diète. Leur parole était discréditée : les restes du Conseil d'Etat étaient couverts du mépris public ; les légionnaires refusaient de prêter serment. Alors le gouverneur général alle-

mand fit un coup de force, en prescrivant l'internement d'un grand nombre d'entre eux, et en premier lieu, l'incarceration de Pilsudski. Cet acte de violence aggrava encore l'échec moral des Empires Centraux. Par dépit, les deux chancelleries exigerent la démission des conseillers d'Etat qui avaient gardé leurs fonctions, et confierent toute l'autorité à un conseil de régence de 3 Austro-philes. C'était le 15 septembre 1917, moins d'un an après la publication du fameux édit d'autonomie.

Il est curieux de consulter l'Almanach de Gotha, qui a paru au début de 1918, et qui nous donne quelques détails sur l'administration du « condominium ». Il attribue à la Pologne occupée 127.000 kilomètres carrés et 13 millions d'habitants. Le conseil de régence, qui doit rester au pouvoir jusqu'à la nomination du roi, se compose de l'archevêque de Varsovie, Kakowski, du prince Lubomirski et de Joseph d'Ostrowski. Le comte de Lerchenfeld, commissaire allemand, est une façon de représentant diplomatique. Le général austro-hongrois Szeptycki, a sa résidence à Lublin et le général allemand von Beseler s'est installé à Varsovie. Le véritable maître de l'Etat autonome, le voilà, ou du moins, il prétend imposer ses volontés aux régents et aux diverses autorités qui reçoivent leurs instructions.

*
* *

C'est à l'heure où les aspirations nationales atteignent à la plénitude de leur force, que l'on voit poindre la solution Austro-Polonaise. Cette solution est simple. L'Autriche prendrait l'ancienne Pologne russe et la souderait à la Galicie : un nouveau royaume serait ainsi créé, dont le chef des Habsbourg s'adjugerait la couronne, et qui serait par union personnelle, — et comme la Hongrie, associé à l'Autriche. Il semble que l'Allemagne, après s'être emparée d'importantes parties de la Russie occidentale, et après avoir élaboré le projet de les annexer sous une forme ou sous une autre, ait accepté cette solution Austro-Polonaise. Elle l'avait accueillie d'autant mieux, qu'elle percevait toute la gravité, pour elle-même, des problèmes posés, — les Polonais commencant à réclamer l'accès à la mer, c'est-à-dire Dantzig. Mais ces problèmes étaient graves sous plusieurs rapports, et tandis que certains hommes politiques allemands pensaient les trancher définitivement, en cédant aux vœux de l'Autriche, d'autres appréhendaient de les compliquer encore par cette procédure. De là les controverses qui durent depuis près d'un an, et qui ont revêtu parfois l'aspect d'un différend réel entre Berlin et Vienne.

Elles ont dominé de haut les rapports des deux Empires et des deux Empereurs, et occupé une large place dans les conférences successives que ces derniers ont tenues, en présence de leurs ministres et de leurs états-majors.

Au mois de novembre 1907, — au lendemain d'une entrevue entre Czernin et Kuhlmann, la presse officieuse allemande annonçait que Charles Ier allait prendre la royauté polonaise et fixait au 4 du mois la publication d'un manifeste officiel à cet effet. En réalité, le 5, un Conseil de la couronne se tenait à Berlin, où se rencontraient les diplomates et les militaires allemands, et où Czernin était admis. Aucune décision ne fut communiquée au public, mais on sut que Hindenburg et Ludendorf avaient fait valoir des arguments contre la solution Austro-Polonaise, et que tout au moins ils avaient subordonné leur acquiescement à des conditions déterminées. La Pologne ne serait accordée à l'Autriche qu'après que l'Allemagne aurait, elle-même, incorporé à ses limites la Lithuanie et la Courlande, — l'Autriche consentant au surplus à rectifier au profit de la Prusse les frontières polonaises et fournissant ainsi des garanties militaires. En réalité, la délibération fut sans lendemain et les paix de Brest-Litowsk remirent tout en question.

Ces paix, comme nul n'en ignore, furent surtout l'œuvre du militarisme prussien, représenté aux négociations par le général Hoffmann. La diplomatie autrichienne n'y tint qu'un rôle subalterne et sa grande préoccupation, à ce moment, était d'assurer aux peuples de la Double Monarchie, chez qui la sédition fermentait, le blé de l'Ukraine. Voilà pourquoi elle n'hésita pas, sur les suggestions pressantes de la Wilhelmsstrasse, à livrer à la Rada de Kiev la province de Kholm, qui avait toujours été regardée comme polonaise. Mais cette cession, qui fut considérée par les Polonais comme une véritable trahison à leur égard, ne provoqua pas la colère seulement à Varsovie; elle suscita en Galicie un profond mouvement de mécontentement. Le Conseil de Régence polonais, si dévoué fût-il aux Empires Centraux, ne put se garder de formuler sa protestation, tandis que démissionnait le ministère de l'Etat « autonome ». La noblesse galicienne, qui avait soutenu le cabinet Cisleithan, dans l'espoir d'événements favorables à ses propres vues, se jeta dans l'opposition et la politique extérieure de l'Autriche fut très gravement affectée par les stipulations de

Brest Litovsk. Rien ne montrait mieux le caractère complexe du problème Polonais pour l'Empire Danubien.

Tout l'effort de Charles Ier va alors se tendre, pour élaborer une réconciliation avec les Polonais, car le souverain sent qu'à défaut de ce rapprochement, l'armature de sa monarchie s'affaissera. Il s'attachera d'autant plus volontiers à cette œuvre, que dès le début de son règne, il a envisagé l'adoption d'un système administratif nouveau, dont un fédéralisme plus ou moins mitigé serait la base : entreprise malaisée, audacieuse, et qui semble à beaucoup condamnée à l'échec, levant la résistance tenace des éléments germains et magyars. Il déploiera d'autant plus d'activité pour aboutir, que le message de Wilson, en date du 8 janvier 1918, a galvanisé le Polonisme en lui promettant, avec l'indépendance totale, un accès à la Baltique, et que les partis de gauche à Varsovie regardent de plus en plus vers l'Entente.

Charles Ier est secondé dans ce programme par les hommes politiques dont il s'est entouré, et qui voient, dans la formation d'un royaume de Pologne adjoint à l'Empire, le grossissement du prestige extérieur en même temps qu'une solution décisive de la crise intérieure. Peut-être sous ce second rapport, se bercent-ils d'illusions : car la lutte ne sera pas moins vive dans l'Etat des Habsbourg, le jour où cet Etat sera devenu triple au lieu de rester double, et où les représentants de la Galicie auront cessé de siéger au Reichsrath. Et d'ailleurs un élément nouveau de difficulté a surgi, depuis que les Ruthènes, opprimés par la Diète de Lemberg, ont acquis l'appui d'une Ukraine indépendante. Mais il n'importe. Le grand débat est à Berlin, et l'état-major allemand, quelque désir qu'il ait d'opposer une barrière au chaos russe, et d'associer de nouveau l'Autriche-Hongrie à son action répressive dans l'Europe Orientale, lutte âprement contre la politique de Charles Ier.

Les pangermanistes allemands ne réclament pas l'annexion directe de la Pologne « du grand duché » à la Prusse, car celle-ci, d'après eux, contient déjà trop d'éléments allogènes, et qui compliquent sa vie nationale ; ils ne préconisent point un condominium prorogé, qui du reste, ne serait que précaire ; mais ils rejettent catégoriquement le programme autrichien. Leurs raisons sont nombreuses : d'abord ils ne veulent pas, en augmentant la monarchie des Habsbourg, lui donner une influence qu'ils jugeraient menaçante ; puis ils redoutent les velléités fédéralistes de Charles Ier, qui leur est suspect, parce qu'il entrevoit une évolution de structure intérieure contraire à la prépondérance allemande, et aussi parce qu'il souhaite trop évidemment une paix rapide ; en troisième lieu, ils craignent qu'un Empire Danubien, enrichi de 15 millions de Polonais, ne s'érige en champion du Slavisme et ne finisse un jour par prendre position contre l'Empire germanique ; quatrièmement, — et c'est là une considération capitale, — la création d'un Etat Polonais, incorporé par union personnelle à l'Autriche-Hongrie, aboutirait à mettre en péril l'existence de la Prusse : les Polonais de Posen seraient attirés infailliblement vers le nouvel Etat, qui favoriserait en sous-main leurs séditions.

Ces arguments, manié avec adresse, ont fait une impression réelle sur Guillaume II et sur son entourage. Désormais, la diplomatie allemande ne se contente plus de réclamer un démembrement de la Pologne du grand duché, au profit du royaume Prussien. Elle veut lier cette Pologne à l'Empire par des contrats très stricts, sans pourtant aller jusqu'à une annexion dangereuse : tout au plus accepterait-elle que le chef de ce royaume Polonais vassal fût un archiduc autrichien. Elle penserait de la sorte offrir à la maison de Habsbourg une consolation suffisante.

Tel a été le thème des propos que Guillaume II a tenus le 15 août, à Charles Ier, lors de l'entrevue de Spa. On sait que le monarque autrichien n'a pas cédé, et qu'il a défendu intégralement son programme, qui est à la fois celui de Burian et celui de Wekerlé, l'adhésion du premier ministre Hongrois étant significative en l'espèce. On sait aussi que le représentant du gouvernement de Varsovie, le prince Radziwill, mandé le 13 août par le chef des Hohenzollern, s'est rendu de son propre chef dix jours plus tard auprès du chef des Habsbourg, et que dans une interview retentissante il a proclamé la volonté de ses compatriotes de statuer sur leurs destinées futures.

Le problème polonais qui paraissait secondaire va désormais jouer un rôle grandissant. Les embarras des Empires Centraux ont encouragé à l'audace une nationalité qui a survécu aux plus terribles épreuves. L'Allemagne et l'Autriche ne peuvent plus se flatter de trancher à elles seules un débat qui est proprement Européen et même universel ; et dès à présent, ce débat le met aux prises devant les puissances qui ont levé des armées pour refréner leurs ambitions. La diplomatie de l'Entente aura de belles parties à engager.

PAUL LOUIS.

LE SALUT PAR LES COLONIES

Au lendemain des hostilités, un formidable travail de reconstitution s'imposera aux nations belligérantes : les stocks de toute nature seront épuisés, les principales matières premières manquent, et, cependant, les industries métallurgiques demanderont du fer, du nickel, du cuivre pour construire ces machines modernes susceptibles de remplacer le capital humain anéanti dans la tourmente ; les peuples réclameront des bois pour élever leurs demeures abattues, de la laine et du coton pour se vêtir : nos ressources agricoles seront très réduites par l'absence de main-d'œuvre et d'engrais chimiques, notre troupeau national aura été à peu près décimé. Ce qui va donc renfire la situation particulièrement délicate c'est d'une part, l'universalité des besoins de toute nature tant chez nous que chez nos alliés et nos ennemis, de l'autre, le jeu terriblement coûteux des changes qui viendra grever le prix des importations en France.

C'est alors que nous nous rendrons compte du puissant secours que nous pouvons tirer du sol et du sous-sol de nos possessions d'outre-mer, et l'œuvre de reconstitution de notre pays sera largement facilitée par l'apport des produits de nos terres lointaines. Nous ne pouvons qu'indiquer l'importance de nos ressources d'outre-mer : les pouvoirs compétents commencent seulement à en dresser l'inventaire et ce n'est point là un travail facile.

La France aura besoin, tout d'abord, de matières alimentaires. *primo vivere* et, ici, l'Afrique du Nord doit remplir le rôle que Rome lui avait assigné, à savoir : celui de grenier abondant: les blés durs et les orges d'Algérie, de Tunisie, du Maroc seront un appoint sérieux à l'alimentation de la Métropole : en pleine guerre l'Algérie a envoyé, en 1916, plus de 3.800.000 quintaux de blé, la Tunisie 77.000 quintaux, le Maroc 234.000 quintaux. Le vignoble algérien et tunisien, en attendant la constitution de celui du Maroc, représente une production moyenne de 5 millions d'hectolitres. A ces produits agricoles de première nécessité, il faut ajouter les primeurs d'Alger et d'Oran, les huiles tunisiennes, les figues de Kabylie, les moutons algériens. Peu distante de la métropole, l'Afrique du Nord est appelée à jouer un rôle important dans le ravitaillement de la mère-patrie. Nos « autres France » seront aussi d'une aide précieuse : l'Indochine nous procurera son riz qui, jusqu'alors s'écoulait vers le Japon, les Philippines, la Chine : l'Afrique Occidentale ses arachides, dont les huiles traitées à Marseille et à Bordeaux font une concurrence heureuse à l'huile d'olive : le Sénégal exportait à lui seul 280.500.000 kilos d'arachides en 1914, d'une valeur de 69 millions 119.000 francs.

Nos colonies des Antilles nous donnent le sucre de canne. Ailleurs, au Dahomey, en Guinée, à la Côte d'Ivoire on récolte le cacao dont l'importante industrie chocolatière française n'employait qu'une infime partie. Nos possessions peuvent produire d'excellents cafés, mais, sur une importation totale de 200 millions de francs les cafés coloniaux n'entraient que pour le chiffre de 1.200.000 fr. Un bel essor attend la production agricole coloniale, et les commerçants métropolitains sont assurés de trouver en ces terres françaises les produits alimentaires qu'ils chercheront à chers deniers, au lendemain des hostilités, chez les producteurs étrangers.

Nos terres tropicales doivent, si nous savons faire les sacrifices nécessaires de première mise de fonds, nous libérer des marchés étrangers pour le caoutchouc et le coton. Pour le coton, nous achetions avant la guerre pour une valeur de 576 millions de francs par an à l'étranger et dans nos colonies seulement pour 600.000 francs. Or le coton du Dahomey est de qualité supérieure et les régions du Niger pourront fournir, si les capitaux français consentent enfin à ne pas disparaître à nouveau en Turquie ou en Amérique et à encourager des entreprises françaises dans l'Afrique Occidentale, une large production grâce à un vaste système d'irrigations. Pour les caoutchoucs, un vigoureux effort doit être fait en Indochine en vue du plus grand développement de nos plantations d'heveas ; on sait qu'après la guerre l'industrie française aura un pressant besoin de caoutchoucs : la seule colonie de Ceylan a donné aux Anglais 23.500 tonnes en 1916 alors que notre production de caoutchouc de l'Afrique française n'a atteint, cette même année, que 4.000 tonnes.

L'œuvre de reconstitution de nos régions envahies et dévastées demandera l'utilisation d'un stock de bois énorme : nos forêts domaniales sont, les unes détruites par les faits de guerre, les autres très fortement diminuées par la hache de nos bûcherons pour faire face aux multiples besoins des armées. Serait-il logique de payer les prix considérables que vont nous demander pour leurs bois les exportateurs du Nord et d'Amérique, alors que nous possédons tout dans l'immensité des forêts de nos colonies d'Afrique tropicale, de Madagascar, de la Guyane, de l'Indo-Chine ? Dernièrement à la tribune du Sénat, M. Henry Simon, ministre des Colonies, indiquait à la haute assem-

idée que nos ressources forestières d'outre-mer étaient pour ainsi dire sans limite et que la consommation totale prévue en France, à l'occasion des impérieux besoins de l'après-guerre, peut largement être assurée par les forêts tropicales pour une période de deux cent-cinquante ans.

A leurs produits du sol, nos possessions d'outre-mer ajoutent les splendides disponibilités de leur sous-sol. On sait que la terre de France a donné tout ce dont elle était capable durant la guerre et cela sans emploi d'engrais chimiques : il va falloir la vivifier abondamment et lui fournir des superphosphates. En ce qui concerne ce produit, l'Afrique du Nord est particulièrement favorisée. Pour la seule Tunisie, l'exportation sur la France des phosphates représentait, en 1914, une valeur de 7 millions de francs. Nous avons consommé pour les œuvres de la guerre des stocks effroyables de fer, de zinc, de plomb : il va falloir les reconstituer demain pour donner le libre essor à l'œuvre réparatrice ; là encore, l'Afrique du Nord nous sera une précieuse vendeuse de ses fers de l'Ouenza, de ses plombs et de ses zincs tunisiens, sans compter les produits similaires marocains que l'avenir permettra sans nul doute de découvrir. En outre, dans notre vaste domaine colonial nous avons bien d'autres contrées au sous-sol puissamment riche : c'est la Nouvelle-Calédonie, bloc de nickel capable déjà de concurrencer le Canada ; c'est Madagascar et ses graphites dont l'exploitation commencée pendant la guerre promet d'être la plus importante du monde : c'est notre Tonkin avec ses fers et ses houilles et surtout le « wolfram » si recherché de la toute moderne industrie, c'est encore les gisements de phosphates de Makatea en Océanie française, les mines d'or de Guyane.

Devant les nécessités de l'après-guerre et en présence des ressources multiples que, généreusement, nous offrent nos Colonies, une politique s'impose qui se résume en cette formule : « Pour assurer le salut de la France au lendemain de la guerre, il faut porter au maximum le développement économique de nos possessions d'outre-mer ». La politique coloniale est sortie du cadre héroïque des temps des conquêtes; il ne s'agit plus de lancer des colonnes en avant dans cette course au clocher où s'illustrèrent nos « broussards », Joffre, Galliéni, Marchand, Mangin et tant d'autres ; ce qu'il faut c'est intensifier les cultures, exploiter les mines, défricher les forêts, ouvrir des chantiers, faire de grands travaux d'irrigation, élargir en des mailles sans cesse accrues le réseau ferré colonial, agrandir les ports. Tel est le vaste plan qui s'impose et qui demande une politique économique déterminée avec précision une fois pour toutes, et suivie avec esprit de suite dès qu'elle aura été fixée dans ses grandes lignes.

Pour réaliser ce programme d'utilisation rationnelle de nos ressources d'outre-mer, il faut créer une marine marchande « coloniale », refondre le régime douanier colonial, poursuivre une politique sociale indigène.

On a dit, tant au Parlement que dans la Presse, que le développement des colonies est fonction directe de celui de notre marine marchande. Rien n'est plus juste, car l'utilisation de nos ressources coloniales dépend des possibilités de transports. Dès maintenant tous les efforts des Pouvoirs Publics, comme ceux des sociétés ou des particuliers doivent tendre à augmenter sans cesse le nombre des bâtiments assurant le trafic entre la Métropole et ses Possessions lointaines ; si nous n'y prenons garde, ce seront sous des pavillons anglais, belge, hollandais que seront transportés les produits de ces contrées et, peu à peu ceux-ci prendront le chemin des ports étrangers, comme avant la guerre ils avaient tendance à prendre celui de Hambourg et de Brême. C'est aux autorités compétentes de rechercher comment et par quels moyens il est possible de constituer la flotte commerciale qui nous fait défaut.

Au point de vue douanier, pouvons-nous continuer ce régime d'assimilation étroite qui, pour la plus grande partie de nos colonies, était la règle ? Le régime de 1892 est surannée ; au surplus, il correspond à un état de fait qui n'existe plus : la clause de la nation la plus favorisée telle qu'elle était inscrite dans le traité de Francfort. Nous avons, nous et nos alliés, fait table rase des conventions et des accords passés avant la guerre en matière économique ; c'est ce qui a été décidé à la Conférence économique de 1916. Nous avons les mains libres et il serait temps de préparer un nouveau régime douanier colonial où il serait tenu compte, d'une part, des conditions spéciales dans lesquelles évoluent nos diverses possessions et de leurs intérêts réels, et, d'autre part, de la nécessité de réserver en partie le marché colonial à l'industrie et au commerce français. Il y a là une situation un peu délicate qu'avec du doigté il n'est pas impossible de résoudre pour le plus grand avantage de tous les intéressés.

Enfin, il serait temps de songer qu'un prolétariat indigène vient de se former du fait même de la guerre ; soldats démobilisés, travailleurs indigènes libérés, réformés, tous vont venir là-bas, l'esprit entièrement changé, ce n'est pas impunément qu'ils auront vécu plusieurs années en France, leur mentalité sera devenue plus com-

plexe, ils auront appris qu'ils possèdent certains droits. De plus, ces hommes, que plusieurs années de France auront civilisés, mieux que cent ans d'occupation militaire chez eux, seront pour l'essor économique de nos nouvelles Francès l'outil indispensable : la main-d'œuvre. La paix française devra assurer à ce prolétariat indigène les moyens de vivre en travaillant et, pour cela, l'enseignement professionnel, les œuvres post-scolaires devront être largement répandues. En outre cet élément indigène doit, par une série de mesures progressives — être de plus en plus amené à participer à la vie publique locale et aussi à la vie nationale dans le sens le plus large du mot. Toute une politique sociale doit s'élaborer outre-mer ; nos lois de prévoyance et d'assistance doivent jouer dans nos colonies et c'est par un juste effort fait en ce sens que peut être reconnu le loyalisme dont nos sujets font preuve pendant la guerre.

La tâche du ministère des Colonies est immense. Elle touche à tous les domaines, elle soulève toutes les questions. Or ce département ministériel n'est pas, à l'heure actuelle, outillé pour accomplir le cycle de travaux nécessaires, Véritable Protée, le ministère des Colonies doit être une maison commerciale, centre de toute la vie économique d'un domaine considérable et, en même temps, un office où s'élaborent les plus délicats problèmes de politique indigène et même de politique étrangère. Jusqu'ici, il était le benjamin des départements ministériels : demain, que dis-je ? aujourd'hui, il doit être rangé parmi l'un des plus importants, car on ne saurait trop le répéter, le salut de la France par les Colonies sera une des plus importantes conséquences du terrible conflit mondial.

LUCIEN HUBERT.
Sénateur.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Après avoir stigmatisé une fois de plus l'abominable vandalisme de « l'Ennemi » en France et en Belgique, le magazine new-yorkais *The Literary Digest* cite dans son numéro du 6 août un important article d'un journal quotidien de San Diego, *The Union*, dont la meilleure traduction ne rendrait pas le ton de froide et vigoureuse colère, mais dont voici quand même quelques brèves lignes :

« Que les Alliés épargnent les œuvres à jamais respectables du génie médiéval, et ce n'est du reste pas aux artistes du moyen-âge de payer pour les vandales du XXe siècle. Cela dit, nous connaissons en Prusse une ville où la France pourra prendre sa revanche non seulement sans s'exposer à encourir le moindre reproche des générations à venir, mais encore aux applaudissements de tous les honnêtes gens qui dans le monde souhaitent le châtiment des coupables.

« Potsdam est le chef-lieu de la province de Brandebourg, c'est à Potsdam que réside de préférence l'empereur allemand et il y a à Potsdam plus de palais que nulle part ici-bas. Ces palais sont rigoureusement modernes, et à Potsdam, rien, absolument rien qui soit sacré,... sauf pour la Prusse. Ainsi, ce morne Sans-Souci, avec ses méchantes statues et ses ruines laborieusement fabriquées de toutes pièces. De quelle dépravation du goût ne témoignent-elles pas, ces ruines artificielles !... et quelle tentation ne supposent-elles pas d'en créer d'autres... qui ne seront, celles-là, que trop authentiques !... Puis, voici l'Orangerie, qui veut s'inspirer de la manière italienne, et Charlottenhof, qui prétend rappeler Pompéi, et ce monstrueux entassement de moellons du nouveau Palais, la bâtisse qu'occupe aujourd'hui le chef des Huns. Et n'oublions pas la piètre réduction du château de Windsor qui s'élève sur la hauteur de Babelsberg... La ville a été « embellie » par Frédéric II, qui avait en matière d'art à peu près autant de compétence que son chien... Non, Potsdam ne possède vraiment rien qui, à un titre quelconque, s'impose au respect des hommes, mais la Prusse resterait inconsolable de la destruction de Potsdam.

« Donc, au lieu d'exercer *nos* justes représailles en bombardant soit la cathédrale de Cologne, soit tel autre édifice de valeur, réservons *notre* dynamite pour Potsdam. La destruction de Potsdam ne nous dédommagera évidemment point de la perte des vitraux de Reims, pas plus qu'elle ne nous rendra les richesses de Louvain. Toutefois, *notre* satisfaction ne sera pas mince en pensant que les Hohenzollern sont privés de leurs fameux palais, que le feu vengeur a réduit en cendres les « Morsery » de tous les Charles, les Frédéric, les Guillaume et autres héritiers de la Maison de Prusse, que le Lustgarten, la Wilhelmplatz et les prairies émaillées de violettes et de narcisses dont s'égayait du moins le paysage ne sont plus désormais là-bas qu'un douloureux souvenir ».

Alors que les dépêches de la presse quotidienne attestent chaque matin le rôle sans cesse grandissant des Tchéco-Slovaques dans la guerre, je m'en voudrais de ne point constater dans ces notes le très réel intérêt que présente un modeste périodique dont le titre constitue d'ailleurs à lui seul tout un programme.

La *Nation Tchèque*, qui se publie à Paris en langue française (rédaction et administration : 18, rue Bonaparte) et que dirige M. Edouard Benes, secrétaire général du Conseil National des Pays Tchèques, récapitule de quinzaine en quinzaine le mouvement des idées et nous les faits d'importance par où s'affirment l'irréductible vitalité de la Bohême et la fière participation de ses fils aux événements qui bouleversent le monde. C'est ici, au résumé, un précieux recueil des documents à l'aide desquels on écrira quelque jour l'histoire de la reconquête par les Tchèques de leur nécessaire indépendance. Ce recueil, nul doute qu'il ne s'imposera comme un guide indispensable quand l'heure sera venue d'épiloguer à tête reposée sur le suicide du Habsbourg et de proclamer le *Finis Austriæ*

qui marquera, pour l'enseignement des nations, le trop juste châtiment du criminel.

Au sommaire du second fascicule du mois d'août : une lettre de M. S. Pichon au Conseil national des Pays Tchèques ; le texte du discours prononcé par M. R. Poincaré à l'occasion de la remise du drapeau au 21e régiment tchèco-slovaque, le 3 juin dernier ; les témoignagnes de Vesnitch, pour la Serbie, de Roman Dmowski, pour la Pologne, de Maklakoff, pour la Russie, en faveur des revendications et des libertés tchèques ; de bonnes pages où M. E. Benès se félicite des solennels encouragements donnés par les Etats de l'Entente à la cause de son pays : des articles signés Alb. Thomas, E. Denis, E. Fournol, etc...

Et à la rubrique des « Echos et Nouvelles » ce fait dont nous n'aurons certes plus l'ingénuité de nous étonner, mais qui dit bien les craintes de l'oppresseur devant l'invincible résistance de l'opprimé :

« Les Tchèco-slovaques, les Roumains et les Serbes de la Hongrie possédaient encore un petit nombre d'écoles libres où l'esprit national pouvait être cultivé et maintenu. Grâce à de violentes luttes, les nations non-magyares avaient pu défendre leur seul rempart : les écoles libres. Elles ne le peuvent plus.

Suivant la *Narodni Politika* du 14 juin, le ministre hongrois de l'instruction publique, le comte Zichy, se prépare à transformer toutes ces écoles en écoles publiques. Cela signifie que les *nations non-magyares de la Hongrie n'auront plus le droit d'entretenir des écoles nationales à leurs propres frais*. Sous l'administration centrale de l'Etat magyar, toutes les écoles deviendront un instrument de magyarisation.

La confiscation à Brezova, en Slovaquie, d'un fonds privé, qui devait servir à l'établissement d'un lycée slovaque, a été le prélude de ce nouvel acte de terrorisme magyar. Le comte Zichy ne fait que poursuivre les projets de l'ancien ministre hongrois de l'instruction publique, le comte Apponyi. Les évêques roumains ont déjà été informés que la nouvelle loi entrerait en vigueur après les vacances. »

Des influences française, anglaise ou allemande, quelle est celle qui doit après la guerre l'emporter sur les autres au Japon ? se demande dans son dernier numéro parvenu en Europe (6 juin) l'*Information d'Extrême-Orient*. Et la question lui est l'occasion de constater que nos actions sont plutôt à la hausse en ces lointains parages.

Avant l'ouverture du conflit, les Allemands passaient couramment au Japon pour le premier peuple du monde au point de vue scientifique et industriel ; le prestige de l'Angleterre y était surtout commercial, celui d'une nation dont le pavillon flotte sur toutes les mers du globe ; quant à la France, abstraction faite des quelques sympathies aussi sûres que discrètes que lui avaient values son art, ses lettres et son histoire, elle était évidemment, dans l'esprit de la majorité des sujets du Mikado, devancée de loin par l'Angleterre et l'Allemagne. Or, le degré de diffusion d'une langue représente-t-il bien réellement un élément d'appréciation en la matière, « on ne peut pas ne pas être frappé de l'empressement que manifestent aujourd'hui nombre de Japonais — et parmi ceux-ci non pas seulement les lettrés, mais encore les industriels et les commerçants — à apprendre le français ». Au cours de la dernière réunion à Tokyo du Conseil de l'Instruction publique, il fut proposé que les autorités auraient « à encourager l'enseignement du français », alors que l'anglais était jusqu'à présent la seule langue étrangère admise dans le programme des lycées. Le même jour, les directeurs des écoles techniques supérieures étudiaient un projet analogue et proposaient que « la langue étrangère sur laquelle les candidats à l'admissibilité devront être interrogés soit désormais le *français* ou l'allemand, au lieu d'être l'anglais exclusivement ».

« Les preuves que la France vient de donner de sa vitalité lui ont assuré ce premier résultat », conclut l'*Information d'Extrême-Orient*, qui compte fermement « que la victoire fera le reste. »

GASTON CHOISY.

L'ACTUALITÉ LITTÉRAIRE

Le nouveau Syndicat de journalistes. — Napoléon Ier et Ossian. — Le projet du « Million pour les littérateurs ».

Sous le nom de Syndicat des Journalistes, il s'est fondé à Paris une société qui fait déjà parler d'elle. C'est une association destinée à prendre la défense morale et matérielle de toute une corporation d'écrivains. Un appel a été adressé aux journalistes pour les engager à faire partie de ce groupement, qui doit s'organiser sans distinction de partis. Il n'y a rien à dire, en principe, contre la fondation de ce syndicat ; et, personnellement, je trouve l'idée excellente. Malheureusement, je crains qu'elle ne soit peut-être pas tout à fait pratique. Le programme qu'on a publié semble vouloir écarter à tout prix la politique de ce nouveau Syndicat, et je crois qu'à cet égard la bonne foi des fondateurs est sincère ; j'ai peur seulement qu'ils ne soient dupes d'une illusion et que, par la force des choses, la politique, dont on ne veut nulle part, ne finisse par se glisser partout. Il y a, en effet, dans les statuts de la nouvelle association, deux articles (IV et V) qui constatent l'existence d'un conseil de discipline composé de sept membres. Ce conseil, nous dit-on, exercera son pouvoir « tant sur les actes professionnels des membres du Syndicat que sur les actes de leur vie privée, en tant que ceux-ci pourraient porter atteinte à la considération dont doit jouir la corporation tout entière. » Ce conseil « rédigera le code de l'honneur et des devoirs professionnels et veillera à leur respect. » Voilà donc un Comité qui va juger ma vie privée, qui va dire si je suis honnête homme ou non, pouvant oui ou non faire partie d'un Syndicat et, de plus, si mes actes professionnels, ma façon de faire de la polémique,

par exemple, ou de traiter mes adversaires ne me rendent pas indigne de ce Syndicat et sont bien conformes au « Code de l'honneur » tel que le comprend le Comité. Si je dis que le ministre X a menti, que le député Z a volé, que le sénateur Y a trafiqué de son mandat, que le président Z est un traître, ces messieurs du comité interviendront et me diront : « Vous n'avez pas le droit de parler ainsi. Une telle appréciation nuit à la considération de notre Syndicat. Le code de l'honneur vous interdit de formuler de pareilles accusations. Vous êtes exclu de notre Syndicat. » On voit les abus que peut engendrer ce droit de juger les actes soi-disant professionnels. C'est l'intrusion pure et simple de la politique. Un comité de ce genre n'eût admis ni Rochefort ni Louis Veuillot, et ces deux grands journalistes eussent été déclarés indignes de faire partie d'une association de journalistes. Je connais encore aujourd'hui des gens qui prononceraient l'exclusion d'Emile Zola et d'Octave Mirbeau. Je crains que ce seul inconvénient empêche le projet d'être viable. Je me refuse, pour ma part, à reconnaître à des confrères, qui ne sont pas plus saints que moi, le droit d'apprécier la moralité non seulement de ce que j'écris professionnellement, mais des faits mêmes de ma vie privée.

D'autre part, qui dit Syndicat dit guerre au patron. Un directeur de journal n'aura plus le droit de renvoyer un journaliste dont il aurait à se plaindre. Le Syndicat l'oblige à le garder. La question de talent n'existe plus et se réduit à une question de fonction. Ceci est tout simplement monstrueux. Il est inadmissible qu'on puisse empêcher un directeur de journal de renvoyer un homme de talent dont les articles font bâiller les lecteurs. Le journalisme est une carrière où la question de personne et de talent prime tout. Ce n'est pas la fonction qu'on paye, mais le talent qu'on y apporte, ou, si vous voulez, le succès qu'on y obtient, et c'est cela seul qui détermine les appointements et le maintien d'un homme. Conçoit-on un Syndicat de comédiens obligeant un directeur de théâtre à garder ses mauvais acteurs ?

En d'autres termes, la presse, à mon humble avis, doit être libre d'une façon illimitée et n'avoir pas d'autres juges que les tribunaux et l'opinion publique. La liberté de la presse doit s'exercer à ses risques et périls. Le jour où des confrères s'arrogeront le droit de la moraliser, c'est-à-dire de la limiter et de la museler, il n'y aura plus qu'à quitter la plume. Evidemment, il existera toujours des abus, et la carrière journalistique est éminemment aléatoire ; mais qui vous force à la choisir ? Ce qui fait la dignité du journalisme, c'est précisément son incertitude, sa liberté absolue, son indépendance. Pourquoi pas aussi un Syndicat de députés dont le conseil d'honneur interdirait à ses membres de dénoncer les abus parlementaires ?

*
* *

M. Paul van Tieghem a publié des livres documentaires très intéressants sur les origines du Romantisme et notamment un gros volume sur *Ossian en France*, qui est une œuvre d'histoire littéraire tout à fait remarquable. L'Académie française a été bien inspirée en donnant une part du prix Bordin à ce beau travail. Développant un côté curieux de cette large investigation, M. Van Tieghem examine dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, la part qui revient à Napoléon dans l'engouement français pour les chants ossianiques. Que des écrivains comme Gœthe, Chateaubriand, Byron et Mme de Staël aient cru à l'authenticité de ces habiles pastiches, c'est déjà piquant : on peut admettre que la passion de la littérature égare les vrais littérateurs : il y a eu d'autres exemples de ce genre de duperie, et Mérimée obtint par deux fois un succès de ce genre avec ses mystifications du théâtre de Clara Gazul et ses chants des Guzla. Mais ce qui est étonnant, c'est de voir un homme comme Napoléon s'enthousiasmer pour les rapsodies nébuleuses de ce faux Ossian. Napoléon semble n'avoir lu que ce poète. Il l'emporte dans sa campagne d'Egypte ; il l'annote et le commente à Sainte-Hélène. Il plaçait Ossian au-dessus d'Homère. « Ces pensées, ces sentiments, ces images, disait-il à Arnault, sont bien autrement nobles que les rabâchages de votre *Odyssée*. Voilà du grand, du sentimental et du sublime. Ossian est un poète, Homère n'est qu'un radoteur. » Un pareil jugement donne une singulière idée du goût littéraire du grand Empereur. On cherche à expliquer ce culte extraordinaire du plus pratique des hommes pour le plus nuageux des bardes, et on en a proposé, dit Hubert Morand dans les *Débats*, diverses raisons. On a dit que Napoléon aimait les leçons de courage et de grandeur qui animent le lyrisme d'Ossian. On a dit encore que Napoléon n'aimait pas les vers et que c'est pour cela qu'il admirait ce bon français poétique, M. Van Tieghem croit enfin que l'absence de tout dieu et de toute religion dans Ossian devait plaire à l'athéisme de Napoléon. Est-ce bien sûr que Napoléon ait été un incrédule ? Il serait sans doute difficile de prendre pour un catholique ce restaurateur du catholicisme ; mais qu'il ait été déiste

et même un esprit religieux, cela n'aurait rien d'étonnant. On croira difficilement à l'athéisme d'un homme qui a affirmé la divinité de Jésus-Christ dans les termes que rappelait Lacordaire : « Croyez moi, je me connais en hommes », etc... Au fond, Napoléon n'a peut-être aimé le grand rêveur Ossian que parce qu'il était lui-même un grand rêveur. La manie de la domination universelle n'est-elle pas un peu la manie de la rêverie universelle ? La personnalité de Napoléon est taillée à la mesure du Romantisme. Sa destinée semble digne du lyrisme de Chateaubriand et de Byron. Ce lieutenant d'artillerie, devenu Empereur arbitre du monde, réalisait toutes les possibilités romanesques, et cela seul suffirait à expliquer son goût pour Ossian.

*
* *

M. Gaston Vidal est l'ami de la littérature. Les écrivains, ne lui paraissent pas suffisamment récompensés. Il fait une active campagne en faveur de la création d'une « caisse nationale littéraire », et il demande qu'on prélève sur le budget de la France une somme d'un million « pour faire une rente de 5.000 francs à un certain nombre d'écrivains dignes de cette faveur ou plutôt de cette justice. » L'idée de cette bienfaisance massive est infiniment louable : mais il y a peut-être tout de même quelque chose d'excessif à demander directement aux contribuables de l'argent pour pensionner des poètes et des romanciers. A qui donnera-t-on ces pensions ? Aux jeunes littérateurs pour les aider à se faire un nom, ou aux vieux littérateurs qui n'ont pas su se faire un nom et à qui leur talent n'a rien rapporté ? Remarquez qu'il existe de tous côtés des secours pécuniaires destinés à la littérature, prix Académiques, prix Goncourt, Vie heureuse, etc. Cela n'empêche pas les gens de lettres de critiquer le choix qui préside à ces distributions officielles. Que sera-ce, si on accorde des pensions gratuitement et sans concours ? Qui décidera cette sélection ? Est-ce au malheur ou au talent qu'ira cet hommage pécuniaire ? et, dans ce cas, qui jugera la question de talent ?

Ces sortes de projets sont toujours, en principe, parfaitement estimables. En réalité, ils sont peu pratiques. On rêve des utopies parcequ'on est mécontent de ce qui existe. En ce moment, les ravages de la guerre nous rendent mécontents de tout. On veut tout recréer et tout refondre, même l'Académie française, qui « est tombée, dit M. François Dubourg dans les *Marges*, dans un discrédit qui étonnerait bien des gens ». M. Dubourg est d'avis « qu'il faudra rejeter toutes les vieilles routines dont ce pays a failli mourir. Il faudra que les hommes et les institutions se renouvellent. L'Académie est une institution qui devra se renouveler comme les autres. Elle devra s'animer d'un nouvel esprit, si elle veut servir la France et non pas lui nuire ». Le tort de l'Académie, d'après M. Dubourg, est de nommer des sénateurs, des ministres, des magistrats, des généraux, des archevêques, au lieu de choisir des hommes de lettres. Voilà des années qu'on entend s'élever les mêmes protestations. L'Académicien ayant toujours choisi quelques-uns de ses membres en dehors des gens de lettres, il n'y a pas de raison pour qu'elle renonce à cette tradition. « Nous sommes partisan d'une Académie française renouvelée, conclut M. Dubourg, comme nous appelons de tous nos vœux une France renouvelée, celle qui, qu'on le veuille ou non, naîtra nécessairement de cette guerre. » Souscrivons à ce programme. Changeons l'esprit de la France et l'esprit de l'Académie, je le veux bien. Mais il y a peut-être trop de choses à renouveler. Il y en a beaucoup qu'on ne pourra pas changer et qui ne changeront pas.

ANTOINE ALBALAT.

ERRATA

Des erreurs se sont glissées, lors de l'impression de notre numéro du 29 juin dernier, dans l'Ode à la France de MAURICE-LEVEL.

Lire : Au 2e vers : « Ma France : on t'ignorait,... tu t'ignorais toi-même...

Page 403, colonne 2, 8e strophe : « Et, sur ton cou, la Flandre. »

P. 404, col. 1, 11e vers : « Du plus lointain de toi, les jours d'angoisse. »

P. 404, col. 2, 9e vers : « Et l'antipode suit le signal. »

P. 405, col. 1, 12e vers : « C'est encor peu pour toi. »

P. 405, col. 1, après le 36e vers ajouter : « Qui frayent un chemin, prophétisent, suscitent.

P. 405, col. 2, intervertir l'ordre du 16e et du 17e vers.

P. 405, col. 2, antépénultième vers, lire : « Mais d'un œil jeune encore. »

P. 406, au 17e vers, lire : « tu t'arcboutas au sol profond. »

«Et la Kultur,Moloch dont Krupp est le prophète, »

A la fin de l'avant-dernière strophe : « C'est que tu le plantas. »

Détacher les strophes qui commencent par les mots suivants : p. 402 : « Ton nom, après celui » ; p. 404 : « Tous les souffles. » « Tu sais » ; p. 405 : « Mais, lorsque » ; p. 403, col. 2, le vers : « Ah/ comme on les comprend » et p. 404, col. 1, le vers : « On s'en gaussait » doivent être précédés par une ligne de points.

Enfin mettre des étoiles avant les strophes :

P. 403 au bas : « Un regard clair » ; p. 404, col. 2 : « La sentez-vous » ; p. 406 : « Alors, devant l'odeur ».

Le Gérant : ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 18 — 56e ANNÉE — 21-28 SEPTEMBRE 1918

LES REPRÉSAILLES (1)

Arrivons enfin à l'attaque proprement dite, qui devra être conduite à la fois par les bâtiments et par les appareils aériens, les bâtiments de fort tonnage battant directement les ouvrages, les monitors et navires légers, les pressant à revers, grâce aux deux chenaux. Observons que les premiers ayant autour d'eux la mer libre, peuvent se mouvoir aussi rapidement qu'ils le voudront, et dans tous les sens. C'est ainsi qu'ils se donneront le plus de chances d'échapper aux coups des pièces de côte, non seulement à cause des difficultés particulières du réglage du tir sur un but très mobile, mais parce que, dans le cas où une batterie est attaquée par un certain nombre de bâtiments à la fois et *que ces bâtiments se présentent à elle dans un désordre apparent* — désordre *réglé*, en fait, par les instructions précises données à chaque unité — il devient extrêmement malaisé, pour ne pas dire impossible, à son commandant et à ses chefs de pièce d'attribuer exactement à tel ou tel des bâtiments qui se croisent et s'emmêlent devant leurs yeux, les indications spéciales fournies par les observateurs et télémétristes. La batterie sera privée aussi du bénéfice du repérage des points de chute, si les appareils aériens de l'attaque jettent à bas tout de suite les ballons captifs et les avions de la défense. Il est donc, encore une fois, du premier intérêt de se donner la supériorité du nombre et de l'entraînement en [illegible] touche la cinquième arme, dont la mise [illegible] se révèle de plus en plus indispensable po[illegible] opérations de la guerre de côtes.

On sait qu'il en est ainsi pour les [illegible] continentales, et il semble qu'en ce mo[illegible] même, le dernier assaut des formidables masses [illegible] des soit tenu en échec, d'avance, par l'héroïsme et l'habileté de nos aviateurs — mais aussi [illegible] leur nombre.

Nul doute, en somme, que devant [illegible] comme ailleurs, l'attaque, si on ne lui [illegible] aucun moyen d'action, ne l'emporte sur [illegible] défense, de sorte qu'au bout de quelques heures et sur les indications fournies par les appareils aériens, autant que par celles qui résulteront du ralentissement des feux de la côte le commandant en chef pourra donner le signal de la descente aux troupes chargées de l'occupation de l'île.

Sera-ce, dans ces conditions, un débarquement de vive force, comme l'histoire des guerres du passé en fournit tant d'exemples et, sans remonter plus haut, celle de la descente anglo-française à la pointe de Sedd-ul-Bahr des Dardanelles, qui fut un remarquable succès tactique ?

Evidemment, le degré de résistance que l'on rencontrera sur la frange littorale elle-même est « fonction » du succès du tir de destruction exécuté par nos forces navales et aériennes. C'est exactement comme pour un assaut sur le front continental. Remarquons toutefois, que les organisations défensives créées sur des dunes de sable sont d'une médiocre solidité quand ces dunes sont bouleversées par la chute ininterrompue d'obus de

(1) Voir le précédent numéro.

gros calibre et n'oublions pas que, sauf dans la partie médiane de l'île — qui sera battue, du reste, par les monitors, soit d'écharpe, soit de revers — il aura cette impossible au défenseur de s'organiser en profondeur, c'est-à-dire de se donner l'avantage d'un repli éventuel sur de nouvelles positions bien préparées.

Il n'est pas indifférent, surtout en ce moment où la question des effectifs joue un rôle si considérable dans l'établissement des plans généraux des opérations, de rechercher justement quel effectif il conviendrait de donner au corps expéditionnaire, dans le cas spécial qui nous occupe. Limitée strictement — pour l'instant ! — à la prise de possession de l'île de Sylt, l'opération ne demanderait pas plus qu'une forte division et, au maximum, de quinze à vingt mille hommes, tous services auxiliaires compris. Il n'y a pas lieu, dans la circonstance, de s'arrêter à l'étendue *apparente* du front d'attaque. En réalité, la descente ne se fera pas sur les 38 kilomètres du front occidental de l'île. Des feintes facilement exécutées par l'assaillant sur divers points assez éloignés les uns des autres, y fixeront les éléments actifs de la défense, mais l'attaque décisive ne se produira que sur un seul point, dont la détermination peut être faite à l'avance, mais dépendra plutôt, sans doute, des incidents de l'action générale, incidents qu'il n'est pas facile de prévoir.

Je ne m'arrête pas à décrire les diverses modalités de cet *assaut* très particulier qu'est la descente de vive force sur une côte défendue. Ces modalités sont surtout celles de l'engin de débarquement, de l'engin d'accostage à la plage même. Il y en a de très ingénieux et je rappelle à ce sujet, l'installation du transport anglais : « River Clyde » pour le débarquement du 25 avril 1915 à cette pointe de Sedd-ul-Bahr dont je parlais tout à l'heure. Là l'engin de débarquement était l'engin de transport lui-même, ce qui évitait un transbordement fâcheux du personnel et du matériel, du paquebot transporteur au chaland ou au canot chargé de l'accostage. Mais on ne peut dire à l'avance et ce serait, du reste, entrer dans de trop grands détails, s'il serait possible, dans le cas actuel, et *où il serait possible* d'user de cet artifice (1).

Messieurs, une objection se présente immédiatement à l'esprit, quand il s'agit d'un débarquement, ou seulement d'une attaque quelconque, sur un point de la côte allemande de la mer du Nord, et je ne doute pas que vous n'y ayez pensé : la flotte allemande, la « Hoch see flotte » nous laisserait-elle donc faire ? Laisserait-elle insulter le littoral de l'Empire, dont la garde lui a été confiée et n'interviendrait-elle pas immédiatement, quelles que pussent être pour elle les conséquences de cette détermination ?

Messieurs, je n'en doute pas plus que vous. Je n'en doute pas, d'abord parce que cette intervention serait évidemment conforme aux plus purs principes militaires et qu'après tout, se produisant juste au moment critique de la descente, ce coup pourrait nous être funeste; ensuite parce qu'il s'agirait précisément de sauvegarder le prestige de l'Empire et de ses chefs militaires, base essentielle de la force morale de l'Allemagne ; parce qu'il s'agirait de maintenir intacte la foi dans l'intangibilité du territoire sacré du peuple élu. Vous souvient-il que, vers le 15 de ce mois, répondant à des doléances discrètes de l'assemblée municipale d'une grande ville du Rheinland, l'empereur Guillaume II célébrait le haut mérite de ceux qui ont si aisément, jusqu'ici, préservé des horreurs de la guerre la patrie allemande, (car il a un peu oublié l'invasion de la Prusse orientale en août 1914) et demandait pour eux, pour lui d'abord, bien entendu, la profonde reconnaissance de tout bon Teuton ?

Oui, certainement, la « Hoch see flotte » interviendrait. Elle interviendrait, mais elle serait battue ; et elle le serait mieux qu'elle ne l'a été le 31 mai 1916, précisément parce que, cette fois, elle serait obligée de s'engager plus à fond et plus longtemps.

Mais sur quoi repose ma certitude, me demanderez-vous ? — Sur la supériorité de la force des Alliés sur mer, en premier lieu ; et en second lieu, sur la valeur des dispositions qu'ils ne manqueraient pas de prendre pour éviter une surprise et intercepter la flotte ennemie.

On peut dire qu'en ce moment — et sans parler de la flotte japonaise — la proportion des forces navales des Alliés et des Coalisés du centre est de 3 à 1. Encore suis-je plutôt favorable aux Coalisés en fixant ces chiffres. C'est parce qu'il faut admettre, malheureusement, l'éventualité de la capture définitive de la flotte russe par les Allemands. Quoiqu'il en soit, en joignant la puissante escadre cuirassée des Américains à la « Grand-fleet » britannique, singulièrement renforcée depuis quatre ans, depuis la bataille du « Jutland » surtout ; en ajoutant à ce bloc imposant, ce qui est facile, nos croiseurs-cuirassés et nos navires

(1) Peut-être vers le « Rothe Kliff ».

legers de la Manche, on formerait dans la mer du Nord une armée navale tellement puissante qu'après avoir prélevé sur cet effectif de quoi constituer la force navale nécessaire pour l'opération de la descente sur l'île de Sylt, il en resterait assez — des *dreadnoughts* et *superdreadnoughts* surtout — pour contenir et vaincre la flotte allemande.

Quant aux dispositions à prendre, elles apparaissent assez simples, puisque l'on sait exactement d'où viendrait l'ennemi et que l'on disposerait d'un nombre considérable d'éclaireurs, de patrouilleurs, d'appareils aériens de découverte et de reconnaissance (c'est un cas où les « dirigeables » feraient d'ailleurs fort bien).

Faut-il dire, de plus, que l'ennemi ne jouerait pas aussi aisément qu'il y a deux ans de ses champs de mines qui, de l'aveu du commandant en chef britannique, arrêtèrent la poursuite de la flotte allemande, obligée de rentrer dans son camp retranché maritime ? On est mieux renseigné aujourd'hui sur les gisements de ces barrages et sur la manière dont les Allemands les reconnaissent eux-mêmes ; car, vous le savez, la mine automatique est aveugle. Elle ne distingue pas l'ami de l'ennemi.

Toujours est-il que les opérations contre l'île de Sylt pourraient se poursuivre en toute sécurité pendant que l'on se battrait furieusement plus au sud.

Oui, mais les sous-marins ?

Il y a là un péril, c'est certain. Je ne suis pas de ceux à qui l'on peut persuader, tous les trois mois, qu'il n'y a plus ou qu'il n'y aura bientôt plus de sous-marins et je tiens, au contraire, que les Allemands vont faire, à cet égard, un effort « colossal », le dernier sans doute, effort qui sera favorisé par la main mise, d'une part sur les sous-marins russes, de l'autre sur le arsenaux et chantiers de Riga, de Revel, d'Helsingfors, de Viborg, pour ne rien dire de Cronstadt et de Pétrograd même.

Mais, s'il y a lieu de ne rien relâcher de nos précautions pour la sauvegarde de nos transports maritimes, on ne doit cependant pas, en ce qui touche les bâtiments de guerre, continuer à considérer l'internement au fond d'un port défendu comme le seul moyen de leur éviter un sort tragique.

S'il en était encore ainsi, d'une part, une telle situation ferait peu l'éloge de l'imagination des techniciens maritimes ; de l'autre, il faudrait désespérer décidément des navires de haut bord, puisqu'aussi bien on n'apercevrait plus de raison de dépenser 100 millions pour une seule unité de combat qui ne se montrerait capable de combattre que dans des circonstances exceptionnelles.

Mais il n'en est pas ainsi, Messieurs, et les risques que courent actuellement les grands cuirassés sont fort diminués, aussi bien du côté des mines que du côté des torpilles, par la variété, par la valeur aussi des procédés que les marines intéressées ont étudiés depuis trois ans et demi et qu'elles mettent en œuvre, couramment, aujourd'hui.

J'abuserais, Messieurs, de votre bienveillante patience, si je vous entretenais de ces divers procédés, méthodes et engins. D'ailleurs, sur les plus nouveaux et donc, probablement, les meilleurs, il vaut mieux se taire. Je me borne à vous dire, parce que vous vous en doutez bien déjà, et que l'on ne saurait trop faire ressortir tous les mérites de cette cinquième arme dont je parlais tout à l'heure, que les appareils aériens jouent, là encore, un rôle capital.

Seulement, n'est-ce pas ? il en faut un nombre considérable, et en définitive, *on n'en aura jamais assez*, ne nous lassons pas de le dire.

*
* *

Voici donc la flotte allemande battue ; peut-être pas détruite — il ne faut pas trop se flatter de cela — mais tellement éprouvée qu'elle nous laisse le champ libre. Et, dès lors, l'île tombe fatalement entre nos mains. Cette attaque, qui a d'abord servi d'amorce pour faire « sortir » la « Hoch see flotte », devient l'affaire principale et se termine par le succès.

Comment allons-nous exploiter ce succès ?

Ici encore, se présenteraient à notre esprit bien des solutions stratégico-politiques dont l'étude ne serait pas sans intérêt. J'en dirai quelques mots tout à l'heure, pour vous faire toucher du doigt l'importance des questions qui se rattachent à l'occupation éventuelle de l'île de Sylt. Mais, en ce moment, Messieurs, nous ne pouvons perdre de vue notre essentiel objet. Restons donc penchés sur nos représailles et reconnaissons que la situation géographique de cette île, autant que les circonstances locales qu'on y rencontre, en font surtout une admirable base d'opérations pour les appareils aériens auxquels nous confierons le soin de nos ripostes, non pas tant en laissant systématiquement tomber des bombes sur les agglomérations ouvertes qu'en bombardant à outrance — et d'une manière continue jusqu'à destruction complète — certains organes et établissements militaires ou maritimes de genres très divers et que je vais énumérer.

Si, en effet, vous jetez les yeux sur une carte du nord de l'Allemagne et particulièrement du pédoncule de la grande presqu'île Cimbrique, vous voyez, en consultant l'échelle kilométrique de cette carte, que le centre de l'île de Sylt (à Westerland, à peu près) se trouve, d'abord, à 105 kilomètres de *Rendsburg*, que j'appellerai la capitale administrative et technique de l'organisme si important qu'est le canal maritime auquel on a donné le nom du fondateur de l'Empire, le canal Kaiser Wilhelm.

105 kilomètres, c'est à peine quarante minutes de vol pour les avions d'aujourd'hui.

Des deux extrémités de ce canal (qui a un peu moins de 100 kilomètres de longueur), l'une, celle qui touche à Brunsbüttel, dans l'estuaire de l'Elbe, est à 126 kilomètres de notre base aéronautique, l'autre, celle qui touche, dans la baie de Kiel, à Holtenau, en est à 120, seulement.

Tout le canal, en définitive, est désormais *sous notre contrôle*, comme disent nos amis d'Angleterre, et aucun navire allemand n'y passera plus, si nous le voulons bien. Peut-être, quelques-uns d'entre vous, Messieurs, m'objecteront-ils que cette grande route a beaucoup perdu de son intérêt depuis que les Allemands n'ont plus à craindre d'être attaqués à la fois par la mer du Nord et par la Baltique, et donc qu'ils n'ont plus à prévoir les jeux de navettes que permettent les lignes de communications intérieures. Peut-être. J'observerai plutôt que l'intérêt s'est déplacé et je n'en veux d'autres preuves que celles que nous fournissent les incidents récents en attendant celles que nous donneront, je le crains, certaines éventualités.

Des combats assez sérieux ont eu lieu, en effet, dans le Cattégat, auxquels ont pris part des éléments empruntés à la « Hoch see flotte », qui stationne toujours dans la mer du Nord, soit dans l'estuaire de l'Elbe, soit dans la Jade, soit au « mouillage des vaisseaux » à l'est-sud-est d'Helgoland. Il s'agissait pour les Allemands de garder la maîtrise de ce débouché de la Baltique. Et comme les Anglais leur ont coulé, là même, une douzaine de patrouilleurs, ils ont pris leur revanche en mouillant un champ de mines au nord du Sund, comme il l'avaient fait déjà, au sud de ce détroit, il y a deux ans environ, lorsqu'ils voulaient intercepter les sous-marins anglais qui pénétraient dans la Baltique et gênaient le trafic germano-suédois.

Mais le point important est que la flotte russe va probablement tomber aux mains des envahisseurs de l'Esthonie, de la Finlande et de la Carélie. Il y a quelques jours à peine, nous apprenions que le fort d'Ino qui, dans une certaine mesure, commande la place maritime de Cronstadt, avait capitulé devant *les Blancs* de Finlande, alliés dociles des Allemands. C'est le glas de la citadelle maritime de Pétrograd !

Or, quand les cuirassés — tout neufs ! — de la malheureuse escadre de la Baltique battront pavillon allemand, l'Etat-major naval de Berlin se hâtera de les faire passer dans la « Hoch see flotte », c'est-à-dire, dans la mer du Nord, grâce au canal « Kaiser Wilhelm ».

Vous le voyez, Messieurs, l'intérêt subsiste — et fort sérieux — de détruire, ou au moins de paralyser pour longtemps, pour toute la guerre, cette voie de communications si précieuse. Or, nous le pouvons, oui nous le pouvons, rien qu'avec des bombes d'avions — des « torpilles », bien entendu...

Pourquoi ? Parce que, dans la partie comprise entre Rendsburg et le coude qui précède le débouché d'Holtenau, le canal allemand traverse une région de lacs marécageux, où l'on a du édifier des berges artificielles, fort peu solides, sur des fonds de vase où tout s'enfonce peu à peu. Une torpille aérienne éclatant sur un point quelconque de cette section du canal disperserait au loin les débris de ces berges.

Mais ce n'est pas tout. Sans parler de ponts et passerelles, ou de bacs à vapeur pour les routes, il existe sur ce canal, pour les voies ferrées, quatre grands ponts métalliques, dont le plus remarquable est celui de Grünthal, qu'il serait facile de détruire avec des appareils aériens agissant en nombre et méthodiquement. Enfin, on en ferait autant pour les écluses d'Holtenau et surtout pour celles de Brunsbüttel, les plus importantes et les seules essentielles, en raison de la sensible dénivellation des eaux dans l'estuaire de l'Elbe à chaque marée.

En tout cas, à supposer que l'on ne pût pas paralyser le canal en l'obstruant des débris de ses ponts, ou en détruisant ses berges et ses écluses, on empêcherait certainement la progression des bâtiments, obligés de marcher lentement sur un plan d'eau étroit et, donc, fournissant aux appareils aériens des cibles complaisantes.

Passons maintenant aux villes importantes, aux places maritimes et aux établissements militaires qui seraient pour ainsi dire sous le feu, ou, au moins, à la portée de nos avions de bombardement.

Kiel, en premier lieu, à 120 kilomètres du centre de Sylt. Et avec ce Toulon de l'Allemagne, les grands chantiers de construction de Howaldt, de la « Germania », surtout, la puissante filiale de la firme Krupp ; et puis, toujours dans la baie

de Kiel, mais au nord de l'arsenal d'Ellerbek, la grande usine militaire de torpilles et de mines de Friedrichsort, près de l'ancienne citadelle danoise qui constitue la principale défense fixe de la baie.

Tout cela, encore une fois, Messieurs, à moins d'une heure de vol de notre base aéronautique ! Et par l'importance des résultats que nous pourrions obtenir, jugez de l'*effet de dépression* — c'est cela, n'est-ce pas ? que nous recherchons en ce moment — qui suivrait de telles opérations.

Ce n'est rien encore, et voici qui regarde plus particulièrement la flotte allemande. Celle-ci a trois mouillages : l'estuaire de l'Elbe, de Cüxhaven à Brunsbüttel, la Jade et Helgoland (à l'Est du Sand Insel). On peut lui rendre intenables ces trois postes essentiels, dont les deux premiers sont des refuges où elle se croit inattaquables et en même temps des stations de ravitaillement.. Où se dirigera-t-elle, à quelles résolutions s'arrêteront ses chefs ? Rester à un mouillage quelconque, fût-ce à celui de l'Ems (Borkum), qui ne fait gagner, en somme que quelques kilomètres, c'est, en dépit de l'artillerie « anti-aérienne » la mieux servie, s'exposer aux plus grands risques. Le salut est dans le mouvement et la dispersion. Mais on ne peut marcher toujours, surtout pas à la vitesse qui serait nécessaire. Les cuirassés ne sont pas des Isaac Laquedem de la mer et leur endurance est limitée assez étroitement. Se disperser, pour affaiblir l'attaque, c'est, d'autre part, faire le jeu de la flotte anglaise ou alliée, qui sera toujours là, prête à intervenir à son tour.

Je n'insiste pas ; vous voyez quel parti on peut tirer d'une telle situation. Cüxhaven même vaut d'ailleurs un copieux et long bombardement ; c'est une vraie place forte maritime avec force magasins de munitions et d'engins sous-marins.

Mais Cüxhaven a une avancée très puissante et dont je vous ai déjà parlé : C'est Helgoland. Et Helgoland n'est plus qu'à 85 kilomètres de Sylt. C'est dire que cette formidable organisation sur laquelle on a fait tant de bruit, avec une singulière et bien maladroite exagération, je vous prie de le croire, ne résiterait pas bien longtemps à des bombes de quelques centaines de kilos qui bouleverseraient ce mince plateau d'argile dur, mais friable, déjà sillonné de fentes, de failles profondes et dangereuses.

Et le bombardement aérien méthodique de l'îlot fortifié dont les Allemands sont si fiers, ne ferait, je pense, que précéder immédiatement une attaque conduite par les éléments de la flotte alliée appropriés à ce genre d'opérations. Peut-être même, jugerait-on opportun de faire coïncider les deux efforts et de conjuguer les deux moyens d'action.

Mais, ici, j'ouvre une parenthèse pour vous faire part d'une observation que me suggère cette distance de 85 km. C'est 30 de moins qu'il n'y en a de Paris à la plateforme des « super-canons » allemands. Est-il téméraire de demander, pour une date relativement prochaine — mettons la fin de l'été — que l'on nous usine des bouches à feu capables d'envoyer leurs projectiles à 85 ou 90 km. ?

Il semble bien que nous puissions le faire, puisque, d'abord, les Allemands l'ont fait, ensuite et mieux encore, puisque nous l'avons fait nous-mêmes, il y a trente ans, comme je vous le disais au début de cet entretien.

J'ai à peine besoin de vous faire remarquer, Messieurs, quel serait, dans ces conditions, le secours qu'un bombardement *continu* au moyen de bouches à feu de très grande portée donnerait aux bombardements par appareils aériens, ceux-ci ayant toujours un caractère d'intermittence, de discontinuité qui en diminue un peu l'efficacité, surtout en ce qui touche l'*effet moral*.

*
* *

Arrivons aux grandes villes qui seraient justiciables de nos grands aéroplanes, et ici nous sommes dans le vif de notre sujet, car laissant de côté, pour abréger, le très important nœud de chemins de fer de Neumünster, juste au milieu du Holstein, nous trouvons, sur l'Elbe même, le « colossal » emporium allemand, Hambourg, la rivale de Londres, de Liverpool, de New-York ; la deuxième capitale, disons mieux, la vraie capitale commerciale et industrielle de l'Empire allemand.

Hambourg est une ville libre — si tant est qu'il y ait quelque chose ou quelqu'un de libre en Allemagne, aujourd'hui — enfin libre au point de vue de l'administration municipale, constituée en une sorte d'Etat ayant son « self government », beaucoup moins autonome, toutefois que l'ancienne ville hanséatique, qui traitait d'égale à égal avec les souverains allemands d'autrefois.

Les Prussiens qui l'ont rudement maltraitée en 1866, parce qu'elle avait refusé de marcher avec eux, se sont emparés de son grand faubourg d'Altona, qu'ils ont, du reste, considérablement agrandi, et, de là, ils surveillent du plus près possible, l'énorme ville libre et son Sénat, vestige des institutions indépendantes du passé.

Prise dans son ensemble, cette agglomération peut se comparer en quelque mesure à Paris. De l'est à l'ouest, le long de l'Elbe, elle s'étend sur

10 km. Elle en présente au moins autant du nord au sud, si l'on observe que la grande île de l'Elbe qui sépare Hambourg de son ancienne ville-sœur, Harbourg bâtie sur l'autre rive du grand fleuve, est couverte d'établissements maritimes, de magasins, de docks, d'usines, de fabriques et d'entrepôts qui, tous, plus ou moins, dépendent de Hambourg. C'est ce qu'on appelle le *port franc*.

De toutes façons, soit que l'on s'adresse à la prussienne Altona, qui regorge de casernes et d'établissements militaires, soit que l'on vise le port, les navires, les bassins, docks et magasins de Hambourg et de Harbourg, on peut être assuré de faire bonne œuvre de guerre en laissant tomber des bombes sur cette énorme cité de commerce et d'industrie qui couvre, au bas mot, deux ou trois centaines de kilomètres carrés.

Et, le dirai-je ?... Oui, car enfin, que voulez-vous ? Nous ne pouvons pas nous empêcher d'avoir la mentalité française. Les résultats seraient déjà tels, en nous bornant au bombardement des établissements militaires, industriels et commerciaux de ce petit Etat dans l'Etat, que les effets de dépression morale seraient obtenus sans que nous eussions besoin de frapper — systématiquement — la population elle-même, celle du cœur de la grande ville.

Frapper l'Allemand à la fois dans son orgueil et dans ses biens, c'est déjà lui donner les plus graves, les plus utiles sujets de réflexions.

En dirais-je autant et me laisserais-je aller encore à cet invincible penchant qui caractérise — de l'aveu de nos ennemis eux-mêmes — tous les Français, le penchant à la générosité chevaleresque, à l'oubli des plus odieux procédés, s'il s'agissait de survoler, d'attaquer, de bombarder Berlin ?

Non, assurément. Du moins, ma raison s'efforcerait-elle de réagir. C'est qu'ici, il s'agirait de cette cruelle capitale de l'Empire le plus férocement barbare qui ait, depuis des siècles, déshonoré l'Europe : de cette capitale qui, il y a quelques semaines, quelques jours à peine, applaudissait au meurtre des femmes et des petits enfants de Paris, comme il y a trois ans, elle applaudissait à la destruction du *Lusitania* et à la mort de tant d'innocentes victimes ! C'est aussi qu'il s'agirait, sinon d'une grande place forte comme notre Paris — encore que déjà, dit-on, certaines précautions de l'ordre militaire y aient été prises, qu'en tout cas, les plans en soient faits et qu'enfin, aujourd'hui, on ne puisse vraiment plus établir de distinction entre villes ouvertes et villes fermées, entre usines de paix et usines de guerre, entre ouvriers militaires et ouvriers civils

il s'agirait, disais-je, sinon d'une forteresse à l'ancienne manière, au moins du cerveau même de ce colosse armé qui méditait, depuis tant d'années, de nous imposer le choix entre la mort et la servitude et à qui il faut montrer enfin le spectre des justes vengeances s'élevant au-dessus des champs ensanglantés.

A quoi, cependant, servirait de brandir le glaive de la Justice si, réduits à d'inutiles menaces, nous manquions des moyens nécessaires pour atteindre les coupables ?

Messieurs, ne craignez pas que nous en restions là. J'ai eu dernièrement, de la bouche la plus autorisée, l'assurance que nous disposerions bientôt, plus tôt que je n'osais l'espérer, de grands avions capables de franchir 90 kilomètres avec une bonne vitesse, à une hauteur qui leur permettra d'échapper aux vues pendant la marche d'approche, avec, enfin, un chargement de « torpilles » à explosifs violents qui fera de ces appareils perfectionnés de terribles engins de destruction.

900 kilomètres, viens-je de dire. Davantage, même, en tout cas, plus qu'il ne sera nécessaire pour survoler pendant une heure la région de Berlin, qui n'est séparée de notre base aéronautique idéale que par une distance de 410 kilomètres.

Vous voyez donc, Messieurs, ce que nous pouvons faire, déjà, et ce que nous allons pouvoir faire dans un délai très rapproché. Et, par parenthèse, le fait que, jusqu'ici, nous n'étions pas outillés autant que nous eussions dû l'être sans doute, au point de vue des appareils de bombardement, vous explique que les Pouvoirs publics aient montré tout d'abord quelque froideur à l'idée de représailles. On ne voulait pas qu'une agitation se produisît en faveur d'opérations qui n'auraient pu être exécutées aussi complètement, aussi méthodiquement qu'il le fallait pour obtenir des résultats vraiment efficaces ; on ne voulait pas davantage que, s'il s'agissait d'atteindre des objectifs relativement peu éloignés, comme les villes rhénanes, par exemple, la généralisation de ces coups de main pût causer le moindre détriment aux intérêts essentiels de notre aviation de combat sur le front occidental, que l'on savait si menacé.

Reconnaissons la justesse de ces préoccupations, tout en observant que des vues plus nettes, plus étendues, et depuis plus longtemps fixées, sur la valeur générale de la « cinquième arme », sur les immenses services que les appareils aériens étaient capables de rendre, nous auraient épargné des tâtonnements, des lenteurs, des querelles même — car il y en a eu ! — que l'on voit bien aujourd'hui qui nous furent lourdement préjudiciables.

C'est qu'il n'y avait pas lieu, en effet, de se demander, depuis trois ou quatre ans que l'on se bat, s'il fallait plus ou moins d'avions de chasse ou d'avions de réglage, ou d'avions de reconnaissance, ou enfin d'avions de bombardement. *Il en fallait de tous et beaucoup.* Et il en faudra toujours et de plus en plus. Rendons hommage, à cet égard, à l'intensive production de nos vaillants alliés d'Angleterre, aux Italiens aussi, dont les « Capronis » font de si belle besogne, chez eux et chez nous, aux Américains, enfin, dont la puissance industrielle nous promet, nous assure même déjà la prompte répétition des types auxquels nous nous sommes définitivement arrêtés.

*
* *

Un mot, avant de finir, de quelques objections qui se présentent à l'esprit, quand on réfléchit sur l'opération qui fait la base essentielle de ma proposition.

« Soit ! m'a-t-on dit déjà. Vous vous emparerez de l'île de Sylt, ou d'une autre (car je dois vous confesser que celle-ci n'est pas la seule sur laquelle j'aie établi des plans analogues à ceux que je viens l'exposer). Mais ce n'est rien que de conquérir. Il faut surtout pouvoir garder sa conquête malgré de violentes attaques ; il faut s'y consolider ; il faut en tirer effectivement tout le parti que l'on s'en promettait. Vous ne pensez pas sans doute que les Allemands vous laisseront tranquilles, possesseurs d'une base si commode ?... »

Certes, non ; je ne le pense pas. J'ai déjà observé que leur « Hoch see flotte » interviendrait très probablement avant la descente, ou pendant cette opération. Je suis convaincu également : 1° que Sylt sera fort bien défendu, et c'est précisément pourquoi *il n'y a aucun inconvénient à en parler, car il faut bien se persuader que les Allemands connaissent encore mieux que nous le fort et le faible de leur littoral ;*

2° Que l'ennemi refoulé sur le continent s'efforcera, sinon de faire un retour offensif (ce qui serait bien difficile, dès le moment où nous aurons la maîtrise des eaux intérieures), du moins de rendre notre occupation aussi précaire et coûteuse que possible.

A cette fin il ne manquera pas de nous attaquer d'une manière continue avec ses propres appareils aériens, y compris les grands dirigeables de Tondern, dont les hangars furent bombardés, il y a plus de deux ans, par une escadrille d'hydravions britanniques. Et vous voyez par là, Messieurs, que ce n'est pas la première fois que l'on s'occupe de Sylt et de la côte du Slevig.

Aux appareils aériens de toute sorte se joindront au bout de peu de temps — tout de suite, peut-être — les canons de gros calibre à grande portée. Il n'y a que 20 kilomètres entre Westerland de Sylt et la côte ferme. Mais cette côte, justement est très peu ferme, ayant été assez récemment reconquise sur la mer. Il faut s'enfoncer dans le pays d'une dizaine de kilomètres encore pour trouver des terrains susceptibles de porter d'énormes bouches à feu et de servir de fondement à leurs plateformes bétonnées.

Peu importe, au demeurant. Nos établissements aéronautiques, nos camps, nos magasins seront bombardés. Hé, messieurs ! Ils ne le seront pas plus, là, qu'ils ne le sont sur le front continental...' Et il faut se faire à cette idée que l'on n'a plus de sécurité aujourd'hui, fort en arrière de ce que l'on appelait autrefois la ligne de feu, qu'on s'enfonçant profondément sous terre ou en s'abritant sous des voûtes en béton (ou des voussoirs métalliques), ou encore en se « camouflant », ou enfin en se déplaçant d'une manière constante.

Il conviendra donc que tout soit préparé d'avance pour que le petit corps expéditionnaire puisse faire de rapides travaux de terrassement, de bétonage, de boisage, etc... La proportion de troupes du génie y sera sensiblement augmentée et des spécialistes désignés de préférence pour faire partie des unités combattantes.

Quant aux appareils aériens il faudra que leurs aérodromes — *plusieurs*, de dimensions moyennes dispersés çà et là vaudront mieux qu'*un seul* très grand — soient *enterrés*, comme on le fait déjà aujourd'hui sur certains points, le raccord avec le sol naturel se faisant par un plan incliné en terre battue.

Notons que les « mères gigognes », c'est-à-dire les navires spéciaux destinés à recueillir, ravitailler, réparer les hydravions, rendront là de grands services, ayant la faculté de changer de mouillage aussi souvent qu'on le jugera utile et, donc, de dérouter momentanément les appareils aériens de l'ennemi.

On peut même en avoir de grands radeaux, placés sous la surveillance de navires armés et qui serviront au besoin de platefortes d'atterrissage *de fortune* pour les avions, qui ne peuvent se poser sur l'eau, en vue d'être embarqués. Le calme qui règne sur les eaux intérieures de la baie de List donne, à cet égard, toutes commodités.

En résumé, Messieurs, vous pouvez être assurés que toutes les difficultés seront vaincues. A ceux qui observent et réfléchissent, il appert bien qu'à la guerre, volonté et ténacité viennent à bout de tous les obstacles. C'est, au demeurant, ce que

nous avaient dit, depuis les temps les plus reculés, tous les historiens militaires.

Ne pensez d'ailleurs pas que tant d'efforts portés sur l'occupation et l'utilisation de notre île — ou de celle de B.... par exemple — ne fournissent le rendement qu'en ce qui touche la recherche des vraies représailles qui nous occupe en ce moment et que Sylt ne puisse servir que de base aéronautique. Sans insister si peu que ce soit sur des sujets qui restent en dehors de notre entretien d'aujourd'hui, je puis vous dire, vous répéter plutôt, que les Alliés y trouveraient aussi une excellente base d'opérations contre les sous-marins allemands ; et cela grâce à cette belle rade de List dont je vous ai déjà plusieurs fois parlé, rade excellente, qui serait un parfait abri pour nos bâtiments légers. Vous sentez qu'il n'est pas indifférent pour ceux-ci d'être à 60 ou 70 milles des esmaires allemands, au lieu de 300 ou 400.

Enfin si, comme j'en ai la ferme espérance, les Alliés se décident à porter la guerre, non plus seulement dans les airs et dans les eaux de l'ennemi, mais sur le sol même de cet empire germain qui, si orgueilleusement, se croit intangible; s'ils se décident à brûler des villes et piloner des villages allemands plutôt que des français ou des belges, l'occupation préalable de l'île de Sylt, base secondaire d'opérations et place d'armes si bien disposée par les circonstances géographiques, augmenterait singulièrement nos chances de succès.

Concluons donc, Mesdames et Messieurs, et pour conclure logiquement, exprimons d'abord le vœu très ferme, le vœu pressant qu'à la période, trop longue à mon gré, je l'avoue, de stagnation de l'énorme force navale des Alliés succède une phase — la phase terminale de cette terrible guerre, espérons le, — où cette force navale tout entière sera résolument mise en action, sans marchandages, sans restrictions, avec la pleine conscience du rendement considérable que l'on en tirerait, avec la profonde conviction surtout, avec une conviction basée à la fois sur le raisonnement et sur l'étude de l'histoire militaire, qu'à la guerre, *il n'y a que les forces agissantes qui comptent.*

Avec cette armée navale *énorme*, il ne faut pas se lasser de le dire, les Alliés peuvent tout entreprendre sur le front nord du théâtre de la guerre qui doit devenir le front le plus important lorsqu'il sera bien prouvé que, sur le front occidental, les adversaires en présence, colosses égaux en puissance et en valeur militaire, osons le dire, ne peuvent plus que se disputer dans une lente guerre d'usure des lambeaux de terre dévastée et des ruines sanglantes.

Or, qui dit *lutte d'usure*, dit, évidemment, *intervention du facteur temps*. Et nul n'a le droit d'être assuré que le temps travaillera pour lui. Il serait d'autant plus dangereux de nous bercer d'une telle illusion que si ce « facteur temps » doit nous valoir l'entier et inestimable concours d'une puissance qui est déjà la plus riche du monde et qui aura bientôt une force militaire considérable — les Etats-Unis d'Amérique — le même facteur procurera bientôt aussi, en tout cas l'an prochain, aux Empires centraux les ressources nouvelles qu'ils sauront bien arracher à la Pologne, à l'Ukraine, à la Lithuanie, à la Russie blanche, aux provinces baltiques, ressources au nombre desquelles, notez bien ceci, il faut se résoudre à compter le « matériel humain » lui-même, pour parler comme l'Etat-major prussien.

L'équilibre des forces pourrait donc encore se produire et cette longue guerre se prolonger au-delà de toute prévision, nous exposant au grave danger des intrigues de l'Allemagne, chez les neutres, chez les belligérants, chez nous-mêmes, où l'on prêche presque impunément les doctrines d'un pacifisme suspect.

Hâtons-nous donc d'en finir ! Hâtons-nous par toutes les voies, hâtons-nous d'agir avec la plus grande énergie en prenant l'offensive, en nous donnant le bénéfice considérable de l'initiative des opérations, *en frappant partout où nous pouvons l'atteindre le peuple ennemi* et pas seulement ses armées en campagne ; oui, ce peuple ennemi, dont il faut abattre la superbe odieuse, l'orgueil démesuré qui le soutient en dépit des privations qu'il subit, des privations qui s'aggravent tous les jours, mais qu'il supportera jusqu'au bout avec une docile et passive résignation.

Le nôtre, cette grande nation de France, si vaillante, si généreuse, si ferme, n'en est certes, pas là ; mais elle a grandement souffert dans sa chair et dans son sang, dans ses plus belles terres et dans ses magnifiques cités du Nord, si riches autrefois de tous les trésors, si complètement ruinées aujourd'hui !... Et ce peuple consent bien à souffrir encore, autant qu'il le faudra pour son salut et pour le salut de la civilisation ; mais ne mérite-t-il pas, Messieurs, qu'on ne néglige rien pour que luise plus tôt l'aurore ardente de la victoire, pour que brille enfin le jour qui verra l'écrasement définitif de l'impérialisme prussien ?

Contre-Amiral DEGOUY.

L'ALLEMAGNE EN SEPTEMBRE 1918

Nous sommes à une étape de la crise européenne où il faut marquer les dates, car les événements peuvent se précipiter de mois en mois, de semaine en semaine, et même de jour en jour. l'Allemagne de septembre 1918 n'est plus celle de juillet : une cassure s'est ouverte entre elles deux. Toute une armature de prétentions, de convoitises, d'arrogances, d'illusions s'est écroulée.

J'avais toujours pensé, pour ma part, et je l'ai souvent dit ici, que le monde germanique ne garderait intactes, jusqu'à la fin de la guerre, ni sa façade, ni sa structure. — qu'il n'était pas plus impassible, plus soustrait qu'un autre monde aux influences des péripéties changeantes, et que l'antagonisme de ses courants internes exercerait une action essentielle. Si j'ai suivi, autant qu'il a été possible, les fluctuations des groupements politiques de là-bas, si j'ai attribué une importance qui leur a été parfois déniée ailleurs, aux luttes et aux tractations des partis, aux attentats du pretorianisme et aux essais de revanche de ceux qu'il frappait, c'est qu'à mes yeux tout s'enchaînait dans la série des faits. Le conflit international a saisi les nations tout entières. Les heurts des champs de bataille ne méritaient pas seuls d'être considérés, analysés dans leurs résultats et leurs conséquences. Un effondrement intérieur allemand, — ou si l'on veut, afin de ne rien exagérer et de s'en tenir aux constatations immédiates, un simple affaissement du mécanisme prussien pouvait, dans une large mesure, hâter la conclusion attendue.

Ce fléchissement est-il survenu ou se prépare-t-il ? Parce qu'Hindenburg a échoué dans sa grande entreprise de juillet, parce que les Alliés, grossis du formidable apport américain, ont repris une offensive victorieuse, et aussi parce qu'une fraction du peuple germanique souffre trop d'une disette prolongée pour garder sa sérénité et sa vigueur de résistance, la dépression est là ; elle ne se dissimule pas ; au contraire elle s'affirme, et des gestes officiels la soulignent ; un commencement de défaite morale s'est ajouté à la défaite militaire. — je ne veux point outrer mes notations et il ne s'agit pas, — tout homme qui tient une plume devant réfléchir et peser ses mots, de tomber dans le travers que César reprochait aux Gaulois de son temps. L'exaltation n'est jamais de mise... Mais enfin, pour tous ceux qui ont de longue date discerné, dans le déclin du conservatisme prussien, la meilleure chance de libération du monde, — pour tous ceux qui ont deviné et dénoncé les fissures du bloc germanique, au risque d'être taxés d'esprits chimériques, l'heure est encourageante. Il n'est pas question de rechercher si l'Allemagne se renouvellera pendant ou après la guerre, si elle est ou doit devenir capable d'accomplir une révolution dans des conjonctures déterminées, si son loyalisme à l'égard de l'empereur et des princes peut faire place à d'autres sentiments, si la foi religieuse dans les états-majors — civils ou militaires —, s'éteint là-bas. Pour l'instant, je me propose uniquement de consigner par écrit des données précises et incontestables, de collectionner les signes officiels qui attestent outre-Rhin l'affaiblissement des vieux rouages et la décadence des autorités consacrées.

Il y aura probablement des raisons de poursuivre cette nomenclature — et pour ma part —, je l'espère vivement. Aujourd'hui je m'en tiens aux premières journées de septembre 1918, qui sont assez caractéristiques en soi. Nous y découvrons tout un faisceau de preuves.

*
* *

L'Allemagne traverse, après l'Autriche, la même crise que l'Autriche. Elle connaît la déception et la lassitude ; — la déception, parce que Hindenburg et Ludendorf lui annonçaient la fin victorieuse de la guerre pour cet été ou cet automne, et qu'à l'inverse, au lendemain de la rapide avance en Champagne, et sur l'Oise, et sur la Somme, il y a eu recul plus accéléré encore dans les mêmes régions et aussi régression accentuée ailleurs; — la lassitude, parce qu'au bout de quatre ans de carnages, tous les peuples sentent leur fatigue, et que celui-ci a subi une détente nerveuse d'autant plus forte, que la tension avait été plus complète. La seconde bataille de la Marne est intervenue et a produit plus d'impression que la première. Et le pangermanisme, le militarisme, qui étaient sortis presque indemnes des événements de 1914, ont reçu une redoutable atteinte : il n'est pas dit qu'ils puissent s'en relever. Dans l'ordre politique, les éléments qui combattaient le dogme annexionniste et la confiance mystique en l'état-major de l'armée, ont retrouvé quelque énergie, et les luttes des partis entre eux, les attaques dirigées par les plus démocratiques de ces partis contre les institutions impériales, ont repris toute leur activité. Voilà l'une des grandes préoccupations des dirigeants, qui en ont d'autres, non moins graves parfois.

Il n'est pas vrai que la guerre soit restée l'industrie nationale de l'Allemagne. Cette Allemagne a laissé à sa tête, par faiblesse, par lâcheté, une

-iste qui vit exclusivement de la guerre, mais elle avait en 1914, d'autres sources de revenus. A force de répéter mécaniquement les mêmes phrases, on méconnaît la réalité des faits. Sur le sol germanique, et spécialement sur le sol prussien, d'innombrables usines avaient surgi : des centaines de milliers d'hommes travaillaient dans la houille et le fer : des ports s'étaient développés qui comptaient parmi les plus riches de l'univers, et des marchandises s'écoulaient par milliards vers les autres contrées du continent européen et vers les pays extra-européens. En face des barons d'autrefois transformés en officiers, il y avait une puissante bourgeoisie de métallurgistes, de tisseurs, d'armateurs, de banquiers, et un prolétariat qui apparaissait comme l'un des plus denses de la terre. Cette bourgeoisie et ce prolétariat n'avaient pas nécessairement les mêmes intérêts que les hobereaux, et même, entre les diverses catégories sociales, se révélaient d'inévitables contradictions dans les vues et les aspirations collectives.

Au début de la guerre, l'Allemagne ne forma qu'un bloc. A part quelques voix à peu près perdues dans le désert, on n'entendit qu'une gigantesque acclamation. Puis comme la guerre durait au-delà de toute prévision, comme elle lésait les uns, si d'autres attendaient d'elle de multiples et abondants profits, les divisions politiques reparurent. La défaite est un enseignement pour les peuples. Les socialistes minoritaires, une poignée, puis un groupe plus compact, critiquèrent âprement les actes du pouvoir. Au printemps de 1917, lorsque l'Amérique se jeta dans la lutte, les oppositions modérées, qui jusque-là avaient marqué une timidité continue, se rassemblèrent et dirigèrent une attaque en règle contre le pangermanisme. Il y eut le fameux vote de juillet, en faveur de la paix de compromis : mais les annexionnistes, rangés derrière Hindenburg et Ludendorf, réagirent avec violence et renversèrent Bethmann Hollweg au profit de Michaelis. La substitution assez prompte de Hertling à Michaelis, et la désignation d'un vice-chancelier et d'un vice-président du conseil prussien parlementaires, ne servirent qu'à masquer la brutalité de ce véritable coup d'Etat prétorien. Le renvoi de Kuhlmann, ministre des Affaires étrangères, après le fameux discours où il contestait la valeur des solutions militaires, et l'avènement au même poste de von Hintze, ne soulignèrent que mieux la mainmise du grand quartier sur la chose publique. Guillaume II n'était plus qu'un jouet entre les mains de deux maîres du palais et le Parlement bafoué, tenu en tutelle, n'osait émettre une protestation.

Au début de septembre 1918, la situation change. Hindenburg et Ludendorf n'avaient pas connu la critique, tant que la fortune des armes les avait favorisés ; en juillet, presque toutes les fractions de la gauche du Reichstag espéraient encore une paix dictée par la Wilhelmstrasse et qui ferait seulement entrer en compte les intérêts de l'Empire. Ayant répudié tous principes, elles ne considéraient que le fait immédiat. Mais après quarante-cinq jours de recul et le front étant reporté presque à la ligne de 1917, les groupements qui, l'an dernier, avaient adopté la formule de la paix de compromis, discernent soudain leur responsabilité. Et c'est brusquement une succession de discours et d'articles, qui nous montrent la mentalité allemande frappée et bouleversée. Les journaux socialistes majoritaires *Vorwaerts*, *Munchner Post*, *Chemnitzer Volksstimme*, *Hamburger Echo*, invectivent les annexionnistes qu'ils ménageaient la veille. Scheidemann étant en Suisse, Ebert revient à la phraséologie de juillet 1917 et dénonce en particulier la paix de Brest-Litovsk comme une faute de première gravité. Conrad Haussmann, l'un des leaders du progressisme, s'insurge, dans une harangue retentissante, contre la théorie de Naumann, la *Mittel Europa*, qui lui paraît propre tout simplement à prolonger la crise et à surexciter les haines mondiales contre l'Allemagne. Erzberger, le plus remuant des députés du centre catholique, exalte Kuhlmann et demande qu'on s'inspire de la pensée du ministre disgrâcié. — Bref le front de l'opposition s'est reconstitué contre le pangermanisme, et le chancelier n'est plus un fonctionnaire, — mais le chef du catholicisme dans l'Empire : — le vice-chancelier n'est plus un homme choisi par le Kaiser, hors de la représentation élue, mais le leader du parti libéral progressiste. Ceux qui étaient atterrés relèvent la tête : ceux qui avaient foulé aux pieds leurs décisions se rappellent qu'un an plus tôt, ils avaient délibéré...

*
* *

Les difficultés extérieures, où se débat l'Allemagne, ont pris un tour plus sérieux durant les mois d'été. Ses rapports avec ses Alliés deviennent plus graves, au fur et à mesure que s'affaiblit sa situation militaire. La Wilhelmstrasse s'aperçoit de mieux en mieux que les autres chancelleries de la Quadruplice, pressées par une opinion plus exigeante, s'efforçent de secouer sa tutelle et inclinent à des négociations de paix.

L'Autriche-Hongrie renouvelle plus ou moins insidieusement ses tentatives pour libérer de la guerre. Si ses entreprises sont à la fois timides et

désordonnées, la Ball-Platz cache à peine sa volonté d'en finir au plus tôt. Burian sert nettement la politique de Charles Ier, qui n'a point renoncé à un compromis diplomatique, et qui, menacé par les Tchéco-Slovaques et par les Yougo-Slaves, s'évertue à sauver son domaine. Le cabinet de Vienne n'est pas seulement en contradiction avec celui de Berlin sur les formes et sur la teneur de la paix future, mais encore il surexcite la fureur du pangermanisme, en favorisant le programme du premier ministre Hussarek, — la fédéralisation de l'Empire, qui serait naturellement funeste aux Allemands du Danube et des Alpes, — et en posant sa solution du problème polonais. L'entrevue de Spa, où Guillaume II a conféré avec Charles Ier, n'a produit aucun résultat. Burian, qui s'appuie sur le nationalisme magyar, persiste à revendiquer la couronne de Pologne pour le chef des Habsbourg. Un élément de discorde quasi-permanent s'exerce entre les deux Empires, et comme du même coup, la réalisation de la Mittel Europa est indéfiniment ajournée, comme les négociations de Salzburg apparaissent sans issue, l'impérialisme allemand voit crouler l'un de ses plans grandioses, — le plus essentiel de tous.

La Bulgarie n'est pas plus docile que l'Autriche. En dépit de la visite que Guillaume II lui a faite à Nauheim, Ferdinand Ier se refuse à remettre à la Turquie la rive droite de la Maritsa et une partie de la côte de l'Archipel. Ce n'est pas à l'heure où la sédition gronde dans son peuple, las d'une trop longue guerre, qu'il peut s'incliner devant la réclamations turques, et d'ailleurs le président du conseil qu'il a substitué à Radoslavof, Malinof, est un turcophobe avéré, et qui voudrait planter le drapeau bulgare aux rives du Bosphore.

La Turquie enfin exprime bruyamment son irritation contre l'Allemagne. Malgré ses appels réitérés, Guillaume II n'a pu lui rendre Jérusalem et Bagdad, et elle appréhende la perte définitive de la Syrie, de la Mésopotamie, de l'Arabie. Quand elle a demandé un léger dédommagement de ses sacrifices, sur sa frontière occidentale, l'Allemagne n'a pu forcer la Bulgarie à céder. Lorsqu'elle a voulu se payer sur le littoral de la Mer Noire, en Crimée ou au Caucase, le cabinet de Berlin a opposé son veto. Toutes ces considérations ont affaibli à Constantinople le parti germanophile, dont Enver était le chef, et qui aspirait à restaurer un vaste Empire ottoman. Talaat, le grand vizir, qui est allé à Berlin au début de septembre, et qui a repris le pas, depuis l'avènement du nouveau sultan, sur Enver, envisage, dit-on, des combinaisons audacieuses et peu propres à satisfaire Guillaume II.

Ainsi la Quadruplice se fissure, et en même temps apparaissent les pires complications dans cette immense Russie que l'Allemagne croyait avoir subjuguée, où elle a, en réalité, créé de multiples foyers de révolte. Ni les paix de Brest-Litovsk, ni la paix complémentaire négociée en août n'ont réussi à instaurer le régime de vassalité silencieuse, que la Wilhelmstrasse avait pensé préparer. La Russie est devenue la chaudière de l'Europe. Avec ses peuples aux lisières mal définies, ses nationalités qui s'entrechoquent avec fracas et qui, à peine ressuscitées, déploient d'incroyables appétits, avec son formidable bouillonnement social, elle recèle pour les Empires centraux des périls plus graves peut-être que ne fut jamais la menace d'un tsarisme aux intermittentes velléités.

Le gouvernement de Berlin, en face d'une perturbation grandissante au dedans, et que les difficultés économiques peuvent d'un jour à l'autre acheminer à une suprême crise de subversion, — devant les extraordinaires complications qu'une guerre prolongée a engendrées dans ses rapports avec ses alliés, ne pouvait conserver son assurance d'antan. Il commençait à se rendre compte que l'avenir, en tout état de cause, serait très sombre pour l'Allemagne, et que la privation éventuelle de matières premières équivaudrait pour elle à une catastrophe. Il semble que tous les vœux, artificiellement maintenus, se soient déchirés soudain pour les dirigeants de là-bas, qu'ils aient entrevu à la fois une possibilité de révolution et l'éventualité d'un écroulement diplomatique.

Quand on envisage d'un seul regard les manifestations qu'ils ont accumulées en peu de jours : le discours de Solf et celui de Max de Bade, les interviews du Kronprinz, la harangue de Hertling aux Seigneurs, qui évoque brutalement la fragilité de la puissance monarchique, et qui contient des allusions inattendues dans la bouche d'un chancelier, — la proclamation de Hindenburg, menaçante pour les partis d'extrême gauche, mais aussi inquiétante pour les pangermanistes à l'égal d'un cri d'alarme, — le sermon de Guillaume II aux ouvriers d'Essen, l'offre de paix lancée par Von Payer à Stuttgart, etc., etc., on saisit tout le désarroi qui règne outre-Rhin, toute l'angoisse qui sévit au château royal et dans ses alentours.

En ce début de septembre, l'Allemagne officielle a senti — pour la première fois, — que la vieille structure était sapée, que les heures de l'autocratie étaient comptées, que la défaite s'abattait sur les Hohenzollern, et sur la caste et sur les institutions qui soutenaient leur puissance. Il faut attendre maintenant le développement logique des faits.

PAUL LOUIS.

LE CASQUE DE LA DÉESSE (1)

PIÈCE EN QUATRE ACTES ET UN PROLOGUE

ACTE III

LE PNYX.

(Endroit où se tenaient les Assemblées du Peuple à Athènes. C'est une terrasse, moins élevée que celle de l'Acropole et se trouvant au nord-ouest de celle-ci. Dans la tribune (qui subsiste encore aujourd'hui) on a devant soi à droite l'Acropole et les monuments antéhistoriques qui l'entourent et la dominent. En face de soi l'Agora, le Lycabette et au fond de l'horizon le Pentélique. A gauche, la plaine de l'Attique. Cette tribune se trouve placée à gauche du théâtre.)

SCÈNE PREMIÈRE

PHOKION, DEMOKLES

(Phokion, un vieillard robuste d'une soixantaine d'années) regarde attentivement dans la direction de l'Hymette.)

DEMOKLES.

Que regardes-tu là, si fixement

PHOKION.

L'Hymette!

DÉMOKLÈS.

Tu sembles lire sur sa page violette,
Ce Poème géant qu'elle pourrait tenir!

PHOKION.

Oui, l'Hymette est mon livre, et j'y lis l'Avenir!

DÉMOKLES, incrédule, un soupçon d'ironie.

Le tien?

PHOKION.

Le tien! Celui de notre ville entière,
De l'Hellas et du monde!

DÉMOKLÈS.

Ah! la prunelle altière
De Phokion sait lire, où des yeux moins perçants,
Ne voient que du soleil et des rochers... Tes sens
Ont d'étranges pouvoirs...

PHOKION.

Tu vois ce point qui bouge
Sur cette ligne d'un gris pâle...

DÉMOKLÈS.

Ce point rouge?...

PHOKION.

C'est un homme!

DEMOKLÈS.

C'est clair. C'est un homme qui suit
En courant le sentier des chevriers. Il fuit
Quelque chien de pasteur!

PHOKION.

Non!

DÉMOKLÈS.

Ou bien il se presse
Pour assister à nos débats!

PHOKION.

Non!

DÉMOKLÈS.

Peut-être est-ce
Arès qui vient prêter des arguments de fer,
A Démosthènes.

PHOKION.

Non!

DÉMOKLÈS.

En tout cas, il est clair,
Homme ou Dieu qu'il partit trop tard pour être un sage!

PHOKION.

Qu'il ne se hâte plus... J'ai reçu son message!

DÉMOKLÈS, abandonnant son ton ironique, crainte et soupçon

Phokion!

PHOKION.

Démoklès?...

DÉMOKLÈS.

Hé bien, explique-toi!

PHOKION, avec un défi dans la voix.

Nous allons régner tous — sans que nul ne soit Roi!
(Durement.)
Je connais tes desseins... J'ai percé tes intrigues...
Non, tu n'obtiendras pas ce titre que tu brigues!
Tu ne seras pas Roi! Roi d'Athènes... Jamais!...

DÉMOKLÈS, protestant avec énergie.

Mais je n'ai jamais eu cette ambition... mais...
(S'interrompant.)
Tu te vantes bien tôt de devenir le maître!
Peut-être est-ce moins sûr que tu ne crois?...

PHOKION.

Peut-être!
Pourtant, l'insensé seul lorsqu'il n'est point certain,
Se vante de dompter ce traître : le Destin!...
Sais-tu pourquoi j'ai décidé les Eupatrides
A seconder tes plans, en acceptant pour guides
Ce naïf Kallipous et ses rêves déments?...

DÉMOKLÈS

Certes! le Peuple ayant réduit ses armements,
Nous serons aussitôt les maîtres de la Ville...

PHOKION, hochant négativement la tête.

Dissensions... rivalités... guerre civile!

DÉMOKLÈS.

Victoire enfin pour nous!

PHOKION.

Non! Ce qu'il faut, d'abord

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 15, 1918.

Quand on veut commander, c'est être le plus fort.
Je veux que sans lutter le Peuple se soumette !

DÉMOKLÈS.

Sans doute, mais...

PHOKION.

L'on voit du sommet de l'Hymette
Par delà Marathon, penchée au bord des eaux,
Les voiles et les mâts de quatre cents vaisseaux !

DÉMOKLÈS.

Comment !

PHOKION.

Démétrios commande cette flotte
Et c'est vers notre Port que cingle son pilote !

DÉMOKLÈS.

Démétrios !

PHOKION.

Le nom du vainqueur orgueilleux
Qui brisa le pouvoir du Démos en tous lieux,
Devrait faire briller les yeux d'un Eupatride !

DÉMOKLÈS.

Vers Athènes, vers nous, quel sentiment le guide ?

PHOKION.

Il vient assujettir comme il l'a fait ailleurs
Le Peuple, aux sages lois que dictent les Meilleurs,
Tu ne seras pas Roi !

DÉMOKLÈS.

Je n'ai point voulu l'être !

PHOKION.

La Ville aura des fils soumis, mais pas de maître !

DÉMOKLÈS.

Voilà qu'on vient !

PHOKION.

Allons ! Pour la dernière fois
Des flatteurs du Démos nous entendrons la voix...
Ils vont vanter la Paix, lâches bêleurs vulgaires,
Quand déjà les flancs noirs des trières de guerre,
Qui les asserviront aux volontés des Forts,
Jettent les flots domptés aux môles de nos ports !

SCÈNE II

LES MÊMES, puis successivement DEMOSTHÈNE, HYPERIDE, KLETOS. Puis peu à peu, une foule d'Athéniens de toutes les conditions, composant l'Assemblée du peuple.

DÉMOSTHÈNES, saluant Phokion.

Phokion !

HYPÉRIDE, saluant.

Démoklès !

DÉMOKLÈS.

Salut, cher Hypéride !

PHOKION.

Démosthènes, salut !

DÉMOSTHÈNES, après un instant de silence, montrant Athènes.

Quel spectacle splendide !

PHOKION.

C'est d'ici que la Ville est la plus belle.

DÉMOSTHÈNES.

Oui !
Je ne sais point pourquoi ces beautés aujourd'hui
Me font mal ! Je ressens à voir son harmonie
Comme un pressentiment tragique d'agonie !

PHOKION, soupçonneux.

Rien n'explique cela ?...

DÉMOSTHÈNES.

Je sens mon cœur souffrir,
Pour quelque chose, ou pour quelqu'un qui va mourir !
Serait-ce moi !

PHOKION.

Nul n'a ta vigueur, Démosthènes !

DÉMOSTHÈNES.

Hélas, serait-ce toi, toi, ma divine Athènes ?

(Après un instant de rêverie.)

Quel malheur !

PHOKION.

Quel malheur ? Quoi donc ?

DÉMOSTHÈNES.

Qu'il vienne un jour,
Où dans l'obscur néant, descendront sans retour,
Ces temples, ces palais, ce stade, cette enceinte,
Fleurs des coteaux de pourpre et des monts d'hya-
[cinthe !

(Entre un groupe de démocrates entourant Kallipous.)

HYPÉRIDE, à Démoklès.

Ah ! Voici Kallipous !

DÉMOKLÈS.

Vois quel front soucieux !

HYPÉRIDE.

La bête que l'on va forcer, a dans les yeux,
Ces fixes regards noirs qui ne voient plus la route !

DÉMOKLÈS.

Sais-tu ce qu'il faudrait pour l'achever... Ecoute !
Phokion vient de me dire...

(Ils continuent à parler.)

KALLIPOUS, allant vers Démosthènes.

Un mot !

(Il l'entraîne à l'écart.)

DÉMOSTHÈNES.

Hé bien ?

KALLIPOUS, solennellement.

Pardon !

DÉMOSTHÈNES.

Comment ? Explique-toi ? Que veux-tu dire ?

KALLIPOUS.

Non !
Tu vas le voir !

HYPERIDE, avec stupeur, à Démokles.

Démétrios! La chose est vraie?..

DÉMOKLES.

Dans deux heures, au plus, sa flotte est au Pirée!

HYPERIDE.

Fuyons!

DÉMOKLES.

Pourquoi?

HYPERIDE.

Le Peuple, en apprenant cela,
Avant que le sauveur qui nous vient ne soit là,
Pourrait bien se venger sur quelques Eupatrides...

DÉMOKLÈS.

A nous de détourner sa fureur sur ses guides!

HYPÉRIDE.

Comment?

DÉMOKLÈS.

Voici!

(Ils continuent à s'entretenir à l'écart. La foule a peu à peu envahi la terrasse que forme le Pnyx.)

PRAXITAS, un jeune homme très élégant, se précipite au milieu de la foule, criant.

Qui sait la nouvelle!

TOUS.

Comment?

PRAXITAS.

Incroyable! Inouïe!

TOUS.

Oh! — Quoi? — Qu'est-ce?

PRAXITAS.

Un moment!

(Il reprend haleine.)

TOUS, l'entourant.

— Parle! — On attend! — Allons! — Dis! — Dis! —

PRAXITAS.

J'en suis aphone!

(Un silence d'anxiété. Phokion, Démokles, Hypéride surtout semblent s'intéresser à ce qui va sortir des lèvres de Praxitas.)

Je viens de voir Laïs les cheveux teints en jaune!

TOUS, avec un intérêt immense.

Oh!

(Phokion, Démokles et Hypéride qui connaissent le danger qui menace le peuple, sont rassurés.)

UN HOMME.

Cela lui sied?

PRAXITAS.

Bien! Très bien! Parfaitement!

TOUS.

— Courons! — Courons la voir! — C'est un événement!
— Toutes vont l'imiter! — Oui! La mode punique
Renaît! — Quelle couleur son péplos? — Sa tunique?..

KLETOS, voulant retenir un homme.

Mais c'est à des débats très graves qu'on s'attend!

L'HOMME, se dégageant

Non! Je cours voir Laïs... c'est bien plus important!

(Le Président de l'Assemblée, l'Epistate des Proèdres, a pris sa place au pied de la tribune. Il est encadré de deux secrétaires. Les premiers rangs des spectateurs sont assis sur le banc de bois que l'on vient de disposer. Les rangs suivants sont debout, les derniers rangs ont grimpé sur les balustrades qui entourent la terrasse. Le Président se lève.)

QUELQUES VOIX.

Silence!

L'EPISTATE DES PROÈDRES.

Athéniens!

QUELQUES VOIX.

Écoutez!

UNE VOIX.

Il radote!

L'ÉPISTATE DES PROÈDRES.

Le peuple est réuni pour qu'on discute et vote
Un projet du Parti Populaire au sujet
Des Armes et des Forts!

(A l'un des deux secrétaires.)

Expose le projet.

(Le secrétaire se met en devoir de lire. Tumulte. Tout le monde cause. On entend.)

— Mon cher c'est insensé... Jaunes! — Non! Quelle audace!
Quelle nuance? — Fauve? — Or? — Cuivre? — Roux? — Blondasse?
— Je prononce le mot de Révolution!
— Jaunes!.. Prodigieux...

LA VOIX DU SECRÉTAIRE, qui hurle.

Seconde motion
Hypsipyle...

UN ENERGUMÈNE.

Traiter la chose à la légère!
Non! Je reconnais là l'ingérence étrangère
C'est le commencement de la fin! Voilà tout!
Athènes déchoit!

TOUS.

Oui!

UN AUTRE.

Jaune est de mauvais goût!

L'ENERGUMÈNE.

Athènes recevoir ses modes de Kartage!
Nous sommes trahis!

TOUS.

Oui! ce jaune nous outrage.

(Bruyante approbation. Dans le silence qui suit, on entend le Lexiarque.)

Qui s'en iront chez tous les Peuples proclamer
Qu'Athènes veut la paix et vient de désarmer
Et que ses fils, malgré les préjugés contraires

Dans tout le genre humain ne voient plus que des [frères...

(Acclamations.)

TOUS.

— Honneur à Kallipous.

— Sublime !

— Généreux.

(Klétos est monté à la tribune.)

Parle Klétos ! Klétos parle !...

KLÉTOS. (Il n'est pas orateur. Il parle lourdement, avec des gestes gauches et étriqués. Une emphase ridicule. On sent qu'il récite une leçon. Ses débuts sont très pénibles, puis il reprendra pied peu à peu.)

Le temps affreux
Des guerres va cesser. Que la bonté nous guide !
Pourquoi se détester, se tuer ? — C'est stupide !
Ne vaudrait-il pas mieux discuter sagement
Et dire : « Ecoute-moi ! Voilà mon argument !
Dis-moi le tien... et puis, mettons-les en balance,
Voyons le plus pesant !

KLEANTIS, un jeune Eupatride.

Oh ! c'est le tien !

TOUS LES DÉMOCRATES.

Silence !

KLÉTOS.

Le plus pesant aura raison... Voilà ! C'est clair.
Au lieu de s'enfoncer des piques dans la chair
Et de se taillader le crâne à coups de glaive,
On verra l'argument le meilleur.

HYPÉRIDE, bas, ironiquement, à Kallipous.

Ton élève
Te fait honneur !

KLÉTOS.

Voilà ! S'aimer est bien meilleur !
Oh ! si tu crois malin de prendre un air railleur !
Kleanthis ! Je sais bien que mon langage est fruste'
Mais j'ai parlé très net, et j'ai pensé très juste.
D'ailleurs, depuis longtemps, notre ami Kallipous
A traité ce sujet sublime devant nous :
Il a rempli vos cœurs de cette foi profonde,
Qu'un geste fraternel vous donnerait le monde ;
Il vous a convaincus que le droit, l'équité,
Sont les meilleurs remparts d'une juste cité ;
Il vous l'a fait sentir, l'amour de la justice
Nous grandit — Mais l'amour du gain nous rapetisse.
Il vous a démontré combien serait adroit
De ne vouloir régner que par le seul bon droit !
Il a passé sa vie à vous prouver qu'Athènes
Fille de grands penseurs, non de grands Capitaines
Doit semer, ici bas, la justice et l'amour ;
Il vous a convaincus — et ce jour est son jour !
Le Parti Populaire orgueilleux d'un tel sage,
Entend, en son honneur, couronner son ouvrage,
Et nul ne combattra notre projet de loi,
Sauf quelques renégats... quelques traîtres —

(Bruyante approbation. On hue Démosthènes. On acclame l'orateur.)

KALLIPOUS, qui s'est avancé au premier rang de l'auditoire quand le silence s'est rétabli.

Sauf moi !

(Stupeur. Puis de toute part ces cris s'élèvent.)

Comment ! Explique-toi ! Parle ! Que veux-tu dire ?

KLÉTOS, à Kallipous.

Si j'ai mal exprimé ce que ton cœur désire
Dis-le nous.

KALLIPOUS, à la tribune. L'émotion le suffoque.

Chers amis !...

UNE VOIX.

Qu'il est pâle !

UNE AUTRE VOIX.

Qu'a-t-il...

KALLIPOUS.

Chers amis, je pourrais, par un détour subtil,
Vous voiler mon erreur et vous cacher ma faute,
J'aime mieux, devant tous, l'avouer à voix haute...
La logique mentait ! La Sagesse avait tort !
La meilleure raison est celle du plus fort !

TOUS.

Que dit-il ? — Il veut rire !... — Une ironie amère...

KALLIPOUS.

Ne croyez que cela ! Tout le reste est chimère...
Oui ! Je me suis trompé... j'ai menti... J'avais tort —
On ne peut exister que si l'on reste fort !

UN DÉMOCRATE.

La force du Bon Droit, de la Justice ?...

KALLIPOUS.

Un leurre !

KLÉTOS.

La meilleure raison .. ?

KALLIPOUS.

La force est la meilleure !

UN SECOND DÉMOCRATE.

Le bonheur d'être bon ?

UN TROISIÈME DÉMOCRATE.

De voir le mal dompté...

KALLIPOUS.

Il n'est qu'un vrai bonheur : faire sa volonté !

UN QUATRIÈME DÉMOCRATE.

Tu disais : soyons doux et cléments !

KALLIPOUS.

Soyons braves !

UN CINQUIÈME DÉMOCRATE.

La douceur... la bonté ?...

KALLIPOUS.

Sont des vertus d'esclaves !

KLÉTOS.

Ces lois que tu combats, c'est toi qui les voulus.
Tes amis, Kallipous, ne te comprennent plus !

UN DÉMOCRATE

Explique-toi !

UN AUTRE DÉMOCRATE.

Dis-nous ce qui changea ton âme ?

HYPÉRIDE.

Le peuple doit savoir, c'est un droit qu'il réclame,
Pour quel motif, ses orateurs changent d'avis !
D'ailleurs, tes *bons* conseils furent longtemps suivis,
Kallipous, — et ces lois ne sont pas les premières
Que les Athéniens doivent à tes lumières.
Notre parti, qu'on s'en souvienne, a combattu
Cent projets au moyen desquels fut abattu
L'orgueil de notre armée !

UN EUPATRIDE.

Et sa force !

HYPÉRIDE.

J'estime
Que de ton beau génie Athènes fut victime !
Tes principes étaient absurdes. Tes conseils
Ineptes. Je l'ai dit. Mais pour que tes pareils
Ne reprennent, demain, avec plus d'énergie,
L'œuvre néfaste chère à ta démagogie...

(Le ton méprisant de ces mots excite les murmures de la partie populaire de l'Assemblée.)

QUELQUES VOIX.

— Silence ! — Assez !

UN SECOND EUPATRIDE.

Non, non ! Juste sévérité

HYPÉRIDE.

Dis-nous comment, soudain, tu vis la Vérité !

VOIX DIVERSES.

Explique-toi ! — Voyons ! — Parle !

UN JEUNE EUPATRIDE.

La chose est claire !
Il est fou !

VOIX, parmi les démocrates.

— Tu le dois au parti populaire !
— Pourquoi ce changement ? Quelle en est la raison ?
— Prends garde ! Ton silence est une trahison !
— Une lâcheté ! — Oui ! Ce silence est d'un lâche !

UN EUPATRIDE.

D'un coupable !

TOUS.

C'est vrai !

KLÉTOS, à un autre démagogue.

Qu'est-ce donc qu'il nous cache ?

KALLIPOUS.

Mes chers amis... Vous méritiez de meilleurs guides
Que moi !

KLÉANTHIS, l'enfant terrible du parti aristocratique.

C'est vrai !

VOIX, parmi les démocrates.

— Silence ! — A bas les Eupatrides !...

KALLIPOUS.

Oui ! Je vais m'expliquer... Je vous dirai pourquoi...
Mais si vous conservez quelque estime pour moi,
Vous ne demanderez ni le nom, ni les preuves !. .

(Murmures.)

KLÉANTHIS, ironique.

Il orne ses discours nouveaux de façons neuves !

KALLIPOUS.

Dans toutes les Cités sont des êtres d'orgueil,
D'égoïsme...

KLÉANTHIS.

Oui ! — Nous !

KALLIPOUS.

Dont le cœur est en deuil
S'ils ne commandent point à leurs frères...

HYPÉRIDE

Quels frères ?
La fraternité cesse, aux intérêts contraires !

KALLIPOUS.

De tels hommes, nombreux, même au milieu de nous
Voudraient voir, autour d'eux, tout un peuple à genoux
Ils voudraient, imitant les Souverains d'Asie,
Que leurs Cités pour lois, n'aient que leur fantaisie.
Leur seule ambition, leur unique idéal
C'est d'avoir des troupeaux humains pour piédestal !

KLÉANTHIS.

Vieille chanson !

KALLIPOUS.

J'ai su, qu'un groupe de ces hommes
S'armait secrètement...

HYPÉRIDE.

Il faut que tu les nommes...

KALLIPOUS.

S'armait secrètement pour nous asservir !

VOIX DES EUPATRIDES.

Non !
Il invente un complot ! — Il ment ! — C'est faux !
Un nom !
— Le chef de ton complot ? — Le chef de sa police !

KLÉTOS.

Cacher ces criminels, c'est t'en rendre complice !...

VOIX DES DEUX PARTIS.

— C'est vrai ! C'est vrai !
— Des noms !
— Des preuves et des noms !...
Quels sont les criminels ?

TOUS.

Oui !

HYPÉRIDE, très violent.

Nous nous étonnons,

Qu'un Magistrat du Peuple, un Dikaste, un Archonte,
Connaissant un tel crime, ait peur de rendre compte,
Des traces qu'il en vit, des preuves qu'il en eut !
Nous dira-t-il au moins, comment il le connut ?

(Long tumulte. Tous interpellent l'orateur. Le Président parvient enfin à rétablir l'ordre.)

VOIX DE DÉMOCRATES.

Réponds lui ! — Réponds lui !
— Ce complot, qui le trame ?

UN EUPATRIDE.

Il nous accuse tous !

TOUS LES EUPATRIDES.

Oui ! Tous ! Tous !

UN SECOND EUPATRIDE.

C'est infâme !

UN HOMME DU PEUPLE.

C'est inouï !

UN AUTRE.

Vraiment, il a perdu l'esprit !

(Violent tumulte.)

HYPERIDE, ironique.

Nous dira-t-il au moins les mesures qu'il prit
Pour que cet attentat, si formidable, avorte ?

KALLIPOUS, sinistre.

Oui !

HYPÉRIDE.

C'est heureux, vraiment... Car l'aventure importe !
Un complot parmi nous, ici, c'est inouï !
Donc, tu pris, Kallipous, tes précautions ?...

KALLIPOUS.

Oui !

CLEANTHIS, moqueur.

Et ces précautions, sont extraordinaires ?...

KALLIPOUS.

On avait acheté six chefs des Mercenaires,
Après qu'ils m'eurent fait tous les aveux voulus,
Je les ai châtiés...

TOUS, en un long murmure.

Comment ?...

KALLIPOUS.

Ils ne sont plus !

TOUS.

Morts !

PLUSIEURS VOIX.

Comment ? sans procès ?...

(Kallipous répond oui de la tête. Un long silence. Puis un murmure où l'on entend répéter.)

Morts ! Morts ?...

UNE VOIX.

Jamais l'Attique
Ne vit pareille horreur !

TOUS.

Explique-nous ! Explique !

KALLIPOUS.

Je vous expliquerai d'abord, puisqu'il le faut,
Mon silence... Voici... J'ai connu le complot
Par quelqu'un qui... Celui qui me l'a fait connaître
Etait le principal coupable... mais sans l'être...
Il était le jouet... sans doute inconscient
D'ambitieux... de criminels. Alors, n'ayant
Contre ces criminels aucune preuve sûre,
J'ai dû prendre à l'instant la cruelle mesure
Que je viens de vous dire. Il fallait frapper fort...
Sans crainte. Se montrer sûr de soi, dès l'abord...
Ces soldats étrangers ont besoin qu'on les dompte,
Le péril était grand, je m'en suis rendu compte !
Hypsipile et ses cinq complices m'ont bravé.
Je les vis confesser leurs plans, le front levé.
Ils se vantaient que leurs guerriers sur un seul geste
Allaient se soulever — et vous savez le reste !

VOIX DIVERSES.

— Mais les instigateurs ?..
— Leurs complices !
— Les vrais
Coupables !
— Quels sont-ils ?
— Te les a-t-on livrés ?
— Parle ! Sais-tu leurs noms ?..

PLUSIEURS VOIX.

Parle !

KALLIPOUS.

Je les ignore !

PLUSIEURS VOIX.

Impossible !

KALLIPOUS.

Un seul nom — je vous l'affirme encore
M'est connu ! Ce nom-là — je veux le taire !

VOIX DIVERSES.

— Non !
Tu dois tout dire ! — Tout ! — Nous exigeons ce nom !

KALLIPOUS.

Ce coupable n'est point coupable au fond de l'âme...
Je ne vous dirai rien de plus, mais je proclame
Qu'on ne peut le punir et qu'il est innocent !

HYPÉRIDE.

Il faut faire un exemple !

KALLIPOUS.

Hé bien, prenez mon sang !

DÉMOKLÈS.

Nous voulons tout savoir !

KALLIPOUS.

Hé bien, prenez ma vie !

DÉMOKLÈS.

Nous te ferons parler !

KALLIPOUS.

Non. Je vous en défie !

DÉMOSTHÈNES, sur la deuxième marche de la tribune.

Athéniens ! L'Archonte-Éponyme, voudrait
Conserver pour lui seul un secret...

UN EUPATRIDE, l'interrompant.

Ce secret
Est à tous !

UN AUTRE.

L'intérêt de la Ville est en cause !...

DÉMOSTHÈNES.

Aucune de nos lois à ses vœux ne s'oppose !

KLÉTOS

D'ailleurs nous approuvons tous ses actes !

NOMBREUSES VOIX DE DÉMOCRATES.

Oui tous !

KLÉTOS.

Honneur à Kallipous.

NOMBREUSES VOIX DE DÉMOCRATES.

Honneur à Kallipous !...

SCÈNE III

UN MATELOT

(Un matelot hors d'haleine fend les rangs de l'assemblée. Il est en proie à une émotion extraordinaire.)

Athéniens ! On voit des hauteurs de Phalères,
Des milliers de vaisseaux, d'innombrables galères,
Doublant le Sunium s'avancer vers le Port !
Oui ! Nous étions là tous, croyant rêver d'abord —.
Nous avons vu paraître, au bout du Promontoire
Un vaisseau colossal, dont la carène noire
Se hérissait de dix rangs de rames ! Oui ! Dix !...
La mer en écumait sur les rocs ! Et tandis
Que nous le regardions stupéfaits, de derrière
Le Sunium on vit surgir une trière
Semblable, puis une autre et puis d'autres encor,
Et d'autres, tellement que les Victoires d'or,
Qui du haut des châteaux d'avant veillent sur elles
Cachent toute la mer sous l'ombre de leurs ailes !
Jamais, jamais, jamais on n'a vu sur les eaux
En un lieu, rassemblé, tel nombre de vaisseaux...
Un pouvoir surhumain cingle vers le Pirée !

(Un long silence de stupeur.)

HYPÉRIDE s'élance à la tribune où Kallipous lui fait place et s'écrie d'une voix tonnante.

Si la nouvelle est vraie — et la nouvelle est vraie,
Celui que ces vaisseaux, vers nous, ont apporté
C'est l'ennemi des lois et de la Liberté,
Démétrios ! le fils terrible d'Antigone !

(Tumulte. Ces cris se font entendre.)

— Quoi !

— Nous sommes perdus !

— Pallas nous abandonne !

— Il faut lutter !

— Lutter?... il entre dans le Port !

— Assemblons les soldats !

— On défendra le Fort

— Aux armes !

— Oui ! le Fort de la Porte Dypile
Peut résister longtemps !

— Qu'on appelle Hypsipile !

— Hypsipile armera ses Thraces !

HYPÉRIDE, d'une voix qui domine le tumulte et rétablit le silence.

Il est mort !

(Avec une violence démentie.)

Comprenez ! Tout enfin se découvre ! D'abord
On a, longtemps, dans l'ombre, attaqué notre armée,
Détruite peu à peu, lentement décimée ;
Puis, on licencia nos meilleurs défenseurs ;
Et puis enfin, quand l'on peut voir les agresseurs,
Se dresser menaçants à l'horizon d'Athènes
On frappe dans la nuit vos meilleurs capitaines !
N'est-ce pas, n'est-ce pas ce que ce monstre a fait ?

(Il écrase Kallipous du geste. Pétrifié, Kallipous reste immobile. La foule s'écarte de lui.)

Qui peut nier le crime et douter du forfait?
Misérable !

KALLIPOUS.

Moi ! Moi !...

HYPÉRIDE.

Ta victoire est complète
Combien as-tu reçu de ton Poliorcète
Pour lui livrer ta ville en massacrant nos chefs?...

TOUS, en une explosion formidable.

C'est vrai ! c'est vrai ! c'est vrai !

HYPÉRIDE, d'une voix tonnante qui domine le tumulte.

Mais avant que ses nefs
Ne viennent t'enlever toute raison de craindre,
La Justice du peuple a le temps de t'atteindre...

(Kallipous disparaît au sein d'une vague humaine que dominent des poings menaçants, brandissant des bâtons et des couteaux. La foule l'entraîne dans un long hurlement.)

TOUS.

Au Barathre ! Au Barathre ! A mort ! A mort ! A mort

SCENE IV

PROKION, DEMOKLES, HYPERIDE

(Ils restent seuls, le flot du peuple s'est éloigné.)

PROKION, très calme à ses deux amis.

Pour recevoir le Roi, nous, courons vers le Port !

RIDEAU

(*A suivre.*) ALBERT DU BOIS.

LA FRANÇAISE DE DEMAIN D'APRÈS SA PSYCHOLOGIE DE GUERRE

Personne ne conteste que des modifications profondes et des innovations dans la condition sociale de la Française sont au nombre des probabilités, ou mieux des nécessités de demain. Il serait donc de haut intérêt sociologique que l'on pût fixer préalablement, et avec autant de précision que possible, les conséquences de réformes qui conféreront des droits nouveaux à plus de femmes qu'il n'y a d'hommes actuellement en leur possession. Le nombre des femmes dépasse, en effet, en France la moitié de la population globale. Malheureusement, les réformes sociales déroutent presque toujours les prévisions et ne se jugent que par leurs résultats.

Nous pouvons constater du moins que jusqu'ici les conquêtes du féminisme français n'ont pas constitué des éléments de désordre : l'admission de la femme à divers emplois administratifs, aux Conseils des prud'hommes, à des carrières dépendant de l'obtention de grades universitaires, au barreau, à l'exercice de la médecine, en qualité de témoin dans les actes de l'état-civil, son entrée au Conseil supérieur de l'hygiène, la libre disposition de son salaire quand elle est mariée, le divorce, n'ont pas fourni les mécomptes prédits par les adversaires du féminisme. Mais ces réformes sont relativement peu de chose au regard de la transformation totale qui se prépare dans la condition sociale de la Française. Certes, le législateur s'efforcera d'étaper — qu'on nous pardonne ce néologisme — cette transformation avec sagesse, prudence et sagacité, mais encore faudra-t-il qu'il se garde d'une injuste et irréductible méfiance qui ne répondrait pas aux nécessités. Néanmoins, nous sommes en présence d'un problème redoutable et dont la portée reste enveloppée d'un mystère assurément troublant. N'y aurait-il donc aucun moyen d'essayer de projeter quelque lumière en ces ténèbres? Nous ne voyons, pour notre part, d'autre ressource que d'interroger l'âme elle-même de la Française.

Les conséquences des réformes et des innovations sociales dépendent beaucoup, en effet, de la mentalité de ceux qui sont appelés à en être les bénéficiaires. Mais il convient de saisir cette mentalité dans les meilleures conditions de sincérité, en quelque sorte sur le vif. Or, il se trouve que la Française a dû s'adapter, pendant la guerre, à des événements imprévus qui, sous toutes les formes, ont sollicité son activité, son intelligence, sa moralité et son cœur. Elle n'eut le loisir ni de maquiller ses sentiments ni d'étudier ses attitudes. Elle dut agir dans la spontanéité de sa nature et d'après son acquis atavique et social. N'est-ce pas une condition excellente pour que, en étudiant sa psychologie de guerre, on risque de ne pas trop s'égarer au sujet de l'estimation de ce qu'elle sera dans le rôle nouveau qui va lui être départi?

⁂

M. H. Marion a écrit : « L'esprit de la femme, « éminemment souple, est surtout plastique et « imitateur; elle s'assimile vite le concret et les « détails, mais, comme les enfants, répugne à « l'abstrait, généralise au hasard, ne pense que « par cas particuliers. Quelques femmes ont « pourtant excellé dans les mathématiques pures, « preuve qu'aucune étude ne leur est nécessai- « rement fermée. Ce qui leur manque, c'est sur- « tout le sens de la causalité naturelle, de la loi. » La guerre a permis de vérifier que ce jugement n'était pas absolument exact en ce qui concerne la Française. Trente-trois ans de paix ininterrompue avaient créé pour elle la douceur de la sécurité dans ses affections. Epouse, mère, sœur, fiancée, l'ordre de la mobilisation générale la jetait brutalement sur le chemin de croix de l'angoisse et de la souffrance morale. Elle domina tout de suite ses douleurs particulières de femme pour communier dans le danger national, et l'abnégation de son cœur meurtri s'élargit jusqu'au renoncement au profit du salut de la Patrie. Ceux qui ont assisté à des départs de combattants n'oublieront jamais son attitude sur les quais des gare d'embarquement. Elle avait les yeux secs, illuminés seulement de la flamme intérieure qui la dévorait : elle souriait d'un ineffable sourire de tendresse concentrée et d'amour éperdu; tout en elle disait sa volonté que le soupçon même de son angoisse ne pût affaiblir le moral du soldat : elle s'était réellement haussée à l'intégrale conception de cette abstraction sublime qu'est la Patrie, raison et joie des sacrifices les plus durs et les plus stoïques.

Ce stoïcisme dans le sacrifice de son cœur à la Patrie, la Française l'a continué pendant toute la guerre. La mort l'a frappée dans ses affections les plus chères sans que son courage ait un instant faibli. Tous, nous en avons recueilli autour de nous les preuves indéniables et nombreuses. Les autorités qui ont eu la cruelle mission d'aller informer officiellement des femmes du décès à l'ennemi d'un mari, d'un fils ou d'un frère, pourraient témoigner que le patriotisme leur a tou-

jours dicté la plus stoïque abnégation. Elles ne se plaignaient jamais que l'être aimé se trouvât dans un secteur particulièrement dangereux. Quand, après une permission, il retournait dans l'enfer de la bataille, elles ont toujours su raffermir son courage par la certitude de leur propre confiance et leur patriotique sérénité.

Il est certain, par contre, que dans l'action convergeant vers des œuvres de guerre de large envergure, la Française n'a pas montré le même esprit de généralisation. « Quant à l'action, a encore écrit M. H. Marion, les femmes y apportent leurs qualités de cœur et d'esprit, mais plus de vivacité que d'esprit de suite, plus de courage passif que d'initiative. » Au lendemain de la mobilisation, la Française répondit avec empressement aux appels du gouvernement et des Sociétés de secours aux blessés en vue de l'accumulation des objets de literie et de pansement. Elle trouva des trésors d'ingéniosité pour multiplier les dons et les prêts de linge utilisable. Mais elle n'alla pas jusqu'à la compréhension des résultats immenses auxquels n'eût pas manqué d'aboutir son effort associé en des œuvres ayant pour but le soulagement des infortunes issues de la guerre. A ce point de vue, elle « a pensé, comme l'écrit M. H. Marion, par cas particuliers ». Mais cette erreur psychologique vient peut-être aussi de ce qu'elle n'a pas encore fait l'apprentissage de l'association. On peut en trouver la preuve dans la réalisation, par le féminisme organisé, d'œuvres de guerre de la plus bienfaisante portée morale et sociale. Parmi ces œuvres, citons la création, sous la direction de Mmes Jules Ferry et Marguerite Laval, de l'*Assistance aux dépôts d'éclopés*. « L'Union française pour le suffrage des femmes » a pris l'initiative de pourvoir de *sous-vêtements chauds* les soldats sans famille ou dont la famille habitait des régions envahies et ne pouvait communiquer avec eux. Sous l'inspiration du journal « la Française », le « Conseil national des femmes » a ouvert le *Foyer du soldat*. Mmes Brunschwig et Carnot ont installé des *abris de famille* pour les réfugiés français et belges. Mmes Jules Siegfried, la marquise de Ganay et Saint-René-Taillandier ont institué le *Bon Gîte*, qui a pour but de meubler les maisons reconstruites sur l'emplacement des villages détruits. Le « Conseil national des femmes » a créé un *Office de renseignements pour les familles dispersées*. « L'U. F. S. F. » a constitué l'*Aide fraternelle aux réfugiés et évacués Alsaciens-Lorrains*. Nous en passons. Le féminisme organisé a pu ainsi, grâce à son sens de la généralisation éveillé par la pratique de l'association avant la guerre, secourir des infortunes et des détresses matérielles et morales par des œuvres dont ses moyens limités ont forcément restreint le nombre et l'action. Elles eûssent pu devenir des œuvres nationales de consolation, d'entr'aide et de réparation, si la Française avait fait le préalable apprentissage des bienfaits incalculables produits par l'effort moral concerté et accumulé dans l'association, et si elle avait eu l'esprit de suite dans la généralisation de son patriotisme.

Il est juste d'observer d'ailleurs que l'action de la solidarité nationale aurait pu être beaucoup plus variée et beaucoup plus ample qu'elle ne le fut en réalité. Sans doute, l'action morale de la femme était ici tout indiquée, mais celle de l'homme n'était pas moins nettement tracée. Il a manqué lui aussi du sens de la généralisation. C'est pourquoi, par exemple, les « Journées » n'ont pas attesté des recettes plus considérables. Dans quelques villes seulement on a pris l'initiative d'annoncer l'heure des obsèques des soldats décédés dans les hôpitaux par suite de blessures ou de maladies contractées au front et trop peu de citoyens se sont fait un devoir de les suivre. Au lieu d'en laisser le soin à l'administration, on aurait dû se grouper, sinon dans chaque commune, du moins dans chaque canton pour faire accueil aux réfugiés et les aider matériellement et moralement : la plupart du temps ces malheureux étaient logés tant bien que mal dans des locaux municipaux et nourris au bureau de bienfaisance; parfois des familles riches s'en débarrassaient en leur payant le logement et la nourriture en dehors de leur maison; ce n'est que dans la petite bourgeoisie, la classe ouvrière et la classe rurale, qu'on s'est ingénié en les recevant au foyer, à leur procurer l'illusion de la vie de famille. Ce furent, à côté d'actes admirables et réconfortants, des défaillances certaines de la solidarité humaine et des erreurs dues au manque d'esprit de généralisation dans l'élan national du patriotisme.

⁂

Il semble que l'on devrait récolter une ample moisson de documents pour la psychologie de guerre de la Française dans l'observation de son attitude au chevet des blessés. Mais la mission d'infirmière exige un enseignement et une pratique préalables, que peu de femmes avaient eu la pensée de solliciter ou le temps de recevoir

et d'acquérir pendant la paix, et auxquels ne songèrent que les Sociétés organisées. Or, les trois grandes associations de la Croix-Rouge ne comprenaient, en presque totalité, que des femmes de l'aristocratie de naissance ou de fortune, de la bourgeoisie aisée et du haut commerce. Force nous est donc de limiter ici notre observation à ces catégories de Françaises. Le service de santé militaire assura d'ailleurs les soins aux blessés en grande partie par ses seuls moyens, et, en dehors des dames de la Croix-Rouge, ne fit que très rarement appel aux infirmières de profession, qui ne sont guère nombreuses.

Disons tout de suite que les infirmières diplômées de la Croix-Rouge furent des auxiliaires précieuses, dont beaucoup ont été récompensées par des distinctions justement méritées. Aussi bien sur le front de France que sur celui de Salonique et dans les hôpitaux, elles ont poussé le dévouement patriotique, l'oubli de leur sécurité et la solidarité humaine jusqu'aux plus extrêmes limites de l'endurance et de l'héroïsme, souvent jusqu'au sacrifice de leur vie. On doit s'incliner devant tant de vaillance, tant d'abnégation et tant de courage dans l'accomplissement du devoir volontaire. Celles qui n'étaient pas diplômées se rendirent utiles à la cuisine, au réfectoire, à la lingerie, au vestiaire. Mais quelle fut leur psychologie de guerre?

Eh bien, si l'infirmière française a envisagé certainement le service de l'hôpital comme un devoir patriotique, elle l'a rempli aussi sans rien abdiquer de sa mentalité féminine et de son point de vue mondain. Elle y a donc apporté ses qualités et ses défauts de femme et ses préjugés de classes. Il s'est produit en elle un curieux dédoublement de la personnalité, qui lui a permis de concilier son devoir avec sa manière d'être dans la vie courante. Elle entra à l'hôpital en mondaine qui considérait la noble mission de soigner les blessés ou de s'employer dans les services hospitaliers comme la seule attitude possible, en temps de guerre, pour une femme de sa situation sociale, ou, ainsi que l'on disait jadis, pour « une femme de qualité ».

C'est sous l'empire de cette espèce de snobisme patriotique et mondain qu'elle endossait l'uniforme réglementaire lorsqu'elle était diplômée, ou, sinon, arborait le brassard orné de la croix écarlate et la médaille sociale. C'étaient, pour elle, les signes qui permettaient de ne pas la confondre avec les femmes du vulgaire ou celles qui s'amusaient à placer sur leurs chevelures des imitations de coiffures militaires. Dans le drame qui se déroulait, elle voulait occuper une place à part, la place « distinguée » qui pouvait seulement lui convenir. En cela, elle a démontré à sa façon, pendant la guerre, que le rapprochement des classes, qui eût été la modalité sociale de la communion des âmes dans le danger commun, fut un thème à développements brillants et faciles, plutôt qu'une heureuse réalité.

La prolongation de la mentalité mondaine à l'hôpital, est attestée, entre mille autres, par le petit fait que voici. Dans une ville de province, on avait choisi, pour y installer un hôpital de la Croix-Rouge, les locaux d'une école de filles dont la directrice n'avait conservé à sa disposition que sa chambre, la salle à manger et la cuisine. Or, quelque temps après l'ouverture, cette directrice reçut la visite de la présidente du comité local, qui venait la prier de prêter, chaque après-midi, la salle à manger, afin que ses sociétaires pûssent... y prendre le thé. Elle s'y refusa très aimablement quoique avec fermeté, et elle obtint gain de cause devant ses chefs hiérarchiques à qui on avait cru bon d'en référer. Mais elle s'est attiré des réflexions un peu vives et des inimitiés furieuses : celles-ci, vraisemblablement, ne s'éteindront pas avec la guerre.

De même, l'infirmière française fut « patriotiquement » coquette. Dans sa tenue, d'abord. Pour celles qui étaient diplômées, l'uniforme était d'ordonnance, mais l'ordonnance était le chic suprême du moment, et il importait que l'uniforme fût de bonne coupe et que le turban seyât au visage. Il y eut des consultations chez le bon faiseur ou la couturière, et des poses savantes s'étudièrent devant la glace. Avec les blessés ensuite. « Ils sont si gentils, mes blessés! », s'extasiait l'une d'elles. Rien ne la rebutait, ni la vue des blessures horribles, ni le maniement des pansements, ni l'odeur spéciale aux salles d'hôpitaux, ni la peur de la contagion possible, mais il y avait du désir de plaire dans les attitudes et dans le moindre geste. Il s'y rencontrait aussi de la compassion et le besoin d'être maternelle. « On peut regarder *à priori* comme « essentiellement féminins, a écrit M. H. Ma- « rion, et l'on vérifie comme tels, en effet, dans « l'immense majorité des cas, tous les caractè- « res psychiques impliqués dans la fonction ma- « ternelle. La sensibilité est le premier, du « moins cette sensibilité spéciale faite de ten- « dresse, de soins, de protection pour la fai- « blesse de l'enfant... Le dévouement, le besoin « de sacrifice, je ne sais quoi de délicat dans « la pitié et d'ingénieux dans la bienfaisance,

« un courage parfois à toute épreuve, tout ce « qu'il y a de meilleur dans le caractère féminin, et qui le rend sublime à l'occasion, semble venir de là et porter cette marque. » Les blessés étaient momentanément de grands enfants, des faibles, et l'infirmière française leur prodigua les trésors de sa tendresse maternelle instinctive. Mais ils étaient aussi des hommes, ils représentaient la partie de l'humanité à la conquête de laquelle s'exerce d'ordinaire la diplomatie innée de la femme, et elle ne leur ménagea pas sa coquetterie. Les infirmières non diplômées délaissaient souvent la cuisine, la lingerie et le vestiaire, pour s'attarder, parfois plus que de raison, à causer avec les blessés. Les soins des diplômées y gagnèrent en ingéniosité, en douceur et en délicatesse, et les blessés d'une certaine situation sociale ou les gradés ne furent pas les moins bien partagés. Des flirts s'ébauchèrent, des préférences s'établirent, des rivalités naquirent : il y eut parfois échange de mots aigres-doux et des négligences dans le service général de l'hôpital, des injustices, qui provoquèrent l'intervention du médecin et de l'infirmière-major.

(*A suivre.*) LOUIS NARQUET

LE SENS DE LA MESURE DANS L'ŒUVRE DE MOLIÈRE

La mesure est, par excellence, une qualité française. Sans doute, nous ne sommes pas les seuls à pouvoir la revendiquer, mais aucun peuple ne la possède à un si haut point.

Du sentiment inné de la mesure nous avons hérité le tact et un sens très affiné du ridicule : conséquence, au reste, logique, si le tact est essentiellement l'expression même de la mesure en toutes choses, alors que le ridicule embrasse, au contraire, tout ce qui dépasse celle-ci, ou n'y atteint pas.

En définissant ainsi le ridicule, je n'oublie ni l'étymologie, ni la signification courante de ce mot : mais, ici, leur valeur est nulle, parce qu'elle ne correspond à aucune réalité. Tous les ridicules, en effet, ne sont pas risibles, dans l'acception banale du terme, car leurs conséquences n'apparaissent pas toujours plaisantes et inoffensives, loin de là. Et si, malgré cela, on en rit, c'est qu'il existe d'étranges degrés dans le rire et de singulières différences dans les causes qui le provoquent. De là, précisément, la diversité curieuse de son expression : on le voit bienveillant, et participant de la douceur du sourire ; ironique, touchant alors au ricanement, — sa plus dégradante expression ; il a quelque chose d'effrayant quand il affirme l'impuissance de traduire par des mots le mépris ou la répulsion qu'on éprouve : il devient sinistre, s'il précède une vengeance, un crime, un suicide ; enfin, parmi le désarroi moral de certains deuils ineffables, on peut entendre, parfois, des rires infiniment plus douloureux que les larmes.

A cause de ce pouvoir d'adaptation, si l'on ose ainsi parler, — en quelque ordre d'idées, de sentiments ou de faits, que puisse se manifester un manque de mesure, — partant un ridicule —, il serait possible, on le voit, de trouver un rire pour l'exprimer ; mais cette possibilité n'autorise à conclure ni au côté amusant, léger, ou véritablement comique de la cause du rire, ni à la nécessité pour le ridicule, de le provoquer, car leur liaison est purement accidentelle.

Si l'on voulait en chercher la confirmation, on ne trouverait pas de preuve meilleure, de plus probante que l'œuvre de Molière. Aucun de nos écrivains n'a eu à un degré égal le sens du ridicule ; aucun ne l'a analysé avec une semblable profondeur ; et personne n'a su l'étaler au grand jour avec davantage de clarté et de verve ; même, sa maîtrise à manier le ridicule est telle, qu'elle a fini par donner une idée fausse de ses intentions.

On a beaucoup discuté, en effet, sur ce que l'on est convenu d'appeler, par abus de mot : la philosophie de Molière ; on s'est évertué à découvrir dans ses pièces une sorte d'idée maîtresse et comme un enchaînement logique dans le développement des caractères, — et cela, afin d'en pouvoir déduire, non pas un système rigoureux, — c'eût été tenter l'impossible —, mais du moins une intention visible, sinon formelle, de défendre un système.

Brunetière, en particulier, s'est donné beaucoup de mal, — voilà une trentaine d'années —, pour échafauder une théorie, dont il se figurait, en toute sincérité, trouver les éléments dans l'œuvre de Molière, et qu'il appelait « la philosophie de la nature ».

En cette étude — remarquable à plus d'un titre, et neuve dans son point de vue, — l'éminent critique a dépensé une érudition et une ingéniosité rares ; malheureusement, en dépit de la belle ordonnance, très séduisante d'ailleurs, de sa thèse, tout cela n'existait que dans son imagination : et s'il est parvenu à étayer ses idées à l'aide de citations, qui paraissent, à la vérité, tout à l'avantage de son

raisonnement, c'est que, parti d'une idée préconçue, il a ramené à sa démonstration, en les interprétant dans ce sens spécial, tous les textes capables de la fortifier, et d'en rendre manifeste le bien fondé.

Avec un tel procédé on peut aller loin : « Donnez-moi, disait Laffemas, donnez-moi deux « lignes de la main d'un homme, et je me charge « de le faire pendre. »

Mieux partagé, Brunetière avait toute une œuvre à sa disposition, et, pour l'interpréter, il possédait les ressources d'une érudition et d'une logique impeccables. Cependant, cette fois encore, Molière en fut quitte pour la peur ; mais, il faut l'avouer, l'alerte avait été chaude ; et dans le moment, il s'était trouvé en assez fâcheuse posture ; car à en croire l'argumentation de cette étude, l'œuvre entière de Molière serait une école de démoralisation et d'athéisme.

Ici, Brunetière a largement dépassé la mesure. L'impression que produit la lecture ou la représentation des pièces de Molière, ne laisse aucun germe de démoralisation ou d'athéisme dans l'esprit du lecteur ou du spectateur, qui lit ou qui écoute sans l'idée préconçue de trouver telle ou telle théorie et de plier le texte à en devenir la démonstration évidente.

Molière n'a d'autre philosophie, d'autre morale que celle de l'expérience : il n'est donc, au sens strict, ni un philosophe, ni un moraliste, mais seulement un observateur, un auteur comique, étudiant, scrutant la vie, pour la reproduire dans ses fictions de la scène avec toute la vérité et l'exactitude possibles. Ses contemporains ne s'y sont pas trompés ; ils l'avaient appelé le « *contemplateur* », et le mot, dans la langue de l'époque, a uniquement le sens d'observateur.

Préoccupé de peindre les mœurs, Molière n'a pas cherché au-delà, j'entends qu'il ne s'est point embarrassé de soutenir dans son œuvre une thèse philosophique ; il s'est contenté de recueillir, de collectionner ce que la faiblesse, la vanité, la méchanceté, en un mot la bêtise humaine, — car celle-ci est faite de tout cela —, étalait chaque jour devant lui, avec tant de complaisance ; puis, afin d'utiliser ses observations, il leur a donné un corps ; il en a fabriqué des personnages, — créations admirables, débordantes de vie, et d'une vérité tellement parfaite, dépassant de si loin ce qu'il y avait de présent, de momentané dans ses sujets, qu'elle a suffi à compenser l'indigence de l'intrigue, à masquer la faiblesse de l'action, à sauver la nullité des dénouements. Car il n'existe guère de pièces, on en peut convenir, plus sommairement construites, et conduites, machinées et dénouées, avec autant de simplicité, et parfois on dirait de laisser aller, que celles de Molière.

Pourtant, on ne les a jamais égalées.

Leur supériorité tient à la puissance, à la profondeur de l'analyse, au don merveilleux, génial, qui a permis à Molière, après avoir disséqué ces caractères, ces travers, ces ridicules, de les reconstituer, par une magistrale et impressionnante synthèse, et ainsi de muer en des types généraux et durables, indépendants de la variation des habitudes, de la transformation des modes, et en une large mesure, de la modification même des idées, les types particuliers qui lui servirent de modèle.

De là vient le caractère spécial de son comique : exubérant, touchant volontiers, par endroits, à la farce, il n'est gai, cependant, qu'à la surface. Et la raison n'en réside point dans une tendance chez Molière, à la misanthropie ; sans doute, à en croire les confidences de ses intimes, il y avait en lui un fond de tristesse ; mais le vrai motif n'est pas là ; nous le trouvons dans la profondeur de son observation. Quand on se penche sur la vie pour en fouiller les détails, peu de choses y prêtent véritablement à la gaîté. En analysant les faits, les actes ; en scrutant leurs mobiles, on découvre des laideurs insoupçonnées ; on aperçoit alors une théorie de petites infamies intimes, qui se déroule parmi tant d'étroitesse, d'égoïsme, d'envie et l'on voit défiler le cortège de ces tares morales, que l'adresse des mots et l'habileté des attitudes, permettent, dans l'habitude de l'existence, de dissimuler à l'extérieur.

Evidemment, il n'y a rien de réjouissant à de pareilles constatations ; et l'on comprend la tristesse qu'en éprouve celui qui observe la vie de trop près. Mais si le principe de la plupart des actions est triste ou répugnant, la manière dont elles se manifestent, le milieu dans lequel elles évoluent, les circonstances qui les font naître, peuvent, en revanche, leur donner une apparence de gaîté.

C'est précisément de cette apparence qu'est fait le plus souvent, le comique de Molière. Les ridicules qu'il nous montre sont rarement risibles en eux-mêmes ; le plus curieux est peut-être que s'il arrive qu'ils le soient, c'est alors que nous en rions le moins franchement, car en ce cas, Molière, prend par un procédé contraire, le soin de tempérer le rire qu'ils excitent par les circonstances dont il les entoure : et il a raison, si tout manque de mesure se paye déjà nécessairement, et souvent plus cher qu'il ne vaut.

En le disant, je pense à la figure lamentable de Georges Daudin ; on rirait de lui, avec raison, et la folie qu'il commet, — riche paysan —, d'épouser

ser une fille noble, légitimerait qu'on le fît sans regret, car, en vérité, on n'est pas ridicule à ce point d'aller prendre femme dans un monde aussi différent et éloigné du sien ; surtout on n'a pas d'excuse de rechercher l'alliance d'un extravagant de noblesse, comme M. de Sotenville. Mais il paye un prix si disproportionné son manque de mesure : il est malheureux et bafoué à un tel point, qu'on n'a plus le courage d'en rire ; ou plutôt, tout en le faisant, on ne se moque pas de lui ; on le plaint.

En effet, il faut le remarquer, dans Molière, le ridicule n'entraîne pas toujours la déconsidération ou le blâme, et le rire qu'il provoque, ne prouve pas contre la moralité ou l'esprit du personnage ; après avoir constaté son ridicule et en avoir ri, nous continuons de lui donner notre estime, notre sympathie, ou notre pitié quand il est Alceste, Orgon, Chrysale, et même Georges Daudin, ou M. Jourdain, parce que, s'ils ont des travers, ils sont malgré tout de braves gens ; d'autre part, sans rire de Célimène, de Philinte, de Don Juan, de Tartufe, et bien que leur ridicule soit certainement moins accentué, non seulement nous n'avons pour eux aucune estime, mais ils nous sont antipathiques, et les deux derniers mêmes, nous effrayent.

Au reste, Molière présente toujours le résultat de son observation, avec on ne sait quoi de désintéressé, qui met à l'aise l'esprit du spectateur ou du lecteur, et lui laisse l'entière faculté de juger suivant l'impression qu'il a reçue. Il entend d'ailleurs nous confier le soin de tirer de ses pièces la moralité qu'elle comporte ; il ne nous l'impose pas ; que ses personnages nous impressionnent plus ou moins, et que ce soit dans un sens ou dans un autre, il n'intervient pas pour redresser, en cas d'erreur, notre jugement ; il s'en désintéresse : dans son théâtre on ne voit guère de raisonneurs, et le peu qu'on en rencontre ne représente jamais ni son idée personnelle, ni la pure vérité logique ; il sont là beaucoup moins pour éclairer l'idée, que pour empêcher, en certains cas, très épineux, la déformation excessive de sa pensée.

Personnellement, en effet, il n'a pas à intervenir, car au rebours de ce qu'en ont pensé d'excellents esprits, il n'écrit point pour défendre une idée préconçue, ou faire prévaloir un système qui lui soit propre ; sa prétention est beaucoup plus simple. Incomparable peintre de mœurs, il étudie la vie dans les différents milieux ; observe-t-il un ridicule, un caractère, une situation qui vaillent d'être connus, il les jette sur la scène, les éclairant à la lumière intense de son génie, et il nous dit : « Voici ce que j'ai vu : — des pecques provinciales, affolées de préciosité : — un sot qui voit dans l'ignorance, chez la femme, une sauvegarde pour l'honneur du mari, et comme une assurance sur la vertu ; — un faux dévot, jouisseur et méchant, capable des pires infamies, et un homme d'âge, sincèrement croyant et religieux, qui devient sa victime ; — un honnête homme que sa passion de la vérité et de l'honneur rend misanthrope, et finit par brouiller avec le monde et la société ; — un grand seigneur méchant homme, séducteur, libertin et hypocrite ; — un odieux avare, usurier et défiant ; — un paysan, fort riche, qui s'est fourvoyé dans la noblesse par un mariage, et que sa femme berne et bafoue, au point de faire songer au suicide ; — un marchand enrichi, bouffi de vanité, désespéré d'être un bourgeois, et s'en consolant en jouant, très cher, au gentilhomme ; — d'honnêtes femmes à qui la science a tourné la tête ; — un brave homme, d'une constitution robuste, et d'une santé à toute épreuve, qui s'entête à se croire malade, se met entre les mains d'un médecin ignare, et se drogue du matin au soir ;... et bien d'autres encore de moindre importance ; les voici tels que je les ai vus : je n'y ai rien changé ; à peine ai-je grossi les traits, et seulement parce que l'optique du théâtre l'exigeait. Etudiez-les à votre tour ; et faites votre profit, — dans la mesure où vous l'aurez comprise —, de la leçon qu'ils contiennent. Pour moi, je n'ai rien de plus à vous en dire, car je n'en pense rien, au-delà de ce que j'ai décrit. »

Et rien n'est plus vrai ; la seule chose qui intéresse Molière, c'est de peindre la vie au naturel : partout où un manque de mesure le choque, il la relève, et peu lui importe que le personnage soit d'église, de cour, de robe, de bourgeoisie ou de peuple ; car il en veut aux ridicules, mais non pas à la classe sociale où il les rencontre, ni à l'idée morale que cette classe peut, en certains cas, représenter. Il ne s'en prend pas plus à la religion dans Tartufe et dans Don Juan, qu'il ne s'en prend à la science quand il étale le ridicule de Diafoirus et de Purgon.

Il n'y a pas de génie plus profondément, plus essentiellement français que Molière : pour cela il n'y en a pas de plus clair, et il faut se donner bien davantage de mal pour obscurcir son œuvre, que pour la comprendre tout bonnement.

Mais certains critiques, par excès de conscience, se croient tenus de demander au texte d'un écrivain au-delà de ce qu'il exprime : ils espèrent ainsi découvrir quelque chose de nouveau, et en particulier, retrouver, entre les lignes, des idées que les préjugés de son époque l'avaient obligé de garder secrètes. Au fond, c'est enfantin ; toutes leurs découvertes se résument en quelques allégations

adroitement présentées : et les preuves qu'ils apportent à l'appui de leur dire, sont de simples suppositions.

Quand Brunetière pose en principe que Molière devait être libre penseur ; il en donne ces trois raisons : il a suivi les cours de Gassendi, traduit Lucrèce, et fréquenté chez Ehuillier. Or, rien n'est moins certain, que cette assiduité aux cours de Gassendi ; et si même elle avait existé, cela ne signifierait rien, puisque Gassendi n'était matérialiste qu'en physique : Molière a bien traduit, tout au moins une partie du « *de Natura Rerum* », mais on peut admirer Lucrèce et le traduire, sans être pour cela un athée ; quant à la fréquentation de Molière chez Lhuillier c'est Brunetière qui le dit : car à la vérité, si Molière était lié avec Chapelle, ses le Collège, il ne s'en suit pas qu'il ait été un familier de la société du Temple ; il n'est pas sûre, au contraire, de voir deux jeunes gens se voir et devenir des amis très intimes, sans que leurs parents les connaissent, chacun, autrement que de nom. On voit donc bien ce qu'il y a de factice dans ce système de critique, puisque la plus haute certitude à laquelle il puisse prétendre, n'est jamais qu'une probabilité absolument discutable.

Au reste, si cette façon de juger était juste, il n'y aurait pas d'anarchiste comparable à Molière, car ce n'est pas la seule religion qu'il aurait attaquée, mais toutes les institutions, toutes les classes, toutes les professions, tous les métiers. N'a-t-il pas daubé sur la noblesse, la bourgeoisie ; n'a-t-il pas attaqué les notaires, les huissiers, les médecins, les apothicaires, les philosophes, les savants, les savantes, les prudes, les coquettes, les musiciens, les danseurs, les maîtres d'armes, les fièvres, les tapissiers, les domestiques ; que sais-je ? Y a-t-il une classe qu'il n'ait mise sur son théâtre, et dont il n'ait fait rire ? Alors quoi ? A qui en avait-il ? A la société tout entière ? et pensait-il donc qu'en ce monde il n'y a rien de bon, et qu'il faut tout renverser ?

Nullement, et d'ailleurs, il ne serait pas Molière, s'il avait pensé ainsi. Il n'en a voulu ni aux institutions, aux conditions sociales, aux professions, aux métiers : il s'en est pris aux travers, aux défauts, aux vices ; et ceux-ci et ceux-là, il les a nécessairement rencontrés partout.

A les constater, le sentiment de la mesure s'est révolté chez lui ; il a vu à plein leur ridicule, et l'a étalé devant nous pour en montrer le danger. Il ne souhaite pas la disparition de la Religion, mais celle d'un misérable comme Tartufe, qui, en la parodiant, la déshonore par ses grimaces ; à son regard, « *la noblesse en soi est bonne, c'est une chose considérable assurément* », aussi, il n'en suppose pas la disparition, mais il voudrait celle du « *monstre* » qu'est « *un gentilhomme qui vit mal* » ; il n'entend pas qu'on supprime la charge des notaires : il demande que ceux qui l'exercent ne soient point des fripons ; de même pour la médecine, il sait bien qu'elle a du bon, il apprécie les travaux de certains médecins, et par exemple, il a compris l'importance de la découverte de Harvey sur la circulation du sang : il s'en prend à l'ignorance, à l'entêtement de la majorité des médecins, et il déclare que c'est folie de leur confier sa santé ; il ne trame rien contre l'existence de la bourgeoisie ; il essaye de la mettre en garde contre l'absurdité, pour elle, de donner dans la noblesse, quelque fortune qu'elle ait réalisée ; elle n'a point à y gagner ; elle risque de s'y ruiner ; au reste un bourgeois anobli, reste malgré tout un bourgeois. Et, pour le dire en passant, le ridicule de M. Jourdain pousse plus loin, car il ne se contenterait pas d'être noble, il vise à être gentilhomme !

On peut reprendre ainsi un à un, tous les personnages de Molière, on arrivera toujours à une semblable constatation. Mais, j'y songe, n'a-t-il pas mis à la scène les comédiens, ceux de sa troupe, et, enfin, jusqu'à lui-même, avec « *sa fluxion et sa toux* » ?

Il n'est donc pas raisonnable d'accuser Molière de s'en prendre aux principes, aux idées, quand il met à la scène un ridicule ; c'est ce dernier seul qu'il veut atteindre ; il n'y a point chez lui d'idées de derrière la tête, il a énoncé, et très clairement tout ce qu'il voulait dire ; le reste est racontar ou imagination de commentateur ou de critique.

Maintenant, si la curiosité nous venait de rechercher comment un critique de la valeur de Brunetière, un esprit d'une aussi rare probité a pu se tromper à ce point, on en trouverait, je crois, l'explication en ce fait, que, malgré une admiration dont il ne pouvait se défendre, il n'aimait pas Molière. On le sent pour ainsi dire à chaque ligne ; il a, je ne dirai pas du parti-pris, ni de la malveillance, mais un éloignement, un manque de sympathie. Et la raison de ce discord me semble être la prédominance de l'esprit gaulois dans l'œuvre de Molière. On sait du reste le mépris, si souvent affirmé, où Brunetière tenait cette tendance, et l'antipathie qu'elle lui inspirait. Mais une autre chose y a encore, à mon sens, contribué pour une large part ; ce que l'on pourrait appeler le naturalisme de Molière.

En principe, la discussion, l'étalage de certaines réalités choquaient Brunetière ; ce qu'une œuvre, fût-elle géniale, contenait de terre-à-terre, le

froissait et, à son insu, lui donnait de l'humeur contre l'écrivain ; il n'y trouvait aucune excuse, pas même, semble-t-il, l'obligation de rester vrai.

Je ne lui en fais pas le reproche ; je constate seulement un état d'âme, — car c'était cela, bien plus qu'un état d'esprit ; mais il l'a conduit à voir dans Molière, cette philosophie de la nature, à la défense de laquelle, il voulait à tout prix, — et il le croyait fermement —, que le grand comique eût consacré son œuvre. Pure illusion, car Brunetière prenait ici l'effet pour la cause, si Molière, en mettant en parallèle le manque de mesure du ridicule avec l'ordinaire pondération de la nature, n'a eu d'autre dessein que de mettre sous nos yeux un point de comparaison facilement accessible à tous, et dégagé, précisément de toute théorie philosophique.

C'est du moins l'impression que produit l'œuvre de Molière quand on la lit simplement, et sans y chercher, à la place de ce que Molière y a mis de toute évidence, des idées qui ressemblent beaucoup plus aux nôtres, qu'à celle de son temps ; et cette façon de s'y prendre, me paraît, enfin de compte, la meilleure et la plus sûre. Elle peut, à la vérité, donner l'impression que l'on pense comme tout le monde, mais elle est, en revanche, celle avec laquelle on est encore le moins exposé à se tromper.

A. Rugucci.

NOS CHEMINS DE FER PENDANT LA GUERRE

Le rôle des Chemins de fer français pendant la guerre, voilà certes, un sujet d'études qui méritera plus tard, de très larges développements. Le cadre qui nous est imparti nous oblige à rester dans les généralités, mais il nous permettra cependant de tracer les grandes lignes d'un chapitre essentiel du conflit mondial.

Nous nous occuperons dans la suite, plus spécialement des Compagnies du Nord et de l'Est, dont les réseaux étaient largement impliqués, dès la première heure, dans la carte de guerre, encore que l'hommage des scrupuleux observateurs, s'étende à toutes les compagnies, à tous les services, qui ont admirablement accompli leur mission durant la période de mobilisation, et dont les efforts quotidiens ont toujours garanti de la plus heureuse façon, le ravitaillement de plusieurs millions d'hommes, dans la zône des armées.

Assurer la mobilisation et la concentration de troupes au mois d'août 1914, la retraite stratégique et les évacuations civiles au lendemain de Charleroi ; le transport latéral des armées de l'Est à l'heure solennelle et décisive des veillées de la Marne, dans l'aube grise et le tragique silence des premières journées de septembre ; concentrer les renforts sur les bases nouvelles qui devaient servir de tremplin au bond libérateur des soldats de la République ; évacuer les blessés et les malades, transporter les unités fraîches, s'adapter à toutes les exigences des fronts mouvants, parer l'attaque, servir l'offensive, convoyer les permissionnaires — et par dessus tout, assurer le ravitaillement quotidien en munitions et subsistances, pendant des années consécutives, sans arrêt et sans heurt, de quatre millions d'hommes, telle est l'œuvre remarquable accomplie depuis le 2 août 1914 par nos grandes Compagnies, qui leur assigne asurément une belle page, dans l'Histoire de la Guerre.

*
* *

Dans le « Journal des Transports » du 30 janvier 1915, M. G. Allix résumant les dispositions du statut de guerre de nos Compagnies, fournissait des indications précises, dont nous citerons les principales :

« En temps de guerre, le service des chemins de fer relève tout entier de l'autorité militaire ; tel est le principe fondamental posé par la loi.

Dès le premier jour de la mobilisation, sur avis notifié par le ministre de la Guerre, les compagnies doivent mettre à la disposition de l'administration militaire la totalité de leurs moyens de transport sur les lignes désignées et sur toute l'étendue du réseau.

Le réseau national est divisé en deux zones soumises à des autorités différentes ; leur limite, jalonnée par des stations de transition, varie selon le cours des événements militaires.

Dans la zone de l'intérieur, c'est le ministre de la Guerre qui dispose des chemins de fer ;

Dans la zone des armées, ils relèvent du commandant en chef des armées, les transports y sont ordonnés par lui, et réglés par le directeur des chemins de fer aux armées, sous l'autorité supérieure du directeur de l'arrière. »

*
* *

Pour bien apprécier l'effort qu'eurent à soutenir nos grandes Compagnies du Nord et de l'Est, il faut se rappeler que le transport d'une division n'exige pas moins de 50 à 52 trains et que l'invasion des premières semaines, devait bientôt

priver d'une notable partie de leurs moyens.

Les pertes subies de ce chef, tant en ce qui concerne le personnel que le matériel, furent malheureusement des plus sensibles. Entre le premier jour des hostilités et la victoire de la Marne, la France dût abandonner 55.000 wagons, dont 25.000 appartenant à la Cie du Nord et 14.000 au préjudice de l'Est.

A côté de ces deux derniers chiffres, ceux des locomotives tombées aux mains de l'ennemi, apparaîtront peu élevés : 72 et 3, respectivement. Mais, du point de vue historique, il convient de souligner que les rares machines perdues sur l'Est, furent saisies par les Allemands avant toute déclaration de guerre, dès le 31 juillet, alors même que leurs autorités militaires faisaient couper la ligne à Petit-Croix. C'était bel et bien un acte de belligérant, le geste d'une puissance impatiente d'agir et résolue de brusquer le conflit. Si modeste que soit l'indice, auprès de beaucoup d'autres et parmi les preuves qui abondent, il mérite de figurer au dossier substantiel de la préméditation germanique.

Et tandis que s'accomplissaient ces faits, nos agresseurs fabriquaient de toutes pièces la fameuse légende « des avions de Nuremberg » !

Les rapports de 1915 et de 1916 de la Cie du Chemin de fer du Nord, ne donnent aucun détail sur la période de mobilisation. Par contre, la Compagnie de l'Est a communiqué des informations précises dont nous reproduirons ici les données essentielles.

Dès le 31 juillet, à 2 heures de l'après-midi, les Allemands suspendaient tous départs vers la France. Une heure plus tard, ils coupaient voies ferrées et lignes télégraphiques à la frontière. A 6 heures du soir parvenait l'ordre du Ministre de la Guerre, visant le transport des troupes de couverture. Le service de petite vitesse était aussitôt interrompu et l'on ramenait hâtivement à l'arrière le matériel roulant exposé aux premiers coups de main de l'ennemi.

Les transports de couverture exigeaient 302 trains échelonnés sur 4 jours, cependant que toutes les dispositions complémentaires devaient être prises d'urgence, dans l'éventualité d'une mobilisation imminente. Déchargement des wagons de marchandises sur tout le réseau, concentration aux gares expéditrices, mises en service de trente raccordements directs, de soixante bifurcations nouvelles, examen des installations militaires, telle fût, en raccourci, l'œuvre préliminaire accomplie sur l'Est, à la veille de la catastrophe.

Lancé le 1er août, à 4 h. 20 de l'après-midi, l'ordre de mobilisation en fixait le premier jour, au 2 août, et transférait l'exploitation entre les mains de l'autorité militaire, qui devait désormais en disposer de la façon la plus absolue, conformément aux lois de 1877 et de 1888.

Immédiatement, les horaires militaires entraient en vigueur. Durant les trois premiers jours, les hommes isolés étaient dirigés vers leurs dépôts, puis les transports de mobilisation commencèrent le 5, exigeant au total, 4.064 trains, chargés d'hommes et de matériel, acheminés vers la frontière dans un mouvement inégal et ininterrompu de 16 journées. L'effort quotidien connût son maximum le 10 août, avec un chiffre de 395 trains — la moyenne journalière n'indique pas moins de 254 convois.

Tous ces trains arivèrent à destination dans les délais prévus, malgré les exigences des services civils, accrus et bouleversés : c'est le retour précipité des voyageurs en villégiature dans l'Est ; le transport des ouvriers étrangers occupés dans la région de Briey ; l'évacuation de la zône frontière par une foule d'habitants, plus ou moins dénués de ressources et de bagages, fuyant devant la menace ennemie.

Puis, avant même que ne soit terminée la mobilisation, ce sont les interminables convois de ravitaillement et de blessés, les transports tactiques et bientôt après, les déplacements stratégiques des plus grosses unités. Et c'est ainsi qu'au total, le mois d'août vit se former et circuler, sur le seul réseau de l'Est, 12.300 trains militaires.

On devine aisément que les voies et ouvrages d'art eurent à souffrir de l'invasion. A la fin de 1914, la Compagnie comptait 47 ponts importants et 6 souterrains détruits. Après la victoire de la Marne, commencèrent les travaux de réfection, conduits avec une célérité, digne de l'admirable effort du premier mois.

*
* *

Nous n'entreprendrons pas de conter par le menu, les services rendus sur nos différents réseaux, dans chacune des périodes les plus palpitantes du grand drame. Un volume n'y saurait suffire, — mais, en marge de l'œuvre quotidienne, on devine aisément que chaque reprise de la guerre de mouvements, que nos offensives, nos retraites, ou les nécessités d'une résistance immuable, imprimèrent à tous nos moyens de transports, une activité redoublée.

Lorsque deux armées sont de valeur à peu près équivalente et pourvues de moyens matériels sensiblement égaux, le réseau ferré devient un facteur capital, parce qu'il permet de porter *à l'heure nécessaire, en un point donné, les effectifs voulus.*

C'est ainsi que bien souvent, les Allemands purent, dans des actions locales, mais fort importantes, obtenir une supériorité numérique dont ils tiraient avantage. Tel est le profit de la manœuvre dite « des lignes intérieures », en étroite dépendance avec la densité du réseau.

Dans son numéro du 7 août 1915, le « Journal des Transports », traduisant un récit très vivant du Railway Age, donnait cette image du rôle de nos grandes Compagnies, à l'époque de la bataille de la Marne :

« Au moment où la ville de Liège résistait héroïquement aux armées allemandes, les chemins de fer français achevaient les transports de concentration. En même temps qu'eux, ils avaient dû assurer non seulement le transport de l'armée anglaise qui avait nécessité plus de 400 trains se succédant à six minutes d'intervalle, mais encore les transports de blessés, de munitions, de ravitaillement compliqués par les fréquents déplacements des corps d'armée. Chacune des six armées opérant sur le front de Maubeuge à Belfort avait son centre propre de ravitaillement dont les vasvastes approvisionnements devaient être renouvelés chaque jour par un service spécial de 42 trains. A ces transports, enfin, étaient venus s'ajouter le rapatriement des civils fuyant la Belgique et l'évacuation de plus de 2.700 locomotives du réseau belge !

Peu après, tandis que la bataille se livrait à Charleroi, les chemins de fer se tenaient prêts à toute éventualité, et se mettaient en mesure de sauver le plus possible de troupes et de matériel. Aussi, quand la retraite commença, tandis que les armées françaises disputaient le terrain pied à pied, faisant sauter les ponts à mesure qu'elles se retiraient, des centaines de trains qui, sur l'insistance du général Joffre avaient attendu jusqu'au dernier moment, purent recueillir les canons, les approvisionnements en vivres et en munitions. Près de 170 trains circulèrent ainsi sur le front durant certaines journées, et se dirigèrent vers la Marne en des points indiqués pour chaque corps d'armée.

Au même moment, pour arrêter l'armée du général von Kluck qui s'avançait sur Paris, toutes les troupes disponibles étaient dirigées vers le Nord en chemins de fer, et l'armée qui opérait dans la Meuse, embarquée dans 180 trains en attente, était transportée en moins d'une semaine aux environs de Paris. Cete armée, dont les Allemands ignorèrent le rapide déplacement et qui fut rejointe par l'armée anglaise et l'armée de Paris qui effectua sa sortie à la dernière minute, put ainsi jouer le principal rôle dans la bataille de la Marne. De leur côté, l'armée du général Maunoury que les chemins de fer avaient rassemblée derrière Reims, et les deux armées des généraux Castelneau et Sarrail opérant à Nancy, tombaient sur les Allemands qui se trouvaient ainsi pris de trois côtés à la fois.

Cependant les chemins de fer ne restaient pas non plus inactifs loin du front. Ils amenaient de tous les dépôts de la France des troupes de renfort, et assuraient, le 2 septembre, le départ du Gouvernement pour Bordeaux.

Ce départ, que conseillait une sage prudence, augmenta beaucoup la tâche des chemins de fer. Il fallut d'abord organiser et mettre en route de nombreux trains spéciaux, les uns réservés au Président de la République, aux ministres, à un grand nombre de fonctionnaires des administrations, aux membres de divers corps constitués, etc., ls autres affectés aux transports de l'or de la Banque de France, aux documents officiels, aux peintures, sculptures et autres trésors des musées nationaux, etc...

Il fallut, en outre, et malgré les nombreux transports des réfugiés, assurer l'exode des Parisiens.

L'encombrement des gares de Paris était à ce moment considérable. Sur un front de 200 mètres à la gare Saint-Lazare, et de 300 mètres à la gare d'Orléans, hommes, femmes et enfants se pressaient, passant la nuit sur place pour ne pas perdre leur tour, et les trains formés sans arrêt, emportèrent ainsi au moins 50.000 personnes par jour...

Après la bataille de la Marne, la tâche des agents surmenés ne se ralentit pas. Ils eurent diriger sur l'Aisne, des troupes fraîches de renfort, des munitions, des approvisionnements, ramener, pour les répartir dans diverses régions les réfugiés, les blessés, les prisonniers allemands. Les transports d'artillerie lourde se multipliaient eux aussi, rendus souvent d'autant plus difficile qu'ils devaient être acheminés par des voies ferrées ».

Aussi bien toutes les Compagnies devaient-elle rivaliser d'activité chaque fois que les circonstances l'exigeaient. Sur le P.-L.-M., 70.000 homme de troupes indiennes débarquées à Marseille son transportées en trois jours aux portes d'Orléans L'Ourcq nous apporte la révélation des auto-taxi cependant que Verdun souligne davantage l'effo des camions-automobiles — mais chacun soup conne qu'en ces mêmes heures, nos locomotive donnaient à « pleins poumons ».

Faut-il rappeler le transport de l'Armée d'Italie à la fin de 1917, puis, inversement, la montée des contingents transalpins et de leur matériel d'aviation vers le théâtre des luttes décisives ? Au moment de la bataille des Flandres, en avril dernier, l'envoi des renforts français dans la région des Monts fût un succès des plus marquants à l'actif de nos chemins de fer. La presse anglaise tout entière, souligna l'exploit qui permit de concentrer ces unités en moitié moins de temps qu'il n'en fallait théoriquement. Et peu de jours après, l'ordre du jour suivant apportait sa consécration à la belle attitude du personnel des réseaux du Nord et de l'Est en même temps qu'à celui des armées :

Après avoir montré, depuis le début de la guerre, la plus belle endurance et la plus grande énergie dans l'exécution d'un service particulièrement dur, et donné, au cours des opérations militaires récentes, et souvent dans les circonstances les plus périlleuses, des preuves nouvelles de son esprit de sacrifice et de son admirable dévouement au pays

GEORGES CLÉMENCEAU.

Paris, le 19 avril 1918.

*
* *

La statistique départementale des chemins de fer en France, donnait, peu de temps avant la guerre, les indications suivantes :

Chemins de fer en exploitation :

D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

1. Nord, 1.113 kil. ; 2. Saône-et-Loire, 855 kil. ; 3. Seine-et-Oise, 851 kil. ; 4. Aisne, 739 kil. ; 5. Oise, 737 kil. ; 6. Seine-Inférieure, 707 kil. ; 7. Marne, 702 kil. ; 8. Côte-d'Or, 683 kil. ; 9. Eure, 681 kil. ; 10. Loire-Inférieure, 673 kil.

D'INTÉRÊT LOCAL

1. Aisne, 503 kil. ; 2. Pas-de-Calais, 366 kil. ; 3. Landes, 366 kil. ; 4. Somme, 343 kil. ; 5. Morbihan, 337 kil. ; 6. Gironde, 331 kil. ; 7. Ardennes, 331 kil. ; 8. Allier, 312 kil. ; 9. Sarthe, 308 kil. ; 10. Haute-Saône, 302.

Il s'agit là seulement des dix départements qui se classent en tête de tous les autres, et comme on le voit, très fâcheusement, la plupart d'entre eux sont depuis août 1914 entre les mains de l'ennemi. Cette constatation ne peut que rehausser encore le prestige de nos armes, en même temps qu'elle souligne les absences de notre préparation. En fait, dès les premiers jours, l'agresseur s'assurait tous les gages essentiels : le meilleur de notre réseau, nos plus riches cités industrielles et par dessus tout, notre fer et notre charbon. La conquête de Briey ne coûtait pas un homme et préludait aux premiers coups de fusil. Essayez, si vous avez beaucoup d'imagination de vous représenter le renversement de cette situation, en notre faveur, cette fois par l'annexion pacifique de la région de Thionville ! Les Français avaient toujours songé à sauver le stock d'or de la Banque de France, mais Briey et Lille s'offraient sans défense aux convoitises des entrepreneurs de rapine.

Depuis leur grande offensive de mars-avril 1918, les Allemands disposent dans le quadrilatère Lille-Hirson-Laon-Montdidier, d'un réseau extrêmement dense et admirablement orienté qui favorise la rapidité de leurs concentrations. La ligne Laon-La Fère-Nelles-Chaulnes, forme une glissière en face de laquelle le front français ne semble pas opposer d'artère frontale équivalente. Par contre, les possibilités de transports en profondeur apparaissent entre Laon et Amiens, sensiblement égales pour les deux adversaires.

On s'explique les tentatives répétées de l'ennemi, pour atteindre la grande ligne Paris-Boulogne-Calais et la couper au dessous d'Amiens, vers Boves et Ailly sur Noye, bien que dans cette éventualité même, nos troupes eussent retrouvé le contact avec l'armée anglaise par la voie de Beauvais.

La plupart des rivières qui sillonnent les champs de bataille du Nord et de l'Est ont donné leur nom aux grandes collisions des belligérants : batailles de la Marne, de l'Ourcq, de l'Aisne, de la Somme, de l'Yser, de la Lys, etc... On se bat en lisière des fleuves, ou pour les monts, si modeste que soit leur éminence. Les uns et les autres possèdent un nom qu'ils lèguent au combat dont ils ont été les témoins. Les voies ferrées ne sont pas de moindres objectifs : constamment et justement visées, elles décident de grandes actions militaires, auxquelles elles semblent moins intimement liées, parce qu'anonymes ou indivises. Le public aime cristalliser les batailles autour d'un nom propre, fût-il même impropre. Ici comme ailleurs, il y a ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas.

P. S. La publication de cet article a subi un retard assez notable. Depuis lors, la situation de notre réseau militaire s'est considérablement améliorée, par la récupération des deux artères Paris-Amiens-Boulogne et Paris-Château-Thierry-Châlons dont nous avions perdu le contrôle à la suite des offensives de Mars et Mai. En outre, la magnifique avance de l'armée américaine va nous rendre nos libertés de communication entre Toul et Verdun, sur une voie exactement parallèle à la frontière, dont elle n'est séparée que de 30 à 40 kilomètres.

RENÉ PUPIN.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

La *Bibliothèque Universelle*, de Lausanne, commence dans son fascicule de septembre la publication du *Livre du Thé*, d'Okakura, Kakuzo, traduit de l'anglais par M. Gabriel Mourey.

« Japonais d'origine, d'éducation, de culture, défenseur ardent des traditions et des mœurs qui ont fait, durant des siècles, la force de la civilisation japonaise », Okakura Kakuzo a écrit en anglais les *Idéaux de l'Orient* (1903), le *Réveil du Japon* (1905) et le *Livre du Thé* (1912).

Ce dernier comporte sept chapitres : la Coupe de l'humanité; les Écoles de thé; Taoïsme et Zennisme; la Chambre de thé; du Sens de l'art; les Fleurs; les Maîtres de thé. Et la traduction de M. G. Mourey s'accompagne d'un court, mais très alléchant avant-propos, — lequel réédite ces lignes de Margaret Noble, dans la préface des *Idéaux de l'Orient* : « Tout jeune encore, en 1886, il (Okakura Kakuzo) fut désigné pour faire partie de la commission impériale que le gouvernement japonais envoya en Europe et aux Etats-Unis étudier l'histoire de l'art et le mouvement artistique moderne. Loin d'être affaiblie par cette expérience, sa passion de l'art asiatique ne fit que grandir au cours de ses voyages et c'est de cette époque que date l'influence sans cesse croissante qu'il exerça dans le sens d'une renationalisation de l'art japonais en opposition avec les tendances pseudo-européanisantes alors en faveur dans l'Extrême-Orient. A son retour d'Occident, le gouvernement japonais, pour reconnaître ses services, le nomma directeur de la nouvelle école d'art de Veno, Tokyo. Mais des changements politiques survinrent qui remirent en honneur les méthodes européennes dans les écoles et, en 1897, leur redonnèrent une nouvelle vigueur. M. Okakura donna alors sa démission. Six mois plus tard, trente-neuf jeunes artistes, parmi les mieux doués, se groupaient autour de lui et ouvraient le Nippon Bijitsuin où Palais des Beaux-Arts du Japon, à Janaka, dans les faubourgs de Tokyo. M. Okakura est en quelque sorte le William Morris de son pays et le Nippon Bijitsuin une espèce de Merton Abbey japonaise ». M. G. Mourey reproduit également dans son avant-propos ce fragment d'une lettre de la poétesse hindoue Priamboda Dévi, qui fut l'amie d'Okakura : « Les réalités de l'existence n'étaient point faites pour lui et le rendaient souvent malheureux. Sa seule passion était l'art; il voulait faire revivre les vieux « idéaux de l'Orient » et rêvait de recréer l'union complète de l'Asie. Il travailla, lutta, se sacrifia, vécut et mourut pour cet idéal... Quand il vit les forces spirituelles de la nation japonaise succomber sous les forces matérielles de l'Occident, il abandonna tout pour combattre ce fléau, il fit à cette cause le sacrifice de ses ambitions personnelles, de sa tranquillité, de sa fortune... »

Aussi bien, Okakura Kakuzo n'était-il plus absolument inconnu chez nous depuis la publication dans la *Revue des Deux-Mondes* (1er février 1916) des pages à lui consacrées par M. A. Gérard. Celui-ci avait cependant négligé de mentionner dans son étude le *Livre du Thé*. Or, que nous perdrions à ignorer plus longtemps « ce délicieux petit ouvrage », cela saute aux yeux dès les premiers mots ici de l'esthète japonais : « Avant de devenir un breuvage, le thé fut d'abord une médecine, nous dit-il. Ce n'est qu'au VIIIe siècle qu'il fit son entrée en Chine, dans le royaume de la poésie, comme une des distractions élégantes du temps. Au XVe siècle, le Japon l'ennoblit et en fit une religion esthétique, le théisme.

« Le théisme est un culte basé sur l'adoration du beau parmi les vulgarités de l'existence quotidienne. Il inspire à ses fidèles la pureté et l'harmonie, le mystère de la charité mutuelle... Il est essentiellement le culte de l'imparfait, en ce qu'il comporte un tendre effort pour accomplir quelque chose de possible dans cette chose impossible que nous savons être la vie.

« La philosophie du thé n'est pas une simple esthétique dans l'acception ordinaire du terme... C'est une hygiène, car elle oblige à la propreté; c'est une économie, car elle démontre que le bien-être réside beaucoup plus dans la simplicité que dans la complexité et la dépense; c'est une géométrie morale, car elle définit le sens de notre proportion par rapport à l'univers... Personne ne peut l'ignorer (le théisme) qui connaît la culture japonaise... Il a appris à nos paysans l'art d'arranger les fleurs, il a enseigné au plus humble travailleur le respect des rochers et de l'eau...

« Un étranger s'étonnera sans doute que l'on puisse faire tant de bruit pour rien... Mais si l'on considère combien petite est la coupe de la joie humaine, l'on ne nous blâmera pas de faire tant de cas d'une tasse de thé... Dans le liquide ambré qui emplit la tasse de porcelaine ivoirine, l'initié peut goûter l'exquise réserve de Confucius, le piquant de Laotsé et l'arome éthéré de Çakiamouni lui-même ».

Cependant, ces délicatesses et ces susurrements et ces longues subtilités, tandis que l'on s'égorge, là, tout près... La sagesse a plusieurs faces, je sais bien... N'importe, j'aime mieux attendre que le sucre soit moins rare pour savourer en toute quiétude le thé de M. Okakura Kakuzo.

Entre le tumulte des armes et les accents de Mme Ada Negri, la dissonance n'est plus si grande. Une sensibilité également dépourvue de détours et de sérénité, large, abondante et vigoureuse, c'est après tout de quoi les plus grincheux peuvent encore s'accommoder et jouir sans remords en dépit de l'horreur des temps.

Cette réflexion, en lisant l'article paru dans le dernier numéro de la *Rivista d'Italia* sur l'auteur de *Fatalità*.

De souffle un peu court et de ton peut-être trop didactique, cet article, signé P. Buzzi, analyse agréablement les impressions au milieu desquelles se forme — seul, « *nella più assoluta delle solitudini* » — ce douloureux, âpre et très grand talent : Ada Negri.

« *Portata, dalla necessità del pane, in piena campagna lombarda*, — exilée en Lombardie par la nécessité de gagner son pain... » Et c'est l'occasion à M. P. Buzzi de nous rappeler cette autre musique de Marinetti :

Dans le sinistre accablement des soirs d'été,
Sur cette platitude d'immenses marécages
Où le Tessin va serpentant avec solennité,
Parmi les verdoyants rideaux des peupliers...
. . . . . .
Et toi qui enseignais la grammaire aux enfants
Dans la cahute au toit croulant qui leur servait d'école
Tu suivais d'un regard vitreux de jeune folle
Les nuages qui vont pavoiser l'occident...

A propos de cet article, signalons qu'il fait partie d'une série consacrée par le périodique milanais aux « illustrations de l'Italie contemporaine » et qui vient à point à l'heure où — après avoir définitivement

assagi, espérons-le, nos ultimes germanisants — la dure expérience va nous orienter vers de plus naturelles et plus légitimes admirations.

Iberia, la brave et si sympathique petite revue de Barcelone, défend avec plus d'ardeur et plus d'esprit que jamais les intérêts de la civilisation par delà les Pyrénées.

En marge d'un texte tout vibrant de la haine des barbares, une abondante illustration qui tour à tour proclame l'héroïsme des Alliés et, pour autant du moins que dame Anastasie lui en laisse le loisir, fustige sans pitié les Boches et le bochisme.

Je feuillette les trois derniers numéros qui me sont parvenus (que l'administration des Postes a bien voulu, en d'autres termes, ne pas égarer en cours de route). Et voici, dressé sur l'infini, le grand corps exsangue du Crucifié, symbole ici de l'humanité, autour duquel « les Neutres », évidemment préoccupés d'abord de vivre et de s'enrichir, se bousculent et se bourrent et se battent pour recueillir un peu de la précieuse rosée qui s'épand du cœur de l'agonisant. La semaine suivante, c'est une Germania aux jambes bien drôlement emmaillotées d'ouate entre une tunique courte et des pieds immenses, devant le monstre, deux bêtas sont en extase, auxquels *Iberia* donne le conseil : « *Admirad pronto, porque el idolo se va a derrumbar.* — Hâtez-vous de l'admirer, car l'idole va s'écrouler ». A la date du 31 août, une belle branche de laurier, au-dessus de la légende : « Avec la permission de la censure, nous avons coupé cette palme pour l'offrir à la France ».

Brave petite revue, certes! — et dont la collection aura son prix après la victoire.

GASTON CHOISY.

REVUE DES LIVRES

LOUIS BERTRAND : *Sanguis Martyrum.* — Le commandant HENCHES : *Lettres d'un artilleur.* — EUGÈNE MONTFORT : *La Belle Enfant.* — OCTAVE MIRBEAU : *La pipe de cidre.* — GONZAGUE TRUC : *Organisation intellectuelle du pays.* — Cte LORD DE SÉRIGNAN : *Grognards et héros de vingt ans.* — EDMOND GOBLOT : *Traité de logique.* — J. LEFORT : *La science et les savants allemands.* — Amiral DEGOUY : *Attaquons-les chez eux.* — GABRIEL ALPHAUD : *La France pendant la guerre.* — Mgr. SIMON DEPLOIGE : *La voix des Neutres.* — LABOUR-GAYET : *Bismark.* — GIUSEPPE SALVIOLI : *Le concept de la guerre juste.* — ANDRÉ FAGE : *Lille sous la griffe allemande.*

Le nouveau roman de M. Louis Bertrand, *Sanguis Martyrum* (Fayard) n'est pas seulement une évocation de vie antique, écrite pour l'illusion et la joie de la couleur locale. Ce que l'auteur a voulu peindre à travers Carthage, Lambèse, Cirta et la colonie romaine d'Afrique, c'est la vie chrétienne de l'époque, la persécution et le martyre ; et c'est cette vision, cette intention qu'il faut suivre et apprécier dans son livre. M. Bertrand a admirablement atteint le but qu'il s'est proposé. Il nous donne bien la sensation de ce christianisme spécial, fait d'exaltation et d'entraînement, où se mêlaient, malgré l'exemple et les protestations des évêques comme Cyprien, le charlatanisme, la réclame, l'ambition et l'hypocrisie des faux zélateurs. Le type du chrétien tiède Cæcilius est tracé de main de maître et résume l'âme de toute une classe de néo-convertis. L'évêque, très humainement dessiné, illumine l'œuvre entière de sa grandeur morale. Enfin le roman est vivant, non seulement par les personnages, les belles scènes de psychologie, de conflit et de luttes tragiques, mais par l'énergie des descriptions antiques, qui animent le fond du tableau et rendent réellement vivants cet écroulement d'un monde.

Officier de carrière tué à son poste, combattant à la Marne, aux Eparges, en Champagne, à Verdun et sur la Somme, le commandant J. E. Henches (*A l'Ecole de guerre. Lettres d'un artilleur.* Hachette) a rédigé au jour le jour un carnet de notes qui est un impressionnant témoignage de haut stoïcisme. La beauté morale de ce caractère d'officier éclate devant les réalités de la guerre. On voit à chaque page dans quel sens se précisent les notions de devoir et de patriotisme chez une nature de raison et de sang-froid, et le genre de réflexions impartiales qu'ont le droit de faire ceux qui risquent leur vie tous les jours et qui méprisent la gloire. « Tout est odieux dans la guerre, dit le commandant Henches, et les mauvais instincts, en quelque sens que ce soit, ne peuvent que se développer... Ceci montre la folie de ceux — car il y en a encore — qui prétendent que la guerre a ses beautés et son utilité... Dans quelles limites ceux qui reviendront seront-ils usés ou déprimés ? C'est ce qu'il est impossible de savoir, même pour soi... Le peuple dans l'ensemble ne changera pas d'idées après la guerre. Il aura peut-être moins de parti-pris contre les prêtres, mais pas plus d'amour pour les religions... » La mort, qu'il avait bravée cent fois, a fauché à son poste le commandant Henches. Le petit livre qu'il nous laisse est un bréviaire d'énergie morale et de haute philosophie.

La guerre a transformé Marseille. La capitale provençale est devenue une fournaise d'activité, où s'élabore une cité nouvelle, plus rutilante encore de couleur locale. Personne n'échappe au vertige qu'exerce cette formidable ville, que M. Louis Bertrand avait déjà si magistralement décrite dans l'*Invasion*. M. Eugène Montfort, à son tour, tâche de fixer la vision de fièvre et d'énormité que dégagent ces vieilles rues sombres, ce port grouillant et glauque, l'ancien Marseille équivoque et brutal, qui depuis la peste de 1720 habite les mêmes quartiers escarpés. Les personnages et l'affabulation de ce récit (*La Belle Enfant.* Fayard) ne sont que le prétexte d'un large croquis violemment enlevé sur une toile de plein azur. Roman sensuel et descriptif, avec types méridionaux et tueries nocturnes... Jolie mosaïque de couleur, d'images et de sensations exotiques.

Le pire réalisme n'est que de l'eau de rose à côté du recueil posthume d'Octave Mirbeau : *La pipe de cidre* (Flammarion). Voilà un ouvrage qui n'accroîtra pas la réputation du célèbre écrivain. Ces récits de boue et de sang ne peuvent guère inspirer que du dégoût, et il est bien inutile d'en entretenir le lecteur. On ne poussera pas plus loin la brutalité et l'obscénité. En tous cas, ce ne sont pas de pareils livres qui relèveront le moral de la France, ni même son niveau intellectuel.

Certaines personnes considèrent cependant la réorganisation *intellectuelle* de notre pays comme faisant partie des grands problèmes qui se poseront après la guerre. M. Gonzague Truc (*D'une organisation intellectuelle du pays.* Bossard) déplore la décadence de la culture française et dénonce le servage du prolétaria-

riat littéraire. L'homme de lettres n'est plus l'esclave des grands seigneurs, comme autrefois ; il est l'esclave du public. Il est obligé, pour vivre de sa plume, d'accepter toutes les besognes journalistiques, informations, interviews, faits-divers, chroniques judiciaires. « Qu'est-ce qu'ils vont encore nous faire faire ? » se demandait Théophile Gautier, en arrivant à son journal. Quelques années d'un pareil surmenage suffisent à vider le cerveau d'un homme. Beaucoup de gens croient qu'on n'échappe pas à ce pend. D'autres sont plus optimistes et ne pensent pas que la production journalistique soit si funeste. Dans la belle préface qu'il publie en tête des *Heures latines* de Mlle de Caillavet, M. Anatole France déclare que « c'est un vieux préjugé de croire qu'on se gâte la main à écrire dans les journaux. On y acquiert, au contraire, de la souplesse, de l'aisance et cette facilité sans laquelle la phrase ne joue pas bien et ne sourit pas. C'est une bonne école, quoi qu'on ait dit. Au temps jadis, on ne s'y mettait pas ; mais on écrivait beaucoup de lettres et de longues lettres. Je ne vois pas qu'il soit plus mauvais de faire des chroniques que d'écrire des lettres. » Les avis, on le voit, sont partagés. La vérité, c'est que tous les surmenages, quels qu'ils soient, ne valent rient.

Ces quatre années de guerre effroyable redonnent de l'actualité aux anciens grognards de l'Empire, authentiques ancêtres de nos poilus. Sous ce titre : *Grognards et héros de vingt ans* (Perrin) le Compte Lord de Sérignan publie des monographies de héros militaires, pittoresquement documentées. L'auteur remet au point la vraie physionomie du légendaire du capitaine Coignet, ce magnifique hâbleur, et nous fait connaître de près le grand espion de Napoléon Ier, Schulmeister. Tout cela a bien son intérêt.

A côté de ces évocations historiques le gros *Traité de Logique* de M. Edmond Goblot (Colin) semble un volume bien austère. Je ne sais s'il apprendra à bien raisonner ; je crois qu'il plaira à ceux qui aiment à analyser et à philosopher. M. Goblot étudie éperdûment les éléments dont se composent la logique, le raisonnement et le syllogisme. M. Emile Boutroux a consacré une très élogieuse préface à ce méritoire travail philosophique.

Nous avons déjà bien des ouvrages sur la folie et l'orgueil allemands ; on a montré le mensonge de leurs prétentions scientifiques ; les personnalités les plus autorisées ont signé ces éloquentes réfutations : MM. Edmond Perrier, Boutroux, Bellet, Achalme, Raphaël Georges-Lévy, Dumur, Lichtenberger, Flach, Delbos, Camille Jullian, Bédier, etc... A son tour, M. J. Lefort (*La Science et les Savants allemands*. Boccard), dégage de tous ces ouvrages cette conclusion que les Allemands n'ont l'initiative et la supériorité ni en science ni en art ni en philosophie ni en littérature, et que le principe de leur suprématie intellectuelle, qu'ils avaient presque imposé au monde, n'était qu'une immense duperie. C'est une très bonne idée d'avoir publié ce résumé de vulgarisation vengeresse.

L'amiral Degouy n'y va pas par quatre chemins. Dans un petit livre significatif (*Attaquons-les donc chez eux*. Chapelot) il propose d'aller attaquer l'Allemagne sur les côtes de la Mer du Nord. Que faut-il pour cela ? Réunir tout simplement les flottes française, anglaise et américaine, les ravitailler et avoir de bonnes provisions de charbon. Je ne sais si le projet est pratique ; il y faudrait en tous cas bien des conditions ; mais l'ouvrage de l'amiral Degouy est intéressant, et l'on suit avec plaisir les étapes de cette périlleuse hypothèse.

M. Gabriel Alphaud (*La France pendant la guerre*. Hachette, 2e série) a entrepris de nous donner le bilan de tout ce qui s'est fait dans chacun de nos départements, depuis la première année de la guerre, efforts industriel, agricole, national et militaire. Le premier volume de cet instructif et curieux répertoire était remarquable. Le second l'est moins et n'est plus qu'un résumé. Le chapitre sur Marseille notamment est bien insuffisant. Espérons que les prochains volumes continueront à remplir les conditions de documentation abondante et sérieuse que demande cette vaste enquête.

Sous le titre : *La voix des Neutres. Espagne, Belgique*. (Plon) Mgr. Simon Deploige publie le texte de la fameuse adresse des catholiques espagnols à la Belgique, adresse condamnant la violence et les crimes allemands. Il est bon d'avoir sous la main cet énergique document, signé par l'élite des catholiques espagnols et qu'on a le tort d'un peu trop oublier. Ce document prouve au moins que toute l'Espagne religieuse n'est pas l'aveugle admiratrice de Guillaume II.

Il existe bien des biographies de Bismarck. Une des dernières qui aient paru est celle de M. Ernest Daudet, qui est excellente. En voici une de M. Lacour Gayet (*Bismark*. Hachette) très bien résumée et très complète. On n'y trouve rien de nouveau, mais l'histoire est bien conduite, et la carrière, le rôle, les responsabilités politiques du chancelier, son caractère, son génie, tout cela est présenté avec relief et élégamment écrit. On voit bien surtout en quoi consiste la falsification de la dépêche d'Ems. Ce point important doit rester clair et précis dans la mémoire de tous les Français.

Victimes de l'agression la plus injuste et la plus brutale qui se soit produite dans le monde civilisé, il est naturel que nous soyons préoccupés par la question de la guerre juste et injuste. Quelle était à ce sujet l'opinion de l'antiquité, du Moyen-Age et des temps modernes ? La théologie chrétienne admet-elle des guerres justes ? Comment, de siècle en siècle, se sont élaborés les principes du droit des gens ? M. Giuseppe Salviol examine tout cela dans un petit volume de bonne vulgarisation historique : *Le concept de la guerre juste d'après les écrivains antériewrs à Grotius*. Trad. par Georges Hervo (Bossard). Ce simple exposé de doctrine et d'opinions est tout à fait d'actualité.

Signalons en terminant la publication patriotique d'un livre éminemment utile : *Lille sous la griffe allemande*, par André Fage (Perrin) qui contient l'histoire détaillée de tout ce qui s'est passé à Lille depuis l'occupation allemande, les vexations de toutes sortes, pillages, réquisitions, arrestations, famines, fusillades. Encore manque-t-il à ce recueil officiel le pire de tout : les déportations de jeunes filles, arrachées à leurs mères et jetées dans des vagons à bestiaux... Lisons et faisons lire de pareils livres qui clouent l'Allemagne au pilori.

ANTOINE ALBALAT.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CH. MOUREU, publie : **Laurent Moreau** : *Récifs coraliens* ; **Dupré** : *Les Médecins victimes des aliénés hypochondriaques : persécutés, persécuteurs, meurtriers* ; des *Notes et Actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 19 — 56e ANNÉE — 5-12 OCTOBRE 1918

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LES ÉTATS-UNIS

Allocution de S. A. S. LE PRINCE DE MONACO.

Mesdames, Messieurs,

Les auditeurs de ces conférences ont déja entendu ici des voix très autorisées dans l'exposition d'une psychologie qui intéresse l'Histoire, car elle a conduit pour la première fois les peuples les plus grands vers l'union étroite qui protège maintenant les droits de l'humanité contre une offensive de la force brutale.

La voix de M. Caullery va s'ajouter à celles-là en vous traduisant les observations du savant biologiste sur la : « Psychologie américaine ».

Le professeur à la Sorbonne était indiqué pour la tâche qui l'amène ici, puisqu'il a enseigné dans une grande université des Etats-Unis, celle de Harvard. Le cours fait par lui dans cette circonstance sur l'évolution du monde vivant lui donne même un excellent appui pour vous présenter l'analyse d'une psychologie qui s'est formée dans l'évolution de l'humanité moderne et qui commande au peuple américain tous les sacrifices pour aider les nations saines de l'Europe à franchir une crise décisive dans la marche des sociétés vers le progrès des mœurs et des idées.

(1) Conférence faite à la Sorbonne (Amphithéâtre L. Liard), le 16 mai 1918.

Les divers aspects de la psychologie moderne, qui rapproche les belligérants de véritable culture, dans une révolte contre tous les asservissements, auront une place considérable dans l'histoire de la civilisation, pour montrer la convergence fatale des esprits éclairés, vers une même lumière qui attire les races supérieures, comme si elles devaient un jour, confondre leurs qualités dans l'union des meilleures forces d'une humanité plus noble.

Pour la première fois, la foule, qui avait regardé avec des yeux distraits, en le jugeant avec un esprit léger, le développement des Etats-Unis, pour la première fois, l'Europe vieillie dans ses atavismes, s'aperçoit qu'elle a enfanté sur la terre vierge du Nouveau-Monde, un géant capable de faire fructifier les idées généreuses écloses depuis des siècles chez nos générations, mais paralysées par la mentalité des conquérants et des oppresseurs ou par une politique internationale, basée sur la guerre et la diplomatie secrète.

Et n'est-ce pas un des plus beaux effets de l'évolution humaine, cette poussée du peuple américain, nous ramenant des idées apparues çà et là dans notre histoire, souvent étouffées dans une civilisation improgressible, mais aujourd'hui consolidées par la puissance d'une civilisation qui montre deux siècles de grandeur croissante. — Voilà les fils de ces hommes qu'elle « *Mayflower* » débarqua au XVIIe siècle, sur une plage de l'Atlantique américain.

Ils se répandent parmi nous avec des vues magnifiques sur la société de l'avenir, à laquelle tant d'efforts auront donné la libération avec le déve-

loppement de la personnalité humaine. Les voilà entrés dans la lutte décisive entre deux principes, l'un qui reflète la lumière et la vérité, en s'appuyant sur le progrès des connaissances humaines, l'autre qui veut asservir ces connaissances aux passions les plus basses.

Les voilà qui participent déjà aux batailles pour le salut du monde, non pas comme une machine inconsciente, mais comme les défenseurs innombrables d'une société qui s'appuie sur des consciences. Les voilà ceux qui vont partager avec vos enfants, une gloire très pure que tous les siècles proclameront. Et tandis que vous les acclamez ici, leurs légions se suivent sur l'Atlantique, où la grande conscience du Président Wilson les protège, en même temps qu'elle réconforte avec des paroles magiques, l'âme des peuples opprimés : en même temps qu'elle fixe les véritables principes d'un gouvernement pour des peuples civilisés.

Cependant la culture de la personnalité humaine est prête à se développer chez nous comme elle l'a fait dans le Nouveau-Monde, chez ceux qui nous ont devancés : regardez sur la ligne des combats ses fruits qui mûrissent au souffle d'un Joffre ou d'un Foch, de Kitchener ou de Cadorna, du Roi Belge ou de d'Annunzio !

Et ce sont bien les fruits d'un monde civilisé, ces hommes qui se sont levés contre une guerre de Barbares, mais pour reprendre ensuite leur place dans une société qui travaille au progrès de l'Humanité.

Car ils continueront ainsi la défense de leur liberté et de leur droit, sans laisser derrière eux les empreintes de la destruction et du brigandage.

Conférence de M. Maurice CAULLERY.

Monseigneur,
Mesdames, Messieurs,

On a passé successivement en revue, dans la série de ces conférences, la psychologie des différentes nations qui prennent part à la guerre, c'est-à-dire presque la psychologie du monde entier, — car, que reste-t-il encore en dehors ? Le nombre des neutres, aujourd'hui, n'est pas considérable, et, sans les mépriser aucunement, on est à peu près autorisé à dire, en présence de toute l'humanité qui se bat, qu'ils ne sont pas loin d'être quantité négligeable.

Mais, si cela est vrai maintenant, cela ne l'était pas il y a un peu plus [illegible]. Il restait alors, dans l'Univers, une force considérable, une force immense qui demeurait en dehors de la lutte, et, depuis le premier jour de celle-ci, des deux côtés de la barrière, des deux côtés des tranchées plutôt, on regardait anxieusement où elle se porterait ; on a pu voir rapidement que ce ne pouvait être que d'un côté, le nôtre, parce que nous représentions la Justice, et que la Justice, aux yeux des Etats-Unis, avait une importance décisive. Cependant, on pouvait se demander si, jusqu'à la fin du conflit, les Etats-Unis n'y resteraient pas extérieurs, et si, au dénouement, ils seraient participants ou arbitres. Or, depuis plus d'un an déjà, les Etats-Unis sont belligérants !

Est-il besoin de dire ici les buts qu'ils veulent atteindre dans la guerre ?

Le Président Wilson a précisé le rôle et la volonté de son pays dans une série de messages qui marquent les étapes successives de la participation des Etats-Unis au conflit, — et je ne supposerais pas qu'il y ait parmi vous, une seule personne qui ignore ces messages, qui ne les ait pas lus avec attention, médités, commentés, admirés... Le Président Wilson a évidemment beaucoup mieux exposé la psychologie des Etats-Unis dans la guerre proprement dite que je ne pourrai le faire.

Ma tâche est lourde parce que je succède, dans cet amphithéâtre, à des hommes politiques, des historiens, des philosophes dont toute la carrière a été orientée vers l'étude ou le maniement des sociétés humaines, vers les questions telles que celle que j'ai à traiter ici.

En me présentant à vous avec beaucoup de bienveillance, S. A. le prince de Monaco rappelait que je suis biologiste, — et il ajoutait, que je pourrais me réclamer de cette qualité pour vous parler de la psychologie des Etats-Unis. Eh bien ! j'hésite à le faire : je trouve que les biologistes, en ce moment, n'ont pas grand titre à cela, car on a étrangement abusé de la Biologie pour traiter les questions humaines, et en particulier, ses applications à la guerre sont tout à fait malheureuses.

Il faut protester énergiquement contre l'abus qu'on a fait de cette puissante idée de Darwin, la lutte pour la vie, la concurrence vitale, en l'appliquant d'une façon aveugle et brutale aux rapports des hommes entre eux, à l'état de civilisation ; il n'y a pas de pays où cet abus ait été plus proprofond et plus néfaste qu'en Allemagne. La mentalité allemande, telle que nous la voyons, à des racines profondes, anciennes, multiples et évidemment indépendantes de la Science : mais je crois que l'une de ces racines, c'est nécessairement la fausse application de la Biologie aux sociétés humaines

Donc, je ne me réclamerai guère de mon titre de biologiste pour vous exposer la psychologie des Etats-Unis. Devrai-je alors m'appuyer sur la connaissance que j'ai de ce pays ? Je n'oublie pas que je n'ai des Etats-Unis qu'une expérience trop rapide et limitée : je n'en ai de directe, que par un seul voyage, que j'ai fait il y a deux ans. Ce voyage, qui a duré six mois, a revêtu, il est vrai, des aspects assez variés : il m'a permis surtout de fréquenter l'élite de la société américaine ; j'ai pu, enfin, par lui, sonder la mentalité américaine à une période critique, avec toute l'anxiété qu'un Français pouvait avoir au moment de la bataille de Verdun.

Il est un premier trait de la psychologie américaine, qui est parfaitement connu de vous tous et qui se rattache aux événements actuels. Je me borne à l'évoquer, au seuil de cette conférence — quoique ce soit à peine nécessaire : — c'est la charité américaine. Il me semble que, devant un auditoire comme le vôtre, réuni, avant tout, pour soulager des misères de la guerre, on ne puisse pas passer sous silence cette charité, quelque renom qu'elle ait parmi vous.

Depuis le commencement des hostilités, à Paris, vous avez pu constater les efforts de la colonie américaine ; vous avez vu se multiplier les œuvres des Américains, tant sur le front que dans nos pays envahis ; vous savez ce qu'ils font pour les orphelins de nos morts, vous savez aussi ce qu'ils projettent de faire sur le sol de la France après la guerre, en vue de la reconstitution de nos cités dévastées...

Eh bien ! la charité américaine est peut-être plus touchante encore lorsqu'on la voit de l'autre côté de l'Atlantique, parce que, si loin, on la constate si vive, si universelle et si constante !

Nous comprenons fort bien que des amis américains vivant à Paris depuis d'assez longues années, connaissant le peuple français, sachant combien peu il est responsable de cette guerre, aient eu, dès le premier moment, le souci de contribuer à soulager nos misères. Mais, de l'autre côté de l'Océan, à des milliers de kilomètres des événements, dans la pleine sécurité et l'intense prospérité qui sont conseillères d'égoïsme, c'était un besoin intense et général de se dévouer à secourir les peuples victimes de l'agression, avant tout, la France et la Belgique. Tous ceux qui ont été récemment aux Etats-Unis ont pu en noter de nombreux exemples. Voici un fait tout à fait particulier qui, en lui-même est infime, mais me semble significatif.

Un jour, à New-York, j'étais invité chez un de mes collègues, qui, je peux bien le dire, avait subi fortement l'influence allemande : même dans son home, il y en avait des traces évidentes. A l'issue du repas, le mouvement spontané d'un des enfants qui m'apporta le fond de sa tirelire pour donner à des enfants de France ayant perdu leur père, suffit à intéresser cette famille américaine aux misères françaises à tel point, que, maintenant, une veuve bretonne, mère de cinq enfants, est soutenue par elle d'une façon efficace et continue, et maintenue sur le lopin de terre qu'elle cultive. Des exemples de ce genre sont sans nombre !

* *

Messieurs, ce mouvement de charité se rattache à l'un des caractères les plus profonds de la mentalité américaine, à l'un de ceux qui remontant au seuil de son histoire. S. A. le Prince de Monaco évoquait tout à l'heure le nom du « *Mayflower* ». Il est difficile de parler d'une façon un peu générale des Etats-Unis, sans songer à ce navire qui amena, en 1620 sur la côte de l'état de Massachussets, les Puritains, que les Américains appellent encore aujourd'hui *Pilgrims Fathers*, les Pères pélerins. A Washington, dans la rotonde du Capitole, une série de peintures rappelle les événements que les Américains considèrent comme les plus caractéristiques de leur histoire, et plus sieurs de ces peintures sont, à juste titre, consacrés au « *Mayflower* ». Car, avec lui, arrivaient sur le sol du Nouveau-Monde, les éléments qui allaient dominer la physionomie morale de la société qui s'y créait, éléments qui, malgré les énormes transformations accomplies, sont encore le fond de la psychologie américaine.

Comme le dit Tocqueville, « les Puritains recherchaient d'une ardeur presque égale les richesses matérielles et les jouissances morales, le ciel dans l'autre monde, le bien-être et la liberté dans celui-ci... C'étaient d'ardents sectaires et des novateurs, exaltés... Retenus dans les liens étroits de certaines croyances religieuses, ils étaient libres de tout préjugé politique. »

Ils ont implanté aux Etats-Unis une société d'une morale extrêmement rigoriste, et appuyée sur des lois vraiment draconiennes : beaucoup de ces lois, si elles ne correspondent plus aux mœurs actuelles, ne sont cependant pas formellement abrogées dans les Etats de la Nouvelle Angleterre.

Ils ont implanté aussi sur le sol américain l'esprit démocratique d'égalité. Leurs lois politiques étaient étonnamment en avance sur leur temps. On trouve, en effet dans ces législations du XVIIe siècle, le suffrage universel, l'élection des agents du pouvoir

exécutif, une milice obligatoire pour tous les citoyens à partir de l'âge de 16 ans, et, dès les premiers temps de la colonisation, le souci du développement de l'éducation sous toutes ses formes. C'est en 1620, que les Puritains débarquent du *Mayflower*, et c'est en 1636, seize années seulement après, qu'ils créent le premier collège, aujourd'hui devenu l'Université Harvard, où j'ai eu l'honneur d'enseigner.

Ainsi, l'on peut dire, avec Tocqueville, de la société fondée par les Puritains, qu' « elle est le produit de deux éléments parfaitement distincts et qui ailleurs se sont fait souvent la guerre, mais qu'on est parvenu en Amérique à incorporer, en quelque sorte, l'un à l'autre et à combiner merveilleusement : l'esprit de liberté et l'esprit de religion. » Cette religion, il est vrai, avait un caractère bien plus moral que dogmatique ; elle a été, avant tout, le guide de la vie réelle et de l'action.

Et cette association des préoccupations morales et de l'idéal le plus élevé avec le sens de l'action, nous la retrouvons encore aujourd'hui dans les manifestations les plus hautes de la mentalité américaine. Je suis frappé — moi, profane de la philosophie, — de cette alliance entre le sens spéulatif et le souci de l'action dans une des formes que la philosophie spéculative a revêtues récemment aux Etats-Unis avec tant d'éclat, le pragmatisme de William James.

Si, pour juger la psychologie américaine, il ne faut jamais perdre de vue ses origines, la société contemporaine, n'a plus que de lointaines affinités avec la société puritaine primitive. Il s'est produit là une évolution énorme, dont, en dehors même du temps, les raisons principales sont aisées à percevoir.

L'une de ces raisons qu'il me paraît indispensable d'évoquer avant tout, c'est l'extension même de la nation, c'est la conquête du continent américain.

Les Puritains constituaient de petites sociétés. Les états qui, aujourd'hui, descendent de ces communautés initiales, sont les plus petits des Etats-Unis. Le sens de l'action s'est exalté, on peut dire, au fur et à mesure que le continent américain était assimilé. L'ampleur du cadre a donné à l'esprit une particularité dont on ne peut manquer d'être frappé, au contact des Américains, et qu'ils n'hésitent pas à signaler d'eux-mêmes, c'est leur amour des grandes dimensions en toutes choses. Tout est grand aux Etats-Unis : la nature, les cités, les institutions ; tout nous surprend, nous, Européens, et nous fait paraître petit ce que nous retrouvons, quand nous revenons de là-bas.

Les Américains sont hantés par l'idée d'ampleur, de *bigness*. Un jour, parcourant le parc national du Yellowstone en voiture, j'avais pour voisines deux dames, l'une originaire de New-York et l'autre de Chicago. Au bout de quelque temps, ce fut une véritable compétition entre ces dames, un match, pour savoir si les choses de New-York étaient plus grandes que celles de Chicago ou inversement.

Une autre cause, absolument évidente, a profondément contribué à faire évoluer le sentiment américain et a été, dans les circonstances actuelles, un facteur d'une importance capitale : c'est le fait que la société américaine s'est constituée non seulement par le développement de la souche primitive, implantée au XVIIe siècle, mais surtout par une immigration intensive et bigarrée qui se poursuit depuis trois siècles, et qui, à la veille de la guerre, atteignait des totaux formidables, puisque chaque année, c'est presque un million d'individus qui débarquaient aux Etats-Unis pour s'y installer.

Cette immigration, dès le premier jour, a été des plus variées. Pendant que les Puritains s'installaient dans la Nouvelle Angleterre, plus au sud, des Hollandais, fondaient New-York, des Français peuplaient le Canada et, par les grands lacs descendaient dans le bassin du Mississipi.

Au XIXe siècle, le mélange de races a été encore plus intense. La société amériacine serait une véritable Babel, si elle n'avait eu le pouvoir d'assimiler avec une extrême rapidité ces éléments venus de partout avec des langues différentes.

Suivant les moments, telle ou telle immigration a prévalu. Il y a une longue période du XIXe siècle, depuis 1848 jusqu'à 1890, où l'immigration allemande a eu une importance majeure aux Etats-Unis. Dès millions d'Allemands sont venus, s'y installer et se sont répandus sur tout le continent, en fondant des agglomérations particulièrement fortes. Dans le centre, des villes comme Milwaukee, Chicago, Cincinnati, Saint-Louis (malgré son nom et son origine française), comptent une population de souche allemande qui se chiffre par des centaines de mille âmes.

De même, en d'autres points des Etats-Unis, on trouve l'immigration suédoise, ou même canadienne, au XIXe siècle. L'immigration slave variée, a prédominé récemment, même dans les vieilles parties des Etats-Unis.

Voici, aux environs de Boston, une des villes les plus curieuses du Mussachusets Salem. Elle a été avec Boston, au XVIIe siècle, une des principales cités puritaines et son histoire est riche en sou

venirs de tous genres ; son port était jadis la capitale de la pêche à la baleine, et elle possède un musée fort intéressant à cet égard. Mais tout cela, c'est le passé, et cette ville du Nouveau-Monde, était tombée déjà dans la décrépitude. Maintenant, elle en sort, mais en se métamorphosant ; ce n'est plus une ville puritaine, ni une ville anglaise, c'est une ville slave qui se développe par l'industrie.

Il va de soi que, dans une crise comme celle que le monde traverse actuellement, l'immigration devait avoir, pour la mentalité américaine, des conséquences énormes. Dans un pays ou affluent chaque année, des points les plus variés du monde, un million d'hommes, appelés, en peu d'années, grâce au libéralisme des lois de naturalisation, à devenir des citoyens américains, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il y ait un esprit national parfaitement sûr de son orientation et homogène. L'importance qu'avait prise l'immigration allemande, compliquait, en outre, singulièrement le problème.

Les Allemands qui émigrèrent aux Etats-Unis après 1848, allaient chercher sur le continent américain un régime de liberté qu'ils ne trouvaient pas chez eux. Mais l'histoire de l'Allemagne, depuis trente ou quarante ans, avait exercé une suggestion d'un tout autre ordre, et avait ramené, vers leurs pays d'origine, la pensée de tous les Allemands récemment établis en Amérique. Il y avait aux Etats-Unis, comme partout, une cohésion beaucoup plus grande des éléments germaniques que des autres : il y avait, comme vous savez, une ligue germano-américaine qui réunissait des adhérents par centaines de mille et avait une vie particulièrement active.

Ces citoyens nouveaux, et incomplètement assimilés, les Américains les appellent, d'une façon expressive, des [illegible]ens à « trait-d'union », *hyphenates ;* or, au commencement de la guerre, une forte proportion de germano-américains avait une tendance, non seulement à conserver le « trait-d'union », mais à être plus germaniques qu'américains. Il ne faut pas généraliser cependant, car. — et cela est une des preuves frappantes de la justice de notre cause et de la façon dont elle est apparue dès le début —, bon nombre d'Américains d'origine allemande, même très récente, ont refusé de suivre l'Allemagne sur le terrain où elle s'est placée maintenant, et à des degrés divers, plus ou moins discrètement, se sont montrés pro-alliés, presque dès le commencement de la lutte. Dans l'Adresse des Cinq-Cents, adresse qui aurait pu grouper des milliers de signatures, on relevait, parmi les plus expressives, celles d'hommes nés en Allemagne, qui éprouvèrent le besoin de témoigner d'une façon sincère et éclatante leur opinion en faveur des Alliés dès les premières phases de la guerre ; — je dis les premières phases de la guerre, car cette Adresse des Cinq-Cents devait être publiée en 1915, et, si elle ne l'a été qu'en 1916, ce ne fut qu'une conséquence indirecte de la catastrophe du *Lusitania*. En un mot, il est certain que, à cause de son hétérogénéité résultant de l'immigration, le sentiment national américain ne pouvait pas, dès le premier jour se manifester avec une spontanéité et un ensemble parfaits.

Un autre facteur vient diminuer peut-être aussi l'unité du sentiment national aux Etats-Unis, c'est l'étendue même du pays : on ne peut pas être en parfaite communion d'idées sur tous les points d'un aussi vaste territoire, où les conditions de vie et les intérêts sont nécessairement dissemblables. Les états de l'Est sont imprégnés de la vieille civilisation anglaise ; le Sud a une mentalité différente, bien que de colonisation très ancienne ; l'Ouest et les grandes plaines du Centre, de peuplement récent, ont chacun leur physionomie particulière. Un de mes collègues de l'Université Harvard me disait, à ce propos, d'une façon très pittoresque, que l'immense étendue de la plaine du centre, avec son uniformité, ses villes toutes semblables, sa mentalité spéciale, lui rappelait l'hypothèse où Henri Poincaré imagine qu'elle serait la mentalité d'êtres infiniment petits, vivant sur un plan et n'ayant la notion que de deux dimensions de l'espace, la longueur et la largeur sans pouvoir se rendre compte de la hauteur. Il y a, pour les habitants du Middle-West, quelque chose de comparable, me disait-il : ils vivent dans un monde qui se suffit à lui-même, et ils n'ont guère la notion de ce qui se passe à l'extérieur.

Et, en effet, lors des premières phases de cette guerre, — je ne dis pas à l'heure actuelle — il y avait une très grande différence entre la mentalité de l'Est, tournée vers l'Europe, et celle du Centre (*Middle-West*) replié sur lui-même. A Chicago, en 1916, les nouvelles de la guerre dans les plus grands journaux, étaient souvent reléguées à une page de l'intérieur. Quand on se dirige plus encore vers l'est, quand on atteint les Montagnes Rocheuses et l'Océan Pacifique, on s'éloigne encore davantage de l'Europe et des préoccupations européennes. A San-Francisco, les amis qui me faisaient les honneurs de la ville ne cachaient pas que, s'ils étaient profondément Américains,, ils se sentaient peut-être au moins autant Californiens.

Le seul sentiment qui soit commun à toutes les

parties des Etats-Unis, et qui, directement ou indirectement, remonte à la société puritaine, c'est l'esprit démocratique. Il n'est peut-être pas aussi complètement égalitaire qu'aux premiers temps de la colonisation. L'histoire a introduit des différences entre les parties des Etats-Unis : entre les individus, l'extrême inégalité de la richesse ne pouvait pas ne pas atténuer le sens de l'égalité. Aujourd'hui, cependant, malgré la ploutocratie, il y a aux Etats-Unis un sens démocratique que le Français sent avec plus d'acuité que dans notre société française. Non seulement il n'y a aucun sentiment tranché de classes, mais le passage d'une classe à l'autre se fait beaucoup plus aisément que chez nous. On est habitué à voir un homme très pauvre devenir en peu de temps extrêmement riche. Le passé pèse moins lourdement sur le présent et chacun peut escompter plus largement l'avenir.

La trace de cette égalité démocratique s'observe dans certains traits de la vie des étudiants. La vie universitaire américaine extrêmement agréable et confortable, est faite, il faut bien le reconnaître, plus pour les riches que les pauvres. Cependant, il y a, dans les collèges, des étudiants pauvres ; ils paient les frais de scolarité comme tous les autres ; ils sont donc obligés, pour y arriver, d'en gagner eux-mêmes le montant, et, pour cela, ils n'hésitent pas à se livrer à des besognes que nous considérerions comme serviles et que nous cacherions, alors qu'ils les avouent et qu'elles ne déclassent pas du tout l'individu qui est obligé de les accepter. Chacun doit courir sa chance et la supériorité que s'attribue l'Amérique, c'est quelle fournit à tous les meilleures conditions pour cela.

La démocratie américaine présente une autre particularité dont on doit chercher aussi l'origine dans la vie puritaine, c'est le développement de l'esprit civique qu'il serait si souhaitable de voir se développer en France. L'Etat n'est pas considéré comme une Providence, de qui chacun a tout à attendre : il n'est pas davantage un maître auquel les individus sont asservis, une entité supérieure comme dans la conception prussienne : l'État est fait pour les individus, lesquels se chargent de l'améliorer constamment. L'initiative privée fait montre, aux Etats-Unis, d'une vigueur étonnante: la ploutocratie elle même, n'étouffe pas cet esprit civique et la grande richesse, loin de pousser à l'indifférence, engendre souvent l'action pour le bien de la collectivité. La fortune énorme d'un Carnegie ou d'un Rockefeller n'a été entre les mains de ces hommes, fils de leurs œuvres, qu'un moyen puissant de réalisation au service de la société, un instrument de civisme qui dépasse la nation même, et vise l'ensemble de l'Humanité.

Nous avons aussi parmi nous, il y a quelques semaines, pour ne citer qu'un exemple tout récent, le président de la Fondation Rockefeller, qui administre la plus grande part de la fortune de M. Rockefeller: il venait, pour cette fondation, étudier les moyens d'aider à la lutte contre la tuberculose en France. La philanthropie, chez un homme comme Rockefeller, ne se limite pas au clocher près duquel il habite, pas même aux Etats-Unis, mais s'étend sur l'ensemble de l'Humanité, et en particulier sur l'Europe et sur la France !

Enfin, je voudrais encore détacher un dernier trait du caractère américain, qui est une conséquence des précédents, c'est son optimisme. J'ai pas mal d'amis américains, et je n'en connais pas qui soient tristes : ils sont toujours souriants, et ils ont toujours confiance dans le lendemain et dans l'avenir.

L'Américain, en effet, a toujours confiance dans le succès. L'idée du succès joue un rôle énorme dans l'éducation et dans la vie américaines, et elle le joue dans le meilleur sens du mot. L'Américain ne craint pas d'entreprendre : il entreprend d'une façon pratique. Mais il faut bien dire aussi, que nous nous sentons humiliés, nous qui possédons ce sens à un moindre degré, que chez lui, l'entreprise est susceptible d'une récompense beaucoup plus grande et beaucoup plus aisée que chez nous.

(*A suivre.*) MAURICE CAULLERY.

LA RÉFORME DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

Des réformes seront nécessaires — elles seront même indispensables — pour que notre Diplomatie s'acquitte des devoirs nouveaux qui lui incomberont après la victoire définitive de nos armes.

Mais il ne faut pas d'équivoque. Ce n'est pas parce que tels ou tels diplomates ou consuls auront pu se montrer inférieurs à leur tâche, soit avant, soit pendant la guerre, que des réformes devront être effectuées.

La réorganisation de notre Diplomatie ne devra, en aucun cas, prendre le caractère d'une sorte de pénalité collective, d'une condamnation en bloc, d'une catégorie de fonctionnaires.

Trop de critiques passionnées, presque toujours d'ailleurs injustifiées, ont été et sont encore formulées contre nos diplomates et nos consuls. Aucune mansuétude ne leur est témoignée : on persiste à leur refuser systématiquement les circon-

tances allemandes pour les taules ou les erreurs commises. Personne ne s'est avisé ou n'a voulu avouer, dans ces dernières années, que le Ministère des Affaires Etrangères ne disposait ni d'un personnel assez nombreux ni de moyens matériels d'action suffisants.

La guerre est survenue qui, en mobilisant les Agents de l'administration centrale comme ceux de l'extérieur, a encore restreint, à l'heure même où elles devaient être accrues, les possibilités d'agir en faveur de nos intérêts chez nos Alliés comme chez les neutres. Il a fallu improviser partout. Sans essayer de remédier à une situation anormale, on a préféré instituer des rouages nouveaux en France comme à l'étranger et ces créations ont été, pour l'opinion non avertie, une occasion de croire à la faillite réelle de la Diplomatie française.

Il ne saurait s'agir de faire, par principe ou par esprit de corps, l'apologie — même documentée — d'un organe de l'Etat qui, dans son ensemble, a rempli tout son devoir. Mais il convient d'opposer une protestation ferme et réfléchie contre des généralisations tendancieuses en réservant, s'il y a lieu, pour l'après-guerre, les justifications et les arguments probants.

Si donc les réformes à apporter dans le fonctionnement de la Diplomatie ne doivent pas être inspirées par un esprit de dénigrement systématique, il ne s'ensuit pas cependant qu'elles ne soient pas nécessaires.

Pourquoi l'obligation en apparaît-elle ? De quels principes les réformateurs devront-ils s'inspirer ? Quand et comment devra-t-on procéder à ces réformes ?

C'est ce que l'on se propose d'exposer ici d'une manière objective et avec le seul souci de ce qu'on croit sincèrement être l'intérêt général français.

I

La Diplomatie française devra « faire peau neuve » parce que la situation mondiale de la France aura subi une modification totale.

Pendant quarante-trois ans, la politique extérieure française a, bon gré mal gré, subi le poids du douloureux Traité de Francfort. Jamais elle n'a eu la possibilité de se détourner de l'obsédante question allemande. Jamais elle n'a pu oublier l'Alsace-Lorraine, même aux heures où pour des raisons d'expansion coloniale, elle semblait se libérer des souvenirs de 1870-71.

L'Allemagne au surplus ne facilitait en rien l'abandon de nos espérances. Même lorsqu'elle cherchait à nous gagner à une politique anti-anglaise par exemple, elle nous concédait toujours, à la réalité, devenir ses vassaux pour obtenir la permission de respirer librement. Elle était portée à considérer comme une manifestation inacceptable pour elle, notre esprit d'indépendance, notre résistance à toute emprise de sa part et notre défense de nos intérêts.

Que les anciens se souviennent : pendant près de 40 ans n'a-t-on pas craint en France « la guerre au printemps » ? Les froncements de sourcils du Prince de Bismarck ont été épiés dans le monde tant qu'il fût le maître de l'Empire allemand. La Diplomatie française pouvait-elle les négliger ? Puis ce fut la politique cahotée de Guillaume II, mélange « d'épée aiguisée, de poudre sèche » et de cajoleries sans grâce et sans finesse, visites au saut du lit chez nos Ambassadeurs, télégrammes grandiloquents, bref la politique dite « des couronnes ». A cette époque encore, il fallait constamment surveiller Berlin.

Quelle liberté d'esprit restait-il à notre Ministère des Affaires Etrangères ? Au surplus, d'autres questions de pure politique retenaient aussi l'attention en raison de leur répercussion possible sur la paix européenne. La « Question d'Orient », avec ses crises incessantes, sa complexité inhérente aux races balkaniques, constituait un foyer permanent d'incendie.

Isolés, nous risquions d'être écrasés par l'Allemagne. Associés à d'autres puissances, comme l'exigeait le légitime souci de notre conservation nationale, n'étions-nous pas par là-même, contraints de respecter les intérêts de nos Alliés et de nos amis, même s'ils semblaient parfois divergents des nôtres ?

Bref, la question d'Alsace-Lorraine, notre situation nettement amoindrie par le traité de Francfort, la nécessité de trouver un contre-poids à l'Allemagne, nous condamnaient à une attitude respectante, à un perpétuel équilibre, à des temporisations, à des à peu près.

La politique pure absorba donc exclusivement notre activité diplomatique et ceux qui accusaient nos diplomates de négliger les intérêts de nos commerçants et de nos industriels eussent été les plus acharnés à vouer aux gémonies nos représentants s'ils avaient paru se départir, fût-ce une heure, de leur faction vigilante autour de la paix.

Mais la guerre a néanmoins éclaté alors qu'on commençait par la confiance dans nos forces reconstituées, dans celles de nos alliés, par une sorte d'accoutumance, ou par une croyance parfois puérile dans la civilisation allemande, à la juger désormais impossible. Dans le sang de ses enfants, par leur héroïque ténacité, la France éternelle est

apparue dans toute son historique splendeur. L'âme de la race a animé une génération que les Allemands croyaient et affirmaient dégénérée. La Marne, l'Yser, Verdun, puis à nouveau la Marne, ont symbolisé la valeur française. Aujourd'hui les souvenirs de 1870-71 sont effacés. Le monde entier, les États les plus égoïstement neutres, admirent et ne songent plus à plaindre la France. Notre pays a repris sa place sur la terre et le souffle glorieux qui agite ses drapeaux porte dans l'espace la semence féconde de l'idée française.

L'aurore de la victoire luit sur des régions hélas dévastées par la fureur ennemie : une ère nouvelle commence, celle de la restauration du droit violé, celle de la suprématie de la justice sur un militarisme pesant et sauvage.

La guerre actuelle, la plus cruelle de l'histoire, aura purifié l'air des miasmes allemands. Plus de préoccupations d'équilibre à maintenir, l'Orient n'apparaîtra plus comme un tonneau de poudre prêt à sauter à la plus légère imprudence. Nos diplomates de demain pourront, sans jactance et sans provocation pour personne, pratiquer largement une politique de fierté nationale.

Autre changement encore dont les répercussions seront certaines. Ayant patiemment créé la force militaire et navale françaises, malgré l'hostilité allemande, la République longtemps tenue en observation et presque en quarantaine par les Empereurs et les Rois, avait su peu à peu leur inspirer confiance. Elle avait même commencé à les recevoir, depuis la première visite de Nicolas II, avec un faste quasi-princier et son alliance et son amitié étaient recherchées, parce que la valeur en était précieuse, et pouvait être décisive en cas de conflit armé. Dans notre pays, par contre, certains persistaient à penser que la forme républicaine de l'État était incompatible avec l'état de guerre. Le livre : « Faites un Roi sinon faites la paix », tenta de le démontrer.

Les événements ont démenti cette opinion un peu paradoxale d'ailleurs. Ils ont prouvé qu'une nation éprise des principes démocratiques est également susceptible de se défendre et qu'après une défense de quatre ans, elle peut vaincre. L'expérience a démontré encore qu'une autre grande République, sans atavisme monarchique ou militaire, était-elle aussi capable de créer des armées, de les diriger et de les lancer à l'attaque pour sauver la civilisation menacée. Démocratie ne peut plus dès lors être regardée comme synonyme d'impuissance politique ou militaire. Qui osera désormais n'être plus honoré de représenter une République et de parler en son nom ? Finie cette époque qui nous semble archaïque, où un Ambassadeur français paraissait déroger en s'intitulant Ambassadeur de la République Française et non tout simplement Ambassadeur de France.

Au surplus que sembleront mesquins et surannés après la victoire, nos différends de politique intérieure d'avant-guerre ! Un souffle aura passé qui aura chassé les mauvais bergers. L'union sacrée de la guerre ne disparaîtra pas : elle s'élargira, se transformera en union pour le Bien public et les agitations vaines, superficielles en réalité, mais que nos ennemis voulaient faire juger profondes pour mieux nous déconsidérer et nous affaiblir, ne contribueront plus à faire douter le monde de l'avenir de la France et de la République.

La disparition enfin de toutes les causes de conflits politiques internationaux, par la défaite de l'Allemagne et le règlement de la question orientale, donnera toute latitude pour l'étude des problèmes économiques. Pour profiter de la victoire, réparer les pertes réparables, ramener la prospérité dans des régions odieusement dévastées, la France devra créer plus de richesse.

Le développement dans le monde de notre commerce, de notre industrie, c'est-à-dire l'ouverture des débouchés dans toutes les parties du globe deviendront l'objet d'efforts presque exclusifs.

En résumé, la politique extérieure de la France qui est la résultante de la situation morale du pays, de la confiance inspirée aux peuples et aux Gouvernements étrangers par la sagesse de notre politique intérieure, par une activité coordonnée et pacifique, la politique extérieure française qui sera subordonnée aux nécessités économiques, changera totalement de caractère.

La Diplomatie devra être assez souple pour s'adapter à cette situation nouvelle et sans précédentes dans l'histoire de la Troisième République.

II

A cette politique extérieure qui s'imposera après la guerre, des principes directeurs fermes et précis seront indispensables. S'ils font défaut, l'action de notre diplomatie sera inconsistante, flottante et elle exposera le pays à de regrettables à-coup.

Ces principes seront d'ailleurs très simples. Ils découleront du respect de la volonté nationale, conformément à la tradition républicaine et démocratique, et de la nécessité du développement économique de la France.

Le premier d'entre eux sera le maintien de la paix, car la France victorieuse, guerrière malgré elle depuis 1914, voudra la paix.

Il ne s'agira plus, il est vrai, de cette paix précaire, cahotée, dont l'expérience pénible fut faite pendant trop d'années et qui, coupée d'alertes re-

nouvelées, soutenue par des armements ruineux et toujours jugés insuffisants, préparait la plus effroyable des catastrophes historiques.

Consciente du rétablissement intégral de son prestige mondial, la France pacifique, sans vouloir provoquer personne, désirera borner ses ambitions à la conservation du *statu quo* qu'elle aura si chèrement acheté. Elle ne poursuivra aucune politique d'expansion violente, elle n'aspirera pas à l'hégémonie européenne et encore moins mondiale. L'ère de son accroissement territorial ou colonial sera close. De son fait, aucune guerre ne sera à redouter. Le respect universel qu'elle aura conquis, celui qu'elle aura imposé à ses agresseurs de 1914, le souci légitime qu'elle aura de ses intérêts, la rendront respectueuse elle-même des droits des autres Etats. Ayant restauré le Droit, elle en restera le champion obstiné et vigilant.

Toutes les mesures propres à assurer la paix rencontreront donc son adhésion. Qu'il s'agisse de réduction ou de limitation des armements militaires ou navals, qu'on envisage la constitution d'une Société des Nations ou de tout autre groupement de peuples également pacifiques, des restrictions du droit de guerre par l'organisation de l'arbitrage obligatoire en cas de conflits entre Etats, toutes les idées, toutes les suggestions d'ordre pratique et efficace seront examinées par notre Diplomatie dans un esprit d'union et de concorde.

Résultant également de la volonté nationale, la conservation et le développement des alliances contractées par notre pays avant et pendant la crise délibérément et sciemment déchaînée en 1914 par les Empires centraux, constitueront le deuxième principe directeur de la politique extérieure française d'après-guerre.

Sans doute, le caractère de ces alliances se modifiera par suite de la mise hors d'état de nuire des Hohenzollern et des Allemands, condition essentielle de la paix que nous poursuivons. L'Allemagne et la race allemande ne devant plus pouvoir, dans l'avenir, espérer dominer l'Europe et le monde et être en mesure de jeter la mésintelligence ou la méfiance entre les peuples unis par une communauté de sacrifices, l'entente des vainqueurs ne sera plus imposée par un souci exclusif de défense et de conservation.

La fidélité reconnaissante des Français à leurs frères d'armes se manifestera dans des unions toujours plus confiantes et plus intimes. Les combattants d'hier resteront des associés loyaux, déterminés sans doute à sauvegarder leurs intérêts propres, mais disposés aussi à des concessions mutuelles. L'émulation laborieuse qui les guidera ne dégénérera jamais en rivalité hargneuse et dangereuse.

Ayant appris, au milieu des périls, à s'estimer et à s'aimer malgré leurs différences de tempéraments, la France et ses Alliés n'apporteront pas dans leurs rapports et dans leurs relations des préoccupations de faux amour-propre, de point d'honneur mal placé. Ayant proclamé et fait prévaloir de concert le droit de toutes les races de vivre et de se gouverner à leur gré, la coalition mondiale ne refusera à aucun de ses membres le droit à une existence morale, sociale ou économique meilleure.

Les Etats restés neutres par obligation contractuelle ou par convenance personnelle, sans peut-être bénéficier pleinement des traitements privilégiés que les Alliés désireront sans doute se réserver entre eux, ne trouveront dans la politique extérieure française aucun sujet de crainte ou de plainte. Ils ne verront porter aucune atteinte, de notre part, à leurs intérêts matériels et nul, dans notre pays, ne désirera leur reprocher ou leur faire regretter leur neutralité si celle-ci a été loyale et n'a pas pris au cours des hostilités le caractère d'une trahison.

En ce qui touche les Puissances ennemies, comme l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Bulgarie, qui se seront, à des degrés divers sans doute, mises volontairement au ban de la civilisation, le peuple français voudra, non sans raison, qu'elles subissent une sorte de quarantaine et il ne leur marquera aucune bienveillance spéciale.

Les manifestations tangibles de leur repentir constitueront en définitive le critérium de l'attitude à prendre à leur égard.

L'Allemagne, par contre, aura creusé elle-même le fossé qui rendra difficiles des relations normales avec elle. Les atrocités réfléchies qu'elle a commises et multipliées, ses dévastations sauvages, sa « Schadenfreude », auront semé contre elle des sentiments de haine dans l'univers entier. Les Allemands peuvent déjà se demander où, quand et par qui ils seront accueillis sans répulsion. — Il serait trop simple en vérité pour eux de rejeter sur leur Gouvernement les crimes de leurs armées. — Etre allemand restera, et pendant combien de temps, une sorte de tare morale. Et le sang de nos morts étouffera quiconque en France osera prendre la triste initiative de plaider la cause de rapports cordiaux avec l'Allemagne ou le peuple allemand !

Le souci des intérêts économiques du pays qui aura besoin de se reconstituer après plus de quatre années de secousses, de dévastations et de souffrances, devenant un élément primordial de notre

politique extérieure sera le troisième directeur de notre action diplomatique.

Avant la guerre déjà, trop de Français se plaignent de voir négliger leurs intérêts à l'étranger, et ils se plaisent, non sans ironie, ou amertume, à opposer ce qu'ils appelaient l'inertie de nos représentants à l'activité des agents allemands. Sans vouloir admettre d'injustes généralisations, on doit convenir que les doléances de nos concitoyens pouvaient parfois paraître fondées. La plupart du temps néanmoins, en les examinant, elles étaient ou inexactes ou exagérées. Nul ne voulait concéder, s'il n'avait obtenu l'avantage ou le renseignement qu'il souhaitait, qu'en diplomatie, comme en toutes choses, le succès ne couronne pas toujours l'effort et qu'il est plus aisé de demander que d'obtenir. Si les agents allemands semblaient souvent mieux réussir et protéger plus efficacement leurs nationaux, c'est qu'ils représentaient un pays vainqueur, redouté et pour lequel beaucoup d'Etats avaient des ménagements spéciaux. On savait la France plus patiente et on avait, en outre, pu constater les attaques dirigées dans notre pays contre les Gouvernements désireux d'utiliser la puissance navale et le prestige de l'Etat pour la défense d'intérêts particuliers.

D'autre part, les incidents extérieurs inquiétaient toujours l'opinion publique française. La théorie du « pas d'affaires » avait d'impérieux partisans. On avait assez de peine à les éviter sur le terrain politique. Qu'eût-on dit si des « affaires » eussent été la cause d'un conflit armé ?

Il est évident aussi que certains de nos Agents manquaient quelquefois de préparation ou de goût pour les affaires commerciales qu'il leur semblait plus élégant de ne pas pratiquer une « politique d'épicier ». Mais déjà les idées s'étaient étrangement modifiées, depuis une vingtaine d'années et les jeunes générations de fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères marquaient la ferme volonté de rompre avec une tradition dangereuse et surannée.

Il est au surplus inutile de se préoccuper des plaintes de ceux de nos compatriotes qui protestaient parce qu'un Consulat français n'était pas une sorte d'Agence Cook ou qui, incapables d'un effort personnel, trouvaient étrange qu'un Consul de France ne fût pas un représentant ou un placier gratuit à la disposition de tous les commerçants français. Des réclamations ou des récriminations de cette sorte seront toujours inévitables et sont négligeables par leur inconsistance.

En se gardant de toute exagération dans la défense de nos Consuls comme dans les récriminations qu'il est devenu une sorte d'habitude de formuler, il faut reconnaître que le Ministère des Affaires Etrangères et ses agents devront, après la guerre, suivre de plus près les intérêts privés français à l'étranger. Ils auront à se pénétrer de cette idée qu'en travaillant au développement et à la protection vigilante de ces intérêts qu'ils soient financiers, industriels ou commerciaux, ils serviront au mieux le pays.

La politique extérieure française sans négliger l'examen et la surveillance des problèmes politiques, consistera à faire créer de la richesse française et à mettre en valeur nos productions nationales. Les états nouveaux seront nés en Europe, tel l'Etat tchéco-slovaque ; d'autres comme la Pologne seront ressuscités, d'autres enfin auront grandi, la Serbie, la Roumanie, la Grèce par exemple. La France aura largement contribué, par son sang, à ces transformations de la carte européenne. Il faudra en bonne justice qu'elle ne se laisse pas évincer, par la faute de ses représentants, à l'heure des profits matériels. Si d'aventure cette erreur était commise, nul ne pourrait plus protester quand on accuserait notre Diplomatie d'impéritie et de faillite.

III

Les causes profondes et les directives générales de la prochaine réforme diplomatique et consulaire étant déterminées et esquissées, une dernière et double question se pose : quand et comment opérera-t-on cette réforme ?

Quand ? Après la victoire et pas avant.

D'abord on ne bouleverse rien dans une matière aussi délicate tandis que l'on se bat, alors que les problèmes d'ordre diplomatique ou économique ne sont pas définitivement tranchés, et quand la carte géographique du monde nouveau n'est pas précisée *ne varietur*.

Les institutions ont besoin d'hommes pour les animer, sinon elles ne sont que des cadres vides et morts. Or, le personnel diplomatique et consulaire français se trouve réduit par les vides creusés par quatre années d'usure sans infusion de sang nouveau ; aucun recrutement d'éléments jeunes n'a pu être effectué. Une réforme prématurée serait pratiquement inapplicable faute d'agents disponibles.

Que l'on ait cherché, depuis le début des hostilités, à apporter des améliorations de détail à notre organisation diplomatique et consulaire à Paris comme à l'étranger, cela peut se concevoir. Des nécessités urgentes autorisaient probablement ces tentatives ou tout au moins les expliquaient. Mais réaliser pendant le cours d'une guerre les modifications fondamentales qu'il faut résoudre

envisager pour notre Diplomatie constitutionnel la plus lourde faute et risquerait de tout compromettre irrémédiablement.

Qu'on étudie d'avance la réforme, qu'on en discute les bases et les modalités, la chose est tout autre et il doit être admis que l'exécution en sera ajournée après la paix.

D'ailleurs, la préparation des réformes ne saurait être improvisée.

Il ne s'agira pas, en effet, d'une simple réorganisation de l'Administration centrale du Ministère des Affaires Etrangères, avec des changements dans les appellations de services existants ou d'adaptations provisoires de ces services à des besoins nouveaux.

La réforme devra avoir un caractère nettement objectif et s'étendre aux postes de l'étranger, aussi bien qu'aux bureaux du Quai d'Orsay. Pourra-t-on se contenter de « reprises », de pièces et de morceaux, destinés à boucher des trous, de créations artificielles d'emplois, de fonctions dont l'inutilité devient trop apparente quand leurs titulaires les abandonnent pour d'autres destinées ?

Il faudra tailler en plein drap, constituer une sorte de charte de la Carrière diplomatique et consulaire qui fera table rase des décrets, des arrêtés, des réglements, des circulaires du passé.

Il faudra confier l'étude de la réforme à des spécialistes qui auront acquis l'expérience des choses diplomatiques et consulaires, mais qui auront gardé assez de liberté d'esprit et d'indépendance de caractère pour n'être pas les prisonniers des traditions et des précédents. Ces techniciens auront le devoir d'étudier soigneusement les organisations étrangères et il conviendra enfin de leur adjoindre un très petit nombre de conseillers compétents en matière économique.

Pourquoi écarter, en effet, la collaboration de représentants des financiers, des commerçants et des industriels, qui indiqueraient leurs désirs et leurs besoins et dont les dépositions, consignées dans des procès-verbaux, constitueraient la preuve pour le Parlement et l'opinion que rien n'a été négligé pour donner satisfaction aux intérêts nationaux ?

La réforme diplomatique et consulaire devant être sérieuse, il faudra la préparer sérieusement en évitant les pressions en faveur d'un personnel qui n'a pas que des « droits acquis » et qui a aussi des devoirs.

D'ailleurs, le personnel diplomatique et consulaire en fonctions ne sera pas fatalement dans son ensemble la victime de la réforme. Ses mérites sont incontestables, car il est composé dans son immense majorité de laborieux modestes qui souffrent d'être confondus injustement avec quelques traîtres, plus avides d'honneur et de réclame que de travail utile et fécond. La discrimination faite entre les mauvais et les bons diplomates ou consuls, il y aurait scandale à éliminer les uns comme les autres et personne n'y songe.

Une telle conséquence des réformes serait même dangereuse pour l'intérêt national car il serait impossible, d'un jour à l'autre, d'improviser un nouveau personnel diplomatique et consulaire. La Diplomatie, quoqu'en pensent certains, est un métier tout comme un autre qui doit s'apprendre par des études spéciales et un apprentissage, auquel le premier venu n'est pas apte. Sans le concours discret d'obscurs collaborateurs, rompus au métier, les plus éminentes improvisations diplomatiques risqueraient, dès le début de leur carrière, d'échouer pour le plus grand dommage du pays qu'ils serviraient brillamment. Qu'on prenne toutes les précautions pour assurer un recrutement sain de nos cadres diplomatiques et consulaires, qu'on impose aux candidats toutes les épreuves jugées convenables, qu'on leur facilite l'acquisition des connaissances pratiques et générales utiles, qu'on modifie même périodiquement, selon les besoins constatés, les programmes d'études et de concours, personne ne songera à s'en plaindre. Qu'on prenne toutes les garanties de loyalisme républicain lors du recrutement des Agents, qui osera s'en indigner ?

Mais lorsque nos futurs diplomates et nos consuls auront été agréés, quand ils auront pris possession de leurs emplois, qu'il soit entendu, une fois pour toutes, qu'ils ne seront pas exposés au cours de leur carrière à se voir retardés dans leur avancement, privés du bénéfice de bons services par des intrusions inattendues ou par des promotions dues à la seule intrigue.

Que nos diplomates et nos consuls sachent, une fois pour toutes, que le mérite seul sera la règle de leur avancement, et qu'aucune intervention extérieure ne sera plus efficace ou plus puissante que la valeur professionnelle.

Les réformateurs de demain devront enfin établir fortement le principe d'autorité qui s'est trop relâché dans les administrations publiques. Tout plan de réorganisation devra s'inspirer de cette idée que les fonctionnaires ont une responsabilité personnelle, qu'ils ne sont que les mandataires de leurs concitoyens, à qui leur concours actif et dévoué est dû. Mais qu'on n'oublie pas, non plus, de donner à nos diplomates et à nos consuls les moyens matériels de s'acquitter de leur tâche en leur enlevant la préoccupation desséchante des échéances de fin de mois. Qu'on ne les livre pas, pour qu'ils

soient en mesure de s'acquitter de leur travail ou de leurs devoirs de représentation, aux exigences ruineuses de prêteurs.

Prenons-y garde, les bons serviteurs de l'Etat deviendront rares si l'Etat ne leur assure pas, comme contre-partie de ses exigences légitimes, plus de considération morale, plus d'autorité personnelle et une existence matérielle plus facile.

*
* *

Si la réorganisation de la Diplomatie suit la conclusion de la paix et si elle est judicieusement réalisée, il devra être bien entendu aussi qu'un large crédit de confiance sera accordé pendant quelques années du moins à nos diplomates et consuls.

Après que nos représentants à l'étranger et les fonctionnaires de l'Administration centrale auront été instruits de ce que l'on attend désormais de leur travail, qu'ils auront reçu des directions nettes et claires sur le but assigné à leur activité professionnelle, il sera inadmissible qu'on les traite en condamnés avec sursis et qu'une méfiance menaçante paralyse leurs efforts et leur action.

Le métier diplomatique et consulaire exige pour être bien rempli de l'indépendance dans le choix des moyens, de la discrétion et même un peu de mystère, en un mot de la confiance de la part du peuple souverain.

Nos diplomates et nos consuls, toujours soumis au contrôle du Parlement sauront se montrer dignes de cette confiance.

Français, vous ne la leur marchanderez pas.

Maurice HERBETTE.

LE CASQUE DE LA DÉESSE (1)

PIÈCE EN QUATRE ACTES ET UN PROLOGUE

ACTE IV

PREMIER TABLEAU

Le Barathre d'Athènes.

Le fond d'une carrière abandonnée. De toutes parts, de hautes parois, escarpées de rochers nus. Une ombre éternelle a recouvert ces parois de mousses et de lichens. A certains endroits, vers le sommet, de la terre s'est glissée dans les crebasses du rocher et il y a poussé des fougères et des scolopendres. Une petite porte basse et étroite se trouve dans un des angles de la carrière. Un gros bloc de bois forme un siège grossier à la gauche de la scène. Les bords du gouffre sont entourés d'un parapet sur lequel une foule hurlante est accoudée. Kallipous est assis sur le bloc de bois. Ses vêtements sont déchirés. Plusieurs blessures saignent sur son visage et sur ses bras. Il est adossé à la paroi de rocher roide et droit. Un de ses bras est étendu horizontalement à angle droit avec son corps et la lame d'un couteau y est enfoncée.

UN DES SPECTATEURS

Voilà deux jours qu'il est ainsi, livide et rouge...

UN AUTRE

On dirait qu'il est mort !

UN AUTRE

Non ! je le vois qui bouge !

UN AUTRE

D'ailleurs, s'il était mort, il tomberait... c'est clair

UN AUTRE

Que ne retire-t-il ce couteau de sa chair ?

UN AUTRE

Il entend ce qu'on dit...

UNE FEMME

Je ne crois pas qu'il souffre

UNE AUTRE FEMME

N'est-il pas arrivé que l'on sortît du gouffre ?

PLUSIEURS VOIX

Impossible !

— Jamais !

— On n'en sortit que mort

— C'est juste !

— Traître !

— Fou !...

— Meurs !

— Non ! souffre d'abord

UNE FEMME

Oui, puisses-tu, vendu, souffrir mille agonies...

UNE AUTRE

Soutenez longuement ses forces, Erynnies !

UN DES SPECTATEURS

Que lentement l'Hadès le reçoive !

TOUS, dans un concert de huées.

Bien ! Bien !

— Meurtrier !

— Lâche !

— Porc !

— Traître !

— Vil traître !

— Chien

UN NOUVEAU VENU

Que dit-il ?

UN DES SPECTATEURS

Pas un mot !

LE NOUVEAU VENU

Que fait-il ?

UN AUTRE DES SPECTATEURS

Pas un geste !

UNE FEMME

On jette des cailloux, on l'injurie, il reste
Immobile et muet... tout rouge et blanc...

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 15, 1918.

UNE JEUNE FILLE

Si blanc !

UN HOMME

Depuis trois jours, il n'a pas bougé de ce banc...

UNE FEMME, à son époux.

Le soir vient... un vent frais, souffle du couchant [fauve,
Rentrons !

L'ÉPOUX

Oui ! viens, rentrons !...

UN ÉPHÈBE

J'ai peur qu'il ne se sauve...

TOUS

Se sauver ? Lui ! Comment ?...
— Par où ?

UN AUTRE ÉPHÈBE, ironiquement.

Dis-lui par où ?...

UN VIEILLARD

Un condamné sortir du Barathre... es-tu fou ?

UN DES SPECTATEURS

Il lui faudrait l'esprit du vieux Sphinx...

UN AUTRE

Et ses ailes...

UN AUTRE

Et l'anneau de Gygès, pour que les sentinelles
Ne le voient point sortir...

L'ÉPHÈBE, montrant la petite porte.

Mais cette porte, — là...

LE VIEILLARD

Une fois, en mille ans, son battant s'ébranla,
Afin qu'un innocent pût sortir de la tombe...
On ne l'ouvre jamais !

UN HOMME, à la jeune fille.

Viens ! Rentrons ! Le soir tombe !

LA JEUNE FILLE

Meurs, chien !

UNE AUTRE

Souffre longtemps !

UNE VOIX

Traître !

UNE AUTRE

Vil meurtrier !

UNE PETITE FILLE, trépignant de haine et de rage.

Meurs ! meurs ! Meurs chien maudit !

(A son amant :)

J'aime à le lui crier !...

(Tous sont partis. — La nuit vient lentement, bleue et paisible. Une lyre égrène au loin sa plainte mélancolique. Une femme portant un enfant vient s'accouder à la balustrade ; elle lance une pierre à Kallipous avec la main du petit.)

LA FEMME, au petit enfant.

Tiens, mon petit mignon... Tiens ! Jette-lui ta [pierre !

(A l'enfant, riant :)

Bien touché ! Bien ! J'ai vu tressaillir sa paupière.

(A Kallipous :)

Souviens-toi de Kréon, séduit par des voleurs.
Tu refusas sa vie à son épouse en pleurs,
Quand c'était toi le Chef... quand c'était toi l'Ar- [chonte.
C'est à ton tour bandit, à nous rendre ton compte !...
Bête ! Rappelle-toi... je te l'avais bien dit !
Sois maudit, Kallipous-le-Juste ! Sois maudit !...

(Elle s'en va. La nuit s'épaissit, plus bleue. Un garde vient se pencher sur la balustrade. Puis un homme et une femme, richement vêtus.)

L'HOMME

Tu le vois ? Il est là, sur le banc, immobile.

LA FEMME

C'était un traître ?

L'HOMME

Non ! C'était un imbécile.
Je l'ai très bien connu quand il était puissant !
Il était doux, clément, généreux...

LA FEMME

C'est du sang
Tout ce noir sur le mur ?

L'HOMME

Oui... c'est du sang... peut-être !

(Un silence.)

Il n'avait pas compris que pour rester le maître
De son destin, un peuple ainsi qu'un homme, doit
Conserver le pommeau du glaive sous le doigt !
Il n'avait pas compris — l'imbécile ! — qu'en [somme,
C'est le plus acharné des loups, qu'on appelle [homme,
Le loup aux appétits cruels, les plus ardents...
Et que feraient les loups s'ils n'avaient plus de [dents ?
L'homme que ferait-il s'il n'avait plus de glaive ?...
Pauvre fou !

LA FEMME

Viens rentrons, amour... Le vent se lève !

L'HOMME

Je le vois mal !

LA FEMME

Nous reviendrons demain matin !

L'HOMME

Demain il sera mort !

LA FEMME

Est-ce certain ?

L'HOMME

Certain !

(L'homme embrasse la femme. Elle rit.
On voit que l'étreinte dérange son péplos.)

LA VOIX DE L'HOMME

Tu diras, c'est le vent qui m'a défait mes voiles !...

(Ils ont disparu. Un long silence. La nuit est venue.)

KALLIPOUS

Vous allez donc bientôt, immuables étoiles,
Palpitantes de vie, au fond du ciel béant,
Voir cet être d'un jour retourner au néant !
Clartés pleines de vie, à qui répond ma vie,
Au terme de la route obscure poursuivie,
A la place de l'œil vivant, qui s'ouvre à vous,
Recueillant vos rayons si légers et si doux,
Vous ne trouverez plus — pauvre chose effacée !

Qu'est-ce donc le lettre morte et de l'orge glacée !...
[illegible]
(Klétos [illegible] Kallias [illegible] quelques autres des [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible])

PLUSIEURS VOIX

Kallipous ! Kallipous !

KLÉTOS

C'est mon Klétos ! C'est nous
Tes amis !

MINDAROS

Nous venons te sauver...

KALLIAS

Kallipous !

KLÉTOS

Ecoute-moi ! Comprends... Comprends ! Miséricorde
Il est mort ! Kallipous ! Regarde cette corde !
Nous sommes dix ici, qui voulons te sauver
Mets tes bras dans le nœud... On va te soulever !
C'est bien facile !...

(Il glisse dans la grosse corde à nœuds qui touche le fond du Barathre.)

KALLIPOUS, sortant de sa torpeur.

Non ! Me sauver... c'est un rêve !

KLÉTOS

Veux-tu que l'on te sauve et que l'on te soulève !

KALLIPOUS

Me sauver !

KLÉTOS

Le veux-tu ?

KALLIPOUS

Klétos, mon vieil ami,
J'ai si peur du réveil !... Suis-je pas endormi ?...
Me sauver ?... Oh ! Si tu savais ce que je souffre
A me sentir mourir, lentement, dans ce gouffre !...
Klétos, si c'est bien toi, si c'est bien toi vraiment
Sauve-moi ! Sauve-moi, cher Klétos !

MINDAROS, s'interposant.

Un moment !
Tu nous diras d'abord une chose... Rien qu'une !

KALLIPOUS

Tout ce que vous voudrez !

KALLIAS

Tout ? Sans réserve ?...

KALLIPOUS

Aucune !

KLÉTOS

Ecoute ! Tous, ici, nous fîmes le serment
De venger notre ville asservie...

KALLIPOUS

Et comment
La venger ?

MINDAROS

En tuant, le perfide — homme ou femme —
Qui fut l'instigateur de ce complot infâme
Cause de nos malheurs !

KLÉTOS

Dis-nous son nom !

KALLIPOUS

Quel nom ?

MINDAROS

Ce complot, qui te l'a révélé ? Dis-le !

KALLIPOUS

Non !

KLÉTOS

Bellerophon ! Tu dis non, sans réfléchir peut être !
Sais-tu bien que ce nom est le nom du vrai traître ?
Qu'est-ce que ce complot, dans un moment pareil ?
Un leurre détournant nos esprits en éveil,
Et nous livrant sans lutte aux guerriers d'Anti-[gone !...
Quel est le traître ? Dis ! Parle vite !

KALLIPOUS

Personne !

MINDAROS

C'était un Eupatride ! Il l'a jouée, c'est sûr !
Si tu n'eus point de part, dans son projet obscur,
Livre-nous-le, cet Eupatride et l'on te donne
Tous les moyens de fuir !... Ce traître, c'est ?...

KALLIPOUS

Personne !

KLÉTOS

Livre-nous ce maudit ! Son nom ? Je te promets
Que nous te délivrons et te sauvons !

KALLIPOUS

Jamais !

KALLIAS

La clémence pour toi, pour l'autre la justice...

KALLIPOUS

Chers amis, je suis faible, abrégez mon supplice !
Ma lâcheté s'exalte à de pareils appâts...

TOUS

— Le nom ! — Dis-nous le nom ! — Parle !...

KALLIPOUS

Je ne veux pas !

DIOMÉDON

Parle ! Nous te sauvons !

KALLIAS

Un mot, on te délivre !

MINDAROS

Un mot ! Tu pourras fuir !...

DIOMÉDON

Ce nom ! Tu pourras vivre...

KLÉTOS

Tu reverras la mer d'azur et de vermeil,
Autour des îlots noirs, rutilant au soleil !
Ecoute, Kallipous ! Nous irons voir encore,
Comme autrefois, les feux d'or rose de l'Aurore,
Chasser les reflets bleus sous la brume endor-[mis !...
Tu retrouveras tout !

DIOMÉDON

Ta maison !

MINDAROS

Tes amis !

KALLIAS

Ta ville !

TOUS

— Dis ! Un mot ! Dis ce nom qui t'excuse,

Et qui te justifie...

KLÉTOS

Accepte !

KALLIPOUS

Je refuse !

MINDAROS

Du Macédonien, connais-tu les exploits ?...
Démétrios riant de nos plus saintes lois,
Vit dans le Parthénon qu'il souille et prostitue...

KALLIAS

On a placé sa couche au pied de la statue
De la Vierge !

KLÉTOS

Il prétend que nous le nommions Roi !

DIOMÉDON

Il a dit : « Il n'est plus qu'un Athénien : Moi ! »

KLÉTOS

De la fille des Dieux, il a fait sa maîtresse.

KALLIPOUS, qui est très affaibli se levant pour la permière fois et quittant son banc

Quoi ! Théano !...

TOUS

C'est vrai !...

KLÉTOS

Tout l'orgueil de la Grèce
Outragé dans sa fille et bravé dans ses Dieux !

DIOMÉDON

Le plus impur forfait, en le plus saint des lieux !

KALLIPOUS

Théano ! Théano !... Théano... profanée !...

KALLIAS

Notre ville, à subir un tel joug condamnée !
Laisse-nous la venger !... Le nom du traître !

TOUS

Hé bien ?
Parle ! Réponds ! Ce nom ?...

KALLIPOUS

Non ! Je ne dirai rien !

SCÈNE III

LES MÊMES. ÉRASINIDES

ÉRASINIDES, accourant.

Un groupe de soldats approche !... Il vient ici !
Fuyez !... Eloignez-vous ?

TOUS

Que veulent-ils ?

ÉRASINIDES

Voici !
On dit que Théano, qui nous venge peut-être,
Vient d'exiger du Roi la tête de ce traître !
On vient pour le tuer !

Qui te l'a dit ?

KLÉTOS

Qui ?

ÉRASINIDES

Tous !
Théano demande le sang de Kallipous !

KLÉTOS à Kallipous

Tu l'entends ?...

KALLIPOUS à part

Théano !

KLÉTOS

Notre amitié t'implore !
Prouve ton innocence, il en est temps encore !

KALLIPOUS

O Justice !

TOUS

Le nom ! Veux-tu nous dévoiler
Le nom du traître.

KALLIPOUS

Non ! Je préfère mourir !

DIOMÉDON

— Fuyons !... Tant que la nuit nous cache sous [ses voiles.

(Les amis de Kallipous se retirent.)

SCÈNE IV

KALLIPOUS, SEUL.

Ah ! Je voulais mourir, les yeux sur les étoiles,
En leur disant, tout bas, mon horreur de la nuit,
Calme et serein !... Mais l'humanité me poursuit...
Mais je ne puis la fuir !... Sa brutalité laide,
Malgré tous mes efforts m'entoure et me possède !
Non ! Non ! Je ne veux pas songer à cela !... Non !
Je veux vous oublier à jamais, Parthénon,
Cher Parthénon, dont la beauté se prostitue !...
Elle est là... Je la vois... Légèrement vêtue
D'une blanche tunique, où, dans les longs replis,
Des rayons, des parfums, dorment ensevelis...
On voudrait adorer le degré même où pose
La sandale d'argent supportant ce pied rose...
Elle passe... Soudain d'un geste violent,
Un lourd bras musculeux enlace le corps blanc,
L'étreint à le briser... Dans un geste de chute,
De ses deux faibles mains, elle écarte la brute,
Elle s'incline à la renverse et ses cheveux
D'un blond manteau mouvant couvrent les bras [nerveux...
L'homme est penché sur le beau sein qui se sou- [lève...
Je vole à ton secours ! Un glaive ! Un glaive ! Un [glaive...

(La nuit blème s'est remplie peu à peu d'un grand flamboiement de torches. La petite porte du Boréthre s'est ouverte. Une troupe de guerriers Macédoniens s'empare de Kallipous et l'entraîne.)

RIDEAU

SECOND TABLEAU

L'Intérieur du Parthénon

Au fond, la statue de la Déesse, en or et en ivoire. Pallas est représentée debout, le bouclier au bras, le casque en tête, la lance à la main.

Les Vases [illegible] (la statue), est [illegible] [illegible]

marches. Un vaste lit, aux incrustations d'or, aux coussins de pourpre, est placé aux pieds de l'image de la Déesse. A droite et à gauche du Naos, des draperies d'écarlate pendent entre les colonnes qui, revêtues de couleurs très vives, forment des espèces de nefs, de chaque côté du Temple.

SCÈNE PREMIÈRE

DEMÉTRIOS, POLIORCÈTE, LAMIA, GARDES MACÉDONIENS

DÉLÉGATION NOMBREUSE D'HABITANTS D'ATHÈNES.

(Démétrios Poliorcète (le Néron grec) a trente ans. Il est grand, massif, roux, et tout vêtu de pourpre, et tout cuirassé de vermeil. Lamia, sa maîtresse, est une femme de quarante ans, peinte, teinte, chargée de bijoux. Son fard a l'air d'un masque et lui durcit les traits. Les gardes macédoniens portent la kansia nationale.)

DÉMÉTRIOS, assis sur son trône, disposé devant la nef de droite. Lamia est étendue à ses pieds.

Ainsi donc, sachez-le, désormais, je suis tout
Dans votre ville. Tout. Ce qui reste debout
D'Athènes, c'est pour mon usage et mon service
Et si vous existez, c'est que c'est mon caprice !
Ma volonté sera votre suprême loi.
Vous n'adorerez plus qu'un seul Dieu. Quel Dieu ? Moi !
Auprès de moi, tout Dieu n'est que rêve et mensonge !
Voubliez pas de faire — il faudra qu'on y songe !
Le geste d'adorer, en entendant mon nom !
Je prétends habiter ici. Ce Parthénon
Me plaît. Pour éduquer votre Vierge Déesse,
Je lui ferai veiller le lit de ma maîtresse !
Quant à vous, mes sujets, mes esclaves, mes chiens,
Vous tenez tout de moi ! Tout ! Vos maisons, vos biens.
Vos jours. Si vous avez une épouse, une fille
Qui plaît à l'un de mes soldats...

(A l'un des Athéniens :)

Toi, ton œil brille
De colère... Tu veux parler ?

L'ATHÉNIEN, balbutie.

C'est trop affreux !

DÉMÉTRIOS, à ses soldats.

Tuez-moi ce bavard !

(On l'entraîne.)

UN SECOND ATHÉNIEN, bas, à un troisième.

Horreur ! Le malheureux !

DÉMÉTRIOS

Je disais donc que tout peltaste et tout hoplite
De mon armée est presqu'un Dieu ! Je vous invite
A prévenir tous leurs souhaits, tous leurs désirs...
Veillez à leur bien-être et soignez leurs plaisirs.
Voilà ! Je suis très bon — très bon ! — mais par Hercule
— Non ! j'ai tort de jurer par ce nain ridicule !
Par moi-même ! Serment qui fait pâlir le ciel.
Quand il le faut aussi, je sais être cruel !

(Les congédiant.)

Voubliez pas que si j'ai fait placer un coffre
A la porte, c'est que j'exige que l'on m'offre
Tous les objets en or que l'on possède. On a
Trois jours pour les... offrir ! Trois jours ! Après cela,
S'il se trouve qu'un fou voulût truster son maître
Il apprendra, le misérable, à me connaître !
Je le ferai brûler vivant à petit feu.
Allez !

(Éclatant de rire.)

Soyez heureux ! Vous possédez un Dieu
Parmi vous !...

(Tous se retirent, sauf Lamia.)

SCÈNE II

DEMÉTRIOS, LAMIA

DÉMÉTRIOS

Lamia !

LAMIA

Que veux-tu ?

DÉMÉTRIOS

Ma tigresse !
Sais-tu bien qu'en l'honneur de leur chaste Déesse,
Il nous faudra ce soir offrir sur cet autel
Un sacrifice tel, qu'on ne vit rien de tel !

(Il montre le lit.)

Y songes-tu ?

LAMIA

J'y songe !

DÉMÉTRIOS

As-tu trouvé ?

LAMIA

Peut-être.

DÉMÉTRIOS

Quel plaisir rêves-tu, tigresse, pour ton maître ?

LAMIA

Je n'ai jeté sur nos captives qu'un regard
Rapide...

DÉMÉTRIOS

Et ?...

LAMIA

J'en ai fait placer une à l'écart !
C'est la dernière, m'a-t-on dit, de la divine
Famille d'Eumolpos : une enfant fière et fine...
Un être de souplesse, et de grâce, et d'orgueil...
Elle a toute une nuit d'amour à mort dans l'œil...
Elle vous versera de belles allégresses.

(A la statue de Pallas. Riant :)

Nous l'apprendrons l'amour, Vierge Athénèh !

DÉMÉTRIOS, tendrement.

Tigresse !
— Est-elle belle ?

LAMIA

Oh ! belle étonnamment, mon Roi !
Et si je n'étais pas aussi sûre de toi,
Que je suis sûre de tous nos vieux vices, sûre

De nos dix ans de volupté et de luxures,
Je la ferais tuer plutôt que de laisser
Un soir, sur sa beauté, ton regard s'abaisser !

DÉMÉTRIOS, tenté.

Fais-la venir !

(Lamia va vers une des draperies du fond, la soulève, dit un mot à une esclave femme qui s'incline devant elle et disparaît. Après quelques instants, Théano, blanche dans son péplos tout uni, apparaît entre deux eunuques noirs, qui s'éloignent aussitôt.)

SCENE III

EMETRIOS, LAMIA, THEANO

LAMIA, bas, à Démétrios.

Hé bien ?

DÉMÉTRIOS, bas.

C'est vrai qu'elle est très belle.

LAMIA, bas.

Et cet œil !

DÉMÉTRIOS, bas.

Quel plaisir de dompter la rebelle.

(A Théano :)

Sois heureuse ! Sais-tu que ce soir, en ce lieu,
Enfant, tu dormiras entre les bras d'un Dieu ?

THÉANO

Quel Dieu ?

DÉMÉTRIOS

Moi !

THÉANO

Toi ? Vraiment !

DÉMÉTRIOS

Oui !

THÉANO

Nous verrons !

DÉMÉTRIOS

Sois sûre
Que tu seras à moi ce soir !

THÉANO

Voire !

DÉMÉTRIOS, piqué, de son air hautain et ironique.

Je jure
Que tu seras à moi.

THÉANO

Si je jurais que non ?

DÉMÉTRIOS

Ce serait mon serment, à moi, qui serait bon !

THÉANO, très calme.

Je ne t'appartiendrai que si je le désire !

DÉMÉTRIOS, ironique.

Ah ! Vraiment !

THÉANO, très nette.

C'est ainsi !

DÉMÉTRIOS, à Lamia, riant.

Cette enfant aime à rire.

(Très brutal.)

Quel que soit ton désir, ce soir tu dormiras
Dans ce lit !

THÉANO, légèrement, mais très nettement.

Si cela me plaît !

DÉMÉTRIOS, sauvagement, agressif et brutal.

Non ! Non ! Que cela te plaise
Ou te déplaise !

THÉANO, d'un ton léger, mais avec une agressive fermeté qui répond à la sienne bien effrontement

Non !

DÉMÉTRIOS, furieux.

Vraiment ! Je serais aise
Que cela te déplût, petite... Tu verras !
Dans ce lit !

THÉANO

Non !

DÉMÉTRIOS

Cette nuit !

THÉANO

Non !

DÉMÉTRIOS

Entre mes bras !

THÉANO

Non !...

(Démétrios étouffe de rage.)

LAMIA, les yeux brillants.

Du sang va couler, mon tigre, sous tes griffes !

THÉANO, d'un ton léger et incisif.

Non !

DÉMÉTRIOS

Tant mieux si tu geins et si tu te rebiffes.
Car ce ne sera pas l'amour aux mots bêlants
Qui te déchirera la poitrine et les flancs !

THÉANO

Ou ce sera l'amour dont je rêve, ou bien, prince
Tu n'effleureras point de tes doigts, la plus mince
Parcelle de mon corps !

DÉMÉTRIOS, ironique.

Vraiment.

THÉANO, sereine.

Je te le dis !

DÉMÉTRIOS

Ah ! Ceci sera vrai de tes discours hardis
Que, du moins, tu n'attendras point que la nuit [vienne,
Pour voir saigner ton fol orgueil, pour être mienne !

(S'avançant vers elle.)

Je vais...

THÉANO

Un pas de plus, Prince, et j'aurai raison !
Cette bague renferme un violent poison
Et je vais tomber morte avant que tu n'effleures
Ma robe !

DÉMÉTRIOS, s'arrêtant.

Rages...

LAMIA

Il faut...

(Décontenancés, ils n'osent s'approcher de Théano qui, la main au bord des lèvres, les observe avec une calme résolution.)

THÉANO

Si tu veux que je meure
Fais un seul pas encore... Fais un seul pas de [plus !...

(Il s'espère, et gesticule furieusement.)
Ecoute ! Rassieds-toi.
(Demétrios se rassied.)
De tout temps je me plus
A dire : mon époux sera le roi d'Athènes
De celui que j'attends une chose est certaine,
Il sera roi de cette ville, il sera roi !
Peut-être — qui sait ou ! — mon héros est-ce toi ?
Tu viens à moi, paré de ce titre suprême !
Je veux n'aimer qu'un roi !... Peut-être que je [t'aime !
Et tout que ton amour soit ma honte ou mon deuil,
Peut-être, au fond, fait-il ma joie et mon orgueil...
Prouve-moi, seulement, pour que je t'appartienne
De bon cœur, pour que sans réserve je sois tienne,
Que le Roi, le vrai Roi de ma ville : c'est toi !
Prouve-moi que chacun est soumis à ta loi ;
Prouve-moi que nul n'est plus fort !

DÉMÉTRIOS

C'est bien facile !

THÉANO

Fais venir un seul vrai citoyen — entre mille !
Et fais-lui déclarer qu'il t'accepte pour roi !

DÉMÉTRIOS

Et tu seras à moi ?

THÉANO

De tout mon être à toi !

LAMIA, à Démétrios, soupçonneuse.

Si c'est un fou qui te brave ?...

THÉANO

Ta force d'âme
S'affirmera royale et je serai ta femme..

DÉMÉTRIOS

Tous tes concitoyens m'acceptent pour Roi ! Tous !

THÉANO

Fais-le moi déclarer par le seul Kallipous !

DÉMÉTRIOS

Kallipous ! le dément, le naïf démagogue,
Dont le rêve insensé m'aura pour épilogue ?
Il agonise dans le barathre à deux pas !...

THÉANO

Fais-le donc amener !
(Pendant que Démétrios va dans le fond donner un ordre aux gardes, Lamia, sournoisement, s'approche de Théano, mais celle-ci, qui remarque son manège, sortie de la bague aux lèvres :)
Femme ! N'approchez pas !
(Démétrios, après avoir, dans le fond, donné ses ordres aux gardes, est redescendu vers le trône où Lamia vient le rejoindre. Ils observent ensemble Théano qui se tient de l'autre côté du temple.)

DÉMÉTRIOS, bas, à Lamia

Oui ! Quand on la tiendra sans sa bague... la [chienne !

LAMIA

L'impudente orgueilleuse !

DÉMÉTRIOS

Elle doit être mienne
Pas pour la jeter aux valets du bourreau !

LAMIA

C'est dommage ! le corps est fin, le front est beau...
La ligne de ce flanc est d'une grâce insigne...
Regarde ! N'est-ce pas qu'elle est bien cette ligne...
Ils sont faits pour l'amour ces souples corps nerveux..
J'aimerais à baigner mes bras dans ses cheveux !

SCÈNE IV

LES MÊMES, KALLIPOUS

(Pâle et sanglant, il est porté plutôt que soutenu par les gardes de Démétrios.)

THÉANO, à Démétrios

Tu vois qu'il est plus fort que toi !

DÉMÉTRIOS

Qui ? Cet esclave !

THÉANO, montrant les gardes

Ils sont six contre lui... Tu le crois donc bien brave
Et bien fort !

DÉMÉTRIOS, aux gardes

Laissez-nous !

LAMIA, bas, au chef des gardes.

Ne vous éloignez pas !

DÉMÉTRIOS, à Théano qui s'est avancée pour soutenir Kallipous :

Il ne tient plus debout !
(A Lamia :)
Que lui dis-tu tout bas ?

THÉANO, bas, à Kallipous.

Je veux mourir... mourir ! — et je suis désarmée...
Arrache-lui son glaive et si tu m'as aimée
Frappe-moi !

DÉMÉTRIOS, à Kallipous :

Debout chien ! Sais-tu bien qui je suis ?
Quel est mon nom ? Ce que j'ai fait ? Ce que je [puis ?
Démétrios, c'est moi ! J'ai pris quatre cents villes !
Dix rois sont sous mes pieds comme des chiens [serviles,
Vingt peuples prosternés encadrent mon chemin,
Cent mille mains refont le geste de ma main !
Je commande — pour ne parler que des élites —
Quatorze mille archers, cinquante mille hoplites,
Douze mille frondeurs, vingt mille cavaliers,
Des vaisseaux à trois rangs de rames par milliers !
J'ai deux cents éléphants... six cents chars de ba- [illes,
Mon geste fait crouler les plus fortes murailles.
J'ai toujours abattu ceux qui m'ont résisté,
Et l'on m'a surnommé le Dompteur-de-Cité !
Je suis ton Roi !

KALLIPOUS, qui s'est lentement relevé

Je suis un libre fils d'Athènes !

DÉMÉTRIOS

Tu peux vanter ta Ville en paroles hautaines,
Mes serviteurs en sont les maîtres absolus,
L'orgueilleuse cité me sert...

KALLIPOUS

Elle n'est plus !
La Cité qui te sert — Homme — n'est plus Athènes !

DÉMÉTRIOS

Elle dort dans les bras de mes bons capitaines !...

KALLIPOUS

La vraie Athènes rêve aux pieds de la Beauté.
Tes serviteurs n'ont qu'un cadavre à leur côté !

DÉMÉTRIOS

Le cadavre est vivant ! Il sourit ! Il se pare !

KALLIPOUS

Il semble vivre à l'œil d'une brute barbare...

(Démétrios, à ce mot, tire son glaive du fourreau.)

Mais l'ombre du tombeau défigure ses traits !

DÉMÉTRIOS

Pèse tes mots ou je te tue !

KALLIPOUS

Et puis ? Après ?
Oui ! Tu vas me tuer, confessant ta défaite
O preneur de Cités fortes — Poliorcète ! —
Oui, tu vas me tuer, je le sais ! c'est mon sort !
Car tu dois avouer que je suis le plus fort !

DÉMÉTRIOS

Je ne te comprends pas !

(A Théano :)

Il est fou !

KALLIPOUS

Je suis sage !
Ton âme, je le sais, sans t'ouïr d'avantage
Va fuir devant la mienne et se réfugier,
Derrière le rempart de ce morceau d'acier !

(Il montre le glaive.)

DÉMÉTRIOS

Mon âme vaut la tienne ! Elle est fière. Elle est forte.

KALLIPOUS

Et voilà le meilleur argument qu'elle porte !

DÉMÉTRIOS

Tu te trompes !

(Il remet le glaive au fourreau.)

Tes mots insultants et moqueurs
Expliqueraient mon geste à tous les nobles cœurs !

KALLIPOUS

Erreur ! Et c'est en quoi nous différons encore —
Quand on m'insulte, moi, l'insulte, je l'ignore,
Le vain mot outrageant, je l'entends sans émoi —
Un seul juge sait tout de moi-même !

DÉMÉTRIOS

Et qui ?

KALLIPOUS

Moi !
L'homme, qu'il injurie, ou louange, ou blasphème,
N'exprime, malgré tous ses efforts, que lui-même,
Et tous ses jugements retombent sur son front !

DÉMÉTRIOS

On fait payer l'outrage et l'on venge l'affront !

KALLIPOUS

Le jugement sévère et mérité, le sage,
L'appelle une lumière et non point un outrage !

DÉMÉTRIOS

Oui ! Mais le jugement méchant d'un sot esprit,
Le sage s'en défend — s'en venge !

KALLIPOUS

Il en sourit !

DÉMÉTRIOS

Alors, je sourirai du tien, bête !

KALLIPOUS

Il n'importe !
Tu commences à voir que mon âme est plus forte :
Pour la seconde fois, tu suivras mes conseils.

DÉMÉTRIOS

Je m'inquiète peu, de triomphes pareils !
Ta ville m'appartient ! Tous ceux qui font sa gloire,
Ceux qui portent ces noms, orgueil de son histoire,
M'affirment son respect, me clament son amour,
Son temple est mon palais ; sa noblesse est ma cour ;
Son peuple est le valet de mes soldats. J'écoute ?
Que n'ai-je donc point d'elle ?

KALLIPOUS

Elle t'échappe toute !

DÉMÉTRIOS, ironique.

En ta personne ?

KALLIPOUS

Non !

DÉMÉTRIOS

En qui donc ?

KALLIPOUS

En son droit !

DÉMÉTRIOS

Cette fois, ton discours, brave homme, est moins adroit.
Athènes, de ses droits, me fait don d'elle-même
Puisque tous ses enfants m'offrent le rang suprême.
Sans l'avoir désiré, voulu, sollicité,
Je suis le chef élu de toute la Cité.
M'appartient-elle ?

KALLIPOUS

Non !

DÉMÉTRIOS

Comment ! Je te répète
Qu'elle veut m'aliéner sa liberté... complète !

KALLIPOUS

Quand d'un peuple asservi, mort à toute fierté,
Un homme, un seul, voudrait garder sa liberté,
Le droit d'un seul, au droit de tous fait équilibre...
L'éternelle justice, est avec l'homme libre !

DÉMÉTRIOS, ironique, à Théano :

L'homme libre, c'est lui, qui ne peut m'échapper !

(A Kallipous :)

Un geste... et tu n'es plus !

KALLIPOUS

Hâte-toi de frapper !

Oui ! Frappe, car celui qui recourt dans la lutte,
Aux coups, à l'argument bestial de la brute,
Est traître à la Raison et prouve qu'il a tort !

DÉMÉTRIOS, menaçant, s'avance sur lui, le glaive nu.

A genoux !

KALLIPOUS

Non !

DÉMÉTRIOS

A genoux !

KALLIPOUS

Non ! Plutôt la mort !

DÉMÉTRIOS

A genoux... pour baiser la pointe de mon glaive !

(Kallipous, après un instant de lutte, à Théano, avec un sourire désespéré :)

KALLIPOUS

N'est-ce pas, le destin est cruel pour mon rêve ?

(A Démétrios :)

J'accepte de me mettre à genoux, pour baiser
La pointe de ton glaive !

DÉMÉTRIOS, triomphant.

Ah ! Ah !

KALLIPOUS

Pour y poser
Mes lèvres... je veux bien...

DÉMÉTRIOS, à Théano.

Tu vois qu'il n'est qu'un lâche !

KALLIPOUS

Je le baise... ce... glaive auguste.

(Tandis qu'agenouillé, il porte à ses lèvres la pointe du glaive, il jette les bras en avant et, saisissant le glaive près de la poignée, l'arrache à Démétrios, en criant :)

Et te l'arrache !

DÉMÉTRIOS, fuyant vers le fond du temple.

A l'aide ! A moi ! Défendez-moi...

(A ses cris, de nombreux gardes paraissent de tous côtés et entourent leur maître — qui eut très peur — et Lamia, d'une menaçante barricade de piques et de glaives.)

KALLIPOUS, donnant le glaive à Théno.

Tiens ! Le voici !

THÉANO, avec exaltation.

Je suis maîtresse, enfin, de mon destin ! Merci !

(Au glaive :)

O glaive, sois béni, flamme d'acier sublime !
Bon glaive qui permets la fuite à la victime
Glaive qui rends l'indépendance à l'opprimé,
Glaive qui venge ! Moi, je t'ai toujours aimé,
Car, grâce à toi, bon glaive, en ce monde sauvage
Notre sort ne dépend que de notre courage.

(Elle se l'enfonce dans la poitrine et tombe, morte. Les gardes, sur un signe de Démétrios, massacrent Kallipous sur son cadavre.)

LAMIA, regardant la bague de Théano.

Sa bague n'enfermait pas le moindre poison.
Elle nous a joués, la chienne !

DÉMÉTRIOS, avec un regret terrible.

Elle eut raison !

RIDEAU

ALBERT DU BOIS.

LE PROBLÈME DES ÉLECTIONS ANGLAISES

L'Angleterre procèdera-t-elle à ses élections générales à la fin de cette année ou au commencement de 1919 ? C'est un point qui a son intérêt et pour le Royaume-Uni et aussi pour d'autres pays, et qui, par suite, est très vivement discuté outre-Manche depuis plusieurs mois. L'initiative de la dissolution des Communes est venue du gouvernement, — puis des notes caractéristiques, à la fin de septembre ont laissé entendre que M. Lloyd George inclinait à renoncer à ce projet ; mais toute la presse a pris position, dès la première heure, pour ou contre la convocation des collèges électoraux de même qu'elle a ensuite approuvé ou âprement critiqué un renouvellement éventuel de la prorogation du mandat législatif.

Au fond, la question qui n'est pas spéciale à l'Angleterre, mais qui se pose aussi bien pour tous les belligérants, est d'une indéniable gravité, — que l'on se cantonne dans le domaine des purs principes ou que l'on envisage toutes les possibilités de fait. Au fur et à mesure de la prolongation de la lutte, les points de vue tendent à évoluer. Pourtant, en 1916 et en 1917, l'immense majorité dans tous les partis politiques et dans tous les pays admettait sans débat l'inopportunité de procéder à un scrutin général en pleine bataille. Mais le temps a joué son rôle ; des considérations diverses sont intervenues et le problème n'apparaît plus aussi simple. Preuve en est que M. Lloyd George et une large portion du peuple britannique ne pensent plus aujourd'hui ou ne pensaient plus hier, sur lui, comme ils avaient pensé il y a un an.

Aucun des grands Etats belligérants, depuis le mois d'août 1914, n'a provoqué une consultation d'ensemble. Les circonstances mêmes les avaient d'abord dispensés de toutes préoccupations à ce sujet, puisque leurs Parlements avaient été renouvelés plus ou moins dans la période immédiatement antérieure à l'ouverture du conflit. C'était le cas spécialement pour l'Allemagne et pour la France. Lorsqu'arriva la date d'expiration des mandats, ils furent prorogés par le vote des intéressés eux-mêmes, solution discutable en principe, mais, qui dans la pratique, fut très faiblement contestée, parce qu'elle semblait surabondamment justifiée par les conjoncturss.

Il est à remarquer que si la France suspendait à la fois les élections générales et les élections partielles, la décision fut différente dans d'autres

pays en guerre. L'Angleterre et l'Allemagne — et cette dernière pour ses Chambres d'Etat comme pour l'assemblée d'Empire — admirent le recours aux électeurs, chaque fois qu'un siège devenait vacant, et si des arrangements avaient été négociés entre les partis politiques pour limiter les compétitions au minimum, ils ne furent pas toujours respectés. — Les luttes prirent même parfois un caractère de réelle violence, comme en Irlande, — comme à Potsdam, en Prusse pour le remplacement de Liebknecht.

Ce n'est pas à dire que depuis 1914, il n'y ait eu nulle part des élections générales : tout au contraire, un certain nombre d'assemblées furent renouvelées, et ces renouvellements accusèrent — au moins dans les contrées neutres, — une accentuation de l'opinion démocratique, une progression du socialisme. Tel fut le cas de la Suisse, de la Suède, et plus récemment, de la Hollande. En dehors des neutres,on enregistra des scrutins « intégraux » au Portugal, en Russie, et au Canada, — mais le Portugal, où un changement de régime s'était en fait produit, — n'était que partiellement engagé dans la bataille mondiale. La Russie venait d'accomplir sa révolution et cherchait sa voie, et le Canada votait à des milliers de kilomètres du front.

Ni le précédent Portugais, ni le précédent Russe, ni le précédent Canadien ne pouvaient être pris en valeur absolue, mais un précédent Britannique acquerrait une importance capitale, — à peine est-il besoin de le souligner ; et l'impression fut si profonde en Europe, lorsque M. Lloyd George notifia ses intentions, il y a quelques semaines, que la presse officieuse allemande fit prévoir presque aussitôt une prochaine dissolution du Reichstag.

Je n'ai point l'intention d'aborder ici le problème au fond, et il y faudrait, au surplus, de longs développements. Ceux qui, chez nous et au dehors, ont défendu jusqu'ici la thèse de la prorogation automatique des Parlements, ont fait valoir : 1° Qu'une campagne électorale détournerait l'attention publique de la guerre, à laquelle tous les efforts et toutes les pensées doivent être consacrés ; 2° qu'elle romprait nécessairement l'union réalisée entre les citoyens d'une même nation ; 3° que l'usage des pays de liberté est de ne pas appeler l'armée à voter ; 4° que d'énormes difficultés surgiraient, matérielles et morales, si l'on voulait organiser ce vote de l'armée.

Ceux qui critiquent, en sens inverse, la prorogation disent : 1° qu'il y aurait avantage à mettre le peuple en face de ses responsabilités ; 2° qu'un pouvoir prolongé de par la volonté des hommes qui l'exercent, — même s'il ne surgit que de rares contestations, finit par s'affaiblir et s'épuiser ; 3° qu'il est périlleux, d'un côté, de réduire l'autorité du parlementarisme, et de l'autre, de laisser sommeiller le mécanisme de la démocratie.

Mais ce sont là des vues générales et valables pour la majeure partie des Etats belligérants, et c'est de l'Angleterre qu'il s'agit. Ici, des raisons particulières ont semblé militer en faveur d'une prompte dissolution des Communes.

Le Parlement, qui demeure en fonction à Westminster, a été nommé il y aura bientôt huit ans ; le précédent n'avait vécu que onze mois. Non seulement la Chambre actuelle a dépassé de beaucoup la durée légale, mais encore, et cette considération a son importance outre-Manche, elle a siégé un laps de temps double au moins de la normale. On sait qu'au cours de la seconde moitié du dernier siècle, les assemblées ont été licenciées toujours avant l'échéance régulière. Chaque fois que les libéraux au pouvoir étaient mis en échec par les Lords, ils en appelaient aux électeurs des Communes. La dissolution, regardée chez nous comme un acte extraordinaire et pour ainsi dire extralégal —, en dépit des prévisions constitutionnelles, est pratiquée systématiquement par nos voisins, et ainsi les mandats de trois ou quatre ans représentent une moyenne. Avec cette méthode, on rapproche utilement le mandataire du mandant ; on écarte le danger d'un Parlement dépourvu de base, ou doté d'un crédit diminué. C'est l'opinion qui tranche les grands problèmes posés devant elle, — tandis qu'ailleurs elle se borne après coup à critiquer les solutions adoptées.

Les Communes de 1918, en second lieu, n'ont plus qu'une affinité de façade avec celles de décembre 1910. La guerre a passé là, et les électeurs ne reconnaissent plus leur œuvre, parce que les groupements anciens ont disparu : ceux qui se combattaient âprement entre eux, à propos de la réforme des Lords ou du Home Rule, se sont rapprochés dans une même tendance, et tout au rebours, d'autres qui étaient d'accord, il y a huit ans, dans leurs conceptions politiques, se sont progressivement séparés. Le dernier scrutin national avait donné 272 conservateurs, 272 libéraux, 42 travaillistes, 84 Irlandais Redmondistes ou O'Brienistes. Ce classement ne signifie plus rien. Comment aurait-il gardé une signification,

alors que les cabinets de coalition sont devenus la règle et que sir Edward Carson a collaboré avec M. Lloyd George ?

Les partis se sont disloqués. Il n'y a unité ni chez les conservateurs, ni chez les libéraux, ni chez les membres du Labour Party, car le problème de la paix et d'autres problèmes ont brouillé les rangs. Les Sinn-Feiners ont fait leur apparition dans la députation de l'Ile Sœur. M. Lloyd George, jadis âprement dénoncé par les Unionistes, parce qu'il avait surtaxé le revenu, rogné les attributions des Lords et soutenu le Home-Rule, a plus d'appuis parmi eux que chez ses amis ou associés de la veille. M. Asquith et M. Henderson forment deux oppositions, alors que M. Balfour siège dans le ministère.

Ce n'est point tout, et voici une considération de grave portée dans un pays de vie politique intense et sérieuse. Le régime électoral a été totalement bouleversé. Que l'on regarde les conditions de l'électorat, et par suite l'effectif des personnes pourvues du droit de vote, ou la procédure du scrutin, une démocratisation profonde est intervenue. Le nombre des électeurs sera au moins triple de celui de 1910. En principe, il y a quelque anomalie à maintenir au pouvoir une Chambre issue d'un système qui a été condamné comme trop aristocratique, et à ne pas faire jouer un système nouveau adopté pour répondre à des revendications reconnues légitimes. L'anomalie est plus criante encore, lorsqu'on songe que la Grande-Bretagne n'a pas aboli les élections partielles pendant la guerre. Il pourrait donc y avoir deux catégories de représentants à Westminster, si la situation actuelle se prolongeait : ceux qui auraient été élus jusqu'ici et qui procéderaient de collèges restreints, et ceux qui seraient élus dans l'avenir et qui émaneraient de collèges élargis. Quelle serait l'autorité des anciens au regard des plus récents ? L'Anglais, qui a le sens logique, admettrait malaisément une telle juxtaposition.

*
* *

Les questions, qui sollicitent en ce moment l'opinion outre-Manche, sont nombreuses, diverses, complexes. Il faut les énumérer pour comprendre à la fois la pression qui se manifeste en faveur d'élections rapprochées, et les résistances qui se sont dessinées contre un appel à la nation. Leur multiplicité même pourrait contribuer à rendre le résultat plus hasardeux pour chacun des groupements politiques aux prises.

Il y a d'abord la question de la guerre et de la paix ; comment clôturera-t-on l'une et négociera-t-on l'autre, et sur quelles bases le traité final intervendra-t-il ? Chez les libéraux, M. Asquith ne pense pas absolument comme M. Lloyd George, et le *Manchester Guardian* ne donne pas la même note que le *Daily Chronicle* ; chez les conservateurs, lord Lansdowne s'est séparé de M. Balfour, dont il fut le prédécesseur au Foreign Office ; chez les travaillistes, Barnes, Henderson, Ramsay Mac-Donald représentent trois formules.

Il y a en second lieu la question du tarif, qui est liée intimement à celle de la Fédération Impériale. L'Angleterre rentrera-t-elle dans les voies de la protection douanière, qu'elle a abandonnées au milieu du dernier siècle, et si elle rompt avec le libre échange théorique, établira-t-elle trois systèmes de taxes, pour les Dominions — pour les Alliés d'aujourd'hui — pour les adversaires actuels, — les États neutres restant encore à incorporer dans l'une ou l'autre des deux dernières catégories ? D'un côté, Hughes et Smuts, qui parlent au nom des Fédérations d'outre-Mer, ne veulent plus accepter les doctrines de Cobden et de Bright et ils sont soutenus par les Landlords qui prennent en main la cause de la restauration agricole où ils sont intéressés ; de l'autre, les Trade-Unions, en majorité, combattent le relèvement ou le renouvellement des taxes à l'entrée, parce qu'il en résulterait à leurs yeux une restriction du marché commercial extérieur et une autre augmentation du coût de la vie.

Il y a la question de l'Inde, poussée au premier plan de l'actualité, — celle de l'Irlande qui est brûlante, celle de la conscription dans l'avenir, celle des droits du travail et des règles syndicales provisoirement abolies, celle de l'économie générale d'après-guerre. L'Angleterre, comme tous les pays belligérants, devra délibérer sur toutes les conditions et modalités de son existence future.

C'est à la date du 18 août, que le *Times*, pour la première fois, annonça que les Communes seraient dissoutes dans le courant de l'automne. La presse de lord Northcliff, tout entière, approuva chaleureusement l'idée, en disant que M. Lloyd George avait besoin de renforcer son cabinet, pour donner au royaume le gouvernement d'énergie, de volonté unifiée qu'il réclamait : ainsi le premier ministre pourrait à la fois congédier certains tories d'ancienne mode, qui s'opposaient à des réformes sociales devenues indispensables — MM. Balfour, W. Long, Hayes Fischer, — écraser les libéraux pacifistes et vaincre l'aile extrême du parti du travail. On suggérait au « premier » la pensée d'édifier une combinaison telle qu'il pût dissiper les résistances de droite et de gauche, en donnant des gages à la grande industrie devenue

protectionniste et aux masses ouvrières soucieuses d'améliorer leurs conditions de vie. C'est sur une plate-forme conçue en ce sens que l'on pourrait faire les élections prochaines, dont on fixait la date à novembre.

La presse anglaise n'appartient pas en totalité à lord Northcliff, encore qu'il y dispose d'une influence sans précédent. Elle ne marqua pas un enthousiasme unanime pour la dissolution des Communes. Les conservateurs se partagèrent en deux tronçons, les uns espérant des élections « khaki », les autres appréhendant une poussée socialiste. Les libéraux se coupèrent aussi en deux pelotons, ou mieux gardèrent leur division ancienne, — la *Nation* dénonçant la tentative de dictature de M. Lloyd George, qui, disait-elle, voulait organiser une façon de plébiscité, tandis que tel autre périodique le comparait à Chatham. Les travaillistes, dans les premiers moments, se félicitèrent de l'initiative gouvernementale, puis se demandèrent s'ils avaient le loisir de réunir, en quelques semaines, les 3.750 francs par tête de candidat que la loi requérait, soit environ 1.500.000 fr. en tout. De tous les côtés, on invoqua l'étonnement, que produirait, dans les contrées alliées, un scrutin général en pleine guerre, — la difficulté de faire voter les soldats, les lisières que la censure mettrait à la propagande des doctrines. Dans le cabinet lui-même, des craintes, des méfiances se firent jour. Tous les ministres pourraient-ils continuer à siéger dans une coalition, alors qu'ils devraient soutenir chacun les candidats d'un parti? Car l'idée de prolonger une alliance électorale entre des groupements, dont les programmes étaient loin d'être identiques, s'affaiblissait de plus en plus. Même sur la conduite de la guerre, il n'y avait pas accord intégral, et sur l'Irlande, sur le tarif, sur la constitution impériale, les divergences étaient évidentes.

A la fin de septembre, une note d'un journal officieux annonçait que le scrutin n'aurait pas lieu en novembre, et des organes de lord Northcliff reprochaient au premier ministre d'avoir abandonné son projet. Il est à peu près certain que les 13 millions d'Anglais et d'Anglaises pourvus du bulletin de vote n'auront pas à exercer leurs droits en 1918. Mais pourra-t-on éviter l'échéance de 1919 ? Lorsqu'un tel problème se pose, il est bien difficile d'atermoyer indéfiniment.

PAUL LOUIS

LA FRANÇAISE DE DEMAIN D'APRÈS SA PSYCHOLOGIE DE GUERRE [1]

Ce qui intéressa surtout, ce qui, écrivons le mot, amusa surtout l'infirmière française, ce fut de remplir auprès des blessés le rôle de secrétaire bénévole. Elle s'y prêta, certes, comme à un devoir patriotique, pour le plaisir de rassurer un père ou une mère, de donner des conseils, mais elle l'eût sollicité au besoin par goût d'être en tiers dans des romans sentimentaux, par passion du papotage mondain dont les affaires de cœur sont l'habituel et inépuisable prétexte. Ici, le simple « poilu » prit sa revanche, car le secrétaire trouvait une joie savoureuse à l'énonciation en termes pittoresques de son amour sincère, fruste et naïf, de fils du peuple, quelque chose d'analogue à ce qu'éprouvent les belles dames à aller boire du lait frais tiré dans une écuelle grossière ou manger une omelette au lard et du pain bis sur le bois mal raboté d'une table de ferme, au milieu des relents de l'écurie voisine. Mais la correspondance amoureuse des « poilus » d'éducation et d'instruction raffinées lui procurait l'émoi charmant des petits frissons d'âme les plus délicieux. Que de réserve savante dans l'indiscrétion interrogative qui sollicitait les confidences! Que de restrictions personnelles dans le détachement calculé! Que de diplomatie et quel bonheur de se sentir complice dans ce joli commerce sentimental! Et si, d'aventure, le cœur se prenait à ce jeu dangereux, quel trouble pour ne pas se laisser deviner tout en brûlant d'envie que « le gentil blessé » se prît lui-même à ce manège!

D'autre part, on a observé que le service des gares était extrêmement recherché par les dames hospitalières. C'est qu'il était le moyen de satisfaire le besoin de paraître qui est une des caractéristiques de la psychologie féminine et de la psychologie de la Française des hautes classes sociales en particulier. Si, pour celle-ci, la vie mondaine est un théâtre, elle préfère jouer son rôle devant de nombreux spectateurs. Le service des gares lui donnait la sensation d'évoluer devant le public, et sa vanité y trouvait davantage son compte.

Dans les hôpitaux où les religieuses sont préposées à la direction des soins aux malades, ce fut aux infirmiers ecclésiastiques et aux blessés dociles aux suggestions du prosélytisme confes-

(1) Voir la *Revue Bleue* n° 18, 1918.

sionnel qu'allèrent les préférences, les douceurs et les gâteries. Le parti pris y devint parfois si évident que nombre de « poilus » malins n'hésitèrent pas à l'exploiter à leur profit. Henri IV avait estimé avant eux que Paris valait bien une messe. Cette fois, la messe leur valut mille attentions, faveurs, passe-droits et gourmandises. Dans un hôpital mixte de province, la Supérieure, désireuse de récompenser la docilité spirituelle des blessés et de faire sans doute quelque réclame à la religion, leur offrit, le jour de sa fête, une abondante ration de crème, de confitures et de gâteaux. Elle avait même comploté de les régaler, le soir, d'un superbe feu d'artifice tiré dans les jardins de l'établissement, mais la Commission administrative, prévenue à temps, jugea que cette pyrotechnie était vraiment trop insolite à l'heure où un autre feu d'artifice fauchait tant de vies humaines sur le front des armées. L'excellente Supérieure ne s'en est pas encore consolée.

⁂

Le chapitre des marraines révèle une psychologie du même ordre patriotico-sentimental et mondain. Ce fut encore la Française des classes aisées qui pratiqua surtout le marrainage. Elle y apporta autant d'emballement que de patriotisme, de sentimentalisme et de snobisme. Le « filleul » ne tarda pas à devenir si fort à la mode que les marraines en adoptèrent chacune plusieurs. L'envoi des paquets, des correspondances et des mandats fut leur préoccupation dominante, leur obsession. Il y eut de bons moments dans les cagnas. Lorsque les « filleuls » vinrent en permission, les marraines rivalisèrent de zèle pour leur procurer des distractions et des jouissances gastronomiques. Mais il se rencontra des « filleuls » pour abuser et ne répondre qu'imparfaitement à l'attraction de curiosité qu'on attendait de leur exhibition. Quelques-uns s'offrirent deux, quatre, cinq marraines, et davantage. On en découvrit même qui s'étaient fait adopter par une vingtaine, car il était passé dans l'usage courant de demander une marraine par voie d'annonces, et des journaux ouvrirent une rubrique spéciale et gratuite pour cette publicité d'un genre inattendu. L'emballement diminua. Le « filleul » permissionnaire ne fut plus un sujet d'exhibition sensationnelle. D'autre part, les correspondances, à la longue, s'avéraient monotones et dépouillées de l'emballement patriotique du début. Il en résulta une demi-faillite pour le marrainage.

Dans la classe ouvrière, le marrainage fut également pratiqué, mais dans un esprit tout différent. Les femmes du peuple n'eurent pas de « filleuls » attitrés. Mais il ne fut pas rare qu'elles envoyâssent à des « poilus » de leur connaissance, qu'elles savaient sans famille ou sans ressources, des paquets confortables, voire, de temps à autre, un petit mandat prélevé sur le salaire. Et si le « poilu » venait en permission, elles le recevaient dans leur maison et à leur table, à la bonne franquette, et le traitaient comme un membre de la famille.

⁂

Coquette à l'hôpital, la Française des classes dirigeantes n'a pas diminué, pendant la guerre, ses dépenses de coquetterie, de vanité et de luxe. Elle a continué sa vie de plaisirs. Elle n'a pas eu le sens de la communion dans le respect des deuils individuels et nationaux, pas plus que du patriotisme économique. Nous verrons tout à l'heure qu'il en fut de même dans la petite bourgeoisie et la classe ouvrière. A l'heure, par exemple, où il fallait économiser sur les tissus et le cuir, les jupes prirent une ampleur exagérée et les fines bottes grimpèrent jusqu'à mi-jambes. Les dames, en grands falbalas, se prélassaient, comme avant la guerre, aux places en vue des théâtres, cinémas et autres lieux de joie. Les « thés » ne chômaient pas. Seuls, les dîners d'apparat firent trêve. Pas plus que l'homme d'ailleurs, la Française des classes dirigeantes ne se restreignit et ne sembla comprendre l'impérieuse et patriotique nécessité, morale et matérielle, de supprimer toutes les habitudes et dépenses somptuaires de luxe, de vanité et de futilités. Il serait curieux de pouvoir comparer les bilans d'avant la guerre de certains grands magasins, couturiers, confiseurs et restaurateurs en renom, avec ceux de 1915 et 1916.

⁂

Si nous avons dû jusqu'ici limiter presque exclusivement notre champ d'observation à la psychologie de guerre de la Française des classes dirigeantes, la question du travail nous met plus spécialement en présence de la Française petite bourgeoise et ouvrière.

C'est désormais un truisme que le patriotisme de la Française fut, au point de vue du travail, complètement à la hauteur des circonstances. Elle suppléa à la main-d'œuvre masculine défici-

taire, et dans les conditions les meilleures et les plus larges. Aussi bien à l'atelier qu'à l'usine et aux champs, elle apporta un inappréciable secours à la vie nationale et à la Patrie en danger. Elle y fut certainement poussée aussi par la nécessité de subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants ou des proches à sa charge, besoins qui ne pouvaient pas toujours être satisfaits par l'allocation journalière. Elle fut tentée également par des salaires tels qu'elle n'en avait jamais connus avant la guerre. Il n'y a là rien que de très naturel et de très légitime. Mais comment s'est-elle comportée dans ce labeur intensif ?

D'une façon générale, la Française s'est merveilleusement adaptée à une foule de métiers que l'homme s'était réservés jusque-là, et elle y démontra son extraordinaire faculté d'assimilation, comme une force et une endurance qu'on lui avait toujours méconnues. Elle y prouva son adresse, et qu'elle était capable d'un rendement souvent supérieur à celui de l'homme. Elle étonna les spécialistes dans les métiers qui demandent de la prudence, de la patience, de l'application et de la méthode.

Mais quelles allaient être sa mentalité et sa tenue dans les usines militarisées et dans les ateliers où elle était en promiscuité constante avec l'homme? Là encore, la Française n'abdiqua pas sa coquetterie, mais le travail n'en souffrit pas, si elle eut des défaillances morales, qui ne furent pas plus nombreuses d'ailleurs que dans l'industrie d'avant la guerre. A l'égard des chefs militaires, elle fut respectueuse de la discipline et se considéra comme en service commandé.

Observons en passant que le féminisme organisé démontra, dans ce domaine du travail, de quoi la Française sera pratiquement capable lorsqu'elle aura appris le maniement de l'association. Mais il n'entre pas dans notre sujet d'énumérer toutes les œuvres par lesquelles le féminisme a affirmé la solidarité féminine, sa juste conception de la solidarité nationale, et assuré à la femme des gains rémunérateurs.

⁂

Nous arrivons maintenant à une question particulièrement délicate. Quelle fut, pendant la guerre, la psychologie amoureuse et affective de la Française ? Il convient d'être sincère et de ne pas reculer devant les constatations.

Le nombre des mariages de jeunes filles avec des « poilus » fut assez considérable. Les fiançailles avant la mobilisation pouvaient fournir un cas de conscience assez complexe. La fiancée devait-elle épouser le mobilisé qui courait danger de mort ? Bien des jeunes filles et leurs parents ont résolu la question par la négative. D'autres jeunes filles ont vu, dans la célébration du mariage, un acte d'amour héroïque, de haute probité morale et de réconfort suprême à l'égard de ceux à qui elles avaient engagé leur foi. Nous ne discuterons pas le difficile problème de la maternité possible dans un veuvage également possible. Mais beaucoup d'autres femmes ont supputé, dans le mariage avec un mobilisé, d'abord le droit de toucher l'allocation journalière pendant la guerre, et ensuite le droit à la pension si le mari était tué ou mutilé. Une jeune fille pouvait-elle, d'autre part, se refuser au mariage, mais engager sa conscience et son cœur par la promesse de rester fille si le fiancé tombait à l'ennemi? Le fiancé aurait-il pu accepter un tel serment, et le tenir n'eût-il pas été souvent peut-être au-dessus des forces humaines? Du moins la fiancée pouvait sincèrement et effectivement se réserver au fiancé pour le lendemain de la guerre s'il revenait blessé ou mutilé, et lui conserver sa foi intacte pendant les hostilités.

En revanche, la fidélité conjugale ne pouvait donner lieu à aucun débat de conscience. Elle devait être stricte et absolue, jusque dans la pensée, d'autant plus stricte et absolue que son inobservation constituait un crime moral odieux parce que le mari était en perpétuel péril de mort. Eh bien, il est de notoriété que, pendant la guerre, l'infidélité conjugale a été pratiquée par trop de femmes, et, de ce fait, la psychologie de guerre de ces Françaises se trouve en bien vilaine posture. Beaucoup aussi n'ont pas hésité à traduire « la peur de l'enfant » par des reproches véhéments contre les maris à propos de conceptions survenues à la suite de leurs permissions.

Trop de Françaises, et cette fois de toutes les classes, ont ainsi perdu une occasion magnifique de se montrer épouses aimantes et rigidement fidèles. Elles n'auraient dû voir également, dans ce qu'on pourrait appeler « la maternité de guerre », qu'un événement heureux et une promesse d'ineffable consolation en cas de mort de l'époux. Du moins, la guerre fut, certainement pour la majorité des ménages, l'exaltation de l'amour conjugal et l'indissoluble scellement des cœurs dans la famille.

Cependant, il n'est pas indifférent de chercher à voir clair dans la psychologie de la femme adul-

tère pendant la guerre, non pas certes pour l'excuser, mais pour essayer d'en pénétrer les causes. Il n'est pas douteux que la déplorable façon dont sont contractés trop de mariages modernes n'offre pas des garanties certaines d'entente et de bonheur durables. Par surcroît, l'étroite sujétion légale, morale et économique, de la femme à l'homme, est souvent, pour la première, un motif de rancœur secrète, surtout lorsque le second ne remplit pas en conscience ses obligations de chef de famille. De ce fait, bien des ménages gardent la belle façade, tandis que des fissures compromettent déjà la solidité de l'édifice. En cette occurrence, la femme se considère comme une victime; elle dissimule, elle se détache moralement de l'époux, elle s'émancipe dans la vie de la pensée et du cœur, et elle ronge son frein d'être sans cesse dépendante, dominée et surveillée. La « belle aventure », qui n'est le plus souvent que la plus pitoyable et la plus dégradante des bêtises, en est la conséquence.

Or, la guerre a eu pour première conséquence de libérer la femme de la présence et, par suite, de la surveillance du mari. Elle était tout à coup libre de ses actions en dehors du contrôle conjugal. D'un autre côté, ce n'était plus l'homme qui gagnait la vie de la famille : c'était elle, la femme. Elle bénéficiait bien, grâce à lui, de l'allocation journalière, mais elle suppléait souvent à son insuffisance par son travail personnel, et elle prélevait même sur son salaire pour envoyer à l'homme paquets et mandats. Dans les ménages secrètement désunis avant la guerre, ce geste acquittait la femme de ses devoirs d'épouse. En tous cas, elle se sentait libre, affranchie d'une autorité maritale qui, peut-être, ne s'était pas toujours exercée avec tact, et qu'elle avait fini par considérer comme une tyrannie. Ne peut-on pas se demander si, au fond des adultères consommés pendant la guerre, on ne saurait trouver des malentendus, des excès de domination maritale, des maladresses, des douleurs de maison, dissimulés avant la guerre, et dont la femme a pris sa revanche? Il n'en resterait pas moins que les dangers courus par l'époux auraient dû lier étroitement la loyauté et la délicatesse de la femme, que, mère de famille, la pensée des enfants devait l'arrêter, et que la nécessité de faire endosser peut-être au mari une paternité à laquelle il eût été étranger ne pouvait que lui apparaître comme une tromperie et une trahison avilissantes.

Cette liberté de la femme et la disposition de plus d'argent en dehors du contrôle marital ont eu une conséquence qu'il est indispensable d'enregistrer pour éclairer la psychologie de guerre de la Française. Dans nombre de cas, avec l'argent de l'allocation journalière et de son gain, la femme pouvait mieux que de suffire à son entretien et à celui de ses enfants. Il lui était loisible, par exemple, de régler peu à peu l'arriéré qui se constate à l'ordinaire dans trop de ménages de la petite bourgeoisie et d'ouvriers, et même économiser en vue du retour de l'époux et des difficultés du lendemain de la guerre. Pour le moins, elle n'eût pas dû contracter de dettes nouvelles. C'était son devoir aussi de comprendre qu'à dépenser sans compter elle insultait en quelque sorte aux privations et aux souffrances de son mari, et que la « bonne tenue nationale » exigeait, de la part de chacun, qu'on économisât, et qu'on se restreignît surtout dans les achats inutiles. A cet égard, la femme a failli à son devoir.

On nous a cité le cas d'un propriétaire d'une centaine de maisons ouvrières louées à raison de 10, 12 et 16 francs par mois. Les femmes des mobilisés qui les occupent, quoique gagnant largement leur vie, se sont prévalues du moratorium des loyers — si absurdement établi au surplus — et se sont refusées à verser quoi que ce soit sur la location, même à acquitter les impôts. En revanche, elles ne se sont privées de rien. L'argent ne leur tenait pas aux doigts. Sur les marchés, elles achetaient à n'importe quel prix les meilleures denrées, contribuant ainsi à l'excessif renchérissement des produits alimentaires. Il en fut de même pour la toilette. Quant aux plaisirs, elles s'y sont ruées avec une sorte de frénésie. Théâtres, cinémas, bains de mer, elles ne se sont privées d'aucune distraction. Elles ne songeaient pas à la tristesse des blessés et des mutilés, pas plus qu'à l'affliction des parents de « poilus » tués à l'ennemi, quand ils passaient, les uns boitant, souffrant, malhabiles, les autres vêtus de deuil, devant la porte des établissements où elles faisaient la queue. Elles ne se disaient pas que les éclats de leurs rires allaient percer les murs de ces établissements et frapper en plein cœur des Français malheureux. Certainement la femme a commis ainsi une faute lourde, pénible et attristante, contre le patriotisme, la pitié, la douleur, la tendresse conjugale et la communion des âmes dans le danger national. Sans doute, on doit faire le même reproche à l'homme. Mais on eût aimé rencontrer dans la conduite de la femme, toute de sensibilité et de délicatesse, comme une protestation contre l'attitude du sexe masculin dans l'ordre affectif.

(*A suivre.*) LOUIS NARQUET

POÈMES DE GUERRE

I. — Paroles à mon Drapeau

Tu dormais. Un matin j'ai déroulé ta soie
Dans le calme jardin d'un village picard.
Je t'ai dressé, d'abord, devant mon seul regard :
Pour moi seul, sans permettre encore qu'on te voie.

Entre les rangs serrés des hommes broussailleux,
J'ai marché, te portant, et suivant la cadence ;
J'ai marché d'un pas ferme et droit, avec prudence,
Car je croyais porter un objet précieux.

Or, parmi tant de bruits qui montaient de l'Armée,
Un autre bruit, soudain, dont on sait trop le nom :
La voix lointaine et sourde et grave du canon ;
Alors, tu as frémi dans ma main refermée.

Et comme à cet instant soufflait un peu de vent,
Certains ont cru qu'il déployait ton étamine :
Ceux-là ne t'avaient point serré sur leur poitrine,
Mais moi, j'ai bien senti que tu étais vivant.

Tu vivais. A l'éclat lointain de chaque bombe,
Tu t'agitais pour voir, et pour être plus haut,
Parce que ton destin est, — tragiquement beau —
De te hausser toujours sur de nouvelles tombes.

Tu vivais. Ton escorte autour de nous pressée
Pointait au ciel le fer de quatre baïonnettes :
Ayant choisi la plus aiguë et la plus nette,
Tu t'es penché vers elle et tu l'as caressée.

Tu vivais. Les soldats s'étonnaient, en passant,
De se sentir émus jusqu'au fond de leur être :
Parce qu'ils saluaient en toi, sans le connaître,
Le Maître de la Gloire et le Maître du Sang.

Ton étoffe agitée au-dessus de ma tête
Faisait le bruit claquant des voiles sur la mer.
Sur l'abîme sans fond, sur l'Océan de fer
Gonfle-toi : maintiens-nous jusqu'après la tempête!

...Avec des soins pieux et tendres, j'ai remis
Ton beau corps aux linges sans tache où tu reposes.
Dans le calme jardin plein de lys et de roses
Le silence s'est fait. Et tu t'es endormi.

II. — Chant de Guerre

Viens. Voici l'heure de souffrir.
Quand un tel flot de douleurs monte,
Ne pas souffrir est une honte.
Souffre. D'autres ont su mourir.

Laisse la joie et la tendresse
Laisse ta femme et ton enfant
Rien d'autre. — Rien. — On se défend.
Seul et fort, que chacun se dresse !

Nous souffrirons dans notre chair,
Et nous souffrirons dans notre âme.
Qu'importe, si brûle ta flamme ?
Qu'importe, si ton mal t'est cher ?

Car il faut que tu le chérisses :
Car rien sur terre n'est puissant
Que cette oblation du sang
Qui coule, pur, des sacrifices.

Ouvre ton cœur large et profond
A tant de douleurs qui l'enserrent
La grande force nécessaire,
Ce sont elles qui te la font.

Le bonheur n'a qu'un goût de cendre.
Toi, es-tu né pour le bonheur ?
Hardi, mon corps ! Hardi, mon cœur !
Et puis, notre mort va descendre.

Voici notre mort : en avant !
La mort n'est pas une menace.
Nous lui offrirons notre face,
Et notre esprit — déjà vivant !

III. — Vérone.

A Eugène Hollande.

Le Temps n'est plus : un jour éternel resplendit.
Dans Vérone couchée aux bras forts de l'Adige,
Hier, étant passé, moi, j'ai vu ce prodige :
Juliette, au balcon, rêvait en plein midi.

Je l'ai vue : et son regard, pur et hardi,
Et sa taille d'enfant, souple comme une tige.
Et soudain, à ses pieds, une rumeur voltige :
Une rumeur, et l'air lointain chante et grandit.

Un dur vieillard pensif suspend sa marche : Dante.
Bonaparte a levé sa pâle face ardente,
Car l'air est d'un clairon qui sonne net et haut.

Juliette a saisi des œillets qu'elle baise ;
Et pour un jour, un seul, cruelle à Roméo,
Les jette du balcon, sur la troupe française.

IV.

Sans doute, ce serait une assez douce chose
Que de vieillir, paisible, en cultivant des roses :
Un peu loin, pas trop loin, mais pas à Paris même.
Pour espérer, de chaque visiteur, qu'il m'aime.

Deux mois au clair soleil de la Riviera.
Un rêve est plus parfait quand ce rêve y erra.
En été, l'air religieux de la montagne,
Ou la verte et pudique et profonde Bretagne.
Ainsi d'un cœur donné, détaché, d'un cœur fort,
Il serait doux d'attendre en souriant la Mort.

Tu ne l'attendras pas : c'est elle qui t'attend
D'un gese volontaire et sûr elle te tend
Sa main qui sait tenir, mieux que les mains hu-
[maines.
Belle de la beauté des Victoires prochaines,
La voilà, maintenant, immobile : et les yeux
Ne se détache plus des yeux impérieux.

Nous te voulons, Mort du Combat, Dernier Devoir:
Ceux qui, te connaissant, n'auront pas pu t'avoir,
Emporteront, dans leur vieillesse humiliée,
Ton image royale et jamais oubliée.

LOUIS LEFEBVRE.

L'AME MACÉDONIENNE

Depuis des siècles, le talon des armées meurtrit la Macédoine.

Terre éternellement disputée, qui subit toutes les conquêtes, connut toutes les dominations, changea sans cesse de maîtres, et de régimes, fut dépecée par des traités caducs aussitôt que signés, elle n'est plus qu'un misérable manteau de berger, fait de pièces disparates, mal cousues l'une à l'autre par un fil rompu de partout et qu'une impuissante diplomatie essaie vainement de renouer.

Quant la guerre n'y sévit pas, des bandes armées, pillardes et cruelles, entretenues par le vaincu de la veille, la parcourent, rançonnent, saccagent, violent, tuent, incendient : c'est ainsi que l'état qui prépare sa revanche fait sa propagande dans un fief dont il fut chassé, y suscite des mouvements dont il espère profiter un jour... lorsque, ses forces étant reconstituées, il pourra se livrer à un retour offensif.

Les religions, ces nationalités de l'Orient, semblent n'être ici que prétextes à massacres et à tortures : le musulman écorche le chrétien ou le scie entre deux planches, brûle ses icônes, porte le pic sur les fresques de ses églises, bouleverse ses cimetières. L'orthodoxe éventre le musulman ou l'égorge, profane ses mosquées, arrache ses stèles funéraires.

Le sang que le guerrier ou le comitadji n'a pas versé coule aux noms des dieux de Bonté, de Miséricorde et de Pardon. C'est en les invoquant qu'on transforme en ruines le peu que les armées et les bandes épargnèrent.

Tant de souffrances endurées, d'horreurs subies, de jougs supportés, ont fait du Macédonien une bête traquée, sournoise et obtuse, toujours prête à fuir, toujours encline à la traîtrise et au mensonge.

Encore ne ment-il pas comme ailleurs et pour les mêmes raisons.

Questionnez-le et si un assez long commerce avec lui vous a enseigné à suivre sur son visage les mouvements de son âme, vous discernerez très nettement que son effort n'a point pour objet de formuler la vérité ou de la dissimuler, mais de trouver les paroles propres à éloigner les maux qu'il redoute..., et auxquels il est d'ailleurs résigné d'avance : un long atavisme lui ayant appris que ceux de son sang évitent rarement d'être plus ou moins molestés par le conquérant ou le guerrier qui passe.

Il se souvient que, l'an dernier, un homme appartenant, comme vous, à une race étrangère, l'ayant interrogé, il répondit de telle sorte qu'il fut bâtonné. Cinq ans auparavant, une autre réplique lui valut la confiscation de ses moutons. Il y a dix ans, enfin, on brûla sa maison parce qu'il n'avait pas dit exactement les paroles qu'on espérait de lui.

Alors, pendant que vous attendez, qu'après avoir épuisé tous les moyens dilatoires, il se décide enfin à parler net, il se demande :

— Que faut-il dire à celui-ci pour qu'il ne me fasse pas de mal ?

Victime de la cruauté du plus fort, habitué à subir de sa part les pires tourments physiques, il est cruel vis-à-vis du plus faible, de celui que les circonstances mettent à sa merci ou qui, sous un régime antérieur, lui porta préjudice ; car il n'est point de pays où les représailles s'exercent plus impitoyablement, où les traditions de haine se conservent plus longtemps (1).

La vie humaine dont il voit faire si peu de cas par autrui (il est bien rare que son père, un de ses frères ou son fils n'ait été fusillé, pendu,

(1) Il est fréquent de voir deux familles armées l'une contre l'autre depuis des siècles, échanger périodiquement des coups de feu sans qu'aucun des individus qui les composent, puisse dire la cause première de leur division.

brûlé) (1) lui paraît dénuée de prix et il donne la mort exactement comme il la recevrait, sans s'émouvoir.

Sa cruauté s'atteste dans les plus petites choses : il plume ses poules vivantes et pour faire avancer son âne, dont un énorme fardeau brise l'échine, il le pique, à la racine de la queue, avec une pièce de fer, dans une blessure constamment entretenue à vif.

Chaque armée qui passa, l'ayant obligé, sous menace de mort, à la renseigner sur ce que, dans sa vie errante, il avait appris touchant les forces ennemies, et la région dont il fut évacué ou réussit à s'enfuir, il est devenu espion comme il est devenu menteur.

Espionner lui paraît l'inéluctable obligation imposée par la fatalité à sa race maudite. Et c'est avec une résignation de bête qu'il passe les lignes pour aller chercher des renseignements, porter du courrier, remplir des missions dont, neuf fois sur dix il ne revient pas et dont, lorsqu'il réussit, il est à peine rémunéré.

*
* *

Il serait parfaitement injuste de le juger selon nos lois d'occident.

Tout est incertitude pour lui : ce qu'il possède, son sort de demain, sa nationalité même.

Etre citoyen ou sujet d'une nation, nous semble une nécessité aussi impérieuse que respirer et nous ne concevons point qu'on puisse vivre sans l'une ou l'autre de ces qualités. Parce que, depuis qu'il est au monde, le Macédonien changea par la force et sans comprendre ce qu'on voulait de lui, cinq ou six fois de nationalité ou de sujétion (2), il ne peut imaginer qu'on puisse attacher le moindre prix à vivre sous la loi de l'un ou de l'autre. Que lui importe que son pauvre nom se termine par la désinence serbe : itch, bulgare : eff, grecque : os ? Ne sera-t-il pas toujours aussi malheureux ?

Au vrai, il ne sait ce qu'il est et dussions-nous ne pas comprendre, il exprime pourtant la vérité, lorsqu'invité à déclarer à quelle nationalité il appartient, il serre les coudes au corps, ouvre les deux mains et prend le ciel à témoin qu'il l'ignore.

— J'étais turc sous les Turcs, bulgare sous les Bulgares, grec sous les Grecs...

— Et maintenant ?

Il regarde les uniformes des guerriers d'Occident groupés autour de lui, et comme il ne peut prétendre être des leurs, ainsi qu'il l'affirma aux différents guerriers balkaniques qui lui posèrent la même question, il dit, incertain du futur statut de l'antique terre à qui il en connut tant :

— Je ne sais plus !...

Comment saurait-il ? Comment désirerait-il être tel ou tel puisque, quel que soit le point de l'horizon vers lequel il se tourne, il voit des hommes prêts à le molester, à le dépouiller, à lui infliger les pires traitements.

Tous ceux qui furent successivement ses maîtres firent, en effet, paître leurs chevaux dans son blé en herbe, enlevèrent ses troupeaux, violentèrent sa femme et ses filles, incendièrent sa maison, vidèrent son coffre, dispersèrent ses hardes sur le sol à coup de bottes pour découvrir la bourse de cuir où il serrait quelques pièces d'or.

Des comitadjis, macédoniens comme lui pourtant, qui, tantôt étaient à la solde d'une des races conquérantes, tantôt de l'autre, l'ont pressuré, rançonné, torturé.

Cette indécision, cette insécurité, ces changements de nationalité qui lui furent imposés lui donnent cependant l'obscur désir d'une situation stable, le font souhaiter d'être enfin placé sous l'égide d'une nation forte, policée qui lui accorderait une protection efficace et définitive.

Impressionnés par notre puissance, notre ordre, notre méthode, beaucoup ont regretté de n'être pas nés sous notre drapeau et l'on connaît des villages entiers qui, en cette Macédoine où, déjà, tant de races sont juxtaposées, forment d'innombrables enclaves, adressèrent au Commandement en Chef des Armées Alliées en Orient de puériles mais bien touchantes pétitions pour solliciter de devenir franco-anglais !

L'incertitude dans laquelle il vit, en même temps qu'elle, fit de lui un être craintif et rusé, lui ôta le goût de l'effort. Pourquoi cultiverait-il une terre qu'on lui arrachera ou sur laquelle un autre fera la récolte ?

Et ceci explique pourquoi la Macédoine, dont on peut dire, qu'en certaines de ses parties tout au moins, elle est une des contrées les plus fertiles du monde, apparaît comme une immense friche sur laquelle l'homme se contente de semer ce qui

(1) On estime que, dans certaines parties de la Macédoine, 70 personnes sur 100 finissent de mort violente : victimes des guerres, des massacres des bandes, de représailles.

(2) Certains Macédoniens ont servi dans plusieurs armées et aujourd'hui encore, Albanais, Grecs, Serbes, se repassent mutuellement des hommes enrôlés par erreur dans leurs contingents réciproques. Beaucoup de prisonniers bulgares sont également revendiqués par les Serbes, comme appartenant à leur armée.

sera strictement indispensable à sa subsistance de l'année.

Pour les mêmes raisons, le Macédonien n'éprouve aucun désir d'avoir une habitation convenable. Misérable et résigné, il se contente d'un abri de paille, de bois, de boue sèche qu'il ne répare même pas quand les hommes ou le temps le détériorent et qui, en dehors de grossières couvertures, de quelques poteries, ne contient absolument rien.

Pourquoi avoir une maison, des meubles, des objets de quelques prix puisque les armées et les bandes viennent périodiquement piller le pays?

L'expérience lui apprit en outre que les conquérants ont toujours cherché noise au riche, se sont ingéniés à faire naître des prétextes pour confisquer ses biens, ont porté contre lui les pires accusations, réuni les faisceaux des preuves les plus irréfutables encore que les plus fantaisistes et mis fin à sa vie pour s'approprier ses biens.

Il y a longtemps que le Macédonien, couvert de son dénuement ainsi que d'un bouclier, a choisi le sort du grillon, vêtu, comme lui, de bure brune.

*
* *

Sans cesse sur le qui-vive, ne trouvant à l'existence aucune saveur, il a glissé peu à peu à un absolu renoncement, à une totale apathie. Il a perdu l'habitude du travail et maintenant, il ne sait plus travailler. Il n'est pas d'aussi mauvais ouvrier. N'importe quel apprenti de chez nous réparerait mieux une chaussure que lui, ferait un panier plus solide et plus élégant.

Détourné de son devoir par ceux qui l'asservirent et le terrorisèrent, il n'a plus conscience de ses obligations. Besogner n'est plus son affaire. S'accroupir au pied d'un arbre, pour fumer, rouler sans arrêt entre ses doigt les grains d'un chapelet, lancer vers le ciel les notes d'un aman désolé lui semble son seul rôle ici-bas. Le reste regarde les mères, les épouses et les filles.

Toute l'énergie, toute l'activité qui subsiste dans la race (c'est, du reste, bien peu de chose) est aux mains des femmes aussi malheureuses, d'ailleurs que les hommes, mais plus assurées qu'eux de ne point voir leurs jours abrégés par le geste du guerrier ou du bandit.

C'est elles qui cultivent les rares carrés épargnés par la friche ou le marais, se livrent aux plus rudes labeurs. Et le mâle ne conçoit pas qu'il en puisse être autrement.

Nous avons le souvenir que, rencontrant, dans un village, une malheureuse ahannant sous le poids d'une énorme charge de bois, nous lui fîmes signe de la poser à terre. Elle ne comprit point ce que nous désirions et le rappel de rencontres antérieures l'induisit sans doute à croire que notre dessein était de la dépouiller. Elle fit pourtant ce à quoi nous l'invitions et nous désigna un homme qui, accroupi près de là, au pied d'un figuier, fumait en chantonnant. Nous comprîmes que c'était le mari. Nous l'invitâmes à s'approcher. Il se leva sans hâte et, d'une marche incertaine, comme un chien qui redoute qu'on le fouaille, vînt à nous. Nous lui montrâmes sa femme, manifestement épuisée par l'effort qu'elle venait de fournir. Il comprit notre mimique, nous exhorta du geste, à ne pas nous faire de souci, rentra dans sa maison et, peu après, reparut en poussant violemment devant lui une jeune-fille — sa fille — à qui il intima sans douceur l'ordre d'aller prendre la charge de bois pour la rentrer.

Après quoi, il retourna s'accroupir à l'ombre, alluma une nouvelle cigarette et reprit son monotone chantonnement.

Ce sont les femmes également qui gardent les traditions du seul art mineur qui ait subsisté dans la péninsule à travers tant de vicissitudes et de calamités.

Avec un sens admirable de la ligne et de la couleur, une habileté que l'étranger ne saurait soupçonner chez ces brutes taciturnes, si totalement dénuées de grâce, elles tissent la laine, le lin et la soie, teignent, brodent les étoffes les plus rudes ou les plus délicates, réalisent inconsciemment des chefs-d'œuvre somptueux et barbares.

Mais le travail, partout ailleurs dispensateur de joie, est ici une épreuve, comme la vie. Il est sans entrain ni gaieté. Une morne atmosphère pèse sur ce peuple qui, semblant expier quelque grande faute, quelque grand crime, ne sait ni sourire ni chanter.

La laveuse accroupie près de l'auge de bois dans laquelle elle trempe ses loques multicolores, l'ouvrier qui active le feu de sa forge, bat le cuir ou tord l'osier ne chantent pas...

...Pourtant le soir tombe. Il tisse aux flancs des pentes de grands voiles violets. L'ombre descend au creux des gorges.

Le Macédonien compte ses bêtes. Nul comitadji ne lui en a dérobé. La bastonnade épargna ses épaules. Sa maison est encore debout. Sa femme, ni ses filles ne sanglottent sur leur honneur perdu.

Alors, il s'accroupit au pied d'un mur et, vers le ciel paré de lueurs incandescentes, lance pendant des heures sur les deux syllabes d'un mot unique *aman* (pitié), les vocalises improvisées de la plus poignante lamentation.

Ni la joie de vivre ni l'amour n'inspirent cette mélopée, cette prière dont le Macédonien sait pourtant la vanité, mais qu'il adresse avec ferveur, pour qu'il daigne les écarter, à Celui qui permit que tant de malheurs s'abattent sur lui, coupable seulement d'être un pauvre homme né, dans le pays le plus infortuné du monde.

L'âme macédonienne a disparu sous de multiples alluvions comme l'antique via Egnatia des Romains disparut sous l'herbe de la friche et la boue des marais, comme les bas reliefs des sarcophages et des fontaines disparurent sous les coups sacrilèges des conquérants qui se succédèrent sur cette terre.

Rien ne subsiste plus des qualités d'un peuple jadis fort et puissant, que déciment les rivalités de petits états éternellement en guerre les uns contre les autres et dont l'inapaisable turbulence ruina le pays, créa la misère, la maladie, la déchéance physique et morale d'une race qui peut encore être sauvée.

Car la Macédoine est un très beau pays. La terre y est d'une exceptionnelle fertilité. Partout où l'on prit la peine de la retourner et de l'ensemencer, elle produisit le meilleur avec abondance.

Elle est parée d'admirables forêts. L'eau, génératrice de force motrice, de salubrité et de fertilité y ruisselle de toutes parts.

Son sous-sol, à peine prospecté, s'affirme comme un des plus riches au point de vue minéral. L'élevage du mouton, déjà largement pratiqué, pourrait être considérablement developpé. La sériciculture, autrefois prospère, assurerait la richesse à une partie de la population.

Merveilleusement placée entre la Mitteleuropea et le bassin méditerranéen, la Macédoine pourrait, devrait être la voie de communication commerciale entre l'Orient, l'Europe méridionale et les Empires Centraux.

La dignité des peuples, comme celle des individus, dépend des conditions de leur vie matérielle. Qu'on assure la tranquillité à la Macédoine, le cultivateur et le berger, certains de conserver leurs champs et leurs troupeaux, de jouir en paix du fruit de leur travail en reprendront le goût.

Il pourra alors, mais seulement alors, être question de les courber à une discipline, de refaire d'eux des hommes, de leur appliquer nos méthodes d'éducation civique et morale et, partant, de les tirer de l'état voisin de la bête où nous les voyons.

L'Europe de demain à une grande œuvre de solidarité et de self-défense à accomplir en Macédoine.

Saura-t-elle exiger qu'un statut de sécurité soit enfin accordé à la péninsule pour qu'elle cesse d'être le champ maudit, éternellement disputé que désolent les bandes dévastatrices où, depuis des siècles, s'entrechoquent les armées ?

Se désintéressera-t-elle, au contraire, d'un pays et de populations victimes des rivalités de ceux qui les veulent posséder et ne sont capables ni de les administrer, ni les défendre contre des convoitises sans cesse renaissante ?

Laissera-t-elle couver à sa porte, sans tenter de l'éteindre, un feu d'où partit déjà l'étincelle qui incendia le Monde et qui, demeurera pour lui un perpétuel danger ?

PIERRE LA MAZIÈRE.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Qu'entre la France et l'Italie la mésentente ait pu être telle il n'y a pas très longtemps encore, c'est décidément de quoi l'on ne finirait pas de s'étonner aujourd'hui si la survenue des désaccords à première vue les plus improbables n'était, d'expérience quotidienne, quasi fatale entre cousins germains.

Mais davantage.

En regard de toutes les restrictions de pensée et de toutes les prudences de langage et de toutes les misérables petites habiletés au prix desquelles les Austro-Allemands ne maintienent qu'à si grand peine leur monstrueuse association dans le crime, mettez la franchise, la simplicité, l'abandon et aussi la parfaite dignité qui auront présidé à la renaissance et à la consolidation, au feu de l'épreuve, de la claire amitié latine... et si vous savez rien qui marque mieux, en même temps que leur manière respective, l'irréductible différence entre les races aux prises dans l'immense conflit, dites-le, *per Bacco* !

C'est la réflexion que suggère une fois de plus la lecture des excellentes pages où, dans son premier fascicule de septembre, la *Nuova Antologia* récapitule les événements militaires des derniers mois.

Cependant que des feuilles de Berlin à celles de Vienne, l'amertume, quand elle ne déborde pas, est si malaisément contenue, notre grand confrère d'outremonts écrit :

« De la Piavre à la Marne et à la Somme, le même souffle d'allégresse et d'ardente espérance a passé sur tout le front...

« Sur la Piave, les nôtres se sont, avec le valeureux concours du contingent franco-britannique, couverts de gloire : huit jours durant, les fils de l'Italie ont résisté, inébranlable, et comme enracinés dans le sol, à la formidable pression de l'armée austro-hongroise longuement et laborieusement entraînée en vue d'une offensive qui devrait être, ce coup, décisive...

« A la victoire de la Piave, la seconde victoire de

la Marne n'a pas tardé à donner la réplique. Une fois encore, le fleuve aux pittoresque meandres et qui coule sans bruit à travers les riantes collines (« *il fiume che scorre silenzioso fra pittoreschi meandri e dolci pendii verdeggianti* », oh! musique!) a vu le recul de l'envahisseur et l'héroïsme de la France sauvant, avec ses destinées, les destinées de l'humanité...

« Quelle joie n'est-ce pas pour nous de constater aussi la brillante participation de nos troupes à la défense de Reims!...

Ainsi, l'Italie aura contribué et en 1914 et en 1918 aux victoires de la Marne. Au début des hostilités, notre loyale, notre amicale neutralité a permis à la France de déplorer à son gré et en toute quiétude, pour les opposer à l'avance allemande, les forces qu'elle tenait postées vers les Alpes. Aujourd'hui, ce sont les soldats de la Piave qui viennent d'aider aux exploits de nos alliés en entravant dans ses mouvements une importante fraction de l'armée autrichienne: tel est au bref le service qu'aura rendu à l'Entente et à la cause de la civilisation la vigilante et infatigable défensive du général Diaz. »

Hein! est-elle assez dans l'esprit de « la famille », est-elle assez pour nous plaire, la belle fierté avec laquelle l'Italie revendique la part qui dès maintenant lui appartient, certes, dans le commun effort ? Et comme nous y applaudirons!... tandis que dans le camp ennemi on est toujours à la veille de se prendre aux cheveux.

Personne n'ignore d'ailleurs à quel point on enrage chez les Boches à constater la bonne intelligence entre les Alliés — et, à propos de la Péninsule, *The American Review of Reviews* établissait dans un récent article (juillet) que c'était précisément à nous ravir la précieuse amitié de l'Italie que l'ignoble propagande allemande s'employait sudtout en ce moment. Le thème ? « Les Etats-Unis ne s'intéressent pas à l'Italie ou ne s'y intéressent que dans la stricte mesure où elle leur est utile : les Etats-Unis n'en ont que pour la France ». Mais il est trop facile, le thème, et déjà la générosité de l'Amérique à l'égard de notre sœur latine en a montré la parfaite inanité.

La revue de New-York *Current History* publie le texte intégral du rapport présenté au Congrès, en mai dernier, par l'hon. Charles Pope Caldwell sur « la contribution des Etats-Unis à la guerre depuis leur intervention dans le conflit » et duquel c'est assurément la moindre des choses que nous extrayions en quelques lignes, — que l'espionnage à la solde là-bas de la Wilhelmstrasse n'aura pas manqué de relever et de signaler, espérons-le, à la particulière attention de « qui de droit » :

« Nous étions mus lorsque, au printemps 1917, nous discutions les graves modifications à introduire dans notre législation militaire par cette idée qu'il s'agissait avant tout de nous procurer des hommes : or, nous avons lieu aujourd'hui de nous tenir pour pleinement satisfaits à ce point de vue.

« Nous avons pourvu à la nécessité en facilitant d'abord les engagements volontaires soit dans la garde nationale, soit dans l'armée proprement dite. Puis, nous avons voté telles mesures permettant de mobiliser sans retard tous les citoyens en âge et en état de servir. Il convient au demeurant de reconnaître que, loin de se marchander, la nation entière s'est rangée avec enthousiasme, en l'occurence, aux sollicitations de l'intérêt public...

« Notre législation militaire a été revisée à fin expresse de donner au Président pleins pouvoirs quant à la levée des troupes au fur et à mesure des besoins... Tous les citoyens qui avaient en 1917 de vingt-et-un à trente-et-un ans ont été dénombrés. De cette première catégorie, nous avons tiré les deux millions de soldats que compte actuellement notre armée et il reste en outre approximativement deux autres millions d'hommes qui, physiquement aptes au service, n'ont point été enrégimentés jusqu'ici. A ces chiffres, le recrutement de 1918 ajoutera encore un million: Total: cinq millions... Notre calcul, ne l'oublions pas, fait abstraction des jeunes gens de dix-huit à vingt-et-un ans, lesquels seraient sous nos drapeaux au nombre de trois millions. Que si nous devions recourir aux effectifs des années 1919, 1920, 1921 et 1922, ce serait une nouvelle armée de six millions d'hommes au bas mot. Dans le cas où la guerre se prolongerait jusqu'en 1924, les années 1923 et 1924 nous en fourniraient elles-mêmes six autres millions. Ainsi, avec leurs 125 millions d'habitants, les Etats-Unis aligneraient au cours d'une guerre de sept ans 20 millions de combattants ».

Et puisse Guillaume II finir d'en perdre le sommeil !

La *Revista Quincenal*, de Barcelone, soumet à ses lecteurs le très édifiant appel que la *Reichsbote*, l'organes par excellence du piétisme germanique, adressait récemment au populaire d'outre-Rhin.

« Allemands — écrivait pour le coup l'austère gazette boche qui se flatte à bon droit de jouir des particulières sympathies de la femme de César — Allemands, précipitez-vous dans vos temples et demandez à votre Dieu que dans son infinie bonté il accorde à votre souverain le pouvoir de ressusciter d'entre les morts le grand Bismarck, l'hercule qui nettoiera vos écuries d'Augiers, qui étouffera chez vous l'hydre de la discorde et qui vous sauvera du découragement et de la trahison et de la ruine. »

Le *Simplicissimus*, lui, avait d'ailleurs publié peu auparavant un dessin qui représentait le Père Eternel trônant dans les nues et se parlant à lui-même en ces termes: « Hé ! je n'ai jamais tant entendu prier en anglais!... Que se passe-t-il donc ? »

Mais il n'y a raillerie qui tienne et tout l'esprit de Munich ne saurait prévaloir contre la signification que comporte cet appel du *Reichsbote*, où le *Vorwärts* voyait « une crise d'épilepsie » et « qui sue la peur », comme remarque avec raison la *Revista Quincenal*.

GASTON CHOISY.

La *REVUE SCIENTIFIQUE*, n° 19 (fondée en 1863). directeur : CH. MOUREU, publie : **Henry Lechatelier**, *La Section de Science industrille à l'Académie des Sciences* ; **A. Auric** : *Contribution à une hypothèse sur la formation du système solaire* ; **Georges Bohn** : *L'Enseignement pratique de la zoologie* ; des *Notes et Actualités* ; le *Compte rendu de l'Académie des Sciences*. etc.

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N°20 — 56e ANNÉE — 19-26 OCTOBRE 1918

LES TCHÉCO-SLOVAQUES

Au mois d'avril 1918, le Congrès des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie se réunissait à Rome. A la fin des séances, M. Orlando, Président du Conseil du Royaume d'Italie, recevait les congressistes et promettait à leurs revendications son appui le plus sincère. Ce n'étaient encore là que des promesses un peu vagues ; elles ont été très rapidement suivies par une série d'actes décisifs qui marquent les étapes de la renaissance de l'Etat indépendant tchécoslovaque.

Le 1er juin, l'ambassadeur des Etats-Unis, « suivant les instructions de son gouvernement, portait à la connaissance du Conseil national des pays tchèques » que « les délibérations du Congrès de Rome avaient été suivies avec grand intérêt par la Maison Blanche et que les aspirations nationales des Tchécoslovaques et des Yougoslaves vers la liberté avaient la plus vive sympathie du gouvernement américain ». Le 3, le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne se déclarait prêt « à reconnaître le Conseil national tchécoslovaque comme l'organe suprême du mouvement tchécoslovaque dans les pays Alliés et à reconnaître aussi l'armée tchécoslovaque comme unité organisée ».

Quelques jours auparavant, l'armée tchécoslovaque avait reçu en Italie une consécration officielle ; les détachements qu'elle avait envoyés à Rome étaient passés en revue par le Prince de Galles, et, le 28 mai, sur la Piazza Venzia, devant le monument de Victor Emmanuel, le Prince Colonna, maire de Rome, entouré de M. Orlando, président du Conseil, de M. Sonnino, ministre des Affaires étrangères, de la plupart des ministres et des ambassadeurs des Puissances alliées, remettait au général Graziani, qui commande les régiments tchèques sur le front italien, le drapeau rouge et blanc, et saluait la renaissance d'une nation qui, « abattue, déchirée par les Allemands et les Magyars, opprimée par ceux-ci et par ceux-là, déçue, trompée par la perfide maison de Habsbourg, avait le droit et même le devoir de se révolter contre elle. « Le 30 juin, le Président de la République française remettait son drapeau au 21e régiment de chasseurs, première unité de l'armée autonome tchécoslovaque de France, au moment où il se disposait à quitter ses cantonnements et à monter en secteur au milieu de ses frères d'armes.

A cette occasion, M. Stephen Pichon, ministre des affaires étrangères, écrivait à M. Benech, secrétaire général du Conseil national tchécoslovaque, que le gouvernement de la République française « considérait comme justes et fondées les revendications de la nation tchécoslovaque et s'appliquerait de toute sa sollicitude, le moment venu, à faire prévaloir ses aspirations dans les limites historiques de ses provinces... En union étroite avec la Pologne et l'Etat yougoslave, elle deviendrait une barrière infranchissable aux agressions germaniques et un facteur de paix dans une Europe reconstituée suivant les principes de la justice et du droit des nationalités ». En même temps, le 30 juin, le gouvernement italien reconnaissait au Conseil national le droit d'é-

fiter des règlements et des lois. Le 31 août, M. Balfour déclarait officiellement que la Grande-Bretagne, « prenant en considération les efforts faits par les Tchécoslovaques pour conquérir leur indépendance, les regardait comme une nation alliée et reconnaissait les trois armées tchécoslovaques comme constituant une force belligérante alliée régulièrement en guerre contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. »

Ces diverses déclarations viennent enfin d'être confirmées et consacrées par la lettre du Secrétaire d'état des Etats-Unis, Robert Lansing :

« Les Tchécoslovaques ont pris les armes contre les Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie et ont mis en campagne des armées organisées qui combattent contre ces Empires sous le commandement d'officiers de leur propre nationalité conformément aux lois et aux pratiques des peuples civilisés.

« Les Tchécoslovaques, pour obtenir leur indépendance, but qu'ils poursuivent dans la présente guerre, ont confié l'autorité suprême au Conseil national tchécoslovaque. Le gouvernement des Etats-Unis reconnaît que l'état de guerre existe entre les Thécoslovaques organisés et les Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

« Il reconnaît le Conseil national tchécoslovaque comme un gouvernement belligérant de fait avec l'autorité nécessaire pour diriger les affaires politiques et militaires de la nation tchécoslovaque. De plus, il déclare qu'il est prêt à entrer en relations avec ce gouvernement de fait dans l'intention de poursuivre la guerre contre l'ennemi commun, les Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. » Enfin, ces derniers jours, le Japon, suivant l'exemple de ses alliés, est entré en relations diplomatiques avec le Conseil national.

Ainsi qu'il est facile de le voir, les déclarations des gouvernements de France, d'Italie, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis se complètent mutuellement. Les Tchécoslovaques ont une armée dont les divers corps combattent en France, en Italie et en Russie; cette armée est reconnue par toutes les Grandes Puissances alliées comme une force belligérante autonome, et le Conseil national est désormais promu au rang de gouvernement régulier avec qui les autres Etats engagent des négociations officielles. Aux nombreuses nations qui sont en lutte avec l'Allemagne et l'Autriche, il vient de s'en ajouter une, et les Alliés ont définitivement proclamé qu'un des buts qu'ils poursuivent est la destruction de la Monarchie habsbourgeoise. « Nous combattrons, a dit M. Clemenceau, le 5 septembre, dans la magnifique séance de la rentrée des Chambres, jusqu'au moment où les vieilles chaînes des plus vieilles oppressions du passé seront brisées. » Les Tchécoslovaques ont obtenu enfin la récompense de leurs efforts et des services qu'ils ont déjà rendus à la cause des Alliés.

I

L'Autriche-Hongrie est un conglomérat de peuples divers qui diffèrent par leurs origines, leur langue, leurs traditions et leur histoire. Les Habsbourgs, au lieu de respecter leurs droits et de favoriser leur développement, ont prétendu les soumettre à un despotisme commun ; ils n'ont réussi par là qu'à provoquer des oppositions irréconciliables. Ces résistances ont eu leur point de départ en Bohême, et de là, elles ont gagné les autres peuples de la Monarchie.

D'après la statistique officielle de 1910, les Tchèques de l'ancien royaume de Vatslav, (Bohême, Moravie et Silésie), forment un groupe de 6 millions et demi d'habitants ; il convient d'y ajouter 2 millions de Slovaques qui habitent la Hongrie septentrionale, dans la région comprise entre les Karpates et le Danube. Comme les statistiques officielles sont volontairement inexactes et que les autorités ne reculent pas devant les fraudes les plus grossières pour diminuer le chiffre des Slaves, nous pouvons admettre sans aucune exagération que les Tchécoslovaques sont plus de 9 milions.

Les Slaves, à la branche occidentale desquels se rattachent les Tchécoslovaques, avaient occupé la Bohême et la Moravie au moment des grandes invasions et ils y restèrent seuls jusqu'au XIIe siècle. A ce moment, les Prémyslides, pour accroître leurs revenus, appelèrent des colons étrangers et leur répartirent les immenses forêts qui couronnaient les frontières du pays et que les souverains antérieurs avaient conservées intactes pour arrêter les invasions. L'immigration allemande s'accrut très rapidement au XIIIe siècle et elle a occupé, d'une part, au sud, les régions voisines de la Bavière ; de l'autre, les contrées qui s'allongent au pied des Monts des Pins, des Monts Métalliques et des Monts des Géants. Depuis le XIVe siècle, où le sentiment national tchèque commence à réagir contre l'invasion teutonne, la limite des nationalités n'a varié que dans des proportions assez peu considérables. Aujourd'hui, les Allemands en Bohême et en Moravie sont environ 2 millions et demi, auxquels il faut ajouter peut-être en Slovaquie un demi-million de Magyars

de Magyarons (Slovaques plus ou moins ralliés à la race dominante).

Du jour où un royaume indépendant tchécoslovaque sera constitué, les Slaves attireront à eux les éléments indécis et flottants qui, jusqu'à présent, se rattachent aux partis allemands par timidité ou par calcul : les îlots perdus au milieu des Tchèques et où les Slaves n'ont pas cessé, depuis un demi-siècle, de faire des conquêtes, disparaîtront rapidement. On aura ainsi une population de 10 à 11 millions de Tchécoslovaques en face de 1.500.000 à 2 millions d'Allemands, qui auront leur centre principal à Cheb (Eger) et à Liberec (Reichenberg).

Rien n'est plus absurde et plus vain que de vouloir contraindre une population à abandonner sa langue ; les Prussiens en ont fait l'expérience à Posen en Lorraine et dans le Slesvig, aussi bien que les Russes en Pologne ou les Habsbourgs un peu partout. Les transformations ethniques profondes, dont l'histoire a conservé le souvenir, ne s'expliquent que par des guerres exterminatrices ou par des évolutions économiques et sociales lentes, sur lesquelles les gouvernements n'ont à peu près aucune action. Les Tchécoslovaques ont pu se convaincre par eux-mêmes de l'inutilité et des dangers d'une politique d'oppression ; victorieux, ils se garderont d'imiter les procédés de la bureaucratie autrichienne et ils ont déjà déclaré de la façon la plus solennelle qu'ils étaient prêts à garantir à leurs compatriotes d'une autre race une entière égalité de leur culture : une fois rassurés, les Allemands que leurs intérêts économiques rattacheront étroitement au nouveau royaume, et qui déjà se plaignaient justement que le gouvernement viennois les sacrifiât aux provinces alpestres moins avancées et moins riches, accepteront sans difficulté la situation nouvelle : il se constituera ainsi au centre de l'Europe un Etat de 12 millions d'habitants qui, appuyé d'une part sur la Pologne, de l'autre sur la Yougoslavie, barrera la route aux ambitions des Hohenzollern : étroitement solidaire des grandes démocraties occidentales et dégagé de toute ambition expansionniste, il formera un des plus robustes piliers de la paix générale.

Le malheur des Habsbourgs, qui rend leur chute inévitable, a été leur inintelligence absolue des principes de la liberté : il leur a toujours manqué un sens essentiel, celui de l'évolution historique : ils se sont imaginé que, par des manœuvres souterraines ou des intrigues misérables, ils réduiraient les Tchèques à capituler, parce qu'ils ont méconnu la cause profonde du mouvement de renaissance slave, qui n'est en somme qu'une des formes du progrès de l'idée démocratique. A mesure en effet que le mouvement économique contemporain s'est développé, il a entraîné dans le courant de la vie politique une classe de plus en plus nombreuse ; les paysans que l'industrie appelait dans les villes, les ouvriers qui amassaient un petit capital et ouvraient une fabrique, les fils d'artisans ou d'agriculteurs qui, après avoir achevé leurs études, devenaient professeurs, médecins, avocats ou ingénieurs, étaient des Slaves et il devait leur paraître intolérable qu'on les obligeât à renoncer à leur langue et qu'on exigeât d'eux, pour reconnaître l'égalité de leurs droits, une véritable apostasie. Les socialistes de l'Occident n'ont pas toujours accordé aux mouvements nationaux de l'Europe centrale et orientale les sympathies qu'ils méritaient, parce que, par ignorance ou sous l'influence des Allemands, ils en ont méconnu la cause profonde et la portée réelle. Dans un pays bilingue, un ouvrier dont la langue est opprimée, est condamné à une véritable servitude et handicapé de la manière la plus fâcheuse pour la lutte économique.

Au début, les demandes des nationalités étaient assez modestes, et il eût été facile de les satisfaire. Sous la pression des classes qui avaient jusqu'alors détenu le pouvoir, François-Joseph opposa une fin de non recevoir absolue à leurs réclamations les plus légitimes. En 1867, les Allemands, incapables de contenir à eux seuls la poussée des classes inférieures, appelèrent à leur secours les Magyars, que jusque-là ils avaient combattus, et ils leur abandonnèrent les *hordes* de Hongrie, afin de consacrer exclusivement les rebelles de la Cisleithanie. Les luttes devinrent de plus en plus violentes et elles ruinèrent peu à peu dans les masses populaires l'attachement de la dynastie qui, pendant longtemps, était demeuré assez vivace, parce qu'en dépit de nombreuses expériences, les races diverses s'obstinaient à voir dans le souverain comme le protecteur naturel de tous ses sujets. La vie politique fut désorganisée par les luttes intestines ; le Parlement, divisé en partis irréconciliables, perdit toute autorité et toute puissance créatrice ; sous les apparences constitutionnelles, l'Autriche-Hongrie fut plus que jamais un pays d'absolutisme où la volonté de l'Empereur était la loi suprême. A partir de 1897 surtout, quand les ordonnances sur les langues qui avaient été édictées par le ministre Badeni furent révoquées sous la pression de manifestations tumultueuses organisées par les Allemands de Vienne, on commença à parler de la dissolution prochaine de

l'Autriche-Hongrie, puisque le pouvoir refusait aux diverses nationalités les garanties qu'elles exigeaient et qu'il ne disposait plus de la force nécessaire pour les plier à ses volontés arbitraires.

J'ai sous les yeux une brochure assez développée du Dr Friedrich Wichtl, député du Reichsrat et publiée à Vienne en 1918 : (Dr Karl Kramarsch, le provocateur de la guerre mondiale). Dans cette brochure, le Dr Wichtl se demande sur qui retombe la responsabilité de la guerre actuelle : le coupable n'est ni Sir Edward Grey, qui avait en somme peu de dispositions belliqueuses et dont les facultés intellectuelles étaient trop faibles pour concevoir un projet aussi grandiose ; ni le Président Poincaré, dont l'autorité était trop précaire, ni le Tsar Nicolas II ou Sasonov, réservés, méfiants et qui s'étaient déjà opposés de leur mieux à la guerre balkanique. « Le coupable, continue M. Wichtl, serait-il peut-être Ernest Denis, que j'ai eu l'occasion de nommer et de citer souvent? Ernest Denis a incontestablement la conscience lourdement chargée, mais on ferait tort à ce vieillard jubilaire, si l'on voulait le rendre directement responsable de l'incendie qui dévore le monde. » (Ernst Denis hat zweifellos viel auf dem Gewissen, aber man täte diesem Jubelgreis ein Unrecht, wenn man gerade ihn der Anstiftung des Weltbrandes bezichtigen wollte.) — Il n'est peut-être pas inutile de citer de pareilles âneries pour voir jusqu'où peut aller la sottise des polémistes autrichiens.

Le coupable, continue le Dr Wichtl, je le connais, je le dénonce au monde, et M. Sasonov l'avait déjà flétri (! !) ; c'est le Dr Kramarsch. — Il est difficile de pousser plus loin l'aveuglement, et les haines de partis n'excusent pas de semblables provocations au sens commun. En réalité, jusqu'à la guerre, le Dr Kramarsch et ses amis de Bohême ne pensaient à rien moins qu'à la ruine de la monarchie autrichienne : leurs sentiments personnels pour le souverain étaient assez divergents et j'accorde sans peine que plusieurs d'entre eux n'avaient qu'une admiration modérée pour le génie et le cœur de François-Joseph : mais aucun d'eux ne songeait à une révolution. D'abord parce qu'elle était impossible ; ensuite, parce que le temps travaillait pour eux et qu'au bout d'un certain nombre d'années, en dépit de la mauvaise volonté personnelle du souverain, ils devaient finir par imposer leurs désirs et transformer la monarchie. Le Dr Kramarsch en particulier n'a jamais cessé d'attirer l'attention des ministres autrichiens sur les conséquences désastreuses de leur politique extérieure : il les a mis en garde contre les dangers d'un système qui, en exaspérant les Slaves, risquait à un moment donné, de les pousser à un acte de folie désespérée. Loin de désirer la guerre, les Tchèques la redoutaient et ils ont cent fois indiqué les moyens de la prévenir : il suffisait pour cela que l'Autriche revînt à sa mission naturelle, qu'elle accordât aux diverses nationalités des libertés égales, qu'elle cessât d'être au dehors et au dedans l'instrument de la politique des Hohenzollern. On n'a pas entendu leur voix, on a négligé leurs avertissements, et la catastrophe que Kramarsch et les Tchèques prévoyaient est devenue inévitable.

II

Quand on étudiera, non pas comme M. Wichtl avec des arguments frelatés et des déductions ridicules, la responsabilité des divers auteurs de la guerre, on constatera qu'à côté du parti militaire allemand, représenté par le Kronprinz, le général de Falkenhayn et l'amiral Tirpitz, en compagnie des pangermanistes, des hobereaux de l'Est et des métallurgistes du Rhin et de la Westphalie, une très lourde part de culpabilité retombe sur les adversaires des Slaves d'Autriche, les Allemands de Bohême et la petite noblesse magyare dont le comte Tisza est le chef et le porte-paroles. L'opulente et orgueilleuse aristocratie industrielle et les nobles magyars se sentaient menacés dans leurs privilèges ; ils étaient talonnés par des concurrents qui complétaient rapidement leur organisation, dont les progrès économiques étaient constants et qui, si rien ne troublait leur évolution naturelle, devaient conquérir dans un avenir assez rapproché la majorité, et par suite la direction de la vie politique. Pour se maintenir au pouvoir et conserver les avantages matériels et moraux qu'ils en tiraient, les Allemands et les Magyars n'avaient d'autre moyen que de se rattacher plus étroitement aux Hohenzollern et de chercher dans l'Empire germanique les forces qu'ils ne trouvaient plus en eux-mêmes. François-Joseph, en déclarant la guerre à la Serbie et à la Russie, la déclarait en même temps à ses propres sujets slaves ; si l'Allemagne, les allogènes d'Autriche seraient bien obligés de subir la loi générale.

Dès le début, les Tchèques n'eurent aucun doute sur le sens des événements et la portée de la lutte; la défaite des alliés entraînait leur propre ruine et ils retombaient dans l'état d'infériorité et de dépendance dont ils commençaient à sortir après un siècle de travaux et de combats. Ils eurent le mérite de comprendre que l'heure des négociations

et des tergiversations était passée. La monarchie habsbourgeoise avait fait son choix : les Slaves eussent-ils montré le dévouement le plus absolu, les Allemands et les Magyars qui avaient provoqué le conflit pouvaient seuls en bénéficier. Victorieux, ils exigeraient de la Couronne la récompense de leur ardeur et de leur dévouement, c'est-à-dire le développement et l'exagération du centralisme ; vaincus, ils n'auraient d'autre refuge que la monarchie des Hohenzollern. Les Tchèques étaient acculés par la faute de leurs adversaires aux solutions radicales que l'immense majorité de leurs chefs avaient toujours refusé d'envisager jusque-là ; ils ne pouvaient se sauver qu'en détruisant la monarchie. Ils étaient condamnés à en revenir à la formule de Palacky et de Rieger : « Nous existions avant l'Autriche, nous existerons après elle. »

(*A suivre.*)

E. Denis.

Professeur à la Sorbonne.

LA PSYCHOLOGIE DES BELLIGÉRANTS

LES ÉTATS-UNIS (1)

La psychologie de l'Américain, considérée ainsi au point de vue de la vie intérieure de la nation, est un élément important pour comprendre l'attitude de celle-ci dans les circonstances actuelles, mais il faut la compléter par quelques aperçus sur la façon dont le peuple envisageait communément les événements extérieurs.

Ce qui faisait jusqu'ici le fond de la mentalité américaine à cet égard, c'était l'idée synthétisée d'une part dans le testament de Washington et, d'autre part, dans sa réciproque, la doctrine de Monroë. Georges Washington, en quittant la présidence de la République des Etats-Unis, avait recommandé à ses concitoyens, de façon absolument instante, de rester toujours à l'écart des affaires européennes, et, trente ans plus tard, le Président Monroë avait été amené à formuler la réciproque, à savoir que l'Europe ne devait plus intervenir dans les affaires de l'Amérique indépendante.

Les conditions dans lesquelles ces idées ont été formulées, au commencement du XIXe siècle, ne sont évidemment plus réalisées: sans que la largeur de l'Atlantique ait diminué, les transformations qui ont été apportées aux moyens de communication, ont, en fait, réduit de beaucoup l'Océan, et suffiraient à ce que maintenant l'Amérique ne puisse plus rester isolée de l'Europe, pas plus que l'Angleterre n'a pu se confiner dans son splendide isolement. Il n'en est pas moins vrai que, jusqu'au début de cette guerre, la doctrine de Monroë, comme les idées de Washington, étaient absolument fondamentales pour tout citoyen américain. Du reste, la conquête économique du continent est si récente qu'il y avait eu là de quoi largement occuper l'activité américaine.

La masse des citoyens américains était ainsi certainement peu informée des affaires de l'Europe. Un de mes collègues européens, qui s'est trouvé aux Etats-Unis en même temps que moi, avait senti cela d'une façon particulièrement vive à l'occasion de conférences qu'il avait faites l'an dernier à la session d'été d'une université récente de la Californie, celle de Los-Angeles. Il existe là une coutume, qui nous déconcerterait un peu en France, les auditeurs posent des questions au conférencier, et, même ils l'interrompent pour cela, au cours de la conférence. Eh bien ! Il me disait, qu'il avait été frappé par deux choses : par la maturité d'esprit de ses auditeurs, par le sens précis des questions qu'ils posaient, et en même temps par une incompréhension extraordinaire des affaires d'Europe. Il est vrai que les Américains qui nous interrogent sur les affaires du Nouveau Continent pourraient souvent aussi être déconcertés par les opinions qu'ils entendent professer chez nous. Mais il ne fallait pas attendre que l'Amérique eût dès le début de la guerre, une opinion ferme sur ses causes lointaines et sur les responsabilités.

D'autre part, on imagine difficilement en Europe la place que tenait le pacifisme dans la mentalité américaine.

Le pacifisme était d'abord en rapport avec les préoccupations religieuses qui ont, dans toute l'Amérique, une très grande force. Beaucoup de sectes protestantes étaient essentiellement pacifistes : c'était la première raison. Une seconde était que l'Amérique, jusqu'ici, a complètement ignoré le militarisme.

Le militarisme, elle n'avait pas de raison de le connaître : on prépare la guerre, soit quand on a, comme l'Allemagne, la volonté d'écraser ses voisins, et cette idée-là était totalement étrangère à l'esprit des Américains ; soit, quand on a des voisins qui menacent de vous écraser, comme c'était notre cas, mais non celui des Etats-Unis. Dans cette société qui se sentait dans un état de sécurité par-

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 19, 1918.

faite, où la prospérité matérielle se développait avec une rapidité vertigineuse, où chaque homme trouvait largement l'emploi de son activité et le succès, il est évident que la guerre devait sembler une chose monstrueuse et dépourvue de sens : elle apparaissait comme une absurdité, une infirmité de l'Europe dont l'Amérique avait été libérée. « Nous sommes trop fiers pour nous battre » disait, d'accord avec l'esprit populaire, le président Wilson lui-même.

Enfin, examinons quels étaient les sentiments ou les préjugés des Américains à l'égard des nations d'Europe qui entraient en lutte en août 1914. Il est certain que, jusqu'à la guerre, l'Allemagne a joui aux Etats-Unis d'un énorme prestige, dû tout d'abord à son développement industriel et économique : les Américains appréciaient les qualités de réalisation des Allemands, analogues aux qualités qu'ils possèdent eux-mêmes, et qu'ils expriment par le mot d'*efficiency*. Les Américains, en outre, subissaient l'influence du grand développement intellectuel et scientifique, de l'Allemagne. Pendant deux générations au moins, l'Allemagne a été la principale éducatrice de l'Amérique. L'Allemagne bénéficiait ainsi aux Etats-Unis d'illusions que la guerre a rapidement détruites.

Par contre, l'opinion sur l'Angleterre était beaucoup moins favorable. Le peuple américain ne se sentait pas estimé à sa juste valeur dans l'ancienne métropole. Et l'immigration irlandaise, si importante aux Etats-Unis, n'était pas faite pour répandre l'amour de l'Angleterre.

Parmi les autres belligérants, la Russie apparaissait à l'Amérique sous les aspects du tsarisme, ce qui ne la recommandait pas à une démocratie. De même que les Irlandais entretenaient la méfiance envers l'Angleterre, de même l'immigration juive prêchant la haine de la Russie : on comprenait mal que la République française fût l'associée du tsar, et nulle part la Révolution russe, au commencement de 1917, n'a produit autant d'illusions qu'aux Etats-Unis.

Reste l'idée que les Américains avaient de la France. Notre pays avait toutes les sympathies d'un souvenir reconnaissant pour la guerre d'Indépendance. Mais on ne croyait guère à sa force présente. La bataille de la Marne a rétabli notre prestige, et dès lors, l'opinion américaine s'est montrée favorable, sans restrictions, à la France. Il y a eu, là-bas, un développement magnifique de véritable amour pour notre pays. J'étais aux Etats-Unis pendant la bataille de Verdun : non seulement dans l'Est, mais même dans le lointain Ouest, elle était une préoccupation constante pour les Américains. L'année suivante, en 1917, vous avez perçu ici l'écho de la réception faite au Maréchal Joffre et à M. Viviani. Aujourd'hui, pour n'avoir pas d'occasion aussi retentissante de se manifester, le sentiment pour la France n'en est pas moins chaleureux. On en a chaque jour des témoignages.

On peut ainsi se rendre compte, il me semble, de l'évolution de l'Amérique depuis le début de la guerre.

C'est dans les milieux intellectuels de l'Est, que le sens de la guerre est naturellement apparu en premier lieu ; de ces milieux nous sont venus immédiatement, non seulement le magnifique appui charitable que j'ai rappelé, mais des concours de dévouement héroïque. Les Universités américaines, dès les premiers jours, nous ont envoyé un ample contingent de leurs anciens élèves. En 1916, pendant que j'étais aux Etats-Unis, l'Université Harvard, pour ne citer que celle-là, comptait déjà plusieurs centaines d'étudiants sur le front français ou sur le front anglais, et déjà s'illustrait l'escadrille Lafayette. A ce moment-là, on ne pouvait opposer à ces chiffres de volontaires américains dans nos rangs, que deux étudiants dans les rangs allemands ; encore ces deux-là étaient-ils des citoyens allemands vivant en Amérique.

C'est aussi dans ces milieux universitaires de l'Est que des voix éloquentes se sont immédiatement fait entendre, et parmi elles, il faut rappeler celle de M. Ch. W. Eliot, une des plus grandes autorités morales aux Etats-Unis. C'est, enfin, des milieux intellectuels de l'Est qu'est partie l'Adresse des Cinq Cents.

En somme, dès les premiers mois de la guerre ou, au moins, dès le torpillage du *Lusitania*, il semble que les Etats-Unis de l'Est auraient accepté l'idée d'une intervention dans le conflit européen ; mais il n'en était pas de même du centre et de l'extrême-ouest. Là, pour des raisons que je vous ai développées tout à l'heure, la tendance prédominante était l'attachement à la paix malgré tout.

Je me trouvais dans l'Ouest au moment où a eu lieu le choix du candidat républicain à l'élection présidentielle de 1916. J'ai eu plusieurs fois l'occasion d'y rencontrer des personnes qui, tout en témoignant de sentiments extrêmement chaleureux pour les Alliés, étaient défavorables à la candidature de M. Roosevelt, parce que, à leurs yeux, son succès impliquait la guerre, le lendemain. Il est incontestable que, à cette époque, le centre et l'ouest des Etats-Unis étaient encore très fortement attachés à la paix

*
* *

Et alors, on comprend que le Président des États-Unis, avec la notion qu'il avait de son devoir, — qui est de représenter l'ensemble de la nation et d'en exprimer le sentiment —, quand bien même son opinion personnelle eût été en faveur d'une intervention, ne se croyant pas autorisé à devancer le courant public : tout au plus avait-il mission de le guider.

Il a laissé marcher les événements, qu'il pouvait d'ailleurs prévoir à la lumière des informations fournies par son ambassadeur à Berlin : il n'a pas cherché à les précipiter : c'est l'Allemagne qui a acculé les États-Unis à sortir de la neutralité : c'est la guerre sous-marine qui a forcé tous les pacifistes du Centre et de l'Ouest à reconnaître comme une nécessité, à la fois pour l'honneur et pour la sécurité des États-Unis, d'entrer dans la lutte. Le 28 février 1917, alors que les relations diplomatiques étaient rompues, M. Wilson disait encore : « Aucune ligne de conduite choisie par moi ou par cette nation ne conduira à la guerre ».

Dans ces conditions, la mentalité que le peuple américain apporte à la guerre est clairement celle que le Président Wilson a décrite avec une sobriété éloquente. L'Amérique ne cherche pas un gain, de quelque nature qu'il soit : ce qu'elle veut, c'est sauver la liberté du monde, conquérir la paix, et en assurer la stabilité par une organisation de toutes les nations et surtout, libres : c'est, enfin, sauvegarder l'idéal américain lui-même.

Vous avez vu combien le Président Wilson cherche à tenir compte du sentiment populaire : comme moi, vous trouverez peut-être qu'il montre beaucoup de patience et de longanimité à l'égard du peuple allemand : il cherche toujours à dissocier le peuple du gouvernement, quant à la responsabilité, et celle-ci ne paraît incomber autant au premier qu'au second. — Vous l'avez vu aussi, faire au peuple russe le crédit le plus large, et attendre longtemps de la démocratie, même dans des conditions telles que celles où nous la voyons fonctionner en Russie, le salut et le triomphe de nos idées.

Si, malgré la justice de notre cause, l'Amérique ne s'est pas jetée dans la lutte, dès l'origine, si elle n'y a été amenée que contrainte par les événements, elle agit du moins, maintenant, avec une décision entière et sur laquelle elle ne reviendra pas. Les messages de M. Wilson à cet égard sont tout à fait caractéristiques : vous les voyez de plus en plus énergiques, de plus en plus belliqueux. Il y a un mois à peine, après la paix de Brest-Litovsk, qui laissait encore les volontés de l'Allemagne, M. Wilson terminait le discours qu'il prononçait à Baltimore, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de guerre américaine, par cette phrase significative : « Il n'y a pour nous qu'une réponse possible : c'est la force, la force à outrance, sans restriction, ni limite, la force ici justifiée qui, triomphante, sera du droit la loi du monde ».

Et il pouvait affirmer que l'unanimité de la nation américaine était derrière lui pour soutenir le défi.

Nous avons eu, en effet, dernièrement, en Europe, la visite d'une délégation du monde américain du travail. Eh bien ! cette délégation, qui émane de milieux essentiellement pacifistes, se refusait à envisager toute espèce de conversation avec la Sozial-Democratie allemande, comprenant qu'il n'y a pas, dans la lutte actuelle, de compromis possible. Et vous voyiez cette délégation avoir cette attitude résolue et sans aucune restriction, alors que, chez nous, beaucoup plus près de la lutte, où l'on devrait se rendre beaucoup mieux compte des conditions, une partie de nos socialistes ne veulent pas renoncer aux illusions qu'ils se sont faites si longtemps et qu'ils continuent à se faire aveuglément sur nos adversaires.

Comme le disait le Président Wilson, il y a déjà un an : « Il n'y a pas de compromis possible : il faut vaincre ou se soumettre », et comme il l'a dit plus récemment : « Tout doit disparaître actuellement devant la nécessité de gagner la guerre ».

Le peuple américain tout entier se jette maintenant avec tout son cœur et avec toutes ses forces dans la lutte. Il y a quelques semaines, lorsque l'offensive allemande de Picardie s'est produite, le général Pershing, au nom de son gouvernement, a remis en quelque sorte l'armée américaine entre les mains du commandement français; il n'a eu qu'une seule pensée, c'est que la force américaine atteigne, dès maintenant, toute son efficacité, et la nation américaine ne s'est pas arrêtée un seul instant à des considérations d'amour-propre. Un de mes amis américains me faisait remarquer, à ce propos, que le général Pershing, sans avoir probablement consulté les textes avant de faire cette proposition à notre gouvernement, s'était cependant rencontré presque textuellement avec les termes qu'employait Rochambeau, à la fin du XVIIIe siècle, quand il mettait l'armée française qu'il avait été chargé de conduire en Amérique à la disposition de Washington.

Messieurs, dans les épreuves par lesquelles nous passons et où la France a donné la mesure

de sa résistance, nous pouvons maintenant nous réconforter par la contagion de l'optimisme américain. Nous pouvons être certains qu'en se lançant dans cette lutte, nos nouveaux alliés, suivant leur habitude, ont envisagé l'étendue des moyens qui étaient nécessaires pour arriver au succès. Soyez persuadés que la préoccupation légitime et bienfaisante du succès les guidera dans cette entreprise gigantesque, comme dans tout ce qu'ils entreprennent, et, par conséquent, appuyés sur eux, nous pouvons avoir toute confiance.

* *

Vous me permettrez, pour terminer cette conférence, d'examiner très rapidement quelques conséquences possibles de la guerre pour la société américaine. Oh ! ce n'est pas que j'aie l'intention de faire des prophéties : je ne suis pas du tout qualifié pour cela, mais il y a certaines choses qui, dès à présent, sont l'évidence même.

D'abord, il est indéniable que la participation des Etats-Unis à la guerre y renforcera puissamment le sentiment national. Ce sera l'antidote souverain des inconvénients de l'immigration si abondante et si composite qui laisse forcément un certain flottement dans la mentalité américaine. Il est bien évident que, lorsque tous ces hommes, venus d'un peu partout, auront combattu en France, les uns à côté des autres, la fusion sera complète. Là, encore, il n'est pas besoin de développements; la guerre apportera un accroissement puissant à la cohésion de la nation américaine.

Je crois aussi que, malgré toute son horreur, malgré les ruines qu'elle aura accumulées, la guerre aura une autre conséquence favorable aux Etats-Unis. Je déclare expressément que je ne crois à aucun degré que la guerre puisse être un bien en soi ; mais du fléau, il peut sortir quelque compensation atténuatrice. Il me semble que, même dans une société qui est fondée sur des traditions aussi nobles que la société puritaine, l'extrême prospérité, l'extrême richesse, l'extrême sécurité dont jouissait l'Amérique risquait, en fin de compte, de devenir un danger : à la longue, les préoccupations morales s'émoussent par de trop faciles jouissances matérielles. Il y a, à cet égard, une inscription que l'on retrouve partout dans les villes américaines, et qui m'avait particulièrement frappé : *Safety first*, la sécurité tout d'abord. C'est une recommandation de prudence à tous ceux qui, dans la rue, peuvent causer ou subir des accidents. Elle est évidemment sage, mais ce peut être une suggestion fâcheuse par sa continuité de toujours songer avant tout à la sécurité. Or, il me semble que, dans l'histoire d'une nation qui a joui d'une longue période de sécurité, comme c'est le cas des Etats-Unis, une grande crise a des conséquences salutaires. D'ailleurs, la nation américaine avait fait déjà cette expérience avec la guerre de Sécession. Je crois aussi que, même pour un peuple, qui a, au degré du peuple américain, le goût de l'action, cette guerre exaltera encore chez lui le sens de l'effort. Le voici en effet, dans une entreprise gigantesque, où il devra lutter contre toutes les difficultés des choses européennes.

Mais il y a une autre préoccupation qui se fait jour chez certains esprits, et que, pour ma part, j'ai entendu formuler en Amérique à plusieurs reprises. La participation de l'Amérique à la guerre qui, à ce moment, était une hypothèse, n'entraînerait-elle pas l'Amérique dans la voie fatale du militarisme ?

Il est évident que la création d'une gigantesque armée comme celle de l'Amérique met sur pied en ce moment peut-être le commencement d'une ère de militarisme. Mais cette préoccupation se rencontrait chez des personnes à tendances socialistes et surtout chez celles qu'on pouvait soupçonner d'être plus ou moins germanophiles ; — c'étaient surtout les amis de l'Allemagne qui avaient peur de voir se développer le militarisme en Amérique.

Examinons si ce danger existe réellement. A mon sens, il dépend de l'issue de la guerre.

Si la guerre se termine victorieusement pour les Alliés, je ne vois pas de raisons décisives pour que l'Amérique devienne militariste ; je ne dis cependant pas qu'il soit impossible qu'elle le devienne. Au premier abord, le militarisme est lié surtout à la forme monarchique et autocratique. Mais l'exemple de l'Allemagne elle-même nous montre la place que peuvent jouer les considérations économiques dans le développement du militarisme : nous voyons le peuple allemand — y compris la Sozial-Democratie, d'une façon hypocrite mais entière, soutenir ses institutions militaristes pour des raisons économiques. Donc, il ne serait pas impossible *a priori* que, dans la mentalité américaine, les mêmes causes fussent susceptibles des mêmes effets. Mais ce n'est pas une nécessité et l'esprit actuel du peuple américain n'autorise pas à supposer même probable pareille évolution.

Au contraire, si la guerre se terminait mal pour nous, ou si, ce qui ne s'est pas produit, l'Amérique n'était pas intervenue, je crois que, dans ces conditions-là, l'entretien d'une puissante année, sinon le militarisme serait ou aurait été une conclu-

sion à peu près fatale pour l'Amérique. Car, si l'Allemagne était victorieuse, ou même si une guerre aboutissait à une paix blanche, il y aurait là une question essentielle de sécurité pour l'Amérique : elle ne pourrait plus laisser à l'Allemagne le monopole de la puissance militaire, et ce serait pour elle, une nécessité absolue de constituer une force équivalente à lui opposer en cas de besoin. C'est d'ailleurs, ce que disait ici, il y a quelques semaines, un de mes amis américains.

Nous ne devons pas, nous, amis de la démocratie américaine, nous inquiéter de ce danger du militarisme ; et, d'ailleurs, quand bien même ce danger existerait, il me semble qu'il en est de lui comme d'un autre dans certains milieux dont, on nous faisait un épouvantail avant la guerre. On nous parlait toujours du péril slave, et on essayait, au nom de ce péril slave, de nous dissimuler le péril germanique. Pour ma part, j'ai toujours considéré — et je n'ai pas fait là une découverte — que le péril germanique était infiniment plus pressant et que le souci de l'autre pouvait être remis au lendemain. Il en est de même de l'hypothétique militarisme américain.

*
* *

Laissons donc à l'avenir les préoccupations de ce genre. En ce moment, comme le disait le Président Wilson, ce qu'il importe seulement c'est de gagner la guerre, de vaincre et ne pas devoir se soumettre. Pour la France, ce n'est pas une question d'amour-propre, mais bien de vie ou de mort. Pour l'Amérique, le péril est peut-être non moins urgent, mais non moins réel ; car si nous nous replaçons dans la mentalité américaine, telle qu'elle s'est développée depuis trois siècles, — cette mentalité démocratique, si idéaliste, dont le rêve est surtout d'organiser pour l'avenir une société humaine où l'individu soit plus heureux, où chaque homme trouve à se faire sa place au soleil, où chaque peuple soit libre de ses destinées — si nous nous plaçons, dis-je, à ce point de vue, la condition essentielle pour que cet idéal se réalise, c'est la défaite indiscutable et effective du militarisme et de l'impérialisme allemands.

Pour nous, comme je le disais tout à l'heure, la présence de l'Amérique à nos côtés, dans cette phase finale de la lutte, où notre effort date déjà de si loin, l'appui formidable et sans réserve de cette grande démocratie qui a tant de sens de la réalisation et de confiance dans le succès, viennent donner aux héroïques combattants de la première heure la certitude de la victoire.

A plus de cent ans de distance, les armées française et américaine se retrouvent côte à côte, amalgamées : l'armée de Pershing avec celle de Foch, comme celle de Washington, avec celle de Rochambeau, et il est significatif qu'elles ne font maintenant qu'une, dans l'action, avec l'armée anglaise. Cette fois, les trois grands pays d'où sont émanées les idées de démocratie et de liberté sont réunis sous les mêmes drapeaux pour entamer la lutte définitive et suprême contre les oppressions du Passé !

M. CAULLERY.

Allocution de S. A. le Prince de Monaco.

Mesdames, Messieurs,

Je pense interpréter votre pensée à tous en félicitant le conférencier qui a su nous intéresser d'une pareille manière. M. Caullery, au début de sa conférence, s'est défendu de s'appuyer sur sa science très profonde de la biologie, mais je reviens à ma manière de voir en déclarant que c'est une véritable anatomie de la psychologie américaine qu'il vient de présenter ici.

Nous avons tous suivi avec un intérêt profond toutes les observations qu'il a pu faire pendant qu'il manipulait l'esprit et la conscience des Américains dans son cours très remarquable fait à une nombreuse jeunesse, et en cela, on doit faire revivre, — en l'admirant et en le remerciant du bien qu'il a pu faire pour la France et pour les Alliés en Amérique, — ou doit faire revivre ici, je crois, le souvenir si profond qu'ont laissé là-bas, Joffre et Viviani. Joffre en portant les plus grandes gloires de la France, et Viviani en exprimant en Amérique toute la profonde émotion qui regnait alors dans l'âme de ce pays.

DANS LA NEIGE

Ce matin-là, ils se levèrent plus péniblement que de coutume, avec cette particulière lenteur de gestes des vieux accoutumés à la solitude. C'est qu'il faisait réellement froid sous ce baraquement de planches perdu dans la montagne : vingt degrés, vingt-deux degrés peut-être au-dessous de zéro. Pendant la nuit, une atmosphère glacée avait engourdi leurs membres, sous les couvertures; dès qu'ils se furent mis debout —

le poste comprenait quarante muletiers — ils chancelèrent avec des yeux hagards, leurs figures jaunies et ridées, ravagées ainsi qu'au lendemain d'une maladie.

La veille, ils avaient allumé un feu vif dans l'unique poêle, et posé sur le couvercle un broc rempli d'eau; mais, le brasier s'étant éteint, un bloc de glace cimentait le récipient. D'ailleurs, en ouvrant les yeux ils avaient pu apercevoir sur leurs lits, sur leurs vêtements, sur le sol, une légère couche de neige, semblable au poudroiement du sucre fin. Elle s'infiltrait partout; ils avaient beau boucher les interstices du toit avec des ramures de sapin ou des débris de mousse, la neige parvenait à les découvrir, les assaillant avec une hostilité implacable, retorse et méchante. Et c'était pour ces provinciaux, bouchonniers, pêcheurs, petits propriétaires, maîtres de mas là-bas, sur un coteau brûlé, enrichis par la culture des primeurs, de la vigne et des fleurs, une punition terrible, une sorte de châtiment exemplaire que ce réveil quotidien, au milieu d'une température ennemie, ajoutant une cruauté nouvelle à toutes les cruautés de la guerre. Ils s'étaient habillés dans le silence, accumulant les moufles, les tricots, les passe-montagnes, les bonnets de laine, et une fois rembourrés, boudinés, couverts comme des Lapons, à cette minute seulement ils sentirent se ranimer en eux, circuler doucement les forces de la vie. Mais elles devaient être bien précaires, pareilles à des tisons enfouis sous de la cendre, car ils déambulèrent à travers le vaste hangar mal clos où ils couchaient, la tête ballante, le dos cassé, raclant la terre de leurs jambes lourdes, aux articulations rouillées et grinçantes. Du reste, depuis trente mois qu'ils nichaient dans ce poste, chargés du ravitaillement des troupes à Metzeral, ils avaient plus vieilli qu'en dix ans. Ils ne vivaient pas l'atroce tragédie de la guerre; on les traitait avec dédain, comme de simples figurants; pourtant, dans l'accomplissement de leur tâche obscure, dans ce charroi quotidien vers les lignes, de vivres, de grenades, de viande, de ballots de café, de sucre, de rondins, de fil de fer, etc., ils avaient subi des tortures physiques à peine imaginables, des douleurs de l'âme, secrètes et rongeantes comme des acides. Les obus ne les avaient pas non plus épargnés : dix de leurs camarades gisaient, abandonnés, dans la froide montagne. Les caisses, les sacs qu'ils portaient étaient amenés par des wagonnets aériens jusqu'au petit poste, et le travail du matin consistait à l'ordinaire dans le déchargement des munitions, des denrées; c'était le plus facile; mais restait le départ au crépuscule...

Durant le printemps et l'été, si courts dans la montagne, leur cheminement nocturne les exténuait d'une saine fatigue; mais, pendant les huit mois de l'hiver, c'était une véritable agonie, car tout en conduisant les bêtes, ils devaient lutter contre le froid, l'hôte cruel des vastes solitudes, l'ennemi sournois, inlassable de la vie...

Ce matin, il se faisait plus agressif que les autres jours; et sans doute, au lieu de sortir, seraient-ils restés à tourner dans la cabane comme des prisonniers — ils ne ressemblaient guère, avec leurs accoutrements, leurs larges bérets de montagnards, à des soldats — si Victorien Rouber, le chef muletier, ne se fût trouvé là.

— Saint Gens, s'écria-t-il, voyez-les, ils cagniardent.

Il était le seul de toute la troupe à garder sa taille haute et mince, évoluant par ce froid polaire avec la même aisance que dans une de ses olivettes de Maussanes par une matinée de printemps.

Sitôt qu'il eut interpellé ses hommes, il les contempla d'un air narquois, et tout son visage souriait, ses yeux noirs enfonçant deux points de jais sous son vaste front, son nez osseux et pointu, ses lèvres fines qu'encadrait une barbe courte et grise de vieux caïd. Et, comme si soudain un rayon de soleil fût tombé sur les muletiers, réchauffant leur sang, tiraillant leurs muscles, insufflant dans leurs veines une humeur saine et gaie, ils se redressèrent et sourirent à leur tour. Leur malaise s'était fondu ainsi qu'une neige légère sous l'action d'une tiède haleine.

Ce seul mot de cagniarder les avait fait évader du cercle infernal qui les enserrait; ils s'étaient revus, par un après-midi brûlant, déchiré par le cisaillement ininterrompu des cigales, couchés sur le ventre, sous un pin tordu, plein d'ombres bleues, près d'un flasquet tressé de paille. Ils s'en trouvaient maintenant regaillardis, à l'exception de deux muletiers pensifs qui, demeurés assis l'un près de l'autre sur des lits, gardaient entre leurs poings fermés leurs visages sombres et perdus.

— Eh bien, Pécoul, on porte les banastes à Cavaillon? fit Rouber, tapant sur l'épaule du premier.

Il toucha familièrement le béret du voisin.

— Va, Gavaudan, tu les reverras, les petites tchattes!

Alors les hommes, frottant leurs fronts comme pour en chasser les déprimantes pensées, se levèrent.

Rouber pouvait tout obtenir d'eux. S'agissait-il d'un ordre? Il le transposait en conseil, poliment, avec cette dignité, cette urbanité provençales imprégnées de grâce antique; en sa compagnie, les muletiers oubliaient les montagnes hostiles, glaciales, de la haute Alsace, pour se retrouver au seuil de leur mas, sur la route de Salon, sur un champ de foire, sentant tout ensemble l'étable, les champs proches d'œillets et les pierres chauffées. Rouber les traitait comme des hommes dont la vie avait été brisée tout d'un coup, puisque chaque domaine, laborieusement acquis, était aujourd'hui froid et nu comme un tombeau, troublé seulement par les pas languissants d'une femme exténuée, d'enfants à demi orphelins.

Comment n'eussent-ils pas écouté Rouber, si brave? Il possédait ce mystérieux pouvoir de les rassurer, de les apaiser, de bercer un instant leurs peines par sa belle humeur. Il existait entre eux et lui des réseaux ténus, invisibles, des affinités secrètes de race, impalpables, impondérables aussi, mais précieuses et sûres, et c'était précisément dans ce groupement de la petite patrie qu'ils trouvaient chaque jour, dans leurs vieux corps et dans leurs vieilles âmes, des forces neuves pour défendre la grande.

— Allons, en avant pour la farandoule! s'écria gaiement Rouber.

Alors les hommes, se pressant, se bousculant, secoués d'un gros rire, gagnèrent la porte; mais, sitôt dehors, les muletiers portèrent d'un même mouvement la main à leurs yeux. Chaque matin ils éprouvaient au sortir du baraquement le même éblouissement; cette blancheur infinie, sans limites, qui couvrait tout, effaçait tout; cette blancheur fixe et pesante, cette couleur unique de la terre, devaient brûler leurs prunelles ainsi qu'une flamme froide brusquement projetée contre leurs visages. Le malaise durait quelques secondes seulement, le temps que leurs regards se fussent accommodés; ensuite, ils avançaient, creusant leur propre chemin pour accéder à leurs mules; leurs gros souliers broyaient la neige dans un léger craquement de biscuits secs. Le bruit de leurs pas et de leurs mouvements même leur apparaissaient comme des événements surprenants, anormaux, dans la vaste immobilité qui les entourait. Accoutumés à vivre parmi des arbres convulsés, au milieu d'une nature souple, affinée, nerveuse, ils ne pouvaient s'habituer à cette stagnation des choses, à cet ensommeillement de la vie, à ces formes sculpturales qui les regardaient passer, figées dans une attitude dédaigneuse et sévère. Ils avaient l'impression de défiler devant un écran, sans que cet écran s'animât jamais; et il n'y avait pas de doute, cette contrée de la solitude leur faisait comprendre par sa rigidité inflexible, son dédain silencieux, qu'ils restaient des étrangers sur son sol, des intrus soumis passagèrement aux inexorables lois de l'hiver.

Cependant, depuis que Rouber les avait dérides par ses boutades, ils sentaient leur courage, leur entrain revenus; des histoires drôles, des proverbes du pays, fleurant l'ail et le poivre, se pressaient sur leurs lèvres; mais ils n'osaient parler haut, ni rire, à cause du silence qui les entourait, les examinait, et dont ils devinaient la présence implacable et pensive sur ce monde de la désolation. En Provence, les jours d'été, aux heures de plomb de l'après-midi, ils subissaient aussi le silence, mais c'était un silence plein où le corps s'imprègne de sucs vivifiants, engangué dans une pâte brûlante; ici c'était un énorme silence vide dans lequel ils se trouvaient perdus, abandonnés, ainsi que des épaves dans la mer. Une fois la porte du baraquement fermée, ces vieux enfants du soleil n'étaient entourés que de forces ennemies, contre lesquelles ils luttaient désespérément. Mais, de tous les adversaires, le plus redoutable était le froid; dès leur apparition celui-ci glaçait leurs membres, mordillait leurs visages, brûlait leurs doigts, et, ce matin comme les autres jours, ils sentirent ses sournoises attaques, et, pour le fuir, accoururent vers l'écurie des mulets.

Ils l'avaient construite dès leur arrivée dans la montagne, coupant les troncs des sapins, les charriant sur leurs épaules, équarrissant le bois, pour planter des pieux, bâtir des murs, construire le toit; et c'est pour cela que l'écurie avait cette forme allongée, massive, d'une barque de pêche renversée. Ils s'étaient hâtés, travaillant sans arrêt, au retour de leurs terribles voyages, pris de pitié à la pensée que les mulets pouvaient être exposés à la pluie, au froid, aux rigueurs de cette contrée hostile, pressentant confusément que ces bêtes confiées à leurs soins allaient devenir leurs seuls confidents, leurs seuls amis dans la solitude. Si le génie s'était montré moins parcimonieux, sans doute ils eussent aménagé pour elles une demeure plus spacieuse, car les bâts, les licols, les croupières, s'étageant à l'extérieur, accrochés à des piquets de bois enfoncés dans les murailles, faisaient ressembler l'écurie à quelque

fondouck arabe, à l'atelier de bricolage d'une troupe de romanichels. Mais chaque morceau de bois avait nécessité des discussions et des rapports; ils avaient fait au mieux, avec leurs propres moyens.

Arrivés devant l'écurie, leur jovialité, leur cordialité méridionales réapparurent, remontèrent à la surface de leurs cœurs, de leurs lèvres. Dans cette solitude ils avaient au moins cette émouvante surprise de se sentir attendus, désirés par des êtres vivants, des êtres humains qui savaient témoigner leur joie, leur chagrin, prouver leur affection avec des gestes, des attitudes aussi expressives que des paroles. Il existait entre leurs mules et eux un attachement silencieux, grandi par des épreuves et des douleurs, comme toutes les vraies tendresses, et ce matin, selon le rite quotidien, tous ensemble manifestèrent le plaisir de se revoir, chacun à sa manière, après les soucis et les fatigues de la nuit.

A l'approche de leurs conducteurs, les mules tournèrent de leur côté leurs figures osseuses couvertes de peluche noire que coupait aux lèvres un large morceau de satin gris, et les hommes, à leur tour, les saluèrent d'un bonjour amical et bruyant.

— Adieu, Poulette!

— Eh! Germaine, ça va?

— Salut, Louise!

Les autres se nommaient : Marie, Camille, Andrée; elles étaient venues dans le camp avec ces noms et, quoiqu'ils s'appliquassent seulement à des bêtes solides, vaillantes, mais souvent rétives et têtues, ils renfermaient dans leurs consonnance, dans cette dernière syllabe muette, allongée, qui n'en finissait point, quelque chose de féminin, de si doux à prononcer, de si musical à l'oreille, qu'ils faisaient surgir sous les regards de ces vieux, à demi veufs, des visages de femmes, d'amoureuses, et malgré l'éloignement du temps, la pénombre des souvenirs, ceux-ci mettaient alentour des corps une moiteur lascive, des chatouillements, dans une brume de mélancolie.

— Allons, vous avez fini vos calinaïes? s'écria Rouber.

A l'appel des conducteurs, les mules avaient quitté l'écurie et, sans qu'un de leurs muscles tressaillît sous la morsure du froid, elles restèrent, les jambes à demi enfoncées dans la neige, immobiles, indifférentes à cette nature âpre, hostile, se sentant aussi fortes qu'elle. Flattant leur cou, tapotant leur poitrail, caressant leurs bouches, faisant claquer leurs croupes, les hommes leur parlaient avec un accent affectueux, trouvant des expressions enfantines, imagées, qu'inventent si facilement les gens du Midi, par bienveillance naturelle, par habitude de vivre sur une terre généreuse, conciliante, par besoin de faire plaisir aux autres et à eux-mêmes. En même temps que les « calinaïes », ils prodiguaient des plaintes, des phrases consolatrices puisées dans des patenôtres, entendues à des processions — bien que beaucoup fussent incroyants — mais qui jaillissaient naturellement de leurs lèvres, comme de sources lointaines et puériles. C'est dans la compagnie de leurs mules, dans ces terribles cheminements à deux à travers tous les pièges de la montagne, dans ces tragiques tête-à-tête nocturnes, qu'ils avaient acquis ces vertus de patience, de résignation, qui sont l'apanage des solitaires et des soldats. Ils étaient arrivés sur ces montagnes d'Alsace gâtés, amollis par une existence facile, heureuse, et les mules plus encore que ces durs éducateurs : le froid et la fatigue, les avaient redressés, endurcis, ressuscitant en eux des énergies assoupies et qu'ils croyaient mortes.

Il n'était pas une bête qui ne portât sur elle des traces visibles et sanglantes de sa vaillance, des éclats d'obus, des balles ayant déchiré leur chair, restaient logées dans leurs muscles; ni la douleur, ni la faim, ni la soif ne les avaient une seule minute arrêtées. Alertes et vives, pleines de pétulance, même avec un entêtement qui constituait le fond de leur nature, elles donnaient l'exemple de l'endurance et du courage, et ces hommes, revivifiés par ces exploits, s'étaient grandis, augmentés chaque jour dans le commerce de ces êtres rudes et décidés, qui marchaient paisiblement devant eux, ainsi que des forces magnifiques et muettes. De même que les autres matins, les conducteurs — ils prenaient sur leur nourriture pourtant insuffisante — sortirent de leurs poches des quignons de pain, des morceaux de sucre qu'ils offrirent à leurs mules, avec un empressement fraternel.

— Non, mais vous dormez! grogna Rouber.

Alors les hommes s'affairèrent autour des bâts, mais il ne purent les soulever; la glace les collant ensemble comme de la poix, les coussinets gelés avaient la dureté de la pierre; pourtant les mains s'acharnèrent sur les cuirs, se déchirèrent, se coupèrent aux lames froides, piquantes, des stalactites. C'était leur premier engagement de la journée avec le froid, un simple épisode du long combat quotidien qu'ils allaient livrer. Dès le matin, leur adversaire se dressait devant eux,

tendait son embûche; mais ils étaient prêts à la lutte. La solitude les avait rendus industrieux; ils emplirent de neige des marmites, firent chauffer de l'eau pour dissoudre la glace, assouplir le cuir, si raide qu'il semblait taillé dans un bois de chêne. Et les muletiers profitèrent de ce répit pour boire du café et se dégourdir les mains.

Pour accéder à la partie de la forêt où les bûcherons — de vieux territoriaux — avaient entassé les stères de rondins qu'ils devaient charger, les conducteurs s'étaient, la veille, frayé un chemin, longeant l'écurie des mules à deux cents mètres environ, vers l'Est. Depuis une semaine qu'ils assuraient ce transport, ils avaient creusé plusieurs routes, mais celle-ci était la meilleure, la plus directe qu'ils eussent tracée. Ce matin, ils la cherchèrent vainement des yeux : elle avait disparu.

Comment ne l'avaient-ils pas marquée, à l'aide de branches de sapin piquées dans le sol? Rouber, équitable, pesta contre sa propre sottise. Les muletiers s'entre-regardèrent, avec cette expression muette, résignée, des vieux qui sur leur vie ont déjà vu tomber trop de malheurs. C'était un mauvais coup de la neige, une preuve nouvelle de son hostilité, de sa ténacité qui ne désarmait point.

Mais Rouber qui, depuis un instant inspectait la neige comme s'il cherchait un objet perdu, leva la main, se dirigea vers un point où le sol se creusait dans un léger vallonnement. La piste était retrouvée; alors, d'un pas pressé, le maréchal des logis s'y engagea; les muletiers le suivirent. La file de quarante mules s'organisa, chacune séparée de la précédente par une légère distance, et les hommes marchèrent à côté de leur bête, tout près de ses oreilles aux cornets veloutés pour se faire mieux entendre, car ils devisaient en marchant. Noirs, étranges, ces conducteurs et leurs mules se découpaient sur le monde blanc, et le lent cheminement de cette théorie sombre à travers cette nature ouatée, immobile, ressemblait à une profanation. Cependant, ces hommes prenaient plaisir à fouler le sol immaculé, à le salir de leurs bottes boueuses et, quand la neige s'amassant sous leurs semelles, leur donnait l'illusion de trébucher sur des boules de bois, ils cognaient avec un entrain féroce leurs talons contre la terre, comme pour la blesser et se venger d'elle. Après le repos de la nuit, ils se sentaient remontés pour un temps, pareils à ces vieilles montres qui, soudain, ont leur période d'activité, retrouvent leur vitesse normale, durant quelques heures. Ils accélérèrent le pas, poussant leurs mules d'une tape amicale. Par moments, ils se retournaient, cherchant du regard leurs baraquements; mais ceux-ci, fondus dans la vaste solitude, avaient disparu, comme par une trappe. D'ailleurs, l'œil ne pouvait rien distinguer, dans cette immensité d'une seule teinte, où tout paraissait voilé par une gaze de neige, où les arbres, les masures éparses, marquaient des taches grises, le gris verdâtre de la terre, et le gris soufré du ciel. Alors les muletiers reprenaient leur course, le cœur soudainement serré, avec la sensation d'être perdus, livrés à tous les hasards, à toutes les attaques de ce monde hostile. Du reste, cet implacable adversaire, le froid, les suivait pas à pas, s'attachait à leurs traces comme un loup sur une proie vivante. Il leur avait suffi de s'arrêter quelques secondes pour trembler comme des vieillards; la terrible humidité dont ils croyaient s'être débarrassés pendant leur sommeil traversait de nouveau leur accumulation de lainages, glaçant leurs jambes, suintant telle une coulée d'eau froide entre leurs épaules. Ils frissonnaient, les dents serrées. Heureusement qu'ils allaient retrouver des forces et de la chaleur, en chargeant leurs mules; cette perspective rendit plus supportable le dernier kilomètre qu'ils durent parcourir pour aborder la forêt.

— Nous y sommes! s'écria Rouber.

(*A suivre*). JEAN VIGNAUD.

L'ALLEMAGNE EN OCTOBRE 1918

L'Allemagne a fait quelque chemin depuis un mois. Dans un précédent article, et qui a paru exactement il y a quatre semaines, je montrais que la vieille structure y était ébranlée, que des symptômes de renouvellement se manifestaient, que les temps de l'autocratie et de la féodalité étaient révolus. L'évènement a justifié les prévisions : il s'agit de poursuivre l'exposé de la crise, mais auparavant, il sied de dire pourquoi cette crise s'est développée au point d'aboutir à la séance du 5 octobre au Reichstag, qui demeurera proprement historique.

Quatre raisons différentes et qui se sont combinées entre elles, qui se sont additionnées les unes aux autres, peuvent être évoquées.

La détaite militaire de l'Empire s'est accentuée; elle n'est plus apparue comme une menace : elle a surgi comme une réalité. Ce n'est plus d'un

échec local, limité dans le temps et l'espace qu'il est question, mais d'un recul obligatoire qui dure, depuis des semaines, sur tout le front, et qui a comporté d'énormes pertes en hommes, des sacrifices irréparables en matériel. Ce refoulement de Champagne et d'Argonne, des Côtes de Meuse et de Picardie, d'Artois et de Flandre a porté un coup redoutable au militarisme prussien ; mais il a atteint à la fois les institutions qui s'étayaient sur ce militarisme, — qui laissaient l'omnipotence de la décision aux Hohenzollern et la prépondérance dans le contrôle et la délibération à la caste des hobereaux.

L'affaissement autrichien est un motif permanent d'inquiétude pour l'Allemagne, qui le sait irrémédiable. L'armée des Habsbourg n'est plus susceptible de relèvement moral ; la situation économique et financière de la Double Monarchie se caractérise par le désarroi et la ruine ; les nationalités opprimées par les Allemands en Cisleithanie conspirent ouvertement contre la stabilité de l'Etat bureaucratique et policier, et proclament officiellement leur volonté d'indépendance ; il est même peu d'exemples dans l'histoire de révoltes déclarées avec tant de franchise. Charles Ier use coup sur coup les chefs de groupes, et les administrateurs tant soit peu qualifiés qu'il peut recruter pour en faire des ministres. Ses combinaisons sont à peine échafaudées qu'elles se révèlent croulantes. Tout ce corps Danubien meurt d'une désagrégation continue, — des antagonismes internes qui le travaillent. Une Allemagne forte pouvait encore le traîner après elle. Une Allemagne vaincue et affaiblie succombe sous le poids de cette tâche ingrate.

La défection bulgare a suscité, à Berlin comme à Vienne, les craintes les plus justifiées. La volte-face du cabinet de Sofia a presque rompu le contact —, elle l'a en tout cas rendu difficile entre l'Allemagne et l'Orient : elle a désarmé l'Autriche sur son flanc droit, et, par suite, réduit encore le concours que cette Autriche pouvait donner à son alliée. Dans l'ordre moral, elle se présente comme un désastre pour l'Empire germanique, qui s'est avoué impuissant ou à secourir ou à maintenir dans le respect des traités Ferdinand de Cobourg.

La capitulation de la Bulgarie, dès le premier jour, est d'ailleurs apparue comme la préface de la capitulation turque. L'Empire Ottoman, gravement ébranlé par ses désastres de Palestine et de Syrie, plus ou moins isolé désormais des Empires Centraux, devait d'autant moins poursuivre sa résistance, que la faction d'Enver y avait perdu le meilleur de son énergie et de son crédit.

Ainsi l'Allemagne était durement atteinte et en elle-même et en ses alliances. Quelque effort qu'elle tentât désormais, elle se savait vouée à la défaite finale, et tout au plus pouvait-elle essayer d'en limiter le champ. La paix rapide lui a semblé l'objectif le plus impérieusement assigné à ses pensées et à ses actes. Elle discernait qu'elle n'aurait cette paix que si elle réformait ses propres institutions — et cette conclusion, à laquelle arrivaient ses gouvernants après beaucoup d'hésitations, c'était celle aussi que dictait l'esprit public, — un esprit public d'autant plus audacieux, qu'il attribuait le malheur des temps aux fautes de l'autocratie et qu'il sentait celle-ci plus affaiblie par les abus réitérés d'une politique criminelle. La réforme allemande s'explique, en une large mesure, par les mêmes raisons que la révolution russe.

*
* *

Le régime germanique a été, ici-même, si souvent analysé et caractérisé, qu'il est superflu de revenir longuement sur ce point. L'Empereur, théoriquement simple président d'une confédération d'Etats, a en fait une autorité quasi-illimitée. Le chancelier, qui choisit ses ministres, est responsable devant lui, et non devant le Parlement, qui n'a ni l'initiative des lois, ni le pouvoir de sanction dans l'exercice de son contrôle, qui jusqu'à une date très proche, voyait les prérogatives de l'exécutif interdites à ses membres. Au-dessus du Reichstag, fonctionne le Conseil Fédéral, qui représente non les peuples, mais les princes, et qui a toujours le dernier mot. La Prusse, de par la répartition des voix, — car il n'y a pas égalité entre les Etats confédérés, (comme en Amérique au Sénat), — est assurée d'exercer sa domination. D'ailleurs la Chambre prussienne offre un abri garanti aux thèses réactionnaires et à l'absolutisme monarchique, parce qu'elle se recrute selon un système qui consacre avec scandale le privilège de la richesse et qui étouffe la voix des masses. Encadré en de telles institutions, le militarisme avait beau jeu pour tout maîtriser et pour dominer la politique intérieure et l'action diplomatique. Sous les apparences d'un pays modernisé, l'Allemagne conservait la souveraineté presque illimitée d'un chef héréditaire et la prépotence d'une caste.

C'est ce système que la guerre a ébranlé à fond, et dont la révision a commencé. Si les armées germaniques avaient été rapidement et définitivement victorieuses, les vieilles dominations se fussent consolidées, car les vaincues eussent été al-

tribuées à la concentration du pouvoir et à la vigueur de la discipline sociale. La détente a tout remis en question. Les idées les plus enracinées ont vacillé. Le peuple allemand a recherché les causes de ses échecs, et, comme il était naturel, comme il est arrivé partout ailleurs dans tout le cours de l'histoire, il les a imputés non seulement aux fautes des hommes, mais encore à la vétusté des institutions.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, ce n'est pas de l'automne 1918, que date cet effort de renouvellement. Il y a eu, bien avant la guerre, outre-Rhin, des esprits plus avisés que d'autres, pour réclamer la parlementarisation et la démocratisation. Les socialistes alors unis, [illegible] plus fermement, et les progressistes [illegible] plus mollement, revendiquaient la création d'une monarchie à l'anglaise (l'effectif des républicains était très mince). Du temps de Bulow, les controverses furent déjà très âpres, bien qu'elles n'aient abouti à aucune conclusion. En 1917, à une heure où la situation militaire et diplomatique de l'Empire, pour être moins sombre qu'aujourd'hui, commençait cependant à suggérer des craintes à ses dirigeants, les deux problèmes fondamentaux : exercice du droit de vote en Prusse, rapports des pouvoirs publics en Allemagne, [illegible] furent mis à l'étude des commissions. Mais jamais le Reichstag n'inscrivit à son ordre du jour le débat qui intéressait ses propres prérogatives, et le Landtag se refusa systématiquement, en dépit des promesses consignées en deux rescrits de Guillaume II, à envisager l'institution du suffrage direct, égal et secret.

La chûte de Hertling a-t-elle clôturé une ère ? On le prétend. Le vieux renard bavarois, ancien leader du centre catholique, représentant avoué de cette tendance du centre qui se confondait avec le conservatisme piétiste de la Prusse féodale, a joué, pendant près de onze mois, l'opinion publique. Ni dans le domaine international, ni dans l'ordre des choses intérieures, il n'a formulé au cours de cette période, une idée claire une volonté qui ne fût pas à double sens. Sa déloyauté était totale, lorsqu'il parlait de la Belgique, comme absolue était son insincérité, quand on l'interrogeait sur la réforme parlementaire ou sur l'électorat prussien. Jamais l'art irritant des menées dilatoires ne fut poussé plus loin. Il s'aperçut brusquement au début de septembre, en présence des défaites militaires, devant les sursauts d'une opinion qu'il ne pouvait plus manier, que les temps des intrigues, des mensonges, des réticences étaient révolus. Et alors il prononça, à la commission de la Chambre Haute prussienne, les paroles fameuses « la couronne est en péril ». Les hommes qui protèrent de pareilles vérités outre-Rhin, même quand ces vérités sont mille fois évidentes, ne gardent pas longtemps leurs charges. Pour avoir émis une assertion non moins juste, Kuhlmann fut disgracié en juin. Hertling fût sacrifié avec Hintze, qui représentait le pangermanisme le plus intempérant à la Wilhelmstrasse. On a prétendu qu'Hertling avait voulu quitter le pouvoir et qu'il avait tout fait pour rendre son maintien impossible : mais on en avait dit autant de Kuhlmann. En réalité, Hertling aurait souhaité rester à la chancellerie, ainsi que le prouvent certaines négociations *in extremis*, et il arrive souvent que des vieillards très fatigués tiennent plus âprement que des hommes moins âgés à l'exercice de l'autorité. Il a été renversé par les injonctions socialistes — je veux préciser, par les injonctions des socialistes majoritaires. — Ceux-ci, dont l'entourage de l'Empereur, aperu pour la première fois, estimait la participation au pouvoir opportune, posaient leurs conditions et réclamaient un rajeunissement total du personnel.

***

Max de Bade, trois jours avant son avènement, n'apparaissait guère comme un candidat sérieux à la chancellerie. D'abord, il était prince d'une maison régnante, héritier présomptif d'une couronne grand-ducale, et ce n'était pas sans une façon de paradoxe audacieux qu'on pouvait lui confier le soin de constituer un cabinet parlementaire. — Ensuite il avait un caractère bizarre, où le dilettantisme et le piétisme s'associaient à doses diverses, et qui semblait répugner à l'action. Ses discours, qui avaient fait quelque bruit, l'an dernier et celui-ci, trappaient par leur obscurité, par leur manque de cohérence, par leurs expressions alambiquées. Mais nous sommes en Allemagne. Le Kaiser estima que le cabinet parlementaire, je veux dire le cabinet formé de parlementaires, heurterait moins les vieux préjugés conservateurs, — et il les partageait naturellement, — s'il avait à sa tête le représentant d'une importante dynastie. Ainsi l'on aboutit à l'une de ces créations composites, qui répugnent à notre esprit, mais qui séduisent l'esprit germanique. Le dernier des Zœhrungen allait présider le Conseil où siégerait le typographe Scheidemann. Guillaume II cédait d'ailleurs à des considérations d'une valeur indubitable en s'assurant la collaboration d'un prince du Sud, qui aurait la confiance du Wurtemberg, de la Hesse, de la Bavière, de la Saxe, et qui, de la sorte, désarmerait l'opposition

croissante des particularismes méridionaux. Si l'on envisage le discours du 5 octobre, pour en dégager les affirmations essentielles, on y découvre les données suivantes : une « époque nouvelle » commence ; le pouvoir entend désormais s'appuyer sur le peuple, et ce sont les élus du peuple qui formeront le gouvernement ; l'article 9 du statut sera modifié, — c'est-à-dire que les membres du Reichstag auront accès au conseil fédéral ; le régime du vote sera démocratisé en Prusse ; les autorités civiles joueront le rôle qui leur revient légitimement, et sans que les autorités militaires puissent empiéter sur leur domaine.

La création du cabinet parlementaire est une innovation dans toute l'acception du terme. Avant le 5 octobre, des députés, soit au Parlement d'Empire, soit aux Diètes d'Etats, avaient reçu des portefeuilles, mais ils avaient toujours été en minorité dans toutes les combinaisons, qui gardaient un aspect foncièrement bureaucratique. Hertling, Spahn, Friedberg, Payer avaient été appelés ou à la chancellerie ou aux secrétariats, bien qu'ils fussent — ou mieux parce qu'ils étaient pourvus de mandats électifs, mais à côté d'eux siégeait une majorité de hauts fonctionnaires connus pour leur dévouement aux institutions en vigueur. Max de Bade, qui se pare, rappelons-le, du titre de président de la Chambre Badoise, s'est entouré de collaborateurs empruntés aux trois groupes qui ont voté la fameuse motion de juillet 1917, dite de la paix de compromis ; socialistes-majoritaires, progressistes et catholiques. Il y a là un fait sans précédent dans l'histoire de l'Allemagne, un fait dont on n'a aucun motif de réduire la portée.

Ce qui est surtout significatif, c'est que des socialistes majoritaires de marque, tels que Scheidemann et David, aient été appelés à l'exercice de l'autorité gouvernementale. Jadis, et à la veille même de la guerre, ces hommes étaient considérés à la fois comme des parias et comme des criminels. On ne s'est adressé à eux que sous la pression d'une rigoureuse nécessité et pour offrir un gage concret à cette fraction du peuple qui les suit. Mais le recours aux social-démocrates n'est pas plus étonnant que leur acceptation. Même à l'époque où le revisionnisme ou le réformisme théorique travaillait, avec une activité fiévreuse, le parti et risquait d'en rompre l'unité, — (c'était Bernstein qui était alors le champion le plus ingénieux de cette tendance), il avait été vaincu. Aujourd'hui, il a prévalu au point que dans la réunion commune du Conseil national et de la fraction au Reichstag des majoritaires, à la veille de la formation du cabinet, les quatre cinquièmes des voix avaient été pour la participation. Mais dans l'intervalle et sous le couvert de la guerre, toute une besogne de pénétration s'était accomplie. Le revisionnisme fut affranchi de ses contradicteurs ordinaires, quand les députés fidèles aux anciens principes eurent constitué la communauté du travail, et consommé dans le groupe parlementaire un schisme qui allait s'étendre à tout le parti. Le congrès majoritaire de Wurtzburg, en octobre 1917, consacra l'orientation nouvelle, inaugura la marche à la conquête du pouvoir, non pas pour la social-démocratie elle-même, mais pour ses leaders reconnus. « Faisons une politique pratique », avait dit Scheidemann; « nous sommes des socialistes de gouvernement », avait proclamé un autre. Désormais, le sort était fixé, et les circonstances aidant, l'Allemagne aurait, après la France, la Belgique, l'Angleterre, le Danemark, la Suède, des ministres socialistes. Par là, le nouveau chancelier a voulu à la fois contenir les masses qui acceptent encore les mots d'ordre de Scheidemann, d'Ebert, de Legien, et qui restent réfractaires aux appels de Haase et de Ledebour, — et donner à l'Empire une façade démocratique. Mais il se pourrait que les socialistes majoritaires, si dociles lui paraissent-ils, — fussent contraints un jour ou l'autre de formuler des revendications graves et le missent aux prises avec des difficultés imprévues.

L'abolition du régime des classes en Prusse n'est pas encore accomplie, et il est probable que les conservateurs et les nationaux libéraux s'y opposeront avec une tenacité furieuse. Mais, à la longue, le chancelier pourra exécuter sa promesse. Il y a déjà des indices de fléchissement sérieux dans l'attitude de la majorité de la Diète, qui n'ignore pas qu'elle se sacrifie en instituant le suffrage direct, égal et secret.

De même encore, l'article 9 du Statut impérial pourra être revisé, quoique les Etats du Sud s'alarment d'un remaniement qui risque de porter l'atteinte à leurs prérogatives et de briser le fédéralisme, et de diminuer l'influence des princes.

De même enfin, les autorités militaires, par prudence, à une heure de défaite accentuée, consentiront sans doute à s'abstenir de toute ingérence brutale dans les affaires politiques.

Mais, en admettant que toutes les réformes promises s'effectuent, que les résistances cessent, l'Allemagne aura encore de multiples efforts à accomplir pour devenir un Etat moderne, libéré de tout vestige autocratique et de toute survivance féodale. Il lui faudra convertir ses monarques d'aujourd'hui et de demain — si une pareille évolution est possible, — en souverains à l'an-

gaise, donner au Reichstag, avec l'initiative des lois, le droit de faire et de défaire les ministres, et aussi le chancelier, — supprimer ou transformer de fond en comble le Conseil fédéral ; — et je n'évoque pas l'éventualité d'un recours à la forme républicaine, que seuls préconisent les socialistes indépendants. Si l'Allemagne entend aboutir à un régime plus ou moins analogue à celui que Wilson lui recommande, — pour elle-même et dans l'intérêt du monde, elle a encore un long espace à parcourir. En ce début d'octobre, elle a simplement pénétré dans le chemin qui conduit à la démocratie, et apparemment ses dirigeants officiels ne songeaient pas à brûler les étapes. Le peuple d'outre-Rhin, qui manifeste de tant de façons son désarroi et ses craintes, saura-t-il, un jour ou l'autre, marquer une volonté d'action autonome, élaborer son affranchissement total ?

Il semble que le président des Etats-Unis l'y incite et veuille l'y aider. Cet article était déjà écrit, lorsqu'a paru la note de Lansing, datée du 14 octobre, qui parle aux masses allemandes par-dessus la tête de leurs gouvernants, et qui les exhorte à un geste de subversion.

PAUL LOUIS.

UN TYPE D'AMOUREUX ALLEMAND (1)

D'après le journal de sa victime...

L'on touchait aux premiers jours d'Août et il y avait plus de trois mois que Marthe X... avait été enlevée de Lille et déportée, dans l'Aisne, au village de C..., soi-disant pour y être occupée au plus agréable des passe-temps rustiques : « cueillir des fraises », quand elle eut le malheur de plaire au sergent-major Müller,

Un mardi, vers deux heures, il parut dans la cour du château du village où, régulièrement, deux fois par jour, se faisait l'appel des déportées. Agé de vingt-cinq ans environ, grand et lourd, large d'épaules, la crinière d'un blond roux, les joues fortement colorées avec une petite moustache coupée au-dessus de la lèvre, il s'arrêta, devant les prisonnières alignées, face à face, le long d'un mur.

Bien campé sur ses jambes, sangle dans sa veste grisâtre, sa casquette à large bande rouge d'aplomb sur la tête, un gros cigare à la bouche, sa cravache en main, vaniteux, important, il se mit à toiser les jeunes filles d'un air narquois. Auprès de lui, un petit chien, un terrier blanc tacheté de marron, jappait avec des abois rageurs.

Soudain, sans raison apparente, semblait-il, le sergent se prit à sourire : « Mes voisines qui n'avaient rien remarqué, ne comprenaient pas pourquoi ; mais j'avais senti ses yeux chercher les miens d'une manière insistante, j'avais vu que c'était à moi qu'il souriait ; j'éprouvais une vague inquiétude. » Toutefois, comme ses compagnes s'égayaient de l'air avantageux pris par le sergent, Marthe crut devoir rire avec elles pour ne pas se singulariser. En quoi elle eut grand tort. Selon une fatuité qui n'étonne pas, le sergent interpréta, d'après son désir, la gaieté apparente de Marthe. Il s'imagina que, tacitement, elle venait d'accepter de lier connaissance avec lui.

Gros balourd qui s'assure être irrésistible, il s'éloigne tout affriolé. Marthe en a conscience et se sent oppressée par l'angoisse, sachant trop que les meilleures précautions ne servent de rien contre les gens non-seulement décidés à tout, mais dépourvus de scrupules. Consternée, elle se demande : « Pourquoi est-ce moi qu'il a remarquée, plutôt qu'une autre ? »

De taille moyenne, de maintien modeste, avec un air de décence, rien en effet, dans l'extérieur de la jeune fille n'attire l'attention, si ce n'est son apparence robuste, saine et sa chevelure abondante d'une belle couleur brune ; charme appréciable, pour un Allemand, las de la fadeur des tresses blondes de Gretchen !...

Quelques jours passent. Le Sergent qui, jusque là, avait marqué peu d'intérêt aux travaux des prisonnières, manifeste soudain, un zèle que rien ne lasse : Qu'il pleuve et vente ou que le soleil brûle, il se rend régulièrement aux champs : « Chaque jour et même, souvent, deux fois par jour nous le voyions arriver le matin et l'après-midi. Il venait dans une charrette anglaise qu'il conduisait lui-même. Avec mes compagnes nous disions :

— « Voilà encore ce diable gris ! Ah bien, comme ça sent la souris ! », car si tous les Boches sentent mauvais, lui sentait spécialement mauvais, mon Dieu, quelle odeur ! »

Le Sergent tentait, paraît-il de la masquer en s'arrosant d'eau de Cologne et d'héliotrope blanc : c'était parfums vainement répandus. Tous ceux de l'Arabie n'auraient pas suffi.

Parfois, le sergent descendait de voiture et passait derrière les travailleuses ; mais, le plus souvent, il restait dans sa charrette et, soit qu'il laissât

(1) Pour des raisons faciles à comprendre, les noms et prénoms des personnages ont été changés.

celle-ci sur la route où l'engageait dans les terres, il faisait à Marthe des signes amicaux, lui envoyait des baisers, lui adressant des clignements d'yeux, des sourires aimables. Marthe se détournait, feignant de ne rien voir et, le front baissé, nouait ses gerbes : « J'avais honte, explique-t-elle, j'avais peur que mes compagnes ne pensent mal de moi, ne m'accusent d'accepter de bon cœur les avances de ce Boche. »

Il était difficile au sergent de parler à Marthe, tandis qu'elle travaillait. Les compagnes de la jeune fille échelonnées non loin, le soldat qui les gardait, autant de témoins importuns : mais tous les deux jours, Marthe devait se rendre au village pour y acheter sa ration de pain : « On nous le vendait dans une petite boutique, une épicerie-buvette.

Le travail finissant à six heures, j'allais toujours, à cette boutique, vers les six heures et demie... » On était aux longs jours de l'été. A cette heure-là, la grande chaleur tombée, officiers et sous-officiers se tenaient dehors, par petits groupes. Bien avant que de les voir, on les sentait, on les entendait : ils parlaient haut, riaient bruyamment et, à tout instant, faisaient claquer leurs cravaches sur le cuir de leurs grandes bottes.

Pour gagner l'épicerie, force était à Marthe de passer près d'eux. Müller la guettait ; elle le voyait ; adroitement, elle tournait derrière lui ; mais quand elle revenait, le sergent faisait carrément volte-face : malgré que Marthe s'efforçât de paraître maîtresse de soi, il devinait son tremblement intérieur. Il la menaçait de sa cravache. Le ton était encore amical ; mais, déjà, la cravache était levée :

— Attention, Marthe : vous, pas dire bonsoir, à moi.

Marthe était trop avisée pour paraître comprendre ce que sous-entendait l'observation ; elle répondait du ton qui lui était naturel, avec douceur et grande politesse :

— Pardon, sergent : je ne vous avais pas remarqué.

Il souriait avec une indulgence voulue :

— Ah ! bon : vous, aller.

Ce manège se répéta à bien des reprises. Le sergent était obligé de constater que, dans sa campagne amoureuse, il ne faisait aucun progrès. Un après-midi, comme Marthe était occupée à faner, elle voit arriver, dans le pré, un soldat qui, après avoir passé devant les autres ouvrières et les avoir dévisagées se dirige vers elle d'un pas assuré : « C'était un gros bourru qui n'avait pour ainsi dire pas de figure tant ses yeux et son nez étaient petits. Il parlait très bien le français :

— C'est bien vous qui vous appelez Marthe ?

— Oui.

— Vous devez venir tout de suite parler au sergent-major. »

Marthe pressent trop pour quel motif, et secouant la tête :

— Non, non ; je n'y vais pas.

Elle se détourne, recommence à ramasser l'herbe avec son long rateau ; mais le soldat qui était de garde : « un sale rouquin, méchant comme tout et qui, bien des fois, nous avait frappées avec son bâton ou fustigées avec des verges, intervient et, me menaçant :

— Los ! Marthe ! partir tout de suite avec soldate. »

Toute résistance serait vaine. La jeune fille essuie ses mains après le sarrau de toile qu'elle s'est confectionné dans un sac, pour ménager sa prauvre robe ; elle suit son conducteur, ses compagnes la voient s'éloigner, l'air intrigué ; quelques-unes déjà soupçonneuses :

« Cependant, tandis que ce boche marchait à côté de moi, sur la route, il me dit :

— Vous allez rentrer chez vous, pour vous changer. Le sergent a recommandé que vous preniez du linge pour une semaine. Dépêchez-vous. La voiture nous attend. »

Comment ne pas comprendre le sens de tels ordres ! Marthe est révoltée. Pourtant elle met une blouse propre, elle quitte ses sabots ; mais quant à emporter du linge, elle n'en a garde.

A la porte, elle entend le soldat qui s'impatiente et fait claquer son fouet. Le cheval piaffe. A peine est-elle assise, la voiture démarre, roule vers N... la ville voisine, où habite le sergent.

Il faisait une de ces belles journées d'automne si douces, dans notre pays. Point de vent. Le soleil est tiède. A droite, à gauche de la route, à perte de vue, s'étendent des champs de pommes de terre et des prairies : beau jardin de l'Ile-de-France aux terres fertiles, au ciel clément. « Le soldat essayait de causer avec moi. Il me disait :

— « En France, on ne sait pas cultiver. Tout est bien mieux ; les récoltes sont bien plus belles depuis que nous avons conquis le pays. »

Je ne lui répondais pas, j'étais trop anxieuse... Quand j'essayais de l'interroger, il secouait la tête comme quelqu'un qui ne sait pas ou plutôt qui ne veut rien dire :

— Peut-être est-ce pour changer votre travail que le sergent veut vous voir. »

Au bout d'une petite heure, les premières maisons de N... apparaissent. Marthe fait arrêter la voiture. Elle descend. Pour rien au monde, elle ne voudrait qu'on la voie se rendre, en équipage,

chez le sergent : « X... explique-t-elle, était spécialement affecté aux filles destinées aux officiers... J'aurais eu trop peur d'être prise pour une de ces malheureuses ».

Elle suit à pied la voiture que le soldat conduit lentement afin d'indiquer le chemin. La petite ville semble morte. La plupart des magasins sont fermés. Le silence plane. De temps à autre seulement, on entend sonner, sur les pavés, les fers des grosses bottes des soldats. Arrivée au centre de la ville, la voiture s'arrête. Du bout de son fouet, le soldat désigne une maison à deux étages, couverte en tuiles et de belle apparence :

— C'est là. Entrez. Le sergent vous attend. »

Marthe sent son cœur sauter dans sa poitrine. Elle monte au premier étage et frappe à une porte. C'est le sergent lui-même qui vient ouvrir. Il a l'air aimable, empressé : il sourit : « Depuis qu'il m'avait remarquée, il me souriait constamment. Il m'aurait tiré une balle dans le ventre en souriant. »

Le sergent introduit la jeune fille dans une pièce servant de bureau et dans laquelle donne une chambre à coucher. Il s'assied, il se tient de côté, le coude gauche appuyé sur une table, les jambes croisées. Il engage Marthe à s'asseoir et comme elle prend une chaise :

— Non, un fauteuil.

Il s'exprime très difficilement en français. N'importe, il a la conviction d'être irrésistible. Mauvais psychologue comme la plupart de ses compatriotes, il est persuadé qu'on obtient tout par la crainte ou l'intérêt. Ce qui fait la dignité d'une âme féminine, il l'ignore.

Et, d'abord, jouant le bon apôtre, il feint de plaindre Marthe d'être condamnée à des travaux trop durs pour elle et auxquels elle n'est pas habituée :

« Moissonner, bêcher, mauvais pour vous... »

Il assure qu'il est désolé de lui voir tant de fatigue et d'un ton doucereux :

— Vous, désirer faire cuisine pour soldats ?

Marthe décline l'offre et cherchant un prétexte :

— Je ne sais pas faire la cuisine.

— Oh ! pas difficile, pas grand'chose : roti, légumes, petit dessert.

— Non, non : j'aime mieux travailler aux champs.

Il ne semble pas convaicu et, se penchant un peu, avec une absence complète de pudeur :

Marthe, moi remarqué vous ; moi, bien vous aimer ; moi, vous désirer pour amie. Si, accepter : chic logement. Toujours promenade en voiture avec moi. Après-guerre, moi emmener vous, Allemagne. Alors, chics toilettes. Jamais plus travailler.

Ses propositions, il les accompagne de petits clignements d'yeux. Marthe le laisse aller jusqu'au bout de ses phrases. L'indignation monte en elle ; elle se lève brusquement :

— Ah ! c'est pour ça que vous m'avez fait venir ? Non, entendez-vous. Non, jamais.

Lui ne perd pas contenance. Tenace, il insiste. Pour décider la jeune fille, il lui représente qu'il l'entretiendra grassement ; mais elle persiste dans son refus :

Non, je vous dis. Être la maîtresse d'un Allemand, jamais.

Il semble ne pas la comprendre :

— Oh ! vous Allemande, maintenant. Vous rester Allemande !

Il assure cela d'un ton encourageant comme s'il plaignait très sincèrement Marthe, de n'avoir pas toujours eu le bonheur de vivre sous la domination germanique. Puis, avec une brusque saute d'humeur, frappant la table de sa cravache, quittant sa voix mielleuse :

— « Je veux... Vous comprendre : vous, aimer moi »...

A près de trois cents ans de distance, on croit entendre la phrase même du roi Frédéric-Guillaume rossant un de ses sujets et lui disant :

— Tu ne dois pas avoir peur ; tu dois m'aimer.

« J'étais affolée, relate Marthe. J'étais seule dans la pièce, avec lui. A chacun de ses mouvements, je croyais qu'il allait se lever, donner un tour de clé à la porte, puis se jeter sur moi. La fenêtre était fermée. Il était tellement plus fort que moi, que je n'aurais pu me défendre longtemps. »

Mais Marthe a tort de craindre. Ce qu'il y a de curieux dans le cas de son tourmenteur, c'est qu'il ne veut pas prendre sa victime de force. Il veut qu'elle se donne librement et, d'abord, l'on serait tenté d'approuver un tel sentiment, si l'on ne savait que le misérable agit ainsi, non par déférence pour celle qu'il désire, mais par égoïsme. La crainte seule le guide. Une femme violentée peut porter plainte à la Kommandantur.

Sans plus insister, il laisse partir Marthe. Elle refait, à pied, le chemin, qu'une heure auparavant, ele a parcouru en voiture. Le soleil se couche dans un ciel d'un bleu léger et pur. Le calme du soir s'épand sur la campagne. Marthe marche vite ; jamais elle n'a eu tant de hâte à regagner C... Elle tressaille au moindre bruit ; elle se retourne à tout instant, croyant que le sergent est derrière elle, prêt à la rattraper : mais non : ceux

qu'elle entend, ne sont que des ouvriers qui rentrent de leur travail. La voici, enfin, dans sa chambre. Quelle nuit ! Convaincue que le sergent ne se tient pas pour battu : tourmentée par la crainte, la malheureuse ne peut dormir : « Quand je m'assoupissais, j'étais la proie d'affreux cauchemars. Le sergent me poursuivait, tantôt suppliant : « Être amie, à moi »... tantôt menaçant : « Je vous veux. »

*
* *

Le genre sentimental n'a pas réussi à Muller. Il va essayer de la manière forte.

Dès le lendemain, tandis que Marthe était employée à arracher des pommes de terre, elle entend, dans le lointain, le roulement d'une voiture qui approche C'est celle du sergent. Il en descend, avance de quelques pas dans la terre molle qui colle à ses pieds. Il faisait un temps couvert. Au ciel, rien ne restait de la gaieté bleue de la veille. Un fort vent d'ouest soufflait ; de gros nuages, au ras du sol, semblaient vouloir l'écraser. Le menton un peu penché comme un homme préoccupé, les mains derrière le dos et tenant sa cravache, le sergent s'arrête devant Marthe et l'examine, avec curiosité, comme s'il la regardait pour la première fois ; puis, se dirigeant vers le chef de culture, il se met à l'entretenir avec vivacité. A plusieurs reprises, de sa cravache, il désigne Marthe. Bientôt, celle-ci s'aperçoit qu'elle a été spécialement recommandée à la brutalité de son gardien :

« Ce chef de culture, c'était un landsturm avec une barbiche grisonnante. Il avait toujours été d'une grande dureté ; mais, avec moi, il devint féroce et injuste. Toujours sur mes talons, à me harceler, à trouver à redire à tout :

— Vous, pas bon travail ; vous, refaire travail... »

Pourtant, je redoublais de peine et d'attention afin qu'on n'ait rien à me reprocher ; mais lui, derrière moi, prenait des pommes de terre, dans les sacs, les remettait en terre et m'accusait de les y avoir oubliées. Il me cinglait, avec sa verge, sur les mains et la figure. Un jour, il m'a donné, avec un gourdin, sur l'épaule gauche, un tel coup que j'ai cru que j'avais l'épaule cassée. Ça a été plus fort que moi, j'ai dit :

— Ah ! méchant !

Il a crié :

— Travaillez.

Une autre fois, fatiguée d'être courbée, je me relève un peu et porte mes mains à mes reins, il m'assène un tel coup qu'un de mes ongles a été arraché... Si je m'arrêtais une minute pour souffler, dans mes doigts, engourdis par le froid, il accourait et les coups pleuvaient sur mon dos. On traite mieux des animaux ; les Boches surtout qui sont très doux pour les bêtes. Mes compagnes qui voyaient mon martyre, essayaient de me consoler :

— Ne pleure pas ; ça ne durera pas toujours.

Et quand, par hasard, on ne le voyait pas, elles m'aidaient à avancer mon travail. »

Cependant, le sergent continuait à venir régulièrement, dans l'espoir de trouver sa victime mâtée. Tandis qu'elle peinait, ployée vers le sol et fouillant la terre humide, il passait derrière elle et, un peu penché, pour qu'elle l'entende bien :

— Vous, devenir amie à moi

La courageuse fille n'hésitait pas :

— Non.

*
* *

Deux semaines passent ainsi ; un après-midi, le sergent faisant sa ronde, s'arrête près de Marthe et d'un ton de commandement :

— Vous, venir, demain, à la ferme, pour cuisine.

Refuser d'obéir ? Impossible :

— Oui, répond Marthe ; mais pas seule et, désignant une des déportées :

— Mademoiselle viendra avec moi.

Muller secoue la tête pour signifier que cela a peu d'importance :

— Oui, oui.

Cette ferme, à laquelle le sergent envoyait Marthe, se composait de plusieurs bâtiments situés dans le village. Les propriétaires en avaient été expulsés peu auparavant et envoyés, en Allemagne, parce que, lors d'une perquisition, on avait découvert, chez eux, une provision de pommes de terre. Dans la maison et les granges, les Allemands avaient installé quelques soldats et des prisonniers.

Quand Marthe et sa compagne, Maria B... arrivèrent le lendemain, pour prendre leur travail, deux cuisiniers allemands étaient déjà dans la cuisine. On aurait pu penser, tant ils étaient dissemblables, qu'ils avaient été choisis, dans le but de réaliser un contraste de haut comique. L'un était un grand escogriffe sec comme un fagot ; l'autre une espèce de nabot, rond comme une balle avec une large face de bouledogue.

Quand les jeunes filles entrèrent, l'avorton était occupé à peler une pomme de terre. Il se retourne en entendant la porte s'ouvrir et d'un ton rogue :

— Qu'est-ce que vous venez faire ici, vous ?

— Le sergent nous envoie pour vous aider.

— Nous aider !... Enfin, puisqu'on vous l'a dit ; entrez.

« Ils nous donnent quelques légumes à éplucher ; mais, évidemment, ils n'avaient pas besoin de nous. Nous passons la plus grande partie de notre temps, non à travailler mais à les regarder. Ah ! quelle cuisine ! Ils ne ménageaient rien. Les manches retroussées, ils jetaient à pleines jattes, dans une immense chaudière, du riz, des haricots, des carottes, des choux, des pommes de terre ; ils mettaient du saindoux ; ils versaient le contenu de boîtes de conserves. »

L'escogriffe brassait le tout avec une longue cuiller. L'avorton fredonnait une espèce de chanson, en mauvais français, et qui faisait allusion à la rareté des permissions et à la fréquence trop répétée de la marmelade du souper :

« Jamais, jamais promenade ! Promenade très bon. Toujours, toujours marmelade ! Marmelade nix bon. »

(*A suivre.*) HENRIETTE CELARIÉ.

LA FRANÇAISE DE DEMAIN D'APRÈS SA PSYCHOLOGIE DE GUERRE (1)

On dirait que la femme, gagnant largement et libre de dépenser à sa guise, fut emportée par la frénésie d'une liberté inattendue, de la coquetterie, de la vanité et du plaisir. Même celles qui ont rigoureusement observé la fidélité conjugale semblent n'avoir pas pu résister à la contagion de cette espèce de vertige. Elles vivaient, on pourrait dire, en partie double : la pensée du mari, du fils, du frère, du fiancé, jetés dans la géhenne meurtrière, ne les quittait peut-être pas, mais elles s'abandonnaient néanmoins à la joie de la vanité satisfaite, à l'ivresse du rire et de la gaîté. Etrange dédoublement de la personnalité ! Singulière contradiction, dans laquelle on est bien forcé d'avouer qu'il se rencontre une forte part d'inconscience.

Les femmes des profiteurs de la guerre, de ceux qui ont spéculé sur le malheur des temps pour acquérir une fortune abusive, se sont avérées particulièrement affolées de luxe et de distractions. On en pourrait citer qu'on a vu étaler tout à coup des toilettes tapageuses et incessamment renouvelées, se promener en des autos luxueuses, s'afficher aux premières places des théâtres, se parer de bijoux somptueux, mettre leur maison sur un pied extravagant, mener grand train dans les villes d'eaux, ne semblant pas se douter qu'elles se livraient ainsi à une provocation à l'égard de ceux qui souffraient de la guerre. On nous a raconté le cas de la femme d'un fournisseur d'épicerie et de légumes à une garnison de province, qui avait pris un abonnement chez un loueur d'autos pour aller faire, en toilette ridicule, ses provisions au marché qui se trouvait à 300 mètres de chez elle.

⁂

Un dernier trait nous paraît enfin devoir être noté pour éclairer la psychologie de guerre de la Française. Elle s'est montrée extrêmement positive, très âpre au gain, presque cupide.

Si la femme ne trouvait jamais payer assez cher ce dont elle avait envie, elle ne jugeait jamais son bénéfice assez élevé lorsqu'elle était vendeuse. Il n'en alla pas, d'ailleurs, autrement de l'homme. Commerçante, elle a sans hésitation majoré le prix de sa marchandise dans des proportions exorbitantes : quand le sucre se fit rare, elle exigea, pour en livrer un kilo, qu'on lui achetât 10 francs d'autres produits; lorsqu'une denrée taxée ne lui procurait qu'un bénéfice trop médiocre à son jugement, elle refusait d'en vendre; le maire d'une ville ayant réuni les marchands de charbon pour fixer un prix uniforme, une marchande fut vertement prise à partie par deux de ses confrères femmes, parce qu'elle déclara se contenter du même bénéfice qu'avant la guerre. Villageoise, elle s'acharna à faire monter exagérément le prix des denrées agricoles, et elle s'obstina à ne pas porter au marché celles qui étaient l'objet d'une taxation : elle s'ingénia à trouver, et elle trouva, des ruses multiples pour échapper à la taxe. En cela encore, la femme n'eut pas le sens de la solidarité nationale et du patriotisme économique. Quand par hasard procès-verbal lui était dressé, elle se montrait frondeuse, intempérante de langage, insurgée contre l'autorité, faisant fi des difficultés de la vie pour le consommateur pauvre, agressive. A telles enseignes que l'on est en droit de se demander si, dans l'empressement avec lequel elle remplaça le « poilu » dans les travaux des champs, et sans méconnaître son dur labeur et les services qu'elle a rendus à la défense nationale, il n'entrait pas pour une grande partie, pour la plus grande par-

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 18 et 19, 1918.

tie peut-être, l'âpre passion de gagner de l'argent, le plus d'argent possible, de thésauriser, car on peut être sûr que la villageoise a amassé gros et mis de côté, tout en se prévalant, elle aussi, malgré ses gains, du moratorium des loyers, pour ne pas payer son fermage.

***

Quelles sont, maintenant, les conclusions à tirer de cette étude de la psychologie de guerre de la Française au point de vue de l'usage qu'elle fera des nouveaux droits qui lui seront conférés demain?

Elle nous est apparue, pendant la guerre, avec toutes les qualités et les défauts qu'une sociologie avertie lui avait déjà reconnus dans les différents aspects de notre hiérarchie sociale : ardente au dévouement et au sacrifice de même qu'à la frivolité et au plaisir, remplissant son devoir moral avec la même facilité qu'elle le méconnaît, bonne et ne se doutant pas du mal qu'elle fait, coquette et sage, pondérée et impulsive, passionnée de luxe et de bien-être, âpre au gain et gaspilleuse, travailleuse et légère, positive et peu ordonnée, ondoyante et diverse, si attirante peut-être parce qu'elle est plus insaisissable.

Eh bien, il faut nous résigner à ce que la Française transporte ses qualités et ses défauts dans la nouvelle situation sociale qui va être la sienne. Toute la question est de savoir si elle s'adaptera aux *nécessités nationales* dans une France qui ne devra plus être animée que d'un *esprit national*.

A cet égard, on peut être à la fois confiant et perplexe. Nul doute au point de vue du travail. La femme jouera un rôle actif, intelligent, utile et précieux, dans l'œuvre de la reconstitution économique de la France. En ce qui concerne l'esprit de généralisation, si elle ne s'est pas haussée jusqu'à la compréhension intégrale des nécessités de la guerre — ce que l'on doit aussi reprocher à l'homme — elle a fait preuve d'une compréhension juste de l'idée générale du patriotisme. Si elle n'a pas montré un esprit de suite impeccable, elle s'est affirmée d'intelligence souple, patiente, appliquée, disciplinée, attentive, facilement adaptable. Le féminisme organisé a répondu pour elle qu'elle n'était pas réfractaire à l'association, et qu'elle savait en faire sortir des œuvres de généralisation sociale comme d'intérêt individuel.

La Française, en revanche, a défailli à l'esprit de famille par l'infidélité conjugale et son oubli des dangers courus par le mari, tandis qu'elle s'abandonnait aux pires suggestions de la vanité et de la futilité et à la recherche du plaisir. Et il y a là un point d'interrogation inquiétant. La France de demain risquerait gros si se perdaient les traditions familiales qui ont été jusqu'ici son honneur et sa force. Elles comportent l'union étroite des époux, l'amour des enfants, l'ordre, l'économie, l'honnêteté dans les engagements sociaux. « La peur de l'enfant » est un mal d'avant-guerre, dont la disparition est la condition dirimante de la continuation de la race et de la prospérité nationale, c'est-à-dire de la pérennité de la France. Chose curieuse, la petite bourgeoisie et la femme de la classe ouvrière pratiquaient avant la guerre, on peut dire avec passion, l'ordre et l'économie : l'ouvrière ne cessait de se plaindre des dépenses hors ménage effectuées par le mari, et la petite bourgeoise était économe jusqu'à la ladrerie. Comment ont-elles perdu ces vertus pendant la guerre? Il faudra, en tous cas, qu'elles les retrouvent. Il faudra aussi que la Française ne se livre plus à la restriction procréatrice.

Si l'octroi de droits nouveaux devait incliner la Française à la méconnaissance des vertus familiales, si elle ne se pénétrait pas de cette vérité que l'intérêt national est en corrélation étroite avec leur pratique, ce serait un irréparable désastre. Tout se tient dans la famille : la tendresse mutuelle des époux, l'amour des enfants, le respect des enfants pour leurs parents, la volonté de travailler au bien-être commun, sont tributaires des vertus de fidélité, d'ordre, d'économie, qui créent l'atmosphère confiante et heureuse dans laquelle doit évoluer et prospérer le groupe familial. Considérez ce groupe comme partie intégrante de la collectivité nationale, et la répercussion de la pratique des vertus familiales se fait fatalement sentir sur le sort du groupe social. Ne peut-on pas espérer que la Française puisera, dans la certitude qu'elle collabore à la même œuvre que son mari avec des droits égaux, la raison d'une affection conjugale plus ferme et que l'union des ménages en sera favorablement affectée? Comprenant qu'elle a voix au chapitre pour l'édification d'une société meilleure, et par conséquent pour son propre bonheur et le bonheur de ses enfants, n'atteindra-t-elle pas à l'exacte compréhension de l'intérêt national et, par suite, à l'exaltation de son amour maternel dans la fécondité? Encore, sa collaboration constante avec l'homme pour la discussion des intérêts généraux ne l'incitera-t-elle pas à plus de réflexion, à plus de retenue, à l'exagération même de sa dignité, à moins de coquetterie et

de vanité? De là aussi pourrait découler plus de courtoisie et plus de tolérance réciproques dans les luttes des partis.

Nous sommes en droit de compter également que la femme, désormais appelée à la gestion des affaires publiques, y apportera la mentalité de bonne ménagère que lui ont créée nos traditions et nos mœurs. Il faut qu'elle use de ses nouveaux droits pour aider à l'organisation rationnelle de la France. L'homme l'avait reléguée au foyer et la tenait sous sa sujétion. Mais elle prenait sa revanche dans le gouvernement de la maison et elle n'avait pas failli à la beauté de son rôle. Elle était la parfaite maîtresse de la maison familiale; il faudra qu'elle soit la parfaite maîtresse de la maison nationale. Elle devra vouloir celle-ci bien tenue, et y développer ses qualités ataviques de ménagère ordonnée, économe, bienveillante, éprise de confortable et de propreté. Elle devra avoir pour idéal la réalisation du bien-être national comme elle a celui de la réalisation du bien-être familial. « Quand la femme, écrivait M. Marcel Sembat dans les *Documents du Progrès* de janvier 1909, aura en mains le bulletin de vote, elle comprendra qu'il y a un lien entre ce papier et son bien-être, le salaire de son mari et l'éducation de ses enfants. Très sensible à la différence des conditions sociales, elle acceptera plus difficilement qu'aujourd'hui cette différence quand elle croira tenir entre ses mains le moyen de la diminuer. L'homme se repaît de mots et se laisse égarer par des tirades. La femme voudra des faits et des réalités, et j'attends du suffrage des femmes le plus bienfaisant résultat. »

La Française a déjà fourni la preuve de la bienfaisance de son action dans les questions d'hygiène, de tempérance et d'assistance. Elle a également donné la mesure de son esprit de conciliation et de justice dans les Conseils des prud'hommes. Elle a été énergique et tenace dans la solution de quelques conflits qui l'intéressaient, et si, parfois, elle y a inquiété par son entêtement, c'est tout de même la preuve qu'elle peut avoir de l'esprit de suite : il s'agit de le canaliser.

Au surplus, lorsque l'homme refuse à la femme le droit de gérer les affaires publiques, il ne paraît pas logique avec lui-même. Il accepte presque toujours, avec une humilité parfaite, qu'elle dirige son intérieur, et il la consulte le plus souvent avec condescendance sur les questions où ses intérêts sont en jeu. Pourquoi la juge-t-il inapte à la gestion des affaires nationales? En vertu de quelle grâce spéciale l'homme se considère-t-il comme seul capable de l'administration des intérêts généraux? Pour le moins, n'est-il pas supposable qu'en fonction de son extraordinaire faculté d'assimilation la Française s'initiera facilement à cette administration? Rien ne permet d'affirmer qu'elle n'y apportera pas la même intelligence et le même sérieux que l'homme.

**

Cependant, il convient d'examiner de près l'argument qui fait hésiter beaucoup de républicains et de libéraux pour concéder à la Française l'exercice des droits politiques. Ils disent : « La femme est sous l'influence du prêtre. Elle sera entre ses mains un instrument politique et elle pourra modifier l'orientation de la démocratie dans un sens antilibéral et réactionnaire, c'est-à-dire en opposition avec le progrès. » La question est assurément délicate.

Qu'un grand nombre de femmes soit encore sous l'influence du prêtre, c'est un fait indiscutable; mais, toutefois, dans la limite où la religion est pratiquée en France. Seulement, si la foi est en décroissance, il n'est pas douteux que le prêtre compte toujours et surtout sur la femme, et comme il s'est jeté à corps perdu dans la mêlée électorale, comme il a mis la religion au service de sa politique, comme cette politique est essentiellement antilibérale et antirépublicaine par cela seul que l'essence de la religion catholique est de condamner le libéralisme, comme elle peut rester antilibérale si, après la guerre, l'opposition n'est plus anticonstitutionnelle, ainsi que le commandera l'intérêt national, il est naturel que les républicains et les libéraux se préoccupent des conséquences politiques de la psychologie religieuse de la Française.

Tout d'abord, comme on l'a prétendu en certains milieux, la guerre a-t-elle réveillé le sentiment religieux et, en particulier, l'a-t-elle surexcité chez la femme? Nous ne le croyons pas, pour notre part. Sans doute, des femmes, affolées par les périls que couraient des êtres chers, sont allées demander protection au pied des autels. Dans quel sentiment se sont-elles trouvées lorsqu'elles ont constaté l'inefficacité de leurs prières? On peut croire que si le clergé, habile en organisation de réclame, avait senti réellement passer sur les âmes une irrésistible vague de religiosité, il n'eût pas manqué de s'efforcer à l'intensifier par ces grandes manifestations dont tant de lieux de pèlerinage ont déjà vu le spectacle. Il serait trop

long de développer les raisons pour lesquelles la religiosité n'eut rien à gagner à la guerre. En reconnaissant hautement que beaucoup de prêtres ont fait vaillamment leur devoir, bornons-nous à constater que la femme a certainement été froissée dans son sentiment de l'égalité devant le danger en constatant le grand nombre d'ecclésiastiques maintenus dans les formations de l'arrière.

Il n'en reste pas moins que la femme est sous l'influence du prêtre. Elle n'est pas une croyante au sens étroit du mot. Mais elle est une pratiquante, sinon très rigide, du moins encline à vivre en bonne intelligence avec Dieu, à mettre ses affaires de conscience en bonne posture, conformément à son éducation et à l'usage, de même qu'elle rencontre, dans la pompe des cérémonies cultuelles, dans leur publicité, dans le « bien porté » de la pratique facile de la religion, la satisfaction de son goût pour le surnaturel et de son snobisme mondain. Le prêtre étant admis comme l'intermédiaire entre Dieu et l'homme, elle a pour lui une oreille complaisante et lui montre une docilité dont elle ne se donne même pas la peine de mesurer la sujétion.

Mais il y a aussi d'autres causes déterminantes de la religiosité féminine, et M. Louis Ménard les a ainsi expliquées :

« On dit aujourd'hui que le christianisme a affranchi la femme : il y avait longtemps que cela n'était plus à faire. L'hellénisme avait élevé la femme à la dignité morale de mère de famille, de maîtresse de maison, selon l'expression d'Homère. Des déesses siégeaient dans l'Olympe à côté des dieux; il y avait des prêtresses dans les temples, et les oracles divins étaient rendus par des femmes. Mais le Dieu du christianisme s'incarne sous la forme d'un homme, et le féminin n'a pas de place dans la Trinité. La femme est l'instrument du démon et la source de la damnation du monde. Ses mains ne sont pas assez pures pour offrir le sacrifice; sa bouche, pleine de mensonge, ne peut annoncer au peuple les paroles divines. Elle est exclue du sacerdoce, la plus haute fonction dans l'ordre moral : repoussée au pied des autels, elle s'agenouille devant le prêtre, confesse ses fautes et implore son pardon. L'homme revêtu d'un caractère sacré l'interroge comme un juge, lui impose la pénitence expiatoire, éclaire sa conscience obscure et dirige tous les actes de sa vie. Et cependant, sur les débris de la dernière Eglise, la femme viendra prier. C'est que le christianisme a bien mieux fait que de l'affranchir, il l'a conquise. Ce n'est pas la liberté qu'elle demande, c'est l'amour qui la choisit et qui la dompte. Sa religion n'est pas la justice, c'est la grâce; sa morale n'est ni le droit ni le devoir, c'est la charité. Elle n'a nul souci de la Patrie et des religions républicaines; il lui faut un Dieu enfant à bercer dans ses bras, un Dieu mort à inonder de ses larmes. Elle n'a que faire d'être déesse, pourvu qu'elle soit la mère de Dieu, son lis immaculé, son épouse élue, enveloppée dans sa lumière; elle lave les plaies, elle détache la couronne d'épines, savourant les douleurs bénies, le cœur percé du glaive, mais le front couronné d'étoiles, transportée, défaillante dans le nimbe radieux des assomptions. Et la mère du dernier Dieu règne à jamais dans le ciel de son fils, au fond du bleu mystique, les pieds sur le croissant de la lune, écrasant la tête du serpent. — Le féminisme, exclu de la Trinité au nom de l'orthodoxie, dut se réfugier dans le culte et dans la légende. La conscience populaire plaça la Vierge au plus haut du ciel et toujours plus près de son fils. Elle n'a jamais cessé d'être le type de prédilection de l'art chrétien et, de nos jours, sa dignité vient de recevoir une consécration éclatante dans le dogme de l'Immaculée Conception. — Dans la famille chrétienne, l'autorité morale n'appartient plus au père, mais au prêtre, représentant de Dieu. C'est lui qui dirige la conscience de l'enfant et celle de l'épouse; il connaît les pensées que la femme n'ose avouer à son mari, que la fille n'ose avouer à sa mère... »

Voilà le danger. Depuis que ces lignes ont été écrites, il s'est produit toutefois des modifications profondes dans la mentalité religieuse de la femme; elle a pris une conscience laïque de ses droits et de ses devoirs, et nous avons vu qu'elle n'est pas réfractaire à la religion de la Patrie. Mais le tableau, tracé par M. Louis Ménard, de la religiosité de la femme chrétienne, ou plutôt catholique, n'en reste pas moins exact dans ses tonalités générales. Seulement M. Louis Ménard n'a pas poussé jusqu'au fond de la psychologie religieuse de la femme. Est-ce qu'elle n'est pas empreinte également d'un besoin de revanche sociale? La femme, soumise légalement à l'homme, tenue par lui pour inférieure, le domine dans le domaine du sentiment religieux. Après l'avoir abaissée par l'autorité de Tertullien, de saint Ambroise et des Conciles, l'Eglise a compris qu'elle avait intérêt à s'en faire une alliée. Elle a placé son sexe sur les autels. Tyran de la femme au nom de la loi et des mœurs, l'homme la vénère et la prie dans le culte de Marie. Elle n'est plus

l'esclave : c'est elle qui règne, domine et commande. Et le prêtre commande par elle.

Or l'homme, qui a constaté cette influence du prêtre sur la femme, et qui en a souffert, a-t-il fait quelque chose pour instruire celle-ci, la reprendre et l'émanciper? Légalement, il en est resté à l'infériorité nécessaire de la femme. Moralement, il n'a rien tenté. Pratiquement, il a laissé toute licence au prêtre. M. Marcel Sembat a écrit, dans ce même article des *Documents du Progrès* que nous avons cité plus haut : « Il est vrai que, dans un grand nombre de régions, l'église, le dimanche, est remplie de femmes. Elles garnissent tous les bancs de la nef, pendant qu'autour du chœur une demi-douzaine d'hommes çà et là se dispersent. Mais à qui la faute? J'indiquais tout à l'heure que les partis politiques de progrès n'ont fait aucun effort pour attirer les femmes et les animer de leurs soucis. L'Eglise a été mieux avisée. Autour de chaque presbytère, un bataillon de vieilles filles et de veuves marche au signal du curé. C'est un fait qu'il ne faut pas omettre ni sous-évaluer. Mais je ne m'en effraie pas plus qu'il ne faut. Parmi les femmes du peuple, paysannes, ouvrières, beaucoup qui vont à l'église savent très lucidement discerner, dans ce que leur dit le curé, l'intérêt de la religion et l'intérêt du clergé. Un instinct pratique et clairvoyant les avertit... »

Il y a du vrai dans cette analyse, mais l'homme aurait grand tort d'y chercher une raison nouvelle de rester inactif en face de l'action incessante du prêtre. L'homme, qui est devenu sceptique et indifférent au point de vue religieux, mais qui avait intérêt à ce que les idées de la femme ne fûssent pas radicalement différentes des siennes en cette question capitale de la vie morale, a-t-il fait quelque chose pour l'éclairer, pour remplir le rôle de tuteur et de guide qu'il s'arroge par ailleurs? Certainement non, et, au surplus, il y est presque toujours mal préparé. L'homme de notre temps est un incrédule qui n'étaye le plus souvent son incrédulité sur aucun raisonnement scientifique. La raison instinctive l'écarte de la foi. Celle-ci s'est bien mieux conservée dans les pays protestants, parce que le protestantisme laisse la première place à la vie spirituelle intérieure, ne la disperse pas en des pratiques cultuelles tout objectives, et n'incruste pas le pasteur en tiers obligatoire entre Dieu et le fidèle. Mais l'homme ne raisonne presque jamais son incrédulité. Plutôt que de risquer la paix du ménage sur un sujet dont il ne se sent pas pénétré, il se rassure en affichant de l'indifférence pour la dévotion de sa femme; il l'abandonne à la direction spirituelle du prêtre et, du même coup, il y abandonne la direction de ses enfants, quand il ne la subit pas inconsciemment lui-même. Mais il faut répéter que rien, dans son éducation, ne l'a préparé, non pas seulement à une direction religieuse, mais aussi à raisonner scientifiquement de la religion. A l'ordinaire, il ne sait de celle-ci que ce qu'il en a appris dans le catéchisme, et c'est notoirement insuffisant.

Dans le Bulletin de l'Instruction primaire du département de la Vendée (octobre 1916), Mme Palanque, directrice de l'Ecole normale des filles de la Roche-sur-Yon, s'étonnait que les candidats au brevet élémentaire « ignorâssent tout de la vie de Moïse et de l'histoire des prophètes ». Et elle ajoutait : « Est-ce que l'histoire sainte ne serait pas aussi intéressante, et, pour la compréhension de notre civilisation et de notre mentalité, aussi utile que celle des Grecs et des Latins? » Nous ne chicanerons pas Mme Palanque sur cette opinion qui risquerait de mener loin si l'enseignement de l'histoire sainte se conformait rigoureusement aux textes originaux. Accordons que l'histoire sainte doive être enseignée au même titre que l'histoire des Grecs et celle des Latins. Seulement, à une condition. C'est que, à côté de l'histoire sainte, qui est l'histoire de la religion chrétienne, on fasse également une place à l'histoire des religions.

Il est inadmissible que les programmes de l'enseignement ignorent une matière qui intéresse au plus haut degré la vie morale, et dont la connaissance et l'étude sont indispensables en un temps de libre pensée et de libre discussion. L'histoire des religions, c'est-à-dire l'histoire de l'expression du sentiment religieux à travers les âges, ses transformations et ses analogies chez les divers peuples et dans les sectes, est aussi essentielle à connaître que l'histoire de Moïse, des prophètes, d'Athènes et de Rome. Et nous écrivons cela sans le moindre esprit d'hostilité à l'égard des religions.

De cette ignorance quasi totale de l'histoire des religions vient, en grande partie, l'abdication de l'homme devant la femme sur la question religieuse. Le législateur peut y remédier. La femme elle-même, en devenant la collaboratrice de l'homme dans la vie publique, n'éprouvera-t-elle pas le besoin d'une instruction morale et religieuse scientifique, qui donnera satisfaction à sa raison éveillée et plus avide de savoir? C'est évidemment le secret de l'avenir. Mais, si l'homme redoute, pour la femme électrice et éligible, la domination du prêtre, en bonne conscience ne doit-il pas s'en prendre beaucoup à lui-même?

*

Au résumé, si l'on ne peut préjuger rigoureusement de la psychologie de la Française de demain par sa psychologie de guerre, il convient de n'envisager son action ni avec un optimisme exagéré, ni avec un pessimisme entêté. Il y a des chances pour que la Française émancipée acquière le sens exact des nécessités nationales, mais il convient que l'homme commence par l'acquérir aussi dans son intégralité.

LOUIS NARQUET.

PÉLADAN
LE DERNIER DES HUMANISTES

Tant par la splendeur de ses qualités que par ses ombres, c'était une âme extraordinaire, un écrivain rare, un homme unique, un esthète original et supérieur, isolé toujours, comme un berger sans troupeau, dans la foule moutonnière des critiques d'art, et qui n'avait point terminé la patriotique évolution de son intellectualité savante, impérieuse et combattive. Il a succombé le 26 juin dernier, trois mois jour pour jour après son meilleur confident, notre cher Paul Flat, qu'il avait enveloppé longtemps dans l'atmosphère de son incandescente parole ; et ses gros yeux ardents d'illuminé, ses yeux « lents à regarder, qui fixaient désagréablement, malgré leur douceur » (1), se sont refermés pour jamais sans avoir entrevu l'aube du long jour qui ne saurait finir qu'avec les dernières gerbes de la victorieuse moisson qui commence...

*
* *

Il était jeune encore pour mener éloquemment « la guerre des idées » : né à Lyon, en 1859, il entrait à peine en l'automne assagi de la soixantième année.

Singulier amalgame d'intransigeance foncière et de souplesse accidentelle, de passion et d'érudition, d'emportement et de causticité, de plastique méridionale et de philosophie lyonnaise, de fantaisie décorative et de haute raison, de rectitude morale et d'enivrement intellectuel, Péladan fut, somme toute, un sage, sans avoir été constamment un exemplaire de sagesse, et si l'étrangeté, selon le poétique de son admirable ami Charles Baudelaire, est le « condiment de toute œuvre d'art », un grain d'excentricité devait être évidemment le rehaut nécessaire d'une personnalité qui voulut marcher seule dans l'antique régularité de sa voie romaine...

Esprit dogmatique en un temps plus voltairien que Voltaire, aussi classique en son *credo* d'artiste que romantique d'allure initiale et de style, instinctivement hiératique de geste et quelque peu décadent de langage, il était demeuré, dans sa persévérante retraite, « le jeune homme qui s'efforce, contre tous ses intérêts, vers la lumière ». Sans doute, en sa discrète et courageuse évolution somptuaire, de la simarre au veston, le héraut de la Doctrine ou le légat de l'Idée n'était plus le Grand Maître de l'Ordre de la Rose-Croix, du Temple et du Graal qu'il avait entrevu dans la magie de la salle obscure de Bayreuth ; mais le chevalier-prêtre, ébloui par la beauté de l'*Ecole d'Athènes*, avait revêtu sans regret le prosaïque habit d'un tiers ordre, sans abdiquer complètement, malgré les glaces rafraîchissantes de l'expérience et des ans, le feu latent de cette cruauté sacerdotale qui met promptement, sans appel, ses pâles adversaires à l'Index, sinon sur le bûcher rallumé de l'Inquisition... Le dogmatisme inné de Péladan devait connaître et proclamer

...ces haines vigoureuses
Qu'inspire la laideur aux âmes chaleureuses.

Ne demandez jamais à cet Alceste, orgueilleusement drapé dans son idéal, le sens éminemment français et souriant de la mesure, ni son légitime héritier, le sentiment tout parisien du ridicule, qui caractérisent, en effet, l'œuvre d'un Molière et la sagesse de Philinte ; il fut un aristocrate violent, trait distinctif dans le monde plus frondeur hautain du noble faubourg.

Sans déserter jamais le camp des génies ni l'empyrée des chefs-d'œuvre, il donnait l'impression du plus vivant des théoriciens.

En guerroyant sans trêve, il avait trouvé le secret d'évoluer sans rien renier du fond de sa doctrine ; aussi bien, l'esthète un peu cosmopolite de jadis était-il devenu le plus résolu des patriotes : après Léonard de Vinci, « ce frère italien de Faust », qui l'avait guéri de l'impuissante niaiserie des sciences occultes en le conduisant tout droit de l'ancienne « Révélation » divine à la nouvelle méthode expérimentale, les méfaits politiques de la *Séparation* n'avaient-ils point devancé de peu les forfaits allemands de l'invasion, pour intéresser toute son âme à « la grande pitié des

(1) Portrait de son sosie le mage Merodack, dans son premier roman : *Le Vice Suprême*, 1884, chapitre XVIII.

Églises de France » ? Et l'admirateur convaincu du Parthénon radieux s'était montré le plus avisé précurseur des amis de nos cathédrales soi-disant gothiques : depuis quelques années, longues comme des siècles, nous savons déjà comment le plus militant de nos intellectuels a « manifesté » (1); tous, soudain, sa voix s'est tue, et que nous reste-t-il aujourd'hui de ce martial éveilleur d'idées dans cet inexorable silence ?

Plus tard, on découvrira, dit-on, Péladan... Mais pourquoi, dès aujourd'hui, ne pas essayer de le définir ? Ici, la tâche apparaît relativement facile et quasi superflue, puisque, de 1902 à 1917, la collection de la *Revue Bleue* contient silencieusement la plupart de ses meilleurs articles : cependant, la sympathie fervente de son ami Paul Flat n'est plus là pour en extraire l'expressive formule ; et dans la fuite insouciante des heures, au lendemain de la mort aux yeux clos, quelle plus grande mélancolie que ce muet entassement des livres fermés ?

Qui les relira tôt ou tard, ces romans ensorcelés ou délicats, ces tragédies byzantines ou babyloniennes, ces traités savants ou voluptueux ? Qui se doutera demain, dans la préoccupation d'une aurore, de la crépusculaire forêt de formes et d'idées que recèlent les vingt-deux tomes de *l'Ethopée* où *la Décadence latine* annonce en symboles balzaciens *la Décadence esthétique*, et les huit pièces publiées d'un théâtre dont la « musique littéraire » (2) rapproche ingénûment la pensée d'Eschyle du procédé de Wagner, et les sept in-octavo non moins imposants de l'*Amphithéâtre des Sciences mortes*, et tous les petits livres où *la Chaîne des Traditions* renoue infatigablement *les Idées et les Formes*, et chacune de ces étranges et substantielles brochures où l'auteur se reflétait tout entier, dans son érudite effervescence, enfin la trilogie récente des *Drames de la Conscience*, à mettre « en toutes mains », privilège que ne pourraient toujours obtenir les plus opulentes *cumulpées* de la grande série !

Mais l'actualité, qui contient tant d'éternité, nous conseille d'abord de relire les quatre derniers ouvrages inspirés par la ruine de nos églises et par la barbarie des civilisés, sans oublier cette *Philosophie de Léonard de Vinci* qui brille libéralement d'un éclat particulier, dans sa plus nette lumière, au milieu des longs travaux suggérés par les manuscrits du plus poétiquement savant des peintres ! En trente-cinq ans d'enthousiasme et de labeur, généreusement, mais confusément, Péladan nous aura laissé plus de cent volumes où gît la doctrine qu'il demandait vainement au génie païen de Goethe, « si l'on entend, par là, l'adhésion d'amour et de volonté à un système ou à un *credo* » (1). Car ce critique assez exceptionnel avait un *criterium* pour guider son choix (2) et ne s'imaginait point un instant que la critique d'art avait rempli toute sa mission quand elle avait constaté sans frémir la névrose de la jeune peinture française et l'ataxie des cubistes !

*
* *

L'hommage le plus loyal à son immense labeur serait de retrouver le vrai Péladan sous ses portraits de circonstance et son costume de légende.

Après avoir trop complaisamment exposé « comment on devient mage », il se défendait silencieusement de l'avoir jamais été : mage, il le fut pourtant, dans toute la force du terme, aussitôt qu'il cessa de le paraître, — si la plus haute définition de la magie n'est autre que la mise en action d'une influence que l'homme voudrait posséder sur la nature et la mainmise du *moi* sur le *non-moi* qui l'assiège ou, plus simplement, une longue discipline secrète du vouloir humain. Ce n'est pas en vain qu'au mystérieux printemps des chimères, un jeune provincial dépaysé rêvait « une adaptation de la vieille magie chaldéenne à la *contemporanéité* », selon les ascèses de l'initiation antique et des rudes règles claustrales : Merodack, son *alter ego* romanesque, qui se définit orgueilleusement « sommet de volonté consciente », avouait avoir été conduit par la métaphysique à l'hermétisme : et, dans sa réponse à la clairvoyante préface de Barbey d'Aurévilly, le jeune romancier du *Vice Suprême* écrivait, en mai 1887, à son vieux maître : « Ne voyez, pour un moment, dans l'hermétisme, qu'une méthode d'individualisation, un mode de triple entraînement de l'esprit vers la Conception, de l'âme vers la Bonté, du corps vers la Beauté, en un mot l'exode de l'orgueil individuel vers un Chanaan d'expansion ». C'est « le culte du *moi* », de son contemporain Maurice Barrès, enveloppé dans les parfums orientaux de la Kabale et de la Gnose : mais, avant tout, c'est la réaction d'une volonté sur la vie : *réaction*, le mot suffirait, semble-t-il à résumer l'existence entière de ce *Faust*

(1) Relire, dans la *Revue Bleue*, 1917, n° 11, le bel article de Paul Flat sur Péladan pendant la guerre.

(2) Joli mot de Claretie sur *Le Fils des Etoiles*, refusé en 1892, à la Comédie-Française.

(1) V. *Goethe contre la Kultur*, dans *l'Art et la guerre*, 1917, page 39.

(2) Relire l'étude capitale et prophétique sur l'influence allemande en critique d'art, dans la *Revue Bleue* de 1903.

français, religieux adorateur de l'Hélène antique, et tout l'effort de son œuvre touffu, mais harmonieux, comme le bois sacré de sa pensée.

Profondément, le « classique » Richard Wagner n'appelait-il pas le courageux Beethoven « le Mage divin » ? Sur ces hauteurs sans frontières, les génies, que Baudelaire intitulant non moins mystérieusement *les Phares*, sont les mages souverains. De cette magie supérieure, qui date sa toute puissance du jour où nous la voyons renoncer à son ambition décorative, le précepte fondamental est l'exercice ou l'entraînement de la volonté militante à l'aide de talismans, qui sont ici les chefs-d'œuvre : et l'esthète ou *l'ariste*, comme Péladan se nommait dans son argot d'érudit, c'est le mage devenu critique d'art pour la plus grande gloire de Dieu, source éternelle de toute beauté, car « Dieu seul existe ». Nous voilà prévenus.

« Je suis entré dans les lettres par l'esthétique, et dans l'esthétique par cette formule : *Je crois à l'Idéal, à la Tradition, à la Hiérarchie* ». Ainsi parlait très consciemment le salonnier, pour toujours illuminé par la révélation de Rome avant d'avoir connu Paris, et bientôt transfiguré par le clair-obscur mélodieux de Bayreuth, où le blanc *Parsifal* apparut dans son rêve naissant d'idéaliste autoritaire comme une *réaction* sublime contre la triste prose artistique et sociale de son temps sans foi ni loi... Nous comprenons maintenant, à distance, dans un premier recul de l'histoire déjà, combien le Salon de 1881 et le Paris de 1888 ont dû le plonger « dans la stupeur » !

Mais, aussitôt, cette stupeur du retour se change, dans le cratère bouillonnant de cette âme *réagissante*, en indignation : subitement et définitivement, au lendemain des lointaines féeries de l'eurythmie silencieuse ou de l'orchestre invisible, l'enthousiasme de cet adorateur de Raphaël et de Wagner devient, à l'égard du vulgaire présent qui l'entoure, une sorte d'exécration méprisante ; et si toute réaction consiste en une résistance matérielle, psychologique ou sociale, Péladan fut le *réactionnaire* par excellence, et non pas seulement prudent conservateur des anciens régimes, mais lutteur opiniâtre, ayant des idées et ce courage de les défendre que le moins aveugle des patriotes apercevait « si rare en France ».

Donc, la volonté toujours active de l'esthète a voulu *réagir* éperdûment contre la veulerie résignée, contre l'imitation servile, contre l'obéissance passive de la critique nouvelle sans boussole et de l'art moderne sans idéal : le confident subtil de Léonard combattait pour le *style* ordonnateur de formes et d'images, de belles assemblées et de célestes expressions, de gestes nobles et de sourires divins ; il résistait à l'assaut des faits et des lois, au nom de la création de l'artiste échappant à la servitude ambiante et « parfaitement indépendante », à ses yeux, de la fatalité des heures ; et le *bodegone* ou la nature morte, fut-elle de Chardin, n'a jamais reçu de lui l'absolution. Le classique a résisté jusqu'à la mort à *l'à-peu-près* insouciant de l'impressionnisme et de la couleur « qui vibre » autant qu'à la lourde invasion du réalisme, cet assassin du goût, que le plus grand poète de la peinture française appelait « l'antipode de l'art ».

Cézanne et Manet, Tolstoï et Zola, bien avant Rodin, devaient être ses ennemis, qu'il ne ménageait guère ; et Renan-Fragonard, qui balance au-dessus des idées « l'escarpolette de l'exégèse », ne convenait pas mieux à son dogmatisme que Taine « le sectaire », devancier minutieux de tous les propagateurs, plus ou moins germanisés, de l'érudition par fiches, qui se targuent d'avoir fait de l'esthétique « une annexe de l'histoire ».

Intolérant jusqu'à l'injustice, cet érudit sans indulgence pour l'érudition regardait le *campo santo* de l'histoire aussi distraitement que le décor de la nature : le paysage le laissait froid ; il accordait à peine aux portraits « le droit d'être laids » (1). Le musée l'accapara d'abord et le rendit exigeant. « Le livre lui gâta la vie ; l'archaïsme de ses préoccupations le ferma à la *contemporanéité*. A s'isoler du siècle, il contracta l'habitude de la vie artificielle rétrospective, et comme son corps d'éphèbe jurait avec l'habillement actuel, ses cogitations portèrent toutes des dates lointaines » (2). On ne saurait mieux se connaître et se définir.

En dernière analyse, Péladan fut un métaphysicien passionné parmi tant de froids héritiers du positivisme : il pensait *dogmatiquement* et ne voyait que *l'artiste*, alors que Taine procédait *historiquement* et n'envisageait que *l'époque* ; l'un invoquait le permanent et l'universel, l'autre analysait l'ondoyante corrélation des effets et des causes : l'historien se cantonnait dans le relatif quand l'esthète aspirait à l'absolu : ces deux esprits systématiques n'étaient point nés pour s'entendre (3).

A déchiffrer anxieusement ce revenant de la Renaissance, on finissait par croire à la métempsychose ; et l'*humaniste* en retard de quatre siècles nous semblait l'ombre en exil d'un Marsile Ficin

(1) ALFRED DE MUSSET, *Un mot sur l'art moderne*, daté du 1er septembre 1833.

(2) *Le Vice Suprême*, 1884, chap. XX.

(3) V. *Réfutation esthétique de Taine* (1906) et *De l'Humanisme* (1909).

venu de Florence en plein Paris naturaliste : on se figurait, à l'entendre, « le ravissement d'un chrétien découvrant l'idealisme de Platon, le mysticisme de Plotin » ; sa doctrine entière allumait sa flamme au discours de Diotime evoquant le rayon divin de l'impérissable Beauté ; l'Académie, celle d'Athènes, n'eut pas de plus amoureux disciple.

Après Sénancour, si romantiquement philosophe, après Stendhal, si subtilement psychologue, après Michelet, si lyriquement physiologiste, on écoutait volontiers le dernier convive attardé du *Banquet* platonicien disserter de l'Amour et de la Volupté, sans oublier le vice, et retrouver mystérieusement, dans ces transfigurations de la chair par la pensée, le principe même de l'Art qui « spiritualise » les formes, depuis les ineffables sourires de Léonard jusqu'à la luxure aux paupières cernées de Félicien Rops. Esthète où romancier, Péladan parcourut la gamme entière de la « volupté spirituelle » avec plus d'éloquente ferveur que de candide tendresse.

Cette identité de l'art et de l'amour, enfants jumeaux de l'émouvante Beauté, n'a-t-elle pas secrètement préoccupé les natures d'artiste ? « J'ai aimé davantage », avouait Michelet comme César Franck, pour expliquer modestement la sensibilité qui débordait de ses *résurrections ;* « admirer, c'est aimer par l'esprit » a répondu Péladan, qui faisait dire, dès sa jeunesse, à son héros favori : « J'ai le cœur à la tête, je suis le fiancé des idées, un chevalier de Malte du mystère » ; et ses plus sincères enthousiasmes ne se diamantent jamais de ces larmes d'admiration qu'inspirent les chefs-d'œuvre de la nature ou de l'art, — les seules que M. de Chateaubriand prétendait avoir versées, dans sa longue vie vagabonde de chercheur d'images et d'émotions.

*
* *

Ramener la complexité de la vie pensante à l'unité d'un principe, n'est-ce point la *stylisation* permise à la critique ? Sans émondage arbitraire ou partial, il était bien tentant de chercher la pensée directrice, le motif conducteur, Péladan lui-même aurait dit, avant 1914, le *leit-motiv* de son œuvre ; en un mot, d'essayer la synthèse de ce grand synthétiste : et nous croyons l'avoir entrevue dans ce vénérable *principe d'autorité* qu'il brandissait contre la moderne liberté, devenue trop fréquemment l'anarchie.

Héritier de la plastique Renaissance et de l'ardent romantisme, le disciple indépendant de Barbey d'Aurévilly se rattachait à la famille entêtée des Joseph de Maistre et des Bonald, et du Lamennais, première manière, qui se révélait, en 1817, l'adversaire de « l'indifférence » : il gardait de la contre-Révolution l'allure dogmatique, la formule sentencieuse, la dialectique agressive et brouillonne, le ton tranchant et flamboyant comme le glaive de l'archange exterminateur, bref l'accent particulier des polémistes ultramontains, qui préféraient aux odeurs de Paris le parfum de Rome. Mais, alors, dans la lutte gigantesque où s'affrontent la moyen-âgeuse autocratie de l'Empire germanique et la libre clarté du grand jour nouveau qui se propose d'éclairer le monde, un redoutable problème intervient et, d'abord, une insidieuse objection : ce vieux *principe d'autorité*, n'est-ce pas en son nom que « la conception allemande du monde » voudrait nous imposer l'exécrable bienfait de son hégémonie ?

Non, matérialiste et névrosée, la Germanie du xxe siècle n'incarne pas l'autorité, mais la tyrannie ; et loin des Barbares, en son Panthéon latin, l'âme autoritaire de Péladan pouvait transporter sur le manteau de Faust le génie lumineux de Gœthe. L'objection, comme l'ennemi, recule ; mais le problème subsiste : il s'agit seulement de le poser.

Le legs du dernier des *Humanistes* à ses contemporains, son meilleur ouvrage, est l'exemple d'un vrai courage intellectuel, d'une grande force de résistance, d'une belle ferveur d'affirmation ; Péladan fut un enthousiasme au service de l'ordre et du style : et quel meilleur titre à la gratitude ? Mais imbu de regrets érudits et de sciences défuntes, — donc longtemps suspect ou méconnu, — quelle influence ce réactionnaire exercera-t-il encore sur notre France convalescente, nécessairement positive et démocratique ? Sa nostalgie de toute la Beauté passée, quelle place obtiendra-t-elle en nos lendemains laborieux ? Et d'abord entendra-t-on son langage de païen mystique et d'hellénisant, dont la prose, en français, parle grec et latin ?

Ce point d'interrogation contient symboliquement tout l'avenir de l'Art et de l'Humanisme, c'est-à-dire le sort de l'aristocratie de l'intelligence, menacée par le déclin grandissant de notre indispensable éducation gréco-latine ; et le patriote n'empêchait point l'esthète de déplorer franchement notre décadence intellectuelle, artistique et morale, dont la menace éveille les appréhensions des lettrés : « Depuis la victoire de la Marne », écrivait-il, « nous avons retrouvé l'estime de nous-mêmes, mais à la bataille seulement. Aux prouesses, nous égalons nos ancêtres. Cette renaissance guerrière rend plus lamentable notre misère civique, par

comparaison. Le front s'élève jusqu'aux nues ; mais que l'arrière est lourd et traînant, et l'art fait partie de l'arrière. L'art s'appelle l'Après-Guerre, cauchemar plus épeurant peut-être que la guerre même (1). »

Enfin, si le vibrant souvenir de ce classique original peut nous faire comprendre, un peu tard, combien la monumentale évocation de *l'École d'Athènes* surpasse, de toute son harmonie, la porte ouverte par un Manet sur *Le Bar des Folies-Bergère*, rien n'est perdu, l'esthétique est sauve, et l'Idéal peut refleurir encore une fois parmi tant de ruines irréparables de notre sol et de nos cœurs.

RAYMOND BOLYER.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Dans le fascicule d'octobre de la *Fortnightly Review*, une importante variation, signée Archibald Hurd, sur ce thème : « *When Germany sees red* — Quand l'Allemagne voit rouge. »

« Les nouvelles difficultés économiques, politiques et aussi d'ordre dynastique qui ont commencé pour l'Allemagne au lendemain de la révolution russe présagent clairement la ruine prochaine de nos ennemis, écrit M. Archibald Hurd. Un collaborateur de Herr von Kühlmann, un des hommes qui là-bas connaissent le mieux les besoins de leur pays et en même temps un partisan sincère du triomphe définitif de la démocratie en Europe, déclarait, il y a quelques années, que sous ce rapport tout dépendait de la conduite entre eux des trois empereurs. « La politique autocratique, professait-il, est aujourd'hui une basse cuisine qui mijote dans une marmite à trois pieds. A la condition qu'ils demeurent unis, le Kaiser, le czar et l'empereur d'Autriche sont présentement les arbitres du monde. Et puis, que l'un d'eux vienne à se dérober, les deux autres sont fatalement perdus... et alors c'est tout le bouillon de l'autocratie qui f... le camp. » (Comme le café de Louis XV... Après quoi, si l'image semblait un peu hardie et ce « bouillon de l'autocratie » un peu chargé, je n'y pourrais rien).

« Guillaume II, prétendant dominer l'univers, le souci de maintenir étroit l'accord entre lui et ses deux « frères » inspirait toute sa manière, poursuit M. Archibald Hurd. A vrai dire, le Kaiser ne négligeait par une occasion de leur rappeler l'impérieuse nécessité d'une solidarité dans laquelle l'Allemagne, la Russie et l'Autriche se devaient de faire bloc contre l'ennemi commun : la démocratie. Le grand sabre et les allures autoritaires du « seigneur de la guerre » imposaient d'ailleurs si bien au faible Nicolas II que celui-ci tint toujours rigoureusement secret tout ce qu'il savait dans le détail de la marine allemande et des vastes espoirs que Guillaume II mettait en elle... N'empêche que la mobilisation qui, en 1914, dressa l'une contre l'autre l'armée du Kaiser et celle du Czar a sonné le glas du despotisme. La violation de la neutralité belge détermina l'intervention de l'Angleterre dans le conflit et cette intervention changea la force des choses. Il appartiendra à l'histoire de préciser un jour dans quelle mesure l'Angleterre s'employa d'abord à aider la Russie de ses conseils, de son argent et de ses munitions... »

Et, de transition en transition, notre auteur arrivera à la démonstration — point nouvelle quant au fond, bien sûr, mais ici particulièrement intéressante grâce à ce ton de superbe implacabilité qui n'est qu'à John Bull — de l'immense « faute » que l'Allemagne aura commise en menant la guerre comme elle fait sur terre, dans les airs et sous les eaux. Cependant, je traduis encore ces dix lignes, où M. Archibald Hurd se résume pour finir et auxquelles les événements qui se déroulent tandis que j'écris donnent un singulier à-propos : « Demain, il n'y aura plus place dans la civilisation pour les brillants « seigneurs de guerre », armés jusqu'aux dents, dont c'est la grande affaire de chercher querelle aux petits et aux faibles. Si l'Europe de 1815 a banni Napoléon à Sainte-Hélène, que sera le verdict de l'humanité à l'endroit d'un prince qui, maître absolu dans ses Etats, aura voulu le martyre de la Belgique, le sac du Nord de la France, la suppression de la Serbie et du Monténégro, qui aura admis l'emploi des gaz asphyxiants, la torture pour les prisonniers de guerre, la pratique de la piraterie sous-marine, et qui aura toléré, encouragé, ordonné tant d'abominables assassinats? Et que se produira-t-il quand, à l'heure de l'irrémédiable défaite, le peuple allemand verra rouge encore un coup ?... Le pire danger pour les Alliés est celui qui viendrait d'une « offensive de paix » soigneusement préparée par les dirigeants d'outre-Rhin dans l'espoir de sauver tout ensemble la dynastie et le militarisme. »

Jusqu'au duel « Czernin-Clémenceau » et à la retentissante mésaventure de « Charles l'Imprévu », comme les Viennois appellent le successeur du lamentable François-Joseph, ceux qui chez nous n'ont point cessé de croire aux diplomaties de la vieille école et à la manière des chancelleries d'antan ont souvent pensé qu'une politique possible était celle qui en ménageant l'Autriche au détriment de la Prusse eût tendu dans ses dernières visées à les opposer l'une à l'autre : refaire en sens inverse l'œuvre que consacra la signature des Traités de Westphalie, le programme n'eût point été à dédaigner pour nos modernes Richelieus. Bien que les événements aient surabondamment établi l'inanité d'une conception au service de laquelle il se fût agi de nécessité et d'abord de rompre l'accord entre les complices, il n'est pas absolument prouvé qu'on ne puisse aujourd'hui encore différer d'avis quant à l'opportunité d'un démembrement de l'empire austro-hongrois. Ainsi, le *Journal de Genève*, dont les sympathies pour l'Entente et pour les nationalités opprimées ne sont d'ailleurs point douteuses, estimait-il tout au bref dans un récent article que les Alliés seraient sages d'y regarder à deux fois avant que de vouloir avec trop de résolution la ruine de l'Autriche.

Mais ce que l'on ne peut décidément pas ne pas admirer, c'est l'unanimité et la sombre énergie des haines que les premiers intéressés dans la question ont

(1) *L'Art et la Guerre* (E. de Boccard), p. 341.

vouées au Habsbourg : et ce sera un grand signe devant l'histoire quand seront révolus les destins, comme dès maintenant c'en est un au jugement de quiconque se refuse à tenir pour négligeable votre en politique le facteur « sentiment ».

De ce point de vue, il faut féliciter notre confrère la *Nation Tchèque* d'avoir eu l'heureuse idée de recueillir et de publier dans sa teneur intégrale (numéro du 1er octobre) ce document : le réquisitoire où, à la veille de la chute du ministère Seidler et de son remplacement par le ministère Hussarek, le député Strânsky se faisait au parlement de Vienne le porte-parole de tous les Slaves d'Autriche et dont voici un fragment qui suffira du reste à donner le ton général du morceau :

« C'est devenu le principal devoir du peuple tchécoslovaque de nuire à l'Autriche en toute occasion. Nous devons cela à notre fidélité envers notre peuple et envers la couronne de Bohême et cette fidélité ne peut se manifester autrement que par la trahison de l'Autriche. Aussi sommes-nous décidés à la trahir partout où nous le pourrons.

Et puis, est-ce encore un Etat, cette Autriche-Hongrie? Nullement ! C'est un rêve affreux, un cauchemar séculaire, et voilà tout ! C'est une agglomération de huit nations irrédentistes, les Allemands compris. C'est, en un mot, un monstre! Que peut-être, en effet, cet Etat dont les soldats tchécoslovaques, nous le savons tous, se sont jetés hardiment contre l'ennemi... pour l'embrasser, pour se joindre à lui, pour créer des régiments, des brigades, des corps, des armées entières, afin de pouvoir combattre contre cet étrange Etat!

« Que M. Seidler prenne donc note que je considère cette Autriche, dont selon lui l'intangibilité ne saurait être mise en question, comme un crime séculaire contre la liberté humaine, sa disparition est pour nous hors de question. Qu'il prenne note que pour la nation tchécoslovaque, nuire à cette Autriche partout et aussi souvent que possible, n'est pas seulement une intention pacifique, un moyen de conservation, mais le devoir national le plus sérieux et le plus pieux, la plus grande tâche morale...

« Si aujourd'hui des brigades tchécoslovaques combattent contre l'Autriche, cela prouve tout simplement que cette Autriche est plus corrompue encore que le Danemark de Shakespeare. Quel autre Etat, en effet, a autant de transfuges? Vous répétez sans cesse que l'Angleterre à des Irlandais. Avez-vous entendu dire qu'il y ait quelque part une légion irlandaise? Qu'il y ait dans les empires centraux des légions françaises, qu'il y ait eu des légions russes au cours de la guerre avec la Russie? La Turquie elle-même, Messieurs, n'a pas de légions chez ses ennemis. Il doit donc y avoir une cause profonde pour qu'il existe chez l'ennemi des légions tchécoslovaques, polonaises et yougoslaves...

En face de cette Autriche avec une « épine dorsale allemande » nous déclarons hautement :

Que nous éprouvons contre elle une haine éternelle ;
Que nous la combattrons ;
Et qu'avec l'aide de Dieu, nous finirons par la démolir ! »

Ce qui s'appelle parler ou je n'y entends goutte... et, quoi qu'on pense d'un démembrement éventuel de l'Autriche, qu'un gouvernement doive ouïr à son adresse *coram populo* pareil langage, voilà, sauf erreur, qui juge le pays qui en est affligé.

GASTON CHOISY.

DANS LES BOITES DES QUAIS

MONSIEUR DE TOURREIL

M. de Tourreil, qui, né, à Toulouse, mourut en 1714, à Paris dans la cinquante huitième année de son âge, était de ces hurluberlus, qui passent leur vie dans la compagnie des livres. Ils y acquièrent d'habitude une réputation qui reste mesurée et une candeur d'âme, que le monde apprécie diversement. Soit pourtant que M. de Tourreil sût relever d'un peu de brigue ses mérites discrets d'érudit, soit qu'il y fût naturellement porté par la sympathie des milieux savants où il vécut, l'Académie Française, après celle des Inscriptions et Belles-Lettres, l'honora d'un fauteuil en 1692, voulant ainsi récompenser l'un de ses fidèles lauréats en même temps que le traducteur réputé du grand orateur grec Démosthène.

Les traductions de M. de Tourreil étaient loin cependant, il faut en convenir, d'emporter l'unanimité des suffrages. Racine et Boileau notamment leur reprochaient d'être surtout des paraphrases et à M. de Tourreil de prétendre avoir plus d'esprit que Démosthène, de défigurer son modèle sous prétexte de l'embellir.

Il est de fait qu'en matière de traduction M. de Tourreil, qui y consacra d'ailleurs sa vie entière, professait des théories, qui ne laissent pas de prêter à la controverse. Il pensait qu'un traducteur, s'il a pour premier devoir d'être rempli de son auteur, ne doit pas aller jusqu'à s'en enivrer, qu'esclave du sens il restait maître de l'expression et que les pensées, qu'il traduisait, quoique tirées d'une langue étrangère, devaient paraître conçues dans la langue même, où elles étaient transposées. Aux idiotismes de son auteur, M. de Tourreil substituait donc de parti-pris des gallicismes à outrance et à exagérer dans l'application un principe, contre lequel il ne semble pas qu'on puisse en théorie élever des objections sérieuses, M. de Tourreil ne prit pas assez garde qu'il risquait de tourner en défauts les qualités mêmes, qu'il recherchait avec tant de labeur. De traduire, en effet, par *Messieurs* l'apostrophe d'*Athéniens*, dont Démosthène a parsemé ses discours, cela n'est sans doute qu'une fantaisie sans conséquence, mais qui frise déjà la faute de goût. Quant à appeler *proie du premier occupant* cette *proie des Mysiens*, que Démosthène allègue en un passage de sa harangue pour Ctésiphon, si c'est bien à la rigueur respecter le texte dans son sens général, c'est aussi peut-être, pour ne pas vouloir parler grec en français, parler trop bien français en grec (2).

(1) Œuvres de M. de Tourreil. Paris, chez Michel Brunet, 1721, 4 vol. in-12.

(2) M. de Tourreil se justifie par ces raisons, qui mettent bien en lumière sa conception du genre : « Pour dire qu'un peuple était réduit à la dernière faiblesse, on disait qu'il pouvait être pillé par les Mysiens mêmes, eux qui avaient coutume d'être pillés par tous les autres peuples... Parce que le proverbe grec n'aurait

Cette manière de traduire, Marmontel nous paraît l'avoir estimée à son exacte valeur, en disant dans l'*Encyclopédie* qu'elle convient mieux aux gens du monde, qui recherchent dans un ouvrage l'agrément ou l'utilité, qu'aux savants, qui lui demandent avant tout de refléter fidèlement la production d'un tel pays et le monument d'un tel âge. Ainsi les traductions de M. de Tourreil, dont il ne faut pas oublier que quelques-unes, comme celles des deux discours *sur la Couronne*, lui coûtèrent quinze ans d'un travail assidu, nous apparaissent en définitive comme l'effort malheureux d'un savant, qui voulut rendre sa science aimable pour ne pas être confondu avec ces scoliastes et ces compilateurs que le mot d'érudit, avec l'acception péjorative du temps, suffisait alors à discréditer.

Mais s'il fut et s'il est resté un traducteur discutable, M. de Tourreil n'en demeure pas moins une figure curieuse parmi ces bibliophiles du grand siècle, pour lesquels les gens d'étude ne peuvent se défendre, quels qu'aient été leurs travers, d'une sympathie indulgente. On ne saurait citer sans respect le nom des Ancillon, des Baluze, des Patru et de toute cette pléiade de lettrés, où M. de Tourreil comptait tant d'amis. C'était Huet, le fameux évêque d'Avranches, l'homme de France qui avait peut-être le plus lu. C'était encore le savant Boivin, garde de la bibliothèque du roi et cet abbé de Longuerue, qui, comme d'ailleurs Pascal, Malebranche, la Motte et l'abbé Prévost, affichait pour la poésie un mépris singulier.

M. de Tourreil était parfaitement à sa place en cette docte compagnie. Les livres remplissaient également ses appartements et sa vie. Ils formaient presque tous ses meubles. Dès son réveil, il s'y plongeait avec passion et ni le jeu, ni la promenade, ni les spectacles ne l'en pouvaient distraire. Subsistant de légumes et de fruits, usant peu de vin, il n'eut de joies que spirituelles et l'on n'apprend pas sans quelque attendrissement qu'il tint pour le plus beau de sa vie le jour, où il eut l'honneur de présenter au grand Roi le premier Dictionnaire de l'Académie Française. Il le fit avec cette finesse, que les hommes d'étude savent mettre dans leurs compliments, quand ils se mêlent d'en faire. Nous nous plaisons à espérer que Louis XIV ne demeura pas insensible à la délicatesse, qu'on mit à lui offrir le trésor d'une langue, dont on consentait à dire qu'elle se perfectionnait autant de fois qu'il la parlait ou qu'elle parlait de lui. Au surplus dans les trente-deux allocutions qu'en cette conjoncture, il fut appelé à adresser à tous les Princes et membres de la cour, M. de Tourreil déploya tant d'élégance et si variée, que députés, prélats, abbés et magistrats, tous les tenants en un mot de l'éloquence officielle, le reconnurent aussitôt pour leur maître et le consultèrent désormais comme un oracle.

Les bibliophiles réservent de ces surprises. Sous l'écorce rude de leur singularité érudite, ils cachent souvent un esprit paré de grâces insoupçonnées et une philosophie, qui sait avoir de la profondeur. On en découvrirait maints exemples dans les productions de M. de Tourreil. On en découvrirait dans ces vers latins, qu'il composa, encore jeune, sur l'architecture de l'hôtel Fieubet à Paris et où il évoque les canons et les mortiers, que l'on forgeait à l'Arsenal, en des termes, dont l'actualité pourrait encore s'inspirer.

Castrenses, tonitrus, bellatricesque procellas.

On en découvrirait dans ses *Essais de jurisprudence*, où il examine si l'on doit punir les ingrats, si la torture est une bonne voie pour découvrir la vérité, si le bien d'un Etat demande des lois uniformes, et à propos desquels, s'il reçut des uns le reproche de préciosité, l'abbé Fleury le félicita d'avoir su donner de l'agrément à un sujet, qui en paraissait le moins susceptible.

On en découvrirait enfin jusque dans ces discours académiques, où les convenances du lieu et les règles du genre versent d'ordinaire autant de solennité que d'ennui et que M. de Tourreil sut maintes fois pimenter de vues personnelles et d'à-propos piquants. Je m'en voudrais de ne pas rapporter ici l'une au moins de ces pensées, qui s'imposent à la réflexion de tous les esprits et de tous les temps. « Les véritables savants, dit M. de Tourreil, ignorent le ton affirmatif et, combattus par leurs propres lumières, ils doutent presque de tout, tandis que les autres, débarrassés de tout ce qui tient l'esprit en balance, savent ne douter de rien, tranchent, décident en maîtres, abusent des malheureuses facilités que donne l'insuffisance, et, pleins de l'orgueil qui la leur cache, s'arrogent le droit, que ceux-là n'osent exercer. »

Un polygraphe, mort d'hier, répétait à son tour il y a quelques années : « Avez-vous remarqué comme le monde se coupe en deux nettement : d'un côté l'esprit de science qui doute et qui cherche, de l'autre l'esprit d'ignorance qui croit et qui affirme ? »

Ce polygraphe — ai-je besoin de le dire ? — était aussi un bibliophile et des plus éminents. Et qu'à deux siècles d'intervalle deux hommes, d'esprit et de culture aussi différents que Rémy de Gourmont et M. de Tourreil, aient communié dans la même passion des livres et proclamé le même devoir de modestie intellectuelle, de scepticisme scientifique, n'y avait-il pas là un syncrétisme qui méritât d'être signalé, une leçon philosophique qui valût d'être dégagée ?

C'en sera assez, croyons-nous, pour excuser l'auteur de ces brèves notes d'avoir évoqué les ombres oubliées de M. de Tourreil et de ses savants amis, d'avoir un instant interrompu leurs entretiens sous les noirs térébinthes des champs élyséens.

E. PÉLISSIER.

---

point eu de grâce en notre langue, j'ai cru que je pouvais recourir à un équivalent et rendre le texte par quelqu'une de ces façons de parler proverbiales, qui sont en usage parmi nous. »

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CHARLES MOUREU, publie : **Pottevin** : *Les Instituts universitaires des Sciences appliquées* ; **Ch. Garin**. *Nos défenses contre l'invasion du Paludisme, en France* ; baron **Charles Mourre** : *Les Causes des Variations du taux de l'intérêt*, des *Notes et actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant : ALB. **DAVY**

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures.
tous les mardis sur rendez-vous.

N°21 56e ANNÉE 2-9 NOVEMBRE 1918

LES TCHÉCO-SLOVAQUES (1)

Comme M. Frédéric Austerlitz, un des chefs des socialistes d'Autriche, l'a remarqué dans un récent article du *Kampf*, l'armature politique de la monarchie dualiste, en dépit de ses multitudes défaites militaires, a montré une solidité qu'on ne lui supposait guère et, bien que profondément ébranlée par quatre années de guerre, l'Etat, grâce à la bureaucratie, conserve au moins une apparence d'existence. Il semble paradoxal que, en dépit de ces preuves de résistance, la conviction se soit de plus en plus répandue qu'une catastrophe finale était inévitable. Qu'un empire se brise et se morcelle quand, dans sa lutte contre l'étranger, son impuissance s'est révélée, rien de plus naturel, et l'histoire nous en fournit de nombreux exemples ; au contraire, un Etat qui supporte quatre années d'épreuves aussi terribles que celles qu'a traversées l'Autriche-Hongrie, devrait trouver une nouvelle vie dans ses sacrifices mêmes et grouper autour de lui un faisceau plus solide de dévouements. En Autriche, au contraire, plus la guerre se prolonge, plus les adversaires des Habsbourgs se multiplient et plus ils se montrent irréconciliables, tandis que les défenseurs de l'ancien système abandonnent la lutte ou ne lemagne établissait sa domination sur le monde. la soutiennent plus que sans espoir et par acquit de conscience. C'est que la guerre, comme il était naturel, a accru les exigences des Allemands et des Magyars, et qu'il est absurde de supposer que les Slaves se résigneront à la servitude qu'on leur réserve. Les passions déchaînées ainsi sont plus fortes que les volontés individuelles. Le successeur de François-Joseph, Charles Ier, ne demanderait peut-être pas mieux que de trouver un terrain d'entente et il n'est pas impossible qu'il soit sincère quand il offre des concessions aux Tchèques. — Les appels qu'il leur adresse n'ont trouvé aucun écho, par la raison bien simple que ses promesses n'ont aucune valeur et qu'il serait parfaitement hors d'état de les faire respecter. Les Slaves le savent et cette conviction détermine leur politique. Les journaux racontaient ces derniers jours que Husarek, le président du Conseil autrichien, avait engagé des négociations avec les députés de Bohème ; — M. Staniek, le président de l'union des députés de Bohème, a coupé court à ces racontars dans le *Venkov* : « Nous ne traiterons pas avec le gouvernement, a-t-il dit, parce qu'il n'y a personne qui puisse nous offrir des garanties de justice et de bonne volonté. « Les paroles claires et ouvertes de M. Staniek, ajoute le *Venkov*, seront approuvées par l'unanimité de notre peuple. Il demande à ses représentants de marcher droit au but fixé par la volonté immuable de la nation ». Ce but, c'est l'union de tous les fils de la race tchèque dans un Etat indépendant.

Rien de plus absurde que d'attribuer à quelques chefs, Masaryk, Kramarsch, Scheiner ou Rachin l'attitude intransigeante du peuple. En réalité, ils

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 20, 1918.

sonnent moins l'impulsion qu'ils ne la subissent. Dès le début des hostilités, tout le monde a compris qu'on était en face d'une crise décisive de l'histoire et accepte la nécessité d'une politique révolutionnaire. La conscience politique a imposé aux partis qui étaient nombreux l'union et l'oubli de leurs querelles qui étaient violentes.

Les quelques hésitations qui s'étaient manifestées à l'origine parmi les catholiques et les socialistes ont été rapidement emportées par le flot général. Les socialistes surtout se sont très rapidement rendu compte que la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche serait nécessairement le triomphe de la réaction, puisque, pour se maintenir au pouvoir, la bourgeoisie allemande et la noblesse magyare seraient condamnées à chercher leur point d'appui dans la bureaucratie, dans l'armée et dans la noblesse, c'est-à-dire dans les forces du passé. Aujourd'hui, écrit Frédéric Austerlitz, toutes les nations slaves sont démocratiques, tandis que la bourgeoisie allemande s'oppose passionnément au progrès et aux réformes ; les Tchèques, pour atteindre leur but, ne comptent que sur eux-mêmes ; les Allemands mettent leur confiance dans la faveur de la couronne. Chez les premiers, la noblesse ne joue aucun rôle et leur ambition suprême est de grouper sous la bannière nationale les diverses classes du peuple sans exception et, au premier rang, les ouvriers ; pour les Allemands, l'ouvrier socialiste n'est qu'un réprouvé et ils cherchent leurs alliés dans les seigneurs de la Chambre haute. Chez les Tchèques et les Slaves en général, le suffrage universel est regardé comme une loi naturelle, que personne ne discute; les Allemands l'ont combattu aussi longtemps qu'ils ont pu ; obligés de s'y résigner, ils l'ont faussé, il n'est pour eux qu'un haillon rouge.

En dehors même des raisons nationales, les Tchèques étaient ainsi fatalement poussés à combattre par tous les moyens l'Allemagne et les doctrines qu'elle représente et, par là, s'explique que leur résistance soit inébranlable. — Leur situation au début était particulièrement difficile. Le gouvernement, dans la prévision de l'oppisition à laquelle il se heurterait, avait pris ses mesures. En 1909, au moment de la crise de l'annexion de la Bosnie, en 1912 et en 1913, pendant les guerres balkaniques, l'attitude des Tchèques avait été si menaçante que le parti militaire de Vienne et de Budapest, redoutant une insurrection ouverte, avait jugé prudent d'ajourner ses projets. Cette fois-ci, il se flattait d'avoir tout prévu. Une loi, votée le 20 décembre 1912, avait soumis à la discipline militaire et à la juridiction des conseils de guerre les hommes de 17 à 50 ans, même dégagés de toute obligation militaire. Le 16 juillet 1913, la Diète du royaume avait été dissoute : le Conseil exécutif de Bohême avait été remplacé par une commission administrative purement bureaucratique. Le Reichsrat était ajourné et n'a été convoqué qu'au bout de la troisième année de guerre. Sans direction, presque sans chefs, — parce que quiconque élevait la voix était immédiatement arrêté, jeté en prison ou envoyé à la potence,— sans journaux,— puisque tout article indépendant était supprimé,— les Tchèques, par une sorte d'instinct spontané, s'entendirent aussitôt sur le rôle qu'ils pouvaient le plus utilement jouer. Une insurrection ouverte n'avait aucune chance de succès et n'eût abouti qu'à des massacres inutiles. Ils avaient mieux à faire : désorganiser la monarchie, paralyser ses forces de combat, jeter le désordre dans l'administration et dans l'armée.

Dans cette lutte de tous les instants, ils ont déployé une constance et un héroïsme qui surprennent l'imagination et qui, quand nous en connaîtrons mieux les détails, leur vaudront l'admiration du monde. En face des infamies et des férocités dont l'Allemagne s'est souillée depuis quatre ans, il est nécessaire, pour ne pas sombrer dans un pessimisme accablé, de se rappeler la hauteur morale où se sont élevés les peuples ligués contre les Hohenzollern et les Habsbourgs. Parmi ces peuples, à côté de la Belgique et de la Serbie, à côté de la France, les Tchèques ont le droit de revendiquer leur place : leur dévouement, pour être moins retentissant, n'a pas été moins absolu ; peut-être oserais-je dire qu'il a été plus universel.

Je ne suis pas sûr que nous ayons tous encore pour les Allemands la haine qui convient et qu'ils méritent. Nous sommes trop distraits par des intérêts multiples, souvent aussi trop éloignés de nos ennemis. Pour savoir ce que sont les Allemands et pour comprendre l'animosité implacable qu'ils inspirent, il faut les avoir vus à l'œuvre dans les pays où ils sont les maîtres, en Pologne, chez les Slovènes, en Alsace, en Bohême. A chaque instant de sa vie, le Tchèque est en contact avec eux, sent s'appesantir sur son cœur la poigne de l'oppresseur ; en chemin de fer, à la poste, dans ses rapports avec n'importe quelle administration, il se heurte à un voisin qui le hait et l'insulte, qui raille ses souvenirs les plus sacrés, qui affecte de le traiter comme un être inférieur et méprisable. Pour se faire une idée un peu exacte des passions et des rancunes qui gonflent les cœurs, il nous faut songer à la veille de 89, aux dédains de la noblesse et aux colères du Tiers-Etat. Depuis trois siècles, les Tchèques souffrents, pleurent, luttent ; depuis cent ans, ils n'ont qu'une pensée : briser le régime qui les étreint, recouvrer la libre disposi-

tion de leur âme et de leur corps. Ils ne vivent que dans un espoir : l'émancipation. — dans une attente : la justice. Plutôt que de laisser se refermer sur eux la pierre du sépulcre où ils étouffent, ils sont prêts à tous les sacrifices et mûrs pour tous les dévouements.

Pour écrire leur résistance, le gouvernement eut recours aux pires rigueurs : la presse fut muselée ; les réunions, interdites ; le pays fut inondé d'espions et de mouchards ; les prêtres furent invités à dénoncer leurs fidèles ; les instituteurs, leurs élèves ; les marchands, leurs clients ; quiconque refusait de se plier à cette misérable mission, était suspect. On frappait les pères pour effrayer les fils ; les femmes, pour décourager les maris. Pendant de longs mois, Mme Benech et Mlle Masaryk furent condamnées à la plus dure captivité, sous prétexte que MM. Masaryk et Benech combattaient le gouvernement autrichien. M. Kramarsch, l'orateur célèbre, le chef du parti jeune-tchèque, fut condamné à mort, parce que trois ans auparavant il avait déjeuné en compagnie de M. Deschanel et qu'on avait trouvé chez lui des journaux étrangers. Les conseils de guerre ordonnèrent des centaines d'exécutions capitales ; des milliers de proscrits furent entassés dans des camps de concentration, soumis aux traitements les plus ignobles ; des femmes, des jeunes filles, instruites, bien élevées, furent insultées, condamnées aux travaux les plus répugnants, offensées dans leur dignité et leur pudeur. Sur les routes, des centaines de pendus se balancèrent aux arbres ; les cimetières se peuplèrent de milliers de morts, victimes de la brutalité et de la barbarie des autorités austro-hongroises.

La haine qu'elles inspiraient s'en accrut. A certaines heures, quand la résolution des suprêmes sacrifices a été prise, les persécutions trempent les volontés et exaspèrent les colères. Les Tchèques avaient brûlé leurs vaisseaux. Ils périraient s'ils ne détruisaient pas l'Autriche. Ils s'y employèrent de leur mieux. Dans la bureaucratie même, ils comptaient nombre d'amis : ils s'en servirent pour paralyser l'œuvre de l'administration ; les ouvriers pratiquèrent le sabotage et la grève perlée ; les paysans se dérobèrent aux réquisitions ou ne cultivèrent plus leurs champs. D'une façon générale, constate le député Wichtl, au premier emprunt, les Allemands de Bohême, moins nombreux que les Slaves, ont souscrit des sommes dix fois supérieures, 9 fois au second, et 8 fois au troisième. Encore convient-il de remarquer que, parmi les personnes qui ont apporté de l'argent au trésor, presque toutes y étaient contraintes par les situations qu'elles occupaient. Le Dr Jaroslav Preis, directeur de la Zivnostenska Banka, un des plus puissants établissements financiers du pays, fut accusé de haute trahison pour avoir vendu à vil prix en Suisse les devises autrichiennes qu'il avait été forcé d'acquérir.

Il s'était constitué à Prague un conseil révolutionnaire : il était en relations étroites avec le Conseil national qui s'était formé à l'étranger sous la présidence du Professeur Masaryk, avec M. Benech comme secrétaire général. Ce Conseil national se donna pour tâche de faire connaître à l'étranger les vœux de la Bohême, de lui gagner des sympathies, et, pour cela, de démontrer à l'Entente par des faits l'appui qu'elle pourrait trouver parmi les peuples slaves et, en particulier, en Bohême. Son œuvre de propagande fut admirablement servie par le dévouement des émigrés tchèques et slovaques établis en Amérique au nombre d'un million et demi, et par l'intelligence et l'héroïsme des soldats tchèques.

M. René Pichon, dans un article excellent de la *Revue des Deux-Mondes* (juin 1918), a résumé les services énormes que les colons tchécoslovaques ont rendus aux Alliés : aux Etats-Unis : ils ont dénoncé les intrigues de Dumba et de ses auxiliaires de l'ambassade germanique, von Pappen et Boy-Ed et, « malgré la disproportion du nombre, ils ont contrepesé l'effrayante pression par laquelle les pro-Germains risquaient de déformer la conscience américaine. »

Dans l'armée, la résistance commença, au moment même de la mobilisation : les soldats refusaient de partir, menaçaient leurs officiers ; il fallut faire escorter par des Magyars ou des Allemands les régiments qui traversaient Prague. La campagne à peine ouverte, en Serbie et en Galicie, des défections se produisent. Les soldats propagent l'indiscipline, dans les régiments, sèment la panique, avertissent l'ennemi des mouvements qui se préparent, interprètent à contre-sens les ordres qu'ils reçoivent. Dès que l'occasion se présente, ils désertent, individuellement ou par masses. Le 36e régiment (Mlada Boleslav) se mutine et est massacré ; dans les Karpates, le 88e, qui tente de se joindre aux Russes, est décimé par les mitrailleuses de la Garde prussienne et des Magyars ; le 35e (Plzen) arrive presque au complet dans les tranchées russes. Le 3 avril 1915, 2.000 hommes du 28e se rendent avec armes et bagages, musique en tête et demandent aussitôt à combattre les Allemands. L'affaire avait été si publique que le commandement militaire juge impossible de la cacher et ordonne la dissolution de ce régiment. On a calculé que, sur les 600.000 Tchécoslovaques qui servaient dans l'armée austro-hongroise,

un an après, 250.000 s'étaient volontairement rendus aux Serbes et aux Russes. Telle était au début de 1915 la démoralisation de l'armée autrichienne, qu'il eût suffi d'une poussée un peu énergique des Alliés pour que la monarchie s'écroulât. Les Allemands ont rendu aux Tchèques un éclatant témoignage quand, à la tribune du Reichsrat, ils ont réclamé des rigueurs impitoyables contre ces rebelles « coupables de tant de trahisons qui, pendant la guerre, ont avili l'honneur de la Dynastie, l'ont affaiblie, amoindrie et désorganisée et ont ruiné sa puissance militaire. »

« C'était la nuit, a raconté M. Orlando dans son discours du Congrès de Rome, une nuit obscure. Nos lignes et celles de l'ennemi étaient plongées dans le silence gros de mystère et de menaces qui enveloppe deux armées qui se trouvent face à face. Aux avant-postes autrichiens, se trouvait une section qui comptait beaucoup de Tchèques. Tout à coup, au milieu du silence, s'élevèrent les notes de l'hymne national. On vit alors les vedettes rectifier leur position, les soldats des tranchées se lever, se découvrir et attendre ainsi la fin de l'hymne. Il passait vraiment dans ces notes un souffle d'épopée. Ces hommes qui, devant eux, avaient l'ennemi dont le feu pouvait les prendre de front ; qui, derrière eux, avaient un autre ennemi, pire encore et plus implacable, qui, au spectacle d'une telle ardeur, d'une si magnifique affirmation de leur foi, aurait pu aussi les fusiller traîtreusement, ces hommes n'ont craint ni le danger apparent, ni le danger caché, et debout, librement, ils ont chanté l'hymne national. » Cent fois cette scène s'est répétée sur tous les fronts, et qui dira les milliers de héros qui sont tombés obscurément, victimes de leur dévouement à leur race !

Les prisonniers, écrivait le correspondant militaire du *Pesti Naplo* après la bataille de la Piave, n'ont pas cherché à se dérober à leur sort. Comme on les interrogeait en italien, ils ont aussitôt répondu : nous ne comprenons pas l'italien, nous sommes tchèques. Avant de les exécuter, on leur a permis d'écrire à leurs familles. Leur main ne tremblait pas, leur fierté n'a pas faibli. Le conseil de guerre les avait condamnés à la potence, mais comme il n'y avait pas de bourreau, on s'est contenté de les fusiller, puis on a pendu leurs cadavres aux arbres de la route, pour servir d'exemple. Sur leur uniforme, on avait attaché une grande pancarte blanche : Verraeter ! Traditori ! — Qui nous battra ? Qui nous brisera ? écrit le poète Bezroutch. Joyeux nous étions dans les banquets et les fêtes : joyeux nous tombons sur le champ de bataille !

III

Ces épisodes isolés, obscurs, dont la foule comprenait mal le sens, dont elle ne saisissait pas la cause profonde et l'enchaînement, dont elle n'appréciait pas la grandeur et le retentissement, finissaient cependant à la longue par frapper l'opinion.

Pour que la cause tchécoslovaque devînt populaire, il ne fallait plus qu'un de ces incidents dramatiques qui provoquent l'étonnement et l'émotion. Le succès est toujours dû à la collaboration de la fortune et de la volonté humaine : heureusement, il est rare, quand une cause est bonne et qu'elle est servie par des combattants de grand cœur, que l'occasion ne la favorise pas un jour. Les Tchécoslovaques ont été mis brusquement en pleine lumière par les événements de Russie et cette retraite à travers la Sibérie qui est déjà célèbre sous le nom de la nouvelle Anabase ; en réalité la fameuse marche des dix mille Grecs en Asie paraît presque facile si on la compare à la prodigieuse épopée de l'armée tchèque au milieu de l'anarchie bolcheviste.

Pendant le XIXe siècle, les adversaires de la Russie agitaient volontiers le spectre du panslavisme. En réalité, le panslavisme politique n'a jamais existé que dans les cerveaux échauffés de quelques pamphlétaires pusillanimes, et même l'idée de la solidarité slave, malgré la propagande d'une poignée de publicistes, n'a jamais exercé d'action bien profonde. Née en Bohême, elle y comptait ses partisans les plus convaincus. La Russie y était populaire et elle attirait d'assez nombreux émigrants. Au début de la guerre, les colonies tchèques en Russie représentaient environ 250.000 personnes et, dès la déclaration de guerre, à l'exemple des colonies tchécoslovaques de France et d'Angleterre, elles fournirent des groupes importants de volontaires. Ils rendirent à l'armée russe de très précieux services. Les officiers louaient à l'envi leur hardiesse, leur mépris de la mort, « leur ardeur extraordinaire dans le service des reconnaissances, leur esprit d'initiative ». Comme ils connaissaient l'armée autrichienne et son organisation jusque dans ses plus infimes détails, ils étaient en mesure d'apporter au commandement des renseignements singulièrement précieux.

Relativement assez peu nombreux, ils comptaient voir leurs rangs se grossir rapidement des déserteurs qui réclamaient à grands cris l'honneur de combattre les Magyars et les Allemands. Ils se heurtèrent à la mauvaise volonté et à la défiance de la bureaucratie russe, et de ses dignes chefs :

Sturmer et Protopopov. Quand les prisonniers demandèrent à prendre place à côté des Russes, on leur répondit en les envoyant dans des camps de concentration où ils furent placés sous le commandement d'officiers d'origine allemande. « On les espionnait, écrit un témoin oculaire ; on dressait contre eux des *listes noires* que l'on faisait ensuite parvenir au gouvernement de Vienne par l'entremise des délégués de la Croix-Rouge austro-hongroise ou allemande chargée d'inspecter les dépôts de prisonniers. » Après la chute du tsarisme, ils ne rencontrèrent pas beaucoup plus de bienveillance et Kerenski entrava par tous les moyens l'enrôlement qui avait été organisé. Les Tchécoslovaques, à force de persévérance et d'adresse, finirent par tourner l'opposition du gouvernement, et ils parvinrent, par ruse, à organiser une brigade tchécoslovaque. Elle se couvrit de gloire au moment de l'offensive de Broussilov (juillet 1917) et sauva l'honneur des armées slaves si tristement compromis par les Maximalistes. La brigade tchécoslovaque, disait le communiqué russe après le combat de Zborov, a capturé 62 officiers, 350 soldats, 15 canons et beaucoup de mitrailleuses, dont la plupart ont été retournées contre l'ennemi ». — « Les Tchécoslovaques, disait le général Broussilov, se sont battus comme des lions ». Kerenski, revenu un peu tard de ses illusions, permit alors le recrutement d'une armée au-gloire au moment de l'offensive de Broussilov (juil-ganisée en décembre 1917. Elle devait former, tonome tchéco-slovaque, qui fut définitivement or-avec les groupes qui allaient être constitués sur le front français, et italien, l'armée nationale de l'Etat tchécoslovaque.

Beaucoup de temps avait été perdu, les prisonniers tchèques s'étaient dispersés ; les uns étaient entrés dans des usines ; d'autres, impatients de trop longs retards, s'étaient glissés dans des régiments russes. Le recrutement ne donna pas les résultats qu'on aurait facilement obtenus plus tôt. En Italie, un représentant du Conseil national tchèque a levé en moins d'un mois 17.000 volontaires sur un chiffre total de 22.000 prisonniers. En Russie, la proportion fut certainement plus faible. Il semble cependant qu'au début de 1918, l'armée tchécoslovaque de Russie représentait de 70 à 80.000 combattants.

Avec l'appui de ces forces tchèques, des Yougoslaves et des régiments polonais, Kerenski et les Bolcheviks, s'ils l'avaient sincèrement voulu, auraient facilement endigué la poussée allemande, qui n'était soutenue que par des éléments assez médiocres. Lénine et Trotski, qui avaient dès lors partie liée avec Berlin, après avoir cherché sans succès à recruter leurs gardes-rouges parmi les volontaires, ne songèrent qu'à les désorganiser et à les disperser. Les Tchèques avaient adopté un programme dont ils ont toujours refusé de s'écarter. — Les affaires intérieures de la Russie, ont-ils toujours répondu aux Maximalistes, ne nous regardent pas ; vous êtes socialistes, c'est votre droit et les socialistes sont nombreux aussi dans nos rangs ; vos procédés de gouvernement sont étranges, mais c'est à vos concitoyens de juger s'ils leur conviennent. Quant à nous, nous connaissons l'Allemagne depuis assez longtemps pour que ses grimaces ne nous séduisent pas, et ses promesses nous laissent parfaitement indifférents ; nous avons fait maintes fois l'expérience de ce que valent ses paroles, et nous avons en Scheidemann la confiance qu'il mérite. Nous sommes bien résolus à en finir avec elle, et nous poursuivrons le combat jusqu'à l'heure où nous aurons définitivement brisé nos chaînes. Vous en avez assez de la guerre. Soit. Dans ce cas, nous n'avons plus rien à faire ici ; nous allons où l'on se bat encore, sur le front occidental. — Au mois de février, les Bolcheviks, qui, après tout, ne demandaient qu'à être débarrassés de ces enragés, signèrent avec M. Masaryk une convention par laquelle ils s'engagèrent à ne créer aucune difficulté aux Tchèques et à faciliter leur marche jusqu'au Pacifique. M. Masaryk partit pour Vladivostok et de là pour New-York, afin de préparer leur passage en Europe, et l'armée tchéco-slovaque, dont la discipline était demeurée intacte, quitta la frontière russe où elle avait gardé le contact avec l'ennemi et se dirigea sur Kiev qu'elle atteignit le 9 mars, pour commencer sa marche prodigieuse vers l'Extrême-Orient.

A ce moment, sa situation était extrêmement dangereuse. Le gouvernement ukrainien, menacé par les Bolcheviks, avait appelé à son aide les Austro-Allemands qui s'avançaient rapidement et slovaque, dont la discipline était demeurée intacte, occupaient sans combat des territoires immenses ; les hordes des Soviets, ramassis de misérables et de bandits, se dispersaient sans esquisser la moindre tentative de résistance. Menacés sur leur front et sur leurs derrières par des troupes supérieures, sans moyen de communication et de ravitaillement, les Tchécoslovaques paraissaient perdus. L'Empereur Charles les invita à faire leur soumission, en leur offrant une amnistie pleinière et l'autonomie de la Bohême. Les Tchèques rejetèrent sans discussion ses propositions : dans aucun cas ils ne traiteraient avec un représentant de la Maison des Habsbourgs qui, depuis quatre siècles, avait foulé aux pieds les droits de leur nation, et, comme leur position à Kiev était devenue intenable, ils des-

sincèrent leur repli vers l'Orient. Les Allemands leur coupèrent la route en occupant Bachmatch, à 180 kilomètres de Kiev, par où passe le chemin de fer. Après un combat de 4 jours, les volontaires remportaient une victoire complète : ils avaient perdu 600 hommes et infligé aux Allemands de très lourdes pertes : le second jour du combat seulement, ils enterrèrent 2.000 cadavres ennemis. Le commandant du corps battu à Bachmatch leur offrit alors un armistice de 24 heures qu'ils acceptèrent : mais le commandant en chef, Linsingen, refusa d'approuver la convention et ordonna de les arrêter, coûte que coûte.

Pour prouver aux Bolcheviks qu'ils n'avaient aucunement l'intention d'intervenir dans les questions intérieures, ils leur livrèrent leurs provisions, leurs aéroplanes, leurs chevaux et leur artillerie, ne conservant que quelques canons et leurs cartouches. En retour, le soviet de Kazan s'engagea à leur fournir les moyens de se rendre à Vladivostok. Les pouvoirs allemands qui, au début, ne s'étaient pas beaucoup émus d'une aventure qui leur paraissait condamnée à un avortement fatal, s'effrayèrent, et les Bolcheviks, sous la pression des Empires du centre, suscitèrent mille difficultés lièrement accidenté, l'avant-garde des volontaires atteignait Vladivostok, où elle fut accueillie avec des transports d'enthousiasme par les troupes alliées.

Mais les corps qui étaient restés en arrière et s'avançaient en divisions séparées étaient en grand danger. Ils auraient eu facilement raison des gardes-rouges que Lénine et Trotski avaient envoyés contre eux; mais les bandes révolutionnaires s'étaient rapidement grossies de milliers de prisonniers allemands et magyars que, depuis plusieurs mois, des officiers armaient et organisaient. Le ministre des Affaires étrangères russe télégraphia de s'opposer à tout prix à la retraite des Tchéco-slovaques. Ils lui envoyèrent trois membres du Conseil national pour lui rappeler la convention précédente; leurs délégués furent jetés en prison. En même temps, leurs détachements étaient traîtreusement assaillis sur toute la ligne du Transsibérien et ils ne s'ouvraient un passage entre les diverses stations que par des combats acharnés. L'incident d'Irkoutsk est caractéristique. Les Tchèques qui se trouvaient dans le train sont enveloppés par les gardes-rouges qui dirigent contre eux des mitrailleuses et des canons et les somment de capituler. Fidèles à leur méthode habituelle, ils parlementent jusqu'au moment où le commandant russe ouvre le feu : les volontaires sortent alors des wagons, dispersent en quelques minutes les Bolcheviks, s'emparent de leurs canons et de leurs mitrailleuses et restent maîtres du champ de bataille.

L'arrestation des membres du Conseil national et l'armement des prisonniers austro-allemands dans les environs d'Omsk, de Krasnoiarsk et de Tchita les avaient convaincus de la nécessité d'occuper solidement la ligne du Transsibérien et les ports de la Volga. Vers l'ouest, un corps tchèque, fort de 25 à 30.000 hommes, qui devait se diriger vers Arkangel, s'était établi dans les environs de Samara, sur la Volga moyenne. De là, il a marché sur Kazan et s'est heurté de ce côté à des forces bolchevistes établies à Pensa qui menaçaient son flanc gauche et essayaient de lui barrer la route de de Nijni Novgorod. Il s'agit pour lui de s'ouvrir des communications régulières avec Vologda, de manière à établir ainsi un contact avec les Alliés qui organisent la lutte dans la Russie du Nord. Vers l'est, les Tchèques par Tchéliabinsk, Omsk, Tomsk, Irkoutsk, tenaient le Transsibérien jusqu'au Baïkal. Du Baïkal à Vladivostok, la distance est encore grande, le pays difficile, et les volontaires, malgré leurs succès précédents, risquaient d'être coupés de la mer : leurs ressources s'épuisaient, et on se demandait avec angoisse s'ils ne se trouveraient pas réduits à capituler.

D'après les nouvelles les plus récentes, le péril semble écarté. D'une part, en effet, ils ont été renforcés par des troupes russes opposées aux Bolcheviks, et qui auraient porté leurs forces à 120 ou 150.000 hommes ; de l'autre, les Maximalistes, menacés à la fois par l'avance japonaise et par le général Séménov, ont été impuissants à couper le passage aux divisions qui s'avançaient de l'ouest. Affaiblis par le détachement qu'ils avaient dû envoyer vers Khabarovsk et Blagovochtchensk, ils ont abandonné Oloviana, après une bataille où les Tchèques sont restés complètement victorieux. D'après une dépêche du consul américain d'Irparaît probable que, dans un délai très rapproché, le chemin de fer sera libre de Vladivostok à la entre Tchéliabinsk, Ekaterinbourg et Tchita et il paraît probable que dans un délai très rapproché, le chemin de fer sera libre de Vladivostok à Perm Volga. Si les Tchèques parvenaient à briser la résistance des bolcheviks vers Kazan et arrivant à Voloyda, une ligne de communication continue serait ouverte d'Arkangel au Pacifique et les forces alliées qui s'aavncent dans la Russie septentionale se trouveraient en liaison avec les troupes qui ont débarqué en Sibérie. Le pouvoir de Lenine et de Trotski s'effondrerait. Ce serait le début du relèvement de la Russie, affranchie de l'emprise germanique.

Espoirs encore lointains. Il y aurait quelque im-

prudence à croire que la partie est définitivement gagnée ; malgré les secours qui leur sont venus, et qui ne sont pas tous d'une qualité supérieure, les Tchèques sont trop peu nombreux pour garder l'immense ligne qu'ils ont occupée : il est indispensable que les Alliés marchent rapidement à leur aide et les soulagent dans la tâche énorme qu'ils ont assumée. Dès maintenant cependant, il est permis d'affirmer qu'ils ont rendu à la cause des Alliés un service de premier ordre. Les gouvernements alliés, en reconnaissant officiellement les Tchécoslovaques comme un Etat belligérant, n'ont fait que constater la réalité. Après avoir mis l'Autriche hors de combat, ils ont porté un coup terrible à la dictature des traîtres qui, comme Lénine et Trotski, ont livré la Russie à l'Allemagne. Ils ont reconstitué le front slave désorganisé par la trahison.

*
* *

Avec l'aide de Dieu, écrivaient en novembre 1916 les volontaires de Russie à leurs compatriotes engagés dans notre légion étrangère, nous formerons une armée dont la Patrie pourra justement être fière... Sur nos têtes flotte le drapeau russe, noir avec le calice doré ; dans nos cœurs brûle la conviction inébranlable qu'à ceux qui ont la ferme résolution d'atteindre un but et s'y efforcent avec une généreuse énergie, le Ciel ne refuse pas le triomphe. » Ce triomphe, les Tchèques en saluent joyeusement l'aurore. Depuis dix siècles, ils forment à l'avant-poste du monde slave le bastion contre lequel se sont brisées toutes les attaques allemandes. Dans l'Europe affranchie, ils constitueront, avec les Polonais au nord et les Yougoslaves au sud, la barrière infranchissable qui arrêtera les ambitions germaniques et derrière laquelle se réorganisera la Russie.

Le 11 septembre, M. Lloyd Georges télégraphiait au président du Conseil national tchèque à Paris :

« Au nom du Cabinet de guerre de la Grande-Bretagne je vous envoie nos félicitations les plus cordiales pour les succès étonnants que les forces militaires tchécoslovaques ont remportés sur les forces allemandes et autrichiennes en Sibérie. Les aventures et les triomphes de cette petite armée sont vraiment une des plus grandes épopées de l'histoire.

« La vaillance, l'endurance et la discipline de vos concitoyens nous a tous remplis d'admiration. Votre peuple a rendu un service inappréciable à la Russie et aux Alliés qui luttent pour affranchir le monde du despotisme. Nous ne l'oublierons jamais ».

M. Lloyd Georges a répondu d'avance aux soupçonneuses et louches suggestions du comte Burian. Le Chancelier austro-hongrois, dans un document dilatoire et entortillé, invite les Alliés à des conversations « d'un caractère confidentiel et non obligatoire ».

Qu'irons-nous faire dans cette parlotte de gens mal famés? Le comte Burian n'a qu'un désir sauver la dynastie des Habsbourgs et prévenir l'effondrement de la monarchie en obtenant des Alliés une démarche qui serait un désaveu des promesses qu'ils ont faites aux Slaves. Le piège est un peu grossier. Le Chancelier habsbourgeois nous fait l'honneur contestable de nous mesurer à sa jauge : Un avenir prochain lui prouvera son erreur. Depuis le xve siècle, les Tchèques ont été les vaillants soldats de la liberté et des droits des peuples ; ils peuvent compter sur nous comme nous comptons sur eux.

E. Denis.

DANS LA NEIGE [1]

Ils étaient arrivés; la forêt s'ouvrait devant eux, changée non seulement d'aspect, mais de caractère et d'humeur. Ce matin, elle était une immense piste claire, la verte salle d'un palais aux piliers noirs et blancs. Les sapins qui, de loin, semblaient mêler leurs frondaisons de chinchillas, surgissaient avec des individualités distinctes, la loi de l'hiver forçant l'être végétal comme l'être humain à lutter seul, bravement, fort de ses seules forces, contre toutes les tempêtes déchaînées et sur la toile grise du ciel, leurs feuillages se découpaient, avec des rigidités de zinc, saupoudrés de blanc, dans une crudité fausse de décor. Les muletiers se sentirent soudain plus alertes, plus joyeux, à l'abri pour un moment des morsures du vent. Puis cette morne étendue grise où leurs regards s'égaraient disparut pendant quelques minutes; tout les disposait à la bienveillance; il leur fallait si peu pour se réjouir. Les mules elles-mêmes avaient accéléré leur allure, ragaillardies soudain par le voisinage des arbres; alors, les muletiers contemplèrent la forêt sans hostilité, mais d'une manière hâtive, distraite, comme l'on contemple la photographie d'un pays que l'on ne souhaite pas visiter. Cependant ce matin, soit que la neige tombée dans

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 20, 1918.

la nuit eût embelli cette froide contrée du silence, soit qu'ils fussent portés à l'indulgence, ils ne se trouvaient ni menacés, ni perdus. Il leur semblait que les forces méchantes venaient s'effriter, mourir contre le dôme blanc sous lequel ils défilaient. Leurs pas et ceux de leurs bêtes émettaient un bruit assourdi comme s'ils traversaient un endroit fermé, strictement clos. Surpris, presque inquiets, ils levèrent la tête; les longues palmes des sapins, sous leur charge de neige, accrochaient dans l'espace de blanches fourrures, gonflaient leurs panaches de plumes d'autruche, tendaient de lourdes étoffes ouatées et, par une étrange illusion de la vue, des linges éclatants, fraîchement lavés, s'enroulaient d'une branche à l'autre.

Dans leur province, les arbres surgissaient nus, mouvementés et gémissants, de vrais écorchés vifs; ici, ils étaient alourdis, engoncés par une somptueuse parure, semblables à ces riches boïards qui se couvrent de manteaux splendides pour recevoir des hôtes de choix à la porte de leur domaine.

Maintenant, les muletiers avançaient dans une flore blanche, neigeuse, irréelle, une flore qu'ils avaient vue, peinte sur des images de première communion, une flore sans couleur, sans parfum, une flore d'écume d'une froideur marine; les ronces lianes, les airelles, les sapineaux, les fraisiers sauvages avaient des délicatesses, des mièvreries de porcelaine, évoquant quelque magique printemps polaire, avec leurs fleurs immaculées d'une frigidité de sorbets.

— Regarde, un amandier du pays ! s'écria Rouber au vieux Pécoul, toujours pensif.

D'un même mouvement tous regardèrent, et leurs vieux visages rougis, brûlés par le froid, se figèrent dans une expression triste et déçue. Le hêtre couvert de neige que le maréchal des logis désignait dressait en effet dans l'espace son gros bouquet, d'une beauté fraîche, candide; mais comme il apparaissait rigide et mort, à côté de leur amandier d'une suavité de lilas, d'une blancheur de langes. Lorsque soufflait le mistral, sa pluie de pétales tourbillonnant autour des noirs cyprès, des genêts d'or et des Alpilles bleues, semblait une averse d'amour répandue sur le monde.

Ils marchèrent encore jusqu'à de petites huttes de feuillages d'où sortirent lentement de vieux hommes gonflés de blouses jaunes en toile huilée, la tête couverte d'un suroît. Les bûcherons avaient les gestes calmes des marins, leurs attitudes recueillies, et possédaient aussi quelques-unes de leurs habitudes, car ils apportèrent des litres de marc tenus soigneusement cachés sous des branches de fougères. Pareille attention rendait supportable la corvée de bois; celle-ci fut expédiée avec une hâte joyeuse, les conducteurs chargeant avec des mouvements prestes sur les bâts les rondins équarris, pareils à de longs pains cuits. Le départ se fit dans un gai tumulte d'adieux, de grands gestes, de chants à la cantonnade. Ils avaient retrouvé leur verve, leur belle humeur, leur éloquence communicative dans la compagnie des bûcherons, et ils descendaient le chemin, la tête chaude un peu chavirée dans une sorte de griserie qui montait moins de l'alcool que de leurs discours.

Sitôt arrivés au camp, ils déchargèrent les bâts, à la hâte, accumulant le bois dans un bûcher qui se dressait près des écuries. Ils accomplirent leur besogne avec entrain, avec bonne humeur, en sifflotant comme s'ils se trouvaient chez eux, sur la grande route brûlée de soleil ou dans la cour de leur mas. Une soudaine animation réveillait ce matin le petit poste. Des attelages de chiens, arrêtés, aboyaient, se battaient ensemble, parmi les cris, les appels des conducteurs; des skieurs filaient le long des baraquements, graves, attentifs, semblables à des Indiens descendant en pirogue les passes d'un rapide, tandis que d'autres remontaient vers la forêt, portant sur leurs épaules leurs skis comme une paire de rames.

De minces fumées bleues s'échappaient des cuisines; le soleil colorait la neige de teintes roses et dorées, comme si l'on avait pressé sur le sol des figues et des oranges mûres. Dans le terrible drame du froid, s'intercalait une trêve, un entr'acte; les forces méchantes de la montagne leur accordaient un répit; il fallait en profiter, car savait-on jamais? Ce soir, peut-être...

Ils donnèrent d'abord à manger aux mules, ensuite ils coururent vers leurs baraquements; la table était mise, les cuisiniers avaient déposé sur les longs tréteaux des bassines pleines de soupe et de viande. Au centre de la salle, le poêle chauffé à blanc luttait contre le froid, cet ennemi qui s'infiltrait partout, comme une eau perfide, et le crépitement de la flamme animait la pièce d'un monotone ronronnement, comme une gaie protestation de la vie. Ils prirent leurs places habituelles et, sitôt assis, ces vieux habitants du même sol parlèrent inlassablement du pays. Dans l'air chantaient les « parfaitemin », les « pas moinsse », les « peuchères », les « vé, vé »; chacun évoquait la maison familiale avec son toit plat et gris, ses murailles couleur de boue séchée

et ses haies de cyprès découpant leurs cônes bleus dans le ciel éclatant.

Ils avaient laissé là-bas leurs femmes, leurs mioches, des champs en friche, la joie et le labeur d'une vie déjà longue. Et juste au moment où ils allaient moissonner, toucher la récolte, commencer une existence calme, paresseuse, de vieux entre des enfants grandis et des granges comblées jusqu'au faîte, on les avait arrachés ainsi que de mauvaises herbes et transportés là, dans cette montagne hostile.

Allaient-ils y rester longtemps encore ? Ils avaient écrit à leurs députés, rédigé des requêtes pour qu'on les envoyât ailleurs, mais en vain. D'autres hommes eussent désespéré, mais le désespoir n'atteignait pas ces grands enfants dont les colères, ainsi que les joies, se perdaient dans des phrases, dans des mots, comme les filets murmurants des sources dans le cours paisible d'un fleuve. A quoi leur révolte eût-elle servi? Ils avaient appris à se discipliner pendant ce terrible exil, trois ans bientôt qu'ils avaient déserté leur Provence...; leur petite patrie, elle, ne les oubliait pas; ce matin elle se rappelait à eux sous la forme de fromageons, de figues, d'olives et même de fiasquets de vin qui dressaient entre leurs assiettes leurs corselets de sparterie. Tous ces produits, envoyés par des parents, des amis, faisaient entrer dans la salle un peu de l'air natal embaumé de lavande, avec son cisaillement continu des cigales. Et, comme si leurs corps raidis se fussent détendus et leurs âmes dégelées sous la chaleur des souvenirs, les muletiers se mirent à chanter tous ensemble, sous la direction de maître Rouber, le riche fermier de Maussanes. Ils chantaient, et tous ces visages vieillis, salis d'une barbe inculte, fripés de fatigue, s'animèrent, se colorèrent, comme éclairés par les flammes dansantes de l'âtre. Ils étaient emportés loin, loin, dans un monde irréel, brillant, facile. Oubliés les horreurs de la guerre, les supplices du froid, l'âpre chagrin des séparations. De parias ils redevenaient des hommes, comme autrefois. Mais tout à coup des bruits sourds retentirent, un bâton cogna contre les planches du baraquement; sous une poussée brutale, impatiente, la porte s'ouvrit; alors aux chansons succédèrent des cris, les appels joyeux :

— Approche, hé, l'artiste!

— Voilà le messager de l'amour.

— Si tu ne m'apportes rien!

— La vieille mule est chargée, ce matin?

— Hou, le père Noël!

C'était la vérité : le vaguemestre, Salignoux, bouchonnier de Fréjus, ressemblait assez au bonhomme légendaire, avec sa barbe et ses sourcils blancs, son long capuchon, tout saupoudré de neige, qu'enflaient démesurément les paquets, les sacs de lettres.

L'importance de sa fonction rendait le muletier silencieux, un peu fier; mais il se chargeait des commissions pour Kruth, rapportant sur sa mule du tabac, du papier à lettres, des litres d'eau-de-vie de quetche. Il était resté brave, malgré sa suffisance, et la petite république perdue dans le monde blanc lui conservait sa confiance.

Salignoux entra dans la salle, s'avança jusqu'à la table, distribua le courrier parmi les boutades, les protestations de ceux qui ne recevaient rien. Il y avait trois lettres pour Rouber, et chaque jour le maréchal des logis était pareillement gâté; invariable thème de plaisanteries pour l'assistance, que le fermier accueillait avec sa courtoisie habituelle.

Il était resté beau, son corps droit et musclé, le visage maigre, flambant d'énergie; il avait bien les tempes grises, des rides en éventail tiraient aussi ses yeux vifs, mais ces lignes signifiaient que l'heureux Rouber avait beaucoup aimé, beaucoup ri. Il avait d'ailleurs l'assurance des hommes qui dominent leur destinée.

— Ah! sacré Rouber!

— Les petites tchattes se languissent de toi!

— Elles meurent loin de lui, comme des roses sans soleil.

— Té, té! Quel brigand!

Rouber, haussant les épaules, leur cria :

— Vous ne pouvez pas vous taire une minute?

Bientôt les bouches se fermèrent, et ceux qui venaient de recevoir une lettre quittèrent la table pour s'installer sur leurs lits. Ils avaient besoin de solitude pour lire à leur aise les nouvelles de la maison, du village. Le visage grave, attentif, ils épelaient, ânonnaient les phrases avec lenteur, comme des enfants qui conservent longtemps sur leur langue un bonbon, un fruit savoureux. Un mot, une ligne faisaient surgir une olivette, un pan de ciel, un visage, un détail de leur foyer abandonné, un carreau cassé dans une remise, une serrure grinçante, le clou où s'accrochaient leurs vêtements de travail, la réserve aux outils, près du cellier, le tiroir aux cartouches mêlées à des pelotes de ficelle, de vieilles pipes. Et c'étaient moins les plaintes des femmes, les saluts des voisins, qui les jetaient dans de poignantes mélancolies, que l'évocation d'un objet, d'une odeur,

d'une promenade, que le souvenir d'un de ces riens, irracontables, incommunicables, qui constituent le trésor secret de l'âme.

Mais soudain ils cessèrent leur lecture, la bouche ouverte, les yeux agrandis, les sourcils remontés, dans une expression inquiète, hagarde. D'un coin de la salle était parti un gémissement sourd, un sanglot étouffé. Qui l'avait poussé? Ils dressèrent la tête. Un homme gisait à plat ventre sur son lit, le visage enfoncé dans la couverture, en train de mordiller la laine brune, de bâillonner sa douleur. C'était Rouber, le riche fermier de Casanes, le beau paysan aimé des petites tchattes.

Les destin avait asséné sur sa nuque un coup bien terrible pour l'abattre ainsi. Sous les pires bombardements, par d'effrayantes tempêtes de neige, ne restait-il pas tranquille et fort, défiant tous les complots de la montagne et tous les supplices de la guerre? Et maintenant son corps avait des soubresauts, comme celui d'un poisson pris dans un filet; mais plus un mot, plus une plainte ne sortirent de sa gorge convulsée. Ce mutisme effraya les muletiers plus que tous les cris; ils étaient tremblants comme au seuil d'une tombe ouverte, pressentant quelque drame humain, poignant, inarrangeable.

Tout d'abord, ils restèrent à leurs places, près de leurs lits, saisis d'une sorte de crainte, de pudeur aussi. Pouvaient-ils troubler Rouber, le tirer de sa torpeur?

En ce moment, il reposait, comme écrasé par un sommeil invincible.

Devaient-ils le réveiller? N'était-ce pas commettre un acte répréhensible, inconvenant? La plupart, s'ils avaient cédé à l'impulsion de leur cœur, fussent immédiatement accourus vers Rouber, avec des mots consolateurs, des gestes rassurants, fraternels. Mais il fallait patienter, attendre que s'échappât d'abord l'âcre sang noir de la mauvaise plaie. Ensuite, ils se rangeraient autour de lui pour qu'il lût sur leurs visages, dans leurs âmes, leur propre tristesse, leur vraie commisération. Pour l'instant, il s'agissait surtout de laisser son être pantelant, geignant, tâtonnant dans le couloir sombre, retrouver la chaude lumière de la vie. Un grand nombre s'esquivèrent à pas feutrés, sans bruit, et sitôt dehors leurs langues trop longtemps retenues se délièrent.

— Eh! Quelle nouvelle a-t-il reçue de Maussanes?

— Sa femme doit être malade.

— Té, farceur, Mme Rouber est trépassée depuis dix ans, dit Pécoul.

— Alors, c'est son fils?

— Un beau petit gars, fit le muletier renseigné.

— Quel age a-t-il, drôle.

— Vingt ans à la Saint-Jean.

Ils se turent et restèrent quelques secondes, tête baissée, courbant les épaules dans une attitude résignée. Plusieurs possédaient un fils du même âge; naguère, ils eussent éclaté de rire si l'on avait dit qu'à vingt ans on pouvait souffrir, mourir. Mais aujourd'hui! Leurs enfants vivaient comme eux d'une existence infernale, jetés dans le grand brasier de la guerre. Pères et fils étaient guettés par les mêmes supplices, la même agonie, dans la boue, dans la neige. Au moins s'ils avaient pu se battre, les uns à côté des autres; leurs dernières secondes eussent été adoucies, réchauffées; mais gémir, appeler dans la nuit la chair de sa chair et partir... sans la réponse!

Avec des mouvements lents, cassés, de vieux, les causeurs poussés par un secret besoin d'expansion, de familiarité, se dirigèrent vers leurs mules.

Mais, dans le baraquement, une dizaine de muletiers étaient restés, quelques-uns par curiosité, d'autres par nécessité de service; à l'affût d'un ordre, d'une signature du maréchal des logis. D'un air peureux, gêné, ils avaient d'abord contemplé le chef de loin, puis s'étaient rapprochés de son lit; maintenant, ils l'entouraient, guettant un geste, un regard de Rouber. Mais celui-ci demeurait allongé, inerte, comme un arbre mort. Que faire? Le temps passait; si le sous-lieutenant, qui logeait à Kruth, finissait plus tôt qu'à l'ordinaire sa partie de bridge, on pouvait tout craindre. Alors l'un d'eux s'enhardit, se pencha, toucha l'épaule de Rouber.

— Maréchal des logis?

Rouber, sans un mouvement, la bouche contre les couvertures, murmura d'une voix étouffée :

— Quoi? Qu'est-ce qu'on veut?

C'était l'imploration d'un supplicié qui demande grâce.

Le muletier reprit :

— Maréchal des logis, c'est pour le chargement.

Mais Rouber ne répondit pas, les mots qu'l'homme venait de prononcer n'ayant plus, semblait-il, de sens, de signification pour son intelligence embrumée, confuse.

Alors ce fut le tour de Pecoul, l'ami de Rouber cette fois.

— Dis donc, Fernand, mon petit?

— Laissez-moi! cria Rouber. Sa voix était rauque, sourde, gonflée de menaces.

Les soldats se regardèrent, sans souffler mot. L'homme insista.

— Voyons, qu'as-tu? Nous sommes des amis.

« Siam touti d'amis », fit-il en patois.

A peine avait-il achevé que d'un bond le muletier se jeta sur un lit proche; les autres, se poussant, se cognant dans une débandade éperdue, s'écartèrent. Rouber venait de se dresser subitement; il était là, assis sur sa couverture, les regardant, et vraiment ils eurent peur de l'apparition comme d'un fantôme dans les rêves. Tout à l'heure, à table, un bel homme, sain, robuste, joyeux, riait, les dominait de son équilibre, de sa force. Maintenant... c'était un visage ravagé, blême, avec des yeux morts, éteints, entre des mèches grises, emmêlées; un vrai visage de noyé, qu'ils étaient surpris de ne pas voir souillé de boue et d'herbes. Et cette figure vieillie de vingt ans en quelques secondes les injuriait, blasphémait.

— Qu'on me laisse! Allez-vous-en tous! D'abord, qu'est-ce que vous me voulez? Monter là-haut, diriger votre convoi? C'est fini, tout cela, fini, entendez-vous? La guerre, je ne veux plus qu'on m'en parle. S'il y en a qui souffrent, tant pis! Qu'est-ce que cela peut me faire, que d'autres mangent? Cela ne fera pas revenir mon petit, mon petit...

Il se renversa comme un olivier déraciné par un coup de mistral et reprit, allongé sur sa couverture, sa pose de bête malade.

Alors, silencieux, craintifs, ils sortirent avec précautions, touchant à peine le sol, comme s'ils défilaient devant le cercueil de l'enfant déposé dans un coin de l'immense salle.

La nouvelle se propagea vite dans le petit camp et, sitôt qu'elle fut connue, le monde gris qui les entourait leur parut plus glacial, plus morne que de coutume; ils frissonnaient, gelés jusqu'à l'âme. Le fils de Rouber, un soldat de vingt ans, venait d'être tué; qui sait si leurs enfants, du même âge, n'étaient pas en train d'agoniser dans quelque trou d'ombre éclaboussé de sang. Qui sait?

Devant un vaste hangar encombré de caisses, de sacs, de tonnelets, de rondins, de rouleaux de fils de fer, les mules étaient groupées sans ordre, selon leurs affinités, leurs goûts, et les hommes s'affairaient autour d'elles. La scène avait à l'ordinaire le pittoresque d'une foire à cause des jours facétieux des bêtes, de leur malicieuse pétulance, des galéjades des conducteurs.

Alors Rouber était là, excitant, animant tout le monde de son entrain, de sa force joyeuse. Cet après-midi, on eût dit une fin de marché sous la pluie : nulle parole, nul chant ne s'élevait de la petite place où s'effectuaient les chargements. Cependant on comptait, ainsi que les autres jours, une quarantaine de mules et près de trente hommes; les magasins regorgés de marchandises donnaient une impression d'abondance, de richesse; sous leurs cahutes de feuillages, s'activaient des bourreliers, des maréchaux-ferrants; des chiens gambadaient entre les jambes des animaux.

Rien n'avait changé depuis la veille; pourtant les muletiers apparaissaient d'autres hommes, vieillis et malades; ils appelaient un camarade à leur aide pour sortir une caisse qu'hier encore ils soulevaient seuls : laissaient choir des sacs de riz, des ballots de café, ou bien les hissaient sur les bâts des mules avec des plaintes, des essoufflements. La mort du petit Rouber les avait brisés, cassés, comme après une longue course. La mort... elle ne les quittait pas; sournoise, méchante, elle rôdait autour d'eux, planait en ce moment peut-être au-dessus du camp.

— Vingt mille diouss! s'écria un muletier, je n'y reconnais plus rien, dans tout ce fourbi!

Personne ne quitta sa besogne pour lui prêter main-forte. Ils avaient les bras ankylosés, les doigts gourds et, après trois ans de métier, ils se retrouvaient, cet après-midi, inexpérimentés comme au premier jour. Cependant, ils savaient qu'une charge mal répartie sur le dos d'une bête glissait peu à peu par le balancement du pas, éreintait l'animal et tombait infailliblement en chemin. D'autre part, certaines matières sujettes à des affaissements, à des modifications de volume, nécessitaient des liens plus serrés, plus solides que d'autres. Ils s'embrouillaient, se montraient maladroits, impatients. D'ailleurs, ils étaient hantés par la même vision : Rouber étouffant, la face collée à sa couverture. Pauvre Rouber, dans quel état se trouvait-il en ce moment? Qu'allait-il devenir? Ils pensaient en même temps : « Si le lieutenant monte et ne voit pas le maréchal des logis surveiller le ravitaillement, que va-t-il se passer? On aurait dû le prévenir. »

Le front barré, les yeux rapetissés par l'anxiété, ils fixèrent la morne solitude, mais rien ne bougeait dans le paysage immobile. Alors ils se remirent au travail, en geignant, s'égratignant, se déchirant les paumes aux cordes coupantes, et bientôt les dernières mules furent chargées. C'était fini. Ils étaient en train d'aligner les bêtes, dans l'ordre de marche, quand le lieutenant surgit. Sur la neige, les hommes, même chaussés de lourdes bottes, avaient le pas silencieux des ours, des renards; nul ne pouvait les entendre. Mais

comment ne l'avaient-ils point aperçu? Quel chemin avait-il suivi?

— Eh bien, Rouber n'est pas avec vous?

Le gros lieutenant, à la face ronde et luisante, suait, soufflait en déboutonnant son manteau; ses yeux pâles, larmoyants, dévisagèrent le groupe des muletiers abattus, muets.

— Oh, Rouber, dit un homme, il ne faut pas compter sur lui.

— Quoi? Mais justement le général qui demande...

— Cela, on va bien voir, fit le lieutenant; où est-il?

— Dans le baraquement.

— C'est bon, j'y vais.

Les hommes se regardèrent, les tempes serrées, le cœur haletant. Dans un instant, des cris de douleur, de colère, allaient éclater, crever le silence qui pesait sur le monde.

Ils attendirent. Cinq, dix minutes, un quart d'heure s'écoulèrent. Autour continuait de tomber le même silence, lourd et glacé. Mais, en dépit du froid, le sang brûlait leurs veines, cognait à leur cerveau; ils guettaient, saisis d'une peur soudaine, la porte du baraquement. Tout à coup, elle s'ouvrit. Ils se dressèrent dans un sursaut, se frottèrent les yeux. Etait-ce possible?

Rouber, coiffé de son casque, sa carabine accrochée au travers de son dos, marchait à côté de l'officier, et la voix du chef claqua, nette, vibrante, dans le vaste espace.

— Merci, Rouber, ce que je vous demande, c'est très dur, je le sais; mais ces petits chasseurs viennent d'arriver. Alors, ils comptent sur vous, les pauvres gosses, vous comprenez...

Puis le lieutenant s'effaça sans bruit, mystérieusement, comme il était venu.

Ils mangèrent avant de se mettre en route; le repas fut vite expédié. Resté dehors, Rouber gardait les mules; à la vue de sa place vide les muletiers baissaient la tête, gênés, silencieux. Ils avaient encore dans les oreilles les remerciements du lieutenant; ils revoyaient les serrements de mains des deux hommes, et tous se sentaient oppressés, dominés par un double sentiment de compassion, de stupeur. Ainsi, malgré le terrible coup qui l'avait abattu, le maréchal des logis n'interrompait point son service; ce soir, il allait, comme la veille, se mettre à leur tête, les emmener à travers le monde blanc de la solitude. Si pareil malheur eût fondu sur eux, sans doute seraient-ils en ce moment affalés sur le sol, comme leurs chiens autour du poêle. Il avait suffi à l'officier de dire à Rouber : « Des petits viennent d'arriver là-haut, des enfants de son âge, à lui », pour que celui-ci se redressât, trouvât dans sa chair des forces neuves, miraculeuses.

Les vieux muletiers avaient compris tout cela, la plupart ne possédaient-ils pas eux aussi des garçons de vingt ans?

Leurs enfants : ils revirent les jeunes visages si frais, les yeux rieurs, les masses sombres ou dorées des cheveux, les bouches nettes aux lignes tendres presque féminines. Les petits surgirent sous leurs regards avec leurs expressions, leurs attitudes, évoquant à leur tour d'autres êtres, des parents, des aïeuls, des morts, mais constituant, eux, la fleur, le fruit, l'épanouissement merveilleux de toute une race. Leurs enfants : ces vieux hommes espéraient tant que la guerre ne les toucherait point, qu'ils les garderaient à la maison contre les jupes des mères, car ils les voyaient toujours petits, si petits! Mais Moloch insatiable, la guerre devait arracher ces tiges frêles pour les jeter dans le brasier. Les pauvres petits, comme ils devaient souffrir, gémir dans l'ombre et le froid!

Ce soir, il y en avait de leur âge, tout semblable à eux, qui les appelaient, blottis les uns contre les autres dans les tranchées de Metzeral. Cette pensée les rendait haletants; leur sang soudain plus vif cogna contre leurs tempes, et ils se hâtèrent, avalèrent à la hâte leur pitance.

A l'ordinaire, ce départ du soir avait lieu dans un tumulte de jurons, de moqueries, sous lesquels ces fils du Midi, éloquents et malicieux, voilaient à la fois leurs souffrances — nés de ces terres froides, sans végétation ni soleil — leur haine de la guerre et l'insupportable contrainte de la discipline. Ils galégeaient pour ne pas pleurer. Il fallait les voir les autres jours, saisir leur carabine, combien inutile, qu'ils arrimaient, selon le mot d'un pêcheur de Saint-Maxime, derrière leur dos. L'arme leur rappelait des parties de chasses à travers les champs de cistes, dans les mussugues grimpant jusqu'à leur carnier. Alors les senteurs de lavande, de lentisque chauffé par le soleil, les étourdissaient; ils couraient moins sur la piste d'un lièvre qu'à la recherche d'une auberge, d'un pin rigide, d'un olivier torturé, pour s'étendre à l'ombre, débouscher un fiasquet, sortir un pebre d'ail, étaler des figues d'or et dormir, bercé par le cisaillement ininterrompu des cigales.

On entendait, d'habitude les invectives, se heurter, se croiser rageuses et narquoises; mais ce soir, ils se turent en coiffant leurs casques, et

accrochant leurs boîtes à masque, leurs musettes.

Une fois harnachés, ils coururent vers le camp du ravitaillement, mais s'approchant des mules, ils se redressèrent, la bouche ouverte, les yeux agrandis de surprise. Les bêtes avaient été alignées sur une même file, séparées les unes des autres, par la distance réglementaire et les charges vérifiées, mieux distribuées sur les bâts. Rouber, pendant leur absence, avait accompli, tout seul, cette dure tâche. Ils s'attendaient à le trouver immobile comme un arbre mort, dans ce paysage d'agonie; ils apercevaient un homme plus courageux, plus actif qu'eux tous. Ils passèrent devant lui, sans l'interpeller, sans le remercier non plus; devinant quelque tragédie secrète et terrible.

Ils prirent silencieusement les brides de leurs mules, Rouber alla se placer à la tête du convoi. Les muletiers hochèrent pensivement la tête; un autre homme était là, près d'eux; non pas le même, brisé, vieilli, mais un être différent, surgi d'un monde inconnu. La douleur l'avait changé de forme, de couleur, modifiant ses proportions, ainsi qu'un paysage ravagé par un incendie. Le beau fermier de Maussanes robuste, bien découplé, au teint chaud, paraissait un homme frêle et renfrogné avec un visage gris de cendre. Il leva la main, le convoi s'ébranla.

(*A suivre.*) JEAN VIGNAUD.

LE SORT DES PEUPLES D'AUTRICHE-HONGRIE

Le problème austro-hongrois s'est posé au milieu d'octobre sous sa forme la plus nette et même la plus brutale : l'Autriche-Hongrie subsistera-t-elle ? Il y a longtemps que cette question avait surgi officieusement, si l'on peut dire, car il y a longtemps que les nationalités opprimées par les Allemands en Cisleithanie et par les Magyars en Transleithanie faisaient effort pour s'émanciper, — mais jamais encore le débat ne s'était officiellement ouvert. Le président Wilson a pris l'initiative de cette discussion, d'une portée européenne si grave, lorsqu'il a lancé sa note du 19 octobre. Ce document veut dire en propres termes que l'Etat de Charles Ier ne survivra qu'autant qu'y consentiront les peuples soumis jusqu'ici à la tutelle germano-hongroise. Le premier magistrat de l'Union demande à l'Allemagne d'envisager une révolution de son statut, et à l'Autriche-Hongrie de prévoir une destruction de l'édifice de violence construit à travers les âges. Ce n'est pas lui qu'on pourra accuser de dissimuler sa pensée et de voiler les principes. Et la note du 19 octobre a produit dans le monde une impression d'autant plus forte, que deux jours plus tôt, et comme s'il pressentait la tourmente, Charles Ier avait publié un rescrit, déjà surprenant en lui-même, sur la « fédéralisation » de la Cisleithanie. Ainsi les deux thèses se dressaient face à face : la transformation, d'une part, la disparition de l'Empire d'autre part.

*
* *

Le cabinet de Vienne s'est jeté dans la guerre européenne avec une inconscience totale. Pendant longtemps, cette vieille chancellerie méthodique, craintive et tâtillonne, avait semblé la plus conservatrice du continent, et rien n'était plus explicable que sa politique. « *Quieta non movere* ». Elle avait tout à craindre du moindre remaniement. Le plus léger heurt, comme sur les pentes alpestres, pouvait détacher l'avalanche qui l'engloutirait. Mais au tournant du XXe siècle, elle s'était trouvée prise d'une extraordinaire fureur d'impérialisme. Il y avait eu d'Ærenthal et Berchtold, les grands programmes de François-Ferdinand, la création d'une marine, les visées économiques et autres sur les Balkans, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et Konopischt.

A l'impérialisme d'avant-guerre succéda, — au lendemain des défaites serbes de 1915, l'expansionnisme qui tirait sa force d'une victoire momentanée. Le gouvernement austro-hongrois s'imagina qu'il pourrait s'adjuger une portion de la Serbie, les débouchés roumains des Carpathes, établir son protectorat sur la Pologne et sur l'Ukraine. Cet Etat des nationalités était plastique à l'infini, puisqu'il ne reposait à aucun égard sur des consentements nationaux : il pouvait s'étendre en dehors de toute limite rationnelle, par la seule vertu de la violence, à l'image des dominations barbares d'autrefois. Qu'il eût 600.000 kilomètres carrés ou deux millions, la base du droit lui ferait défaut dans les deux cas. Il n'avait pas plus de motif de s'arrêter à ses anciennes frontières que de stationner à celles où des campagnes heureuses venaient de le porter.

Mais les revers survinrent et s'accumulèrent, et l'impérialisme austro-hongrois fut durement châtié. Reprenons brièvement les faits. L'armée alliée de Salonique subsiste comme une menace permanente. La Roumanie a capitulé, mais en frémissant et en

préparait sa revanche : la Serbie demeure indompt-able ; l'Ukraine se dérobe et la Pologne se mêle. Finalement l'échec de Conrad de Hotzendorf dans la plaine vénitienne, et la défection des Bulgares, consacrée par l'abdication de Ferdinand Ier, renversent les rêves des gens du *Reichspost*. Surprise des succès qu'elle a d'abord remportés, la vieille camarilla autrichienne se résigne aux disgrâces qui la frappent. Ses ardeurs factices tombent et ses ambitions s'assoupissent.

Au surplus les défaites du dehors ont suscité des divisions du dedans, ou mieux, provoqué le soulèvement de toutes les populations qui ne sont ni allemandes ni magyares. Les Slovaques et les Yougo-Slaves conspirent ouvertement la ruine de l'État habsbourgeois. Les uns et les autres, si longtemps déchirés par les querelles de groupes et de sectes, réalisent ce prodige invraisemblable de constituer des unités cohérentes. On voit surgir une véritable nation tchèque, par-dessus les vieux Tchèques, les jeunes Tchèques, les socialistes nationaux tchèques, etc., et une nation yougo-slave, s'élever par-dessus les Slovènes, les Croates, les Serbes, les catholiques, les orthodoxes, les partisans de ceci ou cette formule. Plus mollement les Polonais de Galicie se dressent contre le pouvoir central et regardent vers les Polonais du Grand-Duché ; les Ruthènes, eux aussi, lèvent la tête, tandis que les Transylvains, d'abord accablés par le désastre de leurs frères roumains, rompent le silence. C'est le premier stade; la seconde étape commence, lorsque tous ces peuples en révolte essaient de syndiquer leurs revendications et prennent Prague pour centre de leurs mouvements. Les uns et les autres, par leurs représentants extérieurs, nouent des rapports avec les puissances de l'Entente : ils se déclarent publiquement séparatistes : ils renient l'Autriche-Hongrie, et suivent l'inspiration de leaders réfugiés à l'étranger, Masaryk, Trumbitch, etc. Au Reichstrat de Vienne, leurs élus rendent la vie des ministères impossible et refusent même de s'aboucher avec eux. Effayée, énervée par cette agitation dont elle sent le péril, la Hongrie qui opprime des races, tout comme l'Autriche impériale, oscille vers la sécession intégrale. La Double Monarchie, depuis des mois, n'est plus qu'un chaos. Lutte de races : lutte de classes : affaissement du pouvoir central ; disette, ruine financière : dislocation croissante : voilà les spectacles qu'elle offre.

Ainsi s'expliquent les efforts de paix que Charles Ier, dès le lendemain de son avènement, a tentés avec le concours de ses ministres des affaires étrangères successifs, Czernin et Burian. Il sera curieux, plus tard, de reprendre cette série de propositions qui, refusées sans appel, même aux heures où le cabinet de Vienne, s'associant aux pires exactions de l'impérialisme allemand, [illegible] à Brest-Litovsk et à Bucarest par exemple, ruine délibérément son propre dessein. L'agitation fébrile, que le jeune monarque et ses conseillers ont déployée, durant les derniers dix-huit mois, dans le domaine diplomatique, a quelque chose de stupéfiant. Rien ne les lasse ; rien ne les décourage. Ils n'aperçoivent jamais la contradiction qui surgit, très claire cependant, entre leurs initiatives de réconciliation et les politiques auxquelles ils collaborent dans l'Europe Orientale. Ils ne comprennent point qu'ils ne peuvent à la fois amorcer utilement des tractations avec l'Entente et proclamer une fidélité invariable aux Hohenzollern.

Ainsi s'expliquent de même les velléités que Charles Ier, dès sa prise du pouvoir, prodigue avec ostentation, — velléités de transformation et de rajeunissement intérieur. Certains des hommes dont il s'entoure, Lammasch surtout, qui est exécré, dénoncé comme un agent de l'étranger par les pangermanistes, — s'évertuent à montrer l'opportunité, la nécessité de grands changements. Ils méditent un rapprochement de toutes les races qui s'entrechoquent dans l'Empire, mais ils se heurtent à des difficultés qui se renouvellent sans trêve. Après d'un côté, elles se redressent de l'autre. L'histoire a exaspéré à ce point les haines nationales, que chaque nationalité aspire autant à opprimer la voisine qu'à se libérer elle-même. Les Allemands n'admettent point que les Tchèques aient soif d'émancipation, mais les Polonais, qui rêvent d'une restauration de leur indépendance, interdisent tout espoir d'affranchissement aux Ruthènes de Galicie. Tous les systèmes, tous les expédients sont étudiés, exposés, repoussés. Si les éléments slaves revendiquent la séparation absolue, s'ils se refusent à demeurer accolés à d'autres éléments dont ils ont, à travers les âges, éprouvé la brutalité de domination et le mépris du sentiment égalitaire, les groupes germanique et magyar luttent avec âpreté pour conserver leur suprématie constitutionnelle et les avantages de toute nature qu'ils en tirent. Berlin soutient le premier : le second se défend tout seul par la menace permanente qu'il suspend sur les Habsbourg. Pour avoir décrété une amnistie politique au début de son règne, Charles Ier avait dû subir les critiques flétrissantes de la féodalité qui a trouvé en un Tisza son grand homme.

La situation étant devenue critique au dernier degré : l'Empire, militairement affaibli au point qu'une résistance lui paraissait impossible, implorant sur tous les tons une paix qu'on lui refusait, lorsque parut le manifeste du 17 octobre. Ce document a une valeur historique à un double point de vue : en ce qu'il est un témoignage de décadence et

d'affaissement, car il n'a pas été, dans sa pensée de son signataire, un moyen de faire la justice par la liberté, mais un subterfuge pour conjurer un démembrement : — en ce qu'il a consacré des mouvements nationaux qui ne peuvent plus désormais se refréner. Charles Ier a proclamé, sous la pression des circonstances, la déchéance de la vieille monarchie dualiste. En admettant la constitution de 5 royaumes, de 4 Etats, — Allemand, Tchèque, Illyrien et Ruthène, il a sanctionné, autant que cette sanction était conciliable avec l'intégrité de son domaine dynastique,—certaines tendances qui s'étaient imposées à lui. Mais il amoindrit à plus forte raison pour la Pologne, et s'il mettait à part Trieste et sa banlieue, il passait sous silence les régions purement italiennes du Trentin et de Gorizia. Surtout il ne statuait que pour l'Autriche. Trois jours plus tard, à la vérité, il annonçait que la Hongrie n'aurait plus dans l'avenir qu'une union personnelle avec la Cisleithanie, c'est-à-dire qu'il réalisait les vœux exprimés de longue date par le parti de l'Indépendance, en matière diplomatique, militaire, économique —, mais il n'avait pas un mot pour les peuples asservis aux Magyars. Il négligeait les Slovaques qui sont les Tchèques de Transleithanie, les Serbes et les Croates qui sont apparentés aux Slovènes illyriens, les Roumains de Transylvanie. Manifestement, il n'osait provoquer la colère des Magyars en blessant leur orgueil ou leurs intérêts.

Ces actes du pouvoir, qui eussent pu préparer une évolution, s'ils étaient intervenus dix-huit mois ou deux ans plus tôt, avant que le particularisme ne se fût converti en séparatisme, ont immédiatement paru tardifs et inopérants. Les idées ont cheminé durant cette guerre. Les groupements humains ont pris conscience de leurs droits. Il était trop évident que Charles Ier ne s'inclinait pas devant un principe, mais cédait à une dure nécessité, et que certaines conjonctures dépassées, il pourrait être tenté de reprendre ce qu'il avait donné. — Les nationalités soumises aux Allemands et aux Magyars se refusaient à accepter une charte octroyée et des libertés limitées : elles avaient déjà antérieurement affirmé leur volonté de se faire justice à elles mêmes et de pourvoir à leur propre régime. Une transformation intellectuelle s'était produite, qui avait aboli en elles la notion de vassalité : le grand manteau impérial ne couvrait plus qu'un corps en décomposition.

Wilson était certainement au courant du travail interne qui s'était accompli en Autriche-Hongrie, quand il publia sa note du 19 octobre. Comme on l'a remarqué, Burian l'ayant saisi d'une offre d'armistice et de paix, il ne parlait ni de paix ni d'armistice, ou du moins il n'en parlait que par prétention. Sa réplique aboutissait en tout et pour tout à cette conception : les aspirations nationales des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves sont justes. Par conséquent, il n'appartient plus au cabinet de Vienne de traiter en leur nom, mais ils doivent eux-mêmes décider de leur sort futur. On peut considérer cette déclaration comme un arrêt de mort de la vieille puissance habsbourgeoise, mais pratiquement Wilson ne prononce pas la sentence ; il laisse le soin de la prononcer aux nationalités qu'il évoque nommément, — et s'il ne mentionne que les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves, c'est que les autres groupements ethniques soumis aux Habsbourg peuvent trouver la consécration de leurs désirs dans le message présidentiel du 8 janvier, qui pourvoit au destin de la Pologne, de la Serbie, de la Roumanie et de l'Italie.

Charles Ier, dans son manifeste du 17 octobre, affectait d'en être arrivé au point où se plaçait Wilson neuf mois plus tôt. Mais le 19 octobre, Wilson franchissait l'étape où il s'était d'abord arrêté, et point n'est besoin de souligner longuement l'opposition qui se révèle entre le manifeste et la note. Charles Ier vise à sauvegarder les prérogatives de sa maison et par suite l'unité des divers domaines austro-hongrois réalisée en sa personne. Wilson se soucie fort peu de cette unité et des intérêts des Habsbourg. Charles Ier, en accordant des autonomies, maintient le lien d'Etat. Wilson brise ce lien en reconnaissant des indépendances, quitte aux peuples devenus indépendants à former telle constellation qu'il leur plaira. Il se peut fort bien, ses principes étant appliqués, que l'Empire Danubien disparaisse à jamais de la carte.

Si l'on s'en réfère aux dernières déclarations des Slaves de Cisleithanie et de Transleithanie, ils se mettent à couvert derrière les maximes wilsoniennes. Les députés tchèques au Reichsrath ne veulent point accepter un accommodement, leur mot d'ordre depuis le début étant « la liberté ou la mort », et ils ont signifié à Hussarek leur refus absolu d'entrer en discussion. Les délégués des Croates, des Slovènes et des Serbes ont siégé dans la troisième semaine d'octobre à Agram, rejeté les propositions impériales, et décidé la création d'un grand Etat sud-slave.

Mais la désagrégation a été poussée plus loin, et il était inévitable que l'émiettement commencé se poursuivît. L'Autriche et la Hongrie s'en vont par morceaux, comme la Russie. Les Polonais de Galicie ne pensent plus qu'à une Pologne reconstituée dans la plénitude de sa souveraineté. Les Roumains de Transylvanie ne voient plus de solution, que dans

une incorporation à la Roumanie, et l'un de leurs délégués, Stefan Popp, l'a affirmé publiquement dans la Chambre de Pesth, en réponse à Tisza, le 18 octobre. Enfin le 21 octobre, tous les partis allemands de Cisleithanie, nationaux, socialistes, chrétiens sociaux, votaient la formation d'un Etat allemand en désignant une commission exécutive.

La situation telle qu'elle apparaissait à cette date, était la suivante : la monarchie danubienne se décomposait virtuellement en une Hongrie indépendante, mais dont on ne savait encore si elle accepterait l'union personnelle avec ce qui resterait de l'Autriche, une Bohême indépendante, une Yougo-Slavie indépendante, un Etat allemand dont l'avenir serait à régler, une Transylvanie désireuse de se rattacher à la Roumanie — une contrée Ruthène qui se tournait vers l'Ukraine, — une Galicie qui regardait vers Varsovie et non plus vers Vienne, — des districts Italiens, qui étaient moralement déliés de leur ancienne vassalité. Il n'y aurait donc plus d'Autriche-Hongrie au sens ancien du mot. Mais la réalité sera-t-elle exactement calquée sur la théorie? Il subsiste des possibilités de Fédération libre, à forme républicaine, — certains, sinon tous les groupements libérés du joug des Habsbourg, signant un pacte de réunion et se dotant d'un minimum d'institutions communes.

Lorsqu'on envisage les Etats qui seraient appelés à surgir de ce chaos, il en est deux qui retiennent particulièrement l'attention : le Tchéco-Slovaque et l'Allemand, ce Tchéco-Slovaque, — parce qu'il sera loin de la mer, par suite paralysé dans son industrie et son commerce et enveloppé au Nord, au Sud et à l'Ouest par des terres germaniques, et c'est ce qu'a fort bien montré le socialiste Otto Bauer dans l'*Arbeiter Zeitung*. L'Allemand,— parce qu'il serait étrange que 10 millions de Germains pussent former une communauté séparée, alors que 60 millions de Germains et davantage vivraient à côté d'eux dans une communauté plus large. Il est intéressant de noter que, les délégués allemands d'Autriche ont discuté, dans leur assemblée du 21 octobre, deux solutions : ou leur adhésion à une confédération des anciens peuples cisleithans et transleithans, ou leur rattachement à la grande Allemagne. Si j'ai évoqué ces deux cas, c'est qu'ils sont les plus typiques et les plus graves, mais il est d'autres cas à étudier, et il faudrait encore débattre ce sujet historiquement, politiquement et économiquement si important —, et que je qualifierai de vital pour l'avenir de l'Europe : la disparition d'un grand corps de nations entre la Bavière et la Serbie, l'Italie et la Saxe, est-il désirable ? Le fractionnement de ce grand corps en plusieurs tronçons, et le regroupement de ces tronçons avec tels ou tels Etats constituent-ils les solutions les plus satisfaisantes ? L'existence d'une Grande Russie fédérative nous fournirait des données différentes de celles qui nous sollicitent, mais cette grande Russie fédérative n'apparaît pas à l'horizon, pour l'instant.

Que la vieille Autriche-Hongrie meure : c'est un fait certain et que nul ne déplorera, car la bureaucratie policière et oppressive des Habsbourg, qui avait atteint à son point de perfection sous Metternich, était condamnée par tout homme épris du droit et de la liberté. Mais verra-t-on se lever à sa place une vaste Fédération de nationalités qui s'agrégeraient spontanément les unes aux autres ? Ou bien — la Bohême étant indépendante, les Allemands de Cisleithanie et les Magyars se rejoindront-ils,— ou bien négocieront-ils un accord avec une Pologne émancipée, — ou encore les Magyars créant un Etat fermé et isolé, les Allemands de Cisleithanie iront-ils grossir une Allemagne plus ou moins transformée ? On peut se poser ces interrogations, mais il n'appartient à nul d'y répondre pour l'instant. Ce qui est certain, si l'on accepte certaines considérations économiques primordiales, si l'on tient compte des garanties de la paix future, qui résulteront en partie de la suppression des frictions entre gouvernements, c'est qu'une Fédération danubienne adossée à une Fédération russe mettrait dans notre Europe un élément de stabilité, dont la valeur serait indéniable.

L'histoire a vu autant de transformations que de disparitions.

P.-S. — Cet article était déjà composé, lorsque le 27 octobre, Charles Ier a demandé la paix séparée et acquiescé aux vues de la dernière note Wilsonienne. La réplique du cabinet de Vienne était signée Andrassy, : le fils de l'homme qui avait conclu l'alliance Austro-Allemande en proclamant lui-même la rupture.

Mais ce n'était point tout. Du 28 au 31 octobre les événements se sont précipités. Aux soulèvements nationaux se sont superposés des mouvements politiques et sociaux qui rappellent, par certains côtés, ceux de la Russie de 1917. La République a été proclamée à Prague et à Pesth. A Vienne même la dynastie est si menacée que l'on a parlé d'une abdication de Charles Ier. Le meurtre de Tisza n'a été qu'une manifestation du trouble général... J'ai laissé cette étude telle quelle, parce que les données fondamentales n'en sont pas altérées et parce que le problème essentiel subsiste : *quel sera le sort des peuples d'Autriche-Hongrie ?*

PAUL LOUIS.

UN TYPE D'AMOUREUX ALLEMAND [1]

Ce jour-là, à son heure habituelle, peu après le déjeuner, la voiture du sergent s'arrête devant la porte de la ferme. Le sergent entre dans la cuisine et, d'un ton aimable, à Marthe :

Vous, bien ici ? Vous, très chaud. Pas beaucoup travail. Moins malheureuse qu'aux champs.

« C'était vrai, constate la pauvre fille ; c'était vrai, cet après-midi-là surtout ; il faisait un temps abominable ; il pleuvait très fort ; le vent soufflait glacial. Oui, j'étais bien, dans cette cuisine. J'étais même trop bien après les semaines de souffrances si dures que je venais de subir. »

Cependant, pour bien marquer au sergent qu'elle ne veut pas se départir de sa réserve envers lui, Marthe quitte la cuisine ; elle passe dans une pièce attenante, qui sert de bureau. Afin d'avoir un motif à s'y trouver et, poussée par ses habitudes de bonne ménagère qui veut faire de l'ordre autour de soi, elle entreprend de ranger une armoire où maints objets sont pêle-mêle :

« Pour atteindre au rayon du haut, je monte sur une chaise. Tout d'un coup, la porte de la pièce s'ouvre doucement. Le sergent entre, vient près de moi. Il était si grand que, moi perchée sur ma chaise, sa figure atteignait à la hauteur de la mienne. Il se met d'abord à faire mine de jouer ; il balance le dossier de ma chaise et me demande tout riant :

— Vous, pas peur tomber ?

Puis, ouvrant sa veste il en sort un gros paquet de chocolat en tablettes qui faisait, sur son côté gauche, une bosse qui m'intriguait. Il me dit :

— Vous, aimer le chocolat ?

Si je l'aime ! C'est-à-dire que je l'adore ; j'en suis folle : j'en étais privée depuis si longtemps ! Songez donc, à Lille, il coûtait 35 francs le kilo ! Le sergent croyait bien me tenter : mais je réponds :

— Non : ça me fait mal aux dents.

Il secoue la tête, il ne me croit pas :

— Oh ! oh ! pas possible... Moi, pas retourner avec ça... » Et, posant le paquet sur la table :

— Vous, donner à camarade.

C'est ce que j'ai fait et Maria, qui n'avait pas de raisons pour refuser, a été bien contente. »

A partir de ce moment, Müller ne cesse de venir à la ferme. Il y reste des journées entières ; il trouve mille prétextes pour appeler Marthe dans le bureau : il fait non seulement l'empressé, mais il feint de s'intéresser à elle, de lui montrer de la pitié :

— Vous, toujours triste, jamais rire. Pourquoi ?

Avec une gravité tranquille, Marthe répondait :

— J'ai du chagrin. Depuis tant de mois, je n'ai pas vu ma mère ! Je n'ai même pas la permission de lui écrire ; elle ne sait pas ce que je suis devenue.

Le sergent hochait le menton pour montrer qu'il comprenait ; puis, comme s'il devinait que la meilleure des consolations est de dire : « Il y en a d'autres aussi à plaindre que vous », il répondait :

— « Moi aussi, maman, Allemagne ! »

« Comme si c'était la même chose, remarque Marthe. Cependant, continue-t-elle, il ne cessait de me harceler. Il m'apportait des bonbons, des pralines, du chocolat. Il me disait que je pouvais les prendre, que ça ne lui coûtait rien, que son père était un grand fabricant de chocolat, en Allemagne et qu'il avait beaucoup d'argent... Voyant que je refusais, il essayait d'être plus éloquent en allemand qu'en français ; il répétait :

— Ich liebe sie, mein schatz (1).

Il devenait entreprenant; il me prenait par le menton pour me caresser ; il m'attrapait par le bras, par ma jupe : il voulait m'asseoir sur ses genoux. D'une tape, je lui faisait lâcher prise. Il disait :

— Ah ! vous, bien méchante.

Je me sauvais. Il courait après moi. Dans cette salle, il y avait une grande table ronde. Je tournais autour et lui, tantôt riant, tantôt fâché, il essayait de m'attraper en courant plus vite que je ne le faisais.

Cependant, de plus en plus, Marthe sentait tout le poids de sa misère. Jamais, nul temps de loisir ne lui sembla aussi mélancolique que celui qu'elle passa dans cette ferme. Elle pensait demander au sergent de la renvoyer aux travaux des champs, quand, un après-midi un soldat l'appelle :

— Le sergent vous fait chercher. Venez tout de suite.

La voiture qui, déjà avait mené Marthe N... était attelée : « J'y monte : je refais le même trajet ; j'arrive devant la maison du sergent ; mais, cette fois, le soldat monte avec moi, me fait entrer directement dans une chambre à coucher ».

Plaisante, confortable, avec ses tentures et son tapis, la pièce assez vaste s'agrémentait d'un miroir et de quelques bibelots. Les gravures

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 20, 1918.

(1) Je vous aime, mon trésor.

égayaient les murs tendus d'un papier à fond rougeâtre. Sur un guéridon, de magnifiques chrysanthèmes dressaient, dans un vase, leurs panaches candides. Sur la cheminée, des fleurs rares, cueillies dans les terres du château de C...., s'épanouissaient glorieusement. Tout cela. Marthe le voit d'un coup d'œil, sans s'attarder à le détailler. Assis face à la porte, le sergent l'attend. Il sortait de table et fumait. Il avait bu et mangé copieusement. Pour faciliter une digestion laborieuse, il avait déboutonné sa veste. Il était fort rouge et, par moments, respirait bruyamment :

« Il avait beau ne cesser de me sourire en me regardant en dessous, il me faisait très peur. »

— Ile bien, Marthe, dit-il, vous toujours même chose ?

— Oui, sergent.

— Vous, pas décidée devenir amie ?...

— Non, sergent.

Sur une table, près du lit, des cartons sont empilés. Müller se met en devoir de les déficeler, de les ouvrir. De l'un, il tire des broderies, des dentelles ; d'un autre de jolis cols et des rubans ; d'un troisième de la lingerie fine ornée de Valenciennes et de nœuds bleu de ciel : il fait miroiter un nécessaire de toilette aux pièces de cristal garnies d'argent ; il débouche des flacons de parfumerie. Des odeurs suaves flottent dans la chambre. A chaque objet nouveau, il se tourne vers Marthe espérant saisir, dans ses yeux, une lueur de convoitise :

« Pour réunir tant de choses, il avait dû se donner beaucoup de mal car, dit Marthe, à X... il n'y avait plus rien. Dès le début de l'occupation, les magasins avaient été pillés. Le sergent sans doute, avait fait venir tout ça d'Allemagne, avec les bonbons et les chocolats qu'il me tendait aussi, pour me tenter. Il me disait :

— Vous, accepter tout ça. Vous, toujours autant. Après la guerre, encore. Moi, jamais laisser vous. »

Il m'expliquait que cela ne représentait qu'une partie de ce qu'il me donnerait :

— Moi, faire venir tailleuse, pour vous : chics toilettes ! Toujours belle demoiselle ! Et voiture, et belle maison ».

Tout en parlant, en déployant ses colifichets : dentelles, rubans, il s'agitait excessivement. Nerveux, impatient, ne pouvant tenir en place, il se dandinait, portant le poids de son corps tantôt sur une jambe, tantôt sur une autre... Collée contre la porte, Marthe semblait vouloir s'y incruster.

— « Vous venir, l'appelait Müller, venir près de moi. Pourquoi rester là-bas ? Vous, mal voir. C'est très beau ! Beaucoup d'argent dépensé.

— Oui et bien inutilement.

— Oh ! moi sais bien, vous céder un jour. J'ai dit : Je veux.

— Peut-être : mais moi je ne veux pas.

Müller écoutait, réfléchissait un instant, cherchant ses mots :

— Grand malheur pas savoir français. Moi, beaucoup ennuyé.

Il remuait les épaules d'un grand geste d'impatience :

— Si, moi payer vous, vous apprendre... moi ?

— Non : je ne suis pas maîtresse de français.

— Oh ! vous, forte tête !

Il s'asseyait, lançait à la jeune fille des clins d'œil en coin ; puis, soudain se relevant, d'un pas rapide se dirigeant vers elle, s'approchant tout près, la prenant par le menton, entre-mêlant le français et l'allemand et d'une voix où grondait la menace :

— Moi, un jour, me fâcher. Vite, vous décider. Wollen-sie ? Oui ou non ? Vous prendre garde : Moi, pas de patience.

Si effrayée qu'elle soit, Marthe conserve sa liberté d'esprit ; elle réplique en plaisantant :

— De la patience ! Depuis le temps que vous m'ennuyez, je trouve que vous en avez beaucoup, au contraire.

Le ton désarme Müller. Il cherche la main de sa prisonnière pour la prendre ; mais Marthe la cache derrière soi : « Alors, il m'attrape par le bras et comme je ne veux pas qu'il m'embrasse, il me menace à nouveau :

— Ah ! vous pas vouloir ! Attention, Marthe : prendre garde : moi, faire enfermer vous.

— Allons donc ! qu'est-ce vous trouveriez pour m'accuser ? On n'a rien à me reprocher.

— Oh ! moi, aller à la Kommandantur et dire vous avoir répondu malhonnêtement à moi. Vous, en prison. »

D'un ton calme qu'elle s'efforce de rendre indifférent, Marthe réplique :

— Vous pouvez le faire. J'ai déjà tant souffert. Ça m'est égal : j'ai l'habitude. »

Je parlais ainsi, dit-elle, pour lui faire voir que je ne le craignais pas. J'étais sincère. Je ne croyais pas qu'il mettrait jamais sa menace à exécution.

*
* *

Dès le lendemain, Marthe put constater qu'elle ne connaissait pas encore le misérable auquel elle avait affaire. Le sergent profita de ce qu'une quinzaine de déportées étaient condamnées au

cachot pour refus de travail, afin de la faire enlever avec elles :

« Je ne me doutais de rien. Comme d'habitude, ce matin-là, je me rendis à l'appel de six heures. »

On était aux derniers jours de novembre. L'appel, qui avait lieu en plein air, se faisait dans l'obscurité. Le chef de culture nommait les travailleuses ; à chaque nom, un soldat levait son falot et, regardant au visage la prisonnière, s'assurait que celle qui répondait était bien celle qui était désignée :

« Quand ce fut mon tour, le chef de culture dit :

— Vous Marthe, pas de travail, ce matin : vous retourner à la maison...

Je savais que des ouvrières étaient punies ; je commençais à m'inquiéter. Vers huit heures, l'une d'elles entre dans ma chambre :

— Vite, me dit-elle, préparez-vous. Le chef de culture vous fait dire que vous devez partir à neuf heures, pour N... avec nous... »

Un grand char à bancs attendait les captives. Elles y prennent place. Quand elles sont toutes assises, le chef de culture monte à son tour. La voiture s'ébranle, roule sous le ciel froid et brumeux.

« Pourtant, raconte Marthe, nous nous estimions encore heureuses parce qu'il ne pleuvait pas. Nous disions :

— C'est de la chance ! »

Ses compagnes, entre elles, plaisantaient :

— Nous allons nous reposer...

Elles avaient emporté de quoi se distraire durant leur réclusion. L'une avait sa broderie ; une autre, un tricot ; une troisième, un ouvrage au crochet. Pensant qu'elles seraient enfermées à plusieurs, dans la même pièce, certaines avaient pris un jeu de cartes. Le chef de culture essayait vainement de les faire taire ; il roulait de gros yeux ; il répétait :

— Vous, arrêts, arrêts !

Les jeunes filles riaient de plus belle. Elles continuaient de jaser gaiement quand, le char à bancs pénétra dans N... et s'arrêta devant la Kommandantur. Celle-ci était installée dans la plus belle maison de la petite ville. Toutes les pièces du rez-de-chaussée avaient été démeublées et converties en bureau. Celui, dans lequel, on fit entrer les prisonnières avait dû, naguère, être le salon. De vastes dimensions, très haut, ses murs étaient couverts de cartes militaires et géographiques. Un portrait du Kaiser trônait sur la cheminée. Rien ne subsistait de ce qui avait dû faire l'agrément de cette salle. Les tentures, les boiseries avaient été enlevées. Les murs et le plafond étaient percés de trous par lesquels passaient d'innombrables fils télégraphiques et téléphoniques.

Plusieurs soldats étaient occupés à écrire, chacun devant une petite table et, dans le silence, on n'entendait que le grincement des plumes de tous ces gratte-papier :

« Le commandant était assis, dans un fauteuil, à son bureau. Derrière lui, Müller, debout, les mains derrière le dos. Il me décoche un sourire moqueur, avec l'air de me dire :

— Je te tiens, maintenant, ma petite. »

Le nom de mes compagnes était sur une liste... »

Grand corps sec au visage impassible, le Commandant se met à les appeler. Il parle admirablement le français ; il connaît toutes les finesses de notre langue ; il a des euphémismes qui sont des trouvailles. A chaque rebelle, il demande :

— Pourquoi ne « desirez »-vous pas travailler ?

Le tour de Marthe arrive. Avant que le Commandant l'interroge, Müller intervient :

— Celle-ci est condamnée parce qu'elle m'a répondu malhonnêtement. »

D'un ton ferme, mas fort poli, Marthe proteste de toutes ses forces.

— C'est faux. C'est tout à fait faux.

— Silence, ordonne le Commandant d'une voix dure. Je crois ce que dit mon sergent. Je n'ai pas de démenti à recevoir de vous...

Appelant deux soldats, il ordonne qu'on emmène les prisonnières : « Sous leur conduite, nous montons au premier étage. J'étais consternée ; mes compagnes continuaient de jaser. Elles disaient :

— Il fait froid dehors : il y a du brouillard ; nous allons être à l'abri.

Les soldats étaient furieux : ils frappaient du pied ; ils nous menaçaient de leur baïonnette ; ils nous injuriaient :

« Fermez vos g... Pas de schwein ! »

Le long du vestibule, où pénètrent les condamnées, de nombreuses portes sont fortement cadenassées. Chacune est percée d'un guichet garni de gros barreaux. Un soldat déverrouille un des des cadenas et pousse le vantail. Alors, les malheureuses réalisent l'épouvante du sort qui les attend. Par la lumière qui vient de la porte, elles aperçoivent un cabinet étroit complètement obscur. Contre un des murs, une planche est posée sur deux tréteaux. Rien d'autre. Les plus résolues ne peuvent réprimer un frisson d'angoisse. Pourtant, l'une d'elles a encore le courage d'essayer de rire :

— Ah ! çà, ils nous prennent pour des chats : ils croient que nous voyons clair la nuit ; » mais sa plaisanterie n'éveille aucun écho.

Marthe est jetée dans une cellule. A tâtons elle

en fait le tour et découvre ainsi que, par terre, près de la porte, se trouve une petite cruche de grès contenant un peu d'eau. Elle gagne la planche qui, la nuit, doit lui servir de lit. Elle s'assied. Pour quinze jours, c'est l'in-pace ! Pas un bruit, sauf, par instant celui des soldats qui arpentent le couloir ; pas d'air ou, plus exactement pas d'autre air que celui qui pénètre par l'étroit guichet et qui est tout empesté d'odeur boche et de fumée de tabac. Aucune occupation. Dans la nuit où Marthe est ensevelie, ce n'est pas chaque heure qui semble longue, éternelle ! c'est chaque minute ! :

« Le matin, à cinq heures ou, du moins, je pense, vers cinq heures, car je ne savais pas l'heure, ma porte s'ouvrait. Un soldat entrait, avec une lanterne, et prenait ma couverture qu'il rapportait le soir. Deux fois par jour, on frappait au guichet et je recevais ma pitance — toujours la même — un peu de bouillie de riz. Je profitais de ce que je voyais un être vivant pour demander :

— Quelle heure est-il ?

Mais d'un ton impatienté le soldat me répondait :

— Pas savoir.

Nous n'avions rien pour faire notre toilette ; nous sommes restées quinze jours sans nous laver les mains ni nous débarbouiller. Et l'on dit que les Allemands ont un grand souci de l'hygiène ! Les premiers jours, j'essayais de me coiffer avec les peignes de mon chignon. Bientôt j'y ai renoncé ; cela m'était devenu bien égal. Parfois, dans la journée, je m'allongeais sur ma planche, essayant de dormir, d'oublier ; à peine étais-je étendue que le soldat de garde frappait à ma porte en criant :

— Los, Los !

Par un raffinement de méchanceté, il fallait que nous soyons éveillées, tout le jour, pour ne pas cesser de souffrir. Je pensais. Je pensais à ma mère, à mes amies : Je me rappelais ma vie, à Lille, avant la guerre. Je me souvenais de mon enfance, de ma jeunesse et comme nous étions heureux autrefois. » — Semblable à ces malheureux qui rêvent d'un souper somptueux quand ils ont l'estomac vide ou d'un bon feu quand ils ont froid, Marthe essayait d'oublier ses souffrances. — « Je pensais aussi, dit-elle, à celles qui nous avaient précédées dans ces cachots Elles avaient été condamnées à dix jours de détention pour avoir, au 14 juillet, mis des fleurs tricolores à leur corsage : « elles avaient arboré les couleurs nationales ! » Et puis, les derniers jours, je ne pensais presque plus. J'éprouvais un continuel mal de tête. »

Cependant, même dans sa cellule, Marthe n'est pas délivrée de son bourreau. Chaque après-midi, elle reconnaît son pas, dans le couloir. Il s'arrête devant sa porte. Et, d'abord, à voix haute, pour les soldats qui écoutent, il dit :

— Beaucoup ennuyer, ici. Marthe ? Pourquoi avoir été malhonnête ? Plus malhonnête maintenant ?

Puis, se rapprochant, mettant sa bouche contre la grille du guichet, baissant le ton :

— Pourquoi vous jamais décidée ? Vous aimer souffrir ? Vous aimer, moi, maintenant ? Moi vous avoir fait beaucoup souffrir ; plus vous souffrir, plus vous aimer. »

Obstinée jusqu'à l'héroïsme, la courageuse fille répondait :

— Les soldats français, dans les tranchées, souffrent plus que moi.

D'un ton impatienté, le sergent répliquait :

— Oh ! moi pas parler guerre. Moi revenir demain ; moi jamais fatigué. Si vous pas vouloir, mon trésor, vous pas finir de souffrir...

Il se retirait. Ses pas allaient s'affaiblissant. Marthe respirait, soulagée.

« Pas un instant dit-elle, je n'avais eu l'idée de céder ; pas un instant, je n'aurais pensé à implorer sa pitié. La pitié d'un Boche ! Ces gens-là, quand on fait appel à leur commisération, ils ricanent : « Bon pour les Français, disent-ils. Les Français, tous des naïfs, des jobards ! »

*
* *

A mesure que son persécuteur la tourmente davantage, Marthe sent croître sa résistance. Et ne croyez pas qu'elle prétende qu'on l'admire. D'un ton malicieux, elle note : « Je n'avais aucun mérite à lui refuser ; plus il allait, plus je le haïssais pour sa cruauté froide ; plus, en lui, je voyais le Boche ; plus je le trouvais ridicule avec sa face bouffie, ses bajoues rouges ; plus il me dégoûtait avec sa puanteur. Je lui disais :

« J'aimerais mieux mourir que de me donner à vous. »

Dans sa franchise brutale, voilà un aveu qui aurait dû rabattre la fatuité du sergent...

Marthe ne savait plus depuis combien de temps elle était enfermée quand, un matin, un soldat ouvre sa porte et, dans un français très correct :

— Votre temps est fini. Vous pouvez retourner à C...

Par la fenêtre du couloir, une lueur terne, jaunâtre, glisse d'un ciel tout chargé de brumes. Depuis si longtemps que Marthe est dans une obscurité totale, elle cligne des paupières. Cette lu-

mière, si pâle soit-elle, lui paraît éblouissante. Elle est comme un aveugle qui recouvre la vue. A peine peut-elle marcher ; ses jambes flageollent tant elle est faible. Elle frissonne, transie. Ses compagnes présentent un aspect non moins lamentable : pâles, les yeux cernés, les paupières bouffies d'avoir pleuré, les joues toutes barbouillées de la poussière que leurs larmes y ont collée, les cheveux en désordre, vacillantes, à tout autres qu'à des Boches, elles auraient fait pitié.

« Le char à bancs qui nous avait amenées, nous reconduit à C... Mais nous sommes trop épuisées pour reprendre le travail. On nous accorde trois jours de repos ; on nous dispense même de l'appel ; nous n'aurions pas eu la force d'y aller... »

A mesure qu'elle approche de sa fin, la persécution que subit Marthe atteint au tragique. La malheureuse a dû retourner aux champs. On s'y livre, alors, aux travaux d'hiver. Tantôt, dans une grange, les prisonnières tressent des liens ; tantôt, si le temps le permet, dans un pré, elles préparent des ballots de foin comprimé :

« Tous les jours, le sergent venait nous inspecter et, d'abord, je pus croire qu'il avait renoncé à ses projets ; il ne faisait plus attention à moi ; mais, bientôt il m'aborde à nouveau :

— Vous contente, maintenant ? Bon travail, ici. Vous, répondre !

— Oui, très bon.

— Et cachot, très bon aussi ?

— Oui.

Je lui répondais ainsi, non pour le narguer, mais pour lui faire comprendre qu'il ne viendrait pas bout de moi.

— Oh ! s'exclamait-il, tête dure, forte tête !... »

Un après-midi, comme Marthe était, dans le pré, à relever le foin avec une fourche et que, sans s'en apercevoir, elle s'était un peu éloignée de ses compagnes ,elle voit arriver le sergent. Il y avait eu, ce jour-là, entre sous-officiers, un grand repas au château du village. Le sergent sortait de table. Visiblement, il avait trop mangé et surtout trop bu. Sa casquette au lieu d'être posée, d'aplomb, était rejetée en arrière un peu sur l'oreille ; il était excessivement rouge, « si rouge, remarque Marthe, qu'on aurait cru qu'il allait éclater. » Bien qu'il fit un temps humide et froid, il s'épongeait constamment le front, répétant :

— « Oh ! beaucoup chaud, aujourd'hui : beaucoup chaud ! » son odeur habituelle se fortifiait de celle des vins, des liqueurs qu'il avait absorbés...

Evitant les autres travailleuses, il gagne du côté de Marthe ; il s'attache à ses pas. Tenace, malgré tant d'échecs répétés, il la suit, batouillant les mêmes propositions :

— Pas encore assez souffert ? Pourquoi pas accepter ? Chic logement, chic toilette...

Pas de réponse. Ce silence l'exaspère. Il lève sa cravache. La colère monte en lui ; il ordonne :

— Vous dire oui...

— Non.

Ce refus catégorique, c'est la ruine définitive de ses dernières espérances. Il le sent. Il empoigne Marthe par la taille, il la prend par le menton ; il l'embrasse, veut la renverser dans le foin. Dans l'homme avilé, la bête lubrique s'est réveillée. Nulle crainte égoïste ne le retient plus. Marthe voit l'imminence du péril ; elle ne perd pas son sang-froid.

— Lâchez-moi. Si vous ne me lâchez pas, j'appelle.

— Ah ! vous crier !

Une lueur de haine flambe dans les yeux de Müller. Brutalement, il pousse Marthe contre une meule. Il tend son gros poing.

De toutes ses forces, il l'envoie, en plein dans la figure de la jeune fille :

« La douleur fut si atroce que je restai comme assommée, la tête dans le foin. J'avais les dents de devant cassées et le visage en sang. Je me relève péniblement. Tout tourne autour de moi. Lui, brusquement dégrisé, s'était éloigné et comme si rien ne s'était passé, il inspectait les autres ouvrières. »

Un peu d'eau stagne dans le fond d'un fossé tout proche. Marthe s'y rend. Pour détourner les soupçons de ses compagnes, elle explique qu'elle saigne du nez ; elle se lave le visage, s'essuie avec son mouchoir... Elle rejoint le sergent. Elle lui parle avec une fermeté paisible :

— Demain, j'irai à la Kommandantur : je me plaindrai. Je raconterai tout au Commandant. »

Müller hausse les épaules ; il ricane :

— Oh ! Commandant pas croire, vous. Moi, bien tranquille.

Le sergent comprend que Marthe fera comme elle dit. De sa part, ce ne sont pas paroles vaines. Il a pu l'apprécier : Marthe n'est pas de celles qu'on dompte, qu'on terrorise. Alors, abdiquant toute dignité, il cesse de plastronner, de railler. Il se montre tel qu'il est : pleutre, vil. Marthe a la revanche de voir, devant elle, son bourreau qui tremble et supplie :

— Vous pas faire ça. Non, non. Vous, bonne. Moi, envoyé au front ; moi tué !

Il parle d'une voix geignante ; il s'apitoie sur son triste sort ; il essaye ensuite de soudoyer Marthe :

— Moi, riche. Si vous pas parler, moi donner beaucoup d'argent.

Marthe ne daigne pas répondre.....

Le lendemain, elle se rendait à la Kommandantur. Sa déposition fut si probante, que, deux jours plus tard, le sergent Muller était déplacé.

Marthe ne le revit plus qu'une fois. Il marchait courbé, comme si le ressort, en lui, s'était cassé : « Il allait au château pour faire ses adieux à ses camarades. Il m'aperçut et, me menaçant de son poing:

— Moi, me venger !

Ce furent ses dernières paroles.

Quelques semaines plus tard, Marthe X.... était rapatriée ; mais ce n'est pas impunément qu'on vit de telles heures d'angoisse. Rentrée en France, elle y tombe gravement malade. Quand, au bout de trois mois, elle sortit de l'hôpital, elle se rendit chez une de ses amies, une Lilloise, également réfugiée. .

Maigre, les yeux comme diminués et encavés dans les orbites, ses beaux cheveux maintenant clairsemés, la bouche édentée, un air de tristesse, de lassitude infinie répandue sur son visage, Marthe, précocement vieillie était méconnaissable. En lui ouvrant la porte, son amie la prit pour une étrangère et lui demanda :

— Qui êtes-vous ? que désirez-vous ?

HENRIETTE CLEARIE.

LEUR RÊVE

Le jour des Morts luit lentement sur la terre.

Dans la ville bruyante où les hommes tour à tour volent à la joie et souffrent pour conquérir un peu de richesse éphémère, dans les collines riantes, les marécages meurtriers, les sables désolés choisis pour champ de bataille ; dans les bosquets ensorceleurs désignés tous ensemble par ce grand nom, encore agrandi depuis la guerre : Verdun, dans les hameaux paisibles, comme dans les cagnas pluvieuses ébranlées par la mitraille, partout on pense aux morts.

C'est leur fête à tous : à ceux qui passèrent ici-bas, sans rien laisser d'eux, pas même un nom, telles les funèbres danseuses, comme à ceux qui par leurs souffrances mêlées de divins bonheurs élevèrent plus haut la pyramide infinie de la pensée humaine, illuminèrent d'un timide rayon la beauté mystérieuse furent grands par le cœur

C'est surtout la fête de ceux qui fécondèrent avec leur sang superbe la terre de notre France, de ceux qui auront fait lever la moisson et porteront à jamais le titre suprême : mort pour la patrie. Oh ! ceux-là, ces élus aimés, notre piété enthousiaste ne veut pas les imaginer agonisants sur la fange impure ou rendant l'esprit dans un hoquet douloureux ! Elle se les représentera toujours, martyrs chéris du ciel, tombant avec fierté dans la splendeur blanche des neiges et emportés vers l'azur par des âmes. Ces trépassés, nous les pleurons plus que les autres, et pourtant nous savons qu'ils méritent l'envie, non les larmes : leur mort n'est-elle pas l'aube d'une vie éternelle dans le souvenir de la Patrie reconnaissante et de nos cœurs ravagés ?

C'est leur fête à eux ou à ce qui reste d'eux. N'auront-ils aucun présent, ceux-là surtout qui ont fini leurs saintes souffrances en défendant pied à pied leur tranchée misérable, symbole tangible du pays bouleversé ? Qu'auront-ils, eux qui, en fermant pour la dernière fois les yeux, aperçurent l'aigle allemande agrippée aux monts voisins ? Ensevelis sous le sol même où ils se sont battus, n'ont-ils pas droit, après le supplice de tout leur être, à une récompense magnifique ?

... Ils l'ont eue, nos chers morts : dans la tombe immense et commune ils ont fait un rêve, un rêve enivrant. Il leur semble que là-haut, sur la terre encore rouge du sang répandu, les soldats en bleu horizon marchent, pressent le pas, courent, se précipitent, le sourire aux lèvres, la joie sur le front, l'orgueil dans le cœur et frappent le sol avec des godillots chargés de limon. Les braves chantent, ils chantent toujours plus haut, acclament le drapeau français qui chasse les sombres couleurs de l'ennemi et prophétise la victoire. Les morts frissonnent de délire et croient ressusciter de bonheur...

Leur rêve est devenu vrai. La pensée reposante du triomphe va désormais enchanter ces âmes qui par-delà le tombeau souffraient encore pour la chère France. Maintenant, elles sont heureuses : rien n'étroublera plus leur sommeil de héros.

*
* *

AU GUETTEUR

Les ténèbres glacées de la nuit pluvieuse ont engourdi les hommes et les choses : toi, guetteur, tu veilles, image de l'esprit, domptant la matière.

Tu souffres : tu as froids, tes pieds sont gelés, malgré de bons godillots qui s'enfoncent dans la boue visqueuse, universelle et toute puissante là-haut. Pour te déplacer, tu dois t'arracher avec de grands efforts à cette fange perfide. Tu aimes mieux rester, planté là, immobile, appuyé sur le flingot, et le col de ta capote relevé.

Mais avec le froid, l'humidité pénètre ton corps transi : les vêtements ont peine à sécher.

Il pleut trop : après deux heures de ce martyre, toi, l'ardent apôtre de la guerre à outrance, tu rougis de sentir ton enthousiasme attiédi. Seule, la meilleure partie de toi-même résiste. Elle crie à la bête : il le faut, et la force à souffrir sans se plaindre. La chair est au supplice, ton âme en joie.

Rester debout quand même, face à l'ennemi qui veille et guette l'heure d'attaquer, penser que la mort cherche sa proie, écouter la mitraille qui roule, éclate et s'engouffre dans le marécage avec des gémissements dévastateurs : et puis, de toutes les forces que te laisse la fatigue, songer aux tiens, à la barbarie surhumaine de cette interminable chose, frissonner et te dire : je fais mon devoir ! tomber sous le fer d'un patrouilleur qui a rampé, invisible et sans bruit, c'est la ton sort. Mais ne te plains pas, guetteur : si tu souffres et meurs, c'est pour faire descendre sur notre pauvre terre un peu de la justice divine, et dans l'instant suprême, tu mérites l'envie, car jamais un mortel ne fut plus grand que toi.

HENRY DEVRIS.

*
* *

LES MARIAGES DE DEMAIN

La question du mariage, au lendemain de la guerre, est une de celles qui, dans tous les pays belligérants, et particulièrement en France, préoccupent déjà moralistes et sociologues. Si nous n'avons pas encore aujourd'hui des documents certains sur l'état d'esprit que la jeunesse virile rapportera des tranchées, nous apercevons, du moins, avec assez de netteté celui que manifestent déjà les femmes, nous devinons les premiers contrecoups de cette immense perturbation sociale sur la vie morale de notre compagne. Ce sont ces indices d'un état nouveau que nous voudrions signaler et rapidement analyser ici.

La première et sans doute la plus caractéristique des conditions nouvelles du mariage de demain, sera la nécessité, pour les femmes d'aborder cette grande entreprise avec un goût du risque plus vif qu'autrefois.

Dans la société française d'avant-guerre, deux catégories de jeunes filles seulement s'offraient le luxe du risque total dans le mariage : les unes par nécessité, c'étaient les plus pauvres : les autres par goût véritable, belle audace, jolie crânerie, c'étaient les plus fortunées. S'unir à un homme sans argent et sans situation, c'est-à-dire miser sur l'avenir d'un autre, avoir le dévoûment d'une énergie encore employée, goûter dans sa plénitude ce [illegible] sentiment : la confiance, était l'apanage, aurait-on dit, réservé aux jeunes filles sans dot. D'autre part, se plaire à l'imprévu, juger les gens sur leur valeur vraie et non leur façade, avoir le mépris des contingences, et se moquer de l'opinion [illegible] ce ménage précieux réservé à quelques jeunes filles fortunées.

Ces deux catégories mises à part, quel [illegible] table effroi du risque, quelle peur stupide de la vie, quel abominable mépris de l'intelligence, du courage et de la volonté, marquent le départ des unions dans trop de familles de fortune moyenne ! Unir cent mille francs de dot à une situation de huit mille francs par an — et la retraite! Cinquante mille francs avec une place de [illegible] mille francs, livrer deux cent mille francs au possesseur de deux cents autres mille francs, ambition suprême de toute la bourgeoisie raisonnable. La prudence imbécile qui finit par se persuader à force de vouloir écarter les risques, la moralité de Giribouille, qui se dépouille lui-même en voulant sauver son trésor.

Un tel sentiment prend son origine dans une sorte d'idolâtrie du capital. Celui-ci, au lieu d'être considéré, comme un levier ou un instrument de travail, devient une chose absolument indivisible, sans autre objet que de figurer dans un contrat, une manière de fétiche familial que l'on conserve à la façon d'un meuble, d'un tableau, d'un objet l'art. Objet d'art incomparable, représentant le chef-d'œuvre d'une génération et pour lequel les descendants devaient avoir un respect absolu.

Le fonctionnaire, auquel, par essence, il est interdit de faire le commerce, présente toutes les apparences de l'être rêvé pour conserver un pareil trésor. L'homme qui aura accumulé dans sa vie le moins de risques, l'homme qui n'a ni la velléité ni la possibilité de faire travailler l'argent, l'homme qui, à la fin de sa carrière, n'aura pas besoin, en principe, de recourir à son capital pour vivre puisque l'Etat lui fournira les subsides jusqu'à sa mort et même au-delà en reversant sur la tête de la veuve, une partie de la retraite du mari, c'est le fonctionnaire, et nul ne s'étonnera du crédit immense dont il jouissait chez ces êtres timorés.

La guerre vient de porter un coup fatal à toutes ces belles conceptions, et cet édifice de prudence, élevé par des mains pieuses depuis un siècle, va s'écrouler comme un château de cartes. La hausse brutale du prix de la vie, la menace certaine d'impôts énormes frappant le revenu — et peut-être même le capital, — la nécessité chaque jour plus impérieuse pour tous de faire travailler l'argent, l'appétit de l'Etat non dissimulé pour les succes-

sions, tous ces éléments renversent le problème et imposent des soucis nouveaux à la fois aux jeunes filles et à leurs parents.

Désormais le goût du risque n'est plus un apanage réservé à quelques unes, c'est une nécessité inéluctable. La petite vie tranquille d'hier va faire place demain à une existence de combat, une existence qui sera productrice ou ne sera pas. Le devoir de doubler et de tripler les revenus qui s'impose aux familles de petite et de moyenne fortune, si elles veulent conserver leur rang, va les contraindre à sortir leur capital, à le vivifier et à l'accroître. Et la jeune fille avisée, intelligente, lucide, comme l'est une jeune fille française de cette classe sociale, va le comprendre, elle aussi, peut-être avant ses parents, et ses regards se détournent déjà, j'en suis sûr, des fiancés possibles qui n'apportent que l'assurance d'une médiocrité béate, devenue misère, pour se fixer sur ceux plus hardis qui ont en eux des possibilités non limitées de succès et de fortune.

Dans la tourmente universelle, le fonctionnaire est appelé à perdre de son prestige et les parents qui se précipitent encore sur ce gardien vigilant de la dot, se détourneront de lui demain ! De quels regards ne dévoreront-ils pas les hommes intelligents, avisés, industrieux, quand bien même ceux-ci n'auraient d'autre capital que leur courage et leur volonté ! Le risque aura cessé, pour tous, de s'appeler de la témérité : il sera devenu la sagesse et sa présence sera tellement nécessaire que les fiancées n'auront vraiment plus aucun mérite à ne pas s'y soustraire. Il fera partie de la commune mise de jeu engagée dans la loterie du mariage, au même titre que les billets de banque : joués, non par tradition mais par calcul avisé de joueur prévoyant.

*
* *

Le deuxième devoir qui nous apparaisse imposé aux épouses de demain, plus pénible, celui-là, il faut en convenir, mais non moins inéluctable — du moins pour certaines classes sociales, — ce sera la nécessité, dans bien des cas, de contracter ce qu'on appellerait encore aujourd'hui des mésalliances. Le mot semble plus périmé que ne l'est, en réalité, le sentiment auquel il correspond, et nous ne pensons pas seulement à l'aristocratie en le prononçant. La vérité, c'est qu'aucune catégorie d'individus n'a été plus soucieuse, dans aucun pays, de se délimiter étroitement que la petite et la moyenne bourgeoisie française, aucune n'a été plus cuirassée dans ses origines et ses traditions, aucune n'a répugné davantage à s'allier avec la classe suivante, c'est-à-dire, en fait, avec la classe ouvrière.

Il sera cependant nécessaire, demain, que ces idées se transposent, que ces sentiments se méditent si l'on veut que la France se relasse un sang nouveau. N'a-t-on réfléchi à la situation angoissante dans laquelle va se trouver la jeune fille issue de la toute petite bourgeoisie, de beauté médiocre, d'intelligence moyenne, dont les ressources, à son entrée dans la vie, vont de quelques billets de cent francs à quelques billets de mille ? Au-dessus d'elle, ses sœurs de la bourgeoisie confortable ou opulente auront encore une dot, des relations, une place dans la société. Au dessous, l'ouvrière, en possession d'un métier depuis des années, à son existence assurée avec toutes les facilités que procure l'Etat aux classes déshéritées. Mais elle, que possède-t-elle ? Jusqu'à la guerre elle avait vécu tant bien que mal chez ses parents, attendant l'humble fonctionnaire, le minuscule commerçant qui l'épouserait. Hélas ! l'un et l'autre ne sont plus revenus, le père et la mère se font vieux, les ressources baissent, il faut prévoir l'avenir et assurer le présent : résolument la petite s'est mise à travailler.

Personne ne doute de son courage, mais quel labeur assure-t-elle dès aujourd'hui ? Le plus ingrat, celui qui s'accomplit sous des habits bourgeois et ne se rétribue pas à moitié de ce que rapporte une profession d'ouvrière. Dactylographe à cent trente francs par mois, maîtresse de piano à deux francs le cachet, vendeuse dans un grand magasin, peintre de fleurs, moins encore peut-être, ce sera la misère dans la solitude. Les plus heureuses seront encore celles qui auront l'initiative de tenir quelque boutique dans une humble ville ou dans quelque faubourg et assureront ainsi leur chiche existence.

Mais pour les autres, une seule issue ne s'ouvre-t-elle pas devant elles? L'union avec un ouvrier heureux et un peu fier de s'associer avec une dame en chapeau qui possède des meubles et qui a des mains blanches.

De par les salaires magnifiques qu'il touche et qu'il continuera de toucher après la guerre, l'ouvrier est déjà et sera de plus en plus, avec certains nouveaux riches, le seul citoyen dont les ressources soient à la hauteur des besoins. Libéré du servage par le machinisme, à la fois généreux et économe, ne lésinant jamais quant à ce qui concerne la subsistance et le bien-vivre, résolu, cependant, avec une opiniâtreté farouche, à « mettre des sous de côté », soutenu par les puissances politiques et sociales coalisées en sa faveur, il sera le roi du jour s'il consent à renoncer à toute habitude d'intempérance.

Au nom de quels principes, de quelles idées, de quels intérêts, la petite bourgeoise, distingué par

l'un d'eux repousserait-elle ce mari possible ? Sans doute il y a entre eux un fossé social, il y a des préjugés, il y a encore des différences assez grandes d'éducation. Mais n'est-il pas plus insupportable de vivre dans la gêne incessante ? Et qui ne voit que l'ouvrier français de certaines professions s'apparente de plus en plus, par l'extérieur et les manières, à l'ouvrier anglais et américain, c'est-à-dire à une façon de petit bourgeois dont il porte les vêtements, dont il a l'allure, les habitudes et presque les mœurs ? Au reste, quelle distinction est-il possible d'établir, dans certains métiers, entre le patron et l'ouvrier ? N'ont-ils pas même habits de travail, même langage, même société, même labeur et mêmes peines ? Il n'y a donc aucune impossibilité réelle à ce que d'authentiques bourgeoises épousent d'authentiques ouvriers. Aussi bien la dure loi de la nécessité fera plus que tous les sentiments : elle s'imposera ici comme dans bien d'autres matières, elle égalisera deux classes sociales en les unissant.

*
* *

Un danger qui menace le mariage de demain dans la personne de la future épouse et dont il faut parler tout de suite parce que, dès maintenant, ses traces sont visibles autour de nous, c'est la répugnance au mariage qu'on observe déjà chez certaines femmes, dictée par les mêmes raisons que chez certains hommes avant la guerre.

Dans cet immense effort du féminisme pour se mettre à la hauteur de sa tâche, dans cette ruée des femmes vers toutes les professions possibles, il y aura, comme partout, des heureuses et des déshéritées. Celles dont nous parlions à l'instant, qui s'agiteront misérablement dans les emplois subalternes, auront, comme contre-partie, les femmes assez intelligentes, assez cultivées et assez heureuses pour s'emparer d'un de ces métiers qui assurent vraiment l'existence. Professeurs, doctoresses, avocates, « ingénieuses », architectes, grandes commerçantes, grandes « industrielles » même pourront vivre — très largement parfois — de leur profession sans faire appel à autrui. N'est-il pas à craindre, dans ces conditions, qu'elles n'acquièrent, en même temps que l'indépendance, cette passion de l'égoïsme, ce désir effréné de la quiétude à tout prix qui détournait hier encore du mariage tant de jeunes hommes dans la même situation qu'elles ?

Ce sentiment est peut-être encore peu marqué parmi les femmes, parce que, malgré l'effort intense du féminisme, une partie très minime d'entre elles seulement est parvenue à gagner l'affranchissement total. Mais déjà, l'on peut observer que, sous ce rapport, la femme se contentera de ressources beaucoup moins élevées que l'homme. Plus habile que lui, plus avisée, sachant mieux s'adapter aux conditions diverses de l'existence, elle a mille façons de s'arranger avec la vie, elle sait mille ingéniosités dans l'organisation de son ménage qui lui permettront de se considérer comme très heureuse et tout-à-fait indépendante avec des gains qui nous paraîtraient assez médiocres.

D'autre part, il est présumable que nous allons assister à la fondation dans les villes d'un grand nombre de ces maisons construites sur le modèle de la Maison des Postes et Télégraphes à Paris qui tiendront à la fois de la pension de famille, du club et du phalanstère, dans lesquelles les femmes célibataires d'une certaine profession trouveront un asile et un milieu où vivre décemment avec le moins de frais possibles.

Des organisations de cette sorte qui, n'en doutons pas, se multiplieront après la guerre, sont excellentes pour lutter contre la vie chère, mais incitent fort peu au mariage ceux qui en bénéficient. Les femmes auront une tendance invincible à les constituer, à les perfectionner, à en faire leur domaine, leur chose bien à elles où elles se plairont, où elles inviteront leurs amies, où elles réussiront à s'assurer une existence passable. Qu'on y joigne le dépit de n'avoir pu trouver le mari rêvé, la répugnance de certaines à se mésallier, le sentiment de l'égoïsme fortifié chaque jour un peu plus, un goût singulier de revanche à l'égard des autres femmes qui succombent sous le poids d'un ménage aggravé de nombreux enfants et l'on aura un état d'esprit très voisin de ce qu'on observait chez une foule de célibataires mâles d'avant-guerre.

Que des femmes de cette qualité soient réfractaires au mariage, c'est ce qui tombe sous le sens. La tâche du législateur consistera sans doute à combattre leurs idées, mais, dès maintenant, on doit envisager l'apparition de cette espèce féminine dans un temps très court, le temps strictement nécessaire au féminisme pour réaliser ses premières conquêtes.

*
* *

De même, il est vraisemblable que l'éducation de la femme va transformer du tout au tout les approches du mariage pour la jeune fille. Les mœurs ne lui refuseront plus l'initiative dans cette recherche du mari rêvé que les usages lui interdisaient, hier encore, si despotiquement. On voudra bien admettre que la femme, comme l'homme, s'efforce de construire soi-même son bonheur et qu'elle s'y efforce là où elle croit pouvoir le trouver, dans la direction que lui indique son cœur et son ins-

[illegible] la conscience de ce que la volonté de la jeune fille se manifeste dans le plus grand acte de sa vie.

Aussi bien, le consentement des uns et la générosité des autres sont-ils désormais très inutiles : au contact de la dure réalité, la plus humble jeune fille d'avant-guerre a acquis la conscience de ce qu'elle vaut et de ce qu'elle veut. La tâche magnifique à laquelle elles se sont toutes vouées dans les hôpitaux ou au chevet des miséreux a, qu'elles-mêmes le veuillent ou non, laissé des traces profondes dans le cœur de chacune. Désormais le goût de l'action, le sens des responsabilités, le besoin d'affection, le désir de participer à la vie sociale sont ancrés en elles et leur commandent des démarches et les incitent à des pensées totalement inconnues aux petites oies blanches d'hier.

La jeune fille s'est virilisée, voilà ce qu'il ne faudra plus oublier désormais lorsqu'on étudiera le problème du mariage, et, par cette virilité acquise, elle espère bien assumer elle-même son bonheur ainsi que son indépendance. Celles d'entre elles qui n'en sont pas convaincues l'apprendront promptement à leurs dépens : dans cette chasse au mari qui va s'ouvrir au lendemain de la paix, la victoire demeurera aux plus agissantes, aux plus habiles, à celles qui feront preuve de plus d'initiative et d'audace. Les usages sociaux s'en accomodent dès aujourd'hui, dans le grand bouleversement contemporain, l'habitude fera le reste demain. Le mariage ne sera plus cette volonté d'un seul s'efforçant d'arracher le consentement de son partenaire, mais l'union de deux contractants qui se sont cherchés mutuellement.

Et puis une autre question va se poser qui modifiera encore la situation de la femme dans le mariage, celle de la profession qu'elle-même va embrasser.

A ceux qui douteraient de cette ruée du féminisme nous conseillons une visite rapide à la Sorbonne, dans les universités, dans les écoles spéciales de préparation, dans les cours publics ou privés, partout où se forment les apprentis intellectuels. Ils verront que le nombre des assistantes ou des étudiantes a doublé ici, triplé là, décuplé ailleurs, ils constateront eux-mêmes cette montée de la femme vers toutes les situations sociales. Que demain ces bachelières et ces agrégées deviennent des doctoresses, des professeurs, des avocates, des chefs de bureau, voire des magistrats, cela ne fait de doute pour personne. Mais cela implique aussi une transformation totale des rapports des époux, et croyez que la plupart de ces étudiants ont déjà le pressentiment de cette grande évolution.

Elles ont non seulement conscience de leur personnalité, mais elles savent que celle-ci saura s'imposer au besoin. La profession qu'elles se sont assurée par leur labeur est à la fois pour elles un encouragement et un refuge. Elles ne s'y cramponnent plus avec cette fébrilité inquiète du féminisme à ses débuts lequel apparaissait toujours et partout à la manière d'un intrus, elles s'y sentent solidement installées de par les lois et de par les mœurs. D'où une grande quiétude d'esprit qui — on s'en apercevra tôt ou tard — les fera moins nerveuses, moins irritables et moins fantasques. D'où, pour elles aussi, des devoirs nouveaux qu'il faut adapter aux exigences du mariage, et c'est parfois fort difficile.

Leur profession va constituer, en effet, l'élément inédit qui entre en ligne de compte dans les rêves, les hypothèses, les espérances et les calculs qui se créent à l'orée de chaque mariage. Ce sera une carte de plus dans leur jeu, mauvaise carte ou atout, selon la nature même du métier qu'elles auront conquis ou qu'elles auront dû subir. Bien des petits et des grands problèmes de la psychologie féminine vont s'en trouver modifiés ; il y aura des femmes que l'on épousera pour la « cote » même dont jouira leur profession, il en est que l'on écartera pour la nature de cette profession.

Encore une fois, la femme qui s'imaginait devoir être conquise à jamais pour elle-même pourrait bien s'être trompée : échappée à l'antique esclavage de la dot, elle retombe sous celui du métier. Les préjugés et les calculs odieux de l'un valent ceux de l'autre. Et il reste, en dernière analyse, que le nombre des mariages d'amour demeurera sensiblement égal à ce qu'il était jadis.

Enfin, s'il faut tout dire, un autre sentiment les possède qu'elles partagent, du reste, avec leur futur compagnon, c'est l'aisance avec laquelle l'un et l'autre acceptent l'idée du mariage, la facilité avec laquelle ils s'y résolvent, la hâte avec laquelle ils désirent contracter leur union. Ce rajeunissement, si l'on peut écrire, de l'union conjugale, c'est l'un des effets de la guerre qui en la diminuant dans son apparat, dans sa mise en scène, l'aura simplifiée, renouvelée, mise à la portée immédiate de chacun. Le souvenir des mœurs du temps actuel pèsera longtemps sur nous : on se rappellera avec quelle hâte dénuée de pompe les mariages se contractaient dans le court séjour d'une permission, avec quelle rapidité on se fiançait et on s'épousait, et, si la mode n'en subsistera pas forcément dans toutes les classes sociales, si les nouveaux riches tiendront toujours à nous accabler de leurs splendeurs, la plupart des gens mettront à profit ces souvenirs de simplicité pour continuer à s'en inspirer.

Débarrassé de son appareil suranné, de son ce-

rémonial un peu désuet, le mariage n'offrira plus rien de redoutable aux gens qu'il inquiétait hier encore, il perdra de sa gravité officielle, il deviendra plus aisé, partant plus fréquent.

Il ne restera plus alors qu'une question à résoudre pour tirer la moralité de cette évolution, à savoir si la femme goûtera une somme de bonheur plus complète que jadis. Sera-t-elle plus heureuse ? En réalité, pour elle, c'est la seule chose intéressante, et, comme toujours ce sera cela qu'elle apprendra en dernier lieu...

JULES BERTAUT.

L'ÉDUCATION [1]

Ce livre a été écrit pendant la guerre. Je n'ai pas eu le loisir d'en poursuivre l'achèvement avec la patience et le calme, avec la continuité de l'effort qui étaient la règle du travail en temps de paix. A plusieurs reprises, j'ai dû délaisser cette occupation pour d'autres d'un caractère bien différent, me demandant chaque fois si je pourrais m'y remettre un jour, et quand. Si quelque référence inexacte ou incomplète s'y rencontre, j'aurai là, auprès du lecteur, un motif d'excuse.

On me dira : pourquoi publier un ouvrage dans ces conditions ? Qui vous oblige à tant de hâte, pourquoi ne pas attendre que le calme revenu permette le travail méthodique ? C'est à cette question qu'il me faut répondre brièvement.

Le problème de l'éducation nationale, qui a tant préoccupé les fondateurs de la troisième République, est passé depuis quarante ans par une série de crises se succédant d'une façon presque continuelle, et qui avait abouti avant la guerre, après un ensemble de réformes particulières, à un état chaotique, incohérent, informe. La guerre a révélé cette incohérence à l'observateur le moins perspicace. Nous n'avions aucune organisation dans aucun domaine ; tout a dû être improvisé. Nous manquions de chefs à l'armée, au gouvernement. Partout, l'incompétence régnait en maîtresse. La sérénité des jours passés avait pu dissimuler l'insuffisance des pilotes, avait même pu faire croire à leurs talents, jamais éprouvés. L'esquif flottait tranquille et sûr. Mais vienne l'orage et chacun perd la tête, car personne n'a sa place marquée, chacun ignore son rôle ; ou bien ils sont écrits avec une méconnaissance parfaite des conditions de l'heure : ou bien les qualités les plus nécessaires pour les tenir font défaut. Nous n'étions pas organisés, nous étions administrés, et administrés par des incapables. Nous n'étions pas une nation, mais un troupeau dont les bergers ne s'occupaient que de tondre la laine. Aussi, dans cette nation qui a retrouvé à la Marne et devant le péril la cohésion et l'unité qui lui manquaient, qui sait qu'elle possède dans son sein les hommes de valeur qu'il lui aurait fallu, une grande aspiration a pris naissance : celle de l'organisation, d'une organisation scientifique et technique, avec le régime des responsabilités, qui entraîne l'autonomie des services et la décentralisation ; qui entraîne fatalement aussi la mise en valeur des compétences, et la discipline sociale forte de son libre consentement. Dans le peuple, dans la bourgeoisie, dans toutes les classes, le désir est le même, spontané et viril, de balayer la puissance de cette bureaucratie néfaste qui confond la paperasse avec l'action, paralyse et déconcerte toutes les initiatives.

Il faut reconnaître que la nation tout entière était responsable de ce régime, puisqu'elle le subissait passivement. Nous n'avions certes pas une bureaucratie régnant par contrainte, organe d'un pouvoir central tyrannique comme c'était le cas hier encore en Russie, mais une bureaucratie acceptée par tous, qui semblait indispensable à la bonne marche de l'ensemble ; le rêve de tout Français était d'y entrer ou d'y faire entrer les siens, tant nous avions perdu les qualités d'initiative, le goût de l'effort, le goût du risque même et de la responsabilité, dont plusieurs de nos voisins et rivaux nous donnaient pourtant l'exemple, et dont toute notre histoire montre qu'ils ne sont nullement incompatibles avec le génie de notre race.

Or, dans la concurrence plus acharnée que demain nous prépare entre nations amies ou ennemies de la veille, avec la perspective d'une France appauvrie, meurtrie et baignant dans le sang des siens, tout le monde sent que si nous voulons tirer de notre sol, de notre sous-sol, de nos cerveaux, de notre position géographique, toutes les valeurs qui nous conserveront notre situation menacée de grande nation, si nous voulons faire donner à ces valeurs le rendement maximum, c'est par une action sur la mentalité de l'enfance, c'est par l'éducation que nous devons agir, et sans perdre une minute. Plus ou moins confusément on sent — et cela revient au même — que c'est l'éducation qui est responsable de nos erreurs passées, de notre veulerie et de nos insuffisances, qui nous a fait tout accepter, qui nous a fait consentir : vivre sans

(1) Nous publions ici une partie de l'introduction du livre de M. Ludovic Zoretti professeur à la Faculté des Sciences de Caen — *L'Éducation* — qui paraîtra prochainement chez Plon.

savoir : on sent que c'est l'éducation seule qui pourra nous donner des hommes sains, actifs, aimant leur tâche, conscients de leurs devoirs de toutes sortes et de leur solidarité nationale et internationale : c'est elle aussi qui doit préparer des chefs, des conducteurs.

Et il est évident que rien dans nos écoles, dans nos programmes éducatifs, ne s'est jusqu'ici inquiété de tout cela.

C'est ce qu'il faut changer ; et on en a partout la sensation si nette — qu'on avait déjà quelque peu avant 1914 au moins dans certains milieux — que de partout des plans de réformes surgissent projets en préparation au ministère de l'Instruction publique ; projet de M. le sénateur Goy, projet des Ingénieurs civils sur l'enseignement technique, projet Viviani sur l'enseignement post-scolaire. On se hâte et on a raison, car il n'y a pas de temps à perdre. Mais, et c'est pourquoi j'interviens, on fait à coup sûr fausse route si on ne se décide pas à aborder d'ensemble le problème de l'éducation nationale. Ni pour une classe : enseignement post-scolaire ; ni pour un but particulier : enseignement technique. Sinon, c'est l'erreur, la perpétuation de l'erreur. Education nationalr, donc pour toute la nation, éducation sociale envisagée en fonction de son but:

Invoquerai-je, pour intervenir dans ce débat, mon expérience, ma qualité de maître dévoué à ma tâche depuis de longues années déjà ? Ne devrais-je pas plutôt m'en excuser ? Les plans d'éducation ne doivent pas être établis par les professeurs. L'une des plus grandes erreurs commises jusqu'ici dans l'élaboration de ces plans, c'est peut-être de les avoir confiés à des assemblées de professeurs. La loi Falloux, aujourd'hui disparue, nous a légué une institution, le Conseil supérieur de l'Instruction publique qui partage avec le Comité consultatif les plus hautes attributions en matière scolaire. Ces conseils sont composés de professeurs, professeurs éminents, professeurs élus, au moins pour une faible part, et de fonctionnaires de l'Instruction publique. Comment éviter que toute réforme soumise à l'un d'eux soit envisagée autrement que comme une question technique ; une question de métier ? C'est là qu'est l'erreur. Evidemment la mise au point de la réforme, en vue de l'application, exige qu'on fasse appel au moins à titre consultatif à la compétence de ceux qui auront à l'appliquer. Il y a des détails qui ne peuvent être réglés que par des hommes de métier. Mais qu'on abandonne aux agents d'exécution les grandes directions, l'ensemble des réformes qui doivent adapter l'enseignement à un but, voilà ce qui paraît à la réflexion impossible à admettre, et c'est pourtant ce qui a toujours été fait. Le grand travail, le grand effort de 1898-1902 pour le rajeunissement de l'enseignement secondaire a été confié à une commission où universitaires ou anciens universitaires siégeaient à côté d'avocats, mais où les hommes d'action manquaient. Elle entendit ce qu'il y avait de plus éminent dans l'Université, s'entoura des rapports des recteurs. De consulter le Commerce, l'Industrie, l'Agriculture, elle n'eut cure. Elle fit preuve, au moins en apparence, d'une méconnaissance profonde des besoins du pays, des nécessités de la concurrence mondiale, du rôle que l'éducation avait à y jouer. Il ne faut pas retomber dans cette faute ; il ne faut plus retomber dans nos fautes passées ; elles ont causé trop de victimes.

Il faudra donc, en premier lieu, modifier profondément ce Conseil supérieur archaïque et ce Comité désuet. Il faudra leur infuser une vie nouvelle qui en fasse l'image de la vie nationale. Peut-être même faudra-t-il décentraliser, conférer à des comités régionaux, représentant les organisations économiques, chambres de commerce, chambres syndicales, patronales et ouvrières, des pouvoirs étendus d'organisation éducative (1), dans les limites du plan général établi pour la nation et qui en assurera l'unité. Ces réformes sont nécessaires, elles sont la préface de toutes les autres : les professeurs ne doivent plus avoir seuls voix au chapitre.

*
* *

Mais cela ne veut pas dire qu'il faille étouffer leur voix. Comme citoyens, ils peuvent proclamer leur opinion ; ils ont l'expérience de la jeunesse ; ils l'ont étudiée en pédagogues et d'abord en psychologues. Ils peuvent donc empêcher des erreurs en raisonnant dans le réel et non dans l'abstrait. Ils savent ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Et quand on sait combien, tous, nous nous préoccupons de la répercussion sociale des méthodes d'enseignement, on sent quelle lourde faute on commettrait en écartant nos avis.

La question de l'éducation nationale est, en effet, une question sociale. Je tiens à mettre en tête de cette étude cette affirmation qui la domine. Pour nous, l'éducation a deux buts différents, très différents, mais elle ne peut négliger l'un pour l'autre, elle ne peut même pas les séparer. C'est d'abord l'amélioration de la production nationale en vue de laquelle elle doit équiper la génération qui vient. Et c'est ensuite la conservation du niveau intellectuel du pays, de son degré de civilisation. On est libre d'appeler le premier but utilitaire et

(1) Les Offices des pupilles de la nation, convenablement modifiés.

le second désintéressé, mais on commet alors une erreur. On peut confier à un ministère la réalisation du premier et à un autre ministère le soin du second, mais c'est le gâchis. Erreur et gâchis sont actuellement la règle.

N'est-il pas évident, en effet, sauf pour un bureaucrate du Commerce, que l'élévation du niveau intellectuel d'une nation contribue tout autant à l'accroissement de la production que le dressage de l'homme-machine en vue d'une besogne journalière, sans horizon. Et n'est-il pas évident, sauf pour un bureaucrate de l'Instruction publique, qu'en élevant une catégorie d'enfants et précisément ceux qui devront commander à d'autres, dans l'ignorance et le mépris du travail productif, on en fait des hommes d'un autre temps, profondément ignorants des conditions de la vie moderne, incapables d'un jugement sain, habiles à se payer et à nous payer de mots vides de sens concret : la guerre, hélas ! nous a tant révélé de ces hommes, dans les situations les plus hautes, qui n'ont rien su prévoir parce qu'ils ignoraient les contingences, et dont les étonnements successifs nous conduisaient peu à peu à l'abîme. Il y aurait beaucoup à ajouter à ces deux conceptions toutes deux également exactes à condition de les prendre simultanément, mais dont chacune, prise pour seule base d'un plan d'éducation, partiel ou général, ne donne que des produits bâtards, incomplets, mal venus. Il y aurait tellement à dire que cela dépasserait le cadre de cette introduction. Le développement viendra, mais l'affirmation a sa place ici. Notre conception actuelle des écoles séparées, à buts différents, constitue une erreur tellement fondamentale qu'elle suffit à nécessiter une refonte complète du système.

*
* *

Cette erreur de conception se double d'une erreur de méthode. L'éducation conserve, au vingtième siècle — la chose est vraiment inouïe — la prétention de passer d'une génération à la suivante le patrimoine scientifique de l'humanité. Ce qui était possible quand la science consistait en un si petit nombre de faits connus que d'en faire l'étude était à la portée des facultés d'un seul homme, est devenu devant l'accumulation énorme, le fatras même, des connaissances, l'abondance des publications, la diversité des objets d'études, une prétention absurde. Cette prétention cause l'enflure des programmes, le savoir encyclopédique et superficiel, livresque. Elle détruit l'esprit critique par la hâte du gavage. Vanité que tout cela, cela rappelle tellement, qu'on pardonne la trivialité de l'image, le gros monsieur qui court après l'autobus ou la grenouille du bon La Fontaine. Nous possédons des bibliothèques, des musées, des collections qui nous présentent, bien en ordre, tout ce savoir dont il est, dès lors, parfaitement inutile d'encombrer les mémoires. Si l'enseignement, à tous les degrés, peut demain donner le rendement attendu, c'est au prix d'un renoncement absolu et définitif à cette poursuite chimérique de la science des résultats, c'est au prix d'un changement catégorique de méthode. Il faut que les écoles, suivant l'heureuse expression de M. Warxweiler, l'éminent directeur des Instituts de Bruxelles, deviennent des fabriques mentales », qu'elles enseignent la méthode qu'elles donnent des bonnes habitudes d'esprit, qu'elles outillent en vue d'un bon fonctionnement du corps social, des intelligences sélectionnées avec soin.

Donc, la question de l'éducation nationale est une question sociale. Et elle est si large, elle est si liée à toute l'organisation économique et administrative du pays, dans toute sa complexité croissante, que personne, pas une corporation, n'a le droit de vouloir un plan d'éducation tracé pour elle. Personne, pas plus la corporation des ingénieurs que celle des commerçants. Que chaque intéressé expose ses desiderata, ses besoins, les nécessités de sa profession, trop négligées jusqu'ici ou méconnues, d'accord. Que ces exigences deviennent telles que toute l'orientation des études soit faite en vue d'en satisfaire certaines, celles qui disposent du maximum d'influence peut-être, voilà qui est inacceptable. C'est la moyenne de ces exigences, leur partie commune qu'il importe de dégager pour en faire la base de notre plan. Le reste viendra par surcroît et sans peine, si nous avons soin de faire, dans les études de chacun, deux parts, une part générale et une part spécialisée, cette dernière croissant en importance à mesure que les études avancent. Charbonnier est maître chez soi, dit M. Lecornu, voulant dire par là que les ingénieurs entendent organiser à leur guise les études préparatoires aux carrières d'ingénieurs. Nous l'acceptons pour la partie de cette préparation qui est spécialement orientée vers ce but précis. Il n'en demeure pas moins, même dans ce cas, une partie importante de la préparation qui doit préoccuper toute la nation et solliciter l'intervention de toutes les énergies. Si cette réserve n'était pas admise, il n'y aurait plus qu'à tirailler l'enfance dans des directions divergentes, organiser non pas une, mais dix sortes d'enseignement différents, chacun tirant à soi la couverture. Si c'est ainsi qu'on espère conserver au pays l'unité morale et intellectuelle, réaliser la fusion des classes et la compréhension mutuelle, qu'on le dise. Mais ce terrain n'est pas le nôtre.

L'éducation est pour nous un puissant ciment. Elle peut, elle doit faire des éléments si divers qui constituent une nation, un bloc conscient et intan-

gible, homogène, un être compact. Tout notre système doit y tendre : nous faisons l'inverse aujourd'hui.

De plus, ce bloc doit être non une masse informe et inerte mais un être vivant, plein d'énergie, groupement de cellules vitales et ordonnées, équilibrées. Voilà ce, rapprochée le terme à atteindre.

LUDOVIC ZORETTI.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Regrettez-vous le temps où le ciel sur la terre
Marchait et respirait dans un peuple de dieux,
Où Vénus Astarte . . . . . ?

Sans remonter si haut, et pour parler en prose, regrettez-vous le temps où la poursuite essoufflée du « Progrès » n'absorbait point encore le meilleur des forces humaines, où quelque lourd que pût être le poids du jour les promesses de l'Evangile ne semblaient cependant point encore non plus cette suprême dérision à l'adresse des pauvres et des pacifiques, où le loisir ne manquait ni pour méditer... ni voire pour déguster un bon dîner ?

Si vous êtes de ces grincheux trois fois heureux de monter en sleeping tout en pestant contre la disparition des berlines, vous trouverez de l'agrément aux détails de M. Alberto de Angelis nous donne dans la *Rassegna Nazionale* sur « les us et coutumes » de la région de Montefiascone et qui composent un aimable tableautin où l'on dirait bien que le peintre s'est complu à souligner — au moins par prétérition — l'horreur des jours que nous vivons depuis quatre ans.

Montefiascone — dans la province de Rome, sur les bords du lac de Bolsena, une commune de huit à dix mille âmes et dont nous ne douterons point que les gars se servent présentement de tout leur cœur contre le Tudesque exécré — Montefiascone, fameux par la qualité de son muscat, était avant la guerre et redeviendra demain, souhaitons-le lui, un heureux coin de terre où l'on aura fait de son mieux pour maintenir inchangée le plus longtemps possible la bonne vieille manière héritée de ses pères. Car cette fidélité au passé a bien le mérite d'être consciente et voulue. Parmi les indigènes, ceux-là ne sont pas rares en effet auxquels une certaine aisance (de cinquante à soixante mille lire parfois, religieusement rapportées d'un long exil dans les Amériques, d'où l'on s'est empressé de regagner la patrie, sitôt fortune réalisée) permettrait une existence moins traditionnellement simple et laborieuse.

Vous rencontrerez encore ici de braves gens vêtus comme des brigands : chapeau en pain de sucre, braies s'arrêtant aux genoux, gros bas de vouleur guêtrant la jambe. Tandis qu'elles réservent pour les grandes circonstances le luxe exceptionnel d'un somptueux brocart ou d'un clair satin à fleurs, les dames de Montefiascone (qui ont pour les pendants d'oreilles, les chaînes et les bracelets un faible auquel vous vous attendez sans doute un peu) se contentent modestement à l'ordinaire d'une robuste laine verte ou jaune-orange... par-dessus les six jupes qu'elles endossent chaque matin les unes sur les autres.

A ce prix-là, du diable si les réjouissances locales manquent de pittoresque ! Celle dont rêve du 1er janvier au 31 décembre est « la tête des paniers ». Elle se célèbre le 24 août, la moisson enfin engrangée, et la saine tradition exige que les ménagères y fassent provision pour l'année de corbeilles de toutes tailles et de toutes formes. Cependant qu'un même besoin de bruyante effusion confond sur la place publique tous les âges et toutes le conditions. Une autre importante fête populaire à Montefiascone, c'est celle qui commence au petit matin de la Saint-Antoine par une messe solennelle à l'église Saint-André et par la solennelle bénédiction des chevaux, des mulets, des bœufs, des vaches, des moutons, des chèvres et des porcs joliment enrubannés et que, l'instant venu, leurs propriétaires, d'ailleurs fort attentifs à distinguer entre leurs troupeaux, poussent, par lots, devant l'autel resplendissant de lumières. A Montefiascone, on célèbre la fin de la vendange en dansant jusqu'à plus souffle et la Noël y est l'occasion d'une formidable hécatombe de poulets bien en chair.

Comment, à Montefiascone, un honnête garçon s'y prend pour déclarer son cœur ? En offrant à celle qu'il recherche à la face de Dieu et de son prochain une belle paire de jarretières, en échange de laquelle il recevra — ou ne recevra pas ! — un couteau de poche portant, gravé sur sa lame, le mot très doux : « *Ti amo* ». Fiancée, la jeune fille fera en outre cadeau à son amoureux d'un élégant sarrau de toile bleue à rayures blanches et garni de boutons blancs et roses.

A Ménilmontant, on se marie volontiers le samedi : à Montefiascone, cela se passe d'habitude le lundi — et de préférence à la veille de la moisson, l'avantage étant évident que l'homme trouve alors à s'associer une compagne qui sera toute fière de l'aider dans son labeur et de suer, elle aussi, sous le fardeau des épis mûrs. Quelques jours avant la noce a lieu en grande pompe l'aménagement du nouveau nid. Les époux habiteront le plus souvent chez les parents du mari, mais c'est toujours à la fiancée qu'il incombe de fournir les meubles de la chambre nuptiale. Ces meubles, ainsi que les multiples présents des cousins et des amis, un long cortège les transporte là où il faut, à moins qu'il ne suive les chariots, traînés par des bœufs, sur lesquels on a entassé le tout... Heureux, heureux Montefiascone, où la future belle-mère elle-même est peut-être sincère en embrassant la jolie enfant qui, avant de pénétrer cette fois sous le toit qui l'abritera demain et d'introduire son lit océans, s'informe encore d'une petite voix timide : « Madame, vous plaît-il que j'entre dans votre maison ? »...

Regrettez-vous le temps...?

La *Revue Belge* traite dans son numéro du 15 octobre du « statut de la Belgique de demain ». C'est en quinze pages un substantiel plaidoyer — qui, pour si vigoureux et si spirituel qu'il soit tour à tour, ne saurait du reste espérer avoir d'emblée convaincu tout son monde — contre le maintien après les hostilités du système de la neutralité. Et l'on en dira davantage, mais on dira difficilement mieux, semble-t-il, sur une question autour de laquelle on prévoit sans peine de beaux débats pour nos compétences en matière de politique internationale.

« Avant la guerre, écrit notre confrère, la Belgique était neutre parce que les grandes puissances lui avaient imposé cette neutralité. Nous fûmes neutres avec, comme emblème national, le lion. Le vieux lion de Belgique fut donc neutre, chose cocasse, drôla-

tique, bouffonne! Et nous pratiquâmes, avec l'honnêteté que l'on sait, les obligations et les devoirs « européens » de cette neutralité leonine... On verra de mieux en mieux ce que nous y avons perdu ». — La Belgique neutre était un des séjours préférés de gens éminemment louches qui semaient ici [illegible] la discorde [illegible] provoquant ou en inventant grèves et complots. — La Belgique se croyant protégée au dehors par sa neutralité, les partis y devaient avoir de singulières facilités pour pousser et exagérer, à la faveur de cette illusoire sécurité, leurs déplorables, leurs malfaisantes querelles : et voilà qui n'aboutirait « à rien moins qu'à ébranler profondément » l'unité morale du pays et c'est encore en deux mots toute la grosse affaire du régionalisme outre-Meuse. — La manière des historiens ne pouvait par surcroît que compliquer la situation. « Ils se sont efforcés, dit la *Revue Belge*, ils se sont efforcés de représenter la Belgique comme « un carrefour de races » et « un carrefour de civilisation », le produit de l'influence conjuguée de la France et de l'Allemagne. Il est certain que nos échanges intellectuels et moraux se sont faits surtout avec la France. Nous avons apporté à celle-ci des contributions précieuses en musique, en peinture, en littérature, en mécanique, en chimie, en politique... Nous avons, d'autre part, tiré beaucoup de la France. Nous avons profondément ressenti l'effet de la plupart de ses innovations et, beaucoup d'innovations étrangères, c'est par la France que nous les avons connues... Par contre, si nous avons donné quelque chose à l'Allemagne, qu'en avons-nous reçu ? La Flandre fut séculairement en rapport intime avec la France; ce fut Liège qui évolua dans l'orbite de l'Allemagne. Or, que reste-t-il de l'Allemagne à Liège, exception faite pour la Rhénanie qui fut soumise de tout temps aux influences latines et qui leur resta fidèle jusqu'en 1870? Nos historiens s'accordent néanmoins à tenir la balance égale entre les deux pays... « La neutralité, nous ayant empêchés de mettre en ligne six ou sept cent mille hommes, nous a empêchés de jouer dans les opérations militaires le rôle auquel nous avions droit »... C'est « à cause de la persistance inexplicable d'habitudes neutralistes » que la Belgique n'a participé ni, contrairement aux sollicitations de son histoire, à l'expédition de Palestine, ni, au détriment de ses intérêts, à l'expédition de Sibérie... — Aussi bien, la neutralité ne lui aura-t-elle pas été moins dommageable dans le domaine économique. Aucun pays ne fut à l'égal de celui-ci l'objet de l'emprise allemande. Dans la finance, dans l'industrie, dans le commerce, dans l'administration comme dans le haut enseignements, l'Ennemi détenait partout en Belgique « des postes de choix pour observer et agir ».

Conclusion : « Pour que nous obtenions de nouveau dans le monde la place que nous y occupâmes pendant les siècles passés et qui revient légitimement à notre intelligence, à notre énergie et à notre activité, il faut que nous bousculions quelques-unes des combinaisons échafaudées dans les officines de Berlin, de Francfort, de Hambourg ou d'ailleurs, il faut risquer de mécontenter autrui en s'emparant des profits qu'il convoite. Il faut se résoudre à susciter quelques jalousies et quelques inimitiés. Il faut trouver des points d'appui, des conjonctions d'intérêt, nouer ou resserrer les amitiés. Bref, dans le monde international, pour prospérer, il faut préférer et exclure, il faut choisir. »

GASTON CHOISY.

REVUE DES LIVRES

L'avenir de la France (Alcan). — PIERRE GILBERT : *Essais de critique*, 2 vol. (Champion). — EDOUARD DE KEYSER : *A l'ombre du Carmel* (Lahure). — PAUL GAFFAREL : *Notre expansion coloniale en Afrique* (Alcan). — *Pour l'incorporation allemande du bassin minier français Lorraine* (Belin). — HENRI CHARDON : *Le mystère Roumain et la défection Russe* (Plon). — BOUVIER : *La vie psychique des insectes* (Flammarion). — EMILE RIBERY : *Au pays du maréchal Joffre*, etc.

Que sera la France de demain? Comment sortira-t-elle victorieuse d'elle-même, après être sortie victorieuse de l'Allemagne ? Comment, après une pareille épreuve, reconstituera-t-elle ses forces et retrouvera-t-elle son ancienne prospérité ? M. Maurice Herbette, ministre plénipotentiaire, a demandé et rassemblé les opinions d'écrivains compétents qui, en vingt-cinq chapitres documentés, (*L'avenir de la France*, Alcan) traitent les questions vitales formant les conditions nécessaires à notre grand relèvement national, avenir de l'armée, réorganisation de la marine, rôle de l'Etat et dépopulation, ce que doit être la politique et le futur gouvernement, problèmes d'impôts et de finances, réforme administrative et judiciaire, l'éducation et l'enseignement publics, la banque, l'industrie, la production... Cette vaste enquête a été dirigée et préparée par M. Maurice Herbette, qui a lui-même écrit une étude consciencieuse, pleine de claires vues et de justes réflexions, où il apprécie avec sa compétence reconnue les devoirs, la nature et la portée de la Diplomatie. Cet ouvrage est l'exposé le plus éloquent et le plus complet que nous ayons des projets de réformes et des aspirations de la France de demain.

On vient d'éditer en deux volumes (*Essais de critique*) avec introduction de E. M. (Champion) un bon choix d'articles du regretté Pierre Gilbert, mort au champ d'honneur et rédacteur à la *Revue critique des idées et des livres*. Ces deux volumes résument plusieurs années de collaborations et représentent un ensemble de sujets riches et variés, roman, histoire, philosophie, théâtre, qui donnent une idée très suffisante de la tournure d'esprit d'un jeune homme supérieurement doué et méritant à tous égards l'élogieuse préface de son ami E. M. Voici, à mon humble avis, la conclusion qu'on peut dégager, en toute impartialité et sympathie, de ces deux volumes : Du talent, certes, et du meilleur, quoique très mêlé : le désir de rompre avec les idées reçues: des méconnaissances et des *feintements* qui font sourire; de jeunes paradoxes qui bravent crânement les évidences les mieux acquises; des affectations de sévérité, et de parti-pris qui sont le contraire du véritable esprit critique ; une négation regrettable du style à grande rhétorique Chateaubrianesque, qui remonte pourtant à Fléchier et à Bossuet. L'esthétique de Pierre Gilbert peut se résumer à quelques articles d'un programme très simple : n'admettre en littérature que ce qui concorde avec une doctrine politique d'autorité et de raison : rêver une littérature débarrassée de la passion et du pittoresque, c'est-à-dire de Rousseau, Bernardin et Chateaubriand; mépriser la description, la couleur, le côté matériel du style, ce qui équivaudrait à supprimer en peinture le réalisme, Jordaëns, Delacroix et Courbet. Ce jeune homme n'a pas l'air de se douter que la critique consiste à tout com-

prendre et à tout expliquer, et non à nier, à récuser, à retranchet, à éreinter. Ce qu'admet Pierre Gilbert, ce qui trouve grâce à ses yeux, fait bien, en effet, partie de la littérature, mais ce n'est pas toute la littérature. Voilà les réserves qu'on peut faire. Il faut néanmoins reconnître que Pierre Gilbert avait un vrai tempéra- originaux et féconds. Ces deux volumes à cet égard, d'erudition, de grandes qualités de développement et de clairvoyance, le don de découvrir des rapports d'idées originaux et féconds. Ces deux volumes, sous ce rapsont infiniment curieux et révélateurs.

Le roman de M. Edouard de Keyser *A l'ombre du Carmel* (Laffitte), se recommande par des qualités de discrétion, de délicatesse et de bonne psychologie. L'auteur n'a pas outré la couleur patriotique et syriaque. Sur un fond de fresque exotique se détachent de mâles figures d'officiers français, des types d'intrigants allemands et un amour impossible avec une jeune fille Boche. Le côté descriptif domine peut-être un peu.

M. Paul Gaffarel (*Notre expansion coloniale en Afrique*, de 1870 à nos jours Alcan), a écrit un bel exposé d'ensemble de nos conquêtes africaines, Tunisie, Maroc, Sénégal, Soudan, Congo, Madagascar. Tout français devrait lire ce livre, qui fait connaître l'œuvre admirable accomplie par notre vaillante armée coloniale. Le magnifique effort de la France, est parvenu à fonder de vastes Empires soumis à notre influence civilisatrice et destinés à augmenter le patrimoine de nos prospérités commerciales. La conquête du Soudan et de Tombouctou, entr'autres, est un des plus dramatiques récits que l'on puisse lire.

Ce n'est pas seulement le parti militaire allemand qui a voulu la guerre, mais l'Allemagne toute entière. Toutes les classes de la nation, même les socialistes, ont suivi ce mouvement de conquête et d'agression calculée. Voici une nouvelle preuve de cette unanimité monstrueuse. Le Comité des Forges de France a fait traduire un mémoire confidentiel, rédigé en 1917 et présenté par l'Association allemande du fer et de l'acier et l'Association des Maîtres de Forges allemands. Ce mémoire intitulé : *Pour l'incorporation au territoire allemand du bassin minier français Lorrain* (Belin), indique les raisons pour lesquelles l'Allemagne doit s'annexer et le bassin de Briey et de Longwy. Les métallurgistes tudesques sont plus cyniques que les bobereaux. Ils demandent purement et simplement l'annexion d'une nouvelle portion de la Lorraine, parceque « la dépendance dans laquelle l'Allemagne se trouve vis-à-vis de l'étranger pour son approvisionnement de son minerai de fer, présente le plus grand danger pour son industrie, pour l'Etat et pour le peuple ; et parce qu'en prévoyance de l'avenir le *déplacement de la frontière* lorraine est visiblement *nécessaire*, et parce qu'enfin, la valeur des territoires miniers à annexer est inappréciable *pour l'économie nationale de l'Allemagne* et *pour faire une guerre future*. » Voilà ce que voulaient les allemands ! Ce sont les commerçants qui nous le déclarent et qui le désirent. Brochure à faire lire et à propager.

Dans un substantiel petit volume, *Fox et la Révolution* (Bossard), M. Ary-Henri Chardon fait revivre l'énergique et sympathique figure du célèbre membre des Communes, Fox, le grand ami de la France et de la Révolution française. La carrière politique de Fox, sa lutte contre notre ennemi Burxe, l'évolution de ses idées d'alliance entre la France et l'Angleterre, tout cela est lumineusement étudié et exposé par M. Chardon. Ce livre vient à son heure. Il est bon que nous connaissions tous nos amis anglais, même ceux de la première heure, comme le généreux et patriotique Fox.

M. Charles Stiénon (*Le mystère Roumain et la défection Russe* (Plon), raconte en détail le grand drame où la trahison Russe a précipité notre fidèle alliée la Roumanie. On peut suivre dans ces pages le plan de la Roumanie, la campagne allemande, le rôle de Mackensen, la retraite sur le Sereth et la capitulation finale, tout cela appuyé par le maximum de documents qu'on ait pu avoir jusqu'à ce jour. C'est avec d'excellents ouvrages de ce genre qu'on écrira plus tard la grande histoire de la guerre de 1914.

L'entomologiste Fabre a montré que l'étude des insectes est un champ d'observation toujours nouveau, M. Bouvier professeur au muséum publie un curieux ouvrage : *La vie psychique des insectes* (Flammarion) qui eût pu être bien intéressant, si l'auteur eût pris le ton d'une vulgarisation naturelle et facile et se fût mis à la portée du grand public. Au lieu de cela, M. Bouvier, a adopté la méthode sérieuse, philosophique, scientifique, rébarbative, la méthode des grands mots pour spécialistes, de sorte que la moitié de son livre est à peu près inintelligible pour les trois quarts des lecteurs. C'est dommage, car son sujet était varié, fécond en surprises : le don d'orientation chez les insectes, l'influence de la lumière, l'instinct de société, la vie des fourmis, le parasitisme, etc. Ce n'est rien d'être un savant; l'important, c'est d'être clair.

A propos du maréchal Joffre, qui n'est là que comme prétexte, M. Emile Ripert, sous le titre : *Au pays du maréchal Joffre* (Bossard), nous fait faire une pittoresque promenade dans le Roussillon, descriptions de villages et de cités, mœurs, couleur locale, anecdotes originales, vision des choses, l'âme d'un pays notée en traits rapides, dans une suite de croquis que domine de loin la bonne et grave figure du maréchal né à Rivesaltes.

Signalons en terminant le livre un peu spécial de M. Daniel Bellet (*Les crises économiques* (Alcan), qui intéressera vivement les économistes; les *Douze aventures sentimentales* de M. Frédéric Boutet (Flammarion), courts récits et contes charmants, d'une facture émue et piquante; la traduction française publiée par M. Francis de Miomandre des morceaux choisis de Rodo (Alcan), un des meilleurs écrivains de l'Amérique latine), remarquable par son idéalisme philosophique et son amour de la littérature; les *Pages de Légende* de M. Nicolas Ségur (Fasquelle), recueil de réflexions douloureuses et patriotiques écrites pendant la guerre ; et les *Voix de la Patrie*, par Jacques Feschotte (Stock), éloquents poèmes de violence, d'accent et de sincérité.

Antoine Albalat.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur Charles Mourey, publie : **Frédéric Soddy** : *La Complexité des Eléments chimiques* ; **Dr Dupré** : *Emotion et Commotion* ; **Doublet** : *L'Académie des Sciences et l'Industrie*, des *Notes et actualités* ; le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant : Alb. DAVY.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures.
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 22 — 56e ANNÉE — 16-23 NOVEMBRE 1918

LA BELGIQUE LIBRE

La Belgique renaît à la vie indépendante ; quelques jours encore, et elle sera totalement elle-même, arrachée région par région, province par province au joug odieux que l'Allemagne lui imposa depuis la fin de 1914. Cette résurrection tient du miracle : pour qu'elle puisse s'accomplir à l'heure actuelle, il n'a pas seulement fallu l'inébranlable volonté de l'Entente de restaurer dans la plénitude de sa souveraineté la nation qui fut la première victime de l'agression teutonne, il a fallu encore et surtout que le peuple belge lui-même eût une foi ardente et profonde en son propre destin. Le miracle, c'est que quatre années de domination étrangère et d'oppression sanglante ; quatre années d'exaction, de spoliation et de persécution n'aient pu ruiner l'unité morale d'un petit peuple et qu'à la fin de cette tragique épreuve, la conscience nationale belge s'affirme avec plus de force et de grandeur qu'à n'importe quel autre moment de l'Histoire. La renaissance de la Belgique indépendante, c'est avant tout l'œuvre des soldats du roi Albert luttant opiniâtrement dans les boues de l'Yser et l'œuvre aussi des populations demeurées dans les provinces envahies qui, vaincues, ne se sont jamais soumises, dont l'âme héroïque sut échapper à toute emprise d'un ennemi implacable. La Belgique doit surtout à elle-même de renaître à la liberté. Alors qu'on s'efforçait de la réduire par les moyens les plus barbares à un humiliant vasselage, elle s'est constamment redressée dans toute la puissance de sa personnalité. Elle a fait la preuve glorieuse qu'elle est une nation une et indivisible, consciente de ses droits et de ses devoirs.

La restauration de la Belgique indépendante ne saurait consister simplement dans le rétablissement de l'état de choses qui existait avant le 4 août 1914. Au point de vue international comme au point de vue national, une transformation radicale s'impose dans l'organisation et l'action du peuple belge. Trop de choses sont mortes, trop de choses sont nées pour que demain puisse encore refléter exactement l'image d'hier. La souffrance mûrit l'esprit des peuples comme l'âme des hommes. Les Belges savent pourquoi ils ont tant souffert ; ils connaissent les causes profondes de leurs maux et veulent mettre l'avenir à l'abri des erreurs du passé.

La plus grave de ces erreurs, la plus lourde de conséquences politiques et morales, fut la neutralité permanente imposée au royaume par les traités qui consacrèrent son existence indépendante. Cette neutralité imposée ne constituait pas une garantie pour la Belgique. Celle-ci fut la lamentable dupe d'une formule diplomatique qui, fatalement, devait demeurer sans effet le jour où l'une des puissances « garantes » se déciderait à renier sa signature apposée au bas des traités de 1831 et de 1839. La neutralité imposée, contre laquelle les fondateurs de la Belgique indépendante ne cessèrent de protester, avait le caractère d'une véritable restriction de la souveraineté nationale. Elle impliquait

une humiliante tutelle pour toute la vie internationale du pays ; elle interdisait aux Belges de conclure des alliances défensives capables de garantir efficacement leur sécurité ; elles les condamnait à l'effacement et à l'impuissance. C'est au nom de cette neutralité imposée, que la Belgique en fut réduite à la pratique d'une politique extérieure sans caractère défini, sans principes directeurs. Maîtresse chez elle, elle dépendait dans le domaine international de la complaisance de ses puissants voisins ; elle n'avait d'autre souci que de ménager la susceptibilité de ses « garants » et de maintenir dans la mesure du possible un certain équilibre entre les grandes influences qui cherchaient tout naturellement à s'exercer chez elle. Tandis que la France et la Grande-Bretagne se montraient respectueuses de la dignité belge, l'Allemagne, avec les méthodes diplomatiques brutales qui sont dans la tradition de la Wilhelmstrasse, faisait constamment pression sur le gouvernement de Bruxelles. L'idée qui prévalait chaque fois que se passait une question d'ordre européen, c'est que la Belgique était un petit pays n'existant que par la bienveillance des puissances, n'ayant à prendre aucune initiative et ne devant se prononcer qu'en s'inspirant, dans la mesure d'une juste moyenne, de l'attitude adoptée par ses « fidèles garants ».

La conséquence en fut que l'opinion publique belge vécut dans l'ignorance absolue des problèmes européens et ne soupçonna à aucun moment, ce qui se tramait dans l'ombre contre l'existence même de la nation. Par une étrange déviation de l'esprit politique, la neutralité imposée finit même par apparaître comme une sûre garantie pour le libre développement du pays, le mettant à l'abri de toutes les aventures. Un grand parti gouvernemental, hostile par définition et par essence aux charges militaires, alla jusqu'à soutenir, par la voix de ses représentants les plus autorisés, que grâce à cette neutralité imposée, la Belgique n'avait pas à se préoccuper de sa défense, qu'elle n'avait pas à consentir de sacrifices à son armement. Le roi Léopold II, qui avait un admirable sens des réalités, se heurta toujours aux résistances de ce parti au pouvoir dans ses louables efforts pour mettre le pays en état de se défendre éventuellement. L'opposition libérale fut impuissante à faire admettre son programme militaire, et ce n'est qu'à la veille de la catastrophe, en 1912, quand il était trop tard pour réaliser en toute certitude tout l'effort utile, qu'on obtint de la majorité catholique une réforme militaire dans le sens du service personnel et obligatoire. La vérité est que la fausse conception de la neutralité imposée, exploitée pendant près d'un demi siècle dans un médiocre esprit de parti, fut une des causes de la tourmente dans laquelle la liberté belge a failli disparaître. Si la Belgique avait disposé au mois d'août 1914 de l'armée de 600,000 hommes que lui eut donné le service militaire personnel et obligatoire pratiquement organisé, comme le roi Léopold et le parti libéral n'avaient cessé de le demander, l'Allemagne n'eut pas osé violer le territoire national. Cela ne saurait atténuer en rien le caractère abominable du crime allemand, mais cela suffit à faire condamner définitivement le principe de la neutralité imposée dont ce noble pays à failli mourir.

La neutralité belge a cessé d'exister, en droit et en fait, le 4 août 1914, quand l'Allemagne impériale a déchiré comme un « chiffon de papier » le traité qui la garantissait. On a affirmé parfois que la Belgique, soutenant simplement une guerre de défense, n'a pas renoncé à sa neutralité, et que celle-ci subsiste malgré toutes les violences commises. Cette thèse pèche par la base. La neutralité a été violée, donc détruite, par une des puissances engagées d'honneur à la maintenir ; la Belgique, pour se défendre, a fait appel à la France et à la Grande-Bretagne, elle a conclu des arrangements militaires; elle a fait acte de guerre en faisant combattre sur son sol ses soldats aux côtés des soldats des nations alliées. C'était son droit et c'était son devoir. Elle a repris son absolue liberté d'action parce que, du fait même de l'agression allemande, la tutelle internationale dans laquelle on prétendait la maintenir avait cessé d'exister. Faire la guerre à l'envahisseur de son territoire a été le premier acte de la Belgique totalement libre. Et il ne faudrait pas s'y tromper, car la thèse suivant laquelle la simple guerre de défense n'aurait pas aboli la neutralité belge est dangereuse : l'Allemagne aux abois aurait pu l'invoquer pour prétendre interdire aux armées alliées le territoire belge dans la ruée commune, contre les frontières de l'empire. D'avance le roi Albert, le roi loyal, avait déjoué la manœuvre, puisque c'est sous son commandement que les armées françaises, britanniques et belges, étroitement groupées, opérèrent en Flandre contre l'ennemi commun.

Ce qui importe, c'est le fait — et le fait, ici, est simple et clair : la Belgique entend être débarrassée dans l'avenir de toute neutralité imposée : elle ne se considère plus comme tenue par des traités qui ont été violés à son détriment, et nul n'oserait lui contester, à elle qui donna au monde le plus haut exemple du total sacrifice au devoir et à l'honneur, le droit de disposer librement d'elle-même. S'il est une nation digne de décider souverainement de son sort, c'est bien celle qui osa tirer l'épée en pré-

sence de l'insolente mise en demeure de l'Allemagne impériale et qui préféra mourir en beauté, plutôt que de permettre aux Germains de passer par son territoire pour atteindre traîtreusement la France amie. Seule juge de ses besoins ; seule maîtresse de ses destinées, libre d'orienter son action nationale et internationale au gré de ses aspirations et de ses amitiés traditionnelles, la Belgique entend être désormais absolument elle-même. Elle ne sera plus la petite puissance s'effaçant systématiquement devant les grands Etats et s'inclinant docilement devant toutes les volontés s'imposant par la menace et l'intimidation : elle jouera un rôle à sa taille et exercera son influence là où elle pourra le faire pour la légitime sauvegarde de ses intérêts moraux et matériels. Les événements ont démontré que la question belge est essentiellement une question européenne, que c'est sur la position politique de la Belgique que repose l'équilibre du vieux continent ; dès lors, toute question européenne comportera désormais un point de vue belge que le gouvernement de Bruxelles aura le devoir de faire valoir en s'inspirant uniquement des conditions de l'existence indépendante de la nation.

Il ne faut pas se dissimuler que ce rôle nouveau qui s'impose à la Belgique exigera une grande fermeté et infiniment de doigté de la part de ses dirigeants. Il y aura là toute une éducation politique à faire, ou plutôt à refaire, chez un peuple qui n'était pas habitué à regarder au-delà des frontières du royaume et auquel se découvre tout à coup un horizon prodigieusement élargi. Les Belges tiendront loyalement leur place dans la « Société des Nations » en formation, mais l'expérience leur a appris à ne se fier qu'à leur propre effort pour garantir leur sécurité. Ils se préoccuperont d'organiser leur défense dans tous les domaines, de s'assurer les moyens de vivre et de prospérer par leur propre labeur. Ils furent toujours amis de la paix, et ce n'est pas d'eux que viendra jamais une provocation, un geste de conquête ou de domination. Seulement, ils entendent contrôler eux-mêmes les conditions indispensables à leur développement et ne plus s'en remettre à autrui pour la protection de leur patrie. S'appuyant sur leurs fidèles alliés, ayant de la solidarité internationale une conception vraiment saine, ils exigeront tout le droit pour eux comme pour les autres. Des questions se poseront, comme celle de l'Escaut, qu'il faudra résoudre honnêtement. La Belgique ne saurait plus admettre que d'autres détiennent la clef de la porte de sa maison et qu'on lui interdise encore, à l'heure tragique, le libre accès à son « réduit national » par le fleuve qui est sien, comme cela se fit en 1914. Il ne s'agit point de chercher querelle aux Pays-Bas ni d'arracher des territoires à un voisin que les circonstances de la guerre ont mis en assez médiocre posture ; il s'agit de régler amicalement une question vitale pour la Belgique et dont la Hollande n'a jamais voulu comprendre le véritable caractère aussi longtemps que sa politique subissait l'influence des suggestions perfides et des intimidations à peine dissimulées de Berlin. Les temps sont changés : Bruxelles et La Haye pourront désormais discuter en toute sécurité et en toute confiance de leurs intérêts réciproques : c'est une affaire de conscience et de bonne foi. Il faudra d'autre part, que le traité de paix répare les flagrantes injustices commises envers la Belgique dans le passé, qu'on lui rende les cantons wallons que la Prusse lui arracha en 1815 et qu'on restaure, sous une forme compatible avec le sentiment luxembourgeois, l'union avec le Grand Duché que les puissances se crurent en droit de rompre violemment en 1839. La Belgique ne demande aucune « récompense » pour sa loyauté en 1914 et son héroïsme pendant plus de quatre années de guerre ; elle ne songe pas à se faire payer le prix du sang versé ; elle ne réclame pas un pouce de territoire qui ne soit essentiellement belge, mais elle veut la justice entière, pour le passé comme pour le présent.

*
* *

Au point de vue intérieur, les plus graves questions se posent pour les Belges. En réalité, toute l'organisation de la vie politique et administrative est à créer : l'industrie, le commerce, les finances sont à restaurer. Ce n'est que lorsque le contact sera bien établi avec les éléments qui demeurèrent dans les régions envahies et qui y firent naître des organisations admirables, grâce auxquelles les populations purent résister aux criminelles entreprises des Allemands, à l'oppression et à la famine, que l'on sera fixé sur les véritables tendances du pays.

Tout permet de supposer que les trois grands partis historiques ne songeront pas à reprendre la lutte sur le terrain où ils l'abandonnèrent au moment de l'invasion. La collaboration étroite de toutes les activités sera de rigueur ; le rapprochement des éléments jadis irréductiblement hostiles les uns aux autres s'opèrera par la force des choses. L'unité morale et l'unité d'action constitueront pour les Belges un impérieux devoir, car ils auront des ruines à relever, des villes à reconstruire, des centres industriels à outiller. La reconstruction économique du pays sera donc une œuvre de lon

que haleine et, pendant qu'elle se réalisera, l'ancienne politique des partis devra naturellement s'effacer devant une politique essentiellement nationale. Il n'y a pas de principes qui tiennent devant la nécessité première de vivre. Les trois grands partis — celui qui se réclame des idées du libéralisme, celui qui procède du catholicisme conservateur et celui qui s'appuie sur l'organisation socialiste du prolétariat — subsisteront sans doute avec leurs cadres particuliers et leurs tendances propres. Il ne saurait être dans l'intention d'aucun groupement, ancien ou nouveau, de poursuivre une chimérique unification des idées, des sentiments et des aspirations, qui conduirait inévitablement à la stagnation et à l'impuissance. Mais les partis devront s'inspirer de l'esprit nouveau né des années d'épreuve. Ce qui s'est passé au sein du Comité national qui assura dans des conditions admirables le ravitaillement du pays, est caractéristique à cet égard et devra servir d'exemple : des hommes surgis des milieux les plus divers ont collaboré en pleine confiance mutuelle ; des rapprochements se sont produits que nul n'eut osé prévoir ; des liens se sont formés qui résisteront au mauvais rappel des vieilles querelles. On devra tenir compte de l'expérience ainsi faite et les partis, sans rien sacrifier de leur idéal, sans renier leurs principes fondamentaux, mais en les adaptant aux circonstances, n'exerceront une influence durable que dans la mesure où ils favoriseront pratiquement le relèvement moral et matériel de la nation. De même que de 1830 à 1842, l'union patriotique permit de donner des bases solides à la Belgique naissante, de même l'union patriotique devra, cette fois, pendant un certain nombre d'années, consolider l'œuvre de la restauration nationale. Des formules transactionnelles, claires et loyales, devront être trouvées pour résoudre la question scolaire, pour réaliser une réforme électorale vraiment juste, pour assainir et compléter une législation sociale qui s'inspirait trop systématiquement de l'esprit de parti. La collaboration, sous une forme à déterminer, de techniciens et de spécialistes en matière de finances, de commerce et d'industrie sera indispensable pour assurer le développement économique du pays, mais leur action ne saurait se substituer, comme le voudraient certains, à l'action du parlement. La libre discussion se traduisant par l'effort intelligent de la représentation nationale a toujours été le propre de ce peuple épris d'indépendance et de franchise, qui n'abdiquera jamais ses droits aux mains d'éléments, fussent-ils supérieurs, qui ne tiendraient pas leurs pouvoirs de la nation.

Quel sera le gouvernement auquel incombera cette tâche ardue de la reconstruction nationale ? Nul ne saurait le dire avec certitude. Le ministère qui a survécu à la catastrophe de 1914 et qui, catholique homogène au début, a pris, par la suite, un caractère de gouvernement national par l'adjonction de deux ministres libéraux, Paul Hymans et le comte Goblet d'Alviella, et de deux ministres socialistes, M. Emile Vandervelde et M. Emile Brunet, a du naturellement s'effacer. Isolé de l'immense majorité du peuple, il eut à représenter au dehors la Belgique invaincue et insoumise, à soutenir la guerre jusqu'à sa conclusion logique. Cette conclusion acquise, le pays rétabli dans son unité politique, le gouvernement de guerre devait logiquement céder la place à un gouvernement de paix, où les populations qui subirent le joug allemand pendant quatre années doivent être largement représentées, car ce sont elles, surtout, qui ont souffert et qui connaissent les besoins actuels du pays, ce sont elles qui auront à décider de l'avenir. De même, le Parlement issu des élections de 1912 et dont les pouvoirs réguliers sont expirés depuis 1916, ne saurait prétendre à représenter la nation avec toute l'autorité morale indispensable dans des circonstances aussi graves. En réalité, la rentrée doit marquer l'arrivée au pouvoir d'un véritable gouvernement provisoire, qui aura à consolider les institutions sapées par l'envahisseur, à rétablir dans sa forme première l'autorité légale systématiquement méconnue par l'ennemi, à donner aux questions les plus urgentes des solutions conformes à ce qu'exige l'intérêt général, enfin, à préparer les circonstances où le peuple sera appelé à se prononcer dans la plénitude de sa souveraineté sur l'orientation définitive de la politique du pays.

Est-ce à dire que tous les problèmes de nature à gêner l' « union sacrée » devront être délibérément écartés ? Nullement, et il en est un, le plus angoissant de tous, qu'il importera de poser franchement devant la conscience du pays : c'est celui de l'usage des deux langues nationales, le Français et le Flamand. On sait comment les Allemands ont essayé de diviser la nation, de dresser les provinces du nord contre les provinces du sud, en exploitant les revendications flamandes dans le sens des aspirations germaniques. Même avant la guerre, il était juste de distinguer entre le mouvement flamand proprement dit et le mouvement flamingant. Le premier ne tendait qu'au redressement de certains griefs, ou de prétendus griefs ; le second avait déjà le caractère haineux d'une campagne systématique contre la culture française. Depuis la guerre, le « flamingantisme » s'est transformé, grâce à l'appui des autorités teutonnes, en

un « activisme » outrancier, poursuivant l'autonomie des Flandres sous la protection de l'Allemagne impériale. Traîtres à leur pays ; traîtres à leur race, les « activistes » flamingants ont ruiné par leur perfidie même la cause qu'ils prétendaient servir. Désavoués par les Flamands sincères, honnis par l'immense majorité du peuple, ils n'ont plus aucun rôle à jouer dans le pays qu'ils ont essayé en vain de livrer à l'ennemi. Ils sont balayés avec les hordes impériales et ne reparaîtront plus sur la scène politique belge. Quant aux partisans du mouvement flamand, la guerre leur aura démontré combien il est dangereux de préparer même indirectement les voies au germanisme. Ils seront les premiers, par souci de la dignité de la cause qu'ils défendent, à demander la suppression des institutions — telle l'université flamande-allemande de Gand — par lesquelles l'Allemagne prétendait marquer son emprise en Belgique. La haine de l'oppresseur est telle chez le peuple que tout ce qui procède de près ou de loin de l'initiative allemande devra être résolument sacrifié.

Un peu de bonne volonté et de loyauté chez les deux éléments de la nation suffiront, au surplus, à régler la question des langues dans ce qu'elle a de juste et de raisonnable. Il suffit, pour cela, de s'en tenir au principe de liberté et de ne pas recourir à la contrainte incompatible avec l'esprit belge, pour imposer l'usage de telle ou telle langue nationale suivant qu'il s'agit de citoyens résidant dans les provinces du nord ou les provinces du sud. Tout Belge a, de par la Constitution, le droit d'exiger pour ses enfants un enseignement dans la langue de son choix, et l'Etat a le devoir de lui assurer les moyens d'user librement de ce droit. Les Flamands qui voudront un enseignement flamand pour leurs enfants doivent pouvoir le trouver chez eux, mais les Flamands désirant pour leurs enfants un enseignement français doivent pouvoir le trouver également, et avec les mêmes garanties. Ainsi seront sauvegardés tous les droits, ceux des Flamands comme ceux des centaines de milliers de Belges nés et résidant dans les provinces du nord, pour lesquels la langue française est depuis des générations la langue maternelle et usuelle.

Hors du principe de liberté loyalement compris, il n'y a pas de solution possible à cette question que l'Allemagne n'hésita pas à exploiter si dangereusement contre l'unité morale et politique de la patrie. On peut être assuré que, maintenant que la guerre a fait disparaître ce qui dans le mouvement flamingant était spécialement dirigé contre la culture française et que la fraternité d'armes a rapproché pour toujours les deux pays, les Belges régleront la question des langues dans cet esprit de tolérance et d'équité qui est le [illegible] de leur nature, qu'ils soient Flamands ou Wallons. Ils ne permettront point qu'on divise la nation contre elle-même ; ils ne permettront point que des éléments sans mandat et sans responsabilité [illegible] cherchent à internationaliser une question d'ordre purement intérieur. Il n'y a jamais eu et il n'y a [illegible] jamais en Belgique deux « classes » de citoyens, une classe de privilégiés et une classe de sacrifiés. Tous les Belges sont égaux devant la loi et la [illegible] assure le respect de la liberté de chacun. C'est là la base même de la formation politique de la nation ; c'est de là qu'elle tient cette pure conscience qui lui a permis dans les circonstances les plus tragiques d'être à la hauteur de son devoir. Les « activistes » du dehors — car il y en a — ne réussiront pas plus que les « activistes » de l'intérieur, vils serviteurs du pangermanisme, à fausser la question flamande dans le sens d'une querelle de race à race dans ce pays où il n'y a qu'un peuple qui a la fierté de se dire belge, et belge seulement, et qui ne tolérera plus que des germanophiles masqués poursuivent encore une campagne de dénigrement systématique de l'influence française dans cette patrie qui s'est sacrifiée en 1914 pour le salut de la France et qu'à son tour la vaillance française a si largement contribué à sauver du joug odieux des Germains.

Tels sont quelques aspects de la situation de fait qui existe à l'heure de la restauration de la Belgique indépendante. D'autres questions se poseront qu'il serait difficile d'examiner utilement avant de connaître exactement les conditions nouvelles d'existence que la paix assurera à la nation héroïque et martyre. Mais si complexes et délicates soient-elles, on peut avoir la certitude que les Belges sauront les résoudre honnêtement, avec ce souci de la justice et ce sens des réalités qui caractérisent leur effort pendant dix siècles d'Histoire. Ce peuple-ci ne mentira jamais à sa conscience, car il sait depuis toujours comment on lutte pour le Droit et comment on meurt pour la Liberté.

ROLAND DE MARÈS.

DANS LA NEIGE (1)

Jamais ils ne s'étaient encore mis en route avec autant d'entrain; les muletiers se redressèrent, fixèrent la haute montagne, avec des re-

(1) V. la *Revue Bleue*, nos 20 et 21, 1918.

gards aigus, luisants, dans lesquels brillait une sorte de défi. Ce soir le froid pouvait les poursuivre, les harceler, ils étaient sûrs de triompher de ses attaques, de le vaincre. Une force inconnue soulevait leurs membres raidis, transis, assouplissait leurs jointures rouillées; on eût dit à voir leur enthousiasme qu'au premier tournant ils allaient retrouver ces petits si jeunes, si désemparés dans la tourmente, si semblables à leurs enfants!

Les mules, ayant deviné leur ardeur, enfoncèrent leurs sabots dans la neige avec un zèle empressé. Si cette nuit aucune mésaventure ne survenait, ils devaient, avançant à pareille allure, atteindre Metzeral avant l'aube. Mais tout de suite la bataille, avec cette nature méchante, commença. Les teintes fraîches du jour s'étaient effacées, la montagne avait pris une couleur grisâtre, incertaine, perfide. Le ciel très bas semblait du même ton sale avec une note jaune qui lui donnait un aspect menaçant. Les forêts formaient d'immenses halos vers lesquels, des brouillards montaient, pareils à des vapeurs de solfatares.

Dès leurs premiers pas, un vent d'est souffla, ramassa de la neige et les en frappa par pincées froides qui piquèrent leurs yeux, gelèrent leurs joues. Les muletiers courbèrent la tête; alors des coulées de glace glissant sur la nuque, entre les omoplates, les firent frissonner. C'était la première escarmouche; elle les surprit, mais ils ne ralentirent pas leur marche, fonçant la tête en avant contre les rafales. Ils conservèrent les brides des bêtes, même quand leurs doigts se raidirent. Mais bientôt des picotements, des brûlures avivèrent leurs chairs, alors ils durent lâcher les mules, passer les lanières de cuir dans le crochet Renouard. Ils grognèrent, sursautant sous les enfoncements des aiguilles brûlantes.

— Brigand de Diou, que ça pique!

— On dirait des picotements de fourmis rouges.

— Quel pays!

— C'est la terre du diable.

— Eh, le diable ne voudrait pas loger ici, bien sûr.

Cela les soulageait de parler; ils appelaient leurs camarades qui les précédaient ou bien se détournant, interpellaient les conducteurs placés derrière eux, saisis d'un violent besoin d'expansion, de sociabilité.

Seul, Rouber avançait sans souffler un mot, sans dresser la tête d'un pas automatique de monomane.

Soudain, il commanda : Halte! Il n'avait point crié fort, mais sa voix résonna, nette, claquante, amplifiée par la solitude. Le convoi s'arrêta. Les muletiers, hochant la tête, pensèrent : « Rouber ne peut pas aller plus loin. Cela se comprend, d'ailleurs, le pauvre! » Quand le maréchal de logis s'approcha d'eux, ils ne reconnurent plus ses traits noyés, fondus, décolorés par le chagrin.

— Eh bien, cela va? fit-il, passant près des muletiers.

— Mais oui, maréchal de logis, on va se dépêcher.

— Ici vous pouvez fumer sans crainte, profitez-en.

Les muletiers refusèrent. La proposition de Rouber leur paraissait une offense. Est-ce qu'ils avaient le droit de s'arrêter, de bourrer leurs pipes tandis que ces petits gémissaient comme des agneaux, sous le suaire glacée de la neige? S'ils avaient accepté, Rouber leur eût reproché durement cette défaillance. Non, cette nuit ils étaient décidés à ne pas faire de halte; ils lamperaient seulement quelques gouttes d'eau-de-vie en route pour se réchauffer, sans interrompre leur marche. D'ailleurs le froid devenait plus âpre; l'adversaire, sournois, insidieux, comptait profiter de leur stationnement pour les étreindre, les terrasser. Il valait encore mieux avancer, gagner au plus tôt le sentier qui longeait la forêt de hêtres. Là-haut, ils avaient la certitude d'être abrités du vent insulteur, agressif.

Ils gravirent la pente douce qui les conduisait à la forêt et, sitôt qu'ils l'abordèrent, ils se sentirent rassurés. Les pins, les hêtres, les sapineaux dressaient une muraille blanche, contre laquelle ils passèrent d'un pas égal, le souffle calme, pénétrés par un sentiment de protection, de défense. Ils n'étaient plus réduits à marcher tête baissée, fouettés, mordus, brûlés par le froid dans une attitude peureuse de condamnés. Maintenant ils se redressaient, ainsi que des hommes libérés, détournaient leurs visage, fixaient avec une sérénité de promeneurs le monde blanc, immobile, figé, comme s'ils apercevaient à travers un stéréoscope. C'était une nature différente, nouvelle, qui s'offrait à leurs regards ou qu'ils croyaient telle parce qu'eux, même physiquement, se sentaient moins las, moins pesants; une nature nerveuse et comme spiritualisée qui plaisait à ces enfants du soleil, accoutumés à vivre parmi les oliviers convulsés, torturés par les supplices du vent.

De l'altitude où ils se trouvaient, ils découvrirent le chemin tracé par eux; les sabots des mules et leurs pas avaient fait fondre la neige, et l'on eût dit qu'ils avaient jeté sur le sol du poussier de

charbon, des escarbilles provenant d'un foyer de chaudière, tant la route était étrangement sombre.

D'ailleurs, chaque soir, les muletiers éprouvaient la même surprise à la vue des lignes, des formes noires se découpant, se détachant sur le monde blanc de la désolation; la neige, en tombant sur les arbres, n'avait ouaté qu'un côté des branches et du tronc; l'autre côté, resté sec, rayait le paysage de traits de fusain. Sur la terre, aux places humides des sources, l'eau dessinait à la sépia des géants, des bêtes apocalyptiques, et les corbeaux voletaient au-dessus des champs, semblables à des morceaux de papier brûlé. Noir et blanc, les deux tons s'opposaient, accentuaient leur valeur en luttant l'une contre l'autre, et les yeux blessés, rougis par la réverbération de la neige, se reposaient dans la vision de cette couleur de suie, miraculeusement surgie avec le crépuscule. Ils accélérèrent l'allure de leurs bêtes, et l'air froid qu'ils aspiraient, les poumons élargis, s'incorporait à leur sang pour l'activer, le tonifier de forces neuves. Ils éprouvaient maintenant une sorte d'euphorie qui rajeunissait leurs vieilles carcasses, dénouant leurs muscles raidis. Autour d'eux, pas le moindre cri d'oiseau; du sol sortaient des plantules mortes. Mais différents bruits les berçaient, leur tenaient compagnie; dans le dur voyage, ils ne se sentaient pas seuls. D'abord c'était le craquement léger, friable de la neige sous leurs souliers, comme s'ils écrasaient des biscuits en marchant; puis le frottement des charges contre le cuir des bêtes avec son rythme régulier; enfin le frôlement soyeux de leurs bâtons s'enfonçant dans la neige qui faisait songer à des épées entrant dans des gaines doublées d'étoffe.

Mais il y avait par-dessus tout la vision des enfants qui les attendaient. En songeant à la détresse des jeunes soldats, les muletiers rassemblaient leur énergie, soulevés par une grande force d'amour, menés aussi par une pensée superstitieuse, lancinante. Pécoul, dont les deux aînés se battaient en Champagne, l'avait formulée en termes précis :

— Si nous ne les ravitaillons pas à temps, qui sait si pareille chose n'arrivera pas à nos petits?

Certains pères, en l'entendant, avaient fermé les yeux, hantés par un effroyable spectacle. Tous avaient excité les bêtes d'une voix ardente, pressée.

Ils marchaient depuis près d'une heure lorsque la nuit vint; ils comprirent qu'elle était là, les épiant, les fixant de ses yeux sévères aux étoiles qui parurent dans le ciel. Ce n'était pas la nuit provençale jetant sur la terre son manteau de velours brodé de fleurs d'or, l'enveloppant maternellement, protégeant son repos, veillant sur son sommeil; c'était une nuit sans ombre, sans mystère, une nuit où la lumière montait d'en bas, de la neige devenue verdâtre; une nuit avec des étoiles dures, froides, métalliques, pareilles à des pointes acérées de poignards; une nuit mauvaise, inquiétante.

La température était brusquement descendue; un froid plus âpre tomba sur eux, comme un drap glacé; leurs forces vitales, qu'ils avaient recueillies si péniblement, se figèrent, et soudain ils se retrouvèrent de vieux hommes au souffle court, aux articulations soudées. Ne raccourcissaient-ils pas leur vie? Ne compromettaient-ils pas leurs dernières années par des efforts qu'ils n'étaient plus capables depuis longtemps de fournir? Ils se sentaient vieillir en marchant; ici, sur cette terre impitoyable, les minutes comptaient comme des jours, et les jours autant que des mois. Déjà, lors des précédents voyages, ils avaient subi cette impression; mais, ce soir, elle se faisait plus pesante, plus cruelle.

Tous ceux dont les fils vivaient dans l'enfer des champs de bataille avaient aperçu leurs enfants, blêmes, vidés de sang, en train d'agoniser dans la boue, seuls, face au ciel implacablement calme.

— Les petits ont un fichu temps pour grimper là-haut, dit un vieux muletier d'un ton songeur.

— On aurait dû les faire venir au printemps, fit un camarade.

— C'est bien la plus sale nuit que j'ai vue, reprit le premier.

A cause de leurs voix altérées par la fatigue, ils ne pouvaient s'entendre. Ils se turent et marchèrent plus près de leurs mules, la tête contre celle de leurs bêtes qui, depuis quelques instants, hésitaient, comme prises de peur. A mesure qu'ils montaient, ils entraient dans un monde glauque, dans un vrai paysage sous-marin où les arbres, les buissons étaient aperçus par eux à travers une lumière verdâtre et diffuse. Obligés de ralentir leur allure, en raison de la côte trop rude, ils frissonnèrent, claquèrent des dents, sous l'humidité glacée qui les transperçait. Certains ressentaient des douleurs d'entrailles : d'autres des martellements contre les tempes; mais ils n'avaient pas le loisir de se plaindre. D'ailleurs, il fallait s'occuper des mules, les surveiller; un tonnelet d'eau-de-vie se détacha d'un bât; une bête glissa, roula sur la neige. Les convoyeurs

perdirent une demi-heure à refaire la charge, à mettre debout l'animal, parce que leurs doigts gourds, raides comme du bois, ne pouvaient se fermer, ni rien saisir; cette fois encore, Rouber se montra le plus adroit de tous; mais, pendant qu'ils s'affairaient autour des mules, les ravitailleurs, en se dévisageant les uns les autres, avaient remarqué leurs faces livides, sans traits, de vraies figures de cadavres qu'ils étaient surpris de voir remuer. Oui, ils avaient l'aspect de morts, de morts cheminant dans un paysage décomposé, pourri, car les lueurs verdâtres de la neige s'étaient dégradées insensiblement, changées en teintes sales, fangeuses. Tout d'un coup, ils se redressèrent, tendant leurs visages creusés, amaigris par la marche. Des coups de canon claquèrent dans l'immense solitude.

Ils ne se trompaient point; ils venaient d'aborder la terre de la désolation, celle où tous les malheurs, toutes les angoisses guettaient les hommes. Ils passèrent près de pauvres tombes rustiques, anonymes, perdues, avec des croix surmontées de képis; ils se trouvaient sur le domaine de la mort. Lequel d'entre eux cette nuit avait-elle marqué?

— Tenez de près vos mules; le chemin est difficile, à cause de la neige plus épaisse.

Rouber avait donné l'ordre d'une voix calme: celui-ci fut transmis par chaque homme, sur un ton bref, agressif, qu'exaspéraient la fatigue et le froid. Pendant cette terrible montée — ils marchaient depuis deux heures — ils avaient brûlé toutes leurs réserves vitales; les muscles de leurs cuisses, de leurs mollets, se bloquaient par des crampes presque continues. Ils étaient à bout de souffle, leur cœur battant avec une précipitation affolée emplissait toute leur poitrine; chaque effort respiratoire leur enfonçait la pointe d'un stylet dans les reins. Ils n'étaient plus qu'un bloc de souffrances, un paquet de chair suppliciée, et voilà que Rouber annonçait d'autres tortures : Qu'allaient-ils faire? Où puiser des énergies nouvelles? Les âmes de vingt ans possèdent des ressources magnifiques, mais celles des vieux...

Rouber ne s'était pas trompé. Maintenant qu'ils approchaient du sommet, ils rencontraient une neige plus abondante, plus profonde; alors ils ramassèrent les dernières bribes de forces qui subsistaient en eux, décidés à vaincre l'ennemie, allongée, assoupie dans sa fourrure blanche. Mais dès leurs premiers pas ils sentirent combien ils étaient déprimés, affaiblis. Ils avaient de la peine à se remuer, paralysés par le froid, empaquetés de lainages et gênés par cette carabine grotesque, inutile, pendue à leur dos. Pourtant, dans un instant, ils allaient s'en servir comme d'une bouée.

Une lutte atroce commença: cette surface unie, candide, dissimulait les pires pièges. Là où leurs pieds et ceux de leurs mules croyaient trouver une résistance, ils enfonçaient dans quelque crevasse et disparaissaient jusqu'à mi-corps comme par une trappe. Pour s'évader, il s'agissait de découvrir à portée de sa main quelque branche, de la saisir; mais l'arbre mort cassait, ou bien les doigts glacés, sans vie, ne pouvaient se crisper, remplir leur rôle d'adaptation humaine. Alors les muletiers utilisaient leur carabine, à la manière d'un piolet. Mais ils ressemblaient exactement à des hommes qui se noient, en cherchant à briser des vagues hautes et pressées. La neige se défendait, offrait une résistance farouche, se mesurait avec eux en des combats silencieux, pathétiques; ils échappaient à ses étreintes au prix d'efforts inouïs, retombaient, soufflaient, gémissaient, appelant la mort à certaines minutes, tant leur agonie semblait interminable. D'autres fois, ils eussent tué froidement, sans remords, les soldats qui marchaient devant eux, parce qu'ils les abandonnaient. Cependant, l'amitié fraternelle liant ces vieux hommes était singulièrement émouvante. Sitôt qu'un camarade tardait à reprendre sa place dans la file sombre, le convoi s'arrêtait; avec des cordes, l'on sortait le muletier, ensuite la bête. Par instants, malgré leurs souffrances, les hommes ne pouvaient s'empêcher de sourire devant l'attitude des mules; certaines, courageuses, vaillantes, aidaient les sauveurs venus à leur secours, se pliaient à leurs volontés, faisant effort pour les comprendre; d'autres, au contraire, pelotonnées, recroquevillées au fond de leur trou, la tête contre un oreiller de neige, s'apprêtaient à dormir avec un entêtement d'ivrogne. Soudain irrité, hors de lui-même, un muletier dressa son bâton; mais Rouber s'élança, lui saisit le bras.

— Non, il ne faut pas les battre. Elles n'obéiront plus. Et nous arriverons trop tard... Et les petits, là-bas...

Il n'acheva pas, un hoquet noua sa gorge; il se mit à la tête de la colonne, plus brisé, plus cassé encore...

A l'ordinaire, le riche fermier de Mussanes ne se faisait point faute de corriger les bêtes qui montraient par trop de malice; mais depuis ce matin, depuis la seconde où l'horrible nouvelle avait fondu sur lui, un autre homme avait surgi

qui comprenait des choses, des choses...

Enfin, ils abordèrent le sommet; il leur restait à suivre une ligne de crêtes pour pénétrer dans le secteur, attendre les cuisiniers des chasseurs. La montée avait été si raide qu'ils haletaient encore, le cœur battant presque sous la gorge; leurs figures, figées par la fatigue, semblaient des masques d'aveugles.

Cependant les muletiers scrutaient l'immensité, les yeux agrandis, la bouche arquée par l'épouvante. Où se dirigeaient-ils? Avaient-ils pris la bonne route? Il était impossible de s'y reconnaître. Une brume froide, dense, noyait l'horizon, reliait le ciel à la terre, dérobant les contours des crêtes, les cônes rigides des pins, accentuant l'aspect désertique du paysage. Ils frissonnèrent, tournèrent de tous côtés leurs physionomies hagardes, décolorées, creusées par l'épuisement. Le convoi des mules et eux-mêmes avaient l'air d'un cheminement de fourmis marquant de minuscules points noirs la vaste étendue blanche. Ainsi cette terre méchante, hostile, inventait un nouveau supplice, continuait à les torturer.

Ils avaient dragué tout au fond de leur être leurs suprêmes forces, croyant toucher le but. Mais voilà que le but reculait, s'éloignait derrière ces voiles épais, plus lourds que des draperies funèbres. Alors le découragement s'empara d'eux, et, comme si tout leur sang se fût échappé soudain par une blessure invisible, ils se sentirent faibles, grelottants, prêts à geindre, à larmoyer, comme des vieux.

En même temps des craintes instinctives, des terreurs d'hommes primitifs les harcelèrent. D'abord des hallucinations de la vue, de l'ouïe, agitèrent leurs pauvres têtes malades, pesantes. Les bourdonnements assourdirent leurs oreilles comme si des torrents eussent surgi tout près d'elles, et, sous leurs regards fixes de déments, les déchirures du sol, les dessins tracés par les filets des sources s'amplifièrent, s'animèrent dans des déformations, des proportions fantastiques. Il leur semblait que des bêtes accroupies sur le sol se mettaient tout d'un coup à courir, à danser; de petits êtres inoffensifs devenaient des géants tortionnaires, des bâtons flottaient dans l'air.

Ils voulurent se hâter, fuir ces terribles visions; mais chaque effort déchirait leur chair, tenaillant leur cœur démesurément grossi. Du reste, il leur était impossible de quitter ce lieu maudit : la neige les enchaînait comme des forçats, rivait des boulets à leurs chevilles, clouait à leurs souliers d'épaisses semelles de plomb qui les faisaient titubber, vaciller avec des déhanchements grotesques. Décidément, ils étaient enfermés dans ce monde solitaire et glacé, eux les rieurs enfants du soleil, les fils des terres brûlantes; à mesure qu'ils avançaient, au prix de quelles tortures, l'horizon reculait, le pays de la mort s'élargissait pour mieux les retenir, les vaincre.

Oui, ils se trouvaient dans le pays de la mort; la mort les poussait par derrière; ils allaient tomber tout à l'heure dans une fosse, dans une tombe déjà prête. La mort, elle les suivait pas à pas. Les mules elles-mêmes la flairèrent; raidies sur leurs jambes, frissonnantes, la tête tendue, elles poussèrent tout d'un coup leur terrible cri, où le beuglement de la vache se mêle au hurlement du chien; appel de bête apocalyptique, de bête millénaire, montant du lointain des âges.

La mort était là, dissimulée, menaçante. Ils la devinèrent, tapie derrière les pins froids et sévères, avec leur rigidité de zinc. Cependant, ils ramassèrent leurs forces, et geignant, grelottant, les pieds lourds et enflés, ils suivirent le difficile, l'âpre chemin d'agonie.

Au bout étaient les petits, des enfants du même âge que les leurs; les muletiers y pensaient; aussi nul obstacle, nul danger ne pouvaient désormais les arrêter. Tout à l'heure les obus allaient éclater sur eux, tomber sur le convoi; c'était là un incident prévu; mais qu'importe? Les petits ne pouvaient attendre; ils les voyaient, serrés, pelotonnés les uns contre les autres, pareils à des oiseaux au bord du nid. Eux, les papas, ne devaient point faiblir; du reste, les jeunes comptaient sur les vieux. Mais ceux-ci, soudain, courbèrent la tête : le tumulte infernal commença. Des projectiles trouèrent l'espace au-dessus de leurs têtes, de leurs grincements métalliques; la forêt proche s'emplit de clameurs; des obus soulevèrent, à côté d'eux, des geysers de boue. Ils se sentirent épiés, pourchassés, comme si chaque charge d'acier était douée d'une vision diabolique.

Tout d'un coup, un bruit terrible éclata, la terre trembla, vacilla sous leurs yeux; Rouber et sa mule disparurent dans un nuage épais et rampant. Ils se précipitèrent, mais le maréchal des logis, agrippé à la queue de sa bête, s'était déjà relevé, tiré hors de l'excavation par l'animal. Alors les muletiers n'osèrent l'interroger...

Cependant Rouber commettait, pour la première fois, un acte grave, répréhensible; un acte qu'il punissait toujours sévèrement : il se laissait traîner par sa mule, c'était elle qui le menait. L'événement était si surprenant, si imprévu, que

les muletiers fixèrent le groupe avec une attention qui rapetissait leurs yeux enflammés par le froid. Les autres jours, avec cette familiarité méridionale dont ils ne pouvaient se départir, même devant un chef, ils n'eussent pas manqué d'interpeller plaisamment Rouber, de se gausser de lui, de lui envoyer quelques galéjades; mais ce matin ils n'osaient, retenus par un secret scrupule. D'abord le fermier de Cavaillon avait fait preuve d'un courage, d'une endurance extraordinaires; et puis... ils avaient vu du sang sur la neige à l'endroit où il était tombé, mais cela pouvait être la mule.

Soudain, leurs regards s'immobilisèrent; ils venaient d'apercevoir, au loin, le poste de commandement, la baraque du matériel. Ils étaient arrivés; encore quelques efforts, et ils allaient les rencontrer, eux, les petits, qui les attendaient. Le premier, Pécoul lança d'une voix assourdie :

— Les voilà!

Tous les muletiers, blêmes, les traits crispés, redressèrent la tête; ils touchaient leur récompense! Sous leurs yeux, à moins de cent mètres, des chasseurs débouchaient dans le large boyau qui menait aux tranchées. Les pauvres enfants, comme ils avaient souffert pendant leur première nuit de veille ! Par l'entre-bâillement de leur passe-montagnes, de leur cache-nez enroulé, luisait leur face larmoyante, bleuie. Ils marchaient en traînant la jambe comme des malades; cependant, sitôt qu'ils virent s'avancer la file des mules, quelques-uns, réchauffés, ragaillardis, accoururent, les bras tendus, vers les sacs, les caisses étagées sur les bâts.

En un intant les terreurs, les angoisses de la nuit furent oubliées; leur sensation d'abandon s'effaça, disparut, et ils examinèrent les vieux hommes aux barbes raides empesées de glace, aux vêtements blancs de neige, debout à la tête des mules patientes, comme si des pères Noël eussent surgi tout à coup à travers la forêt de pins. Maintenant ils jouaient, se poussaient, se bousculaient autour du convoi, et les ravitailleurs souriaient à leur tour à la vue de cette verve gamine qui s'ébrouait dans le paysage, livide, décoloré. Les muletiers ne songeaient plus à leurs tortures, à l'atroce bataille contre le froid : ils en avaient perdu jusqu'au souvenir. Ils étaient payés par le plaisir de ces enfants, de ces petits. Certains, songeant à leurs fils, se raidissaient, mordillaient leurs lèvres pour cacher leur émotion, défendant avec peine les caisses de biscuits, les ballots de café, de sucre, contre des mains audacieuses, pillardes.

Allons, les vieux, servez-nous vite!

Dis donc, mon oncle, mets-en un peu!

Eh, grand-père, on la crève!

Les appels ironiques, affectueux, jaillissaient de leurs bouches voraces, et les muletiers écoutaient, secoués d'ondes joyeuses, caressés par la cordialité des petits.

— Sacrés gamins, de vraies sauterelles, pas moins! cria Pécoul. Ils nous boufferaient tout crus!

Bien qu'ils fussent en face des cuisines, ils n'osaient décharger les bêtes sans les ordres de Rouber. Inquiets, ils le cherchèrent des yeux...

Mais le maréchal des logis n'était pas loin; l'un d'eux le montra, contre la bordure de la forêt, affalé dans la neige, près de sa mule arrêtée. Son casque avait roulé sur le sol, ses doigts se crispaient sur ses cheveux gris.

A quoi songeait-il? Avait-il tout d'un coup oublié leur travail, ses devoirs de chef? Lui qui, malgré son chagrin, venait de montrer tant d'extraordinaire courage, comment s'abandonnait-il, maintenant que la plus dure tâche était faite? Quel mal le terrassait? Désespoir, lassitude, les deux peut-être... Saisis d'un étrange pressentiment, d'une soudaine angoisse, les muletiers l'observaient, serrés les uns contre les autres.

Enfin Pécoul se décida, s'approcha de Rouber, lui toucha l'épaule d'un doigt tremblant.

— Dites, maréchal des logis, s'agit de décharger à ce moment... Z'ont une sacrée faim, les moineaux... vous ne venez donc pas y voir?

Un sourd gémissement lui répondit.

— Maréchal des logis? répéta Pécoul.

Alors, d'un geste rapide, prompt comme un réflexe d'un homme qu'on importune, Rouber s'était retourné, redressé.

Pécoul chancela, ses camarades reculèrent, hagards, comme s'ils avaient posé le pied au bord d'un gouffre. Etait-ce possible? Comment, un vieux, avait-il eu cette énergie surhumaine de les conduire jusqu'au bout dans cet état?...

Ils s'expliquaient maintenant les taches de sang sur la neige, la marche titubante du maréchal des logis, ses mains accrochées à sa mule. Depuis un instant ils comprenaient, eux aussi, tant et tant de choses! Ils se sentaient oppressés, dominés par la présence d'un miracle, et, sans un geste, sans une parole, ils restèrent à contempler le visage tout ruisselant de sang, avec ses orbites emplies d'ombre...

Le beau Rouber était aveugle!...

JEAN VIGNAUD.

TROIS ÉTATS ONT DISPARU

La paix s'est rapprochée de nous, — au cours des derniers mois, — avec une rapidité qui a surpris, à tort, beaucoup de personnes. Les problèmes qu'elle pose ont surgi soudain devant nous, dans leur multiplicité et leur complexité. A aucune époque de l'histoire (je ne fais pas exception pour 1814-1815), la cessation d'une longue lutte armée n'a suscité autant de préoccupations capitales dans tous les ordres d'idées. Je n'ai point l'intention ici,— et quelque essentiel et attachant que soit ce sujet, de dresser une nomenclature des questions variées qui se pressent sous nos yeux dans les cadres politique, économique, social, financier, etc. Nous n'aurons pas seulement à apprendre pour la seconde fois, (lorsque nous la savons), la géographie des deux hémisphères, mais dans tous les domaines, de prodigieux changements solliciteront notre examen. C'est une nouvelle organisation du monde qui va s'élaborer, tandis qu'en chacun des pays qui le composent, s'accompliront des transformations d'une ampleur illimitée. Entre l'Europe de 1914 et celle de 1919 ou de 1920, il y aura plus de différences et de contrastes qu'entre l'Europe d'avant et celle d'après la révolution française.

Pour n'envisager qu'un aspect restreint de ce problème de la paix, que deviendront les parties centrale et orientale de notre continent et en même temps l'Asie septentrionale rattachée jusqu'à hier à la Russie, et l'Asie antérieure qui fut le berceau de la puissance ottomane actuellement détruite ?

*
* *

La Russie s'est morcelée sans arrêt de 1917 à 1918. On avait eu tort, dans les dernières années de l'ancien régime, de ne point comprendre que l'unité de cet immense empire était factice, qu'elle n'avait d'autre base que la contrainte et que les « allogènes », comme les appelait la bureaucratie pétersbourgeoise, visaient avant tout à s'émanciper, à reprendre leur indépendance, en profitant de la première occasion propice. Trop longtemps, on s'était imaginé le tsarisme à jamais consolidé ; on avait fermé l'oreille aux revendications permanentes pourtant des Finlandais, des Polonais, des Ukrainiens, des gens du Caucase, comme aux grondements de colère qui montaient des foules ouvrières et paysannes. Il y avait des masses qui réclamaient la suppression de l'absolutisme, comme il y avait plusieurs Russies qui revendiquaient la destruction du centralisme et la reconnaissance de leurs droits nationaux. 1905 avait annoncé 1917 dans tous les ordres d'idées. La révolution modérée, dès le mois de mars de l'an dernier, avait perçu que tout l'édifice allait crouler et que seul le fédéralisme pourrait être le salut contre la désagrégation... Celle-ci s'est accomplie et il est impossible à l'heure présente de tracer une carte des nouvelles Russies, tant la géographie est incertaine et flottante entre Varsovie et Vladivostok, entre Archangel et Tiflis.

L'Autriche-Hongrie a subi un sort analogue. Ici aussi la dislocation politique, préparée de longue date, s'est effectuée avec une stupéfiante rapidité, en même temps que le régime monarchique et bureaucratique subissait un formidable assaut. L'Empire des Habsbourg comprenait une Cisleithanie, où une minorité d'Allemands dominait des Tchèques, des Slovènes, des Italiens, des Polonais, des Ruthènes, et une Transleithanie où une minorité de Magyars opprimait des Slovaques, des Roumains, des Serbes et des Croates. Pendant longtemps les groupements subjugués s'étaient armés du droit historique, qui, à la vérité, ne signifie rien pour ceux qui sont imbus des conceptions démocratiques modernes, car l'évocation du droit historique pourrait justifier les pires violences, mais l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui n'est que le retour aux principes de la révolution française, prend une autre consistance et une autre valeur. C'est, en vertu de cette idée, si hautement illustrée par les messages wilsoniens, que se sont constituées, dans l'ancien domaine des Habsbourg, une Tchéco-Slovaquie, une Yougo-Slavie, une Hongrie indépendante, tandis que les Allemands d'Autriche nommaient eux aussi un Conseil national et que les autres éléments ethniques de l'ancien empire se tournaient vers les nationalités — Italie, Roumanie, Pologne, Ukraine, qui les appelaient à elles.

La domination turque s'est effondrée, beaucoup plus sous le coup des défaites militaires et de la capitulation bulgare qui l'isolait, que sous la pression des soulèvements internes. Mais l'encore des révoltes s'étaient produites, dont la plus grande et la plus redoutable était celle des Arabes : là encore des communautés humaines, tyrannisées depuis des siècles, aspiraient à se soustraire à un despotisme stupide et sanglant. L'armature forgée depuis le moyen-âge par les sultans, gît à jamais brisée. Hellènes, Syriens, Arméniens, Juifs, Arabes de l'Arabie et de la Mésopotamie attendent un statut nouveau.

Ainsi trois grands empires sont tombés. Et il ne s'agit pas seulement d'enregistrer un désastre irréparable sur les champs de bataille, mais leur ruine apparaît définitive, car il n'appartient à personne

de restaurer aujourd'hui des systèmes politiques qui reposaient exclusivement sur l'abus de la force, et qui ne sauraient d'ailleurs renaître qu'en ressuscitant les périls du passé pour la paix mondiale, ceux qui les jugeaient indispensables à l'équilibre, — d'ailleurs précaire et branlant, du monde européen et du monde méditerranéen, ceux qui prennent peur devant les transformations entrevues et devant les tâches à accomplir, peuvent les regretter. Regrets stériles et superflus...

L'histoire des Etats secondaires des Balkans est intimement liée à celle des trois empires, défunts ou déchus. La Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce sont des formations nationales issues du démembrement de l'ancienne Turquie et qui, hier encore, considéraient leurs territoires comme incomplets. L'Autriche et la Russie s'étaient disputé l'influence dans leurs capitales. La Serbie a été longtemps sous la tutelle de Vienne avant d'accepter, avec le dernier Karageorgevitch, la protection russe. En sens inverse, la Bulgarie créée par le tsarisme en 1878, s'était mise sous la direction des Habsbourg. La Grèce, libérée par l'effort commun de la France, de l'Angleterre et de la Russie, s'était retournée, avec Constantin, vers les puissances centrales. — Carol Ier avait lié la Roumanie, par traité secret, à la monarchie danubienne, dont son successeur avait passé une alliance militaire avec l'Entente, et par suite avec Nicolas II.

Ces petits Etats balkaniques, même lorsqu'ils n'étaient pas en guerre entre eux, comme en 1886, comme en 1913, se surveillaient de près et tenaient toujours la rupture pour imminente. Quand ils négociaient des accords, c'était d'ordinaire contre un tiers désigné, et en vue d'un profit certain. La Macédoine était un brandon de discorde permanente et il en était d'autres. Chacune des monarchies, qui s'échelonnaient du Danube au golfe de Corinthe, aspirait à l'hégémonie dans la péninsule, — pour le lendemain ou le surlendemain. Leurs ambitions étaient redoutables en elles-mêmes pour la paix générale, — comme le prouvèrent les crises de 1912 et de 1913, mais elles devenaient plus dangereuses encore, lorsqu'elles étaient attisées, surexcitées et exploitées par les puissances en contact avec elles et aujourd'hui écroulés.

Au cours de la lutte mondiale, ces petits Etats balkaniques ont connu des vicissitudes diverses et sur lesquelles il est inopportun de revenir. Ils se sont considérés ou se considèrent tous comme des héritiers éventuels ou de la Russie, ou de l'Autriche-Hongrie, ou de la Turquie, et voilà un motif nouveau de ne point les séparer, dans cette étude cursive, de ces grands corps d'états actuellement morcelés ou affaissés.

*
* *

Le péril de guerre future s'est-il atténué ou encore aggravé depuis que la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Turquie ont cessé de faire figure dans la politique générale et de garder leur place sur la carte avec leurs dénominations anciennes ? C'est un point important, mais leur évanouissement soulève d'autres problèmes d'un ordre différent, et non moins décisifs.

Si la Russie demeure divisée — telle qu'aujourd'hui, — et même abstraction faite des régimes sociaux qui prévaudraient finalement à Kiev, à Moscou, à Vilna, à Riga, etc., elle risque d'être pour l'Europe une officine de débats constants — de débats qui peuvent engendrer les pires complications et les querelles les plus aiguës. Les Etats, qui sont sortis de l'ancien empire, sont déjà animés, les uns vis-à-vis des autres, de sentiments d'hostilité qui ne s'apaiseront pas aisément. Les litiges de frontières se sont posés dès le premier jour, et ils subsistent dans leur plénitude : aux convoitises territoriales s'associeront les appétits industriels et commerciaux. Si les velléités panslavistes, qu'affichaient autrefois des hommes de divers partis, depuis les ultra-conservateurs jusqu'aux cadets, desservaient la cause de la concorde européenne et méritaient parfois d'être confrontées avec le pangermanisme, elles ne s'exerçaient que par intermittences et étaient réfrénées par des courants inverses, tandis que les différends de limites entre l'Ukraine et la Pologne, la Lithuanie et la Pologne, la Moscovie et la Finlande détermineraient un perpétuel incendie.

La même observation vaudrait pour l'Autriche-Hongrie, où les antagonismes de races se révélaient encore plus vivaces qu'en Russie. Sous le régime des Romanow, tous les éléments ethniques étaient également opprimés et privés de droit : sous le régime des Habsbourg, il y avait des groupements supérieurs et des groupements subalternes, et ceux-ci, au cas où la dislocation serait la règle, chercheraient naturellement à venger leur servitude passée.

Les discussions d'Etat à Etat seraient d'autant plus inquiétantes que partout il serait difficile en bonne justice de déterminer le domaine d'une communauté circonscrite. La Tchéco-Slovaquie enfermerait dans son périmètre plusieurs millions d'Allemands, qui voudraient se libérer de la prépotence slave. Il y a des Germains en Magyarie :

entre les Slovènes et les Autrichiens-Allemands, la ligne de démarcation garde de toute évidence un caractère factice. Les Roumains de Transylvanie noient dans leur masse des agglomérations saxonnes, et je ne parle que pour mémoire de la concurrence entre Italiens et Serbo-Croates sur le littoral adriatique.

L'émiettement de l'Empire Ottoman nous offrira les mêmes sujets de réflexion. Comme partout, il y a pénétration de peuple à peuple, car les frontières naturelles font défaut et il faut ajouter ici, aux rivalités des races, les influences antagonistes des grandes puissances qui se sont adjugé des zones d'action, et dont les compétitions viendront encore aggraver, quoi qu'il arrive, celles des nationalités pourvues d'autonomies plus ou moins réelles.

Voici d'autres questions. La dislocation des anciens empires va au rebours du mouvement économique moderne, qui est caractérisé par les rassemblements de peuples plutôt que par leur séparation. La Grande-Bretagne, et les Dominions qu'elle a créés, offrent un exemple typique. L'unification allemande et l'unification italienne sont sorties de besoins reconnus. Tout l'effort colonial contemporain correspond à une organisation nouvelle qu'il ne s'agit pas ici de discuter, mais seulement de signaler. Les outillages de toute nature que requiert la mise en œuvre de la grande industrie ou qu'exige la participation au commerce international, ne peuvent fonctionner qu'en des domaines élargis. La recherche des matières premières d'un côté, et celle des débouchés de l'autre supposent une extension indéfinie des champs d'action.

Les petits Etats sont voués à s'étioler, à vivre tristement d'une existence restreinte et sans horizon. Ils n'ont point les ressources indispensables à l'expansion normale ; leurs finances manquent d'élasticité ; leur prestige demeure médiocre ; ils risquent toujours d'être violentés par un Etat plus robuste et la notion même de leur faiblesse peut les déterminer à se subordonner à autrui par un acte en apparence spontané. La guerre a prouvé combien sont pénibles l'activité quotidienne, la vie pour les puissances secondaires, étreintes et broyées dans les conflits entre les puissances maîtresses, et même quand elles s'abstiennent soigneusement de s'ingérer dans ces querelles.

Si l'on examine la carte, on s'aperçoit que tel des petits Etats, forts de 8 à 12 millions d'individus, qui se sont élevés ou s'élèveront sur les ruines des empires écroulés, se heurtera dès l'origine aux pires difficultés. La Serbie a souffert pendant de longues années, parce qu'elle ne touchait ni à l'Adriatique ni à la mer Egée, et qu'elle demeurait ainsi commercialement vassale de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie. Que dire de la Bohême, qui sera cantonnée dans son quadrilatère montagneux, au milieu d'une population germanique huit fois plus nombreuse que la sienne, et dont les issues seront commandées vers le nord, vers l'ouest, et vers le sud par des territoires allemands ? Hambourg et Trieste seront pour elle d'accès également malaisés. Que dire de la Hongrie, qui trouvera la Pologne entre elle et la Baltique, la Roumanie entre elle et la mer Noire, la Serbie et la Yougo-Slavie vers l'Adriatique et vers l'Archipel ?

On conclut de ces quelques considérations, — politiques et économiques, que le morcellement sera préjudiciable aux peuples balkaniques, danubiens, russes et asiatiques, comme au monde lui-même. Il créera de nouveaux périls de luttes sanglantes, et paralysera les poussées de production et d'échange en dispersant les énergies.

Ce n'est point pour préconiser un retour aux structures d'hier, que j'écris ces lignes. Ces structures se sont condamnées pratiquement : elles ont montré leur précarité et leur vétusté en disparaissant. Le droit des nations les ruinait, parce qu'elles s'étaient fondées et subsistaient au mépris des conceptions élémentaires de justice et de liberté. Il est certes des esprits, — ce sont ceux qui admirent éternellement ce qui est et qui s'inclinent devant le fait brutal, sans en rechercher la légitimité, — qui défendraient l'antique Russie, le vieil Empire Ottoman et l'Etat Habsbourgeois. Ils les regrettent publiquement et s'emploieraient à les restaurer, si cette tâche était en leur pouvoir. Les hommes qui nourrissaient d'autres idées et qui ont foi dans l'évolution du monde, — les hommes qui souscrivent pleinement aux principes de la Révolution française dont les messages wilsoniens ne sont que des formules rafraîchies, avaient déjà, bien avant 1917 ou 1918, prononcé leur sentence sur des organisations de violence. Ils avaient prévu leur destruction. Ils ne rêvent ni d'un rétablissement du tsarisme sur des Russies opprimées, ni de la reconstruction d'un vaste domaine Habsbourgeois, ni d'un relèvement d'un Islam belliqueux et despotique.

Mais le système fédératif nous offre à la fois des sauvegardes pour les libertés nécessaires, des consécrations éclatantes pour les aspirations des masses, des garanties contre la multiplication des conflits, des possibilités toujours plus développées d'expansion économique. Les Etats d'outre-Atlantique, en dépit de toutes les différences et de toutes les dissidences qui se marquaient entre eux, ont

forme la plus grande république de tous les temps, et cette république vient de conquérir le premier plan dans le monde contemporain. Une fédération des peuples russes et sibériens, une fédération des peuples danubiens, une fédération des peuples balkaniques, une fédération des peuples de l'Asie antérieure affranchis du joug des Sultans, donneraient à l'ordre nouveau qui s'élabore une stabilité, dont nul ne pourrait contester l'importance. Ainsi serait comblé le grand vide qui s'est ouvert subitement à l'est de notre continent. Ainsi serait résolu un problème essentiel, dont je me suis borné à esquisser les données. Le fédéralisme, dans la souplesse de ses organes, concilierait l'indépendance des groupes librement constitués avec les exigences du développement industriel et commercial ; il abolirait les frictions de frontières, et tout en respectant les prérogatives des plus petites nationalités, leur procurerait des assurances contre la voracité des grandes. Il n'est pas trop tôt pour envisager des questions passionnantes entre toutes, et que le congrès de la paix aurait grand tort d'éluder.

PAUL LOUIS.

L'ÉCOLE PRIMAIRE DE DEMAIN

De temps en temps, une note paraît dans la presse qui renseigne sur les réformes de l'enseignement populaire aussi bien chez les peuples qui se battent à nos côtés ou contre nous que chez les neutres. Un jour, c'est le compte rendu de délibérations approfondies à la Chambre des communes ; tous les partis politiques de la Grande Bretagne se mettent d'accord pour donner plus d'ampleur et assurer un rendement supérieur à l'enseignement primaire. Un autre jour, nous apprenons par une information rapide, que l'Allemagne, déjà bien en avance dans le domaine scolaire, envisage en pleine guerre l'amélioration de son école publique et voici que, plus récemment, une crise ministérielle s'est ouverte en Espagne, provoquée par des divergences profondes sur le recrutement des instituteurs.

Ces faits sont des symptômes : nos voisins ont des préoccupations d'avenir : ils n'oublient pas qu'après la guerre, une concurrence formidable mettra en présence tous les peuples, belligérants et expectants : la supériorité sera pour ceux d'entre eux qui auront préparé et formé des générations instruites, travailleuses, outillées matériellement et moralement pour triompher de la routine et de l'ignorance.

Avons-nous ces préoccupations ? Je ne voudrais pas parler de notre indifférence en cette matière alors que les efforts du pays sont actuellement concentrés pour la solution d'un problème beaucoup plus pressant. Cependant, les autres nations ont aussi l'angoisse de l'avenir immédiat, mais elles songent encore à l'avenir plus lointain en préparant dès maintenant leurs jeunesses, en adaptant leurs capacités aux nécessités économiques que l'esprit public entrevoit pour l'après-guerre. Allons-nous rester nonchalants devant tant d'activité ? Conserverons-nous le cadre d'une école primaire préoccupée surtout de développer l'individu dans l'enfant de six à treize ans ? Ou bien, imitant les peuples d'action, accepterons-nous un système éducatif, subordonnant l'individu aux besoins sociaux et nationaux, ne craignant pas de restreindre la liberté de l'adolescent pour la discipliner et la mettre en harmonie avec les nécessités d'une vie collective dépassant sans doute, dès maintenant, les limites de la petite patrie ?

En posant ces interrogations, je ne veux pas dire que l'école laïque de 1882, a failli à sa tâche. Avec de pauvres moyens, elle a réussi dans la mesure du possible. Elle a été critiquée, calomniée même. Comment pouvait-il en être différemment ? La laïcité et la neutralité de l'éducation nationale devaient naturellement heurter les conceptions d'une civilisation moins moderne, basée sur l'esprit religieux avec toutes ses conséquences politiques et sociales.

Je ne veux pas dire non plus que, pour répondre aux besoins nouveaux, l'école primaire sera moins laïque et moins neutre ; les idées directrices de Paul Bert et de Ferry correspondent à une formule, celle d'un peuple qui s'affranchit de la domination ecclésiastique et je ne sache pas qu'après la guerre, le pays revienne à un système politique subordonnant les Français à l'autorité divine ou plutôt à ceux qui prétendent représenter cette autorité. Mais des imperfections sont à supprimer pour fortifier l'école publique ; des améliorations sont nécessaires pour en assurer plus efficacement l'action éducative; plus particulièrement l'expérience de trente-cinq ans démontre l'impérieuse nécessité de l'école prolongée, avec une physionomie toute nouvelle, un caractère social nettement affirmé.

*
* *

Tant vaut le maître, tant vaut l'école.

L'intérêt du pays comme le progrès des mœurs

exigent un choix des éducateurs, une sélection dans ceux qui aspirent à « conduire » les enfants. Faute d'un choix, il faut se rabattre sur la médiocrité, se contenter de maîtres peu préparés à la délicate fonction, dispensateurs d'un enseignement sans chaleur et sans vie, quand ils ne se rendent pas insupportables par leur suffisance ou leur pédantisme.

Or les statistiques les plus récentes indiquent un fléchissement dangereux, puisqu'il s'aggrave, dans la recherche des instituteurs. Sans vouloir insister sur les chiffres, il est permis d'indiquer par exemple, que le nombre des candidats aux écoles normales va diminuant chaque année. Dans un rapport parlementaire, M. de Kerguezec a pu dire : « En 1906, 4.909 candidats se présentaient au concours d'entrée ; il y en avait 32 de moins en 1907 ; 304 de moins en 1908 ; 711 de moins en 1909 ; 702 de moins en 1910 ; 1.062 de moins en 1911 ; 1.217 de moins en 1912 » si bien qu'en 1913 le nombre des candidats avait baissé d'un quart. Je n'ai pas les statistiques des années de guerre, mais le Ministère vient de publier celle de 1918 ; elle n'est guère encourageante puisqu'elle établit un *déficit* de 312 unités pour les 1.700 places mises au concours, encore que bon nombre d'élèves-maîtres aient été reçus sans le brevet élémentaire, diplôme exigé cependant pour l'admissibilité !

Et puis si, en principe « l'école normale doit être suffisante pour assurer le recrutement des instituteurs et des institutrices du département » (Loi du 9 avril 1879), en réalité plus de la moitié du personnel enseignant primaire, entre dans les cadres sans préparation professionnelle, sans instruction pédagogique. Un maître sur deux ignore tout de sa tâche d'éducateur quand il débute, et c'est au détriment des élèves qu'il fait son apprentissage. On ne saurait admettre une telle infériorité pour un ouvrier manuel qui transforme la matière ; on l'admet de l'instituteur pour la mauvaise raison, qu'on ne trouve plus d'autres candidats.

La première réforme serait donc d'assurer le passage obligatoire par une école ou par un cours préparatoire à la fonction, dans des conditions à déterminer, sur lesquelles je n'insisterai pas ici pour ne pas surcharger cet article d'ordre général.

Encore faudrait-il être certain d'une orientation de la jeunesse des écoles primaires supérieures et des cours supérieurs de l'école primaire, vers l'enseignement. Ici alors, nous touchons le point vif du sujet :

« Nos instituteurs, dit M. de Kerguézec, rencon-
« trent de plus en plus la résistance des familles
« dans la recherche des vocations à l'enseigne-
« ment. Même dans les campagnes, nos paysans
« ne manquent pas de comparer les situations des
« fonctionnaires et les difficultés des unes et des
« autres ; ils savent aussi quelles inquiétudes et
« quels soucis créent l'hostilité de l'Eglise et du
« château ; ils hésitent à lancer leurs enfants dans
« une carrière, où les risques sont grands et les
« sacrifices insuffisants. D'autre part, il est bien
« certain que l'expansion des écoles primaires
« supérieures, si utiles à tant de points de vue,
« nuit au recrutement de nos écoles normales :
« les sections industrielles, commerciales et agri-
« coles se sont multipliées et ont facilité aux jeu-
« nes gens, l'accès à des carrières plus rémunéra-
« trices, exemptes aussi des tracasseries locales,
« trop fréquentes autour de l'école publique ru-
« rale.

« Il est temps de remédier à cette situation.
« Avant que le courant de désertion ne soit trop
« fort, il faut tout tenter pour l'arrêter. Pour cela,
« les expédients sont dangereux, il n'y a qu'un
« remède : l'amélioration de la situation matérielle
« et morale du personnel de l'enseignement pri-
« maire ».

Ces observations judicieuses d'avant-guerre n'ont rien perdu de leur valeur pour le jour du retour à la paix. Un traitement convenable, une considération matérielle libérant le maître des suggestions de parti, une certaine autonomie professionnelle en harmonie avec l'orientation économique du pays, voilà les principes primordiaux qui guideront le législateur dans la réforme des lois sur le recrutement des instituteurs.

*
* *

Quand on aura un bon personnel, libéré des tâches secondaires et pouvant consacrer toute son activité au perfectionnement professionnel, il faudra lui assurer une clientèle — au bon sens du mot — c'est-à-dire que la loi d'obligation devra jouer, avec autant de rigueur qu'en Suisse ou en Allemagne. Dans ces deux pays, le nombre des illettrés est infime ; la comparaison avec notre situation scolaire, est navrante : *Pour* 1.000 *soldats illettrés en France il y en a* 1 *en Suisse et* 1 *en Allemagne* (1).

Et puisque nous en sommes aux statistiques malgré l'aridité des chiffres, examinons sans commentaires les documents officiels. Voyons d'abord comment est assurée la fréquentation scolaire :

(1) Ferdinand Buisson. Rapport du Congrès du parti radical (Dijon 1908), page 2.

En 1901, pour 1.497.288 enfants de 6 à 13 ans, 1.456.753 sont inscrits sur un registre scolaire ; 40.845 *ne sont inscrits nulle part*.

En 1906, le chiffre des non-inscrits atteint 69.352.

Mais quelle est l'assiduité des inscrits ?

La rentrée scolaire de 1906 porte sur 1.840.503 enfants.

Au 1er décembre, il en manque déjà 513.049.

En juin 1907, le nombre d'absents atteint 612.641.

Année 1908-1909 :

Inscrits 5.486.873.
Présents le 1er décembre : 4.419.306.
Absents : 1.067.567.
Présents le 1er juin 1909 : 4.104.735.
Absents : 1.382.138.

Année 1909-1910 :

Inscrits : 5.491.678.
Présents le 1er décembre : 4.410.845.
Absents : 1.080.833.
Présents le 1er juin 1910 : 4.264.170.
Absents : 1.227.508.

Année 1910-1911 :

Inscrits : 5.502.520.
Présents le 1er décembre : 4.345.394.
Absents : 1.157.126.
Présents le 2 juin 1911 : 4.249.744.
Absents : 1.252.776.

Il faudrait pouvoir examiner dans le détail la valeur de ces absences, mais l'Administration de l'Instruction publique n'a pas de renseignements certains. Tout au plus peut-on utiliser un travail présenté par M. Pozzi à la Commission de l'enseignement qui donne quelques précisions pour l'année 1907-1908 :

449.636 enfants avaient, sans excuse valable, manqué un mois : 252.846 avaient manqué 2 mois ; 165.419, trois mois : 107.140 quatre mois : 68.360 cinq mois et 111.739 avaient manqué plus de la moitié de l'année.

Ces chiffres remontent à dix ans, mais s'il était possible d'avoir un travail analogue pour l'année 1917-1918, en période de guerre, il est permis de dire que le nombre des absences prolongées serait autrement édifiant encore !

A quelles conséquences aboutit un tel régime d'absentéisme ?

L'examen des recrues à leur arrivée au corps, répond douloureusement. Un inspecteur primaire qui fit partie d'une commission d'examen, donnait, dans le *Manuel général* du 30 novembre 1912 les appréciations suivantes :

Sur 589 conscrits, 170 furent exemptés de l'examen par la justification d'un diplôme. Les épreuves imposées aux autres étaient d'une facilité enfantine, correspondant au savoir d'un élève de 8 à 9 ans (1).

190 seulement obtinrent au moins 5 points, condition qui les dispensait de suivre les cours régimentaires. 220 jeunes gens — soit près de 38 % — furent insertis obligatoirement pour l'école de la caserne.

M. Maurice Faure, ancien ministre de l'Instruction publique, rendant compte des mêmes épreuves au 54e d'infanterie, donnait les détails suivants :

« Sur 892 enrôlés, 422 subirent l'examen : 202 furent jugés trop ignorants pour être dispensés de l'école régimentaire ; 155 d'entre eux n'avaient rien retenu de leur ancienne instruction; 17 avaient su lire mais ne pouvaient plus déchiffrer un texte quelconque ; 30 n'avaient jamais rien appris ».

A Toul, sur 4.468 jeunes gens, provenant de 19 bureaux de recrutement, 910, soit 20, 57 0/0 ont été envoyés à l'école régimentaire.

Dans l'Ariège, 31, 48 % du contingent furent inscrits d'office : dans le Cantal, 31,94 % : dans la Dordogne, 23 % : dans le Finistère 35,24 % : dans la Haute-Garonne, 19,68 % : dans l'Ille-et-Vilaine, 35 % ; dans les Landes, 38,91 % ; dans le Lot-et-Garonne, 25 % ; dans la Marne, 16 % ; dans la Meurthe-et-Moselle, 16,66 % ; dans le Nord, 28 %; dans le Pas-de-Calais, 27 %, etc.

Bref, sur 227.068 jeunes gens incorporés en 1912, 22 % durent suivre les cours spéciaux et sur cette proportion, 38.000, soit un sixième de l'effectif total, ne savaient plus ni lire, ni écrire.

La situation n'est certainement pas plus brillante en 1918. Si les circonstances n'ont pas permis de continuer l'examen des recrues depuis quatre ans, on peut néanmoins conclure au même résultat qu'en 1912, aucune décision n'ayant été appliquée pour remédier à ce lamentable échec de la loi d'obligation.

Les mesures à prendre sont multiples et variables avec les régions : la fréquentation ne peut être assurée dans une agglomération urbaine comme dans une commune rurale : certaines corporations — la batellerie, les forains — doivent bénéficier d'un régime spécial. Mais une réforme énergique, un acte d'autorité est nécessaire à la base : la sanction pénale contre tout parent ou tout employeur coupable de retenir l'enfant hors de l'école ! L'Allemagne pays autocratique et la Suisse, démocratie où l'opinion locale est souveraine, l'ont

(1) Le problème était ainsi dicté : « J'achète un veston de 30 francs, un pantalon de 22 francs et un gilet de 13 francs. Combien me coûte le costume complet ? Je donne au tailleur, pour payer le costume un billet de 100 francs : combien doit-il me rendre ?

ainsi compris. Berlin perçoit en moyenne, 30.000 francs par an d'amendes pour des absences injustifiées de quelques jours et le canton de Berne, agricole et montagnard, où les excuses ne manquent pas, reçoit chaque année, pour le même motif, une dizaine de mille francs. La France tout entière, en paye-t-elle autant ? (1).

*
* *

La mode, en ce moment, est à l'enseignement post-scolaire. Les projets succèdent aux projets et les rapports aux rapports. Une loi a même été promulguée qui organise un enseignement agricole en France. Ce n'est pas du côté des instituteurs ni de leur Fédération corporative que cette exubérance de textes provoquera des récriminations. Pourtant à quoi servirait d'ajouter une aile nouvelle au vieux bâtiment de fondations insuffisantes ? Je veux bien obliger les adolescents à une fréquentation de l'école prolongée, mais j'aimerais mieux d'abord être certain que cette obligation sera une réalité pour les petits. Et puisqu'on parle de réformes, pourquoi ne reprendrait-on pas toute la construction par la base ?

L'idée d'un changement radical de l'orientation scolaire, était déjà discutée avant la guerre. M. Daniel Vincent, dont il faut regretter le trop court passage au Ministère de l'Instruction publique, avait dit, en parlant des méthodes que la bureaucratie envisageait vers 1908 :

« Il s'agit de culture élargie, de vague dignité « accrue ; il s'agit encore une fois, de flottantes « humanités, d'un badigeonnage d'éducation clas- « sique. Point de vue constant — et qui, témoi- « gnant d'une habile erreur, en témoigne de plus « avec persévérance. Proud'hon note très exacte- « ment que l'intention des gouvernements n'est pas « de donner aux enfants du peuple, l'instruction « qui leur serait propre, et grâce à laquelle ils « s'affranchiraient, mais de les initier *aux signes* « de la culture officielle, de leur faire aborder les « rudiments afin que, sans profiter de cette cul- « ture, ils en respectent les prétendus détenteurs, « leurs maîtres ».

M. Pierre Baudin, n'avait pas été moins sévère en montrant que « l'enseignement primaire actuel remet aux mains de l'individu un instrument qui n'est pas juste. Ses programmes sont démesurés et universels. Ils imposent à l'esprit un travail excessif et inutile. Ils visent à étendre l'attention sur l'ensemble des connaissances. Ils procèdent de ce point de vue : que le jugement et les idées générales nous sont apportés par l'héritage de la civilisation, et non par la vie actuelle : que la vue de l'intelligence est supérieure à la vue de l'œil ; que le livre est supérieur à la connaissance directe des choses ». Les fondateurs de l'école laïque avaient certes une autre conception de leur œuvre ; il suffit de relire leurs directions pédagogiques pour en être convaincu.

Leur préoccupation était double : préparer des citoyens pour la République née de la catastrophe de Sedan, et développer les facultés de l'enfant pour adapter l'homme au milieu social dans lequel il vit. La première ambition l'emporta sur la seconde ; les passions politiques aidant, l'école devint l'enjeu des partis et perdit son axe de direction primitif.

Mais voici que la guerre, corrigeant des jugements erronés sur la valeur morale des maîtres et sur nos besoins scolaires avertit en même temps que l'activité publique va s'orienter vers une production intense, une réalisation économique considérable. Tout notre enseignement, en relation avec les nécessités du temps et du lieu, va connaître une direction nouvelle.

Ce sont les programmes eux-mêmes qui seront bouleversés pour que la culture soit appropriée aux besoins de la production. Mais alors l'enseignement populaire ne s'arrêtera pas à l'enfance ; il développera certes, à l'école élémentaire, les qualités d'observation, de jugement, de perspicacité ; il continuera la poursuite d'une éducation générale avec un minimum de connaissances de fond en rapport avec la vie contemporaine, mais continuant son effort au-delà de la scolarité actuelle il s'orientera vers la profession et la région, s'appropriant aux conditions des métiers, aux besoins locaux, répondant ainsi à une utilité directe qui en facilitera d'autant plus le caractère d'obligation.

Il n'y aura pas deux scolarités ; il n'y en aura qu'une de six à dix-huit ans, souple, décentralisée, mais à laquelle on ne pourra pas se soustraire à moins de raisons impérieuses.

*
* *

Est il besoin d'ajouter que là encore, les statistiques révèlent l'urgence d'une décision ? Le rapport de M. Verlot sur l'enseignement des adolescents (1), n'est pas moins troublant que le rapport Pozzi, auquel je faisais allusion tout à l'heure à propos de la fréquentation scolaire.

« Sur 648.000 enfants en moyenne atteignant chaque année l'âge de 13 ans, 18.000 seulement

(1) Ferdinand Buisson, *ouv. cit.* p. 3.

(1) Annexe 44. Chambre des Députés, 5 juin 1914.

continuent leurs études : 600.000 adolescents de 13 ans, sont donc appelés à gagner leur vie. La plupart ne fréquenteront plus aucune école et retomberont dans l'ignorance d'où on les a tirés un instant au début de l'existence...

« Sur 3.216.000 adolescents de 13 à 18 ans, 150.000 seulement recoivent après 13 ans un complément d'instruction.

« Il y a donc à l'heure présente 1/12e des adolescents, pourvus d'une profession, recevant une éducation générale complémentaire préparant leur avenir industriel, commercial et agricole.

« Les 11/12e sont moralement abandonnés, dépourvus de toute préparation. Cette situation doit-elle être maintenue ? »

La guerre nous oblige à une réponse catégorique et décisive. Si nous voulons accroître notre activité économique — et il le faudra, non seulement pour relever nos ruines, mais encore pour soutenir la concurrence — songeons à utiliser toutes nos forces. Préparons l'armée du travail à l'action professionnelle, outillons intellectuellement et matériellement la jeunesse dont l'effort immédiat, entreprenant donnera l'impulsion à tout l'ensemble.

Ah ! certes le temps presse. Notre plus puissante ennemie avait avant la guerre, une remarquable organisation de l'enseignement complémentaire. La durée du temps pendant lequel l'enfant était astreint à la fréquentation scolaire, variait suivant les Etats, entre dix et douze années. C'est la Prusse qui, la première, avait entrepris cette grande œuvre d'éducation à la fois générale et professionnelle, et bientôt la plupart des grandes villes et des Etats l'avaient imitée. Sa supériorité commerciale et industrielle, venait en grande partie de cette formation des ouvriers, des employés, des commerçants, des commis suivant un plan général appliqué régionalement par une multitude de décisions municipales, professionnelles, où les conseils locaux et les associations corporatives avaient leur rôle et leur part de responsabilité. La guerre n'a pas détruit ce système d'éducation et si, depuis 1914 la lutte d'idées est devenue vive en Allemagne entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire pour l'établissement de l'école « unitaire », du moins les maîtres des deux ordres sont restés d'accord pour donner à l'école un rôle prépondérant afin qu'après la guerre, aucune force vive, populaire, ne soit perdue. L'Allemagne sera militairement battue, mais à quoi servirait notre victoire, si nous la laissions reprendre l'avantage dans la paix, par une mise en valeur toujours plus méthodique de son capital humain ?

Pourrons-nous regagner le temps perdu ? On n'organise pas en quelques mois une institution nationale de cette importance et les pouvoirs publics responsables ne semblent animés ni de l'enthousiasme, ni de la volonté qu'une réforme aussi capitale exige pour être réalisée. D'ailleurs même si le Gouvernement et les Chambres, pris d'un beau zèle, se décidaient à une action pour atteindre ces buts de l'éducation publique, ne risqueraient-ils pas d'échouer en jetant dans les voies nouvelles un personnel mal préparé à cette tâche ? Nous voici revenus au problème vital de toute réforme scolaire : avoir un bon personnel enseignant, le dégager des besognes accessoires, assurer une vie matérielle lui permettant de s'instruire sans cesse, de comprendre les phénomènes sociaux de son temps, de s'échappér du cadre étroit de l'école communale, de retrouver dans les textes l'évolution du passé et d'y découvrir les grands courants qui expliquent la vie nationale et l'histoire de l'humanité. Amener l'instituteur à la recherche de méthodes d'investigation le conduisant à un enseignement vivant et réaliste, en liaison avec une culture générale répondant aux besoins et aux fonctions des travailleurs, voilà le point de départ de la réforme scolaire. Hélas, osera-t-on amorcer la réforme même dans ce sens restreint ?

EMILE GLAY.
Secrétaire de la Fédération des Amicales d'instituteurs.

FLAUBERT ET LE ROMANTISME D'APRÈS MADAME BOVARY

Les survivants du Romantisme qui purent lire *Madame Bovary*, n'en surent pas sans doute beaucoup de gré au romancier. J'imagine pourtant qu'en eux-mêmes ils n'ont pu manquer de se dire : voilà un homme qui nous connaît bien.

Le livre tout entier se pourrait intituler : résultats d'une éducation romantique. Mais ce titre convient plus particulièrement à la seconde partie où Flaubert raconte comment son héroïne fut séduite pour la première fois par un amant audacieux : on y relève presque tous les sentiments importants auxquels se sont complu les chefs de chœur de dix-huit-cent-trente.

Est-il vrai que le point de départ des Romantiques soit l'horreur de la réalité ? Toujours est-il que parmi ces poètes, ces romanciers, ces artistes tous s'appliquent à la transfigurer. Beaucoup vont plus loin, et proclament très haut le dégoût qu'elle leur inspire. Comme Fantasio, ils promenèrent leur

lassitude sur le pavé des villes ; comme René, ils en ont assez « de rapetisser leur vie pour la mettre au niveau de la société ». Sans contact avec le reste des êtres, « absents dans le monde vivant », ils se replient égoïstement sur eux-mêmes et connaissent dans ses formes variées la détresse de la solitude morale.

N'est-ce point là l'état d'esprit d'Emma Bovary, à Yonville l'Abbaye ? Quel ennui ne creuse point au fond de son cœur le lent égouttement du temps, quand, assise auprès de sa fenêtre, elle contemple la médiocre réalité qui l'entoure, qu'elle voit s'écouler, régulière et monotone, la vie de la petite ville, qu'elle entend tous les jours, aux mêmes heures, le maître d'école ouvrir les auvents de sa boutique, le pas des chevaux de poste qui vont boire à la mare, le tintement prolongé des cloches qui sonnent les vêpres. Elle n'est pas de celles qui savent dégager de la plus modeste existence l'humble poésie qui s'y cache. La maternité même ne peut remplir le vide de son âme. La lente révolte qui peu à peu l'exaspère contre tout ce qui l'entoure, se condense en quelque façon contre son mari, un être médiocre entre tous, mais par là même la plus exacte image de cette réalité qu'elle déteste. Tout, dans le personnage, lui devient odieux : ses grosses lèvres tremblottantes, son dos tranquille, sa casquette enfoncée sur les sourcils, sa personne entière, « son existence enfin ». Sœur des héros et des héroïnes romantiques, elle est incapable d'accepter la vie telle qu'elle est.

Comme eux, elle s'efforce de s'en échapper, et, comme eux, c'est par la porte des songes. Quel genre d'exil n'a point tenté les fils littéraires de Rousseau et de Chateaubriand ? Ils ont rêvé successivement, ou tout ensemble, d'exotisme, de mysticisme, d'amour humain.

Comme le musicien laisse errer sa mélodie sur le clavier sonore, ils laissent errer leur âme sur l'immensité des choses. Point de chagrin qu'ils ne se hâtent d'oublier pourvu qu'il leur soit donné de vivre au milieu des belles couleurs et des belles formes. L'Orient surtout a séduit ces chasseurs d'images. Poussés par une sorte d'instinct de migration, ils embarquent leurs rêves pour ses côtes lointaines. Le peuvent-ils, ils vont les rejoindre. Sur les routes de Paris à Jérusalem, Chateaubriand marche superbe et triste ; Lamartine, Gérard de Nerval font des voyages en Orient, et Flaubert lui-même, le romantique Flaubert, que Flaubert le réaliste a si bien connu, n'égare-t-il point ses pas près des Pyramides séculaires ? « Penser, écrit-il à une amie, que peut-être jamais je ne verrai la Chine, que jamais je ne m'endormirai au pas cadencé des chameaux, que jamais peut-être je ne verrai, dans les forêts, luire les yeux d'un tigre accroupi dans les bambous ! »

Mêmes élans chez Emma Bovary, mêmes aspirations vers l'inconnu. « Le dérangement m'amuse toujours, j'aime à changer de place », comme elle, dès son arrivée à Yonville au clerc de notaire, Léon, dont les goûts offrent avec les siens une si merveilleuse conformité. Mais surtout, pendant ses nuits d'insomnie, aux côtés du triste Bovary, elle oppose à la réalité les images les plus brillantes. Tout l'Orient des Romantiques s'épanouit dans son rêve, où il y a « des dômes, des ponts, des navires, des forêts de citronniers et des cathédrales de marbre blanc », où l'on se promène en gondole, où l'on se balance en hamac, où l'existence est facile et légère, comme les vêtements de soie qu'on y revêt.

Si les rêves exotiques déroulent à l'imagination inquiète d'éblouissants rivages, les rêves mystiques sont une charpie exquise aux blessures du cœur. René soupire déjà après les orages qui l'emporteront dans les espaces d'une autre vie. Le *Génie du Christianisme* dit magnifiquement le charme troublant des mystères et la volupté mélancolique des angelus. Une odeur d'encens monte de la poésie de Lamartine. Comment Emma, qui a été élevée au couvent, n'essaierait-elle point parfois de se réfugier dans une religiosité aussi douce qu'vague ? Un soir d'avril, en écoutant tinter les cloches, son enfance catholique lui revient au cœur : elle se rappelle les chandeliers, les vases pleins de fleurs, le tabernacle et le visage de la Vierge, elle s'achemine vers l'église avec un désir d'épanchement et de confession que met en déroute la rusticité de son curé. Plus tard, après une crise qui la laisse défaillante et presque mourante, elle reçoit la communion avec délices, et, aux rayons des deux cierges qui brûlent sur sa commode, elle se croit transportée dans une apothéose où figurent des saints avec des palmes, des anges aux ailes de flamme, et Dieu lui-même sur un trône d'or.

Mais de tous les rêves, le plus séduisant encore est celui de l'amour. Quelle place n'occupe-t-il point dans le Romantisme ? Rousseau, à quarante-cinq ans, se perdant dans la forêt de Montmorency, voit s'ouvrir avec ravissement « un monde enchanté » : d'amoureuses images l'y viennent obséder, et elles, en fixant leurs traits épars qu'il compose les deux idéales figures de Claire et de Julie. Qu'est-ce qui inspire à René son incurable mélancolie, si ce n'est d'écouter sans fin « le son que rendent les passions dans le vide d'un cœur solitaire. » « Ah ! s'écrie-t-il, si j'avais pu faire partager à une autre les transports que j'éprouvais ! O Dieu ! si tu m'avais donné

une femme selon mes désirs !... » Il n'est pas jusqu'au Jocelyn de Lamartine, qui ne se demande dans une sorte d'extase :

Qu'est-ce donc que l'amour si son rêve est si doux ! »

L'amour — « l'Amour », comme disait plaisamment Flaubert — est bien la grande affaire des Romantiques, ou tout au moins des héros sortis de leur brillante imagination. C'est aussi la raison de vivre d'Emma Bovary. « L'amour, croyait-elle, devait arriver tout à coup avec de grands éclats et des fulgurations, ouragan des cieux qui tombe sur la vie, la bouleverse, arrache les volontés comme des feuilles et emporte à l'abîme le cœur entier. » Jusqu'à sa rencontre avec Léon et avec Rodolphe, ses jours ne sont qu'attente et aspiration. En vérité, ce dernier ne se trompe pas dans son appréciation sommaire : « Pauvre petite femme ! Ça baille après l'amour, comme une carpe après l'eau sur une table de cuisine. Avec trois mots de galanterie, cela vous adorerait. »

Pour une héroïne romantique, c'est peu d'aspirer à la passion, il faut l'éprouver : il faut être Corinne ou Lélia. Mme Bovary, dans la seconde partie du roman qui porte son nom, a connu l'amour sous un double aspect.

Elle a connu l'amour lamartinien, dans sa première et platonique liaison avec un jeune clerc de notaire. Léon est pour elle le frère d'âme dont rêvent les Elvires. Il est celui avec qui l'on s'entretient, dans les soirées d'hiver, de littérature et de musique, qui débite des vers d'une voix alanguie, qui parle longtemps et tout bas sous la lueur discrète de l'abat-jour, celui qui vous accompagne parfois et dont la compagnie laisse je ne sais quelle suave impression, celui enfin auquel on ne cesse de penser, quand il n'est pas là, tout en poursuivant négligemment la broderie ou la tapisserie commencée. Pour Léon, Emma est la madone dont on craint de frôler la robe, que l'on juge inaccessible, et pour laquelle on éprouve « un de ces sentiments purs qui n'embarrassent pas l'exercice de la vie, et que l'on cultive parce qu'ils sont rares. »

Mais il est un autre amour romantique que l'on pourrait appeler byronien. Rodolphe en donne à Emma l'illusion. Il se présente à elle comme un homme mystérieux, portant le poids d'on ne sait quel destin, à jamais solitaire, et en voulant terriblement à la société. « Ne savez-vous pas, dit-il, qu'il y a des âmes sans cesse tourmentées ? Il leur faut tour à tour le rêve et l'action, les passions les plus pures, les jouissances les plus furieuses. » Comme il s'élève contre les misérables conventions du monde et sa morale imbécile ; comme il développe le thème romantique de la fatalité de la passion ! C'est vraiment pure bonté d'âme de sa part, s'il veut bien un moment se souvenir du Raphaël de Lamartine, contemplant, dans la nuit, la fenêtre d'Elvire : « La nuit, toutes les nuits, je me relevais... » On ne résiste pas à un tel homme, pas plus qu'à Antony ou à Hernani. A la première promenade qu'ils font ensemble, Emma s'abandonne. « Elle entrait dans quelque chose de merveilleux où tout serait passion, extase, délire. » Elle ne songe plus dès lors qu'à s'enfuir avec Rodolphe, qu'à quitter son mari, son enfant, sa maison, pour aller avec lui, dans quelque Eldorado exotique, vivre de la vie exceptionnelle qu'elle a vue dépeinte dans les romans.

C'est donc bien le romantisme qui remplit le livre de Flaubert. Pas de sentiment éprouvé ou simulé par Mme Bovary, Léon ou Rodolphe, qui ne se puisse autoriser de Chateaubriand, de Lamartine, de Gorge Sand et de tous les autres. Et cependant quelle impression différente ils produisent ici ! Comment l'auteur s'y est-il pris pour les dépouiller peu à peu de leur prestige et les faire apparaître à la fois comme ridicules et comme funestes.

La satire de Flaubert est d'un genre particulier. Elle n'a rien de l'épigramme et rien de la charge. Elle n'est pas de celles qui sautent aux yeux d'abord : aucun élément fantaisiste ne s'y mêle. Qu'on la compare à celle d'un Cervantès, d'un Rabelais, d'un Molière, on sentira la différence. Elle ne se dégage qu'à la longue du récit le plus minutieux et l'on dirait presque que l'auteur y est étranger. Nul doute cependant qu'elle ne soit voulue par lui et ne résulte d'un certain nombre de procédés.

L'un des plus apparents est le contraste des grands sentiments romantiques avec le milieu où ils se formulent et se développent. Quand Emma s'entretient avec Léon de musique et de romans, lui dit son horreur pour les héros communs et les sentiments tempérés « comme il y en a dans la nature », ils sont dans une auberge de village, et à côté d'eux Homais et Bovary dissertent sur l'état des routes, les maladies des paysans, les variations du thermomètre, les vapeurs d'ammoniaque qu'exhalent les bestiaux. Plus tard quand ils se rencontrent, le dimanche, aux soirées de Mme Homais, et que Léon récite des vers, en faisant expirer soigneusement sa voix aux passages d'amour, ils sont dérangés par le bruit de la partie de dominos engagée entre le pharmacien et le médecin. Mais c'est principalement dans la grande scène des Comices, où Flaubert a mis tout son art, qu'apparaît l'opposition mi-plaisante, mi-affligeante entre la séduction romantique d'Emma par Rodolphe, et la banalité du spectacle qu'ils ont sous les yeux.

« Mes amis, dit Rodolphe ? Lesquels donc ? Qui inquiète de moi ? » Mais ils furent obligés de écarter l'un de l'autre, à cause d'un grand échaudage de choses qu'un homme portait derrière eux. »

Et plus loin :

« Il saisit sa main : elle ne la retira pas. — Ensemble de bonnes cultures ! cria le président.

— « Tantôt par exemple quand je suis venu chez vous... A M. Bizet de Quincampoix.

— « Savais-je si je vous accompagnerais ? — Soixante et dix francs ! »

« Rien de plus romantique que le rêve d'Emma où défilent les rivages dorés d'un Orient imaginaire, mais, à côté d'elle, Bovary poursuit en ronflant le rêve familial le plus terre-à-terre, et l'enfant se met à tousser. Il faut au romantisme un décor fastueux : l'encadrer de détails vulgaires, c'est le rendre ridicule. Imagine-t-on la *Nouvelle Héloïse* sous la perspective des Alpes, *Atala* sans les forêts du Nouveau-Monde ?

La disproportion entre les sentiments et le milieu est la plus flagrante. Il en est une autre plus profonde entre les sentiments et les personnages mêmes qui les expriment. Chez Mme Bovary, Léon, Rodolphe, le romantisme apparaît comme extérieur à la personne : il n'est pas naturel, il est acquis, et en quelque sorte « plaqué ». Et c'est par là qu'il prête à rire, suivant l'ingénieuse théorie de M. Bergson. Pour Rodolphe, il est à peine besoin de le démontrer. Celui-là n'est pas sincère et ne veut pas l'être. Sorte de gentilhomme campagnard au tempérament sanguin, pratique, prudent, très maître de lui, très calme, n'éprouvant pour Emma aucun sentiment, mais seulement quelque convoitise, il n'a évidemment rien d'un Romantique. S'il en prend le langage, c'est par tactique, en homme expérimenté et qui sait la valeur de ce moyen de séduction. Il joue sans scrupule la comédie du romantisme, comme Mascarille celle de la préciosité, mais il n'en est pas la dupe. Il l'arrête au moment précis où elle commencerait à l'incommoder. « Pourquoi faut-il que je vous ai connue, écrit-il alors à sa maîtresse ? Pourquoi étiez-vous si belle ? Est-ce ma faute ? O mon Dieu ? Non. Non, n'en accusez que la fatalité ! Voilà un mot qui fait toujours de l'effet, se dit-il ». Et comme il juge qu'il faudrait là-dessus quelques larmes, il trempe son doigt dans un verre d'eau et laisse tomber de haut une grosse goutte. Mais si Rodolphe ne croit pas ce qu'il dit, Léon du moins et surtout Emma ne jouent-ils pas leur rôle en toute conscience ? Sans aucun doute, mais ce n'en est pas moins un rôle qu'ils jouent. Le clerc de notaire ne ment pas, quand il se présente comme en rêveur désenchanté, mais il se trompe. Il n'est qu'un jeune homme mou et paresseux « s'occupant volontiers de littérature après son dîner, quand il ne jouait pas aux cartes ». Il en est de même d'Emma. C'est en toute sincérité qu'elle se croit une grande amoureuse, au cœur plein de tendresses infinies. Qu'est-elle cependant qu'une campagnarde de nature saine et robuste, de médiocre sensibilité, de complexion quelque peu sensuelle, douée seulement de la faculté dangereuse de se concevoir autrement qu'elle n'est ? A chaque instant elle s'efforce vers des sentiments qu'elle n'a pas. Commence-t-elle par exemple à aimer Léon ! la voilà qui s'imagine vertueuse et sacrifie tout à cette attitude nouvelle. Détestant son mari, elle l'enveloppe alors d'une sollicitude simulée ; dénuée à peu près du sentiment maternel, elle caresse sa fille avec des expansions lyriques « qui, à d'autres à des Youvillais eussent rappelé la Sachette de *Notre-Dame de Paris ?* » Les bourgeoises admiraient son économie, les clients sa politesse, les pauvres sa charité. Mais elle était pleine de convoitises, de rage, de haine. » Comédienne sincère, elle ne cesse de s'immoler elle-même à un fantôme romantique qu'elle a créé, mais qui n'est pas elle. Cette intime dualité des personnages de Flaubert ne laisse pas d'avoir çà et là son aspect comique, tout en établissant en eux le conflit le plus déchirant.

Elle est comique surtout, parce qu'elle provoque un contraste perpétuel entre les grands sentiments d'emprunt et leur expression misérable. Dans leur première conversation, à l'auberge du Lion d'Or, Léon et Emma croient bien exprimer sur la nature et l'art ce que l'âme humaine peut éprouver de plus sublime et de plus délicat. Et cependant quelles niaiseries, quelles banalités, et comme il s'agit — on le sent bien — d'impressions qu'ils sont incapables de ressentir ! « J'ai, dit Léon, un cousin qui a voyagé en Suisse l'année dernière, et qui me disait qu'on ne peut se figurer la poésie des lacs, le charme des cascades, l'effet gigantesque des glaciers... Je ne m'étonne plus de ce musicien célèbre qui, pour mieux exciter son imagination, avait coutume d'aller jouer du piano devant quelque site imposant ». Le rêve de vie parisienne dont se berce le clerc de notaire se résout à avoir « une robe de chambre, un béret basque, des pantoufles de velours bleu ». Le mysticisme d'Emma aboutit à l'achat d'un prie-Dieu gothique. Sa grande passion pour Rodolphe se traduit par des échanges de miniatures, des coupes de cheveux, l'offre d'un cache-

(1) Voir sur ce point les belles études de M. Jules de Gautier : *Le Génie de Flaubert*, *Le Bovarysme*. Paris. Mercure de France.

nez et d'un petit cigarette. « Souvent, elle lui parlait des cloches du soir, ou des voix de la nature, puis elle l'entretenait de sa mère à elle et de sa mère à lui. » Flaubert a beau dire que « personne jamais ne peut donner l'exacte mesure de ses besoins, ni de ses conceptions, ni de ses douleurs, et que la parole humaine est comme un chaudron fêlé où nous battons des mélodies à faire danser les ours, quand on voudrait attendrir les étoiles », il est permis de penser que le romantisme frelaté de ses personnages n'est pas étranger à tant de grotesques avortements.

Au reste, il en voit encore plus les suites funestes que les effets comiques. Sa satire est une satire triste. De même que Molière poursuit dans la famille et la société la répercussion profonde des vices qu'il étudie, lui, dès cette seconde partie de son œuvre, fait pressentir les lamentables conséquences des chimères de son héroïne. C'est un pénible spectacle que celui de la famille Bovary. Pendant qu'Emma s'abandonne à la séduction de ses rêves, sa fille grandit sans joie et sans tendresse, le plus souvent aux mains d'une nourrice intéressée. Déjà les embarras d'argent se font sentir, déjà M. Lheureux, patelin et tentateur, a pénétré dans la maison sur laquelle il a jeté son dévolu ; à l'horizon c'est le déshonneur et c'est la ruine. Mais la véritable rançon du romantisme d'Emma est dans sa propre souffrance. De quel prix n'achète-t-elle point l'éphémère illusion de vivre d'une vie supérieure ! A se forger des sentiments imaginaires, à leur sacrifier avec un rare acharnement ses véritables instincts, son âme à jamais désaccordée se débat dans une lutte sans trêve. Sans cesse la réalité, qu'elle méconnaît, lui inflige les plus cruels démentis. Pour s'être fait, avant son mariage, une idée fausse de l'amour, elle éprouve, une fois mariée, une première déception et s'abîme dans le plus profond ennui. Pour avoir suscité au réel penchant qui la portait vers Léon l'obstacle fictif d'une vertu contrefaite, elle connaît, au départ du clerc de notaire, toute l'amertume des désirs insatisfaits. Quand elle s'est livrée à Rodolphe dans un élan d'irrésistible passion, à ce qu'elle croit, en réalité, par simple entraînement des sens et par amour de l'amour, plutôt que de l'amant, elle gâte si bien par des sentiments imaginaires et extérieurs à elle-même ceux qu'elle a fini par éprouver qu'elle en arrive à provoquer la rupture de cette liaison tant souhaitée. Rien de plus affligeant que l'histoire de la désaffection progressive de Rodolphe, de son départ et de la crise qui suit. Emma est alors sur le point de mourir naturellement du coup porté à son idéal. Sans doute, elle n'est pas au bout du calvaire où elle s'est engagée sur la foi des poètes et des romanciers ; quelles étapes douloureuses pourtant n'a-t-elle point déjà traversées !

Il est donc manifeste que dans *Madame Bovary* et particulièrement dans la seconde partie, Flaubert s'en est pris au Romantisme, comme Cervantès à la chevalerie, comme Molière à la préciosité. Un invincible besoin de réaction fait éternellement alterner dans l'histoire des littératures, et particulièrement de la nôtre, les périodes de réalisme et d'idéalisme. Le roman de Flaubert a été écrit à un moment où l'on voulait et où l'on croyait faire le contraire de ce qu'avaient fait les devanciers.

Quelle est ici la portée de la satire ? L'auteur, sans doute n'analyse qu'un cas particulier et peut-être un roman réaliste autorise-t-il moins qu'un autre une conclusion générale. Il n'en est pas moins vrai que de tout le livre, et particulièrement de la seconde partie, deux idées se dégagent : le romantisme est en perpétuelle contradiction avec la réalité, il fausse la vie et entraîne ainsi les pires conséquences, et, d'autre part, il se traduit par des émotions et des sentiments vulgaires. Léon et Mme Bovary ont beau faire : ils n'échappent pas plus à la banalité que les autres : leur banalité est seulement plus prétentieuse. Rien de plus ordinaire en somme que l'exaltation lyrique.

Sans chercher si la satire est ou non justifiée — ce qui serait mettre en question tout le romantisme — il est assez piquant de constater ce que Flaubert a dû y introduire de son expérience. Car il a beau dire que le romancier ne doit rien mettre de lui-même dans ses œuvres : il concède ailleurs « qu'il faut par un effort d'esprit se transporter dans les personnages », et il avoue : « Les choses que j'ai le mieux senties s'offrent à moi transposées en d'autres pays et éprouvées par d'autres personnes ». Il faut être malade pour bien décrire certaines maladies, et sans doute le mal romantique n'a-t-il jamais été mieux décrit. L'auteur de *Madame Bovary* a ressenti pour son héroïne une véritable tendresse : à raconter ses rêves exotiques ou ses promenades sentimentales, il trouvait un plaisir où entrait plus qu'il n'eût voulu de sa sensibilité d'homme. Son style, semble-t-il, le trahit. Ce n'est pas seulement pour donner une juste idée du vagabondage imaginatif d'Emma qu'il déploie çà et là telle magnifique période ou telle image que Chateaubriand n'eut pas désavouée. Sa nature romantique et lyrique y éclate quoiqu'il en ait, et s'y venge d'être à d'autres endroits refoulée. Sa satire est comme la flamme qui se nourrit de ce qu'elle consume. A plus d'un égard même, le point de vue auquel il se place pour critiquer le romantisme, ces reproches de vulgarité, de banalité, qu'il

qui adresse implicitement un peu partout, ne sont-ils pas d'un romantique renforcé ? — Mais c'est là précisément que *Madame Bovary* et surtout la Seconde Partie découvrent à fond leur auteur. Elles pourraient être signées : Flaubert ou le Romantique malgré lui.

MAXIMILIEN BUFFENOIR.

LES TOMBES DE LUMIÈRE

On ne les verra pas en lentes théories
Escorter leur douleur vers les champs de repos,
Ceux dont les êtres chers sont morts pour la Patrie
Sur les champs de victoire où saignent les dra-
[peaux.

On ne les verra pas, les mères frissonnantes
D'avoir vécu dans la terreur des nuits d'effroi,
Les épouses, les sœurs, les filles, les amantes,
Sanglotter leur misère au pied des humbles croix.

Car les soldats qui sont tombés sous la mitraille
N'ont jeté qu'un seul cri vers le Ciel et vers nous.
La mort les a couchés au hasard des batailles
Et nous ne savons pas où plier les genoux.

Et nous ne savons pas vers quelle terre sainte,
Pèlerins anxieux, acheminer nos pas,
Vers quel appel, vers quel espoir, vers quelle
[étreinte
Lever les yeux, laisser le cœur, tendre les bras !

Certes la tombe est vaine où le corps en détresse
Avec son rêve et son amour s'est abîmé :
Mais les buis et les fleurs sont encor des tendresses
Dont nous berçons jalousement le bien-aimé...

Mères ne pleurez pas, ne pleurez pas, amantes,
Et ne regrettez plus la tombe sans éclat
Où vous incliniez vos prières dolentes :
Il fallait mieux qu'un marbre obscur à ces soldats!

Ils reposeraient mal après l'œuvre féconde
Dans la fosse banale et les ais d'un cercueil,
Ces héros et ces preux qui sauvèrent le monde
Et dont le monde enorgueilli porte le deuil.

Le silence qui gît au cœur des cimetières
Ne saurait enfermer leur cœur prodigieux.
Il faut à ces grands morts la terre tout entière
Et le bruit des vivants sous la voûte des Cieux...

Mais Dieu qui fut témoin de leur geste sublime,
Vers qui fougueusement clama leur sang vermeil,
Dieu, qui sait tous les noms des héros anonymes,
Sait aussi le secret de leur dernier sommeil.

Il ne laissera pas lamentables et nues
Les glèbes dont le sein s'est ouvert aux vainqueurs
Et, toutes les saisons, les tombes inconnues
Connaîtront la caresse et la grâce des fleurs.

Et ce ne seront pas des tombes oubliées,
Les tombes de lumière où dorment nos enfants,
Car, pour l'éternité des siècles triomphants,
La Tendresse et la Gloire y sont agenouillées.

ERNEST PRÉVOST.

UN PRÉCURSEUR IMPRÉVU

JEAN-JACQUES ROUSSEAU DEBUSSYSTE

Interrompus par le « kanon » du printemps, grands concerts et grandes ventes ont repris en dépit de la grippe de l'automne, avec les deux mêmes noms diversement parisiens : Degas et Debussy (1).

Coïncidence expressive dans le rayonnement de la mort ! Tous deux fantasques, indépendants et narquois, mariant savoureusement le mystère à l'ironie dans leur vie sédentaire et silencieuse, le vieux peintre octogénaire, amoureux de la ligne d'Ingres, et le compositeur jeune encore, respectueux du style de Rameau, ne personnifiaient-ils pas les deux pôles de l'art contemporain, — Degas, l'extrême réalité, — Debussy, l'extrême rêve, *ultima Thule* ?

Tous deux férus d'originalité, sans renier jamais leur éducation classique, et pareillement décevants ! N'ont-ils point dépensé le même raffinement d'exécution, la même subtilité d'écriture et de facture, l'un à pastelliser inutilement les laideurs de l'existence ou l'envers désillusionnant du théâtre, l'autre à nuancer sur un informe canevas, les mille fumées des songes ? Bluettes étranges, capricieuses, trop souvent déconcertantes, et parfois exquises, comme cette *Soirée dans Grenade* où l'âme impressionnable de la jeunesse ajoute tant de choses ! L'ancien élève de Guiraud, l'audacieux prix de Rome de 1884, encouragé d'abord par Gounod, peut être envisagé sous deux points de vue : comme expression séduisante et périlleuse de la décadence contemporaine et, pour tout

(1) Interdit le 7 avril, le festival Debussy vient d'inaugurer la saison des concerts Colonne-Lamoureux, le 20 octobre, sous la direction chaleureuse de Camille Chevillard.

dire en un mot, de *l'impressionnisme*, ou comme expression concise et recherchée de l'indéfinissable qualité qui s'appelle le goût français.

Comme décadent, nous lui trouvâmes déjà, dans la littérature surtout, des précurseurs : et ses petites évocations sonores réveillent de grands noms : c'est l'auteur du *Génie du Christianisme*, quand il conseille à l'apprenti compositeur de déserter les Conservatoires pour aller écouter « le bruit du vent dans les cloîtres et les murmures qui règnent dans les temples gothiques, dans l'herbe des cimetières et dans les souterrains des morts » : leçon d'école buissonnière qui provoquait, entre parenthèses, le sourire voltairien des critiques de l'ancien régime, et les gorges chaudes de Ginguené, qui savait la musique.

C'est M. de Chateaubriand et son *René*, faisant parler la plainte de l'automne ou la cloche du soir : c'est le mélancolique Sénancour et son *Obermann*, prêtant mystérieusement l'oreille « aux sons romantiques que l'on entend sous l'herbe courte du Tillis » : plus tard, en pleine atmosphère de 1830, c'est Balzac et son *Gambara*, le musicien visionnaire, comparant la suggestive beauté de l'art musical à des « arabesques » diversement coloriées (2) ; c'est George Sand et son Jean Valreg, le musicien révolté contre les règles et les conventions d'école, écoutant, près d'un vieux couvent, la girouette qui grince et la cloche qui tinte, et découvrant à cette musique inédite au pays de Palestrina « *des beautés inconnues*, des expressions souverainement vraies et nécessaires *dans des dissonances réputées inadmissibles* » (3).

N'est-ce pas là toute la musique impressionniste ? Et ses inconscients devanciers, ce sont les littérateurs à l'affût de nuances rares et de « sensations fantastiques », de « sons silencieux » (4) et de souvenirs singuliers ; ce sont les inventeurs vétilleux des *petits poèmes en prose*, le Maurice de Guérin du *Centaure*, l'Aloysius Bertrand de *Gaspard de la Nuit*, c'est Baudelaire enfin, le styliste intensément classique du *Spleen à Paris*, tâchant d'exprimer *l'inexprimable*, à la stupéfaction de son superbe aîné Théophile Gautier, qui ne sentait point la musique : et traducteur d'Edgar Poë, Baudelaire nous achemine au véritable investigateur des harmonies debussystes, l'énigmatique ami de Whistler qui définissait l'art « une allusion à la vie » : affable et discret, loin des profanes qu'il écartait de son petit salon de la rue de Rome, Stéphane Mallarmé fut, pendant vingt ans, par sa politesse et par sa parole, le mage bourgeois de *l'art pur* ; aussi bien, très conscientes, très précieuses et très symboliques, ses *Divagations* n'ont-elles pas inspiré seulement le fameux *Prélude à l'Après-Midi d'un Faune*, mais l'œuvre entier d'un novateur aussi *rare* que lui dans toutes les acceptions du terme, depuis la trilogie discrète des *Nocturnes* jusqu'au triptyque plus ambitieux de *La Mer*, sans oublier le quatuor à cordes qui s'annonçait, dès 1893, comme le chef-d'œuvre du genre « impalpable » en sa construction très précise.

*
* *

A côté des suggestions de la gamme orientale et de l'Ecole russe, la littérature et particulièrement la poésie symboliste tiennent donc le premier rang parmi les influences acceptées par la précisité d'une technique nouvelle qui déguise imparfaitement la pauvreté de l'inspiration. Mais si l'évolution moderniste est connue dans la complexité de ses origines, la tradition française nous réservait une surprise.

Au lendemain de la guerre musicale des Bouffons, en 1753, parut une *Lettre sur la Musique française*, aussitôt célèbre par sa conclusion flamboyante où l'auteur affirmait « que les Français n'ont point de musique et n'en peuvent avoir, ou que, si jamais ils en ont une, ce sera tant pis pour eux »... Et pourquoi donc ? Mais, simplement, parce que la langue française est celle « des philosophes et des sages », aussi propre au raisonnement que rebelle à la poésie et, plus encore, à la musique !

Telle était, du moins, l'intransigeante et paradoxale opinion de Jean-Jacques Rousseau, qui venait de composer *Le Devin du Village* à l'instar des Italiens qu'il idolâtrait. En niant la musique française, le philosophe compositeur ne faisait guère que souligner ses défauts : passionnément et longuement, à sa manière, il développait le thème que M. de Voltaire avait touché d'un mot, vers la fin du *Siècle de Louis XIV* : qu'un peuple doit posséder une musique qui convienne à sa langue et que la musique française, du moins la vocale, ne peut être du goût d'aucune autre nation, « parce que la prosodie française est différente de toutes celles de l'Europe ». Et Rousseau dit excellemment :

(2) L'originale nouvelle intitulée *Gambara* remonte à 1837. — V. Gustave Robert, *Balzac musicien*, en tête de la deuxième année de *La Musique à Paris*, 1895-96.

(3) A la fin du 1er livre du roman *La Dianiela*. — V. Gabriel Faure, *Un paysage musical de George Sand*, dans la 2e série des *Paysages littéraires*, 1918.

(4) V. dans la *Revue Bleue* du 10 décembre 1904, notre étude sur *Le Centenaire oublié d'Obermann*.

Il est évident que le meilleur récitatif, dans quelque langue que ce soit, si elle a d'ailleurs les conditions nécessaires, est celui qui approche le plus de la parole : s'il y en avait un qui en approchât tellement, en conservant l'harmonie qui lui convient, que l'oreille ou l'esprit pût s'y tromper, on devrait prononcer hardiment que celui-là aurait atteint toute la perfection dont aucun récitatif puisse être susceptible. Examinons maintenant sur cette règle ce qu'on appelle en France récitatif ; et dites-moi, je vous prie, quel rapport vous pouvez trouver entre ce récitatif et notre déclamation.

Mais suivez attentivement le réquisitoire du citoyen de Genève : ne devient-il pas la meilleure définition qu'un artiste ait jamais donnée du génie de la langue française et de la musique qui serait vraiment conforme à ce génie particulier, dans sa discrétion ? Page étonnante, où chaque mot porte :

Comment concevez-vous jamais que la langue française, dont l'accent est si uni, si simple, si modeste, *si peu chantant*, soit bien rendue par les bruyantes et criardes intonations de ce récitatif, et qu'il y ait quelque rapport entre les douces inflexions de la parole et ces sons soutenus et renflés, ou plutôt ces cris éternels qui font le tissu de cette partie de notre musique encore plus même que des airs ? C'est une chose assez plaisante que d'entendre les partisans de la musique française se retrancher dans le caractère de la langue, et rejeter sur elle des défauts dont ils n'osent accuser leur idole, tandis qu'il est de toute évidence que le meilleur récitatif qui peut convenir à la langue française *doit être opposé presque en tout à celui qui y est en usage* : qu'il doit rouler entre de fort petits intervalles, n'élever ni n'abaisser beaucoup la voix ; peu de sons soutenus, jamais d'éclats, encore moins de cris ; rien surtout qui ressemble au chant ; peu d'inégalité dans la durée ou valeur des notes, ainsi que dans leurs degrés. En un mot, le vrai récitatif français, s'il peut y en avoir un, ne se trouvera que dans une route directement contraire à celle de Lulli et de ses successeurs, dans quelque route nouvelle qu'assurément les compositeurs français, si fiers de leur faux savoir et, par conséquent, si éloignés de sentir et d'aimer le véritable, ne s'aviseront pas de chercher de si tôt, et que probablement ils ne trouveront jamais.

En dépit de sa fiévreuse imagination, Rousseau ne pouvait prévoir et prédire la date du 30 avril 1902 et la première, si discutée, de *Pelléas et Mélisande*, le seul drame lyrique où la musique n'empêche point de percevoir les paroles : mais quelle analogie singulière ! Elle apparaît si frappante qu'elle s'est imposée d'emblée à l'un des plus judicieux partisans de l'innovation debussyste (1) : et voilà définies cent cinquante ans d'avance cette poésie sans panache et cette liberté sans revolte, cette « peur de l'emphase » (2) et cette *nudité* saisissante que nous croyions inspirées par les confidences plus récentes du tarouche *Boris Godounov* ou de la séraphique *Damoiselle élue*, trop précieusement « accoudée aux balcons d'or du ciel... ».

Interprète français de nos poètes français, de Villon à Verlaine (3), le musicien de *Pelléas* a suivi d'instinct la poétique de Jean-Jacques, sans avoir probablement jamais lu sa *Lettre* ; et c'est peut-être bien pour parler musicalement notre langue que le compositeur des *Chansons de France* rêvait de refaire *Tristan*, loin de Bayreuth ? En tous cas, l'analogie s'impose d'autant plus qu'elle n'est pas unique : que pensez-vous de ceci que Rousseau me fait lire en son *Dictionnaire de musique* de 1767, à l'article *Plain-Chant* ?

Rien de plus ridicule et de plus plat que ces *plains-chants* accommodés à la moderne, prétintaillés des ornements de notre musique et modulés sur les cordes de nos modes ; comme si l'on pouvait jamais marier notre système harmonique avec celui des modes anciens, qui est établi sur des principes tout différents ! On doit savoir gré aux évêques, prévôts et chantres qui s'opposent à ce barbare mélange, et désirer, pour le progrès et la perfection d'un art qui n'est pas à beaucoup près au point où l'on croit l'avoir mis, que ces précieux restes de l'antiquité soient fidèlement transmis à ceux qui auront assez de talent et d'autorité pour en enrichir le système moderne. Loin qu'on doive porter notre musique dans le *plain-chant*, je suis persuadé qu'on gagnerait à transporter le *plain-chant* dans notre musique ; mais il faudrait avoir, pour cela beaucoup de goût, encore plus de savoir, et surtout être exempt de préjugés.

Relisons lentement ces dernières lignes et ces derniers mots : ne les croirait-on pas destinés au plus récent des novateurs de l'art musical ? Car chacun sait que la nouvelle gamme debussyste est fort imbue de la vieille musique grégorienne, elle même issue des modes grecs. Déjà, sans doute, au début du siècle dernier, les maîtres créateurs n'avaient point manqué de recourir à la tonalité révivifiante de ces modes : témoin notre Méhul en son ouverture de *Joseph*, ou Beethoven, dans l'ineffable prière de son quinzième quatuor, écrite *in modo lydico*, c'est-à-dire en *la* mineur sans note sensible : et Lesueur, le maître aventureux d'Hector Berlioz, connaissait en érudit ces modes anciens ; mais personne, avant Debussy, ne s'était résolument avisé d'exaucer le vœu bien oublié de Jean-Jacques et de transporter l'antique

(1) Paul Landormy, *Histoire de la Musique*, 1910 p. 84-85.

(2) Joli mot décisif du moraliste féminin qui signe Aurel.

(3) Sans oublier Charles d'Orléans ni Tristan l'Hermite de Soliers.

plant-chant dans la musique moderne : aussi bien la *correspondance* mystérieuse entre deux musiciens français, malgré la divergence des âmes et des ans, n'en devient que plus significative, et tout commentaire pedant deconnerait.

Réforme de l'expression dans l'art vocal, — renouvellement de la tonalité dans la technique harmonique, — ces deux analogies acquièrent toute leur valeur lumineuse par le seul effet de leur rapprochement, comme deux notes dans un accord ; on en trouverait d'autres, révélatrices d'affinités inattendues. Entre les doléances du prodigue écrivain et les innovations de l'avare compositeur, une curieuse parenté renoue secrètement la chaîne d'une imperceptible tradition : avec plus de lyrisme chez le poète de la prose, avec plus de causticité chez le Parisien de la gamme exotique, même injustice dédaigneuse à l'égard de la « science » qui les précède ou qui les entoure, même horreur native de la « complication ».

Jean-Jacques dilettante repousse d'instinct « la multiplication des parties, l'abus des fugues, imitations, doubles dessus, et autres beautés arbitraires et de pure convention, qui n'ont presque de mérite que la difficulté vaincue et qui toutes ont été inventées dans la naissance de l'art pour faire briller le savoir en attendant qu'il fût question de génie ». C'est ainsi que le grincheux philosophe écrit l'histoire de sa chère musique... Mais à quoi bon « tout ce fatras qui n'est qu'un mauvais supplément où le génie manque » ? A quoi bon « cette ridicule emphase de science harmonique et ces prétentions pédantesques », héritées des vieux âges ? Quand les Français, si légers par ailleurs et si vifs, se guériront-ils de la lourdeur de ce vain savoir et de « cette musique méthodique, compassée, mais sans génie, sans invention et sans goût, qu'on appelle à Paris *musique écrite* par excellence, et qui, tout au plus, n'est bonne en effet qu'à écrire, et jamais à exécuter ? » Et l'adversaire-juré de la polyphonie cite ce mot d'un Italien qu'il approuve : « Autrefois, j'aimais à faire du bruit : à présent, je tâche de faire de la musique ».

On n'est pas plus debussyste, en vérité! Jean-Jacques est un précurseur imprévu, d'autant plus piquant que son instinct divinatoire ne se proclamait nullement prophétique et que sa clairvoyante misanthropie n'attendait rien de l'avenir ! Non, le devin du village ne se croyait pas prophète en son pays, dans son injuste sévérité pour la musique française et pour la tragédie pompeuse de son temps ! Comprendrait-il aujourd'hui, l'harmonie trop raffinée du musicien rêveur, ironique et lettré, qui n'avait pas attendu les patriotiques parodies de notre élan guerrier pour préférer aux lourdes symphonies germaniques la pimpante opérette boulevardière ? Et l'impétueux ancêtre, en présence de son étrange héritier, ne risquerait-il point de le méconnaître ?

Toujours est-il que les traits décochés par Jean-Jacques aux thuriféraires du grand Rameau s'appliquent encore, on ne peut mieux, aux snobs de nos minuscules chapelles musicales que Debussy n'épargnait pas (1) : car le plus subtil des modernes compositeurs était en même temps, par une grâce de notre ciel, le plus fin des critiques français ; et que n'est-il encore là pour saluer d'un sourire la mémoire bien parisienne de l'octogénaire auteur de *La Fille de Madame Angot*, l'insouciant Charles Lecocq qui vient de s'éteindre en pleine gloire chauvine alors que le démon wagnérien du grand art a fait mourir à la peine son meilleur ami, le pauvre Chabrier, l'évocateur éperdu de *Gwendoline* et de *Brisées !* Et Debussy nous dirait que le premier sut mieux remplir son destin que le second, car Debussy, comme Jean-Jacques, osait préférer la spontanéité d'un art simple à la longue patience congestionnée des musiques savantes.

*
* *

Là, d'ailleurs, s'arrêtent les ressemblances : avant tout, l'auteur d'une amoureuse pastorale et d'une *Lettre* acerbe était un *mélodiste*, épris de beaux chants, et l'illustrateur musical des *Chansons de Bilitis* et des *Fêtes galantes* nous semble un *harmoniste*, en quête de nouvelles associations d'accords et d'images ; Rousseau combat aussi vivement la science de Rameau qu'il encensera plus tard l'inspiration de Gluck, et Mlle de Lespinasse ne sera pas plus ardente à défendre cette radieuse consolation de nos sombres jours que nous apportait d'un au-delà divin l'incomparable *Orphée !* Debussy s'est toujours méfié de la nationalité du grand Gluck et croyait apercevoir de loin dans le style savant de notre vieux Rameau, toutes les qualités de mesure harmonieuse et de grâce noble que Rousseau refusait de près à la musique française ; le novateur de *Pelléas et Mélisande* admirait pardessus tout *Castor et Pollux* et pensait comme Chateaubriand, qui trouvait trop d'exclamations dans la dramatique eurythmie d'*Iphigénie en Tauride* (2).

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 6, 1918, p. 191. *Debussy critique musical.*

(2) V. les fragments et variantes du *Génie du Christianisme* sur l'architecture et la musique.

Rousseau, le père des romantiques, apparaît souvent aux antipodes de la névrose contemporaine, et s'il est *debussyste* dans la plus saine et sobre acception de ce néologisme essentiel, il l'est pas du tout *mallarmiste* : en son *Essai sur l'Origine des Langues*, où la musique obtient la meilleure part, il s'élève avec sa fougue habituelle contre une « fausse analogie entre les couleurs et les sons » : le trop fameux *clavecin des couleurs*, du P. Castel, lui semble une « absurdité » qui révolte le sens commun. Au XVIIIe siècle, heureusement disciplinée par une persistante éducation latine, la raison du penseur domine la sensibilité de l'artiste : il ne s'agit pas encore de la sorcellerie des *correspondances*, ni de la coloration des voyelles : ce sont là les jeux d'un crépuscule que nous aurons pris pour une aurore, et l'abondant prosateur n'annonce pas une fois le poète hermétique qui ne voulait plus rien garder du monde extérieur que la *suggestion*.

En vrai classique français, qui traite le moyen âge de barbare, Rousseau ne craint pas de comparer les entrelacs de la fugue et du contre point, « sottises que l'oreille ne peut suivre et que la raison ne peut justifier..., à ces portails de nos églises gothiques qui ne subsistent que pour la honte de ceux qui ont eu la patience de les faire » : ici, la méconnaissance du passé détruit le pressentiment de l'avenir. L'âme religieuse du philosophe est moins près de Chateaubriand que de Molière (1) ; et si l'Evangile « parle à son cœur », nos cathédrales ne disent rien d'émouvant à son regard ouvert aux splendeurs de la terre et des cieux.

L'archaïsme ne dit rien non plus à ce fervent sigisbée de la vivante musique italienne : « Du temps d'Orlande et de Goudimel, on faisait de l'harmonie et des sons ». Dans son dédain de mélodiste pour la polyphonie vocale, l'auteur de la *Lettre sur la Musique française* confond le moyen-âge et la Renaissance et ne prévoit pas un instant les jolis pastiches gaulois des Jannequin et des Costeley qui mettent un rayon de soleil dans l'œuvre du ténébreux musicien de *Pelléas* et de *La Cathédrale engloutie*. On ne saurait, n'est-ce pas ? tout prévoir. Mais comme Jean-Jacques redevient vite un magistral devancier des *impressions* fugitives, quand il voyage en fredonnant une vieille cantate et qu'il écrit dans ses *Confessions* :

Je dispose en maître de la nature entière ; mon cœur, errant d'objet en objet, s'unit, s'identifie à ceux qui le flattent, s'entoure d'images charmantes, s'enivre de sentiments délicieux. Si pour les fixer je m'amuse à les décrire en moi-même, quelle vigueur de pinceau, quelle fraîcheur de coloris, quelle énergie d'expression je leur donne ! On a, dit-on, trouvé tout cela dans mes ouvrages, quoique écrits vers le déclin de mes ans. Ah ! si l'on eût vu ceux de ma première jeunesse, ceux que j'ai faits durant mes voyages, ceux que j'ai composés et que je n'ai jamais écrits !

Le revoilà donc l'enchanteur, épouvantail des philosophes et des sages qui reprochent au paysage autant qu'à la musique d'avoir trop longtemps accaparé l'âme française et l'art moderne ! Il est remarquable, en effet, que le procès intenté par la sagesse aux nouveautés contemporaines soit identique aux griefs sans cesse renouvelés contre Jean-Jacques ; et, dans les contradictions généreuses de son être, le plus ardent des moralistes ne se méfiait-il pas, tout le premier, de l'imagination, de l'éloquence, des arts, de toutes les puissances magiques du mystère humain ? Mais, dès que l'ami de la nature écrivait sous la dictée d'un souvenir, il ne manifestait plus cette « peur de l'emphase » qui retient, et pour cause ! les plus renchéris de nos délicats : la longue mélodie de sa phrase honore toutes les qualités qui manquent aux songes fragiles de notre musique anémiée ; alors, ce n'est plus Ravel ou Debussy que ce mélomane annonce, mais le souffle ensoleillé qui s'exhale, avec un parfum pieusement champêtre, de *La Procession* d'un César Franck ou du lyrique prélude de *Messidor* : et ne sentez-vous pas combien l'admirable prose émue de ce premier poète des idées vivantes et des images passionnées surpasse le raffinement laborieux de tous nos impressionnistes pour soutenir le bon renom du génie français dans l'univers, et pour démontrer que les nuances les plus ténues de la pensée ne sont pas incompatibles avec la clarté foncièrement classique d'une langue et d'une race !

RAYMOND BOUYER.

(1) Dans son poème de 1669 *la Gloire du Dôme du Val-de-Grâce*, Molière appelle nos églises gothiques « ces monstres odieux des siècles ignorants ». — C'était l'unanime opinion du grand siècle.

LA PRUSSE ET LA RIVE GAUCHE DU RHIN (1)

Le 1er janvier 1795, le Comité de Salut public écrivait à Barthélémy, son ambassadeur en Suisse : « Nous sommes informés, citoyen, par une lettre

(1) Extrait d'un volume qui paraîtra prochainement sous ce titre à la librairie Félix Alcan.

de Bacher (1) du 1 nivôse, que le ministre plénipotentiaire du Roi de Prusse doit être maintenant arrivé à Bâle pour traiter tant en son nom qu'en celui de plusieurs Princes et Etats de l'Allemagne des préliminaires d'une paix particulière avec la République française.

Tu voudras bien en conséquence le rendre de suite à Bâle, écouter les propositions qui te seront faites et nous les transmettre avec les observations.

Nous t'envoyons cette dépêche par courrier extraordinaire. Tu auras soin de correspondre avec nous de la même manière pour tout ce qui sera relatif à la négociation dont il s'agit. »

Le même jour, le Comité de Salut public informait Bacher du choix qu'il avait fait de Barthélémy (2), et en accusant réception de cette lettre, Bacher faisait savoir que le Comte de Goltz ne pourrait être que flatté de la célérité avec laquelle on lui envoyait ce négociateur (3).

Pressentant cette désignation, Bacher avait déjà averti Barthélémy de la part du Comte de Goltz combien celui-ci était heureux de se trouver appelé à traiter avec lui (4).

Instruction du Comité de Salut Public à Barthélémy. Il insiste pour la cession à la France de la rive gauche du Rhin.

Quelques jours après cette nomination, le Comité de Salut public allait donner à Barthélémy des indications sur ses intentions ainsi que des instructions détaillées sur la manière dont il devrait conduire les négociations.

Le Comité n'insisterait pas sur l'établissement immédiat d'un système d'alliance défensive et offensive entre les deux puissances ni sur la reconnaissance de la République qui existait de fait.

Le Rhin devait être la nouvelle limite de la France.

C'était donc la possession des Etats prussiens sur la rive gauche de ce fleuve qui formerait l'objet principal à régler entre les deux nations.

La France en exigeait la cession, mais elle ne s'opposait pas à ce que Sa Majesté le Roi de Prusse obtînt en équivalent une portion de territoire au-delà du Rhin. Elle pourrait même concourir à la lui procurer.

(1) Bacher était secrétaire de la Légation française à Bâle.

(2) Le Comité de Salut public à Bacher. Paris, le 12 nivôse an III, 1er janvier 1795.

(3) Bacher au Comité de Salut public. Bâle, le 17 nivôse an III, 6 janvier 1795.

(4) Bacher à Barthélemy. Bâle, le 10 nivôse an III 30 décembre 1794.

La France était également disposée à traiter d'une paix définitive avec les Etats de l'Empire germanique. *Mais, elle posait pour principe que tous ceux de ces Etats qui avaient des intérêts sur la rive gauche du Rhin eussent à en faire le sacrifice.* Elle était disposée à leur laisser avoir tels équivalents ou indemnités que les circonstances permettraient.

Il n'y avait pas lieu à une médiation de la part de la Prusse. Toutefois, le Roi de Prusse pouvait faire valoir ses bons offices en vue d'amener une pacification avec ses co-Etats germaniques, et particulièrement en faveur de ceux qui s'attacheraient au système d'après lequel il y avait conformité d'intérêts et de vues entre la France et la Prusse.

Le Comité de Salut public repoussait toute suspension d'hostilités, armistice ou déclaration de neutralité des Etats de l'Empire avant la pacification définitive.

La France ne pouvait renoncer à occuper Mayence. Pour éviter sa destruction, on proposait que cette ville fût neutralisée. Elle serait évacuée par les troupes autrichiennes et de l'Empire et recevrait une garnison française, moyennant l'engagement réciproque de ne pas traverser le Rhin. Ses ponts seraient levés et le fort de Cassel resterait occupé par les forces de l'Empire (1).

Le Comité de Salut public adressait en outre ces instructions détaillées à Barthélémy.

Le gouvernement de la République n'était pas éloigné de cesser de combattre un ennemi dont les intérêts étaient, sous plusieurs rapports, analogues à ceux de la nation française. Il acceptait donc l'ouverture d'une conférence à Bâle ou ailleurs, bien que ses préférences fussent pour Paris.

La réserve qu'il avait gardée jusqu'alors à l'égard de la Prusse était motivée par une juste défiance inspirée par la conduite antérieure du gouvernement de Berlin. Aussi convenait-il d'inviter les plénipotentiaires à énoncer d'abord leurs propositions.

La réputation que le cabinet prussien s'était faite depuis la mort de Frédéric II, la manière dont il était encore composé, la grandeur des intérêts à régler prouvaient que, malgré les meilleures apparences, il pouvait être prudent d'agir comme si la France doutait de la sincérité des dispositions qu'on lui montrait.

La Prusse, qui avait de sérieux motifs pour désirer la paix, devait la faire aussi comme Etat de l'Empire. Son intérêt était d'empêcher l'Autri-

(1) Déclaration du Comité de Salut public sur les ouvertures de paix faites de la part de S. M. le Roi de Prusse. Paris, le 8 janvier 1795.

che de s'occuper de la paix de l'Empire qui venait de charger l'Empereur conjointement avec Frédéric Guillaume de cette négociation, par une décision de la Diète germanique.

La proposition d'échange des prisonniers n'était qu'un prétexte pour entrer en relations, ainsi qu'Harnier venait de le faire connaître.

Il n'y avait pas lieu d'accepter un armistice avant que les négociations ne fussent assez avancées pour faire présager leur succès. Quant à la reconnaissance de la République française elle n'avait pas d'intérêt, cette reconnaissance ayant lieu par le fait même que la Prusse acceptait de traiter.

Si le désir d'une paix solide était manifeste, Barthélémy ferait connaître à son tour les conditions du gouvernement français.

Il déclarerait en conséquence que la République regarde le Rhin comme sa limite naturelle qu'elle est résolue de conserver. Les motifs de droit et de convenance même réciproque qui avaient dicté cette résolution seraient aisément saisis par le citoyen Barthélémy et le Comité ne croyait pas avoir besoin d'en faire l'énumération.

Il résultait *de cette première base de toute négociation :*

1° Que le Roi de Prusse se trouverait dans le cas de renoncer à la partie de ses possessions située sur la rive gauche du Rhin :

2° Que la ville de Mayence, une des clés principales du passage du Rhin, ne pourrait pas rester entre les mains des ennemis.

La Prusse n'aurait donc à supporter que la perte de quelques districts très éloignés du centre de ses possessions et plus à charge qu'à profit.

Comme la paix partielle avec la Prusse se trouvait liée, par la cession de la rive gauche du Rhin, à la paix continentale et surtout à la paix avec l'Empire, Barthélémy dirait que la République était aussi disposée à traiter avec les petits Etats allemands, qu'il était temps que l'Allemagne fût enfin délivrée de l'oppression de l'Autriche dont l'ambition avait été, depuis trois siècles, le fléau de l'Europe.

La République française rentrée dans ses limites naturelles, loin d'être dangereuse pour l'Allemagne serait sa plus fidèle alliée, prête à seconder un nouvel équilibre au-delà du Rhin par les moyens qu'autorisait la paix de Westphalie et par un partage possible des Etats ecclésiastiques au profit des Etats séculiers à indemniser.

Le moment était venu pour la Prusse de faire son choix, de devenir une puissance de premier ou de deuxième rang. En réparant ses injustices envers la Pologne, elle éloignerait de ses frontières le dangereux voisinage de la Russie ; en se fortifiant par l'alliance du Danemark et de la Suède, elle reprendrait comme protectrice de l'Empire germanique la place que Frédéric II avait voulu lui assigner.

D'autres instructions suivaient au sujet d'intentions aussi réelles, mais plus éloignées. C'est ainsi que la République française décidée à ne pas permettre que la Pologne devint la proie de la Russie, croyait cependant devoir ajourner encore les mesures qu'elle prendrait pour sauver ce pays. Barthélémy chercherait à pénétrer les vues de la Prusse, de la Russie et de l'Autriche-Hongrie au sujet des affaires de Pologne.

Le Comité espérait que le cabinet prussien qui s'était rapproché de la France depuis la prise de Varsovie par les Russes se montrerait plus accessible à ses vues et à la justice (1).

Le Comité de Salut public se rendait donc bien compte de l'utilité qu'il y avait pour la France de maintenir au centre de l'Europe un Royaume de Pologne et cependant il n'allait pas profiter de la paix de Bâle pour obliger la Prusse à suivre la même politique. Il ne tentera rien en faveur de ce malheureux pays.

Ce sera en réalité un abandon de la Pologne analogue à celui de Louis XV, faute capitale qui pèsera, dans le cours du XIXe siècle, sur la situation de toutes les nations ayant intérêt à la conservation d'un Etat destiné à servir de contre-poids aux trois grandes puissances ses voisines !

A ce même moment, Catherine offrait à la Prusse une plus grande part dans le partage de la Pologne pour l'empêcher de faire une paix particulière et l'Angleterre, dans le même but, lui proposait de nouveaux subsides considérables.

Le maréchal prussien Mollendorff en avait informé son aide-de-camp le major Meyenrinck, suivant un avis qu'il avait reçu des ministres Lucchesini et Bischoffswerder. Mais Frédéric-Guillaume s'était montré inébranlable dans sa résolution (2).

On a vu que le Comité de Salut public avait donné l'ordre à Barthélémy de se rendre à Bâle et celui-ci l'avait informé qu'il partait le 22 nivôse pour cette ville. Son arrivée devait coïncider avec le retour de Paris d'Harnier, le secrétaire de Légation du Roi de Prusse, qui y avait été envoyé pour se concerter directement avec le gouverne-

(1) Instructions à Barthélémy relatives à la négociation de paix avec le Roi de Prusse.

(2) Bacher au Comité de Salut public. Bâle, le 24 nivôse an III.

meur français et préparer les voies aux négociations (1).

Au sujet de ce voyage, Bacher écrivait de son côté au Comité de Salut public : « Le citoyen Barthelemy arrivera dans quelques jours à Bâle. Je m'occupe des arrangements à prendre pour lui faire préparer un logement convenable.

Harnier qui est arrivé à Paris et pour qui je vous ai fait parvenir par le dernier courrier une lettre qui lui a été adressée par le Comte de Goltz pourra en attendant l'arrivée du citoyen Barthélemy à Bâle vous donner provisoirement des explications sur les différents points dont M. de Goltz m'a entretenu.

Ce ministre plénipotentiaire attend le citoyen Barthelémy avec la plus vive impatience et se fera un vrai plaisir de s'entretenir avec cet ambassadeur de ce qui fait l'objet de sa mission. » (2).

Harnier avait produit la meilleure impression à Paris, car Bacher écrivait encore au Comité de Salut public : J'ai reçu votre dépêche du 19 par laquelle vous avez bien voulu me donner avis de l'arrivée de M. Harnier à Paris. J'en ai informé aussitôt le citoyen Barthélémy et M. le Comte de Goltz qui a été fort sensible à cette attention et à l'accueil que vous avez fait à ce secrétaire d'ambassade. » (3).

Les négociations qui allaient s'ouvrir entre le Comte de Goltz et Barthélémy, désirées par les deux gouvernements, s'annonçaient donc sous les auspices les plus favorables.

(*A suivre.*) ED. DE MARCÈRE.

LE THÉATRE

Amoureuse, à la Comédie-Française. — *Notre Image*, au théâtre Réjane.

Une femme qui aime trop son mari, un homme qui ne sait ni résister à cet amour ni le satisfaire, le conflit violent de cette fougue et de cette satiété, de cette jeunesse et de cette expérience, l'égoïsme de l'un et la révolte de l'autre, tel est, on s'en souvient, le thème, sommaire et simple, d'une généralité toute classique, de la pièce célèbre de M. Porto-Riche, que la Comédie-Française vient de reprendre avec tant d'éclat.

Le samedi 9 novembre, — troisième représentation de cette reprise, — la salle était comble, non de la cohue des critiques et des habitués, mais d'une foule parée où se mêlaient les uniformes alliés. L'abdication du Kaiser, qu'on venait d'apprendre, et la signature de l'armistice dont on ne doutait plus, entretenaient à la fois dans le sentiment public la fièvre de la victoire et le mystère de l'attente. L'allégresse qui avait rassemblé dans cette salle de fête cet auditoire brillant risquait de devenir, par l'excitation même, défavorable au recueillement du spectacle. Mlle Pierat courait le danger de paraître un peu menue, M. Grand, un peu bourgeois et M. Mayer, bien effacé. Une scène de ménage au moment où croulaient les empires!..

Amoureuse n'a pas loin de trente ans, ce qui, avec le grand recul de la guerre, doit lui faire certainement plus d'un bon demi-siècle d'âge : autant dire qu'elle est éternelle. On l'écoute aujourd'hui exactement comme une tragédie ou une comédie de notre grand répertoire. Elle est aussi connue, aussi familière, davantage peut-être. Beaucoup de spectateurs en savent par cœur les frémissantes répliques ; d'avance, on les sent vibrer dans la mémoire, avec l'accent que leur avaient donné les précédents interprètes. La pièce ne nous réserve plus aucune surprise, mais seulement le charme de retrouver toujours beau ce que nous avons aimé. La pointe de l'esprit y a perdu ainsi de sa vivacité première et la force des passions de son ancien pathétique. Elle provoque un rire plus mesuré et fait couler moins de larmes. Elle agit sur nous moins dramatiquement, mais plus intellectuellement. On y goûte une pure joie de l'esprit, le sentiment même de l'art, comme devant une œuvre antique.

L'interprétation a été excellente et suggère quelques réflexions nouvelles sur la nature même des personnages de Porto-Riche.

Mlle Pierat a traduit naturellement toute la jeunesse, la fraîcheur, l'enfantillage de Germaine. Germaine est une amoureuse pour laquelle n'ont pas compté les années conjugales : elle n'a pu se faire à la vie domestique, au ménage, à la suspension au-dessus de la table, à l'ordre bourgeois; elle est toujours une jeune mariée, presque une jeune fille. Pour exprimer cette nuance avec un succès complet, Mlle Pierat n'avait qu'à paraître et à sourire. Mais il n'y a pas que cela dans Germaine. Si romanesque qu'elle soit restée avec ses manies de dînette, son caviar et ses salades russes,

(1) Barthélémy au Comité de Salut public. Baden, le 21 nivôse, an III, 10 janvier 1795.

(2) Bacher, 1er secrétaire. Interprète de la République française en Suisse aux membres du Comité de Salut public. Bâle, le 20 nivôse an III.

(3) Bacher au Comité de Salut public. Bâle, le 24 nivôse an III.

elle a pourtant souffert de l'amour ; son cœur a mûri ; elle en a pris de l'autorité, de l'âge moral. Au second acte, sa passion blessée parle le langage de toute passion, exprime toute la déception et la révolte féminines. Toutes les amoureuses souffrent de sa douleur et protestent, par sa voix, contre l'inégalité sentimentale des sexes : conflit éternel et de plus en plus actuel sans doute. Cette généralité pathétique et ce large frémissement, Mlle Pierat les a moins complètement exprimés parce que la meilleure comédienne, dans un rôle comme celui-là, est obligée de faire un choix. Toutes celles qui joueront *Amoureuse* y ajouteront encore du nouveau et négligeront de ce qu'on y aura déjà mis.

Comme, dans une bonne maison, le premier mérite des acteurs est de jouer d'accord, M. Grand a parfaitement réalisé la désinvolture fatiguée, un peu commune, souvent blessante, de l'homme d'amour qui remplit tout le théâtre de Porto-Riche, — non plus Don Juan, mais Juan tout court. Etienne Fériaud, qui se croit travailleur, ne l'est pas ; il se croit désabusé de sa femme, il ne l'est pas, et, s'il se plaint des petits soupers au champagne, il ne peut s'en passer. Il est le jouet du désir violent et passager. Mais il n'y a pas que le tempérament dans cet homme léger. Le séducteur n'est en lui que l'apparence, l'accessoire, l'estampille de Porto-Riche. Etienne Fériaud est surtout le mari, l'homme assagi, qui finit quand sa femme commence. Il se débat non pas contre sa femme, mais contre la vie. J'aurais aimé sentir davantage cette profondeur du personnage dans la composition de l'interprète.

Cette belle reprise, à l'heure où l'avenir se rouvre, est sans doute annonciatrice ; le passé marque la voie. La victoire assure à la Comédie-Française un surcroît de prestige et d'obligation. Ce grand devoir national, qui intéresse la gloire de la patrie, nous pouvons compter sur M. Emile Fabre, aujourd'hui administrateur définitif de l'illustre maison, pour le remplir avec le zèle le plus intelligent et le plus fervent. Il a fait ses preuves aux heures difficiles. Il est un homme de théâtre, qui connaît tout le théâtre et le tout du théâtre. Il possède la grande autorité de l'expérience et de la pratique professionnelle. Pour les écrivains et les artistes, il est tout à la fois, un confrère, un camarade, et un chef. Personnellement, je ne puis pourtant songer sans mélancolie, qu'il est l'auteur de la *Vie publique*, des *Centres dorés* et de quelques-unes des pièces les plus vigoureuses de l'avant-guerre : pourvu que la Comédie ne le détourne pas du théâtre!

*
* *

Alors, ça recommence ?

M. Henry Bataille, qui a manqué sa pièce de guerre, s'imaginant pouvoir reprendre, sans au point où il l'avait laissée, sa collection d'anomalies et continuer son assortiment pathologique. Mais il a perdu la manière, et sa dernière pièce, *Notre Image*, est surtout ennuyeuse. Il semble que l'essentiel s'y passe en tirades et qu'on n'y trouve en spectacle que l'accessoire : un comique facile et du mouvement factice, trois petits tours de marionnettes n'en interrompent la monotonie que pour la mieux accuser. Et comme cette œuvre d'un auteur trop expérimenté est habilement agencée, et comme elle est jouée à la perfection, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le public, que ses premières joies précipitent en foule au Français et à l'Odéon, se désintéresse de ces bizarreries surannées et de ces grâces ambiguës.

Honorine, dite « Nonotte », a cinquante et un ans, un passé qu'on sait lourd, un avenir qu'elle croit encore long, et une fille. La fille veut se marier, mais le passé de la mère faisant obstacle à cet établissement de la fille, il faudrait que la mère se mariât aussi : ce serait renoncer à ses dernières espérances. Par bonheur, ces dernières espérances ne vont pas tarder à tomber : elle a l'occasion de rencontrer, dans une soirée, un amoureux d'enfance et de jeunesse, qui ne l'avait pas vue depuis vingt-sept ans. Il ne peut dissimuler sa surprise : l'image d'il y a vingt-sept ans et celle d'aujourd'hui ne concordent plus, cela se conçoit. C'est la fille qui est devenue l'image de sa mère, à tel point que le vieux monsieur se laisse aller à traiter la fille comme la mère, autrefois. Cette goujaterie sentimentale est bien significative, hélas ! Nonotte est finie : elle n'a plus qu'à épouser le vieux gâteux de ses amis qui encaissera son passé désormais bouclé, et la pièce finit le plus heureusement du monde, par deux mariages, l'un qui ouvre, l'autre qui clot une vie.

Où est le sujet là dedans ?

Au premier acte, Honorine, avec une insistance particulière, nous est présentée comme une femme légère, c'est-à-dire qui n'a aimé sérieusement que l'amour. Elle a aimé sa fille aussi, non pas assez pourtant ni avec assez de clairvoyance pour épargner à l'enfant toutes les souffrances secrètes et les humiliations inavouées des situations irrégulières. Jusqu'à présent, elles ont pu vivre dans un compromis tacite et douloureux : aujourd'hui, la

nécessité d'établir la petite, assoiffée de bourgeoisie et de régularité, pose une question dramatique et précise. La fille dit à la mère : toi ou moi, choisis! Donnée familière aux romanciers et aux auteurs dramatiques, bien commun de l'observation familiale où l'on voit s'opposer l'égoïsme des générations. Dès lors, quel pouvait être le motif pour la vieille amoureuse de contrecarrer le dessein de sa fille ? L'amour, évidemment. Tout auteur dramatique se fût donc ingénié à nous peindre cet amour d'Honorine à son déclin. Il l'eut engagée dans quelque intrigue sans issue. On eût vu en scène un acteur personnifiant cet homme qu'elle ne pouvait ni quitter ni épouser. D'un côté, la fille, de l'autre l'amant : et la pièce nous balançait de l'une à l'autre. Le sujet valait ce qu'il valait, mais il était humain, conforme à la vie et, avec beaucoup de talent, pouvait donner un drame magnifique.

Mais Henry Bataille n'est pas un auteur dramatique qui consente à être ordinaire. Et voilà sans doute où ce goût de raffinement et cet instinct du rare qui lui ont si bien réussi jadis, l'ont aujourd'hui mal servi. Il a trouvé original que cette femme de cinquante et un ans fut inspirée, non pas même par l'amour, mais par l'attente de l'amour. Il a trouvé plus poétique de substituer à une réalité une illusion. Son Honorine n'a pas d'amant et elle n'est pas une mauvaise mère : elle nous raconte même qu'elle a été capable, quand sa fille était plus petite et ne pouvait s'en douter, de consommer une séparation qui fut un déchirement. Somme toute, elle est très forte contre les gens qu'elle aime : elle n'est faible que devant ceux dont elle souhaiterait d'être aimée. Son infirmité, c'est de se croire jeune.

Voici donc un second sujet, bien plus subtil que le premier, et on sent là difficulté de les raccorder, quand on voit Honorine, qui vient de pleurer en se querellant avec sa fille, se remettre tout aussitôt à sourire et se bichonner parce qu'elle entend, par hasard, prononcer le nom de son ancien amoureux. Ce sont là de ces revirements que nous ne pouvons plus admettre. On dirait que ces deux actes sont deux pièces, artificiellement rattachées et la seconde, de raffinement en raffinement, s'éloigne de plus en plus de la première.

Fort délicatement, en effet, M. Henry Bataille a voulu épargner à son héroïne, l'habituel « gigolo ». Il a voulu que l'illusion d'Honorine fût plus distinguée et plus touchante, que son espérance fut un souvenir. C'est après son premier amoureux qu'elle court, pas même après lui, après l'image qu'il a gardée de leur jeunesse, et que leur rencontre ne manque pas de brouiller aussitôt. La scène est très jolie ; elle respire cette grâce d'amertume et de désenchantement qui fut un des privilèges de M. Henri Bataille. Il s'y rencontre quelques heureux détails. Mais, comme on plaint cette imprudente et qu'on la trouve peu humaine, peu féminine surtout. Un tel souvenir, est ce qu'on y touche, est ce qu'il ne vous fait pas peur ? Honorine commet un sacrilège et l'on ne conçoit point que pour une déception si naturelle, elle se décide à épouser un gâteux qui, lui, n'a pas changé d'un acte à l'autre, et donne à la réalité une forme par trop conventionnelle. Tout cela flotte on ne sait dans quel monde chimérique et falot.

Peu avant sa pièce, M. Henry Bataille avait publié un article explicatif de ses intentions. L'article était très bon et Dieu me garde de le lui reprocher. J'incline seulement à croire que s'il n'avait pas eu à l'écrire, sa pièce en eût été meilleure. Il y esquissait une sorte de psychologie de photographie. Quelques passages de la pièce sont en effet destinés à nous faire comprendre que, dans la vie sociale ou intime, nous prenons les uns des autres des instantanés, morts comme tous les clichés, et qui nous laissent méconnaître le personnage intérieur ; il n'est pas malaisé de reconnaître là quelque vague application des analyses d'un philosophe célèbre sur le caractère mystérieux et insaisissable de la vie psychologique. Certes, de tels aperçus ne sauraient nuire au théâtre : ils ont l'air de donner de l'élévation et de l'autorité à une pièce, de l'originalité surtout à un sujet. Ils font illusion au public. Le danger, c'est qu'ils ne trompent l'auteur lui même. Il est bien probable, en effet, que ce fût là le point de départ de M. Henry Bataille. L'apparente ingéniosité de ce lieu commun philosophique lui a masqué la bizarrerie du second. Il fut un temps où, avec la banalité de son premier acte et beaucoup de talent, de telles erreurs restaient sans conséquence. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

Mme Réjane a été admirable.

GASTON RAGEOT.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CHARLES MOUREU, publie : **E. Picard** et **A. Lacroix** : *La Conférence interalliée des Académies scientifiques à Londres;* **Frédéric Soddy** : *La Complexité des Éléments chimiques;* **Javillier** : *La Composition élémentaire de nos aliments;* des *Notes et Actualités;* le compte rendu de l'*Académie des Sciences*, etc.

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* (1908-1918)

Directrice :
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures, tous les mardis sur rendez-vous.

N° 23 — **56e ANNÉE** — 7-14 DÉCEMBRE 1918

A NOS LECTEURS

En gardant la Revue Bleue, *je me propose uniquement de continuer l'œuvre de Paul Flat et de rester fidèle aux directions élevées qu'il avait tracées. Cinquante-cinq années d'existence ont constitué à un organe aussi important des traditions et des devoirs, une ligne de pensée et d'action qui ne saurait être plus exactement précisée. Paul Flat, en reprenant une tâche à laquelle il consacra, dix années durant, toute sa force intellectuelle, a fixé une orientation, dont j'aurai souci de ne point m'écarter.*

Les lecteurs fidèles de cette Revue sont en droit d'attendre de moi qu'il ne soit point dérogé à l'éclectisme raisonné et au large libéralisme qui en furent toujours la règle. La haute tenue politique, philosophique, littéraire qui fut soigneusement conservée ici depuis la fondation, et qui est d'ailleurs si conforme aux exigences de l'esprit français, demeurera strictement respectée. Notre Revue a un rôle à jouer dans le développement de notre patrimoine national, au dedans et au dehors : elle n'y faillira point.

Les collaborateurs éminents qui ont assuré son succès et sa diffusion dans le passé, continueront à y écrire régulièrement. Poursuivre la besogne que Paul Flat s'était assignée, ce sera pour eux comme pour moi, marquer à son souvenir une fidélité qui sera notre force.

HÉLÈNE PAUL FLAT.

JEUNESSE DE FRANCE [1]

Il faut avouer que notre impression première, à la vue de ce merveilleux foyer d'intelligence, de grandeur d'âme, de dévouement, de puissance créatrice si brutalement et prématurément éteint, est de nous partager entre une admiration enthousiaste et une amère douleur, et de nous dire, l'âme déchirée : Quelle gloire, mais quelle perte pour le pays et pour l'humanité ! Et si l'on songe que des milliers de jeunes gens, fauchés par la guerre, étaient, comme celui-ci, à des degrés fort divers sans doute, riches de génie, d'acquis et de promesses, on se surprend à se demander : Lorsque sera reconquise cette liberté pour laquelle ils meurent, la France proprement dite sera-t-elle encore là pour recueillir les fruits de leur sacrifice ? La France aura sauvé le monde, mais à quel prix ? Serait-ce donc au prix de sa propre existence ?

Le jeune héros dont les lettres sont sous nos yeux nous défend de tenir ce langage. Il condamne les larmes, il n'admet pas les regrets. Il est convaincu que la mort crée, autant et mieux que la vie. « Travaillez ! nous crie-t-il de toutes ses forces, toute pensée est vaine qui ne va pas à travailler ! Travaillez, et tout ira bien ! »

Etat d'âme saisissant ! Dans quel esprit convient

(1) Préface au volume *Un soldat de France* (lettres d'un médecin auxiliaire, 1914-1917), qui va paraître chez Plon-Nourrit et chez Berger-Levrault.

il donc de lire ces pages pour communier vraiment avec leur auteur ?

Nous livrerons-nous à une analyse psychologique et morale ? Chercherons-nous à nous donner le spectacle du mécanisme secret de cette grande âme ?

J'ai peur que l'idée de découvrir en ce sens et de décomposer la flamme qui animait cette conscience ne participe en quelque mesure de ce dilettantisme de l'intelligence, dont l'auteur des lettres avait horreur. Point de pensée qui ne vise à l'action, qui déjà ne soit action : telle était sa maxime. Une telle vie, certes, veut être étudiée, approfondie, mais non pour être convertie en théorie abstraite ou en morceau de littérature : elle nous doit être un exemple, une leçon, un commandement de rentrer en nous-mêmes, pour nous orienter vers notre devoir.

Jean*** a un caractère très personnel. Il a été élevé dans une famille particulièrement attentive à la culture morale, et il en a docilement suivi les directions. Il est très intelligent, très droit, très épris des choses idéales, passionné pour la lecture, pour la réflexion, pour l'introspection ; en même temps très sensible aux beautés de la nature et de l'art, désireux de franches et cordiales relations avec des esprits analogues au sien, plein d'élan joyeux et insouciant dans l'accomplissement de ce que sa conscience lui représente comme son devoir. Sa personnalité nous attire, nous charme, et ce nous est une chère consolation de la contempler dans ces lettres, si sincères, et de nous en former une image idéale, quasi vivante, parlante et agissante, qui subsistera dans nos esprits et dans nos cœurs.

Certes, il convient de faire de ces précieuses reliques un tel usage ; mais ceci même ne représente pas encore tout le parti que nous en pouvons et devons tirer.

Il y a autre chose en Jean*** qu'un individu particulièrement remarquable et sympathique. Il est intimement mêlé à la jeunesse de sa génération : il en est un représentant très authentique. Il veut agir et il agit de concert avec elle, en vue de fins non personnelles, mais générales, intéressant la société et l'humanité.

Envisagée à ce point de vue, sa vie nous est non seulement un sujet d'analyse ou un cher souvenir, mais un véritable enseignement ; et c'est sans doute en ce sens, précisément et largement pratique, qu'il eût souhaité de vivre dans la mémoire des hommes.

Quels sont donc, chez ce témoin d'élite de la génération actuelle, les caractères qui nous frappent ?

Pour apprécier la signification des traits qui distinguent la génération présente, il est nécessaire de jeter un regard sur les générations antérieures.

Une dizaine d'années après la guerre de 1870, il fut de mode, parmi nombre de jeunes gens cultivés, de célébrer la pensée, la science, l'art, le culte des choses idéales, au détriment de la pratique et de l'action. Il semblait à ces raffinés que la suprême distinction consistât à jouir de son intelligence, de ses connaissances, de ses sensations exquises et subtiles, de ses rêves, en abandonnant la conduite des choses aux lois nécessaires de la nature, ou aux vaines ambitions des hommes avides de puissance ou de richesses, ou aux instincts et aux caprices des foules.

En regard de ces « intellectuels », une jeunesse toute différente se dressa, qui, traitant cette complaisance de la pensée pour elle-même de dilettantisme mol et stérile, prit pour devise : l'action pour l'action par l'action, méprisant les idées, les principes, les théories, la philosophie, la réflexion, et soutenant que le commandement est suffisamment justifié s'il se fait obéir.

Un divorce radical de la pensée et de l'action : telle est la condition qui menaçait la patrie de Descartes et de Montesquieu, c'est-à-dire le pays qui, entre tous, s'était proposé avec ardeur d'orienter la pensée vers l'utile, et de fonder la vie des peuples sur la pensée.

Jean ***, né en 1893, est très positif. En toute affaire il va droit à l'action. « Comme ma génération, déclare-t-il, j'ai horreur de la spéculation dans le vide ».

Quand éclate la guerre, il part comme soldat dans le rang, et non comme infirmier, ainsi que sa situation l'y autoriserait. Blessé, il supporte avec peine le temps du traitement et, imparfaitement guéri, il se fait maintenir dans le service armé. Puis, d'un régiment de la territoriale il se fait transporter dans un régiment de l'active.

Or, ce qui apparaît à chaque ligne des présentes lettres, c'est que ce parfait homme d'action n'est nullement un anti-intellectuel ; c'est, au contraire, un esprit avide, entre tous, de lecture, d'étude, de réflexion, de pensée. Dans la pensée même, où beaucoup s'étaient évertués à découvrir une ennemie née de la tradition, du sentiment, de l'esprit national, de la discipline, de l'enthousiasme patriotique, il puise précisément le patriotisme le plus chaud et le plus spontané, le dédain souriant de la mort, la passion de son devoir de soldat, et l'esprit d'obéissance, de dévouement et de sacrifice auquel ce devoir fait appel. Il lit et médite toujours davantage, avec une curiosité d'esprit,

une pénétration, un ravissement toujours croissants. Il lit Plutarque, la Bible, Musset, La Fontaine, Anatole France, Lougus, Loti, Voltaire Gœthe, etc., etc.

Et la lecture est pour lui une accumulation, non seulement de pensée, mais de force, d'énergie. C'est, dit-il, la dynamo qui change le mouvement en électricité emmagasinée, laquelle, à son tour, redeviendra mouvement et travail.

Le seul mal qu'il eût redouté, dit-il, c'est le dilettantisme. Il se réjouit de constater, aux heures graves, qu'il en est totalement exempt. De ses lectures, dès qu'il s'agit de rejoindre son bataillon, il sort avec la conscience nette d'être, plus que jamais, épris d'énergie pratique, plus avide d'action, plus amoureux de la vie physique et de l'effort.

A quoi tient, chez lui, cette influence, non plus déprimante, mais expressément fortifiante et productrice d'énergie, de la pensée, de l'analyse, de la méditation, de l'observation intérieure ?

Jean *** a, sur ce point, une opinion précise, qui est probablement la clef même du problème. Il estime que la pensée qui est invulnérable au dilettantisme et qui, d'elle-même, engendre la force et le sens pratique, ce n'est pas une pensée quelconque, sorte de jeu de l'esprit qui se contente de jouir de lui-même : c'est proprement la pensée formée et dirigée par l'éducation classique. « Que puis-je pour toi ? » écrit-il, en décembre 1916, à son ami Robert, captif en Allemagne. « T'exhorter à la patience..., te conseiller de réagir, de changer ta captivité en un évènement heureux, en en profitant pour acquérir des connaissances utiles et variées et surtout acquérir cette philosophie et cette tenue morale que les anciens mettaient au-dessus de tout, et qui est la sagesse même, la science de la vie, cet état d'esprit qui nous fait estimer la vie et mépriser la mort... ? Mais tout cela, tu le pratiques avec une constance qui m'enthousiasme (c'est là, je crois, le grand bienfait d'une éducation classique) ».

Telle est donc, selon Jean ***, la solution du problème qui a failli diviser notre société. Etudiez les classiques, approfondissez-les, non comme des dilettantes de l'esthéticisme ou de l'érudition, mais comme des hommes qui cherchent, pour leur pensée, une nourriture substantielle et fortifiante, et vous sortirez de cette école armés pour la vie, capables de tirer de toute lecture, de toute étude, de toute réflexion, des énergies vitales : *Omnia sana sanis*.

Cette inspiration classique est sensible dans toute la conduite de Jean ***. L'idée maîtresse des anciens, c'était celle d'une sagesse qui est, à la fois et inséparablement, pensée et action, théorie et pratique. Et la maxime fondamentale de cette sagesse, c'était d'accepter d'une âme égale toutes les conditions où la nature nous place, y compris la mort, en nous efforçant d'en tirer le meilleur parti pour l'accroissement de notre dignité d'hommes.

Les admirables vertus de notre jeune héros sont de fidèles expressions de ces maximes. Son esprit classique se marque même dans une sorte d'évolution de son sentiment sur la mort, où l'on pourrait croire, au premier abord, qu'il est dominé par d'autres influences.

Au début de la guerre, il court à la mort allégrement, joyeusement, comme vers une aventure qu'il est beau d'affronter.

En mai-juin 1916, il est plus grave. Qu'est-ce, se demande-t-il, que cette folie de carnage qui sévit sur le monde ? Il répond : La guerre est une école ; la leçon qu'elle donne, c'est la nécessité de l'immolation. En effet, considérez le train de la nature : elle ne donne rien pour rien. Le moyen de tremper sa volonté, c'est d'affronter la mort. Pour que le droit triomphe en ce monde, il faut que ses défenseurs sachent souffrir et mourir pour lui. La nature veut que la grandeur morale s'achète par le sacrifice.

En décembre 1916, sa pensée semble s'être encore modifiée. Il se met soigneusement en garde contre l'excès qu'il y aurait à rechercher la souffrance et la mort pour elles-mêmes, comme si elles devaient produire la vie par une opération magique. « Je commence, dit-il à prendre conscience de l'imbécillité qu'il y a à aller au-devant du danger sans nécessité, et par une sorte de perversion... Quelle dignité y a-t-il à rechercher la souffrance ou la mortification ? La sagesse consiste à éloigner la souffrance autant que possible et puis, s'il faut la subir, à la supporter vaillamment. » C'est, de plus en plus nettement dégagée, la pure doctrine de l'antiquité. Mais combien Jean *** était fondé à dire que cette doctrine ne l'avait nullement rendu inerte et placidement contemplatif ! « Ce n'est pas, dit-il, que je devienne lâche. J'aime trop le danger, le risque ; c'est ce qui fait la vie belle et noble. » Ceci n'est pas une parole, c'est la formule même de l'acte qu'il devait accomplir et payer de sa vie quatre mois plus tard, en s'élançant dans un tir de barrage pour soigner plus tôt les blessés.

Ces mêmes principes classiques lui dictent les recommandations qu'il adresse à ceux qui restent. Il ne consent pas que les familles pleurent leurs pertes, et que la nation s'effraie en mesurant l'é-

tendue de ses sacrifices. La maxime qu'il nous lègue est la suivante : « Il faut que les vivants restent dignes des morts. »

Surmontons notre serrement de cœur, et tâchons de nous élever à sa hauteur. Si nous concevons la pensée, la méditation, l'analyse, comme il voulait qu'elles fussent entendues, c'est-à-dire à la manière classique, pourquoi la pensée des morts ne serait-elle pas essentiellement fortifiante ? Et ne se pourrait-il que la célèbre assertion, à première vue paradoxale et cruelle, de Tourguenéff : « La guerre fait plus d'hommes qu'elle n'en tue », ne se révélât, grâce à notre piété même envers les morts, comme une grande et réconfortante vérité ?

De quoi sont faites nos idées, nos aspirations, nos règles morales, nos vertus, nos énergies généreuses, toutes ces qualités par où nous entendons nous élever au-dessus de l'instinct brut et des fatalités de la nature, sinon des efforts et des conquêtes de nos devanciers, fixés dans le génie de notre race par un ressouvenir continuel et par la volonté de ne pas dégénérer ? Non, si nous le voulons, les morts ne sont pas morts : le meilleur de leur être peut, ici-bas même, survivre en nous : ils peuvent penser et agir en nos esprits et par nos bras. N'entendons-nous pas Jeanne d'Arc nous crier : « En avant ! à l'assaut ! L'heure est venue, désignée par Dieu ; œuvrez, et Dieu œuvrera ! » Et dans la victoire qui de nouveau sauvera la France, la Pucelle n'aura-t-elle pas sa grande part?

L'homme en tant qu'homme n'est pas un simple produit de la nature. Il est une œuvre d'art ; et l'artiste, c'est l'âme de nos morts, toujours vivante, toujours agissante.

Elle n'est donc pas vaine, la recommandation de notre jeune héros : « Ne nous pleurez pas, mais continuez-nous ! » Ils sont morts sans se plaindre, tous ces braves ; ils sont mort en espérant que leur mort serait féconde. Le culte que nous leur vouons est-il sincère ? Faisons ce qu'ils eussent voulu faire !

EMILE BOUTROUX.

GARDIENNE DE CONSCIENCE

NOUVELLE.

Salvina Brill arpentait lentement la sombre Avenue de Hackney Terrace, attendant patiemment le retour de sa mère, qui avait emporté la clé du logis. Si sa promenade avait eu pour but de chercher une diversion à la monotonie du site, la petite maîtresse d'école aurait pu aussi bien ne pas bouger de place. C'étaient partout des fenêtres en saillie, des stores à l'italienne, des petits jardinets alignés devant des cottages uniformes.

Pourtant, tout cet ensemble mesquin et médiocre représentait pour elle un luxe inaccoutumé après le sombre logis de Spitalfield, où s'était passée son enfance. Il est vrai qu'elle avait pu entrevoir les splendeurs du quartier de West-End, où sa sœur Kitty était gouvernante, mais ce ne lui fut qu'une vague révélation, qu'il y avait des Alpes au-delà des Alpes.

Bien qu'elle eût dix-sept ans, Salvina n'avait pas un physique qui pût plaire au public masculin, qu'elle côtoyait journellement, lorsqu'elle prenait le train pour se rendre à son école.

La chaleur écrasante, la cohue humaine, empilée dans des wagons bondés, où elle se trouvait serrée entre des ouvriers chargés de leurs outils et des gentlemen en chapeaux haute forme, lui avaient donné un violent mal de tête.

La longue journée d'école à Whitechapel, avait été particulièrement fatigante et pénible, et en général, lorsqu'elle arrivait au jeudi, elle se ressentait déjà des fatigues de la semaine et attendait avec impatience le jour de repos bien gagné.

C'était vraiment malencontreux que sa mère tardât tant à rentrer. Salvina se rappela soudain, que la brave femme avait eu à faire une très longue course ; sur les instances de son père, elle avait porté un paquet de thé à des parents en deuil, qui observaient la « Schivah », et qui habitaient un quartier très éloigné.

Après quelque temps de vaine attente, Salvina se replongea machinalement dans sa grammaire grecque, qui s'ouvrit toute seule sur les verbes irréguliers. Elle venait d'atteindre la plus haute ambition de sa vie, et que peu de ses collègues avaient pu réaliser, car elle avait obtenu ses inscriptions à l'Université de Londres.

Elle y entrait, il est vrai, par la petite porte, mais pour elle ce succès représentait un effort considérable, un surcroît de travail pris sur les heures de la nuit, après avoir trimé à l'école pendant d'interminables heures de la journée.

Salvina ambitionnait audacieusement le grade de bachelière ès-lettres et les verbes grecs lui donnaient du fil à retordre. Ce n'était pas seulement l'amour des études qui l'animait ainsi, mais le grade de bachelière lui permettrait de prétendre à la situation de maîtresse en chef à l'école communale, ou mieux encore, lui donnerait la possibilité de trouver, comme son éblouissante sœur ainée, une place de gouvernante dans une famille riche, où elle serait traitée en égale.

Non pas que sa sœur Kitty fut jamais capable de

briguer des grades universitaires, mais pour Salvina c'était différent, car un petit oison mal venu a besoin de se parer de bien des plumes, avant de pouvoir évoluer comme un cygne triomphant.

Pendant que la petite étudiante se morfondait dans son attente solitaire, elle fut accostée sans façons, par Sugarman, le « chadkhan » qui brandissait dans sa main un volumineux paquet de billets, son mouchoir à carreaux s'échappant de la poche de son habit à longs pans.

— Ah ! C'est justement vous que je cherche ! s'écria-t-il radieux, avec un fort accent judaïque. Je veux l'adresse de votre sœur ?

— Pourquoi faire ? demanda Salvina avec méfiance.

— J'ai un beau jeune homme pour elle !

La jeune fille rougit d'indignation.

— Ma sœur n'a pas besoin de vos services !

— C'est possible ! répliqua Sugarmann sans se déconcerter. Mais le jeune homme a besoin de moi! Il a vu votre sœur il y a quelques années de cela avant de partir pour le Cap. Il est devenu maintenant « un takif », un richard, et il cherche femme !

— Il n'est pas assez riche pour acheter Kitty !

L'âme romanesque de Salvina se sentait outragée et elle parlait d'un ton acerbe.

— Il est assez riche pour acheter à Kitty tout ce qu'elle peut désirer ! Il est amoureux d'elle et elle peut demander tout ce qu'elle veut !

— Eh bien, qu'il aille le lui dire lui-même ! Pourquoi s'adresse-t-il à vous pour cela ? C'est un pauvre amoureux !

— Pauvre ! Il roule sur l'or, vous dis-je ! C'est une chance inespérée pour votre famille ! Vous allez tous rouler carosse ! Votre sœur n'est plus si jeune que ça, et à dix neuf ans on n'a plus le droit de faire la difficile ! Croyez-moi, des milliers de jeunes filles, et des plus riches, saisiraient l'occasion avec empressement, et votre sœur n'a pas un sou de dot !

—Ma sœur a un cœur et une âme ! riposta Salvina. Elle veut une âme et un cœur pour battre à l'unisson du sien, et non pas un sac d'écus !

—Eh bien, dans ce cas, achetez donc un billet de loterie ! s'écria Sugarmann sans se démonter. De cette façon, c'est vous qui aurez le sac !

— Non, merci !

— Pas même un quart de billet ? Ce n'est que trente six shillings, et vous n'avez pas besoin de me payer comptant ! J'ai confiance en vous.

Elle secoua la tête négativement.

— Mais pensez donc ! Vous pouvez gagner le gros lot ! Cent mille marks !

La grosse somme tenta Salvina et pendant un instant son imagination lui peignit les choses merveilleuses qu'elle pourrait se procurer.

Avant tout on déménagerait à la campagne, et là parmi les fleurs et les oiseaux, elle pourrait poursuivre ses études, ayant ses journées entières à elle, et elle pourrait même aspirer aux plus hauts grades universitaires. Son père n'aurait plus besoin de trimer à la fabrique de tabac, sa sœur ne vivrait plus chez des étrangers, sa mère aurait une domestique à son service, et son frère Lazare pourrait épouser la femme de son choix !

Combien de leurs anciennes connaissances de Spittalfield s'étaient laissé tenter par Sugarmann, et non sans succès parfois ! Elle sourit au souvenir du fameux savetier qui ayant gagné soixante livres était tout gonflé d'orgueil, et lorsque sa femme voulut s'arrêter dans la rue avec une ancienne voisine pauvre, il s'écria avec indignation :

— Betsy ! Betsy ! Apprends donc à te conduire selon ta condition !

— Vous ne me croyez pas ? reprit Sugarmann, se méprenant sur le sens de son sourire. Tenez, lisez, vous-même ! Cent mille marks ! C'est écrit en toutes lettres ! Voyez !

Mais Salvina repoussa le billet tentateur.

— Le jeu est une chose malhonnête !

Moi, Sugarmann, vous engager dans une affaire malhonnête ! s'écria-t-il avec indignation. Mais je connais la Loi sur le bout des doigts et pourrais expliquer les passages les plus subtils devant la congrégation réunie ! Vous direz peut-être que le mariage aussi est un acte malhonnête ? Mais ce sont tous deux des institutions d'Etat ! Et l'Angleterre est le seul pays où les loteries soient interdites !

Salvina se sentit ébranlée. Mais l'argent gagné sans travail, qui ne fut pas acquis à la sueur du front, qui ne s'accumulât pas lentement, à force de privations et de sacrifices sans nombre, était à ses yeux de l'argent mal acquis, la combinaison répugnait à sa nature primesautière, et elle se rappela tout ce qu'elle avait lu à ce sujet. La spéculation était un vice !

Il est possible qu'à votre point de vue, ce soit honnête, et je vous prie de m'excuser si je vous ai froissé. Mais ne voyez-vous pas que vous jetez le trouble et la discorde parmi les honnêtes gens ?

— Moi, jeter la discorde ? Mais au contraire, je les unis ! Et si vous ne me donnez pas l'adresse de votre sœur, je...

Cette insistance troubla la conscience timorée de la jeune fille. Elle se dit qu'elle n'avait pas le droit de tenir rigueur au pauvre homme. D'ailleurs, le nom des gens huppés, chez lesquels était Kitty, lui en imposerait certainement, et il n'oserait jamais aller l'importuner là-bas !

— Elle habite Bedford Square, chez les Samuelson !

Samuelson ! Je connais ! Deux filles, Lily et Mabel !

Loin d'être impressionné, Sugarman en parlait familièrement, et il était évident que pour lui les Samuelson étaient de simples mortels, qui avaient deux filles à marier !

— Ma sœur est gouvernante chez eux et compagne des deux jeunes filles. Mais vous perdrez votre temps !

— Vous croyez ! se récria-t-il triomphant. Regardez-moi ce portrait !

Il tira de sa poche la photographie d'un individu d'une trentaine d'années, à la face bouffie, une fleur à la boutonnière, et légèrement bedonnant, avec une grosse chaîne et des breloques sur le ventre. Une large signature s'étalait au bas du portrait : Votre dévoué Moss M. Rosenstein.

Salvina fit la grimace.

— Il a raison de s'adresser à vous ! fit-elle avec un sourire malicieux.

— Ah, n'est-ce pas ? Votre frère aussi aurait mieux fait de me consulter au lieu de s'éprendre d'une fille qui n'a en tout et pour tout que cent livres de dot ! Mais je ne suis pas rancunier et je vous veux du bien à tous. Rien n'est perdu, d'ailleurs, et il en est encore temps. Dites à votre frère, que s'il veut rompre avec les Jonas, il y a du meilleur poisson à pêcher, de vrais poissons d'or ! Au revoir ! Nous allons danser tous les deux au mariage de votre sœur !

Et il partit affairé, au pas de course.

Salvina retourna à sa grammaire grecque, mais elle ne pensait plus aux verbes, et était devenue distraite. Elle était bien fatiguée et avait faim, et si sa mère tardait trop à rentrer, elle aura à attendre longtemps, avant que le souper ne soit prêt. Elle sentit le besoin de s'asseoir un instant sur les marches du perron.

A sa grande surprise, les marches immaculées d'habitude, portaient des traces de nombreux piétinements. Elle s'appuya avec lassitude contre les balustres de stuc.

Peu à peu, les ombres du soir l'enveloppèrent, la grammaire lui échappa des mains, et Salvina se perdit dans une rêverie.

A quoi rêvait-elle, la petite jeune fille, aux épaules étroites, au visage émacié ? A la corvée des heures de classe, ou bien s'égarait-elle dans le pays enchanteur de l'amour, si imprudemment évoqué par Sugarmann, qui avait grossièrement piétiné les roses de son jardin mystérieux ?

Hélas ! Sugarmann, lui-même, ne l'avait jamais considérée comme une candidate possible au mariage, et ne voyait en elle qu'une cliente capable d'acheter un billet de loterie.

Jusqu'au fond du cœur, tout en elle était honneur et droiture, et elle rêvait d'amour et de poésie, mais aucune étincelle ne le révélait dans son regard timide, sur son visage maigre et incolore. Pas la moindre velléité de coquetterie, qui eut pu faire deviner les élans de ce cœur simple et aimant, rien qui prêtât une grâce voluptueuse à sa démarche, à ses gestes. Son humble petite robe n'était qu'une grossière enveloppe qui cachait l'exquise sensibilité de son cœur tendre, et sa timidité craintive la rendait gauche et maladroite à l'excès.

Pauvre petite Salvina !

II

Enfin le grincement de la grille la tira de sa rêverie.

— Comment, c'est toi ! Mais tu savais bien que je devais aller chez les Sperling ! fit une voix aigre et irritée.

Une femme en robe de satin noir, avec des bijoux étalés sur sa poitrine, remonta l'étroit petit sentier.

— Ça ne fait rien, maman ! Je n'ai pas attendu longtemps.

— Ah, vois-tu, c'est toute une affaire pour attraper un omnibus à cette heure, surtout lorsqu'on veut une place sur la plate-forme. Moi, cela me donne un mal de tête fou de m'enfermer à l'intérieur ! Je ne suis pas bien forte, ni jeune comme toi, et j'ai eu un long trajet à faire. Je croyais que tu mangerais chez une de tes élèves et que tu irais de là aux classes du soir.

Tout en geignant, Mme Brill, tira la clé de sa poche et poussa la porte. Les deux femmes firent un pas en avant, et s'arrêtèrent stupéfiées.

— Nous nous sommes trompées de porte ! se dit Salvina, à qui pareille chose était déjà arrivée.

— *Kichuf !* Sortilège ! balbutia sa mère, terrifiée.

L'antichambre ne présentait plus aucun aspect familier, elle était vide ! Pas un meuble, pas un siège ! Les gravures manquaient aux murs, les vases n'étaient plus là, le porte-manteau, acquis avec tant de peine, le porte-parapluie en métal, tout avait disparu ! Et au fond de la porte béante se trouvait le salon, également vide, entièrement démeublé !

— Au voleur ! clama Mme Brill, en revenant à elle. Au voleur ! A l'assassin ! Je suis ruinée ! On a dévalisé ma maison !

— Chut ! Chut ! tenta de la calmer Salvina Voyons un peu ce qui se passe.

— Ce qui se passe ! Mais tu as donc la berlue ? Tu n'as donc pas des yeux dans la tête ? Tout le fruit de mon travail, des longues années de labeur ! Ton père a voulu que j'aille faire cette visite aux

Sperling, des gens qui ne se soucient pas de moi, et qui danseraient volontiers sur ma tombe ; Mais Lazare du moins aurait pu rester à la maison !

— Tu sais bien qu'il est obligé de sortir et qu'il cherche une place.

— Et ma belle pendule dorée, que je ne remontais jamais, de peur de la casser ! Et le grand vase, et mes tableaux ! Et les voiles de fauteuils, et mon beau canapé, où je ne permettais à personne de s'asseoir ! Oh mon Dieu ! Oh mon Dieu !

Pendant que sa mère s'abandonnait au désespoir, Salvina pénétra dans le salon dévalisé, effroyablement vide. Sur la cheminée, dégarnie de la pendule, où les aiguilles marquaient toujours deux heures trente, elle aperçut une lettre, mise bien en-évidence, et elle la prit avec étonnement.

C'était l'écriture de son père, et adressée à Mme Brill. Salvina déchira l'enveloppe, comme elle en avait l'habitude, car sa mère ne savait pas lire, et s'était toujours refusée même d'apprendre les lettres de l'alphabet, à la vive humiliation de la petite institutrice.

« Puisque tu refuses obstinément de me donner « le « get », tu n'as qu'à t'en prendre à toi même « de ce qui arrive. Je laisse vos vêtements dans les « chambres à coucher. Mais ce qui est à moi est « à moi ! Adieu ! « MICHAEL BRILL...

« *P.-S.* — Ne cherche pas à me relancer à la « fabrique. J'ai quitté. »

Salvina s'adossa à la cheminée, sentant tout tourner autour d'elle.

— Le « get ! » Son père voulait quitter sa mère ! Divorce ! Abandon ! Ruine ! Quel désastre s'abattait ainsi sur une prospérité si péniblement acquise !

— Salvina ! Cours vite ! Voici un agent qui passe, il faut l'appeler ! cria sa mère.

La pièce avait cessé de tourner.

— Chut ! Chut, maman ! dit Salvina gravement. Il n'y a point de voleurs ici !

Elle s'approcha vivement, la lettre à la main.

Une lueur brilla dans les yeux de la mère.

— C'est ton père ! cria-t-elle avec indignation. J'aurais dû m'en douter ! Je savais qu'il courait après cette veuve peinte, à cause de son argent ! Malédiction soit sur elle ! Oh Dieu de Dieu ! Amener une telle honte sur moi ! Et pour qui ? Pour cette sale créature, au nez camus, et dont la sœur vendait de la ferraille au marché ! Des gens de rien, indignes de m'essuyer les pieds ! Et tu appelles cela un père, Salvina ! Oh Dieu ! Oh, mon Dieu !

Salvina était tout étourdie, et tombait de son haut. En un clin d'œil, elle vit s'effondrer toutes ses illusions ! Quoi, ce n'étaient donc pas seulement chez les belles marquises volages et frivoles, pas seulement chez leurs brillants amoureux, en beaux uniformes que régnait un abîme de perversité ? Ce n'était plus dans le cadre doré et inaccessible où s'était aventurée son imagination ailée ! Hélas, l'opprobre tombait au milieu de sa propre famille, chez d'honorables Juifs, ici, en plein Hackney Terrace, au milieu des meubles familiers ! Et pour comble de réalité, les meubles mêmes venaient d'être escamotés !

Dans ce chaos de pensées et de sensations, une réflexion inattendue surgit dans son cerveau romanesque, aussi stupéfiante qu'imprévue.

Son père et sa mère étaient des êtres qui eux aussi avaient connu l'amour ! Eux aussi avaient été l'un pour l'autre le Prince charmant et une Princesse des contes de fées ! Ils avaient marché dans la vie, la main dans la main, pleins de confiance réciproque et prêts à donner leur vie l'un pour l'autre ! Que c'était donc merveilleux !

Salvina en vint à oublier leur mésintelligence et le désaccord flagrant, en ce rapide bilan d'années écoulées, où ils avaient vécu dans la paix et l'affection, au milieu de leurs enfants.

Leur personnalité prosaïque et vulgaire se trouva subitement transformée. Sa vive imagination la transporta dans le passé, elle ne voyait plus les flétrissures de l'âge, son père aux traits épaissis, à la face couperosée, l'embonpoint précoce de sa mère, sa beauté altérée ! Elle n'avait devant ses yeux éblouis que des figures d'idylle, des héros de contes de fées !

Lorsqu'enfin, revenant à la réalité, elle regarda autour d'elle, ce fut avec une acuité de douleur cruelle, qu'elle entrevit tout le tragique de la situation.

— Oh maman ! Ma chère maman ! s'écria-t-elle en jetant les bras autour du cou et se serrant contre elle, en laissant échapper de ses mains la malheureuse lettre.

Les récriminations de Mme Brill trouvèrent un aliment nouveau dans cette explosion de tendresse.

— Et dire que tant d'hommes ont demandé ma main ! Que j'avais tant d'autres prétendants ! Que les plaies d'Egypte soient sur lui !

A combien de reprises j'ai dit non ! Mais le « Chadkhan » avait circonvenu mes parents, en leur faisant accroire que Michael était un ange, auquel il ne manquait que les ailes !

— Mais toi aussi, tu as cru que papa était un ange, n'est-ce pas maman ? plaida Salvina.

— Eh oui ! Et maintenant les ailes lui ont poussé ! Il s'est envolé ! cria Mme Brill, avec désespoir.

Salvina eut des larmes aux yeux. Pauvres bergers et bergères ! C'est donc ainsi que finissent les idylles !

— Il va revenir, maman ! murmura-t-elle.

L'épouse outragée eut un geste de défi.

Et mon mobilier, que je gardais comme la prunelle de mes yeux ! Qui m'a coûté tant de peine et de privations, que j'ai acquis en rognant sur le boire et le manger, et pour lequel ton père n'a pas déboursé un sou ! Quand je pense, qu'il n'y a pas un homme à Londres qui pût trouver une meilleure nourriture, un ménage mieux tenu ! Viande chaude chaque jour, poisson tous les vendredis soir, même lorsque le carrelet coûtait huit pences la livre ! Et je me suis passée de domestique toute ma vie ! Tout l'ouvrage de la maison a été fait par mes propres mains, par ces deux pauvres mains ! Et maintenant, il a tout emporté d'ici, comme si c'était à lui !

Je crois que c'est la loi ! dit doucement Salvina.

— La loi ! Je vais mettre la loi à ses trousses !

Oh non, maman ! se récria Salvina en tressaillant. Il nous a d'ailleurs laissé nos vêtements.

Mme Brill reprit courage.

— Je ne vois pas de vêtements !

Dans nos chambres à coucher ! Il le dit dans sa lettre.

Et tu crois encore ce qu'il dit ! riposta la mère, tout en remontant l'escalier. Je suis sûre qu'il a emporté mon cachemire, pendant qu'il y était. Heureusement que j'avais tous mes bijoux sur moi ! Et toi qui disais toujours que j'avais tort de les porter !

Frappée de cet argument, Mme Brill gravit les marches, sans pousser de nouvelles lamentations.

(*A suivre.*) ISRAËL ZANGWILL.

GŒTHE ET HEINE EN ITALIE

Il y a cent trente-deux ans, Gœthe, conseiller intime et premier ministre du duc Charles-Auguste de Saxe-Weimar, voyageant sous le nom de Jean-Philippe Moeller, quittait l'Allemagne, sans en rien dire à ses amis, en proie à l'idée fixe, presque maladive, de voir l'Italie. Il l'avoue dans l'une des premières lettres qu'il envoie après avoir passé la frontière. « Déjà depuis plusieurs années, écrit-il de Venise, le 12 octobre 1786, je ne pouvais plus lire un auteur latin, ni regarder rien qui me rappelât l'Italie. Quand cela se produisait par hasard, c'était pour moi des souffrances effroyables. Herder me raillait souvent d'apprendre tout mon latin dans Spinoza ; il avait, en effet, remarqué que c'était le seul livre latin que je lusse ; il ne savait pas combien je devais me garder des anciens et que c'était avec angoisse que je me réfugiais dans ces généralités abstruses... Si je n'avais pas pris la résolution que j'exécute maintenant, j'étais un homme perdu, tant avait mûri dans mon âme le désir passionné de voir de mes yeux l'Italie. »

Ce désir remontait presque à sa jeunesse, lorsqu'il écoutait son père lui vanter la terre latine et ses merveilles. « Il ne manquait jamais, dit Gœthe, de me répéter que lorsqu'on n'avait pas vu Naples, on n'avait pas vécu. » Le jeune Jean-Wolfgang passait des heures à regarder les vues rapportées de Rome qui décoraient les murs de sa maison. « Grâce à ces gravures, déclare-t-il, je contemplais chaque jour la place du Peuple, le Colysée, l'église Saint-Pierre. Ces vues m'impressionnaient tellement que, malgré son laconisme habituel, mon père se plaisait à me les expliquer. Il avait du reste une grande prédilection pour tout ce qui tenait à l'Italie et il employait une partie de son temps à composer et à revoir la relation du voyage qu'il avait fait en ce pays. »

A Weimar, Gœthe avait bien trouvé une princesse d'Este et une petite cour vieillotte où l'on goûtait une aimable liberté, alors que l'étatisme prussien régentait déjà la majeure partie de l'Allemagne ; et il y était resté, somme toute, assez éloigné de l'atmosphère germanique d'alors, tout embrumée de rêves, de mysticisme, d'occultisme même. Néanmoins, dans ce milieu potinier qu'illumine seul le clair regard de Charlotte de Stein, absorbé par d'ingrates occupations politiques et administratives, il n'a presque rien publié. Il n'est guère encore que l'auteur de *Werther*. Pourtant s'agite en lui tout un monde d'idées. Il a écrit le plan de plusieurs grands ouvrages; mais il sent que ces ébauches ne pourront prendre corps à Weimar : il leur faut le soleil d'Italie. Il éprouve le besoin de voir les lieux où naquirent les chefs-d'œuvre immortels, de connaître la beauté classique, non plus en esprit et dans les livres, mais en elle-même, de se trouver face à face avec les monuments qu'elle inspira. Parmi les papiers qu'il emporte, il y a des fragments de drames ou de poèmes, quelques scènes de son *Tasse* abandonné depuis des années. La plus volumineuse liasse était celle d'*Iphigénie* : elle surtout, la jeune Grecque, qu'il appelait « l'enfant de ses douleurs », ne devait trouver la vie que sur la terre antique.

A peine Gœthe a-t-il traversé la frontière qu'il manifeste un enthousiasme touchant, un tantinet ridicule. « Tout ce qui végète à peine dans les montagnes, est ici plein de vie et de force, le soleil est ardent et chaud et l'on se remet à croire à un Dieu ... Sur cette terre, je me sens chez moi, non

en voyageur ou en exilé. Il me semble que j'y suis né, que j'y ai été élevé et que je reviens d'une excursion au Groenland ou d'une pêche à la baleine. Je salue jusqu'à la poussière qui couvre ma voiture. »

Il passe rapidement à Bozen, à Trente, et arrive à Torbole, devant le magnifique panorama du lac de Garde. Il s'embarque dès le lendemain. « Ce matin, écrit-il, je suis parti sur un bateau à deux rames : le temps était beau, quoique nuageux : un vent favorable nous a permis de déployer notre voile » Ne semble-t-il pas entendre Ulysse racontant l'un de ses voyages sur la mer cérulééme ? Gœthe s'exalte à répéter les vers de Virgile célébrant le *Benacus*. « C'était le premier vers latin dont je voyais l'objet vivant devant moi, et qui est encore aussi vrai aujourd'hui qu'il l'était il y a près de dix-huit siècles. Peu de choses ont changé depuis. Le même vent soulève toujours le même lac ennobli par une ligne de Virgile. » Une soudaine tempête oblige, en effet, le voyageur à faire escale à Malcesine où lui arrive une aventure désagréable. Comme il occupe son loisir forcé à dessiner les restes du vieux château des Scaliger, il est pris pour un espion et arrêté. Il parvient à se disculper en revendiquant le titre de citoyen de la république de Francfort ; mais il fait cette curieuse réflexion qu'auraient bien dû méditer ses compatriotes d'aujourd'hui : « L'homme est un être bizarre qui, dans l'unique but de vouloir approprier le monde à sa façon, se crée des inconvénients et des dangers là où il lui eût été si facile de voir et de jouir avec aisance et sécurité. »

Dès le lendemain, le poète repart sur le lac apaisé. « Heureuses vagues, s'écrie Maurice Barrès, qui portez cette petite barque, jeunes rayons qui frappez la cime mobile des bois, vous qu'un Virgile avait déja favorisés, le poète germain vous saisit, et pour les siècles vous étincelez et vous vous balancez sur la grève imaginaire de Tauride. » C'est là, en effet, qu'il a la première idée de sa nouvelle *Iphigénie*. Déjà, sur le Brenner, — c'est lui qui nous le dit — il l'avait retirée de ses paquets pour l'avoir toujours sous la main. Et, loin des brumes d'Allemagne, où le soleil même, suivant le mot de Chateaubriand, a mauvais visage, elle s'éveillait dans les bosquets de magnolias penchés sur le lac de Garde.

Arrivé à Vérone, sa première visite est pour les Arènes. Ce monument de l'antiquité latine l'émeut davantage que les palais et les galeries de tableaux; il avoue, du reste, qu'il ne se connaît guère en peinture. « Jusqu'à présent, je ne comprends que très imparfaitement l'art et le métier des peintres. » Fort sensible à la nature, il en voit surtout les aspects qui évoquent des souvenirs classiques. « La route de Vérone à Vicence, écrit-il, est très agréable. A droite s'élèvent des montagnes et des collines couvertes de villages, de châteaux et de maisons de campagne ; à gauche s'étend une plaine fertile plantée d'arbres qui servent de soutien à la vigne. Le raisin était mûr ; les ceps se prolongeant d'arbre en arbre, à travers leurs branches couvertes de feuilles, pliaient et tremblaient sous le poids de leurs grappes noirâtres ; à cette vue, j'ai enfin compris ce que c'est que des festons. La route était encombrée de vendangeurs ; les cuves, placées sur de petits chariots, traînés par quatre bœufs, dont le conducteur se tenait debout dans la cuve quand elle revenait à vide et à côté quand elle était remplie de raisins, donnaient à tout ce mouvement l'air d'une marche triomphale de Bacchus. »

A Vicence, il découvre Palladio. J'ai longuement étudié, dans mes *Heures d'Italie*, l'influence de l'artiste sur le poète allemand. C'est devant les palais de Vicence que Gœthe eut la révélation du génie latin et que ses yeux émerveillés s'ouvrirent à la beauté comme ceux de Faust à la jeunesse reconquise. L'enthousiasme de Gœthe pour Palladio fut tel qu'il tint à voir les planches originales de ses dessins, et qu'il se procura, à Padoue, une édition de ses œuvres, au grand étonnement de quelques Italiens. « Me prenant, dit-il, pour un architecte, ils m'ont félicité de ce que je voulais étudier Palladio que, dans leur estime, ils plaçaient bien au-dessus de Vitruve, parce qu'il avait mieux approfondi l'antiquité et qu'il était parvenu à la rendre applicable aux besoins des temps modernes. »

Approfondir l'antiquité et la rendre applicable aux besoins des temps modernes, n'est-ce pas là d'abord le secret désir de Gœthe, puis sa principale recherche ? Maintenir la tradition, élargir les lois de la sagesse antique par la science moderne, tels sont les buts identiques de Gœthe et de Palladio. Tous deux, comme d'ailleurs les véritables artistes et les véritables écrivains, tendent à résoudre l'éternel problème de concilier les règles immuables et la vie mouvante, à vaincre l'éternelle difficulté qui est, suivant la formule de Maurice Barrès, de « rester naturel et vrai en stylisant. » Et je crois bien que l'auteur de *Poesie et Vérité* pensait un peu à lui-même quand il dit de Palladio : « Ses conceptions ont quelque chose de divin, comme la force créatrice d'un poète qui, de la vérité et du mensonge, tire une œuvre nouvelle dont l'existence empruntée nous ravit. »

Aussi *Iphigénie* devient-elle le drame même de Gœthe, le drame d'un esprit en quête d'ordre et de beauté, d'abord obscurci par le chaos germanique.

puis apaisé par le génie gréco-latin et son souverain équilibre. En face d'Oreste et de ses fureurs romantiques, il dresse la radieuse figure d'Iphigénie, symbolisant la raison et la sagesse antique. Lorsque, trois mois plus tard, à Rome, la pièce terminée, il en donne lecture à des artistes allemands, ceux-ci s'étonnent : « Ils s'attendaient, dit Gœthe, à quelque chose de semblable à *Gœtz de Berlichingen*, et ils eurent de la peine à se faire à la marche calme et régulière d'*Iphigénie*. »

Gœthe est venu en Italie pour se délivrer de Weimar ; en moins d'un an, l'évolution est accomplie. Commencée à Vicence, elle se termine à Rome, au cours d'un voyage dont il serait fastidieux de refaire toutes les étapes et dont j'ai voulu marquer seulement les points de départ et d'arrivée. « Il y a un an aujourd'hui, écrit-il de Rome, le 3 septembre 1787, que j'ai quitté Carlsbad : quel jour mémorable ! C'est l'anniversaire de ma naissance à une vie nouvelle. Je ne puis encore calculer ni vous faire sentir tout ce que j'ai gagné pendant le cours de cette année, et cependant je ne fais que de commencer à comprendre Rome. » Sa joie déborde à chaque instant dans ses lettres et dans ces *Elégies romaines* où il mit tant de lui-même. « Que je suis heureux, s'écrie-t-il au début de la septième, lorsque je pense au temps où dans le Nord, un jour grisâtre m'enveloppait, où le ciel trouble et lourd s'appesantissait sur ma nuque ! » Il a trouvé la joie et la paix intérieure. Les écailles, comme il dit, lui sont tombées des yeux. Il s'est trempé aux sources mêmes de la beauté grecque et latine. Désormais, son œuvre prendra une signification plus haute : elle sera, au dire de Nietzsche, la seule œuvre allemande classique.

*
* *

Quarante ans après Gœthe, sur la terrasse d'une de ces brasseries de la campagne munichoise d'où l'on voit les Alpes du Tyrol, un autre Allemand, Henri Heine, décidait de partir pour l'Italie. Il avait aperçu, dans l'or du crépuscule, le jeune dieu du printemps, couronné de fleurs et de lauriers, qui lui souriait et l'appelait. « Je t'aime, lui disait-il, viens à moi en Italie ! » Le philistin berlinois qui buvait avec lui la bonne bière de Bogenhausen, entendant ce mot d'Italie répété par Heine, se leva brusquement de son siège, pirouetta trois fois sur le même pied et fredonna : « Tirily ! tirily ! tirily ! » Ce fut pour Heine le dernier coup d'aiguillon : il voulut connaître aussitôt le pays dont le seul nom suffisait à faire délirer un Allemand.

Il passe à Innsbrück qui ne lui plaît guère et il raille la célèbre galerie de statues rangées autour du tombeau de Maximilien. Il traverse un Tyrol plus vieux qui ne s'éclaircit que vers Trente où, comme Gœthe, il a la première sensation de l'Italie. Et l'on devine qu'il voudrait s'exalter et jouir pleinement de sa joie, de la nature, du soleil, des belles filles qu'il rencontre : mais, ici comme toujours, son tempérament nerveux et inquiet lui gâte ses meilleures impressions. L'ironie — cette fleur d'arrière saison, comme l'appelle Barbey d'Aurevilly — avait poussé de bonne heure chez lui, étouffant à moitié ses ardeurs enthousiastes et ses tendresses; mais ne fait-elle pas le charme de ses livres, des *Reisebilder* surtout, ouvrage unique dans la littérature allemande, à la fois récit de voyage, satire et confession? Je comprends qu'il ait fort déplu aux compatriotes de l'écrivain : mais quelle séduction particulière pour nous autres Français! Si nous aimons Musset, comment ne goûterions-nous pas cette œuvre où la critique et la fantaisie, la prose et la poésie se mêlent avec tant d'aisance et d'ingéniosité ?

Au lieu de savourer le bon *pranzo* qu'il a commandé à l'auberge de Trente, il se laisse aller à de tristes pensées. « Tout est si beau en Italie que la souffrance même y est belle... On est bien plus voluptueusement pour pleurer sous ces bosquets de lauriers que sous le feuillage aigre et grondeur de nos sapins...Restez donc dans mon cœur, chagrins! Vous m'êtes chers et précieux, et personne ne saurait vous conserver et vous soigner aussi bien que moi. »

Par Ala, dont il brosse une délicieuse esquisse, il descend vers la Lombardie et arrive à Vérone. Bien qu'il n'y reste que vingt-quatre heures, il trouve le temps de voir la plupart des curiosités de la ville, tout en se livrant à une série de digressions, plus ou moins fantaisistes, sur Rome, les Romains, les invasions barbares, et une foule d'autres sujets. On lui montre le prétendu palais des Capulets. « Un poète, dit-il, visite toujours volontiers de semblables lieux, encore qu'il soit le premier à rire de la crédulité de son cœur. » Nous sommes loin du sérieux de Gœthe, décrivant les Arènes, les églises et les musées de la ville : mais Heine ne veut point rivaliser avec lui sur ce point. On sait quel respect il avait, dans sa jeunesse, pour le maître de Weimar : il nous a raconté lui-même son effroi à la seule pensée qu'il allait voir le dieu de la littérature allemande. Bien qu'il eût soigneusement préparé tout le long du chemin les phrases élogieuses qu'il voulait prononcer, arrivé devant Gœthe, il ne sût que balbutier : « Les pruniers qui sont sur la route de Weimar donnent des prunes excellentes contre la soif ». Mais Heine n'était alors qu'un enfant ; lors du voyage en Italie, il avait pris conscience de sa

propre valeur et ce n'est pas sans quelque ironie qu'il parle du livre que Gœthe a consacré avant lui à la terre latine. « Gœthe a chanté l'Italie plus complètement ; quand il peint, il a toujours l'original sous les yeux, et l'on peut se fier à lui pour la fidélité du dessin et de la couleur. Je trouve donc plus commode de renvoyer une fois pour toutes au *Voyage* de Gœthe, d'autant plus qu'il a fait le même trajet par le Tyrol jusqu'à Vérone. J'ai déjà parlé précédemment de ce livre avant d'avoir connu par moi-même le sujet qu'il traitait, et je trouve complètement justifiés aujourd'hui mes pressentiments de critique. Nous y voyons, en effet, partout les choses prises sur le fait, et la docile tranquillité de la nature. Gœthe lui présente un miroir, ou pour mieux dire, il est lui-même ce miroir de la nature. Voulant savoir quel air elle avait, la nature créa Gœthe... Un M. Eckermann a écrit sur Gœthe un livre dans lequel il assure fort sérieusement que si le bon Dieu, lors de la création, avait dit à Gœthe : — « Mon cher Gœthe, j'ai fini, grâce à Dieu ; j'ai tout créé à l'exception des oiseaux et des arbres : tu me rendrais un vrai service d'ami, si tu voulais créer à ma place ces bagatelles », Gœthe aurait, aussi bien que le bon Dieu, créé ces animaux et ces plantes, tout à fait dans l'esprit du reste de la création, c'est-à-dire les oiseaux avec des plumes et les arbres avec de la verdure. Il y a de la vérité dans ces paroles, et pour moi, je pense que Gœthe aurait quelquefois fait son affaire mieux encore que le bon Dieu... »

Ne cherchons donc point, dans le récit de Heine, ce qu'il n'a point voulu y mettre et goûtons seulement la fantaisie du poète, qui poursuit sa route vers Milan. Brescia ne lui laisse que le souvenir d'un bon dîner. « On ne peut en vouloir à un pauvre voyageur d'apaiser la faim du corps avant celle de l'esprit. Cependant, je fus assez consciencieux, avant de remonter en voiture, pour demander au *cameriere* quelques renseignements sur Brescia, et j'ai appris entre autres que la ville avait quarante mille habitants, un hôtel de ville, vingt-et-un cafés, vingt églises catholiques, une maison de fous, une synagogue, une ménagerie, une maison de correction, un hôpital, un assez mauvais théâtre, et un gibet pour les voleurs qui volent au-dessous de cent mille thalers ». De même, à Milan, il nous prévient tout de suite de ses intentions : « Quoique j'eusse, dès à présent, cher lecteur, occasion de te régaler de mes jugements sur l'art à propos de l'Ambrosiana et de la Brera, je veux pourtant détourner de toi ce calice et me borner à remarquer que j'ai retrouvé chez plus d'une belle Lombarde, dans les rues de Milan, ce menton pointu qui donne aux figures de l'école lombarde une teinte de sentimentalité ». Aussi ne parle-t-il guère de la grande ville, d'autant plus qu'il semble pressé d'accomplir un pèlerinage qui lui tient à cœur : il va voir le soleil se lever sur le champ de bataille de Marengo ou, suivant sa belle et célèbre formule, « la liberté dansa sur des roses de sang sa voluptueuse danse de noces ». Il en profite pour se livrer à l'une de ces dissertations qu'il affectionnait, où se mêlent plus ou moins heureusement l'histoire, la philosophie, la politique et la sociologie. Mais on ne peut qu'être ému en entendant cet allemand parler avec éloquence des idées d'égalité et de liberté. « Je ne sais vraiment, dit-il, à la fin du chapitre sur Marengo, si j'aurai mérité qu'on dépose un jour un laurier sur mon cercueil. La poésie, quel que soit mon amour pour elle, n'a toujours été pour moi qu'un moyen consacré pour un but saint. Je n'ai jamais attaché un trop grand prix à la gloire de mes poèmes et peu m'importe qu'on les loue ou qu'on les blâme. Mais ce sera un glaive que vous devez placer sur ma tombe, car j'ai été un brave soldat dans la guerre de délivrance de l'humanité ».

Puis il continue son voyage. Du haut de l'Apennin, il aperçoit la Méditerranée. Il ne la contemple pas avec une émotion aussi profonde que la mer du Nord. Il ne salue pas, dans une sorte d'ivresse, la mer grecque et latine qui, mieux que les flots gris battant les côtes septentrionales, aurait dû lui faire pousser le cri de *Thalatta !* La Méditerranée n'était qu'un beau lac bleu, trop calme pour son cœur tumultueux. Et Gênes, Gênes la superbe, lui déplut franchement. « Cette ville est vieille sans antiquité, étroite sans intimité, et laide par delà toute mesure ». Il ne goûte pas le pittoresque des longues rues étroites qui descendent vers le port ; il raille les marchands « assis devant leur porte, ou, pour mieux dire, dans leur porte, car autrement, ils se cogneraient les genoux avec le voisin d'en face ». Les riches galeries de tableaux ne lui inspirent qu'un long parallèle entre Cornelius et Rubens. Dans le jardin du palais Doria, il pense à Schiller. Une toile de Giorgione lui rappelle sa Maria : que lui importe la valeur de l'œuvre ou le génie du peintre ! Heine n'est pas critique d'art ; c'est un poète et un homme. La ressemblance avec Maria la morte l'émeut si vivement que le gardien s'en aperçoit. « — Son Excellence paraît connaisseur ! — Pas que je sache, *signor custode*. J'ai le talent d'être fort ému à la vue de certains tableaux, et alors il me vient un peu d'humidité dans les yeux ».

Et c'est là-dessus que se termine le *Voyage de Munich à Gênes*. Au fond, Heine n'aima pas vraiment l'Italie : en tous cas, il n'en sentit point,

comme Gœthe, le côté classique. C'est que Heine est un romantique, avec tout ce que ce mot comporte d'éclatantes qualités, mais aussi de clinquant, de mièvrerie et de mauvais goût ; seulement ces défauts se voient moins chez lui, tant il a d'habileté, de souplesse, de fantaisie, de lyrisme sincère et vrai. C'est aussi que Heine, bien qu'on semble parfois le ranger parmi les écrivains français, est profondément allemand. D'avoir fait son nid dans la perruque de Voltaire, le rossignol de Dusseldorf n'en garda pas moins l'accent natal. Malgré sa sympathie pour la France, malgré sa haine de l'esprit prussien, il lui suffisait de penser à l'Allemagne pour avoir les yeux pleins de larmes. Il ne cessait d'y rêver. « J'entends résonner au loin la trompe du veilleur de nuit, son familier et doux. Le chant du veilleur de nuit vient jusqu'à moi, traversé par les accords du rossignol ». Ne vous semble-t-il pas entendre la fin du second acte des *Maîtres Chanteurs* ?

GABRIEL FAURE.

LES CAUSES DE LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

Il est encore bien trop tôt pour étudier la révolution allemande en elle-même, dans ses premières péripéties, — dans son déroulement. De jour en jour, elle diversifie ses aspects. A quoi bon risquer des conclusions qui, à peu près sûrement seraient démenties à l'heure où elles paraîtraient ? Les faits ont leur logique, — mais qui ne se révèle que tardivement, et à ceux qui ont eu la patience de la rechercher. A vouloir sur l'heure discerner les conséquences et les réactions, on s'attaque à l'irréalisable. La révolution russe nous est un enseignement, en ce qu'elle démontre notre impuissance à prophétiser, quand d'énormes masses populaires sont en jeu. Les prédictions qui avaient été émises, dans un sens ou dans l'autre, ont prouvé leur vanité. Jamais on ne prévoit avec rigueur ou même avec une approximative exactitude l'énergie des facteurs de subversions ou la vigueur des éléments de résistance, et d'ailleurs, si de telles prévisions étaient possibles, si l'analyse des mouvements sociaux comportait les mêmes certitudes que les sciences physiques, l'histoire ne serait plus ce qu'elle est : toute une série de crises nous seraient épargnées, et l'inattendu, qui est le grand maître de la politique, disparaîtrait de la scène.

Nous ne pouvons pas déterminer par avance la courbe de la révolution allemande, en dépit des prétentions des esprits qui assimilent une révolution à une autre, et qui éliminent toute chance de nouveauté ou d'originalité. Mais il nous est loisible de rechercher et d'énumérer les raisons du bouleversement, qui est intervenu outre-Rhin à un moment donné, dans un cadre bien tracé, et qui n'est pas le moindre parmi les événements prestigieux, gros d'avenir, qui se sont entassés sous nos yeux depuis plus de quatre ans.

Au cours des articles qu'il m'a été loisible d'écrire ici durant la guerre et dont beaucoup — et pour beaucoup de motifs, — étaient consacrés à l'empire des Hohenzollern, j'ai développé deux assertions. Ou mieux, et si la formule n'est pas trop ambitieuse, j'ai défendu deux thèses.

La première était que les crises intérieures allemandes pendant cette période ont été, en grande partie, dominées par les événements militaires et économiques. La seconde était que la révolution s'élaborait de longue date entre les Vosges et la Vistule, la Baltique et les monts de Lusace et que les éléments s'en accumulaient de mois en mois. Ces allégations, fort simples et qui nous apparaissent aujourd'hui au-dessus de toute controverse, n'étaient pas admises par tous, il y a un trimestre.

Nombre de personnes, — et parmi celles qui pouvaient et devaient suivre les événements d'outre-Rhin, mesurer la force de l'armature impériale, calculer la valeur des mécontentements qui s'exprimaient en Prusse, en Saxe, en Bavière, dans la région Rhénane, prétendaient que les crises politiques là-bas n'étaient pas réelles, mais simulées. Elles étaient hantées par cette idée que le monde germanique, même lorsqu'il trahissait ses divisions internes, ses faiblesses et ses tares, cherchait avant tout à nous abuser ; elles ne se demandaient point si une telle impression n'était pas condamnée par la moindre réflexion, — car pourquoi le pouvoir allemand aurait-il songé à diminuer son propre prestige aux yeux de l'étranger, qui était en même temps l'ennemi, — et aux yeux du peuple assujetti à ses volontés, qui était naturellement tenté de briser le joug ? A la vérité, du mois de juillet 1914 au mois de novembre 1918, des luttes, qui ont été en s'aggravant sans cesse, ont travaillé la masse de la nation d'outre-Rhin. Ce n'est point en pleine sérénité que Bethmann Holweg a quitté la chancellerie, que Michaelis et Hertling se sont à leur tour démis de leurs fonctions, que tant de ministres successifs ont renoncé aux affaires étrangères ou aux finances ou à d'autres directions de service. Pndant plus d'un an, le parti militaire a mené, contre la majorité du

Reichstag, un rude combat et aux vicissitudes multiples. Par deux rescrits, le Kaiser avait dû promettre la réforme du droit électoral prussien qui était revendiquée par des millions d'hommes. Chaque fois que Hindenburg subissait un échec, chaque fois que la disette s'aggravait, la pression des adversaires de l'absolutisme s'exerçait avec une énergie renouvelée. Par contre, chaque fois que le militarisme prussien marquait un succès, les velléités réformatrices s'atténuaient, et l'armature autocratique et féodale se renforçait; l'état-major semblait avoir atteint, en juin 1918, à l'apogée de sa puissance, mais même cette constatation n'interdit pas de répéter que l'Allemagne roulait de crise en crise.

La révolution de novembre ne fut que la dernière d'entre elles. A la vérité, très peu de publicistes et d'hommes politiques, en France et dans le monde, admettaient au printemps ou à l'été de 1918, que le kaiserisme pût être réellement menacé. On s'exagérait généralement la solidité de l'édifice impérial ; on se dissimulait avec complaisance, les fissures que des incidents successifs avaient mises au jour ; on ne se rendait pas compte que tout se transformait outre-Rhin comme ailleurs et que derrière une façade de respect et de docilité, les colères et les haines préparaient la subversion.

L'Allemagne de 1918, par sa structure même, excluait le maintien du régime autocratique qui pesait sur elle. Avec une industrie qui avait acquis une puissance exceptionnelle, mais qui avait éxigé d'énormes concentrations de forces mécaniques, d'effectifs humains et de capitaux, et qui aboutissait, en déracinant les ruraux, à multiplier les grandes agglomérations urbaines, elle présentait le véritable type de l'économie contemporaine. Ses institutions politiques et sociales s'opposaient trop clairement à son régime de production. Une domination monarchique, aux prérogatives quasi-illimitées, peut subsister avec la dispersion des hommes, la dissémination de l'outillage industriel, la prépondérance d'une agriculture aux formes archaïques. En Allemagne, elle se révélait déjà paradoxale et factice.

Il était étrange que l'empire purement militaire des Hohenzollern pût prolonger sa durée dans le pays d'Europe, où la classe ouvrière était le plus vigoureusement organisée. Certes le socialisme et le syndicalisme germaniques avaient jusque-là, montré qu'ils étaient plus soucieux de diplomatie et de recueillement que d'action ; mais la guerre, qui a modifié tant de choses dans le monde, allait exercer également son influence sur la mentalité des masses d'outre-Rhin. Si elles avaient d'abord accepté le conflit général avec une sorte de confiance mystique dans les chefs politiques et militaires, la rude leçon des faits les avait progressivement ramenées au sens des réalités, et en même temps aux traditions d'effort intense qu'elles avaient soudain abandonnées en juillet-août 1914. On pouvait méthodiquement prévoir, l'an dernier déjà, que si l'empire n'accomplissait pas une évolution rapide, il serait emporté par la révolution, et même que cette révolution serait en tout état de cause, inévitable, le contraste étant trop accentué entre la contexture économique et le mécanisme politique.

Ces diverses considérations n'étaient pas appréciées chez nous à leur portée ; et il semble que Wilson soit un des rares hommes d'Etat, qui aient discerné la possibilité d'un écroulement intérieur allemand. Ce n'est pas sans scepticisme qu'on accueillait en Europe les allusions du président à l'éventualité d'une rupture entre Guillaume II et le peuple germanique. L'action du groupe Spartacus et du parti socialiste minoritaire, qui suivait Haase, Ledebour, Bernstein, était qualifiée de négligeable. Les discours que les députés d'extrême gauche prononçaient au Reichstag, ou au Landtag de Prusse, pour proclamer les responsabilités du cabinet de Berlin dans l'ouverture du conflit mondial, ou pour flétrir l'autocratie, ou pour revendiquer la réforme électorale, ou pour s'élever contre les empiètements de l'état-major, étaient analysés par nos journaux, mais on n'attribuait ni valeur à ces réquisitoires — quelque symptômatiques qu'ils fussent, — ni importance à leurs auteurs, quelque hardiesse qu'ils pussent marquer. Les séances tumultueuses des assemblées signifiaient, pourtant, que si la foule demeurait passive, certains hommes se levaient pour jeter dans ses rangs les semences de révolte et saper les institutions absolutistes.

Les évènements militaires ont exercé une influence essentielle. Au cours du conflit mondial, et dans tout pays belligérant, les vicissitudes de la campagne et les péripéties de la politique interne ont été en étroite connexité. Il y a eu réaction incessante des unes sur les autres, et rien n'était plus naturel, puisque la lutte avait appelé toute la nation sous les armes.

Mais en Allemagne, plus qu'en aucune autre contrée, les succès ou les revers des champs de bataille devaient avoir des répercussions rapides et vives sur les rapports des gouvernés avec les gouvernants. Un pouvoir à base prétorienne — et tel était bien celui de Hohenzollern, — avait moins de chances de résister à un choc formidable, à un

désastre caractérise, qu'un pouvoir de tendance démocratique et fondé sur la prédominance des éléments civils. La victoire eût consolidé, pour un laps de temps déterminé (car malgré tout, à une heure quelconque, les rouages de la vieille Allemagne se fussent brisés) le système de la force brutale, la prépotence des hobereaux et le prestige de la noblesse militaire. La défaite devait engendrer très vite une dislocation, un effondrement de la hiérarchie, la ruine des dominations consacrées, car le rôle du militarisme est d'écraser l'ennemi, de conquérir, d'accaparer, de confisquer des richesses, et ce militarisme perd tout crédit, toute raison de vivre, le jour où il manifeste son impuissance, et c'est pour ce motif que tant d'empires constitués par les armes se sont évanouis si promptement, à la satisfaction des masses qu'ils opprimaient.

Or c'est la défaite que l'Allemagne a recueillie, au lieu de la victoire vers laquelle elle se tendait âprement, et qu'elle avait espérée à plusieurs reprises. A la vérité, l'échec commença pour elle au lendemain même de son entrée en compagne et lorsqu'avorta la première offensive sur Paris. Pour que la guerre eût répondu à l'attente des pangermanistes, il eût fallu qu'elle fût brève et se terminât au bout de quelques semaines par une catastrophe de l'Entente. Dès qu'il fut apparent qu'elle se prolongerait, la déception se propagea outre-Rhin. Le peuple avait consenti aux exigences du prétorianisme, d'abord parce qu'il se savait impuissant à réagir, et ensuite parce qu'il croyait à une courte épreuve et à des sacrifices modérés. Au fur et à mesure que sa désillusion se précise, que les mois succèdent aux mois, les hivers aux hivers, l'opposition puise dans l'évènement quotidien de nouveaux aliments. Quand la puissance russe s'abattit et que le général Hoffmann eut fait sonner son sabre à Brest-Litowsk, en renouvelant un geste de l'antique, cette opposition se tut momentanément. Elle fut paralysée au printemps dernier, avant la seconde offensive sur Paris. Mais, plus s'étaient ranimés à ce moment les espoirs de l'impérialisme, et plus la chûte fut rude en juillet, après le brusque arrêt de l'attaque sur la Marne. On ne se rendit pas compte tout de suite, parmi nous, de la répercussion que ce premier revers, qui allait être suivi d'une série de revers ininterrompue, allait produire dans l'Empire. Mais il sied de passer en revue les autres éléments, qui ont concouru à déchaîner la révolution.

L'Allemagne a supporté longtemps une pénurie de vivres qui fut réelle. Comment, au surplus, cette disette ne se serait-elle pas exercée, alors que le territoire était réduit ou peu s'en faut, à ses propres ressources et qu'il était bloqué avec une rigueur croissante ? C'est seulement plus tard, et quand des documents probants auront été rassemblés, que l'on pourra mesurer toute la gravité de cette crise alimentaire. Après en avoir d'abord exagéré les effets, — pour avoir méconnu l'importance des réserves accumulées, — nous en avons sous-estimé la valeur. Les sacrifices du champ de bataille ont paru moins pénibles à la masse des Allemands que le manque de vivres et, en fait, l'arrière a fléchi bien plus vite que l'avant. Si depuis tant de mois, des millions d'hommes sur le Rhin, sur l'Elbe, dans la vallée du Danube réclamaient la paix, c'est que seule, la paix pourrait leur restituer leur ration ordinaire de pain et de viande. Le pouvoir s'attardant à poursuivre la guerre, ils n'ont plus songé qu'aux moyens de le renverser.

La révolution russe leur avait d'abord donné l'exemple — avant les autres sinistres politiques qui ont pu intervenir. Ils avaient été surpris de la facilité et de la rapidité avec lesquelles les ouvriers et les paysans de l'Empire voisin, moins bien organisés cependant qu'eux-mêmes, avaient aboli le tzarisme. Ils avaient alors conclu que chez eux aussi, le régime devait être moins solide que sa façade. Si l'autocratie avait subsisté à Pétrograd, ils n'eussent jamais osé attenter à la dictature des Hohenzollern, mais cette autocratie ayant fléchi sous un minimum de poussée populaire, ils avaient perçu la fragilité des pouvoirs qui ne reposent pas sur le consentement du public. La révolution russe avait engendré, dès le printemps 1917, un long ébranlement dans les deux Empires centraux, où les grèves généralisées avaient coïncidé avec les revendications de réformes politiques. Mais, au printemps 1917, ni l'un ni l'autre des Empires n'était mûr pour l'effondrement. La Quadruplice gardait encore sa cohésion et l'intervention américaine ne se présentait que comme un péril à lointaine échéance.

La dislocation de la Quadruplice a été l'une des causes directes de la révolution germanique. Tant que le cabinet de Berlin a maintenu sous sa tutelle les chancelleries de Vienne, de Sofia et de Constantinople, il a nourri le sentiment qu'il serait invincible, et cette impression il l'avait communiquée à ses sujets, puisque sujets il y avait. Mais, quand la Bulgarie se fut détachée, suivie de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie, quand l'Allemagne se sentit isolée, dans le monde, en face du monde, avec ses frontières méridionale et orientale découvertes, la nation d'outre-Rhin perçut que toute résistance serait superflue, que toute prolongation de la dé-

fensive ajouterait seulement à ses souffrances, qu'elle avait été dupée, trahie par ses dirigeants — et comme il était naturel, elle se retourna contre eux.

Cette volte-face, au surplus, avait été provoquée, dans une large mesure, par les messages wilsoniens. Les déclarations du président de l'Union — dont certains se complaisent à diminuer l'importance pour des motifs que nous ne chercherons pas à élucider, n'ont pas été moins efficaces que l'action militaire de l'Amérique. Celle-ci a été soutenue par celles-là. Wilson a pu parler d'autant plus haut, que son armée était plus forte, mais l'avance de cette dernière n'eût pas engendré aussi tôt la crise suprême dans l'Empire, si les messages au congrès et les ripostes à Max de Bade n'avaient pas offert des garanties, une prime à la révolution. A l'heure où les craquements précurseurs de la catastrophe se multipliaient de toutes parts, le peuple allemand a compris qu'il commettrait la faute suprême en conservant l'ancien régime et au contraire, qu'il faciliterait les pourparlers en balayant les vestiges du passé. Ludendorff et Guillaume II ont disparu bon gré, mal gré, tandis que l'émeute grondait de Kiel et de Hambourg à Munich et à Stuttgart. Pour sauver tout ce qui pouvait être sauvé, l'Allemagne sacrifiait les chefs qu'elle avait aveuglément suivis.

C'est plus tard que l'on pourra examiner plus à fond les caractéristiques de cette révolution allemande, mais il était certain que les causes mêmes qui l'avaient déterminée, — causes générales ou occasionnelles, influeraient sur sa nature et sur sa marche. Le grand mouvement germanique de 1848 venait de la classe moyenne associée à la classe ouvrière et se rattachait à l'éveil démocratique de toute l'Europe. Le mouvement de 1918 est d'origine prolétarienne. Ceux qui connaissaient la structure de l'Empire, qui y avaient suivi les luttes de partis, le cheminement des idées, savaient que la révolution, le jour où elle se produirait, ne se cantonnerait pas dans le domaine politique, mais toucherait à l'organisation sociale elle-même.

Les journées de novembre à Munich, à Carlsruhe, à Brême, à Cologne, à Berlin, n'ont pas été l'œuvre des fractions bourgeoises de gauche, qui, de longue date avaient lié leur sort à celui de l'Empire. Ni les nationaux libéraux, ni les progressistes qui avaient si souvent proclamé leur attachement aux Hohenzollern, n'étaient capables de préparer leur renversement. Les socialistes majoritaires n'ont eu ni l'initiative, ni la direction de cette crise suprême : en participant au pouvoir, avec Max de Bade, ils s'étaient dans une large mesure séparés de la masse populaire : la révolution a été accomplie par les conseils d'ouvriers et soldats et dominée, dans l'ordre intellectuel, par les socialistes indépendants dont les leaders étaient Haase, Bernstein, Kautsky, et par le groupe Spartacus, la véritable extrême-gauche, dont les orateurs sont Liebknecht et Rosa Luxembourg. Mais, dès la première heure, les socialistes majoritaires se rallièrent à un mouvement qu'ils sentaient irrésistible — et ainsi, c'est la social démocratie, dans son ensemble, qui lui donna sa forme.

Tout phénomène historique a ses anomalies, ses aspects inattendus. C'était en Saxe, en Westphalie, dans les villes Hanséatiques, dans l'agglomération berlinoise, que le prolétariat — corporativement et poitiquement — était le mieux organisé — et c'est de Munich qu'est parti le signal. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce fait : les traditions plus démocratiques du Sud, la persistance du particularisme, la proximité de l'Autriche qui était en pleine effervescence; pourtant en sens inverse, la prédominance de l'élément rural dans le bassin du Danube et de ses affluents, la puissance du parti catholique sinon à Munich même, du moins dans les villes secondaires du royaume, constituaient autant d'obstacles ou de freins. Mais il faudra revenir sur ces considérations, comme sur bien d'autres. Le problème de la Constituante, les luttes des fractions socialistes entre elles, la réorganisation des partis bourgeois, la juxtaposition d'abord maintenue des ministres d'ancien régime et des pouvoirs insurrectionnels, le réveil des tendances séparatistes : voilà autant de thèmes qui méritent de larges développements.

Ce qui domine tout, c'est que l'empire est à bas, que toutes les dynasties gisent à terre, que les hobereaux ont perdu en quelques heures leur autorité et que le passé apparaît définitivement aboli. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire — hormis celui de la monarchie napoléonienne — d'un Etat militaire renversé et relevé ; encore des différences très nettes se révèlent-elles entre la monarchie napoléonienne et celle des Hohenzollern, entre la France de 1851 et l'Allemagne actuelle, entre l'Europe ou mieux le monde du milieu du dernier siècle et le monde présent. De Waterloo au coup d'Etat de décembre, 36 ans se sont écoulés. Si les Hohenzollern ne se restaurent point demain ou après-demain, et cette hypothèse à peu de chance de se réaliser, ils s'évanouiront à tout jamais de la scène. La révolution allemande est faite : il reste à savoir quel régime nouveau elle érigera, dans l'ordre politique et dans l'ordre social.

PAUL LOUIS.

CREUSEZ LA TOMBE D'ATTILA !

O toi, Allemagne, maintenant haïs !
HENRICH VIRORDT.

La belle âme germaine,
Dans ton cri de vautour,
Chanteur de haine,
Tu nous l'as dite, sans détour :
Le monstrueux, c'est votre rêve.
Mais la rage, ô Teuton, est malsaine : on en [crève !
Holà, les fossoyeurs, holà !
Creusez la tombe d'Attila !

Bons Allemands, la France
N'a pour votre fureur
Qu'indifférence.
Pourquoi, Teutons, aurions-nous peur ?
Ecumez, mâchez votre bave :
Le chien le plus méchant, ce n'est pas le plus [brave !
Holà, les fossoyeurs, holà !
Creusez la tombe d'Attila !

O folle Teutonie !
De ton kaiser fourbu
Si l'agonie
Vomissait le sang qu'il a bu,
Tu le sais mieux que pas une autre,
Ce sang aurait l'odeur du tien plus que du nôtre !
Holà, les fossoyeurs, holà !
Creusez la tombe d'Attila !

EUGÈNE HOLLANDE.

LA SOLVABILITÉ GERMANIQUE [1]

La Paix par la contrainte. — L'Allemagne de la monnaie. — Les pertes actuelles de la France et l'Allemagne. — Evaluation détaillée du Capital national avant la guerre : plus de 400 milliards de francs. — La faculté de paiement de notre débiteur. — Le principe de l'indemnité à long terme. Les grands conflits armés et leurs causes depuis 1850. Le côté du Budget dans le corps économique de la Nation. Usufruits et nues-propriétés. Conclusions.

Devant les charges considérables qui s'accumulent à l'horizon, autour des Budgets de demain, dont les chiffres sont un trop juste sujet de préoccupation, la pensée des « réparations nécessaires » obsède les esprits, et la même question se pose, sous des formes diverses : Comment paieront-ils ? Dans quelle mesure et sous quelle forme serons-nous indemnisés ?

De toute évidence, il est encore trop tôt pour préciser. Nul ne saurait aujourd'hui, tracer d'une main sûre, le statut politique de l'Allemagne de demain. Nul ne peut apprécier exactement les moyens dont elle disposera et ce que nous devrons exiger d'elle. Mais il est indispensable de souligner certaines vérités, de mettre en relief plusieurs faits qui resteront à la base de l'édifice futur.

Une première observation prendra place ici. Combien de fois n'avons nous pas été surpris d'entendre émettre des doutes au sujet de l'*acceptation*, par l'Allemagne, dans le prochain traité de paix de telle ou telle clause, touchant ses finances, sa vie militaire ou son commerce extérieur. Cependant, ceux-là même qui soulevaient des objections, ne contestaient pas un instant que l'Allemagne dût être *contrainte* de restituer l'Alsace-Lorraine. Or, il y a là un illogisme flagrant.

Il n'est pas douteux que le jour où Berlin se résignera à abandonner, les gains territoriaux de 1871, qui lui tiennent tant à cœur (sol et sous-sol, bassin de Thionville compris), et ce jour paraît arrivé, c'est qu'elle n'aura pas la liberté d'agir autrement, c'est qu'elle sera *contrainte à souscrire sans conditions à des clauses unilatérales*.

Alors, elle signera ce qu'on lui demandera, comme le moribond remet sa fortune aux mains des docteurs dont il attend la vie. Dans quel esprit, sous quelle réserve intime et profonde, la signature allemande sera-t-elle donnée — c'est tout autre question. Le désespéré qui avait tout abandonné devant la menace suprême, n'est-il jamais tenté de compter le prix de la vie qui lui fait retour ? Ne s'avise-t-il pas de juger onéreux, le contrat qu'il endossait la veille, sans même en vouloir connaître les termes ?

La diplomatie des « chiffons de papier » n'hésitera sans doute pas à ajouter une loque de plus à la mémorable collection des documents que revêt la signature impériale — car les traités ne l'engagent qu'autant que l'encre en est encore fraîche. Il est donc permis de supposer que la Germanie, conduite à résipiscence, ne capitulera qu'avec l'arrière pensée de s'affranchir peu à peu des droits et hypothèques qui pèseront sur elle. Et c'est pourquoi les Alliés, payés d'expérience, auront à surveiller durant de longues années, l'activité d'un peuple dont nul n'avait exactement mesuré l'immense préparation militaire — d'une race avide et violente dont l'Histoire se fatigue de répéter les débordements.

(1) Cet article était composé à la veille de la signature de l'Armistice ; ses conclusions restent entières.

Ce premier point acquis, il est un fait positif que l'on peut dégager dès maintenant, sans empiéter sur les événements.

L'une des premières nécessités, lorsque s'assemblera le Congrès de la paix, nécessité qu'il n'est pas trop tôt de mettre en lumière — sera de considérer l'Allemage de l'avenir et non la Puissance momentanément épuisée par un effort sans précédent. *Autrement, les vainqueurs seraient dupes.*

Le Teuton plaidera misère et insolvabilité. Il accumulera les témoignages « d'incapacité de libération » — véridiques sur l'heure — caducs dans cinq ou dix ans. C'est en face de l'Allemagne de 1930 qu'il nous faut nous placer — or, celle-ci sera puissante, de nouveau et riche en moyens de production — on peut s'en convaincre en mesurant les jeunes générations qui vont renforcer d'année en année les effectifs du travail au-delà du Rhin.

De 1900 à 1915, il y a eu environ 30 millions de naissances en Allemagne. Les nouvelles couches de la population vont donc, à partir de 1919, apporter des forces vives extrêmement puissantes, dans tous les domaines de l'économie nationale. Sous la poussée de ces éléments actifs, sous l'action stimulante des taux élevés de capitalisation, *capital, revenus, épargnes*, reprendront un essor considérable dans un avenir peu éloigné.

Ce qu'il nous faut considérer, ce n'est donc point, encore une fois, l'Allemagne de 1920 — mais bien celle de 1930. *Sinon, nous éprouverons la même impression que nos adversaires de 1870-71, confondus par l'aisance avec laquelle se libéra notre pays, au lendemain de ses désastres.*

Nos agresseurs nous ont frappés, par surprise, en pleine vitalité, au cœur de nos richesses — ils ont détruit nos mines, nos usines, brûlé ou pillé nos immeubles, stérilisé notre sol pour de longues années, volé des valeurs mobilières, empoisonné les eaux et l'atmosphère dans nos plus actives provinces. Se payer en monnaie de faillite, serait folie de notre part — et tel est le péril dont nous serions encore menacés si nos regards ne se portaient au delà du champ visuel le plus immédiat.

La rançon du crime doit peser sur des dizaines d'années. C'est avec du temps, beaucoup de temps, que nous pourrons récupérer une part appréciable de tout ce que nous avons perdu dans le domaine des intérêts matériels, le seul qui se prête à des réparations.

Attaquant cette question plus à fond, M. de Verneuil, syndic des Agents de Change, examinait l'an dernier, les ressources de l'Allemagne avant la Guerre et arrivait à cette conclusion réconfortante que notre débitrice pourrait, après avoir recouvré sa vie normale, payer annuellement de 15 à 16 milliards aux Alliés.

Sans vouloir opposer une évaluation à celle-ci, disons cependant que notre optimisme ne va pas jusque-là. Quinze à seize milliards... songez-donc — presque la moitié des revenus de notre population avant le conflit — c'est un chiffre ! Mais n'anticipons pas, procédons avec ordre.

Il est essentiel de connaître davantage la richesse en Capital de l'Allemagne, de se représenter ce qu'étaient ses Revenus et ses Epargnes avant la guerre.

M. Hellferich, ancien Directeur de la Deutsche Bank, et depuis, Ministre des Finances de l'Empire, rédigea sur ce sujet un mémoire, de date récente encore (1913), dont chacun possède au moins deux ou trois chiffres. L'ouvrage fut composé à l'occasion du 25e anniversaire de Guillaume II : il s'agissait en fait, de glorifier un règne et derrière lui, tout un peuple, de rapporter au monarque les bienfaits et jusqu'aux moindres mérites, d'une évolution prodigieuse, due surtout à l'accroissement de la population, à ses qualités reconnues de méthode, de travail, de persévérance.

Que dans ces conditions, l'opinion française ait accueilli avec beaucoup de réserve le travail de M. Hellferich, rien de plus juste, et nous avouons nous-mêmes avoir partagé cette prévention. Mais, nous devons à la vérité — et nos études sur la Richesse de la France nous préparaient peut-être un peu à cet examen, — de reconnaître qu'il n'y a aucune exagération dans les chiffres produits par M. Hellferich, en ce qui touche tout au moins, le capital et les revenus de l'Empire. On pourra donc se reporter à son œuvre avec la plus grande utilité, et c'est ce que nous avons fait ici, en analysant le détail de ses évaluations, en faisant la ventilation de telle rubrique un peu trop générale, en présentant enfin, une estimation plus conforme aux habitudes françaises.

En ce qui concerne la recherche du capital de l'Allemagne, l'ancien Directeur de la *Deutsche Bank* a recouru à deux méthodes — la première, basée principalement sur les rendements de l'impôt sur la richesse acquise : la seconde, édifiée sur la théorie des capitaux assurés contre l'incendie. La moyenne des deux résultats obtenus, ressort à 308 milliards de marks. Elle est, nous le verrons plus loin, plutôt au-dessous de la réalité.

Le chiffre indiqué, de 50 milliards de francs, pour les revenus, nous paraît également acceptable — mais nous n'en dirons pas autant de la som

me de 12 1/2 milliards de francs, qui représentait l'épargne annuelle et qui nous semble manifestement exagérée.

Nous ne surprendrons personne en rappelant que le peuple français a toujours été cité comme l'un des plus économes de l'Europe. Or, nous avions dépassé tous les chiffres antérieurement admis, en donnant une estimation de 5 milliards pour nos épargnes (1911). A supposer même, un esprit de prévoyance égal au nôtre, par delà le Rhin, cela justifierait à la rigueur une évaluation de 8 1/2 milliards, compte tenu du rapport des deux populations.

Ainsi, que les Allemands puissent épargner 8 à 9 milliards annuellement, dans quelques années, l'hypothèse serait fort vraisemblable, si elle admettait par surcroît, la survivance des conditions économiques du passé. Mais les Germains de tous les Etats confédérés échapperont moins encore que d'autres peuples — Anglais et Italiens par exemple, — aux rudes conséquences d'une guerre épuisante par sa durée et ses prélèvements humains dans les moindres cadres de l'activité pacifiques.

La désorganisation de leurs industries, le manque de matières premières et de produits alimentaires, les conditions de la santé publique, les exigences budgétaires, pour ne citer que ces facteurs, leur préparent, à n'en pas douter, une période sévère au lendemain de la paix.

D'autres éléments encore imprécis, exerceront une influence profonde sur le relèvement plus ou moins rapide de nos adversaires : — ce sont, aussi bien, la position de leur marine marchande et le prochain statut du commerce interallié ; de sorte que pour quatre ou cinq années tout au moins, il est extrêmement difficile de se représenter à l'aide d'un chiffre quelconque le revenu global d'une population soumise aux arrêts d'un destin mérité. Et c'est pourquoi nous devons voir loin, très loin même, dans l'avenir, pour ne pas laisser échapper la matière de nos justes revendications.

Au surplus, comme on l'a déjà fait observer justement, lorsque nous imposerons un tribut à l'Allemagne, notre premier soin sera vraisemblablement de l'alléger de quelques charges dont nous n'avons que trop ressenti les effets. En premier lieu, nous devrons la délivrer de son budget militaire ; — après quoi, nous pourrons la dégager d'une partie des engagements qu'elle aura contractés envers son peuple pour mener la guerre avec les armes que l'on sait.

Que les tâcherons du Kaiser, élevés au régime du « chiffon de papier », apprennent, un jour prochain, la réduction de 5 à 2 0/0 du taux d'intérêt de la dette impériale de guerre, et leur mémoire leur dira que les plus beaux rêves sont les plus courts, comme les promesses elles-mêmes, au pays de la kulture. Nul moins qu'eux, ne pourra s'en étonner.

Ces deux seules mesures épargneraient à l'Empire, une charge budgétaire de quelque sept milliards, qui s'emploieraient beaucoup plus utilement au profit des Alliés, ses victimes.

Entre ces indications préliminaires, peu sujettes aujourd'hui à de plus grandes précisions, un fait important doit être mentionné : c'est la hausse des prix, qui entraîne une diminution correspondante du pouvoir d'achat.

Ici même, les vingt francs de 1918, valent huit ou neuf francs de 1913, guère davantage. En Allemagne, si nous nous en rapportons aux derniers prix des denrées alimentaires et objets indispensables, l'écart est beaucoup plus sensible. A telle enseigne que pour une Nation quelconque, posséder 50 milliards de revenus, avant ou après la guerre, est chose toute différente. Alors qu'une telle somme permettait en 1912, d'épargner 8 ou 9 milliards par exemple, il se peut qu'elle suffise à peine dans un ou deux ans, à assurer des économies beaucoup moindres. Et c'est pourquoi nous ne pouvons dire avec certitude aujourd'hui, que l'Allemagne disposera de telle ou telle somme annuellement pour nous indemniser.

Par contre, son capital reste à peu près intact, comme on le verra dans un instant, et ce fait seul souligne l'intérêt que nous pouvons avoir à le mesurer de notre mieux.

*
* *

Il y a une différence fondamentale à établir entre les *pertes réelles* subies par la France et celles que supporte l'Allemagne, au cours de ce conflit. La majeure partie du préjudice qui nous touche est déterminée par nos achats à l'étranger et par les destructions des régions envahies.

En raison du « blocus » et exception faite des très légers dommages causés par l'incursion russe en Prusse orientale, — l'Empire germanique ignore tout de ce double fardeau. A l'inverse de la France, il a vécu pendant quatre années, replié sur lui-même sans contracter de dette au dehors, sans souffrir à proprement parler, de destructions militaires. Ses épargnes, comme les nôtres, s'en sont allées presque exclusivement en « fonds de guerre ». Il n'a presque pas créé de capital nouveau, au sens économique du mot — il a perdu ses colonies, et sa marine marchande est fortement

touchée — le peuple allemand aura vécu de privations ignorées de la masse de nos concitoyens, — mais, arrêtez le bilan comparatif à la date d'aujourd'hui, octobre 1918, et vous constaterez sans la moindre peine, *que la richesse française a été beaucoup plus entamée par la guerre que la fortune allemande.*

C'est un point essentiel à retenir, car, si le droit à ses revanches et la morale ses sanctions, dans une lutte qui dresse l'Humanité face au crime, nos réparations seront belles, durables, profondes, comme l'exige le souvenir des victimes magnifiques auxquelles nous devons une pieuse reconnaissance.

Nous avons indiqué que M. Hellferich avait eu recours à deux méthodes pour évaluer la *richesse acquise, la fortune nationale* de l'Alemagne. La seconde, basée sur les capitaux assurés contre l'incendie et complétée par des recherches directes, en donne le détail suivant :

Fortune nationale de l'Allemagne en 1911.

	milliards marks
Propriété bâtie, meubles et immeubles assurés contre l'incendie	200
Propriété foncière (urbaine et rurale)	70
Chemins de fer	25
Valeurs mobilières étrangères et placements au dehors	20
Marchandises en cours de transport et espèces métalliques	5
Mines ..... 5 à 6)	6
Biens nationaux, à ajouter aux Chemins de fer pour représenter l'excédent d'actif de l'Empire, des Etats confédérés et des communes	5
Flotte marchande et fluviale	1
Total. Richesse privée et biens nationaux	332

A l'aide de ces chiffres, de quelques données complétementaires apportées par M. Hellferich et des indications fournies par M. A Neymarck sur la fortune mobilière, on peut se représenter sous une forme plus sensible la richesse nationale de l'Allemagne, et l'évaluation dont nous énoncerons ci-dessous le détail, ne pourra s'écarter beaucoup de la réalité pour 1911 ou 1912 :

Fortune nationale de l'Allemagne en 1911-12, d'après le classement rationnel des biens de toutes catégories.

Biens privés :	milliards marks	
Valeurs mobilières (mines comprises pour 5 milliards)		165
Propriété bâtie		72
Propriété foncière		70
Meubles meublants et corporels		25
Fonds de Commerce et Industrie privée		23
Animaux de ferme et matériel agricole (minimum)		16
Stock monétaire		4
Flotte commerciale		1
Biens nationaux :		
Chemins de fer		25
Autres biens nationaux		25
Total apparent		360
A déduire :		
Passif de l'Empire, des Etats, des Communes	25	
Biens de toutes catégories comptés dans les valeurs mobilières	10	
		35
Richesse nationale total réel		325

Trois cent-vingt-cinq milliards de marks, ou quatre cents cinq milliards de francs — telle devait être la valeur réelle du capital allemand, deux ou trois ans avant la guerre. Encore ferons-nous une réserve au sujet de la somme de 5 milliards affectés aux Mines, et qui nous paraît plus que modérée.

En ce qui concerne le sous-sol, ce n'est là d'ailleurs, qu'une évaluation « boursière ». La valeur brute de la production minière en 1912 atteignait en chiffres ronds, 2.200 millions de marks (dont 1.840 millions pour les houilles et lignites). Que, les frais d'exploitation déduits, le produit net se trouve ramené à un chiffre ne représentant plus qu'une capitalisation de cinq milliards, c'est possible, encore qu'incertain. Mais il y a tout de même une différence à établir, entre une banque, par exemple, qui ne possède que le capital souscrit et le cerveau de ses administrateurs, — et une industrie qui passe aux yeux des Allemands pour avoir des réserves capables d'alimenter pendant mille années la consommation d'un produit de première nécessité. Ajoutons qu'au point de vue « national », ce capital possède une valeur qui se quintuple, ou se décuple même, à raison des industries sans nombre qu'engendre son exploitation (1).

*
* *

Telle est, à nos yeux, la richesse allemande. Or, répétons-le — cet actif, jusqu'à présent, n'a que fort peu souffert. Quand vous aurez supprimé

(1) On trouvera des éléments propres à faciliter l'évaluation de ces biens miniers dans une très intéressante étude de M. Paul Meuriot, intitulée : « Le Revenu Domanial des Etats allemands » (*Journal de la Société de Statistique*, 1917).

le milliard de la flotte marchande, les pertes du cheptel,, compté l'usure du matériel roulant et les quelques sorties d'or dont les neutres ont pu profiter... vous n'arriverez pas encore à un chiffre considérable.

On sait que les Allemands avaient au début de la guerre revendu une partie de leur portefeuille de titres américains, pour acquérir et tenir en réserve dans l'attente de la paix, des stocks importants de matières premières. Ils n'y auront rien gagné, car, depuis l'entrée en lice des Etats-Unis, ces approvisionnements sont restés en gage aux mains de nos Alliés.

Nous négligeons les fluctuations de la valeur vénale, pendant la guerre. Certains titres ont périclité, d'autres ont haussé, considérablement. Nous ne devons pas nous attarder à ces caprices : l'essentiel est de retenir que *tous les moyens de production recouvreront leur utilité, partant, leur valeur, avec la paix.*

La terre retrouvera sa splendeur des meilleurs jours, en raison de la cherté des produits agricoles. L'outillage industriel s'est accru du montant des vols systématiques, pratiqués dans nos régions manufacturières du Nord, en Belgique et en Pologne.

Sous l'action de son change déprécié, l'Allemagne pourra vendre au dehors, avec la plus grande facilité, tous les produits qu'elle tire directement de son sol et de son sous-sol — alors que pour les articles manufacturés dont elle doit préalablement importer la matière première, elle ressentira le double effet, onéreux d'abord, favorable ensuite, du régime des pays à monnaie dépréciée.

Dans chaque objet fini, le travail allemand, le bénéfice industriel allemand, profiteront d'une prime d'exportation occulte, qu'ignoreront les articles similaires des Nations jouissant d'un meilleur change.

Quant à la marine marchande, les unités détruites ou capturées seront largement compensées, au point de vue du capital, par la plus-value de la flotte conservée dans les ports germaniques et les mises en chantiers de la période de guerre.

Tout cela n'offre pas l'aspect ou la perspective d'un pays ruiné, usé jusqu'à la corde. Entre le double écueil de l'optimisme et du pessimisme à outrance, nous préférons le premier — parce que moins inexact, d'abord, et moins dangereux surtout.

Oui, l'Allemagne devra et *pourra payer*. Comment ? *En réduisant à l'extrême, son budget national*, et nous devons l'y contraindre. En y annexant un « *budget des charges et redevances extérieures* », qu'il nous appartient de préparer. Tant que les Alliés ne passeront pas le Rhin pour porter au cœur de la Germanie, la ruine et la désolation, tant que la main de la Révolution ne s'abattra pas sur la propriété privée, dans un mouvement irréparable, — rien n'ébranlera notre foi dans la capacité de paiement de notre sinistre débiteur.

Nous résumerons exactement notre sentiment en déclarant que l'Allemagne de l'avenir *pourra* — sous réserve des deux éventualités que nous venons de mentionner — *prélever annuellement de dix à quinze pour cent de ses revenus pour les répartir à ses créanciers* — et sans que le peuple allemand renonce à vivre pour celà.

C'est un chiffre déjà. Il se tient à mi-distance des espoirs les plus optimistes — et de la *révérence* que nous tirerait Germania, contre quittance en bonne forme, si nous acceptions les assurances des sceptiques et des pessimistes.

(*A suivre*). RENÉ PUPIN.

LA PRUSSE ET LA RIVE GAUCHE DU RHIN (1)

Arrivée De Barthélémy à Bâle.
Il Se Rencontre Avec Le Comte De Goltz.

Barthélémy arrivé à Bâle le 23 Nivôse eut ce même jour une entrevue avec le Comte de Goltz qu'il ne connaissait encore que de vue, chez Diodati, génevois, ci-devant ministre de Mecklembourg en France qui les avait invités à une réunion sans doute concertée.

Le Comte de Goltz lui fit part de son désir de le voir souvent et de s'ouvrir avec lui des principes qui animaient sa cour qui souhaitait la fin de la guerre. Ce désir était probablement si réciproque qu'il devait bannir toutes les difficultés d'étiquette propres à le contrarier et à empêcher d'aller droit au fait. Barthélémy lui répondit qu'il était trop pénétré des sentiments nobles et francs du gouvernement français pour s'arrêter à une autre étiquette que celle de la raison et de la vérité. Ce premier contact se passa en compliments de part et d'autre.

Le Comte De Goltz Désire Faire Accepter La Médiation De La Prusse En Faveur Des Etats Allemands.

Un instant après, de Goltz l'aborda de nouveau.

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 22, 1918.

Il pensait qu'aussitôt que Barthélémy aurait reçu des pleins pouvoirs qui correspondraient aux siens, un rapprochement ne devrait être ni long, ni difficile, surtout après les explications qui seraient données par Harnier à son retour de Paris. Il insista sur l'utilité de faire suivre la paix particulière avec la Prusse de la pacification d'une partie considérable de l'Allemagne, la République acceptant dans ce but la médiation du Roi de Prusse entre elle et les Princes allemands et publiant une sorte de déclaration les invitant à faire passer leurs vœux et leurs propositions par la cour de Berlin. Il trouvait ce moyen efficace pour rendre à celle-ci toute la force qu'elle devait avoir contre la maison d'Autriche et la mettre en mesure de rétablir avec solidité cette espèce de Confédération qui avait été formée en Allemagne par Frédéric II.

Ainsi, dès le premier moment, le ministre prussien révélait le plan auquel tenait tant sa cour : intervenir dans la politique des Etats de l'Allemagne pour les dominer plus tard en se substituant à l'Autriche.

Barthélémy fit observer que de nombreux Princes d'Allemagne tenant de tout temps à l'influence et à la protection de la Prusse y reviendraient à l'exemple de la résolution prise par la Prusse elle-même de se rapprocher de la France. Mais de Goltz pensait que la crainte de la cour de Vienne les arrêterait. Il revint plusieurs fois sur ses raisonnements au sujet de la médiation prussienne à laquelle il paraissait attacher une grande importance. Barthélémy y voyait deux motifs principaux ; l'un était d'éliminer la médiation qu'offrait la Suède, l'autre était plus puissant encore. Si la Prusse en effet ne traitait que pour elle seule, la paix qu'elle ferait aurait l'air d'une défection vis-à-vis de ses alliés qui serait atténuée, si elle se montrait en même temps la protectrice des Princes d'Allemagne.

La Prusse n'était pas encore assez puissante pour que Barthélémy pût percer les vues d'avenir qui la poussaient déjà à intervenir dans les affaires des autres Etats allemands.

De Goltz parla aussi de Mayence que le Roi de Prusse défendait et ne pouvait abandonner. Il proposa que la République française s'engageât à ne pas attaquer cette ville si les Autrichiens l'évacuaient et s'il n'y restait qu'une garnison des troupes de l'Empire.

Dans le cas où les Autrichiens refuseraient de l'évacuer sur la demande de la Prusse, alors celle-ci retirerait ses troupes, serait justifiée aux yeux de l'Empire par la mauvaise volonté de l'Autriche et ne s'opposerait plus aux attaques des Français. Barthélémy lui répondit qu'Harnier aurait sans doute conféré sur cette question avec le Comité de Salut public (1).

Pourparlers de Barthélémy et de Comte de Goltz

Retour d'Harnier De Son Voyage A Paris

Le 29 nivôse, Barthélemy dîna chez de Goltz Harnier était de retour depuis la veille de son voyage à Paris. Mais, très fatigué et occupé par le rapport qu'il avait à adresser à Berlin, il n'assistait pas à ce dîner. Il avait toutefois vu Bacher et s'était beaucoup loué de l'accueil que le Comité de Salut public lui avait fait, tout en le trouvant difficile sur les moyens de rapprochement et exigeant sur les conditions de la paix.

Dans cette entrevue, de Goltz qui se proposait d'envoyer le rapport d'Harnier à Berlin par un courrier extraordinaire ne dit rien de particulier sur l'objet de sa mission, mais montra qu'il était toujours dirigé par le désir d'arriver à un accommodement (1).

A la suite du voyage d'Harnier, le Comité de Salut public se décidant à pousser plus avant les négociations, avait envoyé à Barthélémy des instructions détaillées dont celui ci accusait réception en ces termes :

Correspondance De Barthélémy Avec Le Comité De Salut Public

« Le courrier extraordinaire que vous m'avez expédié le 26 nivôse est arrivé aujourd'hui et m'a remis tout ce dont vous l'avez chargé pour moi. Je ne tarderai pas à entrer en conférence avec M. de Goltz et à vous rendre compte de mes premiers entretiens avec lui. Le résultat devrait en être d'autant plus satisfaisant que nos négociations se trouveront vivement appuyées par les rapides progrès de la République en Hollande dont on reçoit ici l'avis à l'instant. » (1).

Barthélémy étant muni des instructions du Comité de Salut public, les négociations vont prendre désormais une marche rapide.

Barthélémy et de Goltz accompagnés de Bacher et d'Harnier se rencontrèrent le 4 pluviôse. De Goltz annonça qu'il était autorisé à traiter tout d'abord d'un armistice et qu'il ne doutait pas que

(1) Barthélémy au Comité de Salut public. Bâle, le 23 nivôse an III, 12 janvier 1795.

(1) Barthélémy au Comité de Salut public. Bâle, les 28 et 29 nivôse an III, 17 et 18 janvier 1795.

(1) Barthélémy au Comité de Salut public. Bâle, le 1er pluviôse an III, 20 janvier 1795.

Barthélemy n'y consentit, puisque c'était la marche la plus naturelle et la plus simple.

Conformément aux instructions du Comité de Salut public, le plénipotentiaire français lui répondit qu'il ajournerait toute proposition d'armistice et d'échange des prisonniers pour aller droit au fait sur les conditions de la paix. Ne s'attendant pas à un refus à cet égard, de Goltz assura qu'il aurait voulu de tout son cœur signer la paix le soir même, mais que cependant comme sa conclusion pourrait être précédée de discussions imprévues et subordonnées aux événements de la guerre, si les hostilités se continuaient, il lui paraissait impossible que par politique et humanité pour les soldats, dans une saison aussi rigoureuse, on ne conentît pas de part et d'autre à préparer le retour à la paix par une suspension d'armes :

« Je sens, dit-il, que le Comité de Salut public veut tenir ses troupes en haleine et craint le repos pour elles ; mais, une suspension d'armes avec la Prusse ne prive pas leur ardeur de tout aliment. *N'ont-elles pas les Autrichiens contre lesquels elles pourront l'exercer ?* »

Barthélémy Ajourne L'Idée D'Un Armistice

Très fier sans doute d'avoir exprimé cet excellent sentiment à l'égard de ses alliés, de Goltz insista sur la question d'armistice que Barthélémy, d'après ses instructions formelles, ne pouvait admettre que lorsque les négociations pour la paix seraient plus avancées. Il fut convenu que les plénipotentiaires écriraient à leurs gouvernements respectifs à ce sujet, car le Comte de Goltz avait aussi des instructions et se compromettrait s'il n'appuyait pas sur ce point préliminaire, l'armistice devant précéder toute négociation de paix. Il avoua que ce retard le contrariait vivement, car il était persuadé, ainsi qu'il le répéta plusieurs fois, que la paix aurait été bientôt conclue.

Propositions De La Prusse Au Sujet De Mayence

Au sujet de Mayence, il s'exprima ainsi :

« Nous croyons que vous ne pouvez pas pour le moment prendre cette place de vive force.

L'honneur du Roi de Prusse qui devrait maintenant vous être cher est intéressé à repousser vos attaques.

Je propose l'arrangement suivant pour ménager nos intérêts et la réputation de la Cour de Berlin auprès des Etats de l'Allemagne qui se sont détachés de l'Autriche pour se ranger sous la bannière prussienne.

On ferait connaître à l'Allemagne cet arrangement en vertu duquel le Roi de Prusse enverrait un courrier à Vienne pour inviter le gouvernement autrichien à retirer ses troupes de Mayence, à en assurer ainsi la neutralité pendant les conférences de Bâle et pour l'informer que lui, Roi de Prusse, va retirer les siennes des bords du Rhin. Si l'Autriche refuse, — et elle refusera, — la France attaque et prend Mayence et le Roi de Prusse peut se justifier auprès de l'Empire et rejeter sur la cour de Vienne tout le blâme de la perte de cette ville importante qu'on ne pourrait plus considérer que comme place autrichienne.

Si Vienne consent à retirer ses troupes de Mayence, elles y seront remplacées par celles du Cercle qui la garderont jusqu'à la fin des conférences de Bâle après lesquelles elle vous serait remise.

La Prusse Offre A La France La Rive gauche Du Rhin.

D'une manière ou de l'autre, la France aura Mayence, excepté si elle veut l'attaquer en ce moment sans rien conclure, *et elle l'aura avec la rive gauche du Rhin* ».

De Goltz dans le cours de l'entretien fit plus d'une fois cette promesse qui exprimait une des principales conditions de la pacification.

De l'exposé de ce plan machiavélique dans lequel le négociateur prussien faisait si bon marché de ses alliés autrichiens, on retiendra surtout la facilité avec laquelle il abandonnait à la France, sans aucune discussion, toute la rive gauche du Rhin.

De Goltz ne cacha pas le désir très vif et l'impatience de sa cour de finir la guerre d'une manière *honorable* et prompte (1).

« Puisqu'elle a pris le parti, dit-il, de se séparer de la coalition et de s'exposer à tous les reproches qu'on lui adresse, il est évident qu'elle n'a ni intérêt ni raison de tergiverser pour faire sa paix avec la France. » Tous ses propos annonçaient qu'elle y apporterait de grandes facilités.

Il ne dissimula pas davantage que Mayence était un point fort à charge et fort embarrassant pour elle. Il assura que le feld-maréchal Möllendorff éprouverait une grande joie quand il pourrait perdre de vue ses clochers et qu'à Berlin on serait fort aise *qu'elle pût être au fond du Rhin*. Barthélémy put même juger par cette conversation que Möllendorff se replierait sur Francfort aussitôt que la réponse du Comité de Salut public acceptant les propositions du ministère prussien au su-

(1) La Prusse parlait déjà à cette époque de terminer ses guerres par une paix *honorable*.

jet de la neutralité de Mayence lui aurait été communiquée de Bâle et qu'il n'attendrait même pas de nouvelles instructions du gouvernement de Berlin.

« Vous prononcerez sur ces propositions, ajoutait Barthélémy. Elles sont sans valeur si nous pouvons emporter Mayence de vive force avant que les négociations de la paix n'acquièrent de la consistance. Dans le cas contraire, elles semblent présenter un grand intérêt, puisque, dit de Goltz, si la cour de Vienne se refuse à l'invitation prussienne, les armées françaises feront la conquête de cette place à la fin de février ou au commencement de mars. »

Refus De La France D'Accepter Une Médiation De La Prusse En Faveur Des Etats Allemands

« Le ministre m'a parlé ensuite des Etats de l'Allemagne. Il désirerait beaucoup que la République française acceptât pour eux la médiation du Roi de Prusse. Je ne lui ai pas permis de persister dans cette idée. Je lui ai répondu que la République était aussi bien disposée à faire la paix avec eux qu'avec le Roi de Prusse et qu'elle traiterait avec eux soit conjointement avec la Prusse, soit séparément et d'égal à égal, aux mêmes conditions qu'elle proposerait à la Prusse. M. de Goltz a paru charmé de cette déclaration, puisqu'elle laisse à sa cour quelques moyens de jouer un rôle auprès de ses co-Etats. Il est naturel de croire que plusieurs de ces Etats viendront à nous, aussitôt qu'ils verront qu'elle a commencé ses pourparlers pacifiques. »

Le Comité De Salut Public Approuve Les Premières Négociations De Barthélémy.

Les premiers renseignements fournis sur Barthélémy sur la marche des négociations avaient satisfait le Comité de Salut public qui faisait part en ces termes de son approbation. « Ta conduite à l'égard de M. de Goltz nous a paru telle qu'elle devait être.

Les difficultés d'étiquette ne sont plus de mise et pourvu que tu maintiennes dans les négociations dont tu es chargé la dignité du Peuple français, sois certain que le Comité ne te désapprouvera pas. » (1).

« Je ne perdrai jamais de vue, répondit Barthélemy, le sentiment de la dignité du Peuple français.

A la manière franche et ouverte avec laquelle M. de Goltz paraît vouloir procéder, je juge qu'il ne fera rien qui puisse blesser tant soit peu ce sentiment. »

Les Puissances De La Coalition Cherchent A Entraver Les Négociations

Les négociations qui venaient de s'ouvrir à Bâle n'avaient pas manqué d'attirer l'attention de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche et Barthélémy avait été informé de très bonne source que ces trois grandes puissances s'agitaient prodigieusement auprès du Roi de Prusse et cherchaient à l'éblouir de toutes les manières pour l'engager à renoncer avec la coalition. On voulait obtenir de lui qu'il fît traîner les négociations en longueur, qu'il amusât le tapis pour rompre ensuite, lorsque les coalisés jugeraient le moment opportun.

« Ils connaissent assez bien, disait Barthélémy, *le caractère lâche et perfide du cabinet prussien*, pour que nous ayons dû nous attendre à de semblables trames de leur part. » On annonçait la visite à Berlin du Prince d'Orange et d uduc d'Yorck avec la mission d'influencer le Roi de Prusse et M. de Goltz dans ses conversations avec Barthélémy n'avait pas dissimulé, vu les retards apportés dans la marche des négociations par le refus de la France de consentir à une suspension d'armes, qu'il y aurait bien des personnes et des manœuvres employées à chercher les moyens d'entraver la paix ; qu'il serait réellement fâcheux que ces intrigues vinssent à triompher de la volonté décidée du souverain prussien autant que de son besoin d'une pacification. Barthélémy croyait voir de la bonne foi dans ces réflexions de son interlocuteur, de même qu'il croyait que la nécessité de la paix était telle pour le Roi de Prusse que toutes les pratiques des ennemis de la République ne parviendraient pas à changer sa détermination, même les événements de la Hollande.

« Je pense, écrivait Barthélémy, qu'il veut et fera la paix lâchement ; il dépendra de nous de la lui accorder, mais renonçons ensuite à lui faire jouer un rôle de grandeur. Il n'entendra jamais ce langage. Il se dédommagera très volontiers aux dépens de la Pologne et des Princes allemands ses voisins de ce qu'il perdra sur la rive gauche du Rhin. Il ne se rapprochera de nous que quand la peur des progrès de la Russie lui en fera une nécessité. » (1).

(1) Le Comité de Salut public à Barthélémy. Paris, le 3 pluviôse an III, 27 janvier 1795. Signé : Cambacérès, Pélet, J.-P. Chazal, Carnot, L.-B. Guyton, Merec, Richard, Prieur (de la Marne), A. Dumont.

(1) Barthélémy au Comité de Salut public. Bâle, le 13 Pluviôse an III, 1er Février 1795.

Maladie soudaine du comte de Goltz. Conférences de Barthélemy avec Harnier

Les négociations paraissaient donc en vue d'aboutir et Barthélemy qui avait pénétré le caractère de la politique prussienne était bien préparé à les conduire au mieux des intérêts de la France lorsqu'un événement imprévu les suspendit momentanément. M. de Goltz était tombé subitement malade.

La maladie du comte de Goltz se prolongeant, Barthélémy manifesta l'intention pour ne pas retarder les négociations, de demander à Harnier, secrétaire de l'ambassade prussienne, de se faire autoriser à traiter. Il eut avec lui une entrevue dans laquelle il l'informa que la principale condition de la paix était la cession de la rive gauche du Rhin. Harnier lui répondit que la réponse de la Prusse à la note renfermant cette condition qu'il avait rédigée étant à Paris et envoyée à Berlin ne lui était pas encore parvenue. Il ajouta que sa cour pourrait éprouver quelque peine à renoncer à ses possessions sur cette rive, mais il ne fit cette réflexion que très légèrement et sans s'y arrêter.

Barthélémy lui rappela que M. de Goltz lui avait dit très positivement : « Vous aurez la rive gauche du Rhin. » — « Je l'ai dit souvent aussi, répartit Harnier, mais nous n'avons pas encore et nous attendons incessamment une réponse à ma note. » (1).

Un courrier arrivé de Berlin le 5 février allait apporter cette réponse à la relation faite par Harnier des entretiens qu'il avait eus à Paris avec le Comité de Salut public. Le ministère s'était cabré au premier instant, trouvant la France trop exigeante. Ensuite, il s'était radouci en pensant que ces propositions annonçaient de la part de la République française un désir sincère de la paix et il allait délibérer sur leur contenu.

En faisant part de cette réponse au Comité de Salut public, Barthélémy lui annonçait en même temps la mort du Comte de Goltz survenue le 5 février à minuit (2).

Les dernières instructions que M. de Goltz avait reçues du Roi de Prusse ne laissaient aucun doute sur les intentions de ce souverain d'aboutir à une paix rapide, même au prix de la cession de la rive gauche du Rhin.

« Il importe, lui écrivait-il, que vous dirigiez toute votre attention sur l'objet essentiel de votre mission, c'est-à-dire la paix et que nous apprenions bientôt par vous si le sieur Barthélemy aura tenu envers vous un langage différent de celui du Comité de Salut public envers M. Harnier sur les deux points principaux, celui de l'extension des frontières de la France jusqu'au Rhin, et celui de la cession de nos États au-delà de ce fleuve, qui n'est proprement qu'une conséquence du premier, dont à son tour l'arrangement dépend de la paix générale. » (1).

L'ordre que le Roi de Prusse avait donné à ses troupes de se retirer de la région du Rhin était une nouvelle preuve de ses intentions pacifiques.

Rapport de Cambacérès sur les opérations diplomatiques

Ce fut aussi à cette époque que parut un rapport sur la direction des opérations diplomatiques présenté par Cambacérès au nom du Comité de Salut public.

« Les peuples, disait le futur archi-chancelier de l'Empire, appellent la paix. Des gouvernements revenus vers la sagesse la désirent ; des négociations importantes sont entamées ou prêtes à l'être et bientôt l'or, le prestige, le despotisme n'étoufferont plus la voix de l'humanité et de la raison.

Ce n'est que par des paix partielles que nous pourrons arriver à une paix générale.

La République a des limites naturelles dans les Alpes et les Pyrénées, dans les deux mers et dans un pays libre, notre allié depuis plusieurs siècles : vers le Nord, elle se trouve contiguë à des possessions étrangères dont la démarcation et des gouvernements jaloux ont causé des siècles de guerre. C'est de ce côté que l'Autriche a prétendu s'emparer de la ci-devant Lorraine, que l'Angleterre a convoité le port de Dunkerque et que la navigation de l'Escaut a servi de premier prétexte à des explosions hostiles.

C'est dans ces pays, aujourd'hui soumis à nos armées, qu'un grand nombre de fleuves, après avoir arrosé nos départements, prennent leur cours vers la mer et nous invitent à leur confier les productions de notre sol et de notre industrie. Vous examinerez si les conseils de la nature et l'expérience des siècles ne demandent point que vous traciez d'une main sûre les limites de la République française ; si l'exécution de ce grand dessein ne doit pas être la base et la véritable garantie de la paix universelle et quels sont les moyens de concilier les conditions des traités particuliers avec cette idée principale.

(1) Barthélémy au Comité de Salut public. Bâle, le 17 pluviôse an III, 5 février 1795.

(2) Barthélémy au Comité de salut public. Bâle, le 18 pluviôse an III, 6 février 1795.

(1) Le Roi de Prusse à M. de Goltz, Berlin, le 6 février 1795.

Quoiqu'il en soit, il faut que l'Europe sache que vous n'êtes point dirigés par des vues d'agrandissement, mais par le sentiment de votre repos : que vingt-cinq millions d'hommes, associés pour la liberté et pour le bonheur, n'ambitionnent pas quelques centaines de lieues carrées par cet instinct de conquêtes qui peut guider un despote ou une aristocratie concentrée dans un Sénat, mais qu'ayant pris les armes pour leur indépendance ils ne doivent les quitter qu'après en avoir assuré la durée par tous les moyens que la nature leur offre et qui peuvent prévenir le retour de la guerre, en ménageant l'intérêt bien entendu des autres nations.» (1).

Le Comité de Salut public démontrait ainsi, en réclamant la rive gauche du Rhin, que la nature, la topographie, le besoin impérieux de sa sécurité invitaient la France à se créer des frontières assez fortes pour assurer son indépendance et la paix des générations futures. Il exposait des vérités éternelles qui peuvent être répétées tant que la France obligée de prendre les armes pour sa défense, ne sera pas garantie contre de nouvelles agressions.

Ces considérations si opportunes allaient servir à Barthélémy dans les pourparlers qu'après la mort de M. de Goltz, il devait continuer avec Harnier et le baron de Hardenberg, le signataire de la paix de Bâle.

Ed. de Marcère.

DEUX VILLES ANÉANTIES

I

Il n'est plus personne à ignorer que La Bassée a été quatre ans, dès les premières heures où l'invasion a dû arrêter son avance en terre de France et de Belgique, un des points de résistance, avec Dixmude, Lens, Noyon, Saint-Mihiel, de cette ligne de tranchées que les soldats impériaux avaient fossoyé de la mer du Nord à la frontière suisse et qui a cédé enfin sous la poussée des Alliés.

Dans le supplément hebdomadaire illustré d'une de ces publications qui, sous des airs hypocrites d'indépendance et d'impartialité, sont, en pays occupé, grâce à la complaisance ou mieux, à la complicité secrète des provisoires autorités allemandes, des instruments d'une propagande germanique qui réussit tout de même à être çà et là opérante, j'ai vu des reproductions photographiques de l'état actuel de la petite ville mi-artésienne, mi-flamande. Il est effarant de constater à quel degré de pulvérisation et de mort peuvent aboutir les lambeaux du sol où la rage teutonne, dans sa déconvenue, exerce ses représailles contre la vie des êtres et des choses. On imagine difficilement, même d'après les pires spectacle des régions du Nord, reconquises d'hier de la Somme et de l'Aisne, l'absolu de ruines et de désolation qui s'atteste là de la manière la plus douloureuse et la plus émouvante. Cela dépasse en horreur tragique et en bouleversement les tableaux des plus fameuses catastrophes connues jusqu'ici dans l'histoire. Et naturellement, selon leur bonne foi coutumière, les sauvages ravageurs de la patrie opprimée laissent entendre, dans les notices qui accompagnent les images tendancieuses, que nous seuls et nos alliés sommes responsables de l'œuvre odieuse accomplie. Pourquoi s'étonner? Un des apologistes quand même des actes de barbarie des armées tudesques durant cette guerre n'a-t-il point prétendu démontrer que les attentats sacrilèges contre Ypres, Reims, Soissons, ou Dixmude, ou Arras, nous étaient imputables (1)?

Quoi qu'il en soit, ceux-là seulement auxquels il a été donné de voir, par exemple, Dixmude et La Bassée avant et depuis leurs malheurs, peuvent soupçonner l'impression angoissante de pareille réalité et l'accent inouï de semblable désastre, systématique et calculé.

Et c'est d'un rapprochement au moins curieux, cette similitude de martyre et d'anéantissement qui rend, de chaque côté de la frontière — mais il n'y a plus de frontière en cet instant, hélas! entre les pays voisins également profanés! — les deux bourgs fraternels et à jamais mémorables.

Ils avaient, l'un comme l'autre, de trois à quatre mille habitants qui, dans l'ombre étroite et un peu courte de leur clocher, vivaient d'une existence tranquille, laborieuse et sans esclandre, selon des habitudes séculaires et nettement particularistes. Celui-ci et celui-là étaient idylliquement assis au bord de l'eau chargée de bélandres et de péniches : Dixmude aux rives sinueuses de

(1) Rapport et projet de décret sur la direction des opérations diplomatiques présenté au nom du Comité de salut public par Cambacérès. Imprimés par ordre de la Convention nationale, 3 mars 1795. Par décret du 7 fructidor an II, le Comité de salut public avait été chargé de la direction de ces opérations.

(1) Joseph Sauer, dans *La culture allemande, le catholicisme et la guerre*, un gros livre publié sous la direction du professeur George Pfeilschifter, en réponse au noble ouvrage *La guerre et le catholicisme*, édité sous le patronage de Mgr Baudrillart.

l'Yser et de la rivière d'Handzaeme, La Bassée aux berges rectilignes de son canal qui traversait la plaine minière, longeant des entrepôts, des docks, des magasins. Ils étaient comme le cœur palpitant et robuste d'une vaste contrée agricole, plate et fertile où, sur les horizons embrumés d'un paysage planté de saules gris, s'obstinaient à tourner, en longs signaux d'appel au fond du passé, les bras gigantesques des derniers moulins à vent.

Aux jours de marché hebdomadaire, ici le jeudi et là le lundi, et aux jours de foire mensuelle, les ruraux d'alentour s'en venaient, porteurs de paniers et de hottes, qui à pied par les chemins de halage, qui en carriole par les grand'routes bordées d'ormes et d'aucuns par la voie ferrée à rail unique, apporter aux citadins les produits abondants des *censes* ou des *hofsteden* — deux dénominations de la ferme — et de la glèbe patiemment travaillée et généreuse en beau froment, avoines, colza ou œillettes. Et c'était, en France aussi bien qu'en Belgique, au centre de la grand'place en quadrilatère, si vaste, si vaste, devant l'église, les mêmes installations sur des tréteaux de volailles et d'œufs, de légumes bigarrés, et, au fond des mannes d'osier, protégées par les linges blancs l'hiver, par des feuilles de betteraves humides l'été, les lourdes mottes dorées du bon beurre appétissant et renommé du Nord. Les vendeuses, en d'amples mantes sombres et caractéristiques, avaient, de part et d'autre, les mêmes figures boucanées par le hâle des champs, le même aspect fruste et honnête, la même attitude passive, patiente et âpre au gain. Puis, autour des vaches laitières, honneur des pâtures, autour des cochonnets et des bêtes primées aux comices agricoles, les mêmes trognes de maquignons, gais lurons aux sarreaux de toile bleue, de paysans enluminés aux blouses luisantes, le même tohu-bohu plantureux, les mêmes gestes et éclats de voix pour débattre les conditions de marchés commencés en pleine rue, au bord des trottoirs, et conclus aux auberges parmi les lampées pantagruéliques de bières du cru.

Tant sont pareils les visages et les âmes, les corps et les cerveaux des braves gens de la Flandre française et de la Flandre belge, les Wallons de par ici et ceux de par là, qu'une délimitation fantaisiste de diplomates a jadis séparés bien à tort. Car ils ont été façonnés par un climat identique et sont issus, en dépit quelquefois de la différence de langage et de quelques apparences dissemblables, du même sol et, à travers les siècles, des mêmes souches ethniques.

II

On parle certes le flamand à Dixmude et le patois rouchi à La Bassée. Mais on entend aussi le bas flamand de Vieux-Berquin à Bergues et le patois septentrional, à peine différencié de celui de chez nous, est en usage à Mons, à Liége et jusqu'à Malmédy, cette Alsace-Lorraine de Belgique à réintégrer à la mère-patrie, comme la nôtre à la France.

Les poèmes patoisants du Denaisien Jules Mousseron, les pasquilles du Lillois Desrousseaux, les garlousettes de Watteuw, un Tourquennois, les monologues d'Arthur Chaudron sont compris et aimés aujourd'hui, aussi bien qu'au XVIIIe siècle les refrains de Cottignies dit Brûle-Maison, des houilleurs du Borinage comme des mineurs de l'Escarpelle ou de Liévin, des souffleurs de verre d'Anzin, des filtiers de Wazemmes ou de Saint-Sauveur à Lille, des « soyeux » et « sayettiers » de Roubaix et de Tourcoing.

Les chansons d'Antoine Clesse ou de Defrécheux ne sont pas davantage ignorées à Valenciennes ou à Quarouble qu'elles ne le sont à Mons ou à Charleroi. On entonne, avec un égal entrain, les soirs de ribotte et de braderie, les couplets du Doudou à Lille ou à Douai, autour des géants fabuleux, Lyderic et Phinaert, Gayant et Bimbin, forestiers de la Flandre légendaire et fondateurs de cités, exactement comme à Mons et à Charleroi encore on s'entraîne aux accents du *P'tit Quinquin*, la « canchon d'ochenoire » devenue une sorte d'hymne national de tous les Septentrionaux des trois vieilles provinces : Flandre, Artois, Picardie. A quelques variantes près, j'ai entendu en Hainaut, Luxembourg et Brabant le *vivat* flamand, qui est de toutes les réjouissances plénières et assemblées de mon pays natal, monter sur le ton grave et solennel du plain-chant aux « festivités » de là-bas.

Des logettes aériennes des beffrois de Bergues, de Dunkerque, de Bailleul, de Comines ou de Saint-Amand s'envolaient, presque sans changements sensibles, par-dessus les toits de tuiles et les pignons à escaliers, les allègres mélodies que les derniers carillonneurs jouaient aux beffrois de Bruges, de Loo et de Furnes la Massacrée.

Il y a dans les villes françaises que je viens de citer d'adroites dentellières, rivales des *meysjes* (1) de Bruges ou de Malines, qui continuent, penchées sur leur carreau où leurs doigts agiles activent les fuseaux, de répéter les *Oude Vlaem-*

(1) Jeunes filles.

sche liederen (1). *Kersliederen en lofzangen* (2), *Kinderliedjes* (3), les rondes d'amour ou les naïvetés interminables et jolies de la chanson des fleurs (4),

Le folklore s'épanouit également de part et d'autre dans l'imagination populaire et s'exprime par des ballades dont les plus célèbres sont assurément *Genevova* et *Den Wandenlenden jode*, la légende de Geneviève de Brabant et les aventures d'Isaac Laquedem. Un érudit, de Coussemaker, a noté et commenté la plupart de ces airs de notre Flandre française qui modifient à peine, par d'insignifiants détails de texte et de musique, les antiques mélopées qui se transmettent aussi, depuis des générations, parmi les populations traditionnistes du Blotteland et de l'Houteland, en Veurne Ambach (5).

Il y a mieux. *Les Contes d'un buveur de bière*, de Charles Deulin, furent aussi en vogue dans toute la région entre Sambre et Meuse qu'ils l'étaient encore il y a vingt-cinq ans, non seulement à Valenciennes ou Quièvrechain, de Condé-sur-l'Escaut à Cambrai, mais dans tout le Hainaut, l'Ostrevent, le Ferrain et le Weppes où ils firent les délices de plusieurs générations qui y reconnaissaient, peints au naturel, les types exacts des individus qu'ils croisaient quotidiennement dans les villes et villages de chez nous. Le charmant écrivain régionaliste, trop oublié maintenant en dehors de son terroir, après avoir eu l'honneur d'être qualifié par Sainte-Beuve d' « artiste sournois et qui n'en a pas l'air », est demeuré dans les corons borains proches des terrils et plus loin, chez les farceurs de Pont-de-Jambe, fort en faveur.

L'un des types succulents par excellence, illustrés par la verve humoristique et spirituelle de Deulin, le joyeux roi Gambrinus, ne trône-t-il pas toujours chevauchant son tonneau, la chope de bière mousseuse levée haut, aussi bien sur les tableaux des *afpanisgen* (6) qu'aux enseignes des cabarets du Nord et du Pas-de-Calais.

Nulle part, le houblon, notre vigne amère, comme ailleurs l'ampelopsis ou les roses, ne manque d'enguirlander les tonnelles ou *gloriettes* des guinguettes sous les verdures desquelles, les soirs d'été, s'accroupissent les bouleurs et se réunissent les graves fumeurs qu'on dirait descendus d'un tableau de van Ostade ou de Téniers. Et, devant les pintes de grès roux, c'est dans les pipes longues en terre d'Onnaing qu'on se délecte des tabacs, appréciés par tout connaisseur, d'Obourg et de la Semois, si vantés par Verlaine, aussi bien que des feuilles hachées menu des planteurs de tout le bas pays qui s'étend d'Estaires ou de Merville à Laventie, Fromelles et au delà, scellant ainsi l'alliance pacifique et séculaire des populations consanguines.

(*A suivre.*) LÉON BOCQUET.

(1) Vieux chants de Flandre.
(2) Noëls et cantiques.
(3) Berceuses enfantines.
(4) *De Bloemtjes (o zoete bloemtjes van de velden.*
(5) E. de COUSSEMAKER : *Chants populaires des Flamands de France*. Gand, imprimerie Gyselinck, 1856.
(6) Auberges avec écurie et remises

LE THÉATRE

LE THÉATRE DE THÉODORE DE BANVILLE

Tout le monde se rappelle la donnée charmante du *Baiser* : la vieille fée à qui les lèvres de Pierrot, parce qu'elles sont pures, rendent la jeunesse et la beauté. La muse romantique, quand apparut Théodore de Banville, se trouvait un peu dans l'état de la fée du conte : elle avait grand besoin d'amours qui la remissent à neuf. Le jeune poète fut son Pierrot merveilleux. Sans doute, il ne lui rendit pas tous les dons de la jeunesse : elle garda quelques rides et un peu de la sécheresse des cœurs fatigués. Mais il lui restitua au moins l'insouciance, la gaîté, la fantaisie et même l'enfantillage : un furtif été d'arrière saison, tel fut, après la solennelle floraison du drame romantique, le souriant théâtre de Théodore de Banville.

Ce théâtre, à vrai dire, est assez peu scénique, car, de même que Pierrot avait pour unique fonction « d'être blanc », Théodore de Banville eut pour unique souci d'être poète. « Comme Euphorion, le symbolique enfant de Faust et d'Hélène, il voltige au dessus des fleurs de la prairie, enlevé par des souffles qui gonflent sa draperie aux couleurs changeantes et prismatiques. » Ainsi Théophile Gautier saluait le jeune auteur des *Cariatides* qui, sur les planches aussi bien que sur la prairie, continuera ses jeux aériens. Il est convaincu, d'ailleurs, que cela suffit, que la poésie mène à tout, même au théâtre, que l'un découle de l'autre et l'on sent que, chez lui, le choix du sujet, du décor, l'aménagement des scènes, le caractère des personnages ne seront jamais que l'accessoire. « Tous les systèmes qu'on a proposés sur la comédie, pourraient sembler vrais si la raison scientifique, l'étude du fait ne les réduisaient à néant. En effet, la Comédie est née directement de l'Ode ; et en art comme en histoire naturelle, une espèce ne persiste qu'à la

condition de garder ses caractères primitifs. Ce ne fut d'abord que pour permettre au chœur un peu de repos qu'on coupa ses chants d'un récit prononcé par un personnage et ainsi l'ode est la génératrice essentielle de la poésie dramatique. »

On voit que ce brillant rimeur n'est pas dénué de principes. On voit aussi que ces principes font de lui, le contraire d'un dramaturge, du moins au sens où les hommes de théâtre ont l'habitude de se définir eux-mêmes.

Mais Théodore de Banville était très fin et de sens juste : on s'en convaincra en lisant les feuilletons, toujours scintillants, souvent avisés, dans lesquels il a jugé les pièces des autres. C'est pourquoi il s'empressa de délimiter son domaine dramatique avec le plus grand soin. « Notre poésie dramatique, observe-t-il, d'où s'était enfui le souvenir de l'ode, était tombée au dernier degré d'appauvrissement et de misère, quand Hugo parut, et, dans ses puissants creusets, ressuscitant Shakespeare, mélangea si intimement la poésie dramatique et la poésie lyrique, pour en faire un seul et même métal, qu'il semble impossible de les séparer désormais. Ce qu'il a fait pour la tragédie, dans mon petit coin, avec mes humbles forces et sans en rien dire, j'ai tenté de chercher comment on pourrait le faire pour la Comédie ».

Attendons-nous donc à retrouver dans le *Beau Léandre*, *Diane au Bois*, *Le Cousin du Roi*, *Florise*, *La Perle*, *Gringoire*, tout ce que nous avons vu, non seulement dans Shakespeare, mais dans Ronsard, dans Aristophane. Pour le décor, voici le palais de Cléopâtre, le bois sacré de Diane, un château de France et tout le pittoresque de notre Moyen-Age ; pour les personnages, qu'ils viennent de la mythologie, de l'histoire ou des fables populaires, déesses, comédiennes, fées, polichinelles et pierrots, Colombine ou reine d'Egypte, Angélique, Urgèle ou Florise, nous reconnaissons, de loin, leurs rapides silhouettes qui passent sur la pointe des pieds, en costumes éclatants ; celui qui conduit leur gracieuse et vive cohorte, nous est plus familier encore : c'est le poète lui-même, et la chanson qu'il leur chante et leur fait répéter en chœur, c'est le refrain même de la poésie, tel que l'ont déclamé tous les poètes de toutes les Renaissances, de Du Bellay à Alfred de Vigny.

La nouveauté, c'est le ton.

Tout cet appareil de ses devanciers, en effet, Théodore de Banville ne l'a pas seulement réduit, selon son propre programme, aux proportions de la Comédie, il en a changé le caractère ; il l'a allégé. Ses pièces brèves et chantantes traitent presque toujours le même sujet, destinées à nous montrer toute la grâce que la poésie jette sur la vie, ou, au contraire, toute l'amertume que la vie réserve aux poètes. Presque toutes traitent ce sujet de la même manière, par l'argent ou par l'amour.

Mais Gringoire, Alexandre Hardy, le pauvre cousin du roi, tous les poètes réels ou imaginaires qui sont les héros de ces mésaventures sentimentales ou pécuniaires n'ont plus rien du Mage romantique. Nous n'en sommes plus au « Moïse » du premier moment de l'apostolat lyrique, mais au troubadour, au diseur de fables ou de romances. On pourrait presque dire que Théodore de Banville a apporté au théâtre, sans en avoir l'air, un type original, non pas d'amant, mais d'amateur des Muses. Son personnage de prédilection, à lui, c'est le rimeur famélique, distrait et visionnaire, incapable de gagner un écu, capable seulement de rêve et de liberté, parfois d'amour, ne comptant, pour vivre, que sur les fées ou les bienfaiteurs qui dispensent des pensions ; silhouette un peu banale, peut-être, de faiseur de chansons, mais aimable et souple, immédiatement accordée à la fantaisie poétique et surtout rythmique de l'auteur, troussant à toute occasion le couplet, jetant les saillies à pleins vers, éternel chemineau des chemins de l'idéal, les yeux perdus au ciel de la beauté, tenant à la fois du prêtre et de l'arlequin, qui officie en haillons ou en manteau royal, également amoureux des statues grecques, des actrices et des vendeuses des grands magasins, qui pleure et qui fait rire et place des calembours pour enrichir la rime, qui a eu depuis une postérité éclatante et qui plaît toujours, plus vivante et proche de nous, qu'on ne croit, comme on a pu s'en rendre compte à la Comédie Française.

*
* *

La pièce d'*Esope*, dont la reprise a été accueillie avec faveur, offre un exemple éclatant de tout ce que nous venons de dire des défauts et des mérites propres à ce genre de théâtre, Mais elle y ajoute un peu plus de prétention et par instants le conte semble se hausser jusqu'au drame.

Nous sommes à la cour du roi Crésus, que menacent les Perses et dont les Ministres ont ruiné le royaume. Pour comble d'infortune, le roi est amoureux de Rhodope, la belle esclave, de laquelle il peut tout obtenir, puisqu'il est le maître, hormis l'amour. A ce moment des cris et des plaintes retentissent et Rhodope reconnaît, roué de coups et misérable, un compagnon de sa première captivité. Cet être difforme et lamentable, c'est Esope que ses propos et la présentation de Rhodope recommandent de suite à l'attention de Crésus. Le roi cherchait un conseiller : ne le voilà-t-il pas tout trouvé ? Ministre, Esope fait le bonheur

des Lydiens, mais non celui des autres Ministres qui, ayant d'abord tenté de l'acheter et de le corrompre, ne songent plus qu'à le perdre. Ils l'ont vu, dans la nuit, se pencher sur un coffre et en manier passionnément le contenu : n'est-ce point là l'or qu'il a dérobé au roi, sous couleur du bien public ? Ils l'en accusent devant le roi et Crésus, qui avait donné bien légèrement sa confiance à Esope, ne la lui retire pas moins légèrement. Un seul être proteste et défend Esope : Rhodope qui a compris non seulement l'amour du bossu pour elle, mais aussi sa grande âme. Quand le coffre est apporté, on n'y trouve que les haillons de l'ancien esclave qui, dans sa grandeur, aimait à manier ces guenilles pour se prémunir contre les surprises de la flatterie et les pièges du pouvoir.

On voit comment, dans cette tragédie brillante, Théodore de Banville, tout en restant fidèle à son inspiration ordinaire et à ses procédés dramatiques ou prosodiques, a essayé d'élargir sa manière. Il a fait appel, dans ce dessein, à la vieille antithèse romantique et a composé ses personnages de contrastes, à la mode des Quasimodo et des Triboulet. Esope, non seulement est poète, ainsi qu'il sied, mais il est esclave : il est non seulement amoureux, mais bossu ; il est non seulement misérable, mais sublime, et sur ses épaules difformes les haillons alternent avec le manteau de pourpre ; il n'exerce son pouvoir passager que pour le bien des peuples et toute sa vertu aboutit seulement à le faire méconnaître.

On comprend donc la prédilection de M. de Max pour cet avorton divin. Il devait, dans ce rôle étrange, se complaire à des effets de diction et à des contrastes de costume. L'art du comédien et du poète se trouvaient merveilleusement accordés. Ils sont également raffinés, minutieux, épris de pittoresque, plastiques à la fois et musicaux ; l'un joue avec les vers et l'autre avec les attitudes et les inflexions : deux virtuoses !

Prenons garde pourtant, interprètes et critiques, d'exagérer cette virtuosité : c'est l'injustice à laquelle on est naturellement porté dans l'appréciation de l'œuvre de Théodore de Banville.

On a souvent reproché aux grands lyriques du premier romantisme d'encombrer leurs œuvres d'eux-mêmes, de leurs passions ou de leurs idées, par leurs confidences ou leurs prédications. Banville est plus discret. Il met dans son œuvre principalement des mots et des sons, des rythmes et des rimes : il est un ouvrier qu'émerveille son outil. Par là, il reste assurément un écrivain, principalement au théâtre, de second ordre. Il lui a manqué l'invention qui crée des êtres et la force pathétique qui les anime. Il n'a aimé de la vie que ses apparences et ses grâces, le visage des choses et des hommes, non leur âme. Mais il a aimé tout cela d'une tendresse si fidèle et si exclusive qu'il a trouvé dans cet amour léger la noblesse morale et la probité artistique. Il n'est pas incapable de gravité ni de sérieux ; il y a dans *Esope*, sur la Lydie ravagée par la guerre, des vers d'un magnifique accent. Théodore de Banville s'amusait en écrivant et l'idée la plus juste qu'on devra garder de lui, c'est un peu celle d'un de ces diseurs de riens qu'il s'est attaché à peindre avec tant de complaisance et de pittoresque, mais assagi à la moderne, fantaisiste souriant et un peu bourgeois, qui, dans un joli jardin des environs de Paris, assis près de sa femme, passait les étés à lutiner, sur le papier, les fées.

GASTON RAGEOT.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

M. Virgile Rossel, l'écrivain suisse bien connu, publiait ce printemps le *Roman d'un neutre*, — un généreux livre, dont la très limpide intention est de symboliser le désarroi où nos voisins auront vécu pendant la Grande Guerre. Le *Roman d'un neutre* a valu à son auteur une lettre d'un compatriote à lui qu'il ne nous nomme pas (un médecin, si je devine juste ?), mais dont il nous dit qu'il habite la France depuis nombre d'années et qu'il est de ces hommes que distingueraient partout « l'intégrité de leur caractère et la hauteur de leur savoir ». Cette lettre, elle fait dans la *Bibliothèque Universelle*, de Lausanne, et sous la signature de M. Virgile Rossel (numéro de novembre : « La voix d'un Suisse à l'étranger »), l'objet d'une analyse sur laquelle je regrette fort de ne pouvoir m'étendre ici autant qu'il conviendrait. Toutefois, la missive dont il s'agit comporte un aperçu qui correspond trop exactement à certaine manière de voir de votre serviteur et celui-ci est trop sensible à l'honneur de se trouver en si bonne compagnie pour qu'il manque à le rééditer, cet aperçu. On s'explique.

Je considère comme une grande vérité que la France demeure le plus inconnu des pays de l'ancien continent — et si l'affirmation devait faire crier au paradoxe, cela ne suffirait encore pas à ébranler une conviction qui se fonde sur les modestes, mais consciencieuses observations de quelque vingt ans de vagabondage à travers l'Europe et qui voudrait du reste de la place pour se défendre. D'autre part, le signataire des présentes lignes aura dépensé sa belle jeunesse à ressasser dans les termes au moins où l'on pouvait dire ces choses sans risquer de donner l'éveil à un ennemi d'ailleurs irrémédiablement incapable de vous entendre à demi-mot : que l'Allemand n'était *quant à l'affaire à ses yeux importante entre toutes* qu'un sombre imbécile... auquel son formidable espionnage n'apprendrait jamais rien sur nous de tant soit peu profond et qui ne devait seulement jamais rien soupçonner de *l'extrême pudeur* ni de *l'irréductible prudence* qui sont en l'âme française. Maintenant, voici ce qu'écrit à l'auteur du *Roman d'un neutre* ce correspondant dont M. Virgile Rossel veut

bien nous entr'ouvrir le très intéressant papier, — cet Helvète de distinction qui fit ses études « dans l'esprit dogmatique de ses maîtres allemands », qui « plaçait Helmholtz au rang des démiurges » et qui, avant d'avoir depuis longtemps quitté ses montagnes, gardait « à peu près toutes les préventions germaniques contre la France » :

« Lorsque mes amis français eurent pris en moi quelque confiance, ils me parlèrent avec plus d'abandon. C'est alors que je commençai à saisir la profondeur et la pudeur de leur pensée : ils ne la découvrent qu'aux amis. Il n'est peut-être pas un Allemand qui, depuis 1871, ait pu se flatter de bien connaître une famille française. Beaucoup ont été reçus par nécessité, mais toujours, en leur présence, les conversations sont restées dans de vagues généralités ou ont tourné autour du potin du jour ; et si par un tour qui est habituel à la race, l'Allemand cherchait, avec quelque insistance, à amener la conversation sur des sujets plus sérieux ou plus profonds, vite elle se dérobait et reprenait son cours futile. Ainsi on peut dire qu'aucun Allemand n'a pénétré, depuis un demi-siècle, une âme française, si ce n'est celle de quelques êtres devenus les serviteurs dévoués des Germains. On l'a dit et répété : cette guerre a été pour l'Allemagne une grosse erreur de psychologie. Et cette erreur a régné sur toute la ligne : dans les grandes et les petites choses, dans l'âme collective et dans chaque être particulier... »

A quoi M. Virgile Rossel ajoute : « Rien de plus justement observé ». Et en effet, c'est cela, c'est tout à fait cela..., bien entendu aux nuances près que, si sincère et si vraiment compréhensive sa sympathie se veuille-t-elle à notre endroit, tel qui n'est pas de « chez nous » jusqu'aux moelles n'y verra jamais.

Un autre « document » à recueillir et auquel les événements survenus au cours des huit ou dix semaines qu'il aura mis à nous atteindre du fond de l'Asie ne peuvent au demeurant qu'assurer la plus immédiate actualité sous nos latitudes, c'est la lettre adressée par le général japonais Horiouchi au journal le *Kokumin* et dont le fascicule du 22 septembre de l'*Information d'Extrême-Orient* nous apporte aujourd'hui la traduction. Ardent propagandiste de l'esprit militaire dans son pays, le général Horiouchi ne professa longtemps qu'une assez mince estime, paraît-il, pour les Latins... et pour notre armée notamment. Ce dont il s'explique comme suit dans le document en question :

« Dernièrement, dans un article intitulé « Concurrence de trois grandes races », j'ai donné mon opinion sur l'avenir des races latines. Je n'avais nullement l'intention de blesser les Français. C'est à seule fin d'agir utilement sur l'esprit de la jeunesse japonaise dont la force morale décline de jour en jour que j'ai cru bon de dire sans arrière-pensée les enseignements qui se dégageaient pour moi de l'histoire en général et des événements de cette guerre, tels que nous les apprennent les dépêches qui nous parviennent de l'étranger et qui n'étaient sans doute pas toujours fidèlement traduites. Je n'eus jamais de malveillance à l'égard des Français et si je n'ai pas assez pris garde que mes paroles pouvaient les blesser, je leur en exprime tous mes regrets..... Jusqu'au mois d'avril dernier, la situation militaire des Alliés était toujours défavorable... Les Français déploient aujourd'hui la même bravoure qu'à l'époque de Louis XIV, de la Révolution, de Napoléon Ier... Maintenant, je n'hésite plus à faire l'éloge de l'armée française... Simplicité et bonne foi sont traits communs aux caractères français et japonais : je demande pardon aux Français si j'ai pu être amené à émettre des doutes sur la valeur de la race latine....»

La lettre du général Horiouchi est datée du 9 septembre. Mieux vaut tard que jamais. Seulement, il était moins cinq....

On n'a pas oublié l'émotion soulevée, il y a quelques années, par la fin tragique du général Nogi et de sa femme se suicidant pour ne pas survivre à l'empereur défunt, au maître qu'ils avaient religieusement aimé et servi et qu'ils venaient de perdre. Plus profond encore me semble l'abîme de réflexions qu'ouvrent devant nos consciences d'Occidentaux deux modestes « faits divers » que relate également dans son dernier fascicule l'*Information d'Extrême-Orient*. Ici, ce sont de « petites gens » que nous voyons s'immoler à leur terrible conception du devoir, et le plus simplement du monde et avec un détachement parfait cette fois.

Un jeune soldat parti avec les contingents japonais récemment envoyés en Sibérie laissait derrière lui un père âgé et malade. Or, celui-ci s'est donné la mort pour — a-t-il expliqué avant de mettre son projet à exécution — alléger son fils de tout souci et lui assurer la faculté de se consacrer à son devoir en toute liberté d'esprit. Et le ministre de la guerre a solennellement proposé à l'admiration publique cet exemple d'abnégation, à l'endroit duquel un généreux sujet du mikado a marqué son sentiment en payant de ses deniers l'encens qui serait offert aux mânes du défunt.

Voici le second trait du même genre. La négligence de deux gardes-barrières causa, cet été, dans la banlieue de Tokyo et sur une ligne où le mouvement est intense, un grave accident. Les coupables, deux hommes, l'un et l'autre d'une quarantaine d'années, songèrent aussitôt à expier leur faute. Alors, ils quittèrent leurs vêtements, qui étaient la propriété de la compagnie et, les ayant brossés, pliés et soigneusement déposés près de la voie, ils se précipitèrent sous les roues du premier convoi de passage.

Un grand signe des temps, c'est qu'autour de ce triple suicide les commentaires n'auront cependant point été *voire là-bas* unanimement approbatifs. Plusieurs journaux nippons ont, en effet, déploré à propos de tout ceci la survivance dans un Japon très moderne de telles idées morales par trop peu du XXe siècle. *L'Information d'Extrême-Orient* rappelle d'ailleurs qu'au lendemain déjà du décès du général Nogi nombre de « bons esprits » dans l'empire désavouèrent un geste qui privait l'Etat d'une force précieuse.

Harakiri ! Harakiri !.... sombre coutume d'une société qui se meurt... A l'origine, il s'agissait de s'ouvrir les entrailles. Puis on en est venu à se contenter d'une légère incision avant qu'une main obligeante ne vous tranche le col. Mais voilà que cet affreux courage encore aura bientôt perdu tout prestige. Et ce sera tant mieux quand même, assurément..

Il y a quelque temps, in pouvait assister dans un théâtre qui fait évidemment de l'or à ce spectacle, — qui n'était pas inscrit au programme de la soirée : sur les planches, les péripéties d'une pièce plus que leste ; dans la salle, un nombreux public de dames et de jeunes filles... et les élèves du lycée, accompagnés de leur censeur.

Mais dans quel quartier ou mieux (car on est moins osé à Paris) au fond de quelle sous-préfecture abêtie de sottise cela se passe-t-il, qu'on y aille voir ? Hé non !

cela se passe... sur les bords de la Tyrrhénienne, à Salerne,... et les écoliers qu'un digne censeur conduisait vers ces nobles plaisirs sont ceux du lycée Torquato Tasso, ô *Renaud, ô Jérusalem délivrée* ! C'est M. Giovanni Lanzalone qui rapporte ces choses dans la *Revue des Nations Latines* (n° du 1er novembre).

Ainsi, ce mal-là ne sévit pas seulement chez nous. Au fait, où ne sévit-il pas ? En ce qui concerne l'Italie, du *Secolo* au *Corriere della Sera*, de la *Nuova Antologia* à la *Rivista Popolare*, toute la presse à la fois un peu fière et un peu perspicace y retentit des mêmes plaintes et formule les mêmes avertissements.

Il n'y va pas de main morte, M. Giovanni Lanzalone, qui écrit : « Le mal ne se borne pas au théâtre et au cinéma : les nouvelles, les romans, les vers, les chansons populaires, les chroniques des journaux, les revues illustrées, les modes féminines, les statues, les tableaux, les cartes postales sont autant de notes de cet immense orchestre où l'art moderne idéalise et exaspère les instincts les plus bas... La puberté existe-t-elle encore ?... Enfin, si nous examinons les faits, et non des théories stupides, nous devrons convenir que l'art contemporain dans son ensemble semble avoir ce but grandiose : rendre impossible, la tempérance, la chasteté et la vertu ; rendre plus fréquents l'adultère et la prostitution : amener une vieillesse précoce et préparer la décadence de notre magnifique race. »

Il est quantité de braves gens qui craignent pardessus tout de passer pour des « empêcheurs de danser en rond ». Il est des gens braves qui pensent que ce sera bien d'intensifier la culture de la pomme de terre dans une société restaurée par la victoire, mais que ce sera mieux de combattre une bonne fois l'infiltration du poison dans les âmes, qui le proclament à haute et intelligible voix et qui se moquent du qu'en dira-t-on.

GASTON CHOISY.

REVUE DES LIVRES

EMILE RIPERT : *La Renaissance Provençale* ; JULES BERTAUT : *Ce qu'était la province française avant la guerre* ; MAURICE LEVEL : *Mado ou les mille joies du ménage* ; GASTON JOLLIVET : *Dix-huit mois de guerre* ; MOUSTOXIDI : *Les systèmes esthétiques en France* ; Mme CAMILLE CLERMONT : *Souvenirs de Parisiennes en temps de guerre* ; JEAN CARRÈRE : *Les Buccins d'or* ; ANTOINE EYMIEU : *Buts de guerre de la Providence* ; Mme MARX-LANGE : *Science et prescience* ; MAURICE LEVEL : *L'Alouette* ; ANDRÉ GEIGER : *Gabriele d'Annunzio* ; EDMOND CAZAL : *Voluptés de guerre* ; BIENVENU ROUX : *Feux follets* ; ANDRÉ BILLY : *Scènes de la Vie littéraire* ; BIZET : *La Sirène hurle* ; MARCEL BOULENGER : *La Cour* ; JEAN GIRAUDOUX : *Simon le pathétique*.

M. Emile Ripert, dans un très bon livre (*La Renaissance provençale* 1800-1860. Champion in-8° 550 p.) montre que l'œuvre et le succès de Mistral sont la conséquence et le couronnement des aspirations et des préparations de la race provençale, qui, bien antérieurement à Mistral, eut ses poètes, ses écrivains, sa production et même ses revendications régionales. C'est l'histoire de cette production avant Mistral qu'a entreprise M. Ripert. Il rétablit les titres de noblesse de la littérature provençale. Il étudie et analyse le rôle et les travaux des savants et des érudits, depuis Lacurne de Sainte-Palaye jusqu'à celui que Littré a appelé le grand Raynouard ; puis la production littéraire provençale depuis 1700, d'Astros, Diouloufet, Thouron, Dauphin, Bellot, Chailan, Bénédit, Victor Gélu, les initiateurs, Crousillat, Mathieu, Dumas, Tavan, Roumanille, Aubanel, et enfin l'œuvre mistralienne. M. Ripert à mis au service de ce remarquable travail toutes les ressources d'un esprit passionné de littérature, l'effort et l'activité d'une érudition minutieuse, d'une information sûre et au courant de tous les livres, de toutes les manifestations intellectuelles et sociales se rapportant à son sujet. Il juge non seulement les œuvres et leur influence, mais leur qualité et leur valeur ; et son livre est à la fois une histoire très complète du grand mouvement provençal, et un ouvrage de critique précieux, compétent et délicat.

Le livre de M. Jules Bertaut *Ce qu'était la province française avant la guerre* (Renaissance du livre) est amusant comme un roman de Balzac et en même temps une consciencieuse étude morale et sociale. M. Bertaut a peint sous tous leurs aspects l'existence et le milieu d'une petite ville française, qui ressemble à toutes les autres villes. Mœurs, caractères, bourgeoisie, magistrature, officiers, professeurs, fonctionnaires, noblesse, monde politique et préfectoral, rien n'est oublié. Cette suite de scènes, de portraits et de remarques est spirituellement écrite, d'une observation vivante, pittoresque et doucement ironique.

Dans *Mado ou les mille joies du ménage* (Editions et librairies) M. Maurice Level nous présente un ménage pris sur le vif, des dialogues piquants, la vie conjugale et élégante d'une femme mondaine et coquette, menus incidents et anecdotes, occupations journalières, courses, voyages, toilettes, sorties, achats, essayages. M. Level a le ton et la verve qui conviennent à ce genre de sujets humoristiques, légers et parisiens.

M. Gaston Jollivet : *Dix-huit mois de guerre* (Hachette) continue la série de son Histoire de la guerre. Son nouveau volume arrive à la fin de l'année 1917. Il convient de louer cette scrupuleuse et complète publication. Tous les faits de la grande guerre y sont relatés au jour le jour, avec une exactitude infiniment précieuse pour les grands historiens de l'avenir.

On a écrit à perte de vue sur le beau, l'idéal, l'art et les questions d'esthétique. M. Moustoxidi a repris ce vaste sujet et y consacre tout un volume de clairvoyance et de bonne volonté. La matière d'un tel ouvrage était encombrante. M. Moustoxidi a pris le meilleur parti : Dans ses *Systèmes esthétiques en France* (Jouve) il résume les théories et les systèmes depuis le XVIIIe siècle, en indiquant ce qu'ils ont de bon ou de mauvais, de fondé ou d'arbitraire. M. Moustoxidi nous montre très bien ce qu'étaient les idées de l'abbé Dubos et du Père André. Il expose également avec beaucoup de clarté la haute esthétique à tendances métaphysiques et à idées générales de Cousin et Lamennais, les tentatives d'explication psychologique de Jouffroy et Sully-Prudhomme, les prétentions de ce naïf Proudhon, qui voulait donner à l'art un but social, les doctrines de Taine sur le milieu, la race et le moment, qui sont aujourd'hui le rebours de ce que nous pensons sur l'art. M. Moustoxidi aborde enfin sommairement les théories contemporaines de Guyau, Boirac, Séailles, etc... Le livre est un peu sec, un peu monotone, mais intéressant comme galerie d'opinions consciencieusement discutées.

Mme Camille Clermont a eu l'excellente idée de réunir en un volume : *Souvenirs de Parisiennes en temps de guerre* (Berger-Levrault) les impressions de quel-

ques femmes distinguées sur ces années d'angoisse et de lutte. Ces documents sont signés Mme Alphonse Daudet, duchesse d'Uzès, Andrieu, Acollas, Hélène Vacaresco, Dorliat, Dromart, d'Yvrande. L'article de Mme Renée Acollas est tout à fait instructif. Avec beaucoup de grâce et d'émotion, Mme Acollas nous dit le rôle et le dévouement des jeunes filles pendant la guerre, leur noble participation à toutes les œuvres, et comment elles ont oublié les mondanités pour devenir des infirmières et de bonnes employées d'ouvroirs et de crèches.

M. Jean Carrère publie une édition définitive de son recueil de poésies *Les Buccins d'or* (Perrin) qui n'avait été tiré en 1911 qu'à un très petit nombre d'exemplaires. Ces poèmes révèlent une inspiration très haute, une âme qui a pressenti les grands enthousiasmes de 1914, les destinées et l'avenir de l'Italie. On sent partout dans ces strophes un large souffle d'épopée et de lyrisme, l'ampleur du verbe et de l'image, une opulence de sensations évocatives, qui se traduisent avec une sobriété supérieure. M. Carrère est un poète avide de perfection et qui n'est jamais satisfait de sa forme.

M. Antoine Eymieu, penseur grave, s'est donné beaucoup de peine pour deviner et expliquer les intentions de la Providence. *Les buts de guerre de la Providence*, (Perrin). On est bien aise d'apprendre que la France a été châtiée parce qu'elle a été coupable ; l'Allemagne est dans le même cas, et aussi l'Angleterre. Tout le monde fut coupable et tout le monde mérite châtiment. Voilà qui va bien. Mais où sont, dans tout cela, les buts de la Providence ? Je ne pense pas que M. Eymieu ait des renseignements personnels et de nouveaux documents sur Dieu. Où va l'humanité ? Où va la Terre? Nous n'en savons rien, ni M. Eymieu, non plus. La Providence garde l'anonyme. Respectons ses secrets.

Science et prescience de Mme Marx-Lange (Perrin) peut encore passer pour un livre du même genre. Science, philosophie, pensée, force psychique, quintessences et abstractions, Mme Marx-Lange se donne un mal du diable pour nous expliquer elle aussi ce que personne ne comprend: Elle n'éclaircit pas les ténèbres et son livre est souvent plus incompréhensible que les problèmes qu'il veut résoudre.

Sous ce nom léger et ailé : *L'Alouette* (Flammarion) M. Maurice Level nous présente une petite femme enjôleuse et volage, qui fait toute espèce de métier, tour à tour actrice, couturière, femme-auteur, etc... Les hommes, naturellement, raffolent d'elle. Ce roman de chiffons et de franfreluches est écrit en dialogues. M. Maurice Level excelle à mettre spirituellement en valeur ce genre de fantaisie.

Le poète d'Annunzio était une gloire littéraire de l'Italie ; il en est, depuis la guerre, une gloire nationale. M. André Geiger, critique et romancier, publie sous le titre : *Gabriele d'Annunzio* (Renaissance) une monographie très complète, où après avoir raconté avec une agréable documentation la jeunesse et les débuts du poète, il juge son influence, son œuvre et la signification littéraire qui s'en dégage. M. Geiger communique à son lecteur sa flamme et son admiration pour le chantre glorieux du *resorgimento* italien.

Les *Voluptés de guerre* de M. Edmond Cazal (Edition française illustrée) ne passeront pas inaperçues. Ces tableaux de réalisme violent, de brutalité voulue et délibérément amplifiée ont néanmoins une force descriptive irrésistible, la marque du vrai talent. C'est un recueil de fortes sensations, trop fortes quelquefois. Ainsi l'auteur a beau dire, je ne crois pas qu'on puisse éprouver du plaisir à tuer, et que ce soit là un sentiment bien humain.

M. Bienvenu Roux est un poète qui a eu la coquetterie de ne jamais publier de volume, et aujourd'hui à l'âge de 70 ans il se décide à donner ses poésies toutes à la fois, dans un gros ouvrage: *Feux follets*, (Avignon) qui représente une vie entière de rêves, d'illusions et d'expériences. M. Roux est poète un peu à l'ancienne mode, soucieux de clarté, expert dans le rythme et les dextérités de métier, mais avide de traduire les émotions intérieures, l'amour de la nature et les grands sentiments d'idéal qui seront toujours l'aliment de la vraie poésie.

Je ne sais si M. André Billy copie ses portraits d'après nature, mais on reconnaît certainement quelques uns des personnages de son dernier livre : *Scènes de la vie littéraire à Paris* (Renaissance) M. Billy nous donne une esquisse anonyme de certains milieux littéraires de la rive gauche. Ecrivains, peintres, artistes et femmes esthètes égayent par leur présence et leurs dialogues des scènes écrites avec esprit et dans un style de bonne tenue.

La jeune littérature, quoiqu'on dise, n'a pas encore tout à fait tourné le dos au réalisme. Voici un livre de nouvelles étranges et brutales, d'une réalité terriblement truculente et dramatique et qui, cependant, ne déplaisent pas : *La Sirène hurle* (Renaissance) M. Bizet n'est pas seulement peintre : c'est un observateur ému et délicat, qui sait mettre en œuvre des nuances de sensibilité et la psychologie éloquente et sobre. Constatons, à ce propos, que les éditeurs semblent revenir plus fréquemment à la publication des volumes de nouvelles.

Avec une donnée très menue, un mari trompé par sa femme et dont la souffrance et la colère sont emportées dans la grande tourmente de la guerre de 1914, M. Marcel Boulenger : *La Cour* (Renaissance du Livre) a fait un intéressant roman sur la guerre vue du côté des bureaux et du grand quartier général. Le héros pardonne à sa femme sans lui avoir reproché sa faute, et l'amant disparaît dans le remous d'un navire torpillé. L'amour tient très peu de place dans ce livre. Le vrai sujet, ce sont les intrigues du personnel secondaire des Etats-Majors et la vie des employés militaires. La morale, je crois, c'est qu'il faut toujours faire la cour à quelqu'un pour arriver à quelque chose.

M. Giraudoux : *Simon le pathétique*. (Grasset) est un humoriste de bonne humeur. Il découpe la réalité en menus morceaux et en fait une mosaïque caricaturale et compliquée. Il dira : « Le Soleil baissait. Ceux qui habitent le Japon devaient commencer à le voir. » Ou bien, si une femme avec un bébé au bras vient sur lui par mégarde : « J'ai cru qu'elle voulait me forcer à reconnaître son enfant ». Avec ce procédé de détail, il observe et déforme : il fait du *réel fantaisiste*. Il raille sans amertume et raconte cette fois ses souvenirs de jeunesse. Son livre donne une impression déconcertante, mais très originale. ANTOINE ALBALAT.

La *REVUE SCIENTIFIQUE*, fondée en 1863 : Directeur M. CHARLES MOUREU, publie : *La Ville de Lille et l'occupation allemande* ; FERNAND BESANÇON : *La Grippe et sa prophylaxie* ; FRANÇOIS BARRAL et ALBERT RANC : *La Chimie des édulcorants* ; des Notes et Actualités ; le compte rendu de l'Académie des Sciences, etc...

Le Gérant: ALB. DAVY

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG, *Fondateur* (1863)
PAUL FLAT, *Directeur* 1908-1918

Directrice
HÉLÈNE PAUL FLAT

La Direction reçoit les auteurs tous les vendredis de 15 à 18 heures.
tous les mardis sur rendez-vous.

N° 24 — 56e ANNÉE — 21-28 DÉCEMBRE 1918

LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET LA PAIX

La guerre a mis les électeurs français en sommeil. L'heure du réveil a sonné pour eux avec la paix. La paix doit rendre au suffrage universel la parole qui lui a été enlevée par la guerre depuis le mois d'août 1914. Il semble que rien ne soit plus nécessaire et plus urgent, dans une démocratie, pour un pays qui vient de supporter, pendant plus de quatre années, une guerre sans pareille dans l'histoire, et devant lequel la victoire vient d'ouvrir d'incomparables perspectives.

Tel est le sentiment qui s'est nettement affirmé, au lendemain de la signature de l'armistice du 11 novembre, chez nos voisins et alliés les Anglais.. Avec son courage et son esprit de décision appuyés par un sens profond des contingences politiques, leur premier ministre, M. Lloyd George s'est immédiatement appliqué à y donner satisfaction en procédant au renouvellement de la Chambre des Communes dont le mandat, comme celui de notre Chambre des députés, était expiré depuis longtemps. Ce renouvellement a été opéré le 14 décembre 1918 et nous pouvons dire, en passant, que M. Lloyd George a trouvé la juste récompense de sa décision et de son courage dans le grand succès qu'il vient de remporter.

Il y a là un exemple de clairvoyante et loyale application des principes démocratiques. Pourquoi ne le suivrions-nous pas, autant, du moins, que le permettent les différences existant entre les situations créées par la guerre elle-même en France et en Angleterre ?

Que la guerre brusquement déchaînée, en 1914, par l'Allemagne et par sa complice, l'Autriche-Hongrie, ait justifié l'ajournement de toutes les consultations électorales prescrites par nos lois françaises, tout le monde l'admet. Mais la guerre est finie, en fait sinon en droit, depuis le 11 novembre 1918. En acceptant toutes les clauses de l'armistice, l'Allemagne a d'avance, accepté toutes celles qu'il plaîra aux alliés d'insérer dans le traité de paix. Quel est, dès lors, depuis cette date mémorable, dans le domaine de la politique intérieure, le premier devoir des assemblées dont les pouvoirs ont été prorogés et du gouvernement ? C'est de mettre fin à un ajournement qui a perdu sa raison d'être par la cessation des hostilités ; c'est de prendre toutes les mesures qui rendront possibles, dans les délais les plus courts, toutes les élections ajournées.

Ce devoir, par malheur, ne semble avoir été compris ni par les Chambres, ni par le Gouvernement.

Certains groupes de la Chambre et du Sénat se sont réunis et ont, nous dit-on, échangé leurs vues à ce sujet. Mais la plupart se sont livrés, d'ailleurs sans bruit et sans insistance, à de vagues manifestations que le public a ignorées ou accueillies avec dédain. Aucun n'a osé contester la nécessité des élections, mais aucun n'a eu le

courage d'en affirmer l'urgence. L'un d'entre eux, le groupe radical socialiste de la Chambre, nous a fait connaître sa pensée dans un ordre du jour parfaitement contradictoire. Il accepte les élections législatives, « dès qu'il sera possible d'y procéder dans l'intégralité du territoire ». Mais il est « d'avis que le règlement par le Parlement des importants problèmes d'ordre économique, financier et social et notamment de toutes les questions relatives à la reconstitution agricole et industrielle du pays, doit avoir actuellement la priorité sur tout débat de réforme électorale ». Or, comment aller aux élections prochaines sans trancher tout d'abord la question du mode de scrutin ? Et combien de mois ou même d'années ne faudrait-il pas aux Chambres actuelles, pour résoudre « toutes les questions relatives à la reconstitution agricole et industrielle du pays ? ».

En somme, si on essaye de dégager le sentiment des parlementaires, on les trouve beaucoup plus préoccupés des difficultés pratiques de la consultation du pays que de sa nécessité et beaucoup plus disposés à reculer sa date qu'à l'avancer.

Quant au Gouvernement, tout permet de croire qu'il est résolu ou, pour mieux dire, car il ne saurait guère ici être question de résolution, qu'il incline à suivre l'exemple des parlementaires. C'est ainsi qu'il s'est borné, depuis la signature de l'armistice, à prendre l'initiative de la revision des listes électorales. Il l'a prise sans avoir l'air de soupçonner l'intérêt des élections qui suivront l'accomplissement de cette formalité. Ces élections doivent donner, aux citoyens français, l'occasion de fixer, pour un long avenir, le sort de la France, en se prononçant sur les suites des plus grands évènements de notre histoire. Voilà une considération qui ne paraît pas effleurer l'esprit de notre Ministre de l'Intérieur et qui n'altère point sa sérénité. La circulaire de M. Pams pouvait et devait être envoyée le 12 novembre 1918. Elle est datée du 6 décembre. Elle accorde aux préfets un délai de trois mois, à partir du 1er janvier 1919, ce qui revient à un délai de quatre mois, alors que six semaines ou deux mois pouvaient suffire.

Cette attitude des pouvoirs publics français est, à nos yeux, profondément regrettable. On voudrait lui trouver des explications satisfaisantes, de sérieuses excuses. On y parvient difficilement.

Dira-t-on, par exemple, que le pays lui-même, en ce moment, ne manifeste point le désir d'exercer sa souveraineté en envoyant une nouvelle Chambre au Palais-Bourbon et de nouveaux sénateurs au Luxembourg ? Le fait est vrai, et justement il nous inquiète beaucoup plus qu'il ne nous rassure.

Mais en quoi cela peut-il changer la situation présente de la Chambre et du Sénat et le devoir qui leur incombe ainsi qu'au Gouvernement ? Ce devoir, loin de s'affaiblir, ne devient-il pas, au contraire, plus clair et plus impérieux ? Si le pays se montre oublieux de ses droits, il appartient au Gouvernement de les lui rappeler et de lui en faciliter l'exercice.

Vainement invoque-t-on aussi les difficultés particulières qui, momentanément du moins, s'opposent au fonctionnement complet et régulier de notre mécanisme électoral français. Ces difficultés sont réelles, mais elles ne sont pas insurmontables, et toutes, on le verra si on prend la peine de les examiner de près, peuvent être résolues dans des délais relativement courts.

S'agit-il des malheureux électeurs de nos départements envahis ? Faut-il donc pour leur permettre de prendre part aux prochaines élections, d'attendre la reconstitution intégrale des localités ravagées par la guerre ? De deux choses l'une : ou ils ont pu, malgré l'occupation allemande, continuer à résider dans leur domicile de juillet 1914, ou ils en ont été chassés par l'invasion. Dans le premier cas, c'est sur la liste électorale de leur ancien domicile qu'ils devront être inscrits. Dans le second, la récente circulaire du ministre de l'Intérieur rappelle fort à propos qu'il leur est permis de se faire inscrire sur les listes électorales de leur résidence actuelle et d'exercer leur droit de vote dans cette résidence. Il se fait là une sorte de transplantation électorale qui n'est pas sans inconvénients en matière d'élections municipales, mais qui ne peut en offrir aucun, dans la grande consultation nationale que constitueront les prochaines élections législatives.

S'agit-il d'associer à cette grande consultation, et il ne saurait en être autrement, les électeurs français que nous retrouvons dans nos provinces reconquises ? L'Alsace et la Lorraine, ayant heureusement échappé aux dévastations de la guerre, quelques semaines suffiront pour y établir, selon les règles de la loi française et avec toutes les précautions désirables, de nouvelles listes électorales.

S'agit-il, enfin, des Français, que leur devoir militaire tient encore et pour un temps indéterminé, éloignés de leur résidence habituelle ? Le droit de vote est doublement sacré dans la personne de ceux qui ont risqué leur vie pour nous donner la victoire. Il faut, à tout prix, les mettre en mesure de l'exercer. Comment y parvenir ? Devra-t-on, pour cela, précipiter la démobilisation sans tenir

compte des considérations supérieures d'intérêt militaire et politique qui doivent dominer cette opération ? Non, certainement. Ceux qui pourront être démobilisés en bénéficieront. Ceux qui ne le pourront pas ne devront pas en souffrir. Les Anglais viennent de permettre à plus d'un million de leurs soldats que la guerre retenait loin de la mère-patrie, de prendre part au grand scrutin du 14 décembre 1918. Pourquoi ce qu'ils ont réussi à faire serait-il impossible pour nous ?

Des observations qui précèdent, une double conclusion peut être tirée. C'est, tout d'abord, que les prétendues difficultés auxquelles se heurterait en France, à l'heure actuelle, la consultation du suffrage universel, sont grossies comme à plaisir par ceux qui ont ou qui croient avoir intérêt à la retarder. C'est, en second lieu, que les pouvoirs publics ne sauraient, sans aggraver singulièrement la faute qu'ils ont déjà commise, méconnaître plus longtemps l'urgence et la nécessité de cette consultation.

Nous disons : urgence et nécessité. Elles sont l'une et l'autre trop évidentes pour qu'il soit utile de les démontrer. Aussi bien, nous suffira-t-il de nous en expliquer sommairement.

Toutes les élections ajournées doivent être faites, sans retard aucun, parce que la loi le veut ainsi, et parce que le respect scrupuleux des lois qui régissent les manifestations du suffrage universel, est, dans une démocratie où la souveraineté du pays est la source de tous les pouvoirs, une des conditions essentielles de la sécurité des citoyens. Que nos représentants et nos gouvernants y prennent garde. Maîtres momentanés du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, ils inclinent à s'imaginer qu'il dépend de leur seule volonté de prolonger plus ou moins longtemps un état de fait que la guerre a autorisé, mais qui, depuis la signature de l'armistice, est devenu un état extra légal. Ce serait, de leur part, une dangereuse illusion.

Le mandat qui leur a été donné avant la guerre est expiré. Ils sont dès lors, sans titre et sans qualité pour aborder les problèmes politiques et sociaux, économiques et financiers qui se posent aujourd'hui devant la France bouleversée par plus de quatre années de la plus terrible des guerres. Ils ne représentent plus le pays. Ils sont, en droit, incapables de l'aider en son nom. Ils le sont peut-être plus encore, en fait. On peut, hélas, s'en convaincre trop aisément en suivant les débats de la Chambre qui ne furent jamais plus incohérents, plus stériles et parfois plus dangereux. Peut-être nous dira-t-on que la Chambre élue en mai 1914 a pourtant suffi à sa tâche, du mois d'août 1914 au mois d'octobre 1918. A cela nous répondrons par deux observations. La première, c'est que les plus sérieuses réserves doivent être faites sur la valeur de l'œuvre parlementaire de ces quatre années, qu'il s'agisse de la question des loyers, de celle de la réparation des dommages de guerre et de toutes les questions financières et que la guerre a multipliées. La seconde, c'est que l'œuvre parlementaire est infiniment plus vaste et plus complexe aujourd'hui que pendant la guerre et qu'il était beaucoup plus facile de gouverner la France en 1915, 1916, 1917 et 1918 qu'il ne le sera en 1919.

Tout le monde a le sentiment qu'une ère nouvelle s'ouvre aujourd'hui au seuil de laquelle le sort de l'Europe et du monde va se régler pour un demi siècle au moins et peut-être pour plus longtemps encore. A la France, en particulier, une immense tâche s'impose. Ce n'est pas à la simple réparation des dommages de la guerre, si difficile que soit l'opération et si lourd qu'en soit le fardeau, qu'elle doit appliquer son effort, c'est à la transformation décisive, dans le domaine politique et dans le domaine économique à la fois, de sa vieille organisation et de ses méthodes traditionnelles. Il ne suffirait pas qu'elle tentât d'effacer les traces de la guerre en se replaçant purement et simplement dans son état de juillet 1914. Il faut qu'elle mette à profit les grandes leçons de la plus grande des guerres. Une France simplement relevée et réparée ne nous suffirait pas. Il nous faut une France renouvelée, une France plus forte et plus riche, plus rayonnante dans le monde que ne l'était la France de 1914.

A qui fera-t-on croire qu'une tâche pareille puisse être remplie ou même sérieusement abordée par nos Chambres actuelles ? Pour qu'elle puisse être sérieusement entreprise, il est indispensable que le pays, solennellement consulté, ait pu se prononcer sur elle. Il faut qu'il ait lui-même nettement marqué dans quelle voie il entend que soit orientée, désormais, la politique de la France. Jusque-là, le rôle des pouvoirs publics devrait se borner, comme celui des ministères démissionnaires qui attendent la désignation de leur successeur, à assurer la marche des affaires courantes.

Il est vrai que parmi les affaires courantes du temps présent, il en est qui semblent de nature à absorber toute l'activité du plus laborieux des gouvernements, telles que l'exécution des clauses de l'armistice, les réceptions des chefs d'Etat venus à Paris pour y célébrer la victoire en se mettant d'accord sur les dispositions essentielles du traité de paix, la préparation des travaux du congrès d'où devra sortir ce traité, le ravitaillement de nos

malheureux concitoyens des régions récemment libérées de l'invasion, la démobilisation, la transformation de nos industries du temps de guerre en industries du temps de paix. Mais il y en a d'autres aussi qui ne sont, à tout prendre, ni moins urgentes ni moins importantes ; l'exemple que nous a donné l'Angleterre ne laisse aucun doute à cet égard : ce sont les affaires qui se rattachent à l'application de nos lois électorales françaises. La révision des listes électorales tardivement entreprise et prolongée à l'excès est loin de suffire. Il faut, de plus, fixer la date des prochaines élections, tout spécialement celle des élections législatives, et il faut enfin choisir la forme du scrutin par lequel sera opéré le renouvellement de la Chambre des députés.

Il est très désirable que la date des élections législatives soit fixée le plus tôt possible. Cette fixation aura l'avantage d'ouvrir, en fait, la période électorale et, par là, de réveiller, dans le pays, la vie politique que les impérieuses exigences de la guerre avaient suspendue. Elle permettra aux citoyens français de s'éclairer, par une large et libre discussion, sur tous les problèmes nés de la guerre, et de se préparer ainsi à la plus haute manifestation électorale que la France ait connue depuis les grandes élections de la Révolution de 1789.

Avez-vous une date à proposer nous demandera-t-on ? Assurément. Si nous avions eu le pouvoir entre les mains, nous aurions, le 12 novembre 1918, adopté la date du dimanche 16 mars 1919. Cette date pourrait encore être acceptée aujourd'hui si le gouvernement se décidait à en finir avec les lenteurs traditionnelles de notre bureaucratie. Mais nous voici à la fin de décembre. On a déjà perdu plus d'un mois et demi. En ce cas, peut-être conviendrait-il de se résigner à la date du dimanche 27 avril ou à celle du premier dimanche de mai. On reviendrait de la sorte à une règle observée depuis les élections législatives de 1898.

Reste la question de la forme du scrutin. On se rappelle les débats passionnés qu'elle a soulevés entre les partisans du scrutin d'arrondissement, du scrutin majoritaire et les partisans de la représentation proportionnelle. Ils tinrent une grande place dans les élections générales de 1910 et dans celles de 1914. Il ne saurait venir à l'esprit de personne de les rouvrir aujourd'hui. Ce serait pure folie. Autant vaudrait dire qu'on entend renvoyer *sine die* les élections que nous réclamons. Mais une chose serait pire encore. Ce serait le maintien pur et simple du scrutin d'arrondissement. Sans revenir sur une controverse depuis longtemps épuisée, nous avons le droit de dire que le scrutin d'arrondissement a été la grande cause du continuel abaissement que l'on peut observer dans nos mœurs politiques depuis trente ans.

C'est le scrutin où toutes les questions se rapetissent et où dominent forcément les intérêts locaux et les rivalités de clocher. C'est celui qui trop souvent réserve le succès aux candidats à la promesse le plus facile et aux plus experts dans le maquignonnage électoral. Ceux qui chercheraient à nous l'imposer aujourd'hui et même ceux qui se résigneraient à le subir endosseraient une lourde responsabilité.

A aucun autre moment de notre histoire, il ne fut plus nécessaire qu'aujourd'hui de permettre au suffrage universel d'élargir son horizon politique et de hausser son esprit jusqu'à la conception des plus grands intérêts nationaux, qu'ils soient considérés du point de vue de notre politique intérieure ou du point de vue de leurs rapports nouveaux avec les intérêts des autres nations. Pour la première fois, dans l'histoire du monde, on verra, dans tous les pays à institutions démocratiques, les électeurs obligés de se prononcer sur les plus hautes questions internationales. Quel est le candidat qui oserait aujourd'hui proposer un programme, dans une élection politique, sans prendre parti sur les quatorze propositions du Président Wilson et sur les conditions de la constitution d'une Société des Nations ? Qu'on le veuille ou non et quelle que soit la date de nos prochaines élections politiques, les électeurs français seront amenés à exprimer leur sentiment sur les principes qui inspireront les négociateurs de la paix et sur les clauses du traité. Les électeurs des Etats-Unis et les électeurs anglais ont eu l'heureuse fortune d'être consultés en temps utile. Les électeurs français le seront peut-être tardivement, mais ils le seront inévitablement. Et si leur vote, arrivant trop tard, est sans effet sur la rédaction des clauses du traité, il ne le sera pas sur les conditions de leur exécution.

Quel mode de scrutin convient-il de substituer au scrutin d'arrondissement ? Il y a longtemps que nous avons exprimé notre opinion à ce sujet. C'est au scrutin de liste avec représentation équitable et rationnelle des minorités que vont nos préférences. Mais nous ne pouvons nous dissimuler les résistances auxquelles cette solution, même aujourd'hui, est exposée à se heurter. Aussi bien et désirant prouver notre esprit de conciliation, nous nous rallions volontiers au système adopté en 1917 par la Commission du suffrage universel à la Chambre des députés. C'est un système transactionnel, qui combine ingénieusement l'élection à la majorité ab-

solue des suffrages et l'élection à la majorité relative avec représentation proportionnelle, et qui conduit, ce qui est, à nos yeux, un précieux résultat, à la suppression du second tour. On en trouve l'exposé très clair dans un excellent rapport déposé sur le bureau de la Chambre par l'honorable M. Dessoye, le 19 décembre 1917.

Deux raisons nous conduisent à nous rallier à ce mode de scrutin. La première, c'est qu'il est infiniment préférable au scrutin d'arrondissement. La seconde, c'est qu'il paraît avoir mis d'accord les défenseurs du scrutin majoritaire et de la représentation proportionnelle. Ce qui nous donne à espérer, et rien ne serait plus heureux en ce moment, qu'il pourrait être adopté très aisément et très promptement à la Chambre et au Sénat.

FERNAND FAURE.

WILSON EN EUROPE

Même en d'autres temps, l'arrivée en Europe du président de la République américaine eût été un événement. Wilson, en venant parmi nous, a rompu une tradition, inauguré pour son pays une ère d'histoire ; mais en réalité la grande innovation, l'abandon des règles séculaires, s'était accomplie le jour où le cabinet de Washington, élargissant à l'infini son horizon, avait pris position dans la guerre mondiale. Le voyage couronne une politique : il en était la consécration nécessaire et suprême.

Ce n'est pas dans cette revue qu'on aura peine à saluer le Wilson de 1917 et de 1918. A une heure où d'autres discutaient encore son attitude, parce qu'il ne discernaient point les mobiles profonds qui s'exerçaient en lui, nous lui avons rendu hommage ; nous avons signalé dans le président l'un des maîtres intellectuels de ce temps. La courbe de sa pensée s'était dessinée bien avant qu'il n'abordât l'action décisive. Sa conception du droit, que rien n'a pu ébranler, sa volonté de justice entière pour l'avenir, qui s'est exprimée dans vingt documents, ne lui laissaient point le choix entre plusieurs solutions. S'il a parfois, à d'aucuns, paru hésitant ou lent, c'est que ceux-là ne comprenaient point que Wilson administrait une grande démocratie, et qu'armé de pouvoirs théoriquement illimités, il entendait rester toujours, et en tout, le serviteur des 100 millions d'hommes auxquels il avait juré loyauté.

Avant d'intervenir dans le conflit universel, il fallait qu'il eût obtenu l'agrément de ce peuple. Cette autorisation lui était d'autant plus indispensable, qu'il entrevoyait un rôle non seulement diplomatique et moral, mais encore militaire, et que, par suite, il devait être entraîné à instituer la conscription dans une contrée entre toutes réfractaires au service obligatoire.

Il est, à quelques égards, prodigieux qu'il ait triomphé si aisément des obstacles qui s'étaient accumulés sous ses pas. Aujourd'hui, à distance, il nous semble que le revirement de la mentalité américaine se soit effectué avec une facilité quasi-automatique. Rien ne serait plus erroné qu'une telle vision des faits. Le mérite de Wilson a été de préparer, par une action constante, que dirigeait le sens psychologique le plus affiné, cette évolution laborieuse et si grave.

Trois grands facteurs dominaient jusque-là, outre-Atlantique, toute l'orientation de la diplomatie.

D'abord l'Union répugnait à s'immiscer dans les affaires d'Europe. Ce n'était pas seulement qu'elle les connût mal, ou qu'elle jugeât mesquines certaines d'entre elles ; c'était surtout qu'elle estimait le Nouveau Monde assez vaste pour elle et qu'elle appréhendait toute complication superflue. La doctrine de Monroë lui réservait un domaine d'administration ou de tutelle, qui allait des archipels glacés du nord à la terre de Feu ; cette doctrine interdisait, — (et, à maintes reprises, avait dicté pratiquement des prohibitions), — aux puissances européennes de s'ingérer dans les crises américaines ou d'attenter aux droits des républiques latines de l'Atlantique ou du Pacifique, mais au nom de ce même dogme de Monroë, qui consacrait l'isolement d'un continent, Washington limitait étroitement sa propre influence.

Le peuple des Etats-Unis ne se souciait pas de faire une guerre coûteuse et qui pourrait peu à peu attirer à elle toutes ses ressources. L'obligation de porter les armes lui paraissait incompatible avec les libertés essentielles. Son pacifisme était profond et traditionnel.

Enfin ce peuple était issu de toutes les races qui s'entrechoquaient en Europe, — Anglais et Allemands, Italiens, Russes, Français, Hongrois, Tchèques et Slaves du sud, — et retrouvant en lui toutes les ascendances, il était naturellement hostile à une action diplomatique et militaire qui pourrait rompre son unité morale, dresser les uns contre les autres des éléments encore mal soudés.

C'est lorsqu'on apprécie à leur valeur toutes ces considérations, que l'on mesure équitablement le rôle de Wilson. On s'est étonné qu'en dépit des premiers torpillages, il ait tant attendu pour se ré-

soudre. Il est bien plus surprenant que le jour où il prit sa décision, il ait été suivi par la quasi-unanimité de l'opinion, et que la résistance des vingt millions d'hommes germains de souche ait été aussi aisément annulée. Mais il avait poussé à une perfection admirable l'art de la préparation. Car, je le répète, — au risque d'aller à l'encontre des thèses qui le présentent comme un pur doctrinaire, — nul n'associa mieux à une notion intransigeante du juste, la connaissance de l'esprit public, la science de la psychologie des masses.

Wilson est de formation exclusivement américaine. Il y a une mentalité américaine, faite de la fusion de beaucoup d'autres, et qui s'est lentement façonnée et développée à travers le XIXe siècle. De Franklin, de Washington et de Jefferson au président actuel, par Lincoln et quelques autres, la lignée est ininterrompue. Si l'on constate que l'idéologie de tous ces hommes dirigeants coïncide, sur nombre de points, avec celle de nos révolutions, il n'y a point lieu de s'en étonner. L'idéologie révolutionnaire française s'est greffée sur celle de l'indépendance américaine. Les peuples qui souffrent, et qui veulent s'affranchir de l'oppression intérieure ou extérieure, aboutissent forcément aux mêmes formules. Ni le premier Carnot, ni Franklin n'eussent désavoué les quatorze thèses. Le monde évolue et, avec lui, la pensée de ceux qui entendent demeurer de plein pied avec les masses.

Ce qui domine toute la philosophie wilsonienne, c'est le respect de la démocratie : non pas d'une démocratie limitée, frelatée, accommodée aux exigences particulières de telle ou telle personnalité, mais d'une démocratie totale, et qui aurait déployé l'intégralité de ses conséquences. De là la hardiesse imprévue de certaines maximes, — car de longue date un chef d'Etat n'avait proféré des paroles aussi sonores. Lorsqu'on dit que Wilson est un théoricien formé par l'étude des livres et insoucieux des réalités, on émet un jugement erroné : il a été mêlé relativement jeune, aux affaires, et aux plus grandes. Ce qui le caractérise, ce qui le différencie de tant d'hommes politiques, c'est qu'il associe à l'expérience des choses une énorme culture. [illegible] bien qu'il ne procède que rarement par affirmations dogmatiques, mais que chacune de ses décisions s'adapte à un cas précis et qu'il juxtapose l'exemple au précepte. Il réfléchit : il s'enferme dans son cabinet ; il écrit posément et dans la solitude ; [illegible] la haine et le mépris de l'improvisation. Quand il hésite devant une résolution spécialement grave, ou parce que le problème est complexe et qu'il n'en discerne pas toutes les données, il avoue, — mieux il proclame ses doutes ou son ignorance : — le message du 4 décembre est, sous ce rapport, significatif, — et de telles confessions sont d'un très noble esprit. Le magistrat qui commande affecte d'être omniscient et imperturbable.

Mais cette recherche tenace et fiévreuse de la vérité tout entière, cette crainte du devoir mal compris ou imparfaitement réalisé n'affaiblissent pas chez lui la volonté. — Au contraire, la décision une fois adoptée, il la défend avec une opiniâtreté que rien n'atténuera. Quelque péril qu'il encoure, quelque résistance qu'il rencontre, il persévère, comme s'il cédait à une impérieuse obligation. On a déjà remarqué le lien logique qui se révèle entre ses déclarations successives au sujet de la guerre : elles se déduisent les unes des autres avec une telle puissance d'argumentation, avec une telle continuité de raisonnement, qu'elles constituent une série unique dans la littérature politique de tous les temps.

Il est exact que le pouvoir présidentiel aux Etats-Unis, est formidable. Mais il ne s'exerce que dans la mesure où il est soutenu par l'opinion. Quelle qu'ait été la personnalité de Wilson, il eût été brisé au premier jour, s'il n'avait pas exprimé les vœux de la masse populaire. Cette masse, il ne l'a pas tenue pour chose négligeable ; il n'a pas essayé d'en éluder les droits, mais au contraire, par ses messages, il restait en contact permanent avec elle, l'éclairait, la fortifiait dans ses sentiments. Il n'a pas voulu pratiquer une politique secrète, lui qui avait condamné la diplomatie secrète. Il a dégagé à chaque mois, à chaque semaine, l'évolution intellectuelle qui se produisait dans la plus grande démocratie de la terre. Avec une finesse, peut-être innée, peut-être acquise, il pénétrait l'avenir, la marche des choses qui est peut-être moins illogique et capricieuse qu'on ne le prétend souvent. Il savait qu'à telle date le peuple américain serait prêt à l'intervention, comme il savait qu'en telles conditions l'empire allemand s'écroulerait. Il a été des rares qui ont prévu et prophétisé la révolution germanique.

Sa diplomatie n'a pas été inférieure à sa conception générale de la crise. Ses échanges de notes avec Solf et Max de Bade demeureront comme un modèle de discussion pressante et de dialectique victorieuse. C'est alors vraiment qu'il a conquis — et pour toujours — le premier plan.

La [illegible] de la paix, que Wilson a formulée dans son message du 21 janvier, dans son discours du 12 février, dans ses déclarations du 27 septembre 1918, échappe à toute controverse. Je veux dire que nul ne la peut contester, ni dis-

cuter sans proclamer sa propre indignité morale. Si elle s'est imposée avec cette force persuasive, si elle a capturé l'esprit des peuples, c'est qu'elle joignait à la simplicité, la grandeur des belles œuvres classiques.

Fonder le monde sur la consécration du droit, c'était manifester une audace singulière : — accommoder les modalités d'une organisation complète et loyalement équilibrée à cette affirmation primordiale, c'était renverser les règles de la politique internationale telle qu'elle a été pratiquée à travers les âges ; — exiger que les convenances particulières fléchissent devant l'intérêt général, c'était donner un de ces enseignements qui se répercutent au loin et qui remuent au fond les foules populaires. Il y avait dans cet univers, qui sortait en fusion de l'immense creuset de la guerre, des revendications à harmoniser, des litiges innombrables à régler, des convoitises à réfréner, des dominations à abolir. — Wilson n'a reculé devant aucun problème. Il a suggéré des solutions qui se recommandent par leur force, — qu'on pourra revoir, remanier dans le détail, mais qui se révèlent comme souverainement efficaces dans leur principe à ceux qui cherchent, en un nouveau statut territorial, la durée associée à l'indubitable justice.

Par lui, l'Amérique aura servi la cause de la liberté, dans la guerre comme dans la paix. S'il a jeté plusieurs millions d'hommes sur les champs de bataille, donnant ainsi l'ébranlement suprême au militarisme prussien, il a proféré aussi les mots qu'il fallait dire à la minute où ils devaient être dits. Préparée par les défaites militaires, la catastrophe des Habsbourg a été achevée par la condamnation qu'il prononçait. Et la révolution allemande, le renversement des Hohenzollern, qui étaient intimement liés à la retraite précipitée d'Hindenburg sur le front occidental, ont été hâtés par l'habileté de sa dialectique. Il se peut que dans son pays, la sûreté de son action et la vertu de sa pensée n'aient pas été reconnues par l'unanimité de ses compatriotes ; mais Washington et Lincoln aussi ont eu des contradicteurs. L'histoire a maintenant oublié ceux-ci.

La vie de l'Amérique est désormais liée à celle de l'Europe. Le grand peuple, qui est fait de toutes les vieilles races, qui est sorti de toutes les émigrations, et que l'Atlantique avait longtemps séparé de ses souches multiples, revient mêler sa pensée ardente et jeune à celle des antiques nations transformées, régénérées, agrandies, libérées. Ou mieux, le monde est un. Cette guerre a aboli les barrières, qui le coupaient de distance en distance en autant de domaines séparés. Les principes wilsoniens valent — comme la démocratie elle-même, — pour l'universalité.

PAUL LOOS.

GARDIENNE DE CONSCIENCE (1)

Salvina, dont la nature romanesque ne l'empêchait pas d'être pratique, se rappela subitement que son frère Lazare devait rentrer d'un moment à l'autre, et que probablement il aurait faim. La triste réalité lui apparut d'autant plus poignante.

Comment lui procurer un souper ? Et sa pauvre mère ! Elle aussi devait être à bout de forces !

Elle descendit vivement à la cuisine et trouva des restes suffisants pour un repas improvisé, et même une vieille théière fendue, avec quelques tasses ébréchées, qu'on avait jugées indignes d'être emportées.

Lorsqu'enfin sa mère vint la rejoindre, la bouche pleine d'injures, à l'énumération des pièces de leur garde-robe, Salvina l'arrêta gentiment, en lui offrant une tasse de thé chaud.

Elles burent toutes deux la boisson chaude, en s'appuyant contre la planche de cuisine, qui leur servit en même temps de table, pour y déposer leurs tasses.

L'inquiétude de la jeune fille s'accrut, lorsque sa mère demanda comment elles allaient faire pour se coucher, car leurs lits avaient été emportés avec le reste !

— J'ai cinq shillings dans ma poche. Je vais vite courir acheter des matelas bon marché. Mais il y a encore Lazare ! Oh, mon Dieu !

— Lazare a son lit ! Oui, Dieu merci, nous pouvons lui emprunter le mobilier qu'il a acheté pour son mariage.

— Mais il est entassé dans le grenier, chez sa fiancée !

Un coup à la porte annonça le retour inopportun de Lazare et Salvina remonta vivement du sous-sol, pour lui amortir le choc.

Lazare était une édition plus affinée et plus élégante de son père. Il avait un an de plus que Kitty et sa haute taille dépassait d'une tête la mignonne Salvina.

— Pourquoi n'allumez-vous pas la lampe de l'escalier ? grogna-t-il avec humeur, en poussant la porte. C'est diantrement mesquin ! Comment ? Rien que la cuisine d'éclairée ? Toi et maman,

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 23, 1918.

vous faites toujours des économies de bouts de chandelle ! Pourquoi diable n'apprenez-vous pas à vivre selon votre position !

Le reproche inattendu lui fit perdre contenance.

— Nous n'avons plus de position ! sanglota-t-elle.

Les longues années de sordide économie lui revinrent à l'esprit, et les améliorations péniblement acquises, grâce à l'augmentation de son salaire à l'école. Elle revit le misérable logis de Houndsditch de Spittalfield et enfin les bow-windows et les becs de gaz de Hackney Terrace.

— Que veux-tu dire ! Que se passe-t-il ? Mais parle donc, petite bécasse ! Cesse de pleurer !

Il s'approcha vivement et la secoua rudement.

— Papa s'est enfui avec une femme et a emporté le mobilier ! expliqua-t-elle, au milieu de ses sanglots.

— Quel diable ! s'exclama-t-il, en laissant échapper sa canne des mains, et mordillant le cigare qu'il avait à la bouche. Le vieux bonhomme est réellement parti ? Quelle brute ! L'hypocrite ! Le vieil égoïste ! Mais comment a-t-il pu emporter le mobilier ?

— Il a envoyé maman chez les Sperling.

— Le vieux renard ! Voilà donc ce qu'il vaut, ton vieux père ! Où s'est-il sauvé ? Je vais lui dire son fait, ainsi qu'à la misérable femme qui l'a entraîné ! Où sont-ils ?

— Je n'en sais rien ! Mais non, il ne faut rien faire du tout ! C'est par trop abominable ! Nous n'avons seulement pas sur quoi nous coucher ! J'ai pensé que tu pourrais nous prêter ton mobilier.

— Allons donc ! Découvrir le pot aux roses aux Jonas et perdre ma chère Rhoda ! Oh que non ! Pense à la honte qui nous éclabousserait !

— La honte est pour père et non pour toi !

— Ne sois donc pas idiote ! Le vieux Jonas nous traite de haut sans cela et si ce n'était Kitty, qui lui en a imposé, en arrivant dans le brillant équipage des Samuelson, il n'aurait jamais consenti à m'agréer comme fiancé.

— Grand Dieu ! gémit Salvina, en fondant en larmes à ce nouvel embarras. Mon pauvre Lazare, mais de toutes façons tu ne devais pas te marier si tôt ! reprit-elle, avec un regard tendre à son frère qui, avec sa sœur Kitty avait hérité de la beauté de la famille.

— Ce n'est pas sûr ! J'ai eu une entrevue avec le directeur de Granders Frères, la grande fabrique d'éponges.

— Mais tu ne connais rien aux éponges !

— Peuh ! Je n'ai pas besoin d'en savoir long ! Quel que soit l'article, il faut avant tout savoir mentir avec aplomb. Ce n'est pas plus malin que ça !

— Oh, Lazare !

— Oh, tu n'as pas besoin d'écarquiller les yeux ! Tu n'es pas assez jolie pour cela ! Voyons, que connais-tu du monde, toi, qui passes tes journées entre les quatre murs d'une école ? Je gagerais que tu prends au sérieux toutes les balivernes qu'on débite aux enfants !

Cette flèche empoisonnée lui rappela que l'opprobre des parents allait aussi rejaillir sur elle. Qu'allaient dire ses collègues, les institutrices de l'école ? Et les petites filles si malignes à s'emparer du moindre esclandre ? Quoi, si ses élèves allaient se douter du scandale qui déshonorait sa famille ! Oui, Lazare avait raison, la tâche les éclabousserait tous !

Elle se vit soudain faisant en classe une leçon sur « l'honneur » devant un auditoire de petites écolières en grands tabliers blancs qui l'écoutaient avec méfiance et la jugeaient sévèrement.

III

Sur ces entrefaites, ayant fait le tour de la maison, fouillant avidement partout (et l'éclat de ses bijoux offrait en ce lieu un spectacle singulier) Mme Brill revint auprès de ses enfants.

A la vue de son fils, elle renouvela ses lamentations, évoqua les longues années de dévouement, et refit un inventaire de tous les objets enlevés.

— A quoi bon pleurer les pots cassés ! se récria Lazare. Il ne reste qu'à acheter un nouveau pot !

— Un nouveau pot ! Mais les cuvettes, et les cruches, et les saucières, et mes belles assiettes ! Et le grand plat avec la gerbe de fleurs peintes! Oh mon Dieu ! Oh, mon Dieu !

— Ne sois donc pas bête !

— Elle est bouleversée, mon cher Lazare ! Il faut avoir patience avec maman. Lazare dit que ça ne sert à rien de pleurer et qu'il est inutile de laisser voir quoi que ce soit aux voisins. Il faut nous tirer d'affaire comme nous pourrons et surtout cacher aux yeux de tous notre malheur ! Il faut jeter un voile sur tout !

— C'est sur moi, que vous allez jeter un voile ! Je n'aurai plus besoin de rien, un linceul suffit ! Après vingt ans de vie commune, m'exposer à une honte pareille ! Il s'essuie la bouche et fait le dégoûté ! Lacerez vos vêtements, mes pauvres enfants ! Votre mère est morte !

— Comment veux-tu que je l'écoute avec patience ! s'exclama Lazare en se tournant vers sa sœur. Ne dirait-on pas que cela a été un bonheur sans égal de vivre avec papa ? Non vraiment, maman, à juger d'après vos disputes continuelles, tu devrais plutôt être contente d'être enfin débarrassée de lui !

— Mais je suis contente ! Je suis contente ! hurla la pauvre femme, avec désespoir. Il a toujours été un cochon ! Toujours grognon, toujours désagréable et mécontent ! Il a même trouvé à redire à mon beau divan, bourré de crin véritable, parce que je ne voulais pas lui permettre de s'asseoir dessus ! Eh bien maintenant, je m'en moque ! Même mes pires ennemis vont s'apitoyer sur mon sort, et pourtant s'ils savaient comme je suis contente !

Et la malheureuse femme éclata en sanglots bruyants.

— Voyons maman, ne restons pas ici, dans l'obscurité. Lazare, descends à la cuisine avec nous !

— Ah mais non ! Pas moi ! se rebiffa Lazare. Je ne veux pas rester ici pour entendre de nouvelles jérémiades ! Et d'ailleurs, où voulez-vous que je couche ?

Il frotta une allumette pour rallumer son cigare, et la petite flamme éclaira subitement les deux femmes, et leurs visages ravagés de larmes.

— As-tu un peu d'argent, Salvina ? demanda-t-il, en se radoucissant.

— Cinq shillings seulement !

— Tant pis, cela pourra suffire, j'espère ! Je vais tâcher de me tirer d'affaire. Bonne nuit, maman, ne te fais pas trop de chagrin. C'est toujours la même histoire, maintenant comme dans cent ans !

Il entrouvrit la porte et s'arrêta un instant indécis.

— Je suppose que vous trouverez moyen de vous coucher d'une façon quelconque ?

— Oh oui ! le rassura Salvina. Nous nous arrangerons bien, ne te fais pas de soucis pour nous, mon chéri !

— Je reviendrai demain à la première heure, et nous tiendrons un conseil de guerre ! C'est un tour pendable qu'il nous a joué ! ajouta-t-il, d'un air pensif.

Lorsqu'il fut parti, Salvina se rappela qu'elle avait compté employer les cinq schillings à l'achat d'un matelas. Puis elle se fit la réflexion que cette somme était à peine suffisante pour une paillasse, et elle songea à la bague que lui avait donnée Kitty, lorsqu'elle fut reçue à son examen. Cette bague allait leur permettre d'acheter le nécessaire. Les bijoux de sa mère étaient sacrés pour elle, et il ne fallait pas y toucher. La pauvre femme était déjà assez éprouvée sans cela !

Elle recommanda à sa mère de s'asseoir sur les marches de l'escalier en attendant qu'elle allât en toute hâte faire les emplettes les plus indispensables, et ce fut dans la direction de Mare Street qu'elle dirigea ses pas. C'était la grande artère de Hackney, baptisée par l'Armée de Salut « Le gîte du diable ! »

Une expérience de vieille date l'avait familiarisée avec les formalités des engagements, mais cette fois-ci elle se glissa furtivement dans la première officine ouverte et ne perdit point de temps à marchander. Ensuite, elle dépensa six pences pour un télégramme qu'elle adressa au Bureau Central, afin de pouvoir retirer le lendemain à la première heure les quelques livres sterling, qu'elle avait déposées à la Caisse d'Épargne, pour ses vacances d'été.

Pendant qu'elle faisait l'achat du matelas, elle remarqua une pancarte avec le tarif des locations, et elle entrevit aussitôt le moyen de se tirer d'affaire. Elle voulut traiter immédiatement pour la location d'un petit mobilier de chambre à coucher et de cuisine. C'était tout ce qu'il fallait pour le petit appartement où ils allaient être obligés de se loger.

Mais elle fut effrayée des formalités sans nombre que cela comportait, d'autant plus que sa signature n'était pas valable ! Elle était une enfant elle-même !

Elle sut pourtant obtenir que le matelas fût livré immédiatement et suivie du commissionnaire qui l'apportait, elle retourna vivement auprès de sa mère, qu'elle retrouva accroupie sur les marches de l'escalier, éplorée sur son triste sort.

Pour la distraire et lui faire changer le cours des idées, Salvina lui proposa d'apprendre à signer son nom, étant donné que sa signature allait être indispensable, dans toutes les transactions à venir.

Ce fut un singulier supplément de travail, après la longue journée à l'école, Mme Brill dut reconnaître que cette leçon était urgente, mais tout en cédant à ses instances elle se contenta d'un commaraphe, et après de nombreux essais infructueux, elle réussit enfin à griffonner « E. Brill », trouvant beaucoup trop longue la signature entière, « Esther Brill ». Mais elle ne voulut point apprendre les autres lettres de l'alphabet et s'en tint à cette première leçon.

Puis la jeune fille, qui aux yeux de la loi était mineure, aida sa mère à se coucher, et s'étendit doucement à côté d'elle, sur l'étroit matelas. Faute de couvertures, elles ne se dévêtirent point.

Sa mère ne tarda pas à s'assoupir après toutes ces émotions, mais la jeune fille resta longtemps les yeux grands ouverts, osant à peine bouger et ne trouvant pas le sommeil réparateur.

Dans l'excitation du premier moment, elle avait déployé toute son énergie à se procurer les objets de première nécessité, sans plus réfléchir, mais dans le silence de la nuit, pendant les longues heures d'insomnie, toute l'horreur de la situation se

presenta à son esprit romanesque et lucide en même temps, et elle entrevit toute la sordide bassesse et la vile perfidie de son père.

Quand elle s'endormit enfin, elle eut un rêve pénible et obsédant. Elle se revit aux examens de l'Université, récitant les verbes grecs qu'elle s'efforçait en vain de transcrire avec une plume sans encre pendant que les aiguilles de la grande horloge marquaient les minutes qui fuyaient, et tandis que son père grimaçant et vêtu d'une longue robe, guettait le moment propice pour lui enlever sa chaise et son pupitre.

IV

Le lendemain, qui était un vendredi, Salvina, brisée de fatigue et toute courbaturée, s'arracha au cauchemar du rêve, pour retomber, hélas, dans le cauchemar de la réalité, et le repos qu'elle devait goûter le jour suivant ne pouvait lui servir qu'à ruminer plus mûrement sur leur misérable situation.

A un seul point de vue, ce vendredi était une consolation. Elle n'aurait plus à subir de contrainte qu'un seul jour dans le contact avec ses collègues et ses élèves, et puis elle aurait deux jours entiers bien à elle, où elle pourrait se cacher du monde, seule à seule avec sa honte et sa douleur. Il faudrait s'armer de forces nouvelles pour supporter vaillamment l'humiliante contrainte qu'elle devait s'imposer désormais, sans compter les innombrables courses et démarches, qu'elle prévoyait pour se fonder un nouveau foyer.

Lazare fit son apparition à une heure si tardive, qu'il ne pouvait plus être question de longs débats, et le conseil de guerre fut des plus brefs, tenu pour ainsi dire sur le pas de la porte, car Salvina devait être à l'École à neuf heures précises. L'idée de manquer la classe dans une circonstance aussi exceptionnelle ne l'effleura même pas.

Elle convint avec Lazare de se retrouver avec lui dans la Cité, aussitôt après la classe du matin, et comptait toucher à la poste le montant de ses économies. Elle calcula que c'était amplement suffisant pour verser une acompte sur le mobilier, qu'on devait leur livrer le jour même. Lazare proposa de télégraphier à Kitty, pour lui demander un secours, mais Salvina s'y opposa formellement.

— Il ne faut pas l'effrayer si subitement. J'irai chez elle dimanche et je vais tout doucement la préparer à subir le coup. Tu sais bien qu'elle a juste assez d'argent pour suffir à sa toilette, afin de pouvoir s'habiller selon sa position.

— Je veux espérer que le scandale ne parviendra pas aux oreilles des Samuelson ! Ce serait une belle affaire si elle perdait sa place et nous retombait sur les bras !

— Oui, mes enfants ! Il vous a tous ruinés ! sanglota Mme Brill, dans un nouvel accès de désespoir. Si ce n'était pas moi, il y a longtemps que nous serions tous dans un asile d'indigents !

— Eh bien, si tu ne veux pas que nous allions manger dans un asile, va faire ton marché pour le Sabbath ! riposta rudement Lazare. Les fournisseurs te feront crédit, je pense !

— Je crois bien ! Ils savent que moi je n'ai jamais pris la fuite !

— Je te recommande surtout, maman, que le poisson soit aussi bon qu'à l'ordinaire ! ajouta Salvina, en glissant sa grammaire grecque dans sa poche. Nous sommes encore loin de l'asile des indigents ! Et toi, Lazare, si tu ne rentres pas à l'heure, bien exactement, je ne te le pardonnerai jamais ! lança-t-elle à son frère, en s'en allant.

— Ah ça, je suis ébaubi ! grommela Lazare, en suivant des yeux l'alerte petite personne, qui filait vivement, pour attraper le train de huit heures.

— Mais je n'ai pas de poêle à frire ! lui cria Mme Brill.

— Tu en recevras une dans l'après-midi ! lui jeta Salvina, en se retournant.

Le soleil était déjà ardent et le train littéralement bondé. Salvina, serrée entre deux bonnes femmes, put à peine tenir sa grammaire ouverte, et les verbes grecs dansaient devant ses yeux alourdis.

Lorsqu'elle entra à l'École, le poids écrasant du secret qui l'étouffait, semblait élever une barrière entre elle et ses collègues qui lui parurent froides et réservées.

Elle s'entendait faire la leçon aux enfants — cinq fois onze font cinquante cinq, cinq fois douze font soixante —, mais il lui semblait qu'elle même parlait de loin. Elle remarqua vaguement comme dans une brume que deux gamines s'étaient prises aux cheveux, un bourdonnement confus de voix arrivait à ses oreilles, répétant — cinq fois onze font soixante —, mais il lui semblait qu'elle-même même avait cinquante cinq ans, et que l'expérience l'avait vieillie à ce point. Lorsque Miss Rolver, la maîtresse en chef, entra dans la salle, Salvina se sentit supérieure, par l'expérience acquise des vicissitudes de la vie, à cette matrone, uniquement préoccupée de tables de multiplication, de modèles d'écritures, de papier réglé et de crayons taillés.

Au dehors, elle entendait le va et vient de la

foule pressée, la vie se répandait vibrante et active, et dans son cerveau agité, les verbes en toutes langues prenaient une forme irrégulière.

— Vous avez l'air fatigué ! lui dit avec mansuétude la maîtresse en chef.

— C'est la chaleur ! murmura Salvina.

— Courage ! Les vacances vont venir !

Quelle raillerie ! Les vacances d'été n'allaient plus être les radieuses journées passées à Ramsgate, consacrées à l'étude et au repos, parmi les roches blanches, baignées de soleil. Ce ne seraient plus les charmants romans et les poèmes élevés, qui peupleraient ses heures de loisir et de recueillement. Non, c'était un luxe qui lui était interdit désormais, elle ne pouvait plus se le payer !

A l'idée, qu'elle allait rester attachée à la chaîne, pendant ces chaleurs caniculaires, elle eut une oppression et se sentit étouffer.

Elle sentit vaguement, qu'elle recevait de l'eau sur la figure et elle aperçut tout près, penché sur elle le visage anxieux de Miss Rolver, lui demandant affectueusement si elle se sentait mieux.

Au lieu de lui répondre, Salvina se fit machinalement la réflexion que quelque inspecteur devait se trouver non loin de là. Car, même elle qui ne voyait malice à rien, n'avait pas manqué de remarquer que chaque fois que les dames patronesses ou ces messieurs les inspecteurs visitaient l'école, Miss Rolver se trouvait être l'héroïne de quelque incident attendrissant. Si c'était au moment de la récréation, et à cette occasion seulement, la bonne maîtresse était sous le préau, organisant avec entrain des rondes enfantines, entourée de ses petites élèves pleines de vie et d'animation. Si c'était l'heure de la leçon de couture, elle était activement occupée à tailler et à assembler des tabliers de classe. Une autre fois, déployant des sentiments charitables, on la trouvait en train de panser un petit poignet foulé ou endolori. Mais sa trouvaille la plus heureuse, ce fut un pauvre petit chat abandonné, qu'elle venait de recueillir, et qui lapait gouleusement une assiettée de lait devant un bon feu, juste au moment où les charitables dames patronnesses entraient dans la salle. Combien cette scène touchante leur parut édifiante !

Ce fut pour cette raison, qu'en se voyant l'objet de la sollicitude de Miss Rolver, Salvina chercha des yeux ces nobles visiteuses. Mais elle ne tarda pas à comprendre qu'il n'y avait là aucun artifice et que véritablement on s'occupait d'elle. Un remords vint s'ajouter à son trouble, lorsqu'elle l'entendit lui reprocher de trop se surmener, et l'engageant de rentrer immédiatement à la maison pour se reposer sérieusement.

— Oh, non ! Je suis tout à fait bien, ce n'est rien ! se défendit Salvina, en se redressant.

— C'est moi qui achèverai la leçon à votre place ! insista doucement Miss Rolver.

(*A suivre.*) ISRAËL ZANGWILL.

IL FAUT PRODUIRE (1)

J'ai donné ma dernière leçon du printemps dernier au son du canon gigantesque qui bombardait Paris d'une distance de 120 kilomètres ; j'ai préparé celle que je vais faire aujourd'hui au bruit de la canonnade formidable qui accompagna la reprise de Château-Thierry et la seconde bataille de la Marne, et je la prononce devant vous en un moment où nous pouvons, sans oublier nos morts bien aimés, savourer la joie de la victoire et l'avant-goût de la paix retrouvées en même temps par la France. Grâces en soient rendues à l'héroïsme de nos soldats et de nos alliés, comme à l'énergie et à l'habileté de tous ceux qui les ont équipés, armés, nourris et dirigés !

Nous avons tous un poids de moins sur la poitrine ; nous sommes tous fiers et heureux du salut et de la grandeur de la patrie. Pourtant il ne faut pas nous faire d'illusions. Nous avons un autre combat à livrer, moins sanglant, mais tout aussi âpre, sur le terrain économique, où nous rencontrerons comme adversaires, non seulement nos ennemis d'hier, mais les neutres et même ceux qui ont été nos compagnons d'armes dans la croisade universelle du monde civilisé contre la barbarie. Aussi est-il utile et urgent pour la nation française d'avoir un programme de travail et de fécondité : c'est ce programme que je voudrais élaborer avec vous.

Produire, produire beaucoup, produire davantage encore est une nécessité qui s'impose à la France d'aujourd'hui et s'imposera plus impérieusement encore à la France de demain. Il faudra produire, pour garder à notre pays son rang et pour le relever, si possible, parmi les grandes puissances agricoles, commerciales et industrielles : produire, pour subvenir au paiement des impôts qui seront d'autant plus lourds que les contribuables seront moins nombreux à les payer ; produire, pour multiplier les marchandises de toute espèce et pour les ramener à des prix abordables : produire, pour remettre en valeur les

(1) Leçon d'ouverture du Cours d'histoire du travail au Collège de France, le 2 décembre 1918.

régions devastées, pour y ranimer la vie, pour y faire refleurir la prospérité : produire, pour empêcher que la guerre sociale ne se rallume autour de nous comme un volcan mal éteint : car s'il est faux que l'abondance des produits dispense de rechercher la répartition équitable entre patrons et ouvriers des profits obtenus par leur travail commun, il est certain que cette abondance est une condition nécessaire, sinon suffisante, pour opérer ce partage. Créons d'abord la richesse nationale ; nous aviserons ensuite à ce qu'elle soit distribuée selon la justice entre tous ceux qui contribuent à la créer.

Il fut un temps — et ce temps n'est pas très éloigné — où, du côté des employeurs comme du côté des employés, sévissait chez nous une restriction volontaire de la production, une sorte de malthusianisme économique.

Nous avons vu, dans le monde patronal, des propriétaires de mines se faire adjuger des concessions nouvelles et les laisser inexploitées pour ne pas se faire concurrence à eux-mêmes en abaissant les prix par un surcroît de rendement ; nous avons vu des manufacturiers timides s'obstiner dans des procédés surannés pour s'épargner la dépense d'un outillage perfectionné, mais coûteux; nous avons vu des capitalistes trop prudents placer leurs fonds en valeurs qui passaient pour être de tout repos, telles qu'emprunts d'Etats étrangers ou de villes, au lieu de les engager dans des entreprises aléatoires sans doute, mais pas plus incertaines que les prêts consentis aux Russes ou aux Ottomans, et pouvant en revanche, rapporter gros et rendre à notre industrie des services signalés.

De même, dans le monde des travailleurs, nous avons connu sous divers prétextes, sous celui, par exemple, de ne pas condamner des camarades au chômage, la réduction de l'effort à sa plus simple expression, le travail à la douce, la flânerie érigée en système : nous avons connu, sous couleur de représailles contre un abus d'autorité ou contre une rémunération trop mesquine, la grève perlée, la grève, non pas des bras croisés, mais des mains volontairement nonchalantes et négligentes.

Il faut que, de part et d'autre, cette peur du risque et cette limitation excessive du labeur possible disparaissent et fassent place à une tension des nerfs et de la volonté proportionnée aux besoins de la patrie comme aux forces de chacun.

Avant la guerre, la France, considérée comme productrice, avait la chance d'avoir, comme on dit, deux cordes à son arc et deux cordes également solides. Elle était un pays à la fois agricole et industriel ; et, plus heureuse en cela que d'autres nations, elle voyait les deux productions s'équilibrer à peu près sur son territoire. L'agriculture avait pourtant l'avantage ; elle occupait 414 personnes sur mille, tandis que l'industrie avec le commerce et les transports n'en employait que 319 (1).

Il est possible que la guerre dérange cette proportion. Il est même probable que l'industrie gagnera du terrain. D'abord elle réagira, elle réagit déjà sur l'agriculture, qui, adoptant certains procédés, certaines méthodes de sa sœur cadette, devient plus scientifique, plus mécanique, plus chimique, et par là même plus intensive. Ensuite il semble que certaines formes de l'industrie domestique, par exemple la fabrication des jouets, des dentelles, de la passementerie, de la lingerie fine tendent à se répandre dans les campagnes, où elles vont remplir et atténuer la longueur des soirées d'hiver. Mais, si cette pénétration de la fabrique dispersée dans les villages offre des avantages indéniables, il n'en est pas moins à souhaiter que se maintienne la coexistence de deux genres de production, qui ont chacun leur raison d'être et leur fonction distincte, qui, à vrai dire, se complètent, s'entr'aident et composent un ensemble harmonieux favorable au bien-être et à la sécurité du pays.

Un certain nombre de problèmes d'après-guerre sont communs à ces deux productions, qui sont aussi nécessaires l'une que l'autre.

Elles sont pareillement intéressées à la reconstitution des régions libérées, au développement des forces motrices (1), des voies de communication, des transports et du crédit, au recrutement de la main-d'œuvre, au relèvement de la natalité et à la diminution de la mortalité. J'ai, l'an dernier, étudié avec vous ces problèmes qui concernent les paysans autant que les citadins. Je n'y reviendrai pas. Je veux maintenant concentrer votre attention sur ceux qui sont spéciaux à l'industrie. Ils sont assez nombreux, assez complexes pour nous retenir longuement et ma tâche aujourd'hui consistera seulement à les dénombrer et à les classer.

*
* *

Avant tout, il convient de distinguer deux catégories d'industrie, trop souvent confondues, qui sont diversement, quoique également utiles à la France, mais qui présentent une grande différence de caractères et, par suite, de besoins.

(1) I. Chiffons fournis par le *Board of Trade* en 1911.
(1) Voir la *Revue Bleue* du 11 décembre 1917, du 1er et du 15 juin 1918, du 7 septembre 1918.

Sans doute la limite qui les sépare est imprécise. Dans le domaine social comme dans celui de la nature, il n'y a point d'abîme entre deux espèces ; il existe toujours des formes intermédiaires qui font la transition de l'une à l'autre. Tout essai pour classer des êtres ou des objets d'études doit se résigner à l'impuissance d'épouser de façon parfaite les contours ondoyants de la réalité.

Sous cette réserve, nous distinguerons l'industrie qui vise au bon marché, qui fabrique en série, qui produit en grande quantité des objets de consommation courante à peu près identiques de figure et de qualité ; et l'industrie qui produit peu, bien et cher, qui vaut par le fini de l'exécution, par l'élégance et la délicatesse de ses œuvres, qui confine de très près à l'art, parce qu'à la recherche de l'utilité, elle joint le souci de la beauté.

Voulez-vous des exemples de la première ? Je citerai des fabriques de clous et de rails, de volets et de meubles ordinaires, de briques et de poteries grossières, de bérets et d'habits confectionnés, de chromos et de livres de classe, de verroteries et de bijoux faux vendus à la grosse. Si vous désirez des échantillons de la seconde, je nommerai l'orfèvrerie, la ferronnerie, l'atelier du grand couturier ou de la modiste en renom, la librairie qui édite des volumes sur papier de la Chine ou du Japon, la gravure des pierres précieuses, la manufacture d'élite d'où sortent le vitrail d'église et le cristal taillé.

En somme, il y a de l'une à l'autre une différence de degré plus que de nature. Elles poussent sur une même tige ; mais l'une est la feuille, l'autre est la fleur.

C'en est assez pour qu'elles usent de procédés différents, pour qu'elles posent aussi des problèmes qui réclament des solutions différentes. Qu'il s'agisse de la formation des patrons ou des ouvriers, du paiement à la journée ou aux pièces, de la part donnée dans la fabrication au travail à la main et au travail mécanique, de la clientèle visée par le fabricant et du prix de vente atteint par le produit, de l'organisation en grands ou en petits ateliers ; on doit constater que les usages et règlements dont s'accommode la première ne sauraient s'adapter à la seconde, qui est, par rapport à sa sœur moins brillante, une véritable aristocratie, le résultat d'une savante sélection et d'un long affinement.

Nous tâcherons, chemin faisant, de ne pas oublier cette distinction que les faits suggèrent à l'observateur. Mais il sied de commencer notre étude par l'industrie courante qui est à la base de l'industrie de luxe.

* *

La question qui se présente tout d'abord à qui veut savoir ce qu'on peut attendre dans un avenir prochain de la grande production industrielle me paraît être celle-ci :

Quelles sont les industries qu'il est utile de développer ou même de créer en France ?

Il est évident que toutes ne méritent pas indifféremment la même sollicitude. Il y a un choix à faire. Il en est qui, grandes filles robustes et bien vivantes, ne demandent que la liberté de grandir à l'aise ; il en est de naissantes ou de convalescentes qui se sentent encore frêles et appellent une assistance momentanée. Il en est aussi qui nous manquent, et, parmi celles-là, quelques-unes dont l'absence est pour nous une gêne et une cause d'infériorité, quelques autres qu'il n'est pas urgent ni peut-être utile d'acclimater chez nous. Comment déterminer celles qu'il faut encourager, ou bien laisser vivre paisiblement, ou encore maintenir hors de chez nous ? Il est impossible de répondre sans avoir fait un grand inventaire de nos ressources et de nos possibilités.

Or, au premier coup d'œil, les pertes subies forment un amas douloureux, un total qui effraie par son énormité. C'est la région la plus industrielle de la France qui a été occupée, dévastée par les Allemands avec une méthodique sauvagerie. Les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, des Ardennes, des Vosges, de Meurthe-et-Moselle étaient ceux où le voisinage des mines de houille et de fer avait fait surgir des milliers d'usines de toute espèce. Un tiers des chevaux-vapeur utilisés par la France lui était enlevé d'un seul coup ; les bâtiments étaient bombardés, incendiés, pillés ; les machines et les métiers à filer, à carder, à tisser étaient impitoyablement brisés ou annexés par les envahisseurs.

Oui sans doute, on a promis aux sinistrés de les aider à relever ces ruines lamentables. On a formé des Comités pour la reconstruction des fabriques. On a prévu des avances destinées à fournir le capital indispensable. On obligera les Allemands à des réparations en argent ou en nature. Mais combien de mois faudra-t-il pour remettre en état les mines incendiées ou noyées ? pour reconstituer les usines détruites ? pour faire revenir les ouvriers dispersés et décimés ? Qui donc oserait affirmer que les dommages éprouvés pourront jamais être intégralement compensés ?

Il est vrai qu'à ce tableau de désolation doivent s'ajouter quelques couleurs moins sombres. L'obli-

gation de préparer en grand des obus, des canons, des avions, des gaz asphyxiants, mille engins meurtriers que les fureurs scientifiques de nos ennemis nous ont forcés de multiplier, a fait naître des établissements grandioses, munis des derniers perfectionnements, aménagés selon les méthodes les plus savantes et les plus neuves. Les progrès qu'a faits l'art de tuer (tristes progrès !) n'auront pas été inutiles au futur développement de la production pacifique. La secousse imprimée par le péril n'aura pas non plus été sans effet sur des routines et des langueurs qui agissaient comme des injections de morphine. On peut conjecturer que notre industrie française gardera de son contact avec les Américains un peu de l'intense activité que lui enseigne l'exemple du Nouveau Monde.

Ce n'est pas tout. L'Alsace et la Lorraine, en rentrant dans le giron de leur patrie d'élection, lui apportent un contingent qui n'est pas à dédaigner. Doublée aussitôt notre richesse en minerais de fer, en métiers à filer et à tisser le coton, en sels de potasse, etc. Et l'apport sera tel qu'il sied de prévoir un régime de transition, qui ménage à la fois les intérêts de nos chers rapatriés et ceux de leurs confrères et concurrents établis dans le reste de la France.

Il y a donc lieu de dresser le bilan de notre industrie, en ayant soin de confronter l'actif et le passif. Cet inventaire a été commencé sur l'ordre du Ministère du commerce. Quels résultats donnera-t-il ? Quelles conclusions permettra-t-il ? Ne croyez pas que je veuille dès à présent vous fournir la réponse : je n'entends pour l'instant que poser des points d'interrogation servant à jalonner la route que nous suivrons et à vous dessiner la carte des étapes très nombreuses que nous aurons à parcourir.

Supposons que nous soyons au clair sur les compartiments où doit se porter l'effort français. Que de questions tout aussi graves affluent devant nos regards !

Il convient de se demander la part que l'action de l'Etat et l'initiative privée doivent avoir dans l'œuvre de régénération qui va s'accomplir. Je pense que bien rares sont aujourd'hui ceux qui, à la vieille mode, les opposent comme deux forces contraires ; l'opinion générale me paraît les considérer à bon droit comme destinées et résolues à s'entraider. Mais dans quelles limites doit se mouvoir cette aide mutuelle ?

L'Etat sera-t-il, comme il l'a été pendant la guerre pour une foule d'entreprises particulières, bailleur de fonds, fournisseur de main-d'œuvre et de charbon, acheteur de tous les produits, ou même créateur d'établissements formidables fonctionnant sous sa direction ? Verra-t-on s'allonger la liste des industries exploitées par lui ou par les municipalités ? Ne changera-t-on pas les méthodes d'administration peu favorables au progrès qui étaient usitées dans les manufactures nationales ? Il semble que la régie intéressée, qui laisse aux entreprises une grande liberté de mouvement, tout en réservant à la collectivité le contrôle de leur gestion et un tant pour cent sur les bénéfices, rencontre à l'heure qu'il est dans nos corps législatifs une faveur marquée et ait chance de s'étendre après la guerre.

Nous assisterons toutefois à des débats passionnés sur le régime à instaurer pour les mines, les transports, la fabrication de l'alcool, les constructions navales, les usines hydro-électriques. Mais nul ne saurait dès à présent prophétiser les votes de Parlements qui sont encore à naître et dont la composition future est le secret des urnes électorales.

(*A suivre.*) GEORGES PERNARD.

DEVANT CONSTANTINOPLE

Des rivages du Bosphore et de la coupole de Sainte-Sophie vingt à trente siècles nous contemplent. Au regard de ces siècles, beaucoup des faits, même de la grande guerre, n'ont que la valeur de faits divers. Quelle importance garderont dans l'histoire, à ce point de vue, des noms comme ceux d'Enver, ou de Talaat, ou de Djavid ou d'Izzet-pacha ? Sait-on seulement qui règne actuellement sur le trône des Osmanlis ? De celui-là pourtant on conservera le souvenir, comme de celui du dernier des sultans, comme on a conservé celui du dernier des Empereurs grecs, Constantin XII Dragascès, mort héroïquement, celui-là, en défendant sa capitale, ou celui du dernier des empereurs romains, Romulus Augustule, piteusement déposé. Il y a d'illustres empereurs qui disparaissent aujourd'hui parmi de plus sinistres drames : la danse macabre des têtes couronnées, les derniers Empereurs de l'Histoire !

Parmi les faits dont nous sommes les témoins, il y en a pourtant quelques-uns qui, autant que nous en puissions juger, auront un retentissement lointain : la prise de Bagdad, l'ancienne capitale des califes, la délivrance de Jérusalem et de Saint-Jean d'Acre, et de Damas, et tout à l'heure d'Alep :

davantage encore, l'éclatante victoire du général Franchet d'Esperey, sur les armées bulgaro-allemandes et l'apparition des armées franco-serbes sur le Danube aux frontières de ce qui fut l'Autriche-Hongrie.

Et nous voici donc, nous, les Alliés, nous les historiens, et vous, Messieurs les hommes d'Etat, devant Constantinople ! Serons-nous les uns et les autres à la hauteur d'une pareille situation ? Pour y essayer du moins, il faut s'établir d'abord sur le terrain solide de l'expérience, il faut connaître la géographie et l'histoire de cet Orient prestigieux où toutes choses, fautes et crimes et gloires, s'amplifient dans des proportions uniques, parce que c'est le lieu où se décident pour des siècles, les destinées de l'humanité ; c'est peut-être là que se trouve le point capital des plus hauts problèmes de la paix de demain. Nos diplomates, de tous pays, auront-ils conscience de leur immense responsabilité ?

Ils n'ont chance d'éviter de trop grosses erreurs qu'en suivant les lois de l'histoire : elle renferme en elle un déterminisme qui commande les hommes et leurs gestes. Qui la trahit bâtit sur le sable. Qui la suit travaille avec les siècles et pour les siècles.

M. Thiers un jour, voulant expliquer à l'Assemblée Nationale ce que c'était que la question d'Orient, commençait ainsi : « Constantinople est sur le Bosphore. Le Bosphore est un des deux détroits (l'autre s'appelle les Dardanelles) qui réunissent la mer Noire à la mer Méditerranée. »

Certes, il n'est pas besoin de remonter jusqu'à ces éléments pour instruire nos représentants ; les problèmes orientaux n'ont pas de secret pour eux ; d'ailleurs, par définition et par situation, ils connaissent sur le bout du doigt les plus délicates questions de la politique générale. Tout de même, il n'est pas défendu de rappeler, du moins aux profanes, quelques-unes des grandes lignes géographiques et historiques qui se croisent à Constantinople, qui y ont, pour ainsi dire, leur lieu géométrique.

Jadis et pendant de longs siècles on ne pratiquait guère que la voie de mer, de la mer Egée à l'Hellespont, au Bosphore et au Pont-Euxin, et les tribus des continents voisins étaient perdues dans les ténèbres de la Barbarie. De nos jours la voie de terre, des Balkans à l'Asie Mineure, celle que les Allemands prétendaient pousser jusqu'à Bagdad, est venue croiser la première à Constantinople, en une grande croix grecque, en un X dont la solution est singulièrement difficile.

Ce fut une des causes de la guerre, la Russie tendant vers la Méditerranée et vers les Balkans, c'est-à-dire vers le sud-ouest, l'Allemagne et devant elle l'Autriche-Hongrie tendant vers la Mésopotamie, c'est-à-dire vers le Sud-Est.

Y a-t-il même à la guerre, en ses origines, une cause plus importante ? Elle a posé d'autres problèmes depuis, et il semble qu'elle doive être une révolution universelle. Mais tout d'abord elle n'eut pas d'autre objet pour les Allemands que de renverser le dernier obstacle qui leur barrait le chemin de Byzance et de Bagdad, c'est-à-dire la Serbie.

Elle trouva l'Orient, autour de Constantinople, dans une condition qu'il n'est pas indifférent de rappeler avant qu'elle ne soit tout à fait modifiée. Jadis, il n'y a pas longtemps puisqu'il n'y a guère plus d'un siècle, l'empire ottoman tenait tout ce pays dans une unité qui avait de la grandeur : du Sahara au Caucase, de l'Adriatique au golfe Persique, le sultan régnait depuis le quinzième siècle sur tous les peuples, de races et de religions diverses, autrefois soumis par Mahomet II et par Soliman le Magnifique : un des plus grands empires de l'histoire et le mieux placé !

Mais à la veille de la guerre, déjà ce vaste domaine était brisé par la moitié ; presque toute la partie européenne en était détachée, au profit soit de la Russie, soit des jeunes Etats Chrétiens des Balkans, Roumanie, Serbie, Bulgarie, Grèce. Constantinople n'était déjà plus qu'une tête de pont maintenue par les Musulmans d'Asie sur le continent de l'Europe : une situation illogique et précaire ; Constantinople n'est pas faite pour être la capitale d'un empire asiatique. En Asie du moins, l'empire ottoman avait gardé, en apparence au moins, son ancienne puissance. Cette situation, si provisoire qu'elle fût, était le résultat d'une évolution historique qu'il faut rappeler si l'on veut voir quel en était, quel en est le sens : car le passé commande l'avenir.

Sans remonter au déluge, nous sommes bien obligés de rappeler que Byzance est entrée dans l'histoire comme colonie grecque, car elle ne l'a pas oublié. Sur les traces des Phéniciens, vers les pays de la Toison d'Or, les Grecs allaient chercher au fond du Pont-Euxin les blés qui sont devenus depuis la fortune de la Russie du Sud. Ce n'étaient pas encore les Hyperboréens qui cherchaient à descendre à la Méditerranée, vers la civilisation. C'était la civilisation qui pénétrait vers la barbarie, et tel est le vrai sens de l'évolution humaine, celui que nous allons reprendre.

La fondation de Constantinople par Constantin répondit à la même loi. Au IIIe siècle, les Barbares du Nord et des profondeurs de l'Asie avaient commencé de battre et de renverser les barrières de l'Empire. Les Huns accouraient à travers les step-

gos. Constantinople fut un barrage qui résista plus de [illegible] ans, quand Rome avait tout de suite succombé.

On a dit beaucoup le mal de Byzance et du Byzantinisme, qui ne fournissent plus guère à la littérature que des comparaisons désobligeantes : un de nos innombrables péchés d'ignorance. Byzance-Constantinople fut pendant dix siècles un admirable foyer de civilisation : il ne suffit pas de redire Justinien et Théodora, et les merveilles de Sainte-Sophie, la première grande basilique chrétienne. Mais encore Constantinople arrêta un moment l'Italie aux Barbares, défendit longtemps l'Orient contre les Infidèles, qui n'étaient pas tous des Barbares, et surtout fit rayonner l'orthodoxie dans les noires profondeurs du Septentrion, depuis la Bohême et la Moravie jusqu'à Kiev et Novgorod. Quand Rome avait achevé depuis longtemps sa carrière impériale, Constantinople poursuivait la sienne gloricusement et sauvait la civilisation méditerranéenne et toutes ses promesses d'avenir éblouissant.

On n'efface pas des phénomènes historiques de cette portée, et il faudra compter avec eux pour bâtir le nouvel Orient : — Constantinople est de fondation grecque : toute sa grandeur est d'avoir été la capitale d'un empire grec et d'être ainsi devenue et restée la métropole de la religion et de la civilisation grecque, c'est-à-dire de l'un des âges essentiels de la civilisation humaine.

Dans le temps même de cette grandeur, l'Orient allumait d'autres foyers aussi éblouissants, et qui vont se rallumer tout à l'heure. Pourquoi toutes les grandes religions monothéistes de la race blanche, le judaïsme, le christianisme, le mahométisme sont-elles nées dans ce petit coin de la terre qui s'étend de Bethléem à La Mecque ? Qui se chargera de pénétrer ce mystère ? Et quel émoi, chez ceux qui savent, à voir surgir à nouveau ces grands noms, Jérusalem, Damas, Bagdad !

Tout d'un coup, au commencement du VIIe siècle de notre ère, jaillit du fond du désert arabe une grande lumière religieuse, l'Islam, la Foi. En quelques années elle illumina l'Asie occidentale, l'Afrique septentrionale et l'Afrique centrale, l'Espagne jusqu'aux Pyrénées. Et ces Infidèles furent de merveilleux créateurs, et voyez sur la carte la place que par eux l'Islam a prise dans le monde. Il faut y faire attention, car la France en Afrique est une puissance musulmane ; à elle de réveiller toutes les facultés créatrices de l'admirable race arabe.

Donc pendant un siècle la chevauchée splendide des Arabes galopa de l'Orient à l'Occident dans un cadre d'où Rome même n'avait su tirer que des provisions, dessinant de Poitiers aux portes de Constantinople un immense croissant autour des côtes méridionales de la Méditerranée : un croissant constellé de pierres précieuses dont l'éclat n'est pas effacé, brillera peut-être à nouveau demain : — Cordoue, Séville, Grenade, Tolède même ; jamais l'Espagne ne fut plus belle : jamais ses huertas n'ont été mieux arrosées, plus fertiles ; elle a mis depuis ses églises dans les anciennes mosquées des Ommeiades. Le vêtement monumental de l'Espagne est un vêtement musulman. Nous supplions qu'on ne nous accuse pas ici de prêcher une contre-croisade arabe chez nos voisins des Pyrénées : nous demandons seulement la permission de dire ce qui est ou ce qui fut, et que personne ne peut empêcher d'avoir été : — et puis Fez et Kairoan, Le Caire, Damas, Alep, et Bagdad, Bagdad, la cité des Califes Abbassides, la capitale d'Haroun-le-Juste, le pays des plus beaux jardins de la terre, le cadre prestigieux des Mille et une Nuits, un centre scientifique de premier ordre, plus actif, plus fécond, plus humain que toutes les Universités de l'Europe de ce temps.

Oh ! que la nuit turque a été longue et noire en ces beaux pays du Levant !

Car, après des siècles de résistance vaillante, ni l'empire grec, ni l'empire arabe ne purent vaincre la poussée de la barbarie turque. Les califes de Bagdad y succombèrent les premiers, dès le XIIIe siècle. Puis ce fut le tour de Constantinople ; en 1453, Mahomet II fit de Sainte-Sophie une mosquée, cacha sous un enduit de chaux les mosaïques de Justinien, étouffa pour 400 ans ces merveilleux foyers de civilisation dont l'histoire du moyen-âge barbare demeure illuminée.

Voici un autre grand phénomène que, nous autres Français, nous n'avons pas le droit de renier, une tradition que nous ne pouvons pas trahir : la France est restée depuis dix siècles la grande puissance chrétienne de l'Orient : parmi les misères et les ruines de la barbarie turque, c'est elle, qu'on le veuille ou non, qui resta l'espoir des opprimés et qui sauva leur avenir. *Gesta Dei per Francos*, la formule vaut pour les Croisades, mais elle a un sens bien plus étendu.

C'est elle qui conduisit les croisades. Si elle ne put pas longtemps délivrer le tombeau du Christ, elle apprit à y connaître l'Orient et à s'y faire aimer. Saint-Louis prisonnier des Infidèles conquit leur affection, et ils voulaient en faire leur « soudan » : c'est une sorte de symbole, et depuis, la France n'a jamais cessé d'entretenir les meilleures et les plus fructueuses relations avec les peuples de l'Orient. Qu'il y aurait à dire là-dessus ! Mais

nous n'en avons pas ici le loisir : il faut au moins rappeler que ce sont des Francs encore qui ont un moment fondé l'Empire Latin de Constantinople.

Même sous la domination turque, la France garda et améliora sa situation dans le Levant pour le plus grand bien de tous. Au grand scandale de la Chrétienté, François Ier fut l'allié de Soliman le Magnifique. Il conclut avec lui en 1535 les fameuses Capitulations, qui assurèrent à la France le privilège, le monopole du commerce de l'Orient ; déjà au temps de Jacques Cœur, au moment même de la prise de Constantinople, il n'y avait dans les Echelles du Levant, « mât revêtu sinon des fleurs de lys », et il en fut ainsi jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, même à certains égards jusqu'au milieu du XIXe.

Mais surtout la France y fut reconnue par les sultans, alors tout puissants, comme la protectrice des chrétiens de tout l'Empire ottoman. Grâce à elle, toutes les communautés chrétiennes purent continuer de vivre, et se préparer aux renaissances dont nous sommes, depuis un siècle, les témoins enthousiasmés. En vérité, c'est elle qui entretint le feu sacré qui annonçait les résurrections pour le temps où la domination turque aurait épuisé ses énergies farouches.

Alors Bonaparte réveilla l'Egypte endormie dans les sables, prépara déjà l'ouverture du canal de Suez, qui allait la remettre sur le grand chemin du commerce universel. Puis Charles X à Navarin ressuscita la Grèce. Puis Napoléon III intervint en Syrie pour arrêter les massacres du Liban, et l'impératrice Eugénie inaugura en 1869 le canal de Suez. Partout sous les pas de la France renaissaient les fleurs éclatantes de la liberté. Que sera-ce demain ?

Mais dans le temps où les Turcs se retiraient comme un flot destructeur qui rentre dans son lit, sans laisser d'ailleurs la moindre alluvion fécondante, d'autres barbares arrivaient du Nord, qui allaient aussi rencontrer la France devant eux. Je demande bien pardon aux Autrichiens de les comparer à des Turcs ; la comparaison d'ailleurs n'étonnera personne aujourd'hui, et les voici entraînés tout à l'heure dans la même catastrophe. Il y a longtemps déjà qu'Albert Sorel disait : quand la question d'Orient sera près de se résoudre, c'est la question d'Autriche qui se posera. Et il ne prévoyait pas qu'elles allaient se poser et se résoudre ensemble ; le temps n'était pas encore venu des grands événements et des grands changements.

Donc Vienne ayant été sauvée en 1683 de l'assaut des Turcs par l'illustre roi de Pologne Jean Sobieski, l'Autriche dès lors se mit à descendre le Danube vers les pays des Balkans : le prince Eugène de Savoie lui ouvrit glorieusement cette carrière. Elle reprit tout de suite la Hongrie et la Transylvanie, puis les Confins Militaires, ce que nous appelons maintenant la Croatie. Déjà même elle voulut la Serbie et s'en empara un moment.

C'est la France qui l'arrêta. Qui s'en souvient ? C'était au temps de la guerre de la succession de Pologne. Un ambassadeur de France à Constantinople, le marquis de Villeneuve, galvanisa un moment les énergies turques déjà fatiguées, accompagna les armées du sultan à la reconquête de la Serbie, et conduisit les négociations de la paix de Belgrade, qui rendit la Serbie aux Turcs. La France en fut récompensée par le renouvellement des Capitulations (1740) : c'était au temps de Louis XV dont on a dit tant de mal. Sans doute il valait mieux que la Serbie restât encore un moment sous la domination turque désormais précaire, plutôt que de tomber aux mains des Habsbourg. Jamais, depuis, les Habsbourg n'ont pu franchir la barrière serbe, et au moment où les Serbes reconquièrent si glorieusement Belgrade, en avant des armées du général français Franchet d'Esperey, il nous plaît d'évoquer le souvenir du marquis de Villeneuve.

Et il nous faut encore ici retrouver l'œuvre de Napoléon dont on a dit tant de mal aussi. Il eut les Iles Ioniennes et Corfou. Il organisa le gouvernement des Provinces Illyriennes, en souvenir de Rome. Il y mit Marmont, qui y fit merveille et qui y a laissé une renommée d'activité bienfaisante, ouvrant des routes vers Belgrade, vers Constantinople, à la manière des proconsuls romains. Qui sait si demain la Yougo-Slavie ne reprendra pas le nom de cette Illyrie qui fut le berceau de sa renaissance, et qui serait si expressif ? L'histoire se fait par l'histoire. Si nous en avions la place, nous dirions ici les relations de Napoléon avec Kara-Georges le glorieux ancêtre de nos glorieux alliés, le roi et le prince Alexandre de Serbie.

(*A suivre*). E. DRIAULT.

DEUX VILLES ANÉANTIES (1)

Les aoûterons et briquetiers de West-Flandre, sape au côté et sacs à carreaux gonflés sur l'épaule, sont les moissonneurs habituels de nos récoltes et les manouvriers de nos tuileries, tandis que nos teilleurs de lin et « échangeux » vont

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 23, 1918.

aider à Menin au rouissage dans les eaux de la Lys des fibres qui servent à l'industrie des « toiliers » d'Armentières. Et nos rares propriétaires de houblonnières de Saint-Jans-Cappelle, de Merckes ou de Reteren vont apprendre à Wyschate Dyckbusch ou Warneton les sûres méthodes de culture et d'égrappage. Echanges manuels et intellectuels, féconds et sans fin.

Un écrivain wallon, M. Maurice des Ombiaux, qui n'ignore aucune particularité des mœurs et légendes d'une contrée au réalisme savoureux où il a puisé la plupart des thèmes de ses romans mosans, témoigne par son œuvre entier que le vivace folk-lore pousse dru, tels les pavots mauves et les chicorées bleues, aux marches de Flandre et de Belgique. N'importe quel érudit curieux de choses régionalistes communes aux deux pays et avisé des faits, sentimentalités et rêves des deux races parentes, pourrait marquer aisément de plus nombreuses ressemblances que celles que j'esquisse ici à larges traits. Ne serait-ce que de rappeler, dans l'histoire de la musique, par exemple, une pénétration réciproque et féconde ou comment la Wallonie revendique avec honneur, dans les arts, Rogier de la Pasture ou le maître de Flémalle, de même que Valenciennes se glorifie d'avoir donné le jour à Watteau et Maubeuge à Jean Gossaert dit Mabuse? Et faut-il rapprocher Constantin Meunier de notre Carpeaux?

Ce sont là les fiers représentants, à diverses époques, d'un individualisme bien significatif, mais nuancé, chez une race qui donne tout ensemble sa part aux tendances supérieures de l'âme comme aux exigences impérieuses des instincts. Car l'optimisme plantureux et la bonhomie débridée sont des caractères ethniques qui s'exaltent et s'échauffent aux temps des *ducasses* et des *kermesses* — double dénomination selon les endroits des bruyantes fêtes communales — où la foule aime s'attarder aux satisfactions un peu terre à terre du bien boire et du bien manger et aux contingences nullement négligeables de l'abondance et du repos.

III

Mais je voudrais m'arrêter surtout à souligner des particularités de physionomie qui composent au visage de deux villes également soumises à la fatalité des traits pathétiques et un air de famille.

A La Bassée comme à Dixmude, l'essentiel du commerce local, après le négoce des grains et des engrais, se fondait sur des tanneries, des sauneries, des fabriques de chicorée, des savonneries, surtout sur des brasseries en pleine prospérité. Les longs haquets conduits par des garçons à la forte encolure et aux faces rubicondes de francs buveurs entraient aux malteries et en sortaient sans cesse. Ils stationnaient devant les maisons bourgeoises et les innombrables cabarets, tandis que d'un pas rythmique, le joug aux épaules, balançant avec aisance les lourds fardeaux que des chaînes y suspendent, les mâles hommes de peine descendaient aligner les fûts remplis sous les voûtes des immenses caves. Et dans l'atmosphère, mêlé à l'odeur aigre des cossettes de chicorée torréfiées, ce parfum bien spécial et inoubliable de La Bassée, la prise piquante de houblon mûr et de lipuline chatouillait les narines. Le commerce ne chômait guère des bières délectables, brunes ou blondes. Saint-Arnould, le patron de la corporation des brasseurs, au-dessus des grand'portes ouvertes sur les cours profondes encombrées d'attelages et de tonneaux présidait au va-et-vient incessant des pesants chariots, ainsi qu'ailleurs le bon saint Eloi, forgeron, orfèvre, agriculteur, protégeait de sa houlette pastorale les établissements agricoles.

La véritable importance de La Bassée résidait d'ailleurs dans le passé. Cette ville paraît avoir été, dès l'origine, vouée au malheur, au pillage, à l'incendie. Les historiens des Flandres qui n'admettent pas, après Meyer, Buzelin, Locrius, qu'elle tire sa dénomination du nom d'un général de Jules César, Bassus, lequel y aurait fixé son camp, établissent par toutes sortes de commentaires ingénieux la signification de ce mot : La Bassée. Ils y voient un clair symbole de la destinée lamentable de la pauvre bourgade descendue de son vieux plan de gloire : l'Abaissée, l'Humiliée.

Dès le onzième siècle, les comtes de Flandre l'avaient entourée de fossés, de remparts et de bastions pour assurer sa sécurité. Position avancée entre Flandre et Artois, elle n'en fut que plus convoitée par les hommes d'armes et plus souvent attaquée et meurtrie. Prise, reprise avant même de connaître son vainqueur par les troupes en permanence dans l'Escrebieux ou la Wallonie, elle supporta, d'âge en âge, des assauts mémorables. Français et Flamands se disputèrent avec acharnement sa possession et en firent le nœud solide de leurs opérations stratégiques.

Ainsi, de 1302 à 1713, date de la paix d'Utrecht, La Bassée ne compta pas moins de dix-sept sièges et occupations divers. Notamment la période qui va de 1708 à 1713, c'est-à-dire le temps de la guerre de la succession d'Espagne, lui fut, entre

toutes, néfaste. La ville devient tout à tour la proie des partis guerroyants. Rien d'elle n'échappe à la rapacité et au vandalisme des armées qui s'y succèdent. On met à sac les habitations, on brûle les édifices publics, on disperse les archives et les papiers municipaux, au point de rendre, pour un long temps, la vie communale impossible. Dans l'église, la soldatesque s'empare des vases sacrés, des châsses précieuses, des ornements de drap d'or et des vêtements sacerdotaux. Il n'y reste pas même un missel ou un antiphonaire, comme il appert d'un monitoire des vicaires capitulaires d'Arras qui lancèrent, mais en vain, l'excommunication majeure contre les détenteurs sacrilèges d'objets du culte.

Après chaque bombardement, incendie ou saccage, le vainqueur opprime et saigne les habitants. Et la ruine s'achève par les déprédations des reîtres, mercenaires et ruffians cantonnés aux alentours, les impositions de guerre et l'inquiétude continuelle où vivent bourgeois, artisans et manants. Il leur paraît inutile de rien entreprendre : le commerce dépérit, les métiers sont inactifs et les champs au loin demeurent en friche.

L'état d'alarmes incessantes et d'atonie finit par paralyser si complètement toute énergie, et si rudes furent les dernières épreuves lors de la conquête de la Flandre que La Bassée fut incapable désormais de surmonter tout à fait ses malheurs. Ses murs d'enceinte éventrés ne se relevèrent plus, sa population décimée s'en alla décroissant, les courages lassés n'essayèrent qu'à peine un semblant de renaissance. Elle resta jusqu'au bout la ville diminuée et mutilée à la figure ingrate et indigente. Encore n'avait-elle réussi à se reprendre à vivre qu'au détriment du pittoresque de sa banlieue et de la campagne qui la continuait.

Lorsque N. Cochin dessina et grava pour le roi Louis XIV la topographie de la ville conquise, il ne manqua point de faire galoper, par les chaussées qui y aboutissaient, de beaux cavaliers empanachés effarant les nombreux troupeaux épars dans les herbages et prairies d'alentour. Au nord-est, il figura la ligne harmonieuse des moulins à vent et, partout, des bouquets d'aulnes et des saules étêtés au bord des canaux d'irrigation. Cet air de petite Hollande verdoyante s'était de bonne heure transformé. Déjà, en 1643, le général de La Meilleraye avait détruit cinquante de ces moulins. Ils n'avaient pas été reconstruits à cause des vicissitudes du temps. D'autres, par la suite, cessèrent de moudre et s'effondrèrent. Un à un, la plupart de ceux qui demeuraient debout, concurrencés par les minoteries, gardèrent immobiles sur le ciel leurs ailes en croix, leurs toiles en loques. L'heure était prochaine, qu'ont hâtée les Allemands, où allaient disparaître d'une région qui les comptait par centaines, un siècle auparavant, les plus tenaces des « fariniers ».

Le paysage avait ainsi perdu de son animation et de son charme. Il se dépouillait en outre, peu à peu, de sa verdure ancienne. De hauts peupliers du Canada ombrageaient naguère le canal, des saules toujours ébranchés, des bouleaux et des ormes faisaient bornage d'un pré à l'autre pré. Le long de la rivière, ces arbres s'éclaircissaient, abattus d'année en année afin d'avantager la batellerie de la traction électrique. Seule la route départementale, qui relie Lille à Béthune à travers la campagne plate, offrait encore au passant des feuillages parcimonieux. Or, les bûcherons damnés que sont les Allemands y ont porté la cognée, dénudant de leur frondaison pâtis, vergers, jardins et drèves du canton.

IV

Et voici, tellement semblable en ses points de comparaison qu'elle paraît être le second panneau d'un dyptique, l'histoire en raccourci de Dixmude.

Au cours des âges, parce que les chemins d'invasion ne varient point, non plus que les endroits assignés par la fatalité aux grandes batailles où, de siècle en siècle, se heurtent les peuples, Dixmude a été aussi l'enjeu disputé des rencontres sanglantes. Les annalistes, de Mireus à Malbranque, de Sanderus à Van de Putte, ont longuement énuméré ses misères et ses gloires, ses épreuves successives et ses constants efforts de résurrection. Dès le moment où la bourgade, vers 960, prend date dans l'histoire, elle connaît les labeurs et les horreurs de la guerre. Attaques par les Normands, assauts, sièges, pillages, embrasements en 1333, 1480 et 1489, elle est ballottée selon la fortune des armes d'un vainqueur à un autre en 1583, et en 1647 et 1658. Il n'importe que ses maîtres se nomment alors don Juan d'Autriche, Rantzau ou Turenne. Elle voit ses fortifications, obstinées à se relever, définitivement démolies et rasées et subit, de 1683 à 1695, démantèlements, fléaux et deuils, sans compter de formidables incendies aux intervalles des luttes civiles et des occupations étrangères. A tel point que le bon vieux géographe Sanderus a pu écrire que le fer et le feu à tour de rôle ont exercé leurs

calamités contre une ville d'une volonté de vivre têtue, admirable. Ce n'est vraiment qu'après la Révolution française que, déchue d'ailleurs de sa superbe puissance militaire et de sa renommée commerciale, tombée au rang modeste de ville ouverte et somnolente, elle vécut dans sa quiétude insoupçonnée et son aisance de matrone jusqu'à l'arrivée des hordes germaniques.

Mais, parmi les souvenirs d'une opulence millénaire, Dixmude avait conservé une âme plus intime et plus traditionnelle, plus entendue en beauté et en dévotion que celle de La Bassée, comme il arrive à beaucoup de communes des Flandres belges ou de la Wallonie. Les nôtres sont moins riches en monuments et ne portent pas à un si haut degré le témoignage des anciennes splendeurs. Dixmude, de son béguinage suranné et fleuri, refuge de silence, de prière et de méditation, à son moderne Hôtel de Ville, de sa magnifique collégiale qui lui tenait lieu de musée à son dépôt d'archives inestimable, conservait ques-uns des beaux trésors d'art d'autrefois (1) : le miraculeux jubé, suprême floraison du gothique flamboyant, amoureusement taillé par Jean Bertet; l'*Adoration des Mages*, clamant, au maître-autel de l'église Saint-Nicolas, la fougue de Jordaens; les stalles de Taillebert, imagier sur bois né à Béthune; la *Jeune Fille endormie*, du sculpteur Van Poucke, et le missel rarissime enluminé par Simon Benning l'Admirable.

Ah! comme les heures s'écoulaient là, lénifiantes et sereines, sous la musique grêle du carillon légèrement faussé du beffroi, au tintement de rêve des *Angelus* du Beginhof et des couvents, au tintinnabulis de clarines des troupeaux de bœufs et de chèvres broutant les gras herbages dévalant vers la mer prochaine!

Et quelles jolies maisons à pignons dentelés, quelles authentiques demeures à façades ornées des XVIe et XVIIe siècles subsistaient autour de la grand'place immense, dans les rues étroites, sur les vieux quais aux platanes centenaires : hôtel des gouverneurs espagnols coiffé de lierre, maison du docteur Pieter, la prison aux fenêtres grillagées, le cabaret du Papegaye! Bruges en miniature, chère aux poètes, aux peintres et aux amis du passé, Dixmude distribuait à ses heureux visiteurs le bienfait de son calme souverain, l'accueil hospitalier de ses foyers où le bien-être sans morgue était assis, et toute cette douce paix ignorée du vulgaire, faite de prestige et de dignité, qui se perpétue aux œuvres révélatrices de Bartsoen et Victor Gilsoul. Après eux y trouvèrent l'instant d'inspiration d'autres artistes : Brankwin, Luigini, Viérin, Huyghens, Leduc, René Olivier, Léon Cassel, Paulus, Albert Lechat...

Pourtant rien ne ressemblait davantage à certaines rues de La Bassée que certaines «straaten» ten » de Dixmude. La rue d'Eesen, par exemple, avec ses boutiques de mercerie et de nouveautés transposait ici la rue de Mizelle de là-bas. Ici également, plaques de médecins, panonceaux de notaires, miroirs-espions des fenêtres aux rideaux de guipure, rue de l'Ouest, évoquaient comme là-bas, rue de Lens, l'existence uniforme, retirée et bourgeoise de la province. Et la Kœnigstraat ou rue aux lapins, avec ses maisons peintes d'ocre, de vert cru et de bleu délavé, toute sa vie installée sur les trottoirs, rappelait fort la rue de Canteleu à La Bassée, où clabaudaient, au seuil des portes, des maritornes débraillées, des flandrins aux cheveux filasses, où grouillaient et piaillaient des petits va-nu-pieds, élément autochtone des mines, excédent des villages du Pas-de-Calais, groupé là en tribus de pauvres. La Kœnigstraat, où les dentellières s'assemblaient avec leurs fuseaux, était toutefois moins bruyante et d'un pittoresque plus discret.

Alentour, s'ouvraient les prés verts, se déroulaient les routes sinueuses bordées de saules argentés, se tassaient les hameaux de tuiles rouges, et, juchés sur chevalets, les moulins, au gré du vent âpre gonflant leur voilure, continuaient de moudre le froment roux de la prairie étale et de chanter la bonne chanson du pain.

Et, de même que Cochin avait signé la belle estampe dont l'arrière-plan précisait La Bassée pointant la tour de son église, l'aiguille de son couvent d'Augustins et le clocheton de son Hôtel de Ville bâti à peu de frais vu l'indigence du budget municipal, de même plusieurs planches dressées par « le sieur de Beaulieu, ingénieur ordinaire du Roy », dessinaient la rosace de Dixmude et du fort de la Knocke. Une, entre autres, commémorait les plans d'attaque et les combats qui avaient eu lieu « de Diximuid à Nieuport entre l'armée du roi très chrétien Louis le quatorzième, commandée par le maréchal de Rantzau, et celle d'Espagne, sous le marquis de Caracène ». Et ce sont des estampes aux encadrements curieux de trophées, de cartouches ornementaux qu'on pouvait rencontrer encore, jusqu'en 1914, chez beaucoup d'amateurs du pays, et dans les-

(1) Cf : Léon Bocquet et Ernest Hosten : l'*Agonie de Dixmude*, Paris, J. Tallandier édit., 1916 et *Kervyn de* Lettenhove : *La guerre et les œuvres d'art en Belgique, Belgique*, Paris, van Oest, 1917, *passim*.

quelles, auprès de bouquets d'arbres et au bord des watergangs, mousquetaires et chevau-légers agrémentaient la partie technique. Synthétisés dans un cadre restreint, on s'aperçoit que, depuis les temps, les aspects du Veurne Ambacht prolongeaient ceux du pays de Laleux et que, de prairie en pâturage, de cense en hofstede, de champs de pavots mauves en carrés de lin bleu, d'étendues de colzas blonds en rectangles de blé fauve, du vert panaché des betteraves au vert bronzé des tabacs, de l'autrefois au présent, se succédait l'étonnante variété de culture d'une terre productive et généreuse.

V

Parmi la population urbaine et villageoise, des deux côtés, des gestes se répétaient et des traditions se perpétuaient, d'une uniformité impressionnante.

A Dixmude, les bonnes femmes de Woumen et de Zarren, de Pervyse ou Wercken, de Lampernisse ou de Caeskerke, s'en venaient, du fond des *broeken* (1) pèleriner vers sainte Godelieve, patronne des Flandres, ou sainte Bèghe, au temps de sa neuvaine. Elles étaient fidèles, ayant rabattu le capuce de leur ample mante de drap ou d'indienne, à s'agenouiller, sur le chemin du retour, dans l'une des chapelles isolées qui, assurait-on, protégeaient la ville aux quatre points cardinaux. A La Bassée, les braves villageoises et « cruaudesses » (2) endimanchées, parties des *riez* d'Herlies ou de Wicres, des censes de Lorgies ou d'Hantay, des marais de Salomé, voire des corons d'Haisnes ou de Douvrin, n'omettaient point non plus de dépêcher un *pater* aux calvaires dressés entre trois tilleuls en retrait des routes, près des modestes Notre-Dame des minuscules capellettes installées aux croisés des « piedsentes » de cailloutis bleu. Surtout, elles affluaient, en imposantes théories, au triduum annuel qui honorait l'image de sainte Godeleine, de qui le nom semble l'exact pendant de Godelieve de Ghistelles, ou au jubilé de la vierge de Pitié vénérée, de temps immémorial, dans l'église décanale.

C'était précisément dans la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié que se trouvait un tableau du peintre Louis-Léopold Boilly, l'unique tableau que La Bassée, qui n'avait ni musée ni bibliothèque, possédât du plus illustre de ses enfants. Cette toile, œuvre de la prime jeunesse de l'auteur de l'*Arrivée de la Diligence*, n'avait que médiocre valeur d'art. Les ans, les retouches maladroites et la fumée des cierges d'un lampadaire toujours braseyant l'avaient fort détériorée. Mais les compatriotes de Boilly montraient quelque orgueil de ce tableau et le gardaient jalousement. C'était leur Jordaens, à ces gens!

On venait justement, à la veille de la guerre, d'élever à Boilly un buste en bronze dans un diminutif de square de sa ville natale. Le statuaire Maurice Quef avait représenté finement le sourire narquois de l'observateur des *Grimaces*, auquel une figure allégorique, personnifiant les élégances du Directoire, offrait des fleurs dans son chapeau cabriolet. Les Allemands ont pris le bronze et abattu la stèle, de même qu'ils ont volé, à Dixmude, les merveilleux fonts baptismaux de cuivre ouvragé et autres dinanderies précieuses qu'ils se sont empressés de « sauver » des décombres de la collégiale effondrée par les obus incendiaires.

(*A suivre.*) LÉON BOCQUET.

(1) Prés marécageux.
(2) Sarcleuses.

LA SOLVABILITÉ GERMANIQUE (1)

L'observation qui précède nous conduit à dire quelques mots du principe de *l'indemnité à long terme*.

Il est une théorie, qui compte un certain nombre d'adeptes et qui se résume à ceci : « Pas de tribut, pas d'hypothèque de longue durée sur la population allemande — ce serait un ferment de discordes et de guerres futures ». Elle représente la philosophie de la résignation... mais ne s'appuie pas précisément sur les enseignements du passé.

S'il en était ainsi dans l'ordre des faits, c'est la France qui eût attaqué alors que chaque fois, la menace est venue du Rhin, alors que c'est l'Empire allemand, en pleine prospérité, qui s'est rué sur ses voisins de l'Est et de l'Ouest, en août 1914. Et, voyez la moralité d'une telle conception — chacun devrait conclure : « Contre la France, on peut toujours entrer en guerre — en cas de victoire, il y a tout à gagner — en cas d'insuccès, rien à perdre — ses principes lui interdisent d'exiger réparations à terme, les seules qu'il soit possible d'accorder désormais. » Ah, le bon billet !

Est-ce que le contribuable français n'était pas en servage vis-à-vis de l'Allemagne depuis 1871 ? Ne payait-il pas chaque année 250 millions d'impôts pour le service de la Dette qui libéra le Territoire ? En avons-nous pris prétexte pour atta-

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° 23, 1918.

quer l'Allemand et satisfaire de justes rancunes ? Point du tout, c'est le vainqueur de 1870, qui se jette à nouveau sur sa proie de jadis, *parce qu'il n'a connu depuis cinquante années que les profits de la guerre, industrie prussienne, par excellence.* Le joueur qui gagne toujours n'abandonne pas les cartes. Le jour venu, où la Germanie, dégrisée de ses succès de 1864, 1866, 1870-71, verra ce qu'il en coûte d'être le perdant d'une partie mondiale, ce jour là marquera sans doute pour elle, l'avènement de la sagesse.

Mais que n'y a-t-il point à dire sur un tel sujet, du point de vue moral, politique et historique.

Que penseriez vous — vous, simple particulier, si vous apercevez chaque jour votre plus gros débiteur (et quels souvenirs s'attachent à cette créance) venir confier à la Banque, porte à porte avec vous, le fruit de ses épargnes et de sa prospérité. Vous crieriez au scandale — vous trouveriez cela monstrueux, — et si la Loi vous offrait le moindre concours, vous n'hésiteriez pas une minute à poursuivre votre débiteur malhonnête, pour lui faire rendre gorge.

Voilà ce que nous dit le sens de l'équité. Mais notre sentiment des choses concrètes, nous apporte une autre assurance qui se double d'un avertissement : c'est que l'Allemagne ne serait jamais entrée en guerre si elle n'avait pu consacrer des milliards et des milliards de marks à sa féroce préparation. Quelqu'un en douterait-il encore ?

Il n'est pas un être sensé en France — où chez les Alliés — qui ne proclame la nécessité de détruire *le militarisme prussien*. Soit, mais que signifie cette affirmation solennelle si vous laissez l'Allemagne, au lendemain de la Paix, disposer à son gré des 4,5 ou 10 milliards annuels, qui lui permettront de reconstituer ses forces d'agression? C'est chose étrange, en vérité que de voir des hommes d'expérience, nous offrir aujourd'hui, pour toute sanction, la politique « du bon samaritain ». Le temps en est passé, et l'Histoire d'ailleurs, nous conte à chaque page, sa faillite.

Remontons le cours de trois ou quatre générations, jusqu'à la Révolution de 1848, si vous en avez le loisir. Que verrons-nous ? Seize grands conflits jusques et y compris la Guerre des Nations en 1914. Tous procèdent d'interventions politiques ou d'ambitions territoriales. Le but économique s'accuse dans la dernière période ; quant à l'esprit de revanche, il n'y est pour rien.

Quelles sont donc les guerres *déclarées* par les vaincus de la veille, en manière d'appel contre la rigueur des traités? Ou les chercherait en vain. Les vaincus, par définition sont les faibles — et les faibles ne prennent pas l'initiative des hostilités — cela est réservé aux forts, aux tout-puissants, ou à ceux qui se croient tels. Voilà les enseignements d'hier : ils parlent pour demain.

Sur ce point, le tableau suivant pourra nous aider à fixer nos souvenirs :

Les grands conflits armés et leurs causes essentielles depuis 1850.

Dates	Guerres	Causes du conflit
1854.....	Guerre de Crimée.	Rivalité politico-religieuse entre les Latins et les Slaves.
1859.....	Guerre d'Italie.	Questions territoriales. — L'œuvre de Cavour.
1861.....	Guerre de Sécession.	Conflit de races et de civilisations différentes.
1864.....	Guerre entre la Prusse et le Danemark.	Question politique et territoriale. Point de départ de l'unité allemande.
1866.....	Guerre Austro-Prussienne.	Second acte de la politique bismarckienne. — Mêmes causes.
1870-71....	Guerre Franco-Allemande.	Rivalité politique. Couronnement de l'œuvre de Bismarck.
1877.....	Guerre Russo-Turque.	Principe des nationalités. Réaction du panslavisme contre l'oppression turque.
1894-95....	Guerre Sino-Japonaise.	Intervention politique et économique.
1897.....	Guerre Gréco-Turque.	Lutte religieuse. — Question des nationalités en Crète.
1898.....	Guerre Hispano-Américaine.	Cause économique et politique.
1899.....	Guerre du Transvaal.	Facteurs économiques et politiques.
1904-05....	Guerre Russo-Japonaise.	Rivalité politique et économique en Corée et Mandchourie.
1911.....	Guerre Italo-Turque.	Expansion coloniale.
1912.....	Première guerre Balkanique.	Sentiment des nationalités. — Haine de l'Empire ottoman. — Buts territoriaux.
1913.....	Seconde guerre Balkanique.	Félonie bulgare et complicité autrichienne.
1914.....	Guerre des Nations.	Rêve d'hégémonie mondiale et ambitions territoriales des Empires du centre.

Nous laissons de côté les expéditions coloniales qui n'ont pas mis aux prises de grandes puissances. Seize guerres dans l'espace de soixante années, en dépit des efforts de tous nos pacifistes, des conventions d'arbitrage, des promesses de La Haye, en dépit du soi-disant véto socialiste et de la fusion universelle des intérêts matériels. La leçon était déjà sévère avant l'aube rouge de la collision européenne, — mais qu'elle n'est-elle pas aujourd'hui !

Les hommes de tous les temps se ressemblent étrangement et les peuples ne seront jamais que des collectivités humaines, avec toutes leurs faiblesses et toutes leurs tares. Les lois n'ont de valeur qu'autant qu'elles comportent des sanctions — le code pénal est le corollaire du code civil. Gardons-nous de l'oublier.

Les races qui n'ont jamais souffert de la guerre ne la redoutent pas. Comme le Nil sort de son lit, les Germains débordent et passent leurs frontières périodiquement, dès qu'ils se sentent en nombre ou en force. Le nombre, ils l'auront de nouveau dans dix ou quinze ans. La force, il l'auront également à bref délai si nous ne mettons la main *sur le fer lorrain* et sur *les excédents de l'épargne allemande* pour former la matière d'une indemnité qui ne peut être soldée en capital. Nous avons vécu pendant quarante années, frappés de cécité — mais cette fois le Monde entier nous accompagne, et le Monde entier ne peut vivre dans l'obscurité.

L'étude de la *solvabilité germanique* comportera un double examen : celui des *faits généraux et permanents* et celui de *l'état de faits immédiat* qui résultera de la guerre — mais nous le répétons, le premier devra prendre une plus grande place encore que le second dans l'esprit des hommes d'Etat qui auront le redoutable honneur de régler les décisions des Alliés.

Nous tenterons donc de rappeler ici *ces faits généraux et permanents* auxquels il faudra bien se référer, si l'on veut maintenir la question sur le terrain solide dont elle ne doit s'écarter.

Pour évaluer les épargnes réelles d'un pays, il convient de mesurer l'écart des inventaires relevés à deux dates suffisamment rapprochées, de déduire du chiffre trouvé, la somme de la plus-value automatique des capitaux et d'ajouter le montant des pertes, par liquidations, faillites...

L'Allemagne n'échappait pas à cette loi de mortalité des capitaux, qui consomme chaque année une fraction appréciable de nos anciennes économies. Pour les derniers exercices d'avant-guerre, on peut considérer que ces dommages, n'étaient, en Germanie comme en France d'ailleurs, guère inférieure à la majoration automatique de la fortune nationale, sous l'effet de la plus-value du sol et de la propriété-bâtie. D'où il ressort, qu'à 1/2 milliard de marks près, annuellement, *la différence des deux inventaires, représente bien la masse des épargnes réelles de la période envisagée.* Voilà un premier point, et qui n'est pas sans importance. Passons à une autre observation.

Cette question des épargnes et de la faculté de paiement de l'Allemagne, prendrait un tour beaucoup plus simple, si l'on n'y faisait intervenir cette chose informe et mal définie, qu'on appelle le *Budget.*

Le Budget — par où l'envisager — de quel côté le prendre pour le situer à sa place dans le grand problème de l'avenir ?

Cependant, il suffit de réfléchir un peu pour se rappeler qu'il n'est pas chose nouvelle, et qu'il n'a jamais empêché de se constituer les épargnes que nous connaissons.

On a trop tendance, dans le public, à le considérer, comme le tonneau des Danaïdes, comme un gouffre où se précipitent des milliards qui n'en reviennent jamais, — et c'est une grosse erreur. De même que les figurants de théâtre, qui quittent la scène par la droite pour s'y représenter par la gauche, après une courte éclipse dans la coulisse, *les capitaux qu'ils prélèvent rentrent dans la vie publique, font retour à la Population, l'instant d'après.*

L'Etat ne les consomme pas — il les répartit différemment. Certains individus y perdent, d'autres y gagnent. Le difficile est d'établir les charges de telle façon que nulle activité productrice n'en soit accablée — auquel cas, le revenu national n'en souffre pas.

Nous nous excusons de nous étendre sur cette analyse du Budget et de son rôle dans le corps économique de la Nation, mais il est essentiel de situer cet organe à sa place réelle et, d'en écarter les vertus ou des pouvoirs qu'il ne possède pas. Sinon, l'on ne manquera pas de construire des thèses radicalement fausses, sur des raisonnements d'apparence logique.

Que l'on nous permette cette comparaison : *dans le corps social, le Budget remplit la fonction que possède le cœur au centre de l'organisme humain.* Dans l'un et l'autre cas, l'hypertrophie n'est pas sans dangers. Le cœur reçoit le sang de nos veines pour le redistribuer immédiatement à nos extrémités par le jeu du système artériel.

De même, l'Etat appelle des capitaux, qui sont ensuite restitués à la collectivité, des capitaux qu'il ne conserve pas. Revenus, prélevés, revenus répartis, mais non détruits.

A quoi donc se résume la perte réelle, le coût absolu du Budget, puisqu'il n'y a pas « consommation de capitaux » ? A ceci : pour actionner le Budget, il faut une armée de fonctionnaires-percepteurs, contrôleurs, inspecteurs, qui ne *produisent pas*, au sens économique du mot. *Il y a donc déficit de travail et de production.*

Le revenu moyen, par tête, étant évalué à près de 800 marks, cela signifie que, si l'Allemagne emploie par exemple un million de fonctionnaires à des besognes stériles, il en coûte à l'économie nationale, 800 millions de marks ou un milliard de francs chaque année. On voit que sur un Budget général de 8.800 millions de marks, (pour l'Empire et les Etats confédérés en 1911), le coût réel de la machine administrative ne représente qu'une faible partie de ce que l'on appelle les charges publiques » — de ce qui n'est en réalité, pour la plus grosse part, qu'une répartition différente d'une portion des revenus privés (1).

Lorsque le temps sera venu de déterminer les éléments de compensation et de réparation que pourront exiger les Alliés, il faudra faire appel à toutes les ressources d'un esprit de méthode et d'un sens de pénétration que nous n'avons pas prodigués, jusqu'à présent, sur le terrain économique. Et comme les connaissances essentielles à la satisfaction de nos intérêts légitimes, ne sont pas de celles qui s'acquièrent en un tournemain, il n'est pas trop tôt de se mettre à l'ouvrage, si l'on veut se familiariser, en temps voulu, avec l'objet de nos futures tractations.

Il y a tout d'abord une confusion qu'il importe d'éviter. Le proverbe assure qu'on ne tire pas deux sacs de la même mouture. En d'autres termes, nous ne pourrons pas prendre à l'Allemagne, des nues-propriétés et lui en réclamer ensuite l'usufruit. A la vérité, nous énonçons là un truisme — mais qui n'en est pas moins nécessaire, car l'imprécision règne en ces matières, dans le jugement du plus grand nombre.

Il est évident par exemple, que le retour à la France des provinces perdues en 1871 et que la reconstitution de la Pologne avec ses éléments ethniques, coûtera à l'Allemagne, l'abandon d'une population de 5 ou 6 millions de personnes et d'un capital de 25 à 35 milliards, sinon davantage. Un tel démembrement ne se produit pas sans affecter assez profondément la fortune d'abord, et les ressources périodiques ensuite, d'un grand pays.

Dans la pire hypothèse, du point de vue germanique, il est douteux que la Population des Etats allemands puisse tomber beaucoup au-dessous de 60 millions d'habitants, au lendemain de la guerre. Nous disons à dessein, « des Etats allemands » car on sait aujourd'hui que l'Empire des Hohenzollern ne résistera pas à la folle aventure dans laquelle il s'est précipité avec l'assentiment de ses sujets.

Dans un cas ou dans l'autre, les coupables auront d'ailleurs à répondre de leurs fautes, en bloc ou individuellement, sans qu'un seul inculpé puisse se soustraire à ses responsabilités. Mais il est clair que pour mesurer le revenu annuel de nos agresseurs, il faudra d'abord tenir compte des prélèvements en capital qui figurent d'ores et déjà sur le « cahier des charges » : Alsace Lorraine et Pologne (1).

Exception faite de ces *reconstitutions nationales* et de certaines *restitutions en nature* dans les régions envahies, — nous croyons qu'il faudra porter ses regards sur *les revenus*, plus encore que sur *la fortune acquise et sur les moyens de production de l'Allemagne.*

Il est de bonne tradition de ne pas ruiner un gros débiteur et de lui accorder, sous certaines réserves, son concordat. Le vœu de la France et des Alliés, n'est évidemment pas de voir le peuple germanique se débattre pendant cinquante ans dans une détresse profonde — mais la raison et l'équité leur disent que les races de proie n'auront pas le droit de jouir d'une insolente prospérité, tant qu'il restera par l'Europe des regards chargés du souvenir de l'Invasion.

Quels seront donc les revenus de l'Allemagne ? la question se pose de nouveau et nul n'y peut ré-

(1) Incontestablement, le budget des Etats allemands sera très élevé. Nous avons indiqué les coupures que nous pourrions y pratiquer : 1° Réduire à 2 p. 100, ou même supprimer complètement l'intérêt de la dette de guerre, économie notable et ce qui n'est pas moins appréciable, gage de paix pour l'avenir, car du jour où les peuples turbulents verront cette *conversion*, ils hésiteront à soutenir de leurs capitaux, les gouvernements belliqueux ; 2° réduire les dépenses militaires et navales de l'Empire, à la proportion d'un simple budget de police ;

(1) Voir les importants travaux démographiques de M. A. Chervin, dans le *Journal de la Société de Statistique* de novembre 1916 et numéros suivants. La population de l'Alsace-Lorraine en 1910 y est donnée pour 1.874.000 habitants, sur un chiffre de 64.925.000 pour l'Allemagne entière à la même époque. Le même recensement comptait, en Prusse seulement, 3.500.000 personnes parlant exclusivement le polonais. Il est possible par contre, que les Allemands d'Autriche viennent se rattacher à une vaste confédération des Etats germaniques. Groupés ou isolés, et quelle que soit la forme de leur gouvernement, leur responsabilité demeure entière. En cas de crise séparatiste des Etats confédérés, chacun devrait payer en proportion de sa Population et de ses revenus propres.

pondre aujourd'hui par un chiffre — mais, certaines indications générales restent opportunes. Pour près de moitié de leur totalité, les revenus sont formés de salaires, le surplus provenant des bénéfices patronaux et du produit de la fortune acquise.

Que la vie demeure plus chère qu'avant la guerre, et les salaires plus élevés, ce n'est pas une probabilité, mais une certitude. C'est dire que les revenus individuels seront majorés, cependant que le nombre en aura diminué, par suite des pertes militaires et du détachement de certaines fractions de la population. On peut donc prévoir, sans trop s'avancer, qu'après un délai de deux ou trois ans, nécessaire à la reprise de la vie normale, les ressources annuelles de la collectivité ne seront pas inférieures, numériquement, à celles de 1912. Le contraire même est fort probable.

Des précisions plus grandes ne seraient pas de mise aujourd'hui. Les observations qui précèdent utilisent autant que possible, les facteurs acquis et les indices rationnels qui restent à notre portée. Etudions l'Allemagne, sa démographie, ses richesses — écartons les conceptions mystiques qui accordent au Budget, à l'Etat, des vertus ou des pouvoirs que ne possèdent ni l'un ni l'autre. A ce prix seulement, nous travaillerons utilement au grave problème que les hommes d'Etat des pays alliés auront bientôt le périlleux honneur de résoudre.

RENÉ PUPIN.

LE THÉATRE D'EDMOND ROSTAND

L'Angleterre a Shakespeare, l'Italie Dante, l'Espagne Cervantès, le Portugal Camoens, la Grèce avait eu Homère, et feu l'Allemagne Gœthe. Chaque nation a son étoile : la France, elle, n'a pas d'étoile, car ni Rabelais, ni Corneille, ni Molière, ni Voltaire, ni même Victor Hugo ne s'éclipsent entre eux. Ils brillent tous d'un éclat presque égal. Notre littérature semble une voie lactée.

L'autre jour pourtant, malgré les circonstances d'une époque à la fois trop terrible et trop belle pour les individualités, malgré surtout l'exiguïté d'une paroisse bien peu propre au déploiement d'une piété populaire autour d'une dépouille auguste, je me demandais, aux funérailles très simples d'Edmond Rostand, si ce n'était pas lui qui avait été le plus proche de devenir, dans la constellation française, cet astre national.

Il ne lui aura manqué qu'un peu de chance.

Nul, avant lui, n'avait enivré de la sorte son temps. De plus, cette ivresse était uniquement littéraire, cette souveraineté uniquement poétique. Edmond Rostand, dont la santé était fragile et le tempérament aristocratique, n'a jamais rien fait pour le succès. S'il possédait tous les dons de la bonté, de l'amitié, du goût, il ne possédait aucun des privilèges ou des disgrâces, — cela dépend, qui d'ordinaire assurent la popularité. C'est de sa solitude élégante et parfois mélancolique qu'a rayonné sa renommée. On ne lui a épargné, au milieu d'une réclame mondiale, ni la solitude, ni le doute, le doute et la solitude qui suivent le triomphe, pires que les angoisses qui précèdent le combat. D'instinct, il portait en lui toute la joie de vivre, de sentir, de chanter. Par expérience, il n'a pu ignorer toute la tristesse de cette joie et son génie, est le mélange heureux de cette tristesse des choses à cette joie de son cœur.

*
* *

Je viens de relire l'œuvre entière d'Edmond Rostand.

De même que la vie éclatante de ce favori des Dieux semble presque monotone, cette œuvre si diverse offre une singulière unité. Dès sa chambre d'étudiant, il est tout ce qu'il sera, fond et forme, inspiration et manière. A vingt ans, son idéal est formé, son métier prêt ; on voit la tradition qu'il suit, la nouveauté qu'il apporte. Comme Théodore de Banville, (je ne croyais pas, il y a quinze jours, avoir à revenir si tôt, le cœur serré, sur un sujet si proche !), comme les Romantiques, Edmond Rostand porte en lui le culte exclusif de la poésie, la vénération du poète. Seulement, parce qu'il vit dans un temps qui lui paraît devenu bien dur aux rêves, il nuance cette vénération de pitié, attendrit ce culte d'une résignation et d'une douceur qui sera la note la plus profondément originale de toute son inspiration. Ceux qu'il aimera, ce ne seront pas les grands vainqueurs, les Maîtres, pas ceux qui ont réalisé leur rêve, mais ceux qui l'ont manqué, parce qu'il était trop beau.

Ce triomphateur se voue aux ratés.

> Je vous aime et veux qu'on le sache,
> Vous qu'insulte le public lâche,
> Vous qu'on appelle des ratés !
> O raillés, ô déshérités,
> . . . . . .
> A vous que hanta la chimère,
> Du définitif, du parfait,
> Et qui, pour vouloir trop bien faire,
> Finalement n'avez rien fait...

Ce n'est donc pas seulement ses premiers vers, *Les Musardises*, qu'Edmond Rostand dédiait ainsi à ses « bons amis les rates... », c'est son œuvre entière où la Muse s'appelle « la Princesse lointaine ». Rappelez-vous la donnée si théâtrale de cette pièce si symbolique : une nef sur la mer, sur cette nef, un poète mourant qui ne veut pas mourir avant de l'avoir vue, la Princesse qu'il a chantée sans la connaître ; autour de ce grabat en voyage où achève de se consumer un rêve, d'autres pauvres hères que le même rêve a fini par emporter, en sorte que toute cette nef misérable, battue par la tempête et affamée, n'est plus habitée et dirigée que par cette image et cette attente de l'inconnue.

On finit par aimer tout ce vers quoi l'on rame.

Et Cyrano lui-même, est-ce qu'il nous est parlé de son œuvre ou bien de son nez, de ce qu'il écrit ou bien de ce qu'il fait ? Ses ballades, il les improvise en se battant. (« *C'est au bedon...* ») Sa chanson, il la chante au milieu de cent ennemis, sous le balcon d'une précieuse, au siège d'une ville dans les lettres d'amour qu'il écrit pour un autre. Sa chimère, c'est d'aimer sans pouvoir être aimé, chimère presque réalisée, puisque ce sont les mots qu'il dit que Roxane lais sur les lèvres de Christian : c'est, en tout cas, d'en vivre et d'en mourir. Cyrano est bien le plus réussi des ratés.

Dès lors, on comprend la merveilleuse souplesse d'un tel personnage. L'amateur de Rostand, mélancolique ou panacheur, ouvre à la fois toutes les sources de la fantaisie, de l'action, et de l'ironie. Il a le mouvement, l'attendrissement et le comique. Dans le moment même qu'il risque sa vie par Donquichottisme, il fait un mot et un vers. Il ne lui faut que de la verve et de la fierté : il a le prestige de l'esprit et de l'indépendance. Il n'est pas de type plus naturellement dramatique, ni que nous aimions davantage : il semble une incarnation de la race, une figure nationale.

Aussi, toutes les fois qu'Edmond Rostand lui a été fidèle, sa pièce, comme disait Sarcey, est allée aux nues. Toutes les fois qu'il s'en est écarté, il a eu moins de chance. Ce qui manque au personnage de l'*Aiglon* comme à celui de *Chantecler*, c'est ce dont Cyrano déborde. Le pauvre petit duc de Reichstadt ne fait que gémir et mourir : rien de moins dramatique que la faiblesse, le doute, l'irrésolution, le front pâle et les cheveux blonds. De même, dans l'âme de Chantecler, que se passe-t-il ? Il est vrai qu'il est un poète et d'une foi magnifique ; mais il occupe dans l'échelle des êtres, entre le coq et l'homme, une position équivoque : il flotte entre le symbole, qui est de la poésie, et le caractère qui est du théâtre. Peut-être Edmond Rostand a-t-il mis, dans cette œuvre incomplète, le meilleur de lui-même afin qu'à sa gloire, l'austère grace n'ait pas même manqué d'avoir été méconnu, un peu !

Ainsi se définit d'elle-même la poésie de Rostand. Elle n'est nullement lyrique, à peine épique, jamais oratoire, ni éloquente, mais facile, légère, gracieuse, précieuse : ce n'est pas une poésie qui vient des profondeurs du cœur mais de l'imagination, non de la vie, mais de la fantaisie, et qui se trouve être la plus proche de tout le monde parce qu'elle est la plus éloignée de la réalité, poésie à qui rien ne coûte de l'héroïsme et du rêve, et qui est proprement ce que l'on peut appeler la poésie du romanesque. Rostand a lui-même trouvé le titre de toute son œuvre avec les *Romanesques*, où l'on voit ces deux charmants jeunes gens qui ne demandent pour s'épouser avec ivresse que l'illusion d'un mariage de déraison : romanesque de la tendresse, comme la *Princesse lointaine* est le romanesque du rêve, l'*Aiglon* le romanesque de l'histoire, et *Cyrano* le romanesque du romanesque !

Poésie, assurément, qui n'est pas l'expression des grands sentiments humains, ni des passions, mais plutôt de leurs reflets : peinture, non pas de l'amour, mais de l'attente, non pas de la piété, mais de l'aspiration, non pas de Jésus, mais de la samaritaine.

***

Au surplus, avez-vous jamais entendu Edmond Rostand faire une lecture ? Sa diction était un second poème qu'il ajoutait au premier. Mais il lisait dramatiquement : pas de chant, pas de mélopée, rien que de l'action, du mouvement, une harmonie souple et fluide, la vie même. Edmond Rostand a été le théâtre fait poète ; le théâtre, là est son génie, sa fortune, là restera sa gloire. Je sors d'une représentation de l'*Aiglon* : rien n'a vielli, aucun des effets n'a perdu de sa force et de sa fraîcheur, la leçon d'histoire, les petits soldats de la grande armée sur la table, le petit chapeau dans les mains de Metternich, tout le rôle de Flambeau — de « grognard » devenu « poilu ». Chez Edmond Rostand, les yeux, l'imagination, l'esprit, la sensibilité, la langue, — tout est théâtre. Aux répétitions, il éblouissait ses interprètes : il était un metteur en scène extraordinaire. Le détail et l'ensemble, rien ne lui échappait. Il a le génie de l'accessoire. Il l'avait dès les *Musardises* : alors, il chantait sa chambre, sa lampe, l'abat-jour de sa lampe, la fenêtre, le divan. Il n'a eu, pour ses piè-

ces, qu'à transporter son attirail sur la scène. Rappelez-vous seulement, avec le mur des *Romanesques*, la nef et la voile noire de la *Princesse lointaine*, le duel de *Cyrano*, la visite de Roxane au camp, celle de Cyrano au couvent, la chûte des feuilles, la lettre et la scène du balcon, la douce mort mélancolique, et vous comprendrez que Rostand possède comme personne avant lui l'art de l'invention scénique, la fantaisie matérielle, la verve de mouvements et d'incidents, toute cette improvisation de détails et d'objets qui s'adresse aux sens, à la vue surtout, et qui est le fond même du métier dramatique.

Ainsi s'est trouvé réalisé, dans Edmond Rostand, une sorte de miracle littéraire, à savoir la rencontre, dans un même écrivain, d'un grand poète et d'un dramaturge hors de pair. Ajoutons qu'il avait infiniment d'esprit, de la grâce et de la préciosité, qu'il trouvait le « mot » aussi aisément que la rime et qu'enfin personne, dans la littérature française, n'a possédé au même degré que lui, le don de « parler » le vers et d'en faire un instrument de dialogue. C'est par là, peut-être, qu'il marque le plus sûrement une date de notre littérature et qu'il apparaît comme un terme, comme un achèvement. Son vers, c'est le vers même de la Comédie, celui de Regnard, dans son mouvement et son aisance, celui de Banville, dans ses rythmes et sa couleur, celui de Verlaine aussi, par instants et dans quelques notes, et c'est enfin et surtout le sien, dans sa souplesse et son envol, libre, ailé, spirituel, tendre, attendri, picaresque et panacheur.

*
* *

Rostand avait aimé la poésie des armes : comme il a souffert de l'horreur de cette guerre !.. La dernière fois que je l'ai vu, vêtu de gabardine et d'allure militaire, c'était à l'hôpital de Laressore, aux environs de Cambo, où de géniales femmes de lettres avaient accoutumé de réciter des vers aux blessés. Edmond Rostand accomplissait une besogne plus modeste. Il s'était fait le secrétaire de ces blessés, et, à la manière de Cyrano, ceux qui ne pouvaient pas écrire, il faisait leurs lettres. Quel sublime symbole! Le grand poète s'était mis au service de l'humble poilu : il traduisait des âmes, mettait au net d'obscures pensées. A-t-il fait autre chose, toute sa vie ? A une heure où elle se cherchait à son insu, Edmond Rostand a tenu la plume au nom de la France simplement.

GASTON BAUTOT.

NOTES ET SOUVENIRS

EDMOND ROSTAND

La mort si soudaine d'Edmond Rostand, qui a vivement ému le public, en raison de la popularité de l'auteur de *Cyrano*, a provoqué un profond retentissement aussi bien dans le milieu spécial des poètes, que dans le monde des théâtres.

Les poètes gagnaient aux succès éclatants de Rostand une diffusion plus large, une extension plus générale du goût pour les œuvres poétiques. Ils savaient, en outre, qu'il éprouvait d'instinct, une très vive sympathie pour tous ces doux rêveurs sans défense contre les dures réalités de l'existence, et dont le triste sort ne laisse que trop de gens indifférents ! Par sa nature si fine et peut-être aussi, en vertu de cette affinité secrète, éprouvée par tous ceux dont la santé est chancelante, pour les déshérités de la vie, Rostand se sentait attiré vers ces imaginatifs si peu aptes à affronter l'âpre lutte sociale.

N'ayant pas encore atteint sa vingtième année, en février 1888, Edmond Rostand, écrivait ces jolis vers, insérés dans son premier recueil de poèmes, *Les Musardises*, où il évoque ces charmants esprits chimériques, beaucoup plus préoccupés de la richesse d'une rime et de quelque épithète rare, que de ces fâcheuses nécessités vitales qu'ils négligent avec une si complète insouciance.

Nous sommes de bien douces gens
Qui ne faisons de mal à personne.
Contents de peu, point exigeants,
Heureux d'une rime qui sonne
Heureux d'un beau vers entendu
D'une ballade commencée,
D'une chimère caressée
D'un penser finement rendu
De bon sens peut-être indigents,
Détestant tout ce qui raisonne
Nous sommes de bien douces gens
Qui ne faisons de mal à personne.

Ce sentiment à la fois tendre, de compassion émue, et comme voilé de mélancolie qui ressort de ces vers, atteste combien Rostand possédait ce sens divinateur qu'implique ce mot latin de *vates* si justement employé par les Anciens pour désigner à la fois le poète et le devin. Car, si quelqu'un fut, par sa situation de fortune, bien loin de ces malheureux qui ne sont pas seulement

« indigents de bon sens », selon les termes spirituels de ces vers, mais surtout indigents de toute aide pécuniaire, c'était assurément Edmond Rostand. Ses parents étaient riches, et il n'avait pu connaître les pénibles déboires de ces pauvres hères, de ces véritables réprouvés dont l'existence apparaît parfois comme un inextricable problème. Mais il se sentait en accord avec eux, et leur allié, par l'indifférence et le dédain qu'il ressentait pour tout ce qui n'affectait pas une forme d'art :

Pour tout ce qui n'est pas de l'art
Nous sommes pleins de balourdise
Nous sommes inintelligents
Hors de nos vers...

Et c'est justement cette ingénuité d'âme des poètes qui plaisait à cette nature si fine, si délicate d'artiste. Lui aussi, il était capricieux, distrait, candide, sincère, fort mal préparé à subir les exigences de la vie. De bonne heure, il avait fait preuve de tendances marquées pour la Littérature. Ses camarades du lycée de Marseille, où il passa son enfance, se rappellent que son professeur, le bon M. Guérillot, l'admonestait souvent pour ses étourderies, mais ne pouvait s'empêcher d'admirer la grâce, la gentillesse spirituelle de ses compositions, et, après avoir puni le petit Edmond Rostand, pour son indiscipline et ses espièglerie, ne résistait pas au plaisir de lire ses devoirs à toute la classe, et d'en faire ressortir les qualités.

C'est à ce lycée de Marseille qu'Edmond Rostand connut ce maître d'études, — dont il a si joliment tracé la silhouette falote dans son amusante pièce de vers intitulée le *Vieux pion*, — à qui nous devons attribuer une influence heureuse, puisqu'elle semble avoir stimulé l'éveil de ses facultés poétiques, et qu'il évoque en ces termes :

On l'avait surnommé Pif-Luisant. Les élèves
Charbonnaient ton profil grotesque sur le mur
Mais tu marchais toujours égaré dans tes rêves.
Tu ne souffrais de rien. Tu vivais dans l'azur
Car tu faisais des vers. Tu rimais un poème !
A nul autre que moi tu ne l'as avoué

Mais, n'exagérons rien, si cet excellent, ce brave Pif-Luisant contribua à favoriser l'essor de l'imagination poétique du petit Edmond, la part de l'hérédité fut, peut-être, tout de même plus importante.

Le père d'Edmond, l'économiste Eugène Rostand commença par être poète. Il est l'auteur de quatre volumes, devenus rarissimes, intitulés : *Ebauches*, la *Seconde page*, *Poésies simples*, les *Sentiers unis*, où se remarquent de fort élégantes pages, d'un charme délicat et d'inspiration élevée. Notons aussi qu'il publia une plaquette intéressante où il établit un curieux parallèle entre Catulle et Alfred de Musset. Il fit même une traduction de Catulle d'une forme spéciale en ce qu'elle cherche à s'ajuster sur le mètre du poète latin. Cette adaptation rythmique accompagnée d'un commentaire philologique de MM. Eugène Benoist et Thomas fut couronnée par l'Académie Française et obtint le prix Jules Janin, décerné pour la première fois. C'était en 1882, et notre petit Edmond, né le 1er avril 1868, était alors âgé de quatorze ans. Il n'est pas téméraire d'affirmer qu'à ce moment-là, l'action des inclinations paternelles avait déjà pu se manifester avec efficacité sur les tendances naturelles du poète naissant.

C'est à cette époque qu'Edmond Rostand fut placé par son père au collège Stanislas, à Paris, où il eut comme professeur René Doumic, son futur collègue à l'Académie Française, l'actuel directeur de la *Revue des Deux Mondes*. M. René Doumic nous fournit, à cet égard, les détails suivants : « Edmond Rostand avait quinze ans quand il débarqua, un matin, dans la classe de rhétorique que je professais au collège Stanislas. Nous n'avions pas eu de peine, ses camarades et moi, à discerner en lui des dons exceptionnels. Nous comptions qu'au Concours général, il remporterait le prix de composition française qui s'appelait alors le prix d'honneur. Il lui fut refusé. Probablement, on ne l'avait pas trouvé assez classique. N'ayez pas de chagrin, lui disai-je, vous prendrez votre revanche ! Ah ! sa revanche, il l'a prise avec éclat !.. Son premier recueil, *Les Musardises*, passa presque inaperçu. Un critique, un seul, le signala à ses lecteurs, et ce fut ce fin lettré, ce juge pénétrant et subtil : Augustin Filon ». Ajoutons que cet article d'A. Filon parut dans la *Revue Bleue* et que l'auteur n'hésita pas à mettre en comparaison le jeune Rostand, totalement inconnu alors, avec Alfred de Musset... Mais, on sait assez combien il est difficile de faire réussir un recueil de vers. Il ne faut rien moins qu'un miraculeux concours de circonstances. Or, *Les Musardises* se recommandent surtout par le tour aisé, spirituel, de la phrase, le pittoresque de l'expression, le sens aiguisé et pénétrant de l'observation, la subtile clairvoyance, la vivacité du trait, la raillerie fine, malicieuse et primesautière, toutes qualités, assurément fort capables de séduire une élite, mais non pas la foule que les succès de théâtre parviennent seuls à mettre en mouvement. Et ce rôle échut à l'étincelant *Cyrano* dont personne n'ignore la retentissante réussite.

*
* *

Si l'on considère la carrière de Rostand au théâtre, on peut dire que rarement, destinée aura été plus brillante, plus rapide, et, relativement plus brève que la sienne. Je dis plus brève, car l'auteur meurt en pleine force de production, alors qu'on pouvait prévoir une orientation nouvelle de son talent d'après diverses indications données sur le sens des œuvres qu'il préparait.

Sarah Bernhardt, avec laquelle il se trouvait presque quotidiennement en rapport, pendant les quelques jours qui précédèrent sa fin si soudaine, écrit à ce sujet, les lignes suivantes : « Je pense, je sais, je suis sûre que l'on va trouver dans les cartons du magnifique poète disparu, des poèmes, des pièces, des chefs-d'œuvre qu'il n'avait pas *osé* livrer au grand public. Je les connais ces œuvres admirables, presque toutes achevées, où l'on retrouve les meilleures qualités de verve, de fantaisie et de lyrisme de l'auteur de la *Samaritaine*, de *Cyrano* et de *Chantecler*. Je les ai lues avec une émotion que j'ai conservée pieusement. C'est la *Maison sans miroir*, *Don Juan*, *Faust* qui contiennent des scènes splendides, *Jeanne Darc*, d'autres encore. Il rêvait pour moi, une pièce qu'il appelait l'*Etoile* ». Il est probable que la *Maison sans miroir* est la pièce que Rostand avait d'abord intitulée, si je ne m'abuse, la *Maison des Amants*. Quant au *Don Juan*, son véritable titre est *La Dernière nuit de Don Juan*. Complètement terminée, elle devait être représentée à la Porte Saint-Martin en 1914. La lecture aux artistes avait été retardée par une indisposition de Rostand dont la santé fut toujours précaire. Il était de ceux, en effet, qui ne vivent que grâce à des soins minutieux et continus.

Ce que peuvent nous fournir d'indications ces œuvres sur la direction des idées de Rostand, nous ne le saurons que plus tard ; mais divers renseignements permettent déjà de présumer que son *Faust* nous eût, à cet égard, apporté d'intéressantes précisions. Jules Claretie désirait vivement le faire entrer au répertoire de la Comédie-Française. Mais il n'avait pu s'entendre avec Rostand, des froissements s'en étaient suivis, et Rostand avait déclaré qu'il réservait désormais ses ouvrages au théâtre où il avait obtenu son premier triomphe et au directeur qui était le fils du créateur de Cyrano.

En prononçant le mot de triomphe à propos de *Cyrano*, je ne fais que constater l'impression qui résulta de l'apparition de l'œuvre le soir de la répétition générale. Le succès commença à se dessiner dès la fameuse tirade de Cyrano sur les diverses manières de railler les dimensions exagérées de son nez, tirade qui fut interprétée, détaillée, par Coquelin avec un brio merveilleux. Ensuite le récit du combat au second acte, si spirituellement ponctué par les monosyllabes à double entente, jetés narquoisement par Christian de Neuvilette, mit la salle en joie, de même que le plaisant mot de la fin, lorsque le grotesque mousquetaire veut se moquer à son tour du nez de Cyrano, et qu'il s'écrie : « Qu'est-ce que cela sent ici ? », à quoi Cyrano riposte par un soufflet accompagné de cette réplique : « la giroflée ! »

Puis, la délicieuse scène du balcon de Roxane, l'héroïque épisode des Cadets de Gascogne, et enfin cette agonie à la fois si noble, si touchante, si chevaleresque de Cyrano, où il lutte jusqu'au dernier moment contre ses vieux ennemis : le Mensonge, les Compromis, les Lâchetés, les Préjugés, la Sottise... Tous ceux qui se trouvèrent à cette répétition générale ont gardé comme une impression d'éblouissement. On était tellement heureux d'assister à autre chose qu'à de sempiternelles broderies et variations sur le thème du ménage à trois, sur les drames de l'adultère, sur toutes ces intrigues d'alcôve dont on était littéralement saturé ! Et puis, cette forme vive, cette allure primesautière, trépidante, ce vers à facettes si fécond en effets variés, si fertile en surprises, avaient littéralement transporté la salle. Rostand, si simple d'ailleurs, demeurait lui-même légèrement décontenancé par un tel succès, et quelque peu ahuri par le fracas de ces ovations répétées, par tout ce vacarme. Je vois encore Debruyère, qui dirigeait alors la Gaîté, disant à l'heureux directeur qui venait de monter *Cyrano* : « Vous jouerez cela deux ans de suite ». Et le plus curieux, est que sa prévision demeura au-dessous de la réalité... Il semblait difficile après un semblable triomphe, d'obtenir un nouveau grand succès, et pourtant la carrière de l'*Aiglon* égale presque celle de *Cyrano*. *Chantecler* se maintint, à son tour, une année sur l'affiche, et rien que cette persistance dans le succès, sans interruption, avec des sujets fort différents, constitue une singularité tout à fait rare dans les annales théâtrales. C'est pourquoi il est si regrettable au point de vue de l'art, qu'un talent si manifestement désireux de se renouveler à chaque tentative théâtrale, ait disparu, en pleine puissance de ses moyens, de sa force, et de son indéniable originalité.

ALBERT DAYROLLES.

NOEL DE GUERRE

C'est Noël — exactement le soir du 24 décembre — mais il n'y a ni glace ni neige sur le paysage. Des fleurs embaument l'air lumineux et brûlant où des odeurs de musc et de marécage s'unissent à ces parfums végétaux : d'immenses feuilles s'inclinent sous le clair de lune splendide. C'est Noël en Extrême-Orient.

Le petit village annamite : quelques chaumières couvertes de paille au bord d'un grand fleuve trouble, mène son train de vie nocturne. Le veilleur pique les heures sur le tam-tam de la maison communale ; des barques de pêche prennent le large accompagnées du roulement des pétards qui chassent les mauvais génies ; un musicien fait vrailler sa guitare et les chiens — la myriade des chiens jaunes — aboient.

La fête chrétienne passerait complètement inaperçue dans le village païen si Thi-Bay n'avait illuminé sa cai-nhà.

Mais, d'une famille convertie au christianisme depuis deux générations, mariée à un Annamite catholique, Thi-Bay n'eût pas manqué de célébrer le saint anniversaire.

Sur son ordre, les serviteurs firent flotter au-dessus des portes, dès que le soir tomba, les étendards triangulaires. Fleurs et poissons lumineux, les grosses lanternes de papier décorèrent les vérandahs et une gigantesque étoile symbolique marqua le faîte du toit.

Ce soir, son fils endormi sous la moustiquaire, le logis paré comme il convient, Thi-Bay s'est accroupie, à la mode orientale, au pied du lit du bébé, en face d'une petite chapelle remplaçant l'autel des ancêtres des demeures indigènes.

Des cierges brûlent autour de l'Enfant divin et devant la Vierge que Thi-Bay a naïvement habillée comme elle s'habille elle-même, d'un pantalon de satin et de tuniques de soie.

La jeune con-gaï pose sur ces choses familières, un regard un peu égaré...

La grande guerre a son écho dans nos colonies. Le mari de la jeune femme est allé combattre, engagé volontaire, dans les rangs français, sur l'autre face du globe. Par une communication du maire du village, Thi-Bay apprit un jour qu'il était blessé et soigné dans un hôpital du midi de la France. Puis, elle reçut quelques lignes dictées par l'époux. Ensuite, ce fut le silence. Depuis soixante jours, Thi-Bay attend des nouvelles, avec la patience et la résignation des jaunes : mais, chaque bateau en partance emporte ses lettres à elle.

Dédaignant les feuilles de papier de riz où le lettré tracerait, légion de fourmis miraculeuses, les savants caractères chinois, Thi-Bay s'est procuré, chez les marchands hindous, des fournitures européennes pour sa correspondance. Des fleurs qu'elle n'a jamais vues et dont elle ne sait pas les noms, des pensées et des myosotis de France s'y enguirlandent autour de merveilleux gaufrages. Et comme Thi-Bay fut une écolière de la Sainte-Enfance, elle a formé, en lettres occidentales, les phrases par lesquelles elle essaye, à travers la distance effroyable et pleine de mystère, de communiquer avec l'absent.

Cependant les mœurs de son peuple et l'éducation qu'on lui a donnée ne lui permettraient pas de dévoiler le secret de ses pensées, lorsque celles-ci contiennent de la crainte et des douleurs. De bonne heure, on lui inculqua qu'il ne faut apporter à l'époux — simplement désigné d'un nom amical : « *frère aîné !* » — que sa joie et ses sourires.

Le mariage chrétien qui interdit à l'Annamite la pluralité des femmes a fortifié le lien entre Thi-Bay, flattée d'être l'épouse unique et son mari. Elle le chérit de tout son cœur ardent et ingénu, celui qu'elle ne se fût, certes, pas permis de blâmer ou d'arrêter lorsqu'il a parlé de partir, celui auquel elle n'avouerait pas sa tendresse s'il n'en manifestait le désir. Depuis qu'il n'est plus là, un chagrin toujours cuisant, toujours nouveau enveloppe la jeune con-gaï. L'angoisse s'y joint maintenant.

Thi-Bay est tout à fait incapable d'imaginer le pays où ces lettres, écrites dans l'application et la ferveur — (et qui libèrent, lorsqu'il les ouvre, enfin, des senteurs d'Asie), — atteindront son mari. En son fruste cerveau, les cartes que lui montraient, jadis, les bonnes sœurs ont gravé de si curieuses images ! L'écheveau bleu des rivières s'emmêlait de la chenille noire des montagnes, — (ceci un phénomène géographique inconnu pour l'habitante du marécageux delta de la Cochinchine) — et, partout, l'incommensurable Océan vert menaçait les faibles étendues terrestres.

Dans ce chaos, où donc est situé le point précis où vit celui qu'elle aime ? Et dans cet endroit, que fait-on pour alléger ses souffrances ? Les médecins subtils, diagnostiquant la maladie au seul battement du pouls, s'assemblent-ils à son chevet ? Et se procurent-ils facilement les poudres coûteuses de corne de cerf et de bois d'aigle, la brique pilée ou la moustache de tigre ?

Ah ! le lourd fardeau d'inquiétude !

La volonté de Thi-Bay, sa foi protestent contre la pensée d'un irréparable malheur : mais la douleur l'accable en ce soir de Noël qui devrait être joyeux.

La jeune femme se leva dans le bruissement doux de ses tuniques blanches et, comme on le lui avait enseigné, ses mains aux multiples bracelets d'or dévotement jointes devant son visage, son noir chignon piqué de bijoux humblement baissé, elle adressa à la Vierge la plus ardente prière.

Comme elle relevait la tête, elle vit... l'époux lui-même ! Et Thi-Bay entra tout de suite, dans le bonheur que les cœurs fidèles attendent, même sans espoir. Elle l'avait tant appelé, cet être cheri, tant demandé aux puissances du Ciel, n'était-il pas naturel qu'il fût là ?

En réalité, les deux mois sans nouvelles représentaient la durée d'une fin de convalescence, l'embarquement subitement décidé et la traversée. Comme d'autres manquants arrivés à l'improviste : prisonniers évadés des camps allemands, disparus miraculeusement sauvés, ou, blessés simplement rendus à la vie civile, l'époux se trouvait là inopinément parce qu'il n'avait pas prévenu.

Il se trouve là. C'est tout ce qu'envisage l'heureuse Thi-Bay.

Il vient. Du premier coup d'œil elle s'est aperçu qu'il marche à l'aide d'une canne car sa jambe est coupée à hauteur du genou. Sa main droite a disparu. Qu'importe et grâces à Dieu !

Elle tremble de l'indicible joie des amantes. Pourtant, sous le joug puissant de la coutume, l'Asiatique fait seulement sa génuflexion la plus jolie et elle dit, d'une voix calme :

« Sois le bienvenu, « *frère aîné !* »

GABRIELLE MIRABEAU.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

I

Le sénateur Mayor de Planches, ancien ambassadeur d'Italie, signe dans la *Nuova Antologia* des « souvenirs sur le Kaiser » qui, sans ajouter rien d'essentiel à ce que l'on sait du triste personnage, sont quand même agréables à parcourir.

A San Remo, pendant cet hiver de 1887 qui fut le dernier de la vie de Frédéric III, « le prince Guillaume, venu passer quelque temps auprès de son père mourant, allait volontiers jouer au tennis et prendre le thé à la villa Ormond, dont le propriétaire — un riche industriel suisse, qui avait épousé une Française — recevait toute l'élite de la colonie étrangère. Un peu impulsif, un peu *Burschc*, le futur Kaiser avait alors tout l'air d'un bon garçon, d'un garçon « à la bonne franquette ». Au fait, c'était bien la une des multiples manières que « l'impérial comédien » affectait avec tant d'aisance. Guillaume II pouvait se montrer aimable en vue d'une fin déterminée, et il se montra tel en maintes circonstances. Mais, et alors même qu'elle paraissait parfaitement naturelle, cette amabilité était voulue et rigoureusement étudiée, en cela bien différente de la courtoisie très « ancien régime » du vieux Guillaume Ier, que de celle, toute du cœur, de Frédéric le Noble. Il y eût toujours en Guillaume II de l'étudiant de Bonn et du sous-lieutenant de la garde, — exactement comme chez Herbert de Bismarck... et c'en était assez pour expliquer qu'ils fussent un temps si étroitement liés ».

M. Mayor de Planches dit un jour au Chancelier de fer : « Le jeune empereur parle bien ». A quoi le prince répondit : « Oui.... il est bien doué.... il a le don de la parole... Mais il ne sied pas aux souverains de parler trop souvent et avec trop d'abondance ».

« Au cours des conférences qui précédèrent la visite qu'échangèrent le Kaiser et le roi d'Italie, poursuit le narrateur, j'insistai (avec courtoisie plutôt d'ailleurs que dans l'espoir de réussir) en demandant à Bismarck d'accompagner son maître à Rome. Les arguments ne lui manquaient pas pour se dérober en l'occurrence et c'est ainsi qu'il m'objecta son âge, ses infirmités, l'ennui de coucher dans un lit qui n'était pas « son » lit..., jusqu'à ce qu'il finit par me dire : « Et puis, voyez-vous..., cela ne dépend pas de moi... Il est plus que douteux que l'empereur me veuille avec lui.. *Télémaque n'aime pas toujours la présence de Mentor.* » (En français dans le texte italien).

Et voici une anecdote à coup sûr interessante, que notre auteur donne pour inédite et qui doit l'être en effet.

Crispi, ayant, lui, accompagné le roi Humbert dans son voyage en Allemagne (1889), certains membres du Reichstag avaient pris l'initiative d'organiser un banquet en l'honneur du ministre italien. Comme, l'heure venue, les invités enfilaient leurs gants pour se rendre au *Kaiserhof*, qui était à l'époque le premier hôtel de Berlin et où avait lieu le dîner, on remit à M. Mayor de Planches un télégramme chiffré émanant de l'ambassade d'Italie à Paris et qui, une fois en clair, était ainsi libellé : « Le bruit se répand sur le boulevard que S. M. le roi, en rentrant, s'arrêtera à Strasbourg. Emotion intense. Je prie V. E. de me donner ses instructions. Menabrea. » Il y avait urgence et il eut fallu courir après Crispi, l'atteindre au milieu d'une nombreuse compagnie, le tirer à part... M. Mayor de Planches, qui savait avec quel soin son gouvernement avait veillé « à éviter tout ce qui dans cette visite à Berlin eût pu être de nature à froisser le patriotisme français », préféra assumer la responsabilité de mander au comte de Menabrea : « Je réponds à votre télégramme de ce jour. Bruit absolument controuvé. Démentez par tous les moyens à votre disposition. Crispi », — ce que le président du Conseil italien, enfin avisé et après avoir réfléchi un moment, approuva pleinement. Or, le plus fort de l'histoire, nous raconte en substance M. Mayor de Planches, c'est que, de fait, Guillaume II avait, paraît-il, sérieusement songé à obtenir de son hôte, au dernier instant, qu'il passât par Strasbourg en rentrant à Rome, — par

Strasbourg où toutes les dispositions avaient été prises en secret pour assurer au roi Humbert une magnifique réception au programme de laquelle figurait une revue des troupes, pour lui valoir en même temps les attaques de la presse parisienne et pour ainsi finir de lier dans la même haine l'Italie et l'Empire...

A l'heure où, à l'exception des vaincus, l'univers n'a plus pour les défenseurs de la civilisation que du miel et des guirlandes et où la France notamment compte tant de fervents admirateurs... hier incertains, il n'est que juste de rappeler avec quelle résolution et quelle fermeté la revue *Iberia* nous aura soutenus de son ardente sympathie jusque dans les pires instants. La réconfortante chose que la société des braves gens et qui savent ce qu'ils veulent et qui le proclament au nez et à la barbe de tous, même et surtout quand la sacro-sainte prudence suggérerait plutôt de se taire! Mais tout est à la joie et je préfère dire comment nos amis de Barcelone ont fêté le triomphe du Droit.

A la date du 12 octobre dernier, soit au moment où nos troupes atteignaient Cambrai et où l'Allemagne se décidait à solliciter l'armistice, *Iberia* insérait en première page, au milieu d'un large blanc, cette petite note, qui enchantera tous les gens d'esprit : « M. le Censeur a tenu à supprimer intégralement l'article qui venait ici dans notre numéro. Cet article était un hymne à la gloire de la France. M. le Censeur ne nous permet pas de le chanter à haute voix. Nous le chanterons au fond de nos cœurs. Bientôt le monde entier le chantera à pleins poumons, et M. le Censeur n'y pourra rien. »

La semaine suivante (lascie, du 19 octob.), *Iberia* écrivait, — « M. le Censeur » s'étant montré cette fois remarquablement intelligent : « La nuit de la Saint Silvestre, la grande nuit bachique dans la tradition d'outre-Rhin, sera cette année une triste nuit en Allemagne. Car le 24 décembre la Victoire sera née et nous la célèbrerons, amis, en chantant, — avec une légère variante dans le texte liturgique : « Gloire à la France dans le ciel et sur la terre, et paix aux hommes de bonne volonté ! »

La vaillante revue a d'ailleurs consacré un numéro spécial à la victoire des Alliés. La très artistique image sur laquelle il s'ouvre représente l'Allemagne défaite sous la forme d'un énorme pachyderme abattu aux pieds d'une jeune femme au corps nerveux et souple, qu'un ange vient baiser au front. Je tourne la page et c'est un vigoureux dessin où se voit un pauvre diable de guerrier qui s'affale, épuisé, sous un ouragan de projectiles, en murmurant : « Renoncer à la violence et à la cruauté!... Quelle humiliation! »

Iberia aura mené le bon combat, quatre années durant, sans désemparer.

On trouvera dans le numéro du 1er décembre de la *Nation Tchèque* quelques pages précieuses pour l'intelligence de la situation créée par le démembrement de l'Autriche : il s'agit du *Rapport général au Congrès des Nations de l'Europe centrale alliées de l'Entente*.

Les délégués de celles-ci devaient se réunir officiellement à Paris en octobre dernier. Ajournée d'abord sur la demande des chefs d'Etat de l'Entente, la réunion projetée a été empêchée ensuite par les événements survenus depuis. Cependant, la *Nation Tchèque* a entrepris de publier les travaux préparés pour être présentés au congrès en question — et en premier lieu ce rapport, qui est de M. Etienne Fournol.

J'en veux détacher au moins ces lignes, où s'insère un aperçu qui paraîtra tout uniment admirable de justesse à quiconque a vu les Hongrois de près : « Dans l'ordre de l'oppression des peuples, c'est le Magyar qui est le brillant second, bien mieux que son pâle cousin d'Autriche, toujours batoué. Peut-être n'a-t-on pas assez insisté sur les ressemblances profondes de la Prusse et de la Hongrie. Sans doute, le panache du Magyar, ou du moins son aigrette, ses chamarrures, une certaine allégresse et sa faconde de latiniste querelleur donnent, à sa personne, quelque grâce, et ce seul trait, ce seul mot suffisent à écarter toute comparaison avec le Prussien. Mais ôtez ces brillantes apparences. Dans les deux pays : même autocratie d'une caste, même omnipotence de magnats, même indifférence du sentiment populaire, même dédain des nations soumises. Il est vrai que la Hongrie s'enorgueillit de l'apparence d'un parlementarisme. Mais si son régime électoral est différent de celui de la Prusse par sa constitution, il est pareil par ses effets. Dans cette monarchie où les Magyars sont loin de former la majorité, on ne peut entendre jamais la voix ni des Roumains de Transylvanie, ni des Serbes de la Voïvodie, ni des Slovaques. Le lien, très faible, qui unit la Hongrie à l'Autriche, dans une vie commune pleine d'orages et fatigante de disputes, le lien, très fort, qui unit la Hongrie à l'Allemagne, c'est que l'une et l'autre garantissent la domination de la minorité hongroise sur la majorité slave et latine. C'est précisément cette garantie qu'au lendemain même de la liberté de la Hongrie, le père du comte Julius Andrassy allait chercher à Berlin, lorsqu'en 1878 il y apportait les premières propositions de l'alliance germano-magyare. »

GASTON CHOISY.

Pour des raisons matérielles, nous devons ajourner au prochain numéro la publication de la table de l'année 1918.

La *REVUE SCIENTIFIQUE* (fondée en 1863), directeur CHARLES MOUREU, publie : **H. Sebert** : *Note sur M. Marcel Deprez* ; **A. Laisant** : *Association française pour l'avancement des Sciences* : **M. Javillier** : *La Composition alimentaire de nos aliments.*

Le Gérant : ALB. DAVY

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Janvier au 31 décembre 1918

ACTUALITÉ LITTÉRAIRE (L'). *Antoine Albalat*. — Les journalistes à l'Académie. — Bergerat et Théophile Gautier. — Les visites de Baudelaire. — Napoléon journaliste. 114. — Le nouveau syndicat de journalistes. — Napoléon Ier et Ossian. — Le projet du moulin pour les littérateurs. 342.

ALLEMAGNE. Les paix allemandes, *Paul Louis*, 207. — Une évolution est-elle psychologiquement possible en Allemagne? *Gaston Choisy*, 281. — L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, *Paul Louis*, 302. — Les paix inachevées, *Paul Louis*, 339. — La presse allemande, *Gaston Choisy* et *Paul Verquet*, 405. — Les oscillations de Guillaume II, *Paul Louis*, 472. — L'Allemagne en septembre 1918, 553. — L'Allemagne en octobre 1918, 621. — Un type d'amoureux allemand d'après le journal de sa victime, *Henriette Celarié*, 625, 657. — Les causes de la révolution allemande, *Paul Louis*, 716. — La solvabilité germanique, *René Pupin*, 720, 757.

V. Empires (les deux). Psychologie des belligérants. tactique.

ALSACE. Lettres d'un Alsacien et d'une Lorraine à M. Thiers (1873-1874), *Paul Muller*, 121. — Une figure alsacienne: Herrade de Landsperg, abbesse de Sainte-Odile. 1. *Bossert*, 136. — Aux tranchées d'Alsace, *Lieutenant A. B.*, 284.

V. Oberlin.

AME des héros (L'), *Julien Reyna*, 54.

ANGLETERRE. Les Anglais en Seine-et-Marne, *L. Georges Renard*, 152. — Le problème des élections anglaises, *Paul Louis*, 596.

V. Marine. Psychologie des belligérants.

ANTIGERMANISME (L') et la méthodologie historique en Italie, *Georges Bourgin*, 249.

ARGOUT (Comte d'). V. Louis-Philippe.

ARRIÈRE (Journal de l'), *L. Dumont-Wilden*. — Conversations du Jour de l'An. — Rentrée des Chambres. 58. — Le Permissionnaire. L'atelier. — Au Palais de Justice. 149. — La Ville. 175.

AUTRICHE. Le prodige autrichien, *Paul Louis*, 431. — Le sort des peuples d'Autriche-Hongrie, *Paul Louis*, 653.

V. Allemagne, Empires (les deux). Italie. Psychologie des belligérants. Roumanie.

AVIATION. V. Tactique.

AVORTEMENT. **V. Dépopulation.**

BALKANS. V. Psychologie des belligérants.

BARTHOU. V. Immortels.

BAUDRILLART. V. Immortels.

BELGIQUE. La résistance belge, *Paul Gaultier*, 23. — La Belgique libre, *Roland de Marès*, 674.

BERGSON (Henri), *Paul Gaultier*, 297, 331, 360, 389, 426, 469.

BIBLIOGRAPHIE, *P. L.* 352, 416. — Chronique bibliographique, *Antoine Albalat*, 479.

BOITES des quais (Dans les) : Monsieur de Tourreil, *E. Pelissier*, 630.

BOYLESVE (René). V. Immortels.

BRETAGNE (Souvenirs de), *Georges Philippar*, 223, 384, 413, 445.

BULGARIE. Les appétits bulgares, *Paul Louis*, 266. — La crise bulgare, *Paul Louis*, 394.

CASQUE de la Déesse (Le), pièce en quatre actes et un prologue, *Albert du Bois*, 457, 484, 523, 556, 588.

CHEMINS de fer. V. Guerre.

CHINE. V. Psychologie des belligérants.

CHRONIQUE des livres, *Paul Louis* et *Raymond Clauzel*, 32. — *Antoine Albalat* et *Raymond Clauzel*, 95. — *Antoine Albalat* et *Raymond Bouyer*, 160. — *Raymond Clauzel*, 192. — *André Gringer*, 224. — *R. B. P. L.*, 256. — *P. L.*, 288.

CHRONIQUE littéraire, *Antoine Albalat*. — Les romans de Tolstoï et les poilus; la vraie Mme de Staël; Luther et les nations libérales, 63. — Louis Desnoyers et Jean-Paul Choppart; le maréchal Joffre et Jules Claretie; l'esprit de Dumas fils; les poèmes de Rodin, 125. — Le style de Jules Lemaître; le comte de Monte-Christo; Hugo et Dumas, père, 187. — Une nouvelle agence pour la protection des auteurs; Balzac et l'accent allemand; Les contérences; Buffon et Montesquieu, 254.

COLONIES. Le salut par les colonies, *Lucien Hubert*, 549.

COMITÉ de Salut Public (Révélations sur les), *Poisson de la Côte d'Or*, 18, 76, 108.

CONSORTIUMS (Les), *J.-P. Bélin*, 440.

CONSTANTINOPLE (Devant), *E. Driault*, 750.

CRISE académique (La), *Alfred Poizat*, 85.

DÉPOPULATION (A propos de la). Avortement et infanticide, *G. Richard*, 219.

DIPLOMATIE française (La réforme de la), *Maurice Herbette*, 582.

DIXMUDE. Deux villes martyres, *Leon Bocquet*, 729, 753.

ÉCOLE primaire de demain (L'), *Emile Gray*, 687.

ÉDUCATION (L'), *Ludovic Zoretti*, 637.

EMPIRES (Les deux), *Paul Louis*, 112.

ESPAGNE après les élections (L'), *Paul Louis*, 167.

ESTHÉTIQUE. V. Souvenirs d'avant-guerre.

ÉTATS. Trois états qui disparaît, *Paul Louis*, 588.

ÉTATS-UNIS. Les idées wilsoniennes, *Paul Louis*, 88.

V. Psychologie des belligérants, Universités.

ÉZÉCHIEL (Prophétie d'). V. Jourdain.

FEMME. Réflexions d'un physiologiste sur la femme et le féminisme, *Jules Amar*, 116. — Femme littéraire. V. Souvenirs d'avant-guerre.

FLAT. Mort de M. Paul Flat : Discours de MM. *Ch. Maurice* et *Paul Louis*, 193.

FLAUBERT et le romantisme d'après Mme Bovary, *Mademoiselle Baffenoir*, 690.

FORCES motrices (Nos), *Georges Renard*, 529.

FRANÇAISE de demain (La). V. Guerre.

FRANCE. Les leçons de notre histoire et la paix de demain, *Camille Jullian*, 1. — La Jeunesse de France, *Emile Boutroux*, 736.

FRANCK (César). V. Gounod.

GALLOIS (L'effort), *Charles Le Goffic*, 386, 417.

GARDIENNE de conscience, *Israël Zangwill*, 708, 743.

GŒTHE et Heine en Italie, *Gabriel Faure*, 712.

GOUNOD. Lettres de Victoire Gounod et de Urbain Gounod à Hector Letinel, *J.-G. Prod'homme*, 377, 411, 435. — Gounod précurseur de César Franck, *Raymond Bouyer*, 381.

GUERRE. Les aspects politiques de la guerre, *Paul Louis*, 10. — La jeune littérature et la guerre, *Leon Bocquet*, 49. — Le mouvement philosophique: les leçons psychologiques de la guerre, *Paul Gaultier*, 185. — Les aspects économiques de la guerre, *Paul Louis*, 198. — La Française de demain d'après sa psychologie de guerre, *Louis Vauquet*, 563, 589, 628.

— Nos chemins de fer pendant la guerre, *René Pupin*, 570.
Guetteur (Au), *Henry Devris*, 662.
Guillaume II. V. Allemagne.
Guizot. V. Louis-Philippe.

Heine. V. Gœthe.

Immortels. Les nouveaux immortels, *Jean Vignaud*: Mgr Alfred Baudrillart, 315; Louis Barthou, 345; René Boylesve, 409.
Infanticide. V. Dépopulation.
Irlande (La situation de l'), *Ernest Lémonon*, 123.
Italie (L'), les Slaves du Sud et l'Autriche, Paul Louis, 138. — V. Antigermanisme, Psychologie des belligérants.

Japon. V. Psychologie des belligérants.
Jourdain (La rive gauche du) et l'assainissement de la mer Morte d'après la prophétie d'Ezéchiel, *Maurice Vernes*, 161.

La Bassée. V. Dixmude.
Landsperg (Herrade de). V. Alsace.
Lefuel (Hector). V. Gounod.
Lemaitre (Les souvenirs de Jules), *Paul Flat*, 129.
Louis-Philippe et ses ministres. Lettres inédites de Louis-Philippe, du comte d'Argout, du comte Molé, de Thiers et de Guizot, *Paul Bonnefon*, 240, 264, 306, 343, 374.

Macédonienne (L'âme), *Pierre La Mazière*, 604.
Main-d'œuvre (La crise de la), les remèdes immédiats, *Georges Renard*, 336, 368.
Mariages de demain (Les), *Jules Bertaut*, 663.
Marine anglaise. L'Effort naval britannique, *A. Millerand*, 321. — Trois actions de guerre de la marine britannique: Les Falkland, le Jutland, Zeebrugge-Ostende, *G. Lacour-Gayet*, 324.
Mémoire esthétique du paysage chez l'enfant (La), *Marie Grzegorzewska*, 181.
Méthodologie historique en Italie. V. Antigermanisme.
Mittel-Europa. La ruine d'un grand dessein, *Paul Louis*, 43.
Molé (comte). V. Louis-Philippe.
Molière. Le sens de la mesure dans l'œuvre de Molière, *A. Renucci*, 566.

Neige (Dans la), *Jean Vignaud*, 617, 647, 677.
Noël de guerre. *Gabrielle Mirabeau*, 766.

Oberlin. Une figure alsacienne: Oberlin, pasteur du ban de la Roche. *A. Bossert*, 312.
Ollivier (Emile), Henri Jaudon, 80 (errata, p. 160).

Pagan. Un poète mort pour la patrie: Joannis Pagan, *Maximilien Buffenoir*, 477.
Paris (L'identité de), *Raymond Clauzel*, 26.
Pays dévastés (Aux): Ham, Chauny, Soissons, Reims, *Camille Vallaux*, 173.
Péladan, le dernier des humanistes, *Raymond Bouyer*, 634.
Poésie française (Tableau de la): des trouvères aux symbolistes, *Alfred Poizat*, 231, 270.
Poésies. Le bon empereur (récit japonais), Pères, à nos blessés, *Maurice Bouchor*, 84. — Ode à la France, *Maurice Level* (errata à la p. 544). — Poèmes de guerre: Paroles à mon drapeau, Chant de guerre, Vérone, *Louis Lefebvre*, 603. — Les tombes de lumière. *Ernest Prévost*, 695. — Creusez la tombe d'Attila, *Eugène Hollande*, 720.
Pologne (La), l'Allemagne et l'Autriche, *Paul Louis*, 535.
Prieur de la Côte-d'Or, ministre des munitions, *Paul Arbelet*, 14.
Production. Il faut produire, *Georges Renard*, 747.
Prusse (La) et la rive gauche du Rhin, *Ed. de Marcère*, 699, 724.
Psychologie des belligérants: la Russie. *Joseph Reinach*, 35. — L'Italie, *Denys Cochin*, 65. — L'Angleterre, *André Chevrillon*, 97, 132 (errata p. 160). — L'Allemagne, *Emile Boutroux*, 199. — L'Autriche-Hongrie, *Emile Boutroux* et *Ernest Denis*, 225, 257. — La Chine, *A. Gérard*, 289. — Le Japon, *Emile Hovelaque*, 353, 385. — Les Balkans, *Joseph Reinach* et *Victor Bérard*, 481, 518. — Les Etats-Unis, *Prince de Monaco* et *Maurice Caullery*, 577, 613.

Représailles (Les), *contre-amiral Degouy*, 513, 545.
Rêve (Leur), Au guetteur, *Henry Devris*, 662.
Révélations diplomatiques (Les), *Paul Louis*, 236.
Revues des livres, Antoine Albalat, 575, 671, 735.
Revues étrangères (A travers les), *Gaston Choisy*, 511, 541, 574, 607, 670, 733, 767.
Rhin (La question du), *Auguste Gérard*, 449.
V. Prusse.
Romantisme. V. Flaubert.
Rostand (Edmond). Notes et Souvenirs. *Albert Dayrolles*, 763.
Roumanie (La) et les Roumains d'Autriche-Hongrie, *D. Draghicesco*, 508.
Rousseau. Un précurseur imprévu: Jean-Jacques Rousseau debussyste, *Raymond Bouyer*, 695.
Russie. La crise du slavisme, *Paul Louis*, 365.
V. Psychologie des belligérants.

Salon de 1918 (Le) et la leçon des morts, *Raymond Bouyer*, 318.
Section (Ma). *Louis Delzons*, 217.
Sichem. Le sanctuaire indigène de Sichem et l'alliance conclue par Josué entre Yahvé et Israël, *Maurice Vernes*, 11.
Slaves du Sud. V. Italie.
Souvenirs d'avant-guerre, *Paul Flat*. Esthétique et morale, 33. — Les raisons profondes du despotisme wagnérien, 73. — La femme littéraire et le sens du sacrifice, 105. — Le théâtre et la mise au point littéraire, 195.
Suède (La) et la guerre, *Lucien Maury*, 215.
Suffrage universel (Le) et la Paix. *Fernand Faure*, 737.
Suisse (La), l'Allemagne et nous, *Maurice Lair*, 493.

Tactique. Les stades de la tactique aérienne allemande, *Jacques Mortane*, 501.
Tchéco-Slovaques (Les), *Ernest Denis*, 610, 642.
Tchékhov (Anton.), *G. Savitch et Ernest Jaubert*, 143.
Théâtre. Le théâtre, *Firmin Roz*. Comédie-Française: la Triomphatrice, 92. — Théâtre Antoine : Antoine et Cléopâtre. 155. — Autour du théâtre: le retour de Turcaret, *André Geiger*, 447. — Amoureuse à la Comédie-Française, Notre image au théâtre Réjane, *Gaston Rageot*, 702. — Le théâtre de Théodore de Banville, *Gaston Rageot*, 731. — Le théâtre d'Edmond Rostand, *Gaston Rageot*, 761.
V. Souvenirs d'avant-guerre.
Thiers. V. Alsace, Louis-Philippe.
Trois années, *Anton Tchékhov*, 144, 176, 211, 245, 275, 308, 348, 371, 407.

Ukraine (L'), *Charles Stiénon*, 47.

Universités américaines (Les) et les nôtres, *Charles Guignebert*, 171.

Vie artistique et musicale (La), *Raymond Bouyer*. L'art et les livres; Evolution et tradition; les membres de l'Institut et l'enseignement de l'art; le prestige du XVIIIe siècle et Mme Vigée-Lebrun; les origines françaises des cathédrales gothiques, 28. — La libération de la musique française et ses derniers critiques; Musique militaire et musique ancienne; un retour au classique Rameau; Monsigny et Grétry au Trianon-Lyrique. 61. — Deux expositions caractéristiques : le peintre Albert Lebourg et le dessinateur Charles Jouas; l'atmosphère et la forme; le modern style, art du passé: Au beau jardin de France et Ping-Sin, à l'Opéra-Comique; reprise à l'Opéra de Monna Vanna, 93. — La vraie musique française et son ancien répertoire, aux samedis mensuels du Trianon-Lyrique: Rose et Colas, de Monsigny; l'Epreuve villageoise et Richard Cœur de Lion, les deux chefs-d'œuvre de Grétry, 158. — Nouveaux aspects de Paris pendant la guerre; la ligue d'Ingres et la leçon de la probité, dans la collection Degas: un péri nouveau pour la musique française: la revanche de la musique légère et de l'opérette; à travers les livres: M. Debussy critique musical, 190. — La 255e représentation de Castor et Pollux, à l'Opéra; curieuse reconstitution d'une tragédie lyrique; Dresa collaborateur de Rameau, 252.

Vie théâtrale (La), *André Geiger*. Les livres de Jules Claretie : le Conservateur littéraire et les « bêtises de M. Victor Hugo »; manuscrits et autographes de théâtre; Jules Claretie et M. de Porto-Riche; le Marchand d'Estampes; Mme Réjane dans la Treizième Chaise. 30. — Quatre pièces comiques: la Dame de Chambre; la Gare régulatrice; Mlle Spinelly dans Kiki, de M. A. Picard; Adam de la Halle au théâtre du Vieux-Colombier; Moralité, 127.

Voyage (Le premier), nouvelle japonaise, *Hakucho* (texte français d'*André Bellessort*, 422.

Wagner. V. Souvenirs d'avant-guerre.
Wilson en Europe, *Paul Louis*, 741.
Wilsoniennes (Les idées). V. Etats-Unis.

Erratum :

Dans l'article de M. Georges Philippar, p. 446, dernière ligne, lire « (1901-1911) » au lieu de « (1909-1911) ».

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

Albalat (Antoine), voyez Actualité littéraire. — Bibliographie. — Chronique des livres. — Chronique littéraire. — Revue des livres.
Amar (Jules), v. Femme.
Arbelet (Paul), v. Prieur de la Côte-d'Or.
Belin (J.-P.), v. Consortiums.
Bérard (Victor), v. Psychologie des belligérants.
Bertaut (Jules), v. Mariages de demain.
Bocquet (Léon), v. Dixmude. — Guerre.
Bois (Albert du), v. Casque de la Déesse.
Bonnefon (Paul), v. Louis-Philippe.
Bossert (A.), v. Alsace. — Oberlin.
Bouchor (Maurice), v. Poésies.
Bourgin (G.), v. Antigermanisme.
Boutroux (Emile), v. Psychologie des belligérants. — France (Jeunesse de).
Bouyer (Raymond), v. Chronique des livres. — Gounod. — Péladan. — Rousseau. — Salon de 1918. — Vie artistique et musicale.
Buffenoir (Maximilien), v. Flaubert. — Pagan.
Caullery (Maurice), v. Psychologie des belligérants.
Célarié (Henriette), v. Allemagne.
Chevrillon (André). v. Psychologie des belligérants.
Choisy (Gaston), v. Allemagne. — Revues étrangères.
Clauzel (Raymond), v. Chronique des livres. — Paris.
Cochin (Denys), v. Psychologie des belligérants.
Dayrolles (Alb.), v. Rostand.
Degouy (contre-amiral), v. Représailles.
Delzons (Louis), v. Section (ma).
Denis (Ernest), v. Psychologie des belligérants. — Tchéco-Slovaques.
Devris (Henri), v. Rêve (leur).
Drachicesco (D.), v. Roumanie.
Driault (Ed.), v. Constantinople.
Dumont-Wilden (L.), v. Arrière.
Faure (Gabriel), v. Gœthe.
Faure (Fernand), voir Suffrage universel et paix.
Flat (Paul), v. Lemaître (Jules). — Souvenirs d'avant-guerre.
Gaultier (Paul), v. Belgique. — Bergson. — Guerre.
Geiger (André). v. Vie théâtrale.
Gérard (A.), v. Psychologie des belligérants.
Glay (Emile), v. Ecole.
Grzegorzewska (Marie), v. Mémoire.
Guignebert (Ch.), v. Universités américaines.
Hakucho, v. Voyage (le premier).
Herbette (Maurice), v. Diplomatie.
Hollande (Eugène), v. Poésies.
Hovelaque (Emile), v. Psychologie des belligérants.
Hubert (Lucien), v. Colonies.
Jaubert (Ernest), v. Tchekhov.
Jaudon (Henri), v. Ollivier (Emile).
Jullian (Camille), v. France.
Lacour-Gayet (G.). v. Marine anglaise.
Lair (Maurice), v. Suisse.
La Mazière (Pierre), v. Macédonienne (l'âme).
Lefebvre (Louis), v. Poésies.
Le Goffic (Charles), v. Gallois (l'effort).
Lémonon (Ernest), v. Irlande).
Level (Maurice), v. Poésies.
Louis (Paul), v. Allemagne. — Angleterre. — Autriche. — Bulgarie. — Chronique des livres. — Empires. — Espagne. — Etats. — Etats-Unis. — Flat. — Guerre. — Italie. — Mittel-Europa. — Pologne. — Révélations diplomatiques. — Russie. — Wilson.
Marcère (Ed. de), v. Prusse.
Marès (Roland de), v. Suède.
Miraben (G.), v. Noël.
Millerand (A.), v. Marine anglaise.
Monaco (prince de), v. Psychologie des belligérants.
Mortane (Jacques), v. Tactique.
Moureu (Charles). v. Flat (Paul).
Muller (Paul), v. Alsace.
Narquet (Louis), v. Guerre.
Pélissier (E.), v. Boîtes des quais.
Philippar (Georges), v. Bretagne.
Poizat (Alfred), v. Crise académique. — Poésie française.
Prieur de la Côte-d'Or, v. Comité de Salut public.
Prod'homme (J.-G.), v. Gounod.
Pupin (René), v. Allemagne. — Guerre.
Rageot (Gaston), v. Théâtre.
Reinach (Joseph), v. Psychologie des belligérants.
Renard (Georges), v. Forces motrices. — Main-d'œuvre. — Production.
Renard (L.-Georges), v. Angleterre.

Renucci (A.). v. Molière.
Rousse (Antoine). v. Une des héros.
Richard (C.). v. Dépopulation.
Roz (Firmin). v. Théâtre.
Savitch (G.). v. Tchékhov.
Seignobos (Charles). v. Ukraine.
Tchékov (Anton). v. Trois amitiés.
Vallaux (Camille). v. Pays dévastés.
Vergnet (Paul). v. Allemagne.
Verneuil (Maurice). v. Jourdain.
Sichem.
Vignaud (Jean). v. Immortels (nouveaux). — Neige (dans la).
Zangwill (Israël). v. Gardienne de conscience.
Zorletti (Ludovic). v. Éducation.
A. B. (lieutenant). v. Alsace.
P. L. v. Bibliographie. — Chronique des livres.

AUTEURS CITÉS DANS LES COMPTES-RENDUS

Achard (Gabriel), 576.
André (Louis), 184.
Angelis (Alberto de), 659.
Autin (Albert), 224.
Bachelin (Henri), 92.
Barlosa (Roy), 2[illegible].
Barbusse (Henri), 51.
Barthélemy (Joseph), 224.
Barthou (Louis), 480.
Baudin (Nicolas), 51.
Bellaigue (Camille), 62.
Bellet (Daniel), 672.
Belotti (Bortolo), 512.
Benjamin (René), 52.
Bérard (Victor), 29.
Bernard (Paul), 64.
Bertaut (Jules), 735.
Bertrand, Louis, 575.
Billy (André), 736.
Bizet, 736.
Borelly (Marthe), 96.
Boulenger (Marcel), 63, 224, 736.
Bourget (Paul), 479.
Boutet (Frédéric), 672.
Bouvier, 672.
Bréhier (Louis), 29.
Brémond (abbé), 29.
Brenet (Michel), 62.
Burnand (Eugène), 256.
Buteau (Marc), 224.
Buzzi (P.), 574.
Carco (François), 52.
Carillo (Gómez), 192.
Carnovale (Luigi), 96.
Carrère (Jean), 736.
Caullery (Maurice), 171.
Cazal (Edmond), 736.
Chardon (Aly-Henri), 672.
Claudel (Paul), 50.
Clermont (Marie Grouillet), 736.
Cochin (H.), 479.
Dauzat (Albert), 184.
Davoust (Henri), 480.
Debussy (Claude), 62, 191.
Déhène (Abel), 64.
Degouy (amiral), 32, 576.
Delbos (Victor), 192.
Deploige, Mgr Simon), 576.
Desnoyers (Louis), 125.
Dorchain (Auguste), 480.
Douel (Martial), 32.
Droin (Alfred), 96.
Duchêne (François), 544.
Dumont-Wilden, 96.
Estaunié (Edouard), 160.
Eymieu (Antoine), 736.
Fage (André), 576.
Feschotte (Jacques), 672.
Fort (Paul), 50.
Franel (Amadée), 576.
Frapié (Léon), 96.
Gaffarel (Paul), 512.
Garenne (Albert), 160.
Gauchez (Maurice), 51.
Gaultier (Paul), 160.
Geiger (André), 736.
Gennari (Lucien), 480.
Gérard (A.), 574.
Gilbert (Pierre), 671.
Giraudoux (Jean), 95, 736.
Goblet d'Alviella, 256.
Goblet (Edmond), 576.
Goy (Henri), 32.
Grandjean (Frank), 96.
Grandmaison, 479.
Gresh (Fernand), 50.
Guerlin (Henri), 28, 160.
Harry (Myriam), 187.
Hautecœur (Louis), 28, 29.
Henchès (Commandant), 575.
Herbette (Maurice), 671.
Hotsch (Ch.-H.), 51.
Horiouchi (Général), 734.
Hourticq (Louis), 32, 480.
Hurd (Archibald), 638.
Jerrold (L.), 192.
Jollivet (Gaston), 736.
Joly (Henry), 479.
Keyser (Édouard de), 672.
Lacour-Gayet, 576.
Lamy (Etienne), 479.
Lanzalone (Giovanni), 735.
Lasserre (Pierre), 62, 190.
Lavedan (Henri), 479.
Lavergne (Bernard), 256.
Léaud (Alexis), 480.
Le Bon (Dr Gustave), 185.
Lefèvre (Louis), 52.
Lemoine (J.), 576.
Le Goffic (Charles), 96, 160.
Lemonnier (Camille), 51.
Level (Maurice), 735, 736.
Lichtenberger (H.), 288.
Lintier (Paul), 49.
Lord de Sérignan (Gobineau), 576.
Machart (Alfred), 52.
Magre (Maurice), 192.
Male (Émile), 29.
Marchand (Leon), 64.
Marguillier (Auguste), 29.
Marinetti, 574.
Martinave (Joseph de), 62.
Martin (Henry), 29.
Marx-Lange (Camille), 480, 736.
Mauclair (Camille), 160.
Maurras (Charles), 192.
Maury (Lucien), 352.
Mayor de Planches, 767.
Métin (Albert), 416.
Michelet (G.), 479.
Mirbeau (Octave), 575.
Mudhoward (Adrien), 95.
Montfort (Eugène), 575.
Mourey (Gabriel), 574.
Moustoxidi, 735.
Murat (Princesse Lucien), 32.
Neppold (O.), 96.
Odavitch, 480.
Okakura Kakuzo, 574.
Périvier, 414.
Perroud (Claude), 96.
Persky (Serge), 352.
Petit (Paul), 288.
Ponti (Ettore), 224.
Porché (François), 50.
Rambaud (Alcide), 52.
Rapport (E.), 511.
Renard (Georges), 32.
Reval (Gabrielle), 224.
Rioux (Gaston), 49.
Ribbi (Emilio), 672, 735.
Rosso, 672.
Rossel (Virgile), 793.
Roux (Bienvenu), 736.
Saint-Georges de Bouhélier, 50.
Salvioli (Giuseppe), 576.
Segur (Nicolas), 672.
Sertillanges (abbé), 29.
Soubies (Albert), 28.
Stenon (Charles), 672.
Strowski (F.), 479.
Thiébaud (Edmond), 95.
Tilleul (Paul van), 543.
Tourneil (de), 639.
Travers-Bernstein (Arthur), 256.
Tucci (Gonzague), 575.
Valmy-Baisse, 52.
Vanderveldt (Emile), 96, 224.
Varèze (Claude), 95.
Verhaeren (Emile), 51.
Weil (commandant), 160.
Wysseur (Marcel), 51.